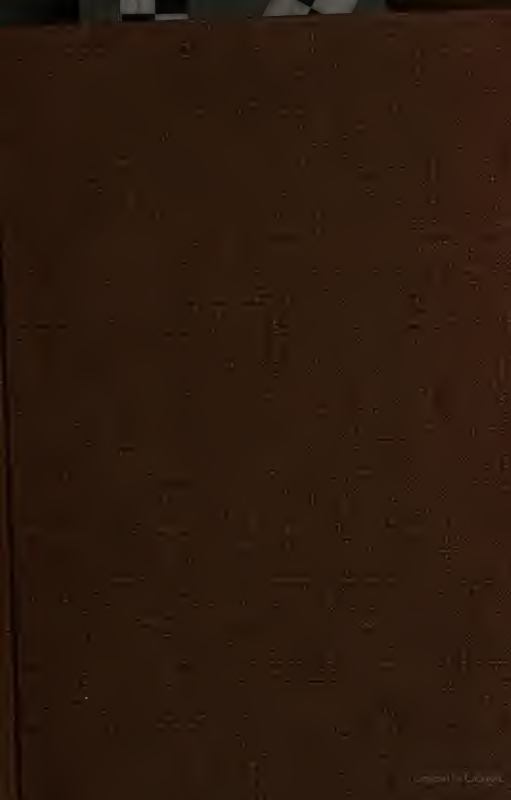




5.9.695

PASICRISIE

DE

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

LA JURISPRUDENCE

DES

COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUELIC ET ADMINISTRATIF.

CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE,

DEPUIS LA CRÉATION DE LA COUR DE CASSATION, JUSQU'A CE JOUR.

CONTIENANT

LES ARRÊTS NOTABLES DES RECUEILS

DE SIREY, DE PALLOZ, DE TARTE ET FOURNIER, DU JOURNAL DU PALAIS, DU BULLETIN

DE CASSATION, DU JOURNAL DES AVOCÉS, DES NOTAIRES, ETC.,

AVEC DES NOTES DE CONCORDANCE,

PRÉSENTANT, POUR CHAQUE QUESTION, UN TABLEAU RÉSUMÉ DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE,

AINSI QUE DES OBSERVATIONS CRITIQUES,

PAR L. M. DEVILLENEUVE.

ANCIEN DIRECTEUR DU BULLETIN OFFICIEL DE CASSATION, CORRESPONDANT DE 1831 DE SIREY-SIREY,

AVOCAT AUX CONSEILS DE ROI ET A LA COUR DE CASSATION DE FRANCE.

ET PAR A. CALETTE,

COMPLÉTÉ POUR LA BELGIO^{ME}

PAR LA RÉFERTÉ DES COLLECTIONS BELGES DE SPEYTT ET WYNS, DE SANFPERCER-LAPORTE,

DE LA JURISPRUDENCE DU XIX^{ème} SIÈCLE, DES RECUEILS DES COURS DE LA BATE ET DE LIÈGE,

ET D'UN GRAND NOMBRE D'ARRÊTS INÉDITS.

SUIVI DE TABLES, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET MÉTHODIQUE

PRÉSENTANT TOUTES LES AVANTAGES DES COLLECTIONS ALPHABÉTIQUES.

Bruxelles,

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE.

ADOLPHE WANLEN ET C^{ie}.

PARTIE DE JURISPRUDENCE. — H. FARLIER, GÉRANT.

1846

5.9.695

II

32339

PASICRISIE.

DEUXIÈME SÉRIE.

PARTIE DE FRANCE

COUR DE CASSATION.

VOLUME DIX-HUITIÈME.

1^{er} AOÛT 1855. — 29 NOVEMBRE 1856.

LA PASICRISIE CONTIENT :

Première série. Jurisprudence des Cours de France (y compris les Cours de Bruxelles et de Liège), depuis la création de la Cour de cassation en 1791 jusqu'à 1814.

Deuxième série. Jurisprudence des Cours de France et de Belgique de 1814 à 1840, divisée en deux parties, contenant : l'une la Jurisprudence des Cours de France, l'autre la Jurisprudence des Cours de Belgique.

Troisième série. Abonnement annuel à partir de 1841.

57.1612
32839 711

PASICRISIE

DE
RECUEIL GÉNÉRAL

DE
LA JURISPRUDENCE

DES
COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF,

CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE,

DEPUIS L'ORIGINE DE LA COUR DE CASSATION JUSQU'À CE JOUR.

CONTENANT :

LES ARRÊTS NOTABLES PUBLIÉS DANS LES RECUEILS

DE SIREY, DE DALLOZ, DE TAITE ET FOUENIER; DANS LE JOURNAL DU PALAIS, LE BULLETIN DE CASSATION
LE JOURNAL DES AVOUÉS, CELUI DES NOTAIRES, ETC.,

AVEC DES NOTES DE CONCORDANCE,

PRÉSENTANT SUR CHAQUE QUESTION UN TABLEAU RÉSUMÉ DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE,
AINSI QUE DES OBSERVATIONS CRITIQUES,

PAR L. M. DEVILLENEUVE,

ANCIEN DIRECTEUR DU BULLETIN OFFICIEL DE CASSATION, CONTINUATEUR DEPUIS 1851 DU RECUEIL SIREY,
AVOCAT À LA COUR ROYALE DE PARIS, MEMBRE DE LA SÉCTION D'HONNEUR,

ET PAR A. CARETTE,

AVOCAT AUX CONSEILS DU ROI ET À LA COUR DE CASSATION DE FRANCE;

COMPLÉTÉ POUR LA BELGIQUE

PAR LA REPORTE DES COLLECTIONS BELGES DE SPREUT ET WYNS, DE SANFOURCES-LAPORTE,
DE LA JURISPRUDENCE DE XIX^e SIÈCLE, DES RECUEILS DES COURS DE LA NAYE, DE SÜCH ET DE CADU,
ET D'UN TRÈS-GRAND NOMBRE D'ARRÊTS INSÉRTS;

SUIVI DE TABLES. PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET MÉTHODIQUE.

PRÉSENTANT TOUTES LES AVANTAGES DES COLLECTIONS ALPHABÉTIQUES.

Bruxelles,

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,

AD. WANLEN ET COMPAGNIE.

DEPTIE DE JURISPRUDENCE.—R. TABLE, CÉLANT.

—
1847

5-1-67
IV

RECUEIL GÉNÉRAL DE JURISPRUDENCE.

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION.

1^{re} PARTIE.

(1^{er} AOÛT 1855.)

1855.

(1^{er} AOÛT 1855.)

BANQUEROUTE FRAUDULEUSE. — FAITS CONSTITUTIFS. — JURY. — COUR D'ASSISES. — QUALIFICATION.

Le fait de banqueroute frauduleuse n'est point un fait distinct et spécial, mais bien une qualification légale de certains faits déterminés, les jurés ne doivent être interrogés que sur les faits constitutifs; quant à la qualification, c'est à la Cour d'assises seule qu'il appartient de l'appliquer aux faits déclarés constants. (1), (402, 593 et 594, C. comm.)

Dans l'espèce, Trabucco, traduit devant la Cour d'assises du Rhône comme banquier faillite frauduleuse avait été déclaré par le jury coupable :

1^o De ne pas justifier de l'emploi de toutes ses recettes;

2^o De n'avoir pas tenu de livres ou de ne pas représenter des livres établissant sa véritable situation active et passive.

La Cour d'assises avait déclaré que les faits constituaient le crime de banqueroute frauduleuse, et lui en avait en conséquence appliqué la peine.

POURVOI de Trabucco pour violation des articles 402 et 593 et 594, C. comm., en ce que les jurés n'avaient pas été interrogés sur le point de savoir si l'accusé était coupable de banqueroute frauduleuse.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 402, C. comm.; — Attendu que le demandeur a été déclaré coupable par le jury, 1^o de ne pas justifier de l'emploi de ses recettes, fait prévu par le n^o 1^{er} de l'art. 593, C. comm., et 2^o de n'avoir pas tenu de livres, ou de ne pas présenter des livres qui établissent

sa véritable situation active et passive, fait prévu par l'art. 594 dudit Code; — Attendu que la déclaration du fait de banqueroute frauduleuse n'est pas la déclaration d'un fait distinct et spécial, mais bien une qualification légale appliquée à des faits que la loi détermine; d'où il suit que, lorsque les faits que la loi qualifie banqueroute frauduleuse ont été déclarés constants par le jury, les Cours d'assises ont le droit et le devoir d'appliquer à ces faits constants la qualification de banqueroute frauduleuse, et les peines que la loi détermine pour ce genre de crime; — Attendu qu'il n'était pas possible, dans l'espèce, d'adresser au jury la question de savoir si tels ou tels faits constituaient ou non la banqueroute frauduleuse, puisque la loi s'explique catégoriquement à cet égard, et qu'en déclarant l'accusé coupable des faits que la loi classe au nombre des crimes, le jury remplissait tous ses devoirs et s'expliquait suffisamment sur le fait en lui-même et sur sa moralité; — Attendu que l'un des faits reconnus à la charge du demandeur étant déclaré, par l'art. 593 précité, constituer nécessairement le crime de banqueroute frauduleuse, la Cour d'assises ne pouvait, sans violer ledit art. et l'art. 402, C. comm., refuser de prononcer la peine portée par l'arrêt attaqué. — Rejette, etc. »

Du 1^{er} août 1855. — Ch. crim.

OUTRAGE PUBLIC À LA PUDEUR. — AUBERGE. — ÉTÉ RÉPUTÉ PUBLIC L'OUTRAGE À LA PUDEUR COMMIS DANS UNE CHAMBRE D'AUBERGE NON DESTINÉE À RECEVOIR HABITUELLEMENT DES VOYAGEURS, MAIS COMMUNIQUANT À LA CUISINE ET À LA SALLE À BOIRE, PAR DES PORTES RESTÉES OUVERTES (2). (C. pén., 330; L. 17 mai 1819, art. 1^{er}.)

et 19 fév. 1835. — La solution ci-dessus peut s'appliquer également à la diffamation et à l'injure.

(1) F. conf. Cass., 12 nov. 1829, et 28 mars 1835.

(2) F. Colmar, 24 janv. 1810; Cass., 1^{er} fév. 1831,

Un jugement du tribunal correctionnel de Melun, du 4 juin 1855, avait acquitté Durand de la prévention d'outrage public à la pudeur sur le motif que cet outrage ayant eu lieu hors de la présence de tout témoin, et dans une salle d'auberge non destinée à recevoir habituellement les voyageurs, ne réunissait pas les caractères de publicité nécessaires pour constituer le délit prévu par l'art. 330, C. pén. — Appel du ministère public.

ARRÊT.

« LA COUR. — Considérant que les faits reconnus constants ont été mal qualifiés par les premiers juges; qu'en effet, l'outrage dont la femme Courcier a été victime a été commis dans un lieu qui, dans l'espèce, devenait la dépendance d'un lieu public, à raison de sa situation par rapport à la cuisine et à la salle à boire d'une auberge, lorsque toutes les portes étant restées ouvertes laissaient à toutes les personnes qui alors fréquentaient cette auberge la possibilité d'en être les témoins, — Infirme, etc. »

Du 1^{er} août 1855. — Ch. corr.

LETTRE DE CHANGE. — PROVISION. — CRÉANCE. — MARCHANDISES. — PRÉFÉRENCE.

Il y a provision pour une lettre de change toutes les fois qu'au moment de l'échéance le tireur a sur le tiré une créance soit à terme, soit conditionnelle, mais susceptible d'être transportée commercialement à un tiers (1). (C. comm., 116.)

Si le tiré est consignataire de marchandises destinées à être vendues, le porteur a sur leur produit un droit de préférence aux autres créanciers, quelque la traite soit payable en deniers, n'ait point été acceptée, et ne mentionne pas que ces marchandises doivent servir de provision (2).

Saint-Jores tira de Caen, le 10 nov. 1850, au profit de Guilbert et compagnie, trois lettres de change à soixante-dix, quatre-vingts et quatre-vingt-dix jours de date, sur la veuve Cauvin, à Paris, qui avait en consignation des dentelles pour une valeur importante, appartenant audit Saint-Jores.

Les marchandises n'étant pas encore vendues à l'échéance des traites, la veuve Cauvin refusa d'y faire honneur. Elles furent protestées.

Le décès de Saint-Jores dévoila son état d'insolvabilité. De là un grand intérêt pour Guilbert et compagnie à conserver la garantie des marchandises en consignation. Ils formèrent à cet effet une demande devant le tribunal de commerce de Caen, qui, par jugement du 14 janvier 1852, les autorisa à se faire payer du montant des traites sur le prix à provenir des dites marchandises, sous la déduction des avances faites par la veuve Cauvin.

Appel par les héritiers Saint-Jores. — Le

27 mars 1852, arrêt de la Cour de Caen qui infirme: — « Considérant que les lettres de change tirées par Saint-Jores au profit de la maison Guilbert sur la maison veuve Cauvin étaient payables en espèces, et que rien n'indiquait qu'elles fussent payables en marchandises ou en créances éventuelles; et si la provision peut être faite soit en marchandises, soit en créances, cela ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une convention énoncée dans les traites;

« Considérant que la maison Cauvin était bien dépositaire de marchandises appartenant au tireur, mais que ces marchandises n'étant pas vendues à l'époque de l'échéance des traites, la maison Cauvin n'avait pas de deniers pour l'acquies de ces traites, et que ces marchandises ne constituaient pas, de plein droit, provision dans les mains de la veuve Cauvin, qui l'obligeait à accepter et à payer ces traites, ce qui est reconnu par la maison Guilbert;

« Que les marchandises étant aux mains de la veuve Cauvin étaient le gage de tous les créanciers de Saint-Jores, et que les traites consenties au profit de la maison Guilbert n'ont pas rendu celle-ci propriétaire des marchandises;

« Qu'il ne peut exister un privilège au profit d'un créancier qu'en vertu de la loi, et qu'aucune loi n'accorde au porteur d'une lettre de change un privilège pour être payé de préférence aux autres créanciers sur les marchandises qui sont dans les mains de celui sur lequel elle est tirée, quand ces marchandises ne sont pas déclarées par le tireur constituer provision pour l'acquit de la lettre de change,

« Déclare la maison Guilbert mal fondée dans sa prétention que les traites qui lui ont été données par Saint-Jores constituaient en sa faveur un privilège pour être payée, de préférence aux autres créanciers de Saint-Jores, sur les marchandises étant aux mains de la maison Cauvin; condamne la maison Guilbert aux dépens des causes principale et d'appel. »

POURVOI par la maison Guilbert et compagnie pour violation des principes du contrat de change et des art. 115, 116, 117, 130 et 149, C. comm.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 115, 116, 117, 130 et 149, C. comm.; — Attendu que, le tireur d'une lettre de change par laquelle il transmet au tiré la propriété de la somme pour laquelle elle est tirée est tenu d'en faire la provision à son échéance; que, cette provision ayant pour objet le paiement de la somme cédée par le contrat de change, il en résulte qu'elle se trouve, au moment de l'échéance, affectée spécialement à ce paiement; — Attendu qu'il y a provision toutes les fois qu'au moment de l'échéance le tireur a sur le tiré une créance susceptible d'être transportée commercialement à un tiers; — qu'au-

(1) *F. Lyon*, 22 mars 1855; *Cass.*, 1^{er} fév. 1856; *Bordeaux*, 30 juin 1851; — *Nougères*, *Lettres de change*, nos 88 et 95. — Mais il n'y a pas provision s'il y a compte à faire entre le tiré et le tireur avec identité pour le résultat. — *F. Cass.*, 9 juin 1841; — *Pardessus*, no 392.

(2) *F. cependant Bordeaux*, 15 mai 1854. — On sait que la jurisprudence de la Cour de cassation est fixée sur ce principe, que la provision en matière de lettre de change appartient au porteur, à l'exclusion de tous autres créanciers. — *F. Cass.*, 15 fév. 1852, et 7 déc. 1855.

cune disposition de la loi n'exige, pour que celle créance soit réputée constituer la provision, que cela soit exprimé dans le corps de l'acte; — Que peu importe que la créance du tireur sur le tiré, consistant, comme au cas présent, dans le prix d'un lot de marchandises consignées pour être vendues, soit une créance ou à terme ou conditionnelle, lorsqu'une pareille créance peut, d'après le droit commun, être transportée de la même manière qu'une créance actuellement exigible; — Que peu importe également que les traites dont il s'agit aient été tirées payables en deniers, et qu'elles n'aient point été acceptées par le tiré lorsqu'il était consignataire de marchandises appartenant au tireur, puisque ce dernier avait sur le produit de la vente de ces marchandises, à quelque moment qu'elle s'effectuât, un droit incontestable qu'il pouvait affecter au paiement de ses traites, et qui, d'après les lois de la matière, s'y est trouvé spécialement affecté au moment de l'échéance; — Que, de tout ce qui précède, il résulte qu'en déboutant la maison Guilbert de sa prétention d'être payée par préférence du montant des traites tirées à son ordre par Saint-Jores sur les marchandises que ce dernier avait, au moment de l'échéance dans la maison Cavin, sur laquelle ces traites avaient été tirées, la Cour de Cass. a méconnu les principes du contrat de change et violé les lois susrécitées du Code de comm., — Cass., etc. »

Du 3 août 1855. — Ch. civ.

(1-2) F., en ce sens, Vanhuffel, *Traité du contrat de Louage et dépôt*, p. 103. — La Cour de Paris, par arrêt du 11 juill. 1855, a adopté sur ce point ce système contraire. Elle a jugé, dans des circonstances à peu près semblables à celles de l'espèce qui va suivre, qu'en cas de refus par l'acheteur de recevoir les marchandises, pour cause de retard dans leur arrivée, l'expéditeur n'avait droit qu'à une indemnité consistant dans la différence entre le prix de la facture et la valeur vénale des marchandises au jour où la remise lui en est faite, et qu'il ne peut forcer le commissionnaire à garder les marchandises pour son compte. — C'est aussi ce qu'ont décidé les Cours de Pau, 25 fév. 1815, de Metz, 18 janv. 1815, de Bordeaux, 22 juill. 1835, et de Douai, 24 juin 1837. — Du reste, en présence de la déclaration de la Cour de cassation, que la loi a laissée aux tribunaux le soin de déterminer en quel doit consister l'indemnité due à l'expéditeur, on sent que, quelle que soit la décision des juges à cet égard, elle ne saurait donner ouverture à cassation.

Disons toutefois, qu'abstraction faite de conventions ou circonstances particulières, il nous semble que le tempérament adopté par les Cours de Paris, de Pau et de Metz, devrait être suivi de préférence au système consacré par la Cour de Nîmes dans l'arrêt qui était ici l'objet du pourvoi. En effet, tout ce que peut raisonnablement exiger l'expéditeur, c'est d'être indemnisé de manière à n'éprouver aucun dommage, aucune perte ou diminution dans les avantages qu'il devait retirer de son opération. Or, quand on lui fait compte de la différence entre la valeur vénale actuelle des marchandises et le prix qu'il devait toucher d'après la facture, il se trouve entièrement désintéressé. Pourquoi alors serait-il admis à exiger un autre mode de réparation? — Que si, au contraire, on laisse les marchandises au compte du commissionnaire, celui-ci pourra en

COMMISSIONNAIRE DE ROULAGE. — DOMMAGES-INTERÊTS. — RETARD. — PERTE. — LETTRE DE VOITURE

Les commissionnaires de roulage, voituriers et entrepreneurs des messageries peuvent, au cas de simple retard dans l'arrivée des marchandises qui leur ont été confiées, être, en raison du préjudice qui en a été la suite, condamnés, à titre d'indemnité, à les garder pour leur compte en en payant la valeur (1). (C. civ., 1784; C. comm., 97 et 104.)

Les juges du fond sont libres de choisir, pour régler l'indemnité qui est due en pareil cas, tel mode de réparation que bon leur semble, suivant les circonstances (2).

Le contrat entre l'expéditeur et le voiturier, relativement au délai dans lequel ces marchandises doivent être rendues à destination, peut, en l'absence de lettres de voiture, résulter des usages du commerce. (C. comm., 97; Res. par la Cour royale seulement.)

Spécialement. L'entrepreneur de diligences qui accepte des marchandises avec promesse de les transporter dans un lieu désigné s'engage, par le fait seul de son acceptation, à les faire arriver dans le délai ordinaire que met sa diligence pour atteindre la destination convenue (3). (Res. par la Cour royale seulement.)

Le 9 oct. 1830, la maison Cazeing, de Nîmes, déposa à la diligence de Poulain deux caisses de soirées adressées à Lassar (de Hambourg).

Le 30 oct., un second dépôt de même nature eut lieu pour la même destination.

éprouver un dommage sans profit aucun pour l'expéditeur. D'abord, ces marchandises peuvent être d'une nature telle, qu'il faille être commerçant et même exercer un commerce déterminé, pour pouvoir s'en débarrasser facilement. En second lieu, dans le plus grand nombre de cas, les frais ou dépenses qui nécessiteront la vente des marchandises, absorberont ou diminueront notablement la somme pour laquelle les marchandises auront été abandonnées au commissionnaire. — Aucun de ces inconvénients ne se rencontre dans le système des Cours de Paris, de Pau et de Metz. Ce système concilie mieux toutes les exigences de l'équité; c'est une raison selon nous, pour l'adopter plutôt que l'autre. Duv.

Pardessus (t. 3, n° 544) admet l'obligation pour les voituriers de garder les marchandises qu'autant que le retard les aurait rendues tout à fait inutilisables. — Au surplus, on voit que la Cour de cassation ne juge pas la question en principe et qu'elle reconnaît aux juges du fond le droit d'apprécier et de déterminer en quel devoir consister l'indemnité, sans que leur décision puisse, sur ce point, donner ouverture à cassation.

(3) La même décision, dit Vanhuffel (p. 100 et 101), est applicable au cas où les marchandises seraient remises à un commissionnaire de roulage ayant des services accablés qui effectuât des trajets dans un délai déterminé et qui ne varie pas : le commissionnaire est responsable de l'arrivée des marchandises dans le délai que mettent ordinairement ses voitures à parcourir la distance entre le lieu de l'expédition et celui de la destination, alors même qu'il n'a pas été dressé de lettre de voiture fixant le délai du transport. Il semble toutefois que cette règle ne devrait pas être appliquée d'une manière par trop rigoureuse, et qu'il y aurait lieu d'avoir égard aux circonstances dans le cas où le retard ne serait que de peu de temps.

Il est constant, en fait, 1^o que les caisses n'avaient été demandées par Lassar que pour les expédier à Stockholm; 2^o que, pour que l'expédition pût avoir lieu, il fallait qu'elles fussent arrivées au plus tard le dernier jour de nov.; 3^o que, d'après la date des dépôts faits à Poulain, les marchandises pouvaient être rendues à Hambourg au plus tard le 18 nov.

Poulain fit transporter les caisses jusqu'à Lynn, où son service s'arrêta, et les remit dans cette ville à l'administration Laffitte et Caillard, qui se chargea de les faire parvenir.

En raison de circonstances dont il est inutile de signaler la cause, mais qui ne constituent ni cas fortuits ni force majeure, l'arrivée des marchandises éprouva de grands retards. Le dernier envoi ne fut rendu à Hambourg que le 6 déc.; et à cette époque même, on n'avait eu aucune nouvelle du premier.

Cependant, dès le 4 du même mois, Lassar avait, par mesure de précaution, déclaré devant notaire que, la commission par lui donnée à Cazeing et compagnie étant pour la fin de nov. au plus tard, époque passée depuis quelques jours, il n'accepterait pas la marchandise, qui lui devenait inutile en raison de l'impossibilité de la navigation.

Le refus de Lassar donna naissance à un procès qui s'engagea entre la maison Cazeing et Poulain. La maison Cazeing demanda le remboursement de 6,987 fr. montant des trois caisses, avec les intérêts et les dépens.

De son côté, Poulain actionna en garantie l'administration Laffitte et Caillard.

Cette administration se défendit en disant : 1^o que la remise des marchandises n'avait été accompagnée d'aucune lettre de voiture indiquant dans quel délai elles devaient nécessairement arriver; qu'ainsi il ne s'était formé à cet égard aucun contrat entre l'expéditeur et le commissionnaire; 2^o que, dans tous les cas, le simple retard ne pouvait obliger le commissionnaire à payer la valeur des marchandises, mais le rendait seulement passible d'une indemnité en cas de préjudice causé.

Un jugement du tribunal de commerce de Nîmes adjugea les conclusions de la maison Cazeing et compagnie et en même temps condamna l'administration Laffitte et Caillard à garantir Poulain.

Appel. — Le 11 août 1851, arrêt confirmatif de la Cour de Nîmes : — « Attendu que, pour former un contrat entre le voiturier et l'expéditeur, une lettre de voiture n'est pas absolument nécessaire; que ce contrat peut résulter des usages suivis dans le commerce; qu'ainsi, lorsqu'un expéditeur remet des marchandises à un entrepreneur de diligence, pour être transportées dans un lieu désigné, cet entrepreneur contracte l'obligation de faire arriver lesdites marchandises à leur destination dans le délai ordinaire que met une diligence pour arriver à ladite destination; qu'ainsi, de cette première obligation en naît une autre qui consiste à prendre tous les moyens et toutes les mesures pour remplir la première obligation dont il vient d'être parlé;

« Que, dans l'espèce, lesdits Poulain et compagnie, ou soit Laffitte et Caillard, qui les représentent, ont violé les obligations ci-dessus d'abord en laissant séjourner à Quivrain jusqu'aujourd'hui une partie des marchandises qui leur ont été remises par Cazeing et compagnie, au lieu de les faire arriver à leur destination par la ligne de Strasbourg, en supposant qu'ils fussent empêchés par une force majeure du côté de la Belgique; soit en faisant séjourner sans aucuns motifs, et pendant quinze jours, une autre partie desdites marchandises dans leurs magasins à Paris, alors que les marchandises pouvaient être expédiées pour Hambourg, sans éprouver le moindre obstacle; qu'il suit de ce qu-dessus que les appelants ont manqué à leurs engagements, et causé à Cazeing et compagnie un préjudice qu'ils doivent réparer;

« Attendu, quant à ce préjudice, que le tribunal ne fait aucun grief aux appelants, ainsi qu'à Laffitte et Caillard, puisque, étant tenus de la différence qui existe entre le prix auquel lesdites marchandises ont été vendues et leur valeur en l'état, ils trouveront dans cette valeur actuelle la somme à laquelle ils sont condamnés par la disposition qui les oblige à payer l'entier prix desdites marchandises, en les rendant propriétaires d'icelles; que, d'ailleurs, la vente que lesdits Cazeing avaient faite desdites marchandises demeurant sans effet par suite de la violation que les appelants ont faite de leurs engagements, il est juste que ce soient eux qui demeurent chargés desdites marchandises, et courent toutes les chances de perte;

« Attendu que la garantie réclamée par Poulain et compagnie n'est pas entesée, confirme. »
POURVOI de Poulain, Laffitte et Caillard pour violation des art. 1784, C. civ.; 97 et 104 Code comm. 1^o L'art. 97, C. comm., disait-on pour eux, ne rend le commissionnaire garant de l'arrivée dans un délai déterminé que lorsque la fixation du délai résulte d'une lettre de voiture qui, seule, peut former un contrat entre le commissionnaire et l'expéditeur. Or, dans l'espèce, il n'y avait pas de lettre de voiture qui fit une loi à l'administration Laffitte et Caillard, non plus qu'à Poulain, de faire arriver les marchandises à destination le 30 nov. Le délai qui s'est écoulé depuis cette époque n'a donc pas, à proprement parler, constitué un retard dont les commissionnaires puissent être responsables, aux termes de l'art. 104, même Code. 2^o En supposant qu'il y ait eu retard préjudiciable, et que les commissionnaires soient par suite tenus à quelques réparations vis-à-vis de l'expéditeur, c'est à tort que l'arrêt attaque les a condamnés à payer la valeur des marchandises.

En effet, il résulte de la combinaison et des termes des art. 1784, C. civ., 97 et 104, Code comm., que le simple retard ne donne lieu qu'à une indemnité, et que ce n'est qu'en cas de perte que les commissionnaires sont astreints à payer la valeur des objets eux-mêmes.

Les art. 97 et 104, qui parlent du retard, n'indiquent à titre de peine qu'une indemnité. Obliger, dans ce cas le commissionnaire à prendre les marchandises pour son compte, ce serait

créer à son détriment, une pénalité qui n'est pas dans la loi.

A l'appui de cette dernière branche du moyen de cassation, on invoquait les arrêts cités en oide et l'opinion de Loaré, Pardessus et Merlin (1).

On répondait pour les défendeurs, 1^o que l'existence d'une lettre de voiture n'était pas nécessaire pour former le contrat entre le commissionnaire et l'expéditeur; que le contrat pouvait résulter des usages du commerce; or, que, dans ces usages, l'entrepreneur de diligences, par le fait seul de l'acceptation des marchandises, prenait l'engagement de les faire parvenir à leur destination dans le délai ordinaire que mettait sa voiture pour y arriver; 2^o que le principe de l'indemnité due pour le préjudice causé par le retard dans l'arrivée étant une fois établi, les juges étaient maîtres de déterminer la nature même de cette indemnité, et de dire en quoi elle consisterait; que, dès lors, s'ils pensaient que le seul moyen, pour le commissionnaire, de réparer le préjudice, fût de payer la valeur des marchandises en les gardant pour son compte, rien ne s'opposait à ce qu'ils prononçaient la condamnation en ce sens, et qu'il était des cas dans lesquels ce mode d'indemnité serait le seul juste et équitable. D'ailleurs, ajoutait-on, les juges du fond sont toujours arbitres souverains de la quotité des dommages-intérêts; or, ne pouvaient-ils pas les fixer à une somme égale à la valeur des marchandises. La différence qu'on veut établir entre le cas de perte et celui de retard n'est nullement fondée; car le dommage, dans l'un et l'autre cas, peut être le même, et notamment, dans l'espèce, il importait fort peu que les marchandises n'arrivassent pas à Hambourg ou qu'elles arrivassent trop tard.

AAAT.

« LA COUR, — Attendu qu'il a été jugé en fait qu'il y a eu retard dans l'arrivée des marchandises dont il s'agit; que ce retard a causé préjudice à Cazeing et compagnie, et était imputable à Lafitte et Caillard; — Attendu, en droit, que la loi, en gardant le silence sur le mode de l'indemnité à laquelle elle soumet les commissionnaires de roulage, voituriers et entrepreneurs de messageries, pour le cas où les marchandises sont arrivées tardivement à leur destination, a laissé aux tribunaux à déterminer cette indemnité d'après les faits et les circonstances; d'où il suit que, dans l'espèce, en choisissant pour régler l'indemnité, qui n'était pas contestée, un mode de réparation entre plusieurs autres, la Cour de Nîmes n'a fait qu'user du droit qu'elle avait, et n'a violé aucune loi, — Rejeté, etc. »

Du 3 août 1835 — Ch. civ.

(1) Ces auteurs ne traitent pas la question d'une manière précise. Ils se contentent de dire que le retard donne lieu à indemnité de la part du voiturier, sans s'expliquer sur la nature de l'indemnité. — F., au reste, la note *supra*.

PUBLICITÉ. — BUREAU OUVERT. — ENREGISTREMENT. — PARTAGE. — PASSATION. — INTERRUPTION. — SUSPENSION.

En matière d'enregistrement, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'un jugement soit rendu dans le local même où le tribunal tient ordinairement ses audiences. (L. 22 frim. an 7, art. 65.)

Ce jugement a été valablement rendu en la chambre du conseil lorsqu'il est constaté que les lieux ont été ouverts au public (2). Lorsqu'un associé s'est rendu adjudicataire d'un immeuble provenant de l'actif de la société, il est passible provisoirement du droit de mutation sur l'excédant de sa part dans le prix d'adjudication, encore bien qu'il prétende que le prix de l'immeuble entier n'excède point sa part dans le fonds social. Pour obtenir la restitution du droit, il faut qu'il produise un règlement définitif entre tous les associés ou ayants droit; il ne suffit pas qu'il présente des calculs émanés de lui seul ou de simples éléments de liquidation (3).

En matière de restitution de droits d'enregistrement indûment perçus, la prescription n'est pas suspendue par un jugement qui a rejeté la demande quant à présent, en déclarant l'action en restitution subordonnée à la production de pièces justificatives telles qu'une liquidation et un partage; c'est en vain que le demandeur exciperait de l'impossibilité de rapporter à temps les pièces exigées si, par appréciation des circonstances de la cause, les juges ont déclaré qu'il y avait négligence et morosité de sa part. (L. 22 frim. an 7, art. 61; C. civ., 2257.)

En 1827, une société commerciale s'était formée entre Manoury et Philippe Fontenillat, son gendre. La mise de ce dernier consistait dans la signature du Vaast et ses dépendances.

Après la mort de Manoury, arrivée en 1820, la société fut continuée entre Philippe Fontenillat et ses enfants, héritiers de leur mère.

En 1824, un jugement arbitral prononça la dissolution de la société, et en nomma liquidateurs les fils Fontenillat.

Pendant les opérations de la liquidation, Fontenillat père décéda. L'un de ses enfants, Jules Fontenillat, étant lui-même décédé, laissant un fils mineur, il devint nécessaire de procéder, par licitation, à la vente des immeubles appartenant à la société.

L'adjudication eut lieu le 24 mars 1829 devant le tribunal de Rouen, moyennant le prix total de 1,097,490 fr., savoir : au profit d'une personne étrangère à la société, jusqu'à concurrence de 158,056 fr.; et pour les 931,474 fr. restants, au profit d'Edouard et Henri Fontenillat frères, deux des collicitants.

Lors de la présentation du procès-verbal d'adjudication à l'enregistrement, le 7 avril 1829, le receveur déduisit des 931,474 fr., montant de l'adjudication des deux frères Fontenillat, la

(2) F. conf. Cass., 11 fév. 1835, et les renvois. — F. aussi la note sous Cass., 15 juil. 1840.

(3) F. Délib., de la régie, 26 mar 1835. — F. aussi Délib., 21 déc. 1829 et 23 mai 1835.

somme de 794,996 fr., formant les deux tiers du prix total de 1,087,400 fr., et perçut le droit de mutation à 4 % sur la différence de 200,477 fr., prix des portions acquises par les colicitants en sus de leurs droits dans la totalité des biens vendus.

Cette perception fut faite nonobstant les observations des frères Fontenilliat, que, l'actif social à partager s'élevait à une somme considérable, ils n'avaient reçu que leur part et même moins que leur part; que dès lors ils n'étaient passibles d'aucun droit de mutation.

Depuis, la liquidation de la société ayant été menée à fin, les frères Fontenilliat soumirent leur compte à un arbitre-juge, qui le vérifia et l'approuva; et par suite, un jugement du tribunal de commerce de Rouen, du 13 mai 1830, déclara la succession de Philippe Fontenilliat déitrice, envers la société, d'une somme de 979,649 fr. 60 c.

En cet état de choses, et suivant exploit du 4 avril 1831, les frères Fontenilliat assignèrent la régie de l'enregistrement en restitution de la perception proportionnelle qu'ils prétendaient avoir été indûment faite le 7 avril 1829.

Le 25 mai 1831, jugement par défaut, qui ordonne cette restitution.

Sur l'opposition de la régie, jugement du tribunal de Rouen du 13 août 1831:

« Attendu que les prétentions des frères Fontenilliat ne sont fondées que sur des calculs émanant seulement d'eux, tandis qu'en ce qui concerne les attributions auxquelles ils ont droit ils devraient présenter quelque chose de stable;

« Qu'en effet la perception a dû être faite, comme elle l'a été, à raison d'une acquisition par eux de ce qui excédait leur copropriété dans l'immeuble; que le tribunal n'a point à examiner si cette copropriété a été bien appréciée et la perception faite aux taux convenables, puisque cette question n'est point soulevée, et que la régie, en demandant un supplément, se fonde sur autre chose que l'importance du prix de la licitation, comparée avec les qualités des adjudicataires et leurs parts indivises; mais qu'au moins il y avait lieu à un droit proportionnel;

« Attendu que les frères Fontenilliat ne pouvaient faire cesser cet état de choses et obtenir le rapport des sommes perçues qu'autant qu'ils représenteraient un acte qui, intervenu avec les parties intéressées, constaterait que l'établissement du Vaast composait leur lot, et leur était définitivement abandonné à ce titre, parce que les autres parties, les représentants de Fontenilliat père, trouvaient les valeurs égales dans le reste de l'actif de la société, savoir dans les créances et indemnités sur lui-même;

« Que, si cette justification eût été faite, alors auraient trouvé place les règles du droit commun, adoptées par l'administration elle-même, et rappelées dans la lettre du directeur général, du 25 déc. 1807, portant « qu'un associé peut obtenir tous les immeubles de la société, sans qu'il y ait mutation et lien à aucun droit proportionnel, si la part de l'autre associé est égale, » encore qu'elle ne porte que sur les choses mobilières. »

« Attendu que rien de semblable n'est produit par les frères Fontenilliat, qui se sont bornés à faire des calculs, à produire des éléments de liquidation, des actes extra-judiciaires, mais sans pouvoir les employer comme liquidation même, puisqu'il est évident que, quel que fût à cet égard le jugement qui interviendrait, il ne signifierait rien pour les ayants cause de l'autre associé, Fontenilliat père, qui ne seraient point tenus de considérer cette décision comme règle;

« Attendu que toute autre solution aurait cette conséquence inadmissible, que le receveur à qui l'on soumettrait le jugement d'adjudication, et rien que ce jugement, serait tenu ou de faire une liquidation lui-même sur les documents qui lui seront fournis, ou de suspendre la perception;

« Attendu qu'il n'en peut être ainsi;

« Que le receveur doit établir sur des chiffres certains, savoir, ici, sur la différence entre la part revenant aux frères Fontenilliat dans le prix de la licitation comme propriétaires, et la part revenant aux autres; que seulement ce n'est là qu'une perception provisoire dont la restitution pourra s'ouvrir après la liquidation, ou règlement définitif faisant connaître le sort irrévocable de cette différence, faisant connaître qu'elle demeure à l'adjudicataire, qu'elle lui demeure au même titre à raison des rapports ou indemnités dues ou des autres valeurs de la société, ce qui résulte positivement, entre autres, d'une décision de l'administration du 12 octobre 1812;

« Attendu que la licitation n'est, dans ce cas, et aux termes des art. 970 et 976, C. proc., qu'un incident du partage, qu'un moyen d'y arriver et de mobiliser l'immeuble pour opérer les attributions, à faire à chacun; qu'ainsi c'est à ce dernier acte qu'il faut se reporter pour savoir ce qui restera en définitif de la perception provisoire; que les frères Fontenilliat, réclamant comme si elle avait déjà été faite dans l'origine, ou comme s'ils avaient produit le règlement dont on vient de parler, n'ont donc quant à présent aucun droit à la restitution, etc.

« Le tribunal, faisant droit de l'opposition de la régie... rapporte le jugement comme surpris, juge que la restitution, si elle doit avoir lieu, ne sera ouverte qu'après la justification du règlement définitif ou liquidation entre tous les représentants de Fontenilliat père, en conséquence, déboute, mais quant à présent seulement, les demandeurs en restitution, les réserve à se pourvoir plus tard, s'il y échoit... compense les dépenses entre les parties. »

Ce jugement ne fut point signifié.

Le 8 août 1832, nouvelle demande des frères Fontenilliat à fin de restitution. Cette fois, ils produisirent un acte de liquidation de la société, en date du 5 nov. 1831, homologué par jugement, et duquel il résultait que les 931,474 fr., montant de l'adjudication, étant inférieurs à la part des deux frères Fontenilliat dans l'actif de la société, leur avaient été intégralement laissés pour les remplir de leurs droits.

Mais à cette demande la régie opposa la prescription biennale.

Le 5 déc. 1832, nouveau Jugement, rendu également en la chambre du conseil, bureau ouvert au public, qui accueille la fin de non-recevoir : — « Considérant qu'aux termes du premier alinéa de l'art. 61, L. 22 frim. an 7, les parties sont non recevables, après le délai de deux ans, à compter du jour de l'enregistrement à former une demande en restitution de droits perçus ;

» Considérant que la perception contre laquelle réclamaient les frères Fontenilliat a eu lieu le 7 avril 1829, et que leur action aux fins de restitution n'a été intentée que le 8 août 1832, c'est-à-dire trois ans et quatre mois après la perception ;

» Mais, considérant que les Fontenilliat prétendent que l'instance actuelle n'est que la continuation d'une instance précédente, commencée le 4 avril 1831, c'est-à-dire moins de deux ans avant l'échéance de la prescription ;

» Que, pour soutenir cette prétention, ils s'appuient sur les dispositions d'un jugement rendu par le tribunal le 13 août 1831, lequel juge que la restitution, si elle doit avoir lieu, ne sera ouverte qu'après la justification du règlement définitif ou liquidation entre tous les représentants Fontenilliat père et Manoury, associés ; en conséquence, déboute, mais quant à présent seulement, les demandeurs en restitution, les réserve à se pourvoir plus tard, s'il y échet, etc. ;

» Considérant que des termes de ce jugement il résulte bien clairement que le tribunal n'a pas entendu prononcer un interlocutoire, mais bien un jugement définitif ;

» Qu'il déclare dire, Il est vrai, que, faute de justification essentielle, les Fontenilliat sont déboulés, quant à présent seulement ; mais qu'il ne leur ordonne pas de produire cette justification ; que les réserves qui leur sont accordées de se pourvoir de nouveau signifient seulement que le tribunal pourra se livrer à un nouvel examen, si les parties reviennent devant lui, munies de titres convenables et en temps utile ; mais qu'il n'a pu ni dû vouloir suspendre l'exécution des lois qui rendent toute action prescriptible ;

» Considérant que ce qui corrobore le moyen de fin de non-recevoir invoqué par l'administration, c'est que le jugement du 13 août 1831 était rendu sur l'opposition formée par celle dernière à un précédent jugement du 25 mai, et que, faisant droit à cette opposition, il l'a dit à bonne cause et rapporté le premier jugement comme surpris ;

» Que cependant l'assignation du 8 août 1832 a pour but de faire dire et juger que l'administration de l'enregistrement sera reçue opposante pour la forme au jugement du 25 mai 1831 ; qu'elle sera déboulée de son opposition, et par suite, condamnée à faire la restitution demandée ;

» Qu'il est évident que, le tribunal ayant, par le jugement du 13 août 1831, statué sur l'opposition de l'administration, ne peut plus y statuer par jugement nouveau, puisque tout est terminé à cet égard ;

» Considérant que, s'il était possible de regar-

der la perception qui a été faite par l'enregistrement comme provisoire et pouvant être modifiée par des actes qui n'auraient pu être terminés, et en faisant à cet égard l'application des principes généraux de la prescription, qui permettent en pareil cas qu'elle soit suspendue, néanmoins ces principes ne pourraient relever les héritiers Fontenilliat de la déchéance qu'ils ont encourue qu'autant que, depuis la perception opérée, ils n'auraient mis aucune négligence à confectionner les actes qui auraient pu servir de base à une perception définitive ;

» Considérant en fait que, la perception provisoire ayant eu lieu le 7 avril 1829, ce n'est cependant que le 4 avril 1831 qu'ils ont intenté leur première action, et que ce n'est ensuite que le 3 nov. 1831 qu'ils ont dressé leur acte de liquidation ;

» Que dès lors il y a eu morosité et négligence de leur part, et que l'on ne peut les placer dans une hypothèse favorable ;

» Par ses motifs, le tribunal déclare les héritiers Fontenilliat non recevables dans leur action. »

POURVOI des frères Fontenilliat contre ces deux jugements. — En la forme, violation de l'art. 65, L. 22 frim. an 7 ; en ce que les juges ayant ainsi déclaré qu'ils allaient se retirer dans la chambre du conseil, bureau ouvert au public, et ayant ainsi rendu leur décision, il n'y avait point eu publicité.

Au fond, 1° en ce qui concerne le jugement du 13 août 1831, violation de l'art. 68, § 3, n° 2, L. 22 frim. an 7 ; fausse application de l'art. 69, § 7, n° 9, même loi ; violation de la foi due aux actes et de l'autorité de la chose jugée. Le partage des biens meubles et immeubles entre copropriétaires ne donne lieu qu'à un droit fixe. Il en est de même de la licitation, qui n'est qu'un mode de partage et qui en produit tous les effets. Le droit proportionnel n'est dû que sur ce qui excède la part de l'adjudicataire dans l'immeuble, parce que cette part seule est acquise. Si la masse à partager se composait uniquement des immeubles licités, rien de simple comme l'application de ces règles. Mais la perception devient plus difficile quand la masse à partager se compose en outre d'autres immeubles ou objets mobiliers. Il est impossible alors de fixer le droit à percevoir, ou du moins de le fixer d'une manière définitive ; car la part du colicitant adjudicataire dans l'immeuble adjugé dépend du rapport qui existe entre le prix de cet immeuble et la totalité de la masse à partager. Le montant de la masse est-il fixé par des actes ? on produit ces actes, et le droit est liquidé en conséquence. Dans le cas contraire, on sent qu'il ne peut y avoir lieu qu'à une perception provisoire, et que la base de cette perception ne saurait être autre que le droit appartenant au colicitant dans l'immeuble adjugé. Ces principes n'ont pas été contestés dans l'espèce ; mais un a élevé des difficultés sur les actes qui pouvaient et devaient servir de justification à l'établissement de la part des frères Fontenilliat dans l'immeuble adjugé. Lors de l'enregistrement de l'acte d'adjudication, les frères Fontenilliat produisaient les

pièces qui justifiaient leur part dans l'actif social. Cette justification devait suffire. Car c'était au fisc, en qualité de créancier et de demandeur, à prouver le contraire de ce qu'on avançait. Néanmoins, les justifications furent considérées comme non avenues, et le droit fut perçu. Mais depuis fut produit le jugement arbitral du 13 mai 1850. C'était là un acte authentique, intervenu entre toutes les parties intéressées et établissant leurs droits d'une manière irrécusable. La représentation de cet acte suffisait donc pour faire accueillir la restitution demandée.

2° En ce qui concerne le jugement du 5 décembre 1852, violation de la règle *contra non valentem agere non currit prescriptio*, et de l'art. 2257, C. civ. En matière fiscale, comme en droit commun, tout empêchement d'agir est un obstacle à la prescription. Dans l'espèce, la prescription de deux ans avait-elle pu courir contre l'action en restitution? Non. En effet le jugement du 13 août 1851 avait décidé que les frères Fontenillat ne seraient recevables à se pourvoir en restitution des droits perçus qu'après règlement définitif ou liquidation entre tous les représentants Fontenillat. Ainsi deux obstacles puissants et légaux qui s'opposaient à leur action : 1° le point de droit reconnu par le jugement qui déclarait que l'action en restitution n'était ouverte qu'après un partage définitif ; 2° le dispositif du jugement même qui portait que les frères Fontenillat étaient non recevables jusqu'au règlement.

De plus, ces deux obstacles étaient réels et insurmontables, eu ce sens que la régie, qui reconnaissait et exécutait le jugement du 13 août 1851, reconnaissait dès lors l'existence de l'obstacle et ne pouvait pas à la fois se prévaloir de son existence pour conserver le droit indûment perçu, et la méconnaître pour acquiescer à la prescription.

Enfin, il résulte de toutes les circonstances de la cause que les frères Fontenillat ont agi avec toute la diligence possible ; que, s'il y a eu quelques retards, ils doivent être attribués soit à la longueur du travail du juge arbitre, soit à la nature de l'affaire à liquider, enfin, soit aux lenteurs de la régie elle-même.

3° En ce qui concerne le même jugement du 5 déc. 1852, fausse application des art. 1541 et 2247, C. civ., violation de l'art. 2244 du même Code, et de l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7.

D'après ces lois, la prescription est interrompue par une citation en justice. Ainsi, en supposant, avec le jugement du 5 déc. 1852, que la prescription ait commencé à courir dès le jour de la perception, elle aurait été interrompue par l'assignation du 4 avril 1851. Il est vrai que l'interruption de la prescription doit être regardée comme non avenue lorsque la demande a été rejetée (C. civ. 2247). Mais, dans l'espèce, le jugement du 13 août 1851 n'a statué ni sur le fondement de la demande ni sur celui de la perception : il a seulement déclaré qu'il n'était pas possible de juger la régularité de la perception jusqu'à la liquidation définitive. S'il déboute les demandeurs en restitution, c'est quant à présent seulement, et sous la réserve de se pour-

voir plus tard. — Ainsi, en pareil cas, ce n'est qu'un jugement provisoire, qui ne statue pas définitivement sur le sort de la demande en restitution, et qui, par conséquent, laisse en suspens la question de validité de cette demande (V. Carré, de la Compétence, t. 1, p. 91, quest. 52). Dès lors l'effet de l'interruption doit toujours subsister.

ARRET.

« LA COUR, — En ce qui touche le moyen de forme : — Attendu que ni l'art. 65, n° 5, de la loi du 22 frim. an 7, ni aucune autre disposition de la loi, ne portent que les jugements seront nécessairement, et à peine de nullité, rendus dans le local où se tiennent ordinairement les audiences ; — Attendu que les deux jugements attaqués, en énonçant qu'ils ont été rendus à la chambre du conseil, ajoutent ces mots : *Bureau ouvert au public*, d'où il résulte que le défaut de publicité reproché auxdits jugements n'existe pas, et que ce moyen doit être écarté ; — En ce qui touche les moyens du fond, sur le premier moyen particulier au jugement du 13 août 1851 : — Attendu que le jugement du 13 août 1851, après avoir dit dans ses motifs que les prétentions des demandeurs n'étaient fondées que sur des calculs émanés d'eux et sur de simples éléments de liquidation qu'ils ne pouvaient employer comme liquidation même, les a déboutés de leur demande en restitution quant à présent seulement et sous toutes réserves de se pourvoir, s'il y échet ; — Qu'en jugeant ainsi, examen fait des pièces et actes dont l'appréciation lui appartenait, le tribunal n'a commis ni pu commettre aucune violation de la loi ; — Quant au jugement arbitral du 13 mai 1850, attendu que ce jugement n'a pas été rendu avec la régie, et qu'il ne lui a pas même été opposé par les demandeurs ; d'où il suit que les demandeurs ne peuvent argumenter de cette décision pour reprocher au jugement du 13 août 1851 la violation de la loi due aux actes et de l'autorité de la chose jugée ; — Sur les deuxième et troisième moyens particuliers au jugement du 5 déc. 1852 : — Attendu qu'aux termes de l'art. 61, n° 1, de la loi du 22 frim., applicable au cas dont il s'agit, il y a prescription après deux années à compter du jour de l'enregistrement ; — Attendu qu'en cette matière les délais sont de rigueur ; — Attendu que les réserves accordées aux demandeurs par le jugement du 13 août 1851 leur laissent le moyen de se mettre en règle dans le délai déterminé par la loi, mais ne pouvaient prolonger ce délai, et que la prescription pouvait leur être opposée s'ils ne justifiaient pas de leur demande en restitution par des pièces régulières avant l'expiration dudit délai ; — Attendu que le jugement du 5 déc. 1852 déclare que cette justification n'a pas été faite à temps, et décide en conséquence que la demande n'est plus recevable ; — Attendu que la preuve de l'impossibilité prétendue par les Fontenillat d'effectuer leur liquidation dans ledit délai reposait sur les faits et actes dont l'appréciation appartenait aux juges, et que c'est d'après cette appréciation qu'il est déclaré par ledit jugement du 5 déc.

1852 qu'il y a eu négligence et morosité de leur part; — Qu'ainsi ledit jugement ne peut être critiqué. — Rejeté, etc. »

Du 4 août 1855. — Ch. civ.

SURENCHÈRE. — MINEUR. — DIXIÈME. — QUART.

L'adjudication sur licitation des biens de mineurs est susceptible à la fois de la surenchère du quart de la part de toute personne, et de la surenchère du dixième de la part des créanciers inscrits (1). (C. proc., 710; C. civ., 2185.)

Le 4 avril 1855, la demoiselle Nimax, mineure émancipée, assistée de son curateur, et munie des autorisations nécessaires, met en vente par-devant notaire un immeuble dépendant de la succession de sa mère.

Les époux Maillard se rendent adjudicataires moyennant la somme de 7,500 fr.

Aucune surenchère du quart n'a lieu dans la huitaine de l'adjudication.

Le 4 fév. 1854, les époux Maillard notifient leur contrat aux créanciers inscrits.

Cette notification est suivie, dans le délai légal, d'une déclaration de surenchère du dixième de la part de Ducoudré, l'un de ces créanciers.

On demande la nullité de cette surenchère, laquelle, disait-on, devait être du quart, et ne pouvait avoir lieu que dans la huitaine de l'adjudication.

Le 15 avril, jugement qui prononce la nullité de la surenchère.

Le 4 juill. 1854, arrêt de la Cour de Rouen qui infirme : — « Considérant que la demoiselle Nimax, mineure émancipée, et assistée de son curateur, ayant été autorisée de justice, et après avoir rempli les formalités prescrites, a fait procéder à la vente d'une auberge sise à Pacy, dépendant de la succession de sa mère, devant M^e Colombel, notaire audit lieu; que les époux Maillard, s'étant rendus adjudicataires de cet immeuble, le 4 août 1853, pour le prix de 7,500 fr., ont fait notifier leur contrat, le 4 fév. 1854, à Ducoudré, créancier inscrit sur cet immeuble, conformément à l'art. 2185, C. civ., avec déclaration qu'ils constituaient avoué sur les poursuites en surenchère qui pourraient avoir lieu par suite de leur notification;

« Que, le 31 mars suiv., Ducoudré a déclaré faire une surenchère du dixième du prix de la vente, et a assigné tant les époux Maillard que la demoiselle Nimax et son curateur, pour faire juger sa surenchère valable;

« Que cette surenchère a été déclarée nulle par les premiers juges, se fondant sur les dispositions des art. 965 et 710, C. proc., et qu'il s'agit de statuer sur l'appel interjeté de ce jugement;

« Considérant qu'il a existé entre les auteurs la plus grande controverse relativement à la nature de la vente des biens des mineurs et autres

semblables, aux surenchères, et enfin à l'applicabilité des art. 965 et 710, C. proc., et qu'à cet égard la jurisprudence des Cours n'est pas encore fixée;

« Considérant, toutefois, qu'on ne peut reconnaître que deux espèces de vente : la vente forcée ou faite par voie d'expropriation, et la vente volontaire, dans laquelle on doit comprendre celle des biens des mineurs et autres, quoique faite en justice; que le titre 12, *De la saisie immobilière*, au Code proc., a été d'abord fait pour régler les formes, les effets et les conséquences de la vente par expropriation forcée; et, si le législateur, ne voulant pas se répéter, a, depuis, renvoyé, en termes assez généraux, pour la vente des biens des mineurs et autres, à des articles du titre *De la saisie immobilière*, il faut examiner l'esprit de cette nouvelle disposition, et rechercher dans les articles de la loi ce qui peut être applicable à la vente de ces biens des mineurs et autres; qu'il est constant, en effet, que des formalités particulières sont exigées pour la vente par expropriation forcée, et que cette vente a d'autres résultats;

« D'abord, tous les créanciers inscrits sont avertis de la vente par la notification des placards;

« Elle se fait contradictoirement avec eux; après la vente, il n'est pas nécessaire de notifier ni transcrire l'acte de vente.

« La vente des biens de mineurs se fait, au contraire, sans y appeler les créanciers; souvent ils n'en ont aucune connaissance, et ils ne sont avertis de cette vente que par la notification du contrat;

« Comment, sous ce premier rapport, rendre commune à ces deux ventes la disposition de l'art. 710, C. proc., concernant la surenchère? Est-il vrai, d'ailleurs, que le législateur, en renvoyant, par l'art. 965, pour la réception des enchères, la forme de l'adjudication et ses suites aux art. 701 et suiv. du Code, ait entendu comprendre dans ces termes la surenchère telle qu'elle est réglée par l'art. 710? Il résulte, au contraire, ainsi que l'a dit la Cour de cassation, de la nature de cette surenchère et des formalités qui lui sont spéciales, qu'elle est un droit extraordinaire dont l'exercice ne peut être étendu, par induction, au-delà de la limite que la loi lui assigne, et la surenchère qui peut être mise sur une vente volontaire, ne sont ni une forme ni une suite de la vente; si la disposition de l'article 710, C. proc., devant s'appliquer à la vente volontaire faite en justice, que deviendrait le droit du créancier inscrit, qui peut suivre en quelques mains qu'il passe? A quoi bon les dispositions des art. 2183, 2184 et 2185? Et n'est-ce pas parce que les époux Maillard ont reconnu qu'ils pouvaient produire effet, et qu'ils avaient une surenchère à craindre, qu'ils ont fait la notification dont on a déjà parlé? Car, certes, ils

(1) La question n'avait pas encore été envisagée sous ce double point de vue, et les arrêts de la Cour de cassation et des Cours royales n'ont jugé que le point de savoir laquelle des deux surenchères était admissible. — La solution que nous rapportons sem-

blait concilier, sous le Code de proc., les divers systèmes opposés, et conserver le droit des mineurs sans sacrifier pour cela ceux des créanciers. — *Bilhard, Bén. d'inv.*, n° 82.

ne pouvaient craindre celle qui est indiquée par l'art. 710. C. proc., parce que, depuis longtemps, le délai pour la former était expiré. On a invoqué quatre arrêts de la Cour de cassation, chambre des requêtes, qui ont rejeté le pourvoi contre des arrêts qui avaient admis des surenchères du quart, conformes à l'art. 710, mises sur des ventes de biens de mineurs faites en justice. La conséquence qu'il faudrait en tirer, c'est que ces surenchères, profitables au propriétaire comme au créancier, pourraient être reçues; mais il ne faudrait pas en tirer cette autre conséquence que le créancier doit être privé des autres droits et avantages que la loi lui confère: par ces motifs, etc. »

POURVOI des époux Maillard pour violation des art. 965 et 710. C. civ., et fausse application de l'art. 2185. — Il s'agissait, disait-on, d'une vente judiciaire. Dès lors il y avait nécessité de suivre pour la surenchère les formalités prescrites par les art. 707 et suiv., auxquels renvoie, à cet égard, l'art. 965. C. proc. Or, l'art. 710 n'admet que la surenchère du quart notifiée dans la huitaine de l'adjudication. Mais la surenchère du dixième, autorisée par les art. 2185 et suiv., C. civ., n'est applicable qu'au cas de vente volontaire, et non de vente judiciaire et forcée. En vain l'arrêt attaqué cherche-t-il à établir, quant à la surenchère, une distinction entre la vente sur saisie immobilière et la vente de biens de mineurs, sur ce motif que, au premier cas, les créanciers, étant parties à l'adjudication, connaissent le point de départ du délai de surenchère, et ont en tout le temps nécessaire pour se mettre en mesure de surenchérir: tandis que, au deuxième cas, ils ignorent complètement cette adjudication, et qu'il serait dès lors inique de faire courir contre eux un délai de rigueur sans les en prévenir. D'abord la distinction ne résulte pas de la loi; mais en outre le système qui tend à appliquer l'art. 710 à la vente de biens de mineurs ne repousse nullement la maxime de procédure: *Paria sunt non esse et non significari*. Au contraire elle se concilie à merveille avec cette maxime et le principe qu'elle consacre, en ce sens que le délai de huitaine prescrit par l'art. 710 ne devra courir que du jour où la vente aura été notifiée aux créanciers inscrits. Ainsi appliqué, le système invoqué à l'appui du pourvoi n'est-il pas exempt de toute injustice envers ces créanciers?

M^e Nicod, avocat général, a conclu au rejet du pourvoi, et a exposé, sur la combinaison des art. 710 et 2185, une doctrine toute nouvelle. Il a pensé que ces articles n'étaient pas exclusifs l'un de l'autre; que le premier était applicable à toute personne, même aux créanciers inscrits; mais qu'à l'égard de ces derniers, sa disposition n'était que facultative, et que le droit de surenchérir du dixième dans le délai légal des notifications prescrites par l'art. 2185 leur était tou-

jours ouvert, même après l'expiration, sans surenchère du quart, du délai de l'art. 710. D'ailleurs les acquéreurs n'ont-ils pas eux-mêmes reconnu ces principes en notifiant leur contrat aux créanciers inscrits et en provoquant ainsi la surenchère?

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'article 2185, C. civ., lorsque le nouveau propriétaire d'un immeuble a fait aux créanciers la notification prescrite par l'art. 2183, C. civ., tout créancier dont le titre est inscrit peut requérir la mise aux enchères de l'immeuble, à la charge notamment de porter le prix de l'immeuble à un dixième en sus de celui stipulé dans le contrat; — Attendu que cette disposition n'est pas incompatible avec l'art. 710. C. proc.; que la faculté de surenchérir d'abord du dixième, puis du quart du prix principal, n'est pas interdite par la loi; que, s'il en était autrement, les créanciers pourraient être privés des droits et des avantages que la loi leur confère; — Attendu que l'arrêt attaqué n'a pas violé les art. 965 et 710, C. proc., — Rejette, etc. »

Du 4 août 1835. — Ch. req.

PREUVE LITTÉRALE. — COMMENCEMENT. — MANDAT EN BLANC. — NOTAIRES. — CLERC. — MANDAT.

Une procuration en blanc peut être considérée comme un commencement de preuve par écrit pour établir l'existence du mandat pour le débiteur de la procuration, alors, d'ailleurs, qu'il résulte des circonstances que cette procuration avait été confiée par le mandant avec le pouvoir de remplir le blanc de tel nom qu'on voudrait y insérer, lorsque le besoin s'en ferait sentir (1). (C. civ., 1347.)
Le premier clerc d'un notaire auquel mandat avait été donné de toucher une créance pour l'un de ses clients a pu valablement donner quittance des sommes reçues du débiteur, s'il est reconnu par les parties, et d'ailleurs, de notoriété publique que ce premier clerc suppléait le notaire dans tout ce qui concernait la gestion des affaires dont il était chargé, et qu'il faisait à sa place les recettes quand l'occasion s'en présentait (2). (C. civ., 1384.)

Par acte passé en brevet devant Balleroy notaire à Caen, la dame Cosnard, créancière de Farment pour une somme de 8,500 fr., avait souscrit une procuration en blanc, contenant tous les pouvoirs nécessaires pour recevoir cette créance et faire toutes les diligences tendant à en assurer la rentrée, en cas de difficultés dans le recouvrement.

Balleroy resta en possession de cette procuration, depuis la date de sa confection, jusqu'à l'époque où il prit la fuite.

La dame Cosnard, ayant été forcée de former une demande en délivrance d'une seconde grosse

(1) F. Riom, 10 juil. 1817, et 7 mars 1831. — F. aussi Toullier, *Droit civ.*, t. 9, n° 66 et 67.

(2) Les clercs d'un notaire doivent être considérés comme ses préposés, ses mandataires tacites relativement aux affaires qui concernent l'étude et dont

ils se mêlent. — F. Rolland de Villargues, *Répert. du notari.*, v° *Clerc*, n° 11. — Un avoué est également responsable du fait de son clerc. — F. Auz., 17 juil. 1825.

du contrat d'obligation, Farment soutint qu'il n'y avait pas lieu à délivrer la deuxième grosse, parce que la première était entre les mains de Crevin, huissier, chargé par la dame Cosnard de le poursuivre pour obtenir le paiement de son obligation; et ensuite parce qu'il avait payé tout ce qu'il devait, entre les mains du premier clerc de Balleroy, et avant la disparition de ce dernier. En conséquence, il forma opposition entre les mains de Crevin, à la restitution de la première grosse.

Cependant, un interrogatoire sur faits et articles avait été, durant l'instance, subi par la dame Cosnard; elle déclara n'avoir pas donné ses pouvoirs à Balleroy, ni à son clerc, et avoir reçu seulement du premier, en différents paiements, la somme de 4.000 fr., sur les intérêts et le capital à elle dus par Farment.

Jugement rendu contre Farment, faute de plaider, qui déclare la dame Cosnard créancière, et ordonne, par suite, la mainlevée de l'opposition formée entre les mains de l'huissier Crevin.

Appel par Brout, un des créanciers de Farment, qui demande que celui-ci soit déclaré valablement libéré de l'obligation par lui contractée envers la dame Cosnard, jusqu'à concurrence des sommes qu'il a versées à Balleroy pour le compte de cette dernière.

Le 9 nov. 1835, arrêt de la Cour de Caen qui, déclare Farment libéré de son obligation envers la dame Cosnard, par le motif que Balleroy, en vertu de la procuration en blanc laissée entre ses mains par la dame Cosnard, devait être réputé le véritable dépositaire de la confiance de celle-ci; que cette procuration fournissait un commencement de preuve par écrit; que c'était bien réellement à lui que la veuve Cosnard avait conféré son mandat pour tout ce qui concernait la réception du montant de la créance Farment, alors que toutes les circonstances de la cause annonçaient que cette procuration n'avait été confiée à Balleroy que pour lui permettre de gérer les intérêts de la veuve Cosnard, relativement à la créance qu'elle avait sur Farment, au moyen de la faculté qu'il avait de pouvoir à chaque instant remplir le blanc de tel nom qu'il lui plairait d'insérer, lorsque le besoin s'en ferait sentir pour la régularisation des actes; que, d'un autre côté, l'ensemble des lettres et quittances de Balleroy montrait qu'il agissait effectivement comme fondé de pouvoirs de la veuve Cosnard.

En ce qui touche la difficulté élevée par la veuve Cosnard, sur la quittance finale délivrée par Aumont, en qualité de clerc de Balleroy, l'arrêt déclare cette quittance valable : — « Attendu qu'il est reconnu par les parties et d'ailleurs de notoriété publique qu'Aumont était, en effet, le premier clerc de Balleroy; qu'il le suppléait dans tout ce qui concernait l'étude et les gestions d'affaires dont il était chargé, et qu'il faisait à sa place les recettes quand l'occasion s'en présentait; qu'en pareil cas, ce qu'il a touché,

en sadite qualité de clerc de l'étude, doit être réputé avoir été touché par Balleroy lui-même, et être passé en compte au débiteur de la même manière. »

POURVOI par la veuve Cosnard pour 1^{re} violation de l'art. 1356, C. civ.; 2^e fausse application de l'art. 1347, C. civ., par suite, violation de l'art. 1356; 3^e violation de l'art. 1353, C. civ., par suite, violation de l'art. 1356, même Code; 4^e violation des art. 1259 et 1341, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation de l'art. 1356, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué aurait divisé, au préjudice de la demanderesse, l'aveu judiciaire qu'elle avait fait dans son interrogatoire sur faits et articles : — Attendu, en fait, qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que, par acte en brevet passé par-devant M^{re} Balleroy, la veuve Cosnard souscrivit une procuration en blanc, contenant tous les pouvoirs nécessaires pour recevoir la créance qu'elle avait sur Farment; — Attendu qu'il résulte de ce fait et de ceux qui s'y rattachent, et de l'appréciation qui en a été faite par l'arrêt attaqué, que c'est en dehors de l'interrogatoire sur faits et articles, et seulement dans un commencement de preuve par écrit corroboré par des présomptions graves, précises et concordantes, que la Cour de Caen a puisé la preuve de l'existence du mandat dans les mains de Balleroy, et de la validité de la libération du débiteur entre les mains de ce notaire; qu'ainsi l'arrêt attaqué n'a pas violé l'art. 1356; — Sur la fausse application de l'art. 1347, C. civ. : — Attendu que le rejet du premier moyen rend superflu l'examen du second; — Sur la violation de l'art. 1353, — Attendu que ce troisième moyen étant comme le second, subordonné à l'admission du premier, il est superflu de s'en occuper; — Sur la violation des art. 1259 et 1341, C. civ., en ce que la Cour de Caen a admis comme valable le paiement que le débiteur avait fait entre les mains du clerc du notaire Balleroy : — Attendu qu'il a été constaté par l'arrêt comme fait de notoriété publique et reconnu comme constant par les parties que le premier clerc du notaire Balleroy le suppléait dans tout ce qui concernait la gestion d'affaires dont il était chargé, et que, d'ailleurs, l'arrêt n'a fait qu'apprécier les faits d'exécution d'un mandat; qu'ainsi, dans cette appréciation, la Cour de Caen n'a pu violer les actes précités, — Rejette, etc. »

Du 4 août 1835. — Ch. req.

COUR D'ASSISES. — DÉBATS. — INDIVISIBILITÉ. — SUSPENSION. — RENVOI.

La formation du tableau du jury et les débats qui l'ont suivie sont indivisibles, en telle sorte que les débats ne peuvent être annulés sans que le tableau du jury le soit également (1). (C. crim., 353, 405 et 406.)

En conséquence, lorsque la Cour d'assises a annulé les débats et ordonné qu'ils recom-

(1) La nécessité d'annuler le tableau du jury ne se justifie que par les dangers d'une communication au-dehors de la part des jurés; mais lorsque dans le

cours ou à la fin des débats on reconnaît l'existence d'une nullité postérieure à la formation du tableau et sans qu'aucune communication ait eu lieu au de-

menceront à un jour fixé, à partir de la lecture de l'acte d'accusation, il est nécessaire, à peine de nullité, de procéder, au jour indiqué, à une nouvelle formation du tableau du jury (1).

Lefebvre, Dehors et la fille Plaisance étaient traduits devant la Cour d'assises de l'Eure, sous l'accusation d'incendie. Déjà, le ministère public, les avocats des parties civiles, ceux de Lefebvre et de la fille Plaisance avaient été entendus, lorsqu'une indisposition subite empêcha celui de Dehors de prendre la parole.

Une remise de quelques jours fut accordée à l'accusé pour lui permettre de trouver un autre avocat, mais celui auquel il s'adressa refusa de le défendre.

Après avoir vainement insisté pour obtenir le renvoi à une autre session, Dehors déclarant faire choix de M^e Berryer, demanda que les débats fussent recommencés à partir de l'acte d'accusation, en présence du nouveau défenseur, et qu'à cet effet ils fussent renvoyés à quinzaine.

Le 3 juin 1855, arrêt par lequel la Cour ordonne que les débats s'ouvriront de nouveau devant le jury, tel qu'il était constitué pour le procès, le 5 juin suivant, à l'effet de quoi une nouvelle lecture de l'acte d'accusation serait donnée, et que Dehors sera, lors de ces débats, assisté du conseil qu'il aura choisi ou qui lui aura été nommé d'office.

Les débats recommencèrent effectivement au jour indiqué, et par arrêt du 8 juin, Dehors et Lefebvre furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité et solidairement à 25,188 fr. de dommages et intérêts envers les parties civiles.

POUVOI de Dehors.

ARRET.

« LA COUR. — Sur le moyen tiré de la violation des art. 353, 405 et 406, C. crim., combinés, en ce que la Cour d'assises du département de l'Eure, après avoir suspendu pendant deux fois les débats, les a ensuite annulés par arrêt du 3 juin, et a ordonné qu'ils s'ouvriraient de nouveau le 5 du même mois de juin, par une nouvelle lecture de l'acte d'accusation, devant le jury tel qu'il est constitué : — Vu, sur ce moyen, les art. 353, 405 et 406, C. crim.; — Attendu qu'il résulte de la combinaison desdits

hors, les choses étant encore entières, on ne peut pas dire que la nullité à la formation du tableau qui ne reçoit aucune atteinte d'un vice postérieur. Ainsi, supposez qu'un moment où le président commence son résumé, après avoir prononcé la clôture des débats, il s'aperçoit que les jurés n'ont pas prêté le serment voulu par la loi, la Cour doit se borner à annuler les débats et les recommencer après avoir rempli la formalité omise; il n'y a aucune nécessité de procéder à un nouveau tirage. L'accusé qui a usé de son droit de récusation n'éprouve aucun préjudice et n'a aucun motif de plainte à alléguer.

(1) On invoquait dans cette affaire l'arrêt suivant rendu dans une espèce où il y avait eu renvoi du 18 au 21 mai : « LA COUR. — Attendu que, si l'article 406, C. crim., prescrit qu'il soit formé un nouveau tableau du jury, lorsqu'il y aura renvoi à la session suivante, il ne s'ensuit pas qu'il ne doive

articles que la formation du tableau et les débats sont indivisibles dans l'affaire qui en est l'objet; d'où il suit que les Cours d'assises ne peuvent annuler les uns et conserver l'autre; — Et attendu que, dans l'espèce, la Cour d'assises de l'Eure, par son arrêt du 3 juin dernier, a annulé les débats commencés, et ordonné que, devant le jury tel qu'il est constitué pour le procès, les débats s'ouvriront de nouveau le vendredi 5 du même mois, à l'effet de quoi une nouvelle lecture de l'acte d'accusation sera donnée; qu'en suite de cet arrêt, la même Cour d'assises a recommencé ces débats au jour indiqué, sans avoir, dès lors, procédé à une nouvelle formation du tableau du jury; — Attendu qu'en cela la Cour d'assises du département de l'Eure a commis un excès de pouvoir et violé les dispositions des articles combinés 353, 405 et 406 précités, — Casse, etc. »

Du 6 août 1855. — Ch. crim.

DÉNONCIATION. — SIGNATURE. — MINISTRE. — CHAMBRE DU CONSEIL. — FONCTIONNAIRE. — PARTIE CIVILE.

Des écrits adressés spontanément au ministre de l'intérieur peuvent être considérés comme constituant une dénonciation calomnieuse, quoiqu'ils ne remplissent pas les conditions prescrites par l'art. 31, C. crim. (2).

La preuve de la fausseté de la dénonciation peut résulter d'une ordonnance de non-lieu de la chambre du conseil aussi bien que d'un jugement ou d'un arrêt émanant d'un tribunal répressif (3).

L'auteur d'une dénonciation calomnieuse ne peut invoquer la protection accordée par la loi aux fonctionnaires publics, qui sont obligés de signaler à l'autorité compétente les délits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, s'il avait cessé les allées à l'époque où la dénonciation a été faite (4). (C. crim., 29 et 358.)

Celui qui a fait partie d'une commission dont les membres ont été collectivement l'objet d'une dénonciation calomnieuse, quoiqu'il n'ait pas été nominativement désigné, et ceux qui ont été signalés comme leurs complices, quoiqu'aucunes poursuites n'aient été exercées contre eux, ont droit à des dommages-intérêts, si, par suite de la dénonciation, ils ont souffert dans leur crédit et dans leur considération.

point être procédé de cette manière lorsqu'il y a renvoi à une autre séance de la même session; que cette conséquence serait en opposition avec les dispositions de l'art. 405, qui veut que l'examen de l'accusé commence immédiatement après la formation du tableau. — Rejette, etc. »

(2) *P. conf. Cass.*, 10 oct. 1816; — *Parant, Lois de la Presse*, p. 467, et Chauveau, *Th. du Code pénal*, t. 5, p. 503.

(3) *P. conf. Chassan, Traité des délits de la parole*, t. 1, p. 360, n° 13; — *Cass.*, 1^{er} fév. 1828, et 2 mai 1834.

(4) *P. conf. Chassan, Traité des délits de la parole*, t. 1, p. 110, n° 2. — La qualité de fonctionnaire public, quand même elle n'aurait point cessé, n'exuserait pas une dénonciation de faits non gérés dictée par un sentiment de haine personnelle. — *P. Cass.*, 12 mai 1837.

ARRÊT.

* LA COUR, — Sur la violation des art. 31 et 47, C. crim., et de la fausse application de l'article 373, C. pén., en ce que 1° les actes qualifiés de dénonciation par l'arrêt attaqué n'auraient pas rempli les conditions exigées par le premier de ces articles; 2° en ce que le demandeur aurait agi comme témoin; 3° en ce qu'il n'existe au procès ni décision administrative ni décision judiciaire qui ait déclaré les faits révélés faux et calomnieux; — Attendu, en droit, que les formes prescrites par l'art. 31 précité ne sont qu'accessoiries à la dénonciation et non ses éléments constitutifs; — Que, dans l'absence d'une disposition expresse qui attache à leur inobservation la peine de nullité, on doit s'en tenir au principe général, qui n'admet comme viciant un acte que ce qui l'affecte dans sa substance, et qu'aux termes de l'art. 373, C. pén., il suffit, pour donner à un écrit le caractère de dénonciation, qu'il soit spontanément adressé à des officiers de justice ou de police administrative; — Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué constate que Flandin, dans une correspondance suivie avec les fonctionnaires supérieurs de l'ordre administratif, a signalé l'existence de dilapidations imputables aux intervenants, et que ces dénonciations ont donné lieu contre eux à une information judiciaire; — Attendu, en effet, que le procureur du roi près le tribunal de la Seine, dans son réquisitoire du 8 août 1835, indique Flandin comme ayant dénoncé ces détournements et comme étant l'instigateur de la poursuite; que ce fait résulte de lettres averties par le demandeur dans l'écrit intitulé *Déposition générale*, notamment de celle par lui adressée au ministre de l'intérieur, le 6 août 1835; et renvoyée par ce ministre au procureur général près la Cour de Paris; qu'il ressort de cette pièce, implicitement rappelée dans l'arrêt, et dont la date est antérieure au premier acte de la poursuite, que Flandin a pris sous sa responsabilité l'allégation des faits énoncés dans les notes et mémoires annexés au réquisitoire du procureur du roi; qu'elle établit suffisamment la spontanéité de ces prétendues révélations et la volonté qu'elles ne restassent pas en état de communication confidentielle; que, dès lors, cette lettre renferme tous les caractères d'une dénonciation faite librement et par écrit à un officier de police administrative; — Attendu que l'arrêt constate, en outre, que Flandin, pendant le cours de l'instruction qu'il s'est efforcé de diriger, a transmis de lui-même aux magistrats par des actes extrajudiciaires tout ce qui, dans l'intérêt de la dénonciation, devait être l'objet de leurs investigations, et qu'il correspondait directement avec plusieurs des témoins sur les faits à raison desquels il croyait leurs dépositions nécessaires; — Attendu, enfin, qu'une ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de la Seine a décidé qu'il n'y avait lieu à suivre contre les intervenants, déclaration qui établit, mieux encore que n'aurait pu le faire une décision émanée d'un tribunal répressif, la fausseté de la dénonciation, puisqu'il est résulté, de l'instruction qu'elle avait

provoquée, qu'elle n'a pu même servir de base à une prévention; — Sur ce que le demandeur n'aurait fait qu'user du droit assuré aux fonctionnaires publics par les art. 29 et 358, Code crim., et s'acquitter de l'obligation qui leur est imposée, de donner avis au procureur du roi des délits dont ils ont ou dont ils croient avoir acquis la connaissance pendant la durée de leurs fonctions; — Attendu que la disposition exceptionnelle de ces articles ne saurait s'appliquer au demandeur, qui, à l'époque de sa dénonciation, avait cessé d'être membre de la commission d'enquête dont l'opinion, transmise au général en chef de l'armée d'Afrique, sous la forme de conclusions, avait été proclamée et adoptée dans un ordre du jour de ce fonctionnaire; d'où il suit que Flandin, ayant consommé son mandat, n'agissait plus que comme personne privée; — Sur ce que l'arrêt attaqué n'aurait pas dû comprendre, dans la répartition des dommages-intérêts adjugés aux intervenants, quatre d'entre eux qui n'avaient pas été désignés par le demandeur comme ayant pris part aux faits dénoncés; — Attendu que le général Tholozé était membre de la commission dite de finances, accusée par Flandin de dilapidation; qu'à l'égard des deux banquiers de Paris et du directeur de la banque d'Angleterre, bien que l'instruction n'eût pas été dirigée contre eux, il ne s'ensuit pas qu'ils n'eussent pas été calomniés, et qu'étant parties devant le tribunal de première instance et devant la Cour royale, il a pu légalement leur être attribué des dommages-intérêts, comme ayant souffert, aux termes de l'arrêt, dans leur crédit et dans leur considération, — Rejette, etc. »

Du 8 août 1835. — Ch. crim.

JUGEMENT. — MOTIFS. — EXCEPTION.

Doit être cassé pour défaut de motifs l'arrêt qui se borne à déclarer un appel régulier et valable, lorsque l'intimé a formellement conclu à ce que cet appel fut déclaré non recevable comme tardivement formé; le rejet de cette exception devait être motivé (1).
(L. 20 avr. 1810, art. 7.)

Murel avait interjeté appel d'un jugement rendu au profit de la veuve Dessus. L'intimée soutient que l'appel est non recevable. — « Attendu 1° qu'il n'a pas été formé dans les délais, et 2° qu'il y a eu acquiescement. »

Le 4 janv. 1835, arrêt de la Cour de Limoges, qui déclare l'appel régulier et valable, et qui juge au fond, mais sans donner de motifs sur le chef relatif au rejet de la fin de non-recevoir.

POURVOI en cassation de la veuve Dessus pour violation de l'art. 7, L. 20 avr. 1810, en ce que la fin de non-recevoir a été rejetée sans que ce rejet fût motivé.

ARRÊT.

* LA COUR, — Vu l'art. 7, L. 20 avr. 1810;

(1) *P. Cass.*, 7 mars 1826, 30 avr.-21 août 1839; — *Talambier, De l'appel*, n° 591.

— Attendu que, par des conclusions formelles qui ont été insérées dans les qualités de l'arrêt attaqué, la dame Bayle, veuve Dessus, demanda que l'appel de ses adversaires fût déclaré non recevable, comme ayant été interjeté tardivement et après l'exécution du jugement de première instance; — Que, néanmoins, cet appel a été déclaré régulier et valable, sans qu'il ait été donné par la Cour le Limoges aucun motif à l'appui du rejet de la fin de non-recevoir; — Que, par conséquent, il a été contrevenu à l'article 7, L. 20 avril, — Casse, etc. »

Du 10 août 1835. — Ch. civ.

DÉCLARATION DE COMMAND. — PARTAGE DE PROPRIÉTÉ. — ENREGISTREMENT.

(*V. Cass.*, 19 août 1835.)

ENREGISTREMENT. — USUFRUIT. — CONSOLIDATION.

Lorsque la nue propriété et l'usufruit ont été vendus par le même acte à des acquéreurs différents, et qu'un droit proportionnel a été perçu sur la vente de la nue propriété et un autre sur celle de l'usufruit, la régie de l'enregistrement ne peut, lors de la réunion de l'usufruit à la nue propriété, par suite, soit du décès, soit de la renonciation de l'usufruitier, exiger un autre droit (!).

L'art. 15, n° 6. L. 22 frim. an 7, n'autorise une telle perception qu'au cas de vente avec réserve d'usufruit pour le vendeur.

Vassal et la dame de Ronsenac, sa tante, achetèrent, conjointement le domaine de Latour.

Une clause de l'acte portait que Vassal jouirait de la nue propriété et la dame de Ronsenac de l'usufruit, jusqu'au jour de son décès, époque à laquelle cet usufruit se réunirait à la nue propriété.

Le 22 mars 1827, cet acte fut enregistré au droit proportionnel de 2 p. 100 sur les 10,000 fr. de meubles, et de 5 p. 100 sur les 100,000 formant le prix de l'immeuble.

A la date du 31 mars 1829, les mêmes personnes acquiescèrent, également en commun et suivant les mêmes conditions pour la division de la nue propriété et de l'usufruit, le domaine de Gasparin, moyennant la somme de 7,000 fr.

La régie perçut sur ce prix un droit proportionnel aussi de 5 p. 100.

Enfin, le 14 mai 1831, la dame de Ronsenac renonça gratuitement à son usufruit en faveur de son neveu nu propriétaire.

Lors de la présentation de cet acte de renonciation à l'enregistrement, la régie n'y vit qu'une réunion pure et simple d'usufruit, et ne réclama qu'un droit fixe de 5 fr.

Mais, quelque temps après, elle signifiâ à Vassal une contrainte à fin de paiement d'un supplément de droits s'élevant à 1,615 fr. 68 c., en se fondant sur les termes de l'art. 15, n° 6, L. 22 frim. an 7.

Le tribunal de Bordeaux rendit, le 29 août 1832, le jugement suivant : — « Attendu que, par contrats des 17 mars 1827 et 31 mars 1829, Vassal et la dame de Ronsenac achetèrent, savoir, Vassal la nue propriété et la dame de Ronsenac l'usufruit de deux domaines, l'un dit de la Tour, moyennant le prix collectif de 110,000 fr., dont 10,000 fr. imputables sur des meubles qui en dépendaient; et l'autre dit de Gasparin, moyennant le prix de 7,000 fr.

« Que, par acte du 14 mai 1831, la dame de Ronsenac déclara renoncer purement et simplement, en faveur de Vassal son neveu, propriétaire de la nue propriété, à l'usufruit qui lui était acquis sur les domaines de la Tour et Gasparin, et qu'au moyen de cette renonciation gratuite, l'usufruit s'est trouvé réuni à la propriété;

« Que, sur refus de Vassal, de payer 1,615 fr. 68 c., il lui a été décerné contrainte, à la requête de l'administration, le 27 mars 1832, notifiée le 2 avril suivant, avec commandement;

« Attendu que l'administration, pour justifier la contrainte, se fonde sur les principes généraux puis dans les dispositions des art. 4 et 15, n° 6, L. 22 frim. an 7, tandis que Vassal soutient que les dispositions de cet article sont inapplicables à l'espèce actuelle;

« Attendu que l'art. 4, L. 22 frim. an 7, est ainsi conçu : « Le droit proportionnel est établi... pour toute transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre-vifs, soit par décès. »

— L'art. 15 porte : « La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des immeubles, est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel.....; « 6° pour les ventes, adjudications, cessations, rétrocessions, licitations, et tous autres actes civils et judiciaires portant translation de propriété ou d'usufruit à titre onéreux, par le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges et capital ou par estimation d'experts dans les cas autorisés par la présente. Si l'usufruit est réservé par le vendeur, il sera évalué à la moitié de tout ce qui forme le prix du contrat, et le droit sera perçu sur le total; « mais il ne sera dû aucun droit pour la réunion de l'usufruit à la propriété. Cependant, si elle s'opère par un acte de cession et que le prix soit supérieur à l'évaluation qui en aura été faite pour régler le droit de la transmission de propriété, il est dû un droit, par supplément, sur ce qui se trouve excéder cette évaluation. Dans le cas contraire, l'acte

(1) *V. Cass.*, 29 mai 1832, 27 mai-12 août 1834, 2 août 1841; — Instr. de la régie, 1504, § 8. — Il résulte de la jurisprudence de ces arrêts, disent Rigaud et Champinmière, 1° que lorsque la nue propriété a été transmise séparément de l'usufruit, il ne doit être perçu aucun droit proportionnel, à raison de l'usufruit, en quelque main qu'elle s'opère;

2° que la perception du droit fixe seulement s'applique à tous les cas où la séparation de l'usufruit et de la propriété aura donné ouverture à un droit proportionnel quel qu'en ait été le mode. — *V. Traité des droits d'enreg.*, t. 4, n° 3519. — *V. aussi Cass.*, 30 mars 1841.

« de cession est enregistré pour le droit fixe. »

« Attendu que cet article ne parle d'un supplément de droit que dans le cas de réunion après vente avec réserve d'usufruit au profit du vendeur ; que c'est par un seul et même acte, et pour un prix collectif, que la nue propriété des domaines dont il s'agit a été vendue à Vassal, et l'usufruit à la dame de Ronsencac ; que, lors que les vendeurs se soient réservés l'usufruit, ils s'en sont dépouillés, de même que de la nue propriété ; que les droits à raison de cette vente ont été acquittés ; que la cession de l'usufruit du 14 mai 1851, faite gratuitement à Vassal, nu propriétaire, ne pouvant donner lieu à aucun supplément de droit proportionnel, c'est avec raison que, lors de l'enregistrement de cet acte, le receveur n'a perçu qu'un droit fixe ;

« Le tribunal annule la contrainte, etc. »

POURVOI par la régie, pour violation de l'art. 15 n° 6, L. 22 frim. an 7. L'art. 15, L. 22 frim. an 7, disait-on dans son intérêt, oblige le nu propriétaire à payer le droit d'enregistrement sur la valeur entière de la propriété ; et le n° 6 du même article porte que par valeur entière on doit entendre le prix exprimé et moitié en sus. Or, dans l'espèce, Vassal n'a payé de droits que sur le prix exprimé aux contrats d'acquisition : il est donc devenu, par le fait de la réunion de l'usufruit à la nue propriété, débiteur du droit à percevoir sur la moitié en sus de ce prix. En vain veut-on restreindre la portée et l'application de l'art. 15 au cas où le vendeur s'est réservé l'usufruit et n'a vendu que la nue propriété : il faut conserver à la loi son véritable sens, et éviter toute confusion. Lorsque le vendeur s'est réservé l'usufruit, elle veut que le nu propriétaire acquitte sur-le-champ les droits sur la valeur entière ; mais de là il ne résulte pas que, dans le cas où cette réserve n'aura pas eu lieu, le nu propriétaire ne sera passible que des droits sur le prix exprimé. Un tel système serait injuste, et violerait le principe d'égalité parfaite qui doit, à l'égard de la perception des impôts, régner entre les contribuables, puisque le nu propriétaire se trouverait plus tard en possession d'un usufruit sur l'acquisition duquel il n'aurait payé aucun droit. Lors de là, et pour appliquer sainement le n° 6 de l'art. 15, il faut dire qu'au cas de non réserve de la part du vendeur, le nu propriétaire n'en payera pas moins le droit sur la valeur de l'usufruit ; mais que seulement, au lieu d'être tenu de l'acquitter actuellement, il n'en sera passible que lors de l'événement. C'est dans ce sens qu'a jugé un arrêt de la chambre des requêtes, du 25 nov. 1829.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu qu'il est reconnu que tous les droits d'enregistrement ont été payés lors des contrats des 17 mai 1827 et 31 mars 1829, soit à raison de la nue propriété vendue à Vassal de Simeuil, soit à raison de l'usufruit vendu à la dame de Ronsencac ; — Attendu en outre que l'art. 4, L. 22 frim. an 7, ne donne ouverture au droit que dans le cas de transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance ; —

Que, lorsqu'une transmission de propriété ou d'usufruit prend fin de manière à ne pas opérer elle-même une nouvelle transmission, il n'y a pas de nouveau droit proportionnel à payer lorsque la totalité des droits a été payée, comme dans l'espèce, lors de la constitution des droits relatifs à la nue propriété, ainsi que de ceux relatifs à l'usufruit ; — Attendu enfin que l'acte du 14 mai 1851, par lequel la dame de Ronsencac a renoncé purement et simplement, à titre gratuit, à l'usufruit qui lui avait été acquis à titre onéreux sur les domaines de la Tour et de Gasparin, n'a pas réellement opéré, dans ces circonstances, au profit de Simeuil, la transmission d'usufruit aux termes de la loi ; — Que l'unique effet de cette renonciation, faite à titre gratuit, a été de faire cesser la transmission que les actes des 17 mars 1827 et 31 mars 1829 avaient opérée en faveur de la dame de Ronsencac, qui avait payé tous les droits qui étaient à sa charge, — Rejeté, etc. »

Du 11 août 1855. — Ch. civ.

EXPLOIT. — COPIE ILLISIBLE. — AMENDE.

L'huisier qui signifie une copie illisible doit être condamné à l'amende de 25 fr., sauf son recours contre l'avoué, si c'est par cet officier que la copie a été faite. (Décret 29 août 1813, art. 2.)

Du 11 août 1855. — Ch. req.

CHEMIN PUBLIC. — DESTRUCTION. — FORCE MAJEURE. — EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE. — INDENNITÉ.

Lorsqu'un chemin public a été envahi ou détruit par les eaux d'une rivière, ou par tout autre accident de force majeure, un nouveau chemin doit être fourni par les propriétaires voisins.

Mais dans ce cas, le propriétaire sur le terrain duquel est pris le nouveau chemin, n'a-t-il pas droit à une indemnité ? (Art. 481 C. civ., § 15.)

En tout cas, et s'il s'agit d'un chemin communal, ce n'est que contre la commune que l'indemnité pourrait être réclamée : le propriétaire exproprié ne peut s'adresser aux habitants auxquels le nouveau chemin paraîtrait le plus nécessaire, ni agir contre eux par voie d'action en revendication du terrain qui lui a été enlevé.

C'était une règle généralement admise dans l'ancien droit, que dans le cas de destruction ou impraticabilité d'un chemin public, les propriétaires des terres adjacentes étaient tenus de fournir un nouveau chemin, ou du moins de souffrir le passage sur leurs propriétés. — Cela était fondé sur des considérations d'utilité publique ; sur ce que l'entretien des chemins publics était une charge ou servitude réelle des fonds riverains : *non personarum sed locorum munera* (L. 14, § 2, ff. de muner. et honor.) ; enfin et principalement, sur le sentiment de Javolenus dans la loi 14, ff. *quemad. servit. amittuntur*, dont le dernier paragraphe s'exprime en ces termes : *cum via publica, vel fluminis im-*

petu, vel ruina amissa est, vicinus proximus viam præstare debet. — Cette règle était enseignée par presque tous les anciens auteurs : Poquet de Livonnière, règle 17, au titre des *Servitudes*; Dupont, sur la coutume de Blois, l. 3, art. 7, § *Vitis publicis*; Godéfroy, Bérauld, Basnage, Flaust, sur l'art. 622 de la coutume de Normandie; Domat, tit. 2, sect. 13, n° 8, etc.

Mais après avoir posé ce principe, que les propriétaires voisins d'un chemin détruit ou dégradé, doivent souffrir ou restituer le passage sur leurs propres terres, il reste à savoir si c'est avec ou sans indemnité, et enfin contre qui cette indemnité pourrait être réclamée.

À cet égard, les auteurs anciens n'étaient pas d'accord ou s'expliquaient d'une manière beaucoup moins expresse. On lit dans Ferrière, *Dict. de droit et de pratique*, v° *Chemin*, n° 3 : « Quand un chemin est emporté par un débordement, les voisins sont obligés de contribuer à en refaire un autre sur des terres voisines, en dédommageant les propriétaires des terres sur lesquelles il est pris. » — Ferrière cite à l'appui de cette opinion, Legendre, sur l'art. 130 de la coutume de Troyes. — Basnage cite dans le même sens et en paraissant l'adopter, l'opinion de Delalande, sur l'art. 251 de la coutume d'Orléans... — Domat, au contraire, enseigne, *loc. sup. cit.*, que « si par quelque cas fortuit, comme d'un débordement, un chemin public est emporté ou rendu inutile, les voisins doivent le chemin, mais sans pouvoir vendre ce qu'ils perdent » car, c'est un cas fortuit qui fait un chemin de leurs héritages ou d'une partie, et cette situation les engageait à souffrir cet événement. — Et il cite à l'appui de cette décision la loi 14, ff. *quemad. servit. amitt.*, bien que les termes de cette loi n'excluent point absolument l'idée d'une indemnité.

D'autres, comme Bérauld, pensent que, dans le cas d'un chemin détruit ou rendu impraticable, le passage est dû par les riverains *alternativement*; d'autres pensent qu'il faut préférer l'héritage non clos à l'héritage clos, etc.

La question restée ainsi indéterminée sous l'ancienne législation, a-t-elle reçu une solution plus certaine sous la législation nouvelle? C'est ce qui nous reste à examiner.

Le Code rural du 28 sept. et 6 oct. 1791 est la seule loi où se trouve admis, pour un cas spécial, le principe de l'ancien droit puisé dans la législation romaine. Cette loi, sect. 7, tit. 2, art. 41, porte : « Tout voyageur (et cela s'entend de toute personne qui passe à pied ou avec chevaux, voitures, etc.) qui déclarera un champ pour se faire un passage dans sa route, payera le dommage fait au propriétaire, et de plus une amende de trois journées de travail, à moins que le juge de paix du canton ne décide que le chemin public était impraticable, et alors les dommages et les frais de clôture seront à la charge de la communauté. »

De cette dernière disposition on peut induire sans doute, que le propriétaire voisin d'un chemin impraticable, est provisoirement tenu d'une servitude de passage sur son propre terrain; mais on y voit aussi qu'il n'en est pas tenu sans

indemnité..., du moins lorsque c'est par la faute de la commune par défaut d'entretien ou de réparation, que la voie publique est interrompue.

À défaut de loi plus précise, quelle est du moins la doctrine des auteurs modernes sur la question qui nous occupe?

Tuillier, t. 3, n° 557, s'exprime en ces termes : « Si la voie publique est momentanément devenue impraticable, par quelque cause que ce soit, le propriétaire riverain doit donner un passage sur son fonds, mais il doit être indemnisé par la commune, si c'est un chemin vicinal, ou par tous ceux qui doivent contribuer à la réparation du chemin, si l'entretien est à la charge des particuliers. — C'est encore ici, ajoute-t-il, une servitude légale fondée sur l'intérêt public. Les règlements du parlement de Bretagne exigeaient qu'elle fût alternativement apportée par les propriétaires riverains de l'un et de l'autre côté du chemin, lorsque la chose était possible. Cette disposition paraît forcément équitable. »

Garnier, dans son *Traité des chemins*, p. 25 et 495, rappelle aussi la règle de l'ancien droit qui astreint les propriétaires riverains d'un chemin détruit ou dégradé, à livrer ou souffrir le passage sur leur propre terrain; mais sans s'expliquer formellement sur la question d'indemnité, il cite les auteurs anciens qui l'ont résolue dans le sens de l'affirmative. — V. aussi Daviel, *Cours d'eau*, n° 97.

Proudhon, qui le dernier a écrit sur ces matières, et dont l'autorité serait ici d'un grand poids, ne se prononce pas d'une manière plus expresse sur la question. Il cite divers textes des lois romaines sur la servitude de passage imposée aux propriétaires riverains des chemins; puis il ajoute, qu'aujourd'hui que ces propriétaires ne sont plus obligés à l'entretien des chemins, ou pourrait douter si cette servitude leur est encore imposée, et par suite, s'ils ne sont pas en droit de réclamer une indemnité. (*Traité du domaine public*, t. 1, n° 264). « Mais, dit-il aussitôt, l'existence de la servitude elle-même se rattache à un autre principe, qui est celui du service public; et comme alors il y a cause de nécessité, il faut dire que ce droit de passage existe, comme étant un accessoire de la grande servitude établie pour cause d'utilité publique... De tout cela il résulte, ajoute-t-il en terminant, mais se plaçant alors dans l'hypothèse prévue par l'art. 41 de la loi du 28 sept. et 6 oct. 1791, que, quand il s'agit d'une grande route, accidentellement impraticable, le propriétaire des fonds dont on a inversé la clôture pour se frayer un passage, et qui veut réclamer une indemnité, ne peut s'adresser qu'au gouvernement, puisque c'est l'administration publique qui est chargée d'entretenir les grandes routes en état de viabilité. »

Il est encore d'autres cas où Proudhon admet avec certaines restrictions ou distinctions le principe de l'indemnité; c'est lorsqu'il s'agit du remplacement d'un chemin de halage envahi, ou envahi en tout ou partie par la force des eaux. Proudhon accorde indemnité pour les plantations et constructions qui auraient été faites sur ce

chemin avec l'autorisation du gouvernement (l. 3, n° 790); mais il refuse l'indemnité, pour le sol pris en remplacement de celui qui a disparu (eod., n° 774), « attendu, dit-il, l'effet de la force majeure... » et nous ajouterions, nous, parce qu'un tel événement n'affranchit pas le propriétaire riverain de la servitude de balage qu'il doit, par cela seul que sa propriété borde une rivière flottable ou navigable.

Mais cette raison de décider n'est plus applicable, lorsqu'il s'agit d'un chemin enlevé sur le bord d'une rivière qui n'est ni flottable ni navigable. Dans ce cas, où les propriétés riveraines ne sont grevées d'aucune servitude légale de passage à raison de leur proximité de la rivière, suffit-il d'opposer au propriétaire riverain la force majeure ou l'utilité publique, pour arriver à cette conséquence, qu'il doit livrer sur son terrain, sans indemnité, un nouveau chemin en remplacement de celui qui a été détruit ou enlevé?... La force majeure? Mais il dira que cette force majeure n'a atteint que le chemin public et non sa propriété; que cela ne le touche en aucune manière. — L'utilité publique? Mais il répondra avec quelque force de raison, ce nous semble, que sous l'empire de nos lois nouvelles, du Code civil (art. 545) et de la charte (art. 9), l'utilité publique ne peut jamais exiger le sacrifice d'une propriété particulière que moyennant indemnité; que c'est là un principe fondamental de notre droit public et civil, qui doit avoir nécessairement abrogé toutes les lois anciennes qui lui seraient contraires, surtout une loi romaine sur le sens de laquelle on n'était pas même d'accord anciennement, et qu'aucune loi française n'a jamais reproduite...

Quant à nous, nous pensons qu'une telle défense devrait avoir un plein succès. — En donnant l'interprétation la plus large à l'art. 41 du Code rural, nous accorderons volontiers que le propriétaire riverain d'un chemin emporté par les eaux, doit être provisoirement tenu de livrer passage sur son terrain; mais nous ne saurions admettre, comme cela semblerait résulter de l'arrêt de la Cour de Toulouse, déferé à la Cour de cassation dans l'espèce dont nous allons rendre compte, que le propriétaire riverain puisse être ainsi dépouillé, *ipso facto*, du terrain nécessaire pour remplacer le chemin détruit, qu'il puisse être ainsi définitivement exproprié, et exproprié sans indemnité!!

Au surplus, sans se prononcer sur la question, que d'ailleurs elle n'a point eu à juger, la Cour de cassation semble avoir repoussé ce système, en disant que l'action du propriétaire riverain ou sa demande d'indemnité, ne pourrait dans tous les cas être dirigée que contre la commune dans le territoire de laquelle se trouvait le chemin détruit, et non contre aucun de ses habitants personnellement.

Après ces observations préliminaires, qui pourront aider le lecteur à se fixer sur une question importante qu'aucun arrêt précédent ne nous paraît encore avoir résolue, nous arrivons à l'espèce jugée par la Cour de cassation.

DEVILLARUE.

En 1812, un débordement du Tarn avait en-

levé un chemin bordant la propriété des époux Delpy, et conduisant à un moulin appartenant à Puysegur et Clausade. — Ces derniers, pour continuer à accéder à leur moulin, se sont frayé un chemin nouveau sur la propriété des époux Delpy.

En 1831, les époux Delpy ont actionné Puysegur et Clausade, en revendication ou délaissement du terrain occupé par le nouveau chemin, ou du moins en payement d'une indemnité.

Un jugement du tribunal de Gaillac a débouté les mariés Delpy de leurs demandes, et sur l'appel, ce jugement a été confirmé par un arrêt de la Cour de Toulouse du 5 juill. 1834, dont voici les motifs : — L'arrêt commence par établir, en fait, qu'il s'agit d'un chemin public; puis il ajoute : «... Attendu que ce chemin étant expressément désigné comme devant aboutir au moulin de la Frande (c'est le moulin de Puysegur et Clausade), ne peut évidemment conserver cette destination (de chemin public) qu'autant qu'il facilite les communications jusqu'à ce dernier point; que, dès lors, si par un événement de force majeure, ou un cas fortuit, il a été détruit en partie, il ne s'agit plus que de déterminer si les mariés Delpy doivent supporter les suites de ce rétablissement; — Attendu que les textes les plus précis du droit romain ne laissent aucun doute à cet égard : la loi 14, ff. *quemadmodum servitutes amittuntur*, s'exprime ainsi : *cum via publica, vel fluminis impetu, vel ruina avissa est, vicinus proximus etiam restituere debet*; décision que sa sagesse et son équité ont fait adopter par notre droit, ainsi que le constatent ces expressions de Domat, tit. 2, sect. 13, n° 8 : « Vainement objecterait-on que, d'après les principes existant de notre droit civil ou politique, les propriétés privées ne peuvent recevoir aucune atteinte que dans le cas où il y a nécessité dans l'intérêt de tous et sans une préalable et juste indemnité, puisque ces principes, constants même sous le droit qui a précédé nos nouvelles institutions politiques et le Code civil, n'ont porté nulle atteinte aux modifications que l'intérêt du voisinage ou la situation des lieux peut faire subir aux propriétés privées. »

POURVOI en cassation par les époux Delpy, pour fausse application de la loi 14, ff. *quemadmodum amittuntur*, et violation des art. 2 et 3, sect. 6, de la loi du 28 sept.-6 oct. 1791. — Les demandeurs soutiennent que la loi romaine dont il s'agit, ainsi que l'opinion de Domat citée par l'arrêt attaqué, sont tout à fait inapplicables sous l'empire de notre législation nouvelle; que le principe qu'elles consacrent serait en opposition formelle avec l'art. 9 de la charte et l'article 545, C. civ., portant que nul ne peut être contraint de céder sa propriété, même pour utilité publique, sans une juste et préalable indemnité. — Les demandeurs font remarquer d'ailleurs qu'il ne s'agit pas d'un chemin de balage, seul cas où les riverains peuvent être tenus de remplacer sur leurs propriétés, mais à titre de servitude seulement, la partie du chemin usurpée ou entraînée par les eaux. — Quant à la violation des art. 2 et 3, sect. 6, de la loi du

28 sept.-6 oct. 1791, les demandeurs la font résulter de ce que la doctrine de l'arrêt attaqué aurait pour conséquence nécessaire d'exonérer les communes de l'entretien de leurs chemins, expressément mis à leur charge par les articles précités et les autres lois de la matière.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, que le chemin confrontant aux propriétés de la femme Delpy est un chemin public, appartenant à la commune de Confoulens, et que ce chemin a été envahi en partie par le débordement de la rivière du Tarn; — Attendu que, suivant les principes consacrés par l'ancienne jurisprudence, auxquels il n'a pas été dérogé par la nouvelle législation, lorsqu'un chemin public est détruit par l'impétuosité d'un fleuve ou par tout autre événement de force majeure, le nouveau chemin peut être pris sur les héritages voisins; — Attendu que, si la femme Delpy se croyait fondée à réclamer une indemnité pour la valeur de la langue de terre qui lui appartenait et qui a été employée à la formation du nouveau chemin, c'était contre la commune, propriétaire dudit chemin, que son action devait être intentée; — Que, dans cet état, l'arrêt attaqué, en déboutant ladite femme Delpy de la demande en délaissement et en indemnité par elle formée contre Puységur et les Claude frères, n'a violé aucune loi et n'a fait qu'une juste application des principes de la matière. — Rejette, etc. »

Du 11 août 1855. — Ch. req.

EFFET DE COMMERCE. — ENDOSEMENT. — CÉDANT. — GARANTIE.

C'est aux juges du fait qu'il appartient d'apprécier, d'après les termes de l'endossement, l'étendue de l'engagement que le cédant d'un effet de commerce a pris vis-à-vis du cessionnaire et des tiers porteurs (1). (C. comm., 136.)

Ces mots, valeur à lui appartenant, apposés dans un endossement, n'indiquent pas que, la valeur appartenant au cessionnaire, le cédant a entendu par là s'affranchir de toute garantie vis-à-vis du tiers porteur (2). (C. comm., 140 et 157. — Rés. par la Cour royale seulement.)

Le 31 déc. 1850, un billet de 69,125 fr. 35 c., avait été souscrit par Joma, à l'ordre et volonté de Maillet frères, négociants à Saint-Pierre (Martinique).

Ceux-ci passèrent ce billet à la maison A. Maillet et compagnie, par un endossement du 18 janv. 1851, ainsi conçu : « Payez à l'ordre de MM. A. Maillet et compagnie, valeur à eux appartenant. »

Ensuite, l'effet fut passé par A. Maillet et compagnie à la maison Maillet, Cagé et compagnie (du Havre).

Le souscripteur n'ayant payé qu'un à-compte,

la maison Maillet, Cagé et compagnie forma, contre tous les signataires du billet, une demande à fin de condamnation solidaire au paiement de 60,606 fr. 35 c. restant dûs.

Le 2 juin 1852, jugement du tribunal du Fort-Royal qui prononce cette condamnation.

Opposition par Maillet frères, qui soutiennent n'avoir donné un endossement que comme commissionnaires ou mandataires de la maison A. Maillet et compagnie; que d'ailleurs, d'après les usages et la jurisprudence de la colonie, les termes de leur endossement, *valeur à eux appartenant*, étaient équivalents à ceux de *sans recours*.

Le 28 sept. 1853, jugement qui rejette ce système de défense. — « Attendu qu'il est de principe que tous signataires ou endosseurs d'un billet à ordre sont tenus à la garantie solidairement envers les porteurs; que cette règle ne peut souffrir d'exception que lorsqu'il y a été expressément dérogé par les parties; »

« Attendu que, par leur endossement du 18 janv. 1851, ainsi conçu : « Payez à l'ordre de MM. A. Maillet et compagnie, valeur à eux appartenant, » Maillet frères n'ont point suffisamment exprimé qu'ils agissaient soit comme commissionnaires, soit comme mandataires de A. Maillet et compagnie; »

« Attendu que l'une ou l'autre de ces qualités ne se trouve en aucune façon justifiée au procès; qu'au contraire il résulte du contrat primitif du 31 déc. qu'ils ont agi en leur nom personnel et pour l'acquit de leur compte; »

« Attendu enfin que Maillet frères pouvaient facilement s'affranchir de toute garantie soit en stipulant le sans recours, soit en déclarant qu'ils n'étaient que mandataires de la maison A. Maillet et compagnie; que, ne l'ayant pas fait, ils se trouvent exposés, vis-à-vis du porteur, à toutes les garanties que comporte leur endossement; »

« Par ces motifs, le tribunal... les déclare non recevables dans leur demande en non-garantie; en conséquence, les condamne, même par corps, à payer... »

Appel. — Arrêt de la Cour de Saint-Pierre (Martinique) du 9 mai 1854, qui confirme : —

« Attendu que le billet de 60,606 fr. 35 c., souscrit par Louis de Joma à l'ordre de Maillet frères, est la propriété d'un tiers porteur; »

« Considérant qu'il résulte des faits du procès que la garantie déniée par Maillet frères n'a jamais cessé d'exister dans l'intention des parties; »

« Que les circonstances particulières aux prétentions de Maillet frères ne pouvant être invoquées dans l'espèce, on rentre dans le droit commun; »

« Attendu qu'il est de principe que tous signataires et endosseurs sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur, à moins de stipulations contraires, ce qui n'existe pas au procès; »

« Adoptant les motifs, etc... »

lettre ou d'en toucher le montant. — *P. Pardessus, Contrat de change*, n° 106 et 288.

(2) L'endosseur ne saurait prétendre que, par ces expressions, il a entendu ne s'engager que comme mandataire. — *P. Cass.*, 11 déc. 1853.

(1) En effet, l'objet de l'endossement peut varier; il peut être de reconnaître et de constater la transmission de propriété que le tireur ou le propriétaire d'une lettre fait à celui qui lui en compte la valeur; il peut donner simplement pouvoir de négocier la

POURVOI des Maillet frères pour fausse application des art. 13, 55 et autres, tit. 3, ordonnance de 1673, et, en tant que de besoin, des art. 140, et autres, C. comm. Sans doute l'endosseur d'un effet de commerce est obligé au paiement, solidairement avec les autres signataires. Mais cette obligation cesse devant l'intention formellement exprimée de se soustraire à toute espèce de garantie. Dans l'espèce, telle avait été l'intention de Maillet frères. A cet effet, ils se sont servis d'une formule dont le sens est consacré par l'usage et par la jurisprudence à la Martinique. Ces mots *valeur à eux appartenant*, énonçant que la valeur appartenait aux cessionnaires, indiquaient que les cédants n'étaient entrés pour rien dans l'opération, qu'ils n'avaient été que des intermédiaires de complaisance, et que, dès lors, ils ne sauraient subir la condition rigoureuse de ceux qui signent pour leur propre intérêt.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant que l'endossement d'un effet négociable constitue un engagement dont l'étendue doit être déterminée par les juges, d'après les termes dans lesquels il est conçu; que la décision de la Cour de la Martinique sur le sens et les effets des expressions, *valeur à eux appartenant*, employées par Maillet frères dans l'endossement souscrit par eux au profit de Maillet et compagnie, du billet dont il s'agit au procès, rentrait dans les attributions exclusives des juges du fond, et ne peut, dès lors, constituer une violation de la loi, — Rejette, etc. »

Du 12 août 1835. — Ch. req.

DISCIPLINE. — DÉGRÉS DE JURIDICTION. —

NOTAIRE. — OFFICIER MINISTÉRIEL.

La suspension ou destitution d'un notaire ne peut être requise incidemment en appel, dans une instance où ce notaire se trouve partie; elle doit être l'objet d'une action principale devant le tribunal de la résidence du notaire inculpé (1).

Les art. 102 et 103, décret 30 mars 1808, qui donnent aux Cours royales le droit de statuer *omnisso medio* sur les fautes commises par les officiers ministériels et découvertes à l'audience ne sont pas applicables aux notaires (2). L. 25 vent. an 11, art. 55.)

Arrêt de la Cour de Rennes du 9 juill. 1834.

POURVOI par le procureur général pour fausse application de l'art. 55, L. 25 vent. an 11, et violation des art. 102 et 103, décret 30 mars 1808.

Ce décret, qui autorise les Cours et tribunaux à statuer sur les fautes de discipline commises ou découvertes à leurs audiences, s'applique à tous officiers ministériels et de l'ordre judiciaire; or, les notaires sont nécessairement compris dans l'une ou l'autre de ces deux classes. Il est vrai que l'art. 55, L. 25 vent. an 11, porte que

« les suspensions, destitutions... seront prononcées contre les notaires par le tribunal de leur résidence et sauf appel; » mais il ne s'ensuit pas que les Cours n'aient pas le droit de punir *de plano* les notaires dont les fautes seraient découvertes à leurs audiences, et incidemment à des instances pendantes devant elles, car l'art. 55, L. de vent. ne fait que constater qu'il appartient aux tribunaux, à l'exclusion des chambres de discipline, de prononcer les peines et réparations civiles, et n'est pas un obstacle au pouvoir disciplinaire qu'ont les Cours et tribunaux sur tous les officiers de l'ordre judiciaire, d'après les art. 102 et 103, décret 30 mars 1808.

Pour M^r Tessier on a répondu que la loi du 25 vent. an 11 ne distinguait pas entre les suspensions requises par action principale et celles qui n'ont été que incidemment; que, dans un cas comme dans l'autre, elle saisissait exclusivement le tribunal de la résidence du notaire, et que celui-ci devait, dans les deux hypothèses, jouir des deux degrés de juridiction;

Que le décret du 30 mars ne dérogeait pas à ces règles, puisqu'il ne parle que des avoués, greffiers et huissiers; que cette dérogation, d'ailleurs, serait inconstitutionnelle.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, d'après l'article 1^{er}, L. 25 vent. an 11, les notaires sont les fonctionnaires publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique; que les fonctions de notaire sont déclarées incompatibles, par l'art. 7 de ladite loi avec celles de greffier, d'avoué et d'huissier; — Attendu que, d'après l'art. 55 de ladite loi, toutes suspensions et destitutions doivent être prononcées, contre les notaires, par le tribunal civil de leur résidence, à la poursuite des parties intéressées, ou d'office, à la poursuite et diligence du commissaire du gouvernement; — Que cet article veut formellement aussi que ces jugements soient sujets à l'appel; — Attendu qu'il n'a été dérogé ni expressément ni même implicitement à ces dispositions par l'art. 103, décret du 30 mars 1808; qu'il n'est en effet question, dans ce décret, que des avoués, des greffiers et des huissiers, et nullement des notaires, dont il n'est pas dit un mot; — Que peu importe, par conséquent, que l'article 103, décret 30 mars 1808, ait investi les Cours du droit de statuer *omnisso medio* sur les fautes commises par les officiers ministériels et découvertes à l'audience; — Attendu que cet article ne peut être applicable aux notaires dont le sort a été réglé par la loi du 25 vent. an 11, à laquelle il n'a pas été dérogé par ce décret; que, si les lois ont ébargé les notaires da quelques attributions spéciales, ces attributions ne les placent pas cependant dans la catégorie de ceux qui exercent, en général, des fonctions incompatibles avec celles des notaires; — Que, par conséquent, en se déclarant incompétente pour prononcer sur les réquisitions incidentes du ministère public, et en le délaissant à se pourvoir ainsi qu'il aviserait, la Cour de Rennes a fait une

(1-2) F. conf. Rennes, 9 juill. 1834; Cass., 29 mars 1841; — Tottier, t. 6, n° 211; Rolland de Villargues, v° Notaire; — F. aussi Cass., 6 janv. 1835.

juste application des art. 55, L. 25 vent. an 11, et 103, décret 50 mars 1808. — Rejettr, etc. »
Du 12 août 1855. — Ch. civ.

FAUSSE MONNAIE. — CARACTÈRE. — PIÈCE DE BILLOU.

Le crime de contrefaçon de monnaie d'argent ne peut résulter du blanchiment d'une pièce de billon qu'autant que les circonstances fournissent une somme d'apparences assez fortes pour que le commerce de circulation en soit affecté, et pour contrebalancer l'expression de valeur qui ressort en relief de la pièce elle-même (1). (C. pén., 132 et 135.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'ordonnance du tribunal d'Orange du 26 nov. 1854, portant renvoi au tribunal correctionnel de la même ville, sous la prévention du délit prévu par l'art. 401, Code pén., de Bertrand Saint-Raymond, à raison du fait d'émission d'une pièce de billon des colonies françaises, au type de Charles X, de valeur de 5 centimes exprimée sur ladite pièce, qu'il avait blanchie et offerte en paiement, comme pièce d'argent de 2 francs; 2° le jugement rendu le 11 déc. même année, par ledit tribunal correctionnel d'Orange, qui, par application de l'article 401, a condamné Bertrand Saint-Raymond à quinze jours d'emprisonnement pour cette tentative de vol; 3° le jugement rendu le 16 mai 1855, par le tribunal correctionnel de Carpentras, sur appel du jugement précédent, qui s'est déclaré incompétent, attendu que le fait imputé au prévenu constituait le crime de contrefaçon de monnaie d'argent, prévu et réprimé par l'article 132, C. pén.; — Vu la requête du procureur général en la Cour de Nîmes, et les articles 525 et suiv., C. crim.; — Attendu qu'il importe de s'assurer de la qualification légale des faits; — Attendu qu'il faut distinguer entre l'altération de la monnaie et sa contrefaçon, puisque de l'un ou de l'autre de ces faits devrait résulter, dans l'espèce, soit l'application de l'article 135, si la pièce de billon a été altérée, soit l'application de l'art. 132, si une pièce de 2 fr. en argent a été contrefaite; et que les caractères légaux de la contrefaçon ne peuvent résulter que d'une somme d'apparences assez fortes, pour que le commerce de circulation en soit affecté, et pour contrebalancer l'expression de valeur qui ressort en relief de la pièce elle-même, — Renvoie Bertrand Saint-Raymond, etc. »

Du 13 août 1855. — Ch. crim.

(1) Jugé, au contraire, qu'il y a faux si quelque grossier et fugitif que soit le procédé employé (voy. Cass., 9 août 1855); 2° encore bien que le caractère distinctif des pièces et de leur véritable valeur n'ait pas été altéré (voy. Cass., 4 juill. 1811), et 3° lors même qu'une personne jouissant de ses facultés n'ait pas pu s'y tromper (voy. Cass., 4 mars 1850). La Cour semble dévier de sa jurisprudence dans l'espèce actuelle. Mais les faits n'ayant pas été suffisamment précisés pour la première instruction sur laquelle son arrêt a statué, nous pensons qu'il faut apporter une extrême réserve dans les conséquences qu'on en tire. Rien n'établit d'une manière assez positive qu'elle ait eu l'intention de se mettre en opposition

COUR D'ASSISES. — PROCÈS-VERBAL. — FORMATION DU JURY. — TIRAGE. — PUBLICITÉ. — SÉDENT. — TÉMOINS. — EXPERT. — COMPLI-CITÉ. — CONNAISSANCE.

Les procès-verbaux de la formation du jury et des débats devant la Cour d'assises peuvent être réunis en un seul contexte (3). (C. crim., 372 et 399.)

Il n'est pas nécessaire que l'arrêt qui ordonne le tirage au sort d'un treizième juré soit rendu en audience publique (3). L. 10 avril 1810, art. 7.)

Les médecins qui, à la fois, déposent comme médecins et opèrent comme experts, doivent prêter et le serment prescrit par l'art. 317 et celui prescrit par l'art. 44, C. crim. (4).

Un accusé peut être condamné comme complice, quoique la déclaration du jury ne porte pas en termes exprès qu'il a aidé ou assisté l'auteur principal avec connaissance; ces expressions ne sont pas sacramentelles et peuvent être remplacées par des équivalents.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur une prétendue violation des art. 509 et 572, C. crim., en ce que le greffier de la Cour d'assises du département du Cher n'a pas dressé deux procès-verbaux distincts et séparés, le premier de la formation du jury, le second des débats devant la Cour d'assises; d'où il suit que rien ne constate la régularité des opérations suivies pour la formation du jury; — Attendu qu'aucun article du Code crim. ne prescrit pour le tirage au sort du jury la tenue d'un procès-verbal distinct, séparé du procès-verbal de la séance; il n'est pas que ces deux procès-verbaux peuvent être réunis dans un seul contexte, comme dans l'espèce actuelle, sans violer ni les art. 572 et 599, C. crim., ni aucune autre disposition de ce Code; — Sur une violation de l'art. 7, L. 20 avril 1810, en ce que l'arrêt de la Cour d'assises, qui ordonne le tirage au sort d'un treizième juré, n'a pas été rendu publiquement; — Attendu, en fait, que, de l'ensemble du procès-verbal, et surtout de ce passage : « Les treize jurés ci-dessus nommés s'en sont placés, etc., le président a ordonné que l'audience fût ouverte; le public et les témoins ayant été introduits, il a été procédé aux débats, etc., » il résulte que l'audience n'a été rendue publique qu'après le tirage au sort du jury; qu'en conséquence, l'arrêt qui ordonne le tirage au sort d'un treizième juré n'a pas été rendu publiquement; — Attendu, en droit, que

avec ses précédents arrêts. Sa décision nouvelle peut s'entendre en ce sens qu'il n'y a pas contrefaçon si la valeur réelle qui ressort en relief est plus apparente que la valeur qu'on prendrait avoir été imitée. — F. Chauveau, *Th. du Code pénal*, t. 2, p. 55.

(3) L'arrêt du 11 juin 1855 qui juge implicitement que les deux procès-verbaux peuvent être réunis.

(3) F. conf. Cass., 3 janv. 1853.

(4) Il ne résulte cependant pas de cet arrêt qu'il y eût nullité, si l'expert n'avait prêté que l'un des deux serments. — F. Cass., 12 juin 1855, et 10 oct. 1859.

si, en thèse générale, les arrêts doivent être rendus en audience publique, à peine de nullité, il ne saurait en être de même à l'égard des décisions des Cours d'assises, qui, aux termes de l'art. 394. C. crim., ordonnent le tirage au sort d'un treizième juré; qu'en effet, le tirage au sort pour la formation du tableau ayant lieu en la chambre du conseil, en présence seulement des accusés et du ministère public, et la nécessité de l'adjonction d'un juré supplémentaire pouvant, dès lors, n'être reconnue et déclarée que là, il suit forcément de là que la Cour d'assises du Cher, en ne prononçant pas publiquement l'arrêt rendu par elle à ce sujet, n'a violé expressément les dispositions d'aucune loi; — Sur ce que les deux médecins Robert et Patureau ayant été assignés, ont, outre le serment prescrit par l'art. 317. C. crim., prêté encore celui porté en l'art. 44. même Code: — Attendu que, les termes mêmes du procès-verbal des débats, il paraîtrait résulter que ces deux médecins ont à la fois déposé comme témoins et opéré comme experts; que, dès lors, il y avait lieu de les soumettre au double serment qu'ils ont prêté, et qui garantissait à la fois et la sincérité de leurs dépositions comme témoins et la fidélité de leurs opérations comme experts; qu'en exigeant dès lors ce double serment, la Cour d'assises du Cher, loin d'avoir violé aucune loi, a fait au contraire une juste application des art. 44 et 317. C. crim.; — Sur le moyen de cassation, particulier à Lancery père, et qui résulterait d'une fausse application, à son égard, de l'art. 60. C. pén., en ce qu'en demandant au jury si Lancery père était coupable de s'être rendu complice de son fils, en l'aidant et l'assistant dans les faits qui ont préparé et facilité les crimes commis par ce dernier, on ne lui avait pas demandé si c'était avec connaissance: — Attendu que si, quand il s'agit de complicité par aide et assistance, la circonstance d'avoir agi avec connaissance doit être expressément déclarée par le jury pour que le complice soit puni de la même peine que l'auteur principal, néanmoins ces mots, avec connaissance, ne sont pas tellement sacramentels qu'ils ne puissent être valablement suppléés par des équivalents; — Que, dans l'espèce, à la question de savoir si George Lancery père était coupable de s'être rendu complice de Jacques Lancery, son fils, en l'aidant et assistant dans les faits qui ont préparé et facilité l'exécution des crimes commis par ce dernier, et spécialement en lui procurant les moyens d'entrer et de se cacher dans la maison de la veuve Bordet, sachant qu'il ne s'y introduisait qu'avec le projet arrêté à l'avance de lui donner la mort et de la voler, le jury avait répondu: « A la majorité de » plus de sept voix, oui, l'accusé est coupable, » — Que de cette réponse à l'ensemble de la demande qui lui avait été faite, il résulte claire-

ment que le jury a déclaré Lancery père coupable de complicité pour avoir aidé et assisté son fils avec connaissance dans les faits qui ont préparé et facilité l'assassinat et le vol de la dame Bordet; — Que, dès lors, et en prononçant contre Lancery père la peine de mort, la Cour d'assises du Cher a fait une juste application des art. 60 et 302. C. pén.; — Rejette, etc. »

Du 13 août 1835. — Ch. crim.

ACTION PUBLIQUE. — RENONCIATION. — ACTION CIVILE.

La circonstance que l'individu qui se plaint d'une escroquerie a d'abord agi par la voie civile, et qu'il intervient comme partie civile devant la police correctionnelle, ne peut pas élever une fin de non-recevoir contre l'action publique exercée par le ministère public (1). (C. crim., § 4.)

ARRÊT.

* LA COUR, — Sur l'unique moyen tiré de ce que Lécuyer, plaignant, ayant, antérieurement à cette plainte, choisi la voie civile, ne pouvait plus être admis à poursuivre, devant la juridiction correctionnelle, la réparation du tort qu'il disait avoir souffert; — Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué a reproduit, au contraire, la disposition du jugement du tribunal de la Seine qui a déclaré Lécuyer non recevable dans la poursuite correctionnelle des faits d'escroquerie et de détournement énoncés dans sa plainte; — Attendu, en droit, que l'action publique est indépendante de l'intervention d'un plaignant, en qualité de partie civile, et qu'aux termes de l'arrêt attaqué, c'est à la requête du ministère public que l'instance correctionnelle a été introduite et a eu son cours; — Rejette, etc. »

Du 13 août 1835. — Ch. crim.

ENREGISTREMENT. — TERME. — OBLIGATION NOUVELLE. — SOLIDARITÉ.

L'acte par lequel des créanciers accordent délai à leur débiteur, moyennant l'engagement solidaire de la femme de celui-ci et une affectation hypothécaire, constitue non un simple contrat d'atermoiement passible du droit de 50 c. %, mais un nouveau titre d'obligation soumis au droit de 1 % (2). (L. 22 frim. an 7, art. 69, § 2, n° 4, et § 3, n° 3.)

Beauvert fit avec ses créanciers un arrangement par lequel ceux-ci lui accordèrent terme et délai au moyen de l'intervention de sa femme, qui s'obligea solidairement en souscrivant avec lui des billets, conférant aussi avec lui une hypothèque, et renonçant même à ses droits, reprises et avantages matrimoniaux.

Le receveur de l'enregistrement perçut le droit d'obligation de 1 fr. %.

(1) L'action publique est indépendante de l'action civile: une fin de non-recevoir ne pourrait être élevée que contre l'intervention du plaignant.

(2) *F. Cass.*, 20 août 1834, et les renvois. — *F.*, aussi *Instr.* de la regie, 1504, § 3. — Même, abstraction faite de tout engagement de la part du

nouveau débiteur, la circonstance que l'acte portait affectation hypothécaire, est suffi, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, pour donner lieu à la perception du droit d'obligation. — *F. Cassation*, 5 août 1833.

Beauvert prétendit que cet acte était un simple contrat d'intermédiation, ne donnant ouverture qu'au droit de 50 c. $\frac{1}{2}$, et demanda la restitution du surplus.

Le 6 mars 1833, jugement du tribunal de Rochefort qui, sur le motif que l'acte dont il s'agit ne faisait que régler les termes de paiements d'obligations antérieures, ordonne la restitution demandée.

La régie s'est pourvue en cassation, et a soutenu qu'il y avait eu titre nouveau, faisant au surplus remarquer qu'il n'était nullement mention audit acte de l'enregistrement des titres antérieurs.

ARRÊT.

• LA COUR. — Vu l'art. 69, § 2, n° 4, et § 3, n° 3 L. 22 frim. an 7; — Attendu que le traité du 3 mai 1831 contient une nouvelle obligation résultant de ce que Beauvert, et sa femme, qui n'étaient pas obligés, ont, conjointement et solidairement, conféré aux créanciers de Beauvert une hypothèque qu'ils n'avaient pas; ce qui constituait pour eux un nouveau titre d'obligation et un nouveau débiteur, et donnait lieu au droit proportionnel de 1 fr. $\frac{1}{2}$, conformément au § 3, n° 3, susrécité; — Qu'il suit de là qu'en ne voyant dans ledit traité que l'intermédiation mentionnée dans le n° 4 du § 2 de l'art. 69, L. 22 frim. an 7, et en jugeant, par suite, qu'il n'y avait ouverture qu'au droit de 50 c. $\frac{1}{2}$, le tribunal de Rochefort a violé le § 3, n° 3, même art. 69, et faussement appliqué le § 2, n° 4 de cet article. — Cassé, etc. •

Du 18 août 1835. — Ch. civ.

ALIMENTS. — RÉPÉTITION. — MANDAT.

L'institutrice qui, de l'ordre de la mère tutrice, a fait des dépenses pour la nourriture et l'éducation des enfants mineurs de celle-ci, doit en obtenir le remboursement contre eux personnellement lorsqu'il est reconnu que ces dépenses ont été nécessaires, modérées, et que la fortune personnelle de la mère n'a pu, pour les acquitter, suppléer à l'insuffisance des revenus de ses enfants (1).

Il en est ainsi, alors même que la mère aurait eu l'usufruit légal des biens de ses enfants.

Les demoiselles Brizard ont été, pendant leur minorité, confiées par leur mère tutrice à la demoiselle Fredureux Dumas, maîtresse de pension.

Il est constant que les dépenses faites par la demoiselle Fredureux Dumas dans leur intérêt ne furent ni inutiles ni excessives; mais, quelle qu'en fût la modération, la mère tutrice ne les paya pas, en raison 1° de l'insuffisance des revenus de ses mineurs, 2° de l'insuffisance égale-

ment de ses biens personnels. La demoiselle Fredureux Dumas resta donc créancière d'une somme considérable.

En 1829, un immeuble appartenant à la mère fut vendu, et un ordre s'ouvrit pour la distribution du prix. Les mineurs Brizard furent colloqués pour le montant de leur compte de tutelle; mais la demoiselle Fredureux Dumas demanda à être mise à leur lieu et place comme leur créancière pour le montant des avances dont elles avaient profité.

La tribunal de la Rochelle accueillit cette demande. Les demoiselles Brizard interjetèrent appel; mais, le 5 août 1831, la Cour de Poitiers, considérant que les dépenses n'avaient pas été excessives, qu'en outre elles étaient de telle nécessité qu'en présence même de l'insuffisance des revenus des mineurs et des biens de la mère, le conseil de famille n'eût pas manqué de les autoriser, confirma le jugement de première instance, et laissa ainsi la créance de la demoiselle Fredureux Dumas à la charge des appelantes.

POURVOI en cassation des demoiselles Brizard pour fausse interprétation et violation des articles 384, 386, 455 et suiv., C. civ. — En principe, disait-on dans leur intérêt, les père et mère sont tenus de nourrir et de faire élever leurs enfants mineurs. Après le décès de l'un des deux, cette obligation devient en outre, pour le survivant, une charge de son usufruit légal. Que les revenus de l'enfant soient ou non suffisants, peu importe; les parents doivent, de leurs deniers personnels, suppléer à cette insuffisance, sans que jamais, à moins d'autorisation expresse du conseil de famille, ses biens puissent être compromis. — De ces principes il résulte que les obligations contractées par les parents pour la nourriture et l'éducation de leurs enfants leur sont personnelles, qu'il y ait ou non tutelle, et que, conséquemment, les tiers qui ont traité avec eux pour ces causes ne sont fondés, en cas d'insolvabilité de leurs débiteurs, à exercer aucun recours contre les enfants, qui ne se sont nullement engagés.

Pour la demoiselle Fredureux Dumas on répondait que, s'il n'existait pas un contrat formel entre elle et les mineurs, qui avaient profité de ses dépenses et de ses soins, ces dernières n'en étaient pas moins liées par un quasi-contrat qui devait produire tous ses effets en cas d'insolvabilité de leur mère tutrice. D'ailleurs, ajoutait-on, il est constant en fait que les dépenses ont été motivées par la plus impérieuse nécessité, et qu'elles n'ont rien eu d'excessif. Est-il juste que les mineurs s'enrichissent ainsi au détriment de l'institutrice?

(1) On citait à l'appui de ce système les arrêts des Cours d'Aix, 11 août 1812 (et non 1813), et Cass., 18 août 1813. — On cherchait à repousser l'autorité de ces arrêts en faisant remarquer que, dans l'espèce actuelle, le père avait l'usufruit légal des biens de ses enfants d'où résultaient, disait-on, des charges qui lui étaient purement personnelles. — L'avocat général disait que si, en principe général, on ne pouvait obliger l'enfant qui a des revenus dont son père ou sa mère jouissent à payer les

frais de son entretien et de son éducation parce que ce serait lui faire payer deux fois une dette qu'il supporterait déjà par la privation de ses revenus, ce principe devenait inapplicable lorsque les revenus étaient reconnus insuffisants pour l'éducation indispensable; que, dans ce cas, il ne serait pas exact de prétendre que l'enfant avait acquitté sa dette; que, dès lors, l'arrêt attaqué ayant jugé en fait que la dépense était nécessaire et les revenus insuffisants, le pourvoi devait être rejeté.

ARRÊT.

* LA COUR. — Attendu qu'il a été jugé en fait que les dépenses faites par la demoiselle Fredireux Dumas, pour la nourriture et l'éducation des mineurs Brizard, étaient nécessaires; qu'elles n'avaient point été excessives; que les revenus de ces mineurs étaient insuffisants, et que la fortune personnelle de leur mère ne pouvait y suppléer; — Attendu qu'une décision ainsi motivée n'a point violé la loi, — Rejetée, etc. »

Du 18 août 1855. — Ch. civ.

ENREGISTREMENT. — COMMAND.

La déclaration de command ne peut être considérée comme une revente passible du droit proportionnel d'enregistrement, lorsqu'elle a pour objet de diviser les immeubles adjugés et le prix de l'adjudication entre l'adjudicataire et ses command (1). (L. 5-19 déc. 1790; L. 22 frim. an 7, art. 68, § 1^{er}, no 34; L. 28 avril 1816, art. 52.)

Suivant acte du 14 oct. 1852, vente par licitation, devant M^e Vlenot, notaire à Melun, des biens dépendant de la succession de Foix.

L'art. 12 du cahier des charges portait que toute personne solvable serait reçue à enchérir et aurait la faculté de faire déclaration de command dans les délais de la loi; mais à la charge de demeurer responsable de la personne en faveur de qui elle aurait fait cette déclaration.

Le neuvième lot des biens à vendre comprenait une ferme, dite de l'Hôpiteau, composée de cent parcelles de terre, qui, estimées article par article, donnaient un total de 40,014 fr. 50 c.

Ce lot fut adjugé, moyennant 50,200 fr., à Berrier, qui l'accepta, tant pour lui que pour son command, qu'il se réservait de déclarer par la suite.

Après plusieurs autres adjudications, mais dans la même séance, Berrier, usant de la faculté de déclarer command qui lui avait été réservée, déclara que l'adjudication du neuvième lot prononcée à son profit était, savoir : des art. 3, 4, ..., contenant douze hectares quatre-vingt-un ares quatre-vingt-sept centiares, pour et au nom de Jacques Laurent, propriétaire, présent et acceptant, moyennant la somme de 16,345 fr.; et, à l'égard du surplus du neuvième lot, Berrier a déclaré l'avoir acquis pour son compte personnel et pour celui de M^e Agasse.

Cette déclaration, signée tant de Laurent que de Berrier, celui-ci déclara immédiatement à la suite que l'adjudication également prononcée à son profit, formant l'art. 55 du neuvième lot, était pour et au nom de M^e Agasse, notaire à Paris, moyennant la somme de 1,653 fr. de prix principal, ce accepté pour M^e Agasse par M^e Duclos, avoué.

Lors de l'enregistrement, dans le délai de la

loi, tant du procès-verbal d'adjudication que des déclarations du command, le receveur, considérant ces déclarations de command comme des reventes partielles, perçut le droit de mutation 1^o sur 50,300 fr., 2^o sur 16,345 fr., 3^o et sur 1,653 fr.

Sur la demande en restitution par M^e Viénot, jugement du tribunal de Melun, du 5 fév. 1854, qui ordonne cette restitution : — « Attendu que la déclaration de command, au moyen de laquelle Laurent et Agasse se sont trouvés substitués au lieu et place de l'adjudicataire originaire pour plusieurs des pièces de terre faisant partie de la ferme, est régulière en la forme, qu'elle n'est attaquée et représentée par l'administration des domaines comme dépassant une revente que parce que les prix moyennant lesquels elle a été faite ne sont pas, aux prix des estimations partielles dont la totalisation a servi de mise à prix à l'immeuble vendu en bloc, dans la proportion où ils auraient été si l'augmentation de prix procurée par la chaleur des enchères eût été distribuée au marc le franc entre tous les objets composant la ferme vendue en masse;

« Attendu que des estimations partielles faites en vertu d'un jugement, dans le but de connaître la valeur approximative d'un immeuble, et de faire un lotissement dans le cas où il serait possible, ne peuvent être considérées comme les prix réels des objets estimés, avec l'éventualité de leur augmentation;

« Que ces évaluations ne sont qu'un renseignement très-approximatif sur la valeur de l'immeuble, et que probablement elles eussent été représentées par des chiffres différents si elles eussent été faites dans la prévision d'un partage ou d'une vente partielle, tandis que, dans le fait, elles l'ont été dans la prévision de la vente des objets estimés réunis en corps de ferme; que rien ne s'oppose à ce que plusieurs personnes s'associent pour acheter ensemble et se partager ensuite les objets achetés en masse sur des bases tout à fait différentes de celles des experts, que le caprice aussi bien que des raisons d'évaluation mieux entendues peuvent dicter;

« Attendu, d'ailleurs, qu'en droit, pour vendre il faut être propriétaire, et que celui-ci ne peut être censé avoir été propriétaire un seul instant qui a fait une déclaration de command régulière;

« Qu'ainsi le droit concourt avec le fait pour faire rejeter l'idée d'une revente par l'adjudicataire à ses commandants;

« Mais attendu, au surplus, que, si le droit perçu sur une seconde vente doit être restitué, il n'en est pas de même des intérêts demandés de la somme à restituer;

« Qu'en effet, la condamnation à payer les intérêts d'une somme d'argent n'est que la représentation du profit illicite qu'est censé avoir fait

(1) F. Cass., 13 avril 1815, et la note, 26 nov. 1834, 18 fév. 1839; — Instr. de la régle, 1804, § 1^{er}. — Il est bien entendu que la déclaration de command est faite aux mêmes conditions que l'adjudication; autrement il y aurait revente. — F. Cass., 31 janv. 1814, et la note. — Bien qu'une dé-

claration de command ait pour effet, d'après ses termes, de donner le caractère mobilier à une partie des biens vendus comme immeubles, l'adjudication ne donne pas moins lieu à la prescription du droit de vente immobilière. — F. Cass., 6 nov. 1859.

la personne condamnée en conservant entre ses mains la somme réclamée;

« Qu'ici cette supposition n'est pas admissible; que la somme perçue dans la cause au profit de l'État l'a été à titre d'impôt par le souverain sur le sujet, ce qui exclut toute idée de profit illicite, et conséquemment toute possibilité de condamnation à des dommages-intérêts,

« Condamne l'administration des domaines à payer au demandeur la somme par elle perçue.»

POURVOI par la régie pour violation 1^{re} de la loi du 5-19 déc. 1790, au tarif, 3^e classe, 4^e sect., 2^e et de l'art. 52, L. 28 avril 1816; et pour fautive application de l'art. 68, § 1^{er}, n^o 24, L. 22 frim. an 7.

D'après les principes généraux en matière de command, les lois spéciales de l'impôt et la jurisprudence, il est de règle qu'il n'y a de déclaration de command que celle qui est faite aux mêmes conditions que l'acquisition.

Berrier n'avait pas acquis les art. 3, 4, 5, etc., de la ferme de l'Hôpitéau, moyennant 16,545 fr., prix moyennant lequel il les a abandonnés à Laurent. Il n'avait pas acquis non plus l'art. 55 de la même ferme moyennant 1,655 fr., prix pour lequel il l'a abandonné à Agasse. Il avait acquis cette ferme en entier et en bloc, moyennant 50,200 fr., sur une mise à prix, résultat d'une expertise de 46,014 fr. 50 c.

Dans cette mise à prix, les objets abandonnés à Laurent étaient entrés pour 9,420 fr. 50 c., et celui-ci les a payés 16,545 fr. L'objet abandonné à Agasse y était entré pour 800 fr. et celui-ci l'a payé 1,655 fr. Les objets restés à Berrier y étaient entrés pour 55,704 fr., et il les a conservés pour 52,202 fr.

Enfin les enchères n'ont excédé la mise à prix, ou l'estimation de 46,014 fr. 50 c., que de 4,185 fr. 50 c. Et entre l'estimation des objets que Berrier a abandonnés à Laurent et Agasse, montant à 10,220 fr. 50 c., et le prix auquel il les leur a cédés, qui est de 17,908 fr., il y a une différence, à son profit, de 7,777 fr. 50 c., somme bien supérieure au produit des enchères sur la totalité de la ferme de l'Hôpitéau. Ainsi, évidemment, les déclarations de command n'ont pas été faites aux mêmes charges que l'adjudication.

Sans doute, comme le porte le jugement attaqué, plusieurs personnes peuvent s'associer pour acheter un immeuble; mais alors ce n'est plus d'un mandat qu'il s'agit, c'est d'un contrat de société. Les associés sont obligés collectivement envers le vendeur. L'acte ultérieur qui intervient, s'ils divisent entre eux l'immeuble acquis en commun, est un partage. Or, ici, il s'agit de déclarations de command, c'est-à-dire d'actes qui excluent l'idée d'une société entre l'adjudicataire et les commandants, et qui au contraire nécessitent, dans le premier, la qualité de mandataire, dans les seconds, la qualité de commanditaires, obligés seuls d'accomplir toutes les stipulations faites en leur nom.

AA&T.

« LA COUR, — Attendu, en droit, qu'il résulte de la combinaison des termes de la loi du

5 déc. 1790, au tarif des droits fixes, et de ceux de la loi du 22 frim. an 7, art. 68, § 1^{er}, n^o 24, ainsi que de la jurisprudence constante, que les déclarations de command et amis ne sont soumises qu'au droit fixe lorsque ces déclarations ont été faites en vertu de réserves expressément stipulées sous les mêmes conditions et dans le délai de vingt-quatre heures, également notifiées; — Attendu, en fait, que ces diverses conditions se rencontrent dans les déclarations de command contenues dans l'adjudication du 14 oct. 1832; que notamment le jugement attaqué a reconnu, et qu'il résulte en effet de cet acte que les déclarations de command au profit de Laurent et Agasse sont régulières en la forme, qu'il est également constant que le prix principal de l'adjudication et les stipulations de paiement n'ont éprouvé aucune variation; — Attendu que la subdivision de ce prix entre l'adjudicataire et ses commandants pour partie est étrangère à la régie et ne peut être critiquée d'après des pièces qui n'ont précédé la dite adjudication, et qui ne peuvent servir de base à des perceptions, lorsque le prix principal de cette adjudication reste soumis en entier aux droits proportionnels, — Rejette, etc. »

Du 19 août 1835. — Ch. req.

RENVOI A UN AUTRE TRIBUNAL. — PARENTÉ. — SOCIÉTÉ.

L'art. 379, C. proc., suivant lequel la parenté d'un juge avec l'un des membres d'une société n'est pas une cause de récusation, ni moins que cet associé n'ait un intérêt distinct et personnel, est applicable à une demande en renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de parenté. (C. proc., 368 et 379.)

La parenté ou l'alliance d'un juge avec les membres d'une société dissoute n'est pas un motif de récusation ni de renvoi d'un tribunal à un autre lorsque les affaires n'ont pas dans le procès un intérêt personnel distinct de celui de la société. (C. proc., 379.)

Sillac-Lapierre, cessionnaire de la société de dessèchement Bimar, qui était alors en dissolution, forma contre les membres de cette société une demande en résolution de la cession à lui consentie.

Le Cour de Montpellier fut, sur l'appel, saisi de la connaissance du procès; Sillac-Lapierre demanda le renvoi devant une autre Cour, conformément à l'art. 368, C. proc., par le motif que trois de ses adversaires avaient des parents ou alliés en degré de cousin issu de germain parmi les membres de la Cour.

Les intimés lui opposent que sa demande en renvoi était une véritable récusation de la Cour qui, conformément à l'art. 379, qui dispose ne devoir avoir lieu que dans le cas où des membres d'une société, direction ou union, partie dans la cause, étant parents d'un juge, auraient dans la contestation un intérêt personnel ou distinct de celui de la société, circonstance qui ne se rencontrant pas ici, les sociétaires parents des magistrats de la Cour étant uniquement actionnés en leur qualité de membres de la société de dessèchement.

Sillac-Lapierre répond que l'art. 379, placé au titre de la récusation, ne peut être appliqué aux demandes en renvoi pour parenté ou alliance, dont les règles sont tracées dans un titre particulier du Code.

Le 11 mars 1855, arrêt : — « Attendu que la demande en renvoi d'une Cour à une autre, pour cause de parenté, est une véritable récusation de la Cour entière; qu'elle en a tous les caractères; qu'ainsi, bien que l'art. 379, C. proc., se trouve placé dans le titre de la récusation, et non dans celui du renvoi d'un tribunal à un autre, il n'en doit pas moins être appliqué aux demandes en renvoi;

» Attendu que la contestation pendante devant la Cour porte sur un acte consenti par une société commerciale en faveur de Sillac-Lapierre, et qu'il s'agit soit de la validité de cet acte, soit de son exécution, et subsidiairement de sa résolution, et cela sur les demandes formées par Sillac-Lapierre, qui est simultanément acquéreur et liquidateur de cette société;

» Que, par l'assignation de ses conclusions en jugement, Sillac-Lapierre dirige son action, et demande des condamnations contre la compagnie;

» Que, s'il a individuellement assigné chacun des membres de la société, c'est parce que la société ayant délibéré sa dissolution, et n'ayant plus de raison sociale, il fallait nécessairement assigner chacun de ses membres dont la réunion la représente; mais que, nonobstant la dissolution, la société existe pour sa liquidation dont Sillac-Lapierre est chargé, et que, s'agissant de la discussion d'un acte de la société même, la forme de l'assignation donnée à chacun des membres ne change ni la nature de la contestation qui existe réellement entre la société et Sillac-Lapierre ni la qualité des parties, ce que Sillac-Lapierre a reconnu lui-même, puisqu'il les a cotés en leur qualité de membres de la société formée pour le dessèchement des marais de Bourgoin, connue sous la raison Jean Bimar et compagnie;

» Attendu, dès lors, qu'aux termes du susdit art. 379, la parenté ou alliance de certains de ses membres avec des magistrats de la Cour ne sauraient donner lieu à un renvoi;

» Qu'il n'y a d'exception à la règle posée par cet article qu'au cas où les membres d'une société auraient dans le procès un intérêt distinct ou personnel; mais que, dans la cause, les membres de la société dont est arguée la parenté n'ont point d'intérêt distinct; qu'ils n'ont pas non plus d'intérêt personnel; qu'en effet, cette expression de la loi ne peut s'entendre que d'un intérêt qui, semblable à un intérêt commun, dérive néanmoins d'un autre titre que de l'acte social; car il est bien évident que tous les membres d'une société ont, en cette qualité, un intérêt personnel dans les résultats de cette société;

qu'entendre autrement cette expression, ce serait rendre inapplicable la disposition principale de l'article, et la détruire même par la disposition exceptionnelle, ce qu'il est impossible d'admettre;

» Attendu que, dans la contestation actuelle, aucun des susdits membres n'a d'autre intérêt que celui que lui donne son titre de sociétaire; que la disposition principale de l'art. 379 est donc évidemment applicable;

» Déboute Sillac-Lapierre de sa demande en renvoi de la cause devant une autre Cour.

POURVOI en cassation par Sillac-Lapierre, pour fausse application de l'art. 379, et violation de l'art. 368, C. proc., et pour fausse interprétation du même art. 379.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'art. 379, Code proc., quoique placé au titre de la récusation, peut être invoqué, par parité et même par supériorité de raison, pour décider les demandes en renvoi pour parenté et alliance; — Attendu que l'action par suite de laquelle a été formée, dans l'espèce, la demande en renvoi, intéressait tous les membres de la société Bimar; qu'elle était dirigée contre cette société elle-même, puisque, quoique dissoute, elle n'était pas encore liquidée; d'où il suit que c'est par une juste application de l'art. 379 que la Cour de Montpellier a décidé que les parties en cause, parentes ou alliées des membres de la Cour, n'avaient pas dans les contestations un intérêt distinct et personnel, — Rejette, etc. »

Du 19 août 1855. — Ch. req.

CASSATION. — FRAIS FRUSTRATOIRES. — NOUVEAU. — CHOSE JUGÉE. — DÉSISTEMENT. — RÉVOCACTION. — FRAUDE. — AVOUE. — FRAIS. — INTERVENTION.

C'est aux juges du fait qu'il appartient de décider quels frais sont frustratoires. (C. proc., 1631.)

Dès lors, un arrêt a pu déclarer tels, et par suite mettre à la charge de l'avoué les frais résultant, dans une instance en partage de succession, de l'établissement d'autant de dossiers qu'il y avait de souches copartageantes, par ce motif qu'un seul dossier aurait pu suffire pour tous les clients de cet avoué (1).

L'exception de la chose jugée ne peut être opposée en cassation lorsqu'elle ne l'a pas été en première instance ni en appel (3). (C. civ., 1351.)

Il en est de même de toutes autres fins de non-recevoir contre l'appel à l'égard desquelles il n'a été pris aucunes conclusions en Cour royale.

Il n'y a qu'une simple appréciation de faits dans la décision par laquelle les juges prononcent la nullité du désistement d'un appel comme ayant été rétracté antérieurement à toute signification ou acceptation (3).

(1) F. Carré-Chauveau, n° 3395, et N. Carré, *la Taxe en matière civile*, p. 190.

(2) En général, on n'est pas recevable à proposer devant la Cour de cassation un moyen qui n'a été présenté ni en première instance ni en appel. —

F. Cass., 19 juill. 24 août 1809, et 26 juin 1815.

(3) Sur la révocabilité du désistement tant qu'il n'a pas été accepté, voy. Pigeau, *Procéd.*, t. 1, p. 546; Carré, sur l'art. 405, n° 1466.

et comme étant d'ailleurs le résultat du dol et de la fraude. (C. proc., 402 et 405.)

L'arrêt qui, dans une instance en partage de succession, a mis des frais, comme frustratoires, à la charge de l'avoué, a pu néanmoins réserver à cet avoué son recours contre ceux des héritiers qui auraient donné le mandat de faire ces frais. (C. proc., 1031.)

Des peines disciplinaires peuvent être, pour la première fois, requises et prononcées en Cour royale contre un avoué de première instance (3). (C. proc., 1031.)

Jean-François Patte était décédé le 3 septembre 1801, laissant une veuve, la dame Marie-Anne Pingré, et un nombre considérable d'héritiers collatéraux. Ce qui donnait plus d'importance encore à ce nombre, c'est que la succession se trouvait ouverte sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, qui admettait la représentation à l'infini en ligne collatérale.

Le 30 août 1831, c'est-à-dire plus de trente ans depuis l'ouverture de la succession, une demande en partage des communauté et succession de Patte fut formée par Houhart, ancien magistrat à Doullens, et autres héritiers du défunt, tant contre la veuve Patte que contre leurs cohéritiers.

A cette époque, les ayants droit étaient au nombre de deux cent quatre-vingt-dix-sept. Parmi eux se trouvaient des mineurs et des femmes mariées, de telle sorte qu'en raison de la mise en cause des tuteurs ou maris, le nombre des parties au procès s'élevait à trois cent quatre-vingt-quinze.

L'instance fut portée devant le tribunal de Doullens. M^e Vast, avoué, avait été chargé, comme avoué poursuivant, de mettre en cause tous les intéressés.

Après un jugement par défaut profit-joint, un autre jugement, du 5 juill. 1832, ordonna les partages demandés et prescrivit deux opérations séparées pour l'expertise des biens de la communauté et pour celle des biens de la succession de Patte.

Le 20 fév. 1835, jugement qui homologue le rapport des experts relativement à l'estimation des biens de la communauté.

Lors de l'ordonnance de ces deux jugements, passés depuis en force de chose jugée, toutes les parties demandaient par leurs conclusions l'emploi des frais faits en frais privilégiés de partage et licitation. Cet emploi fut ordonné par les motifs suivants : — « Considérant, dit le premier jugement, que toute la procédure relative à la première instance est régulière, et, qu'au surplus, il n'a été élevé à cet égard aucune contestation... ;

• Et considérant, à l'égard des dépens, dit le deuxième jugement, qu'il est de toute justice de les employer en frais de partage... »

Restait la succession de Patte. — Estimation faite des biens par les experts, on poursuivait l'homologation du rapport de ceux-ci, et on demandait en même temps l'autorisation de vendre séparément, dans l'intérêt commun des ayants

droit, des arbres venus à maturité. Mais les parties de M^e Marquis s'opposèrent à cette demande.

De plus, deux de ces parties, la veuve Luc Tripiet et les époux Ducellier prirent les conclusions suivantes : « Dire que c'était frustratoirement que les défendeurs s'étaient divisés pour procéder ; qu'en conséquence, il ne serait alloué à chacun de leurs avoués pour être employés en frais de partage et de licitation que les frais d'un seul dossier et d'une simple procédure par tous ces clients. »

Les autres clients de M^e Marquis s'en rapportèrent à justice sur ce dernier chef de conclusions. Quant aux autres parties en cause, elles le combattirent toutes par leurs conclusions prises à l'audience.

Le 30 août 1835, jugement qui ordonne la vente des arbres séparément du fonds, et, sur la régularité de la procédure et la question de dépens s'exprime ainsi : — « Sur la question de savoir s'il doit être seulement alloué à chacun des avoués des défendeurs qui se sont divisés pour procéder les frais d'un seul dossier pour tous ces clients :

• Considérant que les parties défenderesses, outre les héritiers de la ligne maternelle, viennent par représentation de sept souches différentes ;

• Que chacune de ces souches a intérêt à exclure les autres ;

• Que de là il suit que les avoués ont pu penser devoir occuper comme ils l'ont fait, ne pouvant pas réunir dans les mêmes actes de procédure les clients qu'ils avaient dans ces différentes souches, et que chacun d'eux a pu faire un dossier pour les clients qu'il avait dans chaque souche ;

• Sur la question de savoir si l'on doit employer les dépens en frais privilégiés de partage et licitation :

• Considérant que ces dépens ont été faits par toutes les parties, dans le même but, et pour arriver à jouir divisément de leurs droits respectifs dans la succession dont il s'agit :

• Par ces motifs, le tribunal, sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions des parties de M^e Marquis, relatives... aux dépens faits par les défendeurs qui ont procédé divisément en la présente instance..., dit que tous les dépens seront employés en frais privilégiés de partage et licitation ; fait distraction desdits dépens au profit desdits M^{ss} Vas, Lefebvre, Paillet et Marquis. »

Appel par quinze héritiers seulement. — Au nombre des appelants étaient 1^o la veuve Luc Tripiet et les époux Ducellier, qui seuls avaient demandé que les frais occasionnés par la division des dossiers fussent déclarés frustratoires ; 2^o quatre autres parties de M^e Marquis, savoir : Leturges, la veuve Choquet, la veuve Joseph Tripiet et Daullin, qui s'en étaient rapportés à justice sur ce chef des frais. Les neuf autres appelants se trouvaient avoir combattu ce même chef à l'audience par leurs conclusions. Ces appelants étaient Brasseur, les quatre héritiers Duceux et les quatre héritiers Yicogne.

(1) F. Cass., 7 mars 1831.

Tel était l'état des choses lorsque, par actes notariés des 6-10 fév. et 10 mars 1854, les quatre héritiers Duceux révoquèrent les pouvoirs qu'ils pouvaient avoir donnés pour interjeter appel, et protestèrent contre tout ce qui pourrait être fait à cet égard en leur nom.

De plus, le 5 mai, avant l'audience, le mandataire, par actes notariés, 2^e de la veuve Luc Tripier, 2^e des époux Ducellier, 1^{er} de Leturgez, 4^e de la veuve Choquet, fit signifier à l'avoué qui occupait pour eux qu'ils entendaient la révoquer, et à tous les avoués en cause qu'ils se désistaient purement et simplement de leur appel et de la procédure qui en était la suite. — Ces mêmes désistements avaient déjà été précédés de trois protestations notariées contre l'appel, données par les mêmes parties, sous les dates des 30 nov., 8-17 déc. 1853.

Cependant M^e Vast crut devoir, par un intérêt d'honneur, plus encore que par un intérêt d'argent, demander à intervenir. Avant toutes conclusions au fond, il demanda que l'appel fût déclaré non recevable sur le chef relatif à la réunion des dossiers, parce que les deux seules parties qui l'avaient demandée devant les premiers juges s'étaient désistées.

Alors seulement, et à l'audience, les parties qui s'étaient désistées de leur appel conclurent à ce qu'il pût à la Cour déclarer nuls et non avenue les désistements qu'elles avaient donnés. — De son côté, le ministère public requit le dépôt au greffe de toutes les pièces qui se rattachaient à l'appel, et de plus la suspension de M^e Vast pendant six mois.

Le 24 mai 1854, arrêt de la Cour d'Amiens ; — « Sur la question de savoir s'il y a lieu de vendre les arrières séparément du fonds,

» Attendu que cette vente séparée paraît être dans l'intérêt commun des héritiers et peut être ordonnée en tout état de cause ;

» Sur la question relative à la procédure, » Attendu 1^{er} que M^e Vast pouvant former tierce-opposition à l'arrêt qui léserait ses intérêts, son intervention est admissible ;

» Attendu 2^e que les désistements opposés par les intimés ont été rétractés avant leur acceptation et signification, ainsi que les procurations en vertu desquelles ils avaient été donnés ; que, d'ailleurs, les manœuvres employées pour les obtenir, le secret dont on les a longuement environnés, et leur signification insolite et tardive à la veille de l'audience, démontrent que ces désistements sont le fruit de la surprise, du dol et de la fraude ; qu'ils doivent être écartés de la cause, et qu'ainsi l'appel est recevable ;

» Attendu 3^e que chaque avoué chargé d'occuper pour des héritiers à diverses lignes, souches et branches, mais ayant tous le même intérêt, tant qu'il n'y a pas de contestations entre eux, devait, par le loyal acquit de sa mission, ne faire qu'un seul dossier et une seule procédure pour ses clients, afin d'éviter de dévorer en frais inutiles les successions à partager ;

» Sur la question de dépens, » Attendu qu'en exécution de l'art. 1031. Code proc., il y a lieu de mettre à la charge des officiers ministériels les frais frustratoires par eux faits ;

» Que M^e Vast doit supporter personnellement ceux occasionnés par son intervention mal fondée, et qu'il convient d'employer la surplus des dépens légitimement faits tant en première instance qu'en appel, en frais de partage et licitation ;

» En ce qui concerne le réquisitoire du ministère public.

» Attendu que les actes frustratoires qui se trouveront dans l'unique dossier alloué à M^e Vast seront rejetés de la taxe ;

» Attendu qu'aux termes de l'art. 1031 précité, la Cour saisie du procès peut, même d'office suspendre l'officier ministériel prévaricateur... ;

» Attendu qu'il importe en outre d'ordonner le dépôt momentanément au greffe de la Cour des originaux et copies d'exploit d'appel ;

» La Cour déclare nuls et non avenue les désistements invoqués... ; déclare l'appel dont il s'agit non recevable, admet l'avoué Vast dans son intervention ; et statuant au fond à l'égard de toutes les parties comparantes et défaillantes, réforme, en ce que la division des dossiers par souches d'héritiers a été admise ; dit que c'est frustratoirement que les intimés ont été diviés par souches pour procéder ; en conséquence, ordonne qu'il ne sera alloué à chacun des avoués, pour être employé, en frais de partage et licitation, que les frais d'un seul dossier et d'une simple procédure pour tous ses clients ; met à la charge personnelle dredits avoués les frais frustratoires qui ont été le résultat de cette division par souches, sauf leur recours, le cas échéant, contre ceux de leurs clients qui leur avaient donné un mandat spécialement contraire... ; et statuant sur le réquisitoire du ministère public, déclare n'y avoir lieu, quant à présent, de mettre à la charge de l'avoué Vast certains actes de sa procédure qui seront ultérieurement soumis à la taxe ; dit néanmoins, vu les faits actuellement constatés, que cet officier ministériel sera et demeurera suspendu de ses fonctions pendant un mois, à partir du jour de la signification du présent arrêt ; ordonne enfin le dépôt au greffe de la Cour des actes signalés dans la réquisition de l'avocat général, afin qu'il puisse prendre telles mesures disciplinaires qu'il jugera utiles à la bonne administration de la justice. »

POURVOI en cassation de M^e Vast. — 1^{re} Violation du principe de la liberté de la défense et du principe qui permet ce que la loi ne défend pas ; par suite, fausse application de l'art. 1031, C. proc. La division des parties en autant de dossiers qu'il y avait de souches était permise par la loi, puisque la loi ne l'interdisait pas, et ne pouvait pas l'interdire sans porter atteinte au droit sacré de la défense. En vertu de ce droit, chaque cohéritier, au lieu de se défendre par souche, pouvait rigoureusement exiger qu'un dossier spécial lui fût consacré. En effet, dans le cours d'un procès, chacun peut juger convenable de révoquer son avoué, et demander la remise de ses pièces. Comment faire si cet avoué a confondu sa défense avec celle d'autres parties ? On peut vouloir porter un appel ou en cassation un incident, et avoir besoin des pièces de

première instance : il faut donc en être propriétaire. Si la défense est commune, le solvable est exposé à payer pour l'insolvable : car tous ceux qui figurent dans un dossier sont solidairement responsables des frais faits par l'avoué qu'ils ont employé. Il est donc évident, d'après cela, que le mode de procédure qu'on a suivi était autorisé par la loi. Et encore qu'on fasse attention que, dans l'espèce, il n'y a eu que dix-sept dossiers, et que cette division a été conseillée par un intérêt qui devait, au commencement de l'instance, commander la prévoyance des officiers ministériels, savoir : l'intérêt que pouvaient avoir les soubres différentes à s'exclure l'une l'autre. L'arrêt attaqué a nié que cet intérêt existât. Mais ne pouvait-il pas exister ? En commençant le procès, pouvait-on prévoir quelle en serait la suite ? Si les mots *procédures frustratoires* doivent s'entendre de tous les actes qui peuvent devenir inutiles, il n'est pas d'affaire où des actes autorisés, exigés même par la loi, dans un but de prévoyance plutôt que de nécessité, ne puissent tomber sous le coup de cette définition lorsque l'événement sera venu rendre superflue la prudence de la loi. De plus, il n'est pas d'acte sur l'utilité duquel l'opinion ne puisse offrir mille divergences. Ainsi l'honneur et la fortune des officiers ministériels se trouveraient abandonnés aux incertitudes d'une appréciation sans bases. Qu'on remarque en outre que, dans le système de l'arrêt attaqué, la question de savoir si des procédures sont ou non frustratoires dépendrait d'un fait purement accidentel, le nombre des avoués qui postulent près d'un tribunal. En effet, si l'affaire se fût jugée à Paris, à Rouen, ou dans telle autre ville où le nombre des avoués eût été suffisant, il aurait pu y avoir dix-sept dossiers aussi bien qu'avec les quatre avoués de Doullens, et cependant la réduction ordonnée par l'arrêt attaqué n'eût pas été possible. L'application de l'art. 1031 dépendrait donc du plus ou moins d'importance des tribunaux ! Ce qui serait illicite à Doullens serait licite à Paris ! Si plusieurs personnes ayant des intérêts semblables peuvent constituer plusieurs avoués, et avoir plusieurs dossiers, les mêmes personnes peuvent constituer le même avoué, et avoir néanmoins leur dossier distinct. Il n'y aura ni plus de frais, ni plus d'abus, dans aucun cas que dans l'autre. L'un des deux modes étant légitime, l'autre doit l'être également. La Cour de cassation peut donc, elle doit annuler l'arrêt qui a déclaré frustratoire une procédure évidemment légale. Car on ne viole pas seulement la loi en faisant ou en ordonnant ce qu'elle défend, mais encore en défendant ce qu'elle permet.

2° Violation de l'autorité de la chose jugée et de l'art. 1351, C. civ. Lors des deux jugements des 4 juill. 1852 et 20 fév. 1853, la procédure était déjà instruite telle que la trouva le jugement définitif du 30 août. Personne cependant ne contesta la régularité et ne conclut à ce qu'une partie des frais fût déclarée frustratoire. Les deux jugements en question ordonnèrent l'emploi de tous les dépens en frais privilégiés de partage et liquidation, avec distraction au profit des quatre avoués. Ces jugements ne fu-

rent attaqués par aucune des parties en cause : il y avait donc là chose définitivement jugée.

3° Violation des art. 1116 et 1353, C. civ., ainsi que des art. 402 et 403, C. proc. L'arrêt attaqué a écarté tous les désistements opposés par les intimés, sur le motif que ces désistements auraient été rétractés avant leur acceptation et signification, ainsi que les procurations en vertu desquelles ils auraient été donnés, et que d'ailleurs ils auraient été le résultat du dol et de la fraude. Mais d'abord, en fait, les désistements avaient été signifiés et acceptés avant leur rétractation. D'ailleurs, le désistement d'appel n'a pas besoin d'être accepté. Ensuite, il ne suffit pas de dire qu'il y a eu dol et fraude : il faut encore énoncer les faits et circonstances qui caractérisent ces qualifications. Enfin, pour qu'il y ait dol, il faut que des manœuvres aient été pratiquées par une partie envers l'autre : or, l'arrêt attaqué garde le silence sur cette circonstance capitale.

4° Fausse application des art. 1031, Code proc., et 102, décret 30 mars 1808 ; violation des art. 102 et 103, même décret ; par suite, incompetence, excès de pouvoir et violation du double degré de juridiction. Les Cours et tribunaux ne peuvent connaître que des fautes de discipline commises par les officiers ministériels exerçant auprès d'eux : or, M^e Vast n'est pas avoué près la Cour d'Amiens ; il ne comparait devant cette Cour que comme partie dans un procès qui lui était soumis. M^e Vast ne pouvait d'ailleurs être privé du double degré de juridiction que la loi lui accordait, ni être distrait de ses juges naturels. Au surplus, la Cour eût-elle été compétente pour statuer sur le réquisitoire du ministère public, elle aurait dû statuer, non en audience publique, comme elle l'a fait, mais en assemblée générale, dans la chambre du conseil ; car les mesures de discipline ne peuvent être prononcées en audience publique que lorsque les faits qui y donnent lieu se sont passés ou ont été découverts à l'audience.

AARÊT.

« LA COUR, — En ce qui touche le pourvoi dirigé contre la veuve Luc Tripler et consorts : — Sur le premier moyen, — Attendu que l'article 1031, C. proc., qui autorise les tribunaux à mettre les procédures frustratoires à la charge des officiers ministériels qui les auront faites, n'ayant pas défini le mot *frustratoires*, en a par cela même laissé l'application aux lumières et à la conscience des juges ; — Que, par conséquent, la Cour d'Amiens a pu déclarer frustratoires les procédures dont il s'agit sans violer aucune loi ; — Sur le deuxième moyen, — Attendu sans qu'il soit besoin de l'apprécier au fond, qu'il ne résulte pas des conclusions des parties, visées dans l'arrêt attaqué, que l'antériorité de la chose jugée ait été opposée devant la Cour royale ; d'où il suit que ce moyen est non recevable devant la Cour ; — Sur le troisième moyen, — Attendu que la Cour d'Amiens était saisie d'un appel interjeté par quinze parties ; — Qu'à son audience du 3 mai 1854, et sur la représentation faite à la Cour de désistements signifiés le même jour, avant l'audience, au nom de quatre seulement

de ces parties (la veuve Luc Tripiet, Léturgez, les époux Ducellier et la veuve Choquet), l'arrêt attaqué constate « qu'à l'instant même où on ex- » cipa de ces désistements, l'avocat des ap- » pelants représenta deux déclarations, la pre- » mière du 15 fév. 1855, enregistrée le 15; la » seconde, du 7 avril suivant, enregistrée le 25, » par lesquelles Léturgez, la veuve Luc Tripiet » et les époux Ducellier révoquaient formelle- » ment tous désistements qu'ils auraient pu don- » ner de l'appel; » — Que l'arrêt constate encore qu'à une audience ultérieure de la Cour (celle du 16 mai), l'avocat de la veuve Luc Tripiet et con- » sorts, assisté de leur avoué, a conclu à ce qu'il » plût à la Cour « déclarer nuls et non avenues les » désistements signifiés le 5 mai, avant l'au- » dience, au nom de la veuve Luc Tripiet et » conorts, comme ayant été donnés en vertu » de procurations révoquées, et, subsidiaire- » ment, comme leur ayant été surpris, et n'étant » que l'œuvre du dol et de la fraude; » — Que, » dans ces circonstances, l'arrêt attaqué a prononcé la nullité de ces désistements, non-seulement » comme ayant été rétractés avant leur accepta- » tion et signification, ainsi que les procurations » en vertu desquelles ils avaient été donnés, » mais encore en termes exprès, « parce que les » manœuvres employées pour les obtenir, le se- » cret dont on les avait longtemps environnés, » leur signification insolite et tardive, à la veille » de l'audience, démontreraient que ces désiste- » ments étaient le fruit de la surprise, du dol et » de la fraude; » — Qu'en les écartant par ces » motifs explicites, la Cour royale n'a fait autre » chose qu'une appréciation souveraine de faits » soumis à sa juridiction, et n'a pu violer ni les » articles 402 et 403, Code proc., ni les arti- » cles 1116 et 1155, C. civ.; — Attendu d'ailleurs » que le moyen qui vient d'être apprécié ne sau- » rait affecter l'arrêt attaqué qu'en ce qui concerne » la veuve Luc Tripiet, les époux Ducellier, Létur- » gez et la veuve Choquet, seules parties aux- » quelles leurs désistements aient été opposés de- » vant la Cour royale, mais qu'il n'atteindrait pas » les onze autres parties qui étaient également ap- » pelantes; — Qu'à la vérité le demandeur prétend » que ces onze individus étaient non recevables » dans leur appel, savoir : les quatre héritiers Du- » ceux, comme ayant eux-mêmes protesté contre » l'appellation émise en leur nom; Brasseur et les » quatre héritiers Vicogne, comme ayant, devant » le tribunal de première instance, combattu la » demande à fin de réduction du nombre des do- » siers; et la veuve Pierre-Joseph Tripiet, ainsi » que Danlin, comme s'en étant, sur cette même » demande, rapportées à la prudence du tribunal; » mais que, sans qu'il soit besoin d'apprécier ces » fins de non-recevoir, il suffit qu'il ne résulte » d'aucune des conclusions relatives dans l'arrêt » attaqué que la Cour d'Amiens ait été mise à » portée d'y statuer, pour en conclure que le de- » mandeur n'est pas recevable lui-même à en ex-

ciper devant la Cour de cassation; — Attendu, » enfin, que l'arrêt mettant à la charge person- » nelle des avoués les procédures qu'il déclare » avoir été frustratoirement faites, a sagement ré- » servé à ces mêmes avoués leurs recours, le cas » échéant, contre ceux de leurs clients qui leur » auraient donné un mandat spécial contraire; ce » qui conserve le droit de tous et affranchit l'arrêt » du reproche d'excès de pouvoir; — En ce qui » touche le pourvoi dirigé contre le procureur gé- » néral de la Cour d'Amiens : — Attendu qu'en » matière disciplinaire, les Cours royales son vis- » siblement investies de la plénitude de juridiction » sur les officiers ministériels attachés aux tribu- » naux inférieurs de leur ressort, puisque dans » le cas même où ces tribunaux sont appelés à sta- » tuer en premier degré sur des affaires de cette » nature, l'appel de leur décision doit, dans les » circonstances où la loi l'autorise, être porté de- » vant elles; — Que, dans la cause, la Cour d'Amiens, devant laquelle M^e Vast s'était constitué » intimé par voie d'interventum, avait à pronon- » cer sur l'appel d'un jugement du tribunal de » Boullens, qui avait refusé de déclarer frustra- » toires des procédures faites par cet avoué, » exerçant près ce même tribunal; — Que, le ministè- » re public ayant, à l'une des audiences des plai- » doiries de la cause, fait un réquisitoire tendant » à la suspension de cet avoué, la Cour a conti- » nué la cause à une autre audience pour en- » tendre M^e Vast en ses moyens de défense, par » lesquels il a conclu à ce qu'il plût à la Cour se » déclarer incompétente pour statuer sur le réqui- » sitoire du ministère public; subsidiairement, » sans s'y arrêter ni y avoir égard, le renvoyer » des fins d'illégitimité, sans dépens; — Que, » dans cet état, la Cour royale, en infirmant » la décision des premiers juges, et appiquant, » par suite, l'art. 1031, C. proc., qui autorise » les tribunaux tout à la fois à mettre les frais » frustratoires à la charge des officiers ministé- » riels qui les ont faits, et à les suspendre de » leurs fonctions, n'a pas, en prononçant contre » Vast la suspension de ses fonctions pendant un » mois, excédé les limites de sa compétence; — » Qu'il serait d'ailleurs déraisonnable de préten- » dre qu'en infirmant la décision des premiers juges, » la Cour royale eût dû renvoyer devant eux l'offi- » cier ministériel dont elle imputait la conduite, » et qu'eux-mêmes avaient approuvé; — Rejette, etc. » Du 19 août 1855. — Ch. civ.

GARANTIE. — FRUITS. — MAUVAISE FOI.

Lorsqu'un individu, après avoir vendu un » immeuble à un premier acquéreur, le vend » ensuite à un second, avec promesse de ga- » rantie en cas d'éviction, si celui-ci vient à » être évicé et condamné à restituer les fruits » au premier acquéreur, le vendeur est tenu » de l'indemniser, bien qu'il ait eu pleine con- » naissance de la première vente, non-seule- » ment du prix principal, mais encore des fruits » par lui remboursés (1). (C. civ., 549 et 1578).

(1) Cette décision rentre dans la jurisprudence, qui veut que l'éviction dont la cause était connue de l'acquéreur au moment de la vente n'en donne pas moins lieu à la garantie, lorsque la clause de

garantie existe au contrat. — *V. Cass.*, 7 frim. an 12, et sous cet arrêt l'indication des auteurs. — *V. aussi Nîmes*, 8 frim. an 13.

Barnaud avait vendu par acte sous seing privé divers immeubles à Berthelier, avec terme pour le paiement du prix. Mais Berthelier étant mort quelque temps après, il ne se trouva pas dans sa succession, déferée à ses enfants mineurs, de fonds suffisants pour payer l'acquisition. Alors le tuteur et le subrogé tuteur des mineurs convinrent avec Barnaud d'avancer l'acte de vente, sauf à faire des efforts communs pour revendre les immeubles à un tiers, au nom de Barnaud lui-même, comme s'il n'avait pas cessé d'être propriétaire. Barnaud vendit en effet les immeubles, avec promesse de garantie, à Valory, auquel on expliqua du reste le véritable état des choses.

Mais les enfants Berthelier, devenus majeurs, ont revendiqué entre les mains de Valory les immeubles dont il s'agit ainsi que les fruits perçus. La Cour de Dijon a admis leurs prétentions; et, quand à Barnaud, elle l'a condamné à rembourser à Valory et la prix de l'acquisition et les fruits dont il était lui-même tenu envers les enfants Berthelier.

POURVOI de la part de Barnaud ou de ses héritiers pour violation, notamment des art. 549 et 1578, C. civ., en ce qu'ils avaient été condamnés à une restitution de fruits envers Valory, nonobstant leur bonne foi à son égard et sa connaissance formelle de la première vente.

ANALYSE.

« LA COUR. — Sur la restitution des fruits, et la violation des art. 549 et 1578, C. civ. : — Attendu que la vente sciemment faite du bien des mineurs Berthelier, à la suite de la suppression de leur titre, ne pouvait être de bonne foi soit de la part des vendeurs, soit de la part de l'acquéreur, qui y avaient également coopéré; mais que cet acquéreur, à qui la garantie de la vente avait été promise par ses vendeurs, n'avait pas moins droit, ainsi que l'arrêt l'a jugé, à se faire restituer par eux tant le prix de la chose dont il était évincé que les fruits qu'il était condamné à rendre aux véritables propriétaires; qu'à cette espèce les deux articles invoqués n'ont pas d'application. — Rejette, etc. »

Du 20 août 1835. — Ch. req.

EXPERTISE. — SERMENT NOUVEAU. — TÉMOIN.
— RANSAIGNEMENT. — JUGES. — INCAPACITÉ.
— CACITÉ. — JUGE SUPPLÉANT. — COUR D'ASSISES.

Le docteur en médecine qui, chargé par le président de la Cour d'assises de procéder à un examen ou vérification, a prêté le serment exigé par l'art. 44, C. crim., n'est point obligé, lorsqu'il comparait devant la Cour pour rendre compte de sa mission et déposer son rapport, de prêter un nouveau serment. Il ne saurait, dès lors, résulter aucune ou-

verture à cassation de celui qu'il aurait surabondamment prêté (1). (C. crim., 44.)

Le témoin qui, ayant déjà déposé, est rappelé par le président pour donner, relativement à des lettres produites, des explications sur sa déposition, ne doit point être soumis au serment prescrit par l'art. 44 (2).

Lorsque le ministère public a demandé que des témoins tardivement cités à sa requête, et qui n'ont pu être notifiés à l'accusé, ne fussent point entendus avec serment, et que l'accusé n'a fait aucune observation, le président peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, écarter ces témoins des débats ou les faire déposer à titre de simple renseignement. (C. crim., 269.)

Les magistrats délégués pour composer une Cour d'assises sont légalement présumés réunir toutes les conditions nécessaires à cet effet (3).

L'accusé qui n'a élevé aucune réclamation est non recevable à se plaindre de ce que l'un des juges de la Cour d'assises serait atteint de cécité.

La Cour d'assises peut, en raison de la longueur présumée des débats, s'adjoindre un quatrième juge pour remplacer au besoin l'un des magistrats qui la composent (4).

Le procureur général Dupin a donné ses conclusions en ces termes : — « Messieurs, on chercherait en vain à votre audience quelq'un de ces émoions que cette affaire a excitées devant la Cour d'assises. Le fait n'est pas soumis à vos recherches; il n'est point l'objet de vos délibérations. La procédure est-elle régulière? la loi a-t-elle été bien appliquée? Vous n'avez point d'autres questions à vous faire, et pour les résoudre il n'est pas même besoin de prononcer les noms des parties.

« Le demandeur en cassation a proposé trois moyens :

« Le premier résulterait d'une prétendue violation des art. 44, 517 et 269, C. crim. Trois faits servent de base à ce premier moyen :

« Le premier fait consiste en ce que les docteurs Bailly et Olivier, commis par ordonnance du président à l'effet de constater l'état de la demoiselle de Moreil, ont été entendus à la première audience, et ont prêté, l'un le serment prescrit par l'art. 517 pour les témoins, l'autre le serment prescrit par l'art. 44 pour les experts.

« Ces deux docteurs avaient été commis comme experts par ordonnance du président, en date du 24 juin.

« Ils avaient l'un et l'autre prêté le serment voulu par l'art. 44;

« Et déposé leurs rapports le 28 juin;

« Leur mission était remplie;

« Lorsqu'ils ont comparu à la première audience, devant la Cour d'assises, ce n'a pas été en qualité de témoins, mais seulement pour rendre compte oralement de leur expertise;

« Cela résulte du procès-verbal.

(1) Ce moyen de nullité n'était pas sérieux. Le serment surabondant n'altère en aucune manière les obligations imposées à l'expert par le premier, et on faisait que le confirmer. — *F. Cass.*, 15 janv. 1829.

(2) La question ne présente pas le plus léger doute.

(3) *F. Cass.*, 10 mars 1827, et 8 mars 1816.

(4) *F. cour. Cass.*, 31 janv. 1812 et 27 juill. 1830.

» Leurs dires, à cette audience, n'étaient que la continuation de la mission qui leur avait été confiée ;

» Ils ne devaient donc aucun nouveau serment ; ils procédaient toujours sous la foi de celui qu'ils avaient prêté en acceptant leur mission d'experts.

» C'est ce que la Cour a jugé par arrêt du 15 juov. 1829.

» Le serment prêté par eux à l'audience est donc un serment inutile et surrogatoire.

» Peut-on tirer de sa prestation un moyen de nullité ?

» Le doute ne pourrait être élevé qu'à l'égard du docteur Bailly, dont le serment à l'audience a été différent de celui relatif à sa mission. Mais, en acceptant la qualité d'expert, il avait prêté le serment d'expert, voilà ce qui importait à la régularité de sa mission. Arrivé à l'audience, a-t-il déposé comme témoin, y a-t-il pris la qualité de témoin qui ne lui appartenait pas ? Non, le procès-verbal constate qu'il n'a rien fait autre chose que de rendre compte oralement du résultat de la mission dont il avait été chargé. Donc le serment de témoin qu'il y a irrégulièrement prêté ne s'applique à aucun acte, ne couvre aucune déposition, ne lui attribue aucune qualité qui ne lui apparût pas ; il reste sans application dans la cause, où l'on ne voit, en définitive, de sa part, que le compte de sa mission rendu oralement et toujours protégé par la foi de son serment d'expert. Il en serait bien autrement à l'égard d'un individu appelé seulement en vertu du pouvoir discrétionnaire, auquel on ferait prêter serment, et dont on couvrirait les paroles d'une foi qui ne leur était pas due.

» Deuxième fait. — Le témoin Ambert a été rappelé après sa déposition, et, sur l'interpellation qui lui en a été faite, il a examiné les pièces du procès et donné son avis sur la ressemblance ou la différence des écritures, sans prestation du serment exigé des experts.

» Ambert n'a pas été rappelé en une nouvelle qualité d'expert, mais toujours en sa qualité de témoin.

» Son nouveau dire n'était autre chose qu'une explication de sa déposition précédente.

» Il s'agissait de mettre, en quelque sorte, cette déposition en face du rapport contradictoire de l'expert Oudard, et de désigner au témoin s'il y persistait et pourquoi il y persistait.

» C'est ce qui se fait à l'égard des témoins, chaque fois que d'autres dépositions ou tout autre incident des débats peuvent rendre leur déposition obscure ou incertaine ;

» C'est pour cela qu'aux termes de l'art. 320, chaque témoin, après sa déposition, doit rester dans l'auditoire jusqu'à la clôture des débats.

» La représentation faite au témoin Ambert, des pièces du procès sur lesquelles il était appelé à déposer, est un droit commun à l'égard de tous les témoins.

» Les preuves en vérification d'écriture se font tant par experts que par témoins. S'il y a les indices matériels qui résultent du simple examen et de la comparaison des caractères, et

qui sont du domaine des experts, il y a aussi les preuves morales, et celles-ci sont souvent les plus puissantes. Dans le cas d'un testament *in extremis*, par exemple, si des témoins viennent déclarer que le malade était affaibli, se soutenait à peine, que sa main se prêtait peu aux mouvements de l'écriture, lorsqu'ils lui ont vu signer l'acte représenté, cette déclaration ne serait-elle pas de nature à porter plus de conviction dans les esprits que celle d'experts qui ne s'attachent qu'au tracé des caractères graphiques, dont la maladie explique l'altération ?

» C'est ainsi que, dans l'espèce d'écritures contrefaites, les experts peuvent trouver un caractère de ressemblance entre les pièces qui leur sont soumises. Mais ensuite ceux qui viennent déposer comme témoins, d'après des faits qui leur sont connus, offrent un genre de conviction qui n'a rien de commun avec l'expertise. Telle était la position du témoin Ambert. Les explications données par lui sur les pièces étaient celles d'un homme qui, ayant été lié avec l'accusé et connaissant ses habitudes, pouvait éclairer la religion des jurés.

» D'ailleurs, l'art. 310 ne porte-t-il pas : « Le président pourra également demander au témoin tous les éclaircissements qu'il croira nécessaires à la manifestation de la vérité ? »

» En somme, Ambert, procédant toujours en sa même et première qualité de témoin, n'avait besoin de prêter aucun nouveau serment.

» Puisqu'il n'y avait pas novation de qualité, il ne devait pas y avoir novation de serment.

» Troisième fait. — Montgolfier, témoin cité à la requête de l'accusé, n'a pas prêté le serment exigé des témoins par l'art. 317, mais le serment des experts : or, le président ne pouvait pas, de sa seule autorité, changer sa qualité de témoin en celle d'expert, et lui faire prêter le serment de l'art. 44, au lieu de celui de l'article 317.

» A ce moyen, voici la réponse :

» C'est le défenseur de l'accusé lui-même qui, au moment de la comparaison de Montgolfier, exposa que son client avait fait citer le comparant, non pas pour déposer sur lui ou sur l'affaire, puisqu'il était entièrement étranger à l'un et à l'autre, mais pour donner son avis sur la comparaison des papiers employés pour les différentes lettres du procès.

» Ainsi, c'est l'accusé lui-même qui a exposé que Montgolfier n'avait pas été cité par lui comme témoin, mais comme expert ;

» C'est l'accusé lui-même qui a déterminé la qualité dans laquelle il avait prétendu faire entendre le comparant, qui, en effet, étant entièrement étranger au procès, ne pouvait pas en avoir d'autre ;

» Mais cette qualité d'expert, l'accusé ne pouvait pas la conférer seul ; le président eût pu s'y refuser, mais en s'y prêtant, il a fallu que le président, pour acquiescer au désir de l'accusé, fit prêter à Montgolfier le serment sans lequel il n'aurait pas pu prêter et déposer comme expert.

» Comment donc l'accusé aurait-il le droit de se faire un moyen de cassation de ce que Montgolfier a été entendu dans une mission que lui-

même s formellement sollicitée, et que le président n'a accordée que sur sa propre demande ?

« Le deuxième moyen est tiré de la violation des art. 315, 317 et 372, C. crim., et d'une fausse application de l'art. 369.

« Il repose sur ce fait, que les témoins Pineau, Quensud et Gosset, cités à la requête du procureur général, sur la déclaration faite par le ministère public qu'ils avaient été cités tardivement et non notifiés à l'accusé, ont été écartés des débats et entendus, sans prestation de serment, à titre de simples renseignements, par le président seul et sans que l'accusé se fut opposé à leur audition.

« Or, dit le demandeur, tout témoin cité, quoique non notifié à la partie adverse, appartient aux débats; il doit y être entendu avec prestation de serment, et il ne peut en être écarté que par la Cour, et dans le cas seulement où la partie adverse s'opposerait à son audition.

« L'art. 317 ne dit pas, tout témoin cité prêterait serment, mais les témoins : ce qui suppose qu'ils sont témoins au procès, qu'ils sont acquis aux débats en cette qualité.

« La question est donc de savoir si les témoins sont acquis aux débats par la seule citation, ou s'il faut en outre la notification.

« C'est par l'art. 315 qu'il faut juger ce qu'on doit entendre par témoins : tout ce qui est prescrit, relativement aux témoins qui doivent déposer, vient après cet article, et s'y trouve subordonné.

« Cet article, après avoir ordonné que la liste des témoins qui devront être entendus sera lue à haute voix par le greffier, ajoute : « Elle ne pourra contenir que les témoins dont les noms, professions et résidence auront été notifiés vingt-quatre heures au moins avant l'examen, etc. »

« On voit ensuite, par les art. 321 et 324, que chaque fois que le législateur parle de témoins devant être entendus, il ajoute : « pourvu qu'ils aient été portés sur la liste de notification. »

« D'où la conséquence que les témoins ne sont acquis aux débats que lorsqu'ils ont été cités et notifiés.

« Cependant, il faut convenir que ce principe, si on le prend dans un sens absolument exclusif, de telle sorte que l'on considérât tout témoin cité et non notifié comme entièrement étranger au procès, et pouvant en être écarté par le président seul, ce principe se trouverait en contradiction avec le paragraphe de l'article 317, qui veut qu'en cas de non-notification, la partie intéressée ait le droit de s'opposer à l'audition, et que la Cour statue sur cette opposition.

« Voici le système propre, selon nous, à concilier tous les principes, tous les textes et tous les arrêts :

« Il faut distinguer entre les témoins qui sont acquis définitivement et généralement aux débats, et ceux qui peuvent être acquis éventuellement à l'une ou à l'autre des parties.

« La citation est un acte unilatéral; son effet est de faire acquiescer éventuellement le témoin cité à la partie qui l'a cité. Nous disons éventuel-

lement, car il ne lui sera définitivement acquis que dans deux cas : 1^o si elle le notifie; 2^o si, ne l'ayant pas notifié, la partie adverse ne s'oppose pas à son audition.

« Quand à la notification, elle rend l'appel du témoin bilatéral : dès ce moment, l'acquisition du témoin n'est pas purement éventuelle et pour une seule des parties; elle est définitive, commune à toutes les parties, et par conséquent acquise aux débats eux-mêmes.

« Lors donc qu'il se présente à l'audience un témoin qui a été cité, mais qui n'a pas été notifié, qu'arrive-t-il ?

« Le droit est différent et doit bien être distingué à l'égard de la partie qui l'a cité, et de celle contre qui il est cité.

« La partie qui l'a cité a un droit éventuel à son audition : savoir, si la partie adverse ne s'y oppose pas. Si donc, en l'absence de cette opposition de la partie adverse, la Cour ou le président écartaient de leur chef le témoin, le droit éventuel de celui qui a fait la citation serait violé; on lui enlèverait un témoin qui lui devenait acquis, malgré l'irrégularité, puisqu'il n'était pas récusé : il y aurait donc nullité. C'est ainsi que l'a jugé la Cour de cassation.

« Mais, quant à la partie contre laquelle le témoin a été cité sans lui avoir été notifié, quel est son droit? Son droit n'est certainement pas que ce témoin soit entendu; mais, au contraire, c'est le droit de s'opposer à ce qu'il le soit. Si donc elle faisait cette opposition, et que, malgré cela, la Cour reînt le témoin, il y aurait violation de son droit, il devrait encore y avoir cassation.

« Le droit respectif de chaque partie étant ainsi bien défini, s'il arrive, lorsque le témoin cité mais non notifié se présente, que la partie qui l'a fait citer se lève et déclare que ce témoin a été cité tardivement par elle, qu'il n'a pas été notifié, qu'en conséquence elle y renonce, sauf au président à l'entendre, s'il le juge convenable, à titre de renseignements, que doit devenir ce témoin? Il n'était pas acquis aux débats, mais seulement et d'une manière éventuelle à l'une des parties qui y renonce; il reste donc étranger à tous. Quel droit est violé? aucun : ce n'est pas le droit éventuel de la partie adverse, puisque son droit, à elle, était que ce témoin ne fût pas entendu; ce n'est pas le droit général des débats, puisque le témoin n'appartenait pas à ces débats : donc, il n'y a aucune violation de droit, aucune nullité.

« C'est ce qui a lieu dans l'espèce :

« Le ministère public qui avait fait citer tardivement et non notifier les trois témoins en question a déclaré lui-même cette circonstance, en renonçant à leur audition, sauf l'exercice du pouvoir discrétionnaire du président; cette déclaration a changé l'état des choses. En effet, si le ministère public eût persisté à les faire entendre, l'accusé aurait eu le droit de s'y opposer; mais le ministère public y renonçant, retirant en quelque sorte sa citation, et l'accusé se taisant en présence de cette renonciation par laquelle il se trouvait désintéressé, il y a eu évidemment accord des deux parties pour l'éloignement de

témoins irrégulièrement appelés aux débats. En cet état, rien de contentieux, rien à juger par la Cour; car il n'y avait pas de réquisition pour qu'ils fussent entendus, pas d'opposition à ce qu'ils le fussent: donc pas d'arrêt à rendre. Les trois personnages irrégulièrement appelés, par suite de cet accord des deux parties, ne peuvent plus être considérés comme témoins; le ministère public y a renoncé; ils n'ont point été acceptés par l'accusé; tout le monde les a abandonnés, et laissés, en quelque sorte, sur la place publique, selon l'expression du demandeur.

• Dans cet état, si leur déposition pouvait être utile, le président avait seul le droit de les faire entendre, en vertu de son pouvoir discrétionnaire. Personne ne pouvait lui en imposer l'obligation, et, lorsqu'il l'a fait, il a agi en toute liberté et dans la limite de son droit.

• Maintenant, si nous faisons aux arrêts cités à l'appui du pourvoi l'application de ce principe, nous verrons combien, loin d'y être contraires, ils concordent avec eux et se trouvent confirmés par les décisions de la Cour.

• Les deux arrêts des 16 sept. 1850 et 14 mars 1855 ont jugé, dans les mêmes termes, « qu'à défaut d'opposition, le témoin cité doit être entendu comme le seraient ceux dont les noms auraient été notifiés et clairement désignés; » et qu'en conséquence, la Cour d'assises elle-même n'a pu écarter des débats des témoins cités par l'accusé, sur le motif qu'ils n'avaient pas été notifiés au ministère public, le ministère public ne s'opposant pas à leur audition. — Mais, dans ces deux arrêts, l'accusé demandait que les témoins qu'il avait fait citer, mais non notifier, fussent entendus; le ministère public ne s'y opposait pas: en les écartant on a donc violé le droit que la partie qui les avait fait citer avait à leur audition.

• L'arrêt du 30 juin 1851 a jugé, « que l'article 317 est général et absolu, et que tout témoin cité doit être entendu avec serment; » qu'en conséquence il ne pouvait appartenir au président seul de dispenser un témoin accusé au procès de prêter serment, « sur le motif qu'assigné à la requête du ministère public, il n'avait pas été notifié à l'accusé. — Mais, dans cette espèce, le ministère public, qui avait fait citer le témoin sans notification préalable, ne renonçait pas lui-même à son audition; l'accusé ne s'y opposait pas, et c'est de son propre chef, en l'absence de toute demande et de tout acquiescement, que le président l'a écarté: il a donc violé le droit que le ministère public qui l'avait fait citer avait à son audition.

• Enfin l'arrêt du 9 déc. 1850 a jugé que, même dans le cas où il y a opposition de la part de l'accusé à l'audition d'un témoin cité à la requête du ministère public, mais non clairement désigné dans la notification, il n'appartient pas au président seul d'écarter ce témoin des débats, et de l'entendre à titre de simples renseignements. — Ici, il y avait eu citation et notification; ce qui était contesté, c'était la suffisance de désignation dans la liste notifiée. Du reste, l'opposition à l'audition du témoin était faite par

la partie qui avait reçu la notification insuffisante: c'était donc à la Cour seule qu'il appartenait de statuer.

• Ainsi, ce résumé, ces arrêts confirment le principe que, pour qu'il y ait lieu à intervention de la Cour d'assises sur l'audition du témoin cité mais non notifié, il faut qu'il se soit élevé, à ce sujet, un incident contentieux; il faut qu'il y ait eu réquisition ou opposition de part ou d'autre; et pour qu'il existe une cause de nullité dans l'éloignement des débats ou dans l'audition de pareils témoins, il faut que le droit de l'une ou de l'autre des parties ait été violé.

• Si la partie qui a fait citer le témoin sans notification préalable persiste à demander son audition contre le droit de l'autre partie, il faut l'intervention de la Cour.

• Si la partie à qui le témoin n'a pas été notifié met opposition à ce qu'il soit entendu, il faut l'intervention de la Cour.

• Si même la partie qui a cité irrégulièrement le témoin, renonçant à son audition, la partie adverse, à tort ou à raison, prétendait avoir le droit de le retenir aux débats et d'exiger qu'il fût entendu, alors encore il faudrait un arrêt de la Cour pour prononcer sur cette prétention.

• Mais si les deux parties gardent le silence, si aucune opposition n'est élevée, si, par conséquent, le défaut de notification se trouve ainsi couvert, ou le président ni même la Cour n'ont le droit d'écarter ce témoin, parce que le commun consentement des parties couvre le vice de son assignation et le retient aux débats.

• Si l'accord des deux parties a lieu en sens inverse; si celle qui a fait citer irrégulièrement le témoin renonce à sa citation irrégulière, et si la partie adverse acquiesce par son silence à cette déclaration, alors le témoin qui n'était pas acquis définitivement aux débats, qui y était irrégulièrement appelé, s'en trouve écarté par le commun accord, sans qu'il soit besoin pour cela d'un arrêt de la Cour, puisqu'il n'y a nul dissentiment; et, dans cet état, le président peut le faire entendre en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

• C'est, du reste, ce que la Cour a textuellement jugé dans un arrêt du 3 mai 1817, dont le considérant est ainsi conçu: — « Considérant, » sur le cinquième et dernier moyen, que quoique » Jean-Baptiste eût été cité pour déposer aux » débats en qualité de témoin, le procès-verbal » de la séance constate néanmoins qu'il n'a point » été porté sur la liste notifiée aux accusés par » le ministère public; que ledit Billot a donc pu » être appelé aux débats en vertu du pouvoir » discrétionnaire du président et y faire sa déclaration par forme de renseignement et sans » prestation de serment. » (Arrêt du 8 mai 1817 au rapport de Busschop, qui rejette le pourvoi de Jean-Baptiste Baurain et de Sophie Grugeon, sa femme.)

• Un troisième motif à l'appui du pourvoi a été tiré de l'état de récit dont l'un des membres de la Cour d'assises se trouverait atteint.

• L'avocat qui a développé devant vous les

autres moyens avec tant de talent vous a dit que des raisons de convenances personnelles l'empêchaient de discuter celui-ci.

» Mais ce moyen a été proposé, il est consigné dans le mémoire, le rapporteur n'a pas dû l'oublier, moi-même je ne dois pas négliger de me livrer à son appréciation.

» Peu de mots suffiront :

» Une loi romaine (la loi 1^{re}, § 5, ff., de *Postulando*) nous apprend que le préteur, dans son édit (*in eos qui pro aliis ne postulent*), excepte du droit de plaider pour autrui les femmes, *propter infirmitatem sexus*.

» Les aveugles : parce qu'ils ne peuvent voir et révéler les insignes de la magistrature. (*Cæcus utriusque luminibus orbatus prætor repellit : videlicet quod insignia magistratus tñere et reereri non possit*).

» Montesquieu fait à ce sujet la remarque suivante : « il faut, dit-il, l'avoir fait exprès pour donner une si mauvaise raison, quand il s'en présentait de si bonnes. »

» J'ignore quelles sont ces meilleures raisons ; car je me rappelle encore avoir entendu le père de notre premier président, aveugle, se faisant conduire à la tribune, et discutant avec une éloquence supérieure à celle de tous les autres orateurs du gouvernement, qui à cette époque pourtant avait à son service des hommes du plus grand mérite.

» Quand aux magistrats, je ne connais aucune loi française qui déclare incapable de ses fonctions le magistrat devenu aveugle. Cela serait bon si les magistrats étaient associés aux juges du fait, car alors un juge aveugle manquerait d'un grand moyen de conviction s'il ne pouvait voir la physionomie de l'accusé et des témoins. Mais cela est sans application au magistrat uniquement chargé de l'exécution de la loi. C'est une œuvre toute matérielle, et l'on peut dire en ce sens qu'il y a des aveugles très-clairvoyants, qui reconquerraient par la méditation ce que tant d'autres perdent par des distractions d'audience. N'y a-t-il pas quelque grande leçon morale dans l'allégorie qui représentait la justice avec un bandeau sur les yeux ?

» En particulier, on ne doit pas seulement ce témoignage à M. le conseiller de Berny, qu'il est un magistrat assidu, attentif, plein de science et de sagacité ; mais on doit rappeler que, malgré sa cécité, il a publié sur les lois de la presse, si nombreuses, si compliquées, et parfois si contradictoires, une conférence faite avec une si grande précision, un soin tellement minutieux, qu'on ne concevrait pas qu'un tel ouvrage fût celui d'un jurisconsulte privé de la vue, si l'on n'accordait en même temps à l'auteur une grande puissance d'intuition, de mémoire et de logique.

» Aussi avons-nous vu avec plaisir que le bon esprit du défenseur l'avait empêché d'insister sur un moyen qui, en réalité, n'en est pas un.

» Dans ces circonstances, et par ces considérations, nous estimons qu'il y a lieu de rejeter le pourvoi.

ARRÊT.

» LA COUR, — Attendu, sur le premier moyen,

que le serment prêté par les docteurs Bailly et Ollivier, en exécution de l'ordonnance du président du 24 juin 1855, contient en substance ce qu'exige l'art. 44 du Code crim. ; — Que ces deux docteurs, appelés par le président devant la Cour d'assises à l'ouverture des débats, ne l'ont été qu'en vertu du pouvoir discrétionnaire ; — Qu'en comparaisant devant la Cour d'assises, ils ont seulement, aux termes du procès-verbal des débats, rendu compte du résultat de leur mission, et déposé le rapport qu'ils avaient été chargés de faire ; — Qu'ainsi ils ont procédé sous la foi du serment par eux prêté le 25 juin, et mentionné au procès-verbal ; — Que, dès lors, aucun serment nouveau n'était nécessaire, et qu'il ne saurait résulter d'ouverture à cassation de ce qu'ils ont surabondamment prêté devant la Cour d'assises ; — Attendu que le témoin Ambert, qui avait déjà prêté le serment prescrit par l'art. 317, C. crim., n'a pas été rappelé par le président pour procéder à une expertise sur les lettres produites au procès, mais seulement pour donner, relativement à ces lettres, des explications sur sa précédente déposition ; qu'ainsi il n'y avait pas lieu de le soumettre au serment prescrit par l'art. 44 ; — Attendu qu'au moment de la comparution de Montgolfier, et avant qu'il eût prêté aucun serment, le défenseur de l'accusé, à la requête duquel il avait été cité, a exposé que Montgolfier n'avait point été cité par son client pour déposer, ou en sa faveur, ou qu'il ne le connaissait pas, ni dans la cause qui occupait les moments de la Cour, mais seulement pour comparer le papier sur lequel étaient écrites les lettres anonymes attribuées à l'accusé, avec celui dont s'était servie la demoiselle Morell pour écrire les lettres par elle produites dans l'instruction ; — Que le ministère public ni la partie civile n'ont fait aucune observation à cet égard ; — Qu'ainsi, le président, en chargeant Montgolfier de l'expertise demandée par l'accusé, et en lui faisant prêter seulement le serment prescrit par l'art. 44, Code crim., n'a violé ni les dispositions de l'art. 317 de ce Code, ni les droits de la défense ; — Sur le second moyen : — Attendu qu'il résulte du procès-verbal que le ministère public a demandé lui-même que trois témoins cités tardivement à sa requête ne fussent pas entendus avec prestation de serment, sur le motif que leurs noms n'avaient pu être compris sur la liste notifiée à l'accusé ; — Que l'accusé n'a fait, à cet égard, aucune observation, et n'a pas réclaté le maintien aux débats de ces trois témoins ; — Que, dans ces circonstances, le président a pu légalement écarter des débats des témoins qui ne tenaient ce caractère que d'une citation non suivie de nulification, et aux fins de laquelle il était renoncé expressément par le ministère public qui demandait que les témoins dont il s'agit ne fussent pas entendus, et tacitement par l'accusé qui ne réclamait pas leur audition ; — Que cette mesure a pu être prise par le président seul en vertu du pouvoir discrétionnaire, et sans qu'il fût besoin d'un arrêt de la Cour d'assises, puisqu'il n'avait été formé aucune opposition, et qu'il ne s'était élevé aucune contestation à ce sujet ;

— Que d'ailleurs, en procédant ainsi, le président n'a porté aucun préjudice aux droits de défense de l'accusé ; — Sur le troisième moyen : — Attendu que le président a été assisté dans les débats par deux conseillers de la Cour royale, délégués à cet effet, aux termes de l'art. 1^{er}, L. 4 mars 1831 ; — Qu'il y a présomption légale que les magistrats délégués pour des fonctions qui leur sont attribuées par la loi réunissent les conditions nécessaires pour remplir ces fonctions ; — Que d'ailleurs, dans l'espèce, le demandeur n'a élevé aucune réclamation préalable à cet égard ; — Sur le quatrième moyen : — Attendu qu'en ordonnant l'adjonction d'un quatrième juge, en raison de la longueur présumée des débats, et en y procédant comme elle l'a fait, la Cour d'assises n'a violé aucune loi, et n'a fait au contraire que se conformer aux dispositions toujours substantielles de la loi du 25 brum. an 8 ; — Que, d'ailleurs, le juge adjoint n'a pris, dans l'espèce, aucune part à l'arrêt de condamnation ; — Attendu, au surplus, la régularité de la procédure, et l'application légale de la peine aux faits déclarés constants par le jury. — Rejette le pourvoi, etc. »

Du 21 août 1855. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — COMPLICITÉ. — FAUX. — AMENDE.

La Cour d'assises ne peut se dispenser d'appliquer à l'individu déclaré coupable de complicité d'usage d'une pièce fausse, l'amende prononcée par l'art. 164, (1). (C. pén., 164.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 164, C. pén. ; — Attendu qu'aux termes de cet article une amende doit être prononcée contre les individus déclarés coupables de faux ; que cette disposition est impérative ; et que toutefois l'arrêt attaqué ne porte aucune condamnation de cette nature contre Jacques-Alexandre Blanche, déclaré coupable de complicité d'usage d'une pièce fausse ; en quoi a été violé ledit article. — Casse dans l'intérêt de la loi, etc. »

Du 21 août 1855. — Ch. crim.

EXPLOIT. — LIBELLÉ. — MATIÈRE CRIMINELLE.

Le plaignant qui cite directement le prévenu devant le tribunal correctionnel doit énoncer, dans la citation, les faits dont il se plaint avec l'article de la loi dont il provoque l'application ; il ne lui suffit pas de dire que le prévenu aura à répondre aux interpellations qui lui seront faites, et de se référer à la plainte déposée au parquet, lors surtout que ce dépôt n'est pas constaté conformément aux art. 31 et 63, C. crim. (2). (C. crim., 183.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 183, C. crim., et 6, L. 26 mai 1819 ; — Attendu que Sigaud, en as-

signant directement Pitrat devant le tribunal de police correctionnelle, à raison de la diffamation dont il croyait avoir à se plaindre, devait insérer dans la citation une énonciation des faits dont il se plaignait, avec l'indication de l'article de la loi pénale dont il provoquait l'application, de manière que Pitrat, prévenu, connût clairement, par cet exploit, l'imputation dont il avait à se défendre ; — Attendu qu'au lieu des énonciations explicites qu'il devait contenir, l'exploit indique seulement que le prévenu aura à répondre sur les interpellations qui lui seront faites, et se réfère à la plainte déposée au parquet, tandis que le dépôt préalable de cette plainte au parquet n'est pas constaté conformément aux art. 31 et 63, C. crim. ; et que d'ailleurs rien ne pouvait obliger le prévenu à aller au parquet pour s'informer de la nature de la prévention portée contre lui ; — Attendu que, dès lors, la citation donnée à la requête de Sigaud, pour saisir la juridiction correctionnelle de l'action par lui portée contre Pitrat, a été nulle aux termes des articles précités. — Casse, etc. »

Du 21 août 1855. — Ch. crim.

SÉPULTURE. — AUTORITÉ MUNICIPALE. — MOTIFS. — COMPÉTENCE.

Quoique le tribunal de police, saisi par le ministère public d'une réquisition tendant à l'exhumation de morts illégalement ensevelis dans un terrain et à leur translation dans le cimetière communal, soit sans caractère pour ordonner cette mesure, qui rentre exclusivement dans les attributions de l'autorité municipale, il n'en est pas moins tenu d'y statuer formellement et de motiver sa décision. (C. civ., 4 ; L. 20 avril 1810, art. 7 ; décret 12 juin 1804, art. 16.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur le moyen tiré de ce que les mêmes jugements n'ont point statué sur le chef des conclusions du ministère public, ayant pour but de faire ordonner, aux frais des prévenus, l'exhumation des morts qui ont été illégalement ensevelis dans le terrain dit de la Croix-Poche, et leur translation dans le cimetière communal ; — Vu les art. 4, C. civ., et 7, L. 20 avril 1810 ; — Attendu que l'art. 16, décret 23 prair. an 12, place exclusivement dans les attributions municipales la police et la surveillance, même des lieux de sépulture qui appartiennent à des particuliers ; — Que cette autorité est donc seule compétente pour ordonner et faire exécuter toutes les mesures que l'intérêt de la salubrité publique peut réclamer ; — Que si, dès lors, le tribunal de simple police du canton de Noailles était sans caractère pour prescrire, dans l'espèce l'exhumation requise par le ministère public, il n'en devait pas moins être tenu de statuer formellement sur ce point et de motiver sa décision, d'où il suit qu'en se bornant à déclarer qu'il s'abstenait de prononcer, ou qu'il ne devait point statuer à cet égard, ce tribunal a expressément violé les deux articles ci-dessus, — Casse, etc. »

Du 21 août 1855. — Ch. crim.

(1) F. conf. Cass., 19 déc. 1834.

(2) F. conf. Paroel, *Lois de la presse*, p. 476.

VOIRIE. — CONSTRUCTION. — CROISÉE.

Le règlement de police contenant prohibition de construire ou reconstruire sans avoir préalablement demandé et obtenu l'alignement s'applique à l'agrandissement d'une croisée pratiquée dans un mur sujet à retèlement, aussi bien qu'à la construction de nouvelles bâtisses ou à la reconstruction d'un bâtiment démolli. (C. pén., 471, n° 5.)

Du 21 août 1855. — Ch. crim.

AVOCAT. — JUGE SUPPLÉANT. — SERMENT. — JUGE-COMMISSAIRE. — EXCEPTION. — NULLITÉ COUVERTE.

L'avocat appelé pour compléter un tribunal n'est pas tenu de prêter le serment exigé par la loi du 31 août 1830, lorsqu'il a déjà prêté ce serment, soit comme avocat, soit comme suppléant du juge de paix (1).

L'avocat appelé à siéger dans une affaire peut, dans cette même affaire, être nommé juge-commissaire à une enquête (2). (Résolu par la Cour royale.)

Dans tous les cas, et à supposer que cette nomination constituât une nullité, cette nullité ne pourrait être invoquée plus tard par la partie qui aurait concouru à l'enquête sans faire de protestation (3).

Cavard, avocat près le tribunal de Montélimart, ayant été appelé à siéger comme juge dans une affaire engagée entre Bonne et Arsac, fut nommé juge-commissaire à une enquête ordonnée dans la même instance. — Il est à remarquer qu'avant de siéger, Cavard ne prêta pas le serment politique prévu par la loi du 31 août 1830, serment que d'ailleurs il avait déjà prêté comme avocat et comme suppléant de juge de paix.

Lors de l'enquête qui eu lieu contradictoirement, Bonne ne critiqua nullement la nomination du juge-commissaire. Mais plus tard, et sur l'appel qu'il interjeta simultanément, tant du jugement qui avait ordonné l'enquête que du jugement définitif, il soutint que cette nomination était irrégulière, parce qu'un avocat appelé accidentellement pour remplacer un juge ne pouvait être nommé juge-commissaire à une enquête, cette attribution étant spécialement et exclusivement réservée aux juges titulaires.

Le 22 juin 1852, arrêt de la Cour de Grenoble: — « Attendu que Bonne, ayant assisté à l'enquête, conjointement avec son avoué, qui a fait de nombreuses interpellations aux témoins en-

tendus, est non recevable à en demander la nullité;

« Attendu d'ailleurs que l'enquête est régulière, l'avocat Cavard, qui avait été nommé juge-commissaire, ayant été juge dans la cause, et les fonctions de juge-commissaire lui ayant été déléguées en cette qualité. »

POURVOI par Bonne, pour 1° fausse interprétation des art. 35, décret 14 déc. 1810, et 49 décret 30 mars 1808. — Ce qui motive la suppléance de l'avocat appelé à remplir accidentellement les fonctions de juge, disait-on à l'appui de ce moyen, c'est la nécessité : la suppléance doit donc cesser dès que la nécessité cesse elle-même.

Il résulte de là qu'en dehors de l'audience pour laquelle sa présence a été indispensable, l'avocat n'est plus juge, et que, conséquemment, il ne peut être chargé d'aucune mission qui prolonge son ministère au delà du temps d'urgence; 2° violation des art. 14, décret 14 déc. 1810, et 1° L. 31 août 1830, en ce que Cavard a siégé comme juge sans prestation préalable du serment politique imposé à tous les fonctionnaires publics de l'ordre judiciaire.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant que M^e Cavard, appelé régulièrement à concourir aux jugements des 14 déc. 1828 et 11 déc. 1830, avait prêté les serments requis par la loi; que les registres du tribunal de Montélimart attestent, à l'égard du serment prescrit par la loi du mois d'août 1830, une double prestation solennelle par M^e Cavard, et comme suppléant de la justice de paix et comme avocat; — Qu'à l'audience du 14 déc. 1828, M^e Cavard ayant été nommé, dans l'intérêt des parties elles-mêmes et du service, à l'effet d'aller recueillir les dépositions, objet de l'interlocutoire, ce jugement a reçu son exécution de la part du demandeur lui-même qui s'est présenté avec son avoué à l'enquête, pour y faire, non des protestations, mais des interpellations et réquisitions; — Qu'ayant ensuite interjeté appel de ce jugement du 14 déc., sous le prétexte, qu'il fait valoir, de l'illégalité de la mission donnée à M^e Cavard par le tribunal, le demandeur s'est désisté de son appel pour reprendre l'instance restée pendante devant le tribunal, lequel a statué sur la cause au fond, dégagé de cet incident d'illégalité dont il n'a point été question; que, dans cet état, la Cour royale, tout en admettant un deuxième appel du jugement interlocutoire, a pu, sans violer aucune loi, déclarer le demandeur non recevable

indispensable de juger, il suivait de là implicitement que l'adjonction ne pouvait avoir lieu que pour le service d'audience, puisque ce n'est qu'à l'audience, et quand il s'agit de juger, qu'un certain nombre de juges est indispensable pour la validité du jugement.

(3) Mais il n'en serait pas de même de la nullité résultant de ce qu'un avocat aurait été appelé illégalement à compléter le tribunal. Cette nullité ne pourrait être couverte par l'acquiescement des parties. Comme autres exemples d'acquiescement, voy. Nancy, 28 mars 1825.

(1) P. conf. Cass., 22 mars 1831, et la note; Colmar, 25 fév. 1834. — Il en est de même du conseiller auditeur qui, ayant prêté serment en cette qualité, est appelé à remplir momentanément les fonctions du ministère public. — P. Cass., 22 avril 1835. — Juge, le 30 juil. 1835 (Cass.), qu'il y a présomption légale que l'avocat qui a siégé comme juge avait antérieurement prêté le serment comme avocat, lorsque le contraire n'est pas prouvé.

(2) P. Carré-Chauveau, n° 935. — P. aussi Favard, Rép., v° Enquête, n° 345; et Thomine, n° 298. — On soutient que le décret de 1810 n'autorise l'adjonction que pour compléter le nombre

dans le moyen de nullité par lui proposé ; — Que les motifs donnés à cet égard dans l'arrêt justifient sa disposition en ce point, et le passé outre, par la Cour royale, au jugement du fond, sur les conclusions et plaidoiries des parties, — Rejet, etc. »

Du 21 août 1855. — Ch. civ.

ATTENTAT A LA PUDEUR. — AIDE. — PEINE AGGRAVÉE.

L'aide ou l'assistance d'une autre personne dans la perpétration du crime d'attentat à la pudeur prévu par l'art. 333, C. pén., est une circonstance aggravante qui entraîne nécessairement l'aggravation de peine prononcée par l'art. 333, même Code.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'il résulte des réponses du jury, et qu'il est reconnu par l'arrêt attaqué, que Jean-Mathieu Donzoin est coupable d'avoir consommé ou tenté de consommer avec violence un attentat à la pudeur sur la personne d'Emilie Buisson, avec les circonstances que cet attentat a été consommé ou tenté d'être consommé sur la personne d'une enfant âgée de moins de quinze ans, et que Donzoin a été aidé dans son attentat par une personne ; — Que Ciristine Guérin est coupable de s'être rendue complice de cet attentat, pour avoir, avec connaissance, aidé et assisté ledit Donzoin dans les faits qui l'ont préparé et facilité ; — Attendu que la Cour d'assises a appliqué seulement au fait ainsi caractérisé la peine portée au dernier paragraphe de l'art. 332, C. pén., et a négligé totalement la circonstance aggravante résultant de l'aide et de l'assistance prêtées par une personne au principal coupable pour la perpétration du crime, circonstance qui, aux termes de l'art. 333, même Code, devait entraîner la peine des travaux forcés à perpétuité ; — Attendu qu'il suit de là que l'arrêt attaqué a violé, en ne l'appliquant pas, cet art. 333, C. pén., — Casse, etc. »

Du 22 août 1855. — Ch. crim.

JUGEMENT. — CONCLUSIONS. — RÉDACTION.

En matière d'enregistrement, un jugement est nul, lorsqu'il n'énonce pas qu'il a été précédé, soit des conclusions du procureur du roi (1), soit du rapport fait publiquement par un des juges (2). (L. 22 frim. 20 7, art. 65.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 65, L. 22 frim. ; — Attendu que le jugement attaqué n'énonce pas qu'il ait été précédé, soit des conclusions du procureur du roi, soit d'un rapport fait publiquement par un des juges ; que cette énonciation aurait été cependant nécessaire pour établir l'accomplissement de ces dispositions substan-

tielles ; — Que, dès lors, il a été contrevenu à l'art. 65, L. 22 frim. an 7 ; — Donnant défaut contre Servant, — Casse le jugement rendu par le tribunal civil de Valence, le 21 octobre 1855, etc. »

Du 24 août 1855. — Ch. civ.

JUGEMENT CONTRADICTOIRE. — CONTRAINTES. — OPPOSITION. — ENREGISTREMENT. — OFFICE. — RÉSOLUTION.

Lorsqu'une partie a formé une opposition motivée à une contrainte décernée contre elle par la régie de l'enregistrement, le jugement intervenu sur cette opposition est réputé contradictoire, encore bien que l'opposant n'ait point signifié de mémoire en défense, et que le tribunal ait qualifié sa décision de jugement par défaut (3). (L. 22 frim. 20 7, art. 65.)

Il y a lieu d'appliquer, en matière d'enregistrement, l'art. 113, C. proc., qui porte que les jugements rendus, dans le cas d'instruction par écrit, sur les pièces de l'une des parties, faute par l'autre partie d'avoir produit, ne sont pas susceptibles d'opposition.

Les cessions d'offices donnent-elles ouverture au droit proportionnel de vente mobilière, lorsqu'elles n'ont pas été suivies de nomination, si ce défaut de nomination provient, non du fait du prince, mais de la négligence des parties, ou de l'inexécution du contrat de leur part (4) ? (L. 22 frim. an 7, art. 4, et 69, § 5, n° 1^{er}. (Noo rés.))

Le 6 fév. 1850, Charlet, notaire à Saint-Saulge, avait vendu son office à Coquille moyennant 55,000 fr.

Le 22 juin 1851, un jugement du tribunal de Nevers, rendu sur la demande de Charlet, déclara la cession résiliée et condamna Coquille à des dommages-intérêts, par le motif que c'était par le seul fait et volonté de Coquille que la convention n'avait pas été exécutée, et que cette inexécution avait causé préjudice à Charlet.

Lors de l'enregistrement de ce jugement, le receveur ne perçut qu'un droit fixe de 5 fr. pour la résolution prononcée.

Depuis, la régie prétendant qu'il était dû un droit de 2 % sur le prix de la vente de l'office, comme vente de chose mobilière, décerna contre Charlet une contrainte en paiement du droit dont il s'agit. Charlet y forma opposition, motivée sur ce que le droit réclamé n'était pas dû, et assigna eu même temps la régie.

Le 16 juill. 1852, jugement du tribunal de Nevers qui, visant un mémoire en réponse de la régie, et donnant défaut contre Charlet, faute par lui d'avoir fait signifier ses défenses ; considérant que le traité fait entre Charlet et Coquille doit être considéré comme un acte de vente ; que cette vente a été consommée, et que la résolution en a été prononcée à défaut d'exécution ; que, dès lors, il y avait lieu de percevoir le droit

(1) F. conf. Cass., 12 août 1854, et les renvois. — F. aussi Cass., 15 juill. 1855.

(2) F. conf. Cass., 5 août 1853 ; — Carré-Chauveau, n° 47.

(3) F. conf. Cass., 24 avril 1852 ; — Instr. de la régie, 1504, § 15, et 1537, n° 129 ; Roland et Trouil-

let, Dict. de l'enreg., v° Instance relativement à l'enreg., § 5, n° 6. — Brux., 17 oct. 1822 ; — Mais voy. Liège, 26 juil. 1837.

(4) F. Rigaud et Championnière, Traité des droits d'enreg., n° 1518.

proportionnel sur la vente; déclare bonne et valable la contrainte, etc.

Ce jugement signifié à Charlet, il y forma opposition et soutint que, tant qu'il n'y avait pas eu nomination royale, les cessions d'offices n'étaient passibles d'aucun droit proportionnel.

Le 26 fév. 1835, le tribunal statue en ces termes : — « Considérant, en la forme, que la loi du 29 frim. an 7 a établi une procédure particulière pour les instances intéressant la régie de l'enregistrement; que l'art. 64 exige que les oppositions aux contraintes soient motivées, et qu'il s'ensuit naturellement que le jugement à intervenir ne peut être considéré comme étant susceptible d'opposition, même quand il est qualifié par défaut, la défense orale étant prohibée en pareille matière; que, dans l'espèce, l'opposition de Charlet était motivée, et que peu importe, dès lors, que le jugement du 16 juill. 1832 ait été qualifié par défaut, puisque, dans la réalité, il devait être réputé contradictoire;

« Considérant, surabondamment et au fond, qu'à la vérité aucune loi n'a assujéti nominativement les cessions d'office à un droit proportionnel; mais qu'il est évident que c'est là un marché, une transaction moyennant un prix déterminé et compris dans les termes généraux des art. 4 et 69, L. 22 frim. an 7, sur la cession d'effets mobiliers; qu'il est incontestable, sans doute, que le traité intervenu entre Charlet et Coquille était subordonné à la sanction royale, pour obtenir un effet définitif, et qu'il n'y aurait aucun doute sur l'irrégularité des poursuites de la régie, si l'exécution en n'était empêchée par la volonté du prince; mais qu'il résulte au contraire évidemment du jugement portant résolution dudit traité, que c'est par le fait seul de Coquille, acquéreur, et de son gré et volonté exprès, qu'il n'a pas été exécuté; que, dès lors, la sanction royale est demeurée en dehors de la convention, et qu'on ne peut pas, par conséquent, en argumenter pour imposer au marché une condition suspensive, dont rien n'a autorisé à prévoir la possibilité;

« Declare Charlet non recevable dans son opposition au jugement du 19 juill. dernier. »

POURVOI par Charlet, pour 1^{re} fausse application de l'art. 64, L. 22 frim. an 7, et violation fautive de l'art. 65, même loi, que de l'art. 158, C. proc., en ce que le tribunal de Nevers avait considéré comme contradictoire son jugement du 16 juill. 1832, et avait en conséquence débouté le demandeur en cassation de l'opposition par lui formée à ce jugement; 2^e fausse application des art. 4 et 69, L. 22 frim. an 7, en ce que le jugement attaqué avait jugé que les cessions d'office étaient soumises au droit de ventes mobilières, bien que non suivies de nomination royale. L'avocat général Laplagne-Barris a pensé que le contrat de vente d'un office et la trans-

mission de la propriété n'avaient d'efficacité que par l'ordonnance de nomination; que, par conséquent, les droits réclamés par la régie n'étaient pas dus. Toutefois, adoptant sur le moyen de forme le système du tribunal, il a conclu au rejet du pourvoi.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'opposition à une contrainte décernée par la régie de l'enregistrement contient, par cela même qu'elle est motivée, la défense du redevable; que l'opposition formée par Charlet à la contrainte dont il s'agit contenait des motifs auxquels la régie a répondu en concluant à ce que Charlet fût débouté de son opposition; que peu importe que ce dernier n'ait pas usé de la faculté qu'il avait de répliquer et de donner dans un mémoire plus de développement à ses moyens de défense qu'enouçait son opposition; que le jugement du 16 juill. 1832, qui, en cet état, a statué sur les diverses conclusions des parties, n'en était pas moins, quoique qualifié par défaut, un véritable jugement contradictoire; — Que fût-il vrai, ce que Charlet a allégué contre toute vraisemblance, que ce jugement n'eût été rendu que sur la production de la régie, il n'aurait pas été susceptible d'être attaqué par la voie de l'opposition, parce que, suivant l'art. 115, C. proc., dans les affaires instruites par écrit les jugements rendus sur les pièces de l'une des parties, fautes par l'autre d'avoir produit, ne sont point susceptibles d'opposition; qu'il résulte de ce qui précède que ledit jugement n'ayant point été attaqué en temps utile par le recours en cassation, le seul auquel il était soumis, avait acquis l'autorité de la chose jugée, ce qui dispense de statuer sur le moyen du fond, — Rejette, etc. »

Du 24 août 1835. — Ch. civ.

HYPOTHÈQUE. — USUFRUIT. — INDIVISIBILITÉ.

— MOTIFS. — MAXIME.

Sous l'empire de la cout. de Paris, comme sous le Code civil (1), l'usufruitier ne possédait qu'à titre précaire, et, dès lors, la prescription de l'action hypothécaire sur un bien grevé d'usufruit courait au profit du nu propriétaire pendant la jouissance de l'usufruitier (2). (Cout. de Paris, art. 114; C. civ., 2228 et 2256.)

Le 14 août 1767, les époux Dangé intervenant au contrat de mariage de Dangé-Dorsay, et lui constituant solidairement en dot la somme de 1,500,000 liv., exigible pour un tiers seulement du vivant des donateurs, et payable après leur mort pour le million restant. Par suite de cette constitution, le donataire eut hypothèque sur les immeubles des époux Dangé, parmi lesquels se trouvait la terre de Groslay.

(1) Bien que la cout. de Paris ait été, dans la cause, la loi dont la Cour a eu à faire l'application, il est évident, d'après les dispositions des art. 2228 et 2236, C. civ., et les termes de l'arrêt, que, sous l'empire du Code civil, la solution de la question devait être la même.

(2) F. Poulhon, *de l'Usufruit*, t. 2, n^o 258 et 754; Troplong, *des Prescriptions*, n^o 36, Vazeilles, n^o 51; et Rihard, *Bénéf. d'inv.*, n^o 115.

En 1772, et suivant son testament du 29 janv., la dame Dangé lègue à Dangé de Bagneux la moitié de la terre de Groslay, qui, étant un acquêt de communauté, appartenait en effet pour cette portion à la totalité, et était indivisa entre elle et son mari.

Le 22 mars 1772, décès de la dame Dangé. Son légataire demande alors et obtient, le 7 juin suivant, la délivrance du legs à lui fait. Toutefois, il ne put en être mis en possession réelle, à cause de l'usufruit auquel sont soumis, en faveur du mari survivant, tous les immeubles de la défunte.

En 1777, décès de Dangé, et, par conséquent, cessation de son usufruit sur la moitié de la terre de Groslay, léguée à de Bagneux, lequel, en sa double qualité d'héritier de Dangé et de légataire de feu la dame Dangé, possède, à partir de cette époque, toute la terre de Groslay.

Pendant la durée de l'usufruit de Dangé et même jusqu'en 1785, Dangé-Dorsay ne fit aucune poursuite, aucun acte conservatoire de son hypothèque. Mais, en cette année 1786, il fut passé entre l'héritier de ce dernier, celui de la dame Dangé, et les légataires de deux d'uns, un acte de transaction et de liquidation dans lequel on mentionne la créance Dorsay.

En 1793, Bagneux périt révolutionnairement. La terre de Groslay est confisquée sur lui et vendue.

Après la loi du 27 avril 1825, ses héritiers réclament une indemnité. Opposition de Dorsay, qui prétend que l'indemnité doit lui appartenir jusqu'à concurrence de sa créance hypothécaire, comme étant représentative de l'indemnité qui était son gage. Résistance de la part des époux Creuzé-Delessert (héritiers Bagneux), et de plusieurs créanciers. Ils soutiennent que, Dorsay ayant laissé écouler, sans faire aucun acte conservatoire de son action hypothécaire, plus de dix ans depuis que la moitié de la terre de Groslay avait été acquise à Bagneux, légataire particulier, c'est-à-dire tiers détenteur, cette action était prescrite, aux termes de l'art. 114, coul. Paris.

De son côté, Dorsay repousse l'exception en disant que la prescription n'a pu courir que du jour où Bagneux a, de fait, pris possession de la terre de Groslay; que cette prise de possession n'a eu lieu qu'en 1777 (date du décès de l'usufruitier); et que, de 1777 à 1786, moins de dix ans s'étant écoulés, la prescription n'était pas accomplie au moment où fut soucrit l'acte de liquidation portant reconnaissance de la dette Dorsay.

Le 13 avril 1832, arrêt de la Cour de Paris: — « Considérant que, par son contrat de mariage du 14 août 1767, Dangé-Dorsay a eu hypothèque pour raison de la dot de 1.500.000 liv. à lui constituée conjointement et solidairement par les époux Dangé sur tous les biens à eux appartenant; que dans ses biens est comprise la terre de Groslay, aujourd'hui représentée par l'indemnité délivrée en exécution de la loi du 27 avril 1825;

« Considérant que cette dot n'a point été payée, et qu'aux termes mêmes du contrat de mariage

500,000 liv. seulement étaient payables du vivant des donateurs, et un million devait être prélevé sur leurs successions; que Dangé-Dorsay, en consentant, par la transaction de 1786, à n'exercer ces droits contre Bagneux que jusqu'à concurrence de la somme de 195,736 liv. 11 s. 4 d., n'a pas dérogé à ses droits hypothécaires, tels qu'ils résultent de son contrat de mariage; que Dangé-Dorsay reste créancier, pour cette dot, d'une somme principale qui, déduction faite de tous à-compte par lui reçus, excède encore l'indemnité à distribuer et fait partie de la somme totale pour laquelle il a été colloqué;

« Considérant que, s'il résulte d'un acte produit aux procès, que le 7 juin 1772 il a été fait délivrance des legs universel et particuliers faits par la femme Dangé, il est également constant que Dangé est resté usufructier de la portion de sa femme dans la terre de Groslay, et que par conséquent Bagneux n'est entré en possession de ladite terre qu'au décès de Dangé, même pour la moitié qui lui avait été léguée par la femme Dangé;

« Considérant que, depuis mars 1777, époque du décès de Dangé, jusqu'à 1786, il ne s'est pas écoulé dix ans, et que, par conséquent, l'hypothèque de Dangé-Dorsay n'a point été éteinte par la prescription. »

POURVOI en cassation par Creuzé-Delessert et consorts, fondé sur la violation de l'art. 114, coul. Paris, en ce que l'arrêt attaqué a repété la prescription opposée par les demandeurs éventuels à Dorsay, bien que celui-ci ait resté dix ans sans exercer de poursuites sur les biens qui lui étaient hypothéqués.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 114, coul. Paris; — Attendu que les époux Balhazard Dangé avaient solidairement affecté au paiement de la dot par eux constituée à Dorsay, par son contrat de mariage du 14 août 1767, la terre de Groslay, qui était un conquêt de leur communauté; — Que, par ses testaments des 10 juill. 1771 et 29 janv. 1772, la dame Dangé a donné sa moitié dans ladite terre à Dangé-Bagneux, à titre de legs particulier; qu'après le décès de la dame Dangé, arrivé le 22 mars 1772, délivrance de ce legs a été faite à Bagneux le 7 juin suivant; que, si Dangé a possédé jusqu'à sa mort, comme usufructier, cette moitié de la terre de Groslay, ce n'a été qu'à titre précaire, ainsi que cela résulte des art. 2228 et 2236, C. civ.; — Que, de 1772 jusqu'à 1786, s'étant écoulé plus de dix ans sans que Dorsay ait fait aucun acte conservatoire de son hypothèque sur ladite terre de Groslay, Bagneux avait acquis prescription contre ladite hypothèque, en tant qu'elle frappait sur la moitié que lui avait léguée la dame Dangé; — Que Dorsay n'a pu, vis-à-vis de Bagneux, tiers détenteur, se prévaloir de la solidarité de l'obligation des époux Balhazard Dangé pour en induire l'indivisibilité de son hypothèque sur toute l'indemnité représentant cette terre de Groslay; — Qu'en jugeant non en fait, mais en droit, que Bagneux n'avait point acquis cette prescription,

la Cour royale a violé l'art. 114, coul. Paris, — Cassé, etc. »

Du 25 août 1855. — Ch. civ.

COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE. — TRAVAUX PUBLICS. — ASSOCIATION. — GESTION D'AFFAIRES. — APPEL. — EFFET SUSPENSIF. — EXPERTISE.

En matière de travaux à exécuter sur le lit d'une rivière, pour garantir de ses irrptions une certaine étendue de propriétés riveraines, il n'est pas nécessaire d'observer les formes établies par la loi du 16 sept. 1807 pour en constater la nécessité dans le mode de leur confection et dans celui de la répartition des dépenses qu'ils auront occasionnées. Cette loi, qui régle les formalités à observer lorsqu'il s'agit de travaux qui auraient été autorisés par le gouvernement dans un intérêt général, n'exclut pas les règles du droit commun pour ceux entrepris par des particuliers dans un intérêt privé.

Dans le cas où des travaux ont été entrepris avec l'assentiment d'un certain nombre des parties intéressées seulement, mais avec l'approbation tacite des autres, tout ce qui concerne leur confection et la dépense qu'ils ont occasionnée doit être régi, à l'égard de ces derniers, par les art. 1372 et 1375, C. civ. et l'autorité judiciaire est compétente pour connaître des difficultés qui y sont relatives. Une expertise ordonnée par un jugement dont il y a eu appel, commencée avant que l'appel ait été émis, et continuée ensuite sans opposition de la part des appelants, a pu être déclarée valable par la Cour royale sans violer l'art. 457, C. proc., qui veut que l'appel soit suspensif de l'exécution.

La loi du 16 sept. 1807 est celle qui régit spécialement tout ce qui a rapport aux travaux de navigation et à ceux qui ont pour objet des routes, des ponts, des rues, places et quais dans les villes; des digues, etc. Pour ce qui concerne des digues à établir, elle porte, à l'art. 55, que « la nécessité en sera constatée par le gouvernement, et la dépense supportée par les propriétés protégées, dans la proportion de leur intérêt aux travaux... » L'art. 54 porte « qu'on appliquera à l'exécution dudit art. 55 les formes déterminées aux articles précédents, et l'intervention d'une commission chargée de régler la part de la dépense à laquelle les propriétés protégées devront contribuer, eu égard à leur augmentation de valeur. » — Mais les dispositions de cette loi n'ont en vue que les travaux exécutés dans un intérêt général; et ceux qui n'ont lieu que dans la vue d'intérêts privés doivent être régis par les règles du droit commun. C'est la distinction judiciaire que consacre l'arrêt dont nous allons faire connaître l'espèce.

Le 7 mars 1823, traité entre Primari et autres entrepreneurs de travaux, et plusieurs habitants des communes de Crolles et de Bernin, à raison de la construction d'une digue pour garantir les propriétés de ces derniers contre les irrptions de la rivière de l'Isère. Ceux-ci s'obligèrent à supporter chacun leur part de la dépense qu'entraînerait l'établissement de cette digue.

Ces travaux n'étant point faits dans une vue d'utilité générale, ils furent entrepris sans qu'on ait observé les formalités exigées dans ce dernier cas par la loi du 16 sept. 1807. Le préfet du département en ordonna la suspension, sur la plainte d'autres riverains, qui prétendaient en recevoir du dommage par l'effet des inondations qu'ils occasionnaient.

Cependant, le 8 déc. de la même année, d'autres habitants de ces mêmes communes, au nombre de cent huit, et qui n'avaient point figuré au susdit traité, présentèrent à ce magistrat une pétition dans laquelle ils combattaient les motifs de la plainte et faisaient ressortir les avantages de ces travaux, dont la suspension fut levée et la continuation permise.

Les communes de Crolles et de Bernin, auxquelles se joignirent deux autres communes, se pourvurent plus tard auprès du gouvernement pour demander l'autorisation de faire des travaux définitifs contre les débordements de l'Isère; et, le 14 déc. 1823, il fut rendu une ordonnance royale qui la leur accordait. Elle leur permettait en même temps de se réunir et de nommer des syndics pour arrêter les devis et surveiller l'exécution des travaux; elle disposait, en outre, que chacun des intéressés à ces travaux contribuerait, dans la proportion de son intérêt, à la dépense qui serait faite, d'après la répartition qu'en opérerait entre eux une commission spéciale créée à cet effet.

Des syndics furent nommés en exécution de cette ordonnance, toute relative aux travaux à faire, et non à ceux qui étaient déjà exécutés.

Les entrepreneurs de ces derniers travaux firent assigner les signataires du traité, et ceux de la pétition adressée au préfet, devant le tribunal de première instance de Grenoble, pour se voir condamner solidairement à leur en payer le prix. Ceux-ci déclinerent la compétence de l'autorité judiciaire, et soutinrent qu'ils ne pouvaient être contraints que par voie administrative, aux termes des art. 55 et 54, L. 16 septembre 1807, au paiement qui leur était réclamé; que pour ce paiement, au reste, les demandeurs étaient sans droit et sans action, attendu que la nécessité des travaux eût dû être préalablement constatée, conformément audit art. 55, ce qui n'avait pas été fait.

Ces moyens de défense ne furent point accueillis par le tribunal, qui se déclara compétent, condamna les défendeurs à payer aux entrepreneurs le prix des travaux par eux exécutés, dans la proportion toutefois de l'avantage que chacun des premiers devait en retirer, et nomma des experts pour en faire l'estimation et apprécier leur degré d'utilité relativement aux propriétés qu'ils étaient destinés à défendre.

Il fut interjeté appel de ce jugement devant la Cour de Grenoble, tant par les signataires du traité que par ceux de la pétition au préfet. L'expertise était déjà commencée lorsqu'il fut signifié. L'expertise fut continuée, et parachevée ensuite sans opposition de la part des appelants, qui en demandèrent la nullité devant la Cour, sur le fondement que leur appel avait dû produire

l'effet de suspendre l'exécution du jugement, aux termes de l'art. 457, C. proc.

Mais l'arrêt qui intervint, à la date du 28 mars 1835, confirma purement et simplement le jugement attaqué par les motifs suivants : — « Attendu, y est-il dit, qu'il est constant en fait qu'une digue de deux cents mètres a été établie sur la rivière de l'Isère, et a garanti de l'irruption de cette rivière une grande étendue de terre possédée par des propriétaires de Grolles et de Bernin ;

« Attendu qu'il est également constant que le danger de l'irruption était imminent, et qu'il a été urgent d'opposer un obstacle à l'invasissement de l'Isère ;

« Attendu que, si Primard et consorts ne se sont pas conformés à la loi du 16 sept. 1807, ils ont ainsi perdu le droit de contraindre les intéressés par la voie administrative au paiement des frais occasionnés par les digues, et de faire juger les contestations qui pourraient s'élever par une commission spéciale, mais qu'ils ne peuvent par là être privés de leur recours au droit commun, la difficulté actuelle se trouvant alors du ressort des tribunaux judiciaires ;

« Attendu qu'il résulte, de l'acte du mois de mars 1825 et de la pétition du 8 déc. suivant, que les propriétaires signataires ayant intérêt à la construction des digues ne sont pas demeurés étrangers à cette entreprise, et qu'ils en ont au contraire provoqué la confection et la continuation ;

« Attendu qu'il résulte, tant de ces deux actes que des autres circonstances de la cause un mandat donné à Primard et consorts, soit d'entreprendre la digue dont il s'agit, soit de continuer les travaux entrepris dans le but d'une utilité commune ;

« Attendu, dès lors, que c'est le cas de faire application à l'espèce des art. 1372 et 1375, C. civ., au sujet du négociant qui soumet le maître dont l'affaire a été bien administrée (et ici c'est le propriétaire dont les fonds ont été garantis) à remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom, à le relever de tous les engagements personnels qu'il a pris, et à lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites ;

« Attendu qu'il faut d'ailleurs plus le décider ainsi qu'il est de principe, en droit comme en équité, que personne ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui contre sa volonté, ce qui arriverait néanmoins si les propriétaires qui, au moyen des digues, auraient obtenu une plus value dans leurs propriétés, profitaient ainsi du bénéfice sans participer aux charges ;

« Attendu, en ce qui concerne la demande en annulation de la procédure des experts, que cette procédure a régulièrement procédé, sans aucune opposition de la part des appelants ;

« Attendu d'ailleurs que cette procédure n'est qu'une conséquence du jugement dont est appel, qui doit être confirmé ;

« Attendu, dès lors, que les seules questions, pour chaque individu propriétaire dans le périmètre indiqué comme devant contribuer aux digues, sont de savoir s'il était exposé aupara-

vant aux irrutions de l'Isère, si les digues l'en ont garanti, si la dépense est suffisamment justifiée, et si la proportion dans laquelle chacun doit y contribuer a été bien déterminée, toutes questions qui incombent dans le domaine de l'expertise ordonnée par les premiers juges ;

« Adoptant, au surplus, les motifs énoncés dans le jugement dont est appel, confirme, etc. »

Cet arrêt a fait l'objet d'un pourvoi en cassation de la part des parties qui avaient succombé ; et il a été combattu à l'aide de deux moyens principaux, qui ont été également rejetés par la Cour régulatrice. On a soutenu, d'une part, qu'on avait violé les règles de compétence établies par la loi du 16 sept. 1807, qui, en attribuant à une commission spéciale, par ses art. 33 et 34, la connaissance des difficultés élevées à l'occasion des travaux de la nature de ceux dont il s'agit dans l'espèce, excluait nécessairement la juridiction des tribunaux ordinaires ;

Qu'il avait été particulièrement contrevenu à l'ordonnance royale du 14 déc. 1825, qui imposait l'obligation formelle de soumettre à une commission les contestations qui s'élèveraient à cet égard ; et qu'il avait été fait une fausse application des art. 1372 et 1375, C. civ., évidemment inapplicables aux parties de la cause, dont les intérêts devaient être réglés d'après une législation particulière.

D'autre part, on a prétendu qu'il y avait eu violation de l'art. 457, C. proc., aux termes duquel l'exécution du jugement du tribunal de première instance de Grenoble avait dû demeurer suspendue de plein droit par l'effet de l'appel qui en avait été émis ; et que l'arrêt consacrait une erreur grave en décidant que les appelants auraient dû s'opposer à la continuation de l'expertise, tandis que le jugement n'ordonnait pas son exécution provisoire.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation des règles de la compétence établies par la loi du 16 sept. 1807 et des dispositions de l'ordonnance royale du 14 déc. 1825, et de la fausse application des art. 1372 et 1375, C. civ. :

— Considérant que, si la loi de 1807 dispose pour des travaux qui auraient été autorisés par le gouvernement dans l'intérêt général, relativement aux mesures administratives qui devaient en précéder la confection, elle n'exclut pas les règles du droit commun pour ceux entrepris par des particuliers dans un intérêt spécial ; — Considérant qu'aux termes d'un traité du 7 mars 1825 et d'une pétition adressée au préfet, à raison de l'urgence et du danger imminent de l'invasissement des eaux de l'Isère, la construction de la digue a été entreprise à la suite de ce traité, suivie et parachevée sous les yeux des demandeurs et avec leur assentiment ; que, pour obtenir le paiement de ces travaux, exécutés dans un intérêt commun, les principes du droit commun étaient applicables, et que l'autorité judiciaire était compétente pour statuer ; — Considérant que les demandeurs se trouvaient rangés dans deux catégories différentes, que les uns étaient signataires du traité du 7 mars ;

que les autres avaient, par le fait, consenti, approuvé l'exécution des travaux; que, sous ces deux points de vue, ils se trouvaient obligés vis-à-vis des défendeurs, qui étaient leurs mandataires et avaient géré leurs affaires, à en payer le montant proportionnellement à leur intérêt; qu'ainsi en les condamnant à satisfaire à leur obligation, sauf par le tribunal à faire le règlement de la quotité, la Cour n'a pas méconnu sa compétence ni violé les articles du Code invoqués; — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 457, C. proc.: — Considérant, sans qu'il soit besoin d'examiner l'effet suspensif de l'appel en thèse générale, qu'en exécution du jugement de première instance les experts ont commencé leurs opérations le 9 juin, longtemps avant les appels interjetés; que les demandeurs ne sont pas opposés à la continuation de l'expertise; — Considérant que, dans l'espèce, l'expertise ne peut porter aucun préjudice irréparable aux demandeurs; que ce n'est qu'un avis que le tribunal de première instance, appelé à régler l'indemnité, n'est pas obligé de suivre en puisant ailleurs ses éléments de conviction; que cet avis peut être modifié, et que les demandeurs ont le droit de demander la nullité de l'expertise s'ils s'y croient fondés. — Rejetie, etc. »

Du 25 août 1835. — Ch. req.

DOMICILE. — CHANGEMENT. — RÉSIDENCE.

Lors même qu'un individu a fait des déclarations prescrites par le Code pour prouver l'intention de changer de domicile, les tribunaux peuvent cependant, d'après les circonstances de la cause, décider qu'en fait il n'y a pas eu réellement translation de domicile (1). (C. civ., 103 et 104.)

Le 25 mars 1834, jugement du tribunal de Dreux: — « Attendu... que, s'il résulte des pièces produites et mises sous les yeux du tribunal que de Bauldre a fait, à la mairie de Brezollles et à celle des Hls-Bardelles, les déclarations prescrites par ledit art. 104, C. civ., il est de notoriété publique qu'il n'a jamais effectivement quitté sa demeure de la Vallée, et n'a jamais transféré de fait son domicile à la Bardelière. — Déclare, etc. »

Le 16 avril suivant, autre jugement conçu dans des termes absolument semblables.

Appel. — Arrêt de la Cour de Paris du 25 août 1834, qui, adoptant les motifs, confirme.

POURVOI de Baudre pour violation des articles 103 et 104, C. civ.; 61 et 68, C. proc.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt a déclaré que, s'il résultait des pièces produites que le demandeur avait fait à la mairie de Brezollles et à celle des Hls-Bardelles la déclaration prescrite par les art. 103 et 104, C. civ., il était de notoriété publique qu'il n'avait jamais transféré de fait son domicile à la Bardelière; — En droit, qu'en jugeant ainsi, la Cour de Paris a fait une

juste appréciation des faits et des actes, laquelle était exclusivement dans son domaine, et qu'ainsi elle n'a pas violé les articles précités, — Rejetie, etc. »

Du 25 août 1835. — Ch. req.

PREUVE TESTIMONIALE. — MATIÈRE COMMERCIALE. — INTÉRÊTS.

En matière commerciale, les juges peuvent se décider d'après de simples présomptions pour reconnaître l'existence d'une créance (2). (C. civ., 1341 et 1353.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la question des intérêts et de l'époque à laquelle ils avaient pu commencer à courir s'agitait en matière commerciale; — Qu'en pareille matière où la preuve testimoniale est toujours admissible, les présomptions graves peuvent avoir pour les juges la force de preuves écrites, et que c'est en consultant de pareilles présomptions que l'arrêt attaqué a décidé, en fait, que Linc avait employé à son usage les fonds qu'il avait reçus en qualité de mandataire, — Rejetie, etc. »

Du 26 août 1835. — Ch. req.

REQUÊTE CIVILE. — DOL PERSONNEL. — DÉLIT. — NOTIF INCERTAIN.

Lorsque la requête civile est fondée sur le dol personnel, dont la preuve résulte de pièces qui n'étaient pas en la possession du demandeur, il y a présomption que celui-ci n'a reconnu le dol que par l'enregistrement de ces pièces et leur dépôt dans un lieu public. (C. civ., 1338; C. proc., 489 et 493.)

C'est au défendeur à prouver que cette reconnaissance a eu lieu antérieurement.

Dès lors, ce n'est que du jour de l'enregistrement et du dépôt des pièces dénoncées que court le délai de trois mois pendant lequel doit être formée la requête civile.

Galos avait accepté et payé 30,000 fr. de traites tirées sur lui. le 25 mai 1828, par Daudiran, agissant comme mandataire de Guyon. — Depuis, faillite de Guyon. Quelque temps après, faillite de la maison Thiollier et compagnie, associée de Guyon.

Galos ayant demandé à être admis au passif de la faillite de Guyon à raison des 30,000 fr. qu'il avait payés, les syndics d'abord, et ensuite Guyon lui-même, depuis son concordat, s'y opposèrent, sous le prétexte que les pouvoirs de Daudiran, mandataire, avaient cessé depuis plus de quinze jours au minimum où il avait tiré les traites, et que d'ailleurs Guyon n'avait profité en aucune manière de l'émission de ses effets.

Ces moyens de défense furent consacrés par un jugement du tribunal de commerce de Glen du 3 mai 1829, et un arrêt confirmatif de la Cour d'Orléans, du 26 sept. suivant.

Postérieurement, le syndic de la faillite de

(1) *P.* conf. Cass., 9 juin 1830, et le renvoi; Brux., Cass., 8 fév. 1835.

(2) *P.* conf. Cass., 29 déc. 1833. — *P.* Nouguier, Trib. de comm., p. 364.

Thiellier découvert dans les papiers de celui-ci deux lettres de Guyon adressées l'une à Daudirau, en date du 30 mai 1828, l'autre à Stoken, un de ses associés, en date du 20 du même mois. Par la première, Guyon reconnaissait l'existence du mandat donné à Daudirau à l'effet de tirer les traites; la seconde constatait que Guyon avait encaissé 30,000 fr. provenant de ces effets. Ces deux lettres furent soumises à l'enregistrement le 30 mars 1832, déposées pour minutes le 3 avril suivant chez M^r Champion, notaire à Paris.

Le 28 juin 1832, c'est-à-dire moins de trois mois depuis le dépôt, la veuve et les héritiers Galos, arguant du dol personnel qui aurait existé de la part de Guyon lors de l'arrêt du 26 sept. 1829, duquel était prouvé par les lettres récemment découvertes, se pourvurent par requête civile contre cet arrêt.

Guyon opposa une fin de non-recevoir tirée de ce que la requête civile n'aurait pas été formée dans les trois mois de la découverte du dol, ou que du moins les demandeurs n'en fournissaient pas la preuve par écrit.

Le 15 nov. 1832, arrêt de la Cour d'Orléans qui accueille cette fin de non-recevoir : — « Considérant que, dans la plupart des cas où il y a lieu à requête civile, cette requête doit être signifiée dans les trois mois du jour de la signification à personne au domicile du jugement attaqué;

« Que ce délai, aux termes de l'art. 488, ne court, lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, de dol ou de découverte de pièces nouvelles que du jour où le dol a été reconnu ou les pièces découvertes;

« Mais que, d'après ce même article, pour qu'il y ait lieu à son application, il faut que dans ces deux cas il y ait preuve par écrit du jour, et non autrement;

« Qu'en fait, la veuve et les héritiers Galos ne rapportent aucune preuve de ce genre relativement aux deux lettres déposées pour minute à Champion, notaire, dont ils veulent faire résulter ouverture à requête civile;

« Qu'il ne suffit pas, en effet, pour établir le jour de cette découverte, qu'ils soient à portée d'établir le jour où ces pièces ont pu être enregistrées ou déposées dans un lieu public, étant possible que l'époque en soit antérieure à celle de ces mêmes enregistrements et dépôt, ce dont aucun document ne prouve le contraire dans l'espèce;

« Qu'il paraîtrait même par certaines expressions d'une lettre adressée, le 11 fév. 1830, par Galos père à Guyon, que l'existence de ces lettres lui aurait été révélée dès cette époque, avec d'autant plus de raison que les héritiers Galos n'en produisent pas d'autres auxquelles puissent se rattacher l'espèce de menaces consignées dans cette lettre; d'où il suit que, sous ce rapport, ils n'ont point rempli la condition qui leur était imposée par la loi;

« Qu'ils ne prouvent pas non plus que les pièces dont il s'agit aient été retenues par le fait de Guyon, rien ne constatant au procès que le retard apporté dans leur apparition soit l'effet d'une machination de sa part;

« Qu'il résulte de ces considérations que les héritiers Galos s'étant mis par leur négligence

ou autrement hors d'état de profiter du délai accordé par l'art. 488, ils demeurent assujettis à celui de l'art. 485.... »

POURVOI de la veuve et des héritiers Galos, pour violation de l'art. 480, § 1^{er}, C. proc., et fausse application de l'art. 488, même Code. — Sans doute c'est à celui qui se pourvoit par requête civile à prouver par écrit le jour où aura été découvert le dol dont il se plaint. Dans l'espèce, cette preuve avait été faite par la veuve et les héritiers Galos; elle résultait de l'enregistrement et du dépôt des lettres en question moins de trois mois avant la présentation de la requête civile. — A cela la Cour d'Orléans oppose que l'enregistrement et le dépôt ne sauraient suffire, parce qu'il peut se faire que le demandeur ait eu, bien longtemps auparavant, connaissance du dol qui résulterait de la teneur des pièces. Mais alors il faut distinguer si les pièces découvertes étaient en la possession du demandeur, ou bien en la possession soit de tierces personnes, soit du défendeur. Dans le premier cas, le jour où le demandeur dépose les pièces dans un dépôt public pouvant très-bien n'être pas le même que celui où il a reconnu l'existence du dol, on exigera que le demandeur prouve par écrit le jour où il a découvert le dol. Mais dans le second cas, les pièces n'étant sorties des mains des tiers que par le dépôt, et n'ayant acquis de publicité que de cette manière, il y a présomption que c'est de ce jour-là seulement que le dol a été connu. — Que si l'on oppose que la partie a eu connaissance de l'existence et de la teneur des pièces avant le dépôt, on se constitue demandeur en cette exception. Il faut fournir la preuve de ce qu'on allègue. — Il paraîtrait, dit l'arrêt attaqué, que la veuve et les héritiers Galos ont eu, antérieurement au dépôt, connaissance des lettres dont il s'agit. Mais ce n'est là qu'une simple probabilité qu'on ne saurait considérer comme une raison de décider.

Pour le défendeur on a soutenu que la Cour d'Orléans ayant décidé en fait que la requête civile n'avait pas été formée dans les trois mois de la découverte du dol, l'arrêt attaqué échappait à la censure de la Cour de cassation.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 480 et 488, C. proc., et l'art. 1328, C. civ.; — Attendu qu'aux termes de l'art. 488, C. proc., lorsque l'ouverture de requête civile est prise du dol personnel, le délai pour la former ne court que du jour où le dol a été reconnu; — Que cette dernière expression indique clairement que le point de départ du délai n'est pas celui où existaient de simples soupçons de dol, mais bien celui où apparaît une preuve de nature à être soumise à la justice, à entraîner la conviction et à devenir la base d'une action assez grave pour amener la rétractation d'un arrêt; — Que, lorsqu'il s'agit d'apprécier la preuve rapportée du jour de la reconnaissance du dol, il faut distinguer si les pièces desquelles le demandeur induit cette preuve étaient ou n'étaient pas à sa disposition; — Que, dans le premier cas, la date de l'enregistrement de ces pièces et celle de leur contestation par

acte public sont inefficaces pour établir que le demandeur n'avait pas antérieurement reconnu le dol qu'il allègue, puisque, possesseur de ces pièces, il a été le maître de faire faire cet enregistrement et cette contestation au moment qu'il lui a plu de choisir; — Mais que, lorsque ces pièces sont des lettres missives, et qu'il est certain par leur destination qu'elles n'ont pas pu être en la possession ni à la disposition du demandeur, l'indication qu'il fait de la date de leur enregistrement et de la constatation de leur autenticité dans un acte dressé à la requête de tiers par des officiers publics constitue à son égard, conformément au vœu de l'art. 1538, C. civ., et autant qu'il est raisonnablement possible de l'exiger de lui la preuve par écrit qui lui est imposée par l'art. 488, C. proc., et fixe à son égard le point légal du départ des trois mois dans lesquels sa requête civile devra être formée; — Qu'à la vérité cette preuve n'exclut pas la preuve contraire; mais qu'il ne suffit pas pour anéantir la première de dire qu'il paraîtrait, qu'il serait possible que le demandeur eût reconnu le dol à une époque antérieure à cet enregistrement et à cette contestation, et d'ajouter qu'aucun document ne prouve le contraire; ce qui impliquerait l'obligation pour lui de faire la preuve, presque toujours impossible, d'un fait négatif; — Attendu que les héritiers Galos fondaient leur requête civile, formée le 28 juin 1852, sur le dol personnel de Guyon, constaté, suivant eux, par deux lettres missives écrites par lui les 29 et 30 mai 1828, qui ont été déposées pour minutes à Champion Deshayes, notaire à Paris, le 3 avril 1852, après avoir été enregistrées le 30 mars précédent; — Que ces lettres, adressées à des tiers, étaient au nombre des papiers de la faillite, déclarée le 9 juillet 1828, de la maison Thiollier et compagnie; que c'est Guérin de Foncin, syndic de cette faillite, qui a requis, le 3 avril 1852, le dépôt de ces lettres au rang des minutes de Champion, notaire; — Qu'il ne résulte pas de l'arrêt attaqué qu'il ait été rapporté aucune preuve que Galos père eût, antérieurement à ce dépôt, reconnu le dol imputé à Guyon, comme ressortant de ces mêmes lettres; — Qu'aussi l'arrêt n'affirme pas qu'il en est ainsi, mais se borne à induire d'une lettre émanée de Galos père des conjectures impuissantes pour détruire la preuve par écrit, rapportée par les demandeurs en requête civile, du jour de la reconnaissance du dol personnel de Guyon; — Que dans ces circonstances, en déclarant la requête civile non recevable, la Cour d'Orléans a méconnu le caractère et les effets légaux de la preuve par écrit rapportée par les demandeurs, faussement interprété, et, par suite, violé l'article 488, C. proc., et violé enfin, par voie de conséquence, tant l'art. 480, même Code, que l'art. 1528, C. civ., — Cassé, etc. »

Du 26 août 1855. — Ch. civ.

(1) La Cour a jugé le contraire en chambres réunies, le 1^{er} août 1836, dans la même affaire.

(2) *F. Berrist*, p. 243; *Carré*, sur l'art. 360. — Toutefois le désaveu ne peut faire suspendre l'exécution du jugement. — *F. Cass.*, 16 mai 1835.

SUPPRESSION D'ÉTAT. — ENFANT MORT.

La suppression d'un enfant mort est passible des peines portées par l'art. 345, C. pén., comme la suppression d'un enfant vivant (1). (C. pén., 345.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 345, C. pén.; — Attendu que les expressions de cet article sont générales et absolues; qu'il ne distingue pas entre le cas où l'enfant supprimé est mort et celui où il est vivant; que le principe qui a dicté cette disposition pénale a pour objet de garantir la famille contre toute atteinte portée à l'ordre légal des transmissions d'héritage; d'où il suit qu'elle est applicable à toute suppression d'enfant vivant ou mort, par suite de laquelle les droits qui se rattachent au fait de son existence peuvent être compromis. — Cassé, etc. »

Du 27 août 1855. — Ch. crim.

ARBITRAGE. — NULLITÉ. — RENONCIATION TACITE.

— DÉSAVEU. — DÉLAI. — DOMMAGES INTÉRÊTS. — FAIS.

Ce n'est pas acquiescer à une sentence arbitrale que d'en requérir le dépôt au greffe.

Le désaveu peut être formé contre un officier ministériel postérieurement au jugement rendu sur les actes désavoués (2). (C. proc., 360.)

Lors même que le désaveu est déclaré valable, l'officier ministériel peut n'être condamné à des dommages-intérêts qu'autant qu'il y a eu faute de sa part (3). (C. proc., 360.)

Aux termes d'une convention passée pour la publication du journal le Français, entre Mie, imprimeur, et Bailly et Andrielle, gérants, toute contestation possible à ce sujet devait être jugée par voie d'arbitrage.

En 1851, des difficultés s'étant élevées entre les parties, le tribunal arbitral fut constitué.

Le 10 juillet 1853, jugement du tribunal de la Seine. — Appel.

Le 31 mai 1854, arrêt de la Cour de Paris: —

« Considérant que Bailly n'a point concouru à la nomination de Robert Mathieu en qualité d'arbitre; que la signification de la nomination de cet arbitre, faite à Mie, par exploit de Davesne, à la requête d'Andrielle et Bailly, l'a été sans pouvoir donné par ce dernier; que Bailly, cité deux fois à comparaitre, a déclaré être totalement étranger à la nomination de Robert Mathieu, et a protesté contre tout ce qui serait fait; que cette protestation a été connue des arbitres, lesquels ont passé outre et ont rendu leur sentence; que, sur les poursuites exercées contre Bailly, en vertu de ladite sentence, il a formé opposition à l'ordonnance d'exécution et a désavoué l'huissier Davesne à raison de la signification du 27 janvier; »

« Que, s'il s'est pourvu contre l'ordonnance

(3) Alors surtout que l'officier ministériel a été induit en erreur par les machinations d'un tiers. — *F. Lyon*, 1^{er} avril 1834. — Jugé cependant qu'il doit être condamné aux dépens. — *F. Paris*, 7 fév. 1824.

d'exécution qui avait été délivrée par le président du tribunal de commerce, et a demandé le dépôt de la sentence au greffe du tribunal civil, cette demande n'est point un acquiescement à ladite sentence, et n'élève point une fin de non-recevoir contre lui ;

* Qu'il suit de tous ces faits que les arbitres ont agi sans pouvoirs suffisants, et que leur sentence est nulle et ne peut avoir d'effet ;

* Considérant, en ce qui touche le recours de Mie contre Davesne, que cet huissier a eu des motifs suffisants de croire qu'il était autorisé par Bailly, comme par Andrielle, à signifier l'acte du 27 janv. (l'huissier alléguait avoir agi sur le vu d'une pièce portant en marge une note indicative du nom de Robert Mathieu pour arbitre), et que Mie, qui a connu la protestation de Bailly, doit s'imputer d'avoir laissé les arbitres passer outre ;

* Déclare bon et valable le désaveu du 13 nov. 1832 ; — Déclare nulle la sentence arbitrale du 30 avril précédent, et l'ordonnance d'exécution qui l'a suivie ;

POURVOI par Mie. — Premier moyen : 1° Violation des règles en matière d'acquiescement, en ce que Bailly avait été admis à attaquer une sentence arbitrale dont il avait lui-même demandé le dépôt au greffe du tribunal civil ; 2° violation des principes en matière de désaveu, en ce que l'arrêt attaqué avait admis le désaveu de Bailly, quoique régularisé seulement depuis la sentence arbitrale, et par suite avait annulé cette même sentence. — Lorsqu'un acte est authentique, disait-on pour le demandeur, foi lui est due (C. civ., art. 1319). Ainsi, l'exploit signifié par Davesne le 27 janv. 1832 étant authentique, il devait faire foi, et suffisait pour constituer légalement le tribunal arbitral tant que cet acte n'avait pas été désavoué. — Il est vrai que, par l'acte extra-judiciaire du 2 avril suivant, Bailly avait annoncé l'intention de désavouer la nomination d'arbitre faite en son nom. Mais un pareil acte ne pouvait constituer un désaveu valable ; il aurait fallu pour cela un désaveu fait au greffe, et revêtu de la signature de la partie (C. proc., art. 353). Dans cet état de choses, il était du devoir des arbitres de passer outre au jugement. Or, le jugement ainsi rendu par des arbitres ayant des pouvoirs suffisants, comment admettre un désaveu tardivement formé ? Ne serait-ce pas remettre tout en question, et rendre un procès interminable ?

Deuxième moyen : Violation de l'art. 360, C. proc. — Aux termes de cet article, lorsque le désaveu est déclaré valable, le désavoué doit être condamné envers le demandeur et les autres parties en tous dommages-intérêts. Il peut même être puni d'interdiction ou poursuivi extraordinairement, suivant la gravité du cas et la nature des circonstances. Ainsi la disposition est absolue quant aux dommages-intérêts. Ce n'est que relativement aux peines disciplinaires à infliger à l'officier ministériel que cette disposition est facultative. Dès lors, dans l'espèce, les juges ne pouvaient se refuser à condamner Davesne à des dommages-intérêts envers Mie.

ARRÊT.

* LA COUR, — Sur le prétendu acquiescement de Bailly à la sentence arbitrale : — Attendu qu'aux termes du § 2, art. 1021, C. proc., et de la disposition antépénultième de l'art. 1028, même Code, la connaissance des difficultés qui s'élèvent sur l'exécution des décisions arbitrales appartient au tribunal qui a rendu l'ordonnance d'exequatur, et que c'est devant ce tribunal que doivent être portées les demandes en nullité desdites décisions ; — Qu'il suit de là qu'en requérant le dépôt de la décision arbitrale dont il s'agit au greffe du tribunal civil, Bailly, loin d'acquiescer à cette décision, n'a fait que remplir un préliminaire nécessaire pour pouvoir saisir le tribunal civil de la Seine de la demande qu'il a formée en nullité de ladite décision arbitrale ; — Sur ce que le désaveu avait été formé tardivement, ne l'ayant été qu'après que la décision arbitrale avait été rendue : — Attendu que l'art. 360, C. proc., porte que, « si le désaveu est déclaré valable, le jugement ou les dispositions du jugement relatives aux chefs qui ont donné lieu au désaveu demeureront annulées et comme non avenues ; » — Qu'il suit de cette disposition que le désaveu peut être formé postérieurement au jugement rendu sur les actes attaqués par la voie du désaveu ; — Sur la violation de l'art. 360, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué a rejeté la demande en garantie et en dommages-intérêts formée par Mie contre l'huissier Davesne : — Attendu que, suivant les principes du droit commun, c'est au juge du fait qu'il appartient de décider s'il a existé un dommage qui puisse donner lieu à une condamnation de dommages-intérêts ; — Que, lui qu'il ait été dérogé à ce principe par l'art. 360, Code proc., cet article porte que, « si le désaveu est déclaré valable, le désavoué sera condamné en tous dommages-intérêts, même puni d'interdiction ou poursuivi extraordinairement, suivant la gravité du cas et la nature des circonstances ; » — Qu'il suit de cette disposition que la Cour royale, en déclarant le désaveu valable, et en appréciant, comme elle en avait le droit, les circonstances, a pu, sans violer la loi, rejeter la demande en garantie et dommages-intérêts formée contre l'huissier Davesne, — Rejette, etc. »

Du 27 août 1835. — Ch. req.

PRESCRIPTION. — TITRE. — DONATION.

Le donataire successeur qui a reçu un immeuble en avancement d'hoirie, et qui, après le décès du donateur, l'a rapporté à sa succession, et l'a conservé par l'effet du partage, en est propriétaire à titre successif, et non comme donataire. (C. civ., 858 et 859.)

En conséquence, lorsque dix années ne se sont pas écoulées entre la donation et le décès du donateur, et que néanmoins le donataire invoque la prescription décennale, l'exception de mauvaise foi qui pouvait être opposée à ce dernier peut être également invoquée contre le donataire. (C. civ., 2265, 2269 et 2237.)

En l'an 2, Tassy se rendit adjudicataire d'une machine à huile vendue nationalement sur d'Opède, émigré. A côté de l'usine se trouvait un terrain appelé le Patey, dont Tassy s'empara comme étant compris dans son adjudication, et sur lequel il établit ensuite un moulin à farine. Toutefois, Tassy n'ignorait pas que ce terrain ne faisait point partie de son adjudication.

En 1806, il donna ce terrain et le moulin en avancement d'hoirie à son fils.

En 1812, après la mort de son père, celui-ci rapporta l'immeuble à la succession, et le conserva par l'effet du partage, qui le lui attribua définitivement. Plusieurs années après, il l'a vendu à Niel.

En 1825, les représentants de l'émigré d'Opède, qui avait été réintégré dans ses droits, ont revendiqué contre Niel le Patey, par le motif qu'il n'avait pas été compris dans l'adjudication de Tassy père, et qu'il se trouvait être encore leur propriété.

Niel a répondu que, son tuteur ayant possédé de bonne foi et par juste titre (la donation) depuis plus de dix ans, ils étaient non recevables.

Les demandeurs ont répliqué que depuis la donation jusqu'au décès de Tassy père il ne s'était écoulé que six années, et que, par conséquent, ce titre était impossible; que, d'ailleurs, il s'était évanoui par suite du rapport que Tassy fils avait dû faire, et que, des lors, le titre de ce dernier avait été non le contrat de donation, mais le partage qui lui avait conservé l'immeuble; qu'ainsi il était propriétaire comme héritier, et non comme donataire, et qu'aux termes de la loi, continuant la personne du défunt, il avait nécessairement continué sa mauvaise foi.

Le 50 mars 1850, un jugement du tribunal de Brignolles a accueilli ce système : — Attendu que de la date du contrat de mariage de Jean-Joseph Tassy à l'époque de la mort de son père il ne s'est écoulé que sept ans environ; qu'à cette époque le moulin à farine donné au fils en avancement d'hoirie fut rapporté à la masse héréditaire; que, si celui-ci n'est devenu propriétaire définitivement, c'est par l'événement du partage; que c'est aussi le partage qui l'a rendu propriétaire du moulin à huile, que son père ne le lui avait pas donné lors de son mariage;

• Que, si depuis le décès du père, le fils a possédé les deux usines et le terrain revendiqué comme une dépendance du moulin à farine, ce n'est plus comme donataire, mais en qualité d'héritier;

• Attendu que la loi 3, ff., *Pro hærede*, était sans application parui nous; qu'on n'acquiert généralement les immeubles que par une possession de trente ans;

• Que, si le Code civil a admis la prescription de dix ans avec titre et bonne foi, on ne peut pas en conclure que la qualité d'héritier équivaut à un titre, parce que la possession du défunt se continue dans son héritier; que ce n'est qu'une seule et même possession qui passe de l'un à l'autre (Bunod, p. 46), de sorte que, quoique l'héritier ignore le vice de la possession de son auteur, qui avait possédé de mauvaise foi, il ne pourra prescrire ce que le défunt avait

ainsi possédé (Dorat, p. 250, n° 18 et 19). »

Appel. — Le 4 juin 1854, arrêt confirmatif de la Cour d'Aix.

POURVOI en cassation par Niel pour violation des art. 2267, 2268 et 2269, C. civ. — Il soutint que le rapport fait par Tassy fils à la succession de son père n'avait pas interrompu son titre; que la donation n'avait pas cessé de recevoir effet, et que le partage n'avait fait que la confirmer. L'obligation du rapport, a-t-il dit, n'empêche pas le successible d'être irrévocablement propriétaire de l'immeuble donné, puisque, s'il l'a aliéné, il ne doit le rapport qu'en moins prenant (C. civ., art. 860). Ainsi, la Cour royale devait ajouter au temps couru depuis la donation jusqu'au partage celui couru depuis cette dernière époque, et alors une prescription beaucoup plus que décennale repoussait la prétention des héritiers d'Opède, puisqu'il n'ont imputé à Tassy personnellement aucune mauvaise foi.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu, en droit, que, pour acquérir un immeuble à l'aide de la prescription de dix ans, il faut une possession par juste titre et de bonne foi au moment de l'acquisition (C. civ., art. 2265 et 2269); — Attendu qu'à la différence du successeur particulier, l'héritier succède aux vices de la possession de son auteur (C. civ., art. 2236); — Attendu enfin qu'en général *idem judicator de eo quod est acquisitum per donationem in anticipationem successionis, ac si esset acquisitum ex causa ejusdem successionis*; — Et attendu qu'il a été reconnu en fait par l'arrêt attaqué 1° que Tassy père, acquéreur du terrain litigieux, a toujours été de mauvaise foi; 2° que Tassy fils a reçu de son père ce terrain en 1806, par contrat de mariage, et en avancement d'hoirie; 3° enfin qu'en 1815, le même Tassy fils s'est porté héritier de son père; qu'en cette qualité, il a partagé la succession paternelle, et qu'il a fait entrer, encore en cette qualité, dans son lot, le même terrain litigieux; — Que, d'après ces faits, en décidant que le titre de Tassy fils était *pro hærede* et non *pro donato*; que par conséquent, il avait succédé aux vices de la possession de son père, laquelle s'était continuée dans sa personne, et que par là il n'avait pas pu prescrire, l'arrêt attaqué a fait une juste application des lois de la matière... — Rejette, etc. »

Du 27 août 1855. — Ch. req.

REQUÊTE CIVILE. — DOT. — DÉLAI.

Du 28 août 1855. — (P. 26 août 1855.)

COUR D'ASSISES. — JURY. — REMISE. — NOUVEAU TIRAGE. — REMPLACEMENT.

Lorsqu'après l'ouverture des débats d'une affaire indiquée seule pour la journée, la Cour d'assises, s'apercevant d'un vice dans la composition du jury, l'annule et renvoie à une autre heure du même jour pour la formation d'un nouveau jury; si, à l'heure indiquée, quelques-uns des trente jurés qui n'avaient pas été désignés par le sort ne comparaissent pas, la Cour ne peut, sans excès de pouvoir, procéder à leur rempla-

ment, conformément à l'art. 393, C. crim. (1).
(C. crim., 387 et 393.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur la fautive application de l'art. 393, C. crim., et la violation des art. 393, 395 et 399, même Code : — Attendu que le 31 juill. 1855, jour indiqué pour le jugement de l'affaire de Jacques Weiland, à huit heures du matin, les jurés, tant titulaires que supplémen-taires, dont les noms avaient été notifiés à l'accusé, ne s'étant trouvés qu'au nombre de vingt-cinq, le président de la Cour d'assises du département du Haut-Rhin tira de l'urne contenant les noms des individus inscrits sur la liste dressée en exécution de l'art. 387, C. crim., en audience publique et par la voie du sort, conformément à l'art. 393, même Code, cinq jurés nécessaires pour compléter le nombre de trente. Parmi ces derniers se trouva Louis Wulhem. — Le même jour il fut procédé à la formation du tableau des douze jurés de jugement, au nombre desquels fut compris le même Louis Wulhem qui, en sa qualité de juge suppléant au tribunal de Colmar, avait signé l'ordonnance de prise de corps décernée par ce tribunal réuni en chambre du conseil contre ledit Weiland, et contre lequel aucune récusation ne fut alors exercée par l'accusé, ni par le ministère public. — Le même jour, l'audience publique étant ouverte, et après la lecture de l'arrêt et de l'acte d'accusation, la Cour d'assises, qui s'aperçut de l'incapacité dans laquelle se trouvait Wulhem, par suite de la part qu'il avait prise à l'ordonnance de prise de corps décernée contre Weiland, et à raison de la combinaison des art. 383 et 392, C. crim., d'exercer dans cette affaire les fonctions de juré, rendit, sur les conclusions conformes du ministère public et après délibérations, un arrêt par lequel elle annula le jury de jugement ; ordonna que le nom de Wulhem serait retranché de la liste des jurés qui seraient appelés à la formation d'un nouveau jury de jugement, auquel effet la séance fut renvoyée à six heures du soir. — Le défendeur de l'accusé, qui n'avait été ni interpellé ni entendu, prit alors la parole et conclut, attendu que l'un des jurés, Louis Wulhem, qui a répondu à l'appel de ce jour, ne se présente plus à l'audience ; que, dès lors, le jury de jugement, tel qu'il est acquis à l'accusé, se trouve incomplet, et que le juré absent ne saurait être légalement remplacé, il pût à la Cour ordonner le renvoi de la cause à la prochaine session, et, subsidiairement, à ce qu'il fût donné acte à l'accusé de ce qu'il avait été procédé au remplacement du juré absent et aux débats de la cause. — Le ministère public déclara s'en rapporter ; et la Cour, après être rentrée dans la chambre de ses délibérations, déclara, par l'organe de son président, que, persistant dans l'arrêt qu'elle venait de rendre, il n'y avait pas lieu à statuer sur les conclusions prises par le défendeur de Weiland. — Le procès-

verbal constate qu'il était alors deux heures de relevée, et qu'attendu que, tous les jurés sur lesquels devait s'opérer un nouveau tirage ne se trouvant pas présents, et qu'il y avait lieu de lire quatre jurés suppléants, l'un en remplacement de Wulhem, et trois autres au lieu et place de Vogel, Gross et Kremps, absents, le président avait déclaré que la séance était remise à six heures de relevée. Le 31 juill., à six heures du soir, à l'ouverture de l'audience, le ministère public conclut à ce que Vogel, capitaine en retraite à Munster ; Gross, adjoint au maire à Gindelsheim, et Kremps, aubergiste à Landser, tous trois jurés défaillants, fussent condamnés chacun à l'amende de 500 fr. et aux frais de l'arrêt. Mais la Cour d'assises, considérant que Vogel, Gross et Kremps ne faisant point partie du jury de jugement dans l'affaire contre Jacques Weiland qui était la dernière fixée à ce jour, ils devaient donc se croire libérés du service de jurés pour cette même journée, et que n'habitant point la ville de Colmar, ils l'ont quittée sans qu'on puisse leur en faire aucun reproche. — Dit qu'il n'y a pas lieu à condamner à l'amende les Vogel, Gross et Kremps ; — Et attendu que par le fait du retranchement de Wulhem de la liste des jurés, et l'absence de Vogel, Gross et Kremps, cette liste se trouve réduite au nombre de vingt-six seulement, elle ordonna que ces trois jurés, ainsi que Wulhem, seraient remplacés dans les formes prescrites par la loi. — En conséquence de cet arrêt, et en conformité de l'art. 393, C. crim., le président de la Cour d'assises tira de suite de l'urne renfermant les noms des individus de la liste dressée en exécution de l'art. 387 dudit Code, en audience publique et par la voie du sort, quatre jurés pour compléter le nombre de trente. Ces trente derniers jurés furent appelés à former le tableau du jury de jugement devant lequel il fut procédé aux débats et qui statua sur le sort de Jacques Weiland ; — Attendu, en droit, que de ces détails, et notamment de l'arrêt incident rendu par la Cour d'assises du Haut-Rhin du 31 juill. dernier, qui a refusé de condamner à l'amende de 500 fr. chacun des trois jurés Vogel, Gross et Kremps qui, présents le 31 juill. à l'audience de huit heures du matin, étaient absents lors de celle de six heures du soir, il en résulte que ces trois jurés qui s'étaient rendus au jour et à l'heure indiqués pour le jugement de l'affaire de Weiland, la dernière de ce jour, n'ayant pas été désignés par le sort pour faire partie du jury de jugement, avaient dû se croire exemptés légalement de tout service pour le reste de la journée ; qu'ils n'étaient plus, dès lors, régulièrement convoqués que pour la séance du lendemain 1^{er} août ; — Qu'ainsi, en réunissant extraordinairement les jurés le 31 juillet à six heures du soir, et en procédant au remplacement des trois jurés qu'elle avait jugé n'être ni obligé d'être présents à l'opération du tirage qu'un autre jour et à une autre heure, la

(1) Ici ne s'appliquent point les observations consignées en note sous l'arrêt du 6 août 1855 (aff. *Behers*), car la formation du tableau se trouvant

elle-même viciée de nullité, il est indispensable d'en commencer une nouvelle. — *F. Rauter*, n° 707.

Cour d'assises du département du Haut-Rhin a commis un excès de pouvoir, fait une fausse application de l'art. 353, C. crim., et violé les dispositions des art. 393, 395 et 399, même Code, ainsi que les droits de la défense, — Casse et annule. etc. »

Du 28 août 1855. — Ch. crim.

VOIRIE. — DÉMOLITION. — MINISTÈRE PUBLIC. — CONCLUSIONS.

Lorsque le ministère public a conclu à la démolition de tous les travaux effectués en infraction à un arrêté municipal, le tribunal de police ne peut se borner à ordonner la démolition d'une partie de ces travaux, et omettre ou refuser de statuer sur le surplus des conclusions. (C. crim., 161, 408 et 413.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 161, 408 et 413, C. crim.; — Et attendu, en fait, que le ministère public a formellement conclu à ce que le tribunal ordonnât, dans l'espèce, 1^o la démolition du mur d'appui construit par la prévenu, à droite en entrant dans sa boutique; 2^o le grattage des enduits placés sur toute la façade du rez-de-chaussée du côté de la place, parce que chacun de ces ouvrages constitue une infraction à l'arrêté du maire de la ville d'Amboise, en date du 16 déc. 1854; d'où il suit qu'en omettant ou refusant de prononcer sur ces deux réquisitions, le jugement dénoncé a commis une violation manifeste des articles précités, — Casse en ce qu'il n'a point statué sur les deux chefs susénoncés desdites conclusions, etc. »

Du 29 août 1855. — Ch. crim.

TÉMOIN. — NOTIFICATION. — COUR D'ASSISES. — JURÉS. — EMPÊCHEMENT.

Le témoin cité à la requête du ministère public, mais non notifié à l'accusé, doit être entendu avec serment lorsque l'accusé ne s'oppose point à son audition (1). (C. crim., 315.)

L'art. 394, C. crim., n'ayant rien statué sur la manière de constater les empêchements qui donnent lieu au remplacement des jurés, c'est aux magistrats et à leur conscience éclairée qu'il appartient de les apprécier suivant leur conviction (2).

Du 5 sept. 1855. — Ch. crim.

DÉLIT SUCCESSIF. — JOURNAL. — PUBLICATION.

Les divers faits de publication d'un journal sans avoir déposé de cautionnement constituent, non un délit successif, mais autant de délits de publication, devant chacun être apprécié séparément et pouvant seul devenir la base de l'application de la loi pénale dans la limite tracée par les lois relativement aux délits réitérés (3). (L. 9 juin 1819, art. 6.)

Plusieurs numéros de la *Justice*, journal quotidien, politique et littéraire, paraissent dans le cours de l'année 1855 sans qu'il ait été déposé de cautionnement.

Poursuivi pour ce fait, Wilderkehr a été condamné par défaut, le 11 avril, à trois mois de prison et 1,200 fr. d'amende. Le journal continua de paraître jusqu'au 8 mai et fut l'objet de cinq nouvelles condamnations.

Mais le 15 mai, sur l'opposition de Wilderkehr, toutes ces condamnations ont été réduites à une seule, par le motif que toutes les infractions étaient identiques et successives, et qu'il n'avait été statué sur aucune d'elles par jugement définitif. — Appel par le ministère public.

Le 27 juin, la Cour de Paris a déclaré tardivo l'opposition au jugement du 11 avril, et sur les cinq autres condamnations elle a statué en ces termes : — « Considérant qu'en principe l'article 405, C. crim., est inapplicable aux amendes et peines pécuniaires portées par des lois spéciales, et que les infractions de cette nature, quoique identiques, lorsqu'elles ont été successivement commises et séparément constatées et poursuivies, constituent des faits isolés, et, dès lors, susceptibles d'une répression relative à chacune de ces poursuites;

« Considérant néanmoins que, dans l'espèce particulière, les faits constatés successivement et qui ont donné lieu aux jugements des 25, 28 et 30 avril, 2 et 5 mai, ne constituent qu'une infraction unique qui est la publication du journal hors des conditions prescrites par la loi, et malgré la répression d'un fait semblable;

« Vu les art. 2 et 3, L. 18 juill. 1828, et 6, L. 9 juin 1819, pour répression de la contravention sur laquelle lesdits jugements ont statué, condamne Wilderkehr, par application des lois précitées, à un mois d'emprisonnement et 2,000 fr. d'amende. »

Le procureur général s'est pourvu en cassation.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 6, L. 9 juin 1819; — Considérant que les divers faits de publication qui ont servi de base aux poursuites du ministère public, sous les dates des 21, 22, 25, 27 et 29 avril, 2, 6 et 9 mai, constituaient non un délit successif, mais autant de délits de publication, prévus et réprimés par la loi précitée; — Considérant que chacun de ces faits devait, dès lors, être apprécié séparément, et pouvait à lui seul devenir la base de l'application de la loi pénale, dans la limite tracée par les lois relativement aux délits réitérés; — Et que, si les tribunaux de répression ont droit, en appréciant la moralité des faits, de proportionner la peine à la gravité de ces faits, ils n'ont pas celui de méconnaître les délits consommés; — Et attendu que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué a déclaré en

(1) *P. Cass.*, 13 janv. 1827.

(2) L'empêchement d'un juré est une question de fait qui rentre dans le domaine souverain des Cours d'assises, et d'où il ne peut résulter une ouverture à cassation. — *P. Brux.*, Cass., 21 mars 1842.

(3) *P. conf. Chassan. Traité des délits de la presse*, t. 1, p. 175, n. 4, et de Gratier, *Comment. sur les lois de la presse*, t. 2, p. 16, n. 7. — *P.* aussi l'art. 12, L. 9 sept. 1855.

principe que tous les faits de publication successive dont Widerkehr était convaincu ne constituaient qu'une infraction unique, qui était la publication du journal hors des conditions prescrites par la loi, et malgré la répression d'un fait semblable; que, par suite, la peine prononcée par la Cour de Paris, pour répression de cette contravention, comprenait plusieurs délits distincts sur lesquels cinq jugements par défaut avaient prononcé des peines séparées; — attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que la Cour de Paris n'a entendu punir qu'un seul délit; — Qu'en le jugeant ainsi, l'arrêt attaqué a donné une base illégale à l'application de la peine, et violé l'art. 6, loi précitée, — Cassé, etc. »
Du 5 sept. 1855. — Ch. crim.

FAUX EN ÉCRITURE. — USAGE. — INTERPRÉTATION. — PREUVE TESTIMONIALE. — PRÉSCRIPTION.

Il ne peut résulter aucun moyen de nullité de ce qu'un accusé de faux n'aurait pas été interpellé de déclarer s'il voulait ou non se servir de la pièce arguée de faux, alors qu'en ayant fait usage à diverses reprises, et étant également incriminé à raison de cet usage, une semblable interpellation devenait parfaitement inutile (1). (C. crim., 458.)

L'art. 1341, C. civ., applicable seulement en matière civile, ne fait pas obstacle à ce que le crime de faux puisse être prouvé par tous les genres de preuves admises en matière criminelle, notamment par témoins, bien que le faux surpasse la somme de 150 fr. (C. civ., 1341.)

La prescription d'un faux ne fait pas obstacle aux poursuites que peut déterminer l'usage fait sciemment de la pièce fautive, si cet usage a eu lieu depuis moins de dix ans (2). (Code crim., 637.)

ARRÊT.

• LA COUR, — Sur une prétendue violation de l'art. 458, C. crim., 1341, C. civ., et 637 du Code crim., 1^{er} énoncé que l'accusé Nohlot n'aurait pas été interpellé de déclarer s'il voulait ou non se servir de la pièce arguée de faux; 2^o que, contre les dispositions textuelles de l'art. 1341, on aurait admis contre lui la preuve testimoniale, quoique le faux qui lui était imputé surpassait la somme de 150 fr.; 3^o enfin, en ce que le faux à lui imputé remontait à 1824 et n'était pas mentionné dans le mandat décerné le 10 nov. 1854, la prescription dans tous les cas lui aurait été acquise : — Attendu 1^{er} que Nohlot n'était pas seulement accusé d'être l'auteur du faux, mais qu'il était encore accusé d'avoir fait sciemment usage de la quittance fautive, non-seulement en inscrivant le prétendu paiement de 1.914 fr. sur son livre de compte, mais encore en employant ce paiement dans le compte par lui rendu, le 14 fév. 1825, comme économie du collège royal de Versailles en 1824; 2^o en soutenant la vérité de la quittance et la réalité du

payement dans un mémoire signé par M^{re} Lanvin, son avocat, adressé au conseil d'État le 17 août 1832; — Attendu que, dès lors, et dès qu'il avait été fait usage par Nohlot et à diverses reprises de la quittance arguée de faux, il devenait parfaitement inutile de le sommer de déclarer s'il entendait se servir de cette pièce; qu'il n'y a donc eu aucune violation de l'art. 458, C. crim.; — Attendu, sur la deuxième branche de ce moyen, que le faux est un crime public qui doit être poursuivi d'office par le ministère public, dès qu'il parvient à sa connaissance, et qui peut être prouvé par tous les genres de preuves admises en matière criminelle, notamment par les dépositions orales des témoins produits; et que l'article 1341, C. civ., applicable seulement en matière civile, ne fait pas obstacle à leur audition; — Sur la troisième branche de ce moyen : — Attendu qu'à supposer que le faux imputé à Nohlot, et commis en nov. 1824, fût prescrit par le défaut de poursuites pendant dix ans, il n'en saurait être de même de l'usage sciemment fait de la pièce fautive en 1825 et 1832, — Rejette le pourvoi, etc. »

Du 4 sept. 1855. — Ch. crim.

EXPERTISE. — DOMMAGE. — PREUVE. — EAU. — INONDATION.

Le tribunal correctionnel, saisi d'une plainte formée contre le propriétaire d'une usine pour dommage causé à une usine supérieure par le reflux des eaux ne peut, lorsque le plaignant offre de prouver le dommage par une expertise, refuser de l'ordonner et renvoyer le prévenu des poursuites sous prétexte que, les procès-verbaux ne constatant pas le dommage, il n'y a pas lieu d'en faire déterminer l'étendue. (C. crim., 154, 189 et 408.)

Toute transmission volontaire et nuisible des eaux est punie par l'art. 15, tit. 2, L. 6 oct. 1791, soit que le moyen de l'aide duquel a eu lieu cette transmission constitue une infraction à un règlement administratif, soit que l'emploi qui a été fait de ce moyen précède tout règlement de cette nature (3).

Huel avait construit une usine en aval d'un moulin appartenant à Laurent, et s'était ensuite pourvu devant l'autorité administrative, afin qu'elle autorisât le maintien de cette construction, bien que les vannes du nouveau moulin fussent plus élevées que ne le permettaient un ancien règlement du préfet du département.

Laurent intervint sur cette demande, et prit des conclusions tendantes à ce que les prétentions de Huel fussent rejetées par l'administration. En outre, et sans attendre une décision sur ce point, il assigna Huel devant le tribunal correctionnel en réparation du dommage résultant, pour l'usine du demandeur, du reflux des eaux par suite des nouvelles constructions; délit prévu par les art. 15, tit. 2, L. 6 oct. 1791, et 457, C. pén. Il est à remarquer que des procès-verbaux réguliers constataient le fait reproché

(1) F. conf. Cass., 20 juin 1817. — F. ass. Cass., 28 oct. 1815.

(2) F. conf. Cass., 4 janv. 1816, et 20 juin 1817.

(3) F. Garnier, *Rég. des eaux*, t. 2, n^o 107; — F. Cass., 23 janv. 1819, et 4 nov. 1824.

au défendeur, mais ne s'expliquaient pas sur le dommage qui pouvait en résulter. Le demandeur offrait de prouver ce dommage par experts.

Le tribunal rejeta les conclusions de Laurent, en se fondant sur ce qu'il ne résultait pas de l'instruction que Huet fût coupable du fait qui lui était imputé.

Appel de Laurent, qui demande de nouveau à prouver par experts le préjudice qu'il éprouve.

Mais, le 29 mai 1835. arrêt confirmatif de la Cour de Rouen : — « Attendu que l'art. 457, C. pén., est inapplicable à l'espèce, puisqu'il ne s'agit pas d'inondation par élévation du réservoir au dessus de la hauteur fixée administrativement ;

« Qu'aux termes de l'art. 15, lit. 2, L. 6 octobre 1791, il n'y a délit qu'autant qu'il y a dommage ; que le dommage aurait dû être prouvé par les procès-verbaux, et qu'une expertise ne pouvant avoir pour objet que d'en déterminer l'étendue, il n'y a pas lieu de l'ordonner ;

« Attendu, d'ailleurs, que les parties sont en instance pour faire régler la hauteur d'eau de leurs usines respectives.... »

POURVOI en cassation de la part de Laurent, pour violation de l'art. 15, lit. 2, L. 6 oct. 1791 et des art. 154 et 408, C. pén.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. combinés 154, 189 et 408, C. crim. ; — Attendu que la Cour de Rouen n'a pas rejeté les conclusions du demandeur tendant à une expertise, sur le motif que la cause était suffisamment instruite, et que dès lors l'expertise demandée serait inutile et frustratoire ; — Mais que cette Cour s'est fondée, en droit, 1^o sur ce que, les procès-verbaux dressés à la requête du demandeur ne constatant pas le dommage que celui-ci aurait éprouvé, l'expertise ne pourrait avoir lieu, puisqu'elle ne devrait porter que sur l'étendue de ce dommage ; 2^o sur ce que les parties étaient en instance devant l'autorité administrative pour obtenir la fixation de la hauteur des eaux de leurs usines respectives ; — Attendu, d'une part, qu'en subordonnant ainsi une demande en supplément de preuve d'un fait préjudiciable, à la condition que le préjudice aurait été préalablement établi par les procès-verbaux produits au procès, et en limitant, contrairement au vœu de la loi et aux termes des conclusions prises devant elle, l'objet de cette voie d'instruction, à une évaluation accessoire au fait principal que la partie civile demandait à prouver, la Cour royale a aggravé les obligations imposées à cette partie par les articles combinés 65, 64, 66, 69, 182 et 183, Code crim., et violé l'art. 154, même Code, dont la disposition, étendue par l'art. 189 aux matières correctionnelles, autorise la preuve complémentaire à l'appui des procès-verbaux et rapports ; — Attendu, d'autre part, que le fait d'une

instance administrative entre les parties (fait qui n'aurait pu d'ailleurs motiver qu'un sursis ou une déclaration d'incompétence) était sans influence sur le jugement de la contestation ; qu'il s'agissait, d'après la teneur des conclusions de la partie civile, d'un reflux des eaux, provenant du fait de Huet, sous la roue du moulin de Laurent, et ayant pour effet de ralentir le mouvement de cette usine ; que l'art. 15, lit. 2, L. 26 oct. 1791, qui comprend dans la généralité de sa disposition toute transmission volontaire et nuisible des eaux, est applicable, soit que le moyen à l'aide duquel à ce lieu cette transmission constitue une infraction à un règlement administratif, soit que l'emploi qui a été fait de ce moyen précède tout règlement de cette nature ; — Attendu, dès lors, qu'en rejetant par des motifs erronés en droit la demande en supplément de preuve, l'arrêt attaqué a dénié au demandeur l'exercice d'une faculté qui lui était assurée par l'art. 154 ; d'où il suit que, en même temps qu'il a violé cet article, il a violé l'art. 408, même Code, et commis un excès de pouvoir, — Casse, etc. »

Du 4 sept. 1835. — Ch. crim.

PETITE VOIRIE. — CONSTRUCTION EN BOIS. — DÉMOLITION.

Le tribunal qui condamne un individu à l'abandonner pour une construction établie sur la voie publique, en contravention à un règlement de police, ne peut se dispenser d'ordonner la démolition de cette construction sur le motif qu'elle retranche une retraite à l'immoralité, et que, loin de nuire à la voie publique, elle y protège les mœurs (1). (L. 16-21 août 1790, lit. 11, art. 3, n° 5 ; L. 19-22 juil. 1791, lit. 1er, art. 46.)

Du 5 sept. 1835. — Ch. crim.

TAPAGE NOCTURNE. — INJURIE. — EXCUSE.

Les bruits et tapages dont parle l'art. 479, § 8, C. pén., sont toujours injurieux pour l'individu qui en est l'objet, et la tranquillité des habitants en est nécessairement troublée, lors même qu'ils n'ont pas eu lieu pendant la nuit (2).

Il suffit, pour être réputé complice de bruits et tapages injurieux, d'avoir été surpris dans les attroupements qui les ont causés (3).

Le ministère public peut poursuivre d'office les bruits et tapages injurieux ou nocturnes, bien que personne n'ait porté plainte (4).

Lorsqu'un procès-verbal régulier du commissaire de police constate que des individus ont été trouvés parmi les auteurs de bruits injurieux, et que les instruments qu'ils portaient ont été par lui saisis, le tribunal ne peut, sans violer la loi due à ce procès-verbal, renvoyer ces individus des poursuites, sur le motif qu'il n'est point établi qu'ils aient fait usage de ces instruments, mais

(1) F. Cass., 23 juil. 1835.

(2) F. conf. Cass., 8 déc. 1852 et 25 avr. 1854, et la note. — Les charivaris ont toujours un caractère injurieux.

(3) F. conf. Cass., 24 janv. 1835.

(4) F. conf. Cass., 2 avr. 1830.

qu'au contraire ils étaient restés étrangers à ce qui se passait (1).

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 479, n° 8, C. pén., et 154, C. crim.; — Attendu, en droit, que les bruits ou tapages auxquels le premier de ces articles s'applique sont toujours injurieux pour l'individu qui en est l'objet; que la tranquillité des habitants en est nécessairement troublée, lors même qu'ils n'ont pas eu lieu pendant la nuit; qu'il suffit, pour être réputé complice de ce trouble, d'avoir été surpris dans le rassemblement qui l'a causé, et qu'il appartient au ministère public d'en poursuivre d'office la répression; — Et attendu que le procès-verbal régulièrement dressé contre les prévenus, dans l'espèce, constate que le commissaire de police rédacteur de cet acte les a arrêtés par les auteurs du bruit dont il s'agit, et que les sonnettes qu'ils portaient ont été par lui saisies; — Que ces faits devaient être considérés comme légalement établis tant qu'ils n'auraient pas été expressément débattus par la preuve contraire; — Que le jugement dénoncé ne déclare point que cette preuve ait été rapportée; — Qu'il s'est uniquement fondé, pour s'abstenir de punir la contravention poursuivie, sur les motifs qu'il n'est point établi que les inculpés aient fait usage des sonnettes, mais qu'au contraire ils étaient demeurés étrangers à ce qui se passait; que la tranquillité des habitants n'a point été troublée; que personne n'a porté plainte, et qu'enfin, si des cris se sont fait entendre, si des bruits, des attroupements ont eu lieu, tout s'est passé à une heure où il faisait jour encore; d'où il résulte qu'en statuant ainsi, ce jugement a méconnu la foi due au procès-verbal produit, et commis une violation expresse des articles précités, — Casse, etc. »

Du 5 sept. 1855. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — DÉCLARATION NOUVELLE. — DISCERNEMENT. — MAJORITÉ.

Les questions de discernement ne peuvent être résolues contre l'accusé qu'à la même majorité que la question de culpabilité. Ainsi, sous la loi du 4 mars 1851, il n'y avait pas lieu de renvoyer le jury dans la salle de ses délibérations, à l'effet de déclarer si c'était à la majorité de plus de sept voix qu'il avait résolu cette question en faveur de l'accusé. (C. crim., 541.)

La déclaration du jury que l'accusé n'a pas agi avec discernement, bien que négative dans ses termes, n'en est pas moins, en faveur de l'accusé, équivalente à une déclaration affirmative de non-culpabilité.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que le jury a reconnu que l'auteur du vol dont la demande

resse a été déclarée complice n'avait pas agi avec discernement; — Qu'une telle déclaration, quoique négative dans ses termes, n'en était pas moins en faveur de l'accusé, équivalente à une déclaration affirmative de non culpabilité; qu'elle était précise et complète, et que dès lors elle ne pouvait être l'objet d'une nouvelle délibération; — Mais attendu, néanmoins, que la Cour d'assises, assaillant la question de discernement à celle de circonstances atténuantes, qui doivent, aux termes de l'art. 341, Code crim., être reconnues exister à la majorité de plus de sept voix, a renvoyé le jury dans la chambre des délibérations pour décider si c'était à cette majorité qu'il l'avait résolue en faveur de l'accusé; — Qu'en jugeant ainsi sous le prétexte d'une assimilation qui n'est pas dans la loi, puisque l'art. 341, C. crim., ne statue que pour les circonstances atténuantes sans se référer en aucune manière à la question de discernement, la Cour d'assises a mal interprété et faussement appliqué l'edit article; — Casse, etc. »

Du 5 sept. 1855. — Ch. crim.

JEU DE HASARD. — EXPOSITION. — PROCÈS-VERBAL. — PRÉVU.

Lorsqu'un procès-verbal régulier constate la saisie d'un jeu de hasard trouvé en la possession d'un individu qui l'exposait publiquement, le tribunal ne peut, sans violer la foi due à ce procès-verbal, renvoyer des poursuites le prévenu qui n'offre ni ne produit aucune preuve certaine, sous le prétexte qu'il n'a pas été suffisamment justifié et prouvé aux yeux du tribunal que ce jeu fût un jeu de hasard dans le sens de l'art. 475, C. pén.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 154, C. crim.; — Attendu, que la procès-verbal dressé dans l'espèce a régulièrement constaté que la femme Escrivier se trouvait, le 29 juillet, dernier, sur les six heures un quart après midi, à l'entrée de l'allée Lafayette, avec un jeu de hasard publiquement exposé, et dont le principal objet fut saisi par le commissaire de police rédacteur de cet acte; — Que la prévenue n'a offert ni produit la preuve contraire de ce fait répréhensible; d'où il suit qu'en la relaxant de l'action du ministère public, sur le motif qu'il n'avait pas été suffisamment justifié et prouvé aux yeux du tribunal que ce jeu fût un jeu de hasard dans le sens de l'art. 475, C. pén., le jugement dénoncé a méconnu la foi due au procès-verbal dont il s'agit, et commis une violation expresse de l'article précité, — Casse, etc. »

Du 5 sept. 1855. — Ch. crim.

GLANAGE. — PERMISSION.

Le propriétaire d'un champ a le droit exclusif de recueillir ou de faire ramasser à son profit les épis échappés à la main de ses moissonneurs jusqu'à l'entier enlèvement des

(1) Les instruments dont un individu est trouvé porteur sur le lieu du désordre établissent nécessairement à sa charge une preuve de complicité.

gerbes (1). (L. 6 oct. 1791, art. 21, tit. 2; Code pén., 471, n° 10.)

Mais il ne peut déroger en faveur de certains individus aux règles établies pour l'exercice du glanage; et, dès lors, les individus qui ont glané dans un champ avant qu'il fût entièrement dépouillé de sa récolte ne peuvent être renvoyés des poursuites sur le motif qu'ils ont agi avec la permission du propriétaire (2).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 21, tit. 2, C. rur. 28 sept.-6 oct. 1791, ensemble l'art. 471, Code pén., § 10; — Attendu que le glanage n'est autorisé que dans les champs ouverts, et qu'après qu'ils ont été entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes; — Que le propriétaire de ces champs conserve donc, tant que l'enlèvement entier des gerbes n'a pas eu lieu, le droit exclusif de recueillir ou de faire ramasser à son profit, puisqu'ils n'appartiennent encore qu'à lui, les épis échappés à la main des moissonneurs; — Mais qu'il ne saurait être en son pouvoir de déroger, en faveur de certains individus, aux règles établies par les articles ci-dessus cités, pour l'exercice du glanage; — Et attendu qu'il est constant et reconnu, dans l'espèce, que les prévenus ont glané dans le champ ouvert de Larsonnier, avant qu'il fût entièrement dépouillé de sa récolte; — Qu'ils ont dès lors commis la contravention prévue et punie par les dispositions précitées; d'où il résulte qu'eu dédaignant le contraire, parce que ledit Larsonnier, usant d'un droit qui lui appartient et qu'on ne peut lui contester, leur avait accordé la permission de s'introduire dans ce champ, le jugement dénoncé a fausement interprété, et par suite violé l'art. 471, n° 10, C. pén., — Casse, etc. »

Du 5 sept. 1835. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE. — LECTURE. — TÉMOIN PARTANT. — JURY. — AVERTISSEMENT.

Il ne peut résulter une nullité de ce que le président de la Cour d'assises, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, a donné lecture de la déposition écrite du frère de l'accusé, alors surtout qu'il ne l'a fait que sur la demande du défenseur et sans opposition du ministère public (3). (C. crim., 322.)

L'avertissement donné aux jurés par le président de la Cour d'assises, sur les conséquences de leur déclaration, quant à l'application de la peine, ne peut être une cause de nullité, alors qu'il n'a pour but que de rectifier quelques assertions du défenseur qui auraient pu induire les jurés en erreur. (C. crim., 311 et 342.)

1. *F. conf. Cass.*, 28 janv. 1830, et 19 oct. 1836.

(2) *Id. conf.* Il n'appartient pas aux particuliers de déroger aux dispositions de la loi qui a établi le glanage en faveur des indigents. La faculté réservée au propriétaire de ramasser ou de faire ramasser les épis dans son champ, pour son propre compte, n'est pas une raison de décider; car, si elle

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation prétendue de l'art. 322, C. crim., et résultant de ce que le président de la Cour d'assises, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, a donné lecture de la déposition écrite du frère de l'accusé, lequel avait été entendu dans l'instruction; — Attendu que le procès-verbal des débats constate que c'est sur la demande du défenseur de l'accusé, et sans aucune opposition de la part du ministère public, que le président a donné lecture de la déposition écrite dont il s'agit; — Attendu, d'ailleurs, que la prohibition portée en l'art. 322, C. crim., ne s'applique qu'à l'audition orale, en qualité de témoins, des personnes qui y sont désignées, et que même, aux termes du dernier alinéa de cet article, l'audition desdites personnes n'opère une nullité qu'autant que le procureur général, la partie civile, ou les accusés se sont opposés à ce qu'elles soient entendues; — Sur violation prétendue de l'art. 342, C. crim., et résultant de ce qu'au moment où les jurés étaient sur le point de se retirer dans la chambre de leurs délibérations, le président de la Cour a dit :

« Si vous ne répondez pas affirmativement sur les premières questions, l'accusé ne sera pas coupable que d'un simple délit passible de cinq ans d'emprisonnement seulement; » — Attendu qu'il résulte de l'instruction insérée dans l'article 342, C. crim., que les jurés manquent à leur premier devoir lorsque, pensant aux dispositions des lois pénales, ils considèrent les suites que pourra avoir, par rapport à l'accusé, la déclaration qu'ils ont à faire, et qu'il fait induire de cet avertissement, donné par la loi aux jurés, que les magistrats doivent s'abstenir de faire connaître au jury les conséquences pénales de la déclaration qu'il pourra rendre sur les chefs d'accusation qui lui sont soumis; mais que ce devoir n'est pas moins impérieux pour le défenseur de l'accusé à qui l'art. 311, C. crim., impose l'obligation de ne rien dire contre le respect dû aux lois; — Attendu qu'il résulte textuellement de l'arrêt d'incident rendu par la Cour d'assises, inséré au procès-verbal des débats, que le président, en terminant son résumé et après la lecture des questions, a dit aux jurés que la défense les avait, involontairement sans doute, induits en erreur en les entretenant de la gravité de la peine, en leur disant que leur réponse affirmative sur la quatrième question, isolée des trois premières, laisserait encore peser sur la tête de l'accusé une peine très-sévère; que le devoir du président était de les prévenir puisqu'on les avait entretenus du résultat et des conséquences de leur déclaration; que la der-

était admise par respect pour le droit de propriété, il n'en faut rien conclure contre une disposition d'ordre public. — *F. conf. Cass.*, 28 janv. 1820.

(3) Le président ayant la faculté d'ordonner l'audition du frère de l'accusé, à plus forte raison, autoriser la lecture de sa déclaration écrite. — *Mais voy.*, *Brux.*, *Cass.*, 28 fév. 1839.

nière question, isolée des autres, ne constituerait plus qu'un simple vol correctionnel passible, au maximum, de cinq ans de prison, et que cet avertissement leur était donné par suite de l'obligation imposée au président de rappeler aux jurés la nature des fonctions qu'ils ont à remplir, et pour qu'ils comprissent toute la portée des questions qu'ils avaient à résoudre; — Attendu que des faits constatés par ledit arrêt il résulte que le président de la Cour d'assises n'a point excédé ses pouvoirs, qu'il n'a pas violé les dispositions de l'art. 342, Code crim., et qu'il n'a fait, au contraire, qu'accomplir le devoir qui lui était imposé par la loi; — Rejette etc. »

Du 10 sept. 1855. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — TROISIÈME. — COMMUNICATION. — QUESTION RÉSULTANT DES DÉBATS. — TRAVAUX À PÉRPÉTUITÉ. — EXPOSITION.

Les dispositions de l'art. 316, C. crim., n'étant point prescrites, à peine de nullité, il ne peut résulter une ouverture à cassation, de ce que quatre témoins sont sortis de leur chambre pour se rafraîchir (1).

La Cour d'assises peut, sans violer aucune loi, refuser de poser une question nouvelle, si elle pense que cette question ne résulte pas des débats (2). (C. crim., 338.)

Il ne résulte aucune ouverture à cassation de ce qu'en condamnant aux travaux forcés à perpétuité un accusé qui n'est ni mineur de dix-huit ans ni septuagénaire, la Cour d'assises n'aurait pas prononcé expressément la peine de l'exposition publique; l'exposition est, dans ce cas, une conséquence nécessaire de la condamnation principale (3). (C. pén., 22.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que les dispositions de l'art. 316, C. crim., ne sont pas prescrites à peine de nullité, et qu'ainsi il ne résulte aucune ouverture à cassation du fait que quatre témoins ont sortis de leur chambre pour se rafraîchir; — Attendu que la Cour d'assises, en refusant de poser une question nouvelle, par le motif que cette question ne résultait pas des débats, n'a violé aucune loi; — Rejette; — Et, faisant droit sur les conclusions prises par le ministère public dans l'intérêt de la loi; — Attendu qu'il résulte de l'art. 22, § 1^{er}, C. pén., que l'exposition est une conséquence nécessaire de la condamnation aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le condamné n'est, comme dans l'espèce, ni mineur de dix-huit ans, ni septuagénaire; — Attendu, dès lors, qu'il ne résulte aucune ouverture à cassation, de ce que, dans l'espèce, l'arrêt de condamnation n'a pas expli-

citement prononcé la peine de l'exposition, — Rejette etc. »

Du 12 sept. 1855. — Ch. crim.

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — PAVEUR — VOIRIE. — AUTRE DELINQUANT.

Les tribunaux de répression ne peuvent connaître que des contraventions qui leur sont légalement et compétemment dénoncées par le ministère public ou la partie civile.

En conséquence, le tribunal de simple police excède ses pouvoirs, en ordonnant, avant faire droit sur la contravention dont il est saisi, la preuve que des contraventions semblables ont été déjà commises par d'autres individus, sans qu'ils aient été poursuivis (4).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 15, tit. 2, L. 16-24 août 1790; la loi du 2 sept. 1793; ensemble les art. 408 et 415, C. crim.; — Attendu que les tribunaux de répression ne peuvent connaître que des contraventions qui leur sont légalement et compétemment dénoncées par le ministère public ou par la partie civile; — Et attendu, en fait, que le tribunal correctionnel de Brives n'avait à statuer, dans l'espèce, que sur l'appel interjeté par la veuve Terrelonge du jugement du tribunal de simple police de la même ville, en date du 22 déc. 1854, qui l'a condamnée à l'amende, et à la démolition des constructions qu'elle a élevées joignant la voie publique, en contravention aux règlements de petite voirie; d'où il suit qu'en autorisant l'appelante, avant faire droit, à prouver contradictoirement avec le ministère public, devant le juge de paix par lui commis à cet effet, que divers particuliers de ladite ville ont fait faire diverses constructions sans s'être préalablement conformés au règlement local de police, et qu'il n'a, néanmoins, été exercé contre eux aucune poursuite, le jugement dénoncé a manifestement violé les règles de la compétence; — Casse et annule le jugement interlocutoire, etc. »

Du 12 sept. 1855. — Ch. crim.

RÈGLEMENT DE Juges. — CHAMBRE D'ACCUSATION. — FAUX. — RECRUTEMENT.

Il y a lieu à règlement de juges par la Cour de cassation lorsque le tribunal de police correctionnelle s'est déclaré incompétent pour connaître d'une poursuite dont il n'a été saisi par orrêt de la chambre d'accusation (5). (C. crim., 525 et suiv.)

Le fait par un individu de s'être attribué les nom et prénoms d'un conscrit et d'avoir

avons déjà établi (voy. vol. 16, t. 1, p. 145, note) que l'exposition publique ne peut pas avoir lieu de plein droit.

(4) Le tribunal entendait sans doute induire de cette dernière circonstance un motif d'excuse qui n'est point admis par la loi. C'en est un nouvel excès de pouvoir. — *F. Mangin, Act. pub.*, n° 215.

(5) *F. conf. Cass.*, 2 avril 1855.

(1) *F. Cass.*, 23 avril 1855.

(2) La Cour d'assises est juge souverain du point de savoir si une question est résultée des débats. — *F. Cass.*, 7 mai 1829, et 29 déc. 1853.

(3) Cette solution est en opposition directe avec une foule d'arrêts par lesquels la Cour de cassation a annulé des arrêts de Cours d'assises pour avoir osé prononcer l'exposition publique contre des individus condamnés pour crime de faux. Nous

figuré en son lieu et place, comme soldat, dans un acte émané de l'autorité militaire, constitue le crime de faux en écriture authentique et publique, et non un simple délit de remplacement frauduleux (1). (C. pén., 147.)

Le procureur du roi de Châteaulin a l'honneur d'exposer : — « Au mois d'oct. 1834, Sébastien Abautret, cultivateur de la commune de K'ouan, arrondissement de Brat, affrit de remplacer au service militaire Jean-Marie Guen du de Guen, de la même commune, jeune soldat de la classe de 1835.

« Un acte sous seing privé, contenant les obligations des parties, venait d'être rédigé et signé par elles, lorsque le maire de la commune, apprenant que Sébastien Abautret était marié, leur fit connaître que cette circonstance empêcherait ce dernier d'être admis comme remplaçant.

« Jean-Marie Guen parut alors se décider à devancer sa mise en activité, et pria le maire de lui donner une lettre de recommandation pour le major commandant le recrutement à Quimper.

« Effectivement, cet officier constate, sous la date du 21 oct. 1834, qu'un homme s'est présenté devant lui, se donnant les noms de Jean-Marie Guen, et déclarant vouloir devancer la mise en activité; et, après l'avoir fait examiner et visiter en sa présence, par l'aide-major du 90^e régiment de ligne, il lui délivra un certificat d'aptitude au service militaire.

« Muni de cette pièce, cet homme est dirigé sur le 15^e léger, en garnison à Lorient, et immatriculé sous le n^o 7,905.

« Cependant on ne tarda pas à découvrir que Guen n'était pas présent sous les drapeaux, mais bien Sébastien Abautret, sous le nom de Guen.

« Une procédure criminelle fut instruite, et la chambre du conseil du tribunal de première instance de Quimper décréta, le 11 juin 1835, une ordonnance de prise de corps, savoir : —

« 1^o Contre Sébastien Abautret, comme prévenu « d'avoir commis un faux par altération de déclaration, et par supposition de personne, en se faisant incorporer dans le 15^e régiment « d'infanterie légère, sous les nom et prénoms « de Jean-Marie Guen, et en figurant, à l'aide « d'une fausse déclaration, dans un acte rédigé « par un commandant de recrutement, qui avait « un caractère public pour rédiger les actes de « devancement d'appel, ledit faux commis en « écriture authentique et publique; 2^o contre « Jean-Marie Guen, comme prévenu d'avoir, « avec connaissance, aidé et assisté l'auteur du « faux dans les faits qui l'avaient préparé, facilité et même consommé. »

« La Cour de Rennes, chambre des mises en accusation, ne vit point dans ces faits la même gravité, et, par arrêt du 24 juin 1835, elle annula l'ordonnance de prise de corps des premiers juges, et renvoya Abautret et Guen devant le tribunal de police correctionnelle de Châteaulin, comme prévenus, savoir : « Sébastien Abautret,

« d'avoir, comme auteur, concouru à un remplacement frauduleux, et Jean-Marie Guen, de « s'être rendu complice de ce remplacement « frauduleux, en procurant à Abautret les papiers qui lui ont servi à l'opérer, sachant « qu'ils devaient y servir. »

« En exécution de cet arrêt, Abautret et Guen furent cités devant le tribunal de police correctionnelle de Châteaulin, qui, par jugement contradictoire du 6 août 1835, se déclara incompétent, par le motif que les faits imputés aux prévenus étaient qualifiés crime par la loi.

« Il existe donc dans cette affaire deux décisions contraires : l'une, de la Cour de Rennes, et l'autre, du tribunal correctionnel de Châteaulin, qui peuvent être considérées comme passées en force de chose jugée, et d'où résulte un conflit négatif qui suspend le cours de la justice.

« Pourquoi l'exposant à l'honneur de conclure à ce qu'il plaise à la Cour, prononçant par voie de règlement de juges, renvoyer les pièces de la procédure et les prévenus devant telle autorité judiciaire qu'il appartiendra.

Fait au parquet, à Châteaulin, le 23 août 1835.
— Le procureur du roi, — Signé, Bossis. »

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu la requête ci-dessus; — Attendu que l'arrêt de la chambre d'accusation de la Cour de Rennes, en date du 24 juin 1835, et le jugement du tribunal de police correctionnelle de Châteaulin, en date du 6 août de la même année, sont contraires dans leurs dispositions, et ont acquis force de chose jugée; qu'il suit de là que le cours de la justice est interrompu; — Attendu que les faits imputés aux prévenus constituent, savoir : contre Sébastien Abautret, le crime de faux en écriture authentique et publique prévu par l'art. 147, C. pén., et contre Jean-Marie Guen, la complicité dudit faux prévue par les art. 59 et 60 même Code, soit en procurant les moyens qui ont servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir, soit en aidant et assistant avec connaissance l'auteur du faux dans les faits qui ont préparé ou facilité ledit faux, ou dans ceux qui l'ont consommé; — Vu l'art. 326, C. crim., — Ordonne que les pièces de la procédure seront transmises à la Cour d'Angers, chambre des mises en accusation pour, sur la prévention des crimes prévus par les art. 147, 59 et 60, C. pén., être procédé contre Sébastien Abautret et Jean-Marie Guen, conformément à l'alin. 1^{er}, art. 251, C. crim., etc. »

Du 17 août 1835. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — CHEF DU JURY. — DÉCLARATION. — INDIVISIBILITÉ. — BANQUEROUTE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — CONFLICT. — COAUTEUR.

Il ne peut résulter aucun moyen de cassation de ce que la déclaration du jury aurait été lue et signée à l'audience par un autre que le chef des jurés, si le procès-verbal énonce que ce juré avait été désigné par les autres, et que ces derniers ont assisté à la lecture

(1) P. conf. Cass., 17 juil. 1835.

de la déclaration sans élever de réclamation (1). (C. crim., 342.)

La réponse du jury à une question qui embrasse plusieurs faits, lorsqu'elle est affirmative sans distinctions ni restrictions s'applique à toutes les parties de la question et comprend tous les faits qu'elle embrasse (2). (C. crim., 345.)

Il n'y a point contradiction dans les deux parties de la déclaration du jury qui déclare l'accusé coupable, comme auteur et comme complice de détournements et autres actes frauduleux commis au préjudice de ses créanciers par lui et ses associés (3).

La question de savoir si un accusé de banqueroute est commerçant failli est une question de fait qu'il appartient au jury de résoudre (4). On ne peut accorder de dommages-intérêts ou indemnités qu'à ceux qui les demandent; ainsi, est nulle la disposition d'un arrêt de Cour d'assises qui condamne un accusé de banqueroute frauduleuse à des dommages-intérêts envers la masse des créanciers de la faillite, sans qu'aucun créancier non plus que les syndics en aient fait la demande. (C. comm., 366.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu, sur le premier moyen, pris du défaut de pouvoirs du chef du jury, que si la déclaration du jury a été signée et lue à l'audience par Parent, au lieu de l'être par Badin, que le sort avait désigné pour remplir les fonctions de chef du jury, le procès-verbal énoncé que Parent avait été désigné par les jurés, et que la présence de tous les jurés à la lecture de la déclaration sans aucune réclamation établit d'une manière complète que cette désignation a été régulière; — Attendu, sur le deuxième moyen, pris de l'incertitude de la réponse du jury à la première question, que la réponse du jury à une question qui embrasse plusieurs faits, lorsqu'elle est affirmative sans distinctions ni restrictions, s'applique à toutes les parties de la question; qu'ainsi le demandeur a été clairement et régulièrement déclaré coupable de tous les faits que comprenait la première question posée au jury; — Attendu, sur le troisième moyen, pris de l'opposition qui existait entre les réponses du jury et l'arrêt de la Cour d'assises, que si l'arrêt de condamnation considère le demandeur à la fois comme auteur et comme complice de banqueroute frauduleuse, cette double culpabilité résulte des réponses du jury à la première et à la sixième question; qu'ainsi il n'y a aucune contradiction entre l'arrêt et la déclaration; qu'il n'en existe pas davantage entre les deux parties de la déclaration, puisque le demandeur a fort bien pu commettre personnellement des détournements et autres actes frauduleux, au préjudice de la masse de ses créanciers, et, en outre, faciliter les actes de la même nature commis par ses associés au préjudice des mêmes créanciers; — Attendu, sur la

première branche du quatrième moyen, prise de la fausse application de la loi pénale, que la question de savoir si un accusé de banqueroute était commerçant failli est une question de fait qu'il appartient au jury de résoudre; que cette question a donc été résolue contre le demandeur régulièrement, et que, par suite, les peines de la banqueroute frauduleuse lui ont été légalement appliquées. — Rejette les trois premiers moyens et la première branche du quatrième, et par suite le pourvoi de Jean Gondret, en tant qu'il porte contre les condamnations pénales, de restitutions et de frais prononcées contre lui par l'arrêt de la Cour d'assises de l'Isère, du 17 août 1855; — Et statuant sur la seconde branche du quatrième moyen: — Vu les art. 51, C. pén.; 366, C. crim., et l'art. 598, C. comm.; — Attendu qu'il est de principe qu'on ne peut accorder de dommages-intérêts ou indemnités qu'à ceux qui les demandent; que cette règle a été, en tant que de besoin, consacrée pour les tribunaux de répression en général, par l'art. 51, C. pén., et en particulier pour les Cours d'assises par l'art. 366, C. crim., d'après lesquels, si les restitutions peuvent être prononcées d'office, on exige pour les indemnités et dommages-intérêts la réquisition de la partie lésée; — Que l'article 598, C. comm., quoique rédigé dans des termes qui semblent rendre sa disposition absolue et impérative, doit cependant, pour son application, être subordonné aux règles générales du droit et aux dispositions des articles ci-dessus rappelés; d'où il suit qu'en condamnant le demandeur à des dommages-intérêts envers la masse des créanciers de Célestine Boursier, dite fille Gondret, lorsque ni les syndics ni aucun créancier de ladite faillite n'en avaient formé la demande, l'arrêt attaqué a fausement appliqué l'art. 598, C. comm., et violé les art. 51, Code pén.; 366, C. crim., et les règles de sa compétence, — Casse et annule la disposition de l'arrêt de la Cour d'assises de l'Isère, susdaté, qui condamne Jean Gondret à payer à la masse des créanciers la somme de 2,500 fr. à titre de dommages-intérêts, etc. »

Du 17 sept. 1855. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — JUGE D'INSTRUCTION. — INTERROGATOIRE. — EXPERT. — TERNIN. — FAUX.

Il ne peut résulter une nullité de ce que le magistrat qui a fait l'instruction, n, par délégation du président de la Cour d'assises, interrogé l'accusé, lors de son arrivée dans la maison de justice, si d'ailleurs il n'a participé en rien à son jugement (5). (C. crim., 357.)

L'individu entendu comme témoin dans une accusation de faux peut être expert dans une nouvelle affaire de faux concernant le même accusé; aucune loi n'établit d'incompatibilité entre la qualité d'expert dans une affaire et de témoin dans une autre (6). (Code crim., 44.)

(5) P. conf. Cass., 3 juil. 1852.

(6) Il ne pourrait même résulter une nullité de ce qu'un individu aurait rempli dans la même affaire les fonctions d'expert et celles de témoin. — P. Cass., 15 août 1855.

(1) P. conf. Cass., 26 juin 1855.

(2) P. conf. Cass., 15 mars 1851, et 24 déc. 1852.

(3) S'il n'y avait d'incriminés que ses propres détournements, il ne pourrait pas être tout à la fois auteur et complice.

(4) Bruz., Cass., 19 déc. 1850.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur le premier moyen tiré de ce que le demandeur, au lieu d'être interrogé avant sa mise en jugement par le président des assises, l'aurait été par le magistrat instructeur comme délégué par le président; qu'en cette qualité de juge instructeur ce magistrat, ayant fait l'instruction, ne pouvait plus, même par la délégation du président, représenter celui-ci dans son interrogatoire, de même qu'il n'aurait pu le représenter ni l'assister dans la présidence des assises; — Attendu que, s'il n'est pas douteux qu'aux termes de l'art. 257, C. crim., le juge d'instruction qui a procédé à l'instruction du procès ne peut, dans la même affaire, ni présider les assises, ni assister le président, à peine de nullité, on ne peut pas en induire que ce même juge d'instruction n'ait pas qualité pour procéder, par délégation du président, à l'interrogatoire de l'accusé, lorsque d'ailleurs il ne participe en rien à son jugement, puisque l'article cité ne fait évidemment résulter la nullité qu'il prononce que de l'incompatibilité de cette participation avec l'instruction elle-même; — Sur le second moyen, tiré de ce que le notaire Robin, ayant été expert dans le procès-verbal d'expertise des pièces arguées de faux, avait déjà, dans une autre affaire de faux, déposé comme témoin contre le demandeur, et qu'ainsi il a réuni dans sa personne deux qualités incompatibles; — Attendu que, dans le fait, rien n'établit que le notaire Robin ait déposé contre le demandeur dans aucune autre affaire de faux, mais que, d'ailleurs, et dans le droit, aucune loi n'établit cette incompatibilité prétendue entre la qualité de témoin dans une affaire et d'expert dans une autre. — Rejette, etc. »

Du 17 sept. 1855. — Ch. crim.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — EXPERTISE.
— VOIRIE. — TRAVAUX CONFORATIFS.

Le jugement qui ordonne une expertise dans le but de constater si des travaux indûment entrepris sont conforatifs est interlocutoire, et conséquemment susceptible d'être déféré à la Cour de cassation avant le jugement définitif (1). (C. crim., 416.)

Lorsqu'un arrêté du maire déclare que des travaux faits sans autorisation sont conforatifs, et en ordonne la démolition, le tribunal ne peut se dispenser d'appliquer au contrevenant la peine qu'il a encourue, et se borner à prescrire, avant faire droit, une expertise destinée à vérifier si ces travaux ne doivent point être considérés comme de simples embellissements (2).

ARRÊT.

« LA COUR. — En la forme, vu l'art. 416, C. crim.; — Attendu que le jugement dénoncé est interlocutoire, puisque la vérification par

lui ordonnée préjuge le fond, et que, dès lors, le pourvoi dirigé contre lui est recevable; — Au fond: — Vu les art. 408 et 415, Code précité; — Ensemble l'art. 5, ordonnance 11 juin 1825, portant approbation du plan général d'alignement de la ville d'Avallon, lequel article porte: « Il ne sera fait aucun ouvrage d'entretien ou de conservation aux bâtiments sujets à reculement, qu'avec une permission du maire, la quelle ne pourra être refusée toutes les fois que le rez-de-chaussée et les fondations du bâtiment auront été reconnues solides; » — Et attendu, en fait, que la maison dont il s'agit est sujette à reculement, et que les travaux du prévenu ont été entrepris et effectués sans la permission préalable de l'autorité municipale; — Que le maire, par son arrêté du 2 avril dernier, a déclaré qu'ils consolident ou reconforment le rez-de-chaussée de ladite maison, et ordonné leur démolition dans le délai de quinzaine; — Que l'exécution de cette sommation légale constitue la contravention; d'où il résulte qu'en prescrivant, avant faire droit sur l'action du ministère public, que trois experts qu'il a commis à cet effet vérifieraient si les ouvrages en question peuvent entretenir, conserver et reconforment le mur de face, ou doivent être regardés comme de simples travaux d'embellissement, le jugement dénoncé a manifestement violé les règles de la compétence et l'art. 5 de l'ordonnance ci-dessus visée. — Casse, etc. »

Du 18 sept. 1855. — Ch. crim.

DEGRÉS DE JURIDICTION. — ÉVOCATION. — INCOMPÉTENCE.

Lorsqu'un jugement définitif en matière correctionnelle est réformé pour tout autre cause que l'incompétence, le juge d'appel ne peut pas la renvoyer devant un autre tribunal (3). (C. crim., 215, 214 et 215; Loi 29 avril 1806, art. 1; C. 3 brum. an 4, art. 302.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 215, 214 et 215, C. crim.; l'art. 1^{er}, L. non abrogée, 20 avril 1806; ensemble l'art. 302, C. 3 brum. an 4; — Attendu que lorsqu'un jugement définitif en matière correctionnelle est réformé pour toute autre cause que celle de l'incompétence par elles déterminée, les Cours et les tribunaux auxquels il a été déféré doivent retenir l'affaire et statuer eux-mêmes définitivement sur le fond; — Que, dès lors, le renvoi ordonné dans l'espèce devant le tribunal correctionnel d'Yvetot, sur le motif qu'on ne peut priver arbitrairement un prévenu des deux degrés de juridiction, constitue une violation manifeste des articles ci-dessus visés, — Casse, mais seulement au chef qui a renvoyé l'instruction et le jugement de la prévention devant le tribunal correctionnel d'Yvetot, etc. »

Du 24 sept. 1855. — Ch. crim.

(1) *F. Cass.*, 11 niv. an 7.

(2) D'ailleurs, il n'appartient pas au tribunal de simple police de décider si les travaux sont conforatifs.

(3) La jurisprudence est fixée sur cette question. — *F. Cass.*, 4 juil. 1822, et la note. — *F. aussi* Brux., 23 déc. 1837 et 20 mars 1838.

COUR D'ASSISES. — QUESTIONS SUBSIDIAIRES. — COMPLICITÉ. — DÉBATS. — CUNUL. — EXPOSIT.

Tout étant consommé après la déclaration affirmative du jury, l'accusé ne peut se plaindre de ce que le président n'aurait point posé aux jurés des questions subsidiaires résultant des débats, alors que lui-même n'en a pas fait la demande (1). (C. crim., 338.)

La complicité n'étant qu'une modification du fait principal, la Cour d'assises peut, d'après ce qui est résulté des débats, poser au jury une question subsidiaire de complicité (2).

L'individu déjà condamné aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition ne peut, pour un fait antérieur, être condamné de nouveau à l'exposition publique sans qu'il y ait cumulation de peines. (C. crim., 365.)

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que les demandeurs ont été mis en accusation pour des faits que l'arrêt de renvoi a qualifiés d'assassinat, de tentative d'assassinat et de vol; que, cet arrêt n'ayant pas été attaqué par eux, le président de la Cour d'assises était tenu de poser les questions conformément à l'arrêt de renvoi, sauf, si les débats avaient modifié le caractère des faits, aux accusés à demander ou au président à ordonner d'office la position de questions subsidiaires, dans lesquelles les faits seraient autrement qualifiés; mais qu'après la déclaration affirmative du jury tout se trouve consommé; — Attendu que la complicité n'est qu'une modification du fait principal, et qu'ainsi la Cour d'assises a pu, d'après ce qui est résulté des débats, poser au jury une question subsidiaire de complicité; — Attendu, sur le moyen relevé d'office à l'audience du 13 août dernier, que des peines produites en exécution de l'arrêt interlocutoire de la Cour dudit jour 13 août, il résulte que les premier, troisième et quatrième jurés supplémentaires ont été régulièrement appelés à concourir à la formation du tableau; — Mais en ce qui concerne Raffaut, attendu que, d'après l'art. 365, C. crim., en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée; que cette règle de non-cumulation des peines doit être appliquée aux peines accessoires comme aux peines principales, au cas où la conviction de plusieurs crimes résulte de jugements différents, comme au cas où elle résulte d'un seul jugement; — Et attendu que, lors de l'arrêt attaqué, Raffaut avait été condamné le 27 juin précédent, par la même Cour d'assises, à la peine des travaux forcés à perpétuité et à l'exposition publique; que cette première condamnation est postérieure au fait pour lequel a été prononcée la condamnation contre laquelle est dirigé le pourvoi; que si la peine des travaux forcés à perpétuité prononcée le 30 juin se confondait nécessairement et par la force des choses avec la même peine prononcée

le 27 juin, il n'en était pas de même de celle de l'exposition, laquelle ne devait cependant, en conformité des principes ci-dessus posés, être suivie qu'une fois par le demandeur; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en condamnant purement et simplement le demandeur à l'exposition, sans ordonner que cette condamnation se confonderait avec celle qui avait été prononcée par l'arrêt du 27 juin, a violé la disposition ci-dessus transcrite de l'art. 365, C. crim., — Rejette le pourvoi de Baucher, Legouge, Jégat et Leturriel, — Casse la disposition de l'arrêt de la Cour d'assises du Morbihan du 30 juin 1835, par laquelle Raffaut a été condamné purement et simplement à l'exposition, les autres condamnations prononcées contre lui par le même arrêt maintenues, etc. »

Du 24 sept. 1835. — Ch. crim.

CHOSE JUGÉE. — COMPÉTENCE. — QUALIFICATION CRIMINELLE.

Lorsqu'une Cour royale, malgré un arrêt de la Cour de cassation portant règlement de juges et prononçant ainsi définitivement sur la compétence, a réformé un jugement du tribunal correctionnel et renvoyé le prévenu de la plainte, son arrêt acquiert, par le silence du ministère public qui ne l'a pas décliné à la Cour de cassation, l'autorité de la chose jugée, et ne permet point, dès lors, d'intenter de nouvelles poursuites contre le même prévenu, à raison du même fait, quelque qualification qu'on veuille lui donner.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que la Cour de Douai, chambre correctionnelle, par son arrêt en date du 31 juill. dernier, avait réformé le jugement du tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer du 11 mars précédent, et avait renvoyé Devaulcrocy de la plainte; que si le ministère public s'était pourvu en cassation de cet arrêt, la Cour aurait eu à examiner si ledit arrêt avait pu juger ainsi contre l'autorité de l'arrêt de la Cour, en date du 24 avril dernier, portant règlement de juges, et prononçant ainsi définitivement sur la compétence; — Que le silence du ministère public avait donné à l'arrêt de la chambre correctionnelle de Douai l'autorité de la chose jugée, et ne permettait pas d'intenter de nouvelles poursuites contre Devaulcrocy, à raison du même fait, quelque qualification qu'on voudrait lui donner; — Que la chambre d'accusation de la Cour de Douai, par son arrêt portant renvoi de Devaulcrocy devant la Cour d'assises du Pas-de-Calais pour le même fait qualifié de concussion, a donc violé l'autorité de la chose jugée et la maxime non bis in idem. — Casse, etc. »

Du 25 sept. 1835. — Ch. crim.

INDIVISIBILITÉ. — CONTRAVENTION. — APPEL. — PREUVE. — PROPRIÉTÉ.

Lorsque deux faits ne constituant qu'une seule et même contravention ont donné lieu, successivement, à deux jugements interlocutoires, dont le second prononce en même

(1) La Cour d'assises est juge souverain du point de savoir si la question est résultée des débats.

(2) P. conf. Cass., 6 mai 1815, 16 fév. 1816 et Brux., 13 juin 1839.

temps quelques condamnations définitives, l'indivisibilité de la matière a pour effet de réserver le droit d'appel du premier jugement jusqu'au moment où ce droit se trouve ouvert pour le second. (C. crim., 172.)

C'est à celui qui, prévenu d'usurpation d'un chemin vicinal, oppose l'exception préjudicielle de propriété, qu'il appartient de prouver qu'il est en effet propriétaire : cette preuve ne peut être mise à la charge de la commune ou du ministère public (1). (C. crim., 154.)

ARRÊT.

« LA COUR. — En la forme : — Vu l'art. 172, C. crim. ; — Attendu, en droit, que les deux entrepreneurs qui ont successivement fait traduire Moreau en simple police ne constituent qu'une seule et même contravention, c'est à dire la contravention prévue et punie par l'art. 479, n° 11, C. pén. ; — Que les jugements interlocutoires intervenus sur chacune d'elles les 31 mai 1854 et 6 juin 1855 ont sursis à statuer sur la prévention, et accordé audit Moreau un délai pour faire juger l'exception de propriété par lui opposée à la poursuite ; mais que le second a prononcé, en outre, contre lui, des réparations civiles d'une valeur indéterminée, en lui ordonnant de rétablir sur-le-champ le lieu en litige dans son état primitif de viabilité, et qu'il est constant que lors de celui-ci le premier n'avait point encore été exécuté ; — Que l'objet et l'effet de ces deux jugements sont d'ailleurs, au fond, matériellement et intellectuellement indivisibles, selon les termes de l'art. 1217, Code civil ; — Qu'il a donc pu être utilement appelé de l'un et de l'autre, aussitôt que la voie de l'appel s'est trouvée ouverte envers celui du 6 juin ; d'où il suit qu'en décidant le contraire, et en ne jugeant le recours de l'appelant recevable qu'à l'égard de ce dernier, le tribunal correctionnel de Metz a fausement interprété, et par suite, voté l'article précité du Code crim. ; — Au fond : — Vu l'art. 182, C. forest. ; — Attendu que Moreau est prévenu, d'après les procès-verbaux dressés à sa charge les 29 avril 1854 et 17 mai 1855, d'avoir supprimé et labouré en partie un chemin reconnu vicinal depuis un temps immémorial, et ensuite de l'avoir usurpé et même intercepté en son entier par cinq fossés faits de distance en distance ; — Qu'en s'arrêtant devant la question préjudicielle par lui élevée dans le but d'échapper à l'application de l'article ci-dessus rappelé du Code

pén., le tribunal de simple police lui a réglementairement imposé l'obligation d'en poursuivre la déviation, suivant la maxime *reus excipiendo fit actor*, consacrée par l'art 182, C. forest., et qui régit toutes les matières susceptibles de son application ; — Que néanmoins le jugement dénoncé a sursis à statuer sur l'appel par lui déclaré recevable, tant que la commune de Lougville-les-Metz, ou le ministère public, n'aura pas prouvé qu'elle est propriétaire du chemin dont il s'agit ; — En quoi il a fausement appliqué la règle *actori incumbit onus probandi*, et commis une violation expresse dudit article 182 ; — Casse, etc. »

Du 25 sept. 1855. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — EXCESE. — QUESTION. — DÉBATS. — FONCTIONS.

Dans une accusation de meurtre, la question de savoir si l'accusé était dans l'exercice de ses fonctions d'agent de la force publique, au moment où, poursuivant un prévenu, et blessé grièvement par lui, il l'a blessé mortellement d'un coup de feu, rentre dans la disposition de l'art. 339, C. crim., qui oblige le président de la Cour d'assises à soumettre au jury, à peine de nullité, les questions d'excese proposées par l'accusé (2).

Lorsque l'accusé a proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, mais qui n'est relaté ni dans l'arrêt de renvoi, ni dans l'acte d'accusation, la Cour d'assises ne peut refuser de soumettre la question au jury, sous le prétexte qu'elle n'est point résultée des débats (3). (C. crim., 339.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 339, C. crim. ; — Attendu que le demandeur avait formellement demandé qu'il fût posé au jury la question de savoir s'il était dans l'exercice de ses fonctions de voltigeur vorse, au moment où il a poursuivi Sicuran, et lorsque, blessé grièvement par ce dernier, il l'a blessé mortellement d'un coup d'arme à feu ; que ce fait, qui, s'il avait été déclaré constant par le jury, aurait mis l'accusé à l'abri de toute peine, rentrait dans les dispositions de l'art. 339 précité ; que la Cour d'assises ne pouvait refuser d'en poser la question, sur le motif qu'il n'était retenu ni par l'arrêt de renvoi, ni par l'acte d'accusation, et qu'il n'était pas résulté des débats ; que c'était au jury à apprécier les débats sur ce point ; et

(1) F. conf. Cass., 12 juill. 1854.

(2) Il est bien difficile d'assigner à la solution donnée par cet arrêt son véritable caractère. La Cour a-t-elle voulu considérer la blessure faite à l'agent comme une provocation ? La provocation rend seulement le meurtre excusable (art. 321 et 328, C. pén.), et ne met pas l'accusé à l'abri de toute peine. A-t-elle pensé que l'accusé se serait trouvé dans le cas d'une légitime défense ? Elle avait précédemment jugé les 9 juill.-14 oct. 1825, que l'art. 328, C. pén., ne concernait que les particuliers, et lorsqu'il s'agissait des fonctionnaires, il fallait rechercher s'ils avaient agi sans motif légitime. Mais, si la Cour s'est placée dans cette dernière

hypothèse, elle a attribué à la Cour d'assises l'appréciation de la légitimité du motif, en accueillant une question qui se soumettait au jury que les faits matériels. Or, l'appréciation de la légitimité du motif dans le cas de l'art. 186, C. pén., ne présente pas les caractères d'une question de droit ; elle est inséparable de la criminalité du fait principal ; elle forme l'un des éléments constitutifs du délit. C'est donc au jury seul qu'elle doit appartenir. — F. Cass., 30 janv. 1855, et la note.

(3) L'art. 339, C. crim., modifié en 1832, porte en termes exprès la peine de nullité. — F. Cass., 22 sept. 1856, Brux., Cass., 5 janv. 1857.

que la Cour d'assises, en les appréciant elle-même, et en rejetant la demande de l'accusé, a commis un excès de pouvoir, et violé l'art. 339 précité. — Cassé, etc. »

Du 1^{er} oct. 1835. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — FAUX. — EXPOSITION. — AMENDE.

Est nul l'arrêt qui, en condamnant un individu pour faux, l'a dispensé de l'exposition publique, et n'a pas non plus prononcé d'amende contre lui (1). (C. pén., 164 et 165.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'art. 164, C. pén., il doit toujours être prononcé une amende, dans les limites fixées par ledit article, contre les individus déclarés coupables du crime de faux; — Vu aussi l'art. 165, C. pén.; — Attendu que, contrairement auxdits articles, l'arrêt rendu par la Cour d'assises du département de l'Ain le 27 août 1835, en condamnant Jean-Louis Jarret à dix années de travaux forcés comme coupable de faux en écriture authentique et publique, l'a néanmoins dispensé de l'exposition publique, et n'a pas non plus prononcé d'amende contre lui; qu'il a aussi méconnu et formellement violé les art. 164 et 165, C. pén., — Cassé, etc. »

Du 1^{er} oct. 1835. — Ch. crim.

JURY. — QUESTION LÉGALE. — VIOL. — COUPABLE. — AUTORITÉ.

C'est à la Cour d'assises, et non au jury, qu'il appartient de décider si un individu accusé de viol a, en qualité de beau-père, autorité légale sur la victime (2). (C. crim., 345.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'en appelant le jury, comme on l'a fait dans l'espèce, par les questions nos 2 et 6, à délibérer sur la question de savoir si l'accusé, en qualité de beau-père, avait autorité légale sur la fille Goulé, on lui a fait décider et résoudre une question sur laquelle la Cour d'assises seule était compétente pour prononcer; — Que cette violation des règles de la compétence vicie à la fois les questions, les réponses de l'arrêt de condamnation qui en a été la suite, et doit entraîner la cassation, — Cassé, etc. »

Du 2 oct. 1835. — Ch. crim.

CHEMIN VICINAL. — DÉGRADATION. — IRRIGATION. — PROPRIÉTÉS. — USAGE IMMÉMORIAL.

Celui qui, en détournant, pour l'irrigation de ses propriétés, les eaux coulant sur un chemin vicinal, a inondé et dégradé ce chemin,

est passible des peines portées par l'art. 479, no 11, C. pén., malgré l'usage immémorial où il serait de se servir de ces eaux (3).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les § 1^{er} et 3, art. 640, C. civ.; ensemble les art. 164 et 161, Code crim.; — Et attendu, en droit, que l'usage même immémorial où l'on est de se servir des eaux qui coulent le long d'un chemin vicinal n'autorise point à les y faire déverser en les dérivant de leur cours naturel afin d'arroser les prés riverains, et qu'inonder de la sorte ce chemin, c'est le dégrader ou le détériorer, dans le sens du second des articles précités; — Et attendu que le procès-verbal rapporté dans l'espèce constate que les fermiers de Verny-Lamothe, en se servant des eaux du ruisseau qui longe le chemin vicinal de Rinn à Eunezat, pour l'irrigation de ses prés, les ont fait déverser sur ce chemin, et l'ont ainsi inondé et dégradé en totalité ou en partie, sur trois points différents; — Que ce fait, légalement puni en simple police par l'application de la loi pénale qui le réprime, n'a été ni dénié devant le tribunal d'appel ni débattu par la preuve contraire; d'où il suit qu'en déclarant, néanmoins, qu'il n'est pas justifié et ne peut être justement qualifié de contravention, parce que ledit Verny-Lamothe est en droit, depuis un grand nombre d'années, d'user des eaux dont il s'agit pour arroser son héritage, et que les agages et les vannes placés à travers ce ruisseau, pour faciliter leur dérivation, ne constituent point une innovation, le jugement dénoncé a commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées, — Cassé, etc. »

Du 3 oct. 1835. — Ch. crim.

PEINES. — CUMULATION. — AMENDES. — LOI SPÉCIALE.

La disposition de l'art. 365, C. crim., sur la non cumulation des peines, est générale, et s'applique aux matières correctionnelles comme aux matières criminelles, et ne distingue pas entre les peines pécuniaires et les peines corporelles (4).

Mais le principe posé par cet article reçoit exception dans les matières qui sont régies par des lois et règlements particuliers, parce que l'amende est moins considérée comme une peine proprement dite que comme une réparation du dommage (5).

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la fautive application de l'art. 365, C. crim., et la prétendue violation des art. 1^{er} et 16, L. 17 mai, et 10, L. 9 juin 1819; — Vu l'art. 565, C. crim., § 2; — Attendu que cette disposition est générale; qu'elle s'applique tout à la fois aux délits et aux crimes, et conséquemment aux matières

(1) F. conf. Cass., 18 juil.-21 août 1835.

(2) F. conf. Cass., 25 mars 1830, et la note.

(3) F. Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 4, p. 324; Daviel, *Cours d'eau*, no 799.

(4) Ce principe n'est susceptible d'aucun doute. — F. Brux., Cass., 26 mars 1833.

(5) F., en matière de douanes, Cass., 21 déc. 1821, en matière de contributions indirectes, Cass., 26 mars 1835, en matière de chasse, Cass., 25 fév. 1827, et Brux., 30 mars 1833; — Mangin, *Action publ.*, no 463, en matière de garde civique, Brux., Cass., 21 oct. 1836.

correctionnelles comme aux matières criminelles; qu'elle ne distingue pas entre les peines de nature différente qui peuvent être prononcées conformément à la loi; qu'ainsi elle les comprend toutes, les peines pécuniaires aussi bien que les peines corporelles; qu'il suit de cette disposition que la peine la plus forte suffit à l'expiation de tous les crimes ou délits qui ont précédé la condamnation, et qu'en cas de poursuites et de condamnations successives, elle suffit encore à l'expiation de tous les crimes ou délits que le condamné aurait pu commettre antérieurement à la première de ces condamnations, sans que, par la réunion des peines séparément prononcées, le maximum de la peine la plus forte puisse être jamais dépassé; — Que, si le principe posé par l'art. 365, C. crim., reçoit exception dans les matières qui sont régies par des lois et des règlements particuliers, et sur lesquelles il n'a point été statué par le C. pén., c'est que, dans ces matières toutes spéciales, l'amende est moins considérée comme une peine proprement dite que comme la réparation civile du dommage; mais que cette exception ne peut s'étendre aux délits commis par la voie de la presse, les prohibitions posées par les lois répressives de ces délits découlant nécessairement de celles que le Code pénal a établies pour les délits ordinaires. — Rejet, etc. »

Du 3 oct. 1835. — Ch. crim.

Nota. Du même jour, arrêt identique (aff. de la Tribune.)

RÉCUSATION DE JUGE. — MATIÈRE CRIMINELLE. — FORGES. — JUGEMENT.

Dans le silence du Code crim., sur l'instruction et le jugement des récusations formées contre les membres des Cours ou tribunaux en matière correctionnelle, il doit être statué sur ces sortes de récusations d'après les règles établies en matière civile (1).

En conséquence, le magistrat récusé ne peut concourir au jugement de la récusation (2). (Ordonnance 1667, art. 24; C. proc., 378 et suiv.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur la violation des principes qui régissent les articles du Cod. de procéd. en matière de récusation, principes également applicables en matière criminelle, et consistant en ce que les deux conseillers de la Cour de Rennes, contre lesquels le demandeur avait proposé des motifs de récusation, avaient eux-mêmes concouru à l'arrêt du 1^{er} août, qui a statué sur cette récusation et qui, de plus, l'a condamné à 100 fr. d'amende: — Attendu, en droit, que le Code crim. ne renfermant aucune disposition relative à l'instruction et au jugement de la récusation formée contre un membre d'un tribunal ou d'une Cour en matière correctionnelle, il doit, dès lors, être statué sur ces sortes de récusations, d'après les règles établies en matière civile; — Attendu que des disposi-

tions combinées du tit. 24, ord. 1667, et des art. 378 et suivans C. proc., en matière de récusation de juges, il en résulte que, lorsque le droit de récusation est exercé contre un magistrat, cette récusation doit être jugée par le tribunal ou la chambre auxquels ce magistrat appartient; que le magistrat récusé avec motifs ayant ses pouvoirs suspendus jusqu'après le jugement sur la récusation, et devenant en quelque sorte, sur cet incident, la partie adverse de celui qui exerce la récusation, ne peut par conséquent être juge dans sa propre cause, et ne doit donc jamais, et dans aucun cas, concourir à juger la récusation sur laquelle il doit être prononcé hors de sa présence; — Et attendu, en fait, que par acte au greffe, Durand-Vaugaron avait récusé les conseillers Shire et Robinot-Saint-Cyr, 1^{er} parce qu'ils avaient déjà connu de l'affaire en concourant à l'arrêt de la chambre d'accusation, du 27 juillet dernier; 2^o parce qu'encore le dernier était parent ou allié de l'une des parties au degré prohibé; qu'il résulte néanmoins, d'une expédition authentique des arrêts de la chambre des appels de police correctionnelle de la Cour de Rennes, du 1^{er} août dernier, jointe à la procédure, que ces deux magistrats récusés avec motifs, avaient cependant concouru, 1^o à l'arrêt préparatoire qui avait ordonné que le rapport serait fait par le président; 2^o à l'arrêt qui avait déclaré la récusation non admissible, et avait de plus, en vertu de l'art. 390, C. proc., condamné Durand-Vaugaron à 100 fr. d'amende; que l'un et l'autre avaient apposé leur signature au bas de ces deux arrêts; — Attendu qu'en agissant ainsi, ces deux magistrats étaient rendus juges dans leur propre cause, et qu'il y avait eu de leur part excès de pouvoir et violation des règles de la procédure, — Casse tous les actes et arrêts qui les ont suivis, notamment l'arrêt du 10 du même mois, qui a condamné Durand-Vaugaron, etc. »

Du 3 oct. 1835. — Ch. crim.

BAN DE SURVEILLANCE. — INFRACTION. — CON- FÉRENCE.

Le condamné à la surveillance de la haute police, arrêté sous la prévention de rupture de ban, dans le ressort d'un tribunal autre que celui qui a prononcé sa condamnation, ne doit être renvoyé devant ce tribunal qu'autant qu'il nie son identité (3). (C. crim., 518, § 2.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que la disposition de l'alin. 2, art. 518, C. crim., n'est applicable à l'infraction du ban de surveillance, et n'est attributive de compétence au tribunal qui a prononcé la condamnation qu'autant que l'individu prévenu d'une telle infraction soutient que le jugement de surveillance qu'on veut lui appliquer lui est étranger; — Attendu, en fait, que Victoire Lépine n'a jamais déguisé son nom,

(1) *P. conf. Cass.*, 6 janv. 1835. — *P. aussi Cass.*, 22 fév. 1840; *Br.*, 30 juill. 1842; *Pasic.*, de 1842.

(2) *P. conf. Cass.*, 28 thermid. an 9.

(3) *P. conf. Cass.*, 23 juill. 1835.

ni nié la condamnation à la surveillance prononcée contre elle par le tribunal correctionnel d'Alençon; d'où il suit que c'est avec raison que le tribunal d'Alençon s'est déclaré incompétent, et que d'ailleurs le tribunal de Louviers a épuisé sa juridiction: — Renvoie Victoire Lépine devant le juge d'instruction de l'arrondissement de Mortagne (Orne), pour y être procédé, etc.»

Du 8 oct. 1835. — Ch. crim.

FAUX EN ÉCRITURE. — QUESTION CONTRADICTOIRE. — FABRICATION. — USAGE.

La déclaration du jury est contradictoire et nulle, lorsque la question de savoir si les signatures apposées sur des billets faux sont des signatures de négociants, a été résolue affirmativement quant à l'existence du faux, et négativement quant à l'usage qui en a été fait. (C. crim., 345.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, eo fait, que Léonard Juge était accusé, 1^o d'avoir fabriqué ou fait fabriquer un billet de la somme de 400 fr., portant la date du 1^{er} avril dernier, tiré à son ordre par Courgilla et endossé par Brulatour, ce qui constituait le crime de faux; 2^o d'avoir tout au moins fait sciemment usage dudit billet faux. Outre ces deux questions répondues affirmativement par le jury, il leur en fut posé une autre, savoir: si les signatures Courgilla et Brulatour étaient des signatures de commerçants; et cette question leur fut proposée deux fois, une première après celle de la fabrication du faux billet; une seconde après celle d'en avoir sciemment fait usage; et sur cette double question les jurés ont répondu la première fois: « Oui, à la majorité de plus de sept voix, nous reconnaissons la signature de Brulatour, fautive de Chartroux, n^o 15, signature de commerce, » et la seconde fois: « Non à la majorité de plus de sept voix; » en sorte que par cette double réponse le jury reconnaissait à la fois la signature de Brulatour comme étant et n'étant pas une signature de commerce, et par suite décidait que le faux dont Juge s'était rendu coupable était à la fois un faux en écriture de commerce et un faux en écriture privée; — Attendu que c'était dès lors le cas de faire rentrer le jury dans la chambre de ses délibérations pour qu'il eût à faire disparaître la contradiction qui existait dans ses réponses, en expliquer le véritable sens et fournir une déclaration claire, précise et concordante; — Attendu que ce n'est pourtant pas le parti qu'a pris la Cour d'assises du département de la Gironde; que cette Cour, en omettant cette formalité indispensable, et en condamnant sur une déclaration du jury aussi contradictoire, par application des art. 147, 148, 164, 403 et 401, Code pén., ledit Léonard Juge, en faveur duquel le jury avait reconnu des circonstances atténuantes,

à cinq ans de prison, ladite Cour d'assises a fait une fausse application desdits articles, violé les art. 241, 337, 345 et 350, C. crim., et commis un excès de pouvoir, — Casse, etc. »

Du 8 oct. 1835. — Ch. civ.

CITATION CORRECTIONNELLE. — DEMANDE DE DÉLAI. — REFC. — APPRÉCIATION.

Lorsque le prévenu allègue que le délai qui lui a été donné pour comparaître ne lui a point suffi pour préparer ses moyens de défense et appeler ses témoins, le tribunal est le maître d'accorder ou de refuser un nouveau délai d'après les motifs sur lesquels le prévenu fonde sa demande, sans que cette appréciation puisse jamais donner ouverture à cassation (1). (C. crim., 175, 190 et 211.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 175, 190 et 211, C. crim.; — Attendu que le prévenu, assigné à comparaître dans le délai de la loi, doit préparer ses moyens de défense et appeler ses témoins à l'audience indiquée; que, s'il prétend que le délai dont il a joui ne lui suffit pas, il peut en demander un nouveau; mais que le tribunal est le maître de l'accorder ou de le refuser d'après les motifs sur lesquels le prévenu fonde cette demande, et que l'appréciation qu'il fait de ces motifs ne peut jamais donner ouverture à cassation; d'où il suit que le tribunal correctionnel supérieur de Laon, en décidant que le demandeur avait eu tout le temps nécessaire pour se mettre en mesure de se défendre, et en refusant par suite la remise demandée, loin de violer les art. 190 et 211, et de faussement appliquer l'art. 175, C. crim., n'a fait qu'un usage légitime de son autorité, — Rejette, etc. »

Du 15 oct. 1835. — Ch. crim.

MATIÈRE CORRECTIONNELLE. — CITATION. — DÉLAI DE LA LOI.

Aucune loi n'exigeant que les assignations, en matière correctionnelle, contiennent l'indication précise du jour de la comparution, il suffit qu'elles soient données pour comparaître après l'expiration des délais de la loi (2).

Du 15 oct. 1835. — Ch. crim.

AUTORITÉ MUNICIPALE. — SURETÉ PUBLIQUE. — PASSAGE.

Est légal et obligatoire l'arrêté d'un maire qui, dans l'intérêt public, défend de passer dans un lieu qu'il détermine. (L. 16-24 août 1790, tit. 3, art. 3, nos 1^{er} et 5; L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, que l'arrêté

(1) La jurisprudence accorde, en général, aux tribunaux ce pouvoir discrétionnaire. — P. Cass., 11 août 1827.

(2) Cette solution est conforme à la jurisprudence établie en matière civile.

du 10 mai dernier, par lequel le maire de Libourne a ordonné que le passage du Fer-à-Cheval sur la rive gauche de l'Ale, au port d'Anguien, sur la rive droite, dans cette ville, cesserait d'être immédiatement, pratiqué, contre l'exercice légal du pouvoir attribué à l'autorité municipale par les nos 1^{er} et 5 de l'article 3, tit. 2, L. 16 et 24 août 1790, et par l'article 46, tit. 1^{er}, L. 19 et 22 juill. 1791, puisque cet arrêté, revêtu de l'approbation du préfet, a pour objet évident d'assurer la sûreté des citoyens, et de prévenir les accidents qu'ils pourraient éprouver dans ce passage; d'où il résulte qu'en décidant le contraire, le jugement dénoncé a faussement interprété, et par suite violé expressément l'article ci-dessus visé. — Casse, etc. »

Du 16 oct. 1835. — Ch. crim.

DÉLIT RURAL. — BESTIAUX. — TERRAIN D'AUTRUI. — INTRODUCTION.

Le seul fait d'avoir introduit ou laissé passer des bestiaux sur le terrain d'autrui chargé d'une récolte constitue la contravention prévue et réprimée par l'art. 475, § 10, C. pén., lors même qu'il n'y aurait été causé aucun dommage (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 475, n° 10, C. pén.; — Attendu, en droit, que le seul fait d'avoir introduit ou laissé passer des bestiaux sur le terrain d'autrui chargé d'une récolte constitue la contravention prévue et punie par cet article, lors même qu'ils n'y auraient occasionné aucun dommage; — Et attendu, en fait, qu'il est constaté, dans l'espèce, que la vengerie Gabriel Minost a été vue conduisant ses vaches à travers les prés communaux des Onnes, lesquels n'étaient pas totalement dépouillés de la récolte; d'où il résulte qu'en la renvoyant de l'action du ministère public sur le motif qu'elle n'a commis aucun dégat dans les prairies communales où elle a conduit paître ses vaches, et que pour y arriver, elle a suivi un chemin frayé, le jugement dénoncé a expressément violé l'article ci-dessus visé. — Casse, etc. »

Du 16 oct. 1835. — Ch. crim.

VOIRIE. — AUTORISATION. — ALIGNEMENT. — RÉPARATION.

Alors même qu'il n'existerait pas encore de plan général dressé en exécution de l'art. 52, L. 16 sept. 1807, aucun changement ne peut être entrepris à l'état actuel des murs de face sans avoir pris l'alignement ou sans avoir obtenu la permission préalable de l'autorité municipale (2). (C. pén., 471, n° 5.)

En conséquence, est nul le jugement qui refuse d'appliquer la peine portée par la loi contre un individu qui a fait reconstruire, sans autorisation, le mur de face de sa

maison joignant une grande route, sous le prétexte qu'il n'a fait que lier le mur reconstruit avec l'ancien mur pour empêcher une solution de continuité, et ne pas subir immédiatement un reculement que l'autorité municipale n'aurait pas le droit de prescrire. (Edit déc. 1607, art. 4 et 5; L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 29.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'edit de déc. 1607, enregistré au parlement de Paris le 14 mars suivant, lequel a été confirmé provisoirement par le § 2, art. 29, tit. 1^{er}, L. 19-22 juill. 1791, et dont les art. 4 et 5 portent : Art. 4. « Défendons à nostre grand voyer ou ses commis de permettre qu'il soit fait aucunes saillies.... ; » sans pourvoir à ce que les rues s'embellissent et s'élargissent au mieux que faire se pourra, et, en baillant par luy les alignements, redressera les murs où il y aura pty ou coude ; » et tout sera tenu de donner par écrit son procès-verbal, de luy signé ou de son greffier, portant l'alignement des édifices, de deux toises en deux toises, à ce qu'il n'y soit contrevenu.... » Art. 5. Comme aussi nous defendons à tous nos sujets de ladite ville de Paris et autres villes de ce royaume, faire aucun édifice, pan de mur..., encoignures..., sur ladite voyerie, sans le congé et alignement de nostre dict et grand voyer ou desdits commis.... et, après la perfection d'iceux, seront tenus lesdits particuliers d'en avertir ledit grand voyer ou son commis, afin qu'il recôte lesdits alignements, et reconnaisse si les ouvriers auront travaillé suivant iceux...., et où il se trouverait qu'ils auraient contrevenu auxdits alignements, seront lesdits particuliers assignez... pour voir ordonner que la besogne mal plantée sera abattue, et condamner à telle amende que de raison ; » les art. 1^{er}, tit. II, L. 16-24 août 1790, qui chargent les corps municipaux de veiller et tenir la main à l'exécution des lois et règlements de police; § 1^{er} n° 1^{er} du même titre de cette loi, qui confie à leur vigilance et à leur autorité tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques; 46, tit. 1^{er}, L. 19-22 juill. 1791, lequel leur permet de prendre à cet égard des arrêtés, sauf réformation, s'il y a lieu, par l'administration supérieure; 50, L. 16 sept. 1807, qui maintient formellement l'autorité municipale dans le droit de donner les alignements des maisons démolies volontairement, ou dont la démolition est ordonnée pour cause de vétusté; 1^{er}, arrêté du maire de Saint-Julien-en-Jarret, du 20 janv. 1829, approuvé par le préfet de la Loire, le 9 fév. suivant, portant : « A dater de la publication » du présent, les divers propriétaires de bâtiments ou fonds bordant la voie publique, tant dans l'intérieur du bourg que dans les divers chemins de la commune, qui désirent faire reconstruire ou réparer les murs ou édifices bordant un chemin, devront, au préalable, en faire la demande par écrit à la mairie, afin qu'il leur soit tracé un alignement... ; » ensemble l'art. 471, n° 5, C. pén.; — Attendu, en

(1) Jurisprudence analogue, en matière forestière. — *F. Cass.*, 30 mai 1818, et la note. — *F. Cass.*, 16 fév. 1833.

(2) *F. conf. Cass.*, 26 juin 1836.

droit, que l'autorité municipale est investie aujourd'hui, concernant la petite voirie, du pouvoir que l'édit susénoncé avait conféré au grand voyer ou ses commis; — Qu'en l'obligeant à se conformer, dans l'exercice de ce pouvoir, aux plans généraux dont il parle, lorsqu'ils auront été arrêtés en conseil d'Etat, l'art. 52. L. 16 septembre 1807, ne le nullement dépouillé, dans les communes où il n'existe pas encore de tels plans, du droit que les lois ci-dessus rappelées lui attribuent formellement; — Qu'elle doit donc continuer d'en faire l'usage que l'intérêt public réclame, dans tous lieux où la formalité prescrite par cet article n'a pas encore été remplie; d'où il suit qu'aucun changement ne peut être entrepris à l'état actuel des murs de face sur la voie publique, tant que les alignements et permissions nécessaires à cet effet n'ont pas été préalablement obtenus; — Et attendu, en fait, que le tribunal de simple police du canton de Saint-Chamond, par son jugement du 26 novembre 1855, a déclaré les prévenus coupables d'avoir contrevenu à l'arrêté du maire de Saint-Julien-en-Jarret du 30 janv. 1829, en reconstruisant sans autorisation la façade de la maison dont il s'agit, dans son angle et dans sa façade sur la rue Bazine, laquelle maison, d'après des plans d'alignement réglés et arrêtés par l'autorité municipale, devait subir un reculement assez considérable; — Qu'il les a dès lors condamnés justement à l'amende prononcée par la loi, et à démolir les constructions indûment effectuées; — Que le tribunal correctionnel, s'est fondé, pour l'infirmer et décharger les appelants des condamnations contre eux prononcées, sur le motif qu'ils n'ont fait que lier le mur de face reconstruit sur la route royale de Lyon à Saint-Etienne, avec l'ancien mur en question, afin d'empêcher la solution de continuité, et de ne pas subir immédiatement, du côté de la rue Bazine, un reculement que l'autorité municipale n'aurait pas eu, d'ailleurs, le droit de leur prescrire; en quoi le jugement dénoncé a fausement interprété l'art. 52, L. 16 sept. 1807, ainsi que les décrets et ordonnances royales rendus pour son exécution, et commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées. — Casse, etc. »

Du 16 oct. 1855. — Ch. crim.

COMPÉTENCE CRIMINELLE. — RENVOI. — QUALITÉ.

Le droit de demander le renvoi devant le tribunal compétent, lorsque le fait est soumis au tribunal de police correctionnelle, n'appartient qu'au ministère public et à la partie civile, mais non au prévenu (1). (C. crim., 192.)

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu l'art. 192, C. crim.; —

(1) F. conf. Carrot, art. 192, C. crim.; Le-gravereud, t. 2, ch. 5, n° 292. — La jurisprudence est changée. — F. Brux., 7 mai 1855, et Liège, 15 mars 1856.

(2) Une autorisation verbale ne suffit pas. —

Attendu qu'il s'agissait, dans l'espèce, d'un fait de diffamation ou d'injures publiques qualifié délit par la loi et par la citation, et qui n'est devenu fait de simple police que par suite des débats ouverts à l'audience sur la citation qui avait régulièrement saisi le tribunal correctionnel de Bourbon-Vendée; — Attendu que, dans ce cas exceptionnel, l'art. 192 précité attribue aux tribunaux correctionnels la juridiction de premier et de dernier ressort, si le renvoi n'est pas demandé par la partie civile ou par le ministère public; qu'ainsi la règle des deux degrés de juridiction n'est pas applicable à ce cas; — Attendu que, des termes impératifs de cet article, il résulte suffisamment que la même faculté de renvoi n'est pas accordée au prévenu qui la réclame; que ces termes équivalent à une prohibition envers le prévenu, et que, dès lors, les tribunaux ne peuvent, sans méconnaître l'autorité de la loi, conférer au prévenu le droit de dessaisir le tribunal dûment investi du jugement du fait, quelles que soient d'ailleurs la faveur due à la défense ou l'égalité établie dans les autres cas, par le droit commun, entre la défense et la poursuite; d'où il suit que le jugement attaqué, par lequel le tribunal de Niort a démis le procureur du roi de Bourbon-Vendée de l'appel du jugement d'incompétence du tribunal de ladite ville, a formellement violé l'art. 192 précité, C. crim., et a méconnu les règles de la compétence, — Casse, etc. »

Du 16 oct. 1855. — Ch. crim.

VOIRIE. — AUTORISATION VERBALE. — ACTE ÉCRIT.

Lorsqu'un individu est poursuivi pour avoir fait des constructions sur la voie publique sans qu'une autorisation écrite lui ait été donnée par le maire, le tribunal ne peut surseoir à statuer sur la prévention jusqu'à ce que ce fonctionnaire ait décidé s'il a verbalement autorisé ces travaux (3). (Édit déc. 1607, art. 4 et 5.)

Du 20 oct. 1855. — Ch. crim.

DÉLIT RURAL. — PRESCRIPTION. — BAN DE VENDANGES.

L'action publique, dans le cas de contravention au ban de vendanges, se prescrit par un an et non par un mois (3). (L. 6 oct. 1791, tit. 1, art. 8, sect. 7; C. pén., 475, § 1^{er}.)

Le procureur général à la Cour de cassation dénonce, pour être cassé dans l'intérêt de la loi, conformément à l'art. 442, C. crim., un jugement rendu par le tribunal de simple police de Vivonne, arrondissement de Poitiers, le 30 mars dernier. — Le ministère public près ce tribunal avait requis, par application de l'art. 475, n° 1^{er}, C. pén., la condamnation du nommé Antoine

F. Cass., 26 juin 1855. — F. aussi Cass., 19 juill. 1858.

(3) En effet la contravention étant réprimée par le Code pén., est, par cela même, soumise à la prescription établie par le Code crim.

Perronneau, journalier et cultivateur, demeurant à Marnay, commune de Champagné-Saint-Hilaire, à une annuité de six francs, pour s'être rendu coupable de contravention au ban de vendanges, dûment publié et affiché par l'autorité municipale dans ladite commune; — Contrairement aux conclusions du ministère public, le tribunal de police de Vivonne, par le jugement dénoncé, a admis, comme applicable à l'espèce, la prescription d'un mois établie par l'art. 8, sect. 7, tit. 1^{er}, L. 6 oct. 1791, et renvoyé le prévenu de la plainte sans dépens; — Par là ce tribunal a violé l'art. 640, C. crim., et faussement appliqué l'art. 8, sect. 7, tit. 1^{er}, L. 6 oct. 1791, à un cas qui est spécialement régi par l'art. 475, n° 1^{er}, C. pén.; c'est ce qu'établissent plusieurs arrêts de la Cour, notamment ceux des 26 mai 1830, et 7 nov. 1822. Dans ces circonstances, vu l'art. 442, C. crim., le procureur général requiert pour le roi qu'il plaise à la Cour casser et annuler, mais dans l'intérêt de la loi seulement, le jugement dénoncé. — Fait au parquet, le 3 oct. 1835. — Pour le procureur général absent : — Signé Tarbé

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 442, C. crim., et le présent réquisitoire; — Adoptant les motifs sur lesquels est fondé ce réquisitoire, — Casse, etc. »
Du 20 oct. 1835. — Ch. crim.

MINISTÈRE PUBLIC. — DISCIPLINE. — INCOMPÉTENCE. — INCEP. — ACQUIESCANT.

Les discours prononcés ou les réquisitions priées à l'audience par les membres du ministère public ne peuvent, en aucun cas, donner lieu contre eux à une action en diffamation ou injure (1). (L. 17 mai 1819, art. 23.)
Un tribunal ne peut, même avec le consentement du ministère public, donner acte au prévenu des passages du réquisitoire de ce magistrat dans lesquels le prévenu prétend trouver un délit d'injure ou de diffamation, ni ordonner le dépôt au greffe de ce réquisitoire.

Les tribunaux ne peuvent atténuer les peines prononcées par la loi, en se fondant sur des circonstances indépendantes et distinctes du fait, poursuivi. En conséquence, un tribunal excède ses pouvoirs, en écartant l'application de la peine de la récidive, sur le motif que le ministère public n'aurait pas usé de toute la modération ni de toutes les convenances de langage que ne doit jamais abandonner un fonctionnaire public (2). (C. pén., 463.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré de ce que le jugement d'instruction du 9 sept. dernier a donné acte au prévenu des divers passages dont il s'est plaint dans le réquisitoire écrit du ministère public et ordonné le dépôt de ce réquisitoire au greffe; — Vu les art. 60 et 61, L.

20 avril 1810; 25, L. 17 mai 1819, et 408 et 413, C. crim., en exécution desquels doivent être annulés tous arrêts ou jugements en dernier ressort qui contiennent une violation des règles de la compétence; — Attendu, en droit, qu'il résulte des deux premiers articles précités que les officiers du ministère public dont la conduite serait répréhensible ne peuvent être rappelés à leur devoir que par le ministre de la justice ou par le procureur général près la Cour royale du ressort dans lequel ils remplissent leurs fonctions; que les tribunaux de première instance ont seuls le droit d'instruire ce magistrat et le premier président de la même Cour des reproches qu'ils auraient à leur faire, et que les discours prononcés ou les réquisitions prises à l'audience par ces officiers ne sauraient donner lieu contre eux, dans aucun cas, à une action en diffamation ou injures, puisqu'elle n'est ouverte par la loi qu'aux parties privées, et seulement lorsque les juges de la cause leur en ont expressément réservé l'exercice; — Qu'il n'est pas au pouvoir des officiers de la vindicte publique de renoncer à la protection qu'ils reçoivent de ces principes dans l'intérêt de l'ordre public dont ils sont les organes; — Que le tribunal de simple police de Mamers, s'il pensait, dans l'espèce, que le commissaire de police qui remplit près de lui les fonctions du ministère public avait provoqué de sa part cette démarche, devait donc se borner à informer le procureur général en la Cour d'Angers ou le tribunal de première instance de l'arrondissement, des faits susceptibles de leur être signalés; d'où il suit qu'en accordant l'acte et en ordonnant le dépôt dont il s'agit, sur le motif que le ministère public y avait consenti, au lieu de s'y opposer, le jugement en question a expressément violé les règles de la compétence et les lois ci-dessus visées; — Sur le deuxième moyen, tiré de la fausse application, et par suite de la violation des art. 485 et 463, C. pén.; — Vu ces articles; — Attendu, en droit, qu'il résulte de leur combinaison que les tribunaux de police ne peuvent, afin d'atténuer la peine prononcée par la loi, prendre en considération des circonstances indépendantes et entièrement distinctes du fait constitutif de la contravention dont ils sont saisis; — Et attendu, en fait, que le jugement dénoncé s'est fondé uniquement, pour écarter l'application de la peine de la récidive, sur le motif que, dans cette affaire, le commissaire de police n'a pas usé de toute la modération, la prudence, et surtout dans les débats, de toutes les convenances de langage que ne doit jamais abandonner un fonctionnaire public; — Qu'en énonçant ces circonstances et en les considérant comme atténuantes au profit du prévenu de la contravention d'avoir, étant en état de récidive, gêné la liberté et la sûreté de la voie publique par un dépôt de matériaux de décombres, et par l'établissement d'un grand bassin de chaux, dans la rue dite du Collège, le ju-

(1) S'il en était autrement, l'officier du ministère public ne pourrait jamais attaquer la moralité d'un prévenu sans s'exposer à des poursuites en diffamation ou injure.

(2) *F. Cass.*, 8 déc. 1826, et 24 janv. 1834; — *Maugin, Act. pub.*, n° 115.

gement en question a commis une violation manifeste, non-seulement des règles de la compétence, mais aussi des articles précités, — Cassé, etc. »

Du 20 oct. 1835. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — PARTIE CIVILE. — ACQUITTEMENT. — VOL. — SOUSTRACTION. — PRÉSENT. — ACCUSÉ. — OBSERVATION. — INTERPELLATION.

La partie civile est encore recevable à prendre ses conclusions en dommages-intérêts, immédiatement après le prononcé de l'ordonnance d'acquiescement (1). (C. crim., 359.)

La déclaration du jury que les accusés ne sont pas les auteurs des soustractions frauduleuses faisant l'objet de l'accusation n'écarte que la criminalité de ces soustractions, et ne met point obstacle à ce que l'accusé soit condamné par la Cour d'assises à des dommages-intérêts envers la partie civile (2). C'est au président de la Cour d'assises qu'il appartient d'apprécier l'opportunité des observations que l'accusé veut présenter aux jurés après l'audition d'un témoin; l'accusé ne peut se faire un moyen de nullité de ce que le président lui aurait interdit cette faculté.

Le droit accordé par l'art. 319, C. crim., à l'accusé, d'adresser aux témoins toute interpellation qui pourrait être utile à la défense, est subordonné à l'appréciation de la Cour d'assises sur l'utilité ou la convenance de l'interpellation.

La fille Gatine, accusée de soustractions frauduleuses dans la succession de Dussaussey, au service duquel elle se trouvait à l'époque de son décès, fut traduite, ainsi qu'un autre individu, devant la Cour d'assises du département de l'Eure, à raison de ces faits. Mais le jury répondit en ces termes à la question qui lui fut posée : « Non, les accusés ne sont pas les auteurs de ces soustractions; » et le président de la Cour d'assises prononça leur acquiescement.

Immédiatement après, les héritiers de Dussaussey, qui s'étaient rendus parties civiles au procès, prirent des conclusions en dommages-intérêts contre la fille Gatine, et la Cour d'assises leur accorda 5,000 fr. à ce titre, contre cette dernière — « Attendu, est-il dit dans l'arrêt, qu'il en résulte de l'ensemble des débats que cette fille a abusé de l'affaiblissement des facultés intellectuelles de Dussaussey, dans les dernières années de sa vie, pour dilapider sa fortune et en faire disparaître une partie. »

La fille Gatine s'est pourvue en cassation de cet arrêt pour 1^{re} violation de l'art. 359, Code crim.; 2^e pour violation de l'art. 350, même Code, et excès de pouvoir; 3^e pour violation de l'art. 319, et fausse application de l'art. 308.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation prétendue de l'art. 359, C. crim. : — Attendu que, lorsque l'accusée a été déclarée non coupable par le jury, le président de la Cour d'assises doit, aux termes de l'art. 358, C. crim., prononcer immédiatement l'ordonnance d'acquiescement, avant que la partie civile puisse être admise à prendre des conclusions dans son intérêt privé, parce que le premier soin comme le premier devoir du juge doit être d'ordonner sur-le-champ la mise en liberté de l'individu acquitté; — Attendu que l'art. 359, même Code, en prescrivant à la partie civile de former sa demande avant le jugement, n'a pu vouloir attribuer ce caractère à l'ordonnance d'acquiescement qui doit être prononcée par le président de la Cour d'assises aussitôt après la lecture à l'accusé de la déclaration du jury, et sans délibération préalable de la Cour d'assises; — Et attendu, en fait, qu'il résulte du procès-verbal des débats de la Cour d'assises de l'Eure que Fossard et les époux Quelin avaient pris qualité et étaient intervenus comme parties civiles, à la première audience, au commencement des débats, en se réservant de procéder, au cours du procès, telles conclusions qu'il appartiendra, et qu'immédiatement après le prononcé de l'ordonnance d'acquiescement de Victoire Gatine, les parties civiles ont, par des conclusions précises et formelles sur la quotité des dommages-intérêts par elles réclamés, formé leur demande en temps utile et opportun; d'où il suit qu'en admettant cette demande, l'arrêt attaqué n'a point violé l'art. 359, C. crim.; — Sur la violation prétendue de l'article 350, C. crim., et des arts. 1382 et 1583, C. civ., ainsi que des règles de la compétence fixée par la loi du 24 août 1790 : — Attendu que la question soumise au jury, dans l'espèce, était celle de savoir si Victoire Gatine était coupable de soustractions frauduleuses envers Dussaussey, et que le jury, en répondant à cette question qui s'appliquait encore à un coaccusé de ladite Victoire Gatine : « Non, ils ne sont pas les auteurs des soustractions, » n'a pu, d'après les règles tracées en l'art. 345, C. crim., écarter que la criminalité des faits imputés aux accusés, sans anéantir l'existence matérielle desdits faits, et que la Cour d'assises, en considérant ces faits dépouillés de tout caractère de fraude, sous le point de vue du dommage qu'ils avaient causé aux parties civiles, avait le droit de statuer légalement, ainsi qu'elle l'a fait, sur l'action civile dont elle se trouvait régulièrement saisie, et qu'en prononçant contre Victoire Gatine, acquittée par suite de la déclaration du jury, une condamnation à des dommages-intérêts et aux frais envers les parties civiles, l'arrêt attaqué n'a violé ni les dispositions de l'art. 350, Code crim., ni les règles de la compétence, et a fait une légitime application, au contraire, des arti-

(1) F. conf. Cass., 22 janv. 1830.

(2) Cela revient à dire en d'autres termes, que la réponse du jury ne peut avoir effet que relativement à la culpabilité de l'accusé, pour déterminer son acquiescement ou sa condamnation; mais qu'une

fois ce point décidé, la justice ordinaire reprend son cours, avec toute son indépendance, ainsi bien pour ordonner la réparation de tous dommages privés, que pour satisfaire à la vindicte publique.

cies 1382 et 1385, C. civ.; — Sur la prétendue violation de l'art. 319, C. crim., en ce qu'à l'audience du 26 août, après l'audition du témoin Charles Besson, M^e Leroy, avocat de l'accusée Victoire Gatine, ayant demandé à faire quelques observations aux jurés, le président lui a fait observer qu'il devait se borner à faire adresser des interpellations au témoin, sur quoi l'avocat ayant pris des conclusions formelles, a été débouté de sa demande par arrêt rendu par la Cour d'assises sur cet incident, ledit arrêt ayant décidé que le président s'était renfermé dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire qui lui est conféré par la loi; — Attendu que les dispositions de l'art. 319, C. crim., doivent être entendues dans un sens où elles se concilient avec celles de l'art. 268 de ce Code, ainsi qu'avec celles de l'art. 270, qui porte que « le président devra rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats sans donner lieu d'es-pérer plus de certitude dans les résultats; » d'où il résulte que c'est au président qu'il appartient d'apprécier si les observations que le défenseur veut présenter aux jurés, après l'audition d'un témoin, sont de nature à être proposées à ce moment même, ou doivent être ajournées au moment où la défense de l'accusé sera présentée; — Attendu, en outre, que le droit accordé par l'art. 319, C. crim., à l'accusé, d'adresser au témoin toute interpellation qui pourrait être utile à la défense, est subordonné à l'appréciation de la Cour d'assises sur l'utilité ou la convenance de l'interpellation; — Attendu qu'il résulte des faits constatés par le procès-verbal de la Cour d'assises, ainsi que de l'arrêt rendu par cette Cour sur l'incident dont il s'agit, que la mesure ordonnée par le président n'a point apporté d'obstacle au droit de la défense et n'a point porté atteinte à ceux résultant en faveur de l'accusé des dispositions de l'art. 319, C. précité, — Rejette; — En ce qui touche la demande en inscription de faux formée par Fissard et les époux Quelin, parties civiles, contre le procès-verbal des débats et contre l'arrêt de la Cour d'assises susdité: — Attendu qu'au moyen de la disposition du présent arrêt qui statue sur le premier moyen du pourvoi de Victoire Gatine la demande en inscription de faux formée par les parties civiles défenderesses, intervenantes, se trouve sans objet; — Dit qu'il n'y a lieu d'admettre ladite inscription de faux; — En ce qui touche la demande à fin de suppression de quelques passages insérés au mémoire imprimé produit devant la Cour par les intervenants et que Victoire Gatine considère comme injurieux envers elle: — Attendu qu'il n'y a pas de motifs suffisants d'ordonner la suppression des passages dont il s'agit, contenus au mémoire imprimé produit devant la Cour pour l'instruction du procès, — Dit qu'il n'y a lieu de prononcer la suppression desdits passages, etc. »

Du 21 oct. 1855. — Ch. crim.

(1) La jurisprudence est constante. — Tel est aussi l'opinion des auteurs. — *F. Cass.*, 29 juin 1813, et la note sous cet arrêt et la discussion. — *F.*, en

ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE. — MINEUR.

La reconnaissance d'un enfant naturel par un mineur est valable (1). (C. civ., 334, 1123, 1124 et 1125.)

Le 24 mai 1808, Goëty reconnut, par acte public, pour sa fille naturelle, Madeleine, comme née de Jeanne Rénalde et de lui, dans la commune d'Armande; la reconnaissance fut signée du nom de Soluë, sous lequel était connu Goëty. Depuis, Madeleine a épousé Mainvielle.

Au décès de Goëty, la dame Mainvielle réclama ses droits d'enfant naturel reconnu.

Les héritiers légitimes prétendirent 1^o que la signature de l'acte de reconnaissance était fautive; 2^o qu'il n'était pas prouvé que la dame Mainvielle fût l'enfant naturel reconnu; 3^o enfin, que la reconnaissance, en la supposant émanée de Goëty, était nulle, parce qu'à l'époque où elle aurait été signée, Goëty était mineur.

Le 2 août 1854, arrêt de la Cour de Pau qui, après expertises préalables, rejette les prétentions des héritiers, et statue en ces termes sur le dernier chef de conclusions: — « Attendu que, lors même que Goëty eût été mineur lorsqu'il fit sa reconnaissance (ce qui n'est pas prouvé), il aurait pu la faire, parce que la reconnaissance en elle-même ne constitue qu'une obligation naturelle; que la jurisprudence à cet égard est fixée, etc., etc. »

POURVOI en cassation des héritiers Goëty. Les trois premiers moyens présentés à l'appui n'offrant aucun intérêt, nous ne nous attachons qu'au quatrième.

Violation des art. 1123 et 1124, C. civ., fautive application de l'art. 334, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré valable la reconnaissance, faite par un mineur, d'un enfant naturel.

L'art. 1124, disait-on, en déclarant les mineurs incapables de contracter, a eu pour but évident de garantir leur fortune des dangers auxquels leurs inexpériences les expose. Or, il est évident que le père qui reconnaît un enfant contracte envers lui les obligations les plus graves et les plus étendues. Ces obligations ne peuvent être sanctionnées par la justice lorsque la loi les proscrirait d'une manière générale.

En vain dit-on que l'art. 1124 ne s'applique qu'aux obligations civiles et non aux engagements naturels tels que ceux qui résultent d'une reconnaissance de paternité. Il est facile de répondre que cette reconnaissance n'est pas, à proprement parler, une simple obligation naturelle; c'est la sanction d'une obligation naturelle préexistante sans force par elle-même, vaine et illusoire si l'obligation civile résultant de l'acte de reconnaissance ne vient lui prêter son appui. L'art. 1124 est donc applicable.

En vain encore l'arrêt attaqué objecte que, suivant l'art. 1310, C. civ., le mineur n'est pas restituable contre les obligations résultant de

outre, Aix, 3 déc. 1807; Brux., 17 fév. 1819; — Toullier, t. 2, n^o 982; Duranton, t. 3, n^o 258; Loiseau, p. 483 et 510.

son délit et de son quasi-délit, et que donner le jour à un enfant naturel, c'est se rendre coupable d'un délit. Si, dans ce fait, il y a faute aux yeux de la religion et de la morale, il ne peut y avoir ni délit ni quasi-délit aux yeux de la loi, à moins que la naissance ne soit l'effet du rapt ou de la déception, d'une promesse de mariage, par exemple. Le caractère de délit ou de quasi-délit disparaît également lorsque l'union qui a donné naissance à l'enfant n'a été que le résultat d'une volonté commune.

L'objection la plus grave consiste sans doute dans la jurisprudence de la Cour; mais l'arrêt qui a consacré les reconnaissances ainsi faites par les mineurs date de 1815, et sans doute il conviendrait d'examiner de nouveau les considérations de droit et de fait qu'il a écartées, pour revenir à une autre jurisprudence.

Le conseiller-rapporteur avait présenté sur le pourvoi de lumineuses observations que nous reproduisons textuellement : « Si la question soulevée par les demandeurs, avait-il dit, prête au développement de théories plus ou moins hardies, il faut toutefois reconnaître qu'elle n'est pas nouvelle, et qu'avant la promulgation du Code civ., la prohibition imposée au père d'aliéner ou de plaider sans l'assistance d'un curateur n'emportait pas prohibition de reconnaître un enfant naturel. Vous examinerez, messieurs, si le Code qui déclare que le mineur ne peut attaquer, pour cause d'incapacité, ses engagements que dans le cas prévu par la loi, a modifié ou changé les anciens principes. Ne peut-on pas soutenir que l'art. 1124 ne s'applique qu'aux actes pour lesquels le concours du tuteur et du conseil de famille est nécessaire; que cet article ne parle que des contrats; qu'une reconnaissance de paternité n'est pas un contrat, car les obligations imposées au père résultent, non de l'acte de reconnaissance, mais du fait même de la paternité. Ne pourrait-on pas ajouter encore que les obligations contractées par les mineurs ne sont pas nulles de plein droit, qu'elles peuvent seulement être rescindées pour cause de lésion. Or, si la reconnaissance d'un enfant naturel pouvait être assimilée à une obligation ordinaire, du moins ne devrait-elle être annulée que dans le cas où le mineur aurait été lésé par cet acte : *Minor restituitur, non tanquam minor, sed tanquam laesus.* »

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en fait, que l'arrêt ne juge point que Goëty fût mineur quand il reconnut pour sa fille Victorine-Madeleine, devenue femme Mainvielle; — Attendu, en droit que, suivant l'art. 1125, C. civ., le mineur ne peut attaquer, pour cause d'incapacité, ses engagements que dans le cas prévu par la loi; que les art. 354 et suiv. ne distinguent pas, quant à la reconnaissance, les mineurs des majeurs; qu'ainsi le législateur n'interdisant pas cette reconnaissance, elle ne peut être attaquée que dans le cas prévu par la loi; — Attendu que les dangers inhérents à l'expérience du mineur sont écartés par l'art. 359, qui confère à tous ceux qui y ont intérêt le droit d'attaquer la re-

connaissance de l'enfant naturel; — Attendu enfin que, d'après l'art. 1310, le mineur n'est point responsable contre les obligations résultant de son délit ou de son quasi-délit; que le père qui reconnaît un enfant ne fait que réparer une faute, et que, dans ce cas, l'aveu du mineur ne pourrait donner ouverture à une action en restitution. — Rejette, etc. »

Du 4 nov. 1835. — Ch. req.

VIOLENCE. — CARACTÈRE. — CASSATION. — MENACES VERBALES.

Des menaces dont l'effet est incertain et éloigné peuvent être considérées comme ne constituant pas la violence que l'art. 1112, C. civ., déclare être une cause de nullité des obligations (1). Réf. par la Cour royale seulement; C. civ., 1109, 1112 et 1115.

La déclaration d'une Cour royale qu'un fait déterminé ne constitue pas un acte de violence échappe à la censure de la Cour de cassation (2).

Le 22 août 1835, arrêt de la Cour de Pau; — « Attendu que l'acte de 1815 ne doit pas être annulé pour cause de violence; qu'aux termes de la loi, art. 1112, la violence n'est une cause de nullité que quand elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne et sa fortune à un mal considérable et présent; que, dans les faits articulés, on avance seulement que la dame Gardès avait dit, devant le notaire, qu'elle n'apposerait jamais sa signature sur un pareil acte; que, sur ce refus, Miranda entra en fureur et dit : « Soustrivez à ce que je vous demande ou gare à vous, » et puis : « Madame, saluez, l'orage va éclater; » que les témoins, effrayés de cette conduite, sortirent de la chambre, et que la dame Gardès ne signa que vaincue par les obsessions de Miranda;

« Attendu que la crainte inspirée par des menaces, n'a jamais été considérée comme l'approche d'un mal présent et inévitable, parce que, suivant l'expression de quelques auteurs, les paroles ne sont pas le mal : *Timor ex rebus, non ex vocabulis oritur*; et quelquefois cette crainte est salutaire, en ce qu'elle fait prendre de justes précautions; qu'ainsi on ne peut pas dire que la dame Gardès aurait été exposée à un mal considérable et présent, parce que Miranda se serait livré contre elle à des menaces dont l'effet était incertain et éloigné,

« Déclare valable l'acte du 22 mai 1815. »

POURVOI par les époux Gassat pour violation des art. 1109 et 1112, C. civ.; fausse application de l'art. 1115, en ce que l'arrêt attaqué a refusé de reconnaître que l'acte du 22 mai 1815 était le résultat de la violence, par le motif que la violence imputée à Miranda ne s'était exercée qu'en paroles et non en actions.

ARRÊT.

LA COUR, — Sur la violation des art. 1109

(1) F. la loi 5, ff., *Quod metus causa*; — Pothier, *Obligat.*, n° 25, et Toulhier, *Droit civ.*, t. 6, n° 79.
(2) F. cependant Cass., 2 avril 1825.

et 1112. C. civ., et la fausse application de l'art. 1113 : — Attendu que la loi s'en rapporte aux lumières des magistrats pour apprécier les cas où l'on doit reconnaître s'il y a eu violence physique ou morale ; que l'arrêt déclare 1° que l'acte de 1813 ne peut être annulé pour cause de violence ; 2° que, dans tous les cas, il ne peut être valablement attaqué, ayant été expressément approuvé en 1816, époque où la veuve Gardès se déclara de nouveau débitrice, conformément à l'acte du 25 flor. an 8 ; 3° qu'après la mort de Mirande, la veuve Gardès, qui lui survécut dix années, ne réclama jamais ni contre l'acte de 1813, ni contre celui de 1816 ; — Attendu qu'en maintenant, par ces motifs tirés d'une appréciation des faits, les actes authentiques attaqués devant elle, la Cour royale n'a violé aucune disposition de la loi, — Rejette, etc. »

Du 4 nov. 1855. — Ch. req.

SERMENT. — NULLITÉ.

En matière criminelle, le serment de dire la vérité est insuffisant et nul (1). (C. crim., 155.)

Du 5 nov. 1855. — Ch. crim.

ABUS DE CONFIANCE. — NOTAIRE. — MANDAT.

Le seul fait de la part d'un notaire d'avoir négligé d'acquitter dans les délais légaux des droits d'enregistrement dont le montant lui a été remis par ses clients ne constitue pas l'abus de confiance prévu et puni par l'art. 408, C. pén., lorsqu'il est d'ailleurs constant qu'il n'a pas eu l'intention de détourner et de s'approprier les sommes qu'il a reçues, qu'il a agi sans fraude, et qu'en outre aucun préjudice n'a été occasionné, soit au fisc, soit aux parties (2). (C. pén., 408.)

En fait, il était constant que M^e Cros, notaire, n'avait pas versé dans le délai prescrit par la loi entre les mains du receveur de l'enregistrement certaines sommes qui lui avaient été remises à cet effet.

Il était constant également que, depuis, les droits d'enregistrement avaient été acquittés, et que le notaire avait personnellement supporté les doubles droits.

Cependant, le procureur du roi près le tribunal de Grenoble, ayant pensé que le seul fait du retard dans le versement constituait de la part de M^e Cros un abus de confiance, le traduisit devant le tribunal de police correctionnelle. Ce tribunal reconnut l'existence du délit, mais, en raison des circonstances atténuantes, ne prononça contre le notaire qu'une amende de 100 fr.

Sur l'appel interjeté à la fois par M^e Cros et par le ministère public à minima, arrêt du 28 août 1855, par lequel la Cour de Grenoble réforme le jugement dont est appel, et renvoie le notaire Cros de la plainte sans dépens.

POURVOI par le procureur général contre cet arrêt. Le système invoqué à l'appui du pourvoi a été de soutenir que le fait seul d'avoir changé matériellement la destination de l'argent déposé

constituait, indépendamment des circonstances et de l'intention qui y avaient présidé, le délit d'abus de confiance ; que, dès lors, la Cour, puisqu'elle avait reconnu le fait, ne pouvait se dispenser d'appliquer l'art. 408, C. pén.

Pour M^e Cros, on a répondu que jamais, à part certaines matières tout à fait exceptionnelles, le fait seul ne pouvait constituer un délit ; qu'en réalité le délit résidait dans l'intention ; qu'autrement, l'oubli, l'erreur, l'ignorance, seraient tous les jours la source de délits punissables, ce qui n'était admissible ni en droit ni en morale. Or, dans l'espèce, les juges, en même temps qu'ils ont reconnu l'existence du fait, ont déclaré qu'aucune intention frauduleuse n'y avait présidé. D'ailleurs, les termes de l'art. 408, C. pén., sont positifs : il faut, pour l'abus de confiance, qu'il y ait dissipation, détournement, ce qui entraîne nécessairement une idée de fraude et de mauvaise foi. Dès lors il est évident que M^e Cros ne pouvait se voir appliquer les dispositions de cet article qu'autant que les faits avérés contre lui, auraient offert ce caractère, qui seul était de nature à créer la criminalité. Or, il est décidé en fait que ce caractère n'existe pas. En outre, l'art. 408 veut qu'il y ait préjudice pour les propriétaires. Or, dans l'espèce, il est constant qu'aucun préjudice n'est résulté ni pour le fisc ni pour les parties. Tous les principes se réunissent donc pour repousser le pourvoi. M^e Cros terminait en invoquant, à l'appui de sa défense, un arrêt de la Cour de cassation rendu dans une espèce presque identique et bien moins favorable. Il s'agissait d'un mandataire salarié qui avait reçu une somme avec ordre de faire emploi déterminé, et qui avait retardé cet emploi jusqu'à appliquer les fonds à un autre objet.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu qu'il a été déclaré en fait par l'arrêt attaqué que rien dans l'instruction ne démontrait que le notaire Cros, en ne soumettant pas à l'enregistrement, dans les délais de la loi, des actes dont il s'agissait au procès, eût eu l'intention de détourner et de s'approprier les sommes qu'il avait reçues pour le paiement des droits, qu'il eût agi frauduleusement, et qu'il eût occasionné aucun préjudice soit au fisc, soit aux parties ; — Qu'en refusant dans cet état des faits de faire application audit Cros de l'art. 408, C. pén., la Cour de Grenoble n'a violé ni ledit article ni aucune autre disposition de la loi, — Rejette, etc. »

Du 5 nov. 1855. — Ch. crim.

JUGE SUPPLÉANT. — PRÉSENCE. — EFFET DE COMMERCE. — ACCEPTATION. — MANDAT. — TIERS PORTEUR. — FRAIS. — COMPTE DE RETOUR. — INTÉRÊTS. — ENREGISTREMENT.

La simple présence à l'audience d'un juge sup-

plémentaire ne suffit pas pour valider la procédure, si le juge suppléant n'a pas été régulièrement nommé. (C. cass., 51 janv. 1817, 6 janv. 1837, et les notes.)

(1) F. conf. Cass., 7 nov. 1822; Brux., Cass., 18 juil. 1859.

(2) Il en serait autrement si le notaire avait dé-

plément, dans le cas de l'art. 626, C. comm., ne suffit pas pour rendre nul le jugement qui intervient, lorsqu'il est constant, d'ailleurs, par exemple, par la mention que le jugement a été rendu par un juge titulaire et deux suppléants, en présence d'un troisième, que ce magistrat n'a pas pris part à la délibération, et qu'il n'a siégé que pour remplacer un de ses collègues, dans le cas où celui-ci se trouverait empêché (1).

Le mandat donné au tiers porteur d'une traite de la présenter à l'acceptation du tire n'emporte pas de plein droit, et en l'absence de toute prescription formelle à cet égard, l'obligation de la présenter avant le jour de l'échéance.

Dans ce cas, le tiers porteur ne peut être responsable, vis-à-vis des endosseurs, des conséquences de la non-présentation immédiate (2).

Les intérêts et le compte de retour d'une traite ne peuvent pas être assimilés aux frais de justice pour le paiement desquels la contrainte par corps ne peut pas être prononcée (3). (L. 15 germ. an 6, tit. 2; C. civ., 2063.)

Le coût de l'enregistrement du pouvoir donné par la partie à son agréé pour la représenter devant le tribunal de commerce peut être mis, avec les dépens, à la charge de celui qui succombe (4).

En 1829, Fève demanda à Buffet de lui prêter 715 fr. dont il proposa d'assurer le remboursement par l'endossement de deux traites de même valeur sur Vincent (de Paris).

Buffet accepta; et, pour plus de sûreté, il fut convenu que les espèces ne seraient complètes que lorsque les traites auraient été soumises à l'acceptation de Vincent.

Le 27 mai 1829, Buffet envoya ces traites à Devink, négociant à Paris, avec lequel il était en compte courant, en le chargeant de les présenter à l'acceptation, ce que Devink promit de faire. Au bout de quelque temps, Buffet n'ayant aucune nouvelle des traites, qui ne devaient échoir que le 21 août, et pensant qu'elles avaient été acceptées, remit la somme convenue entre les mains de Fève. Mais les choses s'étaient passées autrement qu'il ne se le figurait. Lors de la réception des traites, Devink ne les avait pas présentées immédiatement à l'acceptation; il tarda même jusqu'au jour de l'échéance, époque à laquelle, se voyant refusé par le tire, il fit protester, et assigna Buffet devant le tribunal de commerce de la Seine en remboursement des traites, d'un compte de retour et autres frais.

Le 2 mars 1830, jugement par défaut qui condamne Buffet au paiement des sommes réclamées, et aux dépens, dans lesquels est-il dit, devront entrer les frais d'enregistrement du pouvoir donné par Devink à son agréé.

Buffet forme opposition à ce jugement, et soutient 1° que Devink est non recevable, attendu

qu'il a négligé d'exécuter son mandat en ne présentant pas immédiatement les traites à l'acceptation, et qu'il a été cause, par cette inexécution, que lui, Buffet, a remis ses fonds entre les mains d'un tireur qui est devenu insolvable; — 2° Que, dans tous les cas, la contrainte par corps ne pourrait être prononcée pour le compte de retour; — 3° Enfin que la condamnation aux dépens ne saurait comprendre des frais qui sont évidemment à la charge de la partie, tels que ceux du pouvoir, enregistrement de ce pouvoir, etc.

Le 25 juin 1830, jugement contradictoire :

« Attendu que le titre est un mandat qui avait été tiré sur Vincent, sur papier non timbré; que Buffet, en envoyant ce titre à Devink, ne pouvait ignorer que si l'acceptation était refusée, il y aurait des frais à faire que Devink n'était pas tenu d'avancer; qu'en conséquence, Devink a régulièrement agi en faisant protester le titre à son échéance,

« Ordonne que le jugement du 2 mars sera exécuté selon sa forme et teneur. »

Il est à remarquer que, lors des débats de cette affaire, le tribunal était composé d'un juge et de trois suppléants, mais aussi que le juge titulaire et deux suppléants seulement ont pris part à la délibération.

POURVOI par Buffet pour 1° violation de l'article 626, C. comm., en ce qu'un troisième juge suppléant avait assisté aux débats, lorsqu'il n'y avait pas lieu de remplacer un juge empêché; 2° violation des art. 1991, C. civ.; 117, 120, 121, 125 et 163, C. comm.; 3° violation du tit. 2, L. 15 germ. an 6, et de l'art. 2063, C. civ.; 4° excès de pouvoir en ce que le jugement a mis à la charge de la partie condamnée aux dépens les frais d'enregistrement du pouvoir donné par la partie adverse à son agréé.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré de la violation de l'art. 626, C. comm. : — Attendu qu'il est constant en fait que le jugement attaqué a été rendu par un juge titulaire faisant fonctions de président et par deux juges suppléants, en présence d'un troisième suppléant, ce qui explique suffisamment que le jugement est le résultat de la délibération du président et de deux suppléants, et que le troisième suppléant n'y a nullement concouru; mais qu'il ne s'agissait que pour remplacer un de ses collègues, au cas où celui-ci n'aurait pu vaquer à l'expédition des causes qui devaient succéder à celle sur laquelle est intervenu le jugement attaqué; qu'ainsi le jugement a été rendu par le nombre de juges déterminé par l'art. 626, Code comm., et que, loin d'y contrevenir, le jugement en a pleinement confirmé l'exécution; — Sur le deuxième moyen, tiré de la violation des articles 1991, C. civ.; 117, 120, 121, 125 et 163,

corps ne peut oon plus être proooncée pour les frais et dépens d'aoce instance. — F. Cass., 14 nov. 1809, 14 avr. 1817 et 4 janv. 1825.

(4) F. Nougner, Trib. de comm., p. 368.

(1) Principe constant. — F. Cass., 9 déc. 1833, et le renvoi, et 18 nov. 1834.

(2) F. Pardessus, Droit comm., n° 583; Persil, art. 125, n° 5; Nougner, Trib. de comm., p. 402.

(3) Car en matière de commerce la contrainte par

C. comm. : — Attendu qu'il est constant en fait que le mandat donné par le demandeur au tiers porteur de la traite, à l'effet de la présenter à l'acceptation du tiré, était sans réserve, et ne portait pas obligation expresse de la lui présenter avant le jour de l'échéance; qu'ainsi le jugement attaqué n'a pu violer les règles portées dans les articles précités et relatives à la responsabilité du mandataire, ni les règles relatives à la garantie due par le tiers porteur à l'endosseur; — Sur le troisième moyen, résultant de la violation du tit. 2. L. 15 germ. an 6, et de l'art. 2063, C. civ., relatifs à la contrainte par corps, en ce que le jugement attaqué aurait prononcé la contrainte par corps pour le paiement du compte de retour et des intérêts de la traite : — Attendu qu'il est de principe que la contrainte par corps peut être prononcée pour le paiement des intérêts et du compte de retour, qui doivent être considérés comme accessoires de la créance, et ne doivent pas, comme les dépens, être considérés comme frais de justice; — Sur le quatrième moyen, tiré de ce que le jugement attaqué contiendrait un excès de pouvoir dans la disposition qui considère comme faisant partie des dépens à la charge des condamnés le coût de l'enregistrement de la procuration donnée par le tiers porteur à son agréé : — Attendu que le pouvoir est nécessaire à l'agréé pour représenter sa partie; que la formalité de l'enregistrement est exigée pour toutes pièces, tous actes à produire en justice; qu'ainsi le quatrième moyen est sans fondement; — Rejette, etc. »

Du 5 nov. 1835. — Ch. req.

JUGE SUPPLÉANT. — PRÉSENCE. — CONTRAINTE PAR CORPS. — INTÉRÊTS. — FRAIS.

N'est pas nul le jugement d'un tribunal de commerce qui fait mention de la présence à l'audience d'un juge suppléant, quoique son assistance ne fût pas nécessaire, si d'ailleurs il n'est pas établi que ce magistrat ait participé à ce jugement (1). (C. comm. 626.)

La contrainte par corps doit être prononcée, même lorsqu'il ne s'agit que d'une condamnation au paiement des intérêts et des frais du compte de retour d'une lettre de change (2). Devant le tribunal de commerce, la partie qui succombe est tenue de payer, avec les autres frais, l'enregistrement du pouvoir donné à l'agréé de son adversaire.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation de l'art. 626, C. comm. : — Attendu qu'il est constant, en fait, que le jugement attaqué a été rendu par un juge titulaire, faisant fonctions de président, et par deux juges suppléants, en présence d'un troisième suppléant; ce qui explique suffisamment que le jugement est le résultat de la délibération du président et des deux suppléants, et que le troisième suppléant n'y a nullement concouru, mais qu'il ne siègeait que pour remplacer un de ses collègues, au cas où celui-ci n'aurait pu

vaquer à l'expédition des causes qui devaient succéder à celle sur laquelle était intervenu le jugement attaqué; — Qu'ainsi, le jugement a été rendu par le nombre de juges déterminé par l'article 626, C. comm., et que, loin d'y contrevenir, le jugement en a pleinement confirmé l'exécution; — Sur la violation du tit. 2 de la loi du 15 germ. an 6, et de l'art. 2063, C. civ., relatifs à la contrainte par corps, en ce que le jugement attaqué aurait prononcé la contrainte par corps pour le jugement du compte de retour et des intérêts de la traite : — Attendu qu'il est de principe que la contrainte par corps peut être prononcée pour le paiement des intérêts et du compte de retour, qui doivent être considérés comme accessoires de la créance, et ne doivent pas, comme les dépens, être considérés comme frais de justice; — Sur ce que le jugement attaqué contiendrait un excès de pouvoir dans la disposition qui considère comme faisant partie des dépens à la charge des condamnés le coût de l'enregistrement de la procuration donnée par le tiers porteur à son agréé : — Attendu que ce pouvoir est nécessaire à l'agréé pour représenter sa partie; que la formalité de l'enregistrement est exigée pour toutes pièces, tous actes à produire en justice. — Rejette, etc. »

Du 5 nov. 1835. — Ch. req.

DÉGRÉS DE JURIDICTION. — ÉVOCAION. — MATIÈRE CORRECTIONNELLE.

Lorsqu'une Cour royale saisie d'un appel en matière correctionnelle infirme pour toute autre cause que l'incompétence à raison du délit ou de la résidence du prévenu, elle doit, à peine de nullité, évoquer le fond et y faire droit (3). (C. crim., 215; L. 29 avril 1806, art. 1; L. 5 brum. an 4, art. 202.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 215, C. crim.; — Attendu que de la combinaison de cet article avec les art. 1^{er}, L. 29 avril 1806, et 202, L. 5 brum. an 4, il résulte que les Cours royales, saisies d'un appel en matière correctionnelle, doivent, lorsqu'elles infirment pour toute autre cause que l'incompétence à raison du délit ou de la résidence du prévenu le jugement qui leur est déféré, évoquer le fond et y faire droit; — Que cependant la Cour de Grenoble, saisie, par l'arrêt de cassation du 24 mai dernier, des divers appels et oppositions de Renard, en infirmant le jugement du tribunal correctionnel de Lyon du 4 déc. 1834, qui avait déclaré n'y avoir lieu à statuer sur l'opposition de Renard au jugement du 4 fév. précédent, au lieu de retenir le fond et d'y faire droit, en a renvoyé la connaissance au tribunal correctionnel de Lyon, qui avait épuisé sa juridiction; — Qu'en cela l'arrêt attaqué a formellement violé l'art. 215 ci-dessus visé; — Que cette violation doit d'autant plus être réprimée, dans l'espèce, que la Cour de Lyon avait été dessaisie définitivement, et la connaissance de toute l'affaire dévolue à la

(1) F. conf. Cass., 31 mai 1827.

(2) F. Nouguet, *Lettre de change*, no 258.

(3) F. conf. Cass., 24 sept. 1833.

Cour de Grenoble par l'arrêt de cassation du 24 mai 1833. — Casse, etc. »

Du 6 nov. 1835. — Ch. crim.

SÉPARATION DE BIENS. — TIERCE OPPOSITION. — DÉLAI. — LIQUIDATION.

Les créanciers qui, aux termes de l'art. 873, C. proc., sont non recevables à former tierce opposition au jugement de séparation de biens après l'expiration du délai d'une année à partir de l'instant où les formalités prescrites ont été remplies, ne sont pas tenus, à peine de pareille déchéance, d'attaquer dans le même délai la liquidation des reprises de la femme (1). (C. proc., 872 et 873.)

L'action des créanciers à cet égard leur est au contraire réservée pendant trente ans (2). (C. proc., 865 et suiv.; C. civ., 1444 et 1445.)

La dame Havas, femme Bourdon, avait été séparée de biens d'avec son mari, par jugement du 27 juill. 1830, lequel, statuant en même temps sur la liquidation de ses reprises, avait condamné Bourdon à lui payer la somme de 22,625 fr. 52 c., et toutes les formalités d'exécution avaient été remplies depuis plus de deux ans, lorsque Préaux et Donnet, créanciers du mari, y formèrent tierce opposition. Dans un ordre ouvert sur le prix de divers immeubles vendus par Bourdon, la dame Havas avait été colloquée pour les 22,625 fr. 52 c., montant de ses droits, et c'est à cette occasion que les créanciers élevèrent la prétention de faire réformer la liquidation consommée par la sentence du 27 juill.

La dame Bourdon défendit à cette demande par une fin de non-recevoir résultant de ce que Préaux et Donnet auraient dû former leur tierce opposition contre le jugement dans l'année qui avait commencé à courir à compter du jour où toutes les formalités voulues avaient eu lieu.

Jugement qui : — « Attendu que la liquidation est une conséquence de la séparation civile et peut avoir lieu par le même jugement ; que les créanciers de Bourdon ont été mis à portée d'en connaître les dispositions et d'en demander la réforme dans le délai prescrit par les art. 872 et 873, C. proc., admet la fin de non-recevoir proposée, » — Appel.

Le 10 mai 1835, un arrêt de la Cour de Rouen

infirmé, et reçoit Préaux et Donnet tiers opposants au jugement quant au chef contenant liquidation des droits de la dame Bourdon : — « Attendu, porte cet arrêt, que l'art. 873, Cde proc., dispose que, si les formalités prescrites par les articles précédents ont été observées, les créanciers du mari ne seront plus reçus après l'expiration du délai d'une année à se pourvoir par tierce opposition contre le jugement de séparation ; que l'art. 873 ne s'occupe que du jugement de séparation de biens, et nullement de la liquidation des droits et reprises de la femme, liquidation qui peut être faite soit devant notaire, soit par le même jugement qui prononce la séparation, ou par un jugement séparé ;

« Que, dans l'art. 873, le législateur n'a parlé que du jugement de séparation ; que les juges, sans excès de pouvoir, ne peuvent ajouter aux dispositions de la loi, et qu'une exception ne peut être étendue au delà des limites fixées ;

« Que, quoique l'acte ou le jugement de liquidation suit la suite et la conséquence naturelle et immédiate du jugement de séparation, ces deux actes diffèrent cependant dans leurs effets ;

« Que le jugement de séparation règle l'état des époux, qui ne peut rester longtemps incertain, et que c'est par ce motif que la législation a fixé un bref délai pour l'attaquer ; qu'au contraire, le jugement de liquidation rentre dans la classe des jugements ordinaires, et ne peut donner lieu à une dérogation du droit commun, non établie par la loi ;

« Que si l'on admettait que la liquidation des droits et reprises de la femme ne peut être attaquée, par les créanciers de son mari, que pendant le délai d'une année, lorsqu'elle est faite par le jugement même de séparation de biens, il en résulterait que les créanciers, lorsque la liquidation serait faite dans un jugement séparé, qui pourrait être rendu le lendemain, auraient un délai différent pour l'attaquer par tierce opposition, ce qui est inadmissible. »

POURVOI de la dame Bourdon pour violation de l'art. 873, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué a admis la tierce opposition formée par les créanciers du mari contre le jugement de séparation, plus d'une année après que ce jugement a été rendu. C'est en vain, a-t-on dit pour la

(1-2) *F. conf. Carré, Lois de la procéd.*, n° 2962; Pigeau, t. 2, p. 513; Thomine, n° 1093. — *F. conf. Paris*, 25 avril 1835; *Cass.*, 26 mars 1835.

La question est gravement controversée (voir *Jurisprud. du 19^e siècle*, v° *Séparation de biens*, n° 72 et suiv.), et l'arrêt que l'on va lire est d'autant plus remarquable, que la Cour de cassation y adopte une doctrine positivement contraire à celle qu'elle avait consacrée par son arrêt du 4 déc. 1815, et qu'elle avait suivie les Cours de Rouen, 26 déc. 1817, et de Dijon, 4 août 1817, ainsi que les meilleurs auteurs. — *F. Toullier*, t. 13, n° 85, et Duranton, t. 14, n° 413.)

Cependant, quelques autres Cours, notamment celles de Grenoble et de Rouen, et plus récemment, celle de Toulouse, par un arrêt du 7 déc. 1832, avaient résisté. D'autres Cours enfin, telles que celle de Bordeaux, et d'autres auteurs, tels que

Thomine-Desmazures, dans son *Commentaire sur le Code de proc.* (art. 873), admettaient une distinction pour le cas où les reprises de la femme avaient été réglées et liquidées par un jugement séparé, postérieur à celui qui avait prononcé la séparation de biens. Dans ce cas, ils déclaraient que la tierce opposition des créanciers du mari était recevable pendant trente ans, et la Cour de cassation elle-même semblait avoir adopté cette distinction par son dernier arrêt du 26 mars 1835.

Aujourd'hui, et d'après l'arrêt que nous recueillons, cette distinction, à notre avis, plus subtile que rationnelle, doit disparaître, et les créanciers auront trente ans, dans tous les cas, pour attaquer le jugement de liquidation des reprises de la femme. Cette solution utile et franche de la question nous semble devoir fixer la jurisprudence. Dav.

F. Brux., 13 mars 1845; *Pasic.*, 1845.

demanderesse, que l'on voudrait distinguer dans une sentence de séparation de biens le chef qui prononce la liquidation des reprises de la femme de celui qui déclare la séparation : car il n'est pas permis de scinder ce que la loi considère comme un seul tout, de distinguer où elle ne distingue pas ; et ce serait aller directement contre ses volontés que de voir en quelque sorte deux jugements où il n'y en a qu'un seul, où elle a permis qu'il n'y en ait qu'un seul. Peut-être pourrait-on admettre que le Code ait accordé aux créanciers du mari trente ans pour former tierce opposition à la liquidation des reprises de la femme dans le cas où cette liquidation, consommée par un acte ou un jugement particulier, est légalement présumée lui être demeurée inconnue. Mais il n'est pas possible qu'il en soit ainsi quand la liquidation est contenue dans le jugement même de séparation, parce qu'alors le fait de la liquidation se trouve inséparable du fait de la séparation, et que, la sentence qui les renferme recevant dans chacune de ses parties une publicité égale, le créancier ne peut prétexter de son ignorance.

Pour les défendeurs on a fait valoir les moyens articulés par l'arrêt ci-après, qui a rejété le pourvoi ; on s'est appuyé sur la jurisprudence adoptée par les Cours de Rouen, de Grenoble d'Agon et de Toulouse.

ARRÊT.

« LA COUR. — Considérant que l'action en séparation de biens et l'action en liquidation des reprises de la femme sont essentiellement distinctes ; que, si elles peuvent être formées, et jugées simultanément à raison de leur connexité, elles ne cessent pas d'être différentes par leur nature et leur objet ; que la demande en séparation ayant pour but de modifier l'état des époux et les droits d'administration appartenant au mari, il importe de ne pas prolonger l'incertitude sur le sort de cette demande, et de fixer un bref délai dans lequel les créanciers du mari sont tenus d'attaquer le jugement qui a prononcé la séparation ; que tel est le motif qui a déterminé la disposition exceptionnelle insérée dans l'art. 873, C. proc. ; — Considérant que ce motif ne peut être appliqué à la liquidation des reprises de la femme, qu'elle soit opérée par le jugement même de séparation ou par un jugement séparé ; que, dans les deux hypothèses, la disposition qui statue sur la liquidation est de la même nature et soumise au droit commun ; — Considérant que ce principe général accorde aux créanciers le délai de trente ans, pour former tierce opposition aux jugements qui préjudicient à leurs droits ; que l'exception à cette règle, admise par l'article 873, C. proc., est limitée à la séparation de biens ; qu'aucune disposition n'a dérogé à ce principe à l'égard des condamnations prononcées par le jugement de séparation ; — qu'il résulte des art. 865 et suiv., C. proc., et des articles 1444 et 1445, C. civ., combinés, que les formalités prescrites par leurs dispositions ont pour objet et pour résultat de donner de la publicité à la séparation, mais n'en donnent pas à la liquidation ; qu'on ne pourrait appliquer le

délai d'un an aux condamnations prononcées par le jugement, sans exposer les créanciers du mari, à perdre leur droit de tierce opposition avant d'avoir pu l'exercer. — Rejeté, etc. »

Du 11 nov. 1855. — Ch. civ.

PREUVE TESTIMONIALE. — COMMERCE. — RESTITUTION.

La demande formée par un entrepreneur de messageries contre un individu non négociant en restitution d'une somme que celui-ci a reçue par erreur, est une action purement civile. En conséquence, ce dernier ne peut être admis à prouver par témoins qu'il a reçu la somme réclamée, si cette somme excède 150 fr. (1). (C. civ., 1341.)

Le 11 juill. 1855, un sac d'argent de 2,269 fr. 50 cent., à l'adresse de Michelet fils, avait été expédié par Lhonneur, directeur d'une messagerie allant de Montignac à Périgueux, à Dameron, entrepreneur de messageries dans cette dernière ville. — Ce sac fut reçu par le destinataire, et le livre de factage émargé de sa signature.

Cependant il paraît que ce n'était que par erreur que ce sac avait été expédié à l'adresse de Michelet, et que la somme qu'il renfermait était destinée à Guignard.

Lhonneur, ayant reconnu sa méprise, assigna Dameron devant le tribunal de commerce de Périgueux, à l'effet de le faire condamner à restituer la somme qui lui avait été, par erreur, adressée.

Dameron appelle en garantie Michelet. — Celui-ci soutient qu'il a déjà rendu à Dameron la somme qui lui avait été remise ; mais comme il ne s'était point fait donner un acte de décharge, et qu'il n'avait pas fait effacer l'émargement apposé par lui sur le livre de factage, il demande à faire la preuve par témoins, tant de la restitution effective du sac d'argent que de la reconnaissance formellement faite par Dameron de cette restitution.

Le 5 déc. 1855, jugement qui, à la suite d'une enquête, déclare que Michelet a réellement restitué à Dameron la somme par lui réclamée, et qui, par suite, déboute ce dernier de sa demande en garantie. — Appel.

Le 14 mai 1854, arrêt de la Cour de Bordeaux qui déclare que la preuve testimoniale n'a pu être admise : — « Attendu que, puisqu'il s'agit d'une somme excédant 150 fr., la preuve orale ne pourrait être reçue qu'autant que la demande rentrerait dans l'application de la loi commerciale ; que la restitution volontaire par Michelet de la somme dont il était détenteur se serait trouvée en dehors de tout acte de commerce ; que Michelet, en restituant les 2,269 fr. 50 cent., aurait éteint une obligation ordinaire et civile ; que la réception de la même somme par Dameron n'aurait également constitué, de la part de ce dernier, qu'un acte purement civil, à l'appui duquel une preuve littérale eût été nécessaire ;

(1) Mais s'il s'agissait de matières commerciales, voy. Cass., 10 et 11 juill. 1835 ; — Orillard, n° 329 ; Nouguier, Trib. de comm., p. 160 et 580.

que l'exception de Michelet n'étant pas légalement justifiée, son engagement subsiste; qu'il doit être tenu d'y satisfaire; déclarer non recevable l'offre de preuve faite par Michelet, et l'enquête non avenue; condamner Michelet à garantir et indemniser Dameron.

POURVOI par Michelet pour violation de l'article 1341, C. civ., et de l'art. 632, C. comm. — En matière de commerce, il y a exception au principe qui veut que la preuve testimoniale soit interdite en toutes matières, pour sommes excédant 150 fr.; dans l'espèce, l'action dirigée contre Michelet était commerciale. En effet, Michelet est banquier; la réception du sac qui fait l'objet du procès n'était donc qu'un acte de commerce. Depuis la réception par Dameron, coïrpreneur des marchandises, des sacs d'argent et autres colis qu'on peut lui adresser, leur remise aux destinataires sont des actes de son commerce. Les actions qu'il intente pour avoir restitution de ces colis, alors qu'ils ont été envoyés à de fausses adresses, sont également des actions commerciales. Mais, comme toute exception libératoire d'une action est de même nature que cette action elle-même, on doit en conclure que, de même que Dameron, en actionnant Michelet en restitution du sac, aurait eu le droit de prouver par témoins la remise induite de ce sac, Michelet a pu, de même, en établir la restitution par le même mode de preuve.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant que, dans la procédure, le demandeur a pris la qualité de propriétaire, et non celle de banquier; que, la demande formée contre lui en restitution d'une somme qu'il reconnaissait avoir reçue constituait, par sa nature, une action purement civile, et que l'arrêt, en lui refusant le caractère d'action commerciale, n'a pas violé les articles de lois cités. — Rejette, etc. »

Du 11 nov. 1835. — Ch. req.

NOTAIRE EN SECOND. — RESPONSABILITÉ. — FAUTE GRAVE. — FAIT COMMUN.

Le notaire qui signe un acte en second est responsable, vis-à-vis des parties, des conséquences de sa fausseté, bien même qu'il n'ait assisté ni à la passation de l'acte, ni à la signature des parties (1). (C. civ., 1382; L. 25 vent. an 11, art. 9, 11 et 68.)

Il suffit, pour rendre applicable à un notaire le principe de la responsabilité, que les juges déclarent qu'il y a eu faute de sa part. Et il n'est pas nécessaire, au contraire, qu'ils reconnaissent l'existence d'une faute grave.

Lorsqu'une faute fait sortir son effet à une autre précédente, elle ne rend pas l'auteur de cette seconde faute responsable vis-à-vis de l'auteur de la faute primitive.

Le 1^{er} mai 1828, Dubois, se disant mandataire d'un époux Morel, suivant une procuration passée devant M^e V^{***} et Jochaud, son collègue, notaires, le 27 avril précédent, emprunte de Lavergne une somme de 4,000 fr. Il produit en conséquence sa prétendue procuration, et souscrit une obligation au nom des époux Morel, devant M^e Acquary, notaire à Nantes.

Pus tard, il est reconnu que les époux Morel n'ont point consenti la procuration en question, et qu'il y a eu supposition de personnes.

Action en dommages-intérêts est intentée par Lavergne tant contre Dubois que contre M^e Jochaud, comme signataire en second de la procuration. M^e V^{***} avait pris la fuite.

M^e Jochaud, pour sa défense, invoque la jurisprudence qui établit que la présence réelle du notaire en second n'est pas indispensable pour la validité de l'acte. Il ajoute de plus que le notaire, agissant comme mandataire des parties, n'est tenu que de ses fautes graves; qu'en fait, on ne lui reproche, à lui, Jochaud, aucune fraude; qu'ainsi il ne saurait être passible de dommages-intérêts envers Lavergne.

Le 21 janv. 1834, jugement du tribunal de Nantes qui, repoussant le système de défense

(1) D'abord cela supposerait qu'il est de jurisprudence constante que le notaire en second doit, à peine de nullité, assister à la rédaction de l'acte. Or, la jurisprudence est loin d'être conforme à cet égard. — *F. Cass.*, 3 août 1836, et les renvois. — Quoi qu'il en soit, il est à remarquer que les dispositions de l'ancienne législation, qui admettaient la validité de l'acte signé par le notaire en second, hors la présence des parties, proclamaient en même temps l'absence de toute responsabilité de sa part. La déclaration du roi du 4 sept. 1766 portant en termes exprès que « les notaires ne pourraient être repris pour les actes qu'ils auraient signés en second, mais seulement pour ceux qu'ils auraient posés comme notaires. » Blondel, en rapportant les statuts des notaires de Paris, homologués par le parlement, et, d'après lesquels les notaires étaient obligés de signer l'un pour l'autre les actes et contrats sans le pouvoir refuser, observe que le notaire en second ne signait qu'à la relation de son confrère, n'est tenu de rien. *Traité des connaissances nécessaires à un notaire*, t. 1, n° 430. — D'ailleurs, il faut bien se pénétrer de la nature du ministère que remplit le notaire en second. Il tient

lieu des deux témoins instrumentaires, *Notarius vicem duorum testium sustinet*, dit Ferrière, *Parf. Notaire*, t. 1, p. 66. Comme eux, il ne reçoit aucun émolument. Partout, dans la loi, le notaire en second est placé sur la même ligne et dans la même position que les témoins; autrement il faudrait admettre que les actes passés devant deux notaires auraient plus de force et de valeur que ceux qui seraient reçus par un seul notaire assisté de deux témoins. Or, on ne trouve nulle part que les témoins puissent être rendus responsables des vices de l'acte auquel ils concourent, sauf le cas où ils auraient sciemment participé à la prévarication du notaire. Si les témoins pourraient être recherchés, où est l'homme qui s'exposerait, sans aucune compensation, à une responsabilité aussi grave, aussi étendue, dont presque toujours il craint hors d'état de calculer toutes les conséquences? Les témoins instrumentaires et le notaire en second ne font autre chose qu'assister le notaire rédacteur et dépositaire de l'acte, sans avoir à s'occuper des irrégularités ou des vices dont l'acte peut être entaché. — *F.* aussi Toullier, *Droit civil*, t. 8, n° 75; Dictionnaire du Notaire en second, p. 93 et 110.

de M^e Jochaud, condamne celui-ci à rembourser à titre de dommages-intérêts à Lavergne les 4,000 fr. prêtés.

Appel par M^e Jochaud. — Le 19 juill. 1854, arrêt de la Cour de Rennes : — « En ce qui touche la responsabilité du notaire :

« Considérant que, si l'on peut imputer de la jurisprudence que la signature du notaire en second apposée à un acte à la rédaction duquel il n'a pas été présent est néanmoins suffisante pour lui donner le caractère d'authenticité, et le faire déclarer valide, lorsque la réalité des conventions qu'il contient n'est pas douteuse, il ne s'ensuit nullement que, si, comme dans l'espèce, la fausseté en est constatée et reconnue, le notaire soit à l'abri de toutes poursuites, et qu'aucun recours en garantie ne puisse être exercé contre lui, quoiqu'en faute pour ne pas s'être conformé aux prescriptions des art. 9 et 11, L. 25 vent., et pour avoir trop légèrement accordé sa confiance à un confrère qui n'en était pas digne ;

« Considérant que, dans de telles circonstances que, quel que fût le préjudice causé par le faux auquel le notaire second aurait coopéré par une signature de complaisance, il ne devrait encourir aucune responsabilité, ce serait violer le principe consacré par l'article 1582, C. civ., qui veut que tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer, et méconnaître les obligations imposées aux notaires par les art. 9, 11 et 68, L. précitée ;

« Considérant que, si, sans s'arrêter aux nullités prononcées par cet art. 68 pour les contraventions y mentionnées, quelques arrêts ont déclaré valides des actes faits hors la présence du notaire second, il faut remarquer qu'ils ont été rendus pour protéger les intérêts des parties contractantes, et pour empêcher que la négligence des notaires à remplir leurs devoirs et les obligations que cette loi leur impose ne fournit à la mauvaise foi les moyens de se soustraire à des engagements légitimes ; qu'ainsi, ce serait dans la cause actuelle faire une fausse application du principe admis par ces arrêts que d'en tirer des inductions pour affranchir le notaire Jochaud de la responsabilité qui doit peser sur lui, aux termes du susdit art. 68, relativement aux condamnations prononcées contre lui et contre Dubois au profit de Lavergne ;

« Considérant que, si le notaire Jochaud a commis une faute en souscrivant de confiance un acte dont la fausseté a été jugée et reconnue, Dubois, après s'être constitué le mandataire des époux Moret, a commis une grande imprudence, quand, au lieu de se saisir de la somme empruntée en leur nom et de la tenir à leur disposition, il a laissé Acquary s'en emparer et lui donner une destination qui en a occasionné la perte ; qu'il suit de là que l'un et l'autre sont en faute ; et que les condamnations contre eux prononcées au profit de Lavergne, pour réparation du préjudice qu'ils lui ont causé, sont bien fondées et doivent être maintenues ; et en ce qui concerne les demandes en recours et garantie

que Dubois et Jochaud se prétendent en droit d'exercer l'un contre l'autre : considérant que, par leur faute et leur imprudence, ayant tous les deux contribué à la perte qui a donné lieu au procès, l'équité exige que la responsabilité qu'elles entraînent pèse également sur eux, sans aucun recours l'un contre l'autre, ni pour le principal ni pour les dépens,

« Réforme, en ce qu'il a condamné Dubois à garantir, libérer et indemniser Jochaud ; décharge Dubois de toutes les condamnations prononcées contre lui au profit de Jochaud. »

POURVOI de M^e Jochaud. — 1^{re} Fausse application des art. 1382, C. civ., et 9, 11, etc., L. 25 vent. an 9. *sur le Notariat*. Il est de principe consacré par la jurisprudence, disait-on en son nom que la présence réelle du notaire en second n'est pas nécessaire et indispensable pour la validité de l'acte : c'est ce qu'ont décidé formellement plusieurs arrêts de différentes Cours royales et de la Cour de cassation. Il en était de même sous l'ancien droit, ainsi que l'attestent Jousse, dans son *Traité de l'administration de la justice civile* (part. 5, lit. 2, n^o 47 et 50), et Denizart (*v^o Notaires*, n^o 75 et suiv.), sous la rubrique, *Signatures en second*. Ces deux savants auteurs rapportent à l'appui de la proposition qu'ils émettent 1^o les statuts des notaires de Paris, homologués au parlement le 31 mai 1481 ; 2^o un édit du mois d'oct. 1691, relatif aux notaires de Lyon, qui les dispensait de se faire assister de témoins, à la charge de faire signer ensuite leurs actes par un confrère ; 3^o enfin une déclaration du 4 sept. 1706, interprétative d'un édit du mois de mars précédent, laquelle porte : « Les notaires ne pourront être repris pour les actes qu'ils auront signés en second, mais seulement pour ceux qu'ils auront passés comme notaires. » Ceci posé, de ce que le notaire en second n'est pas un témoin nécessaire de la passation de l'acte, ne suit-il pas inévitablement qu'il ne peut être responsable ? On n'en saurait douter. Sur quel raisonnement, en effet, faudrait-il se fonder pour le grever de responsabilité ? Il faudrait pouvoir lui dire que les tiers contractants, en voyant sa signature au pied de l'acte, ont dû essentiellement croire à sa présence lors de sa passation, et le réputer témoin et vérificateur de la sincérité des circonstances de cette passation ! Mais s'il est certain que la signature du notaire en second n'annonce aucunement qu'il ait en personne assisté à l'acte ni vérifié les circonstances de sa passation, il est évident que les tiers, n'ayant pu puiser dans le fait de cette apposition de signature aucun motif de confiance, ne pourront faire peser sur ce notaire aucune responsabilité. On ajoutait que tous les auteurs qui ont écrit spécialement sur le notariat ont protesté formellement contre la responsabilité du notaire en second (Rolland de Villargues, Massé, Augun, Garnier-Deschênes), et que naguère un arrêt de la Cour de Paris, du 25 janv. 1854, avait déclaré que le notaire en second n'était pas responsable pour avoir signé de confiance une expédition sans s'assurer de sa conformité avec la minute. — *Sic* Paris, 25 janv. 1854.

2^e Fausse application des mêmes principes. — En admettant que les notaires en second soient responsables, ils ne pourraient l'être qu'en cas de fraude, de dol, ou tout au moins de faute lourde de leur part. C'est toujours ainsi que le principe de la responsabilité a été entendu à leur égard par les arrêts qui ont eu à en faire l'application, et notamment par un arrêt de la Cour de Douai du 7 mai 1819. Dans l'espèce, l'arrêt attaqué ne pouvait donc rendre Jochaud responsable qu'en signalant de sa part une faute lourde, et en la qualifiant ainsi; mais, loin de là, il s'est contenté de reconnaître l'existence d'une faute sans en déterminer le caractère; d'où il résulte qu'il a fait à la faute simple, qui ne soumet le notaire à aucune responsabilité, l'application de principes admissibles seulement au cas de faute lourde.

3^e Violation des art. 1382 et 1383, C. civ. — Il est constant en fait, et reconnu par l'arrêt attaqué, qu'une faute avait été commise par l'emploi irrégulier de la fausse procuration; c'est cette faute qui a en résultat amené le préjudice. Évidemment, l'auteur de cette faute (Dubois) était garant, non-seulement envers celui qui avait souffert le dommage, mais aussi vis-à-vis de ceux qui, en conséquence d'un fait antérieur, étaient tacitement garants de cette dernière personne; car, sans la faute qu'il a commise, il n'y eût pas eu lieu à l'exercice de cette garantie. En refusant de faire à Dubois l'application des articles précités, l'arrêt attaqué les a violés. Sur ce point, le demandeur invoquait grand nombre d'arrêts, et notamment ceux de Rouen, du 7 juin 1809, de Colmar, du 4 juill. 1803, de Riom, du 10 janv. 1810, de Bordeaux, du 12 janv. 1812, et de Douai du 7 mai 1819.

ARRÊT.

LA COUR. — Sur les deux premiers moyens: — Attendu quel le notaire qui a signé un acte comme second notaire ne peut pas se soustraire à la responsabilité civile à laquelle il est soumis envers les parties intéressées par l'art 68, L. 25 vent. an 11, en alléguant qu'il n'a pas assisté à la passation de l'acte et à la signature des parties; — Que décharger, dans ce cas, le notaire de la responsabilité, serait enlever aux parties une garantie que les art. 9, 11 et 68, L. 25 vent. an 11, ont eu pour but de leur assurer; — Attendu que l'arrêt attaqué a reconnu, dans l'espèce, qu'il résultait des faits et documents du procès que le notaire Jochaud avait commis une faute en souscrivant de confiance l'acte dont il s'agissait au procès; — Qu'il a pu, par suite, conformément aux art. 1382 et 1383, C. civ., condamner Jochaud à réparer le préjudice causé par sa faute; — Sur le troisième moyen: — Attendu que, pour rejeter la demande en garantie formée par Jochaud contre Dubois, la Cour royale s'est fondée uniquement sur ce que, par des fautes et des imprudences, ils avaient tous deux contribué à la perte qui a donné lieu au procès; — Que c'est là une appréciation de faits qui rentrait dans les attributions exclusives des juges du fond, et qu'il ne peut en résulter aucune

ouverture de cassation. — Rejetée, etc. »
Du 11 nov. 1835. — Ch. req.

ACTION PUB. — APPEL. — MINISTÈRE PUBLIC.

En matière correctionnelle, l'appel interjeté par le ministère public d'une manière indéfinie remet tout en question et profite au prévenu, qui peut être acquitté (1). (C. crim., 212.)

ARRÊT.

LA COUR. Vu l'art. 202, C. crim., n° 8; — Attendu qu'aux termes dudit article, la faculté d'appel appartient au ministère public près le tribunal ou la Cour qui doit prononcer sur l'appel, et que dans le cas où cet appel est interjeté d'une manière indéfinie, il remet tout en question, et doit profiter au prévenu, s'il a été condamné injustement, comme à la vindicte publique, si elle n'a pas été satisfaite, parce que le ministère public agit au nom de la société, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, et que, sous ce point de vue, il importe peu, pour que le jugement dont le ministère public s'est rendu appelant soit soumis en entier au juge d'appel, que le prévenu ou la partie civile ait ou n'ait point interjeté appel; — Attendu, en fait, que le procureur du roi de Strasbourg avait, par acte du 19 sept. 1835, interjeté appel d'une manière absolue et illimitée du jugement rendu, le 10 août précédent, par le tribunal de police correctionnelle de Scherstadl, qui avait condamné Jean Issenman, par défaut, à cinq années d'emprisonnement et à 500 fr. d'amende; que, néanmoins, le tribunal de Strasbourg, jugeant en appel de police correctionnelle, a, par son jugement du 30 sept. 1835, déclaré le ministère public non recevable dans l'appel par lui interjeté, et que, pour statuer ainsi, il s'est fondé sur ce que le condamné n'avait point émis appel du jugement attaqué par le procureur du roi, et sur ce que l'appel interjeté par ce magistrat paraît l'avoir été dans l'intérêt du condamné, sans avoir qualité pour le faire, et sans que ce magistrat ait conclu, soit pour faire annuler le jugement, soit pour faire réduire la peine; — Attendu qu'en prononçant ainsi contre l'appel du procureur du roi, par voie de fin de non-recevoir, au lieu de statuer sur le fond du procès dont le tribunal se trouvait légalement saisi par cet appel, le jugement attaqué a violé connu et formellement violé les dispositions de l'article 202, C. crim., et en restreignant l'effet de l'appel du ministère public, a aussi commis un excès de pouvoir. — Cassé et annulé, etc. »

Du 12 nov. 1835. — Ch. crim.

SERMENT. — TÉMOIN. — FORMULE. — EMPÊCHEMENT. — TRANSPORT DU JUGER. — JUGEMENT DE POLICE. — LOI APPLIQUÉE.

Il ne peut résulter aucune nullité de ce que les témoins entendus par le juge de police auraient prêté serment de dire toute la vé-

(1) P. conf. Cass., 27 fév. 1813; Metz, 3 juil. 1832, et Brux., Cass., 2 avril 1845.

rité, rien que la vérité, et de plus de parler sans haine et sans crainte, quoique cette dernière partie ne se trouve pas dans la formule prescrite (1). (C. crim., 155.)

Le juge de police peut, lorsque l'un des témoins cités par le prévenu se trouve dans l'impossibilité de comparaitre à l'audience, se transporter à son domicile, assisté du ministère public et du greffier, à l'effet de recevoir sa déclaration, et venir ensuite la lire publiquement à l'audience devant le prévenu qui a refusé de l'accompagner. (C. crim., 83, 153 et 155.)

Le jugement qui se borne à rejeter l'opposition formée contre un jugement par défaut ne doit pas nécessairement, et à peine de nullité, contenir le texte de la loi pénale appliquée, si ce texte se trouve dans le jugement par défaut (2). (C. crim., 163.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré de la prétendue violation de l'art. 153, C. crim., en ce que les témoins entendus dans la cause ont prêté le serment de dire la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité, de parler sans haine et sans crainte : — Attendu que la formule prescrite par l'art. précité se trouve comprise dans le serment dont il s'agit, et que les termes surabondants dans lesquels les témoins ont rempli cette formalité substantielle ne peuvent donner ouverture à cassation; — Sur le second moyen, tiré de la prétendue fausse application de l'article 85 et de la prétendue violation des articles 153 et 155, Code pénal, en ce que l'un des témoins n'a pas été entendu à l'audience : — Attendu qu'il est constaté par le jugement dénoncé que ce témoin se trouvait dans l'impossibilité de comparaitre à la requête du prévenu, à cause d'une maladie qui le retient depuis plusieurs mois dans son domicile; — Qu'en ordonnant qu'il se transporterait incontinent chez lui, assisté du ministère public, du greffier et du défendeur, et en suspendant momentanément l'audience à l'effet de recevoir sa déclaration, le tribunal s'est conformé au principe de l'art. 83, C. crim.; — Que ce mode de procéder, devenu nécessaire même dans l'intérêt de la défense, n'est point non plus une violation des art. 153 et 155 dudit Code, puisque, revenu sur son siège, le juge de simple police a fait donner publiquement la lecture de la déclaration qu'il avait reçue au demandeur qui avait refusé de la suivre, et que ce dernier a pu en tirer toutes les inductions qui en résultaient contre la prévention; — Sur le troisième moyen, tiré de la prétendue violation de l'art. 163, C. crim., en ce que le jugement dénoncé ne contient point les termes de la loi appliquée : — Attendu que ce jugement s'est borné à démettre le demandeur de son opposition, et maintient purement et simplement le jugement par défaut qui en était l'objet; que

celui-ci, avec lequel il s'identifie, contient les termes de la loi appliquée, et que, dès lors, il a été satisfait dans l'espèce au 1^{er} § dudit article 163; — Attendu, au surplus, que le jugement en question est régulier dans sa forme, — Rejette le pourvoi, etc. »

Du 12 nov. 1855. — Ch. crim.

FAUSSE MONNAIE. — EXCESS. — USAGE.

L'exception introduite par l'art. 135, C. pén., en faveur de celui qui, ayant fait seulement usage de pièces de monnaies fausses, les avait reçues pour bonnes, constitue un fait d'excuse sur lequel il n'appartient pas à la Cour d'assises de statuer, et qui doit, à peine de nullité, être soumis au jury toutes les fois que la demande en est légalement présentée (3). (C. crim., 339; C. pén., 135 et 155.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation des art. 339, C. crim., et 132, C. pén. : — Vu l'art. 135, Code pén.; — Attendu que si l'art. 132 punit des travaux forcés à perpétuité le fait de participation à l'émission des monnaies d'or ou d'argent contrefaites ayant cours légal en France, l'art. 135 ne prononce qu'une simple amende contre celui qui, ayant reçu pour bonnes des pièces d'argent contrefaites, en a néanmoins fait usage après en avoir vérifié les vices, et convertit ainsi en sa faveur le crime en simple délit; — Attendu que, dès lors, l'exception introduite par ledit art. 135 constitue un fait d'excuse, sur lequel il n'appartient pas à la Cour d'assises de statuer, et qui doit, à peine de nullité, être soumis au jury toutes les fois que la demande en est légalement faite; — Et attendu, en fait, qu'à l'audience de la Cour d'assises de la Seine du 5 oct. dernier, M^r Massot, défenseur de Marguerite Baillieur, femme Lacasse, accusée d'avoir, en 1835, participé à l'émission de monnaies d'argent contrefaites ayant cours légal en France, sachant qu'elles étaient contrefaites, aurait pris les conclusions suivantes : — « Attendu que des débats il résulte que si la femme Lacasse a pu présenter comme fausses les pièces qu'elle avait reçues comme honores, ce fait est une circonstance prévue par l'art. 135, C. pén., qui constitue un délit et non point un crime; — Attendu que l'art. 339, C. crim., exige que le fait constituant excuse soit présenté au jury, il plaise à la Cour de poser la question suivante : L'accusée est-elle coupable d'avoir fait usage de pièces fausses (reçues pour bonnes), après avoir vérifié qu'elles étaient fausses; que l'avocat général s'étant opposé à la position de cette question, la Cour d'assises de la Seine, par arrêt incident dudit jour, considérant que le fait d'excuse proposé par le défendeur n'est point admis par la loi; que d'ailleurs ce fait

(1) Cette formule contient une garantie de plus, et on peut conséquemment fournir un moyen de nullité à l'accusé qui n'en éprouve aucun préjudice. — F. conf. Cass., 1^{er} juv. 1838.

(2) Jugé qu'un arrêt confirmatif peut se pas enu-

voier la loi pénale qu'il applique s'il transcrit le dispositif du jugement de première instance contenant le texte de cette loi. — F. Cass., 26 mai 1851.

(3) F. conf. Chauveau, Th. du Code pén., t. 2, p. 57, et Cass., 25 juv. 1840.

« en lui-même ne résulte nullement des débats, » déclara que la question demandée par le conseil de l'accusée ne serait pas posée ; « — Attendu qu'en refusant ainsi de poser au jury la question d'excuse proposée, la Cour d'assises de la Seine a violé les art. 339, C. crim., et 135, C. pén., et par suite fausement appliqué l'article 132 dudit Code, — Cassé, etc. »

Du 12 nov. 1855. — Ch. crim.

SERMENT SUPPLÉTOIRE. — CONCLUSIONS SUBSIDIAIRES.

Un serment qui n'a été déféré que subsidiairement peut, d'après les termes dans lesquels il était conçu, être considéré comme un serment supplétif, et non comme un serment décisoire (1). (C. civ., 1358 et 1366.)

De Saunach, créancier de de Lattier, avait fait pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de Sisteron, débiteur de de Lattier. Ce dernier demande la nullité de la saisie pour vice de forme.

Jugement qui déclare la saisie-arrêt valable. Appel. — Les conclusions de de Lattier portent : « Plus subsidiairement encore, et au fond, sans entendre préjudicier en aucune manière aux moyens de forme, déférer le serment à de Saunach, adversaire, sur le fait de la libération de l'exposant, c'est-à-dire s'il n'est pas à sa connaissance que sa mère (au profit de laquelle de Lattier avait souscrit le billet dont le paiement était réclamé) eût reçu des effets mobiliers et bijoux plus que suffisamment pour faire face au montant du prétendu titre. »

Le 8 avril 1854, arrêt de la Cour de Nîmes : — « Adoptant les motifs des premiers juges ; « Attendu, d'ailleurs, qu'il n'existe pas dans la cause des circonstances suffisantes pour faire admettre le serment supplétif proposé par l'appelant, confirme, etc. »

POURVOI de de Lattier. — Violation des articles 1357, 1358, 1359 et 1360, C. civ. Le serment supplétif a pour but de suppléer à l'insuffisance des preuves ; il est, en général, déféré par le juge et non par la partie. Au contraire, le serment décisoire est déféré par la partie à son adversaire, pour en faire dépendre le jugement de la cause. Dans l'espèce, de Lattier ne méconnaissait pas le titre invoqué contre lui, et ne demandait point que son adversaire fût tenu de prêter un serment supplétif sur l'existence de la dette. Il soutenait seulement que cette dette se trouvait éteinte par suite de la remise des bijoux et effets mobiliers donnés en paiement à la mère de de Saunach, et que celui-ci avait une con-

naissance personnelle de ce paiement. C'était sur le seul fait de cette reconnaissance personnelle que le serment était déféré. C'est-à-dire que le serment portait sur une exception de paiement. Dès lors, ce serment devait être considéré comme décisoire, et aurait dû, par suite, être déféré à la partie.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant que le serment déféré à de Saunach l'a été subsidiairement ; que, d'après les termes dans lesquels il est conçu, la Cour a pu, comme elle l'a fait, y voir non un serment décisoire, mais un serment supplétif, — Rejette, etc. »

Du 12 nov. 1855. — Ch. req.

AUTORITÉ MUNICIPALE. — LIÈGE PUBLIC. — CITOTEN ÉTRANGERS.

L'arrêté d'un maire, soumettant aux peines de simple police les individus qui seraient trouvés dans les cafés et billards après une certaine heure, est applicable aux étrangers comme aux habitants de la ville (Code pén., 474, n° 15.)

Du 15 nov. 1855. — Ch. crim.

AUTORITÉ MUNICIPALE. — MARCHÉ. — REVENDEURS.

Lorsqu'un règlement de police défend aux revendeurs de s'introduire sur le marché avant une certaine heure, le revendeur qui y a contrevenu ne peut être renvoyé des poursuites, sur le motif qu'il vendait et n'achetait pas.

Du 14 nov. 1855. — Ch. crim.

TRIBUNAL DE POLICE. — RÉCIDIVE. — CITATION.

Lorsqu'un individu est poursuivi pour avoir enfreint avec récidive un arrêté de police, et que le ministère public, se fondant sur le jugement qui a puni la première contravention, a conclu à l'application de la peine de la récidive, le tribunal ne peut se dispenser de la prononcer sur le motif que le fait de récidive n'aurait point été articulé dans la citation (2). (C. pén., 471 et 474.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 474, C. pén. ; — Et attendu que le prévenu a été cité devant le tribunal de simple police de Louviers, par exploit du 8 juillet dernier, à l'effet de s'y entendre

cette circonstance lui est personnelle et est étrangère au fait dont il s'est rendu coupable. Enfin, de même que pour qualifier le délit, les tribunaux doivent avoir égard aux modifications qui sont résultées des débats, ils doivent, dans l'application de la peine, prendre en considération tout ce qui, d'après les débats, est susceptible de l'aggraver. Il ne serait point juste ni légal que le silence de la citation sur la récidive eût pour effet d'en libérer le prévenu.

(1) F. Colmar, 7 mars 1855, et la note.

(2) La citation mentionnait, dans l'espèce, l'article 474, C. pén., qui est relatif à la récidive. Le prévenu était donc averti de l'application qui en serait requise contre lui, à l'audience. Au surplus, il suffit de lui faire connaître l'objet de la prévention ; aucune disposition de loi n'oblige le ministère public à relater dans la citation les circonstances qui sont de nature à influer sur la gravité de la peine. Le prévenu ne peut pas ignorer son état de récidive ;

condamner à l'amende et à la peine d'emprisonnement, conformément aux art. 471 et 474, C. pén., pour avoir, après la punition d'une semblable contravention, enfreint l'arrêté local de police du 5 août 1834; — Que le ministère public, se fondant sur le jugement rendu contre lui par ce même tribunal, le 5 sept. 1834, a requis formellement l'application de l'une et de l'autre peine; d'où il résulte qu'en se bornant à lui infliger une amende de 2 fr., parce que l'exploit de citation n'aurait point atténué le prétendu fait de récidive, le jugement dénoncé a commis une erreur manifeste et une violation expresse de l'article précité. — Casse, etc. »

Du 14 nov. 1835. — Ch. crim.

FONCTIONNAIRE. — DELIT. — COMPÉTENCE.

Il y a lieu à règlement de juges, par la Cour de cassation, lorsque la chambre du conseil du tribunal de première instance s'est déclarée incompétente pour connaître d'une affaire qui lui avait été renvoyée par la chambre des mises en accusation. (C. crim., 525 et suiv.)

La désignation faite, aux termes de l'art. 480, C. crim., des magistrats qui doivent procéder à l'instruction, sur une inculpation de crime commis hors de l'exercice de ses fonctions, par un des fonctionnaires spécifiés en l'article 479, ne déroge pas à l'ordre ordinaire des juridictions (1). (C. crim., 479 et 480.)

En conséquence, le juge d'instruction ainsi désigné doit faire son rapport à la chambre du conseil du tribunal auquel il appartient (2). (C. crim., 127 et 128.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu la requête du procureur du roi près le tribunal de première instance de Ploërmel (département du Morbihan), demandeur en règlement de juges, déposée au greffe de la Cour le 21 oct. 1835; — Vu l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance de Ploërmel, en date du 26 août 1835, par laquelle elle s'est déclarée incompétente pour statuer sur la prévention résultant de l'instruction dirigée contre François-Marie Roger, juge de paix du canton de Fannet, arrondissement de Pontivy, et autres inculpés de faux en écriture authentique et publique, et qui aurait eu lieu hors de l'exercice des fonctions dudit juge de paix, ladite ordonnance fondée sur le motif que la désignation de magistrats, pour exercer les fonctions d'officier de police judiciaire et de juge d'instruction, faite par le premier président et par le procureur général, en vertu de l'art. 480, C. crim., n'est qu'une simple délégation pour l'exercice des actes ordinaires d'instruction, de la même nature que celle que les chefs de la Cour ont la faculté de faire, aux termes de l'art. 484, C. crim.; — Que cette restriction de la délégation aux actes ordinaires d'instruction ne semble pas moins évidente dans un cas que dans l'autre; — Que

si, dans l'art. 480, le législateur n'a pas répété que la juridiction pour les crimes appartient aux Cours royales, ainsi qu'il l'a établi dans l'art. 479 pour les délits, il procède de la même manière que dans l'art. 484, lequel se réfère sans contredit, en ce qui concerne la juridiction, quant aux crimes, aux dispositions de l'article qui le précède immédiatement et qui confère exclusivement juridiction aux Cours royales, relativement aux délits commis par les fonctionnaires publics qu'il énumère; — Qu'ainsi la comparaison de ces divers articles entre eux et leur économie démontrent que la pensée du législateur a été de donner, dans le cas de l'article 480 comme dans celui de l'art. 484, une juridiction exclusive aux Cours royales; — Vu l'arrêt de la chambre des mises en accusation de la Cour de Rennes, en date du 8 sept. 1835, lequel annule l'ordonnance de la chambre du conseil précitée et renvoie l'affaire dont il s'agit devant la chambre du tribunal de Ploërmel, pour être statué sur la prévention, ledit arrêt fondé sur les art. 480, 8, 9, 127, 128 et suivants, C. crim., et sur ce que le premier de ces articles charge le procureur général et le premier président de désigner les magistrats qui exerceront les fonctions d'officier de police judiciaire et de juge d'instruction, et que le juge d'instruction, officier de police judiciaire lui-même, est d'ailleurs tenu de rendre compte à la chambre du conseil des affaires dont l'instruction lui est dévolue, et que le chapitre relatif à ce rapport et à l'ordonnance qui le suit comme au réquisitoire qui le précède fait partie du livre 1^{er}, Code crim., concernant seulement la police judiciaire et les officiers qui l'exercent; — Que des fonctions attribuées par la loi sans restriction ni extension ne peuvent être restreintes ni étendues arbitrairement, et qu'enfin l'ordonnance de la chambre du conseil, simple acte de police judiciaire, est d'ailleurs la conséquence rigoureuse du réquisitoire définitif du procureur du roi et du rapport du juge d'instruction, actes ayant plus essentiellement encore le même caractère; — Vu enfin, l'ordonnance de la chambre du conseil dudit tribunal, en date du 16 sept. 1835, par laquelle ce tribunal, persistant dans les principes de sa première ordonnance, rendue en chambre du conseil le 26 août 1835, s'est de nouveau déclaré incompétent; — Attendu la contrariété qui existe entre l'arrêt de la Cour de Rennes, chambre des mises en accusation, en date du 8 sept. 1835, qui ordonne qu'il sera statué par la chambre du conseil du tribunal de première instance de Ploërmel, sur l'instruction du procès instruit contre François-Marie Roger, juge de paix du canton de Faouet, arrondissement de Pontivy, et autres inculpés du crime de faux en écriture authentique et publique, et l'ordonnance rendue le 16 dudit mois de sept., par laquelle la chambre dudit tribunal se déclare incompétente

(1-2) *V. conf. Cass.*, 10 mai 1822, 25 sept. 1836; — Legravereuil (t. 1, chap. 15); Bourguignon, *Jurisp. des Codes crim.* sur l'art. 480, C. crim., n. 1. Quant à Carnot sur le même article, n. 6,

il pense que le premier président et le procureur général ont le droit d'indiquer le tribunal devant lequel l'affaire doit être portée. Cette opinion nous semble inadmissible.

pour statuer sur ladite instruction ; — Attendu que ces deux décisions ont acquis l'autorité de la chose jugée, n'ayant point été attaquées en temps de droit, et qu'il résulte de leur existence simultanée un conflit négatif qui interrompt le cours de la justice et qu'il y a lieu de le rétablir ; — S'attendant sur la demande en règlement de juges, formée par le procureur du roi près le tribunal de première instance de Ploërmel ; — Attendu que dans les cas prévus par l'art. 480, C. crim., lorsqu'une instruction criminelle a eu lieu conformément audit article, sur une inculpation de crime commis hors de l'exercice de ses fonctions, par un des fonctionnaires de la qualité spécifiée en l'art. 479, la désignation qui a été faite par le premier président par le procureur général de la Cour royale, des magistrats qui doivent procéder à cette instruction, désignation qu'il ne faut pas confondre avec la délégation de pouvoirs qui a lieu en vertu de l'art. 484 du dit Code, ne déroge pas à l'ordre ordinaire des juridictions en matière d'instruction criminelle ; d'où il suit que le juge d'instruction désigné par le premier président de la Cour doit faire son rapport à la chambre du conseil du tribunal de première instance auquel il appartient, et ce, conformément aux art. 127, 128 et suivants, C. crim. ; — Attendu que, contrairement à ces principes, la chambre du conseil du tribunal de première instance de Ploërmel, par ordonnance en date du 16 sept. 1835, s'est déclarée incompétente pour statuer sur la procédure instruite par le juge d'instruction de ce tribunal, en vertu de l'art. 480, C. crim., contre François-Marie Roger, juge de paix du canton de Faouet, et autres inculpés du crime de faux en écriture publique et authentique, hors de l'exercice des fonctions dudit juge de paix, — Renvoie, etc. »

Du 14 nov. 1835. — Ch. crim.

ENREGISTREMENT. — DÉLAI. — PROCÈS-VERBAL. — COMPÉTENCE.

Les procès-verbaux et exploits ne sont pas nuls pour avoir été enregistrés dans un bureau autre que ceux dont parle l'art. 26, L. 22 frim. an 7, s'ils l'ont été dans le délai prescrit (1). (L. 22 frim. an 7, art. 26 et 34 ; C. forest., art. 170.)

ARRÊT.

* LA COUR. — Vu les art. 26 et 34, L. 22 frim., an 7 ; — Attendu que l'art. 26 précité contient une disposition purement démonstrative et nullement limitative ; qu'elle n'est point d'ailleurs prescrite à peine de nullité ; — Que la nullité prononcée par l'art. 34 ne concerne que les actes non enregistrés dans le délai et non ceux qui l'ont été en temps utile dans un bureau autre que ceux dont parle l'art. 26 ; — Que néanmoins le jugement attaqué a déclaré nul un procès-verbal du garde forestier sur le

motif que cet acte n'avait pas été enregistré dans l'un des bureaux indiqués par l'art. 26 précité ; en quel ledit arrêt a fait une fautive application dudit article, et créé une nullité qui n'est pas prononcée par la loi. — Casse et annule, etc. »

Du 14 nov. 1835. — Ch. crim.

SOCIÉTÉ. — ANNULATION. — ARBITRAGE. — COMPÉTENCE.

L'art. 51, C. comm., qui attribue à des arbitres la connaissance de toute contestation entre associés demeure sans application quand il s'agit de la nullité de l'acte social demandée pour inexécution des conventions par l'une des parties (2). (C. comm., 51 ; C. civ., 1184 et 1183.)

Parmentier, Grillet et compagnie, forment une société en commandite avec Lambert, agissant pour le compte de divers actionnaires de la société d'avances mutuelles. Plus tard, Lambert cède tous les droits de ses mandats Fauchon, qui est bientôt assigné par Parmentier et consorts en résolution de l'acte de société contracté avec Lambert, pour cause d'inexécution des conventions.

Jugement qui, à défaut par Fauchon d'avoir justifié de l'exécution de l'acte social, déclare qu'il ne peut se dire ni actionnaire ni associé dans la société Parmentier.

Appel. — La Cour de Besançon rend, le 10 mars 1834, un arrêt qui prononce la résolution de l'acte de société pour défaut d'exécution des obligations contractées par Lambert, par le motif qu'il n'avait pas effectué réellement la mise de fonds qu'il s'était obligé d'apporter dans la société.

POURVOI de Fauchon, fondé, entre autres moyens, sur la violation de l'art. 51, C. comm., en ce qu'une contestation entre associés, à raison de leur société, avait été jugée par le tribunal de commerce, et ensuite par la Cour de Besançon, au lieu d'être renvoyée devant des arbitres, seuls capables d'en connaître. — Il soutient que ce moyen d'incompétence est d'ordre public, qu'il n'a pu être couvert, et qu'il est en droit de le faire valoir pour la première fois devant la Cour de cassation.

ARRÊT.

* LA COUR. — Attendu que l'art. 51, Code comm., qui attribue à des arbitres la connaissance de toute contestation entre associés, à raison de la société, demeure sans application quand il s'agit de la nullité de l'acte social, même lorsque cet acte est constaté par un contrat notarié, parce que, dans ce cas, les art. 1184 et 1183, C. civ., deviennent la loi de la matière, si l'une des parties oppose à l'autre l'exécution de la convention, ce qui a eu lieu dans l'espèce, et ce

(1) *F. Déc. min. fin.*, 28 nov. 1809, 12 juill. 1822, et *Ins. de la régie*, 458, n° 1, et 1050, n° 2.

(2) *F. conf. Cass.*, 30 nov. 1825. — Mongalvy, n° 12 et 152 ; Nouguier, *Trib. de comm.*, p. 268.

— *V. contra*, Lyon, 21 avril 1823 ; Paris, 28 fév. 1829 ; Cass., 6 juill. 1829. — *F. avais Brux*, 15 avril 1845.

qui entraînait la compétence des tribunaux ordinaires. — Rejetée, etc. »

Du 16 nov. 1835. — Ch. req.

ACTION POSSESSOIRE. — DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE. — POSSESSION ANNÉE.

Du 16 nov. 1835. —

ACTION EN RÉINTEGRANDE. — POSSESSION ANNÉE.

Celui qui a été dépossédé par une voie de fait de la possession, non pas annale, mais seulement actuelle d'un immeuble, peut exercer l'action en réintégrande (1).

Trollay fait clore de murs un terrain qui lui appartient ; Langlois prétend que Trollay a, pour bâtir son mur, empiété sur un terrain contigu dont il est propriétaire, et il détruit le mur de Trollay, qui intente une action en réintégrande. Langlois soutient Trollay non recevable, parce qu'il n'a pas la possession annale du mur abattu.

Le juge de paix du canton d'Athies statue en ces termes : — « Considérant, en droit, qu'il n'est permis à personne de se rendre justice à lui-même, hors le cas d'une absolue nécessité, et que la conduite de quiconque méprise cette règle doit être sévèrement réprimée par la justice, afin de maintenir l'ordre dans la société ;

« Considérant, en fait, qu'il est constant, d'après l'aveu même des défendeurs, que le terrain en litige avait été enclavé par Trollay, dix mois avant la voie de fait qu'ils se sont permis de commettre, en abattant partie des murs qu'il y avait fait construire ;

« Que ces murs ont été construits d'abord sans aucune opposition de leur part, publiquement et sous leurs yeux ;

« Que la voie de fait a été commise méchamment et sans nécessité,

« Ordonne le rétablissement du mur abattu ; réintègre Trollay dans la possession de tout le terrain enclavé, et condamne les défendeurs à 40 fr. de dommages-intérêts et aux dépens, sauf à eux à intenter ensuite une action à Trollay pour faire décider qu'il n'a pas la possession annale. »

Sur l'appel, un jugement du tribunal civil de Domfront infirme la sentence du juge de paix d'Athies ; déclare l'action en réintégrande non recevable ; et pour être statué, tant sur la possession que sur les dommages-intérêts, renvoie les parties devant le juge de paix du canton de Fiers. — POURVOI.

(1) Les termes généraux de l'art. 23, C. proc., qui, sans distinguer entre les diverses actions possessoires, exige que celui qui les intente ait la possession annale, et qui ne reproduit pas des divisions et des dénominations qu'il semble, dès lors, avoir abrogées, ont porté à penser que la réintégrande n'avait pas été maintenue avec ses anciennes conditions. (F. Toullier, t. 11, n° 124 ; Troplong, *Prescript.*, t. 1, n° 296 à 312 ; *Thommes sur l'art. 23* ; Carré, *Lods de la procéd.*, t. 1, p. 47, et Bouard, t. 2, p. 444.) Mais l'art. 2969, C. civ., maintient formellement la réintégrande, et par là même, semble se référer à l'art. 1607. La réintégrande, fondée d'ailleurs, non comme les actions

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 3 et 2000, C. civ. ; — Attendu que l'action en réparation d'une voie de fait contre des murs formant clôture est de la compétence du juge de paix dans l'arrondissement duquel se trouve l'objet litigieux où cette voie de fait a été régulièrement constatée ; qu'elle a été même confessée par les défendeurs et qualifiée par le juge de paix comme ayant été commise méchamment et sans nécessité ; que pour exercer cette action en réparation, il suffit d'avoir la possession actuelle des murs abattus et du terrain sur lequel ils avaient été construits depuis plusieurs mois publiquement et sans opposition de la part des défendeurs ; que cette possession actuelle a été reconnue par le juge de paix des lieux, et qu'elle n'a pas été déniée par le jugement attaqué ; que le jugement, en infirmant celui du juge de paix d'Athies, eten renvoyant devant celui de Fiers, a commis une excès de pouvoir et violé les articles ci-dessus cités, — Casse, etc. »

Du 17 nov. 1835. — Ch. civ.

CHOSE JUGÉE. — FAILLITE. — ADMISSION. — CASSATION — RETROACTIVITÉ.

Lorsqu'un arrêt a jugé avec toutes les parties que les créanciers porteurs de lettres de change tirées pour compte d'un tiers viendraient, à l'exclusion des tiers et accepteurs, à contribuer sur les biens de la faillite de ce tiers, un autre arrêt ne peut point, sans violer la chose jugée, décider que les tiers seront admis à la contribution pour la totalité des lettres de change par eux tirées. (L. civ., 1350 et 1351.)

Il en est ainsi, lors même que le premier arrêt, duquel résultait la violation de la chose jugée, aurait été, postérieurement au second arrêt qui a commis cette violation, annulé par la Cour de cassation.

Il suffit, pour qu'il y ait violation de la chose jugée, que le second arrêt ait été rendu avant que la censure de la Cour de cassation n'ait été encourue par le premier ; et décider autrement, ce serait faire dépendre la régularité d'un arrêt souverain d'un fait futur, et rendre pour ainsi dire suspensif le pourvoi en cassation. (C. civ., 1351.)

Plusieurs lettres de change montant à des sommes très-considérables ayant été tirées par Strinmann et Furt pour le compte de Desprez, de nombreuses contestations s'élevèrent, après la faillite de l'un et de l'autre, entre les syndics

possessoires ordinaires sur une possession légitime, mais sur cette maxime d'ordre empruntée en droit canonique *apoliatus ante omnia restituendus*, et pour objet de rendre à celui qui a été dépossédé une jouissance matérielle et momentanée. Enfin, l'article 6, l. 25 mai 1838, dit, avec raison, que l'action en réintégrande doit être fondée sur des faits commis dans l'année, mais n'exige pas que celui qui l'intente ait la possession annale. — F. Cass., 26 déc. 1836 ; — Favard, *vo. Complainte*, § 6 ; Henrion de Pansey, p. 446 ; Guichard, *Quest. possessoire*, p. 309 ; Berriat, p. 85, et Garner, p. 42 ; Daviel, *Cours d'eau*, n° 470. — Mais voy. Cass. belge du 25 mars 1841, art. 9.

Steinmann et Fort et les porteurs de ces lettres de change, lesquels prétendraient être admis au passif de la faillite Desprez, comme subrogés aux droits des tireurs pour compte.

Parallèlement aux décisions judiciaires rendues à l'occasion de ces contestations, un arrêt de la Cour de Paris du 15 juill. 1822, rendu entre Farouilh et les syndics de la faillite Steinmann et Fort, ordonna que ceux-ci seraient admis dans la faillite Desprez pour le montant de leur compte courant. — Cet arrêt a été cassé le 1^{er} déc. 1824.

Un autre arrêt du 19 août 1829 (1), rendu entre quelques créanciers de la faillite Desprez et les syndics Steinmann et Fort, statua, en ce qui concerne ces derniers, dans les termes suivants : — « Considérant que, s'ils ont tiré pour le compte de Desprez des lettres de change montant à 1,158,700 fr., ils n'ont rien payé pour ces traites; que par conséquent, l'exécution du mandat qu'ils avaient reçu de Desprez ne leur ayant rien coûté, ils n'ont rien à réclamer contre leur mandant; mais que les dividendes qui, dans la masse de Desprez, seraient attribués aux traites tirées par lesdits Steinmann et Fort, devront appartenir exclusivement aux porteurs de ces traites. » — Cet arrêt a été aussi cassé le 27 août 1832.

Après l'arrêt du 19 août 1829, les syndics de la faillite Desprez convoquèrent les créanciers pour procéder à un concordat; mais les syndics de la faillite Steinmann y formèrent opposition.

Un premier jugement du tribunal de commerce ordonna qu'il serait passé outre, et les syndics Steinmann furent déclarés non recevables dans leur demande en admission au passif de la faillite Desprez.

Un second jugement du tribunal de commerce prononça l'homologation du concordat.

Le syndic de la faillite Steinmann et Fort interjeta appel de ces deux jugements, et prit des conclusions tendantes à ce que ces deux appels fussent joints, et à ce qu'il fût ordonné qu'il serait admis au passif de la faillite Desprez pour la somme de 1,170,756 fr., montant de la créance Steinmann et Fort.

Le 11 août 1831, arrêt de la Cour de Paris : — « Considérant que le syndic Steinmann et Fort est porteur d'arrêts passés en force de chose jugée qui les constituent créanciers de la masse Desprez; que, pour raison de cette condamnation, les syndics Steinmann et Fort devaient être admis au passif de la faillite Desprez; qu'en cet état, on ne pouvait passer outre au concordat hors la présence de Steinmann et Fort,

» Ordonne que le syndic de la faillite Steinmann et Fort sera admis au passif de la faillite Desprez pour le montant des condamnations susdites, déclare nul le concordat passé entre Desprez et ses créanciers en l'absence de Steinmann et Fort, et nonobstant leur opposition. »

POURVOI par les syndics de la faillite Desprez, pour violation des art. 1350 et 1351, C. civ., en ce que, l'arrêt du 19 août 1829 ayant jugé que les porteurs des lettres de change souscrites par

Steinmann et Fort seraient admis au passif de la faillite de préférence au tireur, la Cour de Paris avait néanmoins décidé en dernier lieu que ces lettres de change seraient employées dans le compte courant de la maison Steinmann et Fort.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 1350 et 1351, C. civ.; — Attendu que l'arrêt rendu le 11 août 1831 (attaqué), en jugeant que les syndics des créanciers Steinmann et Fort seraient admis à la contribution Desprez pour la totalité des lettres de change par eux tirées, d'ordre de Desprez, lorsque l'arrêt du 19 août 1829 avait jugé avec toutes les parties que les créanciers porteurs viendraient, à l'exclusion des tireurs et accepteurs, à contribution pour les mêmes lettres de change, a positivement violé la chose jugée; — Attendu que, si, postérieurement à l'arrêt attaqué, le précédent arrêt qu'il avait violé a été lui-même annulé par la Cour de cassation, cette circonstance ne peut rien changer au point de droit; qu'il n'est pas moins vrai qu'au moment où l'arrêt attaqué a été rendu, l'arrêt de 1829 existait dans toute sa force; que c'est à ce moment qu'il faut se reporter pour apprécier le mérite de l'arrêt de 1831 et sa régularité; — Attendu que juger autrement, ce serait faire dépendre cette régularité d'un fait futur et incertain, et rendre pour ainsi dire suspensif le pouvoir en cassation dirigé contre un arrêt souverain; — Casse, etc. »

Du 17 nov. 1855. — Ch. civ.

GARANTIE. — MISE hors de CAUSE. — AYANT CAUSE. — CHOSE JUGÉE. — CASS. — PARTIE.

En matière de garantie formelle, bien que le garant ait pris fait et cause du garanti, si celui-ci ne demande pas à être mis hors de cause, le demandeur principal doit agir tant contre le garant que contre le garanti, l'un n'étant pas, dans ce cas, représenté par l'autre (2). (C. proc., 182 et 185.)

Même en matière de garantie formelle, et bien que le garant ait pris le fait et cause du garanti, il ne peut plus y avoir lieu à garantie exclusivement fondée sur l'action principale après que cette action principale a été écartée.

Une Cour royale saisie en vertu d'un arrêt de renvoi de la Cour de cassation, n'ayant sur le procès renvoyé qu'une juridiction déléguée, doit essentiellement se borner à statuer sur les objets et à l'égard des parties comprises dans le renvoi, alors même qu'au moment où la Cour royale serait appelée à statuer, il existerait devant la Cour de cassation une demande en rectification des qualités de l'arrêt de renvoi.

En 1829, l'administration des domaines, prétendant que la terre de Vaire était domaniale, somma la veuve Cugnotet et les mariés Finot, détenteurs de cette propriété, d'avoir à remplir les conditions imposées par la loi du 24 vent. an 7. La terre de Vaire appartenait à la veuve

(1) F. cet arrêt rapporté avec l'arrêt de cassation du 27 août 1832.

(2) F. Thomloc, n° 217; Boitard, t. 2, p. 113;

Talandier, De l'appel, n° 275; Carré-Chauveau, n° 1581 quater.

Cugnotet et aux mariés Finot par suite d'un partage fait entre eux et les mariés Cugnotet (de Dijon), à la date du 3 oct. 1820; mais elle avait été originairement vendue par la dame de Roussillon qui, ayant été appelée en garantie, déclara prendre fait et cause pour ses acquéreurs.

Malgré cette déclaration et la sûreté qui en résultait pour les mariés Finot et la veuve Cugnotet, ceux-ci ne provoquèrent point leur mise hors du procès, et continuant, au contraire, à figurer dans l'instance, ils conclurent toujours formellement tant contre l'État, demandeur principal, que contre leur garantie.

Les mariés Cugnotet (de Dijon), qui se trouvaient garantis du partage fait en 1820, intervinrent aussi et se joignirent aux défendeurs primitifs dans leurs conclusions contre la dame de Roussillon.

Le 14 fév. 1831, un arrêt de la Cour de Besançon, adoptant les motifs des premiers juges, déclara l'État non recevable.

Sur le pourvoi du préfet du Doubs, la Cour de cassation cassa, le 2 juill. 1833, l'arrêt de la Cour de Besançon, et renvoya devant la Cour de Dijon.

Selon le préfet du Doubs, sa requête en cassation a été dirigée tout à la fois contre la dame de Roussillon, les mariés Cugnotet, la veuve Cugnotet et les mariés Finot; mais ce qui est seulement constant, c'est que la dame de Roussillon se présentait seule devant la Cour de cassation, qu'elle y fournissait seule des défenses, et que l'arrêt du 2 juill. 1833 se borne à donner défaut contre les mariés Cugnotet, sans comprendre dans les qualités, comme défendeurs également appelés, la veuve Cugnotet et les mariés Finot, par le motif que les significations faites à ces derniers de l'arrêt d'admission n'avaient pas été produites.

Devant la Cour de Dijon, les mariés Finot et la veuve Cugnotet plaident que l'arrêt de la Cour de Besançon n'a point été cassé à leur égard, puisqu'elles ne figurent ni dans les qualités, ni dans le dispositif de l'arrêt de renvoi. Quant aux mariés Cugnotet (de Dijon), ils invoquent la prescription contre l'État.

Sur ces défenses, le préfet du Doubs fait remettre, le 3 fév. 1835, au greffe de la Cour de cassation, une demande dirigée contre les mariés Finot et la veuve Cugnotet, et tendante à faire déclarer que l'arrêt du 2 juill. 1833 leur est commun. Il est à remarquer que déjà, par acte du 16 déc. 1834, il avait intenté devant la Cour de cassation une demande en rectification des qualités de l'arrêt du 2 juill.

Le 30 déc. 1834, arrêt de la Cour de Dijon : — « Considérant que ni la veuve Cugnotet ni les mariés Finot ne figurent dans les qualités de l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 2 juill. 1831; qu'ainsi, cet arrêt est à leur égard *res inter alios acta*; que la Cour de Dijon ne connaissant de la cause que par suite du renvoi qui lui en est fait, les parties ci-dessus dénommées n'ont dû être assignées devant une juridiction qui n'est compétente ni à raison du domicile des parties, ni à raison de la situation des biens litigieux, et qui n'est pas saisi par un renvoi de la Cour de cassation »

« Considérant, au surplus, que la veuve Cugnotet et les mariés Finot soutiennent qu'on ne leur a notifié ni la requête en cassation formée par l'État, ni l'arrêt d'admission du pourvoi; que plus de trois mois se sont écoulés depuis cet arrêt; que l'État ne représente pas les notifications dont il s'agit; qu'ainsi l'arrêt de la Cour de Besançon a acquis, à leur égard, l'autorité de la chose jugée;

« Considérant, en ce qui concerne les mariés Cugnotet, qu'ils ont posé en fait et qu'il n'a pas été dénié qu'en vertu d'un partage fait en l'année 1820, ils ont cessé d'être propriétaires des fonds réclamés; que la loi du 14 vent. an 7 atteste que les détenteurs des propriétés domaniales, ils doivent être à l'abri de toutes poursuites; que l'État l'a reconnu lui-même, puisque ses agents n'ont pas fait aux mariés Cugnotet la notification prescrite par la loi du 12 mars 1820;

« Considérant que, dans tous les cas, la vente consentie par la dame de Roussillon des fonds litigieux remonte à plus de dix ans avant l'intervention des mariés Cugnotet (de Dijon) en cause principale; que, pour obtenir leur renvoi, ils invoquent le moyen de la prescription établie par l'art. 2365, C. civ.;

« Que ce moyen, fondé en fait, peut être invoqué en tout état de cause, et qu'il est consacré par une jurisprudence constante que les tiers détenteurs des biens domaniaux ont le droit de l'opposer à l'État;

« Considérant, à l'égard de la dame de Roussillon, que, bien que dans l'origine elle ait introduit l'instance, elle n'y a jamais figuré comme garante à l'action principale, et par suite de la dénonciation que lui avaient faite les autres parties des poursuites du fisc; que l'État n'a pas pria et ne pouvant prendre contre elle aucunes conclusions; que, l'action principale étant écartée par des fins de non-recevoir insurmontables, il n'échet de statuer sur la demande en garantie. »

L'administration des domaines a fourni contre cet arrêt un pourvoi fondé sur deux moyens : — Premier moyen : Violation des art. 182 et 185, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué a jugé que la mise en cause du garant ne plaçait pas le garanti hors de procès. La garantie formelle, a-t-on dit, met le garant à la place du défendeur originaire. En effet, comme il s'agit, dans le cas, d'une action réelle, et que le garanti n'est actionné qu'en qualité de détenteur, ce n'est pas lui qui supporte le poids de la demande; c'est le garant seul, puisque lui seul y est intéressé. Après l'intervention du garant, le garanti ne reste plus en cause que pour la forme, et par cette raison qu'on ne peut forcer le demandeur principal à avoir deux adversaires, on ne peut pas le contraindre non plus à signifier les actes de la procédure à un autre que le garant. La raison, la loi et les auteurs se réunissent pour le vouloir ainsi. Dans l'espèce, la dame Roussillon ayant déclaré prendre fait et cause de la veuve Cugnotet et des mariés Finot, et ceux-ci ayant demandé acte de cette déclaration, l'État n'a plus eu que la dame Roussillon

pour adversaire, et c'est en son nom personnel, à ses risques et périls, que cette dame a contesté les prétentions du domaine. La Cour de Dijon n'a donc pu, sans violer la loi, décider que l'État se trouvait sans action contre le garant, par le motif que cette action était non recevable contre les garantis. D'ailleurs, relativement aux mariés Finot et à la veuve Cugnotet, il est évident qu'ils étaient représentés, selon le vœu de la loi, par la dame de Roussillon; et si cette représentation est suffisante, on est forcé de reconnaître qu'en supposant même que l'arrêt d'admission ne leur a pas été signifié, ils ont néanmoins, et indépendamment de toute signification, été parties dans l'arrêt de renvoi. Cet arrêt n'a donc point acquis, ainsi que l'a reconnu la Cour de Dijon, l'autorité de la chose jugée à leur égard.

Deuxième moyen : Violation des art. 170 et 470, C. proc., et 22, L. 27 vent. an 8. — La Cour de Dijon, en ne tenant point compte de la demande en rectification des qualités de l'arrêt de renvoi pendant l'avant la Cour de cassation, et en jugeant, malgré cette demande, dont le sort était encore incertain, que l'arrêt de Besançon avait acquis vis-à-vis des mariés Finot et de la dame Cugnotet l'autorité de la chose jugée, s'est substituée à la Cour de cassation elle-même, et a statué sur une question tout à fait en dehors de sa compétence.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la première branche du moyen dirigé contre la partie de l'arrêt regardant la veuve Cugnotet et les mariés Finot : — Attendu, en droit, qu'en matière de garantie formelle, si le garant prend fait et cause du garanti, et si celui-ci ne demande pas d'être mis hors de cause, le demandeur principal doit agir tant contre le garant que contre le garanti, l'un n'étant pas, dans le procès, représenté dans ce cas par l'autre; — Et attendu qu'il est constant et reconnu en fait que la veuve Cugnotet et les mariés Finot, tout en demandant acte de ce que la veuve Roussillon, leur garant, avait pris leur fait et cause, loin de provoquer leur mise hors de cause, ont toujours continué d'y figurer en leur propre nom et de leur propre chef, en concluant toujours formellement non-seulement contre la veuve Roussillon, leur garant, mais encore contre l'État, demandeur principal; que, dans ces circonstances, en ne considérant pas la veuve Cugnotet et les mariés Finot comme représentés dans l'instance de cassation par la veuve Roussillon, leur garant, l'arrêt attaqué a fait une juste application de la loi; — Sur la deuxième branche du moyen, dirigée contre la partie de l'arrêt regardant la veuve Roussillon : — Attendu, en droit, que l'action principale écartée, il ne peut plus y avoir lieu à garantie, exclusivement fondée sur cette même action principale, et que l'ayant ainsi jugé, l'arrêt attaqué a fait une juste application de la loi; — Sur le deuxième moyen : —

Attendu en droit qu'une Cour royale, saisie en vertu d'un renvoi par arrêt de la Cour de cassation, n'ayant sur le procès renvoyé qu'une juridiction déléguée, doit essentiellement se borner à statuer sur les objets et à l'égard des parties comprises dans le même renvoi; — Et attendu qu'il est constant et reconnu en fait que ni la veuve Cugnotet ni les mariés Finot n'avaient figuré dans les qualités de l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 2 juill. 1853; que, d'après cela, en décidant que l'État ne pouvait s'aider de cet arrêt vis-à-vis de la veuve Cugnotet et les mariés Finot, comme s'il avait été rendu contre eux, et en les renvoyant en conséquence de l'invalidation, l'arrêt attaqué a fait une juste application des principes qui régissent la matière, — Rejette, etc. »

Du 17 nov. 1855. — Ch. req.

AVEU. — INDIVISIBILITÉ. — PREUVE TESTIMONIALE.

Lorsqu'en matière excédant 150 fr., il n'existe de titre ni en faveur du demandeur ni en faveur du défendeur, l'aveu fait par ce dernier, et qui forme seul le titre du premier, ne peut être divisé, bien que portant sur des faits distincts, mais non susceptibles d'être prouvés par témoins (1). (C. civ., 1556.)

Il avait existé des relations d'intérêt entre Casamayor et Bossaut.

Ce dernier étant décédé, un règlement de compte eut lieu entre sa veuve et de Casamayor. Parmi les sommes réclamées par la veuve, était celle de 7,054 fr. 4 c., prix de cinq nègres qui, suivant elle, formaient le lot échu à Casamayor, dans l'habitation Rénior, adjugée à Petit pour le compte de feu son mari et de Casamayor; elle demandait en outre, en s'appuyant, soit des conditions de la vente, soit de la nature productive de fruits des choses vendues, les intérêts de cette somme à partir de l'adjudication.

Casamayor reconnut que l'acquisition avait eu lieu en participation; mais il déclara qu'elle n'avait pas reçu son effet; que Bossaut, pour lui faire abandonner ses droits de coadjudicataire, lui avait vendu le lot d'esclaves, sous la condition qu'il ne payerait point les intérêts du prix jusqu'au jour où il devait être versé dans les mains des héritiers Rénior.

Jugement du tribunal de la Basse-Terre qui accorait à la veuve Bossaut sa demande, par le motif qu'il était reconnu que l'adjudication avait eu lieu en participation; que cette adjudication formait un titre contre lequel Casamayor n'opposait qu'une vente verbale, qui n'était nullement justifiée.

Appel. — Le 22 nov. 1853, arrêt par lequel la Cour de la Guadeloupe infirma le jugement, en s'appuyant sur des présomptions résultant des faits et circonstances de la cause, et qui justifiaient les allégations de Casamayor.

POURVOI par la dame Bossaut, pour violation des art. 1541, 1548, 1553 et 1652, C. civ. — La

(1) F. Cass., 16 janv. 1828, 10 janv. 1853. — F. cependant Cass., 8 août 1826. — F. aussi

Martin. Quest., v^o Confession, § 2, et Toullier, Droit civ., t. 10, n^o 336.

vente que l'arrêt attaqué reconnaît avoir été substituée à la convention des parties n'étant constatée par aucun acte, et sa valeur excédant 150 fr., la preuve testimoniale n'en était pas admissible; de simples présomptions étaient insuffisantes pour l'établir, alors surtout qu'aucun commencement de preuve par écrit n'existait, et que l'on n'arguait ni de dol ni de fraude. La convention des parties, constatée par l'acte d'adjudication, complète par la déclaration de Casamayor, devait donc être respectée.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'il n'y avait de titre écrit de part ni d'autre, et qu'en jugeant au profit de la demanderesse en cassation, d'après l'aveu de Casamayor, la Cour royale a fait une juste application des principes sur l'indivisibilité de l'aveu, en prononçant aussi d'après cet aveu, en faveur de Casamayor, qui aurait dû, sans cet aveu, échapper à toute condamnation, — Rejetie, etc. »

Du 17 nov. 1855. — Ch. req.

CHOSE IMMOBILIÈRE. — BATIMENTS. — ENREGISTREMENT.

Les constructions sur un terrain militaire faites par le particulier à qui le gouvernement a concédé la jouissance de ce terrain pour un temps illimité, moyennant une redevance annuelle, et sous la condition de les démolir à la première réquisition de l'autorité militaire, doivent être réputées immuables (1).

En conséquence, la vente de ces constructions faites par le concessionnaire à un autre particulier donne ouverture au droit proportionnel d'enregistrement de 5 1/2 % (2).
(L. 22 frim. an 7, art. 69, § 7, n° 1er; L. 28 avril 1816, art. 52 et 54.)

Le 1^{er} oct. 1807, le gouvernement concéda pour un temps illimité, et moyennant une redevance annuelle de 28 fr. 70 c., à Jeanne Mercier, la jouissance d'un terrain militaire situé au bord de la Méditerranée, lieu dit le *Pharo*.

Jeanne Mercier s'était fait faire cette concession pour établir des bains de mer; elle devait, aux termes de l'acte, démolir les constructions qu'ils nécessiteraient, à ses frais et sans indemnité, à la première réquisition de l'administration militaire, lorsque le service de l'armée l'exigerait.

Le 9 juill. 1827, autre concession de même nature et aux mêmes conditions, en faveur d'Estelle Jean, la redevance annuelle fixée à 54 fr. 80 c.

Par acte notarié du 18 mai 1850, Estelle, concessionnaire des demoiselles Mercier et Jean, vendit à Vidal 1^{er} un domaine, 2^e la jouissance des terrains militaires concédés par le gouvernement, 3^e les bâtisses et échoppes établies sur les terrains

concédés, moyennant 120,000 fr. pour le domaine, la charge des deux redevances montant ensemble à 83 fr. 50 c., au capital de 1,680 fr., pour la jouissance des terrains militaires, et 55,000 fr., pour les bâtiments et échoppes.

Lors de l'enregistrement de cet acte, il a été perçu, savoir : le droit de 5 1/2 % sur 121,680 fr. formant le prix du domaine et le capital des redevances, et celui de 2 %, comme vente de meubles, sur 55,000 fr., pour prix des constructions.

Cette dernière perception a été relevée comme insuffisante. La régie a prétendu que ces constructions devaient être réputées choses immobilières aux termes de l'art. 518, C. civ., et que, comme telles, elles étaient passibles du droit de 5 1/2 %; en conséquence, elle a décerné une contrainte au paiement du droit supplémentaire contre Vidal, qui y a formé opposition.

Cette opposition a été accueillie par jugement du tribunal civil de Marseille du 27 août 1851 : — « Attendu que les bâtisses et échoppes du *Pharo* forment une propriété distincte de celle du sol sur lequel elles sont assises, puisque le sol appartient à l'État, qui le concède moyennant redevance, et les échoppes sont la propriété de Vidal ;

« Qu'ils ont été construits en vertu d'une permission spéciale, et sous la condition expresse de les démolir et d'en enlever les matériaux sans indemnité, à la première réquisition de l'autorité militaire ;

« Que l'existence de ces constructions est essentiellement précaire; qu'elles sont destinées à être détachées du sol sur un ordre qui peut survenir à chaque instant; qu'elles n'ont pas ainsi ce caractère de durée et de permanence qui constitue l'immeuble ;

« Que la condition, dont l'événement est toujours imminent, de la destruction de ces bâtisses et échoppes, a pour objet de les mobiliser et de les faire considérer comme des matériaux toujours prêts à être enlevés ;

« Que telle est la nature des constructions établies dans le fonds d'autrui; que, d'après la jurisprudence de la régie elle-même, elles ne constituent que des propriétés mobilières (délibération du 11 août 1824) ;

« Que, spécialement, elle a considéré deux fois sous ce rapport les bâtisses et échoppes du *Pharo*, savoir : lors de la vente faite par la demoiselle Jean à Estelle, sur laquelle le droit de 2 % fut perçu pour les échoppes qui faisaient partie de cette vente, sans que cette perception ait donné lieu à quelque réclamation ultérieure, et en second lieu lors de la présentation de l'acte d'acquisition de Vidal à l'enregistrement. »

POURVOI par la régie, pour violation de l'art. 518, C. civ., de l'art. 69, § 7, n° 1^{er}, L. 22 frim. an 7, et des art. 52 et 54, L. 28 avril 1816, et pour fausse application des art. 546 et

(1) *F. Cass.*, 25 avril 1822, 19 nov. 1823, 25 avril 1835, et les notes.

(2) De même quand le preneur vend à un tiers à qui il cède son bail les constructions qu'il a été autorisé à élever sur le terrain affermé, et que le bailleur est tenu de prendre, à la fin du bail, pour le prix de l'estimation, c'est à une vente immobilière passible du droit de 5 1/2 %. — *F. Cass.*, 2 fév. 1812. — *F. Cass.* Bugnot et Champoumme, *Traité des droits d'enreg.*, t. 4, n° 3179.

555, même Code, et de l'art. 69, § 5, n° 1^{er}, L. 22 frim. an 7.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que, aux termes de l'art. 518, C. civ., des bâtimens élevés sur un terrain prennent la qualité immobilière de ce terrain; — Que la condition opposée, dans la concession du terrain, d'enlever lesdites bâtimens à la première réquisition, n'a d'autre effet que d'atténuer la valeur vénale des bâtimens, et non celui de leur enlever leur nature immobilière; — Qu'en jugeant au contraire que lesdites bâtimens ne devaient acquiescer que le droit de 2 %, et non le droit proportionnel de 5 1/2 %, le tribunal civil de Marseille a violé l'art. 518, Code civ., et par suite les lois des 22 frim. an 7 et 28 avril 1816, — Casse, etc. »

Du 18 nov. 1835. — Ch. civ.

ENREGISTREMENT. — DÉCLARATION. — POURSUITE.

Les contraintes signifiées par la régie, et les évaluations par elles faites de la valeur des biens qu'elle soumettent à l'objet de mutations arrières, peuvent servir de base à une condamnation définitive lorsque cette condamnation n'est prononcée que sans aux parties à passer dans la huitaine du jugement des déclarations exigées par les art. 16 et 17, L. 22 frim. an 7, et 4 de celle du 27 vent. an 9 (1).

Lorsqu'un immeuble a été adjugé par suite de saisie immobilière, et que, néanmoins, l'exproprié est resté en possession, l'inscription de celui-ci au rôle de la contribution, les paiements par lui effectués, et la disposition qu'il a faite par testament de cet immeuble, établissent qu'il y a eu rétrocession par l'adjudicataire à son profit, alors même qu'une folle enchère a été poursuivie et exécutée sur l'adjudicataire par un créancier inscrit (2). (L. 22 frim. an 7, art. 12.)

Du moins, l'arrêt qui le décide en fait d'après l'examen des actes et l'appréciation des circonstances de la cause est à l'abri de la censure de la Cour de cassation.

Le fait que la folle enchère aurait eu lieu, dans ce cas, après le décès de l'exproprié, sur un autre que lui ou ses héritiers, ne suffit pas pour empêcher que l'immeuble ne puisse être considéré comme ayant été dans sa succession, et comme soumis, dès lors, à ce titre, aux droits de succession.

Le 21 déc. 1816, les biens de Furet furent vendus sur saisie immobilière en quatre lots; le deuxième de ces lots, situé à Martin-Église, fut adjugé, par suite de surenchère, le 4 janvier 1817, à Calle, moyennant 10,000 fr.

Il est utile de remarquer : 1° Que cet adjudicataire ne purgea pas l'immeuble, qui resta chargé d'une hypothèque au profit de Larssonier;

2° Que l'exproprié resta en possession de

l'immeuble en vertu d'une procuration qui le constituait mandataire de Calle pour gérer et administrer;

3° Enfin que son nom resta inscrit sur le rôle des contributions, et qu'il continua à les payer.

Le 20 oct. 1830, Furet décéda, laissant par testament, pour légataire des biens qu'il possédait à Martin-Église (cette énonciation est importante), la dame Duchesne, et son frère. Déjà, par un acte du 5 mai 1830, il avait donné à la dame Duchesne une rente de 300 fr. pour laquelle il l'avait autorisée à prendre inscription sur les biens de Martin-Église. Il est néanmoins important de remarquer que Furet était encore personnellement propriétaire, à Martin-Église, de diverses pièces de terre, en sorte que, à supposer qu'il ne fût que gérant et administrateur de l'immeuble adjugé à Calle, toutes ces énonciations pouvaient, à la rigueur, s'appliquer aux biens qui lui appartenaient en son nom privé.

Quoi qu'il en soit, lors du décès de Furet, ses héritiers ne firent aucune déclaration à l'égard de la portion d'immeubles adjugée à Calle et possédée par leur auteur. Deux ans après, Larssonier, créancier inscrit, poursuivit Calle par folle enchère. La dame Duchesne, légataire de Furet, intervint dans ces poursuites, et fit des offres de désintéresser le poursuivant.

Le 10 déc. 1833, un jugement, considérant que l'adjudication faite à Calle n'avait pas été sérieuse, et que Furet n'avait pas cessé d'être propriétaire, donna acte des offres et accorda trois jours pour les réaliser; mais la Dame Duchesne n'ayant pas satisfait à cette condition, la folle enchère fut continuée, et l'immeuble adjugé moyennant 30,250 fr.

C'est alors que la régie éleva des prétentions sur le même desquelles l'arrêt que nous rapportons a statué.

Lors de l'adjudication faite à Calle, elle avait perçu un droit de mutation sur les 19,000 fr. qui en composaient le montant; elle en perçut un autre sur la différence de ces 19,000 fr. aux 30,250 fr., prix de l'adjudication sur folle enchère.

Puis, le 11 janv. 1833, elle déclara, contre les héritiers Furet, une contrainte en paiement de 6,000 fr., savoir : 1° pour droit et double droit de rétrocession verbale ou écrite faite à Furet par Calle des biens adjugés à ce dernier (on sait que, depuis, il fut reconnu judiciairement qu'en effet Furet était toujours resté propriétaire réel); 2° pour droit et demi-droit pour mutation de ces mêmes biens, par décès, de feu Furet à ses héritiers. Il est important de remarquer que la régie ne déclara sa contrainte que sans aux parties à passer, si bon leur semblait, dans la huitaine du jugement d'intervenir, les déclarations exigées par les art. 16 et 17, L. 22 frim. an 7, et 4, L. 27 vent. an 9.

Le 10 janv. 1834, un jugement du tribunal de Dieppe enjoignit à la régie de déclarer 1° à quelle époque elle entendait faire remonter la rétrocession verbale de Calle à Furet; 2° quelle valeur elle donnait à l'immeuble à cette époque; 3° quel revenu elle lui attribuait. Ce jugement,

(1) P. Cass., 19 nov. 1835, et la note.

(2) P. Cass., 11 avril 1815; — instr. de la régie, 1515.

au reste, ne préjudiciait nullement dans ses termes au droit que les héritiers Furet pouvaient eux-mêmes vouloir exercer de faire une déclaration, conformément aux lois de l'an 7 et de l'an 11, ainsi que de la contrainte de la régie le leur avait réservé.

La déclaration de la régie porta les droits et doubles droits à 7,458 fr. Les héritiers Furet n'en firent aucune.

Le 7 mars 1854, un nouveau jugement, prenant en considération le paiement des contributions faites par Furet, l'inscription de son nom au rôle, l'affectation hypothécaire par lui consentie dans la donation de 1830 et ses dispositions testamentaires, admit comme constante la rétrocession de Calle à Furet, reconnut que dès lors les biens rétrocedés existaient dans la succession de ce dernier à l'époque de son décès, et adjugea à la régie les conclusions de sa contrainte. La huitaine de ce dernier jugement s'écoula encore sans que les héritiers Furet fissent aucune déclaration.

POURVOI en cassation des époux Duchesne contre les jugements des 10 janv. et 7 mars 1854, 1^{er} pour violation des art. 16 et 27. l. de frim. an 7, et 4, l. 27 vent. an 9; 2^e pour fausse application des art. 12, 24 et 39 de la première de ces lois.

À l'égard du premier jugement, on soutenait qu'il avait violé les lois précitées en considérant comme définitives les appréciations de la régie, et en ne réservant pas aux parties le droit de faire une déclaration estimative.

À l'égard du deuxième jugement, on repoussait l'application de l'art. 12, l. de l'an 7, en disant qu'il n'y avait pas eu de nouveau possesseur, ainsi que le veut cet article, puisque Furet n'avait pas cessé de posséder, et qu'il résultait expressément du jugement du 10 déc. 1853 que Calle n'avait jamais été propriétaire.

D'ailleurs, ajoutait-on, c'est à tort que le jugement attaqué a admis comme constante l'existence d'une rétrocession. De deux choses l'une, en effet : ou Calle a été acquéreur sérieux, dans ce cas il était encore propriétaire après le décès de Furet, et dès lors toute idée de rétrocession échappe; ou bien, en adoptant les termes et la décision du jugement du 10 déc., on considérera Furet comme n'ayant jamais cessé d'être propriétaire; dans ce cas encore, où est la rétrocession?

Enfin, disait-on, la perception du droit de succession ne devait évidemment pas avoir lieu sur le simple motif de la rétrocession : car il ne suffisait pas pour prouver que les biens adjugés se trouvaient dans la succession de Furet lors de son décès. Ce qui prouve le contraire, c'est que l'adjudication sur folle enchère du 19 avril 1854 a eu lieu sur Calle, et non sur les héritiers Furet; c'est, de plus, le fait même de la folle enchère, car, si l'immeuble appartenait aux héritiers Furet, ce n'est pas par voie de folle enchère que Larssonier, créancier inscrit, devait poursuivre le recouvrement de sa créance.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que l'administration

de l'enregistrement n'a conclu à l'exécution des contraintes décernées par elle que sauf aux parties à passer dans la huitaine du jugement à intervenir les déclarations exigées par les articles 16 et 17. l. 22 frim. an 7; 4, l. 27 vent. an 9; que les jugements attaqués, en adjugeant les biens de la demande de l'administration, n'ont aucunement privé les parties de cette faculté, d'où résulte que le reproche de violation des articles susénoncés n'est pas fondé; — Attendu que les jugements attaqués consistent que, soit les jugements des 21 déc. 1816 et 4 janv. 1817, soit le paiement des contributions, soit un acte d'affectation hypothécaire, soit enfin une disposition testamentaire, établissent la présomption légale de deux mutations de propriété, de celle à feu Louis-Robert Furet, et de celui-ci aux demandeurs en cassation, ses héritiers et légataires; qu'ainsi les jugements attaqués ont fait une juste application de l'art. 12, l. 22 frim. an 7, — Rejette, etc. »

Du 18 nov. 1855. — Ch. req.

SÉPARATION DE BIENS. — COMPÉTENCE. — CRÉANCIER. — FRAUDE. — INTÉVENIENT. — DÉFENSEUR. — CASSATION. — SOCIÉTÉ. — DÉCÈS. — ACTION CONJOINTE.

La régularité d'un arrêt d'admission rendu sur le pourvoi formé par deux associés conjointement, mais non pas en nom social et collectif, n'est pas viciée par la mort d'un des demandeurs survenue depuis le pourvoi, mais antérieurement à l'arrêt.

Le survivant peut procéder avec une égale régularité en exécution de cet arrêt.

Le tribunal du domicile du mari est seul compétent pour reconnaître d'une demande en séparation de biens, en sorte qu'il ne peut être permis aux époux de la porter devant un autre tribunal. (C. proc., 59; C. civ., 108.)

La limitation du délai de tierce opposition, telle qu'elle est d'ailleurs établie par l'art. 873, C. proc., ne peut être opposée aux créanciers qui ne sont pas intervenus dans une instance en séparation de biens portée devant un tribunal autre que celui du domicile du mari (3). (C. proc., 873.)

Ces créanciers conservent au contraire une faculté indéfinie de tierce opposition contre le jugement de séparation ainsi rendu.

Lorsque la demande en séparation a été portée devant un tribunal autre que celui du domicile du mari, les créanciers intervenus dans l'instance ont le droit d'opposer l'incompétence de ce tribunal, alors même que le mari a acquiescé à la juridiction (3). (Code proc., 340.)

Les créanciers sont, dans une pareille instance, de véritables défendeurs appelés par la loi elle-même en déclaration de jugement commun, et auxquels toutes les exceptions deviennent communes.

Dans une instance de séparation de biens, la collusion entre époux peut être présumable. (C. proc., 870.)

Bécharé père et fils, créanciers de Nicolas, se sont rendus intervenants dans l'instance de sé

(1-3) *P. Bruz.*, 26 juin 1828.

paration de biens introduite contre ce dernier par la dame Nicas, son épouse, et ont demandé par leurs conclusions que le tribunal se déclarât incompetent, comme n'étant pas celui du domicile du mari. Sur cette exception de Béchard, Nicas leur signifia qu'il n'entendait point décliner la juridiction du tribunal saisi.

Jugement du tribunal de Montargis qui admet l'intervention de Béchard père et fils, et, statuant sur l'exception présentée par eux, les déclare non recevables et mal fondés.

Appel. — Le 30 août 1855, arrêt confirmatif de la Cour d'Orléans : — « Considérant qu'il ne s'agit point ici de l'insubordination des formalités prescrites, à peine de nullité, par les art. 865 et suiv., C. proc. ;

« Considérant en outre que les créanciers, en matière de demande en séparation de biens, n'ont que le droit d'y intervenir ; que toute intervention ne peut retarder le jugement de la cause principale ; qu'ils doivent plaider devant le tribunal déjà saisi, et qu'il ne leur appartient pas de proposer de déclinatoire ;

La Cour, sans qu'il soit besoin de prononcer sur la fin de non-recevoir, met l'appellation au néant ; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet. »

POURVOI de Béchard père et fils pour violation des art. 59, 871 et 875, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué a jugé que le créancier intervenant dans une instance de séparation de biens portée devant un tribunal autre que celui du domicile des époux n'a pas le droit de proposer l'incompétence du tribunal mal à propos saisi, et de demander le renvoi des parties principales devant les juges de leur domicile. Ils soutiennent que le créancier qui intervient est un véritable défendeur que la loi oblige à son intervention, sans laquelle ses droits pourraient être compromis. Enfin, ils prétendent que, la compétence du tribunal étant, en cette matière, d'ordre public, et non pas seulement relative à la personne, toute partie en cause peut proposer le déclinatoire.

Pour la dame Nicas, on a proposé une fin de non-recevoir tirée de ce que l'arrêt d'admission avait été signifié à la requête de la maison de commerce des demandeurs, sous le nom collectif de Béchard père et fils, c'est-à-dire à la requête d'une société qui n'existait plus, puisqu'au moment de la signification Béchard fils était décédé ; d'où résulterait la nullité de toute la procédure.

Au fond, on a plaidé que, le Code de proc. n'ayant dit nulle part que la juridiction nécessaire dans une instance de séparation de biens serait celle du tribunal du domicile conjugal, on restait à cet égard dans le droit commun, qui permet aux parties de se point opposer, et qui laisse convier par leur silence l'incompétence purement personnelle, que le principe général énoncé dans l'art. 340, C. proc., à savoir que l'intervenant ne peut retarder le jugement de la cause principale, et doit alors procéder devant le tribunal saisi, se trouve confirmé, et spécialement appliqué à l'intervention des créanciers dans une instance de séparation de biens par

l'art. 869, qui, en prenant le soin d'exprimer une nullité que les créanciers peuvent opposer à défaut du mari, a suffisamment indiqué par là que toutes autres nullités ou exceptions ne peuvent être relevées par lui.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la fin de non-recevoir tirée du décès de Béchard : — Attendu que le pourvoi en cassation a été régulièrement introduit devant la Cour à la requête de Béchard père et de Béchard fils, procédant conjointement (comme ils l'avaient fait tant en première instance qu'en appel), mais non pas en nom social ou collectif ; — Que, si Béchard fils est décédé le 7 sept. 1854, postérieurement à l'introduction du pourvoi, cette circonstance n'a influé en rien sur la régularité de l'arrêt d'admission rendu le 9 déc. suivant, et en exécution duquel Béchard père procède encore aujourd'hui avec une égale régularité. — Rejetie la fin de non-recevoir ; — Et de suite statuant au fond, — Vu les art. 59 et 871, C. proc. ; — Attendu que si, dans les art. 865 et suiv., C. proc., le législateur n'a pas textuellement désigné le tribunal devant lequel la demande en séparation devait être portée, c'est évidemment parce qu'il s'en est référé aux règles générales de compétence tracées dans son art. 59 ; — Que, suivant ce dernier article, la demande en séparation étant une action purement personnelle, qui tend à la dissolution, quant aux biens, de la société conjugale, cette action doit être portée devant le tribunal du domicile du mari défendeur, tribunal qui est aussi celui du lieu où cette société est établie, et du domicile de la femme elle-même pendant le mariage (art. 108, C. civ.) ; — Attendu que, sous l'empire de la législation antérieure au Code de proc., les créanciers du mari avaient indistinctement le droit de former tierce opposition à la sentence de séparation, en quelque moment qu'elle leur fût opposée ; — Que ce Code, en prescrivant, par ses art. 866 et suiv., des formalités propres, par leur publicité, à avertir les créanciers de contredire une demande dont l'effet peut préjudicier à leurs droits, a statué, par son art. 875, que, si ces formalités ont été remplies, les créanciers du mari ne seront pas reçus, après le délai d'un an, à se rendre tiers opposants ; — Qu'il a été ainsi pourvu très-libéralement à la sécurité de la femme séparée, mais à la double condition par elle 1^{re} d'accomplir, aux termes des art. 866 et suivants, diverses formalités dont le but est d'appeler les créanciers dans l'instance même de séparation ; 2^{de} de faire, suivant l'art. 872, publier la sentence qui l'aurait prononcée dans les tribunaux de première instance et de commerce du domicile du mari, ce qui achève de prouver que le législateur a considéré le tribunal du domicile de ce même mari comme essentiellement compétent pour connaître de la demande en séparation ; — Attendu qu'il ne doit pas être loisible aux époux de porter la demande en séparation, et de remplir les formalités de publicité préliminaires au jugement, dans un tribunal qui ne serait pas celui du domicile du mari,

et qui pourrait être choisi par eux à une telle distance, que les créanciers, résidant le plus souvent dans le lieu même du domicile conjugal, et dans tous les cas, ne pouvant raisonnablement rechercher qu'au greffe ou dans l'auditoire du tribunal de ce domicile les notions indicatives du changement d'état de la femme, seraient dans l'impuissance pour ainsi dire absolue d'intervenir en temps opportun dans l'instance de séparation pour la conservation de leurs droits; — Qu'il est hors de doute que, dans cette hypothèse, la limitation du délai de tierce opposition établie par l'art. 873 ne saurait être opposé aux créanciers qui ne seraient pas intervenus dans l'instance de séparation, et qu'on ne pourrait conséquemment pas leur contester le droit de rentrer ainsi dans la faculté indéfinie de tierce opposition, dont le résultat pourrait être de faire rétrécir la séparation elle-même; — Attendu qu'un jugement de séparation, nul à l'égard d'un ou de plusieurs créanciers, ne saurait être valable à l'égard d'un ou de plusieurs autres, parce que l'état de la femme est lui-même indivisible; d'où il faut conclure que, lorsqu'un tel jugement est encore à rendre, le créancier intervenant, qui a intérêt à ce que l'état de la femme soit fixé, à l'égard de tous les créanciers, d'une manière invariable, a droit (soit qu'il réside ou non dans le ressort du tribunal où la demande a été portée) de se prévaloir de l'exception d'incompétence, si elle existe, pour empêcher ce jugement d'être rendu; — Attendu qu'il importe peu que le mari acquiesce soit expressément, soit tacitement, à la juridiction du tribunal incompétemment saisi (ce qui paraît avoir été le motif déterminant des premiers juges), parce que, dans une instance de séparation, la collusion des époux est toujours présumable, ainsi que le témoigne l'art. 870, portant que « l'aveu du mari ne fera pas preuve, lors même qu'il n'y aurait pas de créanciers; » — Que vainement encore, pour écarter l'exception d'incompétence proposée par Béchard père et fils, l'arrêt attaqué s'est fondé sur ce que, l'intervention ne pouvant (art. 340) retarder le jugement de la cause principale, l'intervenant doit procéder devant le tribunal saisi, et qu'il ne lui appartient pas de proposer de déclinatoire; — Que ce principe, vrai en thèse générale de procédure, peut bien s'appliquer à celui qui intervient spontanément, et par la seule impulsion de son libre arbitre, dans un procès mu entre deux parties qui ont saisi ou accepté, sans fraude et sans arrière pensée, la juridiction d'un tribunal que le défendeur aurait pu et n'a pas voulu décliner; mais qu'on ne saurait l'appliquer sans injustice à celui qui n'intervient que forcément pour obéir à l'appel d'une loi restrictive de ses droits, et pour éviter une débâcle fatale; qu'il devient alors un véritable défendeur, appelé par la loi elle-même en déclaration de jugement commun,

(1) La présence du condamné lors de la prononciation du jugement lui en donne une connaissance suffisante. La signification n'est nécessaire que pour les jugements par défaut.

et auquel toutes les exceptions, même celles d'incompétence, deviennent également communes; — Attendu enfin qu'il résulte, en fait, de l'arrêt attaqué, que le tribunal de première instance de Troyes est celui du domicile de Nicas, et du lieu où est établie la société dont sa femme demande la dissolution; — Qu'en retenant une compétence qui lui était déniée par la loi, le tribunal de Montargis a commis un excès de pouvoir, et que l'arrêt de la Cour d'Orléans, qui a confirmé le jugement par lequel l'intervention a été repoussée par fin de non-recevoir et la séparation a été prononcée, a fausement appliqué l'art. 340, expressément violé l'art. 50, et, par suite, l'art. 871, Code proc., — Cass., etc. »

Du 18 nov. 1855. — Ch. civ.

CASSATION. — DÉLAI. — JUGEMENT DE POLICE. — RÉCIDIVE.

Le délai du pourvoi en cassation contre les jugements contradictoires des tribunaux de police court du jour où ils ont été rendus, sans qu'il soit nécessaire de les notifier au prévenu (1). (C. crim., 177 et 373.)

En conséquence, le tribunal ne peut refuser d'appliquer la peine de la récidive sur le motif que le premier jugement, n'ayant pas été notifié, n'a pas acquis force de chose jugée. (C. pén., 483 et 474.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 483, et 474, C. pén.; 177 et 373, C. crim.; — Attendu que la notification des jugements rendus contradictoirement et en dernier ressort, par les tribunaux de simple police, n'est point nécessaire pour mettre le prévenu en demeure d'exercer la faculté du recours en cassation qui lui est accordé par la loi; que le délai fixé par les art. 177 et 373, C. crim., court de plein droit, tant contre le condamné que contre le ministère public, à compter du jour où ces jugements ont été publiquement prononcés; d'où il suit qu'ils restent inattaquables et ont acquis l'autorité de la chose irrévocablement jugée, lorsqu'ils n'ont pas été l'objet d'un pourvoi régulièrement déclaré après l'expiration de ce délai, de telle sorte qu'en décidant le contraire dans l'espèce, et en refusant par suite d'infirmer à Brilé la peine de la récidive, le jugement dénoncé a commis une violation expresse des articles précités, — Cassé, etc. »

Du 19 nov. 1855. — Ch. crim.

JURY. — DÉLIBÉRATION. — QUESTION NOUVELLE. — SUPPRESSION. — NULLITÉ.

Lorsque le jury, sa délibération terminée, est entré en séance pour en faire connaître le résultat, le président de la Cour d'assises peut, tout que la déclaration n'a pas été lue publiquement, le renvoyer à délibérer sur une nouvelle position de questions (1). (Code crim., 350.)

(1) Tant que la déclaration du jury n'est pas acquise à l'accusé, les jurés, dont elle est la propriété et le secret, ont la faculté de la changer ou de la modifier, comme bon leur semble. A la vérité, l'a.

Mais la première déclaration, quoique non encore acquise à l'accusé, devient cependant une pièce nécessaire du procès, en sorte que si le jury l'a supprimée comme inutile, le fait de son anéantissement suffit pour entraîner la nullité de la seconde déclaration.

ARRET.

« LA COUR. — Attendu qu'il résulte du procès-verbal de la séance que, pendant la délibération du jury, le président de la Cour d'assises s'étant rappelé qu'il avait commis une erreur matérielle dans le positionnement des questions, la Cour d'assises, le jury étant rentré dans la salle d'audience, sa délibération terminée et sa déclaration prête à être prononcée, le renvoya dans sa chambre des délibérations pour, sur une nouvelle position des questions, rendre une nouvelle déclaration; — Attendu qu'en exécution de cet arrêt, de nouvelles questions furent posées, et que le jury, après avoir délibéré sur ces nouvelles questions, rendit une nouvelle déclaration sur l'audience en présence de l'accusé, et qui a servi de base à la condamnation; que, jusqu'à, tout se serait passé régulièrement; — Mais attendu que, sur la demande du défenseur de représenter et d'annexer aux pièces la première déclaration, le chef du jury a déclaré qu'elle avait été supprimée dans la chambre des délibérations comme inutile; — Que ce fait met la Cour de cassation dans l'impossibilité d'examiner si la première déclaration, quoique non encore acquise à l'accusé, puisqu'elle ne lui avait pas encore été lue, était néanmoins régulière et pouvait avoir pour conséquence l'acquiescement de l'accusé, et si dans ce cas la Cour avait illégalement renvoyé le jury dans sa chambre des délibérations pour rendre une nouvelle déclaration sur une nouvelle position de questions; — Attendu que le fait d'anéantissement par le jury de la première déclaration a pu porter préjudice à l'accusé, et constitue de sa part un excès de pouvoir. — Cassé, etc. »

Du 19 nov. 1855. — Ch. crim.

anéantissement de la déclaration, dans l'espèce sociale, semble provenir du fait de la Cour d'assises; mais cette Cour n'a pas mis les jurés dans la nécessité de l'annuler, et moins que ce ne fût pour des rectifications dont il était toujours possible d'apprécier le mérite. Si l'anéantissement de leur déclaration s'est purement volontaire de leur part, l'accusé ne saurait s'en plaindre puisqu'il n'avait aucun droit acquis. Ce n'est point dans l'examen de la déclaration que la Cour de cassation devait vérifier si la Cour d'assises avait illégalement renvoyé les jurés dans la salle de leurs délibérations; c'est dans l'arrêt de cette Cour et dans un rapprochement à faire entre les questions primitivement posées et les questions rectifiées. L'anéantissement de la première déclaration devenait donc une chose indifférente.

(1) Car ce n'est que par l'inscription de faux qu'on peut détruire la foi due à l'acte authentique ou regardé comme tel par la loi. — *P. Toullier, Droit civil*, t. 8, n° 61 et suiv.; Carré-Chauveau, *Code de procédure*, art. 158. — *P. aussi Cass.*, 15 juin et 14 août 1835.

(2) *P. conf. Malepeyre, Soc. comm.*, n° 210; — *Cass.*, 10 mars 1818. — Cette solution offre une

GREFFIER. — SIGNATURE. — PREUVE. — SOCIÉTÉ. — SOLIDARITÉ. — LIQUIDATION.

La présence du greffier est suffisamment constatée par sa signature apposée sur la minute de l'arrêt, et le contraire ne peut être prouvé que par la voie de l'inscription de faux (1). (Décret 30 mars 1809, art. 36; C. proc., 138.)

Un engagement souscrit par l'un des associés en nom collectif oblige solidement les autres associés, lorsqu'il a été consenti pour le compte de la société, encore bien qu'il ne soit pas signé de la raison sociale (2). (C. comm., 22.)

Une société commerciale, formée à Bordeaux sous la raison Larraondo, Urruela et compagnie, fut dissoute en mars 1853, et Guardia, qui en avait été le gérant, en fut nommé liquidateur.

En mars 1853, il remit à Baratchard et compagnie (de Paris), et à leur ordre, sept traites, s'élevant ensemble à 118,560 réaux de vellon, tirées par lui sur la maison Surti (de Cadix). Ces traites ne portaient que sa seule signature, et non celle de l'ancienne raison sociale.

Elles n'ont pas été payées à l'échéance, et les Baratchard en ont demandé le remboursement aux Larraondo, Urruela et compagnie, qui ont opposé l'absence de leur signature sociale.

Le 10 oct. 1853, jugement du tribunal de commerce de Bordeaux, qui : — « Attendu que les traites en questions ont été dans la réalité tirées pour le société Larraondo; que ce fait résulte de différents documents produits au procès, condamne Larraondo, Urruela et compagnie, solidairement avec Guardia, à payer à Baratchard le montant des sept traites. » — Appel par Larraondo et consorts.

Le 30 mai 1854, arrêt de la Cour de Bordeaux, par lequel : — « Attendu qu'un engagement qui n'est signé que d'un seul des associés, et qui ne contient pas le nom social, ne reste une dette étrangère à la société qu'autant qu'il n'est pas établi d'une autre manière qu'il a été souscrit pour le compte de cette même société; mais lorsque cette preuve extrinsèque est fournie, on

considère comme nouvelle d'un point de jurisprudence constant. — V. *Jurisp.* du 19^e siècle, *vis Société* (en général); § 4, et *Société commerciale*, § 6. — *P. Cass.*, 17 mars et 14 mai 1834 — La signature sous la raison sociale est en effet l'expression abrégée du mandat général que le signataire a reçu de ses coassociés, et c'est pour cela qu'elle oblige chacun d'eux solidairement comme s'il avait signé lui-même; mais cela n'exclut pas l'idée d'un mandat spécial, express ou tacite, pour une opération déterminée, même en dehors de la société, comme lorsqu'il s'agit de liquidation d'une société dissoute. — En ce cas, il n'y a plus qu'un mandat ordinaire, qui, dans les termes du droit commun, oblige nécessairement tous les mandataires. Toute la difficulté se résout donc plus alors que dans la preuve à faire que le liquidateur qui a contracté sous sa signature personnelle avait réellement reçu mandat de contracter pour le compte de la société. Lorsque cette preuve est faite, la condamnation solidaire des mandants en est la conséquence inévitable. — Du reste, le mandat ou consentement tacite des associés, on doit pas se le présumer facilement; il faut des preuves positives. — *Duv.*

Duv.

doit y rattacher le caractère de solidarité qu'il exprimerait par lui seul, s'il était signé de la raison sociale; — Attendu, en fait, que, par sa lettre du 4 avril 1835, Raphaël de Guardia demanda à la maison Baratchard de le créditer du montant des sept traites dont il s'agit dans la cause, et de lui ouvrir à cet effet un compte courant comme liquidateur de son ancienne maison de Bordeaux, Larraondo, Urruela et compagnie, pour compte de laquelle il déclara entreprendre l'opération; — Attendu que, d'après la lettre précitée, signée de Raphaël de Guardia, en ladite qualité, la maison Baratchard se détermina à ouvrir effectivement sur ses livres le compte courant demandé par celui-ci, et en la même qualité; que, le 8 du même mois, elle procura la négociation de ces traites; — Attendu que le défaut d'addition de la raison sociale sur lesdites traites est suppléé par la lettre du 4 avril et par toutes les circonstances dont elle est précédée, puisque la lettre désigne expressément, puisque les circonstances qui l'entourent signalent clairement la société au nom de laquelle de Guardia s'est engagé; qu'en un mot, il en résulte que de Guardia, agissant en la qualité susmentionnée, a remis les traites litigieuses, et que la maison Baratchard les a reçus pour le compte de la société Larraondo, Urruela et compagnie; que dès lors cette société en a été réellement constituée débitrice; qu'ainsi, on ne peut voir des engagements personnels à de Guardia dans les traites, par cela seul que le nom social ne s'y trouve pas, et qu'elles ne sont révétees que de la signature individuelle de ce dernier; qu'ainsi qu'elles soient devenues dettes sociales, il a suffi qu'il fût constaté que la négociation en avait été proposée et réalisée pour le compte de ladite société; — Confirme, etc. »

POURVOI en cassation. — On invoquait un moyen de forme et le moyen du fond.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt, qu'il a été signé par le président et par le greffier; et que la présence du greffier à l'audience ainsi déclarée ne pourrait être détruite que par une inscription de faux; — Attendu, que, d'après les faits déclarés constants par l'arrêt de la Cour de Bordeaux, la négociation dont il s'agit a été faite sans fraude, dans l'intérêt et pour le compte de la société, par le liquidateur dont les pouvoirs ne sont pas contestés; et qu'en en tirant la conséquence que c'était une dette de la société, loin de violer ses principes, l'arrêt en a, au contraire, fait une juste application, — Rejette, etc. »

Du 19 nov. 1835. — Ch. req.

COMPÉTENCE COMMERCIALE. — LIQUIDATION. — COMPTE.

Du 19 nov. 1835. — (P. 20 nov. 1834.)

VOL. — ESCROQUERIE. — CASSATION. — QUALIFICATION. — RENVOI.

Les tribunaux ne peuvent appliquer la peine

du vol qu'autant que la chose a été soustraite, c'est-à-dire appréhendée contre le gré du propriétaire (1). (C. pén., 379 et 401.)

Si le propriétaire s'est dessaisi volontairement, mais que sa volonté n'ait été déterminée que par les moyens frauduleux énumérés par l'art. 405, même Code, c'est cet article qui doit alors être appliqué (2).

La femme Franchet a été déclarée coupable d'avoir 1^o remis en dépôt à Florent, sur un prêt de 10 fr., une vache qu'elle venait d'acheter 51 fr. à la foire, sous prétexte qu'elle avait une lettre à écrire, et d'avoir à son retour exigé de Florent la remise de 70 fr. pour solde du prix de la vache qu'elle a soutenu, en présence de ses deux affidés, lui avoir vendue pour ce prix, ce à quoi Florent, après débats, a acquiescé, et ce qui lui a causé un préjudice de 35 fr., n'ayant pu vendre la vache que 55 fr.; 2^o d'avoir tenté de forcer Bourbot à garder, pour son compte, au prix de 150 fr., un cheval que celui-ci n'avait offert d'acquiescer, et n'a payé à ce prix que pour complot d'un individu suscité par la femme Franchet, qui en offrait 180 fr., et qui a disparu après le marché; 3^o d'avoir tenté d'obtenir la vente au prix de 105 fr., d'un autre cheval, de la part d'un individu auquel un compère de la femme Franchet avait offert de le racheter avec sa voiture.

Le tribunal de Louviers l'a condamnée pour ces faits comme coupable de vol ou filouterie, par application de l'art. 401, C. pén.

Appel. — Le tribunal d'Evreux a confirmé ce jugement par la combinaison des art. 379 et 401, sans s'expliquer sur la question de savoir si ces faits reconnus constants ne rentraient pas dans la définition de l'art. 405, même Code.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 379 et 401, C. pén.; — Attendu, en droit, qu'il ne peut y avoir lieu à l'application de ces dispositions pénales qu'autant que la chose enlevée à autrui a été soustraite, c'est-à-dire appréhendée contre le gré du propriétaire; — Que si la volonté du propriétaire qui s'est dessaisi n'a été déterminée que par des manœuvres frauduleuses qui ont eu pour effet de persuader l'existence d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaires, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique, les tribunaux doivent appliquer l'art. 405, même Code; — Et attendu que, les trois faits reconnus constants n'emportent pas avec eux la circonstance d'une soustraction ou de l'appropriation du prix frauduleusement supposé de marchés relatifs aux trois têtes de bestiaux que la femme Franchet prétendait avoir vendues; — Que, d'un autre côté, les faits dont il s'agit n'ont pas été qualifiés dans les termes de l'art. 405; et que la Cour ne peut suppléer cette qualification; qu'ainsi, en écartant l'application des art. 379 et 401, Code pén., il n'y a pas lieu, en l'état d'appliquer les dispositions de l'art. 405; d'où il suit qu'il y a

(1) Ce principe est élémentaire. — *F. conf. Chauveau, Th. du Code pén.*, t. 3, p. 337.

(2) *F. Brux.*, 1^{er} mai 1828, et la note qui précède.

eu excès de pouvoir dans le jugement attaqué,

— *Cass.*, etc. »

Du 20 nov. 1835. — Ch. crim.

VOITURES PUBLIQUES. — MAÎTRES DE POSTE. — INDEMNITÉ. — RELAIS.

La loi du 15 vent. an 13, qui assujettit les entrepreneurs de voitures publiques à une indemnité envers les maîtres de poste dont ils n'emploient pas les chevaux, est applicable à ceux qui attèlent leurs chevaux à des voitures particulières aussi bien qu'à ceux qui conduisent les voyageurs avec leurs chevaux et leurs voitures. (L. 15 vent. an 13.)

Les dispositions de cette loi ne peuvent être confondues avec celles de la loi du 19 frim. an 7, qui a eu pour but unique d'empêcher que des relais proprement dits fussent établis sur une route de poste au préjudice des maîtres de poste. (L. 19 frim., an 7, art. 7.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que le demandeur Julien Laffon a loué des chevaux pour conduire une voiture qui ne lui appartenait pas; — Qu'il a ainsi parcouru en vingt-quatre heures une distance de plus de dix lieues de poste, et fait par conséquent de grandes journées sur une route de poste sans payer aux maîtres de poste, dont il n'employait pas les chevaux, l'indemnité de 25 c. que leur accorde la loi du 15 vent. an 13; et que l'exemption contenue en cette loi, concernant les loueurs allant à petites journées, ne saurait lui être applicable; — Attendu que la loi du 15 vent. an 13 ne renferme aucune distinction entre les loueurs qui conduisent des voyageurs avec leurs voitures et leurs chevaux, et ceux qui attèlent leurs chevaux à des voitures particulières; et que cette loi, qui avait pour objet de ménager un dédommagement en certains cas aux maîtres de poste, a eu pour objet cette seconde catégorie de loueurs autant au moins que la première; — Attendu que la loi du 19 frim. an 7 a eu pour unique but de prévenir le cas où des relais proprement dits seraient établis sur une route de poste au préjudice des maîtres de poste, tandis que la loi de l'an 13 assujettit les entrepreneurs et loueurs de voitures publiques et de chevaux à payer dans les cas qu'elle prévoit, aux maîtres de poste, un dédommagement de frais auxquels les assujettit la nécessité de tenir à la disposition des voyageurs un certain nombre de chevaux; que, dès lors, on ne saurait confondre les deux sortes d'infractions prévues par ces deux lois; — Et attendu qu'en faisant, au cas de l'espèce, l'application de la loi du 15 vent. an 13, le tribunal de Tarbes s'est conformé aux dispositions de cette loi, — Rejette, etc. »

Du 20 nov. 1835. — Ch. crim.

(1) *F. conf. Cass.*, 25 avril et 14 déc. 1833. — La jurisprudence doit être considérée comme fixée par ces arrêts. — *F. Brox.*, *Cass.*, 8 oct. 1840; — *Mangin, Act. pub.*, n° 403.

(2-3) Ainsi jugé que lorsque deux personnes co-

CHOSE JUGÉE. — FAIT NOUVEAU.

Le jugement qui renvoie un individu des poursuites exercées contre lui à raison d'une contravention n'empêche pas qu'il ne puisse être ultérieurement poursuivi et condamné pour une semblable contravention (1). (Code crim., 360 et 361.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 360 et 361, Code crim.; — Attendu, en droit, que si les jugements définitivement rendus en faveur des prévenus sont irrévocables sur les faits auxquels ils s'appliquent, ils ne peuvent empêcher la poursuite et la répression de chaque nouvelle infraction aux mêmes règlements ou arrêtés de police; — Et attendu que, par son arrêt du 15 mars 1813, le maire de Bonen, usant légalement du pouvoir qu'il tient à cet égard du n° 1, art. 3, tit. 11, L. 16-24 août 1790, et de l'art. 46, tit. 1er, L. 19-22 juill. 1791, a défendu aux marchands bouchers de cette ville et de ses faubourgs d'exposer en saillie sur la rue aucune espèce de viande de boucherie; — Que le tribunal de simple police, en déclarant Chemin coupable d'avoir enfreint cette défense, l'a justement condamné aux peines qui en sont la sanction; — Que néanmoins le jugement dénoncé, statuant sur l'appel dudit Chemin, a déchargé ce dernier des condamnations par lui encourues, sur le motif qu'une précédente sentence du même tribunal de simple police l'avait acquitté d'une contravention semblable, et que cet acquittement rend licite à toujours le fait qui lui est de nouveau reproché; d'où il résulte que ce jugement a commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées, — *Cass.*, etc. »

Du 21 nov. 1835. — Ch. crim.

EXPLOIT. — DOMICILE. — VOISIN. — JUREMENT. — EXCEPTION. — CHEF DISTINCT. — PARTAGE. — ACTION CIVILE. — CHOSE JUGÉE. — OUTRAGE. — DOMMAGES-INTERÊTS. — FAITS ÉTRANGERS. — MOTIFS. — PRÉCISION.

La copie de l'exploit signifié à un individu peut, en son absence, être laissée à son commensal, sans que celui-ci soit tenu de signer l'original (2). (C. proc., 88.)

Lorsqu'un exploit a été signifié au défendeur parlant au sieur.... chez qui il demeure, et que ce dernier n'a pas signé l'original, il doit être présumé le commensal du défendeur, à moins que celui-ci ne prouve qu'il avait dans la même maison une habitation séparée, et qu'ainsi il était son voisin (3). (C. proc., 88.)

Les juges peuvent, en déclarant partage sur le fond, statuer néanmoins, dès à présent et définitivement, sur les exceptions et moyens préjudiciels (4). (L. 20 avril 1810, art. 7; Code proc., 118 et 468.)

habitent constamment ensemble, la copie d'un exploit signifié à l'une d'elles a pu être remise au porteur de l'autre. — *F. Cass.*, 7 août 1807.

(4) Il est de principe que les juges appelés pour vider un partage d'opinions sont investis, relative-

La partie civile dont l'action en dommages-intérêts a été repoussée au criminel, mais seulement par le motif que l'action publique n'était pas recevable, peut, sans que l'on soit fondé à lui opposer l'autorité de la chose jugée, la reproduire devant les tribunaux civils (1). (C. civ., 1350 et 1351.)

De ce que quelques-unes des imputations sur lesquelles repose une dénonciation seraient reconnues bien fondées, il ne s'ensuit pas que l'auteur de cette dénonciation ne puisse être condamné à raison de celles qui seraient jugées calomnieuses. (C. pén., 373.)

Lorsque les imputations injurieuses qui motivent une action civile en dommages-intérêts sont énoncées tant dans la demande que dans le jugement attaqué, il n'est pas nécessaire qu'elles soient répétées dans l'arrêt. (L. 26 mai 1819, art. 6.)

Lorsque les mêmes motifs s'appliquent à plusieurs chefs d'un jugement, il n'est pas nécessaire qu'ils soient répétés devant chacun de ces chefs (2).

Les tribunaux saisis d'une action intentée par un tiers, à raison d'écrits diffamatoires produits en justice, ne peuvent prononcer une condamnation qu'après avoir préalablement déclaré que les imputations contenues dans ces écrits étaient étrangères à la cause (3). (L. 17 mai 1819, art. 23.)

Dejoux, suppléant du juge de paix, appelé à juger une question possessoire entre Buger et Magnoncour, avait rendu une décision contraire à ce dernier. Sur l'appel qu'il interjeta de ce jugement, Magnoncour fit imprimer et distribuer un *Précis* dans lequel il accusait Dejoux d'avoir fausement déclaré qu'un des jugements interlocutoires qu'il avait rendus avait été prononcé en audience publique, d'avoir ajouté certains

mots dans ce jugement, de s'être oublié jusqu'à insulter des témoins, de s'être rendu coupable de concussion, et d'avoir rendu le jugement non seulement le plus injuste, mais aussi le plus violent dont on puisse fournir l'exemple. Plainte en diffamation de la part de Dejoux. Il la dépose au parquet du procureur du roi.

De son côté, Magnoncour, après avoir adressé au procureur général une dénonciation contre Dejoux, forma contre lui une demande en prise à partie pour dol, fraude et concussion, et, en réponse à son *Précis*, fit paraître de nouvelles observations imprimées, dans lesquelles il disait à plusieurs reprises que Dejoux avait commis un faux avec l'intention de lui nuire.

Sur la dénonciation de Magnoncour, la chambre des mises en accusation de la Cour de Besançon déclara qu'il n'y avait pas lieu à suivre contre Dejoux. À l'égard de sa demande en prise à partie, elle fut également repoussée, et la Cour déclara en même temps supprimées son *Précis*, et ses observations.

Il ne restait plus à statuer que sur la plainte en diffamation de Dejoux. Le procureur du roi poursuivit, et Dejoux intervint comme partie civile.

Jugement du tribunal correctionnel qui condamne Magnoncour à 9,000 fr. de dommages-intérêts envers Dejoux.

Appel. — Le 25 juin 1828, jugement infirmatif de la Cour de Besançon qui déclare l'action publique non recevable, parce que le mémoire interminé avait été produit dans une contestation judiciaire; et rejette également l'action civile, par le motif que l'action du ministère public n'étant pas recevable, elle était incompétente pour connaître de l'action civile.

POURVOI par Dejoux devant le tribunal civil.

meot à l'affaire qui en est l'objet, du même pouvoir que les autres Juges. C'est d'après ce principe qu'il a été décidé, par un arrêt de la Cour de cassation du 15 mess. an 11, que les Juges départiteurs doivent connaître d'une récusation proposée incidemment contre l'un des Juges partagés. C'est ainsi encore que la même Cour, par un arrêt récédu du 12 mars 1834, a jugé que, lorsque deux ou plusieurs moyens ayant été présentés à l'appui d'un même chef de demande, les Juges sont d'accord pour le rejet de l'un et partagés sur l'admission de l'autre, ils ne peuvent, en déclarant le partage, rendre arrêt sur le premier moyen. — Ces deux décisions, invoquées par le demandeur en cassation, ne sont point contraires à l'opinion adoptée par l'arrêt que nous rapportons aujourd'hui. Pour s'en convaincre, il suffit de remarquer que, dans l'espèce actuelle, les exceptions opposées à la demande formaient un chef distinct, et qu'une fois rejetées, la question du fond subsistait toute entière et dégagée de toute autre question accessoire; tandis que, dans l'espèce des arrêts que nous venons de citer, et surtout du dernier, il s'agissait de moyens distincts, il est vrai, mais applicables au même chef de conclusions.

(1) Un arrêtiste a prétendu que les tiers ont une action civile à raison des faits diffamatoires dont ils ont été l'objet, alors même que ces faits ne seraient point étrangers à la cause, parce qu'ils n'ont pas le droit d'y intervenir (*F. Rouen*, 29 nov. 1826, et la note.) De son côté, Mangin, *Act. pub.*, no 156, refuse aux tiers l'action civile à raison de la diffam-

mation considérée comme constituant un délit; mais il la leur accorde comme réparation d'un quasi-délit. De Gratier. *Comment. sur les lois de la presse*, t. 1, no 41, répond que l'art. 23, L. 17 mai 1819, dispose d'une manière générale et absolue; il invoque la discussion qui a eu lieu dans la sein de la chambre des députés, comme ne laissant aucun doute à cet égard. « La loi, dit-il, n'admet d'exception que pour les faits diffamatoires étrangers à la cause, soit qu'il s'agisse de l'action publique ou civile. Qu'un ne dise pas que la loi du 17 mai était une loi pénale, elle ne s'occupe point des intérêts civils : l'art. 23 lui-même réserve dans son premier paragraphe le droit de demander des dommages-intérêts devant le tribunal de répression, et dans son § 4, il ouvre formellement l'action civile aux cas qu'il prévoit. Cet article renferme donc une disposition complète sur les réparations civiles. Comment, d'ailleurs, considérer le même fait tout à la fois comme un délit pour lequel on reconnaît que l'action civile n'est pas ouverte, et comme un quasi-délit pour lequel le législateur l'aurait laissé subsister. Le fait est un, de sa nature, s'il est délit, s'il a causé un dommage appréciable à prix d'argent, et que la loi refuse la réparation de ce dommage, ou ne peut, en le considérant comme un quasi-délit, prétendre exercer cette action, qui, dans tous les cas, tend au même but. » L'opinion de de Gratier est à nos yeux la seule admissible.

(2) *F. Carré-Chauveau*, no 493 bis.

(3) *F. Carré-Chauveau*, no 1270 quater.

— Le 27 juillet 1830, jugement qui, — « Attendu 1° que le précis dont Magnoncour ne dénie point être l'auteur renferme les imputations les plus graves et les plus attentatoires à l'honneur de Dejoux; 2° que le mémoire intitulé *Observations*, etc., contient non-seulement la reproduction des outrages renfermés dans celui intitulé *Précis*, mais qu'il en contient d'autres plus graves encore, s'il est possible; — Que Magnoncour y accuse formellement Dejoux d'avoir foulé aux pieds les devoirs les plus sacrés d'un magistrat, de s'être rendu coupable de concussion, de faux-faire....; 3° que la requête présentée par Magnoncour à l'effet de prendre à partie Dejoux a été rejetée, par le motif que les imputations de dol, de fraude, de concussion, de faux-faire qu'elle contenait, ont été reconnues par la Cour être dénuées de fondement...., déclare en conséquence outrageants et diffamatoires le mémoire intitulé *Précis*, etc., l'écrit intitulé *Observations*; déclare en outre que c'est à tort et méchamment que Magnoncour a exercé contre Dejoux la voie de prise à partie; déclare également calomnieuse la dénonciation au procureur général, et, pour réparation, condamne Magnoncour à payer à Dejoux 12,000 fr. de dommages-intérêts. »

Appel par Magnoncour. — Devant la Cour, il développe divers moyens de forme et d'exceptions. Il invoque l'incompétence, l'autorité de la chose jugée, conclut subsidiairement au fond, et produit un troisième mémoire dont Dejoux demande également la suppression avec dommages-intérêts.

Le 26 juill. 1831, arrêt par lequel la Cour de Besançon, statuant sur les moyens de formes et exceptions proposés par Magnoncour, les rejette, se déclare compétente, et au fond, sur la question de savoir s'il y a lieu à dommages-intérêts, déclare qu'il y a partie.

Le 16 août 1831, nouvel arrêt (les magistrats départiteurs ne sont appelés à prononcer que sur la question réservée par le partage, et non sur les moyens préjudiciels, écartés définitivement par l'arrêt du 26 juill.): — « Attendu, dit cet arrêt, que, des faits incriminés, deux seuls, savoir : l'énonciation de la présence des parties dans un jugement, celle de la rédaction d'un procès-verbal à Luxeuil, pouvaient motiver la plainte de Magnoncour; que l'énonciation de la présence des parties a été rectifiée dans le jugement qui la contenait; qu'elle ne portait d'ailleurs aucun préjudice à l'appelant;

• Que la déclaration que le rapport avait été rédigé à Luxeuil au lieu de Saint-Loup ne constituait pas un faux commis dans l'intention de nuire; qu'il n'en est résulté aucune perte pour l'appelant ni celle d'aucun de ses droits;

• Que le mode employé pour taxer les dépens, bien qu'irrégulier, était cependant conforme à l'usage suivi à la justice de paix de Saint-Loup; que l'appelant pouvait se pourvoir par les voies légales pour faire réformer la taxe si elle était erronée; que tous les autres faits sont inexacts et supposés; que leur imputation est évidemment mensongère et calomnieuse, et qu'elle était ainsi préjudiciable à l'intimité; que

c'est avec raison que les premiers juges, reconnaissant l'inexactitude de ces faits, ont déclaré l'appelant passible de dommages-intérêts;

• Que le taux de ceux qu'ils ont accordés peut paraître excessif, qu'il y a lieu de les réduire et de n'adjuger que 4,000 fr.;

• Attendu que, la suppression des mémoires ayant été demandée, c'est le cas de l'ordonner;

• Que, les premiers juges ayant ordonné l'affiche de leur jugement, il convient d'ordonner celle de l'arrêt, etc., etc. »

POURVOI par Magnoncour contre les arrêts des 26 juill. et 16 août 1831. — Premier moyen : Violation des art. 7, L. 30 avril 1810, 118 et 468, C. proc., en ce que les magistrats appelés à vider le partage, n'avaient connu que la question de dommages-intérêts, et non des exceptions préjudicielles proposées par Magnoncour. En vain dirait-on que l'arrêt du 26 juillet avait définitivement statué aux exceptions. La déclaration de partage a eu pour effet de tout remettre en question : car, les exceptions n'étant, en réalité, que des accessoires de la question du fond, il y avait connexité nécessaire entre la décision de chacune d'elles et la décision du fond. Le demandeur invoquait à son appui l'opinion de Carré et de l'arrêt du 12 mars 1834 (1).

Deuxième moyen : Violation des art. 1350 et 1351, C. civ. — L'arrêt du 25 juin 1828, passé en force de chose jugée, en déclarant non recevable l'action du ministère public, avait en même temps décidé qu'il n'y avait lieu à statuer sur l'action civile sans réserver à Dejoux aucune autre voie de recours. C'était donc une condamnation implicite de cette action. Dès lors, l'arrêt attaqué ne pouvait, sans violer l'autorité de la chose jugée, admettre une demande déjà repoussée par l'arrêt de 1828.

Troisième moyen : Violation des art. 373, C. pén., et 6, L. 26 mai 1819, 1° en ce que la Cour royale s'est fondée, pour condamner Magnoncour à des dommages-intérêts, sur des imputations qui reposaient en partie sur des faits vrais; 2° en ce que ce ne n'était pas dans le jugement, comme le dit l'arrêt du 16 août 1831, mais dans le procès-verbal, que Dejoux avait rectifié l'énonciation de la présence des parties; 3° en ce que les arrêts attaqués n'avaient pas suffisamment précisé les passages diffamatoires et injurieux ni mentionné la publicité; 4° enfin en ce que la Cour royale n'avait pas donné de motifs pour la suppression du *Précis*.

Quatrième moyen : Violation de l'art. 25, L. 17 mai 1819. — Aux termes de cette loi, disait-on, l'action en diffamation à raison d'écrits produits devant les tribunaux ne peut être intentée, même par les tiers, que dans le cas où les faits diffamatoires sont étrangers à la cause dans laquelle ils sont énoncés. De là il résulte qu'avant d'attribuer à des imputations de fait le caractère de diffamation, et d'en faire la base d'une condamnation en des dommages-intérêts, les juges doivent préalablement déclarer qu'elles sont étrangères à la cause où elles ont été employées.

(1) P. plus bas.

Ce principe a été formellement reconnu et consacré par un arrêt de la Cour de cassation du 6 fév. 1829 (1); or, dans l'espèce, l'arrêt du 16 août 1831 a puni comme diffamatoires les imputations de faits contenues dans les mémoires de Magnoncour sans les déclarer étrangères aux causes dans lesquelles elles avaient été mises en avant. En cela il a encouru la censure de la Cour de cassation.

Dans l'intérêt de Dejoux, on a opposé contre la recevabilité du pourvoi une fin de non-recevoir tirée de ce que l'exploit de signification de l'arrêt d'admission aurait été remis, non à Dejoux ni à aucune personne de sa famille, mais à la personne de Charles Ruel, chez qui il demeure, ou du moins où se trouve son dernier domicile, quoique l'huissier n'ait pas pris soin de faire viser l'original par ce voisin, ainsi que l'art. 68, C. proc., l'exige en pareil cas.

Arrivant aux moyens de pourvoi, on a soutenu 1° que Magnoncour était non recevable à se plaindre de n'avoir pas été entendu dans ses exceptions lors de l'arrêt du 16 août, puisqu'il n'avait pris aucunes conclusions à cet égard; que, dans tous les cas, sa prétention était mal fondée. — Sans doute, disait-on, lorsqu'une Cour est divisée sur une question de fait ou de droit qui se rattache à la solution d'un même chef de demande ou d'une même exception, elle est dans l'obligation de renvoyer aux juges départiteurs l'examen des autres chefs sur lesquels elle peut se trouver en majorité.

C'est dans ce sens qu'il faut entendre la règle *Ne continentia litis dividatur*. C'est ainsi qu'il faut interpréter les art. 118 et 468, C. proc., et l. 20 avril 1810. C'est ainsi enfin qu'il faut entendre et la doctrine de Carré et l'arrêt du 12 mars 1834 (2). Mais quand il y a dans une cause plusieurs chefs distincts ou plusieurs exceptions distinctes du fond du procès, alors il est vrai qu'il y a autant de constatations particulières que de chefs de demandes ou d'exceptions. *tot capita, tot sententiae*; et l'on ne voit pas comment le partage sur l'un des chefs ou sur l'une de ces exceptions pourrait empêcher la majorité de se fixer sur les autres points qui en sont indépendants;

2° Que l'arrêt du 25 juin 1828 n'avait ni expressément ni implicitement statué sur l'action civile, mais s'était seulement borné à déclarer l'incompétence de la Cour; que dès lors on ne pouvait lui attribuer l'autorité de la chose jugée, pour refuser à Dejoux le droit de se pourvoir à fins civiles en dommages-intérêts.

3° Que, d'un côté, il n'était pas vrai que la Cour se fût fondée sur des imputations matériellement vraies pour partie; que de l'autre, l'art. 6, L. 26 mai 1819, ne prescrivait la prescription des faits que dans la plainte, et non dans

le jugement; que cette précision n'était exigée qu'en matière correctionnelle, et non en matière civile; qu'enfin l'arrêt était pleinement motivé quant à la suppression du *Précis*, puisque les motifs ne sont pas nécessaires, la suppression pouvant être prononcée d'office, aux termes de l'art. 1036, C. proc.

4° Que le moyen tiré de l'art. 25, L. 17 mai 1819, péchait par sa base, parce qu'il était évident que l'on devait considérer comme étrangers à l'appel d'un jugement rendu au possesseur les imputations par lesquelles Magnoncour reprochait à Dejoux d'avoir commis un faux, des concussions, des faillitures, etc.

En vain dit-on que l'arrêt attaqué aurait dû déclarer ces imputations étrangères à la cause. S'il n'y a pas eu à cet égard de déclaration expresse, on ne peut disconvenir qu'il n'y en ait eu une implicite. Or, cela ne suffit-il pas? et la loi a-t-elle voulu exiger ce degré de précision autrement que pour les jugements rendus en matière pénale, en vertu de la loi de 1819, et étendre la sévérité de ses prescriptions aux décisions purement civiles?

ARRÊT.

LA COUR. — En ce qui touche la fin de non-recevoir ou nullité proposée par le défendeur : — Considérant que l'exploit du 6 juin 1834, contenant citation devant la chambre civile de la Cour, a été signifié audit défendeur, parlant à Charles Ruel, chez qui il demeure; que ces expressions peuvent également s'entendre d'un domicile séparé dans la maison de Ruel, ou d'une cohabitation dans le même logement, et d'une véritable commensalité; — Que dans le doute on doit préférer le sens qui valide l'exploit; que la défendeur n'a rapporté aucune preuve d'une habitation particulière et distincte de celle de Ruel; — Considérant que la copie de la citation a pu être laissée, en l'absence du défendeur, à son commensal trouvé dans l'habitation commune, sans que Ruel fût tenu, à peine de nullité, de signer l'original; qu'il n'était pas un voisin dans le sens de l'art. 68, C. proc.; — Rejette la fin de non-recevoir; — Statuant sur le fond du pourvoi : — En ce qui touche le premier moyen : — Considérant que, s'il est à désirer, pour la prompte expédition des affaires et pour l'économie des frais, que les Cours royales prononcent par un seul et même arrêt sur le fond et sur les exceptions qui sont susceptibles d'être jugées avec le fond, aucune loi ne leur impose cette obligation à peine de nullité; que l'application de cette règle est abandonnée à leur prudence; qu'ainsi la Cour de Besançon n'a violé aucune loi en statuant, par un premier arrêt du 26 juill. 1831, sur les exceptions et fins de non-recevoir proposées par

(1) *Id.* à cette date.

(2) Cet arrêt a jugé que, lorsqu'il y a partage d'opinions, l'affaire doit être renvoyée tout entière devant les juges départiteurs. — Dans l'espèce, deux moyens avaient été présentés au fond, la Cour avait cru pouvoir en décider un définitivement, et se se déclarer partagée que sur l'autre : ainsi on réalité

elle avait diviné la cause et n'en avait déferé qu'une partie aux juges départiteurs. Dans l'espèce actuelle, au contraire, l'affaire se divisait en moyens de fond, c'est-à-dire qu'il y avait à proprement parler deux affaires distinctes, sur chacune desquelles pouvait être rendue une sentence séparée.

Magnoncour, et en prononçant sur le fond du procès par un deuxième arrêt du 16 août suivant; — Considérant que, d'après ce principe, la Cour royale a pu, par son premier arrêt, statuer sur les exceptions et fins de non recevoir, et déclarer le partage sur le fond; que, le procès étant réduit à la question du fond, elle a dû être soumise seule aux juges départiteurs, qui ne pouvaient connaître des exceptions irrévocablement jugées par le premier arrêt; qu'il est constaté par l'arrêt du 16 août 1831 que les questions du fond ont été de nouveau plaidées devant les magistrats qui l'ont rendu; qu'ainsi aucune des lois citées par le demandeur sur ce moyen n'a été violée; — En ce qui touche le deuxième moyen: — Considérant que l'arrêt du 25 juin 1828 n'a pas prononcé sur la demande en dommages-intérêts formée par Dejoux devant le tribunal de police correctionnelle; que, s'il a été déclaré non recevable dans l'action qu'il avait exercée par voie d'intervention, le seul motif a été l'incompétence du tribunal, ainsi qu'il est formellement exprimé dans cet arrêt; qu'ainsi le fond de la demande est entier; — Considérant que les motifs énoncés dans l'arrêt de 1828, sur l'action intentée par le ministère public, ne peuvent être opposés à la partie civile, et constituer contre elle l'autorité de la chose jugée; — En ce qui touche le troisième moyen: — Considérant que les arrêts attaqués ont déclaré que, des faits incriminés par Dejoux, deux seuls pouvaient motiver la plainte de Magnoncour; que tous les autres étaient inexacts ou supposés, et que leur imputation était évidemment mensongère et calomnieuse; — Qu'il résulte de cette déclaration, dont l'exactitude ne peut être contestée devant la Cour de cassation, que le demandeur avait imputé au défendeur d'autres faits injurieux que les deux dont l'exactitude matérielle avait été justifiée par le demandeur; — Considérant que les imputations injurieuses qui motivaient l'action de Dejoux étaient indiquées tant dans la demande que dans le jugement du 27 juill. 1830; qu'il y était dit notamment que le demandeur accusait le défendeur d'avoir fnulé aux pieds les devoirs les plus sacrés d'un magistrat, de s'être rendu coupable de concussion et de faillite; qu'il n'a pas été indispensable que ces imputations fussent de nouveau transcrites dans l'arrêt du 16 août 1831; — Considérant que, le *Précis* distribué sur l'appel par le demandeur contenant les mêmes imputations que les écrits et imprimés précédents, sa suppression est suffisamment motivée par les raisons qui précèdent cette disposition, sans qu'il ait été nécessaire de répéter ces motifs dans la disposition particulière à la suppression de ce *Précis*; — Rejette le pourvoi contre l'arrêt du 26 juill. 1831; — En ce qui touche le quatrième moyen: — Considérant que, d'après l'art. 25, L. 17 mai 1819, l'action en diffamation, en raison d'écrits produits devant les tribunaux, ne peut être intentée, même par les tiers, que dans le cas où les faits diffamatoires sont étrangers à la cause dans laquelle ils ont été énoncés; qu'ainsi les juges saisis d'une pareille action sont dans la nécessité de déclarer

si les imputations à raison desquelles elle a été intentée étaient étrangères à l'instance; — Considérant que l'arrêt du 16 août 1831 ne contient aucune déclaration sur ce point; qu'ainsi la condition nécessaire pour constater la diffamation reprochable aux yeux de la loi n'a pas été remplie; d'où résultent la violation et la fausse application de l'art. 25, L. 17 mai 1819, — Casse, etc. »

Du 25 nov. 1855. — Ch. civ.

FAILLITE. — CONCORDAT. — RÉSOLUTION. — FRAUDE. — NULLITÉ.

Les actes passés sincèrement et de bonne foi entre la faillite concordataire et l'un de ses créanciers ne peuvent, en cas de nouvelle faillite, être annulés par cela seul qu'ils porteraient préjudice aux droits des autres créanciers, soit de la première, soit de la deuxième faillite.

Mais les juges du fond peuvent, appréciant la moralité de ces actes, en interpréter les dispositions, et décider, d'après les circonstances dans lesquelles ils ont été passés, que le créancier n'a pas eu le droit de faire sa condition meilleure que celle des autres, surtout s'il apparaît que les tiers aient pu être induits en erreur par de fausses apparences sur la position du débiteur commun (1).

Depuis longtemps Ravot était tombé en faillite et avait obtenu de ses créanciers un concordat qui l'avait remis à la tête de ses affaires, lorsque, suivant acte notarié du 30 nov. 1831, il vendit à Michaud, un de ses créanciers, son fonds de marchand de vins traiteur, moyennant le prix de 15,000 fr. Ce prix se compensa avec pareille somme dont Ravot se reconnut débiteur envers Michaud pour solde du compte arrêté entre eux. — Par le même acte, le vendeur fit cession à Michaud du bail des lieux où s'exploitait ledit fonds de commerce.

Il fut convenu que Ravot jouirait de la faculté de réméré en remboursant exactement à Michaud les 15,000 fr., prix de la vente; mais aussi que, s'il venait à laisser protester trois des trente billets de chacun 500 fr., qu'il avait souscrits pour l'exécution de cette clause, Michaud pourrait, comme propriétaire, entrer immédiatement en possession et jouissance du fonds vendu, sans aucune formalité de justice.

Cette dernière hypothèse se réalisa. Il y avait lieu dès lors à l'entrée en possession de Michaud; mais en réalité, il n'en fit rien, ou tout au moins il se contenta de mettre un gérant dans les lieux, en accordant à Ravot un délai de quinze jours, et le fonds, quant aux apparences, resta sous le nom de Ravot. Peu de temps après à la date du 19 mai 1835, ce dernier fut de nouveau déclaré en faillite.

Alors les syndics de cette seconde faillite eurent devoir demander la nullité de la vente faite à Michaud le 30 nov. 1831, comme faite en fraude de la masse des créanciers. Ils conclurent en outre à 50,000 fr. de dommages-intérêts.

(1) F. Toullier, t. 8, p. 378.

Cette demande fut repoussée par un jugement du 17 juill. 1854 : — « Attendu que Michaud est porteur de trois billets souscrits par Ravot, lesquels billets ont été proutés, et que la possession de ces trois billets est un titre suffisant de propriété qui ne saurait être détruit par les allégations des syndics de la faillite Ravot ;

» Attendu que si, après avoir fait protester les trois billets, le tiers porteur a reçu le paiement d'un billet postérieur, ce fait ne saurait être opposé comme fin de non-recevoir à Michaud, qui seulement, aux termes de son acte, devra le rembourser ;

» Attendu que c'est à tort qu'on allègue que Michaud aurait reçu la plus grande partie du prix stipulé ; que tout au contraire il résulte des documents de la cause qu'il n'en a jamais touché qu'une très-faible partie ;

» Attendu, en droit, que le contrat dont s'agit et dont Michaud réclame l'exécution n'est prohibé par aucune loi et pouvait être valablement consenti par Ravot, lequel a volontairement souscrit aux conditions imposées par Michaud,

» Le tribunal ordonne l'exécution pure et simple de l'acte du 30 nov. 1851. »

Ce jugement fut infirmé par arrêt de la Cour de Paris du 26 fév. 1855 : — « Considérant, dit cet arrêt, que c'est après la signature du concordat accordé à Ravot par les créanciers de sa première faillite, lorsque dix-sept créanciers n'avaient reçu aucun dividende, et que Ravot venait de former, rue Saint-Martin, n° 209, un nouvel établissement qui commençait à prospérer, que Michaud, porté sur le bilan de la première faillite de Ravot comme créancier de 4,913 fr. (ajourné par les syndics lors des vérifications et affirmations des créances, parce que les autres créanciers prétendaient avoir des droits sur certaines sommes qu'il aurait touchées à leur préjudice), et ayant fait de nouveau quelques fournitures de vins à Ravot, a, par acte du 30 nov. 1851, acheté de ce dernier son fonds de commerce de marchand de vins restaurateur, composé de l'achalandage, de la jouissance des lieux jusqu'en 1845, et des meubles, mobilier et ustensiles détaillés en un état joint à l'acte, moyennant le prix de 15 000 fr. ;

» Considérant qu'aux termes de l'acte, ce prix s'est trouvé compensé avec pareille somme qu'il a reconnu devoir à Michaud par suite d'un arrêté d'un compte en date du même jour et dont ni l'acte ni aucun document n'ont fait connaître les éléments ;

» Considérant que, par le même acte, Ravot, au profit de qui le réméré a été stipulé, s'est soumis à payer à Michaud exactement aux échéances trente billets de chacun 500 fr., avec la stipulation expresse que, faute de paiement de trois billets protestés aux échéances, Ravot serait déchu de la faculté de réméré, et que Michaud se mettrait en possession de l'établissement sans rembourser à Ravot les sommes par lui payées, quelle qu'en fût l'importance ;

» Considérant que, sur les livres d'échéance tenus par Ravot, dix-neuf billets sont payés par lui ; qu'à la vérité ces billets se trouvent maintenant entre les mains de Michaud, mais qu'il ne

produit aucun arrêté de compte d'après lequel il aurait acquitté le montant desdits billets à la décharge de Ravot ; qu'au contraire, les syndics produisent un compte remis par Michaud à Ravot le 22 janv. 1854, compte s'élevant à 11,042 fr., où il garde un silence absolu à l'égard des billets qu'il prétend avoir acquitté à leurs échéances ;

» Considérant que, depuis l'acte du 30 nov. 1851, Ravot, dont le nom figurait toujours sur l'enseigne de l'établissement de marchand de vins restaurateur, rue Saint-Martin, n° 209, est resté en possession du fonds de commerce, dont rien n'annonçait aux tiers qu'un autre eût la propriété, et que c'est d'après ces apparences, et en considération de la garantie qui leur présentait un fonds de commerce très-achalandé, que divers créanciers de la deuxième faillite ont fait à Ravot des fournitures, en vins et en denrées s'élevant à plus de 40,000 fr. ; que de ces faits et circonstances résultent des présomptions graves, précises et concordantes ; que c'est en fraude des droits des créanciers anciens et nouveaux de Ravot, et pour se remplir sans aucune perte de la valeur de ses fournitures anciennes et nouvelles au préjudice des autres créanciers, que Michaud a exigé de Ravot l'acte du 30 nov. 1851 et en a tenté l'exécution pleine et entière en mai 1854 ; qu'ainsi il y a lieu d'annuler ledit acte et tout ce qui s'en est suivi.

» La Cour déclare nul l'acte du 30 nov. 1851. »
POURVOI en cassation de Michaud. — Excès de pouvoir et fausse application de l'art. 1167, C. civ., et violation des art. 1134 et 1519, même Code.

ARRÊT.

» LA COUR, — Attendu qu'il ne peut sans doute pas être permis d'annuler, par le seul motif qu'ils sont préjudiciables à d'autres créanciers, des actes passés sincèrement et de bonne foi entre un débiteur et un créancier, dans l'intérêt du créancier stipulant, plutôt que dans l'intention de faire préjudice aux autres ; mais qu'il est dans les attributions exclusives des Cours royales de caractériser la moralité des faits, de même que les faits eux-mêmes, et, en déclarant les faits constants, de déclarer l'intention qui y a présidé, d'en déduire les conséquences morales ; — Attendu que le concordat devait être, à défaut de paiement de dividendes, regardé comme non avenu, et que la Cour royale a pu, par voie d'interprétation, en conclure que l'un des créanciers n'a pas eu le droit de faire sa condition meilleure que celle des autres, en se faisant livrer tout l'actif du débiteur commun ; — Attendu, relativement aux nouveaux créanciers, qu'il ne s'agit point d'une vente réelle faite en 1851, exécutée en 1851 par un dessaisissement actuel ; mais d'une vente à réméré, qui n'a reçu aucune exécution publique, d'une vente de meubles sans dessaisissement, d'une vente d'un fonds de commerce dont le vendeur a continué l'exploitation, et qu'en jugeant que le nom du vendeur resté sur l'enseigne, le fonds de commerce exploité par lui, le mobilier resté dans ses mains, étaient le gage des créanciers qui

avaient eu confiance dans le crédit apparent de l'emprunteur, et en annulant la vente à réméré, comme l'effet d'une fraude pratiquée au préjudice des nouveaux fournisseurs trompés par ces fausses apparences, la Cour de Paris, loin d'avoir violé aucune loi, a, au contraire, fait une saine application des principes de la justice. — Rejeté, etc. »

Du 24 nov. 1835. — Ch. req.

SERVITUDE. — PASSAGE. — PORTE. — ŒUVRAGE EXTÉRIEUR.

Le droit de passage, alors même qu'il se manifeste par des ouvrages apparents, et notamment par l'ouverture d'une porte sur la propriété voisine, porte toujours, avec lui, comme servitude, un caractère de discontinuité qui le rend non susceptible de s'acquiescer par prescription (1). (C. comm., 688, 691 et 693.)

L'appréciation des faits tendant à établir, en matière de servitude, la preuve d'une possession immémoriale, rentre exclusivement dans le domaine des juges du fond et, conséquemment, l'arrêt qui juge en fait l'insuffisance de ces faits échappe à la censure de la Cour de cassation.

Par acte du 17 juin 1750, les communes de Lux et autres cédèrent à Berga, auteur de Brabauhan, un emplacement situé entre l'établissement d'eaux minérales de Saint-Sauveur dont elles étaient propriétaires et une maison appartenant à Bourguigne. Dans cet acte les communes avaient particulièrement cédé à Berga le droit de construire un bain et de prendre un fil de eau minérale pour l'alimenter, en y mettant pour condition que le droit n'existerait que pendant la vie de Berga.

Berga construisit en effet ce bain, et, par suite de dispositions de lieux qu'il est inutile de détailler, il ouvrit une porte de communication entre sa maison et la terrasse de l'établissement des communes.

Brabauhan prétendit que Berga, son auteur, et lui-même après le décès de ce dernier, ont toujours joui publiquement et sans trouble de cette porte de communication.

Cependant les communes en demandèrent la fermeture, en soutenant qu'il résultait de l'acte de 1750 que la jouissance de porte n'avait jamais été considérée que comme précaire et de pure tolérance.

Brabauhan opposa la prescription comme acquise soit depuis le Code par un laps de temps

de plus de trente ans, soit avant le Code par une possession de plus de quarante ans.

Arrêt de la Cour de Pau du 27 juin 1834 : — « Attendu qu'aux termes de l'art. 691, C. civ., les servitudes discontinues, apparentes ou non apparentes, ne peuvent s'acquiescer que par titre ;

» Que cet article maintient seulement les servitudes de cette nature acquises antérieurement au Code par une possession immémoriale ;

» Que le droit réclamé par Brabauhan de communiquer sur la terrasse de l'établissement des bains, ayant besoin, pour être exercé, du fait actuel de l'homme, constitue essentiellement une servitude discontinue, aux termes de l'article 688, même Code ;

» Que ce droit n'est fondé sur aucun titre ;

» Que la preuve de la possession, telle qu'elle est articulée, ne caractérise pas une possession utile à prescrire antérieurement au Code civil ;

» Que, dès lors, même en supposant que l'existence d'une porte qui n'est pas placée sur le fonds d'autrui soit un signe extérieur qui rende la servitude apparente, comme dans l'espèce, à ce caractère ne se trouve pas réuni celui de la continuité, il en résulte qu'en décidant que cette servitude n'avait pas pu s'acquiescer par une possession telle que celle dont la preuve est offerte, les premiers juges ont fait une juste application des principes à l'espèce, et que conséquemment leur décision doit être maintenue,

» Condamne Brabauhan à supprimer la porte, etc. »

POURVOI de Brabauhan pour violation des art. 690 et 691, et fausse application de l'article 688, C. civ. — Pour qu'une servitude puisse s'établir par prescription, il faut qu'elle soit à la fois continue et apparente (art. 690, Code civil).

Mais, dans l'espèce, il s'agissait d'une servitude à la fois continue et apparente. — *Continue* : en effet l'art. 688 qualifie ainsi celles dont l'usage est ou peut être continu sans avoir besoin du fait actuel de l'homme. Or, il est certain qu'une ouverture pratiquée dans un mur existe indépendamment du fait actuel de l'homme aussi bien que les conduits d'eau, les égouts, les vus et autres de cette espèce dont parle l'article précité.

Apparentes : puisque d'abord l'ouverture était visible, et qu'en outre elle s'annonçait par l'existence d'un ouvrage extérieur, c'est-à-dire par la porte. Les servitudes apparentes, qu'on nomme aussi visibles ou patentes, dit Pardessus (*Traité des servitudes*, n° 28), sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, tels qu'une

(1) Il est incontestable que le droit de passage s'annonçait même par un signe extérieur tel qu'une porte ne cesse pas d'être une servitude discontinue, qu, dès lors, ne peut s'établir par la prescription. — *F. Solon, Serv.*, n° 314; *Pardessus, Des servitudes*, n° 29. — L'ancienne jurisprudence coutumière, qui généralement n'admettait pas de servitudes sans titre, accueillait cependant la prescription dans le cas de droits réels revêtus par des ouvrages extérieurs, ou une structure incorporée en l'héritage du voisin. — *F. Dumoulin, sur l'art. 170, cout. Blois*; *Coquille, cout. Nivernais*, chap. 10,

art. 2; *Choppin, cout. Paris*, art. 186, et *Lalaure, Traité des servitudes*, p. 170. » Cette exception, dit Bourjon (*Droit commun de la France, lit. des Servitudes*), est fondée sur ce qu'en ce cas c'est plus propriété que servitudes. » On comprend que sous le Code civil, dont le texte est si précis, une servitude discontinue, même apparente, ne peut être prescrite, si ce n'est autrement d'un droit qui pourrait être considéré comme tenant par sa nature à la propriété. — *F. Toullier*, t. 3, n° 621 et suiv.

fenêtre, une porte, un aqueduc : ces constructions déposent à chaque instant et visiblement de l'existence de la servitude.

Le même auteur ajoute (n° 28) qu'il importe peu, pour que la servitude soit considérée comme continue, que les effets en soient continus ou que ces effets éprouvent quelque suspension, parce que la servitude, par exemple, d'une gouttière déversant l'eau sur le voisin en cas de pluie, consiste moins à verser les eaux qu'à pouvoir user de ce droit chaque fois qu'il pleut, sans qu'un nouveau fait de l'homme soit nécessaire pour constituer la servitude. Telle est aussi l'opinion de Toullier, t. 5, p. 469.

En vain dit-on qu'il s'agit d'un droit de passage, servitude toujours discontinue. Toullier raisonne précisément pour le cas qui nous occupe, en disant : il y a une différence totale entre un passage, qui n'est le plus souvent fondé que sur la tolérance ou la familiarité, et un passage exercé en vertu d'ouvrages extérieurs, qui supposent presque nécessairement le consentement au moins tacite du propriétaire. La prescription des servitudes discontinues annoncées par des ouvrages incorporés dans l'héritage du voisin est donc fondée sur la raison et l'équité.

Cette distinction est tout à fait applicable à l'espèce, puisque le droit de passage dont il s'agit ne pouvait s'exercer qu'à l'aide de la porte, ouvrage extérieur permanent et visible. Donc, en déclarant que ce droit n'avait pu être susceptible de s'acquiescer par prescription, l'arrêt attaqué a violé les art. 690 et 691, et faussement appliqué l'art. 688, C. civ.

Mais l'art. 691 a été encore violé sous un autre rapport.

En effet, cet article porte que le principe de la non-prescription, quant aux servitudes discontinues, ne s'applique pas à celles de cette nature déjà acquises par la prescription, à l'époque de la promulgation du Code civil. Or, la servitude réclamée par Brahauban rentre tout à fait dans le bénéfice de cette exception : car la prescription, à son égard, était déjà accomplie, au moment où le Code a paru, par une possession de plus de quarante années.

En vain dirait-on que les juges du fond ont pu seul apprécier les faits de possession, et que la déclaration qu'ils ont faite de leur insuffisance échappe à la censure de la Cour de cassation. Cela pourrait être vrai si l'arrêt attaqué avait repoussé l'existence des faits articulés ; mais comme, loin de là, il a admis leur existence, il est évident que la question du procès se réduisait à savoir si la possession avait été assez longue pour entraîner la prescription, ce qui était, non une question de fait, mais une question de droit. Or, placée sur ce terrain, la difficulté n'en est réellement pas une, car la possession plus que quarantenaire avant le Code civil n'est pas contestable.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'il s'agissait d'un droit de passage que le demandeur prétendait exercer par le moyen d'une porte pratiquée

dans sa maison pour lui donner accès sur la terrasse des bains publics d'eaux minérales appartenant aux communes de la vallée de Barèges ; que ce droit constitue une servitude apparente, mais discontinue, ayant besoin du fait actuel de l'homme pour être exercé, aux termes de l'art. 688, C. civ. ; qu'une telle servitude ne pouvait s'établir que par titres, aux termes de l'art. 691, et que le demandeur n'en produisait pas ; — Quant à la possession immémoriale qui aurait pu être acquise avant le Code : — Que, le demandeur n'ayant pas proposé ce moyen devant les premiers juges, et l'arrêt ayant déclaré que les faits de possession allégués n'étaient pas utiles à prescrire, la Cour n'a point à s'occuper de ce moyen. — Rejeté, etc. »

Du 24 nov. 1835. — Ch. req.

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — RENVOI. — APPROBATION. — NULLITÉ.

L'art. 15, L. 25 vent. an 11, qui se borne à prononcer la nullité des renvois et apostilles non signés et paraphés, mais sans que cette nullité puisse influer en rien sur la validité de l'acte notarié en lui-même, est applicable en matière de testament par acte public (1).

Ainsi, la nullité d'un renvoi dans un testament authentique pour défaut de signature ou d'approbation par le testateur n'entraîne pas la nullité de l'acte tout entier.

Il n'en serait pas de même si la nullité du renvoi (signé d'ailleurs et paraphé ainsi que de droit) provenait du défaut de lecture du testateur.

Dans ce cas, le renvoi faisant corps avec le testament, sa nullité rétroagirait sur l'acte tout entier (2).

Antoine Laprimie est décédé laissant un testament par acte public dans lequel il léguait une somme de 1,000 fr. à Escabasse. Au bas de l'acte se trouve le mention que les témoins ont signé, mais que le testateur n'a pu le faire en raison de son état de faiblesse ; puis un renvoi, placé à côté du nom de Escabasse, explique la disposition faite à son profit. Ce renvoi est signé du notaire et des témoins ; mais il ne porte ni signature du testateur, ni mention de la cause qui aurait empêché ce dernier de signer. En outre, il ne contient pas de mention de lecture.

Sur la demande en délivrance formée par les légataires, les époux Escabasse soutiennent que le testament était nul, tant à raison du défaut de lecture du renvoi qu'à raison du défaut de signature du testateur.

Ils demandent subsidiairement, pour le cas où les juges penseraient que les mentions finales relatives à la lecture et à la signature s'appliquaient au renvoi comme aux autres dispositions, à prouver, même par la voie de l'inscription de faux, que ces mentions étaient mensongères, la lecture, l'interpellation de signer et la déclaration du testateur de ne pou-

(1) *P. conf. Pau*, 17 janv. 1835.

(2) *P. Toullier*, t. 5, n° 432 ; *Com-Bellie*, article 971, n° 35.

voir signer, n'ayant pas eu lieu réellement à l'égard du renvoi.

Jugement qui rejette leurs prétentions.

Le 16 juill. 1834, arrêt confirmatif de la Cour de Bordeaux : — « Eu ce qui touche l'addition formant l'objet du renvoi ;

« Attendu que ce renvoi est nul suivant la loi du 25 vent. an 11, n'étant pas signé par le testateur ou ne contenant pas la déclaration, de sa part, de ne pouvoir signer; qu'un pareil renvoi, dont la nullité matérielle est évidente, ne peut vicier le corps du testament; que les premiers juges ont ordonné l'exécution de cet acte litigieux, abstraction faite du renvoi, puisque l'insignifiance de ce renvoi a été déclarée par eux ;

« En ce qui touche l'inscription de faux,

« Attendu que celle qui a été formée implique l'observation des formalités ci-dessus, qui étaient exigées pour la validité du renvoi dont il s'agit ; que, dès ce moment, il est constaté que ce renvoi est nul; que dès lors la voie qui a été prise est inutile. »

POURVOI des époux Escabasse pour violation des art. 912 et 1001, C. civ.;

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, le testament étant un tout indivisible relativement aux formes nécessaires pour qu'il soit régulier, le défaut de lecture d'une disposition quelconque, fût-elle prohibée par la loi, n'en ferait pas moins annuler tout le testament; c'est du testament entier que lecture doit être donnée au testateur; mais si, après la clôture du testament, une disposition additionnelle est faite, cette disposition, nulle ou régulière, efficace ou insignifiante, ne peut pas rétroagir sur le testament antérieurement régulier; d'où on doit conclure que la nullité d'un renvoi signé du testateur, des témoins, du notaire, annulable seulement pour n'avoir pas été lu au testateur et considéré nécessairement comme faisant corps commun avec le testament, devrait annuler le testament entier, tandis qu'au contraire un renvoi non signé, non approuvé, est légalement considéré comme n'étant pas l'œuvre du testateur, comme ne faisant pas partie du testament; la nullité spéciale du renvoi est viciérale et absolue, elle est sans influence sur la régularité du testament; — Attendu en fait que, dans l'espèce de la cause, il s'agit d'un renvoi nul et irrégulier à défaut de signature du testateur, renvoi ajouté, dit-on, après que le testament eût été clos et terminé, les témoins retirés; d'où il résulte que, loin d'avoir violé la loi en refusant d'admettre une inscription de faux qui ne pouvait avoir aucun résultat, l'arrêt en a au contraire fait une juste application, — Rejette, etc. »

Du 24 nov. 1835. — Ch. req.

NULLITÉ. — PRESCRIPTION. — MINEUR.

C'est par dix ans, à compter de sa majorité,

(1) Cette question a été controversée, mais la jurisprudence qui admet la prescription de dix ans semble avoir prévalu. — V. notre annotation sous

et non par trente ans, que se prescrit pour le mineur l'action en nullité ou en rescision des actes (par exemple, une vente immobilière faite par son tuteur sans l'accomplissement des formalités légales (1). (C. civ., 1304.)

La dame Jacotin, tutrice de ses enfants mineurs, fut autorisée par le conseil de famille à procéder en justice à la vente de la ferme de Bois-de-l'Or, qui dépendait de la succession de son mari. Des affiches indicatives de la vente furent apposées; elles renvoyaient aux procès verbaux d'expertise pour la désignation du bois. L'expertise n'avait été faite sur aucun bois et n'en mentionnait aucun. Toutefois l'erreur se continua et passa dans l'adjudication, qui fut opérée le 26 avril 1807, au profit de Bucquet.

En 1828, les enfants Jacotin dirigèrent contre ce dernier une demande en délaissement du bois de Grandham, par le motif que sa tutrice n'avait pas été autorisée à la vente de ce bois, qui, en conséquence, n'avait pas été compris dans les expertises, qu'ainsi l'adjudication qui en aurait été faite à Bucquet était irrégulière et nulle.

Celui-ci opposa la prescription de dix ans, comme ayant joui de bonne foi et par juste titre. Mais son exception fut rejetée par jugement qui, — « Considérant que la prescription de dix ans, à partir de l'époque de leur majorité, ne peut être opposée aux mineurs qu'à l'égard des actes faits par eux-mêmes, et non à l'égard de ceux faits illégalement par leur tuteur, déclara la vente du 26 avril 1807 nulle et de nul effet à l'égard des mineurs Jacotin, et condamna en conséquence Bucquet à se désister, au profit de ces derniers, de la propriété et jouissance des bois de Grandham, et à leur payer en outre 5,000 fr. à titre de dommages-intérêts pour son indue jouissance. »

Le 31 juill. 1831, arrêt de la Cour de Metz qui confirma le jugement.

POURVOI de Bucquet pour violation de l'article 1304, C. civ. Il soutient que cet article limite à dix années le temps pendant lequel le mineur peut attaquer les actes illégaux de son tuteur; qu'il n'est pas moins applicable à ces derniers qu'à ceux du mineur lui-même, suivant la règle *Factum tutoris, factum pupilli*. Au surplus, il ajoute qu'il a possédé pendant plus de dix ans paisiblement, publiquement et à titre de propriétaire, au su et au vu des enfants Bucquet, et qu'ainsi à tous égards sa propriété était consacrée par la prescription.

Les défendeurs ont répondu que la règle *Factum tutoris, factum pupilli*, n'est applicable qu'aux actes légalement faits par le tuteur dans la limite de ses pouvoirs.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 1304, C. civ.; — Considérant que cet article pose, dans son premier alinéa, un principe général pour toutes les actions en nullité et en rescision des conven-

l'arrêt contraire de la Cour de Metz du 1^{er} juin 1821, et Cass., 14 nov. 1826. — V. aussi Cass., 30 mars 1830.

tions susceptibles de ces actions : qu'en limitant leur durée à dix ans, elle a suffisamment pourvu à l'intérêt des parties lésées par ces conventions, et à l'intérêt des tiers ; qu'en déterminant, par les dispositions accessoires portées dans ce même article, les points de départ pour faire courir ce délai de dix ans suivant les causes de nullité ou de rescision qui motiveraient l'action, le législateur n'a pas manifesté la volonté de modifier et restreindre la disposition principale placée en tête de cet article ; — Que limiter aux actes faits par les mineurs le délai de dix ans, et étendre à trente ans le délai pour l'action en nullité des actes faits par les tuteurs, ce serait dénigrer à la première partie de l'article, et au principe général qu'elle renferme ; que ce serait rompre l'harmonie établie entre cet art. 1304 et l'art. 475. C. civ., qui a fixé au même délai de dix ans la durée des actions du mineur contre le tuteur relativement aux frais de la tuelle, puisque le mineur, auquel l'action directe contre son tuteur serait interdite après les dix ans de sa majorité, pourrait agir indirectement en dirigeant son action contre le tiers acquéreur, qui exercerait son recours contre le tuteur ; — Que l'intention de la loi a été d'étendre toutes les actions nées de la minorité par le laps de dix ans de la majorité ; que les actes passés par le tuteur sont considérés comme faits par le mineur, dont il est le représentant légal, et sont soumis à la même voie de rétractation, et dans le même délai ; qu'en décidant le contraire, l'arrêt attaqué a violé l'art. 1304. C. civ. ; — En ce qui touche les conclusions subsidiaires de la demoiselle Germain-Jacotin : — Considérant qu'il n'est pas justifié qu'elle ait produit en la Cour royale l'acte de naissance dont elle excipe, et qu'elle ait opposé le défaut de temps écoulé depuis sa majorité pour compléter les dix ans, —

Casse, etc. »

Du 25 nov. 1835. — Ch. civ.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — PURGE. — HYPOTHÈQUES LÉGALES.

Le jugement d'adjudication sur saisie immobilière n'a pas pour effet de purger les hypothèques légales.

Les Immeubles de Blestel ont été expropriés, et le prix en a été mis en distribution. — La dame Blestel s'est présentée à l'ordre, et a demandé à être colloquée pour ses reprises matrimoniales, quoiqu'elle n'eût pas requis inscription avant l'adjudication. — Les créanciers de Blestel ont soutenu que son hypothèque légale était éteinte, et qu'elle devait être rejetée de l'ordre.

Le 20 fév. 1832, jugement du tribunal civil de Bayeux qui confirme le règlement du juge-commissaire, contenant collocation de la dame Blestel au rang de son hypothèque légale.

Appel des créanciers. — Le 8 fév. 1833, arrêt infirmatif de la Cour de Caen qui déclare éteinte l'hypothèque légale de la dame Blestel, et rejette, en conséquence, de l'ordre sa créance pour droits et reprises matrimoniales.

POURVOI de la dame Blestel pour violation des art. 2135, 2193 et 2194, C. civ., en ce que la Cour de Caen a refusé de colloquer la dame Blestel au rang de son hypothèque légale, quoique les formalités prescrites par les articles 2193 et 2194, C. civ., n'eussent pas été remplies.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 2135, n° 2; 2180, 2193 et 2194, C. civ. ; — Attendu qu'il résulte des dispositions ci-dessus que l'hypothèque légale des femmes existe sur les biens de leurs maris indépendamment de toute inscription et que cette hypothèque ne s'éteint que lorsqu'après l'accomplissement des formalités que la loi prescrit aux susdits art. 2193 et 2194, il n'est pas survenu d'inscription de leur chef ; — Attendu que le Code de procédure, en ce qui concerne les saisies immobilières et les adjudications qui en sont la suite, garde le silence sur les hypothèques légales ; qu'il n'a, par conséquent, dérogé en rien aux dispositions du Code civil, qui ne fait, à l'égard de ces hypothèques, aucune distinction entre les ventes volontaires et les ventes par expropriation forcée ; que, dans l'un comme dans l'autre cas, le mode de purger les hypothèques légales est le même ; — Attendu, dans l'espèce, qu'en rejetant de l'ordre, sous prétexte de non-inscription de la créance de la dame Blestel avant le jugement d'adjudication, la collocation que les premiers juges avaient faite à son profit, quoiqu'il fût constant que les formalités prescrites par la loi pour purger l'hypothèque légale dont il s'agissait n'avaient pas été observées, la Cour de Caen a violé expressément les articles de la loi précitée : — Par ces motifs, — Casse ; — Ordonne, etc. »

Du 25 nov. 1835. — Ch. civ.

Nota. Le même jour, autre arrêt qui, sur le pourvoi de la Dame Cousin, casse un arrêt rendu le 12 mai 1832, par la Cour de Rouen.

COUR D'ASSISES. — FAUX. — AMENDE.

La Cour d'assises qui condamne un individu pour faux ne peut se dispenser de lui appliquer l'amende (1). (C. pén., 164.)

Du 26 nov. 1835. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

ARBITRAGE. — SOCIÉTÉ. — COMPÉTENCE.

La contestation élevée entre associés à raison de la nullité de l'acte social doit être portée devant les tribunaux ordinaires, et non devant arbitres (2).

Une société en commandite avait été formée entre Paroentier, Grillet et compagnie, et Lambert, agissant au nom et pour le compte de divers actionnaires de la société d'avances mutuelles, Fauchon, devenu cessionnaire de tous les

(1) F. conf. Cass., 1^{re} oct. 1833.

(2) F. conf. Lyon, 22 août 1835 ; — Pardessus, n° 1901.

droits qu'avait la maison Lambert, fut assigné par Parmentier et autres devant le tribunal de commerce, en résolution de l'acte de société.

Jugement qui, à défaut par Fauchon d'avoir justifié de l'exécution de l'acte social, déclare qu'il ne peut se dire ni actionnaire ni associé dans la société Parmentier.

Appel. — Le 19 mars 1854, arrêt de la Cour de Besançon, qui prononce la résolution de l'acte de société pour défaut d'exécution des obligations contractées par Lambert, par le motif qu'il n'avait pas effectué réellement la mise de fonds qu'il était obligé d'apporter dans la société.

POURVOI de Fauchon pour violation de l'article 51. C. comm., en ce que la contestation qui avait été décidée soit par le tribunal de commerce, soit par l'arrêt attaqué, était attribuée par la loi et par la convention des parties à des arbitres. Il soutient que ce moyen d'incompétence est radical et d'ordre public, et qu'il n'a pu être couvert par les parties.

ARRÊT

« LA COUR, — Attendu que l'art. 51, Code comm., qui attribue à des arbitres la connaissance de toute contestation entre associés, à raison de la société, demeure sans application quand il s'agit de la nullité de l'acte social, même lorsque cet acte est constaté par un contrat notarié, parce que, dans ce cas, les articles 1183 et 1184, C. civ., deviennent la loi de la matière, si l'une des parties oppose à l'autre l'inexécution de la convention, ce qui a eu lieu dans l'espèce, et ce qui entraînait la compétence des tribunaux ordinaires. — Rejette, etc. »

Du 26 nov. 1855. — Ch. req.

DOMAINE PUBLIC. — REMPART. — PRESCRIPTION. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

Les remparts des places de guerre font partie du domaine public et demeurent inaliénables et imprescriptibles, tant qu'ils n'ont pas changé de nature et de destination, conformément à l'art. 2, tit. 4, L. 8-10 juill. 1791. (C. civ., 540 et 2226.)

Les actes de possession sur un terrain domanial qui n'est pas dans le commerce ne peuvent être utilement invoqués contre l'État. La discussion ne peut s'engager, soit sur des titres privés, soit sur des faits ou actes de possession, qu'après que les tribunaux saisis de la revendication de l'objet litigieux ont déterminé le caractère de celui-ci.

Doit être cassé l'arrêt qui, avant de juger la question de la prétendue domanialité du terrain en litige, apprécie l'effet légal de la possession alléguée par les défendeurs.

Par suite du renvoi prononcé par la Cour de cassation le 3 mars 1828, la Cour d'appel de Paris a confirmé la sentence du tribunal de première instance de Boulogne-sur-Mer du 28 fév. 1825.

Nouveau pourvoi en cassation de la part du préfet du Pas-de-Calais.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 540 et 2226, Code

civ.; — Attendu, en droit, que les remparts des places de guerre font partie du domaine public et demeurent inaliénables et imprescriptibles tant qu'ils n'ont pas régulièrement changé de nature et de destination, conformément à l'art. 2, tit. 4, L. 8-10 juill. 1791; que dès lors nul acte de possession sur un terrain domanial qui n'est point dans le commerce ne saurait être utilement invoqué contre l'État, et qu'aucune discussion ne peut s'engager soit sur des titres privés, soit sur des faits ou actes de possession, qu'après que les tribunaux saisis de la revendication de l'objet litigieux ont déterminé le caractère de celui-ci; — Et attendu, en fait, que l'emplacement dont il s'agit dans l'espèce est revendiqué pour l'État comme tenant à la rampe qui monte au rempart de la place de Calais; — Que la Cour de Paris devait donc juger la question de la prétendue domanialité de ce terrain, avant d'apprécier l'effet légal de la possession alléguée par les défendeurs; — Que néanmoins l'arrêt dénoncé, sans avoir préalablement décidé cette question, a déclaré le préfet des noms qu'il agit, mal fondé en sa demande, sur le motif que Pille réunit en sa faveur titre et possession; d'où résulte la fausse application de l'art. 2263, C. civ., et la violation expresse des articles ci-dessus cités. — Casse, etc. »

Du 27 nov. 1855. — Ch. réun.

RENTE FONCIÈRE. — MEUBLE. — TIERS ACQUÉREUR.

La rente foncière dont le titre est antérieur au Code civil, constitue une simple créance hypothécaire, en telle sorte que l'acquéreur de l'immeuble qui en est grevé est dispensé d'en servir les arrérages s'il a rempli les formalités prescrites par le chap. 8, tit. 18, liv. 3, C. civ. (1).

Les faits de cette cause ont été rapportés avec l'arrêt de cassation du 25 août 1829, et d'Orléans, 5 mars 1850.

Nouveau pourvoi par Frottier contre ce dernier arrêt.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 2181 et suiv., chap. 8, tit. 18, liv. 3, C. civ., indicatifs du mode de purger les privilèges et hypothèques, et notamment l'art. 2186; — Attendu que, dans l'esprit de la législation antérieure à 1789, la rente foncière, irrachetable de sa nature, était considérée comme faisant partie intégrante de la propriété de l'immeuble sur lequel elle était assise; qu'elle était par conséquent une espèce d'immeuble susceptible d'être frappé d'hypothèque et isolément à l'immeuble même; en telle sorte que la propriété de cet immeuble arrivait par la vente dans les mains d'un tiers détenteur, celui-ci devenait par ce seul fait, débiteur de la rente foncière, sans pouvoir s'en affranchir, même par des lettres de ratification, parce

(1) *F. contra*, Cass., 25 août 1829; Paris, 30 juil. 1838; Limoges, 5 juin 1853, et les renvois. — *F. aussi Merlin, Quest., v^o Rente foncière*, § 7.

que l'effet de ces lettres n'était que de purger les privilèges et hypothèques, mais qu'elles étaient et devaient être impuissantes pour purger les droits de propriété; — Attendu que l'esprit de toutes les lois qui sont intervenues depuis 1789 a perpétuellement tendu vers le but d'affranchir le sol et de rendre plus facile la transmission des propriétés, but qui toutefois n'a été complètement atteint que par degré et par une législation progressive; qu'en effet, la loi du 18 décembre 1790 a commencé par déclarer les rentes foncières rachetables, ce qui était déjà modifier très-notablement leur essence; qu'à la vérité, cette loi a déclaré par l'art. 3, lit. 5, que la faculté de racheter les rentes foncières ne changerait rien à leur nature immobilière; mais que le caractère immobilier ainsi conservé aux rentes foncières par les lois de 1790 a été aboli en partie par l'art. 7, L. 11 brum. an 7, qui a statué que les rentes foncières, déjà déclarées rachetables, ne pourraient plus, à l'avenir, être frappées d'hypothèques, ce qui était les déclarer tacitement mobilières; qu'enfin, ce qui pouvait leur rester de caractère immobilier a été tout à fait effacé par l'art. 529, C. civ., promulgué le 4 fév. 1804, et dans la généralité duquel les rentes foncières sont manifestement comprises par ces mots : « Sont aussi meubles, par la détermination de la loi, les rentes perpétuelles » ou viagères, soit sur l'État, soit sur les particuliers; » — Attendu que, le caractère immobilier de la rente foncière étant ainsi complètement anéanti, cette rente ne peut plus être qu'une simple créance mobilière purement hypothécaire, ou même privilégiée sur l'immeuble, mais créance dont un tiers acquéreur devenu tel dans cet état de la législation peut et doit pouvoir affranchir cet immeuble par les lois légales aujourd'hui substituées aux lettres de ratification à l'effet de purger les privilèges et hypothèques, en telle sorte que, ne pouvant plus être considéré comme débiteur de la rente foncière par le seul fait de la détention de l'héritage, auquel elle a cessé d'être inhérente, le tiers détenteur doit, s'il a rempli les formalités de purge, être affranchi (en payant ou consignait le prix stipulé dans son contrat) de toute action de la part du créancier de la rente, sans préjudice de l'action rémptoire, s'il y a lieu; — Et attendu que la demande sur laquelle il s'agissait de statuer dans la cause n'était pas une action résolutoire intentée par un vendeur primitif non payé de son prix, mais une action dirigée contre un tiers acquéreur à l'effet de le faire condamner au desserrement d'une rente foncière de 50 fr. créée sur l'immeuble en 1795, sinon à déguerpir

l'immeuble par lui acquis; que le contrat contenant vente à Frotier, moyennant 500 fr., de la maison dont il s'agit au procès, a été passé le 26 mai 1822, et conséquemment sous l'empire du Code civil; que Frotier a rempli toutes les formalités prescrites par le chap. 8, lit. 18, liv. 3, de ce Code, pour purger l'hypothèque et les privilèges inscrits sur la maison par lui acquise; qu'aucune surenchère n'a été émise sur la notification que Frotier a faite, aux créanciers inscrits, de son contrat d'acquisition, avec offre de payer le prix stipulé dans ce même contrat; — Que l'art. 2186 porte qu'à défaut de surenchère la valeur de l'immeuble demeure définitivement fixée au prix stipulé dans le contrat, et qu'un payant ce prix aux créanciers qui sont en ordre de le recevoir, ou en le consignait, l'acquéreur est libéré de tout privilège et hypothèque; — Que cependant l'arrêt attaqué, en condamnant Frotier à desservir la rente foncière réclamée par la demoiselle Poupet, a imposé à cet acquéreur une obligation que son contrat ne lui imposait pas; — Qu'en jugeant ainsi, la Cour d'Orléans a formellement violé l'art. 2186 précité. — Casse, etc. »

Du 27 nov. 1835. — And. sol.

Nota. Par suite de renvoi, (P. Paris, 21 mai et 30 juin 1838).

ENREGISTREMENT. — RESTITUTION. — ERREUR. — BAIL COURANT. — EXPERTISE.

Lorsque la perception des droits d'enregistrement a été faite conformément à la déclaration du redevable, il n'y a pas lieu à restitution ultérieure pour droits indûment perçus, sous prétexte qu'il résulterait d'un acte ou d'un jugement postérieur à la perception qu'on avait commis par erreur dans la déclaration des immeubles sur lesquels le droit de mutation a été perçu (1). (L. 22 frim. an 7, art. 60.)

Lorsqu'un bail d'immeubles fait in extremis est argué de dol et de fraude par la régie, les tribunaux ont pu déclarer, d'après les circonstances, que ce bail ne saurait être considéré comme bail courant, dans le sens de l'art. 15, L. 22 frim. an 7 (2). (L. 22 frim. an 7, art. 15, n° 7.)

Au cas d'une déclaration d'immeubles dépendant d'une succession, l'expertise faite à l'égard de ces immeubles avec l'auteur de celui qui fait la déclaration peut, à défaut d'un bail courant et à la demande d'une nouvelle expertise, être prise pour base de l'évaluation des droits, et comme acte établissant l'insuffisance de la déclaration (3). (L. 22 frim. an 7, art. 19.)

(1) F. Cass., 4 juin 1817, 4 déc. 1821; — Instr. de la régie, 1513, § 4. — Décidé cependant que l'art. 60, L. de frim., ne s'oppose pas à la restitution de droits de succession payés par le résultat d'une erreur de fait, comme lorsque des héritiers ont déclaré des biens qui seraient légalement reconnus étrangers à la succession. — F. Déc. min. fin., 12 août 1808, et Instr., 386, n° 30. — F. aussi Solm., 21 nov. 1829, et Délib., 9 juin 1835. — L'annulation d'un legs est une cause de restitution

des droits de mutation payés pour ce legs. — F. Délib., 4 mars 1830 et 17 juin 1834.

(2) F. Cass., 9 vendém. an 13, 30 mars 1805, 9 déc. 1835; — Instr. de la régie, 1513, § 4, et Rigaud et Championnière, *Tr. des droits d'enreg.*, t. 4, n° 3430.

(3) F. Rigaud et Championnière, *Traité des droits d'enreg.*, t. 4, n° 3435; Délib. de la régie, 8 nov. 1833, et Instr., 1513, § 4.

En 1824, déclaration par Chazelles, au bureau de l'enregistrement, des immeubles dont l'usufruit lui avait été légué par la dame Chantal, son épouse. Parmi ces biens étaient compris un herbage appelé le *Puech-de-la-Gleize*, deux près des bâtiments dits la *Borie-Grande*; l'évaluation du revenu de ces immeubles parut insuffisante à la régie; celle-ci provoque une expertise qui est ordonnée malgré l'opposition de Chazelles, qui prétend que le *Puech* et la *Borie-Grande* lui appartenaient et avaient été compris par erreur dans la déclaration faite en son nom.

Depuis, plusieurs jugements et arrêts passés en force de chose jugée décidèrent, d'après l'expertise qui avait eu lieu, que les immeubles qui n'avaient été portés dans la déclaration qu'à 1,000 fr., devaient être estimés d'un revenu de 3,514 fr., dans laquelle somme se trouvaient compris le *Puech* et la *Borie-Grande* pour 1,345 fr.

Après le décès de Chazelles, Naucaze, son héritier universel, fait, en 1829, une déclaration d'immeubles dépendant de la succession de Chazelles, et consistant dans la montagne du *Puech-de-la-Gleize*, et dans les deux près appelés la *Borie-Grande*. Il les porte à un revenu de 400 fr. résultant d'un bail à ferme notarié, rédigé la veille du décès de Chazelles.

La régie, considérant cette évaluation comme insuffisante, forme une demande en supplément de droit, et décerne une contrainte contre Naucaze. Opposition par celui-ci avec assignation devant les tribunaux. En même temps, il forme une demande reconventionnelle ayant pour objet la restitution de droits de mutation perçus sur les biens mal à propos déclarés parmi ceux légués en usufruit par la dame Chantal à Chazelles; il disait qu'il était reconnu, par un acte et un jugement postérieurs à la déclaration faite en 1824, que ces biens appartenaient personnellement à Chazelles; qu'en effet, par un acte de partage du 4 nov. 1825, les immeubles du *Puech-de-la-Gleize* et de la *Borie-Grande* avaient été écartés de la succession de la dame Chantal, comme appartenant personnellement à Chazelles; qu'un jugement du 21 fév. 1835 avait reconnu également que, dans la déclaration des biens délaissés par la dame Chantal, ne devaient pas être compris les biens de *Puech* et de la *Gleize* cédés à Chazelles par Chantal, ses beaux-frères; qu'il résultait de là que la régie ne pouvait profiter d'une erreur et devait restituer un droit indûment perçu. Naucaze prétendait encore, relativement à la succession de Chazelles, que l'administration aurait dû évaluer les biens personnels de ce dernier d'après le bail courant de ces biens, et non d'après une ancienne expertise intervenue pour évaluer les biens de la dame Chantal, épouse de Chazelles.

Jugement qui déclare Naucaze mal fondé, tant dans sa demande en nullité de la contrainte que dans sa demande en remboursement des droits de mutations: — « Attendu, en fait, pour ce jugement, 1^o que la perception du droit réclamé a été faite sur la déclaration volontaire du redevable; 2^o que le bail dont on excipe a été fait par un homme déjà frappé d'apoplexie depuis huit jours, et à la veille de sa mort;

3^o que les biens dont il s'agit de déterminer la valeur et le revenu ont déjà été estimés, dans un rapport d'experts fait contradictoirement avec le débiteur et homologué en justice;

» Attendu que le point de droit se réduit à apprécier les conséquences de ces actes et de ces contraintes, relativement à la demande de Naucaze;

» Attendu, en droit, qu'une perception faite conformément à la déclaration du redevable est régulière, car le receveur ne pouvait, au préjudice du trésor, refuser de recevoir le droit sur les objets déclarés;

» Attendu qu'un bail fait *in extremis* et dans les circonstances ci-dessus rappelées ne peut être considéré comme un bail courant, dans le sens que la loi de frim. an 7 attache à ce mot;

» Attendu que de ce que la direction ne serait plus recevable à demander une expertise, il ne s'ensuit pas qu'un rapport d'experts fait depuis plusieurs années, contradictoirement avec le redevable et homologué en justice, ne puisse être considéré comme acte servant à déterminer la valeur et le revenu de l'immeuble sujet au droit. »

POURVOI par Naucaze, 1^o pour violation ou au moins fausse application de l'art. 60, L. 22 frim. an 7, en ce que le jugement attaqué aurait dû ordonner la restitution des droits indûment perçus sur des immeubles compris par erreur dans une déclaration de biens légués qui ne l'étaient pas, puisqu'ils appartenaient personnellement à celui qui avait fait la déclaration;

2^o Violation ou au moins fausse application de l'art. 7, art. 15, L. 22 frim. an 7, et violation de l'art. 1541, C. civ. Le bail ayant commencé à courir vingt jours au moins avant le décès, il était courant au moment du décès, par conséquent, il devait servir de base pour l'évaluation des biens sujets au droit de mutation; d'un autre côté, aucune disposition légale ne portait que le bail fait *in extremis* n'est pas un bail courant dans le sens de la loi du 22 frim. an 7; ainsi, le jugement attaqué avait créé arbitrairement une exception à cette loi; or, du moment que le jugement n'alléguait ni la fraude ni le dol, il n'avait pu admettre contre l'acte de bail aucune présomption, aucune allégation, sans violer l'art. 1541, C. civ.; la circonstance qu'il y avait déjà eu un rapport d'experts anciennement fait, lequel fixait la valeur et le revenu des biens sujets à mutation, ne saurait être prise en considération; car, en fait, cette expertise avait été faite, non contradictoirement avec le demandeur en cassation et relativement à une autre succession; en droit, la loi n'admet l'expertise, pour constater l'insuffisance d'une déclaration faite après décès, qu'à défaut de bail courant; or, dans l'espèce, ce bail existait; enfin, une ancienne expertise n'est pas un de ces actes dont parle l'art. 19, L. 22 frim. an 7, qui puissent faire connaître le véritable revenu des biens;

3^o Enfin, violation des art. 18, 19 et 61, L. 22 frim. an 7, en ce que la régie, en supposant que l'expertise eût pu être employée, aurait dû y recourir, comme l'indique l'art. 18, L. 22 frim.

an 7, par une pétition portant nomination de l'expert de la nation.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu, sur le premier moyen, que la perception du droit d'enregistrement, pour l'usufruit des immeubles de la dame de Chazelles, a été faite conformément à la déclaration du redevable, et que c'est seulement par un acte et un jugement postérieurs à cette perception qu'on a prétendu prouver que le Puch-de-la-Gleize et la Borie Grande avaient été compris par erreur dans cette déclaration, comme faisant partie des immeubles de cette dame; — Attendu, sur le deuxième et le troisième moyens, que la régie avait argué de dol et de fraude le bail du 13 avril 1829, et soutenu qu'en tout cas, il ne pouvait être placé au nombre des baux courants, mentionnés dans l'art. 15, n° 7, L. 22 frim. an 7, et que le tribunal de Saint-Flour, appréciant les faits et circonstances, a pu, sans violer aucune loi, déclarer que cet acte ne pouvait être considéré comme bail courant dans le sens que la loi du 22 frim. an 7 attache à ce mot, et qu'il a pu également, à défaut d'un bail courant et d'une demande d'expertise nouvelle, prendre conformément à l'art. 19, L. 22 frim. an 7, pour base de l'évaluation des droits et comme acte établissant l'insuffisance de la déclaration, l'expertise faite à l'égard des mêmes biens, contradictoirement avec l'auteur du demandeur, ladite expertise homologuée par des décisions ayant l'autorité de la chose jugée entre ledit demandeur et la régie. — Rejette etc. »

Du 1^{er} déc. 1835. — Ch. civ.

MOTIFS. — APPEL. — CONCLUSIONS. — SUCCESSION. — DETTES. — CASSATION.

Il n'y a pas lieu d'annuler un arrêt par défaut de motifs sur un moyen de prescription proposé en première instance et reproduit, soit dans l'exploit d'appel, soit dans une requête signifiée postérieurement, alors que cette exception n'a point été présentée d'une manière précise dans des conclusions formelles (1). (L. 20 avril 1810, art. 7.)

Lors même que, par une clause du partage, un des cohéritiers avait été chargé de payer toutes les dettes de la succession commune, il a pu être décidé, par interprétation des faits et des actes, que ce cohéritier n'était pas tenu directement au remboursement de la dot de sa femme, dont cette succession était chargée, sans que cette décision puisse donner ouverture à cassation.

En 1788, lors du mariage de la demoiselle de Faril avec Gérard, il lui fut constitué une dot de 30,000 fr., dont 20,000 fr. furent payés au père du futur époux.

Lors du partage de la succession de Gérard-Durozet, père de Gérard étant décédé, il est procédé au partage des biens de sa succession; ce partage comprend trois lots; le deuxième, d'une valeur supérieure aux autres, est attribué à ce dernier, sous la condition « de payer toutes les

dettes de la succession en principaux arrérages, intérêts et frais, à quelque somme qu'elles puissent monter à titre de retour. »

Depuis les époux Gérard décèdent sans postérité; les héritiers de la femme intentent, en 1827, contre les héritiers Gérard-Durozet, une action en restitution de la dot de 20,000 fr. qui avait été remise à ce dernier, et qu'il n'avait pas remboursée.

Ceux-ci répondent qu'au moyen de la clause par laquelle Gérard a été chargé de payer toutes les dettes de la succession commune, cette succession est valablement déchargée du paiement de la dot réclamée. Ils invoquent, du reste, la prescription.

Jugement qui repousse la prescription et ordonne la restitution de la dot.

Appel. — L'exception de prescription est reproduite tant dans l'exploit d'appel que dans une requête postérieure.

Le 12 déc. 1835, arrêt de la Cour de Paris qui confirme. Le moyen tiré de la prescription ne se trouve point énoncé dans la position des questions, et l'arrêt ne contient aucune disposition qui se réfère à ce moyen.

Cet arrêt est ainsi conçu : — « Considérant qu'aux termes de l'art. 12 du contrat de mariage des époux Gérard, en date du 7 août 1788, les père et mère du futur époux se sont obligés, conjointement et solidairement, de faire emploi de la dot de 20,000 fr. de la future épouse, laquelle a été versée entre leurs mains; que cet emploi devait avoir lieu, soit en acquisition de biens immeubles, soit en remboursement de pareille somme par eux due pour raison d'une acquisition de fonds par eux faite; qu'il n'y a pas lieu d'induire qu'il ait été dérogé à l'obligation dont il s'agit, par les expressions finales de l'article précité, lesquelles se réfèrent nécessairement aux expressions qui les précèdent et doivent se combiner avec le sens qui en résulte.

« Considérant qu'il est reconnu que les auteurs communs des appelants n'ont pas fait l'emploi auquel ils s'étaient formellement obligés, et que l'acte de partage du 25 frim. an 11, dont argumentent les appelants, en mettant d'une manière générale à la charge de Gérard, copartageant, le paiement des dettes de la succession, ne peut être considéré comme ayant libéré la succession des époux Gérard-Durozet de l'engagement par eux contracté conformément à l'article sus relaté. — Confirme, etc. »

POURVOI par la dame Durozet et autres. — 1^{re} Violation des art. 2262, C. civ., et 7, L. 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué n'a pas statué sur le moyen de prescription proposé en première instance, et formellement reproduit tant dans l'exploit d'appel que dans une requête visée dans les qualités de l'arrêt.

L'avocat général Nivod a fait observer, sur le premier moyen, que l'exception de prescription avait été réellement reproduite sur l'appel, mais il s'en est rapporté à la prudence de la Cour pour décider si on devait considérer cette exception comme ayant été abandonnée, alors que, dans la position des questions, on ne voit rien qui ait trait à cette exception.

(1) *N. Carré-Chauveau*, n° 595.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation de l'art. 7, L. 30 avril 1810 : — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué, que sur l'exception de prescription, il n'a été pris aucunes conclusions devant la Cour royale; d'où il suit que l'arrêt dénoncé n'a point eu à s'expliquer sur une question qui ne lui a pas été formellement soumise; — Sur la violation des art. 1428 et 1531 C. civ. : — Attendu que l'arrêt dénoncé n'a fait qu'une interprétation et une appréciation des faits, des actes et des conventions faites par les différentes parties, ce qui était dans les attributions exclusives de la Cour et ne pouvait, par conséquent, donner ouverture à aucun moyen de cassation, — Rejette, etc. »

Du 1^{er} déc. 1835. — Ch. req.

CASSATION. — ALLUVION. — CHEMIN. — RENVOI.
— CROSE JUGÉE. — COMMUNE. — APPEL.

Lorsque l'arrêt d'une Cour royale a été cassé pour avoir jugé que l'atterrissement formé dans un fleuve appartient au propriétaire du fonds riverain séparé du cours d'eau par un chemin vicinal, la Cour royale devant laquelle la cause est renvoyée, par suite de la cassation, est saisie du procès tel qu'il résulte des errements judiciaires antérieurs à l'arrêt cassé; en sorte qu'elle peut, sans violer l'autorité de la chose jugée, décider que le chemin est un chemin de halage, et que l'atterrissement qui y accède appartient non à la commune, mais au propriétaire riverain, lorsque ce système a été dans l'origine de la contestation embrassé par les riverains.

Les tribunaux, seuls compétents pour statuer sur les questions de propriété des chemins, peuvent décider qu'un chemin classé comme vicinal par l'administration est un chemin de halage, et que, par conséquent, l'atterrissement qui, antérieurement à la déclaration de vicinalité, a adhéré à ce chemin, appartient, comme le chemin lui-même, au propriétaire riverain.

Il suffit qu'une commune ait été autorisée à défendre, en première instance et en appel, ses droits à la propriété d'un terrain formé par alluvion sur les bords d'un chemin pour que, si la question de propriété du chemin qu'elle prétend être vicinal se présente accessoirement pour décider celle du terrain, elle n'ait pas besoin d'une nouvelle autorisation.

La commune de Roques a disputé à Guittard Gaillard et autres, la propriété des atterrissements formés contre un chemin existant le long de la Garonne, et servant à la fois de chemin de halage et de chemin public de Toulouse à Muret.

La Cour de Toulouse, saisie du procès, décida, le 9 janv. 1829, que le propriétaire dont le champ est séparé d'un fleuve par un chemin vicinal, a droit aux atterrissements formés le long de ce chemin, et elle adjugea à Guittard et autres l'alluvion dont il s'agit.

Le 16 déc. 1832, la Cour de cassation cassa l'arrêt de la Cour de Toulouse, par ce motif que l'atterrissement qui se formait le long d'un

chemin vicinal appartenait à la commune, et l'affaire fut renvoyée devant la Cour de Montpellier.

Devant cette Cour, les demandeurs contestèrent la vicinalité du chemin et prétendirent que la commune de Roques n'avait jamais établi que le chemin lui appartint véritablement, qu'elle avait seulement soutenu que c'était l'ancien chemin public de Muret à Toulouse; mais que ce chemin ne pouvait être réputé que chemin de halage, et, comme tel, appartenant aux propriétaires qui avaient dû le fournir sur leurs fonds, conformément aux ordonnances sur les eaux et forêts.

La Cour de Montpellier, en audience solennelle, après avoir ordonné, par un premier arrêt, l'apport du plan dressé par des experts, en exécution d'un arrêt interlocutoire de la Cour de Toulouse du 3 fév. 1826, rendit, le 5 juill. 1835, un arrêt définitif : — « Attendu que rien, dans la cause, ne prouve que le chemin dont il s'agit soit un chemin vicinal, ni qu'il ait été jamais la propriété de la commune de Roques;

« Attendu, au contraire, qu'il résulte, de la situation des lieux, des dispositions des anciennes lois sur les eaux et forêts, et des enquêtes qui ont été faites, qu'il doit être réputé chemin de halage;

« Qu'il est constant, en effet, que ce chemin est établi le long de la Garonne, rivière de tout temps navigable;

« Que, d'une autre part, et d'après les ordonnances et anciens règlements faits sur la matière des eaux et forêts, les propriétaires riverains des rivières navigables étaient tenus de délaisser sans indemnité, sur leurs propriétés, un espace de vingt-quatre pieds de largeur, pour servir de chemin de halage, et que cette obligation remontait à des époques si reculées que, dès 1520, l'édit de François 1^{er} portait que « cela était ainsi de toute ancienneté »;

« Qu'enfin il résulte des enquêtes et du rapport des experts que le halage de la rivière de Garonne, dans cette partie, a toujours été pratiqué sur ce chemin; que l'on est donc fondé à croire que ce chemin a été établi pour le halage, qu'il l'a été conformément aux lois et usages pratiqués, et que le terrain sur lequel il est placé le long des propriétés des intimés a été fourni par leurs auteurs;

« Que ce dernier fait peut d'autant moins être douteux que la cout. de la Haute-Guyenne, dans le territoire de laquelle la commune de Roques est située, imposait aux propriétaires riverains des chemins l'obligation d'en fournir l'emplacement sur leurs propriétés sans indemnité;

« Attendu que la destination du susdit chemin de halage n'est nullement contredite par cette circonstance; que, dans des actes anciens, ce chemin est appelé *chemin public*, chemin de *Muret à Toulouse*, puisque, dans les lois mêmes qui constituent ces sorts de chemins de halage, ils sont dénommés *chemins royaux*, dénomination bien équivalente sans doute à celle de chemin public.

« Que leur destination de balage n'empêchait pas qu'ils ne pussent servir à d'autres besoins publics; mais que c'était de leur destination principale et primitive qu'ils empruntaient leur caractère, et que, si celui dont il s'agit se trouve, par l'effet de la direction du cours de la rivière, être, dans cette partie, dans la direction de Muret à Toulouse, on a pu l'appeler chemin de Muret à Toulouse, sans pour cela méconnaître sa nature et son origine;

« Qu'il suit de tout ce que dessus que ce chemin, véritablement chemin de balage, doit être considéré comme faisant partie du fonds dont il a été extrait, mais partie assujettie à un service public, et que, dès lors, les accensements que l'alluvion y a ajoutés doivent, d'après les lois, tant anciennes que nouvelles, profiter aux propriétaires de ce fonds;

« Démet le maire de la commune de Roques, de son appel. »

Le maire de la commune de Roques s'est pourvu en cassation pour 1^{re} violation des articles 7, décret 6 juill. 1810, et 3, ordonnance 24 sept. 1828; — 2^e violation de l'autorité de la chose jugée, de la règle des deux degrés de juridiction et de l'art. 464, C. proc., incompétence, excès de pouvoir, violation des art. 6 et 8, L. 9 vent. an 15, et de l'ensemble de la loi du 28 juill. 1824; défaut d'autorisation suffisante de la commune.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation de la chose jugée, de la règle des deux degrés de juridiction et de l'art. 464, C. proc.: — Attendu qu'il résulte, tant des explications introductives d'instance que du jugement interlocutoire rendu par le tribunal de première instance de Muret, le 23 août 1821, et même de l'arrêt interlocutoire rendu le 3 fév. 1826 par la Cour de Toulouse, que les particuliers qui réclamaient, contre la commune de Roques, la propriété de l'atterrissement litigieux, fondaient cette réclamation 1^{re} sur ce qu'à l'époque où l'atterrissement s'était formé, le chemin dit de Muret à Toulouse, et longeant la Garonne, n'était qu'un chemin de balage, et qu'ainsi l'atterrissement qui s'y était formé leur appartenait comme s'étant formé à leur propriété riveraine; et 2^e sur ce que, quand bien même ce chemin eût, alors, été vicinal et appartenant à la commune, l'atterrissement leur profiterait encore comme propriétaires riverains, parce qu'un chemin n'interrompt pas légalement l'adhérence des fonds qui le bordent et du fleuve; — Attendu qu'après la cassation de l'arrêt définitif de la Cour de Toulouse du 9 janv. 1829, qui, sans s'expliquer sur la qualification qui faisait la base du premier de ces deux systèmes, avait adopté le second et avait ainsi fondé la décision en faveur des particuliers réclamant, sur un point de droit

erroné appliqué à l'hypothèse d'un chemin public, la Cour de renvoi, saisie du procès sur l'appel, tel qu'il résultait des errements judiciaires antérieurs à l'arrêt cassé, trouvait ainsi entière et subsistant la question qui formait le premier des deux systèmes ci-dessus; — Qu'ainsi, le fait suffit, à lui seul, pour écarter, dans l'espèce, les reproches qui font l'objet de cette première partie du moyen; — Sur l'incompétence, l'excès de pouvoir et la violation des art. 6, et 8, L. 9 vent. an 15, et de l'ensemble de la loi du 28 juill. 1825: — Attendu en droit, 1^o que s'il appartient incontestablement à l'autorité administrative de rechercher les anciennes limites des chemins vicinaux, de fixer leur largeur et d'en créer de nouveaux, ces opérations, ainsi que le classement opéré par le préfet, laissent intactes les questions de propriété dont le jugement est réservé aux tribunaux seuls compétents à cet égard; — Et 2^o que l'attribution aux tribunaux des questions de propriété concernant le sol même des chemins emporte, et à plus forte raison, le droit d'examiner cette même question, lorsqu'elle se présente comme élément accessoire, mais nécessaire, d'un litige sur la propriété d'un atterrissement contigu; — Qu'ainsi, en décidant qu'à l'époque où l'atterrissement litigieux s'était formé, le chemin dont il s'agit n'était qu'un chemin de balage, et qu'ainsi, l'atterrissement s'était formé à la propriété riveraine des particuliers réclamant, la Cour de Montpellier n'a fait que reconnaître, ainsi qu'elle en avait le droit, l'état et le siège de la propriété du sol à l'époque dont il s'agissait, et n'a altéré en rien les effets des actes administratifs qui auraient pu être faits depuis, relativement au chemin; — Sur le défaut d'autorisation suffisante de la commune: — Attendu que, par les arrêts successifs du conseil de préfecture des 15 déc. 1819, 20 octobre 1820, et 23 fév. 1824, le maire de la commune a été autorisé à défendre en première instance, puis en appel, les droits de la commune à la propriété des terrains d'alluvion dont il s'agissait, — Rejette, etc. »

Du 1^{er} déc. 1855. — Ch. req.

SERVITUDE. — VUE. — PRESCRIPTION.

La servitude de vue acquise par prescription sur le fonds voisin, confère à celui au profit de qui elle existe, le droit d'empêcher le voisin d'élever sur son fonds, dans le rayon de la distance légale, des constructions qui détruiraient ou obstrueraient les jours (1).
(C. civ., 678 et 679.)

ARRÊT.

« LA COUR; — Attendu que l'arrêt juge d'abord en fait, d'après les titres, les faits et les actes reconnus au procès, que le défendeur

(1) Cette question divise les auteurs et les tribunaux. — On peut voir dans Brévière, t. 1, p. 577, et Duranton, t. 5, n° 326, qui professent une opinion conforme à la solution ci-dessus, et dans Toullier, t. 3, n° 536; Merlin, *Quest.*, v° *Servitude*, § 3; Pardessus, n° 283 et 313, et Solon, n° 501, qui

sont d'un avis contraire, les divers arguments présentés à l'appui de chacun des deux systèmes.

Dans le sens de l'arrêt que nous recueillons, voy. arrêt de Montpellier, 28 déc. 1825; de Bordeaux, 8 mai 1828, et de Colmar, 23 mars 1835. — En sens contraire, Pan, 3 juin 1836; Brux., 4 juin 1834.

éventuel est propriétaire du mur de la maison joignant le jardin du demandeur et formant la ligne séparative de leurs propriétés respectives ; d'où suit que, ce mur n'étant pas mitoyen, et le demandeur n'ayant acquis ni offert d'acquiescer à la mitoyenneté, il n'a pu, avant ce préalable, sous prétexte de sa prétention à la mitoyenneté, qu'il n'a pas justifiée, se permettre d'appuyer ce mur, d'intercepter les jours possédés par le défendeur, et commettre de dégradations à la toiture du bâtiment, et qu'ainsi il a été passible des condamnations prononcées contre lui ; — Attendu que, dès qu'il était jugé en fait que dans ce mur non mitoyen, joignant le terrain du défendeur, se trouvaient des jours obliques, dont la possession immémoriale acquise au défendeur lui donnait, aux termes de la coutume, un droit de servitude égal à celui qu'il aurait pu obtenir par un titre exprès et formel, il s'ensuivait l'obligation au demandeur de réparer le bâtiment à construire dans son jardin, à la distance déterminée par la loi pour l'usage de la servitude, qui, sans cette faculté, se trouverait sans exécution ; — Rejette, etc. »

Du 1^{er} déc. 1835. — Ch. req.

FORÊTS. — CANTONNEMENT. — AMÉNAGEMENT.

Les usagers peuvent exercer l'action en cantonnement, quoiqu'un aménagement antérieur leur ait accordé les fruits d'une partie de la forêt.

L'action en cantonnement n'est pas subordonnée à cette circonstance que les besoins des usagers seront satisfaits aussi pleinement qu'auparavant (1).

Se viole aucune loi l'arrêt qui alloue aux usagers, par l'effet du cantonnement, la presque totalité de la propriété de la forêt. Les principes d'ailleurs incertains de l'ancienne jurisprudence ne peuvent être invoqués comme ouverture de cassation.

La commune de Pratz et autres avaient formé une demande en cantonnement au sujet de droits d'usage sur des forêts appartenant aux héritiers de Béthune-Sully.

La Cour de Dijon rendit, le 28 mai 1835, l'arrêt suivant : — « Attendu que la demande en cantonnement est fondée, et qu'il ne s'agit plus que de déterminer dans quelle proportion le partage doit être opéré ; que les usages des habitants absorbant la totalité des produits des bois soumis aux usages, il y a lieu de décider, ainsi que la Cour l'a déjà jugé par son arrêt du 30 avril dernier, que ce sera un quinzième de chacune des propriétés à cantonner dans les cinq communes, qui sera attribué aux héritiers de Béthune pour le rachat de leurs droits de propriété. »

Les communes se sont pourvues en cassation contre cet arrêt.

ARRÊT.

LA COUR. — Sur la violation de l'autorité de la chose jugée par les arrêts de la Table de marbre des 26 août et 10 sept. 1550 : — At-

tendu qu'il résulte du texte même de ces arrêts que la tierce partie attribuée aux communes ne l'a été que pour leurs usages, et avec des conditions et réserves exclusives d'une attribution de propriété, laquelle n'aurait pu résulter que d'un cantonnement : opération inconnue à cette époque ; — Sur la violation des principes sur le cantonnement, — Attendu que l'aménagement opéré en 1550 n'ayant pas déplacé la propriété, il en résulte que cet aménagement avait laissé subsister, entre les communes auxquelles les produits du tiers de la forêt avaient été attribués pour leurs usages, et les héritiers de Béthune-Sully, restés propriétaires du sol, l'état d'indivision de droits, que l'action en cantonnement a eu précisément pour but de faire cesser dans des vues d'intérêt public ; — Que les lois des 20-27 sept. 1790, 28 sept.-oct. 1791 et 28 août-14 sept. 1792, non plus qu'aucune autre loi antérieure ni postérieure, n'ayant déterminé en quelle part de pleine propriété se résoudraient, par l'effet du cantonnement, les droits d'usage et ceux du propriétaire du sol, et n'ayant pas subordonné cette action à la circonstance que les besoins des usagers seraient aussi pleinement satisfaits qu'auparavant, et d'ailleurs cette action compensant en pleine propriété ce qu'elle ôte en droits d'usage, il s'ensuit que les principes, d'ailleurs incertains, de l'ancienne jurisprudence à cet égard, ne peuvent être invoqués comme ouverture à cassation ; — Qu'ainsi, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi, en allouant en pleine propriété les quatorze quinzièmes aux usagers, et le un quinzième aux héritiers de Béthune-Sully. — Rejette, etc. »

Du 1^{er} déc. 1835. — Ch. req.

OBLIGATION. — INTERPRÉTATION. — QUALITÉ. — SOCIÉTÉ. — QUALITÉ DISTINCTE. — TRANSPORT. — SIGNIFICATION. — RESPONSABILITÉ.

Celui qui, ayant dans une compagnie la double qualité d'actionnaire et d'entrepreneur, participe à un acte qui peut l'intéresser à ce double titre sans déclarer en quelle qualité il contracte, peut être réputé ne l'avoir fait qu'en une seule de ces qualités. Du moins l'arrêt qui le décide ainsi par appréciation des circonstances et des actes ne peut de ce chef donner ouverture à cassation.

En cas de cession d'un droit incorporel (par exemple d'un bail d'ouvrage fait avec un entrepreneur), c'est au cessionnaire qu'incombe l'obligation de notifier l'acte de cession à cet entrepreneur. Mais s'il ne l'a pas fait, il ne peut, à raison des retards que ce défaut de notification aurait pu entraîner, demander des dommages-intérêts au cédant, sous prétexte que c'était à lui de notifier l'acte au débiteur cédé ou de le faire notifier par lui. (C. civ., 1690.)

Mossier était à la fois actionnaire de la compagnie des mines de Menat, formée pour l'exploitation d'une fabrique de noir, et entrepreneur pour la fabrication des noirs.

Le 7 avril 1829 intervint entre lui et la compagnie un traité par lequel la compagnie s'engage à prendre tous les noirs qu'il fabriquerait. — Bientôt Daubrée s'adjoint à lui.

(1) F. Froidhon, Des droits d'usages, n° 5195.

Le 8 sept. 1829, par autre traité ratifié le 24, la compagnie cède sa fabrique pour quinze ans, à titre de bail, à Dumont et Derosne, qu'elle subroge en son lieu et place à tous ses droits et obligations, notamment dans son traité de fabrication avec Mossier. Il est à remarquer que Mossier assiste à cet acte de bail ou cession, et y appose sa signature, mais sans exprimer en laquelle de ses deux qualités d'actionnaire ou d'entrepreneur.

Dumont et Derosne ne font pas signifier l'acte de cession à Mossier.

Plus tard ils lui font sommation de livrer des noirs, toutefois en restreignant leur demande aux noirs gros grains, et en excluant les noirs fins.

Mossier offre d'exécuter en entier le traité du 7 avril 1829, et il fait sommation à la compagnie de l'exécuter de son côté; la compagnie soutient que Mossier ne peut s'adresser qu'à Dumont et Derosne, subrogés par leur bail aux droits et obligations de la compagnie, bail dont Mossier ne peut méconnaître les conventions, puisqu'il y a lui-même été partie en sa double qualité d'actionnaire et d'entrepreneur; que ce bail a opéré novation au traité du 7 avril 1829. — En tout cas, la compagnie de Menat appelle Dumont et Derosne en cause, pour la garantir des condamnations qui pourraient être prononcées contre elle au profit de Mossier.

De leur côté, Dumont et Derosne conclurent contre la compagnie de Menat à des dommages-intérêts assez considérables, à raison du tort que leur a causé le défaut de connaissance donné à Mossier du traité du 8 sept. 1829, contenant cession à leur profit.

Le 1^{er} fév. 1831, jugement, et sur l'appel, le 19 juin 1832, arrêt de la Cour de Riom, qui condamnent la compagnie de Menat envers Mossier à prendre livraison de ses noirs : — « Attendu qu'il résulte des circonstances de la cause, qu'il n'a figuré au bail, cession ou transport du 8-24 sept. 1829 qu'en qualité d'actionnaire et non en qualité d'entrepreneur; qu'ainsi il n'y a pas eu novation à son traité du 7 avril précédent;

« A l'égard de Dumont et Derosne, attendu que la compagnie n'ayant point fait ratifier par Mossier le bail consenti à Dumont et Derosne, Mossier n'était nullement engagé envers ces derniers, et a pu refuser d'exécuter les clauses d'un acte dans lequel il n'était point partie contractante; qu'en conséquence, il s'est refusé de continuer l'exploitation; que, dès lors, c'est par défaut d'obtention de cette adhésion et ratification du bail que l'exploitation a été suspendue, et qu'il en est résulté une perte considérable pour Dumont et Derosne,

« Condamne la compagnie à des dommages-intérêts envers ces derniers. »

POURVOI en cassation par la compagnie de Menat, tant à l'égard de Mossier qu'à l'égard de Dumont et Derosne, pour violation des règles relatives à la novation et à la ratification (articles 1271 et 1538); aux dommages-intérêts (art. 1383 et 1385), et aux cessions ou transports de créances ou droits incorporels (articles 1689 et 1690).

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen, en tant qu'il est dirigé contre Mossier : — Attendu que l'arrêt attaqué, en refusant la mise hors de cause de la compagnie de Menat, et en jugeant que Mossier avait conservé son action et ses droits contre cette compagnie, quoiqu'il rôt été partie dans la délibération du 24 sept. 1829, qui adoptait et approuvait l'acte du 8 sept. précédent; en jugeant même que ledit Mossier ayant deux qualités, celle d'actionnaire de la compagnie, et celle d'entrepreneur, et qu'il n'avait signé et approuvé la délibération qu'en la première de ces qualités, n'avait fait qu'une interprétation d'acte, qui ne peut, quelle qu'elle soit, donner ouverture à cassation, — Rejette le pourvoi contre Mossier; — Sur le même moyen, en tant que le pourvoi est dirigé contre Dumont et Derosne : — Vu les art. 1149, 1382, 1383, 1689 et 1690; — Attendu que l'acte du 8 sept. 1829, contenant bail et cession de tous ses droits et actions contre Mossier et Daubrée, souscrit par la compagnie, au profit de Dumont et Derosne, avait opéré la saisine complète entre le cédant et les cessionnaires; que c'était aux cessionnaires à faire valoir tous ces droits contre lesdits Mossier et Daubrée, comme ils devaient subir à leurs risques, toutes les obligations et charges, puisqu'ils étaient subrogés aux uns comme aux autres; — Attendu qu'ils ont déclaré avoir une parfaite connaissance de l'acte du 7 avril 1829, passé entre la compagnie et Mossier; — Que la signification à ce dernier n'était point une obligation du cédant, mais une faculté dont pouvait user le cessionnaire s'il le croyait utile pour lui; que, dans l'espèce, lesdits Dumont et Derosne n'ont pas jugé cette signification nécessaire, puisqu'ils se sont mis sur-le-champ et pendant un certain temps en relation d'opérations avec Mossier; et qu'en tout cas, les cédants étaient étrangers à toute obligation à cet égard; — Attendu que le refus de recevoir les noirs jugés bien conditionnés et recevables est tout entier le fait de Dumont et Derosne, et que, par conséquent il ne pouvait leur être dû aucune indemnité pour ce retard; — Mais attendu que la Cour, en condamnant la compagnie en 1,000 fr. de dommages-intérêts et aux dépens envers Mossier, a pu le faire, en appréciant les retards qu'avaient pu occasionner les débats prononcés sur le hors de cause mal à propos demandé par les gérants, — Casse l'arrêt dans la seule disposition qui a accordé à Dumont et Derosne, à titre de dommages-intérêts, vingt-cinq kilogrammes sur quarante kilogrammes de noir fin, etc. »

Du 1^{er} déc. 1855. — Ch. req.

INVENTAIRE. — ACTE AUTHENTIQUE. — PREUVE CERTAINE. — INTERPRÉTATION.

Lorsqu'un inventaire constate qu'une somme d'argent a été trouvée dans l'actif d'une communauté, et que plus tard les héritiers de l'époux décédé décauvrent qu'une somme supérieure à 150 fr. non déclarée par l'époux survivant était due par un tiers à la

communauté au moment de l'inventaire, les juges appelés à statuer sur la question de recel de cette partie de l'actif ne peuvent, à l'aide de simples présomptions, et en se fondant simplement sur les faits et circonstances de la cause (qu'il n'énoncent pas d'ailleurs), décider que la somme mentionnée en espèces dans l'inventaire est la même que celle qui était due à la communauté au moment de la rédaction de l'acte (1). (C. civ., 1315 et 1341.) C'est au contraire, de leur part, violer la foi due à un acte authentique.

Une pareille décision ne saurait être considérée une simple appréciation d'actes et de faits qui échappe à la censure de la Cour de cassation.

La dame Cougouille, mariée sous le régime de la communauté, décéda en 1807, laissant pour unique héritière une fille, épouse Picard. Cougouille, tuteur de cette fille mineure, fit faire, le 20 mai de la même année un inventaire des biens de la communauté. Dans cet acte, on remarque la mention suivante : « Il s'est trouvé en deniers comptant, billets, pièces de 40 fr., 20 fr. et 5 fr. la somme de 100,000 fr. »

En 1822, dans le compte de tutelle qu'il rendit à la dame Picard, Cougouille porta en recette la moitié de cette somme de 100,000 fr. pour la part à elle revenant dans la communauté.

Plus tard, les époux Picard ayant cru reconnaître que le compte de 1822 contenait de graves erreurs et omissions, en demandèrent en justice le redressement. Leurs prétentions furent en partie accueillies, et en partie rejetées par un jugement du tribunal de la Seine. Mais, sur l'appel, les époux Picard signalèrent principalement l'attention de la Cour un chef de conclusions qui donna naissance à la question dont la solution fit plus tard la matière du pourvoi devant la Cour suprême.

Ils produisirent un certificat de la banque de France énonçant que, les 3, 4 et 7 avril 1807, Cougouille avait acheté, moyennant 217,000 fr., cent quatre-vingts actions de la banque; qu'il ne les avait revendues que le 3 juin suivant, au cours de 234, 494 francs. Ils soutinrent qu'il résultait de ce certificat qu'au 20 mai 1807, époque de l'inventaire, Cougouille était possesseur de cent quatre-vingts actions de la banque; que, ne les ayant pas déclarées dans l'inventaire, il devait être forcé en recette du prix de ces cent quatre-vingts actions.

Pour sa défense, Cougouille invoqua un système que nous reproduisons textuellement d'après les termes mêmes consignés dans l'arrêt. Il prétendit qu'il n'y avait eu en réalité de sa part ni achat ni vente de ces actions; que dans les premiers jours du mois d'avril 1807, il avait prêté à Coindre, agent de change, une somme de 250,000 fr.; que ce dernier lui avait remis, à titre de nantissement, les cent quatre-vingts actions de la banque, et des rentes 5%; que cette opération constituait ce qu'on appelle dans le langage de commerce un prêt sur dépôt;

que le transfert au nom de Cougouille n'avait eu d'autre objet que d'opérer la saisine à son profit, et que la revente qu'il en avait faite avait eu pour but de rendre ces valeurs à Coindre lorsque celui-ci lui avait remboursé, le 4 juin suivant, les 250,000 fr. formant le montant du prêt. Cougouille ajouta que les 250,000 fr. qu'il avait ainsi prêtés à Coindre ne lui appartenaient pas en totalité; qu'à l'époque de cette opération de banque il avait à sa disposition des fonds appartenant à la veuve Saint-Martin, à Vendryer, à Saint-Martin fils, et à d'autres personnes; que la part de la communauté sur cette somme était de 100,000 fr., et avait été mentionnée dans l'inventaire comme ayant été trouvée en espèces, et en billets de banque, parce que Cougouille l'avait empruntée momentanément pour la mettre sous les yeux des notaires; qu'ainsi la prétention de la dame Picard devait être rejetée.

On répondit pour les époux Picard qu'il importait peu que l'achat, et la revente des actions fussent ou non réels. En admettant, disait-on, que cette opération se réduise à un prêt sur dépôt ou nantissement, il n'en sera pas moins vrai que les fonds prêtés ont été puisés, par Cougouille, dans la communauté, et qu'il lui en devait compte. En supposant, comme il le dit, qu'une partie de ces 250,000 fr. appartint à diverses personnes, il devait au moins déclarer la portion prêtée par la communauté. Cette portion était nécessairement distincte des valeurs constatées par l'inventaire, car ces valeurs en espèces et en billets de banque ne pouvaient se confondre avec une somme prêtée six semaines avant l'inventaire, et remboursée quinze jours après cet inventaire. Quant à l'allégation de l'emprunt momentané fait par Cougouille, les époux Picard la repoussaient comme inventée pour le besoin de la cause, et dans le but de colorer un détournement qui était évident.

Le 23 juill. 1831, la Cour de Paris prononça : — « Attendu que les cent quatre-vingts actions de la Banque avaient été remises à Cougouille pour garantie d'un prêt de 250,000 fr. par lui fait à Coindre, agent de change; qu'il résulte des faits et circonstances de la cause que les valeurs formant le montant dudit prêt n'appartenaient pas en totalité à Cougouille; qu'il justifie suffisamment qu'à l'époque où cette opération de banque a eu lieu il avait à sa disposition des fonds appartenant à la veuve Saint-Martin, à Vendryer, à Saint-Martin fils et à d'autres personnes; et qu'ainsi il ne peut être forcé en recette du prix de ces cent quatre-vingts actions, dans la propriété desquelles il n'avait qu'une part égale à l'actif de la communauté,

« Déclare les époux Picard non recevables. »
POURVOI pour 1^{re} violation de l'art. 7, L. 20 avril 1810. — L'arrêt attaqué, disait-on, se contente d'énoncer qu'il résulte de faits et circonstances de la cause que les valeurs formant le prêt n'appartenaient pas en totalité à Cougouille, sans rien préciser sur ces faits et circonstances; ce qui constitue évidemment un défaut de motifs qui doit en entraîner la cassation.

(1) P. Cass., 16 fév. 1813, et Brux., 25 juin 1828.

2^o Violation des art. 1315 et 1341, C. civ., en ce que la Cour a admis de simples présomptions contre et outre la contenu du certificat de la banque qui établissait que Cougouille était propriétaire de cent quatre-vingt actions à l'époque de l'inventaire.

3^o Violation des art. 1319, 1320, 1341 et 1355, C. civ. — Aux termes de l'art. 1319, disait-on à l'appui de ce moyen, l'acte authentique fait foi pleine et entière de la convention qu'il renferme; il fait foi même de ce qui n'y est exprimé qu'en termes énonciatifs, pourvu que l'énonciation ait un rapport direct à la disposition (art. 1320). On ne contestera pas que les énonciations contenues dans un inventaire, et qui sont relatives à la nature et à la qualité des objets composant une succession, n'aient un rapport direct à l'acte, puisqu'elles sont prescrites par l'art. 943, C. proc. Ceci posé, il est évident que l'arrêt attaqué ne pouvait directement ni indirectement rien détruire de ce qui résultait des énonciations de l'inventaire de 1807; c'est cependant ce qu'il a fait en jugeant que les 100,000 fr. prêtés à Coindre en avril, et par lui rendus le 4 juin, étaient les mêmes que ceux que l'inventaire constatait avoir été trouvés au domicile de la défunte le 20 mai 1807. Il y a donc eu violation des articles précités; et de plus, et en fait, les dates seules suffisent pour repousser le système admis par l'arrêt. Il est vrai que Cougouille, pour donner à son allégation une couleur au moins apparente de vérité, prétendait avoir momentanément emprunté la somme de 100,000 fr. dans le but de la faire figurer en espèces et en valeurs à l'inventaire; et de là peut-être on voudra tirer la conséquence que l'arrêt attaqué, admettant cette explication, qui n'a rien de contraire avec les énonciations de l'inventaire, a jugé une pure question de fait. Mais il faut remarquer que la version de Cougouille, absurde d'ailleurs et invraisemblable, puisque le rétablissement de la somme elle-même n'était ni nécessaire ni même utile pour la confection de l'inventaire, dans lequel on pouvait se contenter de déclarer l'existence de la créance, n'est nullement mentionnée dans l'arrêt attaqué comme formant la base de la décision de la Cour; d'où il faut conclure que la Cour l'a rejetée; l'objection tombe donc et la violation de la loi reste claire et manifeste.

Dans l'intérêt de Cougouille, Béchot, son créancier, qui est intervenu dans l'instance, on a répondu: 1^o qu'en admettant que les motifs donnés par la Cour à l'appui de sa décision fussent erronés ou insuffisants, cela ne pouvait entraîner la cassation de l'arrêt, cassation qui, aux termes de la loi de 1810, ne peut être prononcée qu'en cas d'absence complète de motifs; 2^o que l'art. 1341, invoqué à l'appui du deuxième moyen, n'était d'aucune influence dans l'espèce, parce qu'il était impossible de considérer le certificat de la banque produit par les demandeurs comme un acte écrit, dans le sens légal, et faisant foi contre Cougouille; qu'en effet, bien qu'il constât que des actions lui avaient été transférées, il n'en résultait pas qu'il les eût acquises à titre de propriétaire et de ses propres

deniers; 3^o que la Cour, en déclarant se fonder sur les faits et circonstances de la cause pour repousser les prétentions des demandeurs, avait évidemment et nécessairement admis le système de Cougouille et considéré comme constant l'emprunt momentanément par lui allégué; que ce système ne contrariait en rien les énonciations de l'inventaire, qui se bornait à constater l'existence d'une somme de 100,000 fr., sans en indiquer l'origine; qu'en réalité on ne pouvait voir dans la décision attaquée qu'une appréciation de faits qui était à l'abri de la censure de la Cour régulatrice.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 1319 et 1341, C. civ.; — Attendu qu'aux termes de ces articles, l'acte authentique fait, entre les parties qui y ont figuré, pleine foi de ses énonciations, et qu'il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre son contenu; — Attendu que l'inventaire des biens de la communauté qui avait existé entre Cougouille et la mère de la dame Picard était une acte authentique énonçant qu'il avait été trouvé en deniers comptants, en billets, pièces de 40 fr., de 20 fr. et de 5 fr., la somme de 100,000 fr. appartenant à ladite communauté; — Qu'en déclarant qu'il résultait des faits et circonstances de la cause que cette somme ne s'était pas trouvée réellement, mais qu'elle faisait partie d'une créance que Cougouille avait sur Coindre, agent de change, la Cour royale s'est déterminée par de simples présomptions qui, aux termes de l'art. 1355, C. civ., ne sont admissibles que dans les cas seulement où la loi admet la preuve testimoniale, qu'elle interdit formellement contre et outre le contenu des actes authentiques; — Qu'en jugeant ainsi, elle a violé les art. 1319 et 1341, C. civ., — Casse, etc. »

Du 2 déc. 1835. — Ch. civ.

QUALITÉ.—QUESTION PRÉJUDICIELLE.—MANDAT —SYNDIC.—QUALITÉ SECONDE.

Lorsque le demandeur oppose au défendeur, après une défense au fond, une exception tirée de son prétendu défaut de qualité, cette exception peut être considérée non comme un moyen préjudiciel, mais comme un moyen de fond et comme implicitement écarté par le jugement qui rejette la demande principale.

Celui qui assigne en la personne de leurs syndics les riverains associés d'un cours d'eau est non recevable à prétendre ensuite dans le cours de l'instance que ces syndics n'ont pas qualité pour défendre à sa demande.

Les époux Bosch élevant une prétention contre les riverains associés du ruisseau de Sorrière, les assignèrent en la personne de Gauthier et autres qu'ils qualifièrent syndics de tous les autres associés. Dans le cours de cette instance, les époux Bosch, tout en reproduisant leurs conclusions au fond, en prirent de nouvelles, tendant à ce que les syndics fussent, au besoin, déclarés sans qualité pour représenter les tenants du ruisseau de Sorrière.

Un jugement, sans statuer sur le défaut de qualité opposé aux syndics, déclara les époux Bosch mal fondés dans leur demande.

Appel. — Les époux Bosch soutinrent que le jugement de première instance était nul, en ce qu'il avait omis de prononcer sur l'exception prise du défaut de qualité des syndics.

Le 25 mai 1832, arrêt de la Cour de Montpellier: — « Attendu que le jugement dont est appel, en déclarant les appelants mal fondés dans leur demande, a, par là même, suffisamment prononcé sur le moyen par eux proposé et tiré du prétendu défaut de qualité des syndics; qu'en effet, c'est moins une exception préjudicielle que les appelants ont opposée aux syndics qu'un moyen au fond pour faire accueillir leur demande, puisque, d'une part, étaient les appelants qui avaient engagé l'instance contre les syndics, et que, d'autre part, demandant que les syndics fussent au besoin déclarés sans qualité, ils concluaient à l'adjudication de leurs précédentes conclusions au fond; qu'ainsi c'est mal à propos que les appelants demandent la nullité du jugement, sous prétexte d'omission de prononcer, l'art. 480, C. proc., n'admettant cette nullité que lorsqu'il a été omis de prononcer sur l'un des chefs de la demande;

« Attendu, au fond, que mal à propos les appelants contestent aux syndics qualité pour défendre à l'action par eux formée; qu'en effet, les appelants ayant eux-mêmes engagé l'instance contre les tenanciers arrosants, ou la personne de leurs syndics, par l'exploit du 24 août 1825, ont, par là même, reconnu la qualité des syndics, et les ont mis dans la nécessité de défendre à l'action contre eux intentée,

« Déclare l'appel mal fondé. » — **POURVOI.**

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, sur le premier moyen, que le défaut de qualité opposé aux syndics des tenanciers arrosants, défendeurs éventuels, n'a été apprécié par l'arrêt attaqué pas comme nullité de procédure ou moyen préjudiciel, mais, au contraire, comme moyen de fond; d'où il suit que cet arrêt n'a nullement violé l'art 173, C. proc., et qu'au surplus, les demandeurs ayant assigné eux-mêmes les tenanciers arrosants, dans la personne de leurs syndics, ils ont, par cela seul, reconnu la qualité de ces derniers et leur capacité pour défendre à l'action intentée contre les tenanciers arrosants, — Rejette, etc. »
Du 2 déc. 1855. — Ch. req.

TÉMOIN. — SERMENT. — NOTIFICATION.

Le témoin dont le nom n'a pas été notifié à

l'accusé et à l'audition duquel ce dernier ne s'oppose point ne peut être entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, et doit déposer sous la foi du serment à peine de nullité: le consentement même de l'accusé ne pourrait couvrir la nullité résultant du défaut de serment (1). (C. crim., 315 et 317.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 317, C. crim.; — Vu aussi l'art. 315, même Code; — Attendu que, le défaut de notification du nom d'un témoin a seulement pour effet de donner à l'accusé ou au procureur général le droit de s'opposer à son audition; d'où il suit que, s'ils n'usent point de ce droit, le témoin doit être entendu, en sa qualité de témoin, et, par conséquent, sous la foi du serment, à peine de nullité; que le consentement même de l'accusé ne peut couvrir la nullité résultant du défaut de serment, — Casse, etc. »
Du 3 déc. 1855. — Ch. crim.

NOTAIRE. — MANDAT. — RESPONSABILITÉ. — USAGE.

Le notaire chargé d'effectuer le placement de fonds dont il est dépositaire engage sa responsabilité vis-à-vis des prêteurs lorsqu'il remet ces fonds à l'emprunteur avant que les justifications de garantie hypothécaires, stipulées au contrat, aient été fournies (2).

Cette responsabilité existe alors même qu'il serait mentionné au contrat que la somme prêtée a été comptée à la vue des notaires et des parties.

Le rejet d'un chef spécial de conclusions tendant à la comparution personnelle des parties doit être considéré comme suffisamment motivé lorsque les juges se déclarent édifiés sur l'existence d'un fait qui, par lui-même, rend cette comparution inutile et sans objet.

Le 15 avril 1829, Hue de Grosbois prête à Chesnaye une somme de 84,000 fr.

M^e Bertinot, notaire, dépositaire des fonds, les remet à l'emprunteur au moment même de l'acte, et il y est fait mention que cette remise a eu lieu à la vue des notaires et des parties.

Cependant le contrat de prêt soumettait Chesnaye à justifier, dans les vingt jours, que les hypothèques grevant les biens affectés à la garantie de la somme prêtée avaient été réduites à la somme de 40,000 fr., après laquelle la créance d'Hue de Grosbois viendrait immédiatement.

Ces justifications ne furent pas fournies, et bientôt l'emprunteur se trouva dans une situation financière complètement désastreuse. Ses biens furent vendus par expropriation forcée, et Hue de Grosbois perdit sa créance de 84,000 fr.

lorsqu'il reçoit en dépôt le prix de la vente immobilière dont il a passé l'acte et qu'il le paye à des créanciers du vendeur. — F. Cass., 29 juin 1836.

« C'est aux juges du fait qu'il appartient de prononcer sur la nature et les conséquences du mandat donné à un notaire en dehors de ses fonctions de notaire. — F. Cass., 25 août 1834 et 9 août 1856.

(1) F. Cass., 3 sept. 1835.

(2) F., dans le même sens, Paris, 5 mars 1836; Douai, 23 déc. 1840, et la note. — F. aussi Cass., 14 déc. 1841. — Il y a responsabilité, toutes les fois qu'il y a eu mandat. — F. Colmar, 29 juiv. an 10; Cass., 30 juill. 1821; Paris, 14 fév. 1825; Toulouse, 30 mai 1829 et 25 juill. 1835. — Un notaire fait acte de mandataire, même à l'égard de l'acquéreur,

Ce dernier assigna alors M^r Bertinot, notaire, devant le tribunal de la Seine, pour le faire condamner, comme responsable, au remboursement des 84,000 fr., montant du prêt, attendu, dit-il, qu'il n'aurait pas dû remettre les fonds à l'emprunteur avant que les justifications exigées par le contrat comme preuve de la validité de la créance n'eussent été fournies.

Le 20 déc. 1855, jugement du tribunal civil de la Seine qui repousse la demande d'Hue de Grosbois par les motifs suivants : — « Attendu, dit-il, que de Grosbois ne prouve pas que Bertinot ait reçu le mandat de remettre à Chesnaye la somme de 84,000 francs, montant du prêt que de Grosbois faisait à Chesnaye par l'acte du 15 avril 1829, et dont le contrat portait que la remise en avait été faite par de Grosbois à Chesnaye, seulement après que Chesnaye aurait justifié de mainlevées d'inscriptions promises par Chesnaye en vertu du contrat ;

» Attendu, au contraire, qu'il résulte des faits et circonstances de la cause, la preuve qu'un pareil mandat donné par de Grosbois à Bertinot, qui a reçu l'argent prêté, n'a jamais existé ;

» Qu'ainsi Bertinot, qui a remis les fonds à Chesnaye avant la justification promise, ne peut être sujet à aucune responsabilité pour cette remise précipitée, comme mandataire de Grosbois ;

» Attendu, comme notaire, qu'il est vrai qu'il existe un usage indispensable au complément de notre système hypothécaire, et surtout à la publicité, qui en est le fondement ;

» Que, par suite de cet usage, les notaires, dans les contrats de prêts hypothécaires, et pour assurer d'autant mieux les stipulations de l'emprunt, doivent suspendre la remise des fonds prêtés, et les garder en dépôt jusqu'à la justification, par la prise d'inscription et la délivrance de l'état hypothécaire, de la sincérité de la déclaration de l'emprunteur ;

» Mais attendu qu'en supposant que le notaire doive se soumettre à cet usage, sous peine de responsabilité personnelle, cet usage et cette responsabilité ne doivent pas être étendus au delà de leur véritable limite ;

» Que, dans l'espèce, de Grosbois ne justifie pas que le dommage qu'il a éprouvé provienne de l'inobservation de cet usage, puisque la situation hypothécaire de Chesnaye n'a pas changé dans les vingt jours qui ont suivi le contrat, et même à une époque plus reculée, de manière à modifier aussi l'état des choses existant à l'époque du contrat ;

» Attendu qu'il s'agirait d'étendre l'obligation de Bertinot de garder les fonds empruntés au delà même du vingtième jour stipulé dans le contrat pour la radiation à opérer postérieurement à l'acte, mais même à un temps indéfini, puisque aujourd'hui même l'obligation à cet égard n'a pas été accomplie ;

» Attendu que, s'il est vrai que tout notaire est le conseil désintéressé des parties qui contractent devant lui, le protecteur même de celui qui n'est pas son client proprement dit, le fonctionnaire auprès de qui les parties doivent trouver aide et assistance contre la mauvaise foi et le mensonge, ces obligations, qui résultent de

son caractère public, ne peuvent pas s'étendre au delà de l'époque à laquelle s'est accompli l'exercice de ses fonctions comme officier instrumentaire ; qu'elles ne doivent pas, à plus forte raison, s'étendre au delà d'un simple usage reçu ; que de Grosbois l'a bien senti lui-même, puisque rien ne prouve au procès qu'avant sa demande, c'est-à-dire depuis trois ans, il ait reproché à Bertinot l'inaccomplissement de ses devoirs envers lui, et qu'au contraire, il lui a, dès cette époque, donné et continué des marques de confiance ;

» Que sans doute Bertinot, dans la première affaire qu'il traitait pour de Grosbois, c'est-à-dire l'emprunt de Chesnaye, est loin d'avoir fait tout ce que méritait cette confiance ; mais que, de son côté, de Grosbois a à se reprocher la négligence la plus insignifiante ;

» Qu'en effet, de Grosbois a négligé à ce point l'exécution de son contrat relativement à la restriction des hypothèques qui grevaient son gage, qu'il n'a jamais demandé à Chesnaye lui-même l'exécution de son contrat en cette partie, et même lui a accordé terme et délai moyennant qu'il s'acquitterait uniquement des intérêts de son obligation ;

» Que Bertinot justifie que Chesnaye, même après l'acte du 27 avril 1829, possédait des immeubles libres d'inscription, ou au moins sur lesquels de Grosbois aurait pu se dédommager de l'insuffisance des sûretés à lui promises ;

» Qu'ainsi de Grosbois doit supporter seul la peine de sa négligence, encore bien que Bertinot n'ait pas accompli à son égard tous les devoirs qu'un notaire plus scrupuleux, sans y être strictement obligé, n'aurait pas manqué de s'imposer à lui-même. »

Le 29 août 1854, arrêt de la Cour de Paris, qui infirme : — « Considérant qu'en principe les notaires sont responsables envers les parties, non-seulement des fautes graves qu'ils peuvent commettre dans l'exercice de leurs fonctions, mais encore de toute faute ou négligence dans l'exécution des mandats dont ils se chargent par suite de ces mêmes fonctions ;

» Considérant, dans l'espèce, qu'il est évident, d'une part, que les 84,000 fr. montant du prêt cédé par l'acte du 15 avril 1829 n'ont pu être remis à Bertinot par le prêteur qu'avec l'obligation de n'en faire la délivrance à l'emprunteur qu'après que ce dernier aurait obtenu un dégrèvement des immeubles hypothéqués pour ce qui excédait la somme de 40,000 fr., conformément à la condition du contrat ;

» Qu'en effet il n'est pas justifié et il ne serait pas possible d'admettre que de Grosbois, prêteur, aurait consenti à s'en rapporter, pour l'exécution d'une pareille condition, à la bonne foi d'un emprunteur qu'il ne connaissait même pas ;

» Que la brièveté du délai accordé pour les justifications ne pouvait soustraire le prêteur aux risques qu'il aurait courus s'il eût livré ses fonds immédiatement ;

» Que, d'ailleurs, il est constant que, dans l'usage, c'est aux notaires qu'on confie le dépôt des deniers jusqu'au rapport des justifications

hypothécaires qui doivent consommer et réaliser le prêt; qu'il est évident que c'est pour se conformer à cet usage que, dans l'espèce, de Grosbois a remis au notaire les 84,000 fr. prêtés; que, d'autre part, il est établi et reconnu par Bertinot lui-même qu'il avait été chargé d'opérer l'inscription au profit de de Grosbois, de manière à lui conserver le droit d'antériorité qui lui appartenait, par la date de son titre, sur la fille Arnaud;

« Considérant que Bertinot a méconnu les obligations qui lui étaient imposées par ce double mandat, puisque, d'une part, il a livré les deniers montant du prêt fait par de Grosbois avant que l'emprunteur eût entièrement opéré le dégrèvement par lui promis; que, d'autre part, Bertinot n'a fait inscrire cette obligation que le même jour qu'il a pris inscription pour la fille Arnaud, ce qui a anéanti, pour de Grosbois, la préférence à laquelle il avait droit; que de Grosbois a éprouvé un dommage par suite de l'inscription de ce double mandat, et que Bertinot en doit la réparation; — Considérant d'ailleurs que la décharge définitive dont se prévaut Bertinot pour en induire une fin de non-recevoir ne peut, aux termes des art. 1163 et 2048, C. civ., s'appliquer à une action en indemnité sur laquelle les parties ne se proposaient pas de contracter, et que la prorogation consentie par de Grosbois en faveur de son débiteur, a eu pour résultat de faciliter la vente des immeubles hypothéqués et d'en augmenter le prix; qu'ainsi, cette conversion étant avantageuse à Bertinot, il ne peut s'en prévaloir pour repousser l'action dirigée contre lui; infirme; condamne Bertinot à indemniser de Grosbois des sommes que celui-ci aurait obtenues en principal et intérêts sur le prix des immeubles hypothéqués dans le cas où le dégrèvement promis par cet acte eût été réalisé, etc. »

POURVOI par Bertinot pour 1^{re} violation des art. 1985, 1341, 1353, C. civ., et fausse application des art. 1991 et 1992, même Code. — Il résulte, disait-on, des trois premiers de ces articles, que les tribunaux ne peuvent admettre sur de simples présomptions l'existence d'un mandat qui aurait pour objet une somme ou une chose d'une valeur de plus de 150 fr. Or, en fait, l'arrêt attaqué a jugé que M^{re} Bertinot avait reçu mandat exprès de son client de ne délivrer à l'emprunteur la somme prêtée qu'après avoir obtenu de ce dernier le dégrèvement des immeubles hypothéqués à la créance pour tout ce qui excéderait la somme de 40,000 fr. Mais ce mandat n'était écrit nulle part; il ne résultait d'aucun acte, d'aucune convention formelle: les magistrats ne pouvaient donc pas, sans contrevenir aux articles précités, en faire résulter l'existence de circonstances et de présomptions légalement inadmissibles.

2^e Fausse application de l'art. 1382, C. civ. — En l'absence de tout mandat, l'arrêt attaqué, pour déclarer M^{re} Bertinot responsable, s'est fondé sur sa qualité de notaire. Mais le notaire n'a évidemment d'autre responsabilité qu'en ce qui résulte de l'irrégularité de l'acte qu'il est chargé de rédiger; à l'égard de l'exécution

de cet acte, il y reste étranger. En vain dirait-on que, dans l'usage, les notaires doivent conserver les fonds jusqu'à ce que les justifications hypothécaires aient été faites: un usage ne peut être invoqué comme loi pour en faire découler une condamnation qui a un véritable caractère pénal. D'ailleurs cet usage ne pourrait même pas être invoqué dans l'espèce, puisque n'est du consentement de de Grosbois et à sa vue, ainsi que l'acte le porte, que les fonds ont été remis à l'emprunteur, et que la situation hypothécaire de l'immeuble n'a pas changé dans le délai fixé pour les justifications.

3^e Violation de l'art. 7, L. 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué aurait rejeté, sans motif, le chef de conclusions tendant à la comparution personnelle des parties.

L'avocat général Nicod, en réponse aux moyens du pourvoi, a dit: « L'arrêt n'a pas encouru le reproche de faire résulter un mandat formel de simples présomptions; car c'est dans les aveux mêmes de Bertinot, c'est dans l'acte du 15 avril 1829, que la Cour royale a puisé la preuve du mandat dont il a fait supporter les conséquences au notaire. Ce notaire, en effet, a reconnu, ainsi que le constate l'arrêt, que la somme prêtée lui avait été remise pour en faire le placement: de là naissait pour lui le mandat de verser cette somme entre les mains de l'emprunteur; mais cette remise ne devait pas être pure et simple, elle ne devait s'opérer que suivant les conditions de garanties imposées par le contrat. La remise de l'argent et l'accomplissement des garanties étaient donc inséparables; le mandat était complexe; il obligeait le mandataire à ne remettre les fonds qu'après que les sûretés du prêteur auraient été pleinement justifiées.

Il n'est pas non plus exact de dire, ajoute l'avocat général, que l'arrêt attaqué se soit fondé sur la qualité de notaire de Bertinot pour le déclarer responsable. Ce n'est pas comme notaire qu'il a été condamné, mais comme mandataire. »

Sur le moyen tiré de la violation de la loi de 1810, l'avocat général fait observer que la comparution des parties étant facultative pour le juge, qui peut l'admettre ou la repousser, comme bon lui semble, il suffisait que le juge énonçât que sa religion était éclairée sur l'existence du mandat (ce qui rendait la comparution sans utilité) pour que l'omission de repousser explicitement le chef de conclusions tendant à cette comparution ne pût être considérée comme constituant un défaut de motifs.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait que les 84,000 fr. dont il s'agit, au lieu d'être remis à Chesnaye, emprunteur, l'avaient été à M^{re} Bertinot, notaire, ainsi que ce dernier en avait fait l'aveu; — Attendu que la Cour de Paris n'a pu violer aucune loi en voyant dans ce fait ainsi constaté la preuve d'un mandat donné par Hue de Grosbois à Bertinot, et en interprétant ce mandat par les termes de l'acte passé par M^{re} Bertinot, où se trouvait inscrite la condition formelle mise au consentement du prêt, qu'il fût justifié que les biens don-

nés en hypothèque n'étaient grevés d'hypothèque antérieure que jusqu'à concurrence de 40,000 fr.; — Sur le moyen tiré de la violation de la loi de 1810 : — Attendu que les motifs par lesquels l'existence du mandat avait été reconnue justifiaient suffisamment le rejet de la comparution des parties, — Rejetie, etc., »

Du 5 déc. 1855. — Ch. req.

LOTÉRIE. — AGENTS. — JOURNAUX. — PUBLIC.

L'art. 419. C. pén., ne concerne que ceux qui ont établi ou tenu en France des loteries non autorisées par la loi et les administrateurs, agents ou préposés de ces établissements, et est, dès lors, inapplicable au seul fait de la publicité donnée par les journaux dans le royaume à des loteries étrangères qui n'y sont ni établies ni tenues. (C. pén., 419.)

Du 5 déc. 1855. — Ch. crim.

COMPÉTENCE CRIMINELLE. — ACTION CIVILE.

— ACCESSOIRE. — SUBSIS.

Le tribunal de répression qui, en prononçant sur l'action publique, renvoie à une autre audience le jugement de l'action civile, commet un excès de pouvoirs; il doit statuer simultanément sur le tout (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen tiré de ce qu'il a été prononcé par deux jugements distincts, d'abord sur l'action publique, et ensuite sur l'action civile: — Vu les art. 5, 161 et 189, C. crim.; — Attendu, en droit, que les tribunaux de simple police et les tribunaux de police correctionnelle ne sont compétents pour prononcer sur l'action civile qu'accessoirement à l'action publique; qu'ils sont tenus de statuer sur l'une et sur l'autre par le même jugement, et que l'accomplissement de cette obligation d'ordre public est substantielle de la validité de leurs décisions; — Et attendu, en fait, que le jugement du 8 août dernier, après avoir confirmé la sentence du premier juge, en ce qui concerne seulement la condamnation à l'amende et aux frais faite sur l'action publique, continue la cause à quinzaine pour plaider au fond sur l'action civile, et que le jugement du 22 du même mois n'a été rendu que sur cette dernière; d'où résulte la violation expresse des articles ci-dessus visés, — Casse, etc., »

Du 5 déc. 1855. — Ch. crim.

Nota. Du même jour, neuf autres arrêts identiques, aff. Remy, dit Chéron, Oudion, Macé, Duval, Percheron, Moinat, Barbier, Cotelle et Mathieu Lepaire.

JUGEMENT. — MINISTÈRE PUBLIC. — NOM. — EXPÉDITION. — SAISSIE. — DISTRACTION. — SERVITUDE. — FORMES.

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le nom de l'officier du ministère public qui

a porté la parole dans une affaire soit mentionné dans l'expédition du jugement, si d'ailleurs il se trouve inscrit sur la minute (2). (C. proc., 141.)

On doit surtout le décider ainsi lorsque l'expédition énoncée que c'est le procureur du roi qui a donné ses conclusions, le nom de ce magistrat se trouvant nécessairement compris dans la désignation de sa qualité (3). Les formalités prescrites par l'art. 727, Code proc., pour les demandes en distraction de tout ou partie de l'objet saisi, ne sont pas applicables au cas où il s'agit de la réclamation d'un droit de servitude (4).

Un pareil droit n'opérant aucun démembrement de la propriété, il suffit qu'il soit invoqué verbalement à l'audience et sans requête d'avoué, alors surtout que la réclamation a été préalablement consignée sur le cahier des charges.

Les immeubles de Matton étant mis en vente par suite d'expropriation forcée, Benoist Matton, son frère, se présenta, au jour de l'adjudication définitive, assisté d'un avoué, et réclama verbalement, à l'audience, un droit de pressurage dont il jouissait dans les bâtiments des biens saisis, et dont, au surplus, le cahier des charges contenait déjà réserve à son profit. Le tribunal fit droit à cette réclamation, et passa outre à l'adjudication, qui eut lieu en faveur de Perrond.

L'expédition de ce jugement se bornait à énoncer que le procureur du roi avait été entendu, sans faire mention du nom de ce magistrat, mention qui, d'ailleurs, existait sur la minute.

Appel de Jean Matton, saisi. — Il soutient 1° que le jugement est nul pour inobservation de l'art. 141, C. proc., en ce que l'expédition ne contient pas le nom de l'officier du ministère public qui a été entendu; 2° que la demande en reconnaissance d'un droit de pressurage intentée par Benoist Matton ne pouvait avoir lieu que par requête d'avoué, conformément à l'art. 727, et non verbalement à l'audience.

Les intimés ont répondu : 1° que la mention dont parle l'art. 141 n'est pas prescrite à peine de nullité; que, dans tous les cas, il devrait y avoir nécessairement exception pour le cas où il s'agit du procureur du roi; qu'en effet la désignation de ce magistrat par son nom devient superflue dès qu'il est le seul qui en ait le titre dans le ressort du tribunal; qu'enfin il suffit, pour que le vœu de la loi soit rempli, que la mention prescrite ait été faite sur la minute du jugement, ce qui a eu lieu dans l'espèce, sans qu'elle doive être, à peine de nullité, reproduite sur l'expédition; 2° qu'il ne s'agit pas dans la cause d'un démembrement d'une portion des biens saisis, mais de la réclamation d'un droit de servitude, réclamation d'ailleurs surabondante par elle-même en ce qu'elle se trouvait déjà consignée au cahier des charges, et qui n'était assujettie à aucune forme spéciale, non plus qu'à l'art. 727, C. proc.

(1) F. conf. Cass., 4 déc. 1840.

(2) Jugé qu'il n'y a pas nullité parce que le nom de l'officier qui a rempli les fonctions du ministère public n'est pas inscrit sur la minute. — F. Cass., 12 juin 1828; — Carré-Chauveau, n° 59, ter.

(3) F. Brux., Cass., 21 avril 1855; contra, Nîmes, 1^{re} août 1837. — Mass. v. Brux., 17 juin 1855, et Liège, 30 déc. 1840.

(4) F. Lyon, 24 janv. 1854; — Carré-Chauveau, n° 2458.

Arrêt de la Cour de Lyon, qui rejette les moyens de l'appelant.

POURVOI dirigé par Jean Matton contre cet arrêt pour violation des art. 141, C. proc., et 727, même Code.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu 1^o que le nom du procureur du roi qui a conclu à l'audience d'adjudication n'a été omis que dans l'expédition du jugement, et qu'il est mentionné dans la minute; qu'ainsi l'art. 141, C. proc., a été observé; que, d'ailleurs, la désignation de ce magistrat par son nom était superflue, dès qu'il est le seul qui ait le titre dans le ressort du tribunal; qu'il était suffisamment désigné par sa qualité; 2^o qu'il n'y a pas eu de demande en distraction de partie des objets saisis dans les termes de l'article 727, C. proc.; que la mention déjà insérée au cahier des charges, et réitérée avant l'adjudication, d'un droit de pressurage dans une partie des bâtiments, n'était que l'annonce d'une servitude, et n'opérait aucun démembrement de la propriété, — Rejette, etc. »

Du 8 déc. 1833. — Ch. req.

EFFET DE COMMERCE. — PROVISION. — RETRAIT.

La provision pour lettre de change faite par le tireur est acquise au porteur, bien que cette provision n'ait point été effectuée au moment de sa création, si, d'ailleurs, elle existait lors de son échéance (1). (C. comm., 115, 116, 117, 136 et 149.)

La faillite du tireur survenue dans l'inter valle n'autorise pas les syndics à la réclamer, dans l'intérêt de la masse, au préjudice du porteur (2).

L'avis donné au tiré par le tireur de lui faire retour de la somme fournie à titre de provision ne peut avoir pour effet de dépouiller le porteur de son droit à cette provision (3).

La décision d'une Cour royale, fondée sur un fait dont elle a tiré une conclusion fautive et contradictoire, est soumise à la censure de la Cour de cassation (4).

Joseph Sève, négociant à Cannes, ayant reçu en consignation des blés et farines de Barre-Pin, négociant à Castelnaudary, autorisa ce dernier à faire traite à son débet sur Trouchaud et Lambert de Marseille, s'obligeant, lui, Sève, d'en assurer le paiement. En vertu de cette autorisation, et le 14 mai 1830, Barre-Pin tira en effet sur ces derniers, deux lettres de changes montant à 5,000 fr., payables le 15 juin suivant, énonçant : *Valeur que passerez au compte de*

J. Sève. Celui-ci, sur l'avis qu'il en reçut, écrivit à Barre-Pin que ces traites recevaient un accueil mérité, et qu'il n'eût plus à s'en occuper; mais, contrairement à cette déclaration, Sève, par pressentiment de la faillite prochaine de Barre-Pin, écrivit le 10 juin à Trouchaud et Lambert : « Suspendez tout paiement, et renvoyez-moi les 5,000 fr. qui doivent être en vos mains. » Ce même jour, Barre-Pin fut déclaré en faillite, et, le 15 du même mois, ces traites, qui, par suite de leur négociation, étaient devenues la propriété de Paul Pouget et compagnie, de Toulouse, furent, à sa requête, protestées faute de paiement. Sur l'assignation donnée à Trouchaud-Lambert devant le tribunal de commerce de Marseille, les syndics de la faillite intervenant, proposèrent un déclinatoire qui fut accueilli par jugement du 7 janv. 1831. La cause portée devant le tribunal de Castelnaudary, ce tribunal rendit le 8 fév. suivant un jugement qui déboute Paul Pouget et compagnie de leur demande : — « Considérant, dit ce jugement, que, si une partie de ces marchandises était au pouvoir de Sève le 8 mai 1830, l'autre n'est arrivée entre les mains du tiré que postérieurement à l'ouverture de la faillite de Barre-Pin, et que, d'autre part, le premier envoi était absorbé par des tirages antérieurs aux lettres de change dont Paul Pouget et compagnie sont porteurs;

« Considérant que, puisqu'il n'y avait pas provision déjà faite à l'instant de l'émission des lettres de change, ni quant à Pouget, provision existante au moment de la faillite, ces derniers ne peuvent réclamer aucun droit de propriété ni de privilège;

« Considérant que, puisqu'il est reconnu que Paul Pouget et compagnie sont sans droit sur la provision, celle-ci existait au moment de l'émission des deux traites, il devient inutile de s'occuper des conclusions qu'ils ont prises contre Sève et Trouchaud-Lambert :

« Par ces motifs, etc. »

Appel. — Le 16 déc. 1831, arrêt de la Cour de Montpellier qui confirme : — « Attendu qu'il est établi par les faits, actes et circonstances de la cause, notamment par la lettre missive du 10 juin 1831, qu'il n'existait pas de provision pour le paiement des lettres de change dont il s'agit; que, dès lors, il devient inutile de s'occuper de la question de droit si le porteur a un privilège sur une provision lorsque son tiré n'échet qu'après la faillite du tireur. — « Confirme.

POURVOI de Paul Pouget et compagnie, qui ont surtout insisté sur le fait de l'existence de

(1) F. conf. Paris, 19 mai 1830, 6 déc. 1831; Cass., 23 nov. 1830, 15 fév. 1833, 3 fév. 1835; Poitiers, 25 juill. 1833; Nîmes, 13 juill. 1835; Bordeaux, 30 juin 1841; — Dupuy de la Serra, *Art des Lettres de change*, chap. 3, n^o 13; Favard, *Alph.*, *Lettres de change*, sect. 2, § 2, n^o 4; Rouquier, *Lettres de change*, n^o 89, et l'ardessus, n^o 1275. — Décidé, au contraire, qu'il faut qu'il y ait en affectation par le tireur et acceptation par le tiré. — F. Toulouse, 17 avril 1831; Paris, 4 fév. 1832, 16 juin 1838 (arrêt rendu après partage), et Cass., 9 juill. 1840.

(2) F. Limoges, 15 fév. 1839.

(3) Il en est autrement si le tiré s'est libéré entre les mains du tireur avant l'échéance de la lettre non acceptée. — F. Bordeaux, 28 avril 1835.

(4) C'est par exception à la règle admise que les Cours royales sont juges souverains du fait; mais cette règle serait dangereuse si elle donnait le droit de blesser impunément l'équité. C'est aussi dans ces cas d'exception, rares à la vérité, que la Cour suprême use du droit de censure. C'est ainsi que, par arrêt du 10 janv. 1835, elle a cassé un arrêt fondé sur des faits, mais dont la preuve contraire résultait des actes du procès.

la provision es mains des tirés, et en ont déduit la conséquence qu'elle n'avait pu être reprise sans porter une grave atteinte au principe consacré par les art. 115, 116, 117, 136 et 149, C. comm.

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu les art. 115, 116, 117, 136 et 149, C. comm.; — Attendu que l'effet de la lettre de change est de transmettre au porteur la propriété de la somme cédée, dont le tireur est tenu de faire la provision; qu'il importe peu qu'à la date de la lettre cette provision existe entre les mains du tiré; que ce qu'il importe, c'est qu'elle existe au moment de l'échéance; — Attendu que, dans l'espèce, des marchandises avaient été envoyées à Sève pour être vendues, et que le produit de cette vente était destiné au paiement de la traite dont Paul Pouget et compagnie étaient porteurs; que, cet envoi ayant été fait antérieurement à la faillite de Barre-Pin, et que, la provision existant au moment de cette faillite et au jour de l'échéance, le montant de la traite était justement acquis au porteur, bien que l'échéance fût postérieure à la faillite; — Qu'ainsi on ne pouvait, au préjudice de son droit de propriété, réduire le porteur à venir comme simple créancier dans la faillite du tirur, sous le prétexte que la provision appartenait à l'actif de cette faillite; — Attendu qu'en se fondant, pour établir que la provision n'existait pas, sur la lettre missive du 10 juin 1851, par laquelle Sève écrivait à Lambert et Trouchaud de ne pas payer, et de lui renvoyer les 5,000 fr. qui se trouvaient entre leurs mains, l'arrêt attaqué a au contraire reconnu par là que la provision était faite à cette époque; — Attendu que la missive de Sève, qui constatait ainsi l'existence de cette provision, n'a pu produire en même temps l'effet de l'annuler; d'où il suit qu'en tirant de cette missive une conclusion toute contraire, c'est-à-dire en déclarant qu'il n'y avait pas eu provision, la Cour de Montpellier s'est mise en contradiction avec elle-même, et a essentiellement violé les articles du Code précités. — Casse, etc. »

Du 7 déc. 1855. — Ch. civ.

Nota. Le même jour pareil arrêt a été rendu au profit de Pouget et compagnie, et par défaut contre les syndics de la faillite Barre-Pin, qui a cassé un arrêt de la Cour de Montpellier du 23 décembre 1851. Dans cette espèce, il y avait identité de questions et de personnes, sauf que dans la dernière Cambriels et compagnie, négociants de Perpignan, sur qui avaient été tirées les lettres de change, déclaraient avoir provision, mais ne pouvoir payer, à cause de la défense qui leur en avait été faite par les agents de la faillite.

JUGEMENT. — MINISTÈRE PUBLIC. — SAISIE IMMOBILIÈRE. — SAUVETÉ.

(P. cass., 6 déc. 1855.)

HYPOTHÈQUE. — IMMEUBLES PAR DESTINATION. — MACHINE À VAPEUR.

Le créancier hypothécaire peut former tierce

opposition à un jugement rendu, avec son débiteur, lorsqu'il préjudicie à ses droits, s'il a à opposer à la prétention accueillie par ce jugement des moyens qui lui sont propres, et que ce dernier ne pouvait faire valoir.

Le vendeur d'un effet mobilier (par exemple d'une machine à vapeur) ne peut, lors même qu'il en aurait fait la réserve expresse, exercer l'action en résolution de la vente pour défaut de paiement du prix au préjudice des créanciers hypothécaires de l'acheteur, inscrits sur l'immeuble auquel l'objet vendu a été incorporé (1).

L'héritier bénéficiaire ne peut s'opposer à l'imputation des loyers que le créancier poursuivant la saisie immobilière a fait arrêter (2).

Les frères Périet avaient vendu à Marquet, filateur de coton, une machine à vapeur avec cette condition que, faute par l'acquéreur de payer le prix dans le délai convenu, la résolution de la vente aurait lieu, conformément aux dispositions de l'art. 1654, C. civ., et que même les vendeurs auraient un droit de suite sur la machine vendue, en quelques mains qu'elle pût passer. — Marquet décéda sans avoir payé le prix de la machine à vapeur. Les frères Périet assignèrent les héritiers bénéficiaires de Marquet devant le tribunal de commerce. Un jugement du 21 juin 1851 prononça la résolution de la vente.

Veyrassat, créancier hypothécaire de Marquet, suivant deux actes publics (l'un antérieur, l'autre postérieur à la vente de la machine) qui lui conféraient hypothèque sur la manufacture de son débiteur, et sur la machine à vapeur qui y avait été établie et attachée à l'aide de travaux de maçonnerie, a poursuivi la vente de l'immeuble et celle de la machine qui y était incorporée. Les frères Périet ont opposé la résolution prononcée en justice. Mais Veyrassat a formé tierce opposition au jugement qui avait prononcé la résolution. Sa tierce opposition était recevable, suivant lui, parce qu'étant créancier hypothécaire, et ayant à faire valoir des moyens qui lui étaient propres, il n'avait pas été représenté par son débiteur lors du jugement du 21 juin 1851. — Au fond, Veyrassat a prétendu que la résolution de la vente ne pouvait être prononcée, parce que, depuis le contrat, la machine à vapeur avait été incorporée par Marquet à la maison hypothéquée, et était ainsi devenue immeuble par destination, et comme tel susceptible d'hypothèque.

Un jugement du 4 juill. 1852 déclara la tierce opposition non recevable. Sur l'appel intervint, le 16 août 1852, un arrêt de la Cour de Paris qui déclara la tierce opposition fondée, ordonna que la machine à vapeur serait vendue avec l'immeuble auquel elle était incorporée, pour le prix en être distribué aux créanciers hypothécaires, et en même temps statua sur le sort d'oppositions pratiquées par Veyrassat, entre les mains du locataire de l'immeuble. Voici le texte

(1) P. Brux., 16 août 1852.

(2) Résolu seulement par la Cour royale.

de cet arrêt : — « En ce qui touche la tierce opposition de Veyrassat et la vente de la machine à vapeur :

« Considérant que, si, en thèse générale, et hors le cas de fraude ou de collusion, le créancier, même hypothécaire, est censé représenté par son débiteur dans les jugements rendus avec celui-ci, et, par suite, n'est point admis à les attaquer par la voie de la tierce opposition, cette règle souffre cependant exception lorsque le créancier a des moyens qui lui sont propres et que le débiteur n'avait point droit d'opposer ;

« Que la veuve Marquet, assignée par Périér frères en résolution de la vente d'une machine à vapeur qu'ils lui avaient fournie, était sans qualité pour se prévaloir, dans sa défense, de la désignation par elle donnée à cette machine, et de l'immobilisation qui en était résultée ; que ces moyens n'ont point été appréciés par le jugement qui a prononcé la résolution et autorisé les frères Périér à se remettre en possession de ladite machine ; qu'ils appartiennent aux seuls créanciers hypothécaires, qui n'ont pu être privés, par ce jugement, du droit de les opposer aux frères Périér ; qu'ainsi, la tierce opposition de Veyrassat, créancier hypothécaire, est recevable ;

« Considérant que l'art. 1654, C. civ., qui autorise le vendeur, en cas de non-paiement du prix, à demander la résolution de la vente, est sans doute applicable à la vente des choses mobilières, comme à celle des choses immobilières ; mais que, lorsqu'il s'agit de meubles, les effets de cette résolution sont modifiés nécessairement, à l'égard des tiers, par le principe de notre droit, aux termes duquel les meubles ne sont susceptibles d'aucun droit de suite, sauf les exceptions prévues par l'art. 2279, C. civ., et les articles de ce Code et du Code de comm. relatifs aux diverses espèces de revendication, exceptions dans aucune desquelles ne se trouvent placés les frères Périér ;

« Que Marquet, après avoir pris livraison de la machine à vapeur à lui vendue par les frères Périér, l'a placée dans une maison à lui appartenant, et l'a attachée au fonds à l'aide de travaux de maçonnerie ; que, dès ce moment, elle est devenue, en vertu de la disposition des articles 524 et 525, C. civ., une dépendance immobilière du fonds ; qu'elle a pu être hypothéquée conjointement avec lui, sans que le vendeur pût exercer, au préjudice du créancier hypothécaire, l'action en résolution dérivant du contrat de vente ;

« Considérant que, si la première des obligations hypothécaires souscrites par Marquet au profit de Veyrassat est antérieure à l'achat de la machine dont il s'agit, et s'il paraît vraisemblable qu'à l'époque de la seconde, ladite machine n'était point encore incorporée à l'immeuble, ces faits sont sans influence sur la contestation, puisque, d'après l'art. 2135, C. civ., l'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué ;

« Considérant, enfin, que la précaution que paraissent avoir prise les frères Périér, en vendant ladite machine à Marquet, de se réserver

sur elle un droit de suite, pour le cas où le prix n'en serait pas payé, ne peut préjudicier aux droits qui résultent pour les tiers de la nature même de la chose vendue et des principes du droit ; qu'ainsi, la tierce opposition de Veyrassat est fondée, et que la machine à vapeur doit être vendue avec l'immeuble auquel elle est incorporée, pour le prix du tout être distribué aux créanciers hypothécaires et aux privilégiés, d'après leurs droits respectifs ;

« En ce qui touche les oppositions de Veyrassat :

« Considérant que les loyers de la maison saisie et de la machine qui en dépend ont été immobilisés par la dénonciation de la saisie ; que tout créancier hypothécaire a le droit de les arrêter entre les mains des locataires, et que les veuve et héritiers Marquet ne peuvent s'opposer à cette mesure, sous le prétexte qu'ils sont héritiers bénéficiaires, et qu'elle gêne leur administration, puisqu'en aucun cas, cette administration ne leur donne le droit de toucher les sommes affectées au paiement des créances hypothécaires.

« Reçoit Veyrassat tiers opposant ; ordonne que la machine à vapeur sera vendue conjointement avec l'immeuble saisi ; déclare les oppositions bonnes et valables ; ordonne le dépôt des loyers à la caisse des consignations, etc. »

Les frères Périér se sont pourvus en cassation contre cet arrêt : 1° pour violation des art. 474 et 1351, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué avait admis un créancier à former tierce opposition à un jugement lors duquel il avait été représenté par son débiteur dont il était l'ayant cause. Ils citaient Merlin (*v. Tierce oppos.*), Carré-Chauveau, n° 1708, et les arrêts des 16 juin 1811, et 11 juin 1822. Ils soutenaient que la circonstance, en supposant qu'elle fût exacte, que le créancier avait un moyen particulier dont il aurait pu se servir, ne pouvait prévaloir sur les termes si formels, si précis de l'art. 474, C. proc. En fait, ils ajoutaient que le moyen tiré de l'immobilisation aurait fort bien pu être invoqué par le débiteur lui-même, qui eût écarté l'action en résolution, s'il avait prouvé que l'hypothèque équivalait à la vente, et que, dès lors, le moyen en question ne pouvait être considéré comme personnel à Veyrassat. Ce dernier était donc représenté dans l'instance et il n'a pas dû y être appelé ; dès lors, il est inhabile à se pourvoir par voie de tierce opposition (Cass., 21 fév. 1816, 19 août 1818 et 22 fév. 1822 ; Merlin, *v. Tierce opposition*). Le second moyen était tiré de la violation des art. 1134, 1185, 1654, 2125 et 2182, C. civ., et fautive application des art. 524, 525 et 2279, en ce que l'arrêt attaqué avait décidé que le droit du vendeur d'un objet mobilier de faire prononcer la résolution pour défaut de paiement du prix s'éteignait par l'immobilisation de cet objet.

Le défendeur au pourvoi soutenait d'abord qu'il avait un droit propre résultant à son profit de l'accession faite à l'immeuble hypothéqué ; qu'il tenait ce droit de la loi et non de son débiteur ; que, dès lors, il n'avait pu être représenté par ce dernier, et qu'il avait en consé-

quence un droit personnel à former tierce opposition. Sur le deuxième moyen, il prétendait que la règle en fait de meubles, *possession vaut titre*, avait la même force pour les créanciers hypothécaires que pour les tiers acquéreurs; que si la machine était restée meuble, elle ne pouvait être revendiquée par les vendeurs en vertu de l'art. 2102, puisqu'elle n'était plus dans son état primitif; que si elle était devenue immeuble, l'intérêt des créanciers hypothécaires, consacré par l'art. 2153, empêchait qu'on ne la démontrât de l'immeuble auquel elle devait rester attachée dans l'intérêt des créanciers hypothécaires.

M. l'avocat général Laplagne-Barris a pensé qu'en fait de meubles, l'action en résolution de la vente se confondait avec la revendication autorisée sous de certaines conditions par le n° 4 de l'art. 2102, C. civ.; ce qui l'a conduit à cette conséquence que, lorsque la demande en revendication n'était plus recevable, la demande en résolution n'était pas davantage. — En effet, dit-il, s'il était possible de former l'action en résolution, lorsque les conditions nécessaires à l'exercice de l'action en revendication n'existent pas, il faudrait rayer du Code les dispositions qui ont posé des limites à l'action en revendication, et il faudrait même étendre ce système en matière commerciale, au cas de faillite (C. comm., 576 et suiv.). L'action en revendication n'est recevable que lorsque la vente est faite sans terme pour le paiement, et que les objets vendus sont dans le même état qu'au moment de la vente. Si, dans l'espèce, où la vente était à terme, où l'objet vendu n'était plus dans le même état qu'à l'époque de la livraison (la machine avait été scellée à chaux et à plâtre), et où, par conséquent, la revendication n'était pas admissible, on autorisait l'action en résolution, n'est-il pas évident que les dispositions de l'art. 2102, n° 4, seraient ainsi éludées, et que les intentions du législateur, qui avait eu pour but de faciliter la transmission des objets mobiliers, seraient ouvertement méconnues? Si la législation a voulu qu'on ne pût abuser du droit de revendication, il n'a pu permettre qu'on abusât du droit de résolution. Il serait au surplus inexact de dire, comme le fait Troplong (*Comm. des hyp.*, t. 1, n° 193), pour établir une différence entre la re-

vendication et la résolution, que la revendication suppose qu'il n'y a pas eu transmission de propriété, tandis que l'action en résolution suppose l'existence de cette transmission. En effet, en présence de l'art. 1585, C. civ., portant que la vente est parfaite dès qu'il y a eu consentement sur la chose et sur le prix, il est impossible de méconnaître que, dans un cas comme dans l'autre, la propriété ait été transmise. D'où il suit que, lorsqu'il s'agit de meubles, l'exercice de la revendication implique l'exercice de l'action résolutoire, et que par conséquent cette action ne peut ensuite être exercée séparément (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen : — Considérant que l'art. 474, C. proc., n'exige pas que la partie qui forme tierce opposition à un jugement ait dû être appelée pour que sa tierce opposition soit recevable; qu'il suffit, aux termes de cet article, que le jugement préjudicie à ses droits, et que ni elle ni ceux qu'elle représente n'aient été appelés; — Considérant que le jugement du 21 juin 1851 anéantissant l'hypothèque de Veyrassat, sur la machine immobilisée et affectée à ses créances; — Considérant que Veyrassat avait un droit personnel au maintien de cette hypothèque, et par suite à contester l'action en résolution formée par les demandeurs, et qu'il n'a pu être représenté par la veuve et les enfants Marquet dans l'exercice de ce droit et dans l'instance en résolution; — Sur le deuxième moyen : — Considérant que la Cour royale a reconnu que l'art. 1054, C. civ., s'appliquait également aux ventes de meubles et aux ventes d'immeubles; — Que la résolution des ventes de meubles ne peut avoir lieu, lorsque le meuble vendu, ayant été incorporé à un immeuble, a changé de nature et est devenu immeuble; — Que la résolution de la vente, en ce cas, serait contraire aux art. 524 et suiv., C. civ., et à tout le système hypothécaire, Rejetée. »

Du 9 déc. 1855. — Ch. civ.

OBSERVATIONS.

L'affaire qui précède, présente dans la question principale, relative à la vente des objets mobiliers, et particulièrement des machines, susceptibles d'incorporation à des immeubles, des difficultés graves, dont la solution intéresse

(1) Cette doctrine ne nous paraît pas fondée. Il n'est nullement besoin, pour établir une différence réelle entre la revendication et l'action résolutoire, de soutenir que la revendication suppose qu'il n'y a pas eu transmission de propriété, ce qui en effet n'est peut-être pas exact. La différence qui existe, selon nous, entre la revendication et l'action résolutoire, c'est que la revendication établie par l'article 2102, C. civ., même par les art. 476 et suiv., C. comm., n'est autre chose qu'un *privilege*, qu'on dirait exorbitant, et par conséquent très-limité, qu'il a plu au législateur d'introduire par exception à tous les principes du contrat de vente en matière de meubles, dans des cas où le vendeur ignore l'état des affaires de l'acheteur, est prêt à devenir victime d'une surprise qui équivaut presque au dol. Aussi la revendication, dans les termes de l'article 2102, C. civ., est-elle restreinte au cas de vente

au comptant, et ne peut-elle être exercée que pendant huit jours. L'action résolutoire, au contraire, c'est le droit commun; c'est la dernière ressource offerte à tout vendeur non payé, qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles; c'est une action et non un droit acquis. Il faut que la justice prononce la résolution, qu'il y ait jugement, et les juges pourront, selon les circonstances, accorder des délais...; tandis que pour la revendication, elle a lieu de plein droit; elle peut être exercée sans jugement, à l'instinct même, avec une simple permission du juge. — A notre avis, deux voies de recours qui ne présentent avec des caractères aussi différents, ne peuvent être confondues; on ne peut dire que l'une implique l'autre, on la remplace, sans méconnaître l'un des principes fondamentaux de la vente, la résolution à défaut de paiement du prix. Duv.

au plus haut degré notre industrie commerciale et manufacturière.

Il importe donc d'examiner jusqu'à quel point l'arrêt que nous venons de recueillir pourra faire cesser sur ce point les incertitudes de la doctrine, et fixer la jurisprudence flottante des Cours et des tribunaux, notamment de la Cour de Paris.

Ici, comme on a pu le voir, plusieurs grands principes du droit civil se trouvent en opposition ou collision. Essayons de les concilier entre eux, de manière toutefois à satisfaire en même temps aux règles de l'équité.

Il est généralement admis aujourd'hui par la jurisprudence et les meilleurs auteurs (1), que l'action résolutoire est ouverte au vendeur non payé, aussi bien lorsqu'il s'agit de meubles que lorsqu'il s'agit d'immeubles; qu'à cet égard, l'art. 1654, C. civ., n'est qu'une application particulière au contrat de vente, du principe général posé par les art. 1183 et 1184 du même Code. — C'est un principe également certain, d'après les art. 524 et 525, C. civ., que les objets mobiliers (et par conséquent les machines) attachés à un immeuble pour servir à une exploitation quelconque, deviennent *immeubles* aux mêmes par destination, et sont, en cet état, susceptibles d'hypothèque. — Enfin, c'est une règle écrite dans l'art. 2135, C. civ., que l'hypothèque acquise s'étend à toutes les *améliorations survenues* à l'immeuble hypothéqué.

Tels sont les éléments de la difficulté, les données du problème à résoudre. Pour arriver à déterminer l'action réciproque de ces trois principes dans la question qui nous occupe, il importe de se bien fixer d'abord sur la nature particulière de chacun d'eux, d'examiner quelle est sa véritable portée et son degré d'énergie.

C'est une des innovations les plus importantes que le Code civil ait apportées dans les principes qui régissent le contrat de vente, que l'introduction de l'action résolutoire en faveur du vendeur, à défaut de paiement du prix. On sait que cette action, qui nous paraît aujourd'hui si juste et si naturelle, n'était pas admise dans le droit romain, non plus que le privilège du vendeur sur la chose, à moins qu'il n'y eût réserve du droit de suite, stipulation expresse du pacte commissaire. On sait que cette action et ce privilège ne s'introduisirent que graduellement dans la jurisprudence de quelques parlements des pays de droit écrit, comme un tempérament d'équité, un adoucissement à la rigueur du droit; que, même dans les pays coutumiers, cette double voie de recours, plus généralement admise, n'était ouverte cependant qu'avec certaines restrictions...

Cet état du droit ancien, cette force de l'usage ou de la jurisprudence, finissant par l'emporter sur le texte de la loi elle-même, montrent assez combien l'action en résolution, à défaut de paiement du prix, était dans la nature du contrat de vente, dans les idées de bonne foi et d'équité naturelle, qui, dès lors, faisaient effort pour se

substituer aux subtilités du pur droit romain. Et en effet, quoi de plus juste et de plus naturel que de rompre, que de résoudre le contrat de vente, en faisant rentrer la chose vendue dans les mains du vendeur, lorsque l'acquéreur ne remplit pas la *principale* de ses obligations, celle de payer le prix convenu? Le Code civil, en établissant par son art. 1654, de la manière la plus générale, sans restriction aucune, en l'absence de toute convention, l'action résolutoire en faveur du vendeur non payé, a donc entendu poser ainsi un principe fondamental, qui tient à l'essence même du contrat de vente, qui en est une conséquence inséparable. Telle est l'énergie de ce principe, qu'en matière d'immeubles, l'action résolutoire suit la chose vendue dans les mains des tiers, survit à tous les événements ultérieurs, même à l'expropriation judiciaire. (V. Rouen, 4 juillet 1815; Paris, 11 mars 1816, et *Jur. du XIX^e siècle*, v^o *Vente*, § 11.)

De là, cette conséquence, que l'action résolutoire doit exercer sa puissance, même à l'égard des tiers, dans tous les cas où la loi n'en a pas disposé autrement, dans tous les cas où elle n'a pas formellement établi un droit contraire ou exceptionnel.

Or, la seule exception que le Code civil ait formellement admise à ce principe intime, fondamental, du contrat de vente, ne peut s'induire que de l'art. 2279, C. civ., consacrant la règle ancienne, qu'*en fait de meubles, la possession vaut titre*, ou en d'autres termes, que *meubles n'ont pas de suite*; ce qui conduit à cette conséquence nécessaire, que celui qui possède un meuble de bonne foi, ne peut jamais avoir à craindre l'action en résolution de la part d'un précédent vendeur non payé; qu'en fait de meubles, l'action résolutoire s'arrête donc devant cette simple circonstance, mais devant cette circonstance unique (sauf la perte de la chose), que le meuble est sorti des mains de l'acheteur, qu'il a passé dans les mains d'un tiers qui le possède de bonne foi.

Qu'arrivera-t-il maintenant si le meuble, sans être sorti des mains de l'acheteur, a été incorporé à un immeuble, et que cet immeuble se trouve hypothéqué à un tiers?

Ici deux nouveaux principes du droit civil entrent en lutte avec le principe de la résolution. D'une part, le meuble attaché, incorporé à l'immeuble, en prend, sinon la nature, du moins la dénomination: il devient immeuble par destination (C. civ., 524 et 525). — D'autre part, l'art. 2135 porte que l'hypothèque acquise s'étend à toutes les *améliorations survenues* à l'immeuble hypothéqué.

Or, il est difficile de contester que l'adjonction d'un meuble à un immeuble, et notamment d'une machine à une fabrique, à un établissement industriel quelconque, pour son service ou son exploitation, ne soit une *amélioration* dans le sens de l'art. 2135. La conséquence

(1) *V.* sur la vente, Troplong, t. 2, n^o 646, et Dvergier, t. 1, n^o 456. — *V.* aussi arrêts de la Cour de Paris, du 18 août 1839, et comme solution

implicite, les deux arrêts de la Cour de Paris, des 16 août 1832 et 10 juill. 1835.

toute naturelle est donc que le meuble, la machine, ainsi incorporée, tombe sous le coup de l'hypothèque dont l'immeuble lui-même se trouve frappé.

Cependant si l'on réfléchit à la manière dont s'est faite l'immobilisation du meuble, on voit bientôt que cette immobilisation est plutôt intellectuelle que réelle; qu'elle n'existe qu'en vertu d'une fiction de la loi, qui a pour objet la distinction des biens et nullement leur propriété. Assurément, de ce qu'un meuble vendu, de meuble qu'il était, sera devenu immeuble par l'emploi qu'en aura fait l'acheteur, par la destination qu'il lui aura plu de lui donner, il ne s'ensuit pas que ses droits sur ce meuble soient autres qu'ils n'étaient avant, qu'ils se soient consolidés, qu'il se trouve affranchi de l'action résolutoire. A son égard, rien n'est donc changé, et le droit du vendeur, celui de demander le paiement de la chose ou la résolution du contrat, n'a évidemment subi aucune altération.

Mais on ne voit pas aussi bien, il faut l'avouer, qu'il en doive être de même à l'égard d'un tiers, créancier hypothécaire de l'acheteur, et dont l'hypothèque pèse sur l'immeuble auquel le meuble se trouve incorporé. — D'un autre côté, cependant, l'équité répugne hautement à ce que le vendeur non payé perde tout à la fois sa chose et le prix, au cas d'insolvabilité de l'acheteur.

Ici naissent les doutes, et un grave dissentiment se manifeste entre les auteurs les plus recommandables qui ont en dernier lieu traité du contrat de vente; entre Troplong et Duvergier.

Troplong, assimilant l'action résolutoire du vendeur non payé, au privilège que la loi lui accorde sur le prix, pense que l'un et l'autre droit doivent survivre à l'incorporation du meuble à un immeuble hypothéqué. Il en donne plusieurs raisons qui s'appliquent parfaitement bien, selon nous, au privilège, mais non pas avec la même évidence, à l'action résolutoire. C'est, dit-il, que la chose vendue n'a véritablement pas changé de mains; qu'elle subsiste matériellement, avec la même forme et avec les mêmes éléments qu'à l'époque de la vente; qu'il n'y a de changé que sa destination, que sa qualité morale, et que cela n'empêche pas qu'elle ne se trouve encore dans toutes les conditions voulues par le n° 4 de l'art. 2109, C. civ., pour l'exercice du privilège que cet article accorde au vendeur. — Ces raisons, ajoute Troplong, se fortifient d'un puissant argument puisé dans l'art. 593, C. proc., qui défend en général de saisir-exécuter les meubles devenus immeubles par destination, et qui cependant, par une exception bien remarquable, permet cette saisie au vendeur non payé.

« Si le privilège se maintient intact, continue Troplong (*Comm. de la vente*, t. 2, add. au n° 645), malgré la conversion d'un meuble en immeuble par destination; n'est-il pas évident que le droit de résolution, plus vivace encore que le privilège, ne saurait en redouter la moindre atteinte? Quel moyen y aura-t-il d'arracher au vendeur, qui demande à rentrer dans ce qui lui appartient, la disposition si

« péremptoire de l'art. 593, C. proc.? — S'ap-
« puiera-t-on sur l'intérêt des tiers dont l'hypo-
« théque sera venue frapper ce meuble devenu
« immeuble par destination? Mais cet intérêt
« plie devant les privilèges dont il a plu au lé-
« gislateur d'environner le vendeur, et devant
« des principes qu'une équité arbitraire ne doit
« pas briser. Quoi donc! si l'objet vendu était
« un immeuble réel et non fictif, les créanciers
« hypothécaires seraient condamnés à voir leur
« échapper, par l'action résolutoire, le gage
« qu'on leur a donné; et parce que c'est un
« meuble, ils aspireront à un résultat meilleur!...
« Mais comment ne voit-on pas que cette circon-
« stance est indifférente, puisque ce meuble n'a
« pas été déplacé, qu'il reste dans les conditions
« de possession qui rendent inapplicable la
« maxime : *meubles n'ont pas de suite*, et
« qu'enfin le législateur a lui-même décidé, dans
« l'art. 593, C. proc., qu'une modification dans
« la qualité morale de la chose n'opère pas une
« de ces transformations qui font évanouir le
« droit dans cette chose? »

A cette argumentation, pressante sans doute, nous croyons cependant qu'on peut répondre, que l'intérêt des tiers de bonne foi, des créanciers hypothécaires, est aussi digne de protection que les intérêts du vendeur non payé; que précisément parce qu'il s'agit d'un meuble, leur droit est beaucoup plus favorable que s'il s'agissait d'un immeuble. En effet, lorsqu'un créancier excepte pour gage de sa créance une hypothèque sur un immeuble, il est tenu de s'assurer, non-seulement que cet immeuble n'est pas déjà grevé d'hypothèques antérieures qui en absorberaient la valeur; mais encore, qu'il est bien la propriété du débiteur : la loi lui en offre tous les moyens : il peut demander la représentation des titres qui établissent cette propriété, et s'il néglige cette précaution, il ne pourra, par la suite, s'en prendre qu'à lui-même de la perte de sa créance. — Il en est tout autrement des meubles, et surtout de meubles qui se trouvent accidentellement incorporés à un immeuble hypothéqué. Le prêteur ou créancier n'est nullement tenu de s'enquérir de l'origine de la propriété de ces meubles. La vérification qu'il en ferait pourrait souvent n'être qu'illusoire; il sait, après tout, que les meubles n'ont pas de suite comme les immeubles; qu'il pourra toujours invoquer, au nom de son débiteur et au sien propre, la disposition de l'art. 2279, C. civ., *qu'en fait de meubles, la possession vaut titre*.

Quant à l'argument tiré de l'art. 593, C. proc., il ne suffirait pas de répondre, comme le fait Dalloz (*Jur. gén.*, t. 36, 1^{re} part., p. 5) « que la faculté que cet article cède au vendeur non payé est *exceptionnelle* et *restreinte à la forme* » ou à la *poursuite*, plutôt qu'elle ne pèche dans le fond du droit; que cette faculté reste soumise à l'influence des droits acquis par voie d'inscription au profit des tiers, et que ce n'est que dans le cas où aucune inscription n'atteint les meubles immobilisés que le *privilège* du vendeur pourra s'exercer dans son intégrité et en première ligne; qu'aussi l'art. 593 reste-t-il silencieux, soit quant au

• *privilege*, soit quant à la *résolution*, ne supposant pas sans doute qu'ils puissent jamais ébranler la stabilité de l'inscription hypothécaire. — Ce raisonnement, qui semble s'appliquer indifféremment au *privilege* ou à la *résolution*, ne nous paraît pas atteindre la difficulté. Ce qu'il faut dire, c'est que la faculté de saisir, donnée au vendeur d'un meuble, malgré son immobilisation (ce qui est bien autant un *droit* qu'une *forme* de procéder), ne lui est donnée par l'art. 593 que vis-à-vis de l'acheteur, et non vis-à-vis des tiers, à l'égard desquels se retrouve la difficulté toute entière, la question de savoir si l'hypothèque qu'ils auront acquise ne s'opposera pas à la saisie. L'argument tiré de l'art. 593 ne fait donc que déplacer ou tourner la difficulté, sans la résoudre complètement.

Maintenant venons à l'opinion toute opposée de Duvergier. — Dans son *Traité de la vente*, t. 1, n° 439, il examine la doctrine contraire des deux arrêts de la Cour de Paris par nous rapportés, t. 35.2.472 et 474, et dont l'un, objet du pourvoi en cassation dans l'affaire qui précède, décide la question en faveur des créanciers hypothécaires. Duvergier se range pleinement à la doctrine de ce dernier arrêt.

« Cet arrêt, dit-il, en reconnaissant le droit du vendeur, le renferme dans les limites qui lui sont imposées par les droits des tiers. L'autre au contraire ne tient aucun compte du changement survenu dans la nature des objets vendus, et de l'affectation hypothécaire qu'ils ont reçue. Il prétend que l'acheteur n'a pu porter atteinte aux conventions faites avec le vendeur (1), et conférer à des tiers plus de droits qu'il n'en avait lui-même sur la chose vendue. Cela serait vrai, s'il s'agissait d'immeubles; mais les objets vendus étaient mobiliers; l'acheteur pouvait les revendre, les donner en gage et conférer ainsi aux tiers un droit indépendant de l'action en résolution du vendeur. Peu importe que ce droit ait été conféré par un autre moyen : l'incorporation à l'immeuble déjà grevé d'inscriptions hypothécaires, a produit le même résultat que la vente ou la mise en gage. »

Cette dernière conclusion nous semble, nous l'avouerons, par trop hâtée. Nous reconnaissons très-bien que si le meuble vendu avait été revendu à un tiers ou mis en gage, force eût été au vendeur originaire de renoncer à son action résolutoire. Mais c'est précisément parce que cela n'est pas arrivé ainsi, parce que le meuble n'est pas sorti des mains de l'acheteur, que le droit est tout autre, que le vendeur se prétend fondé à exercer l'action résolutoire. La question reste donc encore entière...

Selon nous, la véritable raison de décider, c'est, comme nous l'avons dit plus haut, que le créancier hypothécaire n'ayant eu aucun moyen sûr de vérifier si le meuble était attaché à l'immeuble qui lui était hypothéqué, était la propriété de

son débiteur, ayant dû même penser d'après la loi (C. civ., art. 2279) que la possession de son débiteur était une preuve suffisante de sa propriété, il ne serait pas juste de priver ensuite ce créancier d'une portion quelconque du gage sur laquelle il a dû compter.

Mais cette raison de décider, applicable au créancier qui a reçu hypothèque *postérieurement* à l'incorporation du meuble, reste évidemment sans force vis-à-vis du créancier dont l'hypothèque est *antérieure* à cette incorporation. Cette différence dans la position des deux créanciers nous conduit nécessairement à reconnaître une différence totale dans les droits qui leur appartiennent. Autant nous voyons de justes motifs d'accorder hypothèque sur le meuble au créancier postérieur à l'incorporation, surtout si ce meuble a été désigné dans le contrat constitutif de l'hypothèque, autant il nous paraît impossible d'admettre vis-à-vis du vendeur non payé que le meuble puisse être atteint par une hypothèque antérieure à cette incorporation, au profit d'un créancier qui n'a pas dû compter sur l'augmentation de valeur qu'elle a pu donner à l'immeuble.

A notre avis donc, le droit du vendeur non payé, l'action en résolution que lui confère l'article 1654, C. civ., ne peut s'annuler devant les dispositions du même Code sur le régime des hypothèques, dont l'objet principal est bien plutôt de déterminer des rangs de priorité sur le prix des choses, que de conférer des droits sur ces choses elles-mêmes (2).

Mais, dira-t-on, en accordant hypothèque sur le meuble incorporé, dans le cas où cette hypothèque est postérieure à l'incorporation, vous détruisez votre propre principe, vous faites tomber l'action résolutoire du vendeur devant le droit hypothécaire du créancier. A cela nous répondons qu'il n'en sera ainsi, que parce qu'il s'agira d'un *meuble*; que parce que l'action résolutoire du vendeur de meuble n'atteint pas aussi loin que l'action résolutoire du vendeur d'un immeuble. En effet, la loi avertit le vendeur de meuble, non-seulement que son action résolutoire ne s'étendra pas plus loin que l'acheteur; mais elle l'avertit aussi que ce meuble peut être immobilisé par son incorporation à un immeuble, et qu'en cet état il sera susceptible d'hypothèque, non pas au profit d'un créancier antérieur qui ne l'aura pas connu, qui n'aura pas compté sur cette valeur, mais au profit d'un créancier postérieur, que rien n'aura obligé à s'enquérir de l'origine du meuble immobilisé, et qui l'aura accepté de bonne foi pour gage de sa créance.

La distinction que nous venons d'établir conduit donc à ce résultat, que le vendeur d'un meuble susceptible d'immobilisation, et notamment d'une machine, dont la valeur peut dépasser quelquefois l'immeuble auquel elle est destinée, doit savoir qu'il court le risque, malgré toutes les réserves du droit de suite ou de résolution qu'il pourrait stipuler, de voir ce meuble

l'action en rescision pour lésion, la Cour de cassation n'hésite pas à décider que les principes de la vente n'ont pu s'écarter devant les règles particulières au contrat de vente viagère.

(1) Dans les deux espèces, il y avait, indépendamment de la clause résolutoire sous-entendue, stipulation du pacte commissaire.

(2) C'est ainsi que dans l'arrêt ci-après relatif à

donné en hypothèque, tout aussi bien que s'il s'agissait d'un immeuble réel; qu'il doit par conséquent n'accorder des termes pour le paiement qu'avec les plus grandes précautions. — Ce résultat, comme on le voit, peut entraver le crédit, avoir de graves inconvénients pour le commerce; mais ces inconvénients, que le législateur n'a sans doute pas prévus, et auxquels il serait urgent qu'il portât remède, seront toujours moins graves ou moins nombreux, avec la distinction que nous proposons, et qui seule nous semble pouvoir concilier les principes du droit et de l'équité, que dans un système absolu qui conduit à sacrifier dans tous les cas, sans aucun égard à la bonne foi, les droits du vendeur aux droits des tiers, ou réciproquement.

Dans l'espèce qui vient d'être jugée par la Cour de cassation, le lecteur aura remarqué que le créancier hypothécaire avait deux titres, l'un extérieur à l'immobilisation de la machine vendue, l'autre postérieur. On ne voit pas que la Cour se soit occupée de cette distinction; on peut donc regarder son arrêt comme jugeant la question dans le sens le plus général et en même temps le plus défavorable au vendeur. Nous attendrons toutefois pour nous fixer nous-mêmes, que la question se représente, et qu'elle soit discutée sous tous les points de vue où nous l'avons envisagée ici.

L. M. DEVILL.

COUPS SUR ASCENDANT. — CRIME.

Les coups portés et les blessures faites par un fils à sa mère, bien qu'il n'en soit pas résulté une incapacité de travail de plus de vingt jours, constituent un crime de la compétence de la Cour d'assises. (C. pén., 312.)

Du 10 déc. 1835. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

COUR D'ASSISES. — QUESTIONS. — AVORTEMENT. — OFFICIER DE SANTÉ.

La qualité d'officier de santé donnée à un individu accusé d'avortement est une circonstance aggravante de ce crime, et doit nécessairement faire l'objet d'une question au jury (1). (C. pén., 317; C. crim., 337.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 337, C. crim., et 317, C. pén.; — Attendu que, d'après ce dernier article, le crime d'avortement n'emporte la peine des travaux forcés à temps qu'autant qu'il est commis par un médecin, chirurgien ou officier de santé, ou par un pharmacien; — Attendu que Ribe est qualifié, dans l'arrêt de renvoi et dans le résumé de l'acte d'accusation, d'officier de santé; que c'était là une circonstance aggravante de son crime, sur laquelle le jury devait être interrogé; que cependant le président, en posant les questions au jury, a

omis de lui demander si Ribe était officier de santé, en quoi il a formellement violé l'art. 337 ci-dessus cité; — Attendu que, par suite de cette omission, la déclaration du jury est nulle sur cette circonstance, et que néanmoins la Cour d'assises a condamné tant ledit Ribe que la nommée Grégoire, femme Rodde, déclarée sa complice, à la peine des travaux forcés à temps, en quoi elle a fausement appliqué l'art. 317, C. pén., — Casse, etc. »

Du 10 déc. 1835. — Ch. crim.

FAUX. — PEINE. — AMENDE.

Est nul l'arrêt qui ne prononce point d'amende contre un individu condamné comme coupable de fabrication ou d'usage fait sciemment d'une pièce fautive (2). (C. pén., 164.)

Du 10 déc. 1835. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

Nota. Du même jour, arrêt identique (aff. Beaumais.)

SUCCESSION. — RECH. — INTÉRÊTS. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — RENTE. — PAIN. — RAPPORT.

L'héritier d'une femme commune, qui, du vivant de celle-ci, a coopéré avec le mari au détournement frauduleux d'un objet dépendant de la communauté, doit, lors du partage de ladite communauté, être privé de sa part dans cet objet (3). (C. civ., 799.)

Lorsque les intérêts dont la condamnation a été prononcée ne résultent pas du retard du paiement d'une somme d'argent, mais qu'ils ont été alloués comme réparation du préjudice causé par un détournement frauduleux, on a pu les faire courir du jour du détournement, et non pas seulement du jour de la demande. (C. civ., 1153.)

La prime payée par un journal en sus des arrérages produits par une rente sur l'État affectée à son cautionnement est un véritable revenu de la chose, susceptible d'être capitalisé et de porter des intérêts, aux termes de l'art. 1155, C. civ. (C. civ., 1154 et 1155.)

Dans le cas où un cohéritier a été condamné à rapporter à la masse les valeurs détournées par lui, les tribunaux peuvent faire affectation spéciale au paiement de ces valeurs des sommes qui, lors de la liquidation, seraient reconnues lui appartenir dans le prix d'un objet dépendant de la succession et encore indivis. (C. civ., 843 et suiv., et 544 et 595.)

Le 19 juill. 1837, décès de la veuve Gémond, laissant pour héritiers 1° Deschamps, son fils, issu d'un premier mariage; 2° Cornélie Garat, sa petite-fille, issue du mariage de Gémond, sa fille, avec Garat.

Il dépendait de la communauté, entre autres biens, deux actions du journal le *Constitutionnel*.

(1) F. conf. Chauveau, *Traité du Code pén.*, t. 3, p. 135. — Cette proposition ne peut pas faire l'objet d'une difficulté.

(2) F. conf. Cass., 26 nov. 1835.

(3) F. Paris, 5 août 1839; Bourges, 10 fév. et Bordeaux, 16 juil. 1840; — Confiant, p. 293.

tionnel et une rente sur l'État de 2,500 fr., dont Gémond se trouvait, au jour du décès, avoir disposé ainsi qu'il suit.

Le 28 janv. 1824, il avait vendu à Féral, qui plus tard l'avait cédée à Deschamps, l'une des deux actions sur le *Constitutionnel*.

Le 30 juin 1827, Gémond avait vendu à Ginguet tous les bénéfices résultant des dividendes jusqu'au 31 janv. 1836 de l'autre action.

Enfin, et la même année, c'est-à-dire en 1827, avant la mort de la dame Gémond, il avait transporté à Deschamps, son beau-fils, la rente de 2,500 fr.

Par son testament, la dame Gémond avait légué à son mari la totalité de la portion de ses biens dont elle pouvait disposer.

Sur la demande en liquidation et partage, tant de la communauté qui avait existé entre les époux Gémond que de la succession de cette dernière, un jugement, confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 14 janv. 1831, ordonna qu'à la requête de Gémond il serait procédé aux partages demandés et, annula les ventes du 28 janv. 1824 et du 30 juin 1827 des deux actions du *Constitutionnel*.

Par requête du 29 déc. 1832, Garat déclare que, de la communauté entre les époux Gémond, dépend une inscription de rentes sur l'État de 2,500 fr., achetée le 3 janv. 1819 par Gémond, et affectée par lui au cautionnement du *Constitutionnel*, avec prime de 2 %, et que Gémond, pour soustraire cette valeur à la communauté, l'avait fait mettre sous le nom de Deschamps, son beau-fils. Garat demande, en conséquence, que Gémond et Deschamps soient condamnés à rapporter 1° la somme de 54,000 fr., capital de la rente; 2° celle de 6,670 fr. pour arrérages échus depuis la dissolution de la communauté; 3° la prime de 2 % payée par l'administration du *Constitutionnel*, avec intérêts. Il conclut, en outre, à ce que Gémond et Deschamps soient privés, conformément aux art. 792 et 1477, de leurs parts dans cette rente, comme l'ayant recélée.

Le 16 mars 1833, le tribunal de la Seine rend sur ces diverses contestations un jugement dont le dispositif est ainsi conçu : — « Ordonne que, dans le délai de trois mois, à compter de la signification du présent jugement, Gémond sera tenu de mettre à fin la liquidation de la communauté de biens qui a existé entre lui et son épouse, et de la succession de cette dernière; sinon, et faute par lui de le faire dans ledit délai, sera de nouveau fait droit.... »

• Ordonne qu'il sera, dans l'étude de M^e Chodron, procédé à la vente de la nue propriété seulement de l'action sur le journal le *Constitutionnel* qui avait été vendue par Gémond à Guignet, pour la prix à provenir de ladite vente être employé dans la liquidation selon les droits respectifs des parties ;

• Condamne Gémond et Deschamps solidairement à rapporter à la masse active de la liquidation : 1° le prix de la rente de 2,500 fr. achetée le 3 janv. 1819, et revendue par Deschamps le 24 avril 1829; les quatre semestres échus depuis le 23 mars 1827 jusqu'au 23 mars 1829, et qui ont été touchés, soit par Gémond, soit par

Deschamps; 2° le montant des primes qui ont été payées, à raison de la même rente, par le journal le *Constitutionnel*, soit à Gémond, soit à Deschamps, depuis le décès de la femme Gémond jusqu'au 2 avril 1829; 4° le montant des intérêts du prix de ladite rente courus depuis ledit jour jusqu'à celui de la demande de Garat, lesquels dits intérêts seront capitalisés aux termes de l'art. 1154, C. civ., pour eux-mêmes produire intérêts à compter de cette dernière époque; 5° enfin les intérêts de toutes lesdites sommes réunies;

• Déclare Gémond et Deschamps déchus, aux termes des art. 792 et 1477, C. civ., du droit de prendre, à quelque titre que ce soit, part dans les valeurs susénoncées; fait dès à présent affectation spéciale des sommes qui, lors de la liquidation, seraient reconnues appartenir auxdits Gémond et Deschamps dans le prix de la nue propriété de l'action dans le *Constitutionnel*, au paiement des parts qui par ladite liquidation seront attribuées à la mineure Garat, pour ladite affectation spéciale être exécutée lors de la même liquidation ;

• Sur le surplus des demandes, fins et conclusions des parties, le tribunal les en déboute. »

Appel ayant été interjeté de ce jugement, la Cour de Paris le confirma purement et simplement, par un arrêt du 10 janv. 1834.

POURVOI de Deschamps, fondé sur trois moyens principaux. — Premier moyen : Fausse application de l'art. 792, C. civ. — Quelque peu favorable que soit la position de l'héritier qui a divertie des effets d'une succession, a-t-on dit pour Deschamps, il n'en est pas moins vrai que l'art. 792, C. civ., comme toute disposition pénale, doit être rigoureusement restreint aux cas qu'il a spécifiés et prévus. Il faut donc, pour qu'il y ait lieu d'en faire l'application, que celui-là qui a recélé ou divertie soit un héritier au moment du récel ou du divertissement, puisque l'article invoqué parle de l'héritier qui a recélé. Or, il n'est pas vrai en fait et l'arrêt attaqué ne constate pas que le demandeur fût héritier au moment du détournement, il constate, au contraire, que la vente de la rente avait eu lieu avant le décès de la dame Gémond, c'est-à-dire avant que Deschamps ne fût devenu son héritier.

Deuxième moyen : Violation des art. 1153, 1154 et 1155, C. civ. — Il y a, dans la disposition de l'arrêt qui condamne Gémond et Deschamps à payer quatre semestres de la rente de 2,500 fr., les primes payées par le *Constitutionnel*, les intérêts du prix de la rente depuis le 2 avril 1829, jour de la vente, jusqu'au jour de la demande de Garat, enfin les intérêts de toutes ces sommes; il y a, a-t-on plaidé, une double violation des principes. D'abord les intérêts du prix de la rente ne pouvaient courir qu'à compter du jour de la demande, aux termes de l'art. 1153, et l'arrêt les a alloués à partir du jour de la vente; d'où il résulte une violation manifeste de cet article. Ensuite les art. 1154 et 1155 sont limitatifs, et ne s'appliquent qu'aux revenus de capitaux, loyers, fermages et arrérages de rentes : la Cour de Paris a donc violé leurs dispositions en faisant produire des inté-

rêts à la prime accordée par le *Constitutionnel*. Les primes ne sont point en effet des revenus réguliers des choses auxquelles elles sont attachées. Les revenus d'une chose ne sont que ce qu'il est dans sa nature de produire, sans moyens ni événements extraordinaires, et il n'est pas dans la nature des rentes sur l'État de produire des primes.

Troisième moyen : Fausse application des principes consacrés par lrs art. 544 et 2093, C. civ. — L'arrêt déferé à la censure de la Cour a fait attribution à la mineure Garat des sommes qui, lors de la liquidation, seraient reconnues appartenir à Deschamps et Gémond dans le prix de la nue propriété de l'action du *Constitutionnel*, et a frappé ainsi leur part d'une espèce d'interdit. Or, c'est en vain que l'on chercherait dans nos Codes un texte de nature à justifier une semblable disposition. Il ne s'agissait pas du privilège porté dans l'art. 2103, puisque ce privilège, conséquence de la garantie que l'article 884 accorde aux cohéritiers entre eux, suppose que le partage a été consommé; il ne s'agissait pas d'avantage de gage, d'anticipation, de dépôt de cautionnement; enfin il ne se rencontrait aucune cause de privilège, aucun motif de préférence. Dès lors la Cour de Paris a commis un véritable excès de pouvoir qui ne peut manquer d'entraîner la cassation de son arrêt.

Brière-Valigny, rapporteur, a présenté sur ce moyen des observations que nous croyons utiles de reproduire : « Les biens d'une succession ne sont la propriété de l'héritier qu'autant qu'ils lui sont attribués par l'acte de liquidation et de partage.

« Le droit est à la vérité ouvert dès le jour du décès, mais la part de chacun des héritiers n'est déterminée que par le partage, et lors de ce partage chacun rapporte en nature ou en moins prenant ce qu'il a reçu du défunt, en sorte que sa portion dans les biens héréditaires qui restent à partager lors du décès doit être diminuée de tout ce qu'il a reçu par anticipation.

« Cette règle, tracée par le Code (art. 845 et suiv.) et conforme à l'équité, cessera-t-elle d'être obligatoire pour l'héritier qui se sera rendu coupable de détournement des effets de la succession, et qui, par suite, sera condamné non-seulement à rapporter les effets par lui détournés, mais en outre à perdre sa part dans ces mêmes effets? La négative ne peut pas être douteuse; on ne peut pas admettre que la loi ait voulu favoriser le spoliateur; on ne peut pas considérer à son égard l'obligation de restituer comme étant moins impérieuse que celle de rapporter imposée à l'héritier qui a reçu par la libre volonté du défunt des libéralités sujettes à rapport. C'est cependant ce qui aurait lieu si le système du demandeur était accueilli, et si Deschamps, déclaré spoliateur, pouvait être admis à prendre sa part dans les biens encore existants de l'hérédité, sauf au cohéritier, victime de la spoliation, à exercer sur les biens personnels du spoliateur une action peut-être illusoire pour obtenir la réparation du tort qu'il a souffert. Il faut donc reconnaître que l'héritier spoliateur ne peut rien obtenir de la succession

qu'il n'ait rapporté ce qu'il s'est frauduleusement approprié au détriment de ses copartageants.

« Or, dans l'espèce, qu'a décidé la Cour royale? Elle a prescrit l'affectation spéciale à la mineure Garat de ce qui aurait été attribué à Gémond et deschamps s'ils ne se fussent pas rendus coupables de détournement; c'est l'application d'un principe d'équité qui n'est contredit par aucune disposition de la loi.

« En résulte-t-il une atteinte au droit de propriété? Mais Deschamps ne peut se dire propriétaire que des objets à comprendre dans le lot que lui attribuera le partage à faire, et l'on ne fera entrer dans ce lot que ce qui n'aura pas été absorbé par le paiement des restitutions ordonnées.

« En résulte-t-il que les biens du débiteur aient cessé d'être le gage commun des créanciers? Aucune partie des biens héréditaires ne sera acquise à Deschamps qu'après l'attribution à la mineure Garat des valeurs qui doivent lui appartenir, et qu'elle recueillera non comme créancière de Gémond et Deschamps, mais à titre héréditaire et par une sorte de prélèvement sur les biens de la succession; or les créanciers de Deschamps n'ont aucun droit à exercer sur la portion de la mineure Garat dans l'hérédité de la dame Gémond. En un mot, Deschamps ne peut rien prétendre dans la succession qu'il n'ait d'abord restitué les valeurs détournées. »

AARÉT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré de la violation de l'art. 792, C. civ. : — Attendu que Deschamps était héritier en partie de la dame Gémond, sa mère; que la Cour royale a décidé en fait qu'il avait coopéré au détournement de la rente de 2,500 fr. dépendant de la communauté d'entre la dame Gémond et son mari; d'où il suit que Deschamps était dans le cas prévu par l'art. 792, C. civ., et que c'est avec raison que la Cour royale lui a fait l'application de cet article; — Sur le deuxième moyen, tiré de la violation des art. 1153, 1154 et 1155, Code civ. : — Attendu que les intérêts dont la condamnation est prononcée contre Deschamps ne résultent pas du retard de paiement d'une somme d'argent, mais qu'ils sont alloués comme réparation du préjudice causé par un détournement jugé frauduleux; — Attendu que les intérêts des intérêts et revenus échus avaient été compris expressément dans la demande de Garat; — Attendu que la prime de 2 %, sur le capital de la rente affectée au cautionnement du journal *le Constitutionnel* n'était pas un produit industriel, mais la compensation du risque auquel la rente était exposée, et que c'était par conséquent un revenu de la chose, revenu susceptible d'être capitalisé et de produire des intérêts, aux termes de l'art. 1155, C. civ.; — Sur le troisième moyen, tiré de la violation des art. 544 et 2093, C. civ. : — Attendu qu'il s'agissait de fixer les droits respectifs des parties sur une succession indivise entre elles; que Deschamps devait rapporter à la masse des sommes qu'il avait diverties ou recélées; que le cohéritier à qui le rapport est dû doit prélever sur la masse, aux termes

de l'art. 830, C. civ., une portion égale; que la Cour royale, en faisant affectation spéciale à la mineure Garat de ce qui serait reconnu appartenir à Deschamps dans le prix de la nue propriété de l'action sur le Constitutionnel, n'a fait qu'assurer l'exécution de l'art. 830, C. civ., et n'a point contrevenu aux art. 344 et 2093, même Code. — Rejette, etc.

Du 10 déc. 1835. — Ch. req.

COMMUNAUTÉ. — RACEL. — OFFRES. — RÉCUSATION. — QUESTION IDENTIQUE. — MOTIF.

Est suffisamment motivé l'arrêt qui rejette une récusation par le motif que le fait allégué ne rentre pas dans les cas de récusation prévus par la loi.

Ad être rejetée la récusation fondée sur ce que le magistrat récusé aurait connu comme juge d'une autre cause entre les mêmes parties, lors même qu'il se serait agi dans les deux causes d'une imputation de détournement frauduleux fait par l'une des parties au préjudice de l'autre.

L'époux qui a diverti une créance de la communauté doit être privé de sa part dans cette créance, bien qu'il ait offert dans le cours de l'instance de rapporter cette créance ainsi que les arrérages.

Les développements présentés dans l'article précédent nous permettent d'exposer succinctement les faits qui ont amené l'arrêt que nous allons rapporter. Lors de l'appel dirigé contre le jugement du 16 mars 1833, Gémond présenta une requête dans laquelle il déclara récusant Grandet, conseiller à la Cour de Paris, attendu qu'il avait connu en première instance d'un procès dont celui pendant devant la Cour, était une dépendance.

La récusation fut déclarée inadmissible par un arrêt du 21 nov. 1833, fondé sur ce motif « que le fait allégué ne rentre pas dans les cas de récusation prévus par la loi, » et le fond de la contestation fut jugé par l'arrêt du 16 janvier 1834, rapporté dans l'article précédent.

Gémond a formé deux pourvois, le premier contre l'arrêt du 21 nov. 1833, qu'il attaquait comme violant les art. 378, C. proc., et 7, L. 20 avril 1810; le deuxième contre l'arrêt du 16 janv. 1834, qu'il attaquait par trois moyens identiques à ceux proposés par Deschamps (l'art. qui précède), et par un dernier moyen fondé sur une prétendue violation de l'article 1477.

ARRÊT.

« LA COUR. — En ce qui touche le pourvoi formé contre l'arrêt du 21 nov. 1833:—Attendu que la Cour royale, pour rejeter la récusation formée contre le conseiller Grandet, s'est fondée sur ce que le fait allégué ne rentrait pas dans le cas de récusation prévu par la loi; que ce motif est exprimé dans l'arrêt attaqué, et qu'ainsi le vœu de l'art. 7, L. 20 avril 1810, a été rempli; — Attendu que le demandeur ne disait pas que le conseiller Grandet eût connu précédemment comme juge du procès sur lequel la Cour royale avait à prononcer, mais qu'il lui reprochait d'avoir

été juge dans une autre cause entre les parties, où il s'agissait, comme dans le procès soumis à la Cour royale, d'une imputation de détournement frauduleux fait à Gémond;—Attendu, dès lors, que le conseiller Grandet ne se trouvant pas dans le cas prévu par le § 8, art. 378, Code proc., et que la Cour royale, en rejetant la récusation, a fait une juste application de cet article; — En ce qui touche le pourvoi formé contre l'arrêt du 16 janv. 1834 (sur les trois premiers moyens, les motifs du rejet sont les mêmes que ceux exprimés dans l'arrêt rapporté à l'article précédent); — Sur le dernier moyen tiré de la violation de l'art. 378, C. proc.:—Attendu que l'arrêt attaqué a constaté en fait que Gémond avait diverti et recélé la note dont il s'agissait au procès, et qui dépendait de la communauté de biens qui avait existé entre lui et sa femme; que dès lors la Cour royale devait lui faire l'application de l'art. 1477, C. civ.; — Attendu que les offres faites en Cour royale par Gémond, de rapporter la rente réclamée et les arrérages qu'elle avait produits, n'ont pas pu détruire le fait constaté du détournement, ni empêcher les conséquences de ce fait; que la Cour royale s'est expliquée clairement sur la divertsissement et le recel reprochés à Gémond; qu'il eût été surabondant de donner des motifs particuliers pour rejeter les offres dont il s'agit, et que la Cour royale, en mettant par une disposition finale les parties hors de Cour sur les autres dernières fins et conclusions qui se trouvaient sans objet, a sous ce rapport encore satisfait suffisamment à la prescription de l'article 7, L. 20 avril 1810. — Rejette, etc. »

Du 10 déc. 1835. — Ch. req.

AUTORITÉ MUNICIPALE — TOITURES. — COMBUSTIBLE.

Est légal et obligatoire l'arrêté du maire qui défend de couvrir les bâtiments d'habitation ou exploitation en chaume, paille et roseaux ou autres matières combustibles, sauf le recours des habitants devant l'administration supérieure pour le faire réformer ou vérifier (1). (L. 16-24 août 1790, tit. 11, art. 3, et 5; L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 3, n° 5, tit. 11, L. 16 et 24 août 1790, qui confie à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux le soin de prévenir par les précautions convenables les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies.....; l'art. 46, tit. 1^{er}, L. 19 et 22 juillet 1791; les art. 1^{er} et 2 de l'arrêté du maire de Moy, du 18 oct. 1833, ainsi conçus:— « Art. 1^{er}. Il est défendu de couvrir en chaume, paille et roseaux ou autres matières combustibles, tous bâtiments d'habitation ou d'exploitation » dans l'étendue du village de Moy, et toute reconstruction de toitures de cette espèce sur » les maisons, même d'un seul côté, est interdite. — Art. 2. Les couvertures en chaume

(1) F. conf. Cass, 9 août 1828.

« qui existèrent au moment de la publication » du présent ne pourront être réparés qu'avec « des ardoises, tuiles ou autre matière non combustible ; » ensemble l'art. 12, tit. 1^{er}, d'ic L. 1790, L. 2 sept. 1795, 16 fructid. an 5 ; — Attendu, en droit, que les dispositions précitées de l'arrêt susdaté rentrent dans l'exercice légal du pouvoir dont l'autorité municipale est investie par le n^o 5, art. 5, tit. 11, L. 16 et 24 août 1790 ; — Que, s'il peut en résulter des entraves à l'usage légitime du droit de propriété, sans motifs suffisants d'utilité publique, la loi ouvre aux habitants qu'elles concernent leur recours devant l'administration supérieure, pour en obtenir la réformation ou la modification, s'il y a lieu ; mais qu'elles sont obligatoires tant qu'elles subsistent, d'où il résulte qu'en décidant le contraire, dans l'espèce, le jugement dénoncé a commis une violation expresse des articles ci-dessus visés, — Casse etc. »

Du 12 déc. 1835. — Ch. crim.

COMMUNE. — ACTORISATION DE PLAIDER. — DÉFENSEUR.

Les créanciers des communes ne peuvent, à peine de nullité, intenter contre elles aucune action en justice qu'après une autorisation administrative.

Les communes ne peuvent également, à peine de nullité, défendre à ces actions avant d'y avoir été autorisées.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 58, L. 27 vent. an 8 ; l'art. 4, L. 28 pluv. an 8 ; l'arrêt du 17 vendém. an 10, relatif aux formalités nécessaires pour intenter une action contre les communes ; — Attendu, en droit, 1^o que les créanciers des communes ne peuvent, sous peine de nullité de la procédure et des jugements rendus en conséquence, intenter contre lesdites communes aucune action, qu'après une autorisation administrative ; 2^o que les communes ne peuvent défendre à ces actions qu'après y avoir été également autorisées ; — Attendu, en fait, qu'il résulte du jugement rendu en dernier ressort, le 13 janv. 1834, par le juge de paix du canton de Saint-Florentin, 1^o que la demande en condamnation de 22 fr., intentée par Boivin contre la commune de Chéu, qu'il prétendait sa débitrice de pareille somme, l'a été par lui sans autorisation préalable ; et 2^o que le maire de ladite commune a défendu à cette action, au nom de la commune, sans y avoir été autorisé par l'autorité compétente ; — Qu'ainsi ledit jugement a formelle-

ment violé l'art. 4, l. 28 pluv. an 8, et l'arrêt du 17 vendém. an 10, — Casse, etc. »

Du 14. déc 1835. — Ch. crim.

ACTE DE COMM. — MINES. — COMMERÇANT. — COMPÉTENCE COMMERC. — COMMIS. — SALAIRE.

L'exploitation d'une mine sous concession du gouvernement constitue un fait commercial, qui rend l'exploitant justiciable des tribunaux de commerce (1).

Celui qui se livre à l'extraction des matières minérales sur un terrain dont il n'est pas propriétaire, pour les convertir en objets qu'il revend, doit être réputé commerçant. (C. comm., 632.)

Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître des contestations entre les marchands et leurs commis, aussi bien lorsqu'il s'agit du paiement des salaires réclamés par ceux-ci que lorsqu'il s'agit d'actions intentées contre eux par leurs maîtres (2). (C. comm., 634.)

Adam exploitait, sans concession du gouvernement, une mine de houille sur un terrain dont il n'était pas propriétaire, dans la commune de Saint-Jean-de-Curulles. — Cros, qui avait été chargé par Adam de diriger cette exploitation, n'ayant pu obtenir le paiement de ce qui lui était dû, tant pour avances et fournitures qu'à raison de ses salaires, le fit assigner devant le tribunal de commerce de Montpellier.

Adam déclina la juridiction commerciale sur ce double motif, 1^o qu'il n'avait point fait acte de commerce en exploitant une mine ; à cet égard, il invoquait l'art. 52, L. 21 avril 1810, ainsi conçu : « L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce, et n'est pas sujette à patente ; » 2^o qu'au surplus Cros devait être réputé son commis, et que l'art. 634, C. comm., qui attribue aux tribunaux de commerce la connaissance des actions intentées par les maîtres contre leurs commis, n'admettait point la réciprocité.

Ce système fut repoussé par jugement du tribunal de commerce ; puis, par arrêt de la Cour de Montpellier du 28 août 1833 : — « Attendu, sur le premier moyen, que Zacharie Adam n'est point concessionnaire de la mine de houille qu'il fait exploiter dans la commune de Saint-Jean-de-Curulles ;

« Qu'il est au contraire résulté des faits et actes de la cause que l'extraction à laquelle il se livre journellement soit de la houille, soit des terres argileuses ou aluminieuses provenant de cette mine, et la vente ou l'emploi qu'il en fait,

est dans une circonstance étrangère à la nature des choses, et l'on serait tout aussi fondé à prétendre que l'exploitation d'une mine n'est pas un acte de commerce, précisément par le motif que la loi du 21 avril 1810 lui a refusé ce caractère... La véritable raison de décider nous semble bien plutôt devoir être prise de la nature même de l'opération, et dans l'espèce, de cette circonstance particulière, qu'il y avait exploitation sur le terrain d'autrui, et par conséquent louage ou achat pour revendre.

Dev.

(1) Résolu par la Cour royale. — *J. conf.* Bordeaux, 22 juil. 1833, et le renvoi ; — Pardessus, n^o 12 et 36 ; Carré, *Compét.*, t. 2, p. 612 ; Vincens, *Législ. comm.*, L. 1, p. 41. — Mais voy. Brux., 4 janv. 1843.

(2) *J. conf.* Limoges, 30 juil. 1836. — L'argument *a contrario*, que l'arrêt semble prendre ici de l'art. 52 de la loi du 21 avril 1810, qui, en s'occupant des concessions de mines, déclare que leur exploitation n'est pas un acte de commerce, nous paraît plus concluant. C'est puiser un motif de dé-

ont lieu sans aucune concession; et qu'il résulte des mêmes faits et actes que cette dite extraction de houille et de terre, ainsi que leur vente et leur emploi, constituent de sa part une suite d'opérations commerciales qui le rendent justiciable des tribunaux de commerce; — Attendu, sur le second moyen, que Zacharie Adam est commerçant, et que l'exploitation à laquelle il se livre de la mine dont il s'agit, mine qui est ouverte sur un terrain dont il n'a pas la propriété, constitue de sa part une entreprise commerciale;

» Attendu, dès lors, que Gros a pu, d'après les combinaisons des art. 631 et 634, C. comm., assigner ledit Zacharie Adam devant le tribunal de commerce de Montpellier, tant à raison des avances et fournitures qu'il soutient avoir faites pour le compte dudit Zacharie Adam dans la gestion qu'il a eue de la mine, qu'à raison des saisies ou appointements par lui réclamés pour ladite gestion... »

POURVOI en cassation pour violation de l'article 52, L. 21 avril 1810, et fausse application de l'art. 634, C. comm.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, sans qu'il soit besoin d'examiner si, en général, l'exploitation des mines, minières ou carrières (lors même qu'elle n'a pas lieu en vertu d'une concession régulière) ne constitue pas un fait de commerce, et ne classe pas celui qui l'exploite parmi les commerçants justiciables du tribunal de commerce, il suffit qu'il soit constaté en fait, par l'arrêt, que le demandeur extrayait des matières minérales sur un terrain dont il n'est pas propriétaire, pour les employer et les convertir en des objets qu'il revendait, pour le répéter commerçant aux termes de l'art. 632, C. comm.; — Attendu que de l'écoulement de l'art. 634, Code comm., sagement compris et judicieusement appliqué, il résulte que les contestations entre les commerçants et leurs commis ou facteurs, réciproquement, sont de la compétence des tribunaux de commerce toutes les fois qu'il s'agit entre les uns et les autres de faits relatifs au commerce que font les uns et pour lesquels sont employés les autres, — Rejeté, etc. »

Du 15 déc. 1855. — Ch. req.

MOULIN. — CANAL. — PASSAGE.

En l'absence de titres contraires, le propriétaire d'un moulin, construit sur un canal alimenté par un cours d'eau privé, et sur lequel existent plusieurs autres moulins, a droit de passer sur la douve de ce canal, pour surveiller l'usage des eaux (1).

Un canal alimenté par un cours d'eau nommé Grande-Touffubre faisait tourner plusieurs moulins à blé.

Expilly, dont le moulin est supérieur à ceux

d'Emeric et d'Escarrat, éleva un mur pour empêcher tout passage chez lui; Emeric et Escarrat soutinrent qu'il avait le droit de surveiller les eaux importantes à leur profit le droit de passage forcé sur le domaine d'Expilly; ils demandaient la démolition du mur. — Le 10 avril 1854, un jugement admit Emeric et Escarrat à prouver par témoins qu'ils ont joui constamment de droit du passage par eux réclamé.

Appel. — Le 14 juin 1854, arrêt de la Cour d'Aix: — « Attendu qu'il est suffisamment constaté au procès que l'eau dérivée dans le canal dont il s'agit n'est point une eau publique, mais une eau privée; que, dès lors, le canal qui réunit cette eau a dû être construit pour l'usage des moulins qui y sont établis; qu'en l'absence des titres particuliers à chacune des parties, la règle incontestable de droit est que le propriétaire de chaque moulin doit avoir le droit de passage pour surveiller l'usage des eaux, et faire que rien ne s'oppose à l'arrivée des eaux dans leurs moulins respectifs; que c'est donc à tort qu'Expilly a établi un mur pour empêcher l'exercice de ce droit; qu'en l'état de cette décision, il est inutile d'admettre les parties à prouver le droit de passage, par titres ou par témoins,

» Ordonne que le mur élevé sera abattu. »

POURVOI d'Expilly pour excès de pouvoir et violation des principes en matière de servitude, suivant lesquels ce n'est qu'en cas d'enclave qu'il peut y avoir lieu à un passage forcé; le silence de la loi est la preuve qu'un pareil droit ne peut être imposé à une propriété à raison de l'existence seule d'un moulin sur un cours d'eau privé.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt dénoncé a déclaré qu'il est suffisamment constaté, au procès, que l'eau dérivée dans le canal dont il s'agit n'était point une eau publique, mais une eau privée, et qu'en l'absence de titres particuliers à chacune des parties, et d'après les faits constatés, il a pu être jugé que le propriétaire de chaque moulin doit avoir le droit de passage sur la douve du canal pour surveiller l'usage des eaux, et faire que rien ne s'oppose à leur arrivée dans leurs moulins respectifs, et qu'en conséquence, l'arrêt dénoncé n'a violé aucun texte de loi, en ordonnant qu'Expilly serait tenu de démolir le mur ou barrage élevé par lui sur le canal dont il s'agit, — Rejeté, etc. »

Du 15 déc. 1855. — Ch. req.

APPEL. — INCOMPÉTENCE. — DÉFAUT. — RENONCIATION. — ACHÈTE. — CONSIGNATION.

La partie qui appelle d'un jugement pour incompetence doit être déclarée, par défaut, non recevable dans son appel, si elle ne se présente pas devant la Cour royale pour le soutenir, et sans qu'elle puisse se plaindre

(1) Jugé que le canal de fuite d'un moulin est présumé faire partie intégrante du moulin (voy. Toulouse, 1^{er} juin 1827, et Cass., 14 août 1827, et le propriétaire de ce canal a le droit de le faire curer à volonté et de jeter les terres sur les bords latéraux.

(F. Bordeaux, 23 janv. 1828.) La conséquence de cette faculté de faire curer est évidemment un droit nécessaire de passage. — F. Daviel, *Cours d'eau*, n° 654.

en cassation de ce que cette Cour a déclaré qu'elle avait par là renoncé au moyen d'incompétence proposé dans son exploit d'appel (1). (C. proc., 150, 154 et 170.)

La partie qui a consigné par erreur, sur un pourvoi par elle formé contre un arrêt par défaut, l'amende qui doit être consignée sur le pourvoi contre un arrêt contradictoire, peut exiger la restitution de la différence, si son pourvoi est rejeté (2).

Une assignation devant le tribunal de commerce est signifiée à Gauthier à la mairie de sa commune. Il fait défaut, et le tribunal le condamne à payer le montant de la demande, inférieure au taux du dernier ressort. Bientôt après il forme opposition à cette condamnation. Il conclut à ce qu'attendu que l'huissier chargé de l'assigner a faussement déclaré ne pas l'avoir trouvé à son domicile, le jugement par défaut rendu sur cette assignation soit déclaré nul, et que le tribunal ordonne qu'il soit sursis au jugement de la demande principale (art. 427, Code proc.). Le tribunal repousse cette exception, attendu que Gauthier a acquiescé au jugement par défaut.

Appel par Gauthier, fondé sur ce que les premiers juges ont refusé le sursis par lui demandé; il fait défaut.

Le 16 déc. 1835, arrêt de la Cour d'Amiens :

— « La Cour donne défaut contre Gauthier qui n'est ni comparu, ni M^r Martin, son avoué ;

« Attendu que Gauthier a renoncé au moyen d'incompétence; que le taux du dernier ressort n'a point été excédé en première instance; qu'ainsi le jugement n'était pas susceptible d'être attaqué par la voie de l'appel,

« Dit M^r Gauthier non recevable dans son appel. »

POURVOI pour violation des art. 424 et 427, C. proc., et 5. III. 27. ord. 1667, sur l'acquiescement à la chose jugée.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, sur l'appel, il ne s'agissait que de l'incompétence du tribunal; que, le demandeur ne se présentant pas sur l'appel, l'arrêt a dû juger conformément aux principes résultant des dispositions de l'ord. de 1667 (art. 4. t. 14), confirmés par les art. 150, 154 et 470. C. proc.; que la désertion de l'appelant emportait renonciation au moyen d'incompétence, et, par suite, donner défaut, et déclarer le demandeur non recevable dans son appel d'un jugement qui, n'ayant prononcé que dans les limites de la compétence et du dernier ressort du tribunal, était d'ailleurs inattaquable au fond, puisqu'il était fondé sur l'acquiescement du demandeur à un premier jugement par défaut; — Attendu, au surplus, que ce pourvoi porte sur un arrêt par défaut, — Rejette la requête, —

(1) F. Carré-Chauveau, n° 617.

(2) Par la même raison, s'il a été consigné plusieurs amendes quand on pouvait n'en consigner qu'une, il n'y a lieu, au cas de rejet du pourvoi, qu'à la condamnation d'une seule amende; les autres

Et condamne le demandeur seulement à l'amende, etc. »

Du 15 déc. 1835. — Ch. req.

COMMISSIONNAIRE MARITIME. — ARMATEUR. — PRIVILEGE. — LONG COCAS. — EXPÉDITION. — DESTINATION.

L'armateur qui a fait des avances à un expéditeur pour un achat de marchandises destinées à un voyage de long cours et qui, sans entrer dans ses magasins, ont été immédiatement chargées sur son navire, a, en cas de faillite de l'expéditeur, et à titre de commissionnaire, le droit d'être payé de ses avances par privilège sur les marchandises, tant qu'elles restent à sa disposition sur son navire ou dans les mains de son mandataire. Il en est ainsi, et l'art. 93. C. comm. reçoit son application, alors même que l'armateur et l'expéditeur habiteraient la même ville (3), qu'une partie des marchandises y aurait été achetée, et que l'armateur n'aurait pas lui-même mandat de les vendre au lieu de destination (4).

Le 12 janv. 1835, un traité fut souscrit entre Villeneuve-Lasserre, négociants à Bordeaux, et la veuve Delbos et fils, de la même ville, armateurs et propriétaires du brick le *Fidès*, énonçant 1° qu'il serait fait une expédition à Valparaiso de marchandises pour une valeur de 300,000 francs, dont 200,000 fr. seraient pour le compte de Villeneuve-Lasserre, affruteurs du brick en question, et 100,000 fr. pour celui de veuve Delbos et fils; 2° que Villeneuve, qui suivait cette expédition en qualité de subrécargue, pourrait vendre ces marchandises dans bien les ports désignés, à concurrence de 100,000 francs, dont le produit devait être remis à veuve Delbos et fils, représentés par Chemisard, capitaine, et sous la condition de ne pouvoir disposer du solde sans avoir remis à ce dernier des contre-valeurs, ou donné des garanties à sa satisfaction.

Par suite de ce traité, les marchandises furent achetées, partie en diverses places, et partie à Bordeaux, et transportées à bord du *Fidès*, à l'exception de treize balles de papiers, d'une valeur d'environ 15,000 fr., qui restèrent en dépôt dans les magasins de veuve Delbos et fils. Les connaissements furent faits à ordre par ces derniers.

Au mois d'avril suiv., et peu de jours après que le brick eut mis à la voile pour sa destination, la maison Villeneuve-Lasserre fut déclarée en faillite. — En conséquence, une réclamation fut portée devant le tribunal de commerce de Bordeaux, contre veuve Delbos et fils, par les ayants droit provisoires, en remise 1° des marchandises déposées dans leurs magasins appartenant aux faillis; 2° des connaissements, passés à leur ordre, de celles chargées sur le *Fidès*.

doivent être restituées. — F. Cass., 5 août 1835.

(3) F. conf. Cass., 7 déc. 1826, et le renvoi.

(4) F. Rouen, 29 nov. 1838. — Les termes de l'art. 93. C. comm., sont plutôt démonstratifs que limitatifs.

Refus de la maison Delbos et fils, motivé sur sa prétention d'être remboursée par privilège de ses avances.

Le 29 janv. 1834, jugement du tribunal qui déclare cette prétention mal fondée, et condamne veuve Delbos et fils à la remise des marchandises et des connaissements, tant de celles expédiées que de celles en retour de l'expédition, ou qui leur seraient ultérieurement adressées.

Appel. — Cette sentence fut infirmée par arrêt de la Cour de Bordeaux du 21 juillet : — « Attendu que Villeneuve et Lasserre, voulant effectuer une expédition de marchandises de Bordeaux à Valparaiso et autres ports des mers du Sud, obtinrent de veuve Delbos et fils une avance de plus de 100 000 fr., aux conditions ci-après : « Villeneuve et Lasserre s'engagent à » à acheter, pour leur compte, au moins » 500,000 fr. de marchandises; les connaisse- » ments seront faits à ordre par veuve Delbos et » fils; » qu'il fut dit que « Villeneuve et Las- » serve auront la faculté de retirer des mar- » chandises jusqu'à concurrence de 100,000 fr., » dont le produit sera uniquement affecté aux » remises à faire à veuve Delbos et fils, que les » dits Villeneuve et Lasserre ne pourront dispo- » ser du solde qu'après avoir justifié de la re- » mise des contre-valeurs ou après avoir donné » au représentant de veuve Delbos et fils des » garanties à sa satisfaction; » Il fut dit encore que « les contre-valeurs en retour devront être » adressés à veuve Delbos et fils; que les mar- » chandises sur lesquelles reposera l'avance se- » ront chargées à bord du brick le *Fidèle*, et que » Chemisard, capitaine, sera chargé, dans l'in- » térêt de veuve Delbos et fils, de l'exécution des » stipulations ci-dessus; »

« Attendu que, de ce qui précède, il résulte que veuve Delbos et fils ont voulu garantir le recouvrement de leurs avances; que, pour atteindre ce but, ce qui avait été convenu, on l'a réalisé; que Villeneuve et Lasserre ont réellement acheté pour 500,000 fr. de marchandises; que veuve Delbos et fils ont fourni pour cet achat un capital de plus de 100,000 fr.; que les connaissements ont été souscrits en leur faveur; que veuve Delbos et fils, en vertu desdits connaissements dont ils ont nanti Chemisard, et par l'intermédiaire de ce dernier, ont eu en leur pouvoir les marchandises dont il s'agit dans les lieux de leur destination; que Chemisard, représentant de veuve Delbos et fils, a agi en cette qualité là où s'est opérée la vente des marchandises; qu'il est certain que, Chemisard s'étant prévenu, au nom de veuve Delbos et fils, du dépôt des marchandises, ayant déclaré qu'il les consignerait, on lui a reconnu cette faculté; que, Chemisard en ayant disposé, ayant pu en disposer aussi, on est amené à décider que la situation de ces marchandises est exceptionnelle et qu'on doit y rattacher le privilège consacré par l'art. 93, C. comm., etc. »

POURVOI en cassation des syndics pour vio-

lation et fausse application des art. 93 et 94, même Code. — Le privilège réclamé par les défendeurs éventuels, a-t-on dit pour les demandeurs, repose sur trois conditions essentielles : 1° que les marchandises soient expédiées d'une autre place que celle où réside le commissionnaire qui a fait les avances; 2° qu'elles le soient dans le but d'être vendues pour le compte du commettant; 3° et qu'elles soient à la disposition du commissionnaire. Or, aucune de ces conditions n'existe, puisque Bordeaux est la demeure commune aux parties contractantes; que c'est à Bordeaux qu'elles ont stipulé et signé le traité et les chartes-parties; que les marchandises ont été reçues par veuve Delbos et fils; qu'elles ont été chargées à bord de leur bâtiment; enfin, que c'est Villeneuve, subrécargue et agent de sa maison de commerce, ainsi que l'a reconnu, en fait, l'arrêt dénoncé, qui a effectué la vente. Cela est d'autant plus à remarquer que Villeneuve avait, pour opérer cette vente, le choix de trois ports d'escale, Valparaiso, le Callao et Lima : donc il avait ces marchandises à sa disposition; cette conséquence est incontestable. — Ainsi, aucune des conditions requises pour être admis à exercer le privilège résultant de l'art. 93 ne venant à l'appui de la demande de la veuve Delbos et fils, il y a lieu d'être surpris qu'elle ait été accueillie par l'arrêt dénoncé. Cette démonstration est bien plus sensible si, avec les auteurs qui ont écrit sur la matière, on veut s'élever aux considérations qui ont déterminé le législateur à rentrer par l'art. 93 dans la droit commun, lorsque les marchandises sont remises au commissionnaire par le commettant résidant dans le même lieu. En ce cas, dit cet article, le privilège n'est acquis qu'autant qu'on s'est conformé aux dispositions du Code civil (art. 2074). C'est l'opinion de Pardessus, Vincent et Loaré (1). Si l'on consulte la jurisprudence des arrêts rendus dans des espèces analogues, on y retrouve la même doctrine que celle professée par ces jurisconsultes. Bornons-nous à citer l'arrêt du 4 juillet 1810 de la Cour d'Aix, qui a repoussé nettement l'interprétation admise par celle de Bordeaux. Opposerait-on à cet arrêt celui du 7 déc. 1826, par lequel la Cour de cassation aurait adopté une opinion contraire? On répond qu'il n'y a pas identité entre l'espèce jugée par cet arrêt et celle déduite par l'arrêt dénoncé. Dans la première, le commissionnaire et le commettant résidaient à la vérité dans le même lieu, mais les marchandises n'y étaient point; tandis que, dans l'espèce du procès, les parties ont non-seulement leur domicile à Bordeaux, mais c'est aussi à Bordeaux que les marchandises ont été remises à veuve Delbos et fils, et chargées sur son navire, ce qui est la même chose que si elles étaient dans ses magasins. Ainsi, le principe que le commissionnaire porteur d'un connaissement à ordre n'a de privilège sur les marchandises y mentionnées qu'autant qu'elles lui sont expédiées d'une autre place ré-

(1) F. Pardessus, *Traité du droit comm.*, n° 490; Vincent, *Exposition raisonnée de la législat.*

comm.; Favard, *vs Commissionnaire*, et Loaré, *Esprit du Code de commerce*.

suite même de l'arrêt de la Cour royale du 28 juil. 1826.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 93, C. comm.; — Attendu que la convention du 12 janv. 1835, dont il s'agit au procès, a eu pour objet une expédition de marchandises d'une valeur au moins de 500,000 fr. pour les mers du Sud, à faire par Villeneuve et Lasserre, négociants à Bordeaux, capitaine Chemisard, sous la condition que les connaissances seraient faits à ordre de veuve Delbos et fils, qui s'obligeaient à faire l'avance de 100,000 fr.; que, le navire arrivé à sa destination, Villeneuve et Lasserre auraient la faculté de retirer des marchandises jusqu'à concurrence de 100,000 fr. dont le produit serait uniquement affecté aux remises à veuve Delbos et fils; qu'ils ne pourraient disposer du solde qu'après avoir justifié de la remise des contre-valeurs, ou avoir donné un représentant à la veuve Delbos et fils des garanties à sa satisfaction, et que les marchandises sur lesquelles reposeraient les avances seraient chargées à bord du brick le *Fliérés*, dont veuve Delbos et fils étaient armateurs; — Attendu qu'en exécution de ces conventions, Villeneuve et Lasserre achetèrent les marchandises soit à Bordeaux, dans diverses maisons, soit à Paris, soit à Lyon; ces marchandises furent immédiatement et directement transportées sur le navire, sans entrer dans les magasins ni de Villeneuve-Lasserre, ni de la veuve Delbos et fils, et le navire partit pour Valparaiso au mois d'avril 1835; — Attendu que, la maison Villeneuve et Lasserre ayant été déclarée en faillite au mois de juin suivant, c'est par suite que s'est élevé la question de privilège jugée par l'arrêt dénoncé en faveur de veuve Delbos et fils; — Attendu que, si une partie des marchandises a été expédiée de Bordeaux, une autre a été expédiée de Lyon, et une autre de Paris, sans que la ventilation en ait été demandée, sans doute parce que les marchandises expédiées de Lyon et de Paris excédaient la somme nécessaire pour l'exercice du privilège, et que, dès lors, l'expédition d'une autre place, exigée par l'art. 93, C. comm., ne peut pas être contestée relativement au privilège; — Attendu, d'ailleurs, que les marchandises achetées à Bordeaux ne surtaient pas des magasins de la maison Villeneuve-Lasserre; qu'elles ne devaient pas être déposées dans les magasins de veuve Delbos et fils pour être vendues à Bordeaux; qu'elles ont été expédiées par les vendeurs sur le navire partant pour les mers du Sud, et que la vente devait en être faite à Valparaiso; d'où il résulte que, même pour les marchandises expédiées de Bordeaux, la Cour royale a fait une juste application de la loi en jugeant que l'expédition était faite d'une place sur une autre; — Attendu que, les marchandises étant expédiées sur un navire appartenant à la maison Delbos, sous le commandement et la conduite du capitaine Chemisard, son représentant et son mandataire, l'arrêt a fait une juste application de la disposition de l'article 93, qui exige que les marchandises soient à

la disposition du commissionnaire dans ses magasins ou dans un dépôt public, le navire étant assimilé aux magasins avec d'autant plus de raison que le capitaine Chemisard a refusé de remettre les marchandises sans paiement; — Attendu que l'art. 93, en parlant de marchandises expédiées d'une autre place pour être vendues pour le compte d'un commissionnaire, est démonstratif, et non limitatif; que c'est le cas le plus ordinaire; mais qu'il arrive souvent qu'un commissionnaire est chargé de recevoir et réexpédier des marchandises jusqu'à de nouveaux ordres; que l'expédition d'une place sur une autre, la consignation, la conservation, sont les causes et la base du privilège, qui dure tant que les marchandises restent à la disposition du commissionnaire; — Attendu, en conséquence, que veuve Delbos et fils se trouvant, en fait, dans toutes les conditions exigées par l'art. 93, loin de méconnaître les dispositions de cet article, la Cour royale en a fait une juste application, — Rejeté, etc. »

Du 16 déc. 1835. — Ch. req.

RÈGLEMENT DE JUGES. — COMPÉTENCE CRIMINELLE. — VOL. — CHEMIN PUBLIC. — VIOLENCE.

Il y a lieu à règlement de juges par la Cour de cassation, lorsque le tribunal de police correctionnelle s'est déclaré incompétent pour connaître d'une affaire dont il était saisi par ordonnance de la chambre du conseil. (C. crim., 525.)

La circonstance de violence suffit seule pour donner à un vol commis sur un chemin public le caractère du crime prévu par l'article 383, C. pén., et pour rendre la juridiction correctionnelle incompétente (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Statuant sur la demande en règlement de juges formée par le procureur du roi près le tribunal de première instance de Rouen, dans le procès de François-Victor Leroux: — Attendu que la chambre du conseil du tribunal de Rouen a renvoyé, par ordonnance du 12 oct. 1835, François-Victor Leroux devant le tribunal de police correctionnelle de la même ville, comme prévenu d'avoir, le 17 sept. 1835, vers onze heures du soir, soustrait frauduleusement, à l'aide de violence, dans une rue de cette ville, une montre en or avec chaîne et cachet aussi en or, au préjudice de Quimbel; — Attendu que cette ordonnance, pour qualifier ce fait de simple délit prévu par l'art. 401, C. pén., s'est fondée sur ce qu'il n'est pas suffisamment établi par l'instruction que le prévenu ait été aidé par un complice pour commettre le vol dont il s'agit; — Attendu que ce motif était insuffisant pour écarter l'application de l'art. 383, C. pén., puisque la circonstance de violence, relevée par l'ordonnance de la chambre du conseil précitée, suffisait seule pour donner au fait le caractère du crime prévu par l'art. 383, Code pén., et pour rendre la juridiction correction-

(1) Application textuelle de la loi.

nelle incompétente; — Mais attendu que l'ordonnance de la chambre du conseil dont il s'agit, n'ayant pas été attaquée par la voie de l'opposition, est passée en force de chose jugée; — Attendu que, par jugement en date du 24 oct. 1835, la tribunal de police correctionnelle saisi de l'affaire s'est déclaré incompétent pour en connaître, en se fondant sur ce qu'il résultait des débats qu'il n'y eut lieu devant lui que le vol imputé à Lernux aurait été commis la nuit, avec violence, et de complicité avec un autre individu resté inconnu; d'où il résultait que la fait ainsi qualifié constituait un crime passible de la peine des travaux forcés à temps, appartenant à la juridiction de la Cour d'assises; — Attendu que ce jugement a acquis par lui-même l'autorité de la chose jugée, n'ayant point été attaqué par le prévenu, ni par le procureur du roi, et le procureur général ayant formellement renoncé à la faculté d'appeler qui lui appartient aux termes des art. 202 et 205, C. crim.; — Attendu qu'il résulte de la contrariété qui existe entre l'ordonnance de la chambre du conseil et le jugement correctionnel susdits un conflit négatif qui interrompt le cours de la justice, et que c'est à la Cour de cassation qu'il appartient de le rétablir; — Vu les art. 325 et suiv., C. crim.; — R-voit les pièces du procès et le nommé François-Victor Leroux, devant la chambre des mises en accusation de la Cour de Rouen, etc. »
Du 17 déc. 1835. — Ch. crim.

SURCHARGE. — APPROPRIATION. — PROCÉDURE. — DÉCLARATION DE JURY.

Les dispositions de l'art. 78, C. crim., conformes aux règles générales sur la rédaction des actes, s'étendent à tous les actes de la procédure criminelle, et conséquemment à la déclaration écrite des jurés (1).

En conséquence, les surcharges, interlignes, ratures et renvois non approuvés sont réputés non avenus, et la réponse du jury, dont le mot oui a été mis en surcharge sur le mot non, d'abord écrit, sans que cette surcharge ait été approuvée, ne peut servir de base légale à une condamnation. (C. crim., 349.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 78, C. crim.; — Attendu que les dispositions de cet article, conformes aux règles générales sur la rédaction des actes, s'étendent à tous les actes de la procédure criminelle, et conséquemment à la déclaration écrite des jurés, dans sa partie substantielle et constitutive de leur décision; — Qu'aux termes dudit article, les interlignes, ratures et renvois non approuvés sont réputés non avenus, et qu'il y a même raison de décider à l'égard des surcharges; — Attendu, en fait, que, dans la réponse du jury à l'unique question posée, réponse ainsi conçue : « Oui, à la majorité, » le mot oui a été tracé au moyen

d'une surcharge; qu'au-dessous de ce mot, celui qui avait été d'abord écrit, le mot non se lit encore facilement, et que cette surcharge n'a point été approuvée par le chef du jury; — Qu'une déclaration produite en cette forme, encore qu'elle eût entité l'admission de circonstances atténuantes, ne donnait pas une solution définitive à la question posée; qu'elle ne pouvait conséquemment servir de base légale à une condamnation; que le devoir de la Cour d'assises était d'en provoquer la rectification, et qu'en fondant sur cette déclaration l'application de la peine, l'arrêt attaqué a violé l'art. 78, C. crim., — Casse, etc. »

Du 17 déc. 1835. — Ch. crim.

FAUX INCIDENT. — ÉVOCATION. — CHOSE JUGÉE. — JUGEMENT.

Les juges ne peuvent point de plano déclarer nulle et fautive une pièce authentique, sans qu'une inscription de faux ait été préalablement formée par le demandeur (3). (C. proc., 214. — Rés. par la Cour royale seulement.)

Mais, après l'inscription admise, si des moyens de faux signifiés il résulte la preuve à la fois matérielle et intellectuelle de la fausseté de la pièce, les juges peuvent en prononcer la nullité, sans avoir recours soit à une expertise, soit à une enquête (3). (C. proc., 231, 232 et 233.)

On ne peut dire qu'il y ait là violation de la chose jugée par le jugement qui admettait l'inscription de faux, et ordonnait qu'il serait suris à statuer au fond jusqu'à ce qu'il se fût accompli de la procédure. (C. civ., 1351.)

Il existait, sous la date du 11 fév. 1815, un acte contenant, de la part des époux Mailleville, au profit des mariés Bouguies, donation de tous leurs biens.

En 1830, Mailleville porte plainte au criminel contre cet acte, comme entaché de faux, et contenant suppression de personnes; mais sa plainte est rejetée en raison de la prescription acquise.

Il intente alors une action civile en nullité de la donation comme fautive, et à l'appui de sa demande il articule des faits, sans cependant s'inscrire en faux incident.

Les mariés Bouguies soutiennent que, s'agissant d'un acte authentique, les juges ne peuvent en prononcer l'annulation sans inscription de faux préalable.

Le 11 juill. 1830, jugement qui, sans s'arrêter à cette exception, annule comme frauduleux l'acte du 11 fév. 1815.

Appel. — Mailleville s'inscrit en faux. — Le 28 janv. 1833, arrêt de la Cour d'Agen qui réforme le jugement en ce qu'il a prononcé la nullité de l'acte, sans inscription de faux préalable, et admet l'inscription de faux formée depuis l'appel.

La procédure a son cours jusqu'à l'arrêt d'admission des moyens de faux; mais alors la

(1) F. Conf. Cass., 8 fév. 1840.

(2) F. Conf. Cass., 18 août 1813.

(3) F. Conf. Cass., 3 fév. 1831. — F. aussi Cass.,

25 mars 1835, et la note. — F. cependant Rennes 4 mai 1819, et Rouen, 24 juill. 1826.

Cour, croyant avoir, sans être obligée de se soumettre à toutes ses phases, des éléments suffisants pour prononcer, annule la donation par arrêt du 26 juin 1855 : — « Attendu que les faits énoncés dans les neuf premiers moyens sont avoués ou non contestés, ou justifiés par des actes publics et autres documents écrits produits au procès... ;

« Que, ces faits étant exclusifs de toute participation de Malleville et de sa femme à la donation du 11 fév. 1815, il est manifeste que cette donation n'avait eu lieu qu'en faisant figurer dans cet acte des personnages autres que les prétendus donateurs, en sorte que le susdit acte est l'ouvrage d'un faux par supposition de personnes ;

« Attendu qu'il devient alors inutile de se livrer à des investigations ultérieures, même de s'occuper des faits articulés par les mariés Bouigues, parce que ces faits, consistant en ce que Malleville, son épouse et les mariés Bouigues eux-mêmes auraient, en diverses occasions, parlé de la donation arguée, outre qu'ils ne sont pas relevant, sont en contradiction avec le système constamment plaidé par les mariés Bouigues ; que c'était pour tenir secrète cette donation qu'on l'avait fait passer dans un département étranger aux parties et devant un notaire qui leur était inconnu. »

POURVOI en cassation des mariés Bouigues, pour violation des art. 214, 251, 252 et 253, C. proc. — Les juges, disait-on, ne doivent pas méconnaître les dispositions de la loi en matière d'inscription de faux. Toutes les formalités prescrites sont de rigueur, essentielles ; elles ont pour but de ménager à chacune des parties des moyens de défense, et de mettre les magistrats à même de juger en connaissance de cause. Or, au nombre de ces formalités se trouve l'enquête, et on peut dire avec vérité que c'est la plus importante. Pourquoi donc les juges ont-ils décidé avant que l'enquête et la contre-enquête n'eussent eu lieu. L'arrêt attaqué présente cette contradiction, qu'après avoir décidé que les tribunaux ne peuvent, *de plano*, et sans inscription de faux préalable, déclarer la fausseté d'une pièce produite, les mêmes juges méconnaissent le principe qu'ils ont posé, et prononcent sans laisser la procédure de faux suivre toutes ses phases. — Sous ce dernier rapport même il y a violation, par l'arrêt du 26 juin, de la chose jugée par l'arrêt du 28 janv.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, s'il est vrai qu'on ne peut déclarer nulle et fautive une pièce authentique, *de plano*, sur la demande d'une partie, avant qu'il ait été formé une action en inscription de faux, et sur celle-ci, la pièce jugée fautive, il n'est pas moins vrai qu'il peut être loisible aux juges (après que les moyens de faux ont été signifiés et après qu'ils ont été jugés

pertinents et admissibles, si de leur nature il ressort la preuve à la fois matérielle et intellectuelle du faux dont il est question, sans qu'il soit besoin de recourir à une vérification d'experts ou à une enquête de témoins) de déclarer de suite fautive la pièce que les documents produits démontrent mensongère ; d'où suit que l'arrêt attaqué, en jugeant, après l'inscription de faux formée contre l'acte notarié du 11 fév. 1815, sur des documents produits comme moyens de faux, qu'ils constituaient en eux-mêmes la preuve du faux de cet acte, sans qu'il fût nécessaire de recourir ou à l'expertise ou à une enquête, n'a violé en aucun sens les dispositions de la loi et n'a mérité aucun des reproches énoncés par les demandeurs, — Rejette, etc. »

Du 17 déc. 1855. — Ch. req.

FAUX. — INTERCALATION. — EXPOSITION PUBLIQUE.

L'intercalation de conventions mensongères dans un acte de prêt revêtu du caractère authentique constitue le crime de faux, indépendamment de la légalité plus ou moins contestable de ses dispositions (1). (C. pén., 147.)

L'exposition publique fait partie de la peine du crime de faux et doit nécessairement être prononcée, dans le cas même où la Cour d'assises ne peut en dispenser le condamné (2). (C. pén., 22 et 165.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que le fait, déclaré constant par le jury, réunit tous les éléments du faux ; que l'altération de la vérité résulte de l'intercalation dans un acte de prêt de conventions mensongères ; l'intention de nuire, de la déclaration de culpabilité rapprochée de la mention d'un faux matériel, et le préjudice possible, de l'éventualité de l'exécution d'un acte revêtu d'un caractère authentique, et qui, indépendamment de la légalité plus ou moins contestable de ses dispositions, n'en était pas moins susceptible de nuire, en fait, à autrui, — Rejette ; — Statuant sur le réquisitoire du ministère public : — Vu les art. 22 et 165, C. pén. ; — Attendu que le condamné à la peine de reclusion pour faux doit être soumis à l'exposition publique ; — Attendu que l'exposition fait en ce cas partie de la peine ; que le condamné ne peut en être dispensé que dans les cas prévus par la loi ; que, dès lors, il y a nécessité pour les Cours d'assises d'examiner si le condamné est dans le cas d'être dispensé de cette peine ; que l'arrêt doit exprimer s'il y a eu lieu ou non de l'appliquer ; qu'en ne prononçant point, dans l'espèce, que Garbache subissait l'exposition, l'arrêt attaqué a violé les articles précités du Code pén., — Casse, dans l'intérêt de la loi, etc. »

Du 17 déc. 1855. — Ch. crim.

(1) La légalité des dispositions de l'acte aurait pu, d'ailleurs, n'être point contestée par la partie lésée. Il s'agit donc point de savoir si la poursuite sur la poursuite du crime de faux.

(2) La Cour revient sur une jurisprudence que nous avons critiquée. — P. vol. 16, t. 1, p. 148 ; — Cass., 12 sept. 1855.

FAUX. — EXPOSITION PÉRIODIQUE.

Est nul l'arrêt qui, en condamnant un accusé pour crime de faux, ne prononce point contre lui la peine de l'exposition publique sans examiner ni exprimer s'il se trouve dans un des cas où la loi permet de l'en dispenser (1). (C. pén., 165 et 22.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu lesdits art. 22 et 165, Code pén.; — Attendu que le condamné à la peine de la réclusion pour faux doit être soumis à l'exposition; — Que l'exposition fait en ce cas partie de la peine; — Que le condamné ne peut en être dispensé que dans les cas prévus par la loi; que, dès lors, il y a nécessité pour les Cours d'assises d'examiner si le condamné est dans le cas d'être dispensé de cette partie de la peine; que l'arrêt doit exprimer s'il y a lieu ou non de l'appliquer; — Qu'en ne prononçant point, dans l'espèce, que Soubabère, condamné à cinq ans de réclusion pour faux, subirait l'exposition publique, l'arrêt précité a violé les dispositions des art. 22 et 165, C. pén., précités, — Cass. dans l'intérêt de la loi seulement, etc. »

Du 19 déc. 1835. — Ch. crim.

MANUFACTURE. — AUTORISATION.

Un établissement qui répand un air insalubre ou incommode ne pouvant être formé ni mis en activité sans autorisation, la demande que l'on a faite de cette autorisation ne suffit point pour en justifier l'exploitation (2). (Art. 1^{er}, décret 15 oct. 1810, et 472, n° 13, C. pén.)

Du 19 déc. 1835. — Ch. crim.

DÉLIT DE PRESSE. — COMPARUTION. — FONDÉ DE POUVOIRS. — COPRÉVENU. — TÉMOIN. — AVOCAT. — MANDAT.

Les art. 17 et 19, L. 26 mai 1819, qui autorisent expressément tout prévenu d'un délit commis par la voie de la presse à se faire représenter par un fondé de pouvoir, ont abrogé en cette matière les restrictions du Code crim., qui ne s'y trouvent pas reproduites, et notamment celle de l'art. 185, qui réserve aux tribunaux correctionnels le droit d'ordonner la comparution du prévenu en personne (3).

En conséquence, la Cour d'assises peut, malgré la demande d'un prévenu, refuser d'ordonner la comparution en personne de son coprévenu, par le seul motif qu'elle n'a pas le droit de le faire.

Les conclusions d'un prévenu ayant pour objet de transformer en témoin son coprévenu, et de confondre deux qualités aussi essentiellement distinctes, ne peuvent être considérées

comme l'exercice d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi; d'où il suit que l'omission d'y statuer ne pourrait entraîner aucune nullité. (C. crim., 404.)

Le prévenu qui a été représenté par un avocat est seul recevable à se plaindre de ce que cet avocat n'aurait pas été muni d'un pouvoir spécial; ce droit n'appartient point au coprévenu.

D'ailleurs, le prévenu qui a accepté le mandataire de son coprévenu en concourant avec lui aux récusations des jurés, en matière de presse, et en ne demandant pas que l'on procédât par défaut, s'est rendu par là non recevable à se plaindre de ce que ce mandataire n'aurait point de pouvoir spécial (4).

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 17 et 19, L. 26 mai 1819, et 185 et 408, C. crim.; — Sur le premier moyen de nullité, pris de ce que la Cour d'assises de la Seine a rejeté les conclusions principales du demandeur, tendant à faire ordonner la comparution en personne de Latapie, prévenu, sans examiner si cette comparution était nécessaire, mais par le seul motif qu'elle n'avait pas le droit de l'ordonner; — Attendu que les art. 17 et 19, L. 26 mai 1819, autorisent expressément tout prévenu d'un délit commis par la voie de la presse à se faire représenter par un fondé de pouvoirs; que leurs dispositions, comparées à celles du Code crim. sur la comparution des prévenus, montrent que l'intention du législateur a été de donner, en matière de délits de la presse, de plus grandes facilités à la défense; qu'on doit donc pour suivre l'esprit de cette loi, considérer comme abrogées les restrictions du Code crim. qui ne s'y trouvent pas reproduites, et particulièrement la disposition de l'art. 185 de ce Code, qui réserve aux tribunaux correctionnels le droit d'ordonner dans tous les cas la comparution du prévenu en personne; d'où il suit que la Cour d'assises de la Seine, loin d'interpréter faussement les susdits art. 17 et 19, L. 26 mai 1819, et de violer par suite l'art. 183, C. crim., en a fait une juste application; — Sur le deuxième moyen de nullité, pris de ce que ladite Cour d'assises a omis de statuer sur les conclusions subsidiaires du demandeur, tendant à faire ordonner, même par corps, la comparution de Latapie comme témoin, ou du moins de ce qu'elle n'en a point motivé le rejet; — Attendu que la Cour d'assises, en déclarant qu'il n'y avait lieu de statuer conformément aux conclusions du demandeur, a prononcé explicitement leur rejet; qu'à ce rejet se rapporte clairement le premier considérant de son arrêt; — Attendu d'ailleurs que ces conclusions, ayant pour objet de transformer un prévenu en témoin et de confondre deux qualités aussi essentiellement distinctes, ne peuvent être considérées

(1) F. conf. Cass., 1^{er} oct. 1835.

(2) Jugé, en matière de chasse, que la demande d'un permis de port d'armes et l'obtention d'un avis favorable ne peuvent pas couvrir l'infraction. — F. Cass., 31 déc. 1819. — Il y a une grande analogie.

(3) F. Cour d'assises de la Seine, 22 mai 1835. — F. aussi Parant, *Lois de la presse*, p. 479.

(4) L'intérêt de cette question consiste en ce que, si l'oo eût procédé par défaut contre le prévenu absent, le prévenu présent aurait pu exercer personnellement un plus grand nombre de récusations; mais la solution donnée aux questions précédentes ne laissait aucun doute sur celle-ci.

comme l'exercice d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi; d'où il suit que l'omission même d'y statuer ne pourrait entraîner aucune nullité; — Sur le troisième moyen, pris de ce qu'on aurait dû procéder par défaut contre Latapie, l'avocat qui s'est présenté pour lui n'ayant pas de pouvoir spécial pour le représenter: — Attendu que Latapie serait seul recevable à contester le mandat en vertu duquel il a été représenté devant la Cour d'assises de la Seine; que d'ailleurs le demandeur a accepté le mandataire qui s'est présenté pour son coprvenu, en concourant avec lui aux réquisitions exercées lors de la formation du tableau et en ne demandant pas que l'on procédât par défaut à l'égard de Latapie. — Rejette le pourvoi, etc. »

Du 19 déc. 1855. — Ch. crim.

ENREGISTREMENT. — CHOSE IMMOBILIÈRE. — RUE.

L'acte par lequel un propriétaire s'engage envers d'autres à livrer à la voie publique l'emplacement nécessaire au prolongement d'une rue doit être considéré comme renfermant les caractères d'une vente immobilière, emportant mutation de propriété, et non comme emportant une simple obligation de faire (1).

Du moins, la décision qui lui reconnaît ces caractères échappe, comme statuant en fait, à la censure de la Cour de cassation.

En conséquence, un pareil acte est soumis au droit proportionnel de 5 1/2 %, et non pas seulement à celui de 1 %. (L. 22 frim. an 7, art. 4 et 69, § 7, n° 1; L. 28 avril 1816, art. 52.)

Le 22 fév. 1852, il intervint entre Dufaud et consorts, et Casimir Périé, propriétaire d'un hôtel qui fermait l'impasse Monthabor, un acte ainsi conçu: « Art. 1^{er}, Casimir Périé s'oblige, dans le délai de quinze jours, à faire opérer le » percement de l'hôtel Monthabor sur la rue » d'Alger, et à livrer en conséquence à la voie » publique l'emplacement nécessaire au prolongement de la rue Monthabor jusqu'à ladite » rue d'Alger, à l'effet de quoi Casimir Périé » devra obtenir de l'administration de la ville » de Paris toutes les autorisations nécessaires. » — Art. 2. En considération de l'obligation que » Casimir Périé vient de prendre comme condition de cette obligation, et sous la foi de son » exécution, Dufaud et Dubois s'engagent et » engagent leurs co-intéressés (suivant certaines » proportions) à payer à Casimir Périé, dans » deux mois de ce jour pour tout délai, c'est-à- » dire le 25 avril prochain, la somme de 80,000 fr. » avec les intérêts à 3 %. Cette indemnité est due » actuellement à Casimir Périé par le seul fait » de l'obligation qu'il vient de prendre, et sous » la foi de son exécution. »

Quel était le caractère de cet acte? ne contenait-il qu'une simple obligation de faire, devant motiver la perception d'un droit d'enregis-

trément de 1 % sur le prix stipulé de 80,000 fr.; ou, au contraire, constituait-il une véritable mutation d'immeubles passible du droit de 5 %?

Le percepteur lui attribua d'abord le premier de ces deux caractères, et ne perçut qu'un droit de 1 %. — Mais plus tard la régie changea d'avis, et déclara contre Dufaud et consorts une contrainte en paiement de la somme de 3,520 fr., formant le complément du droit de 5 1/2 % sur la totalité des 80,000 fr., prix stipulé.

Opposition de la part de Dufaud et consorts. Le 11 déc. 1854, jugement du tribunal de la Seine: « — Attendu qu'aux termes de l'art. 4, L. 22 frim. an 7, toute mutation d'immeubles est passible du droit proportionnel; que le droit à l'égard des ventes est fixé à 5 1/2 %, par les articles 69, même loi, et 52, L. 28 avril 1816; »

« Attendu, en fait, que, par l'acte du 25 fév. 1852, Périé s'est non-seulement obligé à opérer le percement de l'impasse Monthabor sur la rue d'Alger, mais encore à livrer à la voie publique l'emplacement nécessaire au prolongement de la rue Monthabor jusqu'à la rue d'Alger; »

« Que, par cette dernière obligation, il y a eu transmission d'un terrain, d'une propriété immobilière, puisque ce terrain, cette propriété ou autrement dit l'emplacement nécessaire au prolongement de ladite rue, a cessé de résider sur la tête de Périé, propriétaire, pour passer sur celle d'un autre maître ou propriétaire, quel qu'il soit; que cette mutation ou changement de propriété se trouvait dès lors, à titre de vente, passible du droit de 5 1/2 %, prescrit par les articles des lois précitées, ce qui justifie la contrainte décernée par la régie, dont au surplus les bases sont justes. »

POURVOI par Dufaud et consorts pour violation de l'art. 69, § 8, n° 3, L. 22 frim. an 7, et fausse application du dernier paragraphe de l'article 4, et des art. 69, § 7, n° 1^{er}, même loi, et 52, L. 28 avril 1816.

C'est à tort que le jugement attaqué a considéré l'acte du 22 fév. 1852 comme contenant une vente d'immeuble au profit de Dufaud et consorts. En effet, toute vente suppose une chose vendue, un vendeur et un acquéreur; une propriété qui cesse de résider sur la tête de l'un pour passer sur la tête de l'autre. Or, dans l'espèce, quelle est la chose vendue, quel est le vendeur, quel est l'acquéreur? On ne saurait le dire. Il suffit de lire les termes de l'acte pour se convaincre que Casimir Périé n'a rien vendu à Dufaud et consorts; que ces derniers ne sont devenus propriétaires ni pour le tout ni pour partie du terrain qui lui appartenait; que seulement Casimir Périé s'est interdit, dans le but d'un avantage commun, l'exercice d'un droit légitime, celui de construire sur la portion de terrain qui pouvait faire le prolongement de l'impasse Monthabor.

Mais dans tous les cas, et s'il faut, avec la décision attaquée, voir dans l'acte de 1852 une mutation de propriété, en faveur de qui aurait-

(1) Car pour la perception des droits, c'est moins par ses termes que par sa nature qu'il faut juger un acte. — Comme autre exemple de convention qui

doit être assujétie à une vente, voy. Cass., 20 janv. 1808. — F. aussi Instr. de la régie, 1515, § 8.

cile en lien? est-ce en faveur de Dufaud et consorts? Nullement, car ils n'ont rien acquis, il n'ont rien ajouté à leur propriété; la décision attaquée elle-même est loin de dire le contraire. Mais elle aurait été faite seulement ou éventuellement au profit de la ville de Paris pour le cas où elle voudrait accepter et où elle recevrait à cet effet les autorisations nécessaires. Or, comment admettre que Dufaud et consorts puissent être poursuivis en paiement des droits perçus sur une mutation de propriété qui aurait eu lieu éventuellement en faveur de la ville de Paris.

ARRÊT.

LA COUR. — Sur la violation de l'art. 69, § 3, n° 3, L. 22 frim. an 7, la fausse application du dernier paragraphe de l'art. 4; des art. 69, § 1^{er}, même loi, et 52, L. 28 avril 1816; — Attendu que le jugement du 11 déc. 1834 a reconnu, dans le traité du 22 fév. 1832, tous les caractères d'une vente immobilière emportant mutation de propriété; que, dès lors, en déclarant valable la contrainte décernée par l'administration de l'enregistrement pour obtenir le complément du droit de mutation réclamé par cette administration, et en ordonnant que cette contrainte serait exécutée suivant sa forme et teneur, le jugement dont il s'agit, loin d'avoir violé les art. 69, L. 22 frim. an 7, et 52, L. 28 avril 1816, en a fait une juste application. — Rejette, etc. (1) »

Du 22 déc. 1835. — Ch. req.

LETTRE DE CHANGE. — TRAITÉ POUR COMPTES
A TIRER. — ACCEPTATION. — TIREUR. —
RECOURS.

Lorsqu'une traite est tirée pour compte d'un tiers qui n'a point donné d'avis au tiré, le tiré peut accepter pour l'honneur de la signature du tireur, en le prévenant, par correspondance, que c'est pour son compte, à lui tireur, qu'il accepte.

Dans ce cas, le tiré, pour conserver son recours contre le tireur, n'est pas obligé de laisser protester la traite, et de faire mentionner dans le protêt que son acceptation n'est pas pour le compte du tiers donneur d'ordre, mais pour le compte du tireur (2).
(C. comm., 119 et 126.)

Linde, négociant à Saint-Petersbourg, débiteur envers la maison Schroder, Schiller et compagnie (de Brudeaux), lui écrivit de se rembourser en tirant sur Gontard (de Paris), qu'il n'informe de rien à cet égard. Le 3 juin 1833, Schroder et Schiller fournissent à l'ordre de Pons, sur la maison Gontard, une traite de 10,000 fr., payable le 10 sept. suivant. Ils en avaient cette maison par une lettre du même jour. A la réception de cette lettre, le 6 juin, Gontard écrit à Linde pour lui demander s'il doit accepter cette traite pour son compte; et

presque en même temps, le 8 juin, il écrit à Schroder et à Schiller que, ne les ayant pas encore accrédités chez lui, il a écrit à Linde pour lui demander son assentiment à cette traite; mais que, si elle lui est présentée avant la réponse de ce dernier, il se fera un plaisir de l'accueillir, en attendant, pour leur compte. — Le 10 juin, la traite est acceptée par Gontard. — Le 27 juin, dans une nouvelle lettre, il confirme à Schroder et Schiller que c'est pour leur compte personnel qu'il a accepté, puisqu'il n'a reçu aucun avis de Linde.

Schroder et Schiller, qui, jusqu'alors, n'avaient pas répondu, ayant appris la faillite de Linde à Saint-Petersbourg, écrivirent le 12 juillet, à Gontard qu'ils ont dû être persuadés que ce n'était point pour leur compte; mais pour celui de Linde, que la traite était acceptée, attendu que l'acceptation avait été donnée sans protêt. — A l'échéance, Gontard, bien qu'il n'eût reçu aucune provision, acquitta la traite, et assigna Schroder et Schiller en remboursement.

Le 12 nov. 1833, jugement du tribunal de commerce de Paris : — « Attendu, en droit, que la loi, en permettant à toute personne d'intervenir soit pour l'acceptation, soit pour le paiement d'une lettre de change, a prescrit des formalités sans l'accomplissement desquelles l'intervenant ne peut avoir de droit contre celui pour lequel il est intervenu;

» Attendu que l'accepteur d'une lettre de change tirée pour compte tiers ne peut, si la provision n'est pas faite par ce donneur d'ordre, avoir aucune action contre le tireur pour compte, puisque ce dernier n'agit qu'en qualité de mandataire du donneur d'ordre; que si donc le tiré, n'ayant pas toute confiance dans ce donneur d'ordre, croit devoir accepter pour l'honneur de la signature du tireur, il ne peut le faire qu'en se conformant aux dispositions prescrites pour les interventions;

» Que, faute par lui de remplir ces formalités, la loi ne lui donne aucun droit contre celui pour le compte duquel il a accepté;

» Qu'à la vérité, en pareil cas, il arrive assez souvent que le tiré, au lieu d'exiger un acte de protêt et d'intervention, se contente d'aviser la maison pour laquelle il est intervenu, et qu'il est assez rare aussi que les banquiers se refusent à reconnaître la validité de pareilles interventions, mais que cet usage n'est pas général, et que, dans ce cas, l'accepteur s'en remet entièrement à la bonne foi et à la loyauté des tireurs;

» Attendu que, s'il est vrai que le défaut de protêt à l'intervention faite pour Gontard, n'a causé aucun préjudice aux défendeurs, qui ne peuvent dire que ce soit sur la fin de l'acceptation donnée par Gontard qu'ils ont accordé crédit à Linde, ce sont des considérations d'équité qui ne peuvent faire fléchir les prin-

(1) Il s'agissait d'un contrat dont les caractères sont définis par la loi. (Coda civ., art. 1582.) la Cour de cassation pouvait ne pas s'arrêter à l'appréciation des juges du fond si elle ne lui eût pas paru légal.

(2) F. le parer inséré dans la note suivante. — F. aussi SAYAT, *Parf. négoc.*, parer 45; Merlin, *Rép.*, v° *Lettre de change*, § 4; Locré, *Esprit du Code de comm.*, liv. 1^{re}, tit. 8, p. 364 et suiv., et Nouguier, *Lettre de change*, n° 173.

épics rigoureux du droit en pareille occasion;

« Déclare Gontard non recevable. »

Appel (1). — Le 11 avril 1854, arrêt de la Cour royale qui infirme : — « Considérant, en fait, qu'il résulte de la lettre écrite le 8 juin 1853 par Gontard à la maison Schroder, Schiller et compagnie, que Gontard ne promettait d'accepter la lettre de change de 10 000 fr. tirée sur lui, à la date du 5 du même mois, par ladite maison Schroder, que pour le compte de celle-ci, et non pour le compte de Linde, donneur d'ordre, si ce n'est au cas où Linde l'y aurait spécialement autorisée; que l'acceptation donnée le 10 juin, c'est-à-dire deux jours après, par Gontard, ne peut dès lors être présumée générale et illimitée; qu'il n'apparaît pas qu'aucune autorisation ait été donnée à Gontard par Linde, tombé en faillite dès le 14 du même mois de juin; que, par sa lettre du 27 du même mois, Gontard a de nouveau manifesté la volonté de ne reconnaître pour son débiteur direct que la maison Schroder, et non la maison Linde (de Saint Pétersbourg), et qu'il n'a pu exister de doute sur la restriction que Gontard avait imposée à son acceptation du 10 juin; que depuis, et le 3 sept. dernier, les 10,000 fr., montant de la lettre, ont été payés par Gontard à Bordeaux porteur;

« Considérant, en droit, que le négociant à l'acceptation duquel une lettre de change tirée par l'ordre d'un tiers est présentée, est le maître

soit de refuser purement et simplement son acceptation, soit d'accepter seulement pour le compte du tireur, et non pour le compte du donneur d'ordre, dont la solvabilité ne lui est pas suffisamment démontrée; que cette acceptation, restreinte par le tiré à la signature du tireur par ordre, n'a pas été assujettie par la loi à la formalité préalable d'un protêt; qu'en effet, si la loi donne au porteur d'une lettre de change le droit de la faire protester lors du refus d'acceptation, ou dans le cas d'une acceptation restreinte à une ou plusieurs signatures, et d'exercer sur-le-champ son recours contre les endosseurs et le tireur de ladite lettre, il n'en résulte pas, pour le porteur de la lettre, l'obligation absolue de faire le protêt, à moins que la lettre de change ne soit payable à un ou plusieurs jours ou mois de vue, ou que l'obligation de faire présenter la lettre à l'acceptation ne résulte de la convention spéciale des parties, ce qui ne se rencontre pas dans la cause; qu'en tout autre cas, il ne peut résulter du défaut de protêt faute d'acceptation contre le porteur, qu'une action en dommages-intérêts, si par son propre fait, il a porté préjudice à autrui.

« Considérant que le tiers qui intervient et qui accepte une lettre de change sur le refus d'acceptation fait par le tiré, ou le tiré lui-même qui refuse une acceptation pure et simple, et qui, changeant de qualité, et prenant celle de

(1) L'appelant produisait un procès-verbal que nous croyons devoir rapporter. Il est signé par les notabilités commerciales de Paris : « Le porteur d'une lettre de change, dont le tiré refuse l'acceptation, est autorisé par la loi à demander caution aux endosseurs supérieurs et au tireur, nonobstant l'acceptation d'un tiers par intervention (art. 120 et 128, C. comm.); la raison en est que le porteur, en prenant l'effet, a pu être déterminé par sa confiance dans le tiré et que c'est sur son acceptation qu'il avait droit de compter. C'est précisément à cause de ce recours, accordé par la loi au porteur contre les endosseurs supérieurs et contre le tireur, qu'elle lui impose l'obligation de constater, par un protêt, le défaut d'acceptation de la part du tiré, avant de laisser au tiers accepter par intervention. Il en est autrement lorsque, dans le cas d'une traite fournie pour compte tiers, le tiré se trouve dans la position d'accepter, non pas pour compte de ce tiers, mais bien pour compte du tireur lui-même; alors, et dans ce cas spécial seulement, il n'y a pas lieu à faire protester. En effet, le porteur de la lettre de change qui reçoit l'acceptation pure et simple de la part du tiré qui lui avait été indiqué doit nécessairement être satisfait; car il reçoit ce qu'il demandait. Il n'a rien de plus à demander; il n'a de recours ou de caution à exercer contre personne. La circonstance que le tiré, tout en acceptant, n'a pourtant pas accepté pour compte de cette tierce personne qui lui avait été indiquée par le tireur ne regarde nullement le porteur; c'est une affaire toute particulière entre le tiré et le tireur; elle n'intéresse qu'eux seuls. Ainsi, le tireur, par sa correspondance avec le tiré, lui avait annoncé que c'était pour le compte de telle personne tierce qu'il tirait sur lui, et à son tour le tiré lui répond, également par correspondance, qu'il ne consent pas à accepter pour compte de cette personne tierce, mais qu'il accepte pour le compte de lui tireur; c'est une cor-

respondance à laquelle on répond par correspondance. Quant au protêt qui constaterait que le tiré a refusé son acceptation pour le compte de la tierce personne indiquée et qu'il n'a consenti à la donner que pour le compte même du tireur, il serait tout à fait superflu. Car, eo cas qui concerne le sens de l'acceptation donnée par le tiré, le tireur en est suffisamment instruit par la correspondance du tiré, qui lui fait connaître que l'acceptation a été donnée pour son compte à lui. En ce qui concerne les droits du tireur pour demander à la tierce personne ce qu'il lui doit, on ne saurait lui proposer un autre mode de remboursement, lui tireur est suffisamment en mesure de réclamer de la personne tierce, en lui exhibant la correspondance du tiré, puisque cette tierce personne est restée parfaitement étrangère au contrat de change et que c'est seulement par correspondance qu'elle avait donné ordre de tirer. En ce qui concerne le droit qu'a le tiré de demander provision au tireur, pour raison de son acceptation, le protêt serait également inutile, puisqu'en effet la lettre que le tiré a écrite au tireur pour le prévenir que c'était pour son compte qu'il acceptait, et qu'il se réservait son obligation pour la provision, constitue bien une intention clairement manifestée, à moins pourtant que le tireur ne vienne nier avoir reçu la lettre, auquel cas la copie de lettres du tiré pourrait encore être admise comme preuve. En conséquence, nous soussignés banquiers et négociants de la place de Paris, certifions que, dans le cas de traites fournies pour compte tiers, lorsque le tiré veut accepter, non pas pour compte du tiers, mais bien pour le compte personnel du tireur, alors l'usage généralement reconnu et fondé sur le silence de la loi, en cas de traites pour compte tiers, l'autorise à donner son acceptation purement et simplement, sans protêt, en prévenant le tireur, seulement par correspondance, qu'il se réserve son obligation. »

tiers intervenant, ne consent à donner une acceptation que restreinte à la signature du tireur par ordre, ne sont pas placés dans une position différente de celle du tiers porteur de la lettre ;

» Considérant enfin que le défaut de protêt faute d'acceptation n'a porté aucun préjudice à la maison Schroder, suffisamment avertie par la correspondance de Gontard. »

POURVOI par Schroder, Schiller et compagnie, pour violation des art. 119, 121, 122, 124, 126 et 127, C. comm. — Le tireur pour compte n'est qu'un mandataire ; il ne répond point de l'obligation qu'il n'a souscrite qu'au nom de son mandant, et le mandat dont il s'est chargé s'extingue par l'acceptation pure et simple du tiré.

Du moment où ce dernier se porte accepteur, il consent à n'avoir d'action pour la provision qu'avec le tiers au nom duquel le tireur agit. Telle était la position du tiré dans l'espèce du pourvoi. Il s'était lié par son acceptation ; il avait suivi la foi du donneur d'ordre. Inutilement on dira avec l'arrêt que l'accepteur avait, par sa correspondance, mis une restriction à son acceptation. Il fallait la manifester en refusant l'acceptation pour le donneur d'ordre et en intervenant au profit du tireur pour ordre. Le Code de commerce prescrit à cette double fin des conditions auxquelles il est nécessaire d'obéir avec une fidélité scrupuleuse, et dont on ne peut se dispenser sous le prétexte qu'une correspondance y aurait suppléé.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt dénoncé déclare, en fait, qu'il résulte de la correspondance des parties que Gontard a annoncé, par une lettre du 8 juin 1835, qu'il accepterait la lettre de change dont il s'agit, pour le compte de Schroder, Schiller et compagnie, dans le cas (qui s'est réalisé) où il ne recevrait pas de provision de la part de celui par ordre duquel elle avait été tirée ; que cette convention, sans intérêt pour les porteurs de l'effet, qui n'en peuvent éprouver aucun préjudice, n'est défendue par aucune loi, et est, par conséquent, obligatoire ; qu'en se conformant à ces principes, l'arrêt n'a violé aucun des articles cités. — Rejette, etc. »

Du 22 déc. 1835. — Ch. req.

COMPÉTENCE. — APPRENTI. — MINEUR. — OUVRIER.

C'est devant le juge du domicile du tuteur de l'apprenti, et non devant celui du domicile du maître que doit être portée l'action intentée par le maître pour l'exécution du traité d'apprentissage consenti par ce tuteur, tant en son nom personnel qu'au nom du mineur.

L'attribution de juridiction résultant de l'article 31, L. 22 germ. an 11 en faveur du juge de paix du lieu où se trouve l'atelier

doit être exclusivement restreinte aux affaires de police et aux délits.

La loi des 16-21 août 1790, qui attribue, par son art. 10, tit. 3, au juge de paix le jugement de toutes les contestations entre les maîtres et les ouvriers, quelle que soit d'ailleurs la valeur du litige ne s'applique pas aux apprentis (1).

La veuve Ducourneau avait placé son fils mineur en apprentissage chez Teissier, maréchal ferrant à Coudron, canton de Saint-Macaire. L'apprentissage avait commencé le 25 juil. 1830, et devait durer quatre ans ; cependant en janvier 1835, Ducourneau quitte son maître. Citation par le maître donnée à la mère du mineur devant le juge de paix de Saint-Macaire, pour la voir condamner à payer 95 fr., prix de l'apprentissage, et de 275 fr. à titre de dommages-intérêts.

La veuve Ducourneau déclina la compétence du juge de paix : elle soutint que, domiciliée à Bordeaux, c'était devant le juge de paix de son domicile seul qu'elle pouvait être citée, et cela pour des raisons tirées de la loi du 24 août 1790, et des art. 21, L. 22 germ. an 11, et 2 et 59, C. proc., qui établissent que, dans l'espèce, où il ne s'agissait ni d'un règlement de police ou d'un délit, ni d'une contestation entre maître et ouvrier proprement dit, la compétence du juge de paix n'était pas régie par les lois exceptionnelles ci-dessus relatées.

Le juge de paix rejeta la déclinatoire, et accueillit les conclusions du demandeur. Sur l'appel interjeté par la veuve Ducourneau devant le tribunal civil de la Réole, elle fut déclarée non recevable par un jugement en date du 31 juillet 1835, dont les motifs sont ainsi qu'il suit : —

« Sur le moyen de l'incompétence à raison du domicile :

« Attendu que, d'après la combinaison des art. 10, 20 et 21, L. 22 germ. an 11, la juridiction, lorsqu'il s'agit d'un ouvrier, est déterminée par la situation de la manufacture ou de l'atelier dans lequel l'ouvrier a pris du travail ;

« Sur le moyen pris de l'incompétence à raison de la matière :

« Attendu que, d'après la loi des 16-24 août 1790, le juge de paix peut connaître à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter, de l'engagement respectif des maîtres et gens de travail ;

« Déclare bien jugé. »

POURVOI en cassation de la veuve Ducourneau. — 1^{re} Fausse application des art. 10, tit. 3, L. 24 août 1790, et 21, L. 22 germ. an 11, uniquement relative aux contestations qui s'élèvent entre les maîtres et les ouvriers, et gens de travail ; 2^e violation expresse des art. 2 et 59, C. proc., qui veulent qu'en matière personnelle le défendeur ne puisse être assigné que devant le tribunal de son domicile, et de l'art. 9, tit. 3, L. 24 août 1790, qui détermine le taux de la compétence des juges de paix.

(1) La loi du 25 mai 1838, art. 11, attribue aux juges de paix, sans appel jusqu'à 100 fr. et avec appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des contestations entre maîtres, ouvriers et appren-

ts, sans néanmoins qu'il soit dérogré aux lois et règlements relatifs à la juridiction des prud'hommes, — V. art. 3 de la loi.

ARRÊT.

* LA COUR, — Vu les art. 2 et 59, C. proc., et l'art. 10, L. 24 août 1790; — Attendu que les mineurs n'ont d'autres domiciles que ceux de leurs tuteurs; que la veuve Ducourneau, en s'engageant pour l'apprentissage de son fils, figurant comme principale obligée, et qu'il est reconnu qu'elle n'est pas domiciliée dans l'arrondissement de la justice de paix de Saint-Macaire; — Attendu qu'il ne s'agit, dans la cause, ni de délit ni de contravention à des règlements de police; que dès lors la veuve Ducourneau, placée sous l'empire du droit commun, au moment de son engagement, n'a pas pu, pour cause d'exception, être traduite ensuite devant une juridiction exceptionnelle, qui ne concerne que les contestations survenues entre les maîtres, ouvriers et gens de travail; — Qu'il soit de là que le jugement attaqué a fait une fautive application des art. 10, lit. 3, L. 24 août 1790, et 21, L. 22 germ. an 11, et expressément violé les art. 2 et 59, C. proc., et 9, lit. 3, L. 21 août 1790, qui déterminent la compétence des juges de paix, — Cassé, etc. »

Du 22 déc. 1855. — Ch. civ.

FAILLITE. — CRÉANCIERS. — INTERVENTION.

Bien que leurs créances soient vérifiées et affirmées, les créanciers d'un failli sont non recevables à intervenir individuellement dans les instances introduites, soit contre le failli, soit contre la masse de ses créanciers, et spécialement, dans l'instance introduite relativement à un compte de tutelle par le subrogé tuteur des enfants du failli contre celle-ci ou ses syndics (1). (C. comm., 494 et 504.)

Demiannay, banquier à Rouen, est tombé en faillite; il avait été depuis 1826, époque du décès de la dame Demiannay, investi de la tutelle de ses trois enfants.

Le subrogé tuteur des mineurs assigna devant le tribunal civil de Rouen, tant Demiannay que les syndics de sa faillite, à l'effet de rendre compte de la tutelle des mineurs. — Un jugement et un arrêt ordonnèrent la reddition du compte; ce compte fut présenté et affirmé devant le juge-commissaire.

Thuret et d'autres créanciers de la faillite demandent alors à intervenir dans l'instance en reddition de compte. — Le subrogé tuteur et les syndics de la faillite soutiennent l'intervention non recevable, les créanciers se trouvant représentés au procès par les syndics.

Un jugement du 12 déc. 1854 et un arrêt de la Cour de Rouen du 17 fév. 1855 accueillirent la fin de non recevoir proposée.

POURVOI en cassation par Thuret et consorts pour violation de l'art. 504, C. comm., en ce que l'arrêt attaqué leur a refusé le droit d'intervenir dans l'instance introduite par le subrogé tuteur des mineurs Demiannay, pour faire fixer et vérifier les sommes dues aux mineurs, à

raison de l'administration que le failli, leur père, avait eu de leurs biens. Le conseiller Brière-Vaigny, rapporteur, a présenté les observations suivantes : « La règle générale, en matière de faillite, c'est que, lorsque des syndics sont nommés, eux seuls doivent agir dans l'intérêt des créanciers dont ils sont les représentants. Une seule exception à cette règle est celle admise par l'art. 504, C. comm. Le créancier dont la créance a été vérifiée et affirmée peut assister à la vérification des autres créances, et fournir tous contredits aux vérifications faites ou à faire. En principe, une exception ne peut être étendue; le droit accordé aux créanciers dont la créance est vérifiée et affirmée doit donc être renfermé dans les bornes de cet article, et être appliqué à la seule opération dont il parle, la vérification des autres créances. — Cela posé, de quoi s'agit-il au procès? Est-ce d'une vérification de créance devant le juge-commissaire du tribunal de commerce, opération simple et peu dispendieuse, qui se borne ordinairement à l'examen du titre produit, pour savoir s'il émane réellement du failli, et si celui qui en est porteur justifie de son droit d'en réclamer le paiement? Non : il s'agit d'une instance introduite devant le tribunal civil pour obtenir un compte de tutelle. L'action est intentée, aux termes de la loi, contre les syndics des créanciers du tuteur failli. Les syndics représentent la masse des créanciers et le failli lui-même; eux seuls peuvent avoir les pièces et documents nécessaires pour établir le compte et répondre aux prétentions qui leur paraissent mal fondées. — Quand le compte sera arrêté et le reliquat fixé, les mineurs se présenteront à la faillite pour faire vérifier leur créance, et alors les autres créanciers reconnus pourront user de la faculté accordée par l'art. 504 d'assister à la vérification de la créance et de fournir des contredits. Voilà la marche naturelle et légale. — Si les créanciers croient que les syndics ne défendent pas convenablement les intérêts de la masse dans les actions intentées par la faillite ou contre elle, ce n'est pas par une intervention dans les différents procès qu'ils peuvent faire valoir leurs droits, mais par un référé au juge-commissaire de la faillite, conformément à l'art. 495, Code comm. »

ARRÊT.

* LA COUR, — Attendu que la faculté accordée par l'art. 504, C. comm., aux créanciers d'une faillite dont les créances ont été vérifiées et affirmées, d'assister à la vérification des autres créances et de fournir tous contredits aux vérifications faites ou à faire, ne peut être exercée que devant le tribunal de commerce; que ni cet article ni aucune disposition de la loi n'autorise les créanciers à intervenir individuellement dans les instances introduites, soit contre le failli, soit contre la masse de ses créanciers; — Que les créanciers sont représentés dans ces instances par les syndics de la faillite, conformément à l'art. 494, C. comm., et que, s'ils croient avoir à se plaindre des syndics, ils peuvent, suivant l'art. 495, même Code, en ré-

(1) F. Paris, 25 mars 1824, et Colmar, 4 juill. 1831.

térer au juge-commissaire de la faillite; que la Cour royale, en rejetant l'intervention des demandeurs dans l'instance en reddition de compte de tutelle introduite par le subrogé tuteur des mineurs Demianay, instance dans laquelle les syndics de la faillite de Demianay représentaient la masse des créanciers de cette faillite, a fait l'application de ces principes, et n'a violé aucune disposition de loi. — Rejette, etc. »

Bu 22 déc. 1855. — Ch. req.

ENREGISTREMENT. — COMMAND. — DATE CERTAINE. — PREUVE TESTIMONIALE. — QUASI-DÉLIT. — PÉAGE. — COMMENCEMENT. — REGISTRE. — AVEU. — INDIVISIBILITÉ.

La date de l'enregistrement d'un acte fait foi que cet acte n'a été présenté à la formalité que le jour même où il a été enregistré (1).

En matière de délit ou de quasi-délit, la preuve testimoniale n'est admissible que lorsque, le fait qualifié tel étant prouvé et reconnu, il ne s'agit plus que de l'appliquer, d'en rechercher les conséquences, et d'apprécier les dommages-intérêts qui peuvent en résulter. (C. civ., 1348.)

Spécialement, l'individu poursuivi en paiement d'un droit proportionnel à raison d'une déclaration de command enregistrement plus de vingt-quatre heures après l'infraction ne peut être admis à prouver par témoins que l'acte a été déposé dans le délai de vingt-quatre heures, et que, conséquemment, le retard apporté à son enregistrement est la suite d'une négligence qui, de la part du receveur, constitue un quasi-délit.

Les registres du receveur de l'enregistrement constatant qu'une déclaration de command a été enregistrée moyennant le droit fixe ne peuvent être considérés comme contenant un commencement de preuve par écrit que l'acte a été réellement présenté à l'enregistrement dans le délai de vingt-quatre heures du jour de l'adjudication (2). (C. civ., 1347; L. 23 frim. an 7.)

Du moins, l'arrêt qui le décide ainsi n'encourt point la censure de la Cour de cassation.

Lorsqu'un aveu porte sur deux faits distincts et indépendants l'un de l'autre, les juges peuvent, sans violer le principe de l'indivisibilité de l'aveu, admettre l'un de ces faits et rejeter l'autre (3). (C. civ., 1356.)

Arrêts de la Cour d'Orléans des 30 sept. 1852 et 12 juin 1853.

POURVOI par les héritiers Bidault contre ce dernier arrêt. — 1° Violation des art. 1317 et 1319, C. civ.; fausse application de l'art. 1322, même Code; aux termes de l'art. 1319, C. civ., était-on à l'appui de ce moyen, l'acte authentique fait foi de sa date jusqu'à inscription de faux. Ainsi, rien ne pouvait effacer au procès ce fait constant, à savoir que la déclaration de command avait été reçue le 24 juin 1829. Il est vrai que le registre de Texier énonce expressé-

ment que cet acte n'a été enregistré que le 25 juin, et l'arrêt attaqué en tire la conséquence que, jusqu'à preuve contraire, elle est censée n'avoir été présentée réellement à l'enregistrement qu'à cette date; c'est là une erreur de droit manifeste quant aux effets de la preuve littérale. La mention de l'enregistrement ne prouve qu'une seule chose, c'est que l'acte a été enregistré à la date qu'elle indique, mais elle ne prouve rien quant à la date de la présentation. Il résulterait du principe posé par l'arrêt que tout acte est enregistré à l'instant même de sa présentation, ce qui n'est pas vrai, ce qui n'est ni pratiqué ni praticable; la mention d'enregistrement, en l'assimilant à l'acte sous seing privé reconnu par ceux auxquels on l'oppose, est probative du fait qu'elle énonce, c'est-à-dire de la date de l'enregistrement, mais insignifiante quant au fait de la présentation de l'acte, qui peut être d'une date antérieure.

2° Violation des art. 1382, 1383 et 1348; fausse application de l'art. 1341. — Le principe posé par l'art. 1341, qu'il doit être passé acte de toutes choses excédant 150 fr., reçoit, aux termes de l'art. 1348, exception quand il s'agit d'une obligation qui naît d'un délit ou d'un quasi-délit; or, dans l'espèce, il s'agissait d'un oubli attribué à Texier, c'est-à-dire d'un quasi-délit; l'arrêt attaqué ne devait donc pas refuser de se livrer à l'appréciation des présomptions qui pouvaient prouver l'existence de ce quasi-délit. En le faisant, il a violé les articles précités.

3° Autre violation de l'art. 1348, § 1^{er}. — La règle prohibitive de la preuve testimoniale reçoit encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au demandeur de se procurer une preuve littérale (art. 1348). Il suffit que l'impossibilité soit, dans ce cas, morale et relative (Toullier, t. 9, n^{os} 159, 200, 201, 202, et 203). « Le Code », dit ce savant jurisconsulte, par les exemples qu'il donne, fait assez connaître qu'il n'exige pas d'impossibilité absolue, mais une impossibilité morale, une grande difficulté locale ou momentanée, un grand embarras. » Or, il est évident que l'impossibilité morale et relative dont parle Toullier existait dans l'espèce. Le notaire n'a pas pu se procurer une preuve écrite du jour de la présentation de l'acte. En vain parle-t-on de notification; il est notoire que, dans l'usage, jamais cette notification n'a lieu, et que le simple dépôt la supplée. En vain dirait-on encore que le notaire eût pu exiger un reçu; cette délivrance de récépissé de la part du receveur est impossible, et doit paraître telle quand on songe au grand nombre d'actes qui sont apportés dans certains bureaux, à l'encombrement qui y est causé par l'affluence du public, à la multitude de travaux et de détails qui sont imposés au receveur. Le dépôt momentané de l'acte est en quelque sorte un dépôt nécessaire, dont la preuve testimoniale est toujours admissible.

(1) F. Rigaud et Champagnière, *Traité des droits d'enreg.*, t. 1, n^{os} 50 et suiv.

(2) F. conf. Orléans, 12 juin 1853.

(3) F. conf. Cass., 30 juin-8 août 1826, 6 fév.

1838, et la note; Douai, 13 mai 1836. — F. aussi Cass., 8 juv. 1839; — Merlot, *Quest.*, v^o *Confession*, § 2, et Toullier, *Droit civ.*, t. 18, n^{os} 356 et suiv.

sible, parce que le déposant n'a pas eu, moralement parlant, la facilité de s'en procurer une preuve écrite.

4^e Violation de l'art. 1347. — La preuve testimoniale et conséquemment les présomptions étaient admissibles dans l'espèce : car il existait un commencement de preuve par écrit résultant de l'enregistrement au droit fixe. De la part du receveur, ne percevoir que le droit fixe, n'était-ce pas reconnaître que la déclaration de command avait été présentée en temps utile.

5^e Violation de l'art. 1356. C. civ. ; des articles 1085, 1341, 1347, 1348 et 1355, même Code. Ce moyen était dirigé contre le chef de l'arrêt relatif à Ernoul. — Aucune preuve écrite, disaient-ils, ne prouvait le mandat donné par Ernoul à Bidault : on était donc obligé de s'en rapporter à l'aveu de Bidault, avec indivisibilité. Or, Bidault avouait bien avoir reçu mandat de porter l'acte à l'enregistrement, mais en même temps il déclarait avoir accompli son mandat en faisant son dépôt le 24 juin. L'arrêt ne pouvait donc, sans violer le principe de l'indivisibilité de l'aveu, en admettre la première partie et rejeter la seconde. Pour Texier on a répondu : 1^{er} les articles 1317, 1319 et 1323 n'ont pas été violés, en ce que l'arrêt attaqué décide que la mention d'enregistrement à la date du 25 juin prouvait que l'acte avait été présenté ce même jour, puis que le fait de l'enregistrement constitue un acte authentique, lequel fait foi par lui-même, surtout en l'absence de toute preuve contraire.

2^o Il est vrai que l'art. 1348 dispose que les règles prohibitives de la preuve testimoniale reçoivent exception pour le cas où il s'agit d'obligations qui naissent de quasi-délits ; mais comment cela doit-il être compris ? Faut-il décider que, toutes les fois que le créancier alléguera l'existence d'un quasi-délit, la preuve testimoniale sera admissible ? Non, sans doute, car alors l'art. 1348 donnerait aux parties le pouvoir dangereux d'é luder les règles rigoureuses dans lesquelles le Code civil a renfermé la preuve testimoniale. Aussi les auteurs les plus recommandables (voy. Merlin, *Question de droit*, v. *Suppression de titre*, p. 155 et 159; Toullier, t. 9, n^o 147 et 245) établissent-ils que la preuve testimoniale n'est admissible en cette matière que lorsque les faits à prouver ne sont plus que la suite ou la conséquence d'un fait originaire bien constaté. — Ainsi, en matière d'état, la preuve testimoniale n'est admissible sur le fait de la suppression d'état que lorsque l'état est prouvé par écrit. En matière de violation de dépôt, la preuve testimoniale ne doit être accueillie sur le fait de la violation que lorsque le dépôt est bien et dûment prouvé préalablement. Or, en faisant à l'espèce l'application de ces principes, on arrive à cette conséquence que le fait du non-enregistrement le jour de la remise de l'acte (fait qui constituerait le quasi-délit) ne pourrait être prouvé par témoins qu'autant que le fait de la remise le 24, et non le 25, serait préalablement établi par écrit. Mais cela n'a pas lieu, puisque c'est précisément pour démontrer l'existence de ce dernier fait que Bidault invoque la preuve testimoniale : on ne se trou-

vait donc nullement dans le cas prévu par l'article 1348.

3^o Sur le troisième moyen tiré de l'impossibilité où se trouvait Bidault de se procurer une preuve écrite du dépôt de la déclaration de command, il n'y a eu impossibilité ni physique ni morale. En supposant que le receveur ne pût remplir sur-le-champ la formalité de l'enregistrement, Bidault avait le moyen de se procurer une preuve écrite, soit en demandant un récépissé, soit en faisant au receveur la notification prévue par la loi. — Dans tous ces cas, l'appréciation des impossibilités morales échappe à la censure de la Cour suprême.

4^o La question de savoir si le registre du receveur présentait ou non un commencement de preuve par écrit, de nature à faire admettre la preuve testimoniale, rentrait entièrement et exclusivement dans le domaine des juges du fond, et ne saurait être examinée par la Cour de cassation (Toullier, l. 9, n^o 133; Duranton, t. 15, n^o 344).

5^o On a répondu pour Ernoul qu'il n'y avait pas eu violation du principe de l'indivisibilité de l'aveu, parce qu'en réalité la déclaration de Bidault, portant sur deux faits bien distincts et indépendants l'un de l'autre, savoir, le mandat et son exécution, avait, à proprement parler, constitué deux aveux, dont l'un pouvait être accepté et l'autre rejeté.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen : — Attendu que l'arrêt attaqué n'a porté atteinte à aucun acte authentique, soit privé, émané de Texier; qu'au contraire, en jugeant que la notification de la déclaration de command était de la date précise à laquelle elle était inscrite sur le registre du receveur, l'arrêt s'est conformé à la seule preuve écrite que présentaient les faits ; — Sur les deuxième et troisième moyens : — Attendu que si la preuve testimoniale en matière de délit ou de quasi-délit est admissible, c'est seulement lorsque, le fait du délit ou de quasi-délit étant prouvé ou reconnu, il ne s'agit plus que de l'appliquer, d'en rechercher les conséquences et de condamner aux dommages-intérêts qui peuvent en résulter ; qu'entendre autrement le cas d'admissibilité à la preuve testimoniale, ce serait porter atteinte au principe fondamental et prédominant qui prohibe en matière civile la preuve testimoniale au-dessus de 150 fr. ; — Sur le quatrième moyen : — Attendu qu'en refusant de voir dans l'inscription sur le registre qui portait la date du 25 juin un commencement de preuve écrite du fait que la présentation de l'acte aurait été faite le 24 juin, l'arrêt attaqué n'a fait que se conformer au fait lui-même; qu'à la vérité, en donnant à l'enregistrement cette date du 25 juin, le receveur commettait ensuite une erreur sur la quotité du droit; mais que cette erreur ne pouvait atténuer ni changer l'inscription précise du 25, précédée et suivie d'autres inscriptions de la même date, qui était l'énoncé du fait lui-même, dont la quotité du droit exprimée n'était qu'une conséquence erronée ; — Que ce serait là un débat sur un fait

ou sur deux parties du même écrit qui auraient pu paraître se contrarier, et qu'il était du domaine de la Cour royale de juger souverainement; — Attendu, au surplus, qu'il est de principe que l'appréciation des commencements de preuve par écrit, ou des présomptions plus ou moins décisives, est également du domaine des Cours et tribunaux; — Sur le cinquième moyen: — Attendu que rien n'annonçait que l'aveu de Bidault ait été divisé; qu'en cas même de doute sur l'interprétation, il y aurait eu lieu à l'appréciation d'une déclaration équivoque qui ne saurait donner ouverture à cassation, — Rejette, etc. »

Du 23 déc. 1854. — Ch. civ.

EFFET DE COMMERCE. — PROTÉT. — DISPENSE. — CONVENTION. — ORDRE PUBLÉ.

Les parties peuvent, par des conventions particulières, se dispenser des formalités prescrites par le Code de comm. relativement aux poursuites à exercer en cas de non-paiement des billets à ordre à leur échéance (1). Spécialement, si, par un acte d'ouverture de crédit, deux négociants sont convenus que le créancier ne pourrait exercer aucune poursuite contre le crédité, faute de paiement aux échéances des billets fournis par celui-ci, il suit de là que le créancier, porteur des billets, n'est pas garant envers le crédité, de la déchéance encourue par le défaut de protêt.

En conséquence, le crédité n'est pas fondé à demander que les billets ne soient pas portés au compte du crédit comme argent comptant.

Par un acte notarié du 18 juill. 1826, Binet ouvrit à Gentil un crédit de 100,000 fr. pour la garantie duquel il prend hypothèque spéciale sur les immeubles de ce dernier.

D'après cet acte, le remploi de fonds devait avoir lieu selon les besoins, soit sur des billets de Gentil, soit sur des valeurs négociables. De là, il résultait que Gentil se trouvait obligé par un double titre, c'est-à-dire et par l'acte notarié et par les billets. Enfin il fut stipulé qu'à défaut de paiement des billets fournis par Gentil, Binet ne pourrait diriger aucune poursuite contre celui-ci.

Le 15 nov. 1826, décès de Binet.

Les 20 et 21 déc. suivants, nouvel acte entre les héritiers de ce dernier et Gentil, portant prorogation du crédit.

Alors, les héritiers Binet avaient entre leurs mains deux billets de 5,000 fr. chacun, souscrits par Requier, au profit de Chaumont qui les avait tous deux, par un ordre en blanc, passé à Gentil, de qui Binet les tenait.

Ces deux billets payables fin 1826, ne furent point acquittés, et les héritiers Binet ne les firent point protester.

En 1827, arrêté de compte général entre les parties : les héritiers Binet refusent de com-

prendre, dans les sommes à eux payées, les deux billets de 5,000 fr. Le compte est apuré sous toutes réserves de la part de Gentil. Toutefois les héritiers Binet ayant conservé, jusqu'à concurrence de 10,000 fr., l'inscription hypothécaire prise par leur auteur, Gentil les assigna pour en obtenir la mainlevée.

Les héritiers Binet s'y opposent en prétendant que Gentil devrait être déclaré personnellement débiteur, à leur égard, du montant des deux billets Requier, quoique non protestés, par le motif qu'ils avaient été dispensés de toute poursuite, ce qui emportait dispense de protêt.

Le 21 avril 1830, jugement du tribunal civil de la Seine, qui déclare Gentil mal fondé dans sa demande en radiation des hypothèques grevant ses immeubles : — « Attendu que par acte du 18 juill. 1826, Binet avait donné à Gentil un crédit jusqu'à concurrence de 100,000 fr., pour lequel Gentil donna hypothèque sur ses immeubles, dont il demande aujourd'hui la mainlevée.

« Attendu que, par l'acte du crédit, il avait été stipulé que Binet ne dirigerait aucune poursuite contre Gentil à défaut de paiement des billets dont la valeur lui serait fournie, mais qu'ils seraient par lui reçus en compte comme argent;

« Attendu que les parties reconnaissent que, sur les avances faites en vertu du crédit dont il s'agit, il ne reste en litige qu'une somme de 10,000 fr., montant de deux billets à ordre passés par Gentil à Binet, et qu'il n'a pas fait protester faute de paiement aux échéances;

« Attendu que les deux billets ont été souscrits par Requier, ordre Chaumont, endossés en blanc par celui-ci, et passés par Gentil à l'ordre de Binet;

« Attendu qu'un endossement en blanc ne vaut que comme procuration, et que, par conséquent, il n'y avait lieu à la dénonciation du protêt ni à l'égard de Chaumont, qui n'était pas un véritable endosseur, ni à l'égard de Gentil, puisqu'aux termes des conventions des parties, aucune poursuite ne devait avoir lieu contre lui.

« Attendu que Gentil peut encore exercer aujourd'hui son recours contre Requier; que le défaut de protêt, motivé sur l'insolvabilité du souscripteur, ne lui a fait aucun tort;

« Qu'il paraît que Gentil en avait été instruit avant l'échéance; que, dans tous les cas, il l'était, les 24 et 26 fév. 1827, lors du règlement de compte avec les héritiers Binet, puisqu'il se réserve la prétention de les rendre responsables du montant desdits billets, faute de protêt et de dénonciation;

« Que ce refus de la part de Gentil, de recevoir comme argent les billets dont il avait touché la valeur, était mal fondé, puisque aucune dénonciation de protêt n'aurait dû être faite, et que le défaut de protêt ne lui enlevait pas son recours contre le souscripteur;

(1) *F. conf. Cass.*, 20 juin 1827. — Spécialement ce qui concerne les mots *retour sans frais*. — *F. Augers*, 15 juin 1831; *Cass.*, 8 avril 1834; Paris, 24 janv. 1835; Limoges, 28 janv. 1835; — Par-

dessus, *Droit comm.*, n° 425; Nougier, *Lettre de change*, n° 53. — *F. cependant* Horon, *Quest. sur le droit commun*, quest. 32 et suiv.

» Que cette circonstance pouvait tout au plus motiver une demande d'intérêts d'un mois et quelques jours, pour indemniser Gentil de ceux que le protêt aurait fait courir contre Requier depuis l'échéance des billets au jour de l'arrêt de compte avec les héritiers Binet, mais ne pouvait jamais servir de moyen pour refuser des billets qu'il était obligé de prendre en compte comme argent. »

Appel par Gentil. — Le 8 juill. 1850, arrêt de la Cour de Paris, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

POURVOI par Gentil, pour violation des articles 161, 164, 165, 168 et 175, C. comm., en ce que l'arrêt attaqué avait validé une stipulation particulière emportant renonciation à l'exercice de formalités prescrites dans un but d'ordre et d'intérêt général.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que s'il est vrai, en matière commerciale, que les tribunaux ne peuvent affranchir les parties de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, il est également vrai qu'ils doivent assurer l'exécution des conventions intervenues entre les parties, et par lesquelles elles auraient, dans leur intérêt privé, stipulé la dispense de certaines formalités; — Attendu que la Cour royale, en adoptant les motifs du tribunal de première instance, a reconnu en fait, qu'il avait été expressément convenu, par acte authentique du 18 juill. 1820, entre Gentil et Binet, que ce dernier n'exercerait aucune poursuite contre Gentil à défaut de paiement à leurs échéances, des billets que celui-ci lui avait remis, dans lesquels étaient compris les deux billets de 5,000 fr. chaque souscrit par Requier; que même on avait compris, dans le compte, les intérêts de ces deux billets après leurs échéances; enfin, que le défaut de protêt de ces mêmes billets n'avait causé aucun préjudice à Gentil, qui avait conservé son recours contre Requier, souscripteur; — Qu'en décidant, d'après ces faits, que Gentil n'était pas fondé à exciper du défaut de protêt des billets dont il s'agit, l'arrêt attaqué a fait une juste application des principes et n'a violé aucune des dispositions de loi invoquées. — Rejette, etc. »

Du 25 déc. 1855. — Ch. req.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — QUALITÉS. — MENTION. — CONCLUSIONS.

Un arrêt doit être réputé contradictoire, lorsque les qualités énoncent que les avoués des parties ont conclu et que les parties ont été ouïes après avoir renouvelé leurs conclusions, encore bien qu'il ne contienne pas copie textuelle des conclusions : dès lors, il ne peut par là y être formé opposition (1).

Une telle mention dans les qualités d'un jugement suffit pour remplir le vœu de l'art. 141, qui exige que le jugement contienne les conclusions des parties (2).

(1) F. Besançon, 17 janv. 1811.

(2) F., sur la question de savoir si les énonciations prescrites par l'art. 141, C. proc., sont subs-

Un arrêt du 25 janv. 1855, de la Cour de Besançon, a débouté Moser et les syndics provisoires de la faillite de ce dernier de l'appel par eux relevé d'un jugement rendu par le tribunal de Montbéliard. — Moser a formé opposition à ce jugement.

Le 18 fév. 1855, arrêt qui rejette cette opposition : — « Attendu que, le 23 janv. 1855, Jean Moser et les syndics de la faillite, représentés par l'avoué Éloy Brocard, comparurent, prirent des conclusions au fond; que, sur la demande de toutes les parties, jonction fut faite de deux appellations alors portées devant la Cour; que les causes furent ensuite classées; que, le 23 janvier, il comparut encore, conjointement avec les syndics de la faillite, par le même avoué; que jonction fut encore faite, en tant que de besoin, des appellations déjà jointes par arrêt; que les parties déduisirent ensuite leurs moyens; que le ministère public fut entendu après les plaidoiries; que Moser, sur sa demande, fut autorisé à remettre des notes, mais ne le fit pas; qu'en cet état, l'arrêt intervenu fut contradictoire. »

POURVOI de Moser pour violation des articles 141, 145, 149, 157 et 345, C. proc., en ce que l'opposition contre l'arrêt du 23 janv. 1855 a été déclarée non recevable, quoique cet arrêt ne contienne nulle part l'insertion textuelle des conclusions qui auraient été prises par lui, et violation de l'art. 141, C. proc., en ce que l'arrêt du 23 janv., à supposer même qu'il dû être envisagé comme contradictoirement rendu à l'égard de Moser, est nul en la forme, faute de transcription de toute espèce de conclusions de la part de ce dernier.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation des art. 141, 145, 149, 157 et 345, C. proc.: — Attendu que l'arrêt du 23 janv. 1855 énonce, dans les qualités, « les avoués des parties ont conclu; que les parties ont été ouïes après avoir renouvelé leurs conclusions; » que le second arrêt du 18 fév. 1855 déclare que l'arrêt précédent fut évidemment contradictoire, et qu'il y a lieu, dès lors, de débouter Moser de son opposition; qu'ainsi, il a été satisfait aux dispositions du Code de procédure; — Sur la violation de l'article 141, C. proc.: — Attendu que les motifs ci-dessus énoncés écartent aussi ce moyen, — Rejette, etc. »

Du 25 déc. 1855. — Ch. req.

COUR D'ASSISES. — PRÉSIDENT. — POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE. — COMMUNICABILITÉ.

Le pouvoir discrétionnaire du président de la Cour d'assises étant personnel et incommunicable, il y aurait nullité si la Cour d'assises avait ordonné la lecture de la déposition écrite d'un témoin absent, encore bien

stantielle, et si leur omission emportait nullité. Rouen, 27 janv. 1834, et la note, et Lyon, 22 juill. 1829, et le renvoi; Bruxelles, Cass., 5 août 1850.

que le président eût lui-même exécuté son arrêt (1). (C. crim., 268 et 269.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 268 et 269, Code crim.; — Attendu que les pouvoirs conférés par ces dispositions aux présidents des Cours d'assises sont incommunicables, puisque la loi en charge leur honneur et leur conscience; qu'elle ne s'en remet qu'à leur discrétion et leur prudence pour le cas où il peut être utile à la manifestation de la vérité de déroger par la lecture des dépositions écrites des témoins absents ou décédés, à la règle générale du débat oral dans lequel le jury doit puiser sa conviction; — Et attendu que, dans l'espèce, le procès-verbal constate qu'à raison de l'absence du témoin Chahout, le procureur du roi a conclu qu'il fût passé outre aux débats, attendu l'impossibilité constatée où se trouvait ce témoin de se présenter aux débats; que les accusés ne se sont pas opposés à cette demande; sur quoi la Cour d'assises a ordonné qu'il serait passé outre aux débats; mais que la déposition de Chahout devant le juge commis rogatoirement serait lue par le greffier, et que la lecture de cette déposition a été immédiatement faite par le greffier; — Attendu que cette lecture a été une usurpation sur les pouvoirs du président, qu'elle a essentiellement vicié les débats et tout ce qui s'en est suivi, — Casse, etc. »

Du 24 déc. 1835. — Ch. crim.

INFANTICIDE. — ENFANT NOUVEAU-NÉ.

L'homicide volontaire d'un enfant nouveau-né ne constitue le crime d'infanticide qu'autant qu'il a été commis au moment et dans un temps très-rapproché de la naissance (2). (C. pén., 300, 302 et 304.)

Ainsi, le meurtre d'un enfant qui a déjà atteint l'âge de trente et un jours ne peut pas être qualifié infanticide.

Après avoir allaité pendant un mois son enfant nouveau-né sans en déclarer la naissance à l'officier de l'état civil, la fille Demange le précipita dans la rivière. Condamnée comme coupable d'infanticide par arrêt de la Cour d'assises de la Meurthe, elle s'est pourvue en cassation.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la loi, en qualifiant d'infanticide et en punissant d'une peine plus forte le meurtre d'un enfant nouveau-né, n'a eu en vue que l'homicide volontaire commis sur un enfant au moment où il vient de naître, ou dans un temps très-rapproché de celui de sa naissance; — Que ces dispositions ne peuvent être étendues au meurtre d'un enfant qui a déjà atteint l'âge de 31 jours, et dont par conséquent la naissance, si elle n'a été légalement constatée, n'a pu, du moins le plus souvent,

rester entièrement inconnue; — Que cette extension répugne et à la lettre de l'art. 300, C. pén., et à l'esprit de la législation sur l'infanticide, qui n'a voulu protéger par un châtiment plus sévère la vie de l'enfant que lorsqu'il n'est pas encore entouré des garanties communes, et que le crime peut effacer jusqu'aux traces de la naissance; — Attendu, en fait, que Marie Demange a été reconnue coupable avec des circonstances atténuantes, d'avoir homicide volontairement un enfant dont elle était accouchée le 21 juin précédent; qu'au lieu de lui appliquer, sous la modification de l'art. 463, C. pén., la peine du meurtre, la Cour d'assises a prononcé contre elle sous la même modification la peine d'infanticide; en quoi elle a fausement appliqué l'art. 304, même Code, — Casse etc. »
Du 24 déc. 1835. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — AUDIENCE. — HEURE. — PIÈCES. — REMISE. — TÉMOIN. — AGR. — PRÉSIDENT. — POUVOIR DISCRETIONNAIRE. — JURY. — AVERTISSEMENT. — VOTE.

La loi ne fixant pas les heures où les débats d'une affaire peuvent être commencés, il ne peut résulter aucun moyen de nullité de ce qu'ils auraient eu lieu à une heure inaccoutumée, alors que les énonciations du procès-verbal ne laissent aucun doute sur la publicité de l'audience.

L'accusé ne peut se plaindre du défaut de mention dans le procès-verbal de la remise des copies dont parle l'art. 305, C. crim., s'il n'articule même point que cette remise ne lui a point été faite; la loi ne prescrit point la mention de cette remise (3).

Le témoin qu'en vertu de son âge le président a dispensé du serment n'est point par cela même écarté du débat; dès lors, cette mesure du président ne contient aucune violation de la loi.

L'accusé ne peut se plaindre de la violation de l'art. 269, C. crim., alors qu'il n'articule point que le président ait usé du pouvoir que lui donne cet article, que le procès-verbal ne le mentionne pas, et qu'il en résulte au contraire qu'il n'y a eu d'entendus aux débats que les témoins signifiés à l'accusé. (C. crim., 269.)

Il suffit que les avertissements exigés par les art. 345 et 346, C. crim., aient été donnés aux jurés par le président; la loi ne prescrit rien de plus, et n'ordonne point notamment qu'il soit justifié que les jurés ont voté au scrutin secret (4).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'aucun article du Code crim. ne fixe les heures où les débats d'une affaire peuvent être commencés, et que, dans l'espèce, les énonciations du procès-verbal ne laissent aucun doute sur la publicité de l'audience du 28 nov., laquelle, au surplus, n'a eu

point comprendre les formalités antérieures à l'ouverture des débats.

(4) La loi du 13 mai 1836 a prescrit le mode du vote au scrutin secret.

(1) F. conf. Cass., 14 fév. 1835.

(2) F. Liège, 30 juin 1822, et la note.

(3) On la constate ordinairement par le récépissé de l'accusé ou de son défenseur. Quant au procès-verbal prescrit par l'art. 373, C. crim., il ne doit

pour objet que d'amener l'affaire jusqu'à l'audition des témoins exclusivement ; — Attendu que le réclamant n'articule pas que les copies de pièces dont parle l'art. 305, C. crim., ne lui aient pas été remises, et que, dès lors, il ne peut y avoir violation de cet article qui ordonne la remise de ces pièces, mais ne prescrit pas la mention de cette même remise ; — Attendu que le témoin Martin n'a pas été écarté du débat, et qu'en disant qu'en raison de son âge demoiselle de quinze ans il ne prêterait pas serment, le président n'a fait que se conformer aux dispositions de l'article 79, C. crim. ; — Attendu, que l'art. 209, C. crim., ne peut avoir été violé, puisque le réclamant n'articule pas d'une manière positive que le président ait fait entendre aucun témoin en vertu de son pouvoir discrétionnaire ; que le procès-verbal n'indique l'audition d'aucun témoin de ce genre, et qu'au contraire il résulte de ce procès-verbal qu'il n'y a eu d'entendus aux débats que les vingt et un témoins signifiés à la requête du ministère public, à l'exception de Louis Coize, dont les excuses ont été admises ; — Attendu que les avertissements exigés par les art. 345 et 346, rectifiés par la loi du 9 sept. 1855, ont été donnés aux jurés par le président ; que la loi ne prescrit rien de plus, et qu'en particulier elle n'ordonne pas qu'il soit justifié que les jurés aient voté au scrutin secret, — Rejette, etc. »

Du 24 déc. 1855. — Ch. crim.

AVEU. — INDIVISIBILITÉ. — MANDAT. —
COMMERCANT. — REGISTRE.

Lorsque la preuve du mandat donné à un négociant de vendre certaines marchandises ne résulte que de son aveu, les juges ne sont point tenus, sous peine de violer le principe de l'indivisibilité de l'aveu judiciaire, de s'en rapporter à sa déclaration, à la fois pour le fait du mandat, pour son exécution, et pour la fixation du montant de la vente qui en a été la suite (1). (C. civ., 1356.)

Au contraire, l'obligation de rendre compte étant la conséquence légale du mandat, et la preuve existant, dès lors, à cet égard, indépendamment de l'aveu, on peut, en adoptant la déclaration quant au mandat, puiser ailleurs, quant à son exécution, des éléments de conviction.

On doit le décider ainsi, surtout si ce même négociant qui s'est avoué comptable du produit des marchandises a commencé par reconnaître devoir rendre compte de la vente ou de l'emploi qu'il en a fait, et n'a songé que plus tard, après jugement qui lui enjoignait d'appuyer son compte de pièces justificatives, à faire déclaration pure et simple d'un prix et à invoquer le principe de l'indivisibilité de l'aveu.

L'art. 8, C. comm., qui enjoint aux négociants d'insérer sur leurs livres les opérations de leur commerce, et généralement tout ce qu'ils reçoivent et payent à quelque titre que ce soit, est applicable au cas où ils agissent

dans l'intérêt de tiers dont ils sont mandataires (2).

Spécialement, le silence des livres d'un négociant relativement au prix de vente de marchandises appartenant à un tiers doit être regardé comme une preuve de défaut absolu de justification, qui autorise les tribunaux à se décider d'après les documents qui leur sont fournis par le mandant.

David Bér étant tombé en faillite, Lipmann voulut racheter toutes les créances qui pesaient sur lui. Cette négociation fut confiée à Mayer David, qui s'en acquitta avec succès. Aucun acte ne constata le mandat qui lui avait été donné.

Mayer David avait fait des avances dont il devait lui être tenu compte. Pour y parvenir, David Bér et Lipmann lui adressèrent, sans facture, deux cents vingt-neuf pièces de calicot et cent quarante kilogrammes de coton, avec mission de les vendre et d'en percevoir le prix sauf à compter.

Il est important de remarquer que Mayer David, bien que négociant, ne mentionna sur ses livres ni la réception des marchandises, ni leur valeur, ni le produit des ventes qu'il en fit.

Lors du règlement, les parties ne purent s'accorder sur la valeur des marchandises. Mayer David la fixait à 7,925 fr. ; Bér et Lipmann, au contraire, pensaient qu'elle devait être portée à 9,891 fr. 75 c. pour les tissus, et à 500 fr. pour les cotons.

Au reste, Mayer David ne niait nullement avoir reçu ces marchandises, et il reconnaissait être, en qualité de mandataire, soumis à l'obligation de rendre compte.

Cette obligation lui fut en effet imposée par un jugement du 28 août 1850, qui ordonna, avant faire droit, que David serait tenu de présenter à Bér et Lipmann un compte appuyé de pièces justificatives des dépenses et recettes concernant le rachat des créances et vente de tissus et cotons qu'il a pu faire pour leur compte, et qui portait en outre ce qui suit : — « Attendu qu'il est avoué par Salomon-Mayer David que c'est par ordre et pour compte de Lipmann qu'il s'est rendu acquéreur de tous les titres de créances qui existaient contre David Bér ;

« Attendu que c'est par suite de conventions intervenues entre le même Salomon-Mayer David, d'une part, et Lipmann de l'autre, que trois cents pièces, tant calicots que percales et mousselines, et cent quarante-six kilogrammes de coton filé, ont été remis à Mayer David, qui reconnaît devoir rendre compte de la vente et de l'emploi qu'il en a fait, etc., etc. »

A l'appui de son allégation relative à la valeur des marchandises, Mayer David ne put apporter aucunes pièces justificatives, puisque ses livres n'en faisaient pas mention.

Un jugement définitif du 2 juin 1852 accueillit le système de Bér et de Lipmann, fixa la dépense à 8,065 francs 10 centimes, et la recette à 10,618 fr. 37 c., et déclara Mayer David reliquataire de la différence.

(1) *P. Cass.*, 25 août 1851. — *P.* aussi la note sous *Cass.*, 8 août 1850.

(2) *P. Cass.*, 25 oct. 10, et *Cass.*, 24 juin 1838.

Appel. — La Cour de Nancy, par arrêt du 26 juin 1855, confirma ce jugement sur les chefs suivants : — « Attendu, sur la recette et les quatrième et cinquième griefs, que c'est ici particulièrement que l'appelant a à s'imputer d'avoir non-seulement négligé les précautions que la prudence lui dictait en sa qualité de mandataire, mais violé les obligations que la loi lui imposait en sa double qualité de négociant et de mandataire : comme négociant, il devait tenir des livres indiquant jour par jour tout ce qu'il recevait ou payait à quelque litre que ce fût ; et comme mandataire, il était tenu de rendre compte de sa gestion, et de faire raison au mandant de tout ce qu'il avait reçu en vertu de sa procuration : c'est donc par une faute inexcusable qu'il se trouve hors d'état de produire, à l'appui de son compte, les preuves qui lui étaient demandées par le jugement du 28 août 1850. C'est en vain qu'il dira que les tissus et les cotons lui sont parvenus sans facture, et qu'on s'est livré entièrement à sa bonne foi. C'est en vain qu'il dira que les tissus et cotons étaient de la dernière qualité, et qu'il produira des prix courants pour justifier la mévente qu'il en a faite. C'était dans les livres qu'on devait trouver l'indication des personnes à qui il avait vendu et du prix qu'il en avait reçu. C'est donc avec juste raison que le tribunal, dans l'impossibilité où il se trouvait de faire apprécier par des experts les tissus et cotons dont est question, et prenant pour base de sa décision les prix courants fournis par les intimés, a fixé la recette relative aux tissus à la somme de 9,974 fr. 37 c., et celle relative aux cotons à la somme de 616 fr. »

POURVOI de Mayer David. — 1^o Violation de l'art. 1556, C. civ. Aux termes de cet article, disait-on à l'appui du pourvoi, l'aveu judiciaire est indivisible. Lorsque la preuve d'une obligation ne résulte que de l'aveu, on ne peut, en le considérant, considérer comme constante l'obligation, et rejeter la partie de la déclaration qui s'applique à l'exécution de cette obligation. (Ces principes élémentaires sont professés par Toullier, t. 10, n° 339; Pothier, des Obligations, n° 883.) Or, dans l'espèce, la preuve de l'envoi des marchandises par Bér et Lipmann à Mayer David, du mandat de les vendre, et conséquemment de l'obligation où ce dernier se trouvait de rendre compte, ne résultait que de son aveu. On devait donc admettre en même temps la partie de cet aveu qui se rattachait à l'exécution du mandat. En ne le faisant pas, l'arrêt attaqué a violé l'art. 1556.

2^o Fausse application de l'art. 8, C. comm. C'est à tort, disait-on, que l'arrêt attaqué a fait à l'espèce l'application de cet article. L'obligation qui y est écrite pour le négociant de porter ses opérations sur ses livres ne peut raisonnablement s'entendre que de celles qui sont relatives à son commerce, et non de toutes les dépenses ou négociations, même étrangères à ce commerce, qu'il peut être forcé de faire. Or, dans l'espèce, il s'agissait d'une opération qui se rattachait à l'exécution d'un mandat, et qui, par conséquent, ne se rapportait nullement à l'objet

du commerce de Mayer David. On ne devait donc pas lui reprocher de ne l'avoir pas mentionnée sur ses livres.

ANAL.

« LA COUR. — Sur la première branche du moyen tiré de la violation des art. 1515 et 1556, C. civ. : — Attendu en fait 1^o que Mayer David, qui avait déjà, et avant toute instance judiciaire, présenté un compte devant un tiers, chargé par les parties de réprimer immédiatement ledit compte, s'est de nouveau et judiciairement avoué comptable du produit des tissus et cotons à lui envoyés, puisque le jugement du 28 août 1850, produit à l'audience, constate formellement que ledit Mayer David reconnaît devoir rendre compte de la vente ou de l'emploi qu'il a fait desdites marchandises ; — 2^o Que ce jugement a ordonné que Mayer David serait tenu de présenter un compte appuyé de pièces justificatives des dépenses et recettes concernant la vente des tissus et cotons, et que ledit Mayer David n'a pas interjeté appel dudit jugement, mais seulement de celui du 2 juin 1852, rendu sur les débats du compte présenté en exécution du susdit jugement ; — 3^o Qu'ainsi il résulte de l'arrêt attaqué que le système de Mayer David, devant la Cour royale, appelée à statuer elle-même sur ces débats de compte, ne consista pas à soutenir (comme on le fait aujourd'hui dans le pourvoi) que la preuve de l'envoi des marchandises à Mayer David ne résultait que de son aveu judiciaire, et cet aveu ne pouvant pas être divisé, la Cour royale était tenue de le croire sur sa simple déclaration, quant au prix de vente desdites marchandises ; qu'en effet, ce système, tendant à étaler que Mayer David n'était réellement pas comptable, eût été contraire à son propre aveu et à tous les éléments de la procédure ; — Attendu d'ailleurs, et en droit, 1^o que tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration (C. civ., art. 1993), et que cette obligation est commune au *negotiorum gestor* (même Code, 1572) ; — 2^o Que l'aveu judiciaire, qui consiste dans la déclaration du mandat de vendre, emporte et comprend avec soi l'aveu de l'obligation de rendre compte du prix de la vente et d'en justifier, laquelle obligation n'est que la conséquence légale du mandat lui-même dont il s'agit ; qu'ainsi, en fait comme en droit, la Cour de Nancy a dû examiner si Mayer David justifiait des prix de vente des marchandises, et n'a en cela fait qu'appliquer justement les art. 1515 et 1556, C. civ., au lieu de les violer ; — Sur la deuxième branche du moyen tiré de la violation de l'art. 8, Code comm. : — Attendu qu'en rangeant le silence des livres de commerce de Mayer David parmi les preuves du défaut absolu de justification, la Cour de Nancy n'a encore fait qu'une juste application de l'art. 8, C. comm., puisque cet article ne distingue pas et impose par cela même au négociant le devoir d'inscrire sur ses livres les opérations de vente de marchandises qu'il fait comme mandataire d'un tiers, ainsi que les recouvrements et encaissements qui en provien-

nent et dont il doit compte. — Rejetée, etc. »
Du 24 déc. 1855. — Ch. req.

NOTIFS. — ADOPTION. — ENCLAVE. — EXPERTISE.
— POUVOIR DISCRETIONNAIRE.

Lorsqu'un jugement du tribunal de première instance reconnaît qu'une propriété est enclavée, et admet, par suite, la preuve testimoniale seulement sur le point de savoir si le propriétaire enclavé a prescrit le droit de passage sur un héritage voisin, l'arrêt qui confirme ce jugement, en adoptant les motifs des premiers juges, doit être entendu en ce sens qu'il reconnaît le fait d'enclave, et qu'il n'admet la preuve testimoniale que relativement à l'objet pour lequel elle avait été autorisée en première instance. (C. civ., 682 et 691.)

La question de savoir si un terrain est enclavé peut être décidée par une Cour royale, sans qu'il soit besoin, nonobstant l'opposition d'une des parties, d'ordonner une expertise (1).

Les héritiers Debord passaient, pour l'exploitation de leurs vignes, par un sentier à talon qui longeait la vigne de Defaye. Celui-ci leur intercepta le passage et les assigna pour voir déclarer son fonds exempt de toute servitude.

Un jugement et un arrêt ordonnèrent que, provisoirement, les héritiers Debord passeraient, pour recueillir les fruits de leurs vignes, par le chemin en litige.

Sur l'instance principale, un jugement admet les héritiers Debord à faire une preuve par eux offerte : — « Attendu qu'il résulte du plan cadastral produit au tribunal par les défendeurs, que les vignes respectives des défendeurs pour l'exploitation desquelles ils réclament un passage sont enclavées de toutes parts ;

» Attendu qu'il y a dissidence entre les parties relativement aux héritages intermédiaires de ces vignes et de la voie publique, sur lesquels le passage doit être pris ;

» Attendu, à cet égard, que les défendeurs articulent, mettent en fait et offrent de prouver que depuis un temps immémorial, et notamment plus de trente ans avant la demande dirigée contre eux, ils ont constamment passé, pour exploiter leurs vignes, entre celle du demandeur et celle de Parrot Morand, dans la direction du midi au nord, et par un sentier à talon, etc... »

Sur l'appel de Defaye, qui soutient que l'enclave n'existe pas, et demande, pour l'établir, une vérification par experts, un arrêt de la Cour de Riom du 26 déc. 1855 statue en ces termes : — « Attendu que les enquêtes et contre-enquêtes auxquelles les parties ont été admises peuvent fournir tous les renseignements que la justice a à rechercher au moyen des interpellations qui seront dans le cas d'être faites aux témoins qui sont appelés à déposer, et qu'aux surplus la preuve qui a été ordonnée n'est pas

exclusive d'une vérification par experts, si plus tard elle est nécessaire :

» Adoptant, — Confirmant, etc. »

POURVOI de Defaye pour excès de pouvoir, violation de l'art. 691, C. civ., et fausse application de l'art. 682, même Code.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la première branche du moyen tiré de la violation de l'art. 691, Code civ., et la fausse application de l'art. 682, même Code ; — Attendu, en fait, qu'après une instance au provisoire où furent consacrés, dès lors, tant l'allégation formelle du fait d'enclave, qu'une série de faits émanés de Defaye lui-même, et qui venaient à l'appui de cette allégation, le jugement sur le fond du 21 mai 1855, reconnut effectivement, dans ses motifs, l'existence de l'enclave, et ordonna une preuve par témoins, devenue dès lors admissible, et dont l'objet se rattachait au seul point de savoir sur lequel des héritages intermédiaires le passage devait être pris, point qui constituait, suivant ledit jugement, le véritable objet de la dissidence des parties ; — Que, sur l'appel, la Cour de Riom ayant adopté les motifs exprimés en ce jugement, et ayant, par son dispositif, dit qu'il a été bien jugé par le jugement attaqué, mal et sans cause appelé, et ordonné que ledit jugement sortirait son plein et entier effet, il s'ensuit que cette Cour a elle-même, reconnu et déclaré, comme les premiers juges, le fait de l'enclave, et qu'elle n'a, comme eux, appliqué la preuve testimoniale qu'à l'objet ci-dessus énoncé, pour lequel seulement cette preuve pouvait, en effet, être ordonnée ; — Que les motifs particuliers donnés par l'arrêt attaqué, pour écarter la vérification par experts que Defaye avait subsidiairement demandé en cause d'appel, pour le cas où la Cour ne se trouverait pas suffisamment éclairée sur l'état des lieux, se réfèrent nécessairement, tant aux motifs adoptés des premiers juges, qu'au dispositif de l'arrêt lui-même, et restent ainsi sous l'influence du point dominant et souverainement reconnu qu'il y a enclave ; — Qu'ainsi, lesdits motifs se bornent à déclarer 1° que la preuve testimoniale ordonnée pourra éclairer suffisamment la justice sur le point de savoir sur lequel des héritages intermédiaires le passage doit être pris, à raison de l'état des lieux, et 2° que, au cas où il en serait autrement, la vérification par experts pourra être ultérieurement ordonnée à cet égard, si elle est jugée nécessaire ; — Que l'arrêt attaqué n'a donc ni violé ni fausement appliqué les articles précités du Code civil ; — Sur la deuxième branche du moyen, tirée d'un prétendu excès de pouvoirs, résultant de ce que l'arrêt attaqué aurait jugé le fait de l'enclave, sans ordonner la vérification par experts qui était demandée subsidiairement : — Attendu qu'en supposant que les conclusions subsidiaires dont il s'agit eussent pour objet, non-seulement le point de savoir sur lequel des héritages intermédiaires le passage doit être pris, mais encore le fait même de l'enclave (ce qui n'est pas justifié), il appartenait à la Cour royale de juger

(1) *J. Cas.*, 12 déc. 1827, 21 fév. 1854 et 25 mars 1855 ; — Berriat, 3^e part, *Introd.*, note 51, p. 125 ; Carré, n° 1156, et Pardessus, *Servitudes*, n° 222.

définitivement ce dernier point, d'après les éléments actuels du procès; — Qu'en effet, il est de principe que les voies d'instruction sont laissées à la prudence et à l'arbitrage du juge du fait toutes les fois que la loi ne porte pas à cet égard de prescriptions spéciales pour certaines matières ou certains cas particuliers, — Rejette, etc. »

Du 24 déc. 1835. — Ch. req.

INST. CRIM. — JONCTION. — JUGEMENT. — SIGNIFICATION. — PRÉPARAT. — TENOIR. — NOTIFICATION. — COPIE RÉPARÉE. — COER D'ASSISES. — JURY SUPPLÉANT. — PRÉSENCE.

Les dispositions de l'art. 307, C. crim., n'étant point limitatives, le président de la Cour d'assises peut ordonner la jonction de deux accusations dans tous les cas où il la croit nécessaire pour la manifestation de la vérité ou pour la bonne administration de la justice (1).

Aucune loi n'ordonnant la notification de l'ordonnance par laquelle le président a joint deux accusations, il ne peut résulter aucune nullité de ce que la notification qui, néanmoins, en aurait été faite, contiendrait quelques irrégularités.

Le défaut de notification à l'accusé du nom d'un témoin ne peut donner ouverture à cassation lorsque cet accusé ne s'est point opposé à son audition. (C. crim., 315.)

Les Cours d'assises ne sont point tenues d'entendre, sur l'adjonction de jurés suppléants, les accusés qui sont toujours à frims de présenter leurs réclamations lors du tirage du jury du jugement. Elles peuvent ordonner cette adjonction en l'absence des accusés (2). (C. crim., 594.)

Il ne peut résulter aucun moyen de nullité de ce qu'un témoin aurait été entendu sans prestation de serment, lorsque le procès-verbal constate que ce témoin était sous le coup d'une condamnation afflictive et infamante, et que ni lui ni les accusés n'ont élevé aucune réclamation.

« Le procureur général Dupin a dit, sur la jonction, qu'elle a été ordonnée pour la prompte et bonne administration de la justice; que l'article 307 n'est pas limitatif, et que la jonction peut être ordonnée d'office par le président, pour d'autres causes que celles exprimées en cet article, selon la conscience de l'utilité, et selon la qualité des faits.

« La seconde objection, continue-t-il, était fondée sur ce qu'il y aurait eu quelque irrégularité dans la notification de l'ordonnance de jonction à l'accusé Avril, en ce que l'original de cette notification contiendrait, à son égard, quelques ratures et surcharges qui ne paraissent pas suffisamment approuvées; mais, en fait, ces ratures et surcharges ne portant pas sur des désignations essentielles, aucune réclamation n'a été élevée; et d'ailleurs, en droit, aucune loi n'exige que l'ordonnance de jonction soit notifiée; il ne saurait donc y avoir nullité même pour défaut ab-

solu de cette notification, ni, à plus forte raison, pour quelque irrégularité qui s'y rencontrerait.

« La troisième objection concernait la notification de la liste des témoins aux accusés. Le procureur général reconnaît que les deux accusations ayant été jointes, et soumises ainsi à un débat unique, il eût été plus rationnel de notifier à chacun des accusés la liste complète de tous les témoins, au lieu de notifier séparément, comme on l'a fait à Lacenaire et à François, les témoins de la première accusation, et à Lacenaire et à Avril ceux de la seconde. En effet, par suite de la jonction des accusations, il y avait eu en quelque sorte également jonction des témoins; chacun d'eux était devenu commun à l'une et à l'autre affaire, et une influence possible était attribuée à chaque déposition sur l'ensemble des débats. Il est donc à désirer qu'à l'avenir, en semblable circonstance, la notification soit générale.

« Mais quelle eût été la conséquence de l'omission même de toute notification? Il n'y aurait pas eu nullité, mais simplement le droit, pour les accusés, de s'opposer à l'audition des témoins non notifiés, aux termes de l'art. 315, C. crim. Aucune opposition semblable n'a eu lieu; partant, aucun préjudice, aucune nullité.

« Le fait qui forme l'objet d'une quatrième objection consistait, au dire des conclusions d'Avril, en ce que, pendant le cours des débats et la déposition de certains témoins, d'autres témoins auraient traversé la salle d'audience pour se rendre dans leur chambre; ce fait est dénué de toute preuve légale au procès, et ne peut, en conséquence, être pris en considération.

« Quant à ce qui concerne l'audition qui a eu lieu sans prestation de serment, d'un individu cité comme témoin, elle a été motivée sur ce que cet individu avait été précédemment frappé de condamnation afflictive et infamante. Si la défense prétend dénier l'exactitude de ce fait, n'est-ce pas évidemment à elle à fournir la preuve du contraire, surtout lorsque l'énonciation formelle s'en trouve au procès-verbal de la Cour d'assises, et qu'aucune réclamation n'a été élevée à l'audience, pas même de la part de l'individu ainsi repoussé, et qui, certes, n'aurait pas manqué de se soulever contre cette imputation, si elle n'eût été fautive?

« Enfin, la dernière objection qui a fait l'objet de réserves de la part d'Avril, à l'audience de la Cour d'assises, reposait sur ce que l'arrêt du 12 nov. 1835, par lequel cette Cour a, sur la demande du procureur général, ordonné l'adjonction de deux jurés suppléants, a été rendu en l'absence des accusés, ce qui, suivant les conclusions prises dans l'intérêt d'Avril, aurait violé le droit de la défense en diminuant le droit de récusation.

« D'après les termes de l'art. 304, C. crim., de semblables arrêts étant rendus avant le tirage, tant des jurés ordinaires que des jurés suppléants, le droit de récusation reste plein et entier.

« Quant à la mesure en elle-même, c'est une mesure de prévision, d'organisation judiciaire, pour garantir contre les accidents le cours de

(1) F. conf. Cass., 29 nov. 1834.

(2) F. conf. Cass., 26 juill. 1834.

débats qui paraissent devoir être longs. Il appartient à la Cour d'assises seule de la prendre; les accusés n'ont aucun droit de s'y opposer, ni, par conséquent d'être interpellés s'ils y consentent ou non. Ainsi leur absence est indifférente à cet égard. C'est ce que la Cour a jugé différentes fois, notamment par arrêts du 28 juin 1832, du 26 juill. 1834, et à l'une de ses dernières audiences.

• Nous estimons qu'il y a lieu au rejet des pourvois. »

ARRÊT.

• LA COUR, — Sur le premier moyen pris de ce que la jonction des deux accusations a été prononcée hors du cas prévu par l'art. 307, C. crim.: — Attendu que les dispositions de cet article ne sont point limitatives; que le président de la Cour d'assises peut, suivant sa conscience, ordonner la jonction dans tous les cas où il la croit nécessaire pour la manifestation de la vérité ou pour la bonne administration de la justice; — Sur le deuxième moyen, pris de l'irrégularité de la notification à Avril de l'ordonnance de jonction: — Attendu qu'aucune disposition de la loi n'a prescrit la notification d'une telle ordonnance; qu'ainsi il ne pouvait résulter aucune nullité de la procédure, des irrégularités que l'on prétend exister dans l'exploit de notification; — Sur le troisième moyen, pris de ce que les témoins produits ont été divisés en deux listes, dont l'une seulement a été notifiée à Avril, et dont l'autre seulement a été notifiée à François: — Attendu que, d'après l'art. 313, C. crim., le défaut de notification à l'accusé du nom d'un témoin lui donne seulement le droit de s'opposer à l'audition de ce témoin, et qu'il résulte du procès-verbal des débats que ni Avril ni François ne se sont opposés à l'audition d'aucun témoin; — Sur le quatrième moyen, pris de ce que c'est en l'absence des accusés que la Cour d'assises a ordonné l'adjonction de deux jurés suppléants: — Attendu qu'aucune disposition de la loi ne prescrit aux Cours d'assises d'entendre, sur la mesure autorisée par l'art. 304, C. crim., les accusés, qui seraient toujours à temps de présenter leurs réclamations au moment où ils sont appelés pour le tirage au sort du jury de jugement; — Sur le cinquième moyen, pris de ce qu'un témoin a été entendu sans prestation de serment: — Attendu qu'il est formellement déclaré au procès-verbal que ce témoin était sous le coup d'une condamnation afflictive et infamante, fait qui n'a été contesté à l'audience de la Cour d'assises, ni par lui ni par les accusés, et que ceux-ci n'apportent point la preuve contraire; — Rejette, etc. »

Du 26 déc. 1835. — Ch. crim.

PREUVE. — MATIÈRE COMMERCIALE. — PRÉSCRIPTION. — STIPULATION POUR AUTRUI. — MOTIFS. — CONCLUSIONS SUBSIDIAIRES.

L'art. 1347, C. civ., qui exige la représenta-

tion du titre primordial ou celle d'un titre reconnaissant qui en relate spécialement la teneur, n'est point applicable en matière commerciale. (C. civ., 1357.)

En pareille matière, au contraire, les juges peuvent s'arrêter à des présomptions pour reconnaître l'existence de la créance (1).

Un créancier peut se prévaloir des actes intervenus entre son débiteur et des tiers, dans lesquels ses droits ont été reconnus, pour en faire résulter la reconnaissance de son titre, bien qu'il n'y ait pas été partie. (C. civ., 1165.)

Lorsque les conclusions principales tendantes au rejet d'une demande sont suivies de conclusions subsidiaires à fin de réduction, 1^o de la créance elle-même, 2^o des intérêts d'après la date de la demande et l'échelle de dépréciation du papier-monnaie, l'arrêt qui rejette les conclusions principales et condamne au paiement de la totalité de la créance réclamée sans donner de motifs spéciaux sur le rejet des conclusions subsidiaires doit être cassé pour défaut de motifs (2). (L. 20 avril 1810, art. 7.)

Ce défaut de motifs ne peut être excusé par la nature commerciale de l'affaire.

Du mariage de Jean Fonade aîné et de Madeleine Sabes sont nés trois enfants: Bertrand, Alexandre, et Madeleine, épouse de Doumeng.

Le 28 vendém. an 5, Jean Fonade aîné établit avec son frère Jacques Fonade le bilan général d'une société commerciale qui a existé entre eux, et Doumeng y est reconnu créancier d'une somme de 4,000 fr. pour laquelle la dame Fonade aînée est mentionnée comme obligée solidaire de son mari.

Il est utile de remarquer que Doumeng n'intervient pas comme partie à cette reconnaissance.

Le 10 frim. suivant, la dame Fonade aînée décède; un état de constance de la communauté est dressé par un acte sous seing privé en date du 16 vent. an 5, sur lequel Doumeng se trouve également porté comme créancier de 4,000 fr.

Enfin le 14 prair. an 6, Fonade aîné souscrit la déclaration suivante: « Je reconnais et déclare à M. Doumeng, mon gendre, que, quoi qu'il ne soit porté créancier dans l'acte de partage que j'ai fait et passé avec mon frère Jacques après notre dissolution de société que pour une somme de 4,000 liv., néanmoins la vérité est qu'il lui est dû en outre par l'ancien raison de société Fonade frères, 1,046 liv., revenant ensemble à la somme de 5,046 liv., dont il lui sera tenu compte par ladite société. »

Le 13 flor. an 7 intervient entre les frères Fonade et les créanciers de leur société un acte d'arbitrage. — Doumeng y figure comme créancier de 5,046 fr.

En 1826, un ordre s'étant ouvert sur divers biens recueillis par Alexandre Fonade fils dans la succession de sa mère, coobligée solidaire aux

servir de fondement au rejet des conclusions subsidiaires. — F. Cass., 15 mars 1835, et 19 juv. 1837; — Nougier, Trib. de comm., t. 1, p. 384.

(1) F. conf. Cass., 26 août 1835, et 27 janv. 1836.

(2) F. Cass., 21 août et 30 déc. 1837, 29 janv. et 27 mars 1838. — Il en est autrement quand les motifs donnés sur la demande principale peuvent

dettes de Fonade aîné son mari, les dames Chaumont, héritières de Doumeng, demandèrent collocation pour le montant de leur créance, qui n'avait pas été payé à l'échéance. Cette créance se composait, suivant elles, 1° de 1,682 fr. 86 c., formant le tiers en principal à la charge de la dame Fonade mère de la créance de 5,046 fr.; 2° des intérêts à compter du 23 vendém. an 5, époque de la première reconnaissance.

Mais elles ne représentaient pas le titre primordial de la créance.

Le 28 juill. 1828, jugement qui, se fondant sur ce motif, rejette leurs prétentions.

Appel. — Devant la Cour, Fonade conclut à la confirmation du jugement, et, en outre, pour le cas où la créance réclamée par les dames Chaumont serait admise, il demande subsidiairement 1° que la condamnation soit réduite au dixième de la créance principale, attendu que cette créance étant due par les deux frères Fonade, la société d'acquies des époux Fonade n'en doit être tenue que pour moitié, et que les enfants Fonade, ne recueillant que la moitié des acquies, ne doivent eux-mêmes être obligés que pour la moitié de cette moitié;

2° Que l'allocation des intérêts se réduise à ceux échus depuis le jour de la demande, et soit la réduction d'après le tableau de dépréciation du papier-monnaie.

Le 27 mars 1830, arrêt de la Cour de Toulouse :

« Attendu que, les parties ayant contracté sous l'empire des lois et de la jurisprudence ancienne, on doit déclarer que, quoique les enfants Doumeng ne rapportent pas le titre primitif de leur créance, ils y suppléent suffisamment par la représentation de diverses reconnaissances successives dont plusieurs peuvent être réputées anciennes, ordonne que les dames Chaumont soient colloquées; »

L'arrêt ne statue nullement, ni dans ses motifs ni dans son dispositif, sur les conclusions subsidiaires de Fonade.

POURVOI de ce dernier. — Premier moyen : Violation de l'art. 1357, C. civ., en ce que la créance des héritiers Doumeng a été admise sans qu'ils aient représenté soit le titre primordial qui la constatait, soit un acte récognitif remplissant les conditions exigées par l'article 1357, c'est-à-dire relatant la teneur du titre primordial.

Deuxième moyen : Violation de l'art. 1165, C. civ., sous deux rapports, 1° en ce que l'arrêt attaqué a fait résulter des reconnaissances, en faveur des dames Chaumont ou de leur auteur, de divers actes dans lesquels Doumeng n'avait pas été partie; 2° en ce que les reconnaissances postérieures au décès de la dame Fonade, faites par les frères Fonade, ne pouvaient ajouter 1,646 fr. à la dette, qui n'est portée dans le bilan de l'an 5 et dans l'état du 19 frim. de la même année qu'à 4,000 fr.

Troisième moyen : Violation de l'art. 7, L. 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a rejeté, sans donner de motifs, les conclusions subsidiaires tendant à la fois à la réduction du principal de la créance et à celle des intérêts.

Pour les dames Chaumont on a répondu :

1° Que les principes sur la représentation des titres ne pouvaient recevoir leur application, parce qu'il s'agissait, dans l'espèce, d'une dette commerciale. Or, en pareille matière, il est constant, en doctrine et en jurisprudence, que la preuve des obligations peut se faire même par témoins (1). Par voie de conséquence, elle peut résulter de simples présomptions. C'est ce qui ressort de l'ord. 1667, tit. 20, art. 2, 3 et 1555, C. civ., et 109, C. com.

2° Que l'art. 1165, qui porte que « les conventions n'ont effet qu'entre les parties contractantes, » ne parle que des conventions, et non des actes unilatéraux en général, ni des actes récognitifs, qui doivent produire leur effet, bien que les parties au profit desquelles elles sont faites n'y soient pas intervenues. — C'est ce qui résulte clairement de l'art. 1357, C. civ. : « Les registres et papiers domestiques ne font pas titre pour celui qui les a écrits, il faut foi contre lui; » et de l'art. 12, C. com. : « Les livres de commerce régulièrement tenus peuvent être admis par le juge pour faire preuve entre commerçants pour faits de commerce. » — Qu'en outre c'était à tort que l'on repoussait l'acte du 14 jair. an 6, qui, en réalité, ne constituait pas une obligation nouvelle, mais la simple rectification d'une erreur contenue au bilan.

3° Qu'il est de principe que les juges ne sont pas obligés de donner des motifs particuliers sur les conclusions subsidiaires, lorsque leur solution se trouve implicitement comprise dans les motifs relatifs aux questions principales : or, dans l'espèce, d'une part, la collocation des dames Chaumont pour un tiers dans la totalité de la dette contractée par la dame Fonade mère supposait nécessairement que les juges refusaient une division repoussée d'ailleurs par la solidarité à laquelle elle s'était soumise; d'autre part, la demande en réduction d'intérêts était écartée et par la nature commerciale de la dette et par sa date antérieure à la création du papier-monnaie, points ressortant tous deux de l'arrêt attaqué.

ARRÊT.

• LA COUR. — Sur la violation de l'art. 1357, C. civ. : — Attendu que les dispositions du Code civil invoquées par le demandeur étant inapplicables à une affaire régie par les principes du droit commercial tels qu'ils sont établis soit par les lois anciennes, soit par le Code commercial qui les a reproduits, la Cour royale a pu, comme elle l'a fait, admettre les présomptions résultant des titres produits au procès, et des autres circonstances de la cause, pour déclarer valable la créance des défendeurs; — Sur la violation de l'art. 1165, C. civ. : — Attendu que l'art. 1165, C. civ., porte que « les conventions n'auront d'effet qu'entre les parties contractantes, » mais ne dit pas que les actes se pourront, dans aucun cas, profiter ou nuire à ceux qui n'y ont pas été parties, — Rejette ces deux moyens; —

(1) P. en ce sens, Pardessus, n° 264; — Cass. 11 juin 1855.

Mais sur le troisième, pris de la violation de l'article 7, L. 20 avril 1810, et 141, C. proc. : — Attendu que le demandeur avait pris des conclusions subsidiaires relatives à la réduction de la créance des défendeurs, soit parce que J. Fonade aîné n'eo était débiteur que pour moitié, soit parce qu'elle avait pris naissance pendant la durée du papier-monnaie, soit enfin parce que la Cour royale avait adjugé des intérêts antérieurs à la demande; — Attendu que la Cour royale a rejété formellement ces conclusions, en ordonnant que les défendeurs seront compris dans l'ordre pour le montant des sommes énoncées dans leur acte de produit, et n'a pas donné les motifs de cette décision; — Attendu que ce défaut de motifs ne peut pas être excusé par la nature de l'affaire, quoique considérée comme commerciale, — Cassé en ce point, etc. »

Du 29 déc. 1835. — Ch. civ.

MOTIFS. — NOYEN NOUVEAU. — CONCLUSION SUBSIDIAIRE.

Du 29 déc. 1835 — (P. Cass., 30 déc. 1835.)

QUESTION D'ÉTAT. — DÉRANG. — AUDIENCE SOLENNELLE.

La demande en nullité d'un testament, lorsqu'elle est fondée sur le prétendu état de démence du testateur, ne doit pas être portée en audience solennelle, comme présentant une question d'état (1). (Décret 30 mars 1808, art. 22.)

La dame Admont est décédée laissant un testament olographe par lequel elle institue son mari pour son légataire universel. Les époux de la Nougardé, beau-frère et sœur de la défunte, demandent la nullité de son testament, attendu qu'elle avait été constamment d'un esprit très-faible; que, notamment à l'époque de la confection du testament, elle avait donné des signes de démence non équivoques; que, de plus, le testament était le fruit de manœuvres dolosives et frauduleuses, et de la violence morale exercée sur la testatrice.

Jugement qui admet les époux de la Nougardé à la preuve des faits par eux articulés; mais, sur l'appel, arrêt infirmatif de la Cour de Rouen qui, sans s'arrêter aux faits articulés, déclare les uns inconnus et inadmissibles, les autres non éprouvés, et le plus grand nombre en opposition avec les preuves écrites; déclare l'action des époux de la Nougardé mal fondée, et les en déboute.

POURVOI en cassation pour violation de l'article 22, décret 30 mars 1808, en ce que la cause aurait dû, comme présentant une question d'état, être jugée en audience solennelle.

On disait pour les demandeurs : Le décret du 30 mars 1808, art. 22, veut que les contestations sur l'état civil des citoyens soient portées en audience solennelle; or, la question de savoir si un testateur se trouvait, au moment de la

confection du testament, en état de démence, est évidemment une question d'état. « S'il s'agissait, dit Domat (liv. prélim., tit. 2, *in fine*) de savoir si une personne est insensée, on appellerait cette question une cause d'état, comme on appelle de ce nom toutes les causes où il s'agit de l'état des personnes. » Peu importe que le testateur ait cessé d'exister : car l'action posthume dirigée contre sa mémoire tend à établir précisément qu'à l'époque déterminée avant son décès, il ne jouissait pas de l'intégrité de ses droits.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, sur le moyen nouveau tiré de la violation du décret du 30 mars 1808, en ce que la cause aurait dû, comme présentant une question d'état, être jugée en audience solennelle, qu'il s'agissait du testament, non de la personne de la dame Admont, décédée *intégré status*; que les moyens de nullité contre cet acte ne présentaient à juger qu'une contestation ordinaire; — Attendu, sur les autres moyens, tous reposant sur des faits soit de faiblesse d'esprit de la testatrice, soit de suggestion et captation exercée sur elle, et qui auraient motivé la nullité de son testament, que la Cour royale était juge de la pertinence de ces faits; qu'en refusant de les admettre à la preuve testimoniale, les uns comme inconclusifs, les autres comme vagues et non précisés, d'autres comme contraires à des preuves écrites, l'arrêt attaqué n'a pu donner ouverture à cassation, — Rejeté, etc. »

Du 29 déc. 1835. — Ch. civ.

SUBSTITUTION. — LEGS CONDITIONNEL. — CARACTÈRE.

La disposition par laquelle un testateur lègue à son débiteur la somme dont il est créancier vis-à-vis de lui, pour le cas où son héritier décéderait sans enfants, ne contient pas une substitution prohibée.

Or ne doit voir, au contraire, dans cette disposition, qu'un legs de libération soumis à une condition entièrement licite.

Du moins l'arrêt qui, interprétant la disposition testamentaire, décide qu'elle contient, non un legs de transmission qui ait pu avoir pour effet l'obligation de conserver et de rendre, mais seulement un legs de libération conditionnel, et à ce titre déclare la disposition valable, est à l'abri de la censure de la Cour de cassation (3).

Le 8 oct. 1792, le comte de Custines fit un testament olographe dans lequel on remarque la disposition suivante : « Il m'est dû par la maison de Pouilly 61.000 liv. que je lègue à ma chère cousine, ou à ses enfants, après la mort de ma fille, si elle n'a pas d'enfants. »

Puis, dans un codicille qui porte la date du 10 oct., venant sur sa volonté déjà exprimée, il ajouta : « Quant aux dons que j'ai faits à ma dame la baronne de Pouilly, je les confirme,

en matière de substitution, Cass., 24 mars 1829, 21 juin 1841, et la note détaillée.

(1) P. Talandier, *De l'appel*, n° 389.

(2) P., sur les pouvoirs de la Cour de cassation

• en cas que toutefois ma fille meure sans enfants, faits. »

Custines est mort, le 9 sept. 1795, laissant pour héritière sa fille unique, la comtesse d'Absac, qui devint l'épouse du marquis de Nicolaï. Cette dame décéda sans enfants le 3 germ. an 3.

Ce décès donnait ouverture aux legs contenus dans les testament et codicille de 1792, dont nous avons parlé plus haut.

Les époux de Pouilly sont aujourd'hui représentés par plusieurs enfants.

Jusqu'en 1825, quelques poursuites furent dirigées par les héritiers de madame de Nicolaï contre les représentants de Pouilly, en paiement des 61,000 liv. dont les époux de Pouilly étaient débiteurs envers le comte de Custines.

Mais ces poursuites ne furent pas mises à fin. En 1825, lorsque la loi d'indemnité fut promulguée en faveur des anciens émigrés, les successions des époux de Pouilly ayant été appelées à recevoir diverses sommes en vertu de cette loi, les héritiers Nicolaï s'empressèrent de former une opposition et de produire à l'ordre qui fut ouvert pour la distribution de ces sommes.

Les héritiers de Pouilly opposèrent, comme syst. éteint la créance de 61,000 fr., le legs de libération résultant, selon eux, des testament et codicille de 1792.

Mais leurs prétentions furent repoussées par un jugement du tribunal de Montmédy du 24 mai 1832, qui jugea que le don testamentaire du comte de Custines n'avait pu sortir effet, parce qu'il était entaché de substitution, et, comme tel, annulé par la loi du 25 oct. 1792, et par le Code civil (art. 896).

Appel interjeté par les héritiers Pouilly. — Le jugement fut infirmé par un arrêt de la Cour de Nancy du 13 mars 1835 : — « Considérant qu'en envisageant la disposition sous le point de vue d'un legs de libération, il faut avant tout examiner si les légataires étaient vraiment débiteurs de la somme de 61,000 liv. due au comte de Custines par la maison de Pouilly ;

• Que la baronne de Pouilly s'était engagée conjointement avec son mari et solidairement pour partie envers le comte de Custines ; que, de plus, les enfants de la baronne de Pouilly, contre lesquels on poursuit aujourd'hui le remboursement de ladite somme de 61,000 liv., étaient comme représentants de leur père, débiteurs principaux de cette même somme ;

• Que le comte de Custines, en appelant la baronne de Pouilly et ses enfants à recueillir le legs, a donc gratifié de la remise de la dette ceux-là seuls qui, exclusivement et pour le tout, en étaient débiteurs ; que c'est en vain, au surplus, qu'on voudrait soutenir que le testateur a retenu créer un ordre successif entre la baronne de Pouilly et ses enfants, et instituer celle-là en premier ordre ; que, d'après la fameuse constitution de Justinien, qui forme la loi 4, au Code, de *Perborum et rerum assignatione*, la disjonctive *aut* doit être prise ici dans le sens de la copulative *et*, puisqu'elle s'applique aux personnes, et non à la chose ; qu'ainsi il ne faut pas hésiter à regarder la ba-

ronne de Pouilly et ses enfants comme simultanément gratifiés ;

• Considérant que, ceci étant admis, il reste à examiner si ce legs de libération contient une substitution prohibée par la loi d'oct. 1792 ;

• Que le testateur, voulant décharger conditionnellement la baronne de Pouilly et ses enfants de l'obligation de lui rendre la somme de 61,000 liv., n'avait pas besoin de les substituer à la créance de cette somme qu'il laissait à son décès dans sa succession recueillie par sa fille, la comtesse d'Absac ; qu'entre les moyens d'éteindre cette obligation dont parle l'art. 1234, C. civ., en tout conforme à l'ancien droit, rien ne l'obligeait à choisir de préférence la confusion, et à faire passer la créance sur la tête de ces débiteurs, afin de cumuler dans leur personne la qualité de créanciers et d'obligés ; qu'il lui suffisait de se réserver dans une simple remise de dette, moyen différent de la confusion, mais non moins énergique ; que c'est aussi ce qu'il a fait par la disposition attaquée, qui ne présente rien autre chose qu'une dispense de rendre la somme due ; qu'ainsi la créance de 61,000 liv. sur la maison de Pouilly n'est pas passée au delà de la succession légitime du comte de Custines ; qu'elle s'est éteinte avec la dette d'Absac, et qu'elle n'est pas venue trouver les légataires et se fixer dans leurs mains ;

• Qu'il résulte de ceci deux conséquences remarquables qui enlèvent au legs de libération dont il s'agit le caractère de substitution que les intimés voudraient lui attribuer ;

• Qu'en premier lieu, en effet, le droit recueilli par la comtesse d'Absac et celui dont les légataires ont profité n'ont pas entre eux cette identité de nature qui caractérise la substitution ; que le premier était une créance de 61,000 liv., le second la destruction radicale de cette créance ; celui-là renfermait quelque chose d'actif, celui-ci quelque chose de passif ; l'un engendrait une action, l'autre une simple exception péremptoire ;

• Qu'en second lieu, on est surtout frappé de l'impossibilité de trouver dans le legs en question la charge de rendre qui constitue l'un des éléments de la substitution, et qui, suivant l'ord. 1747 (art. 40, lit. 1^{er}), ne pouvait jamais avoir lieu de plein droit, mais devait se réaliser par des moyens extérieurs plus ou moins solennels ; que la comtesse d'Absac n'était pas chargée de rendre aux légataires la somme même de 61,000 liv., puisque, d'après l'intention du testateur, cette somme devait être due par eux au moment de l'échéance de la condition ; de leur rendre un titre, puisque les légataires n'en avaient pas besoin et trouvaient le leur dans le testament ; qu'enfin elle n'était pas chargée de les investir de la créance, puisqu'au moyen de la remise contenue dans le legs, cette créance s'était anéantie de plein droit au moment de l'échéance de la condition ; qu'il n'y avait donc rien à rendre, et que l'époulement du legs arrivait à la baronne de Pouilly et à ses enfants, non par le fait intermédiaire de l'homme, toujours requis en matière de substitution, non

par une tradition réelle ou feinte, puisqu'il n'y avait rien à délivrer, mais par un fait d'extinction opéré *ipso jure*, en vertu de la seule énergie que la loi attache à une remise de dette ;

• Que, dans l'interprétation des lois prohibitives des substitutions, tout est de rigueur et de droit étroit ; que là où l'on ne rencontre pas d'une manière précise et spécifique les conditions et les formes d'un fidéicommis défendu, il n'y a pas lieu de prononcer la nullité de la disposition soit sous prétexte d'équipollence, soit en mettant à la place des faits de la cause des circuits d'actions et des fictions que la loi repousse ;

• Qu'il importe peu que l'intérêt matériel retiré par les légataires soit à peu près le même que s'il y avait eu substitution d'une somme de 61,000 liv. ; qu'il suffit de considérer que les légataires étaient en même temps débiteurs de cette somme, laquelle n'est jamais entrée dans la succession du comte de Custines ; que la comtesse d'Absac n'avait contre eux qu'une créance et une action, et que, pour les libérer, le testateur a trouvé dans un legs de libération des moyens simples et directs qui n'ont rien de commun avec les ressorts et les détours que la substitution met en jeu ;

• Qu'on oppose vainement à ce système que la comtesse d'Absac aurait pu, pendant que la condition était encore en suspens, exiger le remboursement de la somme de 61,000 liv., et qu'ainsi la disposition contient avec évidence une charge de conserver accompagnée d'une charge de rendre ;

• Qu'il n'est pas exact de dire que la somme aurait dû être payée *pendente conditione* ; qu'en se plaçant en dehors des lois romaines, dont la contrariété se manifeste dans les lois 5, ff. *de Doli et melius exceptione*, et 56, ff. *de Rebus creditis*, et en interrogeant la volonté du testateur, on voit que le comte de Custines entendait que la somme de 61,000 liv. fût encore en crédit au moment de l'échéance de la condition, et qu'il n'en libérait la baronne de Pouilly et ses enfants que parce qu'il supposait qu'elle serait due au décès de sa fille ; que l'affection qu'il portait aux légataires ne permet pas d'admettre que, dans la position critique où ils se trouvaient placés par l'émigration, il ait autorisé sa fille à les forcer à un paiement provisoire et conditionnel ; que celle-ci devait se contenter des intérêts, et qu'il lui était nécessairement interdit de changer l'état de choses réglé par le testament, dont la prévoyance avait cherché à concilier les droits de la comtesse d'Absac avec son amitié pour la maison de Pouilly en différant le paiement de la somme due jusqu'au moment où la condition viendrait à manquer ;

• Considérant d'ailleurs qu'en abordant un nouvel ordre d'idées, et en supposant que le legs fait à la baronne de Pouilly et à ses enfants ait eu pour siège un objet de nature à se continuer après le décès de la comtesse d'Absac et susceptible de délivrance, il manquerait d'une autre condition sans laquelle il ne peut y avoir de substitution prohibée ;

• Qu'en effet, l'obligation de conserver, non

moins essentielle sous l'empire de la loi de 1792 que sous le Code civil, ne se trouve pas imprimée dans la clause du testament qui fait l'objet de la difficulté ; qu'on ne saurait voir cette obligation dans la circonstance que la somme léguée devait appartenir aux légataires après le décès de la comtesse d'Absac, si elle ne laissait pas d'enfants ; qu'une pareille disposition se concilie avec l'intention qu'aurait eue le testateur de ne gratifier la baronne de Pouilly de la somme qu'elle lui devait qu'autant que la comtesse d'Absac, son héritière, n'en aurait pas disposé de son vivant ; que ce genre de disposition était usité dans l'ancien droit, notamment dans les pays où la coutume n'admettait pas les substitutions, que toujours elles y ont été déclarées valables, par cela même qu'elles n'imposaient pas nécessairement à l'héritier la charge de conserver et de rendre ; qu'il y a donc même raison de le juger ainsi sous l'empire des lois nouvelles, qui n'ont eu pour but que de frapper les seules dispositions contenant charge de conserver et de rendre, parce qu'elles seules étaient contraires à l'intérêt de la société, ayant pour effet de retirer les biens du commerce, de nuire aux progrès de l'agriculture, et de présenter souvent un moyen de fraude envers les créanciers ;

• Considérant qu'en admettant qu'il y aurait doute sur la question de savoir si la disposition dont il s'agit renferme nécessairement une substitution prohibée, ce doute doit se résoudre en faveur de la disposition, d'après la maxime des lois romaines, spécialement introduite pour les testaments : *In ambiguis, decidit oportet ut magis valeat quam pereat dispositio* (III. 2, ff. *de Rebus dubiis*) ; qu'il suit donc que la clause du testament concernant le legs fait à la baronne de Pouilly jussu être raisonnablement interprétée dans un sens qui ne présenterait pas de substitution prohibée, comme on vient de le faire avec les auteurs et la jurisprudence, pour que la disposition soit déclarée valable, d'autant que le testateur n'est jamais censé avoir voulu faire ce que la loi défend et ce qui entraînerait l'anéantissement de sa volonté ;

• Ordonne que l'état de collocation et distribution de la rente dont s'agit, dressé par le président du tribunal de Montmédy, juge-commissaire nommé à cet effet, sera réformé, en ce que les intimés ont été colloqués pour la somme de 61,000 fr. ; dit et ordonne qu'ils seront rejetés de l'acte distribution. »

POURVOI en cassation des héritiers Nicolas pour violation des lois des 25 oct. 14 nov. 1792 et de l'art. 896, C. civ. — Les principes en matière de substitution, disait-on à l'appui du pourvoi, sont nettement posés par l'art. 896, C. civ. ; toutes les fois que dans un testament il se rencontre un premier légataire, sur la tête duquel la propriété doit résider, et un second appelé pour en jouir après lui, avec charge pour le premier institué de conserver et de rendre au second, il y a substitution, et la disposition est annulée pour le tout.

Ordre successif établi par le testateur, charge de conserver et de rendre imposée à l'un des institués, tels sont donc les caractères auxquels

on reconnaît l'existence de la substitution. La question, dans l'espèce, est donc de savoir si ces caractères se rencontrent dans les testament et codicille de 1792. Or, placée sur ce terrain, elle n'est pas insoluble.

En effet, on voit une première personne instituée : c'est la demoiselle de Custines. La propriété lui est transmise pleine et entière ; premier caractère d'une substitution.

Il y a ensuite une deuxième personne appelée à recueillir après la première légataire : deuxième caractère d'une substitution.

Enfin la dame de Pouilly ne doit recueillir qu'en cas de décès sans enfants de la demoiselle de Custines, d'où résulte l'ordre successif : troisième caractère d'une substitution. Or, c'est précisément dans l'établissement de cet ordre successif que consiste la charge de conserver et de rendre dont parle l'art. 896, C. civ.

En vain dirait-on que cette charge de conserver et de rendre ne se trouve pas écrite d'une manière expresse dans la disposition : car il est constant et tous les auteurs enseignent qu'il suffit qu'elle en résulte par une conséquence nécessaire (Toullier, t. 3, liv. 3, tit. 2, chap. 1^{er}, n° 27). C'est ainsi que dit Thévenot Dessaules (chap. 11, § 1^{er}) : « La clause de substitution se juge par son effet et non par sa dénomination. »

Or, dans l'espèce, il est impossible de comprendre l'effet de la disposition testamentaire sans considérer comme imposée à la demoiselle de Custines la charge de conserver jusqu'à sa mort pour rendre aux héritiers Pouilly en cas de décès sans enfants.

En vain dirait-on encore que la charge de rendre au deuxième institué n'est pas absolue. Il est de principe, en effet, que, pour être conditionnelle, la substitution ne perd pas son caractère, et ne cesse pas de vicier la disposition qui la contient.

Il est vrai (dit Toullier, t. 3, n° 27, en rapportant un cas de substitution conditionnelle identiquement semblable à celui qui nous occupe) que cet ordre successif n'est établi que conditionnellement, et non d'une manière absolue ; mais, en prohibant les substitutions, l'art. 896 n'a pas distingué entre celles qui sont faites purement et simplement et celles qui sont faites sous condition : sa disposition est générale, il ne faut pas faire une distinction qui n'existe pas dans la loi. Les substitutions conditionnelles sont donc enveloppées dans la prohibition générale.

C'est aussi ce qu'enseigne Rolland de Villargues (*Substitutions prohibées*, n° 207 et 225.)

— Au reste la question même du procès a été tranchée par plusieurs arrêts (1).

Mais, dit l'arrêt attaqué, il s'agit d'un legs de libération ; or, cette espèce de legs est autorisée par l'art. 1283, C. civ.

D'abord il est inexact d'attacher cette qualification au legs fait à la dame de Pouilly : car la dette de 61.000 fr. ne lui était pas personnelle ; elle en était tenue conjointement et solidairement avec son mari, ce qui pouvait lui donner, en qualité de légataire, un titre contre lui.

En deuxième lieu, pour contenir un legs de libération, la disposition testamentaire de 1792 n'en était pas moins soumise aux conditions légales de validité des legs. On ne saurait nier, en effet, qu'elle n'ait été réductible au cas où elle aurait excédé la quotité disponible.

Dira-t-on enfin que l'arrêt de la Cour de Nancy est, dans tous les cas, à l'abri de la censure de la Cour de cassation, parce qu'il n'a fait qu'interpréter les termes d'un acte pour l'appréciation duquel elle était souverainement compétente ? Ce serait mal comprendre les pouvoirs des Cours royales et leur donner une extension trop large. Il est certain que l'interprétation d'un acte ne peut avoir lieu souverainement là où, suivant l'interprétation qui serait donnée, la loi serait ou ne serait pas violée : dans une disposition essentielle d'ordre public, et il a été formellement jugé par la Cour de cassation, notamment en matière de substitution, que la question de savoir si une disposition testamentaire ou entre-vifs renfermant ou non substitution tombait dans les attributions de la Cour suprême.

La Cour de cassation, appréciant les termes, l'esprit et les effets de l'acte qui lui est déféré, ne peut manquer d'y voir réunis les caractères de la substitution, caractères qui frappent de nullité radicale la disposition testamentaire qui les contient.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant que le principal motif de l'arrêt se fonde sur ce que la disposition testamentaire de Custines contient, non un legs de transmission qui ait pu avoir pour effet, de la part de la dame d'Absc, de conserver et de rendre à la dame de Pouilly, mais bien un legs de libération conditionnel ; qu'ainsi l'arrêt, en décidant que cette disposition ne contenait pas une substitution prohibée par les lois, n'a pas violé les lois indiquées, — Rejette, etc. »

Du 30 déc. 1835. — Ch. req.

MOTIF. — MOYEN NOUVEAU. — CONCLUSION SUBSIDIAIRE.

Lorsque, sur l'appel, l'appelant propose un moyen qui n'avait pas été présenté en première instance, par exemple, un moyen de prescription basé sur des faits de possession dont il offre la preuve, l'arrêt qui se borne à adopter les motifs des premiers juges, sans donner de motifs exprès sur le rejet du moyen proposé et de la preuve offerte, doit être cassé pour défaut de motifs (2).

(1) P. Cass., 22 juin 1812, et 3 nov. 1824.

— Ces divers arrêts sont rendus dans des espèces où le testateur, après avoir disposé au profit de Pierre, ajoute que, s'il meurt avant lui, ou s'il meurt sans enfants, les biens appartiendront à Paul. — P. Nîmes, 4 avril 1827, et Cass., 30 juill. 1827.

(2) Jurisprudence constante. — P. les arrêts de cassation des 27 mars 1838, 10 déc. 1839, 26 août 1840, et les autres sous ces arrêts. — P. aussi Cass., 29 déc. 1835, et 21 mars 1836; — Carré-Chauveau, n° 595.

En 1671, la dame Terrier acensa à cinq familles tout le terrain du canton des Landres, en se réservant toutefois les futaies existant sur ce terrain.

Par transaction passée le 21 frim. an 11, entre les héritiers de la dame Terrier et la commune de Mailleuroncourt, cette commune fut reconnue propriétaire des forêts, landes et hroussailles existant tant sur son territoire proprement dit que sur celui formant le canton des Landres.

En 1820, la commune de Mailleuroncourt intenta une action en revendication contre plusieurs habitants du canton des Landres qui étaient en possession de certaines portions de ce territoire, sur lequel existaient d'anciens bois qu'ils avaient défrichés. Ces habitants opposèrent à cette action un acte devenu le 16 mars 1671.

Par jugement du 17 juill. 1829, le tribunal civil de Lure déclara la commune de Mailleuroncourt mal fondée dans sa demande : — « Attendu, entre autre motifs, que cette commune n'offrait pas même de prouver que les terres par elle revendiquées étaient autrefois couvertes de bois de haute futaie. »

Sur l'appel, la commune conclut subsidiairement à être admise à prouver qu'antérieurement à la possession des intimés, elle avait acquis par prescription la propriété des terrains revendiqués. — Mais, par arrêt du 6 juin 1830, la Cour de Besançon confirma et dit qu'il n'y avait lieu de délibérer sur les conclusions subsidiaires de la commune.

POURVOI pour violation formelle des art. 141, C. proc., et 7, L. 20 avril 1810, en ce qu'il ne donnait aucun motif du rejet de la preuve offerte par la commune, pour la première fois, en cause d'appel.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 7, L. 20 avril 1810, et 141, C. proc.; — Attendu que la commune de Mailleuroncourt avait pris, en appel, des conclusions subsidiaires qui n'avaient pas été soumises aux premiers juges; que ces conclusions tendaient à faire preuve d'une longue possession de terrains litigieux, avaient été, en partie, provoquées par le jugement de première instance, portant que « la commune n'offrait pas de prouver » que ces terrains avaient été couverts autrefois « de bois de haute futaie; » d'où il suit que les premiers juges n'avaient pas repoussé d'avance la preuve de longue possession, offerte seulement en appel; que cependant l'arrêt attaqué l'a rejetée en s'appuyant uniquement sur les motifs du jugement de première instance et sans donner de nouveaux motifs, et qu'en ce faisant, il a expressément violé les lois citées, — Cassé, etc. »

Du 30 déc. 1835. — Ch. civ.

INDIVISION. — SAISIE-RENDICATION. — INDIVISIBILITÉ.

Le propre de l'indivision est de conférer, jusqu'au partage, à celui qui est propriétaire indivis, un droit dans toute la chose et dans chaque partie de la chose (1).

L'état d'indivision s'opposant à la possibilité d'une saisie-revendication qui ne porterait que sur la fraction des choses revendiquées appartenant au saisissant, cette saisie-revendication, nécessairement valable pour la fraction due, est nécessairement aussi valable pour le tout (2).

Lorsqu'une saisie-revendication annulée en partie est déclarée en partie valable, on ne peut condamner le saisissant à des dommages-intérêts s'il est reconnu que le fait du saisie a été la cause unique de la saisie-revendication. (C. civ., 1582; C. proc., 836.)

Le marquis de Galiffet, propriétaire d'un étang dit de la Valduc, lequel fournit des eaux salées à plusieurs marais salins dont il est environné, avait concédé aux héritiers d'Arcussia, par un traité du 12 frim. an 11, le droit de prendre les eaux nécessaires à l'alimentation de leurs salines.

Aux termes de l'art. 19 de ce traité, le huitième des sels produits revenant à de Galiffet pour prix de la concession devait être prélevé aux frais d'Arcussia ou de leurs fermiers sur chaque gamelle, au fur et à mesure de la brèche qui serait ouverte.

Suivant l'art. 14, aucun enlèvement des sels ne pouvait avoir lieu sans un avertissement préalable donné au préposé de Galiffet, que ce dernier devait établir sur les lieux. « En peine du non-avertissement légalement constaté (portant l'art. 18), les » hoirs d'Arcussia ou leurs fermiers seront tenus » en outre de livrer ladite année audit Galiffet » le quart en sus de la portion qui lui revenait » sur la partie qu'il aura prouvé avoir été entée » vée ou distraite à son préjudice. »

Au mépris de ces conventions, Pelouquin, fermier d'Arcussia, enleva des sels sans prévenir Galiffet et sans lui offrir sa part. Alors celui-ci fit sommation à d'Arcussia de se trouver sur les lieux pour procéder au cuhage et partage des sels; mais il n'en fut pas tenu compte; il se pourvut par requête devant le président, qui l'autorisa à pratiquer une saisie-revendication de tous les sels fabriqués dans le salin d'Arcussia.

Pelouquin, appelé en garantie par ces derniers, demanda devant le tribunal la nullité de la saisie-revendication et 150,000 fr. de dommages-intérêts.

Jugement qui valide la saisie de Galiffet.

Appel. — Le 2^e août 1834, arrêt de la Cour d'Aix qui infirme : — « Attendu 1^o que, la saisie-revendication ne pouvant porter que sur ce qui constitue la propriété du saisissant, et le marquis de Galiffet n'étant propriétaire que du huitième des sels dérivant des salins des hoirs d'Arcussia, la saisie à laquelle il a fait procéder ne peut être validée que jusqu'à concurrence d'un huitième, et est nulle par conséquent pour tout l'excédant; que cette nullité entraîne nécessairement avec elle les dommages-intérêts soufferts par Pelouquin, dont la liquidation doit être renvoyée pour être faite conformément au tit. 2, liv. 5, part. 1, C. proc., la Cour n'ayant pas les

(1) F. Chabot, *Success.*, art. 815, n^o 1.

(2) Quant à la saisie d'une partie d'immeuble indivise, voy. Poitiers, 30 mars 1835, et le renvoi.

éléments suffisants pour les liquider actuellement;

« Attendu 2^e que, soit que l'on consulte le traité du 12 frim. an 11 et la commune intention des parties, soit que l'on combine les moyens naturels d'exécution, la délivrance des sels ne doit être faite que successivement, au fur et à mesure des brèches faites à chacune des gabelles aux époques déterminées par le fermier;

« Attendu 3^e que Peloquin, en faisant procéder au cubage des sels de la récolte de 1833 et à l'enlèvement d'une partie de ces sels, n'avait point donné préalablement l'avertissement prescrit par l'art. 14, dudit traité; que, dès lors, ne s'étant point conformé rigoureusement aux termes de cet article, il est, d'après l'art. 18, passible de la peine du quart en sus du huitième enlevé;

« Attendu 4^e qu'en maintenant la saisie pour le huitième, il n'y a pas lieu d'accorder la garantie de Peloquin contre les hoirs d'Arcussia, Peloquin ayant eu connaissance de la personne préposée par le marquis de Galiffet, et à qui l'avertissement devait être donné, ainsi qu'il résulte des lettres par lui écrites à ce dernier, dûment enregistrées.

« La Cour déclare la saisie dont s'agit valide jusqu'à concurrence du huitième des sels dérivant des salines des hoirs d'Arcussia, la déclare nulle pour tout l'excédant, etc. »

POURVOI de Galiffet 1^{er} pour excès de pouvoir et violation de l'art. 7, L. 30 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué, tout en reconnaissant le droit du demandeur au huitième des sels et au quart en sus, n'avait cependant validé la saisie-revendication que pour un huitième, et en ce qu'il n'avait donné aucun motif de l'information du jugement de première instance quant à la mainlevée de la saisie pour le quart. — Le second moyen était tiré de la fausse application de l'art. 1382 du Code. — La Cour d'Aix, a-t-on dit, a considéré que le marquis de Galiffet avait porté préjudice par sa saisie à Peloquin, tandis qu'au contraire l'arrêt, en ne maintenant la saisie que pour une portion inférieure à ce qui appartenait à de Galiffet dans les sels frappés de saisie-revendication, a causé à celui-ci un tort considérable. On reproche au demandeur d'avoir pratiqué sa saisie sur tous les sels, au lieu de la restreindre au huitième et au quart en sus. Mais comment pouvait-il, dans une masse de sels indivise, laisser libre la part de son communisme? Comment pouvait-il ne pas faire porter sa saisie sur le tout quand son droit encore indivis reposait *totum in toto et totum in quolibet parte*. Après tout, si la saisie a porté préjudice à Peloquin, il ne peut l'imputer qu'à lui-même, puisque c'est par sa faute et parce qu'il n'avait point exécuté les conventions de son traité que la saisie a été opérée; d'où il suit que de Galiffet ne devait pas être déclaré responsable des dommages occasionnés par une saisie nécessitée par le fait de celui qui en a souffert.

Pour le défendeur, on a répondu que, la saisie étant absolument nulle, la Cour d'Aix n'aurait pas même dû la maintenir jusqu'à concu-

rence d'un huitième, en sorte que de Galiffet ne saurait se plaindre d'une disposition qui, loin de lui faire grief, lui accorde plus qu'il n'avait droit de réclamer. — En ce qui touche le second moyen, on a dit qu'un ne pouvait revendiquer que les choses dont on avait la propriété, et que non-seulement de Galiffet n'avait pas eu la propriété de tous les sels saisis par lui, mais qu'il n'avait pas même eu la propriété de la moindre parcelle, n'ayant que le droit de se faire délivrer un huitième de la masse exploitée; que ce n'était que par la délivrance que le huitième devenait sien; qu'il n'avait enfin que le *jus ad rem*, et non le *jus in re*, c'est-à-dire une action personnelle pour se faire délivrer son huitième.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 1382, C. civ.; — Attendu 1^{er} que le propre de l'indivision est de conférer, jusqu'au partage, à celui qui est propriétaire indivis, un droit dans toute la chose et dans chaque partie de la chose; — Que l'arrêt attaqué reconnaît et déclare, dans la personne de Galiffet, la propriété indivise, au moment même de l'extraction du huitième de la récolte des sels produits par les marais salins des héritiers d'Arcussia, dont Peloquin est le fermier; — Que, l'état d'indivision s'opposant, par la nature même des choses, à la possibilité d'une saisie-revendication qui n'ait porté que sur le huitième des sels existants, cette saisie-revendication, nécessairement valable pour le huitième, a été nécessairement aussi valable pour le tout; d'où il suit qu'en l'annulant en tant qu'elle a excédé le huitième, l'arrêt attaqué a violé les principes du droit sur les effets légaux de l'indivision; — Attendu 2^e qu'il est déclaré en termes formels par l'arrêt attaqué que Peloquin, n'ayant point, préalablement à l'enlèvement d'une portion des sels, donné l'avertissement prescrit par l'art. 14 de la transaction, est ainsi devenu passible, aux termes de l'art. 18, de la peine du quart en sus du huitième enlevé; — Que, cependant, cet arrêt, tout en condamnant Peloquin au paiement de ce quart, condamne de Galiffet aux dommages-intérêts de Peloquin, à donner par état, lorsque le fait de ce dernier, reconnu par l'arrêt même, a été la cause unique de la saisie-revendication, que l'arrêt a illégalement annulée en partie, mais qu'il a du moins, en partie, déclarée valable; — Qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a commis une double contravention à l'art. 1382, C. civ., qui a été violé sous un rapport, et fausement appliqué sous l'autre, etc. »

Du 30 déc. 1855. — Ch. civ.

ACTION CIVILE. — COMPÉTENCE CRIMINELLE. — SCISSA.

Du 31 déc. 1855. — (P. 5 déc. 1855.)

INFANTICIDE. — ENFANT ÂGÉ DE TRENTE ET UN JOURS.

Du 31 déc. 1855. — (P. 24 déc. 1855.)

COMPÉTENCE CRIMINELLE. — TAISEAUX DE POLICE. — DONNAIES-INTÉRÊTS.

Ce n'est qu'autant qu'ils statuent en même temps sur l'action publique que les tribunaux de simple police et de police correctionnelle sont compétents pour prononcer sur l'action civile (1). (C. crim., 3, 161 et 189.)

L'obligation, pour les tribunaux de simple police et de police correctionnelle, de prononcer, par le même jugement, sur l'action publique et l'action civile, est d'ordre public et substantielle de la validité de leurs décisions.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 161 et 189, Code crim.; — Attendu, que les tribunaux de simple police et les tribunaux de police correctionnelle ne sont compétents pour prononcer sur l'action civile, qu'accessoirement à l'action publique; qu'ils sont tenus de statuer sur l'une et l'autre par le même jugement, et que l'accomplissement de cette obligation d'ordre public est substantiel de la validité de leurs décisions; — Attendu, en fait, que le jugement du 8 août dernier, après avoir confirmé la sentence des premiers juges, en ce qui concerne seulement la condamnation à l'amende et aux frais faits sur l'action publique, continua la cause à quinzaine, pour plaider au fond, sur l'action civile, et que le jugement du 22 du même mois n'a été rendu que sur cette dernière; d'où résulte la violation expresse des articles ci-dessus visés, — Casse, etc. »

Du 31 déc. 1835. — Ch. crim.

Nota. Du même jour huit arrêts semblables.

TRANSACTION. — DROIT ÉVENTUEL.

Une transaction entre parties majeures et capables peut porter sur des prétentions éventuelles et sur des droits qui ne seraient pas encore ouverts. (C. civ., 2045.)

Du moins, les juges saisis de l'interprétation de la transaction peuvent la rattacher à des prétentions et à des droits de cette nature. L'appréciation des termes de l'esprit ou de l'étendue d'une transaction ne rentre pas exclusivement dans le pouvoir souverain des juges du fond, dont les décisions à cet égard sont à l'abri de la Cour de cassation (2). (C. civ., 2048, 2049 et 2051.)

En 1773, le comte de Fumel maria sa fille unique à du Barry-D'Argicourt, et lui constitua en dot une somme de 600,000 fr.

Depuis, la dame d'Argicourt décéda, laissant pour héritier le comte de Fumel, son frère, qui devint, en conséquence, créancier de du Barry-D'Argicourt de cette même somme de 600,000 fr.

En 1793, le comte de Fumel périt révolutionnairement sans avoir exercé l'action en répétition qui lui appartenait contre du Barry-D'Argicourt, porté à cette époque sur la liste des émigrés.

Des quatre héritiers appelés à recueillir sa succession, deux, à l'époque de l'ouverture, étaient absents du territoire. Lors de la promulgation de la loi du 14 flor. an 3, qui remettait les familles en possession des biens de ceux de leurs membres qui avaient péri révolutionnairement, les deux héritiers restés en France, le vicomte de Fumel et la dame Laure de Fumel, demandèrent à la nation, comme représentant Fumel, la liquidation de la créance de 600,000 fr. qu'ils étaient en droit d'exercer contre d'Argicourt. Cette liquidation eut en effet lieu l'an 7, lorsque les biens d'Argicourt eurent été vendus; mais, au lieu de retenir la part qui revenait dans cette créance au à Fumel fils aîné, émigré, l'État en délivra le montant intégral au vicomte de Fumel et à sa sœur.

Le retour en France des cohéritiers absents donna naissance à des difficultés qui furent l'objet de deux transactions qui portent la date du 18 prair. an 15, et du 25 du même mois.

Ces transactions eurent-elles pour but d'aplanir toutes les contestations nées ou à naître entre les parties relativement à la succession du comte de Fumel, auteur commun, à quelque époque et sous quelque forme que ces contestations prissent naissance; notamment fut-il entendu entre elles que jamais de Fumel aîné n'aurait le droit de demander directement ou indirectement la restitution du quart qui lui revenait dans la créance de 600,000 fr.? C'est un point sur lequel les parties ne furent pas d'accord plus tard; mais au moins est-il certain que rien d'explicite ne résultait à cet égard des transactions de l'an 15.

Survint la loi du 27 avril 1825, qui ouvrit au profit de la comtesse de Fumel, légataire universelle de son mari, le droit de demander compte à l'État de la liquidation par lui faite de la créance d'Argicourt. L'État se retranchant dans le paiement intégral qu'il avait fait aux cohéritiers Fumel, action en restitution fut intentée par la dame de Fumel, comme étant aux droits de l'État, contre ces cohéritiers. Ceux-ci opposèrent les transactions de l'an 15, lesquelles, disaient-ils, éteignaient toutes difficultés nées ou à naître relativement à la succession de l'auteur commun.

Le 27 avril 1833, jugement du tribunal de première instance qui repousse la demande de la dame de Fumel.

Sur l'appel interjeté par cette dame, la Cour de Bordeaux, par arrêt du 1^{er} juin 1835, confirme : — « Attendu que le comte de Fumel, devenu héritier de la dame d'Argicourt, sa fille, avait une action en répétition de la dot qu'il lui avait constituée contre du Barry-D'Argicourt, son gendre, ou, quoi qu'il en soit, contre la nation, qui le représentait à raison de son émigration;

« Attendu que le comte de Fumel étant décédé intestat, sa succession était divisible par

(1) *V. Brux.*, 17 janv. 1833.

(2) La solution affirmative de cette question résulte des termes de l'arrêt. La chambre des requêtes avait également jugé en ce sens, le 16 janv. 1834.

— Mais on sait que la chambre civile a décidé en sens contraire. — *V. no* au mot, 21 janv. 1835. — *V. aussi* 9 fév. et 6 juil. 1836, et 2 janv. 1839.

quart, et ainsi dévolue à chacun de ses quatre héritiers, savoir : Joseph aîné, Pons, Marie-Joseph et Laure de Fumel, ses neveux et nièce ; que, si Pons et Laure se sont présentés comme seuls héritiers de leur oncle, et comme seuls représentants sa succession, pour obtenir le paiement en capital et intérêts de la dot de la dame d'Argicourt, ils n'ont pu, par ce fait, acquérir plus de droits qu'ils n'en avaient réellement, et qu'en faisant rentrer cette somme à la succession, ils sont devenus comptables envers leurs cohéritiers de la portion qui leur appartient ;

» Que si la nation, en vertu des droits qu'elle s'était attribués par la confiscation qu'elle avait prononcée contre les émigrés, pouvait répéter le quart de la créance qui avait été indûment payée, en ce qui concernait Joseph de Fumel, dont elle exerçait les droits, il en résulte que Joseph de Fumel a été empêché d'agir tant qu'il a été dans les liens de la confiscation prononcée contre lui ; mais que le silence gardé par la nation n'avait pu préjudicier aux droits existants contre Pons et Laure de Fumel, et que l'action en répétition du quart de la dot par eux perçue n'a pas cessé de subsister lorsque Joseph de Fumel est rentré dans l'exercice de ses droits ; qu'intenter une pareille action, ce n'est pas attaquer un acte irrévocable, protégé par le sénatus consulte du 6 flor. an 10 et par la loi du 5 déc. 1814 ; que l'on ne peut pas dire que le paiement fait à Pons et à Laure de Fumel leur eût acquis un droit irrévocable sur la totalité de la dot qui leur avait été payée, puisque chacun d'eux, en la qualité d'héritiers pour un quart, n'avait droit qu'à un quart de la somme payée, et que pour un quart ils étaient toujours comptables, soit à la nation, soit à Joseph de Fumel, leur cohéritier ;

» Qu'il faut donc reconnaître que ni le sénatus-consulte du 6 flor. an 10, ni la loi du 5 décembre 1814 ne peuvent faire déclarer la comtesse de Fumel non recevable dans sa demande ;

» Attendu qu'obligés de rembourser une somme qu'ils avaient reçue et qui ne leur était pas due, Pons et Laure de Fumel ont été soumis à une action en répétition qui ne pouvait se prescrire que par le laps de trente ans ; que la prescription n'a pu commencer à courir qu'à dater du paiement qui a été fait à Pons et à Laure de Fumel le 21 brum. an 7, et que l'appelante a intenté son action par exploits des 3 et 26 sept. 1828, et par conséquent avant l'accomplissement du délai de trente ans ;

» Attendu que, si, d'après l'art. 2048, C. civ., les transactions se renferment dans leur objet, et si la renonciation qui y est faite à tous droits, actions et prétentions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu, il est également disposé par l'art. 2049 que les transactions règlent les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui y est exprimé ;

» Attendu que le comte de Fumel était devenu héritier de la dame d'Argicourt, sa fille ; qu'il

s'est trouvé, à son décès, créancier de la dot qu'il lui avait constituée ; que par conséquent cette créance faisait partie de la succession du comte de Fumel ;

» Attendu que Joseph de Fumel aîné avait pris, le 30 messid. an 10, au bureau des hypothèques, une inscription euntre Laure de Fumel, sa sœur, pour une somme de 150,000 fr., en vertu du contrat de mariage de la dame d'Argicourt et du remboursement que Laure s'était fait faire ; qu'il résulte des lettres produites au procès, dûment enregistrées, qu'avant le traité avec Pons, Joseph aîné demandait à Marie-Joseph, son autre frère, le contrat de mariage de la dame d'Argicourt, pour consulter la liquidation qui s'y trouve ; qu'il avait donc alors une parfaite connaissance que la créance d'Argicourt faisait partie de la succession du comte de Fumel, leur oncle ; que c'est dans cette situation qu'il fit avec Pons de Fumel les conventions du 24 prair. an 11, et qu'il accepta la cession de certaines créances désignées dans cet acte ; qu'il est reconnu, entre toutes parties, que Fumel aîné déclara n'avoir rien à demander ni à prétendre contre Pons, son frère, soit sur le domaine du Haut-Brion, soit autrement, toutes parties se déclarant respectivement quittes ; que la généralité de ces termes renferme évidemment toutes les prétentions quelconques que Fumel aîné pouvait avoir à former contre son frère, et qu'il était dans l'intention commune des parties de se tenir quittes sans aucune réserve ; qu'ainsi, soit les termes généraux du traité, soit les ouvertures et les explications qui l'avaient précédé, démontrent que de Fumel renonçait à toutes répétitions quelconques contre Pons de Fumel, son frère ;

» Attendu que, pour apprécier la force et l'étendue des conventions qui eurent lieu les 18 et 25 prair. an 13 entre Joseph de Fumel aîné, agissant soit en son nom, soit au nom de Marie-Joseph son frère, il est utile d'examiner également leurs diverses clauses et les faits qui les ont précédés et suivis ; qu'il est formellement expliqué dans le traité du 18 prair. an 13, passé devant Mailières, notaire à Bordeaux, par Joseph de Fumel aîné, comme fondé de pouvoirs de Marie-Joseph, son frère, que ce dernier est entièrement rempli de ses droits dans les successions de leur père commun, et de feu Joseph de Fumel, oncle, ainsi que des créances en dépendant, qui se trouvent rentrées, et notamment dans celle résultant du contrat de la feue dame d'Argicourt ;

» Que, si l'on ne trouve pas une clause aussi explicite dans le traité du 25 du même mois, retenu par le même notaire, entre Joseph de Fumel aîné, en son nom personnel, et Laure de Fumel, on y voit néanmoins que de Fumel aîné déclare qu'il a une parfaite connaissance des divers actes, partages, traités et arrangements précédemment faits entre ses frères, à raison des successions de leur père commun, de feue dame Giversac, leur tante, de feu l'évêque de Lodève, et de feu de Roiffé (de Toulouse), et notamment de l'acte du 15 prair. an 9 ; qu'il approuve et ratifie les susdits actes, traités, par-

tages et arrangements, sous quelque forme et nombre qu'ils soient, avec promesse de ne les attaquer ni directement ni indirectement; que ces actes, ainsi ratifiés par de Fumel aîné, s'expliquent les uns par les autres; qu'ils ont eu pour objet de mettre fin à toutes les contestations et à toutes les prétentions quelconques qui pouvaient exister entre les parties relativement aux diverses successions précitées, notamment dans celle du comte de Fumel; que, du moment qu'il est reconnu que la créance d'Argicourt faisait partie de cette succession, et qu'aucune réserve n'a été faite à ce sujet par de Fumel aîné, il en résulte que la transaction a eu également cette créance pour objet;

« Que cela devient évident lorsque l'on considère que, dans un compte envoyé par de Fumel aîné, et qui accompagnait une lettre par lui écrite le 15 germin. an 15, il a compris un article spécial relatif à la succession de la dame d'Argicourt, et au remboursement de sa dot fait à Pons et à Laure de Fumel; qu'il s'en faisait un titre de répétition dans la transaction dont il discutait alors les clauses avec sa sœur, et qui fut en effet réalisée par les actes des 18 et 25 prair. an 15;

« Qu'il fut formellement expliqué entre les parties que leurs conventions avaient pour objet d'éviter tout litige, de rétablir l'union et la concorde qui devaient régner entre elles, et qu'à cet effet elles étaient décidées à traiter sur tous les droits et prétentions que de Fumel aîné prétendait avoir à former contre Laure de Fumel à raison des successions de feu Joseph de Fumel, leur oncle, de feu George de Fumel, leur père, etc.;

« Qu'après avoir ainsi énoncé l'objet de la transaction, Fumel aîné déclare se départir et donner mainlevée des diverses inscriptions, et notamment de celle du 30 messid. an 10, qui avait été prise au bureau des hypothèques de Bordeaux, en vertu du contrat de mariage de la dame d'Argicourt;

« Que, dès que l'on voit que de Fumel aîné renonce non seulement à tous ses droits sur la succession de son oncle, et qu'il donne ensuite mainlevée de l'inscription qu'il avait prise en vertu du contrat de mariage de la dame d'Argicourt, on ne peut pas dire qu'il ait exclu de la transaction la prétention qu'il avait relativement à cette créance;

« Que l'appellante excipe vainement d'une lettre de Fumel aîné dans laquelle il disait qu'il ne gagnerait rien à la poursuite qui serait faite par l'État; que la nation retiendrait sa portion, pour en induire que de Fumel aîné n'a pu traiter sur une créance à laquelle il reconnaissait n'avoir aucun droit; que ce passage de sa lettre est formellement contredit par le compte déjà cité, dans lequel il disait que, d'après l'art. 17, S.-C. 6 flor. an 10, les droits de Joseph de Fumel, rayé de la liste en l'an 9, sont les mêmes que ceux de Marie-Joseph sur les valeurs non aliénées par la nation, et que Joseph et Marie-Joseph ont à réclamer ensemble la moitié de 13,912 liv. de reute qui leur revenait de droit dans la succession de la dame d'Argicourt, et

dont le remboursement total a été attribué à Laure et à Pons de Fumel;

« Qu'à la vue d'une explication aussi formelle, il faut bien reconnaître que la répétition d'une partie de la dot d'Argicourt était, aux yeux de Fumel aîné, sinon un de ses droits incontestables, au moins une de ses prétentions; et qu'ayant transigé sur toutes les prétentions par l'acte du 25 prair. an 15, on doit décider par une juste conséquence que la créance d'Argicourt est comprise dans ce traité;

« Attendu, soit dans la forme, soit dans le fond, que la transaction ne présente aucun vice de nullité, etc. »

POURVOI en cassation de la comtesse de Fumel. — Premier moyen. Violation des art. 2045, C. civ.; 82, décret 28 mars 1795; 17, S.-C. 6 flor. an 10, et 18, L. 27 avril 1825.

Deuxième moyen. — Exces de pouvoir; violation des art. 2048, 2049 et 2053, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation des art. 1^{er}, L. 28 mars 1795; 17, S.-C. 6 flor. an 10, et 2045, C. civ. : — Attendu que, loin de considérer la réclamation élevée par de Fumel pour une portion de la dot de la dame d'Argicourt comme l'exercice d'un droit rigoureux, l'arrêt attaqué n'a envisagé cette réclamation que comme une prétention fondée uniquement sur des motifs d'équité et des considérations de famille; — Attendu, d'un autre côté, qu'on ne saurait induire de l'art. 2048, C. civ., que des parties majeures, ayant toute la capacité nécessaire pour contracter et même pour aliéner, ne puissent pas transiger sur des prétentions éventuelles et sur des droits qui ne seraient évanouis que postérieurement à la transaction; — Sur la violation des art. 2048, 2049, et 2053, Code civ., sur les transactions : — Attendu que, pour déterminer l'étendue des transactions intervenues entre de Fumel et ses frères et sœurs, la Cour royale s'est fondée tout à la fois et sur la généralité des expressions dans lesquelles ces transactions sont conçues, et sur divers actes produits au procès, et servant à faire connaître quelles étaient les prétentions de de Fumel au moment où les transactions sont intervenues; — Attendu qu'usant du droit qui lui appartenait de faire l'appréciation de ces actes et de les rapprocher des termes dans lesquels les transactions sont conçues, la Cour royale a pu, sans commettre aucun excès de pouvoir, et sans violer les lois de la matière, décider que les réclamations élevées par de Fumel, relativement à une portion de la dot de la dame d'Argicourt, étaient comprises au nombre de ses prétentions sur lesquelles les transactions étaient intervenues. — Rejette, etc. »

Du 31 déc. 1835. — Ch. req.

JURY. — DÉLIBÉRATION. — SORTIR. — RAPPEL. — ERREUR MATÉRIELLE. — DÉPENSE. — FAIT NOUVEAU. — CONFLICTÉ.

La défense faite aux jurés de sortir de leur chambre avant d'avoir formé leur déclaration.

tion ne fait point obstacle à leur retour dans l'auditoire, en exécution d'un arrêt de la Cour d'assises qui les y rappelle (1).

Spécialement, la Cour d'assises qui s'aperçoit, peu après la retraite des jurés dans leur chambre, qu'il s'est glissé dans les questions une erreur matérielle à rectifier, peut, sans attendre qu'il ait terminé sa délibération, rentrer en séance, après s'être assurée qu'une décision ne s'est encore formée, et opérer cette rectification (2).

L'accusé ou son conseil ne peuvent se plaindre que les droits de la défense en aient souffert, alors que la Cour a eu le soin de procéder contradictoirement avec eux (3).

La Cour d'assises peut, sans soumettre aux jurés un fait autre que celui qui a motivé l'accusation, reporter à une époque différente, d'après le résultat des débats et les énonciations de l'acte d'accusation et de l'arrêt de renvoi, la date du crime que le résumé de cet acte indique d'une manière erronée.

Le président peut ajouter dans la question posée au jury que l'accusé a assisté l'auteur du crime avec connaissance, alors que cette circonstance ressort implicitement de la qualification donnée aux faits par l'arrêt de renvoi (4).

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur la violation prétendue des art. 337 et 343, C. crim. : — Attendu que si l'article 343 porte que « les jurés ne pourront sortir de leur chambre qu'après avoir formé leur déclaration », cette disposition n'a trait qu'à la défense qui leur est faite de communiquer avec personne pendant le cours de leur délibération, mais ne fait point obstacle à leur retour dans l'audience en exécution d'un arrêt de la Cour d'assises qui les y rappelle ; — Que la Cour d'assises s'étant aperçue, peu de temps après la retraite des jurés dans leur chambre, qu'il s'était glissé dans les questions posées au jury une erreur matérielle dont la rectification lui a paru nécessaire pour qu'il y pût répondre d'une manière précise et conforme à la vérité, a pu, sans attendre qu'il eût terminé sa délibération, rentrer en séance, et après s'être assurée, tant par la déclaration du chef du jury que par l'inspection de la feuille de questions, qu'aucune décision n'était encore formée et consignée en marge ou à la suite des questions, opérer cette rectification ; — Que les droits de la défense ont été garantis par le soin qu'a eu la Cour de procéder, contradictoirement avec les accusés et leurs conseils ; — Attendu, d'ailleurs, qu'en reportant au mois de mai suivant, ce qui résultait des débats et de l'ensemble des faits énoncés dans l'arrêt de renvoi et dans l'acte d'accusation, la date du crime indiquée par erreur au mois d'août dans le résumé de cet acte, la Cour d'assises n'a point soumis aux jurés un autre fait que celui pour lequel les demandeurs avaient été mis en accusation et n'a point contrevenu aux dispositions

de l'art. 337, C. crim. ; — Sur le moyen de cassation particulier à Valade : — Attendu que si, dans le dispositif de l'arrêt de renvoi et dans le résumé de l'acte d'accusation, il n'est point dit que ce soit avec connaissance que Valade a assisté Michel dans le crime imputé à celui-ci, cette circonstance ressort cependant de la qualification donnée aux faits par ledit arrêt, puisque Valade a été mis en accusation du crime prévu par les art. 60 et 296, C. pén. ; — Qu'ainsi, en ajoutant dans la question posée au jury, les mots : avec connaissance, le président de la Cour d'assises n'a violé aucune loi, — Rejette, etc. »

Du 4 janv. 1836. — Ch. crim.

PIGEON. — RÈGLEMENT DE POLICE. — AMENDE.

La propriétaire de pigeons qui ne les tient pas enfermés pendant le temps prescrit par un arrêté municipal est passible des peines portées par l'art. 471, n° 15, C. pén., indépendamment de la faculté accordée à chacun de les tuer sur son propre terrain (5).

Le 11 juill. 1834, jugement du tribunal de simple police de Braine, qui renvoie Langinier des fins d'une poursuite exercée contre lui pour avoir laissé vaguer ses pigeons dans un temps prohibé par un arrêté du maire de sa commune.

Le 5 déc. 1834, cassation de ce jugement, et renvoi au tribunal de simple police de Soissons. Ce tribunal s'étant prononcé dans le même sens que celui de Braine par jugement du 20 mars 1835, le ministère public a formé un nouveau pourvoi en cassation.

Le conseiller rapporteur, après avoir éité plusieurs arrêts de la Cour, qui décidaient que la loi de 1789, en déclarant gibier les pigeons non enfermés aux époques fixées par les communautés, était restreinte à cette mesure répressive, et que le propriétaire n'était assailli à aucune peine, disait que ces principes étaient incontestables avant la loi de 1832 ; mais il se demandait si, depuis cette loi, il n'y avait pas lieu à prononcer une amende contre le défendeur, pour avoir contrevenu à un règlement légalement fait. Il établissait, à cet égard, une distinction dans l'art. 471, § 15, C. pén., qui dispose, d'une part, que « seront punis d'une amende de 1 fr. à 5 fr. ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative », et ajoute, d'autre part : « Et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale, en vertu des art. 3 et 4, tit. 11, » L. 16-24 août 1790, et 46. tit. 1^{er}, L. 19-23 juill. 1791. » Le rapporteur, en se reportant à la jurisprudence déjà établie, disait que, d'après ces principes, la seconde partie du § 15 qu'on vient de citer n'était pas applicable à l'espèce ; mais qu'il s'agissait d'examiner s'il n'en était pas autrement de la première partie. Voici, à ce sujet, comment il déduisait ses raisonnements :

(1-2-3) F., en ce sens, Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 1, p. 222.

(4) F., en ce sens, Cass., 2 mars 1837.

(5) F. conf. Cass., 5 déc. 1834, et 28 sept. 1837, ch. réun. — V. *contra* Amiens, 22 juill. 1836. — Sic Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 4, p. 306.

— « C'est à l'autorité administrative qu'il appartient de fixer les époques où les propriétaires de pigeons devront les tenir enfermés; l'art. 2, L. 4 août 1789, le décide expressément; les règlements qu'elle fait sur ce point sont donc légalement faits. »

Jusqu'à l'époque de la promulgation de la loi du 28 avril 1832, l'infraction à ces règlements n'avait aucune sanction pénale; on ne peut pas, en effet, regarder comme une peine le droit accordé à chacun de tuer sur son terrain les pigeons qu'il y trouverait en temps prohibé. C'est seulement un moyen autorisé de préserver sa propriété des dégâts que les pigeons pourraient y commettre. Des règlements que doit faire à cet égard l'autorité administrative étant légaux, et chacun étant obligé de s'y conformer, peut-on dire, comme le fait le jugement attaqué, que le n° 15, ajouté à l'art. 471, C. pén., n'a fait qu'un rappel, un résumé des lois de 1790, de brum. et thermid. an 4. pour la peine à appliquer, mais qu'il n'a rien changé ni ajouté à la jurisprudence et à la loi de 1789 sur la fermeture des colombiers?

« La généralité et l'étendue des termes employés dans l'art. 471, § 15, les règlements légalement faits par l'autorité administrative, n'embrassent-ils pas tous les règlements fondés sur une loi, quand même cette loi n'aurait prononcé aucune peine? Alors, l'art. 471, § 15, supplée au silence de la première loi. »

Au développement des motifs du jugement de simple police de Soissons, on ajoutait, dans le système de la défense, que la divagation des pigeons en temps prohibé ne pourrait donner lieu à une amende contre le propriétaire, qu'autant qu'on voudrait les comprendre dans le terme générique de *volailles*, contenu dans l'article 11, tit. 2, L. 28 sept. 1791, relative à la police rurale. Or, la Cour a jugé, avec raison, le 5 oct. 1831, que la dénomination de *volailles* ne s'appliquait qu'aux oiseaux qui sont en état de domesticité, et qui sont de l'espèce de ceux qu'on tient dans les basses-cours.

On ne pourrait pas mieux mettre les pigeons dans la classe des animaux malfaisants, dont parle l'art. 5, L. 1790; car, en fait, ils ne sont pas malfaisants, et le bon sens, d'ailleurs, se refuse à l'idée que la loi aurait désigné des oiseaux aussi paisibles par l'expression *animaux malfaisants*.

Si un propriétaire, disait-on encore, pouvait être poursuivi pour non-fermeture de son colombier, il s'en suivrait que les agents de police pourraient s'introduire chez lui à toute heure, pour constater la contravention, contrairement à l'art. 8, L. 19-22 juill. 1791.

Pour Langinier, intervenant, on a soutenu que l'art. 471, n° 15, C. pén. de 1832, n'était applicable qu'aux règlements pris dans le cercle des attributions conférées à l'autorité municipale par les lois de 1790 et 1791, et qu'on ne pouvait l'étendre au cas prévu par celle du 4 août 1789, art. 2, qui trouve une sanction suffisante dans la faculté qu'elle accorde à chacun de tuer sur son terrain les pigeons d'autrui, et qui n'y est pas même visée; que le para-

phe ci-dessus rappelé, ajouté au Code pén. de 1810, n'avait point du tout introduit un droit nouveau, et n'avait eu pour objet que de sanctionner des principes déjà admis par la Cour elle-même; qu'ainsi il n'y avait aucun motif pour changer une jurisprudence qui n'avait jamais varié depuis quarante ans.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 2, L. 4 août 1789, et 471, § 15, C. pén.; — Attendu, en droit, que tout règlement fait par l'autorité compétente en vertu d'une loi, et pour en assurer l'exécution, est légal et obligatoire; — Attendu que le § 15, ajouté par la loi du 28 avril 1832 à l'art. 471, C. pén., a eu pour objet de réprimer les infractions à ces règlements dans tous les cas où la loi pénale ne prononçait aucune peine; — Attendu que l'art. 2, L. 4 août 1789, en abolissant le droit exclusif des seigneurs et colombers, a prescrit de tenir les pigeons renfermés aux époques qui seraient fixées par les communes; — Que de cette disposition résulte, pour l'autorité municipale, le droit de fixer par des règlements les époques où les pigeons seront renfermés. — Attendu que, la loi de 1789 n'ayant prononcé aucune peine contre ceux qui contreviendraient à ces règlements, l'art. 471, § 15, C. pén., doit leur être appliqué; — Attendu que le jugement attaqué déclare, en fait, que Langinier n'a pas tenu ses pigeons enfermés aux époques fixées par l'arrêté du maire de Chassigny du 15 juin 1834; — Que ce fait, postérieur à la loi du 28 avril 1832, constituait la contravention à un règlement légalement fait par l'autorité administrative, contravention prévue et punie par l'art. 471, § 15 précité; d'où il suit que le juge de paix de Soissons, en refusant de faire application de cet article, en a commis une violation formelle. — Casse, etc. »

Du 5 janv. 1836. — Ch. réun.

CASSATION. — DELAI. — ARRÊT DE RENVOI. — ACQUIESCANT. — ACCUSE. — INSTRUCTION CRIMINELLE. — OUVARTURE. — ASSISES.

Le délai de cinq jours accordé à l'accusé à compter du jour de son interrogatoire par le président des assises, pour se pourvoir contre l'arrêt de renvoi, ne court que du jour de la notification de cet arrêt, si elle n'a été faite qu'après l'interrogatoire. (Code crim., 296.)

L'accusé ne peut valablement renoncer à ce délai et consentir à être jugé de suite qu'autant qu'il connaît déjà, par une notification préalable, l'arrêt de renvoi qu'il renonce à attaquer (1). (C. crim., 261.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 296, 301 et 302, C. crim.; — Attendu, en fait, que, le 18 nov. 1835

(1) Il en est autrement si l'arrêt de renvoi a été préalablement signifié à l'accusé. — *F. Cass.*, 16 avril 1831 et 8 juill. 1830.

Joseph Tournery a été interrogé, conformément à l'art. 295, C. crim., par le président de la Cour d'assises de l'Ain; — Attendu que, le 21 nov., 1835 il lui a été fait notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, et que, le 26, il a été jugé et condamné par la Cour d'assises, d'où il suit qu'il n'y a eu que quatre jours entre ladite notification et les débats; — Attendu, en droit, qu'en procédant à l'interrogatoire de l'accusé, en conformité de l'art. 295, le président doit, d'après l'art. 200, l'avertir de former, dans les cinq jours, contre l'arrêt de renvoi, une demande en nullité, s'il croit avoir à en former, ce qui implique nécessairement l'idée que cet arrêt doit lui être déjà connu, par la notification qui doit lui en avoir été préalablement faite, d'après l'art. 242; — Attendu que ce délai de cinq jours ne peut courir que du jour où la notification a été faite, lorsque cette notification a suivi l'interrogatoire et l'avertissement du président, au lieu de les précéder; — Attendu que ce délai doit être laissé à l'accusé, soit pour délibérer sur la formation d'une demande en nullité contre l'arrêt de renvoi, soit pour préparer sa défense, puisque, aux termes de l'article 302, ce n'est qu'à partir du premier jour de ce délai qu'il peut communiquer avec son conseil, et que ce conseil peut prendre communication des pièces; d'où il suit que l'intégralité de ce délai est substantielle à l'exercice du droit légitime de la défense; — Attendu que, si l'article 261 permet à l'accusé de consentir à être jugé après l'ouverture des assises, et présume, en ce cas, renoncement de sa part à la faculté de se pourvoir contre l'arrêt de renvoi; et si, dans l'espèce, lors de l'interrogatoire prescrit par l'art. 295, l'accusé a déclaré renoncer à se pourvoir contre l'arrêt de renvoi et a consenti à être jugé le plus tôt possible, il ne s'ensuit pas qu'il ait pu renoncer aux délais substantiellement exigés par la loi pour préparer sa défense; — Attendu qu'en effet, cette déclaration, de la part de Tournery, a été faite par lui avant d'avoir eu connaissance du texte de l'arrêt de renvoi qui ne lui a été notifié que postérieurement; — Attendu que le consentement à être jugé de suite n'étant qu'une conséquence de la renoncation à se pourvoir contre l'arrêt de renvoi, et cette renoncation étant nulle comme faite avant la notification de l'arrêt de renvoi, il s'ensuit que les débats ont eu lieu et que le jugement de condamnation a été prononcé avant l'expiration des délais déterminés par la loi pour une libre et sérieuse défense; — Attendu que, pour la validité du consentement dont parle l'art. 261, il est nécessaire que l'accusé connaisse, par une notification préalable, l'arrêt de renvoi qu'il renonce à attaquer; d'où il suit que le consentement dont il s'agit, ayant été donné sans connaissance de cause, est nul et non avenue; que les débats et tout ce qui s'en est suivi doivent être annulés, comme ouverts prématurément avant l'expiration des délais né-

cessaires à la défense, et, par conséquent, en violation du droit sacré de la défense, — Casse, etc. »

Du 7 janv. 1836. — Ch. crim.

TÉMOIN. — CROSS JUGÉE. — LECTURE. — POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE. — COUR D'ASSISES. — JURY. — LETTRE ANONYME.

La Cour d'assises peut, sans violer l'autorité de la chose jugée, et malgré l'opposition de l'accusé, ordonner que les témoins cités seront entendus sur des faits relatifs à un précédent procès criminel intenté à cet accusé, et sur lequel il a été acquitté.

Le président de la Cour d'assises peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, donner lecture aux jurés de la déclaration rendue par le jury dans ce précédent procès criminel et mentionnant, contrairement à la loi, que c'est par suite d'un partage d'opinions que l'accusé était déclaré non coupable; l'irrégularité de cette déclaration ne peut réfléchir sur la nouvelle procédure, et ne porte aucune atteinte aux droits de la défense (1). Des lettres anonymes, adressées pendant l'instruction aux magistrats chargés d'y procéder pour leur fournir des documents, ne peuvent être assimilées à des déclarations écrites de témoins légalement entendus, et peuvent être, conséquemment, remises aux jurés par le président de la Cour d'assises avec les pièces du procès (2). (C. crim., 341.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la prétendue violation de la chose jugée, en ce que la Cour d'assises, nonobstant l'opposition du défendeur de l'accusé à ce que les témoins Petit, femme Petit et fille Halbout, fussent entendus sur des faits relatifs au procès criminel intenté à Lefrançois en 1821, et sur lequel il a été acquitté, a néanmoins ordonné que lesdits témoins seraient entendus; — Attendu que les témoins dont il s'agit avaient été cités régulièrement et notifiés à l'accusé, et qu'aucune disposition de la loi n'obligeait la Cour d'assises à restreindre leur audition aux faits spéciaux de l'accusation dont le jugement se poursuivait devant elle, et qu'elle a pu, sans violer l'autorité de la chose jugée, les entendre sur tout ce qu'ils savaient relativement à l'accusé, parce que, en procédant ainsi, elle a évidemment eu pour but, non de remettre en question l'acquiescement prononcé dans le procès de 1821, en faveur de l'accusé, mais bien d'éclairer le jury sur la moralité antérieure de cet accusé; — Sur ce que le président de la Cour d'assises a donné lecture aux jurés de la déclaration du jury intervenue en 1821 dans le procès criminel intenté, à cette époque, contre Lefrançois fils, demandeur en cassation, déclaration énonçant que c'est par suite d'un partage d'opinions du jury, à six voix contre six, que cet accusé a été déclaré non coupable, de laquelle lecture le demandeur sou-

(1) F. anal. Cass., 3 sept. 1812, 14 août 1817, et 28 mars 1820.

(2) Jugé même que lecture peut être donnée aux

débats de lettres missives adressées par un fils à son père accusé. — F. Cass., 28 mars 1835. — F. aussi Cass., 15 oct. 1839.

tient qu'il résulte nullité de la procédure, en ce que le président de la Cour d'assises s'est approprié ainsi le vice de la déclaration de 1821, laquelle n'aurait pas dû énoncer le nombre de voix qui a entraîné l'acquiescement de l'accusé, et en ce que la lecture de cette déclaration a porté atteinte aux droits de défense de l'accusé, en aggravant illégalement sa position : — Attendu que la déclaration du jury, qui a été prononcée publiquement devant une Cour d'assises, est un acte authentique et public, dont la production dans un débat criminel ne peut être considérée comme portant atteinte aux droits de la défense, parce que intervenue dans une affaire autre que celle qui s'instruit devant le jury, cette déclaration ne doit avoir d'autre influence que celle d'un simple renseignement dans le procès nouveau au jugement duquel on procède ; que si, dans l'espèce dont il s'agit, la déclaration du jury dans le procès de 1821 énonce un partage de voix sur la question de culpabilité de l'accusé, cette énonciation, contraire à la disposition finale de l'art. 347, C. crim., constituait une irrégularité dans cette déclaration, mais que cette irrégularité ne peut réfléchir sur la procédure qui a lieu dans une autre affaire, dans laquelle il est donné lecture de cette déclaration irrégulière du jury ; — Attendu que l'utilité ou l'opportunité de la production d'un renseignement appartient à l'appréciation du président de la Cour d'assises, que l'art. 308, C. crim., investit d'un pouvoir discrétionnaire à cet égard, et en vertu duquel il peut prendre sur lui tout ce qu'il croit utile à la découverte de la vérité, la loi ébaillant son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation ; — Attendu qu'en donnant lecture, dans le cours des débats, de la déclaration du jury, intervenue dans le procès intenté en 1821, à Lefrançois fils, le président de la Cour d'assises doit être considéré comme ayant agi en vertu de son pouvoir discrétionnaire, dont l'exercice légal ne peut constituer une atteinte au droit de défense de l'accusé ; — Sur la violation prétendue de l'art. 341, C. crim., en ce que des lettres anonymes existant au dossier ont été remises par le président de la Cour d'assises avec les autres pièces du procès aux jurés, lorsqu'ils sont entrés en délibération : violation qui consistait en ce que des lettres anonymes doivent être considérées comme des déclarations écrites de témoins : — Attendu que des lettres anonymes adressées dans le cours de l'instruction aux magistrats chargés de procéder à l'instruction, pour leur fournir des documents qu'ils sont à même de vérifier et d'utiliser dans l'intérêt de la justice, ne peuvent être considérées comme complètement étrangères au procès, et qu'à ce titre elles sont pièces du procès ; mais que leur titre de lettres anonymes ne permet pas de les assimiler à des déclarations écrites de témoins entendus légalement dans l'instruction ; que, par conséquent, elles ne tombent pas dans la prohibition portée en l'art. 341, C. crim. ; d'où il suit que le président de la Cour d'assises, en remettant aux jurés, avec les pièces du procès, les lettres anonymes dont il s'agit, n'a point

contrevenu à l'art. 341, C. crim. — Rejetée, etc. »
Du 7 janv. 1836. — Ch. crim.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. — SOCIÉTÉ. — DIRECTEUR. — DÉPENSES. — NOMINATION ILLOCALE.

L'individu nommé en vertu d'une délibération illégale aux fonctions de directeur d'une société anonyme n'a point, en cas de révocation régulière, droit à des dommages-intérêts proportionnés au préjudice que lui cause la perte de son emploi (1). (C. civ., 1382.) Toutefois, il a droit au remboursement et dépenses qu'il a faites pour la société, et à des dommages-intérêts comme indemnité des soins qu'il a donnés à la gestion de ses affaires, alors même qu'il n'aurait pas ignoré le vice de sa nomination. (C. civ., 1382.)

L'art. 27 des statuts de la société anonyme d'assurance mutuelle contre la grêle établie à Toulon institue un conseil général chargé de représenter la société.

Aux termes de l'art. 46 des mêmes statuts, il est dit que les affaires seront gérées par un directeur général, et l'art. 50 nomme Dehax à ces fonctions. Cependant, le 3 déc. 1831, plusieurs membres de la société, sans qualité pour faire partie du conseil général, prennent une délibération aux termes de laquelle Darnaud est adjoint à Dehax. Ce dernier même étant tombé malade, Darnaud remplit jusqu'en 1835 les fonctions de directeur général. Mais à cette époque, le 15 janv., le conseil général assemblé annule la délibération du 3 déc. 1831. Aussitôt Darnaud assigne Malaret, président de la société, et demande contre lui, 1° l'annulation de la délibération du 15 janv. ; 2° et subsidiairement le remboursement de frais par lui faits dans l'intérêt de la société, et des dommages-intérêts proportionnés au préjudice qui pouvait résulter pour lui de l'inexécution de la délibération du 3 déc. 1831.

Jugement qui rejette sa demande.

Appel. — Du 9 juin 1834, arrêt de la Cour de Toulouse : — « Attendu qu'aux termes de l'article 1382, C. civ., tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ; que, dans l'espèce, la délibération prise le 15 janv. 1835, par le conseil général, porte préjudice à Darnaud, en ce qu'il lui fait perdre le titre de directeur-adjoint, l'expectative de remplacer, en cas de mort ou de démission, le directeur général, et les droits et prérogatives attachés à ces titres et qualités ; que, quoiqu'il ait été déjà jugé (par un arrêt rendu le même jour) que le conseil général a pu, le 15 janv. 1835, annuler la délibération du 3 déc. 1831, même en ce qui concernait Darnaud, il n'en est pas moins certain que Darnaud, sur la foi qu'avait dû lui inspirer la susdite délibération du 3 déc. 1831, s'était, pendant près d'une année, donné les soins les plus actifs et les plus assidus dans l'intérêt général de la société ; qu'il avait même fait

(1) F. Toullier, *Droit civ.*, t. 6, nos 217 et suiv., et Pardessus, *Droit comm.*, n° 1041.

à cette occasion certaines dépenses qui ne sauraient demeurer à sa charge ;

• Attendu que Darnaud, ayant à s'imputer d'avoir pu connaître la nullité de la délibération de 1831, et de ne pas avoir fait couvrir ce vice de forme, en demandant la convocation d'une nouvelle assemblée régulièrement composée, n'a pas le droit de réclamer des dommages-intérêts proportionnés aux pertes qui pourraient résulter de la non-exécution de la délibération du 3 déc. 1831, mais qu'il doit seulement être indemnisé des faux frais qu'il a pu faire dans l'intérêt de la société.....

• Condamne la société d'assurance à payer à Darnaud 2,000 fr. à titre de dommages-intérêts. »

POURVOI par Malaret pour violation de l'article 1582, C. civ. — Il n'y a lieu, disait-on, à l'application de l'art. 1582, C. civ., qu'autant que le fait dommageable ne peut pas être imputé à celui qui éprouve le préjudice ; que si au contraire c'est par sa faute que le dommage existe, quel droit a-t-il pour se plaindre ? Or, dans l'espèce, il est constant en fait et reconnu par l'arrêt attaqué que Darnaud a connu le vice de la délibération qui le nommait directeur-adjoint ; il a donc à se reprocher d'avoir accepté des fonctions qu'il savait ne pouvoir lui être conférées. — D'un autre côté, la condamnation en des dommages-intérêts ne peut être que la punition d'une faute commise ; or, de quelle faute s'est rendue coupable la société en annulant la délibération du 3 déc. ? L'arrêt attaqué reconnaît que la société était en droit de prononcer cette annulation, n'est-ce donc pas le cas d'appliquer cette maxime : *Damnum non facit qui jure suo utitur*.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué, ayant reconnu que Darnaud avait donné les soins les plus assidus aux intérêts de la société, et fait diverses dépenses pour son compte, a pu lui accorder 2,000 fr. de dommages-intérêts, comme indemnité de ses soins et de ses dépenses, et qu'en le jugeant ainsi, l'arrêt n'a violé aucun des articles invoqués, — Rejette, etc. »

Du 7 janv. 1836. — Ch. req.

COUR D'ASSISES. — DÉCLARATION NOUVELLE. — APPRÉCIATION. — PRÉSIDENT.

Il n'appartient qu'à la Cour d'assises, et non au président seul, de statuer sur les conséquences de la déclaration affirmative du jury, et par conséquent, de constater l'irrégularité ou l'obscurité dont cette déclaration peut être entachée, et de renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations (1).

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que le procès-verbal de la séance de la Cour d'assises constate que les jurés, n'ayant pas exprimé dans leur déclaration que les circonstances atténuantes par eux ad-

mises en faveur de l'accusé l'avaient été à la majorité, le président les a renvoyés dans leur chambre pour déclarer si telle est la vérité que les circonstances atténuantes ont été admises à la majorité ; — Attendu qu'il résulte pareillement dudit procès-verbal que le jury, après être rentré dans la chambre de ses délibérations, est rentré à l'audience, et que le chef du jury a donné lecture de nouveau de la déclaration du jury, laquelle a gardé le silence sur les circonstances atténuantes ; qu'il résulte même, de l'état matériel de cette déclaration du jury, que les mots *il y a des circonstances atténuantes qui existaient dans la première déclaration* en ont été retranchés au moyen de la rature qui en a été faite par le chef du jury, rature par lui régulièrement approuvée ; — Attendu qu'il n'appartient qu'à la Cour d'assises de statuer sur les conséquences de la déclaration affirmative du jury ; que, par conséquent, cette Cour est seule compétente pour constater l'irrégularité ou l'obscurité dont cette déclaration peut être entachée, et pour renvoyer le jury dans la chambre de ses délibérations ; — Attendu que la déclaration du jury était incomplète, quant aux circonstances atténuantes, puisqu'elle n'exprimait pas que cette déclaration avait eu lieu à la majorité ; qu'en cet état, le président seul a renvoyé le jury dans la chambre de ses délibérations, pour rectifier ou compléter ladite déclaration ; en quoi il a commis un excès de pouvoir et violé expressément les règles de sa compétence, — Casse, etc. »

Du 8 janv. 1836. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — DÉCLARATION DU JURY. — INDIVISIBILITÉ.

L'annulation par la Cour de cassation de la déclaration du jury sur le fait principal, entraîne son annulation sur les circonstances aggravantes, alors même qu'à cet égard la déclaration se trouve favorable à l'accusé : en ce cas, il y a indivisibilité (2). (C. crim., 337 et 409.)

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que la demanderesse a été reconnue coupable de la soustraction frauduleuse dont elle était accusée ;

• Attendu que l'annulation de la déclaration du jury sur le fait principal de l'accusation, entraîne son annulation quant à la circonstance aggravante de domesticité que le jury a écartée ; que, de la combinaison des art. 337 et 409, C. crim., il résulte, en effet, que la déclaration du jury ne peut être divisée, c'est-à-dire annulée pour une partie et maintenue pour l'autre, qu'autant qu'elle porte sur plusieurs chefs distincts d'accusation ; mais que, pour chaque chef, elle forme un tout indivisible, de sorte que son annulation remet en question, devant le nouveau jury auquel la connaissance de l'affaire est renvoyée, et le fait principal, et toutes les circonstances aggravantes qui y étaient rattachées par

(1) *J. conf. Cass.*, 16 janv. 1833, 25 août 1836 et 11 mars 1836. — *J. Pourtant Cass.*, 26 juill. 1832.

(2) *J. en ce sens, Cass.*, 15 juin 1830. — *J. aussi*

sur la question, *Jurisp. du 19^e siècle*, v° *Juré*, n° 164 et suiv.

l'acte d'accusation, de quelque manière que le premier jury les ait résolues, — Cass., etc. »

Du 8 janv. 1836. — Ch. crim.

VOL. — REMISE VOLONTAIRE.

Celui qui, à l'aide de fraude, s'est fait remettre par le détenteur un billet souscrit par des tiers, ne peut être considéré comme coupable de vol, la remise, même frauduleuse, étant exclusive du fait de soustraction (1). (C. pén., 401.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, le billet dont il s'agit avait été remis à la veuve Huet, cette remise, même frauduleuse, est exclusive du fait de soustraction; qu'ainsi le fait tel qu'il est établi dans l'arrêt ne constituait pas un vol, et n'était pas susceptible de l'application des dispositions de l'art. 401. C. pén.; — Que, dès lors, il y a dans l'arrêt attaqué fausse application de cet article, — Cassé, etc. »

Du 8 janv. 1836 — Ch. crim.

ACQUIESCEMENT. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — PARTAGE.

(F. 20 janv. 1836.)

JUGEMENT ARBITRAL. — MOTIFS. — ARRÊT CONFIRMATIF. — COMPELLOIRE. — REFUS. — CONTRARIÉTÉ D'ARRÊTS. — INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES. — REJET.

Une sentence arbitrale qui déclare la demande non recevable sur quelques chefs, et mal fondée sur d'autres, doit être considérée comme suffisamment motivée au fond, lorsque, après l'admission des fins de non-recevoir, les juges énoncent qu'ils ont cru devoir, au fond, examiner chaque point de la contestation. (L. 20 avril 1810, art. 7.)

Il en est de même de l'arrêt purement confirmatif de cette sentence.

Une sentence arbitrale qui rejette une demande basée sur un compulsoire est suffisamment motivée lorsque, sans désigner le compulsoire, elle en réfute tous les prétendus résultats.

Il en est de même de l'arrêt confirmatif de cette sentence.

Il n'y a pas contrariété entre deux arrêts, émanés de la même Cour, dont l'un rejette une fin de non-recevoir, et l'autre, tout en l'admettant, prononce sur le fond de la cause.

Les juges peuvent rejeter une demande en interrogatoire sur faits et articles, formée à l'audience même indiquée pour le prononcé de l'arrêt, comme tendant à retarder la décision (3). (C. proc., 324.)

En messidor an 8, une société en participation a été formée entre Corsange et Lafaix pour le commerce des laines. Le premier devait fournir tous les fonds nécessaires, tandis que le

second n'apportait que son industrie. Les profits et pertes devaient être partagés par moitié. Ces conditions s'exécutèrent jusqu'en fév. 1815, époque à laquelle le décès de Lafaix mit fin à l'association.

Des contestations s'étant élevées au sujet de la liquidation, un jugement renvoya les parties devant arbitres; et, le 5 sept. 1814, une première sentence arbitrale, contenant règlement des droits respectifs des associés, constitua Corsange créancier des héritiers Lafaix pour une somme de 3,037 fr. Le 15 avril 1817, seconde sentence arbitrale qui rétablit à l'actif une somme de 81,415 fr. sur la demande de Corsange, et porte sa créance contre les héritiers Lafaix à 36,070 fr. Le 28 déc. 1821, troisième sentence arbitrale qui réduit la dette des héritiers Lafaix envers Corsange de 4,063 fr. Corsange est décédé le 17 sept. 1824. Alors les héritiers Lafaix ont interjeté appel de la sentence du 28 déc. 1821 devant la Cour d'Orléans. Dans le cours de l'instance d'appel, un arrêt du 21 juin 1825 ordonna le compulsoire ou dépouillement des registres et papiers dépendant de la succession de Corsange. Les héritiers Lafaix croyant trouver dans ce document la preuve de nouvelles erreurs, omissions ou doubles emplois, ont réclamé incidemment une somme de 104,295 fr.; mais un arrêt du 29 janv. 1827 rejeta leur appel principal comme mal fondé, et déclara leur appel incident quant alors non recevable, cette nouvelle demande n'ayant pas subi le premier degré de juridiction.

Le rejet de cet incident amena une instance nouvelle des héritiers Lafaix; et un jugement du tribunal de commerce d'Orléans du 29 juin 1827, confirmé par arrêt de la Cour, séant dans la même ville, le 18 déc. suiv., renvoya les parties devant de nouveaux arbitres. Alors les héritiers Lafaix divisèrent leur demande à fin de rectification de compte en quatre parties différentes. Dans la première partie, ils concluaient à ce que divers effets alloués à Corsange par la première sentence arbitrale du 5 sept. 1814 fussent retranchés du compte courant et que les héritiers Corsange fussent condamnés à leur payer 62,906 fr. La seconde partie avait pour objet divers traités, dont le compte de Lafaix, établi par la même sentence, n'aurait pas été crédité, et s'élevant ensemble à 14,269 fr. La troisième partie concernait différents paiements énoncés dans la sentence de 1814 comme ayant été faits par Corsange, quoique, selon les demandeurs, ils n'eussent pas été réellement effectués, et montant à 6,264 fr. Enfin, dans la quatrième partie de leur demande, ils réclamaient 5,905 fr. pour la moitié à la charge de Corsange dans une perte de vingt-cinq balles de laine, dont les sentences précédentes ne lui auraient pas fait leur compte.

Le 7 juill. 1829, quatrième et dernière sentence arbitrale, qui statue sur les différents

(1) Jugé d'après le même principe qu'il n'y a point vol dans le refus frauduleusement fait d'une quittance par le créancier qui vient d'être payé. (F. Cass., 26 sept. 1824), non plus que dans les manœuvres

par lesquelles un débiteur conserve un titre qu'il n'a pas acquitté. — F. Cass., 9 sept. 1826.

(2) Sic Carré-Chauveau, n° 1232.

chefs de la demande nouvelle, ou rectification de compte. Sur la première partie de la demande, les arbitres commencèrent par admettre comme fin de non-recevoir l'autorité de la chose jugée (art. 1351, C. civ.), résultant de ce que les billets alloués à Corsange par la sentence du 3 sept. 1814, et dont il se trouvait alors en possession, avaient été considérés comme sa propriété : ce qui pouvait être de la part des premiers arbitres une mauvaise appréciation de fait, mais ne constituait ni erreur, ni omission, ni faux, ou doubles emplois de nature à engendrer une action en rectification de compte (art. 541, C. proc.). Néanmoins les arbitres déclarent que, pour leur propre satisfaction et pour prouver aux parties l'attention qu'ils ont apportée à l'affaire qui leur était soumise, ils ont cru devoir examiner au fond le mérite de chaque point de la contestation. Puis, après être entrés à ce sujet dans de longs développements, ils concluent de leur examen, que tout tend à démontrer que les premiers arbitres ont bien jugé en allouant à Corsange le montant des billets, objet du litige; et ils terminent en déclarant les héritiers Lafaix tout à la fois non recevables et mal fondés dans la première partie de leur demande. Sur la seconde partie de la demande, les arbitres déclarent les héritiers Lafaix mal fondés. Sur la troisième partie de la demande, comme sur la première, les arbitres admettent la fin de non-recevoir tirée de ce qu'il y aurait eu chose jugée par la sentence de 1814, et déclarent les héritiers Lafaix tout à la fois non recevables et en quelques points mal fondés. Enfin, sur la quatrième et dernière partie de la demande, les arbitres ont considéré qu'elle avait déjà été rejetée par la troisième sentence du 23 déc. 1821, confirmée par l'arrêt du 29 janv. 1827, et ils ont déclaré les héritiers Lafaix non recevables.

Sur l'appel de cette quatrième sentence arbitrale, interjeté par les héritiers Lafaix devant la Cour d'Orléans, un arrêt du 25 juill. 1831 ordonna que la cause serait instruite par écrit pour en être fait rapport par l'un des conseillers commis à cet effet. Un autre arrêt du 16 août, après l'audition du rapport, mit la cause en délibéré pour l'arrêt être prononcé le 23 du même mois. A l'audience de ce jour seulement, les héritiers Lafaix conclurent à ce que les héritiers Corsange fussent interrogés sur le fait de savoir si leur auteur avait enlevé des pièces sur lesquelles reposaient les preuves de la comptabilité dans les papiers dépendant de la succession Lafaix.

Le même jour, 23 août 1831, arrêt définitif de la Cour d'Orléans : — « En ce qui touche la fin de non-recevoir opposée aux première, troisième et quatrième parties de la demande des héritiers Lafaix, adoptant les motifs des premiers juges :

« Au fond, sur les quatre parties de ladite demande, adoptant les motifs des premiers juges;

« En ce qui touche la demande en interrogatoire sur faits et articles;

« Attendu que les faits ne sont pas précisés ni articulés comme ils devraient l'être aux termes

des art. 324 et 325, C. proc., et que la demande en interrogatoire, fournie immédiatement avant l'ouverture de l'audience indiquée pour le prononcé de l'arrêt, est tardive,

« La Cour, confirme, etc. »

POURVOI de la part des héritiers Lafaix contre cet arrêt. — Un premier moyen, tiré du défaut de publicité de l'audience à la séance où le rapport a eu lieu le 16 août 1831, reposait sur une erreur de fait, et a été écarté par la production de l'arrêt. Il en est de même du second moyen, fondé sur ce que l'arrêt n'aurait point statué sur la troisième partie de la demande en rectification de compte.

Troisième moyen : Violation de l'art. 7, L. 20 avril 1810, qui déclare nuls les arrêts non motivés. La demande en rectification de compte formée par les héritiers Lafaix avait pour base le compulsoire ordonné par l'arrêt de la Cour d'Orléans du 21 juin 1825. En déclarant les héritiers Lafaix non recevables, quant alors, dans leur demande en rectification, par son arrêt du 29 janv. 1827, cette Cour avait reconnu implicitement qu'ils pourraient plus tard argumenter du compulsoire. Devant les quatrièmes arbitres, on se fondait sur ce que les erreurs à rectifier avaient été découvertes et constatées par le compulsoire; enfin des conclusions furent prises dans ce sens devant la Cour en 1831, et les qualités de l'arrêt constatent que l'une des questions que la cause présentait à juger était celle de savoir si le compulsoire devait être pris pour base de la décision. Cependant ni la sentence arbitrale du 7 juill. 1829, ni l'arrêt attaqué du 22 août 1831, ne parlent de compulsoire, d'où il résulte qu'ils manquent de motifs sur le moyen unique de la demande, puisqu'il renferme tous les autres. Il y a dans l'espèce cette différence entre le compulsoire et une enquête ou un interrogatoire ordinaire, que ces actes d'instruction ou servent le plus souvent qu'à compléter une preuve; tandis que le compulsoire devait former, à lui seul, une preuve complète, comme étant la seule pièce produite à l'appui de la demande en rectification. Si les juges n'étaient pas liés à l'avance par le compulsoire, du moins ils ne pouvaient se dispenser, en le rejetant, d'exprimer les motifs du rejet.

Quatrième moyen : Fausse application des art. 1351, C. civ., et 541, C. proc. La demande en rectification de compte ne peut être arrêtée par aucune fin de non-recevoir, car elle a pour objet de relever des erreurs commises. L'article 541, C. proc. ne distingue pas et il ne devait pas distinguer entre les erreurs de calcul ou autres; car, en signalant d'autres bases sur lesquelles le compte aurait dû porter, on arrive nécessairement à démontrer que le calcul lui-même était erroné dans son principe et dans ses résultats. L'autorité de la chose jugée, fût-elle opposable en pareille matière, elle n'existerait pas dans l'espèce, puisqu'il s'agit d'une rectification des comptes fixés par les trois premières sentences, et qu'aucune demande semblable n'avait encore été formée. Le prétendu examen que les quatrièmes arbitres auraient fait de l'affaire au fond ne détruit pas le moyen de

cassation : car, à cet égard, les choses ne seraient passées d'une manière superficielle, et les juges n'auraient pas agi avec l'impartialité nécessaire. En effet, après avoir admis la fin de non-recevoir, c'est seulement pour leur propre satisfaction, et pour prouver aux parties l'attention qu'ils ont apportée à leur affaire, qu'ils ont cru devoir examiner le fond. Tout tend, disent-ils, à démontrer que les premiers arbitres ont bien jugé en allouant à Corsange les articles de son compte; mais une lenance à démonstration n'est pas la démonstration elle-même, et ne peut entraîner la conviction. Enfin, cet examen leur a fait sentir toute la gravité, toute la force de la fin de non-recevoir, sans doute parce qu'ils n'ont cherché autre chose qu'un moyen pour la fortifier et un motif pour l'adopter. Au surplus, les quatre arbitres n'ont statué au fond que sur les deux premières parties de la demande et sur quelques points non désignés de la troisième. Ainsi l'arrêt, en ce qui touche cette troisième partie et la quatrième, ne peut échapper au moyen de cassation invoqué.

Cinquième et dernier moyen : Contrariété entre les arrêts de la Cour d'Orléans des 29 janv. 1827 et 22 août 1831. L'arrêt du 29 janv. 1827, confirmatif de la troisième sentence du 28 déc. 1821, a décidé que l'autorité de la chose jugée ne pouvait être invoquée en matière de compte, quand il était question de réparer des erreurs, omissions, faux ou doubles emplois, aux termes de l'art. 541. C. proc.; et cependant l'arrêt attaqué du 22 août 1831 a admis une pareille fin de non-recevoir contre la demande des héritiers Lafaix.

Pour les héritiers Corsange, on a répondu aux deux premiers moyens par la production des pièces. Puis, abordant les autres moyens, on disait : Le compulsoire de 1835 devait-il être pris pour base de la décision. Cette question n'a pas été formellement posée par les appelants dans leurs conclusions; dès lors la Cour d'Orléans n'était point obligée d'y statuer. Le compulsoire, comme tous les autres actes d'instruction, ne lie pas les juges, et, dans l'espèce, cette raison est d'autant plus forte qu'il se rattachait à une autre instance. Il a fait, dit-on, la base du dernier procès : eh bien, il n'en résulte pas que les juges aient été pour cela forcés de s'exprimer explicitement sur son admission ou son rejet; il suffit qu'ils l'aient fait d'une manière implicite. Ici toutes les circonstances de la cause prouvent l'examen que les arbitres ont fait du compulsoire, puisqu'ils ne pouvaient connaître l'une qu'en examinant l'autre. Au surplus, tous les moyens des appelants étaient puisés dans ce document, et les motifs de l'arrêt qui leur servent de réponse réfutent par cela même le seul acte à l'appui. S'il est vrai que l'autorité de la chose jugée ne soit pas opposable à une demande en restitution de compte, ce n'est qu'autant qu'il s'agit d'erreurs de calculs, et c'est en ce sens qu'il faut entendre les omissions, faux ou doubles emplois dont parle l'art. 541, Code proc. (voy. Merlin, *Questions de droit*, v° *Compte*, § 1^{er}), tandis qu'ici la demande n'avait pas un pareil objet; sous ce rapport, la chose jugée

était donc applicable. Quant aux faits eux-mêmes dont se plaignaient les héritiers Lafaix, il est constant qu'ils avaient déjà été soumis aux arbitres de 1814 et de 1821, ce qui justifie complètement l'admission de la fin de non-recevoir. D'ailleurs, les juges ne s'en sont pas tenus à ce moyen, et ils ont examiné au fond tous les points de la contestation : peu importe dès lors qu'ils aient déclaré l'exception de chose jugée applicable seulement à telle ou telle partie de la demande, puisqu'ils l'ont rejetée en masse après l'examen minutieux de tous les détails qui la composaient. — La prétendue contrariété entre les arrêts des 29 janv. 1827 et 22 août 1831 existerait qu'elle ne donnerait point ouverture à cassation, parce que les deux arrêts sont émanés de la même Cour (art. 504. C. proc.); mais il est aisé de voir qu'elle n'est qu'apparente. Le premier arrêt décide que l'autorité de la chose jugée n'est pas applicable quand il s'agit de rectifier des erreurs, omissions, faux ou doubles emplois, dans le sens de l'art. 541. C. proc.; le second arrêt, en admettant cette exception dans l'espèce, n'a point contredit le premier, puisque les demandeurs n'invoquaient ni erreurs ni omissions, ni doubles emplois dans les calculs, ainsi que le veut cet article. Au surplus, ce moyen est encore repoussé par la décision au fond. — La demande en interrogatoire de ces faits et articles n'a donné lieu à aucun débat.

AARRET.

« LA COUR, — Attendu que le moyen pris du défaut de publicité de l'audience où a été fait le rapport se trouve écarté par la production de l'arrêt du 16 août 1831, lequel, après ledit rapport, suivi des conclusions du ministère public, ordonna le délibéré; — Que le moyen pris du défaut de motif sur le fond, et spécialement de l'omission prétendue de prononcer sur la seconde partie de la demande, est aussi repoussé par le renvoi, signé du greffier, qui est en marge de la grosse de l'arrêt, portant adoption des motifs, au fond, sur les quatre parties de la demande; — Attendu que l'arrêt attaqué n'est pas fondé uniquement sur la fin de non-recevoir tirée de l'autorité de la chose jugée; qu'il a apprécié, en adoptant les motifs des arbitres, sur le fond, chacun des articles de la demande en rectification, et qu'il les déclare tous mal fondés; que l'on ne peut pas prétendre avec quelque fondement que cet examen du fond n'a pas été tel que la loi exige, quand les arbitres, et la Cour royale après eux, déclarent que, pour prouver aux parties l'attention qu'ils ont apportée à l'affaire qui leur était soumise, ils ont cru devoir, au fond, examiner le mérite de chaque point de la contestation; — Que le même motif s'applique au moyen puisé dans la prétendue contrariété de l'arrêt attaqué avec celui rendu par la même Cour le 29 janv. 1827, qui avait rejeté la même fin de non-recevoir admise par le dernier, puisque la Cour, en 1831, ne s'est pas bornée à cette fin de non-recevoir, mais qu'en appréciant tous les motifs de la demande nouvelle, elle s'est livrée à l'examen de la nature

des preuves que l'on précisait dans le compulsoire ; — Sur le moyen résultant de l'omission de prononcer sur la cinquième question posée par l'arrêt attaqué, tendant à prendre le compulsoire pour base de la décision : — Attendu que l'on ne peut méconnaître que le compulsoire ordonné par l'arrêt de janv. 1835 a été la base fondamentale de la nouvelle instance en rectification, soumise aux arbitres en vertu du jugement du tribunal de commerce du 28 juin 1837, confirmé par arrêt du 18 déc. suivant ; — Considérant que les arbitres ont non-seulement demandé aux époux Fauchaux de signaler articles par articles les erreurs, omissions ou doubles emplois dont ils se plaignaient, ce qui a été exécuté par eux et n'a pu l'être qu'en se basant sur le compulsoire, mais que les arbitres ont en outre entendu en différentes séances tant Fauchaux en personne que Lorillard, l'un de ses conseils et l'auteur du compulsoire, et que c'est après cette instruction qu'ils déclarent avoir examiné au fond le mérite de chaque article de la nouvelle réclamation des héritiers Lefaix ; qu'il est, dès lors, impossible d'admettre que les arbitres ne se sont pas occupés du compulsoire et n'ont pas apprécié ses résultats prétendus de cet acte ; que l'on est donc fondé à considérer chaque motif donné sur le fond pour le rejet de la nouvelle demande comme un motif de réfutation des résultats que l'on induisait du compulsoire ; qu'une fois admis que les arbitres ont prononcé sur le compulsoire, il s'ensuit nécessairement que la Cour elle-même, en adoptant tous les motifs des arbitres, et notamment ceux sur le fond, a également motivé le rejet implicite qu'elle a prononcé des résultats prétendus du compulsoire invoqué par les demandeurs ; — Attendu enfin que la demande en interrogatoire sur faits et articles n'a été formée, d'après l'arrêt attaqué, qu'à l'audience indiquée pour la prononciation de l'arrêt ; que son admission aurait entraîné du retard dans la décision définitive, contrairement au texte de l'art. 324, Code proc., — Rejette, etc. »

Du 13 janv. 1836. — Ch. civ.

PARTAGE. — RÉSERVE. — CROSS JURE. — RENONCIATION PRÉJUDICIELLE. — QUALITÉ RECONNUE. — JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — ERREUR. — RESCISION.

Le tuteur d'une femme interdite qui, sur la demande en partage de la communauté formée par les héritiers du mari, a déclaré s'en rapporter à justice et réserver expressément les droits de la femme, ne peut être réputé avoir reconnu définitivement à ces héritiers le droit de prendre part dans cette communauté. (C. civ., 1338.)

Il est au contraire recevable, tant que le partage n'est pas consommé, d'exiger l'exécution d'un titre donnant à la femme le

droit d'exclure du partage les héritiers du mari (1).

On ne peut dire que les jugements ordonnant soit l'expertise des immeubles de la communauté, soit la division des lots, ont acquis contre ce tuteur l'autorité de la chose jugée à l'effet de rendre définitive, à son égard, la qualité de copartageant invoquée par les héritiers. (C. civ., 1351 et 1352.)

Ces jugements sont au contraire purement préparatoires et d'instruction, et sans aucune influence sur la qualité des prétendants droit (2). (C. civ., 451 et 452.)

La simple division des lots par les experts ne donne pas, comme le partage consommé, lieu à l'application de l'art. 887, C. civ. (C. civ., 887.)

Le contrat de mariage de Moronval et de Marie Rochard, passé en 1779, contient la clause suivante : « Qu'arrivant le prédécédé de l'un des futurs sans enfants, le survivant ne sera tenu de » remire aux héritiers du prédécédé que ce que » ledit prédécédé aura apporté en dot et dans » ladite communauté, si mieux n'aime toutefois » le survivant donner auxdits héritiers le par- » tage dans ladite communauté, ce qui sera à » son choix et option, sans que les héritiers du » prédécédé puissent contrevenir à la présente » clause, qui sera de rigueur absolue. »

En 1818, Moronval meurt sans enfants, laissant pour unique héritière sa sœur, la dame Dancourt, qui s'empresse de céder ses droits héréditaires à Dancourt et dame Egret, ses deux enfants.

Il s'agissait de procéder à la liquidation et au partage de la succession de Moronval.

Mais, depuis le décès de ce dernier, sa veuve était tombée en démence, et la dame Egret, cessionnaire de la dame Dancourt, avait fait faillite.

Une demande en partage de la succession et de la communauté qu'avait existée entre les époux fut dirigée par les syndics de la faillite Egret contre Dancourt, également cessionnaire de sa mère, et Mosnier, tuteur à l'interdiction de la dame Moronval.

En réponse à cette demande, Mosnier puisait dans le contrat de mariage de 1779, en faveur de sa pupille, un droit d'option qu'il était important de ne pas négliger. Il pouvait ou consentir au partage de la communauté, ou restituer aux représentants Moronval le montant des apports de leur auteur.

Mais ignorant sans doute les termes de ce contrat, il déclara s'en rapporter à justice sur la demande en partage, toutefois sous la réserve prudente de tous les droits et reprises de la femme.

Le 27 avril 1820, jugement qui, — « Attendu qu'aucune des parties intéressées ne s'oppose au partage, donne acte aux défendeurs de ce qu'ils s'en rapportent à justice sur la demande des syndics de la faillite Egret, et ordonne le par-

(1) F. un arrêt de Cass., du 12 ou 20 janv. 1836, qui déclare irrévocable, dans une espèce analogue à celle-ci, le consentement au partage donné par les héritiers contre lequel il était demandé ; mais (et

cette différence est capitale) il n'y avait pas, comme ici, réserve des droits particuliers que le copartageant pouvait avoir dans la succession.

(2) Sic Carré-Chauveau, n° 1616, p. 47.

lage d'un immeuble composant la communauté en deux lots égaux, pour l'un d'eux être attribué à Letreillard et autres copropriétaires, et l'autre à la communauté d'entre les époux Moronval. »

Le 25 août 1830, jugement qui ordonne que les deux lots, tels qu'ils ont été composés au procès-verbal des experts, seront tirés au sort, et qu'il sera procédé à la subdivision, en quatre parties, du lot qui sera échu à la succession Moronval. En exécution de ce jugement, le tirage des deux lots principaux a lieu sans aucune protestation ni réserve par les parties, et les experts nommés pour procéder à la subdivision entre les ayants droit à la succession Moronval déposent leur rapport au greffe du tribunal.

Le 4 mai 1833, les syndics demandent la vente aux enchères, et subsidiairement le tirage des lots. C'est alors seulement que Mosnier signifiâ aux syndics le contrat de mariage de 1779, et par de nouvelles conclusions demanda qu'il pût au tribunal les déclarer non recevables en leur demande, et renvoyer les parties devant le notaire liquidateur, pour procéder à la liquidation de la succession Moronval, suivant les droits attribués à la veuve par son contrat.

Les syndics Egrot contestent, et soutiennent : 1° que Mosnier, en consentant au partage primitivement demandé, a perdu le droit de s'y opposer et de nier aux représentants Moronval leur qualité et leurs droits d'héritiers; qu'il y a eu, à l'égard de ces droits et de cette qualité, chose jugée par les jugements des 27 avril 1829 et 25 août 1830, lesquels n'ont pas été frappés d'appel; 2° que, dans tous les cas, l'option réservée par le contrat de mariage a été épuisée tacitement pour le consentement donné au partage de la communauté, consentement qu'il n'est plus possible de rétracter.

Le 10 août 1831, jugement qui repousse ce système et surseoit à statuer sur la demande des syndics jusqu'à l'option qui devra être faite par le conseil de famille de l'interdite veuve Moronval, conformément à la clause de son contrat de mariage.

Appel.—Arrêt de la Cour d'Amiens du 31 août 1832: « Considérant que le tuteur de la dame Moronval ne fonde point sa demande sur la même cause, puisqu'il agit en vertu du contrat de mariage dont il n'avait pas jusque alors excipé; que les premiers jugements rendus entre les parties ne sont dès lors que des actes préparatoires et d'instruction. — Confirme. »

POURVOI en cassation des syndics : 1° pour violation des art. 1330 et 1351, C. civ., 451 et 452, C. proc.—Le droit au partage des héritiers Moronval, disait-on à l'appui de ce moyen, est reconnu et consacré par les jugements des 27 avril 1829 et 25 août 1830, lesquels sont maintenant passés en force de chose jugée. — L'autorité attachée à ces décisions ne pouvait donc être méconnue par une décision postérieure. En vain l'arrêt attaqué dit-il que l'exception de chose jugée n'est pas admissible, parce que le tuteur de la dame Moronval ne fonde pas sa demande sur la même cause, agissant en vertu du contrat de mariage dont il n'avait pas

jusques alors excipé. — L'objection pourrait être accueillie s'il s'agissait d'un demandeur qui, ayant le droit d'agir en vertu de deux titres, n'invoquerait le second qu'après avoir vu échouer le premier. — On ne pourrait en effet trouver dans cette nouvelle demande *eandem causam petendi*. — Mais le langage qui serait bon dans la bouche d'une partie demanderesse ne le serait pas également dans celle d'un défendeur, qui doit, lorsqu'il a plusieurs titres pour résister, les invoquer tous à la fois, et ne peut, après s'être laissé condamner, ressusciter par une production nouvelle et tardive, une contestation éteinte. — En vain l'arrêt ajoute-t-il que les jugements de 1829 et 1830, n'étant que des actes préparatoires ou d'instruction, ne peuvent avoir contre Mosnier force de chose jugée. Il est en effet constant en principe que les jugements interlocutoires, lorsqu'ils préjugent le fond du droit, acquièrent l'autorité de la chose jugée, soit par le défaut d'appel, soit par l'exécution volontaire sans protestation ni réserve. — Or, dans l'espèce, les jugements précités préjugeaient le fond en ce qui touchait la nécessité du partage; 2° pour violation de l'art. 1338, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a admis le tuteur de la veuve Moronval à faire l'option permise par le contrat de mariage, bien qu'en réalité cette option eût déjà eu lieu, au moins tacitement, par la reconnaissance formelle qu'il avait faite des droits des représentants Moronval au partage de la communauté; 3° pour violation de l'art. 887, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a considéré une simple erreur comme un motif suffisant de rescision d'un partage qui devrait être réputé définitif, au moins quant au droit de partage en lui-même.

Pour Mosnier, on a répondu : 1° que les jugements de 1829 et 1830 n'avaient ordonné qu'une simple mesure préparatoire, une voie d'instruction, qui ne préjugait rien ni explicitement ni implicitement sur le fond; qu'on ne saurait donc leur attribuer l'autorité de la chose jugée, en ce qui concerne les droits et la qualité des représentants Moronval, qualité et droits sur l'appréciation desquels l'attention des magistrats n'avait pas été appelée; — Que dans tous les cas il s'agissait d'une demande nouvelle, à l'égard de laquelle aucune décision n'était intervenue, et non-seulement d'une demande fondée sur un motif différent, puisque c'était pour la première fois que les termes du contrat de mariage étaient invoqués; — Qu'enfin, lors des jugements de 1829 et 1830, le tuteur avait constamment réservé les droits et reprises de sa pupille, ce qui excluait l'idée d'un acquiescement aux droits prétendus des représentants Moronval, lesquels n'avaient été ni avoués ni contestés; 2° que l'argument tiré de l'art. 1338 tombait devant cette considération, qu'il n'y avait eu de la part du tuteur aucune renonciation au bénéfice du contrat de mariage, puisqu'au contraire toutes réserves avaient été faites en faveur de la veuve; 3° que l'application de l'art. 887 échappait également, puisque des lots n'ayant pas été tirés, il n'y avait pas de partage consommé.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, si Mosnier, aux

qualités qu'il procède, déclara, dans sa requête du 28 avril 1829, s'en rapporter à justice, quant à la demande de compte, liquidation et partage de la succession de feu Moronval, laquelle comprenait ce qui appartenait à ce dernier dans la communauté qui avait existé entre lui et sa femme, il déclara en même temps réserver de faire valoir, lors des opérations de la liquidation requise, tous les droits de la veuve Moronval; — Attendu que, si, par acte signifié à avoué le 10 août 1830, il conclut à ce que le lot qui par l'événement du sort appartiendrait à la veuve et aux héritiers Moronval fût subdivisé en quatre portions, dont deux appartiendraient à la veuve, une à la fille de la dame Egret, et l'autre aux époux Dancourt, il déclara réserver très-expressement tous les autres droits, actions et prétentions de ladite veuve Moronval, et de changer, rectifier ou modifier ses présentes conclusions; — Qu'il suit de là que, s'il a consenti à la demande en partage qui a été adoptée par les jugements des 29 avril 1829 et 25 août 1830, c'était en réservant expressément la faculté qu'avait la dame Moronval d'exercer, avant que ce partage fût consommé, le droit que lui donnait son contrat de mariage de retenir la totalité des biens de la communauté, en rendant aux héritiers de son mari ce qu'il y avait apporté; — Attendu enfin que, si, le 25 mai 1831, lorsque Mosnier, dans cet état de choses, demanda, par une requête d'avoué à avoué, qu'il fût dit qu'il n'y avait lieu de statuer sur la partie de la demande des syndics Egret, tendant au partage des biens de la communauté, et à ce que, sur le surplus, les parties fussent renvoyées pour procéder à la liquidation de la succession Moronval, suivant leurs droits, résultant singulièrement du contrat de mariage des époux Moronval, les nouveaux experts avaient déjà opéré la subdivision en quatre lots de la partie échue à ladite communauté, le partage ordonné par les jugements susdits n'était pas consommé; que, par conséquent, en sursoyant à statuer sur la demande desdits syndics Egret, jusqu'à ce que le conseil de famille de la veuve Moronval se fût expliqué sur l'option que lui donnait son contrat de mariage, l'arrêt attaqué n'a violé ni l'autorité de la chose jugée par les jugements des 29 avril 1829 et 25 août 1830, rendus en l'absence du contrat de mariage des époux Moronval et en présence de la donation mutuelle du 17 niv. an 12, et de la cession du 17 oct. 1818, ni les art. 1338 et 887, C. civ., — Rejetée, etc. »

Du 15 janv. 1836 — Ch. civ.

ENQUÊTE. — JUGE DE PAIX. — SENTENCE. —
COSTRE-ENQUÊTE. — DÉCHÉANCE.

Lorsque le juge de paix, en ordonnant une

enquête au profit du demandeur, n'a pas réservé la preuve contraire, et qu'ensuite, l'enquête parachevée, il a prononcé immédiatement la sentence, sans que le défendeur eût renoncé à faire entendre ses témoins, celui-ci peut encore être admis à ouvrir une contre-enquête devant le tribunal d'appel. (C. proc., 54. 256 et suiv.)

Les délais, les prorogations et les déchéances mentionnées dans les art. 256 et suiv., Code proc., ne s'appliquent pas aux preuves testimoniales en matière de la compétence du juge de paix (1).

Robinet-Limbourg est assigné devant le tribunal de paix de Fumay, à la requête de Liégeois et Cailleteux qui se prétendent troublés par lui dans la possession d'un bois, et qui offrent la preuve des faits de possession. Le défendeur répond à cette demande en soutenant qu'il a lui-même la possession annale revendiquée par ses adversaires, mais il n'articule aucun fait, et il ne demande pas à être admis à la preuve contraire des faits présentés par Cailleteux et Liégeois.

Le 9 juill. 1832, jugement par lequel le juge de paix : — « Attendu que les parties sont contraires en faits de nature à pouvoir être prouvées par témoins; que la vérification en est utile et admissible,

» Dit que, le 15 du présent mois, onze heures du matin, il se transportera sur le lieu contentieux pour y entendre les déclarations que les demandeurs se proposent de produire. »

Au jour fixé, les témoins produits par Cailleteux et Liégeois sont entendus, sans que Robinet-Limbourg fasse de contre-enquête, et aussitôt le juge de paix rend, sans désemparer, une sentence par laquelle il maintient les demandeurs en possession du bois litigieux.

Appel. — Robinet propose, entre autres moyens de nullité contre l'enquête et le jugement qui l'a suivie, cette considération, que le juge de paix, en ordonnant son transport sur le lieu contentieux et l'audition des témoins des demandeurs, n'avait pas réservé la preuve contraire au défendeur. Il conclut subsidiairement à être admis à prouver sa possession sur le bois en question.

Cailleteux et Liégeois soutiennent Robinet mal fondé dans sa prétention de faire déclarer nulle l'enquête, parce que, en matière d'enquête, la preuve contraire étant de droit, elle n'a pas besoin d'être ordonnée par le juge. Ils le soutiennent enfin non recevable dans sa demande subsidiaire, par ce motif que, n'ayant pas procédé à la contre-enquête en première instance, il est déchu du droit de la faire devant les magistrats d'appel (2).

(1) *P.*, en ce sens, Carré-Chauveau, n° 989.

(2) *P.* Cass., 18 avril 1821. — C'est une question dont la solution reste jusqu'ici fort incertaine, que de savoir, en thèse générale, si les formalités des enquêtes ordinaires ou sommaires, sont applicables aux enquêtes faites devant le juge de paix. Indépendamment de plusieurs arrêts des Cours royales, deux arrêts de la Cour de cassation pourraient

fournir, sur ce point, des arguments en sens contraire : l'un du 29 juill. 1828, pour l'affirmative, mais dans une espèce, il est vrai, où l'enquête n'avait lieu devant le juge de paix, qu'en vertu d'une délégation du tribunal civil; l'autre du 2 juill. 1835, pour la négative. — L'arrêt que nous recueillons ici viendrait à l'appui de ce dernier système, qui consisterait à ne voir de formalités rigoureusement

Le 25 août 1852, jugement du tribunal de Rencroix : — « Considérant que le jugement de la justice de paix du canton de Fumay du 18 juillet 1852 n'est pas nul par la raison que le juge de paix, en ordonnant son transport sur les lieux pour entendre les témoins que les demandeurs se proposaient de produire, n'a pas réservé la preuve contraire au défendeur ; car, s'il ne l'a pas fait, c'est que le défendeur, n'ayant articulé aucun fait, n'a pu, par conséquent, demander à en faire la preuve, et s'est borné à nier que les demandeurs eussent possédé avant lui le terrain dont il s'agissait et qu'il connaissait parfaitement ;

« Considérant néanmoins que les justices de paix sont des juridictions toutes paternelles ; que l'appelant a pu être induit en erreur par le dispositif du jugement qui ordonnait l'enquête et a pu croire que les demandeurs avaient seuls le droit de faire entendre des témoins quoique la preuve contraire soit toujours de droit ; que les faits articulés sur l'appel sont la défense à l'action principale ; qu'il est seulement à regretter qu'on ne les ait pas articulés en première instance, car ils n'auraient pas été aussi nombreux qu'en appel.

« Le tribunal reçoit Robinet appelant, lui donne acte des faits par lui articulés, et qui tendent à prouver, etc. »

En exécution de ce jugement, Robinet fait entendre plusieurs témoins ; après quoi le tribunal, par un second jugement du 20 sept. 1852, appréciant les dépositions tant de l'enquête que de la contre-enquête, réforme la sentence du juge de paix, et attribue à Robinet la possession de l'immeuble contentieux.

POURVOI de Cailleteux et Liégeois contre ces deux sentences pour violation des art. 34 et 256, C. proc.

Où a dit pour les demandeurs : Aux termes de l'art. 256, C. proc., qui ne fait que consacrer un principe général applicable aux enquêtes ordonnées par le juge de paix, aussi bien qu'à celles qui ont eu lieu devant les tribunaux, la preuve contraire appartient de droit au défendeur ; en sorte qu'il n'est pas nécessaire qu'elle lui soit expressément réservée. L'art. 34 ne contient pas, à la vérité, la disposition si formelle de l'art. 256, mais cette disposition étant toute d'équité, il suffit qu'il n'y soit point dérogé, et cela est si vrai, que le jugement attaqué lui-même a consacré cette doctrine. Voici donc un cas dans lequel on doit suppléer, par les règles des enquêtes ordinaires, aux règles des enquêtes devant le juge de paix, quand des lacunes se font remarquer dans les prescriptions des art. 34 et suivants. Maintenant, et s'il s'agit de savoir à quelle époque doit être fournie en justice de paix la preuve contraire, que l'on re-

connait être alors de droit, quoique le Code ne le dise pas au tit. 7, liv. 1^{er}, ne faudra-t-il pas encore recourir au tit. 12, liv. 2, puisque le lit. 7 est muet à cet égard ? Or, l'art. 256 porte que « la preuve du demandeur et la preuve contraire du défendeur seront commencées et terminées dans certains délais fixés par les articles suivants. » Il est inutile, dans l'espèce, de rechercher si ces délais sont ou ne sont pas de rigueur ; ce qu'il faut avouer, c'est qu'au moins la preuve directe du demandeur et la preuve contraire du défendeur doivent nécessairement avoir lieu devant le même juge : s'il n'en était pas ainsi, ce juge ne serait jamais à même de prononcer en connaissance de cause sur les différends des parties. Deux autres motifs tout puissants viennent corroborer le système des Cailleteux et Liégeois : d'abord, il faut conclure que le défendeur, qui n'a pas fait ou offert de preuve contraire devant le juge de paix n'a pu en produire aucune, un qu'il y a renoncé, dès lors, il n'est plus recevable à offrir cette preuve en appel. Ensuite, l'admettre à la faire devant le juge supérieur, après qu'il n'a pas usé du droit qu'il avait de la faire devant le juge inférieur, ce serait en quelque sorte l'autoriser à franchir un degré de juridiction. A l'appui de ces raisonnements, un a invoqué l'opinion de Carré (1) et un arrêt de la Cour de cassation du 18 avril 1821 (2).

On a répondu pour le défendeur : Dès l'instant que le Code de proc. a consacré un titre spécial aux enquêtes devant le juge de paix, la raison conduit à cette conséquence que le titre particulier aux enquêtes ordinaires est étranger au premier, et ne saurait lui servir de complément. L'un et l'autre ont été conçus dans des vues différentes : car autrement le législateur n'aurait placé dans la loi qu'un seul et même titre généralement applicable à toutes les enquêtes. Or, ni l'art. 34, ni aucun de ceux qui le suivent, n'exprime dans quel délai l'enquête et la contre-enquête doivent être parachevées ; aucun de ces articles ne dit que la contre-enquête doive coïncider avec l'enquête, pas plus qu'aucun n'exige qu'elle l'a suive immédiatement ; aucun n'impose au défendeur l'obligation d'amener ses témoins sur les lieux : nulle déchéance ne peut donc être encourue par lui, surtout lorsque le jugement qui ordonne l'enquête n'a pas réservé la preuve contraire. En effet, si aucun délai n'est imposé au défendeur pour commencer sa contre-enquête, s'il n'est pas tenu de conduire avec lui ses témoins, et que le juge de paix rende sa sentence aussitôt après l'enquête et sans s'empêcher, quand la contre-enquête pourra-t-elle être faite et demandée, si ce n'est en appel ?

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'art. 34, C. proc.,

estigibles pour les enquêtes devant le juge de paix, que dans le tit. 7 du livre 1^{er}, C. proc. (art. 34 et suiv.), relatif à cette juridiction, et à suppléer tout ce qui ne serait pas expressément réglé par ce titre, selon l'esprit du tit. 12, liv. 2, même Code (art. 252 et suiv.) ; mais, toutefois, sans pouvoir y puiser des moyens de nullité ou de cassation pour omission

des formalités qu'il prescrit. Tel serait du moins, selon nous, le seul moyen de concilier la loi et la raison dans une matière où les dispositions légales se trouvent, dans nombre de cas, évidemment insuffisantes. L.-M. DEY.

(1) F. C. proc., t. 1, p. 628.

(2) F. L'arrêt du 18 avril 1821.

ne prononce aucune déchéance contre la partie qui n'a point présenté ses témoins au jour indiqué; — Que, dans l'espèce, le juge de paix n'avait indiqué pour être admis à la preuve que les seuls demandeurs; qu'à la vérité, il était de droit que le défendeur fût la sienne, mais que le juge de paix a prononcé de suite son jugement sans que le défendeur eût renoncé à présenter ses témoins; — Attendu que les délais, les prorogations et les déchéances qui sont mentionnées en l'art. 256 et suiv., C. proc., ne s'appliquent point aux preuves testimoniales en matière de la compétence du juge de paix; — Que, dans ces circonstances, le tribunal de Rocroi a pu, sans violer les art. 34 et 256, C. proc., admettre, pour s'éclairer, la preuve testimoniale de la part de l'appelant. — Rejetée, etc. »

Du 13 janv. 1856. — Ch. civ.

EXPERT. — PROCÈS-VERBAL. — PREUVE. — COMPTE DE TUTELLE. — FORMALITÉS. — INTÉRÊTS. AMÉLIORATIONS. — COMPENSATION. — RELIQUAT.

Les procès-verbaux ou rapports d'experts sont foi de la présence et des dires des parties qui s'y trouvent énoncés (1).

Le compte de tutelle qui ne comprend que la part d'une succession échue au mineur est valablement rendu, bien qu'il ne soit pas précédé des formalités prescrites par les art. 530, 538 et 539, C. civ.

Les sommes dues d'un cohéritier, pour améliorations par lui faites à un immeuble de la succession dont il est détenteur, ne deviennent exigibles et compensables que du moment où le cohéritier à qui il doit le rapport de cet immeuble en est mis en possession. (C. civ., 1389.)

Les intérêts du reliquat d'un compte de tutelle courent de plein droit du jour de la clôture de ce compte, alors même qu'on aurait compris dans l'apurement de ce compte les valeurs mobilières d'une succession échue au mineur, et les sommes que le tuteur a touchées postérieurement à l'époque de la majorité, par suite de la prolongation de la gestion. (C. civ., 474 et 1996.)

Veullelet décède laissant un testament par lequel il lègue à Pierrette Veullelet, sa fille naturelle, la moitié de tous ses biens; à Émilie Ruty, mère de Pierrette Veullelet, divers objets mobiliers et immobiliers; enfin, il institue sa sœur, la femme Berthet, son héritière universelle.

Un inventaire du mobilier de la succession est dressé en présence d'Émilie Ruty, tutrice de sa fille mineure, et devenue elle-même cessionnaire de tous les droits de la femme Berthet.

Plus tard, la dame Pierrette Veullelet, devenue femme Amy le 14 mars 1831, demande à Émilie Ruty, devenue femme Lornet, la reddition du compte de tutelle.

Le 30 déc. 1831, jugement qui ordonne de rendre ce compte, dans un délai déterminé, passé

lequel les époux Amy sont autorisés à le rendre eux-mêmes.

Le 34 août 1832, jugement qui homologue le compte présenté par les époux Amy, et condamne les époux Lornet à leur payer la somme de 7.229 fr.

Appel des époux Lornet, qui soutiennent qu'avant faire droit, il est indispensable de procéder à la liquidation et au partage de la succession Veullelet: ils demandent, de plus, à prouver que, depuis l'ouverture de cette succession, ils ont fait à divers immeubles qui en dépendent des constructions et de grosses réparations, et qu'estimation doit être faite de leurs dépenses à cette occasion.

Le 2 mars 1833, arrêt de la Cour de Besançon, qui, avant faire droit sur l'homologation du compte de tutelle, ordonne qu'il sera procédé au partage de la succession Veullelet, pour les opérations du partage exécutées, la cause sur l'homologation du compte être rapportée devant la Cour royale.

Devant le tribunal de première instance, les époux Amy demandent que la succession soit partagée en deux lots; mais cette prétention est combattue par les époux Lornet, attendu que plusieurs immeubles avaient été légués spécialement à la dame Lornet.

Le 24 juin 1833, jugement qui charge d'estimer les immeubles de la succession trois experts (dispensés du serment par les parties), et qui ordonne que moitié des immeubles sera accordée à la dame Amy, par attribution sur ceux que la femme Lornet possède encore, et qui ne font pas partie de son legs. En outre, le jugement ordonne aux experts d'estimer les réparations, et faire deux lots égaux des meubles.

Le rapport a lieu; et, le 12 août 1833, jugement par défaut contre les époux Lornet, qui homologue ce rapport, déclare la femme Amy propriétaire des immeubles à elle attribués, pour sa part immobilière dans la succession Veullelet, à charge de 50 fr. de soulte et de 800 fr. pour améliorations, et renvoie au compte de tutelle tout ce qui concerne le mobilier de cette succession.

Les époux Lornet appellent des deux jugements des 24 juin et 12 août.

Le 7 juin 1834, arrêt de la Cour de Besançon: — « Sur l'appel interjeté par les mariés Lornet, du jugement du 24 juin 1833 :

» Considérant que cet appel est non recevable, puisque les époux Lornet ont volontairement exécuté ce jugement; qu'en effet, non-seulement ils ont dispensé les experts de prêter serment, mais encore qu'ils ont volontairement et sans aucune réserve, paru à l'expertise et y ont donné aux experts les indications nécessaires à leurs opérations; que, malgré la dénégation des époux Lornet, le rapport des experts fait foi de ces actes d'exécution qu'ils mentionnent; qu'en effet, la loi, dans l'art. 317, Coda proc., en ordonnant aux experts de faire mention, dans leur rapport, des dires et réquisitions des parties, leur reconnaît, par là même, le pouvoir de les constater, d'une manière authentique; qu'enfin, les faits d'exécution ont porté

(1) C'est ce qui s'est plusieurs fois décidé. — *J. Agen*, 25 juin 1834, et la note; — *Carré-Chauveau*, n° 1233.

sur un jugement qui était définitif, puisqu'il donnait le partage des immeubles de la succession Veuillelet, avec attribution de moitié à la femme Amy, et crimi des meubles de cette succession, suivant l'inventaire du 27 mars 1830, si, dans la huitaine, les époux Lornet n'en avaient pas fourni l'état; que les droits des parties étant ainsi définitivement reconnus et déclarés par le tribunal, l'expertise qui l'ordonnait n'était que l'exécution d'un jugement définitif, exécution à laquelle les époux Lornet n'ont pu participer sans approuver le jugement lui-même, et se rendre non recevables à l'attaquer;

• Sur l'appel qu'ils interjetèrent également du jugement du 12 août 1835:

• Attendu que le grief invoqué n'a pas le plus léger fondement;

• En ce qui concerne l'homologation sollicitée par les mariés Amy, des comptes d'administration et de tutelle qu'ils ont présentés...

• Considérant que, d'après ce qui précède, les bases du compte de tutelle et d'administration de la femme Amy sont clairement connues; que la Cour, par son arrêt du 2 mars 1835, s'est réservée de statuer définitivement sur ce compte; qu'il y a donc lieu, selon l'art. 540, C. proc., d'en régler la recette et la dépense, et d'en arrêter le reliquat précis, au jour où ce compte a été présenté par les époux Amy; qu'enfin, conformément à l'art. 474, C. civ., ce reliquat doit porter intérêt sans demande, du jour de la clôture dudit compte; fixe le reliquat du compte de tutelle et d'administration de la femme Amy du 29 mars 1832 à la somme de 6,950 fr.; condamne les époux Lornet au paiement de ladite somme envers les époux Amy, avec intérêts depuis le jour de la clôture dudit compte du 29 mars 1832, à charge, par les époux Amy, de rembourser aux époux Lornet la somme de 850 fr., pour excédant de valeur d'immeubles et améliorations, cette dernière somme n'étant exigible que lorsque les époux Amy seront mis en possession de leur portion dredits biens.

POURVOI des époux Lornet 1° pour violation des art. 443 et 451, C. proc., et fausse application des art. 517 et 482, même Code, en ce que l'arrêt attaqué les a déclarés non recevables à se porter appelants du jugement du 24 juin 1835; 2° violation des art. 530, 538 et 539, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué a fixé le reliquat, sans avoir observé les formalités préliminaires prescrites par ces articles; 3° violation des art. 1389 et suiv., C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a refusé de compenser avec les sommes dues pour reliquat du compte de tutelle la somme de 850 francs, due aux époux Lornet, à raison des améliorations par eux faites aux immeubles de la succession, bien que cette somme, ayant été déterminée par les experts, se trouvait liquide et exigible; 4° fausse application de l'art. 474, C. civ., et violation de l'art. 1996, même Code, en ce que l'arrêt attaqué a condamné les époux Lornet à payer aux époux Amy les intérêts de la somme de 6,950 fr., à compter du jour de la clôture du compte, bien que le compte comprenait non-seulement toute la partie de la gestion des époux Lornet, postérieure au mariage de la

dame Amy, c'est-à-dire au 14 mars 1831, époque à laquelle la tutelle a nécessairement pris fin, mais encore les valeurs mobilières de la succession Veuillelet, et ce, en conformité du jugement du 12 août 1835. Or, il est évident, disait-on, que les recettes relatives à cette partie de la gestion, et à ces valeurs mobilières, ne devaient produire intérêt qu'à compter du jour de la demande, la femme Lornet ne les ayant pas faites en qualité de tutrice, mais bien comme simple mandataire.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation ou fausse application des art. 443, 451 et 517, C. proc.: — Attendu que ce grief, relatif à l'appel du jugement de première instance du 24 juin 1835, est sans application dans tous ses points, en la forme, depuis que le jugement interlocutoire qui avait ordonné l'expertise avait été exécuté par toutes les parties; que le procès-verbal des experts faisant foi de leur présence, de leurs dires à l'opération, les demandeurs étaient, ainsi que l'arrêt attaqué l'a déclaré, non recevables dans leur appel; que la même fin de non-recevoir se serait reproduite sur le fond, si les premiers juges avaient eu à y prononcer, mais qu'aucunes conclusions n'avaient été prises à cet égard; — Sur le deuxième moyen, qui se rapporte à l'appel du jugement du 12 août, et qui repose sur la violation des art. 530, 538 et 539, C. proc.: — Que ce moyen est sans application à tout ce qui concerne le partage fait entre les cohéritiers des biens de la succession paternelle, et sur lequel il ne s'élève pas de contestation; que le compte de tutelle à rendre à la mineure de la portion de cette succession qui lui était échue était le seul chef actuellement en litige, et sur lequel la Cour royale, qui en avait fait la réserve par un précédent arrêt, a dû prononcer; — Sur le troisième moyen: — Attendu que les principes de la compensation n'ont pas été violés; qu'en effet, la somme de 850 fr., due au demandeur pour améliorations par lui faites à un immeuble dont il était détenteur, ne pouvait devenir exigible et compensable que du moment où son cohéritier, à qui il en devait le rapport, serait mis en possession de cet immeuble; que, tant que, par son fait, cette délivrance n'aurait pas lieu, il ne pouvait annuler la chose et le prix; — Sur la violation de l'art. 1996, C. civ., et fausse application de l'art. 474, C. civ.: — Attendu qu'il s'agissait d'un compte de deniers pupillaires, et que les intérêts du reliquat couraient de droit, du jour de la clôture, — Rejeté, etc. »

Du 14 janv. 1836. — Ch. req.

ENREGISTREMENT. — PRESCRIPTION. — INTERVENTION. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — RESTITUTION.

La prescription de deux ans établie par l'article 61, L. 22 frim. an 7, en faveur de la régie de l'enregistrement contre les demandes en restitution de droits indûment perçus, ne peut être interrompue, soit par une saisie-arrest dont la procédure, postérieurement au jugement de validité, a été suspendue pen-

dant une année, soit par une demande administrative qui a été rejetée (1).
 Le jugement qui ordonne de passer acte de vente dans un certain délai après lequel, et à défaut par les parties de ce faire, il vaudra lui-même vente, est translatif de propriété dès avant l'expiration du délai, et donne immédiatement ouverture au droit proportionnel (2).
 Le droit proportionnel perçu sur un semblable jugement par défaut est irrévocablement acquis à la régie, encore bien que ce jugement soit ensuite réformé sur l'opposition du défaillant (3). (L. 22 frim. an 7, art. 60.)

Charrier avait acquis, par acte sous seing privé du 28 juill. 1828, des immeubles appartenant aux époux Perrette.

Par un second acte du même jour, l'acquéreur s'était engagé à passer acte de vente de ces immeubles au tiers qui lui serait désigné par les vendeurs, dans un délai déterminé.

Charrier s'étant refusé à l'exécution de cette clause, les vendeurs obtinrent contre lui, le 13 sept. 1830, un jugement par défaut qui le condamna à passer acte de vente à la dame Koune, femme de Perrette fils, et qui ordonna qu'à défaut de ce faire dans le jour de la signification, le jugement tiendrait lieu de vente.

Ce jugement fut enregistré le 3 janv. 1831, au droit proportionnel de vente, comme opérant une transmission immédiate de propriété. Cependant, sur l'opposition de Charrier, le jugement du 13 déc. 1830 fut rapporté par un jugement contradictoire du 14 mars 1831, qui remit les parties au même état qu'elles étaient auparavant. Le 12 août suivant, Charrier, comme exerçant les droits des époux Perrette, ses débiteurs, présenta à la régie de l'enregistrement une demande en restitution des droits perçus sur le jugement rétréci; mais cette demande ne fut pas accueillie.

Le 20 juill. même année, Charrier avait fait entre les mains du directeur général de l'enregistrement une saisie-arrêt qui fut déclarée valable par jugement du 23 août suiv. Ce jugement ne fut signifié que le 9 fév. 1832, et, par certificat du 11 du même mois, la régie ayant déclaré son refus de payer, Charrier ne donna plus suite à sa saisie-arrêt.

Les choses se trouvaient dans cet état lorsque, le 7 août 1833, Charrier porta son action en restitution contre la régie devant le tribunal civil de Metz, qui, par jugement du 2 juill. 1834, repoussa sa prétention : — « Attendu que, selon l'art. 1106, C. civ., Charrier est recevable à exercer au nom des époux Perrette fils, ses débiteurs, l'action en restitution du droit proportionnel qu'il prétend avoir été indûment perçu lors de l'enregistrement du jugement du 13 déc. 1830;

* Attendu que ce jugement a été enregistré le 3 janv. 1831, et que la demande en restitution n'a été formée par Charrier que le 17 août 1833, alors qu'elle était frappée de la prescription biennale établie par l'art. 61, n° 1^{re}, L. 22 frim. an 7;

* Attendu que la demande que Charrier avait d'abord soumise à la régie en exécution de l'instruction du 16 oct. 1827, n° 1226, a été rejetée par décision du 30 sept. 1831;

* Que l'interruption de prescription que cette demande, régulièrement enregistrée dans les bureaux de la régie avait opérée est donc réputée non avenue, aux termes de l'art. 2247, C. civ., conforme à la doctrine qui était déjà en vigueur lors de la promulgation de la loi du 22 frim. an 7, ainsi que l'enseigne Duodot (*Traité de la prescription*, part. 1^{re}, p. 56, édition de Dijon de 1750);

* Attendu que la saisie-arrêt de Charrier, du 20 juill. 1831, était relative aux droits dont il s'agit et que Charrier soutenait avoir été indûment perçus et sujets à restitution;

* Que cette saisie a été déclarée valable par jugement du 23 août, même année, mais que, le 11 sept. suivant, elle a été suivie d'une déclaration négative de la régie, fondée sur ce que ce droit était dû et non restituable;

* Attendu que, si cette saisie a formé l'interruption civile prévue par l'art. 2244, C. civ., elle ne peut, non plus que les actes qui en ont été la suite immédiate, être considérée comme introductive d'une instance en répétition devant le tribunal compétent investi par l'art. 63, loi précitée, du droit de statuer sur la régularité ou sur l'irrégularité de la perception qu'elle concerne;

* Attendu, dès lors, que ladite saisie et les actes rappelés n'ont été que de simples actes de poursuites commencées en temps utile, mais qui n'auraient arrêté le cours de la prescription, aux termes de l'art. 61, n° 3, L. 22 frim. an 7, qu'autant que lesdites poursuites n'auraient pas été interrompues pendant l'année qui a précédé l'ajournement du 17 août 1833, seul introductif de l'instance en restitution des droits sur lesquels il s'agit de statuer;

* Attendu, d'ailleurs, que le jugement par défaut du 13 déc. 1830 a condamné Charrier à passer dans le jour de la signification à Catherine Koune, femme de Perrette fils, acte de vente, sinon que le jugement en tiendrait lieu;

* Que ce jugement a donc opéré au profit de la femme Perrette une mutation de propriété qui a donné ouverture au droit proportionnel régulièrement perçu par le receveur, en conformité des art. 47, 51, 60, § 5, n° 1^{re}, L. 22 frim. an 7;

* Attendu que, si ce jugement a été infirmé

(1) F. déc. min. fin., 8 nov. 1836; Instr. 1524; Rigaud et Championnière, *Traité des droits d'enregistrement*, t. 4, n° 4009. — Cette décision, qui ne pouvait faire aucune difficulté en présence de la disposition de l'art. 2247, C. civ., n'en est pas moins bonne à signaler comme avertissement aux parties qui, concevant sur l'effet de leur réclama-

tion administrative, croiraient pouvoir négliger d'intenter leur action en restitution dans le délai déterminé par la loi.

(2) F. Rigaud et Championnière, *Traité des droits d'enreg.*, t. 3, n° 1634.

(3) Jurisprudence constante. — F. Cass., 15 nov. 1828 et 7 fév. 1838.

et annulé sur l'opposition de Charrier, cet événement ultérieur, et indépendant de la volonté des époux Perrette, qui ont acquitté les droits, n'autorise pas l'action en restitution que Charrier a exercée en leur nom; que, bien au contraire, l'art. 60, loi précitée, la lui dénie formellement. »

POURVOI par Charrier pour 1^{re} fausse application de l'art. 61, L. 22 frim. an 7, violation de l'art. 597, C. proc., et des art. 2244 et 2246; 2^e violation des art. 68, § 5, n^o 7, L. 22 frim. an 7; 4, même loi, et 1599, C. civil. — Le premier moyen consistait à dire que la prescription avait été légalement interrompue par la saisie-arrest du 20 juill. 1851, indépendamment de ce qu'elle l'avait été plus tard par la réclamation administrative; que la discontinuation des poursuites n'aurait pu opérer la prescription qu'autant qu'elle se serait prolongée pendant trois ans; que telle est la disposition de l'art. 597, C. proc., qui a dérogé sur ce point à l'art. 61, L. de frim.; qu'ainsi les art. 2244 et 2246, Code civ., devaient recevoir leur application à l'espèce.

Le second moyen avait pour objet d'établir qu'en supposant que la prescription dût être accueillie, la règle ne devait percevoir qu'un droit fixe au lieu du droit proportionnel. En effet, disait-on, le jugement du 15 déc. 1850 condamnant Charrier à passer acte de vente dans le jour de la signification; mais il ne pouvait opérer transmission de propriété qu'en cas d'acquiescement de Charrier, c'est à-dire si ce dernier l'avait exécuté en passant vente, ou si ce jugement eût acquis force de chose jugée. Hors de là, le jugement ne pouvait être considéré que comme portant injonction de vendre, et par conséquent il rentrait dans la classe des actes prévus par l'art. 68, § 5, n^o 7, L. de frim., qui détermine les actes sujets au droit fixe de 5 fr., et qui range parmi ces actes les jugements portant injonction de procéder à vente.

En terminant, le demandeur soutenait que l'infirmité du jugement du 15 déc. 1850 avait suffi pour rendre restituable le droit proportionnel perçu sur cette décision.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, sur le premier moyen, que la demande en restitution de droits perçus le 5 janv. 1851 n'a été formée que le 17 août 1855, plus de deux ans et sept mois après la perception de ces droits; ce qui justifie la juste application de la prescription de deux ans établie par ledit art. 61; — Attendu que les allégations de l'existence d'actes interruptifs de cette prescription n'ont pas dû être admises, 1^{er} quant à la réclamation portée devant l'administration, parce qu'elle ne pouvait produire d'effet, ayant été rejetée par une décision du 30 sept. 1851, et ayant dû être regardée comme non avenue suivant les principes de droit plus

anciens que le Code civil, et rappelés par lui dans son art. 2247; 2^o parce que les actes de saisie-arrest et autres dont il a été excipé avaient été discontinués avant l'introduction de l'instance judiciaire, et qu'ils étaient périmés suivant la disposition finale de l'art. 61, dite loi, qui seule devait servir de règle, et non l'articles 597, C. proc., lequel a laissé intacte la procédure spécialement établie par la loi de frim. an 7 pour les matières d'enregistrement; — Sur le deuxième moyen : — Attendu, surabondamment, puisque la fin de non-recevoir suffirait pour justifier le jugement attaqué, que le jugement du 15 déc. 1850, par défaut contre Charrier, demandeur en cassation, le condamne à passer contrat de vente au profit de Marie-Catherine Kuune, épouse de Perrette fils, des immeubles compris dans un contrat antérieur du 28 juill. 1828, et qu'il ordonne qu'à défaut de passer ce contrat, ledit jugement tiendrait lieu de vente; que ces dispositions opéreraient une mutation de propriété passible de droits proportionnels; que l'événement ultérieur d'une opposition à ce jugement et des conséquences de cette opposition n'a pu changer les effets de la perception, régulièrement faite à l'époque dudit jugement par défaut, suivant les dispositions formelles de l'art. 69, L. de frim.; et qu'ainsi, à défaut même de l'application de la prescription, l'art. 68, L. de frim. an 7, n'aurait pas été violé, étant é Stranger à l'espèce, — Rejette, etc. »

Du 14 janv. 1856. — Ch. req.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — SIGNIFICATION. — DOMICILE.

En matière correctionnelle, l'opposition à un jugement par défaut faite après l'expiration du délai de cinq jours, depuis la signification du jugement au domicile du défendant, ne peut pas être reçue sous le prétexte qu'il n'a eu connaissance de ce jugement que par son arrestation. Le délai court à partir de la signification au domicile connu à la personne du défendant (1). (C. crim., 187.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 186 et 187, Code crim. : — Attendu que le jugement par défaut devient inattaquable par l'expiration, sans opposition, du délai de cinq jours accordé au prévenu; que ce délai court de la signification à domicile, tout aussi bien que de la signification à personne; que la loi attache à la première la même présomption de droit et le même effet qu'à la deuxième; — Attendu que le jugement rendu par défaut, le 18 mars 1855, contre Besse, a été signifié à son domicile, le 15 avril suivant; que Besse n'a notifié son opposition que le 25 août, lorsque les délais de l'art. 187 étaient depuis longtemps expirés; que néanmoins le tribunal de Clamecy, et, sur l'appel,

(1) Jugé néanmoins que le prévenu, qui, par suite d'un voyage à l'étranger, s'est trouvé dans l'impossibilité absolue soit de former opposition en temps utile au jugement par défaut qui l'a condamné, soit

même d'en connaître l'existence, peut être relevé par le tribunal de la déchéance prononcée par l'art. 187. — *P.* Bordeaux, 23 fév. 1852. — *P.* aussi nos observations sous l'arrêt de Cass., 11 juin 1855.

le tribunal de Nevers, ont déclaré l'opposition recevable; que ce dernier tribunal ne s'est point fondé pour cela sur ce que la signification n'avait pas été faite au domicile du prévenu, mais uniquement sur ce que celui-ci n'avait eu connaissance du jugement de défaut que par son arrestation; en quoi il a été fait une distinction qui n'est point établie par la loi, et formellement violé l'art. 187, C. crim., ci-dessus cité, — Caste, etc. »

Du 16 janv. 1856. — Ch. crim.

TÉMOIN. — EXPERT. — SERMENT. — COUR D'ASSISES. — PIÈCES REMISES. — MOTIF. — PRÉSIDENT. — REFUS.

Les termes du serment prescrit par l'art. 44, C. crim., ne sont pas sacramentels (1).

Dès lors, la mention portée au procès-verbal de constatation du corps du délit dressé par le juge de paix, que les experts ont préalablement à l'opération prêté le serment en tel cas requis, est suffisante et satisfait à la loi. (C. crim., 44.)

La remise aux jurés du rapport d'un médecin qui n'a point été commis légalement, et dont l'avis spontané est purement privé et sans aucun caractère judiciaire, ne peut être une cause de nullité (2). (C. crim., 341.)

Le médecin appelé comme témoin doit prêter serment en cette qualité, et non celui déterminé pour les experts, quelles que soient d'ailleurs les questions qu'on lui adresse et les réponses qu'il fait pendant les débats. (C. crim., 317, 319 et 44.)

La dispense de serment portée par l'art. 269, C. crim., en faveur des personnes appelées par le président en vertu de son pouvoir discrétionnaire et à titre de simples renseignements, porte aussi bien sur le serment prescrit pour les experts que sur celui déterminé par les témoins. (C. crim., 317, 44 et 269.)

Le président, dans les décisions qu'il prend en vertu de son pouvoir discrétionnaire, n'a aucun compte à rendre à qui que ce soit, et, dès lors, n'est point tenu de les motiver (3). (C. crim., 266 et 269.)

ARRÊT.

« LA COUR, — En ce qui touche le premier moyen de cassation, tiré de la violation prétendue de l'art. 44, C. crim., en ce que Morin et Cordier, qui ont assisté le juge de paix en qualité de médecin et d'officier de santé, lors du procès-verbal de constatation du corps du délit, n'auraient pas prêté le serment voulu par l'article précité : — Attendu que le procès-verbal du juge de paix, en date du 3 juin 1855, constate formellement que ledits Morin et Cordier ont préalablement à l'opération, prêté le serment en tel cas requis, ce qui ne peut s'entendre que du serment prescrit par l'art. 44; que les termes de ce serment ne sont pas sacramentels, et qu'ainsi

il a été satisfait à la loi; — En ce qui touche le deuxième moyen, tiré de ce que le docteur Bouchard préalablement à son rapport du 21 juill. 1855, n'aurait pas prêté le serment prescrit par ledit article, et que, néanmoins, cette pièce aurait été du nombre de celles remises au jury, en conformité de l'art. 341, C. crim. : — Attendu que l'écrit rédigé et signé par Bouchard, docteur-médecin, sous la date du 21 juill. 1855, et inventorié, aux pièces de la procédure, sous le n° 11, ne présente aucune trace que ce médecin ait été commis ou requis par aucun magistrat ou officier de police judiciaire, d'émettre l'opinion dont il s'agit, ni que ladite opinion ait été insérée ou annexée à aucun procès-verbal; d'où il suit que cet écrit n'est qu'un avis spontané, purement privé, sans aucun caractère judiciaire; — Attendu que la mention de cet écrit, faite dans l'inventaire, n'est qu'un fait matériel constatant son existence, mais impuissant pour changer son caractère privé; — Attendu que la remise de cette pièce aux jurés, quoiqu'elle ne fût pas une pièce judiciaire, n'était pas interdite par l'art. 341, C. crim., qui prescrit, au contraire, la remise de toutes les pièces du procès, à l'exception des déclarations écrites des témoins; — Attendu que, d'ailleurs, cette remise n'a pu faire aucun grief à l'accusé, puisque les jurés n'ont pu attacher à un avis donné spontanément et sans formalité de justice la confiance qui n'est due qu'à un rapport dressé par un médecin commis régulièrement à cet effet par l'autorité compétente; — En ce qui touche le troisième moyen de cassation, tiré de ce que le docteur Bouchard, déposant comme témoin à l'audience de la Cour d'assises, aurait prêté le serment prescrit par l'art. 317, au lieu de celui déterminé pour les experts par l'art. 44 : — Attendu que ledit docteur Bouchard figure sur la liste des témoins signifiée à l'accusé à la requête du ministère public, et qu'il a été entendu comme les autres témoins, sous la garantie du même serment, et soumis comme eux à la discussion permise par l'art. 319; — Attendu que, quelles que soient les questions qui aient pu lui être adressées, et les réponses qu'il ait pu faire pendant les débats, Bouchard n'a pas pu perdre la qualité de témoin qui lui était irrévocablement acquise par l'insertion de son nom sur la liste signifiée, et qu'ainsi il n'a dû prêter le serment prescrit par l'art. 317; — En ce qui touche le quatrième moyen, tiré de ce que Trouvé, Le Bidois et Asselin, docteurs-médecins, appelés à l'audience en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, n'auraient pas prêté le serment prescrit pour les experts par l'art. 44 : — Attendu que l'art. 269, C. crim., dispose d'une manière générale et absolue que les personnes appelées par le président, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ne prêteront point serment, et que cette interdiction du serment porte tout aussi

(1) Il en est de même du serment que doit prêter l'interprète devant la Cour d'assises, conformément à l'art. 333, C. crim. — *P. Cass.*, 27 avril 1840.

(2) *P. conf. Cass.*, 28 sept. 1837. — *P. aussi Cass.*, 16 janv. 1856, qui suit.

(3) C'est une suite nécessaire du principe posé par la loi elle-même et en vertu duquel le pouvoir discrétionnaire du président est spontané et n'a d'autres règles que sa conscience.

bien sur celui prescrit par l'art. 44, que sur celui déterminé par l'art. 317, puisque, dans le cas où les personnes ainsi appelées donnent leur opinion sur des questions d'art ou de science, comme dans le cas où elles viennent attester des faits qui se sont passés sous leurs yeux, leurs déclarations ne sont considérées que comme de simples renseignements; — En ce qui touche le cinquième moyen, tiré de ce que le président aurait refusé, sans donner de motifs, de faire droit à la demande de l'accusé tendante à ce que Lefèvre, juge d'instruction, fût entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire: — Attendu que le pouvoir donné au président par les art. 268 et 269, C. crim., s'exerce sans contrôle ni partage; qu'il n'a d'autres limites que l'honneur et la conscience de ce magistrat; que le ministère public ni l'accusé n'ont, à cet égard, aucun droit de réquisition, et que, dans les décisions qu'il prend en vertu de ce pouvoir, le président n'a aucun compte à rendre à qui que ce soit; d'où il suit qu'en s'abstenant, sans en donner de motifs, d'user de son pouvoir discrétionnaire pour appeler et entendre Lefèvre, juge d'instruction, le président n'a fait qu'exercer les droits que la loi lui confère, — Rejette, etc. »
Du 16 janv. 1836. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — PIÈCES. — REMISE. — AVERTISSEMENT. — RENSEIGNEMENTS.

Le président de la Cour d'assises, en remettant aux jurés, conformément à l'art. 341, C. crim., les pièces de la procédure antérieure à l'arrêt de renvoi, n'a point à distinguer celles qui sont régulières et celles qui pourraient ne pas l'être. Il suffit que cette remise ne porte que sur des pièces faisant partie du dossier (1). (C. crim., 341.)

Le président qui donne lecture, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, de la déclaration écrite d'un témoin non cité, n'est pas tenu d'avertir les jurés que cette lecture ne leur est donnée qu'à titre de simple renseignement (2). (C. crim., 268.)

ARRÊT.

* LA COUR, — Sur le moyen que l'officier de police judiciaire qui a constaté le délit, n'ayant point fait prêter aux médecins dont il s'est fait assister le serment prescrit par l'art. 44, C. crim., le rapport de ces médecins a cependant été remis aux jurés: — Attendu que, d'après l'article 341, C. crim., le président de la Cour d'assises doit remettre aux jurés les procès-verbaux qui constatent les délits et les pièces du procès autres que les déclarations écrites des témoins; que, d'après l'art. 408, même Code, l'arrêt de condamnation ne peut être annulé pour violation ou omission des formalités prescrites à peine de nullité, que lorsque cette violation ou cette omission se rencontrent dans l'arrêt de renvoi ou dans l'instruction et la procédure

faites devant la Cour d'assises; qu'il suit de la combinaison de ces deux articles, que le président, en remettant aux jurés les pièces de la procédure antérieure à l'arrêt de renvoi, n'a point à distinguer entre celles qui sont régulières et celles qui pourraient ne pas l'être; que c'est seulement à titre de renseignement que les pièces de la procédure sont remises aux jurés, dont la conviction doit se former essentiellement d'après le débat oral qui a lieu devant eux; qu'il suffit, pour la garantie de l'accusé, que cette remise ne porte que sur des pièces faisant partie du dossier, dont son conseil a eu la libre communication, et qu'il peut par conséquent critiquer devant les jurés, tant sous le rapport de la forme que sous celui du fond, si le besoin de la défense l'exige; — Sur ce que le président de la Cour d'assises a donné lecture de la déclaration écrite d'un témoin non cité, sans avertir les jurés que cette déclaration ne devait être considérée que comme simple renseignement: — Attendu qu'en donnant lecture, en vertu de son pouvoir discrétionnaire d'une déclaration écrite de témoins, le président n'a fait qu'user du droit qu'il tient de l'art. 268, C. crim., et qu'aucune loi ne l'obligeait d'avertir les jurés que cette lecture ne leur était donnée qu'à titre de renseignement, — Rejette, etc. »

Du 16 janv. 1836. — Ch. crim.

COPIES DE PIÈCES. — HUISSIER. — AVOUÉ.

Les huissiers ont le droit exclusif de certifier les copies de pièces données en tête des significations extrajudiciaires, et de percevoir les émoluments alloués par le tarif pour ces copies.

Les avoués peuvent, concurremment avec les huissiers, certifier les copies de pièces significatives avec des actes qui se rattachent à la postulation (3).

(V. l'arrêt de Paris du 9 fév. 1835 à sa date.)

POURVOI de Miro pour 1^{re} violation de l'article 94, L. 27 vent. an 7; 2^e fausse application des art. 192, 1038 et 1042, C. proc.; 28, 29 et 72, décret 16 fév. 1807, et 24, décret 14 juin 1815.

ARRÊT.

* LA COUR, — Vu l'art. 94, L. 27 vent. an 8, et le décret portant tarif des frais et dépens en date du 16 fév. 1807; — Attendu que les articles 28, 29 et 72 de ce tarif, exactement analysés, se bornent à statuer que le droit de copie des pièces, c'est-à-dire l'émolument qui y est attaché, appartient soit à l'huissier, soit à l'avoué, selon que cette copie a été faite par l'un ou par l'autre, en sorte que la question à résoudre, qui est celle de savoir dans quels cas l'avoué a qualité pour faire des copies de pièces, ne peut pas être éclairée par ces articles, et doit être résolue d'après les principes dérivant de la na-

(1) F., en ce sens, Cass., 16 janv. 1836, et 28 septembre 1837.

(2) F., pourtant, Cass., 25 août-14 sept. 1826, (arrêts qui semblent faire de l'avertissement aux

jurés une condition de l'exercice du pouvoir discrétionnaire.)

(3) F., Cass., 22 mai 1838, et la note.

lure des choses et celle des fonctions respectives; — Attendu que, suivant un principe inhérent à la constitution même des choses, l'accessoire suit la nature du principal; que, par une conséquence de ce principe, le droit de faire et d'authentifier par sa nature la copie de pièces accessoires à un acte appartient naturellement à l'officier auquel la loi attribue le pouvoir exclusif de faire cet acte, et que toutes citations, notifications et significations, etc., devant, aux termes des lois organiques de la profession des huissiers, être faites par leur ministère, le droit de faire, et d'authentifier par leur signature, les copies de toutes les pièces accessoires à ces citations, notifications et significations, doit également leur appartenir; qu'ainsi, lorsque c'est de l'huissier qu'émane cette copie, elle n'a besoin d'être authentiquée par la signature de nul autre officier public, parce que celle de l'huissier mise au bas de l'acte principal suffit pour imprimer le caractère légal d'authenticité à la copie qui en est l'accessoire, et qui souvent même en fait partie intégrante, à peine de nullité; — Attendu qu'entre la profession des huissiers, et celle des avoués, appelés comme eux à coopérer, dans un ordre différent, à l'administration de la justice, il existe des points de contact et d'affinité qui peuvent faire admettre dans un seul acte le concours de l'huissier et de l'avoué, parce que la signification, qui est le droit exclusif de l'un, sera celle d'un acte qui aura dû sa naissance à la postulation, qui est le droit également exclusif de l'autre; que telle a été en effet la prévision du décret sur le tarif des frais et dépens, décret commun à l'ave et à l'autre profession; qu'ainsi (art. 28) l'acte introductif d'instance et l'exploit d'ajournement, qui doit, à peine de nullité, contenir la constitution d'avoué; ainsi encore (art. 29), les actes progressifs de l'instance qu'il sera nécessaire pendant son cours de signifier à la partie, devront inévitablement être notifiés par l'huissier, quoique l'avoué ne puisse pas être considéré comme y étant étranger; que dans ces divers cas, qu'on peut appeler mixtes, le décret sur le tarif statue, comme le veut l'équité, que le droit de copie de pièces appartiendra à celui des deux officiers qui aura fait cette copie, mais à la charge par l'avoué, le cas échéant, de certifier la copie et de demeurer garant de son exactitude, ce qui est de droit à l'égard de l'huissier et n'a pas eu besoin d'être exprimé dans les articles invoqués; — Que, si dans ce cas l'avoué acquiert la prérogative d'authentifier, par sa signature, la copie de pièces accessoires à un acte qui est l'œuvre d'un autre officier, il tient alors cette prérogative excentrique de sa profession, non pas de cette profession même, laquelle ne lui donne que le droit de postuler et de conclure, mais de la faveur d'une loi spéciale; que le principe de cette faveur est à la

vérité dans la postulation, mais qu'il n'en faut pas moins reconnaître que cette immixtion de l'avoué dans un acte qui n'aurait pas besoin de son concours pour être complet n'est et ne peut être qu'une exception, tandis que la certification des pièces par l'huissier, laquelle conserverait à l'acte son caractère d'unité, est manifestement la règle générale; — Attendu que, toute exception devant, par sa nature, être resserrée dans de justes limites, et l'avoué ne pouvant avoir que par exception, et par une faveur dérivant de la postulation, qualité pour s'immiscer dans un acte du ministère exclusif de l'huissier, il faut en conclure que, dans tous les cas, il serait sans qualité pour le faire, parce que, cessant la postulation proprement dite ou les autres circonstances dans lesquelles la loi confère à l'avoué un mandat supplémentaire ou un caractère public (comme dans les articles 492, 548, 1038, etc., C. proc.), l'avoué n'est plus qu'un particulier, dont la certification ou la signature n'ont rien d'authentique; d'où il suit qu'il faut alors rentrer dans l'application de la règle générale; — Attendu que le décret réglementaire du 16 fév. 1807 n'a eu ni l'intention ni la puissance d'intervertir tous les principes constitutifs des attributions (règles par des lois expresses et fondamentales) de deux professions collatérales, mais assurément très-distinctes dans l'économie générale de l'ordre judiciaire; qu'ainsi, et dans tous les cas mixtes, c'est à ces principes qu'il faudra s'attacher pour résoudre les questions qui pourront naître des prétentions rivales; — Attendu enfin que c'est ainsi qu'avait procédé, dans l'espèce de la cause, le tribunal de première instance de Nîmes, et que la Cour de Paris, en décidant, par omission de toute appréciation de détail, que dans tous les cas, et sans distinction, l'avoué, en vertu des art. 492, 548, et 1038, C. proc., a, hors de l'instance et sans faire d'acte de postulation, un caractère légal permanent qui lui donne qualité pour intervenir, pour la certification des copies de pièces, dans les significations, qui appartiennent au ministère exclusif des huissiers, a fait une fautive interprétation de ces mêmes articles, fausement appliqué les art. 28, 29 et 72 du tarif, et, par suite, formellement violé les lois organiques des deux professions, — Casse, etc. »

Du 19 janv. 1836. — Ch. civ.

RÈMÈRE. — TERME. — DROIT. — ANTÉRIORITÉ.

Lorsque le droit d'exercer le rème, quoique stipulé dans un contrat antérieur au Code n'a été ouvert que sous son empire, il doit être régi par l'art. 1860, et, dès lors, le délai de l'action ne dure que cinq ans (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, que la faculté d'exercer le rème s'étant ouverte sous l'empire du

(1) *P.* l'arrêt attaqué du 9 août 1834 (Nîmes), et le renvoi. — N. le rapporteur a fait observer sur ce moyen que Gilbert confondait le droit avec l'action pour l'exercice de ce droit, et qu'il ne pouvait y avoir dans l'arrêt attaqué rétroactivité donnée à

la loi et violation de l'art. 2, C. civ., puisque, avant le Code, il n'y avait pas de droit acquis; l'action ou rème s'exerce sous l'empire du Code: donc elle est régie par les art. 1860 et 1861, qui ne lui donnent que cinq ans de durée. — Mais voy. Liège, 18 mars 1813.

Code civil, a dû être réglée par ses dispositions, et qu'en déclarant le demandeur non recevable à l'exercer après cinq ans, l'arrêt attaqué a fait une juste application de l'art. 1660, Code civ., et n'a point violé l'article 2, même Code, — Rejeté, etc. »

Du 19 janv. 1836. — Ch. req.

CONTRAT DE MARIAGE. — RETOUR CONVENTIONNEL. — RENONCIATION.

Le principe de l'irrévocabilité des conventions matrimoniales, introduit en faveur des époux et des enfants du mariage, ne fait point obstacle à l'exercice du droit attribué aux père et mère par l'art. 1075, C. civ., surtout alors que l'exercice de ce droit, loin de porter atteinte à la donation faite en avancement d'hoirie par le contrat de mariage, en réalise au contraire les effets par un rapport suivi de l'attribution définitive d'une part plus étendue dans l'hoirie elle-même. (C. civ., 1075.)

Dès lors, si la donation faite par le père à son fils dans le contrat de mariage contient stipulation d'un droit de retour dans les termes de l'art. 951, et que, plus tard, les père et mère fassent un partage de tous leurs biens entre leurs enfants en les obligeant au rapport, soit en nature, soit fictif, des objets contenus dans la donation, le droit de retour ne continue pas à subsister. (C. civ., 951.)

Le 7 déc. 1825 fut dressé le contrat de mariage de Justin Pons et de Rosalie Deltour. Pons père fut représenté à l'acte par Jean Pons, son fils, auquel il avait donné les pouvoirs nécessaires. On y lit la clause suivante : « Jean Pons ayant également ledit mariage pour agréable, tant » de son chef qu'en qualité de fondé de pouvoirs » de Jean Pons, son père, y donne en cette » qualité tous consentements et acquiescements, » comme aussi, en vertu de pouvoirs que Pons, » son père, lui a expressément conférés, il a » donné et donne, par donation entre-vifs, à » Justin Pons, futur époux, ici présent et acceptant, une somme de 25,000 fr., en tant » moins de laquelle somme ledit sieur procureur fondé a payé tout présentement au futur » époux celle de 15,000 fr. des mêmes deniers » qui lui ont été coulés par son père, laquelle » somme de 15,000 fr. le futur époux a reçue » au vu de nous notaire et témoins, dont quittance pour autant ; et à l'égard de la somme » de 10,000 fr., restant pour compléter celle » ci-dessus donnée, elle sera exigible et sera » payée au futur époux dans un an à dater de ce » jour, sans intérêt jusqu'à ladite époque. S'est » réservé Pons, en la qualité qu'il agit, en faveur du donateur, son père, le droit de retour de la somme ci-dessus donnée, pour » l'exercer au cas où il survivrait au futur » époux son fils, et à ses descendants. »

Il est constant en fait que les 10,000 fr. restant à payer sur les 25,000 ne le firent jamais.

Le 13 déc. 1825, par acte authentique, Pons père, et la dame Gauthier, sa femme, firent entre tous leurs enfants le partage de leurs biens, dont ils composèrent une seule masse, et déclara-

rèrent abandonner chacun en droit soit la propriété en faveur de leurs enfants d'une manière irrévocable. Chacun des enfants rapporta, soit en nature, soit en moins prenant, ce qu'il avait reçu de ses père et mère. L'art. 6, relatif à Justin Pons, est ainsi conçu : « En sixième lieu les » donateurs assignent également le sixième lot » audit Justin Pons, leur autre fils, et veulent » qu'il soit ainsi composé : 1^o d'une somme de » 10,000 fr. qu'il s'est retenue sur celle de » 15,000 fr. qu'il avait reçus du chef de son » père, en tant moins et à compte sur celle de » 25,000 fr., que ce dernier lui avait donnée ; à » titre d'avancement d'hoirie par son contrat » de mariage, le tout ainsi qu'il est constaté » en cet article, les 5,000 fr. restant ayant été » rapportés par Justin Pons fils à sondit père, » ainsi que ce dernier l'a déclaré, et à cet effet » lui en donne décharge ; 2^o de la moitié restante des bâtiments, etc. » (Suit la désignation des objets ; il est inutile de la transcrire ici.)

Justin Pons mourut peu après ce partage, laissant une fille qui ne lui survécut que de quelques années.

Le partage de la succession de cette jeune fille donna lieu à des contestations sérieuses entre la dame Justin Pons, sa mère, et les époux Pons père et mère.

Ces derniers, et plus tard leurs héritiers (leur décès étant survenu pendant l'instance) soutinrent avoir le droit de prélever sur la succession de la jeune Ernestine tout ce qu'ils avaient donné à son père tant par son contrat de mariage que par l'acte de partage entre-vifs, ou tout au moins la somme de 25,000 fr. donnée par le contrat de 1825, et pour laquelle le droit de retour avait été stipulé.

Un jugement du tribunal de Béziers du 20 août 1831 repoussa leurs prétentions, en des termes que nous croyons utile de rapporter : — « Considérant, sur la première question, que, d'après le Code civil, art. 1076, les partages d'ascendants ne peuvent être faits que par actes entre-vifs ou par actes testamentaires, que ceux faits par actes entre-vifs sont assimilés aux donations entre-vifs, et ont, comme elles, l'effet de dépouiller actuellement et irrévocablement les donateurs au faveur des donataires (Code civ., art. 894) ;

« Que le partage fait par les mariés Pons ne comprend que les biens présents et est fait sous la forme de donation entre-vifs, et contient abandon actuel et irrévocable de tous les biens donnés ;

« Que les mariés Pons n'ont pas, dans cet acte, stipulé le retour des objets donnés ; que, par conséquent, le prédécès de Justin Pons n'a pu donner ouverture qu'au droit de retour légal prévu par l'art. 747, C. civ. ; mais que la survivance d'Ernestine Pons à son père est un obstacle à l'exercice de ce droit ; que vainement les mariés Pons prétendent faire surgir un retour conventionnel de quelques expressions de l'acte de partage ; que, quoiqu'il soit dit dans le préambule de cet acte que les mariés Pons désiraient prévenir les contestations auxquelles

leurs successions pourraient donner lieu, il n'en résulte pas moins de la forme de l'acte et de toutes les clauses qu'ils n'ont entendu faire qu'une donation entre-vifs, dans laquelle on ne trouve directement ni indirectement aucune stipulation de droit de retour ;

• Que les tribunaux ont bien pu, sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, qui n'admettait pas le retour légal, suppléer ce droit au moyen du retour conventionnel qu'ils faisaient résulter des clauses des actes, et notamment des termes en *avance*ment d'hoirie ; mais qu'il n'en peut être du même sous l'empire de la législation actuelle, qui admet le retour légal et le retour conventionnel, et qui, par conséquent, n'accorde que le premier de ces deux droits à celui qui n'a pas stipulé le deuxième ;

• Considérant, sur la seconde question, que, lors du mariage de Justin Pons, Pons père leur donna une somme de 25,000 fr., sur laquelle 15,000 fr. furent payés comptant, et les 10,000 francs restant furent déclarés payables dans une année ;

• Que Pons stipula à son profit le droit de retour ; que cette stipulation aurait dû nécessairement avoir son effet si les choses étaient restées dans l'état où elles étaient à l'époque de la donation, et si d'ailleurs les 10,000 fr. promis avaient été payés ; mais attendu que, postérieurement à cette donation, intervint l'acte de partage du 13 déc. 1825 ; que, lors de cet acte, les mariés Pons formèrent une masse de tous leurs biens, dans laquelle furent compris non-seulement ceux qu'ils avaient alors en leur possession, mais encore ceux qu'ils avaient déjà donnés à certains de leurs enfants, qui en firent le rapport ; qu'il est certain, dès lors, que les derniers avancements d'hoirie se sont évanouis devant l'acte de partage, et que cet acte a été le seul titre en vertu duquel les enfants Pons ont possédé les biens qu'eux ont été départis ; qu'il est certain, dès lors, que, du moment du partage, le retour conventionnel a cessé de pouvoir être exercé sur les biens donnés à Justin Pons dans son contrat de mariage, dont le partage a fait cesser les effets, et ce, nonobstant la disposition de l'art. 1395. C. civ., qui, en prohibant les changements aux conventions matrimoniales, n'a pu rendre irrévocables les dons en avancement d'hoirie, toujours révocables de leur nature ;

• Considérant que le retour stipulé ne peut d'abord être exercé sur les 10,000 fr. donnés à Justin Pons, qui ne lui ont jamais été payés ; qu'il ne peut l'être davantage sur les 5,000 fr. apportés par lui en nature lors du mariage ; qu'il ne peut l'être enfin sur les 10,000 fr. restant que l'acte de partage autorise Justin Pons à retenir, et cela par la raison qu'il y eut rapport en moins prenant de ces 10,000 fr. au moment du mariage, laquelle somme, à dater de cet acte, appartient à Justin Pons, non en vertu de la donation en avancement d'hoirie portée dans son contrat de mariage, mais en vertu du partage et seulement du partage ; que le retour conventionnel ne peut être exercé sur ces 10,000 francs, par cette autre raison que cette somme

ne fut donnée dans le contrat de mariage que par le père seul, et que celle que Justin Pons retint alors du partage provient des patrimoines confondus des père et mère ; d'où il résulte que le père, en vertu d'une donation faite par lui seul un contrat de mariage, et annulée par le partage, ne peut reprendre une somme que le père et la mère ont définitivement donnée dans ce dernier acte, sans aucune stipulation du droit de retour, etc. »

Appel. — Le 11 janv. 1833, arrêt de la Cour de Montpellier qui infirme en ces termes : — « Attendu qu'il ne résulte pas de l'acte du 13 décembre 1825 que les mariés Pons, en faisant le partage anticipé de leurs biens entre leurs enfants, se seraient réservé le droit de retour, ni d'une manière expresse ni d'une manière implicite ;

• Attendu que, si les donations faites en avancement d'hoirie renferment implicitement la réserve du droit de retour, il ne saurait en être ainsi d'un partage anticipé fait sous la forme d'une donation entre-vifs ; qu'un pareil acte, en effet, n'a pour objet que les biens présents ; que, par rapport à ces biens, il est complet et définitif ; qu'on ne peut pas supposer, comme on le suppose pour ces sortes de donations, que la qualité des successibles soit une condition des dispositions qu'il renferme ; qu'ainsi il est vrai de dire que l'acte du 13 déc. 1825 n'autorise l'exercice d'aucun droit de retour ;

• Mais attendu que, dans le contrat de mariage de Justin Pons, Pons père lui avait donné 25,000 fr., en se réservant expressément le droit de retour ; que cette réserve fut valablement stipulée par Jean Pons ;

• Attendu que, dans le susdit acte de partage, Pons père ne renonça pas au droit de retour qu'il s'était réservé dans la donation ; que les 25,000 fr. entraient donc dans la masse à partager, et que, le droit s'étant ouvert par le décès du donataire, les 25,000 fr. donnés firent retour à Pons père, et doivent faire retour à sa succession ;

• Attendu qu'il importe peu que la somme de 25,000 fr. n'ait pas été comptée à Justin Pons lors de son mariage, puisqu'il est constant qu'il reçut, dans l'acte de partage, l'équivalent de cette somme ; qu'il suit de tout ce que dessus qu'à l'égard des 25,000 fr., le tribunal a mal jugé en refusant le prélèvement, et que, quant à ce, ce jugement doit être réformé, etc. »

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'il est constaté en fait, par l'arrêt attaqué, 1° que Justin Pons a rapporté au partage du 13 déc. 1825 les 25,000 fr. que son père lui avait donnés, par contrat de mariage, en avancement d'hoirie, sous réserve du droit de retour ; 2° que, dans ce partage, ledit Justin Pons a reçu non pas seulement une somme d'argent, mais de plus des immeubles en nature ; 3° que ledit partage, fait par acte de donation entre-vifs par les époux Pons père et mère, et comprenant cumulativement tous les biens présents de l'un et de l'autre, ne contient aucune stipulation ou réserve du droit de

retour, soit par le père, soit par la mère; mais au contraire content, au profit de chacun des six enfants endonataires, une attribution définitive et irrévocable d'un lot qui lui est assigné; — Attendu, en droit, 1° que l'effet du rapport est de replacer dans la succession les objets donnés, aux fins de recueillir à titre nouveau une part héréditaire; 2° que le partage de leurs biens présents que les père et mère effectuent par acte de donation entre-vifs est irrévocable; 3° que l'égalité des lots est la base légale de ces sortes de partages, aussi bien que des partages ordinaires; 4° que la donation sous réserve du droit de retour ne confère qu'une propriété résoluble et ne permet de consentir que des charges et hypothèques résolubles elles-mêmes; 5° enfin que le principe de l'irrévocabilité des conventions matrimoniales, introduit en faveur des époux et des enfants du mariage, ne fait pas obstacle à l'exercice du droit attribué par l'art. 1075, Code civ., aux pères et mères, surtout alors que l'exercice de ce droit, loin de porter atteinte à la donation faite en avancement d'hoirie par le contrat de mariage, en réalise au contraire les effets par un rapport suivi de l'attribution définitive d'une part plus étendue dans l'hoirie elle-même; — Qu'ainsi, en se fondant uniquement sur l'irrévocabilité des conventions matrimoniales pour faire revivre, après le partage du 13 déc. 1825, la réserve du droit de retour au profit du père, l'arrêt attaqué a fausement appliqué les art. 1394 et 1395, C. civ., et formellement violé les art. 829, 885, relatifs aux effets des rapports et attributions de lots, et les articles 1075 et 1076, relatifs aux partages anticipés par les père et mère, — Cass., etc. »

Du 19 janv. 1856. — Ch. civ.

FAILLITE. — HYPOTH. LÉGALE. — QUITTANCE. — CONTRAT DE MARIAGE — CLAUDE DE STYLE.

Lorsqu'il a été dit nu contrat de mariage de la femme d'un commerçant que la célébration vaudra quittance de la dot, le vau de l'art. 551, C. comm., qui exige la justification par acte authentique des apports de la femme mariée à un commerçant, se trouve rempli.

Si, dans ce cas, les parties intéressées, qui conservent encore le droit d'attaquer la constitution de dot comme frauduleuse, l'ont attaquée, et si elles ont été condamnées par les juges souverains du fait, une pareille décision n'est pas sujette à la censure de la Cour suprême.

Le contrat de mariage de Fauquet, commerçant, et de la demoiselle Lefebvre, passé en 1809, en énumérant les rapports d'aux de celle-ci, stipulait qu'ils seraient réalisés le jour de la célébration du mariage, dont l'acte vaudrait quittance.

En 1850, Fauquet tombe en faillite; la femme obtient sa séparation de biens, et demande à être colloquée pour sa dot dans l'ordre du prix d'un des immeubles du failli. Un jugement intervient, et annule certaines créances de la femme nées après le mariage, et la rejette de l'ordre pour le montant de sa constitution dotal.

Appel par la dame Lefebvre. — Le syndic de la faillite intervient, et prétend que l'hypothèque légale ne saurait exister à la date du contrat, attendu que le contrat de mariage ne constate pas suffisamment la réalisation de l'apport dotal.

Le 12 juin 1854, arrêt de la Cour Rouen, par lequel, — Attendu que Prudence Lefebvre, alors majeure et commerçante, contracta mariage le 10 oct. 1809, avec Abraham Fauquet; que de leur contrat, passé le 30 juin précédent par lequel M^r Rousselet, notaire à Fécamp, il résulte qu'outre les immeubles y désignés, d'un produit annuel de plus de 1,700 fr., la future épouse faisait apport au futur époux d'un trousseau estimé à 8,000 fr., et d'une somme de 21,234 fr. 55 c. en effets négociables, pour lesquels apports, est-il dit dans le contrat, l'acte de célébration du mariage vaudra quittance; que, d'après cette disposition, ces apports sont, aux termes du contrat, justifiés par acte authentique, conformément à l'art. 551, C. comm.;

Attendu qu'il résulte encore du susdit contrat que Fauquet lors de son contrat de mariage avec la demoiselle Lefebvre, ne possédait d'autre fortune mobilière qu'une valeur de 8,000 fr., habits, linges, et marchandises; que cependant le 25 juill. 1810, neuf mois après son mariage, suivant contrat passé devant M^r Marion, notaire à Bolbec, il fit l'acquisition d'une ferme moyennant 19,929 fr., outre les charges, s'élevant à 1,800 fr., ce qui élève le prix de cette acquisition à 21,729 fr., somme égale, à 485 fr. près, à celle des effets négociables reçus par Fauquet neuf mois auparavant, et par lui successivement encaissés; que cette acquisition, payée en grande partie le 1^{er} oct. 1810 et le restant en fév. 1812, suivant quittances reçues en l'étude du même notaire, n'a pu l'être par Fauquet, qui n'avait aliéné aucun des immeubles qu'il possédait lors de son mariage, qu'avec les recouvrements faits sur les divers confectionnaires desdits effets négociables; que, si quelques-uns de ces billets n'avaient pas été acquittés à leur échéance, Hanin, qui depuis longtemps a à sa disposition tous les livres tenus par le failli pendant sa longue existence commerciale, n'aurait certainement pas à cet égard gardé un silence absolu, il en eût trouvé et rapporté quelques traces;

Attendu que, dans ce ressort, la plupart des contrats de mariage ont été rédigés et se réduisent encore dans les mêmes termes que celui de la dame Fauquet, dont le mari est tombé dans le déranglement de ses affaires, et n'a été constitué en faillite qu'en 1850, vingt et un ans après son mariage; que rien ne serait plus contraire à l'esprit de la loi, à l'intention du législateur, qui, tout en réprimant les conventions nées d'un concert frauduleux entre époux commerçants, n'a sûrement pas voulu frapper de stérilité des conventions légitimes arrêtées de bonne foi dans un acte authentique; que telles seraient cependant les conséquences du système présenté par Hanin, syndic rétribué, intervenu sur l'appel, lequel prétend que les contrats de mariage authentiques conçus dans les mêmes termes que celui dont il s'agit ne constataient pas suffisam-

ments seuls et par eux-mêmes la réalisation des apports qu'ils énoncent, lors même que, comme dans la cause actuelle, il existe un ensemble de faits et de circonstances qui repoussent énergiquement l'idée de fraude;

« Attendu que, par jugement du 20 mars 1852, le tribunal d'Yvetot a rejeté la collocation demandée du trousseau et des valeurs négociables apportées par la dame Fauquet, ainsi que cela résulte de son contrat de mariage, et surabondamment des faits et circonstances ci-dessus relatés; que ce rejet, motivé sur une prétendue insuffisance de justification, est le résultat d'une interprétation fautive des faits, infirme, etc. »

POURVOI en cassation par le syndic de la faillite Fauquet pour violation de l'art. 551, C. comm. »

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'il est reconnu, en fait, par l'arrêt de la Cour de Rouen, que la constitution en dot d'un trousseau de 8,000 fr. et d'une somme de 21,354 fr. 55 c. en billets et effets négociables, que se fit la demoiselle Lefebvre par son contrat de mariage du 20 juin 1809, fut sincère, et que le paiement en fut réellement fait au mari; il n'appartient point à la Cour de cassation d'examiner cette appréciation des actes de la cause; le demandeur en cassation n'a même jamais attaqué la constitution de dot comme simulée, ni comme faite au préjudice d'enfants d'un premier mariage, ni comme faite au préjudice de créanciers légitimes; le mari n'avait ni enfants ni créanciers à l'époque du mariage; la faillite qui a donné lieu au procès est postérieure de vingt ans au mariage; — Attendu que le contrat de mariage passé le 20 juin 1809 porte que « la future épousera au futur époux la dot « qu'elle se constitue le jour de la célébration « du mariage, dont l'acte vaudra quittance, » et qu'il est reconnu que le mariage fut célébré le 10 oct. suivant; — Attendu qu'il pouvait sans doute être permis d'attaquer la constitution de dot comme fictive, frauduleuse et simulée, ce qui aurait été soumis à l'appréciation exclusive de la Cour royale; mais la sincérité de la dot reconnue et l'apport en dot résultant du contrat de mariage et de l'acte de célébration, cet apport est justifié par des actes dont l'authenticité ne peut pas être contestée; — Attendu qu'il n'est possible de supposer le contraire qu'en supposant illicite la clause portant que « l'acte de mariage vaudra quittance, en présentant cette « clause comme sans effet, et la célébration du « mariage comme ne dispensant pas d'une quittance; » mais cette clause, fort usitée dans plusieurs départements, littéralement permise par l'art. 1387, C. civ., n'est contraire ni aux bonnes mœurs ni aux dispositions des art. 1388 et suiv.; la célébration légale du mariage, devant, d'après la stipulation, tenir lieu de quit-

lance, doit avoir le même effet qu'une quittance; elle prouve le paiement d'après la convention du contrat de mariage tout aussi bien qu'une quittance; et cette preuve de paiement par l'acte de l'officier de l'état civil ne peut pas être admise comme sincère, légale et régulière, sans être considérée comme authentique; — Attendu que, loin d'avoir violé l'art. 551, C. comm., en admettant l'apport en dot de la demoiselle Lefebvre comme justifié par actes authentiques, la Cour de Rouen en a, au contraire, fait une juste application, — Rejette, etc. »

Du 19 janv. 1856. — Ch. req.

ENREGISTREMENT. — RESTITUTION. — PRESCRIPTION.

Du 19 janv. 1856. — (P. Cass. 14 janv. 1856.)

PARTAGE. — DÉLAI. — LEGS. — CONDITION. — NULLITÉ.

La condition imposée par un testateur à son légataire de ne provoquer, pendant toute la durée de l'usufruit, aucun partage contre le propriétaire d'une portion de certains immeubles indivis, lequel est en outre usufruitier de la portion léguée, n'est pas une condition contraire à la loi (1). (C. civ., 815; L. 4, ff. de Condit. Instit.)

Elle est, en conséquence, obligatoire pour le légataire au moins pendant cinq ans (temps durant lequel le Code permet de suspendre le partage); en sorte que, si elle a été sanctionnée par une clause pénale, cette clause doit être appliquée en cas d'inexécution de la condition.

Lorsque, par suite du refus d'une partie qui a demandé un partage, en deux qualités distinctes, de partager en l'une de ces qualités, le débat s'est trouvé restreint, devant le premier juge, à la seconde qualité, s'il arrive que, sur l'appel, il ne soit plus pris des conclusions subsidiaires; quant à la première qualité, le juge n'est pas obligé de donner des motifs touchant cette qualité (2). (Code proc., 141.)

La dame Salmon fit, le 30 mai 1825, un testament par lequel elle légua à la dame Roussel, sa nièce, la moitié d'une maison dépendant de la communauté d'entre elle et Salmon, son mari, plus, la moitié de tous ses autres immeubles.

Ce testament contenait la condition que le legs ne serait recueilli que sous la stricte exécution et l'accomplissement exact des obligations suivantes, à peine de nullité du legs : 1° de laisser jouir Salmon, pendant sa vie, de tous les biens composant ledit legs (biens dont l'usufruit devait, aux termes du contrat de mariage des deux époux, appartenir au survivant d'eux); 2° de ne pouvoir, tant que durait cette jouissance, provoquer contre lui aucun partage ni

(1) F. conf. Delvincourt, t. 3, p. 374; Duranton, t. 7, p. 89; Delaporte, *Pandectes françaises*, t. 5, p. 221; Malville, t. 2, p. 290, et Rodière de Villargues, *Rép. du not.*, v° *Partage*, n° 12. — F. contra Merlin, *Rép.*, v° *Partage*; Chabot,

art 815, et Malpel, n° 212. — F. aussi Aix, 10 mai 1841.

(2) F. conf. Duranton, t. 9, n° 514 et 534; Confiant, p. 274.

licitation, en sorte qu'il ne soit pas tourmenté de non vivant, ni exposé à supporter aucuns frais, l'intention de la testatrice étant qu'il soit toujours tranquille.

La dame Roussel n'eut aucun égard aux défenses exprimées par la testatrice, et elle forma, aussitôt après le décès de celle-ci, une demande en partage à l'effet d'obtenir l'émolument de son legs et la part qui lui revenait en sa qualité d'héritière de la dame Salmon. Cette demande fut dirigée tant contre Salmon, mari survivant, que contre la dame Drouot et Mauvet, cohéritiers naturels de la dame Roussel.

Les défendeurs opposèrent à l'action intentée contre eux la clause portant interdiction à la demanderesse de provoquer le partage des biens de la communauté et de la succession, et ils conclurent à ce que la dame Roussel fût déclarée déchue de son legs pour inaccomplissement de la condition à elle imposée.

La légataire répondit qu'on ne pouvait lui appliquer la clause invoquée par ses adversaires, par ce que cette clause devait être réputée non écrite par suite des dispositions de l'art. 815, C. civ.

Le 30 déc. 1831, jugement du tribunal de Sens qui statue en ce termes : — « En ce qui touche la demande en partage :

« Attendu que le titre de la demanderesse en partage est un titre gratuit auquel la testatrice a pu mettre toutes les conditions qui ne sont pas contraires à la loi ;

« Attendu que notre nouvelle législation, comme l'ancienne, établit une distinction entre la prohibition et la suspension de partage ;

« Attendu que l'art. 815, C. civ., contient lui-même le principe de la suspension, et qu'ainsi la testatrice n'a point imposé de condition contraire à la loi en voulant que la légataire suspendît toute action en partage pendant l'usufruit de son mari,

« Déclare la dame Roussel et son mari non recevables dans leur demande en partage ;

« En ce qui touche la demande en nullité du legs :

« Attendu que la condition de suspendre toute demande en partage est une condition impérative mise par la testatrice à son legs ; que cette condition n'a rien de contraire à la loi, et que la légataire n'a pas respecté cette condition,

« Déclare nul le legs dont il s'agit. »

Le 7 fév. 1835, cette sentence est confirmée par arrêt de la Cour de Paris, qui adopte les motifs des premiers juges.

POURVOI pour violation des art. 815 et 900, C. civ. — L'art. 815, C. civ., a-t-on plaidé pour la dame Roussel, consacré un principe fondamental qui, par cela seul qu'il intéresse la société, devrait subsister par sa propre force, indépendamment de toute recommandation particulière du législateur, mais qui prend une force nouvelle dans la loi, qui a eu le soin de déclarer expressément que nul ne pouvait être contraint de rester dans l'indivision, nonobstant prohibitions et conventions contraires. Comment donc la Cour de Paris a-t-elle pu considérer comme licite une clause testamentaire

évidemment en contradiction avec l'article invoqué ? — Et, qu'on le remarque bien, cet article a tout prévu ; il embrasse à la fois les conventions et les prohibitions. Or, qu'aurait-il entendu par ce mot *prohibition*, s'il ne s'appliquait pas aux charges imposées par un tiers dans une vente, une donation ou un testament ? Par conséquent, un légataire ne saurait être obligé de se soumettre à la condition de ne pas provoquer le partage pendant un temps déterminé. Cependant il existe une exception à la règle absolue de l'art. 815, et cette exception se trouve dans l'art. 815 lui-même : c'est dans le cas où une convention a été conclue ; mais cette convention, pour être une convention, a besoin d'avoir été stipulée dans la forme des contrats ordinaires ; elle ne peut avoir lieu qu'entre copropriétaires ; d'où il suit que, le testateur étant, par la nature des choses, dans l'impossibilité de faire une convention avec le légataire, toute disposition de sa part n'est qu'une prohibition ; or, les prohibitions ne rentrent pas dans l'exception, elles sont au contraire sous le coup de la règle générale. D'ailleurs, si la dernière partie de l'art. 815 était applicable aux prohibitions, au moins l'application aurait dû être renfermée dans la limite tracée par cet article, en déclarant que la demande en partage, non recevable quant à présent, pourrait être formée après cinq ans ; ce que l'arrêt n'a pas fait.

On a dit pour les défendeurs : La dame Salmon avait d'autant plus le droit d'imposer à sa légataire la condition ne provoquer aucun partage contre son mari, suivant qu'elle pouvait, pour mieux assurer la tranquillité de celui-ci, lui donner tous ses biens. Les termes de l'art. 815 portent, il est vrai, que « nul ne peut être contraint de rester dans l'indivision ; » mais ce principe ne saurait avoir pour conséquence nécessaire la nullité d'une clause de prohibition de partage, quand cette clause est contenue dans un testament, et qu'elle est indiquée comme charge de la libéralité ; car, si le légataire juge que le legs ainsi fait est trop peu favorable, et grevé d'une condition trop gênante, il peut la refuser ; en sorte qu'il n'est pas juste de prétendre qu'il y a une contrainte exercée contre lui. On conçoit très-bien qu'un père, par exemple, imposerait en vain à ses enfants la nécessité de ne pas partager entre eux les biens de sa succession, parce qu'ils tiennent leur droit à ses biens de la force de la loi, non de la volonté de leur père ; mais il n'en est pas de même à l'égard du testateur sans héritiers à réserve qui lègue à qui il lui plaît, à telles conditions que bon lui semble. Au surplus, ce qui tranche toute difficulté, c'est que le Code lui-même a autorisé toute convention ayant pour objet de suspendre le partage pendant cinq ans. Or, on concevrait difficilement comment une même chose, permise à titre de convention, deviendrait illicite et contraire aux principes sociaux, quand elle serait la condition d'une libéralité. On objecte alors qu'un testateur n'aurait, après tout, le droit d'établir une prohibition de partage que pour cinq ans, et que, dans l'espèce, la prohibition existant pour un temps indéterminé, cette

prohibition devait être considérée comme non avenue. Sans doute il est interdit par l'art. 815 de prohiber un partage pendant plus de cinq ans; mais de ce qu'une prohibition a été imposée pour plus de cinq ans ou pour un temps indéterminé, il ne faut pas conclure que la prohibition soit nulle pour le tout: elle devra seulement être réduite à cinq ans. C'est ainsi qu'aux termes de l'art. 1669, C. civ., la faculté de rachat dans les ventes à pacte de réméré ne peut valablement être stipulée que pour cinq ans, et que, si elle l'est pour un temps plus long, la stipulation, loin d'être nulle, n'est que réduite au terme légal. Dans l'ancien droit, tous les auteurs admettaient que le testateur pouvait suspendre pendant un temps limité le partage de sa succession. On objecte encore l'opinion de Merlin, mais elle n'a point prévalu, et Maleville est d'une opinion toute opposée; il pense que le Code civil a conservé sur ce point la doctrine du droit romain.

Violation de l'art. 141, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué n'a point donné de motifs sur les conclusions subsidiaires.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen: — Considérant que les conditions apposées aux libéralités doivent être d'autant plus religieusement accomplies que leurs motifs sont plus respectables; que l'art. 900 ne répète non écrites que celles impossibles, contraires aux lois et aux mœurs; que celle imposée par la testatrice n'est point de ce nombre; que cette condition de ne point demander partage contre le mari lui seul n'était qu'un moyen de gratifier la légataire pour faire assurer par elle la tranquillité du mari, tranquillité que la testatrice aurait pu assurer elle-même en donnant tous ses biens au mari; — Qu'aux termes du § 2 de l'art. 815, on peut convenir de suspendre le partage pendant cinq ans, et que cette suspension peut être renouvelée; qu'à plus forte raison peut-elle être l'objet d'une condition apposée à une libéralité; — Que la légataire ne peut argumenter de ces mots du § 1^{er} de l'art. 815, nul ne peut être contraint à rester dans l'indivision, puisqu'elle est parfaitement libre d'accepter ou de refuser le legs, et que le paragraphe suivant autorise la suspension temporaire; que l'impatience de la légataire à former contre le mari, immédiatement après la mort de la testatrice et au mépris de sa déesse expresse, une demande en partage n'a pu motiver l'application de la nullité si formellement prononcée par le testament...; — Sur le deuxième moyen: — Considérant que, si la qualité d'héritière pour un quart se trouve énoncée avec celle de légataire dans la demande introductive, les conclusions tendaient à obtenir dans le partage demandé (l'émolument) du legs à elle fait par préciput; — Que ses cohéritiers, appelés par elle, ont reconnu ses droits d'héritière pour un quart, et offert de partager avec elle, à ce titre et à raison de ce quart seulement, ce qu'elle s'est bien gardée d'accepter; — Qu'en cet état, le tribunal de Sens n'a eu à statuer que sur les questions et droits résultant du testament, ce

qu'il a exprimé dans ce motif: *Attendu que le titre des demandeurs est un titre gratuit*; — Que la Cour royale, devant laquelle les cohéritiers ont réitéré les mêmes offres, n'a eu à prononcer que sur le bien ou le mal jugé du jugement de première instance, la légataire n'ayant pris aucunes conclusions subsidiaires, pour qu'en cas d'infirmité, la demande primitive subsistât à titre d'héritière pour un quart; que l'arrêt, en statuant comme il l'a fait, n'a point préjudicié à des droits reconnus à la nièce par ses cohéritiers. — Rejet, etc. »

Du 20 janv. 1856. — Ch. civ.

RESPONSABILITÉ. — PAYEMENT. — CONNAISSANCE. — MOTIF IMPLICITE. — PURGE. — HYPOTHÈQUE LÉGALE. — NOTIFICATION.

L'acquéreur d'un bien affecté à une hypothèque légale non inscrite cesse, par la revente qu'il fait de son immeuble à un tiers qui remplit les formalités de purge légale, d'être responsable vis-à-vis du créancier hypothécaire des paiements qu'il aurait faits à son vendeur, sans avoir égard à l'existence de l'hypothèque.

On doit le décider ainsi, alors même que cet acquéreur aurait eu connaissance de l'hypothèque et de ses causes.

Dans ce cas, au contraire, le créancier à hypothèque légale ne peut pas dire que les paiements faits au mépris de ses droits par le premier acquéreur lui ont causé un préjudice dont il lui est dû réparation, aux termes des art. 1382 et 1383, C. civ.

La connaissance que pourrait avoir le tiers détenteur de l'existence d'une hypothèque légale non inscrite et même du créancier de cette hypothèque ne l'oblige pas, pour la validité de sa purge légale, à faire à ce créancier la notification prescrite par l'article 2194, C. civ.

Il suffit, au contraire, que la notification ait lieu au procureur du roi dans les termes de l'art. 2194 et du décret du 1^{er} juin 1807.

L'arrêt qui, sur des conclusions tendantes 1^o à faire déclarer un acquéreur responsable envers un créancier d'un paiement fait à son préjudice; 2^o à faire prononcer la nullité d'une purge légale, par la raison que les notifications prescrites par la loi n'ont pas eu lieu à qui de droit, se borne à dire que l'acquéreur, n'étant pas personnellement tenu de l'obligation, ne peut être responsable, et que les formalités légales de purge ont été remplies, est suffisamment motivé. (L. 20 avril 1810, art. 7.)

Le contrat de mariage de la dame Forjonnel portait constitution à son profit d'un douaire de 12,000 liv., déclaré propre aux enfants à naître du mariage. La propriété hypothéquée à ce douaire ayant été vendue par le mari, il fut convenu expressément qu'il serait transporté sur une maison sur de Chartres, dont les époux firent l'acquisition: d'où en qui résulte de la quittance du prix de cette maison, qui constate que le vendeur a reçu la somme de 12,000 liv. pour le remploi du douaire de la dame Forjonnel.

Plus tard, la propriété rue des Chartres passa des mains des époux Forjonniet en celles des Bergeron d'Anguy et dame Bellart, par voie d'adjudication.

La totalité du prix de l'adjudication fut versée entre les mains de Forjonniet. A l'égard du douaire dont était grevée la propriété, voici ce que porte la quittance, en date du 14 prair. an 4 :

« Attendu que ladite maison rue de Chartres est grevée, ainsi que les autres biens de Forjonniet, de l'hypothèque du douaire de 12,000 livres que ce dernier a constituée à la dame son épouse par leur contrat de mariage, ledit Forjonniet déclare que, pour plus de sûreté du fonds du douaire, il affecte et hypothèque spécialement à la garantie de ce douaire une maison sise à Boissy, en Brie, et le jardin en dépendant. »

Bergeron d'Anguy et dame Bellart revendirent leur propriété à la liste civile. Il est utile de remarquer que ce dernier acquéreur fit procéder à la purge des hypothèques légales dans les termes de l'art. 2104, C. civ., et du décret du 1^{er} juin 1807, par voie de notification au parquet du procureur du roi. Aucune notification n'eut lieu à la personne de Forjonniet fils, que les actes de mutation indiquaient comme propriétaire du douaire.

Cependant, les époux Forjonniet étant décédés, des difficultés s'élevèrent entre Forjonniet fils, leur héritier, et les acquéreurs anciens et nouveaux de la maison rue de Chartres. — Forjonniet fils prétendit que le fonds du douaire reposant sur cette maison, Bergeron d'Anguy et dame Bellart, qui ne l'ignoraient pas, n'avaient pu payer valablement à Forjonniet père la totalité du prix de l'adjudication; qu'ils devaient être responsables, à l'égard du représentant de la dame Forjonniet, du paiement indûment fait à son préjudice; qu'en enlevant par leur fait au créancier du douaire une sûreté qui en garantissait le paiement, ils leur avaient causé un dommage dont, aux termes des articles 1382 et 1383, C. civ., ils devaient donner réparation.

Forjonniet prétendit, en outre, que la liste civile, n'ayant pas plus de droit que ses vendeurs, était tenue hypothécairement des mêmes obligations; qu'en vain elle prétendrait se mettre à l'abri en invoquant la purge légale à laquelle elle avait procédé; qu'en effet la procédure suivie pour cette purge était irrégulière, en ce que les notifications avaient été faites seulement au parquet du procureur du roi, et non personnellement à lui, Forjonniet fils, créancier à hypothèque légale, bien qu'il fût connu comme tel de la liste civile.

Sur ces prétentions, jugement du tribunal de la Seine : — « En ce qui touche Bergeron d'Anguy et les héritiers Bellart :

« Attendu qu'ils ne sont pas obligés personnellement au paiement du douaire réclamé, et qu'ils ne sont pas détenteurs de l'immeuble primitivement grevé de l'hypothèque de ce douaire; qu'en conséquence on ne peut avoir contre eux, pour raison de ce douaire, une action soit per-

sonnelle, soit hypothécaire; en ce qui touche la liste civile, attendu qu'elle n'est pas non plus obligée au paiement du douaire; que, si elle détient l'immeuble, il est franc et quitte de toutes dettes et hypothèques, soit légales ou autres, puisqu'elle a rempli pour la purge les formalités prescrites par l'art. 2194, C. civ., et par le décret de 1807.

« Le tribunal déclare Forjonniet non recevable en sa demande. »

Appel. — Le 31 juill. 1833, arrêt de la Cour de Paris, lequel, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

POURVOI de Forjonniet devant la Cour de cassation. — Premier moyen : Violation des articles 1382 et 1383, C. civ., ainsi que de l'art. 7, L. 20 avril 1810. — Tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage, dissuade-on à l'appui de ce moyen, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. Or, dans l'espèce, il est constant que, par le fait du paiement qui a eu lieu de la part de Bergeron d'Anguy et de la dame Bellart, entre les mains de Forjonniet père, de la totalité du prix d'adjudication, sans égard au douaire dont la propriété était grevée, un préjudice grave a été causé au propriétaire de ce douaire, qui a perdu ainsi la garantie qui lui en assurait le paiement. En outre, il y a eu faute de la part de Bergeron d'Anguy et de la dame Bellart, car ils étaient loin d'ignorer l'existence du douaire, ainsi qu'il résulte de la possession qu'ils ont eue de divers actes qui le constituaient et le rappelaient, et notamment de la quittance du 14 prair. an 4, à laquelle ils avaient été parties. Ainsi, la double circonstance du préjudice souffert et de la faute qui en a été la cause se trouvent réunies, et, dès lors, il y a lieu à l'application des art. 1382 et 1383, C. civ. Dans tous les cas, ajoutait-on, sur ce point même l'arrêt attaqué manque complètement de motifs. En effet, appelés à prononcer sur l'application demandée des art. 1382 et 1383, les juges se contentent de répondre que les acquéreurs n'étaient pas obligés personnellement au paiement du douaire. Certes, il est impossible de trouver dans cette réponse, qui n'est que la solution de la question par la question, un motif suffisant susceptible de s'adapter au point en litige et à la proposition émise. Il y a donc eu violation de la loi du 20 avril 1810.

Deuxième moyen : Violation de l'art. 2194, C. civ., et du décret du 1^{er} juin 1807. — La liste civile, disait-on, veut se mettre à l'abri en invoquant l'accomplissement des formalités de purge légale. Mais cette purge a été faite irrégulièrement, en ce que la liste civile s'est contentée de notifier au parquet du procureur du roi, lorsque le créancier à hypothèque légale lui était parfaitement connu : ce dernier fait est positif, et on ne saurait douter en présence des actes de mutation où l'existence du douaire est établie d'une manière si claire et si précise, actes qui se trouvent entre les mains de la liste civile comme titres de propriété. Or, il est constant en droit que la notification au parquet du procureur du roi ne suffit que lorsque le créancier à hypothèque légale est inconnu : c'est ce

qui a été jugé par la Cour de cassation le 14 janvier 1817 (1).

On ajoutait qu'à cet égard également l'arrêt attaqué avait violé la loi de 1810, en ce que, sur la question de savoir si la notification faite par la liste civile était suffisante, il s'était borné à dire que les formalités voulues par l'art. 2194 avaient été accomplies, sans dire pourquoi et comment le bul de la loi s'était trouvé rempli.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation des art. 1582 et 1583, C. civ. : — Attendu qu'en décidant, à l'égard de Bergeron d'Anguy, que les actes et les faits de la cause ne permettaient point de considérer ce défendeur éventuel comme engagé envers le demandeur, soit personnellement, soit hypothécairement, puisqu'il n'était plus détenteur de l'immeuble réclamé, l'arrêt n'a pu violer les deux articles invoqués ; — Attendu qu'en motivant ainsi sa décision, la Cour royale n'a pu violer l'art. 7, L. 20 avril 1810 ; — En ce qui touche la liste civile, autre défendeur éventuel : — Sur la première branche du deuxième moyen, tirée de la violation de l'art. 2194, C. civ., et du décret de juin 1807 : — Attendu que l'hypothèque dont s'agit n'avait pas été conservée par l'inscription, et que l'arrêt, en constatant que l'accomplissement par la liste civile des formalités voulues par l'art. 2194, C. civ., et par le décret de juin 1807, avait purgé régulièrement toutes les charges hypothécaires de l'immeuble, n'a violé aucune loi ; — Sur la deuxième branche de ce deuxième moyen : — Attendu qu'en déclarant que toutes les formalités prescrites pour la purge des hypothèques avaient été remplies, la Cour royale a suffisamment motivé sa décision. — Rejette, etc. »

Du 30 janv. 1836. — Ch. req.

ACQUIESCEMENT. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — PARTAGE.

Le jugement interlocutoire qui a ordonné une preuve et en a déterminé le mode (une enquête) acquiesce, par l'expiration du délai d'appel et l'exécution qui en a lieu sans réserve, l'autorité de la chose jugée, en sorte que, sur l'appel du jugement définitif, on ne peut plus critiquer le mode de preuve qui a été admis, et soutenir que, la voie d'enquête étant contraire à la loi, les juges ne doivent pas y avoir égard (2). (C. civ., 1550, 1551 et 1341.)

Lorsque des cohéritiers ont consenti à la confusion en une masse des biens de deux successions, et qu'ils ont conclu à l'homologation du rapport d'experts qui a opéré d'après ce mode, ils ne peuvent attaquer ensuite comme vicieux ce même mode auquel ils ont adhéré (3). (C. civ., 815 et 821.)

Ces diverses circonstances ont donné nais-

sance à un contrat judiciaire qui élève contre eux une fin de non-recevoir, sans qu'ils puissent se prévaloir du principe de l'article 815.

En 1774, Jean Bidou décéda, laissant une veuve et dix enfants. L'un d'eux, Jean Bidon, fut institué son héritier ; les autres se trouvèrent remplis de leur part légitimaire, soit par des constitutions de dot, soit par le testament de leur père.

En 1787, la veuve Bidou décéda elle-même, après avoir également institué pour son héritier son fils Jean Bidou. Elle avait aussi, soit par constitution de dot, soit par testament, donné à ses autres enfants ce qui pouvait leur revenir pour leur légitime.

Une longue suite d'années s'écoula sans réclamation.

Mais, en l'an 8, Marianne Bidou, femme Laulané, et Pierre Bidou, formèrent contre Jean Bidou, leur frère, une demande en supplément de légitime.

Un premier jugement, du 2 fructid. an 8, ordonna qu'il serait procédé, par experts à la fixation, liquidation et estimation des deux hérités, suivant leur état et valeur au temps des décès des père et mère, sur les états de consistance tant mobilière qu'immobilière desdites hérités fournis et débattus.

Des débats eurent lieu. Plusieurs parties décédèrent. L'instance fut reprise.

Il parait résulter des mémoires signifiés de part et d'autre, et des divers errements du procès, qu'il fut reconnu d'un commun accord, qu'il ne serait fait qu'une seule masse des deux successions paternelle et maternelle, parce qu'il était impossible de fixer séparément l'état de chacune d'elles.

C'est dans cette position qu'on arriva jusqu'en 1827.

A cette époque, le 30 août, intervint un jugement dont les dispositions indiquent suffisamment, pour l'intelligence des points décidés par l'arrêt que nous rapportons, quelles contestations divisaient les parties.

Ce jugement, qui fixait l'état des deux successions en masse, ordonna quelques prélèvements et nomma des experts pour estimer et liquider les successions des auteurs communs et les droits des prétendants au supplément légitime.

Entre autres choses, les experts étaient chargés de rechercher, en s'entourant de tous les éléments de conviction qu'ils jugeraient convenables, si les biens donnés par Jean Bidou, de cujus, à Marie Bidou, sa fille, lors de son contrat de mariage, et qui provenaient audit Jean Bidou de Bidou-Respire, son frère, devaient faire partie de la succession et y être rapportés, ou si, au contraire, ces biens n'étaient pas, de notoriété

(1) Dans l'espèce de cet arrêt, il s'agissait d'une notification faite au parquet, et non à la femme, bien qu'elle fût connue. Or, l'art. 2194 met la femme au nombre des personnes auxquelles il doit être notifié ; mais cet arrêt ne juge rien pour le cas où il s'agit d'un autre créancier à hypothèque légale.

(2) P. Brux., 4 mars 1811 ; Trèves, 28 mars 1813 ; Cass., 1^{er} août 1820, 1^{er} fév. 1850, et Aix, 15 déc. 1852. — Sic Talandier, De l'appel, n° 137, p. 118.

(3) P. Bordeaux, 16 août 1827, et Lyon, 21 déc. 1831 ; — Carré-Chauveau, n° 1616.

publique, un fidéicommiss confié par Bidou-Respire à Jean Bidou en faveur de Marie Bidou, sa filleule; cas auquel il n'y avait pas à les estimer et à en joindre la valeur à la masse de la succession. Il est à remarquer que ce jugement ne fut attaqué par aucune des parties.

Les experts procédèrent aux opérations qui leur étaient confiées. Leur travail présenta ce double résultat : 1° qu'ils confondirent dans la même masse les deux successions paternelle et maternelle; 2° qu'après s'être livrés, à l'égard des biens provenant de Bidou-Respire, à une enquête par commune renommée, il leur parut évident que Jean Bidou père avait été chargé de les remettre à sa fille; qu'ainsi l'existence du fidéicommiss était dûment constatée.

Les époux Laulanié et Austruy, successeurs de Pierre Bidou, sans critiquer en aucune manière la confusion qui a eu lieu des deux masses, et bornant leurs attaques à la question du fidéicommiss, se joignent aux représentants Bidou pour demander l'homologation du procès-verbal de rapport des experts.

Le 18 juill. 1831, jugement : — « Attendu, sur la question de savoir s'il y avait eu ou non fidéicommiss par Bidou-Respire à Jean Bidou ;

» Que, par jugement du 28 août 1827, le tribunal, en fixant les états de consistance, avait cependant renvoyé à prononcer sur la question de savoir si la donation faite par le père, Marie, femme Fiancette, par acte du 2 fév. 1775, de l'enfère successeur de Bidou-Respire, était une remise d'un fidéicommiss à lui confié par ledit Bidou-Respire, ou bien si ledit Bidou père était héritier pur et simple dudit Bidou-Respire, et avait chargé les experts de prendre avec les parties, les autres membres de la famille, et même ailleurs, s'il le croyait utile, des renseignements pour savoir s'il est de notoriété publique, dans la contrée, que Jean Bidou, dit Respire, chargé véritablement Jean Bidou, son héritier, de remettre son hérité à Marie Bidou, fille de Bidou-Respire et fille de son héritier, lorsqu'elle se marierait; que les experts ont, en effet, exécuté cette partie de leur mission, et en ont consigné le résultat dans le rapport du 3 nov. 1830. où ils disent qu'ils ont pris des renseignements avec diverses personnes du voisinage fort âgées et dénommées dans le rapport; que ces personnes ont ouï dire que Bidou, héritier de Bidou-Respire, avait été chargé de remettre les biens de celui-ci à sa fille, épouse Fiancette; qu'une autre personne déclare que, Laulanié étant venu le prier de s'employer pour terminer ses affaires, ledit Laulanié avoua que ses prétentions au rapport n'étaient pas justes; que, d'un autre côté, il résulte des pièces produites au procès que la femme Fiancette s'était mariée malgré son père et lui avait donné des actes de respect; que le père ne donna rien à sa fille à l'époque de son mariage; qu'il ne fit la donation de la succession de Bidou-Respire que le 2 fév. 1775, vingt ans après le testament de Bidou-Respire, et quatorze ans après le mariage de Marie, solennisé le 4 avril 1759; que, dans ce même acte, le père fit encore à sa fille une constitution en argent; qu'enfin le père, dans son testament du 7 mars

1774, légua encore à sa fille une somme de 200 fr., et déclara qu'il avait donné à ses filles, en les mariant, certaines sommes, et ne mentionna nullement la donation faite à Marie de la succession de Bidou-Respire; que cette donation était donc de surrogation; qu'elle ne pouvait toutefois être commandée au père par sa tendresse pour sa fille; qu'on est donc forcé de croire qu'elle l'était par le devoir. »

Le 6 août 1831, nouveau jugement qui, confondant dans une même masse les deux successions et liquidant définitivement les droits de chacun, déclare la femme Laulanié non recevable dans sa demande en supplément de légitime, et s'accorde à Austruy qu'une somme de 551 liv. 19 s., avec intérêts à partir du décès.

Sur l'appel interjeté par eux à la fois du jugement de 1827 et des deux jugements de 1831, la femme Laulanié et Austruy soutiennent 1° que le tribunal ne pouvait confondre les deux successions dans une seule masse; 2° que la voie d'enquête par commune renommée sur la question de fidéicommiss, prescrite par le jugement du 30 août 1827, et consacrée par les jugements des 18 juill. et 30 août 1831, était irrégulière.

Les représentants de Jean Bidou opposent à ce double moyen qu'il y a chose jugée définitivement à l'égard de l'enquête, le jugement de 1827 n'ayant été de la part des demandeurs l'objet d'aucun recours; qu'en outre il résulte de tous les actes de la cause qu'ils ont adhéré à la confusion des deux masses en une seule. Finalement, interjetant eux-mêmes appel incident du jugement du 16 août, ils demandent le rejet des prétentions d'Austruy.

Le 25 août 1835, arrêt de la Cour d'Agen, qui repousse l'appel des époux Laulanié et d'Austruy, et, faisant droit sur l'appel incident des représentants Bidou, rejette en entier la demande d'Austruy : — « Attendu, dit l'arrêt, sur la question de savoir si le fidéicommiss pouvait être établi par la preuve testimoniale, qu'il résulte du jugement du 30 août 1827, qu'il a été jugé en droit qu'il serait vérifié en fait si la succession de Bidou-Respire était parvenue à l'épouse Fiancette en exécution d'un fidéicommiss verbal, et si, par suite, les objets qui la composaient ne firent jamais partie de la succession sur laquelle le supplément de légitime est demandé ;

» Attendu que ce jugement a été exécuté par toutes les parties, qu'il a aujourd'hui l'autorité de la chose jugée; qu'il ne peut donc être question d'examiner dans la circonstance si la loi ou les principes autorisaient cette vérification; qu'il n'y a lieu, par conséquent, que d'apprécier les documents qui ont été fournis et les divers faits et circonstances acquis au procès ;

» Adoptant, pour l'appréciation de ces faits, les motifs des premiers juges,

» Attendu (ajoute-t-il sur la question de confusion des deux masses) que, dans le cours du procès, les parties ont consenti à ce que les successions paternelle et maternelle demeurassent confondues, d'où suit qu'elles ont reconnu qu'elles étaient d'égale valeur, et qu'elles s'avaient que les mêmes droits à faire valoir sur

l'une et l'autre; que c'est seulement sur l'audience en appel que les parties de Gladi (les demandeurs en supplément de légitime) ont demandé la division; qu'il résulte d'ailleurs des actes du procès que les biens de la mère étaient égaux à ceux du père; d'où suit que cette demande n'est ni recevable ni fondée.

POURVOI en cassation des époux Laulanié et d'Austruy. — Premier moyen: Fausse application des art. 1330 et 1351, C. civ., et violation des art. 1341 et suiv., même Code. — L'article 1341, C. civ., disait-on à l'appui de ce moyen, s'opposait formellement à ce que la preuve testimoniale fût admise pour établir l'existence du fidéicommiss invoqué par les représentants de Jean Bidou; cependant l'arrêt attaqué a pris une preuve de cette nature pour base de sa décision: l'art. 1341 a donc été évidemment violé. Mais, dit cet arrêt, la preuve testimoniale a été définitivement adoptée comme élément dévisé de conviction par le jugement du 30 août 1827, lequel est passé en force de chose jugée. Dès lors, elle ne pouvait plus être repoussée. La question se réduit donc à celle de savoir si le jugement du 30 août 1827 a pu imprimer au point contesté l'autorité de la chose jugée. Pour la résoudre, il suffit de bien déterminer les caractères de ce jugement. Est-il préparatoire ou interlocutoire? Or, amenée sur ce terrain, elle n'est pas douteuse. « Une règle généralement adoptée, dit Pigeau (t. 2, p. 25), c'est que tout jugement qui ordonne une voie d'instruction malgré la résistance des parties est interlocutoire. » On doit en conclure, *à contrario*, que, lorsqu'une voie d'instruction est accordée sans contradiction, sans résistance, le jugement est simplement préparatoire. Or, dans l'espèce, le jugement du 30 août 1827 a été rendu sans contradiction. En vain dirait-on que tout jugement qui ordonne une preuve est nécessairement interlocutoire. (Carré n° 1616). Et Pigeau (t. 1er, p. 309) décide positivement le contraire, et ne reconnaît l'existence du jugement interlocutoire que là où il y a préjugé sur le fond. Or, dans l'espèce, le jugement, en ce qu'il ordonnait la preuve par témoins du fidéicommiss, ne préjugait pas sur le fond: car la question du procès ne portait pas alors sur le point de savoir si la preuve par témoins serait ou non admise, mais bien sur le plus ou moins de consistance de la succession. Rendu sans contradiction, ne préjugant rien au fond, le jugement du 30 août 1827 n'a donc pu être que préparatoire, et, à ce titre, il n'a pu acquiescer l'autorité de la chose jugée. On ajoutait que le jugement, fût-il interlocutoire, n'aurait pu encore donner à l'enquête l'autorité de la chose jugée, parce qu'il ne prescrivait, dans son dispositif, qu'une voie d'instruction sans influence directe sur le fond. Le droit de discuter l'existence du fidéicommiss par tous les moyens, et surtout la faculté de soutenir l'illégalité de la preuve ordonnée, ne pouvaient donc être refusés aux demandeurs par l'arrêt attaqué.

Deuxième moyen: Nouvelle violation des articles 1330 et 1351, fausse application des principes du contrat judiciaire, et violation des ar-

ticles 815 et 824, C. civ., en ce que la confusion des deux masses, consacrée par l'arrêt attaqué, plaçait les copartagants, dont les droits étaient inégaux, dans un état d'indivision forcée. Les règles du contrat judiciaire sont inapplicables à l'espèce, ajoutait-on, car l'art. 815 porte que le partage peut toujours être demandé, nonobstant toutes conventions contraires.

M. Nicod, avocat général, a pris la parole. « Il y a, a-t-il dit, un premier point à fixer et un premier fait à rappeler. Le jugement du 30 août 1827 était véritablement interlocutoire, et aucun appel n'a suivi ce jugement: or, quels sont les effets d'un jugement interlocutoire non frappé d'appel? Il faut les considérer sous deux rapports: par rapport au pouvoir du juge; par rapport au droit des parties. Le juge n'est pas lié par l'interlocutoire; il peut le rétracter nonobstant l'absence d'appel: c'est ainsi qu'il convient d'interpréter la maxime *ab interlocutorio iudex discedere potest*. Mais le droit des parties étant subordonné à l'exercice régulier de l'appel, elles sont non recevables à se plaindre que le juge se soit conformé à l'interlocutoire, lorsqu'elles ont négligé la voie légale de réformation qui leur était ouverte. »

Sur le deuxième moyen, M. l'avocat général a pensé que le système du pourvoi tombait devant l'autorité d'un contrat judiciaire positivement formé.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, sur le premier moyen, que si le jugement du 30 août 1827 était interlocutoire, en ce qu'il donnait mission à des experts de faire les opérations qu'il indique, et, s'il est de principe que le juge *ab interlocutorio potest discedere*, la partie qui n'a point appelé du jugement, qu'il a exécuté sans réserve, l'a rendu définitif pour elle; que c'est dans ce sens que l'arrêt lui a attribué force de chose jugée; — Attendu, sur le deuxième moyen, que les art. 815 et 824, C. civ., n'avaient aucune application à l'espèce où le partage avait eu lieu; et, quant au mode de l'opérer, que, les héritiers ayant consenti qu'il fût fait une seule masse des biens des successions paternelle et maternelle, les experts ayaient ainsi opéré, et les parties ayant réciproquement concu à l'homologation de leur rapport, il en résultait un contrat judiciaire dont il n'y avait plus qu'à maintenir l'exécution, — Rejette, etc. »

Du 20 fév. 1836. — Ch. req.

COMPÉTENCE COMMERCIALE. — BILLET AU PORTEUR. — CAUSE. — PRÉSCRIPTION.

L'art. 637, C. comm., applicable aux billets à ordre et aux lettres de change proprement dits, ne l'est pas aux billets au porteur.

Les tribunaux de commerce ne sont compétents pour connaître des actions relatives aux billets de cette nature qu'autant que, souscrits par des négociants, ils ont une cause commerciale (1).

(1) F. Merlin, *Quest.*, *vo Porteur (billet au)*. —

La présomption de la cause commerciale d'un billet résultant, aux termes de l'art. 658, C. comm., de la qualité de commerçant du signataire, doit céder à la preuve contraire tirée des circonstances particulières dans lesquelles le billet a été souscrit, combinées avec les termes mêmes de l'obligation (1).

Le billet n'est point réputé nécessairement commercial par cela seul qu'une cause étrangère n'y est pas énoncée (2).

Le 4 fév. 1814, Chardonnet souscrivit, au profit de Jean Mossier, un billet ainsi conçu : « Je soussigné, Pierre Chardonnet, reconnais » devoir à Jean Mossier la somme de 2,000 fr., » valeur de lui reçue en espèces, laquelle je » m'oblige de lui payer ou au porteur du pré- » sent, lors de l'ordre et distribution des deniers » à provenir de la vente et adjudication des » biens des mineurs Fornols, et ce, avec inté- » rêts à raison de 5 %, sans retenue, à compter » de ce jour. — Fait à Mauriac, le 4 fév. 1814. » — Signé Chardonnet. »

Au dos de ce billet on lit : « Pour caution su- » liditaire du capital de l'autre part, ainsi que de » tous les intérêts. — Signé Hurbain Garnier » aîné. » — Depuis, ce billet a passé entre les mains de Marty, négociant.

Assigné en paiement de ce billet devant le tribunal de commerce d'Aurillac, Chardonnet a contesté la compétence de la juridiction consulaire, et demandé son renvoi devant les tribunaux ordinaires.

Le déclinatoire est repoussé par le tribunal de commerce, qui se déclare compétent, et prononce contre Chardonnet une condamnation par corps.

Appel. — Arrêt de la Cour de Riom, du 4 fév. 1814, qui infirme : — « Attendu que, si, d'après l'art. 658, C. comm., les billets souscrits par un commerçant sont censés faits pour son commerce, lorsqu'une autre cause n'y est pas énoncée, il en est autrement lorsque la cause de ce billet est reconnue étrangère à toute opération commerciale ;

« Attendu qu'il résulte des circonstances de la cause et des actes produits que le billet au porteur de 2,000 fr. dont il s'agit a une cause purement civile, et qu'il se rattache à la liquidation du 4 fév. 1814, et n'avait aucun rapport avec la qualité d'entrepreneur de travaux publics qu'avait Chardonnet. »

POURVOI par Marty et Garnier pour 1^{re} violation des art. 651 et 657, C. comm. ; 2^o des art. 658, C. comm., et 1321, C. civ. — Sur le premier moyen, M. Hervé, avocat général, n'a pas nié que le billet au porteur n'empruntât quelques-uns des caractères au billet à ordre ;

Décidé que les tribunaux de commerce ne sont pas compétents pour connaître des contestations relatives à des billets au porteur. — *F. Pau*, 30 mars 1836. — *F. Cass.*, 10 nov. 1829 ; Nîmes, 23 mars 1830 ; — Pardessus, *Droit commerc.*, n^o 485 ; Orban, n^o 457 ; Peral, art. 188, n^o 6, et Nouguier, *Lettres de change*, n^o 523, *Trib. de comm.*, t. 1, p. 129.

(1) *F. Turin*, 30 mai 1807 ; La Haye, 10 janv. 1827. — *F.* cependant Paris, 28 juin 1813.

« mais ils sont loin, a-t-il ajouté, de s'identifier d'une manière absolue. Or, l'art. 657, C. comm., ne parle que des lettres de change et des billets à ordre, et on ne doit pas, sur le fondement d'une analogie insuffisante, distraire un plaideur du juge civil, qui est le juge ordinaire. Ce premier moyen doit donc être repoussé. Le second, a ajouté ce magistrat, ne semble pas plus admissible dans l'espèce particulière du pourvoi, où tout démontre que la cause du billet litigieux était purement civile. On remarquera d'abord que le souscripteur avait deux qualités, celle de propriétaire et celle d'entrepreneur, et qu'il a souscrit le billet en qualité de propriétaire : il avait donc opté pour cette dernière qualité. Ensuite il subordonne l'échéance à une distribution de deniers, c'est-à-dire qu'il assigne à cette échéance une époque indéterminée. Existe-t-il rien de plus contraire aux usages du commerce ? Enfin, en stipulant des intérêts, c'est le taux civil qu'on adopte pour base et pour règle de cette stipulation. Il paraît impossible de dire, dans le concours de toutes ces circonstances, que la cause de l'obligation n'était pas purement civile. »

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu sur le moyen tiré des art. 651 et 657, C. comm., que ces articles ne s'appliquent qu'aux billets à ordre et aux lettres de change tels qu'ils sont définis par le Code de commerce, et non aux billets au porteur ; — Attendu, sur le moyen tiré de l'art. 658 même Code, que, si cette disposition réputée effet commercial tout billet signé par un commerçant, elle admet une exception pour le cas où le billet énonce une autre cause ; — Et attendu que, dans le cas particulier, le billet litigieux, rapproché des autres actes et circonstances de la cause, énonce clairement une cause purement civile : d'où il résulte que l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé l'article invoqué, en a fait une juste application. — Rejetta, etc. »

Du 30 janv. 1836. — Ch. req.

EFFET DE COMMERCE. — PRESCRIPTION. — DÉLAI.

L'action en paiement d'un simple billet créé entre non commerçants et causé pour prêt ne se prescrit que par trente ans (3). (C. civ., 2262 ; C. comm., 189.)

Le 6 janv. 1812, Bastie avait souscrit au profit des époux Gaillard, auteurs de la femme Michel, un billet ainsi conçu : « Je soussigné, reconnais » devoir à Jean Gaillard et à Marie Colomb, » mariés, propriétaires, la somme de 100 fr.,

(2) *Sic* Pardessus, *Droit comm.*, n^o 52.

(3) Il en est de même à l'égard 1^o de billets à ordre souscrits par des commerçants, mais pour une cause non commerciale (voy. Paris, 2 mars 1836) ; 2^o des lettres de change qui sont réputées simples promesses, comme contenant supposition de lieux, de qualité, etc. — *F. Cass.*, 22 juin 1825, 5 juill. 1836 ; — Vazeille, *Prescript.*, n^o 636 ; Horion, *Quest. sur le Code de commerce*, quest. 134, et Pardessus, *Droit commerc.*, n^o 479.

- espèces d'or et d'argent du cours, pour prêt
- de laquelle somme promets et m'oblige de
- leur rendre et payer dans un an, à compter
- de ce jour, à peine de dépens et de payer l'a-
- mende encourue pour ne pas être la présente
- sur le papier timbré de commerce, etc. »

Sur la demande en paiement formée par Michel et sa femme, jugement du tribunal de commerce de Saint-Etienne, du 1^{er} fév. 1851, qui déclare leur action prescrite, aux termes de l'art. 189, C. comm. — POURVOI.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 2262, C. civ., et 189, C. comm.; — Considérant que l'action en paiement d'un simple billet causé pour prêt ne peut se prescrire que par trente ans; — Que la prescription spéciale, introduite dans l'intérêt du commerce pour les lettres de change, billets à ordre et effets négociables, non suivis de protêts ou de poursuites pendant cinq ans, n'est pas applicable à la reconnaissance ou billet dont il s'agit; — Que la qualité de Gaillard et sa femme, prêteurs, celle même de l'emprunteur ne résistent pas moins à l'application de cette prescription quinquennale que la nature de l'engagement, ce qui rendait même le tribunal de commerce incompétent pour en connaître, — Casse, etc. »

Du 20 janv. 1856. — Ch. civ.

FAUX. — CERTIFICAT DE VIE ET MŒURS. — REMPLACEMENT.

Il y a lieu à règlement de juges par la Cour de cassation lorsque la chambre des appels de police correctionnelle s'est déclarée incompétente pour connaître d'une affaire qui avait été renvoyée devant la juridiction correctionnelle par la chambre du conseil (1). (C. crim., 545 et suiv.)

La fabrication de certificats de bonnes vie et mœurs paraissant délivrés par un maire, et de libération du service militaire paraissant émané d'un sous-préfet, certificats produits pour faire admettre un individu en qualité de remplaçant par le conseil de révision, constitue le crime puni par les art. 147 et 148, C. pén., et non le simple délit réprimé par les art. 159, 160 et 161 (2).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'ordonnance de la chambre du conseil, par laquelle Jean-Pierre Lantuejoul et Joseph Lacaze ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel, comme prévenus d'être auteurs ou complices de la fabrication de faux certificats, et d'avoir fait usage desdits certificats, délits prévus par les art. 159, 160 et 161, C. pén.; — Vu le jugement du tribunal correctionnel portant condamnation desdits Lantuejoul et Joseph Lacaze à des peines de police correctionnelle; — Vu l'arrêt rendu par la Cour de Riom, qui annule, pour incompétence, le ju-

gement, sur le motif que les faits de la prévention étaient passibles de peines afflictives et infamantes, aux termes des art. 147, 148 et 162, C. pén., et délaissée le ministère public à se pourvoir ainsi qu'il avisera; — Vu les art. 525 et suiv., C. crim.; — Attendu qu'il s'agit de la fabrication d'un certificat de bonne vie et mœurs, paraissant délivré à Joseph Lacaze, sous la date du 26 mai 1855, par le maire de sa commune, et d'un autre certificat de libération du service militaire, paraissant délivré au même individu, sous la même date, par le sous-préfet de Figeac; certificat dont il aurait été fait usage pour parvenir à faire admettre ledit Lacaze en qualité de remplaçant par le conseil de révision; — Que de tels certificats, exigés formellement par les art. 19 et 20 de la loi du 31 mars 1852, de la part de celui qui veut être admis au service militaire, en qualité de remplaçant n'ont rien de commun avec les certificats dont parlent les articles 159, 160 et 161, C. pén., et qui, par la disposition exceptionnelle de ces articles, sont punis seulement de peines correctionnelles; — Qu'ils restent donc compris dans les prévisions des art. 147 et 148, C. pén., et donnent lieu, contre ceux qui sont reconnus coupables de les avoir fabriqués ou d'en avoir fait usage, à des peines afflictives et infamantes, — Renvoie, etc. »

Du 21 janv. 1856. — Ch. crim.

COMPLICITÉ. — CARACTÈRE. — QUESTION DU JURY.

Est incomplète et nulle la déclaration du jury, qui, à la question : L'accusé est-il complice de complicité dudit homicide volontaire commis avec préméditation et de guet-apens pour avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur dans des faits qui ont préparé, facilité ou consommé l'action? répond : Oui, l'accusé est coupable de complicité sur la question de guet-apens; non, sur celle de préméditation : une semblable déclaration, fondée sur le fait moral de la complicité, n'exprime pas suffisamment les faits particuliers qui la constituent (3). (Code pén., 60, 61 et 62; C. crim., 364 et 365.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 408 et 416, C. crim.; 364 et 365, même Code; 60, 61 et 62, C. pén.; — Attendu que la complicité d'un crime ne peut être légalement établie que par la déclaration affirmative et explicite des faits qui la constituent, selon les divers cas prévus et énumérés par les art. 60, 61 et 62, C. pén.; — Attendu que, dans l'espèce, l'une des questions soumises au jury était ainsi conçue : « En tout cas, ledit Clausel est-il coupable de complicité dudit homicide volontaire commis avec préméditation et guet-apens, pour avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'ont consommée? » — Que le jury a répondu à cette question :

indiquer tous les caractères de complicité, Cass., 24 janv. 1819 et 27 mars 1834.

(1) F. conf. Cass., 7 juil. 1835.

(2) F. conf. Cass., 4 fév. 1825.

(3) F., en ce sens, que la déclaration du jury doit

« Oui, à la majorité, l'accusé Clausel est coupable de complicité; sur la question de guet-apens : non; sur la question de préméditation : non; » — Attendu que cette réponse n'est pas une déclaration de culpabilité pure et simple qui, dans sa généralité, eût embrassé toutes les parties de la question posée; qu'elle donne pour fondement à la culpabilité le fait moral de complicité, mais sans exprimer les faits particuliers qui la constituent; qu'elle laisse ainsi douter si le jury a entendu faire dériver la complicité des faits mêmes posés dans la question, ou de tous autres qui auraient pu faire impression sur son esprit, mais dont le caractère n'était pas légalement déterminé; qu'il suit de là que cette réponse était incomplète, et que la condamnation prononcée contre Clausel n'a porté sur aucune base légale; qu'elle a donc été une infraction des règles de la compétence établies par la loi, et une fautive application de la loi pénale, — Casse, etc. »

Du 21 janv. 1836. — Ch. crim.

VOL DOMESTIQUE. — CARACTÈRE. — ARRÊT DE RENVOI. — QUALIFICATION.

L'ouvrier, accusé de vol domestique, n'encourt point la peine de la réclusion lorsque la déclaration du jury qui le reconnaît coupable de vol au préjudice de son maître n'énonce point que la soustraction a été commise dans la maison, l'atelier ou le magasin (1). (C. pén., 386, § 3.)

L'acte d'accusation qui, dans une prévention de vol domestique, a omis de reproduire la circonstance que la soustraction a eu lieu dans la maison du maître, est nul ainsi que tout ce qui l'a suivi (2).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 565, 408 et 410, C. crim., et 386, n° 5; — Attendu qu'aux termes de ces dispositions, pour que le vol soit punissable de la peine de la réclusion, dans le second des cas prévus par le n° 5 de l'article précité, il faut que deux circonstances concourent : qu'il ait été commis par un ouvrier, compagnon ou apprenti, et qu'il l'ait été dans la maison, l'atelier ou le magasin du maître; — Attendu, en fait, que la question soumise au jury, et sa réponse, énoncent seulement qu'Anne-Marie Burgeissen est coupable d'avoir soustrait frauduleusement une grande quantité de marchandises, soit indiennes, soit laines blanches de colon, au préjudice de Friefs, fabricant à Guebwiller, chez lequel elle travaillait comme ouvrière; qu'elles n'énoncent pas que cette soustraction frauduleuse ait été commise dans la maison, l'atelier ou le magasin de Friefs, circonstance nécessaire pour rendre applicable l'art. 386, n° 3, C. pén.; — Attendu que, néanmoins, la Cour d'assises

du département du Haut-Rhin a condamné Anne-Marie Burgeissen à la peine de la réclusion, en quoi elle a fait une fautive application de la loi pénale; — Mais vu les art. 134, 251, 252, 241, 271 et 337, C. crim.; — Attendu qu'en cas de renvoi du prévenu aux assises et après que l'ordonnance de prise de corps décernée en exécution des art. 134, 251 et 252 dudit Code, a donné au fait incriminé sa qualification légale, le procureur général est tenu de rédiger un acte d'accusation contenant, 1° la nature du délit qui en forme la base; 2° le fait et toutes les circonstances qui peuvent aggraver ou diminuer la peine, et que cet acte doit être terminé par un résumé où ces qualifications se trouvent fidèlement reproduites; que, si le procureur général doit pour suivre toute personne mise en accusation suivant les formes prescrites au chap. 1^{er} des *Mises en accusation*, il ne peut porter à la Cour aucune autre accusation, à peine de nullité; qu'enfin, si devant la Cour d'assises, les questions soumises au jury sont puisées dans le résumé de l'acte d'accusation, c'est parce qu'il doit être exactement conforme à l'arrêt de renvoi, qui est le principe et la base principale de l'accusation; — Et attendu que, par arrêt de la Cour de Colmar, chambre d'accusation du 30 oct. 1835, Anne-Marie Burgeissen avait été renvoyée devant la Cour d'assises comme prévenue d'avoir soustrait frauduleusement une grande quantité de marchandises, dans les ateliers et au préjudice de Friefs, fabricant à Guebwiller, avec la circonstance que ces vols avaient été commis à une époque où elle travaillait chez Friefs, comme ouvrière salariée; — Que, dans le résumé de l'acte d'accusation dressé en conséquence, le fait principal et la circonstance qui l'accompagne ont été reproduits; mais qu'il n'y est plus énoncé que la soustraction frauduleuse ait été commise dans les ateliers de Friefs; — Attendu que cet acte d'accusation changeant, dans son résumé, le caractère du délit, et comprenant un fait qui n'est pas qualifié crime par la loi, il y a lieu d'en prononcer la nullité, — Casse, etc. »

Du 21 janv. 1836. — Ch. crim.

CITATION. — DÉLIT. — DATE.

Une citation en simple police ne peut pas être annulée sur le motif qu'elle n'énonce point le jour ni l'heure où les faits se sont passés, lorsqu'elle en contient au surplus une énonciation suffisante (3). (C. crim., 145.)

Les époux Leret firent citer en simple police les époux Lebrun, pour avoir dit à plusieurs reprises qu'ils avaient tué ou fait tuer un chien de garde, et qu'ils l'avaient mangé.

Le 18 mai 1835, jugement du tribunal de simple police de Ducey : — « Attendu que, dans les

(1) *P. conf. Cass.*, 16 déc. 1824, 7 avr. 1826, et 29 oct. 1830; — Chauveau, *TR. du Code pén.*, t. 4, p. 11.

(2) *P.*, en ce sens, *Cass.*, 2 avr. 1812, 10 oct. 1822, 2 déc. 1825 et 13 mars 1828.

(3) *P. anal. Cass.*, 23 avr.-3 sept. 1831 et 3 mai

1834. — Jugé même que la disposition de l'art. 183, C. crim., qui prescrit à la partie civile d'annoncer les faits dans la citation par lui décernée au prévenu ne concerne pas le ministère public. — *P. Cass.*, 20 janv. 1826.

contraventions, l'action publique et l'action civile se prescrivent par une année :

« Attendu que l'action des époux Leret n'indique ni l'époque ni le lieu où les injures ont été proférées; qu'au contraire, elles auraient pour ainsi dire été proférées secrètement; qu'ainsi, par là, les époux Lebrec ont été mis dans l'impossibilité de se défendre, »

« Annule la citation. » — **POURVOI en cassation.**

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que le fait de la plainte était suffisamment articulé dans la citation, et qu'aucune loi n'exige que la citation indique le jour et l'heure où les faits dénoncés se sont passés; d'où il suit qu'en annulant la citation des époux Leret, et en renvoyant les époux Lebrec de la plainte, le tribunal de simple police a, par le jugement attaqué, commis un double excès de pouvoir, — **Casse, etc.** »

Du 21 janv. 1836. — Ch. crim.

MOTIFS. — CONCLUSIONS NOUVELLES.

Un arrêt est suffisamment motivé, bien qu'il ne donne pas de motif spécial sur un chef de conclusions pris seulement en appel, alors que les motifs du jugement de première instance, qu'il adopte, avaient répondu d'avance à ces nouvelles conclusions (1). (L. 20 avril 1810, art. 7.)

Ainsi, lorsqu'un jugement a déclaré qu'il résultait de l'examen des lieux faits par les juges que des travaux exécutés n'avaient porté aucun préjudice à une partie, l'arrêt qui adopte purement et simplement les motifs des premiers juges motive suffisamment le rejet de conclusions subsidiaires prises seulement en appel et tendant à ce que la Cour ordonne une expertise pour constater le préjudice prétendu éprouvé.

Maréchal est propriétaire d'une maison située à Amiens. A l'époque du choléra, Mangot, architecte, voulant combler des excavations et haques qui se trouvaient dans la cour et lui paraissaient contraires à la salubrité, relève le pavé de quatre paucés.

Maréchal, prétendant que ce relèvement du pavé lui cause un grave préjudice, actionne Mangot.

Le 31 août 1839, jugement qui rejette la demande de Maréchal : — « Attendu que les travaux de pavage auxquels a procédé Mangot ont été faits d'urgence, dans l'intérêt de la salubrité publique et sur les injonctions de la police municipale, et qu'il résulte de l'examen des lieux que ces travaux ont été convenablement exécutés, et qu'ils ne font éprouver à Maréchal aucun préjudice réel dont il puisse se plaindre.

Appel par Maréchal, qui conclut subsidiairement à ce qu'il plaise à la Cour ordonner, avant faire droit, que les lieux soient vus et visités par experts convenus, sinon nommés d'office, à

l'effet de reconnaître si, par l'exhaussement du ruisseau et du pavé latéral, les eaux sont poussées dans les soupiraux de la cave de Maréchal. — Le 11 janvier 1835, arrêt de la Cour d'Amiens qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

POURVOI de maréchal pour violation de l'article 7, L. 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a rejeté les conclusions subsidiaires, prises en appel, sans donner de motifs.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur la violation de l'art. 7, L. 20 avril 1810 : — Attendu que, lorsque la décision des premiers juges, embrassant l'ensemble de la cause, a d'avance et clairement répondu aux conclusions nouvelles, prises en appel, un arrêt prononcer suffisamment sur ces conclusions nouvelles, en s'appropriant les motifs du tribunal de première instance; — Attendu qu'il était constaté par le jugement, dont l'arrêt dénoncé a adopté les motifs, que les travaux auxquels avait procédé le défendeur éventuel ont été faits d'urgence, dans l'intérêt de la salubrité publique et sur les injonctions de l'autorité municipale; et que, de plus, il est résulté de l'examen des juges que les travaux avaient été convenablement exécutés, et qu'il n'en était résulté pour les demandeurs aucun préjudice; — Attendu que la Cour royale, en adoptant ces motifs, a virtuellement répondu aux conclusions subsidiaires tendant à une visite par experts, et que, par conséquent, elle n'a pu violer l'article invoqué, — **Rejette, etc.** »

Du 21 janv. 1836. — Ch. req.

EXCEPTION PRÉJUDICIELLE. — ALLÉGATION.

— CONCLUSION.

Les tribunaux de répression ne peuvent renvoyer devant la juridiction civile sur les exceptions préjudicielles élevées par les prévenus qu'autant qu'il s'agit d'un droit immobilier dont la connaissance appartient exclusivement à cette juridiction, mais non lorsque cette exception ne porte que sur un droit mobilier, tel que simples tolérances ou permissions d'usage qui doivent être appréciées par les juges de la répression comme tous autres moyens de défense (2). (C. forest., art. 182.)

En conséquence, l'allégation par le prévenu d'un délit de chasse de la permission du propriétaire doit être appréciée par le tribunal correctionnel, mais non renvoyée aux juges civils (3).

Le renvoi à fins civiles pour la solution d'une question préjudicielle doit être ordonné d'office par le tribunal, sans qu'il soit nécessaire qu'il soit demandé par des conclusions formelles.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 408, C. crim.; — Vu

etc. — *F. Cass.*, 27 mars 1839, et la note. — *F. Cass.* 10 déc. 1839. — *F. anal. Cass.*, 2 fév. 1836. (3-3) *F. conf. Cass.*, 2 août 1831, 25 juin 1830. — *Sic Mangin, Act. publ.*, n° 302.

(1) Principe constant. — *F. Cass.*, 18 fév. 1836 et 17-30 mars 1840; — *Carré-Chauveau*, n° 695, p. 598. — Il n'en serait pas de même si les motifs adoptés ne contenaient pas d'appréciation impli-

pareillement l'art. 182, C. forest.; — Attendu que, lorsque devant les juridictions nanties de la poursuite en répression d'un délit, les prévenus exceptent d'un droit en vertu duquel ils auraient agi, les tribunaux ne peuvent renvoyer cette exception devant les juges civils qu'autant qu'il s'agit d'une discussion sur le fond d'une propriété, d'un droit immobilier, dont la connaissance appartient exclusivement à la juridiction civile; — Mais que si cette exception consiste uniquement dans l'allégation d'un droit mobilier, tel que les simples tolérances, ou permissions d'usage, elle doit être appréciée par les juges de la répression, comme tous les autres moyens proposés par les prévenus pour leur défense; — Et, attendu que, dans l'espèce, les prévenus avaient excepté d'une permission de chasse qui aurait été accordée par Duchemin à Maritiaux et aux personnes qui l'accompagnaient, et demandé à prouver que le jour où avait été dressé le procès-verbal, ils accompagnaient ledit Maritiaux, et qu'au lieu d'admettre les prévenus à prouver ces faits, dont l'appréciation était de la compétence des tribunaux correctionnels, la Cour de Dijon, chambre correctionnelle, a décidé que l'existence de la permission dont il s'agit constituerait une convention qui serait de la juridiction civile; et que, sous ce rapport, elle a méconnu les règles de sa compétence et encouru l'annulation prononcée par l'art. 408, C. crim.; — Et, attendu de plus que, par le même arrêt, il a été décidé aussi qu'un renvoi à fins civiles (au cas où la Cour aurait été incompétente) n'ayant pas été demandé par des conclusions formelles, les prévenus n'étaient pas recevables à soutenir leur exception; — Attendu, à cet égard (au cas où il y aurait eu lieu à renvoi), qu'il eût suffi que l'exception opposée fût de la compétence des tribunaux civils pour que la juridiction correctionnelle prononçât un sursis durant lequel serait jugée la question préjudicielle, cette question touchant à l'ordre des juridictions, qui est d'ordre public; que, dès lors, et sous ce second rapport, l'arrêt attaqué aurait encore méconnu les règles de sa compétence, — Casse, etc. »

Du 22 janv. 1836. — Ch. crim.

TIMBRE. — ACTE À LA SUITE. — CAHIER DES CHARGES. — DÉPÔT.

Le notaire chargé par justice de procéder à une vente d'immeubles ne peut pas, sans encourir l'amende, écrire sur la même feuille de papier timbré les actes de dépôt en ses mains du procès-verbal d'expertise et du cahier des charges (1). (L. 13 brum. an 7, art. 23; C. proc., 699.)

En 1832, la régie de l'enregistrement déclina contre M^e Chevalier une contrainte en paiement d'amende pour contravention aux art. 23, L. 13 brum. an 7, et 10, L. 16 juin 1824, en ce que ce notaire, commis par justice pour la vente

d'immeubles de deux successions, avait écrit sur la même feuille de papier timbré les actes de dépôt du procès-verbal d'expertise et du cahier des charges.

L'opposition de M^e Chevalier à cette contrainte fut accueillie par jugement du tribunal civil de Bourgoin, du 30 mars 1833, motivé en ces termes : — « Attendu que la défense portée par la loi du 13 brum. an 7, de ne faire ni expédier deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, ne saurait s'appliquer aux actes qui ne sont qu'une partie intégrante d'un procès-verbal général, qu'une partie d'un tout indivisible; que cette interprétation résulte évidemment du § 2, art. 23, L. précitée, qui établit une exception pour les actes qui ne sont complets que par une suite d'opérations qui ne peuvent s'achever dans un même jour et dans la même vacation;

« Attendu que l'acte de dépôt du cahier des charges prescrit par l'art. 958, C. proc., se trouve dans ce cas pour l'adjudication des biens ordonnée devant notaire; qu'il est une des premières opérations prescrites par la loi, et dont la série ou l'ensemble constitue définitivement la vente, laquelle serait incomplète sans cette première formalité, comme elle le serait par l'absence de toute formalité essentielle; que cela est d'autant plus vrai que les notaires sont dans l'usage d'indiquer dans l'acte de dépôt du cahier des charges le jour de l'adjudication préparatoire; que cet acte a pour objet de donner de l'authenticité à ce même cahier des charges, et de le rattacher ainsi aux autres formalités subséquentes;

« Qu'une conséquence nécessaire du système de la régie serait que l'acte de dépôt devrait être expédié séparément des procès-verbaux d'adjudication, ce qui ne peut pas être, parce que la même expédition doit contenir tous les actes de la procédure de vente; qu'il faut donc décider que, si l'expédition est comprise dans l'exception de l'art. 23, L. 13 brum. an 7, la même exception doit être admise par l'acte de dépôt;

« Qu'ainsi, les faits qui ont donné lieu à la contrainte décernée par la régie ne constituant pas de contravention à l'art. 23, L. précitée, les poursuites doivent être annulées. »

POURVOI par la régie pour violation de l'article 23, L. 13 brum. an 7, et fausse application de l'art. 958, C. proc.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 23, L. 13 brum. an 7; — Attendu que le caractère des lois qui créent l'impôt est de ne pouvoir être ni étendues ni restreintes, mais d'être littéralement appliquées et exécutées; — Attendu que l'art. 23, L. 13 brum. an 7, dispose expressément qu'il ne peut être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, nonobstant tout usage ou règlement contraire; — Que, si le § 2 de cet article excepte nommément quelques actes particuliers qui peuvent être écrits sur la même feuille, les uns à la suite des autres, et que, si l'art. 699, C. proc., fait une autre exception en faveur des dits, publications

(1) *F. conf. Cass.*, 24 mars 1829, 8 janv. 1838, et la note, 5 nov. 1839; — *Uccis. min. fin.*, 5 mars 1819. — *F. cependant Delib.*, 31 déc. 1817.

et adjudications sur saisies immobilières, lesquels seront mis sur le cahier des charges à la suite de la mise à prix, le dépôt du cahier des charges ne se trouve nommément compris dans aucune de ces exceptions; d'où il suit que le tribunal civil de Bourgoïn, qui en a admis une en faveur des actes de dépôt des cahiers des charges que le notaire Chevalier a écrits sur la même feuille de papier timbré à la suite des actes de dépôt des procès-verbaux d'expertise des immeubles des successions de Michel Merlin et Joseph Pascal, a expressément violé l'art. 23, L. 15 brum. an 7, — Casse, etc. »

Du 25 janv. 1856. — Ch. civ.

RESPONSABILITÉ. — HUISSIER. — GARDIEN.

L'huissier n'est pas tenu, quand il établit d'office un gardien à une saisie, d'en désigner un solvable, sous peine d'en répondre personnellement (1).

Il n'est pas non plus responsable des infidélités ou soustractions de ce gardien, si on ne peut lui reprocher ni fraude, ni négligence, ni aucune faute personnelle (2). (Code proc., 596 et 597; C. civ., 1384 et 1992.)

Par son jugement du 20 déc. 1850, le tribunal de Rouen avait condamné Lefebvre, gardien d'une saisie, à représenter les effets en déficit, ainsi à payer 8.000 fr. à Pionnier, saisissant, et avait déclaré l'huissier Dumort garant et responsable de cette somme.

Appel de ce dernier. — Ce jugement fut réformé par un arrêt de la Cour du 5 déc. 1851 : — « Considérant que, si de la combinaison des art. 596 et 597, C. proc., on peut tirer la conséquence rigoureuse que l'huissier qui se trouve dans la nécessité d'établir un gardien, à défaut par le saisi d'en présenter un solvable, est responsable de la gestion de ce gardien, on doit aussi regarder comme constant que cette conséquence n'est ni impérative ni absolue, et qu'elle est subordonnée aux faits et circonstances du procès; que ces deux articles sont la loi spéciale du contrat qui se forme entre le saisissant et l'huissier; que celui-ci a rempli son mandat, s'il fait choix d'un gardien ayant une moralité non suspecte;

« Considérant qu'un huissier, en procédant à une saisie, n'est pas un mandataire ordinaire; que ce n'est point dans les pouvoirs qui lui sont confiés par le saisissant qu'il trouve la règle de sa conduite; que c'est la loi seule qui lui indique la marche qu'il doit suivre; qu'il ne peut s'en écarter; qu'il est donc le mandataire de la loi; que l'art. 597 exige de lui qu'il place un gardien, mais que cet article n'ajoute pas que le gardien doit être solvable; que la loi ne pouvait l'ordonner en termes précis et formels, parce qu'elle ne veut rien de juste et de raisonnable, et parce qu'elle aurait réduit à l'impossible l'huissier, étant notoire qu'aucun citoyen

jouissant d'une fortune quelconque ne consentirait à accepter la garde d'objets saisis;

« Considérant que, si la loi spéciale n'a pas imposé à un huissier l'obligation indispensable d'établir un gardien solvable, à peine d'en répondre, on ne peut invoquer contre lui le droit commun; qu'en effet, aux termes des art. 1389 et 1383, C. civ., on n'est responsable que de son propre fait; que, si des effets saisis se trouvent divertis par la négligence ou l'imprudence du gardien, l'huissier ne peut en être déclaré responsable, parce que le divertissement n'a pas eu lieu par son fait, et que, ne répondant pas des faits du gardien, à la surveillance duquel il n'est pas assujéti par la loi, l'art. 1384 du même Code ne peut pas lui être appliqué;

« Considérant, d'une autre part, que l'huissier, en établissant un gardien, ne substitue pas une personne à lui-même; que le gardien remplit des fonctions bien distinctes et séparées de celles de l'huissier, lesquelles sont de nommer un gardien lors de la clôture du procès-verbal de saisie; que, sous ce nouveau rapport, les art. 1992 et 1994, C. civ., ne lui sont pas davantage applicables; que les art. 1960, 1962 et 1963, peuvent, au contraire, être opposés par l'huissier saisissant, parce que ces articles, de même que ceux du Code proc., subérogés aux art. 596 et 597, n'ont en vue que le saisissant et le gardien ou le dépositaire, et qu'il n'y est nullement mention de l'huissier qui a instrumenté; qu'on doit donc regarder comme constant en thèse générale, que, hors le cas de connivence, fraude ou négligence de la part de l'huissier, aucune responsabilité ne peut être par lui encourue par les faits imputés au gardien qu'il a établi et qui sont postérieurs à cet établissement;

« Considérant, d'ailleurs, que la jurisprudence n'est pas contraire à cette doctrine, l'arrêt de la Cour de Paris étant motivé sur des faits particuliers qui démontraient la négligence ou l'insouciance que l'huissier avait apportée dans le choix du gardien, et la Cour de cassation même, en rejetant le pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Paris, a pris aussien considération les faits particuliers, en déclarant que l'appréciation d'une faute ou d'une négligence ne pouvait fournir matière à cassation;

« Considérant, dans l'espèce particulière de la cause, que c'est à l'examen des faits qu'il faut se livrer pour prononcer sur la responsabilité conclue par Pionnier, saisissant, contre Dumort, huissier, ayant procédé aux saisies-gageries des 27 nov. et 7 déc. 1829, au domicile de Leduc et Caudron, locataires de Pionnier; que le montant de la créance n'était que la modique somme de 124 fr., pour laquelle des offres avaient été faites, et que l'huissier, vu cette circonstance, établit pour gardien Massif, son clerc, n'entraînant point de frais de garde; qu'un terme de loyer étant venu à échoir à Pâques 1850, et Leduc et Caudron ne l'ayant point acquitté, vu leur faillite déclarée fin de mars 1850, Massif,

— *F. contra*, Poitiers, 7 mars 1827; Cass., 16 avril 1827; — Berriat, p. 376.

(1) *F. Carré-Chauveau*, n° 2652 bis.

(2) *F. conf. Cass.*, 13 déc. 1826; Cass., 24 avril 1833; — *Carré*, sur l'art. 597, et Thoinine, n° 671.

qui se trouvait dans le cas prévu par l'art. 605, C. proc., a usé de la faculté qui lui était accordée par cet article en demandant à être relevé de sa garde; que l'huissier en obtempérant à cette demande, n'a point outrepassé ses pouvoirs, et que Massif n'aurait été obligé d'avoir recours à la justice qu'autant que l'huissier aurait refusé de le relever de sa garde;

« Considérant que l'huissier Dumort a rempli les formalités requises par la loi en procédant, le 20 avril 1830, au récolement des objets saisis; que ce procès-verbal était indispensable avant de substituer à Massif un autre gardien, afin de constater si l'un s'était acquitté fidèlement de son mandat, et de justifier à l'autre que tout ce qui avait été saisi les 27 nov. et 7 déc. précédents lui était remis;

« Considérant que la conduite de l'huissier Dumort ne peut être critiquée dans le choix qu'il a fait de Lefebvre pour remplacer Massif; que celui-ci ne présentait pas plus de garantie que l'autre du côté de la solvabilité, et que, quant à la moralité de Lefebvre, elle ne peut être suspectée jusqu'à l'événement qui a donné lieu à des poursuites contre lui; qu'en effet, il demeure constant, par les documents qui sont au procès, que Lefebvre était l'homme de confiance des juges de paix de la ville de Rouen, lorsqu'ils établissaient un gardien de scellés; que divers huissiers de la même ville étaient dans l'habitude de se servir de lui et de le nommer gardien de rigueur, et que jamais on n'avait eu aucun reproche.

POURVOI en cassation de Pinnier pour violation des art. 596 et 597, C. proc., et 1992 et 1582, C. civ. — Si l'art. 597, a dit son avocat, enjoint à l'huissier d'établir un gardien à défaut, par la partie saisie, d'en offrir un solvable et de la qualité requise, il s'agit de déterminer le vrai sens de cette locution. Rien de plus aisé, puisque les deux membres de cette proposition, objet des art. 596 et 597, sont corrélatifs, et signifient qu'à défaut par la saisie de présenter un gardien solvable, l'huissier est tenu d'en établir un, c'est-à-dire solvable. Si le législateur n'a pas cru nécessaire d'ajouter le mot qualificatif, le sens grammatical y supplée suffisamment : *Quorum verba nisi ut mentem demonstrant?* — On a dit que le juge ne doit point ajouter à la loi. Distinguons : oui, si l'addition n'est point conforme à son esprit; secus si elle s'harmonise, disons mieux, si elle est une conséquence rationnelle et obligée du texte mis en question. Or c'est ici le cas. Si, en effet, le saisi a la faculté d'offrir un gardien, et si l'huissier, à son tour, a le droit de le refuser s'il n'a point la qualité requise, c'est-à-dire s'il n'est point solvable, pourquoi ce refus de sa part? Autant vaut accepter celui proposé par le saisi, puisque le résultat, en définitive, sera le même. Il est vrai de dire que le vœu de la loi serait méconnu, puisqu'il exige et ne doit exiger, dans l'intérêt de la partie saisie et de la justice, autre chose que la solvabilité du gardien établi par suite du choix, soit du saisi, soit de l'huissier. — Si la violation des art. 596 et 597, par l'arrêt dénoncé, est évidente, celle des art. 1992 et 1582

ne l'est pas moins. En effet, l'art. 1992 déclare le mandataire gratuit, comme celui qui est rétribué, responsable des fautes de sa gestion. Pourquoi donc l'huissier, mandataire constitué par la justice dans l'intérêt du saisi, échapperait-il à cette responsabilité, quand c'est par sa négligence dans le choix du gardien, en un mot, par son fait, qu'il cause le dommage pour lequel il est poursuivi. Cette question n'en est pas une. Et néanmoins l'arrêt dénoncé a absous de cette responsabilité l'huissier, cause première de ce dommage! Cette question, au reste, n'est pas nouvelle, et a un précédent dans un arrêt de la Cour d'appel de Paris, qui a déclaré un huissier responsable du fait du gardien par lui établi à une saisie-exécution. Dénoncé à la Cour suprême, cet arrêt fut maintenu (P. cass., 18 avril 1827).

Le défendeur s'est attaché à faire ressortir les graves inconvénients qui résulteraient de la responsabilité de l'huissier exempt de fraude et connivence dans les faits imputés au gardien par lui établi, et il a reproduit les considérations qui ont motivé l'arrêt attaqué pour faire rejeter le pourvoi.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu qu'il résulte des faits consignés dans l'arrêt que deux saisies mobilières avaient été pratiquées à la requête de Pionnier contre Ledue et Caudron, ses locataires, l'une le 7 déc. 1829, pour avoir payement d'une somme de 124 fr. 87 c., l'autre le 30 avril 1830, sous la forme d'un récolement, pour une somme de 500 fr., montant d'un terme alors échu du prix d'un loyer; — Que, sur la première, Massif avait été établi gardien des objets saisis; que, lors de la deuxième, Massif ayant demandé sa décharge, par le motif tiré de la disposition de l'art. 605, C. proc., celui de l'expiration de deux mois depuis la première saisie, Lefebvre, l'un des témoins de l'huissier, fut établi gardien sur tout ce qui faisait l'objet des deux saisies, et Massif fut déchargé de sa garde par l'huissier qui instrumentait; — Que, quoique l'arrêt attaqué ait donné un motif erroné, en droit, sur cette décharge, qui ne fut pas prononcée conformément à la disposition de l'art. 605, même Code, mais de la seule autorité de l'huissier, ce qui était irrégulier, la Cour de Rouen a pu néanmoins, en appréciant les divers faits et circonstances de la cause, y trouver des motifs suffisants pour ne point admettre contre l'huissier Dumort la responsabilité qui faisait l'objet de la demande de Pionnier; — Que ladite Cour, ayant reconnu en fait qu'il n'y avait eu de la part de cet huissier ni connivence, ni fraude, ni négligence, a pu, sans violer aucune loi, le déclarer non responsable des fautes commises par le gardien dans l'exercice de ses fonctions; que cette appréciation était exclusivement dans le domaine de ladite Cour, et ne pouvait fournir matière à cassation; — Attendu qu'aucune disposition législative ne rend l'huissier responsable de la solvabilité des gardiens qu'il établit sur les objets qu'il saisit, et que l'arrêt est, sous ce rapport, conforme aux principes. — Rejette, etc. »

Du 25 janv. 1856. — Ch. req.

ÉTRANGER. — COMPÉTENCE. — RÉSIDENCE.

Le Français établi en pays étranger, mais avec esprit de retour, peut, comme le Français résident en France, traduire un étranger devant les tribunaux français, pour l'exécution des obligations que cet étranger a contractées envers lui (1). (C. civ., 14.)

Dans le cas où l'étranger réside en France, n'est-ce pas devant le tribunal de sa résidence qu'il doit être assigné par le Français ? (2). (Arg. aff.)

Le tribunal de la Seine s'était déclaré incompétent pour connaître d'une demande formée par la dame Bertin, Française d'origine, mais établie depuis longtemps en Russie, contre la princesse de Bagration, russe, en résidence à Paris. Le tribunal décidait ainsi, en droit, que l'art. 14, C. civ., qui permet au Français de citer l'étranger devant les tribunaux de France, ne peut être invoqué que par les Français qui sont de fait domiciliés en France. — Sur l'appel, cette décision fut confirmée par un arrêt de la Cour de Paris du 20 mars 1854.

La dame Bertin s'est pourvue en cassation contre cet arrêt, pour violation des art. 14 et 17, C. civ., et de l'art. 59, C. proc. — L'art. 14, C. civ., est formel, a-t-on dit pour la demanderesse en cassation ; il porte que « l'étranger, même non résident en France, peut être cité devant les tribunaux français, pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français ; qu'il pourra même être traduit devant les tribunaux de France, pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers des Français » — Cet article n'impose d'autre condition au créancier qui veut assigner un étranger devant un tribunal de France, que celle d'être Français ; lui refuser le bénéfice de la loi, comme l'a fait l'arrêt attaqué, sur le motif qu'il ne réside pas en France, c'est ajouter à l'art. 14, qui ne s'occupe que de sa qualité, et non de sa résidence. — Dans l'espèce, quelque long qu'ait été le séjour de la dame Bertin en Russie, elle n'a pu perdre la qualité de Française, puisqu'elle n'y a formé qu'un établissement de commerce, qui, aux termes de l'art. 17, C. civ., ne doit pas être considéré comme ayant été fait *sans esprit de retour*, et cet établissement, loin de la rendre peu favorable aux yeux de la loi, lui donnant au contraire plus de droits à la protection des tribunaux : car c'est précisément en faveur du commerce français que la disposition de l'art. 14 a été établie. — Du système de l'arrêt attaqué, résulterait qu'un étranger qui aurait traité dans son pays avec un négociant français, pourrait en le quittant se soustraire à ses obligations ; il pourrait même venir se réfugier en France, où il serait à l'abri des poursuites du Français avec lequel il aurait contracté. Un tel système est insoutenable. —

Objetiera-t-on que le Français qui n'a pas de résidence actuelle en France, pourrait ainsi choisir le tribunal devant lequel il citera l'étranger. A cela nous répondons qu'en principe, le Français qui quitte son domicile, pour aller, avec esprit de retour, se fixer à l'étranger, conserve toujours son domicile d'origine, ou son dernier domicile. (V. Répertoire de jurisprudence, v° Domicile.) Des lors, il est évident que c'est ce domicile qui devra déterminer la compétence, en cas d'application de l'art. 14 à un étranger non résident en France. Si, au contraire, l'étranger y demeure, sa résidence servira à déterminer le lieu où, en France, les poursuites devront être dirigées contre lui, conformément à l'art. 59, C. proc. — Les motifs dans lesquels l'arrêt attaqué a puisé une distinction entre le Français résident en France et le Français établi à l'étranger, sont donc tout à fait contraires à l'esprit de la loi, et sa décision viole ouvertement les dispositions de l'art. 14, C. civ.

Pour la défenderesse, on a reproduit, en le développant, le système adopté par l'arrêt attaqué.

ARRÊT.

« LA COUR. — Considérant qu'il est reconnu par l'arrêt attaqué que la veuve Bertin, demanderesse, est Française ; qu'elle n'a point perdu cette qualité par son établissement de commerce en Russie ;

« Considérant que l'art. 14, C. civ., accorde aux Français la faculté de citer devant les tribunaux français, l'étranger même non résident en France, pour l'exécution des obligations par lui contractées, soit en France, soit en pays étranger, envers un Français ; — Que la loi n'exige pas du Français qui veut user de cette faculté, qu'il ait un domicile en France ;

« Considérant qu'il est constaté par l'arrêt dénoncé que la princesse Bagration a sa résidence à Paris, rue du Faubourg Saint-Honoré, n° 49 ; qu'ainsi le tribunal de la Seine était compétent pour connaître de la demande formée contre elle par la veuve Bertin, et qu'en admettant le déclinatoire proposé par la princesse Bagration, l'arrêt dénoncé a violé l'art. 14 précité, — Casse, etc. »

Du 26 janv. 1856. — Ch. civ.

RAPPORT. — VENTE À RENTE VIAGÈRE. — IMPUTATION.

Le successeur qui est obligé de rapporter ce qu'il a reçu de l'auteur commun, au moyen d'une aliénation à charge de rente viagère, doit rapporter intégralement tout ce qu'il a reçu, quel que soit le montant des annuités par lui payées, sans pouvoir être autorisé, par des considérations d'équité, à porter en compte ce qu'il a pu payer au delà de l'intérêt légal (3). (C. civ., 918.)

père, puisque l'arrêt attaqué décidait que l'étranger n'avait pu être assigné devant aucun tribunal français. Cependant, la solution affirmative nous paraît résulter des motifs de l'arrêt de la Cour de cassation.

(3) P. conf. Poitiers, 25 mars 1839, et la note ; — Grenier, *Donnat*, t. 2, n° 645 ; Coze-Delaie,

(1) La Cour de Paris qui a rendu l'arrêt cassé par celui que nous recueillons, avait déjà consacré la doctrine réjetée ici par la Cour suprême, le 28 fév. 1814.

(2) P. Despréaux, n° 538 ; Duranton, t. 1, n° 150.

(3) P. aussi Cass., 15 nov. 1827 et 14 fév. 1837.

(2) La question n'était pas à résoudre dans l'es-

Bidon, fils aîné, avait reçu de son père diverses sommes, à la charge de servir à ce dernier une rente viagère.

art. 918, n° 11; Toullier, t. 5, n° 133; Merilo, *Rép.*, v° *Réservé*, sect. 3, § 3, n° 7. — Cette question, d'un grand intérêt, est neuve en jurisprudence. Elle a seulement été examinée par plusieurs auteurs, qui l'ont résolue dans le sens qu'adopte ici la Cour de cassation.

Quelle que rigoureuse que puisse paraître cette solution au premier abord, elle est cependant conforme à l'esprit de la loi, autant qu'à son texte. — Le législateur, dans la vue de maintenir dans son intégrité, et à l'abri de toute atteinte, son système sur l'égalité des parts et les règles qu'il venait d'établir pour la limitation de la quotité disponible, a senti la nécessité de fermer une voie détournée par laquelle on essayait la plus commode d'éluder les dispositions de cette nature. Il a, en conséquence, frappé d'une présomption de fraude ou de simulation, et considéré comme libéralité déguisée, toute aliénation faite à un successible en ligne directe, à charge de rente viagère, ou à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit. — À cet égard, l'art. 918, C. civ., n'a fait que reproduire une pensée qui se trouvait déjà écrite, mais en termes plus absolus, dans la loi du 17 niv. an 2, dont l'art. 26 interdisait toute aliénation à un successible, à charge de rente viagère ou d'usufruit, à moins que ses cohéritiers ne fussent intervenus au contrat et n'y eussent consenti. Les auteurs du Code civil n'ont pas voulu, comme le législateur de l'an 2, interdire ces aliénations et les frapper de nullité absolue; ils leur ont donné effet, alors même qu'elles seraient reconnues n'être, dans la réalité, que des libéralités déguisées; mais en les imputant sur la quotité disponible, et en obligeant l'enfant donataire à rapporter le surplus à la masse de la succession.

Toutefois, on ne peut disconvenir que cet expédient ou moyen terme ne doive placer presque toujours l'enfant qui a fait ou tel traité avec son père, dans une position plus désavantageuse que si le père lui avait fait ouvertement une libéralité dans les limites de la quotité disponible. Cela arrivera toutes les fois que les sommes qu'il aura payées dépasseront les revenus de la chose aliénée; toutes les fois, par exemple, que, comme dans l'espèce qui va suivre, il aura constitué une rente viagère à un taux plus élevé que le revenu de la somme ou de l'immeuble aliéné à fonds perdu; cela arrivera surtout si le père avait déjà disposé en faveur d'un autre de tout ou partie de la quotité disponible. Dans ces différents cas, l'enfant en faveur de qui l'aliénation aura été faite, qui n'aura contracté peut-être que pour subvenir à la détresse de son père, se trouvera lésé de toute la différence des fruits ou intérêts réels produits par la chose aliénée, avec les sommes par lui payées; il aura moins que son père n'eût pu lui donner par donation directe.

Déjà, lors de la discussion de l'art. 918, C. civ., au conseil d'État (séance du 28 pluv. an 11), on n'avait pas manqué de faire valoir ces considérations. De Malleville, encore imbu du système de la loi du 17 niv. an 2, disait qu'il serait plus simple de défendre au père de vendre son bien à fonds perdu à ses enfants. « Si cette vente, ajoutait-il, demeure permise, comme elle peut, dans une infinité de cas, être sincère et sans fraude, il en résultera que, pour avoir donné seulement la préférence à son fils sur un étranger, le père se trouvera privé de la faculté de disposer, et qu'on imputera sur la part disponible, comme donné, ce qui a été réellement

Bidon père décédé, les enfants demandèrent que Bidon aîné fût tenu de rapporter les sommes qu'il avait reçues à charge de rente viagère.

venir; ce qui serait très-injuste. — Portalis appoyait les mêmes objections, en disant qu'on devait rendre au fils ce qu'il aurait réellement payé, qu'il ne devait pas perdre ce qu'il avait donné chaque année au delà du produit des biens vendus...

Ces objections avaient une grande force. Cependant elles n'ont point prévalu; elles furent écartées; mais ce ne fut que sur la proposition faite par Berlier d'introduire dans l'art. 918 la restriction qui se trouvait déjà dans l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2, c'est-à-dire de décider que « le rapport et l'imputation dont il s'agit ne pourraient être demandés par ceux des autres successibles en ligne directe qui auraient consenti à ces aliénations. » — C'est avec cette addition que l'art. 918 fut adopté en définitive par le corps législatif. — Discuté auparavant par le tribunal, le tribun Janbéri, dans son rapport au nom de la section de législation (séance du 9 floréal an 11), disait, en rendant compte de la difficulté qu'avait soulevée la question de validité des aliénations faites à des successibles en ligne directe, à charge de rente viagère ou d'usufruit: « Annuler ces aliénations, ce serait gêner la liberté naturelle; maintenir indistinctement toutes les clauses de ces actes, ce serait compromettre, ruiner même les autres successibles; à l'aide d'un acte qui, au fond, ne serait le plus souvent qu'une véritable donation. — On distinguera donc deux choses: la transmission de la propriété et la valeur de cette propriété. — Rien ne peut empêcher que la propriété ne reste à celui qui l'a acquise. — Mais la valeur de la propriété sera imputée sur la quotité disponible, sans égard aux prestations servies, et l'exécuteur de la valeur, s'il y en a, sera rapporté à la masse. »

Impossible, en présence d'une volonté aussi positivement manifestée, d'admettre des distinctions dans les valeurs à imputer ou à rapporter: c'est évidemment la valeur totale de l'objet aliéné qui doit être rapportée, sans égard aux prestations servies.

Mais de ce que l'art. 918 refuse aux successibles qui ont consenti l'aliénation le droit de demander cette imputation et le rapport, s'il y a lieu, il s'ensuit que l'enfant qui, de bonne foi, veut traiter avec son père, pour le tirer de gêne, pour sauver le patrimoine de la famille, sans idée de se faire avantager au delà de ce que permet la loi, à un moyen tout simple de se préserver des répétitions de ses frères ou sœurs, et du dommage qui pourrait résulter pour lui d'avoir cédé à un mouvement de pitié filiale, c'est de les appeler à l'acte qu'il se propose de passer avec son père, de leur en faire apprécier les motifs et l'utilité dans l'intérêt commun, quelquefois comme le seul moyen de leur éviter la demande d'une pension alimentaire, et de ne traiter en définitive qu'avec leur consentement ou leur concours. — Par là, toutes les convenances sont satisfaites, toutes les exigences du droit et de l'équité se trouvent conciliées.

En somme, il faut donc que l'enfant qui se propose, quels que soient ses motifs, d'acquiescer un bien de son père à fonds perdu ou à charge de rente viagère ou d'usufruit, sache bien qu'il ne peut le faire en sûreté, qu'en y faisant intervenir ses frères et sœurs; qu'autrement, il s'expose à un mécompte; qu'il doit renoncer d'avance à se faire rembourser par ses cohéritiers des sommes qu'il aura payées

— Bidon aîné prétendit qu'il devait lui être tenu compte de la différence de l'intérêt légal des capitaux constitutifs des viages, aux 10 %, qu'il avait payés.

Jugement qui déclare Bidon aîné mal fondé dans sa réclamation.

Appel. — Arrêt de la Cour d'Angers du 17 juillet 1829, qui réforme le jugement de première instance, et ordonne que l'appelant imputera, sur les rapports dont il peut être tenu, l'excédant des arrérages de la rente viagère faite à son père, sur l'intérêt légal des capitaux qui ont servi à la constituer. Cet arrêt est conçu dans les termes suivants : — « Considérant que, quelque graves que soient les motifs qui ont déterminé la décision des premiers juges, il est pourtant des cas où des considérations d'équité doivent prévaloir sur la rigueur des principes qui pourraient résulter de la disposition de l'article 918, C. civ. ;

• Attendu que toutes les circonstances particulières de la cause constatent que le traité intervenu entre Théophile Bidon et son père a été stipulé de bonne foi, et que celui-ci n'a considéré en le souscrivant, que ses intérêts personnels ; qu'il est reconnu par jugement dont est appel, que, dans les circonstances particulières où les parties s'étaient placées, Théophile Bidon se trouve avoir conservé, pour la succession commune, des fonds qui lui ont été colloqués en rente viagère, puisqu'il est notoire que, s'il ne les eût pas obtenus, son père, qui était gêné dans ses affaires et qui éprouvait le besoin d'augmenter ses revenus, les eût placés en des mains étrangères, et que même il avait déjà fait des démarches dans cette intention ; qu'en pareille occurrence, il est juste que ses cohéritiers lui tiennent compte de l'excédant sur l'intérêt légal des arrérages de cette rente viagère qu'il a payé. »

POURVOI par les enfants Bidon pour violation de l'art. 918, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a fait céder le texte formel de cet article à de prétendues considérations d'équité.

L'imputation accordée par la Cour d'Angers ne pouvait se concilier avec l'art. 918. En effet, si le taux de la rente était de 10 %, et qu'elle eût été servie pendant vingt ans, le successible a payé chaque année le double de ce que le capital a pu lui produire annuellement, et par conséquent, une somme égale à celle qui lui a été donnée. Il n'aurait donc rien à rapporter à la succession, alors même que cette somme excéderait la portion disponible. Un tel résultat serait tout à fait contraire aux dispositions de l'art. 918.

au delà des fruits ou des intérêts que l'immeuble ou le capital aîné auront pu lui produire. — Telle nous paraît avoir été la pensée qui a présidé à la rédaction de l'art. 918 du Code civil ; telle est, du moins, la portée doctrinale de l'arrêt qui va suivre.

L.-M. Duv.

(1) Cette décision, contraire à l'opinion de Merlin et Grenier, a plusieurs précédents uniformes de la Cour de cassation, qui cependant avait adopté dans un premier arrêt la doctrine professée par ces au-

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu l'art. 918, C. civ. ; — Attendu qu'en ligne directe, toute aliénation, à la charge de rente viagère, à l'un des successibles, est réputée faite à titre gratuit et imputable sur la portion disponible ; que, par conséquent, la vente faite, à charge d'une rente viagère, à Bidon fils par Bidon père, devait être rapportée à la masse de la succession paternelle, sauf réduction à la quotité disponible et sans égard au montant des annuités ; que la Cour d'Angers, en tenant compte à Bidon fils de ce qu'il avait pu payer à son père au delà de l'intérêt légal, a fait prévaloir des considérations que la loi n'admet pas, et expressément violé l'art. 918, C. civ. — Casse, etc. »

Du 26 janv. 1836. — Ch. civ.

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — DATE. — RÉTROACTIVITÉ. — SÉPARATION DE BIENS. — TIERCE OPPOSITION.

L'hypothèque légale de la femme mariée sous l'empire de la cout. de Poitou ne doit pas être régie par l'art. 2155, C. civ.

En conséquence, à l'égard des obligations consenties depuis ce Code, cette hypothèque ne date pas seulement du jour où elles ont été contractées, mais bien, comme le voulait la coutume, elle remonte au jour du contrat de mariage (1). (C. civ., 2155.)

L'art. 873, C. proc., qui limite à un an le délai pendant lequel les créanciers du mari peuvent se pourvoir par tierce opposition contre le jugement qui prononce la séparation de biens, ne s'applique pas au cas où la tierce opposition est dirigée seulement contre le chef de ce jugement contenant la liquidation des reprises de la femme (2). (C. civ., 1447 ; C. proc., 872 et 873.)

Le 19 fév. 1793, contrat de mariage de la veuve Dubrac et de Perrot. Ce contrat a lieu sous l'empire de la coutume de Poitou. Entre autres clauses, il porte que « la femme pourra renoncer à la communauté et reprendre ses apports francs et quittes. »

Dans les premiers temps du mariage, Perrot fit des acquisitions considérables, mais ses affaires ne tardèrent pas à se déranger.

En 1807, il souscrivit avec la dame son épouse, au profit de Nesmon, plusieurs lettres de change qui ne furent protestées qu'en 1810. Puis, en 1809, il vendit en détail un domaine appelé de Lagarde. Au nombre des acquéreurs se trouvaient Fradet, Perrot et Charreyon, qui ne firent pas transcrire leur contrat et ne payèrent pas.

trous. — *F. Jurisp., du 19^e siècle, v^o Hypoth. légale*, nos 34 et suiv. ; *Cass.*, 12 août 1834, et Rozen, 19 mars 1835. — *Sic Troplong, Hypoth.*, n^o 650.

(2) Sur cette question, résolue par la Cour royale seulement, voy. conf. Poitiers, 31 mars 1827, et Grenoble 3 juil. 1828. — *F. contras, Cass.*, 4 déc. 1815 ; Dijon, 6 août 1817 ; Rouen, 26 déc. 1817 ; Cass., 26 mars 1833 ; — Carré, n^o 2960 ; Berriat, p. 471, et Toullier, t. 13, nos 86 et suiv.

Enfin, en 1810, Perrot souscrivit, solidairement avec sa femme, une obligation de 8.000 francs au profit de Niant.

Peu de temps après, la dame Perrot se vit dans l'obligation de demander sa séparation de biens. Sur sa poursuite, il intervint, à la date du 24 avril 1813, un jugement qui, en même temps qu'il prononça la séparation de biens, liquida les reprises de la femme à 15.477 francs 83 c., et lui réserva le droit de se pourvoir contre son mari pour les obligations qu'elle aurait souscrites avec lui. Ce jugement reçut la publicité voulue par la loi.

Plusieurs ordres ayant été publiés sur le prix des divers biens de Perrot, Nesmon et Niant, se prévalant des obligations souscrites par la dame Perrot, demandèrent à exercer ses droits et à être subrogés dans son hypothèque légale, ce qui leur fut accordé.

Ils ne reçurent d'abord qu'un paiement partiel.

En 1817, Perrot fut admis à la cession de biens. De nouveaux ordres s'ouvrirent sur le prix du reste de ses immeubles. La dame Perrot s'y présenta, ainsi que Niant et Nesmon, qui furent colloqués de son chef pour le reliquat de leur créance. Mais les fonds manquèrent sur la dame Perrot, qui se trouva à découvert de 8,550 fr. — Alors elle s'adressa aux détenteurs du domaine de Lagarde, qui n'avaient pas purgé.

Ceux-ci la repoussèrent, en prétendant l'qu'elle avait été payée au moyen des sommes que Nesmon et Niant avaient reçues, comme exerçant ses droits, sommes qui devaient être imputées sur les reprises liquidées par le jugement de séparation; 2° qu'elle ne pouvait exercer aucun droit d'hypothèque sur le domaine de Lagarde, puisque la vente en avait eu lieu avant l'existence de l'obligation Niant, comme aussi avant que les lettres de change de Nesmon eussent acquis date certaine.

Le 2 mai 1828, jugement du tribunal de Béziers qui admit ce système et déclare la dame Perrot non recevable.

Appel interjeté par elle. — Les tiers détenteurs du domaine Lagarde formèrent tierce opposition au chef du jugement de séparation de biens qui a liquidé les reprises de la femme. — Cependant le délai d'un an accordé par les articles 872 et 873, C. proc., était expiré.

Arrêt qui admet cette tierce opposition, et qui, statuant sur le chef de conclusions de la dame Perrot tendant à ce qu'il fût déclaré que son hypothèque remontait à la date de son contrat de mariage, statue en ces termes : — « Attendu que, si, d'après les principes de la coutume de Poitou, sous l'empire de laquelle se sont unis les époux Perrot, la femme avait, sur les biens de son mari, hypothèque légale du jour de son contrat de mariage pour la conservation de ses reprises matrimoniales, quelque époque qu'elles pussent prendre naissance, le Code civil qui a pu différemment régler la date de cette hypothèque pour les reprises dérivant d'engagements contractés sous son empire, a, en effet, décidé (art. 2135), que la femme n'avait d'hypothèque pour l'indemnité des dettes par elle contractées

avec son mari que du jour de l'obligation;

» Attendu, dans l'espèce, que les obligations pour le montant desquelles Niant et Nesmon ou leurs héritiers ont été colloqués au lieu et place de la dame Perrot ont une date certaine, postérieure à la promulgation du titre des *Hypothèques*, et, conséquemment, de l'art. 2135 précité; que ces obligations, soldées des deniers destinés par l'ordre à la dame Perrot, et qui forment aujourd'hui le sujet d'une reprise en sa faveur, n'ont donc pu, aux termes de la loi existante, produire hypothèque légale pour la conservation de cette reprise que du jour de ces obligations contractées en 1810, on n'ayant date certaine qu'à cette époque; d'où il suit que les intimés, tiers détenteurs, étant propriétaires à cette époque, et depuis 1809, des biens à eux vendus par Perrot, l'épouse de ce dernier ne peut pas agir contre eux en vertu d'une hypothèque légale qui n'existait pas lors de leur acquisition;

» Attendu que cette décision n'a rien de contraire à l'intention du législateur, qui, après avoir décidé en général que la loi n'a pas d'effet rétroactif, a voulu que cette règle fût spécialement appliquée aux dispositions de l'art. 2135, en prescrivant que les dispositions de cet article ne pourraient, dans aucun cas, préjudicier aux droits acquis à des tiers avant la promulgation du titre des *Hypothèques*; qu'on ne peut pas dire, en effet, que la dame Perrot, en se mariant sous la cout. de Poitou, ait acquis le droit irrévocable d'une hypothèque légale du jour de son contrat de mariage pour toutes les reprises éventuelles, même pour celles qui naîtraient d'engagements contractés sous une loi nouvelle, si cette loi nouvelle régissant d'une manière différente les faits et les accessoires des obligations contractées sous son empire;

» Qu'il n'y aurait évidemment rétroactivité dans l'application de l'art. 2135 qu'autant que les obligations qui donnent lieu à la reprise de la dame Perrot auraient été contractées antérieurement à la promulgation de la loi nouvelle et sous l'empire de la cout. de Poitou; car alors le droit à l'hypothèque légale du jour du contrat de mariage serait véritablement acquis et hors du domaine des lois postérieures; que vouloir, au contraire, faire régir par la cout. de Poitou les accessoires d'obligations contractées sous l'empire du Code civil, ce serait faire prévaloir la loi modifiée sur la loi dérogatoire, et renverser la règle de cette maxime : *Posteriora derogant prioribus*.

» POURVOI en cassation de la dame Perrot. — Premier moyen. — Fausse application de l'article 2135, C. civ.; violation de l'art. 2, même Code. — A l'appui de ce premier moyen on a soutenu que l'arrêt attaqué n'avait pu, sans violer de la manière la plus formelle le principe de la non-rétroactivité des lois, écrit dans l'art. 2, C. civ., soumettre le droit d'hypothèque de la dame Perrot aux dispositions de l'art. 2135; que ce droit devait être réglé par la loi existante au jour où il avait été constitué et sous l'empire de laquelle les époux avaient contracté. Or, le contrat de mariage a été passé sous l'empire de la

cout. de Poitou, c'est-à-dire d'une coutume qui conférerait à la femme une hypothèque sur les biens de son mari à partir du jour du contrat de mariage, non-seulement pour la garantie de sa dot, mais encore pour celle de toutes les indemnités qu'elle pourrait avoir à réclamer contre lui. Que les obligations qui donnent effet au droit d'hypothèque aient ou non été contractées sous le Code civil, peu importe : le droit d'hypothèque de la dame Perrot était un droit réel, qui formait une condition essentielle de son contrat de mariage et faisait partie de ses conventions matrimoniales. Il participait donc de leur irrévocabilité, et on doit le considérer comme acquis à la dame Perrot à compter du jour où il a été stipulé : car on entend par droit acquis non-seulement un droit définitif parfait, mais aussi celui dont le principe existe dans une convention passée sous l'empire d'une loi, lors même que cette convention ne reçoit son exécution que sous l'empire d'une loi subséquente, abrogative de la première (1). — Il faut donc reconnaître que le droit d'hypothèque légale de la dame Perrot résultant de son contrat de mariage doit être régi par la cout. de Poitou, qui était la loi de ce contrat et n'a pu être altéré ni modifié, ni régi par le Code civil, même pour les effets postérieurs à sa publication ; que, ce droit lui étant acquis avant le Code, elle doit pouvoir, même sous l'empire du Code civil, l'exercer avec toutes ses conséquences. — En refusant d'admettre ce principe, et en appliquant rétroactivement l'article 2135, C. civ., l'arrêt attaqué a violé l'art. 2, même Code. — On invoquait à l'appui de ce système les arrêts et autorités que nous avons rapportés en note, et auxquels nous renvoyons pour les développements plus amples de la question. Deuxième moyen. — Violation des art. 1447, C. civ., 872 et 873, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué avait admis la tierce opposition des créanciers du mari au chef du jugement de séparation de biens qui liquidait les reprises de la femme après l'expiration du délai d'une année prescrit par les art. 872 et 873, C. proc.

Le défendeur en cassation répondait aux moyens du pourvoi par le développement des arguments contenus dans l'arrêt attaqué.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué reconnaît formellement que, antérieurement à la promulgation du Code civil, l'hypothèque des femmes, pour raison des obligations contractées par elles pendant la durée du mariage, devait, d'après les principes de la cout. de Poitou, et la jurisprudence établie dans son ressort, avoir date à partir du jour du contrat de mariage ; — Qu'il a été légalement reconnu que le contrat de mariage des époux Perrot a été passé sous l'empire de la même coutume, qui réglait les parties, et qu'il est avoué que ce contrat serait susceptible de l'application de ces principes et de cette jurisprudence, si l'art. 2135 du Code n'e-

lait pas venu les modifier ; mais qu'il est aujourd'hui de principe et de jurisprudence constants qu'à l'égard des femmes mariées antérieurement au Code civil, tout ce qui tient à la constitution et au rang de leur hypothèque a continué d'être régi par les lois anciennes sous l'empire desquelles elles avaient contracté ; — Que le Code civil proclame, dans son art. 2, que la loi ne dispose que pour l'avenir, et qu'elle n'a point d'effet rétroactif ; que l'art. 2135 rappelle lui-même cette disposition ; qu'il ne statue donc que pour l'avenir, et uniquement à l'égard des femmes mariées depuis sa publication ; — Que l'arrêt attaqué, en refusant à la dame Perrot l'application des principes de la cout. de Poitou, attestés par la Cour royale elle-même, et sous l'empire desquels elle a contracté, par l'unique motif que l'art. 2135, C. civ., les a modifiées, et y a dérogé, a fait une fautive application dudit art. 2135, et formellement violé l'art. 2, même Code, — Cause, etc. »

Du 26 janv. 1856. — Ch. civ.

ACTION POSSESSOIRE. — COURS D'EAU. — COMPÉTENCE.

Le trouble apporté à la jouissance d'un tiers par une entreprise sur un cours d'eau peut fonder l'action en complainte possessoire, quand même l'auteur du trouble prétendrait n'avoir fait qu'user du droit assuré par l'art. 644, C. civ., au propriétaire dont l'héritage est traversé par un cours d'eau (2). (C. proc., § 1 et 23 ; C. civ., 644.)

Les dames Boubée et Perez possèdent une fonderie sur la rive gauche de la rivière de Gier, et sur la rive droite, d'abord le château de Sardon, plus bas des prairies très-étendues, plus bas encore une pilerie de quartz qui depuis plusieurs années n'était mise en mouvement que par l'esude plusieurs puits d'exploitation situés dans le voisinage. Le château et ses dépendances, les prairies et la pilerie forment un seul tenant, traversé en grande partie par un bief de dérivation qui prend naissance près le château de Sardon. Sur la rive gauche, Meunier, Roust et Mouquet sont propriétaires de diverses usines situées en aval du château et en amont de la pilerie de quartz.

Il est à remarquer que le bief de dérivation n'avait jamais servi qu'à l'irrigation des prairies des dames Boubée et Perez.

Mais, en juin 1851, ces dernières ont fait creuser et prolonger le bief de manière que les eaux du Gier, qui n'y entraient auparavant que par intervalles et dans un bief unique d'irrigation, y coulerent alors constamment, et servirent à faire mouvoir, au-dessous des moulins de Meunier et consorts, la pilerie de quartz des dames Boubée et Perez.

Meunier, Roust et Mouquet, dont les usines se trouvaient ainsi privées d'un certain volume d'eau, assignèrent devant le juge de paix les

(1) F. Chabot (de l'Allier), *Quest. transitoires*, v° Droits acquis, p. 377.

(2) F. Carr., 24 fév. 1806, 1^{re} mars 1815, 26 avril

1829 et 5 avril 1830 ; — Merlin, *Rép.*, v° Compl., § 3, n° 8, et Favard, v° Justice de paix, § 3.

dames Boubée et Perez pour voir dire qu'elles seraient tenues de faire cesser le trouble apporté par l'agrandissement et le prolongement du bief à la possession immémoriale dans laquelle ils prétendaient être des eaux du Gier nécessaires au mouvement de leurs usines. — Les défenderesses se sont bornées à répondre, en fait, qu'elles avaient curé le bief, mais qu'elles ne l'avaient ni élargi ni prolongé.

Le 22 sept. 1852, le juge de paix décide qu'il y a eu au bief des changements dont se plaignent les demandeurs, et les maintient dans la possession par eux réclamée.

En appel, les dames Boubée, sans abandonner leurs conclusions de fait, tendant à établir qu'elles ont simplement curé le bief, soutiennent en droit que l'action intentée contre elles est non recevable, parce que, en supposant vraies les articulations des demandeurs, elles ne pourraient donner lieu qu'à un règlement d'eau, action essentiellement pétitoire et en dehors de la compétence du juge de paix. Elles plaident en second lieu que l'action, fût-elle possessoire de sa nature, aurait encore été mal à propos intentée : car s'agissant de travaux exécutés par elles sur leur propre terrain, il n'y aurait eu lieu qu'à dénonciation de nouvel œuvre. Or, cette action n'était plus recevable n'ayant été introduite qu'après l'entier achèvement des travaux.

Le 30 août 1854, jugement du tribunal de Saint-Étienne, qui, après une enquête sur l'état des lieux, confirme la sentence du juge de paix : — « Considérant, sur la première question, que les appelantes fondent leur exception d'incompétence 1^{re} sur ce qu'il s'agissait dans l'espèce d'un cours d'eau servant, non point à l'arrosage des prairies, mais à l'usage d'usines; 2^o sur ce que les œuvres qui auraient donné lieu à la complainte auraient été faites sur leur héritage, et se trouvaient entièrement achevées au jour de l'exercice de l'action;

« Considérant d'abord que la demande formée par les parties de Vier (Meunier et consorts) n'a rien de commun avec l'actio in dénonciation de nouvel œuvre; qu'en effet, elles se sont plaintes d'une entreprise sur un cours d'eau commise dans l'année à leur préjudice; qu'elles ont demandé à être réintégrées dans la possession de ce cours d'eau, tel qu'elles en avaient joui pendant plus d'un an avant le trouble; que, dans une action possessoire ainsi caractérisée, le fonds sur lequel ont eu lieu les ouvrages qui entreprennent sur le cours d'eau n'est point à considérer : il suffit qu'il y ait une atteinte à la jouissance annale du demandeur;

« Considérant, en second lieu, que, nonobstant les termes de l'art. 10, n^o 2, titre 3, L. 24 août 1790, la compétence des juges de paix en matière de cours d'eau n'a jamais été restreinte aux entreprises commises dans l'année, sur les eaux servant à l'arrosage des prés, par la raison, sans doute, que la cause de la compétence ne se tire pas de la destination des eaux, mais de la possession dont la lui les répute susceptibles;

« Considérant qu'il doit en être, *a fortiori*, ainsi sous l'empire du Code proc., dont l'art. 3, n^o 2, parle en termes généraux des entreprises

sur les cours d'eau; d'où il suit que l'exception d'incompétence n'est pas fondée.... »

Le jugement décide ensuite, en fait, qu'il y a eu trouble dans les actes reprochés aux dames Boubée et Perez, et en conséquence maintient en possession Meunier et consorts.

POURVOI des dames Boubée et Perez, fondé sur la violation des art. 3 et 23, C. proc., et l'art. 644, C. civ. — Il est constant que les juges de paix not dans leurs attributions la connaissance des entreprises commises dans l'année sur les cours d'eau (C. proc., art. 3, et L. 24 août 1790, art. 10, tit. 3). Mais dans l'espèce, il n'y avait pas trouble à la jouissance de Meunier et consorts, parce que les demandereses éventuelles avaient elles-mêmes une jouissance légale dont les actes ne peuvent jamais être pris pour trouble à la possession du voisin. (Henri de Pansey, *Compétence des juges de paix*.) « L'usage d'un droit légitime, dit cet auteur, ne trouble personne, et là où il n'y a pas trouble, il n'y a pas lieu à complainte. » Or, la possession légale des dames Perez et Boubée était incontestable. En effet, au point où le bief dérivait les eaux, et les conduisait à travers les prés jusqu'à la pilerie, les deux rives de la rivière appartenaient aux demandereses; et l'art. 644, C. civ., autorise celui dont la propriété est traversée par une eau courante à en user à son gré, pourvu qu'il la rende à la sortie de ses fonds à son cours ordinaire. Meunier et consorts ne pouvaient donc se prétendre troublés dans leur possession par l'usage que les demandereses avaient fait d'un droit assuré par le Code, et tellement inhérent à la situation des lieux qu'il est imprescriptible. S'ils avaient eux-mêmes une possession légitime, ils devaient donc se pourvoir, non en complainte possessoire, mais au pétitoire en règlement d'eau.

M. le conseiller Bayeux, rapporteur, a présenté à cet égard les observations suivantes : — « Toutes les contestations relatives aux cours d'eau présentent des difficultés sérieuses; mais on les écarte en posant quelques principes et en s'attachant aux règles de l'équité;

« Une rivière coule le long d'une propriété. Il est tout naturel que le détenteur de cette propriété cherche à l'utiliser; l'eau est abondante, la chute est rapide; il s'en sert pendant longues années; on doit induire du seul fait de la construction de l'usine qu'il avait assez d'eau pour la faire marcher. La possession est acquise par une jouissance non interrompue de plusieurs années; puis le propriétaire du terrain supérieur creusera un autre lit à la rivière, changera le cours de l'eau et ruinera l'établissement qui a absorbé les ressources et la fortune de son voisin.

« Cela serait évidemment contraire à l'équité. La loi veut qu'il puisse y avoir trouble à la jouissance d'un cours d'eau comme à toute autre propriété. La loi n'a pas dit qu'il y a exception à cette règle quand le propriétaire supérieur est en jouissance des eaux. Sans cela, les art. 3 et 23, C. proc. ne seraient jamais applicables, puisque l'eau traverse toujours un héritage avant d'arriver à celui qui est au-dessous.... »

Les cours d'eau sont, comme toute autre pro-

préité, susceptibles d'une possession caractérisée, autorisant au cas de trouble la complainte possessoire.

ARRÊT.

• LA COUR. — Vu les art. 3 et 25, C. proc., et l'art. 644, C. civ.; — Attendu qu'aux termes de la loi et de la combinaison des articles cités, il résulte que l'action en complainte possessoire pour cause d'entreprise sur les cours d'eau rentre dans la compétence des juges de paix; — Attendu que le jugement a constaté, en fait, l'existence de l'ancienne possession des défendeurs éventuels, celle du trouble qui y a été apporté par suite des travaux exécutés par les ordres des demandereses en cassation, et a déclaré que ce trouble avait eu lieu dans l'année de l'action; — Attendu que, pour le décider ainsi, les juges de la cause se sont livrés à une appréciation de faits qui rentrait dans leur domaine; — Attendu que, sur la question relative à l'étendue du droit des propriétaires supérieurs ou inférieurs, non plus que sur celle de savoir si l'entreprise faite sur le cours du Gier par les demandereses causait ou non un préjudice réel aux défendeurs, le tribunal n'a statué qu'au possessoire, et que sa décision ne prive pas les parties de leurs droits au pétitoire; — Qu'il suit de là qu'en déclarant l'action en complainte recevable ou bien fondée, le tribunal n'a ni méconnu les règles de la compétence, ni violé ou faussement appliqué l'art. 25, C. proc., et l'art. 644, C. civ.; — Rejette, etc. »

Du 26 janv. 1836. — Ch. req.

TIMBRE. — SECOND ACTE. — AMENDE.

La prohibition d'employer à la rédaction d'un acte du papier timbré qui a déjà servi à un autre acte, même non achevé, n'est pas applicable à l'emploi d'une feuille de papier contenant quelques lignes raturées étrangères à cet acte, lorsque ces lignes ne portent aucune des indications, soit de date, soit d'objet de convention, soit de faits qui peuvent constituer un acte quelconque commencé (1). (L. 13 brum. an 7, art. 22 et 26.)

Le 24 juin 1832, M^e Boulneau, notaire, procéda à la vente publique d'objets mobiliers appartenant à la veuve Lebreton, et rédigea son acte sur une feuille timbrée qui, en tête, présentait neuf lignes raturées, relatives à un autre acte, et ainsi conçu : « Pardevant M^e Boulneau et son collègue, notaires royaux à la résidence de la Tremblade, chef-lieu de canton, arrondissement de Marennes, département de la Charente-Inférieure, soussignés, furent présents : Dame Esther Boulneau, veuve de Jean Laurand, demeurant au chef-lieu de la commune de Cers, et Pierre Boulneau. »

La régie considéra cet emploi de papier timbré comme une contravention à l'art. 22, L. 13

brum. an 7, et elle déclara une contrainte en paiement de l'amende prononcée par les art. 26, n° 5, même loi, et 10, L. 16 juin 1824, contre M^e Boulneau qui y forma opposition.

Cette opposition fut accueillie, et la contrainte annulée par jugement du tribunal de Marennes du 17 avril 1834, en ces termes : — « Attendu que l'art. 22, L. 13 brum. an 7, ne prohibe l'emploi du papier timbré que lorsqu'il a déjà servi à un autre acte, même non achevé.

• Qu'il est évident que le législateur a voulu empêcher que le trésor ne fût frustré de ses droits par le double usage d'un papier qui aurait déjà eu un premier emploi; mais qu'il n'a pu vouloir que la prohibition portât sur un papier sur lequel, par erreur, quelques lignes sans suite auraient été écrites, telle que la feuille qui contient l'acte du 24 juin, qui a donné lieu à la contrainte de la régie, et où l'on ne découvre aucun des caractères qui constituent un acte même non achevé. » — POURVOI par la régie.

ARRÊT.

• LA COUR. — Attendu, en droit, que, pour l'application des art. 22 et 26, L. 13 brum. an 7, sur le Timbre, il faut qu'il existe un premier acte quelconque, même non achevé à la suite duquel aurait été inscrit un autre acte sur la même feuille timbrée; — Attendu, en fait, qu'il est constaté dans l'espèce sur laquelle est intervenu le jugement attaqué du tribunal de Marennes que la feuille de papier timbré employée à l'acte du 24 juin 1832, qui a donné lieu à la contrainte, ne portait aucune des indications soit de date, soit d'objet de convention, soit de faits qui puissent constituer un acte quelconque commencé; d'où résulte que le jugement attaqué, en refusant l'application des art. 22 et 26, L. de brum. an 7, n'a violé ni cette loi ni l'article 10, L. 16 juin 1824. — Rejette, etc. »

Du 27 janv. 1836. — Ch. req.

PREUVE. — MATIÈRE COMMERC. — PRÉSCRIPTION.

En matière commerciale, l'existence d'une créance dont le titre n'est pas représenté peut être établie par des présomptions résultant d'actes produits et des circonstances de la cause (2). (C. civ., 1353.)

Des relations d'affaires existaient entre Debonnay et Labouré, tous deux négociants.

En 1818, décès de Debonnay : sa succession reste vacante.

En 1819, décès de Labouré.

La dame Labouré, héritière de son mari, forme, contre la succession Debonnay, une demande en paiement d'une somme de 3,846 fr., résultant d'une obligation sous seing privé, et d'une somme de 1,571 fr., reliquat du compte courant entre Debonnay et Labouré.

Le curateur à la succession Debonnay répond

d'enreg., v° Timbre, n° 65, et Roland et Trouillet, Dict. de l'Enreg., v° Timbre, § 4, n° 2.

(2) *F. conf. Cass., 29 déc. 1835, et les renvois; — Nouguier, Trib. de comm., p. 384.*

(1) Il en serait de même dans le cas où l'immatricule d'un huissier sur un exploit a été biffée et remplacée par celle d'un autre huissier qui a signifié cet exploit. — *F. Cass., 11 juill. 1815. — F. aussi Délib. de la régie, 3 déc. 1816; le Dict. des droits*

que le paiement de la créance de 3,846 fr. ne peut être réclamé, attendu qu'on ne représente point l'acte sous seing privé, et qu'il en doit être de même à l'égard des 1,571 fr., par le motif que les registres de Labouré, étant tout à fait informes et irréguliers, ne méritent aucune foi.

Jugement du tribunal de commerce, qui statue sur les prétentions des parties. — Appel.

Le 12 nov. 1854, arrêt du conseil du Sénégal, ainsi conçu : « En ce qui concerne la créance de 3,846 fr. :

» Attendu qu'elle résulte d'une obligation souscrite par Debonnay, le 5 mai 1817 et dont le titre, bien que perdu, est suffisamment constaté par les actes authentiques produits au procès ;

» Et ce qui touche la créance de 1,571 fr. :

» Considérant qu'elle n'est qu'une balance de compte, en faveur de Labouré, et que son authenticité est prouvée par les mêmes actes que les précédents,

» Condamne la succession Debonnay à payer aux héritiers Labouré la somme de 5,417 fr. »

POURVOI par le curateur à la succession Debonnay, pour violation de l'art. 1515, C. civ. L'arrêt attaqué a pensé qu'il suffisait que l'existence du billet contenant l'obligation fût constatée par actes authentiques. On ne voit pas quels actes authentiques ont constaté cette existence. Ensuite, à supposer que le billet eût réellement existé, rien ne prouvait qu'il n'eût pas été éteint par prescription, s'il avait, par exemple, la forme d'un effet commercial (C. comm., art. 189), ou qu'il n'eût pas été rendu au souscripteur par forme de remise de la date (C. civ., art. 1282).

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué constate que la contestation s'agitait entre deux commerçants ou leurs héritiers ; — Attendu qu'en matière commerciale, la loi permet au juge de se décider par de simples présomptions ; d'où il suit qu'en motivant son arrêt sur des actes authentiques et sur des faits reconnus constants, le conseil supérieur du Sénégal n'a violé aucun principe de droit. — Rejeté, etc. »

Du 27 janv. 1856. — Ch. req.

PUBLICITÉ. — JUGEMENT. — COUR D'ASSISES.

Bien que les débats aient lieu à huis clos, les arrêts incidents doivent être prononcés publiquement (1). (Charte, art. 55.)

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu les art. 7, L. 20 avril 1810,

(1) *F. conf. Cass.*, 29 avril 1846, et 18 oct. 1852 ; *Brux., Cass.*, 12 août 1856. — *F.* pourtant *Cass.*, 17 janv. 1829 ; — *Carré-Chauveau*, no 424.

(2) Les arrêts et les autrui découlent que le retrait peut être exercé en tout état de cause (sauf le cas où le procès serait à la veille d'être jugé et le débiteur de succomber sur les diligences du cessionnaire). Dans ce cas, les choses ne seraient plus entières. Au reste, les tribunaux apprécieraient. — *F.* outre renvoi sous l'arrêt de Rouen, 1^{er} déc. 1826.

(3) *F.*, dans le même sens, un arrêt du 17 mars 1840. — Ces deux arrêts, par cela même qu'ils re-

et 55 de la charte ; — Attendu qu'aux termes de la première de ces dispositions, tous les arrêts doivent être rendus publiquement ; — Attendu que l'exception établie par l'art. 55 de la charte est restreinte aux débats seulement, et qu'elle doit être renfermée dans ses limites ; — Attendu que les arrêts incidents sont extrinsèques aux débats, et ne sauraient être considérés comme en faisant partie ; qu'ils rentrent, dès lors, dans la règle générale, et doivent être prononcés publiquement ; — Et attendu que, le ministère public s'étant opposé à ce que la femme et la belle-fille de l'accusé fussent entendues comme témoins, deux arrêts de la Cour d'assises ont fait droit à ces réquisitions, sans qu'il soit constaté que les portes, qui avaient été fermées au public, aient été rouvertes ; en quoi a été violé l'article précité de la loi du 20 avril 1810, et fausement appliqué l'art. 55 de la charte, — Cass., etc. »

Du 28 janv. 1856. — Ch. crim.

DEMANDE NOUVELLE. — DROIT LITIGIEUX. — RETRAIT. — DELAI. — DROITS INCORPORELS.

La demande en retrait de droits litigieux n'est qu'une défense à l'action principale ; dès lors, elle peut être proposée, même pour la première fois, en appel (2). (C. proc., 464.)

Il n'est pas nécessaire que la demande en retrait soit formée in luvine litis (3) (C. civ., 1699.)

On doit considérer comme contenant une véritable cession de droits litigieux l'acte par lequel un individu vend, non pas un immeuble proprement dit, qu'il tient et qu'il peut livrer, mais les droits qu'il prétend avoir sur un immeuble qu'il ne tient pas et qu'il ne peut pas livrer, alors qu'au moment de cette cession il existait un procès relatif à la propriété de l'immeuble (4).

Un procès existait depuis 1808 entre Montesquiou, qui se disait propriétaire d'une forêt située dans la commune de Tihouse, et cette commune, qui prétendait, de son côté, en avoir la propriété.

Montesquiou ne voulait lui reconnaître que des droits d'usage et l'avait assignée en cantonnement.

Cependant, en 1827, Montesquiou vendit à Perès et Dupont toutes ses propriétés, et notamment la forêt de Tihouse, située dans ladite commune de Tihouse, quelle qu'en soit la contenance, y compris le terrain et les arbres ; sur laquelle forêt les habitants de Tihouse ont des usages ; ledit Montesquiou n'entend vendre, sur

connaissance que la cession portait non sur un immeuble, mais sur les droits prétendus à la propriété de cet immeuble, n'ont pas eu à trancher la question de savoir si les principes relatifs aux cessions de droits litigieux s'appliquent aussi bien aux ventes de corps certains et déterminés, par exemple d'immeubles désignés, qu'aux cessions de créances et autres choses incorporelles. Cette question a été résolue négativement par arrêt de la Cour de cassation du 24 nov. 1819 ; mais cette décision, adoptée par quelques auteurs, est repoussée par Duvergier et Tropéa.

cette forêt, que les droits qu'il y a et peut y prétendre, et que les acquéreurs la jouissent et possèdent tout et comme le vendeur a le droit de la jouir et posséder.

En 1828, l'instance est reprise. — Jugement qui donne gain de cause à Perès et Dupouy.

Appel. — Le 28 août 1832, arrêt préparatoire qui ordonne l'instruction de la cause par écrit. — Dans cet état, la commune demande pour la première fois à exercer le retrait des droits litigieux cédés par Montesquiou. — On répond que sa demande n'est pas recevable 1° parce qu'elle devait subir les deux degrés de juridiction, aux termes de l'art. 464, C. proc.; 2° parce que l'objet cédé était un immeuble et que la faculté d'exercer le retrait litigieux n'était ouverte que contre l'acquéreur d'un droit incorporel.

Le 26 déc. 1834, arrêt de la Cour de Pau qui admet la commune à l'exercice du retrait : — « Attendu, en ce qui concerne le retrait proposé par la partie de Branthomme, et la fin de non-recevoir opposée par les parties de Teisser, prise de ce que la cession dont s'agit n'aurait été demandée qu'en cause d'appel; que cette demande étant une défense aux conclusions des demandeurs et à leur action principale, on doit reconnaître qu'elle est admissible en cause d'appel, aux termes de l'art. 464, C. proc.; que d'ailleurs la demande en retrait doit être considérée comme péremptoire et peut, dès lors, être proposée en tout état de cause;

« Attendu, sur le moyen pris de ce qu'il ne s'agirait pas ici de la cession d'une créance ou d'un droit incorporel, mais de la cession d'un immeuble; qu'à la vérité, dans l'acte notarié du 18 mai 1827, Montesquiou paraît d'abord manifester l'intention de vendre la forêt de Tilhousse; que, sous ce premier aspect, la clause pourrait bien ne pas rentrer dans l'application de l'article 1699, C. civ., qui semble s'autoriser explicitement le retrait que dans le cas de la vente d'un droit incorporel; mais si l'on pénètre de plus en plus dans le sens de la clause en question, et si on l'examine dans son ensemble, on se convaincra que Montesquiou n'entendait point véritablement vendre la propriété absolue de la forêt de Tilhousse, mais plutôt ses droits à cette forêt, existant au moment du contrat et en quoi qu'ils puissent consister; en effet, immédiatement après avoir énoncé l'intention de vendre la forêt, le vendeur ajoute et explique qu'il n'entend vendre, sur cette forêt, que les droits qu'il y a et peut y prétendre, et si l'on considère que déjà, à cette époque, il existait procès entre lui et la commune sur la propriété; que, dans l'incor-

titude sur l'issue du litige, on ne peut présumer que Montesquiou voulait vendre ce qui, par le sort du procès, pouvait ne lui avoir jamais appartenu, on demeure de plus en plus convaincu que c'est avec une intention réfléchie que le vendeur, modifiant ses expressions d'abord trop absolues, explique qu'il bornait la vente à ses droits et prétentions sur ladite forêt; qu'envisagée sous ce point de vue, la seule admissible, d'après toutes les circonstances du litige et celles qui avaient précédé, la clause n'est véritablement qu'une vente de droits incorporels, et rentre dans l'application des art. 1699 et 1700, C. civ.; qu'il y a donc lieu d'admettre la commune au retrait par elle proposé, sans examiner au fond le mérite des demandes respectives. »

POURVOI en cassation de Perès et Dupouy. — Premier moyen : Violation des art. 464, C. proc., et 1699, C. civ., en ce que 1° la demande en retrait avait été accueillie, quoique formée pour la première fois en appel; 2° en ce qu'elle avait été accueillie quoiqu'elle n'eût été formée qu'en cause d'appel.

Deuxième moyen : Violation de l'art. 1699, en ce que le retrait avait été admis, bien que la vente portât, non sur un droit incorporel mais sur un immeuble déterminé, un corps certain. — On invoquait l'arrêt du 24 nov. 1818.

M. l'avocat général Nicod disait sur ce moyen : « Il est vrai que la Cour de cassation a consacré par l'arrêt qu'on a cité la principe sur lequel ce moyen se fonde. Cet arrêt a été, de la part de notre savant collègue Troplong, l'objet d'une critique très-vive (*Commentaire de la vente*, t. 2, n° 1691). Nous croyons devoir y répondre par une distinction qui fera peut-être saisir le sens, suraort nous méconnu, de l'arrêt dont il s'agit (1). Deux hypothèses peuvent se présenter : ou le vendeur était en possession lorsqu'il a vendu l'immeuble, et défendeur à une action en revendication; ou, au contraire, le vendeur était lui-même demandeur sur revendication, sans posséder l'immeuble sur lequel il croyait avoir un droit qu'il a cédé. Dans la première hypothèse, qui est celle dans laquelle a été rendu l'arrêt de la Cour de cassation, comme, à proprement parler, il n'y a pas eu alors un procès vendu, mais un héritage sujet à un procès, ce qui est bien différent, la subrogation n'est pas admissible. Dans la seconde hypothèse, le vendeur, qui ne possédait pas l'immeuble, n'a pu céder qu'une prétention, une chance judiciaire, et par conséquent une chose incorporelle : car il ne faut pas appliquer ici la maxime *qui habet actionem, rem ipsam habere videtur*, une action étant une chose nécessairement incorporelle, quel

que contre celui qui ne possède pas; que c'est là une circonstance tout à fait indifférente pour la décision de la question, puisqu'elle n'empêche pas que, dans l'ou comme dans l'autre cas, il ne s'agisse toujours de la vente d'une chose litigieuse.

Remarquons en terminant que Delvincourt et Rolland de Villargues se rangent à la doctrine de l'arrêt du 21 nov. 1818 : ce dernier auteur cite même à l'appui son arrêt de la Cour de Bordeaux du 20 juin 1825, *retrait de droits litigieux*, n° 6.

(1) Il suffira de lire le passage de Troplong pour se convaincre qu'il n'avait pas supposé cette distinction dans l'esprit de l'arrêt dont il rejette sans hésitation la doctrine.

Toutefois, cet arrêt, en admettant la distinction indiquée par l'avocat général, aurait encore pour adversaire le judicieux continuateur de Taulier, Duvergier, qui, dans son *Traité de la vente*, t. 2, p. 379, s'opposant à Troplong pour combattre l'arrêt dont il s'agit, va lui-même plus loin que ce dernier auteur, et enseigne que le retrait doit être admis tout aussi bien contre le possesseur de l'immeuble

qu'en soit l'objet; et, dans cette hypothèse, mais dans cette hypothèse seulement, il sera permis de se faire subroger au cessionnaire par la voie du retrait (1). »

M. l'avocat général concluait, au surplus, au rejet du pourvoi, par cette considération que, dans le fait, et d'après les termes de l'acte de vente que l'arrêt attaqué avait souverainement interprété, ce n'était pas l'immeuble lui-même, mais seulement les droits qu'il avait ou pouvait prétendre à l'immeuble litigieux que Montesquiou avait entendu céder.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la première partie du premier moyen : — Attendu en droit, qu'une demande nouvelle peut être proposée, même en cause d'appel, si elle est la défense à l'action principale (C. proc., art. 464); — Et attendu, en fait, que l'action principale intentée par Montesquiou contre la commune de Tilhouse tendait au cantonnement de la forêt de Tilhouse; que c'est précisément pour écarter définitivement cette action, et faire entièrement disparaître le procès, que la commune de Tilhouse a demandé le retrait dont il s'agit contre les demandeurs en cassation, cessionnaires de Montesquiou, demandeur originaire; — Que, d'après cela, en décidant qu'une pareille demande était une défense, et une défense péremptoire à l'action principale, l'arrêt attaqué a fait une juste application de l'art. 464, C. proc.; — Sur la deuxième partie de ce moyen : — Attendu, en droit, que l'art. 1699, invoqué par les demandeurs en cassation, non-seulement n'oblige point le retrayant à demander le retrait *in limine litis*, mais qu'il ne fixe nulle part le délai dans lequel cette demande doit être formée; — Qu'ainsi en la déclarant recevable, même en cause d'appel, l'arrêt attaqué ne s'est mis en contradiction ni avec ledit art. 1699, ni avec aucune autre loi; — Sur le deuxième moyen : — Attendu, en droit, que celui contre lequel on a cédé un droit litigieux peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel et les accessoires de la cession (C. civ., art. 1699); — Que c'est réellement un droit litigieux que céder, non pas un immeuble qu'on tient et qu'on peut livrer, mais bien et seulement de simples droits et prétentions quelconques sur un immeuble qu'on ne tient pas, et qu'on ne peut pas livrer, au point qu'on ne cède rien, si rien n'est dû; — Et attendu, en fait, que, d'après toutes les circonstances de la cause, et notamment d'après la clause de l'acte du 18 mai 1827, l'arrêt attaqué déclare que Montesquiou a vendu aux demandeurs en cassation, non pas la forêt de Tilhouse, mais bien et seulement ses droits et prétentions en quoi ils pouvaient exister sur cette forêt, de manière qu'il entendait même ne rien vendre, si, par le sort du procès, il résultait

qu'il ne lui avait rien appartenu; — Que, d'après cela, en décidant que ledit acte du 18 mai 1827 ne renfermait qu'une vente de droits litigieux incorporels, soumise au retrait accordé par l'article 1699, C. civ., loin de violer cet article, l'arrêt attaqué en a fait une juste application, — Rejette, etc. »

Du 28 janv. 1836. — Ch. req.

PETITE VOIRIE. — DÉMOLITION. — SURSIS.

Le tribunal de police qui, en matière de voirie, condamne à l'amende un contrevenant, ne peut se dispenser d'ordonner la destruction des constructions indûment élevées, ni surseoir à statuer sur ce point, jusqu'à ce qu'il ait été fait droit au pourvoi formé par le prévenu contre l'arrêt d'alignement (2). (C. crim., 161.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 161; C. crim.; — Attendu que la loi attribue aux maires le droit de donner des alignements, et que leurs arrêtés, tant qu'ils n'ont pas été réformés par l'autorité supérieure, doivent recevoir leur exécution; — Attendu qu'aux termes de l'art. 161, C. crim., si le prévenu est convaincu de contravention aux règlements de police, le tribunal doit, en prononçant la peine, statuer par le même jugement sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts; — Attendu qu'en matière de voirie, le dommage consiste dans l'existence des constructions exécutées au mépris des règlements, et que la réparation de ce dommage ne peut être autre que la destruction des travaux faits en contravention; d'où il suit que la démolition des travaux est la conséquence nécessaire et légale de la contravention; — Attendu, en fait, que l'arrêt du maire de Montrejeu a été pris sur la demande de Bezins lui-même; — Attendu qu'en élevant des constructions au mépris de l'alignement qui lui avait été donné, il a commis la contravention prévue par l'art. 471, C. pén., pour laquelle il a été condamné à l'amende; — Attendu qu'il n'était pas au pouvoir des tribunaux de le soustraire aux conséquences légales de cette contravention; qu'ainsi, en ordonnant qu'il serait sursis à faire droit sur la demande à fin de démolition des travaux, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le pourvoi formé par Bezins, contre l'arrêt d'alignement, le jugement attaqué a expressément violé l'art. 161, C. crim. — Casse, etc. »

Du 29 janv. 1836. — Ch. réun.

EXPROPRIATION PUBLIQUE. — RECULEMENT. — VOIRIE.

Le propriétaire dont la façade est sujette à reculement contracte, lorsqu'il la démolit volontairement, l'obligation de ne la réédifier qu'en conformité de l'alignement qui lui sera préalablement donné : dès lors, les

le retrait est exercé, il s'agit toujours d'une chose litigieuse.

(2) F. conf. Cass., 26 mars 1830, 7 août 1829, 26 juill. 1827, et 30 janv. 1826.

(1) Duvergier (*Fente*, t. 2 contin. de Toullier, t. 17, n° 379) est d'accord avec Troplong pour combattre l'arrêt de 1818. Il ajoute que la question de possession est indifférente, puisque, soit qu'il y ait possession ou non de la part de celui contre lequel

formalités prescrites pour l'expropriation pour cause d'utilité publique ne lui sont point, dans ce cas, applicables (L. 7 juillet 1833; L. 16 sept. 1807.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 19. C. pén., et 161. C. crim. — Attendu, en droit, 1^o qu'aux termes de l'art. 46, tit. 1^{er}, L. 19-22 juill. 1791, les arrêtés légalement rendus par l'autorité municipale, en exécution de l'art. 3, lit. 11, L. 16-24 août 1790, sont définitifs et pleinement exécutoires, tant qu'ils n'ont pas été réformés; — Attendu 2^o que le propriétaire d'un bâtiment dont la façade est sujette à reculement, dans l'intérêt de la sûreté et de la commodité de la voie publique, contracte, lorsqu'il démolit volontairement cette façade, l'obligation de ne la réédifier qu'après avoir obtenu l'alignement, et de ne point outrepasser, en la reconstruisant, la ligne qui lui aura été tracée; d'où il suit que les formalités auxquelles est soumise l'expropriation pour cause d'utilité publique ne doivent pas, dans ce cas particulier, être remplies à son égard; — Et attendu, en fait, que le maire de Sainte-Marie-aux-Mines, par son arrêté du 15 février 1835, a défendu à tout habitant de cette ville d'élever ou réparer aucun bâtiment donnant sur la voie publique, sans avoir prévenu l'autorité municipale; — Qu'au mépris de cet acte, et postérieurement à la notification spéciale qui lui en avait été faite, Henri Weissgerber, sans avoir pris l'alignement exigé, a reconstruit sur ses anciens fondements la façade de sa maison qu'il venait de démolir, depuis la ruelle entre lui et Hueber jusqu'à la porte d'entrée de cette maison; — Que le maire, par un arrêté du 17 août dernier, lui a légalement enjoint d'abattre cette construction dans le mois, et de suivre, en la réédifiant, la ligne qui a été fixée, avec offre de lui payer, en outre, à dire d'experts, le terrain dont cet alignement doit élargir la rue; — Qu'en n'obtempérant point à cette injonction, contre laquelle il n'a, d'ailleurs, formé aucune réclamation devant l'administration supérieure, Weissgerber a encouru l'amende que l'art. 471, n^o 3, C. pén., prononce, et, par une conséquence nécessaire et légale de sa double contravention, la démolition du mur de face dont il s'agit, à titre de réparation civile du dommage qui en résulte; — Que néanmoins le tribunal de simple police a déclaré n'y avoir lieu d'ordonner la destruction de ce mur, sur le motif que l'alignement donné dans l'arrêté du 7 août n'est pas définitif, et que le droit qui appartient au maire de le tracer ne peut comprendre celui de contraindre le prévenu à l'abandon d'une partie de son terrain, sans accomplir les formalités prescrites en matière d'expropriation pour cause

d'utilité publique; — Attendu qu'en statuant ainsi, le jugement dénoncé a fait une fausse application de la loi du 7 juill. 1835, et commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées, — Casse, etc. »

Du 30 janv. 1836. — Ch. crim.

PETITE VOIRIE. — DANGER IMMINENT. — DÉMOLITION. — AUTORITÉ MUNICIPALE.

Les maires ont seuls le droit, sous le recours ouvert contre leurs arrêtés auprès de l'administration supérieure, d'ordonner la réparation ou la démolition des édifices menaçant ruine, et sont seuls appréciateurs des causes qui peuvent rendre cette mesure nécessaire.

Dès lors, le tribunal de police saisi de la connaissance d'une contravention à un arrêté de ce genre n'est compétent que pour la réprimer et la faire cesser, mais il ne peut faire vérifier par experts avant faire droit, si l'édifice menace réellement ruine.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 3, n^o 1^{er}, tit. 11, L. 16-24 août 1790, qui confie à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, et notamment la démolition ou la réparation des bâtiments menaçant ruine; l'art. 46, lit. 1^{er}, L. 19-22 juill. 1791, d'après lequel les arrêtés pris dans cet objet par l'autorité municipale sont de plein droit obligatoires, tant que l'administration du département ne les a pas réformés, sur la réclamation des citoyens qu'ils concernent; ensemble l'art. 471, C. pén., portant : « Seront punis d'amende depuis 1 fr. jusqu'à 5 fr. inclusivement : 3^o Ceux qui auront négligé ou refusé d'obéir à la sommation, émanée de l'autorité administrative, de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine. » — Attendu, en droit, qu'en attribuant exclusivement et d'une manière absolue à l'autorité municipale, en matière de petite voirie, le pouvoir d'ordonner la démolition des bâtiments qui menacent ruine et compromettent la sûreté publique, la disposition précitée de la loi des 16-24 août 1790 a virtuellement abrogé les déclarations du roi des 18 juill. 1726 et 18 août 1730, d'après lesquelles cette démolition ne pouvait être prononcée que par une sentence du juge local de police; — Que les maires sont donc aujourd'hui, sauf le recours ouvert contre leurs arrêtés devant l'administration supérieure, seuls appréciateurs des causes qui peuvent rendre cette mesure nécessaire; d'où il résulte que les tribunaux de simple police ne sont compétents que pour en réprimer l'inexécution et la faire cesser; — Et attendu

tant qu'on aurait une rue nouvelle, mais non lorsqu'il s'agissait d'une simple réclamation dans une rue ouverte, que la loi ne pouvait avoir d'application dans ce dernier cas qui restait toujours régi par la loi de 1807, laquelle n'était point abrogée, il ne fut point donné suite à ces observations.

(1) Lors de la discussion de la loi du 7 juill. 1833 sur l'expropriation pour utilité publique, on avait demandé qu'il fût décidé par une disposition expresse si cette loi était applicable au cas d'expropriation pour alignement. Mais sur la déclaration de Legrand, commissaire du roi, que les formalités de l'expropriation ne devenaient nécessaires qu'au-

qu'il est constant, dans l'espèce, que Pierre-Louis Despectères ne s'est point conformé à l'arrêté du 29 oct. dernier, par lequel le maire de Tours, après avoir fait procéder régulièrement à la visite de la maison qu'il possédait dans cette ville, et pris connaissance du rapport que l'expert voyer a rédigé de cette opération, lui a enjoint de faire démolir, dans le délai de dix jours, notamment le mur de face, qui menace ruine du côté de la préfecture. — Que le tribunal de simple police n'avait caractérisé que pour punir cette contravention; d'où il suit qu'en ordonnant, avant de statuer sur l'action du ministère public, que trois experts vérifieront si le mur en question menaçait ruine, le jugement dénoncé a commis une violation expresse tant des règles de la compétence que des articles précités. — *Casse, etc.* »

Du 30 janv. 1836. — Ch. crim.

PETITE VOIRIE. — DÉMOLITION. — SCANDALE.

Les travaux entrepris sur la voie publique sans autorisation ou au mépris de l'alignement donné sont toujours dommageables lorsqu'ils constituent un empiètement sur la voie publique ou peuvent retarder son élargissement; dès lors, le tribunal de police qui condamne à l'amende un contrevenant ne peut se dispenser d'ordonner la démolition des constructions ni surseoir à y statuer (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 10, C. pén., et 161, C. crim. ; — Attendu, en droit, que les règlements de petite voirie qui interdisent d'entreprendre ou de réparer, sans avoir, au préalable, obtenu permission et alignement, aucune construction sur ou joignant la voie publique, ont pour objet d'empêcher l'usurpation de celle-ci, et de parvenir à la rendre au besoin plus sûre et plus commode ; — Que les travaux entrepris ou effectués avant d'avoir satisfait à cette obligation, ou au mépris de l'alignement tracé par l'autorité municipale, sont toujours dommageables, lorsqu'ils constituent un empiètement sur la voie publique, ou peuvent retarder son élargissement ; — Que c'est pour cela que l'édit du mois de déc. 1607, maintenu par l'art. 29, tit. 1^{er}, L. 19-22 juill. 1791, et auquel se réfèrent virtuellement, en matière de petite voirie, les art. 10, C. pén., et 161, C. crim., répute be-

sogne mal plantée les constructions élevées, rétablies ou réparées en dehors de la ligne que le voyer avait fixée, ou aurait dû fixer dans l'intérêt public, et prescrit aux juges de la contravention d'ordonner qu'elles soient abattues, en infligeant au prévenu l'amende dont elles entraînent contre lui l'application ; — Que leur destruction, en effet, est la réparation civile du dommage qui en résulte pour la ville ou la commune où elles ont eu lieu, et peut seule assurer pleinement l'exécution du règlement dont elles sont l'infraction ; d'où il suit que les tribunaux de répression commettent un déni de justice, lorsqu'ils se contentent d'appliquer aux contrevenants l'amende prononcée par la loi, ou en leur appliquant cette peine, sursejoient à prononcer la démolition requise, puisqu'ils laissent ainsi subsister la contravention qu'il est de leur devoir de faire disparaître immédiatement ; — Et attendu, en fait, que le tribunal de simple police du canton de Dorat, a déclaré L. Vignaud coupable d'avoir contrevenu aux règlements, en construisant, sans autorisation de l'autorité municipale, et par anticipation sur la place publique du village de Combrun, la petite bâtisse dont il s'agit dans l'espèce; qu'il l'a, par suite, justement condamné à l'amende et à démolir cette construction; d'où il résulte qu'en se bornant à confirmer la première disposition de son jugement, et en accordant audit Vignaud, avant de statuer sur la seconde, un délai de deux mois, pour qu'il puisse se pourvoir, comme il en a manifesté l'intention, devant l'administration supérieure, afin de faire décider s'il a réellement commis l'usurpation qui lui est reprochée, le tribunal correctionnel de Bellac a expressément violé les articles ci-dessus visés. — *Casse, etc.* »

Du 30 janv. 1836. — Ch. crim.

FAUX SERMENT. — MATIÈRE COMMERCIALE. — PREUVE TESTIMONIALE.

Lorsque le serment supplétoire a été ordonné par le tribunal de commerce, en matière commerciale, le crime de faux serment peut être établi par témoins, lors même qu'il n'existerait pas de commencement de preuve par écrit du fait qui y a donné lieu (2). (Code civ., 1341 et 2545; C. pén., 366.)

Le Danois, prétendant avoir vendu un troupeau à Vallée, assigna celui-ci en paiement de-

(1) *F. conf. Cass.*, 26 juill. 1827, et 29 janv. 1836. — *Mais voy. Brux. Cass.*, 23 juin 1840, et 1^{er} mars 1849.

(2) Déjà par un arrêt du 21 août 1834, la Cour de cassation avait jugé que le ministère public est recevable à faire entendre des témoins en justice criminelle, pour prouver la fausseté d'un serment prêté en matière civile, et cela bien qu'il s'agisse d'une valeur de plus de 150 fr.; mais le même arrêt semblait décider aussi que ce droit n'était accordé à ce magistrat que dans le seul intérêt de la vindicte publique, que la même faculté n'appartiendrait pas à la partie civile, qu'elle ne serait même en aucun cas recevable à demander des réparations ou dommages-intérêts. L'arrêt que l'on va lire nous paraît admettre une doctrine contraire, c'est-à-dire le

droit d'intervention de la partie civile, dans le cas du moins où elle offre un moyen de preuve admis par la loi dans la matière qui a fait l'objet du litige.

Dav.

F. toutefois, en sens contraire, même Cour, 5 sept. 1812, 17 juil. 1813, et 12 sept. 1816. — Cette jurisprudence ne nous paraît devoir être admise qu'avec une extrême réserve quant aux matières civiles dont elle permettrait d'écarter trop facilement les salutaires restrictions; mais en matière commerciale, où tous les genres de preuves sont permis, quel que soit le chiffre de l'obligation, nous osons nous point à nous ranger complètement au système consacré par notre arrêt. — *F. aussi Merlin, Rép.*, v^o *Serment*, § 2, art. 2, n^o 8; Duranton, t. 13, n^o 600.

vaut le tribunal civil des Andelys, jugeant commercialement. Vallée répondit que le troupeau lui avait été donné par Le Danois. Une enquête lui ordonnée; mais elle n'éclaira pas complètement les juges, et, d'office, ils déférèrent le serment supplétoire à Vallée. Celui-ci le prêta. et Le Danois fut débouté de sa demande. Bientôt après, sur la plainte de son adversaire, Vallée fut traduit devant la Cour d'assises de l'Eure comme coupable de faux serment. A l'ouverture des débats, il s'opposa à l'audition des témoins produits pour établir sa culpabilité, attendu 1^o que le serment par lui prêté ayant été déféré par son adversaire, celui-ci n'était pas recevable à s'en plaindre par la voie criminelle; 2^o que la fausseté d'uo serment ne peut être établie par témoins s'il n'existe point un commencement de preuve par écrit.

Le 5 déc. 1835, arrêt qui ordonne qu'il sera passé outre aux débats, attendu qu'il s'agit d'un serment déféré d'office par le juge, et que d'ailleurs l'art. 366, C. pén., punit indistinctement le faux serment déféré par le juge et le faux serment déféré par l'une des parties.

POURVOI par Vallée pour violation de l'article 366, C. pén., et des art. 1365, 1341 et 1343, C. civ. Le Danois est intervenu sur le pourvoi, et a établi que le Code civil ne s'oppose pas à la poursuite du crime de faux serment par la voie criminelle, du moins lorsqu'il a été déféré d'office par le juge, et que la preuve testimoniale était évidemment admissible dans l'espèce, puisque le faux serment avait été prêté dans une cause commerciale.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation des art. 1341 et 1343, C. civ. : — Attendu qu'il s'agissait dans l'espèce d'un serment déféré par le tribunal de commerce, en matière commerciale, et que, d'après le dernier alinéa de l'art. 1341, aucune objection ne pouvait être légalement opposée à l'admission de la preuve testimoniale, — Rejette, etc. »

Du 30 janv. 1836. — Ch. crim.

PREUVE LITTÉRALE. — APPROUVÉ. — CAUTION, — CULTIVATEUR.

Celui qui cultive ses propres terres ne doit pas, par cela seul, être réputé laboureur dans le sens de l'art. 1326, C. civ., et dispensé, comme tel, de l'approbation portant en toutes lettres le montant des sommes pour lesquelles il s'engage, si sa position dans le monde, son éducation et d'autres circonstances excluent une telle qualité (1). (C. civ., 1326.)

De ce que le cautionnement doit être exprès, il ne s'ensuit point qu'il doive être écrit; il peut être prouvé par témoins lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit (2). (C. civ., 1341 et 2015.)

Par acte sous seing privé du 5 déc. 1823, la

dame Brun s'est obligée, comme caution de son mari, au paiement de deux billets souscrits par celui-ci au profit des Durand, et s'élevant à la somme de 5,236 fr. Sur cet acte, écrit d'une autre main que la sienne, la dame Brun a bien apposé, outre sa signature, un *bon ou approuvé*, mais sans énonciation de la somme et toutes lettres.

Assignée à raison de ce cautionnement, elle a opposé l'irrégularité de son approbation. A quoi les Durand ont répondu que la femme suit la condition de son mari; que Brun, cultivant ses terres, se trouvait placé dans la classe des laboureurs; et que, dès lors, la disposition finale de l'art. 1326 dispensait la défenderesse de mentionner dans son approbation le montant du cautionnement par elle souscrit. — Subsidairement, ils offraient de prouver par témoins la qualité de cultivateur qu'ils attribuaient à Brun.

Le 12 avril 1832, arrêt de la Cour de Lyon qui annule l'engagement de la dame Brun : — « Considérant que, si Brun se livre à la culture de ses propriétés, il n'en résulte pas cependant qu'il puisse être compris dans la classe de ceux auxquels l'exception portée par l'art. 1326, C. civ., soit applicable;

« Que le rang qu'il tient dans le monde, son éducation, l'importance de son exploitation, les domestiques qu'il emploie à la culture de ses domaines, le placent nécessairement dans la règle générale de l'article précité;

« Que la femme Brun, fille d'un notaire, devait, à bien plus forte raison, apposer à l'acte du 5 déc. 1823, le *bon ou approuvé* portant en toutes lettres la somme contenue dans l'obligation;

« En ce qui touche la preuve testimoniale offerte :

« Attendu qu'il s'agit d'un cautionnement qui doit être exprès; qu'ainsi la preuve testimoniale ne pourrait dans aucun cas donner à l'acte la force qu'il ne pourrait recevoir d'un commencement de preuve par écrit. »

POURVOI par les Durand pour violation des principes sur la preuve des obligations, et fautive application de l'art. 2015, C. civ., en ce que l'arrêt dénoncé a décidé qu'un cautionnement ne pouvait être prouvé par témoins, malgré l'existence d'un commencement de preuve par écrit. L'acte revêtu de la signature de la dame Brun fournissait ce commencement de preuve écrite, et, dès lors, l'art. 1347, C. civ., rendait admissible la preuve testimoniale. L'art. 2015, en exigeant que le cautionnement soit exprès, ne déroge nullement aux principes relatifs à la preuve; il s'ensuit seulement que le cautionnement pourra s'induire de simples conjectures ou présomptions, qu'il doit être établi d'une manière certaine. Mais il n'est pas indispensable qu'il soit complètement prouvé par écrit; il pourrait au contraire être purement verbal (voy. l'arrêt précité du 26 mai 1820), et il est sus-

(1) P. conf. Cass., 17 fév. 1836. — Il en serait autrement si celui qui cultive ses propres terres faisait de l'agriculture sa profession habituelle. — F. Gand, 20 juin 1836, et le renvoi.

(2) A plus forte raison en devrait-il être ainsi, si c'était en matière commerciale. — F. Cass., 26 mai 1829, et 25 mai 1837.

ceptible de tous les genres de preuve admis à l'égard des engagements en général. Autre chose est de vouloir qu'une obligation soit expresse ou qu'elle ait été écrite.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que l'acte signé de la dame Brun est une véritable promesse de payer des sommes positivement exprimées, et par conséquent est régi par l'art. 1326, C. civ.; — Attendu, relativement à l'offre de la preuve testimoniale, que cette preuve offerte n'était relative qu'à la qualité de la dame Brun et de son mari, et à la question de savoir si elle devait être placée dans l'exception de l'art. 1326 précité; — Que l'arrêt a rejeté cette preuve en expliquant qu'il résultait des circonstances et de la notoriété que cette offre de preuve était contraire aux faits; que si, par un motif ultérieur, l'arrêt a posé un principe inexact sur une question qui n'était pas soumise aux juges (celle d'admission de la preuve testimoniale relative à la réalité du cautionnement), ce principe faux, ne s'appliquant à aucune conclusion ni question soumise aux juges, n'a pu vicier l'arrêt; que, dans de telles circonstances, l'arrêt attaqué n'a pas violé la loi et ne peut donner lieu à cassation. — Rejette, etc. »

Du 1^{er} fév. 1836. — Ch. civ.

LETTRE DE CHANGE. — PROVISION. — EXIGIBIL.

Il y a provision lorsqu'à l'échéance de la lettre de change, le tiré est redevable envers le tireur de valeurs suffisantes affectées à son paiement, bien que ces valeurs ne soient pas encore exigibles (1). (C. comm., 116.)

Le 21 juin 1830, la maison Augier et compagnie vendit à Cornet cinquante barriques d'eau-de-vie, moyennant 7,410 fr. 50 c., payables en traites à plusieurs mois.

Le 13 nov. suiv., la maison Augier tira sur Cornet une lettre de change de 5,000 fr., à l'échéance du 13 fév. 1831. Mais, sur la présentation qui lui en fut faite par les Roulland, tiers porteurs, Cornet refusa de donner son acceptation, par le motif que le montant n'en serait exigible, d'après ses conventions avec la maison Augier, que le 18 mai, offrant de payer audit jour la lettre de change.

Protêt faute d'acceptation, protêt faute de paiement, et assignation devant le tribunal de commerce.

Mais, avant l'échéance, la maison Augier tomba en faillite, et ses syndics firent défense au tiré d'appliquer au paiement de la traite les sommes dont il était redevable envers la faillite, attendu que, ces sommes n'étant pas exigibles au moment de l'échéance, il n'y avait pas provision.

Le 11 janv. 1832, jugement du tribunal de commerce de Rouen qui condamne Cornet à payer aux Roulland le montant de la lettre de change :

— « Attendu qu'il y avait provision à l'échéance, puisque à cette époque le tiré était débiteur de sommes envers le failli; que la circonstance que ces sommes n'étaient exigibles que plus tard était tout à fait indifférente, et ne détruisait pas l'existence de la provision;

• Qu'enfin il était de règle, consacrée par la jurisprudence, que la provision est la propriété du porteur, malgré la survenance de la faillite du tireur. »

Appel par les syndics Augier. — Le 14 mars 1832, arrêt de la Cour de Rouen qui infirme en ces termes : — « Considérant que le tireur d'une lettre de change est tenu d'en faire la provision;

• Qu'il y a provision, si, à l'échéance, le tiré est débiteur envers le tireur d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change;

• Que, si le bénéficiaire ou le porteur de cette lettre de change a quelque doute ou conçoit quelques inquiétudes sur le paiement à l'échéance, la loi lui indique la voie qu'il a à suivre pour dissiper toutes ses craintes sur l'exécution du contrat de change;

• Considérant que le tiré peut avoir provision à l'instant même de la signature du contrat, ou qu'il ne peut que, vu ses relations avec le tireur, il ne fasse aucun doute que cette provision lui sera fournie pour l'échéance; et, dès lors, il accepte la lettre de change quand on la lui présente;

• Que si, au contraire, il n'est point redevable envers le tireur, et si par prudence il ne veut pas s'engager avant d'avoir la certitude que la provision lui sera faite, il refuse son acceptation, et que, dans ce cas, le porteur de la lettre de change, muni du protêt faute d'acceptation, se retourne vers les endosseurs et le tireur pour qu'ils lui donnent caution du paiement de cette lettre de change à son échéance;

• Considérant, dans l'espèce particulière, que, le 21 juin 1830, marché verbal avait eu lieu entre la maison Augier et Cornet pour cinquante pièces d'eau-de-vie; que, par la convention arrêtée entre les parties, Cornet devait payer les eaux-de-vie en acquittant les lettres de change qui seraient tirées à cinq et six mois du jour de la remise du connaissance;

• Que, nonobstant cette stipulation, la maison Augier a, le 13 nov. 1830, tiré une lettre de change à trois mois de date, payable le 13 février 1831, ce dont Cornet a eu connaissance le....; que les Roulland, banquiers à Rouen, étant devenus porteurs de cette traite, l'ont présentée à l'acceptation le 28 déc. 1830; que Cornet a refusé d'accepter par la raison que la créance à exercer sur lui n'était exigible que le 18 mai, auquel refus protêt a été dressé;

• Considérant que les Roulland n'ont point usé de la faculté qui leur était attribuée par l'art. 120, C. comm.;

• Qu'à cette époque la maison Augier, qui avait tiré la lettre de change, était en faillite, et

(1) F. Lyoo, 23 mars 1825; — Nonguier, *Lettres de change*, nos 86 et 95. — Alors surtout que cette créance est susceptible d'être transportée commercialement. — F. Cass., 15 août 1835. — Mais il n'y

a pas provision quand il est reconnu en fait qu'il y a compte à faire entre le tiré et le tireur, en sorte que l'on ne peut savoir si le premier est débiteur du second. — F. Cass., 9 juin 1841.

que Drouet et Gauthier, bénéficiaires, étaient dans la même position ;

• Que, vu ces circonstances, les Roulland n'ont gardé dans leurs mains ladite lettre de change, et en ont fait faire le protêt le 14 fév. 1851, faute de paiement ;

• Considérant que le 13 fév. 1851 n'était pas une des époques convenues par le marché du mois de juin 1850 pour payer les eaux-de-vie ;

• Que, sous ce rapport, la créance sur Cornet n'était pas exigible, et qu'aux termes de l'article 116, C. comm., il n'y avait pas provision à l'échéance de la lettre de change ;

• Que peu importe que postérieurement Cornet ait été débiteur envers la maison Augier à raison de son marché, parce que c'est à la date seule de l'échéance de la lettre de change qu'il faut se fixer pour savoir s'il n'y avait pas provision, etc. »

POURVOI par les Roulland pour violation de l'art. 136, C. comm., et fausse application de l'art. 116, même Code.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 116 et 136, Code comm. ; — Attendu que la provision d'une lettre de change appartient en droit au porteur de bonne foi qui s'en trouve saisi par l'endossement ; qu'aux termes de l'art. 116, C. comm., il suffit, pour qu'il y ait provision, qu'à l'échéance de la lettre de change, celui sur lequel elle est fournie soit redevable au tireur d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change ; — Attendu que, dans l'espèce, le prix des eaux-de-vie vendues à Cornet était destiné au paiement des lettres de change qu'Augier devait tirer sur lui ; qu'à la vérité une lettre de change tirée en conséquence s'est trouvée échoir avant le premier terme du paiement convenu dans la vente ; mais qu'il n'en est pas moins certain que Cornet, acquéreur, devait au prix, lequel était destiné au paiement de la lettre de change, et qu'ainsi il y avait provision ; — Attendu qu'en effet la loi ne distingue pas entre la dette exigible et celle dont le terme n'est pas arrivé ; qu'elle n'exige qu'une chose pour qu'il y ait provision : c'est qu'à l'échéance de la lettre de change, le tiré soit redevable envers le tireur ; qu'ainsi il y a provision lorsque à l'échéance de la lettre de change le tiré est débiteur de valeurs suffisantes affectées à son paiement, et que le porteur est saisi de cette provision, sauf à lui, s'il ne se contente pas d'une échéance postérieure à celle de la lettre de change, à revenir de suite contre le tireur ; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en décidant que l'exigibilité de la provision à l'échéance de la lettre de change en était une condition essentielle, a fait une fausse application de l'art. 116, C. comm., et formellement violé l'art. 136 du même Code, — Casse, etc. »

Du 1^{er} fév. 1856. — Ch. civ.

PROVISION. — TIRÉ. — Valeurs non exigibles.

(Du 2 fév. 1856. — F. Cass., 1^{er} fév. 1856.)

JUGEMENT. — MOTIF. — MOYEN ALTERNATIF.

Il suffit, lorsqu'un moyen est proposé sous une condition alternative, que le jugement qui prononce donne des motifs sur l'une de ces alternatives pour qu'il soit réputé motivé. Ainsi, lorsque des offres conditionnelles, rejetées en première instance, ont été reproduites en appel sous une condition alternative, il suffit que les motifs des premiers juges soient applicables à l'une de ces alternatives, pour qu'en adoptant ces motifs, l'arrêt ne soit pas obligé d'en donner d'autres, quant à l'alternative nouvelle (1). (L. 20 avril 1810, art. 7 ; C. proc., 141.)

En 1850, assignation par la veuve Lemoine, se disant aux droits d'une demoiselle François, à la dame de Pieffort, veuve de Warengheim, débitrice d'une rente, à l'effet de se voir condamner solidairement à lui passer titre nouvel de la rente.

La dame Pieffort offre de payer à la demanderesse ce qui peut lui être dû, mais sous la condition formelle qu'elle lui fournisse un état exact et détaillé des biens grevés du surcens, avec les noms des détenteurs de ces biens.

Jugement qui condamne la veuve Pieffort de Warengheim et autres à passer aux héritiers Lemoine titre nouvel et reconnaissance de la rente foncière : — « Attendu que, par jugement contradictoire du 1^{er} flor. an 10, la dame Pieffort de Warengheim, et autres endébiteurs avaient été condamnés à passer, au profit de la veuve Lemoine, titre nouvel et reconnaissance d'une rente foncière de... ; que, par le même jugement, il avait été dit qu'à défaut de ce faire, ledit jugement vaudrait ratification, pour être ladite rente foncière payée solidairement par les codébiteurs jusqu'à ce qu'ils eussent rempli les conditions prescrites par la loi du 20 août 1792, pour s'affranchir de la solidarité ;

• Attendu que les défendeurs n'ont pas rempli ces conditions ; que le jugement qui fait le titre des demandeurs ayant plus de vingt-huit ans de date, ceux-ci étaient fondés à en demander un nouveau ; que, d'ailleurs, la veuve de Warengheim n'était pas recevable aujourd'hui à demander aux créanciers du surcens un état détaillé des biens grevés du surcens, puisqu'elle-même avait fait signifier l'état dans l'instance terminée par le jugement du 1^{er} flor. an 10. »

Appel par la dame de Pieffort, qui, s'appuyant d'une clause de l'acte constitutif de la rente de 1729, conclut à ce qu'il lui soit donné acte de ses offres de servir la rente et d'en passer titre nouvel, à la charge par la veuve Lemoine de lui communiquer les baux des 2 mars 1679 et 27 juin 1682, ou au moins de lui remettre un état détaillé des biens affectés au surcens et des codébiteurs dudit surcens.

Le 14 juin 1852, arrêt de la Cour d'Amiens qui confirme le jugement dont est appel, et en adopte les motifs.

POURVOI pour violation de l'art. 7, L. 20 avril

(1) F. anal. sur les motifs implicites. — Cass., 21 janv. 1836, et la note. — F. Carré-Chauveau, n° 595, p. 595.

1810, en ce que l'arrêt attaqué n'a pas motivé le rejet des conclusions prises en appel par la dame Pieffort. — On disait que les motifs du jugement de première instance adoptés par la Cour ne pouvaient s'appliquer, même implicitement, à la demande en communication des haux de 1679 et 1682, puisque devant la Cour on n'avait pas parlé de ces haux; que, dès lors, il était nécessaire pour la Cour royale de statuer, par des motifs nouveaux, sur le nouveau chef de conclusions de la dame Pieffort.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que, devant le tribunal de première instance, la demanderesse avait offert de passer titre nouvel de la rente dont il s'agit, sous la condition qu'il lui serait fourni par ses adversaires un état détaillé des biens grevés de ladite rente, avec les noms des détenteurs desdits biens, ainsi que de la quotité appartenant à chacun d'eux, et qu'il a été répondu par le jugement dudit tribunal que l'état détaillé, réclamé par la demanderesse avait été par elle signifié dans l'instance terminée par le jugement du 1^{er} flor. an 10, lequel a condamné les héritiers Pieffort et autres codébiteurs à payer solidairement ladite rente et à en passer titre nouvel; — Attendu que ce motif, adopté par l'arrêt attaqué, répond aux conclusions de la demanderesse en appel, par lesquelles elle réclamait, sous les mêmes offres, soit la remise de l'état détaillé avec les noms des codébiteurs, soit la communication des haux de 1679 et 1682, conformément à la clause de l'acte de 1720; — Et attendu que la condition à laquelle la demanderesse rattachait ses offres, étant alternative, il suffisait qu'il eût été satisfait à l'une ou à l'autre demande pour qu'elle fût dans l'obligation de servir la rente et d'en passer titre nouvel, ainsi qu'elle y avait été condamnée par le jugement dont était appel; d'où il suit que le défaut de motifs reproché à l'arrêt n'existe point, et que ledit arrêt n'a nullement violé l'art. 7, L. 20 avril 1810. — Rejeté, etc. »

Du 2 fév. 1856. — Ch. civ.

ENQUÊTE. — DÉCHÉANCE. — INDIVISIBILITÉ.

La déchéance du droit de faire enquête, encourue par le demandeur à l'égard de l'un des défendeurs, n'emporte pas déchéance à l'égard de l'autre lorsque l'enquête ordonnée portait sur deux faits distincts, personnels à chacun des défendeurs, et dont celui qu'il s'agit de prouver suffirait seul pour justifier la demande (1). (C. civ., 1217 et 1219; C. proc., 257 et suiv.)

En janv. 1829, Nicolas Morel, commis et garde-vente d'Étienne Morel, son frère, a vendu véritablement à Guéritée plusieurs coupes de bois à prendre dans une coupe dont Étienne Morel s'était rendu adjudicataire.

Assignés en livraison devant le tribunal de

commerce de Lozère, les frères Morel prétendirent que la vente n'était point parfaite, puisqu'elle avait été subordonnée à la condition, non accomplie, de l'approbation ultérieure par Étienne Morel. — Guéritée, au contraire, soutint que leur marché avait été conclu purement et simplement par Nicolas Morel, et qu'au surplus Étienne Morel en avait eu personnellement connaissance et l'avait ratifié, offrant de prouver le tout par témoins.

Le 12 mars 1819, jugement qui ordonne la preuve offerte par Guéritée. Par suite celui-ci notifie la liste de ses témoins aux deux frères Morel; mais une nullité s'étant glissée dans la notification faite à Nicolas, les deux frères concluent à ce que Guéritée soit déclaré déchu du droit de procéder à l'enquête à l'égard de l'un et de l'autre. Guéritée répond que, la nullité concernant seulement Nicolas, il conserve le droit de faire enquête vis-à-vis d'Étienne, quant au fait personnel à ce dernier, de l'approbation de la vente, fait qui suffirait seul pour justifier la demande.

Le 26 mars 1820, jugement ainsi conçu : — « Considérant qu'il résulte de la nullité de l'exploit notifié à Nicolas Morel, de celle de la procédure et de tout ce qui pourrait s'en suivre, que le demandeur devait être forcé du droit de faire son enquête;

« Le tribunal dit qu'il n'éclat de procéder à l'audition des témoins diligents. »

POURVOI par Guéritée pour violation des articles 1217 et 1219, C. civ., 257 et 261, C. proc., en ce que, s'agissant d'un fait distinct et personnel à Étienne Morel, le tribunal avait admis la déchéance du droit de faire enquête à l'égard de ce dernier, quoique aucun des actes de la procédure contre lui dirigée ne fût entaché de nullité.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 1217 et 1219, Code civ.; — Attendu que, par jugement interlocutoire du 12 mars 1820, acquiescé par toutes les parties, le demandeur avait été admis à prouver à l'audience du 26 deux faits distincts et particuliers à chacun des frères Morel : l'un, que le marché avait été conclu entre lui et Nicolas Morel, purement et simplement, et notamment sans réserve de l'approbation subséquente d'Étienne Morel, l'un des défendeurs; le second fait était qu'au surplus, c'est-à-dire quand il y aurait eu réserve de ladite approbation, ce dernier Étienne Morel, en avait eu connaissance et lui avait donné son assentiment; — Attendu que, si la déchéance encourue vis-à-vis de Nicolas Morel avait pour effet de faire tenir pour constant, comme il le soutenait, que le marché avait été conclu sauf la ratification de son frère Étienne, ce fait ne portait aucune atteinte au droit également réservé au demandeur par le jugement du 12 mars, de prouver qu'Étienne Morel, propriétaire de la coupe de bois, avait eu connaissance

(1) L'enquête portait sur des faits qui, dans leur exécution, ne sont pas susceptibles de division, ne peut être déclarée utile au regard de l'une des par-

ties, si elle est parfaitement régulière au regard d'une autre partie ayant la même intérêt. — *F. Cass.*, 9 août 1831.

du marché passé par son frère et y avait donné son assentiment; — Qu'en jugeant dans ces circonstances que la déchéance encourue vis-à-vis de Nicolas, de prouver que le marché avait été pur et simple, emportait aussi déchéance de prouver qu'Étienne en avait eu connaissance et y avait donné son assentiment, le jugement attaqué a supposé entre les deux frères une indivisibilité qui n'existait pas, puisqu'il s'agissait de deux faits totalement distincts, personnels à chacun d'eux, et dont le second, s'il était justifié, suffisait pour que l'exécution de la vente pût être ordonnée; — Qu'il a, par suite, violé les art. 1217 et 1219, C. civ., ci-dessus cités. — Casse, etc. »

Du 2 fév. 1856. — Ch. civ.

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — DÉLAI. — FAUX. — ENDOSSEMENT.

Un tribunal de commerce, saisi de la demande en paiement d'un billet à ordre formée contre le souscripteur qui argue de faux l'un des endossements, peut statuer sans avoir égard à l'allégation de faux, s'il reconnaît que cette allégation n'est pas sérieuse. En pareil cas, le tribunal n'est pas tenu de renvoyer sur le faux devant les juges civils (1). (C. proc., 427.)

Une femme est non recevable à prétendre qu'elle n'est pas marchande publique lorsqu'elle a déclaré dans le billet par elle souscrit qu'elle agissait pour son commerce, et qu'à diverses époques cette déclaration a été ratifiée par le mari, qui a reconnu la validité du billet (2). (C. comm., 4 et 5.)

Un tribunal de commerce a pu valablement ordonner l'exécution provisoire sans caution de son jugement lorsque la contestation a roulé, non pas sur le titre en lui-même, mais sur la question de savoir quel était le propriétaire du titre. (C. proc., 429.)

Le 24 déc. 1851, la dame Thierrière, marchande de modes, souscrivit au profit de Robichon un billet à ordre de 1,575 fr., payable le 1^{er} janvier 1855, valeur reçue en numéraire pour les besoins de son commerce. — Ce billet, retenu d'un endossement (en blanc) par Robichon à Delhomme, est passé par ces derniers à l'ordre d'Allard et Hartmann.

A défaut de paiement à l'échéance, les porteurs assignent devant le tribunal de commerce les époux Thierrière. Ceux-ci opposent que la signature de Robichon, premier endosseur, est fautive; ils concluent en conséquence au sursis ou au renvoi provisoire de l'affaire devant les juges compétents.

Le 20 sept. 1854, jugement du tribunal de commerce de Nantes qui condamne par corps

la dame Thierrière à payer à Allard la somme de 1,575 fr., pour cause de non-paiement du billet souscrit en faveur de Robichon. Ce jugement est déclaré exécutoire par provision, nonobstant appel, et sans caution.

Appel par les époux Thierrière. — Ils soutiennent que la dame Thierrière n'était pas commerçante, qu'elle ne faisait que déballer les marchandises de son mari, et n'avait pu valablement s'obliger sans le consentement de ce dernier; que, d'ailleurs, la dame Thierrière avait déclaré, lors du protêt, méconnaître la signature d'un des endosseurs; que les deux époux avaient fait la même déclaration devant le tribunal de commerce, et que, dès lors, le jugement aurait dû être suspendu jusqu'à vérification.

Le 26 nov. 1854, arrêt de la Cour de Rennes qui confirme: — « Considérant, en droit, que si les tribunaux de commerce, juges d'exception, ne doivent pas connaître des inscriptions de faux et vérifications d'écriture (art. 427, C. proc.), on ne pourrait, sans compromettre chaque instant les intérêts commerciaux, les assujettir à s'arrêter devant les allégations de faux ou des dénégations d'écriture, lorsqu'il est évident que ce ne sont que des moyens dilatoires, sans aucun espoir de fondement;

« Considérant, en fait, que le maintien de la fausseté de l'endossement Hubert Robichon, apposé au dos du billet signé par la dame Thierrière, disparaît entièrement devant les documents de la cause, et notamment 1^{er} devant le démenti donné par la lettre de Robichon, du 27 décembre 1853 (produite par les époux Thierrière eux-mêmes), à l'allégation du vol qui aurait amené, suivant eux, l'endossement faux dont ils se plaignent; 2^o le défaut d'intervention, d'opposition ou de réclamation quelconque de Robichon, qui, cependant, dans le système des appelants, serait la véritable victime du faux, puisque les époux Thierrière ne contestent pas lui devoir au moins la majeure partie du billet; 3^o enfin devant la nature même de l'endossement argué, qui, n'étant qu'une simple procuration, repousse toute idée d'un faux sans aucun avantage pour son auteur;

« En deuxième lieu. — Considérant que, dans le billet qui fait l'objet de la contestation, la femme Thierrière reconnaît être marchande publique, puisqu'elle déclare que le prêt a eu lieu pour son commerce, et que cette déclaration a été ratifiée par le mari, qui, à diverses époques, a reconnu la validité du billet;

« Attendu, d'ailleurs, qu'il est peu présumable que Thierrière, huissier au tribunal de Nantes, soit lui-même marchand modeste;

« Attendu, enfin, qu'il n'a pas osé présenter devant le tribunal de son domicile le moyen

(1) Il en est de même si la pièce n'est pas nécessaire pour le jugement du fond (voy. Cass., 18 août 1856), ou si l'instruction de la cause démontre les vices essentiels et la nullité des actes. — *V. Cass.*, 19 mars 1817. — Cette décision n'a rien de contraire à l'arrêt du 20 nov. 1855, invoqué par les demandeurs en cassation, ni à celui du 1^{er} avril 1859. En effet, dans les espèces jugées par ces deux

arrêts, la titre même formant l'obligation était attaqué; et d'un autre côté le reproche de faux était reconnu avoir été élevé sérieusement, et non, comme ici, dans l'unique but de retarder la condamnation. — *V. Desprésaux*, n° 150. — *Mais voy. Carré-Chauveau*, n° 1528.

(2) *V. Paris*, 21 nov. 1812; *Cass.*, 1^{er} mars 1826 et 27 mars 1851.

qu'il invoque aujourd'hui, et que jusqu'à l'appel, il a fait porter lui-même sur sa femme la qualité de marchande publique, eo se faisant exempter de toute condamnation personnelle;

• En troisième lieu. — Considérant qu'en première instance, la contestation ne roulait que sur la question de savoir si les demandeurs étaient réellement propriétaires du billet; et qu'ainsi, le titre n'étant pas attaqué en lui-même, a pu autoriser les juges de commerce à ordonner l'exécution provisoire de leur jugement. »

POURVOI par les époux Thierrée pour violation de l'art. 427, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué a accueilli la demande d'Allard et Hartmann, avant qu'il eût été statué sur le faux dont arguaient les demandeurs en cassation. Les juges devaient surseoir jusqu'à ce que les tribunaux compétents eussent prononcé sur le faux, quelle que pût être d'ailleurs la bonne foi des porteurs du billet. Et à l'appui de ce système, on invoque un arrêt de la Cour de cassation du 20 nov. 1855. — De plus, l'arrêt attaqué a violé les règles de compétence, en ce qu'il aurait statué lui-même sur la question de faux.

Le rapporteur, après avoir rappelé l'arrêt de la Cour de cassation invoqué par les demandeurs, a présenté les observations suivantes :

« La Cour ne pourra pas de vue que, dans l'espèce citée, c'était l'acte lui-même qui était attaqué. Le débiteur disait : Ou a falsifié le titre de mon obligation; ou en a augmenté le taux; je ne dois que 800 fr., et l'on me réclame 1,800 fr. Mais l'espèce actuelle est toute différente. Le débiteur a souscrit le titre tel qu'on le lui représente; c'était bien cette somme qu'il devait originellement, et pour laquelle il s'est obligé; c'est bien lui qui a signé. Aussi, titre et signature, tout est vrai. En s'acquittant, en retirant son titre, le débiteur sera valablement libéré.

» Mais, dit le débiteur, il y a une signature fautive parmi celles des endosseurs, et je refuse de payer jusqu'à vérification de cette signature. Avant d'examiner si ce système est légalement fondé, il sera permis de remarquer que son application pourrait présenter quelques difficultés dans la pratique. Un négociant souscrit une lettre de change; c'est un commissionnaire qui parcourt la France, et va de ville en ville recueillir quelque nouvelle signature; elle a même pu sortir du pays et passer dans les royaumes étrangers. A l'échéance, elle revient trouver le débiteur. Nul doute, dit-il, que cette signature ne soit la mienne; le billet a bien été écrit par moi; la somme qu'il indique est bien celle que je devais; mais voici une signature apposée à Saint-Petersbourg par un endosseur, et je refuse de payer jusqu'à ce que vérification en ait été faite; je demande, à cet égard, mon renvoi devant les tribunaux compétents, et je m'oppose à ce que jusque-là il soit prononcé contre moi aucune condamnation. Le tribunal de commerce se soumettra à cette réquisition. Bien sait qu'en la vérification sera faite, et si, avant, le débiteur ne tombera pas en faillite! Cela se conçoit difficilement.

» Si l'on cherche, dans la cause, l'intérêt des demandeurs, il est peut-être difficile de s'en

rendre bien compte. Ils sont débiteurs; ils l'avouent. Viennent-ils prétendre qu'ils ont des compensations à opposer, et que l'endossement prétendu faux les met en présence d'un tiers porteur, au lieu de leur créancier? Ils ne peuvent invoquer ce mode de libération; ce moyen ne saurait être présenté, car on ne demande aux débiteurs le paiement qu'en deniers ou quittances. L'endossement étant en blanc n'est et ne forme qu'une procuration. Ainsi, les mêmes exceptions peuvent être opposées.... Mais, ajoutent les demandeurs, si nous nous libérons entre les mains d'un faussaire, nous ne serons pas valablement libérés.... Quant ils auront le titre entre les mains, il sera, ce semble, difficile de contester leur libération. »

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt constate que Thierrée et sa femme ne contestaient pas la sincérité de l'obligation dont on leur demandait le paiement, et ne méconnaissaient pas que les signatures qui y avaient été apposées ne fussent les leurs; que, par conséquent, ils étaient légalement engagés; — Attendu que la Cour a reconnu, en fait, que, des documents et des pièces du procès, il résultait que toutes les allegations des débiteurs n'avaient d'autre objet que d'écarter le terme du paiement de leur obligation; — Que, dès lors, en écartant ces allegations, l'arrêt n'a pu violer les dispositions de l'art. 427, C. proc., — Rejette, etc. »

Du 2 fév. 1856. — Ch. roy.

SERVITUDE. — Eau. — Cours naturel.

Quand un terrain traversé par un ruisseau a été vendu moyennant un prix très-élevé à un propriétaire voisin, on doit présumer que celui-ci n'a acheté que pour utiliser les eaux au profit de ses propriétés voisines (1). En conséquence, si, après avoir conduit les eaux du ruisseau sur ses autres propriétés au moyen d'un aqueduc, il ne les rend à leur cours naturel qu'à un point inférieur et au-dessous des terrains intermédiaires dont les propriétaires ne réclament pas, le vendeur est mal fondé à se plaindre de ce que les eaux sont absorbées en plus grande quantité qu'avant la vente, si les eaux arrivent aux autres propriétés du vendeur en suivant le cours qu'elles avaient auparavant.

Le vendeur, à raison de la garantie résultant de la vente, serait même seul tenu des indemnités qui pourraient être dues aux propriétaires intermédiaires (2).

Prat est propriétaire d'un enclos tenant au grand chemin de Paquis.

Vis-à-vis l'enclos de Prat, de l'autre côté de ce chemin, Bernard possède un jardin qui se trouve traversé par le ruisseau de la Dène, lequel coule ensuite le long de plusieurs propriétés, traversant le chemin des Protes et pourant son cours au milieu d'une pièce de terre appelée Sauvenil et

(1) F. Parlessus, *Serv.*, n° 105.

(2) Résolu par la Cour royale seulement.

appartenant aussi à Bernard. Pour faciliter à Prat le puisage d'eau qui lui était nécessaire pour l'arrosage de son clos, Bernard lui vend, par acte du 9 mars 1819, trois mètres de terrain en largeur, au bas de son jardin, et en l'ingurgissant depuis le chemin des Paquis, et un demi-mètre au delà.

Prat fait pratiquer, sur toute la longueur du terrain à lui vendu, un canal qui traverse ensuite, en forme d'aqueduc, le chemin des Paquis. Il absorbe ainsi toutes les eaux du ruisseau et ne les rend à leur cours naturel qu'après du chemin des Proies.

Le 20 avril 1825, Bernard et d'autres propriétaires inférieurs formèrent, devant le préfet de la Meurthe, une demande afin de faire condamner Prat à rétablir le cours de l'eau dans son lit ordinaire.

Le 10 mai 1825, un arrêté du préfet autorisa Prat à maintenir le canal qu'il avait pratiqué sur la voie publique; mais le préfet se déclara incompétent pour statuer sur les droits que les demandeurs prétendaient avoir sur le cours de l'eau et sur le préjudice que peuvent leur causer les ouvrages de Prat.

Le 17 fév. 1829, Bernard assigna Prat devant le tribunal de Toul, qui rendit, le 11 fév. 1830, un jugement ainsi conçu : — « Attendu que Bernard, en aliénant la partie de son terrain déterminée par l'acte du 9 mars 1819, a dû s'attendre à subir toutes les conséquences de son aliénation, dont il doit lui-même la garantir; qu'en comparant l'exorbitance du prix qu'il a perçu de la vente, avec l'exiguïté et la nature du terrain qui en fait l'objet, on ne peut se dissimuler qu'il en a parfaitement connu la destination;

« Attendu que des expressions de l'acte du 9 mars 1819, il résulte que Bernard a aliéné, non-seulement un terrain de trois mètres de largeur, y compris l'épaisseur d'un mur formant clôture de sa propriété sur une longueur déterminée, mais encore la partie du ruisseau correspondant à ces trois mètres et un demi-mètre au delà, ce qui indique la concession absolue des eaux qui devaient s'écouler de son jardin, après l'avoir traversé, pour être rejetées dans la rigole pratiquée dans le terrain vendu, en se dirigeant du nord au midi, sur un chemin qui touche à la propriété de Prat;

« Attendu que Bernard n'a mis aucune réserve à cette concession et n'a nullement précisé le volume d'eau par lui aliéné; d'où il suit que non-seulement il ne pourrait se plaindre, quand Prat absorberait la totalité de l'eau du ruisseau, mais que, si cette dérivation du cours d'eau pouvait nuire à aucunes propriétés inférieures, lui seul serait tenu des indemnités qui leur seraient dues, à raison de la garantie résultant de la vente, l'après son propre fait; il ne peut donc invoquer les dispositions de l'art. 644, C. civ. qui lui sont, dès lors, inapplicables;

« Attendu que l'autorité administrative a réglé d'une manière positive le volume de la prise d'eau aliéné par Bernard, en autorisant la construction d'un aqueduc qui traverse le chemin pour conduire l'eau dans la propriété de Prat;

qu'au moyen de ce règlement, les eaux provenant du ruisseau de la Dène se trouvent tellement partagées qu'elles se prolongent au delà du point de dérivation et vont se rendre dans le canal des Paquis communaux, en traversant la propriété de Bernard; de sorte que, sous ce rapport, il n'a même pas à se plaindre, et sa demande nouvelle n'est pas mieux fondée que toutes les tentatives qu'il a précédemment faites pour violer lui-même ses propres engagements. »

Appel. — Le 3 déc. 1831, arrêt de la Cour de Nancy, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation de l'art. 644, C. civ. : — Attendu qu'il est constant, en fait, par le règlement administratif qui a fixé l'usage et la distribution des eaux du ruisseau de la Dène, ainsi que par l'arrêt attaqué qui en a constaté l'exécution, que les eaux, après avoir traversé la propriété de Bernard, demandeur, se rendent à leur destination naturelle; — Attendu que le jugement, confirmé par l'arrêt attaqué, n'a fait qu'une appréciation des circonstances et des actes de la cause, appréciation qui lui appartenait exclusivement, et qu'ainsi l'article invoqué n'a pu être violé. — Rejette. etc. »

Du 2 fév. 1856. — Ch. req.

TIERCE OPPOSITION. — QUALITÉ. — SAISIE IMMOBILIÈRE. — DOL.

Le créancier qui n'a pratiqué une saisie sur l'immeuble frappé d'inscription à son profit que dans le cours d'une instance relative à la propriété de cet immeuble, et qui, après la saisie, n'a pas été appelé au procès, est non recevable à former tierce opposition au jugement qui dépouille son débiteur, s'il n'est établi contre ce dernier aucun fait de dol et de fraude (1). (C. proc., 474 et 692.)

Cazeneuve père s'était dessaisi de différents immeubles au profit de son fils, à qui il en avait fait donation, sous la condition du service exact d'une rente viagère de 800 fr.

À peine propriétaire de ces biens, Cazeneuve fils les hypothéqua à la sûreté de divers emprunts qu'il contracta.

Cependant, et à la date du 22 mars 1827, Cazeneuve père fit assigner son fils pour voir annuler la donation par lui consentie à ce dernier, attendu que la rente viagère, condition de la libéralité, ne lui était pas payée.

Cette instance était encore pendante devant le tribunal, lorsque la demoiselle Lecussan, créancière de Cazeneuve fils, pratiqua, en raison de l'hypothèque qui lui avait été conférée, une saisie immobilière sur les immeubles objets de la donation de Cazeneuve père.

Malgré ces poursuites, le procès continua son cours entre les deux parties principales, sans que la demoiselle Lecussan y fût appelée.

(1) F. conf. Amiens, 30 janv. 1825; Paris, 2 fév. 1832; Lyon, 10 août 1836; — Carré-Chauveau, art. 692, note. — F. contra, Paris, 27 mars 1824.

Le 25 janv. 1828, jugement du tribunal de Toulouse, confirmé le 25 mars 1829, par arrêt de la Cour royale, qui prononce la révocation de la donation, et déclare que tous les biens donnés rentreront libres de toute hypothèque du chef du donataire entre les mains du donateur. Une telle décision causait le plus grand préjudice à la demoiselle Lecussan, qu'elle privait de son gage; aussi cette dame forma-t-elle bientôt opposition. Elle prétendit, en la forme, que l'arrêt du 25 mars 1829 devait être annulé à son égard, attendu qu'il avait été rendu contre Cazeuville fils, devenu, par la suite de la saisie du 27 août, désormais incapable de défendre à toute action relative à la propriété des biens saisis.

Le 5 mai 1834, arrêt de la Cour de Toulouse : — « Attendu que, s'il est de principe qu'une partie peut former tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés, il n'est pas moins certain que la qualité de débiteur ne saurait mettre obstacle à l'exercice des droits légaux et frapper d'une sorte d'interdiction celui qui se trouve dans cette position ;

» Que, dans l'espèce, lors des jugements et arrêts des 25 janv. 1828 et 25 mars 1829, rendus entre Cazeuville père et Cazeuville fils, les créanciers de ce dernier ont été valablement représentés par lui, et qu'à moins de dol et fraude ils sont tenus de se soumettre à tout ce qui a été décidé entre le père et le fils ;

» Attendu, que les créanciers ne pouvant avoir des droits plus étendus que leur débiteur, la donation faite par Cazeuville à son fils, ayant été révoquée pour inexécution des conditions, aurait été annulée aussi bien en présence qu'en l'absence des créanciers de Cazeuville fils ;

» Attendu que, si, à la requête de Marie Lecussan, une saisie immobilière fut faite sur la maison donnée, ce ne fut que longtemps après l'instance en révocation de la donation, au moment presque où elle allait être jugée, et évidemment afin d'embarrasser et de compliquer cette instance ;

» Que d'ailleurs il est prouvé que Marie Lecussan connaissait, longtemps avant la saisie, la demande en révocation formée par Cazeuville père contre son fils ;

» Qu'elle aurait pu alors intervenir dans cette instance pour soutenir ses droits ; mais que, s'en étant rapportée à Cazeuville fils, son débiteur, elle ne saurait être admise à attaquer aujourd'hui ce qui fut fait entre Cazeuville père et fils ; au vu et su de tous les créanciers de ce dernier ;

» Attendu que le dol et la fraude doivent être non-seulement allégués, mais prouvés ; que dans la cause, tout démontre que les jugements et arrêts de 1828 et 1829 ne furent nullement l'effet d'un accord frauduleux entre Cazeuville père et fils ;...

» Rejette la tierce opposition. »

La demoiselle Lecussan s'est pourvue en cassation contre cet arrêt pour 1^{re} violation de l'article 474, C. proc. ; 2^e violation de l'art. 692, même Code. — Il est très-vrai, a-t-on dit, que la

seule qualité de débiteur ne prive pas en général un propriétaire du droit d'exercer les actions relatives aux immeubles qu'il a donnés en hypothèque ; mais l'arrêt dénoncé, qui proclame ces principes, s'en fait à tort un appui ; car il est tout à fait étranger à l'espèce, ou du moins il reçoit dans l'espèce une exception positive. L'article 692, C. proc., déclare le saisi incapable d'aliéner les biens frappés de saisie ; or, de cette incapacité d'aliéner résulte nécessairement celle de défendre à une action qui est de nature à entraîner la perte de la propriété. La loi n'a point distingué entre l'aliénation volontaire et l'aliénation forcée ; elle a voulu absolument que le débiteur saisi devint, par le seul fait de la saisie, sans qualité pour modifier directement ou indirectement l'état des immeubles placés sous la main des créanciers. En un mot, quand des biens sont une fois saisis, celui qui en est propriétaire se trouve, en ce qui le concerne, atteint d'interdiction ; telle est la portée de l'art. 692, tel est l'esprit de l'ensemble des dispositions qui traitent de la saisie dans le Code de procédure. On a enfin soutenu que c'était à tort que la Cour de Toulouse avançait que la révocation de la donation aurait été également prononcée en présence de la demanderesse ; qu'en effet cette révocation étant subordonnée à un payement d'arrérages, le créancier intéressé aurait pu satisfaire et conserver ainsi l'exercice de ses droits sur les biens donnés.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, pour être recevable à former tierce opposition à un jugement, il ne suffit pas de n'y avoir été ni appelé ni représenté, il faut encore que ce jugement préjudicie aux droits particuliers qu'on avait à faire valoir ; — Attendu que la qualité de créancier saisissant que faisait valoir la demanderesse ne pouvait lui donner sur l'immeuble saisi plus de droits que n'en avait son débiteur, et que les droits de ce dernier, purement conditionnels et subordonnés à l'exécution des stipulations énoncées dans la donation de Cazeuville père à son fils, avaient été très-sérieusement présentés et discutés en la cause dans laquelle est intervenu l'arrêt contre lequel était dirigée la tierce opposition ; — Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait que ce n'est qu'au moment où le jugement sur la résolution allait être rendu que la saisie immobilière de la demoiselle Lecussan a été faite ; ce qui annonce suffisamment que, jusque-là, cette demande avait été régulièrement intentée, et qu'il y avait été régulièrement défendu ; et que, si un créancier pouvait ainsi, par une saisie faite en désespoir de cause, obliger à recommencer avec lui une instance arrivée à son terme, le cours de la justice pourrait être continuellement entravé ; — Attendu, enfin, que la demanderesse n'a allégué, devant la Cour de Toulouse, aucun moyen qu'elle pût avoir de son chef, pour empêcher le succès de la demande de Cazeuville père, et qui eût été négligé par son débiteur, dont la bonne foi n'a pas d'ailleurs été mise en doute ; en telle sorte qu'il paraît certain que, si le jugement attaqué par la voie de la

lière opposition préjudiciait aux intérêts de la demanderesse, en lui enlevant un gage qu'elle croyait avoir pour sûreté de sa créance, il ne préjudiciait pas à ses droits, puisque le gage était conditionnel dans les mains de son débiteur, et que la condition qui devait le faire rentrer dans la main du précédent propriétaire s'était réalisée. — Rejette, etc. »

Du 3 fév. 1856. — Ch. req.

VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. — FAUX INCIDENT.

La voie de la vérification d'écriture est ouverte toutes les fois que les écritures ou signatures d'un écrit sous seing privé ne sont pas reconnues par celui auquel il est opposé ou par ses héritiers. (C. civ., 1333 et 1334.)

Il y a pareillement lieu à la vérification, encore bien que la reconnaissance d'écriture ne porte que sur une partie de l'écrit. (Code proc., 200.)

Spécialement, lorsque le souscripteur d'un billet, tout en reconnaissant sa signature, soutient qu'un mot a été ajouté, qui augmente le montant de la somme due, le tribunal peut, sur sa demande, ordonner une simple vérification du mot contesté, au lieu de le renvoyer à se pourvoir par la voie d'inscription de faux (1).

Thabard père avait souscrit, au profit de Champcommunal, un billet écrit dans son contexte par une personne étrangère, mais dont le bon pour et la signature étaient de sa main. Après son décès, ses héritiers furent actionnés par Champcommunal en paiement de la somme de 1,100 fr., montant de ce billet.

Sur l'assignation à eux donnée, les enfants Thabard reconnurent la signature et le bon pour comme étant l'œuvre de leur père; seulement ils prétendirent qu'ils n'étaient débiteurs que de 100 fr., et que le mot mille avait été indûment intercalé dans le bon pour. Ils conclurent, en conséquence, à ce qu'il fût, dans les formes prescrites par la loi, procédé à la vérification du mot renié par eux.

Champcommunal demanda au contraire formellement que les défendeurs fussent tenus de se pourvoir par la voie de l'inscription de faux, attendu que, d'après leur allégation, il s'agirait de la falsification d'une pièce, et que, dès lors, il n'y avait pas lieu de procéder à une simple vérification d'écriture.

Jugement du tribunal de Limoges qui rejette ces conclusions : — « Attendu que les héritiers Thabard ne sont nullement obligés de s'inscrire en faux pour réclamer la vérification du mot mille sur l'effet réclamé par Champcommunal, et qu'il leur suffit de déclarer qu'ils ne reconnaissent pas cette partie de l'écriture de leur père pour que la vérification doive en être ordonnée, d'après les termes de l'art. 1333. C. civ.

Le 27 nov. 1834, arrêt de la Cour de Limoges qui confirme. »

POURVOI par Champcommunal pour violation des règles qui distinguent le faux incident de la vérification d'écriture, et fausse application des

art. 103 et suiv., C. proc., — Il faut bien distinguer, a-t-on plaidé pour le demandeur, les principes qui ont fait établir par la loi la vérification d'écriture de ceux qui ont amené la procédure de faux incident civil. Dans le premier cas, celui qui se refuse à reconnaître sa signature s'affirme cependant pas qu'elle ne lui appartienne point; il se tient seulement sur la réserve. Peut-être l'incertitude qu'il manifeste n'est produite que par le long espace de temps écoulé depuis que ces écritures ou signatures ont été faites; peut-être, à plus forte raison, s'il s'agit d'héritiers qui ne reconnaissent pas l'écriture de leur auteur, peut-être leur doute ne tient-il qu'à cette circonstance que l'écriture aura été vue et comparée par eux sans que l'attention, le soin et le talent nécessaires aient été apportés à l'examen auquel on a dû se livrer. On conçoit très-bien qu'alors il ne soit question que d'une vérification d'écriture qui suffit pour tout éclaircir; et même, dans cette hypothèse, la vérification d'écriture est seule raisonnable; car il est évident qu'une partie ne saurait être contrainte à s'inscrire en faux contre une écriture ou une signature qu'elle n'avoue pas à la vérité, mais qui néanmoins peuvent être vraies. Dans l'autre cas, au contraire, qui est celui de l'espèce, le défendeur ne se borne pas à douter, à refuser de reconnaître son écriture ou celle de la personne qu'il représente; il va plus loin: il affirme qu'elle est fautive, que la pièce produite a été altérée, que des mots y ont été indûment ajoutés ou en ont été retranchés. Or, s'il affirme, il faut qu'il prouve; s'il articule un fait, le fait articulé tombe à sa charge. Il y a donc en général pour celui qui s'est fait une telle position, il y avait donc pour les héritiers Thabard en particulier, nécessité absolue de procéder par voie d'inscription de faux incident.

Le conseiller rapporteur, après avoir établi que les tribunaux ont le droit d'ordonner la vérification d'écriture alors même que l'écrit n'est contesté qu'en partie, a présenté les observations suivantes que nous croyons utiles de transcrire : — « Il peut cependant se rencontrer des cas où la vérification d'un acte reconnu dans une partie et méconnu dans une autre serait impossible, en telle sorte que celui auquel l'écrit est opposé ne pourrait employer pour le contester que la voie de l'inscription de faux. Supposons, en effet, qu'un acte sous seing privé écrit d'une main étrangère, contenant obligation d'une somme déterminée, ne soit revêtu que de la signature du souscripteur, avec une simple approbation d'écriture, sans énonciation de la somme, montant de l'engagement. Si, par une altération ou addition faite après coup dans le corps de l'acte, le montant de l'engagement est porté à une somme supérieure à celle qu'il contenait au moment de la signature, on conçoit que celui auquel l'écrit est opposé ne peut réclamer la vérification d'écriture, et qu'il n'a, pour démontrer la fraude, que la voie de l'inscription de faux incident, parce que, le corps de l'écrit étant d'une main étrangère, il n'est pas possible, par une simple vérification, d'administrer la preuve des altérations ou additions. »

(1) *J.* Paris, 9 janv. 1850; — Carré-Chauveau, op. 796.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'aux termes des art. 1525 et 1541, C. civ., la voie de la vérification d'écriture est ouverte toutes les fois que les écritures ou signatures d'un écrit sous seing privé ne sont pas reconnues par celui auquel il est opposé ni par ses héritiers; — Attendu qu'il résulte de l'art. 200, C. proc., qu'il y a pareillement lieu à la vérification d'écritures encore bien que la reconnaissance d'écriture ne porte que sur une partie de l'écrit; — Attendu, en fait, qu'il s'agissait au fond d'un billet revêtu de la signature de feu Thabard, et que les héritiers de ce dernier, en reconnaissant la signature de leur auteur, méconnaissent le mot *mille* inséré dans le bon pour dont il est revêtu; — Et que, dans cet état, l'arrêt attaqué, en ordonnant la vérification tant par experts que par témoins, loin de violer les lois de la matière, n'a fait que s'y conformer, — Rejette, etc. »

Du 4 fév. 1836. — Ch. req.

DOL ET FRAUDE. — ACTE AUTHENTIQUE. — PREUVE TESTIMONIALE. — PRÉSUMPTION. — EXCÈS. — FAITS NON ARTICULÉS.

La preuve testimoniale est admissible contre le contenu d'un acte authentique, lorsqu'elle porte sur des faits de dol, de fraude et de simulation (1). (C. civ., 1519, 1541 et 1547.)

Un fait attesté dans une enquête peut, bien qu'il n'ait pas été indiqué par le jugement interlocutoire, servir de base à la décision des juges (2). (C. proc., 250 et 251.)

L'entrepreneur de remplacement qui, aux termes d'un acte notarié passé avec le remplaçant, est censé avoir payé à celui-ci le prix de son remplacement, et qui ne lui a remis réellement qu'un effet payable à terme et signé seulement d'un de ses agents, est obligé au paiement de cet effet comme s'il l'eût signé lui-même.

Dans une telle circonstance, le signataire de l'effet peut être considéré comme le mandataire tacite de l'entrepreneur principal (3).

Au moins, l'arrêt qui le décide ainsi, en reconnaissant l'existence d'une collusion entre l'agent et l'entrepreneur principal, échappe à la censure de la Cour de cassation.

Arrêt de la Cour d'Aix du 2 fév. 1832.

POURVOI par Digne pour l'fausse application de l'art. 1547, C. civ., et violation des art. 1519, 1541 et 1553, même Code, en ce que l'arrêt attaqué a refusé foi à un acte authentique, et admis contre son contenu la preuve testimoniale, et des présomptions non établies par la loi, sans déclarer que ces présomptions fussent graves, précises et concordantes; 2^e et 3^e (moyens sans intérêt); 4^e violation des art. 250, 251 et 255, C. proc. — L'arrêt attaqué, pour infirmer la foi due à l'énonciation contenue dans l'acte du 2 juill. que la somme avait été reçue en comptant,

s'est appuyé sur la déclaration faite sous serment, par le notaire, qu'il n'avait pas su qui avait retiré la somme. Or, ce fait n'avait pas été dans le principe articulé par Lermée; le jugement interlocutoire qui déterminait les points sur lesquels l'enquête devait porter ne le mentionnait pas; dès lors les juges ne pouvaient en faire la base de leur décision définitive; 5^e fausse application et violation de l'art. 1985, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a signalé, dans l'espèce, l'existence d'un mandat tacite, bien que le Code ne reconnaisse que les mandats exprès. L'art. 1985 suppose bien l'acceptation tacite du mandat, mais la disposition qui statue à cet égard, mise en opposition avec celle qui exige que l'acte du mandat par écrit ou verbal soit exprès, prouve suffisamment qu'elle est limitative.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la fausse application de l'art. 1547, C. civ., et par suite, la violation des art. 1519 et 1541, même Code, en ce que la Cour d'Aix aurait admis la preuve testimoniale pour refuser foi à un acte authentique; — Attendu qu'il est constant et reconnu, en fait, par les parties, que la preuve admise portait sur des faits de dol, de fraude et de simulation, articulés par le défendeur éventuel, et qu'une telle preuve était admissible; — Attendu que la question à juger était celle de savoir s'il ne résultait pas de la cause et des preuves acquises que la quittance donnée dans l'acte notarié était simulée; — Attendu que, sur ces points, la Cour d'Aix a prononcé d'après une appréciation de faits et de circonstances qui lui appartenait exclusivement, et qu'ainsi elle n'a pu ni violer ni faussement appliquer les articles invoqués; — Sur la violation des art. 252 et 255, C. proc.: — Attendu que la Cour, jugeant en fait, a pu, sans violer aucune loi, recueillir un fait invoqué par l'enquête, quoique ce fait n'eût pas été indiqué par l'interlocutoire; — Sur la violation de l'article 1985, C. proc., — Attendu qu'il résulte des faits constatés par l'arrêt attaqué que, par suite d'une collusion qui a préparé l'acte de remplacement dont il s'agissait, Roche n'était en réalité que l'agent du demandeur, et qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué n'a pu violer l'art. 1985 invoqué, — Rejette, etc. »

Du 4 fév. 1836. — Ch. req.

FAUX. — ARREND.

Tout individu condamné pour crime de faux doit, à peine de nullité, être condamné à l'amende, conformément à l'art. 164, C. pén. (4).

Du 5 fév. 1836. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

(1) *F. conf. Cass.*, 23 nov. 1838, 12 mars 1839, et Lyon, 18 janv. 1838.

(2) *F. conf. Bordeaux*, 26 juil. 1830, et la note; — *F. Carré, Lois de la procéd.*, nos 979 et 980, — *F. aussi Bourges*, 6 juill. 1840.

(3) *F. cepebant Toullier, Droit civil*, t. 11, no 15.

(4) *F. conf. Cass.*, 12 déc. 1834, et 8 juil. 1837.

COUR D'ASSISES. — EXPOSÉ D'ACCUSATION. — TÉMOIN. — RÉCUSATION. — ARRÊT.

L'obligation pour le procureur général d'exposer le sujet d'accusation n'est pas prescrite, à peine de nullité (1). (C. crim., 315.)
Lorsque l'opposition de l'accusé à l'audition de son beau-frère comme témoin ne donne lieu à aucune contestation, il n'est point nécessaire que la Cour d'assises rende sur ce point un arrêt motivé. (C. crim., 322.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, que si, aux termes de l'art. 315, C. crim., le procureur général doit exposer le sujet de l'accusation, l'observation de cette disposition n'est pas prescrite à peine de nullité ; — Attendu que l'accusé Romani s'étant opposé à l'audition de son beau-frère, comme témoin, et cette opposition péremptoire, selon l'art. 322, C. crim., n'ayant donné lieu à aucune contestation, il n'était pas nécessaire que la Cour d'assises rendit, sur ce point, un arrêt motivé. — Rejette, etc. »

Du 5 fév. 1836. — Ch. crim.

PRESCRIPTION. — VENTE. — CLAUSE PRÉCAIRE. MILITAIRES. — SUSPENSION.

La clause de précaire insérée dans une vente d'immeubles n'empêche pas le sous-acquéreur d'opposer au vendeur primitif la prescription trentenaire à partir de la vente, (C. civ., 2262.)

La loi du 6 brum. an 5 n'a pas suspendu la prescription indistinctement en faveur des militaires en activité de service.

Elle a seulement déterminé un délai pendant lequel ils peuvent réclamer contre la prescription accomplie (2).

En 1757, vente par Audibert à Berluc de deux maisons sises à Toulou. Le contrat porte que « jusqu'à parfait paiement de la somme de 10,000 fr. restant due sur le prix, l'acquéreur ne possèdera lesdites maisons qu'à titre précaire, se soumettant à voir annuler tout contrat de vente qu'il pourrait faire jusque-là » — Nonobstant cette clause, Berluc a vendu le 16 sept. 1791 l'une des deux maisons à Milet, qui l'a lui-même revendu à Pellicot le 26 février 1812.

En 1820, Barthélemi, étant aux ordres d'Audibert, vendeur primitif, assigne Pellicot en nullité des ventes de la maison par lui acquise, si mieux n'aime payer la somme de 18,000 fr. restant due en principal et intérêts sur le prix de la vente originaire de 1757. — Alors Pellicot oppose la prescription acquiescance par trente années écoulées depuis la seconde vente de 1791.

Barthélemi répondit d'abord que la clause de précaire constituait les sous-acquéreurs, qui en avaient eu nécessairement connaissance, en état de mauvaise foi, et empêchait qu'ils n'eus-

sent posé à titre de propriétaires. — En second lieu, il produisit des états de service comme militaire, desquels il prétendait faire résulter que la prescription de trente ans ne se trouvait point encore acquiescance contre lui, ayant été suspendue successivement à l'égard des militaires absents par les lois des 6 brum. an 5 et 21 déc. 1814.

Le 27 mars 1831, jugement qui rejette la demande de Barthélemi, et décide, en principe, que si l'acquéreur qui s'était soumis personnellement à la clause du précaire ne pouvait prescrire lui-même, à l'effet d'acquiescance la propriété incommutable de l'immeuble, il avait pu le vendre, et que le nouvel acquéreur avait prescrit l'entière propriété par une jouissance continue de trente années. En ce qui touche l'exception proposée par Barthélemi contre la prescription, il en prononçait le rejet dans les termes suivants : — « Considérant que Barthélemi ne peut invoquer le privilège accordé par la loi de brum. an 5, en faveur des défenseurs de la patrie; d'abord, parce que les états de service qu'il présente sont bien loin d'être réguliers et authentiques, ensuite, parce qu'il faudrait, dans tous les cas, déduire de ces états le service qui avait été fait et terminé avant la promulgation de cette loi; prendre seulement celui que faisait Barthélemi lors de cette promulgation, en remontant, néanmoins, au jour où la guerre a commencé; qu'il faudrait encore déduire tout le temps que Barthélemi a été employé à Rome dans les finances, et surtout au service de la république romaine; que toutes ces déductions faites, il en résulterait que Barthélemi aurait un peu plus d'un an de service effectif, pendant lequel la prescription n'aurait pu courir contre lui, et que, dans l'espèce, il s'était écoulé huit ans en sus de trente ans nécessaires pour prescrire. »

Appel. — Le 18 juin 1831, arrêt de la Cour d'Aix, qui déclare l'appel non recevable : — « Considérant, que s'il est vrai qu'en principe, sous l'ancienne jurisprudence, la clause du précaire réel, insérée dans un contrat de vente, n'était d'aucune prescription, cette imprescriptibilité ne durait que pendant tout le temps que l'acquéreur possédait l'immeuble vendu; mais que la prescription courait contre le précaire, en faveur du tiers acquéreur; que, dès lors, il ne s'agit plus que de savoir, entre les parties, si la prescription a couru en faveur de Pellicot contre Barthélemi; à cet égard, considérant que la prescription de dix ans, invoquée par le premier, ne saurait lui compter, parce que, dans l'hypothèse même que ce serait cette prescription qu'il faudrait appliquer à l'action du précaire, les principes sur cette matière établissent, en même temps, qu'il faut que l'acquéreur soit en état de bonne foi ;

« Considérant que ce sentiment est susceptible de plusieurs acceptions, et que si, dans la

(1) *V.*, en ce sens, Cass., 3 mai 1834, et Legraverend, op. cit., t. 2, p. 124.

(2) C'est ce que la Cour de cassation a déjà décidé le 25 nov. 1831; mais la doctrine des auteurs est

généralement contraire, et parmi les Cours royales la question est indécise. — *V.* Lyon, 12 fév. 1835, et la note.

présente circonstance, on ne peut imputer à Pellicotrien qui touche à la délicatesse, il aurait pu, d'après les diverses indications contenues, soit dans son acte d'acquisition, soit dans les actes antérieurs qui renvoient de l'un à l'autre, connaître le vice de son acquisition, et qu'une telle négligence le place dans les cas prévus par les principes précités ;

• Considérant, ensuite, que si la prescription décennale ne peut appartenir à Pellicot, celle de trente ans lui est acquise, d'abord, parce que, en droit, dans l'ancienne législation, cette prescription existait pour l'action du précaire, et que, dans l'espèce, la prescription ayant commencé de courir avant l'émission du Code civil, c'est par la loi ancienne qu'il faut fixer le temps nécessaire pour prescrire, et ensuite, parce que, en fait, les trente années sont entièrement écoulées, Barthélemi ne pouvant se prévaloir des exceptions qu'il présente, et relatives aux défendeurs de la patrie, et sur ce point, admettant les motifs des premiers juges. »

POURVOI en cassation par Barthélemi. — Premier moyen : Violation de l'art. 350, C. civ., et de la maxime *Nemo plus juris in alium transferre potest quam ipse habet*. Le caractère de la possession de Pellicot se trouve déterminé par le titre même de son acquisition, qui rappelle celui où se trouve la clause de précaire. Dès lors, non-seulement il n'a point possédé de bonne foi, mais il n'a fait que continuer la possession précaire de Barthe, premier acquéreur. Ici s'applique le principe qu'en matière de prescription *mieux vaut n'avoir point de titre que d'en avoir un vicieux*.

Deuxième moyen : Violation de l'art. 2, L. 6 brum. an 5, en ce que la Cour d'Aix a refusé de déduire le temps passé par Barthélemi à l'armée de celui nécessaire pour opérer la prescription.

ARRÊT.

• LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré de la disposition de l'art. 350 C. civ. : — Attendu que l'arrêt attaqué n'a point admis la prescription décennale qui exige titre et bonne foi ; que c'est par la prescription de trente ans à partir de la deuxième vente du 16 sept. 1791, suivie de la revente du 21 fév. 1812, et non à partir de la première du 15 déc. 1757, qui seule renfermait la clause de précaire, que l'action de Barthélemi a été repoussée par application des principes anciens en matière de prescription, confirmés par l'art. 2262, C. civ., pour laquelle prescription celui qui l'oppose n'est point obligé de rapporter un titre, et on ne peut s'aider contre lui de l'exception de mauvaise foi ; d'où il suit que le moyen est sans

fondement ; — Sur le deuxième moyen, relatif à la loi du 3 brum. an 5 : — Attendu que la Cour d'Aix, en appréciant les certificats de service produits par Barthélemi, les a déclarés irréguliers, n'ayant aucun caractère authentique, et a ajouté qu'en admettant leur parfaite régularité, ils ne prouveraient qu'un peu plus d'un an de service militaire utile dans le sens de la loi du 6 brum. an 5, ce qui ne suffisait pas pour arrêter les effets de la prescription opposée par Pellicot contre l'action de Barthélemi, et qui était de bien plus de trente ans ; — Attendu, d'ailleurs, que la susdite loi ne suspendait pas distinctement le cours de la prescription. — Rejette, etc. »

Du 8 fév. 1836. — Ch. civ.

ENFANT ADULTÉRIN. — RECONNAISSANCE. — LEGS.

La nullité de la reconnaissance d'un enfant adultérin faite dans son acte de naissance est absolue, et ne peut être opposée à cet enfant pour l'empêcher de recueillir un legs fait en sa faveur par la personne qui l'a reconnu (1). (C. civ., 335 et 763.)

L'art. 763, C. civ., ne reçoit d'application qu'autant que la preuve de la filiation adultérine ou incestueuse est acquise en justice par la force des choses ou des jugements (2).

Henri Pierret décède après avoir légué tous ses biens à deux enfants naturels de Rose Gautier.

Ses héritiers légitimes s'opposent à l'exécution de ce testament, en se fondant sur ce que les deux légataires sont issus d'un commerce adultérin entre le testateur et leur mère, ainsi que cela résulte de leurs actes de naissance.

Jugement du tribunal de Grasse, et arrêt de la Cour d'Aix en date du 22 août 1831, qui repousse cette prétention, attendu que la reconnaissance d'un enfant adultérin, en quelque acte que ce soit, est nulle suivant les dispositions de l'art. 335, C. civ., et ne peut avoir effet ni pour ni contre l'enfant.

POURVOI pour violation des art. 763 et 910, et fautive application de l'art. 335, C. civ.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que la Cour royale dont l'arrêt est attaqué ne s'est point livrée à l'appréciation des motifs qui pouvaient avoir déterminé les dispositions testamentaires de H. Pierret ; qu'elle a jugé, en droit, que la reconnaissance d'un enfant adultérin ou incestueux, en quelque acte que ce soit, est prohibée en termes généraux et absolus par l'art. 335, C. civ. ; — Attendu que, d'après cette prohibi-

(1-2) Le nouvel arrêt que nous recueillons ici vient pleinement confirmer une jurisprudence depuis longtemps adoptée par la Cour de cassation, arrêts des 28 juin 1815, 11 nov. 1819, 9 mars 1824, 1^{er} août 1827, et 18 mars 1828. — Cependant, la Cour de Paris a consacré la doctrine contraire par un arrêt du 14 déc. 1835, rendu en audience solennelle.

Les discussions approfondies dont la question a été l'objet dans les espèces jugées par les différents arrêts que nous venons d'indiquer, nous dispensent de reproduire ici les arguments au moyen desquels s'établissent les deux systèmes opposés. — *V. Conf. flaoz*, p. 117. — Gand, 3 août 1839 ; Brux., Cass., 5 déc. 1840.

tion expresse, qui a pour objet de prévenir des révélations scandaleuses, la nullité de la reconnaissance n'en laisse subsister aucun effet, ni contre les enfants, ni en leur faveur; — Attendu que, nonobstant la reconnaissance de Pierret, l'état des deux enfants, Véroïque et François Gantier, est toujours resté incertain, et qu'ils sont demeurés étrangers audit Pierret; qu'ils ont pu, sous ce rapport, être considérés comme ayant capacité pour recevoir, à titre de légataires universels de H. Pierret, les avantages contenus dans son testament; qu'en le décidant ainsi, et en déclarant nulles et de nul effet les reconnaissances faites par ledit H. Pierret sur les registres de l'état civil, dans les actes de naissance des deux enfants, la Cour d'Aix a fait une juste application dudit art. 535, et qu'elle n'a pas violé l'art. 762, qui ne reçoit application que dans les cas où, par la force des choses ou des jugements, la preuve de la filiation adultérine ou incestueuse est acquise en justice, — Rejette, etc. »

Du 8 fév. 1836. — Ch. civ.

USURE. — TRANSACTION. — MINISTÈRE PUBLIC. — AVOUÉ. — CASSATION.

On peut valablement transiger sur des intérêts usuraires perçus par le créancier (1). (C. civ., 3048; L. 3 sept. 1807, art. 3.)

Une telle transaction est obligatoire pour le débiteur, quoiqu'au moment où elle a été consentie celui-ci ne fût pas encore libéré et se trouvât même sous le coup des poursuites de son créancier (2).

Lorsqu'un procès prend sa source dans un fait d'usure, mais qu'il n'est pas établi qu'il y ait habitude d'usure de la part du créancier partie en cause, il n'est pas nécessaire que le ministère public soit entendu.

Lorsque le ministère public n'a pas été entendu dans une cause sujette à communication, cette omission peut devenir un moyen de requête civile, mais ne donne pas ouverture à cassation (3).

L'acte par lequel, à la suite d'une opposition formée par le débiteur contre un jugement par défaut obtenu par le créancier, il intervient, entre les parties, un acte qui règle leurs droits, et qui donne mainlevée de l'opposition, doit être considéré comme une transaction et non comme un arrêté de compte, bien que le débiteur se soit engagé à payer tout ce qui était réclamé par le créancier (4).

La Cour de cassation a-t-elle le droit d'interpréter un acte pour décider s'il contient ou non une transaction (5)?

Fayez-Bouthors devint cessionnaire, le 25 octo-

bre 1810, d'une obligation de 30,000 fr. consentie, par acte notarié du 18 sept. de la même année, par Gaffet père, au profit des époux Trouvain, et cautionnée ensuite par Gaffet fils.

Outre cette obligation dont Fayez-Bouthors se trouvait saisi au moyen du transport fait à son profit, Gaffet père et fils lui souscrivirent, sous la date du 6 déc. 1812, un billet de 16,000 fr.

À l'échéance, le billet n'ayant pas été acquitté, Fayez-Bouthors obtint contre Gaffet père et fils un jugement qui les condamna à payer; après quoi ceux-ci furent poursuivis tant en vertu de l'obligation de 1810 que de la condamnation judiciaire. Alors les Gaffet formèrent opposition au jugement intervenu contre eux, et, prétendant que leur dette était, au temps même du billet, bien inférieure à la somme dont ils s'étaient reconnus débiteurs, ils demandèrent la communication des livres de leur créancier et un règlement.

Au milieu de l'instance engagée sur les conclusions, Gaffet père et fils déclarèrent, par acte authentique du 17 oct. 1818, renoncer à leur opposition au jugement par défaut, et devoir à Fayez-Bouthors, indépendamment des sommes de 20,000 et 16,000 fr., montant de l'obligation de 1810 et du billet de 1812, une autre somme principale de 5,500 fr., pour solde de tout compte entre eux au 1^{er} juill. 1816, y compris les intérêts dus à cette époque des capitaux susénoncés.

En exécution de cette convention, plusieurs paiements eurent lieu à valoir sur la somme totalisée de 41,500 fr. Mais, après la mort de son père, Gaffet fils ne voulut pas les continuer, par la raison que les prêts de Fayez-Bouthors étaient usuraires, et il intenta, en 1827, contre ce dernier, une action en restitution des intérêts indûment perçus.

Le 19 mai 1828, jugement du tribunal de Doullens qui déboute Gaffet de sa demande, vu la transaction, tout en reconnaissant l'existence des faits usuraires.

Le 2 janv. 1829, arrêt confirmatif de la Cour d'appel d'Amiens: — « Attendu que les faits et causes sur lesquels Gaffet a motivé sa demande sont consignés dans l'acte notarié du 17 octobre 1816, contenant compte et transaction entre les parties;

« Attendu que cette transaction est d'autant plus respectable qu'elle est intervenue sur des contestations nées et à naître, puisqu'elle juge les effets d'un jugement par défaut obtenu par Fayez contre Gaffet père et fils, et porte mainlevée de l'opposition formée contre ceux-ci à ce même jugement; laquelle soulevait déjà des ob-

(1) Principe constant. — *F. Cass.*, 21 nov. 1832, et la suite, et 22 janv. 1833. — *F.*, aussi Nîmes, 14 déc. 1838.

(2) À la vérité cette décision ne se trouve point dans les termes du l'arrêt que nous rapportons, mais elle résulte formellement des faits de la cause et des moyens invoqués par le demandeur en cassation. — *F.*, toutefois, *Cass.*, 22 juin 1830.

(3) *F.*, conf. *Cass.*, 23 avril 1833, et le renvoi; — Carré-Chauveau, n° 399 et 1741.

(4-5) Dans les motifs de son arrêt, la Cour de cassation ne signale pas comme souveraine la décision qui attribue à l'acte litigieux le caractère d'une transaction. — Elle déclare que l'appréciation est juste et qu'on ne peut refuser à l'acte ce caractère. — Et statuant ainsi, la Cour se reconnaît le droit d'interpréter elle-même le sens et la portée de l'acte. — *F.*, au surplus, sur la question de savoir quels sont à cet égard les pouvoirs de la Cour de cassation, l'arrêt du 31 déc. 1835.

jets de contestation qui rentraient dans les faits et les causes susmentionnées, et pouvaient, pendant l'instance, donner lieu à plusieurs débats;

« Attendu que cette transaction, ratifiée par l'appelant lui-même, ayant été exécutée pendant plus de dix années par toutes les parties, Gaffet fils n'est plus recevable de l'attaquer en 1827, même sous le prétexte de n'en demander que le retranchement et la restitution de certaines sommes qu'il prétendrait mal à propos comprises en icelles, mais sans pouvoir établir qu'elles sont le résultat d'erreur et de double emploi. »

Gaffet s'est pourvu en cassation contre cet arrêt pour fausse application de l'art. 2046, Code civ., et violation de l'art. 3, L. 5 sept. 1807, en ce que la Cour d'Amiens a décidé que l'acte intervenu entre les parties, en 1816, s'appuyait à ce que le demandeur pût réclamer la restitution des intérêts usuraires qu'il avait payés.

Gaffet a cherché à établir que l'acte de 1816 n'avait pas le caractère d'une transaction. Puis, se plaçant dans l'hypothèse où le contrat, base de l'arrêt attaqué, serait une transaction véritable, il a soutenu qu'il ne saurait être un obstacle à sa demande, parce que, a-t-il dit, s'il est permis de transiger sur des intérêts usuraires, il faut pour cela que le débiteur soit dans sa pleine liberté d'agir, c'est-à-dire qu'il ait cessé d'être débiteur. Or, dans l'espèce, loin qu'il en fût ainsi, les Gaffet étaient au contraire sous le coup de poursuites rigoureuses de la part de Favez-Bouthors: on ne peut donc admettre alors que la transaction prétendue soit le résultat du libre consentement des débiteurs; on ne peut donc pas la leur opposer. Ce principe, conforme à l'équité et à la raison, a été consacré par un arrêt de la Cour de cassation du 22 juin 1830. Relativement à la prescription de dix ans établie par l'art. 1304, C. civ., le demandeur a expliqué qu'il n'agissait pas par voie de nullité contre l'acte de 1816, mais bien par voie d'action en restitution d'intérêts usuraires illégalement perçus, action qui n'est soumise qu'à la prescription trentenaire (1).

En la forme, Gaffet a encore dénoncé l'arrêt de la Cour d'Amiens pour violation de l'art. 85, C. proc., en ce que le ministère public n'avait pas été entendu, quoique l'affaire fût sujette à communication.

ARRÊT.

• LA COUR. — Attendu que, si le procès qui était pendant devant la Cour d'Amiens prenait sa source dans un fait d'usure, ce fait ne pouvait être considéré comme un délit, puisqu'il n'était pas établi, aux termes de la loi, qu'il y eût de la part de Favez-Bouthors habitude de l'usure; et que, dès lors, la cause n'intéressant pas directement l'ordre public, il n'y avait pas

nécessité que le ministère public fût entendu; — Attendu d'ailleurs que dans la supposition même où, aux termes de l'art. 85, C. proc., le ministère public eût dû être entendu, cette omission, qui pouvait devenir un moyen de requête civile, ne peut par cela même donner ouverture à cassation; — Attendu que l'acte notarié du 17 octobre 1816 a été considéré par la Cour d'Amiens, non pas seulement comme un arrêt de compte, mais comme une transaction; qu'on ne peut en réalité lui refuser ce caractère, puisqu'il est intervenu sur un jugement par défaut obtenu contre Gaffet père et fils, et qu'il porte mainlevée de l'opposition faite par ceux-ci; et qui, aux termes de l'art. 1044, C. civ., éteignait le procès sur cette opposition; — Attendu qu'envisagé comme tel, l'acte dont il s'agit a, d'après les dispositions de l'art. 2052, même Code, l'autorité de la chose jugée entre les parties; — Attendu que le défendeur qui avait d'abord réclamié contre des intérêts usuraires, lesquels, selon lui, auraient été exigés depuis 1810 jusqu'au 31 août 1827, avait restreint sa prétention aux intérêts courus depuis 1810 jusqu'à la fin de 1815; d'où il résulte que, d'après son propre aveu, le litige ne portait que sur les intérêts exigés avant la transaction, laquelle ne renfermait elle-même pour l'avenir aucune stipulation usuraire; — Attendu, quant aux intérêts sur lesquels il a été transigé, qu'une telle transaction a pu être considérée sans violer aucune loi, puisqu'en admettant qu'il y eût usure, les parties pouvaient toujours, aux termes de l'art. 2046, Code civ., transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit; — Attendu que, dès lors, il devient inutile d'examiner si, ou non, il y a eu prescription, et si l'exécution donnée par le demandeur à l'acte du 17 oct. 1816 établit ou non une fin de non-recevoir contre l'exercice de son action, — Rejette, etc. »

Du 9 fév. 1836. — Ch. civ.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — EXÉCUTION. — PROCÈS-VERBAL DE CARENCE. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — ÉLECTION DE DOMICILE.

Le jugement par défaut qui prononce des condamnations solidaires contre le mari et la femme, peut être réputé exécuté, même vis-à-vis du mari, par un procès-verbal de carence dressé dans un lieu qui, sans être le domicile de celui-ci, a été la résidence momentanée de la femme, alors, d'ailleurs, que le créancier a fait tout ce qui était en son pouvoir pour donner au défendeur connaissance du jugement et de son exécution. Dès lors, en pareil état, l'opposition n'est pas recevable (2).

Quand un juge suppléant est appelé à compléter un tribunal, il y a présomption suf-

(1) Sur la question de savoir quelle prescription est applicable en matière de répétition d'intérêts usuraires, voy. Cass., 25 juill. 1827, et la note, et Bourges, 2 juin 1831.

(2) Il est reconnu en jurisprudence qu'un procès-verbal de carence constitue une exécution suffisante du jugement lorsque le procès-verbal a été connu

du débiteur. Il n'existe de difficulté que pour le cas où le débiteur n'a pas eu cette connaissance. — *N. Bordeaux*, 30 mars 1835, et le renvoi. — *N. sur les effets de l'exécution faite à l'égard d'une sent. part., au cas d'obligation solidaire*, Paris, 14 août 1828, et le renvoi. — *N. Carré*, n° 663, p. 76 et suiv.; — *Bruz*, 26 janv. 1822.

flante que l'ordre des nominations a été suivi (1).

L'élection de domicile, faite dans un acte contenant opposition à un jugement de défaut rendu par un tribunal de commerce, ne peut tenir lieu de l'élection de domicile qui, aux termes de l'art. 423, C. proc., doit être mentionnée sur le pluriel de l'audience; dès lors, si la partie ne s'est pas conformée à la disposition de cet article, toute signification lui est faite valablement au greffe (2).

Caron, marchand du nouveauté, créancier de la dame Lecointe, commerçante à Senlis, d'une somme de 789 fr. 90 c., pour marchandises fournies, assigna celle-ci, qui avait quitté son domicile, devant le tribunal de Senlis, en la forme indiquée au n° 8, art. 60, C. proc.

Le 17 juin 1830, jugement par défaut de ce tribunal, jugeant commercialement, qui condamne solidairement les époux Lecointe au paiement de la somme réclamée.

La signification de ce jugement est faite le 10 juill. 1830, et suivie d'un commandement en date du 2 août, le tout au parquet du procureur du roi.

Plus tard, un procès-verbal de perquisition et de carence est dressé à Senlis, au domicile de Lagasse, chez lequel la dame Lecointe avait résidé avant sa disparition. Enfin, informé que ses débiteurs résultaient à Foissy, Caron leur fit notifier, à cette résidence, la saisie d'une voiture et d'un cheval exécutée à leur préjudice.

Aussitôt, Lecointe forme opposition au jugement du 17 juin 1830.

Le 17 nov., jugement qui le déboute de son opposition, sur le motif que le procès-verbal de carence du 9 août 1830 est un acte d'exécution dans le sens de l'art. 158, C. proc. — Le 6 déc., autre opposition au jugement du 17 juin 1830, de la part de la dame Lecointe, qui fait élection de domicile en l'étude de M^e Dufour, avoué à Senlis.

Le 20 déc., suivant, jugement qui admet l'opposition et, sur le fond, ordonne une enquête. Il paraît que, le pluriel de l'audience ne contenait pas, suivant la prescription de l'art. 423, C. proc., mention de l'élection de domicile que la dame Lecointe avait faite dans son exploit d'opposition; alors Caron se crut autorisé à assigner la dame Lecointe, pour l'enquête, au greffe du tribunal. L'enquête eut lieu en l'absence de la dame Lecointe.

Le 3 janv. 1832, jugement contradictoire : — « Attendu 1° que l'instance a pour objet des matières consulaires; 2° que, par son jugement du 20 déc. dernier, enregistré, le tribunal a arrêté que l'audience où les témoins devaient être entendus serait fixée au 27 déc., contradictoirement entre les parties; 3° que la dame Lecointe, qui n'est plus domiciliée à Senlis, n'a point fait de déclaration de domicile dans le lieu où siège le tribunal, conformément à l'art. 423, C. civ.; que, dès lors, la notification qui lui a été faite au greffe, est régulière... etc. »

POURVOI des époux Lecointe. — Lecointe demandait la cassation du jugement du 17 novembre 1831, pour fausse application des articles 158 et 159, C. proc., et violation de l'article 643, C. comm., en ce qu'un procès-verbal de carence, dressé dans un lieu qui n'avait jamais été son domicile (ainsi que cela résultait même du jugement attaqué) avait été considéré, à son égard, comme un acte d'exécution.

De son côté, la dame Lecointe demandait la cassation du jugement du 3 janv. 1832, 1° pour violation de l'art. 40, décret 30 mars 1808, en ce que, reodu avec l'assistance d'un avoué, il ne constatait pas que les juges, les juges suppléants et avocats qui devaient être appelés avant lui, eussent été empêchés; 2° pour fausse application de l'article 423, C. proc., et une violation de l'art. 261, même Code, parce que l'élection de domicile qu'elle avait faite dans son exploit d'opposition remplissait le but de l'art. 423, qui ne contenait pas une disposition sacramentelle, et que, dès lors, elle n'avait pu régulièrement être assignée au greffe.

ARRÊT.

« LA COUR, — En ce qui concerne le pourvoi de Lecointe personnellement : — Attendu que le jugement par défaut, rendu au profit de Caron, contre les époux Lecointe le 17 juin 1830, qui les condamne solidairement au paiement de la somme de 789 fr. 90 c., pour marchandises fournies par ledit Caron, avait reçu, à l'égard dudit Lecointe, son exécution telle qu'elle pouvait avoir lieu dans la circonstance où se trouvaient les parties, d'après l'état des faits constants au procès, d'où il résultait que Caron avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour donner à Lecointe connaissance du jugement et de son exécution, selon que le prescrit l'art. 159, C. proc.; — Qu'en déclarant non recevable l'opposition dudit Lecointe, le tribunal de Senlis n'a, par son jugement du 17 nov. 1831, violé aucune loi; — En ce qui concerne le pourvoi de la femme Lecointe, autorisée de son mari contre le jugement du 3 janv. 1832 : — Attendu, sur le moyen de forme relatif à ce jugement, qu'il manque, en fait, l'expédition produite par le défendeur, établissant que Bézout, appelé en remplacement du juge titulaire empêché, était juge suppléant au tribunal de Senlis, d'où émane le jugement; que c'est en cette qualité qu'il a siégé, et qu'il y a présomption suffisante que l'ordre des nominations a été suivi; — Sur le moyen concernant l'enquête, et qui est tiré de la disposition des articles 261 et 423, C. proc. : — Attendu qu'il s'agissait d'une enquête en matière commerciale, devant un tribunal remplissant les fonctions de tribunal de commerce, où le ministère des avoués n'est pas nécessaire; que les parties se trouvaient dans le cas prévu par la disposition de l'art. 423, susdit Code, relatif aux tribunaux de commerce, et qu'en se conformant à la disposition de cet article, pour la signification à faire dans cet état de choses, Caron avait suffisamment rempli le vœu de la loi, puisqu'aucune élection de domicile, de la part des époux Lecointe, n'existait sur le pluriel de l'audience; qu'ainsi, le juge-

(1) P. Cass., 14 août 1837.

(2) Sic Nougier, Trib. de comm., t. 1, p. 370.

ment attaqué, en repoussant ce moyen de nullité, n'a point violé l'art. 201, qui était inapplicable à la cause, et s'est littéralement conformé à la disposition de l'art. 422, dont il a fait une juste application. — Rejeté, etc. »

Du 9 fév. 1835. — Ch. civ.

JUGEMENT. — AVOCAT ASSURÉ. — SÈRMENT.

Un jugement auquel a concouru un avocat appelé à compléter le tribunal n'est pas nul comme ne mentionnant pas la prestation de serment de l'avocat, lorsque le défaut de serment n'est pas justifié, et que les parties ont plaidé sans aucune réclamation à cet égard (1).

Un jugement en dernier ressort, rendu le 9 juill. 1834 par le tribunal de Nantua, jugeant comme tribunal de commerce entre Gallet et Pornon, porte ce qui suit : « Fait et prononcé à Nantua, en audience publique, les jour, mois et an que dessus, siégeant MM. R., P., et Bolliet, avocat, pris suivant l'ordre du tableau et appelé pour compléter le tribunal, les trois juges suppléants et les avocats plus anciens, absents ou empêchés. »

POURVOI de Gallet pour violation des art. 3, tit. 7, L. 24 août 1790; 1^{er}, L. 21 niv. an 8; 59, S.-C. 28 flor. an 12; 3, ordonnance 3 mars 1815; enfin, art. 1^{er}, L. 31 août 1850, en ce que l'un des avocats du barreau de Nantua avait siégé pour compléter le tribunal, sans avoir prêté le serment prescrit aux magistrats.

Brière-Valigny, conseiller rapporteur, a présenté sur ce moyen les observations suivantes : « Il résulte des lois invoquées que tout fonctionnaire public de l'ordre judiciaire (que ses fonctions soient habituelles ou momentanées) doit, avant d'entrer en fonctions, prêter le serment exigé; aucune exception n'existe à l'égard des avocats lorsqu'ils sont appelés accidentellement à remplacer les juges. — Un arrêt rendu en cette chambre, le 22 mars 1831, l'a jugé en termes formels : on ne peut donc pas contester le principe. Mais comment la prestation de serment doit-elle être constatée? Faut-il nécessairement, et à peine de nullité du jugement auquel un avocat a concouru comme juge, que ce jugement fasse mention du serment prêté par cet avocat, à raison des fonctions momentanées qu'il a été appelé à remplir? et ne peut-on pas dire, lorsque le jugement garde le silence, que dès l'instant qu'un avocat appelé à remplacer un juge a été admis à siéger, et qu'il a siégé en effet sans opposition ni observation de la part du ministère public ou des parties, il y a présomption de droit que l'avocat, ainsi admis à siéger, comme juge, a prêté le serment. D'un autre côté, la partie qui n'a pas réclamé, avant le jugement, contre la composition du tribunal, et qui n'a fait aucune observation sur ce que l'avocat appelé

pour compléter le tribunal n'aurait pas prêté, à cette occasion, le serment de magistrat, peut-elle être admise devant la Cour de cassation à se prévaloir de cette omission pour faire annuler le jugement? »

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que le jugement attaqué consiste que Bolliet, avocat, a été appelé suivant l'ordre du tableau, pour, avec les deux juges présents, composer le tribunal, les trois juges suppléants et les avocats plus anciens étant absents ou empêchés; que cette énonciation du jugement prouve suffisamment la régularité de la composition du tribunal; — Attendu que l'altération du demandeur, que Bolliet n'avait pas prêté le serment prescrit par la loi, n'est pas justifiée; que, d'ailleurs, les parties ont plaidé devant le tribunal de Nantua, sans faire aucune réclamation sur la composition de ce tribunal, et sur la capacité légale des membres qui y siégeaient. — Rejeté, etc. »

Du 9 fév. 1835. — Ch. req.

COMPTE COURANT. — MATIÈRE CIVILE. — NOTAIRE. — TAXE. — TRIBUNAUX. — COUR DE CASSATION. — MOTEN. — DISCUSSION.

En matière civile, le règlement des avances et recettes faites par un mandataire peut avoir lieu, comme en matière de commerce, par voie de compte courant (2). (C. civ., 1254.)

Ce règlement est surtout inattaquable lorsque le mode d'imputation est produit le même résultat que celui du compte courant. (Code civ., 1254.)

Les tribunaux peuvent procéder directement à la taxe des frais et honoraires d'un notaire sans l'avis préalable de la chambre des notaires, si les parties y consentent respectivement (3). (Tarif, art. 173; L. 25 vent. an 11, art. 51.)

La Cour de cassation peut se dispenser de statuer sur les moyens énoncés dans la requête en pourvoi, qui n'ont point été reproduits dans le mémoire ampliatif, et n'ont subi aucune discussion à l'audience.

Nusse, notaire, chargé des affaires des époux Leseur, a fait pour le compte de ceux-ci plusieurs actes de son ministère, et de plus, différens prêts et avances, ce qui le constituait leur créancier de sommes assez considérables. D'un autre côté, il a touché pour eux, de divers acquéreurs d'immeubles, des prix de ventes qu'il devait appliquer à son profit jusqu'à concurrence de ce qui lui était dû. Devant le tribunal civil de Château-Thierry, Nusse présenta un compte dont le reliquat en sa faveur s'élevait à 35,000 fr. Mais, le 25 fév. 1832, jugement qui le réduisit à 20,941 fr.; et sur l'appel, arrêt de la Cour d'Amiens qui régla définitivement le débit des époux Leseur à 20,514 fr.

(1) F. conf. Cass., 30 juill. 1833. — F. cependant, Colmar, 11 vent. an 13.

(2) F. Lyon, 23 juill. 1839.

(3) D'ailleurs à cet égard l'art. 51, L. 25 vent.

an 11 a été modifié par l'art. 173 du tarif du 16 fév. 1807. — F. Bourges, 30 déc. 1829; Douai, 17 juin 1831, et Cass., 12 fév. 1838.

Pour arriver à ce résultat, la Cour procéda par voie de compte courant, c'est-à-dire qu'elle fit produire intérêt tout à la fois aux avances faites par Nusse et aux sommes par lui touchées des débiteurs des époux Leseur. Voici à cet égard comment l'arrêt est motivé :— « Attendu que Nusse, en sa qualité de mandataire des époux Leseur, avait droit aux intérêts de ses avances à compter du jour où elles étaient faites ; mais qu'en recevant pour les mandats diverses sommes non déléguées à leurs créanciers, et qu'il devait s'attribuer (ce qui avait été arrêté avec les appelants), il s'établissait entre lui et eux un compte courant dont l'effet était de faire courir, simultanément les intérêts aux avances faites par Nusse, et aux sommes par lui touchées pour les époux Leseur, et à partir de chaque avance et de chaque recette ; qu'autrement Nusse, par suite de paiements partiels faits entre ses mains, se serait trouvé rempli de ses avances, desquelles cependant il aurait encore touché, du moins en partie, les intérêts, tandis que les époux Leseur n'auraient aucunement profité des sommes versées par les acquéreurs de leurs biens entre les mains de leurs mandataires ; que, dans l'espèce, on obtient un résultat pareil en procédant soit par imputation, soit par voie de compte courant. »

Quant aux frais et honoraires des actes faits par Nusse, la Cour les taxa directement :— « Attendu, porte l'arrêt, qu'il y a nécessité, comme y concluent les appelants, et d'après le consentement donné par l'intimé, de procéder par la Cour à la taxe. »

POURVOI en cassation par M^r Nusse : 1^o violation de l'art. 1254, C. civ., en ce que la Cour avait procédé par voie de compte courant et avait forcé Nusse en recette des intérêts des sommes par lui touchées pour les époux Leseur, tandis qu'elle aurait dû par voie d'imputation appliquer successivement ces sommes à l'extinction des intérêts d'abord, puis ensuite du capital des avances, sans faire produire des intérêts aux sommes ainsi imputées. Le mode d'imputation tracé par l'art. 1254 est la loi commune en matière de compte toutes les fois qu'il s'agit d'affaires civiles, comme dans l'espèce. Le compte courant n'est d'usage que dans les affaires de commerce. S'il est permis aux parties de l'employer en toute autre matière, il faut du moins qu'elles expriment à cet égard leur volonté par une convention expresse ; les tribunaux n'ont pas le droit d'y suppléer. La Cour suppose en fait que l'imputation eût produit le même résultat ; il est certain qu'en général cette voie est plus favorable au créancier, puisque les paiements partiels faits par le débiteur ne produisent point intérêt, comme dans le compte courant. Au surplus le fait ne change pas le droit ; 2^o violation de l'art. 173 du Tarif des frais et dépens, et de l'art. 51, L. 25 vent. an 11, en ce que la Cour royale a procédé directement à la taxe des honoraires de Nusse, tandis que cette taxe aurait dû être faite par le président du tribunal de première instance, après avoir pris l'avis de la chambre des notaires. Cet avis préalable de la chambre est une formalité fort importante, qui

a un double but. La chambre, véritable tribunal de famille, pourra le plus souvent arrêter, par son avis, le procès intenté par le notaire, en l'engageant à abandonner une partie de ses prétentions, même légitimes. Sinon, cette opinion servira à éclairer le juge dans une matière qui exige une connaissance approfondie des droits et usages spéciaux du notariat. Décider sans cet avis sur la réclamation du notaire, c'est lui enlever une des plus précieuses garanties que la loi a pris soin de lui accorder. Nusse aurait, dit-on, consenti à ce que la taxe fût faite directement par la Cour ; le contraire paraît résulter de ses conclusions. D'ailleurs il s'agit ici d'un droit introduit non pas seulement en faveur d'un particulier, mais dans l'intérêt d'une corporation tout entière ; et une disposition qui se rattache à la compétence et à l'ordre des juridictions, touche par cela même à l'ordre public. — Trois autres moyens cotés dans la requête en pourvoi n'ont point été reproduits dans le mémoire ampliatif, et n'ont donné lieu à aucune discussion devant la Cour suprême, qui dès lors n'a pas cru devoir s'en occuper.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu 1^o que la forme du compte courant, généralement usitée en matière de commerce, n'a pas été interdite en matière civile entre deux individus pour le règlement de leurs avances et paiements respectifs ; que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué a reconnu en fait que le même résultat était obtenu, soit que l'opération fût faite par imputation ou par compte courant ; — Attendu 2^o que les frais d'actes et honoraires du notaire, demandeur en cassation, ont été taxés par la Cour royale directement, ce qui est d'après le consentement respectif des parties, ainsi que l'arrêt le constate, ce qui le met à l'abri de toute censure sur ce chef ; — Sur les trois autres moyens cotés dans la requête au pourvoi et non reproduits dans le mémoire ampliatif, que, n'ayant été l'objet d'aucune discussion devant elle, la Cour n'a pas à s'en occuper, — Rejette, etc. »

Du 9 fév. 1836. — Ch. req.

PRESCRIPTION. — SERVITEUR A GAGES. — DETTE RECONNUE. — ARRÊT. — MOTIFS. — MANDAT. — AVANCES. — INTÉRÊTS.

La créance résultant de sommes dues à une personne en sa qualité de serviteur à gages cesse d'être prescriptible par un an lorsqu'elle a été reconnue par le maître dans un compte arrêté par lui et revêtu de sa signature. Elle n'est, dès lors, soumise qu'à la prescription trentenaire. (C. civ., 2248 et 2271.)

Lorsqu'une partie assignée oppose au demandeur en qualité de serviteur à gages, et par suite la prescription annale, l'arrêt qui, sans décider la question de savoir s'il y a ou non service à gages, se borne à déclarer que la prescription annale n'est pas admissible, et que la prescription trentenaire peut seule

être invoquée, doit être cassé pour défaut de motifs (1). (L. 20 avril 1810, art. 7.)

Les sommes dont le mandant s'est reconnu débiteur envers son mandataire à titre d'émolument de sa gestion ne peuvent être considérées comme avances dans le sens de l'art. 2001, et, à ce titre, produire intérêts à partir du terme de la gestion et du règlement de compte. (C. civ., 2001.)

Au contraire, l'intérêt n'en est dû qu'à partir du jour de la demande. (C. civ., 1155.)

En 1816, Raibaud-Lange, propriétaire du domaine de Pailherois, en confia la gestion à Aubert, qui vint s'établir chez lui pour diriger les domestiques et les ouvriers, payer les journées, vendre les récoltes et denrées de toute nature, et réaliser enfin les revenus de ce domaine.

Il fut convenu entre Raibaud-Lange et Aubert qu'il serait alloué à ce dernier, pendant le temps de sa gestion, 400 fr. d'émoluments pour la première année, sous réserve d'augmentation successive, et 5 % sur le prix de la vente des vins du domaine.

Le 29 oct. 1821, un arrêté de compte fut signé. Raibaud-Lange s'y reconnut débiteur envers Aubert de 2,185 fr. 45 c. pour avances faites par ce dernier dans sa gestion. Dans cette somme se trouvaient compris 500 fr. pour ses émoluments de 1818, et 600 fr. au même titre pour chacune de années suivantes.

Le 29 déc. 1824, nouvel arrêté de compte. Le reliquat à la charge de Raibaud-Lange fut fixé, de son approbation, à 1,790 fr. 45 c. Il est à remarquer que, dans aucun de ces arrêtés de compte, il ne fut question de la remise de 5 % sur la vente des vins.

C'est à cette époque que cessèrent les services d'Aubert, Raibaud-Lange ayant repris par lui-même l'exploitation de sa propriété.

Les choses demeurèrent en cet état sans aucune réclamation judiciaire de la part d'Aubert contre Raibaud-Lange pour raison du reliquat du compte de 1824, jusqu'au 10 mai 1850. Alors un procès s'engagea entre eux sur la demande intentée par Aubert : 1° des 1,790 fr. 45 c., montant de l'arrêté de compte; 2° de la remise de 5 % sur le prix des vins récoltés dans le domaine de Pailherois, et vendus pendant tout le temps de sa gestion.

Raibaud-Lange repoussa cette demande en soutenant 1° que la prescription d'un an était depuis longtemps encourue tant à l'égard des 1,790 fr. 45 c. qu'à l'égard de la remise de 5 % sur les vins vendus par Aubert, qui, en réalité, n'était que son domestique à gages; 2° que l'arrêté de compte de 1824 lui avait été surpris, et portait à tort les appointements d'Aubert à une somme supérieure à celle de 400 fr.; tandis qu'en réalité il avait été convenu entre les parties qu'ils demeureraient fixés à ce chiffre; ce qu'il affirmait, prétendant devoir, comme propriétaire, être cru sur son affirmation.

Enfin, il déclarait s'être acquitté en partie,

et demandait incidemment à Aubert, compte de sa gestion.

Le 29 nov. 1850, jugement du tribunal de Digne qui condamne Raibaud-Lange envers Aubert au paiement de la somme principale de 1,790 fr. 45 c. à titre de reliquat de compte de ses avances et émoluments depuis 1816 jusqu'en 1824, avec les intérêts de la totalité de cette somme, sans distinction de ce qui pouvait être dû à titre d'avances et d'émoluments depuis 1824, terme de sa gestion; et ordonne en outre que Raibaud-Lange rendra compte de la vente des vins provenant de son domaine, et déclare ce dernier non recevable dans sa demande incidente :

« Considérant que les deux règlements du 29 oct. 1821 et 29 déc. 1824 justifient qu'Aubert ne s'est pas payé par ses mains ;

« Considérant que Raibaud-Lange a, devant le juge de paix, gardé le silence sur le chef relatif à la remise de 5 %, sur le prix des vins ;

« Considérant que l'action de Paul Aubert n'est soumise qu'à la prescription trentenaire, et non à aucune de celles établies par les articles 2271 et suiv., C. civ., et qu'en supposant qu'elle y fût soumise, la prescription aurait cessé de courir par l'effet des arrêtés de compte ci-dessus énoncés. »

Il est à remarquer que, tout en rejetant la prescription annale, ce jugement ne mentionnait pas positivement les motifs de son rejet et ne s'expliquait pas sur la question de savoir si Aubert devait ou non être considéré comme homme de service à gages; seulement il lui donnait le titre de surveillant de l'exploitation, mais sans déclarer que ce titre dû exclure l'idée d'un service à gages. — Sur l'appel du 25 décembre 1851, arrêt de la Cour d'Aix qui confirme par les mêmes motifs.

POURVOI en cassation de Raibaud-Lange. — Premier moyen : Violation des art. 1781, 2248 et 2272, C. civ., ainsi que de l'art. 7, § 2, L. 20 avril 1810. — Raibaud-Lange avait soutenu que le règlement des gages de son fermier pour les années 1821 et antérieures ne devait pas faire loi pour les années suivantes. En outre il déclarait à quelle somme ils devaient être portés pour ses dernières années. Dès lors il se trouvait dans le cas de l'art. 1781; C. civ., qui veut que le maître soit cru, sur son affirmation, sur la quotité des gages. En outre il avait invoqué la prescription annale, et l'admission de cette prescription ne pouvait être douteuse, puisque Aubert était homme de service à gages. Cependant l'arrêt attaqué l'a repoussée en déclarant que la prescription trentenaire pouvait seule être invoquée. Il y a là violation de l'article 2272, C. civ.; il y a en outre, et ceci est très-important, violation de la loi de 1810, art. 7, en ce que l'arrêt attaqué ne donne aucun motif du rejet de la prescription annale, et se contente de statuer, *forma negandi*, ce qui ne suffit évidemment pas. La jurisprudence de la Cour de cassation est constante à cet égard.

Deuxième moyen : Violation de l'art. 1155 et fausse application de l'art. 2001, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a condamné Aubert au paye-

(1) *V.* les arrêts de Cass., 30 avril-21 août 1839, et les notes. — *V.* aussi un autre arrêt du 30 avril 1839.

ment des intérêts de la somme formant la totalité de l'arrêté de compte à partir du terme de la gestion, sans distinction de ce qui pouvait être dû à titre d'avances ou d'émoluments. A l'égard des émoluments, disait-on, on ne se trouvait pas dans le cas de l'art. 2001, C. civ., et dès lors, les intérêts ne pouvaient être alloués qu'à partir du jour de la demande.

Pour le défendeur on a répondu : 1^o sur le premier moyen, qu'en donnant à Aubert le titre de surveillant de l'exploitation, l'arrêté attaqué avait nécessairement repoussé celui de serviteur à gages, qui seul aurait pu entraîner la prescription annale, et que, dès lors, le rejet de cette prescription se trouvait suffisamment motivé.

2^o Sur le deuxième moyen, qu'il n'y avait pas lieu à distinguer entre les divers éléments du compte de 1824, ce compte ne formant plus, en raison de l'arrêté mis au bas, qu'un tout indivisible; que, jugeant en fait, l'arrêté attaqué avait considéré comme composé uniquement d'avances; que, d'ailleurs, et en réalité, il y avait eu par l'arrêté de compte novation de la partie de la dette qui précédemment se formait des émoluments dus à Aubert, et qu'il ne restait plus que le reliquat d'un compte approuvé et dû par le mandant, relinqant qui portait nécessairement intérêt à partir du terme de la gestion.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant, à l'égard des 1,790 fr. 45 c., dont la condamnation a été prononcée par l'arrêt, que, cette somme résultant des arrêtés de compte signés de Raibaud-Lange, la prescription trentenaire pouvait seule être opposée contre une créance ainsi reconnue; que, dès lors, la question sur ce point se réduisait pour la Cour royale à savoir s'il serait surais au paiement de cette somme jusques après le compte demandé reconventionnellement contre Aubert, demande que l'arrêt a écartée, comme l'ont fait les premiers juges, dont il a adopté les motifs; — Mais à l'égard de la demande en paiement des intérêts au remède des 5 % sur le produit de la vente des vins, et d'un compte à rendre par Raibaud-Lange à Aubert pour la fixation de la somme à laquelle cet intérêt peut s'élever depuis 1817 jusqu'en 1824; — Considérant que la question de savoir si Raibaud-Lange était fondé à invoquer les dispositions des articles 1781 et 2272, C. civ., dépendait de celle de savoir si Aubert pouvait être regardé comme domestique de Raibaud-Lange; — Que ni l'arrêt ni le jugement dont il adopte les motifs n'en ont donné aucun sur ce point, qui constituait la base du litige à cet égard; qu'ainsi l'arrêt attaqué a violé l'art. 7, L. 20 avril 1810; — Vu les art. 1153 et 2001, C. civ.; — Attendu qu'aux termes du premier de ces articles la condamnation aux intérêts n'a pu être prononcée pour le temps antérieur à la demande; — Que cette condamnation ne peut être justifiée par l'article 2001; que les 1,790 fr. 45 c. ne peuvent représenter que les émoluments dus à Aubert; — Qu'en allouant les intérêts à compter du 29 décembre 1824, l'arrêt a violé l'art. 1153, et

faussement appliqué l'art. 2001, C. civ., — Casse, etc. »

Du 10 fév. 1856. — Ch. civ.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — LOTS. — ADJUDICATION. — ATTRIBUTION. — VISITE DES LIEUX. — ENQUÊTE.

Lorsqu'un immeuble ayant été adjugé par lots d'après les délimitations fixées par le jugement d'adjudication, des contestations s'élèvent entre deux adjudicataires sur la limite de l'un des lots, les juges peuvent, si les termes de ce jugement ne sont pas clairs, et pour savoir quel était l'état des lieux à l'époque de la saisie et de l'adjudication, invoquer en même temps tous autres titres et documents (1).

Les juges n'ordonnent pas, à proprement parler, une enquête lorsqu'en déléguant un membre du tribunal pour visiter des lieux contentieux, ils lui donnent mission de faire application des titres, et de s'enfouir de tous documents, indications et dépositions nécessaires (2).

Dans tous les cas, ils précisent suffisamment les faits sur lesquels doit porter l'enquête en disant, par exemple, s'il s'agit de la délimitation d'un lot d'adjudication, que cette enquête aura lieu pour parvenir à la connaissance de la portion du terrain formant le lot adjugé. (C. proc., 255.)

Lorsque les énonciations d'un jugement d'adjudication ne déterminent pas d'une manière claire les limites de chaque lot, les juges peuvent chercher des raisons de décider et le véritable sens de l'adjudication en dehors du jugement lui-même, par exemple dans le procès-verbal de saisie immobilière, dans l'extrait de la matrice du rôle, et même dans des actes antérieurs. (C. civ., 1519.)

Un immeuble saisi sur François Benet a été vendu en huit lots, divisés d'après les indications faites par l'huissier saisissant, dans son procès-verbal; le premier lot a été adjugé à Jacques Benet, et tous les autres à Mille. — Des discussions s'étant engagées entre ces deux derniers sur les limites à assigner au second lot, une instance fut introduite, et des experts nommés par jugement furent chargés de lever des plans d'après les prétentions respectives des parties.

Benet prétendait que la pièce de terre dont son lot se composait devait être limitée par les confrons désignés au jugement d'adjudication. Suivant Mille, au contraire, il fallait consulter une annotation écrite en marge de la matrice du rôle, qui seule devait servir à fixer les limites.

Jugement qui, se fondant sur le jugement d'adjudication, accueillait la demande de Benet : — « Attendu, dit le jugement, qu'au milieu des assertions et explications diverses en points de faits contradictoires entre eux, qui divisent les parties, la seule base facile et sûre à prendre dans la cause, c'est le jugement d'adjudication en vertu duquel le demandeur et le défendeur

(1) P. Carré, n° 2249.

(2) P. Carré, 25 mai 1856.

possèdent les différentes parties de l'immeuble vendu par expropriation sur François Benet; que, d'ailleurs, ce jugement est, par rapport à deux adjudicataires plaçant entre eux sur la composition de leurs lots respectifs, le titre le plus naturel et le plus certain à consulter. »

Sur l'appel, arrêt préparatoire qui commet un conseiller, lequel devra se transporter sur les lieux contentieux pour les vérifier et en constater l'état en présence du jugement d'adjudication de tous les autres titres qui pourraient être produits par les parties, avec faculté, porte l'arrêt, de recevoir des éclaircissements des experts et de l'huissier rédacteur du procès-verbal de saisie, comme aussi de procéder à une enquête pour parvenir à connaître réellement quelle est la portion de terrain qui forme le deuxième lot adjugé à Jacques Benet.

Le 30 nov. 1854, arrêt définitif de la Cour d'Aix : — « Attendu qu'afin de pouvoir déterminer, suivant le droit de chacune des parties, le bornage des lots contigus dont elles se sont rendues respectivement adjudicataires, il est indispensable d'emplacement et tout premièrement de reconnaître les lots tels qu'ils ont été adjugés;

« Attendu que ces lots ont été adjugés tels qu'ils avaient été formés dans le procès-verbal de saisie par l'huissier saisissant, qui en avait formé autant qu'il y avait d'articles à la matrice du rôle, en les faisant concorder avec ces articles copiés par lui, ainsi que le prescrit l'art. 675, C. proc., dans son procès-verbal, auquel s'est référé, comme à dû en effet se référer, pour la désignation des objets saisis, le cahier des charges, conformément à l'art. 697, même Code; que, dès lors, c'est bien ce qui, en conformité des titres en vertu desquels les mutations ont été opérées, a dû composer chaque article sur la matrice du rôle que doit former le correspondant, indépendamment de quelques énonciations n'étant alors évidemment que l'effet de l'erreur;

« Attendu, en conséquence, que l'inspection des lieux, l'application des titres à la localité, l'enquête à laquelle il a été procédé, établissent que le deuxième lot, adjugé à l'intimé, doit être exclusivement formé de la propriété que le père, débiteur saisi, avait acquise par acte du 12 pluv. au 5, de Barthélemy Sourin. »

POURVOI en cassation de Benet contre l'arrêt préparatoire et l'arrêt définitif.

Violation des art. 1541 et 1550, C. civ. — L'arrêt attaqué, a-t-on dit à l'appui, ne pouvait accueillir aucune voie d'instruction qui eût pour résultat de faire désertier les termes du jugement d'adjudication, qui constituait un contrat judiciaire auquel tous ceux qui y avaient été parties étaient tenus de se soumettre.

Violation de l'art. 255, C. proc., en ce qu'en ordonnant une enquête, l'arrêt préparatoire avait omis de préciser les faits sur lesquels elle devait porter.

Violation de l'art. 1319, C. civ. — Le jugement d'adjudication, disait-on, est un acte authentique auquel foi est due jusqu'à inscription de faux : son effet et sa portée ne pouvaient donc être atténués par des actes étrangers auxquels les juges ne devaient avoir aucun égard.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, que, loin d'avoir méconnu l'autorité de l'adjudication et d'y avoir apporté atteinte, l'arrêt en a ordonné l'application aux lieux contentieux; et si l'application de tous autres titres a été en même temps autorisée, si le commissaire délégué a été autorisé à rappeler les premiers experts, l'huissier, auteur de la saisie, et même à procéder à une enquête, c'était uniquement dans la vue de rechercher la vérité sur l'état des lieux à l'époque de la saisie et de l'adjudication, dans la vue de lever les doutes résultant d'erreurs, ou d'inexactitude, ou d'insuffisance des indications données pour déterminer le deuxième lot et le distinguer des autres lots adjugés en même temps; ce qui n'était nullement prohibé par les lois; ce qui était même indispensable dans l'espèce; — Attendu que ce n'est pas, à proprement parler, une enquête qui a été ordonnée; c'est seulement une faculté donnée au commissaire délégué d'appeler des indicateurs, et qu'au surplus, en disant que c'était pour parvenir à la connaissance de la portion de terrain formant le deuxième lot, l'arrêt a suffisamment indiqué l'objet de cette espèce d'enquête dans la cause soumise à la Cour royale; — Attendu, sur le dernier moyen, relatif à l'arrêt définitif, que les énonciations et indications qui se trouvent dans le jugement d'adjudication sur le deuxième lot, qui est l'objet du procès, ne suffisant pas pour déterminer exactement les limites de ce lot, la Cour royale s'est trouvée dans la nécessité de recourir à d'autres moyens de lever les doutes qui en résulteraient, et que, dans cette circonstance, elle a pu, sans violer aucune loi, chercher le véritable sens de cette adjudication dans la saisie immobilière elle-même, dans la formation des lots faits par cette saisie, dans l'extrait de la matrice dont l'insertion est exigée par la loi, et même dans un acte antérieur, même dans les renseignements recueillis par le commissaire délégué, — Rejette, etc. »

Du 10 fév. 1856. — Ch. req.

COMPÉTENCE. — ENTREPRISE.

Les contestations élevées entre un entrepreneur de fournitures et son sous-traitant sont de la compétence commerciale (1). (Code comm., 652.)

Le cessionnaire pour partie d'un marché ou bail administratif peut, selon les circonstances, être admis à jouir de la prorogation de l'entreprise ultérieurement accordée par l'administration.

Moulin, adjudicataire pour neuf années, à partir du 1^{er} nov. 1826, des services et travaux de la maison de détention de Clermont, a, par traité du 11 sept. 1826, cédé à Breidt, sous certaines conditions, clauses et réserves, le bénéfice, de l'adjudication. — Ce dernier a depuis cédé ses droits à son épouse, la dame Breidt.

(1) Sic Nougues, Trib. de comm., t. 1, p. 161; Orillard, n° 336; Pardessus, n° 22.

En 1831, l'administration, reconnaissant l'insuffisance de la subvention de 41 c. attribuée à l'adjudicataire pour chaque détenu, augmente cette subvention de 4 c. pour tout le temps qui reste à courir jusqu'au terme fixé pour l'expiration de l'entreprise, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} novembre 1835.

Le 18 juin 1834, l'administration accorde à Moulin une prorogation pure et simple pour trois ans de l'adjudication de 1826, aux clauses et conditions stipulées à cette époque. Mais elle refuse d'accorder, pour ces trois années, l'augmentation de 4 c. accordée en 1831, elle se borne à concéder à Moulin le droit de retenir un cinquième du prix payé aux ouvriers, à la charge par lui de pourvoir aux frais d'éclairage du dortoir.

Moulin, ayant refusé de laisser jouir la dame Breidt du bénéfice de cette prorogation, celle-ci l'a assigné devant le tribunal de commerce de Clermont (Oise).

Jugement qui rejette la demande de la dame Breidt.

Appel. — Le 11 mai 1835, arrêt de la Cour d'Amiens, qui loi-même : « Attendu que la convention des parties est de nature commerciale, et doit être jugée suivant les règles ordinaires du commerce, dont la bonne foi doit être l'âme; et qu'il résulte des faits et documents de la cause que la prolongation du bail dont il s'agit a été sollicitée et demandée par les soins communs des deux parties, et fondée sur leurs pertes et sacrifices respectifs.

POURVOI de Moulin.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur la fausse application de l'art. 1535, C. civ. : — Attendu qu'en 1826 le demandeur avait fait, avec l'administration, un traité relatif à des fournitures; — Attendu qu'aux termes de l'art. 632, C. civ., cette entreprise était commerciale de sa nature, et que les sous-traités faits par le demandeur avaient conséquemment un caractère commercial; qu'ainsi le tribunal de première instance et la Cour, jugeant commercialement, étaient compétents; compétence d'ailleurs reconnue, devant la Cour, par le demandeur lui-même; — Sur les troisième et quatrième moyens, tirés de la violation des principes sur les effets de la novation (art. 1254 et 1271, C. civ.), d'une convention à l'article 1856 même Code, et enfin d'un excès de pouvoir : — Attendu que l'arrêt, en ordonnant que les conventions arrêtées entre les parties continueraient de produire leur effet pendant les trois années de la prorogation du bail, n'a ni violé les règles relatives à la novation et à l'aveu judiciaire, ni commis un excès de pouvoir, mais s'est borné à interpréter des conventions sur l'exécution desquelles les parties étaient en litige. — Rejetée, etc. »

Du 10 fév. 1856. — Ch. req.

NAVIRE CAPTURÉ. — RESPONSABILITÉ. — CAPITAINÉ. — AFFRÈTEURS.

Lorsqu'un navire a été pris par l'ennemi, le capitaine et les affrèteurs ne peuvent être

déclarés responsables de sa perte, et, à ce titre, condamnés à payer la valeur du navire ainsi que le prix du fret et des marchandises, sous prétexte que la perte n'aurait pas été constatée dans les formes voulues par la loi (1). (Ord. 1681, liv. 1^{re}, tit. 10, art. 4, 5, 6, 7; liv. 2, art. 9, 10, 30, 37; liv. 3, tit. 3, art. 9 et 18; C. comm., 221, 230 et 241.)

En 1795, Reboul et Binet affrêtèrent à Fraissinet et compagnie le brick *les Deux-Amis*. Ce brick, emmené par le capitaine Fouque, fut capturé à la Martinique par les Anglais, lors de l'occupation qu'ils firent de cette île.

Qui devait souffrir de cette capture? En 1816, Reboul actionna le capitaine Fouque, Fraissinet et compagnie, et Masse, subrégurgé, en paiement de la valeur du navire, du prix du fret et des marchandises qu'ils prétendaient avoir condamnées au capitaine, enfin, en 240,000 fr. de dommages-intérêts. Les défendeurs repoussèrent cette demande, en soutenant que, le brick ayant été victime d'une capture faite par les ennemis, d'un événement de force majeure, ils ne pouvaient être responsables. Reboul répondit qu'en supposant que la capture eût eu lieu, elle n'aurait été que le résultat d'une faute du capitaine; mais que, d'ailleurs, cette capture elle-même et la perte du navire n'étant pas prouvées dans la forme voulue par la loi, la responsabilité subsistait.

Jugement qui repousse la demande :

« Attendu que le brick *les Deux-Amis*, ayant été enveloppé dans la capture faite par les Anglais, lors de la prise de la Martinique, doit être déclaré avoir péri pour le compte de la maison Binet et Reboul; que, quoiqu'il soit vrai en principe que le capitaine doit répondre de la perte du navire, si cette perte est arrivée par sa faute, les imputations dérivées contre Fouque ne sont pas justifiées, et qu'elles sont même contredites par la conduite de Binet et Reboul et par leur silence vis-à-vis de Fouque; que Masse (le subrégurgé) n'ayant traité ni directement ni indirectement avec Binet et Reboul, il ne peut être soumis à rico vis-à-vis d'eux; que Fraissinet et compagnie ayant eux-mêmes perdu leurs marchandises, ils ne peuvent pas être tenus du fret, aux termes de l'art. 18, tit. 3, de l'ordonnance de 1681... »

Appel. — Arrêt de la Cour de Montpellier qui confirme.

POURVOI en cassation de Reboul.

Premier moyen. — Violation des art. 9, 10, 20, 37, tit. 1^{er}, liv. 2, et des art. 4, 5, 6, 7, tit. 10, liv. 1^{re} de l'ordonnance sur la marine de 1681. — On soutenait que l'arrêt attaqué ne devait pas décharger le capitaine de la responsabilité qui pèse sur lui en cas de perte de son navire, puisqu'il n'avait pas rempli les formalités prescrites par la loi pour constater que la perte avait eu lieu sans sa faute.

Deuxième moyen. — Fausse application de l'art. 18, et violation de la même ordonnance, tit. 3, liv. 3, art. 9. — C'est également à tort,

(1) F. Boulay-Paty, *Droit commercial maritime*, t. 2, sect. 10, p. 35.

disait-on, que les affréteurs ont été dispensés de payer au propriétaire du navire capturé le fret et la valeur des marchandises confiées au capitaine, puisque la capture n'avait eu lieu que par le fait du capitaine, leur préposé.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur la première branche du moyen proposé : — Considérant que, d'après les pièces produites, dont l'existence a été reconnue par Reboul lui-même, il a été reconnu, en fait, par l'arrêt, que le brick *les Deux-Amis* a été capturé par les Anglais; qu'en présence d'un pareil fait et d'autres documents et circonstances de la cause, l'arrêt attaqué a pu décider qu'il y avait eu force majeure;

» Sur la seconde branche : — Considérant que les mêmes motifs de force majeure ont déterminé la décision de l'arrêt relativement au fret et aux marchandises. — Rejette, etc. »

Du 11 fév. 1856. — Ch. req.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — SITUATION DE BIEN. — APPRÉCIATION. — ORDRE. — MINISTÈRE PUBLIC. — APPEL.

Le point de savoir si l'inscription énonce suffisamment la nature et la situation des biens hypothéqués est abandonné à l'appréciation souveraine des juges du fond (1).

Spécialement, une inscription prise sur les maisons, vignes et autres immeubles appartenant au débiteur dans l'arrondissement de..., contient une indication suffisante des biens hypothéqués et de nature à prévenir toute erreur de la part des tiers (2). (Loi 11 brum. an 7, art. 4 et 16; l. civ., 2148.)

En matière d'ordre, la communication au ministère public n'est pas exigée en appel comme en première instance (3). C. proc., 762 et suiv.)

Broch avait consenti une hypothèque au profit de Sterque, son créancier. L'inscription fut prise, le 25 frim. an 12, en ces termes : « Sur la maison, vignes et autres immeubles appartenant à Broch dans l'arrondissement du hureau des hypothèques de Dôle. » — Lors de l'ordre ouvert pour la distribution du prix de ces biens, d'Augerans, créancier de Sterque, fut colloqué à la date de son inscription, malgré l'opposition de plusieurs autres créanciers, qui la soutenaient nulle, comme ne désignant pas spécialement la nature, l'espèce et la situation de chacun des biens affectés à la créance.

Mais ces prétentions furent rejetées successivement par un jugement du tribunal civil de Dôle, puis par un arrêt de la Cour de Besançon ainsi conçu : — « Attendu en fait que l'inscription prise au profit de Sterque l'a été sur les maisons, vignes et autres immeubles qui appartenaient au débiteur Broch, dans l'arrondissement de Dôle, à l'époque du 25 frim. an 12, date de l'obligation;

» Attendu, en droit, que le § 3 de l'art. 4, l. 11 brum. an 7, et l'art. 17, en exigeant l'indication de la nature et de la situation des biens,

ont eu deux buts : le premier, de donner au débiteur la facilité de ne soumettre à l'hypothèque qu'une partie de ses immeubles, ce qu'il ne pouvait pas avant cette loi, et le deuxième de faire connaître à ceux qui plus tard contracteraient avec le même débiteur quels sont ceux de ses immeubles qui sont déjà frappés d'hypothèque; qu'on ne trouve dans le texte de la loi aucune exception sur le sens et l'étendue du mot *situation* dont s'est servi le législateur; que rien ne démontre qu'il ait voulu, à peine de nullité, que toutes les indications les plus minutieuses fussent données; qu'il a donc laissé au juge à décider si l'on a satisfait au vœu de la loi, qui n'a été que d'empêcher que les tiers puissent être trompés par une désignation insuffisante;

» Attendu que le sens naturel et non équivoque de la phrase de l'acte du 25 frim. an 12, ci-dessus citée, est qu'à cette époque toutes les propriétés de Broch, en quelque lieu de l'arrondissement qu'elles fussent situées, et d'une manière spéciale, en sa maison des vignes, étaient frappées d'hypothèques au profit de Sterque; que les créanciers postérieurs ont dû consulter les registres du conservateur, se faire indiquer la maison pour en connaître la valeur et voir si elle suffisait encore pour le gage de leur créance; que, s'ils ont été trompés, ils ne peuvent l'imputer qu'à leur négligence.... »

Il est à remarquer que l'arrêt ne mentionne pas que le ministère public ait été entendu en ses conclusions.

POURVOI en cassation par Grémand et consorts : 1° pour violation des articles 4 et 17, Loi 11 brum. an 7, 2129 et 2148, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué avait déclaré valable une inscription qui ne désignait pas nominativement les biens sur lesquels elle devait frapper; 2° violation des art. 5, tit. 8, l. 16 et 24 août 1790, 141 et 762, C. proc., en ce qu'il n'était point énoncé dans l'arrêt que le ministère public eût été entendu. L'art. 762, disait-on, dispose en termes formels qu'en matière d'ordre, le jugement doit être rendu sur les conclusions du ministère public. Or, cette formalité doit être observée aussi bien en appel qu'en première instance, par ce motif qu'il y a dans les deux cas même raison de décider, et que, de plus, l'art. 470, C. proc., soumet les Cours royales à toutes les règles établies pour les tribunaux inférieurs.

Les défendeurs répondaient, sur le premier moyen : La loi s'étant bornée à exiger que l'inscription hypothécaire contint l'indication de l'espèce et de la situation des biens affectés à la créance, sans déterminer dans quelles circonstances il y a désignation suffisante, il en résulte que c'est là une question de fait abandonnée à l'appréciation des juges du fond, qui doivent principalement rechercher si les tiers ont pu être induits en erreur. — Quant au second moyen, on fait observer que, si l'art. 762, C. proc., ordonne l'audition du ministère public, en matière d'ordre, devant les tribunaux de première in-

(1) P. Cass., 28 août 1821 et 24 janv. 1825.

(2) P. Cass., 15 juin 1815, 6 mars 1820, et Grenoble, 16 juill. 1825; Liège, 26 juill. 1828.

(3) P. Pigeon, 1. 2, p. 445; Carré-Chauveau, n° 2581 *quinq.*

stance, aucune disposition n'exige qu'il en soit de même devant les Cours royales, où l'instruction est beaucoup plus rapide.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, sur le premier moyen, que, si, entre autres formalités, la loi exige que l'inscription hypothécaire énoncé formellement la nature et la situation de chacun des biens hypothéqués, elle ne dit point en quels termes cette désignation doit être faite; — Que le point de savoir si le contrat et l'inscription énoncent suffisamment la nature et la situation des biens est une question que la loi a laissé au juge du fond le soin de résoudre, en examinant si la chose est suffisamment individualisée pour prévenir toute erreur de la part des tiers; — Qu'ainsi, en jugeant que ces mots, *maison, vignes*, situés dans l'arrondissement de Dôle, étaient une indication suffisante pour que les tiers ne pussent pas être trompés, la Cour royale n'a violé aucune loi; — Attendu, sur le second moyen, que de la combinaison de l'art. 762, C. proc., qui veut que le jugement en matière d'ordre soit rendu sur le rapport du juge-commissaire et les conclusions du ministère public, avec les art. 765, 764, 765 et 766, même Code, qui tracent la marche de la procédure d'appel en cette matière, il résulte que ce n'est que pour la procédure de première instance que la communication au ministère public est exigée, — Rejette, etc. »

Dr 15 fév. 1856. — Ch. civ.

PRÉSIDENT. — RENPLACEMENT. — BIENS COMMUNAUX. — PRESCRIPTION. — VENTE. — MESURE. — CHOSE JUGÉE. — AUTORISATION ADMINISTRATIVE. — COMPENSATION. — AVEC. — ERREUR. — REVOCATION.

Le président d'un tribunal, en cas d'empêchement, doit être nécessairement remplacé par le plus ancien des juges présents, en telle sorte que le jugement est radicalement nul, si l'audience n'a été présidée et la minute signée par le deuxième juge en présence du premier, même du consentement de celui-ci. (Décret 30 mars 1808, art. 48; Résolu par la Cour royale seulement.)

Les acquéreurs de biens communaux vendus par l'État en vertu de la loi du 30 mars 1815, au profit de la caisse d'amortissement, doivent être réputés tiers à l'égard des communes, et peuvent, par conséquent, leur opposer la prescription de l'art. 2205, C. civ. (Résolu par la Cour royale seulement.)

Il n'y a pas violation de la chose jugée dans une décision qui prononce, contrairement à des actes administratifs, qu'une vente de divers terrains a été faite avec contenance de mesure lorsqu'il est intervenu des actes administratifs postérieurs, destinés à fixer l'étendue de terrain que cette vente devait comprendre.

L'art. 1625, C. civ., qui veut que, dans le cas de vente de divers fonds par le même contrat, avec désignation de la mesure de chacun, s'il se trouve moins de contenance en l'un et plus en l'autre, il se fasse compensation jusqu'à due concurrence, reçoit application, même alors qu'indépendamment

de la mesure désignée pour chacun des fonds en particulier, il y a eu désignation de mesure en masse.

Lorsqu'il est établi que c'est par suite d'une confusion de dénomination qu'une parcelle a été amenée dans une instance à déclarer qu'un fonds n'était point compris dans la vente à elle consentie, il y a lieu à révocation de l'aveu pour erreur de fait. (C. civ., 1356.)

La loi du 30 mars 1815 ayant expressément les communes de leurs biens ruraux, pour les céder à la caisse d'amortissement, il fut procédé administrativement à la vente de ceux de la commune de Rhor (Bas-Rhin).

Le 25 oct. 1815, Hœring et Mertian se rendirent adjudicataires de divers cantons de prés et de terres appartenant à cette commune, d'une mesure désignée, et comprenant en tout, d'après le procès-verbal d'adjudication, sous garantie néanmoins de la contenance, environ dix-sept hectares quarante ares.

Les adjudicataires revendirent eux-mêmes à divers sous-acquéreurs.

En 1816, des difficultés s'étant élevées entre les adjudicataires et la commune, au sujet de la contenance des terrains vendus, intervint un arrêté du conseil de préfecture, confirmé par ordonnance du conseil d'État du 21 mars 1817, qui décida que Hœring et Mertian, ou leurs représentants, n'avaient droit qu'à une contenance de dix-sept hectares quarante ares, et devaient restituer tout ce qui excédait cette mesure.

Plus tard, nouvelles contestations de la commune, relatives à la révision du procès-verbal de délimitation.

Arrêté du conseil de préfecture, le 6 août 1828, qui renvoie les parties devant les tribunaux, attendu que la vente administrative de 1815 devait contenir nécessairement dix-sept hectares quarante ares, et que, dès lors, c'était le cas de faire l'application de l'acte d'adjudication, au moyen d'enquête, de descente et de vérification sur les lieux.

Le tribunal de Strasbourg et la Cour de Colmar furent successivement saisis de l'examen des questions que l'arrêt fait suffisamment connaître. — Cet arrêt, du 15 fév. 1853, est ainsi conçu : — « Considérant qu'aux termes de l'article 48, décret 30 mars 1808, le président est, en cas d'empêchement, remplacé par le plus ancien des juges présents, dans l'ordre des nominations; que cette attribution de fonctions, déferée par la loi, ne peut être changée par la délégation expresse ou le consentement tacite du magistrat le plus ancien, pas plus que le président titulaire ne pourrait déléguer, lui président, son droit et son obligation de présider, au magistrat qui le suit;

« Considérant que la signature de la minute, appartenant à celui qui a présidé, ne peut être donnée par un autre que par le plus ancien des juges que dans le cas d'accident extraordinaire; qu'ainsi, le deuxième juge de la chambre civile n'avait pas qualité en présence du premier et du plus ancien, pour présider l'audience, ni pour signer la minute du jugement; d'où il suit que

l'acte qualifié jugement dans la cause est atteint d'une nullité radicale;

» Considérant que cette nullité, qui tient à la composition des tribunaux, et à la régularité des juridictions, est d'ordre public; qu'elle peut aussi être provoquée par le ministre public par voie de réquisition, ou prononcée d'office par la Cour; mais que, la matière étant disposée à recevoir une décision définitive, l'art. 473, Code proc., autorise la Cour à évoquer le litige, et à statuer au fond;

Déclare ledit jugement nul, et prononçant au fond:

» Considérant, sur la prescription, que, la loi du 20 mars 1813, ayant exproprié les communes de leurs biens ruraux, pour les céder à la caisse d'amortissement, ceux de la commune de Rohr ont été vendus administrativement par la caisse d'amortissement le 25 oct. 1813, à Herring et Mertian; qu'ensuite ces biens ont été revendus à différents particuliers qui figurent dans la cause, de manière qu'ils ont subi jusqu'à quatre mutations pendant les années 1813 et 1815, et qu'il n'en est resté qu'un sixième entre les mains de Herring, premier acquéreur;

» Considérant que les adjudicataires, et après eux les sous-acquéreurs, se sont mis en possession, depuis l'adjudication, des fonds formant les cantons désignés dans la vente; qu'à la vérité la commune a obtenu une distraction de onze hectares qui étaient portés dans l'adjudication; mais que les acquéreurs ont continué leur jouissance sur le surplus des fonds, formant dix-sept hectares quarante ares; que leur possession a été reconnue et confirmée par l'opération du commissaire délégué du préfet pour opérer la distraction de onze hectares qu'avait obtenue la commune par décision administrative, ainsi qu'on le voit dans le procès-verbal dressé par le commissaire, le 22 juill. 1816; qu'en opérant cette distraction, il a dénommé cinq cantons qui devaient former les dix-sept hectares quarante ares qui reviennent aux acquéreurs par l'adjudication; que le commissaire rend compte dans son procès-verbal que la commune même en masse assistait à cette opération, et en a exprimé sa satisfaction; qu'enfin le travail a été approuvé par le préfet le 27 du même mois; que, dès lors, les acquéreurs ont continué leur jouissance sur les cinq cantons désignés, jusqu'au 6 août 1828, époque où a commencé une nouvelle revendication de la part de la commune de Rohr;

» Considérant que la possession des acquéreurs et tiers acquéreurs a duré plus de dix ans, même en ne la faisant courir que depuis le procès-verbal du 22 juill. 1816; que cette possession était fondée sur le titre de l'adjudication du 25 oct. 1813, et sur les ventes postérieures; que la jouissance a été paisible au moins depuis ledit jour 22 juill., ou, si l'on veut, depuis le 27 du même mois, date de l'homologation du procès-verbal; que la bonne foi se manifeste par tous les actes administratifs produits; qu'ainsi ils peuvent justement invoquer la prescription établie par l'art. 2265, C. civ.;

» Que les premiers juges ont erré en supposant que la commune était vendeuse, et que

les acquéreurs n'étaient pas destitues par rapport à elle; que le principe exemplaire dont ils ont argumenté n'est point applicable, en ce que la commune expropriée par la loi n'a point été vendeuse, mais bien la caisse d'amortissement; qu'ainsi les adjudicataires, tenant leurs droits de cette caisse, sont de véritables tiers à l'égard de la commune, ce qui s'applique encore à plus forte raison aux sous-acquéreurs postérieurs; c'est donc mal à propos que le jugement dont est appel a rejeté le moyen de prescription;

» Considérant, au fond, qu'il faut remarquer d'abord que la commune ne soutient pas que les acquéreurs possèdent au delà des dix-sept hectares quarante ares à eux vendus dans les cinq cantons; mais sa prétention tendrait à réduire la vente à environ quatre hectares; qu'ainsi les acquéreurs, *certant de damno vitando*, et la commune de *lucro captando*;

» Que la vente, réduite comme elle l'a été par des différentes décisions administratives, est faite *ad mensuram*, puisque ces décisions ont enlevé aux adjudicataires la chance de gain, qui résultait de l'adjudication pour restreindre la vente à dix-sept hectares quarante ares; qu'ainsi on ne pourrait pas en enlever une quantité quelconque sans exposer la caisse d'amortissement, vendeuse, à une garantie.

» Considérant que, les cinq cantons désignés dans l'adjudication et dans le procès-verbal du 22 juill. 1816 ne présentant ensemble qu'une quantité de dix-sept hectares quarante ares, on ne peut pas opérer une distraction sous prétexte que l'un d'eux aurait une contenance moindre, de manière que la compensation est prescrite par l'art. 1623, C. civ., qui reproduit à cet égard l'ancienne jurisprudence;

» Considérant, quant au canton Pfuder, de la contenance de cent cinq ares, que ce canton a été reconnu par le jugement dont est appel pour faire partie des cantons désignés dans l'adjudication; que sa contenance a aussi été reconnue nécessaire pour compléter les dix-sept hectares quarante ares fixés par le procès-verbal du 22 juill. 1816, dont l'opération a été alors reconnue juste par la commune;

» Considérant que l'aveu fait par les appelants, que ce canton n'était pas indiqué dans l'adjudication, n'emporte pas, comme en ont conclu les premiers juges, un consentement à ce qu'il soit distrair de la vente; que cet aveu est expliqué par la circonstance que, lors de l'adjudication, on a suivi les plans et les terriers anciens, qui ne comportaient pas la dénomination de ce canton, dénomination qui ne s'applique qu'à une subdivision de quelques-uns des anciens cantons, qui s'est établie dès lors; qu'au surplus ce prétendu consentement ne se rencontre dans aucune des pièces du procès, non plus que dans les faits de la cause insérés au jugement; qu'enfin un consentement de ce genre serait une aliénation que des mineurs ne pourraient pas faire dans une discussion judiciaire;

» Par ces motifs, etc. »

POURVOI en cassation par la Commune; 1^o pour fausse application de l'art. 2265, C. civ.,

en ce que la commune ne devait point être considérée comme tiers, mais comme venderesse, bien que la vente eût été faite au profit de la caisse d'amortissement, ce qui n'influaient rien sur la qualité de propriétaire qui continuait à résider dans la commune;

2° Pour violation de la chose jugée par les actes administratifs de 1816 et 1817;

3° Pour violation et fausse application de l'article 1265, C. civ., qui n'admet la compensation de contenance entre plusieurs fonds vendus par le même contrat, et pour un seul et même prix, que dans le cas où il y a eu désignation de la mesure de chacun, et non lorsque, comme dans l'espèce, il s'agit d'une vente en bloc, sans garantie de contenance;

4° Pour violation de l'art. 1356, C. civ., en ce que Haring et consorts avaient été maintenus dans la possession d'un des cantons en litige, après l'aveu fait par eux que ce canton ne figurait pas dans l'adjudication.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen tiré de l'autorité de la chose jugée administrativement : — Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que, sur la demande de la commune tendante à ce qu'il fût procédé à la révision du procès-verbal de délimitation, le conseil de préfecture, par son arrêté du 6 août 1828, a déclaré que la question de savoir si les terrains réclamés par la commune faisaient ou non partie des cinq cantons dénommés dans le procès-verbal d'adjudication ne pouvait être décidée que par suite d'enquête, de descente et de vérification sur les lieux, lesquelles ne pouvaient être ordonnées que par l'autorité judiciaire, et que, d'après ce motif, la question a été renvoyée devant le tribunal; d'où il suit que l'arrêt, en statuant, dans l'espèce, loin d'avoir violé les art. 1350 et 1351, concernant l'autorité de la chose jugée, s'est, au contraire, exactement conformé au vœu de la loi; — Sur le moyen tiré de l'art. 1265, Code civ. : — Attendu que la Cour royale a jugé, en fait, que les cinq cantons désignés dans le procès-verbal d'adjudication ne présentaient ensemble que la quantité de 17 hectares quarante ares, indiquée pour être vendue; et, en droit, qu'un ne pouvait pas opérer une distraction sous prétexte que l'un des cantons désignés dans l'adjudication était d'une contenance moindre; — Attendu, néanmoins, que la vente a été faite par le même contrat et pour un seul et même prix; — Qu'ainsi l'arrêt, en décidant, par analogie, qu'il y avait eu lieu à compensation, aux termes de l'art. 1265, C. civ., a fait une juste application de la loi; — Sur le moyen de l'art. 1356, même Code : — Attendu que l'art. 1356, C. civ., après avoir dit que l'aveu judiciaire fait pleine foi contre celui qui l'a fait, ajoute : « Qu'il peut être révoqué si l'on prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait; — Attendu que, l'aveu dont il s'agit ayant été fait devant les premiers

juges il s'est élevé en appel des contestations à ce sujet, et l'arrêt a déclaré que cet aveu était expliqué par la circonstance que, lors de l'adjudication, on avait suivi les plans et les terriers anciens, qui ne comportaient pas la dénomination du canton Pfider, dénomination qui ne s'applique qu'à une subdivision de quelques-uns des anciens cantons qui s'est établie dès lors; — Attendu que de cette explication résulte la preuve du cas d'exception prévu par l'article susénuméré, et qu'en conséquence l'arrêt a justement appliqué cet article, — Rejette, etc. »

DU 15 fév. 1836. — CH. CIV.

ALLUVION. — ATTERRISSSEMENT. — CHENIN PUBLIC. — DUMAINE DE L'ÉTAT.

Les alluvions ou atterrissements formés aux bords d'un fleuve ou d'une rivière navigable, appartenaient sous l'ancienne législation, comme ils appartiennent depuis le Code civil, aux propriétaires des fonds riverains. — A cet égard, le Code civil n'a fait que consacrer les principes anciens en conservant la distinction entre les atterrissements, îles, îlots, etc., nés dans le lit du fleuve, et qui appartiennent à l'Etat (C. civ., 560), et les alluvions ou atterrissements de rive, qui appartiennent aux riverains. (C. civ., 556.) Les alluvions ou atterrissements qui se forment dans un fleuve ou une rivière, le long d'une grande route ou d'un chemin public, appartiennent à l'Etat, et non au propriétaire riverain dont les fonds se trouvent situés de l'autre côté de ce chemin. (C. civ., 556.)

Cette dernière solution peut donner lieu à quelques réservations importantes.

Déjà par un précédent arrêt du 12 déc. 1833, la Cour de cassation avait décidé que l'alluvion formée au bord d'une rivière qui longe un chemin vicinal, appartenait au propriétaire du chemin, c'est-à-dire à la commune, et non au propriétaire riverain dont les fonds se trouvent placés de l'autre côté de la route; ou en d'autres termes, qu'un chemin public entre une rivière et les fonds riverains qui bordent ce chemin, forme pour ces derniers fonds un obstacle ou une interruption légale au droit d'accrétion, qui les empêche de profiter des alluvions ou atterrissements formés dans la rivière ou sur ses bords.

La Cour de cassation l'a ainsi décidé contrairement aux principes du droit romain, et même de notre ancienne jurisprudence française, laquelle se fondait sur le motif que les chemins des communes, autrefois la propriété des seigneurs, étaient cependant, quant à leur entretien et même à leur remplacement, à la charge des riverains(1), tandis qu'aujourd'hui cette charge est imposée aux communes, qui, à ce titre, pouvant ou devant être considérées comme propriétaires des chemins, doivent jouir des avantages attachés au voisinage de la rivière, par cela même qu'elles sont exposées à tous ses inconvénients; d'où cette conséquence déduite par la Cour de cassa-

(1) Cum via publica, vel fluminis impetu, vel ruina omissa est, vicinus proximus, viam præstare debet. L. 14, ff. quemad. servit. amit.

— F. Poquet de Livonnière et les auteurs qu'il cite, règle 17, au titre des Servitudes. — F. aussi Cass., 1^{re} déc. 1835.

tion, que les alluvions ou atterrissements formés aux bords des chemins communaux, appartiennent à la commune; ce qui n'est toujours qu'une application de la maxime *ubi onus, ibi emolumentum*.

Telle est au reste la doctrine enseignée par plusieurs auteurs, Garnier, *Régime des eaux*, t. 1, n° 83; Chardon, *Traité du droit d'alluvion*, n° 159; et Proudhon, *Du dom. public*, t. 4, n° 1371. — Cependant l'opinion contraire a été soutenue par Daviel, *Pratique des cours d'eau*, n° 133, et cet auteur a pour lui deux arrêts de la Cour de Toulouse, des 26 nov. 1812, et 9 janv. 1820, dont le dernier a été cassé par l'arrêt cité plus haut, du 12 déc. 1832. (1)

Dans l'espèce actuelle, il s'agit, non d'un chemin vicinal ou communal, mais d'une grande route ou d'un chemin public, bordant un fleuve ou rivière navigable, la Loire. — Pour décider la question de propriété de l'alluvion, d'après les principes ci-dessus posés, tout consistait donc à savoir quel était, au temps où l'alluvion s'est formée, le propriétaire de la route ou du chemin.

Or, sur ce point, il y a des différences importantes à remarquer entre l'ancien et le nouveau droit.

Dans l'ancien droit, les grandes routes et chemins publics appartenaient au roi, au domaine de la couronne ou de l'État, et ils lui appartenaient *propriétement*, sauf à en laisser jouir le public. A ce titre, ils étaient inaliénables et imprescriptibles, comme tous les autres biens du *domaine* proprement dit, et il était naturel d'en conclure que le droit d'accrétion devait y être attaché comme à tout autre espèce de biens susceptibles d'une propriété privée. Dans cet état de choses, nul doute que des alluvions ou atterrissements formés dans une rivière au bord d'une grande route ou d'un chemin public, ne dussent tomber dans le domaine de l'État.

Mais depuis la révolution, la législation nouvelle a établi une distinction essentielle, radicale, entre le *domaine de l'État* ou *domaine national*, et le *domaine public* (2). Cette distinction se trouve pour la première fois écrite dans les deux premiers articles de la loi du 22 nov.-1^{er} déc. 1790, et l'art. 2 de cette loi,

lequel a été presque textuellement transcrit dans l'art. 538, C. civ., range les grandes routes et chemins publics dans le *domaine public*, domaine à l'usage de tous, et qui n'appartient à personne, dont l'État a la police ou surveillance, l'administration, qu'il est même chargé d'entretenir, mais qu'il ne possède pas à titre de propriétaire. — Dans un tel état de la législation, on peut se demander d'abord si les choses du domaine public, telles que les grandes routes, sont susceptibles d'accroissement par voie d'accrétion et d'alluvion; ou si, dans ce cas, il ne faudrait pas décider que la grande route ou chemin public ne fait pas obstacle ou interruption pour le propriétaire riverain de l'autre côté du chemin, au droit d'accrétion ou d'alluvion; s'il n'y a pas ici une grande différence à faire entre un chemin vicinal qui est la propriété de la commune, et une grande route qui n'appartient à personne? Ou bien faudrait-il décider que, par cela seul que l'État est chargé de l'entretien des routes, il doit en être considéré comme le propriétaire, et que par suite il doit profiter de l'alluvion albérante à la route?

Ces questions délicates, que nous serions portés à résoudre en faveur de l'État, avec les auteurs précédemment cités, non par le motif qu'il est propriétaire, mais parce qu'il est avant tout autre exposé aux inconvénients du voisinage du fleuve, et qu'il doit seul supporter la dépense des dégradations ou reconstructions que l'envasement des eaux peut occasionner (3), conduisent cependant à d'autres questions plus importantes encore, sur lesquelles les auteurs et la jurisprudence ne nous offrent aucune solution ni aucun précédent.

En admettant que le propriétaire séparé d'un fleuve par une grande route ne puisse prétendre droit aux alluvions et atterrissements formés au bord du fleuve, ou se demander quel est le véritable caractère de ces terrains d'alluvion? — Faut-il les considérer comme une dépendance du domaine public, ou comme appartenant au domaine de l'État? Dans le premier cas, ils seront absolument imprescriptibles sous l'empire du Code civil (C. civ., 2236). Dans le second cas, ils seront annués ou non à la prescription selon les règles qui concernent le domaine de l'État

(1) Nous recevons un ouvrage intitulé *Manuel des propriétaires riverains*, etc., par G. De-camps, dans lequel l'auteur se range à la doctrine de Daviel et de la Cour de Toulouse, par ce motif que « tous les chemins existant le long des cours d'eau, doivent être considérés comme faisant encore partie du fonds dont ils ont été extraits, » ce qui, selon nous, ne serait admissible, qu'autant qu'il serait bien démontré que, dans l'origine des sociétés, la propriété particulière du sol a précédé la propriété publique, proposition au moins fort douteuse, et d'ailleurs en opposition directe avec l'esprit général de notre législation actuelle sur les chemins publics de toute espèce.

(2) Proudhon, dans son *Traité du domaine public*, t. 1, n° 206, relève avec raison l'étrange confusion que la plupart des auteurs, et le gouvernement lui-même dans quelques lois, notamment dans les dernières éditions officielles du Code, font

du *domaine public* avec le *domaine de l'État* : c'est ainsi qu'on lit dans l'art. 539 C. civ., que « tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, *appartiennent au domaine public*, » ce qui est une erreur manifeste. Et, en effet, il y avait dans l'édition originale : *appartiennent à la nation*. — V. *Bull.*, 3^e série, t. 9, n° 5536, p. 286.

(3) *P.* les lois des 16 fév. an 2, art. 1^{er}; 28 mess. an 4, art. 1^{er}; 24 frim. an 5; 9 vend. an 6, art. 74; 11 frim. an 7, art. 2; 24 avril 1806, et notamment le décret organique du 16 dec. 1811, art. 5....; dispositions desquelles la plupart des auteurs tirent cette conséquence, contrairement cependant au texte de l'art. 538, que les grandes routes et chemins publics sont la *propriété de l'État*. — *P.* Garnier, *Traité des chemins*, ch. 1^{re}, p. 15 et suiv.

aux différentes périodes de notre législation. Ainsi, si l'on se place sous l'empire des lois anciennes antérieures à la révolution, les terrains dont il s'agit seront imprescriptibles, s'ils ont été expressément ou tacitement incorporés au domaine de l'Etat ou de la couronne, aux termes de l'ordonn. de 1566; hors de là, s'ils sont restés dans les dépendances de ce qu'on appelait le *petit domaine*, ils seront sujets à la prescription de 40 ans. La même prescription leur sera encore applicable, sous l'empire de la loi du 22 nov.-1^{er} déc. 1790 (art. 56), qu'ils aient été ou non incorporés au domaine de l'Etat. Enfin sous l'empire du Code civil, ils seront soumis comme tous les autres biens, selon les circonstances, à la prescription décennale, vicennale ou tricennale. (C. civ., 2227.)

Telles nous paraissent être les conséquences nécessaires de la nature et du caractère que l'on voudra assigner à ces sortes de terrains, et de l'époque à laquelle on fera remonter les faits possessoires.

Dans l'espèce dont nous allons rendre compte, et où il s'agit d'alluvions ou atterrissements de formation très-ancienne, on avait aussi invoqué la prescription; mais, soit qu'il y eût eu interruption et que le laps de temps voulu par la loi ne fût pas accompli, soit que le moyen n'ait pas été l'objet de conclusions formelles en Cour royale, soit enfin que l'acquisition par voie d'accession ait paru à la Cour un moyen péremptoire, toujours est-il que son arrêt ne parle pas de prescription dans ses motifs. Le moyen reste donc entier devant les juges de renvoi.

Après ces observations préliminaires, venons à l'espèce jugée par la Cour de cassation.

L.-M. DAVIL.

La famille Dufour de Pihrac, représentée aujourd'hui par les époux de Labarre, possède depuis longues années, sur les bords de la Loire, des atterrissements ou alluvions considérables, dits du *Larré*, dont leurs propriétés se trouvent cependant séparées dans une assez grande étendue, par la route royale de Briare à Angers, et par un autre chemin public.

En 1821, l'administration des domaines, ne voyant dans cette possession qu'une usurpation de ses droits, a, malgré un avis contraire du conseil de préfecture du Loiret, formé contre les époux de Labarre une demande en délaissement des terrains dont il s'agit. — Le préfet du Loiret, agissant au nom de l'Etat, a soutenu que tous les atterrissements formés tant au milieu que sur les bords des cours d'eau navigables, étaient, avant le Code civil, une propriété domaniale, et que la prescription pouvait être opposée au domaine avant la loi du 1^{er} déc. 1790, la possession même la plus longue de ces atterrissements n'ayant pu en conférer la propriété à des particuliers et même à des riverains du fleuve. — Quant à la partie de ces atterrissements possédée par les époux de Labarre qui adhérait à la route royale et au chemin public, le préfet a soutenu qu'elle était la propriété du domaine encore à un autre titre, puisqu'étant propriétaire de la rive du fleuve, il devait l'être de tout ce qui s'y était vu par voie d'alluvion.

Les époux de Labarre ont répondu, qu'à aucune époque les atterrissements ou accroissements riverains n'avaient fait partie du domaine de l'Etat, et qu'avant comme depuis le Code civil, ils appartenaient par droit d'accession, au propriétaire du fonds contigu au cours d'eau, même dans les rivières navigables. Ils ont ajouté qu'il importait peu qu'une route royale séparât sur certains points leur propriété de la Loire, parce qu'un chemin public n'étant qu'une sorte d'empiètement sur les propriétés limitrophes, n'empêchait pas la contiguïté légale avec le fleuve.

1^{er} juin 1832, jugement du tribunal de Gien qui rejette la prétention du domaine, principalement par ce motif que même en considérant les alluvions dans un fleuve comme une dépendance du domaine public ou de l'Etat, on ne pourrait leur appliquer les principes de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité, en ce qu'il ne s'agirait ici que d'une chose faisant partie de ce que l'on appelait dans l'ancien droit le *petit domaine*, lequel était aliénable, et tombait par conséquent sous le coup de la prescription.

Appel par le préfet; il reproduit les moyens qui avaient échoué en première instance, et les fortifie d'arguments puisés dans l'ord. de 1669, dans les édits et déclarations de déc. 1693, d'août 1694 et d'avril 1713, sur la propriété domaniale du lit des fleuves et rivières navigables.

24 août 1832, arrêt de la Cour d'Orléans qui, sans se prononcer sur le moyen de prescription, confirme le jugement de première instance, par les motifs suivants : — « Considérant que le voisinage des fleuves et rivières navigables étant pour les riverains la source des plus grands inconvénients, c'est avec toute sorte de justice que le droit romain leur attribuait, à titre de dédommagement, les alluvions qui se formaient le long de leurs propriétés; — Considérant que ce principe qui était généralement suivi sous l'ancienne législation, a été formellement et définitivement consacré par l'art. 556, C. civ.; — Considérant que l'art. 41, tit. 27 de l'ordonn. de 1669 ne contient aucune disposition contraire, parce qu'il ne parle que du lit des rivières et fleuves eux-mêmes, et non des alluvions qui, pouvant être tout aussi bien une restitution qu'une addition de terrain faite par le fleuve, n'en ont jamais été considérées comme une dépendance, mais, au contraire, ont toujours été, pour cette raison, l'objet de l'attention des législateurs anciens et modernes, qui ont prononcé spécialement leur adjonction aux terrains limitrophes; — Considérant, à l'égard des édits et déclarations de 1693, août 1694 et avril 1713, qu'ils ne sont pas assez formels pour qu'on puisse en induire qu'ils ont entendu ajouter aux dispositions de l'ordonn. de 1669; — Considérant relativement à la partie de l'alluvion qui longe la route de Briare à Angers, qu'il est encore de principe que les chemins publics situés le long d'un fleuve ou d'une rivière navigable, n'interrompent point légalement l'adhésion qui existe entre le rivage du fleuve et les terrains situés à l'autre côté de ces chemins; d'où il suit que l'Etat n'a pas qualité pour réclamer celle dont il s'agit, — Confirme, etc. »

POURVOI en cassation par le préfet du Loiret, 1^{er} moyen. Violation de l'édit d'avril 1668, portant que « les grandes rivières navigables, ensemble les lacs, lacs, *atterrissements* et *accroissements*, font partie du domaine de l'État » ; — de l'ordonnance des eaux et forêts de 1669 (lit. 27, art. 41), qui déclare les fleuves et rivières navigables, propriété de la couronne ou de l'État ; — l'édit d'avril 1685, qui, tout en confirmant dans la propriété des atterrissements renfermés dans les cours d'eau, les possesseurs qui rapportent des titres de propriété conférés par le souverain, antérieurement à 1566, réunit au domaine de l'État toutes les propriétés de cette nature possédées sans titre valable ; — de l'édit de déc. 1695, qui ne confère la propriété de ces atterrissements à ceux qui les détenaient sans titre, qu'à la charge par eux de payer au domaine deux années de revenu ; — de l'arrêt du conseil du 10 août 1694, rendu en interprétation de l'édit de déc. 1695, et le confirmant ; — et enfin, de l'édit d'avril 1715, qui oblige les possesseurs d'atterrissements, accroissements ou alluvions, à payer un supplément de prix au domaine, sous peine de déchéance.

De l'ensemble de ces différents textes, dit-on pour le demandeur, il résulte que, sous l'ancienne législation, le domaine de l'État avait la propriété de tous les *atterrissements* ou *accroissements* qui se formaient, soit dans le lit, soit sur les bords des cours d'eau navigables. Les *voies atterrissements*, *accroissements*, *alluvions*, qui y sont employés cumulativement par le législateur, prouvent que sa volonté était de comprendre dans ses dispositions, l'universalité des terres qui, nées au milieu des eaux, ou formées sur les rives, semblent n'être qu'une dépendance du lit des fleuves dont la propriété n'a jamais pu appartenir qu'à l'État. — Si l'on réduisait aux îles et lacs formés dans le lit des rivières, les terrains qu'une suite nombreuse d'ordonnances, d'édits, de déclarations, avaient pour objet de revendiquer, il serait impossible d'expliquer l'extrême importance que le pouvoir y attachait, puisque ces atterrissements ne sont produits que par des accidents de la nature assez rares, et que leur restitution n'aurait que très-faiblement enrichi le domaine. Le grand intérêt de la couronne s'explique simplement, au contraire, lorsqu'on étend ces dispositions législatives à toutes les alluvions qui se forment aux rives des fleuves, parce qu'entendues ainsi, elles lui attribuent une masse de propriétés qui devaient augmenter considérablement la fortune publique. Aussi Pothier n'hésitait-il pas à déclarer domaniales toutes les alluvions riveraines, sauf les concessions faites par la couronne. Voici dans quels termes il s'en explique, *Traité de la propriété*, n° 159 : « Par notre droit français, les alluvions qui se font sur le bord des fleuves et des rivières navigables, appartiennent au roi ; les propriétaires des héritages riverains n'y peuvent rien prétendre, à moins qu'ils n'aient des titres de la concession que le roi leur a faite du droit d'alluvion le long de leurs héritages. » — L'arrêt attaqué, en décidant, contrairement à ces principes, que les

alluvions ou atterrissements dont il s'agit, étaient la propriété des époux de Labarre, qui n'en rapportaient aucun titre, a donc violé les ordonnances, édits et déclarations invoqués à l'appui du pourvoi.

2^e moyen. Fausse application des art. 556 et 557, C. civ. — D'après ces articles, qui font innovation au droit ancien, l'alluvion ou l'atterrissement même dans une rivière navigable, profite au propriétaire riverain. Mais ces articles n'ont ainsi disposé que pour l'avenir ; ils ne pouvaient donc s'appliquer à l'espèce où il s'agissait d'atterrissement formé, ou pour le moins commencé, avant le Code civil, à une époque où, selon la législation d'alors, ils étaient la propriété de l'État — D'un autre côté, et même d'après l'art. 556, l'alluvion ne profite au riverain, qu'autant que ses propriétés y sont contigues et adhérentes, ainsi que la Cour de cassation l'a décidé par un arrêt du 26 mai 1826. Or, dans l'espèce, la plus grande partie des atterrissements dont il s'agit sont séparés des propriétés des époux de Labarre, par une grande route et par un chemin public qui appartenait à l'État. Ce n'était donc qu'à l'État que devait profiter l'alluvion ou les atterrissements. En déclarant qu'ils appartenaient aux époux de Labarre, dont les propriétés sont situées de l'autre côté de la grande route ou du chemin public, la Cour d'Orléans a donc fait une fautive application des articles précités. — A l'appui de ce moyen, on invoquait pour le demandeur, le dernier arrêt de la Cour de cassation du 12 déc. 1832, cité plus haut dans nos observations.

Pour les défendeurs on a répondu : — Sur le 1^{er} moyen, que l'arrêt attaqué n'avait fait que consacrer la doctrine généralement professée par les interprètes de l'ancienne législation ; que dans les édits, déclarations et ordonnances invoqués par le demandeur, il ne s'agissait que d'alluvions ou atterrissements, lacs et lacs, nés dans le lit des fleuves, qui, ainsi que le lit du fleuve lui-même, étaient la propriété du roi ou du domaine de l'État ; mais qu'il en était autrement des alluvions et atterrissements de *rive*, nés aux bords du fleuve et tenant aux propriétés voisines, lesquels avaient toujours été considérés comme la propriété des riverains. — A l'autorité contraire de Pothier sur ce dernier point, les défendeurs ont opposé celle des auteurs de l'ancien *Répertoire de jurisprudence*, v° *Alluvion* ; celle de Dumoulin, sur la *Coutume de Paris*, art. 1^{er}, glos. 5, n° 115 ; de Baquet, *Traité des droits de justice*, ch. 50, p. 441 ; du Nouveau Denizart, v° *Alluvion*, t. 1, p. 465 ; de Lefèvre de la Planchette, *Traité du domaine*, liv. 1, chap. 13, etc. — Enfin, on a puisé un dernier argument dans les lettres-patentes du 28 juill. 1766, que les remontrances énergiques du parlement de Bordeaux obtinrent de la couronne, et dans lesquelles le roi, après avoir ordonné l'enregistrement de celles du 14 mai de la même année, qui prescrivaient la recheirbe et l'arpentage des atterrissements et des alluvions formés dans la Gironde, la Garonne et la Dordogne, ajoute cette disposition remarquable : « Sans néanmoins » que l'on puisse en induire que les alluvions,

« atterrissements et relais formés sur les bords
 « desdites rivières, ni d'aucunes rivières na-
 « vigables, puissent appartenir qu'aux proprié-
 « taires des fonds adjacents à la rive desdites
 « rivières, et à nous lorsque la rive sera adja-
 « cente à des fonds de terre faisant partie du
 « domaine du roi » (V. dans le nouveau Deni-
 « sart, *vo* *Domaine de la couronne*, § 5, les
 « détails de cette affaire célèbre). — Ces principes
 « reconnus et proclamés avant la révolution, con-
 « tinuent les défendeurs, ont dicté les dispositions
 « des art. 556, 557 et 560. C. civ., qui, par consé-
 « quent, doivent moins être considérées comme in-
 « troductives d'un droit nouveau que comme déclara-
 « tives du droit ancien. C'est ce qu'attestent, du
 « reste, de la manière la plus énergique, les paroles
 « de l'illustre Portalis, dans son exposé des motifs
 « du Code, sur le titre de la propriété : « On connaît,
 « disait-il, les réclamations solennelles de l'ancien
 « parlement de Bordeaux, qui repoussa avec au-
 « tant de lumières que de courages les entreprises
 « du fisc et les intrigues ambitieuses de quelques
 « courtisans dont le fisc n'était que le prête-
 « nom. Il fut établi, à cette époque, que les allu-
 « vions doivent appartenir aux propriétaires
 « riverains, par cette maxime naturelle que le
 « profit appartient à celui qui est exposé à souf-
 « frir le dommage, etc. » — En résumé, l'opinion
 « unanime des auteurs (à l'exception du seul
 « Pothier) les arrêts des parlements, la saine in-
 « terprétation des édits, déclarations et ordon-
 « nances, conduisent donc à ce résultat, que les
 « alluvions ou atterrissements formés aux rives
 « des fleuves et non dans leur lit, étaient, sous
 « l'ancien droit comme aujourd'hui, la propriété
 « des riverains, et qu'en le décidant ainsi, l'arrêt
 « attaqué s'est conformé aux vrais principes.

Sur le second moyen, les défendeurs ont re-
 connu comme un point de jurisprudence con-
 stant et désormais à l'abri de toute controverse,
 que les alluvions adhérentes aux chemins publics
 doivent être considérées comme appartenant aux
 propriétaires de ces chemins, et qu'à cet égard
 les motifs de l'arrêt attaqué pouvaient renfermer
 une erreur de droit ; mais ils ont ajouté, qu'en
 fait, dans l'espèce, les alluvions litigieuses
 étaient séparées des chemins publics par d'autres
 propriétés qui n'appartiennent pas à l'État, et
 que sous ce rapport le dispositif de l'arrêt atta-
 qué n'avait pu violer aucune loi en refusant tout
 droit de propriété au domaine sur les terrains
 revendiqués.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur le 1^{er} moyen, tiré des
 « dispositions des anciens édits et ordonnances
 « concernant les lles, ilots et atterrissements : —
 « Attendu que cette ancienne législation avait été
 « entendue par la jurisprudence des parlements
 « dans le sens exprimé ultérieurement par les arti-
 « cles 556 et 560, c'est-à-dire avec la distinction
 « établie par ces deux articles entre les atterrisse-
 « ments qui se forment sur les bords des fleuves
 « et rivières navigables ou flottables ; — Que,

dans le premier cas, ils profitent aux fonds
 riverains ; que, dans le deuxième cas, ils appar-
 tiennent à l'État ; que le Code civil n'a fait en
 cela que consacrer les anciens principes : d'où
 il suit que l'arrêt attaqué, en s'y conformant,
 n'a violé aucune loi. — Rejeté, etc. »

Sur le 2^e moyen, relatif aux terrains qui joi-
 gnent la grande route ou chemin public : — Vu
 les art. 558 et 559. C. civ. ; — Attendu que si,
 avant les lois nouvelles de 1790 et années pos-
 térieures, des glossateurs et des arrêts attri-
 buaient les atterrissements des fleuves et rivières
 aux propriétaires des fonds du côté opposé aux
 chemins publics qui se trouvaient entre le fleuve ou
 la rivière et les propriétaires, il n'en est et ne
 peut plus en être de même, soit d'après la législa-
 tion nouvelle sur les grandes routes et chemins
 vicinaux, soit d'après la disposition générale et
 absolue du susdit art. 556, qui n'accorde ces at-
 terrissements et accroissements qu'aux riverains
 qui joignent immédiatement le fleuve ou la rivière,
 et encore à la charge de laisser un marche-pied
 ou chemin de halage, conformément aux règle-
 ments ; — Que l'un des caractères constitutifs
 de l'alluvion est, selon cet article, l'adhérence
 successive et imperceptible du terrain qui en est
 l'objet à une propriété particulière ; d'où il résulte
 qu'il faut jonction, sans intermédiaire, pour
 profiter de l'alluvion ; — Qu'il s'en nécessai-
 rement de cette législation, que l'État étant, soit
 aux termes du susdit art. 558, soit d'après ceux
 de la loi de nov. et déc. 1790, et d'après le dé-
 cret de 1811, réputé propriétaire des chemins
 ou routes dont l'entretien est à sa charge, comme
 les communes le sont des chemins vicinaux,
 c'est à eux qu'appartiennent les accroissements
 dont parle le susdit art. 556, lorsqu'ils joignent
 immédiatement le fleuve ou la rivière ; — At-
 tendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué, qu'il existe
 sur les lieux qui sont l'objet du litige un chemin
 public qualifié grande route, qui longe le fleuve
 ou rivière qui a formé les atterrissements dont
 est question dans cette partie du procès ; que
 c'est, dès lors, à l'État chargé de l'entretien de
 cette route que doivent appartenir ces atterrisse-
 ments ; — Qu'en jugeant le contraire, l'arrêt
 attaqué a violé les articles de loi ci-dessus cités,
 — Cassé, etc. »

Du 16 fév. 1856. — Ch. civ.

SAISIE-RENDICATION. — DÉPÔT. — LIEU. —
 TIERS. — CHOSE JUGÉE. — EXPERTS. — MOTIFS.

Lorsqu'en ordonnant que le propriétaire d'ob-
 jets saisis-revendiqués serait tenu de les
 recevoir et d'en donner décharge, un tribu-
 nal a omis d'indiquer le lieu où la remise
 devait s'effectuer, le même tribunal peut,
 par voie d'interprétation et sans violer la
 chose jugée, déclarer valable le dépôt de
 ces objets fait entre les mains d'un tiers,
 après refus par le propriétaire d'obtempé-
 rer à la sommation qui lui a été faite d'en
 prendre livraison au lieu où ils ont été dé-
 posés (1). (C. civ., 1350 et 1351.)

L'arrêt qui, sur l'appel de jugement pronon-

(1) *P.*, dans le même sens, Cass., 21 janv. 1834.
 — Il en est de même en fait d'interprétation d'ar-

rêt. — *P.* Amiens, 24 août 1825, et Cass., 6 avril
 1828.

quant des condamnations à diverses sommes, d'après des estimations fautes par des experts, modifie ces estimations et diminue le montant des condamnations, motive suffisamment cette décision en disant que c'est sans avoir égard à l'avis des experts (1).
(L. 20 avril 1810, art. 7.)

Bourgeois, propriétaire de la ferme du Roseau, avait acheté des Rossignol, fermiers de Munroy, à la ferme de Saint-Benoît, une partie d'un troupeau de moutons qu'ils avaient reçu à cheptel de fer.

Sur la saisie-revendication exercée contre Bourgeois par Monroy, jugement du 1^{er} mars 1853, confirmé par un arrêt de la Cour de Paris, du 30 août 1853, qui donne acte à Bourgeois de l'offre par lui faite de remettre à Monroy les brebis revendiquées, et de représenter les peaux de celles qui auraient péri depuis la revendication, et ordonna, en conséquence, que Monroy serait tenu de les recevoir et d'en donner bonne et valable décharge.

Monroy ayant refusé d'obtempérer à la sommation qui lui avait été faite de se trouver à la ferme du Roseau, pour y prendre livraison des brebis, Bourgeois déposa le troupeau chez l'aubergiste Bidard.

Le 31 janv. 1854, second jugement qui déclare bon et valable le dépôt fait chez Bidard : — « Attendu que c'est à la ferme du Roseau que les brebis ont été mises et laissées sous la main de justice; que le jugement et l'arrêt, en ordonnant la remise de ces moutons à Monroy, n'ont ni implicitement, ni explicitement désigné l'endroit où cette remise devait être effectuée; qu'ainsi le dépositaire a été autorisé, en vertu de l'art. 1044, C. civ., à sommer Monroy de les recevoir où ils avaient été déposés; que son refus, notifié seulement la veille de son exécution, ne pourrait pas arrêter une exécution dont il avait été prévenu en temps utile; que c'est donc à tort que Monroy vient se plaindre d'une mise en fourrière que son refus d'obéir à justice a provoquée. »

Par troisième jugement, qui fixe les frais de fourrière chez l'aubergiste Bidard, d'après rapport d'experts, à la somme de 1,882 fr. 95 c.

Enfin, quatrième jugement qui, statuant sur les frais de séjour du troupeau à la ferme du Roseau, condamne Monroy, aussi après rapport d'experts, à payer à Bourgeois 4,220 fr. 10 c.

Monroy interjette appel des trois derniers jugements.

Le 9 janv. 1855, arrêt de la Cour de Paris, — « Adoptant les motifs des premiers juges, Confirme; »

« N'ayant néanmoins aucunement égard aux rapports d'experts, fixés à 3,599 fr. 46 c. l'indemnité due à Bourgeois, et à 1,200 fr. elle due à Bidard. »

(1) *F. Carré-Chauveau*, n° 595. — Il est, au reste, reconnu que les rapports d'experts ne lient pas les juges et ne peuvent s'en écarter arbitrairement sans donner des motifs à l'appui de leur décision. Mais la déclaration que la conviction du juge s'oppose à l'adoption de l'avis des experts peut être

POURVOI 1^{er} pour violation de la chose jugée, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré valable le dépôt fait chez Bidard.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, sur le premier moyen, tiré de la violation de la chose jugée, que le jugement du 1^{er} mars 1853 n'avait rien statué sur le lieu où devait s'effectuer la remise des moutons qui étaient l'objet de la contestation; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en confirmant le jugement du 31 janv. 1854, par lequel le tribunal de Rambouillet avait complété, par voie d'interprétation, sa première décision de 1853, n'a porté aucune atteinte à la chose jugée; — Attendu, sur le second moyen, tiré d'un défaut de motifs, qu'aux termes de l'art. 325, C. proc., les juges ne sont pas tenus de suivre l'avis des experts, et qu'en modifiant les estimations faites, dans le cas particulier, par l'expertise, et en exprimant que c'était sans avoir égard à l'avis des experts, l'arrêt attaqué a suffisamment motivé sa décision, — Rejette, etc. »

Du 16 fév. 1856. — Ch. req.

APPROBATION D'ÉCRITURE. — LABOUREUR. — PROFESSION HABITUELLE. — MANDATAIRE. — INTÉRÊTS.

La qualité de laboureur dans le sens de l'article 1326, C. civ., n'appartient qu'à ceux qui font de la culture des terres leur profession habituelle et tirent de ce travail leur moyen d'existence. (C. civ., 1326.)

Ainsi, celui qui, ayant des propriétés affermées, en cultive lui-même quelques autres pour son agrément et son utilité, ne doit pas être considéré comme laboureur, et par suite n'est pas dispensé de l'approbation en toutes lettres au bas d'un billet écrit de main étrangère (2).

Lorsqu'un individu a employé à son usage personnel la somme qu'il a touchée en qualité de mandataire, les intérêts de cette somme ont dû courir de plein droit du jour où elle a été touchée (3). (C. civ., 1155 et 1196.)

Les héritiers Depierre prennent contre Hurlaux une demande en restitution d'une somme de 6,000 fr. que ce dernier a touchée pour le compte de leur père.

Hurlaux répond que cette dette se compense et au delà avec un billet de 6,500 fr., souscrit à son profit par Depierre.

Les héritiers Depierre prétendent alors que ce billet est nul comme n'étant pas revêtu du bon ou approuvé exigé par la loi; mais on leur répond que Depierre, étant laboureur, se trouvait dans la classe des personnes, qui, d'après l'art. 1326, C. civ., sont dispensées d'apposer le bon ou approuvé.

implicite. — *F.*, sur ces divers points, Bordeaux, 8 janv. 1850, et la note.

(2) *F.*, conf. Cass., 1^{er} fév. 1856.

(3) *F.*, Cass., 22 janv. 1853. — Il en était de même avant le Code civil. — *F.*, Cass., 8 avril 1815.

Le 5 juill. 1834, jugement : — « Attendu que les demandeurs déclarent ne pas reconnaître la signature apposée au bas du billet dont il s'agit, pour être celle de leur auteur; mais qu'en admettant même que ce fût la signature de Depierre, le billet ne serait pas encore valable, puisqu'il n'est pas revêtu d'aucun bon ou apud la main de Depierre;

» Attendu que c'est en vain qu'on prétend que Depierre se trouvait dans un des cas d'exception prévus par l'art. 1326, C. civ., et était par conséquent dispensé de l'approbation en toutes lettres de la somme pour laquelle il se serait obligé; qu'en se reportant aux discours des orateurs du gouvernement et en se pénétrant bien de l'esprit de la loi, on acquiert la conviction que la dérogation à une règle de protection reconnue si nécessaire pour les personnes qui contractent des engagements unilatéraux, n'a été établie que dans l'intérêt du commerce et des classes illettrées; que l'on doit restreindre plutôt qu'élargir le cercle de cette exception, surtout en égard aux progrès qu'a faits l'instruction primaire depuis la promulgation du Code civ.; que ce serait évidemment violer l'esprit de la loi que de ranger dans la classe des laborieux dont parle l'art. 1326, des personnes lettrées qui, établies à la campagne, exploitent leurs propriétés pour leur utilité ou leur agrément; que l'on ne doit, en effet, comprendre dans la dénomination de laborieux, que ceux qui font de la culture des terres leur profession habituelle, en tirent leurs moyens d'existence, et dont l'instruction est généralement très-bornée;

» Attendu que Depierre cultivait exclusivement une partie de ses propriétés, faisant valoir un corps de bien assez considérable à Anderny; qu'il avait plusieurs fermiers en d'autres endroits; qu'il était depuis longtemps inscrit sur les listes électorales, et occupait un rang distingué à la campagne, et n'était pas illettré; que toutes ces circonstances, qui étaient à la connaissance personnelle de Hurlaux, n'ont pu l'induire en erreur sur la qualité de propriétaire de ce particulier, et démontraient clairement qu'on ne saurait lui attribuer celle de laborieux dans le sens de la loi;

» Attendu que Hurlaux, ayant touché pour les époux Depierre les 6,000 fr. dont s'agit, et les ayant employés à son usage personnel, en doit par conséquent les intérêts, à partir du 15 juill. 1830 .. »

Appel. — Le 23 janv. 1835, arrêt par lequel la Cour de Metz, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

POURVOI par Hurlaux, pour 1^{re} violation de l'art. 1326, C. civ. — En effet, cet article ne distingue point entre les laborieux lettrés ou illettrés, propriétaires ou fermiers, riches ou pauvres; il embrasse, sous la qualification de laborieux, tout homme qui, pour lui ou pour

autrui, cultive tout ou partie d'une propriété plus ou moins importante; dans l'espèce, Depierre se livrait au labourage, l'arrêt attaqué le reconnaît lui-même. Depierre était donc laborieux, et par suite il y avait lieu d'appliquer la disposition exceptionnelle de l'art. 1326; 2^e violation de l'art. 1153, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a condamné Hurlaux à payer les intérêts de la somme de 6,000 fr., à partir du jour où il est devenu débiteur de cette somme, alors que ces intérêts n'auraient dû courir que du jour de la demande.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen tiré de la violation de l'art. 1326, C. civ. : — Attendu que l'arrêt a décidé, en fait, d'après les circonstances de la cause, que Depierre avait des propriétés affermées, qu'il en cultivait certaines autres pour son agrément et son utilité; que, dans ces circonstances, en décidant qu'il ne pouvait être considéré comme laborieux vivant de son travail, l'arrêt attaqué n'a point violé la seconde partie de l'art. 1326, et qu'il a fait une juste application de la première partie de ce même article; — Sur le deuxième moyen, tiré de la violation de l'art. 1153, C. civ. : — Attendu que l'arrêt reconnaît que la somme de 6,000 fr. a été touchée par Hurlaux comme mandataire de Depierre, et qu, dès lors, les intérêts de cette somme ont couru du jour où la somme a été comptée à Hurlaux; d'où il suit que l'arrêt n'a point violé l'art. 1153; — Rejette, etc. »

Du 17 fév. 1836. — Ch. req.

SERMENT SUPPLÉMENTAIRE. — JUGE-CORRIS. — PAYEMENT. — MARCHANDISES. — LIVRAISON.

Les tribunaux peuvent, selon l'exigence des cas, commettre, pour recevoir le serment d'une partie, soit un autre tribunal, soit un juge ou même un juge de paix, surtout lorsqu'il ne s'agit que d'un serment supplémentaire (1). (C. civ., 1035; C. proc., 121.)

Lorsque des marchandises sont livrées par un débiteur à son créancier à titre de paiements partiels imputables sur le montant de la dette, l'estimation postérieurement faite de ces marchandises, suivant leur valeur au jour de la livraison, ne peut avoir d'autre objet que d'établir, à chaque époque de la livraison, l'étendue des paiements partiels reçus en nature, en les évaluant en argent, en sorte que les paiements soient censés avoir eu lieu non le jour de l'estimation, mais bien le jour de la livraison effective. (C. civ., 1291.)

Du 17 fév. 1836. — Ch. crim.

FIDÉICOMMISS. — SUBSTITUTION DE QUID SUPPLÉMENTAIRE.

La disposition par laquelle un testateur institue plusieurs individus pour ses légataires

décision qui a ordonné le serment, surtout lorsque la matière du procès est sommaire. — F. Cass., 19 juill. 1836.

(1) F. Carré-Chauveau, n° 516; Thomine, n° 126. — Le serment dénié à une partie peut être prêté malgré l'opposition de l'autre partie, devant la chambre des vacations, déléguée à cet effet, par la

universels, avec la condition expresse, et non autrement, que, si l'un d'eux vient à décéder sans postérité, sa portion accroîtra à ses colégataires universels survivants, et non à ses père et mère, c'est-à-dire à ses héritiers naturels, ne doit pas être considérée comme contenant une substitution prohibée. (C. civ., 896.)

Il ne faut y voir au contraire que la substitution si quid supererit, surtout si le testament, loin d'imposer la charge de conserver et de rendre, contient au contraire une disposition principale qui autorise les légataires à faire, jouir et disposer des legs de la manière la plus absolue, à partir du jour du décès.

La substitution de si quid supererit n'est pas prohibée (1). (Rés. impl.)

Le 26 mars 1850, Jean-Baptiste Sartarin fait un testament notarié qui contient la disposition suivante, dont il est important de donner une connaissance textuelle : — « Désirant donner à Pierre et Simon Roche, enfants mineurs de Claude Roche et Luce Beauplet, des témoignages de mon attachement, je leur donne à chacun pour moitié, mais conjointement, ma maison, etc., etc. Mon intention étant aussi de donner à Boupel, François, Madeleine et Marguerite Roche, autres enfants desdits Claude Roche et Luce Beauplet, des preuves de ma libéralité, je leur donne conjointement le surplus de l'universalité de mes biens meubles et immeubles de toute nature que je leur délaisserai au jour de mon décès, pour par lesdits Bonnet, François, Madeleine et Marguerite Roche, en jouir, faire et disposer de la manière la plus absolue et comme de chose leur appartenant, à compter du jour de mon décès. Je les institue en conséquence mes légataires universels chacun pour un quart, mais avec la condition expresse, et non autrement, à peine de nullité de cette disposition testamentaire en leur faveur, que, s'il arrivait que l'un des enfants derniers nommés vint à décéder sans postérité, sa portion accroîtra aux autres colégataires universels survivants, et non aux époux Roche, qui ne pourront y prétendre aucuns droits, et ce, sans avoir égard aux lois et règlements faits ou à intervenir qui pourraient contrarier mes intentions dernières. »

Les époux Digoy, couteur et tutrice des mineurs Sartarin, héritiers naturels du défunt, attaquèrent le testament, et opposèrent plusieurs moyens de nullité, dont un seul mérite de fixer l'attention. Ils prétendaient que la disposition ci-dessus transcrite contenait une substitution prohibée, et que dès lors elle était nulle et entraînait la nullité du testament, aux termes de l'art. 896, C. civ.

Le 22 déc. 1854, arrêt de la Cour de Bourges qui repousse leur prétention : — « Considérant

que le testateur, en déclarant qu'en cas de décès d'un des légataires sans postérité, sa portion accroîtrait aux autres légataires, et non à ses père et mère, qui ne pourraient y prétendre aucuns droits, et ce, sans avoir égard aux lois et règlements, n'a pas imposé aux légataires la charge de conserver et de rendre; qu'il leur a laissé la libre disposition des biens légués, mais que seulement il a voulu que les père et mère n'eussent en aucuns cas succéder à partie des biens légués; mais que cette condition, qui ne serait qu'une intervention de succession pour le cas où le légataire aurait encore les biens légués à son décès, ne peut être critiquée par les héritiers naturels, et dès lors ne saurait, à leur égard, vicié le testament, etc. »

POURVOI des époux Digoy pour violation de l'art. 896, C. civ. — C'est à tort, disait-on à l'appui du pourvoi, que l'arrêt attaqué s'est refusé à voir dans le testament du 26 mars 1850 les caractères qui constituent la substitution prohibée. Que la charge de conserver et de rendre ne résulte pas des termes textuels de la disposition, peu importe, si elle en est la conséquence nécessaire. Or, il est évident qu'en raison de l'accroissement ordonné d'avance par le testateur comme condition essentielle en cas de décès de l'un des institués sans postérité, aucun des légataires ne peut disposer des biens à lui légués; que chacun d'eux ne les possède qu'à titre précaire, dans l'incertitude où il se trouve s'il laissera ou non des enfants : car la volonté du testateur est formelle; s'il y a décès sans enfants, il faut que les biens passent sur la tête des coinstitués; or, cela ne pourra évidemment avoir lieu que s'ils sont restés en la possession du légataire. La disposition, pour qu'elle reçoive plus tard son exécution, emporte donc virtuellement charge nécessaire de conserver et de rendre.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt de la Cour de Bourges constate que non-seulement le testament attaqué ne renferme pas la charge de conserver et de rendre, mais contient, au contraire, une disposition principale dominant tout testament, et qui autorise les légataires à jouir, faire et disposer des legs de la manière la plus absolue à compter du jour du décès; — Attendu qu'en interprétant cette clause, et y trouvant plutôt la disposition *si supererit* qu'une substitution fideicommissaire, l'arrêt attaqué n'a point violé l'article 896, C. civ., — Rejette, etc. »

Du 17 fév. 1856. — Ch. req.

DÉFAUT. — APPEL. — VÉRIFICATION.

Quand une partie, après avoir été déboutée en première instance de son opposition d

(1) La jurisprudence de la Cour de cassation est basée sur ce point. — *J.* 14 mars 1853. — Tous les auteurs sont également d'accord pour ne pas voir dans la substitution de ce qui restera (*si quid supererit*) la charge de conserver, qui doit nécessairement se trouver rattachée à celle de rendre pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 896. — *J.* Toullier,

t. 5, no 38; Grenier, *Donat. et testam.*, observations préliminaires 7 bis; Merino, *Quest.*, v^o *Substitution, fideicommissaire*, § 13; Delvincourt, t. 4, p. 387; Duranton, t. 8, no 74; Coin-Delisle, *Comment. analyt. du Code civ.*, v^o *Donations* no 20.

un jugement par défaut, se rend appelante, et que néanmoins elle ne se présente pas pour soutenir son appel, la Cour royale n'en doit pas moins examiner les moyens de l'opposition, et décider s'ils sont fondés (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, quoique le comte d'Erion ne se fût pas présenté pour plaider sur les moyens d'opposition par lui invoqués contre le jugement par défaut, la Cour royale a pu et dû examiner les moyens et décider s'ils étaient fondés. — Rejetiv, etc. »

Du 17 fév. 1836. — Ch. req.

INTÉRÊT COMMERCIAL. — MANDAT. — NÉGOCIANT. — PRESCRIPTION QUINQUENNALE. — ARRÊT. — MOTIF. — RECONNAISSANCE. — PROVISION.

Lorsque le mandat à un caractère commercial, les intérêts des avances faites par le mandataire pour son exécution doivent être alloués à raison de 6 %, bien que le mandant ne soit pas négociant (2). (C. civ., 2001.)

La prescription quinquennale n'est pas applicable aux intérêts des avances faites par le mandataire pour le compte du mandant (3). (C. civ., 2001 et 2277.)

Lorsque les premiers juges, après avoir déclaré qu'il s'agit au procès de l'exécution d'un mandat commercial et du remboursement d'avances faites par le mandataire pour le compte du mandant ont condamné ce dernier à payer l'intérêt de ces avances à 6 %, à partir du jour où chaque avance a été faite, l'arrêt qui se borne à adopter les motifs des premiers juges est suffisamment motivé sur l'exception de prescription quinquennale présentée par le mandant pour la première fois en appel (4). (L. 20 avril 1810, art. 7.)

Lorsque le mandat de faire confectionner un objet jusqu'à concurrence d'une somme déterminée est reconnu par le mandant qui a même payé un à-compte, les juges saisis de la demande en remboursement du surplus des avances du mandataire peuvent accorder à celui-ci une provision. (C. proc., 135.)

Au mois de nov. 1804, le prince de la Paix, premier ministre d'Espagne, commanda une pendule à la dame Boselli, qui se livrait à cette époque à la fabrication des bronzes dorés, à Paris, et qui se trouvait alors à Madrid pour affaires de commerce. Le prix en fut fixé approximativement à 80,000 fr., et la dame Boselli reçut aussitôt un à-compte de 40,000 fr. Ce marché n'avait pas encore reçu son exécution lorsque les événements de 1808 amenèrent la chute de

Godot; il crut alors pouvoir considérer les 40,000 fr. comme une indemnité suffisante de la résiliation du marché nécessitée par la force majeure.

Cependant, et après de longues années, il se vit attaqué par les héritiers de la dame Boselli. Une demande fut portée par eux devant les tribunaux de Rome; elle y est encore pendante aujourd'hui.

Au mois de mai 1833, une nouvelle demande fut dirigée par eux contre le prince de la Paix devant le tribunal de la Seine, à fin de livraison de la pendule et de deux vases confectionnés par ses ordres, à la charge par lui d'en payer le prix en principal et accessoires, sinon en paiement d'une somme de 150,000 fr. pour la pendule, et de 15,000 fr. pour les vases, avec les intérêts tel que de droit; ils conclurent en même temps à la contrainte par corps.

Le prince de la Paix proposa d'abord un déclinatoire, fondé sur ce que la demande était déjà pendante devant les tribunaux romains. Mais ce déclinatoire fut rejeté par jugement du 1^{er} août 1833, confirmé sur l'appel par arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} fév. 1834.

La cause ainsi reportée au tribunal de la Seine, les héritiers Boselli demandèrent, par des conclusions additionnelles du 10 juill. 1834, qu'il leur fût donné acte de ce que le prince de la Paix avait reconnu l'existence de la commande de la pendule en question; ils conclurent ensuite à ce que le prince fût condamné à leur payer 1^o pour la pendule un somme de 40,000 fr., faisant, avec pareille somme déjà reçue, celle de 80,000 fr.; 2^o pour frais d'emmagasinage et d'entretien de ladite pendule, frais de procédure à Rome et dommages-intérêts, une somme de 15,000 fr.; 3^o enfin pour prix des deux vases, une autre somme de 15,000 fr. et aux intérêts à 6 % des sommes dues pour le prix de la pendule et des vases, à partir du 1^{er} janv. 1808.

Le prince de la Paix conclut au rejet pur et simple de ces demandes, et subsidiairement à la nomination de trois experts, qui seraient chargés d'examiner la pendule, et de déclarer si elle avait été confectionnée conformément aux règles de l'art et avec la perfection qu'exigeait un travail de cette importance.

Le 17 juill. 1834, jugement du tribunal de la Seine : — « En ce qui touche le prix de la pendule :

« Attendu que le prince de la Paix ne conteste pas la commande de la pendule exécutée par les soins de la dame Boselli, et qu'il est reconnu par les héritiers Boselli que 40,000 fr. ont été payés sur le prix ;

« Attendu qu'il résulte des documents de la

(1) F. Carré-Chauveau, n° 617. — F. toulseils Cass., 16 juill. 1831 (arrêt qui décide que lorsque l'appelant fait défaut, la Cour peut et doit rejeter son appel sans examen préalable du fond), et la renvoi sous cet arrêt.

(2) De même, en matière de mandat commercial, les actions auxquelles son exécution peut donner lieu est de la compétence du tribunal de commerce. — F. Montpellier, 21 mars 1831, et Colmar, 30 août 1831. — F. aussi Aix, 6 avril 1840.

(3) Jugé aussi que le mandataire ne peut opposer la prescription de cinq ans pour les intérêts des sommes qu'il a touchées pour la complé de son mandat et qu'il a employées à son usage. — F. Cass., 23 mai 1822; Liège, 10 juill. 1833; — Troplong, Prescription, t. 2, n° 1028.

(4) F. aussi, sur le principe qu'il suffit que les motifs adoptés répondent par avance aux nouvelles conclusions prises en appel, Cass., 21 janv. 1836, et le recouv.

cause, et notamment de la correspondance, que le prix de 150,000 fr. n'avait été reconnu par le prince de la Paix que pour faciliter à la dame Boselli le paiement de toutes les sommes sur les biens confisqués par le gouvernement espagnol, et que le prix véritable ne devait pas dépasser 80,000 fr.;

• Attendu qu'il résulte également des documents, tant du prince ou de ses agents reconnus de la dame Boselli, que le prix ne devait représenter que les avances faites par la dame Boselli, celle-ci ne prétendant pas gagner sur cette opération et ne s'y livrant que pour reconnaître les bons offices qu'elle avait reçus du prince;

• Attendu que cette convention, constituant un véritable mandat commercial, puisque la dame Boselli se livrait habituellement à des opérations de commerce de même nature, mais gratuit, puisqu'elle l'accepta à cette condition, il en résulte pour les héritiers Boselli l'obligation de rendre compte, et pour le prince de la Paix celle de rembourser toutes les avances faites par la dame Boselli, avec les intérêts à 6 %.

• Qu'il en résulte également que la chose n'a jamais appartenu qu'au prince de la Paix, et que les détériorations qu'a pu éprouver la pendule restent à la charge du mandant;

• Attendu que, si la mise en demeure n'était pas nécessaire à la transmission de la propriété, elle doit être néanmoins prise en considération pour fixer l'époque de l'accomplissement du mandat;

• Qu'en effet la dame Boselli, s'étant obligée à ne pas dépasser 80,000 fr., et comprenant dans cette somme le prix du transport, doit faire entrer dans le compte de 80,000 fr. toutes les avances faites jusqu'au moment où le prince a pu recevoir l'objet commandé;

• Attendu que ce n'est qu'au 18 fév. 1808 que la dame Boselli a obtenu du ministre des finances d'Espagne l'autorisation de faire passer en franchise les effets destinés au prince de la Paix;

• Attendu que, le 27 juill. suivant, le prince a refusé la livraison offerte, et que les autres documents de la cause confirment qu'à cette époque la pendule était achevée et prête à être livrée; qu'ainsi le compte des 80,000 fr. doit s'arrêter au 27 juill. 1808;

• Attendu que, depuis cette époque, les héritiers Boselli ont fait des avances pour la conservation de la pendule; que les frais, ayant été causés par le refus du prince de prendre livraison, doivent rester à sa charge;

• Que si les héritiers Boselli étaient autorisés par la loi à faire vendre judiciairement la chose de leur débiteur, ils n'étaient pas obligés d'user de cette faculté s'ils ne croyaient pas la mesure utile;

• Attendu qu'ils alléguent également avoir fait des frais pour arriver au paiement, mais que les avances ne sont pas, jusqu'à présent, suffisamment justifiées;

• Qu'ainsi il y a compte à faire sur ces deux objets;

• En ce qui touche l'expertise;

• Attendu que le prince de la Paix, en 1808,

n'a pas donné pour raison de son refus que la pendule n'était pas acceptable; que, depuis, et lorsqu'il avait pu l'examiner par ses yeux, il s'est reconnu débiteur envers la dame Boselli;

• Attendu qu'il résulte d'ailleurs des documents de la cause que la pendule a été bien exécutée et conformément à la demande; que, dans ces circonstances, l'expertise ne serait nécessaire que dans le cas où les héritiers Boselli seraient dans l'impossibilité de justifier par des documents suffisants la qualité des avances par eux faites;

• En ce qui touche le prix des deux vases;

• Attendu que les héritiers Boselli ne justifient pas que les deux vases aient été commandés par le prince de la Paix;

• En ce qui touche la provision;

• Attendu qu'il est dès à présent justifié que les héritiers Boselli ont fait des avances pour la confection de la pendule; que les avances sont au moins égales à la somme de 40,000 fr. déjà payée;

• Attendu qu'ils en ont fait d'autres, depuis que la pendule est exécutée, pour lesquelles ils n'ont reçu aucun à-compte;

• Attendu que la somme de 10,000 fr. réclamée à titre de provision, n'est point exagérée;

• En ce qui touche la contrainte par corps;

• Attendu que tout étranger est contraignable par corps pour les obligations par lui souscrites au profit d'un Français;

• En ce qui touche la livraison de la pendule;

• Attendu qu'elle n'est réclamée par les héritiers Boselli que comme conséquence de la condamnation qu'ils provoquent contre le prince de la Paix;

• Attendu d'ailleurs que la pendule, pouvant être par suite l'objet d'une expertise, ne peut être déplacée;

• Le tribunal, faisant droit sur les demandes respectives, déboute les héritiers Boselli de leur demande en condamnation de la somme de 15,000 fr., prix réclamé pour les deux vases de porcelaine; sur le surplus de leurs demandes, les renvoie devant Gairal, Juge, que le tribunal commet à l'effet de régler le compte, 1° des avances pour la confection et l'emmagasinage de la pendule jusqu'au 27 juill. 1808, seuls imputables sur la somme de 80,000 fr., avec intérêts à 6 % à compter du jour où chaque avance a été faite; 2° des dépenses par eux faites pour l'entretien et la conservation de ladite pendule, avec les intérêts au même taux; 3° des frais faits pour arriver au paiement de leurs créances; dit qu'il n'y a lieu à expertise quant à présent; condamne dès à présent le prince de la Paix à payer aux héritiers Boselli la somme de 10,000 fr. à titre de provision, même par corps, sans que néanmoins l'emprisonnement pour cette cause puisse excéder trois ans, dépens réservés.

Appel du prince de la Paix. — Devant la Cour royale, il réclame avant tout l'annulation de la condamnation provisoire, réitère au fond ses premières conclusions et surtout sa demande d'expertise préalable, et enfin conclut formelle-

ment 1^o à ce que les héritiers Boselli soient déclarés non recevables dans leur demande en paiement d'intérêts; 2^o à ce que les intérêts soient déclarés prescriptibles par cinq années, et fixés à 5 % seulement.

Le 8 août 1854, arrêt de la Cour de Paris, qui confirme le jugement, dont il adopte purement et simplement les motifs et le dispositif.

POURVOI du prince de la Paix : 1^o violation des art. 1907 et 2001, C. civ., L. 3 sept. 1807, sur le Taux de l'intérêt légal en matière civile; et par suite, fausse application des dispositions de la même loi sur l'intérêt légal en matière de commerce; 2^o défaut de motifs, contraires à l'art. 7, L. 20 avril 1810, violation tacite de l'art. 2277, C. civ.; 3^o fausse application de l'art. 155, C. proc.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen fondé sur la violation de l'art. 7, L. 20 avril 1810 : — Attendu que le tribunal de première instance avait déclaré qu'il s'agissait dans la cause de l'exécution d'un mandat commercial et du remboursement d'avances faites par le mandataire pour le compte de son mandant; — Attendu qu'en adoptant ce motif, la Cour de Paris, a pu, sans avoir égard aux conclusions nouvelles du prince de la Paix, confirmer la disposition du jugement qui avait fixé à 6 % le taux des intérêts, et avait ordonné qu'ils auraient cours à partir du jour où chaque avance avait été faite, et qu'en le faisant elle n'a pas contrevenu à l'art. 7, L. 20 avril 1810; — Sur le premier moyen du fond, tiré de la violation des art. 1907 et 2001, C. civ., Loi 3 sept. 1807, sur le Taux légal de l'intérêt en matière civile : — Attendu que le tribunal de première instance et la Cour royale, en appréciant les circonstances et les documents du procès, ont reconnu dans le mandat donné par le prince de la Paix à la dame Boselli les caractères d'un mandat commercial, et qu'en se fondant sur ce motif pour fixer à 6 % le taux des intérêts, la Cour royale, loin de violer les lois citées, n'en a fait qu'une juste application; — Sur le deuxième moyen, fondé sur la violation de l'art. 2277, C. civ., sur la prescription quinquennale des intérêts : — Attendu que cette prescription est inapplicable aux intérêts des avances faites par le mandataire pour le compte du mandant, lesquels, aux termes de l'art. 2001, sont dus à dater du jour où chaque avance a été faite; — Sur le troisième moyen, fondé sur la fausse application de l'art. 155, C. proc. : — Attendu que le prince de la Paix avait reconnu avoir donné à la dame Boselli le mandat de faire confectionner pour son compte une pendule dont le prix pouvait s'élever jusqu'à 80,000 fr.; — Que l'arrêt a constaté que le prince n'avait payé qu'un acompte de 40,000 fr.; — Que, dans cet état, les premiers juges ont pu accorder aux

héritiers Boselli une provision de 10,000 fr., et qu'en confirmant cette disposition, la Cour royale, loin de violer l'article cité, n'en a fait qu'une juste application; — Rejette, etc. »

Du 18 fév. 1856. — Ch. req.

FAUSSE MONNAIE. — PEINE. — AGENDE.

L'accusé déclaré coupable d'émission de fausse monnaie ou de participation caractérisée à ce crime doit être condamné à l'amende portée par l'art. 161, C. pén., sous peine de nullité (1).

Du 18 fév. 1856. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

DÉLIT DE CHASSE. — PREUVE TESTIMONIALE.

La disposition de la loi du 30 avril 1790, sur la chasse, qui, pour la preuve des délits qu'elle prévoit, exige un nombre déterminé de témoins, n'est abrogée par le Code crim., qui laisse le juge libre de former sa conviction sur la déposition de tel nombre de témoins qu'il jugera convenable (2). (C. crim., 154; L. 30 avril 1790, art. 1^{er} et 5.)

Du 19 fév. 1856. — Ch. crim.

APPEL CORRECTIONNEL. — MANDAT. VERBAL.

En matière correctionnelle, l'appel formé par un mandataire verbal qui n'est ni l'avoué de la partie ni porteur d'un pouvoir spécial émané d'elle est irrégulier et nul (3). (C. crim., 202 et 204.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'aux termes des articles 202 et 204, Code criminel, la déclaration d'appel ne peut être formée que par la partie elle-même, par son avoué ou par un fondé de pouvoir spécial; — Attendu qu'en déclarant valable et régulier un appel formé par un mandataire verbal qui n'était ni l'avoué de la partie ni porteur d'un pouvoir spécial émané d'elle, le jugement attaqué a violé les deux articles ci-dessus visés, — Casse, etc. »

Du 19 fév. 1856. — Ch. crim.

TÉMOIN DÉFAILLANT. — JUGE D'INSTRUCTION. — MINISTÈRE PUBLIC. — OPPOSITION.

Le ministère public peut former opposition aux ordonnances du juge d'instruction refusant de condamner à l'amende des témoins qui ne veulent point déposer (4). (C. crim., 80.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu le pourvoi formé, le 30 novembre 1855, par le procureur du roi près le tribunal de première instance d'Yssingaux, contre trois ordonnances rendues le 27 du même mois par le juge d'instruction de ce tribunal, portant qu'il n'y a lieu de prononcer contre les

(1) P. conf. Cass., 23 juin 1832, et 12 sept. 1833.

(2) Jurisprudence constante. — P. conf. Brux., 19 janv. 1833; Cass., 7 fév. 1835, et Bourges, 12 mai 1837.

(3) P., dans le même sens, Cass., 15 mai 1812,

8 oct. 1829, et Poitiers, 8 janv. 1839. — P. aussi Cass., 12 sept. 1812, et 28 janv. 1813; — Legrand, *Instruct. criminel*, t. 2, p. 283, no 298.

(4) P. conf. Cass., 14 sept. 1832.

témoins Carrier, Dufaure et Balaodrau la peine d'amende requise par le ministère public; — Attendu que le recours en cassation n'est ouvert que contre les jugements définitifs, non susceptibles d'être attaqués, soit par la voie de l'opposition, soit par la voie de l'appel; — Attendu que des dispositions des art. 54, 80 et 559, Code crim., il résulte qu'en règle générale les juges d'instruction ne sont point affranchis du recours par voie d'opposition ou d'appel; que si l'art. 80 ne permet pas aux témoins qui ont refusé de comparaitre ou de satisfaire à la citation d'appeler des ordonnances par lesquelles ils ont été condamnés à une peine d'amende, cette prohibition ne s'étend pas au ministère public, par la raison même qu'il n'est pas compris dans l'exception portée audit article, et que l'exception confirme la règle; — Attendu que, dans l'espèce, le pourvoi du demandeur a été formé contre des ordonnances du juge d'instruction qui n'avaient pas le caractère de décisions en dernier ressort, et contre lesquelles la voie de l'opposition ou de l'appel lui était encore ouverte. — Déclare le procureur du roi près le tribunal d'Yssingeaux non recevable dans son pourvoi, etc. »

Du 19 fév. 1856. — Ch. crim.

MANDAT. — COMMISSIONNAIRE. — FACTURE. — RESPONSABILITÉ. — A. COMPTES. — RÉPÉTITION.

De ce qu'un commissionnaire a compris dans une seule facture les marchandises par lui expédiées à une maison de commerce et celles qui lui avaient été adressées par un autre négociant pour la même maison, et avec facture au nom direct de celle-ci, il n'en résulte pas qu'il doive être réputé avoir agi comme mandataire de l'autre négociant, et, à ce titre, responsable du prix envers celui-ci. (C. civ., 1121, 1382 et 1372.) Peu importe d'ailleurs qu'il ait reçu de l'acheteur un acompte excédant le prix de ses propres marchandises, cette circonstance ne saurait le soumettre à une action en répétition, alors, d'ailleurs, qu'il se trouvait déjà créancier, avant l'envoi, pour des sommes supérieures. (C. civ., 1376.)

Nous avons déjà rendu compte de cette affaire; (F. arr. cass., 3 avril 1852.) — La Cour de Rouen, par arrêt du 29 nov. 1852, repoussa l'action en répétition dirigée par Crozier contre Brindeau-Carliet, en reconnaissant en fait : 1° que le contrat de vente s'était opéré seulement entre

Pacheco et Crozier; 2° que la maison de la Havane, en acquittant la traite de 20.000 piastres, en avait débité purement et simplement Brindeau-Carliet, sans aucune imputation sur les marchandises vendues par Crozier, Acrcbal, Pacheco et compagnie, se reconnaissant débiteurs envers leurs mandataires d'autres sommes qui absorbaient ladite traite, indépendamment de la créance de Crozier, qu'elle connaissait alors.

Nouveau pourvoi par Crozier, pour violation des art. 1372, 1121 et 1382, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — En ce qui touche les moyens relatifs au rejet des conclusions principales : — Attendu qu'il est déclaré par l'arrêt attaqué, 1° que Brindeau-Carliet et compagnie n'ont, dans aucun temps, contracté d'obligation directe et personnelle envers Crozier, relativement aux marchandises qui font l'objet de la contestation; 2° que, si Crozier éprouve un préjudice, ce n'est point par le fait ou la fraude desdits Brindeau-Carliet et compagnie; — Que ces déclarations sont le résultat d'une appréciation d'actes et de faits qui appartenait à la Cour royale; que, d'après ces faits ainsi reconnus, l'arrêt attaqué, en refusant de condamner Brindeau-Carliet et compagnie à payer au demandeur le prix desdites marchandises, n'a violé, d'une part, ni les principes du mandat, ni l'article 1121, C. civ.; d'autre part, ni les principes des quasi-contrats, ni l'art. 1382, C. civ.; — En ce qui touche le moyen relatif au rejet des conclusions subsidiaires : — Attendu que l'art. 1370, C. civ., relatif à la restitution de ce qui a été payé sans être dû, est sans application dans la cause; que les conclusions subsidiaires du demandeur ne peuvent s'appuyer que sur les mêmes motifs qu'il faisait valoir à l'appui de ses conclusions principales; d'où il suit que les motifs de fait qui justifient le rejet de celles-ci justifient en même temps le refus qu'il fait l'arrêt attaqué d'accueillir celles-là. — Rejette, etc. »

Du 20 fév. 1856. — Ch. réun.

LÉSION. — VENTE. — RENTE VIAGÈRE. — PRIX RÉEL. — APPRÉCIATION.

La vente dont le prix consiste en une rente viagère est susceptible de rescision pour cause de lésion comme une vente ordinaire (1). (C. civ., 1658, 1674, 1675 et 1676.)

(1) Cette décision est d'une haute gravité. Presque tous les auteurs, et notamment Duvergier (com. de Toulouze, *Fente*, t. 2, n° 15), Troplou (*Fente*, n° 791, art. 1668, n° 211, et art. 1676, n° 288, et Merlot (*Répert.*, v° *Lésion*, § 1^{er}), sont d'avis qu'en principe les ventes faites moyennant un prix aléatoire, et spécialement moyennant une rente viagère, ne peuvent être rescindées pour cause de lésion, puisque, s'il y a eu apparence inégalité entre la chose vendue et le prix stipulé, l'équivalent de cette différence consista dans la chance du gain et de la perte à laquelle les parties ont voulu se soumettre. — Mais ce principe est-il sans exception aucune? Et, par exemple, si la condition de chance de perte ou de gain qui peut rendre le prix aléatoire manque évidemment; si (pour ne pas sortir du con-

trat de rente viagère) il est certain pour tous, en raison soit de la qualité de la chose stipulée, de la durée présumable de son service, ou de toutes autres circonstances de fait appréciables par les juges, que l'obligé au paiement de la rente ne court que des chances de gain, et aucunes chances de perte, l'application du principe devra-t-elle rester la même, et la vente moyennant rente viagère subsistera-t-elle malgré la lésion patente, par cela seul qu'il s'agit d'une rente viagère? Les auteurs cités plus haut (voy. aussi Duranton, t. 16, n° 441) ne l'ont pas pensé, et, tout en restant attachés au principe qu'ils avaient posé, et sans reconnaître toujours aux juges le droit d'apprécier par des calculs plus ou moins certains s'il y avait ou non lésion, ils ont enseigné que, par exemple, au cas où le montant

C'est aux juges du fond qu'il appartient de décider souverainement si la rente viagère stipulée comme prix d'une vente constitue ou ne constitue pas un prix réel (1).

Castelnau s'est pourvu contre l'arrêt de la Cour de Toulouse du 29 nov. 1851, pour violation des art. 1582 et 1674, C. civ., et fautive application des art. 1904, 1908 et 1976, même Code.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 1582, 1674 et 1675, C. civ. — Attendu que le premier de ces articles consacre le principe que le contrat de vente peut être résolu pour viciété du prix; que l'art. 1674, en appliquant ce principe, a réglé, par des dispositions expresses et absolues, que, si le vendeur a été lésé dans le prix d'un immeuble, dans la proportion exprimée audit article, il a le droit de demander la rescision de la vente, quand même, dans le contrat, il aurait renoncé expressément à cette faculté, et qu'il aurait déclaré donner la plus value; que l'art. 1675 prescrit le mode légal de s'assurer si la lésion existe par l'estimation de l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente; — Attendu que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué reconnaît à l'acte litigieux le caractère du contrat d'aliénation immobilière; qu'il porte, en termes exprès, que « Xavier Castelnau, ayant la libre disposition de la prairie dont il s'agit, a pu en consentir » l'aliénation à son frère Laurent; que cette » aliénation a un prix, et que ce prix est la rente

« de 500 fr. que Laurent s'obligeait de payer » annuellement à son frère Xavier; qu'il n'est » pas possible de prononcer l'annulation de cet » acte pour défaut de prix; que c'est toujours » en reconnaissant à l'acte litigieux les caractères de la vente que l'arrêt ajoute, en droit, » que l'action en lésion n'a pas lieu en matière » d'aliénation, moyennant une pension viagère; » que ce contrat est régi par les art. 1908 et » 1776 combinés, C. civ.; — Mais attendu que l'art. 1908 se borne à dire que la rente viagère peut être constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble; qu'il ne détermine aucune règle à suivre dans tous ces cas, qui ne sont qu'une manière de vente, comme l'exprimait l'orateur du gouvernement en présentant la loi (2); que cet article laisse donc ce contrat sous l'empire des règles générales de la vente; qu'en jugeant ou en appréciant l'arrêt d'après sa propre base et d'après le caractère qu'il a reconnu à l'acte du 25 mai 1835, on ne saurait non plus trouver dans l'art. 1976 la règle à appliquer à ce contrat, et encore moins y voir une dérogation directe et positive aux principes de la vente; — Attendu enfin qu'il avait été articulé et mis en fait, et que, par des conclusions expresses mentionnées dans les qualités de l'arrêt attaqué, on demandait à prouver par l'estimation de la prairie, que la rente annuelle de 500 fr., qui formait le prix de l'aliénation, ne représentait que la moitié des fruits produits annuellement par la même prairie; —

de la rente viagère serait inférieur au revenu de l'immeuble vendu (et Merlin ajoute celui où le vendeur serait menacé d'une mort très-prochaine). Il pourrait y avoir lieu à rescision pour cause de lésion. Cette opinion paraît se concilier avec la nature du contrat de rente viagère, qui, s'il peut échapper aux principes établis en matière de lésion à la faveur de l'idée de chance qui s'y rattache, doit résister nécessairement sous leur influence lorsque la chance n'existe pas, lorsqu'en réalité, dans son application, il perd son caractère de contrat aléatoire. — *F.*, en ce sens, Grenoble, 18 avril 1851. — *F.*, toutefois Cass., 30 mai 1851. — L'arrêt qu'on va lire, et qui n'a été rendu qu'après un délibéré de près d'un mois, vient fortifier la doctrine de Merlin, Duvergier, Troplong et Duranton. Il nous paraît même aller plus loin que ces auteurs, en ce que, bien que dans l'espèce proposée il s'agisse d'un des cas qu'ils ont prévu, c'est-à-dire de celui où la rente viagère est inférieure au revenu de l'immeuble, il ne semble pas, dans ses motifs, restreindre à ce cas ou autres analogues la possibilité de la rescision pour lésion, mais, au contraire, l'étendre à tous les cas où le prix consisterait dans une rente viagère, qu'il y ait ou non affecté, pourvu que la lésion des sept douzièmes existe réellement; en un mot, il juge que les règles du contrat de rente viagère n'ont pas dérogé aux principes du contrat de vente, et que la chance aléatoire perd son influence devant la preuve de la lésion.

(1) La discussion, ainsi qu'on le remarquera, n'a pas porté sur la question que nous posons; mais la solution de cette question n'en résulte pas moins de l'arrêt: aussi jugeons-nous utile de la mentionner. C'est, au surplus, une question que celle de savoir si une vente faite moyennant une rente via-

gère égale ou inférieure au revenu des biens vendus peut être annulée pour défaut de prix. — Plusieurs arrêts de la Cour de cassation des 2 juill. 1806, et le renvoi, et 28 déc. 1851, et des arrêts de Cours royales (voy. Paris, 25 juill. 1826; Bourges, 10 mai 1826; Angers, 21 fév. 1828, et Orléans, 30 mai 1831. — *F.* aussi Poitiers, 25 thermid. an 11) ont jugé l'affirmative; la négative paraît, au contraire, résulter d'un arrêt du 1^{er} avril 1839, ainsi que de plusieurs arrêts de Cours royales (voy. Riom, 26 mai 1826, et Agen, 5 mai 1839). On sait, au surplus, que sur ce point il existe une divergence d'opinion entre Troplong et Duvergier. — Troplong se prononce pour la validité de la vente et accuse la versatilité de la Cour suprême. — Duvergier, au contraire (tel est aussi l'avis de Delvincourt, t. 8, p. 556), soutient l'annulation possible pour défaut de prix, ajoute qu'il faut bien distinguer entre le cas où le prix serait simplement *visé* et celui où il serait non réel, et venge la Cour de cassation du reproche qui lui est adressé, en disant que, soit qu'elle ait annulé ou maintenu des ventes, cette Cour a toujours respecté des appréciations souveraines sur le point de savoir s'il y avait ou non prix réel (voy. l'arrêt du 1^{er} avril 1839). Et la caractéristique souveraine des appréciations des juges du fond, en ce qui concerne ce dernier point, résulte, en effet, de l'arrêt que nous recensons (voy., en outre, arrêt récant du 23 juill. 1841). — Duvergier reconnaît que la vente est valable lorsqu'un prix quelconque a été stipulé en sus de la rente viagère. Cette circonstance se présentait dans l'espèce du l'arrêt de 1841, mais la Cour ne s'y est pas attachée. — *F.* Cass., 30 mai 1851.

(2) *F.* Fenet, *Travaux préparatoires du Code civ.*, t. 14, p. 544.

Qu'en s'arrêtant à une fin de non-recevoir, qui n'est basée sur aucun texte précis de la loi, et en refusant une voie d'instruction autorisée par l'art. 1675, C. civ., l'arrêt attaqué a fait une fautive application des art. 1668 et 1676 à un acte auquel il a lui-même reconnu le caractère d'aliénation immobilière, et qu'il a formellement violé l'art. 1675, et, par suite, les art. 1638 et 1674 ci-dessus cités. — Cassé, etc. »

Du 23 fév. 1836. — Ch. civ.

ENREGISTREM. — CONTRE-LETTRE. — DOUBLE DROIT. — PORTEUR.

Le triple droit auquel donne ouverture, conformément à l'art. 40, L. 22 frim. an 7, toute contre-lettre sous seing privé qui ajoute au prix stipulé dans un acte authentique ou sous signature privée et enregistré, peut être exigé même du tiers porteur qui présente l'acte à la formalité de l'enregistrement, sauf le recours de ce porteur contre les auteurs de la contre-lettre.

Plus spécialement, si le tiers porteur n'a été soumis, lors de l'enregistrement de la contre-lettre, qu'au paiement du simple droit proportionnel, il peut ultérieurement être poursuivi par la régie pour le complément du triple droit, sauf son recours (1). (L. 22 frim. an 7, art. 40.)

Par une contre-lettre sous seing privé du 4 août 1830, Leclercq s'était engagé à payer, à l'ordre de Caillou, la somme de 10,000 fr. pour supplément du prix de la cession de sa charge de commissaire prisur que ce dernier lui avait faite par acte notarié à la même date.

Lors de l'enregistrement de cette contre-lettre, qui fut présentée à la formalité par le porteur d'ordre, M^e Salomon, notaire, le receveur perçut simplement le droit de vente mobilière à 2 % sur les 100,000 fr.; mais il inscrivit sur son registre, en marge de l'enregistrement de l'acte, la déclaration suivante, qui fut signée par M^e Salomon: « L'enregistrement ci-contre a été requis par M^e Salomon, notaire, comme porteur de la cession dont il s'agit, et passible de l'avance des droits auxquels elle donne lieu. »

Ultérieurement la régie considéra cette perception comme insuffisante, aux termes de l'article 40, L. 22 frim. an 7, qui soumet les contre-lettres de la nature de celle de l'espèce à la perception du triple droit, et elle déclara contre M^e Salomon une contrainte en paiement du complément de ce triple droit.

M^e Salomon y forma une opposition qui fut accueillie par jugement du tribunal de Rochefort du 11 juill. 1833, ainsi motivé: — « Considérant que l'art. 40, L. 22 frim. an 7, ne per-

met d'exiger un triple droit pour contre-lettre dont l'existence est reconnue qu'à titre d'amende;

« Considérant qu'il est de principe qu'en matière de contravention aux lois fiscales, comme dans toutes autres matières, les amendes ayant un caractère pénal sont personnelles, et par conséquent ne peuvent être réclamées que des contrevenants;

« Considérant que l'art. 29, L. 22 frim. an 7, qui décide que les droits d'enregistrement des actes sous seing privé doivent être acquittés par les parties, n'autorise aucunement l'enregistrement à réclamer le paiement des amendes encourues de personnes autres que les contrevenants;

« Considérant que la soumission que M^e Salomon a signée sur les registres du receveur, lorsqu'il a fait enregistrer un acte de cession du 4 août 1830, sous signature privée, dont il était porteur, mais auquel il n'a point coopéré, n'exprime point l'intention, de la part de M^e Salomon, de payer l'amende qui se trouverait encourue par Caillou et Leclercq, mais seulement de payer les droits auxquels cette cession donne lieu; que, les termes de cette soumission fussent-ils ambigus et douteux, ils devraient être interprétés, suivant l'art. 1163, C. civ., en faveur de l'obligé, qui est ici M^e Salomon. »

POURVOI par la régie pour violation des articles 29 et 40, L. 22 frim. an 7, en ce que le jugement attaqué avait décidé 1^o que le triple droit étant établi par l'art. 40, L. 22 frim. an 7, à titre d'amende, et la peine d'amende étant personnelle, le paiement ne pouvait en être réclamé que des contrevenants; 2^o que M^e Salomon, n'étant point d'ailleurs partie dans l'acte du 4 août 1830, ni par conséquent l'un des auteurs de la contravention, n'avait pu être poursuivi en paiement du triple droit.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que le paiement du droit d'enregistrement est indivisible, et que le receveur n'a pas même le droit de différer et de acinder la recette du droit, de recevoir un tiers et d'ajourner pour les deux tiers; — Que le droit dû pour une contre-lettre est un droit triple, qui doit être perçu en entier au moment où l'acte est présenté à l'enregistrement; que le droit triple doit être perçu par le receveur avant d'enregistrer l'acte; — Qu'en matière d'acte sous seing privé, c'est le porteur de l'acte, celui qui le fait enregistrer pour le faire valoir, qui doit payer le droit en entier, sauf son recours, s'il y a lieu, — Cassé, etc. »

Du 23 fév. 1836. — Ch. civ.

(1) La doctrine de cet arrêt, disent Rigaud et Championnière (*Traité des droits d'enreg.*, t. 4, n^o 3852), conduirait évidemment à réclamer dans tous les cas les suppléments de droits de celui qui a présenté l'acte à la formalité; or, la jurisprudence repousse ce système (voir, Cass., 19 nov. 1834). Déjà un arrêt de cassation du 9 déc. 1813 avait jugé qu'en matière de contravention aux lois fiscales, comme dans toutes les autres matières, les amendes

avaient un caractère pénal, qu'elles étaient personnelles, que l'action s'en éteignait par le décès du contrevenant, lorsqu'il avait lieu avant que la condamnation eût été prononcée. Aussi la régie a-t-elle conclu de là que la peine du triple droit ne pouvait être réclamée que des auteurs de la contre-lettre et ne devait pas l'être de leurs héritiers qui ne demeuraient passibles que du droit simple. — *N. Délib.*, 21 fév. 1836.

INVENTAIRE. — USUFRUIT. — SERMENT. — NULLITÉ.

L'obligation imposée par l'art. 943, C. proc., au détenteur des biens d'une succession d'affirmer par serment, lors de la clôture de l'inventaire, qu'il n'a rien détourné ou vu détourner, doit être considérée comme suffisamment remplie lorsque, avant l'inventaire et lors de son ouverture, il y a eu par ce détenteur serment prêté de tout fidèlement représenter et de déclarer n'avoir rien détourné ni vu détourner, alors même qu'il s'est refusé plus tard à réitérer cette déclaration (1). (C. proc., 943.)

Le défaut par la partie qui conteste, lors de l'inventaire, l'efficacité d'un pareil serment, de s'être pourvu en référé conformément à l'art. 944, la rend non recevable plus tard à invoquer la nullité du serment pour critiquer la validité de l'inventaire, alors surtout que la réitération du serment est devenue impossible par le décès de celui qui aurait dû le prêter.

Le défaut d'accomplissement de l'une des formalités requises pour la régularité de l'inventaire n'emporte pas contre l'usufruitier déchéance de son droit d'usufruit. (C. civ., 600.)

Il n'en résulte pour les intéressés que le droit de s'opposer à la jouissance de l'usufruitier jusqu'à ce qu'un inventaire ait été dressé. (C. civ., 600.)

La disposition de l'art. 1442, C. civ., qui prive de la jouissance des revenus de ses enfants mineurs l'époux survivant qui ne fait pas faire inventaire, ne peut être étendue par analogie et motiver la privation de l'usufruit au cas où l'époux donataire en usufruit n'a pas rempli cette formalité (2). (C. civ., 1442.)

Le 8 juin 1850, la dame Legray décéda sans enfants ni ascendants, laissant pour héritiers deux sœurs et deux nièces, et pour légataire universel en usufruit Legray, son mari.

Le 19 nov., un inventaire fut dressé à la requête de l'usufruitier. On y lit : « A l'ouverture, » Legray a prêté, entre les mains de nous, notaire, serment de tout fidèlement rapporter, » mettre en évidence, faire comprendre et déclarer au présent inventaire n'avoir pris ni détourné, vu ni su qu'il ait été détourné aucun » des biens, titres, papiers dépendant des communautés et successions, sous les peines de droit » à lui expliquées. » Et plus loin : « Ne s'étant » plus rien trouvé à inventorier, nous avons » requis Legray de prêter le serment voulu par » l'art. 943, C. proc., à laquelle réquisition Legray a répondu, après plusieurs interpellations » à lui faites, qu'il se refusait formellement à » faire la prestation de serment, ne motivant son » refus sur autre motif que ses héritiers reconnaissent après son décès s'il avait tout déclaré ou non. — Dans l'intérêt de Legray, nous

» lui avons fait observer que son refus pourrait » préjudicier au bénéfice de l'usufruit à lui légué » par le testament. Il a répondu de nouveau » qu'il ne persistait pas moins dans son refus, et » a déclaré ne pouvoir signer. Les comparants, » prenant ce refus de sa part pour une inadhé- » sion aux art. 600 et suiv., C. civ., nous ont re- » quis d'en rédiger acte, et de les renvoyer » devant qui de droit, conformément à l'art. 944, » C. proc. »

Quelles devaient être pour Legray les conséquences de ce refus ? Devait-il entraîner contre lui déchéance de l'usufruit ? D'ailleurs le serment prêté lors de l'ouverture de l'inventaire ou remplissait-il pas suffisamment le but de l'art. 943 ?

Dans tous les cas, il semblait que la difficulté relative à la prestation d'un deuxième serment devait faire d'abord l'objet d'un référé devant le président du tribunal, aux termes de l'art. 944.

Mais il est constant en fait que les héritiers du sang n'adoptèrent pas cette voie, qu'il leur était tracée par la loi, et se contentèrent d'actionner Legray afin de le faire déclarer déchu de son usufruit, et responsable de divers objets et créances qu'ils prétendirent avoir été divertis et recelés par lui ou omis sciemment dans l'inventaire.

Il fut en effet reconnu que certaines créances n'avaient pas été déclarées par Legray ; mais ce défaut de déclaration comportait-il nécessairement le recel et la soustraction frauduleuse punie par la loi.

Deux jugements successifs des 5 fév. et 19 juin 1855, rendus entre la veuve Coupé, qui, seule des héritiers du sang était restée en cause, et les héritiers de Legray, décédés depuis l'instance, déclarèrent cette demande mal fondée, attendu 1^o qu'il était indifférent que le serment prescrit par l'art. 943, C. proc., fût prêté au commencement ou à la clôture de l'inventaire, le serment prêté au commencement remplissant également le but de cet article, qui, d'ailleurs, n'avait pas de sanction ; 2^o que les omissions qui pouvaient être reprochées à Legray ne présentaient pas le caractère de fraude et de recel, puisque les objets omis par lui étaient restés en évidence.

Répondant enfin à un dernier grief, relatif à des faits de dégradation dont Legray se serait rendu coupable, les jugements précités déclaraient que ces faits n'étaient pas de nature à motiver la perte de son usufruit.

Appel par la dame Coupé. — Arrêt de la Cour d'Angers du 14 août 1855 qui confirme la sentence des premiers juges.

POURVOI pour violation des art. 943, n^o 8, C. proc., et 600, C. civ. — Legray était, au décès de son épouse, tenu à un double titre de faire faire inventaire en qualité d'époux commun et

(1) Il n'y a pas nullité lorsque le serment est prêté au commencement de l'inventaire comme cela avait lieu avant le Code de proc. (P. Rolland de Villargues, *Répert. du not.*, v^o *Inventaire*, n^o 413.) Dans l'usage, lors de l'ouverture de l'inventaire, la personne qui est en possession des objets promet d'en faire la représentation fidèlement et

est avertie du serment qu'elle aura à prêter lors de la clôture de l'inventaire.

(2) Le défaut même d'inventaire ne suffirait pas pour faire prononcer la déchéance de l'usufruit. — P. Proudhon, *de l'Usufruit*, t. 2, n^o 793.

comme usufruitier. — Lorsque la loi parle d'un inventaire, elle ne donne à entendre qu'un inventaire bien et parfaitement régulier et revêtu de toutes les formes substantielles dont le concours peut seul lui donner vie et puissance. Dès lors il faut reconnaître que, si l'inventaire dressé à la requête de Legray est irrégulier, il se trouve dans la position d'un époux ou d'un usufruitier qui aurait méconnu l'obligation de la loi. Et si on recherche quelle serait la sanction d'une pareille inobservation, on arrive nécessairement, et par une conséquence forcée des art. 600 sur l'usufruit, 794 sur le bénéfice d'inventaire et 1442 sur les privations prononcées contre le père relativement à la jouissance des revenus de ses enfants mineurs, à reconnaître qu'elle ne peut être autre que la déchéance du droit dont la jouissance était subordonnée à l'ouverture préalable dans l'espèce (la déchéance de l'usufruit). Reste donc la question de savoir si l'inventaire du 19 nov. était irrégulier, question qui, à vrai dire, n'en est pas une. En effet, il est constant en fait que Legray s'est obstinément refusé à prêter le serment qu'en qualité de détenteur de tous les biens de la succession et de la communauté le § 8, art. 945, lui imposait. Il est impossible de ne pas reconnaître dans ce serment une formalité substantielle de l'inventaire.

On oppose que le serment a été prêté lors de l'ouverture de l'inventaire. Ce serment doit clore l'inventaire, et non l'ouvrir, parce que c'en est le complément; parce qu'embrassant tous les détails d'une opération déjà faite, il est destiné à lui donner vis-à-vis des intéressés un degré de certitude; parce qu'enfin c'est lorsque la récolement est achevé et que toutes les déclarations sont faites, que la religion du serment apparaît dans toute sa force à celui qui doit la prêter.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu qu'après avoir déterminé par l'art. 945, C. proc., les formalités des inventaires, sans prononcer aucune peine, le législateur ordonne, par l'art. 946, de sa punir par un référé devant le président du tribunal de première instance sur les difficultés élevées dans l'inventaire; que, dans l'espèce, une difficulté s'étant élevée sur le point de savoir si le serment prêté au commencement de l'inventaire devait être prêté de nouveau lors de la clôture, la notaire renvoya les parties à se pourvoir en référé; mais qu'il n'y fut donné aucune suite, si que, Legray étant décédé, la Cour d'Angers a justement déclaré l'exception non recevable, la réitération du serment ne pouvant plus être ordonnée, si l'exécution littérale du dernier § de l'art. 945 l'avait fait juger nécessaire; — Attendu d'ailleurs que l'art. 600, C. civ., ne prononce aucune déchéance contre l'usufruitier, faute de l'accomplissement de l'une des formalités prescrites pour les inventaires; il permet seulement de s'opposer à la jouissance de l'usufruit jusqu'à

l'inventaire, ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce, l'art. 1442, qui porte que « le défaut d'ouverture fait perdre à l'époux survivant la jouissance des revenus », s'applique au cas où il y a des enfants mineurs; et ce n'est pas l'espèce de la cause; l'art. 794 s'applique au bénéfice d'inventaire, et une déchéance d'usufruit ne peut pas être prononcée par analogie d'un cas à un autre, — Rejeté, etc. »

Du 25 fév. 1856. — Ch. req.

DEGRÉS DE JURIDICTION.—COUR ROYALE. — PARTAGE.—COMPENSATION.

Il n'y a pas violation du double degré de juridiction lorsqu'une Cour royale, après avoir, par de précédents arrêts, statué sur une instance principale relative au partage et à la liquidation d'une succession, et avoir modifié sur certains points, et confirmé, sur d'autres, un jugement qui fixait les bases du partage, a prononcé sur de nouvelles difficultés nées après l'instance principale et sur lesquelles les parties ont consenti à être jugées définitivement par la Cour (1).

ARRÊT.

• LA COUR, — En ce qui touche le moyen pris de la violation des lois qui règlent l'ordre des juridictions, et notamment des art. 22, L. 27 vent. an 8, et 2. L. 20 avril 1810: — Attendu que les demandes sur lesquelles les parties ont consenti à être jugées par la Cour royale étaient une suite, une dépendance des contestations qui avaient déjà eu lieu entre elles dans l'instance principale en liquidation et partage de la communauté et de la succession de Louis Bailac; que deux arrêts avaient été rendus dans cette instance; que le second de ces arrêts, à la date du 11 fév. 1853, avait infirmé le jugement du 31 août 1852 sur plusieurs chefs; qu'il avait fixé les dates des jouissances et le montant des loyers respectivement perçus; — Attendu que les dispositions de cet arrêt infirmatif devenaient une base essentielle de la compensation demandée, lors du procès-verbal du notaire, entre les loyers et les intérêts de la dot et autres créances; et qu'en admettant que cette compensation formât une demande nouvelle sur laquelle la Cour n'avait pas encore été mise à même de prononcer, lors de ses précédents arrêts, la consentement respectif des parties exprimé tant dans le procès-verbal du notaire que dans leurs conclusions à l'audience a suffi pour que la Cour, précédemment saisie de l'instance principale, fût autorisée à prononcer sans violer la règle du double degré de juridiction; — Attendu qu'il ne résulte pas, des termes de ce consentement, que les parties aient entendu donner à leurs juges la qualité d'arbitres amiables compositeurs, ni modifier en rien les pouvoirs qui leur étaient conférés par la loi; — En ce qui touche le deuxième moyen, pris de la violation des art. 1350 et 1351, C. civ.: — Attendu que les paiements et compensations viennent en exécution de la chose jugée; que,

(1) Jugé que les parties peuvent renoncer au premier degré de juridiction et consentir à être jugées

de plano par la Cour saisie de l'appel. — F. Cass., 18 août 1816, et la note.

lors de l'arrêt du 27 janv. 1832, il n'avait rien été prononcé quant à l'exception de compensation des loyers et jouissances de la veuve Bailac, avec les intérêts annuels et le capital de sa dot; qu'ainsi l'exception était entière au moment où la Cour royale l'a accueillie, d'autant mieux que, dans l'interval, la liquidation de ces loyers avait été faite par l'arrêt du 11 fév. 1835; — Que, quant à la disposition qui ordonnait de compenser les jouissances entre elles, et le rapport du résidu, s'il y avait lieu, elle n'est aucunement contrariée par les termes de l'arrêt attaqué, qui déclare s'y référer. — Rejeté, etc. »
Du 25 fév. 1836. — Ch. reg.

TÉMOIN DÉFAILLANT. — RADIATION. — SERMENT. — POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE.

L'absence aux débats d'un témoin régulièrement cité ne donne à la Cour d'assises que le droit de prononcer contre lui les peines attachées à son absence s'il n'y a pas d'excuse suffisante, mais ne l'autorise pas à ordonner sa radiation de la liste des témoins, et à le priver ainsi de la capacité de témoigner en justice (1). (C. crim., 315 et 317.)
Dès lors, si ce témoin se présente avant la fin des débats, il doit être entendu avec la prestation du serment, mais non pas seulement en vertu du pouvoir discrétionnaire du président et sans serment (3). (C. crim., 309, 315 et 317.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 315, 316, 269, et 408, C. crim.; — Attendu que F. A. Albertini avait été cité pour paraître, comme témoin, à la Cour d'assises de la Corse, dans l'affaire dont il s'agit, et que son nom avait été nuisé aux accusés parmi les noms des autres témoins, conformément à la loi; — Attendu que cette qualité ne pouvait cesser dans sa personne que par quelque une des causes qui rendent un individu incapable, d'après la loi, de prêter témoignage en justice; que son absence de la première audience n'a pu autoriser la Cour d'assises à ordonner sa radiation de la liste des témoins, puisque aucune loi n'attache à cette absence, qui peut n'être que momentanée, l'effet d'opérer une incapacité personnelle et définitive; — Qu'ainsi, cette absence ne donnait à la Cour d'assises que le droit de prononcer, contre le témoin absent, les peines attachées à son absence, en cas qu'il n'y eût pas d'excuses suffisantes, et en outre, le droit de passer outre aux débats, si le témoignage de l'absent ne paraissait pas indispensable; — Attendu que, lorsque ledit Albertini s'est présenté à la seconde audience, il paraissait avec la qualité de témoin que lui avait imprimée la citation; que, par conséquent, il devait être entendu avec la prestation de serment; d'où il suit qu'en l'entendant, en vertu de son pouvoir discrétionnaire et sans serment, le président de la Cour d'assises a excédé les droits qui lui sont attribués par l'art. 269, et fausement appliqué, et,

par conséquent, violé les art. 315 et 317, Code crim., — Cassé, etc. »
Du 25 fév. 1836. — Ch. crim.

FAUX TÉMOIGNAGE. — CARACTÈRE. — JURY. — QUESTION.

En matière de faux témoignage, est nulle la réponse affirmative à une question qui se borne à énoncer un faux témoignage en matière criminelle, sans spécifier s'il a eu lieu en faveur ou au préjudice du prévenu (3). (C. pén., 362.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 362, C. pén.; — Attendu que si le faux témoignage présente la même gravité pénale, soit qu'il ait eu lieu en faveur d'un accusé, soit qu'il ait eu pour objet de lui porter préjudice, il ne s'ensuit pas, comme l'a prétendu l'arrêt incident rendu par la Cour d'assises du Fort-Royal, le 23 nov. 1835, qu'il soit inutile d'apprécier sur ce point la décision de la juridiction répressive; — Attendu, au contraire, que ce qui est essentiellement constitutif de la criminalité du faux témoignage, c'est qu'il ait porté sur des faits relatifs à la prévention, au sujet de laquelle il a été émis; que cette circonstance élémentaire ne résulte pas suffisamment de la solution affirmative d'une question qui se borne à énoncer un faux témoignage en matière correctionnelle, sans spécifier, comme l'a voulu la loi, et comme l'avaient indiqué, dans l'espèce, le dispositif de l'arrêt de renvoi et le résumé de l'acte d'accusation, la relation de cette déclaration mensongère avec la personne du prévenu ou le fait de la prévention; — Attendu, en effet, qu'un témoin, dans une instance correctionnelle, a pu en imposer à la justice sur des points étrangers à la cause et sans influence possible sur la décision du juge; que ce n'est point là le faux témoignage prévu par l'article précité et dont il a mesuré la peine à la gravité de l'atteinte portée soit à l'intérêt du prévenu, soit à celui de la société; qu'ainsi, la Cour d'assises du Fort-Royal de la Martinique, en refusant d'ajouter, aux questions par elle posées, ces mots, compris dans l'arrêt de renvoi et dans l'acte d'accusation : *en faveur des prévenus PrévotEAU, a violé l'edit art. 362, et que, par suite, l'accusation n'a point été purgée, — Cassé, etc. »*

Du 25 fév. 1836. — Ch. crim.

FAUX EN ÉCRITURE. — ENLÈVEMENT. — ÉCRIT ÉTRANGER. — MODIFICATIONS.

L'enlèvement, par des moyens chimiques, d'un corps d'écriture tracé sur le même papier qu'un acte parfait dans sa forme, ne peut être considéré comme une altération d'écriture prévue et punie par l'art. 147, C. pén., qu'autant que le corps d'écriture enlevé s'incorporait à l'acte existant, et avait pour résultat d'en compléter ou d'en

(1-3) *F.*, en ce sens, Cass., 17 sept. 1834, et 23 avril 1835. — Mais voy. Br., Cass., 15 avril 1844.
(3) *F.*, conf. Cass., 21 sept. 1827, 19 juil.-4 juil.

1825, et 4 janv. 1834. — *F.*, aussi Chauveau et Heine, *Th. du Code pén.*, t. 3, p. 291.

modifier le sens, ou bien s'il avait un caractère particulier et distinct opérant obligation ou décharge (1). (C. pén., 148.)

Spécialement, l'enlèvement des annotations placées, soit à la suite de l'extrait de la liste du tirage délivré par un sous-préfet, soit à la suite d'un certificat de bonnes vie et mœurs donné par un maire, ne constitue pas le crime de faux si cet enlèvement a laissé les pièces dont il s'agit dans leur intégrité, et alors que, ni la loi sur le recrutement ni aucune autre ne prescrivait les annotations enlevées, et ne leur assignait un effet déterminé.

La destruction de barres transversales sur un extrait de la liste de tirage ne constitue non plus aucun délit, dès lors que ces barres n'en faisaient pas partie, et que la loi n'ordonnait pas de les tracer.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 147, 148, 151, Code pénal, et 429, C. crim.; — Attendu que l'enlèvement, par des moyens chimiques, d'un corps d'écriture tracé sur le même papier qu'un acte parfait dans sa forme ne peut être considéré comme une altération d'écriture prévue et punie par l'art. 147, C. pén., qu'autant que le corps d'écriture enlevé s'incorporerait à l'acte existant sur le même papier, et aurait pour résultat d'en compléter ou d'en modifier le sens; ou bien si le corps d'écriture enlevé avait un caractère particulier et distinct, opérant obligation ou décharge; — Attendu que l'enlèvement des annotations placées soit à la suite de l'extrait de la liste du tirage délivré par le sous-préfet de Douai, soit à la suite du certificat de bonnes vie et mœurs délivré par le maire de Férin, a laissé ces deux pièces dans leur intégrité, puisque ces annotations n'en faisaient pas partie; — Attendu que ni la loi du 25 mars 1832, relative au recrutement, ni aucune autre loi, ne prescrivait l'inscription de ces annotations à la suite des deux pièces dont il s'agit, et ne leur assignait un effet déterminé; — Attendu que la destruction des barres transversales tirées sur l'extrait de la liste de tirage n'a pu altérer cet extrait, puisque ces barres n'en faisaient pas partie, et qu'aucune loi ne prescrivait de les tracer; — Attendu que la note du préfet, enlevée du certificat de bonnes vie et mœurs du maire de Férin, laquelle note indiquait le refus du conseil de recrutement d'admettre Fouache comme remplaçant pour vice de conformation, ne pouvait empêcher Fouache de se présenter devant un autre conseil de recrutement; — Attendu que, dès lors, les faits déclarés constants par le jury à la charge des deux demandeurs n'ont constitué ni une altération de l'extrait de la liste de tirage, ni une al-

tération de certificat de bonnes vie et mœurs, puisque ces deux pièces ont conservé l'intégrité de leur contexte primitif; d'où il suit qu'il a été fait aux demandeurs une fautive application des art. 147, 148 et 151, C. pén.; — Attendu enfin que lesdits faits déclarés ne constituent ni crimes ni délits qualifiés par la loi, — Casse, etc. »

Du 25 fév. 1856. — Ch. crim.

DONATION DÉGUISEE. — VALIDITÉ. — AVANT JUDICIAIRE. — APPRÉCIATION. — CAUSES.

Les donations déguisées sous la forme de contrats onéreux sont valables, pourvu qu'elles soient faites par personnes capables, sans fraude et sans préjudice à des tiers (2). (C. civ., 931.)

Les Cours royales sont investies du droit d'apprécier si les explications d'une partie, soit dans un interrogatoire, soit à l'audience, ont le caractère d'un aveu judiciaire (3).

Ainsi, lorsqu'une partie a déclaré que l'obligation causée pour prêt dont elle demande le paiement n'est point le résultat d'un prêt, mais bien d'un fidéjussor fait à son profit, il peut être décidé, sans violation des règles sur l'aveu judiciaire, que cette obligation n'est ni un prêt ni un fidéjussor, et qu'elle doit être exécutée comme donation.

Les faits de cette cause ont été rapportés avec l'arrêt de la Cour de Paris du 9 avril 1854. Cet arrêt ayant été cassé pour vice de forme (Cass., 11 fév. 1855), les parties ont été renvoyées devant la Cour d'Orléans.

Le 7 août 1855, arrêt de cette Cour ainsi conçu : — « Attendu que l'acte du 7 nov. 1820 ne constituait pas à la vérité un contrat commutatif; que la cause énoncée n'était point sincère; mais que la simulation de la cause ne viole pas l'obligation, si d'ailleurs il apparaît une autre cause réelle et licite, telle qu'une libéralité;

» Que, d'après les art. 1108 et 1131, C. civ., ce n'est pas la fausse énonciation sciemment insérée par les parties dans l'acte, mais le défaut de cause valable dans l'obligation même, qui vicia cette obligation.

» Qu'ainsi le procès, tel qu'il se présente devant la Cour, se réduit à la question de savoir si, en fait, la femme Eymard a voulu, par l'acte du 7 nov. 1820, faire une libéralité en faveur de son frère, et si, en droit, l'acte constitue, soit en la forme, soit au fond, une obligation valable;

» Attendu que l'appelant produit un titre écrit et signé par sa sœur, qui le lui a remis volontairement;

» Qu'un acte est réputé sérieux tant que le contraire n'est pas démontré par celui qui l'attaque;

(1) Mais si le corps d'écriture enlevé avait pour but d'avertir que le certificat sur lequel il était inscrit ne pouvait plus servir, il y aurait crime de faux. — *F. Cass.*, 29 avril 1836. — *F. aussi Cass.*, 21 août 1807 et 25 juin 1812; — Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 2, p. 111.

(2) *F. conf. Cass.*, 20 nov. 1836 et 23 avril 1837, et les renvois; Liège, 31 juillet 1841; — *F. aussi Chabot, Quest. transitoires, v° Donation déguisée*; Merlin, *Questions, v° Donation*, § 5; Gre-

nier, *Donat.*, t. 1, n° 180, Toalier, *Droit civ.*, t. 4, n° 474, Camban, p. 405. — *F. contra*, Delvieu, *Cours de Code civ.*, t. 4, p. 2. — Les donations ainsi faites à un successeur ne sont pas sujettes à rapport. — *F. Caro*, 23 mai 1836, et les renvois. — *F. contra*, Gand, 17 juin 1834.

(3) *F. Brux.*, 14 fév. 1820; *Cass.*, 25 janv. 1821 et 16 déc. 1828. — Il en était de même avant le Code civ. — *F. Cass.*, 15 thermid. an 11.

« Que la qualité de frère et de sœur, l'un sans fortune et père de famille, l'autre opulente et sans enfants, rend vraisemblable la libéralité faite par celle-ci à son frère; qu'à cet égard les intentions de la donatrice sont énoncées, quoique d'une manière indirecte, par sa lettre du 4 nov., qui n'a précédé que de trois jours l'acte dont est procès; que cette intention résulte encore de ce que la somme de 100,000 fr. ne devait être payée qu'après le décès de la donatrice; qu'enfin, et surtout, on ne peut pas expliquer autrement la cause de cette obligation si importante, et que toujours on doit admettre l'interprétation qui tend à valider un acte, plutôt que celle qui en entraînerait l'annulation; qu'en alléguant que ce titre a été arraché par des importunités et par la captation, la dame Eymard reconnaît donc qu'elle a cédé à ces instances en faisant une donation; qu'elle ne prouve et n'articule même aucun fait de violence, de dol et de fraude, et que les importunités et la captation qu'elle se borne à alléguer ne sont pas d'ailleurs des causes légales de rescision d'un contrat ni d'une donation;

« Qu'ainsi, l'acte réel avec son caractère de libéralité déguisée sous la forme d'un contrat onéreux;

« Et attendu, en droit, que la faculté de faire des donations indirectes résulte de la combinaison des art. 843, 911, 918 et 1099, C. civ.;

« Que, si l'art. 931 prescrit la forme authentique pour les donations, cet article doit, comme l'ord. de 1731, dont il reproduit la lettre et l'esprit, être limité au cas où les parties ont voulu choisir cette forme pour faire une donation parfaite; mais qu'il n'interdit pas les libéralités faites sous la forme de contrats onéreux, dans le sens des articles précités, et notamment de l'art. 911; que, dans ce cas, l'acte sera valable si celui qui donne et celui qui reçoit ont la capacité de donner et de recevoir et la libre disposition de l'objet qu'ils donnent, et pourvu encore que le titre qu'ils ont fait suit dans les formes prescrites pour cette espèce d'actes à titre onéreux;

« Que, dans ce cas, la simulation, lorsqu'elle n'est entachée ni de dol ni de fraude, est permise, puisqu'elle ne tend qu'à faire d'une manière indirecte ce qui aurait pu être fait directement et sans préjudice des droits des tiers;

« Que cette interprétation de la loi, consacrée par une jurisprudence constante, concilie les dispositions de l'art. 931 avec celles des art. 843, 911 et 918 précités, qui, dans le système contraire, seraient sans applicabilité possible,

« Déclare bonne et valable l'obligation du 7 nov. 1830; ordonne qu'elle sera exécutée selon sa forme et teneur, etc., »

Nouveau pourvoi par la dame Eymard, pour violation et fautive application des art. 894, 931, 1131, 1315 et 1356, C. civ., en ce que le colonel Caron ayant positivement déclaré que l'acte litigieux causé valeur pour prêt était un fidéicom-

mis, il devenait impossible de lui attribuer le caractère d'une donation sans enfreindre les règles établies en matière d'aveu judiciaire.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant que les donations déguisées sous la forme d'un contrat onéreux sont valables, lorsque, comme dans l'espèce, elles sont faites par personnes capables, sans fraude et sans préjudice à des tiers; — Considérant que l'arrêt attaqué déclare que la dame Eymard, alors veuve Bethfort, a voulu, par l'engagement dont il s'agit au procès, faire une libéralité en faveur de son frère; que cette décision est fondée sur une correspondance et sur des faits qu'il n'appartient pas à la Cour d'examiner ni d'apprécier; — Attendu, sur la violation prétextée de l'art. 1356, C. civ., qu'il appartenait à la Cour royale de vérifier si les explications du colonel Caron, suit dans son interrogatoire sur faits et articles, soit lors de sa comparution à l'audience, avaient le caractère d'un aveu judiciaire, et que, dès lors, la Cour royale n'ayant pas reconnu l'existence d'un aveu judiciaire, a pu rejeter les allégations du colonel Caron, sur les causes de l'engagement susénoncé par la dame Eymard; — Attendu que la Cour royale a pu et dû se livrer à l'examen et à l'appréciation des faits et documents du procès, et, par suite, reconnaître et déclarer la cause réelle et le véritable caractère de l'engagement susénoncé; qu'en cela elle n'a commis aucune violation de la loi, — Rejette, etc., »

Du 25 fév. 1856. — Ch. civ.

COUR D'ASSISES. — ACTE D'ACCUSAT. — SIGNIFIC. — VICE-PRÉSIDENT. — EMPÊCHEMENT LÉGAL. — MANDATAIRE — FAUX. — OBLIGATION.

L'accusé à qui on n'a pas signifié l'acte d'accusation qui le concerne et qui ne s'est pas plaint à l'ouverture des débats, n'est plus recevable à réclamer après la lecture de la déclaration du jury.

Le vice-président du tribunal de première instance du lieu où siège la Cour d'assises est investi par son titre, en cas d'empêchement du président de ce tribunal et du conseiller délégué, du droit de présider la Cour d'assises, sans que la mention qu'il fait qu'il agit en vertu de la délégation du conseiller-président puisse détruire son droit personnel et vicier la procédure. (C. crim., 263.)

Dans ce cas, le seul fait de l'absence du président du tribunal fait présumer qu'il est légalement empêché.

Le fait par un mandataire d'avoir, après la révocation dûment signifiée de ses pouvoirs, rempli de son nom le blanc laissé dans la procuration à lui remise précédemment, et créé une obligation sous seing privé antidaté au nom du mandant, constitue, non un simple délit d'abus de confiance, mais un véritable faux par fabrication de conventions (1). (C. pén., 407 et 447.)

(1) Jugé qu'il y a faux de la part de l'associé qui émet des billets sous la signature sociale après la dissolution de la société. — F. Cass., 16 oct.

1856. — F. aussi Merlin, *Rép.*, v° Faux, et Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 2, p. 121; t. 4, p. 109.

Ce faux résulte, non de l'insertion du nom dans la procuration, mais de la création ultérieure d'une obligation au nom du mandant : dès lors, le faux est en écriture privée si cette obligation a été faite par acte sous seing privé, bien que l'intercalation de nom ait eu lieu dans une procuration authentique. (C. pén., 147 et 159.)

La dame Marchand ayant signé une procuration authentique contenant pouvoir de souscrire certaines obligations, l'avait remise à Bioché, à qui elle signifia bientôt la révocation du mandat qu'elle lui avait confié.

Malgré cette révocation, Bioché remplit de son nom la procuration dans laquelle le mandataire n'avait pas d'abord été désigné; puis il contracta, en sa qualité de procureur fondé de la dame Marchand, une obligation sous signature privée au profit de N.... Mais, pour empêcher l'effet de la révocation qui se trouvait annuler l'obligation, il reporta la date du billet à une époque antérieure.

Poursuivis, sous l'accusation de faux en écriture authentique, Bioché et Murache, son complice, furent, sur la déclaration de culpabilité rendue par le jury, condamnés aux peines portées par la loi.

POURVOI en cassation par les condamnés. — A l'audience, M. le procureur général Dupin a parcouru rapidement les trois moyens qu'ils faisaient valoir à l'appui de leur pourvoi : — « Le premier, fondé sur ce que, nonobstant les termes formels et l'esprit de l'art. 263, C. crim., la Cour d'assises a été présidée, non par le conseiller délégué par le ministre de la justice, ni même par le président du tribunal de Nivers, mais bien par le vice-président.

« L'art. 263, en cas d'empêchement du conseiller délégué pour présider les assises, et à défaut de tout conseiller de Cour royale, appelle le président du tribunal de la première instance. Mais si ce président est lui-même empêché; si ses infirmités ou son âge ne lui permettent pas d'entreprendre la présidence des affaires dans une session qui paraît devoir offrir de longs et pénibles débats, le vice-président n'est-il pas naturellement et légalement appelé à remplacer le président? Et à défaut de toute mention, dans la procédure, de l'empêchement en question, la présomption légale n'est-elle pas que l'empêchement existait? Telle est, à bon droit, la jurisprudence de la Cour. (V. arrêts des 27 mars 1808 et 15 janv. 1829; — Favard de Langlade, t. 1, p. 753.) Sans doute il eût été plus régulier de constater l'empêchement, mais on n'est pas obligé de l'exprimer à peine de nullité.

« Le second moyen, spécial à Murache, est tiré de ce que l'acte d'accusation ne lui aurait pas été signifié selon le prescrit de l'art. 242, C. crim., et de ce qu'il a été passé outre à son jugement, quoiqu'il eût réclaté contre l'observation de cette formalité.

« Il résulte d'une production faite par le ministère public que l'arrêt de mise en accusation et l'acte d'accusation ont été notifiés par un seul et même acte, au domicile de Murache à Avallon, pendant qu'il était en fuite; et voilà comment il

a pu ne pas recevoir ou même ignorer cette assignation. Dans tous les cas, et en admettant même que la signification n'eût pas eu lieu pour l'acte d'accusation, Murache aurait dû réclamer en temps utile, demander le renvoi à une autre session; mais il ne l'a fait qu'après les débats terminés, après même la déclaration du jury : ce moyen est donc sans fondement.

« Le troisième moyen est tiré de ce qu'il y aurait eu, dans l'espèce, fausse application des articles 147, 150, 151 et 60, C. pén., et violation de l'art. 407, même Code, en ce que les faits constatés à la charge des accusés, par les réponses du jury, constitueraient l'abus de blanc seing prévu par l'art. 407, C. pén., mais non le crime de faux.

« A ce moyen, présenté par les demandeurs, il faut joindre celui qui a été soulevé d'office dans la première discussion devant la Cour, et qui consiste à rechercher si les faits déclarés constants par le jury constituent un faux en écriture authentique comme l'a jugé l'arrêt attaqué, ou bien s'ils ne constituent pas uniquement un faux en écriture privée : c'est sur ce point qu'a porté la partage de la Cour. Dans l'un et dans l'autre moyens, il s'agit d'apprécier quelle est la qualification légale qui doit être donnée aux faits déclarés constants, et quel est le genre de crime qu'ils constituent.

« I. o'y a pas faux en écriture publique, dit M. le procureur général; il n'y a pas simple abus de blanc seing; mais il y a faux en écriture privée.

« Il n'y a pas faux en écriture publique. Ce crime ne pourrait résulter, dans l'espèce, que de ce que l'accusé a rempli de son nom, à une époque où la procuration qu'il avait été remis se trouvait révoquée, le blanc laissé dans cette procuration authentique. Mais un tel fait ne peut être rangé dans aucun de ceux que la loi précise comme constitutifs du crime de faux. En effet, M. le procureur général analyse les termes de l'art. 147, C. pén., et fait ressortir les différents caractères du faux; aucun ne s'applique à l'espèce en ce qui concerne l'apposition du nom du mandataire dans la procuration authentique révoquée. Si l'accusé eût simplement écrit son nom sur cette procuration sans faire aucun acte postérieur, la procuration n'ayant pas été falsifiée, n'ayant pas été altérée, mais ayant été faite ainsi que les parties l'avaient entendu, il n'y aurait eu dans ce fait ni crime ni délit. Et peu importait que la procuration fût déjà révoquée, car la date n'en a pas été changée; c'est une procuration qui, soit que le nom y ait été laissé en blanc, soit que ce blanc ait été rempli, se rapporte toujours à son ancienne date, et se trouve toujours frappée par la révocation postérieure.

« Tout le délit, s'il y en a, sera donc dans les actes subséquents; si, par exemple, après avoir rempli le blanc, le mandataire révoqué a fait, en cette qualité qui ne lui appartient plus, des significations d'actes indifférents ou mêmes prohibés, des sommations ou autres actes de procédure, il y aura nullité de ces actes. S'il s'est fait remettre des sommes, en persuadant qu'il était mandataire, il y aura escroquerie, car il y

aura fausse qualité, mensonge. Mais dans tous ces cas, comme on le voit, ce n'est pas le fait d'avoir rempli le blanc laissé dans la procuration révoquée, c'est l'acte postérieur qui forme le délit. Ainsi, la première fois, quoiqu'il soit relatif à un acte authentique, ne suffit pas pour constituer un faux en écriture authentique.

Le fait déclaré constant par le jury ne saurait être non plus qualifié simple *abus de blanc seing* de délit, aux termes de l'art. 407, C. pén., existerait si, dans un blanc seing donné pour une procuration, par exemple, on insérait une vente, une quittance, un engagement quelconque. Alors on a abusé du blanc seing; c'est un délit qui se confond avec l'escroquerie; c'est une modalité de l'escroquerie, qui est frappée de la même peine.

Telle n'est pas, dans l'espèce, l'insertion du nom de Bioché, en qualité de mandataire, sur le blanc de la procuration qui lui avait été remise; cela qui, en lui-même, et indépendamment de tout fait postérieur, n'avait aucun caractère de criminalité. Mais postérieurement à cette insertion, d'autres faits sont intervenus: Bioché et Morache ont été déclarés coupables d'avoir frauduleusement et avec intention de nuire, fabriqué une obligation sous seing privé, avec une fausse date et une fausse qualité. C'est dans la fabrication de cette obligation sous seing privé qu'il faut voir véritablement la crime des accusés. Cette fabrication est un faux en écriture privée. En effet, le faux ne consista pas seulement dans la contrefaçon d'écriture; il peut résulter d'une antidate, et nous en trouvons un exemple dans l'art. 159, C. com. C'est pareillement dans l'antidate mise par Bioché et Morache à l'obligation sous seing privé qu'ils ont faite qui git la faux qu'ils ont commise. Si Bioché n'avait pas donné à cette obligation une fausse date, mais bien la date véritable de 1855, quelles seraient les conséquences de cette obligation? Elle serait nulle à l'égard du prêteur et du mandant, puisqu'elle porterait la date d'une époque où la procuration était révoquée; elle renfermerait même le délit d'escroquerie à l'égard d'un prêteur de bonne foi; mais il serait impossible d'y voir le crime de faux. Il en est autrement dans la cause, parce qu'il y a eu antidate à l'effet de se replacer sous le coup de la procuration non révoquée; c'est là ce qui constitue le faux; c'est un abus de la procuration, à l'aide d'un faux commis dans une obligation sous seing privé; c'est donc un faux en écriture privée.

En conséquence, M. le procureur général conclut à la cassation pour fausse application de l'art. 147, et violation de l'art. 150, C. pén.

ARRÊT.

LA COUR. — En ce qui touche le moyen de cassation personnel à Morache: — Attendu que la signification de l'arrêt de renvoi a été faite au domicile dudit Morache alors absent; — Attendu que, s'il n'apparaît pas de la signification à Morache de l'acte d'accusation, il ne s'en est pas plaint à l'ouverture des débats, et n'a pas demandé le renvoi de l'affaire à une autre ses-

sion; d'où il suit que la réclamation par lui faite après la lecture de la déclaration du jury a été tardive; — En ce qui touche le deuxième moyen de cassation, qui est commun aux demandeurs: — Attendu que, d'après l'art. 263, C. crim., le président du tribunal de première instance du lieu où siège la Cour d'assises est appelé de plein droit à remplacer le président de cette Cour, à défaut de conseillers de la Cour royale qui auraient été délégués pour l'assister; — Attendu que la vice-président du même tribunal de première instance est investi par son titre même du droit de remplacer le président de ce tribunal dans toutes les fonctions qui lui sont attribuées par la loi; — Attendu que, dans l'espèce, la présidence de la Cour d'assises du département de la Nièvre a été exercée par le vice-président de ce tribunal, et que le président titulaire dudit tribunal est présumé légalement empêché par le fait seul de son absence; — Attendu que, si le vice-président du tribunal de Nevers a déclaré agir au vertu de la délégation qui lui aurait été faite par le conseiller à la Cour de Bourges, nommé par le ministre de la justice pour présider la Cour d'assises de la Nièvre, cette délégation illégale et inutile n'a pu détruire le droit personnel conféré par la loi au vice-président du tribunal civil de Nevers; — En ce qui touche le troisième moyen de cassation proposé par les deux demandeurs, et qui consiste à soutenir que les faits déclarés constants par le jury constitueraient le délit d'abus de blanc seing, prévu et puni par l'art. 407, C. pén.; — Attendu qu'il résulte de la déclaration du jury qu'à une époque où Bioché ne pouvait plus se dire mandataire de la femme Marchand, c'est-à-dire après la révocation dûment signifiée des pouvoirs à lui donnés, Bioché aurait rempli de son nom le blanc laissé dans la procuration à lui remise par ladite dame, et créé au nom de celle-ci une obligation sous seing privé; — Attendu que ce fait ne peut être assimilé à l'abus de blanc seing, puisque l'écrit confié par la dame Marchand à Bioché n'était pas une simple signature, mais bien un acte parfait dans sa forme, et où il ne manquait que le nom du mandataire laissé en blanc à dessein, pour que celui-ci y inscrivît son nom avant toute révocation; — Attendu que la création de l'obligation dont s'agit, au nom de la dame Marchand, en vertu d'un mandat révoqué et au moyen d'une procuration éteinte à laquelle le porteur aurait rendu frauduleusement une force et une vie qu'elle n'avait plus, constitue une véritable fabrication de conventions; — Rejette; — Et statuant sur les moyens relevés d'office: — Vu les art. 147 et 150, C. pén.; — Attendu que l'insertion par Bioché de son nom dans le blanc laissé dans la procuration authentique à lui donnée par la dame Marchand ne pourrait constituer un faux par elle-même, et abstraction faite de la création ultérieure de l'obligation sous seing privé soucrite au nom de la dame Marchand; — Attendu que le préjudice que la dame Marchand pouvait éprouver ne résultait que de cette obligation frauduleusement créée en son nom, en vertu d'un mandat dont le blanc avait été rempli après la révocation régulière-

ment faite et notifiée; d'où il suit que sa criminalité réside tout entière dans la création de cette obligation, qui était sous seing privé, et dont la création a par conséquent le caractère d'un faux en écriture privée; et qu'ainsi il a été fait aux demandeurs une fautive application des peines portées par la loi pour les faux en écriture authentique. — Casse, etc. »

Du 26 fév. 1856. — Ch. crim.

ATTENTAT A LA PUDEUR. — AUTOMAT. — PEINE.

Le mari a autorité sur les enfants mineurs et non émancipés issus du premier mariage de sa femme. Dès lors, il est passible des peines portées par l'art. 333, C. pén., s'il se rend coupable d'attentat à la pudeur commis avec violence sur la personne de sa belle-fille âgée de moins de quinze ans (1). (C. pén., 333.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu, en fait, que le demandeur a été déclaré, par le jury, coupable d'avoir commis un attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence sur la personne de Marie Leroux, sa belle-fille, âgée de moins de quinze ans; — Attendu, en droit, que d'après l'art. 373, C. civ., l'enfant reste sous l'autorité de ses père et mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation, qui ne peut avoir lieu que lorsqu'il a atteint quinze ans révolus; — Que cette autorité continue d'exister, sous certaines modifications, dans la personne de la mère, après le décès du père et même après qu'elle a convoité à des secondes noces; — Que, dans ce dernier cas, le second mari entre nécessairement en partage de l'autorité de sa femme sur les enfants mineurs et non émancipés issus du premier mariage, ainsi que cela résulte de la combinaison des art. 213, 393 et 396, C. civ.; — Attendu qu'en considérant le demandeur comme ayant autorité sur sa belle-fille, en lui faisant par suite l'application de l'art. 333, C. pén., l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi; — Rejette, etc. »

Du 26 fév. 1856. — Ch. crim.

HÉRITIERS. — BIENS HÉRÉDITAIRES. — DÉLITS. — PÉNALITÉ.

Les soustractions de fruits et dégradations commises par un héritier sur les biens de l'hérédité indivise, au détriment et sans l'autorisation de ses cohéritiers, constituent des délits punis et punis par la loi (2).

La disposition de l'art. 380, C. pén., qui dispense de toute peine les soustractions frauduleuses commises entre certains parents est spéciale et restrictive, et ne peut conséquemment être étendue aux vols commis par

un héritier au préjudice de ses cohéritiers sur l'hérédité commune (3). (C. pén., 380.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 408 et 413, C. crim.; — Attendu, en droit, que Gilbert Grand est prévenu d'avoir fait ébrancher et couper à son profit une grande quantité d'arbres futaie et de haiveaux, et détruire des fossés sur des biens dépendant d'une hérédité encore indivise, notamment entre lui et les demandeurs; — Que ces faits sont qualifiés délits par la loi, et que la disposition de l'art. 380, C. pén., est spéciale et restrictive; — Que si l'art. 383, C. civ., fait remonter les effets du partage au jour de l'ouverture de la succession, on ne doit point en conclure que l'un des cohéritiers puisse, tant que l'indivision subsiste, s'approprier, au détriment des autres, les fruits de l'hérédité commune; — Que, dès lors, la qualité de copropriétaire indivis de lieux pris et de la pièce de terre sur lesquels ont été commises les voies de fait dont il s'agit ne saurait les légitimer qu'autant que ledit Gilbert Grand prouverait qu'ils ont été autorisés par ses cohéritiers, et qu'il n'a ni produit ni offert cette preuve; — Que le tribunal correctionnel de Béziers, en le déboutant du déclinatoire résultant de son droit de copropriété dans ces immeubles, avait donc légalement retenu la cause, et ordonné qu'il serait procédé à son instruction; d'où il suit qu'en infirmant le jugement de ce tribunal, et en déclarant la juridiction correctionnelle incompétente pour statuer sur la plainte des demandeurs, parce que ceux-ci ne peuvent exercer leur action dans l'espèce que devant la juridiction civile, la Cour de Limoges a commis une violation expresse des règles de la compétence, — Casse, etc. »

Du 27 fév. 1856. — Ch. crim.

RENTE SUR L'ÉTAT. — TRÉSOR. — AGENT DE CHANGE. — RESPONSABILITÉ. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — SOLIDARITÉ.

Le trésor public, dont l'un des employés a soustrait une inscription de rente sur l'État, laquelle se trouvait être entre ses mains par suite de ses fonctions, est responsable de la soustraction vis-à-vis du propriétaire de l'inscription (4). (C. civ., 1384.)

Lorsque l'inscription de rente ainsi soustraite par un employé du trésor a été transférée par un agent de change, le tribunal ne doit pas, en condamnant cet agent de change comme responsable de même que le trésor, mais à un autre titre, vis-à-vis du propriétaire de l'inscription, le condamner aussi à garantir le trésor qui a intenté contre lui

(1) P. conf. Cass., 25 mars 1850, 3 mai 1852 et 16 fév. 1857. — Sic pour l'enfant naturel de sa femme, Brux., Cass., 15 déc. 1845; — Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 3, p. 212.

(2) P. conf. Cass., 3 nov. 1808, 14 mars 1818, et la note, et 18 mai 1837. — P. contra, Bourguignon, *Jur. des Codes crim.*, sur l'art. 380, C. pén., n° 5. — P. aussi Merlin, *Rép.*, v° Vol,

sect. 3, § 2, et surtout Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 3, p. 354.

(3) P. conf. Cass., 14 mars 1818; — Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 3, p. 339.

(4) Les paiements faits par le trésor sur pièces falsifiées sont libératoires quand il n'est pas établi que la falsification a été opérée par l'un des agents dans les bureaux. — P. Paris, 27 fév. 1836.

une action récursoire (1). (Arrêté réglementaire 27 prair. an 10, art. 15 et 16; C. civ., 2257.)
L'art. 1202, C. civ., qui statue que la solidarité ne se présume pas, ne règle que la solidarité conventionnelle. (C. civ., 1209.)
Les délits ou quasi-délits qui constituent des engagements formés sans conventions peuvent au contraire entraîner une condamnation solidaire contre leurs auteurs (3). (C. civ., 1384 et 1202.)

Arrêt de la Cour de Paris du 25 janv. 1835.
 POURVOI par le ministre des finances, agissant au nom du trésor, pour 1^{re} violation et fausse application de l'art. 1384, C. civ., et contravention aux art. 15 et 16, arrêté-règlement. 27 prair. an 10, en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré le trésor responsable envers les héritiers Schumann. La responsabilité des actes de leurs préposés imposée aux commettants par l'article 1384, C. civ., n'a lieu, a-t-on dit pour le trésor, qu'autant que l'action de celui qui a souffert un dommage est basée sur l'acte personnel du préposé. Or, dans l'espèce, la demande des héritiers Schumann n'avait pas pour fondement la soustraction commise par Henry, soustraction qui, matériellement, ne leur avait causé aucun préjudice; leur demande n'était et ne pouvait être appuyée que sur le faux transfert qui avait consommé la perte de leur inscription. S'il en est ainsi, c'est l'agent seul qui devait être déclaré responsable, puisqu'aux termes des articles 15 et 16, arrêté 27 prair. an 10, l'agent de change, intermédiaire légal entre les propriétaires de rente et le trésor, est spécialement chargé de certifier et garantir l'identité des personnes, la vérité des signatures et celle des pièces produites. Telle est au surplus la doctrine consacrée par la Cour de cassation, arrêt du 8 août 1837.

2^e Violation des art. 15 et 16, arrêté 27 prair. an 10, et 2257, C. civ., en ce que l'arrêt, en condamnant le trésor à indemniser les héritiers Schumann, lui a refusé tout recours contre l'agent de change. Il ne faut pas oublier que, suivant l'art. 16, arrêté 27 prair. an 10, c'est l'agent de change qui est responsable des suites du faux transfert. La conséquence à tirer de là, c'est que la loi ayant voulu faire peser sur l'agent de change certificateur tout le poids de la responsabilité du transfert, Langlumé devait être condamné à indemniser le trésor; qu'on n'objecte pas que le trésor était responsable à un autre titre; car, ainsi qu'on l'a déjà fait observer, le fait qui donnait naissance à l'action, c'était le faux transfert, œuvre de l'agent de change, et dont il devait répondre. A la vérité, la responsabilité de l'agent de change est prescrite par cinq ans, aux termes du même art. 16, arrêté 27 prair.; mais suivant l'article 2257, C. civ., la prescription n'a pu commencer à courir qu'à compter de la demande des héritiers Schumann, et cette demande n'a été formée qu'en 1829.

3^e Violation de l'art. 1202, C. civ., en ce que

l'arrêt a condamné solidairement le trésor et l'agent de change à indemniser les héritiers Schumann. — Le Code ne renferme aucune disposition plus formelle que celle exprimée dans l'art. 1202, qui porte que « la solidarité ne se présume pas, et qu'elle doit être formellement stipulée. » Sans doute elle est de droit en cas de condamnation pour le même crime ou le même délit; mais le trésor ne pouvait pas être considéré comme le complice de Henry, son employé, ou de Langlumé, l'agent de change, lequel, après tout, en prêtant imprudemment son ministère à un faux transfert, n'avait commis ni crime ni délit. Enfin, aucune loi ne prononce la solidarité entre les personnes condamnées pour un même quasi-délit, ainsi qu'il est parfaitement établi par la doctrine des auteurs.

Les syndics Langlumé, défendeurs, ont fait remarquer, sur le deuxième moyen invoqué par le trésor, que l'admission de la demande en garantie de l'administration aurait pour effet de l'exonérer entièrement de la responsabilité du fait de son agent, responsabilité tout à fait indépendante de celle de l'agent de change. Quant à l'art. 2257, C. civ., ils l'ont écarté en soutenant qu'applicable seulement au fait unique qui donne lieu à une double action contre l'obligé principal et le garant, il ne l'est pas quand deux faits distincts donnent lieu à deux titres différents, comme l'étaient le trésor et l'agent de change.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la demande dirigée simultanément contre le trésor et contre Langlumé, par les héritiers Schumann, avait deux causes distinctes, et dérivait de deux faits différents entre eux, quoique aboutissant l'un et l'autre à un dommage qui était un dans son résultat, savoir 1^{er} la soustraction d'inscription commise par Henry, employé du trésor, dans les bureaux du trésor lui-même; 2^o et le faux transfert opéré ensuite au profit de ce même Henry, par l'erreur ou l'imprudence de l'agent de change Langlumé; — Qu'au moment de la soustraction, cette inscription (dont le rétablissement sur le grand livre avait été ordonné) n'ayant pas encore été remise par le trésor à Schumann, celui-ci avait incontestablement action contre le trésor en délivrance de cette inscription, qu'il était obligé de lui remettre, obligation qu'il devenait impossible au trésor de remplir, au moyen de la soustraction commise par son employé, et par suite de laquelle le faux transfert avait été ultérieurement opéré; — Que, dans ces circonstances, en décidant qu'il est suffisamment établi que Henry, chargé, comme employé du trésor, du travail relatif au rétablissement des rentes d'origine étrangère, et ayant à ce titre, en sa possession, l'extrait d'inscription de la rente appliquée à Schumann, a soustrait l'extrait d'inscription dont il s'agit, et qu'il s'en est servi pour faire opérer à son profit la négociation et le transfert, et condam-

(1) *J. Cass.*, 8 août 1837, 7 août 1838, et 24 mars 1840.

(2) *J. conf. Cass.*, 12 juill.-7 août 1837. — *J. aussi Cass.*, 12 mars 1839.

nant par suite le trésor comme responsable, suivant l'art. 1384, C. civ., des faits de son employé, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi ; — Attendu que le même arrêt a fait une juste application des art. 15 et 16. arrêté-règlement, 27 prair. an 10, en condamnant l'agent de change Langlumé à la réparation du dommage consommé au détriment des héritiers Schumann par le faux transfert opéré par le ministère de cet agent de change ; que si l'arrêt a refusé au trésor une action récursoire en garantie contre Langlumé, c'est (ainsi qu'il l'a textuellement déclaré) parce que le trésor, étant jugé responsable à un titre différent de celui qui motive la responsabilité de Langlumé, n'a point de recours à exercer contre ce dernier, et qu'en jugeant ainsi, l'arrêt n'a violé ni l'art. 2257, C. civ., ni aucune autre loi ; — Attendu que l'art. 1202, C. civ., qui statue que la solidarité ne se présume pas, qu'il faut qu'elle soit expressément stipulée, indique manifestement, par cette dernière expression, que la règle posée par l'article 1202 ne gouverne que la solidarité conventionnelle ; — Qu'elle ne saurait donc s'appliquer aux cas de délits et quasi délits, lesquels constituent des engagements qui se forment sans convention ; — Qu'ainsi, en prononçant contre le trésor et contre Langlumé une condamnation commune et solidaire à la réparation du dommage résultant de la faute successive de l'un et de l'autre, l'arrêt attaqué n'a pas violé l'art. 1202, qui était inapplicable à la cause, — Rejette, etc. »

Du 29 fév. 1836. — Ch. civ.

REMPLACEMENT MILITAIRE. — DÉSERTION.

Le contrat de remplacement militaire est résolu par le fait seul de la désertion du remplaçant ; peut importe que, celui-ci ayant été arrêté, le remplacé n'ait pas été obligé de partir (1). (Décret 8 fructid. an 13, art. 58, § 3.)

En 1811, Guillaume Hié s'obligea de remplacer Douchet à l'armée moyennant la somme de 5,000 fr., dont 600 lui furent payés au moment du contrat. Mais Hié déserta huit jours après son entrée au 48^e de ligne. Arrêté dans le mois de sa désertion, grâce aux démarches actives du remplacé, Hié fut dirigé, pour cause de maladie, sur l'hôpital de Zwol, où il mourut le 25 août suivant, après avoir institué la dame Fournier, sa sœur, son héritière.

Treize ans après, et le 30 déc. 1824, Fournier fit sommation à Douchet de lui payer les 2,400 francs restant du prix convenu. Celui-ci fut condamné au paiement de cette somme par jugement du tribunal de première instance de Doullens, sur le motif qu'il ne justifiait par aucun acte de la désertion prétendue.

Appel. — Arrêt de la Cour d'Amiens, du 26 janv. 1827, qui, sur le vu d'une attestation du département de la guerre, délivrée le 6 septembre 1826 à l'appelant, sur le fait de désertion

dont il s'agit, infirme par les motifs suivants : — « Considérant que l'art. 58, L. 8 fructid. an 13, § dernier, dispose que, toutes les fois qu'un suppléant désertera, les engagements contractés avec lui par le remplacé seront déclarés comme non avenus, et qu'il sera tenu à rembourser toutes les sommes par lui reçues du remplaçant ;

« Considérant que les pièces produites par l'appelant, notamment le procès-verbal d'arrestation de Hié, dressé par le maréchal-des-logis de la gendarmerie de Bapaume le 12 juill. 1811, dont expédition a été délivrée le 30 janv. lors présent mois par Bergé, conseiller de préfecture du département du Pas-de-Calais, prouvent qu'en mai 1811 Hié a déserté le 48^e régiment de ligne, dans lequel il avait été incorporé ; qu'ainsi Hié, qui, à raison de sa désertion avait perdu le droit de rien réclamer de Douchet, n'a pu léguer à sa sœur, femme de Fournier, ce qui lui restait dû en vertu de l'acte susdaté, lequel doit être déclaré comme non avenu, aux termes de l'article 58 précité ; et que, quant à Fournier, légataire de son épouse, il n'a pas plus de droit qu'elle n'en avait elle-même ; d'où il suit que la demande dudit Fournier n'est point fondée, etc. »

POURVOI par Fournier. — La loi du 8 fructid. an 13, par son art. 58, § 3, disait-on, avait créé un cas d'exception ou une clause résolutoire qui, aux termes de l'art. 1184, C. civ., est toujours sous-entendue, pour annuler un contrat synallagmatique dans lequel l'une des parties ne satisfait point à son engagement. Qu'avait donc à faire Douchet ? Fournier la double preuve 1^{re} que Hié avait déserté, et qu'il avait été condamné, condition sans laquelle il n'y a pas de désertion dans l'acception légale du mot ; 2^e que le remplacé eût été recherché et contraint de servir. Or, il n'y a eu ni condamnation du remplaçant, ni appel du remplacé : le contrat n'a donc reçu aucune atteinte par le fait de la désertion, et l'arrêt dénoncé, qui a violé et fausement appliqué cet art. 58, doit être cassé.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'art. 58, décret 8 fructid. an 13, porte, § 3, que, « toutes les fois que le suppléant d'un individu appelé à l'armée désertera, les engagements contractés avec lui seront déclarés comme non avenus, » et qu'il sera tenu de rembourser toutes les sommes par lui reçues du remplacé ; — Attendu qu'il résulte des actes produits devant la Cour royale et relatés dans le point de fait, ainsi que des faits et circonstances de la cause, le tout apprécié par ladite Cour, que Hié, remplaçant de Douchet, était dans le cas prévu par l'art. 58, et que, dès lors, l'arrêt attaqué en a fait une juste application, — Rejette, etc. »

Du 1^{er} mars 1836. — Ch. civ.

ENREGISTREMENT. — ARRÊTÉ DE COMPTE. — DROIT PROPORTIONNEL.

Dans un compte, c'est le résultat seul qui est soumis au droit proportionnel d'obligation ; dès lors, l'arrêté de compte dont la dépense

(1) *V. conf. Cass.*, 22 août 1826. — *Contra*, Orléans, 21 déc. 1822 ; *Cass.*, 9 fév. 1825 ; — *Trop-long, Louage*, n° 831. — *V. Limoges*, 29 fév. 1840.

et la recette se balancent ne donne ouverture qu'au droit fixe de 2 fr. pour décharge du comptable, lors même qu'il énonce dans ses articles des remboursements précédemment faits au comptable par l'ayant compte, sans quittances enregistrées (1). (L. 22 frim. an 7, art. 68, § 1^{er}, n° 22, et 69, § 2, n° 11.)

Le 26 août 1834, jugement du tribunal civil d'Orléans, qui le décide ainsi : — « Considérant que M^e Courtois, notaire à Orléans, institué exécuteur testamentaire avec saisine de la fene dame d'Auteroche, a, par acte passé devant M^e Bordas, notaire en la même ville, le 17 mai dernier, rendu aux héritiers de la testatrice le compte de son administration ;

« Considérant qu'il résulte de ce compte que M^e Courtois avait, à plusieurs fois, fait des avances de ses deniers pour la succession, mais qu'il en avait été rempli par les ayants plus ou moins immédiatement, et qu'en résultat, au jour où l'acte fut arrêté, le compte ne présentait ni actif ni passif, mais une balance.

« Considérant qu'au lieu de considérer uniquement le résultat de l'acte, qui, suivant les art. 68, § 1^{er}, n° 22, L. 22 frim. an 7, et 41, L. 28 avril 1816, ne donnait lieu qu'au droit fixe de 2 fr. pour la décharge du comptable, le receveur s'est attaché aux détails du compte et aux faits qui en amenèrent le résultat ; et, comme il lui est apparu que M^e Courtois avait fait une avance de 20,735 fr. 17 c., quoiqu'il en ait été entièrement rempli avant l'arrêté de compte, il l'a considéré comme créancier et les ayants comme débiteurs, et a exigé, en vertu de l'art. 69, L. 22 frim. an 7, le droit de 50 c. % ;

« Considérant que les droits fiscaux doivent se percevoir sur le résultat des actes, et non sur les circonstances qui les préparent ; que c'est la finale du compte qui détermine la position des parties, et non ses éléments ; que, dans l'espèce, l'équilibre de la recette et de la dépense était parfait ; qu'il n'y avait ni créancier ni débiteur, mais seulement un mandataire auquel on devait une décharge, et des ayants qui devaient la donner. »

POURVOI par la régie pour fausse application des art. 3 et 68, § 1^{er}, n° 22, L. 22 frim. an 7 ; du n° 8, art. 43, L. 28 avril 1816, et pour violation des art. 4 et 14, n° 3 et 69, § 2, n° 11, de la première de ces lois, en ce que le jugement aurait dû déclarer que la régie avait deux sortes de perceptions à faire : 1^{er} droit fixe de 2 fr. pour décharge du comptable ; 2^o droit proportionnel de 50 c. % pour droit de quittance sur le remboursement d'avances énoncé dans le compte.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, que c'est le résultat seul d'un compte qui constate si le

rendant est créancier ou débiteur, et que le reliquat seul est susceptible d'un droit proportionnel d'obligation ou de condamnation ; — Attendu en fait que, dans l'espèce, l'administration de l'enregistrement ne méconnaît pas que l'acte du 17 mai 1834, soumis à l'enregistrement le 27 suivant, contenait pour résultat final du compte qu'il renfermait une balance de recette et dépense qui n'opérait aucune obligation respective en faveur des parties qui l'avaient souscrit, mais seulement établissait une libération réciproque en qualité de mandataire comptable, d'une part, et d'ayant du compte de ce mandataire, d'autre part ; qu'ainsi il n'y avait lieu à la perception d'aucun droit proportionnel, et que c'est à juste titre que le tribunal d'Orléans a ordonné la restitution du droit proportionnel indûment perçu, — Rejette, etc. »

Du 1^{er} mars 1856. — Ch. req.

ACTE RÉCOGNITIF. — SENTENCE D'ADJUDICATION. — ARRÊT INTERPRÉTATIF. — SERVITUDE. — EXPERT. — CHOIX.

L'arrêt d'une Cour royale qui juge que l'exécution donnée à une sentence d'adjudication dans laquelle se trouvent énoncés des droits d'usage et une reconnaissance de ladite servitude d'usage, et dispense d'en représenter le titre primordial, ne contient qu'une simple appréciation des actes et des faits de la cause, et échappe, dès lors, à la censure de la Cour de cassation.

L'art. 1557, C. civ., qui veut que les actes récognitifs ne dispensent de la représentation du titre primordial qu'autant que sa teneur y est spécialement relatée, n'est pas applicable aux servitudes 3). (C. civ., 1557 et 695.)

Il suffit qu'en exécution d'un arrêt qui désigne d'ores et déjà des experts pour le cas où les parties ne s'accorderaient pas sur une nomination amiable dans un délai déterminé, ces parties aient nommé les experts pour qu'elles ne puissent se faire un moyen de ce que la Cour aurait ordonné l'exécution de son arrêt, même avant sa signification. (C. proc., 147 et 305.)

Le 26 juillet 1832, arrêt de la Cour de Rouen : — « Attendu que le titre produit par les dames de Fongy et Besnard en une sentence du Baillage de Conchors du 16 janv. 1777, dans laquelle il est dit que Leseigneur, père des dames de Fongy et Besnard, s'est rendu adjudicataire du domaine de Fourneaux-Beaubray, consistant en domaine fleffé et non fleffé, et en douze cordes de bois d'usage que ledit domaine a droit de prendre annuellement dans la forêt du comté d'Évreux, et tout et autant qu'en a joui Barbette, sur lequel l'expropriation était alors poursuivie ;

« Attendu qu'il est reconnu qu'antérieurement Barbette, exproprié en 1777, avait, en 1769,

(1) *P. conf. Cass.*, 6 mai 1826, et la note ; — *Instr.* de la régie, 1228, § 4. — C'est au reste la doctrine enseignée dans le nouveau *Traité des droits d'enregistrement*, par Championnière et Rigaud, t. 2, n° 1025 et suiv.

(2) *P. Cass.*, 16 nov. 1829 ; — *Solon, Servit.*, n° 509.

donné à bail à Leseigneur, devenu depuis adjudicataire, les douze cordes de bois attachées à son fief de Fourniaux, à prendre chaque année dans la pièce de Conches, ce qui explique suffisamment l'expression générique contenue dans la sentence d'adjudication, relativement à la forêt du comté d'Évreux ;

» Attendu que, par suite de cette adjudication, le duc de Bouillon, par son mandataire *ad hoc*, a reçu en 1778 le treizième des biens expropriés et adjugés à Leseigneur, dans lesquels étaient comprises les douze cordes de bois à prendre annuellement par l'adjudicataire dans la forêt de Conches ;

» Attendu que le duc de Bouillon, en percevant le treizième de l'adjudication, n'a pas ignoré quels étaient les biens et les redevances adjugés ; qu'il s'est fait représenter la sentence d'adjudication pour s'assurer du droit qu'il devait réclamer, et qu'il n'a pas pu ignorer que dans les objets adjugés étaient comprises les douze cordes de bois d'usage à prendre dans la forêt de Conches, puisqu'il a perçu les droits à lui dus sur ces prestations qu'il acquittait lui-même chaque année ; que Turrau de Lignières, qui a perçu le treizième, était le mandataire *ad hoc* du duc de Bouillon, et que, dès lors, on doit considérer ce dernier comme l'ayant reçu lui-même et en ayant donné quittance ;

» Attendu que, sous l'empire de la cout. de Normandie, et d'après la définition des auteurs normands, le treizième était le droit accordé aux seigneurs pour l'appropriation des ventes qui se faisaient dans l'étendue de leur domaine ; qu'ainsi le duc de Bouillon, en percevant, en 1778, suit par lui-même, soit par son mandataire spécial, le treizième des biens adjugés en 1773, a approuvé l'adjudication des douze cordes de bois à prendre dans sa forêt et comprises dans cette adjudication ;

» Attendu que Roy et Duval représentent le duc de Bouillon, et que les arts d'approbation de celui-ci peuvent leur être opposés ;

» Attendu que Roy et Duval opposent en vain, d'après Rupenel de Chenilly sur Peanelle, sur l'art. 607, cout. de Normandie, qu'une sentence contradictoire avec trente années d'exécution ne peut remplacer le défaut de titre constitutif de servitude, et que cette sentence, déclaratoire seulement de la nue possession, est inutile, eût-elle été exécutée pendant un siècle ;

» Mais que Chenilly ajoute que, si la sentence énonce un titre positif non contesté, il y aurait de la rigueur à forcer, après un long espace de temps, celui qui est troublé dans la servitude dont il a toujours joui, à représenter ce titre ;

» Attendu que les dames de Fongy et Besnard représentent un titre non contesté, suivi même d'exécution depuis 1764 jusqu'en 1777 et confirmé en 1778 ;

» Attendu qu'aux termes de l'art. 695, C. civ., non introductif d'un droit nouveau, le titre constitutif de la servitude, à l'égard de celles qui ne peuvent s'acquiescer par la prescription, peut être remplacé par un titre récongnitif de la servitude, émané des propriétaires du fonds asservi ;

» Que cette dernière disposition, spéciale pour

les servitudes, exclut l'application des règles que contient l'art. 1537, sur les titres récongnitifs en général (arrêt de la Cour de cassation du 16 nov. 1829) ;

» Attendu, d'ailleurs, que le but du législateur, dans les art. 695 et 1537, a été que le grevé ne pût être induit en erreur par une énonciation vague et incomplète du titre primordial, ce que ne pourrait prétendre le duc de Bouillon, qui, dès 1764, exécutait par le paiement de la redevance le titre par lui volontairement confirmé en 1778 ;

» Qu'il suit de ces principes, basés sur la loi, que le duc de Bouillon, qui a approuvé, par la réception du treizième au pied du jugement d'adjudication, la vente dans laquelle étaient comprises les douze cordes de bois à prendre sur le domaine, et après lui ses représentants, ne peuvent écarter cet acte qui les lie, un acte récongnitif de la servitude, émané du propriétaire du fonds asservi, et prétendre que le jugement d'adjudication leur est étranger ;

» Attendu que les représentants du duc de Bouillon peuvent d'autant moins prétendre que la sentence d'adjudication et la quittance du treizième ne sont point dans le sens de l'article 695, C. civ., des titres récongnitifs émanés du propriétaire de la forêt de Conches ; que ces titres sont corrélatifs ; que la vente entraînait le paiement du treizième, et que la quittance du treizième se rattachait à la sentence d'adjudication, qui, par leur réunion dans le même acte, formaient un tout indivisible,.... ;

» Attendu que, si les dames de Fongy et Besnard avaient besoin de joindre d'autres preuves aux reconnaissances du duc de Bouillon, elles les trouveraient dans les registres de Marcel Rivière, commis aux ventes de la forêt de Conches pour la délivrance des bois que les adjudicataires du duc de Bouillon étaient tenus de remettre aux usagers, etc.... ;

Cet arrêt, par son dispositif, avait ordonné que dans le mois de la prononciation de l'arrêt les parties conviendraient d'experts ; et à défaut par elles de s'entendre, l'arrêt nommait d'ores et déjà les experts qui devraient procéder.

Roy et Duval nommèrent leurs experts, avant la signification de l'arrêt. En outre, après cette signification, les avoués des parties déclarèrent se présenter volontairement au greffe pour nommer les experts dont les parties étaient convenues.

POURVOI en cassation contre cet arrêt par le comte Roy et Duval pour violation des art. 607, cout. Normandie, et 1537, C. civ., et fausse application de l'art. 695, même Code.

Un autre moyen a été tiré de ce que l'arrêt attaqué a, contrairement aux dispositions des articles 147 et 305, C. proc., nommé d'office des experts, avant que la signification de l'arrêt eût mis les parties en demeure d'en choisir elles-mêmes.

ARRÊT.

» LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré de la violation prétendue de l'art. 607, cout.

Normandie, et fautive application de l'art. 695, C. civ., de la contravention à l'art. 1537, même Code, et de la violation des art. 5, tit. 4; 37 et 39, tit. 15, ord. 1699: — Attendu qu'en déclarant que le duc de Bouillon avait approuvé et exécuté la sentence d'adjudication du 16 janv. 1777, la Cour de Rouen n'a fait qu'user du droit qu'elle avait d'apprécier les actes et les faits de la cause; et qu'en considérant ladite sentence comme un titre reconnaissant de la revendication réclamée par les dames de Fongy et Bessard, elle n'a fait qu'une juste application de la disposition spéciale de l'art. 695, C. civ., sur les titres reconnaissant en matière de servitude, etc. — Rejette ces moyens; — Sur le second moyen, attendu que les parties n'étant présentes volontairement au greffe pour nommer les experts convenus entre elles, elles n'ont pas été privées du droit qui leur était attribué par la loi de nommer des experts de leur choix; — Attendu, d'un autre côté, que l'art. 147, C. proc., n'est applicable qu'au cas où il s'agit de l'exécution forcée des jugements, mais qu'il est sans application, lorsque, comme dans l'espèce, il s'agit d'une exécution à laquelle les parties ont volontairement concouru, etc. »

Du 2 mars 1836. — Ch. civ.

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — RÉVOCATION.

Le testament par acte public contenant clause expresse de révocation de tout testament antérieur, mais nul par défaut de forme, ne vaut pas, comme acte de révocation, bien qu'il réunisse les conditions voulues pour la validité des actes publics ordinaires (1). (C. civ., 1035.)

Élisabeth-Théodore Garand est décédée le 8 nov. 1833, laissant deux testaments : l'un olographe, en date du 15 fév. 1833, fait au profit de la dame Arquier; l'autre, sous la forme authentique, en date du 31 oct. de la même année, et dans lequel on lit : « Je nomme et institue pour mes héritiers universels de tous les biens et droits que je laisserai à mon décès, Louis, Joseph, Marie, Beaussier, dame Arquier, etc., etc. »

« Je casse et révoque tous autres précédents testaments et actes de dernière volonté. »

Au décès de la demoiselle Garand, les légataires institués par le dernier testament se présentèrent pour recueillir sa succession. Mais ils furent repoussés par les héritiers naturels, qui soutinrent et firent juger, le 13 juill. 1835, que ce testament était nul, attendu l'état de minorité bien constaté de l'un des témoins instrumentaires.

La question s'éleva alors, entre les héritiers de la dame Arquier, de savoir si le jugement qui

prononçait la nullité du testament authentique ne devait pas avoir pour résultat de faire revivre dans ses effets le testament olographe, ou si, au contraire, l'acte du 31 oct., bien que nul comme testament authentique, n'était pas valable comme acte révocatoire : car il est constant, en fait, qu'il remplissait toutes les formalités voulues pour un pareil acte.

Le 20 nov. 1835, jugement du tribunal de Marseille qui statue en ces termes : — « Attendu qu'aux termes de l'art. 1035, C. civ., un testament ne peut être révoqué que par un testament postérieur ou par un acte notarié portant déclaration de changement de volonté; »

« Attendu que la clause révocatoire contenue dans un testament est une véritable disposition testamentaire; »

« Attendu qu'elle ne forme qu'un tout avec le testament, dont elle fait partie intégrante et indivisible; qu'il suit de là que, pour que cette clause puisse entraîner la révocation d'un testament antérieur, il faut que le testament qui la renferme soit revêtu des formalités voulues par la loi car, s'il est nul, il ne peut produire aucun effet; »

« Attendu que si, dans l'art. 1037, C. civ., le législateur a maintenu la révocation mentionnée dans le testament postérieur resté sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué, ou son refus de recueillir; si, dans l'art. 1038, il a déclaré que l'aliénation de la chose léguée emporte la révocation du legs, bien que l'aliénation soit annulée, ces exceptions, loin de détruire la règle, ne font au contraire que la confirmer; »

« Attendu que, si la loi n'a pas étendu cette disposition au cas de nullité du testament révocatoire, c'est qu'elle a voulu la restreindre aux seuls cas plus haut spécifiés, d'après la maxime *Inclusio unius est exclusio alterius*; »

« Attendu que, lors des conférences au conseil d'État sur l'art. 1035, il fut reconnu que pour qu'un testament nul pût révoquer un précédent testament valide, il fallait une disposition formelle, un article de loi; »

« Que cet article ne se trouve pas écrit dans nos Codes; qu'il n'appartient pas aux juges de suppléer au silence de la loi, de se montrer plus sages ou plus prévoyants qu'elle; et de créer une exception qu'elle n'a pas créée; »

« Attendu que la pensée du législateur se trouve exprimée dans le rapport fait au tribunal par M. Jaubert, où il est dit textuellement qu'un testament peut être révoqué par un testament postérieur, pourvu que celui-ci soit revêtu des formalités légales; »

« Attendu que l'on objecte vainement qu'un testament nul comme acte de dernière volonté peut néanmoins valoir comme acte notarié con-

(1) Ainsi qu'on le verra par les arrêts rapportés dans le cours de la discussion, la jurisprudence de la Cour de cassation est fixée sur cette importante question, et les Cours royales se rangent généralement à l'avis de la Cour suprême. Le même accord est loin de régner parmi les auteurs. Martin et Grenier (*Donations*, t. 1, p. 594) sont, il est vrai,

d'un avis conforme à la décision que nous rapportons, mais presque tous les autres sont d'une opinion opposée. Toulhier soutient combat avec une grande force de logique le système qu'elle consacre. — V. aussi Malleville, art. 1035; Duranton, t. 9, n° 433; Coin-Delisle, art. 1035, n° 3.

tenant déclaration de changement de volonté, lorsqu'il remplit d'ailleurs toutes les conditions exigées par la loi pour la validité des actes publics; que, dans l'espèce de la cause, la déclaration de changement de volonté a été faite par-devant notaire, en présence de plus de deux témoins; qu'il doit dès lors produire son effet comme acte authentique;

» Attendu que ce système est repoussé par le texte et par l'esprit de la loi; que deux voies de révocation sont ouvertes par l'art. 1035, C. civ., celle du testament postérieur, adoptée dans les pays de droit écrit, et celle de l'acte spécial portant déclaration de changement de volonté, en usage dans les pays de coutume;

» Attendu que la testatrice a eu l'intention de faire un testament, et non tout autre acte devant un notaire; qu'ayant choisi la voie testamentaire, et s'étant placée sous l'empire des principes de droit écrit, sa volonté, pour avoir force et effet tant pour la révocation que pour les autres dispositions, doit être renfermée dans un testament revêtu des formalités légales;

» Attendu que cette doctrine, puisée dans le droit romain et dont on trouve des traces dans la législation coutumière, ainsi que l'atteste l'arrêt de la Cour de cassation du 15 août 1825, a été, à la vérité, combattue par des auteurs célèbres (1), mais qu'elle a été proscrite par d'autres jurisconsultes d'une autorité non moins imposante, en tête desquels se placent Merlin et le rapporteur de la loi au tribunal, M. Jaubert lui-même (2); qu'elle a été consacrée par une foule d'arrêts des diverses Cours du royaume, et qu'elle a reçu la sanction de la Cour suprême, notamment par ses arrêts des 4 nov. 1811 et 20 fév. 1821; que, bien loin qu'aucun arrêt subséquent ait contredit une jurisprudence aussi constante et aussi unanime, les Cours de Toulouse et de Bordeaux (3) sont venues depuis ajouter à cette opinion le poids de leur autorité;

» Que l'arrêt de la Cour suprême du 25 avril 1825 ne saurait être appliqué à la cause, puis-que, dans l'espèce jugée par cet arrêt, il ne s'agit pas d'un testament renfermant la clause révocatoire, mais d'un acte de donation entrevifs devenu inefficace par suite de défaut d'acceptation du donataire;

» Que de toutes ces considérations il résulte que la clause révocatoire ne peut produire aucun effet, et que, par conséquent, le testament olographe fait précédemment par la demoiselle Garaud au profit de la dame Arquier doit recevoir sa pleine et entière exécution;

» Par ces motifs, etc., etc.»

Appel par les Laugier, héritiers du sang, devant la Cour d'Aix.

Le 4 avril 1834, arrêt de cette Cour, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme, etc.

POURVOI en cassation des Laugier pour fausse interprétation et violation de l'art. 1035,

C. civ.—Le principe qui domine la matière des testaments, disait-on à l'appui du pourvoi, est celui-ci : *Uti testator voluerit, ita jus esto*. C'est donc à l'intention du testateur qu'il faut servilement s'attacher, et les héritiers du sang ne doivent se voir préférer les héritiers institués qu'autant qu'il est bien et clairement démontré que le testateur l'a voulu ainsi. C'est en vertu de ce principe que la loi déclare nuls et de nul effet les testaments lorsqu'il apparaît d'un acte postérieur, valable ou non (art. 1037 et 1038), que l'intention du défunt a été de les révoquer. Or, dans l'espèce, l'intention de la testatrice n'est pas douteuse, et les termes de l'acte du 31 oct. 1832 prouvent jusqu'à l'évidence qu'elle a voulu révoquer le testament olographe du 15 fév. 1832. Il est vrai que la déclaration de changement de volonté se trouve consignée dans un acte déclaré nul comme testament. Mais la loi ne dit pas qu'elle devra nécessairement résulter d'un testament; elle dit, au contraire, qu'elle peut avoir lieu par acte notarié ordinaire; ce qu'il faut donc examiner, pour savoir si la déclaration de changement de volonté doit ou non avoir son effet, ce n'est pas si l'acte qui la contient est valable comme testament, mais bien s'il est valable comme acte notarié. Or, dans l'espèce, aucun doute ne s'est élevé et ne pouvait surgir à cet égard. Mais, dit l'arrêt attaqué, l'acte du 31 oct. est indivisible, il est nul pour le tout, anéanti dans tous ses effets d'après la règle *Quod nullum est nullum producere potest effectum*. Ce principe peut être applicable lorsque le testament ne contient que l'expression d'une seule volonté qui en emporte virtuellement une autre; par exemple, lorsqu'au lieu de révoquer formellement les dispositions antérieures, le testateur se contente de léguer la chose précédemment donnée, ce qui comprend révocation tacite du legs précédent. Dans ce cas, la clause testamentaire tombant, on peut concevoir qu'elle ne doive pas revivre en partie.

Mais, lorsque deux volontés bien distinctes ont été divisément et séparément exprimées, comme dans l'espèce, de ce que l'une se trouve viciée pour défaut de forme, pourquoi l'autre ne continuerait-elle pas de subsister, si d'ailleurs elle remplit le vœu de la loi? Pourquoi en outre ne pas vouloir qu'un testament nul par défaut de forme se survive dans la clause révocatoire, lorsqu'on voit qu'il en est ainsi pour le testament caduc par suite de l'incapacité ou du refus de l'institué, et pour l'aliénation nulle de l'objet précédemment légué, bien que cette aliénation ne contienne évidemment qu'une révocation tacite. La raison est la même, puisque, dans tous ces divers cas, la nullité du premier testament résulte de cette idée que la volonté du testateur a cessé de protéger la première disposition, bien que ce changement se soit manifesté d'une manière plus ou moins régulière. C'est évidemment le cas d'appliquer la règle *Ubi eadem ratio, idem jus*.

(1) F. Maleville, sur l'art. 1035; Delvincourt, t. 4, p. 355; Toullier, t. 5, n° 639 et suiv.; Duranton, t. 9, n° 438.

(2) Sic Grenier, *Don.*, t. 1, n. 343.

(3) F. 12 août 1831 et 25 août 1839.

On s'appuyait en outre sur deux arrêts de Bruxelles et de Nîmes des 22 juillet 1807 et 7 déc. 1821, et sur un arrêt du 25 avril 1825 de la Cour de cassation (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, si l'art. 1035 permet de révoquer un précédent testament par un testament postérieur ou par un acte devant notaire portant déclaration de changement de volonté, il n'en est pas moins certain que le testateur, en usant du choix qui lui est dévolu, doit, pour rendre cette révocation valable, se conformer aux règles qui sont propres à l'acte qu'il choisit; que, dans l'espèce, la testatrice ayant voulu recourir à la forme testamentaire, le nouveau testament n'eût pu révoquer le testament antérieur qu'autant qu'il eût été valable lui-même, et que ce testament postérieur, ayant été annulé dans toutes ses dispositions par un arrêt ayant acquis l'autorité de la chose jugée, n'a pu produire aucun effet, — Rejette, etc. »
Du 2 mars 1856. — Ch. req.

ACTION POSSESSOIRE. — DÉSISTEMENT. — PÉTITOIRE.

Lorsque le désistement d'une action possessoire n'a pas été accepté par le défendeur, ou qu'il n'en a pas été donné acte par le juge, l'action possessoire n'a pas été vidée, et le demandeur est non recevable à former une action pétitoire (2). (C. proc., 25 et 403.)

Les époux Pelletier avaient intenté contre Boudairon une action tendant à les faire maintenir dans la possession d'une fontaine prenant sa source dans leur propriété. — Mais avant l'exécution d'un jugement interlocutoire qui ordonnait une visite des lieux, les époux Pelletier signifièrent un désistement de leur action possessoire. Par le même exploit, ils citèrent le défendeur en conciliation sur l'action pétitoire qu'ils déclaraient vouloir introduire contre lui, afin d'être reconnus seuls propriétaires.

Un jugement renvoya le défendeur de cette demande, par le motif que le désistement de l'action possessoire n'ayant pas été judiciairement accepté, il était nécessaire, pour éviter le concours des deux actions, de régler la possession avant de s'occuper du pétitoire.

Sur l'appel, le 10 fév. 1853, un arrêt de la Cour de Bordeaux confirme le jugement : — « Attendu que la loi ne permet pas de cumuler le possessoire et le pétitoire, que les époux Pelletier avaient introduit une action possessoire contre Boudairon, devant le juge de paix du canton de Yellies; et que cette action existait encore, lorsque les mariés Pelletier se pourvurent au pétitoire devant le tribunal de Bergerac;

« Qu'il importe peu que les mariés Pelletier se soient désistés de l'instance au possessoire, parce qu'il est de droit commun que le désistement doit être accepté par la partie, ou déclaré valable par le juge, et qu'alors seulement il remet les choses au même et semblable état qu'avant l'action;

« Que Boudairon n'avait point accepté le désistement qui lui avait été signifié à la requête des époux Pelletier, et qu'où ne l'avait point fait valider par le juge de paix; qu'il faut, par conséquent, reconnaître que l'action possessoire n'avait pas été détruite, et en conclure avec le tribunal de Bergerac que la demande au pétitoire n'était pas recevable; que l'exception de Boudairon, dûment écartée dans la classe des exceptions dilatoires, il n'en saurait résulter que les premiers juges ont fausement appliqué l'art. 25, C. proc., puisque cet article défend de cumuler les actions dont il a été parlé, et que les premiers juges se sont bornés à déclarer que le possessoire et le pétitoire ne pouvaient être cumulés, même momentanément; et qu'il s'est parfaitement conformé aux principes. »

POURVOI pour contravention à l'art. 25, Code proc., et fausse application des art. 402 et 403, même Code.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant qu'une action possessoire avait été introduite par les demandeurs devant le juge de paix; que celui-ci avait, par un jugement contradictoire, ordonné son transport sur les lieux contentieux; que, si, dans cet état, les demandeurs se sont désistés de cette action, et se sont pourvus au pétitoire, d'une part, ce désistement n'a pas été accepté, et que, de l'autre, le juge de paix n'en a pas donné acte; qu'ainsi l'action possessoire n'était pas vidée; — Considérant que, par l'action pétitoire formée par les demandeurs, deux tribunaux se trouvaient en même temps saisis du possessoire et du pétitoire; qu'en prononçant comme l'a fait le jugement attaqué, les principes ont été justement appliqués, — Rejette, etc. »
Du 3 mars 1856. — Ch. req.

COUR D'ASSISES. — PRÉSIDENT. — INTERPRÈTE. — DÉPOSITIONS ÉCRITES.

Lorsqu'un accusé ne comprend pas la langue française et qu'il lui a été donné un interprète, le président qui, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, fait lire à l'audience les dépositions de témoins absents, doit, à peine de nullité, les faire traduire à l'accusé (3). (C. crim., 332, 319, 268 et 269.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 332, 319, 268 et

(1) Cet arrêt, ainsi que le mentionne la décision attaquée, est rendu dans l'espèce d'une révocation contenue, non dans un testament irrégulier, mais bien dans une donation orale pour défaut d'acceptation; ce qui assume complètement ce cas à celui d'un testament caduc pour cause de refus du légataire, et le fait rentrer dans les termes de l'art. 1037.

(2) F. Carré, *Lois de la proc.*, sur l'art. 27; Autanier, n° 245, et Carou, *Principes des actions possessoires*, n° 596.

(3) Jugé de même dans une espèce où l'interprète n'avait pas traduit en entier la déposition d'un témoin. (F. Cass., 8 fév. 1838.) L'accusé a un égal intérêt à connaître les diverses parties du débat.

369, C. crim. — Attendu que Jérôme Fabiani ne comprend pas la langue française, et que, par suite de cette déclaration, il a été nommé d'office un interprète, conformément à l'art. 352, pour traduire et lui transmettre la déposition d'un témoin qui ne parlait que cette langue; — Attendu que, si le président de la Cour d'assises a pu, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, faire lire à l'audience les dépositions de deux témoins qui ne comparaissaient pas, la teneur de ces dépositions, qui étaient en langue française, devait être traduite en italien et transmise aux accusés, pour qu'ils pussent répondre aux dites dépositions et dire, tant contre les témoins défaillants que contre leurs témoignages, tout ce qu'ils pouvaient croire utile à leur défense; — Attendu que la faculté donnée à l'accusé par l'art. 319, de contester tant la crédibilité du témoin que la vérité du témoignage, est de l'essence même de la défense, et ne peut être exercée d'une manière efficace que par la traduction du témoignage, lorsque l'accusé n'entend pas la langue dans laquelle le témoignage est donné; — Attendu que le droit du président de faire remarquer telle ou telle partie de la déposition dont il donne lecture n'a rien de commun avec l'office d'interprète qui ne peut jamais être exercé, ni par le président, ni par les juges et les jurés; — Attendu que, dès lors, la lecture faite par le président des dépositions des témoins absents, sans que ces dépositions aient été traduites par l'interprète aux accusés, a constitué, dans l'espèce, une violation de l'art. 352, C. crim., et du droit sacré de la défense, — Casse, etc. »

Du 3 mars 1836. — Ch. crim.

ACCUSÉ. — DÉFENSE. — APPLICATION DE LA PEINE.

Il y a lieu à cassation, lorsque le procès-verbal des débats devant une Cour d'assises ne constate pas qu'après la lecture de la déclaration du jury et avant que la Cour délibérât sur l'application de la peine, le président ait demandé à l'accusé s'il avait quelque chose à dire pour sa défense. (C. crim., 363 et 379, § 1 et 4.)

Du 5 mars 1836. — Ch. crim.

CHASSE. — PORT D'ARMES. — DEMANDE.

L'individu trouvé chassant sans port d'armes ne peut être renvoyé de la plainte, sur le motif qu'il aurait, la veille, formé la demande d'un port d'armes, déposé la somme nécessaire à cet effet, et que ce ne serait que par une circonstance indépendante de sa volonté qu'il ne lui aurait pas été délivré ledit jour (1). Décret 4 mai 1812; C. pén., 65.)

(1) *J. Cass.*, 7 mars 1823, et 19 déc. 1835; — *Mais voy.* Liège, 14 fév. 1834.

(2) *J. Cass.*, 28 août 1807. — Cette jurisprudence est conforme à une décision du garde des sceaux du 15 mai 1823, que rapporte de Dalmas dans son *Traité des frais de justice crim.*, p. 380. La lettre ministérielle va même jusqu'à dire que la

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu le décret du 4 mai 1812, art. 1 et 3; — Attendu que, le 30 août dernier, Gosset avait été trouvé chassant avec un fusil double, et n'avait pu représenter de port d'armes de chasse; — Attendu, dès lors, que Gosset était devenu passible des condamnations portées par le décret du 4 mai 1812; — Attendu, toutefois, que la Cour de Riom, par l'arrêt attaqué, l'a renvoyé de la plainte, sur le motif que, la veille du jour où il avait été trouvé chassant, Gosset avait formé la demande d'un port d'armes, déposé la somme nécessaire à cet effet, et que c'est par une circonstance étrangère à Gosset que le port d'armes ne lui a pas été délivré ledit jour; — Attendu qu'en prononçant ainsi, la Cour de Riom a violé les dispositions ci-dessus rappelées du décret du 4 mai 1812; que l'art. 1^{er} ne distingue point, en effet, entre le cas où le permis de port d'armes n'a pas été demandé et le cas où il aurait pu l'être; qu'il prévoit et punit, en termes formels, tous les faits de la chasse intervenus alors qu'il n'avait pas été délivré de permis de port d'armes, et que la distinction établie par la Cour de Riom est d'autant moins admissible, qu'il peut arriver que le permis de port d'armes demandé ne soit pas accordé; — Attendu, de plus, que l'arrêt attaqué a formellement violé l'art. 65, C. pénal, en excusant le prévenu par des motifs qui ne se trouvent pas dans la loi de la matière, — Casse, etc. »

Du 5 mars 1836. — Ch. crim.

CONDAMNÉ. — DÉCÈS. — POURVOI EN CASSATION.

La condamnation aux frais, en matière criminelle, n'étant que l'accessoire de la condamnation pénale, le décès du condamné survenu, avant le jugement du pourvoi qu'il avait formé, rend l'exécution impossible même quant aux frais, et ne permet pas à la Cour de cassation de statuer sur le pourvoi (2). (C. crim., 2 et 373.)

Fournier père s'était pourvu en cassation d'une condamnation aux travaux forcés contre lui prononcée par la Cour d'assises des Vosges. Il mourut avant le jugement de son pourvoi, et le ministère public envoya les pièces de la procédure à la Cour de cassation, avec un mémoire tendant à prouver que la condamnation devait être exécutée contre les héritiers du condamné en ce qui concernait les frais. Fournier fils est intervenu et a invoqué contre le ministère public l'arrêt du 21 juill. 1834, tranchant la question *in terminis*.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la condamnation

succession du condamné est affranchie de toute poursuite pour les frais, si sa mort est arrivée dans les délais du pourvoi, ou s'il a précédé la signification de l'arrêt de la Cour de cassation qui aurait rejeté ce pourvoi. — *J. Chauveau, Code pénal*, t. 1, p. 159.

au payement des frais est un accessoire de la condamnation pénale; que le pourvoi suspend l'exécution de cette condamnation; que la mort du condamné avant que le pourvoi ait été jugé rend l'exécution de la condamnation impossible, et ne permet pas à la Cour de cassation de statuer sur le pourvoi. — Dit qu'il n'y a lieu à statuer sur le pourvoi ni sur l'intervention, etc. »

Du 3 mars 1836. — Ch. crim.

LEGS. — MEUBLES. — CASSATION.

Il n'y a pas ouverture à cassation contre un arrêt qui décide en fait, et par interprétation de la volonté du testateur, que le legs par lui fait du mobilier ne comprend que les meubles proprement dits (1). (C. civ., 533, 535 et 1010.)

La dame de Landrevie avait, par son testament olographe, légué aux demoiselles Duhois ses hardes, son linge et une portion de ses meubles, et elle avait institué en même temps légataires universels Garnier de Laboissière, ses neveux.

Ultérieurement elle fit un codicille ainsi conçu : « J'ajoute à mon testament : Je lègue à tout mon mobilier à mesdemoiselles Duhois. »

Au décès de la testatrice, les demoiselles Duhois ont réclamé des légataires universels la délivrance du legs à elles fait, et elles ont prétendu y comprendre toutes les valeurs mobilières, sans distinction, laissées par la défunte, argent monnoyé, titres de créances, etc.

Les de Laboissière opposaient que par le mot *mobilier*, employé dans son codicille, la testatrice n'avait voulu parler que des *meubles*, et ils offrirent, en conséquence, de faire délivrance de tous les objets compris dans cette expression, suivant la définition de l'art. 533, C. civ.

Jugement, qui, se fondant sur la lettre de la disposition testamentaire rapprochée de la disposition de l'art. 533, repousse le système des de Laboissière et accueille la demande des demoiselles Duhois.

Appel. — Le 25 août 1834, arrêt de la Cour de Bordeaux qui infirme en ces termes : — « Attendu que ces deux actes (le testament et le codicille), quoique séparés par leur date, se rattachent l'un à l'autre; qu'en matière de testament, il faut principalement rechercher la volonté de celui qui dispose; que les clauses testamentaires doivent s'interpréter les unes par les autres, de manière à leur faire simultanément produire l'effet dont elles sont susceptibles; que, lorsque cette volonté se manifeste par leur ensemble, elle doit prévaloir sur le sens, soit grammatical, soit légal, des termes employés; »

« Que la dame Landrevie, par ces mots : *J'ajoute à mon testament*, a suffisamment exprimé que son intention n'avait pas été de le révoquer, mais seulement de donner plus d'extension à la libéralité déjà faite aux demoiselles Duhois; qu'on arriverait cependant à un résultat contraire, si les expressions *tout mon mobilier*

étaient prises dans leur acception légale, puisque la succession de la testatrice ne se composant que de capitaux et de valeurs purement mobilières, l'institution universelle se trouverait anéantie, quant à ses effets, et réduite, pour les appelants, à la qualité stérile d'héritiers; qu'il importe peu, dès lors, de faire remarquer qu'en droit les deux dispositions ne sont pas incompatibles; que ce n'est pas là le point que la cause présentait à juger, mais celui de savoir si l'expression devait l'emporter sur la volonté; que la seule interprétation juste, naturelle et conforme à l'intention de la testatrice, c'est que la disposition codicillaire, rapprochée de celles contenues dans le testament qui l'a précédée, doit être restreinte aux meubles, et ne saurait, dès lors, comprendre l'argent comptant et les dettes actives. »

POURVOI en cassation par les demoiselles Duhois, pour violation de l'art. 533 C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la Cour de Bordeaux ayant à rechercher, dans le testament et le codicille de la dame Landrevie, quelle avait été la volonté de la testatrice, à l'égard du legs fait aux demandereses en cassation, s'est décidée à n'y voir qu'un legs de meubles proprement dits; et que c'est en combinant les expressions dont la testatrice s'était servie dans l'un et l'autre de ses actes, et surtout en considérant que, sans cette restriction visiblement entendue, le testament se trouverait révoqué, quoique la volonté de le conserver en tout ce qui n'y aurait pas été dérogé par le codicille résultât clairement des termes de l'acte, et des intentions raisonnablement présumées de la testatrice, que la Cour de Bordeaux en a tiré cette conséquence, en fait; et qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué ne peut être contrevenu ni aux articles invoqués, ni à aucun autre, — Rejette, etc. »

Du 3 mars 1836. — Ch. req.

JURY. — LISTE. — NOTIFIC. — DATE. — COPIE.

La notification de la liste des jurés à l'accusé est nulle faute d'indication, sur la copie de l'exploit, du jour où cette notification est faite, encore bien que l'original soit régulier (2). (C. crim., 395.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 395, C. crim.; — Attendu que la copie d'un exploit tient lieu de l'original à la partie à laquelle la signification a été faite, et que cette partie ne doit connaître que cette copie pour apprécier et faire apprécier à son égard la régularité de la signification; — Attendu que, dans l'espèce, la copie de l'exploit de la signification de la liste des jurés à l'accusé étant sans l'indication du jour où a eu lieu cette signification, la validité de l'original dudit exploit n'empêche pas qu'à l'égard de l'accusé cette notification soit nulle, parce que l'exploit manque d'une formalité substantielle à

(1) *F. conf. Cass.*, 17 janv. 1811 et 29 avril 1824.

(2) *F. conf. Cass.*, 24 oct. 1822.

tous les exploits et prescrite, à peine de nullité, par l'art. 505 précité, pour la notification de la liste des jurés; — Attendu qu'en effet, l'absence de la date précise de cette notification ne permet pas de s'assurer si cette notification a été faite le jour préemptoirement fixé par la loi, — Casse, etc.

Du 5 mars 1856. — Ch. crim.

ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — DATE. — CONSEIL JUDICIAIRE. — PREUVE.

L'acte sous seing privé souscrit par un individu qui, après la date qu'il énonce, a été pourvu d'un conseil judiciaire, fait foi de sa date à l'égard du débiteur de ses héritiers ou ayants cause, bien qu'elle ne soit pas certaine, dans les termes de l'art. 1322, tant qu'il n'est pas prouvé que cette date soit fautive et doive être reportée à une époque postérieure au jugement qui a nommé le conseil judiciaire (1). (C. civ., 502, 1322 et 1328.)

C'est au débiteur, à ses héritiers ou ayants cause qu'incombe l'obligation de prouver la fausseté de la date d'après la règle reus excipiendo fit actor (2).

En 1854, Pelletier réclamait contre les héritiers Morin le paiement d'un billet de 5,500 fr. souscrit à son profit par leur auteur le 25 juin 1851.

La veuve Morin, comme tutrice de ses enfants, opposait à cette demande un jugement du 25 juill. suivant, par lequel son mari avait été pourvu d'un conseil judiciaire, et elle soutenait que, le billet d'ayant pas acquis une date certaine antérieurement à la nomination du conseil judiciaire, l'obligation devait être déclarée nulle.

Jugement qui prononce cette nullité.

Appel. — Le 17 mars 1855, arrêt de la Cour de Dijon qui infirme en ces termes : — « Attendu que l'acte sous signatures privées fait foi de son contenu entre les parties qui l'ont souscrit, et qu'à leur égard il a date certaine, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à la formalité de l'enregistrement.

(1) La question de savoir quelle est la valeur des actes revêtus de la signature d'individus interdits ou pourvus d'un conseil judiciaire, alors que ces actes n'ont pas date certaine antérieure au jugement d'interdiction, est, comme on le sait, controversée. (F.), à cet égard, notre annotation détaillée sous l'arrêt de Paris du 10 mai 1850, et en tête de l'arrêt d'Orléans du 21 mars 1858.) Entre les deux systèmes, dont l'un donnait plein effet à ces actes et la quittance de faire foi de leur date, et l'autre leur refusait toute valeur en les présumant frauduleux, est venu s'en placer un qui accorde aux magistrats le droit d'apprécier la sincérité de la date. C'est aussi ce que reconnaît l'arrêt que nous recueillons; seulement, il va plus loin que divers autres rendus par la Cour suprême dans le même sens, en ce qu'il fait application au débiteur de la maxime reus excipiendo fit actor, en lui imposant la charge de prouver la fausseté de la date.

(2) La question est très-controversée, et la jurisprudence est présente sur ce point que des principes de décision extrêmement variables. Toute la difficulté résidait dans le point de savoir si la présomp-

» Considérant que l'application de ce principe peut entraîner de graves inconvénients, en ce que le prodigue pourrait jusqu'à un certain point rendre illusoire la dation d'un conseil judiciaire en anticiplant des obligations souscrites depuis le jugement rendu contre lui; mais qu'on ne trouve cependant aucune disposition de loi qui déclare ouis, comme n'ayant pas date certaine, les actes sous signatures privées non enregistrés consentis par l'individu pourvu d'un conseil judiciaire; que, s'il en était ainsi, des créanciers de bonne foi seraient évincés. Insuper ils ont dû croire leurs intérêts à couvert par les dispositions des art. 1322 et 1328, C. civ.; qu'à la vérité, Insuper un débiteur a reçu un conseil judiciaire, les juges doivent admettre facilement la preuve des faits tendant à établir une antédate ou toute autre circonstance frauduleuse, mais, que, pour ordonner cette preuve, il faut que les faits de fraude soient articulés par le débiteur ou ses représentants;

» Considérant que, dans le cas particulier, la veuve Morin s'est bornée à alléguer que le billet qui fait l'objet du procès est antidaté et qu'il est le résultat de manœuvres frauduleuses de la part du créancier, mais qu'elle n'a précisé et offert la preuve d'aucun fait tendant à établir la fraude, soit quant à la date, soit quant au montant du billet, tandis que les faits de la cause viennent au contraire à l'appui de la présomption légale établie par l'acte; qu'ainsi, dans l'état où se présente l'affaire, il n'existe pas de motifs suffisants pour anéantir un billet renfermant toutes les conditions extérieures de validité prévues par la loi; — En conséquence, la Cour royale condamne la veuve Morin au paiement du billet, à la charge par Pelletier d'affirmer par serment, s'il en est requis devant la Cour, que le billet a été réellement souscrit le 25 juin 1851, et que le montant en a été fourni par lui au souscripteur. »

POURVOI en cassation de la veuve Morin, pour violation de l'art. 502, C. civ., et fausse application des art. 1322 et 1328, même Code. L'art. 502, disait-on à l'appui du pourvoi, dé-

terminé de la loi était pour ou contre le titre souscrit par l'interdit ou l'individu pourvu d'un conseil. La Cour décida alors que la présomption était contre le titre; aujourd'hui elle paraît embrasser l'opinion opposée, et nous croyons que cette opinion est conforme aux véritables principes. — L'arrêt que l'on va lire, remarquable d'ailleurs par la généralité et la lucidité de ses motifs, nous semble donc devoir fixer la jurisprudence en ce sens, que si les juges doivent se montrer favorables à l'interdit ou à ses héritiers qui ont essayé de démontrer l'antédate de l'obligation, ils ne peuvent ou plus refuser à ce titre la présomption de vérité de sa date, tant que la fausseté ne leur en paraît pas démontrée. — Le système contraire conduirait à faire tomber de plein droit, par le seul fait d'une interdiction survenue, toutes les obligations à terme antérieurement contractées de bonne foi, mais sous seing privé, par l'interdit, ou par l'individu seulement pourvu d'un conseil. Ce serait dire, en d'autres termes, qu'il n'y a de sûreté à contracter que par acte authentique ou enregistré. Cela ne nous paraît pas trop soutenable.

D.

claire nuis de droit tous les actes passés par l'interdit ou l'individu engagé dans les liens d'un conseil judiciaire postérieurement à l'interdiction ou à la nomination du conseil, sans l'assistance de ce dernier.

De là ne résulte-t-il pas que les actes sous seing privé revêtus de la signature seule de l'incapable ne peuvent être opposés soit à lui, soit à ses héritiers, qu'autant qu'ils ont acquis date certaine avant le jugement qui a modifié son état. Autrement ne serait-il pas facile d'abuser de la faiblesse de l'incapable, et de lui faire souscrire, après coup, des obligations qu'il suffirait d'antidater pour rendre valables. Dumoulin, Faber, Rousseau, Lacombe et Bonjinn, nous apprennent que, sous l'ancienne jurisprudence, le défaut de date certaine rendait de pareils actes nuis de plein droit. Il en est de même sous la nouvelle jurisprudence : c'est ce qui a été jugé par la Cour de cassation le 9 juill. 1816 (1), et par la Cour de Rouen le 22 juill. 1828. C'est aussi ce qu'enseigne Duranton (2). Les art. 1322 et 1328, C. civ., ne disposent évidemment que pour les cas ordinaires et non pour ceux à l'égard desquels il y a des règles spéciales.

Dans tous les cas, disail-on, et en admettant que le défaut de date certaine n'emportât pas la nullité absolue des billets, au moins faudrait-il que le créancier qui les produit prouvât la sincérité de leur date. Mais c'est décider contrairement aux vrais principes que de mettre à la charge de l'interdit ou de ceux qui le représentent l'obligation d'établir que la date est simulée.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, 1^o que, dans la situation exceptionnelle d'un individu placé sous la direction d'un conseil judiciaire, si, pour ne pas rendre souvent illusoire cette direction, il n'est pas permis aux juges d'appliquer à une obligation signée par lui la disposition de l'art. 1322, C. civ., portant que l'acte sous seing privé a contre ceux qu'il ont souscrit, leurs héritiers ou ayants cause, la même fin que l'acte authentique, il ne leur est pas permis non plus d'envisager la date y apposée comme frauduleuse et nulle de plein droit; ce qui pourrait souvent tromper les créanciers de bonne foi et entraver notamment les rapports du commerce; — Que les juges doivent chercher, et fixer d'après les éléments et les circonstances de la cause, la vérité du fait, c'est-à-dire l'époque véritable à laquelle l'obligation a été signée, et déterminer par là si le signataire jouissait ou non alors du plein et libre exercice de ses droits; — Attendu 2^o que celui qui oppose une exception doit la justifier, d'après la maxime *Reus in excipiendo fit actor*; que, si, dans la situation exceptionnelle du signataire, la preuve de la collusion

frauduleuse dans la date n'offre pas la même difficulté que dans tout autre cas ordinaire, cette preuve doit cependant toujours être faite par le même signataire, ses héritiers ou ayants cause qui en excipent contre le titre du demandeur, parfaitement régulier, au moins dans la forme; — Et attendu qu'il a été reconnu en fait par l'arrêt attaqué que la veuve Morin, demanderesse en cassation, n'a précisé et offert la preuve d'aucun fait tendant à établir la fraude, tandis que les faits de la cause viennent au contraire à l'appui de la présomption légale établie par l'acte; — Que dans ces circonstances, en condamnant la veuve Morin, en la qualité qu'elle agit, à exécuter l'obligation en question et pour assurer de plus en plus la vérité de la date, en déférant d'office le serment au créancier, les juges n'ont violé ni les art. 592, 1322 et 1328, C. civ., invoqués par la demanderesse, ni aucune autre loi — Rejette, etc. »

Du 8 mars 1856. — Ch. req.

JUGEMENT DE DÉFAUT. — EXÉCUTION. — SAISIE MOBILIÈRE.

Il y a exécution d'un jugement par défaut dans le sens de l'art. 159, C. proc. (ce qui rend non recevable l'opposition formée hors des délais de la loi), lorsqu'une saisie mobilière a été prononcée en vertu de ce jugement, bien qu'elle n'ait pas été suivie de vente, si la partie défaillante a assisté au procès verbal de saisie, si elle a indiqué elle-même un gardien, enfin si elle a déclaré protester contre le jugement et se réserver le droit d'y faire opposition (3). (C. proc., 158 et 159.)

Aux termes d'un jugement par défaut du 14 juin 1824, Terrebasse avait été condamné à combier des excavations qu'il s'était permises sur un fonds de terre dont Givord prétendait être propriétaire. Il ne forma point opposition à ce jugement; mais il interjeta appel, et décida pendant le cours de l'instance. Cependant Terrebasse fils ne suivit point sur cet appel, en sorte qu'un arrêt par défaut rendu en 1832, confirmatif de la sentence des premiers juges, déclara l'instance éteinte et périmée.

L'arrêt signifié à Terrebasse, Givord fit procéder à la saisie-brandon des récoltes de son débiteur, qui déclara protester contre l'arrêt, se réserver le droit d'y faire opposition, et néanmoins indiqua un gardien de la saisie, à laquelle du reste il ne fut pas donné suite en ce sens que les récoltes ne furent pas vendues.

En 1835, opposition par Terrebasse à l'arrêt par défaut de 1832. Il soutient que son opposition est recevable parce que l'exécution n'a point eu lieu. En effet, dit-il, la loi a précisé quelle devrait être l'exécution; elle a déclaré qu'elle ne pourrait résulter que de la vente des meubles; or, dans l'espèce, il n'y a pas eu vente de meubles. En vain objecterait-on que l'arrêt par dé-

(1) La Cour de cassation, ainsi qu'on le voit par l'arrêt que nous recueillons, est revenue sur la rigueur de cette jurisprudence.

(2) V. t. 3, n° 773. — Toutefois cet auteur se prononce contre la nullité absolue et pour la droit d'appréciation des tribunaux.

(3) F. en ce sens, Poncelet, *des Jug.*, n° 223; Boncenne, 122; — Br., 25 sept. 1832; Cass., 3 déc. 1832, et la note. — F., en outre, Roum., 12 fév. 1825, et le renvoi. — F., également, relativement au procès-verbal de carance lorsqu'il a été connu de la partie condamnée.

faut a été connu de Terrebasse : car le Code exige, pour que l'opposition devienne non recevable, que la partie défaillante ait eu connaissance, non de l'arrêt ou du jugement par défaut, mais de son exécution.

Le 27 juill. 1855, arrêt de la Cour de Grenoble ainsi conçu : — « Attendu que l'art. 159, C. proc., spécifie plusieurs cas où l'opposition envers un jugement ou arrêt rendu par défaut ne doit pas être reçue, et entre autres celui où l'exécution en a été connue de la partie défaillante; que, dans l'espèce, il y a eu saisie des récoltes de Terrebasse; que cette exécution, bien qu'elle n'ait pas été consommée par une vente publique, n'en a pas moins été légalement connue de ce dernier; de là pour lui la nécessité de se pourvoir conformément à l'art. 162, même Code; ce qu'il doit s'imputer à tort de n'avoir pas fait.

• Déclare l'opposition non recevable. »

POURVOI en cassation pour violation des articles 158 et 159, et fausse application de l'article 162, C. proc.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu, sur le moyen tiré de la violation de l'art. 159, C. proc., que le demandeur a eu nécessairement connaissance de l'exécution de l'arrêt de 1852, puisqu'il est constaté en fait, par l'arrêt allégué, que ce demandeur a assisté au procès-verbal de saisie-exécution mobilière dressé chez lui, qu'il a indiqué lui-même un gardien de saisie, et qu'enfin il a déclaré, sur ce procès-verbal protester contre l'arrêt et se réserver le droit d'y former opposition; droit dont il n'a pas usé dans les délais de la loi, — Rejette, etc. »

Du 8 mars 1856. — Ch. req.

ENREGISTREMENT. — OBJET COMMUN. — Usage. — Droit.

L'acte par lequel une communauté israélite distribue les places de sa synagogue à ses membres, moyennant une taxe pécuniaire proportionnelle, doit être considéré, pour la perception des droits d'enregistrement, comme contenant, non une vente immobilière, mais une distribution de l'usage d'un objet commun, sauf, s'il y a lieu, les droits de soultes mobilières d'une place envers l'autre (1). (L. 22 frim. an 7, art. 69, § 5, n° 6, et § 1, n° 7; L. 28 avril 1816, art. 52.)

La communauté des Juifs de Ribeauvillé (Haut-Rhin) possède une synagogue dont il lui a été fait donation en 1758 par un nommé Meyer-Weil. L'accroissement de la population juive de Ribeauvillé ayant rendu insuffisant le local de la synagogue, il fut décidé qu'elle serait reconstruite sur un plan plus étendu.

Un jugement du tribunal de Colmar du 30 juill. 1821 mit fin à des contestations qui s'élevaient entre les membres de la communauté sur le mode de reconstruction, et ordonna que les

places dans le nouvel édifice seraient adjudgées à titre de propriété, conformément au règlement de l'administration de la communauté.

La reconstruction eut lieu. Par acte passé devant M^r Pfohl, notaire, le 4 mars 1831, les commissaires de la communauté, pour subvenir aux frais de cette reconstruction, procédèrent à la distribution des places de la synagogue moyennant une contribution pécuniaire déterminée d'après le nombre, la commodité et la situation des places. Certaines places furent taxées à 200 et 300 fr., tandis que d'autres ne le furent qu'à 80 et 100 fr.

Entre autres conditions, l'acte porte que « nul membre ne pourra céder sa place à un individu étranger au culte de Moïse et à la communauté; que, dans le cas où une place serait saisie immobilièrement, la commission pourra exercer le droit de retrait moyennant le remboursement de la contribution et que chaque membre pourra disposer à l'avenir en toute propriété de la place à lui assignée, sans que néanmoins les autres membres soient tenus envers lui d'aucune garantie. »

Lors de l'enregistrement de cet acte, le receveur perçut le droit de 5 1/2 % pour vente d'immeubles sur la contribution des places distribuées.

M^r Pfohl se pourvut en restitution de ce droit, soutenant qu'il s'agissait dans l'acte non d'une vente immobilière, mais simplement d'un partage de droits d'usage mobiliers.

Le 12 mai 1834, jugement du tribunal civil de Colmar qui accueille cette réclamation en ces termes : — « Considérant que, par la donation du 28 oct. 1758, la communauté israélite de Ribeauvillé a été mise en possession du droit de se servir de la synagogue comprise dans ladite donation, pour la célébration de son culte, sans pouvoir changer cette destination ni la convertir en un autre usage;

• Considérant qu'encre bien que le jugement du 30 juill. 1821 ait ordonné la vente des places de la synagogue réédifiée, et ce pour parer aux frais et dépenses occasionnés par la réédification, on ne doit pas moins chercher quelle est la nature de l'acte du 4 mars 1831, en égard à la qualité des parties contractantes et à ce qui fait l'objet et la nature du contrat;

• Considérant à cet égard, qu'aux termes de la donation précitée tous les membres de la communauté israélite de Ribeauvillé avaient incontestablement un droit indivis aux places de la synagogue, mais un droit inhérent à leurs personnes et ne pouvant être transmis à aucune personne étrangère, la donation l'ayant limité aux seuls membres de la communauté;

• Considérant que c'est dans cette limitation et la nature du droit concédé qu'il faut puiser la solution des difficultés que présente la contestation;

• Considérant que ce droit est celui d'un usage

(1) F. Merlin, *Rép.*, v° *Banc d'église*. — Les baux écrits de bancs ou de chaises, soit dans les églises, soit ailleurs, qu'ils appartiennent à des établissements publics ou à des particuliers, sont sou-

mis aux droits dus sur les baux à loyer. — F. Déc. min. fin., 12 et 17 oct. 1809, et (insir. de la régie, 454, n° 17. — Voy. aussi le *Dict. des droits d'enregistrement*, v° *Bail*, n° 89 et 90.

perpétuel, au profit de la communauté israélite de Ribeaupville de disposer de la synagogue pour la célébration de son culte; que ce droit est inaliénable et incessible en ce sens qu'aucun membre de cette communauté ne pourrait vendre soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, son droit à une autre personne professant même son culte, mais qui ne serait point membre de ladite communauté;

« Considérant que, s'il est justifié que tous les membres de la communauté israélite de Ribeaupville avaient un droit indivis aux places de leur synagogue dans les proportions qui viennent d'être établies, il faut admettre aussi que ce n'est point par le contrat du 4 mars 1831 qu'ils ont été investis de ce droit, mais que ce droit était préexistant, qu'il découlait de la donation de 1758, et que le contrat du 4 mars 1831 n'a fait qu'en déterminer la limite et le mode de jouissance;

« Considérant, dès lors, que c'est à tort que le défendeur soutient que la convention renfermée dans l'acte du 4 mars 1831 constitue une vente, laquelle donnait ouverture au droit de mutation à raison de 5 %; que cette convention, quelle que soit la qualification de l'acte, ne peut être considérée que comme un mode de jouissance d'un droit commun, droit qui est resté le même après l'acte du 4 mars qu'auparavant, puisque la communauté est toujours restée propriétaire de l'immeuble, qui conserve toujours la même destination;

« Considérant que la circonstance que tous les membres n'auraient pas concouru à cette licitation, et qu'on n'aurait point établi de soulte, ne saurait infirmer cet acte ni en altérer la substance; qu'en effet, s'il est vrai que quelques membres indigents n'ont point acquis de places, ils n'en conservent pas moins le droit d'en avoir une dans la synagogue, seulement elle n'est pas déterminée, et ils continuent à rester dans l'indivision; que, s'il n'a point été établi de soulte, c'est parce que la nature même de la convention intervenue entre les différents membres de la communauté s'y opposait; qu'en effet, dans les communautés ordinaires de partage par licitation, le prix est distribué entre les différents copartageants ou communistes, et les soultes acquittées par ceux qui obtiennent des lots plus considérables à ceux qui en obtiennent de moindres; mais, dans l'espèce, le prix ainsi que les soultes qui auraient pu être établies avaient une destination spéciale, et devaient être employés au paiement des travaux de reconstruction de l'immeuble et à l'embellissement de la synagogue, sans qu'on pût inférer de là qu'il y eût eu vente, puisque les droits des communistes n'avaient pas cessé d'être égaux, et que ceux des membres désignés dans le préambule de l'acte du 4 mars 1831 n'y figuraient et ne pouvaient y figurer que comme commissaires nommés pour surveiller les reconstructions de la synagogue, et comme mandataires spéciaux des autres membres de la communauté; mais que les uns pas plus que les autres ne pouvaient vendre, puisque les places n'appartenaient à aucun exclusivement, et que tous y avaient les mêmes droits;

« Par ces motifs, le tribunal, condamne la régie à restituer au demandeur les droits qu'elle a perçus à titre de vente ou mutation immobilière, tant sur l'acte du 4 mars 1831 que sur les différents actes de ratification qui l'ont suivi, lesdits droits s'élevant à la somme de 1,575 fr. 55 c., sauf à la régie à composer la masse partageable du produit général de l'acte de licitation du 4 mars 1831, de la diviser également entre tous les adjudicataires au même titre, et établir, s'il y a lieu, les droits de soultes mobilières d'une place envers l'autre; en conséquence, restituer inul excédant résultant de ce mode de perception.

POURVOI par la régie pour fausse application des art. 827 et 1686, C. civ.; 69, § 5, n° 6, Loi 22 frim. an 7, et pour violation des art. 69, § 7, n° 1, même loi, et 52, L. 28 avril 1816.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'en décidant que l'acte du 4 mars 1831 ne contient pas une vente, mais seulement une distribution de l'usage d'un objet commun, suivant des limites et un mode qui laissent subsister la propriété au profit de la communauté des Juifs et moyennant des soultes purement mobilières, le jugement du tribunal de Colmar qui est attaqué a fait une saine interprétation dudit acte, il a rempli suffisamment le vœu du Code de proc., art. 141, et de la loi du 30 avril 1810, art. 7, par des motifs sur toutes les parties du débat: ce qui repousse le reproche tant de la violation desdites lois que de la fausse application de l'art. 69, § 5, n° 6, L. 22 frim. an 7, et de la violation du § 7, n° 1, du même article, et de l'art. 52, L. 28 avril 1816, — Rejette, etc. »

Du 8 mars 1856. — Ch. req.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — TIERS DÉTENTEUR. — COMMANDEMENT. — PRÉEMPTION.

Le commandement fait au débiteur originaire en vertu de l'art. 3169, C. civ., ne se périmé pas faute d'avoir été suivi, dans les trois mois, d'une saisie immobilière sur le tiers détenteur. — A ce cas ne s'applique pas l'art. 674, C. proc., qui déclare périmé le commandement fait au débiteur menacé de saisie, si la saisie n'a lieu effectivement dans les trois mois.

En général, quelle est la durée de l'effet des commandements et sommations prescrits par l'art. 3169, C. civ., dans le cas où il s'agit de saisie immobilière sur un tiers détenteur?

La deuxième question ainsi généralisée, embrasse la première, et se résout dans l'espèce par la Cour de cassation; elle embrasse aussi plusieurs autres cas dans lesquels peut s'élever la question de péremption contre les actes qui doivent précéder la saisie immobilière pratiquée sur des tiers détenteurs. — Les difficultés en cette matière sont graves et nombreuses, et cependant elles ont été à peine touchées par les auteurs. — Essayons de parcourir les principales: leur examen par vue d'ensemble nous conduira plus

sûrement à la solution de chaque cas particulier.

On peut se demander d'abord (et c'est l'espèce de l'arrêt qui va suivre) si le commandement que l'art. 2169, C. civ., prescrit de faire au débiteur originaire avant de saisir sur le tiers détenteur l'immeuble hypothéqué, est susceptible de tomber en péremption au bout de trois mois, ou si son effet dure indéfiniment, autant que l'action qui lui sert de base?

Si l'on décide, comme l'a fait ici la Cour de cassation, que l'on ne peut appliquer à ce commandement la péremption de trois mois réglée par l'art. 674, C. proc., on peut se demander si cette péremption ne serait pas applicable lorsque plus de trois mois se sont écoulés depuis la sommation de payer ou de délaisser faite au tiers détenteur; en d'autres termes, si cette sommation ne devrait pas elle-même être considérée comme un commandement à fin de saisie immobilière, rentrant par conséquent dans l'application des règles tracées par les art. 673 et 674, C. proc.?

On peut se demander encore, si, à défaut de la péremption de trois mois, on ne pourrait pas appliquer la péremption de trois ans (C. civ., art. 2176, C. proc., art. 397), soit au commandement, soit à la sommation? (V. le journal le Droit, du 13 mars 1856.)

Enfin, et si l'on rejette la péremption de trois mois et celle de trois ans, faudrait-il décider que l'effet de la sommation au tiers détenteur, aussi bien que l'effet du commandement au débiteur originaire, est indéfini, et que la saisie immobilière sur le tiers détenteur peut ensuite avoir lieu quand il plaira au créancier, pourvu que son droit ne soit pas prescrit?

Telles sont les questions principales qui ressortent de la combinaison de l'art. 2169, Code civ., avec les art. 673 et 674, C. proc.

Pour les résoudre, il faut, ce nous semble, partir d'un principe fondamental écrit dans le Code civil au titre de l'*Expropriation forcée*. L'art. 2217 de ce Code porte : « Toute poursuite en expropriation d'immeubles doit être précédée d'un commandement de payer, fait, à la diligence et requête du créancier, à la personne du débiteur ou à son domicile, par le ministère d'un huissier. » — Le même article ajoute : « Les formes du commandement et celles de la poursuite sur l'expropriation, sont réglées par les lois sur la procédure. » — « Ce commandement, disait l'orateur du gouvernement en présentant cette disposition au corps législatif, est un préalable d'autant plus essentiel, d'autant plus indispensable, que le débiteur doit légalement être averti de la poursuite que le créancier se propose d'exercer contre lui, pour pouvoir ou la prévenir ou la repousser. » — Le législateur ne parle ici, il est vrai, que du débiteur et non du tiers détenteur; mais puisque le tiers détenteur, à moins de délaisser, ne peut prévenir la saisie qu'en payant, il est évident qu'il est aussi débiteur dans le sens de l'art. 2217, et d'ailleurs il est également évident qu'il y a pour lui la même utilité, la même nécessité d'être averti des poursuites d'expropria-

tion, de l'exécution rigoureuse dont il est menacé, afin de pouvoir les prévenir ou les repousser.

Quant à la forme du commandement en lui-même, à ses suites, à la durée de son effet, c'est, comme le dit l'art. 2217, nos lois de la procédure qu'il faut recourir. Or, le Code de procédure, dans ses art. 673 et suiv., règle d'une manière générale les formes et les suites du commandement qui doit précéder toute saisie immobilière, et l'art. 674 ajoute que « si le créancier laisse écouler plus de trois mois entre le commandement et la saisie, il sera tenu de le réitérer dans les formes ci-dessus. » L'art. 717 voulant attacher une sanction rigoureuse à ces dispositions, dit ensuite que les formalités prescrites par les art. 673 et 674 doivent être observées à peine de nullité. — De là le principe de la *péremption de trois mois* contre tout commandement à fin de saisie immobilière.

Mais cette péremption est-elle applicable, dans le cas où la saisie doit avoir lieu sur un tiers détenteur, au commandement préalable que l'art. 2169, C. civ., prescrit de faire au débiteur principal ou originaire? Telle est la première question que nous avons posée plus haut, et qu'il semble maintenant facile de résoudre.

L'art. 2169 porte que « faute par le tiers détenteur de satisfaire pleinement à l'une de ces obligations (la purge ou le délaissement de l'immeuble), chaque créancier hypothécaire a droit de faire vendre sur lui l'immeuble hypothéqué, trente jours après commandement fait au débiteur originaire, et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage. »

Dans cette disposition, il est évident que le commandement doit par le législateur, n'est pas le même acte que celui dont parlent les art. 2217, C. civ., 673 et 674, C. proc. — En effet, le but des deux actes est entièrement différent : le commandement prescrit par les articles 673 et 674, C. proc., a pour objet de sommer le débiteur de payer sa dette, et de l'avertir qu'à défaut de paiement, ses immeubles seront saisis; tandis que le commandement prescrit par l'art. 2169, s'il est aussi une sommation au débiteur de payer sa dette, a principalement pour objet de l'avertir qu'à défaut de paiement, l'immeuble qu'il a vendu à un tiers sera saisi sur ce tiers. Or, si dans le premier cas, le débiteur a toujours intérêt à payer pour arrêter la saisie sur lui-même, dans le second cas, il peut avoir intérêt à laisser faire cette saisie sur un tiers acquéreur, car ce peut être pour lui le moyen le plus à sa convenance pour blagier ce tiers à payer le prix de son acquisition. Le commandement fait dans ce dernier cas au débiteur originaire, n'est donc pas essentiellement une menace d'expropriation contre lui-même, mais bien plutôt un simple avertissement d'expropriation contre un tiers, qu'il peut avoir intérêt à laisser poursuivre. Dès lors, si le but des deux actes est si différent, il est naturel qu'ils aient des effets différents; si celui qui est une annonce, une menace de saisie sur le débiteur, ne doit avoir effet que pendant trois mois, on conçoit facile-

ment que celui qui n'est qu'un *avertissement* d'une saisie qui sera pratiquée sur un autre, puisse avoir un effet indéfini, illimité, si la loi n'a posé à cet égard aucune limite.

Ainsi l'on arrive à cette conséquence que le commandement fait au débiteur originaire, en conformité de l'art. 2169, C. civ., n'est pas le commandement prescrit par l'art. 673, C. proc., qu'il n'est pas susceptible de la péremption de trois mois régie par l'art. 674 du même Code. — C'est en effet ce qu'ont jugé la Cour de Bourges et la Cour de cassation dans l'espèce dont nous allons ci-après rendre compte, et c'est aussi ce qu'avait déjà jugé la Cour de Bordeaux, par un arrêt du 25 avril 1851 (1).

Après cette première question résolue, vient celle non moins importante de savoir si la sommation prescrite au tiers détenteur par l'article 2190, C. civ., n'est pas elle-même un commandement afin de saisie immobilière, et si en conséquence elle ne se trouve pas soumise à la péremption de trois mois établie par l'art. 674, C. proc. ?

La négative a été jugée par un arrêt de la Cour de Poitiers, du 27 nov. 1853, et par ce motif : « qu'aucune disposition de la loi ne prononce la péremption de cette sommation, lorsqu'elle n'a pas été suivie de saisie dans les trois mois de sa date. » En faveur de ce système on peut ajouter, que la sommation au tiers détenteur est un acte différent du commandement qui doit en général précéder toute saisie immobilière; que ce dernier acte doit être adressé au débiteur direct, à celui qui est personnellement obligé, tandis que l'autre, la sommation, s'adresse à un tiers détenteur, qui, à moins de stipulation expresse, n'est pas personnellement obligé; qu'ainsi, à l'égard de l'un, l'action est personnelle et réelle, tandis qu'à l'égard de l'autre, elle n'est que réelle; — Qu'ensuite, en la forme, les deux actes ne se ressemblent pas; qu'ils ne sont pas assujettis aux mêmes règles; qu'ainsi, pour la sommation, il n'est pas nécessaire comme pour le commandement qu'elle contienne copie du titre en vertu duquel il sera procédé à la saisie, ni qu'elle soit revêtue du visa du maire, etc. (2); qu'enfin, les termes de l'art. 2169, C. civ., n'annoncent, de la part du législateur, rien moins que l'intention d'assimiler la sommation à un commandement, puisqu'il donne à ces actes des noms différents....

Toutes ces différences ou dissimilitudes, tous les arguments que l'on en peut tirer, nous paraissent à nous peu concluants. Il nous semble que l'on peut répondre avec avantage, qu'il faut ici moins s'attacher aux mots qu'au fond des choses; que pour déterminer la nature véritable d'un acte ou d'une formalité, il faut avant tout considérer son but, le motif qui l'a fait établir. *Voluntatem potius quam verba spectari oportet* (L. 219, ff. de verb. signif.); ou encore, comme le dit d'Argenteau dans son énergique langage : *forma et essentia rei est potius*

spectanda quam verborum cortex. Or, en envisageant sous ce point de vue la sommation prescrite par l'art. 2169, C. civ., il nous est impossible de voir en quoi cette sommation, dans son but ou dans ses motifs, diffère du commandement prescrit par l'art. 2217 du même Code, ou par les art. 673 et 674 du C. de proc.

— Nous comprenons que cet acte préalable, indispensable de la saisie, lorsqu'il est fait dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'il s'adresse à un tiers qui n'est pas personnellement obligé à la dette, puisse revêtir des formes exceptionnelles; mais nous ne comprenons pas que ces circonstances, que ces formes exceptionnelles puissent en changer la nature : cet acte est toujours un *commandement de payer*, avec menace de saisie; commandement qui, dans le cas de l'art. 2169, C. civ., comme dans le cas de l'art. 673, C. proc., doit nécessairement précéder la saisie de 30 jours, identité de délai qui montre assez que, dans la pensée du législateur, le but de l'acte est le même.

On a dit encore que le commandement proprement dit, celui dont s'occupent les art. 673 et 674, C. proc., ainsi que les délais qu'il entraîne, n'ont été institués que comme une grâce spéciale en faveur du débiteur malheureux, qui peut avoir été trompé dans ses prévisions; que le législateur a voulu subvenir à sa détresse en lui accordant des délais, afin qu'il ne soit pas pris à l'improviste par une saisie de ses immeubles; qu'il n'en est pas de même du tiers détenteur; qu'il ne doit pas être traité avec la même faveur; qu'à son égard, il n'est pas besoin d'un commandement; qu'une simple sommation doit suffire, parce qu'il doit toujours être prêt à payer... (Voy. *infra*, les observations du rapporteur.) — Ces considérations, nous l'avouons, nous semblent plus spécieuses que solides : car enfin, le tiers détenteur peut, aussi bien que le débiteur originaire, avoir été trompé dans ses prévisions, manquer tout à coup des ressources sur lesquelles il avait compté pour payer son acquisition, et dans ce cas, nous ne voyons pas pourquoi la loi ne lui devrait pas la même protection, les mêmes avertissements et les mêmes délais qu'à tout autre débiteur menacé d'une saisie. Il y a plus, le tiers détenteur peut avoir de justes motifs pour ne s'être pas mis en mesure de payer : il peut se faire, et c'est même le cas le plus ordinaire, qu'il ait dû attendre la provocation, les poursuites des créanciers hypothécaires de son vendeur, pour ne payer qu'avec plus de sûreté. Comment alors lui refuser le bénéfice du commandement préalable, qui, en principe général, doit précéder toute saisie immobilière ?

S'il faut donc reconnaître que la sommation au tiers détenteur prescrite par l'art. 2169, Code civ., n'est autre chose qu'un commandement véritable dans le sens de l'art. 2217, C. civ., et des art. 673 et 674, C. proc., on arrive nécessairement à cette conséquence que cette sommation-com-

(1) Il y a cependant un arrêt contraire de la Cour de Nîmes, du 19 fév. 1853.

(2) Ces deux points ont en effet été jugés, l'un

par un arrêt de la Cour de Bourges du 14 juill. 1854, l'autre par la Cour de Rouen le 28 fév. 1810.

mandement doit être réglé dans ses effets conformément à ces articles, et que, par conséquent, elle est susceptible de la péremption de *trois mois* établie par l'art. 674, C. proc. En effet, ne serait-il pas injuste que le tiers détenteur, à la différence du débiteur principal, dût rester indéfiniment sous le coup de la menace d'une saisie, qui pourra se réaliser avec éclat pendant vingt ou trente ans, au moment même où il s'y attendra le moins ? Peut-on supposer dès lors que telle ait été la pensée du législateur. Cela nous paraît inadmissible. Autant nous concevons que l'on puisse se passer de réitérer le commandement au débiteur principal, parce que cet acte n'est réellement pas pour lui un commandement à fin de saisie, autant il nous paraît impossible d'admettre qu'une saisie immobilière puisse être pratiquée de *piano*, sur un tiers détenteur, après plusieurs années, après un long espace de temps, qui devra faire présumer l'abandon des poursuites, sans qu'au préalable il y ait eu avertissement, sans qu'on ait réitéré à son égard, la sommation-commandement prescrite par l'art. 2169, C. civ.

C'est au reste ce qu'a jugé implicitement la Cour de Limoges, dans une espèce où l'on prétendait que le commandement fait au débiteur originaire se trouvait périmé, parce qu'il s'était écoulé plus de trois mois depuis ce commandement jusqu'à la saisie. La Cour, par son arrêt du 24 août 1821, a rejeté ce moyen; mais par ce motif que, dans le cas de l'art. 2169, le commandement prescrit par l'art. 673, C. proc., ne pouvant plus être fait au débiteur originaire, devait être adressé au tiers détenteur; qu'ainsi, la saisie était valable, puisqu'elle avait été pratiquée dans les trois mois de la sommation ou du commandement fait à ce tiers détenteur. — Deux autres arrêts, l'un de la Cour de Paris, l'autre de la Cour de Riom, des 21 mars 1808 et 31 mai 1817, ont encore jugé que, pour saisir, après la sommation faite au tiers détenteur, il n'est pas nécessaire, à l'expiration des trente jours, de lui faire un nouveau commandement, en conformité de l'art. 673, C. proc.; que la sommation faite en conformité de l'art. 2169, C. civ., en tient lieu... — De ces divers arrêts, il résulte évidemment que la sommation au tiers détenteur, dans le cas de l'article 2169, C. civ. n'est autre chose qu'un commandement dans le sens de l'art. 673, C. proc., et que dès lors la péremption de trois mois établie par l'art. 674 du même Code, doit lui être appliquée.

Cependant nous devons dire qu'il a été jugé par un arrêt de la Cour de Nîmes, du 20 novembre 1822, que la sommation de l'art. 2169 ne peut être atteinte par la péremption de trois mois, lorsque cette sommation a été faite à une époque où le commandement au débiteur originaire n'était pas lui-même tombé en péremption, c'est-à-dire lorsqu'il s'est écoulé moins de trois mois entre le commandement et la sommation, mais plus de trois mois depuis la sommation jusqu'à la saisie. Comme on le voit, cet arrêt suppose d'abord que le commandement au débiteur originaire, dans le cas de l'art. 2169,

C. civ., pourrait être atteint par la péremption de trois mois, ce qui est une erreur; ensuite il décide que lorsque moins de trois mois se sont écoulés entre ce commandement et la sommation au tiers détenteur, cette sommation recevant toute sa force du commandement qui l'a précédé, n'est plus susceptible de péremption, bien que le commandement lui-même en puisse être atteint, système bizarre et contradictoire qui conduit comme nous venons de le démontrer à une seconde erreur sur la durée de la sommation.

Reste à examiner maintenant si, à défaut de la péremption de trois mois, il ne faudrait pas appliquer en cette matière la péremption de trois ans, soit aux termes de l'art. 397, Code proc., soit aux termes de l'art. 2176, C. civ. ? Sur ce point, nous n'hésions pas à nous prononcer pour la négative. La péremption de trois ans établie par l'art. 397, C. proc., n'a lieu que dans les instances judiciaires. Or, ici il ne s'agit pas d'une instance : le commandement dont parle l'art. 673, C. proc., et à bien plus forte raison, le commandement et la sommation dont parle l'art. 2169, C. civ., sont en dehors de la saisie; ils n'en font pas partie (1) : il n'y a pas encore instance liée, il ne peut donc être question de péremption d'instance. — Quant à l'article 2176, C. civ., il est également sans rapport avec la question qui nous occupe. Il porte : « Les fruits de l'immeuble hypothéqué ne sont dus par le tiers détenteur qu'à compter du jour de la sommation de payer ou de délaisser, et si les poursuites commencées ont été abandonnées pendant trois ans, à compter de la nouvelle sommation qui sera faite. » —

Ainsi, c'est la sommation de payer ou de délaisser qui rend le tiers détenteur comptable des fruits envers les créanciers, et cette sommation ne produit cet effet que pendant trois ans, jusqu'à ce qu'elle soit renouvelée. Il suit de là, il est vrai, que la sommation au tiers détenteur est, si l'on peut parler ainsi, *périmée* au bout de trois ans, quant à son effet productif des fruits en faveur des créanciers; mais il ne s'ensuit nullement que l'on puisse voir là un délai de péremption applicable à l'effet de la sommation considérée comme *commandement* préalable à la saisie; ces deux choses sont totalement étrangères l'une à l'autre; et d'ailleurs, ce n'est pas par des inductions aussi détournées, qu'il peut être permis de créer une déchéance et des moyens de nullité contre la saisie. — Concluons donc qu'il ne peut être question ici, sous aucun rapport, d'une prétendue péremption de *trois ans*; que la péremption de *trois mois* dont parle l'art. 674, C. proc., est seule applicable en cette matière, et qu'elle ne peut être appliquée qu'à la *sommation-commandement* à faire au tiers détenteur, et nullement au commandement à faire au débiteur originaire.

La conséquence de ce système, c'est que le commandement au débiteur originaire, qui n'est véritablement pas un commandement à fin de saisie, dans le sens des art. 673 et 674, C. proc.,

(1) Arrêt de la Cour de cassation du 5 fév. 1811.

mais bien un simple avertissement au débiteur de s'entendre avec le tiers détenteur, aurait un effet indéfini, et nous ne voyons à cela aucun inconvénient grave. Sans doute le législateur aurait pu exiger que ce commandement fût réitéré comme la sommation, limiter ses effets à un délai déterminé ; mais puisqu'il ne l'a pas fait, puisqu'on ne trouve dans la loi, sagement entendue, aucune disposition d'où l'on puisse induire cette limitation, il n'est pas permis de la suppléer.

Lorsque dans le silence de la loi, on en est réduit aux analogies pour interpréter son texte, pour l'étendre ou le suppléer, il ne faut le faire que dans le cas où l'analogie est évidente, où il y a similitude parfaite dans le but que s'est proposé le législateur. Il faut suivre ici le précepte de Bacon, *Aph. 11 : in casibus omnia, deducenda est norma legis a similibus; sed caute et cum judicio*. Mais aussi il ajoute que, dans les questions de ce genre, c'est d'après la raison féconde, et non d'après une routine stérile, qu'il faut se déterminer : *ratio prolifica, consuetudo aëritis calida, nec generat casus*.

Après avoir ainsi parcouru les différentes hypothèses dans lesquelles l'exception de péremption peut être proposée contre les actes prescrits par l'art. 2169, C. civ., comme préalable nécessaire à la saisie sur un tiers détenteur, et avoir essayé de donner la solution de chaque cas particulier, venons à l'espèce jugée par la Cour de cassation. L.-M. DEVILLENEUVE.

Le 11 juin 1853, Quénisset, créancier hypothécaire de Camus, fait signifier à son débiteur un commandement afin de paiement d'une somme de 10,000 fr. environ, lui déclarant que faute d'y obtempérer, il sera procédé à la saisie de ses immeubles.

Mais antérieurement à ce commandement, Camus avait fait un abandon de ses biens à son épouse, par suite d'un jugement de séparation obtenu par cette dernière. — Dans cet état de choses, et en conformité de l'art. 2169, C. civ., Quénisset fait faire à la dame Camus, en sa qualité de tiers détentrice des immeubles hypothéqués, sommation de payer la dette de son mari ou de délaisser les immeubles, faute de quoi la vente en serait poursuivie sur elle-même.

La dame Camus n'ayant pas obtempéré à cette sommation, Quénisset fit procéder à la saisie des immeubles par elle détenus.

A cette époque, plus de trois mois s'étaient écoulés depuis le commandement adressé à Camus le 11 juin 1853. — La dame Camus a invoqué de cette circonstance pour demander la nullité des poursuites; elle soutient que ce commandement était périmé, aux termes de l'article 674, C. proc., et qu'ainsi le créancier n'avait pu, sans nouveau commandement, valablement procéder à la saisie des immeubles hypothéqués.

A quoi Quénisset répondit, que le commandement prescrit par l'art. 673, C. proc., dans le cas où la saisie devait avoir lieu sur le débiteur originaire, n'était pas le même acte que le commandement prescrit par l'art. 2169, C. civ., dans le cas où la saisie doit avoir lieu sur un

tiers détenteur; qu'ainsi, ce dernier commandement ne pouvait être atteint par la péremption de l'art. 674, C. proc.

22 avril 1854, jugement qui adopte le système de la dame Camus, et prononce la nullité de la saisie.

Appel par Quénisset. — 19 déc. 1854, arrêt de la Cour de Bourges qui, réformant le jugement de première instance, ordonne la continuation des poursuites : — « Considérant, porte l'arrêt, que les art. 673 et 674, C. proc., invoqués par la dame Camus, ne s'appliquent qu'aux saisies immobilières faites sur le propriétaire des héritages saisis; qu'ils ne s'appliquent pas à celles qui sont faites sur les tiers détenteurs de ses immeubles; qu'on en trouve la preuve dans cette circonstance, que le législateur ne parle pas dans ces articles de la sommation à faire au tiers détenteur, et il y avait en effet nécessité d'en parler, s'il avait voulu que ces articles réglassent les formalités qui se rapportent aux saisies sur les tiers détenteurs; — Attendu que le Code de procédure étant muet sur les actes de procédure qui doivent précéder cette dernière espèce de saisie, il faut les rechercher dans l'art. 2169, C. civ., qui les a réglées; que cet article se borne à prescrire, avant la saisie, un commandement au débiteur originaire et une sommation au tiers détenteur; qu'il ne dit point que si le créancier laisse écouler plus de trois mois entre le commandement et la saisie, il sera tenu de le réitérer; qu'il n'est pas permis au juge de créer une nullité qui n'est pas prononcée par la loi; — D'où il suit que la saisie faite par Quénisset, le 19 nov. 1853, est valable, d'autant plus que la sommation faite le 19 août 1853 à la dame Camus, avec copie du commandement du 11 juin précédent, a été également signifiée à Camus, ce qui l'a averti que Quénisset était dans l'intention de saisir sur la dame Camus les immeubles, si ni lui ni elle le désintéressait. Or, la saisie du 19 novembre a été faite dans les trois mois de cette sommation... »

POURVOI en cassation par la dame Camus, pour violation des art. 674, C. proc., et 2169, C. civ. — L'art. 674, C. proc., dit-on pour la demanderesse, établit une péremption de trois mois contre le commandement qui doit précéder la saisie immobilière; il porte que « si le créancier laisse écouler plus de trois mois entre le commandement et la saisie, il sera tenu de le réitérer dans les formes et avec les délais déjà prescrits. » Or, cet article est général; il ne comporte aucune exception; il s'applique donc au commandement fait au débiteur originaire, dans le cas de l'art. 2169, C. civ., c'est-à-dire, lorsque la saisie doit être faite sur un tiers détenteur, tout aussi bien que lorsque la saisie doit être faite contre le débiteur lui-même. Cependant l'arrêt attaqué a rejeté ce moyen de nullité, sous le prétexte que le titre de la saisie immobilière ne s'appliquait pas aux poursuites dirigées contre un tiers détenteur, et qu'il faut pour ce cas particulier se reporter aux art. 2166 et suivants du C. civ., etc. — Ainsi, dans ce système (la Cour en a fait d'ailleurs l'aveu), il y aurait une lacune dans la loi; car il est évident que les

dispositions du Code civil invoquées par elle, ne régleme pas une procédure d'expropriation, et sont exclusivement relatives aux droits personnels du tiers détenteur. — Il faudrait donc admettre qu'une exception a été établie à une loi générale, sans que cependant on ait pris la peine de déterminer en quoi consistait cette exception, et quel effet elle pourrait avoir; et l'on arriverait à cette conséquence monstrueuse, que la vente par expropriation forcée d'un immeuble ne serait assujettie à aucune formalité, lorsqu'elle serait poursuivie contre un tiers détenteur. Telle ne pourrait être la juste interprétation de l'article 2169, C. civ.; cet article décide que faute par le tiers détenteur, soit de satisfaire au paiement de l'obligation hypothécaire, soit de délaisser l'immeuble grevé, chaque créancier a droit de faire vendre sur lui l'immeuble hypothéqué, trente jours après commandement fait au débiteur originaire, et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage. Il faut donc, lorsque l'on veut procéder à la vente, se reporter à la loi générale qui régle les formes de l'expropriation; car cet article ne fait qu'autoriser le créancier à poursuivre l'expropriation contre le tiers détenteur; mais il ne dit ni dans quelle forme, ni dans quel délai la vente doit être faite; il ne régle rien à l'égard de la procédure. — Tout ce qu'il déclare, c'est que le créancier ne pourra pas exercer son droit de faire vendre avant l'expiration des trente jours qui doivent suivre le double commandement qu'il est tenu de faire à ses deux débiteurs. — Mais pour l'exercice même du droit, il faut bien se reporter à l'art. 674, C. proc., qui se coordonne parfaitement avec l'art. 2169, C. civ. — Si la poursuite est dirigée contre le débiteur direct, encore possesseur de l'immeuble, il faut un commandement, et la saisie doit être commencée, à peine de nullité, dans le 2^e ou le 3^e mois qui suivent; passé ce délai, la déchéance est acquise, il faut un nouveau commandement qui entraîne avec lui un sursis de trente jours. — Que si la poursuite est dirigée contre le tiers détenteur, le créancier se trouvant en présence de deux débiteurs, contre lesquels il a deux actions concurrentes (l'une personnelle, l'autre réelle), il est tenu de faire à ses deux débiteurs deux commandements, qui entraînent pour chacun d'eux un sursis de trente jours; mais il faut toujours que la saisie soit opérée, à peine de déchéance, dans le 2^e ou 3^e mois de la date du premier commandement; passé ce délai, il est nécessaire de procéder à de nouveaux commandements. — Il arrivera alors ce qu'il arrive dans toute expropriation d'un immeuble qui appartient à plusieurs copropriétaires obligés au même titre, ou à différents titres, au paiement de la dette : le créancier devra coordonner ses divers commandements de manière à se réunir dans les délais de l'art. 674. — Pourquoi, en effet, le tiers détenteur, qui a droit tout au moins à autant de faveur que le débiteur direct, devrait-il être traité plus rigoureusement? — Pourquoi ne pourrait-il pas des mêmes délais et ne pourrait-il pas excepter des mêmes déchéances? Loin de

lui enlever aucune des garanties accordées au débiteur direct, le Code civil, dans le titre qui s'occupe de l'effet des privilèges et hypothèques à son égard, semble avoir voulu, au contraire, l'environner d'une protection particulière. C'est ainsi que l'art. 2170 crée en sa faveur le privilège de discussion, etc. — En dernier résultat, l'effet de l'art. 674 est d'accorder au débiteur un délai de grâce pour se libérer; délai qui peut se prolonger jusqu'à ce que la saisie soit enfin terminée dans la période de temps qu'il détermine. Le législateur a supposé avec raison que le créancier qui n'agissait pas aussitôt après le commandement, renonçait à employer cette voie rigoureuse, et qu'il abandonnait l'effet de son commandement pour accorder une prorogation volontaire. — Pourquoi donc le tiers détenteur serait-il privé de ce bénéfice? Cela est d'autant moins admissible, que l'article 2167 déclare que le tiers détenteur, obligé en cette qualité au paiement de toutes les dettes hypothécaires, jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire.

Le conseiller rapporteur a présenté, sur ce moyen du pourvoi, les observations suivantes : « La demanderesse, a-t-il dit, s'appuie sur une base qui n'a peut-être pas la solidité qu'on lui suppose; elle prétend que le tiers détenteur est un débiteur personnel pour le créancier, et que par conséquent on doit observer, à son égard, les mêmes formalités que vis-à-vis le débiteur principal; elle l'assimile en tout à son coobligé. — Vous aurez à examiner, messeurs, si cette assimilation est exacte, si, en rien, le tiers détenteur peut être dans la même position qu'un débiteur? — L'un est un individu qui a eu des besoins; forcé de recourir à des emprunts, calculant sur des ressources, parfois incertaines, pour parvenir à se libérer, il a hypothéqué son patrimoine, un patrimoine qu'il occupe depuis longtemps, dont il ne se défera qu'à regret. L'échéance arrive, ses fonds ne sont pas prêts, la loi prend pitié de sa détresse, et veut qu'il ne soit dépouillé qu'après de longues et minutieuses formalités. — Le tiers détenteur, au contraire, est un individu qui vient d'acquiescer, qui n'acquiesce que parce qu'il a le moyen de payer; son argent doit être à sa disposition, et la loi ne veut à son égard qu'une simple sommation. — Que lui importe, à lui, le commandement fait au débiteur principal? Les délais accordés à ce débiteur n'ont pour but que de lui faciliter les moyens de se libérer, de lui en donner le temps, de ne pas le dépouiller de sa chose, tant qu'il lui reste quelque espoir de la conserver; mais si ce débiteur a apprécié lui-même sa position, s'il a senti qu'il ne lui restait d'autre moyen que de vendre, s'il a vendu, il n'a plus qu'un intérêt, c'est que ses créanciers soient promptement remboursés. — Comme le tiers détenteur pourrait-il, dès lors, au nom du débiteur, réclamer des délais opposés aux vrais intérêts de celui-ci?... »

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'art. 2169, C. civ., régle d'une manière spéciale les formalités à

suivre en cas d'expropriation du tiers détenteur; — Qu'il n'exige à son égard que la sommation, et détermine le délai d'un mois, après lequel l'immeuble peut être vendu; que, dès lors, les formalités prescrites par les art. 673 et 674. C. proc., applicables en général au cas d'expropriation poursuivie contre le débiteur principal, ne sauraient être invoquées pour le cas exceptionnel de l'expropriation du tiers détenteur; qu'en le jugeant ainsi, la Cour royale n'a ni violé les art. 673 et 674. C. proc., ni fait une fausse application de l'art. 2169, C. civ.; — Rejette, etc. »

Du 9 mars 1836. — Ch. req.

TESTAMENT. — LEGS UNIVERSEL. — HÉRITIERS. INTERPRÉTATION. — CASSATION.

Lorsque, après avoir institué un légataire de la totalité de son mobilier et un légataire universel, le testateur vient à vendre tous ses immeubles, en stipulant que partie déterminée du prix sera payable à ses héritiers, l'arrêt qui, en interprétant les termes et la corrélation de la disposition testamentaire et de l'acte d'aliénation, juge que ce prix, bien que mobilier, doit revenir au légataire universel comme suffisamment désigné par le mot héritier, contient seulement une appréciation d'acte et de volonté, et est, comme tel, à l'abri de la censure de la Cour de cassation.

Par testament public du 14 janv. 1831, la dame Marie-Louise Romieu, épouse Cros, a fait ses dispositions de dernière volonté. La testatrice commence par léguer à Jean Menard la jouissance entière, sa vie durant, de tous ses immeubles, à la charge de payer à Cros, son mari, interdit, une pension annuelle et viagère. Puis elle donne à divers, par portions égales et conjointement, son mobilier, y compris l'argent comptant, l'argenterie, les créances, le linge, et généralement tous ses effets, meubles meublants et effets mobiliers, à la charge aussi de remplir certaines conditions. Puis enfin, après ces divers legs, elle institue pour son légataire universel, l'hospice de la Charité de la ville de Toulon, et elle ajoute : « pour prendre possession de mes » immeubles dès l'instant mon décès, et jouissance seulement après le décès de Menard, » auquel j'en ai légué l'usufruit. » — En même temps elle charge l'hospice de doter tous les ans une jeune fille à la fête de la Sainte-Marie, et ce, à partir du jour de son décès, et elle lui impose l'obligation, au cas du prédécès de Menard, de continuer à servir à Cros la pension annuelle et viagère.

Le 31 déc. 1833, la dame Romieu décède sans laisser ni descendants ni ascendants.

Mais, dès le 21 déc. 1831, elle avait vendu à Legrand tous ses immeubles pour la somme de 55,000 fr., dont le paiement fut stipulé ainsi qu'il suit : 1,000 fr. furent donnés comptant; à l'égard des 54,000 fr. restants, l'acquéreur s'engagea 1° à remettre 10,000 fr. aux créanciers de la vendeuse; 2° à lui payer 10,000 fr. cinq ans après l'acte; 3° à compter à ses héritiers 10,000 fr. un an après son décès, et 10,000 fr. trois ans

après ce même décès; 4° à retenir par devers lui 5,000 fr. à fonds perdu pour payer à la dame Romieu une rente annuelle et viagère de 500 fr.

Au décès de la dame Romieu, des contestations s'élevèrent entre les légataires du mobilier et l'hospice, légataire universel, sur la question de savoir à qui devraient appartenir les 30,000 fr. restant dus par Legrand sur le prix de son acquisition. Devaient-ils se joindre à la masse du mobilier? Au contraire, en chargeant son acquéreur de payer telles sommes désignées à ses héritiers, la vendeuse n'avait-elle pas eu pour but de faire profiter de ces sommes l'hospice, auquel elle avait précédemment légué, comme compris dans l'universalité de ses biens, les immeubles dont, en réalité, elles n'étaient que la représentation?

Le 7 mars 1834, jugement du Tribunal civil de Toulon qui déboute l'hospice de ses prétentions et adjuge les 30,000 fr. aux légataires du mobilier.

Mais, le 25 janv. 1835, arrêt confirmatif de la Cour d'Aix, conçu en ces termes : — « Attendu qu'il est de principe que les clauses obscures et ambiguës des testaments doivent être interprétées d'après l'intention de leur auteur :

« Qu'il y a lieu d'interpréter le testament de la dame Romieu, épouse Cros, du 14 janv. 1831, par les circonstances et les énonciations qu'il renferme, rapprochées des stipulations de l'acte de vente par elle consenti le 21 déc. 1831, devant Priest, notaire à Toulon;

« Attendu que le testament de la femme Cros présente divers ordres d'héritiers et légataires dans le don qu'elle a fait de la propriété de ses immeubles à l'hospice de la Charité de Toulon, dans le don de son mobilier et créances à la famille Latil et l'usufruit de ses immeubles à Menard, ce qui, au premier abord, paraît avoir été modifié par l'acte de vente du 21 déc.;

« Mais, attendu que la testatrice ne s'est pas borné à faire d'abord un legs foncier de ses immeubles audit hospice de la Charité de Toulon; que, n'ayant aucun héritier à réserve, elle a établi ledit hospice son représentant, à qui elle a imposé des charges à remplir après son décès, en déclarant formellement l'instituer pour son légataire universel; d'où il suit qu'elle lui a transmis la saisine de sa succession, et l'a établi son véritable héritier;

« Attendu qu'on ne peut s'empêcher de reconnaître cette institution dominante à côté des autres legs énoncés par cette simple formule :

« Je donne et légue, » au sujet de son mobilier laissé aux Latil et de l'usufruit laissé à Menard, où l'on ne voit qu'un legs à titre universel et particulier, sous l'obligation de demander la délivrance au légataire universel, d'après l'article 1011, C. civ.;

« Attendu qu'en suite, par ledit acte de vente, la femme Cros a aliéné ses immeubles; mais qu'en modifiant l'émolument destiné à l'hospice de la Charité, elle n'a jamais révoqué l'institution d'héritier faite en sa faveur; qu'elle exprime au contraire sa volonté sur ce que la plus grande partie du restant du prix sera payée à ses héritiers, clause conforme à son testament, où, à

défaut desdits meubles, l'hospice, comme son héritier, doit recevoir le net produit en revenant ;

* Attendu qu'il y a corrélation entre la chose donnée et le restant du prix après aliénation, en conservant toujours le même titre à l'institué ; qu'ainsi, on est amené à reconnaître que la testatrice n'a pas voulu transporter aux légataires de son mobilier le prix représentant les immeubles auxquels ils étaient étrangers, mais bien le conserver en remplacement, et le déléguer à ses héritiers de prédilection désignés à ce sujet, ce qui se rapporte toujours aux pauvres de l'hospice de la Charité de Toulon ;

* Attendu que, sur le restant du prix des 30,000 fr., la femme Cros a stipulé que 10,000 fr. lui seraient payés dans le délai de cinq ans, 10,000 fr. à ses héritiers un an après son décès ; d'où il suit qu'il n'y a eu que les 20,000 fr. désignés aux héritiers qui puissent être attribués à l'hospice de Toulon, et que les 10,000 fr. qu'elle s'était réservés à elle-même durent accroître, comme caducs, au legs de son mobilier et de ses créances ;

* Attendu que, d'après l'intention de la testatrice, il est juste de conserver à Menard l'usufruit de 20,000 fr. dont l'hospice ne doit profiter qu'au décès de l'usufruitière, à la charge par celui-ci d'acquitter la pension viagère de 600 fr. stipulée en faveur de Cros et les intérêts dont elle était débitrice, d'après les termes du testament, à quoi l'hospice ne s'est jamais opposé, etc. »

POURVOI des Latil, pour 1^{re} violation des art. 1035 et 1038, C. civ. — Aux termes de l'art. 1038, disait-on à l'appui du pourvoi, l'aliénation, même faite avec faculté du rachat, ou par échange que fait le testateur de tout ou partie de la chose léguée, emporte révocation du legs de tout ce qui a été aliéné, encore que l'aliénation postérieure soit nulle et que l'objet soit rentré entre les mains du testateur. — Or, dans l'espèce, il y a eu aliénation des immeubles dont la nue propriété était léguée à l'hospice. Dès lors, le legs s'est trouvé révoqué en ce qui le concernait. Pour pouvoir prétendre, après cette aliénation, au bénéfice de la disposition primitive, il eût fallu que l'hospice rapportât un acte où la volonté du testateur à cet égard fût littéralement et positivement écrite, et qui eût force de testament nouveau ; ce que l'hospice ne saurait faire et n'a pas fait. En vain l'arrêt attaqué s'attache-t-il à torturer les termes de l'acte d'aliénation et du testament de 1851 pour en faire jaillir cette conséquence qu'il n'y a pas eu révocation nuisible à l'hospice. En vain dit-il encore que le prix dû par l'acquéreur n'est que la représentation des immeubles précédemment légués : résulte-t-il de là que l'aliénation de 1851 ne soit pas une aliénation, et qu'en pareille matière l'aliénation ne soit pas une révocation ? En refusant d'appliquer au fait de l'aliénation qu'il était forcé de reconnaître les conséquences que l'art. 1038 y attache, l'arrêt attaqué a violé les termes de cet article, et méconnu ceux de l'article 1035.

2^e Violation de l'art. 555, C. civ. — Les 30,000 fr. restés dus par l'acquéreur faisaient

évidemment partie du mobilier laissé par la testatrice à son décès. Or, les demandeurs en cassation étaient institués, par une disposition expresse, légataires du mobilier. Il est vrai que l'arrêt attaqué a semblé vouloir dépouiller ces 30,000 fr., en raison de leur origine, du caractère de mobilier que la loi leur attribue pour leur imprimer en quelque sorte celui de biens immeubles ; mais il n'a pu le faire sans se mettre en opposition formelle avec les dispositions du chap. 2, liv. 2, C. civ., et sans violer notamment l'art. 535.

3^e Excès de pouvoir, en ce que l'arrêt attaqué s'est livré à l'interprétation 1^{re} de la clause qui instituait les demandeurs en cassation légataires du mobilier en général, et 2^{de} de l'acte d'aliénation, lorsque la loi déterminait elle-même le sens, l'étendue et les effets qu'il était nécessaire d'attacher à cette clause et à cet acte.

ARRÊT.

* LA COUR, — Attendu que l'arrêt se réduit à l'interprétation du testament, à apprécier la corrélation qui peut exister entre les différentes clauses ; — Attendu qu'il juge qu'en appelant son héritier à recueillir le prix des immeubles vendus, la testatrice a suffisamment désigné le légataire universel institué par son testament ; — Attendu qu'en adoptant cette opinion, la Cour n'a jugé contre les dispositions d'aucune loi, et n'a fait qu'user du pouvoir qui lui appartient, et qui n'est soumis à aucune censure, d'interpréter les actes et de prononcer sur la question de volonté. — Rejete, etc. »

Du 9 mars 1856. — Ch. req.

JUGEMENT. — MOTIFS. — RESPONSABILITÉ. — EXPERTISE. — INTERLOCUTOIRE.

Un jugement portant condamnation en dommages-intérêts pour négligence doit être cassé lorsqu'il ne constate pas que la négligence a réellement existé, et ne prononce pas sur les faits articulés par la partie condamnée pour justifier de ses diligences. (C. civ., 1315, 1370 et 1383 ; C. proc., 128.)

La question de responsabilité pour dommages causés par des lapins dans une forêt n'est point préjugée par le jugement qui ordonne une expertise, à l'effet de constater si le dommage a été causé par tel fait de négligence que le jugement reconnaît seulement avoir pu être commis, sans dire qu'il l'a été réellement (1). (C. civ., 1350 et 1351.)

En 1832, Létang, Malepart, Maugars, Hamirault, Lesieur, Chateau, Toussaint, et les veuves Malepart et Bernard, propriétaires voisins des bois de Gasville, l'ont assigné devant le juge de paix de Bonneval, pour le faire condamner à 4,839 fr., pour réparation des dégâts causés à leurs récoltes par les lapins qui peuplent ces domaines.

De Gasville prétendit qu'il n'était pas responsable de ces dégâts, parce que les lapins sont des animaux sauvages qui n'ont pas de maître ; il

(1) P. Cass., 6 avril et 25 nov. 1831.

ajouta que, dans tous les cas, Létang et Maugars devaient être déclarés non recevables dans leur demande, parce que le premier possédait lui-même, à portée des propriétés endommagées, un bois infecté de lapins, et que le second avait eu constamment l'autorisation de chasser ses animaux chez lui, de Gasville; il demanda, au reste à prouver qu'il avait pris plusieurs mesures pour détruire les lapins dans leurs terriers, et que, par suite, aucun dommage n'était imputable à sa négligence.

Le 20 fév. 1832, jugement préparatoire, fondé sur l'art. 1385, C. civ., qui ordonna la visite des lieux et l'estimation par experts des dommages causés.

Appel par de Gasville. — Le tribunal de Châteaudun, par jugement du 7 avril suivant, après avoir écarté l'application de l'art. 1385, C. civ., confirma la décision du juge de paix, par les motifs suivants : — « Attendu, dans le fait de la cause, qu'il est articulé par les intimés que de graves dommages ont été causés à leurs récoltes; que les lapins du bois de l'appelant sont les auteurs de ce dommage; que les lapins existent en grand nombre dans ledit bois, où ils ont leurs terriers; que l'appelant a des gardes qui empêchent les propriétaires voisins de chasser dans les bois confiés à leur surveillance, et de détruire le gibier nuisible; que, dès lors, l'appelant peut avoir à se reprocher, en ne veillant pas à ce que les lapins ne se multipliasent pas en assez grande quantité, d'avoir par négligence occasionné le tort que les lapins peuvent causer aux propriétés voisines; qu'il peut donc exister de sa part, même avant l'avertissement des propriétaires voisins, la négligence prévue par l'art. 1385, qui le rend responsable du tort causé par les lapins de ses bois aux récoltes voisines;

« Que les propriétaires, qui se plaignent de dégâts considérables causés à leurs récoltes par les lapins des bois voisins, qui articulent que les lapins ont beaucoup de terriers dans lesdits bois, qu'ils y existent en grand nombre, et que leur multiplication se trouve protégée par la surveillance des gardes qui empêchent tout étranger de les détruire, sont donc fondés à réclamer la réparation du dommage causé à leurs récoltes par lesdits lapins, et que des visites soient faites pour constater que ce dommage a été occasionné par les lapins du bois de l'appelant et la valeur de ce dommage. »

Ces visites étant effectuées, le juge de paix condamna de Gasville à 958 fr. 10 c. de dommages-intérêts, par jugement du 25 juin 1832.

Nouvel appel devant le tribunal de Châteaudun. — De Gasville demanda encore à prouver que, par suite des moyens de destruction des lapins qu'il avait employés, aucun tort ne pouvait être reproché à sa négligence.

Le 21 juill., jugement qui le déclara irrecevable à faire cette preuve, en se fondant sur ce qu'il y avait chose jugée par les jugements des 20 fév. et 7 avril, sans déclarer, d'ailleurs, aucune négligence.

POURVOI de Gasville, pour 1^{re} fausse application de l'art. 1385, et violation des art. 1315 et 1370, C. civ., en ce que le jugement attaqué

a condamné le demandeur, en vertu du premier de ces articles, sans déclarer qu'il y eût négligence de sa part, et sans prononcer sur les faits qu'il articulait pour justifier de ses diligences; 2^e violation des art. 1315, 1370, 1385, et fausse application des art. 1330 et 1351, C. civ., en ce que les défendeurs étaient tenus de prouver la négligence sur laquelle ils fondaient leurs prétentions; que le jugement attaqué ne pouvait pas prononcer sans cette preuve; que la preuve contraire était un droit qu'un ne pouvait enlever au demandeur; et que le jugement du 7 avril n'avait pu avoir l'autorité de la chose jugée, parce qu'il n'était qu'interlocutoire.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur le premier moyen : — Attendu qu'il a été reconnu par le jugement du 7 avril 1832 que le demandeur en cassation ne peut être responsable du dommage éprouvé par les défendeurs, en vertu de l'art. 1385, C. civ.; que cette responsabilité ne peut être réclamée que pour cause de négligence, et en vertu de l'art. 1385, même Code; — Attendu que cette négligence n'a été déclarée ni par le jugement du 7 avril, ni par celui du 21 juill. 1832; que le premier, après avoir rappelé ce qui était allégué par les défendeurs, sans prononcer sur le mérite de ces allégations, s'est borné à déclarer que le demandeur pouvait avoir à se reprocher d'avoir occasionné le tort que les lapins avaient pu causer aux propriétés voisines, et que la négligence prévue par l'art. 1385 pouvait exister de sa part; mais qu'il n'a pas décidé que cette négligence existait réellement; que ce jugement n'a pas même adopté les motifs énoncés dans celui du 20 fév. précédent; qu'il a au contraire réformé celui qui avait été tiré de l'art. 1385; que le jugement définitif du 21 juill., sans prononcer sur les questions du fond, n'a statué que par l'autorité de la chose jugée; que ni l'un ni l'autre n'a apprécier les faits articulés par le demandeur, d'où il résulte qu'il est condamné pour cause de négligence sans qu'elle ait été prouvée ni jugée, et sans que les faits qu'il avait articulés pour justifier ses diligences aient été jugés, ce qui constitue la violation des art. 1315 et 1370, et la fausse application de l'art. 1385, C. civ.; — Sur le deuxième moyen : — Attendu que le jugement du 7 avril ayant ordonné des visites pour constater la cause et l'étendue du dommage qui pouvait avoir été occasionné aux récoltes des défendeurs, et n'ayant pas décidé que le préjudice avait été causé par la négligence du demandeur, le jugement définitif du 21 juill., qui a déclaré que, par le précédent, il était décliné que de Gasville n'était pas recevable à contester la responsabilité et à demander une enquête pour prouver qu'il avait chassé et fait chasser les lapins, et qui a refusé de prononcer sur ces questions, sur le motif qu'elles étaient irrévocablement décidées, a fait une fausse application des art. 1330 et 1351, C. civ.; — Sans avoir égard à la fin de non-recevoir proposée par les défendeurs, laquelle, par les motifs qui sont énoncés sur le deuxième moyen de cassation et qui s'appliquent à cette fin de non-recevoir, est rejetée. — Casse, etc. »

Du 9 mars 1836. — Ch. civ.

ENQUÊTE. — JUGE-COMMISSAIRE. — SURSIS. —
REFÈRE. — DÉLAI. — APPEL. — DÉCHÉANCE. —
NULLITÉ.

Le juge-commissaire chargé de procéder à une contre-enquête ne doit interrompre ses opérations et porter au tribunal, en état de référé, la connaissance des incidents qui peuvent être soulevés que lorsqu'ils ont pour objet une prorogation de délai. (C. proc., 280.) Dans tous les autres cas, et quel que soit l'incident, spécialement, s'il s'agit d'une déchéance du droit de faire contre-enquête, il doit donner suite à l'audition des témoins, sauf le droit pour la partie opposante de reproduire son exception lors du jugement sur le fond.

Mais la nullité tirée de ce que le juge aurait, contrairement à la loi, renvoyé au tribunal, en état de référé, la connaissance d'une demande en déchéance du droit de faire contre-enquête, ne peut être opposée pour la première fois devant la Cour de cassation.

Le délai de huitaine, fixé par l'art. 257, Code proc., pour commencer l'enquête ou la contre-enquête, n'est pas suspendu pendant la durée du délai d'appel (1).

De ce que le juge qui, à la suite d'un incident, voulait se démettre de ses fonctions de commissaire a continué, sur l'invitation de toutes les parties, à procéder à l'enquête, il n'en résulte pas que toutes les nullités commises dans l'enquête se soient trouvées couvertes, et notamment que la partie qui faisait l'enquête ait renoncé au droit d'opposer à sa partie adverse la déchéance du droit de faire contre-enquête (2).

Du moins, l'arrêt qui le décide ainsi, d'après l'interprétation des actes, échappe à la censure de la Cour de cassation.

La dame de Varenne meurt, laissant un testament par lequel elle institue Bonhomme son légataire universel.

Les héritiers naturels de cette dame demandent la nullité du testament pour cause de démentie.

Le 31 juill. 1829, jugement du tribunal de Puy qui les admet à faire la preuve des faits de démentie articulés, sauf à Bonhomme à faire la preuve contraire. — Ce jugement est signifié à

l'avoué de Bonhomme le 11 sept. 1829, et à Bonhomme lui-même le 18 du même mois.

Dès le 18, c'est-à-dire avant l'expiration de la huitaine accordée par l'art. 257, C. proc., le procès-verbal d'enquête est ouvert à la requête des héritiers de Varenne. Bonhomme, au contraire, ne fait aucune diligence pour commencer la contre-enquête dans le même délai de huitaine, et reste dans l'inaction la plus complète jusqu'au 28 oct., jour auquel il interjette appel du jugement du 31 juill.

Sur cet appel intervient un arrêt de la Cour de Riom du 24 mai 1830, qui autorise Bonhomme à faire, dans la contre-enquête, la preuve de certains faits, autant, y eût-il dit, qu'il conservera le droit d'y faire procéder, ce dont la Cour n'a pas à s'occuper dans ce moment.

Le 7 juin 1830, signification de cet arrêt à Bonhomme et à son avoué. — C'est alors seulement que ce dernier se met en mesure de faire procéder à l'ouverture du procès-verbal de la contre-enquête, et que, pour y parvenir dans le délai de huitaine, il présente requête au juge-commissaire à l'effet de faire citer les témoins. Le 11 juill. 1830, jour fixé pour l'enquête, les parties comparissent devant le juge-commissaire; mais Bonhomme proteste contre le procès-verbal d'ouverture en prétendant qu'il a été antipadé; que sa date réelle doit être fixée, non au 18, mais au 30 sept. 1829, et que, conséquemment, l'enquête n'a pas été commencée dans le délai légal, ce qui la frappe de nullité. A ce reproche, le juge-commissaire déclare vouloir s'abstenir; mais, sur l'invitation formelle des avoués de toutes les parties, il consent à continuer l'enquête.

L'enquête terminée, Bonhomme veut faire procéder à la contre-enquête. Mais alors les héritiers de Varenne s'y opposent en soutenant qu'il est déchu de ce droit, faute de n'avoir pas provoqué l'ouverture de la contre-enquête dans la huitaine de la signification du jugement qui l'avait admise.

Sur cet incident, le juge-commissaire suspend ses opérations et renvoie les parties à l'audience en état de référé. Bonhomme, sans incriminer en rien la mesure adoptée par le juge-commissaire,

(1) La question de savoir si l'appel du jugement qui ordonne l'enquête a un effet suspensif, n'a pas laissé que d'être vivement controversée, tant dans l'ancien que dans le nouveau droit. Elle a été généralement résolue pour l'affirmative sous l'empire du Code de procédure (F. Carré, t. 1, n° 991; Thomine-Desmazières, sur l'art. 257, n° 303 et 304; — Cass., 25 janv. 1839; Poitiers, 23 janv. 1818, et Rouen, 30 mai 1807.) — Mais la difficulté se complique lorsqu'il s'agit de savoir si la possibilité d'appel suspend le cours du délai accordé pour commencer l'enquête et la contre-enquête. Ici, la solution est négative, et la question avait déjà été résolue en ce sens par la Cour de cassation, dans un arrêt du 25 janv. 1830. (F. aussi Cass., 25 janv. 1820; Agen, 30 juill. 1824; Aix, 6 déc. 1837.) Thomas fait remarquer avec raison qu'il n'en faut pas conclure que l'appel ne soit pas suspensif, lorsqu'il est interjeté; mais il va plus loin, et il ajoute, qu'alors même qu'il n'y aurait pas eu appel inter-

jeté, le délai pour commencer l'enquête serait également suspendu, malgré la signification du jugement, pendant les huit jours durant lesquels il n'est pas permis d'interjeter appel ni d'exécuter les jugements non exécutoires par provision. (C. proc., 449 et 450.) Cette remarque est importante et nous paraît pleinement fondée en droit, bien que la doctrine contraire ait été consacrée dans un arrêt de la Cour de Bourges du 5 mars 1831.

Il a été décidé aussi par un arrêt de la Cour de Paris du 25 mars 1810 que eût Carré, n° 1005), que pour conserver le droit de faire la contre-enquête, il faut que l'appel soit formé dans le délai fixé par la loi pour la confection des enquêtes. — Cette dernière remarque et la précédente trouvent leur application dans l'espèce pour repousser deux points principaux du système soutenu par le demandeur en cassation. Dav.

(2) F. Carré Chauveau, n° 1029.

saire, soutient : 1° que le délai pour commencer sa contre-enquête a été suspendu pendant le délai qui lui était accordé pour appeler du jugement de preuve, et que ce délai n'a pu commencer à courir qu'à partir de la signification de l'arrêt confirmatif; 2° que, dans tous les cas, l'exception de déchéance est inapplicable, parce que, prenant sa source dans un fait antérieur à l'incident relatif à l'antidate préliminaire, elle a été couverte par le consentement donné par toutes les parties à ce que, malgré les irrégularités commises, il fût procédé à l'enquête.

Le 17 juill. 1850, jugement du tribunal du Puy qui statue en ces termes : — « Considérant que, suivant les art. 250 et 257, C. proc., l'enquête et la contre-enquête doivent être commencées dans la huitaine de la signification à avoué du jugement de preuve, lorsque ce jugement a été rendu contradictoirement, et ce à peine de nullité; que l'arrêt de la Cour de cassation du 25 janv. 1830 a jugé que ni l'intention d'appeler ni l'appel envers le jugement qui a ordonné la preuve ne dispensent de l'obligation de commencer les enquêtes respectives dans ledit délai de huitaine;

» Considérant que le jugement contradictoirement rendu le 31 juill. 1829 a été signifié à l'avoué de Bonhomme le 11 septembre, et à Bonhomme lui-même le 18 du même mois; que Bonhomme n'a fait aucun acte pour se dispenser à sa contre-enquête jusqu'au 28 oct. qu'il s'est rendu appelant du jugement de preuve; que, par conséquent, Bonhomme n'était plus recevable à faire la contraire enquête, lorsque, par l'arrêt de la Cour royale du 31 mai 1830, le jugement de preuve a été confirmé;

» Considérant que, par cet arrêt, Bonhomme n'a pas été relevé de la déchéance par lui encourue; en effet, cet arrêt réserve bien à Bonhomme de prouver, par enquête contraire, certains faits développés qui ne faisaient que rentrer dans ceux interloqués; mais cet arrêt subordonne la contraire enquête au droit qui, pour Bonhomme, se serait conservé à y procéder;

» Considérant que, dans la partie préliminaire du procès-verbal pour l'enquête principale, il est bien constaté que le commissaire, se faisant difficulté de rester commissaire aux enquêtes respectives, a accédé aux invitations des parties, et a consenti de continuer les opérations des enquêtes; mais que, de la relation de ces circonstances, il ne résulte pas que Bonhomme ait obtenu de la partie adverse une renonciation au droit de lui opposer la déchéance de la faculté de faire une enquête contraire.

Appel. — Le 28 mai 1851, arrêt de la Cour de Riom qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

POURVOI par Bonhomme. — 1° Ce moyen ne présente aucun intérêt; 2° excès de pouvoir; violation des art. 252, 283, 284, 287 et 291, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a prononcé par voie de requête sur la déchéance opposée, au lieu d'ordonner qu'il fût passé outre provisionnellement à la contre-enquête, sauf à statuer sur cette question de déchéance lors du jugement

du fond; 3° violation des art. 443, 449 et 457, C. proc., et fautive application de l'art. 257, même Code, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré Bonhomme déchu du droit de faire sa contre-enquête, faute par lui de l'avoir commencée dans la huitaine de la signification du jugement qui avait admis la preuve, bien que ce jugement fût susceptible d'appel; 4° violation des art. 256 et 257, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué n'a pas prononcé la nullité de l'enquête, bien qu'elle eût été commencée après les délais prescrits; 5° violation des art. 1336, 1134, C. civ., et 176, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué a décidé que le contrat judiciaire formé entre les parties, lors de l'incident sur l'antidate, n'emportait pas renonciation pour les parties au droit d'invoquer tous moyens de forclusion ou de nullité pour faits ou omissions antérieurs à ce contrat.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu, sur le premier moyen, que l'expédition authentique de l'arrêt attaqué porte, en termes exprès, qu'il « a été » rendu à l'audience publique de la deuxième « chambre de la Cour royale, le samedi 28 mai » 1831, » et qu'ainsi la date et la publicité de l'arrêt sont constatées; — Attendu, sur le deuxième moyen, 1° que l'art. 280, C. proc., en autorisant, dans un cas unique, le juge-commissaire à interrompre le cours de ses opérations et à porter au tribunal, par voie de référé, la demande que l'une des parties peut faire d'une prorogation de délai, indique par cela même que l'intention de la loi a été que le juge-commissaire procédât avec continuité à l'audition des témoins respectifs, sans interrompre, par des référés suivis de jugements sujets à appel, cette continuité d'ailleurs indispensable pour obvier soit au dépérissement des preuves, soit à la subordination des témoins; 2° que la demande en forclusion et déchéance du droit de faire contre-enquête, c'est-à-dire du droit naturel de la défense, est trop grave pour être jugée sur un simple référé porté à l'audience, et sans l'observation des formes et délais prescrits en général pour l'instruction et le jugement des affaires civiles; — Mais attendu que les conclusions prises par Bonhomme, dans les deux degrés de juridiction, ne consistent pas qu'il ait présenté ni au tribunal du Puy, ni à la Cour de Riom, les griefs sur lesquels se fonde le moyen proposé, ce qui le rend non recevable en l'état; — Attendu, sur le troisième moyen, que la disposition de l'art. 257, C. proc., est précise et générale; qu'elle n'établit pas de distinction entre les jugements acquiescés par les parties et ceux que l'une ou l'autre d'elles peut avoir l'intention d'attaquer par appel, et que le juge ne peut distinguer où la loi ne distingue pas; — Que la généralité de la disposition contenue dans cet article est encore confirmée par l'exception unique formellement prononcée dans le deuxième paragraphe pour le jugement susceptible d'opposition; — Que, si le législateur eût entendu suspendre l'enquête pendant le délai de l'appel comme il le faisait pendant le délai de l'opposition, la simple addition des

mots ou d'appel suffisait pour étendre l'exception à ce cas; que, puisqu'il ne l'a pas fait, on doit conclure de son silence qu'il n'a pas voulu accorder aux délais prolongés de l'appel la faveur qu'il accordait aux délais abrégés de l'apposition; que, d'ailleurs, les délais de l'appel n'ont rien de commun avec ceux de l'enquête, dont l'abréviation n'a pas été établie sans des motifs graves; — Attendu, sur le quatrième moyen, que ni les conclusions de Bonhomme, insérées dans l'arrêt attaqué, ni les questions posées dans le point de droit de cet arrêt, n'énoncent que, devant la Cour royale, le demandeur en cassation se soit prévalu de l'antidate qu'il alléguait pour en inférer la nullité de l'enquête de ses adversaires; d'où il suit que ce moyen est non recevable devant la Cour; — Attendu, sur le cinquième moyen, qu'en appréciant les conséquences de divers faits, et des consentements prêtés par les parties sur le procès-verbal du juge-commissaire, la Cour royale n'a fait qu'interpréter des faits et des actes soumis à son appréciation souveraine, donnant défaut contre le défendeur; — Rejette, etc. »

Du 9 mars 1856. — Ch. civ.

VENTE. — RÉSOLUTION. — HYPOTHÈQUE.

La résolution amiable et non frauduleuse de la vente, à raison du non-paiement du prix, produit les mêmes effets que la résolution prononcée en justice, et fait, par conséquent, évanouir les charges et hypothèques créées par l'acquéreur sur l'immeuble (1). (C. civ., 1184, 1654 et suiv.)

Vente par la dame Dejean, suivant acte authentique du 22 sept. 1828, de divers immeubles à Desroches, moyennant un prix payable en trois termes, fin 1830, 1831 et 1832.

Aucun paiement n'ayant été effectué par l'acquéreur aux époques déterminées, la dame Dejean l'assigna en résolution de la vente devant le tribunal de l'île Bourbon. Mais, pour éviter des frais inutiles, Desroches offrit de résilier le contrat à l'amiable. Cette proposition ayant

été acceptée, les parties dressèrent, le 17 avril 1832, un acte de résolution qui fut déposé chez un notaire.

Ces formalités accomplies, la dame Dejean se mit en mesure d'obtenir la radiation des inscriptions consenties sur les immeubles par Desroches, pendant sa détention.

Un des créanciers hypothécaires, Roussan, résista par le motif que son hypothèque n'avait pu être détruite par une résolution amiable.

Jugement du 24 nov. 1832; ainsi conçu : — « En droit, il s'agit de savoir si la résolution amiable, de même que la résolution judiciaire, opère l'extinction des charges et hypothèques créées par l'acheteur, lorsque cette résolution est la conséquence d'une cause nécessaire et coexistante avec le contrat;

« Attendu que si, au lieu de la simple sommation voulue par l'art. 1656, C. civ., pour que la résolution de vente s'opère dans le cas où le pacte commissaire a été stipulé, les art. 1184 et 1654 veulent que la résolution soit demandée en justice lorsque la résolution n'est que sous-entendue, aucun texte n'exige cependant nécessairement que cette résolution soit prononcée par les tribunaux; qu'à cet égard, l'art. 1653 semble offrir une règle pour les tribunaux appelés à rendre, s'il était requis, jugement, plutôt qu'imposer aux parties l'obligation inévitable d'agir judiciairement;

« Attendu qu'il faudrait cependant un texte bien positif et qui ne laissât aucun doute pour imposer à des parties, dont l'une reconnaît la nécessité de subir la demande formée contre elle, et dont l'autre est sollicitée et peut être requise d'accepter une adhésion formée à sa demande, l'obligation de suivre une action judiciaire jusqu'à la fin, et d'en souffrir les frais;

« Attendu que l'on ne peut tirer argument des lois de l'enregistrement et des décisions rendues en cette matière fiscale, où la fraude se présume, tandis qu'en matière ordinaire elle doit être prouvée;

« Attendu que la loi ne peut avoir voulu que

(1) F. conf. anal. Cass., 30 août 1837 et 12 mars 1839. — Voy. aussi, en ce sens, Troplong, *De la vente*, t. 2, n° 691. — V. contra Duranton, t. 16, n° 387, et Rolland de Villargues, *Répert. du not.*, v° *Résolution*, nos 6 et 7. — Troplong, combattant (*loc. cit.*) l'avis de Duranton qui, sous prétexte que la propriété est transférée par le seul consentement et que, dès lors, même avant toute tradition et tout paiement quelconque du prix, l'acheteur a été propriétaire, veut voir dans le déistement des parties une nouvelle vente, s'exprimant en ces termes : « L'opinion de Duranton ne devrait être prise en considération que lorsque les parties dissolvent le contrat *ex causa voluntaria*; comme il n'y a alors aucune difficulté qui serve de cause à la dissolution et qu'elle n'a été amorcée que par le pur renouveau des parties, elle ne peut avoir d'effet rétroactif à l'égard des tiers. » (V. *Comment. sur les hypoth.*, n° 466.) Mais, convenons-en, cette limitation, bonne dans la théorie, n'est-elle pas illusoire dans la pratique? Les contractants manqueraient-ils de prétextes pour colorer des difficultés et figurer une transaction? Comment les tiers pourraient-ils prouver que la résolution s'est opérée *ex causa vo-*

luntaria? — Toulhier (l. 7, n° 551), prévoyant le cas où la résolution a lieu par le *consentement mutuel* des parties, dit qu'elle ne porte pas préjudice aux tiers, parce que c'est moins une résolution proprement dite qu'une commission nouvelle opérant rétrocession, et comme il oppose cette résolution par *consentement mutuel* à celle qui a lieu *en justice* (cas auquel la résolution produit, dit-il le même effet que la récession), on peut en induire qu'il a voulu frapper de la même impuissance, quant aux tiers, même la résolution conventionnelle pour cause d'inexécution des conditions, ce qui serait contraire à notre arrêt et à l'opinion de Troplong. Toutefois, il faut remarquer que l'auteur se décide par cette considération que la résolution par *consentement mutuel* n'a pas de *cause nécessaire*. Ce qui laisserait à penser qu'il n'a pas eu en vue le cas qui nous occupe; car serait-il bien juste de dire que celui qui, au lieu de laisser produire en justice une résolution devenue inévitable par défaut de paiement du prix ou d'inexécution de toute autre condition, se soumet d'avance pour éviter un procès et des frais, consent une résolution *sans cause nécessaire*?

garantir les tiers contre les rétrocessions qui, étant faites de plein gré et sans nécessité, ne sont que de véritables ventes; mais que, quand la résolution est le résultat d'une cause nécessaire et inhérente au contrat, les tiers ne peuvent se plaindre de l'exercice et de la reconnaissance d'un droit auquel celui qu'ils avaient était subordonné;

* Attendu que l'assignation en résolution donnée à Desroches établit qu'il n'a consenti la résolution que forcement: que l'état notoire de ces affaires justifie qu'il était dans l'impossibilité de payer le prix de vente qui lui était réclamé; et que l'on ne saurait admettre qu'il y ait eu entre la dame Dejean et lui poursuites convenues et simulacres d'instance pour arriver, non à une résolution nécessaire et forcée, mais à une rétrocession ou vente amiable;

* Attendu que la résolution reconnue valable, les hypothèques consacrées par le détenteur intermédiaire s'évanouissent;

* Le tribunal ordonne que l'inscription prise par Roussan sera rayée, etc. »

Appel. — Arrêt confirmatif de la Cour de l'île Bourbon, adoptant les motifs des premiers juges.

POURVOI en cassation par Roussan, pour violation de l'art. 2114, C. civ., et fausse application de l'art. 1184, même Code.

ARRÊT.

* LA COUR, — Attendu, en droit, 1° qu'aux termes des art. 1650 et 1654, C. civ., le non-paiement du prix donne lieu à la résolution de la vente; que, la loi déterminant ainsi la conséquence de ce fait pour le cas même où le contrat ne l'aurait pas déduite et précisée, il s'ensuit que la résolution amiable et non frauduleuse de la vente, à raison du non-paiement du prix et de l'impossibilité d'effectuer ce paiement, procède d'une cause nécessaire et forcée, et fait rentrer le vendeur dans sa propriété, non à titre volontaire et de revente, mais au même titre et avec les mêmes effets que la résolution qui serait prononcée en justice à raison du même fait; — 2° Qu'il résulte bien de l'art. 1184, C. civ., relatif aux contrats synallagmatiques en général, et des art. 1655 et 1656, même Code, relatifs à la vente d'immeubles en particulier, qu'il faut recourir à l'autorité du juge quand la résolution demandée par le vendeur est contestée par l'acheteur, mais nullement qu'il en soit de même quand l'acheteur lui-même reconnaît n'avoir pas payé le prix et être dans l'impossibilité absolue de le payer; — Qu'alors, en effet, et en l'absence de tout litige, l'intervention du juge, inutile et frustratoire quant au vendeur et à l'acheteur, n'a été ni dû être prescrite dans l'intérêt allégué des créanciers de l'acheteur, puisque, relativement au vendeur non payé, ces créanciers ne sont que des ayants cause de l'acheteur, représentés par lui, et dont même les droits inconnus ou subordonnés ne peuvent, en aucun cas, prévaloir sur le droit du vendeur; et puisque, relativement à l'acheteur lui-même, ces créanciers doivent s'imputer de n'avoir pas vérifié, par les quit-

ances, si le prix avait été payé; — Et 3° que les dispositions légales relatives à la perception des droits d'enregistrement sur les résolutions de ventes d'immeubles ne constituent que des exceptions qui doivent être restreintes à cette matière spéciale; — Attendu, en fait, qu'il résulte de l'arrêt attaqué 1° que Desroches n'avait payé, aux termes stipulés, aucune partie du prix de la vente faite à son profit le 22 sept. 1828 par la veuve Dejean; 2° que l'état notoire des affaires dudit Desroches justifie qu'il était dans l'impossibilité de payer ledit prix; 3° que la demande judiciaire en résolution de la vente du 22 sept. 1828, formée par la veuve Dejean, n'était pas le résultat d'un concert frauduleux, mais était sérieuse et avait pour objet d'arriver à une résolution forcée; et 4° que ce n'est que forcement et pour éviter des frais inutiles que, par l'acte de résolution amiable du 17 avril 1832, Desroches a consenti à cette demande, à laquelle il n'avait aucun moyen de résister; — Qu'en ordonnant, dans ces circonstances, que les inscriptions hypothécaires prises par Roussan contre Desroches, en vertu de deux jugements de condamnation par corps rendus par le tribunal de première instance de l'île Bourbon, jugeant commercialement, seraient rayées, en tant qu'elles portaient sur les biens dont la vente était résolue, l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé l'art. 2114, C. civ., ni faussement appliqué l'article 1184, même Code, n'a fait que se conformer aux principes. — Rejette, etc. »

Du 10 mars 1836. — Ch. req.

COUR D'ASSISES. — PRÉSIDENT. — TÉMOINS. — AUDITION.

Le président de la Cour d'assises ne peut, sans excès de pouvoir, entendre avant l'ouverture des débats des témoins déjà entendus dans l'instruction (1). (C. crim., 303.)

Dehors, accusé d'incendie, avait été renvoyé devant la Cour d'assises de la Seine-Inférieure. Avant l'ouverture des débats, le président des assises entendit divers témoins qui avaient déjà été entendus dans l'instruction écrite. — Cette audition a été signalée devant la Cour de cassation comme contenant un excès de pouvoir, et une violation de l'art. 303, C. crim., de nature à entraîner la cassation de l'arrêt qui, par suite des débats, prononça contre Dehors la peine des travaux forcés à perpétuité.

ARRÊT.

* LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation des art. 257 et 303, C. crim. : — Attendu que le président des assises, autorisé par les art. 301 et 303 combinés du Code crim., à continuer l'instruction jusqu'aux débats exclusivement, n'a que le droit, aux termes de l'art. 303 précité, dont les énonciations sont restrictives, d'entendre les témoins non encore entendus

(1) *P. Cass.*, 22 avril 1836, et la note. — *P.* aussi le réquisitoire du procureur général Dupin en tête de ce dernier arrêt.

• Attendu que le Code civil porte, art. 457, que « les biens des mineurs ne peuvent être aliénés sans qu'il y ait une autorisation préalable du conseil de famille, autorisation qui, dans l'espèce, n'a pas eu lieu » ;

• Attendu que, dès lors, il y a nullité de cette vente relativement aux mineurs, et que les mineurs peuvent arguer de cette nullité ;

• Attendu, l'autre part, que les faits qui ont précédé cette vente et toute la conduite de l'acquéreur prouvent que la vente de ce bien a été infectée de dol, et n'avait lieu que pour en devenir entre ses mains un nouveau moyen ;

• Attendu que, dès lors, cette vente doit être déclarée nulle, et qu'il y a lieu d'accorder aux mineurs Dufaure des dommages-intérêts pour le tort qu'ils ont éprouvé, soit pour la non-jouissance, soit pour la vente du cheptel, eu égard toutefois aux réparations et améliorations que Lasalle a pu faire dans le domaine de Tourdonnet ;

• Relativement à la demande en garantie formée en appel contre Bonafy, comme curateur des mineurs Dufaure :

• Attendu que, devant le tribunal d'où vient appel, Bonafy n'était point en cause personnellement, mais qu'il n'y a figuré que comme curateur des mineurs ; qu'il s'en suit que l'action en garantie intentée contre lui pour la première fois devant la Cour n'est pas recevable ;

• Relativement à la garantie prétendue contre la dame Dufaure, et demandée contre ses fils, comme étant ses héritiers :

• Attendu que de l'acte d'appel de Lasalle résulte la conséquence que la mère des Dufaure n'était intervenue dans la vente du bien de Tourdonnet qu'à cause de l'intérêt personnel qu'elle y avait, et non comme garante, et qu'au surplus toutes les circonstances de la cause démontrent également cette particularité ;

• Relativement au jugement rendu par le tribunal de Saint-Yrieix :

• Attendu que la vente qui avait été faite à Lasalle étant annulée pour cause de dol, il n'y avait pas lieu d'admettre la demande en preuve formée par ledit Lasalle ;

• Attendu que l'annulation de l'acte de vente consenti à Lasalle n'a occasionné aucun dommage à ce dernier. »

Lasalle s'est pourvu en cassation contre cet arrêt, pour 1^o excès de pouvoir et violation des art. 1116 et 1117, C. civ., en ce que le tribunal de Limoges n'ayant pas fondé son jugement du 27 avril 1829, sur ce que la vente était entachée de dol, et aucun appel incident à cet égard n'ayant été formé, la Cour de Limoges ne pouvait pas s'appuyer sur ce dol pour motiver sa décision ; que, dans tous les cas, il ne suffit pas d'alléguer la fraude pour annuler une convention ; qu'elle doit être prouvée, et que cependant l'arrêt attaqué ne mentionne pas les faits d'où résulterait cette preuve ; 2^o violation des art. 7, L. 20 avril 1810, 1311 et 1347, C. civ., en ce que l'arrêt dénonce n'a pas suffisamment motivé sa décision en rejetant la preuve qu'avait offerte le demandeur de justifier la validité de la vente par un acte de ratification consenti par Dufaure,

devenu majeur, et la preuve encore que la dame Dufaure était garante de cette vente, quoiqu'il existât un commencement de preuve par écrit dans l'acte passé par M^r Delignac ; 3^o fausse application de la loi du 1^{er} mai 1790, sur la nécessité des deux degrés de juridiction, et violation de l'art. 181, C. civ., en ce que l'action en nullité ayant été provoquée par Bonafy curateur, en première instance, l'action du demandeur en garantie devant la Cour royale n'était que la défense à l'action principale ; que c'était le cas d'appliquer la maxime : *Ubi te inveniō, ibi te judico* ; que, dans tous les cas, l'art. 181 précité était formel, et que, d'après cet article, l'appelé en garantie devait suivre le juge saisi de la demande originaire ; 4^o déni de justice et violation de l'art. 859, C. proc., en ce que la Cour de Limoges ne pouvait pas s'empêcher de condamner M^r Delignac à débourser l'expédition de l'acte de vente qu'il avait retenu dans son étude ; que cette expédition était d'autant plus nécessaire au demandeur qu'il devait prouver la clause de garantie personnelle souscrite par la dame Dufaure et Bonafy, et la bonne foi réciproque de toutes les parties qui avaient concouru à l'acte, et que la loi ne dit nulle part que le notaire pourra se dispenser de fournir l'expédition d'un acte dont la nullité est encore en question ; 5^o enfin violation des art. 7, Loi 20 avril 1810, et 1154, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué, après avoir reconnu qu'il était dû des restitutions au demandeur pour les améliorations par lui faites au bien de Tourdonnet, ne les avait ni ordonnées ni évaluées, et que ce chef de décision manquait ainsi de motif.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu, sur le premier moyen, que l'arrêt attaqué a jugé, en point de fait, qu'il y avait dol et fraude dans l'acte de vente ; qu'il en a donné des motifs suffisants et facilement appréciables, en indiquant les faits qui avaient précédé l'acte, et la conduite de l'acquéreur, puisque ces faits et cette conduite étaient longuement et clairement énumérés dans l'arrêt rendu par la Cour elle-même, en police correctionnelle, arrêt qui était produit par les défendeurs, et dont ils reprenaient ainsi les mêmes faits, comme la principale preuve au soutien de leur demande, laquelle était, d'après la requête introductive d'instance, fondée sur des promesses fallacieuses et sur un crédit qui n'avait rien de réel ; — Attendu que les défendeurs, qui avaient articulé deux moyens de nullité de la vente, et obtenu cette nullité des premiers juges par l'un de ces moyens, sans qu'ils se fussent expliqués sur l'autre, ne devaient pas faire appel incident d'un jugement qui leur avait adjugé leur demande ; qu'ils y auraient même été non recevables ; — Attendu, sur le deuxième moyen, que par l'arrêt la vente était déclarée nulle pour cause de dol, et qu'ainsi la garantie, même si elle eût existé originairement, tombait avec l'action principale ; — Attendu, au surplus, que l'arrêt a jugé en point de fait qu'il était prouvé par l'acte d'appel et par toutes les circonstances de la cause que la dame Du-

faure, la mère, n'était point garante de la vente, et n'avait paru qu'à raison de son intérêt personnel; — Attendu, sur le troisième moyen, comme sur le précédent, que la garantie de Bonafy, si elle eût existé, aurait cessé de même avec l'acte principal, annulé pour cause de dol; — Attendu, au surplus, que Bonafy, curateur des mineurs, n'avait été partie qu'en cette qualité dans le cours du procès en première instance, et nullement comme garant de la vente; que l'arrêt, en jugeant qu'il n'avait pas été partie en son nom, en première instance, et qu'on ne pouvait l'attaquer personnellement en appel, n'a fait qu'une juste application du principe qui prescrit les deux degrés de juridiction; — Attendu, sur le quatrième moyen, que l'arrêt ayant prononcé la nullité de la vente par des motifs étrangers à la rédaction même de l'acte et à sa forme, mais par des faits prouvés par l'arrêt même de police correctionnelle; que, dans cette situation, l'acte étant d'ailleurs reconnu n'avoir jamais été complet, l'arrêt a pu déclarer non recevable une action en délivrance d'expédition d'un acte frauduleux et annulé pour des faits qui avaient précédé la vente, et pour toute la conduite de l'acquéreur, également antérieure à l'acte; — Attendu, sur le cinquième moyen, que l'arrêt a alloué au demandeur les dommages-intérêts pour les réparations ou améliorations qu'il avait pu faire à l'immeuble, dommages ou indemnités estimés par la Cour royale à 1,000 francs, et compensés avec la moitié des 2,000 fr. accordés sur un autre objet aux défendeurs; — Attendu que ce chef de l'arrêt contenait à la fois la disposition et son motif, et n'a violé ni l'article 1634, C. civ., ni l'art. 7, L. 1810; qu'ainsi, sous ce rapport, l'arrêt n'a violé aucun des articles invoqués par le demandeur. — Rejeté, etc. »

Du 15 mars 1856. — Ch. civ.

JUGEMENT. — EXÉCUTION. — CONSIGNATION. — CRÉANCIERS. — OPTION. — CHOSE JUGÉE.

Lorsqu'un jugement en premier ressort a donné à un acquéreur le droit de déposer son prix à la caisse des consignations, pour le cas où, dans un délai fixé, les créanciers n'auraient pas opté entre ce dépôt et le transfert de leurs hypothèques sur un immeuble désigné, ce jugement acquiert autorité de la chose jugée, et force de chose exécutée, par la consignation faite, à défaut d'option, en présence et du consentement des créanciers, alors même que dans l'acte de dépôt il y aurait eu réserve de la part de ces derniers contre l'un d'eux, qui avait refusé l'hypothèque offerte (1). (C. civ., 1350.)

Ces réserves n'ont pu avoir pour effet de conserver aux créanciers le droit d'appel contre le débiteur de ce jugement qu'ils exécutaient. (C. proc., 433.)

M^e Lacoste s'est rendu adjudicataire sur saisie immobilière de plusieurs actions de la banque

de France moyennant la somme de 76,000 fr. Ces actions, immobilisées par Ducayla, étaient hypothéquées à la sûreté 1^{re} de divers avantages stipulés par contrat de mariage au profit de la dame Ducayla, 2^e de plusieurs autres créanciers.

Autorisé par jugement confirmé sur appel à rendre à ces actions leur caractère de chose mobilière, M^e Lacoste voulut les décharger des hypothèques qui les grèvaient, et, pour y parvenir, il offrit aux créanciers ou de se libérer en consignation son prix à la caisse des consignations, à la charge des inscriptions hypothécaires ou de transférer les hypothèques sur une maison qui lui appartenait. — Refus de la dame Ducayla.

Du 18 janv. 1853, jugement qui admet M^e Lacoste à se libérer par voie de consignation de son prix d'adjudication; lui donne acte de ce qu'il offre soit de faire cette consignation, soit de la conserver en donnant une hypothèque spéciale aux ayants droits, sur sa maison située à Paris....; ordonne que, dans un délai déterminé, les créanciers inscrits seront tenus d'opter; sinon, et faute par eux de ce faire dans ledit délai, autorise dès à présent Lacoste à verser à la caisse des consignations, aux risques et périls de qui il appartiendra, le montant de son prix d'adjudication, en principal et intérêts, quoi faisant, il sera quitte et déchargé, etc.

Les créanciers n'ayant pas opté dans le délai déterminé, M^e Lacoste se met en mesure de se libérer, et veut déposer le montant de son prix à la caisse des consignations. Les créanciers consentent au dépôt.

Mais dans le procès-verbal, Viard et autres créanciers déclarent ne pas considérer le dépôt comme définitivement libératoire, mais seulement comme un moyen d'obtenir la radiation provisoire des inscriptions, en ce qu'elles pèsent sur les actions de la banque, et faire, en conséquence, et en attendant la décision définitive du procès, toutes réserves de répéter contre la dame Ducayla le montant des intérêts dont le dépôt aura occasionné la perte. Plus tard, ces mêmes créanciers demandent l'autorisation de placer le prix d'adjudication, et faisant la moitié du dépôt, sur un immeuble de valeur suffisante.

Le 26 juill. 1854, jugement qui déclare les Viard et autres non recevables dans leurs demandes et conclusions, par les motifs suivants: — « Attendu que le jugement du 18 janv. 1853 donnait aux créanciers inscrits sur l'objet acquis par M^e Lacoste le droit d'opter entre le versement de son prix à la caisse des dépôts et consignations, et le transfert de leurs inscriptions sur une maison située à Paris, qu'il offrait d'hypothéquer à la sûreté de ce prix;

» Attendu que, la dame Ducayla s'étant refusée à l'acceptation de cette hypothèque, M^e Lacoste, après l'expiration des délais fixés

(1) Jugé, sous l'empire de l'ord. de 1667, que lorsqu'un jugement a autorisé une consignation et que, cette consignation opérée, son exécution donne lieu à des difficultés qui sont terminées par un second

jugement en dernier ressort, une Cour saisie de l'appel du premier jugement ne peut, sans violer la chose jugée, annuler cette consignation quant à son exécution. — *V. Cass.*, 30 flor. an 10.

par le jugement, a fait la consignation prescrite ;
 « Attendu que, par cette consignation, le jugement dont il s'agit a été exécuté ; que, s'il est vrai que les parties d'Adam ont fait des réserves contre la dame Ducayla, à cause de son refus d'accepter l'hypothèque offerte, il n'en est pas moins évident que ces réserves ne pouvaient proroger l'instance : qu'en effet, le tribunal avait été saisi de la question de savoir si Lacoste devait être admis à conserver son prix, en donnant une hypothèque, ou s'il devait le consacrer, aux termes du cahier des charges ; que, le jugement du 10 janv. 1834 ayant décidé que l'hypothèque ne serait admise que du consentement des créanciers du nombre desquels était la dame Ducayla, la consignation effectuée par M^e Lacoste, sur le refus de l'acceptation de l'hypothèque de la part de la dame Ducayla, a donné audit jugement toute l'exécution dont il était susceptible. »

Appel. — Le 30 mai 1835, arrêt confirmatif de la Cour de Paris.

POURVOI par Viard et autres, pour excès de pouvoir, fausse application de l'art. 1350, Code civ., et déni de justice, en ce que l'arrêt attaqué avait décidé à tort que les réserves faites lors du dépôt n'avaient pu continuer l'instance qui se trouvait entièrement accomplie par le dépôt.

ARRÊT.

* LA COUR. — Attendu que le jugement du 18 janv. 1834 avait seulement ordonné que M^e Lacoste consignerait son prix ou fournirait une hypothèque sur sa maison rue des Saints-Pères, si elle était de valeur suffisante pour répondre du prix de son adjudication, ce que les créanciers seraient tenus d'opter dans le délai de quinzaine ; que, les quinze jours s'étant écoulés sans option, M^e Lacoste a exécuté le jugement, et a consigné en présence et du consentement des créanciers ; — Attendu que les réserves alors faites par eux contre la dame Ducayla pourraient bien avoir l'effet de leur conserver une action contre celle-ci, pour faire ordonner un emploi quelconque de la somme consignée, mais ne pouvaient leur conserver le droit d'appeler du jugement qu'ils exécutaient ; qu'il suit de là que, lorsque le jugement du 26 juill. 1834, et ensuite l'arrêt attaqué, ont déclaré que l'acquiescement au jugement de janvier, vis-à-vis de l'acquéreur avait rendu la question indivisible, et qu'il y avait chose irrévocablement jugée, que, par conséquent, l'appel était non recevable, ils ont fait une juste application des principes, et n'ont pas violé l'art. 443, C. proc. — Rejeté, etc. »

Du 15 mars 1836. — Ch. req.

DÉGRES DE JURIDICTION. — Valeur indéterminée. — Propriété. — Arbres.

Lorsque, pour apprécier une demande en paiement d'une somme inférieure à 1,000 fr., le tribunal statue sur une question de propriété territoriale d'une valeur indéterminée, le jugement ne doit pas être répué en dernier

ressort (1). (L. 24 août 1790, tit. 4, art. 4 et 5.) Spécialement, lorsque, sur une demande en paiement de 132 fr. pour la valeur d'arbres abattus, et de 300 fr. de dommages-intérêts, le tribunal a déclaré le demandeur propriétaire des arbres, comme ayant la propriété du sol qui les portait, le jugement n'est pas en dernier ressort (2).

En 1810, Lebrun s'est rendu acquéreur du domaine de Klutu et des deux tiers de la métairie de Klégant-le-Haut, y attachant ; l'autre tiers de cette métairie, acquis à la même époque, par Dubois, a été adjugé en 1828 à Pierre. Il paraît que dans cette adjudication furent compris vingt-deux peupliers bordant le lot de Pierre, et plantés dans une avenue qu'un Arnoux, ancien propriétaire du tout, avait fait pratiquer sur une terre dépendant de Klégant-le-Haut, et conduisant au domaine de Klutu. Quoi qu'il en soit, Lebrun a fait abattre ces arbres en 1831. De là, l'action de Pierre devant le tribunal de Lorient, pour faire condamner Lebrun à lui payer la somme de 132 fr., valeur des peupliers abattus, et celle de 300 fr., à titre de dommages-intérêts, attendu que ces peupliers existaient sur la douve du talus du champ à lui adjugé. Lebrun répondait que la propriété du sol de l'avenue lui appartenait, et que par suite il avait droit aux arbres plantés sur ce terrain.

En mars 1832, jugement qui, sans déclarer dans son dispositif que l'avenue appartenait à l'une ou à l'autre des parties, décide que les vingt-deux peupliers, objet du litige, étaient la propriété de Pierre, en se fondant sur ce que ces peupliers étaient un accessoire de l'avenue ; que celle-ci avait été pratiquée sur une terre dépendant de Klégant-le-Haut, appartenant, à Pierre, aux droits de Dubois ; que, dans l'acte d'acquisition du domaine de Klutu, aucune réserve n'avait été faite en faveur de Lebrun, relativement aux arbres ou à l'avenue dont il s'agit, et qu'en conséquence, ce dernier ne pouvait réclamer qu'un droit de passage. Ce jugement condamnait, en outre, Lebrun à payer à Pierre 1^{re} 87 fr. pour la valeur des vingt-deux peupliers abattus et enlevés ; 2^e 50 fr. de dommages-intérêts.

Sur l'appel, Lebrun proposa plusieurs nouveaux moyens tendant à établir qu'il était propriétaire de l'avenue et des arbres. De son côté, Pierre déclara qu'il ne prétendait aucun droit à la propriété de l'avenue.

Le 15 janv. 1835, arrêt de la Cour d'appel de Rennes, qui déclare l'appel non recevable : —

« Considérant que la demande formée par Pierre ne tendait qu'au paiement d'une somme de 432 fr. pour prix de vingt-deux peupliers abattus par Lebrun, qu'il soutenait avoir existé sur la douve de son talus, et pour dommages-intérêts ;

« Que l'appelant a maintenu que ces arbres étaient plantés sur l'avenue qui conduit à sa maison de Klutu ; mais que la propriété de ce

(1-2) *Id.* cependant Cass., 3 germ. an 10, 21 fruct. an 9, 21 messid. an 13, 27 oct. 1813 et 25 avril 1827.

terrain, sur lequel Pierre ne prétend aucun droit, n'a pas été recueilli par des conclusions expresses de la part de Lebrun, qui n'a opposé cette exception qu'accessoirement et comme moyen de défense à l'action principale;

• Qu'ainsi le sujet de la contestation ne s'élevait pas à la somme de 1,000 fr., le tribunal de Lorient a prononcé en dernier ressort, »

POURVOI de Lebrun pour violation des art. 4 et 5, tit. 4, L. 16-24 août 1790, en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme rendu en dernier ressort un jugement qui avait statué sur le sort d'une propriété immobilière d'une valeur indéterminée.

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu les art. 4 et 5, tit. 4, L. 24 août 1790; — Attendu que, s'il n'était originellement question devant le tribunal de Lorient que de la propriété de vingt-deux pieds d'arbres, ce tribunal, par son jugement du 22 mars 1852, a décidé que ces arbres appartenaient au défendeur, parce que le sol sur lequel ces peupliers étaient plantés faisait partie du domaine dont ledit défendeur était propriétaire, et que ce jugement a, dès lors, statué sur la propriété du sol; qu'en cet état, ledit jugement n'a pas prononcé sur une demande circonscrite, à raison de la quotité de la valeur réclamée, dans les limites de la juridiction en dernier ressort des tribunaux de première instance, mais sur une question de propriété et sur une demande d'une valeur indéterminée; et qu'en décidant, dans l'espèce, que l'appel de ce jugement n'était pas recevable, la Cour de Rennes a formellement violé les lois précitées et la règle des deux degrés de juridiction, — Casse, etc. »

Du 16 mars 1856. — Ch. civ.

ARBITRAGE FORCÉ. — DERNIER RESSORT.

Lorsqu'il a été dit, dans un acte de société, que les contestations entre les associés seraient jugées par des arbitres en dernier ressort et sans appel, cette clause n'est pas applicable au cas d'un arbitrage convenu, après la dissolution de la société par le décès de l'un des associés, entre le survivant et les héritiers du défunt (1).

Dès lors, et à défaut de stipulations nouvelles, la sentence est susceptible d'appel (2).

Par acte du 1^{er} mai 1819, une société commerciale a été formée entre Raubaud-Lange et Besuchet, et il a été dit que, s'il s'élevait des contestations entre les associés, elles seraient jugées par des arbitres nommés par les parties, sans appel ni recours en cassation.

Au décès de Besuchet, des difficultés s'élevè-

rent relativement à la liquidation de la société entre ses héritiers et Raubaud. Des arbitres furent nommés pour statuer sur ces difficultés; mais, faite par les arbitres de statuer dans les trois mois, l'arbitrage resta sans effet.

Le 20 janv. 1852, il intervint entre les héritiers Besuchet et Raubaud un compromis portant nomination de nouveaux arbitres.

Le 14 avril 1853, jugement arbitral qui condamne les héritiers Besuchet à payer à Raubaud la somme de 11,126 fr. — Appel des héritiers Besuchet. Raubaud leur oppose une fin de non-recevoir tirée de ce que les arbitres ont jugé en dernier ressort, aux termes de l'acte de société.

Le 14 fév. 1854, arrêt de la Cour d'Aix ainsi conçu : — « Attendu que l'arbitrage dont il s'agit n'est pas celui qui avait été convenu dans l'acte de société, donnant tout pouvoir aux arbitres de juger en dernier ressort, mais celui que prescrivaient les art. 51 et suiv., Code comm., après la dissolution de cette société, opérée par la mort de l'un des associés. » — POURVOI de Raubaud.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué a reconnu, en fait, que l'arbitrage dont il s'agit n'était pas celui qui avait été originellement convenu par l'acte de société, mais un second arbitrage qui, après la dissolution de cette société, avait été convenu entre l'associé survivant et les héritiers de l'associé décédé, conformément aux art. 51 et suiv., C. comm.; que, par le nouveau compromis, il n'avait point été renoncé à l'appel; que l'appel était donc recevable sous ce rapport, ainsi que l'arrêt l'a jugé, — Rejette, etc. »

Du 16 mars 1856. — Ch. req.

USAGE FORESTIER. — BOIS PARTICULIER. — DÉLIVRANCE. — PREUVE.

L'ord. de 1669, qui interdit aux usagers soit de couper ou enlever du bois pour leur usage, avant d'en avoir obtenu par écrit la délivrance de l'autorité compétente, soit de mener paître leurs bestiaux dans les forêts, si ce n'est dans les lieux officiellement déclarés défensables, est une loi d'ordre public, applicable aux bois des particuliers aussi bien qu'à ceux de l'État. (Ord. 1667, tit. 27, art. 33, et tit. 19, art. 1 et 3; ord. janv. 1529; édit. 1523.)

Les actes de jouissance exercés sur les forêts, sans l'accomplissement des formalités prescrites aux usagers par les ordonnances, ne sont que des voies de fait, incapables de fonder une juste possession, et insuffisants pour interrompre la prescription.

avait été substitué, lequel, dès lors, devait être régi par les principes généraux, qui, à défaut de reconnaissance à cet égard, ont vu le voie de l'appel contre les sentences arbitrales, comme contre les jugements des tribunaux. — Mais était-il bien vrai que l'arbitrage dont il s'agissait était autre que celui prévu par l'acte de société? Cette question, à notre avis, pouvait soulever difficulté... — F. aussi Paris, 27 avril 1840 et Cass., 28 janv. 1839.

(1) Sic Pardessus, n° 1417. — F. Monégally, n° 518.

(2) La Cour de Paris a jugé que la clause d'un acte de société par laquelle les associés se soumettent à être jugés en dernier ressort par des arbitres, est obligatoire même pour les héritiers mineurs des associés, Paris, 10 novembre 1835. La solution et-dessus ne contredit point cette décision, car ici la Cour de cassation part de ce fait déclaré par les juges du fond, qu'il ne s'agissait pas de l'arbitrage convenu par l'acte social, mais d'un arbitrage qui lui

La preuve de l'accomplissement des formalités est toujours à la charge de l'usager. (C. civ., 706 et 2262.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'ordonnance du mois de janv. 1520, l'édit de 1583, et notamment l'ordonnance de 1669; — Vu de plus les art. 706 et 2262, C. civ.; — Attendu que, suivant l'art. 33, tit. 27, ord. 1669, les usagers ne peuvent couper ni éléver de bois pour leur usage qu'après en avoir obtenu la délivrance de l'autorité compétente; — Attendu que, suivant les art. 1^{er} et 3, tit. 19, même ord., ils ne peuvent mener leurs bestiaux pâtre dans les forêts que dans les lieux officiellement déclarés défensables et à eux assignés comme tels pour l'exercice du droit de pacage, ce qui a dû être constaté par écrit et ne peut l'être autrement; — Attendu que cette ordonnance, qui est une loi d'ordre public et un règlement de police fait pour la conservation des bois et forêts, n'est pas moins applicable aux bois des particuliers qu'à ceux de l'Etat; — Attendu que les actes exercés sans l'accomplissement de ces formalités ne sont que des voies de fait, des délits imputables de fonder une juste possession, seule suffisante pour interrompre la prescription; — Attendu que, dans l'espèce, la commune, en sa qualité d'usagère, devait justifier de cet accomplissement, et qu'une preuve de cette nature ne peut jamais être qu'à la charge de l'usager; — Attendu que, la commune n'ayant représenté ni procès-verbaux ni actes équivalents de nature à prouver qu'elle a rempli lesdites formalités, la prescription qui lui était opposée n'a pas cessé de courir; qu'il n'y avait dès lors lieu de s'arrêter aux faits qui pouvaient résulter des enquêtes, lesquelles étaient sans caractère légal ni utile; d'où il résulte que la Cour royale, en méconnaissant ces principes dans son arrêt du 30 août 1835, a expressément violé les lois invoquées, — Casse, etc. »

Du 16 mars 1836. — Ch. civ.

COMMUNE. — FORÊTS. — TITRES. — CHOSE JUGÉE. — PUISS. FÉODALE. — USURPATION.

Les commissaires réformateurs des eaux et forêts, nommés après l'ord. de 1669, étaient compétents pour décider que les titres produits par une commune ne lui conféraient pas la propriété d'une forêt; en conséquence, le jugement par lequel ces commissaires ont réduit les droits d'une commune à de simples droits d'usage, a acquis contre cette commune, relativement à la question de propriété, l'autorité de la chose jugée. (C. civ., 13.)
La loi du 28 août 1792, qui réintègre les communes dans les biens dont elles ont été dépouillées par la puissance féodale, ne peut être invoquée par la commune qui a été déclarée, par un jugement rendu en 1670, par des commissaires réformateurs, sans droit à la propriété d'une forêt qui n'était pas dans la mouvance du roi.

Par acte notarié de 1542, les commissaires royaux, créés par le roi de Navarre, attribua-

rent aux habitants de la commune de Sauveterre la propriété de certains forêts.

Les commissaires réformateurs des eaux et forêts, saisis, après l'ord. de 1669, d'une contestation élevée par la commune, qui demandait à être maintenue dans la propriété et possession des forêts, rendirent, le 5 mai 1670, un jugement par lequel ils déclarèrent, sans s'expliquer sur la propriété, garder et maintenir les habitants de Sauveterre dans leurs droits d'usage des bois en litige.

En 1810, l'autorité administrative ayant refusé de reconnaître la commune de Sauveterre comme propriétaire des forêts, celle-ci assigna le préfet de la Haute-Garonne, et soutint que le jugement de 1670 était nul, par l'incompétence radicale de ceux qui l'avaient rendu. Elle invoquait, d'ailleurs, le bénéfice des art. 8 et 12, L. 28 août 1792, qui rétablit dans leurs biens les communes dépouillées, nonobstant tous arrêts du conseil, jugements, etc.

Un jugement accueillit la demande en réintégration de la commune dans les forêts : — « Attendu que le jugement de 1670 était frappé de non valeur par l'art. 8, L. 28 août 1792. »

Appel. — Le 5 janv. 1835, arrêt de la Cour de Toulouse, qui infirme : — « Attendu que l'acte de 1542 accordait à la commune de Sauveterre des droits de propriété sur les bois en litige; que, si les commissaires royaux n'avaient pas un pouvoir suffisant pour faire une pareille concession, il y a eu, de la part du roi, ratification du susdit acte, soit par la prise de possession de la part des habitants, soit par le paiement des droits d'entrée; que, sous ce rapport, et s'il n'y avait pas chose jugée sur ce point, la commune aurait le droit de profiter du bénéfice du susdit acte de 1542; »

« Attendu que le jugement de la réformation de 1670 émane d'un tribunal légalement constitué et ayant le droit de décider en dernier ressort toutes les contestations relatives aux droits des communes sur les forêts de l'Etat; qu'il résulte de ce jugement que les parties ayant produit leurs titres, il a été jugé que ces titres ne concédaient à la commune que des droits d'usage sur ladite forêt; que ses prétentions à la propriété ont été définitivement jugées et déclarées mal fondées; que cet arrêt est inattaquable, et ne rentre nullement dans les dispositions de l'art. 8, L. 28 août 1792, les dispositions de cet article attribuant à la simple possession des communes le droit d'évincer les seigneurs qui ne représenteraient pas un titre d'acquisition; »

« Attendu que, dans ce cas, la loi décide que la possession illégale du seigneur ne peut suppléer au titre, au lieu que, dans l'espèce, la prétendue possession par la commune, à titre de maître, étant contrainte antérieurement par son propre titre, le jugement souverain qui ne lui reconnaît que des droits d'usage, et conserve au domaine de la couronne la propriété des bois, est un titre irréfragable. »

POURVOI pour fausse application des principes sur l'autorité de la chose jugée, et pour violation de l'art. 8, L. 28 août 1792.

ARRÊT.

* LA COUR, — Attendu que l'arrêt dénoncé a décidé que le jugement de la réformation du 5 mai 1870 était émané d'un tribunal légalement constitué, et ayant le droit de prononcer en dernier ressort sur toutes les contestations relatives aux droits des créanciers sur les forêts de l'État; qu'il résultait de ce jugement que les parties ayant produit tous leurs titres, il avait été décidé que ces titres ne concédaient à la commune de Sauteterre que des droits d'usage sur lesdites forêts, et que ses prétentions à la propriété avaient été définitivement jugées et déclarées mal fondées; — Attendu que cette appréciation, faite par l'arrêt dénoncé du jugement de 1870, est conforme au texte de cette décision, à la demande visée dans ses qualités, aux défenses et à la production fournies par la commune devant les commissaires réformateurs, et aux dispositions contenues dans ce jugement; qu'il résulte, tant de cette demande que de la défense, des productions et des conclusions, que les parties n'ont respectivement discuté la question de propriété, et que le tribunal de la réformation, en réduisant les droits de la commune à de simples usages, a rejeté ses prétentions à la propriété; — Attendu qu'ils n'ont déclaré prononcer au désir de leurs lettres de commission; que la commune ne prouve pas que les commissaires ont excédé les pouvoirs qu'ils avaient reçus de l'autorité souveraine; que leur décision n'a jamais été attaquée, devant l'autorité compétente, pour excès de pouvoir, ni pour toute autre cause; qu'elle a reçu, au contraire, une exécution continuée jusqu'en 1791, sans réclamation de la commune; — Considérant que la loi du 28 août 1792 a eu pour but de restituer aux communes les biens et droits dont elles avaient été dépossédées par l'abus de la puissance féodale, au profit des seigneurs; que ces caractères ne peuvent appartenir à une décision judiciaire, rendue au profit du domaine public, sur des biens qui n'étaient pas dans la mouvance du roi, et dont la propriété a été régie par un tribunal légalement institué. — Rejette, etc. »

Du 17 mars 1856. — Ch. req.

LETTRES. — TRANSPORT ILLÉGAL. — CONSTATATION. — FONCTIONNAIRE. — PREUVE TESTIMONIALE.

Les contraventions aux lois sur le transport des lettres peuvent être constatées, non-seulement par les agents désignés en l'art. 3, arrêté 27 prair. an 9, mais encore par tous les agents de services publics auxquels leur qualité donne le droit de verbaliser. (Arrêté 17 prair. an 9, art. 3.)

Elles peuvent l'être notamment par les employés des octrois que la loi appelle à la répression et à la découverte des délits de police (1). (Décret 17 mai 1809, art. 156.)

Il peut être suppléé par la preuve testimoniale

aux procès-verbaux des délits ou contraventions lorsqu'ils sont annulés pour défaut de qualité de l'agent qui les a rédigés, comme lorsqu'ils le sont pour vice de forme ou ambiguïté de rédaction (2). (C. crim., 154.)

ARRÊT.

* LA COUR, — Vu les art. 1^{er}, 3 et 6, arrêté 27 prair. an 9; l'ordonnance du 29 juill. 1818, portant règlement pour le service des postes, dans ses rapports avec les Pays-Bas; le règlement du 17 mai 1809 sur les octrois, art. 156; — Attendu que, d'après l'art. 1^{er}, arrêté 27 prair. an 9, il est défendu à tout entrepreneur de voitures publiques, et à toute autre personne étrangère au service des postes, de s'immiscer dans le transport des lettres, journaux, etc.; — Que, d'après l'art. 3, même Code, les directeurs, contrôleurs et inspecteurs des postes, les employés des douanes aux frontières et la gendarmerie nationale, sont autorisés à faire ou à faire faire toutes réquisitions et saisies sur les messagers, piétons chargés de porter les dépêches, voitures de messageries et autres de même espèce, afin de constater les contraventions; — Et attendu que, par les expressions de cet article, le droit de verbaliser en cette matière n'est pas exclusivement accordé aux agents ou fonctionnaires qui y sont dénommés; qu'il résulte, au contraire, formellement de ces mots : *faire faire perquisitions et saisies*, une autorisation expresse d'opérer les recherches et constatations dont il s'agit par les agents de services publics à qui leur qualité donne le droit de verbaliser; — Et attendu que les employés des octrois sont appelés par l'art. 156, décret 17 mai 1809, non-seulement à constater les contraventions commises en matière d'octroi, mais encore à la répression et à la découverte des délits de police; — Attendu, dès lors, que ces employés ont le droit de rechercher et de constater, suivant le mode prescrit par l'arrêté du 27 prair. an 9, les contraventions à cet arrêté et aux lois qui lui servent de base; — Attendu que, le 12 septembre dernier, cinq préposés de l'octroi de la ville de Lille, à la suite d'une perquisition, faite sur Verdrière, messager à Yavrin, constatèrent qu'il était porteur de trois lettres adressées à trois particuliers; — Attendu que Verdrière devenait, dès lors, passible des condamnations prononcées par l'arrêté du 27 prair. an 9; — Attendu, toutefois, que la Cour de Douai, par son arrêté du 4 décembre dernier, a annulé le procès-verbal des employés de l'octroi, sur le motif qu'ils n'étaient ni implicitement ni explicitement compris parmi les agents de l'autorité publique, chargés, par l'arrêté de l'an 9, de concourir à la répression des contraventions dont il s'agit, et qu'en jugeant ainsi, cet arrêt a fait une fautive application, et par suite, commis une violation de l'arrêté du 27 prair. an 9, et des lois qui lui servent de base; — Et attendu, de plus, que ce même arrêt a décidé qu'il ne pouvait être suppléé à ce procès-verbal par une preuve testimoniale

(1) F. conf. Douai, 15 nov. 1855.

(2) F. Mangio, *Traité des procès-verbaux*, p. 7, note 3.

requis, parce que celle preuve n'était admissible qu'au cas où les procès-verbaux étaient annulés pour vice de forme ou ambigüité de rédaction, mais non dans le cas où, comme dans l'espèce, il n'y a pas, à proprement parler, de procès-verbal; — Attendu que l'art. 154, Code crim., est général et absolu; qu'il porte que « les délits et contraventions seront prouvés par des témoins, à défaut de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui; » que cet article ne distingue pas entre les divers cas où les procès-verbaux peuvent ou ne pas exister ou perdre leur effet par leur irrégularité; et que, dès lors, la distinction établie par l'arrêt attaqué est contraire à cet article, et en renferme une violation formelle. — Casse, etc. »

Du 18 mars 1836. — Ch. crim.

VAINE PATURE. — AUTORISATION MUNICIPALE. — ATTRIBUTION.

Les arrêtés par lesquels les conseils municipaux régissent l'exercice du droit de vaine pâture sont légaux et obligatoires (1). (Loi 28 août 1790, chap. 6; C. rur., 28 sept. et 6 oct. 1791, sect. 4, art. 3; L. 28 pluv. an 8, tit. 2, § 3, art. 15.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu la loi en forme d'instruction des 12-20 août 1790, chap. 6; le Code rural des 28 sept. et 6 oct. 1791, sect. 4, art. 3; la loi du 28 pluv. an 8, tit. 2, § 3, art. 15; — Attendu qu'il résulte des dites dispositions législatives que les conseils municipaux ont le droit, dans les pays où la vaine pâture est autorisée par la loi ou par un usage local immémorial de prendre des arrêtés sur cette matière, et que ces arrêtés étant légalement pris, aux termes des lois précitées de 1790, et de 1791 maintenues par l'art. 484, C. pén.; — Attendu qu'en vertu des lois précitées, le conseil municipal de la commune de Pouzac, convoqué à cet effet par autorisation du préfet, a pris, le 16 pluv. an 9, un arrêté portant certaines prohibitions au sujet de l'exercice de la vaine pâture, et que cet arrêté, conformément à l'avis du sous-préfet, émis le 25 germ. an 9, a été confirmé par arrêté du préfet du Gironde, an 9; — Attendu, que J. P. Payssan et G. Mainvielle, ayant été traduits devant le tribunal de simple police de Bagnères, comme coupables de contravention audit arrêté municipal, sur la dépaissance, ledit tribunal de simple police les a renvoyés de la poursuite par quatre jugements, en date du 28 avril 1835; — Attendu que, dès lors, en refusant d'assurer l'exécution dudit arrêté, le tribunal de simple police de Bagnères a méconnu le sens des dispositions précitées des lois des 12-20 août 1790, 28 sept.-6 oct. 1791, et 28 pluv. an 8, — Casse, etc. »

Du 18 mars 1836. — Ch. crim.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — OUVRIERS. — AMENDE. — DÉPENS.

La responsabilité des maîtres, à raison des contraventions commises par leurs ouvriers, ne peut être étendue à l'amende qu'autant qu'une loi spéciale l'a expressément ordonné (2). (C. pén., 74 et 461; C. civ., 1384.) En conséquence, la disposition d'un arrêté de police, qui déclare les maîtres des ouvriers contrevenants à cet arrêté civilement responsables de l'amende, ne peut être considérée comme obligatoire.

La condamnation aux dépens doit être prononcée contre le maître civilement responsable des contraventions commises par ses préposés (3). (C. pén., 74.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la prétendue violation de l'art. 143, règlement de police de la ville de Gap, lequel déclare les maîtres et maîtresses des contrevenants à ses dispositions civilement responsables des faits de ces derniers, tant pour l'amende et les dépens que pour les dommages-intérêts; — Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 74, 464, C. pén., et de l'art. 1384, C. civ., que les maîtres et commettants des contrevenants aux règlements de police ne sont que civilement responsables des infractions qu'ils commettent à ces règlements; que l'amende est la peine des contraventions; qu'elle ne peut, dès lors, leur être personnellement infligée que dans les cas pour lesquels une loi spéciale l'a expressément ordonné; d'où il suit que le tribunal de simple police de Gap n'a fait que se conformer à ce principe en ne considérant pas comme obligatoire, dans l'espèce, envers le maître et la prévenue, la disposition invoquée contre lui par le demandeur. — Rejette ce moyen; — Mais, vu les art. 74, C. pén., et 1384, C. civ.; — Attendu que Marie Touche, domestique de J. Izard, a été déclarée coupable d'avoir contrevenu au règlement précité, et punie d'une amende de 2 fr.; que ledit Izard, poursuivi comme civilement passible de cette contravention, devait donc, puisqu'il est à ce titre responsable des dommages-intérêts qui en seraient résultés, être condamné aux dépens de la poursuite; — Que cette condamnation n'est en effet que l'indemnité, au profit du trésor public, des avances par lui faites pour parvenir à la répression de ladite contravention; d'où il suit qu'en refusant ou en omettant de la prononcer, le jugement renoncé a commis une violation expresse des articles précités, — Casse en ce chef, etc. »

Du 19 mars 1836. — Ch. crim.

AUTORITÉ MUNICIPALE. — PASSAGE EN BATEAUX.

L'arrêt par lequel un maire, afin de prévenir des accidents, interdit le passage en bateaux sur une partie de rivière, rentre dans l'exercice légal du pouvoir conféré à l'auto-

(1) F. Cass., 19 fév. 1835.

(2) F. conf. Cass., 9 juill. 1807, et 8 août 1823; — Chauveau, *Th. du Code pénal*, t. 1, p. 168 et 291.

AN 1836. — 1^{re} PARTIE

(3) F. conf. Cass., 11 juv. 1836; — Chauveau, *ib.*, p. 289 et 291.

rité municipale (1). (L. 16-24 août 1790, tit. 11, art. 34, nos 1 et 5; L. 19-22 juill. 1791, tit. 1er, art. 4.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, que l'arrêté du 10 mai dernier, par lequel le maire de Libourne ordonné que le passage du Fer-à-Cheval, sur la rive gauche de l'île, au port d'Anguien, dans cette ville, cesserait immédiatement, rentre dans l'exercice légal du pouvoir attribué à l'autorité municipale par l'art. 34, nos 1 et 5, tit. 11, L. 16-24 août 1790, et par l'art. 4, tit. 1er, de celle des 19-22 juill. 1791, puisque cet arrêté, revêtu de l'approbation du préfet, a pour objet d'assurer la sûreté des citoyens et de prévenir les accidents qu'ils pourraient éprouver dans ce passage; — Attendu qu'en décidant le contraire, le jugement a commis une violation expresse de l'article ci-dessus visé, —

Casse, etc. »

Du 19 mars 1836. — Ch. crim.

AUTORITÉ MUNICIPALE. — COUVERTURE EN PAILLE.

L'arrêté par lequel un maire prohibe les couvertures en paille, chaume ou roseaux, et défend aux habitants de réparer les couvertures de leurs habitations autrement qu'en tuiles ou ardoises, est pris dans le cercle des attributions municipales et doit recevoir son exécution, malgré les entraves qu'il peut opposer à l'usage légitime du droit de propriété (3).

Un arrêté du maire de Moy, du 18 oct. 1832, prohibait les couvertures en paille, chaume et roseaux sur les bâtiments et édifices, et défendait aux habitants de la commune de faire ou de réparer les couvertures de leurs habitations autrement qu'en tuiles ou en ardoises. La veuve Bechart, ayant contrevenu à ce règlement, fut traduite en simple police; mais le tribunal, considérant l'arrêté du maire comme pris hors des limites de l'autorité municipale, et comme constituant une atteinte au droit de propriété, renvoya la prévenue de l'action du ministère public. — POURVOI.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 3, no 5, tit. 11, L. 16-24 août 1790, et 46, tit. 1er, L. 17-22 juill. 1791; — Les art. 1er et 2, arrêté du maire de Moy, en date du 18 oct. 1832; — L'art. 12, tit. 1er, L. 1790 et L. 2 sept. 1795; — Attendu que les dispositions précitées de l'arrêté susdaté du maire de Moy rentrent dans l'exercice légal du pouvoir dont l'autorité municipale est investie par le no 5, art. 3, tit. 2, L. des 16-24 août 1790; — Que, s'il peut en résulter des entraves à l'usage légitime du droit de propriété, sans motifs suffisants d'utilité publique, la loi ouvre aux habitants leur recours devant l'administration supérieure pour en obtenir la réformation ou la

modification, s'il y a lieu; — Mais qu'elles sont obligatoires pour les citoyens comme pour les tribunaux tant qu'elles subsistent; d'où il suit qu'en décidant le contraire, dans l'espèce, le jugement dénoncé a commis une violation expresse des articles ci-dessus visés, — Casse, etc. »

Du 19 mars 1836. — Ch. crim.

JUGEMENT. — MOTIFS. — CONCLUSIONS NOUVELLES. — MITOYENNETÉ. — PROPRIÉTÉ.

Lorsque, sur l'appel du jugement qui le déclarait sans droit pour réclamer la mitoyenneté d'un mur, attendu qu'il n'avoit pas la propriété du terrain joignant ce mur, l'appelant a demandé expressément, par des conclusions prises subsidiairement, à prouver sa possession plus que trentenaire et à titre de propriétaire de ce même terrain, l'arrêt qui, sans statuer sur ces conclusions nouvelles, se borne à adopter purement et simplement les motifs des premiers juges, doit être cassé pour défaut de motifs (3). (L. 20 avril 1810, art. 7.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 7, L. 20 avril 1810; — Considérant que, par des conclusions expresses, prises subsidiairement et pour la première fois devant la Cour royale, la dame Antoinette a articulé des faits justificatifs d'une possession plus que trentenaire, conformément à son titre et à l'appui de sa demande, et en défense à celle des héritiers Huillard, faits dont elle a offert la preuve; — Que l'arrêt attaqué, sans s'occuper de ces conclusions, qui se trouvent rappelées dans les qualités, s'est borné à confirmer le jugement de première instance, en adoptant purement et simplement les motifs donnés par le tribunal; que les motifs adoptés sont insuffisants pour justifier le rejet implicite de ces conclusions, qui n'avaient pas été prises devant le tribunal, lequel, par conséquent, n'a pas eu à y statuer, mais dont la Cour royale devait s'occuper; qu'en négligeant de le faire, la Cour royale a contrevenu à l'art. 7, L. 20 avril 1810, — Casse, etc. »

Du 21 mars 1836. — Ch. civ.

SERVITUDE DE PACAGE. — COMMUNE. — PARTICULIER. — PARTAGE.

Lorsqu'un droit de parcours et pacage dans un pré communal est exercé par une commune et par un particulier périodiquement pendant un temps déterminé, ce particulier est recevable à réclamer soit le partage, en vertu de l'art. 815, C. civ., soit le censuement, en vertu des art. 8, L. 19 sept. 1790, et 5, L. 28 août 1792.

L'acquisition de ce droit de pacage, tel qu'en jouissant le fermier de la commune n'ant le décret du 20 mars 1813, ne s'oppose pas à cette prétention du portage ou censuement,

(1) *P.* l'arrêt rendu en chambres réunies le 18 avril 1837.

(3) *P.* conf. Cass., 12 déc. 1835.

(3) Cette décision rentre dans la jurisprudence constante. — *P.* Cass., 30 déc. 1835, et le renvoi.

sous le prétexte que ce particulier, adjudicataire de ce droit ainsi déterminé, n'est ni propriétaire, ni usager proprement dit, et ne peut avoir plus de droit que l'État n'a voulu ou pu lui en conférer par suite du décret précité.

Par l'art. 1^{er}, décret 20 mars 1815, la caisse d'amortissement fut mise en possession des biens des communes, à l'exception de ceux dont les habitants jouissaient en commun, tels que pâtis, fourrières et pâturages, à la charge par cette caisse de leur fournir un équivalent du produit net de ces biens d'après une évaluation préalable en inscription de rente 5 p. %.

À l'époque de ce décret, la commune de Prény, propriétaire d'un pré dit la Couette, l'avait affermé, sous la condition que le fermier jouirait de la première herbe jusqu'au 15 juill. de chaque année, et qu'à partir de cette époque, les habitants jouiraient de la seconde herbe jusqu'au 15 nov. suivant.

Les choses étaient en cet état lorsque, le 4 sept. 1815, le préfet de Saône et Loire, en exécution de ce décret, et dans l'intérêt de la caisse d'amortissement, adjugea ce même droit de jouissance de la première herbe du pré en question aux auteurs de Bidremann, ainsi qu'en avait joui le fermier de la commune.

Depuis le 11 déc. 1827, celui-ci, voulant faire cesser cette indivision, se foudant sur l'art. 815, C. civ., réclama le partage ou cantonnement contre la commune de Prény devant le tribunal de Mâcon, qui accueillit sa demande par jugement du 29 août 1832 : — « Considérant que, par l'acte du 4 sept. 1815, le pré la Couette a été vendu aux auteurs de Bidremann par le préfet de Saône-et-Loire, en exécution de la loi du 20 mars 1815, avec la charge par l'acquéreur de laisser le pâturage libre pour tous les habitants de la commune, depuis le 15 juill. jusqu'au 15 nov. de chaque année; que ce droit de profiter de la seconde herbe réservé à la commune est un véritable droit de propriété, et qu'en le considérant ainsi, Bidremann a le droit d'invoquer l'art. 815, C. civ., et de demander le partage;

» Considérant que, si, au lieu de regarder ce droit comme une propriété, on voulait l'assimiler à un droit d'usage, Bidremann n'en aurait pas moins fondé à s'en délivrer par le partage ou cantonnement, puisqu'il est de principe certain, consacré par les lois de 1790 et 1792, que le propriétaire d'un fonds soumis à un droit d'usage quelconque peut le racheter en abandonnant à l'usager une partie proportionnelle de son terrain en toute propriété;

» Considérant que la loi du 20 mars 1815 n'a pas dérogé au droit commun sur ce point; qu'elle n'a eu pour objet que d'échanger des propriétés foncières contre des rentes sur l'État; que le pré de la Couette ne peut être mis au nombre des pâturages dont elle a défendu l'aliénation, et qui d'ailleurs n'est pas une vente; que rien ne saurait, dès lors, empêcher le partage du cantonnement que demande Bidremann; que la commune a eu tort de s'y refuser, etc. »

Sur l'appel, la Cour de Dijon, par arrêt du

6 mai 1834, adoptant les motifs des premiers juges, a confirmé leur jugement.

POURVOI de la commune, pour fausse application de l'art. 815, C. civ., et des lois des 19 sept. 1790 et 28 août 1792, sur le cantonnement.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la jouissance distincte, pleine et entière, de Bidremann, du 15 nov. au 15 juill., et de la commune de Prény du 15 juill. au 15 nov. de chaque année, constitue d'autant moins un partage réel, que cette distinction a seulement lieu pour la jouissance, et même pour un mode de jouissance : chacun jouit de tout, et n'est par conséquent propriétaire absolu d'aucune partie; la jouissance en prairie ou pacage est forcée des deux parts; nul ne peut ni labour, ni défricher, ni faire aucune intervention de culture; d'où il résulte qu'en reconnaissant l'indivision et en ordonnant le partage, il a été fait une juste application de l'art. 815, C. civ., d'après lequel nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision, et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires; — Attendu que, si l'on considère le droit réservé à la commune de la seconde herbe du 15 juill. au 15 nov. de chaque année comme un simple droit d'usage, il a été fait une juste application des lois et des principes relatifs au cantonnement; — Attendu que la loi du 20 mars 1815 n'a pas dérogé aux principes généraux du droit sur l'indivision et les conséquences légales qui en résultent, non plus qu'aux règles sur le cantonnement, et que, dès lors, la Cour de Dijon n'a pas fait une fausse application de cette loi ni des autres lois invoquées, — Rejette, etc. »

Du 22 mars 1856. — Ch. req.

USUFRUIT.—DÉCHÉANCE. — BAIL. — ARRÊT. — OMISSION DE PRONONCER. — REQUÊTE CIVILE.

La révocation du bail compris dans un usufruit peut être prononcée contre l'usufruitier, fermier ou locataire des bâtiments, en même temps que la révocation de l'usufruit lui-même, à raison des dégradations résultant du défaut de réparations. (C. civ., 618.)

Un arrêt contradictoire, adoptant les motifs d'un premier arrêt par défaut, sans rien statuer sur une demande nouvelle, présente, non pas un défaut de motifs, mais une omission de prononcer, qui donne ouverture à la requête civile (1). (C. proc., 141.)

La dame Mesant avait été instituée par son mari légataire universelle de l'usufruit de tous ses biens immeubles. Cet usufruit comprenait notamment des biens qui lui étaient loués moyennant 115 fr. 50 c. La veuve continua à jouir de ces biens à titre de location.

Mais, sur la demande des héritiers naturels, tendant à la cessation de l'usufruit des biens dont elle était légataire, pour cause de dégradation de ces biens, il intervint un jugement ainsi

(1) *J. Talandier, De l'appel, n° 391.*

conçu : — « Attendu que, d'après la loi, l'usufruitier peut être privé de son usufruit lorsqu'il abuse de son droit ;

« Attendu qu'il résulte du rapport des experts que les bâtiments n'ont pas été entretenus ; qu'une grande partie des couvertures et chevrones sont pourries ; que madame Messent a cessé de les habiter ; que les terres ne sont pas cultivées, et qu'elles sont privées d'engrais depuis longtemps ;

« Attendu qu'il y a lieu de priver la dame Messent de son usufruit ; mais que l'équité exige qu'une indemnité annuelle de 150 fr. lui soit payée par les propriétaires ;

« Attendu qu'un préjudice a été causé par l'abandon des choses soumises à l'usufruit ; que les propriétaires en doivent être indemnisés ; que cette indemnité sera suffisamment représentée par la différence entre l'indemnité annuelle accordée à la dame Messent et le revenu réel de la propriété frappée d'usufruit ;

« Attendu que Messent jouissait, à titre de fermier, et moyennant 115 fr. 50 c. par an, de la portion de biens dont sa femme n'avait pas l'usufruit ; qu'à son décès il n'y a pas eu interruption du titre en vertu duquel il jouissait ; que le laps de temps qui s'est écoulé depuis son décès jusqu'à l'action fait supposer que la dame Messent a possédé à titre de fermière ; d'où il suit qu'elle ne peut être tenue de la restitution des fruits que de la manière qu'en est tenu le fermier ; que l'exception de prescription, pour ceux des fruits qui sont antérieurs de cinq années à l'action des demandeurs, est, dès lors, bien fondée ;

« Le tribunal autorise les héritiers Messent à reprendre la jouissance des immeubles soumis à l'usufruit de la veuve Messent, à la charge tout d'abord de payer annuellement à cette dernière, à partir de la prise de possession, une indemnité de 150 fr. jusqu'au jour de son décès ; déclare prescrits les faits antérieurs de cinq années au jour de la demande » — Appel par la dame Messent.

Le 19 mai 1834, arrêt par défaut de la Cour de Rouen qui confirme la décision des premiers juges par les mêmes motifs.

La dame Messent forme opposition à cet arrêt et conclut notamment à ce qu'il soit donné acte des obéissances passées par Baillet de rendre compte de l'administration qu'il avait eue, pendant vingt-six mois, de la propriété soumise à l'usufruit, et qu'il fût nommé un des membres de la Cour pour recevoir ce compte.

Le 12 août, arrêt qui déclare l'opposition mal fondée : — « Attendu que la veuve Messent ne présente aucun moyen valable à l'appui de son opposition, et persistant au surplus aux motifs énoncés en l'arrêt par défaut. »

POURVOI en cassation pour 1^{re} fausse application de l'art. 618. C. civ., et violation de celles des dispositions de ce même Code qui régissent

les obligations du locataire, et déterminent les cas où il y a lieu à la résiliation du bail. On a soutenu que l'art. 618, au titre de l'usufruit, ne pouvait être appliqué aux locataires de bâtiments ; qu'en effet les grosses réparations ne sont point à sa charge, et que les réparations sont seulement à sa charge, et que les réparations ne peuvent motiver une résiliation de bail, et ne donnent naissance qu'à une action privilégiée qui s'exerce à l'expiration du bail ; 2^e violation de l'art. 7, L. 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a rejeté le chef des conclusions relatif au compte de Baillet sans donner aucun motif.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la révocation de l'usufruit ayant eu pour motif tant les dégradations causées aux bâtiments à défaut de réparations, que celles causées aux terres par le défaut de culture et d'engrais, c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a prononcé cette révocation, que l'arrêt attaqué a prononcé cette révocation, tant pour ce qui concernait l'usufruit que sur ce dont la dame Messent jouissait à titre de fermière ; — Attendu que tout ce qu'on pourrait induire de la omission de prononcer sur la demande en compensation pour la première année en appel, et que la voie légale de se pourvoir pour annulation de prononcer est une demande en requête civile, — Rejette, etc. »

Du 22 mars 1836. — Ch. req.

ENREGISTREMENT. — DÉLAI. — ACTE NOTARIE, — DATE RAYÉE. — DOUBLE DROIT.

L'acte notarié portant deux dates différentes, dont la plus ancienne a été rayée avec les formalités prescrites par la loi du 25 vent. an 11, peut être pris à l'enregistrement dans les dix ou quinze jours de la date condamnée sans donner ouverture au double droit servie sans donner ouverture au double droit, rigie qui, pour percevoir ce double droit, prétend que c'est la date qui est la seule véritable, doit s'inscrire en faux, sinon elle est non recevable (1). (L. 22 frim. an 7, art. 20 et 35 ; C. civ., 1319.)

Un acte de vente d'immeubles fut passé devant M^{re} Gittard, notaire.

Il énonçait une première date du 3 janv. 1832 ; mais cette date se trouvait raturée et remplacée par celle du 4 mars, écrite à la suite.

Cet acte fut soumis à l'enregistrement le 10 mars, dernier jour du délai, en admettant la date du 4 mars comme véritable. Mais, ultérieurement, la régie prétendit que la date véritable était celle du 3 janv., et que les mots quatre mars n'avaient été ajoutés qu'après coup, pour éviter le double droit. En conséquence, elle déclara un contraindre en payant du droit double contre M^{re} Gittard, qui y forma opposition.

seulement que commence à courir le délai pour l'enregistrement. — F. Déc. min. fin., 19 mars 1831. — Foy. aussi Cass., 19 déc. 1837.

(1) F. Rigaud et Champoussier. Traité des droits d'enreg., t. 4, n^o 316. — Lorsqu'un acte notarié porte deux dates différentes et que le notaire ne l'a signé qu'à la dernière, c'est de celle-ci

Devant le tribunal, la règle s'efforça de lrouver la substitution de date dans de certaines contradictions qu'elle disait être échappées au notaire Gillard dans les explications qui lui avaient été demandées, et qui avaient été consignées dans des mémoires et procès-verbaux. Elle soutenait, d'ailleurs, qu'à son conseil que l'état matériel de l'acte, il était facile de se convaincre que la date du 4 mars n'était qu'une addition faite après coup, et que cette addition n'était point approuvée. Or, disait-on pour la règle, ce défaut d'approbation est une cause de nullité de cette même date, aux termes de l'article 16, L. 25 vent, an 11. Si donc l'addition de la date du 4 mars est nulle, il ne reste plus à l'acte d'autre date que celle du 3 jans. 1832, qu'on avait voulu faire disparaître : d'où il faut conclure que, le 19 mars 1832, jour auquel l'acte a été présenté à l'enregistrement, le double droit était encouru.

Ce système fut proscrit et la contrainte de la règle annulée par jugement du tribunal civil de Melun du 13 août 1834 : — « Attendu que l'acte sur lequel la règle a cru devoir décerner une contrainte contre M^e Gillard porte la date du 4 mars; que cet acte fait foi de sa date; que la règle n'avait, pour faire donner audit acte une autre date que celle qui y est portée, que la voie d'inscription de faux;

« Attendu qu'il est constant, entre les parties, qu'en admettant la date du 4 mars, l'acte de vente a été enregistré dans les délais voulus par la loi; qu'ainsi il n'y avait lieu à l'amende contre M^e Gillard. »

POURVOI par la règle, pour fausse application de l'art. 1319, C. civ., et violation des art. 20 et 33, L. 22 frim. an 7.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la question qu'a soulevée la contrainte décernée par l'administration de l'enregistrement, le 26 mars 1832, était celle de savoir si l'acte litigieux avait été réellement passé le 4 mars 1832; — Attendu que le jugement attaqué a constaté que cet acte porte cette date, qu'elle fait foi jusqu'à inscription de faux, et que cette voie n'a pas été suivie; — Attendu que ledit jugement, en admettant cette date comme constante, a justement appliqué l'art. 1319, C. civ., et qu'il en résulte que les art. 20 et 33, L. 22 frim. an 7, n'ont pas été violés. — Rejeté, etc. »

Du 23 mars 1836. — Ch. req.

FAILLITE. — VENTE DES IMMEUBLES. — JUGE-COMMISSAIRE. — ACTORISATION. — SYNDICS. — ADJUDICATAIRE. — CAPACITÉ.

La loi ne détermine pas expressément dans quelle forme doit être donné l'autorisation du juge-commissaire pour la vente des immeubles d'une faillite. (C. comm., 564.)

Lorsque le juge-commissaire d'une faillite a été présent à la vente définitive des immeubles, à la tentative de vente qui l'a précédée, au renvoi devant le tribunal et au jugement qui a autorisé la vente au-dessous de l'estimation, le but de la loi, relativement aux formalités qu'elle prescrit, a été suffisamment rempli. (C. proc., 964.)

La disposition de l'art. 1098, C. civ., qui interdit aux mandataires de se rendre adjudicataires des biens qu'ils sont chargés de vendre, ne s'oppose pas à ce qu'un des syndics définitifs d'une faillite se porte acquéreur des immeubles dont il est à ce titre chargé de poursuivre la vente (1). (C. civ., 1596.)

La dame Goudot, limonadière au Mans, a été déclarée en faillite le 31 juill. 1824. Un concordat n'ayant pas été consenti par les créanciers, ceux-ci formèrent un contrat d'union, et Beaury fut nommé l'un des syndics définitifs.

Par adjudication du 4 oct. 1825, Beaury devint acquéreur d'un jardin situé à Sainte-Croix, dépendant des immeubles saisis sur la dame Goudot.

Les opérations de la faillite ayant été terminées, les syndics rendirent leur compte, qui fut approuvé par les créanciers.

Plusieurs années après, ladite dame Goudot attaqua l'adjudication passée au profit de Beaury, par des motifs que les termes du jugement du tribunal de Mans, intervenu sur sa demande, à la date du 4 août 1832, font assez connaître.

Appel par la dame Goudot. — Arrêt confirmatif de la Cour d'Angers du 14 mars 1832.

POURVOI en cassation de la part de la dame Goudot. — 1^{re} moyen. Violation de l'art. 564, C. comm., et des art. 955 et 964, C. proc. — C'est un point constant de jurisprudence, dit-on pour la demanderesse, qu'il faut observer pour la vente des immeubles dépendants d'une faillite, toutes les formalités prescrites non-seulement par le Code civil, mais encore toutes celles prescrites par le Code de procédure aux art. 954 et suiv., pour la vente des biens des mineurs. C'est aussi que l'ont jugé plusieurs arrêts, conformément à l'art. 564, C. comm., qui renvoie pour ces formalités au Code civil, et par une suite nécessaire, au Code de procédure; c'est encore ce qui résulte formellement des motifs d'un avis du conseil d'Etat des 4 et 9 déc. 1810, lequel a eu pour objet de décider que la vente des immeubles d'un failli doit être poursuivie devant les tribunaux civils à l'exclusion des tribunaux de commerce (2). Or, au nombre des dispositions du Code de procédure sur cette matière, se trouve l'art. 964, qui ne permet de vendre les biens de mineurs au-dessous de l'estimation, que sur l'avis ou avec l'autorisation expresse du conseil de famille. Ce n'est donc que sur l'avis et avec autorisation expresse du juge-commissaire, remplissant au cas de faillite, le conseil de famille, que la vente des immeubles du failli peut être faite valablement au-dessous du prix d'estimation. Dans l'espèce, cet avis ou cette autorisation n'ayant point été donné, il s'ensuit que l'adjudication prononcée au profit de Beaury était irrégulière et nulle. — Vainement a-t-on dit que le juge-commissaire avait été présent à toutes les opérations qui ont précédé ou accompagné l'adjudication; qu'il a ratifié cette adjudication par sa signature. La présence

(1) P. anal. Cass., 10 et 20 mars 1817.

(2) P. conforme un arrêt de Douai, 13 octobre 1813.

du juge-commissaire, la ratification qu'il aurait donnée à la vente, ne peut équivaut à l'avis, à l'autorisation expresse et préalable exigée par la loi. En effet, si l'avis du juge-commissaire est nécessaire pour que les immeubles puissent être vendus au-dessous de l'estimation, c'est parce qu'on présume que cet avis sera donné en connaissance de cause, et après examen fait de l'utilité et l'opportunité de la vente; or, comment l'utilité et l'opportunité de la vente pourraient-elles être constatées lorsque le juge-commissaire n'a pas émis à cet égard un avis motivé, et qu'il s'est borné à assister à la vente? Il est évident qu'un tel mode de procéder n'offre aucune des garanties voulues par la loi.

2^e moyen. Violation de l'art. 1596, C. civ. — Cet article, a-t-on dit, porte que les mandataires ne peuvent, à peine de nullité, se rendre adjudicataires des biens qu'ils sont chargés de vendre. Or, les syndics défunts d'une faillite, sont des mandataires chargés de vendre. En effet, l'art. 328, C. comm., qui les charge de poursuivre la vente des biens du failli, dispose qu'ils pourront y faire procéder sans qu'il soit besoin d'appeler le failli; d'où il suit qu'ils sont les mandataires du failli, puisqu'ils peuvent agir en son nom et le représenter.

Dira-t-on que l'art. 565 admet sans distinction tous les créanciers à surenchérir, pour en tirer la conséquence que les syndics peuvent surenchérir comme les autres créanciers, et par conséquent se rendre adjudicataires. Mais cet art. 565, en déclarant que tous les créanciers peuvent surenchérir, n'entend évidemment parler que de ceux qui ne se trouvent pas dans une position exceptionnelle; il ne confère donc pas ce droit à ceux qui, remplissant les fonctions de syndics, se trouvent les mandataires du failli, et demeurent à ce titre nécessairement soumis à la prohibition prononcée par l'art. 1596, C. civ. — A l'appui de ce moyen, la demanderesse invoquant un arrêt de la Cour de cassation du 2 août 1815, qui a jugé qu'un avoué ne peut se rendre adjudicataire, en son nom, des biens dont il est chargé de poursuivre la vente (1); elle a prétendu qu'il y avait une similitude parfaite entre l'avoué poursuivant une adjudication de biens, et les syndics chargés de faire vendre les biens d'un failli.

Pour le défendeur, on a répondu sur le premier moyen : — L'arrêt attaqué n'a pas décidé, comme l'avaient fait antérieurement plusieurs Cours et tribunaux, que le Code de commerce, en assimilant la vente des biens du failli à la vente des biens des mineurs, et en renvoyant à cet égard aux dispositions du Code civil, ne rendait pas nécessaire l'emploi des formes prescrites par le Code de procédure. Il a simplement reconnu que si la vente des immeubles dépendant d'une faillite devait être faite sous la surveillance du juge-commissaire, de même que la vente des immeubles du mineur devait l'être avec l'autorisation du conseil de famille, il n'était ni nécessaire ni possible que l'adhésion du juge-commissaire

fût exprimée dans les mêmes formes et dans les mêmes termes que les autorisations de parents, exigées par l'art. 961, C. proc. dans l'intérêt du mineur. — Cette distinction, qui n'a rien de contraire aux principes posés dans l'avis du conseil d'État des 4 et 9 déc. 1810, est fondée sur les différences qui existent entre la position du mineur et celle du failli relativement à leurs biens. — Le mineur et le failli sont en effet frappés tous deux d'incapacité; mais pour l'un, cette incapacité n'est que relative; elle est absolue pour le second. — Les biens du mineur ne doivent être vendus, que si cette aliénation peut lui être utile ou profitable. — Les biens du failli après le contrat d'union, doivent être vendus, pour le compte des créanciers. — Pour le premier, si le conseil de famille est obligé de donner des autorisations, c'est dans son intérêt seul qu'il es sont demandées; c'est pour suppléer à l'impuissance dans laquelle il se trouve d'exprimer lui-même sa volonté. — Pour le second, s'il est placé sous la surveillance du juge-commissaire, c'est non-seulement dans son intérêt, mais encore et surtout dans celui de la masse de ses créanciers : la volonté de ce magistrat ne peut pas avoir pour effet de paralyser les poursuites des créanciers; il est là, pour assister au dépouillement du failli, et veiller à la conservation des droits de tous. — Enfin, il y a entre les conseils de famille et les juges-commissaires d'une faillite, cette différence, que les opinions des premiers ne pouvant être que le résultat d'une délibération, doivent être exprimées dans des formes spéciales, dont l'accomplissement ne serait pas possible pour les seconds. — Lorsqu'il s'agit de vendre les biens d'un mineur, le conseil de famille doit décider s'il y a lieu ou non de procéder à la vente; il ne doit donner ce consentement que s'il lui apparaît que la vente ne puisse être différée, ou qu'elle présente un avantage évident pour le mineur. S'il refuse cette autorisation, il rend la vente impossible. On conçoit dès lors qu'il y ait lieu de recourir une seconde fois à cette autorisation, pour que le tuteur puisse consommer la vente au-dessous du prix d'estimation; c'est une conséquence de l'autorisation préalable qui a dû être indispensablement demandée au conseil de famille. S'il juge en effet que la mise à prix ne puisse être baissée, sans qu'il en résulte un préjudice pour le mineur, il devra refuser son autorisation à cette mesure, et la vente n'aura pas lieu. L'importance de cette autorisation du conseil de famille, consiste en ce qu'il est investi du pouvoir d'empêcher la vente. Aussi ce consentement n'est-il plus demandé, s'il s'agit d'une vente d'immeubles possédés par indivis entre des majeurs et des mineurs (C. civ., 460; C. proc., 954), parce qu'il s'agit ici d'une vente forcée; parce que rien ne peut s'opposer à ce que les copropriétaires majeurs usent du droit de faire cesser l'indivision.

Mais c'est précisément parce que la vente des biens du failli est une vente forcée, que l'autori-

(1) F. cet arrêt, rendu en matière de vente de biens de mineurs, et Rouen, 6 mai 1815; *contra*

Paris 7 janvier 1812; Cass., 10 mars 1817 et 26 mars 1827.

sation du juge-commissaire ne peut avoir le même caractère que celle qu'il appartient au conseil de famille de donner dans l'intérêt du mineur. Le juge-commissaire ne peut pas arrêter par un refus l'expropriation du failli; il ne peut pas empêcher ses créanciers de faire vendre ses biens, meubles et immeubles, et de s'en partager le prix. — Les effets de l'autorisation qui est exigée de lui, sont déterminés et restreints par la nature même de ses attributions. — Aux termes de la loi, le juge-commissaire est chargé uniquement de la surveillance des opérations de la faillite (C. comm., 528). Son autorisation, son consentement, du moins dans le sens absolu que l'on attache à ces mots, ne sont et ne peuvent être exigés pour aucune des opérations relatives à l'aliénation des biens du failli. — S'il est parlé dans l'art. 564, C. comm., de l'autorisation du juge-commissaire, cette formalité ne peut avoir ni le caractère, ni l'importance de l'autorisation exigée du conseil de famille pour la vente des biens du mineur. Et s'il est vrai que la vente des immeubles dépendant d'une faillite ne puisse être faite, à peine de nullité, sans que le juge-commissaire ait été averti, il faut reconnaître au moins qu'aucune loi n'assujettit l'autorisation qu'il devra donner, aux mêmes formes que celles qui peuvent être accordées par les conseils de famille, dont les avis sont pris à la majorité des voix, dont les délibérations ont lieu sous la présidence du juge de paix, et doivent être soumises à l'immolation du tribunal. — Il n'existe enfin aucune disposition qui détermine dans quels termes expressément cette autorisation doit être rédigée, et de même que la femme mariée est suffisamment autorisée par son mari, lorsque celui-ci l'assiste dans l'acte, qu'elle serait par elle-même incapable de consentir, on ne peut reconnaître que l'intervention du juge-commissaire dans l'acte qui constate la nécessité d'obtenir du tribunal le pouvoir de vendre au-dessous de l'estimation, ne soit un consentement formel et suffisant à cette mesure.

Sur le 2^e moyen le défendeur a répondu : — La prohibition d'acquiescer, exprimée par l'article 1596, C. civ., ne s'applique qu'aux mandataires chargés de vendre les biens de leurs commettants. — Or, les syndics ne sont point chargés de vendre, mais bien de poursuivre la vente des biens du failli, au nom de la masse des créanciers dont ils ont reçu leurs pouvoirs (C. comm., 528). — Ils agissent dans une double qualité, 1^o en leur nom, comme créanciers du failli; 2^o au nom des autres créanciers dont ils sont les mandataires; aucun de ces titres ne les rend incapables d'acquiescer les biens du failli.

Nul doute que le créancier poursuivant ne puisse rendre acquiescer les immeubles de son débiteur; or, en ce qui touche les créanciers du failli, l'art. 565, C. comm., leur reconnaît positivement ce droit, à défaut de dispositions expresses, ne pourrait pas leur être contesté. Quant aux syndics, leur mandat est de la même nature que celui de l'avoué du créancier poursuivant une saisie immobilière, qui peut se rendre adjudicataire des biens dont il poursuit la

vente, lorsque le créancier qu'il représente aurait pu s'en rendre lui-même adjudicataire. — C'est ce que la Cour de cassation a jugé par deux arrêts des 10 et 26 mars 1817, qui s'appuient sur ce motif : *que l'avoué n'est pas dans ce cas le mandataire chargé de vendre, mais le mandataire chargé de prorroquer la vente.* — Les art. 450 et 1596, C. civ., et 713, C. proc., ont établi des incapacités d'acquiescer, qui ne peuvent être étendues à des cas autres que ceux expressément prévus par la loi, le principe général étant que tous ceux à qui la loi ne l'interdit pas, peuvent acheter ou vendre (C. civ., 1594). — Dans l'espèce, il s'agit d'une vente forcée, assujettie à des formes légales, qui rendent la fraude impossible; il s'agit d'une adjudication annoncée à l'avance, faite avec publicité et concurrence, et qui ne présente aucun des inconvénients que la loi a voulu prévenir en ôtant aux mandataires la possibilité de se rendre acquéreurs des biens de leurs commettants, qu'ils sont chargés de vendre. — L'arrêt attaqué, en admettant la distinction consacrée par la Cour de cassation entre les mandataires chargés de vendre et les mandataires chargés de poursuivre la vente, a donc fait une juste application de la loi.

ARRÊT.

« LA COUR, En ce qui touche le premier moyen. — Attendu qu'aucune loi ne détermine expressément dans quelle forme doit être donnée l'autorisation du juge-commissaire pour la vente des immeubles d'une faillite; — Que, dans l'espèce, il a été présent à la vente définitive, à la tentative de vente qui l'a précédée, au renvoi devant le tribunal et au jugement, qui a autorisé la vente au-dessous de l'estimation; que ce jugement, dont la vente définitive n'est que l'exécution, n'a pas même été attaqué; — Que, dans ces circonstances, la Cour d'appel, prenant en considération la présence du juge-commissaire aux actes susmentionnés, a pu déclarer en fait que le but de la loi avait été suffisamment rempli; — En ce qui touche le deuxième moyen. — Attendu que le failli conserve la propriété de ses immeubles jusqu'à la vente qu'en poursuivent les syndics en vertu du contrat d'union; qu'ainsi, aux termes du droit, les syndics d'une union de créanciers ne sont pas chargés de vendre les immeubles du failli, mais seulement d'en provoquer la vente; que cela résulte encore de la combinaison des art. 528, 552 et 564, C. comm.; qu'au surplus, les syndics ne sont pas les mandataires du failli, contre lequel ils procèdent, mais ceux de la masse des créanciers, et que, chaque créancier pouvant se rendre adjudicataire, les mandataires de la masse doivent jouir du même droit; qu'ainsi, la prohibition portée en l'art. 1596, C. civ., qui défend aux mandataires d'acquiescer les biens qu'ils sont chargés de vendre, ne s'applique pas aux syndics déhoités d'une faillite, — Rejette, etc. »

Du 25 mars 1856. — Ch. civ.

COUR D'ASSISES. — DÉFENSEUR. — PEINE. — NULLITÉ.

Le défenseur de l'accusé n'a pas le droit de faire connaître au jury la peine dont, en cas de culpabilité, son client pourrait être frappé (1). C. crim., 342 et 363.

Toutefois, l'infraction qu'il commettrait à cet égard n'entraînerait pas la nullité des débats; elle n'aurait d'autre effet que de provoquer contre lui, soit une injonction du président, soit, en cas d'insuffisance, l'application d'une peine disciplinaire (2).

Plusieurs accusés étaient traduits devant la Cour d'assises du Finistère. Leur défenseur eut devoir rappeler au jury que le crime dont ses clients étaient accusés emportait la peine des travaux forcés à perpétuité. Le président interrompit le défenseur en lui disant qu'il ne pouvait parler que sur le fait; qu'il lui était interdit de parler de la peine devant le jury. L'avocat insista, et la Cour d'assises du Finistère rendit l'arrêt suivant : — « Attendu qu'aux termes de l'art. 342, C. crim., les jurés manquent à leur premier devoir lorsque, pensant aux dispositions des lois pénales, ils considèrent les suites que pourra avoir, par rapport à l'accusé, la déclaration qu'ils ont à faire.

« Attendu qu'il ne saurait être permis d'appeler l'attention des jurés sur une peine dont il leur est défendu de s'occuper; qu'en le faisant, un avocat manquerait au respect dû aux lois, et contreviendrait ainsi aux prescriptions formelles de l'art. 311 dudit Code.

« La Cour enjoint à M. ... de ne plus entretenir le jury des peines encourues. »

Dans l'intérêt de la loi, le ministère public s'est pourvu en cassation contre l'ordonnance d'acquiescement, qui, suivant lui, n'avait été déterminée que par la discussion sur la pénalité qui avait eu lieu devant le jury.

M. Dupin, procureur général, a porté la parole en ces termes : « Le droit de faire connaître la peine au jury a été revendiqué et soutenu par les défenseurs comme un droit existant en principe, appartenant essentiellement à la défense, et auquel par conséquent on ne pourra mettre opposition.

« Examinons d'abord si ce droit existe en effet, ou s'il ne faut pas tenir au contraire pour règle générale que toute discussion relative à la pénalité, en vue d'affaiblir la conviction du jury sur le fait, de détourner son attention de l'unique appréciation de ce fait, doit être écartée des débats devant le jury. Et dans le cas où cette règle serait reconnue exister dans notre droit criminel, nous aurons à examiner quel est le genre de sanction qui en garantit l'observation, ou qui peut en réprimer la violation.

« La règle existe : en effet, le jury prononce sur le fait et non sur le droit; la division du fait et du droit est la base fondamentale de

cette institution; si cette base est renversée, si on introduit le droit dans le fait, les débats sont dénaturés, l'institution reçoit les plus graves atteintes;

« Le Code crim., a marqué l'époque de chaque discussion dans le procès criminel. La discussion du fait, dans tout le cours des débats; la discussion du droit, c'est-à-dire du caractère légal de crime ou de délit du fait reconnu, ainsi que de la pénalité, après la déclaration du jury (art. 363). Il ne peut pas être permis d'intervertir cet ordre; et de même qu'aux termes de cet art. 363 la discussion du fait, une fois que le jury a prononcé, ne peut plus faire invasion sur celle du droit, de même, la discussion du droit ne peut pas faire invasion dans celle du fait, tant que le fait est encore en question. Les art. 342 et 311, C. crim., posent implicitement cette dernière règle : l'art. 342 la pose pour le jury, l'art. 311 pour les avocats. Ils n'ont donc pas le droit de plaider la pénalité, c'est même un devoir de s'en abstenir.

« On argumente de l'omnipotence du jury; doctrine exagérée, abusive, contraire à la conscience, à la conviction, au serment des jurés; doctrine que les bons esprits n'ont jamais soutenue.

« Ainsi, il faut poser le principe et tenir pour constant que l'indication et la discussion de la pénalité dans le cours des débats, en vue d'affaiblir, d'ébranler ou de fausser la conviction du jury, sont prohibées par notre droit criminel; mais il ne faut pas exagérer ce principe, car la parole rapide et animée de la défense s'échappera malgré la règle et sous d'habiles formes oratoires; la nature de la peine frappera l'attention du jury. La défense comporte sur ce point une certaine latitude qu'il ne sera jamais possible de lui enlever; et souvent il y aurait de plus graves inconvénients à arrêter l'avocat au moment où il jette au milieu d'un mouvement animé un mot sur la peine, et à faire naître ainsi une interruption qui fixerait l'attention du jury, qu'il n'y en aurait à laisser continuer la défense, et à passer inaperçu le mot ou la phrase répréhensible.

« Maintenant quelle est la sanction du principe que nous venons de poser? Est-ce la nullité des débats? Non certainement, car en règle générale il ne peut dépendre d'un fait purement volontaire du défenseur ou de l'accusé de frapper une procédure de nullité; la sanction est dans le droit du président, qui a la police de l'audience (art. 267), qui doit écarter des débats tout ce qui est inutile, et, à plus forte raison, dangereux (art. 270); dans le droit de la Cour d'assises, s'il y a persistance, conclusions posées; enfin, dans le pouvoir disciplinaire. Mais il n'y a pas de nullité.

« En conséquence, nous estimons qu'il y a lieu de rejeter le pourvoi. »

(1) *P. conf. Cass.*, 26 déc. 1823, et 31 mars 1825, et les notes. — *P. aussi* Cours d'assises d'Ille-et-Vilaine et du Cher des 29 nov. 1836 et 26 janv. 1837; — Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 3, p. 91; Le-graverend, n° 260, t. 2, p. 21.

(2) S'il en était autrement, le défenseur pourrait, en enfreignant ses devoirs et en résistant aux injonctions du président, ménager à son client un moyen de nullité.

ARRÊT.

* LA COUR. — Attendu en droit qu'il résulte de la combinaison des art. 342 et 363, C. crim., et du principe de la division des pouvoirs entre le jury et les Cours d'assises, que le jury ne doit pas se préoccuper des circonstances légales des faits par lui reconnus et constatés; que la discussion relative à ce point ne peut, aux termes du second de ces articles, être soulevée par l'accusé, son conseil ou le ministère public, qu'après la lecture de la déclaration du jury; — Attendu que, si le conseil de l'accusé s'écarte, contrairement à l'obligation qui lui est imposée par l'art. 311 du Code précité, du respect dû à ce vœu de la loi, son infraction ne peut avoir d'autre effet que de provoquer contre lui, soit une injonction du président, qui, en vertu du droit de police d'audience, le rappelle à l'observation de ses devoirs; soit, en cas d'insuffisance, l'application d'une peine disciplinaire; mais qu'il ne saurait dépendre ni de l'avocat, ni de l'accusé de créer une nullité qui ne peut résulter que d'un vice de procédure, de la violation d'une disposition prescrite par la loi à peine de nullité, ou de l'omission d'une formalité substantielle; — Et attendu en fait que le président de la Cour d'assises a interrompu le défenseur de l'accusé qui faisait connaître au jury la peine dont son client pouvait être frappé; que, sur ces conclusions du ministère public, après la lecture de la déclaration du jury avant la prononciation de l'ordonnance d'acquiescement, un arrêt est intervenu qui a renjoint aux avocats de la cause de ne pas entretenir les jurés des peines encourues par les accusés; — Attendu que la Cour d'assises et son président n'ont fait en cela que se conformer à la loi. — Rejette, etc. »

Du 25 mars 1836. — Ch. crim.

MATIERE CRIMINELLE. — SERMENT DÉFÉRÉ. — MATÉRIEL. — VOIE PUBLIQUE.

Le tribunal saisi de la connaissance d'une contravention constatée par un procès-verbal ne peut, sans violer la foi qui lui est due, déférer le serment au prévenu sur le fait constitutif de cette contravention (1). (C. crim., 154.)

Le propriétaire de matériaux déposés sur la voie publique n'est pas dispensé de les éclairer, parce que cet endroit se trouve presque perpendiculairement éclairé par un réverbère (2). (C. pén., 471, n. 4.)

ARRÊT.

* LA COUR. — Sur le premier moyen, tiré de la violation de l'art. 154, C. crim.: — Attendu que le procès-verbal dressé dans l'espèce constate que Taillefer a contrevenu au règlement de police de la ville de Bordeaux, du 10 avril 1817, en déposant sur la voie publique, dans cette ville, sans y avoir été préalablement autorisé par l'au-

torité municipale, une quantité considérable de décombres et de recoupes de pierres; — Que ce fait, ainsi légalement établi, ne pouvait être débattu que par les preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales; qu'il s'agit qu'en refusant de le tenir pour constant, sur le motif que le prévenu a affirmé, sous la foi du serment que le tribunal lui avait déféré, que les décombres en question ont été enlevés au fur et à mesure des réparations faites, le jugement dénoncé a méconnu la foi due audit procès-verbal, et commis une violation expresse de l'article précité; — Sur le deuxième moyen, tiré de la violation de la seconde disposition de l'art. 471, n. 4, C. pén.: — Attendu, en droit, que l'obligation d'éclairer, pendant la nuit, les matériaux laissés sur la voie publique, a pour objet de garantir les passants des accidents auxquels ils pourraient être exposés, par défaut de ce soin; — Qu'elle est imposée, personnellement et spécialement, au propriétaire des matériaux, et qu'aucune circonstance accidentelle et indépendante de sa volonté ne saurait l'en dégager, ni l'affranchir de la peine attachée par la loi à sa négligence; — Et attendu, en fait, qu'il est reconnu, dans l'espèce, que Taillefer a négligé d'éclairer les matériaux dont il s'agit; que, dès lors, en le renvoyant de l'action intentée contre lui à ce sujet, sur le motif qu'un réverbère éclairait presque perpendiculairement la partie de la voie publique sur laquelle ils étaient déposés, le même jugement a aussi contrevenu expressément à la disposition ci-dessus visée de l'article 471, n. 4, C. pén., — Casse, etc. »

Du 25 mars 1836. — Ch. crim.

HUISSIER. — REMISE D'EXPLOIT. — DIMINUTION DE PEINE. — FORCE MAJEURE.

L'huissier qui fait remettre par un tiers la copie d'un exploit qu'il est chargé de signifier à personne ou domicile encourt, par ce fait matériel seul et sans qu'il ait agi dans une intention frauduleuse, les peines de suspension et d'amende prononcées par l'art. 45, décret 14 juin 1813 (3).

Les juges ne peuvent, à raison de la bonne foi de l'huissier, excuser le délit dont ils reconnaissent l'existence matérielle. (Décret 14 juin 1813, art. 45; C. pén., 65.)

Ils ne peuvent pas même admettre des circonstances atténuantes, et, par suite, abréger le temps fixé de la suspension et réduire l'amende au-dessous du minimum (4). (Décret 14 juin 1813, art. 45; C. pén., 65 et 563.)

La circonstance qu'un torrent débordé empêchait l'huissier de parvenir jusqu'à la personne ou au domicile de celui auquel il devait remettre l'exploit ne constitue pas un cas de force majeure qui efface le délit. (C. pén., 64.)

Gouazé, huissier près la justice de paix de Seix, était chargé de citer divers témoins pour déposer dans une enquête. Après avoir fait la

(1) La morale ne permet pas que l'on expose un individu à sacrifier sa conscience au désir de se réhabiliter d'une peine. Le serment n'est point une preuve légale de non-culpabilité.

(2) *P. conf. Cass.*, 19 mars 1835.

(3) *P. Cass.*, 18 avril 1828 et Bordeaux, 30 juill. 1836.

(4) *P. conf.*, à cette solution donnée par le tribunal de première instance seulement, *Cass.*, 7 mars 1817.

moitié du chemin, des ruisseaux gonflés par des pluies lui barrent le passage, alors il jette les exploits à une personne placée sur la rive opposée, et la charge de les remettre à destination.

Le tribunal de Saint-Girons, admettant les circonstances atténuantes, ne l'a condamné seulement qu'à quinze jours de suspension et 30 fr. d'amende.

Le tribunal de Foix jugeant en appel a renvoyé l'huissier de la plainte : — « Attendu que cet appel remet en question le fait matériel et la moralité du fait ; que, quoique le prévenu n'ait pas relevé appel de son chef dans le délai prescrit par la loi, il est recevable à l'aider de l'appel du ministère public pour faire reconnaître, s'il y a lieu, comme il le soutient, sa non-culpabilité, ou que le fait à lui reproché n'est point punissable dans le cas particulier de la cause ; que dès lors les juges d'appel ont droit et obligation d'examiner et d'apprécier la défense du prévenu sous cet aspect ;

« Attendu qu'il résulte des faits de la cause et des explications données à l'audience et de la notoriété publique, qu'à l'époque où l'huissier Gouazé fit remettre par un tiers les copies de citations à des témoins cités pour déposer devant le juge de paix, une pluie extraordinaire tomba dans le département de l'arrêgé et sur les montagnes pendant plusieurs jours, y causa le débordement de toutes les rivières et ruisseaux, l'inondation du pays qui les avoisinaient, et d'autres calamités sur les personnes et les propriétés ; qu'à cette époque, et pendant que cette calamité durait encore, l'huissier Gouazé, pressé par le jour fixé pour la comparution des parties et des témoins, se dirigea, l'un des derniers jours qui restaient pour citer, vers le domicile des témoins ; que, parvenu à un torrent qu'il devait traverser pour arriver jusqu'à ce domicile, instruit de la destruction des ponts et de l'impossibilité de traverser sur aucun point, par un individu qui était de l'autre côté, avec une perche pour ramasser des bois que l'eau entraînait, et cet individu lui ayant offert de porter exactement aux témoins les copies que l'huissier voulait aller leur remettre, celui-ci céda avec peine aux instances de cet individu, en vue seulement d'épargner un renvoi et de nouveaux frais aux parties, et lui lança à travers le torrent et attachés à une pierre les copies pour les témoins, sans songer, au milieu de la pluie qui tombait, à mentionner dans les copies les moyens que les circonstances l'obligeaient à prendre pour les faire parvenir ;

« Attendu que ces faits prouvent que l'huissier Gouazé n'eut point l'intention formelle de contrevenir au décret précité ; que son dessein fut, au contraire, de remettre par lui-même les copies aux témoins ; qu'il ne fut amené à les envoyer par un tiers que pour ainsi dire malgré lui et par une espèce de force majeure ;

« Attendu que, dans tout fait qualifié délit, les juges doivent rechercher la moralité du fait et l'intention de celui qui en est l'auteur ; que, d'après ce qui précède, le prévenu n'a commis la contravention à lui reprochée que par suite de l'espèce de force majeure qui vient d'être

indiquée, et sans dessein formel de contrevenir à la loi ; que dès lors ladite contravention, quoique existant matériellement, manque de la condition principale pour être punissable ; qu'ainsi le prévenu est bien fondé à demander, sur l'appel du ministère public, la réformation sur ce point du jugement attaqué, et c'est le cas de la prononcer. » — POURVOI par le ministère public.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 45, décret 14 juin 1815, et 65, C. pén. ; — Attendu que l'huissier qui, contrairement à ce que constatent les exploits, n'en remet pas lui-même la copie à personne ou doicelle, commet matériellement un faux ; qu'avant le décret du 14 juin 1815 ce fait était passible des peines du crime de faux, ou n'emportait aucune peine, selon qu'il était ou qu'il n'était pas accompagné d'une intention frauduleuse ; que cette impunité d'un officier ministériel qui, même sans fraude, atteste par sa signature un fait contraire à la vérité et expose les parties à ne pas recevoir les copies à elles destinées, présentait de graves inconvénients auxquels on a eu pour but de parer, en introduisant dans le décret susénoncé la disposition de l'art. 45, que cet article doit donc être appliqué toutes les fois que la contravention qu'il prévoit est constatée, sans qu'on puisse excuser l'officier ministériel à raison de sa bonne foi ou d'après d'autres motifs analogues ; — Que l'article 65, C. pén., trouve ici son application ; — Que, si la force majeure, aux termes de l'art. 64, même Code, fait disparaître tout caractère de crime, de délit ou de contravention, il ne résulte point des termes du jugement attaqué, que l'huissier Gouazé fut dans le cas de cette exception ; que les faits qui y sont relatés établissent bien l'impossibilité où il s'est trouvé de parvenir jusqu'au domicile de ceux à qui la signification devait être faite, mais n'établissent pas et ne pouvaient pas établir que Gouazé ait été contraint de leur faire parvenir les copies par un tiers ; — Que, par ces motifs, le tribunal de Foix, en déchargeant Gouazé des condamnations prononcées contre lui par le tribunal correctionnel de Saint-Girons, quoiqu'il reconnût constant le fait à lui imputé de n'avoir pas remis lui-même à personne ou à doicelle les copies qu'il était chargé de signifier, a formellement violé les art. 65, C. pén., et 45, décret 14 juin 1815 ci-dessus cités. — Casse, etc. »

Du 25 mars 1836 — Ch. crim.

OBSERVATION.

Sans doute il ne faut pas conclure de l'arrêt qui précède, qu'un huissier, rencontrant un obstacle de force majeure qui l'empêcherait de remettre lui-même la copie de son exploit, ne pourrait, sans s'exposer aux peines prononcées par le décret du 14 juin 1815, faire remettre cette copie par un tiers. Ce serait le punir d'un fait qui, en soi, n'a rien de blâmable, qui ne nuit à personne, et qui, loin de là, pourrait en certains cas être considéré comme l'accomplissement d'un devoir, ou du moins comme un bon

office rendu à la partie qui fait signifier l'exploit, par exemple, s'il importait à cette partie d'empêcher une prescription ou déchéance dont elle serait menacée... Ce que le décret a voulu punir, c'est le faux matériel qui compromettrait l'huissier en attestant qu'il a remis lui-même la copie de son exploit, lorsqu'il l'a fait remettre par une autre personne. Si donc l'huissier faisait mention sur cet exploit de l'obstacle personnel qu'il a rencontré et du parit qu'il a pris d'employer une tierce personne pour le remettre, nous pensons qu'il ne pourrait encourir aucun blâme. Peut-être l'exploit serait-il susceptible d'être querellé de nullité par la partie qui s'y croirait lésé; mais bien sûrement l'huissier ne serait pas punissable. L. M. Dav.

JURY.—DECLARATION ALTERNATIVE.—PEINE.—VOL.—REMISE.

Une déclaration alternative de fait ne peut servir de base à une condamnation qu'autant que chacun des termes dont elle se compose justifie l'application de la peine (1). Pour que la rétenton frauduleuse constitue un vol, il faut que la chose n'ait pas été remise volontairement au prévenu, mais qu'elle ait été par lui soustraite (2). (C. pén., 379.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 379 et 401, Code pén.; — Attendu que le jugement attaqué ne décide pas que le demandeur se soit rendu coupable de soustraction ou de rétenton frauduleuse, mais qu'il présente ces deux hypothèses comme pouvant également donner lieu à l'application de l'art. 401, C. pén.; — Attendu qu'une déclaration alternative de fait ne peut servir de base à une condamnation qu'autant que chacun des termes dont elle se compose, justifie l'application de la peine; — Attendu que la rétenton frauduleuse ne constitue pas nécessairement le vol; que, pour qu'elle ait ce caractère, il faut primitivement que la chose retenue ait été, non remise volontairement au prévenu, mais soustraite par lui; — Secondement, que la fraude, bien qu'elle ait pu n'être révélée que par des actes postérieurs, ait existé au moment de la soustraction et s'identifie avec elle; — Attendu que le jugement attaqué ne constatant pas le concours de ces deux conditions, il en résulte que l'un des termes de sa décision alternative ne réunit pas les caractères constitutifs du fait prévu et puni par l'art. 401 précité, dont application a été faite au demandeur; — Qu'ainsi, ledit article a été faussement appliqué, — Casse, etc. »

Du 26 mars 1835. — Ch. crim.

APPEL CORRECT.—RIFORM.—INCOMPÉTENCE.—CONNAISSANCE DU FOND.

Le tribunal ou la Cour qui infirment sur l'appel le jugement d'un tribunal correctionnel ne

doivent lui envoyer l'affaire que dans les cas d'incompétence déterminés par la loi; hors ces cas, ils doivent la retenir et y statuer définitivement, quelle que soit d'ailleurs la cause de l'annulation (3) (L. 3 brum. an 4, art. 202 et 204; L. 29 avril 1806, art. 1er; C. crim., 213, 214 et 215.)

Ainsi, lorsqu'une Cour royale infirme le jugement correctionnel qui avait déclaré nul un procès-verbal d'essais par les employés des contributions indirectes, elle ne peut, au lieu de statuer définitivement sur la contravention, renvoyer l'administration des contributions indirectes à se pourvoir devant qui de droit.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 202 et 204, Code des délits et des peines du 3 brum. an 4; article 1er, L. 29 avril 1806, et 213, 214 et 215, C. crim.; — Attendu que, du rapprochement et de la combinaison de ces articles, il résulte qu'en procédant sur l'appel d'un jugement rendu en matière correctionnelle, il n'y a lieu à renvoi que dans les cas d'incompétence prévus et déterminés par ces mêmes articles; que, hors de ces cas, et soit que le jugement de première instance soit annulé pour violation ou omission non réprimée de formes prescrites par la loi, à peine de nullité, ou pour mal jugé au fond, la Cour ou le tribunal saisi de l'appel doit retenir l'affaire et y statuer d'une manière définitive; — Attendu que le tribunal correctionnel de Bordeaux avait déclaré nul un procès-verbal dressé par les employés de l'administration des contributions indirectes contre P. Parès, ouvrier à Bègles, et renvoyé le prévenu de la poursuite; que l'annulation portant sur le titre même de la demande, ce tribunal avait consommé l'exercice de sa juridiction; que la Cour de Bordeaux, saisie de l'appel, après avoir infirmé la décision des premiers juges, et déclaré que le procès-verbal de saisie était régulier dans sa forme, au lieu de statuer elle-même définitivement, a renvoyé l'administration des contributions indirectes à se pourvoir devant qui de droit, pour être statué sur le fond, par le motif erroné qu'il n'avait encore été l'objet d'aucun débat contradictoire devant les premiers juges, en quoi l'arrêt attaqué a méconnu et violé les règles de compétence, — Casse quant à cette disposition seulement, etc. »

Du 26 mars 1835. — Ch. crim.

VOIRIE.—ALIGNEMENT.—PROPR.—QUEST. PRÉJUDIC.

Le fait d'avoir construit sur un terrain joignant la voie publique, sans avoir préalablement demandé l'alignement, constituant par lui-même une contravention, l'allégation du prévenu que les travaux auraient été exécutés sur son propre terrain ne constitue pas une exception préjudicielle de nature à suspendre l'effet de l'action publique (4).

ARRÊT

« LA COUR, — Vu les art. 408 et 415, C. crim.;

(1) Si non, la déclaration ne présenterait aucune certitude légale. — F. Cass., 1er avril 1824.

(2) F. conf. Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 3, p. 327. — Foy. aussi Cass., 20 nov. 1835.

(3) F. conf. Cass., 6 nov. 1835; Br., 6 janv. 1838.

(4) F. conf. Cass., 19 mars 1835. — Foy. aussi 31 mars 1835; — Mangin, *Action publique*, n° 215.

— Attendu que les tribunaux de répression ne doivent, selon la règle établie par l'art. 183. C. forest., surseoir à statuer sur la prévention dont ils sont saisis, qu'autant que la décision de l'exception préjudicielle, si elle était favorable à celui qui la propose, ferait disparaître le délit ou la contravention; — Et attendu, en fait, que A. Morichon est prévenu d'avoir construit, en empiétant sur la voie publique, un mur pour lequel il n'a ni demandé, ni obtenu l'alignement de l'autorité municipale; — Qu'en soutenant que cette construction a eu lieu sur son terrain, il n'a point élevé une question de nature à retarder le jugement de l'action dirigée contre lui; qu'alors même, en effet, qu'il serait propriétaire du sol dont il s'agit, ledit Morichon n'en aurait pas moins enfreint les règlements généraux de petite voirie, qui défendent de construire sur ou joignant la voie publique avant d'avoir fait tracer l'alignement à suivre; d'où il résulte qu'en prononçant le sursis à statuer sur cette contravention, le tribunal de simple police du canton de l'Isle-Jourdain a tout ensemble violé les principes de la matière et les règles de la compétence. — Cassé, etc. »

Du 20 mars 1856. — Ch. crim.

HYP. LÉGALE. — MINEUR. — ÉTENDUE. — DATE.

L'hypothèque légale du mineur sur les biens de son père tuteur s'étend à tous les droits appartenant au mineur, et notamment à la nue propriété des sommes dont le père a l'usufruit en vertu du contrat de mariage.

Cette hypothèque, dans ce dernier cas, prend date, non du contrat de mariage, mais seulement du jour du décès de la mère. (C. civ., 2121 et 2133.)

Ainsi jugé par le tribunal civil de la Seine, en ces termes : — « En ce qui touche les contestations de Pitt-Eykin et Savoye contre la collocation faite au profit des enfants Mesnard ou de leurs cessionnaires, à l'égard de la fixation de la somme à laquelle ont droit les enfants Mesnard :

« Attendu que l'administration d'un tuteur devant avoir pour effet d'assurer au mineur le remboursement de tout ce qui lui échoit pendant la minorité, le compte qui doit être rendu par le tuteur à la fin de sa gestion doit comprendre non-seulement les sommes qui ont été effectivement touchées, mais encore toutes celles auxquelles le mineur peut avoir eu droit, et pour sûreté desquelles des garanties ont dû être prises;

« Attendu, d'après cela, que l'action que le mineur doit exercer contre son tuteur, et qui donne lieu à l'hypothèque légale stipulée dans le § 2, art. 2121, ne doit pas être bornée à la restitution de ce qui a été reçu par le tuteur, mais doit comprendre la garantie de tous les droits que le mineur a eus à exercer, et que le tuteur, soit par négligence, soit par tout autre motif, n'aurait pas perçus;

« Attendu que, les droits d'enfants mineurs sur la succession de leurs auteurs existant du jour du décès de ces derniers, et la tutelle légale du père commençant de plein droit par la mort

de la mère, le père doit compter, au nombre des sommes qu'il a touchées ou dû toucher comme tuteur, et dont il doit la représentation ou la garantie, la somme intégrale à laquelle se trouvent liquidés les droits du mineur après le décès de sa mère, soit que cette somme résulte des reprises que la mère devait exercer, soit qu'elle provienne de la liquidation des bénéfices de communauté faits pendant le mariage;

« Attendu qu'aux termes de la liquidation de la succession de la dame Mesnard, dressée par M^r Foucher, à la date du 5 août 1826, les droits des enfants Mesnard, qui étaient tous deux mineurs au moment du décès de leur mère, ayant été fixés, tant en reprises qu'en bénéfices de communauté, à 49,672 fr. 30 c., en toute propriété, et à 24,836 fr. 15 c. en nue propriété, c'est jusqu'à concurrence de ces deux sommes que doit s'étendre l'hypothèque légale à laquelle ont droit les enfants Mesnard;

« Attendu que, quoique au moment de la liquidation de la succession de la dame Mesnard, les enfants Mesnard n'eussent pas eu le droit d'exiger de leur père la délivrance du capital de 24,836 fr. 15 c., grevé de l'usufruit du père, d'après les conventions du contrat de mariage, leur droit à ce capital n'en était pas moins consacré par la liquidation et acquis à leur profit comme valeur de la succession de leur mère, à partir du jour de l'ouverture de la tutelle;

« Attendu d'ailleurs que, le père n'ayant pu conserver ce capital entre ses mains qu'à la charge d'en donner caution, puisqu'il n'était pas dispensé de la fournir par des clauses de son contrat de mariage, l'obligation de fournir cette somme ou d'en donner la garantie lui serait encore imposée comme suite de la responsabilité de sa gestion, et devrait par conséquent donner lieu à l'hypothèque légale au profit des enfants;

« A l'égard de la date de l'hypothèque que peuvent réclamer les enfants :

« Attendu que, si les enfants mineurs, comme exerçant les droits de leur mère, peuvent réclamer le bénéfice du § 2, art. 2133, C. civ., qui fait remonter l'hypothèque de la femme à la date du contrat de mariage, ce ne peut être qu'en tant qu'ils réclament le montant des reprises telles qu'elles ont été déterminées par le contrat de mariage; mais que ce privilège ne peut s'étendre aux droits que les enfants peuvent réclamer par suite du partage de l'actif de la communauté, qui n'existe que du jour où cette communauté a cessé; qu'à cet égard l'hypothèque ne peut partir que du jour du décès de la mère... » — Appel.

ARRÊT.

« LA COUR, — Admettant les motifs des premiers juges, — Confirme, etc. »

Du 20 mars 1856. — C. de Paris.

MATIERE CIVILE ET CRIMINELLE. — SENSUS. — VERIFICATION D'ECRITURE. — FAUX. — PIERRES. — JUGE D'INSTRUCTION.

Lorsque, pendant le cours d'un procès civil, il s'élève un procès criminel, les juges saisis

du procès civil sont tenus, dans tous les cas, de surseoir jusqu'à ce qu'il ait été prononcé définitivement sur le procès criminel, soit que les poursuites criminelles aient lieu spontanément de la part du ministère public, soit qu'elles aient été provoquées par la partie lésée. (C. crim., 5.)

Spécialement, les juges saisis d'une simple demande en vérification d'écriture doivent surseoir à leur jugement, si le ministère public vient, pendant l'instance civile, à diriger des poursuites pour crime de faux contre les auteurs de la pièce à vérifier (1). (C. crim., 460; C. proc., 340.)

Ils doivent encore ordonner le sursis de la cause réclamée par la partie défenderesse, lorsque le juge d'instruction défend les pièces les plus importantes du procès civil, et qu'il a déclaré ne vouloir les remettre, ni à cette partie, ni à ses conseils.

Pour bien sentir le véritable point de la difficulté dans la question qui précède, il ne sera peut-être pas inutile de retracer ici et de mettre en présence quelques-uns des principes généraux qui gouvernent la matière.

Trois voies différentes sont ouvertes à la partie qui veut repousser la preuve que sa partie adverse prétend tirer des actes par elle produits dans une instance.

La première, lorsque la pièce n'est pas authentique, est la méconnaissance ou dénégation d'écriture, qui conduit à une instance en *vérification d'écriture*, réglée au civil par les articles 193 et suiv., C. proc. (2).

La seconde, quelle que soit la forme de la pièce, authentique ou privée, est le *faux incident civil*, procédure toute civile, réglée par les art. 214 et suiv., qui tend uniquement à démontrer que la pièce est fautive et qu'elle doit être rejetée, sans s'occuper en aucune manière de l'auteur du faux et de sa punition.

La troisième, qui peut être également suivie dans le cas d'une pièce authentique ou sous seing privé, est le *faux principal* ou la *plainte en faux*, à laquelle se rattache l'action du ministère public, procédure toute criminelle, suivie contre la personne à laquelle le faux peut être imputé, et réglée par les art. 448 et suiv., C. crim.

C'est en présence de ces trois modes de procéder, dont le choix est laissé à la partie qui veut entreprendre de combattre la foi due aux actes écrits qui lui sont opposés, que le législateur a introduit cette règle générale (3), que « l'exercice de l'action civile est suspendu, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile, règle écrite dans l'art. 5. Code crim., et que l'ancienne jurisprudence avait formulée en ces termes : *tecriminet tunc le civil en état*. »

Cette règle, dont la sagesse et la justice sont d'une évidence palpable, a reçu une application spéciale en matière de faux matériel ou intentionnel. Elle se trouve reproduite ou appliquée jusqu'à trois fois dans nos Codes : procédure civile et d'instruction criminelle. Dans l'article 259, C. proc., au titre du *Faux incident civil*, le législateur prévoit le cas où, dans le cours d'une procédure civile sur inscription de faux, il se révèle des indices du faux criminel ; il charge alors le magistrat qui préside de commencer des poursuites, de délivrer même mandat d'amener contre les prévenus, et l'art. 240 ajoute que, dans ce cas, « il sera sursis à statuer sur le civil, jusqu'après le jugement sur le faux. » — L'article 250 du même Code, et au même titre du *Faux incident*, présente une disposition semblable pour le cas où la partie qui attaque d'abord la pièce au civil, viendrait à prendre la voie criminelle, et porterait plainte en faux principal. Encore, dans ce cas, la loi veut que le procès criminel opère sursis au jugement du procès civil. — Enfin, l'article 460, C. crim., au titre *Des faux*, s'occupe des cas où la découverte d'un crime de cette espèce aurait eu lieu soit dans un procès civil, soit dans une procédure criminelle quelconque relative à un autre crime ou délit. Et encore ici, dans la première hypothèse, le législateur veut que le procès criminel sur le faux suspende le procès civil sur lequel la pièce fautive a été produite, et dans la seconde hypothèse, que les juges d'abord et qu'ils décident préalablement s'il y a lieu ou non à surseoir au procès criminel dont ils sont déjà saisis.

Tel est le système de notre législation actuelle relativement au sursis ou à la suspension que doit opérer, soit au civil, soit au criminel, la poursuite du faux principal dirigée, non contre la pièce arguée de faux, mais bien contre la personne qui en est présumée l'auteur.

Dans ce système, faut-il, par voie d'extension et en l'absence d'un texte spécial, faire entrer le cas de vérification d'écriture, en l'assimilant au faux incident civil ? — Telle est la question que la cause dont nous allons rendre compte a présentée à résoudre, et que la Cour de cassation a résolue affirmativement, toutefois, en se fondant uniquement sur la généralité de la règle posée dans l'art. 5, C. crim. Mais ne peut-on pas ajouter à ce motif que les raisons qui ont fait appliquer la règle de l'art. 5 en matière de *faux incident civil*, se retrouvant absolument les mêmes en matière de *vérification d'écriture*, il y a lieu, malgré le silence de la loi, d'y appliquer la même règle ? Nous n'hésitons pas à nous prononcer pour l'affirmative : c'est le cas où jamais, selon nous, d'appliquer la maxime *ubi eadem ratio, ibi idem jus*.

L. M. DEB.

(1) F. Carnot, *Comm. du Code crim.*, sur l'art. 3; Legraverend, *Législ. crim.*, n° 197, (t. 1, p. 386).

(2) Il y a eu aussi une vérification d'écriture en matière criminelle ; mais elle se confond en partie avec la procédure du faux ; elle est réglée par les art. 453 et suiv., Code criminel.

(3) Cette règle souffre cependant exception dans quelques matières spéciales, telles que les questions d'état (C. civ., 327), au lorsqu'il s'agit de *Questions préjudicielles*. — Voy. Cass., 8 mars 1828.

Venons maintenant à l'espèce.

Par un testament olographe du 15 prair. an 6, le duc de Béthune-Charost avait institué la dame de Tourzel, sa femme, pour sa légataire universelle. — Après le décès du duc de Charost, arrivé en 1800, la duchesse de Charnat, sa veuve, fut mise en possession de son entière succession. Elle en jouissait depuis 29 ans, lorsque les époux Picard, se disant aux droits de la marquise de Sallen, alors décédée, ont représenté un autre testament olographe du duc de Charost, à la date du 3 mai 1782, par lequel le dernier légua à la marquise de Sallen une somme de 200 000 fr. Les époux Picard ont demandé en conséquence à sa veuve la délivrance de ce legs.

La dame de Charost ayant déclaré ne pas reconnaître dans ce testament l'écriture et la signature de son mari, la vérification en fut ordonnée par jugement du tribunal de la Seine du 11 déc. 1829, lequel désigna en même temps des experts pour procéder à cette vérification.

La déclaration des experts fut que l'écriture et la signature du testament représenté n'étaient pas de la main du duc de Charost, et par suite, il intervint, à la date du 22 mars 1831, jugement qui rejeta la demande des époux Picard.

Appel de la part de ces derniers. — Dans le cours de l'instance, une action criminelle en faux principal est dirigée contre eux par le ministère public. — Les époux Picard demandent aussitôt qu'il soit sursis par la Cour royale au jugement de leur procès civil, jusqu'à ce qu'il ait été définitivement prononcé sur le procès criminel contre lequel ils vont avoir à se défendre (procès qui du reste a été ultérieurement terminé par une ordonnance de non-lieu). Ils se fondent, à cet égard, sur les dispositions de l'art. 3, C. crim., et, par analogie, sur l'art. 240, C. proc., qui, dans le cas où une procédure sur faux incident civil soulevé incidemment un procès en faux principal, veut qu'il soit sursis à statuer sur le procès civil jusqu'après le jugement sur le faux.

Pour écarter cette exception, la dame de Charost soutient que l'action publique ou criminelle ne suspend l'action civile qu'autant qu'elles sont fondées l'une et l'autre sur la même cause; que, dans l'espèce, la culpabilité présumée des époux Picard, seul fondement de la poursuite criminelle dirigée contre eux, est tout à fait étrangère à l'instance civile sur laquelle la Cour royale est appelée à statuer; qu'ainsi il n'y a pas lieu à sursis, l'indivisibilité de cause n'existant pas.

23 juill. 1832, arrêt de la Cour de Paris qui accueille ce système, en rejetant la demande de sursis, ordonne de plaider au fond : — « Considérant, porte l'arrêt, que les premiers juges n'ont eu à statuer que sur une vérification d'écriture, et que la plainte en faux principal portée au criminel par le ministère public, établit une action distincte de la précédente, puisque l'une s'adresse à la personne et l'autre s'applique à la pièce; — Considérant, d'ailleurs, que la vérification d'écriture ne fait pas obstacle à la poursuite du faux principal... »

L'avocat des époux Picard ayant ensuite refusé de plaider sur le fond, la Cour, par arrêt du même jour, jugant en état de qualités posées, confirme la décision des premiers juges, et comme eux, rejette le prétendu testament du duc de Charost.

POURVOI en cassation par les époux Picard, pour violation des art. 3 et 460, C. crim., 230 et 240, C. proc.

C'est une maxime de notre ancienne jurisprudence française, a-t-on dit pour les demandeurs, maxime transportée dans notre droit nouveau, que *le criminel tient le civil en état*; c'est-à-dire que, dans le cas où des poursuites criminelles viennent à être exercées durant le cours d'un procès civil, il doit être sursis au jugement de l'instance civile jusqu'après le jugement de l'action publique. Cette règle avait déjà été proclamée en termes exprès dans une loi du 3 brum. an 2; elle est maintenant écrite dans l'art. 3, C. crim., conçu en ces termes : « L'action civile peut être poursuivie en même temps » et devant les mêmes juges que l'action publique. Elle peut aussi l'être séparément; dans ce cas, l'exercice en est suspendu, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique. »

Les art. 230 et 240, C. proc., et l'art. 460, C. crim., ne font que reproduire, en matière de faux, le principe posé d'une manière générale dans l'art. 3; ils veulent qu'il soit sursis à l'instance civile sur le faux, toutes les fois qu'une action criminelle en faux principal est formée durant cette instance.

Ces diverses dispositions de loi sont si positives et si formelles, elles s'appuient sur des principes si constants et si sages, qu'il est presque superflu de rappeler ici les motifs qui les ont fait admettre. Un de ces motifs est le respect dû au malheur d'un accusé placé sous le coup de préventions fâcheuses qui peuvent influer sur le jugement de sa cause au civil. — On est en général trop porté à regarder un prévenu comme coupable, et cette prévention, souvent injuste, aurait pour lui les conséquences les plus désastreuses si, sous son empire, le juge civil se pressait de statuer. — Le législateur a voulu éviter, d'ailleurs, sur un même fait, la contrariété de jugements. Il a voulu enfin que celui qui a à se défendre d'une accusation criminelle qui menace sa vie ou toute son existence sociale, ne fût pas détourné de ce soin par un procès civil qui menace sa fortune et son honneur. — Aussi tous les criminalistes modernes s'accordent-ils à proclamer que *le criminel doit tenir le civil en état*. Carnot, en son *Comm. du Code criminel*, ne fait aucun doute que ce principe ne doive, dans toutes les circonstances, recevoir son application, et Le-gravend exprime la même opinion avec plus de développements, dans son *Traité de Lég. crim.*, t. 1, p. 55. — Qu'oppose à ces lois, à ces principes, à ces autorités, la Cour de Paris? — La vérification d'écriture, dit-elle, ne fait pas obstacle à l'instruction en faux principal; ce sont deux actions distinctes, l'une dirigée contre la pièce, l'autre dirigée contre la personne. — Et

est impossible de nier que le procès criminel fait à la personne n'ait pour base, tout aussi bien que l'instance civile, la pièce à vérifier, et que, par conséquent, il n'y ait entre les deux procès une connexité telle qu'ils ne puissent se suivre simultanément devant deux juridictions différentes; car, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de savoir si la pièce est vraie ou si elle est fautive. Il faut donc nécessairement que l'une des instances cède et s'arrête devant l'autre. Or, il est évident que c'est la plus grave, la plus importante qui doit l'emporter. L'action civile n'est alors qu'un accessoire de l'action criminelle. En effet, si le crime est reconnu, comme la base du crime est dans la pièce, il est clair que la pièce sera fautive; tandis que si le crime n'existe pas, il serait injuste et dangereux de juger cependant la pièce, sous la prévision qu'elle est criminelle. Il faut donc nécessairement attendre le jugement de l'action principale, qui se trouve préjudicielle. — L'argument tiré de ce que le procès criminel est dirigé contre la personne, et le procès civil contre la pièce, se retourne contre l'arrêt attaqué; car c'est précisément parce que les deux actions sont distinctes et séparées qu'elles rentrent dans l'application générale de l'art. 3, C. crim. La loi ne fait aucune exception; toutes les fois donc que l'instance criminelle, suivie séparément, se lie à l'instance civile, et peut avoir quelque influence sur elle, il y a lieu de surseoir par le juge civil. Toujours, on le répète, et dans toutes les circonstances, le criminel tient le civil en état. — C'est, au surplus, ce que la Cour de cassation a jugé souvent, et particulièrement par deux arrêts des 18 nov. 1812 et 30 janvier 1824.

Pour la défenderesse, on a répondu que l'article 3, C. crim., en ordonnant le sursis de l'action civile jusqu'au jugement de l'action criminelle, n'entendait parler que de l'action civile intentée pour obtenir réparation du dommage résultant d'un crime, d'un délit ou d'une contravention, c'est-à-dire du fait qui donne lieu aux poursuites criminelles. C'est, a-t-on dit, ce que prouvent les termes de l'art. 3 du même Code, dont l'art. 3 ne fait que continuer le sens et la portée : « L'action civile, pour la réparation du dommage, porte cet article, peut être exercée contre le prévenu et contre ses représentants, etc. » Et on lit ensuite dans l'art. 3 : « Elle (l'action civile) dont » vient de parler l'article précédent peut être » poursuivie séparément, et, dans ce cas, l'exercice en est suspendu, etc. » — Or, dans l'espèce, il ne s'agissait nullement d'une action intentée pour la réparation du dommage résultant d'un crime ou d'un délit. La dame de Charost se bornait, devant la Cour royale, à méconnaître l'écriture et la signature du testament qu'on lui représentait. Elle soutenait que ce prétendu testament ne pouvait former contre elle un titre valable; mais elle ne se plaignait point de crime de faux; elle n'en demandait du moins la réparation à personne; ce n'était certainement pas là d'intenter une action civile dans le sens de l'art. 3; cet article devait donc être

écarté comme tout à fait inapplicable à la cause.

— Quant aux trois autres articles cités, ils sont également sans application dans l'espèce. Ils s'occupent du cas où il y a eu inscription de faux incident, ou plainte en faux principal de la part de celui qui repousse la pièce. Évidemment, on ne peut puiser là des règles de procédure pour le cas où il s'agit de vérification d'écriture; ce serait confondre deux ordres d'idées que le législateur a pris soin de distinguer. — Lorsqu'il a en l'intention de rendre communes certaines règles à l'une et à l'autre de ces procédures, il n'a pas manqué de s'en expliquer, et l'art. 236, C. proc., offre deux exemples de renvoi du titre du faux incident civil, au titre de la vérification d'écriture. Il est donc certain que si les art. 239 et 240 du même Code ne font pas mention de la vérification d'écritures, c'est qu'il n'entrait pas dans la pensée du législateur d'ordonner le sursis pour ce cas; ce serait abuser de l'analogie que de l'invoquer pour justifier une pareille extension des articles cités. Ainsi, dans l'espèce, aucune disposition légale ne prescrivait à la Cour de Paris de surseoir à prononcer sur le fond de la contestation jusques après le jugement sur l'action publique intentée contre les demandeurs; la Cour a donc pu refuser ce sursis sans violer aucune loi.

L'avocat général Laplagne-Barris a pensé que la question devait être jugée indépendamment des art. 239 et 240, C. proc., ainsi que de l'art. 460, C. crim.; que toute la difficulté résidait dans une saine interprétation de l'art. 3 de ce dernier Code. Cet article, a-t-il dit, consacre un principe de justice qu'il importe à la société, sous plus d'un rapport, de maintenir. Il a pour but d'empêcher l'influence du civil sur le criminel.... Le législateur a voulu aussi que l'homme qui serait accusé d'un crime ne fût pas détourné du soin de sa défense par les embarras qu'occasionne un procès civil. En présence d'aussi puissantes considérations, qui reposent sur les principes les plus sacrés de justice et d'humanité, serait-il permis de faire une distinction entre la procédure de vérification d'écriture et celle de faux incident civil? C'est ce que nous ne saurions admettre; car les raisons qui ont présidé à la rédaction de l'art. 3, C. crim., s'appliquent aussi bien au cas de vérification d'écriture qu'au cas de faux incident civil. Supposons, en effet, qu'avant que l'instance criminelle soit vidée, les juges civils rejettent la pièce dont l'écriture est méconnue, n'y aura-t-il pas une influence du civil sur le criminel? Aussi un jurisconsulte d'un savoir éminent, Merlin, n'hésite pas à se prononcer pour le sursis dans l'examen qu'il fait de cette question (1). Que l'on ne dise pas qu'il n'y avait pas action civile dans l'espèce; car si les juges criminels n'avaient pas rendu une ordonnance de non-lieu, et qu'un arrêt criminel eût déclaré la pièce fautive, il y aurait eu évidemment décision sur un seul et même fait, la vérité ou la fausseté de la pièce... L'avocat

(1) V. *Répert. de jurispr.*, t. 15, add., v° *Non bis in idem*, n° 10, p. 304.

général conclut en conséquence à la cassation de l'arrêt dénué.

ARRÊT.

« LA COUR; — Vu l'art. 5, C. crim.; — Attendu que l'action publique est évidemment celle qui est exercée par le ministère public, et dont le titre fondamental est la plainte qu'il porte dans l'intérêt de la société; — Qu'il résulte de cette disposition générale, reproduite en termes équivalents dans plusieurs autres articles de la législation civile et criminelle, que, lorsqu'il s'élève un procès criminel pendant le cours d'un procès civil, les juges saisis du procès civil sont tenus de surseoir jusqu'à ce qu'il ait été prononcé définitivement sur le procès criminel;

« Attendu que, dans l'espèce, pendant que les parties étaient en instance au civil, devant la Cour de Paris, sur l'appel interjeté par les époux Picard du jugement rendu contre eux par le tribunal civil de la Seine, le 22 mars 1831, il y a eu plainte en faux principal de la part du ministère public contre lesdits époux Picard; qu'il y a eu, des lors, action publique dont l'effet, aux termes du susdit art. 5, C. crim., était de suspendre l'action civile dont la Cour était saisie; — Que s'il est vrai que, dans l'instance au civil introduite par les époux Picard contre la dame veuve de Charost, en paiement d'un legs particulier de 200,000 fr., en vertu du testament que l'on prétendait émaner du duc de Charost, la dame sa veuve, sa légataire universelle, s'était bornée à ne pas reconnaître l'écriture et signature de son défunt mari, sans manifester aucune intention de s'inscrire en faux, il n'en a pas été de même de la part du ministère public qui, devant le tribunal de première instance, s'était fait à cet égard des réserves expresses dont il fut donné acte, et qui, postérieurement, a régularisé sa plainte en faux principal contre lesdits époux Picard; — Que ces derniers, par l'effet de l'instruction criminelle à laquelle cette plainte a donné lieu, ont cru devoir, par des conclusions formelles, requérir qu'il fût sursis à statuer sur l'appel par eux interjeté du jugement du 22 mars 1831, jusqu'à ce qu'il eût été prononcé définitivement sur l'action criminelle; — Que ce sursis était demandé par deux motifs également fondés : l'un tiré de la disposition expresse de la loi; l'autre de ce que les pièces les plus importantes du procès civil se trouvaient entre les mains du juge d'instruction, qui avait déclaré par écrit ne pouvoir les remettre aux époux Picard, ni à leurs conseils; — Que la Cour royale, sans reconnaître les faits articulés à l'appui de cette demande en sursis, l'a repoussée par le motif qu'il s'agissait de deux actions distinctes, l'une s'adressant à la personne, l'autre s'appliquant à la pièce, et que, d'ailleurs, la vérification d'écriture ne faisait pas obstacle à la poursuite en faux principal; que ladite Cour a ensuite prononcé au fond, et a confirmé le jugement de première instance en

en adoptant les motifs; — Attendu que la distinction établie par cet arrêt entre la personne et la pièce, était inapplicable à la cause qui, évidemment, se trouvait placée dans le cas prévu par l'art. 5 ci-dessus cité; — Qu'en refusant d'accorder le sursis qui était demandé, ladite Cour a violé le susdit art. 5 : — Par ces motifs, casse, etc. »

Du 28 mars 1836. — Ch. civ.

JUGEMENT. INTERLOCUTOIRE. — EXPERTISE. — RECOURS EN CASSATION. — RECEVABILITÉ.

Le jugement qui, statuant sur une demande en indemnité pour réparation du préjudice causé aux propriétés voisines par les lapins d'un bois, ordonne avant faire droit, et sans rien préjuger au fond, une vérification des lieux et l'expertise du dommage, est purement interlocutoire ou préparatoire, et, par suite, ne peut être attaqué par la voie du recours en cassation, sous prétexte qu'il préjugerait la question de responsabilité du propriétaire (1). (C. civ., 1384; C. proc., 452.)

D'Havrincourt, propriétaire d'un bois dans lequel il existait une grande quantité de lapins, avait été cité par Tétart et autres pour se voir condamner à leur payer des indemnités, à raison du préjudice que les lapins avaient causé à leurs récoltes.

Jugement par défaut qui, avant faire droit et sans préjuger au fond, ordonne que, par experts à nommer amiablement par les parties, sinon d'office, le dommage dont on demande la réparation sera apprécié, et la cause d'icelui indiquée autant que possible; ordonne que les experts se rendront sur les lieux contentieux, et estimont le préjudice fait sur chaque pièce de terre, rechercheront et dériveront les garennes existantes sur les lisières du bois....

Appel par D'Havrincourt. — Il demande et dénie formellement que ce bois soit constitué en garenne, pour y élever, nourrir et entretenir des lapins. En conséquence, il demande que Tétart et autres soient déclarés non recevables dans leur demande à fin d'expertise, laquelle serait sans utilité et sans résultat au procès.

Jugement confirmatif qui ordonne qu'il sera procédé à la vérification des lieux et à la constatation du dommage causé par les lapins du bois d'Havrincourt. Ce jugement est ainsi conçu : — « Considérant que le jugement dont est appel, quoique ordonnant une expertise, une simple mesure d'instruction, renferme, néanmoins, une disposition que l'on peut considérer comme interlocutoire, et que, par conséquent, l'appel de ce jugement est recevable;

« Considérant que, si l'on ne peut admettre, d'une manière absolue, que le propriétaire d'un bois, par cela seul qu'il y existe des lapins, est responsable du dommage causé par ces animaux aux champs voisins, il faut reconnaître cependant que la responsabilité doit peser sur le pro-

(1) Un pareil jugement ne peut être attaqué qu'après le jugement définitif (voy. Cass., 12 avril 1810 et 3 juin 1826, et l'exécution même volontaire ou

aurait ultérieurement être opposé comme fin de non-recevoir. — F. Merlin, *Rép.*, *vo* Cassation, § 3, n° 7; Carré-Chauveau, n° 1616, p. 50 et 52.

propriétaire du bois, lorsque, par son fait ou par sa négligence, il a directement ou indirectement contribué au dommage;

« Considérant que les intimés ont articulé qu'il existe dans le bois d'Havrincourt une multitude extraordinaire de lapins que l'on ne peut considérer comme s'y étant réunis accidentellement, et par un simple effet de l'instinct; qu'il y a des lapins dans le bois depuis un temps immémorial; qu'ils y ont de nombreux terriers; que les propriétaires du bois n'ont rien fait pour détruire ces terriers, qui attirent les lapins dans le bois, y favorisent leur séjour habituel, et secondent leur multiplication; que ces terriers sont tellement nombreux que les chasses faites par d'Havrincourt ne peuvent être considérées que comme un moyen inutile de destruction; qu'au surplus, le séjour habituel et continu d'une multitude de lapins, dans le bois dont il s'agit, a provoqué des plaintes contre d'Havrincourt, et provoqué diverses actions contre lui, et qu'aujourd'hui les intimés prétendent qu'une quantité de terres voisines se trouvent dévastées par les lapins du bois d'Havrincourt;

« Considérant que, dans ces circonstances, c'est avec raison que le juge de paix a ordonné la vérification des lieux et l'expertise du dommage. »

POURVOI en cassation pour violation de l'article 1315, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a admis, sans preuve du quasi-délit, la responsabilité du propriétaire.

ARRÊT.

« LA COUR. — Considérant que le jugement du tribunal d'Arras, contre lequel le pourvoi est dirigé, s'est borné, dans son dispositif, à confirmer la sentence du juge de paix du canton de Bertincourt, lequel, avant faire droit et sans rien préjuger au fond, ordonnait une vérification des lieux où étaient retranchés les lapins dont les dégâts étaient l'objet du procès; — Attendu que, par cette mesure purement interlocutoire, les droits et exceptions de toutes les parties se trouvent réservés et peuvent être accueillis par le jugement définitif à intervenir, — Rejette, etc. »

Du 29 mars 1836. — Ch. req.

Nota. Dans la même affaire, — *V. Cassation*, 22 mars 1837.

VENTE. — VINS. — DÉGUSTATION.

L'art. 1587 ne reçoit son application qu'au cas où il ne résulte pas, soit de la convention des parties, soit de la nature de la vente, que l'acheteur n'a pas entendu faire de sa dégustation personnelle une condition essentielle du marché.

Par exemple, il peut être déclaré non applicable à une vente de vins que l'acheteur acquiert, non pour sa consommation particulière, mais pour les livrer, par le commerce,

au goût des consommateurs (1). (C. civ., 1587 et 1134.)

Dans ce cas, la vente est parfaite du jour où le traité est intervenu entre les parties, sans qu'il soit nécessaire d'attendre que l'acheteur ait dégusté et agréé les vins.

Il y a lieu seulement à nommer des experts pour donner leur avis sur la fabrication et l'entretien des vins, et sur leur classement d'après les prix déterminés par la convention.

Desvarannes vend à Michel son cellier de la Perrière, récolte de 1834, et il est expressément convenu entre eux 1° que la majeure partie des vins sera enfilée dans des barriques neuves, et le reste dans de vieux fûts; 2° que le premier vin sera payé 140 fr. la barrique, et le vin de bri 50 fr.; 3° enfin que tout sera enlevé à une époque déterminée. Du reste, les parties ne s'expliquent nullement à l'égard de la dégustation à faire du vin ainsi vendu.

Après la récolte, le vin est offert à Michel, qui le refuse, sous prétexte qu'il est inégal, mal fait et mal enfilé. — Procès.

Jugement du tribunal de commerce qui, se fondant sur l'art. 1587, C. civ., déclare que le marché dont Desvarannes demande l'exécution ne constitue pas une vente définitive, et que Michel est toujours resté maître de ne pas agréer les vins.

Mais, sur l'appel, arrêt de la Cour d'Angers du 21 janv. 1835, qui juge que la vente est consommée et définitive; que Michel ne peut, en invoquant l'art. 1587, C. civ., refuser d'agréer le vin, parce qu'il résulte des circonstances qu'il l'a acheté, non pour sa consommation particulière, mais pour le livrer au commerce, au goût des consommateurs; mais aussi que, Michel alléguant que les vins sont inégaux, mal enfilés, et mal classés, il a lieu de les faire vérifier par experts. L'expertise a lieu.

Le 25 mars 1835, arrêt ainsi conçu: — « Attendu qu'il résulte des circonstances de la cause, et qu'il a été reconnu dans l'arrêt contradictoire du 21 janv. dernier, que le marché de vins fait entre les parties avant la récolte l'avait été à des prix et à des conditions bien déterminées; que la vente était parfaite le jour du traité verbal, et que la seule condition qui restait à accomplir consistait dans la bonne fabrication et les soins d'entretien de la part du vendeur, suivant l'usage, du cellier vendu; — Attendu qu'il est vérifié par l'expertise faite en exécution du susdit arrêt, que la fabrication et l'entretien ont été bons, que la qualité des vins est satisfaisante pour toutes les portions à l'égard desquelles il est conclu par l'appelant à l'exécution du marché. »

POURVOI en cassation de la part de Michel contre les arrêts des 21 janv. et 25 mars 1835 pour violation de l'art. 1587, C. civ. — Aux termes de cet article, disait-on à l'appui du pourvoi, il n'y a pas de vente à l'égard des

de la vente (continuation de Toullier, n° 101, et Troplong, n° 92 et suiv. — *Voy.* en sens contraire, Merlin, Rép., v° *Vente*, § 4, n° 3.

(1) *V.* la note sous l'arrêt attaqué (Angers, 21 janv. 1835) et Pothier, *Traité de la vente*, n° 310 (dernier alinéa). Et c'est aussi l'opinion professée par Duranton, t. 16, n° 93; Duvergier, *Traité*

choses que l'on est dans l'usage de goûter, tant que l'acheteur ne les a pas goûtées et agréées. Jusqu'à ce que cette dégustation et l'agrément aient eu lieu, il n'y a pas réellement consentement. Or, dans l'espèce, Michel déclarait ne pas agréer les vins. Dès lors la vente manquait d'une de ses conditions essentielles, ou, pour mieux dire, il n'y avait pas de vente. En vain dirait-on que des experts ayant reconnu la bonne qualité des vins, cela a suffi pour autoriser les juges à donner au marché force d'exécution. En effet la dégustation et l'agrément dont parle l'art. 1587 ne peuvent être arbitrairement abandonnés à des hommes de l'art. Le droit qui en résulte est personnel à l'acheteur, qui seul peut l'exercer, comme bon lui semble.

Dans son rapport, Brière de Valigny a fait observer que, si les principes invoqués par le demandeur en cassation étaient incontestables en l'espèce générale, il fallait distinguer le cas où l'acheteur aurait stipulé qu'il goûterait la marchandise pour savoir si elle était à son goût, et celui où la dégustation ne devrait avoir pour but que de reconnaître si elle était bonne, loyale, marchande et non gâtée. « Ce n'est que dans le premier cas, dit Pothier (*Traité de la vente*, n° 310, dernier alinéa), qu'il peut ne pas tenir le marché en déclarant, après qu'il l'aura goûtée, qu'il ne la trouve pas à son goût; dans le deuxième, il ne peut refuser la marchandise, si elle se trouve bonne. »

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la règle tracée par l'art. 1587, C. civ., n'interdit pas l'ordre public, et qu'il est permis d'y déroger par des conventions particulières; — Attendu que les arrêts attaqués ont reconnu qu'il avait été fait entre les parties une convention verbale, et qu'il avait été bien entendu entre elles que la vente, objet de cette convention, était parfaite dès le jour du traité; que la seule condition qui restait à accomplir était la bonne fabrication des vins et les soins de leur entretien de la part du vendeur; que l'expertise ordonnée par l'arrêt du 21 janv. 1835 a constaté que cette fabrication avait été bonne, et que le vendeur avait donné aux vins les soins convenables; — Attendu que, d'après ces faits et conventions, que la Cour royale seule avait le droit de reconnaître et d'apprécier, et d'après les résultats de l'enquête, la Cour royale a pu et dû ordonner l'exécution de la vente faite entre les parties; qu'en le faisant, elle n'a violé ni l'art. 1587, C. civ., ni les dispositions de la loi, — Rejette, etc. »

Du 29 mars 1836. — Ch. req.

JUGEMENT. — MINISTÈRE PUBLIC. — COMMUNICATION. — FEMME. — PRÉSENCE. — BIEN DOTAL. — FAILLITE. — DISTRIBUTION AMIABLE. — CONCORDAT. — PAYEMENT.

Le défaut de communication au ministère public ne peut donner lieu au recours en cassation, ni à requête civile, quoique la décision contre laquelle le pourvoi est formé ait été rendue en faveur de la partie dans l'in-

stérêt de laquelle la communication était ordonnée (1). (C. proc., 83 et 480.)

La présence d'une femme dans une instance ne nécessite pas la communication au ministère public, lorsque d'ailleurs elle y paraît autorisée de son mari, et qu'il ne s'agit pas d'un bien dotal.

Le pouvoir donné par une masse de créanciers concordataires et par le failli lui-même à des commissaires directeurs de vendre certains immeubles, dont le prix servirait à acquitter les créances privilégiées hypothécaires et chirographaires, entraîne pour ces commissaires le droit de faire procéder à la distribution amiable des deniers provenant de la vente, et même à celle du supplément du prix résultant d'une surenchère.

Du moins, l'arrêt qui, interprétant les termes et l'esprit du concordat, le juge ainsi et à l'abri de la cassation.

Dans le cas même où il y aurait excès de pouvoir de la part de ces commissaires, la nullité de leurs opérations ne pourrait pas être provoquée par le failli après la clôture de l'ordre amiable terminé sans contestation et le paiement fait aux créanciers.

Floceau, négociant, s'étant déclaré en faillite, fit à ses créanciers l'abandon de tous ses biens. Un concordat fut signé entre eux. On y lisait notamment : « Que les créanciers s'unissaient sous la direction de Juge et Plessin, qu'ils nommaient commissaires directeurs; que les immeubles seraient vendus en direction par ces commissaires, par adjudication publique, en l'étude de M^e Juge, notaire, et ce, tant en l'absence qu'en la présence de Floceau, qui, en tant que de besoin, donnait tous les pouvoirs aux commissaires à cet effet, et s'interdisait de révoquer ces pouvoirs; que le prix des ventes servirait à payer les créanciers privilégiés hypothécaires, et subsidiairement les créanciers chirographaires. »

La dame Floceau intervint dans ce traité, et consentit à ce que tous les créanciers envers lesquels elle s'était obligée conservassent leurs droits contre elle.

Par suite de la vente qui eut lieu des immeubles abandonnés, un ordre amiable s'ouvrit par les soins des commissaires directeurs, et le prix en provenant fut distribué aux créanciers. — Postérieurement à cette distribution, plusieurs acquéreurs firent à la dame Floceau les dénominations prescrites par l'art. 2185 pour opérer la purge légale.

La dame Floceau, qui était seule créancière inscrite, forma une surenchère sur son parlie des biens vendus, qui fut réadjudgée.

Les commissaires directeurs voulurent alors faire procéder à un ordre additionnel sur la somme formant la différence entre le prix de la première adjudication et celui de l'adjudication nouvelle.

Les époux Floceau s'y opposèrent. Ils prétendirent que la première distribution qui avait eu lieu était nulle, comme faite avant l'expiration

(1) *F. Cass.*, 12 janv. 1831; — Carré-Chauveau, n° 1758.

des délais prescrits par les art. 2183 et 2184, C. civ., et aussi comme faite en l'absence de Floceau et de son épouse, et sans que l'un ou l'autre eût été appelé.

Les diverses autres prétentions des époux Floceau sont suffisamment énoncées dans le jugement qui les a déclarées mal fondées en ces termes : — « Considérant que la prétention de la dame Floceau de se dire seule créancière hypothécaire de son mari, et de demander que la totalité du prix de la vente lui soit attribuée, est évidemment mal fondée, puisqu'il n'existe plus d'inscriptions sur les biens vendus; c'est pourquoi les créanciers inscrits ont été payés avec les fonds provenant des ventes, étant, en conséquence, donné mainlevée de leurs inscriptions; qu'au surplus, ces prix de vente ont été employés au paiement des créanciers envers lesquels la dame Floceau était conjointement obligée avec son mari;

« Considérant que déjà une première distribution dans la masse a été faite par les soins des commissaires directeurs, et devant le notaire choisi par la masse des créanciers; que cette opération est régulière et rentrait dans les attributions conférées aux commissaires directeurs par le concordat;

« Considérant qu'il ne reste plus qu'à distribuer le prix provenant de la surenchère faite par la dame Floceau; qu'à cet égard les syndics déclarent être prêts à faire cette distribution, dès que l'obstacle qui y est mis par la dame Floceau sera levé;

« Considérant d'ailleurs qu'il n'appartient pas à la dame Floceau d'imposer le choix d'un notaire aux syndics qui représentent la masse... »

Appel. — Le 20 janv. 1835, arrêt de la Cour d'Orléans, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme. — Il est à remarquer que cet arrêt fut rendu sans que la communication eût été faite au ministère public.

POURVOI des époux Floceau pour 1^{re} violation de l'art. 83, C. proc., en ce que la cause n'avait pas été communiquée au ministère public.

2^e Violation des principes en matière d'ordre, en ce que l'arrêt attaqué avait validé une distribution faite immédiatement après la transcription des procès-verbaux, et avant l'accomplissement des formalités de purge légale, sans qu'il eût été procédé aux modifications prescrites par les art. 2183 et 2184, C. civ.; en ce que, encore, cette distribution avait été faite à l'insu et sans l'adhésion de Floceau, débiteur, et de son épouse, créancière inscrite.

3^e Violation de l'art. 750, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué avait ordonné une distribution supplémentaire qui n'était pas nécessaire, alors que la dame Floceau était seule créancière inscrite; distribution que, dans tous les cas, le concordat ne leur donnait nullement mission de faire.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu 1^{er} que, si c'eût été le cas de communication au ministère public, l'omission qui en a été faite ne donnerait pas ouverture à cassation, mais à la requête civile;

que, d'ailleurs, ce moyen n'a pas d'application dans l'espèce où la femme était en cause avec son mari, pour l'autoriser, et qu'il ne s'agissait pas d'un bien dotal; — 2^o Que l'ordre fait à l'amiable, devant notaire, l'avait été du consentement des créanciers et du débiteur, conformément au concordat passé entre eux; qu'après l'ordre terminé sans contestation, et la distribution faite du prix, il n'y avait plus de nullité possible à faire valoir; et quant à la prétention des demandeurs, que les directeurs syndics, autorisés à vendre les biens, ne l'étaient pas à opérer la distribution du prix de vente; que l'arrêt a jugé, au contraire, que cette distribution rentrait dans les pouvoirs à eux conférés par le concordat; que cette interprétation d'acte était dans les attributions de la Cour royale; — 3^o En ce qui concerne la distribution du supplément de prix produit par l'effet d'une surenchère, qu'il appartient aux syndics de la faire par le même mode et d'après les mêmes pouvoirs, que, pour l'ordonner ainsi, l'arrêt n'avait rien à ajouter aux motifs déjà donnés, — Rejette, etc. »

Du 29 mars 1836. — Ch. req.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — ADJUDICATION PRÉPARATOIRE. — NULLITÉ. — APPEL. — Tiers DÉTENTEUR. — FONDS SAISI.

Les dispositions des art. 733 et 734, C. proc.; qui exigent que les moyens de nullité contre la procédure qui précède l'adjudication préparatoire ne puissent être proposés après cette adjudication, et que l'appel du jugement qui a statué sur les nullités ne soit pas reçu, s'il n'a été interjeté avec intimation dans la quinzaine de la signification du jugement à avoué, sont générales, et s'appliquent, sans distinction, aussi bien aux moyens de nullité qui ont pour base le fond du droit qu'à ceux qui ne se rapportent qu'à des vices dans les formes des actes de la procédure (1).

Spécialement, lorsque le tiers détenteur, après sommation à lui faite de payer ou de délaisser, a formé opposition à la saisie d'un immeuble saisi, sur le motif que l'hypothèque du saisissant ne frappe pas le fonds saisi, l'appel du jugement qui statue sur la position doit être interjeté dans la quinzaine de la signification à avoué. (C. proc., 733 et 734; C. civ., 2169.)

Guillon, débiteur de Perrin, avait affecté à la sûreté de la créance de celui-ci une prairie désignée sous le nom de pré Lavaux.

Postérieurement à son obligation au profit de Perrin, Guillon vendit, par acte du 3 janv. 1818, à Desvignes, une autre prairie contiguë au pré Lavaux, et connue sous le nom de pré du Parc.

Le 18 nov. 1835, sommation par Perrin à Desvignes de lui payer la somme à lui due par Guillon, ou de délaisser le pré du Parc, qu'il considérait comme dépendant du pré Lavaux.

Le 28 du même mois, réponse extrajudiciaire de Desvignes que, le fonds qu'il détenait n'étant

(1) F. Carré-Chauveau, n° 2485 et Br., 6 janv. 1835.

grevé d'aucune hypothèque, il n'a point à purger sa propriété, ni à payer la somme réclamée, ni à délaisser.

Le 21 déc. suivant, Perrin fait saisir réellement le pré du Parc.

Le 24 janv. 1834. assignation par Desvignes à Perrin devant le tribunal de Mâcon, à fin de procéder sur l'opposition du demandeur à la saisie du 21 déc., et voir dire que ladite saisie sera déclarée nulle, irrégulière, injuste et vexatoire.

Le 19 mars, jugement préparatoire qui ordonne une descente de lieux.

Le 6 juin, jugement définitif qui déclare le pré du Parc hypothéqué à l'obligation de Gilon.

Le 2 juill. 1834, signification de ce jugement à avoué; le 14 même mois signification à personne.

Le 4 sept. suivant, appel en est interjeté, sur quoi la Cour de Dijon rend à la date du 30 mars 1835 l'arrêt suivant : — « Considérant qu'une saisie immobilière avait été pratiquée par Perrin sur une portion de pré possédée par Desvignes, faite par ce dernier d'avoir obtenu par la sommation qui lui avait été faite en sa qualité de tiers détenteur, conformément à l'art. 2160, C. civ.; que cette saisie a été dénoncée à Desvignes par exploit du 14 janv. 1834;

» Qu'en suite de cette dénonciation, Desvignes a fait citer extrajudiciairement Perrin pour lui dire que ses poursuites seraient annulées, attendu que son inscription ne frappait pas l'immeuble saisi; que, sur cette citation, et ensuite du jugement préparatoire tendant à vérifier les faits, le tribunal de Mâcon, par son jugement du 6 juin 1834, a ordonné que l'expropriation serait suivie sur une partie déterminée de l'immeuble saisi;

» Considérant que ce jugement a été signifié à l'avoué de Desvignes le 12 juill. 1834, et à ce dernier le 13 du même mois; que l'appel interjeté par Desvignes n'a été notifié que le 4 sept. suivant;

» Considérant que les art. 733 et 734 ne distinguent pas entre les moyens de nullité qui ont pour base le fond du droit et ceux qui ne se rapportent qu'à des vices dans la forme des actes de procédure;

» Que, dans le cas particulier, les poursuites étaient commencées par la dénonciation de la saisie faite au tiers détenteur; qu'ainsi il est vrai de dire que le jugement rendu dans la cause n'a statué que sur un moyen de nullité contre la procédure qui a précédé l'adjudication préparatoire; que, dès lors, l'appel de ce jugement devrait être interjeté dans le délai de quinzaine de la signification à avoué; qu'il suit de là que, l'appel de Desvignes n'ayant été notifié que postérieurement au délai fixé par l'art. 734 précité, ledit Desvignes doit être déclaré non recevable dans son appel;

» Par ces motifs, etc. »

POURVOI en cassation, fondé sur la fausse application des art. 733 et 734, C. proc.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, que, d'après

l'art. 2160, C. civ., faute par le tiers détenteur de satisfaire à l'une des obligations déterminées par la loi pour purger sa propriété, chaque créancier hypothécaire a droit de faire vendre sur lui l'immeuble hypothéqué trente jours après commandement fait au débiteur originaire, et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage; — Attendu que, d'après les art. 733 et 734, C. proc., les moyens de nullité contre la procédure qui précède l'adjudication préparatoire ne pourront être proposés après ladite adjudication; ils seront jugés avant ladite adjudication; l'appel du jugement qui aura statué sur les nullités ne sera reçu s'il n'a été interjeté avec intimation dans la quinzaine de la signification du jugement à avoué; — Que ces dispositions générales, et dans leur lettre et dans leur esprit, ne peuvent admettre aucune distinction entre les moyens de nullité qui ont pour base le fond du droit et ceux qui ne se rapportent qu'à des vices dans les formes des actes de procédure, — Rejette, etc. »

Du 29 mars 1836. — Ch. req.

SOCIÉTÉ. — CRÉANCIER. — PROPRIÉTAIRE

Une Cour royale, après avoir établi que, par suite du compte de liquidation entre deux associés, l'un d'entre eux était le seul créancier de la société, a pu déclarer celui-ci propriétaire incommutable du matériel et des effets mobiliers dépendant de l'actif social, jusqu'à concurrence de sa créance (1).

Par acte sous seing privé fait double à Rochefort, en date du 26 déc. 1826, Derosne et François Pelletreau établirent entre eux une société en participation, dont le but était la distillation des vins, de l'eau-de-vie et de toutes autres substances. La durée convenue était de six années, qui devaient expirer au 31 mars 1833.

On lit dans cet acte les conventions suivantes : « Chacune des parties mettra en commun, M. Derosne cinq appareils distillatoires qu'il a déjà dans l'île d'Oleron et à la Tremblade, et qui se composent de trois grands et moyens; et M. François Pelletreau et compagnie, les deux appareils qu'ils possèdent déjà, et qui sont montés à Saint-George, Ile d'Oleron. — Tous ces objets seront inventoriés à l'époque du 1^{er} avril 1827, et celle des parties dont la mise se trouvera la plus forte sera remboursée de l'excédant par la partie qui mettra le moins, de manière que chaque partie fournisse une somme égale dans la société, les bénéfices ou les pertes devant également être partagés par moitié, tous frais de gestion, fabrication, etc., déduits. »

Le décès de Pelletreau ayant mis fin à la société, le partage dut s'en faire entre ses héritiers et Derosne.

Des contestations s'élevèrent sur le compte à établir des opérations sociales; et entre autres questions soumises aux arbitres devant lesquels les parties se retirèrent, fut agitée celle de savoir si, dans le cas où Derosne resterait créan-

(1) F. Delangle, n° 705.

cier de Pelletreau, il pourrait obtenir à titre de remboursement la délivrance en nature du matériel de l'établissement.

Aux termes de leur sentence, les arbitres, après avoir ordonné le rétablissement de certaines sommes importantes au compte de la distillerie d'Oleron, et déclaré Derosne créancier de Pelletreau d'une somme de 74,174 fr. 41 c., s'expliquent ainsi qu'il suit : « En déduction de laquelle somme de 74,174 fr. 41 c. dus audit Derosne, pour solde définitive de son compte avec l'opération commune de l'île d'Oleron, ordonnons qu'il demeurera incommutuellement propriétaire et possesseur du matériel, mobilier et autres objets portés aux inventaires de Julie et Tory, notaires; comme aussi de la moitié du navire le *Désiré*; ces deux articles montant ensemble à la somme de 65,995 fr. 52 c. Et pour le recouvrement des 18,178 fr. 89 c. qui restent encore dus audit Derosne, condamnons les héritiers Pelletreau à les lui payer avec intérêts, et, par suite, nous le renvoyons à se pourvoir ainsi qu'il avisera contre la succession de François Pelletreau pour le paiement.

Appel des héritiers Pelletreau. — Un arrêt de la Cour de Poitiers confirma purement et simplement la sentence en adoptant les motifs.

POURVOI en cassation pour violation des règles prescrites pour les partages de sociétés.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la Cour royale n'a méconnu ni les principes ni les lois sur la prétendue violation desquels les héritiers Pelletreau ont fondé leur pourvoi; — Mais qu'en procédant à la liquidation du compte des associés, d'après la rectification des livres de la société, dont la mauvaise tenue par Pelletreau, qui en était chargé, a été signalée par les arbitres, elle a constaté que, par la sentence arbitraire, les droits des parties avaient été conservés, et que chacune d'elles avait supporté une part égale dans les profits et les pertes de la société; — Attendu que, dans cette position, la Cour royale a pu, sans violer aucune loi, juger que Derosne, seul créancier de la société, dans la caisse de laquelle Pelletreau avait pris une somme de 71,000 fr., dont il avait fait emploi pour ses besoins personnels, demeurerait incommutuellement propriétaire et possesseur du matériel, du mobilier, et autres objets énoncés, ainsi que de la moitié du navire le *Désiré*, — Rejette, etc. »

Du 29 mars 1856. — Ch. civ.

PREUVE. — DETTE. — LIBÉRAT. — PRÉSUMPT.

Lorsqu'une dette est établie par des jugements et arrêts définitifs, les juges ne peuvent, s'il n'y a point de commencement de preuve par écrit, ou si aucun fait de dol ou de fraude n'est constaté, faire résulter la libération du débiteur de simples présomptions tirées de l'appréciation des faits et des circonstances de la cause (1). (C. civ., 1315, 1347 et 1353.)

Teyssèdre, créancier de Romain, avait reçu de celui-ci et détenait, à titre d'antichrèse, la jouissance de la métairie de la Bourdette.

Au décès de Romain, ses héritiers sommèrent Teyssèdre de délaisser l'antichrèse, sous le mérite de l'offre qu'ils lui firent de rembourser le montant de ses créances. En conséquence, Teyssèdre dressa son compte, s'élevant à la somme de 22,305 fr., dans laquelle était comprise celle de 6,852 fr., composée du capital et des intérêts de diverses lettres de change qui, à leur échéance, avaient entraîné des poursuites et amené des condamnations judiciaires contre Romain.

Les héritiers Romain contestèrent cet article du compte en s'appuyant sur les présomptions relevées par l'arrêt ci-après, et notamment sur ce que Teyssèdre ne représentait pas les lettres de change, qui, selon eux, devaient porter un acquit ou avoir la signature de Romain biffée.

Le 25 juin 1852, arrêt de la Cour de Toulouse qui fait droit aux conclusions des héritiers Romain : — « Attendu, sur la deuxième créance, se portant, en capital et intérêts, à la somme de 6,852 fr., que Teyssèdre ne représente pas les différentes lettres de change dont il réclame le paiement; que son allégation qu'elles lui ont été soustraites par un tiers ne saurait être admise, puisqu'il n'a fait aucune poursuite contre ce tiers, qui cependant aurait commis à son égard un véritable vol; qu'à la vérité il représente bien le jugement de condamnation desdites lettres de change, mais que ce jugement devient insuffisant lorsque, dans la cause, il existe des présomptions graves de paiement; qu'en effet, Teyssèdre, après avoir poursuivi son débiteur avec une grande rigueur jusqu'en 1812, interrompit tout à coup ses poursuites à cette époque, ce qu'il n'eût point fait s'il avait été encore créancier desdites lettres de change; que les saisies successives faites au préjudice de Romain ont dû produire de quoi désintéresser Teyssèdre sur ce point, et qu'on ne peut s'expliquer comment Teyssèdre aurait renouvelé jusqu'à quatre fois les saisies pour les abandonner ensuite, tandis qu'il lui était plus facile de mener à fin la première avant de passer aux secondes; qu'en vain prétend il que ces saisies n'ont été abandonnées, ainsi que toutes autres poursuites, que parce qu'en 1812 Romain avait expulsé Romain de la possession du domaine de la Bourdette, puisqu'en janv. 1815 Romain a repris ce domaine, et qu'en 1818 il en était encore en possession et l'a donné en antichrèse à Teyssèdre; que l'acte d'antichrèse ne fait pas mention d'une manière assez précise de ces lettres de change pour qu'on puisse en induire qu'elles étaient encore dues. »

POURVOI pour violation des art. 1315, 1350 et 1353, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'admettre au compte la créance de 6,852 fr., sur le motif que les lettres de change n'accompagnaient pas le jugement de condamnation.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 1315, 1347 et 1353, C. civ.; — Attendu qu'aux termes du susdit

(1) *J. Cass.*, 14 oct. 1811 et 13 juin 1827.

art. 1315, c'est à celui qui soutient qu'il est libéré de son obligation à le prouver; — Attendu que la somme qui fait l'objet de la contestation entre les parties excédait celle pour laquelle la loi admet la preuve testimoniale; que la règle établie sur ce point par la législation ne reçoit d'exception que lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, dont le caractère est fixé par le susdit art. 1347; — Que les magistrats ne peuvent admettre de présomptions qu'autant qu'elles sont graves, précises et concordantes, et dans les cas seulement où la loi admet les preuves testimoniales, ou qu'il s'agit de fraude ou de dol (art. 1355); — Attendu, dans l'espèce, que Teyssière, demandeur en cassation, appuyait sa prétention sur des jugements et arrêts définitifs qui avaient condamné Romain, père des défendeurs au pourvoi, au paiement des lettres de change dont il s'agissait, et que l'arrêt attaqué a admis, comme preuve de libération du montant de ces condamnations, de simples présomptions tirées de l'appréciation de faits et de circonstances, sans constater ni aucun fait de dol ou de fraude, ni qu'il existât un commencement de preuve par écrit, tel que la loi l'exige pour autoriser l'admission à la preuve testimoniale; qu'en ce faisant, la Cour de Toulouse a expressément violé les articles de loi précités, — Casse, etc. »

Du 30 mars 1856. — Ch. civ.

COMMUNE. — PASSAGE. — PROPRIÉTÉ. — SENTIER. — PREUVE. — TÉMOIN. — REPROCHE.

Lorsqu'une commune offre de prouver sa possession ancienne, à titre de propriétaire, d'un sentier traversant un héritage particulier, le propriétaire de cet héritage ne peut pas lui opposer le principe qui déclare imprescriptible toute servitude discontinue, sous le prétexte que la commune, en l'invoquant que des faits de passage, arriverait seulement à la preuve d'une servitude de cette nature.

Lorsqu'une enquête est ordonnée dans un procès engagé entre un particulier et une commune, les habitants ne peuvent être reprochés lorsque leur intérêt individuel n'est pas direct et immédiat à l'objet de la contestation (1). (C. proc., 283.)

La commune de Hautot-le-Valtois a intenté,

en 1855, contre Pécuchet, une action pétitoire pour faire rétablir un sentier qui, traversant en écharpe le champ des époux Pécuchet, devait faire la continuation d'un chemin public qui n'a jamais été méconnu.

Sur cette action, le tribunal d'Yvetot a rendu le jugement suivant : — « Attendu que, sur le plan produit par la commune, la sentence dont il s'agit et dont la commune de Hautot-le-Valtois revendique la propriété est tracée dans deux directions différentes : l'une déjà ancienne, l'autre, plus récente; que la véritable direction n'a point le caractère de certitude qui appartient à une propriété; que cette sentence a tous les caractères d'un passage exercé par l'effet de cette tolérance usagée habituellement par les gens de la campagne, où les propriétaires des biens ruraux permettent que l'on passe le long des fossés de leur mesure et à travers les terres de labour;

« Attendu que la propriété de cette sente paraît appartenir aux propriétaires des mesures et terres qu'elle longe ou traverse; qu'il est reconnu au procès que l'un des propriétaires voisins a disposé du sol de cette sente comme de sa chose propre, sans réclamation aucune de la part de la commune; qu'il a agrandi sa mesure aux dépens de la sente, dont une portion est aujourd'hui renfermée dans l'intérieur des fossés par lui établis;

« Attendu que cette prétendue propriété communale se plie dans une certaine étendue aux sinuosités affectées par les propriétés voisines;

« Attendu que cette sente n'a point été portée au plan cadastral de la commune;

« Attendu que la commune de Hautot-le-Valtois ne représente aucun titre constatant l'existence légale de cette propriété; qu'aucun titre privé applicable à cette sente n'établit qu'elle ait été reconnue dans aucun temps par les propriétaires voisins;

« Attendu que cette sente n'est pas indispensable comme moyen de communication, puisqu'à peu de distance il existe un chemin vicinal qui part, comme elle, de Hautot-le-Valtois pour aller au même point;

« Attendu que la commune n'établit par aucun acte qu'elle ait entretenu cette sente ou exercé sur elle une surveillance de police;

(1) *V. Pigeau, t. 1, p. 268; Carré, sur l'art. 183, no 1102; Berrai, p. 206; Demiau, p. 214; Thomines, no 535; Toullier, t. 9, no 388, et Pardessus, Des servitudes, no 216. — La Cour de cassation a jugé, le 25 juill. 1826, que l'art. 283 est limitatif; qu'on ne peut, en l'absence d'une disposition expresse de la loi, rejeter des citoyens du droit de déposer en justice, et que, par conséquent, on ne peut reprocher des conseillers municipaux appelés comme témoins dans un procès qu'ils ont autorisé leur commune à intenter. Il en serait autrement si les conseillers municipaux, dans une délibération relative au procès, avaient personnellement attesté les faits à prouver. — *V. Cass., 2 juill. 1835.* — On peut ajouter que plusieurs Comis, et notamment la Cour de Caen, avaient demandé, dans leurs observations sur le projet du Code de procédure, qu'il fût permis aux parties d'articuler d'autres reproches que ceux portés dans l'art. 283, et qu'on*

laisât à la prudence du juge d'y avoir tel égard que de raison. Cette observation ne fut pas accueillie. Mais la proposition que le conseil d'État parût n'avoir pas voulu introduire dans la loi a reçu aujourd'hui la sanction de nombreux arrêts : il est maintenant de jurisprudence constante que l'article 283, C. proc., est énonciatif, et que les habitants d'une commune, quoique n'étant pas parties au procès de leur commune (*v. q. Cass., 30 mai 1825*), peuvent cependant être reprochés quand ils ont dans le procès un intérêt personnel, direct ou indirect, tel enfin que les juges puissent douter de l'impartialité de leurs dépositions. — *V. Cass., 3 juill. 1829; Angers, 16 janv. et 28 juin 1823; Cass., 17 et 23 mai 1827; Grenoble, 31 janv. 1829, et Bourges, 10 janv. et 10 juil. 1831. — V. q. aussi Cass., 10 juil. 1839, et la note; Liège, 22 oct. 1817 et 26 mars 1834.*

qu'elle demanda seulement à prouver que cette sente a été suivie et pratiquée; que les faits qu'elle articule sont inconcluants;

« Attendu qu'en général les sentiers ne peuvent être considérés comme les chemins vieux dont parle l'art. 6, l. 9 vent. an 13; qu'ils ne font point partie du domaine public, ni du domaine municipal (1); que c'est ce qui a été décidé par un décret du 13 oct. 1809; que ce sont des servitudes établies et tolérées pour l'utilité de quelques particuliers pour aller et venir à leurs maisons ou pour le service de leurs terres;

« Le tribunal déboute la commune de Hautot-le-Vallais de ses demandes, etc. »

Malis, sur l'appel, la Cour de Rouen rendit le 27 nov. 1854 un premier arrêt ainsi conçu : — « Attendu que le plupart des chemins et sentes ont, dans l'origine, été établis sans titres, soit à raison de la nécessité des communications, soit par suite de conventions présumées; qu'obliger les communes à représenter des titres pour prouver l'établissement ou la propriété des chemins ou sentes qui traversent leur territoire, ce serait, le plus souvent, les réduire à l'impossible et les forcer à supprimer la majeure partie des chemins ou sentes nécessaires pour les communications de leurs habitants et de tous les étrangers mêmes qui peuvent les parcourir;

« Attendu qu'une partie de la sente est reconnue par les époux Péouchet, et que la partie contestée paraît naturellement la continuation de celle non contestée, ce qui semble également résulter du contrat de 1779, et d'un ancien plan remontant à 1764;

« Attendu que, si les titres invoqués par la commune pouvaient présenter quelques doutes, ils seraient levés par la preuve testimoniale, et que les faits par elle articulés sont concluants;

« La Cour... ordonne la commune à prouver par témoins que, pendant plus de quarante ans avant le mois d'août 1831, époque de l'action, la commune de Hautot-le-Vallais a joui paisiblement et sans interruption de la sente dont il s'agit... »

Les époux Péouchet exécutèrent cet arrêt, qui admettait la preuve d'une manière générale, mais tout en se réservant cependant de l'attaquer en cassation.

On procéda aux enquêtes et contre-enquêtes. Au nombre des témoins produits par la commune de Hautot-le-Vallais se trouvaient des parents à des degrés plus ou moins rapprochés de conseillers municipaux et de certains habitants de la commune; les époux Péouchet les reprochèrent à raison de ces qualités.

Mais, par arrêt définitif du 22 mai 1855, la Cour de Rouen a rejeté les reproches dirigés contre les témoins, par la raison qu'ils n'étaient fondés sur aucun texte de loi, et, stantout au fond, elle a ordonné le rétablissement de la sente, par le motif qu'il était établi, par l'enquête directe, que depuis plus de quarante-cinq ans le public passait par la sente contestée; qu'elle

était herbée en partie; que la largeur était de soixante-six centimètres en différents endroits; qu'elle était fréquentée, même lorsque les récoltes étaient en maturité et prêtes à être coupées; qu'elle s'étendait au delà de la mesure des époux Péouchet, pour arriver au chemin de Baons-le-Comte; que c'était en passant sur cette sente que se faisaient les incursions des personnes du Buse-Renaud, faits de possession qui remontaient à plus de quarante ans, et qui étaient établis par un grand nombre de témoins.

Les époux Péouchet se sont pourvus en cassation contre l'arrêt du 27 nov. 1854, et contre celui du 22 mai 1855, pour 1^{re} violation de l'article 607, coutume de Normandie, et des art. 691, 2228, 2229 et 2232, C. civ.; 2^e fausse interprétation de l'art. 283, C. proc.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'il ne s'agissait pas d'un passage réclamé à titre de servitude; qu'en se reportant à la demande, on voit que la commune réclamait sa maintenance dans la propriété et sa réintégration dans la possession du terrain que son adversaire avait envahi dans une partie, intercepté dans une autre; qu'il s'agissait donc de la possession *animo domini*, à titre de propriétaire, et que les faits ainsi caractérisés, et dont la preuve avait été ordonnée pour suppléer à l'insuffisance des titres, rendent inapplicables à l'espèce les articles de loi relatifs à la servitude de passage invoqués par les demandeurs; — Sur le moyen relatif aux reproches contre certains témoins entendus dans l'enquête de la commune : — Que l'intérêt individuel d'un habitant, n'étant pas direct et immédiat à l'objet de la contestation, n'était pas de nature à faire écarter son témoignage, et que les dispositions de l'art. 283, C. proc., ne s'étendent pas à ce cas, — Rejette, etc. »

Du 30 mars 1856. — Ch. req.

COUR D'ASSISES. — JURA COMPLÉMENTAIRES. — NOTIFICATION. — EXCUSE. — RÉCUSATION. — INTERPRÉTATION. — TÉMOINS. — RENVOI. — NOMS. — INEXACTITUDE. — PROCÈS-VERBAL. — RÉDACTION.

Il n'est pas nécessaire que la liste des jurés complémentaires appelée en vertu de l'article 393, C. crim., soit notifiée aux accusés (2). (C. crim., 393 et 395.)

L'appréciation faite par la Cour d'assises des excuses présentées par les jurés est souveraine et échappe à la censure de la Cour de cassation, à moins toutefois qu'il ne s'agisse des incompatibilités et dispenses énumérées en l'art. 383, C. crim. (3). (C. crim., 383, 397 et 398.)

Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal des débats énoncé dans quel ordre il a été procédé aux récusations entre les accusés et le procureur général. (C. crim., 399.)

Lorsque les accusés n'ont réclamé la nomination d'un interprète qu'au moment de l'audition d'un témoin, et qu'il résulte, d'ail-

(1) F. Toullier, t. 3, p. 866.

(2) F. conf. Cass., 16 janv. 1855.

(3) F. conf. Cass., 15 avril 1850. — Les incom-

patibilités et les dispenses énumérées dans l'art. 383, C. crim., ne peuvent pas être confondues avec les excuses.

leurs, du procès-verbal des débats, qu'ils avaient pu converser en français, ils sont non recevables à se plaindre devant la Cour de cassation de la non-assistance de cet interprète, soit au moment de la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, soit au moment de l'interrogatoire (1). (Code crim., 332.)

Le président n'est pas obligé, à peine de nullité, d'avertir les accusés de la faculté qu'ils ont de récuser l'interprète. (C. crim., 332.)

Il n'est pas obligé, non plus, à peine de nullité, d'avertir les accusés du droit qu'ils ont de répondre aux dépositions des témoins, lors surtout qu'ils ne sont entendus qu'à titre de renseignement. (C. crim., 319.)

De légères inexactitudes dans les noms ou la qualification des témoins, sur la liste notifiée aux accusés, ne sont point une cause de nullité, lorsqu'elles sont insuffisantes pour constituer un défaut d'identité, et que, d'ailleurs, les accusés qui ne se sont point opposés pour ce motif à leur audition, n'ont réclamé à cet égard qu'après la clôture des débats et la lecture de la déclaration du jury (2).

La loi n'ayant pas fixé le délai dans lequel doit être rédigé le procès-verbal des débats de la Cour d'assises, il ne saurait résulter une nullité de ce qu'il n'aurait été dressé que vingt jours après les séances (3). (C. crim., 372.)

ARRÊT.

LA COUR.—Attendu, sur le premier moyen, que la liste des quarante jurés qui doit être notifiée aux accusés, avant l'ouverture des débats, ne peut être que celle dressée en vertu de l'article 388, C. crim., et non celle des jurés complémentaires appelés en vertu de l'article 393, même Code, puisque ces jurés peuvent n'avoir été tirés que le jour même des débats, et inconnus au ministère public; qu'on ne peut se faire une ouverture à cassation d'une obligation qui n'est point imposée par la loi; — Sur le deuxième moyen: — Attendu que le procès-verbal du tirage du jury constate que les jurés complémentaires ont été tirés par la voie du sort, en audience publique, pour remplacer ceux qui avaient été légalement excusés ou dispensés aux audiences de la Cour d'assises des 16, 25 et 27 novembre, 1^{er} et 7 déc.; — Qu'il résulte des pièces rapportées au greffe de la Cour, en exécution de son arrêt du 12 fév. dernier, qu'il a été statué non par le président des assises, mais par la Cour d'assises elle-même, sur les excuses présentées par les jurés; — Attendu que les arrêts qui ont statué sur ces excuses sont motivés suffisamment, et qu'il n'a été fait violation ni de l'art. 7, ni de l'art. 17, L. 20 avril 1810; — Que la loi n'ayant pas spécifié les faits et circonstances qui peuvent autoriser ces excuses, il appar-

tient à la Cour d'assises d'apprécier la position des jurés, conformément aux art. 397 et 398, C. crim.; que la Cour n'est appelée à contrôler les opérations de la Cour d'assises à cet égard qu'autant qu'il s'agit des incompatibilités et dispenses énumérées en l'art. 383, même Code, ce qui ne se rencontre pas dans la procédure; — Attendu qu'aucun juré, dans l'espèce, n'a été excusé que sur sa demande verbale ou par écrit; — Attendu, sur le troisième moyen, que, si le procès-verbal du tirage du jury ne s'explique pas sur l'ordre dans lequel il doit être procédé aux récusations entre les accusés et le procureur général, cette mention n'est pas exigée par l'art. 399, C. crim.; — Attendu, d'ailleurs, que le président de la Cour d'assises s'est conformé aux dispositions des art. 402 et 403, même Code; — Sur le quatrième moyen, tiré de la violation de l'article 353, même Code, sur la non-assistance de l'interprète, soit au moment de l'interrogatoire, soit au moment de la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation: — Attendu que ce n'est qu'au moment de la déposition du témoin Marteau que les demandeurs ont réclamé la nomination d'un interprète, à raison de leur non-intelligence de la langue dans laquelle cette déposition était faite, ainsi qu'il a été constaté par un arrêt de la Cour d'assises; — Qu'il résulte d'une déposition retenue au procès-verbal des débats que les demandeurs avaient pu converser en français; que la nécessité de l'interprète ne s'est révélée qu'au moment de l'audition de ce témoin; qu'il y a donc présomption que les demandeurs ont suffisamment compris l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation dont la lecture précède le débat oral et les actes antérieurs; — Qu'il a été procédé avec le concours d'un interprète légalement assermenté, pour toutes les autres parties du débat où son ministère a pu être utile à la défense des accusés; — Attendu, sur le cinquième moyen, que l'art. 352, même Code, n'impose pas au président des assises l'obligation d'avertir les accusés de la faculté qu'ils ont de récuser l'interprète à eux donné, et que cet avertissement n'est pas une formalité substantielle; — Attendu, sur le sixième moyen, que l'art. 319, même Code, ne prescrit pas, sous peine de nullité, l'avertissement à donner aux accusés du droit qu'ils ont de répondre aux dépositions des témoins entendus; que, d'ailleurs, cet avertissement a été donné à l'égard de ceux qui ont été entendus en qualité de témoins, et que les jurés ont été suffisamment avertis que deux individus étaient entendus à titre de renseignement, par forme de déclaration et sans prestation de serment; — Sur le septième moyen, tiré de la violation prétendue de l'art. 393, C. crim.: —

qu'il s'agit de témoins, l'irrégularité, quelle qu'elle soit et même le défaut de notification, ne produisent aucune nullité, lorsque l'accusé ne s'oppose pas à leur audition. — Br., Cass., 19 fév. 1836 et 19 déc. 1839.

(3) Mais c'est un grand vice, car, après un délai aussi long, les souvenirs peuvent s'être effacés; le procès-verbal n'offre donc plus les mêmes garanties.

(1) L'appréciation de la nécessité du concours d'un interprète est également une question de fait qui échappe à la juridiction de la Cour de cassation.

(2) Jugé de même, par une foule d'arrêts, que de légères inexactitudes commises dans la liste des jurés notifiée à l'accusé n'ont point pour conséquence une nullité si elles sont insuffisantes pour l'induire en erreur sur leur identité. (Foy. Br., Cass., 27 sept. 1839. Lors-

Attendu qu'il n'a pas existé, dans l'espèce, de dénonciateur récompensé pécuniairement, ni de partie plaignante ou dénonciatrice, et que les accusés ne se sont point opposés, conformément à l'art. 322, même Code, à l'audition des deux Ceccaldi, frères de la victime, dont l'un a été entendu comme témoin, et l'autre à titre de simple déclaration; — Sur le huitième moyen, tiré des inexactitudes ou différences qui ont existé dans la manière dont plusieurs témoins entendus aux débats ont été nommés ou qualifiés dans la liste notifiée aux accusés; — Attendu que ces différences sont légères, et qu'elles sont insuffisantes pour établir un défaut d'identité; que, d'ailleurs, les accusés ne se sont pas opposés par ce motif à l'audition de chacun d'eux; que c'est tardivement que les accusés ont réclamé à cet égard, après la clôture des débats et la lecture de la déclaration du jury; — Sur le neuvième et dernier moyen, tiré de ce que le procès-verbal des débats qui ont eu lieu dans les séances des 9 et 10 déc. n'aurait été rédigé que plus de vingt jours après les séances...; — Attendu que, s'il est dans l'esprit de la loi et s'il importe à l'exercice du droit conféré aux condamnés par les art. 373 et 493, C. crim., et à la bonne administration de la justice, que les procès-verbaux des débats soient rédigés dans le temps le plus rapproché des faits qu'ils sont destinés à constater, de la clôture de ces débats, et autant que possible, séance par séance, l'art. 373, même Code, qui régit la matière, n'a pas prescrit de délai positif pour la clôture de ces procès-verbaux que, dès lors, du fait allégué, fût-il prouvé, il ne pourrait résulter une ouverture à cassation; — Que les droits de la défense restent entiers, et qu'acteurs dans les débats, les accusés ont la faculté de se prévaloir de toutes les irrégularités qui auraient eu lieu à leur préjudice, qu'elles soient ou non relevées au procès-verbal, puisque la voie de l'inscription de faux ne leur est pas interdite contre les faits qui auraient été omis ou altérés dans ledit procès-verbal, — Rejette, etc. »

Du 31 mars 1856. — Ch. crim.

ABUS DE CONFIANCE. — NOTAIRE. — REMISE DE FONDS.

Les détournements faits par un notaire des sommes qui lui ont été confiées pour acquitter les droits d'enregistrement d'actes par lui reçus constituent le délit d'abus de confiance prévu par l'art. 408, C. pén. (1).

Du 31 mars 1856. — Ch. crim.

MATIERE CORRECTIONNELLE. — ADMINISTRATIONS PUBLIQUES. — FRAIS.

Bien que les administrations publiques soient assimilées aux parties civiles, relativement aux procès criminels suivis dans leur intérêt, elles ne peuvent néanmoins supporter que les frais qui auraient été mis à la charge de

PÉtat, et desquels sont exceptés les honoraires des avoués (2). (Décret 18 juin 1811, art. 3 et 158.)

ARRÊT.

* LA COUR, — Vu l'art. 3 du décret du 18 juin 1811; — Attendu que si l'art. 158 du même décret assimile aux parties civiles les administrations publiques, relativement aux procès suivis dans leur intérêt, ces administrations ne peuvent supporter que les frais qui auraient été mis à la charge de l'État, et que, d'après l'art. 3 précité, les honoraires des avoués sont exceptés des frais à adjuger; — Que, néanmoins le jugement attaqué a condamné l'administration des forêts à payer 27 fr. pour la vacation de l'avoué du prévenu, en quoi ledit jugement a violé la disposition ci-dessus citée, — Casse, etc. »

Du 2 avril 1856. — Ch. crim.

CONTUMACE. — ORDONNANCE. — NOTIFICATION.

La notification de l'ordonnance du président à l'accusé contumax peut être faite par l'acte même qui constate la publication et l'affiche de cette ordonnance aux lieux déterminés par la loi; aucune loi n'exige qu'elle soit faite par acte séparé (3). (C. crim., 466 et 470.)

ARRÊT.

* LA COUR, — Vu les art. 466 et 470, Code crim.; — Attendu que ni ces articles ni aucune autre disposition de loi n'exigent que la notification de l'ordonnance du président à l'accusé contumax soit faite par un acte distinct et séparé de celui qui constate la publication et l'affiche de ladite ordonnance aux lieux déterminés par les articles précités; d'où il suit qu'en annulant par ce motif le procès-verbal du 24 janvier 1856, l'arrêt attaqué a faussement appliqué, et, par suite, violé lesdits art. 466 et 470 Code crim., — Casse, etc. »

Du 2 avril 1856. — Ch. crim.

COURS D'EAUX. — CANAL DE MAIN D'HOMME. — USINE. — TITRE. — DESTINATION.

Les art. 644 et 645, C. civ., ne sont pas applicables aux cas où il s'agit d'un cours d'eau privé coulant, pour le service d'un moulin, dans un canal construit de main d'homme (4). (C. civ., 644 et 645.)

Dans ce cas, les juges peuvent apprécier, d'après les titres, quels sont les droits de chaque propriétaire riverain à la jouissance des eaux coulant dans le canal.

Spécialement, la clause par laquelle le propriétaire d'une usine et d'une prairie arrosée par un canal qui y conduit accorde à l'acquéreur de la prairie le droit de jouir des eaux de ce canal comme tous les autres riverains, peut être considérée comme n'attribuant à cet acquéreur que le superflu des eaux servant au jeu de l'usine.

tités particulières à chacun de ces deux actes, notamment celles relatives à la remise des copies.

(4) P. Colmar, 12 juill. 1812, et la note.

(1) P. conf. Cass., 31 juill. 1817.

(2) P. conf. Cass., 12 avril 1821, 29 oct. 1824 et 8 juin 1827.

(3) Mais il faut avoir soin d'observer les forma-

La destination du père de famille ne peut être invoquée que dans le silence des actes (1).
(C. civ., 692 et 693.)

Le 30 avril 1806, les époux Guilgot, propriétaires des usines de Ranfaing, vendent à Nabord Mathieu une pièce de terre en nature de pré et champ, en amont de ces usines.

Le contrat contient la stipulation suivante : Il a été expressément convenu « qu'en ce qui « concerne les eaux qui arrosent la pièce de « terre faisant partie de la présente vente, l'ac- « quéreur en jouira comme tous les autres ri- « verains dont les propriétés sont de l'autre part « du chemin de Ravon, à l'effet de quoi l'aqueduc « qui traverse le chemin de Ravon subsistera à « la volonté dudit acquéreur. »

Plus tard, les époux Guilgot vendent les usines à Krantz.

Des mains de Nabord Mathieu la propriété du pré passa avec tous les droits d'eau, tels qu'ils avaient été cédés en 1806, en celles d'Isidore Mathieu, qui possédait, ainsi que divers autres propriétaires, près des usines de Ranfaing, des prairies arrosées par un canal particulier.

Krantz, propriétaire des usines, ayant fait au canal d'irrigation des changements de nature à priver les possesseurs des prairies de l'eau qui leur était nécessaire, ces derniers, au nombre desquels se trouvait Isidore Mathieu, l'actionnèrent à fin de faire cesser le trouble.

Il paraît que, de son côté, Isidore Mathieu avait établi un barrage dans le lit du ruisseau conduisant les eaux aux usines. Krantz demanda incidemment la suppression de ce barrage, en prétendant qu'Isidore Mathieu n'avait droit qu'au superflu des eaux nécessaires au jeu des usines.

Jugement qui dispose en ces termes à l'égard de la demande incidente : — « Considérant, sur la demande formée contre Isidore Mathieu, que, d'une part, il n'a été autorisé à tirer de l'eau du canal que dans la proportion des autres riverains, ce qui ne peut s'entendre que des eaux superflues au roulis de l'usine; que, d'une autre part, le barrage ou digue établi pour lui procurer des eaux pose sur le fond du canal à l'effet de lui en procurer au préjudice de l'usine, et en prend sur ce qui lui est nécessaire; qu'en admettant, aussi qu'il est allégué, que ce dernier barrage existait au moment de la vente, les termes de cette vente n'en excluent pas moins l'existence et l'usage contraire à la stipulation, en conséquence condamne Mathieu à enlever le barrage existant dans le canal du demandeur, au point de la prise d'eau, à l'effet de l'irrigation de sa propriété, sauf au demandeur à réduire la prise d'eau au superflu de l'usine du demandeur, soit par un barrage élevé au-dessus du niveau préjugé au demandeur, et dans la proportion de l'étendue de sa propriété, ou par tous autres moyens dont les parties conviendront. »

Isidore Mathieu étant décédé, sa veuve interjette appel.

Le 3 août 1835, arrêt de la Cour de Nancy, lequel, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

POURVOI de la dame Mathieu. — Moyen unique : violation des art. 644, 645, 692, 693, 1614 et 1615, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'il s'agit dans la cause d'un cours d'eau privé coulant dans un canal construit de main d'homme et servant à l'usage d'un moulin; qu'ainsi les art. 644 et 645, C. civ., sont inapplicables; — Que l'arrêt attaqué a apprécié les droits des demandeurs d'après les titres et la possession, et qu'en décidant qu'ils ne pouvaient prétendre au superflu des eaux servant au jeu de l'usine, il s'est livré à une appréciation de fait et d'actes qui échappe à la censure de la Cour; — Attendu que les droits des parties ayant été réglés d'après les titres, il ne pouvait y avoir lieu d'appliquer à la cause les dispositions des art. 692 et 693, C. civ., relatives à la destination du père de famille, qui peut, en certains cas, suppléer au silence du titre, mais qui ne saurait être invoquée là où il y a convention expresse; — Qu'enfin, loin de se mettre en opposition avec les art. 614 et 615, l'arrêt s'y est conformé en maintenant l'effet du contrat selon le sens qu'il lui a donné. — Rejette, etc. »

Du 5 avril 1856. — Ch. req.

DONATION ENTRE ÉPOUX. — SAISINE. — DÉLIVRANCE. — LEGS PARTICULIER. — FRUITS.

Les donations entre époux, faites durant le mariage, saisissent le donateur du jour du contrat; en conséquence, elles ne sont pas sujettes à demande en délivrance lors du décès du donateur.

Il suffit que les fruits d'un legs particulier aient dû être perçus par un donataire pour que, dans le cas où la délivrance du legs n'a été faite par ce donataire, au lieu de l'avoir été par l'héritier légitime, ce dernier soit sans intérêt et sans qualité pour se prévaloir de cette irrégularité, et prétendre, par suite, avoir droit aux fruits de la chose léguée jusqu'à ce que la délivrance en ait été régulièrement faite.

Colaud avait fait donation à son épouse de l'usufruit de tous les biens meubles et immeubles qui se trouveraient lui appartenir à son décès, sous la seule réserve d'une somme de 30,000 fr. qu'il distribuait par un testament olographe aux demoiselles Colaud.

Après le décès de son mari, la dame Colaud se mit en possession de tous les biens héréditaires, et fit seule aux demoiselles Colaud la délivrance des 30,000 fr., qui faisaient l'objet de trois legs particuliers.

Plus tard Mondet, héritier légitime, demanda que la veuve Colaud et les trois légataires particuliers fussent condamnés à lui restituer tous les fruits par eux perçus, faute d'avoir réclamé de lui la délivrance de leurs dons respectifs.

La dame Colaud répondit qu'en sa qualité de donataire entre-vifs de l'usufruit de tous les

(2) Sic Solon, *Servit.*, n° 383; Pardessus, n° 268 et 291.

biens, elle avait été immédiatement saisie, dès l'instant de la donation.

De leur côté, les légataires particuliers soutiennent que la dame Colaud ayant été en effet saisie dès le jour de la donation qui lui avait été faite, la délivrance de leur legs n'avait pu être régulièrement effectuée que par elle; qu'au surplus, les héritiers légitimes n'avaient aucun droit aux fruits, qu'en l'absence des particuliers, auraient appartenu à la dame Colaud.

Jugement qui décide que la dame Colaud n'était pas obligée de demander la délivrance, et en ce qui touche les légataires particuliers, déclare Mondet sans intérêt ni droit pour réclamer d'eux la restitution des fruits, attendu que ces fruits ne pouvaient, dans tous les cas, appartenir qu'à la dame Colaud.

Appel. — Le 30 août 1854, arrêt de la Cour de Paris qui, en ce qui touche la demande formée contre la dame Colaud, adopte les motifs des premiers juges, et en ce qui touche celle formée contre les légataires particuliers, confirme, mais par le motif qu'ils devaient, comme possesseurs de bonne foi, profiter des fruits par eux perçus.

POURVOI de Mondet pour fautive interprétation de l'art. 1096, C. civ., violation des articles 1011 et 1014, et fautive application de l'article 549.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la loi n'admet que deux manières de disposer, à titre gratuit, de ses biens, par testament ou par donation, et que ces deux modes sont régis par des règles spéciales et différentes; que, si le testament est la loi dictée par le testateur, la donation est un contrat qui intervient entre le donateur et le donataire; — Attendu que la donation, faite entre époux durant le mariage, diffère, à la vérité, de la donation ordinaire entre-vifs, en ce sens qu'elle peut toujours être révoquée par la seule volonté du donateur; mais ce contrat n'en saisi pas moins le donataire d'un droit qui remonte nécessairement, quant à son exercice et à ses effets, à la date de l'acte qui le renferme, lorsque l'époux donateur décède sans l'avoir révoqué; qu'ainsi l'époux survivant n'est pas obligé de demander la délivrance de l'objet compris dans la donation; — Attendu que, dans l'hypothèse où les légataires particuliers n'auraient pas eu de droit aux fruits de leurs legs pour n'en avoir pas demandé la délivrance, ces fruits n'auraient pu appartenir au demandeur en cassation; d'où il suit qu'il était sans intérêt pour invoquer ce moyen, et que l'arrêt qui l'a ainsi décidé s'est justifié conformément à la loi, — Rejette, etc. »

Du 5 avril 1856. — Ch. req.

RECONVENTION. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — DERNIER RESSORT. — SAISIE.

Les dommages-intérêts demandés reconvention-

nellement ne doivent être comptés, pour la détermination du dernier ressort, que dans le cas où ils prennent leur source dans un fait antérieur à la demande principale. S'ils ne sont qu'une conséquence de cette demande, si, par exemple, un saisit réclame des dommages-intérêts à raison de la nullité prétendue des poursuites dirigées contre lui, ils ne doivent pas concourir à former le touz du dernier ressort (1). (L. 16 et 24 août 1790, tit. 4, art. 5; C. proc., 453.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la saisie-brandonn a eu lieu pour une somme moindre de 1,000 fr., et en vertu d'un titre exécutoire; que cette poursuite constitue une véritable demande, puisqu'il était impossible d'assigner devant les tribunaux aux fins d'obtenir un titre que l'on avait; — Attendu que l'opposition et la demande de dommages qui y est jointe ne forment qu'une demande reconventionnelle, véritable incident, accessoire à la demande principale, suivant le sort et l'importance de la saisie qui forme l'objet principal; — Attendu que cette demande, née depuis l'instance, liée par la saisie, n'a pu être comptée pour déterminer le degré de juridiction; — Attendu que ces principes sont consacrés par une jurisprudence constante, et qu'en les adoptant, loin de violer l'art. 5, tit. 4, L. 24 août 1790, l'arrêt attaqué en a fait une juste application, — Rejette, etc. »

Du 5 avril 1856. — Ch. req.

COMMUNE. — PILLAGE. — RESPONSABILITÉ. — RÉVOLTE. — MENACES POSSIBLES.

La loi du 10 vendém. an 4 est uniquement relative à la police intérieure de chaque commune.

Elle n'est pas destinée à réprimer des actes de rébellion à main armée qui ont pour but le renversement du gouvernement, de la chartre constitutionnelle, de l'autorité royale (2).

La municipalité de la ville de Paris se trouve hors des conditions ordinaires qui constituent la base de la responsabilité établie par la loi du 10 vendém. an 4.

Dans tous les cas, la responsabilité d'une commune cesse lorsqu'elle a pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour prévenir les délits, encore qu'il ne soit pas établi que les rassemblements étaient composés d'individus étrangers à cette commune (3).

Des magasins d'armes furent pillés dans les journées des 5 et 6 juin 1833. Les propriétaires de ces magasins, se fondant sur l'art. 1^{er}, tit. 4, L. 10 vend. an 4, ont demandé que la ville de Paris les dédommageât des pertes qu'ils avaient essayées.

Le préfet de la Seine, au nom de la ville de Paris, a répondu que la commune devait être affranchie de toute responsabilité, puisqu'elle avait pris toutes les mesures qui étaient en son

(1) *P. Cass.*, 19 avril 1856; *Br.*, 19 juill. 1861.

(2) *Sic* Bordeux, 19 mars 1834.

(3) *P.*, conf. l'arrêt des chambres réunies du

15 mai 1841, rendu par suite de l'arrêt de la Cour d'Orléans du 8 fév. 1836; *Agro.*, 30 nov. 1830. — *Maizy*, *Br.*, 30 oct. 1854 et Rennes, 16 janv. 1854.

pouvoir à l'effet de prévenir les désordres et d'en faire connaître les auteurs.

Cette défense a été repoussée par un jugement du tribunal civil de la Seine du 6 août 1855, dont voici les termes : — « Attendu qu'aux termes de l'art. 1^{er}, L. 10 vend. an 4, chaque commune est responsable des délits commis à force ouverte ou par violence sur son territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés soit envers les personnes, soit envers les propriétés nationales ou privées, ainsi que des dommages-intérêts auxquels ils donnent lieu ;

» Que, suivant les art. 2, 3 et 4, dans le cas où les habitants de la commune ont pris part aux délits commis sur son territoire par des attroupements ou rassemblements, cette commune est passible envers l'État d'une amende égale au montant de la réparation principale, et que, si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, toutes sont responsables des délits, et contribuables tant à la réparation et aux dommages-intérêts qu'au payement de l'amende, sauf aux habitants qui n'auraient pris aucune part aux attroupements, leur recours contre les auteurs et complices des délits ;

» Attendu que, d'après l'art. 3, la commune sur le territoire de laquelle les délits ont été commis n'est déchargée de toute responsabilité que dans le concours de ces deux circonstances, savoir : que les rassemblements ont été formés d'individus qui lui sont étrangers, et qu'elle a pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir à l'effet de prévenir lesdits délits et d'en faire connaître les auteurs ; que la nécessité du concours de ces deux circonstances pour affranchir la commune est établie par les termes de l'art. 3, dont il s'agit ;

» Qu'elle résulte, en outre, de la combinaison de cet article avec les art. 1^{er} et 2 ; qu'en effet, s'il suffisait d'une seule des deux circonstances énoncées dans l'art. 3 pour soustraire la commune à la responsabilité, il faudrait la déclarer irresponsable par cela seul qu'il serait reconnu que les rassemblements étaient formés d'individus qui lui étaient étrangers ;

» Que cependant les art. 1^{er} et 2 décident évidemment le contraire, puisque, après avoir déclaré la commune responsable des délits commis par attroupements sur son territoire, ils la frappent en outre d'une amende pour le cas où ses habitants auraient pris part aux rassemblements, ce qui suppose nécessairement qu'elle peut être civilement responsable, alors même que les attroupements ont été formés d'individus qui lui seraient étrangers ; qu'à la vérité une seule de ces deux circonstances énoncées dans l'art. 3 suffit, d'après le texte de l'art. 8, pour affranchir la commune de la responsabilité, lorsqu'il s'agit de ponts rompus ou de routes coupées ou interceptées ; mais que ce dernier article, uniquement relatif au cas spécial où les propriétés publiques dont il parle ont été déténuées ou endommagées, ne saurait être invoqué lorsque la destruction, la dévastation ou le pillage ont porté sur des propriétés privées ; qu'alors la commune ne peut être déchargée de

la responsabilité déclarée par l'art 1^{er} qu'autant qu'elle prouve tout à la fois, conformément à l'art. 3, et que les attroupements étaient formés d'individus qui lui étaient étrangers, et qu'elle a fait tout ce qu'elle a pu pour s'opposer à leur coupable entreprise ;

» Attendu, en fait, qu'il est constaté par plusieurs procès-verbaux, et non méconnu par le préfet de la Seine, que, dans les journées des 5 et 6 juin 1852, des attroupements armés ou non armés se sont introduits à force ouverte dans les magasins, ateliers et boutiques de Saint-Quentin et compagnie, Masset et compagnie, Scipon Périer et compagnie, situés dans l'intérieur de la ville de Paris, et qu'ils y ont enlevé et pillé des fusils, pièces d'armes et outils appartenant aux susnommés ;

» Attendu qu'il n'est pas prouvé et qu'il n'est pas même articulé par le préfet de la Seine, es noms qu'il agit, que lesdits attroupements fussent formés d'individus étrangers à la commune de Paris ; qu'ainsi manque la première des deux circonstances dont, aux termes de l'art. 3 de la loi citée, le concours serait nécessaire pour affranchir cette commune de la responsabilité prononcée contre elle par l'art. 1^{er} ;

» Qu'en conséquence, il importait peu que la commune de Paris eût pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour prévenir ou arrêter les scènes de pillage dont il s'agit. »

Sur l'appel du préfet de la Seine, la Cour de Paris a rendu, le 22 nov. 1854, un arrêt confirmatif.

Le préfet de la Seine, représentant la ville de Paris, s'est pourvu en cassation contre cet arrêt pour violation et fausse application de la loi du 10 vendém. an 4. Son pourvoi était fondé 1^{er} sur ce que la loi du 10 vendém. an 4 n'était pas applicable à la commune de Paris, parce qu'elle n'avait pas à sa disposition les forces nécessaires pour réprimer les troubles ; 2^o sur ce que cette loi n'était pas faite pour le cas de guerre civile, mais seulement pour celui de troubles locaux ; 3^o enfin sur ce que, dans tous les cas, la commune était déchargée de toute responsabilité du moment qu'elle avait, comme dans l'espèce, fait tout ce qui dépendait d'elle pour empêcher le pillage.

Les défendeurs au pourvoi répondirent en premier lieu que la loi du 10 vendém. an 4, conçue dans une pensée tout à la fois politique et d'équité, ne contenait aucune exception pour la ville de Paris, et lui était par conséquent applicable comme à toutes les autres communes de France ; en second lieu, que cette loi ne faisait pas de distinction entre le cas où le pillage avait eu lieu dans une émeute partielle et celui où il y avait guerre civile proprement dite ; et enfin que, pour que la commune pût repousser toute responsabilité, il ne suffisait pas qu'elle eût fait tout ce qui dépendait d'elle pour réprimer le tumulte, il fallait encore qu'elle établit qu'aucun de ses habitants n'avait pris part au rassemblement.

Le procureur général Dupin a prononcé le réquisitoire suivant : « Messieurs, c'est surtout dans cette cause qu'il est vrai de dire qu'il faut

éclairer les lois par l'histoire pour mieux saisir leur véritable sens, et ne pas s'exposer à en faire une fausse application.

Il s'agit de temps encore peu éloignés de nous, et cependant il semble qu'on n'en conserve qu'un vague souvenir ; et soit insouciance, soit irréflexion, trop souvent on se contente de l'impression des faits extérieurs, et l'on dédaigne de remonter aux causes pour expliquer les effets.

Le pourvoi donne à juger de graves questions :

1^{re} La loi du 10 vendém. an 4 a-t-elle été faite pour la commune de Paris ? lui est-elle applicable aujourd'hui ?

2^{de} Est-elle applicable à des insurrections de la nature de celle des journées de juin ?

3^{de} Peut-on dire surtout qu'elle soit applicable dans le sens des art. 6 et 8 de la loi, lorsque la commune a contribué autant qu'il était en elle à la répression de l'insurrection.

Ici le procureur général fait ressortir le caractère de la loi du 10 vendém. an 4. Par sa date, elle se rapporte au plus fort de l'anarchie révolutionnaire ; par son titre, on voit qu'elle est faite pour régler la police intérieure des communes de la république ; par son préambule, qu'elle a été décrétée sur le rapport des trois comités réunis de salut public, de sûreté générale et de législation, réunion qui témoigne de son importance à cette époque. Il dit qu'il lui a été impossible de retrouver les rapports faits au nom de ces trois comités, quoiqu'il en ait provoqué la recherche dans toutes les archives. Il développe ensuite l'économie des dispositions de la loi, qui renferme un principe de responsabilité, juste en soi, s'il est renfermé dans ses limites, si la responsabilité ne pèse que sur ceux qui sont coupables ou qui ont manqué à la protection mutuelle que réclame l'association, mais principe outré en l'an 4 à cause des circonstances révolutionnaires qui ont amené la loi.

Pour expliquer une loi si rigoureuse, et pour l'appliquer à la ville de Paris, il faut donc se demander quelle était, à cette époque, l'organisation de la commune de Paris, ses forces, sa puissance, ses moyens d'agir ; dans quelles circonstances a été portée la loi de responsabilité de l'an 4 ; quelle influence doivent exercer sur la cause, 1^{re} tous les changements survenus dans le partage et dans l'organisation des pouvoirs publics ; 2^{de} le caractère de l'insurrection ; 3^{de} la conduite tenue par tous les citoyens qui ont concouru à la répression de cette insurrection.

Je me demande d'abord quelles étaient l'organisation et les attributions de la commune de Paris à l'époque de la loi de vendém. an 4, parce qu'il est évident que, si cette loi a été portée pour Paris, c'est pour le Paris de l'an 4, avec ses causes de dangers et ses moyens propres d'action et de répression.

Qu'était donc en l'an 4 la commune de Paris ? Qu'était-elle dans la loi, qu'était-elle dans les faits ? L'organisation légale de la municipalité de Paris se rattache à la loi du 3 mai 1790, elle établit un maire, un procureur de la commune, deux substitués du procureur,

un conseil général de cent quarante-quatre membres, ayant ses tribunes, son bureau, ses applaudissements bien plus bruyants, et une force de fait bien plus considérable que le corps législatif : quarante-huit sections, chacune avec son président, son commissaire de police, ses commissaires de section, son assemblée particulière et ses armes ; la garde nationale pour armée, le commandant de cette garde pour général, les quarante-huit commissaires de police pour surveiller ; et toutes ces autorités, toutes, même les commissaires de police, élus par les sections.

Telle est la formidable organisation de la municipalité de Paris à cette époque.

Et quelles étaient ses attributions ? D'après la loi consultative du 27 juin 1790, elles n'étaient pas exagérées.

Mais la loi du 11 août 1792 lui attribua la police de sûreté générale. C'est là une des vingt-huit lois votées dans cette journée ; le lendemain on en fit vingt-neuf, et le 14 ou en vota trente-deux.

La loi du lendemain, 12 août, affranchit la commune de toute surveillance du département de Paris, et la rend libre et indépendante pour tous les actes de police et de sûreté générale.

Par ces dispositions législatives, c'est la commune de Paris qui se trouve investie, sans surveillance et sans contrôle, de la recherche des crimes qui compromettent soit la sûreté extérieure, soit la sûreté intérieure de l'État, et dont l'accusation est réservée à l'assemblée nationale.

Les dénonciations seront faites à la municipalité ; tout homme fortement soupçonné d'actes contre la sûreté générale pourra être conduit devant elle. — C'est elle qui fera les informations. — C'est elle qui arrêtera les prévenus et s'assurera de leurs personnes.

Quelle fut l'application de ces décrets par la commune de Paris ? La garde de la famille royale au Temple, le recensement des suspects, la fermeture des barrières pendant quarante-huit heures, les visites domiciliaires, puis les massacres des prisonniers par les septembriseurs.

Le 17 de ce même mois de sept. 1792, l'assemblée nationale, indignée, mais trop tard, décrétait que tous les membres de la commune de Paris répondaient sur leurs têtes de la sûreté de tous les prisonniers. Impuissante et tardive responsabilité !

La loi du 19 sept. 1792, en prescrivant des mesures de sûreté et de tranquillité publique pour la ville de Paris, augmenta encore les moyens de surveillance et d'action attribués à la commune et aux sections de Paris. Enregistrement de tous les citoyens dans chaque section ; cartes civiques délivrées par le président et les secrétaires des sections, déclaration des étrangers à la section dans les vingt-quatre heures de leur arrivée ; mandats d'arrêts toujours délivrés par l'autorité municipale, mais avec la signature du maire et de quatre officiers municipaux ; réserve équipée et prête à marcher dans chaque section : telles étaient en droit, et

d'après les lois, les attributions de la ville de Paris. Et, dès lors, on conçoit qu'à cette immense délégation de pouvoirs soit attachée une immense responsabilité.

Mais il ne suffit pas d'avoir rappelé les lois ; continuons de rappeler les faits.

» En fait, la commune de Paris, loin de se restreindre dans l'exercice de ses attributions, les a poussées, dans ces temps, bien au delà même des limites que la loi lui avait assignées. Ne l'a-t-on pas vue, après le 10 août 1792, envoyer des commissaires dans les départements saisir les sommes de la liste civile, l'argenterie des églises, le mobilier des émigrés, les effets des prisonniers massacrés ; se faire délivrer des bons considérables sur le trésor ; vendre de sa propre autorité le mobilier des grands hôtels placés sous le scellé, et ne rendre aucun compte de ces exactions ? Ne l'a-t-on pas vue en mai 1793 ordonner la levée d'une armée de douze mille hommes dans l'enceinte de Paris, et une taxe sur les riches pour équiper, armer et entretenir cette armée, fixait elle-même législativement les conditions pour la levée des hommes, et les proportions pour celle de la taxe ?

» D'un autre côté, quelle était l'autorité supérieure et gouvernementale à Paris ? En l'absence d'un pouvoir exécutif régulier, on voyait s'élever, d'une part, la convention et ses comités, et de l'autre, la commune s'érigeant en rivale de la convention : de là des luttes fréquentes dans lesquelles chacun se servait de ses moyens, la convention de ses décrets, la commune de l'insurrection.

» En effet, l'on peut dire que la commune, avec les sections qui la composaient, faisait, laissait faire, ou comprimait l'insurrection à son gré, dès lors ne devait-elle pas être responsable ?

» Elle la laissa faire en apparence, elle y aidait en réalité, au 10 août, contre la royauté. (V. la *Chronique de cinquante jours*, par de Roderer, témoin oculaire et bien capable de juger.)

» La commune reprit ses mouvements insurrectionnels au 2 juin 1793, contre les Girondins. Et ici la commune fut victorieuse de la convention.

» C'est surtout dans les événements qui préparèrent cette journée du 2 juin qu'on peut voir ce qu'était alors la commune de Paris.

» Ainsi, au 15 avril, la commune, au nom de trente-cinq sections, par une députation ayant en tête le maire Pache, vient demander à la barre de la convention l'expulsion de vingt-deux Girondins.

» Trois jours après, le 18, les officiers municipaux, munis à la barre, viennent insolemment produire à la convention le registre de leurs délibérations : le premier article porte que le conseil général de la commune se déclare en état de révolution tant que les subsistances ne seront pas assurées ; le second, qu'un comité de correspondance avec les quarante-quatre mille municipalités sera mis en activité.

» Au 25 mai, elle vient avec son appareil menaçant dans le sein même de la convention, appuyée au dehors par cette masse de peuple qui

lui servait de gardes du corps, et qu'on a depuis appelée les amis de l'hôtel de ville, émette ambulant que l'accompagnait toujours dans de semblables expéditions, et qui investissait l'assemblée. Elle vient demander à la convention l'élargissement d'un magistrat du peuple, Hébert, substitut de Fouquier-Tinville, rédacteur du *Père Duchesne*, mis en arrestation par décret de l'assemblée. Elle se plaignait des colonnes répandues contre les magistrats du peuple. C'est alors que le président Isnard adressa aux pétitionnaires armés ces paroles remarquables :

« Magistrats du peuple, il est urgent que vous entendiez des vérités importantes. La France a confié ses représentations à la ville de Paris, et elle veut qu'ils y soient en sûreté. Si la représentation nationale était violée par une de ces conspirations dont nous avons été entourés depuis le 10 mars, et dont les magistrats ont été les derniers à nous avertir, je le déclare au nom de la république, Paris éprouverait la vengeance de la France, et serait rayé de la liste des cités. »

» Mais que pouvaient de telles paroles pour arrêter des furieux ?

» Au 31 mai, la commune déclare l'insurrection, elle envoie une commission à la convention, elle demande que cette commission soit installée dans une salle voisine pour traiter d'égale à égale avec la convention nationale.

» Ce fut encore la commune qui fit et déclara l'insurrection au 9 thermidor, pour défendre la puissance de Robespierre, dont le terme était arrivé.

» Cette fois la commune fut vaincue par la convention. Le tocsin, ce terrible auxiliaire de l'émeute, fut traité comme un fonctionnaire public ; on lui assigna une autre résidence : il fut transporté du pavillon de l'hôtel de ville à celui des Tuileries, afin d'ôter à l'ennemi le secours d'un tel allié. Les autorités municipales centrales furent dissoutes et non remplacées, mais l'organisation des sections resta.

» A dater de cette époque, l'insurrection terroriste et révolutionnaire passa de la commune aux faubourgs ; et les sections de l'intérieur de Paris, au lieu de la faire, servirent à la vaincre. Mais on voit que toujours le péril ou le moyen de salut était en elles.

» Elles servirent à la combattre et à la vaincre contre la section des Quinze Vingts et des faubourgs dans les journées des 11 et 12 germinal, au 5, et dans celle, de funeste mémoire, du 1^{er} prairial, où la convention, envahie, vit la tête d'un de ses membres promenée au bout d'une pique et présentée à son président, qui, la saluant avec respect, donna un si grand exemple de courage civil, si rare dans les révolutions.

» Si la convention était défendue par une partie des sections de la commune, elle était attaquée par une autre ; ainsi, dans tous les cas, la force qui faisait ou qui combattait l'insurrection résidait à cette époque dans les sections.

» Mais bientôt, par un renversement des rôles, l'insurrection changeant de caractère, devenant réactionnaire dans le sens modéré et presque royaliste, les sections, qui avaient fait

la défense de la convention au 1^{er} prair. an 5, en devinrent l'agresseur aux journées de vendémiaire an 4, et celles qui attaquaient la convention à la première de ces époques la défendirent à la seconde. Ainsi, c'était la section Lepelletier et les autres sections de l'intérieur qui préparaient et faisaient le mouvement insurrectionnel de vendém. an 4, et c'était la section des Quinze-Vingts et celle des faubourgs qui combattaient dans les rangs des défenseurs de la convention.

« Ce fut au milieu de ces périls, en présence de cette puissance et de cette vie insurrectionnelle des sections que fut décrétée la loi de responsabilité du 10 vendém. an 4.

« Depuis longtemps, l'assemblée, entourée de périls, menacée, opprimée par les mouvements tumultueux de l'époque, avait cherché à y apporter quelque remède en établissant quelque responsabilité.

« J'ai déjà parlé du décret impuissant du 17 sept. 1792, portant que « des membres de la commune répondraient sur leurs têtes de la sûreté des prisonniers. » J'ai rapporté l'allocution du président Isnard, qui menaçait la commune de Paris de la vengeance des départements.

« Et toutefois les départements eux-mêmes n'étaient pas à l'abri des émeutes, du pillage et des tumultes populaires. En l'an 5, le 11 flor., le rappel battait dans les sections de Paris; la convention, à onze heures du soir, se rendait au lieu de ses séances. Un membre demande que la convention soit instruite des motifs de ce rappel. — Isabeau, au nom du comité de sûreté générale, en rend compte. C'était une révolte dans la section du Bonnet-de-la-Liberté à l'occasion de la distribution des farines. — Tallien rend compte de l'état des subsistances. — Un membre propose et l'assemblée rend le décret suivant :

« La convention décrète que le comité de législation rendra compte incessamment de l'état de la législation sur la responsabilité civile des communes et sections de communes, et de la force armée, dans les cas de troubles de la tranquillité publique, d'émeute ou de sédition, de rassemblements contraires à la libre circulation des grains, ou de pillage des propriétés, et présentera ses vues sur les moyens de faire exécuter et perfectionner les lois relatives à cet objet. »

« Voilà le projet de la loi de vendém. an 4 sur la Responsabilité des communes, ordonné par la convention.

« Peu de jours avant le vote de cette loi, à la séance du 4 vendém. an 4, la convention, par un premier décret, décréta que nul n'aurait le droit, à Paris, de faire marcher la force armée que par les ordres des représentants chargés de sa direction.

« Ce décret parut sans doute insuffisant; il avait pour but de pourvoir au plus pressé, en attendant la loi qui se préparait dans les comités. Cette loi fut enfin décrétée; mais prenons garde à quelle date. Ce fut dans la séance du 10 vendém. an 4, quand les élections pour la

nouvelle constitution directoriale approchaient; quand les sections de Paris préparaient leur dernière insurrection contre la convention; lorsque, à défaut de municipalité centrale, la section Lepelletier s'était nommée section dirigeante; quand tous les signes avant-coureurs de la lutte s'annonçaient; trois jours avant la journée du 13 vendém., où le combat devait s'engager, où l'artillerie de la convention, sur les escaliers de l'église Saint-Roch, dans les rues, sur les ponts, sur le quai Voltaire, devait mitrailler l'armée des sections, où devait commencer la fortune du général Bonaparte..., que l'émence du moins ne revendiquera pas.

« Voilà la date de la loi de vendém. sur la responsabilité des communes.

« Cette loi, si elle est applicable à Paris, a donc été faite pour le Paris de l'an 4; ce Paris tel qu'il était, tel que l'histoire de la législation nous le représente aux époques funestes que j'ai rappelés.

« Mais cette loi, applicable à la redoutable commune de l'an 4, aurait-elle pu continuer à être applicable à la ville de Paris, après que la loi lui aura retiré les terribles pouvoirs dont elle avait abusé, et lui aura retiré toute initiative d'action, soit pour le désordre, soit pour la répression?

« La loi du 28 pluv. an 8, sur l'administration de la république, la soumet à un régime tout spécial. Le premier conseil eut-il en cela quelque tort?

« La loi du 21 mars 1831, sur l'Organisation municipale des villes du royaume, maintient, par son art. 55, le principe que la ville de Paris doit être rangée sous un régime spécial. Avons-nous manqué de prudence?

« La loi du 20 avril 1834 règle ce régime quant à l'organisation. Elle donne à la ville de Paris un conseil général électif de département, dont treize-à-dix membres font aussi fonctions de conseil municipal. Elle lui donne, pour chacun de ses arrondissements, un maire et des adjoints nommés par le roi sur une liste de candidats, et toujours révocables. Du reste, aucune loi d'attributions n'est encore faite. Rien n'est modifié quant à l'institution du préfet du département et du préfet de police, telle qu'elle résulte de la loi du 28 pluv. an 8 et de la législation postérieure; et il est à croire que, dans l'intérêt même de la ville de Paris, ce partage d'attributions éprouvera peu de variations.

« Quant à présent, comme en l'an 8, la règle générale est toujours que l'administration du département qui renferme le siège du gouvernement et la capitale du royaume exige des institutions administratives spéciales.

« L'administration y est partagée entre deux préfets. Les fonctions attribuées aux maires dans les autres villes y sont généralement exercées par le préfet de police et le préfet du département.

« Les fonctions de préfet de police sont déterminées par des règlements exprès. Le préfet du département a retenu toutes les attributions qui n'ont pas été déléguées au préfet de police; et les maires n'ont conservé qu'un petit nombre

de fonctions spéciales qui leur ont été expressément laissées, et notamment pour les actes de l'état civil.

• Il suffit de lire l'arrêté du 12 messid. an 8, qui détermine les fonctions du préfet de police à Paris, pour voir que la commune de Paris n'a plus aucun des pouvoirs que suppose nécessairement la loi de vendém. an 4.

• Art. 1^{er}. Le préfet de police exerce ses fonctions sous l'autorité immédiate des ministres.

• Art. 3 et 34. Passeports, cartes de sûreté, permissions de séjourner à Paris, mendicité, vagabondage, police des prisons, de la librairie et imprimerie, des théâtres, attroupements, distribution et vente des poudres et salpêtres, port d'armes, cultes, etc., petite voirie, liberté et sûreté de la voie publique, salubrité, incendies, débordements, sûreté du commerce, libre circulation des subsistances, surveillance des places et lieux publics, approvisionnements, protection et préservation des monuments, etc.; tous ces objets sont placés dans ses attributions. »

• On peut remarquer plus spécialement dans l'intérêt de la cause les articles suivants : « Article 10. Il prendra les mesures propres à prévenir ou dissiper les attroupements, les coalitions d'ouvriers pour cesser leur travail ou en élever le prix des journées, les réunions tumultueuses ou menaçant la tranquillité publique. — Art. 13. Il surveillera la distribution et la vente des poudres et salpêtres. — Art. 33. Il a sous ses ordres les commissaires de police et autres agents de police, etc. »

• Si après avoir examiné dans son organisation et dans ses attributions la commune de Paris, on considère les autorités placées au-dessus d'elle, on trouve aujourd'hui le pouvoir royal, la puissance exécutive, les chambres.

• Rien de pareil à ce qui existait en l'an 4. Alors Paris dominait tous les pouvoirs !

• Aujourd'hui Paris est dominé, contenu, dirigé par une autorité supérieure et régulatrice.

• La loi de vendém. an 4, faite pour les communes régies par la loi générale, et pour celle de Paris telle qu'elle était à cette époque, n'est donc plus applicable à la commune de Paris telle qu'elle existe aujourd'hui.

• Cette abrogation, quoiqu'elle ne soit pas formulée expressément, mais qu'elle résulte seulement d'une manière implicite du changement des institutions, n'en est pas moins évidente, si l'on considère le caractère et le texte même de la loi de vendém.

• 1^{re} Cette loi porte, en plusieurs de ses dispositions, le cachet de la situation des événements révolutionnaires qui l'ont fait naître; quelques-uns de ces articles sont évidemment poussés jusqu'à une injuste exagération contre les communes, et implicitement abrogés aujourd'hui tant par le non-usage que par le changement de situation. Tel est l'art. 10, tit. 4, d'après lequel « si dans une commune des cultivateurs à part de fruits refusant de livrer, aux termes du bail, la portion aux propriétaires, tous les habitants de cette commune étaient tenus de dommages-intérêts. » Ainsi on reje-

tait sur les habitants la solidarité d'actes individuels, d'actes civils, qui étaient le fait unique et privé d'un ou de quelques-uns d'entre eux seulement. Tels sont encore les art. 9 et 12 du même titre. Qui oserait prétendre qu'un tel article fût encore applicable aujourd'hui ?

La conséquence de cette première observation, c'est que cette loi, en partie révolutionnaire, ne doit plus recevoir aujourd'hui d'autre application que celle que comportent la nature régulière de nos institutions, l'organisation actuelle de nos autorités municipales, et la situation normale de notre gouvernement.

• Bacon dit avec raison que les statuts, qui sont évidemment des lois de circonstances, et le résultat d'une situation occasionnelle où se trouvait la république lorsqu'elles furent votées, pouvaient tout au plus se maintenir rigoureusement dans l'espèce précise pour laquelle ces lois ont été portées, et que ce serait un contre-sens de les appliquer à des cas que bien évidemment elles n'ont pas eus en vue. *Statuta quæ manifesto temporis leges fuerunt, atque et occasionebus reipublice tunc incalescentibus nata, mutata ratione temporum, satis habent, si se in propriis casibus suaverere possint, præposterum autem esset, si ad casus omisso, nullo modo traherentur.*

• Telle est évidemment la loi de vendém. an 4.

• Le texte même de cette loi vient encore confirmer cette conséquence que la loi de vendémiaire a cessé d'être applicable à la ville de Paris. En effet, les tit. 2 et 3 de la loi supposent nécessairement à l'autorité municipale, dans chaque commune, les pouvoirs suffisants pour mettre à exécution les moyens qu'elle prescrit pour assurer la police intérieure de chaque commune et pour délivrer les passeports. A cette époque, la commune de Paris avait tous ces moyens en vertu des lois ci-dessus analysées. Elle n'en avait même que trop ! mais aujourd'hui elle n'en a plus aucun. La même responsabilité ne peut donc peser sur elle : ce serait continuer l'effet après avoir retranché la cause. *Cessante ratione legis, cessare quoque debet ejus dispositio.* La loi de vendém. an 4 ne lui est donc pas applicable. Ainsi, par ce principe général, et qui à lui seul décide du pouvoir, il y a lieu de casser.

• Au surplus, ajoute le procureur général, il existe des considérations secondaires qui viennent à l'appui du droit, et qui seraient à elles seules suffisantes pour entraîner la cassation des arrêts attaqués. L'insurrection de juin, en effet, n'était pas locale, mais bien générale; n'était pas faite en vue d'un pillage, mais dans le but de renverser le gouvernement. Les arrêts invoqués par les défenseurs ont été rendus dans des circonstances toutes différentes : alors il s'agissait de troubles partiels et de peu d'importance; en juin, il y avait péril imminent, guerre civile. En 1835, on n'a pas attaqué la commune de Lyon, parce qu'une semblable prétention eût été évidemment déraisonnable. On s'est adressé à l'État, et les chambres ont refusé toute indemnité, même à titre de secours;

elles n'ont pas voulu introduire un précédent fâcheux qui aurait eu pour résultat d'encourager l'inertie des citoyens dans les moments de trouble et de péril.

• Des raisons particulières exigent en outre que l'on proclame l'irresponsabilité de la ville de Paris. Les citoyens, réunis à la garde nationale et à la troupe de ligne, n'ont pas seulement fait leur devoir, ils ont tenu une conduite vraiment héroïque; et, lorsqu'ils ont payé de leur personne et de leur sang, on voudrait encore les forcer de réparer les dommages causés par ceux qu'ils ont combattus: ce serait le comble de l'iniquité.

• On oppose que la commune est responsable du moment que quelques-uns de ses habitants ont pris part à l'émeute. Mais c'est là une interprétation injuste et déraisonnable de la loi. Il ne saurait y avoir responsabilité dès qu'il n'y a point de faute. Quand la commune a fait tout ce qui dépendait d'elle pour éteindre le trouble ou le réprimer, elle ne peut être tenue à aucune garantie. L'art. 6, tit. 4, L. vendém., accorde une indemnité aux habitants blessés dans l'émeute, ainsi qu'aux veuves et aux enfants victimes, et puis on a reconnu que ces indemnités devaient être à la charge de l'État, parce qu'on ne se trouvait pas dans les circonstances prévues par la loi. Les considérations les plus fortes se réunissent donc à la saine interprétation de la loi pour entraîner la cassation des arrêts attaqués.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu la loi du 10 vendém. an 4, et spécialement le tit. 1^{er}, article unique, et le tit. 4, art. 1^{er}, 5, 6 et 8, et l'art. 1^{er}, tit. 5 de ladite loi; — Attendu que la loi du 10 vendém. an 4, uniquement relative à la police intérieure de chaque commune, n'est pas destinée à réprimer des actes de rébellion à main armée qui ont pour but le renversement du gouvernement, de la charte constitutionnelle et de l'autorité royale; — Attendu que la ville de Paris est le siège du gouvernement, des grands corps de l'État, des ministres, et notamment du ministre de l'intérieur, spécialement chargé de la police du royaume, de la surveillance et de la direction de la force publique; — Attendu que les enlèvements d'armes qui ont été faits chez les défenseurs les 5 et 6 juin 1833 ont eu lieu à l'occasion d'une tentative criminelle pour renverser à main armée le trône constitutionnel et les lois du royaume; que, dans de telles circonstances, la municipalité de Paris se trouvait en dehors des conditions ordinaires qui constituent la base de la responsabilité établie par la loi de l'an 4; — Attendu, d'ailleurs (sans qu'il soit besoin d'examiner si, dans son organisation actuelle, la commune de Paris a pu être déclarée passible des dispositions pénales de cette loi), que la loi de vendém. an 4 contient des exceptions qui eussent affranchi la ville de Paris de toute

responsabilité; — Qu'il est reconnu par l'arrêt attaqué que la commune a pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir à l'effet de prévenir les délits, ce qui suffisait, d'après la raison et la loi, pour placer la ville de Paris dans le cas d'exception; — Que ce fait reconnu par l'arrêt est, au surplus, notoire, puisque l'élite des habitants composant la garde nationale, secondée par la troupe de ligne, a montré un zèle et un courage digne du gouvernement a fait l'éloge trop mérité, au prix du sang d'un grand nombre de citoyens; — Que, dans cet état de choses, l'arrêt attaqué, en mettant à la charge de Paris les indemnités réclamées par les défenseurs, a commis un excès de pouvoir en étendant d'un cas à un autre la loi précitée: — Par ces motifs, — Casse, etc. »

Du 6 avril 1836. — Ch. civ.

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.

— PREUVE. — INDIVISIBILITÉ.

Les réponses faites dans un interrogatoire sur faits et articles peuvent être considérées comme un commencement de preuve par écrit qui rend admissible la preuve testimoniale (1). (C. civ., 1347.)

En pareil cas, les réponses faites par la partie ont pu être scindées par les juges sans qu'il y ait eu violation du principe de l'indivisibilité de l'aveu judiciaire (2). (C. civ., 1356.)

La dame Burbaud forme contre Rivet une demande tendant à le faire condamner à lui restituer une somme de 6,000 fr. qu'elle lui avait confiée, à titre de dépôt, pour en opérer le placement.

Un interrogatoire sur faits et articles est ordonné.

La dame Burbaud demande à être admise à la preuve testimoniale de certains faits prouvant l'existence du dépôt.

Jugement qui la déclare non-recevable dans cette demande.

Appel. — Le 30 mai 1835, arrêt de la Cour de Bordeaux ainsi conçu: — « Attendu que les faits avoués par l'intimé, dans l'interrogatoire subi par lui, notamment celui que la boîte contenant l'or a été portée chez lui; que cet or y a été compté, tendent à justifier la demande, lorsqu'on les combine avec les autres circonstances de la cause; qu'en effet, lesdits faits rendent vraisemblable l'allégation que l'or dont il s'agit a été reçu par Rivet; qu'en appréciant, en rapprochant les diverses réponses contenues dans cet interrogatoire, on est autorisé à y voir un commencement de preuve par écrit, autorisant l'admission de la preuve vocale des faits ci-après énoncés, qui sont pertinents, inéluctables. »

POURVOI par Rivet. — 1^{re} Violation des articles 1341 et 1347, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a déclaré qu'un interrogatoire sur faits et articles pouvait servir de base à la preuve testi-

(1) F. conf. Cass., 2 juin 1837, 19 juil. 1839, 18 mai 1840, et Toulouse, 16 janv. 1841; — Carré-Chauveau, n° 1262, p. 120 et 122; — Liège, 30 déc. 1841.

(2) F. conf. Cass., 19 juin 1839, et la note. — P. oy. aussi Douai, 13 mai 1836, et 6 fév. 1838, et la note.

moniale comme contenant un commencement de preuve par écrit à un interrogatoire sur faits et articles ;

2^e Violation de l'art. 1356. C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a scindé les réponses faites par Rivet, lequel, tout en avouant que la boîte contenant l'or avait été portée chez lui, avait déclaré en même temps avoir rendu la somme à la dame Burbaud.

ARRÊT.

LA COUR, — Considérant que, pour admettre le défendeur éventuel à la preuve testimoniale, l'arrêt, en rapprochant les diverses réponses faites par le demandeur dans l'interrogatoire sur faits et articles par lui subi et en les appréciant, y a trouvé un commencement de preuve par écrit ; qu'en cela, d'après les dispositions de la loi et la jurisprudence, cet arrêt n'a violé aucune loi ; — Considérant que les juges ont pu, d'après leurs attributions, scinder les diverses réponses faites par le demandeur dans son interrogatoire, sans violer les dispositions du Code sur l'aveu judiciaire, qui sont étrangères à l'espèce, — Rejette, etc.

Du 6 avril 1856. — Ch. req.

COUR D'ASSISES. — DÉPOSITION ÉCRITE.

Il ne peut être donné lecture aux jurés de la déposition écrite d'un témoin, avant sa déposition orale aux débats, à peine de nullité (1). (C. crim., 317 et 318.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 317 et 318. C. crim. ; — Attendu, en droit, que la déposition des témoins doit être orale, spontanée, et indépendante de toute l'influence que pourrait exercer sur l'esprit craintif d'un témoin la déposition écrite qu'il aurait faite antérieurement ; que, s'il peut devenir nécessaire de donner lecture des dépositions qu'ils peuvent avoir précédemment faites par écrit, cette lecture ne peut jamais être donnée qu'après l'émission de la déposition orale, et comme moyen de comparaison, et afin d'en contrôler l'exactitude, ainsi que l'indique l'art. 318 précité ; — Que, relativement aux juges et aux jurés, c'est, hors les cas prévus par les lois, sur ce qui est verbalement déclaré devant eux, et sur les débats, que leur conviction doit se former ; qu'il n'est pas permis de prévenir ou de diriger cette conviction, avant l'audition orale, en faisant lire, avant cette audition, la déclaration écrite d'un témoin qui a comparu pour être entendu ; — Attendu, en fait, que le procès-verbal des débats dans l'affaire de Dehaut constate qu'à l'égard du huitième et du neuvième témoins, et avant leur audition, il a été donné lecture, par le procureur du roi, des déclarations écrites qu'ils avaient faites devant le juge d'instruction, et que lesdits témoins ont répété leur déposition dans les mêmes termes

que lesdites dépositions écrites, dans lesquelles ils ont déclaré prêter ; — Que cette lecture a été une contravention aux art. 316, 317 et 318. C. crim. ; qu'elle a été une violation des règles substantielles de la procédure criminelle, et qu'ainsi elle doit entraîner la nullité des débats, — Casse, etc. »

Du 7 avril 1856. — Ch. crim.

TUTELLE. — ADMINISTRATION. — EXPERTISE. — PARTAGE.

Un tuteur n'exécute pas les bornes de ses pouvoirs et de son administration, lorsque, dans l'instance en liquidation et partage de la communauté qui a existé entre le père et la mère du mineur, il requiert ou consent à ce que les experts, en procédant à l'estimation d'un immeuble propre à l'un des époux, fixent la valeur du terrain et celle des constructions, pour arriver à déterminer l'indemnité qui peut être due à la communauté pour la plus-value résultant des dépenses faites par elle. (C. civ., 488, 1108 et 1124.)

Un jugement a commis un notaire pour procéder aux partages et liquidation de la communauté d'entre les époux Gillot, etc., en outre, a ordonné l'estimation par experts des biens qui en dépendaient.

En vertu de la mission qui leur était confiée, les experts ont voulu procéder à l'estimation d'une maison à Saint-Denis. Cette maison n'était pas un conquêt de communauté, mais elle avait pris un accroissement considérable pendant la communauté, à laquelle, dès lors, il était dû récompense pour la plus-value.

Toutes les parties intéressées, au nombre desquelles le tuteur de la mineure Gillot, consentent à ce que les experts estiment la valeur du terrain et des constructions pour déterminer la récompense qui peut être due à la communauté.

L'expertise a lieu d'après cette base.

Cependant, plus tard, l'un de ceux, qui avaient consenti à ce qu'elle fût faite, Julien Gillot, en critique le résultat, et demande qu'il en soit fait une nouvelle. Attendu que le tuteur de la mineure Gillot n'avait pas pu voir suffisant pour y consentir. Gasq et consorts, créanciers de la dame Gillot, interviennent et demandent qu'il soit passé outre au partage.

Jugement qui repousse la prétention de Julien Gillot.

Appel. — Du 13 déc. 1854, arrêt de la Cour de l'île Bourbon, ainsi conçu : — « Attendu que, lors de l'expertise du 24 déc. 1850, ordonnée par jugement du 23 nov. de la même année, Elie Pajot, représentant Louise Gillot-Étiage a déclaré ne consentir à ce que la maison où feu Gillot était décédé fût estimée qu'au vu de connaître la plus-value qui était résultée, pour le fonds propre du défunt, de l'édification des bâtiments, qu'il requerrait même les experts, après qu'ils auraient estimé la valeur du terrain avec tous les bâtiments qui s'y trouvaient, de déterminer la part pour laquelle ceux-ci entraient dans cette valeur ;

« Attendu que cette proposition a été accueillie

(1) Jugé de même dans une espèce où la lecture avait été faite en vertu du pouvoir discrétionnaire du président. — P. Cass., 26 oct. 1830.

par tous les autres héritiers et par Julien Gillot lui-même, dûment représenté, et a formé entre toutes les parties le contrat judiciaire, par suite de l'homologation du procès-verbal, par jugement du 23 mai 1831, passé aujourd'hui en force de chose jugée, confirme. »

POURVOI de Julien Gillot, pour violation des art. 488, 1108, 1124 et 1336, C. civ.

ARRÊT.

* LA COUR. — Attendu que les tuteurs et curateurs des mineurs Gillot, chargés de procéder dans l'intérêt desdits mineurs dans l'instance en liquidation et partage de la communauté qui avait existé entre leurs père et mère, n'ont point excédé les bornes de l'administration qui leur était confiée, en requérant ou consentant à ce que les experts, en procédant à l'estimation de la maison sise à Saint-Denis, donnassent la valeur du terrain et celles des constructions, pour faire connaître la plus value qui était résultée desdites constructions; — Attendu que ces réquisitions et consentements ne pouvaient avoir pour objet de faire ni l'acquisition ni l'aliénation de la maison au nom des mineurs, mais uniquement de faire fixer l'indemnité due par la succession de leur père pour la plus value d'un immeuble dont il était propriétaire de son chef; qu'ainsi, l'arrêt attaqué, en se fondant sur les réquisitions et consentements desdits tuteurs et curateurs, n'a violé ni les lois invoquées à l'appui du pourvoi, ni aucune autre loi, — Rejette, etc. »

Du 7 avril 1836. — Ch. req.

NON BIS IN IDEM. — PACTUM NOMINA. — MINISTÈRE PUBLIC.

Les décisions par lesquelles les prud'hommes répriment les infractions de leur compétence doivent être assimilées à celles qui émanent des juridictions disciplinaires et ne font point, dès lors, obstacle à l'action publique qui peut être exercée sans qu'il en résulte violation de la maxime non bis in idem. (Loi 9 sept. et 12 déc. 1790; C. civ., 1331; C. crim., 360.)

Un procès verbal dressé à la requête du commissaire à l'inspection maritime constatant que Canisse, pêcheur à Marseille, a été trouvé, contrairement aux lois et règlements sur la pêche, pêchant au gangni. Avant toute poursuite, Canisse invoque la maxime *Non bis in idem*. Néanmoins le tribunal et la Cour d'Aix le condamnent à 300 fr. d'amende, minimum de la peine prononcée contre le fait de pêche qui lui est reproché.

POURVOI en cassation de la part de Canisse.

ARRÊT.

* LA COUR. — Sur le moyen tiré soit de la violation de la maxime *Non bis in idem*, résultant des art. 1331, C. civ., et 360, C. crim., combinés, soit de la violation des lois 9 sept. et 12 déc. 1790, confirmatives des anciens édits et règlements relatifs aux attributions des prud'hommes de Marseille; — Attendu que, si les

prud'hommes ont reçu de la puissance législative le droit d'établir entre les pêcheurs français et étrangers de leur ressort des règles conservatrices du bon ordre dans l'exercice de leur profession et des bonnes pratiques de la police, de constater et de réprimer par des amendes les infractions à ces règlements, ces attributions ne peuvent avoir pour effet (ce qui aurait lieu dans l'espèce) d'entraver ou de diminuer celles conférées aux tribunaux ordinaires pour la répression des crimes, délits et contraventions prévus par les lois générales du royaume; — Attendu que la poursuite des faits qualifiés *infractions* par les lois appartient exclusivement aux officiers du ministère public, d'après le Code crim., et que les prud'hommes eux-mêmes doivent renvoyer aux tribunaux les procès-verbaux qui sont dressés ou reçus, pour leur en attribuer la connaissance; — Attendu que si, à l'occasion des contraventions aux lois de l'État, les prud'hommes pêcheurs lrouvent des infractions de leur compétence à réprimer, leurs décisions doivent être assimilées à celles qui émanent des juridictions disciplinaires constituées par les lois, et que, dès lors, elles ne peuvent faire obstacle à l'action publique; — Et attendu que, dans l'espèce, le procureur du roi de Marseille, poursuivant, par acte du 16 juin 1835, une infraction à la loi du 21 vent. an 11, punissable de peines correctionnelles, constatées sur la réquisition du commissaire à l'inspection maritime de Marseille, a été légalement saisi de cette action publique; que la quittance produite par Canisse du versement d'une amende de 4 fr., à laquelle il aurait été condamné par jugement (non présenté) du tribunal des prud'hommes, pour fait de pêche au gangni, ledit jour 22 avril, ne peut être considérée comme répression d'un délit puni par la loi d'une amende dont le minimum est fixé à 300 fr.; — Attendu que, les prud'hommes n'ayant à cet égard aucune attribution judiciaire, leur décision, si elle existe, n'a pas le caractère de jugement; que, dès lors, le moyen tiré de la maxime *Non bis in idem* est sans application à l'espèce; — Attendu que les lois des 9 sept. et 12 déc. 1790 n'ont pas été violées, puisqu'il ne s'agissait ni d'infractions aux règlements particuliers et usages des prud'hommes, ni d'atteinte portée à leurs attributions et à l'acte de juridiction qu'ils auraient fait sur le pêcheur, leur justiciable, mais de la répression d'un fait prévu par une loi de l'État, — Rejette, etc. »

Du 9 avril 1836. — Ch. crim.

Nota. Du même jour, deux autres arrêts identiques.

CHASSE. — FAUCONNERIE. — PLAINTES.

Le fermier a qualité aussi bien que le propriétaire pour porter plainte d'un fait de chasse non autorisé commis sur la propriété qui lui est affermée, quand bien même le droit de chasse ne lui aurait point été accordé par son bail (1). (L. 30 avril 1790, art. 1 et 8.)

(1) F. Petit (*Traité du droit de chasse*, t. 1, p. 372), fait remarquer avec raison que si l'action

Le 11 nov. 1835, arrêt de la Cour de Rennes : — « Considérant que Constant Janvier a été déchargé par le jugement du tribunal de Redon du 5 oct. 1835, du délit de chasse sur des terres non dépourvues de leur récolte ; que le ministère public n'a pas relevé appel de ce jugement ; qu'il ne reste ainsi à la charge de Janvier que le fait d'avoir chassé en temps non prohibé sur des terres non ensemençées ni couvertes de récoltes, et qu'il justifie d'ailleurs d'un permis de port-d'armes de chasse non périmé ;

« Considérant que le propriétaire des terres sur lesquelles il a dû ainsi chasser n'a pas porté plainte contre lui ; mais que Bono, fermier de ces terres, a seul, en son propre et privé nom, porté cette plainte au ministère public ; qu'il résulte cependant de l'art. 8, L. 30 avril 1790, qu'un fait de chasse sur le terrain d'autrui ne peut donner lieu à des poursuites que sur la plainte portée par le propriétaire ou autres parties intéressées, ce qui ne peut s'entendre d'un fermier, auquel le droit de chasse n'a pas été accordé par son bail ; qu'un tel droit ne fait point en effet partie des fruits et revenus qui sont concédés au fermier d'un domaine, à moins qu'il n'y ait une clause expresse dans le bail sur ce point ; que, hors ce cas, le fermier n'a que la faculté que lui donne l'art. 15, loi précitée, de détruire le gibier dans ses récoltes, en se servant de filets ou autres engins, et de repousser avec des armes à feu les bêtes fauves qui se répandraient dans ces mêmes récoltes ; mais que le droit de chasse proprement dit continue d'appartenir au propriétaire ou à l'usufruitier qui ne l'ont pas cédé ; qu'eux seuls ou leurs ayants cause sont donc parties intéressées, à l'effet de demander la répression d'un fait qui ne porte atteinte qu'à leur droit ; que peu importe que le fermier puisse, par suite de la plainte du propriétaire, recevoir l'indemnité de 10 fr., qui est accordée indépendamment de tout préjudice souffert ; que cette indemnité n'est autre chose qu'une peine, une véritable amende, dont il peut recueillir le profit, mais qui ne lui donne pas plus le droit de porter plainte, que l'amende de 20 fr., qui peut être prononcée au profit de la commune, ne donne à celle-ci le droit de porter cette même plainte ; que la présomption est et doit être que le propriétaire qui garde le silence a autorisé, au moins tacitement, un fait de chasse que lui seul pouvait défendre, et dont il ne se plaint pas ;

« Considérant que non-seulement on ne l'a pas prouvé, mais que l'on n'a pas même allégué que le fermier Bono eût, d'après quelques clauses de son bail, le droit de chasser sur la terre de la Buffardaie, à lui affermée ; que s'il avait souffert un préjudice quelconque, soit parce que les clô-

tures des terres de la métairie eussent été endommagées, soit de toute autre manière, l'action civile en dommages-intérêts lui était ouverte, sans qu'il dût recourir à une plainte pour un fait de chasse qui ne portait pas, par lui-même, atteinte à ses droits ; qu'il n'était donc pas recevable dans ladite plainte. — Réforme, etc. »

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 1^{er} et 8, L. 30 avril 1790, et le décret du 4 mai 1812 sur le Port d'armes ; — Attendu que si, d'après la loi du 30 avril 1790, le propriétaire a seul le droit (à moins de stipulations contraires) de chasser ou laisser chasser sur des terres affermées, et, par suite, à qualité pour se plaindre d'un fait de chasse non autorisé, la loi n'en réserve pas moins au fermier le droit de se plaindre aussi d'un fait de cette nature, en tant qu'il vient troubler la jouissance du sol et de ses produits ; — Qu'en effet, l'art. 8 ci-dessus visé, L. 30 avril 1790, attribue expressément le droit de porter plainte, non-seulement au propriétaire, mais à toute autre partie intéressée ; tandis que, d'une autre part, l'art. 1^{er} veut qu'une indemnité soit accordée au propriétaire des fruits, quand on aura chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, sans préjudice de plus forts dommages-intérêts, s'il y a lieu ; — Attendu que, lorsque des terres sont affermées, le fermier est propriétaire des fruits, et a évidemment intérêt à ce que le fonds qu'il cultive ne puisse être à la discrétion de tous ceux qui, sans autorisation, vaudraient s'y livrer à l'exercice de la chasse ; — Attendu que, dès lors, le fermier est rangé par la loi au nombre de ceux qui peuvent porter plainte d'un fait de chasse non autorisé ; — Et attendu, dans l'espèce, qu'il est constant et reconnu, en fait, que Janvier a chassé sur le fonds d'autrui, sans le consentement du propriétaire, et qu'une plainte a été formée par le fermier ; que, néanmoins, la Cour de Rennes, au lieu de prononcer contre Janvier les peines portées par l'art. 1^{er}, L. 30 avril 1790 (une amende de 20 liv. envers la commune, et une indemnité de 10 liv. au profit du propriétaire des fruits), a renvoyé Janvier de la plainte, sur le motif que le fait de chasse dont il s'agissait ne pouvait être poursuivi que sur la plainte du propriétaire ou autre partie intéressée, ce qui ne peut s'entendre d'un fermier, auquel le droit de chasse n'a pas été accordé par son bail, sur le motif aussi que le droit de chasse est le seul droit auquel il ait été porté atteinte, et que la plainte, dès lors, appartenait seulement au propriétaire ; — Et, attendu, d'après les motifs ci-dessus exprimés, que la Cour de Rennes, en jugeant ainsi, a

du propriétaire dérive du droit de chasse violé à son préjudice par le délinquant, il n'en est pas de même du fermier qui, d'après la jurisprudence, n'a pas le droit de chasse à moins de stipulation particulière. Son action ne peut donc dériver que du trouble apporté à la jouissance du sol et des produits. Or, cette action est entièrement distincte et séparée de celle résultant du délit de chasse ; elle contre soit

dans les faits de passage soit dans les faits de dommage, et ne s'exerce que devant le tribunal de simple police ou devant la juridiction civile. L'indemnité qu'elle a pour objet est entièrement indépendante de celle allouée par la loi du 30 avril 1790. — *F. Bruz*, Cam., 6 nov. 1822 ; Paris, 8 janvier et Angers, 30 janv. 1836.

commis une violation des art. 1^{er} et 8, L. 50 avril 1790. — Cassé, etc. »

Du 9 avril 1856. — Ch. crim.

JUGE DE PAIX. — COMPÉTENCE. — CANTON DES CHARGES. — APPRÉCIATION.

Du principe que celui qui est juge de l'action l'est aussi de l'exception, il résulte que le juge de paix saisi d'une demande personnelle et mobilière d'une valeur inférieure à 100 fr., ce qui rentre dans les limites de sa compétence, peut apprécier la clause d'un cahier des charges, invoquée par le défendeur pour repousser l'action intentée contre lui, encore bien que ce cahier des charges soit relatif à une vente dont le prix excède la somme de 100 fr. (1). (L. 24 août 1790, tit. 3, art. 9.)

La veuve Millot, adjudicataire moyennant 47,000 fr., par suite de licitation, du domaine des Hallais, l'un de l'un des colicitants une maison et un jardin dépendant de ce domaine. — Plus tard le fermier Bolle ayant enlevé plusieurs voitures de bois sur le domaine, Millot le cita devant le juge de paix du canton de Pierre-Fontaine, en paiement d'une somme de 90 fr., à

titre de réparation du dommage qui lui avait été causé.

Bolle répondit qu'il avait eu le droit d'enlever le bois dont il s'agit, et il exceptait de l'une des clauses du cahier des charges dressé pour la vente du domaine du Hallais, laquelle clause portait que l'adjudicataire serait tenu de prendre le domaine dans l'état où il se trouverait lors de l'adjudication définitive.

Jugement qui condamne Bolle à 54 fr. de restitution envers Millot : ce jugement est fondé sur ce que Bolle ne pouvait invoquer le cahier des charges, et sur ce qu'il serait injuste d'interpréter ce cahier de manière à ce que le vendeur, qui aurait mis des bois en vente, pût les couper après leur mise à prix et estimation.

Appel de Bolle, pour incompétence du juge de paix.

Le 16 mars 1855, jugement du Tribunal de Baume qui accueille cette exception : — « Attendu que le juge de paix n'avait pu, à l'occasion de la demande d'une somme de 90 fr. pour réparation d'un dommage causé, interpréter le cahier des charges de la vente du domaine des Hallais, titre dont la valeur était bien supérieure à celle qui formait la compétence du juge de paix. »

(1) P. toutefois Cass., 17 août 1856 (arrêt qui décide que le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande personnelle et mobilière, même inférieure à 100 fr., lorsque la somme réclamée forme le reliquat d'une créance supérieure à 100 fr. sur l'existence de laquelle le juge est nécessairement tenu de statuer.)

La nuance on la raison de décider qui distingue ces deux solutions en sens contraire, l'une de la chambre civile de la Cour de cassation, l'autre de la chambre des requêtes, nous paraît, nous l'avouerons, assez difficile à discerner.

Dans un cas comme dans l'autre, la chose demandée est d'une valeur inférieure à 100 fr., et sous ce rapport il semblerait que la compétence du juge de paix était incontestable. Mais dans le premier cas, la décision du juge exigeait que le juge de paix se livrât à l'examen d'une clause insérée dans un contrat de vente d'immeuble, qu'il en déterminât le sens et la portée (chose en dehors de sa compétence) ; dans le second cas, il a dû, pour statuer sur la demande d'une somme inférieure de 100 fr. (limite de sa compétence), examiner s'il y avait eu obligation contractée pour une somme supérieure... Y a-t-il entre ces deux espèces une différence réelle en droit, une raison suffisante de décider que le juge de paix est compétent dans la première et qu'il est incompétent dans la seconde ? Nous ne le pensons pas.

Il nous semble que, dans l'un comme dans l'autre cas, la décision du juge de paix ne peut jamais porter que sur la chose demandée, et que si cette chose ne dépasse pas la limite de ses pouvoirs, il est compétent pour l'apprécier. Qu'importe que pour décider si la chose demandée est due, le juge de paix ait à s'élever sur l'appréciation de contenus d'une valeur plus importante, sur lesquelles il n'est pas lui-même compétent pour statuer ? Toujours est-il que, pour lui, comme pour les parties, cette appréciation ne sera qu'un moyen de preuve ou de vérification de la demande qui lui est soumise ; mais nullement l'objet du jugement à rendre. C'est dans cette appréciation qu'il posera, plus ou moins exclusive-

ment, ses motifs de décision ; mais ces motifs ne seront pas eux-mêmes une décision ou un jugement. Le jugement qu'il rendra n'aura toujours l'effet de la chose jugée que sur la chose demandée : on ne pourra donc pas dire que le juge soit sorti des limites de sa compétence. — C'est ainsi qu'en matière d'actions possessoires, la jurisprudence, longtemps incertaine, s'est enfin fixée à ce point, que le juge de paix peut, dans les motifs de son jugement, discuter et apprécier les titres de propriété des parties, pourvu que la disposition ne porte que sur la possession ; qu'il n'y a pas là cumul du possessoire et du pétitoire. C'est ainsi encore, qu'en matière de dernier ressort, il est de jurisprudence consacrée au dernier lieu par la chambre civile de la Cour de cassation le 29 déc. 1850, qu'un jugement qui prononce sur une demande d'une valeur inférieure au taux fixé par la loi, est de dernier ressort, bien que la somme demandée fût le solde ou reliquat d'une somme supérieure au dernier ressort.

Dans le système contraire, qui consiste à peser les moyens de preuve offerts par les parties, au lieu de s'arrêter à l'objet de leur demande, à scruter les motifs de la conviction du juge, pour voir s'il ne s'y rencontre pas quelque considération de fait ou de droit qui dépasse les limites de sa juridiction, on arrive évidemment à enlever aux juges de paix la plus grande partie des causes personnelles et mobilières qu'ils semblaient être appelés à juger. Par suite, on est forcé de reconnaître à toute idée de célérité et d'économie dans les contestations du plus mince intérêt, et il faudra bien se résigner à subir toutes les lenteurs, tous les frais de la procédure ordinaire, toute la solennité même d'une discussion en Cour royale, si, pour desservir le juge de paix, il suffit à l'une des parties d'alléguer que la demande se rattache à quelque intérêt réel ou immobilier, ou que la somme demandée n'est que le solde ou reliquat d'une créance dont la valeur dépasse la compétence de ce juge... Un tel résultat nous paraît inadmissible ; il est du moins en opposition manifeste avec le but que s'était proposé le législateur dans l'institution des juges de paix... Dev.

POURVOI en cassation par Millot, pour violation de l'art. 9, tit. 3, L. 16-24 août 1790, qui fixe à 100 fr. la compétence des juges de paix.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 9, tit. 3, L. 24 août 1790; — Attendu que la demande intentée par Millot contre Bolle, son fermier, devant le juge de paix du canton de Pierre-Fontaine était purement personnelle et mobilière, et n'excédait pas la compétence de ce magistrat, puisque la somme réclamée par le demandeur, en réparation des coupes de bois faites à son préjudice, n'était que de 90 fr.; — Attendu que Bolle s'était défendu en invoquant une des clauses du cahier des charges de la vente par adjudication du domaine des Hallais, portant que l'adjudicataire prendrait ce domaine dans l'état où il se trouverait au jour de l'adjudication définitive, avant par là saisi le juge de paix du droit d'apprécier cette clause; — Attendu que, de son côté, ce magistrat avait pu apprécier le mérite de cette défense sans sortir des limites de ses attributions, d'après ce principe que tout tribunal qui est juge de l'action l'est également de l'exception; d'où il suit que le tribunal de Baume, qui a déclaré que le juge de paix de Pierre-Fontaine était incompétent pour statuer sur la matière, a ouvertement violé l'article de la loi précitée, — Cassé, etc. »

Du 11 avril 1836. — Ch. civ.

HYPOTHÈQUE. — USAGE. — NUE PROPRIÉTÉ. — CRÉANCIER. — FRAUDE. — DONAT. — ANNULAT.

L'hypothèque consentie collectivement et sans distinction par deux coobligés solidaires, que le contrat présente l'un comme nu proprié-

taire, et l'autre comme usufruitier, emporte affectation hypothécaire de la toute propriété de cet immeuble par celui des deux qui est jugé plus tard en avoir été seul propriétaire réel (1). (C. civ., 2114 et 2124.)

On ne peut conférer hypothèque sur l'usufruit d'un immeuble dont on a la toute propriété (2). (C. civ., 578, 617 et 2118.)

La nullité d'un acte fait par un débiteur en fraude des droits de ses créanciers, lorsqu'elle est prononcée sur la demande de l'un d'eux, profite aux autres, et même à ceux qui n'ont acquis leurs droits que depuis l'acte annulé (3). (C. civ., 1167. — (Sol. impl.)

En 1809, la dame veuve de Villemain a épousé en troisièmes noces le général Dumas de Polari. Par son contrat de mariage, elle a fait donation entre-vifs à son nouvel époux de la nue propriété de tous ses biens, dont elle s'est réservée l'usufruit pendant sa vie.

En 1810, les époux Dumas de Polari empruntent conjointement et solidairement, de la dame de Poulécoulant, une somme de 20.000 fr. « à la » sûreté de laquelle, porte le contrat, les emprunteurs affectent, obligent et hypothèquent spécialement une maison sise à Paris, rue des Messageries. » Puis, plus loin, il est dit : « Cette maison appartient aux époux de Polari, savoir : pour la nue propriété, à de Polari, au moyen de la donation entre-vifs qui lui a été faite par la dame son épouse; et pour l'usufruit, à la dame de Polari, comme s'étant réservé cet usufruit sa vie durant lors de la donation ci-dessus énoncée. »

La maison rue des Messageries ayant été vendue en 1822 par les époux Polari à Kindermann, moyennant 75.000 fr., un ordre a été ouvert pour la distribution du prix. Au nombre des créanciers produisant se trouvaient, d'une

(1) Les deux points de fait sur lesquels repose cette solution, étaient vivement contestés dans l'espèce. Les défendeurs à la cassation soutenaient que l'hypothèque n'avait été consentie que d'une manière distincte et séparée, sur l'usufruit d'une part, et sur la nue propriété de l'autre, conformément aux droits respectifs qu'avaient ou que paraissaient avoir alors les constituants. Ils soutenaient, en outre, qu'il n'était pas vrai qu'il fut jugé que l'annulation du titre du nu propriétaire, eût eu un effet rétroactif qui dût faire considérer l'usufruitier comme n'ayant jamais cessé d'avoir la propriété pleine et entière de l'immeuble, et comme n'ayant pu, par conséquent, hypothéquer l'usufruit sans la nue propriété; qu'il avait été seulement jugé que l'annulation du titre du nu propriétaire avait fait tomber toutes les hypothèques consenties par lui sur la nue propriété, ce qui était bien différent; qu'enfin on pouvait se demander s'il était permis, à l'aide d'une pure fiction de droit, de faire remonter l'effet d'une nullité ultérieurement prononcée, à l'époque du contrat constitutif d'hypothèque, pour donner à ce contrat une interprétation évidemment opposée à l'intention qu'avaient eue alors les parties contractantes... Mais ce sont là des questions de fait et de droit dont la solution doit revenir tout entière à la Cour de renvoi.

(2) La question n'est pas sans difficulté. On ne conçoit pas trop en effet, malgré la définition que donne de l'usufruit l'art. 578, C. civ., pourquoi

celui qui a la toute propriété d'un immeuble, ne pourrait pas, dans la vue de le laisser franc et quitte de toutes charges à ses héritiers, n'en hypothéquer que l'usufruit seulement, c'est-à-dire, la valeur de la jouissance qu'il doit en avoir sa vie durant. Sans doute, une telle stipulation est peu ordinaire; mais elle n'a ce nous semble rien d'illicite. — Toutefois, la Cour de cassation paraît en avoir jugé autrement. Car ce n'est qu'en partant de ce point de droit, que l'on ne peut hypothéquer l'usufruit de sa propre chose, qu'elle a pu décider, contrairement à l'appréciation que les juges du fond semblaient avoir faite du contrat de constitution d'hypothèque, que cette hypothèque portait ou devait porter tout à la fois sur la nue propriété et sur l'usufruit... Mais on serait-il pas tout aussi naturel d'en tirer la conséquence que rien n'avait été hypothéqué?... C'est là encore une question que les juges de renvoi auront à décider.

(3) Cette solution suppose décidé un autre point de droit qui n'est pas non plus sans difficulté, savoir, que les créanciers postérieurs à un acte entaché de fraude ont, comme les créanciers antérieurs, le droit de le faire annuler. Or, le contraire a été jugé entre les mêmes parties par un arrêt de la Cour de Paris du 6 juin 1826. — Toutefois, nous le répétons, la question est controversée. — *F. Pau*, 9 fév. 1824 et Limoges, 13 fév. 1828. — *Fay*, aussi un arrêt analogue, Cass., 30 mars 1832.

part, la dame Courtois, cessionnaire de la dame de Pontécoulant, et divers autres porteurs d'obligations hypothécaires consenties par de Polart, solidairement avec son épouse, depuis la donation de 1809. D'un autre côté se présentaient les héritiers Lemaitre, au profit desquels hypothèque avait été accordée par la dame veuve Villemain avant son union avec de Polart, mais dont l'inscription périmée n'avait été renouvelée qu'après les inscriptions prises par les autres créanciers.

Les héritiers Lemaitre prétendirent que la donation de la dame de Polart à son mari avait eu lieu en fraude de leurs droits; qu'en conséquence elle devait être déclarée nulle, et, par suite les hypothèques consenties par de Polart sur l'immeuble donné devaient être considérées comme non avenues. Cette demande principale fut accueillie par arrêt de la Cour de Paris du 11 juill. 1829.

Sur la reprise des poursuites d'ordre intervint un règlement provisoire qui, écartant toute hypothèque du chef de Polart, divisa les créanciers de la dame de Polart en deux classes: les uns comme ayant hypothéqué seulement sur l'usufruit que cette dame (alors décédée) s'était réservé pendant sa vie, et les autres comme ayant hypothéqué sur le surplus de la valeur de l'immeuble. Les créanciers de la première classe parmi lesquels se trouvait la dame Courtois, furent colloqués sur la partie des intérêts du prix courus pendant la vie de la dame de Polart, comme représentant son usufruit. Les héritiers Lemaitre, placés dans la seconde classe, obtinrent collocation sur le capital et sur les intérêts courus depuis la cessation de l'usufruit. Ce règlement fut contesté par la dame Courtois. Elle soutint que son hypothèque, lui ayant été constituée par les époux de Polart collectivement et solidairement, devait frapper sur la totalité de l'immeuble, sans division entre la nue propriété et l'usufruit. Mais, le 4 mars 1831, jugement qui maintient purement et simplement le règlement provisoire par les motifs suivants: — « Attendu qu'aux termes de l'arrêt du 11 juill. 1829, les obligations du mari ne pouvant continuer de frapper les biens de la femme, les inscriptions prises en vertu desdites obligations doivent nécessairement tomber;

« Attendu que les hypothèques consenties par la femme pendant le cours de la donation ne peuvent s'étendre au-delà du droit qui, alors, était seul censé lui appartenir, c'est-à-dire du droit d'usufruit;

« Qu'on ne saurait étendre cette hypothèque à la nue propriété et à l'usufruit tout ensemble, par le motif que l'arrêt qui a prononcé la nullité de la donation doit faire considérer la dame de Polart comme ayant toujours eu la propriété tout entière; que le principe de la spécialité, qui est la base du système hypothécaire, s'oppose à ce qu'un puisse ainsi appliquer à une nue propriété une hypothèque qui a été consentie et ne pouvait être consentie que sur l'usufruit seulement. »

Appel de la dame Courtois. — Le 2 fév. 1832, arrêt de la Cour de Paris: — « Considérant que, par suite de l'arrêt du 15 juill. 1829, les biens

compris dans la donation annulée par cet arrêt doivent être considérés comme n'ayant jamais cessé d'être la propriété de la dame de Polart; que, par une conséquence nécessaire, aucune hypothèque utile n'a pu être concédée sur lesdits biens, au préjudice des créanciers de ladite dame, par son donataire apparent,

« Mais considérant que la dame Dumas de Polart a pu valablement hypothéquer l'usufruit qu'elle s'était réservé; que, si cet usufruit avait été vendu soit par elle, sur la poursuite de ses créanciers, séparément de la nue propriété, le prix en provenant aurait dû être distribué aux créanciers auxquels ladite dame de Polart l'avait hypothéqué; qu'il en doit être de même encore hier que l'usufruit et la nue propriété aient été vendus par un seul et même acte et sans distinction de prix, sauf à la Cour à fixer, d'après l'âge de ladite dame de Polart au moment de la vente, et les autres circonstances de la cause, quelle somme, dans les 75,000 fr. dus par Kindermann, acquéreur, est applicable à la nue propriété, et quelle somme à l'usufruit, — Infirme, en ce qu'il a été ordonné que l'un des créanciers priant les héritiers Lemaitre, la veuve Courtois s'rait colloquée seulement sur les intérêts du prix dû par l'acquéreur courus depuis le jour de la vente jusqu'au jour du décès de la dame de Polart; émettant quant à ce, fixé à 20,000 fr. la somme représentant dans le prix dû par Kindermann la valeur de l'usufruit hypothéqué par la dame de Polart; ordonne que la collocation faite au profit de la dame Courtois s'exercera sur ladite somme de 20,000 fr. et sur les intérêts produits par icelle, etc. »

POURVOI en cassation par la dame Courtois pour violation des art. 578, 617, 2114, 2118 et 2124, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a restreint l'effet de l'hypothèque de la demanderesse à l'usufruit de l'immeuble.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu 1^o que, par l'obligation du 1^{er} août 1810, souscrite au profit de la dame de Pontécoulant, représentée au procès par la veuve Courtois, la maison rue des Messageries a été affectée et hypothéquée en entier par les époux Dumas de Polart, obligés solidairement; que la stipulation est collective, et n'établit aucune division entre la nue propriété et l'usufruit; que cette affectation hypothécaire n'a pu être divisée sans violer l'art. 2114, C. civ.; — 2^o Qu'il a été reconnu par l'arrêt attaqué que, par l'effet de l'arrêt du 15 juill. 1829, qui avait annulé la donation consentie par la dame Dumas de Polart au profit de son mari, cette dame n'avait pas cessé d'être propriétaire de la maison dont il s'agit; qu'ainsi elle l'a hypothéquée valablement par l'obligation du 1^{er} août 1810, et qu'en refusant à cette constitution d'hypothèque l'effet qui lui appartenait, l'arrêt a violé l'article 2124, C. civ.; — 3^o Que l'effet de l'arrêt du 15 juill. 1829 a été d'anéantir l'usufruit qui avait été créé par la donation de 1809 comme s'il n'avait jamais existé; que l'arrêt attaqué, en admettant une distinction entre la nue propriété et l'usufruit, quoiqu'ils fussent réunis dans la

même personne, a violé les art. 578 et 617, C. civ.; — 4° Que le succès du pourvoi formé par la veuve Courtois nécessite l'annulation totale, à l'égard de toutes les parties, de l'arrêt dénoncé; qu'il ne peut être question de savoir si on doit attribuer aux créanciers ayant hypothèque sur l'usufruit une partie du prix principal de la vente, ou seulement les intérêts de ce prix cours jusqu'au décès de la dame veuve Dumas de Polari, puisqu'aucune division ni distinction ne devait être admise; — Cassé, etc. »

Du 13 avril 1856. — Ch. civ.

JUSTICE DE PAIX. — MATIÈRE CIVILE. — MINISTÈRE PUBLIC. — APPEL. — CONFIRM. — ANNÉE.

Il n'y a pas nullité du jugement rendu par le juge de paix, en matière civile, par cela seul que le maire aurait été présent à l'audience, s'il n'y a ni conclu ni parlé, sa présence purement passive ne pouvant être considérée comme équivalant au concours du ministère public (1).

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le jugement d'appel qui réforme un jugement sur divers points et le confirme sur d'autres contienne les expressions de confirmation et réformation: ces expressions n'ont rien de sacramentel.

La condamnation de l'appelant à l'amende, ne peut, alors même qu'elle serait prononcée en contravention de l'art. 471, C. proc., donner ouverture à cassation à l'égard des autres parties en cause, cette condamnation leur étant étrangère (2).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, que si le maire de la commune d'Écouis a été présent à l'audience du juge de paix, il n'y a ni conclu ni parlé, et que sa présence purement passive ne peut être considérée comme équivalant au concours du ministère public à une audience où ce ministère ne devait pas siéger; — Attendu que s'il est vrai que le jugement attaqué n'a point employé les expressions ordinaires de réformation ou de confirmation de la première décision, il est néanmoins constaté que ce jugement a prononcé sur un appel et a réellement réformé la première sentence sur quelques points, comme il l'a confirmé sur quelques autres; — Attendu, qu'en supposant que le demandeur ait été condamné à l'amende, contrairement à la disposition bien entendue de l'art. 471, C. proc., cette condamnation, étant étrangère à la partie défenderesse, ne saurait donner ouverture à cassation. — Rejeté, etc. »

Du 12 avril 1856. — Ch. req.

STELLIONAT. — HYPOTHÈQUES INSCRITES. — RÉTICENCE. — SURENCHÈRE. — SYNDICS. — FAILLITE. — APPEL. — CONCLUSION.

Il y a stellionat, entraînant contrainte par

(1) Mais jugé (voy. Cass., 1^{er} juin 1836) que le jugement est nul s'il a été rendu en présence du maire faisant fonctions du ministère public, alors même que celui-ci se serait borné à s'en rapporter à justice.

corps, dans le fait de déclarer des hypothèques moindres que celles dont les biens sont chargés, lorsque les hypothèques non déclarées sont inscrites (3). (C. civ., 2059.)

Le débiteur qui a fait une déclaration inexacte ne cesse pas d'être passible de la contrainte par corps, comme stellionataire, par cela seul que les hypothèques non déclarées seraient devenues sans effet par suite de la mainlevée qui en aurait été donnée, si l'existence de ces hypothèques a causé un préjudice au créancier, par exemple, en l'empêchant de surenchérir, par suite d'une fausse appréciation de la situation hypothécaire (4). (C. civ., 2059.)

Les syndics d'une faillite n'ont pas qualité pour appeler, conjointement avec le failli, d'un jugement rendu contre ce dernier au profit d'un créancier hypothécaire, et qui le condamne comme stellionataire. (C. comm., 494.)

Dans ce dernier cas, et bien qu'un arrêt ait déclaré à tort les syndics sans qualité, leur pourvoi ne doit pas être rejeté, comme dénué d'intérêt, si, de fait, ils n'ont pas pris en appel d'autres conclusions que celles prises par le failli lui-même, et sur lesquelles il a été statué.

Bony avait emprunté de la demoiselle Baudin d'Alogny une somme de 50,000 fr., pour sûreté de laquelle il lui avait hypothéqué plusieurs immeubles déjà grevés d'inscription. — Il est constant en fait que les déclarations de Bony relatives aux hypothèques déjà existantes furent inexactes. — Les immeubles furent vendus, mais moyennant un prix insuffisant pour désintéresser la demoiselle d'Alogny. — Il n'y avait pas eu de surenchère. — Demande de la demoiselle d'Alogny, afin que Bony soit reconnu stellionataire. Bony répond que la plupart des hypothèques non déclarées étaient éteintes, quant à leurs causes, à l'époque de la déclaration, bien que les inscriptions subsistassent encore; qu'ainsi, il y a eu bonne foi de sa part.

Le 28 mars 1852, jugement du tribunal de la Seine : — « Attendu que les maisons sur lesquelles Bony avait donné originairement hypothèque à la demoiselle d'Alogny étaient grevées d'inscriptions pour une somme excédant celle déclarée; que lors de la constitution supplémentaire d'hypothèque, Bony a fait une déclaration également inexacte, et qu'il ne justifie pas que ces divers inexactitudes seraient le résultat d'une erreur involontaire de sa part; que dès lors, il s'est rendu coupable de stellionat, aux termes de l'art. 2059, C. civ.

« Le tribunal déclare, dès à présent, exigible le capital de l'obligation dont il s'agit; en conséquence, autorise la demoiselle d'Alogny à poursuivre le paiement de ce capital et des intérêts échus, par la contrainte par corps. »

Appel de la part de Bony. — À la même époque il tombe en faillite. Ses syndics provisoires in-

(2) F. conf. Cass., 12 avril 1836.

(3) F. conf. Lozé, t. 15, p. 456 et suiv., et p. 535, n° 5.

(4) F. cependant Lyon, 3 avril 1827.

terjetait également appel et se joignent à lui pour demander la réformation du jugement. Devant la Cour les appelants s'efforcent d'établir que les inscriptions non déclarées n'avaient plus d'existence réelle à l'époque de la constitution d'hypothèque consentie à la demoiselle d'Alogny, et que, dès lors, elles ne pouvaient lui avoir préjudicié. Ils rapportent les mainlevées. La demoiselle d'Alogny soutient 1^o que les syndics sont sans qualité pour intervenir dans une contestation existante entre le failli et un créancier hypothécaire : qu'alors même qu'il serait prouvé que les hypothèques non déclarées n'avaient plus de cause à l'époque du prêt, cette justification serait tardive et ne pourrait empêcher la condamnation de Bony comme stellionnaire, parce que l'inscription seule de ces hypothèques existant encore à l'époque de la vente l'avait mise dans l'impossibilité d'user d'un des droits attachés à son hypothèque, celui de surenchère, en l'induisant en erreur sur sa situation hypothécaire et sur les chances de remboursement.

Le 9 mars 1855, arrêt de la Cour de Paris ainsi conçu : — « En ce qui touche l'appel des syndics Bony :

« Attendu qu'il s'agit d'une action dérivant d'une hypothèque, et qu'ainsi les syndics représentant la masse chirographaire sont sans qualité, déclare les syndics Bony non recevables dans leur appel ;

« En ce qui touche l'appel interjeté par Bony et les mainlevées d'inscriptions produites sur ledit appel ; que, sans rechercher si le droit invoqué par la demoiselle d'Alogny ne résulte pas du fait même des déclarations insérées au contrat, et en admettant que les justifications nouvelles fussent complètes, il est évident que ces justifications ont été faites lorsque les choses n'étaient plus entières, après la vente des biens affectés à la créance, et lorsque, soit la faculté d'enchérir, soit le droit de surenchérir ouvert par les notifications, n'existaient plus en faveur de la demoiselle d'Alogny :

« Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, confirme. »

POURVOI par Bony et ses syndics pour 1^o violation de l'art. 494, C. comm., en ce que toute action intentée contre la personne du failli devait être poursuivie contre ses syndics ; 2^o fausse application de l'art. 2059, C. civ., sous deux rapports, 1^o en ce que l'arrêt attaqué a jugé que les principes du stellionat étaient applicables au cas où les hypothèques non déclarées étaient des hypothèques inscrites ;

On a répondu pour la demoiselle d'Alogny, 1^o que l'arrêt attaqué avait fait une juste appréciation de l'art. 494, C. comm., puisqu'il s'agissait d'une action hypothécaire ; que, dans tous les cas, les syndics étaient sans intérêt à se pourvoir en cassation, puisqu'il avait été statué sur les conclusions de Bony, et qu'ils n'en avaient pas pris d'autres que lui ; 2^o que l'ar-

ticle 2059 ne distingue pas entre les hypothèques inscrites et les hypothèques non inscrites ; que les justifications de Bony n'étaient pas complètes ; mais que, le fussent-elles, il suffisait qu'il eût été porté atteinte, par la simple existence des inscriptions, à l'un des droits attachés à l'hypothèque de la demoiselle d'Alogny, pour qu'elle fût recevable dans son action : car la peine du stellionat a pour objet de garantir non-seulement le rang hypothécaire promis, mais encore tous les droits attachés à l'hypothèque ; or, la surenchère est un de ces droits.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu sur le premier moyen, que, si l'arrêt a déclaré à tort les syndics non recevables, il est reconnu que leur pourvoi serait sans intérêt, et, de plus, que leurs moyens et conclusions ont été les mêmes que ceux présentés par le failli simultanément et par un seul contexte, et que le mérite de ces conclusions a été apprécié ; — Attendu, sur le second moyen, d'abord, que l'art. 2059, C. civ., est positif dans son texte, et qu'aucune loi n'a abrogé la contrainte par corps pour stellionat ; — Attendu, sur la deuxième partie du même moyen, qu'il ne consiste qu'en allégation et explication de faits qu'il était du domaine exclusif de la Cour d'apprécier ; — Attendu que la Cour d'appel a adopté en entier les motifs des premiers juges, et que, si elle a ajouté une explication hypothétique sur le cas même où les justifications de mainlevée eussent été complètes, elle a, sur ce point même, adopté une doctrine raisonnable qui ne présenterait aucune violation de la loi, — Rejette, etc. »

Du 15 avril 1856. — Ch. civ.

ENREGISTREMENT. — DROIT. — ACTE SANS SINGulier FAIRE. — PROMESSE DE VENTE. — ACTE AUTHENTIQUE. — EXPERTISE.

Un acte de vente d'immeubles rédigé sous signatures privées peut, quoique par fait dans sa forme extérieure, être considéré, vis-à-vis de la régie de l'enregistrement, comme un simple projet, ne comportant la perception d'aucun droit, s'il n'a point reçu d'exécution, et si, dans les trois mois de sa date, il a été remplacé par un acte authentique (1). (L. 22 frim. an 7, art. 4, 17 et 22.)

En un tel cas, et lorsque le prix porté dans l'acte sous seing privé est plus élevé que celui exprimé dans l'acte authentique, il n'y a pas lieu à la perception du droit d'enregistrement sur la différence.

La régie n'a alors, si elle prétend qu'il y ait dissimulation et insuffisance dans le prix porté au contrat public, d'autre faculté que celle de provoquer une expertise ou d'établir sa prétention par toute autre voie légale (2).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que le jugement at-

dans l'acte, mais sur la valeur réelle et véale de l'objet vendu. C'est cette valeur que la régie a la faculté de faire constater par une expertise. — *J. Cass.*, 18 fév. 1859.

(1) *F. Rigaud et Champollière, Traité des droits d'enreg.*, t. 5, n° 1814.

(2) *F. Instr. de la régie*, 1528, § 17. — Le droit d'une vente est dû non-seulement sur le prix porté

taqué reconnaît en fait, d'après les actes et circonstances de la cause, 1° que l'acte de vente sous seing privé n'a existé qu'à titre de simple projet entre les parties, et qu'il n'a reçu aucune exécution; 2° que, dans le délai de trois mois à compter de sa date, cet acte a été remplacé par le contrat de vente authentique sur lequel le droit de mutation a été perçu; — Attendu qu'en décidant dans ces circonstances que l'acte sous seing privé dont la découverte a été faite par la régie ne pouvait former la base d'une perception nouvelle du droit d'enregistrement, même pour la différence du prix énoncé dans les deux actes, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des textes des lois citées, lesquels ne concernent que les actes qui ont une existence réelle et sont translatifs de propriété; — Que, si la régie prétend qu'il y a dissimulation et insuffisance dans le prix porté au contrat public, son action à cet égard est entière, et qu'elle peut provoquer une expertise ou établir par toute autre voie légale l'insuffisance du prix; mais que cette action n'est pas celle que la régie a exercée, — Rejette, etc. »

Du 15 avril 1856. — Ch. req.

INCENDIE. — PROPRIÉTÉ. — COMPAGNIE D'ASSURANCES. — SUBROGATION.

L'action qui compete au propriétaire contre son locataire, en vertu de l'art. 1733, C. civ., peut être valablement cédée par le propriétaire à une compagnie d'assurances qui se trouve ainsi subrogée à ses droits contre le locataire (1).

Une telle subrogation n'est pas astreinte aux formes prescrites par l'art. 1250, C. civ., pour la subrogation conventionnelle.

Batiston fait assurer par la compagnie du Phénix la maison qu'il possède à Fort-Louis. La police d'assurance contient une clause ainsi conçue : « La compagnie, par le seul fait de la présente police, et sans qu'il soit besoin d'aucune autre cession, transport, titre ou mandat, est subrogée sans garantie, à compter du lendemain de sa date, à midi, à tous les droits, recours et actions que l'assuré pourrait avoir à exercer pour cause d'incendie, contre tous voisins, locataires et garants généralement quelconques, et contre toutes associations mutuelles et compagnies d'assurances à primes sous quelque titre et dénomination que ce soit. »

Un incendie éclate le 27 nov. 1852 dans la maison assurée que Hemberger occupait comme locataire. La compagnie du Phénix rembourse à Batiston le montant du dommage occasionné par l'incendie, puis, en exécution des conventions de la police, elle se fait subroger par Batiston dans les droits qu'il pouvait avoir à exercer contre son locataire Hemberger, et forme entre les mains de la compagnie du Soleil une opposition sur l'indemnité que celui der-

nière pouvait devoir à Hemberger dont elle avait assuré le mobilier.

Sur la demande en validité de la saisie-arrest et en condamnation de la somme payée à Batiston, le tribunal de Strasbourg rend, le 15 avril 1853, un jugement en dernier ressort ainsi conçu : — « Considérant que, par l'art. 1733, Code civ., le locataire est responsable de l'incendie envers le propriétaire, et que, d'après l'art. 1249, C. civ., la subrogation est légale ou conventionnelle; — Considérant que la subrogation légale étant limitée aux cas prévus par l'art. 1251, C. civ., elle ne peut recevoir son application au cas particulier; — Attendu quant à la subrogation conventionnelle, que celle-ci pouvant avoir lieu lors du paiement de toutes espèces de dettes à la charge du débiteur, il y a lieu d'examiner si cette faite au profit de la compagnie demanderesse est valable et peut contraindre le débiteur; — Considérant qu'aux termes de la loi la subrogation conventionnelle ne peut avoir lieu qu'au profit d'un tiers qui paye la dette du débiteur, et que la compagnie ne peut être regardée comme une tierce personne, puisqu'elle n'a fait que payer sa propre dette personnelle, à laquelle elle était tenue par son contrat avec l'assuré... Dit à tort la saisie-arrest, etc. »

POURVOI de la compagnie du Phénix pour violation des art. 1250, 1508 et 1733, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 1508, 1733 et 1250, C. civ.; — Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que la compagnie du Phénix avait assuré contre l'incendie la maison appartenant à Batiston, de laquelle Hemberger était locataire; — Que ce dernier, aux termes de l'art. 1733, Code civ., répondait de l'incendie envers le propriétaire; — Que le paiement fait à Batiston par la compagnie de la valeur de sa maison consumée par l'incendie n'a pu affranchir Hemberger de l'action qui compétait à Batiston contre son locataire, en vertu du même art. 1733; — Que cette action, qui était dans le commerce, et dont aucune loi particulière ne prohibait l'aliénation, a pu, suivant l'art. 1508, être valablement cédée par Batiston à la compagnie, ainsi subrogée à ses droits contre Hemberger; — Qu'en payant Batiston, la compagnie a éteint la dette dérivant de son propre contrat, mais non pas la dette d'Hemberger, dérivant, envers Batiston, de sa qualité de locataire et de l'art. 1733; — Qu'à l'égard de cette dernière dette, la compagnie, qui y était tout à fait étrangère, est demeurée une tierce personne, pouvant en cette qualité recevoir une cession et exercer les droits de son cédant, puisque les choses futures peuvent (art. 1130) être l'objet d'une obligation; — Qu'une telle subrogation n'a rien de commun, quant aux formes suivant lesquelles elle a dû s'opérer, avec la subrogation conventionnelle dont parle l'art. 1250, C. civ., et n'a été, dans l'espèce, que le mode d'exercice d'une cession

(1) C'est ce que la Cour de cassation avait déjà décidé le 1^{er} déc. 1854, et elle a de nouveau jugé de même le 24 nov. 1840. — Mais en l'absence de toute

clause, la subrogation n'a pas lieu de plein droit. — *J. Cass.*, 11 fév. 1854; — *Toulhier*, t. 6, n° 175; *Duvergier, Louage*, t. 1, n° 418.

régulière et valable; d'où il suit qu'en lui refusant effet, le jugement attaqué a faussement appliqué l'art. 1250. et formellement violé les art. 1598 et 1733, C. civ., — Cassé, etc. »

Du 15 avril 1836. — Ch. civ.

INTÉRÊTS. — BORDEREAU DE COLLOCATION. — CAISSES DES CONSIGNATIONS. — QUITTANCE. — FORME.

L'effet de la collocation dans une contribution et la délivrance du bordereau est de faire courir de plein droit, au profit du créancier colloqué, les intérêts de la somme portée au bordereau (1). (C. proc., 665.)

Il est en conséquence inutile de procéder à une nouvelle distribution des intérêts postérieurs à la collocation.

Ces règles s'appliquent aux sommes déposées à la caisse des dépôts et consignations.

La caisse des dépôts et consignations n'est pas en droit d'exiger, des parties prenantes, une quittance notariée des sommes qu'elle leur verse (2). (Edit 28 mai 1611.)

Les parties qui touchent des fonds de la caisse des dépôts et consignations sont seulement tenues de lui délivrer à leurs frais une quittance sous seing privé sur papier timbré.

Une distribution par contribution avait été ouverte à Yvetot sur une somme de 10,000 fr., déposée à la caisse des dépôts et consignations.

Le 23 juin 1834, le juge-commissaire arrêta le règlement définitif et distribua entre les créanciers le capital de 1,000 fr. et les intérêts calculés jusqu'au 11 juin, sans imputer telle ou telle collocation, soit sur le principal, soit sur les intérêts.

Après la délivrance du bordereau de collocation, lequel fut fait en un seul acte au nom de tous les ayants droit, M^r Jourdain, avoué, et Queauel, créanciers colloqués, firent commandement à l'agent de la caisse de leur payer dans le délai légal 1^o le principal de leur collocation, 2^o les intérêts de la portion de ces collocations susceptibles d'en produire depuis le 11 juin 1834 jusqu'au paiement, aux offres par les réclamants d'en donner quittance sous seing privé, à leurs frais et sur timbre, et d'émarger le bordereau, qui ne pouvait être admis à la caisse qu'après le paiement des autres créanciers à qui il était commun.

Le 6 janv. 1835, offres par la caisse de payer la somme portée au bordereau et due au 11 juin 1834, à la charge par les parties prenantes de donner à leurs frais une quittance notariée.

Le 19 mars 1835, jugement du tribunal d'Yvetot qui déclare les offres de la caisse insuffisantes et nulles. — En ce qui concerne la demande formée par le receveur sous les offres d'une quittance notariée, attendu que, par l'effet de la consignation, la caisse contracte l'obligation

de rendre aux ayants droit les sommes qu'elle a reçues; que l'art. 1348, C. civ., lui est applicable;

« Attendu qu'elle ne peut arguer de ce qu'elle ne serait que dépositaire; attendu que, d'après l'art. 2, L. 28, nov. an 13, elle devient propriétaire des sommes consignées dont elle doit payer les intérêts; que c'est à titre de prêt qu'elle les reçoit;

« Attendu que la seule exception à la règle générale que puisse invoquer la caisse est celle que la loi des 10 et 17 juin 1791, sur le Timbre, a établie en faveur de l'État; que l'application de cette loi n'est pas contestée;

« Attendu que de ce qui précède il résulte que la caisse ne peut exiger une quittance notariée aux frais des parties prenantes;

« Attendu que, dans l'espèce, on ne s'est point refusé à faire légaliser les signatures des créanciers colloqués, ou à faire constater leur identité par deux personnes connues du receveur;

« En ce qui concerne les intérêts de la somme consignée, qui ont couru depuis le 11 juin 1834 et qui courront jusqu'au paiement; — Attendu que, par le règlement définitif du 23 juin 1834, les intérêts courus depuis le sixième-unième jour de la consignation jusqu'au 11 juin 1834 ont été mis en distribution; que les intérêts alors échus, et qui auraient couru depuis le 11 juin 1834 jusqu'au 25 du même mois, n'ont pas été distribués, et ne pouvaient être exigés:

» Quant aux intérêts courus et à courir depuis le 25 juin 1834, jour de la clôture définitive du procès-verbal de la distribution;

» Attendu que ces intérêts, non échus au moment de la clôture définitive, n'ont pris naissance que par un retard imprévu; que ces intérêts incertains dans leur existence et leur durée, n'étaient pas susceptibles de distribution, puisque, si les créanciers colloqués avaient pu se faire payer de suite, il n'y aurait pas eu de nouveaux intérêts à payer par la caisse; — Attendu d'ailleurs que, par la signification, la propriété des deniers consignés est transférée aux créanciers saisissants et opposants pour la part que chacun d'eux se trouvera par l'ordre, avoir droit de toucher;

» Attendu que l'ordonnance de distribution déclare quelle est cette part, et en opère la délivrance, en sorte que le débiteur ou le saisi se trouve entièrement libéré jusqu'à concurrence des sommes distribuées, et que les intérêts des sommes par lui dues, lesquels avaient continué de courir à cause des délais nécessaires de distribution, imputables au débiteur, cessent de courir à partir de la clôture définitive du procès-verbal (C. proc., art. 767, dernier alinéa); — Attendu que les sommes versées dans la caisse sont transportées aux créanciers et échangées contre les créances colloquées, si bien que le

qu'elle fût réligée par le notaire de la caisse.

(2) *V. Denizari, v^o Consignation, n^o 25.* — La solution de cet arrêt a été approuvée par le ministre des finances.

(1) Pendant longtemps la caisse avait exigé une quittance reçue par son notaire. Depuis l'arrêt ci-dessus, une circulaire ministérielle a récemment décidé que la première quittance devait énoncer la somme à distribuer et toutes les collocations, et

crancier dont la créance produisait 5 ou 6 % avant la date du règlement définitif, s'il tarde à se faire payer, n'obtient pour le retard que sa part dans les 3 % dus par la caisse; mais il y a droit pour toutes les sommes qu'il a fait admettre dans sa collocation en principal, intérêts et frais, sans distinction, qu'elles produisent ou non des intérêts antérieurement;

• Attendu que, de toutes les sommes dues par la caisse, la somme principale de 1,000 fr. consignée le 23 déc. 1831 a seule produit des intérêts à compter du seizième jour; que les 68 fr. 96 cent. n'en ont pas produit;

• Attendu que M^r Jourdain, et Quesnel, à raison de leurs collocations respectives faites indistinctement sur toutes les sommes à distribuer, doivent prendre proportionnellement et sur les 1,000 fr. productifs d'intérêts, et sur les 68 fr. 96 cent. qui n'en produisent pas;

• Attendu que M^r Jourdain a été colloqué de 490 fr. 58 c.; que Quesnel a été colloqué de 490 fr. 40 c.; que, si le juge-commissaire n'a pas indiqué d'une manière précise les parts que l'un et l'autre prendraient tant sur les 1,000 fr. que sur les 68 fr. 96 c., il a au moins fixé, par les collocations, les bases du calcul à faire pour arriver à la connaissance de ces parts qui doivent être fixées à l'aide d'une proportion que chaque créancier prépare, de sorte que le receveur n'a plus qu'à en faire la vérification; que Jourdain et Quesnel, en signifiant, le 29 décembre 1834, par exploit de Grandier, huissier, leur bordereau de collocation, ont demandé les intérêts, jusqu'au jour du paiement, de la partie de leur collocation susceptible d'en produire, ont offert d'en démettre leurs frais une quittance sur timbre, d'emarger leur bordereau de collocation, et de consentir par cette quittance la mainlevée de leur opposition; que le receveur exige une quittance notariée à leurs frais, et leur refuse les intérêts produits depuis le 23 juin 1834 pour les sommes à eux attribuées et transportées;

• Le tribunal, statuant en dernier ressort, matière sommaire, déclare les offres de la caisse insuffisantes; dit que les préposés de la caisse seront tenus de payer, jusqu'au jour du paiement effectif, les intérêts de la portion du capital attribuée aux demandeurs, proportionnellement à leurs droits sur la quittance sous seing privé desdits demandeurs, à l'exception des intérêts courus du 11 au 23 juin, qui, quoique échus, n'ont pas été distribués;

• Condamne Locher, ex-noms qu'il agit, aux dépens, etc. »

La caisse des dépôts et consignations a dirigé contre ce jugement un pourvoi fondé sur trois moyens : pour 1^{re} violation de l'art. 665, C. proc., en ce que le jugement attaqué a jugé que la caisse devait de plein droit, et sans mandement nouveau, payer aux créanciers colloqués les intérêts courus depuis le règlement définitif jusqu'au paiement effectif.

2^e Violation des dispositions de l'édit du 28 mai 1811, en ce que le tribunal d'Yvetot a décidé que le créancier touchant des fonds de la caisse des dépôts et consignations n'était tenu

de fournir qu'une quittance sous seing privé.

3^e Fausse application de l'art. 1248, C. civ., et de la loi du 28 niv. an 13, en ce que le jugement déferé aurait, suivant elle, mis à sa charge les frais de quittance.

ARRÊT.

• LA COUR. — Sur le premier moyen : — Attendu que, par l'effet de la collocation faite au profit des créanciers éventuels de la partie de la somme distribuée, et, pas suite, de la délivrance du bordereau dont ils sont porteurs, les intérêts de la somme colloquée à leur profit ont cours de plein droit, et qu'il était, dès lors, inutile de procéder à une distribution nouvelle des intérêts postérieurs à la collocation; — Qu'en décidant ainsi, le tribunal n'a violé ni la disposition de l'art. 665, C. proc., ni aucun autre texte de loi; — Sur le deuxième moyen, — Attendu que les lois et ordonnances qui ont institué la caisse des dépôts et consignations et réglé les conditions spéciales de l'exercice des droits des parties qui ont à toucher les sommes déposées, ne contiennent aucune disposition particulière qui autorise la caisse à exiger une quittance notariée; — Que l'édit du 23 déc. 1611, invoqué par le demandeur, rendu entre les notaires du Châtelet et les receveurs des consignations de Paris, n'a eu pour objet que de régler le privilège exclusif réclamé par ces notaires de recevoir toutes quittances des consignations exclusivement à leurs confrères, mais n'impose aucune obligation aux parties premanes de délivrer quittance notariée, ce qui dispense même d'examiner jusqu'à quel point cet édit pourrait être applicable à une caisse instituée par les lois nouvelles; — Attendu que l'usage invoqué par la caisse des consignations n'est nullement justifié, et ne pourrait, d'ailleurs, donner lieu à l'annulation du jugement attaqué, l'usage n'ayant en aucun cas par lui seul force de loi; — Sur le troisième moyen : — Attendu qu'il résulte des offres faites par les défendeurs éventuels, et validées par le jugement, qu'ils sont tenus de délivrer à leurs frais une quittance sous seing privé sur papier timbré; que la contestation n'a roulé devant les premiers juges que sur le point de savoir, s'ils pourraient être également tenus d'authentifier ou d'enregistrer à leurs frais lesdites quittances; que, dès lors, le troisième moyen se trouve écarté par la décision de celui qui précède, et reste sans objet, — Rejetie, etc. »

Du 14 avril 1856. — Ch. req.

ACTION PUBLIQUE ET CIVILE. — SCANDALE. — ENQUÊTE. — FURIE. — LETTRE DE CHANGE. — ENDOSSEMENT. — GARANTIE. — MAUVAISE FOI.

La partie qui n'a pas conclu personnellement devant la Cour royale à ce qu'il fut suris au jugement de l'action civile, jusqu'à celui de l'action publique, n'est pas recevable à se plaindre, devant la Cour de cassation, de ce que les conclusions de son adversaire, tendantes à cette fin, auraient été rejetées. (C. crim., 5.)

Lorsqu'une enquête a eu lieu en cause d'appel,

Il suffit, pour qu'il soit satisfait aux prescriptions de l'art. 410, C. proc., que l'arrêt se borne à reproduire les noms des témoins entendus, et à énoncer dans ses motifs le résultat des dépositions sur lesquelles est fondée la décision (1).

L'endosseur d'une lettre de change qui demande la nullité de son endossement pour cause de dol ou de fraude du tiers peut être déchargé de la garantie vis-à-vis du tiers porteur de mauvaise foi (2). (C. civ., 1116; C. comm., 136 et 164.)

Les faits qui constituent la mauvaise foi rentrent exclusivement dans l'appréciation des juges du fond.

Gugenheim assigne Schmerber devant le tribunal de commerce de Mulhausen, à fin de reconnaissance de la signature par lui apposée au bas du premier endossement d'une lettre de change souscrite par Nathan Lewy. Il conclut, en outre, à la condamnation par empris. pour le montant de cette lettre de change, qui s'élève à 6,000 fr. Schmerber soutient que sa signature lui a été surprise par dol et fraude; il déclare qu'il a porté plainte en escroquerie contre Nathan Lewy, et en conséquence il demande qu'il soit sursis au jugement jusqu'à l'événement de l'action publique. D'ailleurs, ajoute-t-il, Gugenheim n'est pas un tiers de bonne foi: car il a connu tous les faits de dol et de fraude qui font la matière de la plainte.

Jugement qui, sans avoir égard à la demande en sursis, adjuge à Gugenheim ses conclusions.

Appel par Schmerber, qui renouvelle sa demande en sursis, et conclut subsidiairement à être admis à prouver les faits de dol et de fraude dont il prétend avoir été victime, et la connaissance qu'en a eue Gugenheim.

Du 5 janv. 1835, arrêt préparatoire de la Cour de Colmar, qui ordonne l'apport de la lettre de change jointe à la procédure criminelle.

Le 26 janv., nouvel arrêt qui écarte la demande en sursis et admet Schmerber à la preuve des faits par lui articulés.

Il est utile de remarquer que Schmerber seul, tant en première instance qu'en appel, a demandé le sursis, et que Gugenheim n'a posé aucune conclusions à cet égard. — L'enquête a lieu.

Le 2 mars 1835, arrêt par lequel: — « Considérant que, si des dépositions des témoins entendus à l'audience du 23 fév. dernier n'est pas résultée la preuve de tous les faits posés par Schmerber, du moins ceux constatés, les débats qui ont eu lieu, ainsi que d'autres documents et circonstances de la cause, offrent des éléments suffisants pour la résolution de ces deux questions: 1^{re} Nathan Lewy a-t-il surpris par dol et fraude l'effet de 6,000 fr. du 15 juill. 1834? 2^e Gugenheim en est-il tiers porteur de bonne foi? (Ici l'arrêt énumère plusieurs circon-

stances qui démontrent la fraude pratiquée par Lewy.)

« Considérant, quant à Gugenheim, défendeur de cet effet, que Salomon Lewy, frère de Nathan (en faveur de qui Schmerber avait endossé la lettre de change) n'avait rien donné à Schmerber, ni rien reçu de Gugenheim...; que quelques jours avant le 15 juill., Gugenheim lui-même faisait concevoir à Alexandre Wahl des craintes sur la sincérité d'un effet de 1,700 fr., du 6 de ce mois, dont ce dernier était porteur, et tiré, comme ici, par Nathan Lewy au profit de Schmerber, qui l'avait endossé au profit de Salomon Lewy; que cependant après, et le 15 juill., Gugenheim accepta de Nathan Lewy un effet de 6,000 fr. qui devait exciter des soupçons bien plus graves; qu'on l'invita à se rendre chez Schmerber, et qu'il s'y refusa; mais qu'il s'adressa à Alexandre Wahl pour vérifier au moins si la signature de Schmerber pour l'effet de 1,700 fr. du 6 juill. était conforme à celle du 15 pour les 6,000 fr., et que, sur une observation de Wahl, Gugenheim répondit qu'il devrait avoir sa part du gâteau, propos répété par deux autres témoins; qu'ainsi Gugenheim n'est pas tiers porteur de bonne foi de l'effet de 6,000 fr. que Nathan Lewy avait surpris à Schmerber par dol et fraude.

Déclare nul et de nul effet l'endossement de Schmerber, et le décharge des condamnations contre lui prononcées. »

POURVOI de Gugenheim contre les arrêts des 26 janv. et 2 mars.

Premier moyen. — Violation de l'art. 3, Code crim., en ce que l'arrêt du 26 janv. a refusé de sursis, ainsi que cet article le lui prescrivait, au jugement de l'action civile. Jusqu'à ce qu'il eût été statué sur l'action publique. Il n'existe, a-t-on dit, qu'une seule exception au principe posé par l'article précité: c'est celle qui résulte de l'art. 600, C. comm., pour le cas de banqueroute; mais hors de cette exception la règle subsiste et ne peut être méconnue.

Deuxième moyen. — Violation des art. 410 et 470, C. proc., en ce que l'arrêt du 2 mars a omis de mentionner le résultat des dépositions des témoins de l'enquête.

Troisième moyen. — Fausse application de l'art. 1166, C. civ., et violation des art. 136, 137 et 138, C. comm., en ce que l'arrêt du 2 mars a repoussé la demande de Gugenheim, tiers porteur de bonne foi, en se fondant sur des faits de fraude personnels, non à lui, mais à Nathan Lewy.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur le premier moyen, — Considérant que Gugenheim n'a pas demandé devant la Cour royale le sursis; qu'il est, dès lors, non recevable à se plaindre de ce que la Cour royale n'a pas prononcé ce sursis; — Sur le deuxième

(1) *J. Cass.*, 18 avril 1810, 15 fév. 1832 et 30 juill. 1833. — *J. Cass.*, 23 juin 1841. — Il n'est pas nécessaire de donner l'analyse séparée de chaque déposition; il suffit de mentionner le résultat de l'ensemble de toutes les dépositions.

(2) Décidé que de simples présomptions sont admissibles pour établir que l'endosseur est réellement étranger à la négociation de l'effet, contrairement à la preuve écrite résultant de l'endossement. — *J. Cass.*, 28 mars 1831.

moyen : — Considérant que l'arrêt du 2 mars 1835 contient les noms des témoins entendus dans l'enquête, et que les motifs de cet arrêt énoncent le résultat des dépositions sur lesquelles la Cour royale a fondé sa décision ; qu'ainsi il a été satisfait aux prescriptions de l'art. 410, C. proc. ; — Sur le troisième moyen : — Considérant que, pour annuler l'émolument de Schmerber sur la lettre de change dont il s'agissait au procès, la Cour royale n'est fondée sur des faits de dol et de fraude dont Gugenheim avait connaissance, et sur ce que Gugenheim n'avait fourni aucune valeur de cette lettre de change ; qu'en déduisant de ces faits la conséquence que Gugenheim était tiers porteur de mauvaise foi de la lettre de change, la Cour royale n'a fait qu'apprécier des faits à l'examen desquels la Cour de cassation ne peut pas se livrer, et qu'elle n'a violé aucune disposition de la loi, — Rejette, etc. »

Du 14 avril 1836. — Ch. req.

ACTION PRINCIPALE. — VENTE. — INTÉRÊT DU PRIX. — SIGNIFICATION À PERSONNE.

La demande des intérêts d'un prix de vente ne peut être considérée comme un accessoire de la demande en rescision de cette vente, et formée par un simple acte d'avoué à avoué, mais par une demande principale signifiée à personne ou domicile. (C. proc., 337.)

Benoit Devillard vendit à Devillard une maison moyennant 10,000 fr., payables à terme, et productifs d'intérêts jusqu'au paiement.

Plus tard, le vendeur prétendit avoir éprouvé une lésion de plus des 7/12^e et demanda la rescision de la vente.

Une expertise fut ordonnée par le tribunal. — Mais bientôt après, le vendeur fit signifier à son adversaire un désistement de son action, et, en même temps, par un simple acte d'avoué, il demanda incidemment une somme de 1,500 fr. pour trois années d'intérêts échus du prix de la vente.

Ce désistement ne fut point accepté par son adversaire, qui demanda au contraire l'homologation du rapport d'experts, le rejet de la demande en rescision, et, relativement aux intérêts réclamés, soutint que son vendeur devait être déclaré, quant à présent, non recevable, c'est-à-dire que cette demande était principale, et ne pouvait par suite être formée que par exploit signifié à personne ou domicile.

Un premier jugement rejeta la demande en rescision, et un second jugement déclara le vendeur non recevable dans sa demande en paiement des intérêts échus.

Appel. — Le 4 août 1834, arrêt confirmatif de la Cour de Dijon : — « Attendu que la demande en paiement d'intérêts avait pour objet l'exécution de la vente contre laquelle Benoit Devillard s'était pourvu en rescision pour cause de lésion ; qu'elle ne pouvait être considérée comme accessoire à cette rescision, et qu'elle en était destructive ; que, d'ailleurs, c'était une action principale qui ne pouvait être introduite que par un exploit à domicile, et non par acte d'avoué à avoué ; que c'est donc avec raison que le tribu-

nal a déclaré le demandeur non recevable dans cette demande. »

POURVOI en cassation par Benoit Devillard, pour fausse application de l'art. 68, et violation de l'art. 337, C. proc.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que la demande en paiement d'intérêts avait pour objet l'exécution de la vente contre laquelle le demandeur s'était pourvu en rescision pour cause de lésion ; qu'elle ne pouvait être considérée comme accessoire à celle en rescision, et qu'elle en était destructive ; d'où il suit que c'était une action principale qui ne pouvait être introduite que par un exploit à domicile, et non par acte d'avoué à avoué ; d'où il suit qu'en jugeant ainsi, l'arrêt dénoncé n'a violé aucune loi, — Rejette, etc. »

Du 14 avril 1836. — Ch. req.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — COMPÉTENCE. — SURVEILLANCE DE LA POLICE.

C'est au tribunal dans le ressort duquel un individu a été arrêté pour rupture du ban de surveillance qu'il appartient de statuer sur la prévention. Le tribunal qui a prononcé la mise en surveillance ne serait compétent, par exception à la règle tracée par l'art. 23, C. crim., qu'autant qu'il se serait élevé une question d'identité conformément aux articles 518 et suiv., même Code (1).

Du 14 avril 1836. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

CHAMBRE D'ACCUSATION. — RENVOI EN POLICE CORRECTIONNELLE. — CASSATION. — OPPOSITION DU MINISTÈRE PUBLIC. — FORME.

Les arrêts de la chambre des mises en accusation portant renvoi en police correctionnelle ne sont pas susceptibles d'être attaqués par le recours en cassation (2). (C. crim., 135 et 230.)

Toutefois, lorsqu'un arrêt de renvoi en police correctionnelle statue en même temps sur une exception, notamment sur le point de savoir si l'opposition du ministère public à une ordonnance de la chambre du conseil a été formée en temps utile, cet arrêt a un caractère définitif qui le rend susceptible du recours en cassation.

L'opposition formée par le procureur du roi, dans le délai de vingt-quatre heures, contre une ordonnance de la chambre du conseil, est valable, bien que, au lieu d'être portée sur un registre, elle ait été seulement consignée sur une feuille volante, et qu'elle n'ait pas été inscrite au répertoire. (C. crim., 135 et 203; décret 18 juin 1811, art. 59.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que s'il est de principe que les arrêts des chambres des mises en accusation portant renvoi devant le tribunal

(1) F. conf. Cass., 17 sept. 1834.

(2) F. Cass., 6 mars 1818, et 4 août 1830.

correctionnel ne sauraient être considérés, en tant qu'ils statuent sur le fait de la prévention, comme ayant un caractère définitif, et comme ayant la juridiction par eux saisie, et si par suite ces arrêts, aussi bien que les ordonnances de mises en prévention, ne sont susceptibles d'aucun recours, ce principe ne s'applique point au cas où le renvoi n'est prononcé qu'après l'examen et la décision du point de savoir si l'opposition déclarée par le ministère public ou la partie civile, en conformité de l'art. 135, Code crim., à une ordonnance de non-lieu, est intervenue dans le délai déterminé à peine de déchéance par cet article; — Attendu qu'en ce chef, les arrêts de renvoi à la police correctionnelle, statuant souverainement et d'une manière définitive, ne peuvent être attaqués que par la voie du recours en cassation, seul moyen qui reste au prévenu pour faire admettre en sa faveur l'exception péremptoire résultant de ce que l'ordonnance de non-lieu aurait acquis l'autorité de la chose jugée. — Rejette la fin de non-recevoir proposée par le procureur général; — Vu les art. 135 et 203, C. crim., et 59, décret 18 juin 1811; — Attendu, en droit, qu'il ressort de la combinaison de ces deux articles que l'opposition formée par le procureur du roi dans le délai de vingt-quatre heures, reçue au greffe par le greffier, et revêtue de la signature de ces deux officiers publics, satisfait suffisamment au vœu de la loi; — Et attendu, en fait, que la teneur de l'acte d'opposition jointe aux pièces atteste que cette opposition a été déclarée par Vastapant, substitut du procureur du roi près le tribunal de Bordeaux, le 2 déc. 1835, jour de la date de l'ordonnance de non-lieu, qu'elle a été reçue au greffe et signée par ces deux fonctionnaires; — Qu'ainsi cet acte présente les caractères d'authenticité propres à lui conférer une date certaine, et à lui donner force et effet, — Rejette, etc. »

Du 15 avril 1836. — Ch. crim.

AUTORITÉ MUNICIPALE. — CHIENS ÉGARÉS. — EXCUSE.

Lorsqu'un arrêté de police réputé errants tous les chiens qui ne sont pas à la suite de leur maître, ou qui ne se tiendront pas constamment auprès de lui, le tribunal de police ne peut renvoyer des poursuites celui dont les chiens ont été trouvés seuls dans la rue, sur le motif qu'ils n'étaient qu'à une distance de quinze pas au plus de la maison de leur maître (1). (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 3, n° 1; L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46)

Du 16 avril 1836. — Ch. crim.

VOIRIE. — ENGARRAN. — PROPRIÉTÉ. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

Lorsqu'un individu inculpé d'avoir embarrasé la voie publique par des dépôts de matériaux

se prétend propriétaire du sol qu'ils occupent, le tribunal doit, au lieu de l'acquiescer, surseoir à statuer sur la prévention et fixer un délai pour le jugement de la question préjudicielle (2).

Du 16 avril 1836. — Ch. crim.

VOIRIE. — ALIGNEMENT. — AUTORITÉ SUPÉRIEURE. — DÉMOLITION.

Lorsqu'un individu s'est conformé à l'alignement qui lui a été donné par un arrêté du maire, l'autorité supérieure ne peut, en reformant cet arrêté, le rendre comme non-avenu après qu'il a produit tout son effet, et obliger celui qui l'a obtenu à démolir les constructions par lui élevées. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 3, n° 1; L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 29 et 46; C. pén., 471, n° 5.)

Du 16 avril 1836. — Ch. crim.

VOIRIE. — RÉPARATIONS. — EXCUSE.

Lorsqu'un arrêté du maire n'a autorisé un individu à reconstruire sa maison qu'à la charge de ne faire aucune réparation dans une partie désignée, le tribunal de police ne peut le renvoyer des poursuites, en cas de contravention, sur le motif que la grossièreté des travaux ne peut faire présumer qu'il les ait effectués dans des vues de longue durée ou de consolidation, et qu'on ne peut supposer que l'arrêté ait voulu autoriser une chose impossible. (L. 16-24 août 1790, tit. 3, art. 3, n° 1; L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46; C. pén., 471, n° 5.)

Du 16 avril 1836. — Ch. crim.

VOIRIE. — MUR. — RÉPARATION. — CONSOLIDATION.

Le tribunal de simple police ne peut refuser de réprimer une contravention résultant de ce qu'un propriétaire a fait faire, sans autorisation de l'autorité municipale, quelques réparations au mur de face de sa maison, sur le motif que le travail en question est très-peu important et ne paraît pas susceptible de prolonger l'existence du mur dans lequel il a été effectué. (L. 16-24 août 1790, tit. 11, art. 3, n° 1; L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46; C. pén., 65 et 471, § 5.)

Du 16 avril 1836. — Ch. crim.

MINISTÈRE PUBLIC. — PRÉSENCE. — PENSION ALIMENTAIRE. — SAISIE.

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le magistrat du parquet qui donne ses conclusions dans une affaire civile ait assisté à toutes les audiences où l'affaire a été plaidée; il n'en est pas, à cet égard, comme des juges (3). (L. 20 avril 1810, art. 7.)
La saisie des pensions alimentaires ne peut

n° 414 bis. — F. conf., en matière criminelle, Cass., 15 nov. 1815 et 20 janv. 1836; — Mangin, Action publique, n° 105.

(1) Cette distinction violait manifestement les termes de l'arrêté.

(2) F. conf. Cass., 30 juill. et 13 nov. 1835.

(3) Cela est constant. — F. Carré-Chauveau,

qu'il alimentait avec de la pierre calcaire, extraite dans le bois communal.

Le maire dressa un procès-verbal des contraventions commises par Fremyet, et procéda à la saisie du four à chaux. Fremyet a assigné la commune de Messigny en nullité de la saisie opérée par le maire, et en 3,000 fr. de dommages-intérêts.

La commune soutenait qu'elle ne pouvait être responsable d'un semblable fait, qui, émané du maire agissant comme officier de police judiciaire, n'avait été ordonné ni ratifié par le conseil municipal.

Le jugement qui avait rejeté les prétentions de Fremyet fut infirmé le 21 mars 1855, par arrêt de la Cour de Dijon : — « Considérant qu'il résulte du procès-verbal du 10 juin 1854, et de toutes les circonstances de la cause, que cet acte n'avait point pour but la répression d'un délit ou d'une contravention, mais seulement la conservation des intérêts de la commune, par la constatation d'un abus qui pouvait préjudicier à la propriété de la carrière communale, dont la pierre à chaux avait été extraite; que le maire, en constatant une extraction irrégulière de pierre dans une carrière communale, et qu'il pouvait considérer comme dommageable pour la commune, a agi dans l'ordre de ses fonctions administratives; qu'il s'agissait d'un acte conservatoire qui ne comportait ni retard ni délai, et pour la garantir, duquel il y avait eu saisie et nomination d'un gardien; qu'il est de principe que les maires n'ont pas besoin d'autorisation expresse des corps municipaux pour exercer de pareils actes; que le droit de les exercer dérive de la nature même de leurs fonctions d'administrateurs des biens des communes, et qu'il s'agit, dans le fait de la cause, d'un acte d'administration; qu'ainsi, en agissant de la sorte, le maire de Messigny a engagé le corps moral de la commune qui doit être déclaré responsable de toutes les conséquences du fait de son administrateur envers Fremyet; d'où il suit que l'action de ce dernier, contre ladite commune est parfaitement recevable;

» Considérant, ensuite, au fond, que la saisie avait été une atteinte aux droits qui résultaient pour Fremyet, de son titre d'adjudication, et que cette saisie lui avait porté un préjudice évident, la Cour a condamné la commune de Messigny à 2,000 fr. de dommages-intérêts envers Fremyet. » — **POURVOI** de la commune de Messigny.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué a constaté en fait, et par appréciation du procès-verbal du 10 juin 1854, que le maire n'avait point agi comme officier de police judiciaire, mais comme administrateur et mandataire de la commune de Messigny, et dans son intérêt; — Attendu que l'arrêt attaqué ayant ensuite re-

connu que cet acte du 10 juin 1854, fait dans l'intérêt de ladite commune, avait occasionné un préjudice au défendeur éventuel, s'est conformé aux principes du droit, en condamnant cette commune à payer les dommages-intérêts résultant du fait de son mandataire; — Attendu, au surplus, que le décret du 14 déc. 1789 est sans application à la cause, — Rejette, etc. »

Du 19 avril 1856. — Ch. req.

ACTION PÉTITOIRE. — POSSESSION. — ENQUÊTE. — CENL.

Le jugement qui sur une demande au pétitoire, maintient le défendeur en possession et ordonne une enquête avant faire droit au pétitoire, est plutôt provisoire que possessoire; dès lors, le jugement définitif qui l'a suivi et l'arrêt confirmatif ne peuvent être attaqués en cassation comme cumulant le possessoire et le pétitoire, surtout s'il n'a point été formé appel contre le jugement interlocutoire et s'il ne se trouve dans les décisions définitives aucunes traces du titre possessoire.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, sur le second moyen, qu'il s'agissait d'un provisoire plutôt que du possessoire; que, d'ailleurs, le cumul ne se trouverait que dans le jugement de 1836 dont il n'a point été fait appel, et qu'on ne trouve plus aucune trace du possessoire ni dans le jugement définitif ni dans l'arrêt, — Rejette, etc. »

Du 19 avril 1856. — Ch. req.

RESPONSABILITÉ. — NOTAIRE. — CONSERVATEUR. — RADIATION. — ERREUR.

Les notaires sont responsables des vices de forme, fautes ou erreurs, par eux commises dans la rédaction des actes passés devant eux, s'il en résulte quelque préjudice pour les parties (1). (C. civ., 1360 et 1363.) (Résolu par la Cour royale seulement.)

Spécialement, le notaire qui, dans un acte de mainlevée, énonce par erreur le numéro d'une autre inscription que celle à radier, militant au profit du même créancier contre le débiteur, a pu être déclaré responsable du préjudice que cette erreur cause au créancier.

Le conservateur des hypothèques, qui a opéré la radiation de l'inscription, a pu être aussi déclaré responsable à l'égard du créancier quand la lecture entière de l'acte de mainlevée eût pu lui faire apercevoir l'espèce d'erreur qu'il contenait.

Si cependant le tort commun du notaire et du conservateur peut être regardé comme n'ayant pas été étranger au créancier, partie lui-même dans l'acte qui contient l'erreur, la responsabilité doit être attéguée.

Le notaire et le conservateur des hypothèques doivent, dans ce cas, être condamnés solidairement (2). (Résolu par la Cour royale seulement.)

Les époux Coignet constituent au profit de

(1) *P.* Riom, 28 juill. 1839; Douai, 2 janv. 1837, et Cass., 27 nov. 1837, et les notes. — *P.* encore, sur cette question, Agen, 16 août 1836; Limoges, 23 janv. et Nancy, 2 fév. 1836.

(2) Jugé de même quand il s'agit de dommages-

Travers une rente viagère de 1.040 fr., au capital de 8,000 fr., suivant acte passé devant M^e Charbogne, notaire, le 18 avril 1819. L'hypothèque consentie pour sûreté de cette rente est inscrite sous le n^o 72412. Le même jour, 18 avril 1819, par acte passé devant le même notaire, les époux Devaux constituent au profit du même créancier Travers une autre rente viagère de 520 fr., au capital de 4,000 fr. Les époux Coignet accèdent à ce dernier contrat comme cautions solidaires. L'acte contient aussi constitution d'une hypothèque qui est inscrite sous le n^o 72413.

Le 1^{er} avril 1825, la rente de 520 fr., constituée par les époux Devaux, est remboursée par les époux Coignet, cautions solidaires, et Travers donne mainlevée de son hypothèque par acte reçu par M^e Charbogne, notaire. Mais, dans cet acte de mainlevée, le notaire commet une erreur, et énonce que le créancier consent la radiation de l'inscription n^o 72412, qui avait été prise pour sûreté de la rente due par les époux Coignet. Cette inscription est rayée, tandis que c'était l'inscription n^o 72413 qui aurait dû être anéantie.

Les époux Coignet deviennent insolvables. Travers assigne alors en garantie le notaire Charbogne, et Guyon, conservateur, dont l'erreur lui était moyen d'obtenir son paiement. Un jugement du tribunal de Lyon du 12 janv. 1831, en ce qui concerne le notaire, admet les conclusions de la demande, mais en renvoie le conservateur.

Appel. — Le 15 avril 1832, arrêt de la Cour de Lyon : — « Attendu que le préjudice qu'a fait éprouver à Travers la radiation de l'inscription qu'il avait prise au bureau des hypothèques de Lyon, sous le n^o 72412, pour sûreté de la rente viagère de 1,040 fr., au capital de 8,000 fr., qui lui était due par les mariés Coignet, eut pour première cause l'erreur qui fut commise par le notaire Charbogne dans la rédaction de l'acte du 1^{er} avril 1825; que cet acte concerne une autre rente viagère de 520 fr., au capital de 4,000 fr., laquelle était due à Travers par les mariés Devaux, sous le cautionnement solidaire desdits mariés Coignet, rente dont le capital fut alors remboursé à Travers avec tous les arrérages ou intérêts échus par les mariés Coignet, en leur qualité de cautions solidaires, ainsi que l'annonce l'acte susdaté, et la seule rente par conséquent pour laquelle Travers entendait donner aux mariés Coignet, qui effectuèrent ce remboursement, mainlevée de l'inscription qui s'y rapportait; que, cependant, le notaire Charbogne stipula dans ledit acte, non pas, comme il l'aurait dû, la mainlevée de l'inscription prise contre les mariés Coignet, sous le n^o 72413, pour cette rente de 520 fr. dont Travers cessait d'être créancier, mais mainlevée de l'autre inscription qu'avait prise Travers sur les mêmes débiteurs, sous le n^o 72412, c'est-à-dire de celle qui concernait la rente de 1,040 fr., dont les mariés Coignet continuaient d'être les débiteurs principaux; que l'erreur du notaire Charbogne porta ainsi sur la désignation du numéro de l'inscription à radier, désignation qui

fut fautive seulement quant au dernier chiffre de ce numéro, lequel était le chiffre 2 au lieu du chiffre 3; qu'une telle erreur, quoique légère en apparence, n'était pas moins de nature à avoir, comme cela est arrivé, les plus graves résultats, et qu'il faut tenir pour manifeste, d'après les énonciations de l'acte, que le notaire Charbogne, qui avait lui-même négocié les deux placements à rente viagère auxquels s'étaient référées les deux inscriptions prises par Travers, avait bien sous les yeux, lorsqu'il rédigea l'acte de quittance et de mainlevée dont il s'agit, toutes les pièces propres à le prémunir contre l'erreur où il tomba en le rédigeant, c'est-à-dire à lui faire clairement distinguer les inscriptions relatives à chacun des deux placements et les numéros de chacune d'elles; que, dès lors, la faute ou l'erreur fut son propre fait; que, néanmoins, s'il en est responsable, ce n'est pas qu'il faille, ainsi que l'ont dit les premiers juges, considérer les notaires comme étant les mandataires des parties qui contractent devant eux, et comme étant à ce titre tenus envers elles des obligations qu'impose le mandat; mais qu'on doit reconnaître que, pour tous les vices de forme, fautes ou erreurs par eux commises dans la rédaction des actes qu'on passe devant eux, et s'il en résulte pour les parties quelque préjudice, il y a lieu sans difficulté d'appliquer aux notaires, comme à tout autre, la disposition générale des art. 1582 et 1585, C. civ., lesquels proclament d'une manière absolue contre tout individu qui a nui à autrui, non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence, la responsabilité du dommage qu'il a causé, responsabilité d'autant plus juste à exiger des notaires en particulier, qu'est plus étendue la confiance forcée qu'ont besoin d'avoir en eux les personnes de tout état, obligées sans cesse de recourir à leur ministère.

« Attendu, toutefois, que l'erreur où était tombé le notaire Charbogne fut partagée par Guyon, conservateur des hypothèques; que même ce fut Guyon, qui en commença l'effet, en radiant indûment l'inscription prise par Travers sous le n^o 72412, au lieu de celle qui porte le n^o 72413, et qu'on ne peut nier que ce fut cette fautive énonciation du numéro de l'inscription à radier qui, commise d'abord par le notaire Charbogne dans l'acte de quittance et de mainlevée, induisit le conservateur des hypothèques à la commettre lui-même sur son registre; que, d'ailleurs, on ne doit pas admettre qu'un conservateur puisse être tenu, sous peine de responsabilité, d'étudier et de scruter d'une manière approfondie les actes de mainlevée qui lui sont journellement présentés, afin qu'il reconnaisse plus sûrement quelle est chaque inscription à laquelle une mainlevée se réfère, et dont il doit opérer la radiation; mais qu'au moins, avant d'en radier aucun, doit-il lire l'acte qui lui en donne le pouvoir, et qu'il eût suffi à Guyon de lire dans son entier l'acte du 1^{er} avril 1825, pour apercevoir l'espèce d'erreur que cet acte contenait; qu'en effet, il y eût vu fort clairement que l'inscription à radier était non pas celle d'une rente viagère dont les ma-

riés Coignet étaient débiteurs principaux, mais celle d'une autre pour laquelle ils s'étaient constitués cautions solidaires des mariés Devaux, et dont ils venaient en cette qualité de rembourser le principal; que c'était non pas l'inscription d'une rente viagère de 1,040 fr., au capital de 8,000 francs, mais celle d'une rente de 520 fr., au capital de 4,000 fr. seulement; que cette seule différence dans les sommes fut surtout devenue aux yeux de Guyon un trait de lumière décisif, et que, si la fautive désignation du numéro de l'inscription à radier avait pu être pour lui un sujet d'incertitude, au moins se fût-il abstenu de radier sans avoir demandé aux parties intéressées des explications ultérieures; qu'ainsi et nécessairement il radia l'inscription dont il s'agit sans avoir lu avec attention ordinaire et dans son entier, comme il le devait, l'acte de mainlevée, en quoi il partagea par sa propre faute l'erreur du notaire Charbogne, erreur qui par conséquent doit faire peser sur tous les deux une commune responsabilité;

• Attendu, au surplus, qu'un prut, avec quelque raison, regarder leur tort commun comme n'ayant pas été étranger à Travers lui-même, qui fut partie dans l'acte contenant l'énumération fautive d'où a dérivé la déchéance de son hypothèque; qu'ici en effet il ne s'agit pas d'un vice de forme ou locution qui se serait trouvé dans cet acte, et que Travers n'aurait pas été à portée d'apercevoir et d'apprécier; mais que la faute ou l'erreur porta uniquement sur la désignation du numéro de l'inscription dont il consentait la mainlevée, numéro qu'il peut être censé avoir connu ou dû connaître, en sorte qu'il aurait ainsi participé personnellement à cette faute si grave qu'il impute soit au notaire Charbogne, soit au conservateur des hypothèques, d'avoir commise à son préjudice; qu'enfin, si ce n'est pas là un motif suffisant pour que ceux-ci en soient disculpés, c'en est un du moins pour alléger jusqu'à un certain point la responsabilité solidaire dont tous deux sont tenus, et que la Cour estime devoir la borner à l'obligation de servir la rente viagère de Travers au taux de 10 % du capital aliéné, taux moins élevé que celui qu'avait fixé le titre constitutif,

• Dit que le notaire Charbogne et Guyon, conservateur des hypothèques, sont solidairement

condamnés, et seront contraints par toute voie de droit à payer à Travers une rente viagère de 800 fr., laquelle, payable de six mois en six mois, aura cours à son profit depuis l'époque où, l'inscription qu'il avait prise contre les époux Coignet, sous le n° 72412, se trouvant radiee, la rente viagère de 1,040 fr. a cessé de pouvoir lui être servie par l'effet de cette radiation, etc. »

POURVOI par Guyon, pour fausse application et violation de l'art. 2197, C. civ. — D'après cet article, la responsabilité du conservateur ne peut être engagée que pour omission de transcription d'actes ou d'inscriptions d'hypothèques, ou pour défaut de mention, dans leurs certificats, d'une ou de plusieurs inscriptions existantes. Or, le fait reproché à Guyon ne rentre dans aucune de ces catégories. D'ailleurs en admettant que l'article ne soit qu'énonciatif, on ne peut reprocher au conservateur de s'être littéralement conformé au prescrit de l'acte. Il ne lui était ni permis de l'expliquer ni rejoint de l'étudier. Toute la faute est imputable au notaire qui y a mis autre chose que ce qui y devait être; non au conservateur qui a dû l'exécuter tel qu'il était.

ARRÊT.

• LA COUR. — Attendu que l'arrêt attaqué n'a fait qu'apprécier les faits et les circonstances qui se rattachaient à une faute qu'il a déclarée commune, tant au notaire Charbogne, qu'au conservateur Guyon et à la partie elle-même, qui avait souffert le dommage donnant lieu à la responsabilité sur laquelle il s'agissait de prononcer, et dont l'arrêt a dû nécessairement régler les effets entre les parties, par suite de cette appréciation; — Qu'en ce faisant, la Cour de Lyon n'a violé aucune loi. — Rejeté, etc. »

Du 19 avril 1836. — Ch. civ.

VENTE D'OBJETS MOBILIERS. — FAILLITE. — RAVENNAICAT. — RÉSOLUT. — CROISE JUGÉE.

Le vendeur d'objets mobiliers qui, au cas de faillite de l'acheteur, a exercé sans succès l'action en revendication, ne peut plus exercer l'action en résolution de la vente pour défaut de paiement du prix. Ces deux actions étant fondées sur la même cause (le défaut de paiement du prix), il peut être repoussé par l'exemption tirée de la chose jugée (1). (C. civ., 1351 et 1654; C. comm., 576.)

(1) Résulte-t-il de cette décision qu'en principe le vendeur d'objets mobiliers ne soit pas en droit, comme le vendeur d'immeubles, de demander la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix? Nullement. Et nous devons dire que le système qui tend à résoudre la question contre le vendeur, et qui est soutenu par Duranton (t. 16, n° 330), est vigoureusement combattu par Duvergier, *Fente*, t. 1, contin. de Toullier, t. 16, n° 436 et suiv.; Troplong, *Fente*, art. 1651; Pardessus, t. 2, n° 389, ainsi que par plusieurs arrêts: Cass., 27 fév. 1828; Paris, 18 août 1829, 16 août 1832, et 10 juil. 1833; en sorte qu'on peut considérer la jurisprudence comme fixée dans le sens favorable au vendeur.

Résulte-t-il au moins de l'arrêt qu'en matière de faillite il y ait exception au principe de la résolu-

tion, et que le seul droit qui compte, en ce cas, au vendeur, indépendamment de la demande en paiement, soit celui de revendication? Nous ne le pensons pas encore: car l'arrêt ne dit qu'une chose, c'est que, si l'action en revendication a été exercée, l'action en résolution ne peut plus l'être; mais il ne dit pas que le vendeur se trouve circonscrit dans les conditions relatives à la revendication, et ne puisse négliger cette action pour s'en tenir à celle en résolution. Et nous ajouterons également que, sur ce point, plusieurs arrêts (voy. Cass., 7 avril 1830; Paris, 18 août 1829, et 24 avril 1835), et Duvergier, *loc. cit.*, ne font aucune distinction entre les cas ordinaires et celui de faillite, et que même, dans ce dernier cas, ils admettent l'action en résolution. Toutefois, qu'il soit permis de le dire en passant, ce système, tout appuyé qu'il est sur

Arnault étant tombé en faillite, Gasville, qui lui avait quelque temps avant vendu une coupe de bois, se fit admettre au passif de la faillite pour le montant du prix. Plus tard, il forma, en se fondant sur l'art. 576, C. comm., une demande en revendication des mêmes bois.

Jugement qui repousse cette demande dans les termes suivants :

« Attendu que Gasville s'est fait admettre au passif de la faillite pour le montant des billets à lui donnés en paiement par Arnault, sans parler aucunement de la revendication qu'il aurait à exercer par la suite à l'occasion de ceux des bois vendus restant à exploiter, et sans faire aucune réserve à cet égard ; — Et attendu que Gasville, nommé syndic, a fait expulser une partie desdits bois pour le compte de la faillite, sans rien dire également de la revendication, objet du procès actuel, etc., etc. »

Gasville interjeta appel de ce jugement ; mais bientôt il se désista de son appel, et il intenta ultérieurement, contre les syndics de la faillite, une demande en résolution de la vente pour défaut de paiement du prix. Les syndics soutinrent que, la cause de la nouvelle demande étant la même que celle de l'action en revendication, et les parties étant aussi les mêmes, aussi bien que le but auquel tendait le demandeur, il s'éle-

vait contre Gasville une exception insurmontable tirée de la chose jugée.

Jugement du tribunal de Loches qui admit cette exception ; et, sur l'appel, du 18 avril 1855, arrêt de la Cour d'Orléans qui confirme : — « Considérant que, par jugement du 11 janv. 1854, Gasville a été déclaré non recevable dans sa demande en revendication des bois dont s'agit ; qu'ayant interjeté appel de ce jugement, il s'est définitivement désisté de son appel ; — Considérant que la demande de Gasville en résolution de vente faute de paiement n'est qu'un moyen nouveau présenté par Gasville pour arriver au même résultat que celui qu'il se proposait par sa demande en revendication, et qui était évidemment de rentrer en possession des bois vendus ; — Considérant que, cette demande ayant le même objet et étant fondée sur la même cause (le défaut du paiement du prix), étant agitée entre les mêmes parties, agissant en la même qualité, il en résulte qu'aux termes de l'article 1351, C. civ., le jugement précité a acquis l'autorité de la chose jugée, et peut être ultérieurement opposé à Gasville. »

POURVOI en cassation de Gasville pour fausse application de l'art. 1351, C. civ., et violation de l'art. 1054.

L'autorité de la chose jugée n'existe, disait-on

des autorités bien graves pour nous, et ne nous paraît pas hors de toute controverse ; disons plus, il nous semble peu conséquent avec les principes généralement admis en matière de vente de meubles, en ce qui touche les droits des tiers. On convient en effet, assez généralement, qu'en matière de meubles la résolution ne peut pas s'exercer au préjudice des droits acquis à des tiers, et que ce respect pour ces droits acquis est le seul moyen de concilier les principes de la résolution avec celui qui veut qu'en fait de meubles possession vaille titre. Or, maintenant, comment nier que la faillite n'acquière des droits aux tiers, qu'elle ne soit une mainmise apposée au profit des tiers sur les biens du débiteur ; qu'elle n'équivaille, par exemple, à une saisie ? N'est-ce pas la saisie la plus générale, la plus efficace ? Par le fait de la mise en faillite, tous les créanciers ne deviennent-ils pas *saisissants*, tellement que, postérieurement, aucun droit ne puisse plus être acquis à d'autres ? Si cela est vrai, et si nous semble difficile de ne pas en convenir, comment admettre que l'action en résolution, irrévocable en présence des droits acquis aux tiers, soit néanmoins recevable en présence d'une faillite ? (V. en ce sens Paris, 11 déc. 1822; Limoges, 4 fév. 1855 et Duranton, t. 16, p. 381.) Mais, nous le répétons, telle n'est pas la question résolue par l'arrêt que nous rapportons. Sans s'expliquer sur la recevabilité en principe de l'action en résolution en cas de faillite, il n'admet pas qu'elle doive être accueillie après l'exercice et le rejet de l'action en revendication, et cela, parce que, dit-il, il y a *chose jugée*. Il nous est impossible, nous l'avouons, d'admettre ce système, qui nous paraît en opposition formelle avec l'art. 1351, C. civ., et fondé sur une appréciation inexacte des deux actions. Pour qu'il y ait chose jugée, il faut, entre autres conditions, que la chose demandée soit la même ; or, peut-on dire que, lorsque la résolution est poursuivie, la chose demandée soit la même que lorsqu'il s'agit de la revendication ? Non, évidemment : car il existe entre la résolution

et la revendication des différences essentielles ; ainsi, par exemple, le droit de revendication suppose que la propriété n'a pas été aliénée ; celui de résolution, au contraire, suppose la transmission opérée. L'un suppose qu'il n'y a pas eu vente valable ; rien ne peut, si ce n'est le paiement immédiat, entraver l'exercice ; l'autre, au contraire, admet la perfection du contrat ; et, lorsqu'il est exercé, le juge a le droit d'accorder au débiteur des termes pour le paiement. Enfin, ces deux actions s'exercent avec des formes entièrement distinctes ; le droit de revendication est même soumis à des conditions que ne subit pas le droit de résolution. Comment donc peut-on dire que la sentence qui statue sur la recevabilité ou le bien fondé de la revendication juge par cela même l'action en résolution ? On concevrait qu'il pût en être ainsi dans un cas, celui, par exemple, où le rejet de la revendication serait fondé sur ce que le *prix aurait été payé*. Il est certain en effet que, dans ce cas, la cause commune aux deux actions étant jugée, il y aurait lieu à l'application de l'art. 1351. Mais telle n'était pas l'espèce de l'arrêt. Le jugement qui avait repoussé l'action en revendication était fondé sur ce que, par sa production, sans réserve, à la faillite, le vendeur avait perdu son droit de revendication ; or, il n'y avait dans l'admission de cette fin de non recevoir rien qui préjugât la cause de l'action en revendication, rien par conséquent d'applicable à l'action en résolution, qui d'ailleurs, et en principe, est indépendante de l'action en paiement du prix, et qui dès lors (en la réputant admissible en matière de faillite) serait indépendante de la production qui aurait pu avoir lieu. Nous aurions donc conçu, nous le disons en terminant, que l'arrêt repoussât l'action en résolution en raison de l'état de faillite, mais nous ne pouvons concevoir qu'il ait trouvé une *chose jugée*, en ce qui concerne cette action, dans le jugement qui statue, par une fin de non-recevoir, sur l'action en revendication.

à l'appui de ce moyen, que lorsque les trois conditions prévues par l'art. 1351, C. civ., se trouvent réunies ; il faut, dit cet article, « que la chose demandée soit la même, que la demande soit fondée sur la même cause, enfin qu'elle soit entre les mêmes parties agissant en la même matière. » Or, il est évident que, dans l'espèce, la chose qui avait fait l'objet de la première instance n'était pas la même que celle demandée lors de la seconde, et que les deux instances n'étaient pas fondées sur la même cause, puisque, dans le premier cas, il s'agissait de la revendication de ses bois vendus, et dans le second, de la résolution de la vente. Il y a, en effet, une différence réelle entre la revendication qui a pour objet de faire rentrer dans la main du vendeur une chose qui est censée n'avoir jamais cessé de lui appartenir : d'où il résulte que le vendeur conserve plutôt qu'il ne reprend tous ses droits sur la chose vendue, et la résolution qui révoque une vente parfaite et consommée. Dès lors, il n'y avait pas lieu à l'application de l'art. 1351, et l'art. 1654 devait conserver toute sa force.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la demande en résolution de la vente de bois, faite de paiement du prix, avait pour cause le même objet (le défaut de paiement), et était agitée entre les mêmes parties, agissant en la même qualité que sur la demande en revendication, dans laquelle le demandeur avait été déclaré non recevable par jugement du tribunal civil de Lodève du 11 janv. 1831, dont le demandeur avait d'abord interjeté appel, mais dont il s'était ensuite dessisté, ce qui avait donné à ce jugement l'autorité de la chose jugée ; d'où il suit que l'arrêt dénoncé, ayant repoussé la demande en résolution de la vente des bois, faite de paiement du prix par l'exception de l'autorité de la chose jugée, n'a pas violé les art. 1351 et 1654, C. civ., — Rejette, etc. »

Du 19 avril 1836. — Ch. req.

VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. — TESTAMENT. — DOUBLE. — CHOSE JUGÉE.

Un tribunal auquel a été renvoyée l'exécution d'un arrêt de Cour royale ordonnant la vérification d'écriture d'un testament olographe a pu connaître, en même temps, des contestations élevées sur un double de ce même testament qui n'avait pas été produit devant la Cour royale. (C. proc., 59 et 472; C. civ., 1004 et 1008.)

L'arrêt qui juge ainsi ne fait qu'ordonner l'exécution de la chose jugée, et, dès lors, échappe à la censure de la Cour de cassation.

Un testament olographe attribué à Calixte Ponsel, et portant la date du 30 oct. 1830, avait été présenté au président du tribunal de Montpellier, et, en vertu de cet acte, la dame Laurent, se prétendant légataire universelle, avait demandé et obtenu l'envoi en possession de la succession. Mais les héritiers Ponsel dénégèrent l'écriture et la signature du prétendu testament ;

et, le 18 août 1832, il intervint un jugement du tribunal de Montpellier, lequel ordonna la vérification du testament dont s'agit, tant par titres que par témoins et par experts, poursuites et diligences des mariés Laurent.

Les héritiers Ponsel firent défaut au jour indiqué pour cette vérification, et, en leur absence, les époux Laurent présentèrent au tribunal un second testament olographe de Calixte Ponsel, conçu, à ce qu'il paraît, dans les mêmes termes que le premier, et conclurent à ce que le tribunal déclarât d'ores et déjà qu'il ordonnât en conséquence que la légataire universelle serait envoyée en possession.

Le 21 mars 1833, second jugement du tribunal de Montpellier par défaut contre les héritiers Ponsel, lequel fait droit à ces conclusions.

Sur l'appel, arrêté de la Cour de Montpellier du 8 janv. 1843 — « Attendu, en ce qui touche l'appel principal des héritiers Ponsel, que les circonstances de la cause ne permettent pas d'induire du défaut de comparution des appelants devant le juge-commissaire qu'ils reconnaissent la sincérité de la pièce à vérifier, et que tout, au contraire, prouve que leur non-comparution a été involontaire, et qu'ils n'ont eu aucune connaissance de la sommation du 1^{er} mars ;

« Attendu, d'ailleurs, que les divers faits invoqués par les intimés n'étaient pas suffisants pour faire déclarer d'ores et déjà le testament dont il s'agit l'ouvrage de Ponsel, et les relever des obligations que leur impose le jugement du 18 août 1832 ; qu'il y a lieu dès lors d'ordonner, en réformant celui dont est appel, qu'il sera passé outre à l'exécution du jugement du 18 août 1832 ;

« Attendu, en ce qui touche l'appel incident formé par les mariés Laurent, que la Cour disant droit à l'appel principal, et réformant la disposition qui déclarait le testament sincère, cet appel se trouve sans fondement ;

« Attendu, sur la demande en renvoi devant un autre tribunal, que la Cour, réformant et ne pouvant retenir la cause, le renvoi demandé est de droit aux termes de l'art. 472, C. proc. ;

« Attendu, quant aux dépens, qu'il est juste, eu égard aux circonstances de la cause, de les réserver et d'en renvoyer la connaissance au tribunal devant lequel la cause sera renvoyée ;

« La Cour confirme le jugement du 18 août 1832 ; auquel effet renvoie la cause de la partie devant le tribunal de première instance de Béziers pour y être procédé, etc. »

Devant le tribunal de Béziers, les mariés Laurent demandèrent, par leurs conclusions, que la vérification des experts portât non-seulement sur le premier testament, mais encore sur celui qui n'avait été déposé que postérieurement au jugement du tribunal de Montpellier, dont l'exécution avait été ordonnée par l'arrêt de la Cour, et renvoyée au tribunal de Béziers.

Les héritiers Ponsel déclarèrent consentir à la vérification du premier testament ; mais à l'égard du second, attendu que ce prétendu testament était étranger aux dispositions du jugement du 18 août 1832, et que le tribunal de

Béziers n'était compétent que pour connaître de l'exécution des mariés Laurent, fussent rejetées sur ce chef.

Sur ces nouvelles contestations, jugement du tribunal de Béziers du 21 juill. 1834 : — « Sur la première question : — Considérant que rien ne s'oppose à ce que la cause renvoyée par la Cour royale soit reguë ;

» Considérant que toutes les parties sont d'accord pour que le tribunal ordonne l'exécution du jugement du tribunal civil de Montpellier du 18 août 1832 et de l'arrêt de la Cour de Montpellier du 8 janv. 1834, en ce qui concerne la vérification de l'écriture et de la signature du testament olographe dont la vérification est ordonnée par lesdits jugement et arrêt ;

» Considérant que, pour que ladite vérification ait lieu, il faut indispensablement que la minute dudit testament olographe soit apportée au greffe du présent tribunal ;

» Considérant que toutes les prescriptions desdits jugement et arrêt doivent être solennellement observées ;

» Considérant, en ce qui touche l'exception d'incompétence proposée par Ponsel et consorts, que l'arrêt qui renvoie les parties devant le présent tribunal dépouille textuellement le tribunal civil de Montpellier de toutes les contestations des parties relativement à l'holirie de Calixte Ponsel ;

» Considérant, en ce qui touche le défendeur, que l'écrit qualifié *testament olographe*, qui avait été remis à M^e Cazalis, notaire à Cette, dont l'apport et l'ouverture ont eu lieu devant le président du tribunal civil de Montpellier le 4 déc. 1832, et dont les mariés Laurent demandent immédiatement l'exécution, qu'il y a lieu d'en ordonner la vérification, et de mettre cette vérification, comme la première, à la charge des mariés Laurent ;

» Considérant que des experts et un commissaire étant nommés pour la vérification du premier testament, c'est le cas d'ordonner que la vérification du second écrit aussi qualifié *testament* sera faite par les mêmes experts et devant le même commissaire ;

» Considérant que la vérification dudit écrit ne peut avoir lieu qu'après son rapport au greffe du présent tribunal ;

» Considérant qu'il convient de réserver tous les droits et exceptions des parties, et de renvoyer après les vérifications ordonnées pour statuer sur le surplus de leurs conclusions respectives ;

» Considérant, sur la deuxième question, que le tribunal ne statuant pas définitivement, c'est le cas de réserver les dépens,

» Le tribunal, avant de dire droit aux parties, reçoit la cause renvoyée ; ordonne, qu'il sera procédé, tant par titres que par témoins et par experts, et à la diligence des mariés Laurent, qui en demeurent chargés, à la vérification 1^{re} de l'écrit qualifié testament de Calixte Ponsel, dont l'écriture et la signature furent désavoués lors dudit jugement qui en ordonna la vérification ; 2^e de l'écrit présenté par lesdits mariés Laurent comme nouveau testament dudit Ca-

lixte Ponsel, dont les mariés Laurent demandent l'exécution dans leur requête du 24 mai dernier, qui avait été remis à M^e Cazalis, notaire à Cette, et dont l'ouverture a eu lieu devant le président du tribunal civil de Montpellier le 4 déc. 1832 ; ordonne que la vérification par experts desdits deux écrits sera faite, etc. »

Les héritiers Ponsel soutiennent que le tribunal de Béziers avait outrepassé les bornes de la mission qui lui avait été confiée par l'arrêt du 8 janv. 1834, puisqu'il ordonnait la vérification d'un second testament à l'égard duquel cet arrêt n'avait rien établi ; mais sur l'appel par eux interjeté de ce jugement, voici comment la Cour de Montpellier statue par son arrêt définitif du 11 mai 1835 : — « Attendu que la Cour, par son arrêt du 8 janv. 1834, en renvoyant la cause devant le tribunal civil de Béziers, a attribué à ce tribunal la connaissance de toutes les contestations qui divisaient les parties jusqu'au jugement définitif ;

» Attendu qu'à l'appui du testament dont l'écriture est déniée, les intimés ont pu produire un second exemplaire de ce même testament, et qu'en ordonnant la vérification de ces deux actes, la tribunal n'a fait grief à aucune des parties ;

» Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

» Par ces motifs et autres qui ont déterminé les premiers juges, la Cour, confirme, etc. »

POURVOI en cassation des héritiers Ponsel, pour violation du § 0, art. 56, C. proc., et des art. 1007 et 1008, C. civ. ; excès de pouvoir et fausse application de l'art. 472, C. proc.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en fait, que Calixte Ponsel n'a point laissé deux testaments olographes, mais un seul en deux doubles conformes, dont les écritures et signatures ont été successivement méconnues ; que l'attribution faite par un premier arrêt non attaqué au tribunal de Béziers pour procéder à la vérification était générale ; qu'aux termes de cet arrêt, le tribunal a dû connaître de toutes les contestations qui divisaient les parties au sujet de la succession Ponsel, et, dès lors, faire porter la vérification sur les deux écrits qui lui étaient présentés ; qu'en le jugeant ainsi, l'arrêt attaqué n'a fait qu'ordonner l'exécution de la chose jugée et n'a pu contrevenir à aucune loi, — Rejette, etc. »

Du 19 avril 1836. — Ch. req.

COMPÉTENCE. — SUCCESSION. — DOMICILE. — ACTION. — CASSATION. — BÉNÉFICIAIRE.

Les demandes intentées par les créanciers d'une personne décédée ne doivent être portées devant le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte qu'autant qu'il y a lieu à partage entre plusieurs héritiers.

Il n'en est pas de même quand il n'existe qu'un seul héritier, soit pur et simple, soit bénéficiaire.

Cet héritier doit être assigné devant le tribunal du lieu de son domicile (1). (C. proc., 59.)

(1) F. conf. Cass., 18 juin 1807 ; Bourges, 2 mai

Cette décision est applicable, lors même qu'il s'agit d'une demande en reddition du compte de bénéfice d'inventaire formée contre l'héritier.

La dame Périssé, instituée légataire universelle de Line, son frère, aux termes du testament de celui-ci, n'accepte sa succession que sous bénéfice d'inventaire.

Le 24 juill. 1834, la dame de Puthod, créancière de la succession Line assigne la légataire devant le tribunal d'Oléron, lieu du domicile de cette dernière, en reddition du compte de la succession bénéficiaire.

Sur cette assignation, la dame Périssé cite, de son côté, la dame Puthod devant le tribunal de Paris, lieu de l'ouverture de la succession, pour offrir le compte qu'elle offre de présenter.

Le 18 nov. 1834, jugement du tribunal d'Oléron : — « Attendu qu'une action en reddition de compte est essentiellement personnelle; que, dès lors, c'est avec raison que la dame de Puthod a porté sa demande en reddition de compte devant le tribunal séant, qui est celui du domicile de la partie de Lacaze (la dame Périssé);

« Attendu, d'autre part, que d'après l'art. 905, C. civ., les formes à suivre pour la reddition de compte de bénéfice d'inventaire sont celles prescrites au titre de l'art. 527, qu'on trouve sous ce titre que les comptables, autres que ceux commis par la justice, doivent être poursuivis devant le juge de leur domicile; et que, dès lors, sous cet autre rapport, c'est à juste droit que la dame Périssé a été assignée devant le tribunal de son domicile, puisqu'elle n'est pas comptable établie par justice;

« Que c'est vainement que ladite dame Périssé exerce de l'art. 59 prétend à l'appui de la prétention qu'elle aurait dû être assignée devant le tribunal de la Seine, dans le ressort duquel s'était ouverte la succession, de l'administration de laquelle le compte était demandé; qu'en effet, si cet article veut, par exception à la règle générale, que les demandes, même personnelles des créanciers d'un défunt, soient portées au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, ce n'est que lorsque les demandes sont formées avant le partage, et cela sans doute parce qu'il pouvait arriver que les divers cohéritiers représentant le défunt entre lesquels le partage doit avoir lieu ayant des domiciles différents, il a été nécessaire de déterminer le tribunal devant lequel les demandes doivent être portées, afin d'éviter autant d'actions qu'il y aurait de cohéritiers; mais que, dans l'espèce, la dame Périssé étant la seule héritière de son frère et n'y ayant rien à partager, le sens de cet article est inapplicable, et la règle générale conserve son empire;

« Attendu, au fond, qu'aux termes de l'article 803, C. civ., l'héritier bénéficiaire doit rendre compte de son administration aux créanciers et aux légataires, et que la qualité de créancier de la partie de Cazaurand est justifiée par l'arrêt de la Cour de Paris du 15 janv. 1834,

« Le tribunal, sans s'arrêter au déclinatoire proposé par la dame Périssé, et l'en déboutant, se déclare compétent. »

Par suite de ce jugement, la dame Périssé s'est pourvue par appel devant la Cour de Pau, et en règlement de juges devant la Cour de cassation, tandis que l'instance d'appel était encore pendante.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, suivant l'art. 59, C. proc., ce n'est que lorsqu'il y a lieu à partage que les demandes intentées par les créanciers d'une personne décédée doivent être portées devant le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte; — Que cette règle, qui déroge aux principes généraux d'après lesquels, en matière personnelle, le défendeur doit être assigné devant le tribunal de son domicile, ne doit recevoir son application que dans le cas spécifié par la loi, c'est-à-dire lorsqu'il y a nécessité de procéder à un partage, et que cette nécessité ne peut jamais exister lorsqu'il n'y a qu'un seul héritier soit pur et simple, soit bénéficiaire; — Qu'il suit de là que, conséquemment aux principes généraux, la dame Périssé, seule héritière de Line, a été valablement actionnée par la dame de Puthod en reddition de compte de bénéfice d'inventaire devant le tribunal de son domicile, et non devant celui de l'ouverture de la succession de Line; que l'instance introduite postérieurement par la dame Périssé devant le tribunal de la Seine n'a pu changer la compétence, et transporter au tribunal de la Seine la connaissance du litige dont le tribunal d'Oléron était saisi, — Ordonne que les parties procéderont devant le tribunal d'Oléron sur la demande formée devant ce tribunal par la dame de Puthod contre la dame Périssé pour obtenir le compte de bénéfice d'inventaire de la succession de Line, etc. »

Du 20 avril 1836. — Ch. req.

TIERCE OPPOSITION. — VENDEUR. — DÉGUERPISSERMENT. — COMPARUTION VOLONTAIRE. — OFFRES. — RENONCIATION. — FOND.

L'acquéreur n'est pas représenté par son vendeur dans une action en résolution de vente et en déguerpissement introduite postérieurement à l'époque où il est devenu propriétaire (1). (C. proc., 474.)

La comparution volontaire d'une partie à une expertise ordonnée par une décision frappée d'un pourvoi en cassation ne la rend pas

1831; — Merlin, *Répert.*, v° *Héritier*, sect. 2, § 3, n° 5; Chabot, *Success.*, art. 863, n° 6; Coiffans, p. 297; Toullier, *Droit civil*, t. 4, n° 414; Carré, *Lois de la proc.*, sur l'art. 59, note 7, et Thomlet, sur l'art. 527, C. proc. — Il en serait autrement si la succession était dévolue en entier à deux légataires l'un pour la nue propriété et l'autre pour l'usu-

fruit; le légataire particulier ne pourrait les actionner en dévance de son legs que devant le tribunal de l'ouverture de la succession. — F. Toulouse, 25 janv. 1836.

(1) Ce principe est constant en jurisprudence. — F. Cass., 19 août 1818, et le renvoi sous cet arrêt.

non recevable dans son pourvoi, lorsqu'elle n'y a insisté que sous la réserve expresse de tous ses droits.

Les offres faites par un possesseur sommé de déguerpir ne peuvent être considérées comme une renonciation à la tierce opposition précédemment formée par ce possesseur à l'arrêt qui a ordonné le déguerpiement contre son vendeur.

Lorsqu'un arrêt, dans son dispositif, ne repousse une tierce opposition que comme irrecevable, et non comme mal fondée, la partie qui l'a obtenue ne peut se prévaloir contre le pourvoi de ce que certains considérants seraient relatifs à la question du fond (1).

Le 4 sept. 1827, les époux Sue vendent à Valentin un terrain situé à Nantes. — Par contrats successifs, cette propriété passe dans les mains de Radigenis et Barailler; puis enfin, le 9 novembre 1828, ce dernier revend la portion qui lui appartient aux époux Guillemet. — Les époux Sue, vendeurs originaires, n'étant pas payés de leur prix, demandent et obtiennent, par un jugement du tribunal de Nantes du 12 mai 1830, et arrêt de la Cour d'appel de Rennes du 31 janvier 1831, la résolution de la vente du 4 septembre 1827. Ces jugements et arrêt ne sont rendus que contre Valentin, Barailler et les époux Radigenis, les époux Guillemet n'ayant pas été mis en cause.

Cependant ces derniers sont poursuivis à fin de déguerpiement. Ils s'empresaient de former tierce opposition à l'arrêt du 31 janv., et d'offrir le montant du prix stipulé dans l'acte de vente de 1827. — Les époux Sue soutiennent que la tierce opposition est non recevable, attendu que les époux Guillemet ne sont que les prête-noms de Barailler, et pour établir la vérité de cette allégation, ils demandent un interrogatoire sur faits et articles. Cet interrogatoire a lieu le 16 déc. 1831.

Le 28 juin 1832, arrêt : — « Considérant que la vente primitive énoncée en l'acte de septembre 1827 imposait à Valentin l'obligation d'acquiescer en principal et intérêts une créance due à Badeau par les vendeurs et de leur rapporter la maintenance de l'inscription hypothécaire qu'il aurait prise sur cet immeuble; que Valentin n'ayant rempli aucun des engagements auxquels il s'était soumis, la vente a été résolue au profit des époux Sue, par jugement du tribunal de Nantes, rendu le 12 mai 1830, décision confirmée par arrêt du 31 janv. 1831; que cette résolution pour cause de l'exécution des conditions de la vente est autorisée par les art. 1184, 1654 et 1656, C. civ.; que la condition résolutoire, lorsqu'elle s'accomplit, remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé; que la résolution de la vente fait rentrer les lieux vendus au pouvoir de l'ancien possesseur, libres de toutes charges et aliénations imposées ou consenties par l'acquéreur, suivant l'art. 1183, C. civ.; que la propriété n'ayant pu

être réédée aux époux Guillemet qu'avec les droits qui appartenaient aux vendeurs, conformément aux art. 2125 et 2182, C. civ., c'était à eux d'intervenir dans l'instance, qu'ils ne pouvaient pas ignorer, pour satisfaire les époux Sue, ainsi que leur créancier, et qu'il n'est plus en leur pouvoir de faire revivre un contrat légalement révoqué; d'où il suit qu'ils n'ont aucun droit de s'opposer à l'exécution de l'arrêt qu'ils ont entrepris; »

» Que, d'ailleurs, leurs offres aujourd'hui même seraient encore insuffisantes, et que le refus de Guillemet de répondre à plusieurs des questions qui lui ont été adressées dans son interrogatoire du 9 février dernier, sur des faits qui lui étaient personnels et dont il est invraisemblable qu'il n'ait pas une entière connaissance, si son acquisition avait été sérieuse, fait présumer qu'elle lui était étrangère, déclare les demandeurs non recevables dans leur tierce opposition.

POURVOI pour violation de l'art. 474, C. proc. Les époux Guillemet n'avaient été ni appelés ni représentés lors de l'arrêt de 1831. Ils étaient donc recevables à y former tierce opposition, car cet arrêt leur portait préjudice, puisqu'on voulait, en vertu de ses dispositions, les expulser de leur propriété. — En vain voudrait-on soutenir qu'ils y ont été représentés par leurs vendeurs ! Il est de principe, en effet, qu'après la vente, le vendeur ne représente pas l'acquéreur, et que c'est contre ce dernier que doivent être suivies dans toutes les actions qui intéressent la possession même de l'immeuble.

Il paraît que depuis ce pourvoi les époux Sue ont fait sommation aux époux Guillemet de convenir d'experts à l'effet de constater les changements qui avaient eu lieu sur le terrain revendiqué. Guillemet a été en jugement sur cette demande; il a même comparu devant les experts nommés par le tribunal, mais en faisant réserve de ses droits relatifs au pourvoi en cassation qu'il avait formé.

Les époux Sue ont, malgré ces réserves, prétendu faire résulter une première fin de non-recevoir de la comparution devant les experts.

Deux autres fins de non-recevoir ont été en outre proposées par eux : elles étaient tirées 1^{re} de ce qu'en faisant offre de satisfaire aux conditions de la vente primitive, les époux Guillemet avaient implicitement renoncé à leur tierce opposition, en réduisant la contestation à une simple question de validité d'offre; 2^e de ce que Guillemet avait subi volontairement l'interrogatoire sur faits et articles. On ajoutait que, d'ailleurs, les demandeurs étaient tout à fait dénués d'intérêt dans la poursuite du pourvoi, parce qu'au fond l'arrêt attaqué avait reconnu eu fait qu'ils n'étaient que les prête-noms d'une partie qui avait figuré dans l'arrêt de 1831.

Les époux Guillemet répondaient à cette dernière partie du moyen que les considérations

(1) D'ailleurs, il est de principe que le pourvoi n'était pas suspensif, l'exécution de l'arrêt ne rend pas le pourvoi ultérieur non recevable; à plus forte raison d'emporte-t-elle pas renonciation à un pour-

voi déjà formé, lors surtout qu'elle est accompagnée de réserves. — *V. Cass.*, 29 nov. 1837, et 3 avril 1838 et la note.

que pouvaient renfermer sur le fond les motifs de l'arrêt attaqué n'influaient en rien sur la question qui faisait l'objet du pourvoi, parce qu'elles avaient été sans influence sur le dispositif de l'arrêt, qui s'est borné à déclarer la tierce opposition non recevable, sans la déclarer inaltérée.

ARRÊT.

« LA COUR. — En ce qui touche les fins de non-recevoir opposées par les époux Sue aux époux Guillemet : — Attendu, 1^o que si, dans leur tierce opposition, les époux Guillemet ont été présents aux expertises qui avaient été ordonnées, ils n'y ont assisté que sous la réserve expresse de tous leurs droits; 2^o que, s'ils ont fait des offres, elles ne peuvent être réputées avoir été faites volontairement, puisqu'elles n'ont eu lieu qu'après qu'ils ont été sommés de déguerpir; 3^o que, si Guillemet a subi un interrogatoire sur faits et articles, sa comparution n'emporte pas nécessairement une renonciation à ses réserves, et que les inductions tirées de ses réponses par l'arrêt attaqué reposent sur des moyens du fond, à l'égard desquels la Cour royale n'a pas statué dans son dispositif, vu qu'elle n'a pas déclaré les demandeurs mal fondés et qu'elle les a seulement déclarés non recevables; 4^o enfin, qu'à l'égard du défaut d'intérêt, il s'agissait encore d'un moyen du fond, et que le précédent motif est également applicable; d'où il suit qu'aucune des fins de non-recevoir susmentionnées ne peut être accueillie. — Rejette lesdites fins de non-recevoir; — En ce qui touche le pourvoi des époux Guillemet : — Vu l'art. 474, C. proc.; — Attendu que l'art. 474 ci-dessus admet sans restriction quelque une partie qui n'a été ni appelée ni représentée lors du jugement à y former tierce opposition; — Attendu qu'il est constant que, lors de l'arrêt du 31 janvier 1851, les époux Guillemet n'ont été appelés ni représentés; — Attendu qu'ils n'ont pu être représentés par leur vendeur, qui s'était, antérieurement à l'instance, dessaisi de l'objet en litige; que, dès lors, ils étaient recevables dans leur tierce opposition, et que l'arrêt attaqué, en jugeant le contraire, a expressément violé l'article précité. — Casse, etc. »

Du 20 avril 1856. — Ch. civ.

MOULIN. — CHAUSSEE. — PRESCRIPTION.

Le propriétaire d'un moulin qui a fait élever une chaussée pour retenir les eaux de son canal, qui l'a entretenue à ses frais, qui y a planté des arbres et qui a constamment joui de la chaussée comme des arbres, n'en a pas perdu la propriété par le fait du passage des habitants d'une ville voisine, lors même qu'il a souffert ce passage de tout temps, et lorsque ses devanciers l'ont facilité en établissant des ponts sur le canal; il n'a perdu que ce qu'il a laissé prescrire, savoir le droit de s'opposer au passage (1).

Une partie de la ville de Clamecy est traversée par un canal ou biez qui alimente plusieurs

moulins, et entre autres celui de Quenisset. Les deux bords du canal sont des vives publiques; la rive gauche est l'unique issue des maisons qui y sont établies; il y a aussi sur la même rive deux lignes de peupliers et une ligne de saules.

En 1829, le maire de Clamecy ayant fait élaguer plusieurs de ces arbres, Quenisset le fit assigner devant le juge de paix en maintenance 1^o des arbres et du terrain sur lequel ils sont plantés, et 2^o de l'espace existant entre les arbres et le biez du moulin.

Le maire, de son côté, demanda reconventionnellement la malature, au profit de la commune, de la voie publique ou rue formant le bord du biez.

Le 7 mai 1830, après des enquêtes, le juge de paix adjugea à Quenisset la possession des peupliers et du terrain sur lequel ils sont plantés, et à la commune la possession de l'espace qui sert de rue, et qui se trouve entre ce terrain et le biez.

Quenisset, ayant succombé sur l'appel qu'il porta contre cette sentence, se pourvut au pétitoire et réclama la propriété du terrain existant entre les peupliers et le biez de son moulin. Il fonda sa demande sur des titres nombreux et remontant à une époque très-reculée; il insista particulièrement sur ce que les francs bords d'un canal sont légalement présumés appartenir au propriétaire de l'usine alimentée par le canal, et sur ce qu'en effet l'adjudication du moulin faite à son profit le 10 déc. 1816 comprenait nommément les francs bords du moulin et les arbres plantés sur les francs bords; subsidiairement il offrait de prouver, entre autres faits, que le terrain litigieux était une dépendance du moulin et en constituait essentiellement les francs bords, que la chaussée du biez et du sous-biez avait été toujours relevée et entretenue par les propriétaires du moulin; qu'eux seuls avaient fait les réparations nécessaires à ce terrain, soit pour empêcher les eaux de filtrer, soit pour réparer par des murs de pierre et par des fascines les brèches faites par le courant, etc.

Le maire de Clamecy répondit que le terrain réclamé était une rue publique, et servait à cette fin depuis un temps immémorial; que le biez du moulin n'était autre chose que l'un des anciens fossés de la ville; que les francs bords du biez annoncés dans l'adjudication de 1816 ne pouvaient emprendre le chemin aujourd'hui en contestation, parce que dans cet endroit il existait autrefois entre les saules et les biez un terrain qui avait été successivement rongé par les eaux; que, si l'adjudication comprenait les peupliers plantés, on ne devait pas étendre cette énonciation au terrain sur lequel ils étaient plantés; que la plantation pouvait avoir été tolérée par l'autorité d'alors, sans que cette tolérance eût changé la destination et l'usage du chemin.

Un jugement du Tribunal de Clamecy du 9 janv. 1834 accueillit cette défense; mais, sur l'appel de Quenisset, il fut infirmé dans les termes suivants par arrêt de la Cour de Bourges du 9 juill. 1834 :

(1) Sic Daviel, *Cours d'eau*, n^o 337.

« Considérant qu'en fait il existe le long du hiez du moulin de Quenisset une chaussée élevée pour retenir les eaux dans le canal; qu'en droit, les chaussées sont des accessoires d'usines pour l'établissement desquelles elles ont été construites;

» Que les titres de Quenisset, depuis le 4 juill. 1727, jusqu'au 19 déc. 1816, jour de l'adjudication, à son profit, du moulin en question, lui donnent la propriété des chaussées ou francs bords et des arbres y implantés;

» Considérant que, de tout temps, les habitants de la commune de Clamecy ont exercé le droit de passage sur cette chaussée; que deux ponts y ont été placés par les anciens propriétaires; qu'un abreuvoir a été établi, du même consentement, près le pont de ce nom; que Quenisset n'a acquis le moulin et la chaussée que dans l'état où les choses se trouvaient; qu'il doit, dès lors, respecter le droit acquis à la commune par la prescription et par le consentement des précédents propriétaires. »

POURVOI en cassation par le maire de Clamecy, pour violation des art. 538, C. civ., de l'art. 103 de la loi du 3 frim. an 7, et de l'art. 49 de la loi du 16 sept. 1807.

Les chaussées, a-t-on dit pour le demandeur, ne sont les accessoires des usines pour l'établissement desquelles elles ont été construites qu'autant qu'il est prouvé que le canal a été creusé pour la même usine, et qu'il a conservé sa direction et sa forme primitive (1). Or, Quenisset n'a jamais articulé des faits pareils; au contraire, les premiers juges, les juges des lieux, avaient déclaré que le canal était un ancien fossé de la ville, et qu'il avait fait partie des fortifications; d'où la conséquence que son établissement avait précédé de beaucoup l'édification de Quenisset, et qu'on ne pouvait pas le considérer comme un accessoire du moulin, puisqu'il lui était antérieur et avait été creusé pour une tout autre destination.

Au surplus, il résulte des art. 538, C. civ., 103 de la loi de frim. an 7, et 49 de celle du 16 sept. 1807, que les rues et les places publiques des villes sont, comme les routes et les rues à la charge de l'État, des dépendances du domaine public, et que le public les possède *propriétement*, et jamais à titre de *servitude*.

La jouissance exercée par le public sur un chemin public n'a pas seulement pour objet un simple droit incorporel de servitude; elle comporte tous les attributs d'une vraie possession civile, appliquée au fonds lui-même et tous les effets d'un vrai possesseur, parce que le propriétaire, en abandonnant ainsi volontairement son fonds, est censé consentir à l'expropriation qu'un aurait pu diriger contre lui et renoncer au bénéfice de l'indemnité qui lui est assurée par la loi. L'expropriation *forcée* aurait fait entrer le

fonds dans le domaine public, l'expropriation amiable consacrée par la prescription doit produire les mêmes effets. C'est ce qu'enseigne Proudhon (2), en se fondant sur les textes précités et sur une ordonnance royale du 27 juill. 1814, insérée au Bulletin des lois (3).

L'arrêt attaqué a donc violé la loi en n'accordant à la ville de Clamecy qu'un simple droit de servitude, lorsqu'il a reconnu d'autre part que les habitants ont usé du terrain litigieux comme d'une rue; il a violé en outre tous les principes en se fondant sur le simple usage pour reconnaître une servitude de passage; car la coutume du Nivernais, non plus que celle de Paris, n'admettait pas que la servitude de passage pût s'acquérir sans titre.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la Cour de Bourges a déclaré en fait qu'il existe le long du biez du moulin de Quenisset une chaussée élevée pour retenir les eaux dans le canal;

» Attendu que la Cour royale a, en outre, déclaré par cet arrêt que les titres de propriété de Quenisset, depuis le 4 juill. 1727 jusqu'au 19 déc. 1816, jour de l'adjudication du moulin à son profit, lui donnent la propriété des chaussées, francs bords et des arbres qui y sont plantés;

» Attendu que ces faits, dont l'appréciation était dans les attributions exclusives de la Cour royale, doivent être considérés comme vrais par la Cour de Cassation;

» Attendu, en droit, qu'en concluant du double fait de l'élévation de la chaussée pour retenir les eaux dans le canal du moulin, et des titres de propriété produits au procès, titres qui embrassent un intervalle de quatre-vingt-onze années, que le propriétaire du moulin était propriétaire de la chaussée, la Cour royale a fait une juste application des principes du droit de propriété, ainsi que de la présomption légale de la propriété des francs bords du canal d'un moulin;

» Attendu qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, de savoir si un particulier a pu acquérir par jouissance ou par titres privés des droits sur une rue publique préexistante et dont le caractère de rue publique soit vérifié ou reconnu et déclaré constant, mais au contraire de savoir si celui qui a fait élever une chaussée pour retenir les eaux du canal de son moulin, qui l'a constamment entretenue à ses frais, qui y a fait planter des arbres et qui a constamment joui de la chaussée ainsi que des arbres, peut avoir compromis et perdu sa propriété pour avoir souffert le passage des habitants sur la chaussée de son moulin, et qu'en jugeant que le droit de passage ainsi exercé sur la chaussée du moulin n'avait porté aucune atteinte à la propriété de cette chaussée, le propriétaire du moulin n'ayant pu perdre que ce qu'il avait volontairement concédé ou laissé prescrire, la Cour royale a fait une

(1) Proudhon, *Traité du domaine public*.

(2) *Traité du domaine public*, t. 1, p. 238.

(3) Ce raisonnement, admissible lorsque le propriétaire a *entièrement* abandonné le fonds, ne l'était pas dans l'espèce, puisque Quenisset et ses

autres avaient fait constamment des actes de propriété, soit en établissant des ponts sur la chaussée, soit en consentant à l'établissement de l'abreuvoir, soit enfin en plantant et élaguant les arbres.

juste application de principes sur l'effet et les conséquences d'une possession dont le caractère est reconnu;

« Attendu qu'il n'appartient pas à la ville de Clamecy de se plaindre de la disposition de l'arrêt qui l'a maintenue dans le droit de passer sur cette chaussée, en la présentant comme contraire à la coutume et au Code civil, qui ne permettent pas d'acquiescer une servitude discontinue sans titre, et que Quenisset lui-même ne serait pas recevable à s'affranchir de la charge de passage, puisque l'arrêt constate que c'est du consentement des propriétaires du moulin que les deux ponts nécessaires pour ce passage ont été construits sur le canal du moulin, et que c'est aussi de leur consentement qu'un abreuvoir a été établi près de l'un des ponts, — Rejette, etc. »

Du 20 avril 1836. — Ch. req.

RÉVISION. — FAIT UNIQUE. — DEUX CONDAMNÉS.

Il y a inconciliableté et, par conséquent, lieu à révision, lorsque deux arrêts distincts ont condamné deux individus pour un fait unique et indivisible, reconnu être l'œuvre d'un seul homme (1). (C. crim., 445.)

AARÉ.

« LA COUR, — Vu l'art. 433, C. crim.; — Vu l'acte d'accusation dressé contre Sahlon, Bouvier et Louis Legras dit Merlin, ainsi que la déclaration du jury, et l'arrêt de la Cour d'assises de la Côte-d'Or, rendu contre les susnommés le 20 fév. 1834; — Vu l'acte d'accusation dressé contre Claude Charles dit Merlin; — Attendu que l'arrêt de condamnation intervenu contre Louis Legras dit Merlin, le 20 fév. 1834, et celui rendu contre Claude Charles dit Merlin le 1^{er} mars 1836, l'ont été pour un fait unique et indivisible, qui est d'avoir participé, sous le nom de Merlin à un vol commis un jour donné, à un lieu et pour une somme déterminée, et avec des circonstances posées uniformément par les déclarations du jury respectives; — Attendu que les arrêts de renvoi et les actes d'accusation n'articulent parmi les auteurs du vol qu'un seul homme du nom de Merlin, avec les désignations caractéristiques qui constituent son individualité; d'où il suit que, d'après les faits posés par l'accusation, il y a impossibilité que l'un des deux condamnés, Louis Legras dit Merlin et Claude Charles dit Merlin, soit coupable du fait dont s'agit, sans que l'autre en soit innocent; — Attendu que, dès lors, les condamnations intervenues à la Cour d'assises du département de la Côte-d'Or, le 20 fév. 1834, contre Louis Legras dit Merlin, et le 1^{er} mars 1836, contre Claude Charles dit Merlin, sont inconciliables. — Casse, etc. »

Du 21 avril 1836. — Ch. crim.

PARTIE CIVILE. — ORDONNANCE D'EXÉCUTION. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Du 21 avril 1836. — (V. 22 avril. 1836.)

(1) *J. Cass.*, 22 mai 1819.

(1) Comme autres exemples, en matière de chose

PARTAGE. — HOMOLOGATION. — NULLITÉ. — SPÉCIALITÉ — RENVIOICATION. — CHOSE JUGÉE.

Quand, sur une demande générale en homologation de partage, formée par un héritier contre ses cohéritiers, ceux-ci n'ont opposé que des moyens de nullité, c'est-à-dire une défense générale comme la demande, la sentence qui en ordonne purement et simplement l'exécution ne donne pas, dès qu'elle est passée en force de chose jugée, pareille force à chacune des dispositions particulières et spéciales de ce partage. (C. civ., 1350 et 1351.)

En conséquence, un des héritiers peut encore, après que le jugement d'homologation pure et simple est passé en force de chose jugée, revendiquer à titre d'acquiescer un immeuble porté dans le lot d'un de ses copartageants, et soutenir que cet immeuble n'a été compris que fictivement dans le partage (2).

Les époux Thieffries laissèrent à leur décès pour héritiers de Rœux, de Beauvoir, et la dame Lespagnol, leurs trois enfants.

En 1791, les successions réunies des époux Thieffries étaient encore indivises entre les ayants droit, lorsque de Beauvoir émigra.

En l'an 6, un partage eut lieu entre la république d'une part, et de Rœux et dame Lespagnol d'autre part. Le lot de la république fut composé, entre autres objets, de soixante-quatre mencaudées, une boissellée de terre, situées dans la commune de Quiévrechain. Ces objets, mis en vente, furent achetés, moyennant 10,925 fr., par Tillemant et Douillet; puis, suivant contrat du 11 messid., an 7, furent rétrocédés au même prix à de Rœux, lequel en est depuis toujours resté détenteur.

Cependant, le 10 brum., an 8, de Rœux et la dame Lespagnol, stipulant tant pour eux-mêmes que pour leur frère émigré, procédèrent à un nouveau partage, dans lequel on comprit diverses valeurs dissimulées dans le premier. Dans le lot de Beauvoir on porta soixante-quatre mencaudées, une boissellée de terre sises à Quiévrechain. Le 3 messid., an 12, de Beauvoir, annuistié et rentré en France, ratifia ce partage. Il s'engagea, aux termes d'un acte sous signature privée, en date du 7 avril 1810, à ne jamais réclamer les terres de Quiévrechain, quel que fût le résultat de l'instance alors pendante entre lui et ses cohéritiers au sujet de l'homologation demandée par lui dudit partage. Quant à cette instance, il parut qu'elle n'était point sérieuse, et qu'elle n'avait été intentée que pour rendre inattaquables les arrangements du 10 brum., an 8, passés lorsque de Beauvoir était encore frappé de mort civile. Les 9 fév. et 20 déc. 1811, un jugement et un arrêt confirmatif ordonnèrent que le partage continuerait d'être exécuté selon sa forme et teneur, et condamner de Rœux et la dame Lespagnol à remettre à de Beauvoir les titres des propriétés composant son lot.

Les choses restèrent en cet état jusqu'en 1826.

Jugée, voy. *Cass.*, 25 août 1829, 31 juill. 1832, et Bourges, 5 mai 1830.

A cette époque, de Beauvoir revendiqua de Thieffries de Layens et de sa fille, légataires universels de Rœux, les soixante-quatre mencaudées de Quivréchain.

Le 19 mai 1831, jugement du tribunal de Valenciennes, qui, se fondant sur ce que l'exécution de l'acte de partage de l'an 8 avait été ordonnée par des décisions passées en force de chose jugée, débouta de Layens et sa fille de leurs prétentions sur les immeubles en question.

Un arrêt du 23 juin, 1831 de la Cour de Douai infirma ce jugement, par le motif que la reconnaissance de 1810 établissait clairement que les biens litigieux n'avaient été compris dans le lot de Beauvoir que d'une manière fictive, et non dans le but de lui en transférer la propriété.

POURVOI. — Un arrêt du 19 mars 1834 cassa pour défaut de motifs sur un des points essentiels des conclusions.

Le 9 avril 1832, arrêt de la Cour de Rouen : — « Attendu que l'unique objet du débat entre le comte de Beauvoir et les représentants du marquis de Rœux se réduit à faire déclarer à qui appartiennent les terres situées dans la commune de Quivréchain. Mais une question préalable se présente, celle de savoir si, dans le jugement du tribunal civil de la Seine du 9 fév. et l'arrêt confirmatif de la Cour de Paris du 20 déc. 1811, il y a autorité de chose jugée sur ce point en faveur du comte de Beauvoir ;

« Attendu qu'en se reportant à l'action du 7 fév. 1810, sur laquelle sont intervenus le jugement et l'arrêt dont il s'agit, on voit qu'elle tendait collectivement à faire ordonner l'exécution de l'acte de partage du 10 brum. an 8, et la remise au comte de Beauvoir des titres de propriété du lot qui lui était échu, que jusque-là la demande était vague et complexe; mais que, par le même exploit, de Beauvoir l'a spécialisée dans le but de se faire rendre compte par la dame Levesnais, sa sœur, du prix par elle touché des bois d'Hornaing, et par de Rœux des fruits qu'il avait perçus des terres de Neuville; que de ce qu'il aurait été décidé en termes généraux, par jugement irrévocable, qu'un acte de partage serait exécuté et que la remise des titres serait faite à chacun des copartageants, il ne s'ensuit pas qu'il y ait autorité de la chose jugée sur toutes les questions à naître de l'exécution dudit acte de partage, et dont il n'a pas été fait mention dans l'instance ;

« Attendu que, dans l'espèce, il y a évidemment autorité de chose jugée sur la remise des titres à chacun suivant son droit, et enfin sur la spécialité de la délivrance de de Beauvoir en ce qui concerne les terres de Neuville et les bois d'Hornaing; mais très-certainement il est impossible de voir dans le jugement et arrêt de 1811 qu'il ait été rien statué sur les terres de Quivréchain, qui avaient été acquises par de Rœux à titre singulier ;

« Attendu que ce n'est que sur l'action de de Beauvoir du 14 mai 1830, contre D'Inos, fermier des terres de Quivréchain, qui a appelé en garantie les légataires universels du marquis de Rœux, que le comte de Beauvoir a soulevé la question de propriété desdites terres; que, dans

son action du 17 fév. 1810 dans la procédure dont elle a été suivie, dans les conclusions par lui prises en première instance et sur l'appel, il n'en a pas dit un seul mot; que par conséquent le jugement du tribunal de la Seine et l'arrêt de la Cour de Paris, susdits, n'ont pu statuer et n'ont point en effet statué sur une question de propriété qui n'a pris naissance que dans l'action du 14 mai 1830 ;

« Attendu au fond que Thieffries-Layens, et sa fille, légataires universels du marquis de Rœux, décédé le 19 oct. 1821, jouissent, à son droit, des terres aînées à Quivréchain, non en conséquence de l'acte de partage du 10 brum. an 8, mais en vertu de l'acquisition que leur auteur en avait faite, par acte devant notaire du 11 messid. an 7, de Till-mont et Doullez, qui s'en étaient rendus adjudicataires le 17 germ. précédent à la vente publique des biens tombés par l'effet du partage administratif du 28 thermidor au lot de la république, représentant de Beauvoir, émigré; qu'ainsi le titre de propriété des appelants est un acte public authentique suivi d'une possession non contestée, et qui ne peut se détruire par des allégations ou des suppositions gratuites ;

« Attendu que le comte de Beauvoir oppose à ce titre l'acte de partage du 10 brum. an 8, et se fonde, pour revendiquer en vertu de cet acte les terres de Quivréchain, sur ce qu'elles ont été comprises dans le lot qui lui est échu ;

« Attendu que le comte de Beauvoir ne peut tirer de cette circonstance un argument favorable à la cause; il est très-vrai qu'elles ont été mises dans ce lot, mais elles ne l'ont été que comme les autres biens aliénés provenant du lot échu à l'État par le partage administratif de l'an 6, et il y avait nécessité d'en agir ainsi pour rétablir dans les lots de l'an 8 la balance entre les copartageants... ;

« Attendu, au surplus, que le comte de Beauvoir, à son retour en France, en 1810, n'a point revendiqué les terres de Quivréchain, quoiqu'il ait réclamé celles de Neuville et du bois d'Hornaing, qui lui ont été délaissées; que loin de là il a fait entrer la valeur des terres de Quivréchain dans des sommes qu'il a reçues du gouvernement en vertu de la loi d'indemnité; que, pendant la vie de de Rœux, il l'a laissé en pleine propriété et jouissance des terres dont il s'agit; qu'en conséquence ledit de Rœux en a fait les haux et en a vendu une partie sans réclamation; d'où l'on doit conclure qu'il jugeait lui-même (de Beauvoir) n'avoir aucun droit aux terres de Quivréchain, ou que, par des arrangements particuliers avec son frère, il y avait renoncé ou qu'il n'avait pas de fonds disponibles pour lui en rendre le prix; qu'en tout cas la restitution de ce prix n'est pas même offerte en ce jour, en sorte que si l'on accordait la demande de de Beauvoir, il aurait à la fois la chose sans exhibition du prix, et l'indemnité de la valeur de la chose qui lui serait restituée. — Déclare de Beauvoir mal fondé dans sa demande. »

Second pourvoi de la part de de Beauvoir, pour violation de la chose jugée (C. civ., 1350 et 1351).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, lors de l'arrêt du 20 déc. 1811, Thieffries-de-Beauvoir, demandeur en cassation, a présenté aux juges la demande générale en exécution du partage du 10 brum. an 7, et en remise des titres relatifs aux biens compris dans le lot qui lui avait été assigné par ce même partage; — Qu'à cette demande générale, son frère Thieffries-de-Rœux, et sa sœur, Thieffries-Lespagnol, ont aussi opposé une défense générale en nullité du même partage : en la forme, comme ne portant pas la mention d'avoir été fait triple; et, au fond, comme y ayant figuré Thieffries-de-Beauvoir, absent, émigré, mort civilement; — Qu'enfin les juges, en accueillant la demande de Thieffries-de-Beauvoir, ont aussi, par une disposition générale, prononcé en sa faveur l'exécution du partage de l'an 8, et la remise des titres qu'ils n'avaient ni discutés ni même vus; — D'où il suit que Thieffries-de-Beauvoir, par sa demande, n'a réclamé, et les juges, par leur arrêt du 20 déc. 1821, ne lui ont uniquement adjugé que ce que son frère et sa sœur, copartageants, pouvaient pas profiter du malheur de son émigration, avaient bien voulu lui accorder par le même partage de l'an 8; — Attendu que c'est, au contraire, par une demande spéciale, que, bien longtemps après, et le 14 mai 1830, Thieffries-de-Beauvoir, eu arrêtant, entre les mains du fermier, les arrérages des terres litigieuses de Quiévrechain, en a, pour la première fois, réclamé la propriété, comme ayant été littéralement compris dans le lot à lui attribué par le partage de l'an 8; — Que c'est aussi par une défense spéciale que Thieffries-de-Layens et sa fille, héritiers de Thieffries-de-Rœux, tout en reconnaissant la validité du partage, son exécution et la remise des titres, ont seulement, pour la première fois aussi, soutenu que ce n'était pas comme héritier du père commun, et ainsi, *pro herede*, mais bien comme acquéreur, et ainsi, *pro emptore*, que leur auteur, Thieffries-de-Rœux, possédait les terres en question de Quiévrechain; et que ce n'était pas par attributivité, mais par imputation et fictivement, qu'elles avaient été comprises dans le lot de Thieffries-de-Beauvoir par le partage de l'an 8; — Qu'enfin l'arrêt attaqué a décidé 1° que cette exception spéciale des héritiers Thieffries-de-Layens, en défense à la demande spéciale de Thieffries-de-Beauvoir, se rattachant à un titre et à des qualités particulières, dont il n'avait été ni pu être question lors de l'arrêt de 1811, ne pouvait aucunement être écartée par la fin de non-recevoir tirée de l'autorité de la chose jugée par le même arrêt, et statuant ensuite au fond, l'arrêt attaqué, d'après la vo-

lonté des copartageants, d'après le partage lui-même et d'après les titres, faits et circonstances qui l'ont précédé, accompagné et suivi, a décidé 2° que s'il est vrai que les terres litigieuses de Quiévrechain ont été comprises dans le lot de Thieffries-de-Beauvoir, elles n'y ont été mises que comme les autres biens aliénés, provenant du lot échu par le partage de l'an 6, et qu'il y avait nécessairement d'en user ainsi pour établir dans les lois de l'an 8 la balance entre les copartageants; que par conséquent ce rapport fictif, écrit par les copartageants au lot de Thieffries-de-Beauvoir, n'avait jamais dessaisi son frère Thieffries-de-Rœux de la propriété de ces terres lui appartenant comme à un tiers acquéreur, et ne préjudiciait en rien à la réalité de ce que les mêmes copartageants avaient voulu véritablement faire, d'après le principe : *In contractibus rei veritas potius quam scriptura perspicui debet*; et cet autre : *Plus valere quod agitur quam quod simulatur concipitur* (C. civ. 1156); — Attendu que de tout ce qui précède il suit qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué, loin de violer l'autorité de la chose jugée par l'arrêt du 20 déc. 1811, en a déterminé et ordonné la juste exécution, — Rejette, etc. »

Du 21 avril 1836. — Ch. req.

HUISSIERS. — COPIES. — AMENDE. — MINISTÈRE PUBLIC.

Les huissiers qui signifient des copies incorrectes et remplies d'abréviations sont passibles d'une amende.

Cette amende peut être prononcée par les tribunaux auxquels ces copies sont présentées, sur la réquisition du ministère public.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur les réquisitions du ministère public, tendantes à ce qu'il soit fait application à l'huissier Taranne, de l'art. 2, décret 20 août 1813; — Attendu que la copie de l'arrêt de la Cour de Paris, du 8 mars 1834, qui a été signifiée par l'huissier Th. Taranne à Pilautdebit, et produite par ce dernier à l'appui de son pourvoi, est incorrecte et remplie d'abréviations qui la rendent illisible, — Condamne Th. Taranne en 25 fr. d'amende, sans son recours contre l'avoué, etc. »

Du 21 avril 1836. — Ch. req.

TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — PRÉSIDENT DES ASSISES. — SIÈGE.

Le président de la Cour d'assises peut entendre, avant l'audience, des témoins entendus déjà par le juge d'instruction, aussi bien que des témoins nouveaux (1). (C. crim., 303.)

(1) On a généralement pensé que par ce nouvel arrêt la Cour de cassation s'était mise en contradiction avec celui du 12 mars 1836. C'est une erreur. Il est vrai que les termes de l'arrêt du 22 avril semblent prêter à cette interprétation, et peuvent, jusqu'à un certain point, faire croire à un ébatement de jurisprudence; mais ce changement, qui se serait manifesté d'une manière si subite, n'est guère pré-

sumable. D'ailleurs, en rapprochant les derniers considérants de l'arrêt des conclusions sur lesquelles il a été rendu et des faits de la cause, on reste convaincu que la Cour n'a rejeté le pourvoi que parce qu'elle a considéré comme témoins nouveaux ceux mêmes, qui, déjà entendus dans l'instruction, ne venaient néanmoins déposer que sur des faits nouveaux, ce qui est loin de contrarier les principes

La prohibition faite au juge d'instruction de siéger à la Cour d'assises n'est point applicable au président de la Cour d'assises qui a fait des actes d'instruction en vertu des art. 301, 303 et 304, C. crim. (C. crim., 257.)

Grenadon et Fourré avaient été reconnus devant la Cour d'assises d'Eure-et-Loir comme accusés d'incendie. Le président ayant eu, avant l'ouverture des débats, connaissance de quelques indices nouveaux de culpabilité, délégua un juge d'instruction pour en constater l'existence. Des témoins furent entendus, et de leur nombre se trouvèrent deux individus qui avaient déjà déposé dans l'instruction.

Arrêt qui condamne les accusés aux travaux forcés à perpétuité.

POURVOI en cassation.—En leur nom, on invoque les principes posés par l'art. 303, Code crim., et consacrés par l'arrêt du 12 mars.

Le procureur général Dupin a porté la parole dans cette affaire. — « Messieurs, a-t-il dit, l'art. 257, C. crim., porte que « les membres de la Cour royale qui auront voté sur la mise en accusation ne pourront, dans la même affaire, ni présider, ni assister le président, à peine de nullité. Il en sera de même à l'égard du juge d'instruction. »

Le motif de cette disposition est que le juge appelé à prononcer sur le sort de l'accusé doit monter sur le siège de la Cour d'assises libre de toute prévention. Il ne peut pas s'être associé à l'instruction qui a amené l'accusation; sinon il serait là à la fois accusateur et juge, ou, pour mieux dire, juge après avoir été accusateur. En conséquence, la Cour de cassation a toujours annulé les débats lorsqu'un des membres de la Cour d'assises avait pris part à l'instruction. Cette nécessité, impérieuse pour les juges des assises, doit l'être bien plus encore pour le président.

« Telle est l'objection; voici la réponse :

« Vainement on opposerait cet art. 257 : il est sans application ici. Il défend à ceux qui ont préparé ou prononcé la mise en accusation de prendre part au jugement. Le président des assises qui ordonne un supplément d'instruction, en vertu de l'art. 303, C. crim., ne se trouve ni dans l'un ni dans l'autre cas; il ne prépare ni ne prononce la mise en accusation. Cette mise en accusation est irrévocablement prononcée quand l'affaire arrive aux assises. Ainsi il n'y prend part en aucune façon; il ne devient pas juge d'instruction, mais il reste dans ses fonctions de président des assises.

« En effet, il faut distinguer dans la marche d'une affaire criminelle déférée à la Cour d'assises deux périodes :

« 1^{re} La période de l'instruction, qui se termine par l'arrêt de mise en accusation ;
« 2^{re} La période des débats, qui se termine par l'arrêt de la Cour d'assises.

« S'il n'y avait aucun intervalle de temps de l'une de ces périodes à l'autre, si l'on passait

immédiatement de l'arrêt qui termine l'instruction aux débats, il n'y aurait aucune difficulté semblable à celle de la cause. Mais un intervalle de temps plus ou moins long s'écoule toujours entre l'arrêt de mise en accusation et l'ouverture des débats. Dans cet intervalle, des révélations nouvelles, des preuves inattendues peuvent surgir, et il peut être indispensable de les recueillir immédiatement, sinon elles pourraient périr.

« Qui chargera-t-on de ce soin? Ceux qui ont été chargés de la procédure dans la première période, c'est-à-dire dans celle de l'instruction? Non : car cette période est complètement fermée, l'arrêt de mise en accusation est venu la clore irrévocablement, les magistrats en sont complètement dessaisis.

« Mais il n'en est pas de même du président de la Cour d'assises : son rôle, au contraire, va commencer. Chargé de l'interrogatoire préalable de l'accusé, de la désignation d'un défenseur d'office, s'il en a besoin, en un mot de tous les préliminaires qui doivent préparer les débats, c'est lui qui a dû être chargé aussi de cette instruction intermédiaire, rendue indispensable par les nouvelles révélations, instruction n'ayant plus le même but que la première, qui ne tend pas à préparer l'arrêt de mise en accusation, puisque cet arrêt est rendu et irrévocable, mais qui a pour objet de préparer et d'éclairer les débats.

« En effet l'art. 303 prévoit le cas où il y aurait de nouveaux témoins à entendre, et il veut que ces témoins soient entendus avant les débats. On en convient; mais voici ce qu'on objecte. L'art. 303, introduit par dérogation au principe général, et en vue seulement d'une nécessité forcée, ne peut être étendu que d'une manière restrictive, sans extension au delà des termes qu'il emploie; il en résulte par conséquent 1^{er} que le président des assises ne peut pas interroger lui-même ces nouveaux témoins; mais qu'il doit nécessairement les faire interroger par un juge d'instruction commis par lui; qu'il ne peut faire entendre ainsi, par un supplément exceptionnel d'instruction, que de nouveaux témoins, et jamais, dans aucun cas, des témoins qui ont déjà été entendus. La première conséquence n'est pas juste; il résulte, au contraire, des termes de l'art. 303 et de l'art. 304, que le président des assises peut lui-même entendre ces nouveaux témoins, et qu'il n'a recours à une délégation qu'au cas où ils ne sont pas sur les lieux. Du reste, ceci est étranger à la cause actuelle, dans laquelle il y a eu juge délégué; mais il n'importe pas moins de constater ce droit. La deuxième partie de l'objection n'est pas mieux fondée : car, suivant nous, l'expression de *nouveaux témoins* doit être entendue ici dans le sens de celle de *nouveaux témoignages*.

« En effet, un témoin peut être nouveau de deux manières, 1^{re} s'il apparaît pour la pre-

posés par l'arrêt du 12 mars. Tel est le système développé par M. le procureur général Dupin. — *Legraverend* (t. 2, chap. 2, n^o 255). Carnot (sur l'art. 303,

C. crim., n^o 1^{er}) pense, qu'il n'y a que les nouveaux témoins qui puissent être entendus pour le complément de l'instruction.

mière fois pour déposer sur des faits déjà connus pour lesquels on a négligé de l'appeler, ou s'il était absent ; 2° s'il surgit un fait nouveau pour lequel il sera nécessaire d'entendre des témoins qui, pour avoir déjà été interrogés sur d'autres faits, n'en sont pas moins des témoins nouveaux quant au fait nouveau : car ici, comme dans toutes les autres parties du droit, *verba cum effectu sunt accipienda*, et le mot *nouveau témoin* s'entend évidemment de nouveau témoignage.

» Mais, dit-on, le président des assises pourrait donc, à lui seul, remanier, refaire ainsi l'instruction écrite ! Je l'avoue, ce danger existerait en effet s'il était permis au président de la Cour d'assises d'entendre de nouveau, sans la nécessité de circonstances nouvelles, des révélations inattendues, les témoins qui ont déjà figuré dans l'instruction écrite et de refaire, pour ainsi dire, cette instruction. Mais il n'en est pas de même, et aucun de ces inconvénients n'existe si la nouvelle audition des témoins déjà entendus n'a lieu que par suite de nouvelles révélations, par suite de faits nouveaux qui ont surgi depuis l'arrêt de renvoi et dont il est nécessaire de recueillir les preuves avant les débats, afin de pouvoir les y présenter. Si cette nouvelle audition se borne exclusivement à tout ce qui concerne ces nouvelles révélations, ces faits nouveaux, de sorte que ce ne sont pas les témoignages déjà donnés que l'on fait recommencer, mais bien de nouveaux témoignages que l'on recueille sur les faits nouveaux ; bien que l'individu qui dépose soit le même, on peut en quelque sorte dire que, légalement, il y a un nouveau témoin, qui doit un nouveau serment, à la différence des témoins entendus en vertu du pouvoir discrétionnaire, qui ne sont entendus qu'à titre de simples renseignements.

» Aussi je ne propose point à la Cour de reconnaître par son arrêt un droit absolu au président de la Cour d'assises, un droit plus étendu que ne le comporteraient les circonstances de chaque affaire et ces incidents survenus dans l'intervalle entre l'arrêt de renvoi et les débats. — S'il apparaissait une espèce où, sans nécessité, sans indication suffisante, il eût, comme on le suppose dans l'objection, non pas complété, mais refait l'instruction, je ne prétends rien préjuger pour un tel cas ni enchaîner tout l'avenir par des assertions trop générales. — Et c'est ainsi que votre arrêt du 12 mars 1836 peut se soutenir dans une espèce où le président des assises avait fait entendre, par forme de supplément, vingt-huit témoins, dont plus de la moitié appartenaient à l'instruction civile. Le demandeur en cassation soutenait que le président avait en quelque sorte refait l'instruction première, et c'est probablement en vue de cette extension donnée au pouvoir du président que la Cour a jugé comme elle l'a fait. — Mais il n'en peut être ainsi si, comme dans l'espèce, l'ordonnance a pour but principal de faire entendre des témoins tout à fait nouveaux dans la cause, qui font une révélation nouvelle, et si les témoins de l'instruction primitive ne sont

entendus que comme accessoires pour être confrontés à ces nouveaux témoins, parce qu'ils sont indiqués comme ayant pris part aux faits nouvellement révélés. Alors leur audition est une conséquence forcée de celle des nouveaux témoins.

» C'est une juste exécution des art. 301 et 303, et je ne sais comment on pourra voir là un excès au pouvoir conféré par ces articles.

» Ou a voulu voir aussi dans cette audition de nouveaux témoins une atteinte à la défense, et je ne puis que louer la Cour du scrupule avec lequel elle a toujours annulé tout ce qui, dans la procédure criminelle, semblait porter une atteinte si légère qu'elle fût, à ce droit sacré ; mais il faut que l'atteinte existe : voyons donc si elle existe réellement.

» Je l'ai déjà dit, s'il se présentait une espèce avec des circonstances telles qu'il y eût évidemment abus de pouvoir par l'extension qu'on lui aurait donnée, et qu'il en fût résulté un dommage évident pour le droit de l'accusé, je suis loin de prétendre qu'il faille d'avance s'ôter le droit de casser en pareil cas. Mais discutant l'objection en principe, au plus près des art. 301 et 303, et dans la juste limite de leur application, il paraît évident que, loin de porter préjudice à la défense, l'instruction complémentaire doit lui offrir des facilités.

» Lequel en effet est le plus aisé de défendre un accusé sur des charges connues d'avance ou sur des charges improvisées, sur des faits et des témoins connus à l'avance par le défenseur et l'accusé, ou sur des faits qui ne se révéleraient qu'à l'aide de témoins qui ne seraient connus qu'aux débats ? Il n'y a pas un avocat qui ne préfère le bienfait d'une communication préalable au danger d'une surprise *ex abrupto*.

» Le législateur en a été tellement préoccupé qu'il a voulu qu'à l'avance 1° une copie des déclarations des témoins fût délivrée à l'accusé ; 2° qu'il pût prendre ou faire prendre copie de toutes les autres pièces du procès ; 3° que les noms des témoins lui fussent notifiés à l'avance, à peine de ne pouvoir être entendus comme tels s'il s'y opposait.

» Et pourquoi ? Afin que l'accusé ne soit pas surpris au jour des débats ; qu'il puisse jusque-là expliquer les faits à son avocat, récuser les témoins, combattre leurs témoignages, et qu'il ne se trouve pas, comme le chancelier Poyet, obligé de prendre son parti sur l'heure, et sous le coup même de charges qui auraient été tenues secrètes jusque-là.

» Aussi remarquez que la nécessité de ces communications, significations et modifications, ne vient dans l'ordre du Code criminel que dans les art. 303 et 315, après les art. 301, 302 et 304, qui prescrivent la continuation d'instruction entre l'accusation et les débats.

» L'intention du législateur à cet égard deviendra bien plus évidente si nous consultons l'historique de la législation.

» En 1791, après l'abolition de l'ordonnance criminelle de 1670, et lorsqu'un nouvel appareil d'instruction criminelle eut été substitué à l'ancien, avec la publicité et le jury, de nouveaux

magistrats, des directeurs du jury, des jurys d'accusations étaient appelés soit à instruire, soit à apprécier et à déterminer les résultats de l'instruction.

« On fut alors frappé d'une idée toute naturelle; c'est qu'il ne fallait pas arriver à l'audience pour y entendre des témoins non encore entendus, et dont la déposition fût une surprise pour l'accusateur public et pour l'accusé; car rien n'est plus à redouter qu'un fait nouveau au milieu d'un débat. L'effet peut en être électrique pour ou contre l'accusé; la vérification en est quelquefois difficile, et même impossible, et l'erreur, volontaire ou non, d'un témoin survenu à l'improviste et déposant de ce fait, est un grand péril pour la justice et pour l'accusé.

« C'est à ce danger que la loi du 29 sept. 1791 a voulu pourvoir par ses art. 11 et 12. La loi, en forme d'instruction pour la mise en action de cette procédure criminelle, révèle encore mieux l'intention du législateur. »

Après avoir donné lecture des dispositions de cette loi, qu'on retrouve dans l'art. 317, C. de brum. an 4, le procureur général continue en ces termes : — « On est arrivé ainsi au Code d'instruction criminelle de 1810, qui a repris cette même disposition dans les art. 303 et 304, mais en plaçant ces articles sous la disposition plus générale de l'art. 301, qui renferme le principe que l'instruction doit se continuer jusqu'aux débats exclusivement.

« En résumé, on voit donc qu'entre l'arrêt de renvoi à la Cour d'assises et le jour des débats, l'instruction doit être continuée. Cette continuation s'applique aux faits nouveaux, aux témoins nouveaux, aux circonstances nouvelles, aux révélations, aux aveux qui peuvent amener des expertises, des vérifications de lieux ou de pièces, des interrogatoires, des auditions de témoins, des confrontations de témoins entre eux ou avec l'accusé.

« La direction de cette instruction intermédiaire, complémentaire, appartient essentiellement au président de la Cour d'assises; elle ne peut appartenir à d'autres que sur sa délégation, quand l'instruction doit se faire au loin.

« Il n'y a donc pas excès de pouvoir quand le président entend lui-même les témoins qui sont sur les lieux.

« Au président appartient essentiellement de mettre l'affaire en état d'être soumise aux débats avec tous les éléments de conviction ou d'absolution : car son droit s'exerce à charge et à décharge, à condition que le tout sera ensuite, et avant les débats, communiqué à l'accusé et à son conseil.

« Remarquons enfin que cette instruction continuée, complétée, ne peut pas avoir pour résultat de changer ni altérer le texte de l'accusation, qui reste invariablement fixé par l'arrêt de renvoi. Elle ne peut avoir pour but que d'éclaircir l'accusation déjà portée, et qui reste telle qu'elle a été portée.

« Et c'est ce qui la distingue éminemment de l'instruction première, qui a pour but d'arriver à une accusation qui, elle-même, est déjà un arrêt porté contre l'accusé.

« Et voilà pourquoi les juges qui ont préparé cette accusation, et qui ont coopéré à ce premier arrêt, ne peuvent pas être juges du fond, car ils jugeraient deux fois l'accusé, tandis que le président de la Cour d'assises ne juge rien : il réunit, il complète les éléments des débats, qu'il devra diriger dans l'intérêt de l'accusé comme dans celui de la société.

« En jugeant le contraire, on enlèverait à la justice criminelle un moyen dont elle ne peut se passer quand le besoin s'en présente, de rechercher et de découvrir la vérité. Il n'y a pas de droit qui ne soit susceptible d'un examen sérieux, ou qui ne puisse dégénérer en excès de pouvoir; il n'y a pas de juge compétent dans un cas donné qui ne puisse excéder sa compétence s'il en méconnaît les limites. Dans tous les cas, retranchez l'abus, retranchez l'excès; mais il ne faut pas que le droit en souffre dans ce qu'il a de réel et de légitime. L'inconvénient possible ne doit pas faire qu'on méconnaisse la règle.

« Dans ces circonstances et par ces considérations, nous estimons qu'il y a lieu de rejeter le pourvoi. »

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen de cassation relevé d'office et pris de la violation des art. 257 et 303, C. crim., en ce que le président de la Cour d'assises aurait, avant l'audience, fait entendre, par voie de commission rogatoire, des témoins déjà entendus par le juge d'instruction; — Attendu que les art. 301, 303 et 304, même Code, autorisent le président de la Cour d'assises à continuer l'instruction après l'arrêt de renvoi; que leur disposition ne permet pas d'étendre au président la prohibition faite au juge d'instruction, par l'art. 257, de siéger à la Cour d'assises, ni de déclarer les débats nuls, par cela seul qu'après avoir fait des actes d'instruction, en vertu de ces articles, il ne se serait pas abstenu de présider; — Attendu que, si l'art. 303 parle de nouveaux témoins, il n'est pas conçu en termes prohibitifs à l'égard des témoins déjà entendus; — Que l'art. 301, qui le précède et le domine, en autorisant en termes généraux la continuation de l'instruction, l'autorise par toutes les voies de droit; — Qu'il peut importer à la manifestation de la vérité que tous les éléments de preuve pour et contre l'accusé soient, autant que possible, réunis et fixés avant l'ouverture des débats, puisque l'examen et les débats une fois commencés doivent être continués sans interruption jusqu'à la déclaration du jury; que ce résultat ne serait pas atteint si le président ne pouvait pas entendre de nouveaux témoins qui ont déjà déposé dans l'instruction antérieure à l'arrêt de renvoi, toutes les fois qu'il le juge nécessaire pour vérifier des circonstances sur lesquelles cette instruction est muette; — Que le pouvoir d'entendre de nouveaux témoins emporte nécessairement avec lui le pouvoir d'appeler aussi ceux qui ont déjà été entendus, soit pour obtenir d'eux l'indication des nouveaux témoins qu'il pourrait être utile d'entendre, soit pour contrôler les déclarations de ceux-ci; — Attendu, d'ailleurs, que cette forme de pro-

céder ne porte aucun préjudice à l'accusé, puisque, d'une part, il doit lui être donné communication et copie des pièces de cette instruction supplémentaire, comme des pièces de la première instruction, et que, d'autre part, si son droit de défense se trouvait gêné, parce que des circonstances nouvelles auraient été révélées à sa charge, à une époque trop rapprochée de l'ouverture des débats, il pourrait demander une prorogation de délai en vertu de l'art. 306, C. crim.; — Attendu que, d'après ce qui précède, le président de la Cour d'assises d'Eure-et-Loire n'a point excédé, dans l'espèce, les pouvoirs à lui attribués par les articles précités, — Rejette, etc. »

Du 22 avril 1836. — Ch. crim.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. — PARTIE CIVILE. — ORDONNANCE D'EXÉCUTION.

La partie lésée doit former sa demande en dommages-intérêts avant le prononcé de l'ordonnance d'acquiescement qui est le jugement de la cause et qui désaisit les juges, sous peine d'y être déclarée non recevable (1). (C. crim., 359.)

Toutefois, lorsque la personne lésée a pris dès l'ouverture des débats la qualité de partie civile, en se réservant de conclure plus tard à ses dommages-intérêts, elle est recevable, même après l'ordonnance d'acquiescement, à préciser les dommages-intérêts qu'elle réclame (2).

Dupuy ayant été renvoyé devant la Cour d'assises pour blessures faites à Benzecch, celui-ci se rendit partie civile dès l'ouverture des débats, en se réservant de conclure, plus tard, à tels dommages-intérêts qu'il aviserait.

Par suite de la déclaration favorable du jury, l'accusé fut immédiatement mis en liberté en vertu de l'ordonnance d'acquiescement rendue par le président.

Ce ne fut qu'après cette ordonnance et même après la sortie de l'accusé de l'auditoire, que Benzecch formula sa demande en dommages-intérêts, la Cour fit droit à ses conclusions et condamna Dupuy en 10,000 fr. de réparations civiles.

POURVOI en cassation de Dupuy, qui demande à s'inscrire en faux contre le procès-verbal de la Cour d'assises, lequel constate que la demande en dommages-intérêts avait été formée avant l'ordonnance d'acquiescement.

A l'audience, le procureur général Dupin a présenté les observations suivantes : « En principe, l'inscription de faux est admissible contre un procès-verbal de Cour d'assises qui aurait altéré des faits ; autrement, il n'y aurait pas de

droit qui ne pût être sacrifié à l'artifice avec lequel on aurait préparé et consommé cette falsification, puisque le droit procède du fait : *ex facto jus oritur*.

« Mais il faut que les faits soient pertinents, c'est-à-dire qu'ils soient de nature, étant changés, à entraîner un changement dans le droit ; c'est une règle applicable à toutes les preuves : *frustra probatur quod probatum non relevat*.

« Cette première question (celle de savoir si l'inscription de faux est recevable), dépend donc de la seconde, celle de savoir si la partie civile est encore à temps utile pour conclure à des dommages-intérêts après l'ordonnance d'acquiescement ?

« Dans l'espèce, Benzecch s'était rendu partie civile, se réservant de conclure plus tard en tels dommages-intérêts qu'il aviserait. Or, on articule contre lui que les conclusions par lesquelles il a réclaté ces dommages-intérêts, en les fixant à 25,000 fr., ont été prises, non pas comme l'affirme le procès-verbal, entre la déclaration négative du jury et l'ordonnance d'acquiescement ; mais seulement après l'ordonnance d'acquiescement prononcée par le président, et même après que l'accusé, mis en liberté, était déjà sorti de l'enceinte.

« Ces conclusions étaient-elles encore recevables ? Telle est la question qui a partagé la Cour et qu'il faut décider, non par les arrêts, car il y en a pour et contre, mais par le texte même de la loi : *non exemplis, sed legibus*.

« Le siège de la difficulté est dans l'art. 359, C. crim., dont le § 2 est ainsi conçu : « La partie civile est tenue de former sa demande en dommages-intérêts avant le jugement, plus tard, elle sera non recevable. »

« Quésignent ces mots *avant le jugement* ? Signifient-ils seulement avant l'arrêt de la Cour, dans les cas où c'est la Cour qui prononce ? ou doivent-ils s'entendre aussi avant l'ordonnance d'acquiescement prononcée par le président ?

« Je ne fais nul doute que les mots *avant le jugement* s'appliquent également à l'un et à l'autre.

« En effet, si la déclaration du jury est affirmative, il y a condamnation ; si elle est négative, le prévenu est acquitté de l'accusation. Au premier cas, il y a arrêt de la Cour ; au second cas, ordonnance du président. Mais, dans les deux cas, l'effet est le même, l'affaire est finie, le procès est jugé.

« Lorsque la loi exige que la demande soit formée avant le jugement, cela veut dire *pendente lite*, durant le procès, avant la chose jugée et non pas après.

(1-2) La Cour avait précédemment jugé, les 22 janv. 1836 et 21 oct. 1835, qu'une ordonnance d'acquiescement n'était pas un jugement ; elle déclare précisément le contraire, par ce nouvel arrêt. Il ne faut point tirer de là des conséquences bien graves, au moyen de la distinction qu'elle vient d'établir. Cette question reste même indifférente. La difficulté se réduit au seul point de savoir si la juridiction de la Cour d'assises est ou non épuisée. Or, quand la partie lésée est intervenue dans le débat, la Cour

d'assises saisie de sa demande expresse ou tacite en dommages-intérêts conserve le droit d'y statuer, même après l'ordonnance d'acquiescement, qui n'épuise pas sous ce rapport sa juridiction ; mais lorsqu'il n'y a point partie civile en cause, tout est fini après l'ordonnance d'acquiescement. La partie lésée ne peut plus intervenir dans une cause qui a cessé d'exister. Tel est le sens de l'arrêt ; et nous ne pouvons qu'adopter cette jurisprudence, qui nous paraît entièrement conforme aux règles du droit.

» Si, en cas de déclaration négative, l'acquiescement est prononcé par le président seul et non par la Cour, par ordonnance et non par arrêt, c'est que la déclaration négative du jury n'admet aucune discrétion, doute ou délibération quelconque. Cela est si vrai qu'en Angleterre c'est le verdict qui acquitte, et dès que le *not guilty* est prononcé, l'accusé quitte l'audience, sans qu'il soit besoin d'obtenir le congé du magistrat. En France la forme est, je crois, plus digne; elle implique un jugement sur la régularité de la déclaration du jury; mais ce n'est qu'une forme, une inamovible différence de prononcer; du reste, c'est inoujours une prononciation, une solution, c'est la fin du procès. Aussi, remarquez-le bien : si la loi n'a pas dit textuellement avant l'ordonnance, elle n'a pas dit non plus avant l'arrêt; elle a employé un terme général qui comprend l'un et l'autre; *avant jugement, jura dicendo*. Qu'est-ce, en effet, qu'un jugement? *Judicium, jura dicere*; le président prononce que l'accusé est acquitté de l'accusation; il déclare le droit, *jus dixit*, aussi bien que la Cour quand elle prononce un arrêt de condamnation.

» Pour satisfaire à l'art. 359, il ne suffit pas de s'être constitué partie civile. Cet article suppose évidemment qu'il existe une partie civile déjà constituée; mais il faut, aux termes de ce même article, qu'elle forme une demande. Or, qu'est-ce que former une demande? C'est conclure. Les conclusions seules interpellent le défendeur, font l'instance, saisissent le juge avant qu'il ne soit dessaisi par le jugement.

» Cette nécessité imposée à la partie civile de conclure avant l'acquiescement se démontre encore par l'assimilation que la loi établit ici à l'égard de l'accusé. Il en est de même à l'égard de l'accusé, dit le § 3 de l'art. 359; il ne lui est pas permis de conclure après l'acquiescement. Et si le § 4 établit une exception pour le cas où l'accusé n'a connu son dénonciateur que depuis le jugement, cette exception même confirme la règle que, hors ce cas exceptionnel, il doit, comme la partie civile elle-même, conclure avant le jugement.

» Dans l'espèce, Dupuy, acquitté, mis en liberté, déjà sorti de l'audience, n'aurait pu y rentrer pour conclure, par réflexion, à des dommages-intérêts contre la partie civile. On lui eût dit : « Vous venez trop tard, vous venez » après le jugement; il fallait venir avant l'ordonnance d'acquiescement. » Réciproquement, il faut reconnaître, puisque la lettre de la loi est la même pour les deux parties, que la partie civile ne peut revenir contre l'accusé après son acquiescement; car, après l'acquiescement, il n'y a pas d'autre jugement.

» L'art. 3, C. crim., dit que l'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique. C'est donc une action à intenter, une action simultanée, non subséquente après l'événement.

» La structure de la loi est remarquable. Le § 2, art. 358, dont le § 1^{er} mentionne l'ordonnance d'acquiescement, et l'art. 366, relatif au cas où c'est la Cour qui prononce, feraient dou-

ble emploi sur la question des dommages-intérêts, si leur disposition gémée n'avait pour but de montrer que le législateur a voulu qu'il en fût, dans le cas d'acquiescement par ordonnance, de même que dans le cas de prononciation par arrêt.

» Le rapprochement des art. 363 et 364 présente encore un argument d'analogie. On y voit clairement que, si la demande en dommages-intérêts peut encore être formée après la déclaration du jury, elle doit du moins l'être avant l'arrêt qui suivra. Et comme cet arrêt, même en cas de déclaration affirmative, peut encore n'être qu'un arrêt d'absolution dans le cas de l'article 364, c'est à-dire si le fait dont l'accusé est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale, je demande pourquoi il n'en serait pas de même dans le cas où il y a ordonnance d'acquiescement? Quelle serait en effet la raison de différence, si ce n'est que l'acquiescement par ordonnance, après une déclaration de non-culpabilité, est plus favorable encore que celle qui a lieu dans l'espèce de l'art. 364?

» Ce point une fois démontré en principe, il ne s'agit plus que d'examiner ce que c'est que former une demande en dommages-intérêts dans le sens de l'art. 359. Est-ce former une demande que se réserver d'en former une? Évidemment non, du moins à notre avis. L'intention n'est pas ici réputée pour le fait. La loi exige une demande formée et non une demande projetée. Et elle a raison de l'exiger ainsi. Car chacun, dès l'origine, doit savoir ce qu'il veut. La partie civile, si elle a la certitude du tort qu'elle a éprouvé; l'accusé, s'il a la conscience de sa non-culpabilité, n'ont pas besoin d'attendre le jugement pour conclure à des dommages-intérêts. Le droit de la partie civile procède du délit qu'elle sentent avoir été commis à son préjudice, le droit de l'accusé a sa source dans l'accusation calomnieuse portée contre lui. Chacun peut conclure contre son adversaire à la première vue, ou tout du moins aussitôt après la déclaration du jury, mais avant l'ordonnance d'acquiescement ou avant l'arrêt.

» Autrement la demande qui survient ne trouve plus de tribunal pour la juger. En effet, il ne faut pas perdre de vue que la Cour d'assises n'est qu'une juridiction exceptionnelle au civil. Tout, par conséquent, repousse l'extension, la prorogation qu'on voudrait donner à cette juridiction. C'est seulement pendant qu'elle est Cour d'assises, saisie du procès criminel, et tant que ce procès n'est pas terminé, qu'elle peut en connaître civilement, accessoirement, simultanément aux termes de l'art. 3. Donc il faut des conclusions antérieures pour la saisir pendant qu'elle a juridiction sur l'accusé et qu'il est encore sous la main de la justice. Or, il n'y est plus après l'ordonnance d'acquiescement!

» Ah! messieurs, quoique cette ordonnance soit prononcée par le président seul, garillons-nous de croire que son autorité soit inférieure à celle d'un arrêt!

» Quelle est puissante la voix du magistrat qui prononce qu'un accusé est acquitté de l'accusation! La voix qui aboutit à-t-elle donc moins

de retenissement que celle qui condamnée? Ici c'est le président seul qui prononce et non la Cour; mais aussi bien que la Cour, il prononce au nom de la loi. Et ce qu'il prononce est irrévocable, car aucun recours n'est admis contre la déclaration d'acquiescement, tandis que le pourvoi en cassation est permis contre les arrêts de condamnation!

« En résumé, il faut une demande formée, formée avant le jugement (ordonnance ou arrêt); la loi est précise sur ce point. En fait, on ne trouve avant le jugement que des réserves de conclure; les conclusions elles-mêmes, si le fait se trouve prouvé, n'ont été prises qu'après le jugement: c'est donc le cas d'admettre les conclusions du demandeur et de casser l'arrêt attaqué. »

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'aux termes du § 2, art. 359, C. crim., la partie civile ne peut former sa demande en dommages-intérêts qu'avant le jugement, et que, plus tard, elle y est non recevable; — Attendu que, dans le cas où la déclaration du jury est négative sur la culpabilité de l'accusé, l'ordonnance d'acquiescement est le jugement de la cause; que, dès lors, c'est avant que cette ordonnance soit rendue que la partie civile doit former sa demande, à peine de n'y plus être recevable; qu'en effet, ce n'est qu'autant que la demande en dommages-intérêts, qui n'est qu'une question purement civile, demeure un accessoire de la question criminelle, que la Cour d'assises peut être compétente pour en connaître; que, par conséquent, il faut de toute nécessité que la demande soit formée avant que cette Cour ait dessaisi du principal par l'ordonnance d'acquiescement; — Mais attendu, en fait, que, Bruech a, dans l'espèce, dès l'ouverture des débats, pris des conclusions formelles, tendantes à supplier la Cour de lui donner acte de sa déclaration qu'il se portait partie civile pour conclure, plus tard, en tels dommages-intérêts qu'il aviserait; que, dès lors, sa demande en dommages-intérêts était légalement formée, et que la Cour d'assises en était régulièrement saisie, et, conséquemment, qu'il a été recevable à préciser la quantité des dommages-intérêts par lui prétendus, même après l'ordonnance d'acquiescement, parce que ces dernières conclusions se rattachaient nécessairement aux conclusions originaires, introductives de l'action civile, — Dit qu'il n'y a lieu d'accueillir la demande en inscription de faux, etc. »

Du 22 avril 1836. — Ch. crim.

VOITURES SUSPENDUES. — MAÎTRE DE POSTE. — INDENNITÉ.

Les voitures dont les sièges sont soutenus par des courroies et reçoivent ainsi un balancement doivent être réputées voitures suspendues, et sont assujetties, comme telles, au droit de 25 cent. envers les maîtres de poste dont elles n'emploient point les chevaux, encore bien que la caisse de la voiture soit adhérente au train (L. 15 vent, an 13, art. 4.)

Par un arrêt du 20 mars 1835, la chambre criminelle avait renvoyé cette affaire devant la Cour d'Orléans.

Cette dernière Cour ayant adopté le système de la Cour de Bourges, un nouveau pourvoi a été formé.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu la loi du 15 vent. an 13, art. 1^{er}; 6, décret 6 juill. 1806, et 1^{er} et 2, ordonnance royale 11 sept. 1822; — Attendu que des sièges soutenus par des courroies sont véritablement suspendus, et reçoivent un balancement qui doit faire ranger les voitures qui les contiennent dans la classe de celles qui doivent le droit aux maîtres de poste, ainsi même que la caisse de la voiture est adhérente au train, et n'est point suspendue; — Attendu qu'en jugeant que des voitures qu'il a reconnues être de cette nature n'étaient pas soumises aux droits fixés par les lois et ordonnances ci-dessus citées, l'arrêt attaqué a formellement violé les dispositions de ces lois et ordonnances, — Casse, etc. »

Du 23 avril 1836. — Ch. réun.

SOCIÉTÉ. — INVENTAIRE. — DISPENSE. — LIVRES. — PRÉLEVEMENT. — EMPLOI. — MOBILIER.

Lorsqu'il a été jugé entre un associé et des gérants qu'en vertu d'une transaction passée entre eux, ces derniers avaient été dispensés de recommencer des inventaires, à partir de l'origine de la société, il n'en résulte pas pour ces derniers la dispense de tenir des livres réguliers, surtout si l'associé s'est réservé par la transaction le droit de procéder à l'examen des comptes annuels qui lui seraient présentés par les gérants (1).

Lorsqu'un acte de société a prescrit le prélevement d'une somme, pour servir de gage, avec le mobilier de la société, à tous les bailleurs de fonds, sans déterminer l'emploi de cette somme, les gérants ont pu, sans sortir des attributions de leur administration intérieure, affecter cette somme au payement du mobilier acheté dans l'intérêt de la société.

Lorsqu'un associé a stipulé qu'il resterait étranger à tous appels de fonds pour le payement du mobilier, les gérants n'en sont pas moins en droit d'user de la signature sociale pour faire face aux engagements de cette nature, sauf le recours de l'associé contre eux en cas de poursuite.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation des art. 8, 9 et 10, C. comm., et de l'autorité de la chose jugée, — Attendu que l'arrêt attaqué n'a point affranchi les gérants de la compagnie des lits militaires de l'obligation imposée à tous les commerçants, par les art. 8, 9, et 10, C. comm., mais a seulement déclaré que, par une transaction du 9 décembre 1829, ces gérants avaient été dispensés de recommencer des inventaires à partir de l'origine de la société, et que, quant aux comptes,

(1) Sic Pardessus, *Droit comm.*, n° 1018.

cet acte réservait au demandeur le droit de procéder à l'examen des comptes annuels qui lui seraient présentés; — Attendu, en outre, que l'arrêt attaqué n'a pas, en ce point, violé l'autorité de la chose jugée, mais a interprété la transaction intervenue entre le demandeur et ses adversaires; — Sur la violation de l'art. 2052, C. civ., — Attendu que la Cour royale, en déclarant, quant à l'emploi d'une réserve stipulée par la transaction, que cet emploi était un acte d'administration intérieure qui rentrerait dans les attributions des gérants, et quant au grief relatif à l'émission des traites destinées au paiement du mobilier de l'entreprise, que l'art. 4 de cette même transaction ne pouvait avoir pour objet de paralyser les opérations des gérants, la Cour royale n'a fait encore qu'une interprétation et une application de cet acte, — Rejette, etc. »

Du 26 avril 1856. — Ch. req.

PARTAGE. — ACTE ÉCRIT. — PREUVE. — COMPTE DE TUTELLE. — TRAITÉ. — EXÉCUTION. — RATIFICATION.

Un tribunal a pu, en l'absence d'un acte de partage (1), déclarer que le partage a eu lieu s'il existe à cet égard un commencement de preuve par écrit, et surtout si la demande en partage paraît entachée de dol et de fraude (2). (C. civ., 816.)

La nullité du traité passé entre un tuteur et son pupille, devenu majeur avant reddition du compte de tutelle et remise des pièces justificatives, est couverte par l'exécution volontaire que le mineur a donné à l'acte, notamment en employant l'argent qui lui était accordé par ce traité au paiement d'un immeuble par lui acquis du tuteur lui-même (3). (C. civ., 472 et 1358.)

La prescription de dix ans contre la nullité d'un traité passé entre un mineur et son tuteur, avant la reddition du compte de tutelle, n'est pas interrompue par un partage opéré avant l'expiration des dix années, si ce partage a été annulé comme frauduleux. (C. civ., 1304.)

En 1801 et en 1805, décès des époux Falèze, laissant plusieurs enfants. — L'aîné fut investi de la tutelle de ses frères; il prit en conséquence possession de tous les biens de la succession.

En 1855, une action en partage est intentée contre lui par Jean-Baptiste et Léonard Falèze, ses puînés.

Falèze aîné déclare s'en rapporter à justice sur cette demande; mais Chatard, avocat de l'une partie de ses biens, la repousse, en soutenant que le partage demandé a été opéré antérieurement entre toutes les parties, et pour établir l'existence du partage, dont aucun écrit

n'était rapporté, il argumente de différents actes émanés de ses adversaires, comme formant un commencement de preuve par écrit qui rendait les présomptions admissibles, présomptions qui, dit-il, ne laissent aucun doute sur la réalité du partage.

Les demandeurs prétendent d'abord que les actes qui leur sont opposés n'ont pas le caractère d'un commencement de preuve par écrit, et ensuite que le partage, eût-il eu lieu, serait nul, comme n'ayant pas été précédé du compte de tutelle que leur frère leur devait.

Le 12 août 1854, jugement du tribunal de Brives, et le 8 mai 1855, arrêt de la Cour de Limoges, qui rejettent la demande en partage: — « Attendu que, des actes de familles intervenus depuis le décès des auteurs communs, il résulte de graves présomptions que les appelants ont fait cession à Falèze aîné de leurs droits héréditaires, moyennant une somme d'argent;

« Qu'en effet (suit le détail de ces actes); qu'à la vue de tous ces actes, il est impossible de ne pas croire que les puînés Falèze ont traité avec Falèze aîné de leurs droits héréditaires à prix d'argent, et qu'ils n'intendent aujourd'hui une action en partage que par suite d'un concert frauduleux pratiqué avec celui-ci pour frustrer ses créanciers;

« Que ce serait en vain que l'on prétendrait que ce traité serait nul, pour n'avoir pas été précédé d'un compte de tutelle de la part de Falèze aîné vis-à-vis de ses frères cadets dont il était le tuteur, puisque, entre ce traité et la demande en partage, il s'était écoulé plus de dix ans, et que, dans la supposition que ce laps de temps n'eût pas couru à l'égard de Falèze plus jeune, celui-ci n'en serait pas moins non recevable à l'attaquer, puisqu'il l'a exécuté en consentant qu'une partie de l'argent qui lui avait été accordé par ce traité fût appliqué au paiement du prix du domaine de la Graulière qui lui fut vendu par Falèze aîné... »

POURVOI par les héritiers Falèze, pour violation et fausse application des art. 1341, 1347 et 1355, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué s'est fondé, pour déclarer qu'il y avait eu, dans l'espèce, partage ou acte équivalent à partage, sur de prétendus commencements de preuve par écrit, et sur des présomptions; violation de l'article 472, C. civ., et fausse application de l'article 1358, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a validé un traité passé entre un tuteur et des mineurs devenus majeurs, avant toute reddition du compte de tutelle.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation ou fausse application des art. 1341, 1347 et 1355, C. civ.; —

pourrait-elle souffrir difficulté. — Mais il faut remarquer que l'arrêt est en outre fondé sur la fraude et la simulation, déclarées constantes par les juges du fond; et cela suffirait pour justifier la décision.

(2) *F. Bourges*, 19 avril 1839, et les notes.

(3) *F. contra*, Lyon, 31 déc. 1853; Grenoble, 15 déc. 1857, et le recour. — *Id.* aussi Rennes, 24 déc. 1824.

(1) Si l'on admettait ce principe consacré formellement par un arrêt de la Cour de Bastia du 29 novembre 1850, et implicitement par un arrêt de la Cour de Colmar du 24 janv. 1852, savoir: que tout partage, pour être valable et définitif, doit être fait par écrit, principe que la Cour de cassation elle-même semble avoir adopté par son arrêt du 6 juillet 1856, peut-être la décision que nous recueillons

Attendu qu'il y a exception à la règle établie par l'art. 1541, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit; qu'en ce cas, les présomptions sont admissibles. — Que c'est aux Cours royales qu'il appartient d'apprécier le commencement de preuve par écrit, d'après les actes écrits qui rendent vraisemblable le fait allégué; que, dans l'espèce, l'arrêt a puisé tous les éléments de preuve dans des actes écrits, émanés de ceux auxquels ils étaient opposés, et notamment de leurs contrats de mariage; — Que, d'ailleurs, l'exception opposée à la demande en partage était fondée sur des moyens de simulation et de fraude, qui auraient également suffi pour rendre la preuve présomptive admissible; — Sur le moyen, pris de l'art. 472, C. civ., et de la fausse application de l'art. 1558, C. civ., — Attendu qu'indépendamment de la ratification résultant de l'exécution volontaire, l'arrêt attaqué a opposé le moyen de la prescription à la demande en nullité du traité intervenu entre les frères pulnés Falèze et leur frère aîné; — Qu'il a reconnu que, depuis la date des traités respectifs, il s'était écoulé plus de dix années; — Qu'à la vérité, il y a eu à examiner, à l'égard de Léonard Falèze jeune, si le partage opéré en 1828, avant l'expiration des dix années à partir de son contrat de mariage, a pu empêcher le cours de la prescription, mais que ce partage, annulé comme frauduleux, ne peut être d'aucune considération dans l'instance. — Rejette, etc. »

Du 27 avril 1836. — Ch. rej.

ÉVASION DE DÉTENU. — BIS. — CHAMBRE OU SÉCRÉTÉ. — PROCÈS-VERBAUX. — PREUVE.

L'individu arrêté en flagrant délit dans une commune où il n'y a pas de maison d'arrêt, étant, jusqu'à ce qu'il puisse être conduit devant le juge d'instruction, légalement détenu dans la chambre de sûreté d'une caserne de gendarmerie, son évasion, par bris ou violence, le rend passible des peines portées par l'art. 245, C. pén. (1). (L. 26 germ. an 6, art. 85.)

Les procès-verbaux des juges de paix et des gendarmes, constatant, l'un que le prévenu avait été conduit devant le juge de paix, l'autre que ce juge a ordonné son arrestation, font foi jusqu'à preuve contraire. (C. crim., 154 et 189.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 245, C. pén.; — Vu l'art. 85, L. 26 germ. an 6, et les art. 154 et 189, C. crim.; — Attendu que, d'après ledit art. 85, dans les lieux de résidence de brigade de gendarmerie où il ne se trouve ni maison de justice ou d'arrêt, ni prison, il doit y avoir dans la caserne une chambre sûre particulièrement destinée pour déposer les prisonniers qui doivent être conduits de brigade en brigade; — Que cet

article n'a point été abrogé par l'art. 603, Code crim., qui ne s'occupe que des prisons pour peine, des maisons d'arrêt et des maisons de justice; — Que ce Code ne contenant aucune disposition sur les lieux où doivent être déposés les individus sous la main de justice, jusqu'à ce qu'ils aient pu être régulièrement écroués dans une des trinis sortes de prisons mentionnées en l'article 603, se réfère nécessairement sur ce point aux lois antérieures; — Que l'individu arrêté en flagrant délit dans une commune où il n'y a pas de maison d'arrêt est, jusqu'à ce qu'il puisse être conduit devant le juge d'instruction, légalement détenu, s'il est déposé dans la chambre de sûreté d'une caserne de gendarmerie, et que s'il s'évade de ce lieu par bris ou violence, il encourt les peines fixées par l'art. 245, C. pén.; — Que cependant le tribunal de Florac et celui de Mende ont décidé que la chambre de sûreté de laquelle Solassol s'est évadé par bris n'était point une prison dans le sens de ce dernier article, ce qui constitue une violation de l'art. 85, L. 26 germ. an 6; — Attendu que le procès-verbal dressé le 6 nov. dernier, par la gendarmerie, à la résidence du Nassegro, constate que les gendarmes, après avoir arrêté Solassol, l'ont immédiatement conduit devant le juge de paix du canton; — Que ce juge de paix, dans un procès-verbal du lendemain, dressé pour constater le bris de prison, atteste qu'il avait ordonné la veille l'arrestation de Solassol pour être conduit devant le procureur du roi de Florac; — Que de ces énonciations résulte la légalité de l'état de détention provisoire dans lequel se trouvait Solassol au moment de son évasion; — Que ces procès-verbaux faisaient foi jusqu'à preuve contraire; que néanmoins le tribunal de Florac et ensuite celui de Mende ont, sans mentionner aucune circonstance, d'où cette preuve contraire pût résulter, déclaré que Solassol n'avait pas été conduit immédiatement devant l'officier civil, et qu'ainsi il n'était pas détenu légalement, ce qui constitue de leur part une violation des art. 154, et 189, C. crim., en outre de l'art. 245, C. pén., — Casse, etc. »

Du 28 avril 1836. — Ch. crim.

JURY. — RÉPONSE. — DOUBTE. — INTERPRÉTATION. — AGE. — DISCERNEMENT. — INDIVIDUALITÉ.

Lorsqu'à la question ainsi posée : A l'époque du crime, l'accusé était-il âgé de moins de seize ans, et, dans ce cas, a-t-il agi avec discernement? le jury a simplement répondu : Non, à la majorité, il y a incertitude sur le point de savoir si cette réponse s'applique exclusivement à la première ou à la seconde partie de la seconde question, et il appartient au jury, et non à la Cour d'assises, d'en expliquer le sens (2).

(1) Chauveau, (Th. du Code pén., t. 2, p. 262), approuve cette décision, qui est fondée sur ce que la chambre de sûreté est formellement autorisée par l'art. 85, L. 26 germ. an 6.

(2) Les questions complexes engendrent si fréquemment l'incertitude que la prudence devrait les

faire bannir dans les cas même où la loi les autorise. Il y avait réellement incertitude dans l'espèce actuelle, et, évidemment, il n'appartenait qu'au jury de fixer le sens de sa déclaration. — F., au surplus, la loi du 13 mai 1836.

L'annulation de la déclaration du jury sur l'âge et le discernement de l'accusé doit, par suite de son indivisibilité, s'étendre aux réponses sur la culpabilité.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 340, 345 et 346, C. crim.; — Attendu qu'en suite de la question relative à la culpabilité du crime de meurtre répondue affirmativement par le jury, se présentait à résoudre une seconde question résultant des débats, ainsi rédigée : « A l'époque du crime, l'accusé était-il âgé de moins de seize ans, et, dans ce cas, a-t-il agi avec discernement? » — Que le jury y a répondu négativement à la majorité; que le défenseur de l'accusé a conclu, de cette réponse négative, que le jury avait résolu en sa faveur la question de discernement; — Attendu qu'un doute sérieux pouvait s'élever de savoir si, au contraire, la réponse négative ne s'appliquait pas exclusivement à la première partie de la question; que le jury devait être appelé à résoudre ce doute, et s'expliquer complètement et catégoriquement sur la question posée, conformément à la loi, de manière à exclure toute alternative qui laissât la culpabilité incertaine; — Que la Cour d'assises a pourpées attributions du jury en s'en réservant la solution, puisqu'il s'agissait d'une question de fait et non de droit, et qu'elle n'avait pas d'élement légal de solution, quant à l'âge, dans les termes de l'article 310; que, dès lors, la réponse à la deuxième question ne présentait pas de base légale, soit à un acquittement, soit à une condamnation; — Casse et annule la réponse dont il s'agit, et par suite de son indivisibilité, la réponse du même jury sur la première et sur la troisième questions; — Casse, par suite, l'arrêt de condamnation contre J.-Bapt. Mari, dit Imbatista, etc. » Du 28 avril 1836. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — PRÉSIDENT. — POUVOIR DISCRETIONNAIRE. — ACCUSÉ. — LANGAGE. — RÉCLAMATION.

Le président de la Cour d'assises peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ordonner la lecture des dépositions écrites de témoins que le ministère public n'a point fait assigner, et qui sont trop éloignés pour être entendus oralement (1). (C. crim., 268, 269 et 341, § 3.)

Lorsque l'accusé prétend ne pas entendre la langue française, et que cette circonstance ne s'est révélée que par ses réclamations au moment de l'audition d'un témoin, il y a présomption qu'il a suffisamment compris l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation dont la lecture a précédé le débat oral dans le cours duquel on n'avait encore entendu aucun témoin s'exprimant en français. (C. crim., 332.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que, dans le but de

parvenir à la manifestation de la vérité, la loi a investi le président de la Cour d'assises d'un pouvoir discrétionnaire auquel elle n'a assigné d'autres limites que celles que lui tracent son honneur et sa conscience; — Attendu que la suite des débats a pu faire sentir au président qu'il y avait nécessité, dans l'intérêt de la vérité, de faire lire, dans le procès criminel suivi contre Balzoni, les déclarations de cinq témoins entendus devant le juge d'instruction, que le ministère public n'avait pu ou n'avait pas cru devoir faire assigner, et qui, vu leur éloignement, ne pouvaient plus être entendus oralement; — Attendu qu'en agissant ainsi, le président s'est conformé aux dispositions des art. 268 et 269, C. crim., et n'a en aucune sorte violé celle de l'art. 341, § 3, même Code, qui défend de remettre aux jurés les dépositions écrites des témoins; — Attendu que ce n'est qu'au moment de la déposition du témoin Henri, qui a déclaré ne pouvoir pas s'exprimer en italien, et sur la réclamation de l'accusé, qui a déclaré à son tour ne pas entendre la langue française, qu'un interprète a été nommé à Balzoni; — Que, la nécessité de l'interprète ne s'étant révélée qu'au moment de l'audition de ce témoin, il y a, dès lors, présomption que le demandeur a suffisamment compris l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation dont la lecture a précédé le débat oral, qui d'ailleurs lui avaient été notifiés et dont copie lui avait été laissée; qu'il a été procédé avec le secours d'un interprète légalement assermenté, tant pour l'audition de ce seizième témoin que pour les autres parties du débat où sa nomination a pu être utile à la défense de l'accusé, — Rejette, etc. »

Du 28 avril 1836. — Ch. crim.

COMPÉTENCE CRIMINELLE. — AGE. — DISCERNEMENT. — PRÉVENU. — PRÉVU.

C'est au prévenu qui invoque le bénéfice de son âge comme une exception en sa faveur à prouver cette exception.

Le prévenu d'un crime, qui prétend qu'au moment de sa perpétration il n'avait pas encore seize ans, mais qui ne justifie pas son exception, doit être renvoyé devant la Cour d'assises (2).

Antoine Bonnin, domestique, fut inculpé de vol au préjudice de son maître. Par une ordonnance rendue en chambre du conseil, le tribunal de Châteauroux le renvoya en police correctionnelle sur le motif qu'il était, d'après sa déclaration, âgé de moins de seize ans au moment de la perpétration de ce vol. — Mais à l'audience, le tribunal se déclara incompétent sur le motif que, malgré toutes les recherches, il avait été impossible de découvrir l'acte de naissance du prévenu; que, dans cet état, il n'appartenait qu'à la Cour d'assises, son juge naturel, de pro-

(1) La jurisprudence est fixée sur la question par une foule d'arrêts. — F. Cass., 22 mars 1821, et la note, et 19 janv. 1837. — Au surplus, le président ne doit user de son pouvoir discrétionnaire, qu'avec une grande discrétion. La Cour d'assises revoirait

infailliblement la cause à une autre session, si l'importance ou le nombre des témoins absents nécessitait ce recours.

(2) Dans le doute, on doit pencher pour la juridiction qui a les pouvoirs les plus étendus.

noneer sur son âge et sur son discernement, etc.

Appel. — Ce jugement fut confirmé par arrêt de la Cour de Bourges du 25 mars 1836.

L'ordonnance de la chambre du conseil et l'arrêt de la Cour de Bourges établissaient un conflit négatif qui interrompait le cours de la justice. Un pourvoi en règlement de juges a été formé par le procureur général.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que c'est au prévenu qui invoque le bénéfice de son âge comme une exception en sa faveur à prouver cette exception; qu'il résulte, en fait, des décisions qui donnent lieu au règlement de juges, que Bonnin n'a fourni aucune preuve du fait par lui articulé; qu'il n'aurait atteint sa seizième année que le 17 janv. 1836; que les recherches faites dans l'instruction à cet égard ont été sans résultat; que c'est donc à tort que l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de Châteauroux a admis l'assertion du prévenu relative à son âge, et l'a renvoyé, par ce motif, en police correctionnelle, pour un fait qualifié crime par l'art. 386. C. pén., et de la compétence de la Cour d'assises. — Renvoie Bonnin devant la Cour de Bourges, chambre d'accusation, etc. »

Du 28 avril 1836. — Ch. crim.

LIBERTÉ PROVISOIRE. — CAUTION. — CHAMBRE D'ACCUSATION.

Les chambres du conseil et d'accusation ne peuvent ordonner la mise en liberté, sans caution, des individus qui restent prévenus de délits emportant la peine d'emprisonnement et que le juge d'instruction avait placés dans les liens d'un mandat de dépôt ou d'arrêt. (1) (C. crim., 114, 128, 130, 131, 229 et 230.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, d'après les art. 91 et 94, C. crim., il appartient au juge d'instruction de décider si le prévenu doit être placé dans les liens d'un mandat de dépôt ou d'arrêt; — Que, lorsque ce magistrat a pris cette mesure, les chambres du conseil et d'accusation ne peuvent ordonner la mise en liberté du prévenu que dans trois cas : 1° lorsqu'elles lui accordent sa liberté provisoire sous caution, en vertu de l'art. 114, C. crim.; 2° lorsque, par le résultat de l'instruction, le fait qui lui est imputé ne conserve d'autre caractère que celui d'une contravention de police ou d'un délit n'emportant pas la peine d'emprisonnement, ainsi qu'il est dit aux art. 129, 131 et 230; 3° lorsqu'elles décident qu'il n'y a lieu de suivre contre lui, conformément aux art. 128 et 229; — Qu'on ne trouve dans le Code crim. aucune disposition qui leur permette d'ordonner la mise en liberté, sans caution, des individus qui restent prévenus de délits emportant la peine d'em-

prisonnement; — Et attendu que, la Cour de Colmar, tout en déclarant Muller et consorts suffisamment prévenus de délits prévus et punis d'emprisonnement correctionnel par les art. 331 et 451, C. pén., et en les renvoyant devant le tribunal correctionnel de Strasbourg, a ordonné que ceux d'entre eux qui se trouvaient détenus en état de mandat de dépôt seraient immédiatement mis en liberté, s'ils n'étaient détenus pour autre cause; — En quoi ladite Cour a fausement appliqué les art. 114, 229 et 230, C. crim., ci-dessus cités, et commis un excès de pouvoir, — Casse, etc. »

Du 28 avril 1836. — Ch. crim.

QUALITÉ DE FRANÇAIS. — FAITS. — QUOTITÉ DISPONIBLE. — IMMEUBLE ÉTRANGER. — LOI ÉTRANGÈRE. — ERREUR. — CASSATION.

L'étranger qui avait épousé une Française et établi son domicile en France plusieurs années avant la loi du 30 avril et 3 mai 1790, qui antérieurement à cette loi avait déjà prêté comme garde national le serment exigé par les lois nouvelles, qui depuis n'avait cessé de résider en France, qui, à plusieurs reprises, a été porté sur les listes électorales, l'étranger enfin qui a élevé ses enfants en France, a pu, en vertu de la réunion de tous ces faits, être considéré comme Français (2).

Un Français, propriétaire d'immeubles en pays étranger, ne peut point, sous l'empire du Code civil, excéder la quotité disponible en disposant de l'immeuble étranger au profit d'un de ses enfants, et le donataire ne peut, même sans renoncer à la succession pour s'en tenir à la donation, prélever le prix de la vente de l'immeuble étranger sur la succession française au-delà de la quotité disponible. (Révisé par la Cour royale seulement.)

En supposant que cette décision soit contraire à la loi étrangère, elle est à l'abri de la censure de la Cour de cassation dès l'instant qu'elle n'a pour conséquence le respect de la loi française.

En général, l'erreur de droit sur une législation étrangère ne donne ouverture à cassation qu'autant qu'elle est devenue le principe et la source d'une contravention aux lois françaises (3).

George Onslow s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour de Riom du 7 avril 1835.

Les moyens invoqués par le demandeur étaient tirés 1° de la violation des lois de 1790 et 1791, la Cour de Riom ayant déclaré qu'Édouard Onslow avait acquis la qualité de Français, quoiqu'il n'eût ni accepté cette qualité ni prêté le serment civique; 2° de la violation des art. 1355 et 1595, C. civ., en ce qu'elle avait déclaré, sur de simples présomptions, que George Onslow aurait renoncé au bénéfice de la donation à lui faite par son père en 1808, et en ce qu'elle avait supposé cette renonciation vala-

(1) Jugé de même dans une espèce où la chambre du conseil s'était fondée sur ce que le prévenu était domicilié, et que la maladie d'un témoin prolongerait sa détention.

(2) *F. Riom*, 7 avril 1835. — *F. cepoissant Douai*, 19 mai 1835.

(3) *F. conf. Cass.*, 13 juill. 1830, 29 juin 1836; — *Ménil, Rép., v. Cassation*, § 2.

hle; 5° on reprochait enfin à l'arrêt d'avoir violé les principes en matière de vente et les dispositions du Code sur l'usufruit; d'avoir confondu les statuts dont le demandeur invoquait l'application, en ce que les magistrats avaient pensé qu'il agissait, quant au prix de la terre, en vertu du statut anglais, tandis qu'il ne réclamait le prix de cette terre qu'en vertu des lois françaises, et n'argumentait de la loi anglaise que pour établir son droit à la propriété de la terre donnée sous l'empire de cette loi.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, sur le premier moyen, qu'il est reconnu, en fait, qu'Edouard Onslow, né Anglais, épousa une Française en 1785, et qu'il établit son domicile en France; que, demeurant en France depuis plusieurs années à l'époque de la loi du 2 mai 1790, il continua de résider en France, et qu'il avait prêté le 20 déc. précédent, comme faisant partie de la garde nationale de Clermont, le serment prescrit par les nouvelles lois; qu'en l'an 11, en 1812 et en 1820, il fut porté sur les listes électorales; que c'est en France que naquirent et furent élevés ses quatre enfants; que c'est en France qu'il eut constamment son domicile, depuis 1785, époque de son mariage, jusqu'à son décès, arrivé en 1839, et qu'en concluant de ces faits qu'Edouard Onslow avait été naturalisé Français, loin d'avoir méconnu les dispositions de la loi du 2 mai 1790, la Cour de Riom en a au contraire fait une juste application; — Attendu, sur les deuxième et troisième moyens, que la succession d'Edouard Onslow, uniquement composée de biens situés en France, s'est ouverte en France, et qu'elle est dévolue à ses enfants, tous Français; — Attendu que, George Onslow n'ayant pas réclamé contre le tiers acquéreur devant les tribunaux anglais le déistement de la terre de Lillington, et se présentant seulement comme ayant droit au prélèvement du prix sur la succession de son père, en qualité de donataire de la nue propriété dont il se trouve privé par la vente de cette terre, la question à juger était de savoir si un Français, propriétaire d'immeubles en pays étranger, peut, sous l'empire du Code civil, excéder la quotité disponible en disposant de l'immeuble étranger au profit d'un de ses enfants, et si le donataire peut même, sans renoncer à la succession pour s'en tenir à la donation, prélever le prix de l'immeuble étranger sur la succession française au delà de la quotité disponible; — Attendu qu'en supposant même la validité de la donation de l'immeuble, sans réduction, suivant la loi étrangère, et le droit exclusif de George Onslow à la terre de Lillington, suivant la loi anglaise; en supposant même que le principe de la disposition de l'article 3, C. civ., d'après laquelle les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française, pût être étendu, par

analogie, à des immeubles situés hors du territoire français et appartenant à des Français, de telle sorte qu'on pût admettre l'existence de deux successions du même individu soumises à des règles de disponibilité différentes, ce serait la loi étrangère qui aurait été violée par la Cour de Riom en n'ordonnant pas l'exécution entière de la donation de la terre de Lillington, en ne donnant effet à cette donation que jusqu'à concurrence de la quotité disponible, telle qu'elle est autorisée par le Code civil; — Attendu que l'erreur de droit qui aurait été commise par l'arrêt dénoncé sur le sens et l'application d'une loi étrangère a eu pour conséquence le respect de la loi française et son exécution pour le partage d'une succession ouverte en France, et composée uniquement de biens situés en France, d'une succession à laquelle ne sont appelés que des Français; — Attendu enfin que l'erreur de droit sur une législation étrangère qui est reprochée à l'arrêt n'est pas devenue, dans l'espèce, le principe et la source d'une contravention aux lois françaises, et que dès lors aucune loi française n'a été violée. — Rejette, etc. »

Du 28 avril 1856. — Ch. req.

COMPÉTENCE CRIMINELLE. — CONSEIL DE GUERRE. — MILITAIRE. — HÔPITAL.

Il y a lieu à règlement de juges par la Cour de cassation, lorsque le même délit a donné lieu à un jugement de condamnation prononcé par le conseil de guerre et à une ordonnance de renvoi en police correctionnelle par la chambre du conseil. (C. crim., 525 et suiv.)

Le délit commis par un militaire dans un hôpital où il est resté pour cause de maladie, lors du passage de son régiment, est un délit commun de la compétence des tribunaux ordinaires, encore bien que le prévenu ait reçu, le jour même du délit, sa feuille de route pour rejoindre son régiment (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, par jugement du 29 fév. 1856, le conseil de guerre séant à Verdun, a condamné par contumace à cinq années d'emprisonnement Claude-Charles Reiners, musicien du 5^e régiment de dragons, comme coupable d'un vol d'effets et d'argent par lui commis le 19 déc. 1855, au préjudice de Coutenot, employé au bureau des hospices de la ville de Verdun, par application de l'art. 401, C. pén.; — Attendu que ce jugement, non attaqué en temps et de druit par les voies légales, a acquis la force de chose jugée; — Attendu que, sur l'instruction qui avait été dirigée sur les mêmes faits contre ledit Reiners devant le juge d'instruction du tribunal de Verdun, il est intervenu, le 1^{er} avril 1856, une ordonnance en la chambre du conseil de ce tribunal, par laquelle ledit Reiners a été renvoyé en police correctionnelle comme prévenu 1^{er} d'un vol d'argent au

(1) Cet arrêt fait une saine application de l'avis du conseil d'Etat du 7 fructid. an 12. Le militaire resté dans un hôpital n'est point présent à son corps

ni à la suite de son corps. L'obtention d'une feuille de route ne change point sa position.

préjudice de Coulouet, et 2^e d'un abus de confiance résultant de ce que ledit Reiners aurait emporté des effets d'habillements que lui avait prêtés et confiés ledit Coulouet, délits prévus par les art. 401 et 408, C. pén.; — Attendu que cette ordonnance n'a point été attaquée par la voie de l'opposition, et qu'elle a acquis l'autorité de la chose jugée; — Attendu néanmoins qu'il résulte de la contrainte de la décision qui existe entre cette ordonnance et le jugement du conseil de guerre précité un conflit relativement à la compétence, en ce que ledit jugement est un obstacle permanent à l'exécution de l'ordonnance par laquelle le tribunal de Verdun a renvoyé Reiners en police correctionnelle sous la double prévention de vol et d'abus de confiance; que dès lors le cours de la justice se trouve interrompu et qu'il importe de le rétablir; — Vu les art. 325 et suiv., C. crim.; — Attendu qu'il résulte des faits reconnus constants par les décisions qui donnent lieu au conflit qu'à l'époque du 19 déc. 1855, où ledit Reiners aurait commis les faits qui lui sont imputés, il se trouvait le 28 nov. précédant l'hôpital dit de Saint-Nicolas, à Verdun, où le 5^e régiment de dragons, auquel il appartenait, se rendant à Compiègne pour y tenir garnison, l'avait laissé à cause de son état de maladie; — Attendu, dès lors, que ledit Reiners se trouvait régulièrement absent de son corps au moment où les faits dont il s'agit au procès se sont passés, et que même un billet de sortie de l'hôpital et une feuille de route pour rejoindre son régiment à Compiègne lui avaient été délivrés à Verdun le 19 déc., jour où le vol qui lui est imputé aurait été commis; que, dès lors, s'agissant d'un délit commun commis par un militaire non en congé, mais hors de son corps, la connaissance appartenait aux tribunaux ordinaires, d'après les dispositions formelles du décret du 7 fructid. an 12, — Ordonne qu'il sera procédé et statué, par le tribunal de police correctionnelle de Verdun, au jugement de la prévention de vol et d'abus de confiance contre Claude-Charles Reiners, etc. »

Du 29 avril 1856 — Ch. crim.

BILLET A ORDRE. — VENTE D'IMMEUBLES. — PAIX. — ACQUIT. — HYPOTHEQUE.

Le souscripteur d'un billet à ordre causé pour vente de biens fonds est tenu de payer le tiers porteur de bonne foi, encore bien qu'il existe des inscriptions sur les immeubles, et qu'il ait même été obligé de payer son prix entre les mains des créanciers inscrits (1). (C. civ., 1653; C. comm., 136.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 118, 136, 187 et 188, C. comm.; — Considérant que la Cour royale a fondé sa décision uniquement en droit

sur ce qu'un acquéreur qui souscrit un ou plusieurs billets à ordre, causés pour vente de biens, ne fait que donner une facilité au vendeur de céder son prix, que le souscripteur desdits billets ne peut être contraint à payer, s'il a sujet de craindre l'effet des hypothèques; que l'ordre passé au porteur ne lui a transmis le droit de réclamer le paiement qu'à la charge de faire cesser tout trouble hypothécaire; — Qu'en infirmant, par de tels motifs, la décision du tribunal de première instance, lequel jugeait lui-même en droit avoir, conformément aux articles précités, reconnu dans les billets dont il s'agit une cause valable, une obligation personnelle, solidaire, de les acquitter aux échéances, envers le porteur qui les présenterait revêtus d'ordres réguliers; — Qu'en prononçant, comme elle l'a fait, et abstraction faite des actes et circonstances qui auraient pu justifier la libération des souscripteurs desdits billets, la Cour royale a manifestement violé les articles ci-dessus, — Casse, etc. »

Du 2 mai 1856. — Ch. civ.

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — TÉMOINS. — SIGNATURE. — MAUVAISE FOI. — DÉPENS.

Il n'est pas prescrit, à peine de nullité, que le testament mentionne que la signature du testateur a eu lieu en présence des témoins. (C. civ., 972 et 973.)

Des difficultés élevées de mauvaise foi peuvent donner lieu à une condamnation à des dommages-intérêts, en même temps qu'aux dépens (2). (C. civ., 1149 et 1382; C. proc., 130.)

Par testament authentique du 8 juin 1835, Duval a légué tous ses biens à Chauland. La dame Delacroix, sœur du défunt, a attaqué ce testament comme entaché de faux, puis pour captation et suggestion. Ses demandes ont été repoussées, plus tard un héritier de cette dame demande la nullité du testament par le motif qu'il n'y était pas énoncé que la signature du testateur eût été apposée en présence de témoins. — Chauland a résisté à cette demande, et prétendant qu'elle avait été présumée de mauvaise foi et par esprit de chicane, il a conclu à une condamnation personnelle contre lui à des dommages-intérêts.

Le 18 fév. 1855, arrêt de la Cour de Rouen, qui déclare le testament valable et condamne Delacroix au 1,500 fr. de dommages-intérêts et aux dépens. — POURVOI.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que le testament indique qu'il a été signé par le testateur, le notaire et les témoins, et qu'aucune loi n'exige la mention que la signature a eu lieu en présence de témoins; — Attendu que l'arrêt constate que les nombreuses difficultés élevées par le demandeur

payement en sera subordonné à la purge des hypothèques qui se trouveront grever les biens vendus, — For. aussi Pardessus, *Droit comm.*, n^o 347 et 399.

(2) *J. conf. Cass.*, 11 juin 1837.

(1) L'arrêt que nous recueillons est un avertissement pour les acquéreurs d'immeubles, du danger qu'il peut y avoir pour eux à souscrire des billets à ordre en payement de leur prix de vente, sans énoncer dans ces billets, d'une manière formelle, que le

l'ont été avec mauvaise foi; que, dès lors, il a été permis au juge de prononcer des dommages-intérêts. — Rejette, etc. »

Du 3 mai 1856. — Ch. req.

DOUANES. — PROCÈS-VERBAL. — INTERPRÉTATION. — SAISIE. — COMPÉTENCE. — RECTIFIC.

Lorsque des préposés de la douane constatent dans leur procès-verbal qu'étant en observation sur la côte, près de l'embouchure des eaux d'un étang qui communique à la mer par un canal, ils ont aperçu et saisi deux bateaux arrêtés sur ladite embouchure, on doit tenir pour constant que ces bateaux ont été saisis dans le canal qui conduit les eaux de l'étang à la mer, et, par suite, hors de l'étang et dans les eaux affluentes à la mer, qui sont soumises à l'action de la douane.

En conséquence, le tribunal ne peut, sans violer la loi, due jusqu'à l'inscription de faux à ce procès-verbal, annuler la saisie, sur le motif que les bateaux saisis n'indiquaient aucune disposition pour faire voile et n'étaient pas en contact avec les eaux de la mer, mais bien dans l'intérieur de l'étang, et, conséquemment, dans une propriété privée sur laquelle la douane n'a pas d'action. La Cour de cassation a qualifié, sur le vu du procès-verbal, pour rectifier l'appréciation de fait erronée qu'en avaient fait les juges du fond. (Rés. imp.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 4 et 5, L. 27 vendém. an 2; 13, lit. 2, L. 22 août 1791; 11, tit. 4, L. 9 flor. an 7; — Attendu que le procès-verbal des préposés, auquel foi est due jusqu'à inscription de faux ultime, porte que « les préposés, étant en observation sur la côte de Rinella, près de l'embouchure des eaux de l'étang dans la mer, ont aperçu les deux bateaux arrêtés sur ladite embouchure; » qu'il faut, dès lors, tenir pour constant qu'ils ont été saisis dans le canal qui conduit les eaux de l'étang à la mer, et, par suite, hors de l'étang et dans des eaux affluentes à la mer, et qui sont, dès lors, soumises à l'action de la douane; — Qu'il est légalement constaté au rapport, et par l'aveu des marins qui s'y trouvent consignés, que les bateaux étaient chargés de quarante-neuf barils d'huile d'olive comestible, destinés à être ultérieurement conduits à Bastia, et que ces marchandises et les bateaux n'étaient accompagnés d'aucune expédition de douane, ni de navigation; qu'en présence de ces faits le jugement attaqué n'a pu dire que les bateaux n'étaient pas en contact avec les eaux de la mer, qu'ils n'indiquaient aucune disposition de faire voile, et encore moins qu'ils étaient dans l'intérieur de l'étang; — Qu'en annulant la saisie par ces motifs, et en donnant mainlevée des marchandises saisies et chargées sur ces bateaux, le jugement attaqué a formellement contrevenu aux articles de la loi ci-dessus visés. — Donne défaut contre le défendeur. — Casse, etc. »

Du 4 mai 1856. — Ch. civ.

TERRES VAGUES. — REVENDICATION. — EXCAPTION. — REJET. — MOTIF. — CHOSE JUGÉE. — COMMUNE. — AUTORISATION. — ENQUÊTE. — ARRÊT MOTIVÉ.

Lorsqu'un arrêt, sans prononcer explicitement, dans son dispositif sur une fin de non-recevoir proposée par le défendeur qu'un motif formel de cet arrêt repousse, accueillie ou fondée les conclusions du demandeur, l'exception doit être considérée comme implicitement rejetée (1). (C. proc., 141.)

L'arrêt qui rejette une fin de non-recevoir proposée par le défendeur, bien que préparatoire sur l'égard à la demande principale, est définitif quant à l'exception, et il peut, sur ce dernier chef, acquiescer l'autorité de la chose jugée. (C. civ., 1351; C. proc., 352.)

Le défaut d'autorisation d'une commune pour plaider devant les tribunaux civils ne peut être opposé que par la commune elle-même, et non par l'adversaire de la commune (2).

L'arrêt qui, au sujet d'une demande en prorogation d'enquête à l'effet de prouver que des terrains revendiqués comme vains et vagues, par une commune qui prétend en avoir eu la jouissance avant 1789, étaient, dès avant cette époque, en état de culture, porte qu'il résulte des enquêtes et contre-enquêtes que la commune jouissait longtemps avant 1789; que cette jouissance s'était continuée jusqu'au moment des défrichements; qu'ainsi, la commune était en possession à l'époque de 1793; et, d'autre part, que les terrains défrichés depuis cette époque étaient reconnus avoir été vains et vagues, motive suffisamment le rejet de la demande en prorogation formée par le défendeur. (C. proc., 141.)

Lorsqu'une commune a possédé, avant la loi du 28 août 1792 un terrain revendiqué comme vain et vague, on n'est pas fondé à prétendre que l'action de la commune doit être déclarée prescrite pour n'avoir pas été formée dans le terme de cinq ans, prescrit par cette loi. (L. 28 août 1792.)

La brande de la Vermande est située dans la commune de Saint-Hilaire-en-Lignières. Bourbon-Busset l'avait toujours considérée comme une dépendance de son domaine de Lignières, et à différentes époques, lui, ou ses auteurs, en avaient concédé plusieurs parcelles à des particuliers qui les avaient défrichées.

En 1818, la commune de Saint-Hilaire prétendit que la brande dont il s'agit était une terre vaine et vague, par conséquent une propriété communale, et elle demanda au conseil de préfecture du Cher l'autorisation de poursuivre ses droits en justice.

Un arrêté du conseil de préfecture fit une distinction entre les détenteurs qui n'avaient occupé la partie de la brande qu'ils possédaient que depuis la loi de 1793, et les détenteurs, au contraire, dont la possession était antérieure à cette loi, et il autorisa la commune à citer les premiers devant le conseil de préfecture, et les seconds devant le tribunal compétent, en ajou-

(1) Mais voy. Carré-Chauveau, n° 594, p. 502.

(2) P. Cass., 27 nov. 1828 et 7 mai 1839, et les notes.

tant que de Bussel serait mis en cause devant l'une ou l'autre juridiction, pour que les décisions à rendre avec tous les débiteurs fussent déclarées communes avec lui.

Néanmoins, la commune de Saint-Hilaire assigna toutes les parties devant le tribunal de Saint-Amand. De Bussel opposa une fin de non-recevoir, résultant de ce que la commune, d'après l'art. 9, L. 28 août 1792, aurait dû former sa demande dans les cinq ans de la promulgation de cette loi; mais un jugement du 25 août 1820, avant faire droit au fond, rejeta cette exception, parce que la commune avait possédé, à titre de propriété, le terrain litigieux, soit avant, soit après 1789.

Sur l'appel, la Cour de Bourges, par arrêt du 25 juill. 1821, ne prononça pas sur la fin de non-recevoir, et ordonna que de Bussel passerait, auparavant, à l'aveu ou à la désignation des faits de possession articulés par la commune. Après un pourvoi en cassation qui fut rejeté, Bourbon-Bussel nia les faits de possession de la commune, et lui opposa une autre fin de non-recevoir, résultant de ce qu'elle n'avait pas été autorisée à poursuivre, devant le tribunal civil, les détenteurs dont la possession était postérieure à la loi du 10 juin 1793.

Le 25 janv. 1850, un arrêt déclara la commune suffisamment autorisée, et ordonna la preuve des faits articulés par elle. L'enquête et la contre-enquête eurent lieu dans les délais légaux. De Bussel a prétendu qu'il demanda une prorogation d'enquête sur le procès-verbal du juge-commissaire. Quoi qu'il en soit, il conclut, devant la Cour, à ce que cette prorogation lui fût accordée, et qu'une vérification de lieux fût même ordonnée pour constater que lui, de Bussel, avait toujours joui de la Vermanche, à titre de propriétaire, et qu'il existait d'ailleurs sur cette bande des traces certaines de culture qui devaient empêcher de la faire considérer comme terre vaine et vague.

Un arrêt du 22 mai 1852 déclara de Bussel sans droits sur les terrains de la Vermanche, autres que ceux cultivés avant 1789, et condamna au délaissement, envers la commune, les détenteurs postérieurs à cette époque, par les motifs que voici : — « Considérant, sur la première question (celle de savoir si la commune de Saint-Hilaire est propriétaire des parties de la bande défrichées depuis 1793), que la Cour, par arrêt du 25 juill. 1821, a reconnu que la bande de la Vermanche se divisait en trois parties, l'une, cultivée en 1789, l'autre, mise en culture depuis 1793, et la dernière, inculte;

« Qu'elle a rejeté la demande de la commune, en ce qu'elle frappait sur la partie cultivée avant 1789;

« Qu'elle a reconnu que l'action n'avait pas trait aux parties incultes; et, qu'enfin, elle a admis la commune à prouver qu'elle était en possession, avant 1789, et lors des lois de 1792 et 1793, des portions de terrains cultivés depuis cette dernière époque;

« Qu'il résulte des enquêtes et contre-enquêtes, que la commune de Saint-Hilaire jouissait, longtemps avant 1789, de toute la bande de la

Vermanche, en faisant paître exclusivement ses bestiaux sur icelle, en y coupant des bruyères et des joncs;

« Que cette jouissance s'est continuée jusqu'au moment du défrichement; qu'ainsi, elle était en possession, à l'époque de 1793, de la partie qui n'a été cultivée que postérieurement;

« Que, dès lors, cette portion était vaine et vague, et lui ayant été attribuée, à titre de propriété, par l'art. 9, L. 28 août 1792, elle était recevable et fondée à en réclamer la propriété en 1818, le délai utile pour la prescription prévalant pas échu alors en faveur des indus possesseurs, etc. »

POURVOI de Bourbon-Bussel pour 1^{re} violation des lois des 14 déc. 1789 (art. 54 et 56); 29 vendém. an 5 (art. 1^{er}, 2 et 3); 28 pluvi. an 8 (art. 4 et 5); 16-24 août 1790 (art. 13, lit. 2), et 16 fructid. an 3, en ce que l'arrêt attaqué a statué sur une demande qui, d'après l'arrêt de préfecture du Cher du 28 janv. 1818, devait être portée devant l'autorité administrative; et en ce que l'autorisation de la commune ne comprenait pas cette demande en tant que formée devant les tribunaux ordinaires; 2^o violation des art. 141, C. proc., et 7, L. 20 avr. 1810, en ce que, tout en rejetant implicitement les conclusions principales du demandeur, tendant à obtenir une prorogation d'enquête et une vérification de lieux, l'arrêt dénoncé n'avait pas donné les motifs de ce rejet; 3^o violation des lois des 15-20 avr. 1791 (art. 8 et 9); 28 août 1792 (art. 8 et 9), et 10 juin 1795 (sec. 4, art. 1^{er}), en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme vains et vagues des terrains cultivés et productifs entre les mains du propriétaire; 4^o violation des mêmes lois, en ce que l'arrêt attaqué a admis une action en revendication de terrains vains et vagues, formée par une commune, plus de cinq ans après la promulgation de la loi de 1792.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen : — Attendu que l'arrêt de la Cour de Bourges du 25 janv. 1850, contre lequel il n'y a pas eu de pourvoi, a irrévocablement statué, en le rejetant, sur le moyen tiré du prétendu défaut d'autorisation de plaider devant les tribunaux civils, opposé par Bourbon-Bussel à la commune de Saint-Hilaire; — Attendu que cet arrêt, préparatoire quant à la preuve des faits ordonnée, était définitif relativement à la disposition qui prononçait sur ce prétendu défaut d'autorisation; — Attendu que si le dispositif du même arrêt ne renferme aucune solution spéciale sur ce point, on ne peut en induire qu'il ait omis d'y statuer, puisque, indépendamment de ce qu'un considérant formel était consacré à repousser ce moyen, la Cour royale, en ordonnant, dans le dispositif de son arrêt, la preuve des faits articulés, déclarant suffisamment par là qu'elle passait outre, et qu'elle ne s'arrêtait pas à la fin de non-recevoir; — Attendu, enfin, que, dans tous les cas, le défaut d'autorisation de plaider devant les tribunaux civils n'aurait pu être opposé que par la commune à laquelle, d'ailleurs, il n'a

pu préjudicier, puisqu'elle gagnait son procès; — Sur le deuxième moyen : — Attendu que si, dans ses conclusions devant la Cour royale, Bourbon-Busset a demandé qu'il fût fait une prorogation d'enquête, et une visite des lieux pour constater qu'il existait, sur les terrains litigieux, d'anciennes traces de culture, l'arrêt attaqué a suffisamment répondu à ce chef de conclusions, et suffisamment aussi motivé le rejet de la prorogation demandée, en déclarant, d'une part, qu'il résultait des enquête et contre-enquête que la commune de Saint-Hilaire jouissait longtemps avant 1789...; que cette jouissance s'était continuée jusqu'au moment des défrichements; qu'ainsi, la commune était en possession à l'époque de 1793; et, d'autre part, que les terrains défrichés depuis cette époque (les seuls qui, depuis l'arrêt de 1821, faisaient l'objet du procès) étaient reconnus avoir été vains et vagues; — Sur le troisième moyen : — Attendu que l'arrêt attaqué, appréciant les faits résultant des enquête et contre-enquête, a souverainement constaté que la jouissance exclusive de la commune de Saint-Hilaire remontait à une époque très-antérieure à 1789, et s'était continuée jusqu'au moment des défrichements; que le même arrêt a également reconnu, en fait, que les terrains litigieux, possédés ainsi par la commune à l'époque de 1793, et qui n'avaient été cultivés que postérieurement, étaient vains et vagues; d'où il suit que le résultat de cette appréciation de la part de la Cour royale devait être, comme il l'a été en effet, de décider que la propriété de ces terrains appartenait, aux termes de l'art. 9, L. 28 août 1792, à la commune de Saint-Hilaire; — Attendu, d'ailleurs, que les lois des 21 prair. an 4, et 9 vent. an 12 ne sont relatives qu'au partage des biens communaux, et n'ont pour objet que de régler les difficultés relatives à ces partages, sans toucher aux dispositions des lois précédentes qui avaient définitivement statué sur la propriété desdits biens; — Sur le quatrième moyen : — Attendu que l'art. 9, L. 28 août 1792, ne soumettait les communes à exercer leurs actions en revendication, dans le délai de cinq ans, qu'autant qu'elles n'auraient pas été en possession à l'époque de la promulgation de cette loi; que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué ayant reconnu, en fait, que la commune jouissait des terrains litigieux à cette époque, a pu, sans violer la loi, déclarer que ladite commune était recevable et fondée à en réclamer la propriété en 1818, et que le délai utile pour la prescription n'était pas échu, — Rejette, etc. »

Du 4 mai 1836. — Ch. civ.

QUALITÉ D'ÉTRANGER. — SÉPARATION DE TERRITOIRE. — FILS MINEUR. — DÉCLARATION DE NATURALITÉ. — CESSION DE BIENS.

L'étranger devenu Français par la réunion momentanée de son pays à la France, qui n'a pas fait sa déclaration prescrite par la loi du 14 oct. 1814, pour conserver la qualité de Français, perdue depuis par la séparation des deux pays, n'a pu, par sa volonté ou par sa négligence, nuire au droit qu'avait son

fil, alors mineur, de réclamer la même faveur (1).

Des lettres de déclaration de naturalité ont pour effet de conserver et non de conférer la qualité de Français.

Le fils qui les a obtenus après sa majorité est habile à se faire admettre au bénéfice de cession de biens pour des dettes contractées antérieurement à l'obtention des lettres de naturalité.

Joseph Veyra-Molina est né à Paris le 28 flor. an 12, de parents hollandais.

Son père fit, le 1^{er} fév. 1807, à la préfecture de Paris, la déclaration qu'il était dans l'intention de se fixer en France pour y jouir du bénéfice de l'art. 3, const. 22 frim. an 8, c'est-à-dire pour acquérir, après dix ans de résidence, la qualité de citoyen français.

Cette qualité lui fut attribuée par les événements politiques, avant même l'expiration des dix années de résidence prescrite par la constitution. La Hollande fut réunie à la France en 1810, et, tant que dura cette réunion, Molina-Veyra père dut être considéré comme citoyen français.

Mais il perdit cette qualité en 1814, de la même manière qu'il l'avait acquise. Elle lui fut enlevée par les traités qui séparèrent le territoire hollandais du territoire français.

Toutefois il conserva l'aptitude de rester citoyen français, en se conformant à l'art. 1^{er}, L. 14 oct. 1814.

Il devait à cet effet déclarer, dans les trois mois de la publication de la loi de 1814, qu'il persistait dans la volonté de se fixer en France, et se pourvoir ensuite auprès du roi pour obtenir des lettres de déclaration de naturalité.

Joseph Veyra-Molina était alors mineur. Son père ne remplit pas les formalités voulues par la loi de 1814. Ils continuèrent néanmoins l'un et l'autre de résider en France.

Le fils se maria en 1822. Dès 1826, il contracta des engagements considérables. Des condamnations furent prononcées contre lui. Barré, ancien négociant, l'un de ses créanciers, se disposant à le poursuivre par la voie de la contrainte par corps, lorsque Molina présenta requête pour être admis au bénéfice de la cession de biens.

Le tribunal accorda des défenses provisoires jusqu'à ce qu'il fût établi que Veyra-Molina se trouvait dans les conditions exigées par la loi pour jouir du bénéfice qu'il réclamait.

Plus tard, les créanciers opposèrent à Molina sa qualité d'étranger, et contestèrent sa bonne foi.

Le 6 avril 1812, jugement du tribunal de la Seine : — « En ce qui touche l'exception résultant de ce que le demandeur en cession de biens serait un étranger : — Attendu que, depuis la séparation de la Hollande et de la France, Joseph Veyra-Molina n'a point conservé personnellement la qualité de Français, puisqu'il n'a fait aucune déclaration à cet effet, et qu'il n'a point obtenu de lettres de déclaration de naturalité;

(1) *J. Cass.*, 14 avril 1818 et Douai, 16 nov. 1829, et les renvois.

« Attendu que la qualité de Français n'a pu lui être conservée par son père, qui ne l'a point conservée lui-même ;

« Attendu, en effet, que Veyra-Molina père n'a point fait la déclaration prescrite par la loi du 14 oct. 1814, pour être relevé de la qualité d'étranger, que venaient de lui rendre les traités de cette époque, et à laquelle il aurait fallu renoncer par une manifestation postérieure de sa volonté ;

« Attendu d'ailleurs que Veyra-Molina père n'a point obtenu des lettres de naturalisation nécessaires, aux termes de la loi spéciale du 14 oct. 1814, comme aux termes plus généraux du décret du 17 mars 1809, pour parfaire le contrat qui doit agréer un étranger à la famille française, et dont la déclaration n'est que l'un des éléments ;

« Attendu enfin que la qualité de Français, eût-elle été conservée par Veyra-Molina père, ne serait point devenue, par une conséquence, commune à son fils ;

« Qu'en effet, si l'enfant suit en naissant la condition de son père, il ne dépend point de ce dernier de changer ou modifier ensuite par sa volonté ou par son fait la qualité que son fils tient de la loi ;

« Mais attendu que l'étranger, admis par un gouvernement à établir son domicile en France, y jouit, d'après l'art. 15, C. civ., de tous les droits civils, parmi lesquels se trouve nécessairement compris le bénéfice de cession ;

« Attendu que l'autorisation obtenue à cet effet du gouvernement par un étranger profite à ses enfants mineurs, puisque les enfants mineurs n'ont d'autre domicile que celui de leur père ;

« Qu'ainsi l'autorisation obtenue par Veyra-Molina père, sur la déclaration par lui faite au mois de fév. 1807 qu'il était dans l'intention de fixer son domicile en France, est devenue commune à son fils, alors mineur, Joseph Veyra-Molina ;

« Attendu que, soit pendant la réunion de la Hollande à la France, soit depuis sa séparation, ledits Veyra-Molina père et fils ont constamment persévéré, ainsi qu'il résulte de tous les actes de leur vie civile, dans la volonté de conserver le domicile qu'ils avaient acquis en France ;

« Qu'ainsi Veyra-Molina, ayant conservé en France un domicile dont l'établissement a été autorisé par le gouvernement français, est apte à jouir du bénéfice de cession ;

« Attendu, au fond, qu'il justifie suffisamment de ses malheurs et de sa bonne foi ;

« Le tribunal, admet Veyra-Molina au bénéfice de cession. »

Appel par les créanciers ; et, pendant l'instance devant la Cour royale, Joseph Veyra-Molina obtint des lettres de déclaration de naturalité. — Les appelants opposèrent à Veyra-Molina, comme ils l'avaient fait devant les premiers juges, sa qualité d'étranger ; ils soutinrent que l'art. 12, C. civ., général dans sa disposition, ne pouvait prévaloir sur les art. 905, Code proc., et 575, C. comm., qui y ont dérogé par

des dispositions spéciales. Quant aux lettres de naturalité, ils répondirent qu'elles ne pouvaient avoir d'effet rétroactif, parce que Veyra-Molina, lorsqu'il les avait obtenues, n'était plus dans les conditions de la loi du 14 oct. 1814 ; qu'ainsi ces lettres ne pouvaient porter atteinte à des droits acquis antérieurement.

Le 13 avril 1855, arrêt de la Cour de Paris, 2^e chambre, qui confirme par les motifs suivants : — « Considérant que Veyra fils, né en France d'un père qui y avait fixé sa résidence, en déclarant qu'il voulait acquérir les droits de citoyen, y a constamment résidé lui-même, y a contracté mariage, et s'est soumis à toutes les charges imposées aux régnicoles ; que, devenu momentanément Français, par suite de la réunion de la Hollande à la France, il s'est trouvé dispensé, par la loi du 14 oct. 1814, de faire la déclaration exigée par la constitution de frim. an 8 ;

« Que, mineur en 1814, il ne pouvait être tenu de faire, dans le délai de trois mois, la nouvelle déclaration prescrite par cette dernière loi ; qu'en obtenant des lettres de déclaration de naturalité, depuis qu'il a atteint sa majorité, il a rempli la seule formalité à laquelle il pût être soumis pour conserver la qualité de Français ;

« Considérant que ces lettres, à la différence des lettres de naturalisation qui confèrent un droit nouveau, constatent au contraire un droit antérieur ; que l'expression même de déclaration de naturalité implique l'idée d'un état préexistant ; que les lettres ne font que déclarer, et que leurs effets doivent nécessairement remonter à l'époque où, par la réunion des deux pays, Veyra est devenu Français ;

« Qu'il suit de là que l'intimé, n'étant point étranger au moment où des poursuites ont été dirigées contre lui, ne peut être exclu comme tel du bénéfice de cession de biens ;

« Considérant, en outre, que Veyra a justifié suffisamment de ses malheurs et de sa bonne foi.

Met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira effet ; et néanmoins condamne Veyra aux dépens faits jusqu'au 9 mai 1854, date de l'obtention des lettres de naturalité ;

« Condamne Barré en l'amende et au surplus des dépens. »

POURVOI en cassation pour 1^{re} violation des art. 1^{er} et 2, L. 14 oct. 1814, et des art. 2 et 20, C. civ. ; 2^e pour violation des art. 905, C. proc., et 575, C. comm.

AAAT.

« LA COUR, — Attendu que, d'après les circonstances dans lesquelles se trouvait Veyra-Molina, quand il a formé sa demande au roi, et la nature de cette demande, les lettres qui lui ont été accordées sont des lettres de déclaration de naturalité ; — Attendu que les lettres de cette espèce, à la différence des lettres de naturalisation, conservent la qualité de Français préexistante, et ne la confèrent pas, et que par conséquent l'effet en doit remonter à l'époque où cette qualité a été acquise ; — Attendu que

Veyra-Molina, devenu Français par suite de la qualité de son père, était en état de minorité au moment où fut rendue la loi du 14 oct. 1814, et que ni cette loi, ni aucune autre ne prononcent de délai fatal pendant lequel le mineur, devenu majeur, doit faire sa déclaration pour obtenir les lettres de déclaration de nationalité; — Que, dès lors, c'est à bon droit que l'arrêt attaqué n'a pas frappé Veyra-Molina d'une déchéance que rien ne pouvait justifier. — Rejeté, etc. »

Du 4 mai 1836. — Ch. req.

LAIS ET RELAIS DE LA MER. — RIVAGE.

On ne peut considérer comme lais et relais de mer des terrains qui sont encore dans de certains temps couverts par les eaux de la mer.

On ne doit pas réputer rivages de la mer, dépendant, comme tels, du domaine public, des terrains que la mer submerge périodiquement de ses eaux en faisant irruption accidentellement par un goulet qui n'est que le résultat d'une érection survenue à une falaise (1).

(C. civ., 538; ord. 1681, liv. 4, tit. 7, art. 1.)

La commune de l'Houmeau et Marinchemu étaient depuis longtemps en possession d'une vaste étendue de terrains situés près de la mer, au lieu dit le Havre-du-Plomb, lorsque le domaine forma contre eux une demande en revendication formée sur ce que ces terrains lui appartenaient comme lais et relais de mer (C. civ., art. 538). Les possesseurs répondirent que ces terrains, qui depuis longues années étaient considérés comme propriétés privées, n'étaient point des lais de mer, c'est-à-dire d'anciens rivages abandonnés par la mer. — Jugement du tribunal civil de la Rochelle qui, avant fait droit, ordonne que l'état des lieux sera constaté. Il résulte du procès-verbal du juge-commissaire que le jour de sa descente les terrains étaient couverts d'eau; que, de plus, ils étaient submergés périodiquement pendant une partie de l'année, lors des grandes marées. Le domaine, prévoyant alors qu'on s'autoriserait de cette submersion périodique pour démontrer que les terrains n'étaient point des lais et relais de mer, puisque cette dénomination n'appartient qu'aux terrains entièrement abandonnés par l'effet du retrait des eaux, proposa un nouveau moyen tendant à les faire considérer comme rivages de la mer, suivant l'ord. 1681, liv. 4, tit. 7, art. 1er, d'après lequel est réputé bord et rivage de la mer tout ce qu'elle couvre et découvre pendant les nouvelles et pleines lunes, et jusqu'à ce que le grand flot de mars se soit étendu sur les grèves.

Le 22 mars 1834, jugement du tribunal civil de la Rochelle : — « Attendu que du procès-verbal du juge-commissaire et du rapport du géomètre dont il était assisté, dressés sous les dates des 24 déc. et 29 juin 1833, il résulte que les terrains litigieux ont été vus couverts d'eau le jour de la descente, et qu'ils doivent être

submergés pendant quatre-vingt-seize jours de l'année;

» Que, d'ailleurs, les pièces de terrains réclamées sont entièrement conformes au plan cadastral dressé en 1810; et que le marais se trouve renfermé dans tout son périmètre par des limites certaines;

» Qu'ainsi l'état des lieux démontre que les terrains réclamés par l'État ne peuvent être considérés comme des lais de mer, c'est-à-dire d'anciens rivages abandonnés par la mer d'une manière permanente, puisque lesdits terrains sont encore fréquemment et périodiquement submergés;

» Que, loin que la mer abandonne de ce côté, la comparaison de l'état actuel des lieux au plan cadastral et la fixité des limites du terrain, donnent la preuve qu'il n'y a eu aucun atterrissement depuis vingt-deux années;

» Que, dans les conclusions nouvelles dignifiées depuis l'interlocutoire qui avait fixé l'état de la cause, le demandeur soutient que les terrains réclamés sont les rivages mêmes de la mer, et très-subsidiairement seulement qu'ils sont des lais et relais;

» Attendu que ce moyen nouveau est encore repoussé par l'état des lieux; qu'en effet, la mer n'arrive qu'accidentellement par le goulet du Plomb dans une espèce de fosse où une certaine quantité d'eau est retenue à mer basse; qu'une falaise élevée règne sur toute cette partie de la côte; que le goulet du Plomb n'est qu'une section faite depuis longtemps à la falaise, et qu'on ne peut regarder comme un rivage de la mer les terrains environnant la fosse du petit port du Plomb, qui n'est pas la mer elle-même, mais une irruption de la mer dans les terres;

» Attendu que ce nouveau moyen est d'ailleurs repoussé par le fait constant au procès que; depuis plus de deux cents ans, les terrains litigieux ont été l'objet de transactions entre particuliers, et considérés comme propriétés privées; qu'il est repoussé encore par le fait également constant que ces divers terrains ont été cadastrés depuis 1810 et soumis à l'impôt; fait d'où il résulterait que l'État a reconnu lui-même le caractère du domaine privé dans les terrains dont il s'agit, sans quoi il faudrait admettre qu'on a soumis à l'impôt foncier la mer elle-même et son domaine;

» Par ces motifs, déclare l'État non recevable dans sa demande. — Appel par le préfet de la Charente-Inférieure, agissant au nom de l'État.

Le 5 avril 1835, arrêt de la Cour de Poitiers, qui confirme : — « Attendu que l'appelant ne justifie pas que les terrains dont il a demandé aux intimés le désistement soient des lais de mer ou des portions de son rivage, et qu'il est même suffisamment constaté par les documents de la cause que ces terrains ne sont ni lais ni rivages de la mer;

» Adoptant les motifs, — Confirme. »

(1) *P. conf. Cass.*, 23 juin 1850. Ces solutions sont conformes à l'opinion professée par Proudhon, *Du domaine public*, t. 3, no 707, où cet auteur

enseignait la distinction de l'ordonnance de 1681 ne doit s'entendre que de ce qui arrive périodiquement et dans le cours ordinaire des choses.

POURVOI en cassation pour violation des art. 1^{er}, tit. 7, liv. 4, ord. 1681, et 538. C. civ., en ce que l'arrêt attaqué avait refusé de reconnaître comme lais et relais de mer des terrains ayant une communication directe avec la mer et submergés périodiquement par les flots d'équinoxe.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué a constaté, d'après les faits et circonstances, que les terrains réclamés par l'État ne formaient pas de lais et relais de la mer, et ne faisaient point partie de ses rivages ; que, dès lors, il n'y avait pas lieu à l'application de l'art. 1^{er}, tit. 7, liv. 4, ordonnance de la marine du mois d'août 1681 ; — Qu'en le jugeant ainsi, l'arrêt n'a contrevenu à aucune loi, — Rejette, etc. »

Du 4 mai 1856. — Ch. req.

1^o MEUBLES INCORPORELS. — POSSESSION. —

VENTE. — PROPRIÉTAIRE APPARENT.

2^o REVENDICATION. — ACTION PERSONNELLE OU RÉELLE.

— INDIGNITÉ.

3^o DÉLAISSEMENT MARITIME. — ASSURANCE. —

PRISE. — INDIGNITÉ.

4^o DÉLAISSEMENT. — QUALITÉ (JUSTIFICATION DE).

1^o La règle de l'art. 2279, C. civ., portant qu'en fait de meubles la possession vaut titre, ne s'applique pas aux meubles incorporels... — Elle ne s'applique pas notamment à une créance d'indemnité acquise du propriétaire apparent ; — dans ce cas, le tiers possesseur de bonne foi doit, sur la réclamation du véritable propriétaire, être condamné à restituer la créance ou la valeur qu'il a touchée.

2^o L'action par laquelle celui qui avait droit à une indemnité accordée par le gouvernement, réclame d'un tiers, qui l'a indûment touchée à sa place, la restitution de cette indemnité, ou des valeurs telles que des inscriptions de rente données en paiement, n'est pas une action réelle en revendication, mais bien une action pure personnelle, dont l'exercice ne suppose pas nécessairement l'existence actuelle et identique des valeurs réclamées dans les mains de celui contre qui l'action est dirigée.

3^o Le délaissement d'un navire par l'assuré, au cas de prise et confiscation par un gouvernement étranger, opère transport de la propriété du navire au profit des assureurs, comme aussi de l'indemnité qui peut ultérieurement être accordée à raison de cette prise, sans qu'il soit besoin, pour que les assureurs se trouvent saisis à l'égard des tiers, qu'il y ait eu notification du transport au gouvernement qui doit payer l'indemnité. Ici ne s'applique pas les art. 1689 et 1690, C. civ. (1).

(1) F. Pardessus, Droit comm., n° 855.

(2) Tel nous paraît être le point de vue dans lequel s'est placé l'arrêt. — Mais le demandeur en cassation allait plus loin : il soutenait que ses adversaires, ou du moins quelques-uns, ne justifiaient pas, non-seulement de leurs droits ou qualités entre eux, mais même à son égard ; qu'ils ne prouvaient pas notamment qu'ils fussent les véritables repré-

4^o Les juges peuvent prononcer sur une demande formée par plusieurs parties, tout en reconnaissant que les qualités dans lesquelles elles agissent ne sont pas complètement justifiées quant à la détermination de leurs droits respectifs : il n'y a pas là violation de la règle qui veut que tout demandeur, pour être admis à intenter une action, justifie préalablement de la qualité en laquelle il agit (2).

La première des questions ci-dessus attendait depuis longtemps une solution de la Cour suprême, et cette solution vient ici confirmer un arrêt de la Cour de Paris rendu en 1835. Mais depuis, cette même Cour a décidé la question en un sens opposé, par un arrêt de 1854 en l'accompagnant de quelques observations en faveur du système qu'il consacre.

Quelle que soit notre déférence habituelle pour les arrêts de la Cour de cassation, quelque habilement et fortement motivé que nous paraisse celui que nous recueillons aujourd'hui, il n'a pas, nous l'avouerons, fait disparaître tous nos doutes. Nous les exposerons à la suite de cet article, lorsque nous aurons retracé ici les faits de la cause, et présenté l'analyse de la discussion approfondie dont elle a été l'objet.

En 1792, Antoine Monier, armateur à Marseille, expédia pour les colonies françaises un navire dit les *Trois-Félicités*. — Au retour, le navire fut capturé par les Espagnols, alors en guerre avec la France. — Mais le navire était assuré. Monier signa son délaissement aux assureurs, et à ce qu'il paraît, se fit payer plus tard le montant de l'assurance.

Les choses étaient en cet état, lorsque, en 1814 (le 20 juillet), il fut conclu entre la France et l'Espagne, une convention par laquelle les gouvernements des deux pays stipulèrent des indemnités réciproques pour ceux de leurs sujets qui avaient souffert des pertes pendant la guerre, par suite de séquestrations et de confiscations.

Une commission fut instituée en France pour la répartition de cette indemnité, et Monier ou ses héritiers y formèrent une demande en paiement des sommes qui pourraient être accordées en raison de la confiscation du navire les *Trois-Félicités*. — Il est à remarquer que les assureurs, qui paraissent avoir droit à cette part d'indemnité, restèrent totalement étrangers à la demande ; qu'ils laissèrent même écouler, sans réclamation, le délai de déchéance qui avait été fixé par le gouvernement.

Cependant, en 1822, les héritiers Monier n'ayant pas jugé à propos d'attendre la fin de la liquidation, eurent le montant de l'indemnité réclamée en leur nom, ou du moins une partie, à Coste. Celui-ci revendit cette créance à Digerville et Homelin, ces derniers à la maison Amblé-Cottier, qui, enfin, la transporta à Dreux. — Ces

seignants ou ayants cause de ceux dont ils prétendaient exercer les droits ; que cela était reconnu et constaté, tant par le jugement de première instance que par l'arrêt attaqué... — Il est à regretter que l'arrêt de la Cour suprême ne s'explique pas sur ce point ; mais sans doute il faut entendre que les principes qu'il admet, s'y appliquent également.

différents transports furent notifiés au trésor et visés sans opposition.

En 1825, la liquidation étant terminée, toujours au nom des héritiers Monier, Dreux fit opérer en son nom le transport des inscriptions de rente montant à 7,000 fr. environ, qui devaient lui être données en paiement, et plus tard ces inscriptions de rente lui furent délivrées par le trésor. Dreux a prétendu depuis les avoir aliénées.

En cet état, et plus de dix années après, c'est-à-dire en 1832, Abéille, Laveyssière, Massot et autres, sédisant aux droits des assureurs, chargeurs ou consignataires du navire *les Trois-Félicités*, forment contre Dreux et ses cédants une demande en revendication ou restitution du montant de l'indemnité touchée par ce dernier.

Refus de la part de Dreux, se retranchant dans sa bonne foi, disant qu'il a acheté une créance mobilière de ceux qui paraissaient en être les véritables propriétaires; qu'il en est en possession légitime en vertu d'un fait émané du propriétaire apparent, et qu'en fait de meubles la possession vaut titre (C. civ., 2279); que, d'ailleurs, Monier ou ses héritiers, en leur qualité d'armateurs propriétaires du navire assuré, étaient pleinement fondés, même après le délaissement par eux opéré, à réclamer l'indemnité accordée par le gouvernement, sauf à rompre avec les assureurs; qu'enfin, les demandeurs n'établissent pas suffisamment leurs droits et qualités comme cessionnaires ou représentants de ces mêmes assureurs.

19 janv. 1835. Jugement du tribunal civil de la Seine qui rejette ces moyens de défense. — Ce jugement est important à connaître dans son ensemble, pour que l'on soit à même d'apprécier jusqu'à quel point, dans l'espèce, les circonstances du fait ont pu avoir influence sur la décision du droit.

Le tribunal commence par écarter l'exception prise du défaut de qualité des demandeurs, en considérant « que si les différentes justifications qu'ils ont à faire peuvent être critiquées comme incomplètes, elles sont au moins suffisantes pour établir leur qualité de cessionnaires de plusieurs des intéressés, sauf l'appréciation ultérieure de leurs titres quant à la nature et à l'étendue de leurs droits. »

« Au fond, continue le jugement, — Attendu qu'aux termes de l'art. 60 de l'ordonnance de la marine de 1681, après délaissement signifié, les effets assurés appartiennent à l'assureur; — Attendu qu'il suit de ce principe, que l'indemnité allouée, d'après les conventions du gouvernement espagnol, pour les valeurs du navire *les Trois-Félicités* et de sa cargaison, appartenait 1° aux assureurs d'Ant. Monier; 2° aux assureurs des chargeurs qui avaient fait des actes d'abandon;... — Attendu que la vente de la chose d'autrui est nulle; — Attendu, dès lors, qu'en supposant, ce qui résulterait des termes des actes de transports consentis devant notaire par les héritiers d'Ant. Monier, qu'ils ont voulu non-seulement les droits qui auraient pu lui appartenir à cette indemnité, pour le fret ou toute autre cause, mais encore ceux des assureurs ou

d'autres intéressés, la vente serait nulle à leur égard, et ceux-ci ou leurs ayants cause sont fondés à soutenir qu'elle ne saurait leur être opposée; — Attendu qu'à la vérité, c'est à la diligence et au nom des héritiers d'Antoine Monier qu'a été liquidée l'indemnité, mais qu'il ne s'ensuit pas qu'elle leur ait été attribuée exclusivement; que tel ne saurait être l'effet d'un acte administratif, ayant seulement pour objet de reconnaître la légitimité et de fixer le montant de la créance à recouvrer; que les diligences des héritiers d'Antoine Monier, faites en temps utile et avant toute déchéance, ont nécessairement profité à ses co-intéressés, dont elles ont conservé les droits; — Attendu qu'évidemment Monier, comme armateur, n'aurait pas en qualité pour vendre la portion d'indemnité qui avait cessé de lui appartenir par suite de son délaissement, ni celle des chargeurs; que ses héritiers, encore moins que lui-même, n'auraient eu cette faculté, puisque le prétendu mandat attaché à sa qualité d'armateur aurait fini par son décès; — Attendu qu'il est vrai, en général, que l'acquisition faite de bonne foi d'une chose mobilière, du propriétaire apparent, peut être considérée comme valable, parce qu'en fait de meubles la possession vaut titre; — Mais attendu que la règle de droit, qu'en fait de meubles la possession vaut titre, ne s'applique point aux droits incorporels, et que c'était un droit de cette nature, qui après la confiscation du navire *les Trois-Félicités* et de sa cargaison, appartenait sur l'indemnité qui en était la représentation, tant à l'armateur qu'aux gens de l'équipage, aux chargeurs et aux assureurs; — Attendu, dans tous les cas, que les héritiers d'Antoine Monier, qui ne représentaient aucune pièce constatant qu'ils eussent la propriété de toutes les facultés du navire, n'étaient pas même propriétaires apparents, et ne pouvaient nullement se croire propriétaires réels de la totalité du droit à l'indemnité dont la liquidation a été poursuivie en leur nom; qu'il existe toujours et nécessairement diverses parties intéressées pour une indemnité de cette nature, à laquelle ont droit par privilège les gens de l'équipage, et qui se partage ordinairement entre eux, l'armateur, les chargeurs ou consignataires, les assureurs s'il en existe; que, parmi les pièces produites devant la commission de liquidation, et visées dans son arrêté, se trouve l'état de chargement à la Guadeloupe, du 8 nov. 1792, lequel contient le nom des chargeurs et consignataires avec la valeur des marchandises qui leur appartenaient respectivement; — Qu'il résulte des circonstances et documents de la cause que la requête du 4 mars 1793, d'Antoine Monier contre ses assureurs, avait été produite devant la commission; que ces pièces, qui faisaient connaître qu'il existait des chargeurs et des assureurs, ne pouvaient être qu'entre les mains des héritiers d'Antoine Monier, qui ont dû eux-mêmes les reproduire, puisque la liquidation était poursuivie en leur nom;

« Attendu, au surplus, que si la vente d'un droit incorporel par un propriétaire apparent pouvait être considérée comme valable en faveur

de l'acquéreur de bonne foi, par exception au principe qui annule la vente de la chose d'autrui, cette exception ne pourrait être invoquée par un acquéreur qu'autant qu'il aurait été dans l'ignorance invincible des droits des tiers ; — Attendu au contraire que ceux des chargeurs et des assureurs du navire *les Trois-Félicités* étaient manifestes, non-seulement par les usages et règlements maritimes, mais encore par l'état de chargement du 8 nov. 1792 et la requête du 4 mars 1795 ; — Attendu que la prudence ordinaire prescrivait aux cessionnaires de vérifier l'existence et l'étendue des droits d'Antoine Monier, armateur, tant à la propriété du navire qu'aux marchandises dont il était chargé, et que le simple examen des pièces justificatives de la demande en liquidation eût révélé les droits des cointéressés ; — Attendu même que l'existence de ces pièces, leur dépôt au secrétariat de la commission, la vileté du prix des transports primitifs du 8 mars 1823 et du 10 avril 1823, le retrait qu'a fait Hamelin, l'un des cessionnaires, après la cession de ses droits, d'une grande partie de ces pièces, l'indication existante au dossier de la présence antérieure de ces pièces et de leur disparition, étaient des circonstances qui devaient particulièrement appeler l'attention ; — Attendu, enfin, que les cessionnaires successifs du droit d'indemnité n'ont pu, dans quelques termes qu'aient été faits ces transports, transmettre aux acquéreurs d'autres droits que ceux qui leur appartenaient ; d'où il suit que le transport d'André et Cottier, cessionnaires de Hamelin et cédans de Dreux, n'ont pu conférer à ce dernier la propriété entière de l'indemnité. — Déclare que, 1^o Massot et fils, à la charge par eux de justifier de leur identité avec l'ancienne maison de commerce de ce nom, ou de prouver qu'ils la représentent ; 2^o les héritiers André, à la charge par eux de justifier individuellement de leurs droits ; 3^o Laveysière et Abeille, selon la nature et l'étendue des droits dont ils pourront justifier, ont droit, en proportion de la part qui leur était afférente sous leur nom, soit comme cessionnaire dans le navire *les Trois-Félicités* et sa cargaison, à l'indemnité représentative dudit navire, corps et facultés, ainsi qu'elle a été fixée par la commission de liquidation ; — Ordonne, en conséquence, que, sur le montant 1^o des deux inscriptions de rente délivrées aux héritiers d'Antoine Monier, l'une de 4,773 fr., l'autre de 2,705 fr., et pour lesquelles il a été délivré deux certificats de propriété à Dreux ; 2^o sur les arrérages, etc., Massot et fils, les héritiers André, Laveysière et Abeille recevront, suivant leurs droits respectifs, la part à eux afférente, comme ayant droit à l'indemnité dont il s'agit, dans les rentes ci-dessus mentionnées et dans les arrérages d'icelles, ainsi qu'il a été dit ; — Ordonne, en conséquence, que lesdites inscriptions seront vendues jusqu'à concurrence du montant de leurs droits, etc., et, dans le cas où les inscriptions de rentes pour lesquelles il a été délivré des certificats de propriété à Dreux ne seraient pas représentées, ordonne que Massot et fils et consorts seront payés du montant de leurs droits sur la somme formant

la valeur desdites inscriptions au cours du jour de leur délivrance... ; — Condamne en conséquence, Dreux à payer aux parties de Berger (les assureurs et consignataires) la somme qui sera reconnue leur rester due, mais seulement après l'épuisement des valeurs déposées..., et pour la fixation des droits des cointéressés, d'après les justifications qui devront par eux être faites, renvoie les parties devant M^r Robin, notaire à Paris, lequel, en cas de contestation sur lesdites justifications ou pour toute autre cause, en dressera procès-verbal, pour ledit procès-verbal fait et rapporté ; être par les parties requis et par le tribunal, statué en ce qu'il appartiendra, etc. »

Appel par Dreux. — 20 juill. 1835, arrêt de la Cour de Paris qui confirme, adoptant les motifs des premiers juges.

POURVOI en cassation par Dreux.

Un premier moyen présenté dans l'intérêt du demandeur, se divisait en deux branches : — 1^o Violation de la règle que tout demandeur, pour être reçu à exercer une action, doit, avant tout, justifier du droit et de la qualité en vertu desquels il agit, règle écrite dans la loi 42, ff. de reg. jur., et consacrée dans notre droit par les art. 1315, C. civ., 150, C. proc., etc. ; en ce que, dans l'espèce, les juges d'appel, comme ceux de première instance, ont accueilli la demande d'Abeille, Massot, Laveysière et autres, tout en reconnaissant que plusieurs d'entre eux ne justifiaient pas complètement de leurs droits et qualités, et en les renvoyant à cet égard devant un notaire où ils auraient à les établir. Mais, dit le demandeur, en décidant ainsi, la Cour de Paris n'a-t-elle entendu prononcer qu'une condamnation provisoire ou conditionnelle ? Et si les justifications faites devant le notaire ne sont pas suffisantes, que deviendra la condamnation principale ? La Cour rétractera-t-elle son premier arrêt ? Et si elle ne le rétracte pas, les condamnations aux dépens prononcées au profit de ceux qui n'auront pu établir leurs droits, subsisteront-elles contre le demandeur ? Telles sont les questions que l'arrêt laisse sans solution, et qu'il ne pouvait évidemment se dispenser de prévenir ou de résoudre, sans violer la règle de droit invoquée à l'appui du pourvoi ; — 2^o Violation des lois 9 et 27, ff. de rei vindicatione, en ce que la Cour de Paris a admis contre le demandeur une action réelle en revendication, à raison d'une chose qui n'était plus en sa possession, puisque l'indemnité qui était l'objet de la contestation, et que Dreux a touchée, avait été transformée en inscription de rente sur l'Etat, et que Dreux avait aliéné ces inscriptions avant l'action en revendication exercée contre lui par Abeille et consorts.

3^o Moyen : — Violation des art. 527, 529 et 3279, C. civ. — Le dernier de ces articles, dit-on pour le demandeur, porte qu'en fait de meubles, la possession vaut titre, ce qui, en d'autres termes, signifie que celui qui possède une chose que la loi a déclarée meuble, est dispensé de toute preuve de propriété, pourvu que sa possession soit exempte de fraude et de mauvaise foi. Or, dans l'espèce, il s'agissait d'une

créance, d'une action qui avait pour objet une chose mobilière, et qui aux termes des art. 527 et 529, C. civ., est déclarée *meuble* par la détermination de la loi. La possession d'une telle chose par Dreux, possession de bonne foi, et fondée d'ailleurs sur un juste titre, devait donc lui en assurer la propriété. — Pour écarter l'application de cette règle, la Cour de Paris a dit qu'il fallait distinguer les meubles *corporels* des meubles *incorporels*; que dans l'art. 2279, C. civ., le législateur n'avait entendu parler que des meubles corporels, susceptibles de possession matérielle, de tradition manuelle; que les autres, les meubles incorporels, non susceptibles de cette espèce de possession ou tradition, devaient être exclus de la disposition de l'article 2279.... C'est, comme on le voit, faire une distinction là où la loi n'en fait aucune, là où elle dispose de la manière la plus générale. — Au surplus, voyons ce que la loi a réellement entendu par le mot *meubles*, et pour cela remontons au titre où le Code civil s'occupe de la distinction des biens. On y lit que tous les biens sont meubles ou immeubles (art. 516); qu'il y a deux espèces de biens meubles, les uns par leur nature, les autres par la détermination de la loi (527); qu'enfin, dans les biens meubles par la détermination de la loi, il faut ranger « les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers... les rentes perpétuelles ou viagères sur l'État ou sur particuliers, etc. » Or, les créances sur l'État ou sur particuliers sont évidemment comprises dans cette énumération. Ainsi, loin que les droits incorporels soient exclus de la nomenclature des meubles, on les y trouve au contraire textuellement compris.

Prétendrait-on tirer une objection des termes de l'art. 533, où il est dit que « le mot *meuble*, employé seul dans les dispositions de la loi ou de l'homme, sans autre addition ni désignation, ne comprend pas l'argent comptant, les pierreries, les dettes actives, les médailles, les instruments des sciences, des arts et métiers, le linge de corps, les chevaux, équipages, armes, grains, vins, foins et autres denrées... » Mais, il ne faut pas se méprendre sur le sens de cette disposition, qui a principalement pour objet la transmission des biens par succession, donation, testament ou autrement, et dans laquelle le législateur a voulu prévenir les erreurs ou méprises que pourrait entraîner la signification du mot *meubles*, plus étendue dans le langage de la loi que dans le langage ordinaire, où il ne s'entend guère que des *meubles meublants*. Cela est si vrai que, dans nombre d'autres articles du Code, le législateur, oubliant lui-même la restriction qu'il a posée dans l'art. 533, restitue au mot *meubles* toute l'étendue de signification qu'il avait précédemment donnée dans les art. 516 et suiv. Tel est l'art. 452, qui prescrite au tuteur, dans les trois mois de la clôture de l'inventaire, de faire vendre tous les meubles du mineur, autres que ceux dont le conseil de famille aurait autorisé la conservation; tel est l'art. 805, portant que l'héritier bénéficiaire ne peut vendre les meubles de la succession que

par le ministère d'un officier public, aux enchères, etc.; tel est l'art. 2110, portant que les meubles n'ont pas de suite par l'hypothèque... Certes, on ne pourrait soutenir que, dans toutes ces dispositions, le mot *meubles*, employé sans autre addition ni désignation, est exclusif de l'argent comptant, des dettes actives, des médailles, des instruments d'arts et métiers, des chevaux, équipages, armes, des grains, vins et autres denrées : ce serait en exclure précisément les objets que ces dispositions ont en vue. Il faut donc reconnaître que les expressions de l'art. 533, peu exactes en elles-mêmes, n'ont point empêché le législateur, dans tous les cas où il a été question de meubles, de donner à ce mot un sens beaucoup plus étendu, et même un sens tout à fait en opposition avec celui que semblerait lui assigner l'art. 533. — Quant au sens du mot *meubles*, dans l'art. 2279, il est évident qu'il n'est pas plus restreint que dans les articles qui viennent d'être cités, et qu'il y conserve toute sa généralité. En effet, si pour en exclure les créances ou dettes actives, il fallait recourir à la disposition restrictive de l'art. 533, il faudrait nécessairement aussi en conclure que la possession ne vaut pas titre, pour l'argent comptant, pour des pierreries, des livres, des médailles, des grains, des denrées, etc., tous objets que l'art. 2279 a encore évidemment en vue, lorsqu'il dispose qu'en fait de meubles la possession vaut titre. L'argument pris de l'article 533, ne prouve donc rien, par la raison qu'il prouverait trop et qu'il conduirait à rayer du Code l'art. 2279.

Mais on va plus loin, et l'on soutient que la possession dont parle l'art. 2279, ne doit s'entendre que d'une possession ou détention matérielle, qui ne peut s'appliquer qu'aux meubles corporels, susceptibles de tradition manuelle. C'est encore là une distinction qui ne repose sur aucun texte de loi, et qui d'ailleurs est évidemment erronée. En effet, l'art. 2228, C. civ., porte que la possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit. De là, il suit incontestablement que les choses incorporelles, qui ne sont que des droits, sont susceptibles de possession ou de quasi-possession, ainsi que l'assigne Pothier, se fondant sur l'art. 115 de la coutume de Paris (*Traité de la prescription*, n° 16). — A la vérité, cette possession ne s'établit pas, comme pour les meubles corporels, par la simple détention matérielle, par la tradition manuelle; mais elle a son mode particulier d'établissement dont les règles sont tracées par les art. 1689 et suiv., C. civ., relatifs au transport ou cession des créances et droits incorporels. Lorsque les formes prescrites par ces articles ont été remplies, le cessionnaire d'une chose, d'un droit incorporel en a la possession civile, tout aussi bien que s'il s'agissait d'un meuble corporel transmis par simple voie de tradition. Alors rien ne peut faire obstacle à l'application de l'art. 2279. — S'il en était autrement, un serait conduit à ce résultat que de simples créances, que tous les droits incorporels possédés de bonne foi, en vertu d'un juste titre, ne pourraient se prescrire

que par trente ans, tandis que les immeubles, d'une valeur ordinairement plus importante, se prescrivent par dix et vingt ans, ce qui serait une anomalie, une disposition bizarre que l'on ne peut supposer avoir été dans la pensée du législateur....

À ces arguments, on oppose l'art. 1509 et 2182, C. civ., portant que la *vente de la chose d'autrui est nulle*, et que « le vendeur ne transmet à l'acquéreur que la propriété et les droits qu'il avait lui-même sur la chose vendue. » Mais il est nombre de cas où, dans un intérêt d'ordre public, le législateur a été forcé d'admettre des exceptions à cette règle. Une des plus remarquables existe en matière de ventes par l'héritier apparent. La jurisprudence, et notamment celle de la Cour de cassation, déclare ces ventes valables, à l'égard des tiers, lorsqu'elles ne comprennent pas l'hérédité tout entière, et qu'elles ont été faites de bonne foi. (V. arrêt du 3 août 1815, et la savante dissertation de Merlin, combattant sur ce point l'opinion de Toullier, Questions de droit, v^o Héritier). Or, l'analogie est frappante entre la vente consentie par le propriétaire apparent et celle qui est consentie par l'héritier apparent. La validité de la vente dans ce dernier cas, conduit évidemment à décider que la vente est également valable dans le premier, alors surtout qu'il s'agit de meubles.

Une autre exception au principe des art. 1509 et 2182, C. civ., peut encore s'induire de l'article 1940 du même Code; cet article porte que « le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable, encore que le possesseur en soit par la suite évincé. » De là il suit d'abord qu'une créance, qu'un meuble incorporé est susceptible de possession. Il s'ensuit aussi que sa transmission, par celui qui n'en était pas le véritable propriétaire, mais seulement le propriétaire apparent, peut avoir effet, puisque le paiement fait au possesseur, c'est-à-dire au cessionnaire, libère le débiteur.

— Les art. 2008 et 2009, C. civ., offrent encore un exemple d'un cas où les tiers sont mis à l'abri de toute recherche de la part du véritable propriétaire, lorsqu'il ont traité de bonne foi avec celui qui avait pour le faire une qualité apparente. Ce cas est celui d'un mandataire qui a traité au nom de son mandant, dans l'ignorance de la révocation du mandat; « Dans ce cas, dit l'art. 2009, les engagements du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi. »

Comme on le voit, le législateur fait fléchir à l'égard des tiers, le principe des art. 1509 et 2182, C. civ., toutes les fois que les tiers ont contracté de bonne foi, qu'ils ont été dans une erreur inévitable sur le droit ou la qualité de celui avec lequel ils ont traité. — Or, dans l'espèce, les héritiers Monier étaient bien propriétaires apparents de l'indemnité à laquelle leur donnait droit la confiscation de leur navire; il était de toute impossibilité, pour des tiers, de savoir si ce navire avait été assuré, s'il y avait des chargeurs ou consignataires, s'il y avait eu délaissement, si le paiement de l'assurance avait été fait aux assurés, etc... En achetant la créance que constituait cette indemnité, en la faisant li-

quider au nom des héritiers Monier, leurs cédants, en l'absence de toute opposition ou réclamation de la part des assureurs ou autres et de leurs représentants, les cessionnaires des héritiers Monier traitaient donc de bonne foi, et c'est également de bonne foi que Dreux, le dernier d'entre eux, a traité et a reçu le montant de la créance. Il ne peut donc être tenu à restitution envers ceux qui se prétendent aujourd'hui, après un silence de dix ans, les véritables propriétaires; sans doute ceux-ci conservent tout recours contre les héritiers Monier; mais à l'égard des tiers et de Dreux en particulier, ils ne peuvent que s'imputer à eux-mêmes leur propre négligence (1)....

Une deuxième branche du moyen de cassation qui vient d'être développé, consistait à dire que, pour que les assureurs ou leurs représentants fussent fondés à se dire véritables propriétaires de l'indemnité ou de la créance litigieuse, créance qui appartenait d'origine aux héritiers Monier, il faudrait qu'ils eussent eux-mêmes signifié au trésor le transport opéré en leur faveur par l'effet de délaissement du navire. Or, disait le demandeur, cette signification n'a pas été faite; dans la réalité et à l'égard des tiers, l'indemnité n'avait donc pas cessé d'appartenir aux héritiers Monier; du moins ils n'en avaient pas été dessaisis; ils ont donc pu valablement en opérer la cession à des tiers, sauf à compter avec leurs assureurs....

Pour les défendeurs, on a répondu, sur la première branche du premier moyen, que la disposition de l'arrêt attaqué qui, au lieu d'ordonner un avant faire droit, avait prononcé une condamnation subordonnée à un compliment de justification des droits et qualités de quelques-unes des parties, n'avait porté préjudice à personne, ni par conséquent au demandeur, puisque l'arrêt disait en même temps qu'en cas de difficultés, les parties reviendraient devant les juges, pour être statué définitivement sur leurs droits respectifs. — Sur la deuxième branche de ce même moyen, qu'il ne s'agissait pas dans l'espèce d'une action en revendication, mais bien d'une action pure personnelle que les propriétaires de l'indemnité avaient contre Dreux, pour l'obliger à restituer une somme ou des valeurs qu'il s'était indûment fait remettre en leur lieu et place.

Sur la première branche du deuxième et principal moyen, on a dit pour les défendeurs : — C'est un principe de notre droit civil, dont il n'est pas permis de s'écarter à moins d'une dérogation expresse, que la *vente de la chose d'autrui est nulle*. Cette règle textuellement écrite dans l'art. 1509, se trouve reproduite dans l'art. 2182, portant que « le vendeur ne transmet à l'acquéreur que la propriété et les droits qu'il avait lui-même sur la chose vendue. » Si, en matière de meubles, et particulièrement dans l'art. 2279, C. civ., la loi a dérogé à ces principes conservateurs de la propriété, c'est parce que les meubles, dans le sens de cet article,

(1) À l'appui de ce moyen principal, le demandeur produisait une consultation de Pardessus.

c'est-à-dire toutes les choses qui se transmettent de la main à la main, par la voie de simple tradition, ne laissent en général aucune trace des différentes mutations dont ils sont l'objet. Cette pensée se révèle par les termes même de l'article 2279. Il donne trois ans au propriétaire d'une chose volée ou perdue pour la revendiquer. Or, on ne peut perdre ou voler un droit incorporel. La propriété d'une créance se consiste d'acquiescer en acquérant, tout comme celle d'un immeuble. Aucun des motifs qui ont dicté l'exception introduite par l'art. 2279, ne peut donc s'appliquer aux meubles incorporels. On en trouve au reste la preuve dans le discours de l'orateur du gouvernement, Bigot-Préménay, exposant les motifs de cet article. — « Le droit romain, disait-il, accordait, sous le nom de *interdictum utrubi*, une action possessoire à ceux qui étaient troublés dans la possession d'une chose immobilière; mais, dans le droit français, on n'a pas admis, à l'égard des meubles, une action possessoire distincte de celle de la propriété; on y a même regardé le seul fait de la possession comme un titre : on n'en a pas ordinairement d'autres pour les choses mobilières. Il est d'ailleurs le plus souvent impossible d'en constater l'identité et de les suivre dans leur circulation de main en main; il faut éviter des procédures qui seraient sans nombre et qui, le plus souvent, excéderaient la valeur des objets de la contestation. Ces motifs ont dû faire maintenir la règle générale suivant laquelle, en fait de meubles, la possession vaut titre. »

On insiste, et l'on dit : Les art. 527 et 529, C. civ., déterminent ce qu'on doit entendre par meubles, et les droits incorporels y sont spécifiés. — Nous répondrons que, quel que soit le soin apporté à la rédaction d'un Code, il est impossible de coordonner tellement les termes, qu'on puisse toujours interpréter rigoureusement une expression employée dans un article par le sens qui lui est donné dans un autre. Aussi y a-t-il plusieurs articles dans le Code civil où les expressions de *meubles*, *objets mobiliers*, *chose mobilière*, sont lues d'avoir toute l'extension que le demandeur prétend donner au mot *meubles* employé dans l'art. 2279. On peut citer à cet égard l'art. 1141 qui dispose que « si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes, est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, » encore que son titre soit postérieur en date, « pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi. » Il est bien certain que, dans cet article, les mots de *chose purement mobilière* ne s'entendent pas des droits incorporels. Nous citerons, à cet égard, un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 26 août 1831, dans lequel on trouve ce considérant remarquable : « Attendu, en droit, que l'art. 1141, C. civ., est uniquement ap-

» plicable à un objet mobilier et non à un droit incorporel, pour la transmission duquel d'autres principes ont été tracés par le législateur. » — Il faut remarquer, en effet, qu'aux art. 1689 et suiv., sous la rubrique de *transport des créances et autres droits incorporels*, le Code a tracé le mode de transmission des créances, qu'il a imposé la nécessité de la remise du titre, de la signification aux débiteurs : toutes choses qui ne se rencontrent pas dans la mutation de propriété des meubles corporels. — Le demandeur en cassation, pour étayer son système d'application de l'art. 2279 aux meubles incorporels, soutient qu'ils étaient dans l'ancien droit, et qu'ils sont encore aujourd'hui susceptibles de possession ou quasi-possession; il invoque à cet égard l'autorité de Pothier en son *Traité de la prescription*. Mais cet auteur ajoute que, d'après la législation sous l'empire de laquelle il écrivait, pour les meubles incorporels, comme pour les immeubles, la prescription ne pouvait s'acquiescer que par une possession de dix ou de vingt ans. — Or, maintenant, la prescription par dix ou vingt ans n'est plus admise que relativement aux immeubles; la conséquence nécessaire est qu'il faut trente ans pour prescrire la propriété d'un meuble incorporel. — Cela est d'autant plus juste et raisonnable, que la possession réelle d'un immeuble est un fait matériel qui avertit sans cesse le véritable propriétaire de l'usurpation commise à son préjudice, tandis qu'il n'en est pas ainsi à l'égard des meubles ou droits incorporels, dont la possession ou la quasi-possession, comme on voudra l'appeler, est un fait occulte, inaperçu, insaisissable, qui peut toujours rester ignoré. — Vazeille, *Traité des prescriptions*, n° 626, s'exprime ainsi sur la question : « La règle de l'art. 2279, qu'en fait de meuble possession vaut titre, ne s'applique qu'aux meubles corporels et aux billets au porteur. Les créances justifiées par d'autres titres et les actions mobilières, ne peuvent se transférer que par écrit. » — Dunod, dit plus loin Vazeille, traitant de la prescription du droit romain pour les meubles, avertissant qu'il ne faut entendre que les meubles corporels, « car les actions pour choses mobilières durent autant que les autres actions (1). »

Venus maintenant, continuent les défenseurs, aux exceptions que l'on prétend trouver au principe que la vente de la chose d'autrui est nulle. — On argumente d'abord, par analogie, de la jurisprudence qui a établi que les ventes faites par l'héritier apparent peuvent être déclarées valables. — Nous ne chercherons pas à combattre cette jurisprudence en nous appuyant sur l'autorité du savant jurisconsulte Toullier, qui s'est élevé contre elle en plusieurs endroits de ses ouvrages, avec une grande force de logique, (t. 7, n° 31 et suivants; t. 4, n° 289), et quoiqu'elle ait été repoussée par un arrêt de la Cour de Poitiers du 10 avril 1832, très-for-

(1) On citait encore pour les défenseurs l'autorité de Delvincourt, t. 2, p. 645, édit. de 1824, et celle de Troplong, *Comment. de la prescript.* Mais ces deux auteurs ne sont pas plus explicites que les pré-

cédents sur la difficulté; ils se bornent à dire que pour la transmission des meubles incorporels, tels que les actions ou créances, il faut un titre, ce que ne contestait pas le demandeur en cassation.

ment motivé. — Mais ce que nous contestons, c'est que le propriétaire apparent d'une créance, doit être assimilé à un héritier apparent. Les motifs qui ont déterminé en plusieurs circonstances les magistrats à maintenir les ventes faites par un héritier apparent, ne sauraient s'appliquer aux ventes faites par un propriétaire apparent non héritier. Ces motifs sont, en effet, qu'il importe à l'intérêt général qu'une hérédité soit appréhendée par quelqu'un avec qui les tiers puissent traiter avec sécurité; que les biens qui dépendent d'une succession ne soient pas en quelque sorte mis hors du commerce pendant un long espace de temps, par la crainte qu'éprouveraient les tiers qui auraient à stipuler relativement à ces biens, de voir un héritier plus proche se substituer à l'héritier putatif et anéantir tous les actes qu'aurait fait ce dernier. Eh bien! ces motifs ne s'appliquent pas au cas où il s'agit non d'un héritier, mais d'un usurpateur de la propriété d'autrui. Dans ce cas, la chose sur laquelle ont porté les stipulations des tiers n'a pas été, comme une hérédité, livrée à une sorte d'incertitude; elle n'a pas été pour ainsi dire offerte au premier qui prouverait qu'il avait sur elle des droits, même résolubles: elle avait un propriétaire certain, qui n'a pas été dessaisi un seul instant, sinon du fait, au moins du droit de la propriété. Si la condition des tiers de bonne foi est favorable, celle du propriétaire injustement dépossédé, l'est encore plus: il n'est pas comme l'héritier qui n'avait pas fait connaître ses droits et auquel on peut en quelque sorte reprocher de ne s'être pas présenté plus tôt pour appréhender la succession.... Disons donc, qu'entre l'héritier apparent et le propriétaire apparent non héritier, il n'y a aucune assimilation possible.

Quant aux arguments que l'on prétend tirer des art. 1240 et 2009. C. civ., ils ne sont pas plus solides. L'art. 1240 déclare valable le paiement fait au propriétaire apparent de la créance. Mais autre chose est de payer à un propriétaire apparent, porteur du titre de la créance; autre chose est d'acheter une créance du propriétaire apparent. Dans le premier cas, le paiement peut être forcé; il l'est même ordinairement. Dans le second cas, l'achat est toujours volontaire; il est donc juste que l'acquéreur coure toutes les chances de son imprudence, s'il en a commis une en achetant d'un autre que du véritable propriétaire. — L'art. 2009, relatif au mandat révoqué, n'est pas plus concluant. Celui qui constitue un mandataire se dessaisit régulièrement, en faveur de ce dernier, du droit d'aliéner sa chose; tant que le mandataire ignore que ce droit lui est retiré, ce qu'il fait en vertu du mandat est parfaitement régulier, parfaitement valide. L'art. 2008 le dit expressément, et l'article 2009 ne fait autre chose que tirer la conséquence du principe posé dans l'article précédent, principe qui n'est nullement en contradiction avec celui de l'art. 1599, portant que la vente de la chose d'autrui est nulle...

Sur la deuxième branche de ce deuxième moyen, on répondait enfin pour les détenteurs, qu'en leur qualité d'assureurs ou de représen-

tants des assureurs du navire les *Trois-Félicités*, et par le seul effet du délaissement de ce navire, ils étaient devenus propriétaires du navire lui-même, et par conséquent de l'indemnité ultérieurement accordée à raison de sa confiscation; qu'ils avaient été à cet égard, subrogés de plano à tous les droits d'Antoine Monier, sans qu'il fût aucunement besoin d'une cession ou transport de sa part; qu'ainsi les règles relatives aux cessions ou transports de créance, étaient ici sans aucune application.

ARRÊT.

* LA COUR, — Sur la première partie du premier moyen: — Attendu que les juges de première instance et la Cour royale, saisis par les conclusions de toutes les parties et de Deux lui-même, de la question de savoir si le droit à l'indemnité dont il s'agit avait été valablement transporté, ont décidé cette question pour la négative; que, jugeant à la fois que les qualités dans lesquelles procédaient les adversaires, laissaient quelque chose à désirer quant à la détermination des droits individuels de chacun des réclamants dans la répartition entre eux de l'indemnité qui était jugée appartenir à tous, le Jugement et l'arrêt ont renvoyé les parties devant un notaire pour y établir définitivement leurs qualités, sauf, en cas de difficultés, à revenir devant le tribunal pour s'y faire régler; que, bien que cette disposition eût été plus régulière si elle eût été prononcée par voie d'avant faire droit, elle ne fait toutefois grief à personne, laisse tous les droits intacts, et ne viole d'ailleurs aucune loi;

Sur la deuxième partie du même moyen: — Attendu que l'action sur laquelle il a été statué a été, d'après l'exploit introductif d'instance, non pas une action réelle ou en revendication des rentes données en paiement de l'indemnité, mais une action pure personnelle, en restitution de cette même indemnité indûment touchée, et dont les rentes inscrites au nom de Deux n'avaient été qu'un mode d'acquiescement; d'où il suit que les règles établies en matière d'action en revendication n'ont été ni pu être violées;

Sur la première partie du deuxième moyen, tirée de la violation alléguée de l'art. 2279 combiné avec les art. 537, 528 et 529. C. civ.: — Attendu que ces trois derniers articles distinguent les corps qui sont meubles par leur nature, et les choses incorporelles qui ne sont meubles que par la détermination de la loi; que le Code civil reconnaît ainsi des meubles réels qui ont une consistance corporelle et physique, et des meubles fictifs qui n'existent que dans l'intelligence et la pensée; — Que la tradition des premiers ne peut être que manuelle, tandis que celle des seconds ne peut pas l'être, ce qui les soumet les uns et les autres, quant à la transmission de propriété dont ils sont susceptibles, à des règles nécessairement différentes; que le Code civil reconnaît lui-même cette différence, lorsque, par son art. 1141, il parle des effets de la tradition d'une chose purement mobilière, ce qui dénote visiblement que, dans la pensée du législateur, il y a des choses qui sont purement mobilières, et des

choses qui ne le sont pas ; qu'en statuant, par l'art. 2279, qu'en fait de meubles, la possession vaut titre, le législateur n'a évidemment entendu parler que des meubles susceptibles de tradition manuelle, c'est-à-dire, des meubles corporels ; que cette pensée se manifeste par la suite de la disposition qui, en parlant d'une chose perdue ou volée, ne peut vouloir désigner qu'un meuble réel et corporel ; que les meubles actifs, tels que les actions, créances et autres droits incorporels, n'étant à l'égard des tiers, susceptibles d'aucune possession ou tradition proprement dites, ne pouvant, hors le cas de prescription, passer valablement de la propriété de l'un dans celle de l'autre, qu'à l'aide des voies établies pour la transmission de cette nature de propriété par les art. 1689 et 1690, C. civ., c'est-à-dire, par une disposition émanée du véritable propriétaire ; qu'en effet, on conçoit que le simple possesseur puisse, jusqu'à un certain point, transférer par une possession semblable à la sienne, le droit à la propriété de meubles corporels ; mais on ne concevrait pas que celui qui ne peut pas même avoir la possession proprement dite de droits incorporels appartenant à un autre, pût valablement en transférer la propriété, nul ne pouvant céder à un autre plus de droits qu'il n'en a lui-même ; qu'ainsi, la loi ne peut reconnaître et ne reconnaît en effet, par aucun texte, la qualité de propriétaire appartenant, en fait de droits incorporels ; qu'en dernière analyse, l'arrêt attaqué, en déclarant cette qualité aux héritiers d'Antoine Monier, en déclarant par suite la nullité du transport fait à Dreux du droit à l'indemnité qui ne leur appartient pas, loin d'avoir violé ou fausement appliqué les art. 2279, 527, 528 et 529, C. civ., a fait une juste application de l'art. 1509 du même Code, qui déclare nulle la vente de la chose d'autrui ;

— Sur la deuxième partie du deuxième moyen : — Attendu que le délaissement du navire et de tous ses droits, fait en 1793 par Monier aux assureurs, aujourd'hui représentés par les défendeurs à la cassation, ne peut être assimilé à un transport de créances ; que le délaissement en pareille occurrence, est un moyen légal de transmission de propriété du navire, et conséquemment de l'indemnité qui le représente ; que, propriétaire de l'un et de l'autre, les assureurs n'ont eu besoin de faire aucune signification, ni au gouvernement espagnol, débiteur, ni au trésor public de France, payeur de cette indemnité ; d'où il suit que les art. 1689 et 1690, Code civ., étaient sous ce rapport inapplicables à la cause. — Rejette, etc. »

Du 4 mai 1836. — Ch. civ.

OBSERVATIONS.

Qu'il nous soit permis d'exprimer quelques doutes sur la doctrine que consacre l'arrêt qui précède dans son troisième considérant.

La règle qu'en fait de meubles, la possession vaut titre, n'est pas nouvelle dans notre droit ; elle était particulièrement admise et pratiquée avec plus ou moins d'extension, au Châtelet de Paris, ainsi que nous l'atteste Bourjon,

Droit commun de la France, t. 1, p. 458, 459 et 1094. — Mais les auteurs du Code civil en la reproduisant dans l'art. 2279 de ce même Code, en présence des définitions et des distinctions nouvelles qu'ils venaient d'établir relativement aux meubles, ont-ils entendu que cette règle devait être appliquée dans toute sa généralité, sans distinction des meubles corporels ou incorporels ? c'est là ce qu'il importe d'abord d'examiner.

Si l'on devait s'arrêter à la lettre de la loi, au sens rigoureux des termes qu'elle emploie, nul doute que la question ne dût être résolue pour l'affirmative : le mot *meubles* employé seul dans l'art. 2279, ne comporte aucune distinction ; il embrasse nécessairement toute espèce de meubles : *ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus*.

Tout ce que l'on pourrait accorder de plus favorable au système contraire, c'est que la difficulté ne s'est pas présentée à la pensée du législateur en écrivant l'art. 2279, C. civ. ; qu'en un mot, il ne l'a pas prévue. Autrement, l'on arrive inévitablement à cette conséquence, qu'il a voulu conserver au mot *meubles* dans cet article, toute sa généralité, et y comprendre par conséquent les meubles *incorporels* ; car il était trop simple et trop naturel de restreindre la signification du mot, par l'emploi de l'expression *meubles corporels*, pour supposer que le législateur ne l'eût pas fait, si telle eût été sa pensée. Vainement se réfugie-t-on dans le deuxième paragraphe de l'article où se trouve prévu le cas de perte ou de vol, et où il ne peut être question en effet que de meubles corporels. Ce que la loi dispose pour ce cas particulier, n'entraîne aucunement une restriction nécessaire au principe général posé dans le paragraphe qui précède. La difficulté d'interprétation de ce paragraphe reste donc toute entière.

Mais si la question n'est pas intentionnellement résolue dans l'art. 2279, où certes elle aurait dû l'être, on en est donc réduit à chercher la solution de la difficulté dans les autres dispositions du Code plus ou moins afférentes à la matière. Or, ici, l'embarras redouble. Comme on vient de le voir par la discussion qui précède, des inductions, des arguments de même force, se présentent en foule pour soutenir les deux systèmes opposés, et l'on arrive seulement à ce résultat, de constituer sur nombre de points le législateur en désaccord avec lui-même, sans avoir rencontré une disposition topique, pleinement décisive, qui puisse lever tous les doutes en conciliant tous les principes. Preuve nouvelle que la difficulté n'a été ni prévue ni résolue par le Code civil.

Dans cet état de la législation, il est évident qu'il faut pénétrer plus avant dans la nature des choses, et chercher à résoudre le problème, non par un article textuel du Code, mais d'après son esprit, d'après des principes convenus d'utilité publique ou sociale, combinés avec les règles générales du droit et de l'équité.

Ici, comme on le voit, c'est l'intérêt des tiers, c'est-à-dire l'intérêt de tous, l'intérêt public ou social qui se trouve en lutte avec l'intérêt privé :

car s'il importe que le véritable propriétaire d'une créance, d'une rente, d'un meuble incorporel, n'en puisse être dépouillé par la vente qu'un autre en aurait faite sous la qualité de propriétaire apparent, il importe plus encore, qu'il y ait sûreté dans les transactions civiles, que certains objets, que tous ceux que l'on désigne sous la nomination de meubles incorporels, ne soient pas frappés d'immobilité, retirés en quelque sorte de la circulation et du commerce, par l'impossibilité où l'on serait de les acquérir sans danger d'éviction.

C'est par des considérations de cette nature, puisées uniquement dans cet ordre d'idées, que la Cour de cassation a été conduite à se décider pour la validité des ventes faites par l'héritier apparent, ventes en faveur desquelles on ne trouve pas plus de dispositions décisives dans le Code civil, que pour celles faites par le propriétaire apparent, du moins quand il s'agit de meubles. Il nous semble donc que, pour être conséquent, il faut décider des unes comme des autres, qu'elles sont valables ou nulles; car dans les unes comme dans les autres, il s'agit toujours de l'intérêt des tiers, dont la bonne foi a été trompée.

Peut-être ne recule-t-on devant cette assimilation, que parce que l'on n'est pas toujours d'accord sur ce qu'il faut entendre par propriétaire apparent. Là est, nous le croyons, le véritable siège de la difficulté.

Nous comprenons très-bien que par cela seul que l'on est détenteur d'un titre de rente ou de créance, on ne puisse pas s'en prétendre propriétaire, en est-on même ce qu'on peut appeler la jouissance ou la possession, en est-on perçu pendant plus ou moins de temps les arrérages ou les intérêts. Nous comprenons même qu'il ne suffise pas au possesseur de justifier d'un titre de transmission régulier dans la forme, si ce titre est émané de celui qui, évidemment, n'était pas propriétaire. Tout cela nous paraît juste et sans difficulté; ce n'est pas là, selon nous, ce que l'on doit considérer comme une vente faite par un propriétaire apparent.

Mais il est des cas, peu nombreux à la vérité, où la transmission peut avoir été faite par une personne qui avait de justes raisons de se croire propriétaire, ou qui, du moins à l'égard des tiers, avait une qualité et des titres tellement apparents, qu'il était de toute impossibilité pour ces tiers d'en démêler ou même d'en soupçonner le vice... Tel est le cas de vente d'une chose mobilière, d'une rente, par celui qui représente un titre de substitution qui lui en attribue la propriété (voy. l'espèce jugée en dernier lieu par la Cour de Paris, 14 juin 1834); telle serait encore l'espèce actuelle, s'il eût été constaté en fait que les acquéreurs ou cessionnaires successifs de l'indemnité due à raison de la confiscation du navire, n'avaient eu aucun moyen de découvrir que ce navire avait été assuré, qu'il y avait des chargeurs ou consignataires, etc. Mais loin qu'il en fût ainsi, cette circonstance est au contraire formellement déniée dans les motifs du jugement de première instance adoptés en appel...

A notre avis, il y avait là raison suffisante de décider que des cessionnaires qui avaient acheté, même de bonne foi, mais sans vérification suffisante des titres de leur cédant, devaient être condamnés à restitution: il était juste et naturel qu'ils supportassent le dommage de leur propre négligence. Sous ce rapport, nous pensons donc qu'il a été bien jugé au fond, dans l'espèce qui précède; mais qu'il eût fallu juger autrement, et que la possession en vertu d'un juste titre eût dû être décisive en faveur des cessionnaires, s'il eût été constant qu'ils avaient fait tout ce que la prudence ordinaire exige pour s'assurer que le cédant était bien réellement propriétaire.

En pareil cas, il nous semble dur et injuste de placer, pendant trente ans, le cessionnaire de bonne foi sous la crainte de l'éviction, tandis que s'il avait acheté un immeuble dont la propriété, quoique plus apparente en fait, n'est pas plus facile à vérifier en droit, il aurait après dix ou vingt ans de possession, à l'abri de toute recherche. Évidemment il y a là lacune ou anomalie dans la législation, et le seul moyen de sortir de cette alternative, c'est de restituer à l'art. 2279 son sens naturel, le sens légal que comportent les termes dans lesquels il est conçu. — Restreinte aux limites que nous venons d'indiquer, la règle qu'en fait de meubles la possession vaut titre, n'a plus rien qui inquiète ou qui réjouisse, lorsqu'il s'agit de l'appliquer à des meubles incorporels.

Admettre le système contraire, c'est, ce nous semble, ôter toute sécurité dans l'achat des rentes ou créances, c'est jusqu'à un certain point en rendre la circulation dans le commerce impossible ou dangereuse.

Quoi qu'il en soit de ces réflexions, nous avons posé la question en tête de cet article, comme résolue d'une manière absolue et générale contre la validité des ventes de meubles incorporels faites par le propriétaire apparent, parce que cette solution nous a paru être dans la pensée de l'arrêt, bien qu'elle ne fût peut-être pas rigoureusement dans le besoin de la cause.

L. N. DEVILLENEUVE.

CHASSE. — PORT D'ARMES. — PREUVE. — SOMMATION.

L'individu surpris en action de chasse ne peut s'affranchir de la condamnation qu'en justifiant qu'il avait obtenu un permis de port d'armes: la preuve contraire ne peut pas être mise à la charge du ministère public.

L'individu poursuivi comme prévenu d'un délit de chasse est tenu de justifier d'un permis de port d'armes, quoiqu'aucune sommation ne lui ait été faite de le produire.

ARRÊT

« LA COUR, — Vu l'art. 1^{er}, décret 4 mai 1812; — Attendu que tous ceux qui chassent avec armes sont passibles des poursuites qui y sont prescrites, s'ils ne justifient pas qu'au moment où furent constatés les faits de chasse ils avaient obtenu un permis de port d'armes; — Que, ni le décret du 4 mai, ni aucune autre disposition législative, n'ont subordonné la nécessité de cette

justification à une sommation préalable destinée à mettre les chasseurs en demeure, et que, d'ailleurs, d'après la nature particulière du fait dont il s'agit, cette sommation serait le plus souvent impraticable; — Et attendu que, d'après un procès-verbal du 28 août 1835, Levannier-Desvauxiers avait été trouvé chassant avec armes; — Que, par la citation du 16 sept., il fut appelé devant la Cour royale, non-seulement pour avoir à répondre sur le fait de chasse en temps prohibé, mais aussi sur le fait de chasse sans permis de port d'armes; — Attendu, dès lors, que Levannier-Desvauxiers, pour justifier, sous ce point de vue, le fait de chasse qui lui était imputé, aurait dû prouver qu'il avait préalablement obtenu un permis de port d'armes; — Attendu qu'il n'a point fait cette preuve, et que même la Cour royale, par son arrêt, l'en dispense, et met à la charge du ministère public la preuve du fait contraire, preuve négative qui ne peut être exigée de lui, soit d'après le texte formel du décret du 4 mai 1812, soit d'après les règles générales de la procédure; — Et attendu qu'en jugeant ainsi, la Cour de Caen a formellement violé le décret du 4 mai 1812. — Casse, etc. »

Du 5 mai 1856. — Ch. crim.

FAUX. — FAINE. — ARRETE.

L'individu déclaré coupable d'usage de pièces fausses doit être condamné à l'amende portée par l'art. 164, C. pén., sous peine de nullité.

Du 5 mai 1856. — Ch. crim.
Conforme à la notice.

LOTÉRIE. — CONCURRENCE. — EXCUSE.

Celui qui a mis en loterie des objets de son commerce ne peut être renvoyé des poursuites, sous le prétexte que la disposition de la loi doit être restreinte aux loteries qui pourraient faire concurrence à la loterie royale (C. pén., 410.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 410, C. pén.; — Attendu que les termes de cet article sont généraux et absolus, et ne comportent aucune distinction; qu'ainsi il doit être appliqué également aux loteries qui forment un établissement permanent et à celles qui consistent dans une seule opération, sauf aux tribunaux à proportionner, pour chaque cas, la peine à la gravité du délit; que la disposition particulière qui a été insérée, relativement aux administrateurs, préposés ou agents des loteries, n'a point pour objet de restreindre l'application de l'article aux loteries dont l'importance a rendu nécessaire l'emploi de tels agents, lorsqu'il en existe, comme complices du délit de celui qui tient la loterie; — Qu'aucune disposition de la loi n'autorise non plus à restreindre la prohibition de cet article aux loteries qui pourraient faire concurrence à la loterie royale; — Et attendu, en fait, que l'arrêt attaqué a reconnu que Charlotte Aimée Degrobert avait mis en loterie des objets de son com-

merce, et qu'il a cependant refusé de prononcer contre elle les peines déterminées par l'art. 410 ci-dessus cité; ce qui constitue une violation formelle dudit article, — Casse, etc. »

Du 5 mai 1856. — Ch. crim.

DROITS LITIGIEUX. — CESSIION. — RETRAIT.

Le retrait de droits litigieux autorisé par l'article 1699, C. civ., ne peut être exercé contre le cessionnaire d'une créance par un tiers qui, se prétendant acquéreur de cette créance en vertu d'une cession antérieure, avait précédemment formé une demande contre le créancier, à l'effet de faire reconnaître l'existence du transport.

Transport par les enfants Geslin à Fallampin d'une créance par eux trouvée dans la succession de leur père. — Antérieurement à ce transport, une action avait été intentée contre les héritiers Geslin par Guyonnie, qui prétendait que la créance lui avait été cédée par Geslin père. — Dans cet état, Guyonnie craint pouvoir exercer contre Fallampin, cessionnaire, le retrait de droit litigieux dans les termes de l'art. 1699, C. civ.

Du 30 mai 1855, arrêt de la Cour de Paris : — « En ce qui touche la demande en retrait litigieux formée par Guyonnie contre Fallampin devant la Cour :

« Considérant que le retrait litigieux est un droit exceptionnel qui doit être renfermé dans ses justes limites;

« Que pour qu'il y ait lieu au retrait litigieux dans le sens de la loi, il faut que celui qui veut l'exercer soit débiteur présumé d'une créance, ou de tout autre droit que l'on poursuit contre lui, et que, dès lors, il soit l'objet d'une action contre laquelle il se défend; que, dans ce cas, il peut faire cesser cette action, se faire tenir quitte du droit que l'on réclame contre lui, et retirer du litige la chose qui s'y trouve engagée, en se subrogeant au cessionnaire par le remboursement du prix de la cession; mais que ce droit ne peut appartenir à celui qui se prétend créancier et qui poursuit à ce titre, puisque le litige auquel lui-même donne lieu n'est pas élevé contre lui, que le droit transporté n'est pas un droit qu'on poursuit contre lui et dont il ait à se faire tenir quitte, et qu'ainsi il ne se trouve point dans le cas prévu par l'art. 1699, C. civ.;

« Considérant, qu'accorder la faveur du retrait à tout demandeur, ce serait lui faire retirer un bénéfice gratuit d'une demande qu'il n'avait pas même besoin de justifier, et que, par conséquent, ce serait encourager les procès contre l'intention de la loi, qui a pour but de les étouffer;

« Considérant, en fait, que Guyonnie prétend un droit de propriété sur une créance appartenant aux héritiers Geslin, et qu'il a intenté une demande contre eux à cet effet; que les héritiers Geslin défendent à cette demande; qu'en cet état, ils ont pu céder la créance sur laquelle Guyonnie élève ses prétentions, sans que celui-ci ait le droit d'intervenir dans cette cession pour se

mettre à la place du cessionnaire, déboute Guyon de sa demande en retrait litigieux, etc. »

POURVOI en cassation par Guyon, pour violation des art. 1699 et 1700, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'admettre le demandeur en retrait, bien que la cession consentie à Fallemplein eût pour objet une créance ou des droits litigieux, et à l'égard desquels il existait une insaisie liée antérieurement au transport.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, d'après les faits et circonstances déclarés constants par l'arrêt attaqué, il résulte que la créance cédée n'était en aucune façon litigieuse; que, par conséquent, il n'y avait point lieu au retrait et à l'exercice du droit résultant de l'art. 1699, C. civ., — Rejette, etc. »

Du 5 mai 1856. — Ch. req.

ENFANT NATUREL. — LÉGITIMATION. — DROIT INTERMÉDIAIRE. — MÈRE. — AVEU. — FORMES.

La légitimation d'un enfant naturel né sous l'empire de la loi du 12 brum. an 2 a été opérée irrévocablement par le fait seul du mariage subséquent de ses père et mère, contracté sous la même loi, encore que ceux-ci soient décédés sous le Code civil (1).

L'art. 10, L. 12 brum. an 2, qui renvoie au Code civil, non encore promulgué, le règlement de l'état et des droits des enfants nés hors mariage dont les père et mère seront encore existants lors de la promulgation de ce Code, ne concerne que les enfants qui avaient encore à cette époque la qualité d'enfants naturels, et non ceux qui étaient devenus légitimes par le mariage antérieur de leur père et mère (2). (C. civ., 331.)

L'aveu exigé par l'art. 336, C. civ., de la mère indiquée dans l'état de reconnaissance d'un enfant naturel faite par le père, n'est soumis à aucune forme spéciale : ainsi, il résulte suffisamment, pour rendre la reconnaissance parfaite à son égard, des faits et circonstances, notamment des soins par elle donnés à son enfant (3). (C. civ., 331 et 336.)

P. Arrêt de la Cour de Paris du 15 déc. 1854.

POURVOI par les collatéraux Letissier pour violation 1^o de l'art. 10, L. 12 brum. an 2, et 2^o des art. 331 et 334 C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant que, suivant les anciens principes, le fait seul du mariage suffisait pour la légitimation des enfants nés antérieurement, lorsque la filiation était légalement établie; — Considérant que la loi de brum. an 2 n'a ni changé ni modifié ces principes; que, si l'on consulte son esprit, il est impossible de présumer que le législateur, dont les intentions étaient si favorables aux enfants naturels, ait voulu entraver leur légitimation; qu'il eût été à la fois contraire à la justice, à la raison et à la

morale, d'obliger les père et mère à ne pas se marier, et que c'eût été les en empêcher que de les laisser dans l'incertitude relativement aux formes qu'ils devaient adopter pour la légitimation de leurs enfants, ces formes pouvant naître point se trouver en harmonie avec celles que prescrirait le Code à venir; — Considérant que, si la question a pu recevoir quelquefois une solution différente, ce n'a été que dans des cas où la filiation était incertaine; ainsi l'enfant qui ne réclamait la légitimation que pour parvenir à prouver sa filiation était repoussé par le principe absolu, et dominant toute la question, que la recherche de la paternité est interdite; principe que l'on trouve dans le Code, mais que la loi de brum. an 2 avait déjà posé; — Considérant que la dame Cousin était un enfant naturel légalement reconnu, selon la loi existante au moment du mariage de ses père et mère, soit par la reconnaissance formelle du père dans l'acte de naissance, soit à raison des soins donnés par la mère; que, dès lors, la filiation étant assurée, la célébration de leur mariage a irrévocablement fixé son état d'enfant légitime, et que le Code civ. n'aurait pu, sans effet rétroactif, y porter atteinte; — Considérant que l'arrêt attaqué, en adoptant ces principes, n'a ni violé l'art. 10, L. brum. an 2, ni fait une fautive application du Code civ., — Rejette, etc. »

Du 5 mai 1856. — Ch. req.

1^o PREUVE TESTIMONIALE. — CAUSE ILLECITE. — FRAUDE A LA LOI.

2^o PROMESSE DE MARIAGE. — CLAUSE PÉNALE.

1^o Le souscripteur d'une obligation dont la cause exprimée serait valable, est admissible à prouver par témoins que l'obligation repose en réalité sur une cause illicite, par exemple, un délit de mariage : ce déguisement de la vérité a le caractère de fraude dans le sens de l'art. 1353, C. civ.

La fraude à la loi, aussi bien que le dol ou la fraude envers la personne, autorise la preuve testimoniale contre les obligations écrites. (C. civ., 1353.)

2^o L'obligation souscrite dans le but d'assurer l'exécution d'une promesse de mariage, est nulle, de même que la promesse elle-même dont elle est l'accessoire, comme portant atteinte à la liberté des mariages. (C. civ., 1333.)

C'est une question de la plus haute importance que celle de savoir si la preuve testimoniale peut être admise pour prouver la fraude à la loi, comme pour prouver le dol ou la fraude envers la personne. Ce n'est, nous l'avons vu, qu'avec une sorte d'hésitation et comme forcés par les termes explicites de l'arrêt, que nous en posons ici la solution affirmative, solution qui nous semble ébranler fortement le système de notre législation civile en matière de preuve, et porter une atteinte véritable à la sage prohibition de l'art. 1341, C. civ.

Toutefois, avant de déduire nos raisons de douter, rendons compte de l'espèce jugée, de la discussion approfondie dont elle a été l'objet, et de l'arrêt solennel intervenu.

Le 5 germinal an 15, Lapyre souscrivit au profit de Marguerite Boulet, alors âgée de 15 à

(1-2-3. P., sur toutes les questions la jurisprudence annotée sous l'arrêt attaqué de la Cour de Paris, du 15 déc. 1854.

16 ans, un billet de 5,999 fr., « pour vrai et » légal prêt, est-il dit, fait avant le présent, en » pièces d'or et d'argent. »

Après un espace de plusieurs années, Marguerite Boulet réclama le paiement de ce billet. — Lapeyre s'y refusa, disant qu'il n'avait en réalité pour cause que d'assurer l'exécution d'une promesse de mariage par lui faite à Marguerite Boulet, et que, comme tel, il reposait sur une cause illicite qui en entraînait la nullité. Il concluait à être admis à la preuve testimoniale du fait par lui articulé. — Marguerite Boulet ou ses héritiers soutinrent la preuve inadmissible, en ce qu'elle aurait pour but de détruire un acte écrit, régulier dans sa forme.

Néanmoins, et par arrêt du 6 août 1817, la Cour de Riom, saisie de la contestation, admit Lapeyre à la preuve par lui offerte. — Mais sur le pourvoi des héritiers Boulet, cet arrêt fut cassé le 29 mai 1827, par le motif qu'aucun fait de dol ou de fraude n'était articulé par Lapeyre, et que la fraude présumée à la loi, ne peut être un moyen d'admissibilité à la preuve testimoniale, de la part des parties contractantes elles-mêmes.

L'affaire ayant été renvoyée devant la Cour de Lyon, cette Cour prononça comme celle de Riom, par un arrêt du 21 mars 1852.

Un nouveau pourvoi en cassation a été formé par les héritiers Boulet, 1° pour fausse application des art. 1131 et 1135, C. civ., en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré qu'un dédit de mariage était une cause illicite d'obligation. — On a peu insisté, pour les demandeurs, sur ce moyen.

2° Pour contravention aux art. 1341 et 1355, C. civ., en ce que la Cour royale a admis le souscripteur du billet dont il s'agit, à prouver par témoins que ce billet avait une cause autre que celle qui y est exprimée. — Dans l'intérêt des demandeurs on a dit : — C'est une maxime ancienne et incontestable que la preuve par témoins n'est pas recevable contre une promesse écrite, *contra testimonium scriptum, non scriptum testimonium non fertur*. L. 1^{re} C. de testibus. — En effet, la mauvaise foi des hommes, la faiblesse de leur mémoire ou de leur intelligence, une foule de causes qui naissent du froissement des intérêts et des passions, rendent douteuse et suspecte la preuve qui repose sur le seul témoignage des hommes. Que sera-ce donc lorsque cette preuve a pour objet d'en détruire une autre qui existe par écrit comme monument certain de ce qui s'est passé? — Si la signature est certaine, si le consentement n'a pas été extorqué par dol, ou arraché par violence, si celui qui s'engageait reconnaissait, au moment du contrat, l'étendue et les conséquences de son obligation, aucune preuve ne peut en détruire l'effet. — Trois sont les principes qui servent de base à l'art. 1341, C. civ. D'après cet article, aucune preuve par témoins n'est reçue contre et outre le contenu aux actes. Le législateur a pris soin d'ajouter, ni sur ce qui sera allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes. — Ainsi, lorsqu'un acte énoncera qu'il a pour cause un prêt, on ne pourra pas prouver par témoins que c'est un dédit de mariage; la partie qui se trouve

lésée par l'énonciation de la cause portée dans l'acte, doit s'imputer de l'y avoir insérée ou de l'y avoir laissé insérer : il faut qu'elle subisse les conséquences d'un fait qui est son ouvrage.

— La loi a cependant admis des exceptions au principe général posé dans l'art. 1341. La première est écrite dans l'art. 1347, C. civ., qui porte que les régies tracées dans les articles précédents recolvent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit. — Une autre exception résulte encore du cas où l'acte attaqué se trouve entaché de fraude, de dol ou de violence, parce que ces circonstances vicient essentiellement tous les contrats, qui ne tirent leur force et leur valeur que de la volonté libre des parties qui ont contracté. — D'autres exceptions se trouvent encore édictées dans l'article 1348, C. civ.; elles résultent toutes, comme il est facile de s'en convaincre par la lecture de cet article, de cas *fortuits* ou de *force majeure*, ou bien elles s'appliquent seulement aux obligations qui naissent des quasi-contrats et des délits ou quasi-délits. — Mais si la preuve testimoniale peut être admise en cas de dol, de fraude ou de violence, ou lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit, encore faut-il, suivant Merlin, que les faits articulés aient de la précision et de la gravité. « En effet, dit-il, dans » son *Répert. de jurispr.*, la preuve peut être » reçue, si les faits de dol et de fraude sont assez » graves et assez précis pour qu'il en résulte une » induction certaine que la partie qui les articule n'a pas eu, en signant l'acte, la volonté » que l'acte même lui suppose. » — Or, continuait-on, aucune de ces circonstances ne se rencontre dans la cause. Le souscripteur de l'acte du 5 germ. an 13, Lapeyre, articule seulement que la cause de son obligation qui y est énoncée, n'est pas la véritable; il veut prouver par témoins contre et outre ce qui est prouvé par écrit; il veut faire valoir ce qui a été dit avant, lors ou depuis l'acte, preuve que la disposition générale de la loi prohibe formellement. — Et que l'un n'objeete pas, à l'appui du système contraire, que la preuve testimoniale de l'usure et d'une dette de jeu est autorisée par la loi, alors même qu'il s'agit d'une somme excédant 150 fr. En effet, dans ces deux cas, la preuve testimoniale n'est admise que par exception à la règle générale posée dans l'art. 1341, et l'on sait qu'une exception ne peut être étendue par voie d'analogie d'un cas à un autre. Il est d'ailleurs une raison particulière qui a déterminé le législateur à autoriser la preuve testimoniale de l'usure, à quelque somme qu'elle puisse s'élever. L'usure n'est pas seulement une voie indirecte, un moyen détourné pour violer la loi; elle constitue un véritable délit; or, les délits peuvent toujours être prouvés par témoins... A l'appui de ces raisonnements, on citait pour les demandeurs un arrêt de la Cour de cassation, du 29 oct. 1810, qui a jugé que la preuve testimoniale est inadmissible hors des cas où il existe un commencement de preuve par écrit, et où la partie qui réclame n'a pu se procurer une preuve écrite du fait qu'il lui importe de prouver.

Pour le défendeur, on a répondu, sur le pre-

mier moyen, qu'il est de principe incontestable, aujourd'hui comme anciennement, que toute stipulation pénale ayant pour objet d'assurer l'exécution d'une promesse de mariage, est nulle comme contraire à la liberté des mariages. Sur ce point, on a cité de nombreuses autorités, et notamment Delvincourt, t. 1^{er}, p. 65 et 67; Vazille, p. 191, ainsi que plusieurs arrêts de la Cour de cassation et de Cours royales. (V. *Jurisp. du 19^e siècle*, v^o *Promesse de mariage*.)

Sur le deuxième moyen :—Que l'art. 1355, Code civ., autorisait la preuve testimoniale pour fraude à la loi, aussi bien que pour fraude envers la personne, sa disposition étant générale et embrassant dès lors tous les genres de fraude dont les contrats peuvent se trouver vicieux. — Sous l'ancien droit, disait-on, les plus savants commentateurs, d'Argentré à leur tête, enseignaient que la preuve testimoniale était recevable pour établir la fraude à la loi, comme pour établir la fraude à la personne. Et s'il y avait, d'ailleurs, quelque différence à établir entre l'une et l'autre de ces deux espèces de fraude, que les rédacteurs du Code civil ont confondues en les comprenant toutes deux sous une seule et même dénomination générale, n'est-ce pas en faveur de la fraude à la loi que la preuve testimoniale devrait être plus facilement admise, puisqu'elle offense l'ordre public et qu'elle tend à troubler l'harmonie générale de la société, tandis que la fraude envers la personne ne constitue qu'un préjudice purement matériel et qui se concentre dans la lésion d'un simple intérêt privé? — Ajoutons que la distinction qu'on prétend établir pour écarter l'application de l'art. 1355 est d'autant moins admissible, qu'il n'est pas de fraude à la loi qui ne soit en même temps une fraude à la personne, dont la loi a eu précisément pour objet de protéger la faiblesse, en la relevant contre les suites d'un aveugle et fatal entraînement. — Ainal, dans des vues de morale et d'ordre public, la loi garantit à tout citoyen la restitution des intérêts usuraires qu'il a consenti à payer dans un moment de gêne et de nécessité. Si donc le créancier obtient de son débiteur qu'il déguise ce contrat d'usure sous l'apparence d'une vente ou de tout autre contrat légitime, il n'y a pas seulement fraude à la loi, il y a aussi fraude à la personne. — Ainsi encore, la loi promet à tout citoyen qu'il ne pourra pas se ruiner au jeu. Si, pour éluder cette sage disposition qui dénie toute action au joueur qui le sort a favorisé, le joueur malheureux dissimule la cause réelle de sa dette sous la couleur d'un prêt ou de tout autre acte licite, ce n'est pas seulement la loi d'ordre public qui est violée; il y a fraude envers la personne à qui on ravit par ce déguisement la protection salutaire de la loi. — De même, la loi garantit la liberté du mariage; elle déclare cette liberté à jamais inaliénable. Si donc les artifices d'une coquette aidée des intrigues d'une famille avide, parviennent à obtenir d'un jeune homme dans l'égarement de la passion, un dédit de mariage, il n'y a pas seulement fraude et offense à la loi qui prohibe ces sortes de pactes dans l'intérêt des mœurs et de l'ordre public, il y a aussi fraude à la personne dont on menace

ainsi la liberté ou la fortune, au mépris de la loi qui lui garantit l'une et l'autre. — Ce que nous venons de dire répond d'avance au second motif de l'arrêt de cassation du 29 mai 1827. N'est-il pas sensible, en effet, que l'auteur principal de la fraude, ce n'est pas celui qui souscrit un engagement illicite, en le décorant faussement du nom d'un contrat légitime, mais bien celui qui exige frauduleusement cette simulation pour s'assurer l'exécution d'un acte qui serait immédiatement annulé, si l'on en connaissait la cause véritable? En fait de dédit de mariage, par exemple, les deux futurs concourent à la fraude, lorsque la promesse est réciproque; mais lorsqu'elle est unilatérale, comme dans le cas particulier, il est vrai de dire que le seul auteur de la fraude est celui qui exige l'engagement et qui se rend ainsi maître de la liberté d'autrui, sans aliéner en aucune façon la sienne. Le souscripteur de l'engagement n'est pas même, à vrai dire, le complice de la fraude; il en est la victime. — Mais, indépendamment de l'art. 1355, Lapeyre peut invoquer la disposition de l'article 1348, qui autorise aussi la preuve testimoniale relativement aux obligations qui naissent des quasi-contrats et des quasi-délits. La fraude à une disposition d'ordre public que renferme la loi, est en effet un véritable quasi-délit de la part de celui qui a exigé cette fraude et prétend en recueillir le fruit.

Les demandeurs se prévalent de la doctrine des auteurs qui enseignent que la simulation d'un contrat ne peut être invoquée par les parties qui ont concouru à cette simulation. — Mais tout le monde sait que cette doctrine, incontestable lorsque le contrat qu'on a voulu déguiser est un contrat légitime, comme lorsqu'on a déguisé une donation sous l'apparence d'une vente ou une vente sous l'apparence d'une donation, ne saurait être appliquée au cas où la simulation cache une fraude, et surtout une fraude à une loi portée dans l'intérêt de l'ordre public et des bonnes mœurs. — Les héritiers Boulet invoquent encore la maxime que nul ne peut se prévaloir de la fraude à laquelle il a participé, *nemo auditur propriam turpitudinem allegans*. — Mais, d'une part, pour se prévaloir de cette maxime, il faut qu'il y ait eu vraiment turpitude dans le contrat dont la nullité est demandée; c'est l'observation que fait Toullier, qui ne voit point ce caractère dans une obligation ayant pour cause la contrebande, par exemple. Or, bien que contraire à la loi, bien qu'illicite, un dédit de mariage ne constitue point un fait honteux, surtout de la part de celui qui s'oblige. — D'autre part, la loi 8, ff. de *Condict. ob turpem causam*, dans laquelle on a puisé la maxime que nul ne peut alléguer sa propre turpitude, ne prévoit que le cas où, le contrat infâme ayant été exécuté, l'une des parties veut répéter ce qu'elle a payé par suite de ce contrat : elle écarte la réclamation en disant : *cum turpitudine circum utrumque versatur, in pari causa, melior est conditio possidentis*. Mais elle n'a aucun rapport avec le cas où la partie allégué la nullité du contrat honteux, précisément pour s'affranchir de l'obligation de l'exécuter.

M. le procureur général Dupin, qui portait la parole dans cette affaire, a pensé qu'il y avait *fraude et dol* dans le déguisement d'une cause *illicite*, sous l'apparence d'une cause *licite*. — « Que signifierait, a-t-il dit, l'art. 1131, qui annule les obligations qui reposent sur une cause *illicite*, s'il suffisait de les dissimuler sous une *fausse cause*, pour être à l'abri de toute recherche? — Par cela seul qu'il y a acte *illicite*, c'est-à-dire, acte *contraire à la loi* (quand la loi, par des raisons de haute moralité et d'ordre public, a interdit certains engagements), la preuve testimoniale ne devient-elle pas nécessairement, forcément admissible? — N'est-il pas évident qu'on se trouve dans un des cas où la partie intéressée à cacher l'acte *illicite*, se garde bien d'en donner aucune preuve ni commencement de preuve par écrit; où elle dissimule, au contraire tout ce qui pourrait trahir l'illégalité de l'acte et la fraude qui l'a dicté, et où par conséquent la nature même des choses exige qu'on puisse recourir à la preuve par témoins et aux présomptions graves, précises et concordantes dont parle l'art. 1353? — Est-on bien fondé à distinguer entre la *fraude à la loi seulement*, et la *fraude aux individus*: de telle sorte que l'art. 1353 ne s'appliquerait qu'à ce dernier genre de fraude? — Mais, d'abord, comment pourrait-on faire sortir cette distinction des termes de l'art. 1353? Rien ne l'y indique; les mots *fraude et dol* y sont pris d'une manière générale et sans restriction. — En second lieu, sur quel motif de raison fonderait-on cette distinction? La *fraude à la loi* n'est-elle pas aussi dangereuse que la *fraude aux individus*? L'ordre public n'y est-il pas autant, et même plus intéressé? Les preuves n'en sont-elles pas aussi secrètes, aussi dissimulées par les parties? N'y a-t-il pas dès lors la même nécessité de les chercher par les investigations judiciaires, et notamment par la *preuve testimoniale*? — Comment, en effet, prouver la simulation autrement que par des présomptions, des conjectures et des témoignages!

« Cependant, si cette règle est générale pour les tiers qui se plaignent de la simulation, la jurisprudence a distingué à l'égard des contractants eux-mêmes. Ainsi, elle a souvent défendu de se plaindre de la simulation, à celui qui n'aurait pu le faire qu'en *alléguant sa propre turpitude*. Par exemple, si deux contractants ont voulu tromper un tiers, celui-ci seul alors pourrait se pourvoir en simulation. — S'il n'y a turpitude que de la part de l'un des deux, et non de la part de celui qui se plaint : fraude, captation, séduction de la part de l'un, faiblesse, passion de la part de l'autre; alors la simulation se lie à la question de *dol et de fraude*. Alors, il y a fraude, non-seulement à la loi, mais encore à *celles des parties* que la loi a voulu protéger en défendant de faire à découvert ce qu'on a imaginé de faire par simulation. — C'est dans cette situation que s'est placé l'arrêt de la Cour de Lyon. Il a pris ses motifs, non dans les articles 1347 et 1348, mais dans l'art. 1353, C. civ., qui ferme aussi toute exception nécessaire à l'article 1341 du même Code. Il s'est fondé sur ce

que l'acte illicite au fond était contraire à la liberté des mariages, et par conséquent contraire à l'ordre public et à la liberté de l'un des contractants. — Ainsi l'application de cet art. 1353 se présente dans cette espèce. Un contrat défendu est formé; si la cause illicite apparaît, il est nul; s'il est remplacé par un acte simulé, fondé sur une cause fautive, y a-t-il alors seulement *fraude à la loi*? Et déjà ne serait-ce pas assez pour dire qu'il y a fraude? Mais n'y a-t-il pas aussi *fraude à la partie* que la loi a voulu protéger, quand on a obtenu d'elle, sous une forme simulée, un engagement qui serait radicalement nul, comme illicite, si l'on n'avait pas déguisé la *vraie cause* pour y substituer une fautive cause? — Il y a fraude par cela seul qu'on a amené à consentir à une chose illicite et défendue par la loi; ainsi l'attaque d'un acte comme *illicite* implique toujours l'allégation de fraude.

« Cela posé, il reste dans la cause à résoudre cette autre question, qui devient à présent la question principale : — Un délit de mariage est-il une *cause illicite*? Oui : 1^o comme établissant un lien d'argent avant le lien civil des personnes, que le contrat public peut seul produire; 2^o comme pouvant violenter, par la crainte d'une perte pécuniaire, dans un contrat qui doit être essentiellement libre; 3^o les bonnes mœurs, l'ordre public ne sont-ils pas intéressés à cette doctrine? Enfin, ne faut-il pas protéger le souscripteur du billet contre l'entraînement de la passion qui l'a fait agir, et qui, à son égard, tous les caractères de la séduction, de la surprise, et d'autres causes qui altèrent la liberté du consentement? — Concluons au rejet du pourvoi.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 1341, C. civ., et résultant de ce que l'arrêt attaqué a admis Lapeyre à faire preuve, tant par titres que par témoins, que le billet par lui souscrit le 3 germ. an 15, au profit de Marguerite Boulet, énonçant un prêt de la somme de 5,999 fr. en espèces d'or et d'argent, par elle fait audit Lapeyre, avait pour cause un dédit de mariage : — Attendu, en droit, qu'aux termes des art. 1131 et 1133, C. civ., l'obligation sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet, et que la cause est illicite, quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public;

« Attendu qu'il importe à la conservation de l'ordre social, à la prospérité des familles et aux bonnes mœurs, qu'aucune entrave ne soit apportée à la liberté entière et absolue qui doit présider au choix que font respectivement l'un de l'autre les individus qui ont la volonté de s'unir par mariage, et que des conventions ou des obligations intervenues antérieurement entre les parties, ne peuvent mettre obstacle au libre exercice de cette volonté, qui n'est soumise qu'aux conditions et aux restrictions imposées par la loi;

« Attendu que, d'après ces principes, une promesse de mariage à laquelle celui qui l'a faite

aurait attaché, pour le cas d'inexécution de son engagement, une clause pénale consistant dans l'obligation de payer une somme d'argent, porterait, de sa nature, atteinte à la liberté du mariage et ne pourrait avoir aucun effet, parce que la nullité de l'obligation principale entraînerait celle de la clause pénale qui n'en est que l'accessoire ;

» Attendu, que si l'art. 1341, C. civ., ne permet d'admettre aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de 150 fr., cet article reçoit une exception des dispositions de l'art. 1353, C. civ., puisque cet article autorise l'admission de la *preuve testimoniale*, lorsque l'acte attaqué se trouve entaché de dol ou de fraude ;

» Attendu que cet article n'établit aucune distinction entre le cas de fraude envers la personne et celui où il y a fraude à la loi, c'est-à-dire où la cause illicite a été déguisée sous la forme d'un acte licite et obligatoire ;

» Attendu, d'ailleurs, que l'obligation de payer une somme d'argent, et qui, sous l'apparence d'un prêt, n'aurait en pour but de déguiser une promesse de mariage à laquelle se trouverait attaché un dédit consistant dans l'obligation de payer une somme d'argent, constituerait tout à la fois une fraude envers la personne, en ce qu'elle porterait atteinte à la liberté de son choix pour le mariage, et une fraude à la loi, en ce que la cause de cette obligation serait contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;

» Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué déclare que Lapeyre soutient que le billet souscrit au profit de Marguerite Boulet et causé pour prêt d'une somme en pièces d'or et d'argent, n'est, en réalité, qu'un dédit de mariage, et que, par conséquent, cet arrêt constate qu'il existe contre cet acte des présomptions graves de fraude ; d'où il suit qu'il rentre dans l'un des cas d'exception spécifiés dans l'art. 1353, C. civ. ;

» Attendu que, dans cet état des faits, l'arrêt attaqué, en admettant, avant faire droit, Lapeyre à prouver, tant par titres que par témoins, que le billet dont il s'agit a véritablement pour cause un dédit de mariage, sauf aux héritiers Boulet la preuve contraire, n'a pas méconnu les principes sur la preuve testimoniale, et n'a point, par conséquent, violé les dispositions de l'article 1341, C. civ. — Rejeté, etc. »

Du 7 mai 1856. — Ch. réun.

OBSERVATIONS.

Une chose nous frappe dans l'arrêt qui précède, ainsi que dans la discussion à laquelle se sont livrés l'avocat du défendeur et le procureur général lui-même, c'est que, pour décider une question d'admissibilité de la preuve testimoniale, on ait été chercher son principal, nous dirions presque son seul point d'appui, dans un article du Code (l'art. 1353) qui ne dispose nullement sur la preuve testimoniale, qui est uniquement relatif aux présomptions.

Jusqu'ici nous avons regardé comme un principe certain, élémentaire, enseigné dans l'école

et constamment appliqué par les tribunaux, que les seules exceptions à la défense générale portée par l'art. 1341, C. civ., d'admettre la preuve testimoniale en matière d'obligation, se trouvaient (sauf celles relatives au commerce) dans les art. 1347 et 1348 du même Code. — Le premier de ces articles établit en effet une exception pour les cas où il existe un commencement de preuve par écrit ; le second, pour les cas où il n'a pas été possible au créancier de se procurer une *preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui*. — Or, c'est dans cette seconde exception que rentrent les cas de *dol* et de *fraude* (1), pour lesquels la jurisprudence, comme la doctrine, ont établi que la preuve testimoniale peut être admise. C'est là ce qu'enseignent les meilleurs auteurs (voy. Toullier, t. 9, nos 172, 199 et 200 ; Duranton, t. 10, nos 196, et t. 13, n° 530). C'est aussi ce qu'attestent une foule d'arrêts (voy. *Jurisp. du 19^e siècle*, v° *Preuve testim.*, n° 10, et *Dol*, n° 10 et suiv., rejet, 20 fév. 1811.)

Comment se fait-il donc que, pour décider si la preuve testimoniale est admissible lorsqu'il s'agit de fraude, et particulièrement de fraude à la loi, on ait eu recours à l'art. 1353 ? Serait-ce parce que cet article est le seul qui parle de *dol* et de *fraude* d'une manière générale, tandis que l'art. 1348 n'en parle pas ? — Rapprochons toutefois les termes de cet art. 1353, afin de mieux fixer le point de la difficulté.

L'art. 1353, placé sous la rubrique des *présomptions qui ne sont point établies par la loi*, dispose comme il suit : « Les présomptions qui ne sont point établies par la loi, sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat, qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes, et dans les cas seulement où la loi admet des preuves testimoniales, à moins que l'acte ne soit »

» *attaqué pour cause de fraude ou de dol.* »
 Certes, il n'y a rien là sur l'admissibilité de la preuve testimoniale. L'article se borne à statuer sur les *présomptions*, ainsi que l'indique la rubrique sous laquelle il est placé ; et il dit que les présomptions dont il détermine le caractère, peuvent être admises en deux cas : toutes les fois que la preuve testimoniale serait elle-même admissible, et toutes les fois encore que l'acte est attaqué pour cause de fraude ou de dol. Du reste, pas un mot sur l'admissibilité de la preuve testimoniale ; rien qui dise dans quels cas cette preuve est admissible. — A cet égard, en effet, les règles et les exceptions, telles qu'il a plu au législateur de les établir sont écrites dans une section précédente, intitulée *De la preuve testimoniale*, dans les art. 1341, 1347 et 1348, C. civ.

Prétendrait-on que, parce que l'art. 1353 dit

(1) Nous admettons ici ce mot de *fraude* que pour n'avoir pas à l'exclusion d'une discussion où il a été constamment employé comme le synonyme ou l'équivalent de *dol*, ce qui n'est pas exact. La fraude s'entend des actes qui ont pour objet de tromper les tiers ; mais entre les parties contractantes, lorsque l'une d'elles a trompé l'autre, c'est de l'expression de *dol* qu'il faudrait se servir.

que les présomptions sont admissibles dans tous les cas où l'on peut admettre la preuve testimoniale, il en faut conclure que, réciproquement, la preuve testimoniale est admissible dans tous les cas où les présomptions le sont? Mais c'est là faire dire à l'article ce qui n'y est pas, et c'est le réduire à un cercle vicieux, que de vouloir y lire que la preuve testimoniale est admissible quand les présomptions le sont, et que les présomptions sont admissibles lorsque la preuve testimoniale l'est elle-même.

Est-il vrai, d'ailleurs, en droit, que la preuve testimoniale doive être admise par les juges, toutes les fois qu'ils pourraient admettre des présomptions? C'est ce dont il est grandement permis de douter. En effet, loin qu'on puisse tirer cette conséquence de l'art. 1353, on a été jusqu'à prétendre, au contraire, qu'il fournissait un argument contre l'admission de la preuve testimoniale aux cas de dol ou de fraude; que si, dans ces cas, cette preuve était admissible (d'après l'art. 1348), il suffisait de dire dans l'art. 1353 que les présomptions pouvaient être admises toutes les fois que la preuve testimoniale pouvait l'être, et qu'il était inutile d'ajouter à la fin de l'article : *à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol*; d'où l'on arrivait à conclure que la preuve testimoniale ne serait pas admissible dans les cas de fraude et de dol où les présomptions pouvaient être admises. Ce raisonnement un peu subtil a été réfuté par Duranton (t. 13, n° 550), en disant qu'il y avait vice de rédaction dans l'art. 1353, ou que, du moins, sa dernière partie est surabondante....

Quant à nous, nous pensons que l'art. 1353 pourrait être justifié par d'autres considérations. Toutier nous en indique la voie. Il se demande (t. 9, n° 157 *in fine*) pourquoi le Code, en indiquant dans son art. 1348 certains cas d'exception dans lesquels la preuve testimoniale peut être admise, ne parle pas du dol et de la fraude, et garde le silence à cet égard. « C'est, dit-il, » qu'il y a des cas où le dol peut être prouvé » par témoins devant les tribunaux civils; d'autres où il ne peut pas l'être, et que, par conséquent, on ne pouvait établir une règle générale sur ce point. » — Or, s'il est des cas où le dol n'autorise pas l'admission de la preuve testimoniale, s'il y a des distinctions à faire à cet égard, ne pourrait-on pas penser que le législateur, en disposant d'une manière générale dans l'art. 1353, ne l'a fait ainsi, que parce qu'il ne voulait admettre aucune distinction en ce qui touche les présomptions. — On pourrait en effet se rendre compte de cette différence : l'admission de présomptions ne lie pas les juges, n'engage pas leur conviction, comme l'admission de la preuve testimoniale. Le juge qui admet des présomptions est toujours le maître de leur accorder le degré de force probante qu'il lui dicte sa raison et sa conscience. Il n'en est pas de même du juge qui admet la preuve testimoniale : il se soumet jusqu'à un certain point à la raison et à la conscience d'un autre; il s'engage d'avance à juger d'une manière conforme aux témoignages qui seront portés devant

lui, si d'ailleurs il n'a aucune raison de les suspecter; l'admission de ces témoignages présente donc plus de danger que l'admission des simples présomptions; il pouvait donc y avoir pour le législateur des motifs d'admettre les uns dans les cas de dol ou de fraude, d'une manière plus générale que les autres. Ainsi pourrait s'expliquer la disposition finale de l'art. 1353.

Quoi qu'il en soit de cette explication, que nous abandonnons volontiers à l'appréciation de chacun, toujours est-il qu'il nous semble résulter de tout ce que nous venons de dire, qu'on ne saurait trouver dans l'art. 1353, entendu dans sa plus large extension, aucune raison décisive pour justifier la doctrine de l'admission de la preuve testimoniale au cas de dol ou de fraude, et qu'il faut chercher ailleurs le fondement de cette doctrine.

C'est en effet, comme nous l'avons déjà dit, dans la disposition de l'art. 1348, que la jurisprudence a puisé la règle que la preuve testimoniale est admissible contre et outre le contenu aux actes dans les cas de *dol* entre les parties contractantes, et de *fraude*, à l'égard des tiers. Mais cette règle, il ne faut pas la séparer du motif qui l'a fait introduire, et ce motif, c'est que, dans les cas de dol ou de fraude, il n'a pas été possible à la partie qui s'en plaint de se procurer une preuve littérale.

La difficulté ramenée à ce point, il ne nous restera plus qu'à examiner si ce motif d'impossibilité de se procurer une preuve littérale, motif qui, seul, fait admettre la preuve testimoniale dans les cas de dol ou de fraude pratiqués envers les personnes, peut s'appliquer aux cas où il s'agit de prouver une *fraude à la loi*.

Ici une distinction importante nous semble devoir être faite. La fraude à la loi peut avoir lieu entre les parties contractantes seulement, et n'intéresser qu'elles seules comme dans l'espèce actuelle, comme lorsqu'il s'agit d'un délit de mariage, d'une dette de jeu, etc.; ou elle peut avoir lieu à l'égard de tiers, comme lorsqu'il s'agit de fidéicommis ou d'interposition de personnes pour gratifier un incapable. Dans ce dernier cas, les tiers au préjudice desquels l'acte a été fait, sont recevables à l'attaquer pour *fraude à la loi*, et à prouver cette fraude par témoins. C'est ce qu'enseigne fort bien Chardon dans son *Traité du dol et de la fraude*, t. 2, n° 19, 20 et suiv., s'appuyant à cet égard des meilleures autorités, telles que celles d'Aguetseau; d'Henrys, t. 1, p. 486, édit. de 1708; de Furgole, *Traité des testaments*; de Pothier, *Traité des donations entre mari et femme*, n° 94, etc. Nous nous rangeons d'autant plus volontiers à cette doctrine, qu'ici nous voyons dans la fraude à la loi une fraude ou un dol envers la personne, fraude ou dol dont il lui a été impossible de se procurer une preuve écrite, et par suite, motif suffisant pour admettre la preuve testimoniale.

Mais lorsqu'il s'agit de fraude à la loi entre les parties contractantes elles-mêmes, dans un acte qui n'intéresse qu'elles seules, nous ne voyons plus alors le *dol* qui seul peut rendre admissible la preuve testimoniale, nous ne

voyons plus l'impossibilité où aurait été la partie qui s'en plaint de s'en procurer une preuve illégale.

En effet, quel dol ou fraude peut-on dire qu'il y ait eu de pratiqués envers celui auquel on a fait souscrire un engagement simulé dont la cause véritable était illicite? Ne savait-il pas ce qu'il faisait? Et s'il l'a fait, n'est-ce pas parce qu'il l'a voulu? Peut-il dire que son consentement n'a pas été libre, qu'il l'a donné sans le savoir?... Quant à nous, nous ne saurions concevoir de dol ou de fraude vis-à-vis de la personne, que là où il y a surprise de son consentement, tellement que celui qui s'oblige est trompé sur la nature, la cause ou la portée de son engagement; qu'en un mot, il consent à une chose en croyant consentir à une autre : *Dolo malo pactum fit*, dit la loi 7, § 9, ff. *De pactis, quotiens circumscribendi alterius causa, aliud agitur, et aliud agi simulatur*. — Or, celui qui souscrit une obligation simulée pour cacher une cause illicite, n'est nullement trompé sur la nature, la cause ou la portée de son engagement; il sait parfaitement ce qu'il fait; il sait qu'il s'oblige en une forme valable, bien qu'en vertu d'une cause qui ne l'est pas; mais il sait qu'il s'oblige, et son obligation n'est ni autre, ni plus étendue que celle qu'il a voulu contracter; il ne peut donc se plaindre d'avoir été trompé ni surpris; il ne peut donc dire qu'on a usé de dol ou de fraude à son égard; il ne peut donc, sous ce prétexte, invoquer la preuve testimoniale; autrement, il faudrait admettre cette preuve en faveur de tous ceux qui prétendraient avoir fait un mauvais marché et y avoir été entraînés par des motifs que la loi réprovoque ou que les mœurs désavouent, et dans cette voie, il est difficile de dire jusqu'où pourrait aller l'abus de la preuve testimoniale!

D'ailleurs, celui qui se plaint de s'être engagé sur une cause illicite, peut-il invoquer l'article 1348, C. civ., et alléguer l'impossibilité où il aurait été de rapporter une preuve écrite de la cause réelle pour laquelle il s'est obligé? Nullement. Il n'avait qu'à ne pas consentir à une simulation, à ne donner son consentement et sa signature qu'autant que l'acte énoncerait la cause véritable de l'obligation. Aucune assimilation ne peut être faite, ce nous semble, entre celui qui souscrit une obligation autre que celle qu'il croit souscrire, et celui qui consent que la cause de son obligation soit masquée ou dissimulée dans l'acte qu'il souscrit volontairement, en pleine connaissance de cette dissimulation. Autant le premier est en droit de se plaindre de dol ou de fraude, autant cette plainte convient peu au second. — Il a souscrit, dit-on, un engagement que la loi déclare illicite; donc, et par cela seul, il y a eu dol ou fraude pratiqués à son égard... Nous ne saurions admettre une telle conséquence. Encore une fois, nous ne saurions voir de fraude ou de dol envers la personne, que là où il y a eu surprise de son consentement; et il ne peut y avoir surprise que là où cette personne s'est obligée sans le savoir, ou à tout autre chose que ce à quoi elle entendait s'obliger. Or, ici, la partie qui a souscrit l'obli-

gation a si bien voulu s'obliger, qu'elle a consenti elle-même à la simulation nécessaire pour que son obligation soit valable. Rien n'est plus opposé à l'idée de fraude ou de dol envers elle : on ne peut donner ce nom au préjudice qu'on se cause volontairement à soi-même, dont on est soi-même l'auteur. Il y a donc, dans l'hypothèse, tant qu'on voudra, *fraude à la loi*, mais *fraude à la personne*, nullement; et par suite, il y a impossibilité de recourir à la disposition de l'art. 1348 pour faire admettre la preuve testimoniale.

Mais, dit-on encore, la loi ne distingue pas entre les différentes espèces de fraudes; elle dispose d'une manière générale que le dol et la fraude font exception aux règles posées par l'article 1341. Or, dans l'art. 1355, lorsqu'il s'agit d'admettre des présomptions; mais non, dans l'art. 1348, lorsqu'il s'agit de l'admission de la preuve testimoniale. Selon ce dernier article, il faut, pour que la preuve testimoniale soit admissible, qu'il y ait eu impossibilité de se procurer une preuve écrite de l'obligation ou de la cause qui pouvait l'annuler. Or, nous croyons l'avoir démontré, cette condition n'existe pas dans le cas de celui qui simule volontairement une cause licite pour cacher une cause illicite. — Peut-être alors trouverait-on, dans l'article 1355, une raison pour admettre les présomptions, et ici revient l'idée que, dans la pensée du législateur, elles pourraient bien être admises dans des cas où la preuve testimoniale ne le serait pas; mais trouver dans cet art. 1355 une raison pour admettre la preuve testimoniale, cela nous paraît impossible.

On insiste toutefois, et l'on dit que la fraude à la loi touche à l'ordre public, qu'il faut une sanction à l'art. 1131, qui veut que les conventions sur une cause illicite ne produisent aucun effet, et que cette considération suffit pour faire admettre une dérogation à l'art. 1341. — Mais cet article, qui contient la défense d'admettre la preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes, parce qu'il répute cette preuve suspecte et dangereuse, est aussi une disposition d'ordre public, non moins importante que celle de l'art. 1131. Ce sont donc deux dispositions d'ordre public qui se trouvent ici en présence et en collision, et il s'agira alors de décider laquelle des deux doit l'emporter; il s'agira de décider si, pour venir au secours de quelque imprudent qui aura bien voulu se soumettre à souscrire sous la forme d'un contrat licite, une obligation sur une cause illicite, il faudra ouvrir la porte à tous les dangers de la preuve testimoniale, donner au débiteur sérieux, mais de mauvaise foi, le champ libre pour détruire son obligation par de faux témoignages, au moyen desquels il essaiera de persuader aux juges que l'engagement le plus légitime ne repose que sur une cause contraire aux mœurs, honteuse ou illicite?... La question, réduite à ces termes, ne nous semble pas pouvoir faire l'objet d'un doute; il nous semble évident que la sage prohibition de l'art. 1341 doit conserver dans ce cas tout son empire.

Enfin, dans le même ordre d'idées on a parlé

aussi de délit ou de quasi-délit... Mais ici l'erreur est évidente; la loi ne considère nullement comme un délit ni comme un quasi-délit un engagement sur une cause illicite. Pour qu'il y eût délit, il faudrait que la cause de l'engagement fût elle-même un fait punissable. Or, il y a une infinité de faits, de choses illicites que la loi n'a pas cru devoir punir, et tels sont les délits de mariage, les délits de jeu et autres conventions que la loi ou les mœurs répriment. — De tels faits ou de tels actes ne peuvent pas davantage être considérés comme des quasi-délits. La définition du quasi-délit, qui n'est autre chose qu'un fait dommageable commis sans intention de nuire (*Rép. de Jurisp.*, v° *Quasi-délit*), ne leur convient nullement. — On ne saurait donc trouver dans cette qualification de délits ou quasi-délits, appliquée à des faits qui n'en ont pas le caractère, une raison valable pour admettre la preuve testimoniale....

Après avoir ainsi envisagé la question sous toutes ses faces principales, il nous restait à conclure. Ici, nous l'avouerons, la gravité de la difficulté nous arrête. En présence des décisions contraires de la Cour suprême, d'un arrêt des chambres réunies qui pèse de tout son poids dans la balance, nous n'avons garde de donner notre propre opinion comme une règle à suivre. Simples arbitres, nous avons dû nous borner, en accueillant un monument de jurisprudence aussi important, à présenter un exposé fidèle et aussi complet qu'il nous a été possible des raisons de douter. C'est maintenant aux maîtres de la science qu'il appartient de prononcer.

L. M. DEVILLENEUVE.

COMPTE.—RELIGIAT.—DROIT PROPORTIONNEL.

Cet arrêt est indiqué à tort sous cette date par quelques recueils. (V. *Cass.*, 8 mai 1826.)

Du 8 mars 1836.

ARBRES. — ACTION POSSESSOIRE.

Celui qui se dit possesseur d'arbres plantés sur la terrain d'autrui, mais sans prétendre les avoir plantés lui-même, ne peut fonder une action possessoire, quant à ces arbres, sur des faits de simple jouissance, surtout si ces faits sont reconnus pour n'avoir pas les caractères de la possession légitime. (C. civ., 552, 553 et 556.)

La question de savoir si des faits de jouissance ont les caractères de la possession légitime rentre exclusivement dans l'appréciation des juges du fond (1).

Logette et Lemaignan sont propriétaires, dans le canton de Lorris (département du Loiret), de deux terrains limitrophes, entre lesquels il n'existe par séparation que des fossés doubles. En 1832, Lemaignan ayant fait abattre deux arbres qui croissaient dans le fossé joignant son terrain, diverses difficultés s'élevèrent entre lui et Logette. Ce dernier saisit la juridiction correctionnelle; mais, sur le renvoi à fins civiles qui fut ordonné sur sa demande, Lemaignan

intenta une action possessoire à raison du trouble qu'il éprouvait dans la jouissance de son fossé, dont il prétendait être en possession depuis plus d'un an. — Logette ne contestait pas ce fait; mais il soutenait avoir de son côté la possession plus qu'annale des arbres abattus, comme en ayant fait l'élagage depuis plusieurs années.

25 août 1832. Jugement du juge de paix de Lorris qui maintient Logette en possession des arbres, et condamne Lemaignan à des dommages-intérêts pour le trouble qu'il lui a causé en les abattant.

Appel de Lemaignan. — Il soutient : 1° que les arbres, étant plantés sur un terrain dont il est reconnu possesseur, sont présumés lui appartenir, aux termes de l'art. 553, C. civ.; 2° que la preuve du contraire ne pouvait résulter que du fait même de la plantation par Logette, fait qui n'était pas même allégué; mais qu'une possession momentanée et précaire, et qui n'était évidemment que le résultat de la tolérance ou de la négligence du fermier, ne pouvait créer aucun droit au profit de Logette.

Du 4 mars 1834, jugement du tribunal de Montargis. Il est ainsi conçu :

« Considérant qu'en exécution du jugement de surse rendus sur la question préjudicielle lors élevée par Lemaignan, le juge de paix a été saisi de l'unique question de savoir s'il était en possession depuis plus d'un an et un jour des deux fossés sur lesquels il annonçait que les arbres qui avaient donné lieu au procès étaient plantés, et, par suite, qu'il était en possession des arbres ;

« Considérant que, par son jugement du 25 août dernier, le juge de paix du canton de Lorris a reconnu que Lemaignan était réellement en possession depuis plus d'un an et un jour des fossés faisant l'objet de la demande, et l'a maintenu dans cette possession; que cependant le même jugement a déclaré que Logette était en possession des trognons complantés sur ces mêmes fossés ;

« Considérant que le juge de paix, en déclarant, sur la reconnaissance même des parties, que Lemaignan était en possession des fossés sur la berge de-quels se trouvent lesdites trognons, ne pouvait dénier la possession des mêmes arbres à Lemaignan, puisque ces arbres étaient nécessairement l'accessoire du fonds sur lequel ils étaient plantés; et que, si Logette en avait momentanément joui, ce ne pouvait être qu'à titre précaire, et par suite de la négligence et de la mauvaise foi du fermier; mais que cet acte de tolérance ne pouvait constituer en sa faveur un droit de possession, qui, pour avoir les effets que lui attribue la loi, doit être de bonne foi, publique, non interrompue et à titre de propriété. »

POURVOI en cassation de Logette, pour violation et fausse application des art. 552 et 553, C. civ.

C'est à tort, disait-on à l'appui de ce moyen, que le jugement attaqué a considéré le fait de la possession des fossés comme entraînant nécessairement, au profit de Lemaignan, la possession

(1) *Sic* Solon, *Serv. t.*, n° 561.

des arbres qui y étaient plantés. Il est vrai qu'aux termes de l'art. 552, C. civ., la propriété du sol emporte celle du dessous et de la superficie, comme aussi, d'après l'art. 556, la propriété d'une chose mobilière ou immobilière confère un droit sur tout ce qu'elle produit et sur tout ce qui s'y unit, soit naturellement, soit artificiellement. Mais si ou s'attache aux termes de l'art. 553, on voit que la présomption qui résulte, au profit du propriétaire, de la possession du sol, cède devant la preuve que la superficie ne lui appartient pas. En effet, cet article est ainsi conçu : « Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur sont présumés faits par le propriétaire, à ses frais, et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé. Ainsi, en cas de preuve, la propriété de la superficie se détachera de celle du sol, comme aussi la possession de la superficie pourra être jugée indépendante de celle du sol. Or, dans l'espèce, il était prouvé et établi que Logette avait la possession plus qu'annale des arbres : rien ne s'opposait donc à ce qu'on le maintint dans cette possession en même temps que Lemaiguen était maintenu en possession du fonds. »

On répondait que, s'il était possible de concevoir que le sol et la superficie appartenissent à des propriétaires distincts, ce n'était que dans le cas où le tiers prétendait et prouvait que les plantations ou constructions avaient été faites à ses frais. C'est ce qui résulte des termes de l'art. 553. Or, cette preuve n'a jamais été produite ni même offerte par Logette. D'ailleurs, et en supposant qu'il existât une possession au profit de ce dernier, les juges ayant décidé en fait qu'elle n'avait pas les caractères nécessaires pour fonder le droit réclamé, cette décision échappe à la censure de la Cour de cassation.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, suivant l'art. 553, C. civ., toutes plantations faites sur un terrain sont présumées faites par le propriétaire, à ses frais, et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé; — Attendu que Logette n'a pas prétendu avoir planté lui-même les arbres dont il s'agit;

« Attendu que Lemaiguen a soutenu, dans ses conclusions, tant devant le juge de paix que devant les juges d'appel, que Logette n'avait pas une possession légale desdits arbres, vu qu'il en avait joui à titre précaire, et par suite de la négligence ou mauvais foi du fermier;

« Attendu que, les arbres étant plantés sur un terrain dont Lemaiguen avait été reconnu avoir la possession, le tribunal, après avoir reconnu les faits et circonstances de la cause, et après les avoir appréciés, ainsi qu'il en avait le droit, a déclaré que Logette n'avait joui desdits arbres qu'à titre précaire, et a maintenu Lemaiguen dans la possession du terrain, ainsi que des

arbres litigieux, comme étant l'accessoire du fonds;

Du 9 mai 1836. — Ch. civ.

HYPOTHÈQUE. — DÉLAISSEMENT. — PAIX SUPÉRIEURE. — CRÉANCIER ACQUÉREUR. — COMPENSAT.

Le délaissement de l'immeuble par l'acquéreur ne peut pas avoir lieu lorsque les créances inscrites sont d'une valeur inférieure au prix stipulé dans l'acte de vente (1). (C. civ., 2166, 2167 et 2168.)

Le créancier qui achète un immeuble appartenant à son débiteur ne peut compenser ses créances personnelles avec le prix de son acquisition, au préjudice des autres créanciers du vendeur ayant des hypothèques inscrites sur cet immeuble.

Le 20 avril 1826, Grosrenaud s'est rendu acquéreur, par acte public, moyennant 27,000 fr., de deux maisons appartenant à Briavoine.

Grosrenaud ne purgea point les hypothèques inscrites sur ces maisons, et se contenta de faire transcrire son contrat.

Mais le 4 nov. 1830, les Vauvilliers, créanciers inscrits pour une somme de 20,000 fr., l'assignèrent en paiement de leur créance.

Le 3 fév. suiv., Grosrenaud fit signifier aux demandeurs un acte de délaissement des immeubles par lui acquis. Ceux-ci soutinrent, devant les premiers juges et en appel, que Grosrenaud ne pouvait s'affranchir, en délaissant, d'un marché qui lui était devenu onéreux, et se dispenser de payer la somme qui lui était réclamée, cette somme se trouvant inférieure à son prix.

De son côté, Grosrenaud opposa qu'il n'avait acheté les maisons dont il s'agissait que dans l'intention d'en composer le prix avec des créances qu'il avait contre Briavoine, et que, du moment que cette compensation devenait impossible par suite de l'existence d'une inscription hypothécaire, il avait le droit de renoncer au bénéfice de la vente.

Mais ce système fut repoussé par un arrêt de la Cour de Paris en date du 2 mars 1835 : —

« Considérant, porte cet arrêt, qu'il résulte de la combinaison des art. 2166, 2167 et 2168, C. civ., que le délaissement n'est autorisé qu'autant que l'acquéreur ne puisse, contre sa volonté, être tenu envers les créanciers au delà de son prix, et pour procurer ainsi l'exécution du contrat dans les termes où il a été stipulé, mais non pour que l'acquéreur puisse à son gré se soustraire aux obligations qu'il a contractées;

« Considérant que le contrat de vente du 20 avril 1826, notarié et enregistré, dont il s'agit, ne contient aucune clause de compensation en faveur de l'acquéreur Grosrenaud, et que, son prix étant supérieur au montant des inscriptions hypothécaires, il ne peut y avoir lieu au délaissement.

(1) F. Rouen, 12 juill. 1823. — Telle est aussi l'opinion de Duranton, t. 20, n° 252. — Sans examiner précisément la difficulté, Grenier, *Hyp.*, t. 2, n° 315; Rolland de Villargues, *Rép.*, v° *Délaisse-*

ment, n° 30, et Troplong, *Hyp.*, t. 5, n° 822 et 823, établissent des principes qui conduisent à la solution ci-dessus.

POURVOI en cassation pour violation des articles 2160, 2170 et 2172, C. civ. Grosrenaud établissait son intérêt à faire le délaissement, en disant qu'il n'avait acquis les immeubles dont il s'agissait, que dans l'intention d'en compenser le prix avec des créances qu'il avait contre son vendeur, compensation qui se trouvait ne pouvoir plus s'effectuer par suite de l'inscription grevant ces immeubles.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu, sur le délaissement, que l'arrêt attaqué a déclaré en droit 1° qu'il résultait de la combinaison des art. 2166, 2167 et 2168, C. civ., que le délaissement n'était autorisé qu'afin que l'acquéreur ne pût, contre sa volonté, être tenu envers les créanciers au delà de son prix, et pour procurer ainsi l'exécution du contrat dans les termes où il avait été stipulé, mais non pour que l'acquéreur pût à son gré se soustraire aux obligations qu'il avait contractées; — 2° qu'il a été reconnu, en fait, par le même arrêt, que le prix dont Grosrenaud était débiteur se trouvait supérieur au montant des inscriptions hypothécaires; et qu'en déclarant par suite qu'il ne pouvait y avoir lieu à délaissement, la Cour de Paris a fait une exacte application de ces articles; — Attendu sur la compensation, qu'il est constaté en fait par l'arrêt attaqué que le contrat de vente dont il s'agissait ne renfermait aucune clause de compensation en faveur de Grosrenaud; qu'il est même reconnu au procès qu'il résultait de cet acte que l'acquéreur Grosrenaud s'était obligé à transcrire, et qu'il a fait, et à remplir les formalités de la purge dans le délai de quatre mois pour pouvoir, après l'expiration de ce délai, présenter le défaut d'accomplissement de ces formalités pour retarder le paiement de son prix, pourvu toutefois qu'il ne survint aucune inscription pouvant apporter obstacle à ce paiement, ce qui excluait évidemment toute idée de compensation opérée entre le vendeur et l'acheteur, compensation qui ne pouvait d'ailleurs s'effectuer au préjudice des créanciers hypothécaires inscrits dans un rang utile; qu'il suit de là que ce moyen manque de base sous ces deux rapports. — Rejette, etc. »

Du 9 mai 1856. — Ch. civ.

PRESCRIPTION. — FRAIS. — HUISSIER. — POURSUITE. — HÉRITIERS. — CASS. — CERTIFICAT D'INDIGENCE.

Le certificat d'indigence produit à la Cour de cassation par le demandeur, pour être dispensé de consigner l'amende, fait pleine foi s'il a été délivré et approuvé par les autorités compétentes (1).

La reconnaissance faite par une veuve, dans l'inventaire dressé après la mort de son mari, des sommes dues à un huissier pour honoraires d'actes de son ministère, et la possession de ces actes par l'huissier, ne peuvent interrompre la prescription établie par l'art. 2272, C. civ., alors surtout que les hé-

ritiers du mari ont protesté contre la reconnaissance de la veuve, affranchie de toute participation aux dettes de la communauté. (C. civ., 2272, 2274 et 2275.)

Frossard, huissier, était créancier d'une somme de 500 fr. pour honoraires de divers actes de son ministère. Au décès de son débiteur, arrivé en 1827, la veuve reconnut dans l'inventaire, malgré les protestations des héritiers, la dette de Narjot.

Le 7 déc. 1851, Frossard assigne ces héritiers au paiement de ce qui lui était dû par leur aïeul. Ceux-ci opposent la prescription établie par l'art. 2272, C. civ.

Le 13 nov. 1852, jugement du tribunal de Cosnes qui repousse l'exception, et condamne les défendeurs à payer les 500 fr., par le motif que cette dette a été reconnue par des déclarations insérées dans l'inventaire fait en 1827, après le décès de Narjot, et que le demandeur est encore en possession des actes qu'il a faits.

POURVOI par les héritiers Narjot pour 1° violation de l'art. 2272, C. civ., et fausse application des art. 1371, 2248 et 2274, même Code, en ce que le tribunal de Cosnes ne pouvait se dispenser d'admettre la prescription invoquée. A la vérité, la veuve Narjot avait reconnu la dette lors de l'inventaire, après le décès de son mari, et l'huissier était encore en possession des actes. Mais qu'importent ces circonstances? Pour que la reconnaissance fût valable, il aurait fallu qu'elle vint des héritiers débiteurs; et loin qu'il en soit ainsi, ces derniers ont au contraire protesté contre elle. Tout au moins il aurait fallu que la veuve fût obligée pour une portion au paiement de la dette qu'elle reconnaissait, et elle y était étrangère. — Au surplus, une telle reconnaissance n'aurait fait qu'interrupter la prescription. Or, depuis l'interruption qui en serait résultée, il s'est écoulé plus d'une année sans réclamation: d'où il suit qu'à ce nouveau titre la prescription était encore acquise. — Quant à la possession des actes par l'huissier, elle ne saurait être utile comme présomption de non-paiement, si, la prescription n'étant point invoquée, le débiteur prétendait s'être libéré et l'huissier soutenait être créancier. Mais cette présomption de fait doit nécessairement céder devant la présomption de droit appuyée sur la prescription.

• 2° Excès de pouvoir, violation des art. 150 et 454, C. proc., en ce que le jugement attaqué a alloué la somme entière réclamée par Frossard, sans vérifier si les articles de son état étaient conformes au tarif. »

ARRÊT.

• LA COUR, — Sur la fin de non-recevoir: — Attendu que les certificats produits devant la Cour ont été délivrés et approuvés par les autorités auxquelles la loi confie le soin d'attester l'indigence des parties. — Rejette; — Au fond: — Vu les art. 2272 et 2274, sect. 4, tit. 20, liv. 3, C. civ.; — Attendu que, d'après ces articles, l'action des huissiers en paiement du salaire des actes qu'ils signifient et des commissions qu'ils exécutent se prescrit par un an;

(1) F. Cass., 30 juil. 1855 et 29 août 1856.

que cette prescription particulière a lieu, quoiqu'il y ait continuation de services et travaux, et qu'elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédula, ou obligation, ou citation en justice non périmée; que l'art. 2275, même section, ne laisse à ceux auxquels ces prescriptions sont opposées que le droit de déférer le serment à ceux qui les opposent dans les termes indiqués dans ledit art. 2275; — Qu'il n'est pas contesté, dans l'espèce, que les actes et commissions dont le salaire est réclamé par l'huissier par sa citation du 7 déc. 1831 remontent à des époques bien antérieures, et datent de 1809 à 1822; — Que le jugement attaqué s'appuie sur deux faits, la reconnaissance de la veuve à l'inventaire de 1827 et la possession des actes par l'huissier; — Que ces deux faits ne rentrent dans aucune des causes légales d'interruption établies par l'art. 2274; — Attendu d'ailleurs que les demandeurs, par des conclusions expresses, avaient contesté que la veuve, affranchie de toute participation au paiement des dettes de la communauté, eût droit et qualité pour en reconnaître à leur charge; — Que le jugement attaqué reconnaît le fait de cet affranchissement en condamnant les demandeurs à indemniser les héritiers de la veuve de toutes les condamnations prononcées contre eux, avec intérêts et frais; mais qu'il ne donne aucun motif pour établir la légalité de la reconnaissance de la dette par la veuve, quoiqu'il l'admette bien implicitement malgré ces circonstances; — Que le fait de la possession des actes par l'huissier ne prouve qu'une chose, c'est qu'ils ont été faits par l'huissier; mais que la loi ne s'est pas arrêtée à cette circonstance quand elle a décidé aussi formellement quelles sont les seules causes légales d'interruption, sauf à recourir aux dispositions de l'art. 2275; — Qu'en admettant, dans ces circonstances, l'action de l'huissier Frossard, le jugement attaqué a créé une cause d'interruption qui n'est pas dans la loi, et formellement violé les articles ci-dessus cités: — Sans qu'il soit besoin de s'occuper du second moyen, et par les motifs ci-dessus, — Casse, etc. »

Du 10 mai 1836. — Ch. civ.

SIGNIFICATION A AVOUÉ.—ORDRE.—EXPLOIT. — Copie.

Les formes prescrites pour les ajournements par l'art. 61, C. proc., ne sont pas applicables aux significations qui se font par actes d'avoué à avoué pour et pendant l'instruction des procès, quel que soit l'effet que la loi attribue à ces significations (1). (C. proc., 61 et 765.)

Spécialement, la signification d'un jugement en matière d'ordre faite par acte d'avoué à avoué est valable, quoiqu'elle ne contienne pas la mention des noms, prénoms, profession et domicile, soit de la partie qui signifie, soit

de celle à qui se fait la signification, si, d'ailleurs, cette mention se trouve dans la copie du jugement signifié placée en tête de l'acte de signification et dûment signée de l'avoué. La signification d'un jugement d'ordre à l'avoué qui occupe pour tous les créanciers postérieurs en rang d'hypothèque aux collocations contestées ne doit pas, à peine de nullité, être faite en autant de copies qu'il y a de créanciers représentés (2). (C. proc., 760 et 1050.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu 1^o que les formes prescrites pour les ajournements, par l'art. 61, C. proc., ne sont point applicables aux significations qui se font par actes d'avoué à avoué, pour et pendant l'instruction des procès, quel que soit l'effet que la loi attribue à ces significations; 2^o que l'arrêt attaqué a constaté que l'acte de signification dont il s'agissait se trouvait à la suite du jugement signifié qui contenait les noms, prénoms, profession et domicile, soit de la partie qui signifiait, soit de celle à qui se faisait la signification, et que ce jugement signifié était signé par l'avoué de la veuve Maillet, dans l'intérêt de laquelle se faisait cette signification, selon le vœu de l'art. 765, C. proc.; — 3^o Attendu qu'il résulte de la disposition formelle de l'art. 760 dudit Code que les créanciers postérieurs, en ordre d'hypothèque, aux collocations contestées, seront représentés par un seul avoué, et de la disposition de l'art. 765, que l'appel du jugement ne sera reçu s'il n'est interjeté dans les dix jours de sa signification à avoué; que, cet article n'exigeant pas que cette notification soit faite en autant de copies qu'il y a de parties pour lesquelles cet avoué occupe, la Cour de Besançon a justement décidé, conformément aux dispositions combinées des art. 1050, 760 et 764 du susdit Code, que la signification dont il s'agissait était valable, et qu'il y avait, par suite, lieu d'admettre la fin de non-recevoir opposée contre l'appel qui lui était soumis, — Rejette, etc. »

Du 10 mai 1836. — Ch. civ.

COMMUNE. — RESPONSABILITÉ. — PILLAGES. — IMPOSSIBILITÉ.

Une commune n'est responsable des désordres commis dans son sein, au préjudice d'un de ses habitants, qu'autant que, pouvant agir pour prévenir les désordres, elle est restée dans l'inaction.

Mais sa responsabilité est à couvert toutes les fois qu'elle s'est trouvée placée dans des circonstances telles que le pouvoir municipal a été paralysé dans son action (3). (L. 19 vendém. an 4.)

Curzey s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 19 mars 1834.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'il résulte implici-

(1) *F. contra*, Carré, *Lois de la proc.*, t. 3, p. 2583; — Bordeaux, 25 janv. 1811; Metz, 17 août 1815 et 12 fév. 1817; — Reynaud, *Péremption*, n° 116. — Mais voy. conf., à l'arrêt que nous rapportons, Cass., 31 août 1825 et 23 août 1827.

(2) *F. contra*, la *Taxe en matière civile*; Chaveau, *Comment. du tarif*, t. 2, p. 350.

(3) *F. Ago*, 30 nov. 1850, et Cass., 6 avril 1836, et les renvois. — Mais voy. Bruix, 12 déc. 1832 et Liège 26 fév. 1833.

tement de l'ensemble des dispositions de l'arrêt attaqué qu'en tenant compte des circonstances impérieuses dans lesquelles s'est trouvée non-seulement la commune de Bordeaux, mais toutes les communes importantes du royaume à l'époque où se sont passés les désordres dont se plaignait le demandeur, la municipalité de Bordeaux s'est trouvée dans l'impossibilité de faire, pour arrêter ces désordres, autre chose que ce qu'elle a fait; et que cette commune était par conséquent dans l'exception prononcée par l'article 5, tit. 4, L. 10 vend. an 4.—Rejeté, etc. »

Du 11 mai 1856. — Ch. req.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — SOLIDARITÉ. — SERMENT. — JUGEMENT. — MOTIFS.

Les engagements contractés sous la signature sociale sont indistinctement de véritables engagements de la société qui obligent solidairement tous les associés (1). (C. comm., 22.) Spécialement, un associé peut, à l'égard des tiers, disposer de la signature sociale pour éteindre ses propres dettes, sauf à indemniser son coassocié.

Lorsqu'une partie ayant, pour la première fois, déféré en appel le serment à son adversaire, la Cour a confirmé le jugement attaqué en adoptant purement et simplement les motifs des premiers juges, c'est-à-dire sans tenir compte du serment déféré et sans s'expliquer sur ce point, l'arrêt ne peut être annulé par défaut de motifs, si le serment était sans intérêt pour le demandeur, et ne devait, en aucun cas, changer sa position. (L. 20 avril 1810, art. 7.)

Une société en nom collectif existait entre Monnet et Goguel, qui, tous deux, avaient la signature sociale, lorsque celui-ci souscrivit au profit de Jordis divers effets montant ensemble à 11,481 fr. A l'échéance, ces billets se trouvaient entre les mains de Muralt, et furent présentés à Monnet, liquidateur de la société dissoute, lequel refusa de les payer; mais, sur les poursuites du tiers porteur, Monnet et Goguel furent solidairement condamnés au paiement.

Alors Monnet dénonça cette condamnation à Jordis, premier endosseur, et le cita devant le tribunal de commerce pour voir dire qu'il serait tenu de garantir et indemniser par les motifs suivants : — « Attendu que Jordis s'est fait souscrire les effets dont il s'agit par Goguel, son débiteur personnel, à la décharge et en libération de la dette particulière de Goguel; que, si ce dernier a signé les effets de la signature sociale, il est à la connaissance de Jordis qu'il n'en avait pas le droit, et que Jordis ne devait pas recevoir en paiement de la dette personnelle de Goguel

la signature d'une société qui ne lui doit et ne lui devait rien à quelque titre que ce soit. »

Le 21 mars 1853, jugement du tribunal de la Seine : — « Attendu qu'une société commerciale en nom collectif a existé entre Monnet et Goguel; que la signature sociale et le droit d'engager la société par ladite signature ont été attribués à chacun des associés; que Jordis, créancier sérieux et à titre onéreux de Goguel, a pu, sans fraude ni dol, accepter de lui des valeurs souscrites de la signature Monnet et Goguel, en l'acquit de sa créance; que la régularité desdits titres n'est pas contestée; que Jordis a donc pu les transmettre à un tiers aux mains de qui le paiement a dû être fait, sans qu'il y ait lieu de revenir contre lui par une demande en garantie et remboursement. »

Le tribunal déclare Monnet, tant en son nom personnel que comme liquidateur de la société Monnet et Goguel, non recevable en sa demande en garantie contre Jordis, etc. »

Appel. — Devant la Cour, Monnet, qui croyait avoir la certitude que Muralt n'était que le prête nom de Jordis, et n'avait pas fourni les fonds des billets qui lui avaient été négociés, prit, en ce qui le concernait, les conclusions qui suivent : — « Ordonner que Muralt sera tenu de justifier par ses livres avoir réellement versé les valeurs des billets qui lui ont été passés; subsidiairement, donner acte à Monnet de ce qu'il entend au besoin, sur ce fait, déférer le serment à Muralt; et, faute par Muralt de faire ladite justification par ses livres ou de prêter serment, le déclarer purement et simplement non recevable. »

Le 24 avril 1854, arrêt de la Cour de Paris qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

POURVOI par Monnet pour 1^{re} violation des art. 1358 et 1360, C. civ., en ce que l'arrêt dénoncé n'a point ordonné que le serment déféré par le demandeur serait prêté par Muralt, quoiqu'il s'agit d'un fait personnel à ce dernier; violation de l'art. 7, L. 20 avril 1810, en ce que la Cour de Paris aurait dû tout au moins motiver son refus d'ordonner le serment, si elle pensait qu'il n'y avait pas lieu de faire droit à ce chef des conclusions de Monnet; 2^e fausse application de l'art. 22, C. comm., et violation des principes généraux en matière de mandat.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu 1^o qu'aux termes de l'art. 22, C. comm., la signature sociale engage solidairement tous les associés, et qu'il suit de cette disposition que les engagements contractés sous cette signature sont de véritables engage-

ments contre la société elle-même; ce serait décider, en d'autres termes, que chacun des associés en nom collectif, qui ont de droit la signature sociale, à moins de convention contraire, peut ouvertement abuser de cette signature, de manière à compromettre la société pour ses dettes personnelles... sauf un recours qui, en pareil cas, sera presque toujours illusoire. — V. Pothier, *Contrat de société*, n^o 101. Duv.

(1) Cette solution est de la plus haute gravité pour le commerce, et nous doutons qu'elle y soit généralement acceptée. Nous comprenons que la société soit obligée envers les tiers, lorsque rien ne les avertisse que l'obligation souscrite par un associé, sous la raison sociale, ne concernait que l'intérêt particulier de cet associé. Mais lorsque, comme ici, il est constant et avéré que le créancier savait que l'obligation souscrite ne regardait en rien la société, nous ne pouvons admettre qu'il réclame paiement

ments de la société; — Qu'il est constant au procès que Goguel avait la signature de la société Monnet et Goguel; qu'il a pu en disposer à l'égard des tiers pour éteindre ses propres dettes, sauf à en tenir compte à son associé; — Que si Goguel a abusé de la signature sociale, c'est à Monnet à s'imputer d'avoir mal placé sa confiance; que d'ailleurs le jugement de première instance, dont la Cour a adopté les motifs, déclare Jordis créancier sérieux et légitime de Goguel, et décide qu'il a reçu de celui-ci, sans fraude et de bonne foi, les effets de commerce de la raison sociale en paiement de sa créance; — Attendu 2^e que la question de savoir si Murail, tiers porteur, avait ou non fourni à Jordis la valeur des effets dont il s'agit, et le serment déféré à ce sujet devenaient, dans les circonstances, sans intérêt pour Monnet, puisqu'à cet égard le succès ne pouvait avoir d'autre résultat que de replacer dans les mains de Jordis des billets dont il était déjà déclaré légitime propriétaire; que dès lors l'arrêt attaqué est suffisamment motivé et qu'il a pu ne pas s'arrêter au serment déféré sans violer la loi, — Rejette, etc. »

Du 11 mai 1856. — Ch. civ.

USAGE. — DÉLIVRANCE. — PREUVE.

Les usagers peuvent être admis à prouver par témoins l'exercice continu de leurs droits d'usage, lorsque, par le mode de délivrance adopté par les propriétaires du fonds servant, ils ont été mis dans l'impossibilité de produire la preuve écrite de cette délivrance (1). (C. civ., 706, 707 et 1348.)

La question de savoir si les usagers ont été mis par le fait du propriétaire du fonds servant dans l'impossibilité de produire une preuve écrite de la délivrance, rentre exclusivement dans l'appréciation des juges du fond.

Melleville réclame, en vertu d'une concession du 28 avril 1655, douze cordes de bois qu'il prétendait lui être dues annuellement à titre d'usage par les propriétaires de la forêt de Gravigny. Péclot et autres, alors propriétaires de cette forêt, soutiennent que le droit d'usage était prescrit, faute d'exercice pendant le délai de quarante ans. Ce moyen fut contesté par de Melleville, qui offrit de prouver par témoins que, pendant les quarante années qui avaient précédé sa demande, ses auteurs avaient joui sans trouble du droit d'usage.

Jugement qui, attendu que Melleville ne présente pour justifier sa jouissance ni titre récongnitif ni procès-verbaux de délivrance, déclare que les droits d'usage ont été prescrits.

Appel. — Du 10 janv. 1854, arrêt de la Cour de Rouen:

(1) Il est constant en principe et en jurisprudence que la preuve de l'exercice des droits d'usage ne peut résulter que de procès-verbaux de délivrance ou d'actes équivalents, sans pouvoir être faite par témoins. — *F. Cass.*, 3 avril 1833, 26 janv. et 4 fév. 1835. — Mais, dans l'espèce, la question était de savoir s'il n'y avait pas lieu à l'application de l'ar-

« Attendu qu'il est justifié, dans l'espèce particulière, par cahiers de charges, émanés du duc de Bouillon, que les adjudicataires des coupes étaient tenus de délivrer aux usagers les cordes auxquelles ils avaient droit, sur la présentation de mandements acquittés, qui devaient être remis par lesdits usagers et par les adjudicataires aux agents de la maison de Bouillon; qu'il suit de ce mode de délivrance que les usagers ont été mis, par le propriétaire du fonds servant, dans l'impossibilité de produire la preuve écrite de la délivrance qui leur a été faite de leurs droits d'usage;

« Attendu que les faits cotés sont pertinents, concluants et admissibles, en ce qui concerne le droit aux douze cordes réclamées, et qu'ils se placent dans un temps utile pour interrompre la prescription. — Admet Melleville à prouver par témoins que, pendant les quarante années utiles pour prescrire antérieurement à la demande, ses auteurs ont joui publiquement et sans contradiction du droit de chauffage, en recevant des adjudicataires des coupes de la forêt du Gravigny, sur les mandements du maître particulier, lesquels ont été remis aux adjudicataires, endossés d'acquit, conformément à l'usage, douze cordes de bois, etc. »

POURVOI en cassation de Péclot et autres pour violation de l'art. 607, cout. de Normandie, et des art. 706 et 707, C. civ.

Il est, disai-je à l'appui de ce moyen, constant en droit et en jurisprudence que l'exercice d'un droit d'usage sans délivrance préalable constitue un délit et n'est pas susceptible d'interrompre la prescription (2). Il est aussi non moins certain que la preuve des faits propres à interrompre la prescription ne peut être faite que par écrit, et non par témoins. Or, dans l'espèce, Melleville ne représentait aucun titre récongnitif ou procès-verbaux de délivrance. Dès lors on ne pouvait l'admettre à la preuve de l'exercice des droits d'usage, puisqu'en l'absence de procès-verbaux de délivrance, cet exercice aurait eu le caractère de délit. Il est vrai que l'arrêt attaqué pose en fait qu'en raison du mode de délivrance adopté par les propriétaires du fonds servant, il était impossible aux usagers de fournir une preuve écrite de cette délivrance. Et c'est en raison de cette considération qu'il croit pouvoir déroger à des principes que d'ailleurs il ne méconnaît pas. Mais, en réalité, cette impossibilité n'était qu'imaginaire : car si les délivrances avaient lieu sur quittances données aux adjudicataires des coupes et par eux remises au propriétaire de la forêt, il n'en était pas moins facile aux usagers de garder les mandements qui leur étaient délivrés sur les adjudicataires, et de conserver ainsi un titre par devers eux.

Article 1348, qui veut que la preuve testimoniale soit admise lorsqu'il y a eu pour la partie qui l'invoque impossibilité absolue de se procurer une preuve écrite.

(2) *F. ord. Janv. 1529; édit. Janv. 1585; ord. 1669, tit. 19, art. 1 et 3; tit. 27, art. 33; Cass.*, 27 janv. 1829, 6 mai 1830 et 26 janv. 1835.

L'arrêt attaqué repose donc sur un fait inexact, et rien en conséquence ne l'autorisait à méconnaître les principes de la matière.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 607 de la coutume de Normandie et des art. 706 et 707, C. civ., en ce que l'arrêt dénoncé a admis le défendeur éventuel à la preuve des faits de droit d'usage dans la forêt de Gragny, appartenant aux demandeurs, malgré l'absence de titre récognitif ou de procès-verbaux de délivrance :

« Attendu que l'arrêt attaqué a constaté en fait qu'il a été justifié par les cahiers des charges, émanés du duc de Bouillon, aux droits duquel sont les demandeurs, que les adjudicataires des coupes de bois de la forêt de Gragny étaient tenus de délivrer aux usagers les cordes de bois auxquelles ils avaient droit, sur la présentation des mandements acquittés, qui devaient, au fur et à mesure des délivrances, être remis par les usagers et par les adjudicataires aux agents de la maison de Bouillon ; que de ce fait, non constaté au procès, la Cour de Rouen a tiré la conséquence que, par ce mode de délivrance, les usagers avaient été constitués, par les propriétaires du fonds servant, dans l'impossibilité de produire la preuve écrite desdites délivrances et de l'exercice continu de leurs droits d'usage, et que le défendeur éventuel ne pouvait produire ces mêmes pièces, qui ne pouvaient être qu'entre les mains des ayants droit de la maison de Bouillon ; qu'ainsi, en admettant le défendeur éventuel à la preuve de ces faits et de ceux de délivrance par lui articulés pour démontrer l'exercice continu des droits d'usage dont il s'agit, l'arrêt attaqué n'a pu violer les articles précités, ni contrevenir à aucune disposition des lois de la matière ; — Rejette, etc. »

Du 11 mai 1836. — Ch. req.

JUGEMENT. — RAPPORT. — MAGIST. — PRÉSENCE.

Le jugement d'un tribunal d'appel de police correctionnelle, auquel ont concouru des juges qui n'avaient pas assisté à l'audience où le rapport avait été fait, est nul, bien que quelques-uns des éléments de la procédure analysée par le rapport aient été reproduits devant eux (1). (L. 20 avril 1810, art. 7; C. crim., 309.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 309, C. crim., et l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ; — Attendu que les appels, en matière de police correctionnelle, doivent être jugés sur le rapport de l'un des juges de la Cour qui en est saisie, et qu'ainsi, ce rapport constitue une partie essentielle de la procédure établie par la loi pour ce genre d'affaires ; — Attendu que, d'après la loi de 1810, précitée, les arrêts qui sont rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la

cause sont déclarés nuls ; — Attendu qu'il importe peu que quelques uns des éléments de la procédure dont le rapport a dû être l'analyse aient été reproduits, postérieurement au rapport, devant les juges qui ont rendu l'arrêt attaqué ; que cette circonstance n'empêche pas que le rapport soit une partie essentielle de la procédure spéciale de ce genre d'affaires, et que, dès lors, l'absence de quelques-uns des juges, de l'audience ou le rapport a été fait, constitue le cas de nullité déterminé par la loi de 1810 ; — Attendu que, dans l'espèce, il est établi que Rives et Doal, conseillers, qui ont pris part à l'arrêt attaqué, n'assistaient pas à l'audience du 14 nov. 1835, où le conseiller Carbon a fait son rapport, conformément à l'art. 309, C. crim., — Casse, etc. »

Du 15 mai 1836. — Ch. crim.

TÉMOINS. — SERMENT. — NOTIFICATION.

Les témoins assignés à la requête du ministère public doivent déposer sous la foi du serment et ne peuvent être entendus à titre de simples renseignements, bien que leurs noms n'aient point été signifiés à l'accusé, si ce dernier ne s'oppose point à leur audition (2). (C. crim., 317.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 316, 317 et 324, et l'art. 269, C. crim. ; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal d'audience qu'après la lecture de l'acte d'accusation, le ministère public a présenté deux listes de témoins à charge, dont les uns avaient été signifiés à l'accusé, et dont les autres ne l'avaient pas été, et que l'un de ceux-ci a été entendu sans prestation préalable de serment, et avec indication que c'était en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, et à titre de renseignement ; — Attendu que les témoins assignés d'avance à la requête du ministère public ne comparaissant pas à l'audience en vertu du pouvoir discrétionnaire, mais en vertu de l'assignation qui leur a été donnée, ils doivent, à peine de nullité, prêter le serment prescrit par l'art. 317 ; — Attendu que l'absence de toute signification de leur nom à la personne de l'accusé ne leur ôte pas la qualité de témoins ordinaires, mais n'a d'autre résultat, d'après l'art. 315, que de donner à l'accusé le droit de s'opposer à leur audition ; d'où il suit que lorsque l'accusé n'use pas de cette faculté, il doit être passé outre à l'audition de ces témoins, d'après les règles ordinaires prescrites par l'article 317 ; et qu'ainsi, en entendant ces témoins sans prestation de serment, il y a eu violation de l'art. 317, et fautive application de l'art. 269, qui détermine les conditions de l'audition des personnes entendues en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, — Casse, etc. »

Du 15 mai 1836. — Ch. crim.

MINISTÈRE PUBLIC. — ACCUSÉ. — INTERPELL.

Le ministère public a le droit d'adresser pen-

(1) P. conf. Cass., 29 sept. 1820.

(2) P. conf. Cass., 16 sept. 1830; Cass., 31 mars 1836. — P. q. aussi Cass., 10 oct. 1839.

dant les débats des questions aux accusés sur les faits de l'accusation (1). (C. crim., 319.)

« LA COUR, — Attendu qu'aucune disposition de la loi n'interdit au magistrat du ministère public, siégeant dans une Cour d'assises, d'adresser, pendant les débats, des questions aux accusés sur les faits relatifs à l'accusation, et que ces questions ne peuvent porter aucune entrave à la défense; — Attendu que le droit d'adresser des questions ne peut qu'être utile à la manifestation de la vérité, et que la combinaison des art. 317, 318 et 319, C. crim., ne permet pas de supposer que l'intention du législateur ait pu être de rendre le ministère public étranger aux débats de l'audience; — Brételle, etc. »

Du 13 mai 1836. — Ch. crim.

CHASSE. — ENCLOS. — FOSSE.

Un simple fossé de deux pieds sur quatre ne peut être considéré comme une clôture isolant des héritages d'autrui un terrain lié à une habitation, et ne suffit pas pour autoriser dans son enceinte des faits de chasse sans permis de port d'armes (2). (Décret 4 mai 1812, art. 1^{er}; L. 30 avril 1790, art. 13.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 1^{er}, décret 4 mai 1812; — Attendu que le texte de cet article est général et absolu et ne renferme aucune distinction; que la peine qu'il prononce est applicable toutes les fois qu'un fait de port d'armes de chasse sans permis se réunit un fait de chasse licite ou non; — Que, si l'on excepte de cette règle le cas où le port et usage d'armes de chasse ont lieu dans un enclos fermé au public, lié à une maison d'habitation, ne formant avec elle qu'un corps de propriété, dont les deux parties se communiquent sans intermédiaire, en telle sorte que cet enclos soit un accessoire et une dépendance de l'habitation, c'est qu'en ce cas l'enclos est envisagé comme l'habitation elle-même, et que le port et usage d'armes de chasse dans l'intérieur d'un lieu habité ne peuvent être assimilés au fait de chasse prévu par le décret du 4 mai 1812; — Attendu que, si l'un des faits dont on demandait à faire la preuve dans l'espèce avait pour objet d'établir que le terrain sur lequel Perceval avait été trouvé chassant est lié à la maison qu'il habite, et en fait une dépendance telle qu'il doit être réputé partie accessoire de cette habitation et en avoir le caractère et les droits, l'autre fait articulé tendait seulement à établir que le terrain dont il s'agit était entouré de fossés ayant quatre pieds d'ouverture et deux pieds de profondeur au moins; — Attendu qu'on

ne saurait admettre que toute sorte de clôture, quelque imparfaite qu'elle pût être, suffit pour placer un terrain dans l'exception dont il vient d'être parlé; que, si l'on recherche les dispositions législatives qui peuvent expliquer de quelle espèce doivent être ces clôtures, il est naturel de se reporter à la législation qui a réglé une matière analogue; — Que la loi sur la Chasse, du 30 avril 1790 (art. 13), autorise, les propriétaires à chasser, en tout temps, dans celles de leur possession qui sont séparées par des murs ou des haies vives des héritages d'autrui; — Attendu qu'on ne saurait admettre qu'une clôture plus imparfaite pût suffire, alors qu'il s'agit de décider qu'un terrain est une dépendance d'une habitation, fermé au public et contigu à cette habitation; qu'un simple fossé de deux pieds sur quatre ne peut être considéré comme isolant des héritages d'autrui un terrain lié à une habitation, et ne suffit pas pour le faire participer à l'exception qui devrait exister en faveur de l'habitation; — Et attendu que le jugement attaqué a admis la preuve de la clôture par un fossé de deux pieds sur quatre aurait suffi pour donner au terrain (lié à l'habitation comme il est dit ci-dessus) le caractère d'un accessoire et d'une dépendance de l'habitation, en telle sorte qu'on n'aurait pu y constater le délit de port d'armes de chasse sans permis; en quoi il a commis une violation de l'art. 1^{er}, décret 4 mai 1812, — Casse, etc. »

Du 14 mai 1836. — Ch. crim.

FAUX. — ACCUSATION. — PRODUCTION DE PIÈCE.

La poursuite d'un faux n'étant pas subordonnée à l'existence ou à la production de la pièce falsifiée, la Cour royale ne peut refuser de mettre en accusation un prévenu de faux sur le motif que la pièce arguée de faux n'est point représentée (3). (C. crim., 448.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'aucune loi ne subordonne la poursuite de faux à l'existence ou à la production de la pièce falsifiée; que si, dans le cas où cette pièce ne peut être mise sous les yeux de la justice, il ne peut être procédé par vérification ni par comparaison d'écriture, et s'il y a ainsi moins de moyens pour établir la preuve du faux, il reste toujours à l'action publique les moyens ordinaires d'instruction et de preuves communs à tous les crimes; d'où il suit qu'en refusant de mettre l'accusé en accusation pour la lettre de change de 4,000 fr., arguée de faux, sur le motif que cette pièce n'était pas représentée, l'arrêt attaqué a créé, contre l'action du ministère public, une fin de non-recevoir qui n'est fondée

(1) Sic Legraverend, n° 264 (L. 2, p. 135).

(2) Carnot (sur l'art. 42, C. pén., n° 11) prétend appliquer ici l'art. 391, C. pén. La matière sur laquelle cet article dispose n'a rien de commun avec celle qui nous occupe. Ne serait-il pas étrange d'y recourir quand il existe, dans la loi du 30 avril 1790, une disposition offrant la plus parfaite analogie? C'est ainsi que la jurisprudence a procédé sur toutes

les autres questions qui ont de l'affinité, notamment lorsqu'il s'agit de régler la durée de la prescription.

— F. Cass., 21 mars 1825, et la note — F. J. J. Rennes, 11 nov. 1833, Paris, 6 nov. 1828 et Cass., 28 mai 1836.

(3) F. conf. Cass., 9 juil. 1835, et Carré-Chauveau, n° 2775.

sur aucune loi, et a, par suite, violé les lois relatives à la poursuite du faux : — Casse, etc. »

Du 14 mai 1836. — Ch. crim.

AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — MARCHANDISES. — EXÉCUTION. — COMMUNE. — RESPONSABILITÉ.

L'annulation pour excès de pouvoir, par l'autorité administrative supérieure, de l'arrêté d'un maire qui règle le mode dont le commerce de certaines marchandises doit se faire hors du marché de sa commune, prononcé, en cas de contravention, des saisies et confiscations, et se réserve la faculté d'autoriser, moyennant le paiement d'un droit, entraîne la nullité de tous les actes d'exécution qui ont eu lieu antérieurement en vertu de cet arrêté, et son effet n'est pas, comme celle de l'abrogation des lois, restreint à l'avenir seulement.

La commune n'est pas responsable envers les particuliers du préjudice à eux causé par l'exécution de l'arrêté illégal de son maire; elle est seulement tenue de restituer les sommes par elle perçues en vertu de cet arrêté.

Le 10 juin 1829, le maire de Bordeaux prend un arrêté par lequel il défend à tous marchands de volailles d'aller au-devant des marchands forains pour acheter les volailles, et de faire venir à leur domicile ou ailleurs des volailles à leur destination; assujettit les marchands à se pourvoir de son autorisation pour débarquer leurs marchandises; le tout sous peine de saisie et confiscation, et soumet les marchands au paiement d'un droit sur les marchandises qui ne seraient pas portées au marché.

Cet arrêté, approuvé par le préfet, fut exécuté notamment contre Laurent et compagnie. Diverses marchandises furent saisies et vendues comme ayant été conduites directement du lieu de débarquement à leur domicile, et ils furent soumis au paiement de différentes sommes pour droit de placage.

Les Laurent se sont pourvus devant l'autorité administrative supérieure; et, le 3 sept. 1831, le préfet, sur l'avis conforme des comités de l'intérieur et du commerce du conseil d'État, a prononcé l'annulation de l'arrêté du 10 juin 1829, pour cause d'illégalité.

Par suite, les Laurent ont assigné la ville de Bordeaux devant le tribunal civil de cette ville pour se voir condamner à leur payer la somme de 36,000 fr., tant pour le prix des marchandises illégalement saisies et vendues que pour la restitution des sommes indûment perçues à titre de placage, et pour dommages-intérêts.

Le 25 fév. 1834, jugement qui condamne la ville de Bordeaux à payer aux Laurent la somme de 9,000 fr. pour les divers objets de leur demande. — Appel.

Le 6 janv. 1835. arrêt de la Cour de Bordeaux : — « Attendu que la demande en dommages-intérêts formée par Laurent et compagnie contre le maire de Bordeaux est fondée sur trois motifs distincts, savoir 1^o la restitution des sommes indûment perçues à leur préjudice

pour un droit de placage auquel ils n'étaient pas soumis; 2^o pour la valeur de leurs marchandises saisies, confisquées et vendues; 3^o pour la réparation du dommage résultant des mesures exécutées contre eux;

« Attendu, quant aux premier et second objets des dommages-intérêts, que l'arrêté du maire de Bordeaux, du 10 juin 1829, a été annulé par l'arrêté du préfet du 3 sept. 1831; qu'il est implicitement décidé par ce dernier acte administratif que Laurent et compagnie n'étaient pas débiteurs du droit de placage qu'ils ont été contraints de payer nonobstant leur réclamation; que, par la même raison, il faut reconnaître que le prix des marchandises saisies et vendues à leur préjudice a été indûment perçu pour le compte de la ville de Bordeaux; d'où il suit que, la ville ayant perçu ou fait percevoir des sommes qui ne lui étaient pas dues, elle est tenue de les restituer;

« Attendu, quant à la réparation du dommage souffert à raison de l'arrêté du 10 juin 1829, et des mesures de police prises par suite de cet arrêté, qu'il faut considérer dans le maire de Bordeaux deux qualités distinctes, celle de magistrat et celle de représentant de la commune; qu'en la première qualité, il peut faire, sauf l'approbation de l'autorité supérieure, les règlements qu'il croit utiles pour la police des marchés; que, sous ce rapport, il n'est tenu que d'une responsabilité morale, et qu'il ne peut obliger la commune à réparer le dommage résultant des erreurs qu'il peut commettre dans l'exercice de ses fonctions;

« Attendu que, comme représentant de la commune, le maire ne peut directement, par son seul fait, contracter des obligations et engager ses revenus et ses propriétés; qu'il ne peut en être ainsi que dans le cas où l'acte qui a nécessité la dépense a été précédé de l'autorisation exigée par la loi;

« Attendu, dans le fait, que c'est comme magistrat que le maire de Bordeaux a pris l'arrêté du 10 juin 1829; que, dès lors, la ville ne peut être responsable de l'exécution donnée à cet acte administratif, exécution qui, d'ailleurs, n'a eu lieu qu'après l'approbation de l'autorité supérieure;

« Attendu, d'après cela, que la ville ne peut être tenue que de restituer les sommes qu'elle a indûment perçues, et que les dommages-intérêts réclamés contre elle pour toute autre cause sont mal fondés.

« Condamne la ville de Bordeaux à restituer à Laurent et compagnie 7,681 fr. pour le montant du droit de placage indûment perçu, et du prix des volailles vendues à leur préjudice, sur les plus amples conclusions des intimés, déclare n'y avoir lieu de prononcer. »

POURVOI en cassation par la ville de Bordeaux pour violation tant de l'art. 2, C. civ., que de l'art. 3, n° 4, tit. 11, L. 16 et 24 août 1790, et 46, tit. 1^{er}, L. 19 et 23 juill. 1791. — Il est de principe, disait-on, que les arrêtés administratifs sont obligatoires tant qu'ils ne sont pas réformés par l'autorité supérieure. Lors donc que cette réformation a lieu, elle ne sta-

ue que pour l'avenir et laisse subsister les effets produits antérieurement par l'arrêté qu'elle annule. Il en est à cet égard de l'annulation comme de l'abrogation des lois : la rétroactivité ne peut avoir lieu, à moins d'une disposition expresse qui, dans l'espèce, n'existe pas. Le préfet de la Gironde, en annulant l'arrêté du 10 juin 1829, a empêché qu'à l'avenir il pût être exécuté; mais il n'a pu lui enlever la force obligatoire qu'il avait eue précédemment ni détruire les droits acquis jusque-là par la ville de Bordeaux. Celle-ci doit, en conséquence, être relevée des condamnations prononcées contre elle par l'arrêté attaqué.

ARRÊT.

• LA COUR, — Sur la première partie du premier moyen : — Attendu, en droit, que le caractère essentiel d'indépendance souveraine dans les lois fait que tout ce qui est accompli sous leur empire subsiste toujours malgré leur abrogation, à moins que la loi postérieure, par une disposition spéciale et formelle, ne rétroagisse sur le passé; — Mais, quant aux actes administratifs, attendu que, si l'autorité supérieure compétente a annulé ceux émanés de l'autorité inférieure, et si elle les a annulés comme faits hors du cercle des attributions que la loi a confiées à sa juridiction et à sa vigilance, cette opération opère non *pro ut ex nunc*, mais *pro ut ex tunc, ab initio*; les actes ainsi que ce qui s'en est suivi sont regardés comme nuis et non avenus, et cela sans vice de rétroactivité, puisque point de rétroactivité où il n'y a pas de droits acquis par la force d'actes qui n'en ont pu avoir et n'en ont eu réellement aucune; — Et attendu, en fait, que l'arrêté du maire de Bordeaux du 10 juin 1829 a été annulé par l'arrêté du préfet de la Gironde du 3 sept. 1831; qu'il a été annulé conformément à l'avis des comités de l'intérieur et du commerce du conseil d'État du 16 mars 1831, et à la lettre du ministre du 16 août suivant, comme réglant le mode dont le commerce doit se faire hors du marché, comme prononçant, en cas de contravention, des saisies et des confiscations hors des cas déterminés par la loi; enfin comme imposant des taxes et des impôts qu'aucune loi n'a autorisés; qu'ainsi il a été annulé comme illégal et émanant de l'autorité municipale agissant hors du cercle des attributions qui lui ont été confiées par les lois, et notamment par les articles 3, tit. 11, L. 24 août 1790; 7, L. 17 mars 1791; 40, tit. 1^{er}, L. 22 juill. de la même année, et par la loi du 21 prair. an 5; — Que, dans ces circonstances, après avoir refusé tous dommages-intérêts réclamés par Laurent et compagnie contre la commune de Bordeaux, à raison du fait de son maire, agissant en qualité soit de magistrat, soit de représentant de la même commune, en n'ordonnant, en leur faveur, que la restitution de ce qui avait été indûment perçu par la commune, l'arrêté attaqué n'a nullement violé l'art. 2, C. civ., et, loin de contrarier l'acte du pouvoir administratif, en a fait une juste application et en a assuré la parfaite exécution, — Rejette, etc. »

Du 17 mai 1836. — Ch. rej.

ARBITRAGE. — CONCLUSIONS. — DÉPÔT.

La preuve d'un compromis régulier fait par procès-verbal devant des arbitres choisis peut résulter de la sentence arbitrale elle-même.

— *Il n'est pas nécessaire que cette sentence soit précédée d'un acte distinct et séparé.*

(C. proc., 1005.)

Il en doit être de même relativement à la désignation des objets en litige (1). (C. proc., 1006.)

Lorsque les conclusions des parties sont énoncées dans la sentence arbitrale, il n'est pas nécessaire d'en faire le dépôt au greffe.

Le 31 mars 1830, Pillaut-Debit vendit à Legendre son étude d'avoué près le tribunal de première instance de la Seine. — Dans l'acte sous seing privé rédigé à ce sujet il fut dit : « S'il s'élève quelques difficultés pour l'exécution du présent traité, elles seront jugées par la chambre des avoués de première instance de Paris, qui décidera comme souverain arbitre et amiable compositeur en dernier ressort, et sans recours quelconque. Il aura de sept membres pour la validité de la décision. »

Au mois de juillet 1832, réclamation de Legendre relativement à l'exécution du traité du 31 mars 1830. Il s'adresse à la chambre des avoués comme arbitre; Pillaut-Debit comparait devant cette chambre, et déclare l'accepter également pour arbitre.

Le 16 août suivant, sentence arbitrale qui condamne Pillaut-Debit à payer à Legendre une somme de 10,000 fr. à titre de dommages-intérêts.

Pillaut-Debit se pourvoit par opposition à l'ordonnance d'exequatur, et prétend que la chambre des avoués n'a pas accepté les fonctions d'arbitres, puisqu'elle n'a pas signé cette acceptation immédiatement après la réquisition qu'on lui avait faite de se constituer en tribunal arbitral; qu'au surplus le compromis était nul comme ne désignant pas suffisamment les objets en litige; et enfin qu'en ordonnant le dépôt de leur sentence au greffe du tribunal, les arbitres auraient dû ordonner également le dépôt de toutes les pièces qui y étaient relatives.

Mais ces divers moyens de nullité ont été rejetés par un jugement du tribunal de première instance, et, sur l'appel, par un arrêt de la Cour de Paris du 31 août 1833, par les motifs suivants :

« Attendu, sur le premier moyen de nullité, qu'il résulte de la sentence arbitrale elle-même que les arbitres ont accepté la mission qui leur était offerte;

« Sur le second moyen de nullité, qu'il résulte du contexte même du compromis que les objets en litige ont été précisés; que d'ailleurs les parties ont, par des conclusions postérieures, expliqué et précisé les termes du compromis;

« Sur le troisième moyen, attendu qu'aucune disposition de la loi n'ordonne le dépôt au greffe,

(1) P. Thrin, 4 avril 1806; Bourges, 14 juill. 1830; Bordeaux, 22 mai 1832; — Parisiens, Droit comm., n° 1403; Carré-Chauveau, n° 3355.

avec la sentence, des conclusions signifiées ou remises par les parties. »

POURVOI de Prélard-Debit pour violation des art. 1005, 1006 et 1028, C. proc.

Le compromis peut se faire de trois manières : par acte devant notaire, par acte sous seing privé, ou par procès-verbal devant les arbitres choisis. Dans ce dernier cas, il n'y a véritablement de compromis qu'autant que le procès-verbal constate l'acceptation des arbitres, et a été signé par eux. Cela résulte clairement de l'art. 1006, qui veut, à peine de nullité, que l'acte de compromis désigne les noms des arbitres. — La mention des noms des arbitres dans la sentence arbitrale, et leur signature apposée lors de la clôture de cette sentence, ne sauraient être considérées comme un équivalent. La sentence n'est que la conséquence du compromis ; elle ne vaut qu'autant que le compromis vaut lui-même. Or une condition de validité du compromis, c'est qu'il désigne les noms des arbitres. Il s'ensuit donc qu'en dehors de la sentence, et préalablement à cette même sentence, il doit être rédigé un procès-verbal distinct, constatant le compromis et renfermant les désignations prescrites par la loi. — Dans l'espèce, il n'y a pas eu de procès-verbal distinct et séparé : ainsi il n'y a pas eu réellement d'acte de compromis régulier ; la sentence arbitrale n'avait donc pas dû être prononcée ; par conséquent elle est nulle.

De plus, l'art. 1006 veut encore, à peine de nullité, que le compromis désigne les objets en litige. Or, il n'en a pas été ainsi dans l'espèce. — Vainement l'arrêt attaqué déclare-t-il « que les parties ont, par des conclusions postérieures, expliqué et précisé les termes du compromis. » Le compromis est, comme nous le disons, tout à fait distinct de la sentence arbitrale. L'acte qui le constate doit donc contenir toutes les formalités de l'observation desquelles la loi fait dépendre sa validité.

Enfin, les conclusions des parties auraient dû être déposées au greffe avec la sentence qui a été prononcée sur leur contenu.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arbitrage entre les parties fut régulièrement formé, et expressément convenu dans l'acte synallagmatique entre eux portant transmission au défendeur éventuel de l'office d'avoué du demandeur ;

« Attendu que le tribunal arbitral, composé des membres de la chambre des avoués du tribunal du département de la Seine, en nombre compétent, légalement constitué conformément à l'acte de son élection par les parties, s'est trouvé régulièrement ainsi, par le consentement, la comparution des parties en personnes, et par leurs conclusions respectives, de toutes les contestations entre elles sur l'exécution du traité de transmission de l'office d'avoué au défendeur éventuel ;

« Attendu qu'après avoir entendu les parties, les arbitres n'ont statué que sur des faits relatifs à l'exécution du traité, et aux infractions qui y avaient été apportées, faits résultant tous des

termes du traité, et explicitement renfermés dans l'objet de l'action formée par le défendeur éventuel devant le tribunal arbitral : d'où il y a lieu de conclure que les reproches du demandeur à la sentence arbitrale de prononcer en l'absence d'un compromis régulier, ou hors des termes du compromis, ni sur choses non précisées et demandées, se trouvaient également repoussés en fait comme en droit, ainsi que l'a justement reconnu l'arrêt dénoncé ;

« Attendu qu'il suffit de l'énonciation des dires et conclusions des parties dans le jugement arbitral même pour sa régularité, sans qu'il fût besoin de leur dépôt préalable, ou de leur production séparée au greffe avec celle de la sentence, — Rejeté, etc. »

Du 17 mai 1856. — Ch. req.

MOTIFS. — PRESCRIPTION.

Paris, 17 mai 1856. — (V. rejet 22 août 1857.)

DOL. — TRANSACTION. — RESCISION. — TITRES. — RÉTENTION.

Le dol peut être la matière d'une transaction valable (1). (C. civ., 2046.)

La partie (par exemple une femme) qui a transigé sur les soustractions frauduleuses commises à son préjudice (par exemple par son mari pour la priver d'une partie de ses droits en reprises testimoniales) n'est pas recevable à demander plus tard la rescision de la transaction, sous prétexte qu'au moment où elle a eu lieu, l'autre partie (le mari) aurait eu en sa possession des titres établissant la réalité des soustractions reprochées. L'art. 2057, C. civ., qui admet comme cause de rescision de la transaction le fait, de la part de l'une des parties, d'avoir retenu des titres inconnus à sa partie adverse, ne reçoit pas ici son application.

Le 7 fév. 1821, un arrêt de la Cour de Paris ayant prononcé la séparation de corps et de biens entre les époux Janson de Saily, ont dû procéder à la liquidation des droits des époux. Cette liquidation eut lieu aux termes d'un acte qualifié transaction, et passé le 5 mai 1821 devant M^e Noël, notaire.

Les conventions des parties y sont précédées d'un exposé sommaire des faits, on y lit ensuite : « La dame Janson de Saily, après avoir pris et fait prendre à ses conseils connaissance des forces et charges de la communauté de biens qui avait subsisté entre elle et son mari, et ce par l'examen de l'inventaire, des pièces inventoriées, et de tous les actes qui ont précédé ou suivi, a reconnu la communauté plus onéreuse que profitable, et, par ce motif, ainsi qu'en considération des arrangements faits ci-après, s'est déterminée à renoncer à la communauté ; dès lors, il n'y aura pas lieu à la liquidation de cette communauté, et il ne s'agira plus que de liquider les reprises de la dame Janson de Saily contre son mari. » Après le compte des

(1) C'est ce qui a été décidé par la Cour de Douai le 27 avril 1827. — V. Cass., 29 mai 1838.

reprises, la transaction contient les déclarations et stipulations suivantes : « Indépendamment des reprises résultant de sa dot, et avant de se résoudre à renoncer à la communauté, la dame Janson de Sailly croyait avoir à se plaindre de ne plus trouver dans la communauté 1° la moitié qui avait appartenu à cette communauté dans le marché d'Agneuseau...; 2° les créances à exercer contre Mahin sur l'autre moitié; 3° une maison à Versailles..., dont le prix, d'ailleurs, n'avait point été payé; 4° et des créances sur Lescuyer, sous le nom de Danrée, tant pour avances que pour prime de cautionnement.

« Elle aurait pu voir avec peine également que des immeubles propres à son mari, mais qui répondaient toujours de la sûreté de sa dot, savoir : la maison rue d'Argenteuil, n° 52, et la ferme de Sainte-Colombe, sise à Rigny, auraient cessé d'appartenir à Janson. La dame Janson manifestait l'intention d'attaquer les actes par lesquels avaient été faites ces aliénations. »

Janson de Sailly soutenait de sa part, quant aux aliénations, qu'il ne les avait faites que pour acclimenter des engagements considérables qu'il avait contractés lors de l'acquisition des immeubles dont il était bien éloigné de posséder la valeur, et aussi s'affranchir des réparations importantes et menaçantes qui étaient nécessaires aux bâtimens; que, quand ces objets actifs existaient encore dans la communauté, il serait fort douteux, pour ne pas dire impossible, qu'il y eût bénéficié à l'accepter, à raison des prélèvements qu'il y aurait à faire, sur la masse, de très-fortes sommes, 1° pour les dettes privilégiées et hypothécaires qui subsistaient alors sur ces biens; 2° pour les reprises dotales de ladite dame....; 3° et enfin pour les remplois et reprises que Janson de Sailly avait lui-même à exercer pour les rentes et autres parties de son apport en mariage, qui auraient été vendues et remboursées, et dont le produit avait servi à payer lesdites acquisitions; que l'absence des propres du mari ne l'empêcherait pas d'assurer le paiement de la dot de sa femme, preuve qu'il ne les avait pas fait disparaître pour les y soustraire; qu'enfin il avait fait des dépenses extraordinaires dont il ne retrouverait jamais l'équivalent, pour l'établissement de sa maison, les présents et autres frais de noces, tandis que sa femme retrouvait sa dot considérablement augmentée.

De longues contestations auraient pu être élevées et soutenues de part et d'autre en justice sur tous ces chefs et autres que les parties n'apercevaient pas, et qui auraient pu se découvrir par la suite.

Mais les parties traitèrent à titre de transaction, avant et sur procès, définitivement et à forfait, sur tous leurs droits et prétentions prévus et imprévus, de la manière suivante....

Suivent la renonciation de la dame Janson et le paiement de ses reprises.

Les art. 9 et 10 sont relatives aux ventes et cessions dont il vient d'être question dans l'exposé ci-dessus : l'art. 9 énumère et désigne nommément ces actes, qui sont les cinq ventes sous auing privé faites à Mahin le 1^{er} sept. 1815, puis

un transport du 16 fév. 1816 au profit de la dame Fourcroy. La dame Janson ratifie ces actes ainsi dénommés et présentés, et déclare « formellement renoncer à toutes prétentions sur » les biens qui en sont l'objet ou sur leur valeur, » dans le cas même où, par suite de rétrocession » ou de tout autre manière, tout ou partie des » dits biens rentrerait par la suite, à une époque » quelconque, dans les mains de Janson de » Sailly. »

L'art. 10 porte, en faisant toutefois réserve des droits éventuels résultant du contrat de mariage, « qu'au moyen de la présente transaction, et sous la foi de son exécution, notamment des paiements et remplois ci-dessus » arrétés, les parties reconnaissent avoir entièrement réglé leurs intérêts, prétentions et » droits respectifs, et elles renoncent à pouvoir » exercer aucune répétition l'une envers l'autre; » enfin elles se tiennent respectivement quittes » de toutes choses quelconques. » Les art. 11 et 12, faisant figurer Mahin comme propriétaire des immeubles vendus le 1^{er} sept. 1815, déclarent en son nom qu'il fournit, en considération des ratifications contenues dans l'art. 9, une hypothèque de 100,000 fr. au profit de la dame Janson de Sailly sur les seuls bâtimens du marché d'Agneuseau.

En exécution de cet acte, la dame Janson a renoncé à la communauté, et son mari est resté débiteur de ses reprises.

Le 6 nov. 1829, Janson de Sailly est décédé, laissant un testament olographe en date du 24 août 1828, suivant lequel il a institué l'Université légataire universelle de ses biens.

A ce moment, la dame de Sailly, qui avait déjà eu connaissance que son mari avait touché le montant du transport consenti à la dame Fourcroy, et qu'il était resté en possession des diverses propriétés, conquises de communauté, qu'il avait, en apparence, vendus à Mahin, crut avoir trouvé, dans l'inventaire qui fut dressé après la mort de son mari, et auquel elle avait assisté à cause des gains de survie portés en son contrat de mariage, des preuves certaines qu'elle avait été trompée lors de la transaction de 1821. En conséquence, elle assigna devant le tribunal de première instance de la Seine l'Université, légataire universelle, et Noël, exécuteur testamentaire, pour voir dire que l'acte du 5 mai 1821, ensemble la renonciation à la communauté qui s'en est suivie, seraient rescindés comme entachés de dol, et qu'à la requête de la dame Janson il serait procédé à la liquidation de la succession de son défunt mari et de la communauté d'entre eux, lors de laquelle liquidation il serait fait raison à la dame Janson de Sailly de tous capitaux et fruits dont elle avait été frustrée.

A l'appui de ces conclusions, elle dit que le dol était clairement établi par une foule de pièces découvertes et inventoriées après le décès de Janson de Sailly, desquelles il résultait qu'il y avait eu dissimulation et détournement par ce dernier de tout l'actif de la communauté.

Mais ces conclusions furent rejetées par jugement du 6 juill. 1832, ainsi conçu : — « Statuant

sur la demande principale de la dame Janson de Sailly, en rescision de la transaction du 5 mai 1831;

• Attendu que, dans cet acte, l'intention dominante des parties est de transiger sur les combinaisons frauduleuses au moyen desquelles Janson avait fait disparaître la presque totalité de sa fortune personnelle et de l'actif de la communauté;

• Que ces fraudes avaient été dès longtemps connues de sa femme, et signalées par elle devant les tribunaux, notamment dans sa requête en séparation de corps;

• Que, dans la transaction même, elle renouvelle ses griefs sur ce point, et rappelle les objets les plus importants diversifiés par son mari, notamment le marché d'Aguesseau, qui formait et forme encore la majeure partie de sa fortune;

• Que, si elle n'énonce que la moitié de ce marché que devait posséder son mari, elle rappelle les droits qu'il devait avoir sur l'autre moitié comme créancier de Mahin;

• Qu'à la vérité elle ne comprend pas non plus dans les recets de son mari la portion d'immeubles acquise des époux Moulignon et d'Aguesseau, et faisant partie du marché; mais que, par la transaction, elle ratifie la vente faite de la portion indivise acquise des époux Moulignon à Mahin, ce qui prouve que cette partie des dissimulations de son mari n'a pas échappé à son investigation et à celle de ses conseils;

• Qu'enfin la transaction garde un silence absolu sur la maison de Nogent-le-Rotrou, mais que la femme ne peut sur ce point prétexter cause d'ignorance, puisque l'acquisition que le mari avait faite de cet immeuble avait été publique; qu'il l'avait même notifiée à sa femme le 11 août 1817, en lui déclarant qu'il y transférerait son domicile, et en l'assignant par le même acte devant le tribunal de Nogent-le-Rotrou, pour être condamnée à rejoindre son mari;

• Que cette omission volontaire d'une portion nécessairement connue de l'actif immobilier prouve que la renonciation faite par la femme à la communauté n'a pas été obtenue comme conséquence des énonciations portées en l'acte sur les forces et charges de la communauté, mais que cette renonciation a été le résultat de la volonté de sa femme, de l'avis de ses conseils, et de calculs et considérations auxquels ils s'étaient livrés en dehors de la transaction elle-même;

• Qu'il résulte de tout ce qui précède que la transaction n'a pas été conclue sur la soustraction de telle ou telle partie de l'actif, mais sur toutes les soustractions qui avaient été faites par Janson; qu'elle a embrassé tous les actes du mari, et que tous sont aujourd'hui couverts par elle; que c'est en restant dans ces généralités que les parties ont traité sur tous les chefs signalés par elles, et sur tous autres qu'elles n'auraient pas aperçus et qui pourraient se découvrir par la suite, à titre de transaction avant et sur procès, définitivement et à forfait, sur tous leurs droits et prétentions prévus et imprévus,

• Déclare la dame Janson de Sailly non recevable, etc. »

Ce jugement, frappé d'appel, a été confirmé, le 29 juin 1833, par arrêt de la Cour de Paris, qui a déclaré adopter les motifs des premiers juges.

POURVOI par la dame Janson de Sailly, pour 1^{re} violation des art. 1116 et 2053, C. civ., en ce que la transaction du 5 mai 1831, entachée de dol avoué et démontré, n'a pas été rescindée; 2^e pour violation de l'art. 2057, C. civ., en ce que la transaction a été maintenue dans toute l'étendue de ses prétendues stipulations générales, malgré la découverte postérieure de titres retenus par le fait de l'une des parties.

ARRÊT.

• LA COUR. — Sur le premier moyen : — Attendu qu'il résulte de l'acte du 5 mai 1831, et des motifs du jugement, adoptés par l'arrêt attaqué, que les époux Jansons de Sailly ont transigé sur les combinaisons frauduleuses pratiquées par Janson de Sailly, pour faire disparaître la presque totalité de sa fortune personnelle et de l'actif de la communauté; — Attendu qu'aux termes de l'art. 2046, C. civ., on peut transiger sur les intérêts civils résultant d'un délit; qu'ainsi, et à plus forte raison, le simple dol peut être la matière d'une transaction; — Attendu, dès lors, qu'en jugeant que la dame Janson de Sailly avait pu valablement transiger sur le dol commis par son mari pour la priver d'une partie de ses droits et reprises matrimoniales, la Cour de Paris a fait une fautive application de l'art. 2046 et n'a pas violé les art. 1116, et 2053, C. civ.; — Sur le deuxième moyen : — Attendu que l'arrêt attaqué déclare que les fraudes commises par Janson de Sailly étaient connues de sa femme avant la transaction du 5 mai 1831, et avaient été signalées devant les tribunaux; qu'il résulte en outre de cet arrêt que la transaction du 5 mai, conclue sur toutes les soustractions faites par Janson de Sailly, a eu pour objet de couvrir ses actes; — Attendu que dans cette transaction la dame Janson de Sailly a renoncé à toutes prétentions qui en étaient l'objet, ou sur leur valeur, dans le cas où, par suite de rétrocession ou de toute autre manière, tout ou partie d'édits liens rentreraient par la suite, à une époque quelconque, dans les mains de Janson de Sailly; — Attendu que les pièces inventoriées après la mort de Janson de Sailly ne sont invoquées par la demanderesse que pour établir la réalité des soustractions et des fraudes qu'elle avait reprochées à son mari, et sur lesquelles les parties avaient traité à titre de transaction, avant et sur procès, définitivement et à forfait, et avec la volonté de comprendre tous droits et prétentions prévus ou imprévus; — Attendu qu'en s'attachant aux stipulations de la transaction du 5 mai, dont elle a fait une juste interprétation, et en appréciant, ainsi qu'elle en avait le droit, les faits et circonstances qui avaient déterminé les époux Janson de Sailly à transiger, la Cour de Paris a pu, sans violer l'art. 2057, C. civ., rejeter le moyen de rescision que la demanderesse faisait

résulter des pièces dont Janson de Sailly était resté saisi, et qu'elle avait fait inventorier, — Rejeté, etc. »

Du 18 mai 1836. — Ch. civ.

VAINES PATURES. — ARRÊT DU CONSEIL MUNICIPAL. — ATTRIBUTION.

(V. cass., 18 mars 1836.)

EXPROPRIATION FORCÉE. — COLLOCATION. — ACQUISSEMENT. — NULLITÉ. — DOL.

Le débiteur exproprié qui a figuré à l'ordre ouvert sur le prix de l'adjudication, dont la femme a été colloquée, qui, conjointement avec elle, a fait condamner l'adjudicataire à payer le montant de cette collocation, et du consentement et en la présence duquel la femme a reçu le paiement de ses créances, doit être considéré comme ayant acquiescé à l'adjudication, et, dès lors, comme non recevable à en demander la nullité.

Le débiteur exproprié ayant exécuté un jugement par défaut qui, après l'adjudication, ordonne qu'il délaisserait la possession des biens adjugés et non recevable à demander plus tard pour cause de dol ou de fraude la nullité de l'adjudication.

Sur la poursuite de Marguerite, créancier de Sarrazin, il est procédé, en l'absence de M^e Bertrand, notaire, à la vente d'un domaine dit de Ficotte, appartenant à Sarrazin, et adjugé à Sourisseau.

En mai 1831, Sarrazin cite Sourisseau et le notaire Bertrand, en conciliation sur la demande qu'il se propose de former contre eux en nullité de la vente, pour fraude et dol; mais il fait passer cette action.

Le 1^{er} oct. 1831, un jugement par défaut condamne Sarrazin à déguerpir les objets vendus. Ce jugement est passé depuis en force de chose jugée.

Un ordre est ouvert sur le prix de l'immeuble vendu : la dame Sarrazin, colloquée pour sa dot et ses reprises, touche le montant de sa collocation. Plus tard, Sarrazin forme la demande en nullité de la vente annoncée par sa citation en conciliation de mai 1831, et conclut à être admis à la preuve de faits de fraude par lui articulés.

Sourisseau et Bertrand soutiennent Sarrazin non recevable, attendu qu'il a acquiescé à la vente, qu'il l'a même exécutée en recevant, conjointement avec sa femme, le montant de la collocation de celle-ci, et qu'il y a, au surplus, chose jugée sur la validité de la vente, par le jugement du 1^{er} oct., ordonnant l'expulsion des lieux.

Un jugement rejette la fin de non-recevoir invoquée par Sourisseau et Bertrand, et admet Sarrazin à la preuve des faits de fraude qu'il a articulés.

Sur l'appel, intervint le 3 juill. 1835, un arrêt ainsi conçu : — « Attendu que la citation signifie le 24 mai 1831, par Sarrazin à Bertrand et Sourisseau, énonce qu'elle a pour objet de faire prononcer que l'adjudication des biens dudit Sarrazin, en date du 21 déc. 1830, est nulle, sur

le motif qu'elle a eu lieu par fraude et par interposition de personne, au profit dudit Bertrand, notaire, nonobstant la défense de l'art. 1596, C. civ., et non en faveur de Sourisseau, qui n'en serait que l'adjudicataire apparent ;

« Attendu que Sourisseau, voulant avoir la libre jouissance des biens adjugés, assigna Sarrazin, le 21 sept. 1831, devant le tribunal de Marmande, afin qu'il fût contraint à les délaisser ; que, le 1^{er} oct. suivant, il fut rendu un jugement qui l'y condamna, en vertu du susdit acte d'adjudication ; que, lorsque le jugement du 1^{er} oct. fut mis à exécution, Sarrazin déclara s'y opposer, sur le motif que les actes qui lui avaient servi de base se trouvaient viciés par la fraude ;

« Attendu que le jugement par défaut, du 1^{er} oct. 1831, est devenu définitif et irrévocable ; qu'aujourd'hui il a l'autorité de la chose jugée, sur la demande formulée dans la citation du 24 mai précédent, et reportée près de trois ans après dans l'exploit du 9 mai 1834, introductif du procès actuel ; qu'en effet, les moyens sur lesquels Sarrazin avait formé sa demande étaient une défense aux fins d'exécuter l'adjudication, défense d'autant plus naturelle que les moyens rentraient dans les exceptions dont était passible la demande aux fins d'exécuter l'adjudication ; que Sarrazin avait négligé alors de reproduire les moyens qui constituaient une exception, n'est pas recevable à les invoquer dans la présente instance ;

« Que l'action de Sarrazin doit encore être repoussée, parce qu'il a volontairement exécuté l'adjudication du 21 déc. 1830 ; que cette exécution résulte de ce que, postérieurement à sa citation du 24 mai, Sarrazin a autorisé François Flamand, son épouse, à produire à l'ordre ouvert pour la distribution du prix des biens adjugés ; de ce que, conjointement avec ladite Flamand, il a fait commandement à Sourisseau de payer les sommes pour lesquelles cette dernière avait été colloquée sur ledit prix ; de ce qu'il a sommé Sourisseau de déférer auxdits commandements ; de ce que, sur son consentement et en sa présence, son épouse a reçu la somme de 733 fr. à valoir sur le montant de ladite collocation ; que ces actes, purement volontaires de la part de Sarrazin, emportent renonciation aux moyens et exceptions à l'aide desquels il tente actuellement de faire annuler l'adjudication dont il s'agit,

« Déclare Sarrazin non recevable dans sa demande. »

POURVOI de Sarrazin, pour violation des art. 1304, 1338 et 1351, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, par procès-verbal du 21 déc. 1830, Sourisseau a été déclaré adjudicataire des biens saisis immobilièrement sur Sarrazin, demandeur en cassation ; que c'est en vertu de cette adjudication que Sourisseau demanda et qu'il obtint, par jugement par défaut, du 1^{er} oct. 1831, que Sarrazin fût condamné à abandonner la possession des mêmes biens ; que Sarrazin, loin de former opposition à ce juge-

ment, y obtempéra eu abandonnant cette possession; que, conjointement avec sa femme, il figura à l'ordre ouvert sur leur prix; que sa femme y fut colloquée pour ses droits; que, conjointement avec elle, Sarrazin fit condamner Sourisseau, adjudicataire, à payer le montant de cette collocation; qu'enfin, c'est d'après son consentement et en sa présence que sa femme reçut le paiement de ses créances, et elle en donna quittance à l'adjudicataire; que, d'après ces faits, en déclarant Sarrazin non recevable à attaquer la validité de l'adjudication du 21 déc. 1830, sanctionnée tout à la fois par l'autorité de la chose jugée, par le jugement du 1^{er} oct. 1831, et par l'exécution réitérée, constante et complète de la part du même Sarrazin, l'arrêt attaqué, loin de violer les art. 1351 et 1352, C. civ., en a fait une juste application. — Rejette, etc. » Du 19 mai 1836. — Ch. req.

COMPÉTENCE CRIMINELLE. — CHAMBRE D'ACCUSATION. — VOL. — FAUSSES CLEFS.

Il y a lieu à règlement de juges par la Cour de cassation lorsqu'un tribunal de police correctionnelle s'est déclaré incompétent pour statuer sur un fait qu'il a considéré comme constituant un crime, et qui avait été renvoyé devant lui par la chambre des mises en accusation comme constituant un simple délit (1). (C. crim., 525 et 526.)

Le vol commis à l'aide d'une clef égarée, perdue ou soustraite depuis un certain temps, et dont la destination originale a cessé d'exister, est réputé commis à l'aide d'une fausse clef (2). (C. pén., 398.)

ARRÊT.

• LA COUR. — Vu la requête du procureur général du roi; l'arrêt de la Cour de Rennes, chambre des mises en accusation, en date du 7 mars 1836, par lequel Georgine Potier, femme Roucraey, a été renvoyée en police correctionnelle, comme prévenue de vol d'argent et d'obligations au préjudice de Julien L. saint, et par lequel la circonstance aggravante d'usage de fausse clef a été écartée, par le motif que la clef dont ladite femme Roucraey s'est servie pour commettre ledit vol avait été primitivement destinée à la porte à laquelle elle a été employée; d'où il suit qu'elle n'avait pas le caractère de fausse clef spécifié dans l'art. 398, C. pén.; le jugement du tribunal de police correctionnelle de Fougères du 24 mars 1836, par lequel ce tribunal s'est déclaré incompétent pour connaître du vol imputé à ladite femme Roucraey; sur le motif qu'il résulte de l'arrêt de renvoi qu'il y a prévention suffisante que, pour commettre le vol qui lui est imputé, ladite Roucraey s'est servie d'une clef qui avait été primitivement destinée à la porte à laquelle elle avait été employée, mais qu'il en résulte en même temps que cette clef, soit qu'elle ait été égarée, soit qu'elle ait été soustraite frauduleusement, avait perdu sa pre-

mière destination; que, se trouvant ainsi dans les mains de la femme Roucraey, qui en a fait usage, cette clef équivalait à une fausse clef et en prenait nécessairement le caractère, dans le sens de l'art. 398, C. pén.; que, dès lors, les faits admis en prévention par l'arrêt du 7 mars constituaient un crime rentrant dans l'application de l'art. 384, C. pén., et excédaient par conséquent la compétence du tribunal de police correctionnelle; l'arrêt de la chambre des appels de police correctionnelle de la Cour de Rennes, en date du 20 avril 1836, confirmatif du jugement d'incompétence du tribunal de police correctionnelle de Fougères; — Attendu que l'arrêt de la chambre des mises en accusation, et celui de la chambre des appels de police correctionnelle, n'ont point été attaqués en temps et de droit et qu'ils ont acquis l'autorité de la chose jugée; — Vu les art. 325 et suiv., C. crim.; 398 et 384, et le n° 4, art. 381, C. pén.; — Attendu qu'aux termes de l'art. 398, C. pén., est réputée fausse clef celle qui n'a pas été destinée aux fermetures quelconques auxquelles le coupable l'a employée; que la destination originale d'une clef ne peut être réputée avoir continué d'exister, lorsque cette clef a été égarée, perdue ou soustraite depuis un temps plus ou moins long; que, par conséquent, l'usage qui en est fait pour commettre un vol, par un individu, en s'en servant pour ouvrir les fermetures auxquelles elle a cessé d'appartenir, constitue l'emploi d'une fausse clef et caractérise la circonstance aggravante du vol spécifié dans le n° 4, art. 381, C. pén.; — Attendu, dès lors, que l'arrêt de la chambre des mises en accusation de la Cour de Rennes, en date du 7 mars 1836, ayant reconnu que la clef dont s'est servie la femme Roucraey pour commettre le vol dont il s'agit, primitivement destinée à la porte à laquelle elle a été employée, se trouvait perdue depuis quelque temps à l'époque où ce vol a été commis; que, par conséquent, cet arrêt aurait dû déclarer que cette clef, n'ayant pu conserver sa destination primitive, avait le caractère de fausse clef; d'où il suit que le fait imputé à la femme Roucraey constituait un crime dont la connaissance appartenait à la Cour d'assises. — Renvoie, Georgine Potier, femme Roucraey, devant la chambre des mises en accusation de la Cour d'Angers, etc. »

Du 19 mai 1836. — Ch. crim.

FAUX AUTHENTIQUE. — MAIRE. — SERVICE MILITAIRE. — CERTIFICATS.

Le fait d'avoir falsifié un certificat de bonne conduite délivré par un maire, pour établir l'aptitude d'un individu à servir dans l'armée, constitue, non le simple délit puni par l'art. 181, C. pén., mais le crime de faux prévu et réprimé par l'art. 162, même Code (3).

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu la requête, etc.; les arti-

(1) F. conf. Cass., 17 sept. 1835.
(2) F. conf. Cass., 16 déc. 1825, 18 juill. 1811;
— Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 2, p. 60.

(3) F. conf. Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 2, p. 141; — Cass., 29 avril 1836, 16 juill. 1829 et 15 déc. 1836.

cies 525 et suiv., C. crim.; — Attendu que, d'après les faits reconnus, la falsification imputée à Foulquier d'un certificat de bonne conduite applicable à un autre individu, pour l'approprier à Foulquier, et l'usage fait sciemment dudit certificat émané du conseil d'administration du 3^e léger ne rentrent pas dans la catégorie des certificats énumérés dans l'art. 161, C. pén., puisque le certificat dont il s'agit n'avait pas simplement pour but d'appeler la bienveillance du gouvernement ou des particuliers sur Foulquier, mais qu'il est un acte authentique sur lequel il constatait la position sociale de cet individu et son aptitude légale à servir dans les armées françaises, et que, par conséquent, il doit être compris dans les faux certificats de toute autre nature, en écriture publique et authentique, spécifiés dans l'art. 162, et dont les auteurs sont passibles des peines portées aux art. 147 et 148, C. pén., — Renvoie Foulquier, devant la Cour de Montpellier, pour être statué sur la prévention, etc. »

Du 19 mai 1856. — Ch. crim.

ASSOCIAT. RELIGIEUSE. — CULTE (LIBERTÉ DU) — AUTORISATION. — DÉLIT. — COMPÉTENCE.

L'art. 291, C. pén., qui défend d'accorder, sous les peines qu'il détermine, l'usage de sa maison pour l'exercice d'un culte, sans la permission de l'autorité municipale, n'a pas été abrogé par l'art. 5 de la Charte constitutionnelle.

Ainsi, celui qui, sur le refus du maire d'accorder l'autorisation qu'il lui a demandée, ouvre néanmoins sa maison à l'exercice d'un culte (même reconnu par l'État), se rend passible des peines correctionnelles prononcées par l'art. 294, C. pén.

Le refus du maire, dans ce cas, s'il est fondé sur des motifs contraires à la liberté des cultes garantie par la Charte, ne peut être déféré qu'à l'autorité administrative supérieure.

Les délits prévus par l'art. 294, C. pén., étant de même nature que ceux prévus par l'art. 291, du même Code, sont, comme ces derniers, de la compétence des tribunaux correctionnels, aux termes de l'art. 4 de la loi du 10 avril 1834; ils ne rentrent pas dans la classe des

délits politiques dont la loi du 5 oct. 1830 attribue la connaissance aux Cours d'assises.

Par ses précédents arrêts, rendus à des époques très-rapprochées de la révolution de juillet (25 avril, 19 août, 18 sept. 1830), la Cour de cassation a jugé, plus ou moins expressément, que l'art. 291, C. pén., qui défend les associations religieuses de plus de vingt personnes, sans l'agrément ou l'autorisation du gouvernement, ne s'applique qu'aux cultes nouveaux ou dissidents, ou en d'autres termes qu'il ne s'applique pas aux associations pour l'exercice de cultes déjà autorisés ou reconnus, tel que le culte protestant. C'est à un premier point convenu, qu'il faut regarder comme acquis à la liberté des cultes autorisés, en attendant qu'il soit jugé d'une manière définitive si les autres ne doivent pas participer à la même faveur. Mais en le décidant ainsi, la Cour de cassation s'est abstenue de se prononcer sur la question d'abrogation de l'art. 291, C. pén., par l'art. 5 de la Charte, et depuis, cette question s'est encore compliquée de la survenance de la loi du 10 avril 1834 sur les associations. Toutefois, il est reconnu (du moins c'est ainsi que la loi fut entendue) que c'est aux tribunaux et non pas à l'autorité administrative ou municipale, qu'il appartient d'apprécier le caractère des associations ou réunions qui se seraient formées sans autorisation, et de déclarer si elles ont ou non un but purement religieux qui les mette à l'abri de toutes poursuites (1).

Quant à la question de savoir si l'art. 294, C. pén., qui défend d'accorder ou de consentir, sans la permission de l'autorité municipale, l'usage de sa maison pour l'exercice d'un culte (autorisé ou non autorisé), est encore en vigueur, elle a été résolue affirmativement par la Cour de cassation, et notamment dans son arrêt du 18 sept. 1850, arrêté rendu contrairement aux conclusions du procureur général Dupin, dans l'affaire des protestants de la commune de Levergies.

Par le nouvel arrêt que nous recueillons aujourd'hui, la Cour de cassation vient de confirmer, sur ce dernier point, sa précédente jurisprudence.

(1) Un amendement avait été proposé par Dubois (de la Loire-Inf.) pour déclarer que l'art. 291, C. pén., remis de plus fort en vigueur par la loi nouvelle, ne s'appliquait pas aux cultes. Cet amendement fut combattu par le garde des sceaux (Persil), sur le motif qu'il rendrait toute liberté à des associations religieuses contre lesquelles d'anciennes lois ont été rendues, et qui, au lieu de s'occuper de choses purement spirituelles, n'avaient réellement pour but que des choses temporelles. « Nous ne nous occupons pas, a dit le garde des sceaux, du principe de la liberté des cultes qui se trouve fixé par l'article 5 de la Charte, et à laquelle l'art. 291, C. pén., ne porte aucune atteinte... » Voici, continue-t-il plus loin, la grande distinction à faire : s'agit-il de réunions qui ont seulement pour but le culte à rendre à la divinité et l'exercice de ce culte, la loi n'est pas applicable; nous le déclarons de la manière la plus formelle. Mais s'il s'agit d'associa-

tions qui auraient pour objet ou pour prétexte les principes religieux, la loi leur est applicable, et il serait à craindre que l'amendement ne fût que l'abrogation implicite du principe qui existe à cet égard... Si une association attaquée prétendait qu'elle n'a fait que se livrer à l'exercice du culte, ce serait une question soumise à l'appréciation des tribunaux. » (V. Monit. du 23 mars 1854, p. 663.)

La conséquence nécessaire de ce système est bien, selon nous, l'abrogation de l'art. 291, C. pén., en ce qui touche les cultes proprement dits. On ne pourrait donc poursuivre aujourd'hui pour fait d'association religieuse, et encore bien moins pour fait de simple réunion, qu'autant que le ministère public articulerait et prouverait que, sous prétexte de religion, l'association a réellement un but temporel ou politique rentrant dans l'esprit de la loi du 10 avril 1834.

En cet état, toute la difficulté sur la liberté des cultes semble donc pouvoir être ramenée à des termes fort simples : l'autorité, tout en reconnaissant la liberté d'association ou de réunion pour l'exercice d'un culte, peut-elle, sans porter atteinte à cette liberté, se réserver le pouvoir d'interdire arbitrairement l'usage d'un local pour cet exercice ?

Telle est la question que nous paraît résoudre affirmativement l'arrêt qui va suivre. — Voici l'espèce.

En 1855, Oster, ministre de l'église chrétienne de la confession d'Augshourg, avait demandé au maire de la ville de Metz l'autorisation de réunir dans sa demeure ses corréligionnaires, pour leur prêcher la parole divine. — Cette permission lui fut refusée, et l'autorité municipale donna pour unique motif de son refus, *les inquiétudes que les diverses publications de M. Oster avaient jetées parmi la population israélite*.

Oster n'en rassembla pas moins chez lui ses corréligionnaires. Un procès-verbal est dressé, et Oster est traduit devant le tribunal de police correctionnelle.

10 janv. 1856, jugement qui le renvoie des fins de la plainte. — Mais, sur l'appel du ministère public, et le 10 fév. suivant, arrêt de la Cour de Metz qui, par application de l'art. 201, C. pén., condamne Oster à 16 fr. d'amende, pour avoir tenu chez lui une réunion non autorisée.

POURVOI en cassation par Oster, pour violation de l'art. 5 de la Charte de 1830. — L'avocat du demandeur reconnaît que l'art. 201 et 204, C. pén., n'ont été expressément et directement abrogés par aucune disposition légale; mais il soutient que cette abrogation résulte de l'impossibilité de les concilier franchement avec l'art. 5 de la Charte de 1830. — Pour justifier cette thèse, il établit que la liberté consacrée par la Charte n'est pas seulement celle de la pensée, mais celle de l'action religieuse; que cette action ne pouvant se concevoir individuelle et isolée, étant au contraire essentiellement collective, emporte la liberté de se réunir pour sa pratique; que l'art. 201, qui interdit le droit de se réunir au nombre de plus de vingt personnes, sans l'agrément du gouvernement, est incompatible avec cette liberté, puisque la liberté cesse d'exister là où elle n'a pour garantie que la volonté du pouvoir; que l'impossibilité de concilier cette nécessité d'autorisation préalable avec la liberté, ne permet pas, alors que l'on en dispose l'association, la réunion religieuse, d'y assujettir le possesseur des lieux où elle se forme, la liberté du lieu de réunion étant inséparable de celle de la réunion elle-même, et qu'ainsi l'art. 204 est, au même titre que l'art. 201, incompatible avec la Charte, et conséquemment abrogé par elle.

Le conseiller Isambert, dans son rapport, a manifesté une opinion favorable au système du pourvoi.

Voici en quels termes s'est exprimé le procureur général Dupin :

« Messieurs, la liberté des cultes n'est pas seulement inscrite dans le texte de notre loi

fondamentale; on peut dire, à l'honneur de notre nation, que la *tolérance religieuse* est surtout dans nos mœurs actuelles; et que la disposition générale des esprits est de voir une atteinte à son propre droit dans l'atteinte qui serait portée au droit d'autrui. — Catholique, je ressens aussi vivement les entraves apportées à la liberté des autres cultes, que je ressentirais l'offense ou l'injustice faite à mon propre culte. — Je m'en indigne dans l'intérêt de nos lois, pour l'honneur de notre époque, pour celle de la civilisation, pour l'exemple qu'un peuple qui a la noble prétention d'être plus avancé que les autres peuples, doit s'empreser d'offrir à toutes les nations ! — Mais, pour nous, magistrats, quand une question se présente à nous dans un procès, elle nous apparaît non pas comme une vérité abstraite, ou comme un sentiment généreux; elle nous est défectée avec un concours de faits et de circonstances particulières, où la forme se lie à la considération du droit, et où le fond du procès est souvent couvert par des difficultés de compétence qui tiennent à la séparation des pouvoirs, et qui laissent à d'autres la responsabilité de certaines mesures dont la loi ne nous a pas coulé l'appréciation.

• Est-il vrai que l'art. 204, C. pén., ait cessé d'être en vigueur ?

• Doit-on en tout cas l'interpréter en ce sens qu'il suffise, pour satisfaire à son vœu, d'une *déclaration* de ceux qui entendent exercer leur culte ?

• L'interpréter à la rigueur dans le sens d'une permission préalable toujours nécessaire, et qui peut être refusée capricieusement, ne serait-ce pas paralyser l'art. 5 de la Charte de 1830 ? Réduire la liberté des cultes illusoire ? Réduire cette liberté au bon plaisir des maires ? et faire de cette liberté, ainsi réglementée comme de la liberté de la presse sous la censure, ou de la liberté individuelle, en suspendant l'*habeas corpus* ? Toutes ces questions se produisent au procès.

• L'art. 204 est sous la section du Code pénal, intitulée *des associations ou réunions illicites*. Mais on conçoit tout de suite, la différence qui existe entre les associations et les cultes. — Le culte, c'est l'adoration de la divinité, avec des croyances, des rituels et des cérémonies particulières. Il est fort distinct des associations, même pour objets religieux ou réputés tels; par exemple des congrégations, des confréries, des ligues, etc., qui peuvent couvrir un tout autre but, et être contraires à la religion même dont elles prennent le masque; à plus forte raison est-il distinct des autres associations politiques, littéraires, ou autres.

• L'art. 204 est parfaitement distinct de l'article 201; il établit d'autres conditions, d'autres peines; il ne fait pas porter l'autorisation sur le fond du culte ou de l'association; il est pour l'hypothèse où le culte est licite et autorisé.

• L'art. 201 est en présence de la négation possible du droit.

• Aussi l'art. 204, en présence du droit même constant et reconnu, régit les associations même autorisées, tous les cultes même dispensés d'au-

l'association; et il est indépendant du nombre de personnes, qu'elles soient plus ou moins de vingt, la disposition de l'article est également applicable.

• Les raisons de différence sont sensibles. L'association n'est pas un droit absolu des citoyens, c'est un projet prémédité qui repose sur un pacte, qui établit un lien entre les associés et les constitue en corporatum. — L'autorisation du gouvernement doit être demandée et obtenue; le gouvernement a le droit de refus; ce droit est péremptoire, absolu, il pourrait conduire à l'abus, s'il s'appliquait à des associations utiles, mais il n'en existe pas moins, et la loi, pour rendre impossibles tous moyens d'éluder ses dispositions, n'a voulu y mettre aucune limite.

• La liberté de conscience, au contraire, est un droit absolu de chaque citoyen; la communauté du culte résulte, non de l'association ou du choix des personnes, mais de l'identité des croyances; ce n'est pas par forme d'association que les coréligionnaires se réunissent, c'est par identité des croyances.

• Quant au gouvernement, il doit égale protection à chaque culte; c'est pour lui un devoir absolu; ce droit et ce devoir sont incompatibles avec l'autorisation préalable exigée par l'article 291. — Aussi l'arrêt du 25 avril 1850 jette-t-il en faveur du pasteur Lefèvre que les associations de plus de vingt personnes pour l'exercice des cultes, autorisés par l'Etat, ne sont pas dans la catégorie de celles pour lesquelles l'article 201 exige, sous peine de l'annulation portée par l'art. 292, l'agrément du gouvernement.

• Voilà pour le fond du droit. L'entrave illégitime, formelle, bien constatée, sans motif bien fondé, apportée à l'exercice d'un culte, entraînerait responsabilité par tous les moyens de la Constitution et de la loi.

• Ici toutefois vient se placer une distinction entre la *liberté* et la *police des cultes*. Cette distinction ne doit être ni outrée, car le droit serait mis en péril; ni méconnue, car il en résulterait les plus graves inconvénients. — Elle ne doit pas être *outrée*: sans cela, sous couleur de réglementer le droit, on pourrait en empêcher tout à fait l'exercice. Vous êtes libre d'avoir telle croyance; — mais vous n'exercerez pas votre culte. — Le droit serait reconnu, mais rendu tout à fait illusoire. Ce serait évidemment le cas de s'écrier :

Quo mihi fortuna, si non conceditur uti?

• Mais il ne faut pas non plus méconnaître le droit de *police des cultes*; car sans cela l'Etat serait désarmé; et de graves abus pourraient en résulter au préjudice de l'intérêt social et des citoyens.

• Si l'on va au fond des choses, quel est le droit du gouvernement? — Et d'abord si un culte nouveau vient à s'établir, qui niera au gouvernement le droit de surveillance? Il ne pourra refuser son autorisation, par cela seul que c'est un culte nouveau; ce serait une intolérance destructive du principe de la liberté religieuse; il aura le droit de l'examiner, non pas quant aux croyances, quant au dogme purement reli-

gieux, mais quant à la morale, quant aux dangers qu'il pourrait présenter pour les individus ou pour la société. — C'est ce qui s'est fait lors de la révolution, à l'égard du culte des *Théophilantropes*, et plus récemment à l'égard du prétendu culte *Saint-Simonien*. Ainsi, quand ils ont invoqué leur culte pour se dispenser du service de la garde nationale, on a eu raison de leur répondre que leurs réunions n'étaient pas un culte religieux légal, mais une spéculation d'individus; lorsque, plus tard, cette spéculation s'est manifestée en faits d'escroquerie, les tribunaux, sur les plaintes des parties lésées, ont été saisis et ont condamné; enfin, quand des désordres se sont manifestés, l'autorité a fait fermer le local, et personne de bonne foi n'a pu ni dû voir dans ces mesures une entrave à la liberté des cultes; autrement, les principes protecteurs de cette même liberté, dégénéreraient en abus: chacun pourrait se dire ministre de je ne sais quel culte que l'idéologie aurait enfanté; il demanderait à être payé d'une part, et à être, d'une autre part, exempt des charges publiques. On ne saurait pousser à ce point la liberté des cultes!

• A côté de ce droit du culte et du gouvernement, il y a les formalités à remplir; elles sont tracées dans l'art. 294. — C'est ici qu'on place la question de savoir si la simple déclaration suffit, si elle suffit en cas de silence du maire, si elle suffit même lorsqu'elle est suivie d'un refus. Laissons un instant cette question pour considérer le point de fait.

• Les considérations générales que nous venons d'émettre deviennent inutiles en présence des faits de la cause. Il s'agit du Unitarisme, de la confession d'Augshourg, section du protestantisme qui s'éloigne le moins du culte catholique, et qui est reconnue par la loi du 18 germinal an 10. Il s'exerce publiquement dans huit départements; il compte 235 pasteurs salariés par l'Etat. Donc ce culte jouit de tous les droits consacrés par l'art. 5 de la Charte; sous ce point de vue, le fond du procès est à l'abri de toute controverse. Reste l'observation de l'art. 294, C. pén. L'autorité administrative devra examiner s'il y a bon ordre, salubrité, sûreté, jour et heure convenables de réunion.

• Le 7 novembre, le pasteur Oster écrit au maire de Metz pour faire sa déclaration. Le 2 décembre, Chauma, adjoint, répond : «... J'ai l'honneur de vous prévenir que, d'après l'article 294, C. pén., les réunions pour l'exercice d'un culte ne peuvent avoir lieu sans la permission de l'autorité municipale. Les inquiétudes que vos diverses publications (petites brochures) ont répandues parmi notre population israélite, ne me permettront pas de vous accorder cette permission. » — Oster, par une seconde lettre, insiste; il réfute l'objection faite au nom des israélites, et la rétorque contre eux; il persiste à dire que sa déclaration suffit. — 20 décembre : procès-verbal dans lequel l'article 294 est si mal compris, que le nombre des personnes y est compté comme fondement de la contravention. — Le pasteur recourt au préfet, qui lui répond, le 28 : « Le maire a usé à votre

égard d'un droit qui lui est accordé par la loi. — Ici, le procureur général résume la procédure. En première instance, le pasteur est acquiescé; mais sur l'appel du ministère public, la Cour de Metz le condamne, par application de l'art. 294, à 16 fr. d'amende.

« Ainsi, continue le procureur général, la question est amenée à ce point de savoir quel sera le sens final de l'art. 294? Suffit-il d'une déclaration qui appelle surveillance, comme sous l'édit de mai 1576, art. 4, et l'édit d'avril 1598, art. 7; traités de paix conclus les armes à la main!... Ou bien exige-t-il permission? — Le texte exige la permission. C'est contre le propriétaire de la maison, en tant que logeur, que la surveillance s'exerce. Cette action est indépendante de la croyance du culte, de toute idée religieuse; le logeur peut n'être ni du culte ni de l'association, il peut même ne pas habiter le lieu où s'assemblent les coreligionnaires; c'est une condition personnellement imposée au maître de la maison. Le texte exige donc une permission préalablement accordée.

« Et toutefois, dans une espèce jugée le 18 sept. 1850, celle de *Levergies*, où la permission n'avait été ni accordée ni refusée, mais où l'autorité avait gardé le silence, qui n'est pas une réponse, j'ai pensé et je pense encore que les peines de l'art. 294 étaient inapplicables. — « De deux choses l'une (disais-je alors) : ou il y avait une cause légitime de s'opposer à la réunion, et il pouvait y en avoir, comme par exemple s'il s'agissait d'une religion nouvelle, ou mal fondée, inquiétante dans ses rites; ou d'un culte qui ressemblât à ce que furent chez les anciens la congrégation des bacchantes, ou les mystères de la honne déesse... Dans ces cas ou autres semblables, l'autorité devrait donner un refus motivé, à la suite duquel il y aurait un recours possible, une cause à juger. Mais ici rien de pareil. Que voyons-nous?... Silence du maire!... Silence du préfet!... C'est-à-dire qu'il y a eu atteinte à la liberté même du culte et au droit de l'exercer. — Ce droit aurait-il donc péri? Non assurément, car les lois nous répondent que toutes les fois que

« celui à qui une condition était imposée, a fait « tout ce qui dépendait de lui pour la remplir, « elle est censée accomplie. »

« Car, si l'art. 5 de la Charte ne comporte pas un droit absolu d'exercer son culte, en négligeant toutes les règles imposées pour la police des cultes, notamment par l'art. 294, d'un autre côté, cet art. 294 ne doit pas être entendu en ce sens absurde et injuste, qu'un maire, en refusant de répondre, puisse mettre à néant l'art. 5 de la Charte et paralyser le droit des citoyens, en refusant d'exercer le sien. Le silence n'est pas l'exercice d'un droit, c'est une prévarication.

« Mais ici le maire a répondu, il a refusé. Il a donné des motifs. Qui les jugera? — En cas de silence de l'autorité, les citoyens ne sont pas en faute; ils ont rempli la condition autant qu'il était en eux. Dès lors, à leur égard, *pro impleta habetur*. C'est ce que vous avez jugé le 22 nov. 1855, dans l'affaire du crieur public Delente. — Mais lorsque l'autorité administrative a parlé, si elle a refusé, qui lèvera l'obstacle apporté par ce refus? — Est-ce l'autorité judiciaire? Ce n'est plus la question du fond, mais une question de compétence. — En droit, le culte est reconnu; le droit de l'exercer est incontestable; mais ce qui est à régler, c'est le mode d'exercice, sous le rapport administratif et de police.

« Si le maire était incompétent on pourrait passer outre, n'aurait égard à sa décision, bien qu'on ne pût l'annuler; mais, comme le dit le préfet, le maire a usé de son droit, fait mal en fait, si l'on veut; mais dans la compétence accordée à l'autorité municipale par l'art. 294 (1). — S'il y a contrevention à sa défense, l'autorité judiciaire peut-elle refuser son appui et la sanction pénale?

« Mais, dira-t-on, la liberté périra? Non : le recours est ouvert. — Le maire est dans la hiérarchie administrative ce qu'est le juge de paix dans la hiérarchie judiciaire, et Oter l'a bien compris : car il s'est retourné vers le préfet, dont il n'a pas méconnu le droit. A défaut du préfet, on peut recourir au ministre des cultes, au conseil d'Etat, dans certaines circonstances;

(1) N'y a-t-il pas ici pétition de principe, à dire que la compétence de l'autorité municipale ressort de l'art. 294, C. pén., lorsque la question est précisément de savoir si cet art. 294 n'est pas abrogé en ce qui touche les cultes?

Au surplus, sur cette question d'abrogation, le procureur général, dans son réquisitoire de l'affaire *Levergies*, cité plus haut, nous paraît avoir établi l'affirmative par des raisons péremptoires et de manière à satisfaire à toutes les nécessités d'ordre et de police, sans porter atteinte à la liberté. Envisageant la question sous son point de vue général, il disait : « Qui veut la fin veut les moyens. A qui servirait, je vous prie, une liberté proclamée, si vous refusez les moyens d'en jouir? Il sera permis d'exercer son culte; mais il sera en même temps défendu de l'exercer nulle part. Il sera interdit de l'exercer dans les rues et sur les places publiques : cela choquerait les autres croyances; et quand vous demanderez à l'exercer dans un édifice quelconque, on ne vous le permettra pas! Ne serait-ce pas une

dérision qu'une telle liberté? et l'obligation ainsi imposée d'obtenir une permission pour célébrer son culte, ne produirait-elle pas le même effet que la censure préalable appliquée à la liberté de la presse?... » Plus loin, le procureur général ajoute :

« En résultat, dans l'état actuel de notre législation constitutionnelle, je conçois le droit de l'autorité administrative de surveiller l'exercice des cultes comme toute autre réunion; le droit de constater et de faire punir les délits qui peuvent se rattacher à cet exercice; et pour cela, l'utilité d'une déclaration préalable pour appeler la surveillance. Mais je ne puis admettre ni le droit préemptoire de refus, ni le silence équivalant à refus, comme moyen légitime d'empêcher les citoyens d'exercer leur culte en toute liberté. — Cette liberté n'est pas sujette à autorisations préalables; elle n'est pas subordonnée à une permission facultative, pas plus pour ceux qui ne sont pas catholiques que pour ceux qui le sont... »

et enfin, lorsqu'il s'agit d'un droit public constitutionnel, on peut s'adresser aux chambres législatives, qui seraient vivement excitées par la violation de la plus sacrée de nos libertés.

» Ces recours sont légaux. Les motifs donnés par le maire sont mauvais, déplorables, inexplicables, pour le temps où nous vivons; la décision doit être réformée, et si je croyais l'autorité judiciaire compétente, je n'hésiterais pas à en provoquer l'annulation. Mais l'autorité judiciaire en France est-elle compétente pour infirmer cette décision? — Le refus pourrait être motivé sur ce qu'il s'agirait d'un lieu malsain, souterrain, obscur; d'une salle peu solide, d'heures indues, de faits d'immoralité, de tumultes ou désordres; l'autorité judiciaire interviendrait-elle encore pour dire que l'autorité administrative devait permettre? — Dans la cause, il est vrai, ce n'est aucun de ces motifs d'ordre public que le maire a invoqués; le seul qu'il allègue est précisément le moins admissible, le plus antipathique à nos lois et à nos mœurs: il est tiré de l'inquiétude d'un culte à un autre. — Ainsi, le maire refuse l'autorisation, parce qu'il existe des Israélites dans la ville de Metz, israélites si longtemps persécutés, qui ne jouissent que depuis 1830 de l'avantage et de l'honneur d'être mis au nombre des cultes cotisés au frais de l'État. C'est de ce culte qui, après avoir été laissé en arrière par dix-huit siècles, a été rappelé en 1830 au niveau des autres, comme en réparation des abus ou des persécutions qu'il avait subies; c'est de ce culte, dit-on, qui partageraient l'abus, l'intolérance et la persécution contre une croyance qui lui déplairait. Les cultes n'ont pas le droit de se déplaire; ils sont obligés de se souffrir, et celui qui réclamerait serait intolérant, s'il obtenait le fruit de sa persécution et de sa domination.

» Mais enfin l'autorité judiciaire a-t-elle le droit d'entrer dans le détail et dans l'appréciation des motifs donnés par le maire? Évidemment non: dans tous les cas où l'autorité municipale refuse et par quelque motif que ce soit, elle a usé de son droit quoiqu'elle en ait mal usé... »

Le procureur général s'attache ensuite à réfuter l'objection tirée de ce que la loi de 1834 sur les associations aurait abrogé l'art. 294; cette loi n'a trait qu'au fond du droit, dit-il, à la question d'association de plus de vingt personnes appliquée au culte; mais la fixation d'un local privé, la permission de se réunir dans ce local, comme mesure de police, est tout autre chose. Le droit de l'art. 294 existe même pour les catholiques. Ainsi, lorsqu'il a fallu rendre les églises au culte, une loi a été nécessaire; s'il s'agit d'en exiger de nouvelles, il faut une permission; le gouvernement a le droit de les fermer si le culte a servi de prétexte à de graves désor-

dres; enfin pour avoir des chapelles privées, des oratoires, il faut encore une permission de l'évêque et du préfet.

Le procureur général établit enfin qu'il n'y a pas déni de justice, parce qu'on renvoie à l'autorité administrative. Cette autorité a ses règles; on ne peut aujourd'hui l'accuser d'intolérance; il n'y a plus de culte dominant, Dieu merci! Ici l'obstacle est juridique et non catholique.

En conséquence, le procureur général conclut, mais à regret, au rejet du pourvoi, attendu l'incompétence (1).

ARRÊT.

» LA COUR, — Sur le moyen d'incompétence élevé d'office et pris de la violation du n° 2 de l'art. 5 de la loi du 8 oct. 1830: — Attendu que les délits de ceux qui forment une association politique prévue par l'art. 294, C. pén., ont été renvoyés par la loi du 10 avril 1834 aux tribunaux correctionnels; — Attendu que les délits prévus par l'art. 294 du même Code sont de la même nature, et que dès lors la connaissance en appartient aux mêmes tribunaux et non aux Cours d'assises;

Au fond, et sur le moyen pris de la violation de l'art. 5 de la Charte: — Attendu qu'une assemblée de citoyens pour l'exercice d'un culte, est placée par les dispositions encore subsistantes de l'art. 294, C. pén., dans la même catégorie que les associations autorisées; — Que, dans ces deux cas, l'art. 294 interdit d'accorder ou consentir l'usage de sa maison ou de son appartement pour la réunion, sans permission de l'autorité municipale; — Attendu que la protection garantie par la Charte à tous les cultes, et la liberté avec laquelle chacun professe sa religion, ne sont pas incompatibles avec les lois de police qui doivent régir toutes les réunions publiques, quels que soient la cause et le but de ces réunions;

Attendu que l'art. 294 est une loi de police qui doit être exécutée concurremment avec l'art. 5 de la Charte, et qu'on ne peut admettre son abrogation entière ou partielle, par le seul fait de la promulgation de la Charte;

Attendu que si l'autorité municipale refuse, par des motifs que la Charte réprouve, l'ouverture d'un lieu destiné à l'exercice d'un culte, les citoyens ont le droit de recourir à l'autorité supérieure à l'autorité municipale, pour obtenir ce qui leur a été indûment refusé;

Attendu que la Cour de Metz, en jugeant, par l'arrêt attaqué, que l'art. 294, C. pén., n'avait pas été implicitement modifié par l'art. 5 de la Charte, et que cet art. 294 ne prescrivait que des mesures de police et de surveillance, a sainement interprété l'art. 5 de la Charte, et fait une légitime application de l'art. 294; — Par ces motifs, — Rejette, etc. »

Du 20 mai 1856. — Ch. crim.

(1) En effet pendant le délibéré de la Cour, le procureur général se rendait à la chambre des députés où se discutait une question financière relative aux établissements ecclésiastiques, et là, rendant compte de l'affaire dont la Cour de cassation se trouvait saisie, et exprimant son blâme formel

des motifs de l'arrêt pris par le maire de la ville de Metz, il a exhorté le ministre de la justice et des cultes à faire cesser cette entrave à l'exercice d'un culte reconnu par la loi, et à rétablir le droit à la place d'un injuste refus. — V. *Monit. du 21 mai 1856*.

OBSERVATIONS.

L'arrêt que l'on vient de lire fera-t-il cesser toute dissidence sur l'importante question de l'abrogation de l'art. 294, C. pén., par l'art. 5 de la Charte constitutionnelle? C'est ce dont il est permis de douter... Une discussion récente dans la conférence de l'ordre des avocats de la Cour de Paris, doit même faire penser le contraire, car la question, mise en délibération, y a été résolue dans le sens de l'abrogation de l'art. 294 (V. le journal *le Droit* du 8 août 1836.)

Il est difficile de comprendre, en effet, ce que devient la liberté de conscience, et celle des cultes, qui n'en est que l'expression ou l'exercice, devant un système d'autorisation administrative, purement discrétionnaire, qui peut dégénérer en prohibition... On n'en eût pas demandé davantage dans des temps d'intolérance qui heureusement sont aujourd'hui loin de nous, lorsqu'on prétendait établir une religion dominante, une religion de l'État. — De nos jours, on s'émue peu il est vrai pour des questions de cette nature; mais la raison et les principes n'en réclament pas moins leurs droits, et c'est même alors qu'ils peuvent être revendiqués avec calme et dans le silence des passions, qu'il convient le mieux de les faire valoir.

Sans doute, en matière de liberté religieuse, comme lorsqu'il s'agit de toute autre liberté, on ne saurait contester au gouvernement, aux différents pouvoirs qui le représentent dans l'ordre administratif, et particulièrement au pouvoir municipal, le droit d'exercer une police de surveillance qui le mette à même de prévenir, jusqu'à un certain point, les contraventions et les délits, et d'en procurer la répression lorsqu'ils ont été commis. Mais autre chose est de surveiller, autre chose est d'empêcher ou de ne permettre que discrétionnairement. — Et puis, il ne faut pas confondre non plus les matières de police proprement dites, telles que la sûreté, la commodité de la voie publique, le mode d'exercice de certaines industries, etc., sur lesquelles l'autorité municipale a reçu de la loi mission expresse de faire des règlements, d'accorder ou de refuser des permissions, avec les libertés politiques formellement garanties par la Constitution. Ces dernières sont en quelque sorte des privilèges nationaux; ce sont les conditions du pacte fait avec le pouvoir; elles ne peuvent recevoir d'entraves sous prétexte de police, sans qu'elles cessent d'être des libertés.

On répond qu'en cas d'abus de l'autorité municipale, le recours est toujours ouvert à l'autorité supérieure, au préfet, au ministre, aux chambres par voie de pétition... Ce sont là sans doute des garanties, suffisantes si l'on veut pour les temps où nous vivons; mais est-il certain qu'elles le seraient toujours, qu'elles l'auraient toujours été? C'est ce que ne croyons pas que l'on ose affirmer...

Rappelons ici, en fait de libertés, les éloquentes

paroles par lesquelles le procureur général, inaugurant en quelque sorte ses hautes fonctions devant la Cour suprême, terminait son réquisitoire dans l'affaire des protestants de *Levergies* déjà citée plus haut; elles résument toute la discussion.

« La liberté seule, disait-il, n'est point liberté. Il n'y a de liberté que celle qui est suffisamment garantie et dont on jouit réellement : la liberté est action. — Cette liberté, objet de tous nos vœux, est descendue de la philosophie dans les lois; il est temps qu'elle passe des lois dans les arrêts : c'est alors seulement que la Charte sera une vérité. »

L.-M. DEVILLENEUVE.

CITATION CORRECTIONNELLE. — DÉLAI. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

Lorsqu'un délai a été accordé à un prévenu pour faire juger une question préjudicielle de propriété, l'assignation, pour revenir devant le tribunal correctionnel, peut lui être donnée avant l'expiration du délai fixé, si le jour de la comparution est postérieur à ce délai (1). (C. forest., 182.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que dans l'assignation donnée à un prévenu, par suite de l'art. 182, C. forest., à l'effet de se justifier de ses diligences, on doit avoir égard, non au jour où elle a été donnée, mais à celui indiqué pour la comparution; que, dans l'espèce, l'assignation a été donnée le 22 août pour comparaitre le 31; qu'à ce dernier jour, le délai de deux mois fixé par le jugement du 29 juin était expiré; que cette assignation était donc dans les termes dudit jugement, et que c'est par un excès de pouvoir et une fausse interprétation de l'art. 182, C. forest., que le jugement attaqué en a prononcé l'annulation. — Casse, etc. »

Du 21 mai 1836. — Ch. crim.

POSTE AUX LETTRES. — PERQUISITION. — VOYAGEUR.

La perquisition faite par des gendarmes sur un simple voyageur, dans le but de découvrir les lettres dont il peut être porteur, est illégale, et ne peut servir de base à une poursuite pour immixtion dans le transport des lettres (2). (Arrêté 27 prair. an 9, art. 3.)

Le 4 juin 1835, les gendarmes de Sens ayant demandé à Lasnier, garçon tonnelier, son passeport, ont remarqué qu'il avait six lettres dans son portefeuille, dont ils se sont emparés. En vertu du procès-verbal constatant ces faits, Lasnier a été traduit devant le tribunal correctionnel de Sens pour contravention aux lois sur le transport des lettres, et condamné à l'amende de 150 fr. Mais, le 30 janv. 1836, jugement inframatif rendu sur l'appel par le tribunal d'Auxerre : — « Attendu que la contravention consistant en

(1) Sauf au demandeur à supporter les frais de la citation, si le défendeur justifie qu'il a satisfait au jugement interlocutoire.

(2) *N. conf. Cass.*, 13 nov. 1834. — La jurisprudence est fixée par de nombreux arrêts.

transport illégal des lettres n'a rien de blâmable dans l'ordre naturel, et n'est puissable que dans l'ordre fiscal; qu'un semblable fait ne peut donner lieu à une condamnation qu'autant qu'il a été constaté légalement;

« Considérant que l'arrêté du 27 prair. an 9 n'autorise les perquisitions et saisies que sur les messagers, piétons chargés de porter les dépêches, voitures de messageries et autres de même espèce; que cette autorisation est limitative, et peut d'autant moins s'étendre aux voyageurs ordinaires, que le texte de l'arrêté ne contient pas les mots *partout où besoin sera*, contenus dans l'arrêté du 7 fructid. an 6;

« Qu'ainsi, c'est illégalement que les gendarmes se sont permis de jeter un coup d'œil indiscret sur l'intérieur du portefeuille de Lasnier, et de s'emparer des six lettres qui y étaient contenues;

« Considérant, dès lors, qu'il n'existe point de preuve légale de la contravention reprochée à Lasnier. » — **POURVOI** en cassation par le ministère public.

ARRÊT.

« **LA COUR**, — Attendu qu'il a été reconnu et déclaré, en fait, par le jugement attaqué, que la perquisition faite par les gendarmes sur Lasnier, tonnelier, avait eu lieu seulement dans l'objet de découvrir les lettres dont il s'agit, et qu'elle était distincte de l'acte de leur ministration en vertu duquel ils réclamaient l'exhibition de son passeport; — Attendu que ce fait n'est nullement contraire au contenu du procès-verbal; — Attendu, dès lors, que la perquisition faite sur Lasnier n'était pas de la nature de celles qui, d'après l'art. 3, arrêté du 27 prair. an 9, peuvent être exercées sur les personnes qui y sont désignées, dans le seul intérêt de l'administration des postes; — Attendu, dès lors, que la poursuite intentée à Lasnier ne reposait pas sur une base légale; — Attendu qu'en jugeant ainsi, le tribunal d'Auxerre n'a commis aucune violation de la loi, — Rejette, etc. »

Du 21 mai 1836. — Ch. crim.

CRÉANCE. — COLLOCATION. — EXÉCUTION. — CHOSE JUGÉE.

Il y a chose jugée sur la fixation du montant d'une créance, par cela qu'elle a été colloquée définitivement dans un ordre, sans contradiction de la part du débiteur, et qu'en suite il y a eu exécution par le payement (1).
(12. civ., 1351.)

Dans le courant de mars 1815, un ordre fut ouvert sur le prix d'un immeuble appartenant à la dame Esmonig. — Les Dulligondès, frères de cette dame, demandèrent à y être colloqués pour une somme de 23,500 fr., valeur à laquelle ils fixaient arbitrairement les deux tiers des fruits que la dame Esmonig avait perçus depuis 1791 sur le domaine de la Réparerie, et dont elle avait

été condamnée à leur faire compte par divers jugements et arrêts du tribunal de la Châtre et de la Cour de Bourges.

La collocation demandée fut admise dans le règlement provisoire. La dame Esmonig n'éleva à ce sujet aucun contredit; et, le 12 août 1815, le règlement définitif attribua aux Dulligondès la somme de 6,400 fr. restant du prix à distribuer. Un bordereau de collocation leur fut délivré en conséquence.

En 1831, commandement par les Dulligondès à la dame Esmonig à fin de payement de 14,540 francs qu'ils prétendent leur être encore dus sur les revenus du domaine de la Réparerie. La dame Esmonig contestant la liquidation de ces revenus, les Dulligondès soutiennent que leur créance a été irrévocablement fixée par le règlement définitif du 12 août 1815.

Cette prétention ayant été rejetée en première instance, appel par les Dulligondès; et, le 16 mars 1835, arrêt de la Cour de Bourges ainsi conçu :

« Considérant que, par le procès-verbal de collocation du 12 août 1815, le juge-commissaire a, par une disposition textuelle, arrêté et liquidé la créance des Dulligondès à la somme de 23,500 francs; que cette disposition n'a pas été contredite par la dame Esmonig, qui a laissé exécuter la collocation d'une partie de cette somme prononcée par le juge-commissaire; qu'il suit de là que la fixation de cette créance passée en force de chose jugée est définitive... — Déclare définitive la fixation à la somme de 23,500 fr. de la créance des Dulligondès, faite par le procès-verbal du 12 août 1815. »

POURVOI de la dame Esmonig, pour fausse application de l'art. 1351, C. civ.

Le règlement provisoire, pas plus que le règlement définitif, ne jugent absolument rien sur la liquidation de la créance; on n'y voit que de simples énonciations faites au nom des prétendus créanciers. Aucune condamnation n'est prononcée à leur profit contre la dame Esmonig. Or, s'il n'y a point de condamnation, il n'y a point, à proprement parler, de jugement. On ne saurait dès lors invoquer l'autorité de la chose jugée. (Pothier, *Obligations*, n° 851 et suiv.)

ARRÊT.

« **LA COUR**, — Attendu sur le moyen tiré de la fausse application de l'art. 1351, C. civ., qu'en décidant qu'un procès-verbal de collocation définitive qui, au cours d'une instance d'ordre, a arrêté et liquidé une créance, sans contradiction de la part du débiteur, et qui a été exécuté par le payement, constitue un jugement passé en force de chose jugée sur la fixation du montant de la créance colloquée, l'arrêt attaqué a justement appliqué l'art. 1351, C. civ., — Rejette, etc. »
Du 25 mai 1836. — Ch. req.

DONATION. — RÉVOCATION. — SURVENANCE D'ENFANTS.

Une donation ne peut être révoquée pour cause

(1) *V.* cependant Cass., 3 juin 1821 et 25 août 1829 — *Par.* aussi L. 59, § 1^{er}, B., *De re judic.*; L. 3, C., *De sentent. quæ sine certâ quant.*; Mer-

lino, *vo Jugement*, § 1^{er}, n° 10; Toullier, *Droit civil*, t. 10, n° 133.

de surveillance d'enfant en vertu des art. 953 et 960, C. civ., si de ses clauses et stipulations il résulte qu'elle est moins un acte de libéralité qu'un contrat commutatif (1).

L'arrêt qui décide en fait que sous le nom et la forme de donation il est intervenu entre les parties un contrat intéressé de part et d'autre, n'est pas soumis à la censure de la Cour de cassation.

Le 29 mai 1820, Pierre Fournier aîné et sa femme srent, à Pierre Fournier jeune et aux époux Blanchon, donation de tous leurs biens meubles et immeubles dont ils jouissaient en commun; sous la condition que les donateurs se réservaient la jouissance de leur mobilier, leur vie durant, et de leur habitation, jusqu'à ce que les donataires eussent réparé le bâtiment qu'ils s'engageaient à leur fournir, et moyennant une pension annuelle et viagère de trente-deux bois-saux de blé froment et de 300 fr. en argent.

La dame Fournier décéda, et Fournier, donateur, s'étant remarié, eut de ce mariage une fille: aussitôt il assigne les donataires devant le tribunal de Cognac en révocation de la donation et en liquidation et partage des biens donnés avec délaissement de la moitié le survivant. Ceux-ci opposent que l'acte du 29 mai 1820 n'était point une donation proprement dite et que les art. 953 et 960 ne leur étaient point applicables. Sur ces entre-faites Fournier aîné étant décédé, sa veuve, tutrice de sa fille, reprit l'instance.

Le 4 juin 1835, jugement interlocutoire du tribunal, qui, avant faire droit, ordonne que par experts, il sera fait estimation de la valeur que pourraient avoir le 9 juin 1820, date de la transcription de la donation, les meubles et immeubles détaillés dans l'acte, sans avoir égard aux dégradations, améliorations, augmentations et diminutions de valeurs qui auraient pu survenir depuis; ils détermineront également et aussi approximativement que possible le prix moyen, à la même époque, dans la contrée habitée par les époux Fournier, des diverses prestations en nature stipulées et détaillées dans le même acte, dont expédition en forme devra leur être remise pour les parties. Pour cette opération, ils consulteront les meureurs des marchés les plus voisins, et se baseront sur le prix moyen pendant les cinq années antérieures à 1820; ils feront aussi l'estimation de ce qu'ont pu coûter au moment de leur construction les murs de clôture du jardin et de la cour dont la jouissance était réservée aux époux Fournier, et les réparations ou augmentations qui auraient été faites aux bâtiments que ces derniers devaient habiter; enfin, ils détermineront l'augmentation de valeur résultant au mois de fév. 1832 des réparations ou constructions qui auraient été faites depuis 1820, soit aux bâtiments, soit sur les terres appartenant à Pierre Fournier, père de la mineure, de même que les dégradations ou détériorations qui seraient survenues aux biens par le fait de ceux qui les ont possédés depuis la même époque.

Sur l'appel interjeté par la veuve Fournier, tutrice, ce jugement fut confirmé par arrêt de la Cour de Bordeaux du 13 avril 1835:—« Considérant, dit cet arrêt, que le caractère essentiel de la donation est la libéralité, et qu'elle est une cause impulsive dans l'affection du donateur pour le donataire; que la révocation de la donation pour cause de surveillance d'enfant est fondée sur ce motif que le donateur n'a pu préférer un étranger à son propre sang, et qu'on doit regarder comme tacite la condition de la révocation de la donation, dans le cas où un enfant surviendrait au donateur; que ce principe et ses conséquences ne peuvent recevoir d'application lorsque l'acte qualifié de donation ne contient point une libéralité, et lorsqu'il est un contrat commutatif et à titre onéreux; que dans ce cas la véritable cause du contrat est dans les charges et les avantages qui ont été stipulés en faveur du donateur; qu'il ne peut donc pas être révoqué comme étant l'effet d'une affection qui doit céder aux devoirs et aux sentiments de la paternité; — Attendu que, pour apprécier les contrats, il ne faut pas s'en tenir à la lettre et aux apparences, qu'il faut en considérer la nature et l'objet; que l'on ne peut pas considérer comme disposition à titre gratuit un acte en vertu duquel le prétendu donateur reçoit une valeur égale à l'objet donné; qu'un pareil acte n'a que l'apparence d'une donation et qu'en réalité il est une véritable vente; — Attendu, en fait, que l'acte du 29 mai 1820 impose au prétendu donataire le service d'une rente viagère, des charges et des conditions onéreuses qui peuvent être considérées comme un prix égal à la valeur des objets donnés; que la nature de l'acte dépend de la proportion qui existe entre les charges et les obligations imposées au prétendu donataire et la valeur des objets énoncés dans le contrat, que pour apprécier cette proportion, il y avait lieu de recourir à l'estimation ordonnée par le tribunal.

POURVOI en cassation de la veuve Fournier pour violation des art. 953 et 960, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, quelque généraux que soient les termes de l'art. 960, C. civ., il est certain néanmoins que cet article n'a pu en vue que les libéralités, et que si le juge du fait décide qu'un acte qualifié donation n'est pas un acte de libéralité, mais un contrat commutatif, c'est avec raison qu'il refuse de prononcer la révocation pour cause de surveillance d'enfant; d'où il suit que l'arrêt attaqué, qui a décidé qu'il y avait lieu de recourir à une expertise pour apprécier la valeur respective des objets compris dans l'acte de 1820, et de ceux payés par les donataires, n'a nullement violé l'article précité. — Rejette, etc. »

Du 25 mai 1836. — Ch. req.

DÉLÉGATION.—JUGE DE PAIX.—EXPERTISE.

Les juges, lorsqu'ils commettent un juge de paix pour procéder à une enquête, peuvent le charger en même temps de faire sur les

(1) F. conf. Cass., 2 avril 1829, et la note; — Coin-Delisle, art. 953, no 11.

lieux l'application des titres d'après les renseignements qu'il est autorisé à se procurer. Ce n'est pas là une expertise soumise, pour son exécution, aux formes établies en cette matière par le Code de procédure (1). (C. proc., 302.)

Une contestation existait entre Latour et les communes de Lalanne et de Cérans relativement à la propriété d'un ébénin.

Arrêt de la Cour d'Agen du 26 nov. 1854, qui ordonne la preuve de divers faits articulés des communes et compète pour procéder à l'enquête, le juge de paix du canton; en outre l'arrêt donne à ce magistrat mission de faire l'application, aux lieux contentieux, des titres produits par les parties, d'après les renseignements que la Cour l'autorisait à se procurer.

Le rapport de ces opérations est dressé par le juge de paix; le 16 juin 1855, arrêt définitif qui donne gain de cause aux communes.

POURVOI en cassation par Latour contre l'arrêt interlocutoire, pour violation des art. 305 et 305, C. proc., en ce que, par cet arrêt, la Cour royale a ordonné une expertise sans l'observation d'aucune des formes prescrites en cette matière par le Code de procédure.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt n'a pas ordonné une expertise; — Attendu qu'il s'est borné à ordonner une enquête et à nommer le juge de paix de Fleurance, commissaire pour entendre les témoins et faire sur les lieux l'application des titres, d'après les renseignements qu'il est autorisé à se procurer; — Attendu qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué s'est conformé aux dispositions de l'art. 1055, C. proc., et n'a pu violer l'art. 305, même Code, non applicable à la matière; — Rejette, etc. »

Du 25 mai 1856. — Ch. req.

DONATION. — RÉTROCESSION. — ENREGISTREMENT.

Du 25 mai 1856. — (F. Cass., 26 mai 1856.)

DERNIER RESSORT. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Les dommages-intérêts qui ne prennent point leur source dans une cause antérieure à la demande hors de laquelle ils sont réclamés ne sont qu'un accessoire de cette même demande et ne doivent point être pris en considération pour la fixation du dernier ressort (2). (L. 24 août 1790, art. 5.)

Lorsque, sur une demande originale n'ayant tout à la fois pour objet une valeur déterminée, moindre de 1000 fr., et une valeur indéterminée, il a été statué définitivement par arrêt sur cette valeur indéterminée, le jugement rendu depuis sur la valeur déterminée doit être réputé en dernier ressort (3).

Du 26 mai 1856. — Ch. req.

ENREGISTREMENT. — DONATION. — RÉTROCESSION.

Le donateur qui vend l'immeuble donné, et qui, par un règlement entre lui et le donataire, attribue à ce dernier la presque totalité du prix de la vente, est légalement présumé, à l'égard de la régie de l'enregistrement, être rentré dans la propriété de cet immeuble par suite d'une rétrocession intermédiaire; en conséquence, il est passible des droits et doubles droits sur cet acte dont l'existence a été celle à la régie (4). (L. 22 frim. an 7, art. 12.)

La prescription des droits d'enregistrement se déterminant d'après la substance des actes et leurs formes extrinsèques, sans avoir égard aux vues et aux rapports particuliers entre les parties (5), on ne saurait opposer à la régie la nullité de la donation pour défaut de transcription, ou bien la ratification de la vente par le donataire, comme établissant qu'elle avait été faite à non domino.

En 1826, Allut père donne par contrat de mariage à son fils une maison située à Nîmes. Allut fils accepte cette donation, mais ne la fait pas transcrire.

Le 5 fév. 1854 le père donateur, vend, en son nom, ce même immeuble à un tiers, et, par suite d'arrangements particuliers consignés dans un acte notarié du 15 oct. suivant, la presque totalité du prix de vente tourne au profit du fils.

Lorsque l'acte de vente fut soumis aux droits d'enregistrement, le receveur pensa qu'Allut père n'avait pu se trouver en droit de disposer personnellement de l'immeuble par lui donné à son fils en 1826 qu'au moyen d'une rétrocession verbale qui lui aurait été consentie par ce dernier, et en conséquence il déclara en contrainte contre Allut père pour le paiement du droit et du double droit, relatifs à cette mutation cablée.

Allut père forma opposition à cette contrainte, et soutint qu'il n'y avait pas eu de rétrocession; qu'il n'avait pas eu besoin d'un tel acte pour vendre l'immeuble qu'il avait donné à son fils, attendu que cette donation était restée, en effet, à défaut de transcription, et qu'ainsi il n'avait jamais cessé d'être propriétaire.

Jugement qui repousse sa prétention en ces termes : — « Attendu que, par le contrat de mariage de David-Nicolas Allut, reçu par M^{rs} Verdilhac, notaire, le 9 oct. 1826, Antoine Allut son père, lui fit donation, qu'il accepta, d'une maison sise à Nîmes, boulevard Saint-Antoine. »

« Que nonobstant cette donation, Allut père vendit la même maison aux Rouvière par acte passé devant M^{rs} Pouze, notaire, à Nîmes, le 3 fév. 1854, au prix de 20,000 fr. »

« Qu'enfin par acte du 15 oct. suivant, passé entre le père et le fils, devant le même notaire,

(1) F., en ce sens, Cass., 10 juin 1835 et 10 fév. 1836.

(2) La jurisprudence paraît fixée à cet égard. — F. Cass., 7 avril et 30 juin 1807 (cette décision pourrait être critiquée.) — F. enm., 19 avril 1850. On peut aussi consulter Bourges, 11 mai 1852.

(3) Sic Rouquier, Trib. de comm., t. 2, p. 7.

(4) F. Inst. de la régie, 1528, § 12. — Foy, aussi Cass., 11 nov. 1822.

(5) F. Cass., 9 juil. 1839.

la portion revenant à Allut fils sur le prix de cette vente fut fixée à 26,000 fr., l'excédant de ce prix en ayant été distrait en faveur d'Allut le père, comme représentant la réserve de jouissance qu'il s'était faite par la donation d'une partie de l'immeuble qui en était l'objet ;

• Qu'il est évident qu'Allut père, dessaisi de la propriété de sa maison par la donation qu'il en avait faite à son fils, n'a pu l'aliéner en faveur d'un tiers, qu'autant qu'il en était redevenu propriétaire au moyen d'une rétrocession que lui en aurait faite le donataire ; que l'existence de cette rétrocession est prouvée par le traité du 13 oct. 1834, lequel constate que la presque totalité du prix a tourné au profit du fils donataire ; qu'ainsi le receveur de l'enregistrement a été autorisé à réclamer les droits de mutation sur ce dernier acte à concurrence de la partie du prix revenant à leur fils ou distribué à ses créanciers, et, par suite, le double droit à raison du laps de temps écoulé depuis la date de cet acte ; qu'en vain Allut père, dans son opposition, se fonde sur ce que la donation qu'il a faite à son fils n'aurait pas été transcrite ; qu'en effet cette formalité introduite dans la seule vue d'éveiller la sollicitude des tiers intéressés, par la publicité qu'elle donne aux actes, ne touche en rien à leur substance et n'est pas nécessaire pour leur complément ;

• Qu'en matière de donation particulièrement, l'acte est parfait dès qu'elle a été acceptée, et que, dans l'espèce, on ne peut prétendre que cette condition substantielle n'existe pas : car, indépendamment de ce que l'acte lui-même fait foi du contraire, cet acte ayant été soumis à l'enregistrement, et le donataire en ayant, à ce titre acquitté les droits, il ne saurait être rapporté de preuve plus manifeste de la mutation ; — Qu'une fois cette mutation ainsi opérée sur la tête du fils, il est hors de doute que le même immeuble n'a pu être revendu par le père qu'autant qu'il lui avait été rétrocédé par le fils, rétrocession pleinement établie par l'acte de règlement du 13 oct. 1834,

• Le tribunal déclare valables les contraintes et commandements signifiés par le domaine, et ordonne qu'ils seront exécutés et sortiront effet à concurrence de la somme de 2,207 fr. 50 centimes., etc. »

POURVOI par Allut père pour violation et fausse application des art. 12, l. 1. 22 frim. an 7, et 4, l. 27 vent an 9.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu en droit, que, d'après l'art. 12, l. 22 frim. an 7, la mutation d'un immeuble en propriété ou usufruit est suffisamment établie pour la demande du droit d'enregistrement, soit par des baux passés par le nouveau possesseur, soit par des transactions

ou autres actes constatant sa propriété ; — Et attendu en fait que, le 9 oct. 1826, Allut père, demandeur en cassation, a donné, par contrat de mariage, à son fils la maison dont il s'agit au procès, et qu'ensuite le même Allut père a vendu cette maison aux frères Rouvière ; — Attendu que, vis-à-vis de la règle, et pour la demande du droit d'enregistrement, cette vente n'a pu avoir lieu sans qu'auparavant Allut père donateur, ne fût rentré dans la propriété de la maison, à l'aide d'une rétrocession qu'il a obtenue de son fils donataire, qu'il n'a pas présentée à l'enregistrement, et qui par conséquent, était passible, ainsi que l'a décidé le jugement attaqué, des droits réclamés par la régie ; que c'est à tort que le demandeur en cassation a prétendu que son fils, loin d'avoir consenti aucun acte de rétrocession, avait ignoré cette vente ; — Qu'elle avait été faite à non domino, et qu'elle avait dû être ratifiée par le même fils dans un acte du 13 oct. 1834 ; — Qu'en effet, on ne s'est étayé devant les juges de la cause que de la prétendue nullité de la donation par défaut de transcription, et qu'il n'y a jamais été question ni de la prétendue ignorance du fils donataire, ni de la ratification, ni de la vente à non domino ; qu'ainsi ces exceptions, rentrant toutes dans le fait, ne pouvaient être, pour la première fois, proposées par-devant la Cour de cassation ; — Attendu en outre, en droit, que la perception du droit d'enregistrement se détermine d'après la substance des actes et leur forme intrinsèque, sans avoir égard aux vues et aux rapports particuliers entre les parties étrangères à la règle ; que, d'après cela, le moyen dans cette partie est tout à la fois non recevable et mal fondé. — Rejette, etc. »

Du 26 mars 1836. — Ch. req.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — FRAIS. — CHASSE.

Les père et mère sont civilement responsables des frais auxquels peut être condamné leur fils pour délit de chasse sans permis de port d'armes (1). (C. civ., 1384 ; C. pén., 71.)

La condamnation aux frais, pour délit de chasse, n'est pas une peine, et peut être prononcée contre les inculpés civilement responsables (2).

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu les art. 74, C. pén., 102 et 194, C. crim., et 1384, C. civ. ; — Attendu que, des condamnations pour délit de chasse sans permis de port d'armes ayant été prononcées contre les mineurs Belley et Lemaire, les personnes civilement responsables de leurs actes devenaient passibles de celles de ces condamnations dont elles peuvent être tenues, d'après les principes généraux de la responsabilité ; — Attendu que la condamnation aux frais n'est

(1) *V. conf. Cass.*, 5 nov. 1829. — L'art. 1384, C. civ., a, sur ce point, abrogé l'art. 6, l. 28 mai 1790. — *V. Paris*, 13 janv. 1841.

(2) Jugé de même en matière d'amende, lorsque, par la destination spéciale des deniers qui en proviennent, elle a le caractère de dommages-intérêts :

par exemple, le cas où un fils a été condamné à l'amende pour avoir fait passer une voiture publique devant le rést d'un maître de poste sans payer les droits dus à celui-ci (L. 15 vent. an 13, art. 12). — *V. Cass.*, 20 déc. 1834.

pas une peine; qu'elle n'est point comprise comme telle dans la nomenclature des peines correctionnelles énumérées aux art. 40 et suiv., C. pén.; que cette condamnation est souvent prononcée en matière criminelle et correctionnelle, quoique des peines proprement dites n'aient pas été encourues; qu'elle n'est que la restitution des avances qui ont été faites pour la poursuite du délit, et rentre dans la catégorie des réparations et dommages-intérêts dont sont tenues les personnes qui sont soumises à la responsabilité civile; — Attendu que, d'après l'article 74, C. pén., la veuve Bellay et Lemaitre étaient responsables civilement du fait de leurs enfants, et devaient être condamnés aux frais, d'après l'art. 194, C. crim.; — Attendu que l'arrêt attaqué s'est refusé à prononcer cette responsabilité, sur le motif unique qu'il s'agit d'un délit public; — Et attendu qu'en jugeant ainsi, il a fait une fausse application des art. 161 et 162, C. crim., violé les art. 194, même Code, et 74, C. pén.; — Cassé, etc. »

Du 26 mai 1856. — Ch. crim.

PASSAGE. — TERRAIN D'AUTRUI. — PRAIRIE.

Les prairies naturelles étant dans un état de production permanente, le fait d'y avoir passé constitue, en toute saison, la contravention prévue par l'art. 471, n° 13, C. pén. (1).

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 471, § 13, C. pén.; — Attendu que Gonlier et sa femme avaient été trouvés se promenant sur une prairie (appartenant à un hospice) sans autorisation, y furetant l'herbe, et surveillant des piquets et des cordes tendues dans l'objet d'y faire sécher du linge; — Attendu que, par leur nature, les prairies sont dans toutes les saisons en état de production permanente, et que par conséquent en tout temps elles doivent être considérées comme préparées et ensemencées; — Attendu, dès lors, que Gonlier et sa femme devaient être condamnés aux peines prononcées par l'art. 471, § 13; — Et attendu néanmoins qu'ils ont été renvoyés de la plainte sur le motif qu'il s'agissait d'une prairie naturelle où l'herbe croît sans culture à une époque de l'année où l'on n'a pas cessé d'y faire paître les bestiaux, et où il n'a été fait aucuns préparatifs pour la récolte; — Attendu qu'en jugeant ainsi, ce jugement a fait une

fausse application du § 13, art. 471, et, par suite, l'a formellement violé, — Cassé, etc. »

Du 26 mai 1856. — Ch. crim.

LIVRES D'ÉGLISE. — PROPRIÉTÉ. — ÉVÊQUE.

Le décret du 1 germ. an 13, disposant que les livres d'église, les Heures et prières ne peuvent être imprimés ou réimprimés que d'après la permission donnée par les évêques diocésains, ne confère pas aux évêques la propriété de ces livres.

Ce décret n'a fait qu'établir, dans l'intérêt des doctrines religieuses ou de leur unité, un droit de haute censure épiscopale, duquel il résulte pour les évêques celui de porter plainte, et pour le ministère public le droit et le devoir de poursuivre même d'office, les imprimeurs qui contreviendraient à sa disposition (2).

Les évêques ou les imprimeurs auxquels ils ont accordé la permission d'imprimer ou de réimprimer les livres de cette nature ne sont pas sans qualité pour intenter l'action résultant de la loi du 19 juill. 1793 et des art. 425, 427 et 429, C. pén. (3).

Du 28 mai 1856. — Ch. crim.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — CASSATION.

— CHOSE JUGÉE. — CHASSE. — ENCLOS.

Est interlocutoire, et non pas seulement préparatoire, l'arrêt qui admet le prévenu d'un délit de chasse à prouver que le terrain sur lequel il a chassé était entièrement clos. En conséquence, le pourvoi en cassation contre cet arrêt doit être formé dans le délai de trois jours, à peine de déchéance. (C. crim., 373 et 416.)

Bien qu'un arrêt ordonnant une preuve qui, dans l'esprit des juges, semblait, si elle était rapportée, enlever au fait imputé le caractère de délit, ait acquis l'autorité de la chose jugée à défaut de pourvoi en temps utile, les juges du fond ne sont pas liés et n'en demeurent pas moins parfaitement libres, quel que soit le résultat de la preuve sur la décision du fond (4).

Les seuls terrains que la loi considère comme clos, en matière de chasse, sont ceux que ferment des murs ou des haies vives; dès lors, n'est point clos, dans le sens de la loi, un terrain entouré de fossés anciens, non entretenus, et dont il reste simplement des traces (5).

Bouchereau de Saint-Georges, fut condamné

Jugé encore par arrêt de la Cour de Rennes du 11 nov. 1855, qu'un terrain qui, par des brèches, des échalliers ou des haies ouvrant à volonté, offre un libre accès au public, ne doit pas être considéré comme terrain clos, dans le sens des lois sur la chasse. — *F.* Cepeceadot un arrêt de Paris du 6 nov. 1858, qui décide au contraire que l'enclos doit être considéré comme un enclos dans lequel on peut chasser sans permis de port d'armes, un terrain entouré de haies, encore qu'il existe dans la clôture des brèches qui permettent de s'y introduire. C'est au surplus un point de fait à décider par les juges selon les circonstances, mais sur lequel la Cour de cassation se réserve une souveraine appréciation.

(1) Le même principe a été consacré par la Cour de cassation le 23 mars 1821.

(2) *F.* Pardessus, *Droit comm.*, n° 168.

(3) *F.* Gasiambide, *Traité des contrefaçons en tous genres*, n° 19, et E. Blanc, *de la Contrefaçon et de sa poursuite en justice*, p. 293 et suiv.; — Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 4, p. 183; — Liège, 15 fév. 1837; Cass., 29 therm. an 12, 30 avril 1825, 23 juill. 1830 et Amiens, 14 déc. 1835.

(4) Il a été jugé par de nombreux arrêts, en matière civile, que les tribunaux ne sont pas liés par les jugements interlocutoires qu'ils ont rendus. Le même principe doit être suivi en matière criminelle.

(5) *F.*, dans le même sens, Cass., 14 mai 1836.

par le tribunal de police correctionnelle de Bordeaux, pour chasse sans permis de port d'armes sur le domaine du Grand-Verdus, dont il était propriétaire.

Sur son appel, premier arrêt de la Cour de Bordeaux du 19 nov. 1855, qui admet, avant faire droit, le prévenu à prouver par témoins, ou de tout autre manière, que le domaine du Grand-Verdus est entièrement clos par des fossés, haies vives, cours d'eau ou toute autre espèce de clôture, et qu'aucune pièce de terre appartenant à autrui n'y est enclavée.

Le 10 déc. 1855, l'arrêt définitif qui, infirmant le jugement du tribunal correctionnel, décharge le prévenu des condamnations prononcées contre lui : — « Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins produits par Bouchereau 1° que le domaine du Grand-Verdus dont il est propriétaire, et sur lequel il a été trouvé chassant, se compose de diverses pièces de fonds formant un corps de bien en un seul tenant, et qu'aucune portion de terrains appartenant à des tiers n'est enclavée dans son enceinte; 2° que les sentiers qui y sont tracés sur plusieurs points sont uniquement destinés à l'exploitation; 3° que ce domaine est fermé au nord et au midi par les haies de plusieurs pieds d'élévation; au levant, par un cours d'eau bordé de haies vives, et au couchant, par d'anciens fossés qui n'ont pas été entretenus dans leur état primitif, mais qui présentent néanmoins des traces très-apparentes; que Bouchereau de Saint-Georges a trouvé ainsi rapporter la preuve à laquelle il avait été assujéti, de l'entière clôture de sa propriété. »

POURVOI par le ministère public tant contre l'arrêt du 19 nov. que contre celui du 10 déc., pour violation du décret du 4 mai 1812, et fautive interprétation de la loi du 30 avril 1790.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu le décret du 4 mai 1812 sur les Permis de port d'armes de chasse, et la loi du 30 avril 1790; — Vu pareillement l'article 410, C. crim.; — Attendu que l'arrêt du 19 nov. a ordonné une preuve qui lui semblait, si elle était faite, devoir ôter au fait imputé le caractère de délit; — Attendu que cette décision des juges qui l'ont rendue préjugait le fond; qu'elle ne pouvait, dès lors constituer un simple arrêt préparatoire ou d'instruction; — Attendu qu'un pourvoi spécial n'avait pas été dirigé en temps utile contre cet arrêt, et qu'il avait, en effet, acquis l'autorité de la chose jugée; — Attendu que la conséquence de cet état de choses était que la preuve admise devait être faite, que l'arrêt interlocutoire devait être exécuté; mais que les juges du fond n'en demeuraient pas moins parfaitement libres sur la décision du fond; qu'il serait impossible d'admettre que les juges fussent contraints de prononcer contrairement à la loi, s'il advenait que toutes les parties eussent laissé prendre l'autorité de la chose jugée à un interlocutoire qui aurait ordonné (la considérant comme décisive) la preuve d'un fait légalement non relevant; — Attendu, en fait, que l'arrêt définitif

reconnait et déclare que le terrain où a été trouvé chassant, sans permis de port d'armes, Bouchereau de Saint-Georges, fait partie d'un domaine qui, d'un côté, ne serait fermé que par d'anciens fossés, non entretenus, dont il reste seulement des traces apparentes; — Attendu que l'art. 1^{er}, décret 4 mai 1812, est général et absolu, et s'applique à tous ceux qui, porteurs d'armes, ont été trouvés chassant sans permis de port d'armes; que si une distinction a été établie en faveur des personnes qui auraient fait acte de chasse avec armes dans un terrain réellement clos de toutes parts, lié à la maison d'habitation sans solution de continuité, formant une dépendance de cette habitation, et comme elle interdit au public, c'est qu'alors un enclos de ce genre était considéré comme l'habitation elle-même avec laquelle il faisait corps, et que l'usage des armes dans un lieu habité ne peut être assimilé par la loi à un véritable fait de chasse au travers des campagnes, que prévoient les lois de police; — Attendu que ces enclos, qui ont dû être assimilés aux lieux habités dont ils sont l'accessoire, doivent être, par de véritables clôtures, entièrement séparés des propriétés voisines; que la loi du 30 avril 1790, qui régle l'exercice du droit de chasse, dispose que les terrains clos où la chasse est permise en tout temps sont ceux-là seuls que ferment des murs ou des haies vives; — Qu'en admettant que le domaine dont il s'agit renfermât une habitation, ce qui n'a pas été dit dans la procédure, il serait impossible de reconnaître que des fossés anciens, non entretenus, et dont il reste simplement des traces, fermaient ce domaine à tel point qu'il puisse être considéré comme dépendance et accessoire d'un lieu habité, et comme tel séparé des propriétés voisines et interdit au public; — Attendu, dès lors, que le fait de chasse sans permis de port d'armes sur le fonds où a été trouvé Bouchereau de Saint-Georges, tombait sous les prévisions de l'art. 1^{er}, décret 4 mai 1812, et qu'en le renvoyant de la plainte par les motifs dont il vient d'être parlé, la Cour de Bordeaux a formellement violé l'art. 1^{er}, décret 4 mai 1812. — Casse, etc. »

Du 28 mai 1856. — Ch. crim.

POSTE AUX LETTRES. — TRANSPORT. — PAQUETS.

Le transport, par un conducteur de messageries, de lettres renfermées dans des paquets de marchands dont elles annoncent seulement l'envoi, constitue le délit prévu et réprimé par l'arrêté du 27 prair. an 9 (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 1^{er} et 2, arrêté 29 prair. an 9, sur le Transport de lettres et journaux; — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier dressé contre Thureau, conducteur des messageries, que trois lettres simples étaient renfermées dans de petits paquets de broderies portés sur la feuille du conducteur et par lui transportés; — Attendu que Thureau se

(1) *J. conf. Cass.*, 13 juin 1859.

trouvait dès lors, en contravention à l'art. 1^{er}, arrêté au 9, et avait encouru les peines portées dans cet arrêté; — Attendu néanmoins qu'il a été renvoyé de la plainte, sur le motif qu'on avait saisi non trois lettres, mais trois paquets, et que dans ces paquets n'étaient renfermées que de simples lettres d'envoi, qui ne seraient pas de nature à être transportées par le service des postes aux lettres; — Attendu que l'arrêté du 27 prair. an 9, dans son art. 1^{er}, ne renferme aucune distinction ni exemption quant aux lettres renfermées dans des paquets, et que les dispositions de cet arrêté deviendraient entièrement illusoires, s'il suffisait que les lettres fussent enfermées dans un paquet quelconque pour échapper aux prohibitions contenues en ces dispositions; — Attendu que l'art. 2 de ce même arrêté admet une exception en faveur des sacs de procédure, des papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs, et des paquets au-dessus du poids de deux livres; — Attendu que des lettres d'envoi de marchandises, écrites par des expéditeurs de Strasbourg et de Toul à des personnes demeurant à Melun et à Paris, ne sont point des papiers relatifs au service des entrepreneurs; — Attendu, dès lors, qu'en étendant cette exception, le tribunal de Reims a fausement appliqué les art. 1^{er} et 2, arrêté 27 prair. an 9, — Casse, etc. »

Du 28 mai 1836. — Ch. civ.

SUCCESSION. — COMPTE. — PÈRE. — EMPLOI. — PRÉSUMPTION.

Lorsqu'un père, comptable envers ses enfants d'un premier lit de sommes dépendant de la succession de leur mère, a acquis un immeuble, les juges ne peuvent, en l'absence de toute énonciation dans l'acte, et d'après de simples présomptions, décider que cette acquisition a été faite dans l'intérêt de ses enfants (1). (C. civ., 1119 et 1129.)

Cet immeuble doit donc être considéré comme acquis par le père pour son compte personnel, et fait, dès lors, partie de sa succession et non de celle de sa première femme.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 1119 et 1129, C. civ.; — Attendu qu'il a été reconnu par l'arrêt attaqué que Létang Grandpré avait acquis en son nom personnel le domaine appelé de Faubernet; que cet acte ne faisait aucune mention directe que ce fût pour ses enfants du premier lit; — Que c'est par de simples présomptions qu'il a induit de certains faits de la cause que cette acquisition devait profiter entièrement à la dame Aymen, enfant du premier mariage

de Létang avec la dame Gauthier; — Que, s'il est vrai que Létang fût comptable, envers cet enfant, de diverses sommes par lui reçues des produits de l'habitation appelée Rose-Hill, sise à la Dominique, colonie anglaise, et provenue de la dame Gauthier, sa première femme, ce n'était pas un motif suffisant pour déclarer entre dame Aymen propriétaire exclusive dudit domaine de Faubernet, mais seulement pour l'autoriser à exercer sur ce bien toutes les reprises qui pourraient lui appartenir, tant du chef de la dame Gauthier, sa mère, que du sien personnel, et de celui d'un frère auquel elle avait succédé; — Attendu que le susdit art. 1129, après avoir énoncé le principe général qu'on est censé avoir stipulé pour soi, ses héritiers et ayants cause, ajoute bien ces mots, à moins que la contraire ne soit exprimée, ou ne résulte de la nature de la convention; mais que l'arrêt attaqué ne dit pas que le contrat d'acquisition dont il s'agit renfermât cette stipulation contraire, ni rien d'équivalent; qu'il ne l'induit que de simples présomptions, qui toutes se réfèrent à un acte du 15 mars 1786, passé entre Létang Grandpré et sa première femme, pour régler, après leur décès, la transmission de leurs biens respectifs; mais que l'arrêt ne dit pas que cet acte contint la moindre disposition relative au cas d'acquisitions personnelles qui seraient faites par le survivant; — Attendu qu'en déclarant la dame Aymen propriétaire exclusive du domaine de Faubernet, au préjudice de l'enfant du second mariage, auquel revenait, d'après la loi, une quotité quelconque de la propriété dudit bien, sauf l'exercice des droits hypothécaires et autres reprises de ladite dame Aymen, sur ledit domaine tant du chef de sa mère que pour compte de tutelle, s'il lui en était dû, l'arrêt attaqué a violé les susdits articles du Code, — Casse, etc. »

Du 30 mai 1836. — Ch. civ.

DONATION. — RÉVOCATION. — INGRATITUDE. — SÉPARATION DE CORPS.

L'ancienne jurisprudence, d'après laquelle la séparation de corps entraînait la révocation de donations faites à l'époux contre lequel la séparation était prononcée, a été abrogée par le Code civil.

On doit, en conséquence, décider que, suivant l'art. 959, qui s'applique aussi bien aux donations que se font les futurs époux qu'à celles qui leur sont contraires par des tiers en faveur de mariage, l'ingratitude établie par le jugement même de séparation n'opère pas la révocation de ces donations (2). (C. civ., 959, 299 et 1518.)

(1) F. Grenier, *Donat.*, n° 519; Duranton, *Droit franc.*, t. 7, n° 344, et Vazeille, *Succes.*, art. 843, n° 12. — Foy. aussi Colmar, 10 déc. 1813.

(2) La jurisprudence de la Cour de cassation est fixée en ce sens par son arrêt du 13 fév. 1826, malgré l'opposition d'un grand nombre de Cours royales. La question est grave et mérite quelques développements : elle résulte du texte de l'art. 959, C. civ., ainsi conçu : « Les donations en faveur de

« mariage ne sont pas révocables pour cause d'ingratitude. » Que doit-on entendre par ces mots en faveur de mariage ? Avant le Code civil, l'époux qui avait obtenu la séparation de corps pouvait, sans difficulté, révoquer les donations qu'il avait faites à son conjoint par leur contrat de mariage; alors aucune loi n'exceptait les donations par contrat de mariage de la règle générale qui déclarait toutes les donations révocables pour cause d'ingra-

Aux termes de leur contrat de mariage, passé le 9 juil. 1815, la dame Dauriac a fait donation

à son futur époux, à titre de gain de survie, d'une somme de 25,000 fr.

titude. (P., à cet égard, Coin-Delisle, *Comment. annuél.* sur l'art. 959, et les autorités qu'il cite.) Mais aujourd'hui cette jurisprudence doit-elle encore se maintenir, malgré l'art. 959 du Code, et doit-on restreindre l'application de cet article aux donations faites par des tiers à l'un des époux ? Telle est la difficulté. Ainsi que nous l'annonçons, elle a été tranchée affirmativement par plusieurs Cours royales, qui ont décidé que l'art. 959 ne s'appliquait point aux donations entre époux, bien que faites par contrat de mariage, et que l'époux ingrat devait être privé des avantages que lui avait fait l'autre conjoint par le contrat qui réglait leurs conditions civiles. Pour le décider ainsi, ces Cours ont considéré que la législateur, en consacrant l'irrévocabilité des donations consenties en faveur de mariage, n'a-t-il proposé que celles faites par un parent ou un étranger à l'un des époux, par la raison qu'il ne serait pas juste que l'ingratitude du donataire devint préjudiciable à l'autre époux ainsi qu'à leurs enfants, en considération desquels de telles donations sont toujours censées faites d'après les motifs mêmes de la loi ; mais que la même raison de décider ne peut militer pour les avantages entre époux, puisqu'ils n'ont toujours lieu que dans l'intérêt privé et personnel du conjoint donataire, et que la révocation de ces avantages profite non-seulement au donateur, mais encore aux enfants communs ; qu'au surplus, et en supposant que la règle de l'art. 959 fut générale et applicable aux donations faites entre époux, aussi bien qu'à celles faites par des étrangers, cette règle recevrait exception pour le cas de la séparation de corps, que la loi place sur la même ligne que le divorce, quant aux intérêts civils ; qu'en effet l'art. 1518, en réservant à l'époux qui obtient soit le divorce, soit la séparation de corps, ses droits au préjudice en cas de survie, tandis que l'autre en est privé, proclame hautement que les effets de la séparation doivent être les mêmes que ceux du divorce ; qu'ainsi, et comme aux termes de l'art. 959, l'époux contrecelqué par le divorce est admis pour cause déterminée perd les avantages à lui faits par l'autre époux, même en contrat de mariage, on doit également en conclure que l'époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée doit subir le même sort et être privé des avantages que lui a faits son conjoint, parce qu'en effet, le divorce et la séparation de corps ayant lieu pour les mêmes causes, l'incapacité pour conserver doit être la même dans l'un et dans l'autre cas ; que la loi du 8 mai 1816, en abolissant le divorce, ne touche que l'indissolubilité du lien, et laisse subsister le principe posé par l'article 959, quant aux effets de la séparation ; qu'au surplus, l'abrogation de cet article se réduirait à replacer les époux sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, qui autorisait le juge à révoquer les donations lorsque la séparation de corps était fondée sur des causes qui démontraient l'ingratitude de l'époux donataire ; que les donations entre époux sont des gages de paix et de bonheur qui doivent disparaître pour celui qui, venant le trouble et la discorde dans le ménage, abuse du donateur de bagrin et lui rend par ses persécutions la vie commune insupportable, qu'il serait contraire à la morale et d'un dangereux exemple pour la société conjugale que l'époux ingrat pût profiter de la faveur d'une libéralité dont il s'est rendu indigne par sa conduite et ses mauvais traitements, et que la loi n'a jamais entendu consacrer d'aussi fâcheuses conséquences. Tels sont en analyse les moyens sur les-

quels se fondent les arrêts qui décident que la séparation de corps révoque les avantages faits au profit de l'époux comblé par son conjoint. Ils s'appuient de l'autorité de Delvincourt (t. 1, p. 197), Proudhon (t. 2, p. 543), Pigeau (t. 2, p. 571), Massol (*Traité des successions*), Guillemin (t. 2, n° 719) et Vazeille (*Traité du mariage*, t. 2, n° 589). Mais cette doctrine, repoussée par la Cour de cassation, a été également combattue par de profonds juristes, et notamment par Merlin. — Voici comment se termine l'explication de ce sujet (voy. *Quest. de droit, de Séparation de corps*) : « L'art. 959, C. civ., dit Merlin, » porte que les donations en faveur de mariage ne » seront pas révocables pour cause d'ingratitude ; » et cette disposition paraît trop générale pour qu'on puisse ne pas l'appliquer aux donations que les époux se font l'un à l'autre par contrat de mariage, tout aussi bien qu'aux donations que des tiers peuvent leur faire par le même acte. N'est-ce pas, en effet, comme donations en faveur de mariage que de telles donations doivent être considérées ? Une donation est nécessairement en faveur de mariage, par cela seul qu'elle est consignée dans le contrat qui précède la cérémonie nuptiale, puisqu'à ce titre seul elle forme une des conditions sous lesquelles les époux se sont unis, puisque chacun des époux peut dire que si cette donation n'avait pas eu lieu, il ne serait pas marié. Aussi les lois romaines qualifiaient-elles de *donatio propter nuptias* la donation que l'un des futurs époux faisait à l'autre avant le mariage, et dont le mariage même était la condition exprimée ou sous-entendue. C'est ce qu'on remarque spécialement dans les *Institutes* de Justinien, tit. de *Donationibus*, § 3... Or, quelle différence y a-t-il entre une donation en faveur de mariage et ce qu'on appelle *donatio propter nuptias* ? Aucune. La première de ces expressions n'est que la traduction de la seconde, et elles sont parfaitement synonymes. Donc les donations faites entre époux par le contrat qui précède leur union sont des donations en faveur de mariage. Donc elles sont comprises dans l'art. 959, C. civ. ; donc elles ne sont pas sujettes à révocation pour cause d'ingratitude. Qu'importe que, par l'art. 959, il soit dit que l'époux contre lequel le divorce aura été admis perdra tous les avantages que l'autre époux lui aura faits, soit par leur contrat de mariage, soit depuis le mariage contracté ? Qu'importe que, par l'art. 506, même Code, il soit ajouté que, dans le cas où il y a lieu à la demande en divorce pour cause déterminée, il sera libre aux époux de former demande en séparation de corps ? Tout ce qui résulte du premier de ces articles, c'est que la disposition de l'art. 959 n'est pas applicable aux faits d'ingratitude qui, entre époux, sont assez graves pour autoriser un divorce ; c'est que, même en pareil cas, il n'est pas nécessaire que l'époux donateur, sur la demande duquel le divorce a été prononcé, révoque expressément sa donation ; c'est alors que sa donation est révoquée de plein droit. Et de ce que le second déclare communes à la séparation de corps les causes déterminées qui donnent lieu au divorce, s'ensuit-il que tous les effets du divorce sont communs à la séparation ? Non certainement. D'abord, le divorce dissout le mariage ; la séparation de corps le laisse subsister. Par le divorce, les époux deviennent absolument étrangers l'un à l'autre ; par la séparation de corps, ils conservent tous leurs rapports mutuels, sauf l'obligation de demeurer ensemble ; et la femme notamment reste

En 1828, demande en séparation de corps par la dame Dauriac contre son mari; et le 12 juin de la même année, jugement qui déclare les époux séparés de corps et de biens pour sévices et excès de la part de Dauriac.

La dame Dauriac soutient alors que la donation par elle consentie dans son contrat de mariage en faveur de son mari se trouve révoquée pour cause d'ingratitude de la part de ce dernier, ingratitude constatée par la sentence même de séparation.

Le 1^{er} juill. 1829, un jugement du tribunal de Mirande déclare la demanderesse mal fondée dans sa prétention. — Appel.

Le 13 août 1832, arrêt de la Cour d'Agen qui infirme, et prononce la révocation de la donation en ces termes : — « Attendu que, si la loi a déclarée irrévocable la donation entre-vifs, cette règle générale a cependant toujours été soumise à des exceptions. Ainsi, dans l'ancienne législation, toute donation faite par un époux à son conjoint était révoquée de plein droit au préjudice de celui contre lequel la séparation de corps avait été prononcée. Ainsi, la nouvelle législation, en autorisant le divorce, a prononcé la nullité de tous les avantages faits par l'époux à celui contre lequel le divorce est admis. Ainsi, la donation entre-vifs a encore été exceptée de l'irrévocabilité par la loi nouvelle, dans le cas d'exécution des conditions sous lesquelles elle a été faite, pour cause d'ingratitude et pour cause de survenance d'enfants;

« Le divorce étant une mesure étrangère à l'ancienne législation, la loi nouvelle a dû en déterminer les causes, en régler les formes et en fixer les effets. Voilà pourquoi on trouve dans ce

titre une législation complète. La séparation, au contraire, admise sous l'ancienne loi, pouvant être censée remplacée par le divorce, le législateur a dû nécessairement le rappeler, s'il voulait la maintenir. Voilà pourquoi il en a assimilé les causes et les formes à celles déjà réglées pour le divorce; mais, quant à ses effets, il a cru inutile de s'en occuper, parce qu'ils étaient déjà déterminés par la loi ancienne et qu'il déclarait en maintenant le principe; d'où, par une conséquence nécessaire, tous les effets de la séparation de corps fixés par l'ancienne législation conservaient toute leur efficacité. C'est ainsi que le chap. 3, relatif à la séparation de corps, ne s'occupe, dans l'art. 1^{er}, que des causes de la séparation; dans l'art. 2, des formes pour y parvenir; dans les deux articles suivants, des peines contre la femme adultère; dans l'art. 3 et pénultième, du droit accordé à l'époux défendeur à la séparation d'obtenir le divorce après un délai fixé, et enfin, dans le dernier article, la loi prononce comme conséquence de la séparation de corps la séparation de biens. Telle est l'entière législation nouvelle sur cette matière;

« Qu'en vain dirait-on que l'art. 299, au chap. 4 du Code, relatif aux effets du divorce, ayant prononcé la nullité des avantages faits par l'époux demandeur à l'époux défendeur au divorce, et n'ayant rien statué à cet égard pour la séparation de corps, le législateur n'a pas voulu que, dans ce dernier cas, les donations entre époux pussent recevoir aucune atteinte, par suite de la maxime *Qui de uno dicit, de altero negat*. Cet argument ne aurait avoir aucune force, par la raison que la législation sur le divorce étant une législation nouvelle,

tellement sous la puissance du mari qu'elle ne peut ni aliéner ses biens, ni les hypothéquer, ni ester en jugement, sans son autorisation. En second lieu, les époux une fois divorcés ne peuvent plus se réunir; rien au contraire de plus conforme au vœu de la loi que la réunion des époux séparés de corps. Enfin, le Code civ. consécrit un chapitre après des effets du divorce, et dans le chapitre de la séparation de corps, non-seulement il ne dit pas qu'elle produira les mêmes effets, mais il lui assigne des effets qui n'ont rien de commun avec ceux du divorce; et parmi ces effets on se trouve pas ceint d'emporter, de plein droit, la révocation des donations faites par contrat de mariage entre les époux. Or, si l'on qu'une nouvelle disposition était inutile et que d'après l'art. 299, la donation est révoquée de plein droit par la séparation de corps aussi bien que par le divorce? Mais 1^o ce serait donner à cet article une extension que son texte ne comporte pas, et il faudrait mettre en principe que, dans l'art. 299, le mot *divorce* est synonyme de *séparation de corps*. 2^o L'art. 299 a eu de très-bons motifs pour établir que le divorce révoque de plein droit les donations dont il s'agit. Le mariage qui a été la cause finale de ces donations n'existant plus, l'époux donateur et l'époux donataire devenant étrangers l'un à l'autre, et ne pouvant plus se réunir, la loi a pu faire intervenir son autorité pour accorder les avantages que l'époux donataire avait précédemment reçus de l'époux donateur. Mais quel motif la loi aurait-elle pu avoir pour établir la même chose relativement à la séparation de corps? On conçoit très-bien qu'elle aurait pu, en se modelant sur l'ancienne jurisprudence, laisser à

l'époux donateur une action pour faire révoquer sa donation; mais, dans cette hypothèse, elle n'aurait pas pu, sans se mettre en opposition avec son propre vœu pour la réunion des époux séparés, elle n'aurait pas pu, sans se contredire elle-même, attribuer au simple jugement de séparation de corps l'effet de révoquer *ipso facto* la donation; s'aurait été se priver elle-même de la plus puissante ressource qui lui serait restée, pour exister l'époux donataire à réparer ses torts envers l'époux donateur, à reconquérir son affection, à le ramener dans le lit conjugal. Il conserve donc toute sa force l'argument que nous avons tiré de l'impapplicabilité abusive de l'article 299 à la séparation de corps, et de là rien ne peut déturner, rien ne peut affaiblir celui qui résulte de l'art. 299, qui, par une disposition générale et conséquemment exclusive de toute exception, déclare que la révocation pour cause d'ingratitude ne peut pas atteindre les donations en faveur de mariage. » — Voy. aussi Toullier, t. 2, n^o 781; Duranton, t. 2, n^o 699; Zacharie, t. 3, n^o 375; Favard, *de Séparation de corps*, sect. 2, § 3; Poujot, sur l'art. 299; Colin-Delisle, *Comment. analyt. sur l'art. 299* (on consultera avec fruit la dissertation à laquelle se livre sur cet article) et Demante, *Progr. cours de Code civ.*, n^o 235, et 350. — Pour l'indication des décisions qui ont jugé la question, voy. nos annotations détaillées sous les arrêts de Rouen, 28 janv. 1837, 15 nov. 1838; Bordeaux, 31 mai 1838; Caen, 22 avril 1839; Riom, 19 août 1839; Caen, 7 mars 1840; Colmar, 10 juill. 1840 et Rouen, 3 juill. 1840.

elle a dû être comprise, régler tous les cas et en déterminer toutes les conséquences; tandis que, la séparation de corps étant simplement maintenue, il n'a été nécessaire que d'en fixer les causes et d'en régler la procédure, sauf quelques mesures particulières et purement personnelles, qui se rattachent à ces deux objets, et qui n'ont aucune relation quant à la propriété des biens, parce que les effets en étaient déterminés par la législation antérieure;

• Que, si l'on pouvait au devant raisonner par analogie, il serait bien plus rationnel de dire que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Dès que la loi répute indigne de bienfait l'époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée, et pour les mêmes causes, pourra-t-il et devra-t-il profiter des avantages dont il ne s'est pas moins rendu indigne? Punira-t-on dans ses biens un époux qu'on devine de conscience et de religion aura empêché de demander la dissolution d'un lien que la sûreté personnelle et son honneur lui imposaient l'impérieuse nécessité de faire relâcher. Telle n'a pas été l'intention de la loi; elle serait contraire à la raison et à la morale;

• Attendu d'ailleurs qu'il y aurait une antinomie inconciliable entre les art. 299 et 310, C. civ., puisque, par le premier, l'époux contre lequel le divorce fut admis, pour quelque cause que ce soit, sans le consentement mutuel, perd tous les avantages qui lui ont été faits par l'autre époux, ce qui est une juste punition de son inconduite ou de ses mauvais procédés; tandis que, par le second, l'époux coupable obtiendrait tous les avantages, et l'époux innocent serait puni de la perversité de son conjoint, parce que sa conscience aurait repoussé le remède extrême du divorce;

D'où suit pour tout esprit raisonnable que l'art. 310 ne peut se concilier avec l'art. 299 qu'autant que la séparation de corps aura produit sur les biens donnés entre les époux les mêmes effets qu'elle produisait sous l'ancienne législation, et que, dès lors, par voie de conséquence, l'art. 299 sera, dans ce cas, sans application;

Attendu que l'art. 950 du Code, ne concernant que les donations faites en faveur de mariage, n'a et ne peut avoir aucune relation avec les donations faites entre époux. Dans le langage de la loi et des jurisconsultes, les donations faites en faveur du mariage ne comprennent que les dons faits par des tiers aux époux, et comme ils l'ont faits dans l'intérêt et pour l'avantage non moins des époux que de leur postérité, l'ingratitude de l'un ne peut priver l'autre du bienfait, et encore moins la famille, qui ne s'est formée que sous ses auspices;

• Attendu que l'art. 1518 du Code démontre incontestablement que l'époux contre lequel a été obtenu soit le divorce, soit la séparation de corps, a perdu tous les dons à lui faits par l'autre époux, puisque, dans l'un comme dans l'autre cas, l'époux seul qui a obtenu l'un ou l'autre conserve son droit au préciput conventionnel; d'où la conséquence que, si l'époux coupable ne conserve pas même le préciput,

qu'on peut ne pas considérer comme un avantage, et qu'il n'a certainement pas le caractère d'une donation et d'un bienfait, à plus forte raison doit-il avoir perdu tout droit au sacrifice que l'autre époux s'était imposé dans l'espérance et sous la promesse d'une conduite qui ne compromettrait ni son bonheur ni son existence, et ici pourrait encore s'appliquer la première disposition de l'art. 953, C. civ.;

• Par ces motifs, etc.

POURVOI en cassation par Dauriac, pour violation de l'art. 950, C. civ., et fausse application de l'art. 299, même Code.

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu les art. 950 et 299, C. civ.;

— Attendu que, d'après l'ancienne jurisprudence, la séparation de corps entraînait la révocation des donations faites à l'époux contre lequel la séparation de corps était prononcée; — Que cette jurisprudence a été abrogée par le Code civ.; — Qu'il résulte, en effet, de l'article 950, que les donations en faveur de mariage ne sont pas révocables pour cause d'ingratitude; que, par conséquent, d'après cet article, l'ingratitude établie par le jugement même de séparation n'opérerait pas cette révocation; — Que cet article est conçu dans des termes généraux, et ne fait aucune distinction entre les donations faites en faveur du mariage par des tiers et celles que se font les futures époux; qu'il est, dès lors, impossible d'admettre une distinction que la généralité des expressions de cet article proscrit; — Attendu que l'art. 299 établit, à la vérité, une règle contraire relativement au divorce; mais que cette règle ne peut être étendue du divorce à la séparation de corps, puisqu'aucun des articles du chapitre relatif à la séparation de corps ne permet d'assimiler la séparation au divorce, quant aux effets qui doivent en résulter; — Attendu que le divorce dissout les liens du mariage, tandis que la séparation de corps ne fait que les relâcher; — Que le rapprochement possible des époux a pu déterminer le législateur à ne pas prononcer, dans le cas de la séparation de corps, une disposition pénale, quoiqu'il l'eût prononcée dans le cas du divorce; que les tribunaux ne peuvent aller au delà; — Attendu que l'art. 1518 est spécial pour le préciput; qu'on ne peut, par un argument inverse de cet article, en étendre les dispositions pour anéantir les donations et les avantages ordinaires, puisque ces donations et ces avantages sont maintenus dans le cas de séparation de corps par des textes de lois formels et positifs; — Qu'eu déclarant le contraire, la Cour d'Agen a faussement appliqué l'art. 299, et formellement violé l'art. 950, Code civ., — Casse, etc.

Du 30 mai 1856. — Ch. civ.

Nata. V., sur le renvoi prononcé par cet arrêt, Bordeaux 31 mai 1856.

DONATION. — SUCCESSION. — RENONCIATION. — LEGS. — QUOTITÉ DISPONIBLE. — PAYEMENT.

Lorsque le donataire en avancement d'hoirie d'une somme n'excédant pas sa réserve, a

déclaré renoncer à la succession pour s'en tenir à son don, le légataire par préciput ne doit pas contribuer sur son préciput au paiement de cette donation, qui n'était point acquittée lors de l'ouverture de la succession (1).

Le paiement de cette donation doit être acquitté par égales portions entre les cohéritiers, mais après le prélèvement intégral de la quotité disponible (2). (C. civ., 845, 913 et 922.)

Le 9 nov. 1815, décès de Mourgues, laissant pour héritiers la dame Bonnet, la dame Jean-Jean, et Ferdinand Mourgues, ses trois enfants. La dame Bonnet était en outre donataire à titre d'avancement d'hoirie d'une somme de 20,000 fr., qui lui avait été constituée en don par son père, mais dont elle n'avait pas encore été payée, et Ferdinand Mourgues, légataire par préciput de la quotité disponible, c'est-à-dire du quart des biens laissés par le défunt. La dame Bonnet ayant déclaré renoncer à la succession de son père pour s'en tenir à sa donation de 20,000 fr., le partage de cette succession, qui ne devait plus s'effectuer qu'entre la dame Jean-Jean et Ferdinand Mourgues, devint l'objet d'une première contestation. La dame Jean-Jean prétendait que la somme de 20,000 fr. retenue par sa mère devait être imputée sur la quotité disponible léguée à Ferdinand. Celui-ci soutenait que cette donation, n'ayant été faite qu'à titre d'avancement d'hoirie, devait être imputée d'abord sur la part que la dame Bonnet aurait eue dans la réserve, et que, comme le don n'excédait point cette part, la quotité disponible donnée par préciput demeurait intacte et devait être attribuée en totalité au légataire. Ce système fut accueilli successivement par la Cour de Montpellier et par la Cour de cassation. (V. à la note.)

Ce point une fois décidé, une nouvelle difficulté fut soulevée par la dame Jean-Jean. Elle consistait à savoir si les 20,000 fr. dus à la dame Bonnet pour sa dot, par la succession paternelle, seraient supportés par les deux héritiers dans la proportion de leurs droits dans la succession, en telle sorte que Ferdinand Mourgues dûl y contribuer pour cinq huitièmes, savoir : deux huitièmes ou un quart en sa qualité de légataire par préciput; et trois huitièmes comme héritier, ou si au contraire les 20,000 fr. seraient payés par portions égales, après prélèvement du préciput, sans atteinte aucune à ce préciput.

Le premier système fut accueilli par arrêt de la Cour de Montpellier, qui, après avoir réuni les diverses sommes formant l'actif brut de la succession, qu'elle porte à 189,590 fr. 61 cent., établit les bases du partage ainsi qu'il suit : — « Attendu que, d'après les dispositions testamentaires de feu Simon-David Mourgues, cet actif devait se partager entre ses trois enfants de la manière suivante : 1° la moitié pour Ferdinand Mourgues, héritier préciputaire, 94,795 fr.

31 cent.; 2° le quart pour la dame Bonnet 47,597 fr. 65 cent.; 3° le quart pour la dame Jean-Jean, 47,597 fr. 65 cent.; total égal à la somme ci-dessus, 189,590 fr. 61 cent.; — Attendu que la dame Bonnet a renoncé à la succession de son père pour s'en tenir à la donation de 20,000 fr. qui lui avait été faite par lui dans son contrat de mariage, ce qui réduit sa part dans ladite succession à ladite somme de 20,000 fr., et donne par conséquent un excédant de 27,597 francs 65 cent. qui devra être partagé entre Ferdinand Mourgues et la dame Jean-Jean, et augmentera d'autant la part qu'ils ont à prendre dans la succession de leur père; que le préciput de Ferdinand Mourgues ayant été déterminé sur l'actif brut de la succession, le passif de cette même succession doit être à la charge de Ferdinand Mourgues et de la dame Jean-Jean dans la proportion des cinq huitièmes pour lui, et des trois huitièmes pour l'autre, suivant leurs droits respectifs dans la succession.... »

« En résultat, et d'après les calculs établis sur les bases ci-dessus, Ferdinand Mourgues est condamné à supporter les cinq huitièmes des 20,000 fr. du don en avancement d'hoirie. »

POURVOI en cassation par Ferdinand Mourgues pour violation des art. 913, 920 et 922, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur ce que l'arrêt attaqué, au lieu d'accorder au demandeur le quart net et quitte des biens de son père, a fait contribuer ce quart au paiement de la donation de la dame Bonnet : — Vu les art. 913 et 920, C. civ.; — Attendu que la dot de 20,000 fr. constituée par Mourgues père en faveur de la dame Bonnet, sa fille, n'exécute pas la réserve à laquelle elle avait droit en sa qualité d'héritière pour un tiers dudit Mourgues; que cette constitution de dot est un avancement d'hoirie et ne doit, dès lors, être considérée que comme une remise anticipée de la part que la dame Bonnet était appelée à recueillir dans la succession paternelle; — Attendu que si, au lieu de renoncer comme elle l'a fait à cette succession pour s'en tenir à sa donation de 20,000 fr., la dame Bonnet se fût portée héritière, elle n'aurait eu droit qu'à la réserve, et sa donation n'aurait point affecté la quotité disponible; que la renonciation de la dame Bonnet avec option pour sa donation, qui ne lui était pas encore payée, n'a pu changer le caractère de simple avancement d'hoirie de cette disposition et diminuer la quotité dont Mourgues avait le droit de disposer à titre de préciput ou hors part; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que, par testament du 6 juil. 1810, Mourgues père a légué à Ferdinand Mourgues, demandeur, à titre de préciput et hors part, une propriété située en la ville de Montpellier, et, en cas de discussion, le quart de ses autres biens; — Attendu que cette disposition testamentaire doit recevoir son exécution jusqu'à concurrence du quart des biens de Mourgues, puisqu'il n'a laissé que trois enfants, et qu'il n'avait fait aucun autre legs ou donation à titre de préciput; — Attendu que, quoique la donation faite à la dame Bonnet fût un avancement d'hoirie et

(1-2) P. Montpellier, 7 janv. 1828, et Cass., 11 avril ou août 1829, et les renvois; — Com-Deleale, art. 959.

n'excédait pas la réserve à laquelle elle aurait eu droit comme héritière, l'arrêt attaqué a fait attribuer le demandeur, en sa qualité de légataire et sur le quart qui lui était légué, au paiement de ladite donation; — Qu'en jugeant ainsi, la Cour de Montpellier a privé Ferdinand Mourgues d'une partie du quart des biens auquel il avait droit comme légataire par précepte, et a violé l'art. 913, C. civ.; qu'il a également violé l'article 920, même Code, en faisant éprouver au demandeur une réduction hors le cas prévu par ledit article. — Casse, etc. »

Du 30 mai 1836. — Ch. civ.

MATIERE COMMERCIALE. — PAVEUR. — GAGE. ÉCART. — PRIVILEGE. — COMPÉTENCE. — MANDATAIRE.

En matière commerciale, les engagements, mêmes au-dessus de 150 fr., peuvent être prouvés, tant par présomptions que par témoins (1).

Notamment l'existence d'un gage en nantissement peut être prouvée par de simples présomptions; la production d'un acte écrit n'est nécessaire que relativement à la question de privilège et de préférence entre créanciers (2). Le tribunal de commerce est compétent pour statuer sur une contestation entre deux commerçants ayant pour objet la restitution de marchandises que l'un d'eux s'est fait remettre par le mandataire de l'autre comme lui ayant été promises à titre de gage d'une créance, et que celui-ci prétend avoir été enlevées sans droit (3).

Deleuze, négociant, créancier de Vaisier-Four, aussi négociant, pour une somme de 1,500 fr., se fit, en l'absence de son débiteur, livrer environ soixante pièces de vin lui appartenant.

Vaisier, de retour, désintéressa d'abord Deleuze en le payant de sa créance; et, plus tard, prétendant que ce dernier avait usé d'une voie de fait, en prenant dans sa cave, et pendant son absence, les soixante pièces de vin dont il s'agit, se fondant notamment sur ce que Deleuze aurait employé les menaces envers ses domestiques pour arriver à son but, il intenta devant le tribunal civil de Dijon, une action en remboursement du prix du vin.

Le 16 juill. 1835, jugement qui condamna Deleuze à payer, en effet, à Vaisier la somme de 4,800 fr., à laquelle le tribunal arbitra d'office le prix des soixante pièces de vin, si mieux n'aurait l'une ou l'autre des parties faire fixer ce prix par experts.

Deleuze interjeta appel de ce jugement.

Le 12 août 1835, arrêt de la Cour de Dijon : — « Attendu que le contrat de nantissement est suffisamment établi par les faits qui l'ont précédé, accompagné et suivi; qu'il est impossible d'admettre que Deleuze eût enlevé de la cave de Vaisier-Four soixante pièces de vin sans son consentement, ou celui de ses mandataires, repré-

sentants ou chargés d'affaires; — Qu'au surplus, son silence, lors de son retour à Paris, le paiement fait à Deleuze de ce qu'il lui devait, et sans faire ni protestation ni réserve par rapport aux soixante pièces de vin, enfin, le retard apporté par Vaisier-Four à sa réclamation, prouvent évidemment qu'il aurait, au besoin, approuvé la convention de nantissement faite en son absence, et que sa demande devant le tribunal civil, contraire à ce fait, était dès lors, mal fondée. » — POURVOI.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen tiré de l'incompétence du tribunal de commerce; — Attendu, en droit, que, d'après l'art. 631, C. comm., les tribunaux de commerce connaissent de toutes contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, et que d'après l'article 632, même Code, la loi réputé acte de commerce tout achat de denrées et marchandises pour revendre, et, en général, toutes obligations entre négociants; — Et attendu qu'il est constant et reconnu, en fait, par l'arrêt attaqué, qu'il s'agissait, dans l'espèce, de statuer sur une contestation relative à un engagement contracté entre Deleuze alié, négociant, et le demandeur en cassation, Vaisier-Four, aussi négociant, ou ses représentants, pour assurer le paiement d'un mandat de 2,000 fr., remis par Vaisier-Four à Deleuze, pour une somme de 1,500 fr., prix des vins que ce dernier avait vendus au premier; — Que, par conséquent, sous un double rapport, c'est-à-dire, et en raison de la nature de l'engagement, et en raison de la qualité des personnes qui l'ont contracté, la contestation rentrait dans la juridiction commerciale, et que l'ayant ainsi jugé, l'arrêt attaqué, loin de violer l'art. 631, C. comm., invoqué par le demandeur, en a fait une juste application, ainsi que de l'art. 632, même Code; — Sur le moyen tiré de la violation des art. 1341 et 1353, C. civ.: — Attendu, en droit, qu'à l'égard d'engagements commerciaux, notamment, passés entre commerçants, les juges peuvent admettre la preuve par présomptions non établies par la loi, tout aussi bien que par la preuve testimoniale; d'où il suit que les juges, en décidant que l'engagement dont il s'agit au procès, d'après les faits, actes et circonstances qui l'avaient précédé, accompagné et suivi, était un nantissement, n'ont fait qu'user d'une faculté qui leur est accordée par la loi, sans violer les art. 1341 et 1353, C. civ., inapplicables à l'espèce; — Sur le moyen tiré de la violation des art. 2074, Code civ., et 95, C. comm.: — Attendu, en droit, que ces articles ne font que déterminer les caractères et les conditions nécessaires pour que le gage confère au créancier qui en est nanti le droit de se faire payer par privilège et préférence aux autres créanciers; — Et attendu, en fait, que Deleuze ayant déjà été presque entièrement désintéressé par Vaisier-Four, son débiteur, loin de réclamer aucun privilège ou préférence sur les vins engagés, offrait de les lui rendre; aussi la contestation n'existait-elle pas entre Deleuze et autres créanciers de Vais-

(1-2) P. Cass., 5 juill. 1820, et la note.

(3) P. Nonguier, Trib. de Commerce, t. 1, p. 384.

sier-Four, mais seulement entre celui-ci, débiteur lui-même, et Delcuze, son créancier ; d'où il suit que, sous ce double rapport, c'est-à-dire, et en raison de la nature de la contestation, et en raison de la qualité des personnes qui y figuraient, les art. 2074. C. civ., et 95, C. comm., étaient étrangers à l'espèce, — Rejet, etc. »

Du 31 mai 1836. — Ch. req.

JUGEMENT. — MOTIFS. — USUFRUIT. — ACTE SANS SEING PRIVÉ. — FRAUDE. — SUCCESSION VACANTE. — CRÉANCIER.

Est suffisamment motivé l'arrêt qui, relativement à la prétention qu'un acte sous seing privé ne peut être opposé à un créancier inscrit, dit qu'il n'est pas établi qu'il y ait fraude, alors qu'en réalité la prétention était fondée sur l'art. 1167, C. civ., relatif à la fraude au préjudice des créanciers, plutôt que sur l'art. 1328, lequel était invoqué à tort (1). (C. proc., 141.)

Un acte sous seing privé contenant constitution d'usufruit au profit de deux personnes, peut, s'il n'y a pas fraude, être opposé aux créanciers inscrits sur la nue propriété depuis cet acte, mais avant qu'il ait obtenu date certaine, bien qu'il ne soit pas dit, dans l'acte constitutif d'hypothèque, en faveur de laquelle des prières l'usufruit est établi (2). (C. civ., 1328.)

Dans le cas où les biens d'une succession vacante ont été vendus devant notaire, on peut imputer aux créanciers inscrits, qui prétendent que la vente a eu lieu à vil prix, de n'avoir pas pris connaissance du cahier des charges.

Par actes des 14 avril et 3 juill. 1827, Carillon fils s'était reconnu débiteur envers Berthomé de 2.222 fr. et 260 fr. Pour sûreté de ces créances, il hypothéqua la nue propriété de divers biens, en déclarant que l'usufruit en appartenait à Carillon père.

Le 11 janv. 1831, décès de Carillon fils. Par suite, sa succession est déclarée vacante, et un curateur est nommé. Puis les biens sont vendus, suivant les formes prescrites pour les successions vacantes, à Carillon père, moyennant 1.780 fr.

Celui-ci voulant purger, fit notifier à Berthomé le procès-verbal de vente avec le cahier des charges. Il était dit, entre autres clauses, que l'acquéreur ne pourrait entrer en jouissance qu'après le décès de Carillon père et de son épouse, lesquels avaient acquis l'usufruit des biens dont il s'agit.

Berthomé demande la nullité de cette vente comme faite à vil prix, et en fraude de ses droits.

— Il soutient, en outre, que les droits de la dame Carillon à l'usufruit, ne résultant que d'un acte sous seing privé du 5 fév. 1823, enregistré seulement le 23 sept. 1827, ne peuvent préjudicier à son hypothèque, antérieure à cette dernière date. (C. civ., art. 1328)

Jugement qui rejette ces prétentions. — Appel.

Le 25 mai 1835, arrêt de la Cour de Paris, qui confirme : — « Considérant qu'il n'est pas établi qu'il y ait eu fraude d'aucune des parties, dans la vente des biens dont il s'agit ; que le créancier inscrit doit s'imputer de n'avoir pas pris connaissance du cahier des charges, et de n'avoir pas veillé suffisamment à ses droits ; qu'enfin les biens n'ont pas été vendus à vil prix. »

POURVOI par Berthomé pour 1^{er} défaut de motifs, en ce que l'arrêt attaqué n'a pas statué sur les conclusions du demandeur, et notamment sur le moyen de droit tiré de l'art. 1328 ; 2^e violation des art. 1328 et 2114, C. civ., en ce qu'un acte sans seing privé a été déclaré pouvoir être opposé aux créanciers inscrits à une date postérieure ; 3^e fautive application des art. 1001, 988 979, 988 et suiv., C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a illégalement prononcé une forclusion contre un créancier inscrit sur des biens de succession vacante, en déclarant, dans ses motifs, qu'il devait s'imputer de n'avoir pas pris connaissance du cahier des charges, et de n'avoir pas veillé à ses droits, quoique aucune notification ne lui eût été faite.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant qu'il résulte de l'ensemble des motifs de l'arrêt, qu'ils se rattachent et répondent aux diverses questions et conclusions ; — Considérant, au fond, que l'action de Berthomé reposait sur l'art. 1167, Code civ., et tendait à l'annulation de la vente faite à Carillon père, en fraude de ses droits ; — Que cette action ne pouvait être accueillie que si les faits de fraude étaient fondés ; que la Cour, en appréciant, comme elle en avait le droit, les faits et circonstances de la cause, a déclaré qu'il n'existait pas de fraude ; qu'ainsi l'arrêt n'a pas violé les articles du Code invoqués ; — Considérant qu'aucun des motifs de l'arrêt n'a prononcé de déchéance ou de forclusion contre le demandeur, et qu'ainsi ce moyen est dénué de fondement, — Rejet, etc. »

Du 1^{er} juin 1836. — Ch. req.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — LIQUIDATEUR. — HYPOTHÈQUE.

Le liquidateur d'une société de commerce doit être considéré comme un mandataire ordinaire, et comme ne pouvant, à ce titre, hypothéquer les immeubles sociaux sans un pouvoir exprès (3). (C. civ., 1988 et 1989.)

Une société commerciale existait à la Guadeloupe sous la raison Verguin et Lemoyne.

Verguin vint à décéder, et il fut procédé à la liquidation de la société par Lemoyne, en vertu d'une clause de l'acte social qui attribuait, en cas de décès de l'un des associés, la liquidation au survivant, sans déterminer ni limiter ses pouvoirs.

(1) P. Cass., 26 mai 1829.

(2) P. Bordeaux, 24 fév. 1836. — Jugé au contraire, que la disposition de l'art. 1328, C. civ., est limitative. — P. Bordeaux, 4 août 1836, et les renvois.

(3) P. Cass., 15 janv. 1812, et 3 août 1819 ; — Delangle, n° 688.

Des effets de commerce avaient été souscrits par la société à l'ordre de Bornet et consorts. — A l'échéance, les porteurs de ces effets consentirent à les renouveler, mais sous la condition qu'il leur serait donné hypothèque sur les immeubles de la société.

Cette hypothèque leur fut accordée par le législateur, suivant acte notarié du 5 août 1851, sur un domaine appelé l'Union, qui dépendait de l'actif social. — Lemoine stipula dans cet acte « au nom et comme liquidateur de la maison de commerce ci-devant existante sous la raison » Verguin et Lemoine. »

Le domaine de l'Union ayant été vendu judiciairement, et un ordre ouvert sur son prix, l'hypothèque dont s'agit fut contestée comme constituée sans pouvoirs suffisants.

Le 15 fév. 1854, jugement du tribunal civil de la Pointe-à-Pitre qui annule cette hypothèque.

Appel. — Le 16 juin suivant, arrêt confirmatif de la Cour de la Guadeloupe : — « Attendu qu'il n'existe point de lois qui déterminent les pouvoirs de liquidateurs des sociétés commerciales ;

« Attendu qu'il n'a pas été établi devant la Cour qu'il existât des usages commerciaux sur cette matière ;

« Que, dès lors, il est nécessaire de recourir au droit commun, et de se pénétrer de l'objet de liquidation pour reconnaître si Lemoine, liquidateur de la société Verguin et Lemoine, a eu le droit de consentir des hypothèques au profit de Bornet ;

« Attendu que, pour consentir une hypothèque sur un immeuble, il faut, aux termes de l'article 2124, C. civ., avoir la capacité d'aliéner cet immeuble ; que le liquidateur d'une société formée pour acheter et vendre des marchandises, n'a pas le droit d'aliéner les immeubles appartenant à cette société ;

« Qu'en effet le but de la liquidation est de terminer les affaires commencées, de régler les comptes, de faire rentrer les sommes qui sont dues, de payer les dettes avec l'argent comptant et le produit des marchandises, et de fixer la part active ou passive de chaque associé ; que toutes opérations au delà de ces limites ne peuvent avoir lieu qu'en vertu de pouvoirs spéciaux qui, dans l'espèce, n'avaient pas été dévolus au liquidateur de la société Verguin et Lemoine ;

« Que la faculté de consentir une hypothèque ne pourrait même se concilier avec le but de la liquidation, puisque l'hypothèque, étant destinée à garantir les affaires et à couvrir les dettes, aurait pour objet de prolonger indéfiniment un état transitoire qu'il est de l'intérêt de tous de faire cesser le plus tôt possible. »

POURVOI en cassation pour violation des

principes relatifs à la liquidation des sociétés, et fausse application des art. 1988 et 1989, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, la loi n'ayant rien statué à l'égard des pouvoirs des liquidateurs, ils ne peuvent être considérés que comme des mandataires ordinaires et soumis aux mêmes règles ; — Attendu qu'en décidant que Lemoine, liquidateur de la société, n'a pu hypothéquer, en cette qualité, les biens de la société, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi, — Rejette, etc. »

Du 2 juin 1856. — Ch. req.

JUGE D'INSTRUCTION. — CONSCIENCE. — ARRESTATION. — DÉLIT.

Il y a lieu à règlement des juges par la Cour de cassation lorsque deux juges d'instruction, celui du lieu du délit et celui du lieu de l'arrestation du prévenu, se trouvent également saisis de la poursuite.

Dans ce cas, la Cour de cassation renvoie l'affaire devant le juge d'instruction du délit, si elle paraît devoir y être instruite avec plus de facilité et d'économie.

Du 2 juin 1856. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

COMMUNE. — AUTORISATION. — CASSATION.

La nullité résultant de ce qu'une commune a plaidé sans autorisation ne peut lui être opposée par celui contre qui elle a obtenu gain de cause (1). (L. 14 déc. 1789, l. 29 vend., an 5 ; l. 28 juiv., an 8 ; C. proc., 1032 ; C. civ., 1125.)

Dans tous les cas, ce défaut d'autorisation ne pourrait être invoqué pour la première fois devant la Cour de cassation (2).

Du 2 juin 1856. — Ch. req.

MENDICITÉ ET VAGABONDAGE. — CIRCONSTANCES AGGRAVANTES. — MINISTÈRE PUBLIC.

Lorsqu'un prévenu n'a été cité devant le tribunal correctionnel que pour mendicité et vagabondage, sans aucune des circonstances prévues par l'art. 217, C. pén., le ministère public ne peut se faire un moyen de cassation du refus fait par le tribunal d'appel d'appliquer cette article (3). (C. crim., 132.)

Il ne peut résulter de nullité de ce qu'un jugement s'est refusé à voir dans les instruments de ferrailles, dont un prévenu était porteur, une circonstance aggravante du délit de mendicité et de vagabondage, et à reconnaître dans ces objets les instruments propres à commettre des vols ou autres délits, ou à procurer les moyens de pénétrer dans les maisons (4). (C. pén., 277.)

C. pén., car le tribunal doit statuer sur toutes les circonstances qui tendent à aggraver ou à modifier le fait de la prévention.

(1) F. conf. Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 3, p. 23.

(1) F. Cass., 27 nov. 1828 et 8 avril 1829, et les notes.

(2) F. Cass., 27 nov. 1828. — Mais voy. Cass., 10 niv. an 13.

(3) A moins qu'il ne fût constaté que les débats avaient fourni la preuve de l'existence d'une ou de plusieurs des circonstances énumérées en l'art. 277,

Un arrêt de la Cour de Douai du 26 avril 1836 condamna Dehon à une année d'emprisonnement, pour mendicité et vagabondage, et le déchargea d'une condamnation prononcée contre lui pour avoir été trouvé porteur de débris de ferrailles pouvant faciliter la consommation de vols ou l'introduction dans les maisons. — Les motifs de cette dernière partie de l'arrêt sont que la peine attachée par l'art. 277, C. pén., au port des objets qu'il détermine, a pour cause la présomption d'usage illicite de ces mêmes objets; que la présomption d'usage est laissée à l'appréciation des juges; qu'elle peut et doit aussi résulter du métier auquel se livre celui qui en a été trouvé nanti; que, dans l'espèce, Dehon, étant serrurier, avait besoin des débris de ferrailles trouvés en sa possession; d'où il suit que ces mêmes objets n'avaient pas en réalité la destination prévue et punie par l'art. 277. — **POURVOI** par le ministère public.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, par l'ordonnance de la chambre du conseil, du 29 mars 1836, le tribunal de Saint-Omer, Dehon avait été mis en prévention, notamment du délit de mendicité et de vagabondage, mais sans aucune des circonstances prévues par l'art. 277, C. pén.; — Attendu que, par la citation à lui donnée, en conséquence de cette ordonnance, Dehon n'était pas mis en demeure de se défendre de ce chef de prévention; qu'ainsi le tribunal de police correctionnelle n'a pu s'en saisir sans porter atteinte au droit de la défense; — Attendu que, sur l'appel interjeté par Dehon, l'arrêt attaqué a déchargé le demandeur de ce chef de condamnation, et que le ministère public s'est seul pourvu contre cet arrêt, et seulement au chef relatif à l'application refusée de l'art. 277, C. pén.; — Attendu qu'à ce titre, le pourvoi du ministère public n'est que la conséquence d'une action irrégulièrement intentée, et qu'il ne pourrait être accueilli sans violation de l'art. 182, C. crim.; — Que le dispositif de l'arrêt attaqué à ce sujet, quels que soient, d'ailleurs, ses motifs, se trouve justifié par les dispositions de cet article; — Attendu que, par l'arrêt attaqué, le demandeur n'a pas été déclaré porteur, au moment de son état de vagabondage ou de mendicité, d'armes, de limes, ni crochets spécialement déterminés par l'art. 277, C. pén., mais seulement d'instruments de ferrailles; qu'à l'égard des énonciations du procès-verbal, elles ont paru démenties par l'audition des témoins entendus devant le tribunal de Saint-Omer, qui a déclaré formellement que Dehon n'était porteur ni de limes ni de crochets; — Attendu qu'en l'état d'appel, la prévention se présentait telle qu'elle résultait de la citation, et qu'en se refusant à voir, dans les instruments de ferrailles dont le demandeur était porteur, une circonstance aggravante du délit de mendicité et de vagabondage, et en ne reconnaissant pas, dans ces objets, les instruments propres à commettre des vols ou d'autres délits, ou à procurer les moyens de pénétrer dans les maisons, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi; — Sans approuver d'ailleurs

les motifs de l'interprétation donnée par cet arrêt à l'art. 277, C. pén., — Rejetie, etc. »
Du 3 juin 1836. — Ch. crim.

PEINE. — CUMUL. — DÉLIT.

Lorsqu'un individu, après avoir été condamné pour crime par la Cour d'assises à une simple peine correctionnelle, en raison de circonstances atténuantes, est reconnu depuis coupable d'un délit antérieur au crime qui a entraîné sa condamnation, il peut être prononcé contre lui une addition de peine, pourvu qu'on ne dépasse pas le maximum de la peine la plus forte portée dans l'article en vertu duquel la première condamnation a été prononcée (1). (C. crim., 365, 2^e alinéa.)

Le 24 fév. 1836, Everling avait été, devant la Cour d'assises de la Moselle, déclaré coupable de tentative de vol qualifié, commise le 25 décembre 1835, mais avec des circonstances atténuantes. En conséquence, la Cour, appliquant l'art. 401, C. pén., le condamna à trois ans d'emprisonnement.

Mais, le 9 du même mois de déc. 1835, Everling s'était rendu coupable d'un vol simple commis dans une maison habitée, et il fut traduit pour ce fait devant la chambre des appels de police correctionnelle de la Cour de Metz.

Par arrêt du 15 avril 1836, la Cour, faisant l'application du même art. 401, C. pén., condamna Everling à une autre année d'emprisonnement. Elle donna pour motifs de cette addition de peine que la condamnation prononcée par la Cour d'assises n'avait pas épuisé le maximum de la peine prévue par l'art. 401; que, si cette Cour eût connu ce délit, elle aurait prononcé plus de trois ans de prison, et qu'Everling, condamné en 1832 à six mois de prison pour un autre vol, était un fort mauvais sujet qui n'offrait à la société aucune garantie par son conduite et son immoralité.

POURVOI d'Everling pour violation de l'article 365, 2^e alinéa, C. crim.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen unique tiré de la violation de l'art. 365, 2^e alinéa, C. crim., qui veut qu'en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte soit seule prononcée;

« Attendu que la peine en laquelle le demandeur a été condamné pour le crime dont il a été trouvé convaincu, par arrêt de la Cour d'assises du 24 fév. 1836, a été, par l'effet de l'application de l'art. 403, C. pén., à raison des circonstances atténuantes déclarées par le jury, commuée en une peine correctionnelle, dans les limites tracées par l'art. 401 du même Code, en trois ans d'emprisonnement;

« Attendu que le délit antérieur dont, par l'arrêt attaqué, le demandeur a été déclaré convaincu, était légalement passible des peines du même art. 401; qu'ainsi la peine est de même nature, si le fait n'est pas également qualifié par la loi;

(1) Sic Mangin, *Act. publ.*, n° 660.

« Attendu que, si les peines encourues pour un crime ou pour un délit antérieur à celui qui est le sujet de la répression de la justice ne peuvent être aggravées dans leur nature, ni dans la durée légale que la loi assigne à chacune d'elles pour maximum, il est du devoir des magistrats qui en sont saisis, lorsque la poursuite a été divisée, d'examiner si la répression a été suffisante, et d'appliquer une addition à la peine, si celle prononcée ne leur paraît pas suffisamment répressive, à raison des crimes ou délits, sous la seule condition de ne pas dépasser le maximum de la peine la plus forte, qui est la limite posée par l'art. 365; s'il en était autrement, des faits criminels qui étaient inconnus à la justice au moment où les premiers juges auraient prononcé le châtiement voulu par la loi resteraient impunis par le fait de cette ignorance, ou de la division de la poursuite, tandis que cette division, souvent forcée, ne peut préjudicier ni au condamné, ni à la vindicte publique;

« Attendu que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué a prononcé une peine d'un an d'emprisonnement, par application de l'art 401, C. pén., par le motif que celle de trois années de la même peine, pour le crime commis postérieurement avec des circonstances atténuantes, ne suffisait pas à la répression du délit distinct et antérieur, que les premiers juges n'avaient pu prendre en considération; — Que cette addition de peine n'a pas été prononcée pour cause de récidive, à raison d'un délit antérieurement puni de six mois d'emprisonnement, mais à raison seulement de la moralité et de l'inconduite du condamné;

« Attendu que les deux peines prononcées par l'arrêt de la Cour d'assises du département de la Moselle, du 24 fév. 1856, et par l'arrêt attaqué, du 15 avril suivant, sont de même nature, appliquées en vertu du même art. 401, et n'atteignent pas même le maximum fixé par cet article; qu'ainsi il n'y a pas eu violation de l'art. 365, C. crim.; — Rejette, etc. »

Du 4 juin 1856. — Ch. crim.

MATIERE CRIMINELLE. — CASSATION. — ARRÊT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — NOTIFICATION DU POURVOI.

En matière criminelle comme en matière civile, l'opposition aux arrêts par défaut de la Cour de cassation n'est point admise, sauf les cas expressément réservés par la loi (1).

Dans tous les cas, l'opposition ne pourrait être recevable qu'à défaut de notification du pourvoi à la partie contre laquelle il est dirigé.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur l'unique moyen invoqué par les demandeurs à l'appui de leur opposition, et tiré de ce que le droit d'opposition à un ju-

giment ou à un arrêt par défaut, étant général et absolu, doit s'appliquer à un arrêt de cette nature rendu par la Cour de cassation, comme à tout autre arrêt ou jugement de défaut: — Vu, sur ce moyen, les art. 418, 425 et 426, C. crim.; — Attendu que le droit de former opposition à un arrêt ou jugement par défaut est fondé sur ce qu'il serait contraire à la justice et à l'équité de juger sans l'entendre, et de condamner définitivement et sans aucune espèce de recours la partie qui, par une impossibilité quelconque et sans qu'il y eût de sa faute, n'aurait pas été mise à même de présenter sa défense; — Que c'est d'après ce principe qu'en matière civile, dans les affaires jugées par écrit et sur rapport, les jugements et arrêts rendus sur les pièces de l'une des parties, faute par l'autre d'avoir produit, ne sont point susceptibles d'opposition, au termes des art. 115 et 470, C. proc.; — Attendu que le recours en cassation, en matière criminelle comme en matière civile, est la dernière voie ouverte aux parties qui ont ou qui croient avoir à se plaindre d'un arrêt ou d'un jugement, pour le faire casser; — Que l'instruction des affaires soumises à la Cour de cassation se fait toujours sur rapport et par écrit; — Que l'opposition aux arrêts de cette Cour rendus par défaut ne saurait donc être admise qu'autant que la loi l'aurait expressément réservée; qu'admettre dans tous les cas un pareil droit, serait apporter un retard préjudiciable à l'expédition des affaires et arrêter ainsi le cours de la justice; — Attendu qu'aucun article du chap. 2, tit. 3, C. crim., relatif aux demandes en cassation, ne réserve à la partie qui aurait fait défaut le droit d'opposition, qui ne saurait, dès lors, être supplée; — Attendu que l'art. 418, C. crim., le troisième de ce chapitre, ne s'est pas borné à imposer à la partie civile ou au ministère public l'obligation de notifier son pourvoi en cassation à la partie contre laquelle il est dirigé, dans les cas qu'il a prévus; qu'il a encore déterminé les délais et les formes de cette notification; — Attendu que ces dispositions ont évidemment pour objet de mettre la partie contre laquelle le pourvoi est dirigé en demeure de présenter ses moyens à l'appui de l'arrêt ou du jugement attaqué; — Attendu que si, à la différence de ce chap. 2, tit. 3, C. crim.; les chap. 1^{er} et 2, tit. 5, même Code, relatifs aux réglemens de juges et aux renvois d'un tribunal à un autre, admettent, aux art. 525 et 545, le droit d'opposition, ce n'est uniquement que dans le cas où il n'y aurait pas eu communication préalable de ces demandes, et de la part de la partie à laquelle n'aurait pas été faite cette communication; que, dès lors, et dans tous les cas, l'opposition ne pourrait être recevable qu'à défaut de notification, etc. »

Du 4 juin 1856. — Ch. crim.

(1) « Carot (sur l'art. 469, C. crim., n° 4) pense au contraire que l'opposition est de droit commun, et que, pour en priver la partie, il faudrait une disposition expresse de la loi. A l'appui de son opinion il invoque l'arrêt de la Cour de cassation du 14 nov. 1811; mais il n'a pas remarqué que dans cette es-

pèce il n'y avait pas eu de notification du pourvoi; et d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, ce défaut de notification suffit pour que l'opposition soit recevable. — F. Bourguignon, *Jurispr. des Codes crim.*, t. 2, p. 516.

FAILLITE. — OUVERTURE. — OPPOSITION. — AFFIRMATION DE CRÉANCES.

Après la clôture du procès-verbal d'affirmation des créances, les créanciers sont non recevables à former opposition ou jugement qui a fixé l'ouverture de la faillite, lors même que cette fixation n'aurait été que provisoire (1). (C. comm., 457.)

ARRÊT.

* LA COUR, — Considérant qu'aux termes de l'art. 457, C. comm., les créanciers présents ou représentés ne peuvent former opposition au jugement déclaratif de la faillite, dont il fixe provisoirement l'ouverture, que jusques et y compris le procès-verbal constatant la vérification des créances; — Que cette vérification avait eu lieu dans l'espèce par le concours des demandeurs, dont la demande tendante au report du jour de l'ouverture au 25 juill., au lieu du 31 août, se trouve postérieure à la clôture du procès-verbal de ladite vérification; — Qu'en rejetant cette demande formée par les syndics, le 22 déc. 1831, à l'appui de celle du 11 nov. 1830, tendante à la restitution des ouvrages de librairie donnés en nantissement à Depélatof, les juges du tribunal de commerce et d'appel ont fait une juste et saine application de l'art. 457, et n'ont par conséquent violé ni les art. 442 et 445, C. comm., ni l'art. 1528, C. civ., — Rejette, etc. *

Du 6 juin 1836. — Ch. civ.

OBSERVATIONS.

Les décisions contraires à l'arrêt ci-dessus, émanées de la chambre des requêtes et de Paris sont fondées sur ce motif que la position véritable des affaires du failli ne pouvant pas toujours être connue au moment de la déclaration de faillite, il est permis aux juges de ne fixer que provisoirement le jour de l'ouverture, sauf à la fixer ensuite définitivement en plus grande connaissance de cause; d'où la conséquence que cette fixation provisoire peut être modifiée, sur la demande des créanciers, nonobstant l'expiration des délais de l'art. 457.

Il est très-vrai qu'il est fort difficile, au moment où une faillite éclate, où la déclaration n'en est faite au tribunal de commerce, de savoir à quelle époque remonte la cessation des paiements du failli, à quelle époque doit être fixée l'ouverture de la faillite. Mais aussi le législateur, en imposant au tribunal de commerce, par l'art. 454, l'obligation de déclarer l'époque de l'ouverture de la faillite, a-t-il, dans l'art. 457, conféré au failli lui-même, à ses créanciers présents ou représentés, et à tous autres, le droit de former opposition au jugement de déclaration de faillite. Ce jugement subordonné à l'approbation des créanciers, est donc toujours essentiellement provisoire, que le tribunal, dont il émane, l'ait ou non déclaré tel. Pourquoi donc attacher tant d'importance à une qualification qui ne fait, après tout, qu'exprimer le caractère

que la loi elle-même attribue au jugement de déclaration de faillite?

Si au moyen de cette seule addition d'un mot, le jugement se trouvait acquiescé tout à coup un caractère indéfiniment provisoire, il est facile de montrer que toute l'économie de la loi s'en trouverait bouleversée. Alors, en effet, que signifieraient ces délais qui ne courraient plus contre personne, et dont l'expiration n'opérerait aucune forclusion? Un créancier mécontent pourrait donc perpétuellement former opposition au jugement, et rendre inutile tout ce qui aurait été fait en vertu de ce même jugement. Dans ce système, l'inconvénient de la prolongation indéfinie des opérations de la faillite se reproduirait dans toute sa force.

Il faut que ces opérations aient un terme, et l'art. 457 a pour objet de leur en assigner un. Sans doute le tribunal peut n'être pas, au moment de la déclaration de la faillite, assez édifié sur l'époque à laquelle il doit en fixer l'ouverture. Mais si sa décision à cet égard est erronée, tous les intéressés peuvent, par la voie aussi simple qu'économique de l'opposition, en demander la réformation. Seulement il faut qu'ils usent du droit que la loi leur confère dans le délai qu'elle détermine.

Rien, dans les art. 454 et 457, n'autorise la distinction introduite par certaines Cours, et notamment par la chambre des requêtes, entre le cas d'une fixation provisoire et celui d'une fixation définitive. Remarquons d'ailleurs que, dans la plupart des faillites, doit se présenter la même difficulté, de fixer tout d'abord l'époque à laquelle elles se soumettent. Ainsi, presque toujours, les juges seraient autorisés à ne fixer cette époque que provisoirement; d'où il résulterait, si la jurisprudence de la chambre des requêtes devait prévaloir, que l'art. 457, C. comm., se trouverait par le fait abrogé. Ou bien, il faudrait, sans nécessité, et même alors que la fixation provisoire devrait être maintenue, faire rendre un second jugement pour la déclarer définitive... La loi ne contient pas même le germe de cette distinction, qui en dérange toute l'économie, qui en contrarie toutes les prévisions. Le législateur a voulu que les faillites eussent une marche aussi rapide que possible; de là les délais qu'il a fixés et les forclusions qui en résultent. Ces forclusions sont dans l'intérêt général des créanciers, et ceux qui les ont encourus ne peuvent s'en prévaloir qu'à eux-mêmes s'ils n'ont pas usé en temps utile d'une voie de réformation que la loi leur avait ouverte.

S'il arrivait d'ailleurs qu'après l'expiration des délais, on découvrit quelque acte fait par le failli au préjudice de ses créanciers, et antérieur à l'époque à laquelle la faillite aurait été fixée, ceux-ci pourraient toujours demander que cet acte fût annulé; seulement ils seraient alors obligés de prouver la fraude.

Ainsi, en dernière analyse, quelle que soit la qualification donnée par les juges à la fixation de l'époque de l'ouverture de la faillite, cette fixation est toujours provisoire de sa nature, pour tous les créanciers, tant que les délais fixés par l'art. 457 ne sont pas expirés; mais elle de-

(1) V. *contra*, Paris, 25 nov. 1830; Caen, 19 déc. 1831; — Pardessus, *Droit commercial*, n° 1113.

vient, pour tous aussi, *défaillite*, lorsque ces délais sont expirés sans qu'aucun d'eux ait formé opposition au jugement qui la contient.

Au surplus, nous devons ajouter que la disposition de l'art. 457 a été tout récemment, de la part de plusieurs tribunaux de commerce, l'objet de critiques assez vives, dans les observations qui leur ont été demandées à propos de la nouvelle loi sur les faillites. « Il semblerait juste, » disait notamment le tribunal de commerce de Paris, de ne pas renfermer dans d'aussi étroites limites la faculté de former opposition au jugement de déclarant de faillite, et de demander la fixation définitive de l'époque de la faillite. » Et en conséquence, il proposait de permettre l'opposition jusqu'au jour du concordat, et, en cas de contrat d'union, dans tout le mois qui suivra l'entrée en fonctions des syndics définitifs. — Ces propositions méritaient sans doute d'être sérieusement examinées, et on y avait eu égard dans le projet de loi présenté l'année dernière à la chambre des députés. Mais, jusqu'à ce que la législation relative aux faillites soit modifiée, il faut, avec la chambre civile de la Cour de cassation, reconnaître que l'expiration des délais de l'art. 457 enlève aux créanciers le droit de former opposition au jugement qui a fixé même provisoirement l'époque de l'ouverture de la faillite.

A. CARRETTE.

DEMANDE RECONVENTIONNELLE. — INFORMATION. — CASSATION. — BIENS PARAPHERNAUX. — DOT. — AUTORISATION. — OBLIGATION. — ANNULATION. — MARI.

Lorsqu'une Cour royale, dédaigné sur appel que le tribunal de première instance n'a point été suffisamment saisi d'une demande reconventionnelle sur laquelle il a néanmoins fait droit, a, par ce motif qu'il a été prononcé ultra petita, infirmé la sentence des premiers juges, la Cour suprême peut encore examiner si des actes de la procédure il ne résulte pas que cette demande a été, au contraire, assez explicitement pour qu'il ait dû y être statué. L. 1^{er} mai 1790.)

La stipulation, dans un contrat de mariage, qu'il y aura remploi des biens paraphernaux, n'imprime pas à ces biens le caractère de dotalité. (C. civ., 1543, 1574 et 1576.)

Les obligations souscrites avec l'autorisation de son mari par une femme mariée sous le régime dotal sont valables à son égard et peuvent être exécutées sur ses biens dotaux. (C. civ., 1125 et 1126.)

Le mari solidairement obligé avec sa femme au paiement d'une dette, ne peut être affranchi de la moitié de cette dette si l'obligation vient à être annulée vis-à-vis de la femme. (C. civ., 1200.)

La dame Rabusson décédée, laissant une succession composée de plusieurs immeubles.

En 1827, le partage de la plus grande partie de ces biens est fait entre les trois enfants de la défunte; le surplus demeure indivis.

Le 8 mai 1828, Marie Rabusson, épouse Perrault, se marie sous le régime dotal, et il est stipulé au contrat que, parmi les immeubles qui lui appartiennent, ceux-là seulement qui lui

proviennent du chef de sa mère et qui ont été compris dans le partage de 1827 seront frappés de dotalité.

Quant à la portion demeurée indivise, et à tous les autres biens qui pourront à l'avenir lui échoir par donation ou succession, ils sont déclarés paraphernaux et aliénables à la charge de remploi.

En 1829, nouveau partage entre la dame Perrault et ses deux sœurs, dans lequel on fait entrer en masse non-seulement les biens restés indivis, mais encore ceux qui avaient été l'objet du partage de 1827.

Par l'événement du tirage, il arrive que ces derniers biens, reconnus paraphernaux par le contrat de mariage de la dame Perrault pour la portion lui revenant, tombent en entier dans le lot de l'une de ses sœurs.

Toutefois, d'autres biens lui sont abandonnés en remplacement.

Le 29 mars 1832, Perrault achète de Déchavannes par acte sous seing privé, tant en son nom que comme se portant fort pour sa femme, le domaine de Brûlefer, moyennant 70,000 fr.

Le lendemain, 30 mars, la dame Perrault ratifie ce contrat et s'oblige solidairement avec son mari.

Quelques jours après, les parties modifient leurs dispositions précédentes, et le même domaine de Brûlefer est cédé par Déchavannes à Perrault et à sa femme, qui remettent en échange, diverses immeubles propres à cette dernière, et qualités paraphernaux. Par une des clauses de cet acte, les époux Perrault s'engagent conjointement et solidairement à supporter les frais du contrat et de la grosse.

Le 14 juin 1832, les époux Perrault demandent la nullité de l'acte d'échange, par le motif que les biens cédés comme paraphernaux sont réellement dotaux et inaliénables.

De son côté, Déchavannes demande incidemment et reconventionnellement, par des conclusions signifiées, l'exécution de la vente des 29 et 30 mars.

Jugement qui déclare nul l'échange du 6 mai 1832, comme comprenant les biens dotaux de la dame Perrault, et qui, statuant sur la demande reconventionnelle, condamne solidairement les époux Perrault à exécuter les obligations qu'ils ont contractées dans les actes des 29 et 30 mars 1832.

*Appel par les époux Perrault. — Le 25 avril 1833, arrêt de la Cour de Riom qui infirme le jugement de première instance pour *ultra petita*, en ce qu'il avait ordonné l'exécution de l'acte de vente du domaine de Brûlefer, et renvoie les parties à plaider de nouveau sur ce point devant les premiers juges : « Attendu que les premiers juges n'ont point été saisis de cette demande en nullité; qu'elle n'avait point été survenue par les époux Perrault, qui par leurs conclusions des 12 et 14 juin, ainsi que par celles qu'ils ont prises à l'audience du 14 juill. 1832, lors du jugement dont est appel, n'ont conclu qu'au dessaisement des biens vendus par la dame Perrault à Déchavannes, ce qui ne comprenait évidemment que les biens vendus par la*

dame Perrault, par l'acte qualifié d'échange, du 6 mai 1852.

« Attendu, dès lors, qu'il ne pourrait y être statué sur l'appel, sans violer les règles du premier degré de juridiction, qui n'a pas été épuisé; qu'ainsi, les premiers juges n'ont pu consacrer la validité de cette vente, dont la sanction ne leur était pas déléguée. »

Cet arrêt décide ensuite que la dame Perrault ne pouvait être tenue des engagements qu'elle avait contractés solidairement avec son mari que sur les 12,000 fr. de paraphernaux stipulés aliénables sans remploi, mais non sur les paraphernaux qui n'étaient aliénables qu'à charge de remploi, et qu'il déclare, par cela seul, biens dotaux : — « Attendu que la dame Perrault n'avait réellement d'autres biens paraphernaux, d'après son contrat de mariage, que la somme de 12,000 fr. qu'elle s'était réservée à ce titre; qu'on ne peut considérer comme tels ceux qui, quoique qualifiés ainsi dans son contrat de mariage, étaient sujets au remploi, parce que, quelque ces biens lui eussent été constitués comme paraphernaux, à charge de remploi, cette condition lui imprimait le caractère de la dotalité; »

« Attendu, d'ailleurs, qu'il est de fait qu'au moment où la dame Perrault a contracté avec Déchavannes, elle n'avait plus de biens aliénables à la charge de remploi, puisque, par l'effet du second partage, du 17 oct. 1829, fait avec ses cohéritiers, les biens qu'elle s'était constitués comme paraphernaux, et aliénables à la charge de remploi, ne lui appartenaient plus, et étaient tombés au lot d'une de ses sœurs. »

Enfin, la Cour de Riom affranchit la dame Perrault de toute obligation de payer les droits de mutation et autres, occasionnés par l'acte d'échange, et ne condamne le mari qu'au paiement de la moitié de ces frais, et Déchavannes à l'autre moitié : — « Attendu qu'il est de principe, en matière d'échange, que les frais et le coût de l'acte d'échange doivent être supportés par moitié. »

« Attendu que cet acte, ayant été déclaré nul *ab initio* à l'égard de la dame Perrault, comme contenant aliénation de ses biens dotaux, ne doit produire, par rapport à elle, aucun effet; que, dès lors, elle ne doit supporter aucune partie des frais d'enregistrement auxquels il a donné lieu; que son mari, comme obligé solidaire, doit seul supporter les frais auxquels les deux époux sont tenus, d'après les motifs ci-dessus. »

POURVOI par Déchavannes. — Premier moyen. — Violation des art. 1519 et 1520, C. civ., 337 et 338, C. proc., et 464, même Code, en ce que la Cour de Riom a infirmé le jugement de première instance, qui avait ordonné l'exécution du contrat de vente du domaine de Brûléter sous le faux prétexte que cette exécution n'avait pas été l'objet des conclusions des parties.

Le demandeur ajoute qu'au surplus on n'exige pas, dans l'espèce, d'une mauvaise interprétation, mais de la méconnaissance et violation ouverte des dispositions contenues dans des actes authentiques, ce qui suffirait, abstrac-

tion faite du caractère judiciaire de ces actes, pour amener la censure de la Cour en présence de sa jurisprudence constante.

Deuxième moyen. — Violation des art. 1125, 2092, 1576 et 1595, C. civ., 1° en ce que l'arrêt attaqué a déclaré que les biens paraphernaux d'une femme mariée sous le régime dotal devaient être assimilés aux biens dotaux proprement dits, dès qu'il avait été stipulé qu'ils ne seraient aliénables qu'à la charge de remploi; 2° en ce qu'il a été décidé par le même arrêt que les biens aliénables en vertu du contrat de mariage pouvaient cesser de l'être par suite d'un partage postérieur à ce contrat.

Troisième moyen. — Violation des art. 1134, 1125 et 2092, C. civ., 1° en ce que, nonobstant une obligation expresse et solidaire de la femme, cette dernière a été affranchie de la contrainte personnelle de payer les frais de l'acte du 6 mai 1852; 2° en ce que nonobstant l'obligation solidaire du mari, une moitié de ces frais a été mise à la charge de Déchavannes.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu, sur le premier moyen, la loi du 1^{er} mai 1790; — Sur le deuxième moyen, les art. 1543, 1574 et 1576, C. civ.; — Sur le troisième moyen, les art. 1125, 1125 et 1200 du même Code; — Attendu, sur le premier moyen, que Déchavannes, défendant devant le tribunal de Gannat à la demande en nullité de l'acte qualifié échange, du 6 mai 1852, a formé, le 28 juin de la même année une demande reconventionnelle, dont les conclusions littéralement insérées dans le jugement de première instance tendaient en termes formels à ce que les conventions des parties fussent exécutées « sur tous » les biens paraphernaux ou adventifs, présents « ou à venir, de la dame Marie Robousson, femme » Perrault, et sur les biens présents et à venir » de Joseph Perrault, son mari, comme obligés » solidairement au paiement du prix intégral et » accessoires de l'acquisition du domaine de » Brûléter; » — Que, par conséquent, la question d'existence et de validité de cette vente a été directement soumise aux premiers juges; — Que le tribunal de Gannat, ainsi régulièrement saisi de cette demande, y a statué par son jugement du 14 juill. de la même année; — Que l'arrêt attaqué n'a donc pas été fondé à décider que ce tribunal eût jugé *ultra petita*; — Que, cependant, cet arrêt, en renvoyant sur ce point les parties à se pourvoir par action nouvelle, a méconnu les règles de sa compétence, et formellement violé la loi du 1^{er} mai 1790 et le principe fondamental des deux degrés de juridiction; — Attendu, sur le deuxième moyen, que, suivant l'art. 1574, C. civ., tous les biens de la femme qui n'ont pas été constitués en dot sont paraphernaux; — Que, suivant l'art. 1576, la femme a l'administration et la jouissance de ces biens et peut les aliéner sous l'autorisation de son mari; — Que la stipulation de remploi des biens paraphernaux aliénés ne saurait leur imprimer le caractère de dotalité; — Que, suivant l'art. 1545, la dot ne pouvant être argumentée pendant le mariage, l'effet d'un partage posté-

rieur à la célébration nuptiale ne peut changer la nature des biens qui par le contrat de mariage ont été déclarés paraphernaux, et qu'en jugeant le contraire, la Cour de Riom a contrevenu aux articles du Code ci-dessus rappelés; — Attendu, sur le troisième moyen (à l'égard de la femme Perrault), en droit, que, suivant l'article 1125, C. civ., toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi; que, suivant l'art. 1125, la femme ne peut attaquer pour cause d'incapacité ses engagements que dans le cas prévu par la loi; — En fait, que, par la convention du 6 mai 1832, la femme Perrault s'est soumise, solidairement avec son mari, au paiement des frais et droits d'actes passés dans l'intérêt commun des parties; que cette convention, souscrite par la femme Perrault sous l'autorité de son mari, a été obligatoire pour elle, et qu'en lui refusant exécution, même sur les biens non dotaux de la femme Perrault, la Cour de Riom a violé les articles ci-dessus cités; — A l'égard du mari, qu'obligé solidairement avec sa femme au paiement des droits et frais dont il s'agit, il n'a pu être affranchi, par l'arrêt attaqué, du lien de cette obligation sans violation de l'art. 1200, C. civ., sur l'effet des obligations solidaires, — *Casse, etc.* »

Du 7 juin 1836. — Ch. civ.

OBLIGATION. — TITRE. — PREUVE. — ANNULATION. — FABRIQUE D'ÉGLISE. — SERVICES RELIGIEUX.

Lorsque l'un des contractants qui réclame l'exécution d'une obligation synallagmatique se trouve dans l'impossibilité de représenter le titre obligatoire ou de prouver, soit la quotité de l'obligation réclamée, soit la personne envers laquelle le réclamant est lui-même obligé, il y a lieu de prononcer la résolution de l'obligation à défaut d'exécution (1). (C. civ., 1184.)

Spécialement, dans le cas où une rente annuelle a été fondée en faveur d'une église pour services obituaires, si la fabrique ne peut établir, par la représentation du titre constitutif de la rente ou par tous autres titres, ni la quotité des services obituaires, ni en faveur de qui ils doivent être faits, il y a lieu de prononcer la résolution du contrat constitutif de la rente pour impossibilité d'exécuter les charges imposées.

La fabrique de Bourgneuf, agissant par l'intermédiaire de Butaud réclame contre Seygaud, le paiement de trois rentes obituaires au revenu de 40 liv. 12 sous, constituées en 1577 par les auteurs de ces derniers, en faveur de l'église de Bourgneuf. — Butaud ne peut représenter les titres constitutifs de ces rentes; mais il produit un acte notarié, du 25 janv. 1690 par lequel les auteurs des Seygaud se reconnaissent débiteurs des rentes en question, « à la charge, porte cet acte, par les prêtres et sacristains de célébrer, » comme ils l'ont promis, les services, messes » et autres prières portées aux contrats, fonde-

ment desdites rentes annuelles, et conformément à ceux. »

Jugement qui rejette les prétentions de la fabrique de Bourgneuf.

Appel. — Le 17 juill. 1834, arrêt de la Cour de Limoges : — « Attendu que des titres produits, et notamment de la sentence rendue le 14 janv. 1751, confirmée par une autre, du 19 août 1756, il appert que Bellot et Bordo, représentés aujourd'hui par les Seygaud, furent alors condamnés à payer aux prêtres communalistes de l'église de Bourgneuf la somme de 40 liv. 12 sous de rente annuelle obituaire, ensemble les arrérages d'icelle, depuis 1758; que, de ces sentences et des autres titres il résulte, d'une part, que les auteurs de Seygaud avaient fondé trois rentes obituaires s'élevant ensemble à ladite somme de 40 liv. 12 sous; d'autre part, que les prêtres communalistes de l'église de Bourgneuf étaient tenus de faire les services dont ces rentes étaient le prix;

» Attendu qu'un arrêté consulaire, en date du 9 thermid. an 11, ordonne que les biens des fabriques non aliénés, ainsi que les rentes dont elles jouissaient, et dont le transfert n'avait pas été fait, seraient rendus à leur destination, et qu'en vertu de cet arrêté, les trois rentes dont il s'agit furent transportées par le préfet du département de la Creuse, le 15 germin. an 13, à la fabrique de l'église de Bourgneuf.

» Attendu qu'un décret impérial, en date du 19 juin 1806, prescrivit aux fabriques de veiller à l'exécution des fondations faites pour des services religieux, et d'en compter le prix aux prêtres qui les acquitteraient; que ces dispositions remplacèrent les parties dans la position où elles étaient d'abord, en ce que les Seygaud devaient payer les rentes à la fabrique de Bourgneuf, et la fabrique faire exécuter les services obituaires fondés par leurs auteurs;

» Mais attendu que les titres constitutifs de ces rentes ne sont pas produits; que ceux qui sont au procès s'expriment que la qualité des rentes et la fondation des services obituaires, sans exprimer ni en quoi consistent ces services, ni pour qui ils devaient être faits; que, dans cet état, ces services ne sauraient être exécutés, et que, dans les contrats synallagmatiques, lorsqu'une des parties ne satisfait point à son engagement, il y a lieu à résolution; qu'en conséquence, les titres produits ne sauraient avoir aucun effet, confirme. »

POURVOI pour violation de l'art. 1515, Code civ. et fautive application de l'art. 1184, même Code, en ce que l'arrêt attaqué déclare résolu, faute de pouvoir être exécuté par la fabrique, l'acte réognitif de 1690. — La résolution d'une obligation pour inexécution future se conçoit très-bien quand il est démontré qu'il y a impossibilité absolue que l'obligation soit dorénavant exécutée; car alors il n'est pas juste que l'une des parties soit engagée, alors que l'autre demeurerait libérée de son propre engagement. Mais, dans l'espèce, il n'y a point impossibilité d'exécuter la convention. Il est bien vrai que la nature des services auxquels l'église de Bourgneuf se trouve soumise, n'est pas spécifiée dans

(1) *P. Cass.*, 27 mars 1832.

le titre reconnaîtif de 1090, qui, sur ce point, s'en réfère aux actes primordiaux. Mais il est certain que ces services qualifiés *obituaux* dans l'acte de 1690 ne peuvent consister qu'en des prières et des messes. Or, rien n'empêche l'église de Bourgneuf de faire célébrer les services, lorsqu'elle sera mise en demeure de le faire. Quant au nombre de ces services, il devra être fixé par les tribunaux, si les parties ne peuvent s'entendre à cet égard. Ainsi, dans l'espèce, la convention synallagmatique pouvait être exécutée; il n'y avait pas lieu, dès lors, d'en prononcer la résolution.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu, sur le premier moyen, qu'en décidant que l'obligation dont les demandeurs en cassation poursuivaient le paiement par la voie hypothécaire, était, de sa nature, synallagmatique, et que les demandeurs ne peuvent établir, par la représentation du titre primordial, ou tout autre, ni la qualité des services obituaux qu'ils étaient chargés de faire faire, ni pour qui ils devaient être faits, se trouvaient dans l'impossibilité de satisfaire, de leur part, aux charges dont la somme demandée était le prix, l'arrêt attaqué a pu, sans violer aucune loi, refuser toute action pour l'exécution d'un contrat ainsi imparfaitement justifié, — Rejette, etc. »

Du 7 juin 1836. — Ch. req.

ACTION. — MISE EN CAUSE. — REVENDICATION. — LOCATAIRE. — BAILLIEU.

Lorsque, conformément à l'art. 1727, C. civ., le fermier, assigné en déguerpissement par un tiers qui se prétend propriétaire des lieux loués, a fait connaître son bailleur et l'a appelé en garantie, toute action doit cesser de la part du demandeur contre le fermier, encore que le bailleur ait refusé de prendre son fait et cause. Le délaissement par le fermier étant subordonné à la question de savoir à qui appartient la propriété des lieux loués, cette question ne peut être agitée qu'entre le demandeur et le bailleur (1).

Salurnin Becq avait, en vertu d'une autorisation de justice, affermé à Delhourse deux pièces de terre dépendant de la succession de son père.

Après la mort de Delhourse, Dorlet, son gendre, continua sa jouissance. D'un autre côté, les cohéritiers du bailleur, se prétendant propriétaires des lieux affermés, en passèrent bail à Breton. Lorsque celui-ci voulut se mettre en possession, Dorlet s'y opposa; alors Breton l'assigna en cessation du trouble apporté à l'exécution de

son bail, et forma une demande en garantie contre les héritiers Becq, ses bailleurs, qui prirent son fait et cause et conclurent directement contre Dorlet, à ce qu'il fût déclaré sans droit ni qualité pour jouir des lieux loués, et fût contraint d'en faire le délaissement à Breton.

Sur cette assignation, Dorlet fit connaître son bailleur, Saturnin Becq, conformément à l'article 1727, C. civ., et puis en même temps dénonça à ce dernier l'action dont il était l'objet et l'appela en garantie. — Mais Becq fit défaut, et il ne fut pris contre lui aucunes conclusions par ses cohéritiers.

Jugement qui donne défaut contre Saturnin Becq, met Dorlet hors de cause, et déclare Breton et Becq non recevables dans leur demande contre lui, par les motifs suivants : — « Considérant que la demande formée par Breton contre Dorlet a réellement pour objet de faire condamner ce dernier au délaissement de deux corps de terre qu'il occupe à titre de locataire ;

« Considérant qu'il a suffi à Dorlet, assigné en délaissement, d'avoir, conformément à l'article 1727, C. civ., fait connaître son bailleur, pour devenir étranger à toutes les questions que peut soulever la demande en délaissement; qu'en vain, pour lui ravir le bénéfice de la disposition précitée, les Becq soutiennent Dorlet sans droit à la jouissance des deux corps de terre, et, par conséquent, sans qualité pour figurer au procès ;

« Considérant, en effet, d'une part, que Dorlet, étant assigné, a nécessairement qualité pour se défendre, et que, d'un autre côté, étant constant que le bail du 24 sept. 1829 a été accordé par Saturnin Becq à Delhourse, père de la dame Dorlet, et que, depuis le décès de son beau-père, Dorlet lui a succédé dans la culture dudit corps de terre, la question de savoir si, par suite du décès de son beau-père, Dorlet a obtenu le droit de cultiver les terres comprises audit bail ne peut être soulevée que par Saturnin Becq; que ce droit ne saurait appartenir évidemment à Becq qui, dénué toute force à ce bail, sont par cela seul sans qualité pour en invoquer les dispositions ;

« Considérant que, de ce qui précède, il résulte que l'unique question soulevée par la demande de Breton est celle de savoir lequel des deux haux doit être préféré et recevoir l'exécution; qu'évidemment, pour la solution de cette question, il faut décider à qui appartient la propriété des corps de terre dont s'agit; que, dès lors, cette question ne peut être discutée qu'entre Becq et Saturnin Becq, qui a accordé le bail dont se prévaut Dorlet ;

« Mais considérant que Saturnin Becq n'a pas

(1) *J. Tronlong (Louage*, sur l'art. 1727, art. 267, dit « qu'il suffit au preneur d'indiquer au tiers qui l'inquiète le nom de son bailleur afin qu'il se pourvoie contre lui, et sur cette seule déclaration le fermier obtiendra congé de lui. » Et plus bas (n° 268), il dit que « lorsque le fermier aime mieux risquer au débat en appelant son bailleur en garantie, ce n'est pas pour défendre à l'action sur le fond, puisque le propriétaire a seul qualité à cet égard; mais uniquement, soit pour faire statuer sur le recours en

garantie contre le bailleur assigné en cause, soit pour proposer de son chef quelques moyens tendant à établir que l'éviction du propriétaire ne doit pas entraîner la sienne. » — *Dvergier (Louage*, t. 1, contin. de Toullier, t. 18, n° 521, dit aussi que « dans tous les cas il lui suffit de nommer le bailleur pour lequel il possède; sur cette simple déclaration, toute poursuite doit cesser contre lui de la part des tiers. »

été appelé en cause pour se voir déclarer sans droit à la propriété desdits corps de terre, ni pour voir dire que le jugement du 21 nov. 1828 ne lui donnait pas qualité pour procéder à leur location; qu'il n'y figure par défaut que comme appelé en garantie par Dorlet; .

« Considérant cependant que, sur la démolition qui leur a été faite du bail consenti par Saturnin Becq, les Becq devaient appeler Saturnin Becq en cause; que, ne l'ayant pas fait, ils ne peuvent prendre aucunes conclusions directes contre lui, et ont ainsi à s'imputer de n'avoir pas mis le tribunal à même de statuer sur la seule question que soulève la demande originaire; d'où suit, par une conséquence nécessaire, que le tribunal n'a pu également prononcer sur cette demande; »

« Considérant, en outre, relativement à la demande directe formée par Becq contre Dorlet, qu'elle est non recevable, comme n'étant pas reconventionnelle, et qu'il n'y pourrait d'ailleurs être fait droit qu'autant qu'il eût été possible de statuer sur la demande originaire. »

Appel par Becq. — Le 15 avril 1853, arrêt confirmatif de la Cour de Douai.

POURVOI en cassation par les héritiers Becq pour fausse application de l'art. 1727, C. civ. — On soutenait que si l'art. 1727 autorise le fermier troublé dans sa jouissance à appeler son bailleur en garantie et à demander son renvoi de l'instance, cette dernière disposition suppose que le bailleur a pris le fait et cause du fermier. Mais lorsque le bailleur qui a été assigné en garantie par son fermier, loin de prendre son fait et cause, ne comparait même pas, ou ne saurait forcer le réclamtant à agir contre lui, car ce défaut de comparution du bailleur met le réclamtant dans l'impossibilité de conclure contre lui, et, dès lors, il n'a plus de contradicteur légal que le fermier. Les juges doivent donc examiner le mérite de l'action introduite contre ce dernier, et ordonner son déguerpissement, si la demande paraît bien fondée, sauf au fermier son recours contre le bailleur.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que la question de propriété ne pouvait être élevée et jugée qu'avec Saturnin Becq, et que les demandeurs ont à se reprocher de ne l'avoir pas mis en cause. — Rejeté, etc. »

Du 7 juin 1856. — Ch. rej.

SERVITUDE. — PASSAGE. — ACTION POSSESSOIRE.

La servitude de passage est, au cas d'enclave, une servitude légale qui peut, à la différence des autres servitudes discontinues, donner lieu, s'il y a trouble, à la complainte possessoire. (1), (C. civ., 682 et 691; C. proc., 25.)

(1) La jurisprudence de la Cour de cassation est maintenant définitivement fixée sur ce point. — *F.* conf. 10 juil. 1821; 16 mars 1850; 19 nov. 1872; et 10 fév. 1855. — *V. aussi l'arrêt des Servitudes*, part. 2, ch. 2, sect. 2, no 222. — *Loze*, Cass., 7 mars 1829.

Les habitants de Saint-Mihiel étaient dans l'usage, pour arriver à la prairie ou ban de Menouville appartenant à la ville, et y conduire les troupeaux, de passer par un chemin dont la commune de Chauvencourt était propriétaire. En 1852, un procès-verbal de la gendarmerie constata que ce chemin avait été intercepté au moyen d'une barrière qui rendait impossible toute communication avec la prairie.

Ainsi troublée dans l'exercice d'un droit dont elle était en possession depuis longtemps, la ville de Saint-Mihiel intenta une action en complainte possessoire. Jugement du juge de paix qui, attendu qu'il s'agit d'une servitude de passage, au cas d'enclave, admit la ville à prouver par tous les moyens de droit sa possession annuelle.

Appel de la commune de Chauvencourt, fondé sur ce que, s'agissant d'une servitude discontinue, non apparente, et conséquemment non susceptible d'être acquise par prescription, il ne pouvait y avoir lieu à complainte possessoire.

Du 28 août 1853, jugement du tribunal de Saint-Mihiel ainsi conçu :

« Attendu que le droit de passage a valablement été soumis par la ville de Saint-Mihiel à la décision du premier juge; que, du procès-verbal de la descente et vue des lieux (dressé par le juge de paix), il résulte qu'il y a enclave; que, si lors de l'existence du pont de Moumrose, il y a plusieurs années, une issue de la prairie de Menouville pour se diriger vers Saint-Mihiel était moins longue et pouvait être invoquée, s'il s'agissait du fond du droit, ce fait est purement accidentel dans la cause, et, pour la question de possession du passage dont s'agit, nullement destructif de l'état actuel des lieux, constaté par le juge de paix; que le droit de passage, au cas d'enclave, est une servitude légale, et qu'il peut donc donner lieu à une complainte possessoire. »

POURVOI en cassation. Violation des art. 23, C. proc., 691, 2232 et 682, C. civ.

Il est constant en principe, disait-on, que l'action possessoire n'est admise qu'à l'égard des choses susceptibles de prescription (2). D'un autre côté, il n'est pas moins constant que les servitudes discontinues ne peuvent s'acquérir par prescription (C. civ., 691). Or, la servitude de passage est une servitude discontinue, non susceptible de prescription; elle ne saurait, dès lors, faire l'objet d'une complainte possessoire. En vain dit-on qu'il s'agit, dans l'espèce, d'un cas d'enclave, et que, cet état de choses constituant une servitude légale, le principe posé dans l'art. 691, C. civ., reçoit une exception. D'abord l'argument pêche en fait, en ce qu'en réalité il n'y a pas enclave. Mais, en droit, et en admettant que cette enclave existât, la possession annuelle du passage n'autoriserait nullement l'action en complainte.

En effet, le propriétaire du fonds enclavé n'a

V. contra, Cass., 8 juil. 1812. *Idem*, sous l'empire de la Coutume de Paris, 7 fév. 1811. Sous l'empire de la Coutume d'Orléans et de celles qui n'admettaient pas de servitude sans titre, Orléans, 22 juil. 1835.

(2) *F.* Cass., 7 juin 1830 et 6 juil. 1825.

pas le choix du passage ; il peut seulement, d'après l'art. 682, en réclamer un sur le fonds voisin, à charge d'une indemnité. Sans doute on peut prescrire l'indemnité, mais il n'en est pas de même du passage : car l'art. 682 ajoute que le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court jusqu'à la voie publique, et dans l'endroit le moins dommageable à celui qui le doit. Or, la conséquence du système admis par le jugement attaqué contrarierait positivement cette dernière disposition de la loi, en ce que le propriétaire enclavé pourrait prescrire le droit de passer dans l'endroit, par exemple, le plus dommageable. Il est donc évident que le passage ne se prescrit pas plus au cas d'enclave que dans tout autre cas, et que la prescription n'aurait d'ailleurs aucun objet, puisque le passage, dans ce cas, est naturellement dû ; aucun point d'appui, puisqu'il y a incertitude sur le lieu où il doit être pris ; aucun résultat, puisqu'elle ne détruirait pas l'effet de l'art. 682.

ARRÊT.

• LA COUR. — Sur le moyen unique, tiré de la violation des art. 25, C. proc., et des art. 691, 2232 et 682, C. civ. : — Attendu que le jugement attaqué a reconnu et constaté qu'il résultait de la descente et visite des lieux contentieux que le droit de passage réclamé par la ville de Saint-Mihiel, à titre d'enclave, était de nécessité, et que le passage au cas d'enclave, constituant une servitude légale, donnait lieu, en cas de trouble, à la complainte possessoire ;

• Attendu que, pour décider qu'il y avait enclave et que la ville de Saint-Mihiel avait le droit de passer sur les fonds de la commune demanderesse, à titre de nécessité, les premiers juges n'ont que justement usé de leur droit d'apprécier les faits et les circonstances de la cause ;

• Attendu, d'ailleurs, qu'au cas d'enclave, le droit prend sa source dans la nécessité, laquelle est un titre suffisant pour établir la servitude, même discontinue et non apparente ; qu'ainsi, en déclarant recevable la complainte au possesseur, formée par la ville de Saint-Mihiel contre la commune de Chauvencourt, le jugement attaqué, loin d'avoir violé les articles invoqués, n'a fait à la cause qu'une juste application des principes de la matière, — Rejette, etc. »

Du 7 juin 1856. — Ch. civ.

PASSAGE. — ENCLAVE. — ACQU. DE SERVITUDE.

Le propriétaire d'un fond enclavé qui échange la destination de son héritage, de telle sorte que le passage qui lui a été accordé précédemment, en vertu de l'art. 682, par le propriétaire du fonds voisin, devienne insuffisant, peut, en offrant de payer une indemnité proportionnée au dommage qu'il cause, exiger de ce propriétaire un passage plus large et approprié aux nouveaux besoins de son fonds 1). (C. civ., 682 et 684)

(1) *F. conf. Pardessus, Traité des servitudes, n° 222; Favard, v. Servitudes, sect. 2, § 7, et Solon, Des servitudes, n° 330.*

En 1810, Saint-Vast acheta de Frédéric Dupuy un terrain assez étendu, borné à l'est, à l'ouest et au nord par la mer, et au sud par l'habitation Dupuy. Ce terrain n'avait d'autre communication avec le chemin public qu'un chemin particulier établi depuis un temps immémorial, et dont Saint-Vast a toujours joui sans la moindre contradiction de la part de Dupuy.

Mais, en 1850, la venue de Saint-Vast ayant vendu à Budan de Bois-Laurent une partie de son habitation, avec le droit de construire sur le terrain vendu un magasin destiné à recevoir les sucres et autres denrées qu'il y amènerait, soit par terre, au moyen d'un chemin qui devait aller joindre celui qui était dû par l'habitation Dupuy, soit par mer, au moyen d'un débarcadère que Budan de Bois-Laurent était autorisé à y établir, les héritiers Dupuy prétendirent que le passage plus fréquent des voitures qui iraient et reviendraient du magasin de Bois-Laurent serait une aggravation de la servitude qu'ils devaient à l'habitation Saint-Vast, et refusèrent d'y consentir en alléguant que de Bois-Laurent devait jouir de cette servitude comme ses vendeurs, et ne pouvait, même en payant une indemnité, soumettre le fonds servant à une servitude plus onéreuse.

Le 16 juill. 1852, jugement du tribunal de la Pointe-à-Pitre qui accueille leurs prétentions : — « Considérant que les servitudes discontinues ne peuvent être établies que par la volonté du propriétaire ou celle de la loi ;

• Considérant que le Code n'a prévu qu'un seul cas où cette volonté peut être forcée, c'est celui de l'enclave ; qu'une loi particulière a aussi déterminé le cas de l'ouverture d'une mine ; que ces deux exceptions, établies par les lois, confirment le principe général qu'une servitude discontinue ne peut émaner que d'un titre librement consenti, et que, sous aucun prétexte, le droit de passage ne peut être forcément établi, même avec indemnité ;

• Considérant que l'enclave ne résulte que de la seule situation naturelle des lieux auxquels tout accès sur la voie publique est fermé pour leur exploitation ;

• Considérant que Budan de Bois-Laurent n'est point enclavé pour l'exploitation des terres qu'il a achetées de la dame veuve Saint-Vast, puisqu'il jouit d'un passage sur les terres des héritiers Dupuy, aux fins de cette exploitation, conformément au titre primitif de la servitude qui fait la loi des parties, et dans la même latitude qu'en jouissant la dame Saint-Vast elle-même ;

• Considérant qu'il suit de la définition de l'enclave qu'il ne peut jamais résulter de faits personnels provenant du propriétaire du fonds dominant, et que, par conséquent, l'enclave ne saurait être la conséquence nécessaire d'établissements faits sur le fonds dominant, tendant à donner à la servitude primitive une extension qui dépasserait le titre ;

• Considérant que ce principe est positivement établi dans l'art. 702, C. civ., qui porte que « celui qui a un droit de servitude ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir

» faire, ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, de changements qui aggravent la servitude ; »

» Considérant que le législateur, dominé par le principe que le passage, moyennant indemnité, n'est dû qu'au cas d'enclave, n'ajoute point que le fonds servant sera tenu de souffrir ces changements à la charge d'une juste indemnité ;

» Considérant que l'établissement de Budan de Bois-Laurent sur les terres achetées de la dame veuve Saint-Vast, ayant pour objet une exploitation qui s'étendrait non-seulement au fonds dominant, mais à d'autres fonds à qui le droit de passage n'est pas dû, change le titre primitif de la servitude et l'aggrave au préjudice des héritiers Dupuy, dont le consentement ne peut être forcé, d'après la disposition de la loi, que dans les cas par elle prévus ;

» Considérant que le grand prétexte d'utilité publique n'existe pas dans l'espèce, puisque cette utilité n'est constatée par aucune délibération de la commune ; que les faits dûment établis dans les instances précédentes démontrent que l'embarcadere créé par Budan de Bois-Laurent a pour but unique son intérêt privé et le service de sa sucrerie ; qu'il y a là extension de la servitude à un fonds à qui elle n'est pas due ;

» Considérant que le projet de fournir de la boue de mer aux habitants du quartier, et de transporter leurs sucres à l'embarcadere créé, ne pourrait tout au plus s'appliquer qu'à quelques habitants voisins ; que, dès lors, l'intérêt de deux ou trois individus ne constitue pas cet intérêt général qui naît de l'utilité publique ; que ce projet même est inexecutable pour Budan de Bois-Laurent, qui ne pourra, avec son atelier, se procurer toute la boue de mer nécessaire à l'exploitation de sa sucrerie ;

» Considérant que, dès que l'utilité publique n'est pas légalement constatée, il n'y a lieu de faire l'application de l'art. 545, C. civ., qui pose dans ce cas une nouvelle exception au principe bien reconnu que le passage n'est dû qu'en cas d'enclave. »

Appel. — Le 18 août 1832, arrêt infirmatif de la Cour de la Guadeloupe : — « Attendu que Budan de Bois-Laurent, propriétaire d'une partie de l'habitation vendue par les héritiers Dupuy à Saint-Vast, pouvant, aux termes de l'art. 544, C. civ., en jouir et disposer de la manière la plus absolue, a incontestablement le droit d'en changer la culture et même de donner à sa propriété une nouvelle destination, si les intérêts l'exigent ;

» Attendu que Budan de Bois-Laurent déclare vouloir y établir un embarcadere pour recevoir les denrées qui pourraient lui être confiées pour les transporter à la Pointe-à-Pitre, et exploiter la boue de mer qui s'offre naturellement à lui ; qu'en cet état, le chemin accordé par les héritiers Dupuy à Saint-Vast, lors de la vente de cette habitation, et dont Budan, acquéreur d'une partie du fonds Saint-Vast, est toujours demeuré en possession, ne peut suffire aujourd'hui à ce dernier pour la nouvelle exploitation à laquelle il veut se livrer ; qu'il suit de là que sa propriété

se trouve enclavée et qu'il peut dès lors invoquer le bénéfice de l'art. 682, C. civ.

» Attendu que, si, d'après cet article, l'enclave ne peut résulter que de la situation naturelle des lieux qui n'ont aucune issue sur la voie publique, cette disposition de la loi n'est point tellement impérative et restrictive, qu'elle ne doive subir aucune modification, qu'en effet, si d'après l'art. 702 du Code, le propriétaire du fonds dominant ne peut faire aucun changement qui aggrave la servitude à sa volonté, il n'est pas moins vrai qu'il peut, avec indemnité, obtenir un surcroît de servitude s'il lui devient nécessaire ; sans cela la disposition qui veut que le propriétaire puisse retirer de sa chose tout l'avantage qu'elle peut lui offrir serait illusoire, et l'intérêt de l'agriculture méconnu ;

» N'est-il pas d'ailleurs évident que, si Budan n'avait aucune servitude sur l'habitation Dupuy, il aurait le droit d'en obtenir une moyennant indemnité ? Or, comment lui refuser l'entière servitude qu'il réclame lorsqu'il en a déjà une partie ?

» Attendu que les avantages indirects qui pourraient résulter de cette servitude pour la sucrerie de Budan de Bois-Laurent ne sauraient non plus être un obstacle à ce que sa demande fût accueillie, parce qu'il suffit, pour l'ordonner, qu'il soit démontré qu'elle est nécessaire pour l'exploitation du fonds Saint-Vast ;

» Attendu enfin que Budan de Bois-Laurent ne demande ni le changement ni l'élargissement du chemin qui fait l'objet de la contestation, et qui est situé à l'extrémité de l'habitation Dupuy, mais seulement le droit d'y passer plus souvent et d'y faire pareillement passer les voitures nécessaires à son exploitation, en leur payant l'indemnité voulue par la loi ;

» Attendu que, pour fixer la quotité de cette indemnité, il est indispensable de nommer des experts, les documents du procès ne présentant aucune base à cet égard ;

» La Cour ordonne que Budan sera et demeurera autorisé à faire passer par le chemin dû à la portion qu'il possède dans le fonds Saint-Vast quelque nombre de voitures que ce soit avec ou sans charges, et celles que puissent être les choses ou denrées dont les voitures seront chargées, de manière que Budan de Bois-Laurent exploite son fonds dans toute l'étendue que comporte le droit de propriété, à la charge par lui de payer préalablement aux héritiers Dupuy une indemnité proportionnée aux dommages que sa nouvelle exploitation pourra occasionner. »

POURVOI en cassation des héritiers Dupuy pour fausse application de l'art. 682, C. civ., et violation de l'art. 684, même Code.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, d'après l'art. 682, C. civ., tout propriétaire dont le fonds est enclavé et qui n'a aucune issue sur la voie publique peut, en offrant de payer une indemnité, réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son héritage ; — Attendu que l'une des conséquences de cette disposition de la loi est que le passage réclamé par le pro-

propriétaire du fonds enclavé doit être suffisant pour le service de ce fonds, et approprié à tous ses besoins;—Attendu qu'une autre conséquence de la loi est que, si un passage est déjà dû pour le service d'un héritage enclavé, la servitude à laquelle sont soumis les fonds voisins est susceptible de se modifier si l'héritage change de nature ou reçoit une destination nouvelle qui rende cette modification nécessaire, et à la charge par le propriétaire du fonds dominant de payer une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner;—Attendu que, dans l'espèce, la propriété achetée par Saint-Yast jouissait précédemment d'un droit de passage à travers les fonds du vendeur; que Budan de Bois-Laurent a pu, aux termes de l'art. 544, C. civ., disposer de cette propriété de la manière la plus absolue, et conséquemment changer son exploitation et sa destination; que, par suite, il a été fondé à réclamer, moyennant indemnité, que la servitude de passage à travers les fonds Dupuy, qui avait suffi jusque-là, fût mise en rapport avec les nouveaux besoins de sa propriété;—Attendu que l'arrêt attaqué qui a admis cette réclamation, loin d'avoir violé les lois sur la matière, en a fait au contraire la plus juste application, — Rejeté, etc. »

Du 8 juin 1836. — Ch. civ.

PÉRENPTION. — CASSATION. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — QUAL. DE JUGE.

L'arrêt qui déclare un jugement par défaut périmé pour cause d'inexécution, bien qu'il ne se soit pas écoulé un délai de six mois depuis le jour où il a été rendu, doit être cassé : en vain dirait-on que par le mot périmé les juges ont voulu uniquement exprimer, soit que ce jugement avait perdu son effet par suite de la renonciation à son bénéfice par celui qui l'avait obtenu, soit qu'il était frappé d'une nullité radicale pour incompétence (1).

Un tribunal saisi de la demande en validité d'une opposition fondée sur un jugement par défaut, non attaqué par les voies légales, ne peut, sans excès de pouvoir, annuler l'opposition en prononçant sur la validité des titres de la créance (2).

En est-il de même encore bien que les qualités du jugement, non attaquées par la partie intéressée, énoncent que la validité des titres forme le point de droit à juger (3) ?

Rathery, porteur de deux effets souscrits en 1824, et payables, à un délai rapproché, à l'ordre et au domicile de Couillaux, commis amulhant de l'octroi de Paris, avait, le 18 déc. 1832, obtenu tant contre celui-ci que contre Larièvre, souscripteur, un jugement de condamnation par défaut. Il parait que Rathery n'avait pu agir plutôt, une instruction criminelle l'ayant cessé des billets jusqu'en 1831.

En vertu de ce jugement, et par exploit du 20 déc. 1832, Rathery forme opposition, dans les mains du receveur de l'octroi de Paris, sur

les appointements de Couillaux; une instance s'engage devant le tribunal civil de la Seine, sur la validité de la saisie-arrêt.

Le 22 mai 1833, jugement qui déclare l'opposition non recevable, et en donna maintlevée : — « Attendu qu'elle était formée en vertu d'un jugement par défaut périmé et de titres prescrits; que, dès lors, Rathery était sans titres et sans droits. »

POURVOI de Rathery pour 1^{re} violation de l'art. 156, C. proc., en ce que le jugement du 18 déc. 1832 avait été déclaré périmé lors de la saisie-arrêt, bien que moins de six mois se fussent écoulés depuis l'époque à laquelle il avait été rendu; 2^e violation des art. 434, 435, 436, et 437, C. proc., et 639, 643 et 644, C. comm.; excès de pouvoir en ce qu'au lieu de se borner à prononcer sur la validité de la saisie-arrêt, le jugement attaqué avait déclaré prescrits des titres reconnus valables par jugement passé en force de chose jugée. — Ainsi, disait-on, cette dernière décision s'est trouvée implicitement infirmée. On répondait que les billets étaient prescrits et le tribunal incompétent, Couillaux n'étant pas négociant; qu'en outre il résultait des circonstances que Rathery avait renoncé à se servir du jugement par lui obtenu; que, dès lors, le tribunal avait pu déclarer nulle la saisie-arrêt; il faut d'ailleurs attacher peu d'importance à la qualification de périmé qu'il a donnée au jugement du 18 déc. 1832. Par ce mot le tribunal n'a entendu qu'une chose, c'est que, soit à raison de sa renonciation au bénéfice du jugement, soit à raison de la nullité de jugement pour incompétence, Rathery n'avait plus le droit de s'en prévaloir. On répondait en outre que la question de prescription des billets étant posée dans le point de droit de l'arrêt, sans que Rathery ait fait rectifier les qualités, celui-ci ne pouvait se plaindre de ce que la question ainsi posée eût été résolue par les juges.

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu l'art. 156, C. proc.; — Attendu que le jugement par défaut, rendu par le tribunal de commerce de la Seine, en vertu duquel Rathery a, le 20 déc. 1832, formé opposition sur Couillaux, porte la date du 18 du même mois; qu'ainsi non-seulement il n'était pas périmé lors de sa mise en exécution, mais qu'il ne l'était pas encore le 22 mai 1833, quand fut rendu le jugement attaqué, puisqu'il ne s'était écoulé qu'environ cinq mois; — Attendu, d'ailleurs, que le jugement attaqué, en annulant une opposition formée en vertu d'un jugement rendu par le tribunal de commerce, en a, par cela même, réformé les dispositions et commis un excès de pouvoir, en violant les lois régulatrices des degrés de juridiction, — Casse, etc. »

Du 8 juin 1836. — Ch. civ.

(1-3-3) Ces questions, dont la dernière n'est résolue qu'implicitement, ne résultent de l'arrêt qu'au-

tant qu'on en rapproche le texte des circonstances du procès et de la discussion.

JUGE. — EMPÊCHEMENT. — RANG D'ANCIENNETÉ.
— REMPLACEMENT.

Lorsque des juges concourent à la décision rendue par une chambre à laquelle ils ne sont pas attachés, la présomption légale est, tout à la fois, qu'il y avait nécessité de les appeler par suite de l'absence légitime des juges remplacés, et qu'ils ont été appelés par rang d'ancienneté. Dès lors, le jugement n'est pas nul, en ce qu'il ne mentionne pas l'empêchement de siéger du juge remplacé (1).

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 27, L. 27 vent. an 8; 5, L. 20 avril 1810; 4, décret 30 mars 1808, et 18, décret 6 juill. 1810; — Attendu que, lorsque des juges concourent à la décision rendue par une chambre à laquelle ils ne sont pas attachés, la présomption légale est, tout à la fois, qu'il y avait nécessité de les appeler par suite de l'absence légitime des juges remplacés, et qu'ils ont été appelés par rang d'ancienneté, — Rejette, etc. »

Du 8 juin 1836. — Ch. req.

COMMUNAUTÉ. — APPORT. — SOCIÉTÉ. — MISE.
RENONCIATION. — RÉCOMPENSE. — MOTIFS.

L'époux qui, après avoir établi son apport, déclare dans le contrat de mariage que cet apport ne fait point partie de la société existante entre lui et un tiers, attendu que sa mise sociale est purement industrielle, fait réserve, par ces termes, de la part qui lui reviendra dans cette société. (Dec. par la Cour royale seulement.)

L'époux peut céder la part sociale n'in-rservée, et, quand il lui plait, même y renoncer, sans être tenu à aucune indemnité envers la communauté. (C. civ., 1499.)

Mais si la valeur de cette part s'est améliorée pendant le mariage sans injustice de la communauté, l'amélioration n'appartient pas à la communauté.

Est suffisamment motivé l'arrêt qui, sans s'expliquer nominativement sur cette amélioration et sur la ventilation de la part sociale demandée subsidiairement, se borne à établir qu'elle appartient tout entière à l'époux.

Le 25 juill. 1831, société entre Tandon et Hébert pour le commerce de passementerie. Hébert fournit les fonds et Tandon apporte son industrie. L'art. 13 explique que « le fonds de commerce proprement dit étant la propriété d'Hébert, qui l'a acquis moyennant 27,000 fr., Hébert en conservera la pleine et entière propriété. »

Le 20 déc. 1831, mariage de Tandon avec la dame Duhoc, veuve en premières noces de Michel-Henri Hubert. Stipulation d'une communauté de biens meubles et de conquêts immeubles. Les époux mettent en communauté chacun une somme de 3,000 fr. Le surplus de leurs biens présents, ensemble ceux qui leur échieront pendant le mariage, sont exclus de la commu-

nauté. On voit ensuite que le futur se constitue divers effets mobiliers évalués à 25,000 fr., et on lit la clause suivante : « Déclare le futur » époux que son apport en mariage est franc et » net de toutes dettes et charges, et ne fait point » partie de la société qui existe entre lui et » Hébert, attendu que sa mise sociale est pure- » ment industrielle. »

Le 15 juill. 1826, dissolution de la société d'Hébert et Tandon. Le contrat porte que « Hébert s'oblige de payer à Tandon, qui l'accepte, la somme de 45,000 fr., pour indemniser ce dernier, 1^{er} de la résiliation par lui consentie à partir du 15 mars 1826 de la même société qui existait entre eux, qui devait subsister encore trois années, et dont les opérations seraient désormais continuées, à partir du dit jour 31 mars, par Hébert seul et à son profit; 2^o et de l'engagement que prend Tandon de ne fabriquer et vendre désormais aucune passementerie et broderie militaires. »

Le 26 mars 1829, décès de la dame Tandon, sans enfant du second mariage; mais laissant deux filles issues du premier, les dames Hauaire et Appay.

On procède à la liquidation de la communauté qui a existé entre elle et Tandon. Le notaire liquidateur pense que les 45,000 fr., obtenus par Tandon pour résiliation de la société avec Hébert sont un bénéfice de communauté, et les comprend dans la masse active. Tandon conteste et soutient que, par le contrat de mariage, il s'est réservé la part qui lui revenait dans cette société, et qu'ainsi les 45,000 fr. moyennant lesquels il a cédé lui son propre, et que la communauté n'y a aucun droit.

Le 20 juill. 1834, jugement du tribunal de la Seine qui accueille ces conclusions et réforme la liquidation : — « Attendu qu'avant son mariage Tandon avait contracté avec Hébert une société pour l'exploitation de passementerie exercée par ce dernier;

« Que cette société devait commencer le 1^{er} avril 1823, et durer neuf années;

« Que, si Tandon n'y apportait que son industrie, il devait pourtant avoir droit à la moitié des bénéfices nets, à la charge de supporter les pertes dans la même proportion;

« Enfin qu'il avait été convenu que ses heirs, ou ayants cause, n'auraient droit qu'au résultat du dernier inventaire, et ne pourraient rien prétendre au fonds, qui continuerait d'être la propriété d'Hébert;

« Attendu que, le 15 juill. 1828, les deux associés ont résilié cette société, à compter du 1^{er} avril, et sont convenus qu'Hébert paierait à Tandon, à des termes fixes et avec intérêts, la somme de 45,000 fr.;

« 1^o Pour l'abandon que ce dernier faisait de ses droits sociaux;

« 2^o Pour l'engagement qu'il prenait de ne pouvoir fabriquer ni vendre aucune passementerie et broderie militaires.

« Attendu que, le notaire ayant fait entrer cette indemnité dans l'actif de la communauté Tandon, ce dernier a soutenu qu'il y avait lieu à la rectification, par la raison qu'elle était la

(1) F. anal. Cass., 9 août 1830, et le renvoi.

représentation d'un droit qui lui appartenait avant son mariage, et qu'il avait exclu de la communauté;

» Que, pour apprécier cette contestation, il convient d'examiner les termes du contrat de mariage des époux Tandou, et d'y appliquer les principes du droit;

» Attendu qu'après avoir énoncé dans l'art. 3 de cet acte ses meubles meublants et effets mobiliers de valeur de 25,000 fr., qu'il se constituait en dot, Tandou a ajouté que cet apport était franc de toute dette et ne faisait point partie de la société existante entre lui et Hébert, attendu que sa mise sociale était purement industrielle;

» Attendu qu'il ne résulte pas formellement de ces termes que Tandou comprenait dans son apport le droit qui lui appartenait dans la société Hébert, cette conséquence en dérive implicitement, puisqu'il est constant que ce droit, quel qu'il fût, était sa propriété;

» Attendu que Tandou n'a pas mis ce droit dans sa communauté, puisqu'on lit, dans l'article 5 du contrat de mariage, que des biens des futurs époux il entrera de part et d'autre dans la communauté jusqu'à concurrence de 3,000 fr.; le surplus de leurs biens, ensemble ceux qui leur écherront, appartiendront à chacun d'eux personnellement ou à leurs héritiers, et sont en conséquence exclus de la communauté;

» Que d'ailleurs cette exclusion de communauté, n'aurait-elle pas été aussi formellement exprimée, aurait été la conséquence de la mise en communauté d'une somme d'argent, aux termes de l'art. 1500, C. civ., qui porte que, par ce fait seul, les époux sont censés se réserver le surplus de tout leur mobilier présent et futur;

» Attendu que, resté ainsi propriétaire de son droit dans la société Hébert, Tandou a pu y renoncer et en disposer comme il a voulu; et que c'est avec raison qu'il demande à prélever sur la communauté les 45,000 fr. qui forment le prix de ces renouciations et abandon, puisqu'ils ne sont que la représentation de la chose même;

» Attendu que les dames Hanaire et Appay opposent en vain que c'est la communauté qui a souffert de la résiliation de la société Hébert, puisqu'elle a été privée des bénéfices que cette société aurait produits pendant les trois années qui restaient à courir; que ce fait serait vrai qu'il n'en résulterait pas que l'indemnité de 45,000 fr. dût appartenir à la communauté, le mari, qui dispose de son propre, n'étant point obligé de faire raison à la communauté du tort que cette disposition peut lui causer;

» Attendu, au surplus, que cette objection disparaît devant cette considération que, si la société Hébert pouvait offrir des bénéfices, elle pouvait aussi entraîner des pertes;

» Qu'ainsi la renonciation que faisait Tandou était un véritable contrat aléatoire par lequel il garantissait à la communauté les intérêts d'une somme de 45,000 fr., sans chances de pertes et gains;

» Attendu que ces 45,000 fr., ne sont pas seu-

lement le prix de l'abandon que Tandou faisait de son droit dans la société, mais aussi particulièrement le prix de l'obligation qu'il prenait de ne pouvoir à l'avenir faire le commerce de passementerie;

» Que cette faculté lui était personnelle, la communauté n'y pouvait rien prétendre;

» Que d'ailleurs cette communauté, ayant cessé peu de temps après la résiliation, c'est Tandou qui, en définitive, en a le plus souffert, puisqu'il a perdu, d'une part, les bénéfices qu'il aurait pu recueillir de la société depuis le décès de sa femme, et, de l'autre, les avantages qu'aurait pu lui offrir soit une nouvelle société avec Hébert, soit la création d'un établissement du même genre. »

Appel des dames Hanaire et Appay. — Elles demandent la réformation du jugement et le maintien de la liquidation subsidiairement elles concluent à ce que la Cour, « dans le cas où elle ne prononcerait pas ainsi, faisant ce que Tandou aurait dû faire dans son contrat de mariage; fixe la valeur que pouvait avoir au jour du mariage le droit éventuel qu'il avait dans la future société avec Hébert, et ce, en égard à l'incertitude de ce droit au moment de son apport; en conséquence, ordonne que Tandou reprenne seulement cette valeur estimative sur lesdits 45,000 fr., et que le surplus continuera d'appartenir à la communauté; plus subsidiairement, elles demandent que la Cour fasse ventilation des 45,000 fr. dont s'agit, en distinguant le prix de la renonciation à la société du prix de l'engagement contracté par Tandou envers Hébert de ne plus fabriquer ni vendre aucune passementerie ni broderie militaires; ordonne que cette seconde partie du prix, comme représentant la valeur de l'aliénation d'un droit appartenant à la communauté, sera portée en entier à la masse active de ladite communauté, pour être partagée entre les parties suivant leurs droits. »

Le 25 juin 1835, arrêt de la Cour de Paris, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

POURVOI par les dames Hanaire et Appay pour 1^{re} violation des art. 1401, n° 1, et 1408, C. civ., en ce que, d'après cet article, les bénéfices résultant de l'industrie des époux pendant le mariage tombent en communauté. Or, Tandou n'avait porté que son industrie dans la société Hébert, la part qui lui est revenue dans cette société est donc uniquement le produit de cette industrie : dès lors l'arrêt attaqué aurait dû la comprendre dans l'actif de la communauté;

2^e Violation des articles précités, et en outre des art. 1503, C. civ., et 7, L. 20 avril 1810, en ce que l'arrêt, sans donner aucun motif de la décision, a refusé de fixer la valeur du droit social de Tandou à l'époque du mariage, et d'en faire tomber la plus value dans la communauté;

3^e Nouvelle violation des mêmes articles, en ce que la Cour royale a refusé la ventilation demandée, et n'a pas motivé son refus.

ANAL.

» LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué a jugé par appréciation et interprétation des

clauses du contrat de mariage que la part sociale appartenant à Tandou dans la société alors existante entre lui et Hébert lui avait été réservée comme propre, et n'entrât pas en communauté; — Qu'en tirant de là cette conséquence que Tandou avait pu céder cette part sociale ou y renoncer, et que le prix de cette renonciation devait être prélevé lors de la dissolution de la communauté, ledit arrêt, loin de violer les textes cités, en a fait une juste application; — Qu'on ne saurait considérer ce prix comme représentant les bénéfices annuels que la société eût pu donner si elle eût continué, puisqu'au moment où la cession a été faite il était incertain si la société aurait des pertes ou des bénéfices, et que la renonciation porte non sur des bénéfices qui n'étaient pas encore échus et déterminés, mais sur le droit social lui-même, réservé propre au mari; — Attendu que la loi ne distingue pas le propre conventionnel du propre réel en ce qui concerne la reprise du prix de l'aliénation qui doit avoir lieu à l'époque de la dissolution de la communauté; — Que l'époux propriétaire profite des augmentations et supporte les détériorations survenues dans la valeur réelle du propre, et a droit à la reprise de l'entier prix d'aliénation, à moins que l'accroissement de cette valeur ne soit provenu de dépenses faites par la communauté, cas auquel il en serait dû récompense; — Qu'ainsi les conclusions subsidiaires des demandeurs devant la Cour royale, et tendantes à l'estimation de la valeur du droit social au jour du mariage, n'étaient pas fondées, et que l'arrêt n'a pas dû s'y arrêter; — Attendu que l'engagement pris par Tandou envers Hébert de ne plus fabriquer ni vendre aucune passementerie et broderie militaires, n'a porté aucun préjudice à la communauté, n'ayant dû sortir effet qu'après l'époque de la dissolution; — Que, d'ailleurs, si les revenus de l'industrie de chacun des époux entrent de plein droit dans la communauté, rien ne les oblige à exercer cette industrie au profit de la masse commune, et que la renonciation qu'ils peuvent y faire ne saurait les assujettir à une indemnité envers elle; — Attendu qu'en adoptant les motifs du jugement de première instance, l'arrêt attaqué a suffisamment motivé sa décision, même à l'égard des deux chefs de conclusions subsidiaires prises pour la première fois devant la Cour, qui tranchaient dans ces motifs une réputation bien formelle, quoique implicite; qu'ainsi il n'y a pas eu violation de l'art. 7, L. 20 avril 1810, — Rejette, etc. »

Du 9 juin 1836. — Ch. req.

APPEL CORRECTIONNEL. — EXÉCUTION. — DÉLAT.

L'exécution illégalement donnée, pendant les délais d'appel, à un jugement correctionnel, même avec le consentement du condamné, ne rend pas ce dernier non recevable à en interjeter appel. (C. crim., 203.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 203, C. crim.; —

Attendu que cet article veut qu'il soit sursis à l'exécution du jugement pendant le délai donné, soit à la partie, soit au procureur du roi, pour appeler dudit jugement, et, s'il y a appel, pendant que dure l'instance d'appel; — Attendu que si, nonobstant cette disposition impérative et absolue, Jean-Baptiste Lombry a été écroué sept jours après le jugement qui le condamnait à un an et un jour d'emprisonnement, par conséquent, avant que ce jugement fût susceptible d'être exécuté, une telle illégalité, qui n'aurait pu créer une fin de non-recevoir contre l'appel du procureur du roi, s'il eût voulu user de cette faculté, n'a pu établir contre l'appel du condamné, déclaré dans le délai de dix jours, une déchéance fondée sur son prétendu acquiescement; — Qu'il n'en est pas de même des jugements en matière civile et d'un intérêt privé, qui ne peuvent plus être attaqués par la voie de l'appel après qu'ils ont été volontairement exécutés, et des jugements en matière criminelle ou correctionnelle; qu'à l'égard de ceux-ci et des peines qu'ils prononcent, l'appel est d'ordre public, et qu'une exécution prématurée, même avec le consentement du condamné, ne saurait lui fermer un recours que la loi lui accorde, lorsqu'il l'exerce dans le délai qu'elle a fixé, ni donner au jugement le caractère définitif et irrévocable qu'il ne doit tenir que de l'expiration du délai pendant lequel il demeure soumis à l'appel; — Attendu qu'en décidant le contraire et en déclarant le demandeur non recevable dans l'appel qu'il avait régulièrement interjeté, la Cour de Douai a méconnu les règles de sa compétence, dénié au demandeur l'exercice de son droit, et formellement violé l'art. 203 ci-dessus visé, — Casse, etc. »

Du 10 juin 1836. — Ch. crim.

NATIÈRE CRIMINELLE. — MINISTÈRE PUBLIC. — REFS DE CONCLUSION. — TÉMOIN. — SERMENT.

Le refus fait par le ministère public de résumer l'affaire et de donner ses conclusions, après qu'il a été fait lecture des procès-verbaux, que les prévenus ont proposé leur défense et que le ministère public a été entendu et a soutenu l'existence de la contravention, n'empêche pas au tribunal le droit de statuer sur le fond, lors surtout que le ministère public n'avait pas demandé à être admis à faire une preuve testimoniale, à l'appui des procès-verbaux ou rapports. (C. crim., 155.)

Le jugement qui énonce, comme ayant servi de base à la décision du tribunal, les renseignements fournis à l'audience par un individu qui n'était point compris dans la prévention, attribue par là même à cet individu le caractère de témoin, et doit, dès lors, être cassé, s'il ne constate pas qu'il ait prêté serment en cette qualité. (C. crim., 155.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 155, C. crim.; — Attendu qu'il résulte du jugement attaqué qu'il a été donné lecture des procès-verbaux; que les prévenus ont proposé leur défense; que le mi-

nistère public a été entendu; qu'après avoir soutenu l'existence de la contravention, il a demandé le renvoi de la cause à la huitaine, pour obtenir de nouveaux renseignements, et que cette exception dilatoire a été rejetée; — Attendu qu'en cet état de la cause, le refus fait par le ministère public de résumer l'affaire, et de donner ses conclusions, n'enlevait pas au tribunal le droit de statuer sur le fond, alors surtout que le ministère public n'avait pas demandé à être admis à faire une preuve testimoniale, à l'appui des procès-verbaux ou rapports; qu'ainsi, il a été régulièrement procédé. — Rejette ce moyen; — Mais, vu l'art. 155, C. crim.; — Attendu que le jugement attaqué énonce, d'une part, que la cause est suffisamment instruite par les débats contradictoires, comme aussi par les renseignements fournis à l'audience par Farfouillon, architecte, et, de l'autre, que les faits qui ont servi de base à la décision résultent des débats de l'audience et de la déclaration de l'architecte susnommé; — Attendu que Farfouillon n'était pas compris dans la prévention; qu'il est, dès lors, impossible de ne pas lui attribuer le caractère de témoin à décharge produit par les prévenus; que, néanmoins, le jugement ne constate pas que ce témoin ait prêté le serment prescrit par l'art. 155, C. crim.; qu'en recevant sa déclaration, sans que cette formalité ait été remplie, le tribunal a donc manifestement violé la disposition de cet article. — Casse, etc. »

Du 10 juin 1836. — Ch. crim.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — MAÎTRE. — DOMMAGES. — FRAIS.

Le maître, cité comme civilement responsable de son domestique, ne peut pas être renvoyé de la demande, sur le motif que la contravention n'a occasionné aucun dommage : il suffit qu'elle ait nécessité des frais (1). (C. civ., 138.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que peu importe qu'il ne fut résulté aucun dommage de la contravention imputée à Leprince; qu'il suffisait que ce dernier eût été cité à comparaitre et que des frais eussent été exposés pour que le maître, civilement responsable, dût être maintenu en cette qualité; d'où il suit qu'en le relaxant de l'action du ministère public, le jugement attaqué a violé l'art. 1384, C. civ., — Casse, etc. »

Du 11 juin 1836. — Ch. crim.

ACTION CIVILE. — DOMMAGES. — RESPONSABILITÉ. — MAÎTRE.

Bien qu'une contravention commise par un domestique n'ait causé aucun préjudice donnant lieu à une action civile en dommages-intérêts, le maître n'en est pas moins passible, comme civilement responsable, des frais et dépens occasionnés par l'exercice de l'action publique (2). (C. civ., 1384.)

La responsabilité du maître subsiste lors même

qu'il lui a été impossible d'empêcher la contravention de son domestique (3). (Ibid.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que peu importe qu'il ne fût résulté aucun dommage de la contravention commise par Pioche; qu'il suffisait que ce dernier eût été cité à comparaitre, et que des frais eussent été exposés, pour que le maître, civilement responsable, dût être maintenu en cette qualité; que peu importe aussi que Goderis n'eût pu empêcher le fait imputé à son domestique, cette exception n'étant applicable qu'aux père et mère, instituteurs et artisans; qu'il suit de là qu'en le relaxant de l'action du ministère public, le jugement attaqué a violé l'art. 1384, C. civ., — Casse, etc. »

Du 11 juin 1836. — Ch. crim.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — TRANSCRIPTION. — COPIE. — DÉNONCIATION. — JUGEMENT. — MOTIFS.

Il n'est pas nécessaire qu'il soit donné copie à la partie saisie des certificats de transcription du procès-verbal de saisie immobilière au bureau des hypothèques et au greffe du tribunal; il suffit qu'il soit fait mention, dans la dénonciation du procès-verbal de saisie, de ces transcription et enregistrement. (C. proc., 681, 680 et 677.)

Est nul, comme dénué de motifs, l'arrêt contradictoire statuant sur opposition à un arrêt de défaut qui en ordonne l'exécution sans adopter les motifs des premiers juges, et en se bornant à déclarer que les opposants ne justifient pas les moyens par eux employés (4). (C. proc., 141.)

ARRÊT.

« LA COUR, — En ce qui concerne le pourvoi contre l'arrêt par défaut du 10 fév. 1832; — Attendu que cet arrêt est très-clairement motivé sur l'unique moyen qui était alors soumis à la Cour de Nîmes, celui auquel le tribunal de première instance s'était fixé pour annuler la saisie immobilière dont il s'agissait; — Attendu, sur ce point, que l'art. 681, C. proc., qui sert de fondement à ce moyen, n'exige pas qu'il soit donné copie à la partie saisie des certificats de transcription du procès-verbal de saisie au bureau des hypothèques et au greffe du tribunal, mais seulement que ce procès-verbal soit dénoncé au saisi et qu'il ait été enregistré, comme il est dit aux art. 677 et 680, ce qui a eu lieu dans l'espèce, ainsi que la mention de ces transcription ou enregistrement dans la copie du procès-verbal de saisie; d'où il suit que le vœu de la loi à cet égard a été rempli, et qu'en écartant ce moyen, l'arrêt attaqué a fait une juste application des principes. — Rejette, en ce qui touche le pourvoi contre l'arrêt contradictoire du 25 juill. suivant; — Vu l'art. 7, L. 20 avril 1810; — Attendu que ce second arrêt, en statuant sur l'opposition formée à l'arrêt par défaut du même jour 10 fév., s'est borné à dire

(1) F. Cass., 19 mars 1836.

(2) Idem.

(3) F. conf. Cass., 25 nov. 1813.

(4) F. Talandier, De l'appel, n° 391.

que les opposants ne justifiaient nullement les moyens par eux employés dans leurs libelles; que, sans même adopter ceux du premier arrêt sur le moyen qui y est discuté, il a rejeté l'opposition et a ordonné l'exécution de cet arrêt par défaut; qu'il a, par conséquent, maintenu toute cette procédure en saisie immobilière, sans exprimer les motifs en droit qui servaient de base à sa décision; — Attendu que, parmi les divers moyens de nullité articulés contre cette procédure, il s'en trouve, notamment un, qui était basé sur les dispositions combinées des art. 702 et 753, C. proc., et qui nécessitait un motif spécial de la part de la Cour de Nîmes, puisqu'il n'a pas suffi à cette Cour de dire vaguement, par son arrêt contradictoire, que les moyens de nullité n'étaient pas justifiés, ce qui pouvait, tout au plus, s'appliquer aux moyens de nullité puisés uniquement dans les faits, mais non à ceux en droit; que, puisque des conclusions formelles avaient été prises au procès, en se référant à celles prises en première instance sur l'opposition à la saisie, et dont le jugement, attaqué en appel, avait déclaré n'y avoir lieu de s'opposer, et avait réservé, à cet égard, tous les droits et exceptions des parties, il y avait, dès lors, nécessité, pour satisfaire au vœu de la loi, que l'arrêt attaqué motivât, d'une manière précise, le rejet par lui prononcé des moyens de nullité qui étaient invoqués par les demandeurs en cassation, et qu'ils faussaient résulter des dispositions de la loi, — Cassé, etc. »

Du 14 juin 1856. — Ch. civ.

COURS ROYALES. — PROCUREUR GÉNÉRAL. — ORDRE INTÉRIEUR. — DÉLIBÉRATION

Le procureur général a le droit d'assister à la délibération de la Cour royale, sur une réduction projetée dans le nombre des huissiers du ressort. (Décret 30 mars 1808, art. 88.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 80, L. 27 vent. an 8; 88, décret 30 mars 1808; 02 et 66, décret 6 juill. 1810, et la lettre du ministre de la Justice, en date du 17 fév. 1857; — Attendu que, si la première partie de l'art. 88, décret 30 mars 1808, ne permet pas au ministère public d'assister aux délibérations des Cours et tribunaux toutes les fois qu'il s'agit de délibérer sur des jugements, la seconde partie de ce même article autorise le procureur général à assister à toutes les délibérations qui regardent l'ordre et le service intérieurs; — Attendu que la Cour d'Orléans avait été convoquée par son premier président, le 27 janv. 1857, non pour statuer par voie d'arrêt, mais seulement pour donner, conformément à l'art. 8, décret 14 juin 1813, un simple avis sur le nombre des huissiers de l'un des arrondissements de son ressort; que cet avis, demandé à la compagnie tout entière, ne portait point sur une matière contentieuse dans laquelle des intérêts privés sont respectivement en présence, mais sur un objet relatif à l'administration du ressort intérieur de ladite Cour; que la délibération à intervenir ne rentrait donc

point dans l'application de la première partie de l'art. 88 précité, décret 30 mars 1808, mais était évidemment régie par la seconde partie du même article, combinée avec les art. 63 et 66, décret 6 juill. 1810; qu'ainsi, en refusant au procureur général le droit d'assister à ladite délibération, la Cour royale a formellement violé lesdits articles et commis un excès de pouvoir, — Annule, pour excès de pouvoir, la délibération, etc. »

Du 14 juin 1856. — Ch. req.

SERMENT. — ACQUIESCEMENT. — JUGEMENT. — MAGISTRATURE. — NOM. — ACTE DE SERMENT. — MOTIFS. — GRIEFS.

On ne peut considérer, comme un acquiescement, par la partie, à l'arrêt qui a décerné un serment, la simple présence de l'avoué de cette partie à une audience subséquente de la Cour, où la prestation de serment a été renvoyée à la chambre du conseil, surtout si, lors de la comparution de l'avoué à l'audience, l'arrêt n'avait pas encore été signifié à la partie elle-même.

L'omission du nom de l'un des juges sur l'expédition d'un jugement ou d'un arrêt, et, par suite, sur la copie signifiée, n'est pas une cause de nullité quand il est d'ailleurs constaté que cette omission n'est qu'une erreur de copiste, et que le nom omis dans l'expédition existe sur la minute (1).

Si, en général, un jugement ou arrêt qui donne acte du serment prêté à l'audience par une partie, en exécution d'une décision antérieure, est affranchi de la nécessité de contenir des motifs, il n'en est pas de même quand, au lieu de se borner à donner acte du serment prêté, ce jugement ou cet arrêt contient des dispositions aggravantes qui peuvent faire grief à l'une des parties. (C. de proc., 141; L. 28 avril 1810, art. 7.)

Spécialement, le jugement ou arrêt qui, au lieu de se borner à décerner acte du serment prêté par la partie comparante en donnant défaut contre celles qui ne comparaissent pas, prononce en outre que l'une d'elles sera déchue de faire le serment ordonné par la Cour, la déboute du bénéfice de l'arrêt précédent et la condamne aux dépens, doit, à peine de nullité, exprimer les motifs qui ont déterminé les juges.

ARRÊT.

« LA COUR, — En ce qui touche le pourvoi dirigé contre l'arrêt de la première chambre de la Cour de Bordeaux du 18 juill. 1852, et d'abord, sur la fin de non-recevoir, tirée d'un acquiescement prétendu de Lafaurie à cet arrêt, acquiescement résultant de la comparution de son avoué à l'audience du 30 août, dans laquelle est intervenu un arrêt qui a renvoyé les parties à la chambre des vacations pour la prestation du serment ordonné; — Attendu qu'à cette époque du 30 août 1852, l'arrêt du 18 juill. n'était encore signifié qu'à l'avoué de Lafaurie; qu'il ne paraît avoir été signifié au domicile de celui-ci que le 3 oct.; que, d'ailleurs, il n'apparaît en

(1) *J. Cass.*, 6 avril 1818, et le renvoi.

aucune façon, par la teneur de cet arrêt, que Dupré, avoué de Lafaurie, ait pris, au nom de celui-ci, aucunes conclusions desquelles on puisse induire qu'il ait acquiescé audit arrêt, et à raison desquelles il soit besoin de le désavouer. — Rejette la fin de non-recevoir; — Statuant sur le premier moyen, résultant de ce que le rapporteur n'avait pas concouru à l'arrêt définitif : — Attendu que d'un extrait des minutes du greffe, délivré par le greffier en chef et légalisé par le premier président de la Cour de Bordeaux, il résulte qu'à l'audience du 18 juillet 1832, dans laquelle est intervenu l'arrêt définitif contre Lafaurie et les frères Lauga, le président Pommeyrol, rapporteur du procès, a fait partir des juges de la cause; en sorte que l'omission du nom de ce magistrat sur l'expédition et, par suite, sur la copie signifiée de cet arrêt, ne peut être considérée que comme une erreur de copie. — Rejette, etc. — Mais, en ce qui touche le pourvoi dirigé contre l'arrêt de la chambre de la Cour de Bordeaux du 5 sept. 1832 : — Vu l'art. 141, C. proc.; — Vu pareillement l'art. 7, L. 20 avril 1810; — Attendu que si, en général, un jugement ou arrêt qui donne acte du serment prêté à l'audience par une partie, en exécution d'une décision antérieure, est affranchi de la nécessité de contenir des motifs, par la raison qu'il est suffisamment motivé tant par le fait même que par la décision dont il n'est que le complément, il n'en peut être ainsi quand, au lieu de se borner à donner acte du serment prêté, ce jugement ou cet arrêt contient des dispositions aggravantes qui peuvent faire grief à l'une des parties; — Attendu, dans l'espèce, que l'arrêt rendu par la chambre des vacations de la Cour de Bordeaux le 4 sept. 1832, au lieu de se borner à donner acte du serment prêté par la partie comparante en donnant défaut contre celles qui ne comparaissent pas, a en outre prononcé que l'une d'elles était déchu de faire le serment ordonné, l'a débouté du bénéfice de l'arrêt précédent, et l'a, de plus, condamnée aux dépens; — Qu'aggravant ainsi la position de l'une des parties, la chambre des vacations rendait à cet égard, contre cette même partie, un véritable jugement, dont elle ne pouvait, d'après la règle générale, se dispenser d'exprimer les motifs; — Attendu, enfin, que l'arrêt attaqué contient une violation formelle de l'art. 141, Code proc., et, par suite, a encouru la nullité résultant de l'art. 7, L. 20 avril 1810. — Casse l'arrêt du 5 sept. 1832, en ce que, par icelui, Lafaurie a été déclaré déchu de faire le serment ordonné par la Cour, déboute du bénéfice de l'arrêt précédent et condamnée aux dépens, etc. »

Du 14 juin 1836. — Ch. civ.

SÉPARATION DE CORPS. — ADULTÈRE. — INJURES GRAVES. — APPRÉCIATION.

L'adultère du mari, bien qu'il ne soit pas par lui-même une cause de séparation de corps

(1) F., en ce sens, l'arrêt attaqué de Limoges du 21 mai 1835, et Bordeaux, 19 mai 1832; — Chardon, *Puiss. marit.*, n° 49 et 75.

lorsqu'il n'y a pas eu entretien de la concubine dans la maison commune, peut cependant, par les circonstances qui l'accompagnent, constituer une injure grave, suffisante pour faire prononcer la séparation de corps (1). Les Cours royales ont toute latitude pour apprécier les faits, et décider que certaines circonstances constituent une injure grave autorisant la séparation à raison de la connexité de ces faits avec l'adultère du mari, commis hors de la maison commune (2).

De Brugières s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour de Limoges du 21 mai 1835, pour violation de l'art. 250, et fausse application de l'art. 251, C. civ., en ce que cet arrêt ayant décidé que l'adultère pouvait, par les circonstances qui l'accompagnent, constituer une injure grave suffisante pour faire prononcer la séparation de corps, même quand le mari n'aurait pas tenu sa concubine dans la maison commune, la Cour de Limoges a violé l'art. 250, et faussement appliqué l'art. 251, C. civ.

L'interprétation donnée à l'art. 250, C. civ., par le demandeur en cassation, a été combattue, pour la dame de Farzac, dans une consultation de M^e Dailloz, où ce jurisconsulte faisait habilement ressortir les circonstances qui, dans l'espèce, pouvaient donner à l'adultère du mari tous les caractères d'une injure grave envers sa femme :

« Si cette interprétation, disait-il, était exacte, il faudrait convenir que le législateur aurait été bien peu raisonnable. Certes, parmi les faits propres à porter témoignage de dédain, de haine ou de dégoût, il y en a bien peu, il n'y en a point peut-être, qui soient plus de nature à froisser le juste orgueil et à désoler la sensibilité légitime d'une femme, que le vol des marques de la tendresse conjugale. L'adultère persévérant du mari est, pour le moins, un déshonneur de l'épouse, et le déshonneur est à la fois une peine et une injure cruelles. Que l'adultère simple et accidentel ne suffise pas pour justifier une demande en séparation contre lui, on le conçoit; mais l'adultère avec des accessoires tels, qu'il abreuve incessamment la femme d'humiliations, qu'il porte le deuil dans son âme, qu'il attire sur elle la risée ou l'insolence de ses domestiques, les moqueries ou la pitié des étrangers, celui-là est une cause d'assez de douleurs pour qu'un terme doive être mis aux maux qu'il occasionne. — Or, on cherchait vainement une espèce où plus de circonstances se réunissent pour caractériser l'adultère, et l'élever au rang des sanglants outrages. Qui pouvait remplir de plus d'amertume le cœur de madame de Farzac? Qui pouvait plus cruellement humilier sa dignité, que de se voir préférer, sous les yeux de sa maison et au su de tout le public, une malheureuse perdue de réputation, vivante, sinon sous son toit, du moins à sa porte, appelée à chaque instant chez elle par les relations forcées d'un voisinage immédiat; que de la voir, l'insulte à la bouche, faire gloire, devant les domestiques, de la préférence de son

(2) Il est de principe que les juges ont un pouvoir souverain pour apprécier les faits et leur gravité. — F. Cass., 16 nov. 1825 et 11 janv. 1837.

maître ? — A coup sur, la Cour royale n'a fait que justice quand elle a déclaré qu'il y avait là une insupportable offense pour une jeune femme dont l'élévation et la sensibilité naturelles s'étaient accrues de tout ce que l'éducation, le rang et les traditions domestiques donnent de délicatesse et de susceptibilité; et ce serait une législation bien barbare que celle qui ne permettrait pas de prendre en pitié de parrains tourments...

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que, si l'art. 230 ne permet pas de refuser la séparation quand l'adultère a été accompagné de l'établissement de la concubine dans le domicile conjugal, il ne s'ensuit pas que la séparation ne puisse être accordée pour d'autres circonstances qui, sans avoir été définies et prévues, peuvent néanmoins présenter un caractère de gravité que la conscience et la sagesse des magistrats doivent apprécier; — Attendu qu'en appliquant ce principe de morale, la Cour de Limoges n'a méconnu ni le texte ni l'esprit d'aucune loi; — Attendu d'ailleurs qu'en examinant si les faits prouvés par l'enquête constituaient une injure grave autorisant la séparation à raison de la connexité de ces faits avec celui d'adultère, quoique ce dernier fait, isolément considéré, n'eût pas suffi pour motiver la séparation, la Cour de Limoges n'a pas dépassé le droit qu'elle avait d'apprécier et juger les faits, — Rejette, etc. »

Du 14 juin 1856. — Ch. req.

ENREGISTREMENT. — RAPPORT. — JUGE SUPPLÉANT.

En matière d'enregistrement, le rapport qui doit précéder le jugement de l'affaire ne peut être fait par un juge suppléant qu'autant que ce suppléant pourrait concourir au jugement en qualité de juge (1). (L. 29 frim. an 7, art. 65; 27 mars 1791, art. 29; 27 vent. an 8, art. 12.)

Du 14 juin 1856. — Ch. civ.
Conforme à la notice.

FAILLITE. — CASSAT. — CERTIFICAT D'INDIGENCE.

L'état de faillite d'un individu demandeur en cassation ne suffit pas pour constater son indigence et le dispenser de joindre à son pourvoi, en cas de non-consignation d'amende, un certificat d'indigence. (Règlém. 1736; L. 8 juill. 1793; L. 14 brum. an 5, art. 4.)

Mollard, failli, s'était pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour de Lyon du 11 août 1855, rendu au profit de Morel. — Ce dernier le soutenait non recevable dans son pourvoi, attendu qu'il n'avait produit ni la quittance de

consignation d'amende ni le certificat d'indigence. — Mollard répondait que son état de faillite constatait suffisamment son indigence, puisque par le fait de la mise en faillite il avait été dessaisi de ses biens.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu en droit que, pour que le demandeur en cassation soit recevable dans son pourvoi, il faut qu'il y joigne le certificat de consignation d'amende, ou le certificat d'indigence délivré par le maire, approuvé par le préfet, et accompagné de l'extrait du rôle des contributions (Règlement de 1738. L. 8 juill. 1793; L. 14 brum. an 5, art. 4); que, la loi déterminant et exigeant ainsi avec spécialité les éléments constitutifs de la preuve de l'indigence, il n'est aucunement permis de les suppléer à l'aide de prétendus équipollents; — Et attendu, en fait, que Mollard, demandeur en cassation, en se finissant sur son état de faillite, n'a joint à son pourvoi ni certificat de consignation d'amende, ni certificat d'indigence; qu'ainsi il n'a point rempli le vœu de la loi, — Déclare Mollard, non recevable.

Du 15 juin 1856. — Ch. req.

SÉPARATION DE CORPS. — RECONCILIATION.

— APPRÉCIATION. — APPELS. — MOYENS NOUVEAUX.

C'est aux juges que la loi s'en est remise pour apprécier des faits constitutifs de la réconciliation (2). (C. civ., 272.)

En conséquence, la Cour a pu, d'après les circonstances de la cause, décider que, bien qu'une femme fût rentrée dans le domicile conjugal, après l'avoir quitté par suite des faits qui motivent sa demande en séparation de corps, il n'y a cependant eu que projet de réconciliation, et non réconciliation réalisée entre les deux époux (3). (C. civ., 273.)

L'époux demandeur en séparation de corps peut, en appel, être admis à faire preuve de faits nouveaux, quand même ces faits seraient survenus depuis le jugement de première instance qui a rejeté la demande en séparation (4). (C. civ., 272 et 273; C. proc., 464 et 475.)

Dans le courant d'avril 1827, la dame d'Etruchat, se plaignant des mauvais traitements de son mari, avait quitté le domicile conjugal. — Cependant trois jours après, sur la demande d'Etruchat, elle consentit à rentrer auprès de lui.

Le 3 juill. 1827, nouveau départ de la dame d'Etruchat, qui se retire alors à Clermont auprès de sa mère. Peu de temps après, d'Etruchat étant venu y voir sa fille malade, il fut signé entre les époux un acte sous seing privé, dans

(1) *F. conf. Cass.*, 15 mars 1825, 23 avril 1827, et 11 fév. 1828.

(2) *F. conf.*, *Cass.*, 2 mars et 25 mai 1808; — *Toullier, Droit civil*, t. 2, n° 761.

(3) C'est ainsi encore qu'il a été jugé qu'on ne pouvait opposer à la femme demanderesse en séparation de corps une fin de non-recevoir tirée de ce

que, depuis les faits sur lesquels elle fondait son action, elle a continué d'habiter avec son mari. — *F. Bordeaux*, 9 fruct. an 12; *Besaçon*, 1^{er} fév. 1806; *Gênes*, 19 août 1811.

(4) *F. conf. Cass.*, 26 mai 1807; *Meiz*, 8 juill. 1824, et *Poitiers*, 18 fév. 1825; — *Berriat Saint-Prix, Cours de proc. civ.*, p. 475, note 5.

lequel ils convièrent, « attendu que la vie commune leur était désormais impossible, » de demeurer séparés de corps.

En juill. 1830, la dame d'Etruchat forme contre son mari une demande en séparation de corps. Dans la requête qu'elle présente à cet effet au président elle n'articule qu'un fait, celui qui avait occasionné sa fuite en avril 1827. — A celle demandant d'Etruchat oppose une fin de non-recevoir tirée de la réconciliation.

Cette défense est accueillie par un jugement du 29 avril 1831, qui, « attendu que, soit dans sa requête présentée au président du tribunal, soit aux débats, la dame d'Etruchat n'a fondé sa demande en séparation que sur des faits antérieurs à l'époque où, après avoir quitté la maison conjugale (à l'époque du mois d'avril 1827), elle y est rentrée volontairement; qu'elle y a cohabité avec son mari et leurs enfants; qu'ils ont concubé sous le même toit, mangé à la même table, jusqu'au 5 juill. suivant, époque où elle est partie pour l'Auvergne; qu'il résulte d'une lettre écrite par la dame d'Etruchat à son mari, le 27 juill. 1827, que, pendant son séjour en Auvergne, elle a entretenu une correspondance amicale avec lui, — Déclare la dame d'Etruchat non recevable dans sa demande. »

Appel par la dame d'Etruchat. — Elle demande à être admise de plus à faire la preuve de faits non-seulement antérieurs et postérieurs à celui d'avril 1827, mais même postérieurs au jugement du 29 avril 1831, et à l'appel qu'elle en a interjeté.

Le 26 juin 1835, ces conclusions sont admises par un arrêt de la Cour de Nîmes :

« Attendu qu'il est établi par les lettres de l'un et de l'autre des époux, et par des faits convenus, qu'après trois jours d'absence, madame d'Etruchat, comptant sur un retour sincère de son mari, consentit, sur sa demande, à rentrer au domicile conjugal, ainsi qu'à l'oubli des faits qui avaient causé son absence; que, si de pareils actes manifestent chez l'un et chez l'autre l'intention de se réconcilier, la réconciliation ne peut toutefois être considérée comme réellement consommée qu'autant qu'ils auraient été suivis d'un retour sincère et complet aux habitudes de la vie commune et à ces témoignages d'affection et de confiance qui doivent être inséparables de toute union conjugale;

« Attendu que, s'il est vrai que madame d'Etruchat ait repris, pendant un temps très-court, quelques-unes des habitudes de la vie commune, rien n'établit, de la part d'Etruchat, le désir de compléter la réconciliation commencée, et de dissiper, par des soins et des égards, les nuages élevés entre lui et son épouse, par suite des scènes qui venaient de se passer; qu'au contraire, tout tend à prouver que la bonne harmonie ne se rétablit jamais entre les époux; qu'immédiatement après la réintégration de la dame d'Etruchat au domicile conjugal, ils acquiescent l'un et l'autre la triste certitude que la vie commune leur était devenue désormais impossible; que les graves présomptions qui résultent à cet égard des faits du procès se fortifient et se changent même en certitude par les aveux éma-

nés des parties elles-mêmes; qu'en effet, après deux mois de séjour dans la maison maritale, la dame d'Etruchat se retira à Clermont auprès de sa mère; que, peu de temps après, d'Etruchat étant venu y voir sa fille, malade, un acte privé, dont un des originaux a été écrit de la main d'Etruchat lui-même, fut convenu et signé par les époux; que, par cet acte, et sur le fondement que la vie commune était impossible, ils convièrent de rester séparés de corps; qu'un pareil écrit, impuissant aux yeux de la loi pour établir une séparation de corps légale, fait foi tout au moins des aveux qu'il contient, et complète la preuve de la reconnaissance par les époux eux-mêmes de l'impossibilité de la cohabitation, après une tentative infructueuse; que, dès lors, on ne peut voir dans leur rapprochement momentané une réconciliation consommée; que, conséquemment, la réconciliation n'ayant pas eu lieu réellement, l'action en séparation n'a pu être regardée comme éteinte;

« Attendu, au surplus, que, depuis cette prétendue réconciliation, de nouveaux faits sont allégués par la dame d'Etruchat, et que la plupart d'entre eux, s'ils étaient établis, seraient suffisamment graves pour faire revivre les faits antérieurs que, quoiqu'ils aient en grande partie postérieurs au jugement dont est appel, ils n'en peuvent pas moins faire état pour faire prononcer la séparation, n'étant par eux-mêmes que des moyens nouveaux, qui, en toute cause, peuvent être produits sur l'appel, bien qu'ils en aient pas été devant les premiers juges, — Admet la dame d'Etruchat à la preuve des faits par elle articulés. »

POURVOI d'Etruchat.

1^{re} Violation des art. 272, 273 et 274, C. civ. — La réconciliation est un véritable contrat. Il renferme le consentement réciproque des deux époux à oublier le passé, à ne pas provoquer une séparation judiciaire, et à reprendre la vie commune. Or, si les contrats ordinaires sont parfaits par le seul consentement des parties, à plus forte raison doit-il en être de même de la réconciliation, contrat on ne peut plus favorable, puisqu'il intéresse tout à la fois la société, les époux, les enfants. — Sans doute, l'avantage de la réconciliation peut être perdu par une conduite ultérieure; mais rien au monde ne peut faire que le consentement qui a été donné n'ait pas été donné. — L'arrêt attaqué ne voit, dans l'oubli du passé et dans le retour au domicile conjugal, qu'un commencement de réconciliation, et il veut, pour que la réconciliation soit réellement consommée, que les actes aient été suivis d'un retour sincère et complet aux habitudes de la vie commune. Mais cette doctrine est évidemment repoussée par les art. 272 et 273, C. civ. : ces articles ne parlent que de la réconciliation en elle-même, et ne la font nullement dépendre des actes ultérieurs et d'un retour sincère et complet à ces habitudes de la vie commune. — Enfin, si l'on oppose qu'il s'agit d'une question exclusivement dans le domaine des juges du fait, on répondra que la Cour de cassation a le droit d'apprécier si les faits reconnus par la Cour royale constituaient ou non une réconciliation.

bourg, officier de gendarmerie, témoin inscrit sous le n° 24 de la liste signifiée, a prêté serment et fait sa déposition l'épée au côté, il ne résulte de cette circonstance ni une violation textuelle de l'art. 317. C. crim., ni aucune autre ouverture à cassation; — Attendu, sur le quatrième moyen, que l'art. 353. C. crim., qui veut que l'accusé ou son conseil aient toujours la parole les derniers, n'imposait point au président l'obligation d'interpeller l'accusé immédiatement avant de prononcer la clôture des débats, pour savoir de lui s'il n'avait rien à ajouter à sa défense; — Que, dès lors, l'omission de cette interpellation ne saurait être un moyen de nullité dans la cause, — Rejette, etc. »

Du 40 juin 1836. — Ch. crim.

MATIÈRE DE POLICE.—PRESCRIPTION.—POURVOI EN CASSATION.

En matière de contravention de police, la prescription annale de l'action publique est interrompue pendant toute la durée du pourvoi en cassation par le ministère public contre le jugement de relaxe, encore qu'il se soit écoulé plus d'une année depuis la date du pourvoi jusqu'à l'arrêt de la Cour suprême (1). (C. crim., 177, 415 et 640.)

Chandessais avait été cité devant le tribunal de simple police pour avoir obstrué une rue, délit constaté par procès-verbal du 23 juill. 1834; mais un jugement du 19 sept. suivant l'avait relaxé de la prévention, en accueillant une exception préjudicielle de propriété. Sur le pourvoi du ministère public, ce jugement fut cassé par arrêt du 13 nov. 1834. Un autre jugement, du 7 fév. 1835, ayant jugé dans le même sens que le premier, la Cour suprême, chambres réunies, cassa de nouveau et renvoya devant la Cour d'Orléans.

(1) Cette dernière solution n'est passans difficulté, et elle laisse encore dans l'indécision plusieurs faces de la question. — En admettant que le pourvoi en cassation donne, sous le rapport de l'effet *suspensif* ou *interruptif* de la prescription annale, être assimilé à l'appel, bien que l'art. 640. C. crim. n'en parle aucunement, ne se demande-t-on, si l'effet interruptif du pourvoi en cassation est *indéfinit*, c'est-à-dire, s'il proroge le délai de la prescription jusqu'à ce que la Cour de cassation ait prononcé, et cela, à la différence de l'appel, à compter duquel recommence à courir de nouveau le délai d'un an par lequel s'accomplit la prescription?

Sur ce point, l'arrêt qui va suivre laisse une assez grande incertitude, ou s'il décide la question, ce serait pour l'affirmative, et par ce motif, que tant que le pourvoi n'est pas jugé, l'action du ministère public est paralysée... C'est, au reste, ce que juge plus explicitement un précédent arrêt de la Cour, du 21 oct. 1830, arrêt dont les motifs, puisés en dehors de l'art. 640. C. crim., établissent que, de sa nature, le pourvoi en cassation du ministère public doit avoir un effet suspensif ou interruptif de la prescription.

La conséquence ultérieure de cette solution serait, que le délai d'un an ne recommencerait à courir qu'à compter de l'arrêt de cassation, portant renvoi de l'affaire devant d'autres juges; qu'ainsi,

Alors Chandessais, tout en reproduisant le moyen précédemment admis, opussa la prescription de l'action publique résultant, disait-il, de ce que le second pourvoi du ministère public, en date du 11 fév. 1835, remontait à plus d'une année.

Du 11 mars 1836, arrêt de la Cour d'Orléans qui statue sur cette exception dans les termes suivants :

« LA COUR, — Considérant, en droit, que la pensée dominante de l'art. 640. C. crim., est évidemment, par opposition aux articles précédents, de ne laisser, dans aucun cas, le prévenu plus d'une année sous le poids d'une poursuite de simple police; qu'en permettant aux parties l'emploi de tous les moyens de procédure et recours aux diverses juridictions, le législateur a voulu que ces moyens et recours fussent circonscrits dans ce même délai; que la seule exception qu'il admette à cette disposition est relative au cas d'appel; qu'en considérant le pourvoi en cassation, seule voie ouverte, dans l'espèce, au ministère public, comme devant produire le même effet que l'appel, il en résulterait seulement que le délai dans lequel doit intervenir le jugement définitif a pour point de départ la date du pourvoi; qu'il n'est pas possible d'étendre ce délai au delà, à raison de ce que la Cour de cassation, à la différence des autres tribunaux, ne décide pas sur le fond, puisqu'en dehors de l'analogie tirée du cas où l'appel est admissible, il ne serait pas permis, sans arbitraire et sans ajouter à la loi, de donner au pourvoi l'effet de proroger le délai; — Qu'en vain on alléguerait que le prévenu peut, par des moyens dilatoires, retarder le jugement définitif au delà de l'année, puisqu'il ne le pourrait qu'en soulevant les questions préjudicielles qui seraient suspensives de la prescription, comme étant de son fait et donnant lieu à sursis; qu'en supposant quelque

pas importerait le temps qui se serait écoulé depuis le pourvoi du ministère public, pourvu qu'il y eût moins d'une année d'intervalle entre l'arrêt de renvoi après cassation, et le jour où de nouveaux juges sont appelés à prononcer sur le fond.

Nous ne saurions, nous l'avouons, nous ranger avec une pleine conviction à cette doctrine, qui conduit à ce résultat, qu'un procès de police, faute de diligences du ministère public, pourrait rester indéfiniment en suspens devant la Cour de cassation, alors qu'il est dans le vœu manifeste du législateur que des procès de cette espèce soient regardés comme éteints ou abandonnés, si plus d'une année se passe sans conclusion.

Toutefois, il est à remarquer que, dans l'espèce, un peu moins d'une année s'était écoulée entre le pourvoi du ministère public et l'arrêt de cassation, ce qui rendait inutile d'examiner si le pourvoi avait, de sa nature, et à la différence de l'appel, un effet indéfiniment interruptif. — Mais plus d'une année s'était écoulée entre ce même pourvoi et le jour où la Cour d'Orléans, saisie de l'affaire par renvoi, se trouvait appelée à prononcer. Dans une telle circonstance, cette Cour a pensé que la prescription était acquise. C'est la le système que la Cour de cassation a cru devoir proscrire par l'arrêt que nous recueillons.

L.-M. Duv.

nhésité dans la loi, on ne peut pas l'interpréter plutôt contre que pour la prescription, cette exception en matière criminelle étant tellement favorable que, dans le silence du prévenu, elle doit être supplée d'office par le juge; qu'au surplus, en admettant même que des inconvénients graves pussent résulter de la circonscription rigoureuse du délai impart par l'art. 640, ces inconvénients peuvent être aisément prévenus par la diligence de la partie civile, du ministère public et des diverses juridictions; et que, dans tous les cas, il n'appartient qu'au législateur d'y remédier; — Considérant, en fait, qu'en attribuant dans la cause à la contravention, à défaut de date certaine, la date du procès-verbal qui la constate, cette contravention remonte au 25 juillet 1854; qu'il y a été statué par jugement du tribunal de Police de Tours, le 19 septembre même année; qu'un premier arrêt de la Cour suprême a cassé ce jugement et renvoyé l'affaire devant le juge de paix d'Amboise, le 13 nov. suivant; que, ce dernier ayant statué à son tour le 7 fév. 1855, son jugement a été attaqué par pourvoi du ministère public, le 11 du même mois, au plus tard; d'où il suit qu'il s'est écoulé plus d'une année sans jugement définitif, depuis la date du pourvoi jusqu'à aujourd'hui 11 mars, et qu'ainsi l'action est prescrite. »

Le procureur général de la Cour d'Orléans s'est pourvu en cassation : — Pour violation de l'art. 177, C. crim., et fausse application de l'art. 640 du même Code. En ce que l'arrêt attaqué avait admis une prescription non établie par la loi.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 177, C. crim., et de la fausse application de l'art. 640 du même Code : — Vu les art. 177, 415 et 640, C. Crim.; — Attendu, en droit, que des dispositions formelles des articles 177 et 415 dudit Code, il résulte que le recours en cassation est ouvert au ministère public contre tous les jugements en dernier ressort des tribunaux de police, sans distinction de ceux qui ont prononcé le renvoi de la partie ou sa condamnation; — Que l'art. 640, tout en déclarant que l'action publique pour une contravention de police est prescrite après une année, à compter du jour où elle a été commise, et, dans cet intervalle, il n'est point intervenu de condamnation, ne contient aucune disposition restrictive du droit de recours accordé à la partie publique; que, loin de là, le législateur a reconnu la nécessité de proroger la durée de l'action, lorsqu'il est intervenu en première instance un jugement définitif de nature à être attaqué par la voie de l'appel;

« Que le pourvoi en cassation rend cette prorogation plus nécessaire encore, puisqu'il a pour effet d'arrêter toute instruction, toute poursuite à fin de condamnation, de paralyser ainsi l'action du ministère public, et conséquemment de suspendre le cours de la prescription, comme aussi l'effet de la cassation est de remettre les parties au même état où elles étaient avant le jugement annulé; qu'on doit admettre ce double

principe; que, s'il en était autrement, le recours serait illusoire, et qu'il aurait pour résultat de laisser couvrir par la prescription les contraventions de police les plus contraires à l'ordre public, pendant que le ministère public serait forcé de poursuivre les excès de pouvoirs ou les violations de lois commises par les tribunaux de répression;

« Attendu, en fait, que la contravention de police imputée à Chandessais a été constatée par un procès-verbal, en date du 25 juill. 1854; que, s'il a été renvoyé de la prévention par un jugement du tribunal de police de la ville de Tours, du 19 septembre 1854, ce jugement a été cassé par un arrêt du 13 nov. suivant; qu'un second jugement, du tribunal de police du canton d'Amboise, auquel l'affaire avait été renvoyée, a relaxé Chandessais le 7 fév. 1855; mais que, sur un second pourvoi du ministère public, ce jugement a été cassé par un arrêt des chambres réunies, du 23 janv. 1856, et les parties renvoyées devant la Cour d'Orléans, laquelle a rendu sa décision le 11 mars suivant; — Qu'en jugeant dans cet état de la cause que l'action était prescrite, par le motif qu'il s'était écoulé plus d'une année sans jugement définitif depuis la date du pourvoi jusqu'au 11 mars 1856, l'arrêt attaqué a fausement appliqué l'art. 640, C. crim., et violé les art. 177 et 415 du même Code; — En conséquence, casse l'arrêt de la Cour d'Orléans du 11 mars 1856, renvoie à Angers. »

Du 16 juin 1856. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — QUESTION ALTERNATIVE. — FAUX.

Le jury interrogé sur une question alternative peut la résoudre par une simple réponse affirmative, sans distinguer auquel des deux termes de l'alternative posée cette affirmation se rapporte, lorsque ces deux termes ne sont que des modifications du même chef principal, ne présentent aucune contradiction et entraînent les mêmes conséquences pénales (1). (C. crim., 345; C. pén., 60.)

Tel est, par exemple, le cas où, en matière de faux, le jury est interrogé sur deux questions posées dans les termes suivants : L'accusé a-t-il fabriqué ou fait fabriquer, etc. ? A-t-il apposé ou fait apposer, etc. ? chacune de ces circonstances suffisant séparément pour constituer l'accusé auteur principal du faux.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur l'unique moyen de cassation, pris de ce que celles des réponses du jury qui ont servi de base à l'application de la peine ont résolu par une simple affirmation des questions alternatives, dont l'un des termes ne présentait pas les caractères constitutifs d'un fait qualifié crime par la loi par suite de l'omission des circonstances élémentaires de la complicité;

« Attendu que ces deux questions posées au

(1) P. conf. Cass., 18 mars 1826, 13 août 1829, 3 mai 1852 et 28 fév. 1853.

Jury : L'accusé a-t-il fabriqué ou fait fabriquer, etc.? A-t-il apposé ou fait apposer, etc.? ne sont que des modifications d'un même chef, à savoir le fait principal de fabrication de faux, dont la perpétration, sous un mode ou sous un autre, constituait le demandeur auteur de cette fabrication; qu'il ne s'agissait pas d'une simple complicité accessoire à ce fait, mais d'une exécution principale, soit que l'accusé, eût lui-même fabriqué matériellement le faux, soit qu'il se fût servi à cet effet d'une main étrangère;

« Attendu, dès lors, qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à un mode d'exécution principale du crime la règle que l'art. 60, C. pénal limite au fait de complicité; et que le jury n'était pas tenu de distinguer, dans sa réponse, auquel des deux termes de l'alternative qui lui était posée elle se rapportait, puisque, d'une part, ces deux termes ne présentaient entre eux aucune contradiction, et que, d'autre part, l'un comme l'autre entraînait les mêmes conséquences pénales;

« Attendu, au surplus, que la peine a été appliquée suivant le vœu de la loi, et qu'il n'existe aucune irrégularité de procédure qui ait fait grief au demandeur. — Rejette, etc. »

Du 16 juin 1856. — Ch. crim.

POSSESSION.—IMMEUBLE LITIGIEUX. — PREUVE. — ADMISSION.

Les juges saisis de la question de savoir à qui appartient un terrain litigieux peuvent refuser d'admettre l'une des parties à la preuve de faits de possession par elle articulés, s'ils reconnaissent que parmi ces faits il n'y en a aucun de nature à établir en sa faveur, alors même qu'ils seraient prouvés, la propriété de l'immeuble litigieux. (C. proc., 253.)

Le droit d'apprécier la pertinence des faits articulés, et d'admettre ou de rejeter l'enquête, appartient exclusivement aux juges du fond (1).

Il s'agissait de savoir, entre les époux Savarin et autres habitants de Lavant et l'État, comme étant aux droits du monastère de Saint-Sulpice, à qui appartenait la propriété d'une pièce de bois dépendant de la forêt de Jailloux, alléguée le 9 oct. 1503 par les religieux dudit monastère à Guillon. — Les époux Savarin et consorts se disaient propriétaires, comme représentants du concessionnaire de 1503.

Après un jugement préparatoire et divers rapports d'experts, qu'il est inutile de faire connaître, un jugement définitif déclara les mariés Savarin et consorts non recevables à rien réclamer sur la forêt de Jailloux, dont la propriété appartenait en entier à l'État.

Sur l'appel, les mariés Savarin et consorts prétendirent qu'ils avaient la possession de la pièce de bois contestée. Ils articulèrent divers faits dont ils demandèrent à faire la preuve. Ils alléguèrent, notamment, avoir acquitté des redevances entre les mains des religieux, en vertu

de l'acte de 1503, avoir mené paître leurs bestiaux sur la pièce de bois en litige, et y avoir même fait divers coupes à différentes époques. L'État de son côté, invoquait une possession immémoriale, qu'il s'attachait à prouver au moyen d'actes et procès-verbaux dressés par ses agents.

Le 17 juill. 1853, arrêt de la Cour de Lyon qui rejette les faits de possession articulés par les appelants, comme n'étant pas suffisamment établis, et maintient le domaine de l'État dans la jouissance et propriété de l'objet litigieux. Cet arrêt est ainsi conçu : — « Considérant que, dans l'impossibilité d'une reconnaissance certaine de l'objet concédé par l'acte d'albergement de 1503, la possession seule de deux cents journaux que les habitants de Lavant voudraient faire détacher de la forêt de Jailloux doit être consultée; que la jouissance constante et paisible de cet objet par le domaine de l'État, et, auparavant, par les chartreux de Saint-Sulpice, que l'État représente, ne peut être révoquée en doute; qu'elle apparaît par les aménagements de 1732 et 1772, par les coupes faites par l'État en 1809 et 1811, par les procès-verbaux des gardes forestiers dressés sur les lieux mêmes revendiqués par les habitants de Lavant;

« Que les redevances acquittées entre les mains des chartreux prouvent seulement que les appelants avaient la possession d'un tènement en vertu de l'albergement de 1503, mais ne prouvent en aucune manière que leur possession se soit exercée dans le canton litigieux; que les coupes et délivrances d'arbres dans le canton dont il s'agit, alléguées par les habitants de Lavant, et de lesquelles ils veulent faire résulter la preuve de leur possession, ne sont pas suffisamment établies, et que, d'ailleurs, s'ils avaient été réellement en possession, comme ils le prétendent, de cette portion de la forêt de Jailloux, si importante par la beauté de ses arbres et par leur valeur, leur jouissance se serait manifestée par des actes de possession gémérés, par des coupes fréquentes d'arbres pour la réparation de leurs habitations et par des coupes affouagères; que les habitants en fournissent aucun fait semblable. »

FOURVOY par les époux Savarin et consorts pour excès de pouvoir; violation de l'art. 362, C. proc.; déni de justice. — L'arrêt attaqué a repoussé les faits de possession articulés par les demandeurs, non pas comme imprégnés et insaisissables, mais bien comme non suffisamment établis. Or, les demandeurs ne prétendaient pas que ces faits fussent établis; loin de là, ils ne demandaient qu'une seule chose, c'était d'être admis à les prouver. — Ces faits, s'ils n'étaient pas prouvés par eux-mêmes, avaient un caractère de pertinence évident. Les juges ne l'ont pas nié, ils l'ont même implicitement reconnu : dès lors, ils ne pouvaient, sans commettre un déni de justice, et sans excès de pouvoir, refuser aux demandeurs le droit de les prouver.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, que c'est

(1) Jurisprudence constante. — *P. Cass.*, 9 nov. 1814, 12 déc. 1817, 23 juil. 1829, 3 janv. 1832, et la note, et 18 août 1836.

aux juges de décider si les faits articulés par la partie qui réclame une enquête sont pertinents et concluants (art. 253, C. proc.) ; — Et attendu, en fait, que, dans l'espèce, les juges, pour refuser l'enquête demandée par les mariés Savarin et consorts, ont déclaré que, parmi les faits par eux articulés, il n'y en avait aucun de nature à pouvoir établir en leur faveur la propriété de la forêt dont il s'agit ; — Qu'en cela les mêmes juges n'ont fait qu'user du droit que la loi abandonne à leur conscience et à leurs lumières, et rendre hommage au principe : *Frustra probatur quod probatum non relebat*, — Rejette, etc. »

Du 16 juin 1856. — Ch. req.

NOTAIRES. — DISCIPLINE. — TRIBUNAUX.

Les peines de simple discipline peuvent être prononcées par les tribunaux, sur les poursuites du ministère public, contre les notaires contrevenants, lorsque les chambres notariales ont négligé ou refusé de les appliquer (1). (L. 25 vent. an 11, art. 50 et 53; arrêté 27 niv. an 12, art. 1^{er}, 9 et 10.)

Arrêt de la Cour de Douai du 15 juin 1855. POURVOI par M^e Becq pour 1^{re} violation des art. 50, L. 25 vent. an 11, et 1^{er}, 9 et 10, arrêté 2 niv. an 12, en ce que l'arrêt attaqué avait statué sur un cas de discipline intérieure dont la chambre des notaires était seule juge; 2^e excès de pouvoir et fautive application de l'article 53, L. vent. an 11, ainsi que des art. 10, 16 et 17, arrêté an 12, en ce que la Cour royale avait appliqué la peine de la censure à un fait qui n'en pouvait être passible.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que, du rapprochement des dispositions législatives qui soumettent à la surveillance du ministère public les fonctionnaires publics et les officiers ministériels, et notamment des art. 53, L. 25 vent. an 11, et 45, L. 20 avril 1810, il résulte que les chambres des notaires ne sont point affranchies de cette surveillance ; — Attendu qu'il suit de là que les tribunaux civils, compétents pour prononcer contre les notaires les peines de suspension, et autres énumérées en l'art. 53, L. 25 vent. an 11, le sont aussi pour appliquer les peines disciplinaires que les chambres de discipline auraient négligé ou refusé de prononcer ; — Attendu que le ministère public ayant poursuivi le demandeur devant le tribunal de première instance de Douai, à raison d'un fait de nature à entraîner une peine disciplinaire, ce

tribunal était compétent, et que la cour royale, en prononçant une peine de discipline contre le demandeur, a fait ainsi une juste application de l'art. 53, L. 25 vent. an 11, et n'a commis aucun excès de pouvoir. — Rejette, etc. »

Du 16 juin 1856. — Ch. req.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — ARRÊT INFIRMATIF. — RENVOI. — COÛTS D'EAU.

Bien qu'un jugement interlocutoire ordonnant une expertise et en déterminant les bases ait été exécuté par les parties, la Cour royale, saisie de l'appel d'un second jugement qui prescrit les mesures à prendre pour arriver à une opération complète, peut, sans violer l'autorité de la chose jugée, ordonner une nouvelle expertise, dans le but d'arriver à de plus amples éclaircissements, et tous droits et moyens des parties réservés, quant au résultat des premières opérations (2).

L'arrêt qui, sur la question de savoir s'il y a ou non des usurpations commises sur un cours d'eau, ordonne une seconde expertise sans porter atteinte à une autre déjà existante, doit être considéré comme purement interlocutoire. Dès lors il ne lie pas les juges pour l'avenir et ne les empêche pas d'apprécier ultérieurement les titres des parties et les règlements locaux (3).

Lorsque les juges d'appel, infirmant un jugement, ordonnent un interlocutoire, il y a lieu à l'application de l'art. 472, C. proc. (C. proc., 319, 522 et 472.)

Le vœu de cet article, qui prescrit le renvoi à un autre tribunal, est suffisamment rempli par le renvoi devant le même tribunal, composé d'autres juges que ceux qui ont rendu le jugement infirmé (4). (C. proc., 472.)

Une contestation s'était élevée entre Roy et Duval, et Maurice Duval, tuteur de la demoiselle Gazzani, relativement à l'usage des eaux de la rivière d'Iion. Roy et Duval demandaient que Maurice Duval fût tenu de détruire tous les travaux, constructions, ouvrages, prises d'eaux, canaux d'irrigation et autres existant dans l'intérieur du parc de Condé, appartenant à la demoiselle Gazzani, qui ne seraient pas conformes aux dispositions des lois et règlements administratifs. L'existence de ces travaux avait, d'ailleurs, pour effet de priver les usines inférieures de la majeure partie des eaux de la rivière au profit de la propriété de la demoiselle Gazzani. — 18 sept. 1856, jugement du tribunal d'Évreux qui ordonne que par experts nommés d'office les lieux contentieux seront visités ; que les titres et plans invoqués par le tuteur de la demoiselle Gazzani seront appli-

(1) *F. conf.* Bourges, 23 juill. 1827, et Cass., 23 déc. 1859. — *F.* cependant Paris, 28 avril 1852 et Nancy, 2 juin 1854. — « Si les tribunaux, est-il dit dans ce dernier arrêt, s'attribuaient le droit d'appliquer les mesures disciplinaires exclusivement devolues aux chambres des notaires, soit après que celles-ci auraient déjà prononcé, soit avant qu'elles eussent rendu une décision, la prérogative, établie en faveur des notaires, ne serait plus qu'illusoire et la juridiction de leur chambre une véritable déception. »

(2) *F. Cass.*, 17 fév. 1825.

(3) *F.*, sur le principe que les juges ne sont pas liés par les jugements simplement interlocutoires qu'ils ont rendus, Merlin, *Quest.*, t. 3, p. 690; Carré, *Loi de la procéd.*, n° 1630; Favard de Langlade; Poncelet, t. 1, p. 70. — *F.* aussi notamment Cass., 11 niv. an 10, 14 juill. 1818, et 10 mai 1826.

(4) *F. conf.* Cass., 24 janv. 1826 ; — Thomines Desmazures, n° 522.

qués à l'état actuel des lieux, et que les différences sur cette application pourra révéler seront signalées. — Ce jugement est resté sans appel. — Cependant, lors des opérations et pour en assurer le résultat, Maurice Duval demanda que l'eau fût mise à la hauteur du repère et y fût maintenue pendant tout le temps de leur durée; mais les experts s'y refusèrent, attendu que le jugement ne leur donnait pas cette mission.

Des difficultés s'étant élevées sur le procès-verbal d'expertise, un nouveau jugement, du 10 janv. 1852, ordonna que les mêmes experts constateraient le système entier d'irrigation du parc de Condé, en tant qu'il avait rapport avec les usines et autres propriétés de Roy et de Duval, et qu'il serait contraire aux titres, lois et règlements sur la matière. — Ce jugement ne dit rien de la mesure réclamée par Maurice Duval dans l'intérêt de sa pupille.

Appel de ce dernier.

Du 8 mai 1855, arrêt infirmatif de la Cour de Rouen ainsi conçu :

« Considérant que l'action de Roy et de Duval est conçue dans des termes vagues et tellement généraux qu'elle est inadmissible dans sa généralité; que, tout-à-fois, cette action renfermant l'allégation de l'existence d'un préjudice souffert par Roy et Duval, à raison des prises d'eau illégalement exercées, le tribunal devait la résoudre au point de savoir 1° si des prises d'eau ou tranchées ont été exercées de la part de la demoiselle Gazzani; 2° quel en était le nombre; 3° si elles ont lieu au-dessous du repère; 4° à quelle distance elles existent les unes des autres, et quelles sont leurs dimensions;

« Considérant que les experts nommés par le tribunal d'Évreux ont, d'ailleurs, manqué le but essentiel qu'ils devaient atteindre, en repoussant les demandes de la demoiselle Gazzani de mettre les eaux à la hauteur du repère, préalablement à toute opération; qu'ainsi, de nouveaux experts doivent être nommés aux fins ci-dessus, leur mission ne pouvant, dans aucun cas, s'étendre jusqu'à l'examen des titres et des droits des parties. »

L'arrêt après avoir indiqué quelles étaient les opérations auxquelles les experts nommés devaient se livrer, ordonne que, sur le vu du procès-verbal qui sera par eux dressé, le tribunal civil d'Évreux, composé d'autres juges que ceux qui ont connu des litiges qui ont amené les parties devant la Cour, et concouru aux jugements des 18 sept. 1850 et 10 janv. 1852, statuera, au fond, sur les droits et moyens réservés aux parties, tous moyens de fait et de droit tenant.

POURVOI de Roy et de Duval.

Premier moyen. — Violation de la chose jugée et de l'art. 1351, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué, au lieu de statuer uniquement sur l'appel du jugement du 10 janv. 1852, a changé les bases de l'expertise fixées par le jugement du 18 sept. 1850, lequel a acquis l'autorité de la chose jugée.

On répondait à ce moyen que le jugement du 18 sept. était purement interlocutoire; qu'à ce

titre il ne liait pas les juges, et qu'en conséquence la Cour royale avait été libre de prononcer comme s'il n'existait pas (1).

Second moyen. — Violation de l'art. 645, C. civ., et des lois et règlements relatifs à l'usage des eaux. — On disait que d'après les règlements qui régissaient la rivière d'Iton les prises d'eau devaient avoir entre elles un certain espace; que leur largeur était fixée; que l'irrigation ne devait avoir lieu qu'à certaines époques; la hauteur des eaux, celle des déversoirs, leur forme, tout était réglé d'une manière précise; sur ce que, ru un mot, ces règlements étaient la loi des parties; qu'ainsi, pour savoir si la demoiselle Gazzani s'en était écartée, il fallait nécessairement procéder ainsi que l'avaient ordonné les premiers juges.

On répondait que c'était avec raison que l'arrêt attaqué avait restreint les vérifications à faire aux prises d'eau qui pouvaient, en même temps qu'elles seraient contraaires aux règlements, nuire à Roy et à Duval, puisque hors ce cas les demandeurs n'avaient pas le droit de se plaindre.

Troisième moyen. — Violation des art. 519 et 522, C. proc., et fautive application de l'art. 472, en ce que l'arrêt attaqué a renvoyé les parties, pour être fait droit, devant le tribunal d'Évreux composé d'autres juges. Rien ne s'opposait à ce que les mêmes juges fussent en définitive des résultats de l'expertise. Dans tous les cas, et s'il y avait lieu à l'application de l'art. 472, ce n'était pas devant le même tribunal composé d'autres juges, mais devant un autre tribunal, que le renvoi devait avoir lieu.

On réfutait l'application des art. 519 et 522 en disant que ces articles ne se rapportent qu'aux cas où le tribunal doit statuer sur les effets d'une expertise qu'il a ordonnée. Dans l'espèce, il s'agissait de l'exécution d'un arrêt infirmatif, exécution que la Cour royale pouvait confier à un autre tribunal. C'est ce que l'arrêt attaqué a fait : car on ne saurait établir aucune différence raisonnable entre le renvoi à un autre tribunal et le renvoi au même tribunal composé d'autres juges.

ANALYSE.

« LA COUR. — Sur le premier moyen, tiré d'une prétendue violation de l'autorité de la chose jugée par le tribunal d'Évreux, le 18 septembre 1850 : — « Attendu que ce jugement était purement interlocutoire et n'avait été suivi d'aucun jugement définitif; que la Cour de Rouen, en déclarant expressément, par l'arrêt attaqué, que tous droits et moyens demeuraient réservés aux parties, a évidemment entendu, par la nouvelle expertise qu'elle a ordonnée, obtenir seulement de plus amples éclaircissements que ceux qui existaient au procès, et sans y préjudicier;

« Sur le deuxième moyen, relatif aux dispositions de l'art. 645, C. civ., et des règlements administratifs sur le cours et usage des eaux dont il s'agit : — Attendu que l'arrêt attaqué n'a rien

(1) *V.* les arrêts et autorités cités au note.

préjugé sur l'application et l'appréciation des règlements locaux, et des titres de propriété produits par les parties, appréciation qui doit être faite ultérieurement par les juges; que cet arrêt se borne à ordonner une nouvelle expertise, sans porter atteinte à celle déjà existante, et à déterminer la mission spéciale de ces nouveaux experts, sans limiter ni pouvoir limiter quant aux temps, ni aux personnes qui se seraient succédé dans la propriété des lieux, les moyens de fait et de droit par lesquels les demandeurs prétendent établir les usurpations et les entreprises dont ils se plaignent de la part des propriétaires successifs du parc de Condé; que, d'ailleurs, le susdit arrêt ne contient que des dispositions purement interlocutoires, dont aucune ne lie les juges pour l'avenir;

« Sur le troisième moyen, puisé dans la disposition de l'art. 472, C. proc. : — Attendu qu'il s'agissait, dans l'espèce, de l'exécution d'un arrêt interlocutoire, et de compléter une instruction déjà commencée; que le tribunal civil d'Évreux est composé de deux chambres; qu'en cet état, la Cour de Rouen a pu, sans violer aucune loi, renvoyer, comme elle l'a fait, les parties et la cause, pour l'exécution de son arrêt, devant le même tribunal, composé d'autres juges que ceux qui en avaient déjà connu, — Rejette, etc. »

Du 22 juin 1836. — Ch. civ.

NOTAIRE. — MANDATAIRE. — RESPONSABILITÉ. — PAYEMENT. — CRÉANCIER POSTÉRIEUR.

Le notaire qui reçoit en dépôt le prix de la vente immobilière dont il a passé l'acte, et qui le paye à des créanciers du vendeur, fait acte de mandataire même à l'égard de l'acquéreur, et si, sur le motif d'éteindre les dettes les plus onéreuses à raison du taux de l'intérêt ou de l'imminence des poursuites, il épuise le prix à désintéresser les créanciers derniers inscrits sur l'immeuble vendu, il est garant envers cet acquéreur des poursuites ultérieures des premiers inscrits non payés (1). (C. civ., 1372, 1992 et 1584.)

Par actes des 22 fév. 1825 et 4 mai 1825, aux minutes de M^e Noël, notaire, Léger aliéna ses immeubles, et en stipula le prix payable dans l'étude du notaire.

Ces immeubles se trouvaient grevés d'inscriptions hypothécaires, et parmi les créanciers premiers inscrits figurait Daurier, cautionné par les époux Collot.

Le prix des aliénations déposé en son étude, le notaire commença par éteindre les créances postérieures inscrites qui lui faisaient appréhender des poursuites, ou qui étaient onéreuses, comme productives d'intérêt à 6 %. Les fonds versés se trouvèrent ainsi épuisés sans que Daurier fût payé.

Dans cet état de choses, les époux Collot désintéressèrent Daurier, se font subroger à ses droits et actionnent Joly et les autres acquéreurs

de Léger en payement de la créance subrogée, ou en délaissement des immeubles hypothéqués. Les acquéreurs appellent en garantie le notaire Noël.

Le 14 juin 1834, jugement du tribunal et arrêt de la Cour de Nancy qui accueillent les deux actions par le motif que le notaire s'est constitué gérant d'affaires des acquéreurs et doit être responsable du dommage causé par son fait ou sa faute.

POURVOI pour fausse application des articles 1372 et 1385, C. civ., et violation de l'article 1992, même Code.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt déclare que Noël s'était rendu volontairement le mandataire des acquéreurs des propriétés de Léger, et qu'il n'a point rempli les obligations du mandataire en payant aux créanciers inscrits les fonds qui lui avaient été remis, sans avoir égard au rang des inscriptions, ce qui a occasionné un préjudice réel aux créanciers ayant les premières inscriptions, et qui n'ont point été payés; d'où il suit que l'arrêt dénoncé, en accordant la garantie demandée contre Noël, loin d'avoir violé l'art. 1992, C. civ., en a fait, au contraire, une juste application; — Attendu qu'en décidant ainsi, l'arrêt dénoncé n'a fait qu'apprécier les actes et faits de la cause, appréciation qui était dans les attributions exclusives de la Cour royale, — Rejette, etc. »

Du 22 juin 1836. — Ch. req.

CASSATION. — POURVOI. — DÉSISTEMENT. — AMENDE.

Le demandeur en cassation qui se désiste de son pourvoi n'est pas fondé à réclamer la restitution de l'amende consignée (2). (Règlement 1738, tit. 4, art. 37 et 38.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'après s'être pourvus en cassation contre l'arrêt rendu le 22 juin précédent par la Cour de Brunes, les demandeurs ont conclu, le 16 mars dernier, à ce qu'il fût déclaré n'y avoir lieu à statuer sur leur pourvoi, devenu sans objet, et à ce que l'amende fût restituée; — Attendu qu'il suffit que le pourvoi soit abandonné par Desmottiers, pour qu'il doive être rejeté, sans qu'il soit besoin d'examiner les motifs, ni les conséquences qu'il prétend en tirer, — Rejette le pourvoi et condamne les demandeurs à l'amende, etc. »

Du 22 juin 1836. — Ch. req.

FAUX. — PEINE. — AMENDE.

Est nul l'arrêt d'une Cour d'assises qui n'applique pas à un individu déclaré coupable de faux l'amende portée par l'art. 164, C. pén.

Du 25 juin 1836. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

(1) J. Cass., 5 déc. 1835, et la note.

(2) J. conf. Cass., 24 fév. 1835, et la note; — Mais voy. Brux., Cass., 21 janv. 1833.

RÈGLEMENT DE JUGES. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — DÉLIT POLITIQUE.

Il y a lieu à règlement de juges par la Cour de cassation, lorsqu'un tribunal de police correctionnelle s'est déclaré incompétent pour connaître d'une affaire qui lui a été renvoyée par la chambre du conseil (1). (C. crim., 525 (104v.))

L'empêchement apporté par voies de fait à l'exercice des droits civils d'un individu, constituant le délit prévu par l'art. 109, C. pén., a, d'après l'art. 7, L. 8 oct. 1830, le caractère d'un délit politique, et, dès lors, appartient à la juridiction des Cours d'assises aux termes de l'art. 8, même loi (2). (C. pén., 109; L. 8 oct. 1830, art. 6 et 7.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que, par ordonnance de la chambre du conseil, en date du 28 décembre 1835, du tribunal de Saint-Palais, J. B. Etchebarne, ancien maire de la commune de Gestas, a été mis en prévention d'avoir, le 2 nov. 1834, par voies de fait, empêché Beuste d'exercer ses droits civils, à l'occasion de l'élection du conseil municipal, délit prévu par l'art. 109, C. pén., et qu'en conséquence ledit Etchebarne a été renvoyé en police correctionnelle; — Attendu que, par jugement du 15 janv. 1836, le tribunal de police correctionnelle de Saint-Palais s'est déclaré incompétent pour connaître du fait imputé à Etchebarne, par le motif que l'article 7, L. 8 oct. 1830, réputé délits politiques, les délits prévus par les chap. 1^{er} et 2, tit. 1^{er}, liv. 3, C. pén., et que le fait qui a donné lieu à la plainte, caractérise le délit prévu par l'article 109, C. pén., lequel article est classé sous le chap. 2, tit. 1^{er}, liv. 3, dudit Code, et qu'enfin, aux termes de l'art. 6, L. précitée, ce délit est de la compétence de la Cour d'assises; — Attendu que l'ordonnance de la chambre du conseil et le jugement précités n'ont point été attaqués en temps de droit, et qu'ils ont acquis la force de chose jugée; que de la connexité qui existe entre ces décisions, il résulte un obstacle négatif qui interrompt le cours de la justice, et qu'il importe de le rétablir; — Vu les art. 525 et suiv., C. crim.; — Attendu que le fait tel qu'il se trouve relevé, tant par l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de Saint-Palais, que par le jugement du tribunal correctionnel de la même ville, considéré comme empêchement, par voies de fait, à l'exercice des droits civils, constituerait le délit prévu par l'art. 109, C. pén., et que ce délit appartenait, aux termes de l'art. 6, L. 8 oct. 1830, à la juridiction des Cours d'assises, comme ayant, d'après l'art. 7, L. précitée, le caractère d'un délit politique. — Renvoie devant la chambre des mises en accusation de la Cour de Pau, etc. »

Du 25 juin 1856. — Ch. crim.

CITATION CORRECTIONNELLE. — VAGABONDAGE. — REPTURE DE BAN.

Est nul l'arrêt qui, sur l'appel d'un jugement condamnant un individu cité uniquement pour vagabondage, s'abstient de statuer sur le délit de vagabondage, et s'attribue la connaissance du délit de désobéissance au ban de surveillance pour lequel le prévenu n'avait reçu aucune citation (3).

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 408 et 413, Code crim.; 182 et 379, même Code, qui déterminent, d'une part, les formes de la citation qui investit la justice de la connaissance des faits, et, d'autre part, celles qu'il convient de suivre en cas que, pendant les débats, l'accusé soit, par des pièces ou par des dépositions de témoins, chargé de nouveaux faits méritant une peine plus grave; — Attendu que l'observation de ces règles intéresse la liberté de la défense, aussi bien que la vindicte publique; et qu'il n'y a d'exception que pour les faits identiques qui sont virtuellement compris dans la qualification du fait, objet primitif de l'action; — Attendu que, dans l'espèce, le fait dénoncé à la Cour de Poitiers était spécifié et qualifié, non-seulement par la citation, mais encore par un arrêt rendu par la chambre d'accusation de la Cour de Poitiers, après instructions, délit de vagabondage, prévu par le Code pén., et puni, par l'art. 271, d'une peine de trois à six mois d'emprisonnement; que l'appel du jugement qui a déclaré le prévenu convaincu de ce délit n'a pu changer la prévention dans ses expressions indéterminées; que, sur cet appel et d'après les nouveaux renseignements obtenus contre le prévenu, le ministère public pouvait faire des réserves, tendant à l'exercice d'une autre action, mais non abandonner la prévention primitive, pour saisir la Cour d'un nouveau fait qualifié par une autre disposition de la loi; — Attendu que l'infraction du ban de surveillance, qualifiée par l'art. 45, C. pén., est punie d'un emprisonnement dont le maximum est fixé à cinq ans; que ce fait rentre d'autant moins dans celui qui était l'objet de la prévention, que les individus, soumis à la surveillance de la haute police par suite de condamnations politiques ou autres, peuvent avoir une profession, un domicile et des moyens de subsistance, et ne sauraient tomber sous l'application des art. 270 et 271, C. pén.; d'où il suit que la chambre des appels de police correctionnelle, en s'abstenant de statuer sur le délit de vagabondage et en s'attribuant la connaissance du fait de désobéissance au ban de surveillance, sous lequel le prévenu était placé, sans qu'aucune citation eût été donnée audit prévenu sur ce point, a violé le droit de la défense, l'a privé d'un droit de juridiction, violé les règles de compétence et commis un excès de pouvoir, — Casse, etc. »

Du 24 juin 1856. — Ch. crim.

(1) *F. conf. Cass.*, 21 mai 1835.

(2) *F. conf. de Grattier, Comment. sur les lois de la presse*, t. 2, p. 223, note 3.

(3) *F. conf. Cass.*, 10 sept. 1836.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — TRAVAUX PUBLICS.
— ENTREPRENEUR. — GENIE MILITAIRE.

L'entrepreneur des travaux militaires d'une place de guerre auquel son cahier des charges a imposé la condition de faire exécuter les ouvrages dont la surveillance appartient aux officiers du génie ne peut être excusé d'avoir, en accomplissant des travaux militaires, contrevenu à un arrêté municipal, par le motif qu'il n'avait agi que d'après les ordres du génie militaire. (C. pén., 471.)

Un entrepreneur de travaux militaires ne peut être assimilé à un fonctionnaire public, agent ou préposé du gouvernement qui n'aurait fait qu'exécuter les ordres de son supérieur hiérarchique; il ne peut donc invoquer l'exception consacrée par les art. 114 et 190, C. pén., laquelle ne peut être appliquée qu'au cas particulier prévu par ces articles.

Du 25 juin 1856. — Ch. réun.

ENTREPRENEUR. — AGENT. — OBLIGATION.

L'entrepreneur d'un service public, qui s'est substitué un agent ou mandataire général dans une localité, peut être tenu de payer les billets à ordre souscrits par cet agent, et causés pour fournitures du service dont il est chargé (1). (C. civ., 1988.)

ANALYSE.

• LA COUR. — Attendu que le jugement constate, en fait, 1° que Guillonx était agent spécial et préposé d'irvoix dans le service de l'entreprise des convois de la 14^e division; et 2° que les billets dont il s'agissait au procès étaient causés pour rations du service des convois militaires de la 14^e division; que, dans cet état des faits, le tribunal de commerce de Rouen, en déclarant Irvoix passible du paiement des billets souscrits par son mandataire, conformément à son mandat, loin de violer les dispositions invoquées du Code civil, a fait une juste application des principes relatifs au mandat, spécialement de l'art. 1998 de ce Code, aux termes duquel le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné, — Rejette, etc. »

Du 28 juin 1856. — Ch. req.

RENTE QUÉRABLE. — MISE EN DEMEURE. — EXÉCUTION.

Le créancier d'une rente quérable ne peut contraindre le débiteur à lui en rembourser le capital qu'après l'avoir mis en demeure de payer les arrérages échus, lors même

qu'il n'en aurait pas été servi depuis plus de deux ans (2). (C. civ., 1912.)

Cette mise en demeure ne résulte pas d'un commandement à fin de saisie immobilière par lequel le créancier demanderait le paiement des arrérages échus et du capital (3).

En 1821, les mariés Labedal se constituèrent débiteurs envers Claverie d'une rente annuelle de 150 fr. quérable par le créancier. En 1851, Claverie, n'ayant pas reçu d'arrérages depuis 1828, fit commandement aux débiteurs de payer le capital, devenu exigible par défaut de service de la rente depuis plus de deux ans, plus les termes échus et les frais, faute de quoi il saisirait leurs immeubles. Point de réponse à ce commandement, et, trente jours après, saisie des immeubles des époux Labedal. Mais bientôt après ils offrent les arrérages échus et les frais, et ils prétendent que le capital de la rente n'est point devenu exigible. Jugement qui déclare ces offres insuffisantes et ordonne la continuation des poursuites.

Du 14 juill. 1852, arrêt infirmatif de la Cour de Paris.

• Attendu qu'aux termes de l'art. 1247, Code civ., lorsque le lieu du paiement d'une obligation n'est pas désigné dans l'acte, il doit être fait au domicile du débiteur; que le contrat de constitution de rente dont il s'agit ne contient pas de stipulation à cet égard; d'où il suit que les rentes étaient payables au domicile des époux Labedal;

• Attendu que, d'après l'art. 1912, C. civ., le débiteur d'une rente constituée peut être contraint au rachat, s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années; que, lorsque la rente est quérable, le débiteur ne peut être valablement constitué en retard de payer que lorsque le créancier s'est personnellement ou par un mandataire pour recevoir le paiement; que, dans l'espèce, la rente étant quérable, Claverie devait se présenter au domicile des époux Labedal, ainsi qu'il vient d'être dit; que, ne l'ayant point fait, les époux Labedal sont encore à temps d'acquiescer les rentes arriérées, et de se soustraire ainsi à l'application de l'art. 1912, C. civ.;

• Attendu que l'on oppose en vain que le commandement du 16 déc. 1825 était une sommation suffisante pour constituer le débiteur en demeure et rendre le capital exigible; que, bien que ce commandement ne fût fait que dans l'objet de l'expropriation, faute de paiement non-seulement des arrérages, mais encore du capital, cette sommation pourrait rigoureusement paraître suffisante pour constituer le débiteur en demeure et le contraindre au rachat, faute par lui de payer sur cette sommation, si l'huissier avait été porteur d'un mandat aux fins

(1) La Cour de cassation avait déjà jugé en ce sens entre les mêmes parties par arrêt du 12 nov. 1854.

(2) La doctrine de la Cour suprême paraît fixée sur cette question. Si la rente est quérable, le droit au remboursement n'est acquis que par une mise en demeure. — Arrêts 14 juil. 1814, 8 avr. 10 nov. et 16 déc. 1818 et 12 mai 1819. — *V.* aussi Cass., 4 nov.

1812. Si la rente est portable, le créancier peut requérir le remboursement si le débiteur ne lui a pas servi les arrérages depuis deux ans. — *V.* conf. Turin, 17 déc. 1806, 27 avr. 1812 et Grenoble, 19 juil. 1827. — *Contra*, Aix, 28 avr. 19 nov. 1815 et Douai, 17 nov. 1814.

(3) *V.* conf. Tropiong, du Prêt, no 479.

de recevoir lesdites rentes, mais ce mandat, loin d'exister, était exclu par les termes mêmes du commandement, en sorte que cet acte ne peut avoir l'effet qu'on voudrait lui faire produire; que le retard de payer les rentes dont il s'agit ne doit encore être imputé qu'au créancier; qu'il suit de là que les époux Labadat n'avaient pas besoin de faire des offres, et que, par conséquent, il est inutile de statuer sur leur validité, ces époux étant à temps, s'ils veulent se soustraire au rachat, de payer les rentes arriérées, lorsqu'on leur fera une sommation valable : — Par ces motifs, annule la saisie immobilière, déclare n'y avoir lieu de statuer sur la validité des offres et de la consignation dont il s'agit. »

POURVOI de Clavier, pour violation des articles, 1139, 1519 et 1912, C. civ., en ce que la Cour de Pau a jugé que le capital de la rente en question n'était pas exigible quoique les débiteurs n'eussent point servi les arrérages depuis plus de deux ans, ni offert de les payer sur le commandement qui leur en était fait avec annonce de saisie immobilière.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant qu'il est reconnu par l'arrêt et justifié par le titre que la rente dont il s'agit est quérable, et que, pour s'en faire payer, le créancier est tenu d'en aller demander, ou faire demander, par un fondé de pouvoir, le paiement des arrérages au domicile de ses débiteurs; qu'en cas de négligence de la part du créancier, on ne saurait dire que les débiteurs soient en faute, qu'ils aient cessé de remplir leurs obligations, et que la contrainte prononcée par l'art. 1912, C. civ., à raison de cet inaccomplissement de leurs devoirs, puisse leur être appliquée; que de tels débiteurs, à qui le créancier n'a rien demandé, doivent avoir été mis en demeure, pour que la contrainte, par exigibilité du capital, soit prononcée contre eux;

» Que, dans l'espèce, le créancier, prétendant exercer lui-même cette contrainte, a fait procéder par voie de commandement, tendant à saisie immobilière pour le paiement 1^o du capital que l'on y déclare exigible; 2^o des arrérages échus et des frais; que, sur les offres faites par lesdits débiteurs de ces arrérages, seulement au domicile que le créancier avait indiqué à Lourdes, chez son avoué, ni cet avoué, ni l'huissier n'ont voulu recevoir sans le capital, qu'ils n'étaient pas autorisés à diviser; que, malgré ces offres et la consignation qui les a suivies, il a été procédé contre les défendeurs à la saisie de leurs immeubles, même, à l'adjudication préliminaire; que, dans cet état, la Cour royale a pu décider que les défendeurs étaient encore à temps de payer les arrérages échus, lorsque la demande leur en serait faite; et qu'ainsi la poursuite d'expropriation devait être annulée, — Rejette, etc. »

Du 28 juin 1836. — Ch. civ.

RETRAIT SUCCESSIONAL. — COHÉRITIERS.

Le cohéritier qui a exercé en son propre et privé nom le retrait successoral, ne peut être contraint de communiquer à ses co-successibles le bénéfice de ce retrait. (C. civ., 841.)

Le retrait peut être considéré comme exercé, bien que le retrayant n'ait pas encore remboursé le prix de la cession, lorsque des jugements obtenus par lui seul, et passés en force de chose jugée, ont admis son action en retrait.

Ces questions, à peu près neuves en jurisprudence, et d'un grand intérêt, n'avaient point encore été décidées par la Cour de cassation. Elles méritent à ce titre que nous fassions connaître en son entier la discussion approfondie dont elles ont été l'objet devant la Cour.

En l'an 9, après le décès de Mignot de la Touraille, plusieurs de ses héritiers collatéraux vendirent leurs droits successifs à Toutain et à Delivet; d'autres cédèrent les leurs à la dame veuve de la Touraille, représentée plus tard par Thorel, son légataire universel. — En 1825, les héritiers qui avaient conservé leurs droits, et notamment Morin, demandèrent à exercer le retrait successoral contre les cessuaires. Leur demande fut accueillie à l'égard de Toutain et de Delivet par jugements ou arrêts du tribunal et de la Cour de Caen, de 1826 et 1827, jugements ou arrêts passés en force de chose jugée (1). Elle fut rejetée à l'égard de Thorel, par un arrêt de la même Cour du 11 juillet 1827 (2).

Thorel, ainsi maintenu au nombre des copartageants de la succession Mignot de la Touraille, et Gannet, l'un des héritiers qui n'avait figuré dans aucun des procès dont il vient d'être parlé, ont demandé alors à profiter du retrait exercé par les autres héritiers, et sur le refus de ceux-ci, qui ont prétendu avoir un droit exclusif au bénéfice de ce retrait, une nouvelle instance s'est engagée devant le tribunal de Lizieux.

17 janv. 1831. Jugement de ce tribunal qui accueille la demande de Thorel et de Gannet.

Appel. — 5 juin 1832, arrêt de la Cour de Caen qui réforme par les motifs suivants : — « Considérant que les appelants ont fait valoir à l'appui de leur appel plusieurs moyens : le premier de ces moyens est une fin de non recevoir contre la demande formée par les intimés d'être admis à participer au bénéfice du retrait successoral exercé par les appelants sans y appeler les intimés; — Considérant que si ce premier moyen était fondé, il deviendrait inutile de se livrer à l'examen des autres moyens que les appelants font valoir subsidiairement; d'où suit qu'il est convenable de commencer par apprécier la valeur de ce premier moyen; — Considérant que les appelants n'appuient point la fin de non recevoir qu'ils opposent aux intimés uniquement sur ce qu'ils auraient formé les premiers la demande en retrait successoral; car un pareil soutien ne serait ni juste ni raisonnable. Ils l'ont si bien reconnu, que Gautier et autres cohéritiers, ayant formé une demande en intervention pour

contre ces arrêts. — *F. conf. Riom*, 21 janv. 1809; et *Montpellier*, 7 juill. 1824.

(1-2) *F. Cass.*, 28 mars 1828 et 21 avril 1830, le rejet par la Cour de cassation des pourvois formés

être admis à participer au bénéfice du retrait dont la demande avait été intentée sans leur participation, cette demande en intervention n'a pas été contestée par les intimés, et a été au contraire, de leur consentement, admise par justice; mais ils s'appuient sur ce qu'avant que les intimés aient formé, de leur chef, aucune demande tendante à participer au bénéfice du retrait dont il s'agit, les appelants avaient obtenu, les 31 mars et 16 août 1826, deux jugements de première instance qui leur adjugeaient, ainsi qu'aux cohéritiers dont l'intervention avait été admise, l'effet dudit retrait, lesquels jugements ayant été attaqués par la voie de l'appel, avaient été confirmés par deux arrêts de la Cour en date des 15 juill. 1826 et 3 janv. 1827, contre lesquels il y avait eu pourvoi devant la Cour de cassation, lequel pourvoi avait été rejeté par cette dernière Cour; de tout quoi les appelants tirent la conséquence que la propriété des fonds qui étaient l'objet du retrait qu'ils avaient réclamé, leur était acquise par des jugements et arrêts passés en force de chose jugée, et qu'ainsi les intimés ne pouvaient venir ensuite les troubler ni inquiéter dans cette propriété; — Considérant que, dans de pareilles circonstances, on ne peut pas dire qu'il y ait eu fraude commise de la part des appelants; car il est impossible de supposer que cette demande en retrait qui a occasionné une procédure qui a duré plusieurs années et qui a été portée d'abord devant le tribunal de première instance, et en second lieu devant la Cour de cassation, ait pu ne pas être connue par les intimés, qui, pendant tout ce temps ont gardé le plus profond silence; — Considérant qu'on doit bien plutôt induire de ce silence que les intimés n'ont pas voulu s'exposer aux chances hasardeuses de cette longue procédure, ni courir le danger de payer leur part des frais qu'elle pourrait occasionner; ce n'est qu'après que le succès a été certain qu'ils viennent demander à y prendre part; si l'y avait eu fraude en pareil cas, ce serait aux intimés eux-mêmes qu'on devrait l'imputer; — Considérant que l'argument que l'on tire de la disposition du Code civil qui dispose que l'acquéreur du fonds adjugé à l'héritier ou aux héritiers ayant exercé le retrait successoral, reste en possession de ce même fonds jusqu'à ce que le remboursement ait été effectué, pour en induire que la propriété n'est véritablement acquise que du jour du remboursement effectué, n'est qu'un véritable sophisme. En effet, la propriété et la possession d'un immeuble sont deux choses très-distinctes et qu'on ne peut pas confondre. Si, par exemple, Pierre consent un contrat de vente à Paul d'un fonds payable par 3000 fr., que Paul s'oblige à payer tout-fois et quantes, mais sous la condition qu'il n'entrera en possession de l'objet vendu qu'au moment du paiement, serait-il possible de soutenir que le vendeur pourrait donner valablement une hypothèque sur ce fonds par lui aliéné, sous prétexte que n'en étant pas encore payé, il en a encore la propriété et continue d'en avoir la jouissance? Une pareille hypothèque, le contrat de vente étant accompagné de toutes les circonstances exigées par la loi, serait illu-

aire. Ce contrat étant synallagmatique, le vendeur, à défaut de paiement, serait obligé de faire résilier le contrat pour rentrer dans la propriété qu'il aurait aliénée. — Les jugements et arrêts confirmatifs passés en force de chose jugée sont l'équivalent d'un contrat passé entre les parties, avec cette différence seulement que les conditions n'en ont pas été convenues entre elles, mais ont été réglées et déterminées par la justice, qui, dans l'espèce dont il s'agit, a transféré aux appelants le droit de propriété, en laissant seulement à l'acquéreur du fonds retrayé la jouissance d'icelui jusqu'au moment de son remboursement. On ne peut donc pas dire que les intimés aient formé leur demande avant la transmission de la propriété, puisqu'ils ne l'ont formée qu'à l'instant même du remboursement; d'où il faut tirer pour dernière conséquence que leur action a été trop tardivement intentée, et que la fin de non recevoir qui leur est opposée est bien fondée; — Considérant que, d'après ce qui précède, il devient inutile d'examiner les autres moyens subsidiairement invoqués par les appelants; — Par ces motifs, infirmer, etc. »

POURVOI en cassation par Thorel et Gannell, pour violation de l'art. 841. C. civ., et fausse application de l'autorité de la chose jugée, en ce que la Cour de Caen, bien que les demandeurs eussent manifesté, avant tout remboursement du prix de la cession, leur intention de participer au retrait exercé par leurs cohéritiers, leur en a dénié le droit, sous le prétexte que des jugements passés en force de chose jugée avaient attribué exclusivement ce bénéfice aux retrayants.

Aux termes de l'art. 841, C. civ., a-t-on dit dans l'intérêt des demandeurs. « Toute personne, » même parente du défunt, qui n'est pas son » successeur, et à laquelle un cohéritier aurait » cédé son droit à la succession, peut être écarté » du partage soit par tous les cohéritiers, » soit par un seul, en lui remboursant le prix » de la cession. » — Merlin (*Quest. de droit*, v° *Retrait successoral*) a, dans une savante dissertation, établi que, d'après les termes et l'esprit de cet article, l'héritier qui a exercé le retrait successoral peut être contraint par ses cohéritiers de leur rembourser le bénéfice de ce retrait. — Cette opinion fut-elle controversable, au moins est-il certain d'aux, que tous les héritiers doivent être admis à participer au retrait, lorsqu'il n'est pas encore exercé par l'un d'eux et en second lieu, que le retrait n'est exercé, ou consommé que par le remboursement effectif du prix de la cession. — D'une part, en effet, tous les héritiers sont d'abord appelés à exercer le retrait, et si la loi admet ensuite un seul d'entre eux à en profiter, ce ne peut être évidemment qu'au refus des autres. — D'autre part, le remboursement du prix de la cession est exigé pour écarter le cessionnaire du partage; d'où il suit nécessairement que, jusqu'à ce que ce cessionnaire ait été remboursé, on ne saurait l'écarter, et qu'ainsi les choses restent entières jusqu'au remboursement. — Ainsi les auteurs, même ceux qui n'admettent pas que les cohéritiers aient le droit de profiter du retrait quand il est exercé par un seul des héritiers, et quand tout se trouve consommé

par le paiement du prix de la cession, reconnaissent-ils qu'avant ce paiement, les cessionnaires sont très-fondés à en réclamer le bénéfice. — Telle est notamment la doctrine enseignée par Chabot (de l'Allier) : « Tant que la subrogation n'est pas consommée par le remboursement, dit ce jurisconsulte, le droit qui appartient à tous les héritiers subsiste toujours. » (Art. 841, Confians, *Succ.* p. 540, n° 16.) — Et Toullier énonce la même opinion sans se donner la peine de la développer, tant il regarde ce point comme incontestable. (*V.* t. 4, n° 457 et 458.) — Il n'y a en effet, aucune raison pour refuser à tous les héritiers un bénéfice que la loi leur attribue collectivement, lorsqu'aucun d'eux n'a encore acquis de droit privatif; lorsque le retrait, autorisé seulement sur la demande de quelques héritiers, n'a pas encore été exercé; lorsque le prix de la cession n'a pas été remboursé; lorsqu'en un mot, rien n'est encore consommé. — La Cour de Caen a donc créé une fin de non-recevoir qui ne se trouve pas dans la loi, puisque l'art. 841 n'en établit aucune; elle a de plus méconnu l'intention du législateur, qui a été, qu'il dut être de ne point avantager quelques héritiers au préjudice des autres.

La Cour royale appuie sa décision sur les jugements des 31 mai et 16 août 1826, qui, sur la demande des adversaires, avaient condamné Tontain et Delivet, acquéreurs de droits successifs, à subir le retrait. — Mais, d'abord, ces jugements dans lesquels les demandeurs en cassation ne figuraient pas, ne peuvent leur être opposés. Ensuite qu'en résultait-il? que le retrait *pourrait être exercé*; mais il n'en résultait pas qu'il eût réellement été exercé; car il ne pouvait l'être que par le remboursement effectif. — La déclaration du juge ne faisait que suppléer à la reconnaissance par le cessionnaire, du droit qu'on avait de l'écarter du partage. Or, cette reconnaissance n'aurait certainement pas suffi pour transférer, avant remboursement, le bénéfice de la cession à l'un des héritiers. La déclaration judiciaire, qui tient lieu de cette reconnaissance, ne doit donc pas produire plus d'effet. — Il y a plus : après avoir obtenu la reconnaissance judiciaire de son droit, l'héritier serait encore libre de ne pas l'exercer, suivant la règle : *Cuique licet juri, in favorem suum introducto, renuntiare*. On ne peut donc pas le considérer, même après qu'il a fait condamner le cessionnaire à subir le retrait, comme saisi de *plano* des objets compris dans la cession. — Ainsi le décidait-on sous l'ancien droit pour des retraits semblables à celui dont nous nous occupons. (*V.* Bagnay, sur l'art. 453 de la coutume de Normandie; Bérault, sur l'art. 491 de la même coutume; Flaust, t. 2, p. 203; Tiraqueau, *Tr. du retrait lignager*, n° 8.) — Ainsi l'enseigne également Merlin pour la restitution en entier autorisée en faveur du mineur. (*V. Rép.*, 5^e éd., v° *Dot*, § 2, p. 199, 2^e col. *in fine*, et 200, 1^{re} col. *in pr.*) — Le système contraire aurait d'ailleurs des conséquences bien injustes; car il en résulterait, si l'héritier était investi des droits cédés, avant le remboursement du prix de la cession, que le cessionnaire, dessaisi de la

chose cédée, et privé du bénéfice de son transport, ne se trouverait plus avoir qu'une simple créance contre l'héritier substitué en son lieu et place.

Mais, objecte la Cour de Caen, lorsqu'une vente a lieu sous la condition que la chose ne sera délivrée qu'après le paiement, la propriété n'en est pas moins transmise dès l'instant du contrat, et il doit en être de même à l'égard du retrait successoral. — Ici, la comparaison pèche sous plus d'un rapport. — 1^o La vente est toute volontaire, tandis que le cessionnaire se trouve forcément soumis au retrait. — 2^o La vente est parfaite, indépendamment du paiement, par cela seul que les contractants se sont accordés sur la chose et sur le prix; le temps de la livraison ou celui du paiement n'en arrête pas l'effet quant à la transmission de propriété. — En cas de retrait, au contraire, le cessionnaire n'est pas libre; on le dépouille, malgré lui, des droits cédés; il fallait donc au moins lui en assurer le remboursement, et ne le dessaisir qu'après ce remboursement effectif. — 3^o Enfin, le contrat de vente lie les deux parties; il fixe à l'instant même leur position; tandis que le jugement qui autorise le retrait, ne lie point l'héritier, et dès lors, il serait hizarre que, sans être contraint de rembourser, et avant même d'avoir pris à cet égard une détermination positive, il se trouvât propriétaire des droits cédés. — Ainsi, pas la moindre analogie entre le cas de vente et celui de retrait. La Cour de Caen a donc fait une fautive application de l'autorité de la chose jugée en décidant que le jugement qui autorise la subrogation prévue par l'art. 841, consomme cette subrogation, et investit l'héritier qui l'a obtenue des droits du cessionnaire, même avant le remboursement effectif. — Et cette erreur est d'autant plus manifeste, qu'il est de règle générale, que les jugements intervenus en matière de partage au sujet d'une partie de l'hérédité, doivent être considérés comme rendus en faveur de tous les héritiers, quoique provoqués par un seul. En effet, les héritiers sont de véritables associés tant que dure l'indivision; chacun d'eux est censé agir dans l'intérêt commun... Notre droit est sur ce point conforme aux lois romaines. (*V.* l. 19, ff. de *fam. ercisc.*) — Bien que rendus sur la demande des adversaires, les jugements des 31 mai et 16 août 1826, doivent donc profiter aux demandeurs, dont ils consacrent aussi les droits.

Enfin, quant à l'objection de l'arrêt, tirée de ce qu'il serait injuste que les demandeurs en cassation profitassent d'un retrait obtenu à la suite des débats auxquels ils n'avaient point pris part, la réponse est facile : jamais les demandeurs n'ont refusé d'y prendre part, et ils ont offert d'ailleurs de payer leur portion de tous les frais et faux frais de l'instance soutenue par leurs adversaires... — Ainsi, disait-on en terminant, la déchéance admise par la Cour de Caen est arbitraire : l'art. 841 ne l'établit pas, et tous les héritiers sont recevables à profiter du retrait, au moins jusqu'à ce que l'un d'eux l'ait exercé par le remboursement effectif du prix des cessions, malgré l'antériorité de demande, malgré la reconnaissance du droit, faite par les cession-

naires ou par les tribunaux à la diligence de tel ou tel héritier.

Dans l'intérêt des héritiers de la Touraille, on répondait : — Merlin a émis, il est vrai, l'opinion que le cohéritier qui exerce le retrait, est censé agir dans l'intérêt de tous, et doit les en faire profiter. Mais le texte de l'art. 841 repousse ce système. C'est aux cohéritiers personnellement, et non à la succession, qu'appartient le droit d'exercer le retrait ; il appartient à tous et à chacun ; il peut être exercé par un seul aussi bien que par tous. Celui qui l'exerce seul n'a pas besoin du concours des autres, et, en l'exerçant, il n'engage point la succession. Quand donc il assume sur lui tous les risques, on ne voit pas pourquoi il serait forcé de partager avec d'autres les résultats utiles obtenus par lui seul. — Aussi Chabot, sur l'art. 841, et Toullier, t. 4, n° 458, soutiennent-ils que le cohéritier, qui a remboursé l'acquéreur étranger, ne peut pas être contraint de partager avec ses cohéritiers le bénéfice du retrait. Ces deux auteurs réfutent suffisamment l'opinion de Merlin. — Quel est d'ailleurs le but de l'art. 841 ? Ce n'est pas de procurer aux cohéritiers, un avantage en leur donnant le droit de racheter une part héréditaire vendue à vil prix par l'un d'eux, avantage qu'il serait toujours facile de leur faire payer cher, en élevant, dans l'acte, le prix de la cession. C'est uniquement de leur donner le droit d'exclure, au prix même d'un sacrifice d'argent, les étrangers du partage. Or, ce but est atteint aussi bien lorsque le retrait est exercé par un seul héritier que par tous. Voilà pour l'esprit de la loi. — Quant à la lettre, l'art. 841 accorde, sans distinction, l'exercice du retrait à tous les héritiers ou à un seul, sans imposer à celui qui l'exerce le premier, l'obligation d'en communiquer le bénéfice aux autres ; donc ceux-ci ne peuvent l'exiger. C'est l'opinion de Duranton, t. 7, n° 193. C'est aussi ce qu'a jugé la Cour de Besançon, dans un arrêt du 12 janv. 1808 (1). — Tel était d'ailleurs le droit suivi en matière de retrait lignager dans la plupart des coutumes de France, comme l'attestait Pothier, du *Retrait*, n° 174 ; et Bourjon, *Droit commun de la France*, tit. du *Retrait lignager*, 2^e part., ch. 2, sect. 1^{re}. — On pourrait donc soutenir d'une manière absolue que l'héritier qui, le premier, a exercé le retrait, n'est pas forcé d'en partager le bénéfice avec ses cohéritiers.

Mais la Cour de Caen n'a pas même été jusqu'à. Quand le défendeur a manifesté l'intention d'exercer le retrait, il n'a repoussé aucun de ceux qui ont voulu s'associer à lui. Les demandeurs seuls n'ont point pris part au procès qu'il a dû soutenir ; ils sont demeurés à l'écart, et ont laissé plaider leurs cohéritiers contre les

cessionnaires, en première instance, en appel et en cassation. C'est seulement lorsque l'exclusion de ces derniers a été définitivement prononcée, qu'ils se sont présentés pour participer au remboursement du prix des cessions, afin de recueillir le bénéfice qui pourrait résulter du retrait. Eh bien ! c'est cette prétention que la Cour de Caen a repoussée avec raison, par ce motif que les jugements et arrêts passés en force de chose jugée, ont conféré un droit exclusif aux retrayants avant le remboursement effectif du prix de la cession. Cette hypothèse toute spéciale, Chabot et Toullier ne l'ont pas prévue ; ils ont raisonné pour le cas où le remboursement aurait été effectué, et ils ont établi, dans ce cas, le droit exclusif du retrayant ; mais ils n'ont nullement décidé que ce droit n'existerait pas dans le cas qui nous occupe. Favard de Langlade est le seul qui ait formellement prévu la question, et il l'a résolue à l'avantage du retrayant. (*V. Rép. de la nouvelle législation*, v° *Droit successifs*, § 13.)

De ce que le remboursement est le dernier acte du retrait, on ne saurait en conclure que les droits successifs, objet du retrait, demeurent, jusqu'au remboursement, incertains dans la main du retrayant. Quand l'acquéreur se soumet à l'exercice du retrait, certainement il importe peu, pour la perfection du contrat, que le remboursement du prix soit reporté à une époque plus ou moins éloignée. Eh bien ! lorsque, en cas de résistance, le retrait s'exerce en justice, la propriété appartient aussi au retrayant, du moment que le contrat judiciaire est formé au moyen de la reconnaissance faite de son droit par le juge. — Mais, dit-on, il peut renoncer à ce droit, qui, dès lors, ne lui est pas irrévocablement acquis. Erreur : le cohéritier qui exerce le retrait, peut se désister tant que les offres de remboursement n'ont pas été acceptées par le cessionnaire ou par le juge. Mais après cette acceptation, il y a un contrat obligatoire pour le retrayant comme pour le cessionnaire. — Sur ce point, aux anciens auteurs que l'on invoque, on pourrait opposer l'autorité de Dumoulin, sur l'art. 7 de la coutume de Bordeaux, celle de Mornac, loi 19 au *Code de Episcopis et Clericis*, et toutes celles invoquées par Valin sur la coutume de la Rochelle, t. 2, p. 64. — Mais les motifs du retrait successoral diffèrent tellement de ceux du retrait lignager, qu'on ne peut guère argumenter, en faveur du premier, des décisions relatives au second. — Quant au passage du Répertoire de Merlin, v° *Dot*, § 2, il est entièrement étranger à la question.

Répondant ensuite à l'objection tirée de ce que le cessionnaire ne peut pas, avant le remboursement, être considéré comme entièrement

(1) Voici les motifs de cet arrêt : « Considérant que l'art. 841 établit le retrait successoral en faveur d'un ou de tous les héritiers pour écarter du partage l'étranger à qui un des cohéritiers aurait cédé son droit à la succession ; que cet article n'autorise point la participation de tous les cohéritiers au retrait exercé par l'un d'eux... »

Un autre arrêt, de la Cour de Montpellier, du 7 sept. 1824, décide la question dans le même sens et presque dans les mêmes termes. — *V. au surplus* Cass., 1^{er} déc. 1806, et Riou, 21 janv. 1809.

dépouillé de son droit, parce qu'il n'aurait, à la place de ce droit, qu'une simple créance à recouvrer, le défenseur faisait remarquer que cette objection manquait de fondement. Le droit est transféré, mais sous la condition du remboursement, et si ce remboursement n'avait pas lieu, le cessionnaire serait fondé à former opposition au partage jusqu'à ce qu'il eût été désintéressé.

Enfin, le défenseur signalait la différence des positions respectives des retrayants et de leurs adversaires : les premiers ont en leur faveur jugements et arrêts passés en force de chose jugée, qui consacrent leurs droits et ne permettent plus aux cessionnaires de résister ; tandis que les héritiers qui sont restés étrangers aux débats, en sont encore à leur pure et simple prétention non jugée.... Voilà dans quelle position la Cour de Caen a refusé d'admettre les défendeurs à participer au bénéfice des jugements et arrêts qu'ils n'avaient point obtenus. — Elle n'a point par là violé l'art. 841, qui ne dit pas, qui ne pouvait pas dire que les héritiers restent simples spectateurs des débats soutenus par les retrayants, pourraient venir partager avec eux le bénéfice du retrait.

L'avocat général a résumé en ces termes et da la manière la plus lumineuse, les différents systèmes auxquels a donné lieu la question de savoir jusqu'à quelle époque les cohéritiers peuvent demander à participer au retrait exercé par l'un d'eux.

La question, a-t-il dit, sur laquelle la Cour est appelée à statuer, divise les meilleurs auteurs. Nous croyons, par conséquent, qu'il est nécessaire de jeter un coup d'œil rapide sur les opinions de ces auteurs avant d'énoncer la nôtre. — Merlin soutient dans les termes les plus absolus, que le retrait successoral ne peut être exercé par l'un des héritiers au préjudice de ses cohéritiers ; d'où il résulterait que, même après le remboursement de la cession, tous les héritiers pourraient demander à participer au bénéfice du retrait. — Chabot de l'Allier et Toullier enseignent, eux, que tous les héritiers doivent être admis à exercer le retrait aussi longtemps que la cohéritier qui les a prévenus, n'a pas remboursé le montant de la cession. — Duranton va jusqu'à soutenir qu'il suffit qu'un héritier ait intenté l'action en retrait contre le cessionnaire, pour que les autres héritiers soient déchus de la faculté de participer au retrait. — Enfin, suivant l'opinion de Favard de Langlade, la faculté d'exercer le retrait ne peut plus être invoquée par les héritiers, lorsque l'un d'eux a été admis à exercer le retrait par un jugement passé en force de chose jugée. — Tel est le tableau de la doctrine d'auteurs sur cette grave question.

Nous ne pouvons, continue l'avocat général, partager l'opinion de Merlin, quelque respectable qu'elle soit d'ailleurs. Il est évident que Merlin s'est trompé sur le sens de l'article 841. Préoccupé de cette idée que tout bénéfice fait par l'un des héritiers, doit profiter à tous, parce qu'il existe entre eux une espèce de société, il a perdu de vue le véritable esprit qui a présidé à la rédaction de l'art. 841. Pourquoi

le législateur a-t-il établi, en faveur des héritiers, le droit consacré par l'art. 841, qui est une véritable dérogation au droit commun en matière de transmission de propriété ? C'est évidemment pour empêcher que des étrangers ne s'introduisent dans les familles pour pénétrer leurs secrets, et n'entravant par un esprit de malveillance les opérations d'un partage qui peut naturellement présenter de grandes difficultés. Le législateur n'a pas eu l'intention de fournir aux héritiers l'occasion de faire un bénéfice en exerçant le retrait. On ne peut donc soutenir d'une manière absolue, que dans tout état de cause, les cohéritiers de celui qui a exercé le retrait, pourront revendiquer leur part dans l'opération. Quant à l'opinion de Duranton, elle ne nous paraît pas susceptible d'appeler une discussion sérieuse. Comment admettre, en effet, qu'il suffira qu'un héritier ait manifesté l'intention d'exercer le retrait successoral, pour que ses cohéritiers soient déchus de la faculté d'exercer le même droit ?

C'est à l'opinion de Favard de Langlade que nous n'hésitons pas à accorder la préférence. En effet, lorsque, sur un procès engagé entre l'un des héritiers et le cessionnaire d'une portion de biens héréditaires, il est intervenu un jugement passé en force de chose jugée, qui a autorisé l'exercice du retrait, on ne saurait admettre les autres héritiers à réclamer leur part du retrait. L'opération doit être regardée comme terminée. Il y a droit acquis. Cette solution est conforme à l'équité. Comment des héritiers qui n'auraient point consenti à subir les chances d'un procès, et qui, au contraire, auraient reculé devant les embarras et les inquiétudes qu'entraîne une contestation judiciaire, pourraient-ils, une fois le procès terminé, en réclamer tous les avantages ? D'ailleurs, le motif qui sert de base de l'art. 841, ne repousse-t-il pas l'opinion contraire, puisque le vœu de la loi est rempli dès que le retrait a été exercé ? — Et vainement dirait-on, que si l'on adopte l'opinion de Favard de Langlade, le bénéfice de l'art. 841 deviendra le *priz de la course* : car les *courses judiciaires* sont assez longues pour donner à chaque héritier le temps de veiller à ses droits et d'agir conformément à ses intérêts.

Mais, dit-on à l'appui de la doctrine développée par le demandeur, l'héritier qui, comme dans l'espèce, a obtenu un jugement passé en force de chose jugée, peut renoncer au bénéfice de ce jugement, puisque le cessionnaire de droits successifs est dans une position forcée vis-à-vis de lui ; d'où il suit que rien n'est consommé aussi longtemps que le jugement n'est pas exécuté. — Nous répondons à cet argument que la faculté qu'a l'héritier de renoncer au jugement qu'il a obtenu, n'empêche pas qu'il n'y ait droit acquis pour lui, et qu'il ne puisse profiter exclusivement du retrait aussi longtemps qu'il ne juge pas à propos de se dépouiller de ce droit. — En conséquence, nous concluons au rejet du pourvoi.

AA&T.

« LA COUR, — Attendu que, si aux termes

de l'art. 841, C. civ., toute personne qui n'est pas successeur, et à laquelle un cohéritier aurait cédé son droit à la succession, peut être écartée du partage, soit par tous les héritiers, soit par un seul. C'est uniquement parce qu'il importe à la morale et à l'ordre public, que les spéculateurs, étrangers à la succession, ne soient point associés aux affaires des consucceurs, et admis à pénétrer dans des secrets de famille auxquels ils ne doivent pas participer; que ce but unique de la loi, en vertu de laquelle chaque consucceur a une action *qui lui est personnelle*, pour exercer en son nom propre le retrait successoral, rend inapplicable à ce retrait le principe qui veut qu'un cohéritier fasse une affaire commune à ses consucceurs, lorsque le traité qu'il passe avec un étranger est relatif à la succession; qu'il suit de là que le retrayant, en vertu dudit art. 841, ne peut être contraint par les autres successeurs à leur communiquer le bénéfice du retrait qu'il a exercé en son nom personnel, si le but unique de cet article se trouve atteint;

» Attendu que ce but se trouve pleinement atteint, quand un seul des héritiers, alors qu'il n'existe aucune action de la part des autres, a obtenu un jugement passé en force de chose jugée, auquel ces derniers ne sont point intervenus, qui, en admettant l'action en retrait qu'il a intentée, ou qu'il était fondé à intenter en son nom propre, lui a conféré personnellement et exclusivement un droit irrévocablement acquis;

» Attendu, en fait, que des jugements et arrêts passés en force de chose jugée, et rendus à la suite de débats judiciaires auxquels les demandeurs n'ont pas pris part, avaient admis les défendeurs, agissant en leur nom propre et personnel, à exercer le retrait; qu'il n'agit, sans qu'il existât de la part des autres héritiers, auxquels ces jugements et arrêts étaient étrangers, aucune action exercée en vertu de l'art. 841; que, dans cet état de choses, les demandeurs demandaient à partager les avantages d'un procès dont ils n'avaient pas couru les chances;

» Attendu qu'il résulte de ce qui précède qu'en rejetant la demande des Thorel et Gannet, comme tardive et inadmissible, la Cour de Caen n'a ni violé l'art. 841, C. civ., ni faussement appliqué l'autorité de la chose jugée; — Rejette, etc. »

Du 28 juin 1856. — Ch. civ.

FAILLITE. — LICITATION.

Les tribunaux peuvent, suivant les circonstances qui sont abandonnées à leur appréciation, maintenir, malgré les créanciers, dans le cahier des charges d'une vente par licitation entre un failli et une personne jouissant de tous ses droits, la stipulation que l'adjudicataire servira la rente viagère dont les biens sont grevés, et qu'au moyen du service exact de cette rente, il sera, au décès du titulaire, libéré du prix de son adjudication jusqu'à concurrence d'une somme préfixe. (C. proc., 955 et 972; C. comm., 564.)

En principe, la loi est entièrement muette re-

lativement aux conditions d'une licitation de biens entre un failli et une personne jouissant de tous ses droits, et elle se borne à prescrire des formalités, telles, par exemple, que l'estimation et la mise à prix.

Dans le courant de 1825, Beyermann et Cominet achetèrent en commun un domaine considérable, dit de Haut-Brion, moyennant une rente viagère de 25,000 fr., payable à Michel, vendeur.

Jusqu'en 1832, l'immeuble reste indivis entre les deux acquéreurs; mais à cette époque, Cominet étant tombé en faillite, son copropriétaire forme contre lui ou ses syndics une demande en partage ou licitation du domaine. — Les experts commis pour les visites l'estiment 25,000 fr., et déclarent qu'il est impartageable.

En conséquence, la vente par licitation est ordonnée, et la clause suivante est insérée dans le cahier des charges dressé par Beyermann : « Art. 4. L'adjudicataire sera et demeurera libéré de la somme de 250,000 fr. sur le prix de son adjudication, si le prix dépasse celle somme, et du prix entier de son adjudication, si ce prix est inférieur à ladite somme. » à la charge et sous les conditions expresses » qui lui sont formellement imposées, et auxquelles il sera et demeurera tenu et obligé. » de payer et servir à l'acquit et libération des vendeurs, de manière que ceux-ci ne soient » aucunement inquiétés ni recherchés à ce sujet, à Pierre-Dorothée-Narcisse Michel aîné, » actuellement âgé de soixante-quatre ans et demi, jusqu'à son décès, en sa demeure à Paris, la rente annuelle et viagère de 25,000 fr., » créée à son profit et sur sa tête par Cominet et Beyermann... Et à l'époque du décès dudit Michel aîné, ladite rente demeurera éteinte et amortie de plein droit au profit de l'adjudicataire, qui sera, par suite, définitivement libéré » de son entier prix, s'il est inférieur à 250,000 francs, et à concurrence seulement de ladite » somme, s'il est supérieur. »

Les syndics Cominet protestent contre cette clause. Ils soutiennent que, si le titulaire de la rente vient à mourir peu de temps après l'adjudication, l'acquéreur sera libéré de la somme de 25,000 fr. sans avoir presque rien payé et sans profit pour les créanciers; ils concluent, en conséquence, à ce qu'il soit prescrit à l'acquéreur, suivant l'usage ordinaire en pareil cas, de conserver entre ses mains le prix de la vente, pour, avec les intérêts et portion du capital, servir jusqu'à épuisement de ce capital annuellement entamé, la rente viagère due à Michel, de telle sorte qu'au décès du rentier viager, la portion restant en principal, si aucune reste, soit attribuée aux créanciers.

Le 16 juin 1834, jugement du tribunal de Bordeaux qui rejette la prétention des syndics, et maintient la clause par eux critiquée.

Appel. — Le 4 mai 1835, arrêt confirmatif de la Cour de Bordeaux : — « Attendu que la clause contenue dans l'art. 4 du cahier des charges n'est nullement contraire aux droits ni aux conventions des parties; qu'elle a eu pour but de

faciliter la vente de l'immeuble, d'assurer le service de la rente viagère et de garantir Beyer-mann de la solidarité qui pèse sur lui; qu'elle est encore justifiée par la clause résolutoire contenue dans le contrat d'acquisition du 11 juillet 1825, etc. »

POURVOI en cassation par les syndics Cominet pour violation des art. 955 et 972, C. proc., et 564, C. comm.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu qu'en matière de licitation de biens appartenant en commun à des faillits et à des personnes jouissant de leurs droits (biens affectés au service d'une rente viagère), aucune loi n'a indiqué les conditions auxquelles les biens seraient vendus, et n'a interdit aux tribunaux le droit d'ordonner que le prix ou partie du prix restera aux mains de l'acquéreur, pour faire face au service de la rente viagère, suivant les circonstances qui sont laissées à l'appréciation du juge; — Attendu que toutes les formalités prescrites par la loi, et notamment l'estimation de la mise à prix, ont été observées... — Rejetie, etc. »

Du 28 juin 1836. — Ch. req.

ASSURANCE MARITIME. — NAVIRE. — VÉRIFICATION. — LOI. — RÉTROACTIVITÉ. — PARTI. — VICE PROPRE. — DÉLAISSEMENT. — PORT ÉTRANGER. — CERTIFICAT. — Perte.

Bien que la disposition d'une loi étrangère qui prescrit de faire vérifier l'état des navires avant leur départ n'ait été promulguée que postérieurement à la perte d'un navire, un arrêt a pu, sans violer le principe de la non-rétroactivité des lois et sans encourir la cassation, déclarer que cette disposition nouvelle faisait supposer que, même antérieurement à sa promulgation, on avait reconnu, dans le pays étranger, la nécessité de faire constater l'état des navires avant leur départ, et, par suite, mettre à la charge de l'armateur la preuve que la perte du navire a été occasionnée par fortune de mer, si celui-ci veut exercer le délaissement sans rapporter de certificat de visite.

La violation d'un usage ou d'une jurisprudence qui ne repose sur aucun texte de loi, ne peut donner ouverture à cassation (1).

Lorsque l'assuré ne justifie pas que le navire fût en bon état au moment du départ ni que la voie d'eau qui a causé la perte du corps et des facultés soit provenue d'événements majeurs de la navigation, la perte doit être attribuée au vice propre du navire.

L'arrêt qui, par appréciation des faits et circonstances de la cause, déclare qu'un navire a péri par son vice propre, et non par fortune de mer, ne peut, de ce chef, tomber sous la censure de la Cour de cassation.

Bien que la police d'assurance porte que l'assuré sur marchandises sera dispensé de rapporter le certificat de visite constatant le bon état du navire, cependant si l'assuré se trouve être en même temps propriétaire, il ne peut recourir contre les assureurs à l'ai-

son de la perte de ses marchandises, qu'autant qu'il prouve que le navire était en bon état lors du départ (2). (C. comm., 350.)

Lorsque le navire et le chargement assurés de sortie d'un port étranger sont propriétés étrangères, l'assuré qui fait le délaissement pour perte du corps et des facultés à la suite d'une voie d'eau, est tenu, à l'encontre de ses assureurs français, de rapporter, sinon un certificat de visite tel qu'il est prescrit par la loi française, au moins la preuve suivant les lois du pays que le navire était, au moment du départ, en bon état de navigation (3).

Cette preuve doit résulter, non de simples enquêtes faites sans intervention de justice et sans que les assureurs y aient été appelés, mais bien d'un examen spécial et détaillé, fait par des experts nommés par les juges du lieu du départ (4).

Suivant deux polices d'assurance, en date du 26 mai 1830, les Vasquez firent assurer par les Arnaud et la compagnie de Prusse, pour compte de qui que ce puisse être, 1^{re} une somme de 18,850 fr. sur les corps, quille, agrès et apparaux du navire *los Tres-Amigos*, allant de la Havane à Saint-André; la somme de 20,420 fr. sur la cargaison dudit navire.

Le 14 mai 1830, le navire assuré, chargé de sucre, de cigares et d'eau-de-vie, était sorti du port de la Havane pour sa destination. Le surlendemain, à moitié du canal de Bahaira, on découvrit une voie d'eau qui obligea le capitaine à consulter l'équipage sur le parti à prendre, vu l'imminence du péril. Il fut décidé que l'on aborderait au port le plus voisin, à Nassau, lie de la Providence; et l'on prit en effet cette direction; mais, l'équipage n'ayant pu suffire au service des pompes, le navire fut abandonné le 28 mai sur les côtes d'Abaco; il fut presque immédiatement submergé. De toute la cargaison, le chargement en eau-de-vie fut seul sauvé.

Arrivé à Nassau, le capitaine fit un rapport qu'il renouvella ensuite à la Havane, et duquel il résulte qu'à cause des vents contraires et du roulis du navire, quelques bordages larguèrent, ce qui occasionna une voie, et par suite le naufrage du bâtiment.

Le 25 octobre 1830, Vasquez et compagnie firent signifier aux assureurs un acte de délaissement, avec sommation de payer dans les trois mois les sommes assurées. Cet acte fut bientôt suivi d'une assignation devant le tribunal de commerce de Bordeaux, tendant aux mêmes fins.

Les Arnaud et la compagnie de Prusse résistèrent à la demande intentée contre eux, soutinrent que, le navire n'ayant pas été visité avant de prendre charge, ou du moins le procès-verbal de visite n'étant pas rapporté, la chose était présumée avoir péri par son vice propre, d'autant plus que les événements de mer allégués par les assurés n'étaient pas de nature à produire par eux-mêmes l'innavigabilité du bâtiment.

(1) F. aussi Cass., 13 déc. 1830, et le renvoi.

(2) F. Pardessus, *Droit comm.*, n° 866.

(3-4) Résolu par la Cour royale. — F. Bordeaux, 14 nov. 1836 et 7 mai 1839.

Les demandeurs invoquèrent une enquête faite à la Havane, postérieurement au sinistre, et établissant que le navire était en bon état au moment de son départ; ils faisaient, d'ailleurs, remarquer que, la formalité de la visite préalable n'étant pas prescrite par les lois espagnoles au moment du départ du bâtiment assuré, son accomplissement ne pouvait être exigé par les assureurs.

En cet état, un jugement du tribunal de commerce de Bordeaux, en date du 15 fév. 1852, ordonna le délaissement des objets assurés, et condamna les assureurs au paiement du montant de l'assurance.

Ce jugement est principalement motivé, en droit, sur ce que les lois espagnoles ne prescrivent pas de procès-verbal de visite, mais qu'elles punissent d'une amende le capitaine qui ne se soumet pas à cette formalité avant son départ; en fait, sur ce que, nonobstant la brièveté des explications consignées dans le rapport du capitaine, il en résulte suffisamment que des événements de mer ont amené le naufrage du navire.

Sur l'appel des assureurs, la Cour de Bordeaux infirma la sentence des juges consulaires, par un arrêt du 29 janvier 1854, ainsi conçu : —

« 1^o Attendu que tout navire, avant de prendre charge, doit être en bon état de navigation;

« 2^o Attendu qu'il s'agit dans la cause d'une assurance faite sur un navire et sur des propriétés espagnoles pour de la Havane aller à Saint-Ander; que, si, dans cette circonstance, les assurés ne sont pas tenus de rapporter un certificat de visite, tel et ainsi qu'il est prescrit par le Code de comm. français, ils doivent cependant rapporter la preuve que le navire était en bon état de navigation au moment de son départ;

« 3^o Attendu que, d'après l'art. 648, nouveau C. comm. espagnol, il doit être fait une reconnaissance de l'état du navire avant son chargement par le capitaine et les officiers dudit navire, assistés de deux charpentiers caifats, lesquels doivent déclarer s'il y a sûreté pour entreprendre le voyage, et qu'il doit être fait mention du bon état sur le registre des délibérations;

« 4^o Attendu que, si cet article n'avait pas force de loi au moment du départ de *los Tres-Amigos* de la Havane, il faut supposer qu'en Espagne, comme en France, on avait reconnu la nécessité de faire constater l'état des navires avant leur départ;

« 5^o Attendu qu'aucune formalité n'a été remplie avant le départ du navire *los Tres-Amigos* de la Havane;

« 6^o Attendu que les enquêtes qui ont eu lieu soit à la Havane, soit à Saint-Ander, n'ont point été ordonnées par la justice, que les assureurs n'y ont point été appelés;

« 7^o Que les maris qui ont déposé à Saint-Ander, reconnaissent bien avoir vu le navire à la Havane, et affirment qu'il était en bon état de navigation, mais que cette assertion ne peut tenir lieu de la certitude du fait acquise d'après les formes juridiques; qu'il ne suffit pas que des officiers marins, même expérimentés, aient vu faire des réparations à un bâtiment, et que, dans leur opinion, il fût en bon état; que cette

vérité de fait ne peut résulter que d'un examen spécial et détaillé fait par les experts commis à cet effet;

« 8^o Attendu que les charpentiers caifats qui ont déposé à la Havane n'ont pu parfaitement juger de ce qui était relatif à leur métier; que leur témoignage n'est donc pas suffisant pour constater que, dans toutes ses parties, le navire était en bon état de navigabilité;

« 9^o Attendu, d'autre part, que le navire *los Tres-Amigos* a éprouvé une voie d'eau deux jours après sa sortie de la Havane, sans avoir essuyé de mauvais temps; que le capitaine, dans son rapport, parle seulement de roulis et de vents contraires; que ce sont là des événements ordinaires de la navigation; qu'un navire qui ne peut y résister ne peut être considéré en bon état;

« 10^o Attendu que deux circonstances graves se réunissent ici contre les assurés; qu'ils ne prouvent point 1^o que le navire fût en bon état au moment de son départ; 2^o que la voie d'eau ait été occasionnée par les événements majeurs de la navigation; qu'il faut en conclure que sa perte a été le résultat de son vice propre;

« 11^o Attendu qu'il n'est pas contesté que le propriétaire du navire était aussi le propriétaire des marchandises; que, si l'art. 15 de la police dispense l'assuré sur marchands de rapporter le certificat de visite, c'est qu'il n'a pas qualité pour remplir cette formalité, et qu'il a dû supposer le navire en bon état; qu'il ne peut en être ainsi dans la circonstance actuelle; que le propriétaire du bâtiment ne peut être présumé avoir ignoré le mauvais état du bâtiment; qu'il ne peut imputer qu'à son imprudence la perte des marchandises qu'il y a chargées, et qu'il ne peut en rendre les assureurs responsables;

« 12^o Attendu que les assureurs ayant payé les sommes assurées, il y a lieu d'en ordonner le remboursement, comme aussi de condamner les assurés au paiement de la prime, etc. »

Vasquez et compagnie se sont pourvus contre cet arrêt, pour 1^o violation du principe de la non-rétroactivité des lois, et fausse application des art. 225, 352, 246 et 247, C. comm.; en ce que la cause devait être jugée d'après le principe de la législation espagnole antérieure, qui admettait la présomption du bon état du navire partant pour un voyage de long cours; ensuite, en ce que la Cour, en se fondant sur des difficultés de formes non applicables, a écarté les enquêtes qui justifiaient en fait que le navire assuré était en bon état avant son départ; 2^o fausse application du § 1^{er} de l'art. 210, C. comm., et violation du § 2 du même article, en ce que l'arrêt a appliqué aux assurés une responsabilité absolue par cela même qu'ils étaient à la fois propriétaires du navire et du chargement, tandis que, comme propriétaires du navire, leur responsabilité pouvait cesser par l'abandon du navire, et du fret, et que, comme assurés sur marchandises, ils étaient dispensés par les clauses de la police de rapporter les certificats de visite.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la première branche du moyen tiré de la violation du principe de la non-

réroactivité de la loi : — Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué a déclaré que si le Code comm. espagnol promulgué en 1830 ne l'était pas au moment du départ du navire *los Tres-Amigos*, il fallait supposer qu'en Espagne, comme en France, la législation avait reconnu la nécessité de faire constater l'état du navire avant le départ, et que les assurés n'ayant pas prouvé le sinistre, le mauvais état du navire devait se présumer ; — Attendu, en droit, que l'on n'a pas prouvé que la jurisprudence maritime espagnole ait consacré un usage contraire ; — Attendu d'ailleurs que la violation (fût-elle constante) d'un usage ou d'une jurisprudence qui ne repose sur aucun texte de loi ne peut constituer une ouverture en cassation ; — Sur les autres branches du même moyen : — Attendu qu'en repoussant quelques-uns des faits constatés par les enquêtes et le rapport du capitaine, et en décidant, d'après les faits et circonstances de la cause, que le navire avait péri par son vice propre et non par fortune de mer, la Cour de Bordeaux n'a fait que se livrer à l'appréciation souveraine des enquêtes et du rapport du capitaine, laquelle était dans ses attributions ; — Sur le second moyen pris de la fausse application de l'art. 216. C. comm. : — Attendu que l'arrêt a établi qu'il n'était pas contesté entre les parties que le propriétaire du navire était aussi propriétaire des marchandises ; que, si l'art. 15 de la police d'assurance dispensait l'assuré sur marchandises de rapporter le certificat de visite, cette disposition ne pouvait s'appliquer qu'au cas où l'assuré sur marchandises n'aurait pas qualité pour faire remplir cette formalité ; mais que, dans l'espèce, le propriétaire des marchandises étant aussi propriétaire du bâtiment, ne pouvait alléguer ni qu'il n'avait pas qualité pour en faire la visite, ni qu'il en ignorait le mauvais état ; que, par conséquent, il ne pouvait imputer qu'à son imprudence la perte des marchandises qu'il y avait chargées, et ne pouvait en rendre responsable les assureurs ; qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué n'a pas plus violé ou fausement appliqué l'art. 216. C. comm., que les articles invoqués par le premier moyen. — Rejette, etc. »

Du 29 juin 1836. — Ch. req.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — VOIRIE. — EFFET RÉTROACTIF.

Le principe de la non-rétroactivité des lois ne s'applique pas aux règlements de simple police que l'autorité municipale, agissant dans les limites de ses attributions, croit devoir faire dans l'intérêt de l'ordre et de la sûreté publique.

Spécialement. L'arrêt d'un maire prescrivant, dans l'intérêt général de la circulation, la destruction des bornes existantes dans certaines rues, ne peut être méconnu par les tribunaux de police saisis des contraventions qui s'y rattachent, sous prétexte que ses dispositions violeraient le principe de la non-rétroactivité.

Un arrêté du maire de Dunkerque, du 29 septembre 1835, avait, dans l'intérêt de la circula-

tion, défendu de placer des bornes dans les rues dont la largeur n'excéderait pas 8 mètres, non compris les trottoirs ou égards, et en même temps ordonné le déplacement des bornes existantes placées à une distance moindre, à 80 centimètres de l'axe du fil d'eau des remparts. — Coppens, qui venait de placer quatorze bornes le long de sa maison, et que cette mesure atteignait en raison de l'état des lieux, refusa de s'y soumettre. Traduit devant le tribunal de simple police de Dunkerque, il prétendit que l'arrêt ne pouvait s'appliquer à des faits consommés avant la publication, qu'autrement ce serait violer le principe d'éternelle et d'immuable justice de la non-rétroactivité des lois.

Jugement qui admet cette défense et le renvoi de l'action du ministère public.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que le principe de la non-rétroactivité des lois ne peut s'appliquer aux règlements de simple police, l'autorité municipale ayant le droit et le devoir de veiller en tout temps à ce qui peut intéresser l'ordre et la sûreté publique ; — Attendu que le maire de Dunkerque a pu, dans l'intérêt général, interdire les bornes déjà existantes, dans le but d'assurer la commodité du passage ; d'où il suit qu'en refusant de reconnaître et de punir la contravention de Coppens, quoique légalement constatée, sous le prétexte qu'il y aurait rétroactivité, le jugement attaqué a fait une fausse application des principes sur ce point, violé l'arrêt du 29 sept. 1835, ainsi que l'art. 471, n° 3, Code pén. — Casser. »

Du 30 juin 1836. — Ch. crim.

OUVRIERS. — LIVRETS. — CULTIVATEURS.

La disposition de la loi du 22 germ. an 11, qui astreint les manufacturiers et toutes personnes se livrant à des opérations ou entreprises industrielles, à se faire représenter les livrets des ouvriers avant de les recevoir dans leurs manufactures ou ateliers, ne s'applique pas aux simples cultivateurs (1). (L. 22 germ. an 11, art. 12.)

Lantenais s'étant présenté comme ouvrier chez Magnier, cultivateur, celui-ci le reçut sans lui demander de livret.

Il paraît que ce Lantenais sortait alors des ateliers de Gallois, fabricant d'étoffes près de Péronne, et qu'il en avait touché à compte sur ses salaires quelques avances qu'il n'avait pas remboursées.

En cet état, double action de Gallois. 1° contre Lantenais, devant le conseil des prud'hommes, en remboursement de ses avances ; 2° et contre Magnier, devant le tribunal civil, à fin de condamnation en dommages-intérêts, pour avoir occupé un ouvrier non muni du livret qui devait constater l'acquit de ses engagements chez le maître qu'il venait de quitter.

(1) On cite à l'appui du système contraire un arrêt de cassation du 19 juin 1838.

Le 2 déc. 1855, jugement du tribunal de Péronne qui renvoie Magnier de la demande formée contre lui, par le motif que la loi invoquée ne concernait que l'industrie, et nullement l'agriculture.

POURVOI de Gallois, pour violation de l'article 12, L. 22 germ. an 11.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, si la loi du 22 germ. an 11 astreint les manufacturiers et toutes les personnes se livrant à des opérations et entreprises industrielles à se faire représenter les livrets des ouvriers avant de les recevoir dans leurs manufactures ou ateliers, les dispositions de cette loi, soit que l'on consulte son esprit ou même ses termes, ne peuvent jamais s'appliquer au simple cultivateur qui, n'ayant pas le droit d'exiger un livret, puisqu'il n'en donne pas lui-même, ne saurait encourir aucune responsabilité vis-à-vis des manufacturiers chez lesquels aurait pu antérieurement être occupé l'homme qui vient lui offrir ses secours, — Rejette, etc. »

Du 30 juin 1856. — Ch. req.

LETTRES. — TRANSPORT ILLÉGAL. — AFFRANCHISSEMENT.

Il n'y a point délit d'immission dans le transport des lettres de la part du volutier qui s'est chargé d'une lettre pour la faire affranchir au premier bureau intermédiaire entre le lieu où elle a été écrite et celui de sa destination (1). (Arrêté 27 prair an 9.)

Vuytestêke, volutier, trouvé nanti d'une lettre dirigée de Menin (Belgique) sur Valenciennes, fut traduit en police correctionnelle comme prévenu de contrevention à l'arrêté du 27 prair. an 9. Il se défendit en disant qu'il ne s'était chargé de la lettre que pour l'affranchir à Lille, et non pour la remettre directement à son adresse : il prouvait la vérité de cette assertion en établissant que sa voiture allait, non jusqu'à Valenciennes, lieu de la destination de la lettre, mais seulement jusqu'à Lille.

Un arrêt de la Cour de Douai, admettant ces excuses et explications, le renvoya de la plainte.

Sur le pourvoi du ministère public, cette décision fut cassée par arrêt du 15 août 1855.

La Cour d'Amiens, devant laquelle la cause fut renvoyée, ayant rendu un arrêt conforme à celui de la Cour de Douai, il y eut un nouveau pourvoi en cassation.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'il est constaté en

fait, par l'arrêt attaqué, 1^o que la voiture de Vuytestêke ne va pas de Menin (Belgique) jusqu'à Valenciennes, lieu de la destination de la lettre saisie, mais seulement jusqu'à Lille, premier bureau intermédiaire où pouvait être reçu l'affranchissement d'une lettre écrite de Menin ; 2^o que la lettre saisie était en effet datée de Commines, écrite par Lahousse, demeurant audit Commines, et adressée à la dame Chevreuil, à Valenciennes ; 3^o que ladite lettre a été remise à Vuytestêke, à son passage à Wervick, par son associé Lahousse, pour être affranchie à Lille, et pour aller de là, par la poste, à Valenciennes, lieu de sa destination ; — Attendu qu'en reconnaissant, dans l'espèce, que l'intervention de Vuytestêke n'avait eu pour objet qu'un affranchissement, et non un transport prohibé, la Cour d'appel d'Amiens n'a fait qu'apprécier les circonstances particulières de la cause, et n'a pas violé les lois et règlements sur l'immission dans le transport des lettres en ne rangeant pas sous l'application de ces lois et règlements le fait spécial ainsi déclaré, — Rejette, etc. »

Du 1^{er} juill. 1856. — Ch. réun.

LEGS. — CONDICTION. — ADDITION DE NOMS. — DÉLAI. — JUGES. — ORDRE DU TABLEAU. — EMPÊCHEMENT.

Si l'art. 468, C. proc., exige que les juges appelés pour vider le partage soient pris dans l'ordre du tableau, la loi ne prescrit pas d'annoncer la cause qui peut empêcher les magistrats les plus anciens de siéger. (C. proc., 468.)

Dès lors, le vœu de la loi est suffisamment rempli quand l'arrêt sur partage indique que les juges placés sur le tableau avant ceux qui ont été appelés pour vider le partage étaient légalement empêchés.

L'interprétation de la volonté du testateur rentre dans les attributions exclusives du juge du fait (2).

La condition imposée à un légataire de porter les noms et prénoms du testateur n'est pas contraire à la loi (3).

Sous le rapport de la possibilité de son exécution, cette condition est valable et obligatoire comme celles qui dépendent de la volonté d'un tiers, et même du hasard (4). (C. civ., 1148 et 1172.)

Lorsqu'un testateur, ayant imposé à son légataire comme condition du legs à lui fait l'obligation de prendre ses noms et prénoms, n'a cependant pas fixé le délai pendant lequel il serait tenu d'exécuter la condition, cette condition peut être réputée définitive, et le legs peut être annulé sur le simple vu d'une ordonnance qui limite expressément

(1) La Cour semble avoir craint de se mettre en opposition avec sa jurisprudence. (F. Cass., 8 avril 1850.) Ainsi au lieu de rendre un arrêt de principe, elle s'est basée sur ce qu'il résultait des faits reconnus constants que l'un de s'être immiscé dans le transport des lettres, le prévenu s'était honoré à se charger d'affranchir au premier bureau la lettre dont il était porteur.

(2) C'est un point de doctrine désormais incontestable et consacré par un grand nombre d'arrêts que l'interprétation de tous les actes privés soumis

aux tribunaux leur appartient exclusivement, toutes les fois qu'elle ne touche point à la nature du contrat. — F. Brux., Cass., 3 fév., 7 juill. 1834 et 23 mars 1835.

(3) F. le réquisitoire en sens contraire de Merlin, Rép., v^o Promesse de changer de noms, p. 205.

(4) F., en sens contraire, Ricard, t. 2, p. 205, n^o 410; Denizart, v^o Condition, p. 121; Fargueil, t. 2, p. 285, n^o 138, et Poitrier, Traité des obligat., n^o 213 et 214.

l'addition des noms et prénoms demandée par le légataire à un seul des noms du testateur (1). (C. civ., 1040 et 1176.)

Jean-Baptiste-Louis Ruillier-Beaufond fit, dans son testament du 28 mars 1817, la disposition suivante : « Je lègue et donne sans réserve à quelconque au jeune Emma Fenuelle mon habitation et dépendances pour en jouir et disposer comme lui lui semblera, à l'âge de majorité ou à son émancipation par mariage, sous la condition expresse qu'il se marie avant vingt ans, et qu'il donne les noms que je porte à deux de ses enfants mâles, s'il en a quatre de ce sexe, ou même trois seulement. S'il n'en a que deux du sexe masculin, il lui sera loisible de ne donner mes noms qu'à un seul. »

Par un codicille du 28 nov. 1817, il modifia ainsi son testament : « J'applique à mes deux fils, les jeunes Louis-Luce Papin et Charles Préaux, tout ce que j'avais fait en faveur du jeune Fenuelle, à la charge, par eux ou leurs parents, de leur faire prendre mes noms et prénoms par actes publics et civils, le tout sous peine de nullité, en faveur de ma nièce Adeline ou Belzy Ferrière contre celui qui n'exécute pas cette clause de rigueur. »

Peu après, Ruillier mourut, et son décès fut bientôt suivi de celui du jeune Préaux. Par suite, la demoiselle Ferrière, devenue femme de longchamp, recueillit la portion du legs afférente à ce légataire. Quant à Papin, un jugement du 16 fév. permit l'addition à son nom des noms et prénoms du testateur, et il fut, en conséquence, envoyé en possession de son legs par un autre jugement du 12 oct. 1819. La dame de Longchamp y forma tierce-opposition, et demanda la réversion du legs à son profit pour l'exécution de la condition.

Cependant le père de Louis-Luce Papin, en qualité de tuteur de son fils, s'était pourvu auprès du roi en addition des noms et prénoms du défunt. Par ordonnance du 8 oct. 1823, Papin fut seulement autorisé à ajouter à son nom celui de Ruillier, et à s'appeler Papin-Ruillier. Demande en déchéance par la dame de Longchamp.

Plusieurs jugements intervinrent, et enfin deux arrêts de la Cour de la Guadeloupe furent rendus les 9 nov. 1826 et 8 avril 1829, qui déclarèrent que Papin devait recueillir le bénéfice de son legs.

Sur le pourvoi des époux de Longchamp, ce dernier arrêt du 8 avril 1829 fut cassé, et la cause renvoyée devant la Cour d'Orléans, qui, par autre arrêt, du 8 août 1824, après partage, décida ainsi qu'il suit : — « Considérant que, par testament du 28 mars 1817, Ruillier-Beaufond donne et lègue sans réserve quelconque au jeune Emma Fenuelle son habitation et dépendances pour en jouir et disposer comme bon lui semblera, à la condition de faire prendre son nom à un ou plusieurs de ses enfants ;

« Que le jeune Fenuelle étant mort, Ruillier-Beaufond, par son codicille du 28 nov. 1817, dispose ainsi qu'il suit : « J'applique à mes deux

« fils, les jeunes Louis-Luce Papin et Charles Préaux, tout ce que j'avais fait en faveur du jeune Fenuelle, à la charge, par eux ou leurs parents, de leur faire prendre mes noms et prénoms par acte public et civil, le tout sous peine de nullité, en faveur de ma nièce Adeline ou Belzy Ferrière, contre celui qui n'exécute pas cette clause de rigueur ; »

« Considérant, en droit, que lorsqu'il s'agit de dispositions testamentaires, la volonté du testateur devient la loi des parties ;

« Considérant en fait que, dans la cause, la volonté du testateur est clairement exprimée dans le testament et le codicille précités, et qu'il résulte évidemment des termes dont il s'est servi que son intention a été de soumettre l'efficacité du legs à une condition de rigueur ;

« Considérant que cette condition, qui est mixte, n'est point impossible de sa nature, encore bien que subordonnée dans son exécution à l'autorisation du prince, qui, aux termes de l'ordonnance de 1555, peut seul permettre les changements ou additions de noms.

« Considérant qu'elle n'est point prohibée par les lois ;

« Attendu, d'une part, que rien ne justifie dans la cause que les lois de brum. et de fructidor an 2 aient jamais été publiées dans la colonie de la Guadeloupe ; et, de l'autre, que la loi du 5 fructid., ayant pour objet spécial de réprimer les abus introduits par celle de brum., n'a point interdit les changements ou additions de noms d'une manière absolue, mais a seulement fait revivre les principes de droit public consignés dans l'ordonn. de 1555, d'où il suit que la condition imposée par le testateur n'est point de celles qui, aux termes de l'art. 908, C. civ., doivent être réputées non écrites ;

« Considérant, en outre, qu'il résulte des expressions du testament et codicille précités que l'intérêt des légataires n'a point été le motif déterminant du legs fait en leur faveur ; mais seulement que le testateur, dominé par le désir que son nom lui survécût, a voulu mettre en jeu leur intérêt personnel pour assurer l'accomplissement de la plus importante de ses volontés, ainsi qu'il l'a qualifiée lui-même dans la suscription de son testament ;

« Considérant que la disposition faite en faveur de sa nièce Adeline ou Belzy Ferrière, contre celui qui n'exécute pas cette clause de rigueur, rend évidente la volonté que sa nièce profite de sa succession s'il ne peut avoir dans le premier légataire un successeur qui le représente autant que possible en portant légalement aussi bien que de fait les noms et prénoms sous lesquels ils auraient été connus dans la colonie ;

« Considérant que Louis-Luce Papin n'a obtenu que l'autorisation de prendre le nom de Ruillier, tandis que le testateur s'appelait Jean-Baptiste-Louis Ruillier de Beaufond, et qu'ainsi il ne remplit que partiellement la condition qui lui avait été imposée pour le tout ;

« Considérant enfin que le but évident que se proposait le testateur n'est point atteint, et que Louis Luce Papin ne peut être admis à faire valoir que ce fait est indépendant de sa volonté,

(1) *J. Toulhier*, t. 6, p. 666, n° 638.

puisque la condition, étant mixte de sa nature, rend nécessaire le concours d'un tiers ; »

• En ce qui touche le moyen subsidiaire tiré de ce que le testament ne fixe point le délai dans lequel la condition devra être accomplie :

• Considérant que l'intention du testateur était que la condition fût accomplie dans un court délai, puisqu'il charge les parents de Luce Papin, encore mineur, de lui faire prendre ses noms et prénoms ; que le testateur est décédé depuis seize ans, et que, d'ailleurs, Luce Papin n'a aucun droit sur le legs, puisque la condition n'est point accomplie. — Confirme. »

Pourvoi en cassation pour 1^{re} violation de l'art. 468, C. proc., en ce que les conseillers, appelés pour vider le partage, ne l'ont pas été dans l'ordre du tableau, sans que l'empêchement de ceux qui les précédaient ait été légalement constaté ; 2^e violation des art. 900 et 1148, Code civ., et 3^e violation des art. 1040 et 1176, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur la violation de l'art. 468, C. proc. : — Attendu que, si cet article exige que les juges appelés pour vider le partage soient pris dans l'ordre du tableau, aucune disposition de loi ne prescrit d'annoncer la cause qui peut empêcher les magistrats les plus anciens de siéger ; que, dès lors, le vœu de la loi est suffisamment rempli quand l'arrêt indique que les juges placés sur le tableau avant ceux qui ont été appelés pour vider le partage étaient légalement empêchés ; — Sur la violation des articles 900, 1148, 1170 et 1171, C. civ. : — Attendu, en droit, 1^{er} que l'interprétation de la volonté du testateur rentrait dans les attributions exclusives des juges du fait ; 2^o que la condition imposée à un légataire de porter les noms et prénoms du testateur n'est pas contraire à la loi, puisque la loi elle-même attribue au gouvernement le pouvoir d'autoriser tout changement ou addition de nom et prénoms qu'il jugera convenables ; 3^o que cette condition n'est pas non plus impossible, puisque, d'une part, la loi ouvre le moyen de l'accomplir, et que, d'autre part, les conditions qui dépendent de la volonté d'un tiers, celles même qui dépendent du hasard, sont reconnues valables et obligatoires par la loi elle-même ; — Attendu, en fait, que l'arrêt déclare qu'il résulte des expressions du testament de Jean-Baptiste-Louis Ruillier-Beaufond que son intention a été de soumettre l'efficacité du legs à une condition de rigueur ; que l'intérêt des légataires n'a point été le motif déterminant du legs fait en leur faveur, mais seulement que le testateur, dominé par le désir que son nom lui survécût, a voulu mettre en jeu leur intérêt personnel pour assurer l'accomplissement de la plus importante de ses volontés, ainsi qu'il la qualifie lui-même ; que la disposition en faveur de sa nièce rend évidente la volonté que sa nièce profite de la succession s'il ne peut pas avoir dans son légataire un successeur qui le représente, autant que possible en portant légale-

ment, aussi bien que de fait, les noms et prénoms sous lesquels il avait été connu dans la colonie ; que Louis-Pierre Papin n'a rempli que partiellement la condition qui lui était imposée pour le tout ; que le but évident que se proposait le testateur n'a pas été atteint ; — Attendu qu'en recherchant et déclarant ainsi l'intention du testateur, et en reconnaissant par suite que la condition du legs telle qu'elle résultait de cette intention n'avait pas été accomplie dans l'espèce, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles précités, et n'a commis aucun excès de pouvoir ; — Sur le troisième moyen : — Attendu que l'arrêt attaqué s'est borné par son dispositif à confirmer le jugement du 19 juillet 1824, qui, à raison du non-accomplissement de la condition imposée au legs fait à Louis-Luce Papin, a ordonné au profit de la nièce du testateur l'exécution du testament en ce qui la concernait, la délivrance et la mise en possession de la moitié de la succession, et notamment de l'habitation Ruillier-Beaufond ; — Qu'à défaut d'indication formelle, dans le testament, d'un délai dans lequel la condition devait être remplie, et après lequel cette condition serait réputée défaille, la Cour d'Orléans a pu, sur le vu de l'ordonnance du 8 oct. 1825, qui limitait expressément l'addition des noms et prénoms demandés par le légataire à un seul des noms du testateur, considérer la condition comme n'étant pas accomplie en l'état, et adjuger en ce même état le legs à la défenderesse, sans porter préjudice à la faculté toujours ouverte au demandeur d'obtenir, s'il y a lieu, une nouvelle ordonnance royale à l'effet d'accomplir la condition déterminée par le testateur ; — Qu'en rejetant ainsi la demande subsidiaire en sursis et en fixation d'un délai, la Cour d'Orléans n'a violé aucune loi ni commis aucun excès de pouvoir. — Rejette, etc. »

Du 4 juillet 1836. — Ch. civ.

PROPRIÉTÉ. — REC. — SERVITUDE. — JOUE. — VOIE PUBLIQUE. — EXPROPRIATION. — INDENNITÉ. — ACTE ADMINISTRATIF.

Lorsqu'une commune, en cédant à un particulier le terrain d'une rue, a substitué l'acquéreur en son lieu et place, pour celui-ci fournir l'objet vendu comme le vendeur lui-même aurait le droit d'en fournir, les tiers riverains n'ont plus, après l'aliénation, la faculté d'ouvrir des jours d'aspect sur la rue supprimée. (C. civ., 676 et 677.)

Les rues qui ne sont pas le prolongement des grandes routes constituent, pour chaque ville, une propriété communale affectée par la loi à l'usage public, et notamment à l'usage des propriétés riveraines.

Il n'appartient aux villes de supprimer une rue et d'en aliéner le terrain qu'à la charge d'indemniser les riverains du dommage que cette suppression peut causer à leurs propriétés, et notamment de la privation de leurs entrées et sorties sur la voie publique (1).

(1) Un arrêt du conseil d'État du 16 nov. (n^o 10856), a jugé que le propriétaire riverain d'une rue trans-

formée en impasse n'avait aucune indemnité à réclamer, dès l'instant que sa maison n'était pas

Les communes, dont les propriétés sont essentiellement distinctes de celles de l'État, ne peuvent aliéner que dans les formes prescrites par la loi, et ne cessent d'être propriétaires qu'à partir d'une vente régulière, de telle sorte que leurs droits de propriété ne reçoivent aucune altération de simples actes administratifs par lesquels l'autorité supérieure ordonne, par exemple, la clôture provisoire d'une rue pour la sûreté d'un établissement public dépendant de l'État.

S'il est vrai que les tribunaux ne doivent porter aucune atteinte aux actes administratifs qui, dans des vues d'utilité publique et suivant les formes déterminées par la loi, ont ordonné la clôture d'une rue, il s'ensuit seulement, dans ce cas, que l'action résultant du dommage se résout, devant eux, en une demande de fin d'indemnité.

La renonciation à l'indemnité due à raison d'un fait ne peut résulter que d'une ratification expresse ou d'une exécution volontaire s'appliquant à ce fait lui-même, et non d'énonciations vagues et insignifiantes s'appliquant à un fait et à des objets différents. (C. civ., 1338.)

Par acte d'albergement du 8 déc. 1643, le duc de Lesdiguières a cédé à Valoix un emplacement situé près des anciennes murailles de la ville de Grenoble, sous la condition qu'il y serait construit une maison. Suivant les termes du contrat, le terrain aliéné fut déclaré tenir à la rue Saint-Pierre.

La maison édiflée en exécution de la clause de l'albergement eut son entrée par le côté opposé à la rue Saint-Pierre, mais les portes des caves furent établies sur cette rue.

Des mains de Valoix, la maison dont il s'agit, ayant successivement passé dans diverses mains, se trouvait, en 1790, appartenir indivisément à de Belmont et à ses quatre sœurs.

Le 25 sept. 1793, le directoire du département de l'Isère cède à l'arsenal et Grenoble un terrain appartenant à la commune, avec autorisation de clore provisoirement une portion de la rue Saint-Pierre, et d'y construire des hangars.

Cependant, de Belmont ayant émigré, l'État, comme étant à ses droits, procéda, le 5 fructid. an 4, au partage avec les demoiselles de Belmont, des biens composant la succession de de Belmont père, et le lot échu à l'État comprit l'hôtel de Belmont.

Le 22 août 1790, un arrêté du directoire du département de l'Isère décrète que cet hôtel sera réuni à l'arsenal et qu'il sera spécialement affecté au logement des officiers supérieurs. Toutefois la remise n'est faite à la direction d'artillerie qu'à la charge par elle de faire dresser un état de description et de vérification préalable.

Le 22 sept. 1802, l'hôtel est restitué à de Belmont, rentré en France, et dont le nom a été rayé de la liste des émigrés.

Le 7 avril 1803, ce dernier vend à la direc-

tion d'artillerie divers démembrements de sa propriété. Le plan figuratif des objets vendus, signé par le vendeur, porte cette désignation : rue Saint-Pierre supprimée. Plus tard, de Belmont cède à Chavaut la corps même de l'hôtel indiqué comme tenant à la rue Saint-Pierre; on lit en outre dans l'acte de vente que la direction d'artillerie a fait clore cette rue.

Le 4 juill. 1818, Aribert, dernier propriétaire de l'hôtel, réclame, après de l'autorité municipale, la réouverture de la partie supprimée de la rue Saint-Pierre, afin qu'il puisse arriver à la porte de ses caves.

Le 14 oct. 1826, lorsque la direction d'artillerie fût depuis longtemps en possession de partie de la rue Saint-Pierre, elle se fait néanmoins consentir par la ville de Grenoble une vente régulière de cette même partie. Mais la ville, en consentant à l'aliénation sollicitée, fit insérer au contrat cette clause remarquable : « L'administration de la guerre se réglera comme bon lui semblera avec tous ceux qu'il appartiendra, qui prétendraient avoir des droits et servitudes sur la portion de la susdite rue aliénée, et éprouver des préjudices et dommages à raison de la clôture d'une partie de la susdite rue, de toute manière que la ville de Grenoble ne soit nullement inquiétée, recherchée ni poursuivie. »

Le 13 déc. 1837, Aribert, dont les réclamations près de l'autorité municipale étaient restées sans succès, assigna la ville de Grenoble devant le tribunal civil pour s'entendre condamner à rouvrir la rue Saint-Pierre, sinon à lui payer une indemnité proportionnée au préjudice souffert. — Ensuite il pratiqua, dans la façade de son hôtel donnant sur la portion de la rue Saint-Pierre, vendue à la direction d'artillerie, une fenêtre dont l'administration de la guerre se hâta de demander la suppression.

Le 5 août 1850, jugement qui, statuant sur les deux instances réunies, met la ville de Grenoble hors de cause, et condamne l'administration de la guerre, appelée en garantie, à 5,000 francs de dommages-intérêts pour indemniser Aribert de la suppression de la porte de ses caves. — Appel.

Le 29 août 1852, arrêt de la Cour de Grenoble : — « Considérant que, le directoire du département de l'Isère ayant, par son arrêté du 25 sept. 1793, ordonné la clôture provisoire de la rue Saint-Pierre, la rue avait été interdite, dès ce jour, aux habitants, ainsi qu'aux propriétaires de l'hôtel de Belmont; que, si bien l'emplacement de la rue n'avait pas été compris dans l'estimation des terrains et des bâtiments cédés à l'artillerie, l'administration de la guerre en avait fait le payement à la ville, par suite de l'acte du 14 oct. 1806; que cet acte de vente avait eu pour objet de faire remonter la propriété de l'arsenal à l'emplacement de la rue, ainsi que le droit de la fermer à l'époque où la clôture provisoire avait été autorisée; que l'hô-

tel n'était pas une simple diminution de jouissance, mais une perte définitive de la chose, et que, par suite, l'indemnité devait être calculée sur la valeur de la chose à l'époque de la suppression. — F. conf. Toullier, t. 5, p. 352.

ment impossible de jouir, mais simple diminution de jouissance, a fait une juste application des lois de la matière. — F. conf. Toullier, t. 5, p. 352.

tel de Belmont, alors au pouvoir de la nation, ayant été réuni à l'arsenal avec tous les bâtiments et placages en dépendant, l'administration de la guerre était devenue propriétaire de l'hôtel, ainsi que de l'ancienne rue Saint-Pierre, alors close;

« Considérant que l'administration départementale avait reconnu la propriété de cet emplacement au profit de l'arsenal, puisque dans la description des objets cédés on avait indiqué pour confin, au couchant et au midi de l'hôtel, un placage dépendant de l'arsenal, dit rue Saint-Pierre, et que, plus loin, dans la description des caves on avait indiqué pour confin un placage dépendant de l'arsenal, ci-devant rue Saint-Pierre;

« Considérant que la suppression de la rue avait eu pour effet d'interdire l'accès des caves de l'hôtel de Belmont; que la nation étant devenue propriétaire de l'hôtel, la confusion s'était opérée, et que la servitude afférente à l'hôtel de Belmont sur l'emplacement de la rue s'était éteinte par l'effet de cette confusion; que l'effet de cette confusion avait été tel que la nation, en vendant l'hôtel de Belmont, n'avait pas pu réimposer la servitude, attendu que la servitude éteinte par la confusion ne pouvait plus revivre, à moins qu'elle ne fût formellement exprimée;

« Considérant que la nation, en restituant l'hôtel de Belmont à l'ancien propriétaire émigré, ne lui avait remis l'hôtel que dans l'état où il se trouvait, c'est-à-dire privé de l'exercice de la servitude qu'il avait auparavant sur la rue; qu'ainsi l'émigré de Belmont avait reconnu cet état de choses, puisque, dans une vente par lui passée de divers bâtiments à l'arsenal, il avait joint un plan figuratif signé de lui, dans lequel était spécialement indiquée la portion de la rue Saint-Pierre, avec l'annotation *rue Saint-Pierre supprimée*; d'où il suivait que l'émigré de Belmont avait reconnu que la rue Saint-Pierre formait une dépendance de l'arsenal, et qu'il ne pouvait réclamer aucune indemnité par la raison qu'il était empêché d'accéder extérieurement aux caves auxquelles on ne parvenait anciennement que par le placage formant autrefois la rue Saint-Pierre; qu'au reste, cette reconnaissance du droit de propriété au profit de l'arsenal avait encore eu lieu dans la vente même de l'hôtel de Belmont, passée par ce dernier, puisqu'on avait énoncé dans ledit acte de vente que le directeur d'artillerie avait fait clore la rue au couchant, qu'ainsi de Belmont énonçait suffisamment qu'il lui était interdit d'accéder à ses caves, et que, dès lors, il ne voulait pas transmettre un droit qu'il ne croyait point avoir et qu'il n'avait pas en effet;

« Considérant que les mêmes désignations et énonciations avaient eu lieu dans les ventes successives; qu'aucun des prédécesseurs d'Aribert n'avait songé à réclamer aucune indemnité, indemnité qu'il n'avait demandée lui-même qu'après huit années de jouissance; qu'on peut induire de ces divers actes une ratification de ce qui avait été fait, c'est-à-dire une ratification de la privation de la servitude, ou du moins une

reconnaissance de la confusion opérée dans les mains de la nation ou de l'administration de la guerre, alors qu'elle possédait l'emplacement de la rue et celui de l'hôtel;

« En ce qui concerne la fenêtre dans l'ouverture a donné lieu à une dénonciation du nouvel œuvre de la part de la direction d'artillerie;

« Considérant qu'Aribert n'avait conservé sur la rue Saint-Pierre que les servitudes de stillicide, d'écoulement des eaux et de jours au moyen des fenêtres existantes; mais qu'il n'avait pas eu le droit d'ouvrir sur cette même rue une nouvelle rue;

« Déclare la demande d'Aribert mal fondée, et ordonne à celui-ci de supprimer la fenêtre donnant sur la rue Saint-Pierre. »

Aribert s'est pourvu en cassation contre cet arrêt, 1° pour violation des conditions de l'acte d'albergement du 8 déc. 1642, qui, tout en concédant un terrain à Vainis à la charge d'y construire une maison, avait donné la rue Saint-Pierre pour confin à l'emplacement concédé; 2° violation des clauses du contrat de vente du 14 oct. 1826; 3° violation des lois concernant les émigrés amnistiés et de divers actes administratifs; 4° violation de la législation relative aux droits afférents aux habitants possesseurs sur une rue dont la suppression est ordonnée; 5° violation des principes qui régissent les servitudes, et des art. 1137 et 1158, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — En ce qui concerne la vue droite au fenestre d'aspect : — Attendu qu'il est constaté en fait par l'arrêt attaqué que ladite fenêtre n'a été ouverte que postérieurement à la vente du 14 oct. 1826, et par conséquent sur un terrain qui avait entièrement cessé d'appartenir à la ville de Grenoble et d'être voie publique; — Qu'il ne s'agissait pas, à cet égard, de la question d'indemnité relative à la ville de Grenoble, mais du droit de prendre vue sur l'héritage voisin; — Qu'ainsi c'est avec raison que l'arrêt attaqué a jugé que la nouvelle fenêtre dont il s'agissait ne pouvait être ouverte que conformément aux art. 676 et 677, C. civ.; — Rejette cette partie du pourvoi; — En ce qui concerne l'entrée des caves : — Attendu, sur le premier moyen, tiré de la violation des conditions de l'albergement du 8 déc. 1642, que rien n'indique que cet acte ait fait l'objet de la discussion devant la Cour royale, et que, d'ailleurs, la simple appréciation des actes ne donne pas ouverture à cassation; — Rejette ce premier moyen; — Mais, sur les deuxième, troisième, quatrième et cinquième moyens : — Vu 1° les art. 50, L. 14 fév. 1789; 2, sect. 6, lit. 1er, L. 28 sept.-16 oct. 1791; 1er, L. 16 frim. an 2; 4, L. 11 frim. an 7; 15, L. 28 pluv. an 8, et 1er, L. 28 juill. 1824; — Vu 2° les art. 537, 1582 et 1583, C. civ.; — Vu 3° l'art. 1538, même Code; — Vu 4° les articles 542, 543, 545, 657 et 659, même Code; — Attendu qu'il est constant et reconnu en fait par l'arrêt attaqué 1° que, par son arrêt du 25 septembre 1793, rendu comme mesure d'urgence, le conseil général du département de l'Isère s'est borné à autoriser le directeur de l'artillerie

à faire clore provisoirement une partie de la rue Saint-Pierre et à faire jeter provisoirement un toit ou hangar sur cette portion de rue; 2° que, lorsque la propriété de l'hôtel de Belmont a résisté momentanément sur la tête de l'État, par l'effet des lois sur l'émigration, aucune aliénation de la portion de rue provisoirement supprimée n'a été faite, par la ville de Grenoble, au profit soit de l'État, soit de l'artillerie, simple détentrice provisoire de la rue supprimée; — Que l'acte de l'administration central du 5 fructid. an 4, s'est borné à ordonner, dans un but, à des conditions et suivant des formes déterminées, la remise de l'hôtel de Belmont à l'artillerie; 3° que, lorsque, plus tard, l'État saisi par confiscation, non de la rue, mais de l'hôtel, a rendu cet hôtel à l'émigré amnistié, il n'a nullement excepté soit les droits d'entrée et de sortie, à l'exercice desquels ne s'opposait alors qu'un obstacle provisoire, soit l'indemnité qui pouvait être due, par la ville de Grenoble, à raison de la privation de ces droits; qu'au contraire, il a rendu, avec ledit hôtel, et comme elles y étaient précédemment, les portes extérieures des caves dont il s'agit, et qu'il avait laissées subsister; 4° que ce n'est que le 14 oct. 1836 que la ville de Grenoble a vendu purement et simplement à l'administration de la guerre la partie provisoirement supprimée de la rue Saint-Pierre (nommée alors rue Saint-Nicolas); — Et que, par cette vente, et conformément à l'ordonnance royale d'autorisation du 31 mai 1836, la ville de Grenoble a expressément stipulé, comme condition de l'aliénation, que l'administration de la guerre se réglerait comme « bon lui semblerait avec tous ceux qui prétendraient avoir des droits et servitudes sur la portion de la rue aliénée, et éprouver des préjudices et dommages à raison de la clôture d'une partie de ladite rue »; 5° que c'est bien antérieurement, et lorsque subsistait l'état de simple clôture provisoire, qu'a été fait, à l'occasion d'une vente du 13 germ. an 11, le plan figuratif, signé de Belmont, où sont écrits les mots : *rue Saint-Pierre supprimée*; que cette vente et ce plan avaient pour objet des immeubles autres que l'hôtel de Belmont, et dans lesquels n'existaient pas les entrées de caves dont il s'agit au procès; 6° que l'acte de vente de l'hôtel de Belmont du 23 thermid. an 12, ainsi que les ventes successives de cet hôtel, se bornaient à indiquer pour consist. de cet hôtel la rue Saint-Pierre, alors close provisoirement, et ne contenaient aucune dérogation aux droits actuels et futurs des propriétaires de cet hôtel, envers la ville de Grenoble; — Attendu, en droit, que les rues des villes (qui ne sont pas le prolongement des grands routes) constituent, pour chaque ville, une propriété communale affectée par la loi à l'usage public, et notamment à l'usage des propriétaires riverains; — Que, s'il appartient aux villes de supprimer une rue et d'en aliéner le terrain, ce n'est qu'à la charge d'indemniser les riverains du dommage que cette suppression peut causer à leurs propriétés, et notamment de la privation de leurs entrées et sorties sur la voie publique; — Que les com-

munes, dont les propriétés sont essentiellement distinctes de celles de l'État, ne peuvent aliéner que dans les formes prescrites par la loi, et ne cessent d'être propriétaires qu'à partir de la vente; d'où il suit que leurs droits de propriété ne peuvent recevoir aucune altération de simples actes d'administration par lesquels l'autorité supérieure ordonne la clôture provisoire d'une rue, pour la sûreté d'un établissement public dépendant de l'État; — Que, si les tribunaux ne doivent porter aucune atteinte aux actes administratifs qui, dans des vues d'utilité et de sécurité publiques, et suivant les formes déterminées par la loi, ont ordonné la clôture d'une rue, il s'en suit seulement, dans ce cas, que l'action résultant du dommage se résout, devant eux, en une demande à fin d'indemnité; — Que la renonciation à l'indemnité due à raison d'un fait ne peut résulter que d'une ratification expresse ou d'une exécution volontaire, s'appliquant à ce fait lui-même, et non d'énonciations vagues et insignifiantes s'appliquant à un fait et à des objets différents; — Attendu que de tout ce qui précède il résulte 1° qu'en attribuant à l'acte d'administration du 5 fructid. an 4 l'effet de rendre, des l'ins, l'artillerie propriétaire de la rue, par cela seul que l'État était propriétaire de l'hôtel, l'arrêt a faussement appliqué les lois sur la confiscation des biens des émigrés, sur la confusion, et formellement violé les lois précitées sur les rues des villes; 2° qu'en attribuant à la vente du 14 oct. 1836 l'effet de faire rétroagir la propriété de l'administration de la guerre jusqu'en 1793, cet arrêt a violé les art. 537, 1582 et 1583, C. civ.; 3° qu'en attribuant à des actes faits sous l'état de simple clôture provisoire, et ne contenant que la simple mention de ce fait, ou de simples indications de couffins, l'effet de constituer une renonciation à l'action en indemnité motivée sur le fait ultérieur de suppression définitive et de vente de la rue, l'arrêt a violé l'art. 1538, C. civ., et les lois antérieures qui consacraient le même principe, et 4° qu'en écartant par voie de conséquence, l'action en indemnité du demandeur, l'arrêt a violé les art. 542, 543, 545, 637 et 639, C. civ., — Casse, etc. »

Du 5 juill. 1856. — Ch. civ.

DONNAGES-INTÉRÊTS. — CONTRAT. — ENTREPRISE

L'arrêt qui, après avoir constaté l'existence d'un marché conclu entre une société anonyme et un entrepreneur, déclare d'après les faits de la cause qu'en l'état le marché ne peut plus recevoir son exécution, mais sans dire si c'est la seule volonté de la société anonyme qui a rendu cette exécution impossible, a dû régler, dans ce cas, les dommages-intérêts réclamés par l'entrepreneur, non d'après l'art. 1794, C. civ., mais suivant l'appréciation des faits, circonstances et documents de la cause. Sa décision, sous ce rapport, échappe à la censure de la Cour de cassation (1).

(1) L'art. 1794 porte que « le maître peut résilier

Un marché à forfait avait été passé entre les membres composant le comité des travaux d'une société anonyme formée pour la construction d'un pont suspendu sur la Loire, à Sully, et Carmignac-Descombes, entrepreneur, qui s'était engagé à construire le pont pour la somme de 314,000 fr.

Plus tard, la société refusa d'exécuter le marché. — Alors Descombes assigna Villiers, en qualité de président du conseil d'administration de la société, en paiement de la somme de 65,000 fr. à titre de dommages-intérêts, lesquels se composaient des dépenses qu'il avait faites, des pertes qu'il avait éprouvées à cause des voyages et déplacements auxquels on l'avait exposé, du bénéfice auquel il avait droit, en qualité d'entrepreneur, et des dédommagements qu'il devait lui-même à ceux avec lesquels il avait fait des marchés pour les fers de suspension, les pierres, etc.

Il soutenait avoir droit à ces dommages-intérêts en vertu de l'art. 1794, C. civ.

Jugement qui, sur les conclusions de la société, prononce la nullité du marché et rejette, en conséquence, la demande en dommages-intérêts. — Appel.

Le 8 avril 1835, arrêt de la Cour d'Orléans qui infirme, décharge Descombes des condamnations prononcées contre lui, déclare valable et régulier le marché verbal qui avait eu lieu entre les parties; — « Et attendu qu'en l'état il ne peut plus être exécuté, et que cette inexécution cause à l'appelant un préjudice qui doit être réparé, condamne la société anonyme formée pour la construction du pont de Sully-sur-Loire à payer audit Carmignac-Descombes les dommages-intérêts qui seront établis par état, à sauve examen et débats des parties, lesquels se composeront seulement des frais de voyages, déboursés quelconques dont il justifiera; condamne, en outre, ladite société à la garantie de toutes actions qui pourraient être dirigées contre lui à raison dudit marché. »

POURVOI pour violation des art. 1149 et 1794, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a décidé que les dommages-intérêts ne porteraient que sur les frais de voyages et déboursés quelconques dont il serait justifié. — On soutenait qu'il y avait lieu d'adopter les bases consacrées par l'art. 1794, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que l'arrêt attaqué, après avoir constaté qu'un marché verbal avait eu lieu entre les parties, a déclaré, d'après les faits de la cause, que, en l'état, ce marché ne pouvait plus être exécuté, mais qu'il n'a pas dit que cette impossibilité d'exécution fût le résultat de la seule volonté de la société anonyme du

pont de Sully-sur-Loire, et que, dès lors, il n'a pas dû régler les dommages-intérêts dus à Carmignac-Descombes, d'après l'art. 1794, C. civ., mais d'après les faits et circonstances de la cause et les documents produits au procès, et dont l'appréciation appartenait à la Cour royale, — Rejetie, etc. »

Du 5 juill. 1836. — Ch. req.

LETTRE DE CHANGE. — SUPPOSITION DE LIEU. — ORDONNANCE 1673.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, les lettres de change contenant supposition de lieu, n'étaient point, comme sous le Code de commerce, réputées simples promesses. — Dès lors, de telles lettres de change étaient soumises à la formalité du protêt, et se prescrivait par cinq ans (1). (Ordonnance de 1673, tit. 5, art. 4, 15 et 21; C. comm., 112.)

Le tiers porteur d'une lettre de change, auquel on ne peut opposer la supposition de lieu que cette lettre de change renfermerait, peut-il s'en prévaloir lui-même contre son endosseur, pour repousser la déchéance résultant du défaut de protêt en temps utile (2)? (Non rés.)

Par acte du 15 mai 1791, des Étangs vendit à Girardin un immeuble dont le prix fut réglé en deux lettres de change, payables en 1795 et 1794.

Des Étangs émigra en 1792, et comme les lettres de change ne furent point présentées au souscripteur lors de leur échéance, celui-ci en versa le montant dans les caisses de l'État, représentant l'émigré, et cela sans exiger la remise des deux traites.

Cependant, en 1828, la dame Nicard, porteur des deux lettres de change en vertu d'un endossement de 1792, les fit protester sur Girardin, et à défaut de paiement, assigna des Étangs, son endosseur, devant le tribunal de commerce à fin de condamnation.

Des Étangs opposa 1^o la déchéance de tout recours contre lui, à défaut de protêt en temps utile; 2^o la prescription de cinq ans établie contre l'action en paiement des lettres de change (3).

La dame Nicard repoussa ces exceptions, en disant que les lettres de change dont il s'agit contenaient une supposition de lieu, malgré leur énonciation contraire; qu'ainsi on devait, aux termes de l'art. 112, C. comm., les considérer comme de simples promesses, auxquelles on ne pouvait opposer ni le défaut de protêt, ni la prescription quinquennale.

29 avril 1831, jugement du tribunal de commerce de Limoges, et 15 juin 1832, arrêt de la Cour de la même ville, qui, reconnaissant en fait la supposition de lieu, accueillent ce système, et condamnent des Étangs au paiement des deux traites.

(3) La prescription trentenaire était également opposée, mais elle a été écartée par ce motif, qu'elle n'avait pu courir pendant l'émigration du débiteur, d'après la loi du 28 mars 1793, qui ne permettait pas de réclamer de l'État le paiement de dettes résultant de titres sous seing privé n'ayant pas de date certains antérieure à l'émigration.

le marché à forfait quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux, de tout ce qu'il aurait pu gagner dans cette entreprise. »

(1) F. Meiz, 1^{er} déc. 1836. — F. cependant décision conforme, Cass., 22 juin 1825.

(2) F. Nougier, *Lettres de change*, n^o 346.

POURVOI en cassation de la part de des Émangs, pour fausse application de l'art. 112, C. comm., et violation des art. 4, 15 et 21, tit. 3 de l'ordonnance de 1673. — Il s'agit dans l'espèce, a-t-on dit pour le demandeur, de lettres de change souscrites antérieurement au Code de commerce, et dès lors régies exclusivement par l'ordonnance de 1673. Or, cette ordonnance ne prononçait pas, comme l'art. 112 du nouveau Code, la nullité des lettres de change contenant supposition de lieu; il suffisait alors que la traite énonçât dans son contexte l'accomplissement de cette condition. C'est donc à tort que l'arrêt attaqué a déclaré simples promesses les deux traites dont la dame Nicard se trouve porteur. — Dans tous les cas, a-t-on ajouté, l'exception tirée de la supposition de lieu ne peut être invoquée par le tiers porteur, étranger à la confection de la lettre de change. La loi ne prononce la nullité d'une lettre de change simulée, que dans l'intérêt du souscripteur, et pour soustraire ce dernier aux graves conséquences du contrat de change, lorsque telle n'est pas réellement la nature de sa dette. Mais il est de jurisprudence constante que cette simulation ne doit pas nuire aux droits des tiers. Si elle ne leur nuit pas, elle ne doit pas non plus leur profiter. Il n'est pas possible que le tiers porteur, auquel on ne peut pas opposer la simulation, puisse, lui, s'en prévaloir pour se faire relever d'une déchéance qu'il a encourue par son fait.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 4, 15 et 21, tit. 3 de l'ordonnance du mois de mars 1673; — Attendu que l'émission, l'endossement au profit des défendeurs, et l'échéance des deux lettres de change litigieuses, sont antérieurs de plusieurs années, à la publication du Code de commerce, et régis par l'ordonnance du mois de mars 1673;

« Attendu qu'il n'existe dans cette ordonnance, aucune disposition semblable à celle de l'article 112, C. comm., qui réduit à de simples promesses les lettres de change où il se trouve une supposition du lieu d'où elles sont tirées; — Qu'il en résulte que sous l'empire de cette ordonnance, les porteurs de lettres de change revêtues de tous les caractères extérieurs qui les constituent comme lettres de change, étaient tenus, pour conserver leurs droits contre les endosseurs, de remplir toutes les formalités exigées par cette ordonnance;

(1) Jugé qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique le jugement doit porter avec lui la preuve que les formalités ont été remplies, et que la production des pièces tendant à l'établir a eu lieu. — *V. Delalieu, Expropriation pour cause d'utilité publique*, p. 189.

(2) Cette question neuve et d'un grand intérêt, n'avait point encore été décidée par la Cour de cassation, et la solution qu'elle a reçue dans l'espèce, nous paraît, malgré les critiques dont elle a été l'objet (*), parfaitement conforme aux principes.

(*) *V. la Rev. de Dalloz*, 3^e part., p. 242, et le *Journal de Droit*, n° 14 juill. 1856.

« Attendu que si la mort civile résultant de l'émigration de l'endosseur, ne permettait pas, à l'échéance des lettres, en mai 1793 et 1794, de diriger contre lui des poursuites, le porteur devait et était tenu de former des actes conservatoires contre le tireur et contre le tiré, par un protêt régulier; que l'arrêt attaqué lui-même reconnaît que la force majeure résultant des circonstances ci-dessus a cessé par l'ordonnance du 20 août 1814; — Que, dès lors, le protêt fait seulement en 1828, et, par suite, l'instance portée devant le tribunal de commerce au mois de juin suivant, n'ont eu lieu qu'après la déchéance de cinq ans doublement encourue d'après les art. 15 et 21 de l'ordonnance de 1673, sous l'empire de laquelle ces titres étaient créés, et venus à échéance; qu'en condamnant donc l'endosseur à payer le montant desdites lettres, l'arrêt attaqué a faussement appliqué l'art. 112, C. comm., et violé les art. 4, 15 et 21, tit. 3 de l'ordonnance de 1673; — Casse, etc. »

Du 5 juill. 1856. — Ch. civ.

EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE. — DÉCLARATION D'UTILITÉ. — CONSENTEMENT.

De ce qu'un propriétaire aurait consenti à l'expropriation, il n'en résulte pas que le tribunal puisse la prononcer sans que toutes les formalités voulues par la loi pour la constatation de l'utilité publique aient été remplies, et avant que la production des pièces établissant l'accomplissement de ces formalités ait eu lieu, si l'administration et le propriétaire ne sont pas d'accord sur la fixation de l'indemnité (1). (L. 7 juill. 1833, art. 2 et 14.)

Du 5 juill. 1856. — Ch. civ.

CRÉANCIERS. — QUESTION D'ÉTAT. — INTERVENTION. — DROIT PERSONNEL. — DÉSAYEU.

Les créanciers n'ont pas qualité pour intervenir dans une instance en désaveu de paternité dirigée contre leur débiteur, alors surtout qu'aucun fait de collusion entre lui et les autres membres de la famille n'est allégué. Le droit de défendre à l'action qui tend à fixer l'état et la qualité d'un individu dans une famille est un droit exclusivement attaché à la personne de cet individu, et qui ne peut être exercé par ses créanciers (2). (C. civ., 1166.)

Jallabert, notaire à Paris, épousa en 1792 la

On reproche à la doctrine consacrée ici par la Cour suprême, d'ouvrir une porte à la fraude, de faciliter la collusion qui pourrait exister entre les membres d'une même famille, pour soustraire l'un d'entre eux à la poursuite de ses créanciers, en lui faisant perdre son état, sa filiation, pour élever à ceux-ci des biens que la qualité de leur débiteur l'appellait à recueillir, et qui devaient être le gage de leur créance... Mais est-il bien à craindre qu'un pareil moyen de fraude puisse être fréquemment et facilement employé? Et en admettant qu'il se rencontre des cas, nécessairement fort rares, où un débiteur, pour frustrer ses créanciers, consente à se dépouiller de son état civil, à perdre pour jamais

demoiselle Monty. En 1799, la dame Jallabert quitta son mari et provoqua un divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur. Le 14 fév.

1800, elle accoucha d'un garçon par les soins du médecin de son mari, lequel l'avait déjà accouchée de son premier enfant, la dame Dubois

ses droits de famille, à renoncer à tous les avantages qu'ils peuvent lui promettre dans l'avenir, dépendra-t-il de lui de faire naître les circonstances nécessaires pour arriver à ce résultat, pour tromper la justice et la rendre en quelque sorte complice de sa fraude? — En supposant même qu'il y parvienne, la loi n'ouvre-t-elle pas aux créanciers une voie de recours? N'ont-ils pas une action en nullité (C. civ., 1167) pour faire tomber tous les actes et jugements faits ou rendus en fraude de leurs droits?... Dès lors, ne peut-on pas penser qu'il y a là pour eux des garanties suffisantes, et n'est-ce pas déjà un motif pour rejeter leur action directe ou leur intervention dans une question d'état qui est toute personnelle à leur débiteur?

Mais d'autres principes, des considérations d'un ordre plus élevé, nous semblent dominer la matière. En présence de l'intérêt des tiers, se trouve ici l'intérêt de la société, l'intérêt des mœurs, l'ordre et l'honnêteté publics, qui ne veulent pas que des étrangers puissent venir troubler le foyer domestique par de téméraires allégations, s'immiscer dans des secrets de famille pour lesquels ils n'auront sans doute aucun des ménagements que l'on doit attendre des membres de la famille entre eux... — On comprend que le législateur n'ait pu vouloir autoriser un tel scandale dans l'intérêt seul des créanciers qui voudraient créer des ressources à leur débiteur, ou lui conserver celles dont il les a abusés au moyen d'une qualité qui ne lui appartenait pas.

L'art. 1166, C. civ., dispose, il est vrai, d'une manière générale, que les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur; mais il en excepte formellement ceux qui sont *exclusivement attachés à la personne*.

En point de droit, toute la difficulté consiste donc à savoir ce qu'il faut entendre par *droits et actions exclusivement attachés à la personne*. La loi ne nous en donne point la définition; mais la raison dit assez qu'il ne peut être question ici que de ces droits ou actions inhérents à la personne indépendamment des choses dont ils assurent la jouissance ou la propriété, qui découlent notamment de l'état civil ou de famille, qui naissent avec cet état et lui sont intimement liés, qui, de leur nature, sont imprescriptibles, intransmissibles même, à moins que le législateur n'en ait disposé autrement. Tels sont, en général, les droits et actions qui résultent du mariage, de la paternité, de la filiation, même les droits successifs... Tous ces droits sont *essentiellement personnels*, ou si l'on veut *attachés à la personne*, parce qu'ils existent en elle, indépendamment de sa volonté, et qu'ils ne peuvent lui être enlevés que dans des cas tout exceptionnels; qu'ils ne peuvent être transmis, en tout ou partie, ou lui survivre, que dans la proportion ou sous les conditions qu'il a plu au législateur de déterminer. Mais, comme nous le ferons voir tout à l'heure, cette transmissibilité accidentelle ne change pas et ne saurait changer la nature du droit en lui-même; il n'en reste pas moins un droit *attaché à la personne*, qui ne peut par conséquent être exercé que par elle seule, et non par d'autres, en son lieu et place, ni concurremment avec elle, tant qu'elle peut l'exercer elle-même.

C'est donc, selon nous, mal définir ce que l'on doit entendre par *droits attachés à la personne*, ou du moins en donner une définition fort équivoque, que de dire, comme le font certains auteurs,

s'appuyant en cela du reste sur la loi romaine, que de tels droits sont ceux qui meurent et s'éteignent avec ceux auxquels ils appartiennent, *quæ ad hæredem non transeunt*. Cela est vrai en général; mais cela cesse de l'être dans les cas où la loi en a disposé autrement, dans les cas où elle a permis la transmission, sans que pour cela le droit cesse d'être *personnel*, parce que sa nature ne dépend aucunement de la circonstance accidentelle qu'il est ou non transmissible.

Ainsi, et pour rentrer dans le cas particulier dont nous nous occupons ici, nous n'hésions pas à dire que l'action en dévau de paternité et celle en réclamation d'état, sont des actions essentiellement personnelles, exclusivement attachées à la personne de celui dont la paternité ou la filiation est mise en question et cela, bien qu'elles puissent en certains cas passer aux héritiers (C. civ., 317, 329 et 330). — On voudrait conclure de cette dernière circonstance, que ce ne sont pas des droits exclusivement attachés à la personne. — Mais, à notre avis, c'est une conclusion contraire qu'il en faudrait tirer. En effet, si le législateur a jugé à propos de transmettre ces droits aux héritiers, sous certaines conditions très-restreintes, et s'il a senti la nécessité de le dire, c'est précisément parce que, de leur nature, ces droits sont exclusivement attachés à la personne et intransmissibles. Évidemment, on prend ici l'exception pour la règle, tandis que c'est ici l'exception qui prouve la règle.

La même erreur de raisonnement se reproduit dans l'argument que l'on tire de l'art. 788, C. civ., lequel permet aux créanciers de se faire autoriser à accepter la succession au lieu et place de leur débiteur, inique ce dernier y a renoncé. Mais c'est précisément encore parce que le droit d'héritier est, de sa nature, un droit personnel, un droit de famille, exclusivement attaché à la personne, qu'il a été nécessaire, par une disposition expresse et exceptionnelle, de dire qu'il pourrait, avec l'autorisation de justice, être exercé par les créanciers. Autrement l'art. 788 eût été inutile; les créanciers eussent trouvé la source et le fondement de leur droit dans l'art. 1166, qui leur permet, d'une manière générale, d'exercer tous les droits et actions de leur débiteur.

C'est encore ainsi, que l'action en séparation de biens, qui est un droit personnel à la femme, peut, par une dérogation expresse de la loi (C. civ., 1446, être exercée par les créanciers de la femme, si elle y consent. Et s'il n'en est pas de même de l'action en séparation de corps, qui conduit les créanciers au même résultat sur les biens, c'est parce que la loi ne l'a pas dit, parce qu'il y a ici mélange d'un droit essentiellement attaché à la personne, de l'état civil de la femme avec ses intérêts pécuniaires, et qu'il n'a pas plu au législateur de s'arrêter sur ce point à la règle générale qui veut qu'un tel droit ne puisse être exercé que par la personne à laquelle il appartient.

De même, en matière de réclamation d'état et de dévau, où, comme on l'a vu, les actions sont essentiellement personnelles, malgré leur transmissibilité accidentelle aux héritiers, il n'existe aucune exception ni dérogation dans la loi qui permette aux créanciers de les exercer au lieu et place de leur débiteur, ni concurremment avec lui; l'art. 788 lui-même ne leur offre à cet égard aucun point d'appui; il faut donc alors s'en tenir nécessairement

de Pacé. Le nouveau-né, présenté à l'officier de l'état civil par le médecin lui-même, reçut l'état de fils de Jallabert et le prénom de Stéphane. — Le 3 mars 1800, le divorce fut prononcé entre les époux Jallabert. Stéphane fut élevé publiquement avec sa sœur, et il ne quitta jamais sa mère. Depuis la naissance de Stéphane jusqu'en 1831, Jallabert ne songea point à désavouer sa paternité; il parait même qu'il préférait plaisir à vanter les progrès de ses fils et qu'il en entretenait souvent ses amis les plus intimes. — Cependant, à cette époque de 1831, Stéphane ayant fait à Jallabert une sommation respectueuse à fin d'obtenir son consentement au mariage qu'il se proposait de contracter, il lui fut répondu par une assignation en désaveu de paternité. Le lendemain, Jallabert mourut. Mais la dame Dubois de Pacé, sa fille, reprit l'instance, et Stéphane déclara s'en rapporter à justice sur ce désaveu. Alors Delamotte, qui crut voir une preuve de fraude dans l'insouciance de Stéphane, qui voulait en tous cas se mettre à l'abri des conséquences que pouvait entraîner cette insouciance, intervint au procès en qualité de créancier, articula et offrit de prouver que Jallabert avait connu d'abord la grossesse de sa femme, puis son accouchement, puis sa paternité; qu'il parlait souvent à ses amis de son fils : circonstances qui devaient repousser le désaveu, au moins comme tardif.

Cette intervention de Delamotte fut repoussée

sous termes de l'art. 1166, C. civ., qui leur défend d'exercer les droits et actions de leur débiteur, lorsqu'ils sont *attachés à sa personne*.

C'est aussi ce qu'enseigne Duranton, dans son *Cours de droit français*, t. 3, n° 169, toutefois avec une restriction qui ne nous paraît justifiée par aucune raison valable. L'auteur, après avoir rappelé que la doctrine semble avoir été adoptée plus ou moins expressément par d'Aguesseau et Merlin, ajoute : « Elle nous paraît fondée toutes les fois que l'enfant avait en sa faveur la possession d'état ou un titre incontestable, parce qu'alors ce n'est plus une réclamation d'état, mais le simple exercice d'un droit qu'ont les créanciers, en vertu de l'article 1166, combiné avec l'art. 788, de se faire autoriser par justice à accepter la succession échue à leur débiteur, jusqu'à concurrence du montant de leurs créances. Dans ce cas, et s'ils obtenaient l'autorisation, ainsi que cela devrait être, ce serait par voie d'exception qu'ils soutiendraient sa légitimité mal à propos contestée. — Mais nous avouons, malgré une aussi grave autorité, qu'il nous paraît contraire aux principes, que des créanciers puissent exercer l'action en réclamation d'état proprement dite... Si cette action comprend les biens, ce n'est que par voie de conséquence : le droit principal, c'est l'état. Or, ce droit ne doit pouvoir être exercé que par la personne, ou ceux qui la représentent, ce qu'on ne peut dire des créanciers par rapport à un droit de cette nature; aussi la loi ne leur accorde-t-elle pas, du moins expressément, comme elle le fait en matière de renonciation à succession ou de manqué : elle ne parle que des héritiers. » Plus loin, dans son t. 10, n° 563, Duranton reproduit la même opinion.

À notre tour, nous avouons que nous ne voyons pas sur quoi repose la distinction que fait l'auteur

par la dame Dubois de Pacé, dont les conclusions à cet égard furent admises par jugement du tribunal de la Seine, en date du 31 janv. 1834 : — « En ce qui touche l'intervention de Delamotte : — Attendu qu'il est de principe que l'intervention et la tierce opposition ne sont recevables qu'autant que l'action appartient au tiers opposant ou à l'intervenant, soit personnellement, soit à celui qu'il représente, lorsque ce dernier n'est pas en cause ;

• Attendu que l'action ne peut appartenir à Delamotte, dans la cause, que comme représentant son débiteur Stéphane Flachat ;

• Que Stéphane Flachat est personnellement en cause en prenant le nom de Stéphane Jallabert pour soutenir la réalité de l'acte respectueux qu'il a adressé à Jallabert Christophe, abn qu'en qualité de son père il l'autorisait à contracter mariage, et aussi en s'en rapportant à justice sous le rapport de l'action en désaveu et en rectification de l'acte de naissance ; qu'ainsi, sous ce premier rapport, Delamotte serait non recevable dans son intervention ;

• Qu'il est encore non recevable dans son intervention, parce qu'il s'agit d'une action exclusivement attachée à la personne de son débiteur ; qu'aux termes de l'art. 1166, C. civ., le créancier ne peut exercer à la place de celui-ci ; qu'il n'y a pas d'actions plus intimement liées à la personne de celui qui les exerce qu'un acte respectueux pour procéder à mariage et une

entre le cas où les créanciers prétendraient agir par voie d'action, et celui où ils agiraient par voie d'exception. Il nous semble que, dans un cas comme dans l'autre, c'est toujours l'état de leur débiteur qui est mis en question, c'est toujours un droit exclusivement attaché à sa personne qu'ils prétendent exercer ; il y a donc, dans un cas comme dans l'autre, même raison de les déclarer non recevables. — Quant à l'argument pris de l'art. 788, nous croyons avoir démontré qu'il est ici sans force aucune, et Duranton le reconnaît lui-même, en disant que si l'action des créanciers comprend les biens, si elle s'adresse à la succession (si tant que quelle soit ouverte), ce n'est qu'indirectement ; que le droit principal, c'est l'état, et que ce droit, les créanciers n'ont pas qualité pour l'exercer.

Concluons donc en dernière analyse, et pour être conséquents à des principes qui nous paraissent incontestables, que les créanciers ne peuvent, en matière d'état, exercer les droits de leur débiteur, ni par voie d'action principale, ni par voie d'exception, ni même par voie d'intervention, c'est-à-dire, concurrentement avec lui, parce que chacune de ces voies supposerait en leur personne un droit que la loi leur refuse par cela seul qu'elle ne le leur accorde pas expressément.

Telle est la doctrine que nous paraît consacrer avec juste raison l'arrêt que l'on va lire, arrêté d'autant plus remarquable, qu'il est rendu dans les circonstances où de peut plus favorables pour les créanciers, qui paraissent fondés à se plaindre que la défense de leur débiteur n'était pas suffisamment énergique, puisqu'il déclarait s'en rapporter à justice. Nous pensons donc que cet arrêt doit faire règle, et qu'il fixera la jurisprudence. — Venons maintenant à l'espèce dans laquelle il a été rendu.

L.-M. Dev.

défense à une demande en désaveu dans l'intérêt de la filiation légitime et en rectification d'acte de naissance ;

« Attendu, au surplus, qu'il ne s'agit pas d'une renonciation à succession de la part du débiteur de Delamotte ; que le droit de succéder dérivant de la légitimité est, il est vrai, mis en question indirectement, mais comme conséquence de situation légitime, seul élément du débat actuel. »

Le jugement établit ensuite qu'il y a bien identité entre Stéphane et l'enfant né de la dame Jallabert le 27 pluv. an 8, et que son état de légitimité ne peut disparaître que par l'action en désaveu, puisqu'il soit venu au monde dans la maison de Flachat, époux de la dame Jallabert depuis le divorce de celle-ci, et que sa mère l'ait fait baptiser sous le nom de Flachat. Puis, statuant au fond sur l'action du désaveu, le tribunal rapporte les circonstances qui suivent, et que nous reproduisons, parce que, dans l'espèce surtout, il est utile de bien connaître les faits pour être à même d'apprécier jusqu'à quel point ils ont pu influer sur le droit : — « Attendu que les faits acquis au procès ne prouvent pas suffisamment le recel ; qu'ainsi la naissance de l'enfant hors du domicile conjugal, la déclaration d'absence de Jallabert dans l'acte de naissance et la qualité des témoins qui y figurent, enfin la possession d'état comme enfant de Flachat, ne peuvent constituer ni l'adultère ni le recel ;

« Que ces faits sont mêmes corroborés par des faits également au procès, savoir, que Jallabert habitait un domicile très-voisin de celui de l'accouchement de sa femme, ainsi que le constate l'acte de naissance du 27 pluv. an 8 ; que la dame Jallabert a été traitée par son accoucheur ordinaire ; qu'elle a élevé publiquement l'enfant qu'elle venait de mettre au jour, et que son mari laissait prononcer contre lui, à la poursuite de sa femme, un divorce pour incompatibilité d'humeur ;

« Attendu que les faits dont la dame Dubois de Pacé et les autres parties demandent à faire la preuve, réunis même aux premiers, ne constitueraient pas, s'ils étaient prouvés, la double preuve préliminaire (l'adultère et le recel) exigée par la loi ;

« Qu'en effet, l'abandon du domicile conjugal par la mère, dix huit mois avant la naissance de l'enfant ; son séjour loin de sa famille, d'abord dans une maison qui n'était pas celle de Flachat, puis dans celle de Flachat ; l'éloignement de la famille lors de la conception de l'enfant, l'accouchement dans la maison de Flachat, l'absence de demande soit de la dame Mony à son mari qu'il eût à participer aux frais de l'entretien de l'enfant, soit de la dame Mony, pour qu'elle eût à remettre entre les mains du père l'enfant parvenu à sept ans ; tous ces faits prouvés ne constituent pas la preuve de l'adultère et encore moins du recel de la naissance ;

« Que ces faits peuvent encore, jusqu'à un certain point, s'expliquer par le quatrième des faits articulés, dont la preuve d'ailleurs est acquise au procès ; c'est-à-dire que, le 14 niv. an 7, la dame Mony a commencé contre son

mari, Jallabert, la procédure nécessaire pour parvenir au divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur, contre Jallabert, qui ne craignait pas d'abandonner sa fille aux soins de cette femme qu'on accuse d'adultère ;

« Déclare Delamotte non recevable et mal fondé dans son intervention ; déclare également non recevable et mal fondée la demande en désaveu. »

Ce jugement fut frappé du double appel de la dame Dubois de Pacé, en ce qu'il avait rejeté l'action en désaveu, et de Delamotte, en ce qu'il n'avait point admis son intervention.

Le 9 fév. 1835, arrêt de la Cour de Paris : — « En ce qui touche l'appel et l'intervention de Delamotte :

« Considérant qu'il est non recevable dans son intervention, parce qu'il s'agit d'une action exclusivement attachée à la personne de son débiteur ; qu'aux termes de l'art. 1166, C. civ., le créancier ne peut exercer à la place de celui-ci que les actions non exclusivement attachées à sa personne ; qu'il n'y a pas d'action plus intimement liée à la personne de celui qui les exerce qu'un acte respectueux pour procéder à mariage et une défense à une demande en désaveu dans l'intérêt de la filiation légitime et en rectification d'acte de naissance ; que d'ailleurs Christophe-Stéphane est en cause ;

« Considérant, au fond, que, plus d'un an avant la naissance de Christophe-Stéphane, la femme Jallabert avait quitté le domicile de son mari pour n'y plus rentrer ; qu'avant l'époque à laquelle remonte la conception, elle avait formé une demande en divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur et de caractère ; que Jallabert ne s'est point présenté aux réunions préparatoires exigées par la loi ;

« Considérant que la femme Jallabert est accouchée le 25 pluv. an 8, au domicile de Flachat, que depuis elle n'a cessé d'habiter ; que la déclaration de la naissance de Christophe-Stéphane a été faite par l'accoucheur ; que l'acte de naissance énonce que le père était absent, lorsqu'il est démontré que Jallabert était alors à Paris ; que les témoins de l'acte étaient étrangers à la famille Jallabert, et étaient choisis dans une condition inhérente ;

« Considérant que la dame Jallabert n'a fait aucune mention de sa grossesse dans les actes préparatoires du divorce ; que l'existence de l'enfant est passée sous silence dans les actes de liquidation des droits des époux ; qu'enfin la dame Jallabert, lors du baptême de son fils, qui n'a eu lieu que le 6 août 1815, donne dans l'acte la qualité de fils des époux Flachat, et indique sa naissance au 14 fév. 1801 ;

« Considérant que les relations intimes de Flachat et de la femme Jallabert, même durant le mariage de celle-ci avec Jallabert, n'ont point été désavouées dans la cause ; que la correspondance de Jallabert, postérieurement au divorce, témoigne énergiquement du ressentiment que la conduite de sa femme lui faisait éprouver ;

« Considérant que Christophe-Stéphane a toujours porté le nom de Flachat, et jamais celui de Jallabert ; que Flachat l'a toujours traité comme

son enfant, et a toujours pourvu en cette qualité à son éducation, à son entretien et à son établissement; qu'il a été reconnu constamment comme fils de Flachet dans la société et par la famille; qu'il a lui-même constamment pris et signé le nom de Flachet; qu'il résulte de tous ces faits la preuve de l'adultère de la femme, du recel de la naissance de l'enfant au mari et de l'impossibilité que Jallabert en soit le père;

» Sans qu'il soit besoin de s'occuper des faits articulés par Delamotte, a mis et met l'appellation dudit Delamotte au néant; met l'appellation de l'autre partie appellante et ce dont est appel au néant; au principal, déclare nul et de nul effet l'acte respectueux du 29 janv. 1833; déclare bon et valable le désaveu de Christophe-Stéphane par Pierre-Nicolas Jallabert et la qualité de fils dudit Pierre-Nicolas Jallabert; ordonne que rectification sera faite de l'acte de naissance de Christophe-Stéphane, en ce qu'il y est énoncé qu'il est fils de Pierre-Nicolas Jallabert; ordonne que le présent arrêt sera inscrit, etc. »

POURVOI. — Premier moyen : violation des art. 1166, 1167, 788 et 882, C. civ. — La disposition de l'art. 1166, a-t-on dit, est une conséquence immédiate de celle qui déclare que tous les biens du débiteur servent de gage à ses créanciers. Or, ce n'est pas dans l'intérêt du débiteur que l'art. 1166 a voulu que le créancier pût exercer tous les droits et toutes les actions de son débiteur; c'est dans l'intérêt seul du créancier, afin de lui donner les moyens de saisir son gage même à l'encontre du débiteur et alors qu'il refuserait d'exercer un droit de nature à l'enrichir. Aussi la disposition est-elle générale, absolue; elle porte que les créanciers pourront exercer tous les droits et actions du débiteur, sans distinguer le cas où il les exercerait lui-même de celui où il y renoncerait.

Ce n'est pas tout. En lisant l'art. 882, C. civ., on voit qu'il permet au créancier d'intervenir dans un partage où figure son débiteur, afin d'y surveiller ses droits. Qu'on lise aussi dans le Code de procédure le titre relatif aux saisies-arrests, et l'on verra encore que les principes ci-dessus invoqués servent précisément de base aux règles de cette voie d'exécution, qui n'est en réalité que la substitution du créancier à la place du débiteur pour exercer ses droits contre les tiers, et en sa présence, afin qu'il assiste lui-même à sa libération et défende ses intérêts. Ainsi le créancier peut exercer les droits de son débiteur aussi bien lorsque celui-ci agit personnellement que lorsqu'il s'abstient. Cependant les premiers juges et la Cour royale ont repoussé cette intervention. Les premiers juges ont dit qu'il est de principe que l'intervention et la tierce opposition ne sont recevables qu'autant que l'action appartient au tiers opposant ou à l'intervenant, soit personnellement, soit du chef de celui qu'il représente, lorsque ce dernier n'est pas en cause, et que, dans l'espèce, l'intervenant n'exerçant que les droits de son débiteur qui se trouvait en instance, sa présence ne pouvait être admise concurremment avec celui qui le représentait. C'est là une véritable confusion. Sans doute le principe est

incontestable en matière de tierce opposition : car, lorsqu'on s'est laissé condamner sur la défense de celui qui nous représentait, il n'y a pas possibilité d'admettre une tierce opposition qui n'aurait pour objet que de renverser l'autorité de la chose jugée. Mais l'intervention dans un débat encore en instance ne peut pas dépendre de ce principe, parce qu'ilci rien n'est jugé, tout est en litige. Et vainement opposera-t-on que celui qui a le même intérêt défend le même droit : on répondra que l'on n'est pas obligé d'avoir dans ce cas une confiance absolue, et que l'on doit avoir toute latitude pour faire valoir soi-même son propre droit. Or, lorsque le créancier se prévaut du droit de son débiteur pour actionner un tiers, ce n'est pas à dire pour cela qu'il ne soit que le mandataire de son débiteur : c'est au contraire pour lui et dans ses propres intérêts qu'il agit ; son droit propre se confond alors avec celui qu'il vient exercer et qui lui servirait de gage, de telle sorte que c'est sa chose même qu'il vient réclamer ou défendre à l'encontre, tant de son débiteur que du tiers litigeant. Si maintenant nous faisons l'application de ces principes à la cause actuelle, nous verrons combien il importait à Delamotte de veiller personnellement à la conservation de ses intérêts : car il était visible qu'un concert avait été formé contre son débiteur et ses adversaires pour soustraire la succession de Jallabert aux créanciers de Stéphane. L'action ou désaveu n'était que le moyen d'arriver à ce but, et le débiteur s'y prêtait parfaitement; d'ailleurs inieux, il y concourait de son mieux en refusant de se défendre, renonçant ainsi à son titre d'enfant légitime pour frauder ses créanciers, voulant obtenir par ce sacrifice déshonorant ce qu'il n'aurait pu obtenir par une simple renonciation à succession, puisque ses créanciers auraient accepté pour lui conformément à l'art. 788, C. civ.

Deuxième moyen. — Excès de pouvoir, violation et fausse application tout à la fois de l'article 1166, C. civ. — La Cour de Paris a refusé d'admettre l'intervention de Delamotte, en se fondant, en second lieu, sur ce qu'il agissait pour Stéphane, débiteur d'une action exclusivement attachée à sa personne. Or, en supposant ce principe vrai, il en faudrait seulement conclure que Stéphane avait la faculté de repousser Delamotte de l'instance.

Mais ce sont les demandeurs en désaveu qui se sont avisés de repousser l'intervention, en invoquant le droit de celui-là même qu'ils assignaient. Et de là résulte cette singulière anomalie que le prétendu privilège du débiteur, refusé au créancier, a été accordé à celui-là même qui le dépouille de son état pour s'approprier ses biens, gage du créancier. Mais, indépendamment de ce que cette singularité a d'anormal, il faut reconnaître que le demandeur en désaveu ne peut pas se prévaloir, contre celui qui a intérêt au maintien de l'état désavoué, d'un avantage qui n'appartient qu'à celui qu'il désavoue. Seul auteur du débat, il doit nécessairement se soumettre à tous les obstacles et à toutes les contradictions qu'il a fait naître.

Or, puisque Stéphane, assigné en désavou, souffrait que son créancier vint l'aider à repousser cette action, il ne pouvait pas être permis au demandeur d'empêcher ce concert, puisqu'il ne s'agissait toujours que de répondre à l'action intentée par lui-même. Cela se pouvait d'autant moins que la présence simultanée du créancier et du débiteur ne changerait en aucune façon la nature du débat, et n'aggravait en rien le droit du demandeur.

C'est donc par un véritable excès de pouvoir que la Cour royale a repoussé l'intervention de Delamotte, parce que le demandeur en désavou s'y opposait; et cela quoique, par son silence et la nature de ses conclusions, Stéphane, débiteur, semblât y consentir.

Mais est-il vrai que l'action telle qu'elle était dirigée, et même par sa nature, provint d'un droit exclusivement attaché à la personne de Stéphane, débiteur de Delamotte? Évidemment non.

Le droit sur lequel le débat s'élevait entre Stéphane et sa sœur, quoique fondé sur l'état du premier, ne pouvait pas être en effet considéré comme exclusivement attaché à sa personne, puisque de son état naissait le droit d'héritier, par lequel la succession qu'on lui disputait devenait son patrimoine et formait ainsi le gage de ses créanciers, et à cause duquel seulement Delamotte intervenait (1). Aussi tous les auteurs professent-ils la doctrine que les créanciers peuvent exercer jusqu'à l'action en légitimation de leur débiteur, afin d'obtenir par ce moyen le gage qui lui est contesté (2).

Troisième moyen. — Violation de l'art. 516, C. civ. — Trente années s'étaient écoulées depuis la naissance de Stéphane, et l'action en désavou, quoique permise après un délai aussi long, était soumise à une condition préliminaire: il fallait que le recel de l'enfant n'eût été découvert que tout récemment; que la fraude de clandestinité se fût perpétuée jusque là, de telle sorte que le père se serait trouvé dans l'impossibilité d'agir, à cause de son ignorance des faits, toujours cachés et toujours soustraits à son investigation. Or, Delamotte avait articulé que Jallabert avait été informé de la naissance de l'enfant, et qu'il en avait souvent parlé comme de son fils.

La Cour ne pouvait donc se dispenser d'autoriser la preuve offerte, puisque, si elle était produite, elle repoussait sans retour l'action en désavou. En ne l'autorisant pas, elle a donc manifestement violé l'art. 516, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'art. 1166, C. civ., en vertu duquel était formée la demande en intervention dont il s'agit, accepte formellement des droits et actions qu'il autorise les créanciers

à exercer, du chef de leur débiteur, ceux qui sont exclusivement attachés à la personne de ce débiteur; — Attendu que telle est éminemment l'action qui tend à fixer l'état et la qualité d'un individu dans une famille; — Attendu que de pareilles actions, intentées, exercées et jugées avec les contradicteurs légitimes, membres de la famille, sans dol et sans fraude, au préjudice des tiers, fixent l'état de la même famille à l'égard de tous; — Attendu, en fait, que dans l'instance dont il s'agit, et dans laquelle Delamotte demandait à être reçu partie intervenante, s'agitaient uniquement entre les parties principales l'état et la qualité de son débiteur; que Stéphane, seul contradicteur légitime, figurait en cause, qu'il n'a été articulé aucun fait de collusion entre le même Stéphane et les autres membres de la famille au préjudice de Delamotte, et que c'est d'après les éléments fixes de la cause que l'arrêt attaqué, en présence du contradicteur légitime, a jugé le procès au fond, en déclarant que la naissance de Stéphane avait toujours été cachée au mari de la femme de laquelle il était né; — Que, dans ces circonstances, et d'après ces considérations, en déclarant que cette cause devait uniquement être agitée entre les membres de la famille, seuls contradicteurs légitimes, et en déclarant non recevable l'intervention de Delamotte, l'arrêt attaqué n'a violé ni l'art. 1166, C. civ., ni aucune loi, ce qui dispense d'examiner les autres moyens, tous fondés sur le mérite de l'intervention, — Rejette, etc. »

Du 6 juill. 1835. — Ch. req.

TRANSACTION. — INTERPRÉTATION. — CASSATION.

La disposition qui attache aux transactions l'autorité de la chose jugée ne permet d'y chercher, par voie d'interprétation, la volonté des parties, que lorsque le sens en est obscur et douteux. Mais l'arrêt, qui, sous prétexte d'interprétation, détruit la substance et les dispositions claires, expresses et positives d'une transaction, est sujet à cassation pour violation de la chose jugée (3). (C. civ., 2052.)

Il s'agissait de savoir si des rentes dont Blanche réclamait les arrérages contre Laurent avaient été comprises dans la transaction du 10 nov. 1827.

Arrêt de la Cour de Rouen du 22 fév. 1835, qui juge la négative: — « Attendu que, par contrat du 27 déc. 1811, Blanche a vendu à Laurent ses meubles et immeubles, moyennant un capital de 5,000 fr. et une rente viagère de 600 fr.; qu'il fut, en outre, stipulé qu'une somme de 50,000 liv. tournois (29,629 fr. 63 c.) resterait au mains de Laurent, pour le paiement de pareille somme que la demoiselle Blanche avait à réclamer aux droits de sa mère,

(1) *F.*, sur le sens des mots *droit personnel, droit exclusivement attaché à la personne*, Merlin, *Quest.*, v. *Hypothèque*, § 4, et Favard, v. *Nuitié*. — *F.* aussi notre annotation *supra*.

(2) *F.* d'Aguesseau, plaidoyer *Jaquette*, de *Senlis*, t. 3, p. 120; *Toullier*, t. 6, p. 103, et *Delvincourt*, t. 3, p. 215.

(3) C'est ce que la Cour de cassation (ch. civ.) a déjà jugé, entre les mêmes parties, le 21 janv. 1835, au sujet de la même transaction. — *F.* aussi *Cass.*, 2 janv. 1839. — Toutefois la jurisprudence de la chambre des requêtes n'adopte pas ce système. — *F.* 31 déc. 1835 et le renvoi.

Et qu'en attendant le remboursement, Laurent s'oblige de faire une rente de 1,300 fr. à Blanche, qui se réserve, en outre, l'usufruit des biens vendus ;

« Qu'ainsi, à l'époque de 1811, Laurent était débiteur de Blanche de deux rentes, l'une de 600 fr., l'autre de 1,300 fr., postérieurement réduite à 1,120 fr. ;

« Attendu que les contestations des parties ont été terminées d'abord par un jugement arbitral, et ensuite par une transaction ;

« Que ce dernier acte fait la loi des parties et doit être renfermé dans l'objet qui y a donné lieu ;

« Attendu qu'aucun débat ne s'était élevé relativement aux rentes de 600 fr. et de 1,300 fr., constituées par le contrat primitif, sauf la réduction de la dernière à 1,120 fr. ; que Blanche n'ayant été ni présente ni représentée à l'ordre, n'a pu être préjudicié par ceux qui y ont figuré ; que les créanciers qui ont été remboursés par Laurent ont été payés au moyen des sommes dont il était débiteur envers Blanche pour arrérages ; que la nouvelle rente de 1,600 fr., créée par la transaction a évidemment eu pour motif les charges imposées à Blanche, au lieu et place de Laurent qui s'en trouvait affranchi ;

« Que cette transaction n'a point eu pour objet d'anéantir le contrat primitif, mais seulement de faire cesser les difficultés qu'il avait fait naître ; qu'il résulte des jugements, arrêts, et de tous les actes intervenus entre les parties, saine ment interprétés, que la nouvelle rente de 1,600 fr. n'a été considérée que comme la juste indemnité des répétitions que Blanche avait à exercer, et des importants travaux à effectuer par lui sur une propriété dont il n'avait que l'usufruit, et que, dès lors, Laurent ne peut prétendre que les rentes stipulées dans le contrat primitif sont éteintes. »

POURVOI en cassation pour violation de l'article 2052, C. civ., en ce que la Cour de Rouen a interprété les conventions des parties dans une transaction, contrairement au sens clair et précis qu'elles avaient prétendu y attribuer.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 2052, C. civ. ; — Considérant qu'il résulte du préambule de la transaction du 16 nov. 1827, et de l'ensemble de cet acte, que la volonté des parties, exprimée de la manière la plus explicite, était de mettre fin à tous les procès existants entre elles, tant à ceux soumis au jugement des arbitres qu'à ceux nés ou à naître ; qu'il y est dit que les parties traitent à nouveau, sans avoir égard à la sentence arbitrale, et qu'elles ont résolu de confondre tous leurs droits, tous leurs comptes et toutes leurs prétentions dans un seul et même règlement définitif à forfait ; qu'en conséquence, elles transigent, en répétant plusieurs fois que tout est terminé, soldé, réglé entre

elles, à nouveau et à forfait, d'une manière irrévocable ; — Considérant que la loi attache l'autorité de la chose jugée en dernier ressort aux transactions ; que, si l'on peut y chercher la volonté des parties, par voie d'interprétation, c'est seulement quand le sens en est obscur et douteux ; mais qu'on ne peut en changer les dispositions, quand elles sont, comme dans l'espèce, claires, expresses et positives, et qu'en le faisant, la Cour de Rouen a expressément violé la loi citée. — Casse, etc. »

Du 6 juill. 1856. — Ch. civ.

COMMERCANT. — MAÎTRE DE POSTE. — ASSOCIÉ. — ACTE DE COMMERCE. — PRÉSCRIPTION. — OBLIGATION NOTARIAIRE.

L'art. 638, C. comm., portant à son deuxième alinéa que les billets souscrits par un commerçant sont censés faits pour son commerce, lorsqu'une autre cause n'y est point énoncée, établit une présomption générale qui s'étend à toutes les autres obligations des commerçants, même celles nées et hypothécaires (1). (C. comm., 631 et 638.)

La sentence qui déclare commerçant un maître de poste simple membre d'une société de commerce échappe, comme ne contenant qu'une appréciation de fait, à la censure de la Cour de cassation (2). (C. comm., 632.)

Le 15 mars 1826, Guercy devint cessionnaire, tant pour lui que pour son fils mineur, d'une créance hypothécaire de 195,000 fr. due à la famille Fonsèque par Dotezac, maître de poste et associé d'une entreprise de diligences.

Le débiteur, présent à la cession, obtint du cessionnaire un délai de cinq ans pour le remboursement de cette somme, alors exigible, mais à un intérêt de 6 % payable par billets de six mois en six mois. L'acte d'intermédiation n'énonçait l'intérêt qu'à 5 %.

Le 11 nov. 1850, une nouvelle prorogation de délai fut accordée, et de nouveaux billets furent souscrits pour les intérêts, réduits à 5 1/2 % lors de ce renouvellement, et déclarés dans l'acte de 5 %, seulement.

Tous ces billets payés, Dotezac prétendit que l'intérêt qui en avait été l'objet était illégal, en ce qu'il excédait le taux permis en matière civile, et demanda en conséquence qu'il fût imputé, à concurrence de cet excédant, sur le capital.

Les Guercy objectèrent que l'intérêt était légal, s'agissant d'une dette contractée par un maître de poste entrepreneur de diligences, et, à ce double titre, commerciale.

Le tribunal civil de Bordeaux n'accueillit pas la demande en imputation. — Dotezac interjeta appel ; mais, le 28 août 1855, arrêt de la Cour de Bordeaux qui confirme.

POURVOI en cassation de la part de Dotezac, pour 1^{re} violation de l'art. 632, C. comm., en

(1) F. Brux., 11 janv. 1806, et Bordeaux, 28 août 1835, et la note ; — Sic Nougier, Trib. de comm., t. 1, p. 130 ; Pardessus, n° 50 ; Orillard, n° 395 ; et Despréaux, n° 535. — Mais voy. Brux., 7 mai 1832.

(2) F. Bordeaux, 28 août 1835, et la note ; — Nougier, Trib. de comm., t. 1, p. 148.

ce que l'arrêt attaqué avait attribué un caractère commercial aux actes litigieux en répétant la demandeur commerçant en raison de sa qualité de maître de poste et d'associé à une entreprise de diligences; moyen sans intérêt en droit, la Cour suprême n'ayant vu dans le chef de l'arrêt contre lequel ce moyen est dirigé qu'une appréciation de faits.

2^o Violation des art. 1^{er} et 3, L. 3 sept. 1807, et fautive application de l'art. 658, C. comm., en ce que la Cour royale avait déclaré licites des intérêts usuraires au moyen d'une extension arbitraire et exorbitante de la présomption établie par l'art. 658.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt déclare que Dotezac, maître de poste, et associé dans une entreprise de diligences, était commerçant; — Que cette décision en fait ne peut être reculée par la Cour de cassation; — Attendu que de cette qualité de commerçant reconnue dans la personne de Dotezac la Cour royale a justement déduit, en droit, que, jusqu'à preuve contraire, les engagements contractés par Dotezac étaient censés avoir été souscrits pour son commerce; — Que, dès lors, la promesse par lui faite de payer les intérêts soit à 6, soit à 5 1/2 % des sommes par lui dues à Gercy était légale et devait recevoir son exécution; — Attendu que les termes de l'art. 658, C. comm., que les billets souscrits par un commerçant sont censés faits pour son commerce, sont déclaratifs, et non limitatifs, et que la règle posée par cet article s'applique à toutes les obligations consenties par un commerçant, quelle que soit la forme de ces obligations; — Qu'en le décidant ainsi l'arrêt attaqué n'a violé aucune disposition de la loi du 3 sept. 1807, et a fait une juste application de l'art. 658, C. comm., — Rejette, etc. »

Du 6 juil. 1856. — Ch. req.

SECONDES NOCES. — AVANTAGE. — PARTAGE. — ÉCRIT. — POSSESSION. — DÉFAUT DE SIGNATURE.

La disposition de l'édit de 1560, d'après laquelle l'époux qui se remarierait perdait les avantages qui lui avaient été faits par son conjoint, n'est pas applicable aux avantages résultant de la loi elle-même.

Le partage, pour être valable et définitif, doit être nécessairement fait par écrit (1), (C. civ., 816.)

On ne peut opposer à une demande en partage un acte de partage demeuré imparfait faute

de la signature de l'une des parties, alors même que la partie qui n'a pas signé cet acte se serait mise en possession des biens qu'il lui attribuait. (C. civ., 816 et 818.)

En 1794, Greder épousa la demoiselle Baglin. Ils ne firent point de contrat de mariage, et leur association, quant aux biens, se trouva régie par la coutume de Férrette (2), d'après laquelle il se formait entre les époux une communauté universelle de tous biens présents et à venir, partageable deux tiers pour le mari et un tiers seulement pour la femme.

La dame Greder recueillit pendant son mariage plusieurs successions, en sorte que son apport dans la communauté se trouva plus important que celui de son mari. Elle décéda en 1811, laissant une fille issue de son mariage, la dame Flotta.

En 1816, Greder convola en secondes noces. Postérieurement il voulut partager avec sa fille la communauté qui avait existé entre sa première femme et lui. A cet effet, il fut dressé, le 24 juillet 1817, un acte notarié par lequel il était attribué à Greder deux tiers de la communauté, et à la Dame Flotta seulement un tiers, conformément à la coutume de Férrette; mais, au moment de signer, les époux Flotta s'y refusèrent, sous prétexte de renseignements à prendre. Ce refus fut mentionné au bas de l'acte, qui resta au nombre des minutes du notaire.

Néanmoins les époux Flotta se mirent en possession des immeubles qui leur étaient assignés par cet acte; ils en vendirent plusieurs et en affermèrent d'autres; ils poursuivirent également le recouvrement de créances qui étaient mises dans leur lot et dont ils avaient réclamé les titres.

Troize ans plus tard, en 1831, les époux Flotta assignèrent Greder en partage de la communauté qui avait existé entre lui et sa première épouse; ils prétendirent de plus qu'ayant convoqué, il avait encouru les peines portées par l'édit des secondes noces, et qu'il ne pouvait obtenir les deux tiers de la communauté; tandis que la succession de sa femme n'en recueillait qu'un tiers.

Greder opposa à cette demande le partage antérieur de 1817, qui avait été exécuté par les époux Flotta. Il soutint en outre que la part illégale que lui attribuait la coutume de Férrette dans la communauté n'était pas un avantage qui fût soumis à la révocation de l'édit de 1560.

Le 8 mars 1831, un jugement du tribunal d'Altkirch accueillit les prétentions des époux Flotta. Mais, sur l'appel, la Cour de Colmar dé-

(1) *F. conf. Bastia, 29 nov. 1830; Colmar, 24 janv. 1832; — Chabot, Success., art. 816, n. 1^{re}. — Il en est autrement quand un tiers acquéreur, assigné en délaissement soutient qu'il y a eu partage, quoi qu'il ne puisse représenter aucun acte (F. Bourges, 19 avril 1830), ou lorsqu'en outre il y a un commencement de preuve par écrit, et que de plus il y a loi et fraude. — F. Cass., 27 avril 1836.*

(2) Denizard donne les renseignements suivants sur la cout. de Férrette qui régit-ait la Basse-Alsace et une partie de la Haute. « Tout ce que les époux possèdent au temps de leur mariage, tout ce qu'ils

acquièrent pendant qu'il subsiste et même tout ce qui échut à l'un et à l'autre par succession ou autrement, entre dans cette communauté, à moins que le contrat de mariage ne contienne une stipulation contraire. La masse de tous les biens connus est ce que l'on nomme cout. de Férrette. Elle se partage de manière que le mari ou ses héritiers en ont les deux tiers, la femme ou ses héritiers l'autre tiers. — Cette coutume n'est point écrite et la communauté qu'elle établit n'est fondée que sur un usage qui a force de loi. »

cida, le 2 mars 1835, 1^o que les parties, s'étant mises en possession des biens qui leur étaient attribués par l'acte du 24 avril 1817, s'étaient rendues non recevables à le critiquer; 2^o que l'avantage résultant pour Groder des dispositions de la coutume sous l'empire de laquelle il s'était marié ne pouvait pas être assimilé à un avantage fait à un époux par son conjoint, et soumis comme tel à l'application de l'édit de 1560 sur les secondes noces.

POURVOI en cassation par les époux Flolla, 1^o pour violation des art. 816, 818, et 1476, C. civ.; 2^o violation du second chef de l'édit de 1560.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que le deuxième chef de l'édit de 1560 n'était applicable qu'aux avantages résultant pour l'époux survivant des conventions matrimoniales qui constituaient des dons et des libéralités de l'époux décédé, et qu'ainsi il est sans application au cas où, comme dans l'espèce, il s'agit d'un partage inégal de la communauté établie par la loi elle-même, — Rejette ce moyen; — Mais attendu, d'après, les art. 816, 818 et 1476, C. civ., que 1^o le partage peut être demandé s'il n'y a eu un acte de partage ou possession suffisante pour acquérir la prescription, et que par le mot *acte* la loi a entendu un acte écrit; 2^o le mari ne peut, sans le concours de sa femme, provoquer le partage des biens échus à cette dernière, s'ils ne tombent dans la communauté; il peut seulement, s'il a le droit de jour de ces biens, demander un partage provisionnel; 3^o soit qu'il s'agisse d'un partage définitif, soit qu'il s'agisse d'un partage provisionnel, il ne peut exister qu'en vertu d'un acte régulier et valable, et que cet acte n'a ce caractère qu'autant qu'il est revêtu de la signature du copartageant; — Attendu qu'il est constant en fait, et non dénié, que l'acte du 24 avril 1817 n'est signé ni par la dame Flolla ni par Flolla son mari; qu'ainsi il ne constitue ni un partage définitif ni un partage provisionnel, et qu'il ne présente qu'un projet de partage, resté incomplet et sans force; — Attendu que cet acte, parce qu'il était radicalement nul, n'a pu recevoir d'existence par les faits dont la Cour royale a inféré qu'il y avait acquiescement au partage qui y est mentionné; qu'en effet on ne ratifie pas un partage qui n'existe pas : — Casse en ce chef seulement, etc. »

Du 6 juill. 1836. — Ch. civ.

AUTORITÉ MUNICIPALE. — ENBAHNAS. — OBLIGATION DE FAIRE.

Est légal et obligatoire l'arrêté par lequel un maire prescrit à un individu d'enlever les terres qui se sont éboulées de sa propriété sur un chemin public et en a occasionné l'engorgement (1). (C. pén., 471, n° 15.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 471, n° 5, C. pén.; —

Attendu que l'arrêté par lequel le maire de Pont-l'Évêque ordonnait à Flaubert d'enlever les terres qui s'étaient éboulées de sa propriété, sur un chemin public et en avait occasionné l'engorgement, était pris dans l'ordre légal de ses attributions, et était obligatoire sous la sanction du n° 5 de l'art. 471, C. pén.; que le jugement attaqué, en refusant d'appliquer à Flaubert qui avait refusé d'exécuter ledit arrêté, cette disposition pénale, en a commis la violation, — Casse, etc. »

Du 7 juill. 1836. — Ch. crim.

ÉVOCATION. — CHEF DISTINCT. — ACTION POSSESSOIRE. — POSSESSION IMMÉMORIALE.

Le tribunal, saisi de l'appel d'une sentence du juge de paix qui a cumulé le possessoire et le pétitoire, a pu, en vertu du pouvoir qui lui appartient, réduire à la seule possession l'effet de ce jugement en l'infirmant, sans avoir besoin de recourir à l'évocation permise par l'art. 475, C. proc.

Le juge du possessoire qui, pour accueillir l'action portée devant lui, se fonde sur la possession immémoriale du demandeur, ne cumule pas le possessoire et le pétitoire, si le dispositif de son jugement ne statue que sur la possession. (C. proc., 36.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que si le jugement du tribunal de paix, déféré par appel au tribunal de Digne, était tombé dans une erreur en déclarant franc de toute servitude le terrain dont il maintenait la possession en faveur d'Alphand, cette erreur a été réparée par le jugement d'appel qui, en infirmant sur ce point, réduit l'effet du jugement au maintien de la possession pure et simple; et qu'en le jugeant ainsi, le tribunal de Digne n'a fait qu'user du pouvoir qui lui appartenait, et qu'il n'a pas eu besoin de recourir à l'évocation permise par l'art. 475, qui, dès lors, n'a pu être violé; — Attendu que le jugement attaqué, en se fondant sur la possession immémoriale d'Alphand s'est, à plus forte raison, appuyé sur la possession annale; qu'il n'a, d'ailleurs, prononcé que sur la possession, sans parler de la propriété; et que, par conséquent, le reproche du cumul du possessoire avec le pétitoire est sans fondement, — Rejette, etc. »

Du 7 juill. 1836. — Ch. req.

COUR D'ASSISES. — TÉMOINS. — Noms. — DÉPOSITION. — JURY. — CHEF. — RÉONSE. — CIRCONSTANCES AGGRAVANTES. — DÉLIBÉRATION. — TEMPS.

Les irrégularités commises dans les noms et prénoms des témoins dont la liste a été notifiée à l'accusé ne lui donnent que le droit de s'opposer à leur audition, et ne sauraient constituer une nullité (2). (C. crim., 315.)

(1) Un règlement de police n'est pas ont par cela seul qu'il prescrit une mesure individuelle. — P. Cass., 9 oct. 1824.

(2) La jurisprudence est fixée sur cette question. — P. notamment Cass., 15 janv. 1827.

Les dispositions de l'art. 319, C. crim., qui veulent que le président de la Cour d'assises demande à chaque témoin si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler, ne sont point prescrites à peine de nullité (1).

La loi n'a point attaché de nullité à l'inobservation des formalités prescrites par l'article 342, C. crim. (2).

Lorsque les fonctions de chef du jury ont été remplies en présence des jurés par un autre que le premier désigné par le sort, et sans aucune réclamation de sa part, il y a présomption légale que ce juré a été désigné par eux, du consentement de celui-ci (3). (C. crim., 342.)

Il ne peut résulter une nullité de ce que le jury aurait fait sa déclaration sur plusieurs circonstances aggravantes, par une seule réponse liée aux diverses questions par une accolade. (C. crim., 344 et 345.)

Lorsque le président de la Cour d'assises a donné au jury les avertissements prescrits par les art. 341 et 347, C. crim., il y a présomption légale que le jury s'est conformé, dans la suite de ses délibérations, au mode qui lui avait été prescrit.

La loi n'ayant fixé aucune limite à la durée de temps dans laquelle la délibération du jury doit se renfermer, l'accusé n'est pas recevable à se faire un moyen de nullité de ce que le jury n'aurait pas eu le temps de procéder régulièrement à l'examen de toutes les questions répondues.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation prétendue de l'art. 315, C. crim., en ce que plusieurs témoins ont déposé aux débats sous la foi du serment, quoiqu'il existât quelques différences, soit de leurs prénoms, soit même de leurs noms, dans les énonciations du procès-verbal des débats comparé à l'acte de notification : — Attendu que les inexactitudes qui peuvent se glisser dans les noms et prénoms des témoins dont la liste est notifiée aux accusés donnent à ces derniers le droit de s'opposer à l'audition des témoins dont l'individualité n'est pas suffisamment établie par l'acte de notification, mais qu'elles ne sauraient constituer une nullité, lorsque, comme dans l'espèce, lesdits témoins ont été entendus sans réclamation et sans opposition de la part des accusés ; — Sur la violation prétendue de l'article 319, C. crim., en ce que le procès-verbal ne constate pas que les formalités prescrites par ledit article aient été remplies : — Attendu qu'il résulte des énonciations formelles du procès-verbal des débats que les prescriptions ordonnées par l'article précité ont été exécutées dans le cours de toutes les séances de la Cour d'assises où des témoins ont été entendus ; — Que d'ailleurs, les formalités indiquées par cet article ne sont pas substantielles, et qu'elles ne sont pas non plus prescrites à peine de nullité ; — Sur la violation prétendue de l'art. 342, C. crim., en ce que ce n'est ni le premier juré sorti par le tirage, ni un juré désigné par le jury qui a rempli les fonc-

tions de chef du jury, mais le dernier juré suppléant, Burlaud, qui a remplacé celui que le sort avait désigné : — Attendu que l'observation des dispositions de l'art. 342 ne peut être constatée par le procès-verbal des débats, puisque les formalités qu'elles concernent ne s'accomplissent que dans la chambre des délibérations du jury, hors des débats et du lieu des séances de la Cour d'assises ; — Que, d'ailleurs, la loi n'a point attaché de nullité à l'inobservation dudit article ; qu'au surplus, dans l'espèce, la teneur des réponses du jury écrites de la main du juré Burlaud, la lecture par lui faite de ces réponses à l'audience de la Cour d'assises, et la signature par lui apposée au bas de ces réponses, en présence des autres jurés, sans réclamation de la part du premier juré désigné par le sort, établissent la présomption légale la plus forte que le juré Burlaud a été désigné comme chef du jury par les autres jurés, du consentement du premier juré sorti par le sort ; d'où il résulte qu'il est suffisamment établi que l'art. 342, C. crim., a été exécuté ; — Sur la prétendue violation des art. 344 et 345, C. crim., en ce que, au lieu de répondre à chacune des questions relatives aux circonstances aggravantes, le jury n'a répondu qu'à la dernière de ces circonstances, qu'il a liée par une simple accolade aux autres circonstances aggravantes : — Attendu que le signe abrégé d'une accolade, dont le jury s'est servi pour exprimer que sa réponse affirmative, placée eo regard de la dernière circonstance aggravante, s'appliquait à toutes les circonstances aggravantes renfermées dans cette accolade, ne laisse aucun doute que la délibération du jury n'ait porté sur chacune desdites circonstances aggravantes ; — Que, par conséquent, les réponses du jury sont claires et complètes sur les circonstances aggravantes comme elles le sont sur les questions principales ; — Sur la violation prétendue de l'art. 345, C. crim., en ce que le jury n'a pu, dans l'espace de neuf heures répondre aux sept cent neuf questions qu'il avait à résoudre, et prendre les aliments que la longueur des débats lui avait rendus nécessaires : — Attendu, que le président de la Cour d'assises, ayant donné au jury les avertissements prescrits, il y a présomption légale que le jury s'est conformé, dans la chambre de ses délibérations, au mode de délibération qui lui avait été prescrit ; — Que, d'ailleurs, la loi n'ayant fixé aucune limite à la durée de temps dans laquelle la délibération du jury devrait se renfermer, les demandeurs sont non recevables à demander à faire preuve de la durée plus ou moins longue de la délibération du jury, puisqu'en admettant comme preuve le fait par eux articulé à cet égard, il n'en résulterait aucune nullité de la déclaration du jury, — Rejette, etc. »

Du 8 juill. 1856. — Ch. crim.

VOL. — MAISON HABITÉE — NUIT.

Le vol commis la nuit, dans une habitation, sans autre circonstance aggravante, n'entraîne point la peine des travaux forcés à temps, portée par les art. 381, § 1^{er} et 384,

(1) P. conf. Cass., 5 janv. 1832, et 22 juïn 1839.

(2) P. conf. Cass., 16 sept. 1831.

(3) P. conf. Cass., 17 sept. 1835.

C. pén., et n'est passible que des peines correctionnelles de l'art. 401, même Code (1).

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu les art. 384, 381, n° 4, et 401, C. pén.; — Attendu que le vol n'est puni de la peine des travaux forcés à temps qu'autant qu'il a été commis, avec l'une des circonstances énumérées en l'art. 381 dudit Code, ou à l'aide d'un des moyens énoncés au n° 4 du même article, c'est-à-dire, à l'aide d'escalade, ou d'effraction, ou de fausses clefs, ou en prenant le titre d'un fonctionnaire public, ou d'un officier civil ou militaire, ou revêtu de leurs costumes, ou en alléguant un faux ordre de l'autorité, ou avec violence, ou, s'il n'y a pas eu violence, avec la réunion de trois circonstances; — Et attendu que, dans l'espèce, le demandeur n'a été déclaré coupable par le jury que d'un vol commis pendant la nuit, dans une distillerie (sans escalade), lequel n'était passible que des peines de l'article 401, même Code; que, néanmoins, la Cour d'assises a prononcé, contre lui, la peine des travaux forcés à temps; en quoi ladite Cour a fausement appliqué lesdits art. 384 et 381, n° 1^{er}, même Code, violé l'art. 401 et commis un excès de pouvoir, — Casse, etc. •

Du 8 juill. 1836. — Ch. crim.

RÉCIDIVE. — CRIME. — DÉLIT.

Il n'y a pas lieu à aggravation de peine à raison de la récidive pour un crime commis par un individu précédemment condamné à une peine correctionnelle (2). (C. pén., 58.)

Du 8 juill. 1836. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

COUR D'ASSISES. — QUESTION. — FAIT ÉTRANGER. — HOMICIDE. — VOLONTÉ. — IMPRUDENCE.

Les jurés ne doivent répondre qu'aux questions qui leur ont été posées par le président (3).

Leur déclaration sur une accusation qui ne leur a pas été soumise est nulle.

La Cour d'assises doit, en conséquence, considérer comme non avenue la déclaration que l'accusé est coupable d'homicide par imprudence alors qu'aucune question n'a été posée à cet égard.

Lorsque l'un-que question soumise au jury n'a été répondue négativement, la Cour doit immédiatement prononcer l'acquiescement de l'accusé.

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu les art. 336, 337, 338, 339

et 343, C. crim.; — Attendu que les jurés doivent se borner à répondre aux questions qui leur sont posées par le président, soit comme résultant de l'arrêt d'accusation, soit comme ressortant des débats, et que leurs réponses à des questions qu'ils se feraient à eux-mêmes doivent être considérées comme non avenues; — Attendu que nulle question n'avait été posée aux jurés sur le fait de savoir si l'accusé était coupable d'homicide par imprudence, et qu'en déclarant l'existence de ce fait, les jurés ont commis un excès de pouvoir auquel la Cour d'assises ne devait avoir aucun égard, — Casse, en cette partie, la déclaration du jury et la condamnation qui s'en est suivie;

• Et attendu que la réponse du jury sur la seule question posée par le président, comme résultant de l'arrêt d'accusation, est négative, et qu'aux termes de l'art. 338, C. crim., l'acquiescement de l'accusé devait être immédiatement prononcé; — Vu l'art. 420, C. crim., — Déclare qu'il n'y a lieu à aucun renvoi.

Du 8 juill. 1836. — Ch. crim.

MATIERE CORRECTIONNELLE. — TENON. — INTERROGATOIRE. — PARTIE CIVILE.

En matière correctionnelle, la formalité de l'interrogatoire lors des débats n'est pas exigée à peine de nullité. (C. crim., 190 et 210.)

Cette nullité ne saurait être supplée qu'autant que le prévenu n'aurait pas été à même de fournir ses moyens de défense; ce qui n'a pas lieu alors qu'il a été entendu en personne et par le ministère d'un avocat.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que la demanderesse a été interrogée devant les premiers juges; qu'elle a été entendue par le ministère d'un avocat et en personne; qu'enfin la formalité de l'interrogatoire n'est pas prescrite à peine de nullité par l'art. 190, et que la nullité ne peut être supplée qu'autant qu'il n'a été porté atteinte au droit de la défense, ce qui ne se rencontre pas dans l'espèce, — Rejette, etc. •

Du 9 juill. 1836. — Ch. crim.

JUGE D'INSTRUCT. — REMPL. PERMANENT.

Les tribunaux ne peuvent nommer d'une manière générale et pour des cas indéterminés un remplaçant permanent au juge d'instruction (4). (C. civ., 5; C. crim., 58.)

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu le réquisitoire du procureur général; — Vu l'art. 80, L. 27 vent. an 8, les art. 55 et 58, C. crim., et l'art. 5, C. civ.; — Attendu en droit que l'art. 5, C. civ., interdit

(1) Le vol entraînerait la peine de la réclusion, si le concours de deux personnes ou la circonstance de la maison habitée venait se joindre à celle de la nuit. — F. art. 386, n° 1^{er}, C. pén.

(2) F. conf. Cass., 2 oct. 1818; Brux., 27 sept. 1821; — Carnot, Comment. sur l'art. 58, § 6; Favard de Langlade, Rép., t. 4, p. 738; Legraverend, t. 2; et Chauveau et Hélie, t. 1, p. 164.

(3) F. conf. Cass., 9 mai 1811, 22 janv. 1819, 26 oct. 1820, 15 janv. 1824, 14 mai et 2 déc. 1825, 14 avril 8 et 9 sept. 1826, 10 avril 1829, 7 oct. 1831, 15 janv. 1835; — Legraverend, Carrot, Inst. crim., t. 2, p. 659.

(4) F. conf. Cass., 17 oct. 1825.

aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire; — Attendu que le pouvoir accordé par l'art. 58, C. crim., aux tribunaux dans les villes où il n'y a qu'un juge d'instruction, de désigner un des juges pour le remplacer, ne peut être exercé que dans les cas spécifiés par cet article, d'absence, maladie ou autre empêchement; et que les tribunaux n'ont reçu, ni de cet article, ni d'aucune autre disposition de la loi, le pouvoir de nommer, d'une manière générale, et pour des cas indéterminés, un remplaçant permanent du juge d'instruction; — Attendu, en fait, que le tribunal des Andelys, par sa délibération du 3 déc. 1834, après avoir, comme il en avait le droit et le devoir, nommé son président pour remplacer le juge d'instruction dans l'affaire de Mimet de Lyons, prévenu de vol, a nommé le même magistrat pour remplir les fonctions de juge d'instruction toutes les fois que le titulaire se trouverait empêché, soit par absence, soit par toute autre cause légale; — Qu'en prononçant ainsi, le tribunal s'est arrogé un droit qui ne lui était conféré par aucune disposition de la loi; qu'il a commis un excès de pouvoir et formellement violé l'art. 5, C. civ., et l'art. 58, C. crim.; — Annule la délibération du tribunal des Andelys, du 3 déc. 1834, dans la disposition qui nomme le président de ce tribunal pour remplir les fonctions de juge d'instruction toutes les fois que le titulaire se trouverait empêché par absence ou autre cause légale, etc. »

Du 12 juill. 1836. — Ch. req.

CENSURE. — EXCÈS DE POUVOIR. — TRIBUNAL D'APPEL. — AFFICHE.

Le tribunal d'appel, qui se permet de censurer le premier juge en prononçant dans son jugement que ce juge est sorti de la modération et de l'indignité de son caractère, commet un excès de pouvoir (1). (L. 20 avril 1810, art. 49 et suiv.)

Le tribunal d'appel ne peut ordonner l'affiche de son jugement lorsque, au moyen de l'information qu'il prononce du jugement de première instance, il n'existe plus de condamnation dont l'affiche puisse être l'accessoire.

Un juge de paix avait condamné à 10 francs d'amende une partie qui, pendant une visite de lieux, avait paru lui manquer de respect. Le juge de paix avait, en outre, ordonné l'affiche de son jugement à quatre exemplaires. — Appel par le condamné.

Le tribunal de première instance infirma la sentence du juge de paix, par le motif que le juge de paix était sorti de sa modération et de sa dignité; enfin, il autorisa la partie appelante à faire afficher à ses frais ce jugement infirmatif.

Le procureur général à la Cour de cassation a déféré ce jugement à la Cour suprême, comme

renfermant un double excès de pouvoir. Voici l'extrait du réquisitoire :

« Les mesures de discipline qui peuvent être prises contre les juges sont soumises à des formes spéciales. C'est d'abord aux présidents des Cours royales et des tribunaux de première instance qu'il appartient d'avertir le juge qui compromet la dignité de son caractère (art. 49, L. 20 avril 1810). Si cet avertissement reste sans effet, des peines plus graves, telles que la censure, la censure avec réprimande, etc., peuvent être prononcées; mais c'est dans la chambre du conseil et non publiquement, que ces sortes de peines sont portées, et même les décisions prises par les tribunaux de première instance doivent être transmises, avant de recevoir leur exécution, aux procureurs généraux, par les procureurs du roi, et soumises aux Cours royales; enfin, aucune décision ne peut être prise que le juge inculqué n'ait été entendu ou dûment appelé, et que le procureur général ou le procureur du roi n'ait donné des conclusions par écrit (art. 50, 51, 52 et 53, même loi). Or, que deviennent toutes ces garanties, si un tribunal peut, sans qu'il y ait un avertissement préalable du président, sans entendre et même sans appeler le juge, déclarer en audience publique, dans le motif d'un jugement, qu'un juge est sorti de la modération et de la dignité de son caractère? N'est-ce pas là une véritable censure, bien que le mot ne se trouve pas dans le dispositif? Réformer le jugement qui lui est déféré, mettre au néant les condamnations que ce jugement prononce, voilà incontestablement le droit du tribunal. Mais il ne peut s'attaquer à la personne du juge, examiner sa conduite, la juger, la blâmer, alors que ce juge n'est l'objet d'aucune poursuite disciplinaire; c'est en un mot, le jugement seul qu'il a le droit d'apprécier. Le tribunal ne devait donc pas qualifier, comme il l'a fait, la conduite du juge de paix; il ne devait pas condamner un magistrat sans l'avoir entendu, sans l'avoir mis à même de se justifier, sans information, sans débat contradictoire; en le faisant, il est sorti des limites de ses attributions.

» Ce tribunal a commis un second excès de pouvoir en autorisant l'affiche de son propre jugement. Aucune loi ne lui en donnait le droit. L'affiche, simple accessoire de la condamnation, ne peut subsister qu'autant qu'il existe une condamnation; or, celle que le juge de paix avait prononcée, une fois mise au néant par le tribunal d'appel, que pouvait-il rester à afficher? Sans doute le tribunal a voulu détruire, par la publicité donnée à son jugement, l'effet de la publicité qu'avait reçue la sentence du juge de paix, provisoirement exécutoire; mais c'est un bien facile à convenir que cette publicité d'ailleurs fort restreinte, et dont la loi même a pris soin de déterminer les limites. C'en serait au contraire un très-grave qu'une publicité constante donnée à un jugement de nature,

à constamment réprimé cet excès de pouvoir. — *V.* notamment Cass., 8 déc. 1826, 25 avr. 1835.

(1) Les tribunaux se sont souvent permis de censurer les actes des officiers du ministère public ou des officiers de police judiciaire. La Cour de cassa-

comme celui dont il s'agit, à porter atteinte à la considération d'un magistrat qui forme à lui seul un tribunal, et qui, dans les limites de sa compétence, sert tout seul d'organe à la justice.

« Le procureur général requiert qu'il plaise à la Cour annuler, pour excès de pouvoir, le jugement... »

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant que le jugement rendu par le tribunal de..., le 6 août dernier, contient un excès de pouvoir évident; — Vu l'art. 80, L. 27 vent. an 8, et le réquisitoire du procureur général, dunt la Cour adupie, au surplus, les motifs, — Annule le jugement sus-daté, etc. »

Du 12 juill. 1836. — Ch. req.

HÉRITIER BÉNÉF. — DROITS DE MUT. — DÉLAIS.

L'héritier bénéficiaire est, comme l'héritier pur et simple, tenu personnellement d'acquitter, dans les délais, les droits de mutation par décès (1). (L. 22 frim. an 7, art. 27, 33 et 39; Code civ., 802 et 803.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 27, 28, 29, 32 et 39, L. 22 frim. an 7; — Attendu qu'il résulte de ces articles que les droits dus pour les déclarations des mutations par décès sont à la charge des héritiers, qui sont tenus solidairement du paiement de ces droits, sans distraction des charges; — Qu'à cet égard la loi ne fait pas de distinction entre les héritiers purs et simples et les héritiers sous bénéfice d'inventaire; — Que, si l'héritier bénéficiaire, à la différence de l'héritier pur et simple, n'est tenu que jusqu'à concurrence des forces de la succession, et ne confond pas ses biens et ses droits personnels avec ceux de l'hérédité, il n'en a pas moins la qualité d'héritier, et la transmission des biens de la succession ne s'en opère pas moins sur sa tête; — Que le droit dû pour mutation de propriété par décès est une contribution indirecte, qui constitue vis-à-vis de l'État une dette des héritiers, laquelle n'a pour cause que la transmission des biens opérée en leur faveur, et dont l'héritier bénéficiaire doit au moins l'avancer; — Qu'il résulte de ce qui précède qu'en déchargeant Notot des poursuites de la régie par ce qu'il n'est qu'héritier bénéficiaire, le tribunal des Andelys a violé les articles précités de la loi de frimaire; — Casse etc. »

Du 12 juill. 1836 — Ch. crim.

Nota. Du même jour, autre arrêt. aff. *Enregistrement C. Rayes* (ch. civ.), qui casse un arrêt rendu par le tribunal des Andelys, le 21 janvier 1834.

ENREGISTREMENT. — VENTE. — PROJET. — MINUT. — AVEU. — INVISIBILITÉ.

Les dispositions législatives concernant les simples et doubles droits de mutation s'appliquent aux conventions verbales comme aux conventions écrites (2). (L. 22 frim. an 7, art. 22 et 33; L. 27 vent. an 9, art. 4.)

La date de ces conventions ne peut résulter que des circonstances judiciairement établies ou de la déclaration de bonne foi des contribuables.

La régie ne peut pas scinder cette déclaration pour changer la date déclarée.

La vente qui a pour objet un immeuble appartenant par indivis à plusieurs propriétaires, et qui est verbalement faite par un seul d'entre eux sans le consentement des autres, est pour cela imparfaite même à l'égard de la régie, et, comme telle, exempte des droits d'enregistrement.

Le 26 avril 1832, des conventions verbales eurent lieu entre Rissler et Weber par lesquelles le premier promit de vendre au second un établissement de teinturerie et de tissage moyennant le prix de 35,000 fr.

Il résulte des faits constants dans la cause qu'à l'époque où cette promesse fut faite, le vendeur n'était pas propriétaire de la totalité de l'établissement dont il s'agit, et qu'il était indivis entre lui et ses enfants. Le concours de ces derniers était donc nécessaire pour la réalisation de cette vente.

Il paraît également constant que les difficultés relatives au consentement à nuirent de tous les intéressés ne furent levées que plusieurs mois après.

En conséquence, le 6 oct. 1832, Weber, voyant tous les obstacles apaisés, fit sommation à Rissler de réaliser la promesse de vente.

Le 4 janv. 1833, époque où la vente n'était point encore consommée (elle ne le fut que le 21 mai suivant), Weber fit néanmoins une déclaration portant que « la mutation opérée, » moyennant le prix de 35,000 fr. n'avait eu lieu que du jour même où il avait fait sommation à Rissler de lui passer acte authentique, » c'est-à-dire le 6 oct. 1832. »

La régie de l'enregistrement ne voulut point reconnaître pour point de départ de la soumission la date du 6 oct. 1832; elle prétendit qu'il fallait faire remonter cette mutation au jour des conventions verbales (26 avril 1832); d'où il résultait que la déclaration faite le 4 janv. 1833 était tardive comme n'ayant pas eu lieu dans les trois mois des conventions verbales, et conséquemment que le double droit était encaissé.

d'immeubles qui impose à l'acquéreur l'obligation de payer l'intérêt du prix à partir d'une époque antérieure de plus de trois mois au contrat, bien qu'il soit dit qu'à cette époque la vente a été consentie verbalement, s'il est d'ailleurs établi que la prise de possession n'a eu lieu qu'au jour de l'acte, attendu que cette condition de l'entrée en possession est formellement exigée par l'art. 4, L. 27 vent. an 9. — *P. Solut.*, 13 nov. 1832.

(1) *P. conf. Cass.*, 7 avril 1835, et les renvois; — *Instr.* de la régie, 1528, § 16. — *P. aussi Cass.*, 28 août 1837. — Cette obligation ne cesse pas lors même qu'il y aurait un légataire de l'usufruit, parce que l'action recourable accrue à la régie sur les revenus des biens, pour le paiement des droits, ne porte aucune atteinte à l'action directe ouverte contre l'héritier. — *P. Cass.*, 29 germ. an 11. — *P. Barbard, Bén. d'Inu.*, n° 141.

(2) Le double droit n'est pas exigible sur une vente

Le 33 avril 1855, jugement du tribunal civil de Colmar qui repousse cette prétention: — « Attendu que la vente ne peut être parfaite et valide que lorsque les parties contractantes ont qualité pour aliéner, et que les droits à la chose vendue sont déterminés;

« Attendu que ces conditions constitutives de l'essence de la vente ne se sont pas rencontrées dans l'espèce lors de la convention verbale arrêtée entre Weber et Rissler père, au mois d'avril 1852; que cette convention, portant sur l'aliénation de l'établissement industriel de Rissler, situé dans la commune de Sainte-Marie, n'avait point le caractère de la vente définitive, bien que Weber, contrairement à la garantie que lui donnait Rissler sur la passation du contrat et la ratification de la promesse, ait pris possession de l'établissement en acquittant les droits de mutation sous la date du 4 janvier 1853;

« Attendu qu'il est constant que, lors de la convention verbale du mois d'avril 1852, Rissler père n'était propriétaire que d'une partie de l'immeuble qui faisait l'objet de la vente; que ses enfants étant copropriétaires de ce même immeuble du chef de leur mère; que, dès lors, Rissler père ne pouvait aliéner la totalité de l'immeuble sans le concours et l'adhésion expresse de ses enfants, et que cette aliénation régulière n'a eu lieu que lors de la comparution devant le notaire Toussaint, en date du 21 mai 1853, lors de laquelle les enfants Rissler (mineurs) ont déclaré se porter forts pour leur cohéritier mineur, laquelle déclaration a été acceptée par l'acquéreur;

« Attendu, en outre, que les droits à la chose, quant au motif d'en user, étaient encore indéterminés au mois d'avril 1852; que ces droits, devenus litigieux, n'ont été précisés que par le jugement intervenu en ce siège dans le courant de 1856; que, dans ces circonstances, le vendeur Rissler n'a pu valablement transmettre à Weber cet immeuble au mois d'avril 1852; que la convention verbale arrêtée à cette époque n'est à considérer que comme projet ou promesse de vente, et non point comme vente définitive; que le tribunal, dans son jugement, en énonçant la convention, n'a pu lui donner la qualification de vente définitive;

« Attendu, d'ailleurs, que l'aveu de Weber est inadmissible dans la cause; que seulement il lui importait de ne faire la déclaration de mutation que lorsqu'il eût la certitude que la vente était parfaite et irrévocable; que, dès lors, il ne peut être tenu de supporter le paiement du double droit de mutation pour déclaration faite après les trois mois de la vente; que la régie est mal fondée dans sa réclamation.

POURVOI pour violation des art. 12, 22 et 38, L. 22 frim. an 7, qui autorisent la régie à percevoir 1° le droit de mutation sur tout acte constatant la propriété d'immeubles de la part d'un nouveau possesseur, si la mutation s'est opérée en vertu d'un acte sous seing privé non enregistré dans les trois mois de sa date, ou en vertu de conventions verbales (art. 4, Loi 29 vent. an 9.)

En fait, on soutenait qu'il était avoué au procès que des conventions verbales portant promesse de vente avaient été faites le 28 avril 1852. Or, disait-on, les parties ayant été d'accord sur la chose et sur le prix, ainsi que le constate la déclaration de Weber, relatée plus haut, ces conventions valaient vente, et la déclaration de mutation n'ayant été faite que le 4 janv. 1853, plus de trois mois après la mutation, le double droit était acquis, et ainsi c'était à tort que la contrainte décernée pour le paiement de ce double droit avait été annulée.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, que s'il est vrai que l'art. 4, L. 27 vent. an 9, assujettit aux dispositions des art. 22 et 38, L. 22 frim. an 7, les mutations résultant des conventions non écrites, ces conventions ne peuvent avoir de dates que celles qui résultent des déclarations des parties ou des circonstances constatées par les tribunaux; — Attendu, en fait, que le jugement attaqué a reconnu que Rissler et Weber n'ont stipulé, en avril 1852, aucune vente parfaite et définitive des immeubles désignés dans la déclaration de mutation faite le 4 janv. 1853, par ledit Rissler, au bureau d'enregistrement, desdits immeubles, alors indivis avec ses enfants, tant majeurs que mineurs, et que lesdites parties n'ont arrêté entre elles qu'un projet de vente qui ne s'est définitivement réalisé qu'au 21 mai 1853, postérieurement au paiement du droit principal volontairement effectué par ledit Weber; — Attendu qu'aucun fait de possession à titre de propriétaire n'a été prouvé ni par l'admission de la demande ni dans le contrat pour justifier ladite demande; qu'en cet état, cette demande d'un double droit en sus pour omission de déclaration dans les trois mois de la mutation n'avait pas de base légitime; et qu'en la rejetant, le tribunal de Colmar n'a point violé les dispositions des art. 12, 22 et 38, L. 22 frim. an 7, ni celle de l'art. 4, L. 27 vent. an 9, — Rejette, etc. »

Du 12 juill. 1856. — Ch. req.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — DOMICILE ÉLU.

L'inscription hypothécaire doit, à peine de nullité, contenir élection de domicile par le créancier dans l'arrondissement du bureau des hypothèques (1). (C. civ., 2148 et 2152.)

Un ordre s'étant ouvert sur le prix des biens appartenant aux époux Chaline, sommation de produire fut faite aux créanciers inscrits. Au nombre de ces créanciers se trouvait la dame Isambert; mais comme cette dame n'avait point, dans son inscription, fait élection de domicile dans l'arrondissement, on ne put lui faire la sommation en question.

(1) *P. Cass.*, 6 janv. 1835, et le renvoi. — *P. Cass.*, 1. 20, n° 107. — Mais voy. Tropmg, op. 679.

Depuis, et en de temps avant la clôture de l'ordre, la dame Isambert se présente et demande à être colloquée pour le montant de sa créance. Contestation par la dame Poullain, sur qui les fonds auraient manqué. Elle excipe de la nullité de l'inscription faite d'élection de domicile.

Néanmoins, l'inscription est déclarée valable suivant jugement du Tribunal de Nogent-le-Rotrou, du 7 mars 1831, et ensuite par arrêt de la Cour de Paris, du 9 août 1832, par les motifs : — « Que l'art. 2148, C. civ., ne prescrit pas l'observation de ses dispositions à peine de nullité; que, dès lors, il n'y a lieu de prononcer la nullité des inscriptions hypothécaires que pour cause d'observation des formalités substantielles; que des principes de notre régime hypothécaire il résulte qu'il n'y a de formalités substantielles que celles qui ont pour objet de faire connaître aux tiers qui traitent avec le propriétaire de l'immeuble la position hypothécaire de celui-ci; que l'élection d'un domicile dans l'inscription n'a et ne peut avoir ce but; que l'omission de l'élection de domicile n'est pas de nature à porter préjudice aux intérêts légitimes des tiers, etc. »

POURVOI de la dame Poullain, pour violation de l'art. 2148, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 2148, C. civ.; — Attendu qu'aux termes de cet article l'inscription hypothécaire doit contenir l'élection de domicile dans l'arrondissement du bureau de la conservation des hypothèques ou l'inscription a été prise; — Que cette élection de domicile est une formalité substantielle; que le domicile élu est permanent et ne peut être remplacé par le domicile réel, qui cesse par la mort; que le domicile élu est nécessaire pour la célérité de la procédure en matière de saisie immobilière; que le législateur l'a jugé tellement important, qu'il l'a rappelé dans les art. 2152, 2156 et 2185, C. civ., et dans l'art. 675, Code proc.; — Qu'en fait, l'inscription dont il s'agit ne contient pas de domicile élu, et qu'en la déclarant valable, l'arrêt a expressément violé la loi ci-dessus. — Casse, etc. »

Du 12 juill. 1836. — Ch. civ.

PARTAGE D'ASCENDANT. — RESCISION — DÉLAI.

Le délai de dix ans, dans lequel doit être formée l'action en rescision contre les partages d'ascendants faits en la forme des donations entre-vifs, court du jour même de la confection de l'acte, et non pas du jour du décès de l'ascendant. (C. civ., 1079 et 1304.)

Le 24 juin 1809, donatin entre-vifs par laquelle les mariés Filloux font à leurs enfants l'abandon et le partage anticipé de leurs biens. — Pen d'années après cette disposition, le père décède; sa femme meurt en 1829.

En 1832, les époux Dumas-Rambaux se présentent lésés par l'acte de partage de 1809, intentent une action en rescision de cet acte contre les autres donataires.

Jugement du Tribunal civil de Guéret, et arrêt de la Cour de Limoges, qui décident que, le délai de la prescription ayant commencé en 1809, et l'instance n'ayant été introduite qu'en 1832, la demande en rescision devant être écartée.

POURVOI en cassation par les époux Dumas-Rambaux pour fausse application des art. 1076, 1079 et 1304, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, que du rapprochement des art. 1075 et suiv., C. civ., il résulte 1° que les partages d'ascendants entre leurs enfants peuvent être faits tant par acte entre-vifs que par acte testamentaire (art. 1076); 2° que ces partages faits par actes entre-vifs doivent être faits avec les formalités, conditions et règles prescrites pour les donations entre-vifs, et qu'ils ne peuvent avoir pour objet que les biens présents (art. 1076); 3° que ces partages ainsi faits dessaisissent immédiatement et irrévocablement des biens partagés les ascendants, pour en saisir, immédiatement et irrévocablement, les descendants (art. 1076); 4° que tous les biens qui n'y ont point été compris sont partagés conformément à la loi (art. 1077); 5° enfin, que ces partages peuvent être attaqués pour cause de lésion de plus d'un quart (art. 1079); — Attendu que, dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans (art. 1304); — Que, sauf les exceptions spécialement déterminées par la loi, ces dix ans commencent à courir du jour de la convention, par la raison que c'est de ce jour qu'il est au pouvoir des parties d'agir, soit en nullité, soit en rescision de la même convention (art. 1304); — Attendu, enfin, que les partages d'ascendants faits par actes entre-vifs ne figurent point parmi les exceptions déterminées par la loi (même art. 1304); qu'ils ne devaient aucunement y figurer, puisque, d'une part, les droits présents des descendants étant immédiatement et irrévocablement fixés par ces partages sur les biens qui y sont compris, il est au plein pouvoir desdits descendants de les attaquer sur-le-champs pour cause de lésion, et puisque, de l'autre, leurs droits futurs par l'exercice de cette action ne peuvent recevoir aucune atteinte; en effet, ou elle est repoussée, et le partage devient tel qu'il a été fait; ou elle est accueillie, et le partage est rescindé, et, dans l'un comme dans l'autre cas, les biens à partager entre les descendants, à l'époque du décès des ascendants, sont toujours partagés entre eux conformément à la loi (art. 1076 et 1079); — Et, attendu qu'il est constant et reconnu en fait par l'arrêt attaqué et par les demandes en cassation eux-mêmes, 1° que c'est le 24 juin 1809 que les père et mère Filloux firent donation entre-vifs, entre leurs quatre enfants, de tous leurs biens meubles et immeubles, sans distinction de ceux qui appartiennent à l'un ou à l'autre, et ils en composèrent quatre lots qui furent assignés à chacun; le tout fut accepté par les donataires; 2° que chacun fut

mis en possession des objets qui lui furent attribués, et en a joui et disposé depuis cette époque eo vrai et légitime propriétaire ; 3^e que les demandeurs en cassation eux-mêmes, dans le courant de 1824, ont formé d'une partie de leur lot la constitution dotal de leur fille ; 4^e enfin, que ce n'est qu'en janv. 1832, et ainsi environ vingt-trois ans après l'époque du partage, que les demandeurs en cassation l'ont attaqué en rescision pour cause de lésion de plus d'un quart ; que, dans ces circonstances, en déclarant leur action non recevable, l'arrêt attaqué a fait une juste application des lois de la matière. — Rejette, etc. »

Du 12 juill. 1836. — Ch. req.

INTÉRÊTS JUDICIAIRES. — PRESCRIPTION.

La prescription quinquennale établie par l'article 2277, C. civ., n'est pas applicable aux intérêts judiciaires courus pendant l'instance, à partir du jour de la demande jusqu'à celui du jugement, alors même que l'instance n'aurait été reprise et terminée que longtemps après son introduction (1). (Code civ., 2277.)

Le 2 fév. 1808, Cadot a assigné Marescol devant le tribunal de combray, en paiement de la somme de 8.535 fr. Il a conclu dans son assignation au paiement des intérêts, à partir du jour de la demande.

Le 24 mars 1808, jugement qui renvoie les parties devant arbitres. Depuis cette époque, l'instance est restée en suspens et n'a été reprise que le 5 fév. 1832, à la requête des héritiers Cadot.

Jugement qui condamne Marescol au paiement de la somme réclamée, avec intérêts à partir du jour de la demande, 2 fév. 1808. Sur l'appel, Marescol invoque les dispositions de l'art. 2277, C. civ., et soutient que la prescription établie par cet article étant applicable aux intérêts judiciaires réclamés par les héritiers Cadot.

Le 17 ju n 1835, arrêt de la Cour de Douai, lequel, attendu que, les intérêts judiciaires n'étant accordés par la loi qu'à titre des dommages-intérêts pour l'inexécution des conventions, ces intérêts ne sont pas assujettis à la prescription de 5 ans, confirme.

POURVOI en cassation, pour violation de l'art. 2277, C. civ. — Il est constant, en prin-

cipe, dit-on, il résulte à la fois du texte et de l'esprit de la loi, ainsi que de la jurisprudence, qu'en aucun cas le créancier ne peut exiger au-delà de 5 années d'intérêts, à moins qu'il n'y ait eu de sa part interruption de la prescription : c'est ce qui a été décidé par un grand nombre d'arrêts. (Voy. la note.) Or, dans l'espèce, aucun acte interruptif de la prescription n'était représenté : il y avait donc lieu à l'application de l'art. 2277. En vain dirait-on que le créancier, n'ayant pu, pendant l'instance, réclamer ses intérêts, a le droit de se prévaloir de la maxime : *Contra non valentem agere non currit prescriptio*. En vain dirait-on aussi que, par une fiction légale, le jugement prononcé doit se reporter au jour de la demande. Ces motifs ne sauraient se soutenir devant la jurisprudence de la Cour de cassation, jurisprudence fondée à la fois sur la présomption de paiement et sur celle de renonciation qui s'attache au silence du créancier. Ces présomptions peuvent être invoquées avec d'autant plus de faveur dans l'espèce, que le créancier est resté pendant plus de 20 ans dans l'inaction, et sans faire aucun acte conservatoire de ses droits. Ce n'est donc évidemment qu'à l'époque de la reprise d'instance que peuvent remonter les intérêts adjugés ; tout au plus pourraient-ils être accordés pour 5 ans.

ARRÊT.

« LA COUR. — En ce qui touche le moyen tiré de la violation de l'art. 2277 : — « Considérant, dans l'espèce, qu'une demande en condamnation d'une somme principale avait été formée par l'auteur des prétendues éventuels et qu'il avait conclu en même temps au paiement des intérêts à compter du jour de la demande ; — Que l'arrêt, en jugeant que la prescription de 5 ans, établie par l'art. 2277, C. civ., n'était pas applicable à des intérêts judiciaires pendant l'existence de l'instance, n'a pas violé cet article. — Rejette, etc. »

Du 12 juill. 1836. — Ch. req.

PARTAGE D'ASCENDANTS. — RESCISION. — DÉLAI.

Du 13 juill. 1836. — (V. 12 juill. 1836.)

(1) *V. conf.* Paris, 27 juil. 1816 ; et Liège, 6 fév. 1843.

La raison en est simple, c'est que les intérêts ne peuvent être prescriptibles que depuis le jour où ils ont couru d'une manière utile pour le créancier, et qu'ils n'ont pu réellement courir ainsi avant le jugement qui les a rendus exigibles. Il ne faut donc pas confondre ce cas avec celui des intérêts résultant de condamnations judiciaires, et à l'égard desquels il paraît maintenant constant, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, que la prescription quinquennale est applicable, bien qu'une grande divergence se soit manifestée entre les

Cours royaux et les auteurs. — *V.* dans ce sens Amiens, 21 déc. 1824 ; Bourges, 18 mars 1825 ; Limoges, 26 janv. 1828 ; Nîmes, 5 mai 1830, 12 mars 1833 ; Amiens, 18 juill. 1833 ; Cass., 12 mai et 2 juil. 1835 ; — *Méru*, *Rép.*, *vo Intérêts* ; *Vazeille*, *Prescript.*, n° 567 ; *Troplong*, n° 1013 et suiv. — *V. contra*, Paris, 2 mai 1816 ; Bordeaux, 13 mars 1820 ; Agen, 18 mars 1824, 5 fév. 1825 ; Lyon, 4 fév. 1825 ; Paris, 21 déc. 1829, 26 mars et 2 juil. 1831 ; Rennes, 22 déc. 1834 ; — *Proudhon*, *Usufruit*, t. 1, n° 234 ; Ravez, *rappelé par Troplong*.

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — Sursis. —
ACQUITTEMENT.

Lorsqu'un individu, prévenu d'avoir anticipé sur un chemin qui n'a pas encore été classé par le préfet, soutient que ce chemin n'est pas public, le tribunal doit surseoir jusqu'à la décision de cette exception préjudiciable par l'autorité compétente, et ne peut pas prononcer de suite au fond (1) (C. crim., 3.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 408 et 413, Code crim.; — Attendu, en droit, que l'art. 6, L. 9 vent, an 13, charge les préfets de rechercher et de reconnaître les anciennes limites des chemins vicinaux, et, par conséquent, de déclarer si un chemin est ou n'est pas public; — Et attendu que celui dont la dégradation est imputée à B. Duharry n'a pas encore été classé parmi les chemins vicinaux de la commune de Montgaillard; — Qu'en soutenant qu'il n'est point public, ledit Duharry a opposé à l'action exercée contre lui une exception préjudiciable; qu'il devait donc être sursis à statuer jusqu'à ce que cette exception eût été décidée par l'autorité compétente; d'où il suit qu'en prononçant au fond, et en relaxant le prévenu, le jugement dénoncé a commis une violation expresse des règles de la compétence; — Casse, etc. »

Du 15 juill. 1836. — Ch. crim.

DÉSISTEMENT. — MINISTÈRE PUBLIC.

En matière criminelle, le désistement que fait le ministère public de son recours en cassation n'empêche pas la Cour de cassation d'en apprécier le mérite (2).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, qu'il n'appartient point au ministère public, après s'être pourvu contre un jugement, de se désister de son recours, et d'empêcher la Cour de cassation d'en apprécier le mérite; — Declare nul et comme non avenue le désistement reçu au greffe, dans l'espèce, le 21 juin dernier; »

« Au fond : — Attendu que le jugement dénoncé n'a commis, dans l'état des faits qui l'ont décliné, la violation d'aucune loi, et qu'il est d'ailleurs régulier dans sa forme; — Rejette etc. »

Du 15 juill. 1836. — Ch. crim.

ENFANT SUPPRIMÉ. — ENFANT MORT.

La suppression d'un enfant mort est, comme

(1) La vicinalité d'un chemin présente évidemment une question préjudiciable (P. Cass., 26 août 1825), mais la jurisprudence n'en avait autrement décidé à l'égard de la publicité (P. Cass., 1 janv. 1828). On remarquera que, dans l'espèce actuelle, il y avait incertitude sur le fait de la vicinalité, ce qui suffisait pour motiver le sursis. — P. Brux., 3 oct. 1840.

celle d'un enfant vivant, passible des peines portées par l'art. 345, C. pén. (3).

Un arrêt de la chambre des mises en accusation de Poitiers, du 15 juin 1836, avait jugé le contraire en ces termes :

« Attendu, en point de fait, qu'il résulte de la procédure que l'enfant dont Jeanne Remaud s'est accouché dans la nuit du 31 mars dernier n'est pas né vivant; — Attendu, en droit, qu'un fait ne revêt le caractère de crime ou de délit qu'autant qu'il est défendu par la loi, et qu'il n'est défendu par la loi que parce qu'il est de nature à causer un dommage ou un préjudice quelconque; — Attendu que, dans la suppression d'enfant dont s'occupe l'art. 345, C. pén., la loi ne punit et n'a pu vouloir punir que le préjudice qu'on parait lui faire causer, soit à l'enfant lui-même, en le privant de son état civil et des droits dont il s'est trouvé investi à sa naissance, soit aux personnes auxquelles cet état et ces droits auraient pu profiter; »

« Attendu que, l'enfant mort-né n'ayant jamais pu avoir été ni être investi d'aucun droit, l'acte par lequel on l'a fait disparaître, qui ne cause de dommage ni de préjudice à qui que ce soit, ne peut constituer l'infraction qualifiée suppression d'enfant par l'art. 345 précité; — Qu'il n'y a donc pas matière, dans l'espèce, à poursuivre la fille J. Remaud pour le crime prévu par cette disposition de la loi pénale; et attendu qu'il n'y a pas prévention suffisamment établie que ladite Remaud, par maladresse ou imprudence, a été involontairement cause de la mort de l'enfant dont il s'agit. — La Cour dit que ce fait ne constitue ni crime ni délit. »

Mais, sur le pourvoi du ministère public, pour violation de l'art. 345, C. pén. :

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 345, C. pén.; — Attendu que ces dispositions ne distinguent pas entre le cas où l'enfant de la suppression duquel il s'agit est mort et celui où il est vivant; que le principe qui a dicté cet article a pour objet de garantir les familles contre toute atteinte portée à l'ordre légal des transmissions d'héritage; d'où il suit qu'il est applicable à toute suppression d'enfant, et que l'intervention de l'autorité, chargée de constater l'état des citoyens, peut seule assigner à l'enfant dont il s'agit l'instant précis de son décès; que l'arrêt attaqué, en faisant exception à l'art. 345, par le motif que l'enfant était mort à sa naissance, et que les faits de suppression qui ont suivi n'étaient pas susceptibles de l'application des peines dudit art. 345, a faussement interprété cet article, et même

(2) P. conf. Cass., 3 janv. 1834; — Mangin, *Act. pub.*, n° 32.

(3) P. conf. Cass., 5 sept. 1834, 21 fév. 27 août 1835.

viol ses dispositions et celles de l'art. 239 Code crim., — Cassé, etc. »

Du 15 juill. 1856. — Ch. crim.

RENTE VIAGÈRE. — DÉCÈS. — DONATION. —
• CARACTÈRE. — CONTRAT ALÉATOIRE.

L'art. 1975, C. civ., qui dispose que le contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de l'acte ne produit aucun effet, concerne seulement les contrats de rente à titre onéreux (1).

Cet article ne s'applique pas aux contrats de rente à titre gratuit, par exemple à une donation faite sous la condition imposée au donataire de servir une rente viagère au donateur (2).

Ainsi, la donation faite à charge d'une rente viagère conserve tout son effet, malgré le décès du donateur dans les vingt jours (3).

Par acte notarié du 10 fév. 1850, André Coutal, déjà atteint de la maladie à laquelle il succomba le 15 du même mois, fit donation entre-vifs de tous ses immeubles à son frère Andrieu, sous la condition de lui servir une rente viagère de 300 fr., et de lui fournir annuellement en nature certaines provisions de ménage spécifiées dans l'acte.

André Coutal mort, ses successibles prétendent que cet acte contient, non pas une donation, mais bien un contrat à rente viagère, devenu sans effet, aux termes de l'art. 1975, C. civ., par le décès du constituant dans les vingt jours, et ils en demandent la nullité contre Andrieu Coutal.

Mais cette demande est rejetée par jugement de tribunal de Béziers du 12 fév. 1851 : — « Attendu que, d'après la définition donnée par l'art. 894, C. civ., le dépouillement actuel du donateur et l'acceptation formelle du donataire caractérisent la donation entre-vifs ; que ce double caractère se trouve dans l'acte du 10 février, 1850 ;

» Qu'aux termes de l'art. 931, C. civ., tous actes portant donation entre-vifs doivent être passés devant notaire dans la forme ordinaire des contrats ; que ces formes, tracées par la loi du 25 vent. an 11, art. 9, ont été observées dans l'acte dont s'agit ; que, dès lors, on ne saurait voir dans cet acte qu'une véritable donation ;

» Attendu en outre que la réserve de quelques jouissances et d'une pension viagère ne change point la nature de l'acte du 10 fév. 1850, et ne peut point le soumettre aux dispositions de l'article 1975, C. civ. ; que cet article ne peut s'appliquer qu'à un véritable traité d'aliénation imputant la création d'une rente viagère, qu'à un vrai contrat aléatoire intéressé de part et d'autre, et où ce que l'un baille à l'autre est le

prix du risque dont il l'a chargé ; qu'on ne saurait l'appliquer à un contrat de bienfaisance où la libéralité que le donateur veut exercer envers le donataire est le motif déterminant du contrat ;

» Que vainement on dirait que l'acte du 10 février est un véritable contrat commutatif, et non un contrat de bienfaisance, puisque la donation à charge de rente viagère admise par la loi n'en est pas moins un contrat de bienfaisance, et demeure soumise à toutes les règles concernant les donations ;

» Que la circonstance de la mort du donateur survenue dans les vingt jours de la date de la donation est indifférente dans la cause, puisque, depuis le Code civil, et d'après tous ses commentateurs, la donation peut être faite dans les derniers moments de la vie. »

Appel. — Le 28 déc. 1852, arrêt de la Cour de Montpellier, qui infirme en ces termes : — « Attendu que de la combinaison des art. 1974 et 1975, C. civ., il résulte que tout contrat par lequel une rente viagère est créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat ne produit aucun effet ;

» Attendu qu'il importe peu que l'acte du 10 fév. 1850, en vertu duquel la rente dont il s'agit est réclamée, soit qualifié donation et en présente le caractère, puisque, d'après l'article 1969, même Code, la rente viagère peut être constituée à titre purement gratuit par donation entre-vifs ou par testament ;

» Attendu qu'il n'est pas contesté qu'André Coutal est décédé, dans les vingt jours du susdit acte du 10 fév. 1850, de la maladie dont il était atteint lors de cet acte ; qu'ainsi ledit acte ne doit produire aucun effet ;

» Par ces motifs, émendant, déclare de nul effet l'acte dont il s'agit, etc. »

POURVOI pour violation et fausse application des art. 902, 1969, 1974 et 1975, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'art. 902, C. civ., autorise toutes personnes à disposer et à recevoir par donations entre-vifs ; — Attendu que cette autorisation n'est refusée par le même article qu'aux personnes que la loi déclare formellement incapables ; — Attendu qu'aux nombres des incapacités légales ne se trouvent ni l'état de maladie du donateur ni celle qui résulterait de l'époque plus ou moins rapprochée de sa mort ; — Attendu que, si le propre d'une donation entre-vifs est de dessaisir immédiatement le donateur, elle ne lui interdit cependant pas la faculté de mettre à sa donation toutes les conditions qu'il juge à propos d'y attacher, telles que des réserves d'usufruit ou de pensions viagères, en argent ou en nature, qui tien-

(1) En effet, pourquoi le prochain décès du donateur serait-il une cause de nullité de la donation. Il a pu se réserver une rente viagère comme il se fût réservé l'usufruit (art. 919, C. civ.). Mais il n'a pas moins entendu se dessaisir irrévocablement et faire

une libéralité. Il a préféré le donataire à ses propres héritiers : sa volonté doit faire loi. — *F. Troplong*, art. 1970, n° 334 et 1975, n° 267.

(2) *Sic Troplong*, art. 1970, n° 331.

(3) *F. Troplong*, art. 1978, n° 312.

draient lieu de cet usufruit ; — Attendu que, si l'art. 1975, C. civ., déclare sans effet tout contrat par lequel une rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours, cet article ne s'applique qu'au contrat de rente viagère constituée à titre onéreux moyennant une somme d'argent, et tel qu'il est spécifié par l'art. 1968, tandis que le caractère de la donation entre-vifs est d'être essentiellement gratuit ; — Que, si, dans le premier cas, le législateur a voulu que le contrat ne produisît aucun effet, lorsque la personne sur la tête de laquelle la rente était créée mourait dans un temps rapproché, les motifs de cette disposition sont que, celui qui constitue une rente se trouvait aussitôt dispensé de la payer après avoir reçu le prix, l'acte perd le caractère que les parties avaient entendu lui donner, celui d'un contrat à titre onéreux ; — Que cela est si vrai que, lorsque, d'après l'art. 1969, C. civ., la rente viagère est constituée à titre purement gratuit, par donation entre-vifs ou par testament, l'art. 1970, qui le suit immédiatement, ne prononce la nullité que dans le seul cas où elle est faite au profit d'une personne incapable de recevoir ; — Que de la combinaison des art. 934 et 1978, C. civ., il résulte d'ailleurs que, lorsqu'une donation entre-vifs est révoquée pour cause d'inexécution des conditions qui y étaient attachées, les biens rentrent dans les mains du donateur libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire ; tandis que, lorsque, par le défaut du paiement des arrérages de la rente, le contrat est résilié, celui en faveur de qui elle a été constituée n'est pas autorisé à demander le remboursement du capital ou à rentrer dans le fonds par lui aliéné ; il n'a que le droit de saisir et faire vendre les biens de son débiteur, et de faire ordonner ou consentir sur le produit de la vente l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages ; d'où la conséquence que, dans aucun cas, la loi ne confond les conditions attachées aux donations entre-vifs avec les rentes viagères constituées à prix d'argent ; elle règle au contraire les effets de ces actes d'après le caractère gratuit ou onéreux qui est propre à chacun d'eux ; — Attendu que, dans l'espèce, la Cour de Montpellier n'a pas contesté à l'acte du 10 fév. 1830 le titre, le caractère et la forme d'une donation entre-vifs ; — Attendu que la réserve d'une rente viagère faite par l'auteur de cet acte a été la condition qu'il lui était libre d'attacher à sa libéralité, en vue de se conserver des moyens d'existence ; d'où il suit que l'acte de la Cour, en appliquant à cette réserve les règles relatives aux rentes viagères constituées à titre onéreux, a essentiellement violé l'art. 902, C. civ., et faussement appliqué les art. 1969, 1974 et 1975, même Code, — Cassé, etc. »

Du 18 juill. 1836. — Ch. civ.

MESSAGERIES.

Du 18 juill. 1836. — (P. rejet, 9 août 1837.)

AN 1836. — 1^{re} PARTIE.

PORTION DISPONIBLE.—PARTAGES D'ASCENDANTS. RÉUNION FICTIVE. — DÉPÔT. — INTÉRÊTS. — SUCCESSIONS.

Les biens compris dans un partage fait par un père entre ses enfants et exécuté entre eux ne doivent pas être rapportés fictivement à la succession paternelle, pour fixer la quotité disponible léguée par le père dans un testament postérieur (1). (C. civ., 922. — Rés. par la Cour royale de Rouen.)

En tous cas, les juges du fond ont pu le décider ainsi en se fondant sur ce que du rapprochement des deux actes il résultait que l'intention du testateur avait été de ne disposer que des biens qui se trouvaient réellement en sa possession au moment de son décès, de telle sorte que la portion précipuaire fut exclusivement prise sur ces mêmes biens, sans soumettre au rapport fictif ceux dont il s'était précédemment dépouillé.

Le cohéritier entre les mains duquel sont laissées les sommes au moment de l'inventaire, à la charge de les représenter, ne doit les intérêts de ces sommes qu'à dater de sa mise en demeure de les restituer, et non pas à compter du jour où il les a reçues (2). (Cote civ., 843, 850 et 1936.)

Lachaise avait à rendre compte à ses enfants des successions de leur mère et d'un frère décédé. — Afin d'éviter toute contestation sur ce point, comme aussi pour leur permettre de régler de son vivant le partage de l'avoir postérieur, il leur fit, par acte notarié du 9 fév. 1819, donation entre-vifs de tous les biens meubles et immeubles qu'il possédait alors.

Le 17 août 1819, en vertu de cet acte, les enfants de Lachaise procédèrent entre eux au partage des biens à eux délaissés.

En 1825, Lachaise prit part à la loi d'indemnité des émigrés, et obtint une allocation de 27,508 fr.

Il décéda en 1827, laissant, à la date du 1^{er} juill. de la même année, un testament ainsi conçu :

- Je déclare disposer en faveur de ma fille
- Marie-Mélanie, épouse d'Auguste de Montvert,
- de tout ce que la loi me permet de lui donner
- sur mon avoir en général, meubles et immeu-
- bles présents et à venir. »

Un inventaire fait après le décès constata l'existence d'espèces et valeurs montant à 4,939 fr.

20 c., dont les époux de Montvert furent constitués dépositaires en ces termes : « Laquelle

• somme a été laissée, du consentement de

• Frontin (mandataire des absents) en la pos-

• session des époux Montvert, qui s'en chargent

• pour les représenter quand et à qui il appar-

• tiendra. »

Des difficultés s'élevèrent entre les époux de Montvert et leurs cohéritiers.

Devant la Cour d'Agen, deux questions notamment furent débattues : 1^{re} les époux de Montvert devaient-ils les intérêts des 4,939 fr. à dater

du jour où cette somme avait été remise entre leurs mains, ou seulement à partir de l'époque

où ils avaient été mis en demeure de la restituer ? 2^e Devait-on comprendre dans la compu-

(1) P. Coin-Deville, art. 919, n° 18.

(2) P. Confalon, *Jurisp. des success.*, p. 483.

lalité de la part précipuaire léguée par le testateur du 1^{er} juill. 1817 les biens donnés par le père en 1819, ou seulement ceux évenus à celui-ci depuis l'acte de partage?

Le 26 juill. 1852, arrêt de la Cour d'Agen qui décide d'abord que les époux de Montvert doivent les intérêts des 4,959 fr. depuis le jour de la réception de cette somme; et, statuant sur la question relative au préciput, prononcé en ces termes: — « Attendu que l'acte du 9 fév. 1819, et le partage qui en a été la suite, étaient des actes irrévocables, qui donnaient le père de la manière la plus absolue des propriétés qu'il avait délaissées à ses enfants; qu'il n'a pu postérieurement, sous aucun rapport, porter la moindre atteinte à l'abandon qu'il avait volontairement consenti, qui avait été accepté par ses enfants, que ceux-ci n'auraient pu quereller qu'autant qu'un des enfants éprouverait une lésion de plus d'un quart, ou qu'autant qu'y ayant dans l'acte disposition par préciput, l'un des copartagés aurait un avantage plus grand que la loi ne le permet; que de ces principes il résulte que, si l'acte de partage fait par l'ascendant ne renferme pas expressément un avantage en préciput, c'est parce qu'il a voulu que les biens délaissés fussent partagés par portions égales; qu'il n'a voulu avantager aucun des enfants sur les biens délaissés, ni en réduire aucun à la réserve légale; qu'ainsi le partage fait par un ascendant, à moins de disposition expresse, est une preuve de l'égalité qu'il a voulu conserver entre ses enfants: voilà pourquoi la loi en permet la rescision, comme en partage ordinaire, s'il y a lésion d'un quart, parce qu'elle suppose alors l'erreur, et non la volonté;

» De ce principe il résulte encore que, l'ascendant s'étant irrévocablement dessaisi, et les enfants irrévocablement investis à titre d'égalité, il ne peut être au pouvoir de l'ascendant de porter atteinte à leurs droits; s'il en était autrement, l'ascendant pourrait par un acte postérieur, en contournant le préciput à l'un des enfants, détruire l'acte de partage, tandis qu'il est évident, d'après les termes de l'art. 1079, C. civ., qu'il ne peut y avoir d'avantage qu'autant qu'il est formellement stipulé dans l'acte lui-même; que, si l'on considère dans quel objet la loi a autorisé cette espèce de partage, on démontrera convaincu qu'elle a eu principalement en vue de faciliter les arrangements de famille, de prévenir les contestations, et de maintenir la paix et l'union entre les enfants; dès que le partage est consommé, que chacun est en possession du lot qui lui a été attribué, ce lot devient sa propriété aussi incommutable que s'il l'eût acquise à titre onéreux. En vain dit-on que la demande n'a point pour objet d'opérer une réduction sur les lots déjà attribués; qu'il ne s'agit que d'évaluer les biens paterneux qui ont déjà été soumis au partage, pour déterminer quelle sera la force de la quotité disponible; mais il n'en est pas moins vrai que, par cette opération, on fait rentrer, fictivement au moins, les biens dans la succession paternelle, tandis qu'ils en étaient irrévocablement sortis par l'acte du 9 fév. 1819, et, par suite, les enfants peuvent être réduits à la simple

réserve, contre le vœu de la loi, qui considère cet acte comme un partage d'égalité, à moins d'expression contraire, et, dans l'espèce, contre les termes de l'acte lui-même, par lequel le père déclare expressément qu'il veut que chacun de ses enfants ait une portion égale sur les biens qu'il délaissé, ce qui exclut toute espèce de rapport même fictif. En vain dit-on encore qu'en précipitant différemment on opère sur deux successions du même individu. Non: il n'y a jamais qu'une succession, et c'est celle qui s'ouvre après le décès, ou, pour mieux dire, il n'entre dans la succession que les biens survenus après le partage, ou qui n'y sont pas compris. En effet, les biens qui ont été compris dans le partage ne peuvent plus faire partie de la succession, ils sont sortis des mains du père irrévocablement et à titre d'hérédité. Ils doivent rester au pouvoir des enfants au même titre, sans quoi le but de la loi ne serait pas atteint, le partage ne serait pas irrévocable. Le partage fait par un ascendant, lorsqu'il est exécuté, n'a rien de commun avec un avancement d'hoirie. Dans le premier cas, tous les enfants sont également et simultanément appelés à y concourir, l'ascendant s'y dépouille irrévocablement, et manifeste toute sa volonté relativement au bien dont il a fait la démission. Cet acte ne peut avoir pour objet les biens à venir, et par conséquent la succession; celle-ci ne pourra donc se composer que des biens qui n'auront pas été soumis au partage. C'est ce qui résulte évidemment du texte, de l'esprit et du but de la loi et notamment de l'art. 1077, C. civ.;

» Dans le second cas, au contraire, nul concours simultané des enfants, nulle volonté manifestée d'égalité, point de dessaisissement intégral et absolu, de simples dons paterneux, et la liberté toujours implicitement conservée de détruire ou de conserver l'égalité parmi les enfants. En un mot, l'un est un pacte de toute la famille, l'autre une délibération momentané de l'unique volonté du père de famille;

» Attendu, d'ailleurs, que, si l'on considère, en fait, l'acte lui-même et la disposition postérieure du père de famille, on ne peut se dissimuler que, dans l'intention du testateur, sa disposition n'avait pour objet que les biens qui se trouvaient en sa possession réellement à son décès. En effet, l'acte du 9 fév. 1819 ne fut déterminé, comme il l'annonce lui-même, que pour éviter les difficultés d'un partage de succession déjà échoué et que les enfants étaient à même de provoquer, difficultés d'autant plus graves que les biens du père étaient confondus avec ces successions; que c'est pour faciliter ce partage, et pour en éviter un second après son décès sur ses propres biens, comme dit le père lui-même, qu'il s'en dépouilla d'ores et déjà; que le père fait dans cet acte des réserves en jouissance très-considérables; qu'il assujettit même ses enfants à des charges plus fortes dans le cas d'un événement prévu; qu'il résulte, enfin, des diverses clauses de cet acte que ce fut un véritable pacte de famille, non moins dans l'intérêt du père que dans celui des enfants; qu'il eut non moins les caractères du contrat à

titre onéreux qu'à titre lucratif, et qu'il est présumable que les enfants ne l'eussent point accepté à ces termes s'ils eussent pu présumer que leurs pères pourraient un jour entrer furtivement dans la succession future; que, si l'on considère l'époque à laquelle Lachaise fit son testament, on ne restera pas moins convaincu qu'il eut l'intention de faire porter sa disposition uniquement sur les biens qu'il possédait réellement à son décès; qu'il se souvint, en effet, de faire des dispositions testamentaires que lorsque l'indemnité de 27,000 fr. fut entrée dans ses mains; qu'alors seulement, se voyant possesseur de sommes assez considérables, il jugea convenable de donner à l'un de ses enfants une marque de prédilection, mais qu'il n'eut ni le loisir ni l'avis que ce qui lui était devenu depuis l'acte de partage; qu'ainsi l'intention de Lachaise, manifestée soit dans l'acte du 9 fév. 1819, soit dans le testament du 1^{er} juill. 1827, repousse la prétention de la dame de Montvert. »

POURVOI en cassation par les époux de Montvert, 1^o pour violation de l'art. 922, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué avait refusé de prendre en considération pour la computation de la quotité disponible les biens donnés par Lachaise dans l'acte du 9 fév. 1819; 2^o pour fautive application des art. 843 et 856, C. civ., et violation de l'article 1936, même Code, en ce que de simples dépositaires avaient été condamnés à payer les intérêts des sommes qui leur avaient été confiées, bien qu'ils n'eussent reçu aucune sommation de les rendre.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen tiré de ce que les biens donnés par l'acte du 9 fév. 1819 n'ont pas été soumis au rapport fictif pour la computation de la quotité disponible; — Attendu que la Cour d'Agen, appréciant l'acte de 1827 dans ses rapports avec celui de 1819, et y recherchant l'intention de leur auteur, a reconnu que cette intention avait été de ne disposer que des biens qui se trouveraient réellement en sa possession au moment de son décès, de telle sorte que la portion qu'il donnait par préciput fût exclusivement prise sur ces mêmes biens, sans soumettre au rapport fictif ceux dont il s'était précédemment dépossédé; — Attendu que, dans cet état de la question, l'art. 922, C. civ., était sans application à l'espèce, et que la Cour royale qui l'a ainsi jugé n'a nullement violé cet article; — Rejette sur ce chef seulement; — Sur le moyen tiré de ce que les intérêts de la somme de 4,939 fr. trouvée au décès de Lachaise ont été mis à la charge des demandeurs depuis le jour de la réception; — Vu l'art. 1936, C. civ.; — Attendu que les demandeurs ne pouvaient être tenus à restituer la somme de 4,939 fr. trouvée dans la succession de Lachaise au moment de son décès qu'à titre de dépositaires; — Que dans l'inventaire fait après le décès il était dit que « tout le contenu en icelui avait été laissé, du consentement du mandataire des absents, en la possession des époux de Montvert, qui s'en chargeaient pour la représenter quand et à quel il appartiendrait; » que cette

somme aurait été ainsi laissée entre les mains desdits époux de Montvert à titre de dépositaires, et qu'alors, aux termes de l'art. 1936, C. civ., les intérêts ne devaient être à leur charge qu'à dater de l'époque où ils auraient été mis en demeure de faire la restitution; — Qu'ainsi la Cour royale, qui a condamné les époux de Montvert à rapporter la somme de 4,939 fr. trouvée en argent ou en effets après le décès, avec intérêts depuis le jour de leur réception, a ouvertement violé les articles précités; — Casse sur ce chef seulement, etc. »

Du 19 juill. 1836. — Ch. civ.

SERMENT. — CHAMBRE DES VACATIONS. — DÉLÉGATION.

La chambre des vacations d'une Cour royale est compétente pour recevoir un serment, alors que l'arrêt qui a déferé ce serment l'a délégué à cet effet. (C. proc., 121.)
Surtout si, la matière du procès étant sommaire de sa nature, cette chambre aurait pu être juge de la contestation au fond.

Un arrêt de la Cour d'Amiens a condamné Demolin à payer à Blacq la somme de 500 francs, montant d'un billet, à la charge par ce dernier d'affirmer qu'il n'avait pas été convenu entre Demolin et lui qu'en cas de perte d'un procès dont il avait été chargé comme avocat, le billet ne serait pas payé. — L'arrêt ordonne, en outre, que le serment serait prêté devant la chambre des vacations.

Sommation par Blanc à Demolin d'assister à la prestation du serment déferé. — Opposition de Demolin, qui soutient que la chambre des vacations est incompétente pour recevoir le serment, attendu qu'aux termes de l'art. 44 du décret du 30 mars 1808, la chambre des vacations est uniquement chargée de connaître des matières sommaires et de celles qui requièrent célérité; que, d'un autre côté, l'art. 32 du décret du 6 juill. 1810 décide que les chambres des vacations ne peuvent connaître que des affaires urgentes, et que les prestations de serment ne sont pas à ranger dans la classe de ces sortes de causes, alors surtout que l'affaire jugée n'est pas elle-même sommaire ou urgente de sa nature.

Malgré cette opposition, le 25 sept. 1833, arrêt de la chambre des vacations, qui admet Blanc à la prestation de serment, et lui donne acte de sa prestation de serment.

POURVOI en cassation de Demolin, pour violation des art. 44 du décret du 30 mars 1808, et 32 du décret du 6 juill. 1810, et de l'art. 121, C. proc.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le deuxième moyen; — Attendu que, d'après l'art. 121, C. proc., le serment déferé, une fois admis, peut être prêté devant tout juge et autre juridiction auxquels la délégation en serait faite par les juges qui l'ont ordonné, suivant la nature et l'urgence des cas; d'où il suit que l'arrêt du 27 août a pu or

donner que le serment déferé à Blanc, par le demandeur, serait prêté en la chambre des vacations, avec d'autant plus de raison que la matière du procès étant sommaire de sa nature, cette chambre aurait pu être juge de la contestation du fond. — Rejetie, etc.*

Du 19 juill. 1836. — Ch. req.

ACTION POSSESSOIRE. — PÉTITOIRE. — MITOYENNETÉ.

Lorsque, sur une action en complainte, pour usurpation d'un mur séparatif entre deux héritages voisins, le défendeur soutient que ce mur est mitoyen, il n'y a pas lieu pour le juge du possessoire de se dessaisir de la cause et de renvoyer les parties à procéder au pétitoire; il doit, au contraire, statuer provisoirement sur le possessoire, sauf aux parties à se pourvoir pour faire juger la question de mitoyenneté ou copropriété du mur (1).

La dame Martin est propriétaire, à Fontainebleau, d'une maison contiguë à celle de Hédelin. — En 1833, celui-ci fit exécuter différents travaux dans sa maison, et notamment, il fit exhausser et surcharger le mur séparatif des deux propriétés.

Action en complainte de la part des époux Martin; ils demandent la destruction du nouvel ouvrage, et le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

Hédelin se borne alors à prétendre qu'il n'a exécuté ces travaux que d'après le consentement des époux Martin, ce qu'il offre de prouver par témoins.

5 juill. 1833, sentence du juge de paix qui ordonne qu'il sera procédé à la visite des lieux, et à une enquête sur le point de savoir si les époux Martin avaient réellement consenti aux travaux exécutés par Hédelin.

Appel de la part des époux Martin; — Et appel incident de la part de Hédelin, qui élève alors la prétention que le mur litigieux est mitoyen; que dès lors, il a pu l'exhausser, sans à lui à payer le droit de surcharge. Il demande, en conséquence, que les parties soient renvoyées à se pourvoir au pétitoire sur la question de mitoyenneté.

8 août 1833, jugement du tribunal de Fontainebleau qui, se fondant sur ce que l'exception de mitoyenneté proposée par Hédelin soulève une question de propriété, infirme le jugement interlocutoire du 5 juill. précédent, et renvoie les parties à se pourvoir au pétitoire.

POURVOI en cassation de la part des époux Martin, pour violation ou fausse application de l'art. 10, lit. 3 de la loi du 24 août 1790, et des art. 3, 23, 24 et 25, C. proc., en ce que le tri-

bunal de Fontainebleau s'est déclaré incompétent pour statuer sur une action possessoire basée sur une usurpation de clôture, d'où la loi lui attribue expressément la connaissance. — Vainement, dit-on pour les demandeurs, le jugement attaqué s'est-il fondé sur ce qu'Hédelin, en élevant la prétention de mitoyenneté du mur, avait engagé le pétitoire: ce n'était pas là une raison pour que le juge du possessoire dût se dessaisir. Le défendeur au possessoire ne peut pas, par la simple alléguation d'un droit de propriété, changer la nature de l'action; autrement il n'y aurait jamais d'action possessoire. — Du reste, il n'y a pas douteux qu'un mur ne puisse être l'objet d'une possession servant de base à la prescription, et par conséquent à une action en complainte ou en réintégrande. C'est ce qu'établissent les meilleurs auteurs: Merlin, dans son *Répertoire*, v° *Mitoyenneté*, n° 8. Pardessus, *Traité des servitudes*, n° 325 in fine; Duranton, t. 5, n° 313 et 314. — A l'appui de ce système, les demandeurs invoquaient les arrêts indiqués *sup.* en note.

Pour le défendeur, on a répondu que, dans l'espèce, et par la nature même de la défense opposée par Hédelin, qui excluait de la copropriété du mur séparatif, le pétitoire se trouvait si intimement lié au possessoire, que le juge du possessoire ne pouvait que renvoyer les parties devant le juge compétent pour statuer sur la question de propriété. — On a cherché à étayer ce système de deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 17 mars 1819, et l'autre du 29 juin 1824, d'où l'on a inféré que, dans les cas où, comme dans l'espèce, se rencontre cette confusion du pétitoire et du possessoire, tellement qu'il soit impossible de reconnaître lequel des deux contentieux a réellement la prédominance en sa faveur, il y a lieu pour le juge de se dessaisir et de renvoyer les parties à se pourvoir au pétitoire.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 10, lit. 3 de la loi du 24 août 1790, et les art. 3, 23, 24 et 25, Code proc.; — Attendu qu'aux termes de la loi et des articles ci-dessus cités, les actions possessoires doivent être jugées sans mélange des actions pétitoires, et que ces deux espèces d'actions ne peuvent jamais être cumulées;

« Attendu que, dans l'espèce, le tribunal de Fontainebleau s'est fondé sur ce qu'il était exclu que le mur surélevé était mitoyen, pour décider que le possessoire se liait au pétitoire, et qu'il ne pouvait en être séparé; — Attendu qu'en s'autorisant de ce motif pour déclarer qu'il n'y avait lieu de statuer sur le possessoire séparément du pétitoire, le tribunal dont s'agit a confondu les deux natures d'actions,

(1) Cette solution n'est qu'une application nouvelle d'un principe dès longtemps consacré par la jurisprudence, savoir: que le juge du possessoire n'est pas dessaisi par une exception de propriété soulevée devant lui, et qu'il n'a pas moins à statuer, en se renfermant toutefois dans le cercle de

ses pouvoirs, c'est-à-dire, sans toucher au pétitoire. — *J. Cass.*, 1^{er} mars 1819 et 20 mai 1829. — *Sic Solon. Serv.*, n° 560.

La même doctrine se trouve consacrée encore, et d'une manière non moins explicite, dans un autre arrêt de la Cour de cassation, du 9 fév. 1829.

tandis qu'il aurait dû les distinguer avec soin et prononcer sur l'actio peussatoire pour laquelle il était compétent: — D'où il suit qu'en refusant de statuer sur cette action, et en renvoyant les parties à se pourvoir, il a essentiellement violé la loi et les articles du Code précités, — Cassé, etc. »

Du 30 juill. 1836. — Ch. civ.

SUBORNATION DE TÉMOINS. — FAUX TÉMOIGNAGE. — PEINE.

Le fait de subornation de témoins peut être atteint par la loi pénale, bien que les auteurs du fait principal de faux témoignage n'aient, en raison d'une exception toute personnelle, encouru aucune peine (1). (C. pén., 69 et 365.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que le fait de subornation de témoins peut être atteint par la loi pénale, bien que les auteurs du fait principal de faux témoignage n'aient, à raison d'une exception toute personnelle de bonne foi, encouru aucune peine; — Attendu que, dans l'espèce, il résulte de l'ensemble de la question affirmativement résolue par le jury, relativement au demandeur, que ce dernier s'est rendu coupable de la subornation qui lui était reprochée, et dont une fausse déclaration faite en justice a été la conséquence, — Rejette, etc. »

Du 21 juill. 1856. — Ch. crim.

SERMENT. — TÉMOIN. — RENSEIGNEMENT.

Lorsque l'accusé ne s'est pas opposé à l'audition en qualité de témoin de l'individu dont le nom a été omis sur la liste qui lui a été notifiée, et que le ministère public n'a fait aucune réquisition à cet égard, ce témoin doit, à peine de nullité, être entendu avec prestation de serment, et non pas à titre de renseignement (2). (C. crim., 269 et 315.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 269, 315, 317 et 408, C. crim.; — Attendu que, si le nom de Luthat, deuxième témoin de la liste dressée par le procureur général, avait été omis sur la liste notifiée à l'accusé, celui-ci avait la faculté de s'opposer à ce qu'il fût entendu en qualité de témoin; mais que cette qualité ne pouvait lui être enlevée alors que ni l'accusé ni le procureur général ne déclaraient s'opposer à son audition;

« Attendu que, cependant, sans que le procès-verbal constatât cette opposition, le président a dispensé ce témoin du serment voulu par la loi,

en prévenant les jurés que sa déclaration ne devait être considérée que comme renseignement, ce qui a été une fausse application des art. 269 et 315, et une violation de l'art. 317, lequel est prescrit à peine de nullité, — Cassé, etc. »

Du 21 juill. 1856. — Ch. crim.

ENQUÊTE. — DÉLAI. — COMMISSION.

Dans le cas où une enquête doit être faite dans un lieu éloigné du siège du tribunal ou de la Cour qui l'ordonne, les juges peuvent fixer le délai de cette enquête, à partir seulement de la signification à domicile, bien qu'il y ait eu avoué en cause de part et d'autre (3). (C. proc., 254.)

Béguin et autres avaient actionné Ravion et autres habitants de la commune de Valenay, à l'effet de se faire admettre au partage d'un bois dont ces derniers avaient été déclarés propriétaires et possesseurs par un arrêt de la Cour de Bourges, en vertu d'un acte de cantonnement de 1778.

Béguin et autres agissaient comme représentants des anciens propriétaires dénommés dans la concession originale et dans l'acte de cantonnement.

Le 16 avril 1854, arrêt de la Cour de Bourges, qui accueillait la prétention de la majeure partie des demandeurs, et admet quelques-uns d'entre eux à prouver la possession par eux articulée sur le bois litigieux.

Par ce même arrêt, la Cour fixe le délai de l'enquête à partir de la signification à domicile, par le motif que l'enquête devait avoir lieu dans une localité éloignée du siège de la Cour royale.

POURVOI par Ravion et autres pour violation ou fausse interprétation des art. 257 et 258, C. proc., en ce que l'arrêt attaqué, bien qu'il y eût avoué en cause de part et d'autre, avait cependant déclaré que le délai de l'enquête n'aurait cours que de la signification à domicile.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant que, dans l'espèce, l'enquête devait avoir lieu dans une localité éloignée du siège de la Cour royale; qu'en fixant, comme l'a fait la Cour, le délai à partir de la signification à domicile, elle a usé du droit à elle conféré par l'art. 258, C. proc., et qu'ainsi l'arrêt n'a pu violer l'art. 257, même Code, — Rejette, etc. »

Du 21 juill. 1856. — Ch. req.

dont la résidence serait éloignée. Rien ne s'oppose à ce que, dans cette circonstance, les juges provoquent le délai de l'enquête uniquement en faveur de cette partie, et que l'autre partie reste tenue de continuer la sienne dans les délais ordinaires. — *P. Favard, Rép., v. Enquête*, p. 351, et Carré, *Lois de la procéd.*, n. 1906.

(1) *P. conf. Cass.*, 11 déc. 1834.

(2) *P. conf. Cass.*, 11 fév. 1813, 29 avril 1819, 27 sept. 1824, 29 juill. et 7 oct. 1825, 16 sept. 1830, 14 mars 1833, 13 mai 1836; — *Carnot*, t. 2, p. 481.

(3) *P. Denizart, Rép., v. Délai*, n. 2. — Il se serait de même dans le cas où l'une des parties seulement aurait intérêt à faire entendre des témoins

SERVITUDE. — PRESCRIPTION. — MITOYENNETÉ. — AVEU. — PROUVE. — QUALITÉ. — ENQUÊTE. — RIJET.

Ce n'est pas, de la part du juge, suppléer d'office le moyen résultant de la prescription que d'en appliquer le bénéfice au profit d'une partie qui s'est bornée à invoquer sa longue possession. (C. civ., 2323.)

L'énonciation d'un fait par l'avocat en plaidant peut être considérée comme un aveu judiciaire, quand cette énonciation est ensuite reproduite dans les qualités du jugement (1). (C. civ., 1356.)

En droit, l'art. 1356, C. civ., n'a pas déterminé de forme nécessaire pour la reconnaissance en justice.

La servitude de vue, et en général toutes les servitudes acquises par prescription, ont la même force et les mêmes effets que celles qui ont été acquises par titre.

En d'autres termes, le propriétaire du fonds dominant, soit qu'il jouisse de la servitude en vertu d'un titre, soit qu'il l'ait acquise par prescription, peut s'opposer à ce qu'il soit rien fait de contraire à l'exercice de son droit (2). (C. civ., 701.)

Le propriétaire d'un fonds soumis à la servitude de vue ne peut, en acquérant la mitoyenneté d'un mur dans lequel des fenêtres existent, exiger qu'elles soient fermées ou élever des constructions qui nuisent à leur usage (3). (C. civ., 676 et 679.)

Il existe dans la ville de Saint-Malo un grand nombre de ruelles d'égoûts situées entre les maisons perpendiculairement aux rues et souvent mitoyennes. Ces ruelles, ordinairement fermées sur la voie publique, ont cependant au niveau du sol une ouverture par laquelle s'échappent les immondices dont elle est le réceptacle.

Le 10 juill. 1833 un arrêté municipal approuvé par le préfet, disposa, en vue de la salubrité de la cité, qu'à l'avenir il ne serait plus permis de conserver des ruelles d'égoûts aux maisons que l'on construirait, reconstruirait, ou aux murs desquelles on ferait sur lesdites ruelles de grosses réparations; que ces ruelles seraient remplacées, lors des constructions, reconstructions ou réparations, par des tuyaux de descente; que, pour l'exécution de cette disposition, le propriétaire de la maison à reconstruire devrait s'entendre avec le propriétaire de l'autre maison contiguë à cette même ruelle; de manière à ce qu'elle soit totalement supprimée.

Thomas est propriétaire à Saint-Malo d'une maison qui n'est séparée de celle de la demoiselle Roussan que par une ruelle mitoyenne, laquelle se trouvait dans la catégorie de celles dont la suppression est ordonnée par l'arrêté du 10 juill.

Le 6 fév. 1833, arrêté du maire qui ordonne la démolition de la maison de Thomas pour cause de sûreté publique. Wantant reconstruire, ce propriétaire proposa à la demoiselle Roussan d'acquiescer la moitié de la ruelle appartenant à

celle-ci, et la mitoyenneté de son mur pour y appuyer la construction nouvelle, enfin, d'établir à ses frais un aqueduc souterrain pour l'écoulement des eaux. La demoiselle Roussan agréa cette proposition, mais elle prétendit avoir des jours dans le mur qui devait devenir mitoyen, et déclara qu'elle entendait les conserver.

Le 22 juill. 1835, assignation par Thomas à la demoiselle Roussan devant le tribunal de Saint-Malo, à fin d'acquisition de la ruelle pour moitié et de la mitoyenneté du mur, aux offres d'en payer le prix offert, sinon celui qui serait réglé par experts.

Sur cette demande, la demoiselle Roussan requit acte de son consentement à céder la moitié de la ruelle et la mitoyenneté du mur pour la reconstruction de la maison du demandeur, sous la condition que ses fenêtres ne seraient pas obstruées.

Dans les qualités du jugement rendu sur ces conclusions respectives des parties on lit en outre ce qui suit : — « Elle (la demoiselle Roussan) maintient que les fenêtres existant à chacun des trois étages supérieurs de sa maison donnant sur la ruelle sont des fenêtres d'aspect, avec accoudoir et châssis ouvrant et fermant. Thomas a maintenu, en plaidant, que, lors des mesures sanitaires prises à l'époque de l'invasion du choléra, ces fenêtres ont été bouchées en exécution desdites mesures, du moins en partie. »

Le 29 août 1835, jugement dont voici l'analyse : L'arrêté municipal est obligatoire; Thomas est donc fondé à exiger la cession de la moitié de la ruelle commune pour arriver à la suppression de cette ruelle. La demoiselle Roussan consent à cette cession, et toutefois elle conteste que, par la reconstruction de sa maison et par l'acquisition de la mitoyenneté du mur de la défenderesse, Thomas puisse obstruer les jours qui y existent. Mais Thomas, devenant propriétaire exclusif de la ruelle commune, et joignant le mur de la demoiselle Roussan, peut la contraindre à lui rendre la mitoyenneté de ce mur; et, le mur une fois mitoyen, Thomas, en y adossant sa nouvelle construction, a le droit de supprimer les jours. Au surplus la possession de ces jours n'empêcherait pas qu'à moins d'un titre formel non représenté par la demoiselle Roussan, Thomas n'eût le droit de construire au-devant et de façon à les rendre inutiles. En un mur, la servitude de jour qu'on peut avoir acquise par possession n'équivaut pas à la servitude *altius non tendi* ou *ne luminibus officiatur*. En conséquence, Thomas est autorisé à acquiescer, à dire d'expert, la moitié de la ruelle et la mitoyenneté du mur, comme aussi à faire boucher les fenêtres dans la partie du mur contre laquelle il bâtit.

Appel. — Devant la Cour, la demoiselle Roussan repart purement et simplement ses conclusions de première instance; notamment elle ne se prévaut point de l'acquisition de ses jours par prescription.

(1) F. Pothier, *Traité des oblig.*, n° 831.

(2) M. P. *contra*, Cass., 26 germ. an 13; Colmar, 10 mars 1832; — Delvincourt, t. 3, p. 57; Duran-

ton, t. 5, p. 335; Goupy, Desgodets et Valin. — Mais voy. conf. Cass., 19 janv. 1825; Bordeaux, 1^{er} déc. 1827, et Toulouse, 21 avril 1830.

Thomas, en demandant la confirmation du jugement du tribunal de Saint-Malo, conclut subsidiairement à être admis à prouver, par titres et par témoins, que, depuis plus de trente ans, et même quarante ans avant la demande, les fenêtres qui question avaient été bouchées en maçonnerie.

Le 26 déc. 1835, arrêt de la Cour de Rennes qui porte en substance les dispositions ci-après : — « L'arrêté municipal doit être mis de côté ; c'est une simple mesure de police, qui ne peut rien décider quant aux droits privés des parties.

« Les jours existent depuis la construction de la maison, qui remonte à plus d'un siècle ; la demoiselle Roussau l'a maintenu en première instance, et Thomas ne l'a pas contesté. Bien loin de là, il s'est borné à prétendre que ces jours furent bouchés seulement à l'époque du choléra, ce qui est consigné au point de fait du jugement. C'est là un aveu, et cet aveu rend non recevable la preuve aujourd'hui offerte par Thomas.

« Au fond, la demoiselle Roussau a des jours acquis par possession bien plus que quadragenaire. Or, le droit d'acheter à mitoyenneté ne peut préjudicier aux droits acquis ; il ne peut s'exercer lorsqu'une servitude de jour existe, acquiescément par prescription. Autrement cette servitude ne pourrait jamais se prescrire que précairement, et sous la faculté, pour celui qui en serait grevé, de la supprimer en élevant un mur ou en formant une demande en mitoyenneté ;

« On ne peut distinguer, comme l'ont fait les premiers juges, entre les servitudes de vue acquises par titres et celles acquises par prescription, la loi les plaçant sur la même ligne. En résultat Thomas ne peut bâtir en face des fenêtres de la demoiselle Roussau sans laisser libre la distance prescrite par l'art. 678, C. civ. ; autrement il porterait atteinte à un droit de servitude légalement acquis par prescription. Il est également fondé dans sa prétention d'acquiescer la mitoyenneté à l'endroit du mur où sont les fenêtres ;

« Par ces motifs, la Cour a débouté Thomas de sa demande d'être admis à prouver que, depuis plus de trente ans et même quarante ans, les fenêtres de la demoiselle Roussau ont été bouchées en maçonnerie, de manière à interdire l'exercice de la servitude de vue ; a déclaré inattaquable et irrévocablement acquis par prescription à la demoiselle Roussau le droit de servitude de vue dont elle jouit sur la rue, et même sur le terrain de Thomas ; et a fait défense à Thomas de la troubler en manière quelconque, etc. »

POURVOI en cassation fondé sur deux moyens. — Premier moyen : excès de pouvoir et violation de l'art. 2225, C. civ., en ce que l'arrêt a suppléé la prescription ; excès de pouvoir, fausse application de l'art. 1356 et violation de l'art. 706, C. civ., en ce que la preuve offerte par Thomas a été rejetée. — Deuxième moyen : violation des art. 681 et 675, C. civ. ; et fausse application des art. 688, 689, 690 et 701, même Code.

ARRÊT.

LA COUR. — Attendu, sur le premier moyen,

que le demandeur n'a proposé aucun moyen contre la disposition de l'arrêt attaqué qui décide que le règlement municipal de Saint-Malo n'est qu'une simple mesure de police ne portant aucune atteinte aux intérêts privés, et qu'il a reconnu que cet arrêté doit rester sans influence dans la cause ; — Attendu que l'existence et l'ancienneté des fenêtres dont la suppression est demandée ont été constatées par l'arrêt, d'après le dire respectif des parties devant les premiers juges, les qualités du jugement et les conclusions du demandeur lui-même ; que le détenteur éventuel se prévalait en première instance, comme sur l'appel, de sa longue possession ; qu'on ne peut donc prétendre que l'arrêt attaqué ait violé l'art. 2225, C. civ. ; qu'il n'a pas non plus violé l'art. 1356, lequel n'a déterminé aucune forme pour la reconnaissance faite en justice ; ni l'article 706, puisque, s'il a écarté la preuve du non-usage de la servitude, c'est qu'il lui est apparu que la preuve du fait contraire résultait des actes du procès ; qu'ainsi le premier moyen n'est pas fondé ; — Attendu, sur le deuxième moyen, en droit, que les fenêtres donnant vue sur l'héritage d'autrui constituent une servitude continue et apparente aux termes des art. 688 et 689, Code civ., susceptible d'être acquise par prescription, d'après l'art. 690 ; — Attendu qu'ainsi acquise, la servitude a la même force que si elle l'eût été par un titre, la loi n'ayant mis aucune différence entre les deux modes d'acquisition, quant à la gêne que la servitude impose au propriétaire du fonds qui y est assujéti ; — Que, soit qu'il possède en vertu d'un titre, soit qu'il ait acquis par prescription, le propriétaire du fonds dominant peut s'appuyer à ce qu'il soit rien fait de contraire à l'exercice de son droit, aux termes de l'art. 701, C. civ. ; — Attendu, dès lors, qu'en acquiesçant la mitoyenneté du mur dans lequel les fenêtres existent, le propriétaire du fonds soumis à la servitude ne peut exiger qu'elles soient fermées, ni faire lui-même des constructions qui nuisent à leur usage ; qu'il peut seulement bâtir à la distance réglée par les art. 678 et 679 ; — Attendu, en fait, que la demoiselle Roussau, en offrant de céder la mitoyenneté de la rue et la mitoyenneté du mur, avait attaché à ses offres la condition formelle que les fenêtres existantes seraient conservées ; — Que, Thomas ne joignant pas immédiatement le mur dont il voulait acquiescer la mitoyenneté, il eût fallu examiner si cette condition pouvait être séparée des offres, dans le cas même où, en droit ordinaire, la suppression des fenêtres eût pu être autorisée ; mais que l'examen de cette exception, dont l'arrêt attaqué ne s'est pas occupé, devenant subsidiairement dès qu'il est reconnu que, par le droit commun, Thomas (ou si lui-même seul propriétaire de la rue, ne pourrait, en acquiesçant la mitoyenneté du mur limitrophe, exiger que les fenêtres qui donnent lieu au litige soient fermées. — Rejeté, etc. »

Du 21 juill. 1836. — Ch. req.

NOTIFS — EXCEPTION. — CONTRARIÉTÉ. — CROISE JUGÉE — PRODUCTION NOUVELLE. — RÈGLEMENT DE POLICE. — PRÉSCRIPTION. — POSSESSION. — EAU. — RÈGLEMENT. — CHANGEMENT. — EXPERTISE. — NOBRE. — MATIÈRE CRIMINELLE.

Un jugement n'est pas nul à défaut de motifs, quand ceux sur lesquels le juge s'est appuyé pour rejeter l'une ou plusieurs des exceptions qu'il lui étaient soumises excluent virtuellement toutes les autres. (L. 20 avril 1810, art. 7.)

Le jugement qui rejette une plainte comme n'étant pas suffisamment justifiée ne met point obstacle à ce qu'une poursuite soit exercée à raison d'un nouveau fait à l'appui duquel un produit des actes et des titres qui n'avaient pas été invoqués dans le premier procès. (C. crim., 300.)

La prescription, même immémoriale, ne peut prévaloir contre des règlements de police établis dans un intérêt d'ordre public (1).

Le règlement de police qui a fixé la hauteur des eaux d'une usine ne cesse pas d'être obligatoire par cela seul que la nature de cette usine aurait été changée, encore bien que, lors de ce changement, il ait été décidé qu'un nouveau repère serait établi pour fixer la hauteur du déversoir, et que cette formalité n'ait pas été remplie.

Il ne peut résulter une nullité de ce que, pour constater une contravention, le tribunal de simple police n'aurait chargé qu'un seul expert de procéder à une vérification.

ARRÊT.

• LA COUR, — Sur la violation de l'art. 408, C. crim., en ce qu'il aurait été omis ou refusé de statuer sur plusieurs demandes tendant à user d'un droit accordé par la loi, et de l'art. 7, L. 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué se serait borné à motiver le rejet d'une seule de ces demandes : — Attendu, d'une part, que ce jugement déclare ne pas s'arrêter aux exceptions proposées ; — Que ces expressions comprennent dans leur généralité toutes les exceptions dont il s'agissait au procès ; — Que, dès lors, il a été statué sur chacune d'elles ; — D'autre part, qu'il n'y a pas défaut de motifs, quand ceux sur lesquels s'est appuyé le juge pour rejeter l'une ou plusieurs des exceptions qui lui ont été soumises excluent virtuellement l'admission de toutes les autres ; et qu'en décidant, dans l'espèce, qu'il y avait règlement des eaux, que ce règlement était obligatoire pour tous, et que les faits de la prévention constituaient le délit prévu par l'art. 457, C. pén., le jugement attaqué a justifié suffisamment le rejet des exceptions résultant, soit de l'état de désuétude des titres invoqués par le plaignant, soit de la prescription, soit de la chose jugée ; — Sur le second moyen, qui consiste en ce qu'au fond Bouelle aurait dû être déclaré non recevable à intenter de nouveau, dans la même cause, entre les parties, en la même qualité, une action repoussée antérieurement par un jugement contradictoire dont il n'avait pas interjeté appel : — At-

tendu que la nouvelle action de Bouelle est intervenue à raison d'un nouveau fait ; — Que le jugement qui a rejeté la première plainte s'était fondé principalement sur ce qu'elle n'était pas suffisamment justifiée, et que ce jugement n'avait pas eu à apprécier le mérite des actes et titres qui, produits seulement dans la nouvelle instance, ont servi de base à la décision attaquée ; — Sur le troisième moyen, tiré de ce que l'exception de prescription invoquée par le demandeur aurait dû déterminer le renvoi des parties, soit à fins civiles, soit devant l'autorité administrative : — Attendu que la possession, même immémoriale, ne saurait prévaloir contre des règlements de police établis dans un intérêt d'ordre public, et que si la peine ou les dommages-intérêts sont prescriptibles, il n'en peut résulter le droit de renouveler les faits qui constituent l'infraction ; — Sur le quatrième moyen, pris de la fausse application de l'art. 457, Code pén., en ce que cet article exigeant que la hauteur des eaux ait été déterminée par l'autorité compétente, cette circonstance élémentaire du délit qu'il a prévu ne résulte pas des actes de 1757 et 1760, antérieurs à l'établissement des fondries, ni du procès-verbal de 1788, qui énonce seulement qu'après la confection du déversoir, il sera placé un repère, sans que rien constate l'accomplissement ultérieur de cette formalité : — Attendu, en premier lieu, que l'arrêt du conseil de 1757 a fixé le niveau des eaux au moulin dit des Deux-Ponts ; — Que, si cette usine a été transformée plus tard en fonderie, elle n'a pas cessé d'être régie par une disposition qui avait pour objet unique la police de la rivière d'Andelle, et qui, dès lors, s'appliquait à la nouvelle destination connue à l'ancienne ; — Attendu, en second lieu, que l'établissement d'un repère ne constitue pas à lui seul le règlement de la hauteur des eaux, et qu'il n'est qu'un mode d'exécution de ce règlement ; — Sur le cinquième et dernier moyen, pris de la violation des art. 8, 9, 45, 154 et 189, C. crim., et 203, C. proc., en ce qu'un seul expert a été désigné par le jugement attaqué pour procéder à la vérification par lui ordonnée : — Attendu qu'il est de droit commun, en matière de contravention, que le juge peut, suivant l'exigence des cas, ne nommer qu'un ou deux experts, et qu'alors même que l'article précité du Code de proc. serait considéré comme applicable aux matières constitutionnelles, l'observation de cet article n'a pas été prescrite à peine de nullité ; — Attendu, au surplus, la régularité de la procédure, — Rejette, etc. »

Du 25 juill. 1856. — C. crim.

COUR D'ASSISES. — QUESTION NOUVELLE. — ATTENTAT À LA PUDÉUR. — ÂGE.

Lorsque le jury, répondant aux questions qui lui ont été posées, a déclaré l'accusé coupable d'attentat à la pudeur, sans violence, sur une jeune fille de moins de quinze ans, la Cour d'assises ne peut plus, après la lecture et la signature de la déclaration, poser la question de savoir si cette jeune fille avait

(1) Sic David, *Cours d'eau*, n° 997.

moins de onze ans et la faire résoudre par le jury (1). (C. crim., 350.)
L'attentat à la pudeur, sans violence, sur une jeune fille de moins de quinze ans, n'est atteint par aucune loi pénale (2). (C. pén., 331.)

ARRET.

« LA COUR. — Vu les art. 337, 338, 350 et 364, C. crim.; et 331 et 332, C. pén.; — Attendu qu'aux termes de l'arrêt de renvoi et du résumé de l'acte d'accusation, Georges-François Thurolot était accusé 1° d'avoir commis un attentat à la pudeur, avec violence, sur la personne d'Anne Thomas, âgée de moins de quinze ans; 2° d'avoir commis une tentative de viol sur la personne de la même Anne Thomas, âgée de moins de quinze ans; — Attendu que le fait qu'Anne Thomas était âgée de moins de quinze ans, au moment de l'attentat commis sur sa personne, bien que mentionné dans le récépissé de l'ordonnance de prise de corps et dans celui de l'acte d'accusation, n'était qu'indiqué incidemment dans l'arrêt de renvoi par la citation de l'art. 331, C. pén., et ne se trouve pas reproduit dans le résumé de l'acte d'accusation; — Qu'à l'audience de la Cour d'assises, le ministère public négligea de provoquer, et le président négligea de poser une question sur cette circonstance, qui était de nature, selon l'éventualité de la réponse du jury à déterminer l'application d'une peine au fait poursuivi, abstraction faite de la circonstance de violence; — Que les questions étant posées dans les termes du résumé de l'acte d'accusation, les jurés répondirent *non*, en ce qui concernait la tentative de viol; *oui*, sur l'attentat à la pudeur, mais sans violence; *oui* sur l'âge de la victime au-dessous de quinze ans; que ce fait, qui fut, en outre, déclaré accompagné de circonstances atténuantes, une fois dépouillé de la circonstance caractéristique de la violence, n'était puni par aucune loi; — Qu'après la lecture de cette déclaration par le greffier, en présence de l'accusé, le ministère public déclara n'avoir rien à requérir et le défenseur conclut à l'absolution de son client; — Qu'alors, seulement, la Cour d'assises, apercevant les conséquences légales de la négligence commise, et voulant la réparer, ordonna, après avoir ouvert une discussion sur ce point, nonobstant l'opposition de l'accusé, la position d'une question sur l'âge d'Anne Thomas au-dessous de onze ans et le renvoi des jurés pour en délibérer, que cette question ayant été résolue affirmativement par les jurés, la Cour d'assises a condamné le demandeur à la peine portée en l'art. 331, C. pén., modifiée par l'art. 463, même Code; — Attendu que tout, dans cette dernière forme de procéder, a été irrégulier, entaché d'incompétence et contraire aux dispositions de la loi; qu'en effet,

lorsqu'une déclaration du jury a été rendue sur les questions qui lui ont été soumises d'après les débats, qu'elle a été affirmée et lue par son chef; qu'elle est claire et n'a pas besoin d'interprétation; qu'elle a prononcé sur toutes les questions et toutes les circonstances, cette déclaration est irrévocable; qu'elle a consommé le pouvoir du jury; qu'elle ne peut plus être retrainte ni étendue; qu'on ne peut y rien ajouter, comme en rien retrancher, soit en faveur de l'accusé, soit pour changer ou aggraver sa condition; — Que la déclaration du jury, entraînant l'absolution de l'accusé, il ne restait qu'à la prononcer, et qu'en posant alors une question sur une circonstance qui modifiait le fait et le rendait criminel, la Cour d'assises a commis un excès de pouvoir, violé les art. 350 et 364, C. crim., et fausement appliqué les autres dispositions citées; — Casse et annule l'arrêt qui a ordonné la position de la question sur l'âge d'Anne Thomas, au-dessous de onze ans, la réponse à cette question et l'arrêt de condamnation de la Cour d'assises du département du Morbihan, du 9 juin dernier, contre Georges-François Thurolot; — Et attendu que cette question tardive, illégale et incapable de produire effet, étant écartée, ainsi que tout ce qui a suivi, il ne reste à la charge du demandeur que le fait d'un attentat à la pudeur, sans violence, sur une jeune fille, âgée de moins de quinze ans, fait qui n'est pas atteint par la loi; — Attendu qu'il n'y a pas de partie civile, et vu l'art. 429, C. crim., — Dit qu'il n'y a pas lieu à prononcer aucun renvoi et que le demandeur sera mis en liberté, etc. »

Du 25 juill. 1856. — Ch. crim.

EXCEPTION PRÉJUDICIELLE. — MINISTÈRE PUBLIC.

Est nul le jugement du tribunal de simple police qui, en accueillant l'exception préjudicelle proposée par le prévenu, a imposé au ministère public l'obligation d'en poursuivre (3) le jugement. (C. ioc-L., 189.)

Du 25 juill. 1856. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

POSTE. — LETTRE. — PAQUET.

Le volutrier sur qui l'on saisis des lettres cachetées placées dans des boîtes fermées n'est point excusable, quand même il prouverait que ces lettres ont été placées à son insu (4). (Arrêté 27 prair. an 9, art. 1.)

L'exception relative aux papiers qui concernent le service personnel du volutrier ne s'étend pas aux lettres non cachetées destinées à annoncer l'envoi des paquets (5). (Arrêté 27 prair. an 9, art. 2.)

(1) Cet arrêt confirme l'opinion que nous avons émise dans une note placée sous l'arrêt de la même Cour du 16 juin 1820.

(2) Lorsqu'il n'est point constaté que la victime fût âgée de moins de onze ans. — *F. conf.* Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 3, p. 185.

(3) *F. conf.* Cass., 12 juill. 1854 et 25 sept. 1855.

(4) *F. Cass.*, 26 mars 1824, 16 fév. 1852, et 1er fév. 1854. — Cependant, d'après le décret du 24 juill. 1790, les volutriers n'ont pas le droit de visiter les caisses ou paquets qui leur sont confiés.

(5) *F. Cass.*, 17 avril 1820.

Le procureur général expose qu'il est chargé de requérir, dans l'intérêt de la loi, l'annulation d'un arrêt rendu par la Cour de Bordeaux, le 2 mars dernier, ledit arrêt statuant sur l'appel d'un jugement du tribunal de Libourne, et ayant prononcé l'acquiescement de la femme Bouchon, née Lautay, prévenue de s'être inmiscuée dans le service de la poste aux lettres, en se chargeant de transporter des lettres de Bordeaux à Bazan et à Libourne.

La lettre du ministre est ainsi conçue :

« Il résultait d'un procès-verbal régulier que 11 lettres, dont 2 cachetées et 9 autres qui ne l'étaient pas, avaient été saisies sur la femme Bouchon.

« La Cour de Bordeaux a motivé l'acquiescement de la prévenue sur ce que les deux lettres cachetées avaient été placées dans des boîtes fermées, à l'insu de la femme Bouchon; 2° sur ce que les autres lettres accompagnaient chacune un paquet d'effets ou de marchandises, ce qui les mettait dans le cas d'exception prévu par l'art. 2 de l'arrêt du 27 prair. an 9.

« Mais, d'une part, il ne suffit pas qu'un volurier prétende que des lettres ont été placées à son insu dans des boîtes fermées, pour se soustraire à toute responsabilité; c'est à lui de faire ouvrir les boîtes avant de s'en charger, ou de prendre toute autre précaution pour s'assurer qu'elles ne contiennent aucune lettre; et lorsque, par sa connivence, ou même sa négligence, il est saisi de contravention, ce fait seul doit entraîner sa condamnation. Autrement, le service des postes s'en trouverait privé de la protection que lui assure le décret précité, puisque les voleurs pourraient impunément se charger du transport des lettres, en se bornant à les renfermer dans des boîtes ou paquets auxquels il suffirait d'attacher une adresse, soit fictive, soit réelle.

« En second lieu, l'art. 2 de l'arrêt du 27 prair. an 9, en exceptant de la prohibition portée dans l'art. 1er les papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures, n'en élimine pas en vue que les lettres de voiture, les acquits à caution et autres papiers qui facilitent et assurent la mission de ces entrepreneurs, et non pas les lettres qui leur sont étrangères et qui annoncent les envois dont ils sont chargés.

« Je pense donc que, dans cette affaire, la Cour de Bordeaux a, tout à la fois, violé l'article 1er, et fausement appliqué l'art. 2 de l'arrêt du 27 prair. an 9.

« La Cour aura à examiner si, quant au premier point, l'arrêt dénoncé n'est pas motivé uniquement, en fait, de manière à ne porter aucun préjudice au droit, puisque, tout en reconnaissant que l'exception tirée de la bonne foi ne peut être admise en matière de contravention, cet arrêt constate que la prévenue n'avait eu aucune connaissance même du fait matériel constituant la contravention.

« Quant au second point, il n'est nullement constaté dans l'arrêt que les lettres dénoncées saisies sur la prévenue fussent des papiers uniquement relatifs au service personnel de son entreprise, et exceptés de la prohibition par l'art. 2 de l'arrêt du 27 prair. an 9; d'où il suit qu'il y a lieu évidemment à cassation pour ce second point. — Dans ces circonstances, nous requérons, etc.

» Signé Dupin. »

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 441. C. crim.; — Vu le réquisitoire ci-dessus et la lettre du M. le garde des sceaux, qui s'y trouve énoncée et en grande partie transcrite; — Faisant droit à ce réquisitoire, et attendu que le fait déclaré dans l'arrêt, en faveur de la prévenue, d'avoir ignoré que les boîtes fermées dont elle se chargeait contenaient des lettres cachetées, établi, à la vérité, sa bonne foi, mais que la bonne foi n'est pas admissible comme excuse à une contravention à l'arrêt du 27 prair. an 9;

« Que l'arrêt n'établit pas que les lettres non cachetées saisies sur la prévenue fussent uniquement relatives au service personnel de son entreprise; que, dès lors, leur transport n'était pas couvert par l'exception portée en l'art. 2 de l'arrêt précité. — Cassa et annula, mais dans l'intérêt de la loi seulement, l'arrêt rendu par la Cour de Bordeaux, le 2 mars 1856, etc. »

Du 25 juill. 1856. — Ch. crim.

BOULANGER. — COMESTIBLES. — DESTRUCTION. — PEINE.

Quand une contravention est constante, les tribunaux de police ne peuvent jamais, alors même qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes, se dispenser de prononcer une peine (1). (C. pén., 463 et 483.)

Ils ne peuvent non plus, au lieu d'ordonner la destruction des comestibles gâtés (2), en ordonner la vente, même au profit de la mairie, (C. pén., 475, n° 14; 177, n° 1.)

Le procureur général à la Cour de cassation dénonce à la Cour, pour être cassé dans l'intérêt de la loi, un jugement rendu par le tribunal de simple police d'Antibes, dans les circonstances suivantes :

Un procès-verbal régulier, en date du 5 mars 1856, avait constaté la saisie, faite chez huit boulangers, de pain, de farine et de blé souillés d'une odeur de mois, provenant d'une forte fermentation.

Le tribunal de simple police d'Antibes, devant lequel cette affaire fut portée, reconnut la contravention comme constante et valida la saisie opérée par le commissaire de police; toutefois, il déclara qu'attendu les circonstances atténuantes, il n'y avait pas lieu de prononcer une peine contre les délinquants, et il ordonna que le pain, la farine et le blé saisis seraient vendus au pro-

(1) F. Cass., 4 mars et 23 sept. 1826.

(2) La destruction des comestibles gâtés est une

des dispositions nouvelles introduites par la loi française du 29 avril 1856.

fit de la mairie. Ce jugement est fondé sur la n° 6 de l'art. 475. C. pén.

Cependant, aux termes des art. 463 et 483 C. pén., les tribunaux de police ne peuvent jamais, lors même qu'il existe dans une cause des circonstances atténuantes, se dispenser de prononcer une peine, sauf à l'abaisser jusqu'au minimum des peines de police, c'est-à-dire 1 fr. d'amende. Ils ne peuvent non plus ordonner la vente des comestibles gâtés sans enfreindre la disposition formelle de l'art. 477, n° 1, C. pén., qui prescrit de détruire ces comestibles. Sous ces deux rapports, le tribunal de simple police d'Antibes a donc violé les articles précités. Il a, de plus, commis une erreur matérielle en multipliant sa décision sur le n° 6 de l'art. 475, C. pén., tandis que c'était le n° 14 qui était applicable.

Dans ces circonstances, et par ces motifs : — Vu les art. 463 et 483, C. pén., les art. 475, n° 14 et 477, n° 1, du même Code ; — Vu l'art. 441, C. crim., et la lettre de M. le garde des sceaux, le procureur général requiert qu'il plaise à la Cour casser et annuler, dans l'intérêt de la loi, le jugement dénoncé.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 441, C. crim. ; — Vu le présent réquisitoire ; — Faisant droit à réquisitoire et adoptant les motifs sur lesquels il est fondé, — Casse et annule, mais dans l'intérêt de la loi seulement, le jugement du tribunal de simple police d'Antibes, au profit de Jouard, Boulier et autres, inculpés. »

Du 25 juill. 1856. — Ch. crim.

ACTION PUBLIQUE. — EXTINCTION. — DÉLAI. — FAUX. — PEINE. — EXPOSITION.

Il n'y a pas lieu pour la Cour de cassation de statuer sur le pourvoi formé par le ministère public, alors que le condamné est décédé au moment où ce pourvoi est soumis à la Cour.

L'individu déclaré coupable d'avoir sciemment tenté de faire usage d'un faux certificat émané d'un fonctionnaire public, mais en faveur duquel le jury a reconnu l'existence de circonstances atténuantes, doit être nécessairement condamné, indépendamment de la peine de réclusion, à l'exposition publique. (C. pén., 148 et 165.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le pourvoi du ministère public, fait dans les délais de la loi et notifié à Treseens, lequel profiterait au condamné :

« Attendu qu'un acte authentique dressé par l'officier de l'état civil de la commune de Privas, visé par le procureur du roi et transmis officiellement au greffe de la Cour, constate le décès de Treseens à la date du 2 juill. 1856 ;

« Attendu, dès lors, que l'action publique est éteinte, et qu'il n'y a lieu de statuer sur le pourvoi du 20 juin précédent,

« Déclare qu'il n'y a lieu de statuer sur ce pourvoi ;

« Statuant ensuite sur le pourvoi formé à l'audience, dans l'intérêt de la loi, au nom du procureur général :

« Attendu que le nommé Treseens a été déclaré coupable par le jury de tentative caractérisée de l'usage fait sciemment d'un faux certificat émané d'un fonctionnaire public ayant un caractère authentique, et de complicité par aide et assistance de ladite tentative d'usage, mais avec circonstances atténuantes, et qu'il a été condamné à la peine afflictive et infamante de la réclusion ;

« Attendu que les faits dont il s'agit rentrent dans la catégorie des crimes prévus par l'article 148. C. pén. ; que cet art. 148 est classé sous la rubrique des faux en écritures authentiques et publiques, et de commerce ou de banque ; que l'art. 165 du même Code est une disposition commune aux individus déclarés coupables des divers faux énumérés dans la section dont il relève ; qu'ainsi, et par la force de la loi, la qualification de faussaire appartient aux individus coupables de l'usage fait sciemment de pièces fausses, soit comme auteurs, soit comme complices, soit que le crime ait été consommé, soit que la tentative ait été accompagnée des circonstances prévues dans l'art. 2 du même Code ;

« Attendu enfin que ledit Treseens a été condamné à la réclusion ; que, dès lors, il ne pouvait être affranchi de la peine de l'exposition, et qu'en l'affranchissant de cette peine, la Cour d'assises du département de l'Ardèche, par son arrêt du 17 juin 1856, a expressément violé les dispositions précitées du Code pénal, — Casse dans l'intérêt de la loi. »

Du 25 juill. 1856. — Ch. crim.

VAGABONDAGE. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — DOUBLE EXCÈS DE POUVOIR

Un tribunal correctionnel qui acquitte un individu prévenu de vagabondage ne peut, sans commettre un double excès de pouvoir, lui prescrire de se rendre dans une commune qu'il détermine, et ordonner qu'il lui sera délivré un extrait du jugement pour lui servir de passe-parti.

Le tribunal correctionnel de Provins, ne trouvant pas suffisamment établi le délit de vagabondage imputé au nommé Fauconnier, le renvoya de la plainte par jugement du 14 octobre 1855, mais, au lieu de se borner à ordonner sa mise en liberté, s'il n'était détenu pour autre cause, il prescrivit à Fauconnier de se rendre à Dourdan, en ajoutant qu'il lui serait délivré un extrait du jugement pour lui servir de passe-parti.

Le procureur général à la Cour de cassation a attaqué, dans l'intérêt de la loi, cette décision, qu'il a signalée à la Cour suprême

(1) C'est par application de la même doctrine que la Cour de cassation a jugé que le renvoi à la frontière d'un étranger déclaré vagabond par jugement

est une mesure essentiellement administrative, à l'égard de laquelle les tribunaux n'ont rien à prescrire au gouvernement. — P. CAS. 7 juil. 1857.

comme enfermant un double excès de pouvoir.

En effet, porte le réquisitoire du procureur général Dupin, la mission du tribunal qui avait prononcé l'acquiescement du prévenu se trouvait terminée, et il ne pouvait lui appartenir de prescrire à cet individu, pas plus qu'à tout autre citoyen, de se rendre dans une commune qu'il déterminait.

En second lieu, la délivrance des passe-ports étant une mesure purement administrative, qui est complètement étrangère à l'autorité judiciaire, le tribunal était sans droit pour délivrer un passe-port ou toute autre pièce devant en tenir lieu....

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art 441, C. crim., le présent réquisitoire et la lettre de M. le garde des sceaux qui s'y trouve énoncée; — Faisant droit audit réquisitoire, et adoptant les motifs sur lesquels il est fondé, — Casse, etc. »

Du 23 juill. 1836. — Ch. crim.

RÈGLEMENT DE POLICE. — ABROGATION. — USAGE.

Un règlement de police intervenu dans un intérêt d'ordre public (celui, par exemple, qui défend aux communes riveraines de la mer de cueillir le varech ailleurs que dans l'étendue de leurs côtes respectives), ne peut être abrogé par un usage contraire, pratiqué depuis un certain nombre d'années.

Holley et autres habitants de la commune de Glatigny, contre lesquels le garde champêtre de la commune de Surville avait dressé un procès-verbal constatant qu'ils avaient coupé du varech sur des rochers situés dans l'étendue des côtes de la commune de Surville, furent cités, à la requête de cette dernière commune, devant le tribunal correctionnel de Coutances, pour se voir condamner aux peines et aux amendes prévues par la loi et les règlements, et en 50 fr. de dommages-intérêts.

Le 25 avril 1835, jugement de ce tribunal; puis sur l'appel, arrêt de la Cour de Caen, du 24 déc. 1835, qui déboutait la commune de Surville de son action, — « Considérant qu'il est allégué et qu'il n'est pas reconnu que, depuis longtemps, les communes de Surville et de Glatigny sont dans l'usage de faire en commun la coupe du varech sur les rochers existant dans l'étendue de leurs côtes :

« Considérant qu'il n'y a ni crime ni délit sans intention, et qu'il est évident qu'en allant couper du varech sur les rochers de Surville, les prévenus avaient la conviction qu'ils exerçaient un droit sur le mérite duquel il n'appartient pas aux tribunaux correctionnels de statuer. »

POURVOI par la commune de Surville.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu 1^{er} l'art. 6, tit. 2, de la

déclaration du 30 mai 1731, enregistrée au parlement de Rouen, le 5 juill. suiv.; 2^o l'arrêté consulaire du 18 thermid. an 10; — Attendu que ladite déclaration, remise en vigueur par ledit arrêté, interdit, par son art. 6, aux communes riveraines de la mer, de cueillir le varech ailleurs que dans l'étendue des côtes de leur paroisse; — Attendu que l'arrêté du préfet de la Manche, du 16 nov. 1808, fait en exécution de l'arrêté consulaire susmentionné et non rapporté, renouvelle la même prohibition dans son art. 13, qui défend expressément aux habitants des communes dénommées dans les articles précédents, et par conséquent à ceux des communes de Surville et de Glatigny, autorisées par l'art. 5, à récolter ces herbes de mer, d'exercer ledit droit d'usage ailleurs que dans l'étendue de leurs côtes respectives; — Attendu que la déclaration en vertu de laquelle a été rendu cet arrêté a pour objet de concilier, avec l'intérêt de la pêche maritime, celui de l'agriculture et de l'industrie; que, dès lors, un usage contraire à un règlement intervenu dans un intérêt d'ordre public ne saurait prévaloir contre les dispositions prohibitives que ce règlement renferme; — Attendu qu'en matière de contravention, la bonne foi ne peut être admise comme motif d'excuse; — Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué constate qu'il a été procédé à la pêche du varech par plusieurs habitants de la commune de Glatigny, dans l'étendue du territoire de la commune de Surville; qu'en n'appliquant pas à cette infraction la disposition pénale de la déclaration de 1731, laquelle disposition a été rappelée et reproduite par l'arrêté administratif du 16 nov. 1808, l'arrêt attaqué a violé ladite déclaration; — Et attendu que l'action publique étant éteinte par le défaut de pourvoi du ministère public, il ne reste plus à statuer que sur les intérêts civils des parties, — Casse, etc. »

Du 23 juill. 1836. — Ch. crim.

ACTION POSSESSOIRE. — SERVITUDE. — COURS D'EAU. — TITRE. — PREUVE.

Le juge du possessoire peut, sans excéder les limites de sa compétence, examiner les titres de propriété pour apprécier le caractère de la possession (1).

Il peut, sans empiéter sur le pétitoire, admettre la preuve d'une prescription trentenaire pour déterminer le caractère de la possession. (Sol. impl.)

Il peut se refuser à l'admission de cette preuve, lorsqu'il s'agit d'une servitude continue non apparente. (C. civ., 691.)

Les travaux souterrains exécutés sans fraude sur un fonds voisin de celui grevé d'une servitude d'acqueduc au profit d'une communauté d'habitants, lors même qu'ils diminuent le volume de l'eau, ne peuvent donner lieu à l'action possessoire de la commune (2). (C. civ., 643.)

(1) *F. anal. Cass.*, 9 nov. 1835, 19 juill. 1836 et 31 août 1831.

(2) *F. Cass.*, 29 nov. 1830. — *F. contra*, Proudhon, *Du domaine public*, n° 1547; Solon, *Des servitudes réelles*, n° 43 et 254, approuve la doc-

trine de la Cour de cassation. — *F. L. 24, ff. de Damno recto*, et Voet, *liv. 39, tit. 3, § 4*. — Déjà, comme on le sait, plusieurs arrêts ont jugé que le propriétaire d'un fossé a pleinement le droit d'y faire toutes les fouilles et tous les travaux qu'il

Le domaine de la Blancherie, appartenant aux Pin, formait précédemment trois fonds distincts qui ont été acquis successivement par Pin père de trois différents propriétaires, savoir Munier, Bremond et la veuve Guardial. Sur la partie de l'héritage provenant de la veuve Guardial existe un aqueduc qui se prolonge jusqu'à la ville d'Apt, où il alimente une fontaine publique dite la Bonquerrie.

En 1829, les Pin, désirant tirer de l'eau de leur propriété pour l'exploitation d'un établissement industriel, firent exécuter des fouilles, non pas sur le fonds Guardial, mais sur le fonds Monnier, séparé du précédent par le fonds Bremond. La tentative réussit ; mais, malgré la distance, le volume des eaux de l'aqueduc se trouva diminué. De là action en complainte possessoire intentée par la ville d'Apt contre les Pin.

En fait, disait la ville, les différents héritages dont se compose le domaine de la Blancherie sont tous indistinctement frappés de la servitude de l'aqueduc ; car ils se trouvent réunis en une seule main, celle de Destevenot, ancien propriétaire, au moment où l'aqueduc a été construit. En droit, l'art. 643, C. civ., prohibe tout détournement de l'eau nécessaire aux habitants d'une commune, et les fouilles ont eu pour résultat de détourner celle de l'aqueduc.

Le 20 juin 1832, jugement par lequel le juge de paix, après avoir examiné les anciens titres de propriété, déclare que, lors de l'établissement de l'aqueduc, les fonds achetés par le père Pin étaient réunis dans la même main : que, par conséquent, la possession du droit de servitude s'étendait sur tous à cette époque, et qu'elle avait continué de les grever depuis, malgré leur séparation ultérieure.

Mais, le 13 mai 1833, jugement rendu sur l'appel par le tribunal d'Apt, qui, sans s'arrêter à la preuve offerte de la prescription, déboute la ville de sa demande au possessoire, réservant aux parties tous leurs droits à l'égard du pétitoire.

Ce jugement est fondé sur ce qu'aucun titre ne démontrant le fait de la réunion des trois héritages, antérieurement aux acquisitions de Pin père, les caractères de la possession de la ville d'Apt devaient être appréciés dans l'hypothèse de leur séparation ; que, dès lors, les ouvrages d'aqueduc faits sur le fonds Guardial n'avaient pu asservir que le même fonds, et non pas un héritage voisin ; que le fonds acquis de Monnier était donc resté franc et quitte ; qu'en supposant même que l'allégation de la commune fût prouvée, savoir, que l'aqueduc avait été construit lorsque les trois fonds ne formaient qu'une seule propriété, il serait nécessaire, pour que ce fait eût quelque influence sur la question, de reconnaître que la possession s'était prolongée pendant plus de trente ans durant la réunion des trois fonds, ce qui serait consacrer un droit de propriété irrévocablement

acquis, et compléter sur la question du pétitoire. Sur l'application de l'art. 643, il déclare que le privilège spécial des communes ne s'étend pas aux eaux souterraines d'un fonds autre que celui où jaillit sa source.

POURVOI en cassation de la part de la ville d'Apt, pour 1^{re} violation de l'art. 3 et 25, Code proc., en ce que le jugement d'appel avait refusé, sous prétexte que ce serait cumuler le pétitoire et le possessoire, la preuve que les fonds avaient été réunis dans la même main pendant trente ans depuis l'établissement de la servitude ; 2^e violation de l'art. 643, C. civ., en ce que, s'agissant d'une source qui fournissait de l'eau aux habitants d'une ville, le tribunal avait rejeté l'action possessoire, à raison des travaux qui l'avaient en partie tarie.

ARRÊT.

• LA COUR. — Attendu qu'aux termes des art. 3 et 25, C. proc., les actions possessoires ne sont recevables qu'autant qu'elles ont été formées dans l'année du trouble par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession, par eux ou les leurs, à titre non précaire ; — Attendu que, lorsque le juge du possessoire ne croit pas trouver dans les faits dont la preuve est offerte des éléments propres à former son jugement, lors surtout que, comme dans l'espèce, il s'agit d'une servitude continue non apparente, il ne lui est pas interdit de refuser cette preuve ni d'examiner les titres produits par la partie adverse, pourvu que ce soit uniquement dans l'objet de caractériser la possession, et sans se livrer à l'appréciation des droits de propriété ; — Attendu que, si l'art. 643, C. proc., défend au propriétaire d'une source d'en changer le cours, lorsqu'elle fournit aux habitants d'une commune, village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire, le législateur n'a pas entendu par cette disposition accorder aux aggrégations d'habitants un privilège tellement étendu qu'il ait voulu les affranchir des dispositions auxquelles tous les citoyens sont soumis relativement à l'exercice des actions possessoires ; — Attendu, dans l'espèce, qu'en constatant en fait, d'après l'examen des titres produits par l'une des parties, que les trois propriétés appartenant à Pin n'avaient pas été réunies dans la même main avant l'époque où leur père en fit l'acquisition de Monier, Bremond et la veuve Guardial, le tribunal d'Apt a pu, sans empiéter sur le pétitoire, tirer de cette circonstance des déductions favorables à la possession de Pin ; d'où il suit que ce tribunal, en puisant dans l'examen des titres les éléments de sa conviction que la commune défenderesse n'était pas fondée dans sa demande au possessoire, et en se refusant à voir dans l'art. 643, C. civ., un privilège en faveur de ladite commune aussi étendu que celle-ci le prétendait, a pu, sans violer aucune loi, quels que soient d'ailleurs les termes dont il

juge convenable, quand même ils auraient pour résultat de couper les veues d'eau souterraines qui alimentent une source ou un cours d'eau dont profite le propriétaire d'un terrain inférieur, ce pro-

priétaire fut-il même une commune. — L'arrêt que l'on va lire ne fait qu'une application particulière de ce principe en matière possessoire.

c'est servi, ni sans sortir des limites de sa compétence, annuler la sentence dont était appel, et débouter le maire d'apt de sa demande, en réservant aux parties tous leurs droits sur le pétitoire : — Par ses motifs. — Rejeté, etc. »

Du 26 juill. 1856. — Ch. civ.

SURENCHÈRE. — INSOLVABILITÉ. — ENCHÈRE.

En prohibant l'enchère de la part des personnes notoirement reconnues insolubles, l'article 713, C. proc., a consacré un principe d'intérêt public, applicable au cas de la surenchère permise par l'art. 710 (1). (C. proc., 710 et 713.)

Il est permis aux tribunaux d'usur de tous les moyens d'éclairer leur religion sur l'insolvabilité du surenchérisseur.

Si celui-ci a offert lui-même la preuve de sa solvabilité, il n'y a pas lieu d'examiner si la preuve directe ne devait pas être mise à la charge de son adversaire.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'en prohibant l'enchère de la part des personnes notoirement insolubles, l'art. 713, C. proc., a consacré un principe d'intérêt public, applicable au cas de surenchère permise par l'art. 710, — Attendu qu'il est permis, en cette matière, aux tribunaux d'employer les moyens d'éclairer leur religion, lorsque la vérité n'est pas entièrement connue, surtout lorsqu'ils déclarent, comme dans l'espèce, que les renseignements produits suffiraient pour établir l'insolvabilité notoire du surenchérisseur, et que Vibert ayant lui-même offert de prouver sa solvabilité, il ne peut pas être question de savoir si la preuve directe devrait être mise à la charge de ses adversaires, — Rejeté, etc. »

Du 26 juill. 1856. — Ch. req.

SAISIE-ARRÊT. — INSOLVABILITÉ. — RESPONSABILITÉ. — LOYERS.

Le créancier qui a pratiqué une saisie-arrêt sur son débiteur n'est point responsable de la perte des sommes dues par les tiers saisis provenant de l'insolvabilité de ceux-ci pendant la durée de l'opposition (2). (C. civ., 1582 et 1515.)

Il ne peut être tenu ni d'exécuter dans les quinze jours le jugement déclarant la saisie-arrêt valable, ni de demander dans le mois la forclusion des saisies postérieures (3). (C. civ., 1582 et 1515.)

Le créancier qui a saisi-arrêté les loyers d'une maison ne peut y plaquer des locataires. Le saisi reste en possession de ce droit (4).

Le 15 germ. an 11, les époux Loth créèrent au profit de Colthava des billets à ordre montant à 40,000 fr., payables le 21 avril 1807, et garantis par une hypothèque sur la moitié indivise d'une maison à Lyon, et sur un domaine appelé de Charly.

Colthava endossa une partie de ces billets, s'élevant à 25,000 fr. qui arrivèrent dans les mains de Morel. Loth ne paya point à l'échéance, et Morel fit une saisie-arrêt entre les mains des locataires de la maison de celui-ci. En outre, il provoqua la licitation de cet immeuble, qui était indivis entre Loth et la demoiselle Pericaud. La saisie-arrêt fut déclarée valable, et Morel autorisé à toucher les loyers en déduction de sa créance. Mais avant qu'il les touchât, six autres créanciers de Loth firent de nouvelles saisies-arrêts.

On ouvrit une contribution ; et un jugement du 17 août 1808 décida que Morel avait payé de préférence aux autres saisisants. En vertu de cette décision il toucha, le 19 juill. 1811, 27 déc. 1811, 15 juill. 1812 et 3 fév. 1814 diverses sommes montant, selon lui, à 9,445 fr.

En 1815, il fit une nouvelle saisie-arrêt par suite de laquelle il toucha encore 2,898 fr.

Bientôt après, Loth se remit adjudicataire de la maison indivise. Enfin Morel fit une troisième saisie, et il obtint 907 fr., s'élevant, selon lui, avec les sommes déjà reçues, à 12,351 fr.

En 1815, Loth lui demanda compte de ces sommes. On les renvoya devant un notaire. Morel se prétendit encore créancier de 5,271 fr. Loth se prétendit créancier de Morel de 8,709 fr. Il se fonda sur ce que celui-ci avait été, comme saisisant, responsable des loyers dus par les locataires tiers saisis, et qu'il devait être réputé les avoir touchés à leur échéance.

Le 15 juill. 1826, la tribunal de Lyon condamne Morel à payer 5,272 fr. qu'il a reçus ou dû recevoir :

« Attendu que, Loth ayant été dépossédé par les diverses saisies de Morel de la faculté de poursuivre les locataires pour les forcer de payer à l'échéance, ce dernier seul était investi d'un pouvoir suffisant à cet égard ; qu'il doit, dès lors, à moins qu'il ne justifie de poursuites opportunes ou d'obstacles invincibles, être déclaré comptable des loyers à sa l'échéance, en lui donnant néanmoins un délai d'un mois après chaque terme, sauf tous obstacles reconnus légitimes ;

« Attendu que la question de savoir si Morel est responsable du retard se rattache à l'examen des divers articles de recette dont il y aura lieu de s'occuper plus tard ;

« Attendu que le créancier qui a saisi les loyers d'une maison n'a pas qualité pour y plaquer des locataires ; que ce droit appartient exclu-

(1) *P. Cass.*, 6 fév. 1816 ; — Berriat, p. 418 ; Demiau, p. 482 ; Carré, op. cit. 391, et Pigeau, Comment., t. 2, p. 341.

(2) *P. conf.* Roger, *Traité de la saisie-arrêt*, liv. 2, chap. 4.

(3) *P. Carré-Chauveau*, n° 1972, *quater*.

(4) Jugé seulement par la Cour royale.

sivement au propriétaire débiteur saisi, qui n'est dépourvu que du droit d'agir pour le recouvrement des loyers, et non pas de celui d'administrer l'immeuble ;

• Attendu, néanmoins, que Morel doit justifier de ses diligences et de l'insolvabilité des locataires dans les mains desquels il a saisi, et qui ont en suite été reconnus débiteurs d'une somme quelconque ; qu'inutilement on alléguera que les locataires ont payé dans les mains de Luth, puisque la saisie conférait le droit de faire annuler ce paiement et de l'exiger une seconde fois ; — Attendu que la saisie du 10 juin 1808 a eu lieu entre les mains de onze locataires ;... — Que tous, à l'exception de Bouchariat, Bernard et Bourdevon, ont fait leurs déclarations affirmatives, par acte, au greffe, du 22 août 1808 ; que le montant de cette déclaration s'élève à 1,322 fr. 75 c., pour le terme du loyer alors échu ;

• Attendu que Morel est d'abord responsable de cette dernière somme, puisque, en portant en recette sept termes de loyers en masse, il a mis le tribunal dans la nécessité, au milieu de la discordance des deux parties, de rechercher les éléments de la recette, éléments qu'il ne peut trouver que dans la déclaration des tiers saisis ;

• Attendu que Morel alléguerait en vain l'insolvabilité de quelques-uns des locataires, puisqu'ils avaient déclaré qu'ils étaient prêts à payer, que, plus tard, on les a fait figurer dans diverses instances ; qu'enfin, on n'a justifié d'aucunes poursuites, lesquelles ne pouvaient être à la diligence de Luth ;

• A Attendu, à l'égard des locataires Bouchariat, Bernard et Bourdevon, qu'il est constaté, soit par la saisie, soit par des actes antérieurs, qu'ils n'ont quitté les lieux qu'à la Saint-Jean 1813 ; que Morel, d'ailleurs, les avait assignés en validité, ce qui résulte du jugement du 17 août 1808 ;

• Attendu qu'il est impossible de croire qu'ils se fussent perpétrés cinq ans au moins dans cette location sans rien payer ; que Morel, ne justifiant d'aucune poursuite contre eux, est responsable du montant de leurs loyers ;

• Attendu, ainsi, que la totalité du premier terme, échu à la Saint-Jean 1808, doit s'élever à 1,480 fr. 62 c., sauf les déductions d'impositions et de frais ;

• Attendu qu'aucun obstacle légitime ne s'est opposé à ce que les locataires payassent leurs loyers à Morel, à l'échéance de ces quatre termes, ou tout au moins dans le mois après, puisque, d'une part, les créanciers qui avaient fait la saisie du 14 nov. 1808 avaient été sommés de produire leurs titres, et se trouvaient forclos depuis longtemps ; — Que, d'autre part, Morel, maître et rédacteur du cahier des charges sur la location, avait, par une de ses clauses, rendu libre tous les loyers échus avant le 25 juin 1811 ; qu'au surplus, il serait non recevable à exciper, pour excuser son retard dans la perception des loyers, des obstacles qu'il aurait lui-même placés dans le cahier pour empêcher l'effet de la saisie-arrest.

• Attendu qu'il a plu à Morel, malgré l'invalidité de la saisie du 14 nov. dont les saisissants

n'avaient pas demandé la validité, de ne pas demander la forclusion acquise contre eux, malgré l'efficacité de la saisie du 10 juin 1808, validée le 17 août suivant, et les consentements formels de Luth de se faire encore adjuger les loyers par le jugement du 26 juin 1811, ce jugement n'ayant rien défilé sur la question de savoir à quelle échéance il aurait dû les recevoir ;

• Attendu, sur le terme de Saint-Jean 1811, qu'il doit être porté au même taux que les précédents, et qu'il est juste de le faire figurer à la recette un mois après son échéance, puisque aucun obstacle même apparent ne s'est opposé au versement ;

• Attendu qu'il s'agit, à défaut de représentation de haux d'apprécier par les documents de la cause à quel taux ils seront portés ;

• Attendu que c'est faire bonne justice aux parties que de chercher les bases de cette fixation dans le jugement du 9 juil. 1814, qui, ayant fixé les sommes dues par les locataires, est invoqué de part et d'autre comme la base de la recette à cet égard ;

• Attendu que cette fixation, telle qu'elle est faite par le jugement, ne peut pas, ainsi que l'objecte Morel, comprendre deux termes de loyer, puisque l'on voit, par son compte, qu'au 19 juin 1814, il avait reçu le terme de Noël précédent ; — Attendu qu'une somme de 1,789 fr. 50 c., portée audit jugement, pour échéance des termes de Noël 1813, Saint-Jean et Noël 1814, se trouve en rapport avec la valeur de la maison, le prix des loyers avant cette époque et l'augmentation qu'ils ont dû éprouver, sauf à en déduire 1° les impositions, conformément au jugement précité ; 2° les frais des saisissants, etc. »

Sur l'appel de Morel, arrêt de la Cour de Lyon, en date du 14 juil. 1832, adoptant les motifs des premiers juges.

POURVOI de Morel pour violation des articles 1271, 1273, 1313 et 1553, C. civ., en ce que la Cour royale l'a déclaré responsable des loyers par lui saisis-arrestés entre les mains des locataires de Luth, et, par suite, celui-ci libéré envers lui jusqu'à concurrence de leur valeur. Un saisissant n'encourt point cette responsabilité si les tiers saisis deviennent insolubles. La perte qui en résulte tombe sur le saisi, qui n'est resté pas moins détenteur des causes de la saisie. Celui-ci pouvait prévenir cette insolvabilité soit en déintéressant les saisissants, soit en forçant les locataires à consigner leurs loyers.

2° Violation des art. 1249, C. civ. ; 573, 575, 579, 656, 658 et 778, C. proc. D'après ces articles, les tiers saisis ne peuvent être contraints de délivrer les derniers saisis au préjudice des saisies-arrests formés même après leurs déclarations affirmatives, tant qu'un jugement rendu avec les nouveaux opposants ne l'a pas ordonné ; or, l'arrêt attaqué a décidé que Morel aurait dû recevoir les loyers, nonobstant la saisie-arrest du 14 nov. 1808, dont il n'avait été fait mainlevée que par le jugement du 26 juin 1811, et, par suite de cette décision, le demandeur a été chargé en recette de tous les loyers à des dates antérieures de plusieurs années, aux époques des

payements et des mainlevées d'opposition. Aucune loi, d'ailleurs, ne fixait à Morel un délai de quinze jours, pour faire exécuter le jugement du 17 août 1808, et recevoir les deniers saisis, à peine d'être responsable du retard et passible des intérêts : donc, en créant cette obligation et cette peine, la Cour royale a commis un excès de pouvoir. D'un autre côté, Morel n'était pas tenu de faire prononcer, dans un délai déterminé, la forclusion contre les créanciers en retard de produire dans la contribution, à peine de supporter les intérêts des sommes arrêrées, alors surtout que, dans la poursuite de la contribution, l'action a dû être abandonnée par le demandeur, pour éviter l'effet du privilège que réclamaient six créanciers opposants : ainsi l'imputation faite à des dates auxquelles Morel ne pouvait pas recevoir est une violation des articles précités.

Loth a répondu que la Cour royale, ayant reconnu en fait que Morel avait, par sa négligence, laissé devenir inadmissibles les locataires tirés saisis, devait le condamner à tenir compte des loyers dus par ceux-ci. Morel, ajoutait-on pour Loth, ayant ralenti la poursuite de contribution ouverte sur les sommes saisies, ne peut maintenant l'opposer pour retarder la compensation. C'est la conséquence naturelle du grand principe que tout dommage doit être réparé par celui qui l'a causé, et c'est tout ce qu'a jugé l'arrêt attaqué.

ARRÊT.

* LA COUR, — Vu les art. 1242, 1315 et 1353, C. civ.; 575, 576, 579, 656, 658 et 778 C. proc.; — Sur le premier moyen : — Attendu que l'arrêt attaqué, en décidant en principe que Morel, ayant déposé, par ses saisies, Loth de la faculté de poursuivre ses locataires pour les forcer de payer aux échéances, devait, dès lors, être déclaré comptable des loyers, à moins qu'il ne justifiait d'obstacles invincibles, a créé à la charge de Morel une obligation qui n'est autorisée par aucune loi, et, en faveur de Loth, un mode de libération contraire à l'art. 1315, Code civ.;

* Attendu que le créancier qui forme des oppositions ou des saisies-arrests sur son débiteur use d'un droit légitime; qu'il n'est point tenu de discuter les tiers saisis, à peine d'être responsable des deniers saisis; que le débiteur n'est pas dénué de la faculté d'agir; qu'il a le droit de forcer les tiers saisis de payer dans les mains du

saisissant, s'il n'existe pas d'obstacle à ce payement, ou de déposer à la charge des oppositions; que, s'il éprouve quelque préjudice par la perte des deniers saisis, c'est par sa faute et par son inaction volontaire;

* Sur le deuxième moyen : — Attendu qu'il est constaté par l'arrêt dénoncé qu'avant l'exécution du jugement du 17 août 1808, qui a autorisé Morel à toucher les loyers saisis, six créanciers de Loth ont formé, le 14 nov. de la même année, entre les mains des tiers saisis, une nouvelle saisie-arrest qui a été dénoncée à Morel le 19 du même mois; que le demandeur a provoqué l'ouverture de la contribution le 10 fév. 1809, et qu'elle n'a été terminée que par jugement du 26 juin 1811, qui a autorisé de nouveau Morel à recevoir les deniers saisis, et à fait mainlevée de l'opposition du 14 nov. 1808; que le demandeur était dans l'impossibilité d'exiger le payement des locataires avant ce jugement;

* Attendu qu'aucune disposition ne lui imposait l'obligation, soit de faire exécuter le jugement du 17 août 1808 dans le délai de quinze jours, soit de faire prononcer contre les créanciers opposants la forclusion dans un délai d'un mois, à peine d'être passible des intérêts des sommes saisis; que, dans cet état, la disposition qui a chargé Morel en recette de ces sommes à des dates antérieures aux payements qui lui ont été faits, et même antérieures au jugement du 26 juin 1811, en vertu duquel il a reçu, en créant une obligation et une peine qui n'existent pas dans la loi, a commis un excès de pouvoir et violé l'art. 1242, C. civ., ainsi que les art. 575, 576, 579, 656 et 658, C. proc.; — Casse l'arrêt de la Cour de Lyon aux chefs qui ont chargé en recette le demandeur, des loyers qu'il ne reconnaissait pas, ou qui n'étaient pas prouvés par la représentation de ses quittances ou d'autres pièces équivalentes, avoir été reçus par lui, et qui ont fait remonter l'imputation des sommes qu'il a touchées à des dates antérieures aux payements, etc. *

Du 26 juill. 1836. — Ch. civ.

SYNDICS. — SOLIDARITÉ. — FAUTE GRAVE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Les syndics (même définitifs) d'une faillite, sont tenus solidairement envers les créanciers des dommages-intérêts dus à raison d'une faute grave par eux commise dans leur gestion (1). (C. civ., 1202, 1222 et 1995.)

(1) Le même principe a déjà été consacré par la Cour de cassation, à l'égard des syndics provisoires. — *P. arrêt du 18 janv. 1814.* — Le demandeur, dans l'espèce, cherchant, comme on le verra, à écarter l'autorité de cet arrêt, en faisant une distinction entre les syndics provisoires et les syndics définitifs; distinction à laquelle la Cour ne s'est pas arrêtée.

Du reste, et abstraction faite de la raison de décider tirée de la qualité des syndics, la décision ci-dessus trouverait encore son appui dans ce point de jurisprudence établi par de nombreux arrêts de la même Cour, savoir : que les dommages-intérêts ou indemnités auxquels donne lieu un fait dommagea-

ble ou quasi-délit imputable à plusieurs personnes, peuvent être prononcés contre elles solitairement. (*P. Cass.*, 29 fév., 8 nov. 1836, et 7 août 1837, et les arrêts qui y sont indiqués). — Observez toutefois que Toulhier, t. 11, n° 151, professe une doctrine contraire, et pense que la solidarité ne doit pas être prononcée contre les auteurs d'un quasi-délit. — *Sic* Duranton, t. 11, n° 207.

Rappelons aussi que si les syndics peuvent être actionnés solitairement par les créanciers, ils n'ont pas, eux, le même droit contre chacun des créanciers pour le remboursement de leurs avances. Ainsi jugé par deux arrêts de la Cour de cassation, des 26 juill. 1836 et 23 mai 1837.

Tabourier et Orianne avaient été nommés syndics de la faillite de Durand et compagnie, qui avaient deux maisons de commerce, l'une à Paris, l'autre à Rio-Janeiro.

Des créanciers de la maison de Rio-Janeiro, prétendant que Tabourier et Orianne avaient, à leur préjudice, et contrairement aux dispositions d'un jugement confirmé par arrêt, distribué entre les créanciers de Paris une somme déposée à la caisse des consignations, les assignèrent devant le tribunal de commerce de la Seine, pour se voir condamner solidairement à faire réintégrer, par les parties prenantes, la somme dont il s'agit, sinon à effectuer eux-mêmes cette réintégration de leurs propres deniers.

17 août 1831, jugement contradictoire contre Tabourier, et par défaut contre Orianne, qui condamne les deux syndics solidairement à rendre et restituer aux créanciers de la maison de Rio les sommes touchées en plus par les créanciers de Paris.

Opposition de la part d'Orianne qui, entre autres moyens de défense, soutient qu'il ne saurait être tenu à aucune responsabilité envers les créanciers demandeurs, attendu que les faits dont il se plaint ont eu lieu à la seule diligence de Tabourier, son cosyndic. — 25 août 1833, jugement n°, faisant droit sur l'opposition, renvoie Orianne de l'action dirigée contre lui.

Appel par David et Duval, commissaires des créanciers de Rio-Janeiro. — 9 déc. 1834, arrêt de la Cour de Paris qui infirme et accueille les prétentions des demandeurs : — « Considérant, porte cet arrêt, que les syndics de la faillite Durand de Paris ne se sont pas conformés aux dispositions du jugement rendu par le tribunal de la Seine à la date du 29 mai 1829, et de l'arrêt confirmatif dont jugement rendu par la Cour le 12 août 1830, relatives aux pièces nécessaires pour dresser l'état de répartition entre tous les ayants droit aux sommes déposées à la caisse des consignations ; — Considérant que de la répartition faite à la diligence des syndics, il peut résulter, pour les créanciers de la maison de Rio, un préjudice dont ils doivent obtenir la réparation ; — Que ces faits, qui sont également imputables à Orianne et à Tabourier, constituent une faute grave dont ils doivent supporter tous deux les conséquences... etc. »

POURVOI en cassation de la part d'Orianne, pour violation notamment des art. 1202 et 1995, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a prononcé une condamnation solidaire, bien que la solidarité n'eût pas été stipulée. — Aux termes de l'art. 1202, a-t-on dit, la solidarité ne se présume pas ; elle ne peut résulter que d'une stipulation expresse. Et c'est par application de ce principe que l'art. 1995 dispose qu'il n'y a de solidarité entre mandataires établis par le même acte, qu'autant qu'elle est exprimée. Or, les syndics d'une faillite ne sont autre chose que des mandataires. Il a été décidé, il est vrai, par un arrêt de la Cour de cassation du 18 janv. 1814, que la solidarité résultait de plein droit d'un mandat judiciaire donné à plusieurs conjointement, notamment à

l'égard des syndics provisoires d'une faillite ; mais si des syndics provisoires peuvent être considérés comme des mandataires judiciaires, parce qu'ils sont nommés par le tribunal, et si, par suite, ils peuvent être tenus solidairement de leur gestion, il n'en est pas de même des syndics définitifs, comme l'étaient dans l'espèce Tabourier et Orianne. Les syndics définitifs sont nommés par les créanciers ; c'est d'eux seuls qu'ils tiennent leur mandat. Ce mandat est donc purement conventionnel. Dès lors, il est régi par l'art. 1995.

ARRÊT.

« LA COUR, — ... Sur le moyen tiré de la violation des art. 1202, 2002 et 1995, C. civ. : — Attendu, en droit, que, par cela même que ces articles exigent que la solidarité soit expressément stipulée dans l'obligation, ils sont absolument inapplicables au cas où la solidarité dérive, soit de la nature elle-même de l'obligation, soit du délit ou quasi-délit de l'obligé ; — Attendu que chacun de ceux qui ont contracté conjointement une dette indivisible, en est tenu pour le total, encore que l'obligation n'ait pas été contractée solidairement (C. civ., 1222) ; — Attendu enfin que l'obligation est divisible ou indivisible, selon qu'elle a pour objet, ou une chose qui, dans sa livraison, ou un fait qui, dans l'exécution, est ou n'est pas susceptible de division, soit matérielle, soit intellectuelle, et l'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait qui en est l'objet soit divisible par sa nature, si le rapport sous lequel elle est considérée dans l'obligation, ne la rend pas susceptible d'exécution partielle (C. civ., 1217 et 1218) ;

» Et attendu, en fait, 1° que la gestion des syndics d'une faillite, soit sous le rapport des personnes que les mêmes syndics représentent, soit sous le rapport des choses et des intérêts qu'ils traitent, soit enfin sous le rapport des règles tracées par la loi commerciale qu'ils doivent suivre, présente un fait et une obligation non susceptibles de division ou d'exécution partielle, mais indivisibles et communes entre les mêmes syndics ; 2° que c'est par leur faute grave que Tabourier et Orianne, syndics des créanciers de Paris, se sont rendus responsables de l'indemnité due aux créanciers de Rio-Janeiro ; — Que, dans ces circonstances, en condamnant solidairement ces deux syndics à fournir cette indemnité, et, par conséquent, à rendre les sommes dont il s'agit au procès, l'arrêt attaqué a fait une juste application des lois de la matière, et notamment des art. 1222, 1217 et 1218, C. civ., sans violer les art. 1202, 2002 et 1995 du même Code, invoqués par le demandeur, et inapplicables à l'espèce... — Rejette, etc.

Du 26 juill. 1836. — Ch. req.

HUISSIER. — COPIE. — TIERS. — TRANSPORT.

L'huissier qui, même sans intention de nuire, fait remettre par son fils les copies d'exploits qu'il est chargé de notifier, se rend passible d'une amende et de la suspension (1).

(1) *P. Cass.*, 25 mars 1836, et le renvoi.

La même peine est encourue par l'huissier qui perçoit deux droits de transports pour deux actes faits le même jour dans la même course; il ne peut s'excuser sur ce que cette perception a été faite par erreur.

La production de deux originaux des exploits faisant mention des deux droits de transport justifie suffisamment que l'huissier s'est rendu coupable de contravention en percevant ces deux droits sur deux actes faits dans la même course.

D..., huissier audiencier de la justice de paix du canton de Saint-André-le-Cubzac, traduit devant le tribunal correctionnel de Bordeaux, pour avoir fait remettre, par des tiers, à personne et à domicile, les copies des exploits qu'il était chargé de signifier, et avoir exigé deux droits de transport pour la signification de deux actes faits dans la même course, fut, à raison de ces deux contraventions, condamné à 300 fr. d'amende et aux frais; le tribunal orlonna en outre qu'il demeurerait suspendu de ses fonctions d'huissier pendant trois mois.

Sur l'appel de D..., la Cour de Bordeaux a confirmé la décision des premiers juges, par arrêt du 5 juin 1836, en ces termes : — « Attendu que la procédure instruite contre D... père, huissier à la résidence de Saint-André-le-Cubzac, révèle, sur la conduite habituelle de cet officier ministériel qui a donné lieu à plusieurs plaintes des faits nombreux qui étaient de nature à exciter la vigilance du ministère public ;

» Attendu qu'il est résulté de l'information que cet huissier a, plusieurs fois, fait remettre, par des tiers, à personne ou domicile, des citations et des copies de pièces que la loi lui imposait l'obligation de signifier personnellement en sadite qualité; que notamment, le 2 août 1835, le fils de cet huissier déposa, sous la porte du nommé Viand, domicilié dans la commune de Penjard, une citation qui lui était donnée à la requête de Daniand, pour comparaitre devant la justice de paix, et qui se trouve revêtue du *parlant* à sa personne, alors que ce particulier était absent de son domicile; que le jugement par défaut qui intervint sur cette citation fut signifié à Viand, le 26 oct. 1835, de la même manière par D... fils; que c'est vainement que cet huissier a prétendu que la plainte de Viand avait été dictée par un sentiment de vengeance; qu'il n'a précisé aucune circonstance à l'appui de son assertion; que, d'ailleurs, la déposition de Viand n'est pas isolée; que les faits par lui articulés sont confirmés par d'autres témoignages qui sont exclusifs du doute;

» Que ces faits constituent la contravention prévue par l'art. 45. décret 14 juin 1813, qui prononce la peine de la suspension et une amende de 200 à 2,000 fr., par voie correctionnelle;

» Attendu que, dans le courant du même mois d'août 1835, l'huissier D... signifiâ à P. Gaillard, de la commune de Salignac, deux citations le même jour, au même lieu et dans une même course, pour lesquelles il perçut deux droits entiers de transport, ainsi que cela est matériellement constaté par le rapport des originaux de ces citations, à la date du 18 août

1835, au bas desquelles se trouve le coût de 6 fr. pour chacune; que cette seconde contravention est prévue par l'art. 35, même décret; que D... pour se disculper sur ce second chef, a prétendu que la perception de ce double droit serait le résultat d'une erreur involontairement commise; mais que l'ensemble des faits que la procédure a recueillis ne permet pas de s'arrêter à une pareille excuse qui n'a pour appui que la parole de celui qui l'invoque;

» Attendu que le tribunal correctionnel, en condamnant D... père à trois mois de suspension et à 200 fr. d'amende, ne lui a appliqué que le minimum des peines édictées par les articles précités; que la répression de tels actes importe au maintien de la discipline; qu'elle est commandée par l'intérêt des justiciables essentiellement placés sous la protection des magistrats. »

D... s'est pourvu en cassation; mais il n'a pas consigné l'amende.

ARRET.

» LA COUR. — Vu les art. 419 et 420, Code crim.; — Attendu que D..., demandeur en cassation, n'a produit ni la quittance de la consignation d'amende, ni les pièces supplétives voulues par la loi. — Déclare le demandeur déchu de son pourvoi et le condamne en l'amende de 150 fr. envers le trésor public, etc. »

Du 30 juill. 1836. — Ch. crim.

INSTRUCTION CRIMINELLE. — DÉBATS. — DÉTAIL. — ACQUIESCENCE.

Les débats et le jugement sont nuls, lorsqu'il y a été procédé avant l'expiration des cinq jours accordés à l'accusé pour se pourvoir en cassation contre l'arrêt de mise en accusation, s'il n'a pas formellement renoncé à l'attaquer (1). (C. crim., 296, 301 et 302.)

ARRET.

» LA COUR. — Vu les art. 296, 301 et 302, C. crim.; — Attendu, en fait, que J. Remy a été interrogé par le président de la Cour d'assises, le 3 juin dernier, en conformité de l'art. 293, C. crim., après avoir reçu, le 31 mai, la notification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation; — Attendu que les débats contre J. Remy se sont ouverts le 7 juin et que l'arrêt a été prononcé le même jour; d'où il suit qu'il n'y a eu que trois jours de distance entre l'interrogatoire et les débats; — Attendu que ledit interrogatoire du 3 juin contient bien l'avertissement à l'accusé J. Remy, du droit qu'elle avait de se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi, mais ne contient pas la preuve que cette accusée ait renoncé à user de cette faculté, et ait demandé à être jugée avant l'expiration des délais que la loi lui donnait pour l'exercer; — Attendu, en droit, qu'il résulte de la combinaison des articles 296 et 302, C. crim. que le délai de cinq jours accordé à l'accusé pour se pourvoir en

(1) La Cour de Bruxelles s'est contentée d'une renonciation tacite par son arrêt du 24 août 1815.

cassation, à partir de son interrogatoire, ne peut être abrogé qu'avec son consentement formel, donné en connaissance de cause; que, suivant l'art. 501, Code précité, l'instruction après la demande en nullité de l'arrêt de renvoi ne peut être continuée que jusqu'aux débats exclusivement; d'où il suit qu'il est interdit de passer outre aux débats, tant que le délai pour le pourvoi en cassation n'est pas expiré ou qu'il n'y a pas été formellement renoncé; — Attendu que, dès lors, l'ouverture des débats faite, dans l'espèce, avant l'expiration du dit délai, et sans qu'il y ait eu renonciation de l'accusée au droit de se pourvoir, a été une contravention à la disposition prohibitive de l'art. 301, et constitue un excès de pouvoir. — Casse l'arrêt de la Cour d'assises des Vosges, du 7 juin dernier, etc. »

Du 30 juill. 1836. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — ATTRIBUTION. — PRÉSIDENT. — TÉMOIN. — LECTURE.

La Cour d'assises excède ses pouvoirs en ordonnant la lecture de la déposition écrite d'un témoin qui n'a pu se présenter aux débats : ce droit n'appartient qu'au président en vertu de son pouvoir discrétionnaire (1). (C. crim., 268 et 317.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur l'unique moyen de cassation proposé d'office, et tiré de la violation des art. 268 et 269, C. crim. : — Vu l'art. 408, Code crim., d'après lequel la Cour de cassation doit annuler les arrêts et jugements en dernier ressort qui contiennent une violation des règles de la compétence; — Attendu, en fait, qu'il résulte du procès-verbal des débats de la Cour d'assises d'Indre-et-Loire, du 24 juin dernier, que, lors de l'appel des témoins portés sur la liste notifiée aux accusés, un de ces témoins, la femme Julien, étant absente, et le ministère public ayant présenté en sa faveur un certificat de maladie régulier dans la forme, la Cour d'assises, après avoir délibéré, ordonna qu'il serait passé outre aux débats, et que lecture serait donnée de sa déclaration écrite; en conséquence, le président fit donner lecture de la déclaration de ladite femme Julien; — Attendu, en droit, que, sauf l'exception unique portée en l'art. 477, Code crim., relatifs aux accusés qui purgent leur contumace, les déclarations écrites des témoins ne doivent pas être lues à l'audience, et que c'est d'après le débat oral que le jury doit former sa conviction; et que c'est d'après ce principe qu'aux termes de l'art. 341, même Code, les déclarations écrites des témoins ne doivent pas être remises aux jurés lors de leur délibération; — Que, cependant, dans des circonstances graves et extraordinaires (qu'au président seul de la Cour d'assises il appartient d'apprécier),

la loi a donné à ce magistrat, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, pendant le cours des débats, en s'en remettant à son honneur et à sa conscience, le pouvoir d'ordonner la lecture d'une ou plusieurs dépositions écrites, pour favoriser la manifestation de la vérité, et en prévenant à l'avance les jurés qu'ils ne peuvent considérer ce qu'elles contiennent que comme renseignements; — Que c'est là le but des dispositions exceptionnelles des art. 268 et 269, Code crim., dans l'exécution desquels n'est point à s'ingérer les Cours d'assises; — Et attendu que, dans l'espèce, ce n'est pas le président de la Cour d'assises qui, pendant le cours des débats, a ordonné la lecture de la déposition écrite de la femme Julien, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, mais la Cour d'assises avant l'ouverture des débats; que cette lecture a eu lieu en exécution de cet arrêt, et sans qu'il ait été donné aucun avertissement au jury; d'où il suit que la Cour d'assises a empiété sur les pouvoirs de son président, commis un excès de pouvoir, violé les règles de la compétence et les art. 268 et 269, C. crim., — Casse, etc. »

Du 30 juill. 1836. — Ch. crim.

FAUX. — SIGNATURE. — NOMS IDENTIQUES.

Une signature n'est vraie qu'autant que l'individu qui l'a tracée est bien celui dont elle offre le nom et dont elle établit la présence dans l'acte qui la renferme.

En conséquence celui qui oppose dans un acte son propre nom pour simuler la présence d'un autre individu porteur du même nom, qui, seul, avait le droit d'y figurer, commet le crime de faux par fabrication de conventions, obligations, dispositions ou décharges (2). (C. pén., 147 et 150.)

La maison Bessier de Sulzac avait confié à la poste une lettre renfermant un billet de 5,000 fr. destiné à Laroche aîné, banquier à Paris, et endossé à son ordre. La suscription du la missive portait seulement ces mots : Laroche aîné, à Paris. La lettre fut remise à Pierre-Julien Laroche aîné, mécanicien. Celui-ci, apposant sa propre signature, Laroche aîné, au dos du billet, en toucha le montant.

Traduit devant le tribunal de la Seine, Pierre-Julien Laroche aîné fut, par application de l'art. 401, C. pén., condamné pour soustraction frauduleuse à un an de prison, et un arrêt de la Cour de Paris, chambre correctionnelle, confirma ce jugement de condamnation.

POURVOI du ministère public.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 147 et 150, Code pén.; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué, et du jugement dont il adopte les motifs et prononce la confirmation, que Pierre-Julien Laroche, en apposant son nom au bas de l'endosse-

(1) *P. conf. Cass.*, 14 fév.-24 déc. 1835. — Pas même au président. — *Brux., Cass.*, 6 juin 1815.

(2) La Cour de cassation a reconnu le crime de faux dans l'action d'un soldat qui, signant son propre nom, mais y ajoutant le titre usurpé d'offi-

cier, s'étant fait délivrer des feuilles de route qu'il signait comme tel, et avait reçu sur ses quittances, en cette qualité, les appointements attachés à son prétendu grade. — *P. Cass.*, 21 avril 1808, et 13 octobre 1836.

ment de la traite dont il s'agit, avait pour but de simuler la présence et la signature de Laroche aîné, propriétaire de ladite traite, afin de s'emparer à son préjudice de la somme qui en formait la valeur ;

« Attendu qu'il importe peu que le nom de Laroche Pierre-Julien et celui de Laroche aîné, propriétaire de la traite, soient les mêmes ; qu'en effet la vérité ou la fausseté d'une signature n'est pas une qualité matérielle et absolue, mais bien une qualité relative (nuit à la fois à la personne qui trace cette signature et à celle dont cette signature atteste la coopération ; d'où il suit qu'une signature n'est vraie qu'autant que l'individu qui l'a tracée est bien celui dont elle offre le nom, et dont elle établit la présence dans l'acte qui la renferme) ;

« Attendu que l'imitation plus ou moins exacte de la véritable signature est une circonstance inutile pour constituer le crime de faux ; d'où il suit que le fait de celui qui suppose dans un acte son propre nom pour simuler la présence d'un autre individu porteur du même nom, qui seul avait le droit d'y figurer, constitue le crime de faux par fabrication de conventions, obligations, dispositions ou décharges, criminel par l'art. 147, C. pén., et qu'en jugeant le contraire, l'arrêt attaqué a violé ledit article, ainsi que l'art. 150 du même Code, et fausement appliqué l'art. 401 dudit Code, — Cassé, etc. »

Du 30 juill. 1836. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — ATTAQUATION. — PRÉSIDENT. — TÉMOIN. — LECTURE.

Au président seul, et non à la Cour d'assises, appartient, à peine de nullité, d'ordonner la lecture des déclarations faites dans l'instruction par un témoin absent (1). (C. crim., 268, 269 et 408.)

Le jury doit former sa conviction par le débat oral; c'est seulement dans des cas graves et extraordinaires que le président doit, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, donner lecture d'une ou de plusieurs dépositions écrites.

22227.

« LA COUR. — Sur l'unique moyen de cassation, proposé d'office, et tiré de la violation des art. 268 et 269, C. crim. : — Vu l'art. 408 dudit Code ; — Attendu, en fait, qu'il résulte du procès-verbal des débats de la Cour d'assises d'Indre-et-Loire du 24 juin dernier que, lors de l'appel des témoins portés sur la liste notifiée

aux accusés, un de ces témoins, la femme Julien, étant absent, et le ministère public ayant prévenu en sa faveur un certificat de maladie, régulier en la forme, la Cour d'assises, après en avoir délibéré, ordonna qu'il serait passé outre aux débats, et que lecture serait donnée de sa déclaration écrite ; en conséquence, le président fit donner lecture de la déclaration de ladite femme Julien ;

« Attendu, en droit, que, sauf l'exception unique portée en l'art. 477, C. crim., relatif aux accusés qui purgent leur confinement, les déclarations écrites des témoins ne doivent pas être lues à l'audience, et que c'est après le débat oral que le jury doit former sa conviction, et que c'est d'après ce principe qu'aux termes de l'art. 341 du même Code, les déclarations écrites ne doivent pas être remises aux jurés hors de leur délibération ; que, cependant, dans des circonstances graves et extraordinaires (qu'au président seul de la Cour d'assises il appartient d'apprécier), la loi a donné à ce magistrat, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, pendant le cours des débats, en s'en remettant à son honneur et à sa conscience, le pouvoir d'ordonner la lecture d'une ou plusieurs dépositions écrites, pour favoriser la manifestation de la vérité, et en prévenant à l'avance les jurés qu'ils ne peuvent considérer ce qu'ils contiennent que comme renseignements ; que c'est là le but des dispositions exceptionnelles des art. 268 et 269, C. crim., dans l'exécution desquels n'est point à s'ingérer les Cours d'assises ;

« Et attendu que, dans l'espèce, ce n'est pas le président de la Cour d'assises qui, pendant le cours des débats, a ordonné la lecture de la déposition écrite de la femme Julien, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, mais la Cour d'assises avant l'ouverture des débats ; que cette lecture a eu lieu en exécution de cet arrêt et sans qu'il ait été donné aucun avertissement au jury ; d'où il suit que la Cour d'assises a empiété sur les pouvoirs de son président, commis un excès de pouvoir, violé les règles de la compétence et les art. 268 et 269, C. crim. — Cassé l'arrêt de la Cour d'assises d'Indre-et-Loire du 24 juin 1836, etc. »

Du 30 juill. 1836. — Ch. crim.

AVOUE. — MATIÈRE HUMANITAIRE. — ENREGISTREMENT. — JUGEMENT. — MENTION — NULLITÉ RADICALE — DONATION.

En matière d'enregistrement, des conclusions peuvent être prises à l'audience par les avoués des parties ; la plaidoirie seule est

(1) F. conf. Cass., 30 déc. 1831. 22 sept. et 19 avril 1832, 14 fév. 1835 et 28 avril 1836.

Sous l'empire du Code de brumaire on a pu ne pouvoir, à peine de nullité, donner lecture aux jurés des déclarations écrites faites par un des témoins absents.

Caront, t. 1, p. 490 et 491 ; Bourguignon, t. 1, p. 402 ; Desrèzes, t. 1, p. 317 et suiv., pensent qu'il devrait en être de même aujourd'hui. Suivant ces auteurs, la prohibition de donner lecture, en l'absence des témoins, de leurs déclarations

écrites, résulte des art. 317, C. pén., qui exige que les dépositions des témoins soient orales, et 341, qui défend, sous peine de nullité, la remise aux jurés des déclarations écrites ; c'est d'ailleurs porter atteinte à la décade, dont tous les droits sont sacrés, que de placer les jurés sous l'impression de dépositions qui n'ont pas été réitérées lors de la solennité de l'audience, et qui n'ont pu subir l'utile contrôle des débats. — Bux, Cass., 28 fév. 1839.

Contra, Cass., 30 avril 1819, 22 avril 1821, 25 août et 14 sept. 1836 et 29 mars 1839.

interdite (1). (L. 22 frim. an 7, art. 65; Loi 27 vent. an 9, art. 17.)

Cette énonciation : Oui M^{re}..., avoué de..., qui a conclu, *insérée dans un jugement rendu en matière d'enregistrement, ne suffit pas pour constater que le jugement a été rendu sur plaidoirie* (2).

La donation entre-vifs faite à une femme mariée qui accepte sans autorisation de son mari ni de justice n'est point possible du droit proportionnel (3).

ADMET.

• LA COUR. — Sur le moyen de forme : — Attendu que l'art. 65, L. 22 frim. an 7, portant que l'instruction se fera sur simples mémoires respectivement signifiés, a été expliqué par l'article 17, L. 27 vent. an 9; qu'il résulte de la combinaison de ces deux articles 1^{er} que, dans les affaires d'enregistrement, le ministère des avoués n'est pas interdit aux parties, mais qu'il reste facultatif pour elles; 2^o que, si elles jugent à propos d'y recourir, la plaidoirie seule sera interdite à l'avoué, mais non la faculté de conclure, qui est l'attribut essentiel de sa profession; — Attendu que, de ces expressions du jugement attaqué : « Oui M^{re} Buis, avoué des mariés Barnier, qui a conclu, etc. », il ne résulte pas nécessairement que cet avoué ait plaidé, ni par conséquent que le jugement attaqué ait été rendu en contravention des deux lois de frim. an 7 et de vent. an 9; — Sur le moyen du fond : — Attendu que le contrat de donation entre-vifs est un contrat bilatéral, qui ne peut avoir d'existence réelle et emporter transmission de propriété, donnant les art. 4 et 69, L. 22 frim. an 7 l'ouverture à un droit proportionnel d'enregistrement, qu'autant que l'acte qui contient cette donation présente le concours de deux parties stipulant entre elles, avec une égale capacité de contracter; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1124, C. civ., les femmes mariées sont incapables de contracter dans les cas exprimés par la loi; — Que l'article 934 dispose que la femme mariée ne pourra accepter une donation sans le consentement de son mari, ou, en cas de refus, sans autorisation de justice...; — Que l'art. 932 statue formellement que la donation entre-vifs n'en gagera le donateur et ne produira aucun effet que du jour où elle aura été acceptée en termes exprès; d'où il suit que, jusqu'à cette acceptation légalement consentie et exprimée, le contrat de donation n'existe pas et ne peut

pas produire plus d'effet pour la règle de l'enregistrement que pour les parties elles-mêmes; — Attendu, en fait, que le contrat présenté dans l'espèce à la formalité de l'enregistrement, priant donation par Pierre Chaffeu à Marguerite Sauvan, en acceptant, femme de Louis Barrier, interdi, n'exprime pas, soit que son mari ait consenti à l'acceptation qu'elle a faite de la donation, soit que, sur le refus de celui-ci, elle y ait été autorisée par justice; — Et que, dans ces circonstances, en annulant la contrainte décernée par l'administration de l'enregistrement pour droit proportionnel, le tribunal de Dié, loin d'avoir violé soit les art. 4 et 69, L. 22 frim. an 7, soit l'art. 33, L. 21 avril 1832, a, au contraire, sagement appliqué ces mêmes articles par une juste et légale interprétation des art. 932, 934 et 1124, C. civ., — Rejette, etc. » Du 1^{er} août 1836. — Ch. civ.

SUPPRESSION D'ENFANT MORT-NÉ.

L'art. 345, C. pén., ne s'applique pas à la suppression d'un enfant mort-né (4).

La fille Marie Reignier, accouchée d'un enfant mort, l'ayant, sans qu'aucune déclaration de sa mise au monde eût été faite, enfui secrètement dans le jardin de son maître, avait été renvoyée devant la Cour d'assises des Deux-Sèvres sous l'accusation de suppression d'enfant. Déclarée coupable par le jury, elle fut néanmoins acquittée, par le motif que le fait reconnu ne constituait pas le crime de suppression.

Sur le pourvoi formé par le procureur du roi de Niort, cette décision fut cassée par arrêt de la chambre criminelle en date du 27 août 1835. Mais la Cour d'assises de la Vienne, devant laquelle l'affaire fut renvoyée, n'adopta point la doctrine de la Cour de cassation et se rangea à l'opinion de la Cour des Deux-Sèvres, par arrêt du 28 mai 1836.

Nouveau pourvoi, sur lequel Laplagne-Barria, premier avocat général, a présenté les observations suivantes :

« Pour décider la question qui vous est soumise, a dit ce magistrat, il importe d'abord de bien se fixer sur le but que s'est proposé le législateur dans l'art. 345 sur le fait qu'il a entendu punir. Il suffit de se reporter aux titres des sections et paragraphes sous lesquels se trouve placé cet article : « Crimes et délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état civil

(1) *P. Cass.*, 8 janv. 1822 et 20 mars 1826; — *Carré-Chauveau*, n° 448, *ibid.* — Toutefois le défendeur à une instance liée avec la règle de l'enregistrement ne serait pas recevable à exciper, comme d'un moyen de cassation, de ce qu'il y a procédé avec l'assistance d'un avoué. — *P. Cass.*, 9 juill. 1834.

(2) Il en serait de même si l'avoué n'avait fait que répéter à l'audience, et sans les développer dans une plaidoirie, les conclusions prises par la partie dans son mémoire. — *P. Cass.*, 18 juill. 1815. — Mais il y aurait ouï-dit si cet avoué présentait des observations pour sa partie. — *P. Cass.*, 15 janv. 1836, et 8 mars 1841.

(3) *P. les observations de Rigaud et Championnière* à l'occasion de cet arrêt (*Traité des droits d'enreg.*, t. 3, n° 2328, et t. 4, n° 3957. — *P. aussi Cass.*, 2 fév. 1809, et les renvois; — *Mirlin, Rép.*, v° *Restitution de droits perçus*).

(4) La chambre criminelle avait toujours jugé le contraire. — *P. Cass.*, 5 sept. 1834, 21 fév. et 27 août 1835 et 15 juill. 1838. — Elle s'est soumise selon l'usage, à la décision des chambres réunies. — *P. Cass.*, 4 juill. 1840. — Cette nouvelle jurisprudence fait une saine interprétation de la loi. D'après les motifs sur lesquels elle repose, il y aurait crime, si l'enfant supprimé avait eu vie. — *P. Cass.*, 29 sept. 1838.

« d'un enfant, crimes et délits envers l'enfant, » Pour s'assurer qu'il ne considère le fait de la suppression que sous le rapport civil : l'unique motif de cette disposition a été de garantir l'enfant et sa famille de toute atteinte portée à l'ordre légal de transmission d'héritage ; mais l'enfant qui n'a jamais vécu n'a jamais joui d'aucun droit et n'a pu en transmettre à personne. L'article 345 ne saurait donc lui être applicable. On concevrait la difficulté si l'enfant, mort au moment de la suppression, avait vécu quelques instants auparavant, parce qu'alors il aurait pu conférer des droits à des tiers ; mais lorsqu'il est mort-né, nul ne peut souffrir du recel de la naissance, et dès lors, ce recel ne constitue pas un délit : aussi le législateur a-t-il eu soin de se servir du mot *enfant*, qui ne s'entend évidemment que d'un être vivant, et les opinions émises lors de la discussion du projet de Code ne laissent-elles aucun doute sur son intention.

Au surplus, il ne faut pas croire que les délits commis contre la personne physique de l'enfant puissent être impunis : la loi s'en occupe dans d'autres articles, et les réprime sévèrement. Ainsi, l'infanticide, l'homicide par imprudence, l'abandon, l'exposition ou le délaissement d'un enfant, sont punis de peines plus ou moins graves par les art. 300, 319, 438 et suiv., C. pén.; mais, nous le répétons, l'art. 345 n'a eu en vue que la personne morale. Comparant alors les dispositions de ces différents articles, l'avocat général démontre qu'il y aurait une injustice criante dans la pénalité prononcée par l'art. 345, s'il était applicable au recel d'un enfant mort-né. En effet, l'homicide par imprudence, ou le délaissement d'un enfant vivant, n'entraînerait contre la mère coupable qu'un emprisonnement de deux ans au plus, tandis que la suppression d'un cadavre attirerait nécessairement sur sa tête une condamnation infamante, et la privation de sa liberté pendant cinq ans au moins.

Enfin, il est une dernière considération de la plus haute gravité. Les lois ont tout à la fois un caractère répressif et un caractère préventif ; cependant, les unes sont éminemment répressives et les autres éminemment préventives ; mais l'équité commande que ces dernières soient plus douces que les premières, et l'on voit aussi qu'elles ne prononcent jamais que des peines correctionnelles, et la plupart du temps des peines de simple police. Eh bien ! la loi qui punirait la suppression d'un enfant mort-né serait uniquement préventive ; et cependant, si l'article 345 était applicable à ce fait, ce serait une condamnation infamante qui devrait être infligée. Un tel résultat est évidemment inadmissible.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que l'art. 345, C. pén., qui prononce la peine de la réclusion contre la suppression d'un enfant, a essentiellement pour

objet d'assurer son état civil, ainsi qu'il l'indiquent les titres de la section et du paragraphe sous lesquels cet article est placé ; — Attendu que, si le législateur a eu en vue d'assurer l'état civil d'un enfant, ce n'a pu être que dans la supposition où celui-ci serait vivant, l'enfant né mort ne pouvant avoir d'état ; — Attendu enfin qu'appliquer l'art. 345, C. pén., au cas d'inhumation clandestine d'un enfant mort-né, c'est donner à la loi une extension qui n'est ni dans ses termes ni dans son esprit ; c'est d'ailleurs enfreindre le principe général qui ne permet pas d'étendre les lois pénales, et qui veut qu'elles soient toujours restreintes dans leurs véritables termes ; d'où il suit que la Cour d'assises de la Vienne, qui, refusant d'appliquer cet article à la fille Brignier, a prononcé son absolution, loin de l'avoir violé, en a fait au contraire la plus saine application, — Rejette, etc. »

Du 1^{er} août 1856. — Ch. réun.

ÉTRANGER. — NATURALISATION.

L'enfant mineur suit la condition de son père dans sa nationalité.

L'enfant né en France d'un père devenu Français par la réunion de son pays à la France suit la condition de son père et devient étranger comme lui par la séparation des deux territoires.

L'enfant né dans un pays réuni à la France a perdu sa nationalité française par la séparation de deux pays opérée par les traités de 1814, lorsque le père, tout en ayant continué de résider en France, n'a pas rempli les conditions exigées par la loi du 14 oct. 1814, ou par le décret du 17 mars 1809, pour conserver ou acquérir la qualité de citoyen français (1).

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu le décret du 17 mars 1809 et la loi du 14 oct. 1814 ; — Attendu que la condition de Gilles Hubert, mineur, dépendait de celle de son père ;

« Attendu que les étrangers qui, nés dans les pays réunis à la France depuis 1791, n'avaient acquis la qualité de Français que par cette réunion, ont perdu cette qualité par la séparation de ces pays opérée en 1814, lorsqu'ils n'ont pas rempli les conditions imposées par la loi du 14 oct. 1814 ; que l'art. 1^{er} de cette loi exigeait leur déclaration, dans le délai de trois mois de sa publication, qu'ils persistaient dans la volonté de se fixer en France, et des lettres de déclaration de nationalité, pour jouir des droits de citoyen français ;

« Attendu que le fait de la résidence d'un étranger en France ne peut remplacer la déclaration exigée par la loi, parce que sa volonté d'être Français, nonobstant la séparation du lieu où il est né et du territoire français, doit être

(1) *P. conf.* Lyon, 2 août 1837 ; Grenoble, 18 fév. 1831 ; Douai, 28 mars 1831 ; Cass., 16 juill. 1834 ; Cour d'assises de la Seine, 2 fév. 1835 ; Douai, 19 mai 1835. — *P.* les mêmes principes énoncés dans une espèce inverse : Grenoble, 16 déc. 1828.

Mais il est de principe reconnu par les auteurs que, sous l'ancien régime, les enfants nés en France, quoique d'un étranger, étaient réputés par leur naissance vrais Français. — *P. Cass.*, 8 therm. an 11 ; — Demolombe, n^{os} 137 et suiv.

exprimée dans la forme légale, et qu'elle ne résulte pas nécessairement du seul fait de la résidence;

» Attendu, d'autre part, que le concours de l'autorité française est indispensable pour attribuer à un étranger la qualité et les droits de citoyen français; que ce concours ne peut exister que par les lettres de déclaration de naturalité accordées par le roi, en exécution du décret du 17 mars 1809;

» Attendu, en fait, qu'il est reconnu par le jugement attaqué que Hubert père n'a pas fait la déclaration exigée par l'art. 1^{er} de la loi du 14 octobre 1814, et n'a pas obtenu les lettres de déclaration de naturalité; que, dans cet état, ce jugement, en déclarant que Gilles Hubert jouissant de la qualité de Français, a violé le décret du 17 mars 1809 et la loi du 14 oct. 1814, — Casse et annule, etc. »

Du 1^{er} août 1856. — Ch. civ.

AUCTION. — CRÉANCIER. — OPTION. — FRAUDE. — CASSATION. — NOTEN ROYAL. — INTERET. — CHOSE JUGÉE. — IDENTITÉ DE PERSONNE. — FRAS. — POUVOIR DISCRETIONNAIRE.

Le créancier hypothécaire peut demander la nullité, pour cause de fraude, de la vente d'un immeuble à l'égard duquel il peut encore exercer tous ses droits hypothécaires (1). (C. civ., 1167, 2182, 2167 et suiv.; Rés. par la Cour royale seulement.)

Une décision qui annule un contrat pour cause de fraude peut être appuyée sur des présomptions qu'il n'appartient pas à la Cour de cassation d'apprécier (2). (C. civ., 1167.)

Ce n'est pas prendre pour base d'une décision l'outarté d'une chose jugée que de puiser une présomption de fraude dans un fait énoncé en un jugement rendu entre d'autres parties. (C. civ., 1350 et 1351.)

L'acheteur dant le titre est annulé pour cause de fraude peut être condamné en tous les dépens, même envers son vendeur qui succombe avec lui (3). (C. proc., 130.)

Solvant contrat du 25 mai 1820, la veuve et les héritiers Ulrich s'étaient reconnus débiteurs envers Magnier-Grandprez d'une somme de 42,000 fr., payable en 1820, et avaient consenti hypothèque sur les immeubles de la succession. Toutefois, à l'époque convenue, le paiement n'eut lieu qu'en partie; Magnier-Grandprez était resté créancier de 28,268 fr. 65 c. Les intérêts de cette somme lui étaient payés tous les ans.

Le 6 déc. 1831, vente par la veuve et les héritiers Ulrich à Weckeraen de deux immeubles dépendant de la succession, moyennant 5,000 fr. qu'il fut dit que l'acquéreur payerait à Magnier-Grandprez, le 1^{er} fév. 1834, et à la charge de lui en servir les intérêts jusque-là.

Cependant, en 1833, Magnier-Grandprez fait saisir sur la veuve et les héritiers Ulrich les immeubles hypothéqués à sa créance. Alors, demande en distraction par Weckeraen, qui, à l'appui de son acte d'acquisition, articule différents faits de possession et excipe du paiement des intérêts par lui faits à Magnier-Grandprez. Celui-ci oppose la nullité de la vente, comme étant le résultat d'un concert frauduleux.

Le 18 fév. 1834, jugement du tribunal de Colmar qui annule la vente par les motifs suivants:

« Considérant qu'incidemment à la demande en distraction, Magnier-Grandprez a formé une demande en annulation du contrat de vente présumé, comme simulé et fait en fraude des droits des créanciers, et qu'il échut, dès lors, d'examiner s'il est recevable en cette demande et si le contrat de vente doit être annulé par les causes ci-dessus énoncées;

» Considérant, à cet égard, qu'indépendamment du droit qui compete à Magnier-Grandprez, comme créancier hypothécaire, de faire, aux termes de l'art. 2185, C. civ., l'offre du dixième en sus du prix déclaré au contrat, il a droit de demander la nullité du contrat comme fait en fraude de ses droits ou des autres créanciers qu'il représente, et ce d'après les dispositions de l'art. 1167 du Code; qu'ainsi la fin de non-recevoir opposée à la demande incidente n'est pas fondée et doit être écartée;

» En ce qui touche le contrat du 16 déc. 1831:

» Considérant que ce contrat porte tous les caractères de la fraude et de la simulation; en effet, il est constant, en fait, que, depuis l'époque où il a été passé, c'est-à-dire depuis le 6 déc. 1831, non-seulement le demandeur en distraction n'a songé à remplir aucune des obligations qui lui étaient imposées par ce contrat envers le créancier délégataire du prix de vente, mais qu'il ne lui a pas non plus fait connaître son contrat par la notification prescrite par la loi, notification qui pouvait seule faire courir le délai de surenchère et consolider la propriété entre les mains soit de lui, acquéreur, soit d'un créancier surenchérisseur;

» Qu'il est également constant que le demandeur en distraction n'a réellement point possédé les immeubles qu'il revendique; que la preuve de ce fait résulte d'une instance engagée dans le courant de l'année dernière entre le défendeur en distraction et Haas qui, de son propre aveu, assigné dans le jugement du 18 août même année, a fait la récolte du pré vendu au demandeur en distraction;

» Considérant que, par le jugement précité, le tribunal a déjà apprécié le contrat de vente dont il s'agit; qu'il a reconnu que le demandeur en distraction s'était obligé envers la veuve et les héritiers Ulrich, ses vendeurs, à leur payer une

(1) Les motifs de l'arrêt sont, il est vrai, peu explicites, mais la question se nous en paraît pas moins résolue par le premier considérant; le second est relatif à l'existence de la fraude dans l'espèce, et sur ce point de fait, il confirme la doctrine de l'appréciation souveraine des juges du fond.

(2) *P. Cass.*, 6 août 1829 et 1^{er} fév. 1839.

(3) *P. Cass.*, 6 juin 1820 et 6 déc. 1830. — Mais la condamnation de la partie qui a gagé au paiement des frais envers la partie qui a succombé est une violation de l'art. 130, C. proc., et entraîne la cassation de l'arrêt qui l'a prononcée. — *P. Cass.*, 25 avril 1837.

somme de 5,000 fr. en sus de celle déclarée au contrat.... » (Suit l'appréciation d'autres faits.)

Par le même jugement, le tribunal renvoie de la demande la veuve et les héritiers Ulrich, sans dépens, lesquels sont mis à la charge personnelle de Weckersen.

Appel par celui-ci. — Outre l'articulation de différents faits tendant à ériger tout soupçon de fraude, il excipe du défaut d'intérêt de la part de Magnier-Grandprez, et cela, disait-il, par deux raisons : 1° depuis le jugement de première instance, un ordre avait eu lieu sur le prix des autres biens vendus, Magnier-Grandprez avait touché 24,776 fr. 27 c.; il ne restait plus créancier que de 4,112 fr. 34 c. Ainsi le prix de la vente faite à Weckersen suffisait pour le remplir. — 2° Magnier-Grandprez, non recevable pour demander en son nom la nullité de la vente, ne l'était pas plus pour agir au nom des deux autres créanciers inscrits : car l'un d'eux avait donné mainlevée de son hypothèque, et l'autre n'était devenu créancier des vendeurs Ulrich que postérieurement à la vente attaquée.

Néanmoins, le 15 juin 1855, arrêt de la Cour de Colmar, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

POURVOI de Weckersen. — 1° Fausse application de l'art. 1167, C. civ., et, par suite, contravention aux art. 2182, 2167, 2168 et 2169, même Code. 2° Autre fausse application de l'article 1167, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué avait accueilli la demande du créancier, encore qu'il fût sans intérêt. 3° Fausse application de l'autorité de la chose jugée et des art. 1350 et 1351, C. civ., en ce que les juges avaient été puiser les éléments de leur décision dans un jugement où Weckersen n'avait pas été appelé et auquel il était tout à fait étranger. 4° Violation de l'article 130, C. proc., en ce qu'on avait mis à la charge personnelle de Weckersen des dépens dont au moins une partie aurait dû être supportée par la veuve et les héritiers Ulrich : car, si la vente était entachée de fraude, il y avait eu nécessairement participation et complicité de la part des vendeurs.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'en sa qualité de créancier le demandeur en cassation avait le droit, aux termes de l'art. 1167, C. civ., de demander la nullité d'un contrat qu'il prétendait avoir été fait en fraude de ses droits; — Attendu que cette seule question a été soumise au juge de la cause, et qu'il a dû la décider en s'appuyant sur des présomptions graves, précises et concordantes, qu'il n'appartient pas à la Cour de cassation d'apprécier; — Attendu, sur le deuxième moyen, que le défaut d'intérêt opposé aujourd'hui ne l'a pas été devant la Cour royale; — Attendu, sur le troisième moyen, que le juge n'a pas pris pour base de sa décision et comme ayant autorité de la chose jugée un jugement précédemment rendu entre d'autres parties, mais a puisé dans un fait énoncé dans ce jugement une présomption d'où résultait pour lui la preuve de la fraude alléguée; — Attendu, d'ailleurs, que ce moyen n'a même pas été opposé devant la Cour

royale; — Attendu, sur le quatrième moyen, que la condamnation aux dépens est facultative, et que, quelles que soient à cet égard les décisions des Cours royales, elles ne peuvent tomber sous la censure de la Cour de cassation. — Rejeté, etc. »
Du 2 août 1856. — Ch. req.

SERVITUDE. — CLÔTURE. — VUE DROITE.

Les jours qui existent entre les barreaux d'une claire-voie construite sur un mur de clôture élevé à la hauteur d'appui et surmonté de piliers pincés de distance en distance ne constituent pas des vues droites ou fenêtres d'aspect, dans le sens de l'art. 678, C. civ. (C. civ., 676, 677 et 678.)

Landard possède un héritage contigu à celui de Barril, dont la propriété est close d'une haie vive, plantée sur le terrain de celui-ci.

Les choses étaient ainsi depuis un temps immémorial, lorsque Landard voulut aussi se clore. A cet effet, il construisit sur la limite extérieure de son jardin un mur élevé de quelques pieds seulement au-dessous du niveau du sol, mais qu'il couronna de barreaux en forme de grille, lesquels étaient soutenus par des piliers en maçonnerie édifiés de distance en distance.

Barril vit dans cette construction un fait qui portait atteinte à ses droits de voisin, et il demanda devant le tribunal de Blaye que Landard fût condamné à supprimer les piliers et la claire-voie, ou à reculer son mur de dix pieds conformément à l'art. 678, C. civ.

Le 14 janv. 1855, jugement qui accueille cette demande, et ordonne la destruction des piliers et de la claire-voie, attendu que les jours ou vues droites qui en résultent existent non au-dessous, mais au travers de la clôture et dans le corps même des constructions, et que, dès lors, il y a lieu de faire application des dispositions prohibitives de la loi. — Appel par Landard.

Le 28 août suivant, arrêt de la Cour de Bordeaux, qui confirme : « Attendu que tout propriétaire peut clore son héritage; que de ce qu'il aurait élevé pour clôture une claire-voie, il ne résulte pas qu'il a des vues ou fenêtres d'aspect sur l'héritage de son voisin; que les ouvertures existant entre les barreaux de ladite claire-voie et les piliers qui les soutiennent sont une conséquence inévitable de cette espèce de clôture; qu'elles ne constituent pas des vues dont le propriétaire de la clôture ait l'usage exclusif; que, dès lors, elles ne sont pas comprises dans la prohibition de la loi; déclare Barril mal fondé, etc. »

POURVOI en cassation par Barril, pour violation des art. 676, 677 et 678, C. civ. — La loi a-t-on dit pour le demandeur, n'a pas, en établissant la prohibition contenue dans l'art. 678, distingué entre les fenêtres proprement dites et les ouvertures pratiquées dans un mur d'enceinte. Il y a plus, elle ne pouvait pas distinguer; car, dans un cas comme dans l'autre, les vues qui en sont le résultat présentent les mêmes inconvénients pour le propriétaire qui les subit. D'ailleurs, le Code n'a fait que reproduire la

disposition de l'art. 202, coutume de Paris, qui, suivant Ferrière, comprenait tout bien d'où l'on peut voir chez le voisin.

ARRÊT.

• LA COUR. — Attendu, en droit, que tout propriétaire peut clore son héritage; que si la loi l'oblige à respecter dans toute leur étendue les droits des voisins, elle ne détermine nulle part la manière de se clore et les matériaux de la clôture (art. 674, C. civ.); — Et attendu qu'il est constant, et reconnu en fait par l'arrêt attaqué que Landard, voulant clore son héritage, a établi un mur à hauteur d'appui, de deux pieds environ, longeant le jardin de Barril, demandeur en cassation, et surmonté de piliers de quatre à six pieds de hauteur et de dix à douze pieds de distance, où il a établi ensuite une claire-voie en bois; que, dans ces circonstances, en décidant que les espaces vides entre les barreaux de la claire-voie et par lesquels Landard avait la vue sur le jardin de Barril, de la même manière que celui-ci l'avait sur le jardin du premier, ne présentaient point de vues droites ou fenêtres d'aspect dont parle l'art. 678, C. civ., et, en maintenant, par conséquent, la clôture telle qu'elle avait été établie par Landard, l'arrêt attaqué n'a violé ni cet art. 678, ni aucune autre loi, — Rejette, etc. »

Du 3 août 1836. — Ch. req.

ARBITRAGE. — SOCIÉTÉ. — NULLITÉ.

C'est aux tribunaux, et non à des arbitres, à décider si un associé a cessé de l'être par suite d'infraction aux statuts de la société (1). (C. comm., 51.)

Spécialement, lorsque, dans un contrat d'assurance mutuelle contre l'incendie, il est dit qu'on ne pourra, à peine de nullité de l'assurance, faire assurer les mêmes objets par une autre compagnie, et ensuite que toutes les contestations seront jugées par des arbitres, les tribunaux seuls sont compétents pour statuer, en cas d'infraction, sur la question de savoir si l'assurance est nulle (2).

Lachner, taillandier, avait fait assurer son établissement et son mobilier par la compagnie du Phéon, par celle d'Assurances mutuelles du Haut-Rhin, et enfin par la Compagnie royale d'assurances. Les objets assurés ayant été incendiés, les créanciers de Lachner formèrent entre les mains des directeurs des trois compagnies des oppositions sur les indemnités auxquelles donnait droit le sinistre. Les compagnies, assignées en validité, opposèrent respectivement la nullité de leurs assurances, se fondant sur ce que Lachner avait fait assurer les mêmes objets par trois compagnies à la fois, ce qui était contraire à leurs statuts.

Le 29 nov. 1832, jugement du tribunal de Colmar qui valide les oppositions, et condamne les compagnies à payer.

Sur l'appel interjeté seulement par la compagnie d'Assurances mutuelles, elle prétendit qu'aux termes d'une clause de ses statuts, les contestations relatives aux indemnités qu'elles pouvaient devoir, devaient être jugées par des arbitres, et qu'en conséquence le jugement de première instance avait été incompétamment rendu.

Le 22 avril 1833, arrêt de la Cour de Colmar qui rejette l'incompétence proposée : — « Considérant que, d'après l'art. 47 des statuts de la société d'Assurances mutuelles, s'il survient quelque contestation entre la compagnie et un ou plusieurs des assurés, elle est jugée par des arbitres; que cette disposition doit être renfermée dans de justes limites; qu'elle s'applique aux difficultés qui naissent de l'évaluation du dommage en cas de sinistre, de la fixation de l'indemnité due à l'assuré, du règlement de compte de l'assuré qui se retire, et à toutes les autres difficultés du même genre; que, d'une part, la complication des objets contestés entraînerait le plus souvent devant les tribunaux des longueurs et des dépenses considérables, et que, d'autre part, la nature de ces sortes de contestations exige des connaissances spéciales dans ceux qui sont appelés à les décider; mais que cet article 47 des statuts ne s'étend pas aux cas où l'on argue de nullité le contrat d'assurance qui, entre la compagnie et l'assuré, forme un véritable acte de société; que, dans ce cas, le différend, qui ne présente aucune complication et se résout par les règles générales de droit, reste dans les attributions des tribunaux; que le Code de comm. offre à cet égard une analogie remarquable dans l'art. 51, qui s'exprime ainsi : « Toute contestation entre associés et pour raison de la société sera jugée par arbitres; » « Que, malgré la généralité des termes de cet article, les jurisconsultes ont reconnu et la jurisprudence a admis que les arbitres n'avaient point à statuer sur les questions relatives à la validité et à l'existence des actes de société. »

POURVOI de la compagnie d'Assurances mutuelles, pour violation des art. 1003, C. proc., et 51, C. comm.

ARRÊT.

• LA COUR. — Attendu que la contestation sur laquelle l'arrêt attaqué a prononcé avait pour objet la validité de plusieurs sinistres-arrests; — Attendu que la solution des difficultés y relatives appartenait aux tribunaux; — Attendu que la demande en validité desdits sinistres-arrests a été portée devant le tribunal civil de Colmar, lequel devait en connaître, aux termes de l'art. 567, C. proc.; — Attendu que les juges ont dû apprécier le mérite et la sincérité des déclarations affirmatives des différents tiers, ainsi que des récriminations de toutes les parties, et qu'en faisant cette appréciation, ils ont usé d'un droit qui était dans leurs attributions ex-

(1-2) *P. Bourges*, 30 juill. 1841; — *Pardessus*, n° 1001; *Mongault*, n° 16 et 152. — La jurisprudence paraît aujourd'hui fixée en ce sens, que c'est aux tribunaux ordinaires et non aux arbitres à pro-

noncer, lorsque la validité ou l'existence du contrat de société sont en question. — *P. Nouguier, Trib. de comm.*, t. 1, p. 268; *Pardessus, Droit comm.*, n° 1408.

clusives; — Attendu que l'exception proposée, en cause d'appel, soulevait la question de savoir s'il y avait nullité de l'acte de société, et que cette question était de nature à être jugée par les tribunaux ordinaires; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en confirmant le premier jugement, qui avait déclaré lesdites saisies-arrests valables, et en rejetant la fin de non-recevoir proposée, n'a violé aucun loi, — Rejeté, etc. »

Du 3 août 1856. — Ch. civ.

COMPTE. — PRÈVE LITTÉRAIRE. — SERMENT SUPPLÉMENTAIRE.

Lorsqu'un sujet d'un règlement de compte, il a été commis un notaire du consentement des parties, et qu'ensuite l'une d'elles, le demandeur, a établi, sans aucuns contradicteurs de la part du défendeur présent, les articles de ses répétitions fondées sur des faits contre lesquels on ne pouvait opposer que des quittances ou des débits, le défendeur ne saurait prétendre plus tard que ces articles doivent être rejetés comme excédant 150 fr. et n'étant pas justifiés par écrit. (C. civ., 1341; C. proc., 434.)

En allouant à un demandeur en règlement de compte le montant de ses prétentions, les juges ont pu lui déferer le serment supplémentaire (1). (L. civ., 1367.)

La disposition du jugement qui impose le serment supplémentaire n'a pas besoin d'être motivée. (L. 20 avril 1810, art. 7.)

Des relations d'amitié et d'intérêts avaient existé entre Dengler, notaire à Marckolsheim, et Scholer. Celui-ci étant décédé, sa veuve, agissant tant en son propre nom, en qualité de commune en biens, que comme tutrice de ses enfants mineurs, fit assigner Dengler en règlement de compte. Le défendeur reconnut qu'il avait en effet opéré des recouvrements pour Scholer, mais qu'il lui en avait tenu compte, et qu'il ne devait plus rien.

Le 13 juin 1829, jugement du tribunal de Scherstadt qui, du consentement des parties, les renvoie à compter devant un notaire.

Les parties se trouvant en présence devant le notaire, la veuve Scholer remit son compte, d'après lequel elle se trouvait créancière pour une somme de 5,289 fr. 45 c. Quant à Dengler, il ne produisit aucun compte; mais il demanda et obtint un délai pour contredire celui de son adversaire, et pour établir par des pièces justificatives la preuve de sa libération.

Cependant, au jour fixé, Dengler ne comparut pas, et, par suite, une nouvelle assignation lui fut donnée par la veuve Scholer.

En cet état, jugement du 12 janv. 1831, qui prononce défaut contre Dengler faute de plaider, et pour le profit, « considérant qu'en exécution du jugement préparatoire du 13 juin 1829, la demanderesse a établi ses prétentions; que, malgré les différentes remises sollicitées par le défendeur et qui lui ont été accordées, celui-ci ne s'est point présenté, soit pour fournir ses

contre-prétentions, soit pour fournir les débats, ce qui doit faire croire qu'il n'a aucun moyen de contestation à faire valoir, et d'autant moins que son avoué refuse aujourd'hui de conclure, » le condamne à payer à la veuve Scholer la somme de 5,289 fr. 45 c., montant du solde en sa faveur du compte par elle établi devant le notaire.

Le délai d'opposition expiré, appel de la part de Dengler. A l'appui de sa prétendue libération, il produit, comme émanée de Scholer, une lettre qui se trouve n'avoir point de date; et de plus, il offre de prouver par témoins qu'il existait, dans les papiers de la succession, un carnet où devait être consignée la preuve qu'il avait rendu compte des recouvrements opérés.

Mais, le 15 déc. 1832, arrêt de la Cour de Colmar qui, adoptant les motifs du jugement par défaut, en confirme les dispositions, à la charge toutefois par la veuve Scholer d'affirmer par serment qu'il n'était pas à sa connaissance qu'aucune des sommes qu'elle réclamait eût été remboursée à son mari.

POURVOI de Dengler.

1^o Violation de l'art. 1341, C. civ., en ce que la preuve d'une obligation au-dessus de 150 fr. ne pouvait être admise que par acte notarié ou sous signature privée; et de l'art. 1356 du même Code, en ce que l'arrêt attaqué n'avait pu diviser l'aveu judiciaire contre celui qui l'avait fait.

2^o Violation de l'art. 1567, C. civ., en ce que la Cour royale avait déferé le serment supplémentaire à la veuve Scholer sans que rien dans la cause rendit sa prétention vraisemblable; et de l'art. 7, de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué n'avait point été motivé sur ce point.

Au nom de la défenderesse on répondait : 1^o L'arrêt attaqué n'a nullement ordonné une preuve testimoniale, contrairement à l'art. 1241, pour établir le droit de la veuve Scholer. Ce droit est résulté pour elle de l'art. 334, C. proc., qui veut que, faute par le rudent de présenter son compte dans le délai fixé, il puisse y être contraint jusqu'à concurrence d'une somme arbitrée par le tribunal. D'ailleurs l'action en reddition de compte est toujours la suite de quasi contrats; la prohibition portée en l'article 1341 ne s'y appliquerait donc pas. Quant au moyen tiré de l'indivisibilité de l'aveu judiciaire, outre qu'il n'avait pas été proposé devant la Cour royale, il ne pouvait être invoqué dans la cause. En appel, aussi bien que dès l'origine du procès, Dengler avouait qu'il avait fait des recouvrements, mais qu'il s'était libéré. Cependant le jugement préparatoire du 13 juin a renvoyé les parties devant un notaire pour y établir leurs comptes. Or, une pareille mesure a eu évidemment pour effet de diviser l'aveu de Dengler. Et, comme le jugement a acquis l'autorité de la chose jugée, il s'ensuit qu'on ne peut plus re-

(1) *P. conf. Cass.*, 5 juill. 1806. — *P. anal.* L. 31, ff. De *jurejur.*; L. 3, C. De *reb. cred. et jurejur.*; Vinous, *Quæst. select.*, lib. 4, cap. 44.

Pothier, Oblig., n^o 925; Merlín, *Rép.*, v^o *Serment*; Toullier, *Droit civil*, t. 10, n^o 403 et 408; Duranton, *Droit français*, t. 15, n^o 617.

venir aujourd'hui sur la question d'indivisibilité de l'aveu.

2° Puisque la prétention de la veuve Scholer était non seulement vraisemblable, mais même établie, le serment supplétoire pouvait lui être déferé. C'est été à elle seule, et non à son adversaire, à se plaindre d'une pareille disposition. Quant au défaut de motifs, ce moyen ne saurait se soutenir, puisque la Cour royale a adopté les motifs des premiers juges, et que ce n'est que surabondamment qu'elle a délégué le serment.

ARRÊT.

• LA COUR. — Sur le premier moyen, tiré de la prétendue violation des art. 1341 et 1356, C. civ. : — Considérant que, dans l'espèce, s'agissant d'un règlement de compte que Dengler avait lui-même offert devant notaire, lequel fut expressément, du consentement des parties, par le jugement du 13 juin 1829, la veuve Scholer avait établi contrairement les articles de ses répétitions, auxquelles Dengler n'avait depuis opposé aucuns contredits; que ces articles étaient de leur nature, fondés sur des faits contre lesquels ils ne pouvaient être opposés que des quittances ou des débits, et qu'ainsi l'on ne peut tirer contre la condamnation prononcée aucun argument de l'art. 1341, lequel ne saurait être applicable, et par conséquent, n'a point été violé;

• Quant à l'art. 1356, relatif à l'indivisibilité de l'aveu judiciaire : — Considérant que, devant la Cour royale, il n'a pas même été question d'aveu judiciaire; que, par conséquent, elle n'a pu le diviser et contrevenir à l'art. 1356;

• Sur le deuxième moyen, tiré de la prétendue violation de l'art. 1367, C. civ., relatif au serment supplétoire, et à celle de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, pour n'avoir pas donné motifs de l'affirmation ordonnée par l'arrêt attaqué : — Considérant qu'en confirmant la condamnation prononcée par les premiers juges, avec adoption de leurs motifs, il était au pouvoir de la Cour royale d'imposer à la veuve Scholer l'obligation de faire le serment prescrit; qu'une telle disposition n'a rien de contraire à l'article 1367, et qu'elle n'avait pas besoin d'être motivée. — Rejette, etc. »

Du 3 août 1856. — Ch. civ.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES. — EXÉCUTION — NOTAIRE EN SECOND. — DONATION. — INSCRIPTION DE FAUX.

L'interrogatoire sur faits et articles qui a été subi en vertu d'un jugement par défaut, et le dépôt fait au greffe d'une pièce rigée de faux, ensuite d'un jugement qui l'ordonnait aussi par défaut, sont des actes de la nature de ceux d'après lesquels l'art. 159, C. proc.,

répute les jugements par défaut exécutés. (Rés. par la Cour royale seulement.)

Le défaut d'assistance réelle de l'un des deux notaires qui sont dits avoir concouru à recevoir un acte authentique peut être un juste motif de faire annuler cet acte: en conséquence, il y a lieu à déclarer pertinents et admissibles des faits qui tendent à prouver l'absence de l'un des deux notaires (1). (L. 25 vent. an 11, art. 9 et 68.)

Les stipulations contenues dans un acte qualifié donation entre-vifs, par lesquelles le donataire se soumet à certaines obligations envers le donateur, ne lui font pas perdre nécessairement son caractère d'acte de libéralité, pour lui faire prendre celui d'acte à titre onéreux. (Rés. par la Cour royale seulement.)

L'exécution, de la part du donateur, d'un acte de donation qui contient des vices de nature à entraîner la nullité, ne couvre pas ces vices et ne rend pas l'héritier du donateur irrécusable à les opposer (2). (C. civ., 1338 et 1339; Rés. par la Cour royale seulement.)

Après la mort de Jeanne Bazon, son héritier, Claude Bazon, voulut se mettre en possession de ses biens; il éprouva de l'opposition de la part des héritiers d'Alexis Melette, à qui elle en avait fait le 8 avril 1826, la donation entre-vifs par acte passé devant le notaire Delagrangue et son confrère, à la charge par le donataire de fournir à la donatrice toutes les choses nécessaires à son existence et à son entretien.

Cet acte ayant été attaqué par Claude Bazon pour cause de nullité, en ce qu'il n'avait pas été passé en présence des deux notaires désignés, les héritiers Melette firent citer Delagrangue en garantie.

Un premier jugement par défaut, profit-joint, fut rendu contre ce dernier, le 18 janv. 1830; et un second jugement, aussi par défaut, du 29 mars suivant, ordonna qu'il serait interrogé sur faits et articles.

A la suite de son interrogatoire, Bazon forma contre l'acte une inscription de faux, qui fut admise par un jugement, également par défaut.

Ce jugement qui ordonnait l'apport au greffe de la minute de l'acte incriminé, fut signifié à Delagrangue, qui l'exécuta.

Un autre jugement, toujours par défaut, en date du 7 déc. 1830, qui fut aussi signifié à Delagrangue, admit plusieurs moyens de faux dont il ordonna la preuve, tant par titres que par témoins. Delagrangue y forma opposition; mais il en fut débouté par jugement du 8 mars 1831, qui l'y déclara non-recevable, et pruragea le délai pour faire l'enquête ordonnée.

Delagrangue appela de ce jugement et de tous ceux qui l'avaient précédé. — Devant la Cour, il a soutenu contre celui du 8 mars 1831, qui avait accueilli la fin de non-recevoir élevée contre son opposition, en ce que le jugement aurait reçu un commencement d'exécution par la si-

(1) F. conf. Nîmes, 12 janv. 1841. — Une loi française du 21 juin 1843, porte que les actes notariés passés depuis la loi sur le notariat ne peuvent être annulés par ce motif. — F. aussi Cass., 6 août 1833, et Bourges, 23 mai 1840. — F. aussi Bon-

cenne, n° 203. — Quant à la responsabilité du notaire en second, voy. Cass., 11 nov. 1835, et la note.

(2) F. Grenoble, 21 déc. 1827, et la note; — Coin-Delisle, sur l'art. 931, C. civ., n° 9.

gnification qui lui en avait été faite, contenant sommation d'être présent à l'enquête, qu'un tel acte n'était pas de la nature de ceux auxquels l'art. 139. C. proc., attribue la vertu de donner au défaillant connaissance de l'exécution du jugement par défaut qui a été rendu contre lui.

Il a soutenu, au fond, que le jugement par lui attaqué avait mal à propos admis comme pertinents et admissibles des faits qui ne pouvaient être déclarés tels qu'autant qu'ils entraîneraient nécessairement l'annulation de l'acte argué de faux ; et que ceux qui avaient été articulés par Bazon n'étaient pas de nature à produire ce résultat.

Que si l'art. 9. L. 25 vent. an 11, exigeait que les actes publics fussent reçus par deux notaires, la nécessité de leur présence simultanée n'avait point été admise dans la pratique, ainsi que le constate un arrêt de la Cour de Nîmes en date du 15 juin 1830, dans une espèce qui offrait une parfaite analogie avec la cause actuelle (1) ;

Que d'ailleurs, les stipulations et les obligations réciproques des parties contractantes, que renferme l'acte du 8 avril 1826, lui donnaient plutôt le caractère d'un contrat à titre onéreux que d'un acte de libéralité ; qu'en le considérant sous ce point de vue, quand même il pourrait être annulé comme acte authentique, il ne constituerait pas moins d'exister comme acte sous signature privée ;

Enfin que, même en ne considérant l'acte que comme une donation, et en supposant fondé le moyen de nullité à cause du vice qui lui est reproché, ce vice aurait été couvert par l'exécution volontaire de la donation de la part de la donatrice, et son héritier serait non-recevable à en excepter, aux termes de l'art. 1358. C. civ., nonobstant l'art. 1359, dont on essaierait vainement de se prévaloir, parce que la prohibition qu'il renferme n'a pour objet que l'acte confirmatif de la donation nulle en la forme, et non l'exécution qui en aurait eu lieu de la part du donateur.

Le 30 août 1831, arrêt de la Cour de Bourges, ainsi conçu : — « Considérant, en premier lieu, qu'en subsidiairement sur faits et articles ordonné par le jugement du 29 mars 1830, M^e Delagrangé l'a exécuté ;

« Qu'il a exécuté également celui du 28 avril 1830, lequel admet l'inscription de faux, et ordonne le dépôt au greffe de la pièce incriminée, en déposant lui-même la minute de cette pièce au greffe du tribunal ;

« En ce qui concerne le jugement du 7 déc. 1830, adjugeant le profit du défaut prononcé contre M^e Delagrangé par jugement du 18 janv. précédent, et ordonnant l'enquête ; que, si, d'une part, et conformément à l'art. 158. Code proc., l'opposition en était recevable jusqu'à l'exécution, ce qui, aux termes de l'art. 455. C. proc., en eût rendu jusque-là aussi l'appel irrecevable, il est constant, d'autre part, que ledit jugement a été exécuté tant qu'il pouvait l'être, soit par sa seule signification, soit, et

plus évidemment encore, par l'assignation donnée à M^e Delagrangé d'être présent à l'enquête ordonnée par ledit jugement, et que cette exécution lui a été positivement connue ; qu'ainsi il n'y avait plus lieu à y former opposition ;

« En ce qui concerne le jugement du 8 mars 1831, qui a débouté l'appelant d'une première opposition, que, d'après l'art. 103. dit Code, aucune opposition n'y pouvait être faite ; qu'en conséquence, M^e Delagrangé a pu valablement prendre la voie de l'appel contre ces deux jugements ;

« Considérant, en second lieu, 1^o à l'égard du jugement du 7 déc. 1830, que les faits articulés par l'intimé sont pertinents et admissibles ;

« Qu'en effet, l'absence du second notaire à la passation de l'acte du 8 avril 1826 étant le fait principal et déterminant dont la preuve est ordonnée, il résulte évidemment et de la précision d'expression des art. 9 et 68. L. 25 vent. an 11, et de la jurisprudence la plus favorable dans le système de l'appelant à l'interprétation de ces articles, que l'inobservation de l'art. 9 peut, du moins en certains cas et circonstances, entraîner la nullité de l'acte ; et qu'en conséquence de sa nature le fait articulé est pertinent, et que le résultat de l'enquête peut seul en faire apprécier la positive influence ; — 2^o à l'égard du jugement du 8 mars 1831, que le tribunal a fait une juste application, dans l'espèce, des art. 155 et 162. C. proc.

« Considérant, sur la troisième question, que l'acte du 8 avril 1826, soit qu'indépendamment de sa dénomination on en considère l'esprit, soit qu'on se rattache à sa forme et à ses dispositions, présente les caractères les plus prononcés d'une donation sérieuse, et que les conditions qu'il renferme n'en changent aucunement la nature ; qu'ainsi son exécution même n'en couvrirait pas la nullité, déclare M^e Delagrangé non-recevable dans son appel du jugement du 18 janv. 1830 et de ceux des 29 mars et 22 avril même année ; reçoit, au contraire, son appel des jugements des 7 déc. 1830 et 8 mars 1831 ; y statuant et sans avoir aucun égard à l'exception tirée de la prétendue exécution de l'acte du 8 avril 1826, non plus qu'à toutes autres fins de non-recevoir dont l'appelant est débouté, a mis et met l'appellation au néant ; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet. »

POURVOI par M^e Delagrangé pour fausse application de l'art. 9 et 68. L. 25 vent. an 11. et subsidiairement pour violation de l'art. 1358. C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué, en jugeant qu'en certains cas et en certaines circonstances, l'absence d'un second notaire pouvait entraîner la nullité d'un acte notarié, et en autorisant, en conséquence, une enquête, pour constater cette irrégularité, loin d'avoir violé les art. 9 et 68. L. 25 vent. an 11, a fait de ces dispositions une juste application à la cause, et n'a pas d'ailleurs violé l'art. 1358 Code civ., — Rejeté, etc. »

Du 3 août 1836. — Ch. req.

(1) *V.* cet arrêt, rapporté avec l'arrêt de rejet du 6 août 1833.

EXPERTISE. — ACTION PRINCIPALE. — INCIDENT. — ACQUIESCENCE. — EXPERTISE NOUVELLE. — OFFRES RÉELLES.

La partie qui a consenti une expertise, nommé son expert, et présenté ses pièces aux experts réunis, ne peut exciper ultérieurement de ce que la demande en expertise n'aurait été formée principalement, tandis qu'elle devait l'être incidemment.

Les juges peuvent refuser une nouvelle expertise, lorsqu'elle leur paraît inutile, sans que leur décision donne prise à cassation.

Les juges peuvent valider et déclarer suffisantes les offres réelles de ce qui est alloué à une partie par des experts, encore bien qu'aucune offre n'ait précédé l'expertise.

Laury avait demandé contre sa majesté Louis-Philippe, alors duc d'Orléans, des sommes considérables qu'il soutenait lui être dues pour travaux effectués dans ses propriétés.

Le prince demanda par action principale la nomination d'experts.

Jugement du 23 avril 1825, qui fait droit à sa demande.

Laury nomme son expert et produit ses pièces.

Rapport qui fixe les sommes dues à 28,104 fr. Il est fait offre de cette somme au nom du prince; puis, on demande l'entérinement du rapport et incidemment la validation des offres.

Laury soutient qu'il lui est dû 177,816 fr., et il conclut à ce qu'une nouvelle expertise soit ordonnée, attendu que des erreurs et omissions se sont glissées dans la première.

Jugement qui repousse ces allégations, entérine le rapport, et valide les offres.

Appel. — Le 24 juill. 1830, arrêt confirmatif, dont les motifs sont ainsi conçus : — « Considérant qu'il est constant qu'il n'a jamais existé de convention entre le duc d'Orléans et Laury pour le mode de règlement des travaux exécutés, par ce dernier, aux châteaux de Neuilly et de Villiers, pendant les années 1822, 1823, 1824, 1825 et 1826;

« Considérant que l'expertise judiciaire de ces travaux, demandée par le prince et consentie par Laury, sans restriction ni observation quelconque de la part de ce dernier, a été ordonnée par la sentence du 22 avril 1826; que les trois experts nommés, deux par les parties intéressées, et le troisième d'office par le tribunal, ont rempli leur mission d'un commun accord et d'une manière satisfaisante sous tous les rapports;

« Considérant que les allégations d'erreur ou d'omissions faites par l'appelant ne sont ni précises ni justifiées; qu'elles se trouvent, d'ailleurs, détruites par les explications et éclaircissements signifiés, en réponse, de la part de l'intimé;

« Qu'en cet état, la nouvelle expertise que sollicite Laury est inadmissible et ne pourrait être qu'un objet dispendieux, sans résultat pour la justice, etc. »

POURVOI en cassation de Laury, 1^o pour violation des art. 302 et 322, en ce que l'expertise ne pouvait être demandée et ordonnée que par voie incidente et non par voie principale, ce qui

frappait d'une nullité radicale le jugement du 22 avril 1826 et tout ce qui s'en était suivi; 2^o (moyen manquant en fait); 3^o violation de l'art. 1258, C. civ., en ce que les offres avaient été reconnues valables, bien qu'elles n'eussent pas précédé la demande d'expertise.

ARRÊT.

« **LA COUR.** — Sur le premier moyen, tiré de la violation des art. 302 et 322, C. proc. : — Attendu qu'il est constaté, par l'arrêt, que le tribunal de première instance ayant ordonné qu'il serait fait une expertise, le demandeur qui la jugeait aussi nécessaire, nomma un expert, présenta ses mémoires aux trois experts réunis, et assista à leurs opérations; — Attendu qu'ayant ainsi reconnu que la demande en expertise était régulièrement introduite, il était non recevable à soutenir, plus tard, que cette même demande n'avait pu être formée qu'incidemment; — Attendu, quant à l'art. 322, C. proc., que la disposition de la loi est facultative, et que la Cour, ayant jugé, en fait, qu'une nouvelle expertise ne serait qu'un objet dispendieux et sans résultat, n'a aucunement violé cet article du Code de procédure; — Sur le troisième moyen, tiré de la violation de l'art. 1258, C. civ., relatif aux offres réelles : — Attendu que l'expertise ayant été reconnue régulière, et la somme à réclamer par le demandeur étant celle qui lui était encore due, d'après ce règlement, la Cour royale a pu, sans violer la loi, déclarer bonnes et valables les offres du montant du reliquat de compte faites au demandeur. — Rejette, etc. »

Du 3 août 1836. — Ch. req.

ABUS DE CONFIANCE. — REMISE DE TITRES.

— DÉPÔT.

Les termes de l'art. 408, C. pén., relatifs à l'abus de confiance, ne sont pas sacramentels. Il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait lieu à l'application de cet article, que le titre détourné ait été remis à titre de dépôt.

En conséquence, il y a lieu de condamner, pour abus de confiance, le porteur d'un billet, désintéressé par un des endosseurs, qui, contrairement aux recommandations faites par celui-ci, a remis cependant ce billet au souscripteur (1).

ARRÊT.

« **LA COUR.** — Vu l'art. 408, C. pén.; — Attendu que Gargam a donné en paiement à Céleste Gobin, sachant qu'il ne lui était pas dû, un billet de 115 fr. souscrit par ledit Gobin, alors mineur, renouvelé plusieurs fois et acquitté par Antoine Gobin, endosseur, et plaigant de cet abus, entre les mains dudit Gargam;

« Attendu que ce billet n'avait été laissé entre les mains de Gargam, au moment de son paiement par Antoine Gobin, que sous la condition expresse ou tacite que ce billet lui serait remis pour entrer dans les comptes entre Céleste et Antoine Gobin frères; que la dation de ce billet en paiement à Céleste Gobin, quoique le titre fût éteint au profit d'Antoine Gobin, constitue évi-

(1) Sic Pardessus, Droit comm., n^o 447.

démontrent le détournement frauduleux, au préjudice du propriétaire du billet acquitté, de la part de celui qui n'en était resté que dépositaire; que la tradition usuelle n'est pas une condition essentielle de la remise à titre de dépôt, prévue par cet art. 408; que les expressions de l'art. 408 ne sont pas sacramentelles, et admettent des équivalents; que le défaut de restitution d'un billet qui ne lui appartenait plus, et la dation de ce billet en paiement à Cécile Gulin, qui se trouvait autorisée à en réclamer la valeur d'Antoine Gobin, qui s'était prévalu de l'acquitté qu'il en avait, constituent l'abus de confiance prévu et réprimé par ledit art. 408;

« Que c'est restreindre les termes et l'esprit de cet article que d'exiger, pour son application, qu'il y ait eu remise de confiance de la part des propriétaires du billet, et acceptation volontaire de la part de celui qui le reçoit, et qu'il ait intervenu un contrat de dépôt; d'où il suit qu'en renvoyant, dans l'espèce, le nommé Gargam de la plainte dirigée contre lui, le tribunal de Troyes, jugeant sur appel de police correctionnelle a violé l'art. 408 précité. — Cassé, etc. »

Du 4 août 1836. — Ch. crim.

ACTION CIVILE. — RESPONSABILITÉ. — FORÊTS.

L'individu cité comme civilement responsable des faits de son domestique chargé de la conduite de bestiaux trouvés en délit, qui, lors de sa comparution devant le tribunal, déclare qu'il est le propriétaire de ces bestiaux, prend par cela même le fait et cause de son domestique, et se soumet aux conséquences de l'action intentée contre celui-ci. (C. ior. 199; C. crim., 162.)

Est nul, en conséquence, le jugement qui refuse d'appliquer à cet individu les peines portées par la loi contre le propriétaire de bestiaux trouvés en délit, en se fondant sur ce que la citation à lui donnée ne lui attribue pas cette qualité.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que l'administration des forêts avait cité Martin comme civilement responsable, parce que cette qualité était la seule qu'elle lui connût, et qu'elle ne l'a jamais poursuivi à aucun autre titre; — Que, si, lors de la comparution de Martin à l'audience, le tribunal a acquis la preuve qu'il était propriétaire des animaux trouvés en délit, et l'a condamné, à ce titre, en relaxant Marteau, contre lequel avaient été dirigées les poursuites principales de l'administration cette circonstance, étrangère à l'administration, ne peut lui faire perdre le bénéfice de ses poursuites; — Qu'en acceptant cette qualité de propriétaire des animaux trouvés en délit, Martin a réellement pris le fait et cause de son domestique Marteau, et s'est volontairement soumis aux conséquences de l'action régulièrement intentée contre celui-ci; — Qu'on

ne peut dire que la condamnation de Martin ait entraîné, à son égard, la violation du droit de défense, puisque ses moyens de défense étaient nécessairement les mêmes, soit qu'il parût comme civilement responsable des faits de son domestique, soit qu'il se défendît comme propriétaire des bestiaux trouvés en délit; — Qu'il n'y a donc, dans l'espèce, aucun motif de laisser impuni un délit régulièrement constaté;

« Attendu que le jugement attaqué, en ne prononçant pas contre Martin, reconnu auteur du délit, les peines portées en l'art. 199, C. for., et les condamnations énoncées en l'art. 162, Code crim., a violé ces deux articles. — Cassé, etc. »

Du 4 août 1836. — Ch. crim.

AUTORITÉ MUNICIPALE. — COMPAGNONNAGE. — INSIGNES. — POST. — DÉFAUT D'AUTORISATION.

Le maire qui, dans l'intérêt de la sûreté et de la tranquillité publiques, et pour prévenir des rixes, rend un arrêté par lequel il défend aux ouvriers de sortir dans les rues revêtus des rubans et insignes du compagnonnage, agit dans le cercle de ses attributions; cet arrêté est obligatoire pour tous les citoyens et les tribunaux (1). (L. 16 août 1790, tit. 11, art. 5.)

Ceux qui ont contrvenu à cet arrêté ne sont pas excusables alors qu'ils n'ignorent pas qu'ils se sont présentés à la mairie pour obtenir la permission du maire, mais que, ne l'ayant pas trouvée, ils se sont décidés à s'en passer, et que, de plus, ils prétendent qu'ils étaient prêts à cacher leurs rubans en boutonnant leurs habits si les circonstances l'avaient exigé.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur le pourvoi régulièrement formé le 27 juin dernier par le commissaire de police de la ville de Tours contre le jugement du tribunal de police de ladite ville du 24 du même mois, qui a renvoyé sans peine, amende ni dépens, les nommés Cazes, Simon, Châtre et Grimault, tous quatre ouvriers eordonniers audit Tours, inculpés si être sortis dans les rues de cette ville revêtus de rubans de compagnonnage, et sans autorisation, contrairement à un arrêté du maire du 17 mai précédent :

« Vu le mémoire fourni par le commissaire de police à l'appui de son pourvoi;

« Sur l'unique moyen de cassation, fondé sur la violation des art. 3, tit. 11 de la loi du 16-24 août 1790; 46, tit. 1^{er} de celle du 19-22 juillet 1791; 1^{er} et 2 de l'arrêté du maire de Tours du 17 mai 1836, approuvé le 19 par le préfet d'Indre-et-Loire :

« Vu lesdits articles; — Attendu, en droit, que l'arrêté du maire de Tours du 17 mai 1836 était pris dans le cercle de ses attributions; qu'il était fondé sur les plus graves motifs de sûreté et de tranquillité publiques, et avait principale-

(1) *F. arrêts anal. Cass.*, 1^{er} fév. 1822, 6 fév. 1823, 7 mai 1825, 4 fév. 1826, 18 avril et 9 mai 1828, 13 nov. 1830, 26 mars 1831, 6 juill. 1833, 13 avril et 23 août 1834.

Les tribunaux ne peuvent, lors même que l'arrêté serait contraire à d'anciens usages, dispenser de son exécution. — *F. Cass.*, 24 déc. 1813.

ment pour but la nécessité de prévenir les querelles et les rixes qui avaient fréquemment lieu entre les divers compagnons, et qui s'étaient renouvelées la veille, 16 mai, avec plus de force que jamais; que cet arrêté avait été visé et approuvé par le préfet du département; qu'il était donc obligatoire pour les tribunaux;

« Et attendu, en fait, qu'il était suffisamment justifié que, le 20 juin, plusieurs ouvriers cordonniers, au nombre desquels étaient les nommés Cases, Simon, Chaire et Grimault, avaient été rencontrés dans les rues de Tours, revêtus de ceintures ou rubans de compagnonnage, qu'ils portaient en bandoulière et en sautoir; qu'interrogés pourquoi ils contrevenaient ainsi à l'arrêté du maire, ils auraient répondu qu'il s'agissait présentement de la mairie pour obtenir la permission du maire, mais que, ne l'ayant pas trouvée, ils s'étaient décidés à s'en passer; qu'au reste ils étaient prêts à cacher leurs rubans en boutonnant leurs habits;

« Attendu que ces faits ainsi établis devaient entraîner contre les quatre inculpés l'application de la peine portée par l'art. 471, n° 15, C. pén.; qu'en ne la prononçant pas, qu'en les renvoyant, au contraire, par son jugement du 24 juin, de la demande contre eux formée par le commissaire de police sur le motif qu'il n'était pas précisément constaté que les rubans que portaient les défendeurs fussent des insignes ou marques de compagnonnage, puisque la couleur n'en était pas indiquée; que les rubans étaient sous les habits, et non dessus, le tribunal de simple police de Tours a commis un excès de pouvoir, et violé tant ledit art. 471, C. pén., et l'arrêté du maire de cette ville du 17 mai dernier que les art. 3, tit. 11 de la loi du 16-24 août 1790, et 46, tit. 1^{er} de la loi du 19-22 juill. 1791: — Par ces motifs, — Casse, etc. »

Du 5 août 1836. — Ch. crim.

JUGEMENT. — OMISSION DE PRONONCER.

Lorsque le ministère public a requis la démolition ou l'enlèvement de travaux exécutés, sans autorisation, à la façade d'une maison, le tribunal de police ne peut se borner à ordonner la suppression d'une partie de ces travaux et s'abstenir de statuer quant au surplus. (C. crim., 408 et 413.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 408 et 413, C. crim.; — Attendu que le jugement dénué d'un condamné Louis Beauchaine à 5 fr. d'amende, pour avoir fait, sans autorisation de l'autorité municipale, effectuer plusieurs changements, innovations et réparations à la façade de sa maison, et notamment 1^o couper dans toute leur hauteur, pour en élargir l'ouverture, les tableaux de la boutique; 2^o démolir et supprimer l'ancien appui de cette boutique; 3^o poser une marche en pierre de taille dans toute la longueur de l'ouverture de la même boutique; 4^o poser au jambage du côté de la maison de la veuve Deschamps un petit morceau de pierre, et 5^o poser également à ladite boutique de nouvelles serrures et fermures; que le ministère public avait formelle-

ment requis la démolition ou l'enlèvement de tous ces ouvrages; que, néanmoins, le tribunal de simple police n'a fait droit à ses réquisitions que quant aux troisième, quatrième et cinquième chefs de la prévention; en quoi il a omis ou refusé de statuer sur les deux premiers, — Casse le jugement en ce qu'il n'a pas prononcé sur les premier et deuxième chefs de la poursuite, etc. »

Du 6 août 1836. — Ch. crim.

EXCUSE. — CONTRAVENTION. — RÈGLEMENT DE POLICE. — ABROGATION. — NON-USAGE.

Le prévenu d'une contravention à un arrêté de police légalement rendu ne peut être relaxé, sur le motif que les dispositions de cet arrêté sont tombées en désuétude ou abrogées par le non-usage, surtout s'il n'est rendu que depuis quelques mois (1). (C. crim., 161.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 161, C. crim.; — Attendu que l'arrêté de police, dont l'infraction était poursuivie dans l'espèce, n'a été rendu par le maire de Marennes, dans l'exercice légal de ses attributions, que le 19 mai dernier; que, néanmoins, le jugement dénué d'un relaxé le prévenu, notamment sur le motif que les dispositions de cet arrêté sont tombées en désuétude, ou abrogées par le non-usage; en quoi il a commis un véritable déni de justice et une violation non moins manifeste de l'article précité, — Casse, etc. »

Du 6 août 1836. — Ch. crim.

VOIRIE. — CONSTRUCTION. — EXCUSE. — ORDRE SUPÉRIEUR.

La contravention résultant de ce qu'une partie d'un mur de clôture touchant à un chemin public a été reconstruite sans une permission préalable de l'autorité ne peut être excusée par le motif que la reconstruction n'a point diminué la largeur du chemin.

Lorsque l'arrêté d'un maire n'a défendu à tout maçon ou entrepreneur de bâtiments de commencer des travaux de construction le long des chemins, rurs ou piers, sans que le propriétaire leur ait représenté l'arrêté d'alignement ou la permission de bâtir, les tribunaux ne peuvent relaxer le maçon qui ne s'est pas conformé à cet arrêté, en se fondant sur ce que le propriétaire a pris fait et cause pour celui-ci et déclaré qu'il n'avait agi que sur sa demande et d'après ses ordres exprès (2).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 3, n° 1^{er}, tit. 11, de la loi des 16-24 août 1790, et 46, tit. 1^{er}, de celle des 19-22 juill. 1791; — Vu l'art. 9 de l'arrêté du maire de Saint-Pierre-de-Vassols, en date du 20 mars 1832, et l'art. 471, n° 15, C. pén.; — Attendu, «o droit, que de Joannis, par cela seul qu'il a fait reconstruire une partie

(1) Ce serait s'immiscer dans la connaissance d'un acte administratif. — *J. Cass.*, 22 sept. 1836.

(2) *J. Cass.*, 19 août 1836.

du mur de clôture de son jardin touchant à une rue ou chemin, sans avoir préalablement obtenu la permission et l'alignement du maire, avait encouru l'application de la peine attachée à cette contravention : d'où il suit qu'en décidant le contraire, sur le motif que la construction dudit mur n'a point diminué la largeur de la rue ou chemin, le jugement dénoncé a commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées ; — En conséquence, Casse ;

• Et, statuant sur le réquisitoire présenté d'office dans l'intérêt de la loi : — Vu l'art. 442, C. crim., les deux articles des premières lois déjà citées ; l'art. 10 de l'arrêt susdaté, lequel est conçu en ces termes : « Conformément à la déclaration du roi du 10 avril 1785, et à l'arrêt du conseil du 26 mars 1785, il est défendu à tout maçon ou entrepreneur de bâtiments de commencer des travaux de construction le long des chemins, dans les rues et places, sans que le propriétaire leur représente l'arrêt d'alignement ou de permission de bâtir ; » les art. 471, n° 15, et 65, C. pén. ;

• Attendu que l'art. 10 de l'arrêt précité est légal et obligatoire dans sa disposition : d'où il résulte qu'en relaxant le maçon l'arrêt de l'arrêt séparément exercée contre lui personnellement, parce que, de Juvenis a pris son fait et cause, et qu'il n'a agi que d'après sa commande et son ordre exprès, le tribunal de simple police de Moruolrou a expressément violé les articles ci-dessus visés ; — En conséquence, Casse, dans l'intérêt de la loi, ce jugement en ce chef. »

Du 6 août 1856. — Ch. crim.

FLAGRANT DÉLIT. — HONNEUR DE L'ART. — REQUISITION. — PEINE. — EXCESE.

Les officiers de police auxiliaires du procureur du roi peuvent, dans le cas de flagrant délit, ou lorsqu'ils sont requis de la part d'un chef de maison, se faire accompagner, ainsi que pourrnt le faire ce magistrat, d'une ou deux personnes présumées, par leur profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du délit ou du crime à constater. (C. crim., 43 et 50.)

Ces personnes encourrent les peines portées par la loi lorsqu'elles refusent ou négligent d'obtempérer aux réquisitions qui leur sont régulièrement adressées. C. crim., 475, n° 12.)

Il ne leur suffit pas, pour échapper à la condamnation, d'alléguer, elles doivent prouver qu'elles n'ont pu obéir.

Le tribunal doit, en conséquence apprécier les preuves produites, et ne relaxer les prévenus de la poursuite qu'en déclarant expressément qu'il y a eu impossibilité de la part de ceux-ci d'obtempérer aux ordres qu'ils ont reçus.

ARRÊT.

• LA COUR. — Vu l'art. 475, n° 12, C. pén. ; — Attendu, en droit, que l'art. 50, C. crim., autorise les officiers de police auxiliaires du procureur du roi à faire les actes auxquels ce magistrat doit procéder, dans le cas de flagrant délit, ou dans le cas de réquisition de la part d'un chef de maison, en se conformant aux

mêmes règles ; qu'ils peuvent donc, en vertu de l'art. 43 du même Code, se faire accompagner, comme lui, s'ils le jugent nécessaire, d'une ou deux personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou du délit à constater ; que ces personnes encourrent la peine prononcée par l'art. 475, n° 12, C. pén., lorsqu'elles refusent ou négligent d'obtempérer à leurs réquisitions ; qu'il ne leur suffit point, pour échapper à cette condamnation, d'alléguer qu'elles n'ont pas pu obéir, qu'elles doivent justifier de ce fait devant le tribunal saisi de la prévention : d'où il suit que celui-ci est tenu d'apprécier la preuve produite, et de déclarer expressément, s'il les relaxe de la poursuite, qu'elles se sont réellement trouvées dans l'impossibilité qui peut seule rendre leur refus ou leur négligence excusable ;

• Et attendu, en fait, qu'il est reconnu, dans l'espèce, que E. Ramonhordes, officier de santé-chirurgien, n'a pas déféré à la réquisition qui lui a été faite par le maire de Camille pour qu'il eût à se transporter dans cette commune afin de procéder à la visite d'un cadavre qui s'y trouvait pendu ; qu'il s'est contenté d'alléguer qu'il n'avait pas pu y obtempérer à raison de sa grande fatigue et de ses souffrances instantanées ; que, néanmoins, le jugement dénoncé l'a renvoyé de l'action exercée contre lui, parce qu'il est possible que cette excuse soit fondée ; qu'on n'aperçoit dans son refus aucune manifestation de désobéissance, et qu'il a rendu, dans d'autres occasions, de pareils services aux autorités : d'où il résulte qu'en statuant ainsi, ce jugement a faussement interprété, et, par suite, violé expressément l'article ci-dessus visé ; en conséquence, casse le jugement du tribunal de simple police de Puyechorade du 29 juin dernier. »

Du 6 août 1856. — Ch. crim.

TRIBUNAUX. — EXERCICE DE POUVOIR. — ACTION OU MINISTÈRE PUBLIC. — USAGE. — ÉTABLISSEMENT. — DÉFAUT D'AUTORISATION.

Les Cours et tribunaux ne peuvent, en aucune sorte, s'immiscer dans la recherche et la poursuite de délits et des crimes ; ils ne sauraient régler, activer, ou contraindre l'exercice de l'action uniquement réservée au ministère public.

Est nul en conséquence l'arrêt qui surseoit à statuer à l'égard du prévenu poursuivi pour avoir établi sans autorisation une usine, jusqu'à ce que le véritable propriétaire de cet établissement soit mis en cause.

ARRÊT.

• LA COUR. — Vu l'arrêt rendu le 9 juin dernier, par lequel la Cour de Douai, par le motif qu'il était allégué que Bernardon, régisseur des biens fourneaux de Dinoo, ne serait que l'instrument passif du fait déclaré contravention dont ce concessionnaire se serait déclaré auteur, a sursis de prononcer jusqu'à ce que le concessionnaire Dinoo ait pu être mis en cause ; — Vu les art. 43 et 47 de la loi du 20 avril 1810, et l'art. 22, C. crim. ;

« Attendu que, hors les deux cas prévus, le premier par l'art. 255. C. crim., le second par l'art. 11 de la loi du 30 avril 1810, et encore au cas de flagrant délit, où, d'après l'art. 59. Code crim., le juge d'instruction peut faire directement et par lui-même les actes attribués au procureur du roi, la loi, en remettant aux procureurs généraux et à leurs substituts, dans l'étendue de leurs ressorts respectifs, l'action de la justice criminelle, les a spécialement chargés de la recherche et de la poursuite de tous les délits ;

« Attendu que les Cours et tribunaux ne peuvent, en aucune sorte, s'immiscer dans l'exercice de cette action, ni l'activer, la contrarier, la régler ou la paralyser ; qu'il appartient exclusivement à ces Cours et tribunaux de prononcer sur le sort des individus traduits devant eux ; mais que, hors les cas spécialement prévus par la loi, ils n'ont rien à prescrire aux officiers du ministère public sur l'étendue ou le mode de poursuites qu'ils ont à exercer ;

« Et attendu, en fait, qu'en ordonnant, par son arrêt du 9 juin dernier, qu'il serait suris à prononcer, à l'égard de Bernardon, prévenu d'avoir, sans autorisation, établi des lavours à Minerais et à Ferrières-la-Grande, jusqu'à ce que Dumon, propriétaire de ce domaine, ait pu être mis en cause, la Cour de Duval a excédé les bornes de sa compétence, commis un excès de pouvoir, et violé les dispositions tant des art. 45 et 47 de la loi du 20 avril 1810 que de l'art. 22, C. crim. ;

« Attendu enfin que, par la loi de son institution, la Cour de cassation est appelée à maintenir les lois telles qu'elles sont, et à les faire régner uniformément dans les Cours et tribunaux ; — Casse, etc. »

Du 6 août 1856. — Ch. crim.

ORDRE. — RADIATION. — PRIX NON DISTRIBUÉ. — EFFET. — TRANSPORT.

La main levée des inscriptions prononcée lors de la clôture de l'ordre n'éteint pas le droit hypothécaire des créanciers.

En conséquence, le créancier sur qui les fonds ont manqué peut, nonobstant la radiation de son inscription, venir, dans le rang que lui a donné l'ordre, et par préférence à tous cessionnaires ou créanciers chirographaires, exercer son droit hypothécaire sur la somme attribuée à un créancier qui le primait, et qui s'est trouvé payé depuis. (C. civ., 1266 ; C. proc., 759.)

Sur le prix d'un immeuble vendu par Jean à Duval, un ordre s'ouvrit en 1829 au tribunal de Beauvais.

Au premier rang fut colloqué Vallot, pour une somme de 30,000 fr., que l'acquéreur devait garder entre ses mains à l'effet de lui servir une rente viagère de 1,000 fr. — Ensuite, et sur ces mêmes 20,000 fr. vint Bihac, qui devait les toucher lors de l'extinction de la rente viagère.

Il n'y eut pas lieu de colloquer en rang utile d'autres créanciers hypothécaires, parmi lesquels se trouvaient les mariés Despierrres.

Le 18 juin 1829 le règlement définitif eut lieu, et par suite le juge-commissaire ordonna la radiation des inscriptions. Cette radiation fut effectivement opérée.

En 1830, un nouvel ordre s'ouvrit sur le prix d'un autre immeuble vendu par Jean. Bihac y est colloqué pour la majeure partie de sa créance, et ainsi se trouvent dégrévés d'autant les 20,000 fr. restés entre les mains de Duval pour le service de la rente viagère. Les mariés Despierrres sont eux-mêmes colloqués pour une partie de leur créance.

Le 19 août 1831, clôture de cet ordre.

Cependant, dès le 26 déc. 1830, Jean avait cédé à Cavlan et compagnie 16,000 fr. à prendre par antériorité sur les 20,000 fr. restés entre les mains de Duval, et qu'il savait devoir être affranchis de la créance de Bihac.

En 1833, décès de Vallot, créancier de la rente viagère. Alors question de savoir qui devra toucher les 20,000 fr. laissés entre les mains de Duval.

D'un côté Cavlan et compagnie excipent de la cession du 26 déc. 1830. D'un autre côté, les mariés Despierrres, Delannay et autres, demandent à être, par préférence, payés de ce qui leur reste dû, en vertu de leur hypothèque sur l'immeuble vendu à Duval. Cavlan et compagnie leur opposent la radiation de leur inscription en vertu de l'ordonnance du juge-commissaire, et, par suite, l'extinction de leur hypothèque.

Les mariés Despierrres répondent que la radiation de leur inscription a été subordonnée à l'impossibilité de venir en ordre utile et d'être payés sur le prix objet de la distribution ; mais que, cette impossibilité ayant cessé par le paiement fait au créancier qui le primait, leur inscription a repris toute sa force et leur donne un droit de préférence sur de simples cessionnaires ou créanciers chirographaires.

Jugement du tribunal de Beauvais qui, accueillant ce système, ordonne que Duval payera entre les mains des mariés Despierrres ou de leurs cessionnaires, par ces motifs, entre autres : — « Que la radiation des créances qui n'ont pas été utilement colloquées dans l'ordre ordonné par le juge-commissaire, en vertu des art. 759 et 767, C. proc., a pour but, non de libérer le débiteur, mais de déclarer que la propriété est affranchie au regard du nouveau propriétaire ; que, comme cessionnaires de Jean, les demandeurs ne peuvent avoir à cet égard plus de droits que leur créancier ; que la radiation prononcée en vertu du jugement du 18 juin 1829 n'aurait pu lui profiter et lui donner le droit de toucher le reliquat du prix que si elle avait été fondée sur le paiement intégral des créanciers produisant ; que, loin de là, cette radiation n'a eu pour cause que l'insuffisance des fonds, et a laissé subsister éventuellement les droits de créanciers non payés, alors surtout qu'ils avaient été reconnus dans le règlement provisoire. »

Appel. — Arrêt confirmatif de la Cour d'Amiens, du 4 avril 1835.

POURVOI de Cavlan et compagnie, pour violation des art. 2134, 2166 et 1690, C. civ., et 759, C. proc.

En présentant le rapport de cette affaire, le conseiller Brère de Valigny disait : — « Un créancier hypothécaire a produit inutilement dans un ordre ; les fonds ont manqué sur lui. Qu'importe à l'acquéreur ? il a payé tout son prix, il a purgé son acquisition ; l'immeuble est passé libre dans ses mains ; à son égard la radiation est complète, définitive. Elle l'est encore à l'égard du créancier qui a reçu tout ce qui lui était dû, car sa créance est éteinte ; mais pour celui qui n'a rien reçu ou qui n'a reçu qu'une partie, sa créance subsiste, et, à l'aide de l'hypothèque et du droit de suite qui y est attaché, il se remplira sur les autres biens de son débiteur. Dans le système des demandeurs en cassation, ce droit de suite lui-même aurait été anéanti par l'effet de la radiation. C'est ici qu'ils confondent l'inscription et l'hypothèque.... L'hypothèque subsiste encore, même sur les biens qu'elle n'avait pu d'abord atteindre, si l'obstacle qui l'en avait écarté venait à cesser. La radiation n'y faisant rien : car, dans cette espèce, elle n'avait pu être qu'hypothétique et conditionnelle entre les créanciers ; elle n'était définitive que pour l'acquéreur ;

« Dans tous les cas, ce qu'il est impossible d'admettre, c'est que la somme de 20 000 fr., devenue libre, fût retournée au vendeur, tant qu'il restait des créanciers à payer. C'était entre ceux-ci qu'était le débat... »

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu en droit que la mainlevée prononcée dans un règlement définitif d'ordre, par le juge-commissaire, des inscriptions de créanciers non utilement colloqués, n'a pas pour effet d'annuler les droits de ces créanciers, mais seulement d'en affranchir l'immeuble dont le prix est distribué, sous la condition que ce prix sera entièrement employé au paiement des créances utilement colloquées ; — Attendu que, si, par une circonstance quelconque, ces créances sont éteintes en totalité ou en partie, autrement que par l'effet des collocations, la portion du prix qui se trouve par là disponible ne rentre pas dans les mains du débiteur, mais doit être attribuée aux créanciers qui auraient eu droit à la collocation, si les fonds eussent été libres lors de la confection du règlement de l'ordre ; — Qu'on n'est pas fondé à se prévaloir contre ceux-ci de la radiation de leurs inscriptions, puisque cette radiation n'aurait pas été la suite d'une faute ou d'une négligence de leur part, et qu'elle n'aurait été ordonnée et effectuée que dans l'hypothèse de l'épuisement du prix distribué, par son application au paiement des créances plus ancien-

nes ; — Attendu en fait que la radiation des inscriptions hypothécaires des mariés Desprez ou de leurs créanciers, en ce qu'elles frappaient sur l'immeuble acquis par Duval, n'a été ordonnée et n'a eu lieu que comme conséquence de l'emploi de la totalité du prix dû par Duval, à l'extinction de créances antérieures, et spécialement de celle de Bihas, colloqué pour toucher, après l'extinction de la rente viagère de Vailloz, la somme de 20 000 fr. laissée entre les mains de Duval pour le service de cette rente viagère ; — Attendu que Bihas, ayant été désintéressé par le paiement de sa créance sur le prix d'un autre immeuble du débiteur, la somme qui lui avait été attribuée doit appartenir aux créanciers qui le suivent dans l'ordre des hypothèques, et qui auraient été colloqués à son défaut ; que la Cour royale, en le décidant ainsi, n'a contrevenu à aucune disposition de la loi, et qu'elle a fait une saine disposition des principes de la matière, — Rejeté, etc. »

Du 8 août 1836. — Ch. req.

ENREGISTREMENT. — RAPPORT DE JUGE. — CERTIFICAT. — HYPOTHEQUE. — SUPPLÉMENT.

Un certificat délivré par le greffier du tribunal ne peut pas suppléer au défaut de mention, dans un jugement rendu en matière d'enregistrement, que ce jugement ait été rendu sur le rapport préalable de l'un des juges (1). (L. 22 frim. an 7, art. 65.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 05, L. 22 frim. an 7 ; — Attendu que le jugement attaqué ne fait aucune mention qu'il ait été rendu sur le rapport préalable de l'un des juges, aux termes du susdit article ; que le certificat produit par le défendeur, et qui lui a été délivré par le greffier du tribunal, ne peut suppléer à ce défaut de mention dans le jugement ; que c'est un acte extrajudiciaire que la loi et la jurisprudence n'admettent point pour constater légalement l'observation des formalités prescrites pour la validité des jugements : — Par ces motifs, — Cassé, etc. »

Du 8 août 1836. — Ch. civ.

TESTAMENT. — MOBILIER. — RECONNAISSANCE. — INTÉRÊTS MORATOIRES. — ENREGISTREMENT.

Lorsque dans son testament un mari reconnaît l'appartenance de sa femme, qu'il devait, d'après son contrat de mariage, faire constater par un inventaire et un état en forme, il n'y a point là une obligation nouvelle qui donne ouverture à un droit proportionnel d'enregistrement (2). (L. 22 frim.

(1) *P. conf. Cass.*, 25 avril 1808 et 5 janv. 1820. — *P.*, aussi *Inst. de la rég. e.*, 1828, § 27, et 1837, § 77 et 80 ; le *Dict. des dr. d'enr.*, v° *Instance*, n° 75. — Toutefois il n'est pas nécessaire que le jugement porte en termes formels qu'il y a eu rapport d'un juge, et que ce rapport a été fait en audience publique, la preuve de l'obligation de cette formalité peut résulter du rapprochement des diverses dispositions du jugement. — *P. Cass.*, 14 août 1832.

(2) Mais les reconnaissances de dettes dans un

testament sont passibles du droit de 1 %, quant elles ne résultent pas d'actes enregistrés. — *P.*, *Décl.*, 2 frim. an 13, 27 oct. 1829 ; *Just.*, 290, § 1^{er}. — Ainsi un droit d'obligation est exigible, outre le droit fixe, sur le testament d'un mari qui reconnaît avoir reçu de sa femme une somme déterminée pour ses droits dotaux, si la quote des droits n'a pas été établie soit par leur contrat de mariage, soit par tout autre titre antérieur au testament. — *P.*, *Solut.*, 17 mars 1829, et *Inst.*, 1822, § 9.

an 7, art. 68, § 1^{er}, n° 6, et art. 69, § 3, n° 3.)
La régie de l'enregistrement ne peut être condamnée à payer les intérêts des sommes dont la restitution est prononcée contre elle.
 (L. 22 frim. an 7, art. 61.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu, sur le moyen principal, que la loi fiscale ne soumet qu'à un droit fixe les actes présentés à l'enregistrement lorsqu'ils ne sont ou qu'ils ne contiennent que l'exécution, le complément, la répétition ou la consommation d'obligations ou de conventions stipulées et conclues dans des actes précédemment enregistrés; que, dans l'espèce, la déclaration ou la reconnaissance par laquelle Martin s'est acquitté dans son testament de l'obligation qu'il avait contractée par son contrat de mariage de rendre compte à sa femme de sa dot et de ses reprises, et notamment du mobilier qui lui écherrait durant leur mariage, et même de l'indemniser, s'il ne le faisait pas constater par inventaire, n'est que la pure exécution d'une clause du dit contrat de mariage, et que, dès lors, elle ne pouvait être soumise à un droit proportionnel comme constituant une obligation nouvelle, et qu'en le décidant ainsi, le jugement attaqué s'est exactement conformé à la loi, et spécialement, à l'art. 68, § 1^{er}, n° 6, L. 22 frim. an 7, — Rejette ce moyen; — Mais, statuant sur le moyen relatif au chef du jugement concernant le paiement des intérêts : — Vu l'article 61, L. 22 frim. an 7; — Attendu que cette loi, en aucune autre, n'autorise les tribunaux, en cas de restitution ordonnée de droits indûment perçus par la régie, à la condamner au paiement des intérêts des sommes par elle restituées; et qu'en ce faisant, le tribunal d'Alençon a évidemment excédé ses pouvoirs, — Casse en ce chef seulement, etc. »

Du 8 août 1856. — Ch. civ.

—

EXPERTISE. — ENREGISTREMENT. — NOMINAT.

Lorsque, sur la demande en expertise formée par la régie de l'enregistrement, en vertu de l'art. 17, L. 22 frim. an 7, la partie adverse a nommé elle-même son expert, il n'est pas nécessaire qu'un jugement ordonne l'expertise (1). (L. 22 frim. an 7, art. 18.)

Lorsque l'expertise ne doit porter que sur un seul immeuble, il n'y a pas lieu de renvoyer les experts, pour la prestation de serment, devant le juge de paix du canton où le bien est situé. (L. 15 nov. 1808, art. 1^{er}.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que les art. 17, 18

et 19, L. 22 frim. an 7, ont autorisé les demandeurs en expertise de la régie, en déterminant la forme et le délai à observer pour la présentation et le jugement des demandes; — Attendu que ces articles ne sont pas exclusifs du consentement volontaire, de la part de la partie adverse, à l'expertise demandée, et de la nomination par elle faite d'un expert, sur la sommation qui lui est faite de satisfaire à cette nomination dans les trois jours; que c'est seulement en cas de refus qu'il doit être pourvu à cette nomination d'office par le tribunal; — Attendu, dans l'espèce, que l'action de la régie a été introduite par une requête au tribunal de Saverin du 8 sept. 1851, contenant nomination d'un expert et sommation à Henri Karcher de nommer son expert dans les trois jours de la signification de la demande; que cette requête et la sommation qu'elle renferme ont été signifiées le 11 dudit mois, et suivies d'une nomination d'expert le 13 sept. suivant, et ainsi dans les trois jours de la signification, conformément à ladite sommation; — Attendu que, dans cet état, ledit Karcher, après avoir rempli, sur une sommation légale et avant l'obtention d'un jugement, le vœu de ladite sommation et de l'art. 18, L. frim. antédécédée, le jugement attaqué n'a point violé cet article en décidant qu'il était inutile et frustratoire de rendre un jugement qui ordonnait l'expertise; — Attendu que la loi du 15 nov. 1808 n'a rien changé aux dispositions des art. 17, 18 et 19, L. 22 frim. an 7; qu'elle est seulement applicable à un cas qui ne se rencontrait pas dans l'espèce; qu'au surplus, elle n'a pu être violée, — Rejette, etc. »

Du 8 août 1856. — Ch. req.

ENREGISTREMENT. — DON MANUEL. — PREUVE.

La reconnaissance faite par une mère dans l'acte de liquidation entre elle et ses enfants, après le décès du père, d'un don manuel qui aurait été fait à l'un de ses enfants par son père et par sa mère, constitue un titre sur lequel il y a lieu de percevoir le droit proportionnel (2). (L. 22 frim. an 7, art. 4 et 69, § 4, n° 1^{er}.)

Par acte notarié du 15 janv. 1853, il fut procédé entre la veuve Rouot et ses deux enfants, Antoine Rouot et Louise Rouot, femme Marc, à la liquidation tant de la communauté qui avait existé entre les époux Rouot que de la succession du premier. Dans cet acte, il fut reconnu qu'il avait été attribué à la dame Marc par son contrat de mariage une dot de 8.000 fr.; mais qu'Antoine Rouot ayant reçu de ses père et mère une somme équivalente à l'intégralité de la dot de sa sœur, il n'y avait, de la part d'aucun d'eux,

16 mars 1840; — Rigaud et Championnière, *Traité des droits d'enreg.*, t. 3, n° 2508. — Mais il en est autrement de la somme foncière ou dans un contrat de mariage, qu'un don manuel a été fait antérieurement à l'un des époux, bien que le donateur ait été présent à l'acte, si cet acte ne renferme aucune stipulation de sa part, et s'il n'y a assimilé qu'à titre de parocet. — *P. Cass.*, 21 déc. 1851 et 18 avril 1851.

(1) L'expertise doit être poursuivie en conséquence de l'assentiment du contribuable, sauf ensuite à faire entretenir le rapport. — *P. Instr. de la régie*, 1528, § 21. — Lorsque l'expert choisi par la régie a été agréé par jugement, il ne peut lui en être nommé un autre d'office sans contrevenir à la chose jugée. — *P. Cass.*, 27 avril 1807.

(2) *P. conf. Cass.*, 16 mars 1840. — *P. aussi Cass.*, 21 déc. 1851, 19 déc. 1857, et les notes, et

aucune réclamation à faire contre l'autre. Le receveur, considérant cette reconnaissance comme constatant une donation de 8,000 fr. faite par les époux Rouvi à leur fils, perçut sur cette somme le droit de 1 %.

Opposé par les enfants Rouvi, qui annulent qu'aucun droit n'est dû. — La régie répond que la demande en restitution ne peut être fondée que relativement à la moitié des 8,000 fr. donnée par le père; mais que la présence de la mère à l'acte imprimé à la disposition dont il s'agit tous les caractères d'une donation entre-vifs, acceptée relativement à l'autre moitié, et que la perception faite sur 4,000 fr. devant être maintenue.

Le 27 août 1855, jugement du tribunal de Saint-Michel : — « Attendu que la reconnaissance d'un don manuel de 8,000 fr. fait à Antoine Rouvi, dans la liquidation de la communauté qui a existé entre ses père et mère, et reçu par Renaud, notaire à Vaucouleurs, le 13 janv. 1855, n'est qu'une énonciation ou allégation nullement constitutive d'un titre passible du droit d'enregistrement déterminé par la loi;

« Attendu que les offres de l'administration de l'enregistrement de remettre la moitié de la somme de 110 fr. perçue à raison de l'énonciation susrapportée sont insuffisantes.....;

« Le tribunal condamne l'administration de l'enregistrement à rembourser la somme de 110 fr., etc. »

POURVOI par la régie pour violation des articles 894, C. civ., 4, et 60, § 4, n° 1^{er}, L. 22 frim. an 7.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 4 et 69, § 4, n° 1^{er}, L. 22 frim. an 7; — Considérant que la reconnaissance faite par la mère donatrice et par le

fils donataire dans l'acte de liquidation fait avec sa sœur le 13 janv. 1855, devant le notaire de Vaucouleurs, d'un don manuel de 8,000 fr. qui avait été fait audit fils par son père et par sa mère pour moitié, constitue un titre sur lequel la perception du droit proportionnel a pu être faite; — Que, le père étant décédé, et la régie ayant offert la restitution de la moitié des 110 fr. perçus pour les 4,000 du père, à l'égard duquel tout était consommé, le tribunal n'a pu, sans violer les articles ci-dessus, condamner la régie à restituer la totalité des 110 fr. : — Donnant défaut. — Casse, etc. »

Du 9 août 1856. — Ch. civ.

JUGEMENT. — POINT DE FAIT ET DE DROIT. — ENREGISTREMENT. — PARTAGE D'ASCENDANT. — ACTE SANS SEING PRIVÉ. — FORME DES ACTES. — FRAUDE.

Un jugement ne doit point, sous peine de nullité, contenir l'exposé sommaire des points de fait et de droit lorsque, d'ailleurs, il renferme les conclusions respectives des parties où se trouve cet exposé (1). (C. proc., 141; L. 20 avril 1810, art. 7.)

La rigie de l'enregistrement n'a point qualité pour critiquer la validité des formes des actes (2).

Spécialement, une donation portant partage d'ascendant, bien que faite sous seing privé, au lieu de l'être par acte authentique, doit jouir de la réduction de droits prononcée par la loi du 16 juin 1824 (3). (L. 22 frim. an 7, art. 69, § 6, n° 2; L. 16 juin 1824, art. 3.)

Le 7 août 1854, jugement du tribunal civil de Thionville : — « Considérant qu'il est de principe que la perception des droits d'enregistrement se fait d'après la nature même des actes, et non d'après leur forme apparente;

(1) Ou bien encore quand il ne fait qu'ordonner l'exécution d'un précédent jugement auquel il se réfère et qui contient toutes les conclusions exigées par la loi. — *P. Cass.*, 18 août 1829. — L'exposé sommaire des points de fait et de droit sont des formes substantielles dont l'omission emporte nullité du jugement. — *P. Cass.*, 1^{er} mars-19 avril 1851, 21 déc. 1854 et 7 juill. 1855.

(2) Et elle doit percevoir les droits d'après la substance des actes et leurs formes extérieures. — *P. Cass.*, 25 fév. 1824, 21 déc. 1851, 19 juil. 1856 et 9 juil. 1859.

(3) C'est ce que la chambre des requêtes avait déjà jugé par un arrêt du 21 déc. 1851. — La chambre civile paraissant avoir adopté une jurisprudence contraire par un arrêt du 22 mai 1853, que la régie invoquait dans l'espèce actuelle. — Toutefois, nous devons dire que la rapporteur a pensé que ces deux arrêts n'avaient rien d'inconciliable. Voici les passages de son rapport sur ce point : « La Cour reconnaît que de ces deux arrêts, l'un, de la chambre des requêtes, a adopté la doctrine que professe de nouveau le tribunal de Compiègne. L'autre, de la chambre civile, contient un motif qui lui paraît opposé, savoir : que la mutation n'ayant pas été opérée par un acte authentique contraignant partage, elle ne pouvait être placée dans l'exception établie par l'art. 3 de la loi du 16 juin 1824. — Il est à observer sur cet arrêt et sur la motif qu'il renferme, que l'instance relative aux enfants Berger avait été introduite en

vertu de l'art. 12 de la loi de frimaire, par présomption légale de mutation résultant d'inscription au rôle des contributions en 1828 et de paiement. Les enfants Berger, sans désavouer la prise de possession ou le paiement des contributions, ont excepté d'une donation sous seing privé... C'est alors qu'on leur a dit que la mutation prouvée remontait à 1826, par un titre qui, quel qu'il pût être, n'avait pas été soumis à la formalité dans les trois mois de la prise de possession, et devait être frappé des droits fixés par la loi de frimaire. L'arrêt ajoute : *puisque cette mutation n'ayant pas été opérée par acte authentique contenant partage, elle ne pouvait être placée dans l'exception portée par l'art. 3 de la loi du 16 juin 1824.* » Cette dernière partie, d'après les bases du raisonnement, semblerait indiquer une simple discussion de date. La mutation n'ayant pas été opérée par acte authentique, antérieur à la prise de possession, la loi de frimaire devenait seule applicable. Tel est le sens qu'on semble devoir attribuer à l'arrêt, et en effet il se termine par une phrase qui en rend le sens clair, et la voici : « qu'ainsi, le tribunal civil n'a pu, sans contrevenir à l'art. 69, prendre en considération l'acte de donation portant partage du 18 sept. 1829, postérieur à l'époque à laquelle le droit et demi droit de la mutation opérée en 1828, était acquis à la régie, pour faire restituer une partie de ce droit. » — *P. annal Rigaud et Champegnier, Des droits d'enreg.*, t. 3, n° 2635.

• Que, par l'acte du 6 nov. 1833, Pierre Kail et sa femme ont abandonné tous leurs biens à leurs trois enfants;

• Que cette stipulation constitue essentiellement une donation en-vifs portant partage de présuccession par un père et une mère au profit de tous leurs enfants;

• Que, dès lors, la perception des droits d'enregistrement a dû être faite conformément à la loi du 16 juin 1824;

• Qu'il est vrai que les formalités du Code civ. n'ont point été observées dans l'acte de donation, mais que l'administration n'a pas plus droit de critiquer un acte pour n'être point authentique que de critiquer en pareil cas un acte authentique pour être enlaidi d'une autre nullité quelconque;

• Le Tribunal dit que la perception du droit sur la donation du 6 nov. 1833, selon la loi du 16 juin 1824, a été régulièrement faite, etc... »

POURVOI par la régie pour 1^{er} violation des art. 141, C. proc., et 7, L. 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué ne contenait point, en tête des motifs, l'exposé sommaire des points de fait et de droit; 2^e violation des art. 69, L. 22 frim. an 7, § 6, n° 2, et 54, L. 28 avril 1810; 3^e pour fausse application de l'art. 3, L. 16 juin 1824.

ARRÊT.

• LA COUR. — Sur le premier moyen, résultant d'une prétendue violation en la forme des articles 141, C. proc., et 7, L. 20 avril 1810, par l'absence de l'exposé sommaire des points de fait et de droit : — Attendu que l'exposé, contenu au jugement attaqué, des conclusions respectives des parties, renferme tous les détails qui constituent les points de fait et de droit, et qu'ainsi le vœu des lois citées a été rempli; — Sur les deuxième et troisième moyens, qui se confondent : — Attendu que la dérogation contenue dans l'article 3, L. 16 juin 1824, aux dispositions des art. 69, § 6, n° 2, L. 22 frim. an 7, et 54, L. 28 avril 1810, exclut l'application de ces dispositions de la loi de l'an 7 et de celle de 1810, s'il était vrai que la loi de 1824 eût réglé la perception des droits d'enregistrement de l'acte du 6 nov. 1833; — Attendu, sur cette dernière question, que cet acte présentait un abandon par Kail et sa femme au profit de tous leurs enfants présents et acceptants, et partage entre eux desdits biens; que ces stipulations étaient de la nature de celles prévues par l'art. 3, dite loi 16 juin 1824, qui devait recevoir son application; — Attendu que le défaut d'authenticité de cet acte n'en changeait pas la nature à l'égard de la régie de l'enregistrement, à laquelle il était présenté pour recevoir la formalité; qu'elle n'a aucune action pour critiquer la validité des formes des actes, et qu'en conséquence le jugement attaqué a fait une juste application à la cause de ladite loi du 16 juin 1824. — Rejette, etc. »

Du 9 août 1836. — Ch. req.

(1) *F. conf. Cass.*, 25 nov. 1831.

(2) Par exemple, si un testament était annulé à raison d'une surcharge, Toulouse, 29 avril 1836; si le testament se trouvait n'être pas daté, Rouen, 24 juill. 1828; s'il ne faisait pas la mention de

TESTAMENT. — MORILLES. — RECONNAISSANCE. — INTÉRÊTS MORATOIRES.

Du 9 août 1836. — (V. Cass., 8 août 1836.)

NOTAIRE EN SECOND. — INSCRIPTION DE PAIX. — DONATION.

Du 9 août 1836. — (V. Cass., 3 août 1836.)

NOTAIRE. — INSCRIPTION. — RESPONSABILITÉ.

C'est aux juges du fait qu'il appartient de prononcer sur le mode d'exécution et sur les conséquences du mandat donné à un notaire en dehors de ses fonctions (1).

En conséquence, en cas de rédaction, dans l'acte de ce notaire, d'un bordereau d'inscription qui s'est trouvé n'être pas valable, la Cour royale a pu faire peser les conséquences de cette nullité, partie sur le notaire, et partie sur le créancier à qui le bordereau avait été remis pour requérir lui-même l'inscription.

Les faits de cette cause sont rapportés dans un jugement du tribunal de Montauban, du 26 janv. 1835, et dans un arrêt confirmatif de la Cour de Toulouse, du 25 juillet suivant.

POURVOI des héritiers Latreille contre cet arrêt, pour violation des art. 1382, 1383, 1991 et 1992, C. civ. Une jurisprudence constante, disait-on pour eux, sur les conséquences dont sont tenus les notaires dans l'exercice de leurs fonctions, c'est que la violation du fond du droit ne saurait jamais donner lieu contre eux à des dommages-intérêts. — Quant à l'inaccomplissement des formalités prescrites pour la validité des actes, on distingue entre celles qui appartiennent à la substance de la stipulation et celles qui constituent la solennité ou l'authenticité. — Que le notaire soit responsable en cas d'observation de ces dernières, cela se conçoit (2); car c'est pour les remplir qu'il a été créé, et que la loi l'a revêtu d'un caractère public. Et même encore pourrait-on dire, à la rigueur, qu'il faudrait que le notaire se fût rendu coupable de dol, de fraude ou de faute lourde. Mais il n'en est plus de même en ce qui concerne les formalités qui tiennent à la substance même de la stipulation, connue, par exemple, l'acceptation d'une donation, la désignation exacte de biens hypothéqués, etc. Dans ces différents cas, il dépend des parties, tout aussi bien que du notaire (3), de prévenir une omission qui leur est préjudiciable. Elles n'avaient d'ailleurs qu'à mieux placer leur confiance et choisir un guide plus éclairé. Elles ne peuvent donc s'en prendre qu'à elles-mêmes des suites de leur inexpérience ou de leur imprudence. Ainsi déjà, en supposant qu'un bordereau d'inscription fût un acte notarial, le défaut d'indication de la date et de la nature du titre constitutif d'hypothèque ne saurait retomber sur le notaire.

la lecture au testateur en présence de témoins. — *F. aussi Cass.*, 12 juill. 1825; Rouen, 18 juill. 1829; et Lyon, 18 janv. 1839.

(3) *F. Rouen*, 28 juill. 1829.

Ensuite, viendrait la question de savoir si, dans la réalité, une omission de cette nature devrait entraîner la nullité de l'inscription. Toutlier va jusqu'à dire qu'on peut se dispenser de faire même aucune mention du titre de créance. Ainsi, la question est controversée. Dès lors, comment faire peser sur le notaire l'imputation d'une faute lourde, équivalente au dol?

Mais, évidemment, un bordereau d'inscription n'est pas un acte qui rentre dans les attributions du notaire; c'est toujours à un autre titre que le notaire le rédige ou le fait rédiger dans son étude. Il n'y a donc point de recours possible contre le notaire en cas d'irrégularité de ce bordereau. Que si l'on oppose qu'il y avait alors mandat et mandat salarié, on répondra, d'abord, que ce salaire, en supposant qu'il ait existé, était si faible qu'on ne saurait véritablement lui donner ce nom. C'est plutôt dans l'intérêt de leur clientèle que pour le profit qu'ils en retirent que les notaires font dresser les bordereaux d'inscription. Ensuite, y avait-il eu mandat? C'est ce qu'il eût fallu établir, et c'est ce qu'on n'avait pas établi. — Enfin, en supposant qu'il y ait eu mandat, ce mandat aurait cessé par la remise que Latreille avait faite à Delmas-Grossin de son bordereau, pour aller prendre lui-même l'inscription. Si Latreille avait pris cette inscription, on aurait pu dire que le mandat n'avait cessé que postérieurement. Mais, après avoir reçu son bordereau, Delmas-Grossin l'a encore gardé deux jours avant d'en faire usage. Ainsi, outre qu'il avait connaissance de la cessation de son mandat, il avait eu tout le temps nécessaire pour s'assurer si le bordereau était complet; par suite, il est censé s'en être approprié la rédaction. Il doit, dès lors, en subir toutes les conséquences.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu qu'en déclarant que la faute du mandataire Latreille était une faute lourde, et qu'en ajoutant que Delmas-Grossin s'était associé à cette faute, l'arrêt attaqué a pu, par suite de cette déclaration, faire peser également sur l'un et sur l'autre les conséquences des omissions commises dans le bordereau; qu'en le découlant ainsi, la Cour de Toulouse s'est bornée à apprécier des faits dont l'examen rentrait dans son droit souverain, et qui échappent à la censure de la Cour suprême, — Rejeté, etc. »

Du 9 août 1856. — Ch. req.

ACTION POSSESSOIRE. — Cours d'eau.

Ce n'est point cumuler le pétitoire avec le possessoire que de dire que la jouissance des eaux d'un ruisseau appartient exclusivement à l'une des parties pendant la belle saison, et que, durant le reste de l'année, cette jouissance est commune aux deux parties (1). (C. proc., 25.)

(1) P. Cass., 20 avril 1834.

(2) C'est d'après le même principe que le juge du possessoire a pu ordonner le placement des bornes

En conséquence, en ordonnant les mesures nécessaires pour le maintien de cette jouissance, le juge du possessoire n'a point excédé ses pouvoirs (2), et n'est point réputé avoir fait un règlement d'eau.

Brun est propriétaire d'un pré bordé par le ruisseau de Bellonne. En aval est un moulin qui appartient à Fauconnet.

En 1852, Brun, se plaignant que Fauconnet, père et fils, après avoir passé sur son pré avec des instruments d'agriculture, se fussent permis de pêcher dans le ruisseau et de détruire plusieurs prises d'eau destinées pour l'irrigation de son pré, cita Fauconnet père devant le juge de paix pour voir dire que lui, demandeur, serait maintenu dans la possession annuelle de ces prises d'eau, et qu'en raison du trouble commis, le défendeur serait condamné en 50 fr. de dommages-intérêts.

Fauconnet répondit que depuis un temps immémorial il était en possession des eaux du ruisseau, avec jouissance du droit d'allée sur le pré de Brun pour fermer les rigoles quand son moulin venait à manquer d'eau. En conséquence, demande reconventionnelle contre celui-ci en 100 fr. de dommages-intérêts, pour avoir pestiqué en travers du ruisseau un barrage dont l'effet avait été de priver le moulin de l'eau qui lui était nécessaire.

Le 14 mai 1852, jugement qui. — « Attendu que le droit réclamé par Fauconnet constitue une servitude discontinue et non apparente qui ne peut s'acquiescir que par titre, et non par possession, condamne Fauconnet à payer à Brun 10 francs de dommages-intérêts pour s'être permis de passer sur le pré avec des instruments d'agriculture, et son fils s'être permis de pêcher sur la propriété dudit Brun, et déboute ledit Fauconnet, défendeur, de la demande reconventionnelle par lui formée. »

Depuis, et par suite de nouvelles entreprises de Brun sur le ruisseau, action de Fauconnet à fin de maintenir en possession des eaux, et en condamnation de Brun en 100 francs de dommages-intérêts pour avoir fait absorber à son pré la totalité des eaux au moyen d'un barrage pratiqué. — Brun ayant excipé d'une possession contraire, jugement qui ordonne une enquête et une contre-enquête sur les lieux; et ensuite, jugement définitif qui, attendu que les deux parties justifient également de la possession annuelle, les renvoie à se pourvoir en règlement d'eau.

Sur l'appel de Fauconnet, jugement du tribunal de Confolens :

« Attendu que, s'il est de principe que celui dont une eau courante borde la propriété peut en user à son passage, cela doit s'entendre à la charge par lui de respecter les droits acquis par les propriétaires inférieurs;

» Attendu que des enquêtes et contre-enquêtes il résulte que Fauconnet est dans la possession annuelle de pour des eaux du ruisseau de Bellonne pour l'entretien de son moulin, exclusivement

pour fixer la ligne séparative de deux héritages. — P. Cass., 27 avr. 1834 et 26 janv. 1835.

à tous autres, à partir de la fin de mai de chaque année jusqu'à la fin de la belle saison; que, depuis l'hiver jusqu'à la fin dudit mois de mai, ledit Brun jouit simultanément desdites eaux avec ledit Fauconnet, et que, durant cette dernière époque, il est en droit d'établir sur ledit ruisseau des barrages ou prises d'eau; — Faisant droit, maintient Fauconnet dans la possession annale où il était depuis longtemps au moment du trouble de jouir exclusivement des eaux du ruisseau de Bellonne depuis la fin de mai de chaque année et durant toute la belle saison, comme aussi d'en jouir pendant le surplus de l'année simultanément avec Brun; — Ordonne qu'à partir de la fin de chaque mois de mai, et durant toute la belle saison, ledit Brun sera tenu d'enlever les barrages par lui établis sur le ruisseau de Bellonne; — Condamne ledit Brun à 100 fr. de dommages-intérêts, etc. »

POURVOI de Brun pour fausse application de l'art. 25, C. proc., d'après lequel le possesseur et le pétitoire ne peuvent être cumulés, et pour violation de l'art. 25 même Code, ainsi que de l'art. 2229, C. civ. — Le tribunal n'avait à prononcer que sur une question de compétence. Cependant il a fixé le mode de jouissance des parties pour l'avenir, et il a fait à ce sujet un véritable règlement d'eau. Or, c'est là une question de fond, une question de propriété. Il y a donc eu dans le jugement attaqué cumul du possessoire et du pétitoire.

Pour le défendeur, on répondait que la disposition ordonnée par le jugement attaqué n'avait pour objet que de prononcer sur une question de possession annale; que les mesures prescrites avaient dû être nécessairement ordonnées, si l'on voulait que la maintenance en possession ne fût pas illusoire; et qu'ainsi le tribunal n'avait ni fait un règlement d'eau, ni statué sur une question de propriété.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'en maintenant Fauconnet dans la possession et jouissance des eaux du ruisseau de Bellonne, le tribunal n'a point cumulé le pétitoire avec le possessoire pour avoir dit que la jouissance des eaux était exclusive durant la belle saison pour le travail de l'usine de Fauconnet, et qu'elle était commune pendant le reste de l'année entre les parties; que le jugement n'a fait en cela que reconnaître et déclarer l'état et la nature de la possession annale acquise à Fauconnet pour le service de son usine, sans préjudice de l'action que le demandeur peut faire valoir au pétitoire pour le maintien du droit qu'il prétend;

» Attendu qu'en reconnaissant et déclarant les faits de possession annale, le tribunal n'a point excédé ses pouvoirs, ni fait un de ces ré-

glements d'eau qui rentrent dans les attributions de l'autorité administrative, — Rejette, etc. »

Du 9 août 1855. — Ch. civ.

ENREGISTREMENT. — CAUTIONNEMENT. — HYPOTHÈQUE.

L'affectation d'hypothèque consentie par un tiers sur un immeuble qui lui appartient, pour sûreté du paiement d'une dette qui lui est étrangère, constitue, de la part de ce tiers, un cautionnement pour sommes et objets mobiliers, qui donne lieu à la perception du droit proportionnel établi par l'art. 69, § 2, n° 8. L. 22 frim. an 7 (1). (L. 22 frim. an 7, art. 65, § 2, n° 8.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 4 et 69, § 2, n° 8, L. 22 frim. an 7; — Attendu qu'il résulte des dispositions ci-dessus que le droit proportionnel est dû pour toutes obligations de sommes et valeurs, et spécialement pour les cautionnements de sommes et objets mobiliers, sur les garanties mobilières et les indemnités de même nature; — Attendu que, selon l'art. 5, même loi, le droit fixe ne s'applique qu'aux actes, soit civils, soit judiciaires, qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni condamnation, collation ou liquidation de sommes et valeurs, ni transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles; et que, d'après l'art. 68, § 1^{er}, n° 15 et 16, de ladite loi, il n'y a de soumis au droit fixe pour les cautionnements que ceux des personnes à représenter à justice et les certifications de cautions; Et attendu que dans la série des actes soumis au droit proportionnel, d'après cette même loi, se trouvent notamment compris les actes qu'il agit d'apprécier, et qu'aucune des distinctions propres à les ranger dans une exception particulière n'existe dans la loi spéciale de la matière, que l'on ne peut recourir à la loi générale toutes les fois que la loi spéciale est claire et précise; — Attendu qu'il s'agit, dans la cause, d'un cautionnement en immeubles ou garantie hypothécaire fournie par un tiers sur des immeubles qui lui appartiennent, et ce pour la sûreté du paiement d'une somme d'argent empruntée et due par le frère de ce tiers à des personnes étrangères, tant à l'emprunteur qu'à la caution, ce qui constituant évidemment une obligation, de la part de ce tiers caution, de payer la somme, si l'individu cautionné ne la faisait pas, ou de laisser vendre l'immeuble hypothéqué à ce paiement; que c'était par conséquent un cautionnement pour sommes et objets mobiliers dont parle le susdit art. 69, L. 22 frim. an 7; — Que cet article, en ajoutant que ce droit sera perçu indépendamment

(1) *P. Délib.*, 18 sept. an 10, 7 juin 1855, et *Insir.*, 1528, § 2. — Mais il n'est dû que le droit fixe sur l'acte par lequel un débiteur donne hypothèque sur ses immeubles à son créancier pour sûreté de l'obligation qu'il a contractée envers celui-ci par un acte antérieur. — *P. Cass.*, 20 fév. 1857. — La Cour de cassation a également jugé que la simple

affectation hypothécaire consentie par le débiteur même de lettres de change ou billets à ordre, constituant une obligation distincte de celle résultant de ces titres, et comme telle étant soumise au droit proportionnel. — *P. Cass.*, 5 août 1855, 20 août 1854 et 24 mars 1855.

ment de celui de la disposition que le cautionnement, la garantie ou l'indemnité aura pour objet, mais sans pouvoir l'excéder, et qu'il ne sera perçu qu'un demi-droit pour les cautionnements de comptables envers l'État, fait clairement connaître qu'il était dans l'intention du législateur de comprendre sous la dénomination, plus ou moins exacte en droit, de cautionnement, les garanties purement immobilières, jusqu'à cette époque les cautionnements des receveurs de deniers publics consistaient le plus souvent en immeubles; — Que d'ailleurs la loi du 13 janv. 1817 sur les Militaires absents, qui est une loi de droit civil, fournit dans son art. 9 un nouvel exemple de l'emploi du mot *cautionnement* dans le sens d'une pure garantie immobilière, puisqu'il y est dit que les parties qui auront requis les déclarations d'absence, lorsqu'elles posséderont des immeubles reconnus suffisants pour répondre de la valeur des objets susceptibles de restitution en cas de retour, pourront être admises par le tribunal à se cautionner sur leurs biens; — Attendu que, quoique le cautionnement dont il s'agit dans l'espèce ne fût pas indéfini et tel que l'admettent les articles du Code civil énoncés au jugement attaqué; qu'il fût limité à des immeubles sans s'étendre à la personne, ce n'était pas moins un véritable cautionnement de sommes et objets mobiliers, dont le droit à percevoir est tarifé par le susdit art. 69, § 2, n° 8; — Et attendu que le jugement dénoncé a décidé en droit que, pour donner lieu à la perception du droit proportionnel, il était nécessaire que le cautionnement fût illimité et s'appliquât tant à la personne qu'aux biens; qu'il a en cela établi une distinction que n'admet pas la loi spéciale de la matière, dont le tribunal a négligé de s'occuper, quoique ce dût être la base de sa décision; — Qu'en jugeant ainsi il a violé expressément les articles précités de la loi du 22 frim. an 7. — Cassé, etc. »

Du 10 août 1836. — Ch. civ.

CONTRAT ALÉATOIRE. — INDIVISION. — DONATION A CAUSE DE MORT. — OBLIGATION. — CARACTÈRE.

La convention par laquelle deux copropriétaires s'obligent à ne diviser ni liciter un immeuble indivis, et stipulent en outre que la part du prédécédé appartiendra en toute propriété au survivant des deux, ne constitue qu'un contrat commutatif et aléatoire, auquel on ne doit appliquer ni les formes ni les effets de la donation ou du testament (1). (Ord. 1731, art. 1er, 3 et 4; ord. 1735, art. 14, 20, 22 et 77; C. civ., 815, 893, 1104, 1702 et 1964.)

Par un acte sous seing privé du 15 nov. 1798, Jeanne-Catherine Furet et Jean-Marguerin Furet s'étaient partagé la succession du père commun. Après avoir attribué à chaque loi la moitié en propriété d'une maison sise à Bernay, il fut dit : « La maison de Bernay ne sera ni divisée ni licitée; mais la moitié se trouvant dans chaque

» loi retournera en propriété au survivant des » lotissants. »

Décès de Marguerin Furet, laissant deux enfants, Adolphe Furet, et Marie Furet, femme Langlois.

Jeanne-Catherine Furet, se regardant comme seule propriétaire de la maison, la vend en 1826 à Savary moyennant une rente de 500 fr. Quelque temps après, elle décède, ayant institué sa nièce, la veuve Langlois, pour légataire universelle.

En 1834, Adolphe Furet forme entre les mains de la veuve Savary opposition à ce qu'elle se déaisse d'aucuns deniers formant le prix de la maison, attendu qu'une partie lui en était due à lui-même.

Sur la demande en mainlevée d'opposition formée par la veuve Langlois, jugement du tribunal civil de Bernay, du 30 mars 1835, qui déclare nulle la clause précitée du partage du 15 nov. 1798, comme dépourvue des formalités prescrites par les ordonnances de 1731 et 1735, maintient l'opposition de Furet, et autorise celui-ci, comme héritier de son père, soit à revendiquer la portion qui pouvait lui revenir dans la maison, soit à toucher une portion du prix en provenant.

Appel. — Le 30 juill. 1835, arrêt de la Cour de Rouen qui infirme par le motif. — « Que la convention par laquelle Jean-Marguerin Furet et Jeanne-Catherine, sa sœur, avaient arrêté que la maison de Bernay ne serait ni divisée ni licitée, mais que la moitié se trouvant dans chaque loi retournerait en propriété au survivant des lotissants, ne pouvait être rangée dans la classe des donations entre-vifs, soit dans la forme, soit au fond, et qu'elle devait plutôt être assimilée à un contrat d'échange, et surtout à un contrat commutatif et aléatoire, y ayant chance éventuelle et incertaine pour l'une ou l'autre des parties. »

POURVOI de Furet pour violation des art. 1, 3 et 4, ord. fév. 1731, sur les Donations; des art. 14, 20, 22 et 77, ord. août 1735, sur les Testaments; des art. 815, 893, 931, 968, 969, 970, 971 et 1001, C. civ.; et pour fausse application des art. 1104, 1702 et 1964, même Code. — La convention de ne point diviser, de ne point liciter la maison de Bernay, était contraire à l'ordre public. Une pareille convention, nulle sous l'ancien droit, l'est également sous le nouveau. La stipulation en question avait pour effet d'avantager Jeanne-Catherine Furet aux dépens des enfants de son frère. Ainsi c'était une véritable donation à cause de mort; or cette donation, dépourvue de toutes formes et de toute solennité, ne saurait être valable.

L'arrêt attaqué a considéré cette donation comme un contrat aléatoire; mais à ce compte, toute donation mutuelle pourrait être considérée comme un contrat aléatoire, et échapper ainsi aux formes rigoureuses et sacramentelles prescrites par la loi. Au surplus, la clause dont il s'agit ne saurait être assimilée à une convention aléatoire; car il n'y avait pas à la fois chance de perte et de gain pour chacune des parties contractantes; il y avait seulement

(1) F. Metz, 1er avril 1834.

chance de perte pour les héritiers du prémourant.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'en déclarant que la convention dont il s'agit était un contrat commutatif et aléatoire, la Cour royale n'a violé ni les anciennes ordonnances sur les donations et testaments, ni les diverses dispositions du Code civil invoquées par le demandeur, et a fait une juste application de l'art. 1104, même Code, — Rejette, etc. »

Du 10 août 1836. — Ch. req.

DISCERNEMENT. — AGE. — LOI SPÉCIALE. — CHASSE.

Les art. 1 et suivants de la loi du 30 avril 1790, les art. 1 et 3 du décret du 4 mai 1812, ne mentionnent aucune exception à l'application de la peine en raison de l'âge du délinquant ou de son défaut de discernement (1). Les tribunaux ne peuvent, en conséquence, renvoyer de la plainte le prévenu convaincu du double délit de chasse en temps prohibé et sans permis de port d'armes, en se fondant sur ce que ce prévenu, âgé de 13 ans, a agi sans discernement.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué reconnaît et déclare que Théodore Labasse s'est rendu coupable du délit de chasse en temps prohibé et sans permission de port d'armes; que ce double délit est prévu et puni par les art. 1 et suivants de la loi du 30 avril 1790, et par les articles 1 et 3 du décret du 4 mai 1812, lesquels ne mentionnent aucune exception à l'application de la peine en raison de l'âge du délinquant ou de son défaut de discernement; — Attendu que d'après l'art. 484, C. pén., les dispositions de ce Code ne sont pas applicables aux matières qui ne sont pas réglées par lui et qui sont régies par des lois et des règlements particuliers; qu'ainsi, en renvoyant de la plainte Th. Labasse, auteur du délit, sur le motif que, n'étant âgé que de 13 ans, il a agi sans discernement, et en déclarant en conséquence, Labasse père des suites de la responsabilité civile à l'égard de son fils, l'arrêt attaqué a faussement appliqué l'article 66, C. pén., et violé les articles précités de la loi de 1790 et du décret de 1812. — Cass., etc.

Du 11 août 1836. — Ch. crim.

POIDS ET MESURES. — DÉBITANT. — PROPRIÉTAIRE.

La défense faite à toute personne par l'art. 479, C. pén., de faire usage de poids ou de mesures autres que ceux établis par la loi est absolue et n'admet aucune exception (2).

Les tribunaux ne doivent avoir aucun égard à la qualité de non-commerçant du prévenu, non plus qu'au lieu et aux circonstances dans lesquels il a été fait usage des poids et mesures non autorisés (3).

Le procureur général de la Cour de cassation,

sur l'invitation à lui faite par le garde des sceaux, conformément à l'art. 444, C. crim., a délégué à cette Cour, pour être cassé dans l'intérêt de la loi, un jugement rendu le 22 oct. 1835, par le tribunal de simple police du canton de Guérande, par lequel ce tribunal a renvoyé des poursuites dirigées contre lui Benoist, convaincu d'avoir fait usage de mesures différentes de celles établies par les lois, sur le motif qu'il n'étoit marchand ni fabricant.

Le ministère public a soutenu que le tribunal, dans cette décision, avait confondu la disposition du n° 5 de l'art. 479, C. pén., avec le n° 6 du même article.

Le n° 5 punit le simple fait de la possession par les marchands, fabricants, etc., dans les magasins, ateliers, boutiques, foires ou marchés, de faux poids ou de fausses mesures. Ce fait est puni comme une contravention, abstraction faite de tout emploi de ces faux poids et de ces fausses mesures; s'il en a été fait emploi pour tromper sur la quantité des choses vendues, le fait n'est plus une simple contravention, c'est un délit, que l'art. 423 punit d'un emprisonnement de trois mois au moins et d'un an au plus.

Le n° 6 du même art. 479 prévoit un fait tout différent. Faisant abstraction, comme l'observe la Cour de cassation dans un arrêt du 21 mai 1824, des boutiques, magasins et autres lieux destinés à la vente au pesage et mesurage des marchandises, il s'applique d'une manière générale à tous individus qui feraient emploi, sans fraude, de poids et mesures autres que ceux qui sont légalement établis, même lorsque l'emploi en serait fait de gré à gré entre l'acheteur et le vendeur; cette disposition pénale n'est autre chose que le complément d'une disposition précédente du même Code, celle de l'art. 424, qui avait spécialement déterminé le cas dont il s'agit, et renvoyé à des dispositions ultérieures pour la fixation de la peine. C'est précisément cette fixation que contient le § 6 de l'art. 479.

Ceci posé, dès lors qu'il était reconnu, dans l'espèce, que Benoist avait fait usage d'une mesure différente de celles établies par les lois en vigueur, qu'il importait que le mesurage ne fût, comme le dit le jugement attaqué, qu'un mesurage de convention entre celui qui, sur son terrain, livre le produit de sa récolte et celui qui l'achète; qu'il importait que Benoist ne fût ni marchand, ni fabricant, ni patenté; qu'il importait qu'il n'opérât ni dans une boutique, ni dans un dépôt public, halle, foire ou marché, mais bien sur le terrain dont la propriété ne lui était pas contestée? Aucune de ces circonstances n'empêchait qu'il y eût de sa part la contravention prévue par le n° 6 de l'art. 479, C. pén.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu le réquisitoire du procureur général, en date du 9 juillet dernier, formé d'après la lettre du garde des sceaux, en date du 19 février précédent;

(1) Grenoble, 12 janv. 1835, P. aussi Brux., cass., 31 mars 1836, mais voy. Chauveau, t. 1, p. 952, édition de 1843.

(2-3) P. Cass., 23 sept. 1836, 28 août 1839, 5 mars 1851 et 21 déc. 1852.

* Attendu que l'art. 479, C. pén., dans son sixième paragraphe, défend à toutes personnes de faire usage de poids ou de mesures autres que ceux établis par la loi; que cette défense est absolue et n'admet aucune modification;

* Attendu que le jugement dont il s'agit a reconnu, en fait, que Benoist avait fait usage d'une mesure non autorisée par la loi; que, dès lors, il était inutile d'examiner, comme l'a fait le jugement, quelle était la qualité de Benoist, et dans quel lieu ou dans quelles circonstances il avait fait usage de la mesure illégale dont il s'agit; — Qu'en se déterminant, par des considérations de cette nature, à relaxer Benoist des poursuites dirigées contre lui, le jugement attaqué a faussement appliqué le § 5 de l'art. 479, C. pén., et violé le § 6 du même article; — Casse dans l'intérêt de la loi, etc. *

Du 11 août 1856. — Ch. crim.

NOVATION. — CARACTÈRE. — ENREGISTREMENT.

Lorsqu'une rente foncière a été convertie en un capital payable avec intérêts à une époque déterminée, et que les parties ont déclaré maintenir les droits, privilèges et hypothèques des uns des autres primitifs, il n'y a point là une novation qui doive entraîner pour la nouvelle dette un droit proportionnel d'enregistrement (1). (L. 22 frim. an 7, art. 3, 4, 68, § 1^{er}, an 6, et 69, § 3, an 3.)

Du moins, c'est là une appréciation d'actes qui échappe à la censure de la Cour de cassation.

Par un acte passé devant M^e Laroche, notaire, le 30 nov. 1832, Perrin, Sarrège, et autres, ont librement et volontairement reconnu que Lasleyras, présent et acceptant, est leur créancier d'une rente de 50 fr. payable le 1^{er} juill. de chaque année, dont ils ont résolu d'effectuer le remboursement. — A cet effet, continue l'acte, « Sarrège a payé, pour sa part contributive, » 183 fr. 33 c. à Lasleyras, qui a reçu cette somme sans préjudice à la solidarité et sous réserve expresse contre ledit Sarrège de tous ses droits, privilèges... aux termes ci-après convenus; — Lesdits François et Robert Perrin... tous solidairement et sans discussion » avec ledit Sarrège, ne pouvant se libérer en ce moment, promettent et s'obligent de payer » et porter, chacun dans la proportion ci-dessus établie, au 1^{er} nov. 1835 et avec intérêts..., la » somme totale de 916 fr. 66 c., en paiement du » capital de la rente dont il s'agit; — Les titres » constitutifs et récognitifs de ladite rente... » conserveront toute leur force jusqu'à l'entier » acquittement de la somme susdite, sans aucune » innovation ni dérogation aux droits et privilèges qui en résultent... »

Le 14 janv. 1833, le même notaire reçoit un

autre acte contenant, entre les mêmes Perrin-Sarrège et consorts, d'une part, et la dame de Verdonnet, d'autre part, les conventions suivantes: — « Tous lesquels, de leur plein gré et » volonté, voulant se mettre désormais à l'abri » des poursuites auxquelles ils sont journellement exposés, à cause du paiement d'une » rente de 61 fr. 95 c., au service de laquelle » ils sont obligés solidairement..., ont reconnu » devoir à la dame de Verdonnet, stipulant par » son mandataire, acceptant, la somme de 1.239 » francs, pour montant du capital de la susdite » rente; laquelle somme sera payée par lesdits » confesseurs qui s'y obligent solidairement, et » dans la proportion ci-après indiquée, le 11 novembre présente année, avec intérêts au taux » légal...; — Quoi faisant, les confesseurs demeureront libérés du capital de la rente, dont les titres restent es-mains de la dame de Verdonnet, en faveur de laquelle il est fait expressément réserve, jusqu'à l'entier acquittement de la somme susdite et de tous intérêts, » de tous les droits, privilèges et hypothèques » qui en dérivent, sans aucune innovation ni dérogation. »

Lors de l'enregistrement de ces deux actes, le receveur perçut, outre le droit de libération sur les sommes payées, un droit d'obligation sur celles restant dues.

Demande par M^e Laroche afin de restitution de ce droit d'obligation.

Le 4 fév. 1835, jugement du tribunal de Clermont-Ferrand: — « Vu les actes des 30 nov. 1832 et 14 janv. 1833;

* Attendu que le remboursement, objet desdits actes, et la fixation du terme pris pour l'effectuer, ont pour but l'extinction des rentes foncières mentionnées auxdits actes; que les droits, privilèges et hypothèques dérivant des titres primitifs sont formellement réservés; que, dans cet état des faits, il est impossible de trouver dans ces actes la substitution d'un nouvel engagement à celui qui existait déjà entre les parties, motif sur lequel aurait été basée la perception dont il s'agit; qu'en effet, l'art. 550, C. civ., déclarant les rentes foncières essentiellement rachetables, l'acte par lequel le débiteur promet et s'oblige de rembourser une rente de cette nature à un terme qu'il détermine n'a évidemment d'autre objet que l'exécution et le complément du contrat primitif; que, dès lors, l'art. 68, L. 22 frim. an 7, était applicable;

* Condamne l'administration à restituer au demandeur la somme de 21 fr. 56 c.

POURVOI par la régie pour fausse application des art. 3 et 68, § 1^{er}, an 6, L. 22 frim. an 7, et violation des art. 4 et 69, § 3, an 3, même loi.

(1) F. Avis du comité des finances approuvé le 3 fév. 1822, et Instr. 1027, n^o 1^{er}. — Toutefois, décide que lorsque le remboursement de la rente n'est pas obligatoire et indispensable de la part du débiteur, et qu'il est l'effet de son libre consentement, comme lorsque, moyennant une réduction du capital consentie par le créancier, le débiteur s'oblige de

rembourser, ce capital ainsi réduit à une époque déterminée, le droit d'obligation est dû sur ce nouveau capital indépendamment du droit de 1/2 p. sur la somme dont la remise est accordée. — F. Avis du comité des finances, approuvé le 29 sept. 1821, et Instr. 1027, n^o 2.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen unique que l'Administration fait résulter des art. 4 et 69, § 3, n° 5, L. 22 frim. an 7, et de la fautive application des art. 5 et 68, § 1^{er}, n° 6, même loi; — Attendu que la novation ne se présume pas; que les actes litigieux n'avaient pas pour objet d'éteindre une créance, mais d'en opérer le remboursement partiel en conservant au profit des créanciers originaux, jusqu'à la libération, les droits, privilèges et hypothèques dérivant des actes primitifs; qu'en cet état, le jugement attaqué a pu déclarer, sans violer aucune loi, qu'il ne résulte au point de ces actes novatifs ni obligation possible de l'application de l'art. 69, § 3, n° 5, L. 22 frim. an 7, — Rejette, etc. »
Du 11 août 1856. — Ch. req.

JUGEMENT. — SIGNIFICATION. — GREFFIER. — SIGNATURE.

L'omission, dans la copie d'un jugement ou arrêt ordonnant une enquête, de la mention de la signature du greffier qui a délivré l'expédition, n'entraîne pas nullité de cette signification et de l'enquête qui l'a suivie. (Coda proc., 147, 257 et 1030.)

Un arrêt de la Cour de Besançon du 10 juillet 1852, avait admis la dame d'Hervilly à la preuve de différents faits par elle articulés, dans un procès qu'elle soutenait contre la commune de Beyer, au sujet de la propriété d'une forêt.

Expédition de cet arrêt fut levée à la diligence de la dame d'Hervilly, et copie en fut signifiée à la commune de Beyer. Dans cette copie, on omit de mentionner la signature du greffier ou commis-greffier, apposée au bas de l'expédition.

Lors de l'enquête et de la contre-enquête, la commune, tout en faisant entendre des témoins, déclara se réserver expressément de demander la nullité de l'enquête de la dame d'Hervilly, à raison de l'omission dont nous venons de parler; et plus tard elle forma en effet cette demande par des conclusions formelles.

Arrêt du 12 mars 1853 dans ce sens.

POURVOI pour fautive application de l'art. 147, C. proc., et violation des art. 257 et 261, même Code. — En prononçant la nullité de l'enquête, a-t-on dit pour la demanderesse, par le motif que le nom du greffier signataire de l'expédition, avait été omis dans la copie signifiée, la Cour de Besançon a créé une nullité qui n'est écrite dans aucune des dispositions du Code de procédure civile. Et d'abord, l'art. 147 de ce Code qui est la base unique de l'arrêt attaqué, se borne à établir que les jugements ne pourront être exécutés qu'après avoir été signifiés & avoués, s'il y a eu avoué en cause. Il ne s'explique nullement sur les formalités de la signification. Il faut donc examiner, toutes les lois qu'une partie prétend qu'une signification de jugement qui lui a été faite, est irrégulière, si l'omission dont elle se plaint tient à une formalité essentielle, ou si au contraire la formalité n'est qu'accessoire, tellement que son omission ne puisse ni éteindre l'authenticité de la signification. Or, l'énonciation du nom du greffier dans une copie d'arrêt,

a-t-elle une importance telle, que la signification de cette copie doive être considérée comme nulle à défaut de cette énonciation? C'est ce qu'il est impossible de soutenir, surtout en présence de la disposition de l'art. 1030, C. proc., portant qu'aucune nullité de procédure ne peut être prononcée, si elle n'est formellement établie par la loi.

Pour la commune défenderesse, on répond : De ce principe incontestable, passé par l'arrêt attaqué, que la copie d'un jugement tient lieu d'original à la partie, la Cour royale a tiré la conséquence non moins juste, qu'il fallait que la copie renfermât toutes les conditions de régularité requises pour en garantir l'authenticité. Or, tel n'est pas assurément le caractère de la copie d'un jugement dans laquelle on se trouve point mentionnée la signature du greffier qui a délivré l'expédition. La signification d'une pareille copie est donc nulle. De ce que l'art. 147, C. proc., n'a pas spécifié les divers caractères des significations de jugements, il ne s'ensuit pas que ces significations puissent échapper à l'annulation par les tribunaux, lorsque les juges reconnaissent qu'elles sont incomplètes, irrégulières et sans authenticité. A cet égard, du reste, leur appréciation est souveraine et ne peut tomber sous la censure de la Cour de cassation.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 147, 173 et 1030, C. proc.; — Attendu que, par un arrêt passé en force de chose jugée, les parties avaient été réciproquement admises à faire enquête et contre-enquête des faits articulés de part et d'autre; — Que la signification de cet arrêt a été faite par copie d'icelui, dûment certifiée par l'avoue des demandeurs; — Que si, dans cette copie, il s'est glissé une irrégularité, consistant dans l'omission de la mention de la signature du greffier, aucune disposition de loi ne déclare qu'elle doit entraîner la nullité de l'enquête et de la contre-enquête, dont le point de départ commun est cette signification, en vertu de laquelle la commune a, elle-même, procédé à sa contre-enquête; — Qu'au contraire, l'article 1030, C. proc., porte qu'aucune nullité d'exploit ou autre acte de procédure, ne peut être prononcée par le juge, si elle n'est formellement prononcée par la loi; — Qu'en annulant, dans l'espèce, l'enquête des demandeurs, la Cour royale a fausement appliqué les art. 147 et 173, et violé l'art. 1030 ci-dessus rétrécis; — Qu'elle a, par suite, en jugeant la fond du procès, privé la cause d'un des éléments qu'elle avait reconnus nécessaires par une décision passée en force de chose jugée; — Par ces motifs, — Casse, etc. »
Du 16 août 1856. — Ch. civ.

CAUTION. — SUBROGATION. — SOLIDARITÉ. — GARANTIE.

La caution solidaire peut, tout aussi bien que la caution simple, invoquer la décharge prononcée par l'art. 2031, C. civ., lorsque le créancier ne peut plus, par son fait, la

subroger à ses droits, privilèges et hypothèques (1). (C. civ., 2037.)

Pugliesi s'était engagé envers l'administration des douanes comme caution solidaire de Sandoz à raison de droits dus par celui-ci. Poursuivi par la régie, il lui opposa que, ne pouvant le subroger dans ses droits et privilèges, elle avait perdu toute action contre lui. La régie répondait qu'en fait il n'y avait pas eu faute de sa part, et qu'en droit la décharge prononcée par l'art. 2037, C. civ., ne s'appliquait pas à la caution solidaire.

Jugement du tribunal d'Ajaccio qui annule les poursuites de la régie par ces motifs : — « Que la régie a laissé éteindre par sa négligence la garantie que le débiteur offrait lors et après la souscription des billets cautionnés par Pugliesi ; qu'il est en effet constant que Sandoz, principal obligé, était solvable lors de l'échéance de ces billets et lors du jugement de condamnation rendu contre lui par le tribunal de Sariène, puisqu'il possédait des navires, un magasin de commerce, un café, et qu'il offrait de payer cumulant les deux tiers de sa dette ; que ce fut donc à tort que l'administration ordonna, le 25 mars 1825, la cessation des poursuites faites tant contre Sandoz que contre Pugliesi ; qu'il résulte de là que Pugliesi, contre lequel aucune poursuite n'avait été dirigée depuis 1817, a dû croire que Sandoz était libéré ; et si, dans tous les cas, Pugliesi avait été poursuivi en temps utile, il aurait pu se faire subroger dans les droits de l'administration contre Sandoz, alors, solvable ; que, si cette subrogation ne peut plus se faire aujourd'hui, l'administration doit se le reprocher, et les tribunaux sont tenus de lui appliquer l'art. 2037, C. civ., qui porte que la caution est libérée lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier, ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution.

POURVOI de la régie, pour fautive application de l'art. 2037.

ARRÊT.

« LA COUR, — Considérant que le jugement attaqué décide en fait que la caution n'avait aucun intérêt dans l'opération du débiteur principal sur les sels, et que le cautionnement a été purement bénévole ; qu'il constate encore qu'elle est demeurée étrangère à tout ce qui s'est passé entre le débiteur principal et l'administration, depuis 1817 jusqu'en 1835, époque à laquelle a été exercé le recours contre elle ; — Que la subrogation de la caution, soit simple, soit solidaire, aux droits et privilèges du créancier, est de droit, d'après les art. 1251 et 2029, du Code ; et que le créancier n'est plus recevable à la poursuivre, quand c'est par son fait qu'il s'est mis dans l'impossibilité d'opérer cette subrogation ; — Que l'art. 2037, au chap. de l'Extinc-

tion du cautionnement, dont la disposition est absolue et sans distinction, n'est, au fond, que l'application des art. 1382 et 1383 du Code, et embrasse ainsi nécessairement les deux espèces de cautionnement ; — Que le jugement attaqué constate encore, comme preuve incontestable de négligence, qu'au décès des époux Sandoz, lors duquel une apposition de scellés a eu lieu, ainsi qu'une vente aux enchères publiques du mobilier garnissant leur établissement, l'administration n'a fait aucun acte conservatoire des droits et du privilège du trésor sur les 3,070 fr. qui ont été le produit de ladite vente et sur lesquels il avait un privilège incontestable ; — Qu'en vain on invoque l'art. 2039 du Code ; qu'il ne s'agit pas dans l'espèce, d'une simple prorogation de deux années, mais d'une suspension indéfinie de poursuites accordée par l'autorité supérieure, sur la seule réclamation du débiteur principal, et dont rien ne constate que sa caution ait été avertie ; — Que c'est pendant cette suspension que toutes les valeurs mobilières de la succession acceptée bénéficiairement ont complètement disparu, sans qu'il ait été tenté aucune démarche, aucun acte conservatoire des droits et privilèges de la créance de l'administration, lorsqu'il pouvait y avoir encore quelque espoir de recouvrement au moins partiel ; qu'en jugeant, d'après l'ensemble et l'appréciation de tous les faits et circonstances de la cause, que c'est par le fait et la négligence de l'administration que la subrogation aux droits et au privilège du trésor ne peut plus s'opérer en faveur de la caution, et que, par suite, elle est déchargée, aux termes de l'art. 2037 du Code, le jugement attaqué n'a violé aucune loi et s'est conformé aux principes de l'art. 2037 : — Donnant défaut contre Pugliesi, — Rejette, etc. »

Du 17 août 1836. — Ch. civ.

COURS D'EAU. — Troubles. — ACTION POSSESSOIRE. — Appel.

L'action intentée par le riverain supérieur, dans le but de faire cesser le trouble résultant pour sa jouissance de travaux entrepris sur ce cours d'eau et d'obtenir réparation, est une action possessoire (2).

Lorsque le tribunal d'appel infirme la sentence d'un juge de paix pour avoir cumulé le possessoire et le pétitoire, il doit, au lieu de se borner à l'annuler pour cause d'incompétence, prononcer lui-même sur le possessoire (3). (C. proc., 473-25.)

Crebassa et Mas avaient demandé par voie d'action possessoire devant le juge de paix, contre Bayle et autres, la suppression d'un barrage en maçonnerie et de plusieurs autres ouvrages établis par ces derniers depuis quelque temps sur un cours d'eau dont ils étaient riverains, et dont l'existence avait, disaient-ils, pour effet de

(1) F. conf. Cass., 14 juil. 1841, et la note. — F. aussi Agen, 26 nov. 1836 ; Cass., 29 mai 1838, et la note ; — Poitiers, Oblig., n° 280 et 357 ; Merlin, Quest., v° Solidarité, § 5 ; Delvincourt, Cours de Code civ., t. 7, p. 371 ; Toullier, Droit civ.,

t. 7, n° 173, et Durantoo, Droit français, t. 16, n° 589.

(2) F. Cass., 26 janv. et 6 déc. 1836.

(3) F. conf. Cass., 7 juil. 1836.

les déposés d'une partie considérable du volume d'eau dont ils jouissaient précédemment pour l'irrigation de leurs prairies, et les privait même de la presque totalité des eaux pendant les temps de sécheresse.

Après une descente sur les lieux et une expertise, le juge de paix prononça, le 16 nov. 1852, une sentence ainsi conçue :

« Considérant que la chaussée en litige, telle qu'elle se trouve aujourd'hui dans les dimensions que nous et les experts lui avons reconnues, peut servir dans toutes les saisons à l'irrigation des propriétés des défendeurs, sans nuire à celle des demandeurs ; — Considérant qu'il est reconnu que le barrage que pratiquent les défendeurs en amont de la chaussée en litige, de même que l'exhaussement qu'ils construisent en gazonnage, et pierres sur ladite chaussée, en lui donnant une élévation indéterminée, sont nuisibles aux demandeurs, ainsi qu'il a été des vestiges que nous et les experts avons remarqués, chose que les défendeurs ont avoué avoir pratiquée dans la saison dernière de la sécheresse et de la hausse des eaux ; — Le tribunal déboute Pierre Crebassa et Mas de leur demande en démolition de la chaussée en litige... ; ordonne que cette chaussée restera maintenue avec les dimensions désignées dans l'avis des experts, qui sont que le fond du canal à la prise des défendeurs se trouve à 51 centimètres au-dessous du point le plus bas du couronnement de ladite chaussée ; et à 44 centimètres au-dessous du point le plus élevé, et que ledit couronnement, du côté inférieur, est élevé de 72 centimètres au-dessus des eaux ordinaires de ladite rivière ; — Ordonne aux défendeurs d'enlever, dans les trois jours... , dans les vestiges de barrage et clayonnage qu'on remarque encore, soit au-dessus de ladite chaussée, soit sur le couronnement de cette même chaussée, et leur fait défense de pratiquer à l'avenir, sur les mêmes lieux, de pareils ouvrages, etc. »

Appel de Bayle et consorts ; ils soutiennent que le juge de paix a excédé les bornes de sa compétence en cumulant le possessoire et le pétitoire.

Du 29 avril 1853, jugement du tribunal de Béziers :

« Considérant que le juge de paix en ordonnant le maintien de la chaussée construite par les appelants et la destruction des autres ouvrages, en déterminant la hauteur actuelle de la chaussée et la dimension de leur béal, et en leur faisant défense de pratiquer à l'avenir, sur les mêmes lieux, des ouvrages tels que ceux dont il ordonnait la destruction, a cumulé, dans son jugement du 16 nov. 1852, le pétitoire avec le possessoire, et, par conséquent, violé les règles de sa compétence, ainsi que les dispositions de l'art. 25, C. proc., — Annule, pour incompétence, le jugement rendu par le juge de paix de Saint-Gervais ; relaxe, par voie de suite, les

appelants des demandes à eux faites, fins et conclusions contre eux prises. »

POURVOI en cassation par Mas et Crebassa.

— Les demandeurs s'attachent d'abord à établir que la demande par eux formée était une véritable action possessoire et la compétence du juge de paix ; en second lieu, que le jugement de paix n'avait point cumulé le pétitoire avec le possessoire. — Raisonnant ensuite dans la supposition contraire, ils soutiennent que le jugement dénoncé n'en devrait pas moins être annulé pour violation de l'art. 473, C. proc., et déni de justice, en ce que le tribunal n'a ni statué lui-même sur le fond de la contestation, ni renvoyé la décision à cet égard au juge de première instance (1). — C'est un principe reconnu par la jurisprudence de la Cour suprême, disent les demandeurs, que l'art. 473, qui confère aux juges d'appel le droit d'évoquer et de juger le fond lorsqu'ils infirment un jugement débotté, s'entend au cas d'infirmité pour cause d'incompétence. — Sans doute, ce droit est purement facultatif, et le juge d'appel peut, en réformant par ce motif ou tout autre, renvoyer devant le juge inférieur pour statuer sur le fond, s'il n'en veut pas retenir la connaissance pour lui-même. — Mais, dans l'espèce, le tribunal de Béziers n'a fait ni l'un ni l'autre ; il s'est borné à annuler la sentence du juge de paix, sans renvoi ni jugement du fond. En procédant ainsi, il a violé l'art. 473, et commis un déni de justice. Son jugement doit donc être cassé, et ce, avec d'autant plus de raison, qu'il ne renferme aucun motif du rejet ou relaxe de l'action possessoire dont le tribunal se trouvait saisi.

ARRÊT

« LA COUR ; — Vu l'art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790. l'art. 23, C. proc., et l'art. 7 de la loi du 30 avril 1810 ; — Attendu que l'action dont il s'agissait avait pour objet de faire cesser le trouble que les demandeurs disaient leur avoir été causé par des ouvrages faits, depuis trois mois, sur un cours d'eau dont ils prétendaient avoir la jouissance et possession, et de faire réparer le préjudice par des dommages-intérêts ; que cette action était évidemment possessoire ; qu'elle était expressément qualifiée telle dans la citation du 27 déc. 1852 ; que, dès lors, elle était de la compétence du juge de paix ; — Que, si ce juge a outrepassé ses pouvoirs, en faisant entre les parties, d'après la proposition des experts, une sorte de règlement d'eau, et si la décision était susceptible d'être réformée en ce chef, le tribunal de Béziers n'en devait pas moins statuer sur l'action possessoire exercée, et dont il était saisi par l'appel ; — D'où il suit qu'en annulant, purement et simplement, comme incompétemment rendue, la sentence du juge de paix du canton de Saint-Gervais, et en relaxant de toutes les demandes, fins et conclusions, sans y pronon-

(1) Le demandeur suppose ici que les juges d'appel auraient pu s'abstenir de juger le possessoire et le renvoyer devant un autre juge de paix ; c'est là, selon nous, une erreur, à laquelle on s'est trouvé

conduit, en se plaçant dans l'hypothèse toute gratuite d'une évocation qui se pourrait avoir lieu dans l'espèce.

cer et sans motiver cette disposition de son jugement, le tribunal civil de Beziers a expressément violé les lois précitées et fausement appliqué l'art. 23, C. proc., et l'art. 643, C. civ.; — Par ces motifs, *Cassé*, etc. »

Du 17 août 1836. — Ch. civ.

SOCIÉTÉ. — FONDS. — EXPROPRIATION. — MEUBLES. — ADJUDICATION. — ENREGISTREMENT.

Une société qui a pour objet de revendre par divisions les immeubles apportés par les associés finit par l'expropriation du fonds social. (C. civ., 1865.)

Dès lors, les immeubles cessent d'être réputés meubles à l'égard de chaque associé, et celui-ci a un droit particulier et indivis dans la propriété de ces immeubles. (C. civ., 529.)

En conséquence, si l'un des associés se rend adjudicataire des immeubles expropriés, il y a là simple licitation et non pas vente, et les droits d'enregistrement doivent être perçus en conséquence (1). (C. civ., 883, 888, 1865 et 1872; L. 22 frim. an 7, art. 15, no 6, et art. 66, § 7, no 4.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, que s'il est incontestable que les immeubles appartenant aux sociétés sont réputés meubles à l'égard de chaque associé seulement tant que dure la société (art. 529, C. civ.), il est aussi constant que cet ordre de choses cesse d'avoir son effet du moment où cesse la société; que les sociétés finissent par l'extinction de la chose ou la consommation de la négociation (art. 1863, C. civ.); qu'il en résulte que l'expropriation d'un fonds social formé en immeubles pour en faire la revendre par divisions anéantit pour la société la chose qui en a été l'objet et consume la négociation; — Attendu qu'après la fin de la société les immeubles qui lui appartiennent deviennent, sauf toutes stipulations contraires, la propriété indivise et commune des anciens associés; — Attendu en fait 1° que la société dite des Terrains de Passy, établie par acte du 21 avril 1825 et jours suivants, passé devant M^e Claugny, notaire à Paris, avait pour objet la revende par divisions de terrains mis en société par les associés; 2° que la durée de cette société était limitée au moment où l'opération serait terminée par la revende effective de tous les objets dont elle serait devenue propriétaire (art. 2 et 3 de l'acte susdaté); 3° que les biens composant le fonds de ladite société ont été saisis et vendus par adjudication du 27 juin 1825 au profit de quarant et un des signataires de l'acte susdaté ou y ayant adhéré; — Attendu qu'en cet état

l'expropriation du fonds social faisait disparaître l'objet de la société, et qu'en considérant Leroux et consorts, adjudicataires pour lesquels la qualité de communistes succédait immédiatement à celle de sociétaires, comme des collocationnaires, le jugement attaqué a fait une juste application des art. 883, 888, 1865 et 1872, Code civ., et n'a point violé les art. 15 et 69, L. 22 frim. an 7. — Rejeté, etc. »

Du 17 août 1836. — Ch. req.

COMPÉTENCE. — RELIQUAT. — JUGE DE PAIX.

La demande en paiement d'une somme inférieure de 100 fr. excède la compétence du juge de paix lorsqu'elle forme le reliquat d'une créance supérieure à 100 fr., sur l'existence de laquelle le juge est nécessairement tenu de statuer. (L. 16-24 août 1790, tit. 3, art. 9.)

Une partie du chemin d'Argentan à Trun étant devenue impraticable, plusieurs propriétaires intéressés à ce qu'il fût réparé souscrivirent à cet effet pour différentes sommes; le montant de chaque souscription devait être payé à l'entrepreneur, sur les mandats à lui délivrés par les commissaires qui avaient été désignés pour la réception des travaux. Goupil de Préfein, l'un de ces commissaires, délivra un mandat de 150 fr. sur la dame veuve Foucausse de Noirville, qui, disait-il, s'était volontairement engagée pour cette somme. Mais celle-ci, à la présentation du mandat, prétendit ne s'être obligée que pour 100 fr., et refusa le paiement du surplus. De là assignation devant le juge de paix du canton de Trun, enquire; puis, à la date du 4 déc. 1854, jugement, qualifié en dernier ressort, qui condamne la dame de Noirville à payer les 50 fr. réclamés.

Sur l'appel interjeté devant le tribunal d'Argentan, la dame de Noirville conclut à l'annulation du jugement, attendu que la créance servant de base à la demande de de Préfein était, selon lui, de 150 fr., comme excédant la compétence du juge de paix; et, le 24 déc. 1835, le tribunal consacra complètement ce système par la décision suivante : — « Considérant qu'il est incontestable que la demande formée par de Préfein devant le juge de paix de Trun n'avait d'autre but que de contraindre la dame de Noirville au paiement d'une somme de 50 fr. restant due sur celle de 150 fr., montant d'une obligation prise envers lui par ladite dame de Noirville;

» Considérant que, si cette obligation n'avait pas été méconnue, et qu'il n'eût été question entre les parties que du point de savoir si la

(1) Il en est de même en fait de cession par des associés à leur associé de leur part dans l'immeuble formant leur mise sociale. (P. Cass., 11 janv. 1835.) L'associé qui, à la dissolution de la société, demeure, par suite de licitation, propriétaire de l'immeuble qui formait sa mise sociale, ne doit aucun droit d'enregistrement, ni de greffe, attendu qu'aux termes des art. 883, 1841 et 1872, C. civ., il est censé avoir toujours possédé ce même immeu-

ble. — P. Béth., 11 fév. 1834. — P. aussi Instr. de la régie, 1528, § 13, et Rigaud et Champoussier, *Traité des droits d'enreg.*, t. 3, no 2791. — Mais voy. Deloigne, no 707. — Quant au droit de transcription, voy. Cass., 14 nov. 1841.

(2) P. aussi Instr. Cass., 11 avr. 1836 l'arrêt qui, dans un cas analogue, fait application entière du principe que le juge de l'action l'est aussi de l'exception.

somme de 50 fr. avait été ou non payée. le juge de paix eût été évidemment compétent pour juger la cause; mais que telle n'était pas la véritable question qui lui était soumise, puisque dans son exploit d'action Préfeln demandait à prouver que la dame de Noirville s'était obligée envers lui au paiement d'une somme de 150 fr., obligation formellement méconnue par cette dame;

« Considérant en effet qu'avant le stainer sur la demande de 50 fr. formée par de Préfeln, le juge de paix devait ordonner la preuve de l'existence de l'obligation de 150 fr., et que c'est à cette preuve que de Préfeln a été appointé;

« Considérant que le juge de paix n'était pas compétent pour ordonner cette preuve, ni en apprécier le résultat, car alors il s'agissait de juger l'unique question de savoir si la dame de Noirville s'était obligée ou non envers de Préfeln d'une somme de 150 fr., somme qui excédait sa compétence.

« Le tribunal annule, comme incompétemment rendu, le jugement du juge de paix de Trun, du 4 déc. dernier, etc. »

POURVOI en cassation par de Préfeln, pour violation de l'art. 9, tit. 3, l. 16 24 août 1790. — Aux termes de cet article, disait-on, le juge de paix connaît de toutes les causes purement personnelles et mobilières, sans appel, jusqu'à la valeur de 50 fr., et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 100 fr. Aussi, ce qui justifie la compétence du juge de paix, c'est la valeur de la cause. Or, la cause, c'est le procès, c'est la chose même réclamée par le demandeur et contestée par son adversaire, c'est l'objet sur lequel le juge peut exercer son pouvoir en l'attribuant à l'une ou à l'autre des parties. Peu importe que la somme demandée provienne d'une somme plus forte, car ce n'est pas cette dernière somme qu'il s'agit d'attribuer à l'un des contestants, mais seulement le reliquat, objet réel du litige (1). Appliquant ces principes à l'espèce, on voit que le juge de paix de Trun était compétent pour prononcer en dernier ressort, car la somme demandée par de Préfeln ne s'élevait qu'à 50 fr. Il est vrai que cette somme formait le reliquat de celle de 150 fr., montant de la souscription de la dame de Noirville; mais le juge n'avait qu'à attribuer la somme de 50 fr. Il est à remarquer que la contestation ne portait point, même accessoirement, sur la totalité

de la créance de 150 fr., et qu'elle se concentrait uniquement sur les 50 fr. réclamés. En effet 100 fr. de souscription avaient été payés par la dame de Noirville, et cela était reconnu par toutes les parties. Seulement, la dame de Noirville prétendait que son engagement se bornait à cette somme par elle acquittée, et de Préfeln soutenait que l'obligation s'étendait à 50 fr. en plus. Cette dernière somme formait donc le seul objet en discussion. Enfin, si une enquête est devenue nécessaire pour fixer le montant de la créance dont on réclamait le reliquat, il ne faut pas confondre avec l'objet de la demande ce qui n'était qu'un moyen de preuve pouvant conduire à l'éclaircissement du point litigieux (2).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, quoique le demandeur n'ait conclu dans son exploit introductif d'instance qu'au paiement d'une somme de 50 fr., néanmoins il a formulé sa demande sur ce que la dame de Noirville s'était engagée envers lui au paiement d'une somme de 150 fr., et que le juge de paix a été par suite, mais nécessairement, saisi de la question de savoir si la dame de Noirville avait contracté cet engagement de payer 150 fr., question qui excédait la compétence du juge de paix; — Attendu que le tribunal d'Argentan, en le jugeant ainsi, n'a commis aucune violation de la loi, — Rejette, etc. »

Du 17 août 1856. — Ch. req.

VOIRIE. — CONSTRUCTION. — AUTORISATION ESPRÉTE.

Lorsque le propriétaire d'une maison sujette à l'alignement, qui n'avait été autorisé à y faire certaines constructions ou réparations qu'à la condition expresse de les faire en pierre, les a exécutées en pierres de taille, le tribunal ne peut le relaxer, sur le motif qu'il n'a contrevenu ni à l'arrêté qui l'autorisait ni au règlement de petite voirie. (Loi 16-24 août 1790, tit. 11, no 1er; L. 19-22 juill. 1791, tit. 1er, art. 46.)

Du 18 août 1856. — Ch. crim.

INJURES. — PROVOCATION.

Pour que la provocation soit un moyen d'excuse, il n'est pas nécessaire qu'elle ait pré-

que, hors de là, le juge de paix est dans l'impossibilité de juger. Les 50 fr. sont bien l'objet, et, si l'on veut, encore la valeur de la demande; mais ils sont dus ou ils ne sont pas dus, suivant qu'il sera jugé que la souscription était de 150 ou de 100 fr. Vous l'office du juge de paix qui s'élève, qui sort du cercle dans lequel une part e a prétendu le retrouver, et en effet, le juge de paix l'a rempli, puisqu'il a ordonné une enquête; que c'est d'après le résultat de cette enquête qu'il a reconnu l'existence de la dette et prononcé la condamnation... » M. l'avocat général Nivod concluait à l'admission du pourvoi en disant que le jugement attaqué avait confondu avec l'objet de la demande ce qui n'était qu'un chef de preuve tendant à fixer le point litigieux.

(1) F. Carré, *Traité de la compéti.*, no 295.

(2) Le requérant disait : « On ne peut pas logiquement séparer un effet de sa cause; ou ne peut pas en justice dire qu'on a un droit, une action, si l'on ne veut pas dire du quel fait, de quel acte, ce droit et cette action dérivent. Vous me demandez 50 fr. que je ne reconnais pas vous devoir. Expliquez d'abord évidemment je vous les dois. Vous me les devez, dites-vous, parce que vous avez souscrit dans tel objet pour une somme de 150 fr., et que vous n'avez payé qu'un compte de 100 fr. Je réponds : j'ai souscrit pour 100 fr. seulement, je les ai payés, je ne dois plus rien. La demande et la défense ne forment-elles pas ici un tout indivisible? Sur quoi porte en effet le débat? Évidemment sur le montant de la souscription; il y est tellement,

ajudé immédiatement les injures qui en ont été la suite (1). (C. pén., 471, n° 11.)

Gautier, pour justifier les injures qu'il avait proférées contre Brousse, alléguait que, quelques heures auparavant, Brousse l'avait traité de mauvais sujet. Ce moyen rejeté par le tribunal de police avait été sur l'appel, accueilli par le tribunal correctionnel. — POURVOI de Brousse.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que le § 11 de l'article 471, C. pén., n'a pas fixé l'intervalle qu'il devrait y avoir entre une provocation et les injures qui en seraient la suite, pour que celles-ci fussent ou non excusables, et qu'en fait, le tribunal a reconnu l'existence de la provocation, — Rejette, etc. »

Du 18 août 1856. — Ch. crim.

VOIES D'INSTRUCTION. — DROIT POUR LES JUGES. — EXPERTISE. — ENQUÊTE.

Les voies d'instruction sont laissées à la prudence et à l'arbitrage des juges du fait toutes les fois que la loi ne porte pas à cet égard de prescriptions spéciales pour certaines matières ou certains cas particuliers (2).

Une Cour royale peut refuser d'ordonner une expertise lorsqu'elle décide que cette mesure d'instruction est inutile, et que les magistrats peuvent faire eux-mêmes l'adaptation des titres (3).

Les juges peuvent rejeter la demande tendante à faire ordonner une enquête destinée à constater une possession, lorsque les titres produits au procès établissent que cette possession n'a pas existé (4).

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur le moyen tiré d'un prétendu excès de pouvoir, résultant de ce que l'arrêt a refusé d'ordonner l'expertise et la preuve par témoins qui étaient demandées : — Attendu que l'arrêt a déclaré, en fait, quant à l'expertise, qu'elle était inutile, la Cour pouvant faire elle-même l'adaptation des titres; — Et quant à la preuve par témoins, que, d'ores et déjà, les faits dont la commune demandait à faire la preuve étaient détruits par les pièces du procès;

« Et attendu, en droit, qu'il est de principe que les voies d'instruction sont laissées à la prudence et à l'arbitrage du juge du fait, toutes les fois que la loi ne porte pas, à cet égard, des prescriptions spéciales pour certaines matières ou certains cas particuliers;

« Sur la prétendue violation de l'art. 15 de la loi du 24 août 1790, et du décret du 16 fruct. an 5 : — Attendu qu'en citant cumulativement,

comme preuves de la possession de Percin, les divers actes judiciaires intervenus en juillet, septembre et décembre 1791, et de la part de la commune demanderesse en revendication, de la part de Percin, demandeur en dommages-intérêts, ainsi que les autres faits et actes énumérés dans le même objet, et les trois arrêtés administratifs de juillet, août et septembre 1791, portant défense aux habitants de Gagnac de renouveler leurs violences et voies de fait sur les ramiers de Percin, et injonction de produire, devant les tribunaux, leurs titres, s'ils en avaient, l'arrêt attaqué n'a nullement interprété les actes administratifs dont il s'agit, ni violé les lois sur la séparation des pouvoirs judiciaire et administratif;

« Sur la prétendue violation des articles 549, 550, 2268, 2269 et 1155, C. civ. : — Attendu qu'il est constaté en fait par l'arrêt attaqué que la première demande en revendication formée par la commune de Gagnac, le 17 déc. 1791, n'a eu pour résultat qu'un jugement du 3 janv. 1792, qui a maintenu de Percin dans sa propriété, possession et jouissance. — Rejette, etc. »

Du 18 août 1856. — Ch. req.

ENQUÊTE. — DÉLAI. — DÉLÉGATION.

La fixation d'un délai pour commencer et pour achever une enquête qui doit être faite hors du lieu où le jugement a été rendu, est abandonnée à la prudence des juges, et ne peut, en aucun cas, donner ouverture à cassation. (C. proc., 258.)

Les tribunaux français peuvent, en ordonnant une enquête qui doit avoir lieu en pays étranger, déléguer, pour y procéder, les juges de ce pays : ils ne sont pas obligés de renvoyer à cet effet devant le consul français. (Code proc., 255 et 1055.)

Tête et Hargnons, négociants à la Vera-Cruz (Mexique), étaient en instance avec Germain et compagnie, négociants à Montpellier, devant la Cour royale de cette ville, relativement à la liquidation d'opérations commerciales qui avaient eu lieu entre les parties. Le litige portait plus particulièrement sur le compte de la cargaison d'un navire expédié en consignation aux négociants mexicains, par les négociants français.

Par un arrêt interlocutoire du 31 août 1833, la Cour royale admit la preuve de divers faits respectivement allégués par les parties, et ordonna que les enquêtes aient lieu devant le chef de l'autorité judiciaire supérieure de la Vera-Cruz, et, en cas d'empêchement, devant son délégué, sur la Cour comme à cet effet. L'arrêt fixa ensuite à neuf mois le délai dans lequel les enquêtes seraient commencées et achevées.

(4) Ce pouvoir que la loi laisse aux juges a été fréquemment reconnu. — *F. Cass.*, 9 nov. 1814; Rennes, 10 janv. 1839; *Cass.*, 21 juin 1837, 23 juil. 1839, 3 juv. 1832; — Carré, sur l'art. 253, *Proc.*, n° 973 *ter.*

(1) *F. toutefois Cass.*, 27 messid. an 10.

(2) C'est une solution consacrée par une jurisprudence constante. — *F. Paris, cass.*, 14 mars 1837, et les notes, qui indiquent de nombreux arrêts, ainsi que la doctrine des auteurs.

(3) *F. conf. Cass.*, 21 fév. 1834; — Berriat, 125; Carré, n° 1155.

POURVOI en cassation par Tété et Hargnau contre cet arrêt interlocutoire : — 1° pour excès de pouvoir, en ce que la Cour de Montpellier a ordonné que l'enquête serait faite dans un délai de neuf mois, délai matériellement insuffisant à cause de la distance qui sépare le Mexique de la France, et des circonstances ordinaires qui retardent les communications entre ces deux pays.

2°... — 3° Autre excès de pouvoir de la part de la Cour royale, en ce qu'elle a soumis à des juges étrangers et aux formes d'une procédure étrangère, une enquête de faits qui doivent décider du sort du procès. Les demandeurs soutiennent que le consul français était seul investi d'une magistrature compétente pour procéder à l'enquête. Ils font observer que, par sa décision, la Cour royale se trouverait dépouillée de tout droit de révision de l'enquête, puisqu'elle serait dans l'impossibilité d'apprécier si les formes de la législation du Mexique ont été observées.

Sur ce moyen, le rapporteur a dit dans ses observations : « Sans doute, les consuls sont investis, à l'égard des Français résidant en pays étrangers, d'une juridiction qui embrasse les actions civiles et criminelles, et de diverses autres attributions que réclament les intérêts des nationaux et la dignité de la France. C'est même sous peine d'amende (édit de juin 1778, article 2), que les Français sont tenus de porter devant eux leurs actions. Mais c'est un principe du droit des gens, que la justice est une émanation de la souveraineté; et il en résulte que le droit de contraindre à l'exécution, par l'emploi de la force publique, n'appartient pas aux consuls dans les pays étrangers (1). De là sont résultées, même pour les Français qui se trouvent en pays étrangers, diverses exceptions au principe posé par l'édit de 1778, exceptions qui, par la nature des choses, les forcent de recourir, pour certains actes, à l'autorité judiciaire du pays. — Or, une enquête et une contre-enquête, qui sont des actes dans lesquels il faut contraindre des sujets étrangers à venir donner leurs dépositions, seraient-elles prudemment déléguées à un consul, auquel manquent les voies de la contrainte? Vous examinerez, MM., si telle n'a pas été la considération qui a dû déterminer la Cour de Montpellier, et si elle a vu émaner aucune loi par une disposition dont l'objet était de ne pas rendre un arrêt inutile, qui eût forcé les parties à revenir à grands frais lui en demander un second. On ne cite d'ailleurs aucune loi qui prescrive aux tribunaux de ne donner leurs déléguations qu'aux consuls, et il est évident qu'un pareil principe serait susceptible de tant d'exceptions, que la loi a dû préférer de s'en rapporter à la prudence des magistrats français. »

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré d'un prétendu excès de pouvoir, résultant de ce que l'arrêt a limité à neuf mois le délai pour commencer et parachever l'enquête et la contre-enquête au Mexique : — Attendu que des articles 258 et 278, C. proc., il résulte que la fixation du délai pour commencer et parachever les enquêtes, est abandonnée à l'arbitrage et à la prudence du Juge, lorsque ces enquêtes doivent être faites à une plus grande distance que celle déterminée par l'art. 257... »

» Sur le troisième moyen, tiré d'un prétendu excès de pouvoir, résultant de ce que l'arrêt n'a pas délégué le consul de France, pour faire les enquêtes : — Attendu que si les consuls de France en pays étrangers ont le droit de procéder aux enquêtes dans les affaires de leur juridiction, aucune loi n'impose aux Cours royales, ni aux autres tribunaux français, le devoir de les déléguer pour les enquêtes que ces tribunaux ordonnent dans l'exercice de leur propre juridiction, et qui, devant être faites en pays étranger, nécessiteraient le plus souvent l'audition de témoins qui ne seraient pas sujets français, et pour lesquels le consul de France lui-même pourrait être forcé de recourir à d'autres autorités; qu'ainsi, en ordonnant que l'enquête et la contre-enquête seraient faites devant le chef de l'autorité judiciaire supérieure de la Vera-Cruz, et, en cas d'empêchement, devant son dévotuaire, commis à cet effet, par l'arrêt, la Cour de Montpellier n'a commis aucun excès de pouvoir, et n'a fait qu'user du droit de délégation qui résulte des art. 255 et 1035, C. proc., — Bejette, etc. »

Du 18 août 1836. — Ch. req.

CONTRAÎNTE PAR CORPS. — ALIMENTS. — RECOMMANDATION.

Le débiteur Incarcéré qui a été recommandé par d'autres créanciers, et pour lequel il a été fait plusieurs consignations volontaires, est censé vivre par portions égales à la fois sur les unes et sur les autres (2). (C. civ., 791 et 793; L. 17 avril 1832, art. 26.)

Hewit, Anglais, débiteur de Hue est Incarcéré le 17 août 1835, à la requête de son créancier. Le même jour, il est recommandé par Gratiot jusqu'au 1^{er} mars 1836. Les aliments sont communiqués, soit par l'un, soit par l'autre des deux créanciers. Hue étant tombé en faillite le 2 mars, Gratiot consigne 30 fr. pour le mois de mars et la huitième période. Le 10, Jaucourt, autre créancier de Hewit, le fait recommander et consigne 60 fr. que le greffier impute pour les neuvième et dixième périodes. Le 2 avril Hewit désintéresse Jaucourt, qui aussitôt donne main-

(1) Il a cependant été posé en principe dans un arrêt de la Cour de cassation du 29 mars 1809, qu'un gouvernement étranger qui a consenti à l'établissement d'un consul français sur son territoire, est censé avoir pris l'engagement de souffrir l'exercice de sa juridiction, et l'exécution des ordonnances de ce consul.

(2) F. Colmar, 27 mars 1817; Paris, 7 janv. 1836; — Coin-Delisle, *Contr. par corps*, n° 82; Favard, *vo Contrainte par corps*, § 4; Carré, n° 2697 et 2747; Paillet, *Dict. génér.*, *vo Aliments*, t. 4, p. 51, § 7, n° 20.

levée de sa recommandation, et réclame la somme consignée par lui. Le 4 avril, Hewit fait assigner Gratiot afin d'obtenir sa liberté à défaut d'aliments.

Le 6 avril 1836, jugement du tribunal de la Seine : — « Attendu qu'il n'y a pas de réciprocité dans les obligations des incarcérations, et des recommandeurs ; et que, l'on peut changer les imputations d'aliments, que, dès lors, Hewit manque d'aliments, ordonne qu'il sera mis en liberté. » — Appel de Gratiot.

Le 26 avril 1836, arrêt de la Cour de Paris : — « Considérant, en fait, qu'en recommandant Hewit, Gratiot a déposé des aliments pour une période qui commençait le 3 mars et finissait le 2 avril inclusivement ; que la consignation faite par Jaucourt, autre créancier recommandant, pour une autre période de trente jours, a eu lieu le 10 mars ;

« Considérant que la restitution faite à Jaucourt par Hewit, le 2 avril suivant, des aliments non consommés, n'a point eu pour effet de laisser le débiteur incarcéré sans aliments ;

« Qu'en effet, si les obligations de l'incarcération et des recommandants ne sont pas réciproques, ce principe, fondé sur le texte précis de la loi, ne s'applique point aux relations des créanciers recommandants entre eux ; que leurs droits et leurs obligations étant les mêmes, celui qui le premier a consigné des aliments peut contrôler le créancier dont la recommandation survient après la sienne, à la consignation par portion égale ; que ce partage, qui peut être exigé en justice, peut être consenti, comme dans l'espèce, par le second recommandant, et ne saurait être modifié par l'imputation que fait le greffier des aliments de telle ou telle période ;

« Que, d'après ces principes, les aliments consignés par Gratiot n'ont été consommés par Hewit, du 10 mars au 2 avril, que pour moitié, puisque l'autre moitié a été fournie par la consignation de Jaucourt ; d'où il suit que le 5 avril, jour de la nouvelle consignation de Gratiot, le débiteur ne se trouvait pas sans aliments ;

« Déboute Hewit de sa demande en élargissement, etc. »

Hewit s'est pourvu en cassation pour violation des art. 791, C. proc., et 28, L. 17 avril 1832.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu, en droit, qu'il résulte de l'art. 793, C. proc., et de la nature même des choses, que chacun des créanciers recommandants doit contribuer aux aliments du débiteur détenu ; que si le recommandant est dispensé, au moment de la recommandation, de consigner des aliments, c'est seulement lorsque des aliments sont déjà consignés, et sans le droit du créancier qui a fait emprisonner, de se pourvoir contre lui pour le faire contribuer au paiement des aliments par portion égale ; — Attendu que la consignation volontaire faite par le recommandant équivaut à celle qu'il pourrait être

contraint de faire pour contribuer au paiement des aliments, suiva : l'alin. 2, art. 793, précité ; — Attendu, en fait, qu'il est reconnu par l'arrêt attaqué que Gratiot, en recommandant Hewit, avait consigné d'avance, conformément à l'article 791, C. proc., les aliments qu'il était tenu de fournir, et qu'il avait fait cette consignation pour une période de trente jours, ainsi que l'exige l'art. 28, L. 17 avril 1832 ; qu'il avait ainsi satisfait à toutes les prescriptions de la loi ; — Attendu que Jaucourt avait aussi, mais postérieurement à Gratiot, recommandé Hewit et consigné des aliments ; — Attendu que, dans cet état des faits, et d'après la règle ci-dessus rappelée, les deux recommandants ont dû contribuer également aux aliments du débiteur, pendant tout le temps que leurs recommandations ont existé simultanément ; — Attendu que la Cour royale, en le décidant ainsi, a fait une juste et très-exacte application de cette règle, et n'a commis aucune violation des lois invoquées, — Rejette etc. »

Du 18 août 1836. — Ch. req.

AMENDE. — MATIÈRE FISCALE. — COMPLICITÉ.

Bien qu'en général les auteurs et complices d'une amende d'impôt soient passibles chacun d'une amende distincte, cependant, comme en matière fiscale, les amendes ne sont considérées que comme une réparation civile du préjudice causé à l'État par la fraude, il résulte tant de ce principe que des termes mêmes de la loi du 28 avril 1816, que l'entèvement ou le transport de boissons, sans déclaration préalable ou sans représentation d'un congé, acquit à caution ou passavant pris au bureau de la règle, ne donne lieu, contre l'expéditeur, l'acheteur et le volturier, qu'à une seule amende dont ils sont solidairement responsables. (C. pén., 59; Loi 28 avril 1816, art. 6, 17 et 19.)

Du 19 août 1836. — Ch. crim.

RÈGLEMENT DE POLICE. — EFFET OBLIGATOIRE. — CLOTURE. — PROPRIÉTÉ.

L'arrêt du maire qui, par un motif de sûreté publique, prescrit la clôture d'un terrain donnant sur la voie publique est valable. Les juges ne sauraient se dispenser d'en ordonner l'exécution sous le prétexte qu'il porte atteinte au droit de propriété (1).

Du 19 août 1836. — Ch. crim.

MANUFACTURE INSALUBRE. — DELIT NOUVEAU. — EXCESS. — AUTORISATION DEMANDÉE.

L'exploitation d'un établissement insalubre pour lequel il n'a pas été obtenu d'autorisation donne lieu à l'application des peines portées par la loi.

La contravention dans ce cas résulte moins de la formation et de l'existence non autorisée de cet établissement que de son exploitation.

(1) La Cour de cassation décide constamment que les tribunaux ne peuvent, dans aucun cas, laisser impunie l'infraction aux arrêtés des auto-

rités municipales, ayant pour but la sûreté ou la salubrité publique.

Chaque fois que cette exploitation se renouvelle il y a un fait nouveau dont la poursuite exige une répression (1).

Les tribunaux ne peuvent se dispenser d'ordonner cette répression, en se fondant sur ce que l'autorisation a été demandée, et sur ce que l'établissement existe depuis plusieurs années. (Art. 50 de la loi du 14 déc. 1789; 3, n° 5, tit. 11 de la loi du 16-24 août 1790; 46, tit. 1^{er} de celle des 19-22 juill. 1791; art. 1, 2 et 7, du décret du 15 oct. 1810.)

Du 19 août 1836. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

VOITURES PUBLIQUES. — INDENNITÉ. — MAÎTRE DE POSTE.

L'entrepreneur de voitures publiques, qui n'a pas payé à un maître de poste l'indemnité fixée par la loi de vent. an 13, ne peut pas être excusé sur le motif que le maître de poste ne se serait pas conformé aux devoirs qui lui étaient imposés par les règlements de son service. (L. 15 vent. an 13, art. 1^{er}.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 1^{er} et 2, L. 15 vent. an 13, et 65, C. pén.; — Attendu, en droit, que l'indemnité allouée aux maîtres de poste par l'art. 1^{er}, loi précitée, leur est due par tous les entrepreneurs de voitures publiques qui ne sont pas exceptés de cette disposition; — Que l'infraction de cet article entraîne nécessairement, contre ceux qui s'en rendent coupables, l'amende prononcée par l'art. 2; — Que les tribunaux de répression ne peuvent accueillir, pour excuse des contraventions, que les faits admis comme tels par une loi formelle; — Que l'accomplissement de l'obligation imposée auxdits entrepreneurs de voitures publiques n'est point subordonnée à l'observation ou l'inobservation des devoirs imposés aux maîtres de poste, par les règlements de leur service; qu'en admettant que le demandeur eût contrevenu à ces règlements, cette circonstance même ne pourrait éteindre l'action par lui exercée contre le défendeur; — Et attendu qu'il est constant, dans l'espèce, que celui-ci est entrepreneur d'une messagerie qui relate sur la route de Pontoise à Paris, et qu'il n'a pas payé l'indemnité dont il s'agit; d'où il suit qu'en le renvoyant de la poursuite, sur le motif de sa bonne foi, et qu'il s'est écoulé plus de quinze mois sans que le demandeur ait réclamé cette indemnité, le jugement dénoncé a commis une violation expresse des articles ci-dessus visés; — En conséquence, casse le jugement du tribunal de Versailles du 10 mars dernier, etc. »

Du 20 août 1836. — Ch. crim.

APPEL. — COMMUNE. — COPIE. — CASSATION.

Du 21 août 1836. — (P. 24 août 1836.)

MOTIFS. — CONCLUSIONS SUBSIDIAIRES. — REQUÊTE CIVILE. — CASSATION. — AMENDE. — INDIGENCE.

Le demandeur en cassation, qui produit un certificat d'indigence régulier, ne peut être déclaré non recevable sous prétexte qu'il ne serait pas réellement indigent en ce qu'il paie 20 fr. 25 c. d'impôt.

Lorsque indépendamment de ses conclusions principales, appuyées sur des titres, le demandeur en revendication d'un terrain a pris des conclusions subsidiaires tendant à être admis à prouver une possession suffisante pour prescrire, doit être cassé, comme manquant de motifs, l'arrêt qui, sans s'occuper des conclusions subsidiaires, se contente de repousser les conclusions principales, par la raison que les titres ne peuvent être opposés au défendeur pour contester la possession actuelle, et que, d'un autre côté, il n'est pas démontré que le terrain énoncé dans les titres soit le même que le terrain revendiqué. Finalement on dirait que dans ce cas le défaut de motifs constitue une omission de statuer et non une omission de motiver, et que, dès lors, il y a lieu de se pourvoir par requête civile, et non par recours en cassation (2). (C. proc., 141 et 480, n° 5.)

ARRÊT.

« LA COUR, — En ce qui touche la fin de non-recevoir opposée par le défendeur contre le pourvoi, et fondée sur le défaut de consignation d'amende, de la part de la demanderesse; — Attendu que la demanderesse justifie d'un certificat à elle délivré le 15 mars 1834, par le maire de la commune de Vaulx, lieu de son domicile, lequel certificat, légalisé par le sous-préfet de l'arrondissement de Fontainebleau et approuvé tant par ledit sous-préfet que par le préfet du département de Seine-et-Marne, atteste que la veuve Limosin est dans l'impossibilité de subvenir aux frais du procès, et que son état d'indigence est d'autant plus grave, qu'elle a plusieurs enfants en bas âge; — Attendu que foi est due audit acte, — Rejette la fin de non-recevoir; — En ce qui touche le moyen de cassation: — Vu les art. 141, C. proc., et 7, L. 20 avril 1810; — Attendu que, devant les premiers juges, indépendamment de ses conclusions principales, appuyées sur ses titres, la veuve Limosin avait pris des conclusions subsidiaires par lesquelles elle opposait la prescription et demandait à être admise à faire preuve d'une possession suffisante pour prescrire; — Attendu que le jugement a rejeté les demandes de la veuve Limosin, sans donner aucun motif relativement au rejet de ses conclusions subsidiaires; — Attendu que les mêmes conclusions ont été reproduites devant la Cour royale, ainsi qu'il est constaté par les qualités de l'arrêt attaqué, et que la Cour royale, en confirmant la décision des premiers juges, s'est borcée à l'adoption pure et simple de leurs motifs; que, dès lors, le rejet des conclusions subsidiaires n'a pas été

(1) P. conf. 25 janv. 1832; Brux., 24 juin 1843.

(2) P. Cass., 23 nov. 1818, 2 août 1825, 50 janv. 1833.

motivé par ledit arrêt; d'où il suit que l'arrêt de la Cour de Paris du 30 nov. 1835 a expressément violé les lois précitées. — Cassé, etc. »
Du 22 août 1836. — Ch. crim.

TESTAMENT. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.

Lorsque des héritiers légitimes sont intervenus dans une instance en nullité de plusieurs testaments introduite par l'un des légataires institués, si ces testaments ont été annulés, hormis un seul, fait au profit d'un légataire universel qui n'était point en cause, ces héritiers ont pu être déclarés sans intérêt dans la contestation, sauf à eux à faire valoir leurs droits, s'il y a lieu, contre le légataire universel, non présent au procès, dont l'institution n'a été reconnue valable.

Un jugement interlocutoire qui admet à faire une preuve n'est pas susceptible d'acquiescer l'autorité de la chose jugée sur les questions que doit résoudre le jugement définitif en statuant sur le fond du procès (1). (C. civ., 1351.) L'arrêt qui dispose au profit d'un tiers non appelé en cause ne contient point d'excès de pouvoir, et ne porte aucune atteinte au droit de la défense, il laisse tous les droits intacts. La révocation d'un premier testament faite par un testament postérieur, qui est annulé pour cause de démence, est sans effet (2).

En 1832, décès du général comte de Villereau, laissant plusieurs testaments olographes. Par le premier de ces testaments, en date du 25 août 1829, il avait institué la demoiselle d'Hozier sa légataire universelle, et il avait légué à la dame d'Hozier, sa nièce, une rente de 1,600 fr., et à la dame de la Bachellerie, sa cousine, une rente de 2,400 fr. Une disposition postérieure, ajoutée à ce testament le 17 sept. suivant, accordait, en outre, à la dernière légataire une rente viagère de 1,500 fr.

Deux autres testaments, l'un du 1^{er} et l'autre du 15 déc. de la même année 1829, annulaient celui du 25 août, et instituaient la dame de la Bachellerie légataire universelle, à la place de la demoiselle d'Hozier. Enfin, un dernier testament, du 26 mars 1830, confirmait cette dernière disposition.

Le général de Villereau avait été interdit en 1830, pour cause d'aliénation mentale.

Après son décès, la dame d'Hozier, l'un de ses héritiers légitimes, et en outre instituée légataire par acte de dernière volonté du 25 août 1829, intenta contre la dame de la Bachellerie une action en nullité des testaments en sa faveur, comme faits par le testateur dans un moment où il ne jouissait plus de ses facultés intellectuelles. Le marquis de Villereau et les représentants Fitz-Gibbon, autres héritiers, ne s'opposèrent, et prirent les mêmes conclusions que la dame d'Hozier. — La demoiselle d'Hozier, qui avait été instituée légataire universelle par

les actes testamentaires du 25 août et du 17 septembre, ne se présenta pas dans l'instance pour soutenir la validité de la libéralité dont elle avait été l'objet.

Un jugement interlocutoire admit la dame d'Hozier à faire preuve des faits par elle articulés à l'appui de son action en nullité. Ce jugement, statuant ensuite sur l'intervention, la déclara recevable, par le motif qu'elle était fondée sur la qualité d'héritiers des intervenants, et sur les droits qui en résultaient à leur profit.

L'enquête qui fut faite établit que le comte de Villereau était depuis longtemps atteint d'aliénation mentale et d'imbécillité.

Du 30 mars 1834, jugement définitif qui déclara nuls tous les testaments du comte, sans s'expliquer toutefois sur celui du 26 mars 1830, qui était le dernier. — Appel principal de la part de la dame de la Bachellerie; appel incident de la part des héritiers.

Du 14 juill. 1835, arrêt de la Cour de Paris qui déclara le marquis de Villereau et les représentants Fitz-Gibbon sans droit et sans intérêt dans la cause, et qui, statuant sur la demande de la dame d'Hozier, annula seulement la disposition testamentaire du 17 sept. 1829, et les testaments des 1^{er}, 15 déc. et 26 mars suivants, par les motifs que voici :

« Considérant que, s'il résulte des enquêtes qu'antérieurement au mois de sept. 1829, le comte de Villereau avait de l'irrésolution dans les idées et était sujet à des absences de mémoire, ses facultés intellectuelles n'avaient pas cependant éprouvé une altération de nature à le faire considérer comme n'étant pas sain d'esprit ;

« Qu'en effet, Charles Roux, témoin produit par la femme d'Hozier, etc. (ici, l'arrêt tire de certains faits de l'enquête la conclusion que le comte de Villereau n'avait pas, en juill. et jusqu'à la fin d'août 1829, perdu l'usage de ses facultés intellectuelles) ;

« Considérant, d'ailleurs, que le testament du 25 août 1829 ne contient que des dispositions tout à fait en harmonie avec les sentiments et les intentions par lui antérieurement manifestés, notamment à l'égard de ses nièces et de la femme de la Bachellerie ;

« Mais considérant qu'il est suffisamment établi par les enquêtes, dont la contre-enquête n'a pas détruit la force, que, presque aussitôt après, le 25 août 1829, l'irrésolution et le peu de précision des idées du comte de Villereau ont dégénéré en une altération complète de ses facultés intellectuelles ; — Que, déjà, lors de sa disposition testamentaire du 17 sept. 1829, comme lors des actes postérieurs de dernière volonté, il n'était plus sain d'esprit ;

« Que, si le testament olographe est celui contre lequel la preuve de démence est la plus

(1) *P. conf. Cass.*, 27 nov., 25 vent. an 11, 11 brum. an 12, 17 janv. 1810, 5 juin 1811, 14 juill. 1818; Brux., 24 nov. 1819; *Cass.*, 17 fév. 1825, 10 mai 1826, 11 janv. 1837, 25 nov. 1831, 24 nov. 1832; — *Corré, Lois de la proc.*, t. 2, p. 178, et *Lois de la compét.*, t. 1, p. 95, n° 55; Merlin, *Quest. de*

droit, t. 3, p. 690, et *Rép.*, t. 15, p. 132; Favard, t. 3, p. 690; Poucet, t. 1, p. 70 et 101, n° 78; Hante-feuille, p. 256.

(2) Cette question ne pouvait être douteuse. — *P. conf. Cass.*, 25 fév. 1834.

difficilement accueillie, parce que l'écriture du testateur semble constater la spontanéité matérielle et intellectuelle qui a dû présider aux dispositions testamentaires, cette faveur doit disparaître lorsqu'il est prouvé, comme dans la cause, que, même à l'époque de l'interdiction, qui a suivi de près les testaments dont il s'agit, le testateur prêtait une main docile à tracer des caractères et des mots auxquels, devant les magistrats, il ne pouvait donner aucun sens ;

• Considérant que la demande principale de la femme d'Hozier, et ses conclusions postérieures devant les premiers juges, ainsi que celles de Parfait de Villereau et des enfants Fitz-Gibbon, avaient pour objet la nullité de tous les testaments invoqués par la femme de la Bachelierie, ce qui comprenait nécessairement celui du 26 mars 1830, sur lequel le tribunal a omis de statuer, — Débout la femme d'Hozier et consorts de leur demande en nullité du testament du 25 août 1829, qui sera exécuté selon sa forme et teneur ;

• En ce qui concerne les dispositions testamentaires postérieures : — Considérant que, par l'effet de la décision qui précède, Parfait de Villereau et les enfants Fitz-Gibbon se trouvent sans intérêt dans la contestation, etc. »

POURVOI du marquis de Villereau. — 1^o Excess de pouvoir, et violation des art. 723, 724, 731 et 750, C. civ., en ce que le demandeur et les enfants Fitz-Gibbon ne pouvaient pas être déclarés sans intérêt, lorsqu'ils se présentaient dans la cause en qualité d'héritiers légitimes.

2^o Violation de l'art. 1351, relatif à l'autorité de la chose jugée, en ce que le jugement, interlocutoire qui admet la preuve des faits d'aliénation mentale articulés par la dame d'Hozier avait reçu l'intervention du demandeur, ce qui était reconnaître son intérêt dans le débat.

3^o Excess de pouvoir et violation du droit de défense, en ce que la Cour royale avait validé la disposition faite au profit de la dame d'Hozier, légataire universelle, sans ordonner sa mise en cause.

4^o Violation des art. 1035 et 1037, C. civ., en ce que le testament du 25 août 1829 avait été maintenu nonobstant la révocation formelle faite par le testateur.

ARRÊT.

• LA COUR ; — Sur le premier moyen : — Attendu que le marquis de Villereau n'a pas été déclaré non recevable à faire valoir, s'il y a lieu, contre la demoiselle Jenny d'Hozier, légataire universelle instituée par le testament du comte de Villereau du 25 août 1829, les droits qui peuvent lui appartenir comme héritier présomptif en partie dudit comte de Villereau ; — Qu'ainsi les articles du Code civil concernant les droits et actions des héritiers légitimes n'ont pas été violés par l'arrêt attaqué ;

• Sur le second moyen : — Attendu que le jugement interlocutoire qui admet à faire une preuve n'est pas susceptible d'acquiescer autorité de chose jugée sur les questions que doit résoudre le jugement définitif, en statuant sur le

fond du procès ; — Qu'en effet, lors de ces deux jugements, la question à juger ne peut pas être la même, en sorte que l'une des conditions exigées par l'art. 1351, C. civ., manque ;

• Sur le troisième moyen : — Attendu que le marquis de Villereau pouvait, s'il le croyait utile à ses intérêts, appeler en cause la demoiselle Jenny d'Hozier ; que la Cour royale, en n'ordonnant pas cette mise en cause, qui ne lui était pas demandée, n'a commis aucun excès de pouvoir et n'a porté aucune atteinte au droit de défense ;

• Sur le quatrième moyen : — Attendu que la révocation d'un premier testament faite par un testament postérieur qui reste sans exécution ne peut avoir son effet qu'autant que le second testament est valable en soi, quoiqu'il reste sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué ou du légataire, ou par leur refus de recueillir ; mais qu'il ne saurait en être de même lorsque le second testament est nul, soit par l'insanité d'esprit du testateur, soit par tout autre motif ;

• Que la Cour royale, en le jugeant ainsi, n'a pas violé les art. 1035 et 1037, C. civ., mais en a fait, au contraire, une juste et saine application, — Rejette, etc. »

Du 22 août 1836. — Ch. req.

CASSATION. — FERMES. — COPIE SIGNIFIÉE.

Le pourvoi en cassation à l'appui duquel ne se trouve pas jointe une copie de l'arrêt dénoncé est non recevable. Il n'y a pas lieu à examiner les moyens que le demandeur aurait développés ou indiqués dans sa requête.

ARRÊT.

• LA COUR ; — Considérant que les demandeurs n'ont pas, conformément au règlement de 1738, joint à leur requête en pourvoi une copie de l'arrêt par eux attaqué ; que, dans cet état, le pourvoi est non recevable, — Déclare les demandeurs non recevables, etc. »

Du 22 août 1836. — Ch. req.

PRIVILÈGE. — TRÉSOR PUBLIC. — ORRE.

Le privilège sur les meubles et les immeubles que la loi du 5 sept. 1807 accorde au trésor pour le recouvrement des frais de justice doit être exercé de la même manière que les privilèges généraux sur les meubles et les immeubles établis par le Code civil. (C. civ., 2098 et 2105.)

Dès lors, le trésor ne peut exercer son privilège sur les immeubles du débiteur qu'autant qu'il n'a pas négligé de le faire valoir sur le mobilier (1).

Le 1^{er} mars 1834, le tribunal de Saint-Dié a rendu le jugement suivant, où se trouvent sommairement rapportés les faits de la cause : —

• Considérant en fait que, le 14 mars 1833,

(1) *V. conf. Maieville, Analyse raisonnée du Code civil*, t. 4, p. 455 ; *Perri, Régime hypoth.*, sur l'art. 2104, et *Troplong, Hypoth.*, n° 94 ter.

Joseph Antoine, cultivateur aux Raids de-Rolache, dépendance de la ville de Saint-Dié, a été condamné pour vol, avec circonstances aggravantes, en six ans de réclusion par la Cour d'assises des Vosges; que les frais avancés dans cette affaire ont été taxés à la somme de 545 fr. 5 cent.;

• Considérant qu'antérieurement à cet arrêt de condamnation, mais postérieurement à l'arrestation d'Antoine, il y a eu, le 30 nov. 1851, par le ministère d'un commissaire-priseur, vente des meubles dudit Joseph Antoine; que le prix de cette vente, tous frais payés, s'est élevé à 982 fr. 96 cent.; que cette somme, arrêlée entre les mains du commissaire-priseur par différents créanciers opposants, n'a été répartie entre eux que le 18 mars 1855, par suite d'une distribution par contribution amiable, homologuée par le tribunal civil le 30 du même mois;

• Considérant que les créances privilégiées payées avec le prix de ces meubles ne se sont élevées qu'à la somme de 517 fr. 39 c.; que, dès lors, la somme restante, qui a été distribuée entre les simples créanciers, se portant à 665 fr. 59 c., était plus que suffisante pour désintéresser le domaine, dont la créance n'est que de 545 fr. 5 c.;

• Considérant que, si le domaine ne s'est pas fait payer sur le prix du mobilier, il ne doit imputer qu'à lui seul cet acte de négligence, puisque le receveur de l'enregistrement et des domaines au bureau de Saint-Dié, chargé du recouvrement, a eu connaissance de la vente du mobilier d'Antoine, et par le procès-verbal du commissaire-priseur, qu'il a enregistré, et par les différents actes d'opposition des créanciers; qu'il est même constant, d'après les contredits formés par l'administration, que ce receveur a pris communication du projet de distribution quelques jours avant qu'il fût définitivement arrêté;

• Considérant, en droit, que le privilège sur les immeubles, créé par l'art. 2104, C. civ., en faveur des créances énoncées en l'art. 2101 du même Code, n'est qu'un privilège ajouté à un premier privilège; que ce droit de préférence ne peut être exercé sur les immeubles, aux termes de l'art. 2105, qu'à défaut du mobilier;

• Que, ce principe ne fût-il pas écrit dans la loi, la raison et l'équité en réclameraient l'application; qu'il serait en effet souverainement injuste qu'un créancier privilégié sur les meubles et sur les immeubles, après avoir négligé de se faire payer sur le prix du mobilier, soit par insouciance, soit dans le dessein d'avantager des créanciers chirographaires, pût se faire colloquer de préférence à d'autres créanciers privilégiés, ou même à de simples créanciers hypothécaires, qui n'ont aucune faute à se reprocher, et les rendre victimes de sa négligence ou de sa mauvaise foi;

• Qu'admettre un pareil système serait méconnaître les notions les plus élémentaires du droit, la négligence ne devant préjudicier qu'à celui qui s'en est rendu coupable, et les droits de priorité et de préférence entre les créanciers ne pouvant dépendre du caprice de l'un d'eux, mais uniquement de la loi;

• Considérant que la loi du 5 sept. 1807, dont se prévaut l'administration des domaines, loin d'apporter aucune exception à ce principe général, posé en l'art. 2105, ne fait au contraire que le confirmer; que cette loi, complément du Code civil, s'y réfère entièrement, ainsi que cela résulte de son art. 1^{er}; que, comme lui, elle reconnaît deux droits de préférence qui ne peuvent s'exercer que l'un à défaut de l'autre: le premier sur les meubles, qu'elle n'assujettit par son art. 2 à aucune formalité; le deuxième sur les immeubles, qu'elle subordonne par son art. 3, à une inscription à prendre dans les deux mois du jugement de condamnation, et que, par son art. 4, elle soumet à l'application même de l'art. 2105, C. civ.; qu'il eût été en effet absurde que le privilège du trésor fût traité avec plus de faveur que les privilèges de l'art. 2101, que la loi du 5 sept. 1807 elle-même déclare lui être bien préférables;

• Considérant, dès lors, que le juge-commissaire, en repoussant la prétention de l'administration des domaines, et en la déclarant déchu de son droit de préférence, a bien agi;

• Par ces motifs, le tribunal déboute l'administration de l'enregistrement de ses contredits à l'état de collocation provisoire du 5 oct. 1855; maintient ledit état de collocation pour être suivi selon sa teneur. »

Appel. — Arrêt de la Cour de Nancy du 12 juillet 1854, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

POURVOI de l'administration des domaines, pour violation de la loi du 5 sept. 1807, et fausse application des art. 2101, 2104 et 2105, C. civ.

ANALYSE.

« LA COUR. — Attendu que l'art. 2105, Code civ., relatif à la nature, à l'ordre et à l'exercice des privilèges que l'art. 2104 a étendus sur les meubles et les immeubles, est applicable au privilège du trésor public pour le remboursement des frais dont il a fait l'avance en matière criminelle; — Qu'en effet la loi du 5 sept. 1807, sans changer la nature du privilège du trésor public, en ce qui concerne le remboursement des frais dont la condamnation est prononcée à son profit, en matière criminelle, correctionnelle ou de police, ne fait qu'en régler l'ordre et l'exercice, et par cela même n'apporte aucune exception au principe général consacré par l'art. 2105, d'après lequel ce n'est qu'à défaut de mobilier que les privilèges sur les meubles et les immeubles peuvent se présenter pour être payés sur le prix d'un immeuble en concurrence avec les privilèges sur ledit immeuble; — Qu'en disant, art. 1^{er}, que c'est en conséquence de l'article 2098, C. civ. que le privilège du trésor public est réglé, cette loi énonce clairement qu'elle n'est que le complément du Code civil sur cette matière, et non-seulement elle est silencieuse sur l'exception qu'invoque la régie, bien qu'une exception doive être exprimée, mais encore il résulte de ses dispositions, d'après lesquelles le privilège réclame pour le trésor public ne s'exerce qu'après les privilèges désignés aux

art. 2101 et 2102, C. civ., que son esprit résiste à l'introduction de cette exception; — Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué a déclaré qu'il était constaté que c'était par sa faute que le domaine ne s'était pas fait payer sur le prix du mobilier du condamné; qu'il suit de ce qui précède qu'en repoussant la prétention de l'administration, et en maintenant l'état de collocation provisoire, la Cour de Nancy s'est conformée à la loi, — Rejette, etc. »

Du 22 août 1856. — Ch. civ.

FAUX INCIDENT. — POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE. — ACTE INFORME.

La voie de l'inscription de faux est purement facultative pour les tribunaux; et ils peuvent l'admettre ou la rejeter suivant qu'ils la jugent utile ou non, sans qu'il y ait à distinguer le cas de faux formel de celui de faux matériel (1). (C. proc., 214.)

Si la contrefaçon, la forme et l'ensemble d'une pièce signalée comme fautive présentent des vices tellement matériels que sa fausseté ou sa falsification résulte évidemment de la simple inspection, les juges peuvent la déclarer fautive ou falsifiée, sans être obligés de subordonner leur jugement à l'inscription de faux (2). (C. proc., 214 et suiv.)

Boucaud, poursuivi par les époux Daviot en paiement d'une somme de 12,000 fr., montant d'une obligation souscrite le 1^{er} mars 1791, opposa une quittance qu'il prétendit lui avoir été donnée le 5 oct. de la même année.

Les époux Daviot soutinrent que cette quittance était fautive; ils en demandèrent le rejet, et subsidiairement ils annonçèrent l'intention de s'inscrire en faux.

Le tribunal, et par suite la Cour de Lyon, sans recourir à l'inscription de faux, qu'ils jugent inutile, et se fondant sur les vices matériels et apparents de la quittance, ainsi que sur l'état de la signature y apposée, et sur certains faits personnels à Boucaud, déclarent la pièce fautive, la rejettent du procès, et condamnent le débiteur au paiement de la somme réclamée.

POURVOI par ce dernier, pour violation de l'art. 214 C. proc., en ce que l'inscription de faux était un préliminaire indispensable pour que la pièce pût être déclarée fautive.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu en droit que, d'après la disposition formelle de l'art. 214, C. proc., celui qui prétend qu'une pièce est fautive ou falsifiée peut seulement, s'il y échet, être reçu à s'inscrire en faux incident civil; qu'ainsi ce n'est pas une obligation que cette disposition impose aux juges, mais bien une faculté qu'elle leur accorde, et dont elle soumet l'exercice à leurs consciences et à leurs lumières; — Que si la contrefaçon, la forme et l'ensemble de la pièce

présentent des vices tellement matériels que sa fausseté ou sa falsification résulte évidemment de la simple inspection oculaire elle-même, les juges peuvent la déclarer fautive ou falsifiée, sans être astreints à subordonner leur conviction et leur jugement à l'inscription de faux; — Et attendu en fait que les juges ont constaté que le simple aspect soit de plusieurs parties de la quittance sous seing privé dont il s'agit, soit de la signature elle-même, oblige à voir matériellement le faux; que même Boucaud a payé à son frère, créancier, des intérêts postérieurement à la quittance en question qui l'aurait déchargé de sa dette; que, dans ces circonstances, en déclarant cette quittance fautive sans une inscription préalable de faux, l'arrêt attaqué a fait une juste application de l'art. 214, C. proc., invoqué par le demandeur sans se mettre en contradiction avec aucune loi, — Rejette, etc. »

Du 25 août 1856. — Ch. req.

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE. — GÉRANT. — QUALITÉ. — GÉRANT PROVISOIRE. — CONVERSION. — SYNDIC. — ADHESION. — SAISIE IMMOBILIÈRE. — QUALITÉ.

L'expropriation des immeubles dépendant d'une société commerciale en commandite doit être poursuivie contre le gérant seul. Les associés commanditaires ne peuvent être reçus intervenants ou tiers opposants dans l'instance. (C. comm., 25, 25, 27, 28 et 43.)

Le dirigeant gérant a droit de demander la conversion des poursuites de saisie immobilière en vente sur publications judiciaires. (C. proc., 746 et 747.)

Il conserve ce droit, malgré sa démission, non publiée, lorsque d'ailleurs il a continué à prendre la qualité de gérant dans les actes de la procédure.

La déclaration de faillite de la société ne suspend pas l'action en expropriation du créancier saisissant.

Les syndics provisoires de la faillite ont qualité pour adhérer à la demande en conversion d'une saisie immobilière formée avant leur nomination, et par conséquent, avant celle des syndics définitifs (3). (C. comm., 539.)

Après l'incendie de l'ancien Ambigu-Comique, une société en commandite s'établit pour la reconstruction et l'exploitation de ce théâtre. Par acte des 25 juin, 14 et 15 juill. 1839, Tourne mine en fut nommé gérant unique, sous la raison sociale Tourne mine et compagnie.

Le 16 juill. 1850, saisie immobilière du théâtre par Potonié, créancier de la société, et, le 26, dénonciation de cette saisie à Tourne mine. Celui-ci obtenait le même jour une ordonnance de référé qui lui donnait acte de sa démission des fonctions de gérant, et nommait administrateur provisoire de la société Vincent.

Le 7 juill. 1850, Vincent, comme administra-

aucune influence sur la démission du fond. — F. Cass., 12 août 1829, et la note.

(3) F. Delangle, n° 319; Duvergier, Soc., n° 317; Boucenne, n° 36.

(1-2) F. Grenoble, 7 juill. 1810; Cass., 25 juill. 1827; Nîmes, 1^{er} mars 1837; — Merlin, Répert., vo Inscription de faux, § 1^{er}, et Quest., vo Inscription de faux; Carre-Baudouin, n° 774 et 869. — Il en est de même si le faux ne doit avoir

leur provisoire, et Tournemine, comme ancien directeur, assignent conjointement Potonié en nullité de la saisie immobilière par lui pratiquée, et subsidiairement à fin de conversion en vente sur publications judiciaires.

Le 8 juill. 1850, jugement qui maintient la saisie, et ordonne la conversion. Dans cet état, Potonié fait déclarer le théâtre en faillite.

Le 20 juill. 1850, Cailon, Guédy et autres, commissaires des créanciers de l'Ambigu-Comique firent assigner Tournemine, Vincent et Potonié, devant le tribunal civil de la Seine, pour, attendu l'état de faillite du théâtre, en voir ordonner la visite et l'estimation par experts.

Le 10 août 1850, jugement qui ordonne l'expertise. D'un autre côté, Desfontaines et autres, comme syndics provisoires de la faillite du théâtre, se rendirent parties intervenantes, et déclarèrent s'en rapporter.

Le 31 août 1850, jugement qui reçoit les syndics intervenants, enterme le rapport d'experts et ordonne la vente sur publications judiciaires du théâtre.

On allait procéder à l'adjudication définitive, lorsque Alkan, Fiquet et autres actionnaires de l'Ambigu-Comique, prétendirent que Tournemine et Vincent n'avaient point eu qualité pour consentir la conversion de la saisie immobilière pratiquée par Potonié, que la nullité de la conversion entraînait celle de la saisir. En conséquence, ces associés commanditaires coulaient à être regus tout à la fois intervenants dans la procédure de saisie immobilière et dans celle de conversion, et tiers opposants aux trois jugements des 8 juill. 10 et 31 août 1850.

Le 2 août 1852, jugement qui accueille ces conclusions; mais, sur l'appel, arrêt infirmatif rendu par la Cour de Paris, le 15 août 1853, qui déclare les actionnaires non recevables en leur intervention, par les motifs suivants : — « Considérant que la société formée pour l'exploitation du théâtre de l'Ambigu-Comique est une société en commandite dont les actionnaires, propriétaires d'une ou de plusieurs actions mobilières, sont seulement associés commanditaires ;

« Considérant que le gérant de la société à toute capacité pour défendre même aux actions immobilières qui intéressent cette société ;

« Considérant qu'il existait une saisie immobilière, dont le gérant ne pouvait arrêter l'effet ;

« Que le consentement par lui donné à la conversion ne constitue pas, de sa part, une aliénation, mais simplement une adhésion à un mode de vente plus favorable pour toutes les parties intéressées ;

« Considérant, d'ailleurs, qu'à l'époque où la conversion a été consentie, la société de l'Ambigu-Comique était réellement en faillite, et que les syndics nommés depuis ont adhéré au jugement qui ordonne la conversion ;

« Qu'ainsi, sous tous les rapports, les actionnaires ont été également représentés; que, dès lors, leur intervention n'est pas recevable. »

POURVOI en cassation pour violation des art. 746 et 747, C. proc., et 552, C. comm.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la société dont il s'agit était une société en commandite, régie par un directeur gérant; que, d'après les articles 25, 26, 27, 28 et 45, C. comm., l'associé commanditaire ne peut faire aucun acte de gestion, ni être employé pour les affaires de la société, même en vertu de procuration; que son nom ne peut faire partie de la raison sociale, ni être inséré dans l'exploit de l'acte social affiché dans la salle des audiences du tribunal de commerce, ni être même réputé légalement connu des tiers qui contractent avec la société; que, dès lors, pour l'exécution des engagements sociaux, on ne doit et ne peut s'adresser qu'au gérant, qui représente la société, et par conséquent pour une saisie immobilière, dans la poursuite de laquelle les associés commanditaires ne peuvent ni intervenir, ni être appelés; — Attendu que la conversion prescrite par l'art. 747, Code proc., est de droit commun, et que la vente qui en est la suite est une vente judiciaire, soumise à des formalités protectrices des intérêts des parties; qu'on ne peut donc pas admettre que le législateur a entendu, sans l'avoir dit expressément, priver les actionnaires d'une société en commandite d'un droit de cette nature que leur mandataire invoque comme le mode de vente le plus avantageux; — Attendu que, dans l'espèce, Tournemine, en demandant la vente sur publication judiciaire, conformément à l'art. 747 précité, n'a fait que pourvoir à ce qui était le plus avantageux à ses mandants, auxquels la loi refusait le droit d'intervenir pour y pourvoir eux-mêmes; — Attendu qu'il implique contradiction de dire que le gérant ne peut demander la conversion de la saisie immobilière qu'avec le concours de ses commanditaires, auxquels toute participation aux affaires de la société est interdite; — Attendu, en fait, 1^{er} que le jugement du 8 juill. 1850, ordonne la conversion; 2^o que la vente définitive de l'Ambigu, opérée d'après les formalités prescrites pour l'expropriation forcée en vertu de nouvelle saisie immobilière exercée en 1854, a produit un prix inférieur à celui de l'adjudication préparatoire faite en 1850 sur publications judiciaires; — Attendu que Tournemine, depuis sa démission des fonctions de gérant, et la nomination de Vincent pour administrateur provisoire, n'a pas moins continué de figurer, en qualité de gérant, dans les demandes et jugements qui sont intervenus ultérieurement, et que même les différents actes de procédure de la nouvelle saisie immobilière faite en 1854, et de la vente définitive de l'Ambigu-Comique par expropriation forcée, lui ont été signifiés en la même qualité; — Attendu que rien dans la disposition des art. 746 et 747, C. proc., ne fait obstacle à ce que le jugement qui a ordonné la conversion soit exécuté par le saisissant; — Attendu d'ailleurs que les syndics provisoires de la faillite de l'Ambigu-Comique ont adhéré à la demande de conversion, et que, si, d'après l'art. 552, C. comm., l'initiative de la vente des immeubles de la faillite n'appartient qu'aux syndics définitifs, ce n'est qu'autant

qu'il n'existe pas d'action en expropriation formée avant leur nomination; qu'en effet, il ne peut y avoir de raisonnement pour que la déclaration de faillite duve suspendre l'action du créancier saisissant jusqu'à la nomination des syndics définitifs; — Qu'il suit de tout ce qui précède qu'en déclarant les actionnaires du théâtre de l'Ambigu-Comique non recevables dans leur demande en nullité de la conversion ordonnée sur la réclamation de Tournemine, gérant de la société, l'arrêt attaqué n'a violé ni les art. 746 et 747, C. proc., ni l'art. 552, C. comm., — Rejette, etc. »

Du 25 août 1836. — Ch. civ.

VENTE. — RENTE VIAGÈRE. — DÉCLARATION. — EXPERTISE.

Du 25 août 1836. — (P. Cass., 3 août 1836.)

COLLOCATION. — DEMANDE ULTÉRIEURE. — CROSS JUGÉ.

Du 25 août 1836. — (P. Cass., 25 août 1837.)

GARANTIE. — SERVITUDE. — VENTE. — JUGEMENT.

En matière de garantie formelle, si le garant prend les fait et cause du garanti, et si celui-ci ne demande pas à être mis hors de cause, le demandeur principal doit agir tant contre l'un que contre l'autre (1).

Spécialement, dans le cas d'une instance à fin de réclamation d'un droit de servitude sur des biens vendus, bien que le vendeur ait pris fait et cause pour l'acquéreur, si celui-ci n'a pas demandé sa mise hors d'instance, il continue d'être, en sa qualité de détenteur des biens, le défendeur direct à l'action principale; et la servitude a pu être déclarée acquise par suite d'une enquête à laquelle le vendeur, garant formel, n'a pas été régulièrement appelé.

Les tribunaux ne sont obligés de donner des motifs spéciaux que sur les points qui ont été l'objet de conclusions expresses, et non sur les argumentations diverses présentées dans la défense.

Le 10 juill. 1829, vente par les époux de Puy-ségur et de Meaupou à la comtesse d'Hugon des bois de Charmot, de Fon et de Boulot, avec déclaration qu'ils sont francs et quittes de toutes dettes charges, servitudes et hypothèques.

Madame d'Hugon, devenue propriétaire, porta plainte au police correctionnelle contre un habitant de la commune de Saffres, dont les bestiaux avaient été trouvés en pacage dans ses bois. Le maire de la commune intervint dans l'instance pour soutenir que ses habitants avaient sur les bois un droit de vaine pâture.

L'affaire fut renvoyée devant les tribunaux civils, et le maire de Saffres fit assigner madame

d'Hugon devant le tribunal de Semur, en reconnaissance du droit de sa commune, fondé tant sur la possession immémoriale que sur deux anciens titres de concession de 1585 et de 1755.

La dame d'Hugon ayant appelé ses vendeurs en garantie, ceux-ci, par acte signifié à la commune le 19 avril 1830, déclarèrent prendre fait et cause en main pour elle; et, concluant au fond, demandèrent que la commune fût repoussée par son de non-recevoir, vu que les titres dont elle excipait lui imposaient des obligations qu'elle n'avait jamais remplies, et que, d'ailleurs, ils étaient frappés de prescription.

Du 22 juillet, jugement interlocutoire qui donna acte de la déclaration des garants, et admit la commune à la preuve de sa possession immémoriale, en réservant seulement à la comtesse d'Hugon la preuve contraire.

Il fut alors procédé à une enquête, à laquelle de Puy-ségur et de Meaupou furent appelés aussi bien que Madame d'Hugon; mais aucun des défendeurs ne se présenta, les premiers ayant prétendu que leur assignation était nulle pour inobservation du délai, et l'enquête eut lieu par défaut.

En 1831, madame d'Hugon fit sommation à la commune de lever et de signifier le procès-verbal d'enquête, sous peine de déchéance. La commune reconnut la nullité de l'enquête vis-à-vis des garants; mais elle releva le second chef de ses conclusions primitives, relatif aux titres de 1585 et 1755, au sujet desquels rien n'avait été préjugé. — 21 juill. 1831, jugement qui, en se fondant sur ce que l'enquête était reconnue vicieuse, renvoya les garants et la dame d'Hugon de l'action de la commune. — Appel.

Arrêt de défaut profit joint contre de Puy-ségur et de Meaupou.

Plus tard la commune fit signifier à toutes les parties le procès-verbal d'enquête, avec déclaration qu'elle entendait s'en prévaloir au procès. — Il fut répondu pour madame d'Hugon 1° qu'il y avait chose jugée; 2° qu'on ne pourrait suivre utilement contre les errements d'une procédure dont la nullité vis-à-vis de ses garants formels était reconnue.

Du 21 déc. 1832, arrêt de la Cour de Dijon ainsi conçu :

« Considérant que, la dame d'Hugon étant restée en cause, nonobstant la prise en main faite par ses garants, et n'ayant point demandé son renvoi dans l'instance, et, d'un autre côté, la commune demanderesse n'ayant point consenti à reconnaître pour ses seuls adversaires lesdits garants, il en est résulté que la commune a conservé tous ses droits et actions contre la dame d'Hugon...; — Qu'il y a, d'ailleurs, dans l'espèce, autorité de la chose jugée, en ce que, par le jugement interlocutoire, ayant toutes les parties ont acquiescé, il a été formellement décidé que l'enquête serait poursuivie contre la dame

(1) P. conf. Cass., 9 janv. 1827. — Mais jugé que, lorsque l'instance est liée avec le garant, s'il n'y a pas eu disjonction prononcée, la cause ne peut plus être jugée qu'avec le garant ou lui-même appelé. — P. Cass., 18 janv. 1832; — Rodier et

Imparc-Poullain, sur les art. 9 et 10 du tit. 8 de l'ordonnance; Pigeon, t. 1, p. 171; Deviau-Cronziac, p. 149; Carré, *Loi de la procédure*, sur l'art. 182.

d'Hugon, et que ladite dame aurait le droit de faire la preuve contraire; — Qu'il suit de là que les intérêts à discuter entre la commune et la dame d'Hugon étaient entre elles dans la même position que s'il n'y avait pas eu de garantie. »

Les parties firent diverses réserves contre cet arrêt; mais il intervint, le 13 janv. 1855, un arrêt définitif, qui consacrait pleinement le droit de la commune :

« Considérant que du jugement interlocutoire du 23 juill. 1850 il est résulté, ainsi que l'a reconnu l'arrêt du 21 déc. 1852, que nonobstant la prise en main faite par Puy-ségur et de Meupou, la demande de la commune et la procédure pour la vérifier devaient se suivre particulièrement contre la dame d'Hugon, et non pas contre ses garants; que cette prise en main dans la cause n'avait d'effet qu'entre les garants et le garanti; qu'elle rendait, à la vérité, les garants passibles de toutes ce qui pourrait intervenir contre le garanti, et terminait entre le garanti et les garants les difficultés qu'occasionne souvent la demande en garantie, mais qu'elle n'a jamais rendu les garants les véritables adversaires de la commune :

« Considérant que c'est bien en ce sens que le jugement du 23 juill. 1850 a été entendu et exécuté par les parties; que, si la disposition qui maintenait la dame d'Hugon pour la véritable adversaire de la commune préjudiciait à l'une ou l'autre des parties, elle aurait dû en interjeter appel; qu'au lieu de suivre cette marche, toutes les parties ont acquiescé à cette disposition par leur procédure postérieure;

« Que la dame d'Hugon, notamment, par plusieurs sommations faites à ses garants, reconnaissant que le jugement la constituait l'adversaire principale de la commune, malgré la prise en main des garants, dénonçait, en conséquence, à ces derniers, tous les actes de la procédure émanés de la commune, et les interpellait d'avoir à lui fournir leurs moyens résponsifs;

« Que l'arrêt précité, du 21 déc. 1852, n'aurait point autorisé la lecture de l'enquête, déclarée valable vis-à-vis la dame d'Hugon, s'il n'eût été dans l'intention de la Cour de faire profiter la dame d'Hugon du moyen de nullité, qui n'était admis qu'à l'égard des garants, dont la présence à l'enquête n'était pas indispensable et ne devait nécessairement être sollicitée et opérée que par la commune; qu'il serait d'ailleurs, contre toute justice et toute raison, lorsque le fait de possession serait clairement légalement prouvé vis-à-vis de la dame d'Hugon, partie principale, de décider cependant qu'il ne serait pas prouvé, parce qu'il y aurait, à la forme, une nullité dans la procédure contre deux garants dont la présence au procès n'intéresse nullement le demandeur principal;

« Qu'il suit de là que ce qui fut jugé contre la dame d'Hugon devra être jugé contre les garants, qui, par leur acquiescement au jugement du 23 juill. 1850, ont consenti à cette conséquence, etc. »

Il paraît que l'on avait en outre plaidé devant la Cour de Dijon que la commune avait acquiescé à la nullité de l'enquête, et que, dès

lors, elle n'avait pu l'invoquer postérieurement. Mais ce dernier moyen ne fut point l'objet de conclusions expresses, et la Cour put se dispenser d'y statuer.

POURVOI en cassation de Puy-ségur et de Maupou :

1^o Pour violation des art. 182, 184 et 256 C. proc., et fausse application de l'autorité de la chose jugée;

2^o Pour défaut de motifs sur l'exception tirée de l'acquiescement de la commune à la nullité de l'enquête.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur le premier moyen, relatif à une prétendue violation des art. 182, 184 et 256, C. proc., et à une fausse application de l'autorité de la chose jugée: — Attendu qu'il ne peut exister aucune violation des susdits art. 182 et 184, C. proc., puisque, dans l'espèce, la dame d'Hugon, la seule assignée par la commune de Saïfres, et qui avait exercé sa garantie contre les Chatenay-de Puy-ségur et de Maupou, ses vendeurs, n'avait pas demandé à être mise hors d'instance, et y était constamment demeurée; que, quoique ses garants eussent pris fait et cause en mains pour elle, il n'en résultait pas, pour cela, ainsi que l'ont reconnu les arrêts attaqués, que, nonobstant cette prise en mains, la demande de la commune de Saïfres, dirigée contre la dame d'Hugon, comme seule détentrice des bois dont il s'agissait, ne dû continuer à être poursuivie contre ladite dame, afin d'obtenir, à son égard et sur les immeubles par elle détenus, l'exécution des condamnations qui devaient frapper ces immeubles, comme étant grevés de la servitude de pacage dont il était question, ce qui a effectivement eu lieu par les arrêts qui sont intervenus; — Qu'en déclarant que cette prise de fait et cause n'avait d'effet et ne pouvait en avoir qu'entre le garanti et ses garants; qu'elle rendait, à la vérité, ceux-ci passibles, pécuniairement, de tout ce qui pourrait intervenir contre le garanti, et terminait entre eux les difficultés qu'aurait pu occasionner cette demande en garantie, mais qu'elle n'avait jamais rendu les garants les véritables adversaires de la commune, la Cour de Dijon n'a violé en cela aucune loi, puisqu'il est vrai de dire que cette commune avait le plus grand intérêt à maintenir en cause la dame d'Hugon, par les motifs ci-dessus exprimés, et qu'elle y est demeurée sans aucune contestation sur ce point; — Que ladite Cour n'a pas non plus violé l'art. 256 du même Code, sous le rapport de la nullité résultant de l'observation des délais pour l'enquête à l'égard des garants, puisque cette nullité a été prononcée en ce qui les concernait; mais que, cette enquête étant régulière relativement à la véritable et seule adversaire directe de la commune, ladite Cour de Dijon n'a point violé cet article; elle en a, au contraire, sagement appliqué les dispositions; — Qu'il n'existe, dans les arrêts attaqués, aucune fausse application de l'autorité de la chose jugée par le jugement interlocutoire du 23 juill. 1850, en ce qu'il n'aurait réservé qu'à la dame d'Hugon le droit de

faire enquête contraire, sans la réserver aux garants, et qu'aucun appel n'avait été interjeté de cette disposition du jugement, ce qui, dit-on, n'était pas nécessaire, puisque cette faculté résultait de la loi même pour les garants; — Attendu que ladite Cour royale ne s'est pas bornée à ce motif; qu'en le supposant erroné, ceux qu'elle a d'ailleurs exprimés suffisent pour justifier sa décision; que c'est plutôt, comme raisonnablement à l'appui de son système, qu'elle a invoqué ce défaut de réserve et d'appel pour établir que la dame d'Hugon avait été constamment envisagée au procès comme la véritable adversaire de la commune, celle sur laquelle seule pouvait peser l'exercice de la servitude en qualité de détentrice de la forêt, celle qui devait, par conséquent, en supporter directement tous les effets, sauf à ladite dame d'Hugon à obtenir son recours contre ses vendeurs, pour en être indemnisée par une diminution sur le prix de son acquisition ou de toute autre manière; que c'était à cela seulement que se bornait la garantie, le rachat de la servitude, de la part des garants, paraissant, si non impossible, du moins très-difficile; d'où il suit que les arrêts attaqués ne peuvent, en tout ce qui a trait à ce premier moyen, être soumis à aucune censure;

» Sur le deuxième moyen, relatif à un prétendu défaut de motifs sur l'exception tirée de l'acquiescement de la commune à la nullité de son enquête, de l'usage tardif qu'elle en avait fait, ainsi que de son aveu à cet égard : — Attendu que les Cours et tribunaux ne sont obligés de donner des motifs spéciaux que sur les points qui ont été l'objet de conclusions expresses, et non sur les argumentations diverses employées dans une défense; que les arrêts attaqués satisfont, sous tous les rapports, à ce que la loi exige à cet égard. — Rejetée, etc. »

Du 23 août 1836. — Ch. civ.

DEGRÉS DE JURIDICT. — SAISIE IMMOBILIÈRE.

Le jugement qui statue sur un incident de saisie immobilière, par exemple, sur une demande en sursis jusqu'après le partage des biens saisis, entre le saisi et ses copropriétaires indivis, est en premier ressort, bien que la créance en vertu de laquelle la saisie a été pratiquée soit inférieure à 1,000 fr. (1) (L. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 5; C. proc., 453.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 5, tit. 4, L. 24 août 1790, et 453, C. proc.; — Attendu qu'il ne s'agissait pas, au procès, du sort des créances des défendeurs, dont les titres n'étaient pas contestés, et dont la somme totale excède 1,000. fr.; — Qu'il s'agissait du sort des propriétés saisies; propriétés d'une valeur indéterminée, et supérieure à 1,000 fr.; — Que la poursuite d'expropriation avait pour objet de les faire adjuger

définitivement, comme appartenant au saisi (Ducarpe de Lillie), quoiqu'il existât une demande en partage (formée contre lui et ses frères et sœurs par la dame Dupont sa sœur) de la succession paternelle, dont lesdits biens faisaient partie; — Que cette demande avait été notifiée de suite par le saisi aux défendeurs, à l'appui de sa demande tendant à ce qu'il fût sursis à l'adjudication définitive, jusqu'à l'événement dudit partage, dans lequel la loi leur donnait le droit d'intervenir, même celui de le provoquer (art. 2205, C. civ.), si la provocation de la dame Dupont n'en était pas sérieuse; — Que le jugement du tribunal de Libourne, sur cette demande en sursis, n'a pu être rendu qu'à la charge de l'appel; — Qu'en déclarant non recevable cet appel, dans lequel les frères et sœurs du saisi étaient intervenus, le Cour de Bordeaux a manifestement violé les lois précitées. — Casse, etc. »

Du 25 août 1836. — Ch. civ.

FAILLITE. — CRÉANCE HYPOTHÉCAIRE. — ORDRE.

Le concordat obtenu par un failli n'est pas obligatoire pour le créancier hypothécaire qui n'a pas été appelé à l'assemblée où il a été délibéré (2). (C. comm., 520 et 524.)

En janv. 1836, les époux Lavaquerie vendent à L. B. un immeuble grevé d'une inscription militante au profit de la veuve Turpin. Aux termes du contrat, l'acquéreur s'oblige à payer à cette dernière la somme de 5,506 fr. 70 c., montant, en principal et intérêts alors échus, de son obligation.

Dans le cours de la même année, L. B. se déclare en faillite. Il porte à l'actif de son bilan l'immeuble acquis des époux Lavaquerie pour 10,000 fr., et au passif ce même immeuble pour 8,000 fr. restant dus sur le prix; mais il ne comprend nominativement dans la liste de ses créanciers ni la veuve Turpin, ni les époux Lavaquerie. Aussi ceux-ci ne sont-ils appelés à aucune des opérations de la faillite.

Le 13 juin 1831, L. B. obtient un concordat suivant lequel il lui est accordé une remise de 85 % du montant de ses dettes.

Quelques mois après, les héritiers Turpin, comme étant aux droits de leur mère décédée, déclarent accepter purement et simplement la délégation à eux faite par les époux Lavaquerie, sous la réserve de leurs droits hypothécaires, et notamment de l'inscription existant sur les biens vendus.

Notification de cet acte à L. B., et en commandement de payer les 5,506 fr. 70 c. — Opposition du débiteur, qui excipe de son concordat, et prétend qu'il est obligatoire pour les héritiers Turpin.

Le 10 mai 1832, jugement du tribunal de Joigny qui déboute L. B. de son opposition.

Appel. — Le 22 mars 1833, arrêt confirmatif de la Cour d'appel de Paris, ainsi conçu : « Con-

(1) F. Rennes, 27 juill. 1827; Grenoble, 12 août 1828; Toulouse, 20 mai 1828; Nancy, 9 juill. 1829; Grenoble, 7 juill. 1830, et Cass., 22 mai 1833.

(2) F. Cass., 17 janv. 1826; — Pardessus, t. 4, nos 1151 et 1154, et Boulay-Paty, t. 1, nos 156 et 213. — Mais voy. Nancy, 14 déc. 1829.

siderant que Turpin, créancier hypothécaire, aurait dû être appelé au concordat; que, ne l'ayant pas été, on ne saurait lui opposer ce concordat, la Cour ordonne la continuation des poursuites. »

POURVOI de L. B., pour violation des articles 520 et 524, C. comm.,

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que de l'ensemble des dispositions des art. 471, 476, 502, 504, 514 et 519, C. comm., il résulte : 1° que le bilan du failli doit contenir l'état de ses dettes actives et passives; 2° que c'est sur cet état que le juge-commissaire doit dresser la liste des créanciers, et les faire convoquer par lettres, affiches et insertions dans les journaux; 3° que tous les créanciers doivent être avertis, par les papiers publics et par lettres des syndics provisoires, de se présenter pour faire procéder à la vérification et affirmation de leurs créances, 4° que tout créancier dont la créance a été vérifiée et affirmée a le droit d'assister aux vérifications faites et à celles à faire; 5° que les créanciers dont les créances ont été admises doivent être convoqués à l'assemblée dans laquelle les créanciers doivent délibérer soit pour la formation du concordat, soit pour la formation de l'union et la nomination des syndics définitifs, s'il n'intervient pas de traité entre le failli et ses créanciers; 6° enfin, que ce n'est qu'après l'observation de toutes ces formalités qu'il peut être consenti un traité entre les créanciers et le failli; — Attendu que les dispositions des divers articles ci-dessus cités sont conçues dans des termes généraux et absolus, et doivent par conséquent être observées à l'égard de tous les créanciers, sans distinction aucune entre les créanciers privilégiés, les créanciers hypothécaires, les créanciers nantis de gages et les créanciers chirographaires; — Attendu que, si de la combinaison de l'art. 520 avec l'art. 524 dudit Code l'on doit induire que le concordat régulièrement formé et homologué lie les créanciers hypothécaires quant à l'exercice de leurs droits sur les biens immobiliers du failli, la disposition de l'art. 524 ne peut être opposée à des créanciers privilégiés, hypothécaires ou chirographaires, qui n'ont pas été compris dans le bilan du failli, qui n'ont été appelés à aucune des opérations de la faillite, et à l'égard desquels aucune des formalités prescrites pour parvenir au concordat n'a été observée; — Attendu qu'il résulte des faits constatés 1° que L. B. n'a pas pu ignorer qu'il était débiteur des héritiers Turpin; 2° que lesdits héritiers n'ont été appelés ni pour la vérification de leurs créances, ni pour l'intermède offert par ledit L. B. à ses créanciers; — Attendu que, dans cet état des faits, en déclarant que les héritiers Turpin auraient dû être appelés au concordat, et que, n'y ayant pas été appelés, le concordat ne pouvait pas leur être opposé, la Cour de Paris, loin de

violier les art. 520 et 524, C. comm., n'a fait qu'une saine application de l'art. 519, même Code, — Rejette, etc. »

Du 24 août 1836. — Ch. civ.

COURTIERS DE COMM. — COMMISS.-PRISEURS.

Ce n'est qu'à défaut de courtiers de commerce, et en remplissant d'ailleurs les formalités qui sont imposées aux courtiers eux-mêmes, que les commissaires-priseurs peuvent procéder aux ventes à l'encan de marchandises neuves (1).

Une Cour royale use du droit qui lui appartient en condamnant à des dommages-intérêts le négociant qui, sans se soumettre aux formalités prescrites par la loi, a fait procéder par un commissaire-priseur à une vente à l'encan de marchandises neuves. L'arrêt qui alloue ces dommages-intérêts n'est pas sujet à cassation.

Plusieurs négociants de Bayonne ont assigné Lévy pour voir dire qu'il lui serait fait défense de continuer la vente à l'encan de ses marchandises neuves autrement que par l'avis d'une valeur de 5,000 fr. au moins, fixée par le tribunal de commerce (D. 17 avril 1812, art. 0), et se voir, à raison des ventes déjà faites, condamner à des dommages-intérêts envers les demandeurs.

Cette prétention fut accueillie par le tribunal de première instance, et, sur l'appel de Lévy, la Cour de Pau rendit le 12 déc. 1833 un arrêt ainsi conçu :

« En ce qui touche la fin de non-recevoir : — Attendu que, ces ventes étant faites contrairement à la loi, et notamment à l'ordonnance du 9 avril 1819, les parties de Touzet (les négociants) pouvaient en éprouver un préjudice plus ou moins considérable;

« Au fond : — Attendu que, d'après les lois des 20 juil. 1790, 17 sept. 1793 et 27 juil. an 5, il ne pouvait être procédé aux ventes à l'encan des biens meubles que par les notaires, greffiers, huissiers; — Que la loi du 27 vent. an 9 attribua leurs fonctions, pour Paris seulement, à des commissaires-priseurs qui furent établis dans cette ville, en disposant, par l'art. 1^{er}, que la prise des meubles et la vente publique aux enchères d'effets mobiliers seraient faites exclusivement par des commissaires-priseurs vendeurs de meubles; — Que les dispositions de cet article furent étendues à tous les départements par la loi du 28 avril 1816; — Que, suivant les anciennes lois, confirmées par le Code civil, les expressions biens meubles et effets mobiliers comprennent tout ce qui est censé meuble dans le sens le plus étendu; — Qu'il n'est donc pas douteux que, si la loi du 27 vent. an 9 était encore en pleine et entière vigueur, les commissaires-priseurs n'eussent seuls le droit de procéder publiquement, et par la voie des enchères, à la vente volontaire ou par justice de toutes espèces de meubles, et par conséquent à celle des

(1) *F. conf. Cass.*, 20 juil. 1829; Bordeaux, 29 janv. 1830. — *F. aussi* en ce sens les circulaires incontestées des 8 mai et 3 août 1829 et 15 juin 1836.

F. contra, Bourges, 14 déc. 1829; Caen, 31 déc. 1829. — *F. aussi* Benou, *Manuel du commissaire-priseur*, p. 346.

marchandises ; — Mais qu'il a été dérogé à cette loi par le Code de commerce, les décrets des 22 nov. 1811, 17 avril 1812, et l'ordonnance du 9 avril 1819, interprétative de la loi des finances du 15 mai 1818 ;

• Qu'en effet les lois postérieures dérogent à celles qui précèdent, expressément ou tacitement ; expressément, quand le législateur le déclare en termes formels ; tacitement, quand leurs dispositions sont inconciliables ; — Qu'à cet égard, l'art. 492, C. comm., ordonna que les ventes publiques des marchandises, en cas de faillite, auraient lieu par l'entremise des courtiers ; — Que le décret du 22 nov. 1811 déclara que ces sortes de vente pourraient être faites par eux dans tous les cas, même à Paris, avec l'autorisation du tribunal de commerce ; — Que celui du 17 avril 1812 spécifia les marchandises dont les ventes à l'encan leur étaient attribuées par le décret précédent ; — Que ces lois furent créées dans l'intérêt public et dans celui du commerce sédentaire, puisqu'elles voulurent, entre autres formalités, d'une part, qu'avant de procéder à de telles ventes, il fût dressé et imprimé un catalogue des objets à vendre, indiquant leur nature, leur qualité, le taux, les avaries ; et, d'autre part, qu'elles ne pussent être faites que par lots, qui ne pouvaient être, à Paris, moindre de 2,000 fr., et ailleurs, de 1,000 fr., ou au-dessous, si les tribunaux de commerce le permettaient, conformément à l'ordonnance du 9 avril 1819, c'est-à-dire sous la réserve (art. 5) de ne pas autoriser les ventes des articles pièce à pièce, ou en lots à la portée immédiate des particuliers, mais seulement en nombre et quantité suffisants pour ne pas contrarier les usages du commerce en détail ; — Qu'ainsi il est bien évident que les décrets de 1811, de 1812, et l'ordonnance de 1819, dérogeaient, au moins tacitement, à la loi du 27 vent. an 9 ; qu'il serait impossible, en effet, de concilier les dispositions de ces décrets avec celles de l'art. 1^{er}, de la loi de ventôse, qui attribue aux commissaires-priseurs, exclusivement à tous autres, le droit de procéder à la vente aux enchères, puisque, d'un côté, les courtiers ne pourraient vendre à l'encan aucun effet mobilier, si les commissaires-priseurs avaient exclusivement ce droit, et que, d'un autre côté, on ne pourrait non plus faire profiter le commerce sédentaire d'une législation établie en sa faveur, si, malgré ces décrets, les commissaires-priseurs ne pouvaient vendre pièce à pièce, ou en lots à la portée des consommateurs ;

• Que c'est une erreur de soutenir que le décret de 1811 n'accorda aux courtiers que la faculté de vendre concurremment avec les commissaires-priseurs : car ce décret ne fut promulgué que pour mettre entre eux une ligne de démarcation, ainsi qu'on le dit dans le considérant du décret du 17 avril 1812 ; mais cette démarcation n'existerait pas si les fonctions étaient attribuées aux uns et aux autres, ou, en d'autres termes, si les uns comme les autres pouvaient vendre ces marchandises aux enchères ; — Qu'on peut bien induire des lois des 27 vent. an 9 et 28 avril 1816 qu'à défaut de courtiers, les commissaires-

priseurs et autres officiers publics peuvent les suppléer dans leurs opérations ; mais que, dans ce cas, n'agissant qu'en qualité de suppléants, et ne pouvant avoir conséquemment des attributions plus étendues que les leurs, ils doivent, comme eux, se conformer aux dispositions des décrets et ordonnances précités, comme eux, obtenir l'autorisation du tribunal de commerce, comme eux, enfin, ne vendre que par lots, et non pièce à pièce ; que, les dispenser de remplir les formalités si rigoureusement prescrites aux courtiers, ce serait rendre inutiles les précautions que la loi a prises dans l'intérêt du commerce, autoriser les surprises et les fraudes qu'elle a voulu prévenir, et anéantir ou rendre sans effet ses sages dispositions ; — Attendu que le tribunal de commerce de Bayonne avait fait, d'après l'autorisation du ministre un tableau des marchandises qui pouvaient être vendues par les courtiers ; — Que dans ce tableau étaient comprises les marchandises exposées en vente par Lévy ; que, dès lors, il n'appartenait qu'aux courtiers de Bayonne de procéder à cette vente ;

• Attendu que la demande en dommages-intérêts formée par les parties de Touzet n'est pas suffisamment instruite... — Ordonne, etc. »

Par arrêt du 30 mars 1833, la Cour de Pau condamna Lévy à 600 fr. de dommages-intérêts envers les négociants de Bayonne.

Lévy s'est pourvu en cassation contre l'arrêt du 12 déc. 1832, en ce que la Cour royale avait refusé aux commissaires-priseurs le droit de procéder à la vente à l'encan de marchandises neuves, et contre l'arrêt du 30 mars 1833, en ce que des dommages-intérêts avaient été accordés aux négociants de Bayonne à raison des ventes qui avaient eu lieu.

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur le premier moyen, contre le premier arrêt : — Considérant qu'en décidant, d'après les lois invoquées par l'arrêt, que les courtiers seuls avaient, dans l'espèce, le droit de procéder à la vente, la Cour royale, bien loin de violer les textes des lois citées, s'est conformée à ces lois et aux dispositions du Code de commerce ;

• Sur le deuxième moyen, contre le second arrêt : — Considérant qu'en usant du droit qui lui appartenait, la Cour royale pouvait, d'après les éléments de sa conviction, fixer, comme elle l'a fait, la quotité des dommages-intérêts ; — Rejette, etc. »

Du 24 août 1836. — Ch. req.

DOT. — ALIÉNATION. — COMMUNAUTÉ.

L'inaliénabilité de la dot s'étend aux revenus des biens dotaux (1).

En conséquence, ces revenus ne peuvent, même après la dissolution du mariage, être saisis à la requête des créanciers de la femme pour raison des obligations par elle contractées pendant son existence (2).

(1-2) *F. Cass.*, 25 juin 1816 et 9 avril 1825 ; *Ageo*, 15 janv. 1824 ; *Pau*, 12 août 1824 ; *Cass.*, 28 mars 1827, 26 août 1828, et 26 fév. 1831.

Alors même que, tout en stipulant dans son contrat de mariage le régime dotal pour tous ses immeubles présents et à venir, la femme se serait soumise au régime de la communauté.

Le contrat de mariage des époux Laurent porte stipulation du régime de communauté; mais en même temps la femme se constitue en dot tous ses biens immeubles présents et à venir.

Pendant son mariage la dame Laurent contracta solidairement avec son mari plusieurs obligations au profit de divers créanciers, auxquels elle hypothéqua ses biens dotaux. Laurent étant mort, Reverard, l'un de ces créanciers, eut pouvoir pratiquer une saisie sur les revenus de ces biens. La dame Laurent soutint que ces revenus étaient inaliénables comme le fonds lui-même, et insaisissables, même après le mariage, pour dettes contractées pendant son existence.

Jugement qui décide que l'obligation souscrite par la dame Laurent solidairement avec son mari est nulle quant à la constitution d'hypothèque sur ses biens dotaux; mais qu'elle est valable comme obligation personnelle d'une femme mariée en communauté, et qu'elle peut, en conséquence, recevoir son exécution, après la dissolution de la communauté, sur les revenus des biens dotaux qui ont dès lors perdu leur caractère d'inaliénabilité.

Sur l'appel, arrêt de la Cour de Paris du 30 mai 1855, ainsi conçu :

« Considérant que les époux Laurent, par l'art. 1^{er} de leur contrat de mariage en date du 12 janv. 1825, se sont mariés sous le régime de la communauté tel qu'il est défini par le Code civil;

» Considérant que, si par l'art. 12 du même contrat ils ont soumis les immeubles présents ou à venir de la femme Laurent à la disposition prohibitive de l'art. 1551 du C. civ., ils n'ont entendu qu'apporter une restriction au régime en communauté en ce qui concerne seulement les immeubles de la femme; qu'il résulte de là que les revenus de ces immeubles ont dû nécessairement tomber dans la communauté; qu'en conséquence la dame Laurent a pu, du consentement de son mari, s'obliger sur les revenus comme sur les biens de la communauté; — Confirme. »

POURVOI en cassation de la dame Laurent pour violation des art. 1554, 1560 et 1571, Code civil.

On a soutenu que le principe d'inaliénabilité consacré par l'art. 1554, C. civ., s'appliquait aux revenus de la dot aussi bien qu'au fonds et aux capitaux. Peu importe qu'en stipulant le régime dotal pour certains biens les époux se soient soumis en ce qui concerne les autres biens au régime en communauté. Cette stipulation de communauté ne saurait influer en rien sur la nature et le sort des biens déclarés dotaux. Peu importe également que l'art. 1501 fasse tomber dans la communauté les revenus de tous les biens des époux. Sans doute le législateur a voulu que tous les revenus contribuaient aux charges du ménage, sans distinction de leur na-

ture; mais il n'a pas entendu dépouiller les revenus dotaux de leur caractère particulier, et les rendre cessibles par anticipation au profit des créanciers soit du mari, soit de la femme.

En vain dirait-on que le contrat de mariage a dérogé à ces principes, et voudrait-on faire considérer l'arrêt attaqué comme fondé sur une appréciation d'acte qui échapperait à la censure de la Cour de cassation. Cet arrêt n'est nullement motivé en fait et par forme d'interprétation sur une clause qui serait dérogatoire; il se borne à mettre en présence la double stipulation du régime dotal et du régime en communauté; puis il en tire la conséquence que les revenus tombant dans la communauté ont nécessairement été aliénables! Mais cette conséquence est fautive et entièrement opposée au texte et à l'esprit de la loi.

Pour Reverard on convenait que les revenus de la dot sont en principe inaliénables comme la dot elle-même; mais on disait que ce principe ne devait recevoir son application que lorsque le régime dotal avait été adopté par les époux comme règle absolue et prédominante de leurs conventions matrimoniales; mais qu'il n'en était pas ainsi lorsque la stipulation du régime en communauté était, comme dans l'espèce, la stipulation principale. On ajoutait, au reste, que l'arrêt était basé sur une appréciation d'acte qui ne pouvait tomber sous la censure de la Cour de cassation.

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu les art. 1554, 1560 et 1571, C. civ.; — Attendu, en droit, que l'art. 1554 dispose que les immeubles constitués en dot à la femme ne peuvent être aliénés ni hypothéqués pendant le mariage; que cette disposition ne distingue pas entre les fonds et les revenus; — Que, la destination des biens dotaux étant de supporter les charges du mariage, leurs revenus doivent être employés à fournir des aliments à la famille; que, si tous ces revenus pouvaient être saisis par les créanciers envers lesquels la femme s'est obligée, même lorsqu'ils seraient nécessaire à la nourriture et à l'entretien de la famille, la femme serait immédiatement forcée de recourir à la vente de son bien dotal, l'inaliénabilité de ce bien manquerait d'efficacité, et la protection que la loi a voulu lui accorder serait éludée;

• Attendu, en fait, qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que les époux Laurent ont stipulé, par l'art. 12 de leur contrat de mariage du 12 janvier 1825, que les immeubles présents et à venir constitués en dot à la future ne pourraient être aliénés ni hypothéqués pendant le mariage, et se trouveraient, en conséquence, frappés de la prohibition portée dans l'art. 1554, C. civ.; — Que, par cette clause, ils ont imprimé le caractère de dotalité aux biens constitués et les ont soumis à toutes les conséquences de l'inaliénabilité; que l'une de ces conséquences est de rendre les revenus insaisissables de la part des créanciers de la communauté; que l'arrêt attaqué a limité cette inaliénabilité au fonds de la dot et a déclaré que les revenus avaient pu être saisis;

qu'il n'a pas motivé cette décision en fait et par forme d'interprétation sur une clause du contrat de mariage qui aurait dérogé au principe général du droit; qu'il contient une violation manifeste des règles posées dans les art. 1554, 1560 et 1571, C. civ. — Par ces motifs, — Cassé, etc. »

Du 24 août 1836. — Ch. civ.

COPIE. — COMMUNE. — CASSATION. — FRAIS.

La copie d'un appel signifié à une commune peut, en l'absence du maire de cette commune, être remise à l'adjoint (1). (L. 22 fruct. an 3, art. 2; 28 pluv. an 8, art. 13; 21 mars 1831, art. 5; C. proc., 169.)

Le défendeur à la cassation d'un arrêt peut, quoiqu'il se soit désisté du bénéfice de cet arrêt, être condamné aux frais faits depuis la signification de son désistement (2). (Solut. implicite.)

La ville d'Avignon avait obtenu un arrêt de la Cour de Nîmes, déclarant nul un acte d'appel à elle signifié par Delpach, par le motif que la copie avait été laissée à un des adjoints du maire de cette ville, en l'absence de celui-ci. Delpach se pourvut contre cet arrêt.

La ville sentit qu'une cassation était inévitable. En conséquence elle déclara devant la chambre civile renoncer au bénéfice de l'arrêt par elle obtenu, et demanda à n'être condamnée qu'aux frais antérieurs à cette renonciation. Elle invoqua les principes accueillis par le jugement du 4 vent. an 2; mais la Cour a condamné la commune à tous les dépens.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 2 de la loi du 22 fruct. an 3, l'art. 13 de la loi du 28 pluv. an 8, l'art. 5 de la loi du 21 mars 1831, sur l'organisation municipale, portant : En cas d'absence ou d'empêchement, le maire est remplacé par l'adjoint disponible le premier dans l'ordre des nominations; en cas d'absence ou d'empêchement du maire et des adjoints, le maire est remplacé par le conseiller municipal le premier dans l'ordre du tableau, lequel sera dressé suivant le nombre des suffrages obtenus; — Vu pareillement l'art. 69, C. proc.; — Attendu que, d'après les dispositions des lois municipales ci-dessus relatées, les pouvoirs et les fonctions du maire d'une commune passent de plein droit, en cas d'absence ou de vacance, à l'adjoint qui exerce temporairement ces fonctions et ses pouvoirs; que, dès lors, toutes les fois que l'absence d'un maire est légalement constatée, l'assignation donnée à la commune, au domicile et en la personne de l'adjoint, reçue et visée par lui comme remplaçant le maire, est valablement donnée et visée; — Que la disposition du susdit art. 69, C. proc., relative au visa du Juge de paix ou du procureur du roi ne s'applique pas exclusivement aux assignations données aux communes; qu'elle est générale pour

les cas d'absence des fonctionnaires publics dont il est question dans tout l'article, et de leurs suppléants naturels et légaux; que cet article n'a porté aucune atteinte au principe de la perpétuité des pouvoirs administratifs, tels qu'ils ont été réglés par les lois spéciales de la matière, renouvelées dans les termes les plus formels par celle de 1831 sur l'organisation municipale;

« Attendu dans l'espèce que la Cour de Nîmes, en annulant l'exploit d'appel dont il s'agissait, uniquement parce que la copie de cet acte avait été reçue par l'adjoint et l'original visé par lui en l'absence du maire, et sans vouloir s'expliquer sur la nature de cette absence, a violé les lois précitées, — Cassé l'arrêt rendu entre les parties par la Cour de Nîmes le 17 décembre 1835; condamne la commune d'Avignon aux dépens, etc. »

Du 24 août 1836. — Ch. civ.

USURE. — HABITUDE. — SECONDE CONDAMNATION.

Une condamnation pour délit d'habitude d'usure réprime tous les faits antérieurs qui pouvoient constituer cette habitude, ceux même qui n'auraient pas été compris distinctement dans le jugement qui l'a punie.

En conséquence, si le même individu se rend coupable de nouveaux faits, les Juges doivent, pour la fixation de l'amende, écarter les faits antérieurs à la précédente condamnation (3). (L. 3 sept. 1807, art. 4.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, qu'une condamnation pour délit d'habitude d'usure réprime nécessairement tous les faits antérieurs qui pouvoient constituer cette habitude, et, dès lors, ceux même qui n'auraient pas été compris distinctement dans le jugement qui l'a punie; — Que l'amende attachée par la loi à ce délit ne doit donc être réglée qu'à raison des faits qui sont déclarés le caractériser de nouveau; d'où il suit qu'en le décidant ainsi, dans l'espèce, et en écartant de la prime par lui prononcée les faits antérieurs à la précédente condamnation, l'arrêt dénoncé n'a commis aucune violation de l'art. 4, l. 3 sept. 1807. — Rejeté, etc. »

Du 25 août 1836. — Ch. crim.

POIDS ET MESURES. — FAUX. — ÉTOFFES.

Le marchand d'étoffes qui, pour toute mesure, possède un édon sur lequel se trouve une entaille, doit être condamné comme contrevenant aux lois relatives aux poids et mesures.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 6 et 11 de la loi du 1^{er} vend. an 4, les proclamations et arrêtés émanés du gouvernement en exécution de cette loi les 27 pluv. an 6, 19 germ. et 11 therm. an 7; ensemble l'art. 479, n° 3, C. pén., et l'ar-

(1) La jurisprudence de la Cour de cassation est maintenant arrêtée sur ce point. — F. 8 mars et 7 juill. 1834.

(2) F. Jugement contraire du tribunal de cassa-

tion du 4 vent. an 2. — Ce jugement nous semble plus équitable que l'arrêt ci-dessus.

(3) F. Petit, De l'usure, p. 332.

article 65 du même Code; — Attendu, en fait, qu'il est constaté et reconnu, dans l'espèce, que G. Crochard a exposé en vente de l'étoffe, à la foire de Savenay, ne possédant d'autre mesure qu'un bâton sur lequel existait une enlaille dite *coche*;

• Attendu, en droit, que ces faits constituent une contravention au n° 5 de l'art. 479, C. pén., puisqu'aux termes de la loi et des arrêtés précités, la détention d'une mesure qui n'est pas légale est et doit être considérée, de la part d'un individu qui expose en vente des marchandises quelconques, comme la détention d'une fausse mesure, lors même qu'il n'en aurait point fait usage; d'où il suit qu'en décidant le contraire et en relaxant ledit Crochard, le jugement dénoncé a expressément violé les dispositions ci-dessus visées; — En conséquence, — Casse, etc. »

Du 25 août 1836. — Ch. crim.

ÉVOCATION. — INCOMPÉTENCE. — DEGRÉS DE JURIDICTION.

Les juges d'appel ne peuvent évoquer le fond d'un procès et le juger, lorsqu'ils annulent le jugement de première instance pour incompetence (raison matérielle). Même alors que le litige serait de la compétence des juges d'appel comme juges de première instance; par exemple, au cas où ils annulent la sentence d'un juge de paix pour avoir statué sur le pétitoire (1). (C. proc., 473.)

Voici une de ces questions ardues, sur lesquelles les variations successives de la jurisprudence de la Cour de cassation laissent les auteurs et les tribunaux eux-mêmes dans une grande perplexité. Témoignage de ce passage du consciencieux Carré, dans son commentaire sur l'art. 473, C. proc., n° 1704, où il dit : « Nous fondant sur un arrêt de la Cour de cassation du 25 juin 1811, nous avions décidé, dans notre *Analyse*, quest. 1550, que le juge d'appel pouvait relever le fond, même lorsqu'il infirmait pour cause d'incompétence, quelle qu'elle fût. Nous combattons alors l'opinion de Berriat-Saint-Prix (tit. *Appel*, pag. 434, n° 113), à laquelle nous nous sommes rangés, n° 2426 de notre *Traité* et *Questions*, par suite d'un arrêt de la Cour de cassation du 30 nov. 1814, qui consacrait les principes invoqués par notre savant ami. Mais il est probable que le premier système que nous avons adopté aurait aujourd'hui la préférence, puisqu'il est formellement consacré par un dernier arrêt de la même Cour du 24 août 1819. »

Ainsi, au moment où Carré mettait la dernière main à ses excellents commentaires sur la procédure, la Cour de cassation avait déjà changé deux fois de système sur la question que nous occupait, et elle jugeait que l'évocation peut avoir lieu alors même que le litige n'aurait subi un premier examen que devant un juge incompétent. — Depuis, deux autres arrêtés des 26 avril 1832 et 6 janv. 1835, semblaient avoir définitivement consacré

cette doctrine, lorsqu'aujourd'hui nous en voyons apparaître un nouveau, qui la renverse entièrement. — Cet arrêt, dont au reste nous adoptons pleinement la solution, fixera-t-il la jurisprudence? C'est ce que nous n'osons affirmer; car les fluctuations que nous venons d'indiquer doivent faire penser que les opinions des magistrats qui composent la Cour de cassation, comme celle des auteurs les plus recommandables qui ont écrit sur la procédure, sont à peu près également partagées sur la question.

Selon nous, et selon l'intention générale qui nous a paru présider à la rédaction de l'art. 473, C. proc., l'évocation ne doit avoir pour objet que de simplifier la procédure, sans cependant priver absolument les parties d'un degré de juridiction.

Ainsi, lorsque la loi, dans la première partie de l'art. 473, permet aux juges d'appel, en réformant un interlocutoire, de statuer sur le fond, c'est qu'elle suppose que le fond a été discuté en première instance, et qu'il y a déjà reçu un examen approfondi et en quelque sorte une décision préjudicielle par le jugement interlocutoire. Aussi ne permet-elle aux juges d'appel d'évoquer que si la matière est disposée, et encore à la charge de statuer par un seul et même jugement, c'est-à-dire si la cause leur paraît avoir reçu un degré suffisant d'instruction en première instance. Sur ce point, au surplus, il faut reconnaître qu'elle s'en remet à leur sagesse et qu'elle leur laisse un pouvoir discrétionnaire d'appréciation.

Les mêmes considérations nous semblent devoir se reproduire lorsqu'il s'agit d'un jugement définitif. — En effet, un tel jugement ne peut être infirmé que pour vice de forme, ou pour incompétence ou excès de pouvoir, ou pour *mal jugé*.

Au cas d'infirmerie ou plutôt de réformation pour *mal jugé*, nulle difficulté : les juges d'appel ne font autre chose que remplir leur mission de juges supérieurs ou de deuxième degré, après que la cause a subi le premier degré de juridiction; ils font, en réformant, ce que les premiers juges auraient dû faire.

Les difficultés ne se manifestent que lorsqu'il y a infirmerie pour vice de forme ou incompétence, positive ou négative.

Le vice de forme embrasse toutes les nullités de procédure, toutes les infractions aux lois qui la régissent. — Dans ces divers cas, on conçoit encore que, malgré les irrégularités commises, la cause peut avoir reçu un degré assez avancé d'instruction devant les premiers juges, et si cette instruction, jointe à celle qui aura eu lieu devant les juges d'appel, est trouvée suffisante, l'évocation sera permise. Là encore, on pourra dire que le premier degré de juridiction a été rempli, quoique imparfaitement.

Mais, lorsqu'il s'agit de compétence, la difficulté se complique. — Il peut arriver que le premier juge se soit mal à propos déclaré incompétent, ou qu'il ait statué sur une chose qui n'était pas de sa compétence.

Dans le premier cas, s'il s'est mal à propos déclaré incompétent, il n'est pas impossible de

(1) *J. Cass.*, 11 avril 1837.

concevoir encore que, malgré le jugement par lequel il refuse de juger, le fond de la cause ait pu recevoir devant lui un commencement d'instruction tel, que les juges d'appel se trouvent autorisés à évoquer la cause et à la juger définitivement.

Dans le second cas, si le premier juge était incompétent, et que son jugement sur le fond soit infirmé pour ce motif, peut-on dire qu'il y a eu en première instance une instruction ou commencement d'instruction qui autorise les juges d'appel à évoquer? Nous ne le pensons pas. Nous ne saurions comprendre une instruction valable devant un juge qui n'avait pas de pouvoir pour la faire. Il nous semble alors que le litige arrive entièrement neuf devant les juges d'appel, et que dès lors ils ne peuvent y statuer en dernier ressort sans priver les parties d'un degré de juridiction.

Dans l'espèce qui va suivre, il y avait cela de particulier, qu'il s'agissait d'un jugement du juge de paix frappé d'appel pour avoir touché au pétitoire, et que le tribunal saisi de cet appel était celui qui aurait dû connaître en premier ressort de la question du pétitoire. Mais s'ensuivait-il qu'il pût, d'office, évoquer et juger cette question comme juge de première instance et à charge d'appel? Merlin, dans son 1^{er} vol. d'additions à ses *Questions de droit*, v^o *Appel*, § 14, art. 1, n^o 10 (page 303 et suiv.), se prononce pour l'affirmative. Quelque grave que soit cette autorité, à laquelle on pourrait opposer celle du président Henrion de Pansy, de l'*Autorité judiciaire*, (ch. 23), et celle de plusieurs jurisconsultes qui, sur cette matière, ont adopté des principes tout à fait différents, nous ne saurions nous ranger à cette opinion, nous voyons deux inconvénients graves : le premier, de soustraire les parties au préliminaire de la conciliation; le second, de rétablir une sorte d'évocation *proprio motu*, que le législateur a voulu proscrire, et d'obliger des parties à engager, souvent malgré elles, à l'incognitive, une discussion pour laquelle elles peuvent n'avoir pas encore préparé leurs moyens de défense...

D'autres devoirs sont imposés aux juges d'appel, lorsque le juge de paix, tout en touchant au pétitoire, a cependant statué sur le possessoire; ou, en d'autres termes, lorsqu'il a cumulé le possessoire et le pétitoire (ce qui, du reste, existait dans l'espèce qui va suivre; mais ce sur quoi la Cour de cassation n'a point eu à se prononcer). Alors le tribunal civil, saisi de l'appel, et infirmant pour incompétence, méconnaîtrait lui-même sa propre juridiction, s'il se bornait à cette infirmation, ou s'il renvoyait les parties à se pourvoir. Il est évident qu'il doit alors, tout en infirmant la sentence du premier juge pour incompétence sur le pétitoire, se réserver le possessoire et y statuer comme juge d'appel. C'est ce que la Cour de cassation a formellement jugé par un arrêt que nous avons recueilli le 17 août 1836 ci-dessus. Mais ce n'est plus là, à vrai dire, une question d'évocation.

Après ces observations préliminaires, venons à l'arrêt qui fait l'objet de ce article.

L.-M. DEVILLENEUVE.

Un procès-verbal dressé contre Bousard, constatait qu'il avait leversé avec un chæriot l'héritage de Collinot. Ce procès-verbal fut bientôt suivi d'une assignation devant le juge de paix. — Bousard se défend en disant qu'il jouit depuis un temps immémorial de la faculté de passer sur ce terrain, et il demande reconventionnellement à établir le fait de cette jouissance. — Son adversaire lui répond que s'il avait passé quelquefois sur son héritage, c'était par l'effet d'une pure tolérance, et après en avoir demandé l'autorisation.

Jugement qui ordonne une enquête. — Et le 2 déc. 1832, nouveau jugement qui déclare que Bousard est sans droit pour passer sur le terrain de Collinot.

Appel devant le tribunal de Clamecy. — On soutient pour l'appelant que le juge de paix a prononcé incompétemment sur la demande reconventionnelle, qui ne pouvait être jugée qu'au pétitoire.

27 mai 1833. Jugement qui décide qu'en effet, le juge de paix a excédé sa compétence, en déclarant que Bousard n'avait pas la possession immémoriale, dont il avait excipé; mais « Attendu que la cause est en état et susceptible de recevoir une décision définitive; que le tribunal peut, conformément à l'art. 473, C. civ., évoquer l'affaire et la juger; et attendu, au fond... que les faits de passage établis par Bousard n'ont pas le caractère de continuité voulu pour acquiescir la prescription du droit de passage; qu'il y a lieu, dès lors, de déclarer Bousard mal fondé dans sa demande reconventionnelle, le tribunal, jugeant en dernier ressort,.... déclare Bousard mal fondé. etc. »

POURVOI en cassation par Bousard, pour violation de l'art. 12 du tit. 3 de la loi du 24 août 1790, et de l'art. 473, C. civ. — On disait en son nom : Un juge d'appel ne peut avoir, quant à sa compétence, d'autres droits que ceux qu'avait le juge du premier ressort. Quand le juge du premier ressort est incompétent, le juge du second degré l'est aussi, en tant qu'il juge comme tribunal d'appel. — Dans l'espèce, le tribunal de Clamecy avait reconnu l'incompétence du juge de paix dont émanait la sentence frappée d'appel; il ne pouvait donc connaître du litige comme juge d'appel, par voie d'évocation, car l'art. 473, C. proc., ne permet aux juges supérieurs d'évoquer que ce que le juge inférieur aurait pu juger. — Vainement on dirait que le tribunal de Clamecy devait être appelé à connaître du litige comme juge de première instance, lorsque les parties se pourvoieraient au pétitoire. Mais alors le tribunal devait attendre qu'il fût saisi par les parties elles-mêmes; il ne pouvait pas, d'office, évoquer une affaire qui n'avait pas été soumise au juge du premier degré, qui n'avait pu recevoir encore aucune instruction valable, et qui, par conséquent, ne pouvait être en état, comme le veut la loi, pour qu'il y ait lieu à évocation. Une telle manière de procéder aurait pour résultat de priver les parties du préliminaire de conciliation, et ce serait encore une violation de l'art. 48, C. civ. — D'ailleurs, ce n'est pas

comme juge de première instance que le tribunal de Clamecy a statué dans l'espèce; c'est bien comme juge d'appel du juge de paix, puisqu'il a déclaré que son jugement était en *dernier ressort*. — Au surplus, qu'on voie dans ce jugement une évocation de premier ou de second degré, toujours est-il que, dans l'une comme dans l'autre hypothèse, les parties ont été privées de l'un des degrés de juridiction que leur accordait la loi, c'est-à-dire du premier degré, si le tribunal de Clamecy a prononcé comme juge d'appel du juge de paix, et du deuxième degré, s'il a prononcé comme juge de première instance. Sous quelque rapport qu'on envisage le jugement attaqué, on y trouve donc toujours fautive application de l'art. 473 sur la faculté d'évocation, et violation de la règle des deux degrés de juridiction. — A l'appui de ce moyen, le demandeur invoquait les arrêts de la Cour de cassation qui ont repoussé la faculté d'évocation, lorsque l'affaire n'a subi un premier degré de juridiction ou d'instruction que devant un juge incompétent (V. *supra*).

Pour le défendeur, on a répondu : que le pouvoir d'évoquer, lorsque le juge supérieur trouve la cause en état de recevoir une décision définitive, est consacré par l'art. 473, C. proc., d'une manière générale et dans des termes qui n'admettent aucune distinction, qu'en effet, l'art. 473, porte que cette faculté existe dans les cas où les Cours ou autres tribunaux d'appel infirmeraient, soit pour vice de forme, *soit pour tout autre cause*, des jugements définitifs; que, dès lors, le tribunal de Clamecy trouvant la cause suffisamment instruite et disposée à recevoir jugement, c'est à bon droit qu'il a évoqué le fond et qu'il y a statué; qu'au surplus, Bussard n'avait excipé devant le tribunal, ni du défaut de préliminaire de conciliation, ni de la privation d'un degré de juridiction, et que cette double exception ne pouvait être proposée devant la Cour de cassation, après que les parties paraissaient s'être entendues pour proroger la juridiction du tribunal; que si l'on s'arrête à la qualification de *dernier ressort* donnée au jugement, il ne faut pas perdre de vue que cette qualification n'empêchait pas d'en interjeter appel; que, dès lors, c'était par la voie d'appel, si l'on était encore dans les délais, qu'il fallait l'attaquer, et non par la voie de cassation. Enfin, aux arrêts invoqués par le demandeur, le défendeur opposait ceux qui, jugeant robus contraire, avaient consacré en principe que l'évocation est permise dans tous les cas, même alors que le premier juge avait été incompétent.

ARRÊT.

• LA COUR; — Vu l'art. 12 du tit. 5 de la loi du 24 août 1790 et l'art. 473, C. civ.; — Attendu que l'art. 473, C. civ., n'autorise un tribunal à retenir sur l'appel une cause pour y statuer, sans qu'il soit besoin de la renvoyer devant les juges du premier ressort, qu'autant

que la matière est disposée à recevoir une décision définitive; que la matière ne peut être disposée à être définitivement jugée, lorsque le premier juge n'a pas été compétemment saisi, puisqu'il ne peut être jugé sur l'appel que les questions qui auraient été de la compétence du tribunal qui a rendu le jugement attaqué, et devant lequel elles auraient dû être portées pour épuiser le premier degré de juridiction;

Que, dans l'espèce, quoique la citation devant le juge de paix n'eût pour objet que la dénonciation d'un trouble que Colinet soutenait avoir été apporté à la possession dont il jouissait, le défendeur Bussard y a répondu en excipant de son droit et par l'exercice d'une véritable action pétitoire, dans ses conclusions reconventionnelles; que, dès lors, si le tribunal de Clamecy devait nécessairement annuler la sentence dont était appel, comme ayant incompétemment cumulé le pétitoire et le possessoire, ce tribunal ne pouvait, par nouveau jugement, prononcer sur le fond du droit, sans priver le demandeur d'un degré de juridiction; qu'en procédant ainsi, le tribunal de Clamecy s'est fausement appliqué la disposition de l'art. 473, C. civ., et formellement violé la loi qui établit les deux degrés de juridiction; — Cassé, etc. *

Du 29 août 1856. — Ch. civ.

LETTRE DE CHANGE. — ACCEPTATION NULLE. — PROVISION.

Est nulle l'acceptation d'une lettre de change tirée à plusieurs jours de vue, lorsque cette acceptation porte une date antérieure à celle de la souscription de la lettre (1). (C. comm., 122.)

Lors même que le protêt n'a pas été fait en temps utile, le tireur est tenu de prouver l'existence de la provision entre les mains du tiré qui a donné une pareille acceptation (2). (C. comm., 117.)

Le 28 fév. 1855, Talon et Gaillard, d'Elbeuf, avaient tiré, à l'ordre de Javal, sur Samuel Haas, tailleur à Neuf-Brisach, une lettre de change de 749 fr. 98 c. payable à trois jours de vue.

Cette lettre passa, par suite d'endossements successifs, entre les mains de Grandin, Chevré, Ruilland, frères Ratisbonne, Kreilsamer, et Bapst. Une allonge fut ajoutée par ce dernier, qui y apposa sa signature pour servir d'acquit dans la cas où la lettre serait payée.

Le 2 avril, la lettre présentée à l'acceptation, Haas écrivit sur l'allonge : « Acceptée pour » m'être présentée le 31 mars, 1^{er} et 2 courant. » Neuf-Brisach, le 2 fév. 1855. Signé Haas. »

L'huissier, considérant une pareille acceptation comme illusoire, puisqu'un état au 2 avril, fit, le lendemain 3, à la requête de Bapst, un protêt faute de paiement, dans lequel il fut constaté que Haas avait répondu « n'avoir point de » fonds, quant à présent, pour solder la lettre de » change susdite, et qu'il ne pourra la solder

(1) F. Pardessus, *Contrat de change*, t. 1, n° 160; Favard de Langlade, *Rép.*, v° *Lettre de change*, tit. 2, § 2; B. Persil, *De la lettre de*

change, art. 122, n° 11; Nougier, *Lettre de change*, n° 225. — F. Aubry Cass., 21 mars 1856.

(2) F. Pardessus, *Droit comm.*, n° 435.

« que vers le 15 juill. de la présente année. »

La lettre étant revenue entre les mains des Grandin, une action en remboursement fut introduite par eux devant le tribunal de commerce d'Elbeuf contre les tireurs Talon et Gaillard. Ceux-ci excipèrent et des vices du protêt, et de ce que la preuve de la provision résultait de l'acceptation donnée par Haas. Toutefois, l'affaire en resta là pour le moment, par suite du désistement donné par les demandeurs.

Depuis, il paraît que Chevré redeint possesseur de la traite. Se trouvant encore dans les six mois qu'accorde l'art. 160, C. comm., pour demander l'acceptation ou le paiement, puisque, dans l'espèce, l'acceptation devait être considérée comme non avenue, et que, d'ailleurs, elle n'avait point d'existence légale, faute d'avoir été relatée dans le protêt, il fit passer la lettre de change aux frères Bataillon pour la présenter de nouveau à l'acceptation de Haas.

Mais refus du tiré et d'accepter et de payer; et par suite protêts faute d'acceptation et de paiement, en date des 27 et 31 mai. Chaque fois le tiré répondit qu'il n'avait pas de fonds pour payer.

La traite, moins l'allonge, qui avait disparu, ayant été retournée à Chevré, celui-ci dénonça les deux protêts aux tireurs Talon et Gaillard avec assignation à fin de remboursement. — Les défendeurs excipèrent de ce que la lettre était incomplète, puisque l'allonge en avait été retranchée; et, de plus, que Chevré était sans droit pour les poursuivre, puisque les Grandin, qui étaient endosseurs avant lui, s'étaient désistés à leur égard.

Chevré répliqua que, propriétaire de la traite il avait droit d'en poursuivre le paiement contre les débiteurs, et, tout en avouant l'existence de l'acceptation de Haas, il demanda acte de ce que cette acceptation était conçue dans les termes que nous avons rapportés plus haut.

Le 5 juill. 1834, jugement du tribunal de commerce d'Elbeuf, ainsi conçu : — « Le tribunal accorde acte à Chevré de ce qu'il reconnaît que la lettre de change, objet du procès, contenait une allonge revêtue de signatures et d'une acceptation quelconque du tiré, faits articulés par Talon et Gaillard ; — Attendu que l'action de Chevré contre Talon et Gaillard a pour base un titre lacéré, et reconnu par lui avoir été lacéré ; — Attendu que Talon et Gaillard ne peuvent être inquiétés en vertu d'un tel titre ; — Attendu, en outre, qu'il y a grave atteinte à l'ordre public en produisant des titres lacérés et dénaturés ; — Par ces motifs, déclare Chevré non recevable dans sa demande, le condamne aux dépens, et ordonne que les pièces restant déposées au greffe, pour être envoyées au ministère public, à l'effet de procéder contre qui de droit, s'il y a lieu. »

POURVOI de Chevré pour violation des articles 117, 140 et 160, C. comm., ainsi que de l'art. 1515, § 2, C. civ., en ce que, la lettre de change, avec ou sans allonge, constatant toujours une obligation de la part des tireurs, s'était à eux de prouver leur libération.

Pour les défendeurs on répondait : C'est au

contraire à Chevré à prouver l'obligation dont il demande l'exécution. — Le porteur n'a droit de recourir contre le tireur qu'autant que le protêt a été fait en temps utile, ou bien, si le protêt n'a pas été fait en temps utile, qu'autant que le tireur n'a pas fait provision (art. 117 et 170). Or, dans l'espèce, c'est un fait constant qu'il y a eu acceptation de la part du tiré. Cette acceptation doit être représentée pour avoir si le protêt a été fait en temps utile, et, par conséquent, si le porteur a conservé son recours contre le tireur. — Quant à la provision, n'être qu'elle était supposée par l'acceptation, le porteur ne l'avait jamais niée. — Rejetait la question de validité de l'acceptation; mais, en admettant que cette acceptation fût conçue dans les termes allégués par le demandeur, il ne s'ensuivrait pas qu'elle fût nulle. Il s'y trouvait le mot *accepté*, lequel que l'art. 122 exige comme formalité substantielle. La date n'est pas aussi rigoureusement prescrite, puisque le même article dit que le défaut de date rend seulement la lettre exigible au terme y exprimé à compter de sa date. — La date du 2 février, supposée lors de l'acceptation, n'a sans doute été que le résultat d'une erreur, et Haas aura voulu écrire le 2 avril, date du jour de la présentation. Dès lors le protêt, qui n'avait dû être fait qu'après l'expiration de trois jours de vue, se trouvait nul comme prématuré. — Que, si l'on veut conserver à l'acceptation la date du 2 février, le protêt aurait dû être fait, d'après l'art. 122, dans les trois jours de la date de la souscription de la lettre. Le protêt du 3 avril se trouverait donc tardivement fait, aussi bien que ceux des 27 et 31 mai, et le porteur ne saurait être admis à s'en prévaloir.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 140, 160 et 117, C. comm.; — Attendu que Talon et Gaillard étaient tireurs de la lettre de change dont il est question au procès ; — Attendu que, lors même que la lettre de change aurait été acceptée par Haas, les termes de cette acceptation, tels qu'ils sont rapportés dans l'aveu du demandeur, et la réponse du tiré dans le protêt faute d'acceptation du 27 mai, la rendraient absolument nulle ;

« Attendu, au surplus, que la lettre de change a été protestée, soit faute d'acceptation, soit faute de paiement, les 3 avril, 27 et 31 mai, et que le tiré a toujours déclaré n'avoir pas de fonds ; — Que, dans de telles circonstances, et même dans le cas où le protêt n'aurait pas été fait dans le délai utile, d'après l'art. 117, C. comm., les tireurs étaient dans l'obligation de prouver qu'ils étaient libérés envers le tiré, ou qu'ils avaient fait les fonds chez lui ; — Casse, etc. »

Du 29 août 1836. — Ch. civ.

MAIRE. — COMMUNE. — RÉINTEGRANTE.

Le maire qui, par suite d'une vole de fait commise par lui dans l'intérêt de la commune, a été cité en son nom personnel et ne s'est pas fait autoriser à ester comme représentant la commune, a pu être personnellement con-

damné aux dépens, et sans qu'il fût besoin de l'autorisation préalable du conseil d'État. (Cout. du 22 frim. an 8, art. 75; C. proc., 130.)
La réintégration doit être ordonnée en faveur du demandeur dont on ne conteste pas la possession, encore bien que le défendeur exciperait de ce que le terrain litigieux serait un chemin public (1).

Perrin et Thermoz, dans le but de se procurer des eaux, avaient acquis conjointement, de la demoiselle Fuzier, une source qui prenait naissance dans un de ses bois.

Pour amener les eaux chez eux, les deux acquéreurs étaient obligés de les faire passer sur un terrain appartenant à Perrin, et qui était traversé, à titre de servitude, par les canaux d'une source appartenant à la commune d'Aprien.

En 1852, Bailly, maire de cette commune, prétendant que les travaux exécutés par Perrin et Thermoz avaient dérangé les canaux de la commune, et avaient même été exécutés en partie sur un chemin public, se rendit avec quelques-uns des habitants, sur le terrain de Perrin, y détruisit presque tous les travaux opérés, et réunir même les eaux de la nouvelle source à celle de la commune.

Perrin et Thermoz ayant intenté alors une action en réintégration contre Bailly personnellement, ils furent déboutés par un jugement du juge de paix de Lempdes. Mais, sur l'appel, jugement du tribunal de Bourgoins, du 11 avril 1853, qui réintègre Perrin et Thermoz dans la possession de leurs eaux; mais, reconnaissant toutefois qu'un trouble avait été apporté à la servitude de la commune par les travaux exécutés dans le terrain asservi, ordonne le rétablissement des lieux dans un délai déterminé; à défaut de quoi, il sera permis au maire de la commune, en la qualité qu'il agit, de le faire faire aux frais des appelants et au bail en rabais, suivant les formes ordinaires. — Quant aux travaux prétendus faits en partie sur le chemin public, le tribunal se déclare incompétent.

Perrin et Thermoz établirent les lieux dans leur ancien état, à l'exception toutefois du chemin public, sur lequel ils continuèrent à diriger leurs eaux, de manière à ne troubler en rien l'exercice de la servitude appartenant à la commune.

Le 16 août 1853, ces travaux ayant été de nouveau détruits par Bailly, qui s'était rendu sur les lieux, eint de son écharpe et à la tête de plusieurs de ses administrés, une nouvelle action en réintégration fut intentée contre lui personnellement par Perrin et Thermoz. — Avant de

statuer sur cette demande, le juge de paix ordonna que les demandeurs seraient tenus de prouver que les travaux qui motivaient leur action avaient été faits ailleurs que dans le chemin mentionné au jugement du 11 avril; et, de plus, que Bailly avait agi de son autorité privée, et non comme maire de la commune, sauf audit Bailly la preuve contraire.

Appel; et le 25 janv. 1855, jugement du tribunal civil de Bourgoins :

« Attendu qu'il est constant que les travaux faits par Perrin et Thermoz, pour conduire dans leur domicile la source du fonds de Marie Fuzier, n'ont été détruits par Bailly de vive force et sans mandat de justice;

« Attendu qu'il n'est permis à personne de se faire justice à soi-même, et que la qualité de Bailly ne peut, dans cette circonstance, lui donner plus de droits qu'un simple particulier;

« Attendu qu'il ne s'agit pas, en l'état d'apprécier le mérite de la possession des appelants, mais seulement de statuer sur une action en réintégration. — Infirmer, condamne personnellement le maire à rétablir les travaux qu'il avait détruits, et le condamne aussi personnellement aux dépens. »

POURVOI de Bailly :

1° Violation de la chose jugée et de l'art. 75 de la constitution de l'an 8, et fausse application de l'art. 130, C. proc., en ce que le demandeur, agissant comme maire, avait été condamné personnellement aux dépens.

Pour que Bailly pût être condamné aux dépens, il eût fallu qu'il figurât comme partie et en son propre nom dans le procès. Or, il n'en a pas été ainsi : s'il a agi, c'est au nom seul de la commune dont il était le représentant légal; c'est à ce titre seul qu'il a arrêté l'exécution de travaux préjudiciables aux intérêts de la commune, et à l'égard desquels il y avait titre acquis par cette commune, dans le jugement du 11 avril 1853, passé en force de chose jugée. Ce qui prouve que Bailly a agi comme maire, c'est qu'il s'est rendu sur les lieux eint de son écharpe. D'ailleurs, le but même de l'opération ne permet pas de supposer qu'il eût pu agir en son nom personnel. Le jugement du 11 avril n'ordonnait le rétablissement des lieux, c'est-à-dire la destruction des travaux faits par les défendeurs; et cependant ceux-ci continuaient les mêmes travaux. Pour s'opposer à cette continuation, il fallait avoir un intérêt à le faire. Or, Bailly personnellement n'avait ni intérêt ni qualité pour agir. Le jugement avait été rendu pour la commune; c'était pour elle et en son nom

(1) « Lorsque la violence a dépossédé celui qui jouissait, rien de plus naturel que d'ordonner préalablement la réintégration, sans ensuite à examiner et à peser les moyens et les titres de son adversaire: le maintien de l'harmonie sociale, le respect dû à la possession, et le préjudice qui en résulte, conduisent également à cette idée. » Henrion de Pansey, *Compétence des juges de paix*, p. 463.

Il en eût été autrement s'il se fût agi d'une action en empiétement. Comme le demandeur eût été alors obligé de justifier d'une possession régulière,

on aurait pu lui opposer que, l'objet litigieux n'étant pas dans le commerce, il n'avait pu acquérir la possession, et, par suite, en être présumé propriétaire. — *J. Cass.*, 18 nov. 1834. — Dans la complainte on examine laquelle des deux parties a droit à la possession. La réintégration a pour objet de remédier avant tout à une vue de fait, et d'empêcher qu'on ne se fasse justice à soi-même, sauf ensuite à voir qui a droit à la possession par la voie de la complainte, ou qui a droit à la propriété par la voie du pétitoire.

qu'il devait être exécuté. C'est donc elle seule qui est censée avoir agi par l'intermédiaire de son représentant. — Que si la commune alors s'est trompée et a usé d'un droit qui ne lui appartenait pas, il faut la poursuivre comme un simple particulier et lui faire subir les conséquences de son erreur. Mais celui qui n'a agi que comme son mandataire ou représentant ne saurait être atteint par une condamnation personnelle. — Quant à Bailly, si, comme maire, il a commis un excès de pouvoirs, sans doute on peut avoir une action contre lui; mais il ne peut être l'objet d'aucunes poursuites relativement à ses fonctions, avant que les formalités prescrites par la constitution de l'an 8 n'aient été préalablement remplies.

2^e Violation de l'art. 40, tit. 2, de la loi du 28 sept. 1791, ainsi que de celle du 9 vent. an 13, en ce que, s'agissant de fait de nature à établir l'incompétence du tribunal, le jugement avait rejeté la preuve admise par le juge de paix.

Bailly avait offert de prouver que les travaux en question avaient été exécutés sur un chemin public. Or, ces travaux constituaient ou un empiètement, ou une simple dégradation. Dans le premier cas, c'était à l'autorité administrative seule à en connaître; dans le second, il s'agissait d'un délit, sur lequel le tribunal de police correctionnelle était seul appelé à statuer. Il y avait donc, dans l'un et l'autre cas, motif d'incompétence pour le tribunal civil.

Pour les défendeurs on a développé les moyens consignés dans l'arrêt qu'on va lire.

ARRÊT.

« LA COUR, — En ce qui touche le premier moyen : — Attendu que, dans l'exploit introductif d'instance, Bailly a été cité en son nom personnel; qu'on ne voit pas qu'il ait été autorisé à comparaitre en justice comme représentant la commune d'Aprien; que cette commune n'a pas été condamnée, mais Bailly, maire; qu'ainsi, le tribunal de Bourgoin, en lui faisant perdre la cause par lui défendue, a eu juste motif pour le condamner aux dépens en son nom personnel, et qu'en conséquence, l'art. 75 de la constitution de l'an 8 n'a pu être violé, puisqu'il était sans application dans l'espèce;

» En ce qui touche le second moyen : — Attendu que le tribunal de Bourgoin était saisi par Perrin et Thormoz d'une action en réintégration dirigée contre Bailly, maire de la commune d'Aprien; que le jugement attaqué a reconnu qu'ils étaient en possession du terrain sur lequel s'exécutaient des travaux de conduite pour les eaux par eux acquises de la demoiselle Fuzier; que, dès lors, le tribunal, sans prononcer sur le fond du droit, a dû ordonner la réintégration en faveur de la possession, — Rejeté, etc. »

Du 31 août 1836. — Ch. civ.

JURY. — RÉCUSATION.

La récusation d'un juré ne peut avoir lieu qu'au moment où son nom sort de l'urne; elle ne saurait, en conséquence, être admise alors que le tirage de plusieurs noms a été fait. (C. crim., 399.)

ARRÊT

« LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 399, C. crim. : — Vu ledit article, § 3; — Attendu, en fait, qu'il résulte tant du procès-verbal de la formation du tableau du jury que du procès-verbal de la séance que, le nom de Vergne étant sorti de l'urne sans qu'aucune récusation eût été d'abord prononcée contre lui, ce juré avait été ensuite récusé par le ministère public, mais seulement après que les noms de quatre autres jurés furent sortis de l'urne, après même que deux de ces quatre jurés eurent été récusés, l'un par le conseil des accusés et l'autre par le ministère public; que, par l'effet de cette récusation, Vergne n'a point fait partie du jury de jugement;

» Attendu, en droit, que les formalités établies par l'art. 399, C. crim., ayant pour objet la constitution légale du jury, sont, par cela même, substantielles, et qu'elles doivent être observées à peine de nullité; qu'aux termes du § 3 de cet article, si l'accusé ou son conseil et le procureur général veulent user de la faculté que la loi leur donne de récuser tels jurés qu'ils jugeront à propos, ils doivent le faire à mesure que les noms des jurés sortent de l'urne; qu'il suit de là que, lorsque la sortie du nom d'un juré n'a donné lieu à aucune récusation, et que l'opération du tirage a été continuée, ce juré est acquis à la cause, et ne peut être éliminé du tableau par une récusation tardive; qu'il est impossible d'admettre que son acceptation doive être subordonnée à la préférence qu'on accorderait plus tard à d'autres jurés dont les noms, par l'événement du tirage au sort, seraient restés dans l'urne; que l'esprit comme la lettre de la loi repoussent de telles combinaisons, — Casse, etc. »

Du 1^{er} sept. 1836. — Ch. crim.

CALOMNIE. — DIFFAMATION. — AVOUÉS. — NOTAIRES.

Lorsqu'en matière correctionnelle il a été rendu deux arrêts, l'un sur la compétence et l'autre au fond, le prévenu qui a été condamné à l'emprisonnement par ce dernier jugement peut se pourvoir contre celui seulement qui a statué sur la compétence sans se constituer préalablement prisonnier. (Code crim., 421.)

On ne peut point considérer les avoués ni les notaires comme dépositaires ou agents de l'autorité publique, ni comme agissant dans un caractère public dans le sens des lois répressives de la diffamation (1).

(1) *V. conf. Chassan, Traité des délits de la parole*, t. 1, p. 382, note 3, et de Grattier, *Commentaire sur les lois de la presse*, t. 1, p. 208.

note 1^{re}, et p. 419, note 1^{re}. — *V. au surplus*, Cass., 22 juin 1809. — *V. infra*, Paris, 19 nov. 1836. — Ce point avait déjà été décidé relative-

Les chambres de discipline des notaires ne peuvent pas être considérées comme des corps constitués dans le sens de l'art. 15, L. 17 mai 1819 (1).

En conséquence, la diffamation commise par la voie de la presse envers un avoué, un notaire ou une chambre de discipline des notaires est de la compétence du tribunal correctionnel et non de la Cour d'assises (2).

M^e Hocmelle, avoué, Clause, notaire, et la chambre des notaires de Paris poursuivirent devant le tribunal correctionnel Fournier-Verneuil, rédacteur-gérant du journal *le Censeur*, pour avoir publié dans plusieurs numéros des articles relatifs à l'exercice de leurs fonctions, et qui leur parurent susceptibles de porter atteinte à leur honneur et à leur considération.

Mais le prévenu déclina la juridiction correctionnelle, sur les motifs que les plaignants devant être considérés soit comme fonctionnaires publics, agents ou dépositaires de l'autorité publique, soit comme agissant dans un caractère public, c'était à la Cour d'assises qu'il appartenait de connaître de l'affaire.

Le tribunal correctionnel accueillit cette exception. — Mais sur l'appel, la Cour royale a rendu le même jour, 25 juin 1836, trois arrêts infirmatifs et déclara la juridiction correctionnelle compétente. — Ces arrêts sont ainsi conçus :

1^{er} ARRÊT. — Arrêt Hocmelle.

« Considérant qu'aux termes de l'art. 1, L. 8 oct. 1830, tous les délits commis par la voie de la presse sont de la compétence de la Cour d'assises ; — Que, par exception à ce principe, l'art. 2, même loi, a maintenu l'art. 14, L. 26 mai 1819, qui attribue aux tribunaux correctionnels le jugement des délits de diffamation et d'injure par une voie de publication quelconque contre les particuliers ; — Que cette expression, *particuliers*, ne peut être entendue dans un sens absolu ; qu'elle n'a été employée que par opposition aux diverses classes d'autorités ou des agents spécifiés dans les articles précédents de la même loi, et que tout individu revêtu même de certaines fonctions autres que celles indiquées doit être considéré comme un simple particulier ; — Considérant que, si l'art. 20, en admettant la preuve des faits diffamatoires en cas d'imputation contre les dépositaires ou agents de l'autorité judiciaire, ajoute : « et contre toute personne ayant agi dans un caractère public, » ces dernières expressions se réfèrent aux distinctions faites précédemment ; qu'elles ne se trouvaient pas dans le projet de loi présenté à la chambre des députés ; qu'elles y ont été intro-

duites comme amendement par la commission, et qu'il résulte des discussions qui ont eu lieu dans le sein des deux chambres que leur unique objet a été de soumettre encore à la preuve testimoniale les fonctionnaires rentrés dans la vie privée, pour des faits qu'ils auraient à leur reprocher pendant qu'ils agissaient avec un caractère public ; — Considérant que le principal caractère qui distingue les dépositaires ou agents de l'autorité se rencontre dans les garanties qui leur sont accordées, et qu'ainsi aucune action ne peut être intentée contre eux sans l'autorisation du conseil d'État, aux termes de l'article 75, const. an 8, et qu'une procédure spéciale a été autorisée par le Code crim. pour les fonctionnaires de l'ordre judiciaire ; — Considérant que les avoués ne sont que des officiers ministériels, soumis, en cas de poursuites, aux formes de procédure autorisées pour tous les citoyens ; que leurs fonctions consistent à représenter les parties devant les tribunaux ; qu'ils ne sont revêtus d'aucune portion de l'autorité publique ; qu'ils n'agissent qu'en faveur d'intérêts individuels dont la défense leur est volontairement confiée par les parties ; qu'ils ne peuvent, en conséquence être considérés dans la cause comme ayant agi, soit comme des dépositaires ou agents de l'autorité publique, soit comme agissant dans un caractère public. »

2^e ARRÊT. — Arrêt Clause.

« Considérant qu'il résulte de la combinaison des art. 16, 17 et 18, L. 17 mai 1819, que la diffamation commise par l'un des moyens énoncés en l'art. 1^{er} de cette loi est diversement punie, selon qu'elle a pour objet les corps constitués, les agents ou dépositaires de l'autorité publique, les ambassadeurs ou autres agents diplomatiques, ou qu'elle a pour objet les particuliers ; que cette dernière dénomination de l'art. 18 est nécessairement applicable à tous ceux qui ne sont pas formellement compris dans les cas des art. 15, 16 et 17 ; — Considérant que les notaires, qui, par la loi de leur institution, sont qualifiés fonctionnaires publics, ne peuvent et ne doivent pas être rangés dans la classe des agents ou dépositaires de l'autorité publique dont il est parlé dans l'art. 16 précité ; — Qu'en effet, sans s'arrêter au texte même de cette loi, celle du 25 mars 1822, dans son art. 6, qui a pour objet le délit d'outrage commis contre les fonctionnaires publics, et la loi du 26 mai et autres relatives à la diffamation, considèrent seulement les personnes qui y sont désignées comme des agents ou dépositaires de l'autorité publique ; — Considérant, d'ailleurs, que si l'article 20, L. 26 mai 1819, a dit que la preuve tes-

ment aux avoués, par un arrêt du 14 avril 1831. — Remarquons toutefois, que les avoués ont été assimilés aux *fonctionnaires publics*, lorsqu'il s'agit de les astreindre au serment politique prescrit par la loi du 31 août 1830.

(1) F. conf. Chassan, *Traité des délits de la parole*, t. 1, p. 406, note 3, et de Graillet, *Commentaire sur les lois de la presse*, t. 2, p. 47, note 1^{re}.

(2) Mais si ces fonctionnaires avaient reçu un mandat de justice pour représenter un tribunal, ne devraient-ils pas être considérés comme délégués du pouvoir public, et par conséquent protégés par les lois repressives de la diffamation, dans le cas où ils viendraient à être diffamés à l'occasion des actes qu'ils auraient fait à ce titre ?

timoniales serait admise contre toutes les autres personnes ayant agi dans un caractère public, il s'agit évidemment de personnes dont la magistrature a été temporaire, mais qui renaissent originellement dans les catégories de fonctionnaires établis par les dispositions précitées; — Considérant que les notaires, comme officiers publics, n'agissent que dans la mesure des intérêts privés et selon la mission que leur donnent les parties; qu'ils sont complètement dépourvus de tout exercice de l'autorité publique; qu'ils ne rentrent point dans les cas spécifiés par les art. 15, 16, 17 et 20. L. 17-26 mai 1819; — Que, dès lors, les dispositions de ces articles leur étant étrangères, ils restent nécessairement sous l'application des art. 18 et 14, L. 17-26 mai 1819. »

3^e ARRÊT. — Arrêt relatif à la chambre des notaires.

« Considérant que les notaires, institués pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité, ne sont ni dépositaires ni agents de l'autorité, et ne sont revêtus d'aucune portion de la puissance publique; — Qu'ainsi, les notaires doivent être considérés comme des particuliers, aux termes des art. 14, L. 26 mai 1819, et 1^{er}, L. 8 oct. 1850; d'où il suit que les délits de diffamation ou d'injure commis à leur égard ne peuvent être soumis aux Cours d'assises, conformément aux dispositions des lois des 17-26 mai 1819 et 25 mars 1822, et qu'ils doivent être jugés par les tribunaux de police correctionnelle; — Considérant que les chambres de discipline des notaires sont instituées pour la discipline intérieure de leur corps; qu'elles ne peuvent prononcer que des censures ou réprimandes; qu'au surplus leurs délibérations ne sont que des actes d'administration, d'ordre et de simples avis; que leurs membres ne peuvent être considérés comme dépositaires ni agents de l'autorité publique.... »

Au fond, la Cour royale condamna par défaut Fournier-Verneuil à des peines d'emprisonnement et d'amende.

POURVOI par Fournier-Verneuil contre le premier arrêt, pour fausse interprétation des articles 16 et 18, L. 17 mai 1819; 14 et 20, L. 26 mai 1819, 1^{er} et suiv., L. 25 vent. an 11; contre le second arrêt, pour fausse interprétation des mêmes textes, et encore des art. 1, 2 et suiv., arrêté 2 niv. an 12; contre le troisième arrêt, pour fausse interprétation des articles précités, des lois 17-26 mai 1819, en outre, des art. 93 et 94, L. 27 vent. an 8; enfin, contre les trois arrêts ensemble, pour violation des articles 145, 146, 169, 173, 174, 175, 200, 224, 230 et suiv., 254 et 255, C. pén., 1^{er}, L. 8 oct. 1850, et 13 et 20, L. 26 mai 1819, en ce que les notaires, les chambres de notaires et les avoués doivent être réputés agissant dans un caractère public, et que, par suite, les actions à raison de diffamations commises contre eux (par voie de la presse doivent être portées devant le jury.

ARRÊT.

« LA COUR. — En ce qui touche l'exception : — Attendu qu'il existe réellement deux arrêts de la Cour de Paris, l'un qui a infirmé le jugement de première instance, rejeté le déclinatoire du demandeur, et ordonné par voie d'évocation qu'il serait passé outre au jugement du fond de l'affaire, l'autre a condamné le demandeur à une année d'emprisonnement et à 2,000 fr. d'amende; — Que le pourvoi est dirigé seulement contre le premier de ces arrêts; qu'ainsi l'art. 421, C. crim., ne doit pas être appliqué; — Rejette l'exception; — Et en ce qui touche le pourvoi : — Attendu que la loi du 17 mai 1819, qui prévoit et punit les délits de diffamation et d'injures publiques en distingue de plusieurs sortes dans les art. 15, 16, 17 et 18, selon les personnes envers lesquelles ils sont commis; — Qu'après s'être occupé, dans les trois premiers de ces articles, des Cours, tribunaux ou autre corps constitués, des dépositaires ou agents de l'autorité publique, et des agents diplomatiques accrédités près du roi, elle fixe, dans l'article 18, des peines moindres contre les diffamations et injures publiques envers les particuliers; que ce dernier article doit donc comprendre tous les cas qui ne rentrent point dans les précédents; — Attendu que les art. 15 et 14, L. 26 mai 1819, remis en vigueur par la loi du 8 oct. 1850, dans le partage qu'ils font entre les Cours d'assises et les tribunaux correctionnels quant à la connaissance des délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, attribuent à la juridiction correctionnelle toutes les diffamations contre des particuliers; que cette disposition doit s'entendre conformément à la distinction entre les divers délits de diffamation spécifiés par les articles ci-dessus cités de la loi du 17 mai 1819, en sorte que la Cour d'assises connaisse des délits prévus par les art. 15, 16 et 17 de cette loi, et le tribunal correctionnel des délits prévus par l'art. 18; — Que l'art. 20, L. 26 mai, qui déclare la preuve des faits diffamatoires admissible, non-seulement à l'égard des dépositaires ou agents de l'autorité, mais aussi à l'égard de toute personne ayant agi dans un caractère public, n'ajoute rien aux dispositions ci-dessus sur la compétence; qu'en effet, ces dernières expressions n'ont pour objet que d'étendre la disposition de cet article à ceux qui auraient cessé leurs fonctions à l'époque des poursuites, ou qui, sans être revêtus d'une manière permanente de la qualité de dépositaires ou agents de l'autorité publique, auraient agi cependant en cette qualité temporairement ou pour quelque affaire spéciale; — Que d'après l'esprit général et le but de la législation en cette matière, c'est au caractère de dépositaire ou agent de l'autorité chez la personne qui se prétend diffamée qu'est attachée la compétence de la Cour d'assises; — Attendu qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une diffamation qui aurait été commise par la voie de la presse contre un avoué pour des faits relatifs à ses fonctions; — Que les avoués ne peuvent être considérés comme dépositaires ou agents de l'autorité pu-

blique dans le sens des lois précitées, puisqu'ils ne sont chargés d'aucune partie de l'administration publique, et n'exercent leurs fonctions que dans les intérêts privés; qu'ainsi les dispositions de l'art. 16, L. 17 mai 1819, ne les concernent point; — Que celles des art. 15 et 17, même loi, ne leur sont pas moins étrangères; — Qu'ils ne peuvent donc invoquer que l'art. 18 pour la répression des diffamations dont ils sont l'objet, et que, par suite, la compétence doit être réglée par l'art. 14, L. 26 mai 1819; — Attendu que, d'après ces principes, la Cour de Paris s'est conformée à la loi en retenant, par l'arrêt attaqué, la connaissance de la plainte portée par M^r Hocmelle; — Par ces motifs, — Rejette le pourvoi. — Et condamne le demandeur à l'amende de 150 fr.; — Sur le pourvoi formé contre l'arrêt rendu dans l'affaire Clansse, l'arrêt, après la transcription des principes ci-dessus continuée en ces termes: — Attendu, qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une diffamation qui aurait été commise par la voie de la presse contre un notaire, pour des faits relatifs à ses fonctions; que les notaires ne peuvent être considérés comme dépositaires ou agents de l'autorité publique dans le sens des lois précitées, — Rejette, etc.; — Enfin, sur le pourvoi formé contre l'arrêt relatif à la chambre des notaires, la Cour statue comme il suit: — Attendu que, du rapprochement des art. 15, 16, 17 et 18, L. 17 mai 1819, il résulte que le dernier de ces articles doit comprendre les diffamations commises envers tous ceux qui ne sont pas protégés par les articles précités; — Que, de la combinaison des mêmes articles avec les art. 15 et 14, L. 26 mai 1819, il résulte que la Cour d'assises doit connaître des délits prévus par les art. 15, 16 et 17, L. 17 mai, et le tribunal correctionnel des délits prévus par son art. 18; — Attendu qu'il s'agit dans l'espèce d'une diffamation qui aurait été commise contre la chambre de discipline des notaires du département de la Seine; que les notaires ne peuvent être considérés comme dépositaires ou agents de l'autorité publique dans le sens des lois précitées, puisqu'ils ne sont chargés d'aucune partie de l'administration publique et n'exercent leurs fonctions que dans des intérêts privés; — Attendu que les mots *corps constitués* de l'art. 15, L. 17 mai 1819, ne peuvent s'entendre, que des corps qui sont dépositaires d'une partie de l'autorité publique; que ce caractère ne se rencontre point dans les chambres des notaires, qui ne sont instituées que pour la discipline intérieure, et qui ne procèdent que sous forme d'avis, toutes les fois que la mesure de discipline à prendre touche l'état du notaire ou que des tiers y sont intéressés; — Qu'ainsi lesdits art. 15 et 16, même loi, ne concernent point la chambre des notaires; — que l'art. 17 leur est complètement étranger; qu'elles ne peuvent donc invoquer l'art. 18, pour la répression des diffamations dont elles sont l'objet, et que, par suite, la compétence doit être réglée d'après l'art. 14, L. 26 mai; — Attendu que, d'après ces principes, la Cour de Paris s'est conformée à la loi, en retenant, par l'arrêt attaqué, la connaissance de la plainte portée par la chambre

des notaires de la Seine: — Par ces motifs, — Rejette, etc. »

Du 9 sept. 1856. — Ch. crim.

COMPÉTENCE CRIMINELLE. — ORDONNANCE. — DÉLIT NOUVEAU. — RENVOI. — DÉSIGNATION. — JUGE D'INSTRUCTION.

Les tribunaux correctionnels sont incompétents pour statuer de plano sur les délits nouveaux qui se révèlent aux débats et n'ont été compris ni dans l'ordonnance de renvoi ni dans la citation; ils doivent seulement réserver au ministère public l'action à laquelle ces nouveaux délits peuvent donner lieu (1). (C. crim., 183 et 379.)

Spécialement, un tribunal correctionnel saisi, par une ordonnance de renvoi, d'un délit de vagabondage, est incompétent pour connaître d'un délit de rupture de ban qui se découvre aux débats. (C. crim., ibid., et C. pén., 45 et 271.)

Le jugement d'un tribunal correctionnel qui, au sujet d'un nouveau délit révélé aux débats, renvoie le prévenu en état de mandat d'amener devant un juge d'instruction, pour être par ce magistrat informé ainsi qu'il appartiendra, est nul pour atteinte portée au libre exercice de l'action publique, incompétence et excès de pouvoir. (C. crim., 33, 408 et 415.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur la violation prétendue de l'art. 182, C. crim., en ce que le jugement attaqué, après avoir acquitté ledit Reiny Hubert du délit de vagabondage qui lui était imputé, a refusé de statuer sur le délit de rupture de ban qui était résulté des débats contre ledit Hubert:

« Attendu, en droit, que l'art. 182, C. crim., dispose que le tribunal en matière correctionnelle est saisi de la connaissance des délits de sa compétence, soit par le renvoi qui lui en est fait d'après les art. 150 et 160 dudit Code, soit par la citation donnée directement au prévenu;

« Attendu qu'il suit de là que, si, dans le cours des débats qui précèdent le jugement, il se révèle contre le prévenu un délit nouveau qui n'a été compris ni dans l'ordonnance de renvoi ni dans la citation, et que, par sa nature, il entraîne une peine plus grave que le délit pour le quel le prévenu est en jugement, le tribunal ne se trouve pas valablement saisi de la connaissance de ce délit nouveau, sur lequel l'inculpé n'a pas été mis en demeure de préparer sa défense, et que, dans ce cas, le tribunal doit se borner à statuer sur le délit de la connaissance duquel il a été régulièrement saisi, et doit en même temps réserver au ministère public l'action à laquelle peut donner lieu le délit nouveau révélé aux débats;

« Attendu en fait, que par ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de Louviers, en date du 11 mai 1856, le nommé Olivier, avait été renvoyé en police correctionnelle, comme

(1) *N. conf. Cass., 24 juin 1856.*

prévenu seulement du délit de vagabondage; que néanmoins, les débats à l'audience ont fait connaître que ledit Olivier avait pris ce nom, qui ne lui appartenait pas, et qu'il n'était autre que Remy Hubert, réclusionnaire libéré, placé, pendant toute sa vie, sous la surveillance de la haute police, et ayant quitté, sans autorisation, la ville de Rouen, qui lui avait été assignée comme résidence, ce qui le constituait en état de rupture de son ban, délit qui entraînait une peine plus forte que le délit de vagabondage;

» Attendu qu'en cet état le tribunal correctionnel a renvoyé Remy Hubert de la prévention du délit de vagabondage, par le motif que ce prévenu, étant porteur d'une somme de 7 fr. environ, ne se trouvait pas sans moyen d'existence; mais qu'en même temps, le tribunal l'a condamné à 5 ans d'emprisonnement pour délit de rupture de ban;

» Attendu que, sur l'appel interjeté de ce jugement par Remy Hubert, le tribunal de première instance d'Évreux, jugeant en appel le police correctionnelle, a, par jugement du 11 août 1856, mis au néant le jugement du tribunal de police correctionnelle de Louviers, par le motif que Remy Hubert avait été condamné pour un fait à raison duquel il n'avait pas été cité, et dont le tribunal n'avait pas été saisi par l'ordonnance de la chambre du conseil;

» Attendu qu'en prononçant ainsi, le jugement du tribunal d'Évreux, jugeant en appel de police correctionnelle, n'a aucunement violé l'article 182, C. crim., et en a fait, au contraire, une juste application. — Rejetle le premier moyen;

» Sur le second moyen, tiré de ce que le jugement attaqué aurait commis un excès de pouvoir en renvoyant Remy Hubert en état de mandat d'amener devant le juge d'instruction de Rouen pour être informé ainsi qu'il appartiendra : — Attendu que l'art. 22, C. crim., a chargé le ministère public de la recherche et de la poursuite de tous les crimes et délits dont la connaissance appartient aux tribunaux de police correctionnelle et aux Cours d'assises; qu'il est de l'essence du ministère public d'être indépendant dans l'exercice de ses fonctions, et que les tribunaux ne peuvent lui prescrire de faire des poursuites correctionnelles ou criminelles que dans les cas spécialement déterminés par la loi;

» Attendu qu'aucune disposition de loi n'autorise les tribunaux jugeant en appel de police correctionnelle à ordonner au ministère public de faire des poursuites, et qu'à cet égard son action n'est subordonnée qu'à ce qu'il juge convenable et nécessaire au bien de la justice;

» Attendu, néanmoins, que le jugement attaqué, après avoir annulé le jugement du tribunal correctionnel de Louviers, en ce qu'il avait condamné Remy Hubert comme coupable du délit de rupture de ban, a renvoyé ledit Hubert en état de mandat d'amener devant le juge d'instruction de Rouen, pour être, par ce magistrat, informé ainsi qu'il appartiendra, au lieu de se borner à réserver l'action du ministère public contre Hubert, à raison du délit de rupture de

ban, et qu'en prononçant ce renvoi, et en ordonnant une information dont l'initiative n'appartient qu'au ministère public, le jugement attaqué a porté atteinte au libre exercice de l'action publique, a méconnu les règles de sa compétence, et a commis un excès de pouvoir, — Casser, etc. »

Du 10 sept. 1856. — Ch. crim.

LOGEMENT MILITAIRE. — REFUS. — PEINE.

Tous les habitants d'un lieu où séjournent des militaires en marche sont indistinctement tenus de les loger, sur la simple production de leurs billets de logement. (L. 25 janv.-7 avril 1790; 8-10 juill. 1791, tit. 5, art. 9.)

Le refus de loger ces militaires constitue une contravention punissable, lors même qu'aucun règlement de police spécial n'a rappelé aux habitants l'obligation dérivant pour eux de la loi. (Ibid.: L. 14 déc. 1789, art. 50; 16-24 août 1790, tit. 11, n° 1^{er}; 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46; C. pén., 471, n° 15.)

Les officiers et autres fonctionnaires militaires, dans leur garnison ou résidence, sont également soumis à cette obligation lorsqu'ils reçoivent eux-mêmes leur logement en argent, et que celui qu'ils occupent excède de la proportion affectée à leur grade et à leur emploi. (L. précitée, et règlement approuvé par la loi du 25 mai 1792, art. 12, § 1^{er}.)

Si l'officier ou fonctionnaire militaire auquel on veut imposer l'obligation de loger des troupes oppose comme exception que le logement a lui fourni en argent n'excède pas la proportion de son grade ou de son emploi, la vérification de ce fait doit, à peine de nullité, être ordonnée par le tribunal, surtout lorsqu'elle est requise par le ministère public. (C. crim., 408 et 415.)

ANNOT.

» LA COUR, — Vu les art. 50 de la loi du 14 déc. 1789; 3, n° 1^{er}, tit. 11, de celle des 16-24 août 1790, et 46, tit. 1^{er}, de la loi des 19-22 juill. 1791; la loi des 22 janv.-7 avril 1790, qui soumet tous les citoyens, sans exceptions, au logement des gens de guerre; l'art. 9, tit. 5, de celle des 8-10 juill. 1791, portant que, dans le cas de marche ordinaire, les troupes seront logées chez les habitants; les art. 11 et 12 du règlement approuvé par la loi du 25 mai 1792, relative au logement et casernement des troupes et des fonctionnaires militaires, lesquels articles sont ainsi conçus :... (Voir ces articles.)

» Quant aux officiers en garnison dans le lieu » de leur habitation ordinaire, ils seront tenus » de fournir le logement dans leur domicile » propre, comme tous les autres habitants; »

Ensemble les art. 408 et 415, C. crim., et les art. 65, et 471, n° 15, C. pén.;

» Attendu, en droit, qu'il résulte de la combinaison des six premiers lois précitées 1° que tous les habitants d'un lieu où séjournent des troupes en marche sont indistinctement tenus de les loger, chacun à son tour; qu'aucun règlement local de police n'est nécessaire pour leur prescrire, spécialement et d'avance, l'exécution de ces dispositions d'ordre public; qu'ils sont légalement mis en mesure de remplir les obliga-

tions qu'ils leur imposent par la seule présentation des billets de logement délivrés aux militaires qui les produisent; que, dès lors, le refus de loger ces militaires entraîne contre tous ceux qui s'en sont rendus coupables l'application de l'art. 471, n° 15, C. pén.;

• 3° Que les officiers et autres fonctionnaires militaires qui, dans leur résidence ou garnison, reçoivent leur logement en argent, ne sont soumis à la réquisition commune, sous ce double rapport, que dans le cas où le logement excède la proportion affectée à leur grade; que le refus de loger ne doit donc leur faire appliquer la peine dudit art. 471, qu'autant que le ministère public prouve qu'ils ne se trouvent pas dans l'exception établie par la loi; mais que, la vérification du fait ne devenant nécessaire que lorsque le prévenu invoque le bénéfice de cette exception, il suffit qu'elle soit provoquée alors, et qu'aux termes des art. 408 et 415, C. crim., le tribunal saisi de la prévention ne peut pas se dispenser de l'ordonner;

• Et attendu qu'il est reconnu, dans l'espèce, que le lieutenant de gendarmerie de Brocas, qui reçoit son logement en argent, a refusé de loger les militaires que le maire de Villefranche lui avait envoyés à cet effet; — Qu'il a excipé, pour être renvoyé de l'action exercée contre lui, de l'exception résultant du premier alinéa de l'article 12 du règlement annexé à la loi du 25 mai 1792;

• Que, de son côté, le ministère public a soutenu qu'elle ne lui était point applicable, et requis qu'une vérification de son logement fût ordonnée pour s'en assurer;

• Que, néanmoins, le jugement dénoncé, au lieu de faire droit à cette réquisition, a relaxé ledit de Brocas, sur le motif qu'elle avait été tardivement formée; que cet officier a toujours été dispensé du logement des troupes depuis qu'il est en résidence dans ladite ville; qu'il n'y existe aucun règlement de police qui puisse, à cet égard, le constituer en contravention, et que, d'ailleurs, son refus n'autorise l'autorité qu'à poursuivre par la voie civile le remboursement de la somme payée à l'aubergiste chez lequel ont été placés, pour son compte, les militaires dont s'agit; — D'où il suit qu'en statuant ainsi, ce jugement a commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées;

• En conséquence, faisant droit au pourvoi, — Casse, etc. »

Du 10 sept. 1856. — Ch. crim.

FAUX TÉMOIGNAGE. — SUBORNATION. — ACCESSOIRE.

Le crime de subornation de témoins ne peut exister qu'autant que le faux témoignage a été réellement porté, et que son existence est légalement prouvée (1). (C. pén., 365.)

(1) Le fait d'avoir engagé des témoins à faire de fausses dépositions ne constitue pas par lui-même la subornation dans le sens légal; il faut, en outre, que le faux témoignage ait été consommé; jusque-là les manœuvres, coupables sans doute aux yeux

En conséquence, quoique l'accusé de subornation ait été reconnu par le jury comme ayant engagé des témoins à déposer d'un fait faux, il ne peut intervenir contre lui de condamnation si les accusés de faux témoignage ont été acquittés, sans que le jury se soit prononcé sur l'existence et la fausseté de leurs dépositions (2). (Ibid.)

ARRÊT.

• LA COUR. — Vu les art. 362, 1^{er} alinéa, et 365, C. pén.; — Attendu que la subornation de témoins n'est qu'un fait de complicité du crime de faux témoignage, bien qu'il puisse être perpétré par des moyens autres que ceux spécifiés en l'art. 60, C. pén., c'est-à-dire sans qu'il y ait eu dons ou promesses; que cette assimilation résulte de l'identité de peine prononcée par l'art. 365, du même Code, avec celle établie par l'art. 362, contre le faux témoin;

• Que ce crime de subornation ne peut donc exister que lorsque le faux témoignage a été porté;

• Que, si l'acquiescement des individus accusés de faux témoignages, qui a pu résulter du défaut d'intention criminelle qui a suffi pour déterminer la non-culpabilité de ces accusés, ne fait pas absolument obstacle à la culpabilité de celui qui est accusé de subornation, il faut au moins, pour que la condamnation repose sur une base légale, que le jury soit interrogé et qu'il réponde affirmativement sur l'existence de la déposition, en même temps que sur la fausseté du fait soumis à un débat judiciaire; — Que rien ne peut suppléer à cette affirmation pour établir la certitude judiciaire;

• Et attendu que, dans l'espèce, cette affirmation ne peut résulter de la première déclaration du jury, sur la question relative aux quatre individus accusés de s'être rendus coupables de faux témoignage, en matière correctionnelle, en faveur de Nicolas Ferrey, puisque cette déclaration négative ne fait pas connaître si elle a été déterminée par l'existence du faux témoignage, ou seulement par le défaut d'intention criminelle des accusés;

• Attendu qu'elle ne résulte pas davantage de la seconde réponse affirmative du jury, sur la question de savoir si Ferrey avait engagé lesdits témoins à déposer à l'audience; que Ferrey, à un jour déterminé, ne portait pas de mensurations, tandis que ce fait était faux, et s'était ainsi rendu coupable de subornation de témoins en matière correctionnelle, puisqu'il est incertain si la déposition fautive a été consommée en faveur de Ferrey, et si le jury n'a pas attaché la criminalité de la subornation au seul fait d'avoir engagé les témoins à se parjurer;

• D'où il suit que la condamnation prononcée contre le demandeur, par application de l'article 365, C. pén., manque de base certaine;

• Mais attendu que l'arrêt de la chambre d'ac-

de la morale, n'ont point encore produit l'effet que la loi a voulu punir. — *J. conf. Cass.*, 9 mars 1860, 4 déc. 1812, 15 fév. 1813, 26 avril 1816, 20 août 1819, 16 nov. 1821 et 14 sept. 1826.

(2) *J. conf. Cass.*, 30 sept. 1826 et 8 juill. 1839.

cussion avait été la Cour d'assises de la question de savoir si le faux témoignage avait été réellement porté; d'où il suit que la question posée après la solution négative de la question relative aux individus accusés de ce faux témoignage sur la subornation était insuffisante, et que sa solution incomplète n'a pas purgé l'accusation;

« Casse la question posée au jury relative à Nicolas Ferrey, la réponse du jury, et l'arrêt de condamnation rendu par la Cour d'assises du département de l'Aube le 26 août dernier. »

Du 15 sept. 1856. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — PROCÈS-VERBAL. — DÉCLARATION. — LECTURE.

Il doit, à peine de nullité, être donné lecture par le greffier de la déclaration du jury en présence de l'accusé, après que le président des assises l'a fait comparaitre (1). (C. crim., 337 et 372.)

On ne saurait conclure qu'il y a eu lecture de cette déclaration, par cela que, le ministère public ayant fait des réquisitions, l'accusé y aurait répondu.

En pareil cas, la nullité frappe non-seulement l'arrêt de condamnation, mais encore la déclaration du jury elle-même.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 357 et 372, Code crim.; — Attendu qu'aux termes du second de ces articles, toute formalité non constatée par le procès-verbal est légalement présumée avoir été omise; — Attendu qu'aux termes de l'art. 357, le greffier doit lire en présence de l'accusé la déclaration du jury, après que le président des assises l'a fait comparaitre;

Attendu que cette lecture est essentielle à l'exercice du droit de défense, et que les réquisitions du ministère public ne sauraient en tenir lieu; qu'il n'est pas non plus exact de conclure du fait que l'accusé a répondu à ces réquisitions qu'il ait nécessairement eu lecture de ladite déclaration; qu'ainsi les énonciations du procès-verbal, telles qu'elles ont eu lieu dans l'espèce, n'ont pas couvert la nullité résultant de l'observation dudit art. 357;

« Attendu que cette nullité n'affecte pas seulement l'arrêt intervenu sur ladite déclaration, mais aussi la déclaration elle-même, puisque, d'une part, la lecture dont il s'agit doit avoir lieu en présence des jurés qui l'ont émise, et que, d'autre part, la faculté qu'a l'accusé d'élever contre cette déclaration, en sa forme et en sa substance, des difficultés qui nécessiteraient le renvoi du jury dans sa chambre, pour en délibé-

rer, ne pourrait plus recevoir son exécution;

« Par ces motifs, casse et annule l'arrêt rendu, le 19 août 1856, par la Cour d'assises du département de la Seine, entre Charles-François Deranssiard, ensemble la déclaration rendue par le jury à son égard, etc. »

Du 15 sept. 1856. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — ÂGE. — DISCERNEMENT.

Lorsque l'accusé se prétend âgé de moins de seize ans, il appartient exclusivement à la Cour d'assises de prononcer sur son âge (2). (C. crim., 340.)

En conséquence est nulle la déclaration du jury portant sur l'âge de l'accusé. (Ibid.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que le Code d'instruction criminelle énumère toutes les questions qui doivent être soumises au jury, et qu'il ne comprend pas dans cette énumération la question relative à l'âge de l'accusé; — Attendu que, dans l'ordre progressif des débats devant la Cour d'assises, lorsque cette question se présente, elle doit être jugée préalablement à toute position de questions au jury, puisque de sa solution dépend le point de savoir s'il y a lieu de poser au jury la question de discernement, dans le cas prévu par l'art. 340, C. crim.; que, par conséquent, c'est à la Cour d'assises qu'il appartient exclusivement de prononcer sur l'âge de l'accusé qui se prétend âgé de moins de seize ans;

« Attendu, néanmoins, que, contrairement à ces principes, la Cour d'assises du département de la Corse, en l'absence de toute preuve ou document sur l'âge de Ange-Marie Roghi, et sur l'articulation de cet accusé qu'il était âgé de moins de seize ans, au lieu de résoudre elle-même cette difficulté, dont le jugement lui appartenait, a posé au jury, qui l'a résolu négativement, une question ainsi conçue : « Ledit accusé Roghi était-il âgé de moins de seize ans au moment du crime? » — Attendu qu'en procédant ainsi, la Cour d'assises a formellement violé les règles de la compétence; — Vu l'article 408, C. crim., casse, etc. »

Du 16 sept. 1856. — Ch. crim.

RÈGLEMENT DE POLICE. — ÉTALAGE DE MARCHANDISES. — COLPORTAGE.

Le règlement de police qui défend à tous marchands autres que ceux qui sont propriétaires ou locataires de magasins dans la ville d'établir des marchandises ailleurs que sur une place déterminée est pris dans la

le jury soit mis à même d'apprécier, d'une part, l'existence matérielle du fait incriminé, et, de l'autre, la culpabilité intentionnelle de l'accusé, d'après son âge. Pour poser au jury la question du discernement, il faut nécessairement que l'âge de l'accusé s'y trouve exprimé; or c'est la Cour, par l'organe de son président, qui est chargée de ce soin; c'est donc elle aussi qui a dû préalablement rechercher et constater l'âge de l'accusé.

(1) P. conf. Cass., 4 avril 1839. — Sous le Code du 3 brum. an 4. Voy. Cass., 13 flor. an 12.

(2) Cette solution nous paraît devoir faire jurisprudence. En effet, vainement voudrait-on attribuer au jury la détermination de l'âge de l'accusé comme circonstance constitutive du crime; car il s'agit ici d'un fait entièrement étranger à la perpétration du crime, et qui n'a d'influence que pour l'application de la peine, exclusivement réservée à la Cour d'assises. Tout ce que la loi exige, c'est que

exercice des attributions municipales, et, à ce titre, obligatoire.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 3, n° 1^{er}, tit. 11, de la loi des 16-24 août 1790, et 46, tit. 1^{er}, de celle des 19-22 juill. 1791; l'art. 1^{er} de l'arrêté de police émané du maire de Mirepoix, en date du 15 mai 1835; — Attendu, en droit, que l'article 1^{er} de l'arrêté précité ne permet d'étaler des marchandises ailleurs que sur la grande place de Mirepoix qu'aux marchands qui sont propriétaires ou locataires de magasins de cette ville; — Qu'il n'est nullement prouvé que le prévenu se trouve dans l'une ou l'autre de ces deux exceptions; — D'où il résulte qu'en se déclarant néanmoins incompétent pour statuer sur l'action exercée contre lui, comme contrevenant à l'article dont il s'agit, le jugement dénoncé a commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées et des règles de compétence, — Casse, etc. »

Du 17 sept. 1836. — Ch. crim.

TÉMOIN. — PRÉSENCE AUX DÉBATS.

Lorsqu'un témoin a été valablement assigné, et que ses nom, profession et demeure ont été notifiés à l'accusé, son témoignage est acquis tant à l'accusation qu'à la défense. (C. crim., 315 et 317.)

L'individu ainsi assigné ne peut perdre la qualité de témoin qu'autant qu'une incapacité légale lui surviendrait; cette incapacité n'existe pas alors que le témoin ne s'est présenté qu'après l'ouverture des débats et alors que l'interrogatoire de l'accusé était déjà commencé.

Est nul, en conséquence, l'arrêt de condamnation, si, dans ce cas, le témoin a été entendu sans prestation de serment et à titre de renseignement (1).

La Cour peut seulement condamner le témoin à l'amende.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu le procès-verbal de la séance qui constate, en fait, que Jeannot, inscrit sur la liste des témoins à charge cités par le ministère public, et dont les nom, profession et résidence avaient été dûment notifiés, ne s'était présenté à la séance qu'après l'interrogatoire de l'accusé commencé, et que le président, ayant décidé que, par cet unique motif, le témoin ne pouvait plus déposer avec prestation de serment, l'avait seulement fait entendre à titre de simple renseignement, en vertu de son pouvoir discrétionnaire; — Vu aussi les art. 315, 317, 369, et 408, C. crim., et attendu, en droit, qu'il résulte de ces articles combinés, que lorsqu'un témoin a été inscrit sur la liste des témoins qui doivent être entendus, et que ses nom, profession et résidence ont été dûment notifiés à cet effet, il est, comme tous les autres, acquis tant à l'accusation qu'à la défense; que, dès ce moment, il ne peut plus perdre sa qualité de témoin qu'au-

tant qu'une incapacité légale lui surviendrait ensuite; que, dans le cas même où il vient se présenter après la séance commencée, son absence momentanée de l'audience ne peut lui faire perdre la qualité de témoin que lui avait imprimée la citation; que le seul droit que cette absence momentanée donne à la Cour d'assises est de prononcer contre le témoin retardataire la peine de la loi, mais qu'elle ne peut jamais autoriser sa radiation de la liste des témoins, sous le prétexte d'une incapacité qui n'y est attachée par aucune loi;

» Que, par conséquent, lorsque, dans l'espèce, le témoin s'est présenté pour déposer, il aurait dû être entendu sous la foi du serment, et non pas seulement à titre de simple renseignement; d'où il suit qu'en l'entendant en vertu de son pouvoir discrétionnaire et sans serment, le président de la Cour d'assises a excédé les pouvoirs qui lui étaient attribués par l'art. 369, C. crim., et fausement appliqué et, par suite, violé les art. 315 et 317 du même Code, — Casse, etc. »

Du 17 sept. 1836. — Ch. crim.

ESCROQUERIE. — CARACTÈRE. — PRÉT. — USURPATION DE QUALITÉ.

L'usurpation d'une fausse qualité à l'aide de laquelle un individu se fait remettre des objets qu'il s'approprie constitue une escroquerie (2).

Il y a lieu en conséquence de condamner aux peines portées à l'art. 405 du Code pénal celui qui, pour inspirer confiance à la personne qu'il veut spolier, prend le titre de frère d'une femme qui a des rapports avec celle-ci; il y a également lieu à condamnation contre la femme qui a déterminé la remise des objets en faisant croire à l'existence d'une parenté imaginaire.

La fille Esther présente, dans le courant de 1834, à la veuve Mohammed-Bent-Avis, sa maîtresse, dont elle avait la confiance, un juif nommé Mesrich, qu'elle disait être son frère. La fille Esther demanda, peu de temps après, à emprunter les bijoux de sa maîtresse pour en parer l'une de ses nièces, qui, suivant elle, devait aller à la noce. Ces bijoux lui furent promis pour le lendemain; Mesrich vient les demander au nom de la fille Esther, les obtint et en disposa à son profit.

Plainte de la part de la veuve Mohammed-Bent-Avis, par suite de laquelle le tribunal correctionnel d'Alger condamna Esther et Mesrich chacun à treize mois de prison, comme coupables du délit d'escroquerie.

Sur l'appel, jugement du tribunal supérieur d'Alger en date du 24 janv. 1835, qui infirme la décision des premiers juges: — Attendu que le fait principal est un prêt; que peu importe la conduite de la femme Esther, soit du juif Mesrich, postérieurement au prêt des bijoux; que les caractères et la nature de ce contrat n'ont pu en recevoir atteinte; qu'elle ne fait que dévoiler la turpitude dudit juif Mesrich et de la femme

(1) *J. conf. Cass.*, 6 fév. 1832 et 17 sept. 1834.

(2) *J. Chauveau, Th. du Code pén.*, t. 4, p. 102.

Esther; qu'au fond, il ne s'agit que d'une action immorale et indélicatement concertée entre deux individus, mais qui n'est prévue ni qualifiée par aucune loi pénale. »

POURVOI du ministère public.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 405, C. pén.; — Attendu que le jugement attaqué déclare que la conduite soit de la femme Esther, soit du juif Mouchi-Mesrich, relativement au prêt des bijoux de la dame Rosa, veuve Mohammed-Bent-Avis, ou autrement Rosa Bent-Kalil-Kodja, n'a fait que dévoiler la turpitude de ce juif et de la femme Esther; qu'au fond, il s'agit d'une action immorale et indélicatement concertée entre ces deux individus; »

« Que cette déclaration, publiée par un tribunal français, au milieu de la population indigène, impose à la Cour le devoir de vérifier s'il est vrai, comme l'a proclamé le jugement attaqué, que cette action n'est prévue ni qualifiée par aucune loi pénale, et à en rechercher la nature et les circonstances; »

« Attendu que, le 12 sept. 1835, Esther, qui fréquentait la maison de la veuve Mohammed, a demandé à celle-ci ses diamants pour en parer une de ses nièces, à une noce, et lui a présenté le juif Mesrich comme son frère pour lui proposer l'achat de deux bagues et d'une montre; que, le lendemain, Esther ne se présente point pour prendre les diamants que la veuve Mohammed avait consenti à lui prêter, mais fit présenter à sa place Mesrich, es-main duquel, après quelque hésitation, la veuve Mohammed consentit à remettre les diamants qui sont l'objet de la plainte en escroquerie, Mesrich ayant eu soin de se présenter avec les mêmes bijoux que la veille; »

« Attendu que le concours dans une action indélicatement et immorale, imputée par le jugement attaqué à la femme Esther et à Mesrich, et la qualification de turpitude que ce jugement attribue à leur conduite, s'appliquent aux faits qui viennent d'être rappelés, et constituent la fraude et les manœuvres qui ont déterminé la remise des diamants contre la volonté libre et spontanée de la veuve Mohammed; que les raisonnements à l'aide desquels le jugement attaqué a expliqué la démarche secondaire de Mesrich lors de la délivrance des diamants et son influence sur la détermination de la veuve Mohammed ne détruisant pas l'insurpation de qualité ni l'intention frauduleuse qui a présidé au concert dont le jugement attaqué déclare Esther et Mesrich convaincus par les débats; »

« Attendu, dès lors, que ces faits rentrent dans l'application de l'art. 405, C. pén., et qu'en se refusant à prononcer la peine que cet article établit, le tribunal supérieur d'Alger a faussement interprété et a violé ledit article, et par suite l'art. 413, C. crim., — Cassé, etc. »

Du 17 sept. 1836. — Ch. crim.

CHAMBRE D'ACCUSATION. — QUALIFICATION. — BARATERIE. — DÉCLARATION. — FAUX TÉMOIGNAGE. — MOTIFS. — DISPOSITION.

Lorsque l'ordonnance de la chambre du conseil n'a pas donné aux faits imputés au prévenu les qualifications qui leur appartiennent d'après la loi pénale, la Cour royale, chambre d'accusation, doit, même d'office et indépendamment des réquisitions du ministère public, régulariser et compléter ces qualifications (C. crim., 221 et 231.)

La loi du 10 avril 1825, tit. 8, art. 11, est applicable à celui qui, sans être capitaine, maître patron ou pilote, a été momentanément appelé à en remplir les fonctions et les devoirs, et s'est, dans de telles circonstances, rendu coupable du crime de baraterie prévu et puni par cet article.

La fausse déclaration faite sous la foi du serment par des hommes de l'équipage d'un vaisseau naufragé, devant le juge auquel le capitaine fait son rapport sur le naufrage du bâtiment, porte le caractère d'un faux témoignage en matière civile (1). (C. pén., 364.)

Doit être ensé l'arrêt de la chambre d'accusation, statuant sur l'opposition du ministère public à une ordonnance de la chambre du conseil, lorsque les motifs de cet arrêt tendent à écarter l'un des chefs de prévention contenus dans cette ordonnance, et que cependant le dispositif ne maintient dans son intégralité (2). (C. crim., 229.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 221, 223, 231, 408 et 416, C. crim.; 11, tit. 2, L. 10 avril 1825, et 363, C. pén.; — Attendu que les art. 221 et 231, C. crim., veulent que, dans les cas prévus par les art. 133 et 135 du même Code, les Cours royales, chambre des mises en accusation, examinent s'il existe contre le prévenu des preuves ou des indices d'un fait qualifié crime par la loi, et qu'elles ordonnent son renvoi aux assises si elles trouvent des charges suffisantes pour motiver la mise en accusation; qu'il en résulte que cet examen doit embrasser tous les faits sur lesquels a porté l'instruction; qu'ils doivent être considérés sous toutes leurs faces, et que, si, devant les premiers juges, ils n'ont point reçu toutes les qualifications qui leur appartiennent d'après la loi pénale, la chambre d'accusation doit, même d'office, et indépendamment des réquisitions du ministère public, régulariser et compléter ces qualifications; — Qu'ainsi, dans l'espèce, le renvoi des pièces de la procédure au procureur général, son rapport, ses réquisitions et l'opposition du procureur du roi près le tribunal de Marennes, soumettaient à l'examen de la Cour de Poitiers, chambre d'accusation, la généralité des faits imputés à Comprou et Desburdes; qu'elle devait donc rechercher si l'instruction fournissait des indices suffisants d'un ou de plusieurs faits qualifiés crimes par la loi; qu'elle devait en déterminer soigneuse-

(1) *J. Brux.*, 3 mars 1819.

(2) Cependant on ne se pourvoit pas en cassation contre les motifs d'un arrêt ou jugement. La con-

tradiction qui peut exister entre les motifs et le dispositif n'est pas une cause de nullité.

ment la nature, assigner à chacun sa qualification spéciale, et, si les premiers juges avaient omis de le faire, réparer cette omission; — Et attendu 1^{er} que l'art. 11, tit. 2, L. 10 avril 1825, punit d'une peine afflictive et infamante tout capitaine, maître, patron ou pilote, chargé de la conduite d'un navire ou autre bâtiment de commerce, qui, volontairement et dans une intention frauduleuse, le ferait périr par des moyens quelconques; que l'indication de la qualité de la personne chargée de la conduite du bâtiment ne doit pas être considérée comme limitative, en ce sens que la qualité de capitaine, maître, patron ou pilote, soit toujours une condition nécessaire pour que le crime de baraterie devienne punissable; que cet article a essentiellement pour but d'atteindre celui qui, abusant de l'autorité dont il est investi, ou trahissant la confiance dont il est dépositaire, consomme volontairement et dans des vues criminelles la perte du bâtiment remis à sa garde; qu'il suit de là que la disposition de l'art. 11 est applicable à celui qui, sans être revêtu du titre de capitaine, maître, patron ou pilote, aurait été momentanément appelé à en remplir les fonctions et les devoirs, et se serait, dans de telles circonstances, rendu coupable du crime prévu par ledit article; — Attendu que l'arrêt dénoncé constate en fait qu'il résulte de la procédure que le *chasse-marin le Trident*, appartenant pour moitié à François Coupron (de Méhers), employé à bord en qualité de matelot, et pour l'autre moitié à Elie Joux, constructeur à Royan, parti de Bordeaux le 28 avril 1835, sous le commandement du capitaine Gourbaies, avec un chargement de vin et d'eau-de-vie pour le compte de divers négociants, et à la destination de Nantes, et qu'après une relâche de plusieurs jours à Méhers, où le capitaine mourut, et où ledit Coupron, aidé de Desbordes, autre matelot, débarqua une certaine quantité de marchandises, qu'il détourna à son profit, le bâtiment reprit la mer, commandé par un autre patron, le nommé Chauvet; — Que, dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin, à la hauteur de Chafféray, et pendant que Chauvet prenait du repos dans la chambre, Coupron, qui faisait le quart, et avait dans le moment la conduite du bâtiment, ouvrit une vane d'eau qu'il avait préparée d'avance dans le dessein de le faire périr, que la submersion suivit de près, et que Coupron, qui avait fait assurer le bâtiment, en a touché la valeur, réduite, par composition amiable, à la somme de 5,500 fr.; — Attendu que ces faits constituaient le crime de baraterie, prévu et puni par l'art. 11, tit. 2, L. 10 avril 1825; que la chambre des mises en accusation devait leur donner cette qualification, et qu'en ne le faisant pas, elle a violé les art. 221 et 251, C. crim., et méconnu les règles de la compétence; — Attendu 2^o que le capitaine qui a fait naufrage doit, aux termes des art. 246 et 247, C. comm., se présenter devant le juge du lieu pour y faire son rapport et le faire vérifier par les gens de l'équipage dont l'interrogatoire est reçu par le juge; que ce rapport ainsi vérifié a foi en justice, et ne peut être détruit que par des preuves

contraires; qu'il forme ainsi le premier élément de preuve, soit pour régler les conséquences de la responsabilité du capitaine, soit pour déterminer les droits et les obligations des assureurs et des propriétaires du bâtiment naufragé, des expéditeurs et destinataires des marchandises qui ont composé son chargement; — Attendu que les faits contenus dans le rapport du patron Chauvet devant le président du tribunal de commerce de la Rochelle sont en opposition manifeste avec ceux que l'arrêt attaqué déclare être le résultat de la procédure; que cependant ils ont été affirmés sincères et véritables par Coupron et Desbordes, sous la foi du serment; que cette déclaration porterait donc le caractère d'un faux témoignage en matière civile; que néanmoins la chambre d'accusation a omis de leur donner cette qualification; en quoi elle a violé tout à la fois les art. 221 et 251, C. crim., l'art. 365, C. pén., et les règles de la compétence; — En ce qui touche la prévention d'escroquerie: — Attendu que, si l'ordonnance de prise de corps décernée par le tribunal de première instance de Marennes ne mentionne que le crime de soustraction frauduleuse qui aurait été commis à bord du *chasse-marin le Trident*, par Coupron et Desbordes, l'ordonnance de cette chambre les avait mis en prévention, tant pour ce vol que pour ce délit d'escroquerie; que le procureur du roi avait formé opposition à cette ordonnance, parce que, selon lui, les faits résultant de l'instruction ne présentaient pas les caractères de l'escroquerie, tels qu'ils sont spécifiés par l'art. 405, C. pén.; — Que les considérants de l'arrêt dénoncé, relativement à ce chef de prévention, tendant à l'écarter par le même motif, devaient avoir pour conséquence nécessaire la réformation, en cette partie, de l'ordonnance de la chambre du conseil; qu'au lieu de le prononcer ainsi, cet arrêt a laissé subsister ladite ordonnance et rejeté l'opposition du procureur du roi; qu'il en résulte une contradiction formelle entre les motifs et le dispositif de l'arrêt attaqué, et de plus une violation manifeste de l'article 229, C. crim.: — Par ces motifs, maintenant la disposition de l'arrêt rendu par la Cour de Poitiers, chambre des mises en accusation, le 28 juillet 1836, qui renvoie Coupron et Desbordes devant la Cour d'assises du département de la Charente-Inférieure, sous la prévention de soustraction frauduleuse commise à bord du navire *le Trident*, — Casse, pour le surplus, etc.

Du 17 sept. 1836. — Ch. crim.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — DÉSŒTUDE. — EXCUSE. — PIÈCES D'ARTIFICE.

Celui qui a contrevenu à un arrêté municipal portant défense de tirer des artifices ou des coups de feu dans l'intérieur de la ville ne peut être excusé sur le motif que l'usage longtemps toléré de tirer des artifices a pu lui faire croire que cette disposition était

tombée en désuétude (1). (G. crim., 161; Code pén., 65 et 471, no 15.)

Du 22 sept. 1836. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — AGG. — QUESTION DE DROIT. — ATTENTAT AUX MŒURS.

La question de savoir si l'auteur d'un attentat à la pudeur sur une fille de moins de quinze ans avait autorité sur celle-ci est une question de droit, qui ne doit pas être posée au jury, et que la Cour seule doit résoudre (2). (C. pén., 332 et 333.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que parmi les questions posées au jury se trouve celle de savoir si l'accusé avait autorité sur la jeune fille, victime du crime, et que cette question, résolue affirmativement, a emporté une aggravation de peine, d'après l'art. 333, C. pén.; — Attendu que cette question, étant une question de droit, ne pouvait être résolue que par la Cour d'assises, et non par le jury, qui était incompétent à cet égard; — Attendu que, dès lors, cette question a été irrégulièrement posée et incompétemment résolue, et n'a pu servir de base légale à la condamnation prononcée contre le demandeur; — Casse, etc. »

Du 22 sept. 1836. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — EXCUS. — PROVOCATION.

Lorsque l'individu accusé d'homicide volontaire demande formellement que la question de savoir s'il a été provoqué par des coups et violences graves soit posée au jury, cette question doit, à peine de nullité, être posée (3). (C. pén., 321; C. crim., 339.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que Jean-Marie Cheval, demandeur en cassation, était accusé et qu'il a été condamné comme coupable d'homicide volontaire avec préméditation;

« Attendu qu'il résulte de l'art. 321, C. pén., que le meurtre est excusable s'il a été provoqué par des coups ou violences graves envers les personnes; d'où il suit que la provocation était une excuse légale, et qu'ayant été formellement proposée par l'accusé, la question y relative devait être, à peine de nullité, posée au jury, d'après l'art. 339, C. crim.;

« Attendu que, dès lors, en refusant de poser cette question au jury, la Cour d'assises a violé l'art. 339 précité, combiné avec l'art. 521, Code pén., — Casse, etc. »

Du 22 sept. 1836. — Ch. crim.

FRAIS. — ACQUITTANT. — DISCERNEMENT.

L'accusé, déclaré coupable, mais reconnu en même temps pour avoir agi sans discernement, doit être condamné aux frais (4). (Code pén., 66; C. crim., 368.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 66, C. pén., 368, C. crim., et l'art. 1382, C. civ.; — Attendu que Bernard Othagaray ayant été déclaré coupable, mais sans discernement, la Cour d'assises, usant de la faculté que lui donnait l'art. 66, C. pén., a ordonné qu'il serait remis à ses parents, et l'a acquitté, selon ledit article, de l'accusation enfreinte par lui portée;

« Attendu que l'art. 368, C. crim., dispose que l'accusé qui succombera sera condamné aux dépens; — Attendu que, par ces mots, l'accusé qui succombe, il faut entendre celui à l'égard duquel le jury déclare constants les faits qui lui sont imputés; qu'en effet, la circonstance de l'âge et du défaut de discernement, tout en donnant à la Cour d'assises la possibilité de dispenser l'accusé de la peine, n'efface que quant à la peine la conséquence des faits déclarés, et laisse subsister l'obligation de payer les dépens qui ont été causés par le fait dont il est déclaré l'auteur;

« Attendu que la conséquence pénale de ce fait subsiste toujours, au moins éventuellement, puisque la Cour d'assises a la faculté de soumettre l'individu acquitté par défaut de discernement à un emprisonnement correctionnel;

« Attendu que, dès lors, la Cour d'assises devait condamner, dans tous les cas, Bernard Othagaray aux dépens du procès, et qu'en ne le faisant pas, ladite Cour a violé l'art. 368, Code crim., — Casse, etc. »

Du 22 sept. 1836. — Ch. crim.

POURVOI. — DÉFAUT DE NOTIFICATION. — DÉCHÉANCE.

Le défaut de notification du pourvoi dans les délais fixés par l'art. 418, C. crim., n'opère pas la déchéance de ce pourvoi; il ouvre seulement la voie de l'opposition contre l'arrêt de la Cour de cassation.

L'art. 367, C. proc., relatif à la péremption, n'est pas applicable aux matières criminelles. (C. crim., 637 et 638.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'en exécution de son arrêt du 6 août de nier, il est constaté que le demandeur de Tinan (Alfred) est depuis trois ans inconnu aux autorités locales; — Que le défaut de notification du pourvoi dans les délais fixés par l'art. 418, C. crim., n'opère pas de déchéance de ce pourvoi, et ouvre seulement au défendeur la voie de l'opposition si ce pourvoi est accueilli; — Attendu que la péremption établie par l'art. 367, C. civ., n'est pas applicable aux matières criminelles; — Et que la prescription éta-

(1) P. conf. Cass., 6 août 1836.

(2) Jurisprudence constante. — P. conf. Cass., 25 mars 1830 et 4 avril 1833. — Jugé aussi que le jury doit être interrogé sur l'âge de la victime de l'attentat. — Cass., 1^{er} oct. 1834; — Sic Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 1, p. 312.

(3) P. conf. Cass., 14 déc. 1833, 15 mai 1834, 1^{er} oct. et 12 nov. 1835.

(4) Mais voy. Brux., Cass., 31 mars 1838.

nie par l'art. 640, C. crim., n'est pas applicable à l'espèce; — Déclare qu'il y a lieu de statuer sur le présent pourvoi, etc. »

Du 25 sept. 1836. — Ch. crim.

MAGISTRAT. — CHAMBRE DU CONSEIL. — RAPPORT. — MISE EN JUGEMENT.

Lorsqu'une instruction criminelle a été faite par un magistrat désigné en vertu de l'article 480, C. crim., contre un des fonctionnaires publics spécifiés dans l'art. 479 du même Code, à raison d'un crime commis hors de ses fonctions, c'est devant la chambre du conseil que le rapport doit être fait, parce que c'est à ce tribunal qu'il appartient de statuer sur la prévention.

La désignation faite par le premier président de la Cour royale du magistrat qui a fait l'instruction ne constitue pas, dans ce cas, une délégation de pouvoir qui puisse apporter une dérogation à la marche ultérieure de l'instruction et aux règles ordinaires de compétence (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, sur la plainte en spoliation de la succession du curé Chauvin, portée par la demoiselle Clochart contre Doreau, suppléant du juge de paix de Chauvigny, le premier président de la Cour de Poitiers, et le procureur général près ladite Cour, avaient désigné pour procéder à l'information sur cette plainte, conformément à l'art. 480, C. crim., savoir : le premier président, le président du tribunal de première instance de Montmorillon, le procureur général, et le substitut du procureur du roi près le même tribunal; que l'information ayant eu lieu en conséquence de ces désignations et se trouvant terminée, le ministère public a requis que ce rapport fût fait à la chambre du conseil du tribunal de Montmorillon; — Attendu que le président de ce tribunal a rendu, sur ce réquisitoire, une ordonnance portant qu'il n'avait ni pouvoir ni qualité pour faire à la chambre du conseil le rapport de l'affaire par lui instruite, sur la désignation du premier président de la Cour de Poitiers; que, sur l'opposition formée par le ministère public à cette ordonnance, la chambre des mises en accusation de la Cour de Poitiers a rendu, le 27 fév. 1835, un arrêt qui a annulé l'ordonnance par laquelle le président du tribunal de Montmorillon s'était déclaré incompétent, et que cet arrêt a renvoyé l'affaire au tribunal de Montmorillon pour y être fait rapport de l'instruction à la chambre du conseil, conformément à la loi; — Attendu que, nonobstant le renvoi prononcé par ledit arrêt, le tribunal de Montmorillon a rendu, le 24 mars 1835, une ordonnance en la chambre du conseil par laquelle il s'est déclaré incompétent pour entendre le rapport de l'instruction dont il s'agit; — Attendu que de la contrariété qui existe entre ladite ordonnance, aujourd'hui

passée en force de chose jugée, et l'arrêt de la chambre des mises en accusation de la Cour de Poitiers, il résulte un conflit négatif qui interrompt le cours de la justice, qu'il importe de rétablir;

« Vu les art. 525 et suiv., C. crim., sur les règlements de juges; vu pareillement l'art. 480 dudit Code; — Attendu que, lorsqu'une instruction criminelle a été faite par un magistrat désigné à cet effet en vertu de l'art. 480, C. crim., contre un des fonctionnaires publics spécifiés dans l'art. 479 du même Code, à raison de crimes commis hors de ses fonctions, c'est devant la chambre du conseil du tribunal auquel appartient le magistrat instructeur que le rapport de l'affaire par lui instruite doit être fait, parce que c'est aussi à ce tribunal qu'il appartient de statuer sur la prévention; — Attendu que la désignation faite par le premier président d'une Cour royale de la personne d'un magistrat à l'effet de procéder à l'instruction d'une affaire, dans les cas prévus par l'art. 480, C. crim., n'est point une délégation de pouvoir qui déroge pour la suite et la marche ultérieure de l'instruction aux règles ordinaires de la compétence, — Renvoie les inculpés Doreau et fille Elisa Gênois, devant le tribunal de première instance de Poitiers, pour être, par le juge d'instruction dudit tribunal, fait rapport à la chambre du conseil, et par ledit tribunal de première instance de Poitiers, statué sur ladite instruction conformément à la loi, etc. »

Du 25 sept. 1836. — Ch. crim.

TÉMOIN. — RENSEIGNEMENT. — TRIBUNAL DE POLICE.

Le droit d'entendre des témoins sans prestation de serment et à titre de renseignement, accordé par la loi aux présidents des Cours d'assises, est un droit exceptionnel qui ne saurait s'étendre au juge d'un tribunal de simple police (2). (C. crim., 155 et 269.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 155, C. crim.; — Attendu, en droit, que tous les témoins entendus en justice doivent, à peine de nullité de l'instruction, prêter le serment prescrit par la loi; que l'exception établie à cette règle générale par l'art. 269 du Code précité, qui autorise les présidents des Cours d'assises à ne recevoir des déclarations de témoins qu'à titre de renseignement, en vertu du pouvoir discrétionnaire dont ils sont investis, est nécessairement limitative et ne peut s'étendre aux juges de simple police;

« D'où il suit, dans l'espèce, qu'en ordonnant que le garde champêtre, dont il avait précédemment jugé l'audition nécessaire, serait entendu sans prestation de serment, et seulement à titre de renseignement, le tribunal de simple police de Charleville a faussement appliqué ledit arti-

(1) P. conf. Cass., 14 nov. 1835; — Legraverend, t. 1, p. 353, n° 180. — Contra Carnot, t. 3, p. 366.

(2) Jugé que les présidents des tribunaux cor-

rectionnels ne peuvent non plus entendre les témoins en vertu du pouvoir discrétionnaire. — P. Cass., 24 mai 1835 et Brux. Cass., 28 déc. 1837.

cle 269, et en outre, tout ensemble, un excès de pouvoir et une violation expresse de la disposition ci-dessus visée. — Casse, etc. »

Du 25 sept. 1856. — Ch. crim.

POSTE AUX LETTRES. — VOITURIER. — FEMME. — PERQUISITION.

Les femmes des conducteurs de voitures publiques, voyageant avec leurs maris, ne peuvent être assimilées à de simples voyageurs en ce qui touche les contraventions aux lois sur le transport des lettres et paquets dont le port est exclusivement confié à l'administration des postes; mais elles doivent être considérées à cet égard comme participant de droit au service et à la conduite des voitures de leurs maris, encore que leur participation de fait ne soit pas établie. (Ar. 27 prair. an 9, art. 1, 3 et 5.)

En conséquence elles sont assujetties aux perquisitions autorisées sur les messagers et pécuniers pour la recherche de ces contraventions. (Ibid.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la femme voyageant dans la voiture de son mari, conducteur de voitures publiques, ne peut être assimilée à un simple voyageur, mais qu'elle doit être considérée comme participant au service et à la conduite de la voiture de son mari; d'où il suit qu'en cette qualité, elle doit être assujettie aux perquisitions et saisies autorisées par l'art. 3 de l'arrêté des consuls du 27 prair. an 9, sur la personne et dans la voiture des messagers ou autres conducteurs de voitures publiques;

« Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier, dressé, le 16 avril 1856, par deux gendarmes à la résidence de Châteauroux, que ledit jour, Madeleine Pinault, femme Torsel, patachier demeurant à Saint-Gaultier, allait de Châteauroux à Saint-Gaultier, a été requise de soufre la perquisition de toutes les correspondances, lettres et journaux dont elle pourrait être chargée, en contravention aux lois, et au préjudice des droits du trésor public; que par suite de cette perquisition, il s'est trouvé que ladite femme Torsel transportait en fraude six lettres missives adressées à divers particuliers de Saint-Gaultier;

« Attendu que l'arrêt attaqué, sans méconnaître ces faits, a cependant renvoyé la femme Torsel de la poursuite intentée contre elle à raison de cette contravention, et qu'il s'est fondé sur ce qu'il n'était pas établi que cette femme fût chargée de la conduite de la voiture de son mari, et sur ce que sa qualité de femme de cocher n'autorisait pas les perquisitions qui ont été faites sur elle, et enfin sur ce que lesdites perquisitions, ayant été faites illégalement, ne pouvaient servir de base à une poursuite ni à une condamnation;

« Attendu qu'en jugeant ainsi, l'arrêt attaqué a fausement interprété l'art. 3 de l'arrêté des consuls du 27 prair. an 9, et formellement violé les art. 1 et 5 dudit arrêté. — Casse, etc. »

Du 25 sept. 1856. — Ch. crim.

AN 1856. — 1^{re} PARTIE.

SIMPLE POLICE. — JUGEMENT. — TMOIN. — SÉMENT.

Un jugement de police correctionnelle est nul, lorsque rien ne constate dans ce jugement, ni dans aucun autre document, que les témoins, sur les dépositions desquels il a été rendu, aient prêté le serment exigé, à peine de nullité, par l'art. 155, C. crim.

Du 24 sept. 1856. — Ch. crim.

Conforme à la notice.

FAUX EN ÉCRITURE. — PÉNON. — REMPLAÇANT MILITAIRE.

Le fait, par un individu qui se présente comme remplaçant militaire, d'avoir signé d'un faux prénom l'acte de remplacement passé devant le préfet du département constitue un faux en écriture publique (1). (C. pén., 147.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vues art. 535 et suiv., C. crim., — Attendu qu'il résulte des faits relevés par les deux décisions donnant lieu au conflit, que Pierre Parsoit se serait fait admettre comme remplaçant, le 12 avril 1856, en signant du prénom de Gabriel, qui ne lui appartenait pas, un acte de remplacement passé devant le préfet du département des Deux-Sèvres, président du conseil de révision de ce département, et en produisant aussi divers certificats à lui délivrés sous le prénom de Gabriel, qu'il s'attribuait fausement, dans le but de parvenir à se faire recevoir comme remplaçant; — Attendu que ces faits ne constituaient pas seulement des manœuvres frauduleuses, mais qu'ils avaient le caractère de faux en écriture publique, puisqu'il y aurait eu, de la part de l'inculpé Parsoit, non-seulement emploi du prénom de Gabriel qui ne lui appartenait pas, mais encore signature de ce prénom dans l'acte de remplacement reçu par le préfet des Deux-Sèvres, fonctionnaire public, préposé par la loi à la réception dudit acte; d'où il suit que les faits rentraient dans ceux spécifiés en l'art. 147, C. pén., et constituaient un crime dont la connaissance ne saurait appartenir à la juridiction correctionnelle; — Par ces motifs, faisant droit sur la demande en règlement de juges, formée par le procureur général du roi près la Cour de Poitiers, sans s'arrêter à l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance de Niort, en date du 3 août 1856, laquelle sera considérée comme non avenue, — Renvoie Pierre Parsoit, devant la Cour de Poitiers, pour être, par ladite Cour statué, tant sur la prévention que sur la compétence, etc. »

Du 29 sept. 1856. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — JURÉ. — CAPACITÉ.

Il n'y a pas lieu d'annuler l'arrêt rendu par une Cour d'assises lorsque l'un des jurés portés sur la liste était frappé d'incapacité

(1) *V. conf. Cass., 1^{er} mai 1812 et 7 mars 1835, et la note.*

pour avoir été témoin lors de l'instruction, si ce juré a été récusé, et si, d'ailleurs, l'accusé n'a pas épuisé son droit de récusation (1). (C. crim., 393.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur la prétendue violation de l'art. 393 C. crim., en ce que Pagès entendu comme témoin dans l'instruction écrite, a fait partie de la liste des jurés notifiée aux accusés, et a concouru à la formation de la liste des 32 jurés, sur laquelle a été fait le tirage du jury de jugement, ce qui a limité et restreint illégalement le droit de récusation appartenant aux accusés.

« Attendu que, s'il est constant en fait que Pagès, entendu comme témoin dans l'instruction écrite, a fait partie de la liste des jurés notifiée aux accusés, et s'il a concouru à la formation de la liste des 32 jurés, sur laquelle a eu lieu le tirage des 12 jurés de jugement et de 2 jurés suppléants, dont l'adjonction avait été ordonnée par la Cour d'assises, vu la longueur présumée des débats, il résulte aussi du procès-verbal de tirage du jury de jugement que, le nom de Pagès étant sorti de l'urne, ce juré a été récusé par les accusés, qui n'ont exercé, y compris cette récusation, que 7 récusations, et n'ont point, par conséquent, épuisé leur droit de récusation, qui, sur le nombre de 32 jurés présents, pouvait s'élever à 9; d'où il suit que c'est à tort que les demandeurs prétendent qu'il a été porté atteinte à leur droit de récusation, — Rejeté, etc. »

Du 30 sept. 1856. — Ch. crim.

EMPLOYÉ DE SOUS-PRÉFECTURE. — CORRUPTION OU TENTATIVE DE CORRUPTION.

Les employés des bureaux de sous-préfectures, quelle que soit la nature des travaux qui leur sont confiés par le chef de l'administration, quelle que soit la confiance dont ils sont investis, et encore bien qu'ils ne soient personnellement dépositaires d'aucune portion des pouvoirs publics, doivent cependant être considérés comme agents d'une administration publique (2).

La tentative de corruption envers ces employés doit être en conséquence punie des peines déterminées par l'art. 179, C. pén.

Buchot, cabaretier à Mâcon, fut condamné par le tribunal correctionnel de cette ville à un mois de prison et à 100 fr. d'amende, pour avoir tenté de corrompre, à l'aide d'une somme d'argent, le secrétaire du bureau militaire de la sous-préfecture de Mâcon.

Sur l'appel interjeté par Buchot, le tribunal de Châlons-sur-Saône infirme la décision des premiers juges, en se fondant sur ce que le commis chargé par un sous-préfet du service

militaire n'était pas un agent ou préposé d'une administration publique; que, dès lors, la tentative de corruption à l'égard de ce commis ne constituait ni crime ni délit.

POURVOI du ministère public.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 177 et 179, C. pén.; — Vu l'art. 7 de l'arrêté des consuls, du 26 vent. an 8 (17 mars 1800); l'art. 8 de la loi du 28 pluv. an 8, et l'avis du conseil d'État du 18 août 1807; — Attendu que l'art. 179, C. pén., prévoit et punit le fait de celui qui aura corrompu ou tenté de corrompre un fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, un agent ou préposé d'une administration publique: — Attendu que ces mots *agent ou préposé d'une administration publique* s'appliquent aux employés des bureaux de sous-préfectures;

« Attendu, qu'en effet, les sous-préfectures sont des administrations publiques, puisque les fonctions des magistrats, investis de ces places, sont déterminées par l'art. 8 de la loi du 28 pluv. an 8, qui organise les diverses autorités administratives du territoire français; — Attendu que, si les employés des sous-préfectures sont nommés par les sous-préfets, et démissionnaires par eux à volonté, leurs traitements respectifs sont payés par les deniers publics, aux termes de l'arrêté des consuls du 26 vent. an 8, art. 7; — Attendu que l'avis du conseil d'État du 18 août 1807, relatif aux expéditions d'actes émanés des autorités administratives, classe formellement les sous-préfectures parmi ces autorités;

« Attendu qu'il importe peu que les employés des sous-préfectures ne soient personnellement dépositaires d'aucune portion des pouvoirs publics; que ce n'est pas de la nature des attributions des préposés corrompus que dépend l'application de l'art. 179, C. pén.; que, dès lors que ces individus sont attachés comme agents ou préposés à une administration constituée par la loi, la disposition pénale leur est applicable, quelle que soit la nature de la coopération que le chef de l'administration leur ait attribuée, et quelle que soit la confiance dont il les ait investis;

« Attendu que, dès lors, le jugement attaqué a refusé d'appliquer à Henri Buchot les dispositions de la loi pénale, sous prétexte que l'employé de sous-préfecture, sur lequel la tentative de corruption aurait eu lieu, ne devait pas être considéré comme agent ou préposé d'une administration publique; d'où il suit que, par là le dit jugement a faussement interprété par suite violé les art. 177 et 179, C. pén., — Casse le jugement rendu, le 19 août dernier, par le tribunal correctionnel de Châlons-sur-Saône, etc. »

Du 30 sept. 1856. — Ch. crim.

(1) *Contra*, Cass., 14 mai 1825 et 10 mars 1836.

(2) Sont considérés comme agents ou préposés d'une administration publique les secrétaires des

mairies (Cass., 17 juill. 1828); les médecins chargés d'examiner les jeunes gens appelés au recrutement de l'armée (Cass., 15 fév. 1828).

JURÉ. — DOMICILE. — NOTIFICATION. — SUPPLÉANTS. — DÉLIBÉRATION. — TITULAIRES.

La fautive indication du domicile d'un juré, sur la liste notifiée à l'accusé, n'est pas une cause de nullité, encore bien qu'il se trouve au domicile indiqué un individu du même nom, mais n'ayant point les mêmes prénoms ni la même profession (1). (C. crim., 395.)

Les deux jurés suppléants adjoints aux douze jurés titulaires sont présumés de droit n'avoir pas pris part à la délibération, lorsque le procès-verbal des débats n'énonce pas que l'un des jurés titulaires ait été empêché de concourir à la déclaration. (C. crim., 394.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen pris de la prétendue violation des art. 395, 395 et 399, Code crim., en ce que Prathée-Brossin, qui a concouru au tirage au sort pour la formation du jury de jugement, figure dans la liste notifiée aux demandeurs, comme domicilié à Blois, où existe en effet un autre juré portant le même nom patronymique, tandis qu'il réside à Vendôme; — Attendu que le surnom, le prénom et l'état de Prathée-Brossin sont différents de ceux de son homonyme demeurant à Blois; que, dès lors, l'erreur dont il s'agit dans la désignation de ce juré n'a pu nuire aux demandeurs dans l'exercice de leurs droits de récusation; que, d'ailleurs, rien ne constate qu'ils l'aient récusé, et que ce juré n'a point fait partie du tableau; — Sur le moyen tiré de la combinaison des articles 394 et 399, C. crim., en ce que le procès-verbal des débats ne constate point que les deux jurés suppléants qui avaient été adjoints aux douze jurés titulaires, pour connaître de l'affaire, s'il y avait lieu, n'ont pas concouru à la déclaration portée par ces derniers contre les demandeurs; — Attendu que le procès-verbal des débats n'énonce pas qu'aucun des douze jurés titulaires ait été empêché de concourir à cette déclaration; qu'il y a donc présomption légale qu'ils l'ont seuls délibérée et formée, alors surtout que les demandeurs n'allèguent pas même que les jurés suppléants y aient pris part; — Rejette, etc. »

Du 30 sept. 1856. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — JUST. — CAPACITÉ. — RÉDUCTION.

L'accusé ne peut demander la nullité de l'arrêt de la Cour d'assises qui le condamne par le motif qu'un des jurés, qui ne s'est pas présenté, a été rayé de la liste du jury sans avoir justifié d'une excuse valable.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen résultant de ce que Lalanne, porté sur la liste générale des jurés notifiée à l'accusé, sous le n° 23 a été éliminé de la liste du jury devant siéger dans le cours de la session de la Cour d'assises, par arrêt de la Cour d'assises du 16 août 1856, fondé sur

un arrêté du préfet de Lot-et-Garonne, en date du 30 juill. 1856, lequel a prononcé la radiation de la liste générale du jury Lalanne, pour l'année 1856-1857, par le motif que ce juré ne paye plus le cens électoral; de laquelle élimination est résultée, suivant la demanderesse, une composition illégale du jury, de laquelle doit résulter la nullité des débats et de l'arrêt de condamnation;

« Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé par la Cour d'assises du département de Lot-et-Garonne en date du 16 août 1856, jour fixé pour l'ouverture de la session de ladite Cour d'assises, que, ledit jour, Lalanne, juré régulièrement cité, n'a pas répondu à l'appel; que, par suite de son absence, et sur les conclusions du ministère public, la Cour d'assises, vu l'arrêt du préfet de Lot-et-Garonne en date du 30 juill. 1856, a ordonné que Lalanne serait définitivement rayé de la liste des jurés;

« Attendu que, par suite de cette radiation, et de l'admission par la Cour d'assises d'excuses proposées par sept autres jurés, la liste des jurés présents audit jour 16 août se trouvait réduite à vingt-huit jurés titulaires de la liste des trente-six, et aux quatre jurés supplémentaires;

« Attendu qu'il résulte pareillement du procès-verbal de tirage du jury de jugement dressé le 19 août 1856, jour auquel ont commencé les débats de l'affaire de la demanderesse, que Lalanne, juré, n'a pas répondu à l'appel des jurés, lesquels se sont présentés au nombre de trente;

« Attendu que, quelque illégale que fût l'absence du juré Lalanne, puisque, étant électeur inscrit sur la liste des jurés pour l'année 1855-1856, à partir du 20 oct. 1855, il avait, d'après le principe de la permanence des listes électorales résultant de la loi du 19 avril 1831, le droit de concourir soit aux opérations électorales, soit aux fonctions de jurés, jusqu'au 20 octobre de l'année 1856; que, par conséquent, nonobstant la radiation prononcée par l'arrêt du préfet de Lot-et-Garonne, le devoir de ce juré était de se présenter à la Cour d'assises pour laquelle il avait été assigné, à l'effet d'y remplir ses fonctions, mais que, ne l'ayant pas fait, il y a eu nécessité de pourvoir à son remplacement, et de compléter le jury, aux termes de l'art. 395, C. crim., quel que fût, d'ailleurs, le motif de l'absence de ce juré, et qu'en procédant ainsi qu'elle l'a fait, la Cour d'assises du département de Lot-et-Garonne n'a pas commis d'irrégularité dans la composition de la liste des trente jurés sur lesquels s'est opéré le tirage dans le procès de la demanderesse. — Rejette, etc. »

Du 6 oct. 1856. — Ch. crim.

COUR D'ASSISES. — FAX. — CAPACITÉ. — ATTRIBUTIONS. — JURY.

Les questions soumises au jury ne doivent porter que sur les faits, leur moralité, et les circonstances qui s'y rattachent. A la Cour d'assises seule appartient de qualifier ces faits et d'y faire l'application de la loi.

(1) La Cour repousse le moyen de nullité chaque fois qu'elle reconnaît que l'accusé n'a pas pu être

induit en erreur sur l'identité du juré; elle fait ici une application de cette règle.

On ne doit donc pas poser aux jurés la question en ces termes : « Un tel est-il coupable d'avoir commis le crime de faux en écriture de commerce ou privé par contrefaçon de signature (1) ? »

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, s'il appartient au jury, en matière de faux, de constater le fait matériel du faux et sa moralité, ainsi que les diverses circonstances qui s'y rattachent et déterminent son caractère légal, il n'appartient qu'à la Cour d'assises de qualifier le fait, en rapprochant les circonstances déclarées constantes par le jury des dispositions de la loi qui distinguent les faux commis en écriture authentique et publique, en écriture de commerce ou de banque, et en écriture privée ;

« Que, pour mettre la Cour d'assises en état de prononcer sur la qualification, il est indispensable de faire décider par le jury les diverses circonstances de fait d'où cette qualification peut ressortir ;

« Et attendu que, dans l'espèce, le président de la Cour d'assises s'est borné, dans la question qu'il a soumise au jury, à lui demander si l'accusé Pierre, dit Gernys, était coupable d'avoir, en 1835, commis un faux en écriture de commerce ou privé, par contrefaçon de signature, au préjudice de Gabbrieli ; et que, sur la réponse du jury, portant : « Oui en écriture de commerce », la Cour d'assises a condamné le demandeur aux peines déterminées par l'art. 147, C. pén. ;

« Que, par cette manière de poser la question, le jury a été appelé à juger d'une qualification sur laquelle la Cour d'assises avait seule le droit de prononcer ; qu'en outre, on ne l'a point appelé à s'expliquer sur les circonstances qui sont constitutives du faux en écriture de commerce, telles que la nature de l'écrit ou la qualité de la personne dont la signature a été contrefaite ; en sorte que la condamnation à la peine du faux en écriture de commerce manque de base légale ; — Qu'ainsi, il y a eu à la fois violation des règles de compétence et fautive application de l'art. 147, C. pén. ; — Casse, etc. »

Du 6 oct. 1836. — Ch. crim.

OCTROI. — CASSATION. — CONSIGNATION D'AMENDE. — MAIRE.

Le maire qui se pourvoit, au nom de sa commune, en cassation d'un jugement rendu à son préjudice, en matière d'octroi, ne peut être assimilé à un agent public, et, à ce titre, dispensé de consigner l'amende : ce n'est, en ce cas, qu'un agent particulier de la commune. (C. crim., 419 et 420.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu le pourvoi formé au greffe du tribunal correctionnel de Looz-le-Saulioier,

le 30 sept. 1834, par M^e Bouquet, avoué, agissant à la fois tant pour l'administration des contributions indirectes que pour l'octroi de la ville de Salins ;

« Vu les art. 419 et 420, C. crim. ; — Attendu que, par le premier de ces articles, la partie civile qui s'est pourvue en cassation est tenue, à peine de déchéance, de consigner une amende de 150 fr., et que le second ne dispense de cette amende que les condamnés en matière correctionnelle et les agents publics pour les affaires qui concernent directement l'administration et les domaines et revenus de l'État ; — Et attendu, en fait, que l'affaire dans laquelle est intervenu le jugement attaqué concerne l'octroi de la ville de Salins, matière dans laquelle le maire ou son représentant n'est considéré que comme un agent particulier de la commune ; — Que, dès lors, le maire, ou, à son défaut, son représentant, doit satisfaire aux dispositions dudit article 419, et que, ne l'ayant pas fait, il doit être déclaré déchu de son pourvoi. — Déclare le maire de Salins déchu de son pourvoi. »

Du 7 oct. 1836. — Ch. crim.

APPEL CORRECTIONNEL. — PRÊME. — AGGRAVATION.

L'appel interjeté par le prévenu seul n'a pour but et ne doit avoir pour résultat, si le jugement de première instance n'est pas confirmé, que la décharge ou l'atténuation des peines qui ont été prononcées.

Cet appel ne saurait, dans aucun cas, aggraver la position du prévenu.

Les magistrats ne peuvent donc, sur cet appel unique, renvoyer le prévenu devant un juge d'instruction par le motif que le fait qui lui est imputé est susceptible de constituer un crime (2).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 202, 203 et 205, C. crim., et l'avis du conseil d'État du 25 oct. 1806, approuvé le 12 nov. de la même année ; — Attendu, en droit, que l'appel interjeté par le prévenu n'est formé que dans l'intérêt de celui-ci, et qu'il ne peut, dès lors, avoir pour but et pour effet que de produire soit la décharge des condamnations, soit l'atténuation des peines prononcées contre lui ;

« Et attendu, en fait, que le tribunal correctionnel du Puy n'a été saisi de l'affaire dont il s'agit dans l'espèce qu'en vertu de l'appel relevé par Manguet et Sadoury de la sentence rendue contre eux par le tribunal de police correctionnelle de Brioude, le 13 nov. 1835 ; — Que, dans cet état, et dans le silence du ministère public, qui n'avait point usé de la faculté de se porter appelant de cette décision, il ne pouvait aggraver la condition des prévenus ; — D'où il suit qu'en considérant le fait à eux imputé comme susceptible de constituer le crime prévu et puni par

(1) F. Br., Cass., 21 sept. 1839 et Paris, Cass., 28 déc. 1820, 26 janv., 6 et 12 avril, 9 mars, 8 et 15 juil. 1827, 11 mars 1830, 2 avril et 30 juin 1831, et 6 avril 1832 ; — Carot, t. 2, p. 597 ; — Chauveau, t. 2, p. 98.

(2) F. conf. Cass., 30 mars 1837. — F. aussi anal. Brux. Cass., 14 juil. 1837.

l'art. 437, C. pén., et en les renvoyant devant le juge d'instruction dudit arrondissement de Brioude, le jugement dénoncé a fait une fausse application de l'art. 314, C. crim., et commis une violation expresse des articles et de l'avis du conseil d'Etat ci-dessus visés. — Casse le jugement du tribunal correctionnel du Puy du 16 juill. 1856. »

Du 7 oct. 1856. — Ch. crim.

POIDS ET MESURES. — RÈGLEMENT DE POLICE. — RESSORT DÉPARTEMENTAL.

Les règlements de police d'un département sur les poids et mesures sont obligatoires pour les marchands qui y ont un étalage de marchandises, encore bien qu'ils ne soient pas domiciliés dans ce département.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu la loi du 1^{er} vend. an 4, sur les poids et mesures, et les arrêtés rendus pour son exécution; l'ordonnance réglementaire du 18 déc. 1825, l'art. 471, § 15, C. pén.; — Attendu qu'il est constant et reconnu que Nantet, marchand de rouenneries, avait à Saint-Denis un étalage de ses marchandises, et qu'une aune dont il était nanti pour son commerce n'était point revêtue du poinçon de vérification prescrit, pour l'année 1855, par l'arrêté du préfet de police de la Seine du 26 janv. 1855;

» Attendu que, dès lors, Nantet était passible de la peine prononcée en l'art. 471, § 15, C. pén.; — Attendu qu'il importait peu que Nantet (ainsi que le déclare le jugement attaqué), demeurant et domicilié à Groulay (Seine-et-Oise), n'ait pas été mis en demeure dans ce département de faire poinçonner l'aune dont il s'agit; que, dès le moment où il avait boutique ouverte et vendait dans le département de la Seine, il était assujéti aux règlements de police concernant les poids et mesures dans ce département, et que, se trouvant en contravention au règlement du préfet de police du 26 janv. il devait lui être fait application de l'art. 471, § 15, C. pén. — Casse le jugement du tribunal de simple police de Saint-Denis du 22 janv. 1856. »

Du 8 oct. 1856. — Ch. crim.

POIDS ET MESURES. — Poinçon. — Excuse.

Un tribunal doit ordonner la saisie et la confiscation d'une mesure non poinçonnée, et non pas qu'elle sera rendue au contrevenant, si par suite de l'examen elle est trouvée juste. (C. pén., 481.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 481, C. pén., qui prononce que les faux poids et les fausses mesures seront saisis et confisqués; — Attendu que le jugement attaqué a reconnu et déclaré qu'une mesure non poinçonnée, n'offrant, par conséquent, aucune garantie, et devant être assimilée aux faux poids et aux fausses mesures, avait été trouvée chez Croc, marchand; que, par suite, et admettant les circonstances atténuantes,

le tribunal a prononcé contre Croc 3 fr. d'amende;

» Mais attendu qu'après avoir ainsi réprimé la contravention, le tribunal de simple police, au lieu de prononcer la saisie et confiscation de la mesure réputée fausse, a ordonné que cette mesure serait examinée et rendue à Croc si elle était trouvée juste et poinçonnée; en quoi ce tribunal a créé une distinction qui n'est pas dans la loi, et fausement appliqué l'art. 481, Code pén., — Casse, etc. »

Du 8 oct. 1856. — Ch. crim.

PROCÈS-VERBAL. — TÉMOINS. — PREUVE SUPPLÉMENTAIRE. — RENVOI DE CAUSE.

Lorsque des témoins contredisent l'exactitude des énonciations d'un procès-verbal, et que le ministère public demande la remise de l'affaire, à l'effet de faire entendre des témoins à l'appui de cet acte, le tribunal ne peut refuser cette remise et rendre immédiatement son jugement.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 154, C. crim.; — Attendu que les dépositions des témoins à décharge qui ont été entendus dans l'espèce tendent à écarter la contravention résultant du procès-verbal dressé contre Antoinette Couchard le 30 août dernier; — Que le ministère public a eu dès lors le droit de requérir la remise de la cause, afin d'avoir le temps de produire des témoignages à l'appui de cet acte; — Que néanmoins le jugement dénoncé a refusé cette remise et renvoyé la prévenue de l'action exercée contre elle; — D'où il suit qu'en procédant ainsi, ce jugement a commis une violation expresse des dispositions précitées, — Casse, etc. »

Du 8 oct. 1856. — Ch. crim.

RÈGLEMENT MUNICIPAL — CHEMIN VICINAL.

L'arrêté d'un maire qui enjoint à un individu de combler les fossés qu'il a pratiqués sur un chemin vicinal est pris dans les limites des attributions de l'autorité municipale. (L. 22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46.)

L'infraction à cet arrêté doit être punie par l'autorité judiciaire. (C. pén., 471, n° 5.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 471, n° 5, C. pén.; — Attendu, d'une part, que le chemin dont il s'agit au procès a été classé parmi les chemins vicinaux de la commune de Bianzais, par un arrêté du préfet de la Vienne, du 19 mai dernier; — Attendu, d'autre part, que la surveillance des chemins vicinaux appartient à l'autorité municipale; — Qu'ainsi, l'arrêté du maire de Bianzais, du 27 mai, qui enjoignait à Hillairet de combler, dans les 24 heures, les fossés qu'il avait creusés sur ledit chemin, ayant pour objet la liberté du passage sur un chemin vicinal, était un véritable arrêté en matière de petite voirie, pris dans la limite des attributions de l'autorité municipale, et dont l'infraction devait être réprimée par l'autorité judiciaire;

« Que de tels arrêtés sont obligatoires, quand même ils ne constitueraient pas des règlements proprement dits, et ne comprendraient que des injonctions individuelles, ainsi que cela résulte et des dispositions générales de l'art. 46, tit. 1^{er} de la loi du 22 juill. 1791, et de la seconde disposition du n^o 5 de l'art. 471, C. pén.; — Et attendu que la Cour de Poitiers, sans méconnaître, en fait, qu'Hilairet avait refusé d'exécuter l'arrêt du maire de Blanzais, l'a cependant renvoyé de l'action du ministère public, sur le motif que cet arrêté ne contenait que des injonctions particulières au prévenu;

« En quoi elle a formellement violé l'art. 471, n^o 5, ci-dessus cité. — Casse l'arrêt de la Cour de Poitiers du 6 août 1856. »

Du 8 oct. 1856. — Ch. crim.

DÉLIT RURAL. — RÉCOLTE. — PÂTURAGE.

La défense faite par l'art. 23, tit. 2 du Code rural du 28 sept.-6 oct. 1791, de mener les troupeaux d'aucune espèce dans les champs moissonnés et ouverts, avant l'expiration de deux jours depuis l'entier enlèvement de la récolte, comprend les propriétaires ou fermiers mêmes de ces champs, comme tous autres individus.

La défense du parcours ou pâturage dans les deux jours de la récolte, s'applique même au cas où la récolte, déjà coupée, n'aurait pas encore été enlevée; elle s'applique notamment au cas où il s'agit d'un pré dont les foins sont encore en meule sur le terrain (1).

Le tribunal de police de Montdidier avait, par un jugement du 31 août 1856, décliné contrairement au sommaire qui précède, que la prohibition contenue dans l'art. 23, tit. 2 du Code rural du 28 sept.-6 oct. 1791, ne concerne pas le propriétaire.

Ce jugement est ainsi conçu : — « Attendu qu'il est constant que le champ, dans lequel Louis Heuriaux a fait pâturer le troupeau de moutons dont il est berger, est exploité par Bonnezon, son maître, en qualité de fermier de l'hospice; — Attendu que lors du pacage, une portion de la récolte en blé de ce champ était encore sur pied; qu'une autre partie sciée couvrait le sol où elle était mise en dizeaux, et que, du reste, la propriété, dans une certaine étendue de sa superficie, se trouvait déjà moissonnée; — Que ce fut exclusivement sur la surface

moissonnée (où le glanage avait même eu lieu, à ce qu'il paraît), que le prévenu introduisit le bétail confié à sa garde, exécutant à cet égard, l'ordre qu'il avait reçu de son maître;

« Attendu que l'art. 23, tit. 2 du Code rural de 1791, invoqué contre lui par le ministère public, réprime le fait des pâtres et bergers qui conduisent au pâturage les troupeaux dans les champs moissonnés et ouverts, lorsque deux jours complets ne sont pas écoulés depuis la récolte entière; — Que cette disposition n'est pas applicable au pâtre ou berger du fermier de l'immeuble pâturé, qui a reçu de son maître l'ordre d'y conduire le bétail dans les deux jours postérieurs à la récolte entière; — Que ce fermier, en donnant un ordre de cette nature à son pâtre ou à son berger, est tout à fait dans son droit, puisque, producteur de la récolte, celle-ci est sa propre chose; qu'il peut, en conséquence, en disposer absolument; que ce qui en reste c'est-à-dire les épis, le chaume, les herbes parasites, lui appartient encore d'une manière incontestable, en vertu du principe général *meum est quod ex re mea supersunt*;

« Attendu que la dernière partie de l'article susmentionné, où le législateur prévoit l'introduction du bétail dans un enclos rural, en infligeant à ce fait plus grave une amende double, parle des bestiaux d'autrui; — Que cette expression remarquable ne permet pas de donner à la première partie une interprétation absolue, contraire par là même au droit de propriété; — Attendu qu'il est impossible de la rétorquer en faisant remarquer que le glanage, permis dans les champs ouverts, est, au contraire, défendu dans ceux en état de clôture; — Que la conservation du glanage n'est point, en effet, l'objet de la première disposition de l'article dont il s'agit; — Que ce qui le prouve, c'est que le glanage n'est autorisé que dans les seuls endroits où il fait partie des usages locaux (art. 21, même tit. 2, C. rural); et que l'article en question, par la généralité de ses termes, s'applique même au pays où cet usage fondé sur l'humanité et la religion, n'est point reconnu;

« Attendu que, dans l'état actuel de la législation, le glanage, dans les lieux de la France où cet usage est reçu, n'est pas, à proprement parler, une charge inhérente à la propriété rurale ouverte; — Attendu d'ailleurs que, d'après son texte littéral, l'art. 23, tit. 2, C. rural, ne concerne pas le vain pâturage dans les terres

(1) *V. aussi Cass.*, 19 oct. 1856. — Cette dernière décision suppose la première, c'est-à-dire qu'elle s'applique au propriétaire ou fermier comme à tous autres. — Du reste, elle est confirmée à un arrêt de la Cour de cassation du 19 juill. an 8, qui a décidé que le parcours ne peut avoir lieu sur un champ, tant que la récolte n'en a pas été entièrement relevée. — A cette doctrine, qui a pour base la conservation du glanage, ratelage, grappillage, établi en certains lieux en faveur des indigents, on n'a pas manqué d'opposer les arrêts assez récents de la Cour de cassation qui ont jugé que le propriétaire a toute faculté, avant l'enlèvement de sa récolte, de glaner sur son champ pour son propre compte (*voy. Cass.*, 6 sept. 1855). Mais autre chose

est le glanage, autre chose est le parcours ou le pâturage. Le glanage, avant l'enlèvement définitif de la récolte, avec quelque rigueur qu'il soit opéré, laisse toujours au pauvre l'espoir de quelques épis échappés à la main du propriétaire ou fermier; tandis que le parcours, l'envoi des bestiaux sur le terrain, pendant que la récolte est en gerbes ou en meules, fait disparaître entièrement cet espoir, et amène par conséquent le droit que le glaneur a eu jusqu'ici devoir réserver à l'indigence. C'est du moins en ce sens que nous paraît rendu le second des arrêts qui va suivre, consacrant de nouveau ce précepte de l'écrivain : *Cum messueris segetes terrarum, non tondebis usque ad solum, superfluum terrarum*. — L.-M. Duv.

non closes, moissonnées en partie seulement, comme dans l'espèce présente; — Que ce dernier pâturage (en admettant la nécessité de restreindre l'art. 22, tit. 2, C. rural, aux seules contrées où le glanage est érigé en usage local), doit être considéré comme un fait plus grave; 1^o parce qu'au moment où il a lieu la propriété n'est pas même ouverte à l'exercice, non de la servitude réelle, mais de la simple faculté du glanage; 2^o parce qu'on prive l'exploitant, propriétaire ou fermier, de produits que rien ne démontre qu'il eût l'intention d'abandonner aux indigents, à plus forte raison au hêtail de tout propriétaire quelconque du lieu; 3^o parce que surtout on expose à un endommagement presque inévitable les fruits pendant par racine ou détachés du sol; — Qu'ainsi cette indue dépaissance est plutôt à réprimer par l'art. 479, n^o 10, Code pén., reproductif d'une disposition identique du Code rural; — Qu'il est certain que l'art. 26, tit. 2, C. rural, serait applicable si les bestiaux parcourants n'avaient pas été soigneusement concentrés sur la partie du sol vidée et dépouillée de sa récolte, et avaient par conséquent endommagé les grains sur pied ou les gerbes réunies en dizeaux; — Que les dispositions pénales ci-dessus parlant, la première, du terrain d'autrui, la seconde des récoltes d'autrui, sont tout à fait étrangères au père ou au berger du fermier de l'héritage pâturé, alors qu'il ne se trouve dépouillé que dans une partie de sa circonférence, ce qui prouve de plus fort l'inapplicabilité par rapport à ce père ou à ce berger, de l'art. 22, tit. 2, C. rural;

» Attendu enfin que dans la triple hypothèse, 1^o où cet article ne s'appliquerait pas d'une manière exclusive aux bergers étrangers; 2^o où sa première disposition devrait être réputée conservatrice du glanage (et par conséquent limitée à certains lieux); 3^o où le glanage aurait le caractère d'une véritable servitude, comme ce droit ne s'ouvrirait qu'au moment de la récolte entière, rien ne s'opposerait, en cas de dépouille partielle, ce que le fermier envoyait son bétail au pacage sur le chaume de la portion moissonnée de l'immeuble compris dans son hait; dépaissance qui, attachée au droit de jouir, prérogative de ce droit, serait un acte tout à fait licite, et qui, sous aucun rapport, n'exposerait le père ou le berger à l'exercice d'une action publique; — Par ces motifs, le tribunal, jugeant eo premier et dernier ressort, déclare l'action publique non recevable; renvoie en conséquence le prévenu des fins d'icelles sans dépens.

POURVOI en cassation de la part du moissonneur public.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 2, sect. 1^{re} du tit. 2, et 21, 22 du tit. 2 de la loi du 28 sept.-6 octob. 1791; — Attendu, en droit, que le premier de ces articles ne donne aux propriétaires des biens ruraux le droit d'user de leurs propriétés comme bon leur semble, que sous les modifications que les lois ont apportées à l'exercice de ce droit; — Que l'art. 21 du tit. 2, C. rural des 28 sept.-6 oct. 1791, a maintenu le glanage, le

raielage et le grappillage dans les champs ouverts, en faveur des habitants des lieux où l'usage était reçu; — Que l'art. 22 du même titre a pour objet la conservation de cet usage; qu'il défend, en conséquence, dans sa première disposition, de mener paître les bestiaux quelconques sur les champs moissonnés et ouverts, dans les deux jours qui suivent l'enlèvement entier de la récolte; — Que cette défense était générale et absolue relativement aux champs ouverts, comprend nécessairement les propriétaires eux-mêmes de ces champs, comme les autres individus; — Que la seconde disposition du même article, en énonçant qu'elle ne s'applique qu'à l'introduction des bestiaux d'autrui, prouve évidemment que la première doit être appliquée à l'introduction des bestiaux du propriétaire du champ, comme à celle des bestiaux qui ne lui appartiennent point; d'où il suit que le propriétaire qui contrevient à cette défense encourt la peine qui en est la sanction, et que le jugement dénoncé, en décidant le contraire, a expressément violé les articles précités; — En conséquence, vidant le délibéré par elle ordonné à l'audience du 7 courant, et faisant droit au pourvoi, — Casse, etc. »

Du 15 oct. 1836. — Ch. crim.

TAPAGE INJURIEUX. — ACTION PUBLIQUE. — PLAINTÉ. — USAGE LOCAL. — EXCUSE.

Les bruits et tapages connus sous le nom de charivaris sont nécessairement injurieux par cela seul qu'ils sont dirigés contre une personne déterminée, bien qu'il n'ait été proféré contre cette personne aucune injure. (C. pén., 479, § 8.)

Ils doivent être considérés comme troublant la tranquillité publique lorsqu'il est constaté que, par suite du tumulte occasionné par ce rassemblement, des tables de revendeuses ont été brisées, et qu'il se trouvait dans le quartier des malades pour qui les bruits pouvaient être dangereux.

L'action du ministère public pour la répression des contraventions résultant de pareils charivaris n'est point subordonnée à la plainte des particuliers (1).

Les contravenants ne peuvent être excusés par le motif que les charivaris à l'occasion de secondes nocces sont l'effet d'un ancien usage local.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 479, § 8, C. pén., qui punit les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou osceneux, troublant la tranquillité des habitants; — Vu l'art. 154, C. crim.; — Attendu, en droit, que les bruits et tapages prévus dans le premier de ces articles sont nécessairement injurieux lorsqu'ils sont, sous le nom de charivari ou autre semblable, dirigés contre un individu déterminé;

» Attendu que la loi ne subordonne point la répression de cette contravention à la plainte des particuliers injuriés, et qu'elle n'admet point

(1) P. conf. Cass., 2 avril 1830.

qu'aucun usage local, quelque ancien qu'il puisse être, serve d'excuse aux contrevenants ;

• Attendu, en fait, qu'il résulte de plusieurs procès-verbaux dressés par le commissaire de police de Marennes, les 22 et 25 août dernier que, lesdits jours, vers huit heures du soir, il s'était formé des rassemblements nombreux, où se trouvaient plusieurs personnes munies d'instruments bruyants et discordants, qui causaient un grand bruit, et avaient pour objet un charivari dirigé contre Condurier, à l'occasion des publications d'un second mariage ; que, par suite du tumulte occasionné par le rassemblement, des tables de revendeuses avaient été brisées, et que, dans le quartier, se trouvaient des malades pour qui les bruits pouvaient être dangereux, et que ces faits n'ont pas été démentis par une preuve contraire ;

• Attendu, dès lors, que ce tapage était injurieux et troublait la tranquillité des habitants ;

• Attendu qu'au lieu d'appliquer aux contrevenants les dispositions de l'art. 479, § 8, le jugement attaqué les a renvoyés de la plainte, sur le motif que les charivaris étaient l'effet d'un ancien usage, que tout s'était borné à des démonstrations de joie inoffensives, et qu'aucune parole injurieuse n'avait été dirigée contre les futurs époux, qu'on ne pouvait considérer la réunion comme ayant voulu troubler l'ordre public ; en quoi il a été fait une fautive application de l'art. 159, C. crim., et commis une violation de l'art. 154 du même Code, et de la loi due au procès-verbal. — Cass. etc. »

Du 13 oct. 1856. — Ch. crim.

FAUX. — ÉCRITURE PUBLIQUE. — SUPPOSITION DE PERSONNE. — REMPLACEMENT.

L'inculpation contre un individu, de s'être fait admettre par le jury de révision comme remplaçant militaire d'un conscrit, en contractant l'acte de remplacement sous un nom autre que le sien propre, et en produisant à cet effet l'acte de naissance, les certificats d'exemption et de bonnes vie et mœurs du remplaçant supposé, et le consentement donné à ce dernier par sa mère pour contracter le remplacement, constitue un crime de faux en écriture publique par substitution de personne (1). (L. 21 mars 1852, art. 45 ; C. pén., 147.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu la requête et les pièces jointes ; — Attendu que, par ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance du département de la Seine, en date du 19 mai 1856, François Heurault et Pierre-Augustin Livet ont été renvoyés en police correctionnelle comme prévenus ; savoir : Heurault, d'avoir, en 1852, employé des manœuvres fraudeurs pour effectuer le remplacement militaire de Brochet, et Livet, de s'être rendu

complice de ce délit, en concourant, avec connaissance, audit remplacement, délit prévu par les art. 45 de la loi du 21 mars 1852, 59 et 60, C. pén. ;

• Attendu que, par jugement du 24 août 1856, le tribunal correctionnel du département de la Seine, saisi par ce renvoi, s'est déclaré incompétent par le motif que les faits, tels qu'ils sont résultés des débats, ont le caractère de faux dans un acte authentique, et constituaient, non un délit, mais un crime ;

• Attendu que ce jugement a acquis la force de chose jugée, au moyen de la renonciation faite par le procureur général du roi près la Cour de Paris d'en interjeter appel ;

• Attendu que l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance du département de la Seine, en date du 19 mai 1856, a pareillement acquis la force de chose jugée, n'ayant point été attaquée en temps de droit par la voie de l'opposition ;

• Attendu que de la contrariété qui existe entre ces décisions il résulte un conflit négatif qui interrompt le cours de la justice, et qu'il est nécessaire de la rétablir ;

• Vu les art. 525 et suiv., C. crim. ; — Attendu qu'il résulte des faits relevés dans les deux décisions d'où résulte le conflit que l'inculpation dirigée contre Heurault consiste à s'être fait admettre comme remplaçant militaire de Brochet par le jury de révision du département de la Seine, en contractant ledit acte de remplacement sous le nom de Livet, qui n'était pas le sien, et en produisant à cet effet l'acte de naissance dudit Livet, le certificat d'exemption de cet individu, un certificat de bonnes vie et mœurs dudit Livet, et enfin le consentement donné à ce dernier par sa mère à ce qu'il contractât un acte de remplacement, et que ces faits constituaient, s'ils sont suffisamment établis, la prévention du crime de faux en écriture publique par substitution de personne ;

• Et contre Livet, de s'être rendu complice de ce faux en fournissant à Heurault les pièces à l'aide desquelles cette substitution s'est opérée, sachant qu'elles devaient y servir ;

• Attendu que ces faits n'ont pas le caractère d'un simple délit prévu par l'art. 45 de la loi du 21 mars 1852, mais présenteraient les caractères des crimes prévus par les art. 147, 59 et 60, C. pén., s'ils sont appuyés de charges suffisantes. — Renvoi François Heurault et Pierre-Augustin Livet, devant la Cour de Reims, pour être statué tant sur la prévention que sur la compétence, etc. »

Du 13 oct. 1856. — Ch. crim.

POIDS ET MESURES. — DÉTENTION. — USAGE.

L'individu chez lequel on trouve des mesures non autorisées ne peut être dispensé de l'application de la peine déterminée par la loi, sous prétexte qu'il n'aurait pas été vu faisant usage de ces mesures (2).

(1) Il y a dans ce sens jurisprudence constante. — F. conf. Cass., 1^{er} mai 1812, 5 nov. 1826, 14 mai 1827, 2 sept. 1831 et 7 mars 1835.

(2) F. conf. Cass., 22 août 1822, 19 fév. 1825, et 15 mars 1838.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 479, § 8, qui prévoit et punit le cas où il a été fait usage de poids ou de mesures différentes de ceux qui sont établis par les lois en vigueur; — Et attendu qu'il a été constaté par un procès-verbal régulier 1° que la femme Audren, cabarelière, n'était point nantie des mesures prescrites par un arrêté du préfet du Finistère; 2° qu'elle n'avait pas d'autres mesures que des vases en terre connus sous le nom de *chopines*, et que, sur les représentations à elle faites par le vérificateur, elle aurait répondu qu'elle n'en avait pas et qu'elle n'en aurait pas d'autres; d'où il résulte nécessairement qu'elle employait ces mesures pour le débit de ses boissons;

« Attendu que ces faits, demeurés constants, devaient entraîner contre l'inculpée l'application du § 6 de l'art. 479, la plus forte de celles qui étaient encourues par la double contravention; que néanmoins, le tribunal de simple police, sans qu'aucune preuve contraire eût atténué les faits exposés au procès-verbal, a renvoyé l'inculpée des fins de la plainte quant à cette seconde contravention, sur le motif que les réfacteurs du procès-verbal ne l'avaient pas vue faire usage de *chopines* en terre ou *chopines*; en quoi ledit jugement a créé une excuse qui n'est pas dans la loi, violé l'art. 63, Code pén., et l'art. 479, § 6, du même Code, — Casse, etc. »

Du 13 oct. 1836. — Ch. crim.

RÈGLEMENT DE JUGES. — POLICE CORRECTIONNELLE. — INCOMPÉTENTE. — FAUX EN ÉCRITURE DE COMMERCE.

Il y a lieu à règlement de juges, par la Cour de cassation, lorsque la Cour royale s'est déclarée incompétente pour connaître d'une affaire qui avait été renvoyée à la police correctionnelle par la chambre du conseil (1). (C. crim., 525 et suiv.)

Le fait par un homonyme, à qui un effet de commerce est parvenu par une erreur de la poste aux lettres, d'avoir fabriqué un endos sur cet effet, d'y avoir apposé sa signature pour simuler celle du véritable destinataire, et de s'être approprié, par ce moyen, le montant du billet, constitue le crime de faux et non un délit de vol (2). (C. pén., 147.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, par ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance du département de la Seine, en date du 29 avril 1836, Pierre-Julien Laroche a été renvoyé en police correctionnelle, sous la prévention d'avoir soustrait frauduleusement, en 1834, au préjudice de Bessières, négociant à Lausanne, une somme de 3,000 fr., en s'appro-

priant, à l'aide d'un ordre manuscrit par ledit Laroche, de la signature Laroche aîné, un mandat de 3,000 fr. contenu dans une lettre missive, parvenue, par suite d'une erreur de la poste aux lettres, audit Laroche, au lieu de Laroche aîné, qui en était le véritable destinataire; et en faisant toucher par un tiers le montant dudit mandat à la caisse de la maison de Banque Rougemont-de-Lowenberg; — Attendu que l'ordonnance précitée a considéré ces faits comme ne constituant que le délit prévu par les art. 379 et 401, C. pén., et que cette ordonnance, n'ayant point été attaquée par la voie de l'apposition, a acquis l'autorité de la chose jugée; — Attendu que le tribunal de police correctionnelle de la Seine, saisi par ordonnance, a considéré les faits sous le même aspect, et a, par jugement du 19 mai 1836, condamné Pierre-Julien Laroche à un an d'emprisonnement, et 16 fr. d'amende, comme coupable du délit de vol simple, prévu par l'art. 401, C. pén.; — Que, sur l'appel interjeté de ce jugement par le condamné et par le ministère public, la Cour de Paris, chambre des appels de police correctionnelle, a, par arrêt du 9 juin 1835, confirmé ce jugement; — Mais, attendu que, par arrêt du 30 juill. 1836, la Cour de cassation, chambre criminelle, sur le pourvoi du procureur général près la Cour de Paris, a cassé l'arrêt susdaté pour violation des art. 147 et 150, Code pén., et fautive application de l'art. 401 dudit Code, et renvoyé la cause et les parties devant la Cour d'Orléans, chambre des appels de police correctionnelle; — Attendu que la Cour d'Orléans s'est déclarée incompétente par arrêt du 17 sept. 1836, par le motif que le fait imputé à Julien Laroche constituait un faux par fabrication de disposition en écriture de commerce, prévu par l'art. 147, C. pén.; — Vu les art. 525 et suiv., C. crim., sur les *règlements de police*; — Attendu que la signature apposée par Julien Laroche au bas de l'endos par lui fabriqué sur l'effet de 3,000 fr. n'était pas la sienne; — Qu'elle avait pour objet, au contraire, de faire croire qu'elle était celle de Laroche aîné, destinataire dudit mandat; — Que, par conséquent, elle constituait le crime de faux, puisqu'à l'aide de cette fautive signature, Julien Laroche est parvenu à faire toucher à son profit, par un tiers, le montant de cet effet; d'où il suit que, si des charges suffisantes existent dans l'instruction relativement à ces faits, ils devront constituer, non le délit de vol simple, mais bien les crimes de faux et d'usage dudit faux, lesquels appartiendraient à la juridiction de la Cour d'assises; — Renvoie Pierre-Julien Laroche, devant la Cour de Paris, chambre des mises en accusation, pour être par ladite Cour, statuant sur la prévention que sur la compétence, etc. »

Du 13 oct. 1836. — Ch. crim.

(1) F. conf. Cass., 17 juill. 1835.

(2) Jugé de même dans la même affaire par l'arrêt de la Cour de cassation du 30 juill. 1836. — On ne

trouve évidemment, dans cette espèce, aucun des caractères du délit de vol.

TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — PARENTÉ — SÈRMENT.

Le témoin qui déclare qu'il est parent des accusés, sans pouvoir dire à quel degré, ne doit pas être présumé être parent ou allié de ces accusés au degré prohibé.

C'est donc à tort que la Cour d'assises annulerait le serment qu'il aurait prêté en qualité de témoin, et que le président ordonnerait son audition en vertu de son pouvoir discrétionnaire, alors surtout que les accusés à cet égard n'ont formé aucune opposition.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 317, et l'art. 322, C. crim., — Attendu que tout témoin doit prêter serment avant de déposer, à peine de nullité; — Que le second de ces articles n'interdit pas d'entendre comme témoins tous les parents et alliés de l'accusé, à quelque degré que ce puisse être, mais seulement ses ascendants, descendants, frères et sœurs, et alliés au même degré; — Attendu, en fait, que Macouillard, témoin cité et notifié à la requête du procureur général, après avoir prêté serment, et déclaré ses noms, âge, profession et demeure, a ajouté qu'il était parent des accusés, sans pouvoir dire à quel degré; que, sur cette déclaration, qui était loin de constater qu'il fût parent ou allié des accusés au degré prohibé, et sans aucune opposition de la part de ceux-ci, le président de la Cour d'assises a annulé le serment qu'il venait de prêter, et a reçu sa déclaration en vertu du pouvoir discrétionnaire et à titre de renseignement seulement; — Qu'en cela, il y a eu fautive application de l'art. 322, et violation formelle de l'art. 317 ci-dessus visés, — Casse, etc. »

Du 17 oct. 1856. — Ch. crim.

POIDS ET MESURES. — DÉTENTION. — USAGE PERSONNEL.

La possession d'anciennes mesures non autorisées donne lieu à l'application des peines déterminées par la loi; les tribunaux ne sauraient se refuser à cette application par le motif que ces mesures ne devaient être employées qu'à l'usage personnel du contrevenant (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 479, § 5, C. pén., qui punit d'amende ceux qui auront de fausses mesures dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce; — Attendu qu'il ne s'agissait pas, dans l'espèce, de l'exécution des règlements qui prescrivent aux marchands de se munir de certains poids et mesures, et du point de savoir s'ils avaient assujéti certains marchands à se pourvoir de poids ou mesures non servant à leur commerce; — Que la contravention imputée consisterait en ce que les inculpés auraient eu dans leurs magasins, des mesures

anciennes réputées fausses; et attendu que l'article 479, § 5, est général et absolu, qu'il ne renferme aucune distinction et n'accorde pas la faculté de rechercher si les poids ou mesures trouvés dans des maisons de commerce n'auraient pas servi simplement à des usages personnels;

« Et attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier qu'il a été trouvé chez les inculpés, et dans leurs boutiques, des mesures anciennes, appelées bachiens, qui, ne portant en elles aucune garantie légale, sont réputées fausses;

« Attendu que, dès lors, les inculpés devenaient passibles des peines portées en l'art. 479, § 5, C. pén.; que, néanmoins, le tribunal de simple police les a renvoyés de la plainte, sur le motif qu'ils se servaient des mesures dont il s'agit uniquement pour les usages particuliers de leurs maisons; en quoi ce jugement a créé une distinction qui ne se trouve pas dans la loi, et admis une excuse qu'elle ne prévoit pas, et violé par suite l'art. 65, C. pén., et l'art. 479, § 5, du même Code, — Casse, etc. »

Du 18 oct. 1856. — Ch. crim.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — VOIES. — TROTTOIRS. — CONSTRUCT. — ALIGNEMENT.

Les tribunaux ne peuvent excuser la contravention à un arrêté municipal qui défend aux habitants d'une ville de construire les trottoirs de leurs maisons sans avoir obtenu de l'administration les alignements et profils nécessaires, en se fondant sur ce que, l'autorité municipale en fournissant elle-même la bordure exist. leurs des trottoirs et faisant la pose, il résultait, dans différentes circonstances, qu'il y avait autorisation tacite pour la construction du surplus du trottoir.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu le règlement fait par le maire de Bergues, le 26 mai dernier, lequel renferme, touchant la reconstruction des trottoirs qui bordent les maisons de certaines rues, des dispositions qui ont pour objet la commodité et la libre circulation des piétons, et assujéti tous les propriétaires dont il s'agit à ne procéder à ce travail qu'après qu'ils auront reçu de l'administration les alignements et profils nécessaires;

« Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier et non contredit que la veuve Gontier, dont la maison est située dans une des rues dont il s'agit, a reconstruit, la nuit, une portion du trottoir en regard qui borde sa maison, sans avoir obtenu de l'autorité l'alignement et les tracés requis; — Attendu que, traduite en simple police, elle a été renvoyée de la plainte, sur le motif que, l'autorité municipale fournissant (pour la plus grande régularité de la voie publique) à chaque propriétaire les grassettes formant la bordure extérieure des trottoirs, et présidant à la pose de ces bordures, cette opération emportait avec soi autorisation et alignement

(1) F. Pardessus, *Droit comm.*, n° 113; — Cass., 3 oct. 1836.

pour la reste du trottoir ; — Mais attendu que le règlement n'avait pas seulement pour objet ces bordures extérieures du trottoir ; qu'il renfermait aussi, sur divers points importants, tels que la pente des trottoirs, les entrées de cave, les perrons, etc., etc., des dispositions pour l'exécution desquelles était indispensable un alignement uniforme, que ne préjugerait nullement la pose de la bordure extérieure du trottoir ; — Que, dès lors, la vve Goutier, n'avait pu reconstruire tout ou partie de son trottoir sans avoir obtenu les profils de l'administration, — Cassé, etc. »

Du 18 oct. 1856. — Ch. crim.

VOIRIE. — EMBARRAS. — HAIE.

Le fait d'avoir intercepté par l'établissement d'une haie la circulation sur un chemin public est une contravention prévue et punie par le § 11 de l'art. 479, C. pén.

On ne saurait, en conséquence, faire application de ce fait du § 4 de l'art. 471, qui prévoit seulement le cas d'embarras momentané par des choses quelconques déposées sur les chemins publics.

Le jugement qui reconnaît l'illégalité de l'entreprise doit ordonner que cette entreprise soit immédiatement détruite, et non accorder un délai quelconque à cet effet. (C. crim., 161.)

Ce jugement doit non seulement prescrire cette destruction, mais encore qu'en cas de non-exécution de la part du contrevenant, elle aura lieu à ses frais.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 161, C. crim. ; — Attendu, que le jugement attaqué reconnaît et déclare en fait que le chemin intercepté par Bernini (qui y avait établi une clôture momentanée) est un chemin public servant à l'exploitation de divers héritages, et servant aussi de communication entre les chemins vicinaux et communaux ; — Attendu, dès lors, que l'entreprise dont il s'agit, et qui consistait dans l'établissement d'une haie morte, constituait la contravention prévue et punie par l'art. 479, n° 66, puisque le chemin en était dénaturé au point de n'être plus praticable que pour les gens à pied ;

« Attendu, toutefois, que le tribunal de simple police d'Éry a faussement appliqué l'article 471, § 4, lequel prévoit, non les entreprises

qui altèrent l'essence même du chemin, mais seulement l'embarras momentané qu'on y apporte en y déposant des choses quelconques ; — Attendu qu'après avoir reconnu l'illégalité de l'entreprise de Bernini, le jugement attaqué lui a donné un délai de quinzaine pour la faire disparaître ; en quoi il a méconnu les dispositions de l'art. 161, C. crim., qui l'obligeait à statuer sur la réparation, suite de la contravention reconnue, et les règles de sa compétence, puisqu'il laissait subsister, pour un temps donné, une entreprise qu'il reconnaît illégale ;

« Et attendu enfin que, tout en ordonnant la destruction de l'œuvre de Bernini, on n'en mettait cependant pas les frais à sa charge pour le cas où il ne l'aurait pas effectuée ; en quoi le jugement a commis une nouvelle violation de l'article 161, C. crim., puisque cette réparation, quelque minime qu'elle fût, ne pouvait être qu'à la charge du contrevenant, et pouvait devenir impossible si on ne déclarait pas qu'il devait en supporter les frais. — Cassé, etc. »

Du 18 oct. 1856. — Ch. crim.

DÉLIT RURAL. — RÉCOLTE. — GLANAGE.

Le droit accordé au propriétaire d'un champ moissonné de recueillir et faire ramasser les épis épars, même après que la récolte est coupée, mais tant que l'anièvement entier des gerbes n'a pas eu lieu, ne lui donne pas celui d'y introduire son troupeau (1). (L. 28 sept.-6 oct. 1791, art. 21 et 22.)

Autre chose est cette sorte de glanage anticipé permis au propriétaire, et le droit de parcourir et de pâturer pour ses bestiaux (2).

Les mois champsois-moissonnés employés par l'article 22 de ladite loi ne doivent pas être pris dans un sens restreint. Spécialement, ils s'entendent des prés, même cultivés en fourrage, comme des champs proprement dits, là où l'usage de râteau est reçu.

Les Fontaine, prévenus d'avoir fait paître leur troupeau sur un de leurs champs nouvellement fauché, mais dont les foin n'étaient pas encore rentrés, ont soutenu que le droit de pâturer, qui n'était qu'une conséquence du droit de propriété, pouvait être exercé jusqu'à l'anièvement de la récolte, puisque ce n'était qu'à cette époque que s'ouvrait la faculté de glanage.

droit de glanage réservé à l'indigence ; or tel serait évidemment le résultat de l'introduction des bestiaux avant que ce droit n'eût été exercé. On a même été plus loin, et le droit de glanage a paru si respectable qu'il a été jugé par la Cour de cassation, le 5 sept. 1835, que le propriétaire ne pouvait en gêner par avance l'exercice en accordant à certains individus la faculté de glaner avant l'anièvement entier de la récolte : le glanage appartient à tous, c'est l'apanage du pauvre, c'est son pain, c'est sa vie, et la jurisprudence qui le prend sous sa protection en ne permettant pas que, directement ou indirectement, dans un intérêt de lucre personnel, il y soit porté atteinte, nous paraît empreinte d'un haut cachet de moralité. — P. Cass., 19 brum. an 8.

(1-2) Cet arrêt adopte implicitement le principe consacré par l'arrêt du 15 oct. 1856 ; il reconnaît que la défense de mener paître les bestiaux avant les deux jours qui suivent la récolte entière s'applique aussi bien aux propriétaires du champ qu'à tous autres individus. Mais il consacre, en outre, un autre principe : c'est que, pour le propriétaire, le droit de ramasser les épis épars jusqu'à l'anièvement des gerbes n'entraîne pas celui de faire paître son troupeau avant cet anéantissement. On a eu pour but de concilier l'intérêt du propriétaire et celui du pauvre, pour lequel le glanage est une si grande ressource : sans priver le propriétaire de sa chose, ce qui aurait lieu si on ne lui permettait pas de ramasser les épis échappés à la main de ses moissonneurs, on n'a pas voulu cependant qu'il arrivât, par l'abus qu'il en ferait, à anéantir par avance le

En outre, ils arguaient de la nullité du procès-verbal dressé contre eux.

Du 7 sept. 1856, jugement du tribunal de Mont-Didier, qui accueille ce système de défense; il est ainsi conçu :

« Attendu que le procès-verbal du 8 août dernier est nul par suite des lois de la matière; que toutefois, sa nullité absolue ne s'opposerait point à ce que les faits qu'il tend à constater fussent justifiés, même par la disposition de son auteur, si, d'une part, la preuve subsidiairement offerte par le prévenu et par son père n'était point de nature à prouver leur réalité, et si, d'autre part, ils caractérisaient essentiellement une contravention rurale; — Attendu que ce caractère, quel que soit l'usage local en ce qui touche le râtelage, ne leur appartient pas, et ne peut leur appartenir dès lors qu'il est constant, en premier lieu, que le père du jeune prévenu est fermier du champ sur lequel il aurait donné l'ordre à son fils de faire dépaître ses bêtes à laine; en second lieu, que la récolte en fourrage de ce champ, se trouvant mise en meules, ou, plutôt, en mofes, selon l'expression vulgaire du pays, était encore à enlever; — Attendu, en effet, que l'art. 22, (tit. 1^{er}, de la loi du 28 sept. et 6 oct. 1791, fondement de l'action publique, réprime le fait des pâtres et bergers qui conduisent au pâturage les troupeaux dans les champs moissonnés et ouverts, lorsque deux jours complets ne sont pas écoulés depuis la récolte entière; — Que cet article ne concerne conséquemment pas le vain pâturage dans les terres non mises en état de clôture dont la récolte coupée est encore à enlever en totalité ou même en partie;

« Attendu que ce dernier pâturage (en admettant la nécessité de restreindre ledit article aux seules contrées de la France où le glanage, le râtelage et le grappillage sont érigés en usages locaux, doit être, en ce qui touche les pâtres et bergers étrangers, considéré comme un fait plus grave. 1^o parce qu'au moment où il a lieu, la propriété n'est pas même ouverte à l'exercice du glanage, du râtelage ou du grappillage; 2^o parce qu'on prive l'exploitant, propriétaire ou fermier, de produits que rien ne démontre qu'il eût l'intention d'abandonner aux indigents, à plus forte raison au bétail de tout propriétaire quelconque du lieu; 3^o parce que surtout on expose à un endommagement presque inévitable fruits gisant sur le sol; — Qu'ainsi cette indue dépaissance exercée par le fait des pâtres et bergers étrangers est plutôt à réprimer par l'art. 479, n^o 10, C. pén., qui, reproductif d'une disposition identique de la loi rurale de 1791, punit le pacage de bestiaux que l'on se permet d'introduire sur le terrain d'autrui; — Qu'il est certain que l'art. 26, tit. 2, de cette loi rurale, répressif du pâturage dans les récoltes d'autrui des animaux gardés à vue, serait applicable si les bestiaux paragrants n'avaient pas été soigneusement concentrés sur le chaume de l'immeuble, et avaient, par consé-

quent, endommagé la récolte étrangère dont l'enlèvement est à faire;

« Attendu, à l'égard du pâtre, berger ou préposé, soit du propriétaire, soit du fermier, qu'il est, quant à lui, et sans le moindre doute, à l'abri de toute action publique, alors que de l'ordre exprès de son maître ou préposant, il conduit le bétail sur le chaume de l'immeuble exploité par celui-ci, dont la récolte coupée est encore gisante sur le sol; — Qu'en effet, dans la triple hypothèse 1^o où le but réel de l'art. 22, tit. 2, de la loi de 1791, serait d'assurer l'exercice du glanage, du râtelage et du grappillage; 2^o où il frapperait le pâtre, le berger ou le préposé quelconque du propriétaire ou du fermier, ni plus ni moins que ceux des étrangers; 3^o où sa rigueur serait ici justifiée par le caractère de véritable servitude que la législation rurale aurait cru devoir imprimer au glanage, au râtelage et au grappillage; comme ces droits ne s'ouvriraient au profit des malheureux qu'au moment de la récolte entière, et comme le patrimoine de l'indigent s'emparerait uniquement des résidus de cette récolte complète, rien ne s'opposerait, tant que les fruits coupés seraient à enlever totalement ou partiellement, à ce que le propriétaire ou le fermier envoyât du bétail au pacage sur le chaume qui n'appartiendrait encore qu'à lui du fonds par lui cultivé; — Que la chambre criminelle de la Cour de cassation, par deux arrêts, a décidé que le propriétaire d'un champ non encore dépepillé et vide de sa récolte, et dans lequel le glanage ne pourra s'exercer que plus tard par les pauvres, peut ramasser ou faire ramasser pour son propre compte les épis qui s'y trouvent épars, et que ce propriétaire, sa femme, ses enfants ou ses ouvriers, ne peuvent être, à cet égard, actionnés pour contravention à l'art. 471, n^o 10. Code pén. (1); — Qu'il résulte de là que le propriétaire et le fermier ont, dans tous les cas, le droit respectif de faire pacager leurs animaux domestiques sur le chaume de leur champ non encore dépepillé de sa récolte en céréale ou en fourrages; — Le tribunal déclare l'action publique non recevable; renvoie le prévenu. »

POURVOI en cassation du ministère public, pour violation des art. 21 et 22, L. 28 sept.-6 oct. 1791, et § 10, art. 471, C. pén.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu l'art. 31 de la loi du 28 sept.-6 oct. 1791; — Vu parcellément l'article 22 de la même loi, qui prévoit et punit le fait d'avoir mené des troupeaux quels qu'ils soient dans les champs moissonnés et ouverts, avant que deux jours se soient écoulés depuis la récolte entière; — Attendu que, s'il résulte de l'art. 21, de cette loi et du § 10, de l'art. 471, C. pén., que le cultivateur ou propriétaire des fruits conserve, tant que l'enlèvement entier des gerbes n'a pas eu lieu, le droit exclusif de recueillir ou faire ramasser à son profit les épis

(1) F. Cass., 28 janv. 1850, et 5 sept. 1855. — Sans doute; mais jusqu'où ce droit doit-il s'étendre? C'est ce que ces deux arrêts ont jugé pas, et spé-

cialement ils ne décident rien quant à la faculté de pâturage. La question restait donc entière.

épars, il est ordonné par la disposition expresse et formelle de l'art. 22 de la loi de 1791 que les troupeaux ne pourront être introduits dans les champs moissonnés que deux jours après la récolte entière; — Et attendu que cette disposition générale et absolue doit comprendre aussi les troupeaux du propriétaire des fruits, puisque avant l'enlèvement des gerbes il a pu compléter sa récolte autant qu'il l'a voulu, mais qu'il ne lui appartient pas d'enlever la faculté de glaner à ceux à qui la loi la réserve, ce qui aurait lieu si les troupeaux pouvaient être introduits dans les champs, immédiatement après la récolte;

• Attendu que, si l'art. 22 emploie seulement les mots *champs moissonnés*, cette expression ne saurait être entendue dans un sens restreint, et considérée comme excluant de ses prévisions les prés et terres cultivés en fourrages, puisque l'art. 21, en déterminant les obligations des glaneurs, râteleurs et grappeurs, détermine l'époque de leur entrée dans les prés, comme dans les champs proprement dits, et qu'aucune distinction ne peut, dès lors, être faite à l'égard des pièces cultivées en fourrage, là où l'usage de râteau est reçu;

• Attendu qu'il résultait d'un procès-verbal dressé par la garde champêtre de Courtemanche que Parfait Fontaine, fils de Ferdinand Fontaine, cultivateur, faisait paître des moutons sur une pièce de terre sortant de fourrage et dont les meules n'étaient pas encore enlevées; que si ce procès-verbal est nul en la forme, comme n'étant pas écrit de la main du garde, ni rédigé sur son rapport par les fonctionnaires compétents, il avait été conclu formellement à ce que la preuve par témoins de ces faits fût admise; — Attendu toutefois que cette preuve n'a pas été admise, sur le motif que le fait articulé, s'il était prouvé, ne constituerait pas une contravention parce que le propriétaire, maître absolu de sa récolte jusqu'à son entier enlèvement, peut aussi bien faire consommer par ses bestiaux les portions éparses sur le sol que les faire recueillir par ses moissonneurs, en quoi le jugement a fait une fautive application de l'art. 22 de la loi du 28 sept.-6 oct. 1791. — Cassé, etc.

Du 19 oct. 1856. — Ch. crim.

FORÊTS. — SCIERIES. — INTRODUCTION D'ARBRES NON MARQUÉS.

Du 20 oct. 1856. — (P. Cass. 02 ncl. 1855.)

COUR D'ASSISES. — TÊMOIN. — RENSEIGNEMENT. — JURY. — COMMUNICATION.

Le procès-verbal qui constate que les personnes appelées pendant le cours des débats n'ont prêté aucun serment, et que le président des assises a averti les jurés que ces personnes avaient été citées en vertu de son pouvoir discrétionnaire, et que leurs déclarations ne devaient être considérées que comme de simples renseignements, ne peut donner lieu à la cassation de l'arrêt, encore bien que ces personnes aient été qualifiées témoins, et leurs déclarations dépositions.

Le fait de communication d'un tiers avec deux jurés qui auraient reçu la visite de celui-ci ne peut être non plus un moyen de cassation, alors surtout qu'aucune déclaration relative à cette communication n'est consignée au procès-verbal des séances de la Cour d'assises, et qu'elle n'est révélée que par une déposition faite par les jurés qui ont cessé leurs fonctions et qui figurent comme témoins dans une affaire postérieure.

D'ailleurs, il ne peut dépendre d'un tiers d'interrompre le cours de la justice et de placer les jurés en dehors de leur serment en établissant entre eux et lui une communication involontaire de la part des premiers.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que le procès-verbal constate que les personnes entendues aux débats, sous les n^{os} 25, 26, 27, 28 et 29, et J. Bourdois, n^o 35, n'ont prêté aucun serment, de l'ordre du président, qui a prescrit cette audition en vertu de son pouvoir discrétionnaire, et qui a averti les jurés que leurs déclarations ne devaient être considérées que comme renseignements;

• Attendu que, si les formalités prescrites par le second alinéa de l'art. 317, C. crim., ont été remplies à leur égard (ce dont le procès-verbal fait mention), ainsi que celles de l'art. 319 du même Code; et que, s'ils ont été qualifiés témoins et leurs déclarations dépositions, ces circonstances n'ont pas détruit l'effet de l'ordonnance du président, et de l'avertissement par lui donné aux jurés, et n'ont pas donné à ces personnes une qualité juridique qu'elles n'avaient pas et qui ait pu induire les jurés en erreur; qu'il n'en peut donc résulter une ouverture en cassation;

• Sur le second moyen, tiré de ce que deux jurés auraient communiqué leur domicile avec un tiers, en violation de l'art. 312, C. crim.: — Attendu qu'aucune déclaration relative à cette communication n'est consignée au procès-verbal des séances de la Cour d'assises dont la procédure est attaquée; qu'une déclaration faite après le jugement de la part des jurés qui ont cessé leurs fonctions, et en qualité de témoins dans une affaire postérieure, ne peut invalider une procédure entièrement close et terminée par un arrêt, ni servir de base à une ouverture en cassation;

• Attendu, d'ailleurs, que cette communication prétendue avait été involontaire de la part des deux jurés dont il s'agit, et qu'il ne peut dépendre d'un tiers, en faisant, hors de l'audience, à des jurés, des communications qu'ils ne peuvent éviter d'entendre et dont eux-mêmes ont signalé l'irrégularité, d'arrêter le cours de la justice et de les placer ainsi en dehors du serment qu'ils ont prêté conformément à l'art. 312 précité, etc.

Du 3 nov. 1856. — Ch. crim.

INSTRUCTION CRIMINELLE. — PLAN DES LIEUX. — TÊMOIN. — SERMENT.

Lorsqu'un plan levé en exécution d'une ordonnance du président des assises et le pro-

cès-verbal de cette opération ont été joints aux pièces du procès dont l'accusé a pu prendre communication; que, d'ailleurs, il n'y a eu de sa part aucune opposition, aux débats, contre l'usage de ce plan et de ce procès-verbal, il ne peut demander ultérieurement la nullité de la procédure en se fondant sur ce qu'il n'a pas assisté aux opérations de l'expert, et sur l'absence de communication des pièces qui ont été rédigées en conséquence.

Les personnes assignées à la requête du ministère public, mais dont les noms n'ont pas été notifiés à l'accusé, sont cependant revêtues du caractère légal de témoins, et doivent être entendues à ce titre et sous prestation de serment, à peine de nullité, si ce dernier ne déclare pas s'opposer à leur audition (1). (C. crim., 517.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le moyen présenté par la demanderesse, fondé sur ce que les plans levés en exécution d'une ordonnance du président de la Cour d'assises l'auraient été hors la présence de la demanderesse, et sur ce que le procès-verbal de cette opération ne lui aurait pas été communiqué : — Attendu que le président d'une Cour d'assises peut ordonner les actes d'instruction qu'il croit nécessaires à la découverte de la vérité; que le plan levé en vertu de l'ordonnance du président, et le procès-verbal de cette opération ont été joints aux pièces du procès, dont la demanderesse a pu prendre communication; et que, d'ailleurs, il n'apparaît d'aucune opposition de sa part contre l'usage qui a été fait, aux débats, de ce plan et du procès-verbal; qu'ainsi, aucun préjudice n'a été porté au droit de la défense. — Rejette ce moyen;

« Sur le troisième moyen, tiré de la violation de l'art. 317, C. crim. : — Attendu que les témoins F. Fauveau et L. Avenard avaient été assignés à la requête du ministère public; qu'ils étaient revêtus du caractère légal de témoins, et devaient être entendus sous prestation de serment; que le défaut de notification de leurs noms à la demanderesse donnait le droit à celle-ci de s'opposer à leur audition; mais que, n'ayant pas usé de ce droit, ils étaient acquis au procès, et devaient prêter le serment prescrit par la loi; que, dès lors, le président, en décidant qu'ils seraient entendus sans prestation de serment, a violé l'art. 317 précité. — Casse, etc. »

Du 5 nov. 1856. — Ch. crim.

INSTRUCTION CRIMINELLE. — JOINTION. — EXPERT. — SERMENT. — POUVOIR DISCRETIONNAIRE. — SERMENT NOUVEAU. — DÉBATS.

L'art. 307, C. crim., n'est pas limitatif; le président de la Cour d'assises peut, en conséquence, ordonner la jonction de plusieurs affaires distinctes qui donnent lieu à des accusations différentes, alors surtout que la

chambre d'accusation, saisie de la connaissance de ces affaires à des époques différentes, n'a pu prononcer elle-même la jonction. (C. crim., 326 et 307.)

Le serment prêté par un expert appelé en vertu du pouvoir discrétionnaire n'est pas une cause de nullité. (C. crim., 269.)

Lorsqu'un expert qui a déjà prêté serment est chargé avec d'autres d'une mission ayant un seul et même objet avec celle qu'il a déjà accomplie, il n'est point nécessaire de lui faire prêter un nouveau serment. (C. crim., 44.)

La lecture faite par le ministère public, sans autorisation du président, d'une lettre relative à un accusé, lettre qui lui a été adressée pendant le cours des débats, ne peut donner lieu à cassation de l'arrêt, surtout lorsque le président ni la Cour n'ont interdit la lecture de cette lettre, et que l'accusé a donné à ce sujet toutes les explications qu'il a jugées utiles à sa défense.

Le président n'a un pouvoir discrétionnaire pour fixer le moment et la durée des intervalles nécessaires pour le repos de ceux qui prennent part aux débats; il peut, pour cette fixation, consulter le vœu des jurés et l'intérêt de la manifestation de la vérité (3).

Le jury peut, en déclarant coupables les deux accusés signalés par l'accusation comme ayant pris part aux mêmes faits, écarter la question de complicité; il n'y a dans ce cas aucune contradiction.

Lorsqu'il a été déclaré par le jury que les accusés sont coupables du crime de faux avec les caractères qui le constituent légalement, il ne peut être soutenu devant la Cour de cassation que, l'acte étant nul, le faux ne pouvait être le principe d'une action criminelle.

Peu après la mort de Seguin, le munitionnaire, un billet de 500,000 fr. portant la signature Seguin fut présenté à ses héritiers; sur la plainte en faux formée par ceux-ci, une instruction eut lieu relativement à ce titre. A quelques mois de là apparut un testament aux termes duquel Seguin disposait de sommes considérables et instituant la dame de Wautly légataire d'une pareille somme de 500,000 fr. Nouvelle plainte en faux de la part des héritiers Seguin; nouvelle instruction.

Dans ces circonstances, il intervint successivement deux arrêts de la chambre des mises en accusation : le premier renvoya devant la Cour d'assises les nommés Hurner, Lourtet, Haribault, et la dame de Wautly, comme accusés de fabrication et d'usage du faux billet de 500,000 fr. Cette dernière seulement fut renvoyée par le second arrêt sous l'accusation de fabrication et d'usage du testament. Cette double accusation fut jointe par ordonnance du président des assises.

Après seize jours de débats, et à la date du 24 août 1856, intervint contre les accusés présents un arrêt de la Cour d'assises qui condamna

(1) *F.*, en ce sens, Cass., 29 avril 1819, 22 juin 1820, 29 janv. et 7 oct. 1825.

Si le témoin dont le nom n'a pas été notifié à l'accusé a été entendu sous prestation de serment,

malgré l'opposition d'écrit, il n'y a pas cependant nullité. — *F.*, Cass., 1^{er} avril 1850.

(2) *F.*, Cass., 26 mai 1826.

Horner à cinq années de réclusion et à l'exposition, Louret et la dame de Wailly à trois années de prison.

POURVOI de la part d'Horner. A l'appui de ce pourvoi sept moyens furent présentés :

1^{re} Violation et fausse application des articles 226, 227 et 307. C. crim., en ce que c'est le président de la Cour d'assises, et non la chambre d'accusation, qui, par une ordonnance antérieure à l'ouverture des débats, a joint l'accusation dirigée contre la dame de Wailly, Horner, Louret, et Haribanit, portant sur le billet de 500,000 fr., et celle contre la dame de Wailly seule, relative à un faux testament, lorsque cependant, aux termes des art. 226 et 227, la chambre d'accusation a seule le droit de joindre deux affaires, et que le président n'a, aux termes de l'art. 307, que le droit de joindre plusieurs accusations sur un même délit.

2^{re} Violation de l'art. 269. C. crim., en ce qu'on a fait prêter serment à un expert appelé en vertu du pouvoir discrétionnaire du président.

3^{re} Violation de l'art. 44. C. crim., en ce qu'on a adjoint un expert qui avait prêté serment, la veille, à deux autres experts, sans lui faire prêter serment en même temps qu'aux autres, lorsqu'il s'agissait d'une opération différente, le premier expert ayant, en effet, été appelé pour donner son avis sur un procédé de dessiccation du bois, et les trois experts devant ensemble examiner le procédé, donner leur avis si le secret de ce procédé était connu, s'il avait été professé et employé et s'il leur paraissait être avantageux.

4^{re} Violation des art. 267, 268 et 341. C. crim., en ce que l'avocat général a lu à l'audience une lettre relative à Horner, sans y avoir été autorisé par le président.

5^{re} Violation des art. 353, en ce que le président, qui ne peut suspendre les débats que pour le repos des juges, des jurés, etc., les a suspendus dans cette affaire, et a renvoyé au lendemain, sur la demande des jurés, et afin qu'ils eussent un laps de temps plus long pour examiner les pièces et pour délibérer.

6^{re} Contradiction dans les réponses du jury. En ce que deux accusés, Louret et Horner, ont été déclarés coupables isolément du même fait, sans aucune énonciation de complicité.

7^{re} Fausse application de la loi pénale, en ce qu'on a appliqué la peine du faux pour la falsification d'un acte qui ne pouvait pas être le principe d'une action. En effet, la falsification portait sur un endossement qui était nul, en ce qu'il n'indiquait pas la valeur fournie.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 307. C. crim., ne contient pas une disposition limitative; que la jonction peut donc être ordonnée dans d'autres cas que ceux qu'il prévoit; qu'elle peut l'être particulièrement dans le cas de connexité, surtout lorsque la chambre d'accusation, ayant été saisie des deux affaires à des époques différentes, n'a pu apprécier elle-même cette connexité;

» Attendu, sur le deuxième moyen, que, si, d'après l'art. 269 du même Code, les experts appelés en vertu du pouvoir discrétionnaire peuvent ne pas prêter serment, il ne peut, d'un autre côté, résulter de nullité de la prestation d'un serment que la loi n'exige pas, mais qui ne peut être considéré que comme une garantie de plus pour la manifestation de la vérité; qu'ainsi en admettant que Bréant, expert, ait été appelé en vertu du pouvoir discrétionnaire, le serment prêté par lui ne peut vicier la procédure;

» Attendu, sur le troisième moyen, que, d'après les énonciations du procès-verbal de la séance du 12 août sur la mission confiée à l'expert Bréant seul, et d'après les termes de l'arrêt qui précède la mission qui lui a été donnée le lendemain conjointement avec deux autres experts, il est manifeste que ces deux missions avaient un seul et même objet; que, dès lors, il n'a point été nécessaire de soumettre cet expert, qui avait prêté, à l'audience du 12 août, le serment de l'art. 44. C. crim., à le prêter de nouveau à l'audience du 15;

» Attendu, sur le quatrième moyen, que, si le procureur général a donné lecture, pendant les débats, d'une lettre à lui adressée par le maire de Dieppe et concernant l'accusé Horner, sans s'y être fait autoriser par le président en vertu de son pouvoir discrétionnaire, aucun article du Code d'instruction criminelle ne le soumettait à obtenir préalablement cette autorisation; qu'aucune des parties ne s'est opposée à cette lecture; que ni le président ni la Cour ne l'ont interdite; que Horner a fourni sur cette lecture toutes les explications qu'il a cru utile à sa défense de présenter au jury; que de ces faits, constatés par le procès-verbal, il ne peut résulter aucune nullité;

» Attendu, sur le cinquième moyen, que le président a un pouvoir discrétionnaire pour fixer le moment et la durée des intervalles nécessaires pour le repos de ceux qui prennent part aux débats; qu'il ne lui est point interdit pour cette fixation de consulter le vœu des jurés et l'intérêt de la manifestation de la vérité;

» Attendu, sur le sixième moyen, qu'on ne peut voir aucune contradiction dans les réponses par lesquelles le jury a déclaré séparément chacun des demandeurs coupable des crimes de faux dont ils étaient accusés;

» Attendu, sur le septième moyen, que, le jury ayant déclaré les accusés coupables du crime de faux avec les caractères qui le constituent légalement, il n'est plus permis de soutenir, devant la Cour, qu'il n'y a pas faux criminel, parce qu'il n'y aurait pas eu de préjudice causé, — Rejette, etc. »

Du 4 nov. 1836. — Ch. crim.

POSTE AUX LETTRES. — TRANSPORT ILLÉGAL. — VISITE. — PERTE.

Les préposés de l'ectroi, lorsqu'ils ont été délégués à cet effet par les directeurs des postes, ont qualité pour rechercher et constater

le transport illégal des lettres (1). (Arrêté 27 prair. an 10, art. 3; décret 17 mai 1809, art. 158.)

La règle qui veut qu'à défaut de procès-verbal, ou lorsqu'il est infecté de nullité, il y soit suppléé par la preuve testimoniale, est applicable aux contraventions commises en matière de poste aux lettres (2). (C. crim., 154; arrêté 27 prair. an 9, art. 5.)

En annulant un arrêt de la Cour de Douai, la Cour de cassation avait, par arrêt du 18 mars 1856, renvoyé l'affaire devant la Cour d'Amiens. Cette dernière Cour a jugé comme la Cour de Douai. — Nouveau pourvoi.

ARRÊT.

« LA COUR. — En ce qui touche la validité du procès-verbal du 17 sept. 1855, constatant la contravention imputée à Verdière : — Attendu que l'art. 3, arrêté 27 prair. an 9, autorise formellement les directeurs, contrôleurs et inspecteurs des postes, et les autres agents de l'autorité publique qui y sont désignés, à faire faire les perquisitions et saisies, afin de constater les contraventions commises par les messagers et conducteurs de voitures publiques, porteurs de lettres et dépêches; que cette autorisation étant illimitée dans son texte, comprend tous les agents de l'autorité qui, par la loi de leur institution et par leurs fonctions, ont qualité pour rédiger des procès-verbaux; — Attendu que les employés de l'octroi, appelés par l'art. 156, décret 17 mai 1809, à constater les contraventions en matière d'octroi et de police, peuvent être chargés par les directeurs des postes de rechercher et constater celles qui sont commises contre les prohibitions portées dans l'arrêté du 27 prair. an 9; qu'il est impossible d'admettre que la délégation de fonctions, autorisée par cet arrêté, ne peut être consentie qu'en faveur d'agents dénommés en l'art. 3; que ce serait restreindre et même annuler la disposition de la loi; que ces agents ayant, de leur chef, qualité pour agir et constater ces contraventions, ne recevraient aucun pouvoir nouveau d'une délégation; que la disposition de la loi serait, à leur égard, illusoire et sans effet; qu'ainsi, elle ne peut être limitée à cette classe de fonctionnaires; — Attendu que l'arrêté de l'an 9 n'exige pas une délégation particulière et spéciale pour chaque procès-verbal; que ces réquisitions spéciales seraient souvent impossibles, parce que les contraventions sont essentiellement secrètes et ne pourraient être désignées, que la délégation peut être continue et permanente; — Que le procès-verbal rédigé le 12 sept. 1855, signé par Verdière et constatant qu'il était porteur de trois lettres adressées à des habitants de Lille est régulier; — En ce qui touche la preuve testimoniale, dans le cas de nullité du procès-verbal : — Attendu que la preuve devant les tribunaux correctionnels doit être faite, aux termes de l'art. 189, C. crim., de la manière prescrite par

les art. 154, 155 et 156, même Code, concernant les contraventions de police; que, suivant l'article 154, ces contraventions peuvent être prouvées, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports et de procès-verbaux, ou à leur appui; qu'ainsi la preuve testimoniale doit être reçue, lorsqu'il n'y a pas de procès-verbal ou lorsqu'il est infecté de nullité, à moins que la loi de la matière ne l'interdise par une disposition exceptionnelle; — Attendu que l'art. 5, arrêté 27 prair. an 9, en énonçant le procès-verbal comme la preuve principale de la contravention, n'exclut pas les autres preuves, notamment celle par témoins; qu'ainsi l'article 484, C. pén., ne peut être appliqué à l'espèce actuelle, — Casse, etc. »

Du 7 nov. 1856. — Ch. réun.

JUGEMENT. — JUGE SUPPLÉANT. — VOIX DÉLIBÉRATIVE.

Les juges suppléants ne peuvent, à peine de nullité, concourir avec voix délibérative au jugement d'un tribunal civil qu'autant que leur présence est nécessaire pour compléter le nombre des juges (3). (L. 27 mars 1791, art. 29, 27 vent. an 8, art. 12, et 20 avril 1810, art. 41.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Sur le moyen de forme proposé à l'appui du pourvoi contre le jugement du 17 sept. 1854 : — Vu l'art. 29, de la loi du 27 mars 1791, l'art. 12, de la loi du 27 vent. an 8, et l'art. 41, de la loi du 20 avril 1810; — Attendu que de la combinaison de ces lois il résulte que les juges suppléants ne peuvent concourir avec voix délibérative aux jugements, dans les cas où leur concours devient nécessaire pour la validité des jugements; — Et attendu que des énonciations portées dans le jugement du 17 déc. 1854, résulte la preuve qu'un juge suppléant a, malgré la présence des juges titulaires au nombre déterminé par la loi pour la validité des jugements, concouru audit jugement, non pas seulement avec voix consultative, mais avec voix délibérative, ce qui constitue une contravention formelle aux dispositions de lois ci-dessus citées, — Casse, etc. »

Du 8 nov. 1856. — Ch. civ.

Nota. Le même jour, la Cour a rendu un arrêt semblable dans une affaire de l'enregistrement contre Gillet.

SOCIÉTÉ. — ACTION. — MANDAT. — EXPLOIT.

L'exploit introductif d'instance donné à la requête d'une société purement civile doit, à peine de nullité, désigner individuellement par leurs noms, profession et domicile, chacun des membres de la société. (C. proc., 61; C. civ., 1845, 1850 et suiv.)

Il ne suffit pas qu'il ait notifié à la requête de la société, poursuites et diligences de son directeur (1).

(1-2) *F. contra*, Douai, 15 nov. 1855.

(3) *F. conf.*, 23 juill. 1823, 15 mars 1825, 13 déc. 1826, 23 avril et 6 nov. 1827, et 11 fév. 1828.

(3) *F. Delangle, Soc. comm.*, n° 19; Pardessus, n° 978.

La maxime Nul en France, excepté le roi, ne plaide par procureur, signifie que, pour intenter ou soutenir une action judiciaire, il faut être en nom direct dans les qualités de l'instance. Si les actes faits dans une instance par un mandataire agissant au nom de son mandant peuvent être maintenus, c'est seulement lorsqu'ils doivent, d'après les termes dans lesquels ils sont conçus, être considérés comme faits à la requête du mandant, et que les noms, profession et domicile de celui-ci, sont clairement indiqués, soit dans l'exploit même, soit au moins dans les significations placées en tête.

Aux termes d'un acte notarié des 7 et 14 sept. 1829, le comte de Montinartie, cessionnaire des droits et actions de la maison d'Orléans sur les domaines engagés du Cotentin, a formé, avec Deplace, Collin et autres dénommés au contrat, une société purement civile à l'effet d'exploiter et liquider les domaines et droits cédés par la maison d'Orléans. — La société a été constituée sous le titre de *Compagnie des domaines engagés du Cotentin*.

L'art. 16 des statuts est ainsi conçu : « Les actions de toute nature de la société seront intentées et suivies au nom de la société, poursuites et diligences de Deplace, comme directeur et sociétaire, auquel les autres associés confèrent tout droit à cet égard. »

La société ainsi établie ayant assigné entre autres débiteurs, Héroult-Lafontaine, par acte du 19 mars 1854, l'exploit lui fut donné à la requête de la société, poursuites et diligences de Deplace, en qualité de membre et directeur de ladite société. En tête de la citation se trouvait un extrait du contrat de société contenant seulement, à l'égard de chacun des autres associés, l'indication de leurs noms. — Demande en nullité de l'exploit d'assignation.

Le 17 fév. 1855, le tribunal de Cherbourg annule en effet l'assignation à l'égard de tous les associés, par un jugement ainsi conçu : — « Vu l'art. 61, C. proc., d'après lequel tout exploit d'ajournement doit contenir les noms, profession et domicile du demandeur, à peine de nullité ; — Vu l'art. 1029, même Code, d'après lequel aucune des nullités prononcées n'est combinatoire ; — Attendu que l'assignation, considérée comme faite à la requête des demandeurs, agissant individuellement, est évidemment nulle, faute de désignation des noms, profession et domicile, d'après le texte précis de l'art. 61, C. proc., sauf en ce qui concerne Deplace, suffisamment désigné, mais à l'égard duquel il s'élève une autre question dont le tribunal va s'occuper plus tard ; — Attendu que l'assignation, nulle comme donnée à la requête d'individus insuffisamment désignés, ne peut être valable comme donnée à la requête de la compagnie des domaines engagés, etc., en effet, la loi veut que le défendeur connaisse le demandeur qui l'assigne, soit pour qu'il puisse lui faire des offres à personne ou domicile, soit afin qu'il puisse apprécier sa capacité et sa solvabilité ; cette règle générale, tracée dans l'art. 61, C. proc., ne doit recevoir d'autres exceptions que celles qui sont prononcées textuellement par la loi, par exem-

ple, à l'égard des communes et établissements publics et des sociétés commerciales. On ne peut reconnaître à deux ou plusieurs individus la faculté de se constituer en société civile, dont le nom puisse, en cachant les individus qui la composent, former un être moral, capable d'estimer en justice comme tel, sans qu'un défendeur soit à portée de connaître s'il a affaire à des gens capables ou non, solvables ou insolubles, et à quel domicile il pourrait valablement faire des offres réelles ; à la loi seule appartient de créer de ces sortes d'êtres moraux. — Cette opinion, conforme à la saine raison, aux règles tracées dans le Digeste, au titre *Quod cumjussuque universitatis nomine vel contra eam agatur*, et aux principes de notre législation, est ainsi résumé dans la théorie de la procédure civile de Boncenne : « Les demandes intentées par une société civile doivent être formées au nom de tous les associés, chacun d'eux étant tenu pour une somme et part égales, quoique la part de l'un d'eux dans la société soit moindre ; il faut bien que le défendeur les connaisse pour leur faire l'application des condamnations de dépens ou dommages-intérêts qu'il peut obtenir. » Donc l'assignation sur laquelle le tribunal doit statuer est nulle, comme donnée à la requête d'une société sans existence légale. — Attendu, à l'égard de la question de savoir si l'assignation ne serait pas au moins valable en ce qui concerne Deplace, dont les noms, profession et domicile, sont énoncés, que l'exploit n'est point délivré aux noms d'individus, mais au nom d'une compagnie non commerciale à Héroult-Lafontaine, aux fins de faire payer le montant entier des arrérages d'une rente domaniale ; que tout repousse l'idée que Deplace ait voulu dans aucun cas procéder comme simple individu ou comme sociétaire pour sa part seulement ; que même, dans la disposition de ses conclusions, il ne demande pas à soutenir le procès en son nom singulier, dans le cas où l'exploit d'assignation serait nul par rapport à ses coassociés... ; — En conséquence déclare nul l'exploit d'ajournement tant à l'égard des membres de la société qu'à l'égard de Deplace. » — Appel.

Le 24 août 1855, arrêt de la Cour de Caen : — « Point de droit : 1^{er} l'exploit d'ajournement signifié à Héroult, dit Lafontaine, le 19 mars 1854, au nom des membres composant la compagnie des domaines engagés du Cotentin, est-il nul ? 2^o dans le cas de l'affirmative, cette nullité existe-t-elle à l'égard de Deplace, membre et directeur de cette compagnie, comme à l'égard de ses coassociés ; 3^o si cette assignation est valable à l'égard de Deplace, l'est-elle pour la totalité de la rente réclamée, ou seulement pour un scième, qui est la part qui lui appartient dans l'association ?

• Sur la première question, la Cour adopte les motifs des premiers juges ;

• Sur la deuxième question : — Considérant que la créance dont il s'agit d'opérer le recouvrement sur Héroult-Lafontaine n'est solidaire ni indivisible entre les membres de la compagnie du Cotentin, et que Deplace pouvait agir individuellement pour obtenir le paiement de sa

part; — Considérant qu'il a indiqué dans l'exploit d'ajournement ses nom, prénom, profession et domicile; qu'il a même fait connaître qu'il agissait non-seulement comme directeur, mais encore comme membre de la compagnie du Cotentin; — Considérant que, si, en matière de société civile, l'exploit dans lequel un associé déclare agir tant pour lui que pour ses coassociés est nul à l'égard de ceux-ci, lorsqu'ils n'y sont pas suffisamment désignés, cet exploit doit être déclaré valable par rapport à l'associé qui a rempli toutes les formalités prescrites par l'art. 61, C. proc., s'il consent à restreindre sa demande à sa part, parce qu'en ce cas le défendeur est sans intérêt légitime pour exciper de la nullité; — Considérant que Deplace ne peut être présumé avoir abandonné sa part dans la rente réclamée de Héroult-Lafontaine; que pour la lui refuser il faudrait une renonciation formelle émanée de lui à cet égard; et qu'il n'en existe ni dans les écritures de première instance, ni dans celles d'appel; — Considérant que la demande qu'il en forme aujourd'hui n'est point une demande nouvelle; qu'elle était implicitement comprise dans l'exploit introductif d'instance et dans les conclusions prises devant les premiers juges; de tout quoi il résulte que l'exploit du 19 mars 1854, est valable à l'égard de Deplace, et que sa demande est régulière;

» Sur la troisième question : — Considérant que les membres de la compagnie du Cotentin ne sont point créanciers solidaires de la rente qu'ils réclament; que chacun n'y a que sa portion virile; que par conséquent l'exploit régulièrement signifié par l'un d'eux, Deplace, ne peut profiter qu'à lui seul, et seulement pour sa part; — Considérant d'ailleurs qu'il est décidé par la solution de la première question que Deplace ne peut rien demander comme mandataire, qu'il n'a de droit à exercer que comme membre de la société, et qu'à ce titre il ne peut prétendre qu'à un seizième; — Considérant qu'il importe peu que, par des conventions particulières, Deplace soit obligé de mettre cette part dans la société et de la partager avec ses associés, parce que Héroult, dit Lafontaine, est légalement réputé ne pas connaître les autres personnes qu'on lui présente comme ayant droit chacune à un seizième de la rente dont on prétend qu'il est débiteur, et qu'il n'est tenu de répondre qu'à la demande qui lui est régulièrement faite.... »

POURVOI en cassation de la part de la compagnie du Cotentin, pour violation et fausse application des art. 61 et 69, C. proc.; violation des art. 1856 et 1859, C. civ., et enfin fausse application de la maxime *Nul en France, excepté le roi, ne plaide par procureur*.

ARRÊT.

» LA COUR, — Vu les art. 1845, 1850, 1852, 1856, 1862, 1863, C. civ., et 50, 59, 61 et 69, C. proc.;

» Sur le premier moyen : — Attendu en droit que la société civile est sans doute, comme la société de commerce, un être moral dont les intérêts sont distincts de ceux de chacun de ses membres (C. civ., 1845, 1850 et 1852); un être

moral qui peut charger un seul associé de l'administration de ses intérêts (art. 1856), administrateur irrévocable pendant la durée de la société; les tiers intéressés peuvent agir, tant que la société existe, devant le juge du lieu où la société est établie (C. proc., 50 et 59); mais on ne peut en conclure qu'il est permis à cet être moral d'agir en nom collectif, sans donner même l'indication des noms et domiciles de ses membres; d'une part, en effet, dans les sociétés autres que celles de commerce, les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales (1862 et 1865); de l'autre, l'art. 61, C. proc., porte que l'exploit d'ajournement doit contenir les noms, profession et domicile du demandeur, ainsi que les noms et demeure du défendeur; l'art. 69, excepte l'État, le trésor public, les administrations ou établissements publics, et, § 6, les sociétés de commerce, tant qu'elles existent; il n'excepte point les sociétés civiles; ces sociétés restent donc soumises au droit commun et aux dispositions impératives de l'art. 61;

» Attendu, en fait, qu'il s'agit dans la cause d'une société purement civile, et que la compagnie a figuré collectivement, poursuites et diligences de son directeur, dans l'exploit introductif de sa demande en première instance et en cause d'appel, sans désigner individuellement les seize membres de la société;

» Sur les deuxième et troisième moyens : — Attendu que, fondée sur la déclaration du 30 nov. 1849, la maxime *Nul en France, excepté le roi, ne plaide par procureur*, signifie que, pour intenter ou soutenir une action judiciaire, il faut être en nom dans les qualités de l'instance; admettre un mandataire simple, ordinaire, volontaire, à figurer en son nom comme mandataire dans l'action, dans l'instance, dans les jugements, ce serait l'assimiler à un tuteur; la raison et la loi s'y opposent; un cointéressé ne peut non plus, en matière indivisible et non solidaire, agir seul au nom de ses cointéressés, ni subir personnellement une condamnation qui serait exécutoire contre eux; — Attendu que l'application rigoureuse de ces principes à la cause peut d'autant moins faire de doute qu'il ne s'agit pas d'actes conservatoires, mais d'une action directe et principale, et que les noms, professions et domiciles des membres de la société ne sont indiqués ni dans l'exploit, ni dans le jugement, ni dans l'arrêt;

» Sur le quatrième moyen : — Attendu que, s'il peut être permis de maintenir des actes faits par le mandataire agissant au nom du mandant, c'est seulement lorsque, d'après les termes dans lesquels il est conçu, l'acte peut être considéré comme fait à la requête du mandant lui-même, et que les noms, profession et domicile du mandant sont clairement indiqués soit dans l'acte même, soit au moins dans des actes signifiés en tête de l'exploit; et, dans l'espèce, l'action a été formée à la requête du directeur seul, l'extractif qu'on donne de l'acte de société n'indique même pas les domiciles; ainsi les prescriptions de l'art. 61, C. proc., n'ont été remplies sous aucun rapport; et, en déclarant nulle et irrégulière l'action collectivement formée au nom de la

compagnie des domaines engagés du Cotentin, lui de violer aucune loi, la Cour de Caen a au contraire fait une juste application; — Rejet. etc. »

Du 8 nov. 1836. — Ch. req.

USAGE. — PREUVE. — DÉLIVRANCE.

L'exercice d'un droit d'usage dans les forêts de l'État ne peut être prouvé que par des procès-verbaux de délivrance ou des actes administratifs équivalents (1). (L. 28 vent. an 11, art. 1^{er}; ord. 1669, tit. 27, art. 33.)

La preuve de la possession ne saurait résulter de ce que les prétendus usagers auraient été poursuivis correctionnellement pour enlèvement de bois, et que, le tribunal ayant renvoyé les parties devant les juges civils pour statuer sur la question de propriété, il n'aurait été donné aucune suite à l'affaire par l'administration des domaines.

L'abbaye de Mazan avait autrefois donné à cens différents biens à Jean et Mathieu Allène, ainsi qu'à d'autres habitants du village de Mezirac.

Dans une des reconnaissances de censive fournies à ce sujet, il fut dit, le 20 fév. 1784, que faculté était donnée à Jean Allène « de prendre du bois dans la forêt de Mazan, excepté le bois, pour le chauffage et usage de la maison tant seulement, sans en pouvoir vendre ni donner, sous la censive de quatre quartiers d'avoine et trois deniers. »

Depuis cette époque, les descendants de Jean et Mathieu Allène prétendent avoir constamment exercé leur droit d'usage dans la forêt, en en payant les censives.

Toutefois, en l'an 9, les frères Serrouil, petits-fils de Mathieu Allène, furent traduits en police correctionnelle par l'administration des domaines, pour s'être permis d'enlever du bois dans la forêt de Mazan. Mais les prévenus ayant excepté de leur qualité de propriétaires, le tribunal de l'Argentière, par un jugement du 25 frim. an 9, se déclara incompétent, et renvoya les parties devant les juges civils. — Depuis, il ne fut donné aucune suite à cette affaire.

Allène et les frères Serrouil firent signifier au préfet de l'Ardèche les reconnaissances de 1784, et l'assignèrent pour voir dire qu'ils seraient maintenus dans l'exercice de leur droit d'usage. A l'appel de leurs titres, ils alléguèrent leur paisible possession depuis 1784, et demandèrent à être admis à en faire preuve tant par titres que par témoins. Enfin, les frères Serrouil invoquaient le jugement correctionnel du 25 frim. an 9.

De son côté, le préfet de l'Ardèche, se prévalant d'abord de ce qu'au moment de la promulgation du Code forestier les demandeurs n'étaient pas en possession, soutenait ensuite que leurs droits d'usage n'étaient nullement constatés, et

qu'au surplus ces droits seraient éteints par le non-usage pendant plus de 30 ans.

Le 27 janv. 1831, jugement du tribunal civil de l'Argentière, qui rejette la fin de non-recevoir invoquée par l'État, et statuant au fond, déclare les titres valables et suffisants, et maintient les demandeurs dans leurs droits d'usage, à la charge toutefois de prouver qu'ils sont les détenteurs de biens concédés à leurs auteurs.

Sur l'appel du préfet, arrêt de la Cour de Nîmes, du 26 fév. 1834, qui confirme par les motifs suivants :

« Attendu que les actes produits par les intimés justifient suffisamment de la propriété des droits d'usage par eux réclamés; — Attendu qu'ils prouvent suffisamment que leur droit ne s'est pas éteint par non-usage pendant trente ans; par divers actes et documents par eux produits, et notamment par la représentation d'un jugement du tribunal de l'Argentière du 25 frim. an 9. »

POURVOI du préfet de l'Ardèche pour violation de l'art. 33, tit. 27, de l'ord. de 1669; de l'art. 1^{er}, de la loi du 28 vent. an 11. Les actes constatant les droits d'usage par eux réclamés remontaient à 1784. A l'appui de l'allégation de jouissance qui avait eu lieu depuis, les usagers ne produisaient ni procès-verbaux de délivrance, ni actes de dépôt de leurs titres, ni aucun autre acte administratif qui puisse les suppléer. L'arrêt attaqué aurait donc dû déclarer les droits d'usage prescrits.

Pour les défendeurs on répondait : Pour établir l'exercice de son droit d'usage, il faut que l'usager prouve qu'il a joui continuellement et paisiblement. Le plus souvent cette preuve se fait par la représentation de procès-verbaux de délivrance; mais aucune loi n'exige que cette preuve ne doive avoir lieu que de cette manière; et la loi de vent. an 11, n'impose aux usagers l'obligation de produire les actes écrits qui justifient leur possession que s'il en existe. Ainsi il peut y avoir des équipollents, dont la valeur est laissée, par conséquent, à l'appréciation des juges du fait. Or, dans l'espèce, la Cour royale a décidé, d'après le jugement correctionnel, et la silence gardé depuis par l'administration, quoique partie poursuivante, que les usagers avaient continuellement exercé leur droit : cette décision échappe en fait à la censure de la Cour suprême.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu l'art. 33, tit. 27, de l'ord. de 1669; l'art. 1^{er}, de la loi du 28 vent. an 11; — Attendu que les défendeurs ont prouvé nullement leur possession régulière et légale; — Que les titres prétendus par eux produits étaient antérieurs de plus de trente ans à l'action par eux intentée; qu'ils ne produisaient aucuns procès-verbaux de délivrance, moyen légal pour prouver la possession; qu'ils ne produisaient non plus aucun acte émané de l'administration

(1) *P. conf.* Cass., 21 août 1828, 5 avril 1833, 26 janv., 4 fév., et 3 juin 1835 et 15 nov. 1836. — La preuve testimoniale ne serait pas admissible (voir, ces mêmes arrêts), à moins toutefois qu'il n'y eût un commencement de preuve par écrit.

(voir, Cass., 15 juin 1836), ou lorsque, par le mode de délivrance adopté par les propriétaires de fonds servant, les usagers ont été dans l'impossibilité de produire la preuve écrite de cette délivrance. — *P. Cass.*, 11 mai 1836.

qu'il pût y suppléer; — Que le jugement du tribunal de l'Argentière ne prouvait nullement la possession, mais indiquait seulement que lesdits défendeurs étaient poursuivis précisément pour un délit de la compétence correctionnelle, et qu'ayant allégué leurs droits de propriété, ils furent renvoyés à faire statuer sur ce point par le tribunal civil; d'où il suit qu'en attribuant aux défendeurs le droit d'usage par eux réclamé, la Cour de Nîmes a violé les articles précités, — Casse, etc. »

Du 8 nov. 1856. — Ch. civ.

COURS D'EAU. — TROUBLE. — COMPÉTENCE. — DOMMAGE.

Le trouble apporté à la jouissance d'un propriétaire, non par le curage d'une rivière, mais cependant par des travaux exécutés dans son lit, est de la compétence du juge de paix. (C. proc., 23; L. 19-20 août 1790, 21 fruct. an 3, 14 flor. an 11; C. civ. 645.)

Lorsqu'un dommage a été causé par plusieurs personnes, sans qu'il soit possible de déterminer la part que chacune d'elles a prise dans le fait qui l'a occasionné, les tribunaux peuvent condamner toutes ces personnes solidairement à payer la réparation. (C. civ., 1302.)

Un tribunal a le droit d'ordonner, à titre de mesure provisoire, qu'un barrage sera établi dans une rivière, pour rendre au propriétaire d'une usine inférieure tout le volume d'eau dont il jouissait avant le trouble apporté à la possession.

La rivière du Thérain se divise à un certain point de son cours en deux bras, appelés l'un le *Marais de la Place*, l'autre le *Prieuré*. Sur le premier bras est établie une usine appartenant à Lefebvre et Seillière, et sur l'autre existe l'usine de Lefebvre-Soyez.

Il est à remarquer qu'une espèce de barrage naturel s'étant formé au point de division de la rivière, par suite d'atterrissements successifs, un volume d'eau plus considérable passait dans le bras du Prieuré.

En 1854, le curage du bras du Marais de la Place est effectué par Lefebvre et Seillière, qui enlèvent en même temps le barrage naturel de la pointe de l'île, et diminuent ainsi la masse d'eau du bras du Prieuré.

Aclenn en complainte, de la part de Lefebvre-Soyez. — Lefebvre aîné et Seillière soutiennent que le juge de paix est incompétent, attendu qu'ils n'ont fait que zurer le lit de la rivière.

Le 5 nov. 1854, sentence du juge de paix qui, sans s'arrêter à cette exception, ordonne le rétablissement des lieux dans leur premier état, et condamne Lefebvre aîné et Seillière, solidairement, en 400 fr. de dommages-intérêts.

Sur l'appel, jugement confirmatif du tribunal de Senlis, du 15 déc. 1855 :

« Attendu qu'il résulte des expertises que Seillière et Lefebvre aîné, au lieu de procéder au curage de la rivière du Thérain, en ont approfondi et creusé le lit; qu'ils ont notamment détruit un banc de silex fort ancien, et détourné par le bras du Marais de la Place les eaux qui

alimentaient l'usine de Lefebvre-Soyez en passant par le canal de dérivation; — Attendu que Lefebvre-Soyez avait la jouissance plus qu'annale des eaux dont il a été privé par le fait de Seillière et Lefebvre aîné, et qu'il devrait conséquemment être réintégré dans sa possession; que, pour atteindre ce but, le rétablissement des lieux dans leur état primitif pourrait paraître nécessaire; que toutefois cette opération est difficile, pour ne pas dire impossible; et qu'il est plus juste, plus équitable, de prescrire une mesure équivalente, d'une exécution facile et de nature à assurer la conservation des droits de tous; — Adoptant au surplus les motifs, etc., — Confirme; dit cependant que les travaux dont l'exécution a été ordonnée conformément aux plans du géomètre Breton, pour rétablir les lieux dans l'état où ils étaient avant l'enlèvement de la barre d'atterrissement, consisteront dans la construction d'un barrage, etc. »

Lefebvre aîné et Seillière ont dirigé contre ce jugement un pourvoi fondé sur trois moyens.

Premier moyen. — Violation de l'art. 23, C. proc., des lois des 19-20 août 1790, 21 fruct. an 3, 14 flor. an 11, et de l'art. 645, C. civ. — Pour être admis à intenter une action possessoire, il faut que la jouissance dont on excipe soit une jouissance non précaire, et telle qu'elle puisse coexister à la prescription de la propriété (1). Or, la possession de Lefebvre-Soyez n'était point de cette nature : car le volume d'eau plus considérable qui coulait par le bras du Prieuré n'était dû qu'au défaut de curage de la rivière. En tous cas, le juge de paix était incompétent pour prononcer sur la demande dont il avait été saisi, puisque le trouble prétendu ne reposait que sur un fait de curage, et que ces sortes de faits et les difficultés contentieuses auxquelles ils donnent lieu sont placés par des lois spéciales dans les attributions de l'autorité administrative. Il y a plus : dans l'espèce, le préfet de l'Oise avait, par de règlements particuliers, prescrit aux possesseurs d'usines sur le Thérain d'en curer le lit. Or, de deux choses l'une, ou Lefebvre aîné et Seillière ont scrupuleusement exécuté ce qui était prescrit par les ordonnances du préfet, et alors ils n'ont encouru aucun reproche; ou ils les ont outrepassées, et alors l'administration, qui est seule habile à interpréter ses propres arrêtés, a seule aussi le droit de décider s'ils ont été violés ou non.

Second moyen. — Violation de l'art. 1302, C. civ., portant que la solidarité ne se présume pas, en ce que le tribunal de Senlis a condamné les demandeurs éventuels solidairement en 400 fr. de dommages-intérêts, bien que le fait dont se plaignait Lefebvre-Soyez apparût divisément à chacun d'eux, et que les réparations qui en étaient la suite fussent également susceptibles de division.

Troisième moyen. — Violation des règles relatives à la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, en ce que le tribunal a ordonné l'établissement d'un barrage artificiel dans le Thérain pour remplacer le barrage na-

(1) P. Cass., 7 juin 1820 et 6 juill. 1826.

turel qui existait auparavant. — La construction dans le lit d'une rivière d'un barrage artificiel destiné à régler le niveau de l'eau est un acte essentiellement administratif, et les tribunaux sont évidemment sans pouvoirs à cet égard. Ce qu'ils peuvent, ce qui est seulement dans leurs attributions, c'est d'ordonner que le trouble cessera s'il est reconnu qu'il y a eu trouble, que les lieux seront remis dans leur premier état s'il est établi que l'état des lieux a été changé. Faire davantage, comme le tribunal de Senlis, c'est empiéter sur le pétitoire. En vain objecterait-on que le résultat est en définitive le même, soit qu'un barrage artificiel soit édifié, soit que le barrage naturel soit rétabli, si dans l'une et l'autre hypothèse chaque propriétaire d'usine a la même quantité d'eau dont il jouissait avant la destruction du barrage naturel. Il existe en effet une différence notable entre les deux cas. Si le barrage artificiel est détruit par un accident quelconque, on le reconstruit, tandis qu'au contraire, si le barrage naturel venait à être enlevé, on ne le remplacerait point, et le bras du Marais de la Placé serait affranchi de la diminution d'eau qu'il lui cause.

AARÉ.

• LA COUR. — Sur le premier moyen : — Attendu qu'il ne s'agissait pas seulement du curage d'une rivière, mais d'un trouble apporté par des travaux, autres que le curage, à la jouissance d'un cours d'eau, matière rentrant absolument dans la compétence du juge de paix ;

• Sur le deuxième moyen : — Attendu que le dommage dont la réparation était ordonnée avait été causé par deux personnes, sans qu'on pût déterminer la part que chacune avait prise dans ce fait ; que, cette réparation constituant un objet indivisible, le tribunal a pu condamner solidairement les demandeurs en cassation au paiement des dommages-intérêts ;

• Sur le troisième moyen : — Attendu d'abord que le barrage n'a été ordonné que comme mesure provisoire propre à faire cesser le plus promptement possible le trouble apporté à la jouissance du défendeur éventuel ; — Attendu d'ailleurs que l'ordre d'établissement du barrage ne peut être considéré que comme une faculté, une alternative laissée aux demandeurs pour le cas où ils ne voudraient ou ne pourraient pas rétablir les lieux dans l'état primitif ; et qu'il résulte de l'ensemble du jugement que le tribunal n'a entendu statuer que provisoirement et laisser aux parties tous leurs droits, et notamment celui de recourir à l'autorité administrative pour en obtenir un règlement définitif des eaux. — Rejeté, etc. »

Du 8 nov. 1836. — Ch. req.

COMPENSATION. — INTÉRÊTS. — CAPITAL. — DEMANDE. — CRÉANCE LIQUIDÉE.

La compensation entre les intérêts usuraire et le capital de la dette ne s'opère pas de

plein droit : elle n'existe qu'à compter de la demande en restitution de ces intérêts ou en réduction du principal de la créance, jusqu'à due concurrence, qui est formée par l'emprunteur aux termes de l'art. 3, L. 3 septembre 1807 (1).

Alors surtout que les paiements d'intérêts successifs avaient pour cause une convention antérieure à la loi de 1807, ces paiements n'étant pas nuls de plein droit, la créance purement facultative qui en résulte ne peut être ni certaine ni liquide, et, par suite, opérer une compensation légale, avant la répétition exercée par l'emprunteur.

Le 21 germ. an 9, les époux Beaubois souscrivirent à Forget un billet à ordre de 6,000 fr. sans stipulation d'intérêt. Mais, n'ayant pas été payé à l'échéance, cet effet fut converti en une obligation notariée et hypothécaire, le 23 messid. même année ; et il fut convenu que chaque année, et jusqu'à leur libération, les époux Beaubois souscriraient des billets représentatifs d'intérêt à 10 %. Aucune loi ne prohibait alors ces conventions usuelles.

Jusqu'à 1807, et ultérieurement, les intérêts furent ainsi payés annuellement.

En 1830, un ordre est ouvert pour la distribution du prix d'un domaine hypothéqué à la créance de Forget ; et la dame Pothier, sa cessionnaire, demande collocation pour les 6,000 fr. de capital.

Mais Cottenau et Bataille, créanciers inscrits après elle, opposent dans leur contredit, à la date du 14 août 1830, que toutes les sommes payées par les époux Beaubois, à titre d'intérêt, au delà du taux légal fixé par la loi du 3 sept. 1807, doivent être imputées sur le principal de la dette à compter du jour où elles ont été touchées ; et comme, d'après leur calcul, ces sommes excèdent le capital originairement dû, ils en concluent qu'il s'est opéré une compensation qui a rendu la dame Pothier débitrice des époux Beaubois.

La dame Pothier répond que, si les intérêts qu'elle a perçus sont réductibles au taux légal, l'excédant n'est imputable sur le principal qu'à la date du contredit de Bataille et Cottenau, et que, d'après ce mode de compter, qui exclut toute compensation antérieure, elle reste créancière.

Le 27 fév. 1839, jugement du tribunal civil de Châteauroux, qui accueille ce système : —

« Attendu que l'art. 3, L. 3 sept. 1807, en disposant qu'il y aura lieu à la restitution des intérêts perçus au delà du taux légal ou à l'imputation sur le capital, n'a entendu prescrire cette imputation et cette réduction que du jour où la demande en serait formée ; que, s'il en était autrement, on donnerait à cette demande un effet rétroactif en lui faisant produire un résultat à une époque où elle n'existe pas ;

« Que, les époux Beaubois n'ayant réclamé le bénéfice de la loi de 1807 que dans les débats à l'ordre et par leur contredit du 14 août 1830, c'est seulement à cette époque que doit remonter l'imputation. » — Appel.

(1) F. conf. Cass., 16 janv. 1837 et Orléans, 26 août 1840. — F. aussi le renvoi sous l'arrêt de

cassation du 31 mars 1813 ; — Troplong, art. 1908, no 397.

Et, le 30 mars 1852, arrêt de la Cour de Bourges qui confirme la décision des premiers juges en adoptant les motifs, auxquels il ajoute les suivants : — « Considérant que la loi du 3 sept. 1807, autorise, il est vrai, la répétition contre le créancier de toutes les portions d'intérêt excédant le taux légal, et que les tribunaux sont autorisés à en ordonner la restitution ou l'imputation sur le capital ; mais que le droit de réclamer est facultatif pour le débiteur ; qu'il a, lorsque la dette n'est pas édue, l'option d'une action en restitution ou imputation ; que dans l'un ou l'autre cas, son droit n'est vivifié que par la manifestation de sa volonté, par une demande judiciaire ; que, jusque-là, il ne s'est pas opéré de compensation tacite ; qu'ainsi, ce n'est qu'au jour de la demande que la réduction de la créance par l'imputation des intérêts usuraux peut remonter. »

Bataille et Collenau se sont pourvus en cassation contre cet arrêt.

Premier moyen. — Violation des art. 1376, 1378, 1289 et 1290, C. civ., et fausse application de l'art. 3, L. 3 sept. 1807. — Le créancier qui reçoit des intérêts usuraux, disait-on, reçoit sciemment et de mauvaise foi ce qui ne lui est pas dû. Par ce seul fait, il devient, aux termes de l'art. 1376, débiteur de son débiteur originaire. De là, deux dettes qui, d'après l'article 1289, s'éteignent par compensation, et, suivant l'art. 1290, de plein droit, c'est-à-dire sans qu'il soit besoin d'une demande en justice. En décidant le contraire, et en appliquant à l'espèce l'art. 3, L. 3 sept. 1807, qui ne déroge point au droit commun, l'arrêt attaqué a ainsi contrevenu à ces dispositions et fait une fausse application de la loi citée.

Deuxième moyen. — Violation de l'art. 1378, C. civ. — Qu'il soit admis, ainsi que l'a décidé l'arrêt attaqué, que la compensation entre les intérêts usuraux et le capital de la dette ne s'opère pas de plein droit, qu'elle ne peut exister sans une demande judiciaire, et qu'à compter de cette demande seulement, toujours est-il qu'il s'agit d'une perception tolue et de mauvaise foi de la part du prêteur qui a reçu ces intérêts. C'est donc le cas d'appliquer l'art. 1378, qui dispose que, s'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu, il est tenu de restituer tant les intérêts que le capital, du jour du paiement. Donc, le prêteur doit et les sommes usuraux reçues et leur intérêt du jour de la perception, bien que la compensation ne pût s'effectuer qu'ultérieurement. De là ce dilemme : ou dans l'espèce, il s'est opéré une compensation entre les intérêts usuraux et le capital de la dette, de plein droit et du jour de leur paiement, et en ce cas la dame Pothier, au lieu d'être créancière des époux Braubois, se trouve leur déditrice ; ou cette compensation ne s'est point effectuée ainsi, mais le résultat est le même à raison de l'intérêt qu'ont produit les intérêts usuraux à compter de la perception qu'en a faite la dame Pothier : par conséquent, l'arrêt attaqué doit, dans l'une et l'autre hypothèse, être cassé par la Cour suprême.

On répondait il n'y a de compensation de droit

qu'entre deux créances également échues et exigibles ; on ne compense pas un droit possible, une action éventuelle, avec une créance certaine et liquide.

Les époux Braubois étaient débiteurs, et ils pouvaient devenir créanciers s'ils usaient de la faculté que leur donnait la loi du 3 sept. 1807 ; mais ils pouvaient aussi ne pas en user, ni demander ni la restitution de l'excédant d'intérêt qu'ils avaient payé, ni la réduction du capital de leur dette jusqu'à concurrence de cet excédant ; d'où la conséquence que c'est à partir seulement de la demande qu'ils en feraient que devrait s'exercer le droit que leur confère la loi du 3 sept. 1807 ; que jusque-là toute compensation est impossible.

L'art. 3, L. 3 sept. 1807, est formel : « Lorsqu'il sera prouvé, dit-il, que le prêt conventionnel a été fait à un taux excédant celui qui est fixé par l'art. 1^{er}, le prêteur sera condamné à par le tribunal saisi de la contestation à restituer cet excédant s'il l'a reçu, ou à souffrir la réduction sur le capital de la créance. » Ces termes sont clairs : il y aura faculté pour le débiteur de se plaindre, de porter son action devant les tribunaux, de faire condamner le prêteur soit à restituer, soit à imputer sur le capital. Mais il pourra aussi ne pas exercer ce droit ; et si par exemple, il a livré au commerce les capitaux qui lui ont été prêtés à 8, 8, ou même 10 %, que ces capitaux lui aient rapporté 50 ou même 100 %, sa conscience pourra le détourner de recourir à la loi de 1807. Il pourra aussi y renoncer si son créancier est venu à lui dans des conjectures difficiles, si le prêt qu'il lui a fait lui a sauvé l'honneur, lui a conservé sa fortune ; en un mot, il y aura droit pour lui de réclamer, mais faculté de ne pas le faire. La restitution ou la réduction ne devra donc avoir lieu qu'à compter de l'époque où elle aura été demandée. Jusque-là il n'aura eu qu'une action qu'il pouvait même ne pas exercer, et dès lors, qui n'était pas susceptible de se compenser de droit avec la créance dont il était lui-même débiteur.

Ces principes sont enseignés par Duranton, t. 12, p. 512.

Le juge, sans doute, n'aurait pu, sans violer la loi, se refuser à condamner le prêteur soit à restituer, soit à imputer ; mais il fallait qu'il condamnât, et par conséquent qu'un requit de lui cette condamnation : la compensation ne pouvait donc avoir lieu qu'à compter de la demande. C'est à cette époque que les intérêts payés en trop devaient être réunis pour venir en atténuation du capital.

En vain dit-on que l'arrêt aurait fait une fausse application de l'art. 3, L. 3 sept. 1807. En effet, non-seulement cet article ne dit pas que l'emprunteur ait droit à une compensation qui opérerait rétroactivement, mais il se borne à disposer que le tribunal condamnera le prêteur à restituer ou à souffrir la réduction ; ainsi il ne parle pas même d'imputation.

Réduction et imputation ne sont point synonymes. Si tous deux expriment une idée de diminution ; entre eux il y a cette différence essentielle, que l'imputation signifie une diminution

opérée ou censée l'avoir été au moment même du fait qui y a donné lieu. tandis que réduction ne s'applique qu'à un retranchement qui devra s'opérer. Imputation donne l'idée d'un fait accompli, réduction d'un fait à accomplir.

Du cette argumentation l'avocat de la défenderesse concluait que l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé les principes de la compensation, en a fait une saine application.

Quant au deuxième moyen, il répondait que l'art. 1378, C. civ., était étranger à l'espèce, qui ne pouvait être régie que par la loi du 3 septembre 1807; et que, cette loi n'ayant dans aucun de ses articles reconnu à l'emprunteur le droit d'exiger l'intérêt des intérêts usuraires, antérieurement à sa demande, cet intérêt n'était point dû aux demandeurs.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'art. 3, L. 3 septembre 1807, qui dispose pour le cas où le prêt conventionnel a été fait à un taux excédant celui qui est fixé par l'art. 1^{er} de cette loi, ordonne que le prêteur sera condamné par le tribunal saisi de la contestation à restituer cet excédant ou à souffrir la réduction sur le principal de la créance; — Que cette disposition manifeste clairement que la restitution ou la réduction n'est due qu'en vertu de la condamnation, et par suite de la demande formée par le débiteur, et conséquemment que cet excédant n'est pas susceptible de compensation avec le principal avant cette demande; — Attendu que la loi n'autorise pas la compensation partielle de chaque portion de cet excédant à l'époque de chaque paiement, mais la restitution ou la réduction sur le principal, à l'époque de la condamnation, de l'excédant total; — Attendu que la loi n'accorde pas les intérêts de cet excédant antérieurs à la demande du débiteur; — Qu'ainsi le prêteur qui est condamné à le restituer n'est pas tenu de payer les intérêts à partir de chaque paiement qu'il a reçu; que la condition du prêteur qui est condamné à souffrir la réduction sur le capital doit être la même; qu'il ne peut être possible des intérêts antérieurs à la demande; — Que la Cour, en appliquant à la cause le principe de droit qui n'accorde les intérêts qu'à partir de la demande judiciaire, n'a violé aucune loi; — Attendu d'ailleurs que, dans l'espèce, les paiements effectués volontairement par les époux Beaubois, conformément à une convention qui était antérieure à la loi du 3 septembre 1807, n'étaient pas nuls de plein droit; — Qu'ainsi la créance purement facultative résultant de ces intérêts excessifs payés par les débiteurs n'était ni certaine ni liquide avant la répétition exercée par eux ou par leurs ayants droit, et que la compensation légale ne pouvait s'opérer avant cette demande, — Rejette, etc. »

Du 9 nov. 1836. — Ch. civ.

(1) *P. conf. Brux.*, 9 août 1810; Liège, 24 juin 1819; *Cass.*, 10 sept. 1819, 18 mai 1813 et 23 juin 1817; — *Parisius, Dr. comm.*, n° 335; Nougier, *Lettres de change*, n° 159, 161 et 164; *Parisi*, art. 137, n° 5.

(2) *P. Cass.*, 23 avril 1838.

ENDOSSEMENT IRÉGULIER. — PROPRIÉTÉ. — SUBROGATION.

L'endossement qui ne porte que l'énonciation valeur reçue, sans indiquer sa valeur fournie, doit être considéré comme irrégulier, non translatif de propriété, et ne vaut, dès lors, que comme procuration (1).

En conséquence, le porteur d'une lettre de change en vertu d'un pareil endos n'a aucune action de son chef contre le tireur; il ne peut agir qu'au nom de son auteur, et toutes les exceptions opposables à celui-ci peuvent être invoquées contre lui (2).

Peut-il, s'il a lui-même transmis la lettre de change par un ordre régulier, se prévaloir du remboursement qu'il aurait fait, avant l'échéance, du prix de l'endossement, pour se prétendre subrogé aux droits du créancier déintéressé, et recourir ainsi, au nom de ce dernier, contre le tireur, en vertu soit des art. 158 et 159, C. comm., soit de l'art. 1351, C. civ. (3)?

Dans le courant de l'année 1835, Allard et Hartmann, négociants au Mans, ont passé deux lettres de change, l'une de 1000 fr. et l'autre de 500 fr., à l'ordre de Durand et compagnie de Rouen. Ceux-ci ont à leur tour transmis les lettres de change à Kern, changeur à Paris; mais il est à remarquer que l'endossement fut conçu en ces termes, *valeur reçue*, sans indication de la valeur fournie. Enfin, des mains de Kern les lettres passèrent par un endossement régulier en celles de Vandekerckove. — A l'échéance, Kern, qui avait remboursé Vandekerckove, fit protester les lettres de change, et actionna à la fois Durand et compagnie, comme endosseurs, et Allard et Hartmann, en qualité de tireurs. Ces derniers soutinrent que Kern n'avait aucune action directe contre eux, parce que l'endossement en vertu duquel il se prétendait saisi était irrégulier, comme n'indiquant pas la valeur fournie; cet endossement ne valant entre ses mains que comme procuration, il en résultait, suivant eux, qu'ils étaient en droit de lui opposer toutes les exceptions dont ils pourraient se prévaloir vis-à-vis de Durand et compagnie, endosseurs. Or, disaient-ils, à l'égard de ceux-ci les lettres de change sont nulles et sans valeur, parce qu'elles ne sont parvenues entre leurs mains que par suite d'une escroquerie. Allard et Hartmann ne peuvent donc être tenus au paiement.

Du 25 juin 1835, deux jugements du tribunal de la Seine, relatifs, l'un à la créance de 1000, l'autre à celle de 500 fr., condamnent Allard et Hartmann au paiement des lettres de change, attendu que le demandeur est porteur de titres réguliers.

POURVOI en cassation par Allard et Hartmann, fondé sur la violation de l'art. 138, Code comm.

(3) Cette question, qui ne manque pas d'intérêt, n'a pas été directement résolue par l'arrêt que nous rapportons, bien qu'elle ait été soulevée par la mémoire au défenseur produit au nom de Kern. Ce silence de l'arrêt semble impliquer une solution négative.

A l'appui de ce pourvoi on a posé en principe que l'endossement qui n'exprime pas la valeur fournie était insuffisant pour transmettre la propriété d'une lettre de change; qu'il ne valait que comme simple procuration. Dès lors, celui qui n'a en sa faveur qu'un pareil endossement ne peut actionner le tireur en son nom personnel, il ne peut agir qu'au nom de l'auteur de l'endossement, et uniquement dans les limites du droit de ce dernier. Faisant application de ces principes à l'espèce, a-t-on dit, il est évident que Kern, porteur d'un endossement irrégulier, ne pouvait se présenter qu'au lieu et place de Durand et compagnie; et que, dès lors, Allard et Hartmann avaient le droit de lui opposer toutes les exceptions dont ils auraient pu se prévaloir contre eux. Or, il est constant, en fait, que Durand et compagnie ne se sont trouvés en possession des lettres de change que par suite d'escroquerie; Allard et Hartmann ne sont donc pas obligés au paiement vis-à-vis d'eux, non plus que vis-à-vis de Kern, qui n'est que leur mandataire. En vain Kern voudrait-il se prévaloir des dispositions des art. 158 et 159, Code comm., et prétendre que l'élément de l'action qui lui a été accordée par les juges du fond se trouve, non dans l'endossement consenti à son profit, mais dans le fait d'avoir remboursé à Vandekerkove le montant des traites. En effet, les articles précités ne sont relatifs qu'au cas où un tiers par intervention paye sur protêt une lettre de change. Or, d'une part, Kern n'était pas un tiers, puisque son nom figurait au dos des lettres de change; de l'autre, il n'a pas payé sur protêt, puisque c'est lui qui a fait dresser le protêt comme ayant remboursé avant l'échéance. Dès lors, il faut reconnaître que les termes de l'art. 158 lui sont seuls applicables.

Dans l'intérêt de Kern on a répondu que le tiers de bonne foi ne pouvait, sans injustice, souffrir d'une escroquerie à laquelle il était resté étranger. En droit, on a soutenu que le vœu de la loi est rempli lorsque l'endossement indique qu'une valeur a été fournie, bien que la nature et l'espèce de cette valeur ne se trouvent pas exprimées. Il est vrai que l'art. 158 répute irrégulier l'endossement qui n'énonce pas la valeur fournie, et ne lui donne que l'effet d'une procuration, sans lui accorder la force d'opérer transport. Mais résulte-t-il de là que le transport ne puisse être considéré comme opéré même par un endos irrégulier, si le résultat d'ailleurs du consentement des parties et du paiement du prix bien et dûment établis? Nullement. Seulement le fait seul de l'endos n'aura aucune puissance par lui-même; et il faudra qu'à côté vienne se placer la preuve de la valeur fournie, de la cause de l'endossement (1). Telle doit être l'interprétation de l'art. 158, C. comm. Entendre autrement la disposition de cet article serait tout à fait contraire aux véritables doctrines du droit commercial (2). Or, dans l'espèce, il n'est pas

douteux que la valeur des lettres de change ait été fournie par Kern à Durand et compagnie. D'ailleurs, disait-on, ce n'est pas seulement en son nom personnel, en vertu de l'endossement qui a eu lieu à son profit, que Kern se présente; il agit aussi comme subrogé aux droits de Vandekerkove, à qui il a remboursé le montant des effets. Il fonde son droit de subrogation sur les art. 158 et 159, C. comm., et surtout sur l'article 1251, C. civ., qui déclare subrogé dans les droits du créancier celui qui a payé une dette qu'il avait intérêt à acquitter. Or, dans l'espèce, l'intérêt de Kern à rembourser Vandekerkove était évident, puisqu'il était obligé vis-à-vis de lui en raison de l'endos qu'il avait souscrit. Il y avait donc, pour les jugements attaqués, double motif de condamner Allard et Hartmann au paiement des deux lettres de change.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 110, 157 et 158, Code comm.; — Considérant qu'aux termes de ces articles et des art. 187 et 188, C. comm. (dont la relation manifeste entre eux a pour objet de recommander l'expression du fournissement de la valeur et de la nature de ce fournissement pour opérer le transport de la propriété de la lettre de change), la mention *valeur reçue* par Durand, apposée sur chacune des traites dont il s'agit, n'a pu coexister à Kern qu'une procuration donnée par Durand et compagnie; que l'endossement apposé par eux n'a pas satisfait à la condition nécessaire exigée par la loi dans l'intérêt du contrat de change pour opérer la transition de propriété; qu'en jugeant le contraire, et en condamnant les demandeurs solidairement et par corps au paiement des traites dont s'agit, le tribunal de commerce de la Seine a violé les articles ci-dessus; donne défaut contre les défaillants (Durand et compagnie), — Casse, etc. »
Du 9 nov. 1836. — Ch. civ.

RÈGLEMENT DE POLICE. — VOIRIE. — ALIGNEMENT.

Aucune construction sur ou joignant la voie publique ne peut être entreprise qu'après avoir obtenu préalablement l'alignement de l'autorité municipale.

Cette formalité doit être remplie, alors même qu'aucun arrêté de police n'aurait été pris à cet égard par l'administration locale.

Ceux qui ont construit sans avoir obtenu l'alignement et s'y être conformés doivent être condamnés non-seulement à l'amende fixée par l'art. 471, § 5, C. pén., mais aussi à la destruction des constructions par eux indûment élevées. (C. crim., 161.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, qu'il résulte de la combinaison de l'édit du mois de décembre 1607 avec le n° 5 de l'art. 471, C. pén., qu'au-

(1) Sur la question de savoir si, en cas d'endossement irrégulier, par exemple, d'endossement passé en blanc, le transport de la propriété peut être prouvé par des actes extrinsèques à cet endosso-

ment, voy. Cass., 17 déc. 1827; Paris, 18 juin et Cass., 15 juin 1831.

(2) F. Frémery, *Études du droit comm.*, p. 121 à 134.

cune construction ne peut être entreprise sur ou joignant la voie publique qu'après avoir préalablement demandé et obtenu l'alignement que l'autorité municipale doit donner, en vertu de l'art. 5, n° 1, tit. 11 de la loi des 16-24 août 1790; — Qu'aucun arrêté local de police n'est nécessaire pour que les citoyens soient tenus de remplir cette formalité d'ordre public; d'où il suit qu'aux termes de l'art. 161, C. crim., ceux qui ne s'y sont pas conformés doivent être condamnés par le même jugement à la peine de leur contravention, et à démolir les constructions par eux indûment effectuées.

• Et attendu, en fait, que le jugement a dénoncé à infirmer la prévenue, dans l'espèce, l'amende prononcée par l'art. 471, n° 5, C. pén., comme coupable d'avoir construit sur la voie publique, sans autorisation, une petite écurie et un escalier; qu'il a donc, en refusant d'ordonner en même temps la démolition de ces constructions, sur le motif que le maire de la commune de Saint-Pierre des Églises n'a jamais prescrit cette formalité, commis une violation expresse tant des principes de la matière que dudit article 161, — Casse, etc. »

Du 10 nov. 1856. — Ch. crim.

VOIRIE. — TRAVAUX CONFORTATIFS. — DÉMOLITION.

Ceux qui ont construit ou qui ont réparé un mur sujet à reculement, sans se conformer à l'alignement, doivent non-seulement être condamnés à l'amende portée par l'art. 471, § 5, C. pén., mais aussi à la démolition des constructions par eux indûment élevées. C'est à l'autorité administrative seule qu'il appartient d'apprécier si les travaux faits au mur sujet à reculement sont ou non confortatifs.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, en droit, que les tribunaux de simple police sont tenus, de statuer, par le même jugement qui réprime l'infraction des règlements de petite voirie, sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts; — Qu'en cette matière, la destruction des travaux entrepris au mépris des lois et des règlements qui la réglementent est la conséquence nécessaire de la contravention, et qu'il n'appartient qu'à l'autorité administrative d'apprécier s'ils sont ou non confortatifs; — Et attendu, en fait, que le jugement a dénoncé à infirmer aux prévenus la peine prononcée par l'art. 471, n° 5, C. pén., pour avoir exécuté à une maison sujette à reculement des travaux que l'autorité municipale n'avait pas autorisés; — Qu'il devait donc ordonner en même temps la démolition de ces travaux; — D'où il suit qu'en refusant de faire droit sur ce point aux réquisitions du ministère public, par le motif qu'ils ne sont pas confortatifs, et qu'ils ne tendent point à prolonger la durée du mur de face de ladite maison, ce jugement a commis une violation expresse tant de la disposition ci-dessus visée que des règles de la compétence, — Casse, etc. »

Du 10 nov. 1856. — Ch. civ.

ABANDON D'ANIMAUX. — VOLAILLES. —

AMENDE.

Les volailles laissées à l'abandon et trouvées en état de délit dans un champ donnent lieu contre leur propriétaire à l'application des peines portées par la loi du 25 therm. an 4 (1).

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 5 et 12, tit. 2, de la loi du 28 sept.-6 oct. 1791, et l'art. 2 de la loi du 25 therm. an 4; et attendu que le jugement dénoncé constate que les volailles des prévenus, laissées à l'abandon, ont été trouvées en délit sur les propriétés dont il s'agit; que, néanmoins, il a refusé de réprimer ce délit, sur le motif que l'art. 12 ci-dessus cité ne prononce aucune peine; d'où il suit qu'en statuant ainsi, et en n'appliquant pas la peine prononcée par la loi du 25 therm. an 4, ledit jugement a commis une violation expresse des dispositions précitées, — Casse, etc. »

Du 10 nov. 1856. — Ch. crim.

VOITURES PUBLIQUES. — SIÈGES A RESSORT. — SUSPENSION.

Les voitures dont les sièges intérieurs, bien que non suspendus, se trouvent couverts par des coussins élastiques, sont assujetties au droit de 25 cent. établi en faveur des maîtres de poste par la loi du 15 vent. an 13 (2). (Décret 6 juill. 1806, art. 6.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu la loi du 15 vent. an 13, l'ordonnance du 11 sept. 1822, le règlement du 6 juill. 1806, en son art. 6; — Attendu que la loi du 15 vent. an 13 n'excepte du paiement des droits par elle établis que les voitures non suspendues; — Attendu que, d'après le décret du 6 juill. 1806 et l'ordonnance du 11 sept. 1822, règlements d'administration publique intervenus pour l'exécution de la loi précitée, on doit considérer comme suspendues les voitures qui recevront du jeu ou balancement par un moyen quelconque, et celles qui auraient des sièges à ressort dans l'intérieur;

« Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier et du jugement attaqué, que les coussins servant de sièges à la voiture dont il s'agit, renfermaient des ressorts en fil de fer de forme spirale, destinés à donner de l'élasticité à ces coussins; — Attendu, dès lors, que ces sièges tombaient sous les prévisions de l'art. 6 du décret du 6 juill. 1806;

« Attendu, toutefois, que le tribunal d'Auxerre, jugeant en appel de police correctionnelle, a renvoyé Lourd de la plainte, sur le motif que l'élasticité donnée à des coussins ne tombait pas sous la prévision des dispositions de la loi et des règlements, qui s'occupent des sièges proprement dits; — Attendu qu'en présence de ces dispositions, on ne saurait établir de dis-

(1) *P.*, en ce sens, Cass., 11 août 1808, 22 août 1816 et 18 nov. 1824.

(2) *P.* anal. Cass., 21 août 1835.

linction entre les sièges proprement dits et les coussins qui, posés sur les sièges, sont destinés à en adoucir la dureté, et à leur donner quelque jeu ou balancement, par le moyen de l'élasticité des ressorts qu'ils renferment; — Attendu, dès lors, que le jugement attaqué a fait une fautive application des dispositions de la loi du 15 vent. an 13, du décret et de l'ordonnance rendus pour son exécution; — Par ces motifs, le jugement du tribunal d'appel de police correctionnelle d'Auterre, du 20 août dernier, etc. »

Du 10 nov. 1836. — Ch. crim.

Nota. Sur le renvoi de l'affaire devant la Cour de Paris, cette Cour a résolu la question dans le même sens que la Cour de cassation, par arrêt du 12 janv. 1837. (Ch. corr.) —

VOITURE PUBLIQUE. — MAÎTRE DE POSTE. — INDENNITÉ.

Le droit de poste ne peut être exigé pour versement réciproque des voyageurs d'une voiture dans une autre qu'autant qu'il y a correspondance habituelle entre les deux voitures, et que les voyageurs sont assurés de trouver place dans la voiture qui ne fait que succéder à celle qu'ils quittent (1).

Il n'y a pas versement réciproque par cela que le départ de l'une coïncide avec l'arrivée de l'autre, alors qu'il est certain que l'un des services n'assure pas de place dans l'autre. (Décret, 6 juill. 1806.)

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu la loi du 15 vent. an 13 et le décret du 6 juill. 1806; — Attendu que les entrepreneurs de voitures publiques qui ne relaient pas, mais qui, sans attendre au moins six heures, se versent réciproquement les voyageurs qu'ils conduisent, sont assujettis au paiement du droit dû aux maîtres de poste; — Attendu que, pour appliquer cet article, il faut que des entreprises aient entre elles une correspondance habituelle et fixe; que les voyageurs de l'une soient assurés d'être reçus dans une autre entreprise qui n'en soit, en quelque sorte, que la suite; mais que la coïncidence de l'arrivée de l'une des voitures avec le départ des voitures d'un autre service n'établit pas seule le versement réciproque prévu par le décret de 1806, lorsqu'il est prouvé que l'un de ces services n'assure pas de place dans l'autre; — Et attendu que le jugement attaqué reconnaît et déclare, en fait, qu'aucun accord n'est établi entre les voitures de Valenciennes et d'Arras; et qu'à Valenciennes on n'assure pas aux voyageurs de place dans la voiture qui part de Douai pour Arras, et qu'il en est de même quant aux voyageurs venant d'Arras à Valenciennes, passant par Douai, qu'il existe une simple coïncidence entre les heures de départ et d'arrivée des deux voitures;

» Attendu qu'en cet état des faits, le jugement attaqué a pu décider qu'on ne trouvait pas

dans l'espèce le versement réciproque prévu par le décret du 6 juill. 1806; et qu'en jugeant ainsi, il n'a commis aucune violation de la loi, — Rejeté, etc. »

Du 10 nov. 1836. — Ch. crim.

CESSION. — ANNULATION. — DOL.

Une cession a pu être déclarée nulle, comme entachée de dol et de fraude, par le motif: 1° que le prix de la cession était inférieur à la créance cédée, malgré la solvabilité notoire du débiteur; 2° que le cessionnaire avait contracté avec le cédant, bien qu'il sût que ce dernier était menacé d'une interdiction et d'un conseil judiciaire; 3° que le contrat ne porte pas mention d'indication et de numération des espèces au vu du notaire, quoique cela fût dans les usages de la secte hébraïque, à laquelle appartenait le cessionnaire. (C. civ., 1116 et 1350.)

Le 1^{er} mars 1835, Hoffmann cède, par acte notarié, à Gougenheim, une somme de 2,811 fr., qui lui est due par les époux Bary par suite d'un partage, « moyennant, porte l'acte, 2,300 fr. payés comptant. » — Le cessionnaire fait commandement de payer aux époux Bary. — Opposition de ceux-ci, qui appellent Ignace Hoffmann en garantie.

Compétant ce dernier, par jugement du 29 mars 1835, avait été pourvu d'un conseil judiciaire.

Le 17 août 1835, l'opposition des époux Bary fut rejetée par le tribunal de Saverne.

Appel par les époux Bary, qui demandèrent la nullité de la procédure en garantie intentée contre Ignace Hoffmann, en ce que celui-ci avait été pourvu d'un conseil judiciaire avant l'instance en déboute d'opposition, et la nullité de la cession du 1^{er} mars, comme entachée de dol et de fraude.

Le 21 janv. 1835, arrêt de la Cour de Colmar qui annule la première procédure, et annule aussi la cession comme entachée de dol et de fraude, en se fondant 1° sur ce que la demande en nomination du conseil judiciaire n'ayant suivi que de quelques jours l'acte de cession, Gougenheim n'avait pu ignorer les démarches faites par la famille d'Hoffmann pour empêcher sa ruine totale; 2° sur ce que la cession avait eu lieu à vil prix (en réalité 1,300 fr.), malgré la solvabilité notoire des époux Bary; 3° sur l'absence de toute indication de paiement, en espèces, dans l'acte à vue du notaire et de témoins, indication habituelle à ceux qui, comme les parties, professent le culte hébraïque.

POURVOI par Gougenheim, pour violation des art. 1116 et 1350, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a décidé, d'après de simples présomptions résultant des faits ci-dessus, qu'il y a eu dol et fraude.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt dénoncé, pour déclarer nul et de nul effet l'acte de cession du 1^{er} mars 1835 dont il s'agit dans la cause, se fonde sur ce que cet acte est entaché

(1) F. conf. Cass., 14 déc. 1833, 15 mai 1834, 1^{er} oct. et 12 nov. 1835.

de dol et de fraude, ou qui fait exception à toutes les lois; d'où il résulte que l'arrêt dénoncé n'a violé aucun des articles invoqués par le demandeur. — Rejette, etc. »

Du 10 nov. 1856. — Ch. req.

DONATION. — INCAPACITÉ. — MÉDECIN. — FUTURE ÉPOUSE. — DONATION UNIVERSELLE. — RÉVOCATION.

La nullité d'une donation faite à une personne incapable de recevoir ne fait point obstacle à la validité d'un testament précédemment fait au profit de la même personne, à une époque où la cause d'incapacité n'existait pas encore (1). (C. civ., 909 et 1037.)

La donation faite par un malade à la future épouse de celui-ci, dans le contrat de mariage de celui-ci, doit-elle être considérée comme faite au médecin tel même, par personne interposée, et à ce titre frappée de nullité?

La cause d'une donation universelle, portant révocation de toutes libéralités antérieures, peut, nonobstant le silence de l'acte à cet égard, et par interprétation de la volonté du disposant, être réputée ne pas s'appliquer à une première libéralité faite par testament, au profit du même donataire. (C. civ., 1036.)

Miron-Marigny a, suivant un testament mystique du 9 avril 1850, institué Amélie Resmond pour sa légataire universelle. Celle-ci a, en 1855, contracté mariage avec David, médecin de Miron. Des donations lui furent faites de nouveau dans le contrat de mariage par Miron, qui renouvela à son profit l'institution universelle, déclarant, porte l'acte, révoquer à cet effet toutes dispositions soit entre-vifs, soit à cause de mort qu'il avait pu faire antérieurement. Il paraît qu'à cette époque Miron était atteint de la maladie à laquelle il a succombé, et dont il était soigné par David. — Après sa mort ses héritiers ont assigné les époux David en nullité des libéralités contenues en leur contrat de mariage.

Le 7 janv. 1855, arrêt de la Cour de Bourges ainsi conçu : — «... Considérant qu'en fait, l'institution du 4 sept. 1853 et le testament du 9 avril 1850 contiennent également en faveur d'Amélie Resmond un legs à titre universel; qu'il est vrai que, par l'institution du 4 septembre 1853, défunt Miron-Marigny déclare révoquer, à l'effet de ladite institution, les dispositions soit entre-vifs, soit à cause de mort qu'il a pu faire antérieurement; mais qu'il est évident que la révocation n'étant prononcée que pour assurer l'existence de l'institution contractuelle, elle ne pouvait et ne peut encore s'appliquer au testament du 9 avril 1850, qui contenait la même disposition; qu'il est vrai que le testament de 1850 contient également des legs particuliers; mais que la révocation de ces legs par l'institution contractuelle, loin d'établir un changement de volonté de la part du bienfaiteur au respect d'Amélie Resmond, confirme au contraire l'intention où il était de l'instituer sa légataire;

« Qu'il est encore vrai que, par l'institution contractuelle, Miron-Marigny se réserve la disposition d'une somme de 100,000 fr., laquelle, faute de disposition, restera comprise dans l'institution; mais que le testament du 9 avril le laissant libre de disposer de tous ses biens, la réserve par lui faite le 4 sept. 1853 n'établit de sa part aucun changement de volonté;

« Qu'en vain les intimés prétendent que le changement de volonté résulte de ce que le legs universel est fait au profit d'Amélie Resmond par testament du 9 avril, tandis qu'il est fait au profit de David par le contrat de mariage du 4 sept. 1855; que l'expressum du contrat repousse cette prétention, puisque le donateur institue expressément Amélie Resmond pour son héritière universelle; qu'il est, dès lors, constant que le testament mystique du 9 avril 1850 existe encore, et prouve de la manière la plus évidente que le legs a été fait à Amélie Resmond et non à David;

« Que l'institution du 4 sept. 1853 n'est que la confirmation de la volonté première du défunt Marigny; enfin, que ces deux actes se réunissent et ne forment qu'une seule et même disposition en faveur d'Amélie Resmond;

« Qu'à l'époque du testament de 1850, Amélie Resmond n'était âgée que de 12 ans; qu'à cette époque, David demeurait à Paris et n'était pas reçu médecin; qu'il est, dès lors, impossible de considérer Amélie Resmond comme personne interposée au respect de David; qu'ainsi donc, si l'existence de ce testament n'établit pas une fin de non-recevoir contre la prétention des intimés, il doit faire rejeter leur demande, puisqu'il prouve que l'institution n'a pas été faite en faveur d'un incapable; qu'il suit que la demande des intimés ne saurait être admise;

« Que les faits articulés pour prouver la captation et la suggestion sont évidemment inadmissibles, etc. »

POURVOI en cassation par les Miron, pour violation des art. 909, 911, 1037 et 1839, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que, par le testament du 9 avril 1850, Amélie Resmond a été instituée légataire universelle de Miron-Marigny; que la Cour de Bourges déclare (en usant de son droit souverain d'appréciation des actes) que, loin d'avoir voulu révoquer ce legs universel par l'institution contractuelle du 4 sept. 1853, le même Miron-Marigny a voulu au contraire confirmer de plus en plus son premier testament et en assurer l'exécution; qu'ainsi, en ordonnant cette exécution des dispositions qui, à l'époque où elles étaient faites, n'étaient et ne pouvaient être atteintes par les prohibitions des art. 909 et 911, C. civ., l'arrêt attaqué n'a nullement violé ces articles ni aucun autre, — Rejette, etc. »

Du 10 nov. 1856. — Ch. req.

COURS D'ASSISES. — LETTRES. — COMMUNICATION. — JURY.

La remise d'une lettre à un juré pendant le cours des débats n'établit pas suffisamment contre ce juré la présomption d'incapacité

résultant d'une communication ayant pour objet l'affaire soumise à sa décision. (C. crim., 355.)

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que le fait articulé par les demandeurs, à savoir l'apport d'une lettre à un juré de jugement pendant le cours des débats, n'établit pas suffisamment contre ce juré la présomption d'incapacité résultant d'une communication qui aurait eu pour objet l'affaire soumise à sa décision, et qui, soit par son importance, soit par sa durée, aurait pu exercer sur son esprit une sérieuse influence, — Rejette, etc. »

Du 11 nov. 1856. — Ch. crim.

DONATION PAR CONTRAT DE MARIAGE. — USUFRUIT. — ALIÉNATION.

L'époux qui, aux termes de son contrat de mariage, a fait donation à son conjoint de l'usufruit de tous les biens qu'il laissera à son décès, conserve le droit d'aliéner ces mêmes biens à charge de rente viagère (1). (C. civ., 1083, 1093, 1968 et 1976.)

Jean Couillaud et Marie Valade se sont fait, en se mariant, et aux termes de leur contrat de mariage en date du 17 janv. 1817, donation en usufruit de tous les biens meubles et immeubles que le prémourant d'eux laisserait à son décès.

Suivant acte authentique du 3 oct. 1831, Jean Couillaud vend, à charge de rente viagère, au profit des époux Drouillard, tous les biens qu'il possède actuellement.

Au décès de Couillaud, arrivé peu de temps après cette vente, Marie Valade, sa veuve, l'attaqua comme consentie au préjudice de ses droits, et en contravention aux art. 1083 et 1093, C. civ., lesquels ne permettent pas l'aliénation à titre gratuit des biens déjà l'objet d'une institution contractuelle; et elle soutint que, dans l'espèce, la constitution d'une rente viagère ne saurait constituer un prix véritable. Elle prétendit en outre que l'acte du 3 oct. 1831 constituait une véritable donation déguisée, car le montant de la rente était sans aucun rapport avec l'importance des biens.

Du 18 déc. 1852, jugement du tribunal de Jonzac qui annule le contrat du 3 oct. 1831, comme renfermant une disposition à titre gratuit faite en fraude de l'institution contractuelle.

Appel par les époux Drouillard; et, le 6 fév. 1854, arrêt infirmatif de la Cour de Poitiers, motivé en ces termes : — « Attendu qu'aux termes des art. 1083 et 1093, C. civ., le mari peut aliéner, à titre onéreux, les biens assurés par lui à son épouse par contrat de mariage; — Attendu que la rente viagère prut, aux termes de l'article 1968, être constituée à titre onéreux; — Attendu que les charges portées au contrat attaqué constituent un prix véritable et sérieux, comparé à la valeur des objets arrentés; que, si ce prix peut, jusqu'à un certain point, être considéré

comme inférieur à la valeur réelle des biens dont il s'agit, il résulte de l'art. 1976, C. civ., que la rente viagère peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties contractantes de fixer, et que par conséquent l'acte attaqué doit conserver toute sa force et valeur, s'il n'est prouvé qu'il est simulé et contient une donation déguisée sous les apparences d'un acte de vente; — Attendu que cette simulation ne se peut présumer entre le vendeur apparent et les époux Drouillard, qui lui étaient étrangers et qu'il connaissait à peine, quand surtout il est reconnu au procès que ledit vendeur n'a traité avec eux qu'après avoir proposé à plusieurs autres de leur vendre les objets dont il s'agit; — Attendu que des faits prouvés au procès, les seuls qui puissent fixer l'attention de la Cour, il ne résulte pas un concours de circonstances graves, précises et concordantes, suffisantes pour établir la simulation et la donation déguisée interdite au mari par les art. 1083 et 1093, C. civ.; — Attendu enfin que l'âge, l'état de fortune et de santé du vendeur, expliquent suffisamment sa détermination de vendre les objets dont il s'agit, etc. »

POURVOI par la veuve Couillaud pour violation des art. 1083 et 1093, C. civ., et fausse application des art. 1968 et 1976 du même Code.

S'il est un principe bien constant, a-t-on dit dans son intérêt, c'est celui de l'irrévocabilité des donations par contrat de mariage. Il est vrai que celles qui ont lieu entre époux sont soumises à une sorte d'exception; il est vrai que, dans ce cas, le donataire peut encore durant le mariage aliéner, à titre onéreux, les biens donnés; mais cette exception, précisément parce qu'elle est une exception aux dispositions générales de la loi, doit être rigoureusement restreinte. La question est donc de savoir si une rente viagère peut être considérée comme un prix véritable. Sans doute, dans les aliénations ordinaires, la stipulation du service d'une rente viagère au profit du vendeur d'un immeuble pourra donner à l'aliénation le caractère d'une vente à titre onéreux; mais il n'en est pas de même à l'égard de l'aliénation de biens, objets d'une constitution contractuelle antérieure. En effet, le législateur a pensé que, si la faculté de renoncer, durant le mariage, à une donation par contrat à elle faite par son mari, ne devait pas être accordée à la femme, il était néanmoins utile de ne pas frapper d'inaliénabilité entre les mains des époux les biens que ceux-ci se seraient respectivement donnés, et pour cela il en a autorisé l'aliénation à titre onéreux, dans l'intérêt des deux conjoints. Il faut donc, pour que le but de la loi soit rempli, que le prix de la vente profite à l'un et à l'autre époux; il faut donc que ce prix soit un capital qui serve, s'il en est besoin, de ressource immédiate, ou sur lequel, dans l'hypothèse contraire, l'époux donataire conserve ses droits d'usufruit. S'il n'en était pas ainsi, il eût été tout à fait inutile d'interdire à l'instituant d'aliéner autrement qu'à titre onéreux. On n'a pas voulu que la donation, qui peut-être avait été la cause déterminante du mariage, devint un leurre, un appât qui pût disparaître, après le mariage, au

(1) F. Duranton, t. 9, p. 711.

gré du donateur. On a voulu que ce qui était une fois donné le fût à toujours, ou qu'en cas d'aliénation le bénéfice de la donation profitât au moins sous une autre forme à l'institué.

Nicod, avocat général, a conclu au rejet, en se fondant sur ce que, dans le cas d'une vente moyennant un prix en capital versé, le capital pouvait être dissipé par le donateur sans profit pour l'institué; et sur ce que, la constitution d'une rente viagère étant évidemment un prix et une charge, le contrat de vente ainsi fait était un contrat onéreux qui rentrerait dans les termes de la loi, et qu'il fallait maintenir dès lors qu'il était établi qu'il avait eu lieu sans fraude.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la donation portant sur les biens que le donateur laissait à son décès ne produit qu'un droit dans la succession, qui ne se réalise qu'au moment de son ouverture, et sur les biens qui en font partie; — Qu'à la vérité l'auteur de cette institution est gêné dans la disposition nouvelle qu'il voudrait en faire à titre gratuit, mais non dans le droit de les hypothéquer ou de les vendre; — Attendu que la loi ne distingue pas la vente à charge de rente viagère ou à fonds perdu de la vente ordinaire, quant à la faculté qu'elle accorde à l'instituant; qu'ainsi une pareille distinction serait arbitraire;

» Et attendu que l'arrêt attaqué a reconnu en fait que la vente qui forme l'objet du procès était réelle et sérieuse; qu'elle avait été constituée à titre onéreux et non gratuit; que, par suite, en la maintenant, loin de violer les principes invoqués par la demanderesse, il en a fait une juste application, — Rejette, etc. »

Du 14 nov. 1856. — Ch. req.

DATE CERTAINE. — AYANT CAUSE. — CRÉANCIER. — SAISIE-ARRÊT.

Le créancier qui forme une saisie-arrêt doit être, par rapport au tiers saisi, considéré comme l'ayant cause de son débiteur. (C. civ., 1166, 1328 et 1329.)

En conséquence, le tiers saisi peut lui opposer des quittances sous seings privés et non enregistrées de ce débiteur, quand bien même ces quittances s'appliqueraient à des paiements anticipés (1).

Par acte sous seing privé, du 29 août 1828, Blanc-Laplaine, avoué à Draguignan, avait vendu sa charge à Guis, moyennant la somme de 10,000 fr., payable en cinq ans, à partir d'un an après la nomination de l'acquéreur, et par fractions de 2,000 francs. Cependant Laplaine, ayant éprouvé des besoins d'argent, s'adressa à Guis, et celui-ci, renonçant aux délais

qui lui étaient accordés, paya la totalité de son prix, le 25 déc. 1831. Une quittance signée de Laplaine, mais non enregistrée, constata cette libération.

Tel était l'état des choses lorsque Perrache et quelques autres créanciers de Laplaine formèrent, au mois de janvier 1834, des saisies-arrêts entre les mains de Guis, pour sûreté de leurs créances, et prétendirent que la quittance du 25 déc. 1831 ne pouvait pas leur être opposée, parce qu'elle n'avait pas date certaine antérieure au jour où leurs oppositions avaient été formées.

Un jugement du tribunal de première instance accueillit cette prétention; et, sur l'appel, arrêt de la Cour d'Aix, du 23 mai 1834, qui confirme, par les motifs suivants:

« Attendu qu'aux termes de l'art. 1328, C. civ., les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour de l'enregistrement, ou par l'effet des deux autres circonstances limitatives de ce même article;

» Attendu que des créanciers saisissants doivent être rangés dans la classe des tiers lorsqu'ils agissent en vertu de leur titre, et contrairement aux droits et intérêts de leur débiteur;

» Attendu qu'il résulte de ce principe que les pièces produites par l'appelant sont sans effet à l'égard des intimés;

» Qu'il est néanmoins constant qu'en matière de saisie-arrêt le tiers saisi peut être cru sur son affirmation pour le paiement des termes échus de l'obligation, parce que, dans ce cas, il y avait nécessité et présomption de libération; qu'au contraire, pour les paiements anticipés, l'affirmation doit être justifiée par actes ayant date certaine avant la saisie-arrêt. »

POURVOI de Guis, pour violation des articles 1166 et 1322, C. civ., et pour fausse application de l'art. 1328 du même Code.

En droit, a-t-on dit pour lui, le créancier saisissant n'a de son chef, aucune action contre le tiers saisi; il ne peut agir que comme représentant son débiteur direct; il n'est donc que son *ayant cause*: la raison répugne à ce qu'on lui accorde la qualité de tiers, et dès lors les quittances délivrées par le saisi font foi de leur date contre lui, de même que s'il y avait été partie. Peu importe que ces quittances aient été délivrées avant l'époque fixée par le contrat pour l'exigibilité de l'obligation: car le débiteur est toujours libre de renoncer au terme introduit en sa faveur. — Dans l'espèce, pour écarter les quittances produites par le tiers saisi, il aurait fallu établir qu'elles étaient simulées; mais la Cour royale a reconnu que les parties ne s'étaient rendues coupables d'aucune fraude, et, dès lors, elle a fait une fausse application de la loi;

(1) Cependant il a été jugé que l'acquéreur ne devait pas être considéré comme l'ayant cause du vendeur, en ce sens qu'on pût lui opposer les actes sous seing privé passés par ce dernier antérieurement à la vente, et qui n'avaient pas acquis de date certaine à cette époque. — *F. Cass.*, 20 fév. 1827. — *F. aussi Carré-Chauveau*, n° 196; — *Br.*, 27 av. 1837.

La doctrine des tiers et des *ayants cause* a été, comme on le sait, l'objet de vives controverses entre les jurisconsultes. — On peut consulter sur ce sujet Martin, *Questions de droit*, *vo Tiers*; Toullier, *Droit civil*, t. 8, n° 345 et suiv., et surtout t. 10, addit., 576; Duranton, *Droit français*, t. 10, n° 544 et suiv.; — *Br.*, *Cass.*, 8 nov. 1845.

Quel l'on veut descendre à des considérations d'équité, il est à remarquer que, dans l'usage, les débiteurs se contentent le plus souvent de quittances sous seing privé, surtout quand il s'agit de la vente d'un office, et que, si la doctrine de la Cour d'Aix était accueillie, il n'est pas un seul officier ministériel qui pût dormir tranquille, et se croire certain de ne pas payer deux fois le prix de sa charge.

Pour les défendeurs on a répondu que, créanciers saisissants, ils ne s'étaient pas présentés comme exerçant les droits d'une tierce personne, mais en vertu de leur saisie et du droit que la loi leur accorde sur les biens de leur débiteur; ils ne sont donc pas ses ayants cause; et, si l'équité exige que le droit rigoureux fléchisse quand un tiers saisi représente des quittances non enregistrées, mais ayant une date postérieure à l'exigibilité de la dette, parce que, dans ce cas, il y a, comme l'ont très-bien dit les juges du fond, présomption de paiement, il ne saurait en être de même dans le cas où il s'agit d'un paiement anticipé; le débiteur ne peut, dans ce cas, se mettre à l'abri des poursuites des tiers, qu'en remplissant les formalités prescrites par l'article 1328, C. civ.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 1166, 1167, 1169, 1328 et 1329, C. civ.; — Attendu que, quoique les créanciers saisissants, dont il s'agit dans la cause, en tant qu'ils ont été saisis par antichrèse, représentent par l'avoué Guis, demandeur en cassation, et que des conclusions expresses aient été prises à cet égard, ainsi que le constate l'arrêt attaqué, la Cour d'Aix a gardé dans ses motifs un silence absolu sur ces conclusions spécialement relatives aux paiements anticipés, et a décidé en droit que de tels paiements, faits par un débiteur tiers saisi avant l'époque d'exigibilité des sommes réclamées, étaient nuls par rapport aux créanciers saisissants;

« Attendu que le silence gardé par ladite Cour sur les conclusions principales de ce procès devant être considéré comme un rejet implicite d'expresses conclusions, changeant la position des créanciers saisissants, qui jusqu'alors avaient agi en vertu de leur titre personnel, conformément à la disposition de l'art. 1167, mais qui, par l'effet de ce changement de position, se trouvaient placés dans la catégorie des ayants cause de leur débiteur, aux termes des art. 1166 et 1328, C. civ.;

« Attendu que, dans un tel état de la cause, la Cour d'Aix a néanmoins considéré ces créanciers comme des tiers, selon la disposition de l'article 1328 du même Code, qu'en se faisant, elle a expressément violé les articles art. 1166 et 1328, et fausement appliqué l'art. 1328, — Cassé, etc. »
Do 14 nov. 1856. — Ch. civ.

FEMME MARIÉE.—AUTORISATION.— JUGEMENTS NULS. — DEMANDE EN NULLITÉ.

Les poursuites et jugements intervenus contre une femme mariée non autorisée de son mari ou de la justice, à raison d'obligations qu'elle

a contractées, sont nuls, et cette nullité peut être prononcée sur la demande même de la femme, agissant conjointement avec son mari, alors même qu'elle aurait contracté sous son nom de fille et sans donner connaissance de son état de femme mariée (1). (Code civ., 215, 218 et 225.)

La dame Catherine Ferrand, épouse Lofficiel, avait souscrit, au profit de Chevrier, un billet de 900 fr. qu'elle avait signé seulement de ses noms de fille.

Ce billet, n'ayant pas été acquitté à son échéance, fut protesté; et assignation fut donnée à Catherine Ferrand, au domicile par elle élu dans ce billet.

Le 18 avril 1855, jugement par défaut qui la condamne à payer le montant du billet. — Sur la signification de ce jugement à son domicile réel, opposition par la dame Lofficiel et par son mari, se fondant sur la nullité de la procédure, comme ayant été dirigée contre une femme mariée non assistée de son mari, et non autorisée par justice.

Néanmoins, le 19 sept. 1855, jugement définitif qui déboute la dame Lofficiel de son opposition, par le motif que l'assignation avait été donnée au domicile élu dans le billet souscrit par la défenderesse, et que rien ne pouvait démontrer le besoin d'assigner son mari, qu'elle avait évié de faire connaître.

POURVU des époux Lofficiel pour 1^{re} violation des art. 215, 218 et 225, C. civ., en ce que, le protêt, l'assignation et les jugements, n'ayant pas été signifiés au mari, ni rendus avec lui, tous ces actes étaient frappés de nullité. — Ces articles sont conçus en termes généraux et n'admettent aucune exception: il faut donc en conclure que toute procédure suivie contre une femme mariée, non autorisée ou assistée de son mari, est nulle. Peu importe, du reste, que la femme n'ait donné que les noms de fille: il est de principe que chacun doit s'informer de la condition de la personne qu'il veut actionner en justice. C'est ainsi que la jurisprudence exige l'assistance du mari, même dans le cas où le mariage n'a été célébré que depuis l'époque à laquelle l'obligation a été contractée (2). Le système adopté par le tribunal d'Evreux aurait pour conséquence de rendre illusoire les dispositions qui exigent l'autorisation maritale, puisqu'il suffirait qu'une femme ne prit pas dans un acte le nom de son mari; 2^e violation des art. 217 et 219, même Code, en ce que la femme avait contracté une obligation sans l'assistance et l'autorisation de son mari; 3^e et enfin, violation du § 1^{er}, art. 1326, C. civ., et fausse application du § 2, même article, en ce que le billet à ordre en question ne contenait pas l'approbation en toutes lettres, pour la dame Lofficiel, de la somme pour laquelle elle s'obligeait.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 215, 218 et 225,

(1) F. Cass., 7 oct. 1811; — Pardessus, *Droit comm.*, n^o 72.

(2) F. Cass., 7 août 1815.

C. civ. — Attendu qu'il résulte de ces articles que la femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari; que, d'après l'article 225 la nullité fondée sur le défaut de cette autorisation peut être opposée par la femme et par le mari; — Attendu qu'il est de principe que c'est à celui qui veut intenter une action en justice à s'informer de la condition et de la capacité de la personne contre laquelle il dirige des poursuites; — Que le défendeur a à s'imputer de n'avoir pas pris, avant l'assignation sur laquelle est intervenu le jugement du 18 avril 1855, les renseignements qu'il a depuis obtenus, et qui l'ont mis dans le cas de signifier, au domicile et à la personne de la dame Catherine Ferrand, le jugement par lui obtenu contre ladite dame sous son nom de fille; — Attendu que, sur cette notification, Lofficiel et sa femme elle-même, mariés depuis 1817, ont été autorisés, par les dispositions de l'art. 225, à demander la nullité des poursuites et du jugement intervenus contra une personne déclarée par la loi incapable d'ester en jugement sans l'autorisation de son mari ou celle de la justice; — Que, cependant, loin de prononcer la nullité de ces poursuites, ainsi que du jugement par défaut, le tribunal de commerce d'Evreux, par son jugement du 19 sept. suivant, les a maintenues avec nouveaux dépens contra les mariés Lofficiel, hors le chef de la condamnation par corps; — Qu'en refusant de prononcer la nullité réclamée par le mari et la femme, et fondée sur les dispositions expresses des art. 215, 218 et 225 cités, le jugement attaqué a formellement violé lesdits articles. — Cassé, etc. »

Du 15 nov. 1856. — Ch. civ.

INTÉRÊTS. — FIXATION. — ÉCHÉANCES PORTÉES EN ARRÊT. — MUTIFS.

La stipulation d'un intérêt supérieur au taux fixé par la loi du 3 sept. 1807, qui se trouve dans un acte antérieur à la promulgation de cette loi, doit être maintenue, tant pour les intérêts échus depuis cette loi que pour ceux échus auparavant (1). (L. 3 sept. 1807, art. 5.)

Un arrêt est suffisamment motivé, lorsqu'il adopte les motifs donnés dans un jugement arbitral (2). (C. proc., 141; L. 20 août 1810, art. 7.)

En l'an 13, Collin, Jannard et Bérard avaient établi entre eux une société qui avait pour objet des opérations de vente d'immeubles. Il fut stipulé dans l'acte de société que les avances faites par chacun des associés produiraient à son profit un intérêt de 12 %.

Après de nombreuses contestations survenues à l'occasion de la liquidation de la société, un jugement arbitral du 22 fév. 1852 constitua Collin débiteur d'une somme totale de 57,177 francs 18 c. — Pour arriver à ce résultat, les arbitres prirent pour base de leur décision la

convention de l'an 13, et calculèrent les intérêts des avances faites à Collin par les coassociés au taux de 12 %. Il paraît de plus que les intérêts compris au compte étaient échus plus de cinq années avant toute demande en paiement.

Sur l'appel, arrêt de la Cour de Nancy, du 25 mai 1855, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

POURVOI de Collin, pour 1° fausse interprétation et violation des art. 1005, 2277, 1er et 5, L. 3 sept. 1807. — Avant la loi de 1807, le taux de l'intérêt était facultatif; le Code civil, article 1905, permettait de stipuler des intérêts pour simple prêt, sans en fixer le taux; mais la loi de 1807, art. 1er, défendit d'élever l'intérêt au-dessus de 5 %, en matière civile, et 6 % en matière de commerce. A la vérité, l'art. 5 déclare qu'il n'est point innové aux conventions antérieures; mais le sens de cet article se trouve déterminé par le principe de non-rétroactivité, c'est-à-dire que les intérêts échus avant la promulgation de la loi continuent à pouvoir être exigés en vertu de la convention. Quant à ceux qui viennent à échoir depuis, ils doivent subir la réduction aux taux qu'elle a fixés. Car autrement l'intérêt qualifié légalement d'usuraire se trouverait légitimé par la date du contrat, et la force de la convention prévaudrait sur celle de la loi. — Au surplus, en supposant même que les intérêts échus depuis la loi de 1807 pussent être exigés, ils n'auraient pas été protégés contre la prescription quinquennale de l'art. 2277, C. civ., et il faudrait au moins déduire du compte ceux de ces intérêts échus plus de cinq ans avant la demande;

2° Violation des art. 141, C. proc., et 7, L. 20 août 1810, en ce que l'arrêt attaqué n'avait pas donné de motifs de sa décision;

3° Violation de l'art. 1154, C. civ.: en ce que Collin avait été condamné à payer les intérêts des intérêts des sommes dont il avait à tenir compte.

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré d'une prétendue violation de la loi du 3 sept. 1807, et de l'art. 2277, C. civ., — Attendu que l'intérêt de 12 % des avances que, par le résultat du compte, les associés se trouvaient avoir faites à la société, avait été ainsi fixé par l'acte constitutif de leur société en date de l'an 13, à une époque où le taux de l'intérêt était purement facultatif; et que non-seulement la loi du 3 sept. 1807 n'a pas dérogé aux stipulations précédemment consenties, mais qu'elle a au contraire disposé, par son art. 5, qu'il n'y avait rien d'innové à cet égard, et que les conventions antérieures continueraient à être exécutées; — Attends d'ailleurs que rien ne prouve que le demandeur ait voulu se prévaloir, devant les premiers juges ou devant la Cour royale, de la prescription de cinq

(1) *V.*, dans le même sens, Cass., 5 mars 1854; — Troplong, art. 1908, n° 357 et art. 1908, n° 318. — Il en sera de même des intérêts réglés par des contrats passés en pays étrangers, où la loi permet

la stipulation d'un intérêt au-dessus de 5 %. — *V.* Bordeaux, 26 janv. 1851. (2) *V.* Cass., 19 juin 1816.

CRÉANCIERS. — PARTAGE. — DROIT ATTACHÉ À LA PERSONNE. — TESTAMENT OLOGRAPHE. — EXISTENCE.

Les créanciers peuvent demander, au nom de leur débiteur, le partage de biens qui lui ont été légués par testament, lorsque ce dernier a déjà fait acte d'acceptation de la libéralité (1). (C. civ., 1166.)

Quid, s'il n'y avait pas eu acceptation? S'agit-il alors d'un droit attaché à la personne, que les créanciers ne pourraient exercer (2)? L'existence d'un testament olographe et sa validité peuvent être déclarées constantes à l'égard des créanciers du légataire, bien que le testament ne soit pas représenté, s'il est reconnu que cet acte est tenu secret par suite d'un concert frauduleux entre le légataire et les héritiers (3). (C. civ., 970.)

Et dans ce cas, on ne peut opposer aux créanciers le défaut de délivrance du legs, lorsque d'ailleurs il est constant que le testament a été volontairement exécuté entre les parties intéressées. (C. civ., 1001.)

Thouin-Beaupré, créancier de Saint-Marc, demandait au nom de son débiteur, et comme exerçant ses droits, contre la dame veuve Juin et son fils, le partage tant de la succession de feu Juin père, que de la communauté qui avait existé entre lui et sa veuve. — Pour établir les droits de son débiteur à la succession de Juin, le demandeur disait que la dame Saint-Marc, fille de ce dernier et son héritière pour moitié, avait fait, le 26 septembre 1828, un testament olographe au profit de son mari, par lequel elle lui léguait l'universalité de ses biens. — Et comme il ne représentait pas le testament, qu'il soutenait être retenu par ses adversaires, et dont ceux-ci niaient l'existence, il réclamait leur interrogatoire sur faits et articles.

La veuve Juin et son fils persistèrent à déclarer dans leur interrogatoire qu'ils n'avaient

aucune connaissance du testament et ils soutinrent à l'audience que tant que ce testament ne serait pas produit, et qu'il n'aurait pas été fait délivrance du legs que l'on prétendait y être contenu, Thouin-Beaupré, pas plus que Saint-Marc, son débiteur, ne pouvait être admis à demander le partage de la succession de Juin père.

15 déc. 1834, jugement du tribunal de Niort qui, accueillant ce moyen, rejette la demande en partage de Thouin-Beaupré.

Appel. — 31 août 1835, arrêt infirmatif de la Cour de Poitiers : — « Considérant que l'article 1166, C. civ., accorde aux créanciers la faculté d'exercer les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à sa personne; — Que l'action en partage exercée par Beaupré, au nom de Saint-Marc, et dont il s'agissait au procès, est de celles transmissibles aux héritiers et ayants cause, et ne peut être rangée dans l'exception dont parle cet article; — Considérant que la preuve de l'existence d'un testament olographe fait à la date du 26 sept. 1828, par la dame Juin, et portant legs au profit de Pierre-Philippe Saint-Marc, et de son exécution par les parties intéressées, résulte, en ce qui concerne ce dernier, de la transcription que ledit Saint-Marc en a fait faire sur le registre des actes sous seing privé, du bureau de l'enregistrement de Niort, le 27 mars 1829, du paiement par lui fait des droits d'enregistrement de cet acte, de sa déclaration de mutation à son profit des biens qui lui ont été transmis par le legs universel, de l'acquiescement du mutuant des droits auxquels il avait donné ouverture, etc.; — En ce qui concerne la veuve Juin, de sa réponse à l'interrogatoire sur faits et articles, qu'elle a prêté en première instance, dans laquelle elle a dit qu'elle approuvait la déclaration de mutation à son profit par la mort de madame Juin, femme Saint-Marc, sa fille, décédée sans avoir laissé d'enfants ou descendants, faite en son nom, comme héritière à réserve de sa dote

(1) Le demandeur en cassation ne contestait pas dans l'espèce que les créanciers ne puissent, en général, exercer l'action en partage qui compete à leur débiteur : faculté qui ressort en leur faveur des art. 882 et 1167, C. civ., et qui leur est d'ailleurs attribuée expressément par l'art. 2205, même Code. Seulement, au moyen de ce que le droit du débiteur à réclamer le partage, ne pouvait résulter que du testament prétendu fait à son profit, on disait que l'action en partage supposait l'acceptation du legs, acceptation que l'on soutenait ne pouvoir être faite que par le légataire lui-même. Mais la Cour royale n'y avait déclaré que le légataire avait déjà fait acte d'acceptation de la libéralité, le moyen se trouvait porter sur une fausse base, et ainsi disparaissait en grande partie, l'intérêt de la question.

(2) Il nous semble qu'il y aurait lieu dans ce cas à l'application de l'art. 788, C. civ., qui accorde aux créanciers de l'héritier le droit d'accepter en son lieu et place, et de son chef, la succession à laquelle il renonce au préjudice de leurs droits. En vain se prévaut-on, pour soutenir le contraire, de l'opinion de plusieurs auteurs, notamment de Toullier, t. 6, n° 575, et t. 5, n° 211; Duranton, t. 10, n° 559; Delvincourt, t. 3, p. 317; Bailloz, *Rec. alph.*, t. 10, p. 136, n° 29, qui répètent le droit

d'accepter une donation comme exclusivement attachée à la personne du donataire. Il n'y a aucune assimilation à établir, quant à ce, entre la donation et le legs; et la raison en est simple : c'est que l'art. 1166 suppose chez le débiteur un droit transmissible et cessible; c'est même à l'existence ou à l'absence de ce double caractère qu'on reconnaît les droits attachés ou non à la personne du débiteur. (F. L. 196, B., *De div. reg.*) *Privilegia*, y en a-t-il, *quædam causæ sunt, quædam personæ et ideo quædam ad hæredem transmittuntur, quæ causæ sunt, quædam personæ sunt, ad hæredem non transeunt.* — F. aussi L. 7, B., *De exceptionibus.* — Or, cela se rencontre-t-il dans la donation avant son acceptation? Non, évidemment, puisque, jusqu'à cette acceptation, et tant qu'elle n'est pas effectuée, il n'y a pas de donation, et que le donateur a toujours la faculté de se dédire. Que pourrait donc transmettre ou céder le donataire futur? Il en est, au contraire, différemment à l'égard du legs, qui, du jour du décès du testateur, constitue en faveur du légataire un droit transmissible à ses héritiers et cessible à des tiers (C. civ., 1014); on conçoit aisément que dans ce cas l'art. 1166 trouve son application.

(3) F. conf. Cass., 21 juin 1828.

hile, par Saint-Marc au bureau de l'enregistrement de Nîort le 27 mars 1829, et de la qualité d'héritière à réserve prise par ladite veuve Juin dans différents actes de procédure; — Considérant que les formalités prescrites par les articles 1004, 1007 et 1008 ne sont nécessaires que lorsque le testament est contesté ou inconnu, et que les dispositions de ces articles n'interdisent point aux légataires et aux héritiers légitimes la faculté de reconnaître entre eux, à l'amiable et sans l'accomplissement desdites formalités, la validité du testament et de consentir à son exécution; — Considérant qu'un testament olographe, dans le cas dont il vient d'être dit, ne peut être présenté en original, par un tiers intéressé à prouver son existence; que toutes les circonstances de la cause démontrent qu'il y a, entre Saint-Marc et la veuve Juin, concert frauduleux pour soustraire à Thouin-Beaupré et à la justice la connaissance du testament olographe dont il s'agit, et pour paralyser l'action de Thouin; — Considérant que cette action, comme fondée sur le testament olographe de madame Juin, femme Saint-Marc, doit être accueillie; — Émettant, ordonne que par trois experts, etc. »

POURVOI en cassation par la veuve Juin, 1° pour fausse application de l'art. 1166, C. civ. — Cette fausse application, dit la demanderesse, a eu lieu sous deux rapports. D'une part, en effet, l'art. 1166 n'autorise l'exercice par le créancier, que des seuls droits que le débiteur aurait pu exercer lui-même. Or, dans l'espèce, Saint-Marc, débiteur de Thouin-Beaupré, n'aurait été admis à réclamer des droits en vertu du prétendu testament de son épouse, qu'en justifiant de l'existence de ce testament. La même obligation était donc imposée à Beaupré, obligation qu'il n'a pas remplie, et qui était cependant d'autant plus impérieuse que le testament allégué pouvait être vicieux. — D'autre part, l'art. 1166 exclut le créancier de l'exercice des droits attachés à la personne du débiteur. Or, tel était évidemment le caractère de celui dont il s'agissait ici. En effet, un droit est réputé exclusivement attaché à la personne, *coheret persona*, lorsqu'il est de nature à ne pouvoir se céder, ni à passer aux héritiers (L. 196. ff. de dir. reg.; L. 7. ff. de exceptionibus); et tels sont notamment, suivant Toullier, t. 6, n° 375; Duranton, t. 10, n° 559, et Delvincourt, t. 2, p. 735 (notes), le retrait successoral, l'usage et l'habitation, la révocation des donations pour cause d'ingratitude, l'acceptation d'une donation, etc. — Appliquant ces principes à l'espèce, et en supposant l'existence et la validité du testament attribué à la dame Saint-Marc, le droit d'en accepter ou d'en répudier le bénéfice, était un droit attaché à la personne de son mari, qui seul, par suite, pouvait exercer ce droit. Et jusques là, toute demande en partage était non recevable de la part du créancier, puisque le partage ne

pouvait être que la conséquence de l'acceptation de la libéralité.

2° Violation des art. 1004, 1007 et 1008, Code civ., en ce que l'arrêt dénoncé a admis la demande en partage formée en vertu du legs universel prétendu fait par la dame Saint-Marc à son mari, bien que celui-ci ni Beaupré, son créancier, n'eussent réclamé de la veuve Juin, héritière à réserve de sa fille, la délivrance de ce legs

ARRÊT.

« LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré de la violation et fausse application de l'art. 1166, C. civ. : — Attendu qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, que la succession de la dame Saint-Marc, a été acceptée par Saint-Marc, son mari, débiteur de Thouin-Beaupré; que Saint-Marc a négligé d'exercer les droits qui lui appartenaient dans cette succession, et que l'action en partage exercée par Thouin-Beaupré, au nom de Saint-Marc, n'avait rien qui pût le faire considérer comme exclusivement attaché à la personne de celui-ci; — Attendu, dès lors, que l'art. 1166 n'a point été violé par l'arrêt;

Sur le deuxième moyen, tiré de la violation des art. 1004, 1007 et 1008, C. civ. : — Attendu qu'il est aussi constaté, par l'arrêt attaqué, que le testament olographe de la dame Saint-Marc, contenant un legs universel au profit de son mari, a été exécuté du consentement des parties intéressées; que la preuve de cette exécution résulte, en ce qui concerne l'édit Saint-Marc, de la transcription qu'il a fait faire de ce testament et du paiement des droits d'enregistrement; et en ce qui concerne la demanderesse, de l'interrogatoire sur faits et articles qu'elle a subi, interrogatoire dans lequel elle dit qu'elle approuvait la déclaration de mutation faite, en son nom, comme héritière à réserve; — Attendu que l'arrêt déclare, enfin, que c'est par suite d'un concert frauduleux, que Saint-Marc et la demanderesse ont voulu soustraire à la connaissance de Thouin-Beaupré le testament dont il s'agit, pour paralyser l'action que ce créancier voulait exercer; — Attendu que, dans ces circonstances, les art. 1004, 1007 et 1008, C. civ., n'ont aucunement été violés; — Rejette, etc. »

Du 16 nov. 1856. — Ch. req.

VENDEUR NON PAYÉ. — RÉSOLUTION. — TIERS ACQUÉREUR. — RENONCIATION.

Le vendeur d'un immeuble revendu par l'acquéreur peut, s'il n'en a pas reçu le prix, demander la résolution de la vente contre les tiers acquéreurs, lors même qu'il aurait accepté de son acheteur immédiat la délégation du prix de la revente due à ce dernier, et qu'il lui aurait donné quittance (1). (C. civ., 1654.)

(1) *F. anal.* Cass., 16 août 1820. — Quant au droit pour le vendeur de demander la résolution, même contre le tiers acquéreur, il est consacré par un grand nombre d'arrêts. — *F. notamment* Cass., 2 déc. 1811, 11 mars et 15 nov. 1816, 3 déc. 1817;

Metz, 24 nov. 1820; Limoges, 19 janv. 1824; Paris, 20 janv. 1836; Cass., 30 avril 1827; Montpellier, 29 mai 1837; Cass., 36 mars 1838 et 30 juillet 1854.

L'arrêt qui juge le contraire, en tirant de ces circonstances l'inconséquence que le vendeur aurait renoncé à l'action en résolution, donne ouverture à cassation (1).

Le 24 août 1834, Limal père, acheta de Dunezat une habitation à Cayenne, appelée l'Amphithéâtre. Il n'en paya pas le prix, et, le 12 sept. 1835, il revendit l'habitation à Louvrier, qui fut chargé de remettre la plus grande partie du prix de la revente à Dunezat, vendeur originaire. La mère de Louvrier intervint à la vente, et se porta caution de son fils. Dunezat y intervint aussi, accepta Louvrier pour débiteur avec les garanties stipulées; se réserva formellement l'effet des inscriptions qu'il avait prises sur l'habitation, fit de plus toutes réserves utiles et nécessaires contre son nouveau débiteur en cas de non-paiement, et, enfin, il donna quittance à Limal père.

Louvrier ne paya pas. Les frères et sœurs Rondau, dont Dunezat n'avait été réellement que le mandataire dans les opérations ci-dessus, demandèrent la résolution de la vente et le délaissement de l'immeuble vendu. Mais Louvrier soutint que Dunezat avait perdu le droit de demander cette résolution en acceptant des délégations consenties par Limal. Un jugement du 6 déc. 1836 déclara la vente résolue.

Appel de Louvrier, et, le 16 avril 1836, arrêt infirmatif de la Cour de la Guyane :

« Attendu, porte cet arrêt, que, l'action en résolution de la vente pour paiement du prix étant un droit rigoureux, les tribunaux doivent, à cet égard, user d'une grande circonspection; — Que ce droit est inhérent à la personne du vendeur ou à celle qui le représente, et que ce principe résultant de la nature même de la vente, est implicitement consacré par les art. 1654 et 882, C. civ.; — Que la loi en faisant connaître ces dispositions à l'égard des créanciers, ne leur permet en général que ces actes conservatoires ou des mesures pour attaquer ce qui aurait été fait en fraude de leurs droits; — Attendu que l'appelant Louvrier, par acte du 12 sept. 1835, a acquis de Limal père, à titre de propriété incommutable, l'immeuble l'Amphithéâtre dont il s'agit au procès; que cet immeuble avait été acquis par ledit Limal père, suivant acte de vente du 24 août 1824, des mains de Dunezat, qui en était devenu propriétaire par adjudication sur licitation; — Que, dans cet acte du 12 sept. 1825, la veuve Louvrier s'est portée et constituée caution pure et simple de l'acquéreur; — Qu'en outre, Dunezat est intervenu audit acte pour accepter les délégations à lui faites par Limal père, sur le prix de la vente, et, moyennant ce et les garanties y stipulées, donna pleine quittance à ce dernier; — Qu'il suit de cette intervention de Dunezat et des clauses insérées dans l'acte, à cette occasion, que Limal, loin de subroger Dunezat à tous ses droits, ne lui a conféré qu'un droit de créance sur le prix et les garanties de paiement, telles que la caution et les hypothèques; — Que cette vérité ressort encore de la

déclaration de Dunezat lui-même faite dans un acte public et spontané, qui porte expressément non que Dunezat, par l'acte précité du 12 septembre 1825, a été subrogé à tous les droits et actions de Limal père, alors que ledit acte ne parle que de délégations, mais bien qu'il n'a accepté lesdites délégations qu'au nom et comme mandataire des intimés; — Que l'on ne peut s'empêcher de reconnaître que, les conventions qui font la loi des parties étant clairement exprimées dans l'acte du 12 sept. 1825, c'est le cas de s'en rapporter à ce qui y est renfermé; — Que Dunezat, en admettant même qu'en sa qualité de vendeur il aurait eu le droit de demander la résolution de la vente de l'immeuble dont il s'agit faute de paiement du prix, alors que cet immeuble aurait successivement passé en plusieurs mains, et été acquis de bonne foi, par acte authentique et en bonne forme, n'y serait plus habile aujourd'hui, ayant tacitement renoncé à ce droit par son intervention dans l'acte du 12 sept. 1825, et son acceptation des délégations et de la double garantie de la caution et des hypothèques; — Attendu, d'ailleurs, que ce n'est pas Dunezat lui-même, mais bien les intimés, qui ne sont point vendeurs, mais simples délégués sur le prix, aux termes de la déclaration du 1^{er} août 1829, faite par Dunezat, qui demande la résolution; — Infirme; déclare les intimés sans qualité pour demander la résolution de la vente faite par Limal à Louvrier, le 12 sept. 1825. »

POURVOI contre cet arrêt par les frères et sœurs Rondau, pour violation des art. 1654, 1678 et 1692, C. civ. Ils ont établi, en fait et en droit, que Dunezat, leur mandataire, n'avait nullement renoncé au droit de demander la résolution de la vente de l'Amphithéâtre en acceptant les délégations stipulées dans la revente du 12 septembre 1825. Dans cet acte, disent-ils, Dunezat a pris soin de réserver contre Louvrier tous les droits nécessaires et utiles que lui compétaient contre Limal, son acquéreur immédiat, et, ce n'est qu'à cette condition qu'il donna quittance à celui-ci. Peut-on donc soutenir que Dunezat a voulu renoncer à son droit le plus utile, celui de faire résilier la vente? Peut-on lui refuser cette renonciation de ce qu'il s'est spécialement réservé l'effet des inscriptions hypothécaires prises sur l'immeuble? Peut-on dire que, par là, il a voulu devenir simple créancier hypothécaire? Évidemment non; car, lorsque dans un contrat on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation qu'il renferme, on n'est pas censé avoir voulu restreindre l'étendue que l'engagement reçoit, de droit, aux cas non exprimés (C. civ. 1164).

Admettrait-on que Dunezat eût perdu le droit de faire résoudre la vente, de son chef, il pourrait au moins l'exercer du chef de Limal, comme cessionnaire du prix de vente, encore dû à celui-ci par Louvrier. Ce droit fut cédé à Dunezat avec le prix lui-même; car il est de principe que la cession d'une créance comprend tous les accessoires de cette créance.

Enfin, quant au chef de l'arrêt refusant aux frères et sœurs Rondau le droit d'actionner, sous le prétexte qu'ils étaient simples déléga-

(1) P. cependant Cass., 9 juill. 1834.

taires du prix de vente dû par Louvrier, mais non vendeurs originaires, les demandeurs ont démontré qu'ils avaient établi ce droit pour eux-mêmes en l'établissant pour Dunezat, qui n'avait fait que les représenter.

Le défendeur a répondu à ces moyens en soutenant que la Cour royale avait estimé, en fait, que Dunezat avait renoncé au droit de faire résoudre la vente en question, et que, sous ce point de vue l'arrêt attaqué échappait à la censure de la Cour régulatrice.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 1654 et 1655, Code civ.; — Attendu que l'arrêt attaqué suppose que le droit de résolution de la vente est un droit purement personnel, qui ne peut être exercé que par le premier vendeur, tandis que ce droit est un droit réel, qui compete successivement à tous ceux qui succèdent aux actions du vendeur et qui sont mis à son lieu et place; que la quittance donnée par Dunezat n'a libéré que Limal, et a laissé subsister contre Louvrier tous les droits et actions du vendeur contre l'acquéreur, déconant du contrat de vente; que l'acceptation des délégations, représentant le prix de vente, n'entraînait point la renonciation à l'action en réalisation; que les conséquences que l'arrêt attaqué en tire ne constituent pas une appréciation des actes, mais une véritable méconnaissance des caractères et des effets légaux du contrat, et qu'il a, en le faisant, expressément violé les lois précitées. — Cassé, etc. »

Du 16 nov. 1836. — Ch. civ.

RÉMÉRÉ. — CESSION. — CONTRAT PIGNORATIF. — TRANSACTION. — USURE. — CHOSE JUGÉE.

La cession du droit de rachet, de la part du vendeur, qui se l'est réservé, n'emporte pas transmission de propriété en faveur du cessionnaire, lorsque la prétendue vente à réméré n'est autre chose qu'un engagement de l'immeuble pour prêt usuraire (1).

Dès lors, le cessionnaire qui, après avoir laissé écouler les délais du réméré sans l'exercer, a fait prononcer contre l'acquéreur la nullité de la vente pour vice d'impignoration, peut être évincé par le vendeur son cédant, comme détenteur de l'immeuble en vertu d'un droit non compris dans la cession.

Le cessionnaire ne peut, en ce cas, exciper de la maxime. Quem de evictione tenet actio, eumdem agentem repellit exceptio.

La transaction faite par un débiteur avec son

créancier sur l'effet de contrats usuraires n'est valable qu'autant qu'il se trouve pleinement libéré (2). (C. civ., 2045 et 2046.)

L'arrêt qui décide, entre le cessionnaire et le débiteur cédé, que la cession comprend certains droits, n'a pas l'effet de la chose jugée contre le cédant qui n'y a pas été partie, et qui conteste l'étendue de la cession aux droits litigieux. (C. civ., 1351.)

Dublan, pour se libérer à l'égard de sa femme, dont un jugement de séparation de biens avait rendu la dot exigible, lui abandonna, par acte authentique du 24 avril 1810, le domaine de Grimon. Son mari décéda, la dame Dublan vendit successivement et par fractions, sous faculté de réméré, ce domaine à Dambielle et d'Ivoy, ainsi qu'à Caroline Lavie. Les actes de ces aliénations portent la date des 23 juil. 1813, 6 juil. 1816 et 8 fév. 1817. Il est à remarquer que dans chacun d'eux la fraction immobilière qui en fait l'objet est donnée à bail à la vendeuse pour chaque acquéreur, moyennant un prix de ferme représentant l'intérêt à 6 et quelquefois 7 % du prix de la vente.

En 1821, la demoiselle Lavie réunissait en ses mains la totalité du domaine de Grimon, et la dame Dublan avait toujours le droit de rachat. Le délai assigné à l'exercice de ce droit allait expirer : la dame Dublan, dans l'impossibilité de rembourser la somme stipulée pour le rachat, menaçait d'attaquer les ventes comme n'étant que des contrats pignoratifs et usuraires, lorsqu'à la date du 8 fév. intervint entre les parties une transaction par laquelle la veuve Dublan reconnut que les actes d'aliénation offraient tous les caractères de véritables ventes à pacte de rachat, et la demoiselle Lavie lui accorda un nouveau délai d'une année pour exercer le réméré.

Le même jour, 8 fév. 1821, la dame Dublan fait cession à la dame de Pontet, sa fille, du droit de réméré qu'elle s'était réservée, « pour, » par la dame de Pontet, porte l'acte, exercer le » rachat dudit domaine, ainsi qu'elle jugera » convenable, pendant le terme mentionné au » contrat de prorogation de ce jour, à l'effet de » quoi la dame Dublan lui a transporté toutes ses » actions à cet égard et l'a entièrement subrogée » à son lien et place. »

Par un troisième acte à la même date, la demoiselle de Lavie consentit à la dame de Pontet un bail de la terre de Grimon, pour le temps du réméré, moyennant une somme qui représentait l'intérêt à 6 % de la créance de la demoiselle de Lavie.

(1) F. Cass., 22 juin 1830. — La conséquence à tirer de cette solution, ce serait que la cession, dans ce cas, ne comprend le droit de rentrer dans l'immeuble que par la seule voie du réméré. Cependant, il avait été précédemment jugé dans la même affaire (et la Cour de cassation semble s'être appropriée la décision) que l'action rescisoire pour impignoration appartenait au cessionnaire, et pouvait être exercée par lui. (F. Cass., 22 janv. 1830.) Ici, on décide au contraire, qu'il n'en pourra profiter, ou du moins, que la cession peut lui en enlever le bénéfice; en

sorte que l'on arrive à ce résultat assez étrange, qu'un cédant aura transmis à son cessionnaire la qualité pour exercer une action qui ne se trouvait pas comprise dans la cession, ou dont il ne pourra profiter que si la cession ne la revendique pas lui-même... Nous avouons notre insuffisance pour accorder un tel résultat avec les principes de la cession.

L.-M. Dev.

(2) F. anal. Cass., 22 juin 1830 et 31 déc. 1833, et les renvois.

La dame de Pontet laissa également écouler le délai d'une année fixé pour l'exercice du réméré qu'elle s'était fait céder. Mais bientôt après, elle intenta contre la demoiselle de Lavie une action en déguerpissement de la terre de Grimon, fondée sur ce que les titres de cette demoiselle n'étaient que des contrats de prêts usuraires, déguisés sous la forme d'une vente, offrant au surplus de rembourser à la demoiselle de Lavie le montant de sa créance.

Alors intervint Dublan de Lahet, cessionnaire des droits de la demoiselle Lavie, qui oppose à la dame de Pontet une fin de non-recevoir tirée de ce que la cession du 8 fév. 1821, n'ayant trait qu'au droit de rachat, ne pouvait comprendre l'action en nullité.

Du 25 fév. 1829, arrêté par lequel la Cour d'appel de Bordeaux décide que par l'acte du 8 fév. 1821, la dame Dublan a cédé à sa fille tous ses droits et actions pour rentrer dans la propriété, et particulièrement l'action en nullité de la vente pour cause d'impignoration; que d'ailleurs, et en supposant qu'il pût s'élever quelque doute sur l'étendue de cette cession, la dame de Pontet était personnellement fondée à intenter cette action de son chef, parce qu'à son égard le vice d'impignoration résultait du bail que la demoiselle Lavie lui avait fait par suite de la cession de la dame Dublan.

Un pourvoi en cassation fut formé contre cette décision; mais il fut rejeté le 23 juin 1830.

Les choses en cet état, le 7 janv. 1835, demande est formée par la veuve Dublan contre la dame de Pontet, tendant à ce qu'il soit déclaré que la cession du 8 fév. 1821 ne comprend point le droit de faire rescinder, pour cause d'impignoration, la vente à réméré faite à la demoiselle Lavie le 8 fév. 1817; que, par conséquent, le bénéfice de l'arrêt du 25 fév. 1829, qui annule cette vente comme infectée d'impignoration, et ordonne, en faveur de la dame de Pontet, le délaissement de la terre de Grimon, doit appartenir à la dame Dublan, comme seule propriétaire de ce domaine.

La dame de Pontet répond que la cession du 8 fév. 1821, confirmée par le jugement du 6 février 1822, comprend en sa faveur tous les droits et toutes les actions que la dame Dublan pouvait avoir pour rentrer dans la propriété de la terre de Grimon. A cela elle ajoute que l'arrêt du 25 fév. 1829 ne s'est pas uniquement fondé, pour condamner la demoiselle Lavie au déguerpissement, sur le caractère pignoratif des contrats faits avec elle par la dame Dublan, mais s'est plus spécialement appuyé sur ce que l'impignoration résultait du bail fait directement par la demoiselle Lavie à la dame de Pontet; en sorte que le délaissement, reposant notamment sur un droit personnel à la dame de Pontet, ne peut profiter à la dame Dublan.

Du 17 mai 1834, jugement du tribunal de Bordeaux qui accueille ce système.

Appel par la dame Dublan. — Le 28 août 1835, arrêt infirmatif de la Cour de Bordeaux en ces termes : — « Attendu que la veuve Dublan est demanderesse en délaissement de propriété; qu'il s'agit de savoir si son droit de propriété est

justifié, et si la renonciation et la cession du pacte de rachat du 8 fév. 1821 la rendent non recevable ou mal fondée dans sa demande;

» Attendu que la terre de Grimon avec ses dépendances avait été donnée à la veuve Dublan par son mari en paiement de ses droits, par contrat authentique du 24 avril 1810; qu'ainsi la propriété de l'appelante était fondée sur un titre incontestable;

» Que, son droit ainsi établi, il s'agit de savoir si elle a été dépossédée au moyen des actes qui lui sont opposés par sa fille; que, pour décider cette question, il faut se fixer sur la différence établie par les principes du droit entre la vente à pacte de rachat et le contrat pignoratif;

» Que, dans la véritable vente à faculté de rachat, le vendeur transporte à l'acheteur la propriété de l'immeuble, et qu'il conserve seulement le droit de le racheter; que, dans ce contrat pignoratif, au contraire, la vente n'est qu'apparente; qu'il n'existe réellement ni vendeur ni acheteur, mais un créancier et un débiteur, de telle sorte que la propriété n'est pas défectueuse, qu'elle continue à résider sur la tête de celui qui paraît avoir vendu; qu'il n'a pas besoin d'exercer le rachat d'une propriété qu'il n'a pas perdue; que, de son côté, l'acquéreur apparent n'est point autorisé et ne peut être contraint à garder l'immeuble en paiement, et qu'il n'a qu'une action et les voies d'exécution ordinaires pour obtenir le paiement de sa créance;

» Attendu que l'on trouve tous les caractères des contrats pignoratifs dans les actes qualifiés de vente à pacte de rachat consentis successivement, depuis le 23 janv. 1815 jusqu'au 8 février 1821 inclusivement, par la veuve Dublan aux Damielle, d'Ivoy et Caroline Lavie; que les ventes étaient faites à vil prix; que les acquéreurs n'ont pas été mis en possession du domaine; que cette possession est restée à la veuve Dublan, au moyen de baux à ferme qui se sont renouvelés et dont le prix est stipulé de manière à lui faire payer un intérêt excessif, prohibé par la loi, pour les capitaux qui lui étaient prêtés; qu'il en résulte que Caroline Lavie, de même que les précédents acquéreurs, n'a eu ni le fait ni le droit la propriété de la terre de Grimon, mais seulement le droit de réclamer le paiement des capitaux qu'elle avait prêtés;

» Attendu que cet état de choses n'a point cessé par le traité intervenu le 8 fév. 1821 entre la veuve Dublan et la demoiselle Lavie; que cet acte participe aux mêmes vices que les précédents; que son véritable sens se manifeste encore par les deux autres qui ont été passés le même jour, et dont il ne peut être issu; qu'il résulte de toutes ces conventions que la veuve Dublan n'a nullement entendu aliéner la propriété de la terre de Grimon, et que la demoiselle Lavie n'a point eu l'intention de l'acquiescer; que celle-ci n'est point entrée en possession du domaine, et qu'elle s'est contentée de percevoir les fermages pour lui tenir lieu des intérêts de son capital au taux prohibé de 6 %; que la

renonciation contenue dans l'acte du 8 fév. 1821, alors même qu'elle eût été valable à l'égard de la demoiselle Lavie, ne pourrait avoir aucun effet à l'égard de la dame de Pontet, qui n'a représenté point, et qui n'en exerce pas les droits; mais que, dans la réalité, cette clause n'a pas changé la nature des actes primitifs qu'il a été dans l'intention de la demoiselle Lavie de laisser subsister sans novation;

« Attendu que la cession de la faculté de rachat faite à la dame de Pontet ne peut avoir ni la force ni l'étendue qu'elle lui attribue; que c'est se méprendre sur la teneur de cette convention que de prétendre qu'elle contient le transport de tous les droits et actions qui appartiennent à la cédante, en sa qualité de propriétaire de la terre de Grimon; que les termes de l'acte démontrent que la veuve Dublan n'a cédé que la faculté de rachat, et que c'est seulement quant à l'exercice de cette faculté qu'elle a subrogé la cessionnaire en ses actions et à son lieu et place;

« Que l'acte n'énonce aucune transmission de propriété; qu'il ne transporte à la dame de Pontet que la droit d'exercer le rachat; que, dès lors, ce n'est pas la propriété qui est aliénée, mais la faculté de rachat telle qu'elle avait été stipulée avec la demoiselle Lavie, par le contrat du 6 fév. 1817, et prorogée par l'acte du 8 février 1821; qu'ainsi c'était la faculté de racheter, telle qu'elle existait originellement, c'est-à-dire avec la nature et les effets du contrat pignoratif, qui était l'objet de la cession; que, s'il est vrai que la stipulation de cette faculté ne changeait pas la nature du contrat, et ne pouvait se transformer en une véritable vente, lorsqu'il avait tous les caractères de l'impignoration, il en résulte que la cession de cette faculté n'a pu avoir plus d'effet à l'égard de la dame de Pontet qu'elle n'en a eu à l'égard de la dame Dublan;

« Attendu que, si la dame de Pontet avait exercé le rachat en vertu de la cession, quoiqu'elle fût parfaitement instruite de la nature des actes consentis par sa mère, et des droits qui en résultaient, il aurait pu se présenter la question de savoir si la dame Dublan pouvait être repoussée de sa demande en revendication de propriété, comme garante de la cession qu'elle avait consentie; mais que telle n'est pas la situation des parties; que le procès actuel ne peut se décider par une hypothèse étrangère à la contestation;

« Attendu que la dame de Pontet n'a point exercé la faculté de rachat qui lui avait été cédée; qu'elle l'a abandonnée comme inutile, et qu'elle ne peut se plaindre d'avoir été privée de l'effet d'une cession dont elle a refusé de se prévaloir; qu'elle a même reconnu qu'il n'était point intervenu entre sa mère et la demoiselle Lavie une véritable vente à pacte de rachat, qu'il n'existait qu'un contrat pignoratif, et qu'elle a soutenu positivement que la terre de Grimon n'avait point été aliénée par sa mère; d'où il suit qu'elle est aujourd'hui non recevable et mal fondée à contester cette vérité;

« Attendu que, du moment qu'il est prouvé que l'acte du 8 fév. 1817, passé entre la veuve

Dublan et la demoiselle Lavie, n'avait point transmis à celle-ci la propriété de sa terre de Grimon, que cette propriété n'avait point été aliénée par la veuve Dublan au faveur de sa fille par les actes du 8 fév. 1821, il faut en conclure que l'appriant a été restée propriétaire, et qu'elle est recevable et fondée dans sa demande en délaissement.

La dame de Pontet a formé contre cet arrêt un pourvoi en cassation, basé sur quatre moyens : 1^{re} violation de l'art. 7, L. 20 avril 1810, pour défaut de motifs et des art. 1550 et 1551, C. civ., sur l'autorité de la chose jugée; — 2^{re} violation des principes sur la nature et les effets des actions, ainsi que des art. 526, 1650 et 1664, C. civ. Deux actions distinctes appartiennent, disait-on, au vendeur à pacte de réméré. Il peut exercer la faculté de rachat ou demander la nullité de la vente. De là l'arrêt attaqué tire cette conséquence que la dame Dublan, n'ayant cédé à la dame de Pontet que la première de ces actions, dont la cessionnaire n'a point fait usage, a conservé, par cela même, l'action en nullité, qui n'était point comprise dans la cassation, et doit profiter seule de l'annulation prononcée. Mais comment concevoir que celui qui cède à un tiers ce droit qu'il a de posséder une chose puisse conserver au même temps quelque autre moyen de s'approprier cette chose? Ce serait une contradiction manifeste. Ces deux actions n'étaient que des voies conduisant au même but, et venaient se confondre dans la propriété qu'il s'agissait de revendiquer. Or, en transportant l'une de ces actions, la faculté de rachat, la dame Dublan transférait nécessairement la propriété même, d'après la maxime : *la qui actionem habet ad rem recuperandam, ipsam rem habere videtur*. Dès lors, la dame de Pontet pouvait en user et en abuser à son gré. Cela posé, inutile de rechercher si la cessionnaire a volontairement laissé périmer la faculté de rachat; car la cédante, n'ayant plus rien dans la propriété, se trouvait dénuée d'intérêt et de qualité pour contester l'abandon fait par sa fille. Peu importe aussi que la dame de Pontet ait employé, pour ressaisir la propriété, une autre action que celle de réméré. La dame Dublan ne pouvait pas non plus revendiquer le bénéfice de cette action différente; une fois la propriété vendue, elle ne pouvait avoir et la chose et le prix. Mais, dit la Cour royale, la vente faite par la dame Dublan à la demoiselle Lavie n'était pas sérieuse; ce n'était qu'un contrat pignoratif, un prêt usuraire déguisé. Dès lors, la cession de la faculté de rachat n'a pu transférer une propriété qui, n'ayant pas été réellement vendue, n'était pas à racheter. Ici se présente, non pas un simple fait à apprécier, mais une question de droit à résoudre : quels sont les effets attribués par la loi à la cession de réméré? Dans l'ancien droit, l'action en réméré était personnelle et réelle; on l'appelait communément *personalis in rem scripta*, parce qu'elle affectait la chose; elle était cessible, et la cession en était considérée comme contenant la vente de l'héritage même auquel elle devait se terminer (Pothier, *Intro-*

duction au tit. 18 de la Coutume d'Orléans, sect. 2, n° 9). Sous l'empire du Code civ., cette action a conservé sa nature et ses effets : elle est immémoriale, comme tendant à revendiquer un immeuble (art. 220, 1659 et 1664, C. civ.) ; elle pénétre dans les entrailles mêmes de l'objet vendu (Troplong, de la Vente, n° 698) ; elle est écartée d'après le droit commun, et cette cession transmet au cessionnaire un droit à la propriété de l'immeuble sur lequel l'action doit être exercée (cass., 21 germin. an 12). En effet, le vendeur a pacté de rachat, en cédant son action de réméré, vend au cessionnaire le droit de reprendre à son profit la chose vendue. Il est donc en sa faveur le droit qu'il s'était réservé à la propriété de cette chose ; il y a donc le cessionnaire et l'en invraité à sa place. Appliquant ces principes à l'espèce, l'on trouve que la dame Dublan, en cédant à la dame de Pontet la faculté de rachat qu'elle s'était réservée par le contrat fait avec la demoiselle Lavie, lui a transféré l'action qu'elle avait pour reprendre sa propriété, et, par conséquent, sa propriété elle-même. Qu'importe que le contrat dans lequel la faculté de rachat a été stipulée soit une vente ou une antichrèse ! Il faut toujours retirer la propriété des mains de celui au profit duquel elle se trouve engagée. Or, la cession du droit de retirer cette propriété emporte aussi bien l'aliénation de cette propriété dans un cas que dans l'autre.

3^e Violation des art. 1696 et 1641, C. civ., et de la maxime : *Quem de evictione tenet actio eundem agentem repellit exceptio*, en ce que la dame Dublan, vendeuse, ayant transmis sa propriété à la dame de Pontet, était tenue de la garantir et ne pouvait l'évincer (Cass., 24 janvier 1826). A l'appui de ce moyen, l'on reproduit l'argumentation précédente.

4^e Enfin, violation des art. 1693 et 2052, C. civ. — En admettant, avec l'arrêt attaqué, qu'il n'y a jamais eu vente par la dame Dublan à la demoiselle Lavie, et, par conséquent, pas possibilité d'exercer la faculté de rachat, la cession d'un droit non existant donnerait lieu à garantir contre le cédant. Mais, d'un autre côté, on ne peut, sans violer l'autorité de la transaction du 8 fév. 1821, admettre la dame Dublan à invoquer la nullité de contrats que cet acte a eu pour objet de valider.

ARRÊT.

« LA COUR, — En ce qui touche le premier moyen : — Attendu que l'arrêt du 25 fév. 1829 ne peut constituer dans l'instance actuelle une exception de chose jugée, opposable à la dame veuve Dublan, puisqu'elle n'y avait pas été partie ; — Que, quant au jugement du 6 fév. 1822, il a seulement prononcé sur les moyens de nullité proposés par la veuve Dublan contre la cession qu'elle avait faite à sa fille, et qu'en la déclarant valable, il a laissé entières toutes les questions qui pouvaient s'élever sur cette cession, et notamment celle de savoir si elle comprenait le droit de demander la nullité de la vente pour cause d'impignoration ; — Que d'ailleurs l'exception de chose jugée n'a pas été

spécifiée dans les conclusions de la demanderesse ; d'où il résulte qu'elle serait irrecevable à se plaindre de ce qu'il n'y aurait pas été statué et qu'on ne pourrait reprocher à l'arrêt d'avoir omis de s'expliquer dans ses motifs sur une question qui ne lui avait pas été soumise ; — En ce qui touche le deuxième et le troisième moyens : — Attendu que l'arrêt attaqué a jugé en fait, d'après les termes de l'acte et par interprétation de l'intention des parties, que la cession du 8 fév. 1821 ne portait pas sur le droit qu'avait la demoiselle de faire annuler la vente faite à la demoiselle Lavie, pour cause d'usure et d'impignoration, mais bien uniquement sur le droit de rachat que s'était réservé la vendeuse ; — Que si, en principe ordinaire, la cession du droit de rachat, de la part du vendeur qui se l'était réservé, emporte dessaisissement absolu et transmission de la propriété elle-même au faveur du cessionnaire, ce principe ne saurait être applicable au cas où la vente est infectée du vice d'impignoration, et où, en le dépouillant d'une fausse apparence, elle ne constitue qu'un engagement de l'immeuble pour prêt usuraire ; — Que la demanderesse n'a pu repousser l'action en nullité, par voie de garantie, en force de la maxime : *Quem de evictione, etc.*, puisqu'elle n'a pas exercé le rachat ; que sa mise en possession de l'immeuble a eu lieu en vertu de l'annulation de la vente, par suite de l'exercice d'une action qui ne lui avait été ni cédée ni garantie ; — Sur le quatrième moyen : — Attendu que les motifs qui précèdent repoussent l'exception qu'on voudrait induire de l'art. 1693 sur la garantie des créanciers et autres droits incorporels ; — Que la transaction du 8 fév. 1821, passée au même instant que le contrat de relocation, était infectée du même vice que l'acte principal, et pouvait d'autant moins le couvrir que la dame Dublan se trouvait encore dans les liens des obligations par elle consenties sous forme de vente, pour prêt usuraire ; et qu'il est de principe que le débiteur ne peut, en matière d'usure, transiger valablement avec son créancier sur l'effet des contrats usuraires, que lorsqu'il se trouve pleinement libéré ; — Que, d'ailleurs, la demanderesse a elle-même fait prononcer la nullité de cette transaction dans une instance antérieure, au préjudice de la demoiselle Lavie et Dublan de Lahet, qui seuls auraient pu en réclamer l'effet ; — Qu'ainsi, le moyen pris de l'art. 2052 est tout à la fois non recevable et mal fondé, — Rejette, etc. »

Du 16 nov. 1836. — Ch. req.

COUR D'ASSISES. — ACCUSÉ. — ALLEGATION. — VÉRIFICATION.

La Cour d'assises peut refuser de faire mention, au procès-verbal des débats, d'un fait allégué par l'accusé, lorsque aucun de ses membres n'a eu connaissance de ce fait, et qu'aucune enquête ou information sommaire n'a été requise (1). (C. crim., 372.)

(1) Non-seulement elle le peut, mais elle le doit.

Esnard, instituteur, condamné aux travaux forcés à perpétuité pour atteinte à la pudeur sur de jeunes garçons, s'est pourvu en cassation contre l'arrêt qui le condamne, en ce que la Cour d'assises avait refusé de faire mention, dans le procès-verbal des débats, du fait « que plusieurs des jurés avaient communiqué pendant les débats avec des personnes étrangères. »

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que la Cour d'assises déclare, qu'il y a certitude qu'aucun de ses membres n'a eu connaissance du fait dont il était demandé qu'un donnât acte; — Qu'en cet état des faits, et lorsque aucune enquête ou information sommaire n'avait été requise, la Cour d'assises a pu déclarer qu'il n'y avait lieu par elle de donner acte d'un fait qui lui était inconnu. — Rejette, etc. »

Du 17 nov. 1856. — Ch. crim.

APPEL. — SURARBITRE. — CONCLUSION.

Le surarbitre appelé à régler le discord élevé entre deux précédents arbitres est tenu d'adopter l'avis de l'un d'eux et ne doit pas statuer sur les conclusions nouvelles prises devant lui (1). (C. proc., 1018.)

L'arrêt rendu sur l'appel d'une sentence arbitrale qui a rejeté, comme non suffisamment justifiée ni précisée, une demande en rectification de compte, est réputé, en adoptant purement et simplement les motifs des premiers juges, avoir suffisamment statué sur les conclusions nouvelles prises devant la Cour, et tendant à prouver des erreurs et même des falsifications commises dans ce compte. (C. proc., 461; L. 20 avril 1810, art. 7.)

Le 1^{er} nov. 1852, une société civile fut formée par moitié entre Chauvin et Blondeau pour l'établissement et l'exploitation du *Sténographe des chambres*. Elle dura entre eux un peu plus de deux mois. Alors Chauvin céda à Chatard moitié de sa moitié, c'est-à-dire un quart du tout, et peu après Blondeau céda à Sirey un autre quart du tout. De là formation d'une société commerciale dans laquelle chaque associé était intéressé pour un quart. Cette société ne commença qu'au 27 déc.; l'entreprise finit au mois de mars suivant. A cette époque Chauvin assigna ses coassociés en paiement de 7,500 fr. qu'il prétendait lui être dus, et en condamnation à 40,000 fr. de dommages-intérêts. Un compte de Sirey constituait au contraire Chauvin débiteur. Les coassociés de Chauvin contestaient tous ces comptes, produisaient les leurs et demandaient le renvoi devant un commissaire, un teneur de livres, pour les entendre et régler. M^{rs} Flaudin et M^r Auger, constitués arbitres, émettent deux opinions contraires. L'avis de M^r Flaudin renvoyait à un expert teneur de livres. L'avis du second condamnait les trois coassociés en paiement de la somme demandée par Chauvin et à 18 000 fr. de dommages-inté-

rets. Le motif de la condamnation était ainsi conçu :

« Attendu, sur le compte de Chauvin, qu'un seul article est contesté; que cette contestation n'est pas fondée; que sur les autres articles on se borne à les attaquer en masse, sans indiquer aucun reproche précis et déterminé. »

Un surarbitre fut chargé de vider le discord. Le 18 mars, les trois associés déposèrent aux mains du surarbitre des conclusions nouvelles, dans lesquelles ils déclarèrent que le compte de Chauvin était contesté dans toutes ses parties; qu'il l'avait, il est vrai, extrait de ses livres, mais que ces livres avaient été falsifiés par lui; qu'il avait changé les articles, refait les comptes, confondu la première société civile avec la seconde, société dont le caractère était évidemment commercial; arrangé les chiffres, à tel point que le teneur de livres de la société en avait été indigné, et n'avait pas voulu se mêler de ces réglemens. Par ces mêmes conclusions les trois associés offraient la preuve de tous ces faits. Le 22 mars le surarbitre prononça l'avis suivant :

« Attendu que, n'étant appelé qu'à vider un discord entre les deux avis, nous ne pouvons statuer sur la cause que telle qu'elle s'est présentée devant les deux arbitres; qu'ainsi nous ne pouvons apprécier les conclusions déposées en nos mains le 18 mars;

« Au fond, attendu que l'on n'a fait contre le compte de Chauvin aucun reproche positif ou précis... le surarbitre adopte l'avis de M^r Auger. »

Appel devant la Cour royale; et en juillet 1854 et décembre 1855 nouvelles conclusions, qui reproduisent celles du 18 mars 1854. Enfin, arrêt ainsi conçu : — « Adoptant les motifs des premiers juges, la Cour démet de l'appel. »

POURVOI en cassation de Sirey, Blondeau et Chatard. Des huit moyens présentés à l'appui du pourvoi, deux seuls, le 2^e et le 6^e, présentent de l'intérêt en droit.

Deuxième moyen. — C'est à tort, disait-on, que le surarbitre s'est contenté d'adopter l'avis de l'un des arbitres, sans avoir égard aux conclusions nouvelles prises devant lui. Il ne pouvait ainsi enlever à Chatard et autres le bénéfice de conclusions importantes et dont le résultat devait être d'une immense influence dans la cause.

Sixième moyen. — Violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 et de l'art. 404, C. proc.

Il faut bien remarquer disait-on, les trois phases diverses qu'a subies la contestation : 1^{re} Devant les deux arbitres, contestation du compte de Chauvin, mais en termes généraux, sans précision : l'un des deux rejette cette contestation locataire. 2^e Devant le surarbitre, le 18 mars, reproches précis de falsification des livres, dénaturation de chiffres, confusion dans les deux époques : le surarbitre se crut incompétent pour statuer sur ces conclusions. 3^e Enfin, devant la Cour, reproduction des conclusions du 18 mars, dans deux significations nouvelles. Certes, la Cour royale avait mission et devoir d'examiner, d'apprécier, de juger ces

(1) P. Montpellier, 31 mai 1824; Paris, 2 déc. 1839; — Carré-Hauveau, n° 3348.

conclusions, qui n'étaient qu'un supplément de défense à l'action principale, et elle ne pouvait les rejeter sans motiver son rejet. Or, d'une part, a-t-elle examinée ces conclusions? L'arrêt attaqué prouve le contraire; car il se contente d'adopter les motifs des premiers juges. Or, les premiers juges étaient 1^o M^r Auger, qui n'avait pas pu juger les conclusions du 18 mars; 2^o le surarbitre, qui n'avait pas voulu les juger, se croyant sans pouvoir. Ainsi, les motifs des premiers juges ne touchaient en rien au fond des conclusions nouvelles. Dès lors, la Cour royale, en adoptant ses motifs, n'a pas apprécié les conclusions du 18 mars 1834 et les deux actes qui les ont suivies. L'art. 461 est donc manifestement violé.

Mais veut-on supposer que la Cour s'en est occupée et les a rejetées: alors on retombe dans la violation de l'art. 7 de la loi de 1810.

Cet article veut, à peine de nullité, que les arrêts soient motivés. Comment trouver ici des motifs quelconques au rejet des conclusions du 18 mars et des suivantes? Il est vrai que la jurisprudence, quant au défaut de motifs, devient de jour en jour plus sévère, et qu'il a été jugé que, si des conclusions nouvelles ont été posées devant une Cour royale, mais que les motifs des premiers juges pussent, à toute force, y répondre implicitement, l'adoption par l'arrêt, des motifs des premiers juges, suffit à sa validité. Mais cette jurisprudence, même dans sa plus grande étendue, comment l'appliquer à l'espèce? On comprend bien qu'on puisse dire: Il y a dans le jugement arbitral et surarbitral un motif qui dit que les reproches ne sont ni précis, ni déterminés: la Cour adopte donc ce motif, et, assurément, ce motif répond aux conclusions nouvelles. Mais, en vérité, ce serait de le délayant qu'un pareil argument. Dans quelles circonstances, en effet ce motif s'est-il trouvé sous la plume de l'arbitre et du surarbitre? L'arbitre n'a pas vu ces conclusions nouvelles, dont il n'a pas apprécié les reproches qu'elles contiennent; le surarbitre n'a pas voulu les voir, donc il ne les a pas appréciées non plus. Et remarquons bien une circonstance d'une haute gravité: le surarbitre commence par dire: « Attendu qu'appelé à prononcer sur un discord, nous devons prendre la cause abstraction faite des nouvelles conclusions, dont nous ne pouvons pas apprécier le mérite; » puis, jugeant le fond dans ces conclusions, il considère que les reproches ne sont ni précis, ni déterminés. Il est donc bien évident que ce dernier motif du fond n'est ainsi donné qu'en l'absence des conclusions nouvelles. Pourra-t-on dire équitablenent que la Cour, en adoptant ce motif, a suffisamment répondu aux conclusions nouvelles? Cela est de toute impossibilité.

ARRÊT.

• LA COUR. — Sur le premier moyen: — Attendu qu'il résulte de la sentence arbitrale, confirmée sur appel, que le surarbitre a déclaré qu'une liquidation était inutile, puis qu'au moyen du compte qu'il réglait, il n'y avait plus rien à liquider;

• Attendu que l'arrêt, en admettant cette décision n'a commis aucun déni de justice, et n'a violé ni la loi du 20 déc. 1810, ni l'art. 5, C. commerce, ni l'art. 527, C. proc.;

• Sur le deuxième moyen: — Attendu que le surarbitre, appelé à régler le discord élevé entre les deux premiers arbitres et tenu d'adopter l'avis de l'un d'eux, n'a pas dû statuer sur les conclusions nouvelles des demandeurs;

• Attendu qu'il résulte de la sentence qu'il a rendue que, le compte de Chauvin lui paraissant régulier, il en fixe le reliquat;

• Attendu que l'arrêt qui confirme la sentence arbitrale est aussi régulier sur ce point, et ne contient ni déni de justice, ni violation de l'article 1008, C. proc.;

• Sur le troisième moyen: — Attendu que, dans la sentence arbitrale, le surarbitre, prenant en considération l'ensemble des faits et des conventions, jugea que les demandeurs, loin d'avoir droit à des dommages-intérêts, étaient au contraire passibles eux-mêmes de dommages-intérêts envers Chauvin;

• Attendu que la Cour, en confirmant cette décision par les motifs exprimés dans la sentence, a rejeté ainsi les conclusions prises devant elle par les demandeurs;

• Attendu qu'elle n'a ainsi ni commis un déni de justice, ni violé la loi du 20 avril 1810;

• Sur le quatrième moyen: — Attendu que le surarbitre, à la suite de longs motifs, juge que l'emploi de la somme de 8,500 fr. est suffisamment justifié; qu'ainsi l'arrêt qui confirme la sentence arbitrale est encore régulier en ce point;

• Sur le cinquième moyen: — Attendu que la première sentence arbitrale, en renvoyant Si-rey devant un teneur de livres, pour régler son compte particulier, était conforme aux conclusions de celui-ci; et que la deuxième sentence reconnaît que Si-rey est redevable et débiteur d'une somme fixée par cette sentence;

• Attendu que l'arrêt, en adoptant encore sur ce point les motifs des premiers juges, est régulier;

• Sur le sixième moyen: — Attendu que le surarbitre a déclaré dans la sentence arbitrale du 22 mars 1834 que le compte de Chauvin n'avait été l'objet d'aucune critique justifiée ni même prisée; que l'arrêt, en adoptant ce motif, a aussi rejeté les conclusions prises en appel et tendant à prouver des erreurs qui auraient été commises dans ce compte;

• Sur le septième moyen: — Attendu, en fait, que la condamnation en des dommages-intérêts prononcée par des arbitres était une dette sociale, indivisible; en droit, que chacun de ceux qui ont contracté une dette indivisible est tenu pour la totalité de l'obligation;

• Sur le huitième moyen: — Attendu que les créances reconnues à la charge des demandeurs étaient commerciales de leur nature, et que, dès lors, la contrainte par corps a pu être prononcée par la sentence arbitrale du 22 mars 1834, confirmée par l'arrêt attaqué. — Rejette, etc.

Du 17 nov. 1836. — Ch. req.

LIEU PUBLIC. — BAL. — AUTORISATION. — PRÉSCRIPTION.

La présomption qu'un bal établi dans un lieu public est public doit-elle céder à la preuve contraire ? Rés. aff. par le jugement.

Un bal donné dans un restaurant et par plusieurs personnes qui se sont cotisées entre elles doit-il être considéré comme public ainsi que le serait celui qui aurait lieu par suite d'une souscription à laquelle toute personne aurait eu le droit de concourir ? (Rés. nég. par le jugement.)

Le jugement ne doit statuer que sur les délits mentionnés dans la citation donnée au prévenu, alors même que d'autres auraient été constatés par procès-verbal.

D'un procès-verbal dressé contre Deffieux il résultait que, contrairement à l'ordonnance de police du 31 mai 1855, il avait tenu dans son établissement un bal public sans avoir obtenu d'autorisation à cet effet, et que, de plus, ce bal avait été prolongé après l'heure fixée par les ordonnances de police.

Citation donnée à Deffieux à l'effet de comparaitre devant le tribunal de police, à raison seulement de la contravention résultant de ce qu'il aurait tenu un bal public sans y avoir été autorisé.

Le prévenu demande à faire preuve par témoins que les bals qui ont eu lieu dans son établissement n'étaient pas publics.

Après une enquête faite à l'audience, jugement du 19 avril 1856 :

« Attendu qu'il résulte des dispositions textuelles de l'ordonnance de police du 31 mai 1855, que la nécessité de l'autorisation ne s'applique qu'aux bals qui ont par eux-mêmes le caractère de publicité, et auxquels toutes personnes indistinctement peuvent être admises, indépendamment de la qualité du local ;

« Attendu, à la vérité, que, lorsqu'un bal est établi dans un lieu public, c'est-à-dire dans un lieu où toute personne a le droit de se présenter, il y a présomption que le bal est public ;

« Mais attendu qu'il est de la nature de toute présomption de céder à la preuve contraire ; — Attendu qu'il résulte des dépositions précises et concordantes des témoins que les bals qui ont eu lieu les 27, 28 janv. et 20 fév. derniers, n'ont eu aucun caractère de publicité ; qu'ils ont eu lieu dans une salle louée par Deffieux, et mise à la disposition des individus qui sont venus l'attester à la barre ; que, s'il résulte de l'une de ces déclarations que la location a été faite à plusieurs personnes cotisées, cette circonstance ne saurait donner au bal le caractère de publicité qui résulterait d'une souscription à laquelle toute personne aurait le droit de concourir ; — Par ces motifs, le tribunal renvoie Deffieux sans amende ni dépens. »

POURVOI du ministère public.

L'avocat général, tout en reconnaissant que le tribunal a souverainement jugé que les bals établis chez Deffieux n'étaient pas publics, a cependant demandé la cassation de ce jugement en se fondant sur ce qu'il avait omis de statuer sur l'une des contraventions constatées au pro-

cès-verbal, celle qui consistait en ce que le bal du 30 fév. avait été prolongé après l'heure déterminée par les ordonnances de police.

ARRÊT.

« LA COUR. — Attendu que le prévenu n'avait pas été expressément traduit devant le tribunal de simple police pour avoir tenu son établissement ouvert après l'heure fixée par l'art. 11 de l'ordonnance de police du 31 mai 1855. — Rejeté, etc. »

Du 18 nov. 1856. — Ch. crim.

EFFETS. — POSSESSION — ESCROQUERIE. — DEGRÉS DE JURIDICTION. — ÉVOCATION. — INCOMPÉTENCE.

Le simple possesseur d'effets qui lui ont été soustraits à l'aide d'escroquerie ou d'abus de confiance a qualité pour porter plainte et intenter une action devant les tribunaux correctionnels.

Lorsque les premiers juges ont à tort sursis à prononcer jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la propriété des objets soustraits, le tribunal d'appel doit retenir l'affaire, juger le fond, et non renvoyer après information devant un tribunal de première instance pour qu'il soit statué à cet égard.

Le renvoi ne doit être ordonné que lorsqu'il y a eu incompétence à raison du lieu où le délit a été commis ou de la résidence du prévenu.

Le 28 oct. 1855 décréta l'abbé Thomas Cassaing, laissant un testament mystique par lequel il instituait l'hospice de Lavaur son légataire universel, et donna à Catherine Vianès, sa domestique, son numéraire, des meubles, et une rente viagère de 1,200 fr. ; de plus, il l'instituait sa légataire universelle pour le cas où l'hospice de Lavaur ne serait pas autorisé à accepter ou n'accepterait pas sa succession.

Il paraît qu'un portefeuille contenant plusieurs billets signés en blanc par l'abbé Cassaing, et une feuille de papier timbré non remplie sur laquelle se trouvait, au-dessous des mots *bon pour cassain*, la signature de celui-ci, arriva aux mains de Catherine Vianès. Lezin-Delpach, employé à la sous-préfecture de Lavaur, consulté par Catherine Vianès sur l'usage qu'elle pouvait faire de la signature de l'abbé Cassaing, lui persuada que pour l'utiliser il fallait remplir certaines formalités ; il lui offrit immédiatement ses services à cet effet, et parvint à se faire remettre le portefeuille et tout son contenu.

Catherine Vianès ne tarda pas à apprendre que Lezin-Delpach avait endossé à son profit et mis en circulation les billets, et rempli en sa faveur le blanc-seing où se trouvaient les mots *bon pour cassain*. Elle le fit en conséquence citer à sa requête devant le tribunal correctionnel de Lavaur, qui rendit le 23 fév. 1856 le jugement ainsi conçu :

« Considérant que, d'une part, l'hospice de Lavaur, institué légataire universel par le testament de Cassaing, prétend droit aux effets et obligations édictés dont il s'agit, et s'est pourvu auprès de l'administration supérieure

pour obtenir en même temps que l'autorisation d'accepter, l'autorisation de poursuivre Delpech ; que, d'autre part, la fille Vianès se prétend, de son côté, seule propriétaire de ces effets et obligations créditaires, par suite d'un don manuel ; que, d'autre part, enfin, Delpech allègue l'endossement et la cession faite en sa faveur comme preuve de droit.

» Déclare qu'il y a lieu de suspendre toutes poursuites jusqu'à ce que la question de propriété ait été décidée par les tribunaux civils : surseoit, en conséquence, et réserve les dépens et dommages intérêts.

Sur l'appel, jugement du tribunal d'Alby qui infirme en ces termes :

« Considérant 1^o que les faits imputés à Delpech constituent un véritable délit, et portent le caractère de manœuvres frauduleuses ; que ce délit lèse réellement les intérêts de la fille Vianès, puisque, indépendamment de toute attribution directe et irrévocable de propriété, elle est reconnue comme héritière universelle, à défaut d'autorisation et d'acceptation de l'hospice de Lavaur ; que, conséquemment, jusqu'à l'avènement de cette autorisation ou de cette acceptation, l'hérédité repose sur sa tête, et que, sous ce rapport, elle est intéressée à veiller à sa conservation ; que sa qualité était, dès lors, parfaitement établie ; que l'existence dudit délit n'était nullement subordonnée à la solution de la question civile, mais dépendait entièrement de l'emploi et du caractère frauduleux des manœuvres auxquelles Delpech avait eu recours pour se faire remettre ledits effets et obligations ;

» Considérant que la question résultant de la plainte était de savoir si la propriété ou la possession qu'alléguait ledit Delpech était le fruit du dol et des manœuvres frauduleuses à lui imputées ; que, dès lors, le juge du délit, étant parfaitement compétent, devait retenir la cause, instruire et juger au fond ; que le tribunal de Lavaur a, à tort, admis l'exception proposée et décidé qu'il y avait lieu à sursis et à renvoi ;

» Considérant que, néanmoins, par l'effet de ce sursis, il n'a été nullement statué sur la plainte, et que les parties ne peuvent être jugées définitivement en appui, sans être privées du premier degré de juridiction ;

» En conséquence, réforme et annule le jugement du tribunal de Lavaur ; dit qu'il n'y a lieu de s'arrêter à la fin de non-recevoir opposée à Catherine Vianès, déclare que ladite Catherine Vianès a qualité pour former la plainte par elle articulée, et renvoie les parties devant le tribunal civil de Castres pour être procédé à l'instruction de la cause.

POURVOI.

ARRÊT.

» LA COUR. — Sur le premier moyen : — Attendu que les faits résultant tant de la plainte que du jugement attaqué constituaient soit le délit d'escroquerie, soit celui de violation de dépôt ; d'où il suit que la juridiction correctionnelle était compétente ; — Attendu, d'ailleurs, que

la plaignante articulait qu'elle avait en sa possession les effets dont il s'agit et qu'ainsi elle avait qualité pour intenter son action, — Rejette ce moyen ;

» Mais, sur le deuxième moyen : — Vu les art. 215, C. crim., 1^{er} de la loi du 29 avril 1806, 202, C. du 3 brum. an 4 ; — Attendu qu'il suit de ces dispositions que, lorsque, sur l'appel d'un jugement correctionnel, l'annulation de ce jugement est prononcée pour autre cause que l'incompétence à raison du délit ou de la résidence du prévenu, les juges d'appel doivent retenir l'affaire et statuer sur le fond ; — Attendu que le tribunal d'Alby, en jugeant que le tribunal correctionnel de Lavaur avait été compétent pour procéder immédiatement à l'instruction de la plainte, et en réformant le jugement qui avait prononcé un sursis, au lieu d'envoyer, comme il demandait la plaignante, appelante dudit jugement, à renvoyer la cause et les parties devant le tribunal correctionnel de Castres, sous prétexte que le premier degré de juridiction n'avait pas été rempli ;

» Attendu que le tribunal correctionnel de Lavaur, étant compétent, avait été valablement saisi, mis à même de prononcer, et que cela suffisait pour que le premier degré de juridiction eût été épuisé ;

» Qu'il n'en est pas de même lorsqu'on saisit un tribunal incompétent, soit à raison du lieu du délit ou de la résidence du prévenu ; qu'alors, et quelle que soit la décision que porte un tribunal incompétent, l'affaire n'a pas été soumise au premier degré de juridiction et doit y être renvoyée, lorsque le jugement est annulé pour incompétence ; qu'ainsi le tribunal d'Alby, dans cette partie de son jugement, a violé les articles cités, — Cassé, etc.

Du 18 nov. 1856. — Ch. crim.

USAGE FORESTIER. — DÉFENSABILITÉ. — EFFET RÉTROACTIF.

Sous l'ordonnance de 1669, il était défendu d'envoyer des bestiaux paquer dans les bois non encore déclarés défensables par l'administration forestière, lors même que ces bois appartenant à de simples particuliers et nonobstant toutes conventions contraires antérieures à cette ordonnance (1). (Ord. 1669, tit. 19, art. 1 et 5.)

Du 19 nov. 1856.

EXPROPRIATION. — UTILITÉ PUBLIQUE. — DÉCLARATION.

Un tribunal ne peut prononcer l'expropriation que des terrains nécessaires à la confection des travaux compris expressément ou implicitement dans la déclaration d'utilité publique. Il ne peut l'étendre aux terrains non compris dans cette déclaration, alors même qu'ils seraient nécessaires pour la confection de travaux qui paraîtraient indispensables pour l'achèvement de ceux ordonnés (2).

(1) *J. Brus., Cass.*, 1^{er} avril 1806 et 24 août 1830.

(2) *J. Cass.*, 8 avril 1855.

Un décret du 16 déc. 1811 a déclaré d'utilité publique l'élargissement de la route n° 9, qui traverse à Riom le ruisseau de la Prade. En 1835, l'administration des ponts et chaussées, voulant faire exécuter les travaux que nécessitait l'élargissement de la route, éleva la prétention d'y comprendre le redressement du cours de la rivière en amont et en aval d'un pont destiné à réunir les deux voies; et, en conséquence, elle demanda l'expropriation pour cause d'utilité publique de tous les terrains nécessaires à la confection de ces travaux.

Jugement du tribunal de Riom qui prononce l'expropriation des terrains nécessaires à la confection de la route et du pont, mais qui surseoit à statuer sur la demande relative aux terrains nécessaires au redressement du cours de la rivière, attendu que ce travail, quelque utile qu'il pût être, ne se trouvant pas compris dans la déclaration d'utilité publique résultant du décret du 16 déc. 1811.

POURVOI en cassation contre ce jugement par le préfet du Puy-de-Dôme, pour violation de l'art. 2 de la loi du 7 juill. 1833, en ce que le tribunal a refusé de prononcer l'expropriation des terrains nécessaires à la confection des travaux autorisés par un acte de haute administration.

On soutenait que, le redressement du cours de la rivière étant indispensable pour la solidité du pont, qui faisait partie de la route, l'expropriation aurait dû en être ordonnée. La distinction que le tribunal a cru devoir faire n'est fondée sur aucun motif plausible : car le décret de 1811, en déclarant d'utilité publique l'élargissement de la route, a évidemment considéré comme tels les travaux nécessaires pour cet élargissement.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'en s'abstenant, dans l'espèce, de prononcer l'expropriation pour cause d'utilité publique, sur le fondement que le redressement du cours du ruisseau de la Prade constitue une portion de travaux publics qui n'est ni expressément ni implicitement comprise dans la déclaration d'utilité publique résultant du décret impérial du 16 déc. 1811, en ce qui concerne les travaux de construction de la route royale n° 9, le tribunal de première instance de Riom n'a pas excédé les limites de sa compétence et n'a violé aucune loi. — Rejeté, etc. »

Du 21 nov. 1856. — Ch. civ.

VENTE. — PRIX. — NOTAIRE. — MANDAT.

En cause portant que le prix d'un immeuble sera payé en l'étude du notaire qui a procédé à l'adjudication n'autorise pas ce notaire à recevoir le prix et à en donner quittance (1). (C. civ., 111, 1239, 1247 et 1258.)

Le paiement intégral du prix de l'adjudication fait par l'adjudicataire au mandataire chargé de vendre la totalité de l'immeuble,

mais de recevoir seulement une portion du prix, est nul pour l'exécutant, encore que l'adjudication, mentionnant le pouvoir de vendre, ne fasse pas connaître de restriction apportée au pouvoir de toucher.

De Préaulx a donné, le 28 nov. 1817, à Oudard frères, une procuration notariale à l'effet de vendre en détail aux enchères publiques la ferme de Borville, toucher et recevoir le tiers seulement du prix des ventes et adjudications qui seraient faites. En vertu de ce pouvoir, les frères Oudard ont fait procéder à l'adjudication d'une partie des biens composant cette ferme, suivant procès-verbal dressé par M^e Lambert, notaire au Gué de Longroy, les 27 et 28 déc. 1817, et Drouard s'est rendu adjudicataire du 28^e lot moyennant le prix de 1,147 fr. 60 cent. Le cahier d'enchères, qui relate le pouvoir de vendre donné par la procuration susdite, ne mentionne pas le pouvoir de toucher le tiers du prix. Quant au mode de paiement, l'art. 3 porte : Les adjudicataires seront tenus de payer le prix de leurs adjudications en l'étude de M^e Lambert, notaire au Gué de Longroy, ou au porteur de la grosse; savoir : un tiers dans trois mois de ce jour, un autre tiers le 7 oct. 1818, et le dernier tiers le 7 avril 1819; le tout avec intérêts. Désireux de se libérer promptement, Drouard payait comptant aux frères Oudard le premier tiers de son prix; et, le 20 mars 1818, il remit les deux autres tiers en principal et intérêts, soit aux frères Oudard, soit au notaire Lambert. C'est le paiement de ces deux derniers tiers qui a été critiqué par de Préaulx comme fait à personnes incapables de recevoir.

Dans ces circonstances est intervenu un jugement du tribunal civil de Drenx, ainsi conçu :

« Attendu que la prétention rigoureuse du demandeur repose sur une clause de la procuration par lui donnée aux frères Oudard, qui n'étaient autorisés à toucher qu'un tiers du prix de la vente; mais attendu que cette clause a dû être entièrement ignorée de l'adjudicataire, puisqu'elle ne se trouve pas dans la mention, qui est faite en tête de l'adjudication, de la qualité en laquelle procèdent les frères Oudard; qu'elle n'est pas reproduite dans les clauses qui ont été lues aux enchérisseurs, et qui seulement forment le contrat entre eux et leur vendeur; qu'au contraire on y lit que les acquéreurs payeront leur prix par tiers en l'étude de M^e Lambert, notaire, ou au porteur de la grosse; que ces différentes circonstances ont dû faire penser à Drouard qu'il serait bien libéré, soit en payant es mains des fondés de pouvoir Oudard, dont la capacité n'étant pas restreinte à ses yeux, soit en l'étude et es mains du notaire qui, dans l'usage, a pouvoir de recevoir;

« Qu'il doit s'appliquer la règle de droit : *Quod jussu alterius solvitur, pro eo est quasi ipsi solutum esset*, sanctionnée par l'art. 1259, C. civ., et généralement entendue en faveur des débiteurs de bonne foi;

(1) *P. conf. Cass.*, 23 nov. 1850. — On peut considérer la jurisprudence comme fixée sur cette question, peut difficile en droit, mais très-importante en fait par son application presque journalière.

importante en fait par son application presque journalière.

« Attendu que Drouard s'est libéré par anticipation de tout ce qu'il restait dû sur son prix; qu'il en avait le droit d'après la lettre du procès-verbal d'adjudication; que ce paiement ne peut être critiqué; que, si le notaire, en négligeant de faire connaître la clause restrictive de la procuration du vendeur, a pu porter quelque préjudice au mandant, ce fait ne saurait retomber sur Drouard.

« Le tribunal déclare Préalux mal fondé dans sa demande. »

Sur l'appel interjeté par Préalux, la Cour de Paris a confirmé ce jugement par arrêt du 25 mai 1855, en adoptant ses motifs.

POURVOI en cassation de Préalux, pour violation des art. 1239 et 1258, C. civ., et fautive application des art. 111 et 1247 du même Code.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 1239, 1247 et 1258, C. civ.; — Attendu que l'art. 1239 consacre le principe que le paiement doit être fait au créancier ou à quelqu'un ayant pouvoir de lui, de la justice ou de la loi, pour recevoir pour lui;

« Qu'il est un autre principe, c'est que c'est au débiteur à s'enquérir et à s'assurer de la capacité et de l'étendue des pouvoirs du mandataire, quand il traite en l'absence du mandant, ou du créancier;

« Attendu que l'arrêt attaqué reconnaît lui-même que, par l'une des clauses de la procuration notariée, donnée par le demandeur aux frères Oudard, pour la vente en détail de la ferme de Borville, ces mandataires s'étaient autorisés à toucher qu'un tiers du prix de la vente;

« Qu'il n'y a point de difficultés sur ce premier tiers; que le paiement des deux autres tiers est seul critiqué, comme n'étant pas fait à personne capable de mains du notaire Lambert;

« Que l'arrêt attaqué ne cherche à justifier ce paiement que parce qu'il était dit en l'adjudication que les paiements auraient lieu par tiers, en l'étude de ce notaire, et que, dans l'usage, ces officiers ont pouvoir de recevoir; l'arrêt attaqué s'appuie encore sur ce que la clause restrictive de la procuration a dû être ignorée de l'adjudicataire, n'ayant pas été reproduite dans les clauses de l'adjudication;

« Attendu que ce n'est point là une simple appréciation d'actes et de faits, mais une méconnaissance d'abord des principes généraux

sur le devoir des contractants de s'enquérir de l'étendue de la capacité du mandataire avec lequel ils traitent, capacité toujours attestée par l'annexe de la procuration et acte qui en est l'objet et ensuite des règles particulières relatives aux paiements et actes libératoires, consignés dans les art. 1239 et 1258;

« Attendu que, si l'art. 1247 veut que le paiement soit effectué dans le lieu désigné par la convention, le législateur n'a pas entendu pour cela modifier l'art. 1239; qu'il faut, au contraire, exécuter concurremment ces deux articles, comme le prouve l'art. 1258 sur les offres réelles, qui ont aussi le caractère libératoire quand elles sont valables, et qui, d'après cet article, doivent être faites emulativement au créancier ayant la capacité de recevoir, ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui, et au lieu dont on est convenu pour le paiement (nos 1 et 6 de l'article);

« Attendu que les effets de l'indication de domicile sont déterminés par l'art. 111 du Code, et qu'on n'y trouve pas compris le pouvoir de payer à celui qui habite le domicile élu; que le prétendu usage invoqué par l'arrêt n'a donc point de base légale;

« Que l'arrêt a donc expressément contrevenu aux règles relatives à la validité des paiements établis par les art. 1239 et 1258, qui se concilient d'ailleurs avec les art. 1247 et 111 du Code, — Cause, etc. »

Du 21 nov. 1856. — Ch. civ.

COTUTEUR. — HYPOTHEQUE LÉGALE. — FEMME.

Les biens du mari, cotuteur des enfants mineurs issus d'un précédent mariage de sa femme, sont frappés d'hypothèque légale au profit des mineurs (1). (C. civ., 396, 2121 et 2135.)

Par cela que la femme a contracté l'obligation solidaire et hypothécaire de la tutelle avec son nouveau mari, elle est présumée avoir tacitement subrogé ses enfants mineurs dans l'effet de sa propre hypothèque légale sur les biens de celui-ci (2). (C. civ., 2121, 2134 et 2135.)

L'hypothèque légale de la femme date-t-elle seulement du jour du mariage, ou remonte-t-elle à celui du contrat (3)? (Non rés.; Code civ., 2135, § 2, et 2194.)

En 1824, la veuve Boyer a épousé en secondes noces Lavollée. Toutefois, elle s'était

par là même, en faveur du créancier, une subrogation tacite à cette hypothèque. — *F. Cass.*, 15 juin 1825, 17 avril 1827; et *Bourges*, 4 mars 1831. — On trouvera sous ces arrêts l'indication des autres décisions rendues sur la matière.

(3) *F.*, sur la question, pour la première opinion: *Grenier, Des Hypot.*, t. 1, n° 243; *Persil, Régime Hypot.*, art. 2135, § 2, n° 2. — Pour la deuxième: *Tarrible, Rép.*, v° *Inscript.*, § 3, n° 8; *Trinquet, Comm. sur les Hypot.*, t. 2, n° 579 et suivants. — Cette dernière opinion était suivie par les anciens auteurs. — *F. Bonin, Lois civiles*, liv. 3, tit. 1, sect. 1, n° 3; *Banage, Des Hypot.*, chap. 12, p. 183; *Pothier, Des Hypot.*, chap. 2.

(1) *F.*, dans le même sens, L. 10, C. *In quibus caus. p.p.*; — *Grenier, Des Hypot.*, t. 1, n° 280; *Persil, Rép. Hypot.*, art. 2121, n° 32; *Tarrible, Rép.*, v° *Hypot.*, sect. 2, § 3, art. 4, n° 3; *Favard, Rép.*, v° *Hypot.*, sect. 2, § 1, n° 8; *Dorant, Droit franç.*, t. 19, n° 311; *Trinquet, Comment. sur les Hypot.*, t. 2, n° 436. — *Contra*, *Delvincourt, Cours de Code civil*, t. 2, p. 115.

(2) Ainsi l'obligation que la femme contracte tacitement par l'acceptation de la tutelle produit les mêmes effets que l'obligation qu'elle a expressément contractée. Or c'est une jurisprudence constante aujourd'hui que la femme qui, en s'obligeant avec son mari, affecte à la garantie de son obligation des biens frappés de son hypothèque légale, consent

fait maintenir dans la tutelle de trois enfants mineurs issus de son premier mariage, et Lavollée avait été nommé tuteur.

Le 13 octobre 1850, obligation solidaire consentie par les époux Lavollée au profit de Péricr frères, avec affectation hypothécaire sur divers immeubles personnels du mari, et subrogation dans l'effet de l'hypothèque légale de la femme.

De puis, l'épouse Lavollée fit prononcer sa séparation de biens, les immeubles personnels du mari furent vendus, et un ordre s'ouvrit sur le prix.

Alors demande en collocation par les Péricr pour la somme de 40,938 fr., en vertu de leur obligation du 13 oct. 1850, et par les mineurs Boyer, pour le montant de leurs reprises, fixées par la liquidation de la succession de leur père.

Un règlement provisoire, du 25 juill. 1855, admit la réclamation des mineurs Boyer pour tout le montant de leurs demandes; puis, attendu l'insuffisance des fonds, déclara n'y avoir lieu de colloquer les époux Péricr.

Ceux-ci ayant prétendu, entre autres contestations, que l'hypothèque légale des mineurs Boyer sur les biens de Lavollée, leur tuteur, ne devait pas primer celle de l'épouse Lavollée, leur mère, aux droits de laquelle agissait la maison Péricr, un jugement du tribunal civil de Joigny, du 28 août 1854, rejeta cette prétention par les motifs suivants :

« Considérant que, par l'effet de la gestion de la tutelle dont s'agit, la veuve Boyer a hypothéqué légalement, au profit de ses mineurs, tous ses biens présents et futurs, et tous les droits qui pouvaient lui appartenir à quelque titre que ce soit ; — Que, par l'acceptation qu'elle a faite de la tutelle, il s'est opéré, au profit de ses mineurs, une subrogation tacite dans tous les droits de leur mère; que, par cette acceptation, elle a tacitement renoncé, au profit desdits mineurs, à l'exercice de tous ses droits ; — Que son second mari, devenu tuteur desdits mineurs, s'est trouvé, comme elle et solidairement avec elle, obligé légalement envers lesdits mineurs ; — Que ces deux obligés ne pouvaient, au préjudice desdits mineurs, aliéner aucun de leurs droits, ni hypothéquer leurs immeubles grevés ; — Qu'ainsi, les obligations qu'ils ont contractées au profit de la maison Péricr et du Trésor ne peuvent nuire auxdits mineurs, car ils ont transporté des droits qui ne leur appartenaient plus ;

« Considérant que la veuve Boyer et son second mari ont déclaré d'eux-mêmes que l'hypothèque des mineurs était antérieure à celle qu'ils donnaient à Péricr et au trésor ;

« Considérant que, par leurs lettres des 21 sept. et 31 dec. 1851, les frères Péricr ont reconnu formellement que l'hypothèque desdits mineurs les primait, et s'informeront si, après le paiement desdits mineurs, il y aurait encore pour eux des biens libres ;

« Considérant que, d'après ces motifs, il est inutile d'examiner si l'hypothèque des Péricr remonte à la date du contrat ou à celle du

mariage ; — Que d'ailleurs, d'après les auteurs et la jurisprudence, cette date est la même, et qu'on ne peut fixer de distinction. »

Appel ; et le 14 novembre 1855, arrêt de la Cour de Paris qui confirme par les motifs suivants :

« Considérant que la veuve Boyer, tutrice de ses enfants mineurs, en contractant un second mariage avec Lavollée, et en conservant la tutelle, est devenue solidairement obligée avec ledit Lavollée, son tuteur, envers ses dits enfants mineurs, et que son hypothèque légale sur les biens de son second mari, à quelque époque qu'elle ait pris naissance, se trouve nécessairement primée par l'hypothèque légale acquise auxdits mineurs ; que, dès lors, elle n'a pas pu céder à la maison Péricr un droit qu'elle n'avait pas. »

POURVOI des Péricr.

1^{re} Violation des art. 2121, 2134 et 2135, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a déclaré que l'hypothèque légale des mineurs devait primer celle de leur mère.

On pourrait d'abord, disait-on pour eux, contester l'existence d'une hypothèque légale au profit des enfants mineurs issus du premier mariage d'une femme sur les biens de son second mari tuteur. Mais, en admettant que cette hypothèque existe, elle n'a pris date que par le fait même du mariage. Supposons pour un instant que celle de la femme ne remonte pas plus haut ; alors ces deux hypothèques concurrentes, venant au même rang, devaient donner lieu à une collocation simultanée au marc le franc (C. civ. 2147). La déclaration faite par l'épouse Lavollée de l'hypothèque légale de ses enfants mineurs n'a point eu la portée qu'on lui prête, et il eût été pour ceux-ci aucun droit de préférence. L'épouse Lavollée, comme tutrice de ses enfants, était tenue envers eux au paiement de leurs droits, hypothécairement sur ses immeubles personnels ; mais ses meubles étaient libres comme ceux de tout débiteur ; car les meubles n'ont pas de suite par hypothèque. Or, la créance de cette épouse contre son époux et l'hypothèque y attachée comme accessoire avaient nature de meubles ; d'où il suit que l'hypothèque légale des mineurs ne grevait nullement la sienne, et qu'elle n'a pu valablement la transférer, comme elle eût pu le faire de tout autre droit mobilier.

Une subrogation tacite pourrait-elle être admise au profit des mineurs dans l'effet de l'hypothèque légale de leur mère ? En principe général, une telle subrogation ne saurait se supposer sans porter atteinte à la publicité, base essentielle de notre système hypothécaire ; elle doit résulter d'une disposition formelle de la loi. Toutefois, on conçoit jusqu'à un certain point que la femme qui contracte une obligation conjointement et solidairement avec son mari, après le mariage, puisse être présumée avoir tacitement renoncé à son hypothèque légale en faveur du créancier. Mais lorsqu'il s'agit d'une obligation contractée avant le mariage, c'est-à-dire à une époque où l'hypothèque légale de la femme n'existant pas encore, il est impossible de soutenir qu'elle a cédé à ses enfants un droit qu'elle n'avait pas.

Dans l'espèce, la veuve Boyer était devenue tutrice de ses enfants par le décès de son premier mari, et la délibération du conseil de famille qui la maintient dans la tutelle, et nomme Lavollée coteuteur, ne peut être considérée comme émanant de son égard les obligations d'une tutelle préexistante. Ce n'est donc pas là de sa part une obligation solidaire contractée; et il n'y a pas non plus subrogation tacite dans l'effet d'une hypothèque qui n'existait pas.

2^e Violation des art. 2135, 2194 et 2195, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué avait fixé la date de l'hypothèque de l'épouse Lavollée au jour du mariage, au lieu de la faire remonter au jour du contrat de mariage.

Dans l'ancienne jurisprudence, le contrat de mariage servait de point de départ à l'hypothèque légale de la femme, et cela est fort équitable : car les parties stipulent au contrat comme mari et femme; elles sont liées par la convention, quoique sous condition résolutoire, et le mari peut et doit exiger la dot avant la célébration. Aussi les auteurs sont-ils unanimes à cet égard. (Domat, *Lois civiles*, liv. 1, tit. 1, sect. 1, n. 5; Cuiquillr, *Coutume du Nivernais*, art. 18, chapitre 25; Basnage, *Hypothèques*, chap. 12; d'Héricourt, *Fente d'immeubles*, chap. 11, sect. 2, n^o 17 et 82; Pothier, *Hypothèques*, chap. 2.) Le Code civ. est muet sur ce point; mais, les principes du contrat de mariage étant les mêmes, la question doit encore recevoir la même solution. (Merlin, *Répertoire*, v^o *Inscription hypothécaire*, § 5, n. 8.) Cela posé, l'hypothèque de l'épouse Lavollée aurait primé celle de ses enfants, qui n'ont pris rang que le jour du mariage, et aucune subrogation n'ayant eu lieu en leur faveur, la créance des Périet frères devait être colloquée pour la totalité avant celle des mineurs Boyer.

Hervé, avocat général, écarte d'abord toute discussion sur la date de l'hypothèque légale de l'épouse Lavollée, comme indifférente quand au résultat du pourvoi. En effet, dit ce magistrat, que cette hypothèque date du contrat de mariage ou de la célébration, l'arrêt attaqué aura toujours violé la loi en rejetant la collocation des Périet, dont la créance aurait dû être colloquée, soit en totalité, soit en concurrence avec celle des mineurs Boyer. — Que ces mineurs aient hypothèque directe sur les biens de leurs coteuteurs, c'est là un point qu'on ne peut sérieusement contester; car, la tutelle se trouvant solidairement exercée par les deux époux Lavollée, chacun d'eux a nécessairement assumé toutes les obligations légales en résultant pour sa personne et pour ses biens, par le fait même du mariage. Mais ce pourrait être encore là le sujet d'une concurrence entre les deux hypothèques, et non d'une préférence absolue de l'hypothèque des enfants sur celle de leur mère. La question essentielle du procès est donc de savoir s'il y a eu subrogation, au profit des mineurs Boyer, dans l'effet de l'hypothèque légale de l'épouse Lavollée.

Sans doute la subrogation est de droit étroit; mais il est des contrats dans lesquels elle existe tacitement, comme inhérente à la nature même

des clauses stipulées par la femme ayant droit d'hypothèque légale : c'est lorsque ces clauses emportent renonciation au profit d'un autre créancier. De graves difficultés se sont élevées, dans l'ancienne jurisprudence, sur les divers cas de renonciation à l'hypothèque légale de la femme. Le cardinal de Luca distinguait deux sortes de renonciation : l'*abdicative* ou *extinctive*, qui était un simple abandon des droits de la femme, sans préférence sur ses créanciers antérieurs; et la *translatrice* ou *in facorem*, comportant tous les effets d'une véritable cession. Cette dernière se présumait toujours lorsque la femme vendait conjointement avec son mari le fonds soumis à son hypothèque légale. (L. 4, § 1, ff., *Quibus modis pignus amittitur*; L. 2, C., *De remissione pignoris*.) La loi 11, au premier de ces titres, décide aussi que la femme concourant avec son mari au contrat par lequel celui-ci constitue à sa fille une dot sur un bien soumis à l'hypothèque légale est censée faire remise de son hypothèque légale sur ce bien; et la loi 12, au même titre, veut que le consentement donné par le créancier hypothécaire à ce que l'immeuble qui lui est hypothéqué soit affecté à un autre équivalant à une renonciation d'hypothèque au profit de ce dernier. Aujourd'hui il est constant que la femme qui contracte une obligation solidaire avec son mari, et consent à l'affectation d'un immeuble de celui-ci, fait par cela même une renonciation tacite à son hypothèque légale sur cet immeuble (1).

Dans l'espèce, l'épouse Lavollée, comme tutrice de ses enfants mineurs du premier lit, avait ses biens soumis à l'hypothèque légale pour le montant de leurs droits. Dans cet état, elle contracte un second mariage, par lequel elle obtient, de son chef, hypothèque légale sur les biens de son nouveau mari. Si, au moment de ce second mariage, elle eût consenti, solidairement avec son second époux, une obligation hypothécaire pour sûreté de la créance de ses pupilles, il est évident qu'elle aurait, par cela même, tacitement renoncé, en leur faveur, à sa propre hypothèque. Eh bien, la position n'est-elle pas la même? A la vérité, il n'y a pas eu stipulation conventionnelle d'une obligation solidaire, avec hypothèque sur les immeubles du mari; mais, à défaut de la convention, c'est la loi qui a stipulé l'obligation solidaire et l'hypothèque. En effet, le second mari nommé coteuteur est devenu solidairement responsable avec la femme de toutes les obligations de la tutelle, et ses biens ont été frappés d'hypothèque légale au profit des mineurs (396, 2121 et 2135, C. civ.).

Dès lors, quelle différence peut-il y avoir entre la constitution de cette hypothèque, de cette obligation solidaire, stipulées par la loi, avec le concours de la femme et de son coauteur, et la constitution d'une hypothèque conventionnelle faite par les deux époux conjointement? La femme, déjà débitrice de ses enfants mineurs, concourant au mariage et à l'acceptation de la

(1) P. Grenier, *Des hypot.*, t. 1, p. 550, no 356; Proudhon, *Des droits d'usufruit*, t. 5, p. 141, no 2339; Troplong, *Des hypot.*, t. 3, no 600.

tutelle, qui leur donnent hypothèque sur les biens de son second mari, ne peut venir, à leur préjudice, réclamer sa propre hypothèque, soit préférentiellement à la leur, soit même concurremment avec eux. Il y a, de sa part, renonciation tacite légalement présumée, et ses cessionnaires ne peuvent exercer plus de droits qu'elle-même.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu qu'au moment de son second mariage avec Lavollée, l'épouse Boyer était tenue envers les mineurs Boyer, ses enfants du premier lit, aux obligations résultant de la tutelle;

« Qu'aux termes de l'art. 396, C. civ., Lavollée, son second mari, étant devenu cotuteur et solidairement responsable avec elle, ses biens ont été immédiatement frappés de l'hypothèque légale des mineurs;

« Attendu qu'en cet état d'une obligation solidaire dont les époux Lavollée étaient tous envers les mineurs, la femme ne pouvait, à leur préjudice, exercer son hypothèque légale sur les biens qui formaient le gage d'une créance qu'elle était obligée d'acquitter;

« Qu'il en résultait une subrogation tacite à ses propres droits hypothécaires, jusqu'à l'acquittement de sa dette;

« Qu'il est dès lors inutile de rechercher si la constitution de son hypothèque légale remontait au contrat contenant les conventions civiles du mariage, ou si elle se reportait seulement à l'époque de sa célébration, puisque, dans tous les cas, les mineurs devaient lui être préférés;

« Et attendu que les frères Pénier n'ont pu acquérir plus de droits que n'en avait leur cédante;

— Rejette, etc. »

Du 22 nov. 1836. — Ch. req.

DERNIER RESSORT. — COMPLAINTE. — VALEUR INDETERMINÉE.

Le juge de paix ne peut prononcer en dernier ressort sur une action en complainte lorsque la valeur du terrain est indéterminée, bien que les dommages-intérêts réclamés par le demandeur ne s'élèveraient pas à 50 fr. (L. 21 août 1790. tit. 3, art. 10.)

Du 23 nov. 1836. — Ch. req.

EXPLOIT. — COMMUNES. — SAISIE IMMOBILIÈRE. — PLACARDS. — VISA.

Les erreurs ou omissions dans un exploit, notamment en ce qui touche l'indication du domicile, n'entraînent pas nullité toutes les fois que cet exploit ou les pièces qui l'accompagnent renferment des énonciations qui peuvent réparer ces erreurs ou omissions (2). (C. proc., 61.)

Le procès-verbal d'apposition de placards, qui, après l'indication des communes où l'huissier s'est transporté, ajoute que ces

placards ont été affichés dans tous les endroits apparents et habités à recevoir les affiches des placards, remplit le vœu de la loi (3). (C. proc., 684 et 685.)

Le visa apposé par l'adjoind sur la dénonciation d'une saisie immobilière et sur le procès-verbal d'apposition des placards établit par lui-même, jusqu'à preuve contraire, présomption de l'absence du maire; il n'est pas nécessaire que cette absence soit constatée dans l'exploit par une mention spéciale (4). (C. proc., 681 et 687.)

Copier a demandé la nullité de poursuites en saisie immobilière dirigées contre lui à la requête de Desprez, en se fondant sur ce que la signification du jugement en vertu duquel la saisie avait été pratiquée ne renfermait pas l'exacte indication de son domicile; parce que le procès-verbal d'apposition des placards ne désignait pas les lieux où ces placards avaient été affichés, mais se bornait à dire qu'ils l'avaient été dans les endroits apparents et habités à recevoir les affiches des placards; enfin, sur ce que la dénonciation de la saisie et du procès-verbal d'affiche avait été visé par les adjoints au lieu des maires, sans constatation de l'empêchement de ces derniers fonctionnaires.

Le 8 déc. 1833, un jugement du tribunal de Lyon, et le 4 janv. 1835, un arrêt de la Cour royale, rejettent ces divers moyens, par les motifs suivants: — « En ce qui touche la nullité tirée de ce que la signification du jugement faite à Copier indique son domicile à Lyon, place Saint-Pierre, tandis qu'il demeure place Saint-Clair,

« Considérant qu'il est de principe constant que toutes les fois qu'on trouve dans un acte des énonciations qui peuvent réparer des erreurs ou des omissions, l'acte est valable;

« Considérant qu'en tête de l'exploit de signification se trouve la copie du jugement dans laquelle est indiqué le véritable domicile de Copier, place Saint-Clair, et que, dès lors, il n'y a pas eu d'erreur possible;

« En ce qui touche la nullité que l'on veut faire résulter de ce que le procès-verbal de l'huissier ne constate pas que l'apposition des placards ait été faite à tous les lieux désignés par la loi,

« Considérant que la loi n'exige pas l'emploi de termes sacramentels dans la rédaction d'un semblable procès-verbal;

« Considérant que l'huissier certifie qu'il s'est transporté dans tous les lieux indiqués par la loi, en désignant ensuite Savigny, Saint-Bel et l'Arbresle, et qu'il ajoute qu'en sa présence il a fait afficher des placards dans tous les endroits apparents de ces lieux, et habités à recevoir les affiches desdites communes;

« Considérant que ces mots, *endroits apparents*, se rapportent évidemment à la première énonciation de tous les lieux indiqués par la loi, car c'est dans les endroits apparents de ces lieux que l'huissier a fait afficher;

(1) *J. Cass.*, 25 mai 1829, et le recovi; — *Brux.*, *Cass.*, 3 févr. 1829.

(2) *J. Rennes*, 15 avril 1811, et la note.

(3) *J. conf.* Carré-Chauveau, n° 2297.

(4) *J. Crépandant Carré*, nos 2253 et 2301 et Berriat, p. 403, éd. de la Soc. typ.

* En ce qui touche la nullité prise de ce que les visa ont été donnés par les adjoints, et non par les maires :

* Considérant que les copies ont été remises à la mairie de Calieire et de Lyon, et visées par les adjoints de ces communes ;

* Considérant que si la force des choses exige que l'huissier s'adresse à l'adjoint quand le maire est empêché, il faut admettre que cet empêchement est suffisamment constaté toutes les fois que ce fonctionnaire a signé la copie, à moins qu'on ne prouve la présence du maire. »

— POURVOI en cassation par Copier.

ARRÊT.

* LA COUR, — En ce qui touche le premier moyen : — Considérant que l'arrêt constate, en fait non contesté, que si la signification du jugement mentionne le domicile du demandeur, place Saint-Pierre, au lieu de place Saint-Clair, en tête de cette signification se trouve la copie du jugement de condamnation qui énonçait clairement le véritable domicile du demandeur ; — Considérant qu'en tirant de ce fait positif la conséquence que la signification du jugement avait eu lieu au véritable domicile du demandeur, l'arrêt n'a pas violé les articles invoqués ; — En ce qui touche le deuxième moyen : — Considérant que, dans le procès-verbal, l'huissier Peclet, en indiquant les noms de plusieurs communes où des placards ont été apposés, ajoute qu'il a apposé ces placards dans tous les endroits apparents et habituels à recevoir les affiches des placards ; — Considérant qu'en décidant que ces énonciations remplissaient le vœu de la loi, l'arrêt n'a pas violé les articles du Code invoqués ; — En ce qui touche le troisième moyen : — Considérant qu'il est constant que les copies du jugement ont été remises aux maires des communes de Calieire et de Lyon, et visées par les adjoints de ces communes ; qu'il résulte de ce fait que les visa des adjoints, appelés par la loi à remplacer les maires, établissent suffisamment l'absence des maires, à moins que la présence des maires dans ces communes fût prouvée. — Rejeté, etc. »

Du 23 nov. 1836. — Ch. req.

ENREGISTREMENT. — MUTATION. — CONTRAT PIGNORATIF.

L'acte qui renferme un contrat pignoratif déguisé sous la forme d'une vente à réméré, et par là se trouve entaché de simulation, a néanmoins les caractères de la vente à l'égard des tiers, et notamment par rapport à la règle de l'enregistrement, de telle sorte que celle-ci peut percevoir le droit proportionnel de rétrocession sur l'acte subséquent qui réintègre le vendeur dans sa propriété. (L. 22 frim. an 7, art. 69, § 7, n° 1.

(1) *F. Instr. de la régie, n° 1539, § 3, et Rigaud et Champoonière, Traité des droits d'enreg., t. 4, n° 3138. — F. cependant Cass., 10 nov. 1834.*

(2) *F. Duquoy, Trib. de comm., t. 1, p. 526; Pardessus, n° 1365. — Jugé que, lorsqu'une société*

ARRÊT.

* LA COUR, — Vu l'art. 69, § 7, n° 1^{er}, L. 22 frim. an 7 ; — Attendu que le contrat du 18 novembre 1815 était parfait et ne présentait aucun vice radical ni autre ; que le délai de réméré qu'il contenait s'était entièrement écoulé sans que le rachat eût été exercé, et que l'acte ne contenait nul indice de contrat pignoratif ; que les parties l'ont elles-mêmes jugé ainsi, puisque 1^{re} elles ont payé le droit de mutation ; 2^o qu'elles ont mis l'acte à exécution en provoquant l'expertise de délimitation ; 3^o que les acquéreurs ont payé grande partie du prix, soit par compensation, soit par l'acquit d'une partie des délégations faites par le vendeur ; — Attendu que les jugements rendus après onze ans entre le vendeur et les acquéreurs, et par lesquels, d'accord entre eux, ils ont converti la vente en un compte entre les parties, ont opéré de fait une rétrocession véritable de la part des acquéreurs à leur vendeur ; — Que, lorsqu'on ne verrait dans cette opération qu'une simulation originaire, ce ne serait pas là un moyen opposable à des tiers, et particulièrement à la régie, et ne serait point de la nature des vices radicaux, les seuls qui puissent engendrer la nullité par rapport aux tiers ; — Qu'en définitive, l'opération, telle qu'elle a été consommée, ne pourrait être opposée à la régie. — Casse, etc. »

Du 23 nov. 1836. — Ch. civ.

SOCIÉTÉ. — DOMICILE.

Bien qu'une société de commerce ait indiqué une maison sociale par l'acte de ses statuts, on a pu l'assigner au domicile de son régisseur, lorsqu'en fait c'est dans ce domicile que les bureaux sont établis, que son enseigne est placée, et que se font toutes ses opérations de commerce (2). (C. proc., 69, § 6.)

Une contestation s'est élevée entre la société anonyme des ardoisières et Beauvalet et compagnie, concessionnaires d'un périmètre voisin, à raison de l'écoulement des eaux souterraines.

Assignment donnée par Beauvalet et compagnie devant le tribunal civil de Roeroy à la société anonyme des ardoisières de Rimogne, « en la personne de Jean Baptiste Périodon, propriétaire, domicilié et demeurant à Rimogne, en son domicile et parlant à sa personne, au nom et en sa qualité de régisseur de la société anonyme des ardoisières de Rimogne. »

Devant le tribunal, la société soutint que l'exploit était nul à son égard, parce qu'ayant une maison sociale à Rimogne, elle devait y être assignée, à peine de nullité, en vertu de l'art. 69, § 6, C. proc.

22 avril 1835, jugement du tribunal de Roeroy qui rejette cette exception, et ordonne qu'il sera plaidé au fond en ces termes :

« Deux maisons de commerce, les contestations entre associés doivent être portées au tribunal du lieu où existe le principal établissement. — *F. Cass., 18 nov. an 12.*

puis cet arrêt, il est dû des dommages-intérêts ; — Attendu que, soit que l'arrêt du 7 janv. soit considéré comme contradictoire, soit qu'il doive être regardé comme par défaut, l'opposition ne peut se soutenir ; que, dans le premier cas, elle est non recevable ; que, dans le second, elle est évidemment mal fondée... — Condamne la dame Jamet en 300 fr. de dommages-intérêts pour indue vexation envers Chollet, etc. »

POURVOI en cassation par la dame Jamet, 1^{re} pour violation des art. 402 et 403, C. proc., en ce que la Cour royale a refusé au désistement donné par la dame Jamet tous les effets légaux qu'il devait produire, c'est-à-dire l'extinction du litige.

2^o Pour violation des art. 1551 et 1582, Code civ., en ce que l'arrêt rendu sur l'opposition, a accordé des dommages-intérêts, alors que l'arrêt frappé de cette opposition n'en avait point alloué, et avait même rejeté formellement la demande de Chollet à cet égard ; ce qui formait chose jugée au profit de la dame Jamet. — Vainement on objecterait que les dommages-intérêts n'ont été prononcés qu'à raison de l'opposition : car l'opposition est un moyen légal réservé à la partie condamnée ; or, celui qui ne fait qu'user de son droit, ne peut jamais être réputé nuire à autrui et encourir de dommages-intérêts.

ARRÊT.

• LA COUR, — Attendu que le désistement de la dame Jamet n'est intervenu qu'après que Chollet avait formé un appel incident ; qu'en se désistant, la dame Jamet n'a pas déclaré acquiescer aux demandes objet de l'appel incident ; que, par conséquent, Chollet a eu le droit de réclamer une décision sur ce point, et la Cour a dû nécessairement statuer sans s'arrêter à un désistement insuffisant ; qu'ainsi, il n'y a pas en violation de l'art. 402, C. proc. ;

• Attendu que l'opposition formée par la dame Jamet contre l'arrêt du 7 janv. 1856, a été admise par l'arrêt du 26 du même mois, sur sa demande et ses conclusions formelles ; qu'ainsi, elle serait non recevable à se plaindre devant la Cour de cassation de cette admission provoquée par elle ;

• Attendu que la Cour royale ayant été ainsi saisie de nouveau de la connaissance du litige, a pu, à raison de faits postérieurs au premier arrêt, accorder des dommages-intérêts refusés par celui-ci, sans violer l'autorité de la chose jugée. — Rejetie, etc. »

Du 23 nov. 1856. — Ch. req.

BANQUEROUTE SIMPLE. — LIVRES. — NÉGLIGENCE.

La simple négligence, de la part d'un commerçant failli, dans la tenue de ses livres, quoiqu'elle dégagée de toute fraude ou mauvaise foi, peut constituer le délit de banqueroute simple (1).

Les juges ne doivent donc pas déclarer qu'il

n'y a pas de délit en se fondant uniquement sur ce que la mauvaise tenue des livres n'est pas le résultat de la fraude ou de la mauvaise foi ; mais ils doivent envisager si, d'après les circonstances, le fait est ou non punissable. (C. comm., 587.)

ARRÊT.

• LA COUR, — Vu les articles combinés 586 et 587, C. comm. ; — Attendu que les motifs de l'arrêt attaqué renferment non une appréciation de faits, mais un raisonnement de droit ; — Attendu que ce raisonnement consiste à soutenir qu'il ne saurait y avoir lieu à condamnation d'un failli poursuivi comme coupable de banqueroute simple à raison de la tenue irrégulière ou incomplète de ses livres, quand ce fait n'est enluché ni de dol, ni de mauvaise foi, et doit être attribué seulement à la négligence ;

• Attendu que l'art. 587, C. comm., n'admettant comme circonstance élémentaire de la banqueroute simple, en ce qui touche la tenue des livres, que les irrégularités ou omissions exemptes de fraude, il s'ensuit nécessairement qu'aux termes de cet article, la simple négligence peut suffire pour entraîner la poursuite ou la condamnation ; qu'il présente l'une et l'autre comme également facultatives ;

• Attendu que la limite de cette faculté est dans l'appréciation, soit de l'existence, soit de la gravité du tort ainsi caractérisé par la loi, et susceptible d'être considéré, suivant les cas, comme méritant punition ou comme excusable ; — Attendu, dès lors, que la Cour de Douai, en décidant, en droit, que la négligence par elle reconnue constante ne pouvait, à ce titre, servir de base à l'application de la peine, tandis qu'elle devait se borner à examiner, en fait, si cette négligence était justifiée ou atténuée par les circonstances de la cause, a violé ledit art. 587 et méconnu les principes de la matière, — Cause, etc. »

Du 24 nov. 1856. — Ch. crim.

SUBROGATION LÉGALE. — CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE. — DIVISIBILITÉ.

Lorsque plusieurs coacquéreurs d'un immeuble sont solidairement obligés au paiement du prix, si le créancier hypothécaire de l'un d'eux vient à payer des créanciers du vendeur originaire, antérieurs à lui en hypothèque, il pourra agir solidairement contre les autres coacquéreurs, en vertu de la subrogation légale (2). (C. civ., 1251, § 1).

Peu importe que la dette originaire soit divisible entre les coacquéreurs, et que le créancier payant se trouve en même temps cautionnaire de son débiteur pour partie du prix de la vente de l'immeuble.

Le 20 mai 1819, Bausch, Dollinger et Fischbach, avaient acquis conjointement du comte de Lehrbach différents immeubles dont ils s'étaient solidairement obligés de payer la prix

(1) F. Chauveau, *Th. du Code pén.*, t. 4, p. 79.

(2) F. Toullier, *Droit civil*, t. 7, n° 142 ; Duran-

ton, *Droit français*, t. 13, n° 153. — F. susd. Bourges, 10 juill. 1826.

ARRÊT. — PUBLICITÉ

On entend par audience 1° l'assemblée des juges pour écouter les parties ou les avocats qui plaident devant eux, et pour juger ou appeler l'affaire; 2° la séance dans laquelle les juges écoutent les causes qui se plaident (1).

La publicité des débats et du jugement est donc suffisamment établie par la mention suivante : Fait, jugé et prononcé à l'audience de la Cour royale siégeant à..., le..., par la chambre civile (2).

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu, sur le premier moyen, que l'on entend par audience l'assemblée des juges pour écouter les parties ou les avocats qui plaident devant eux, et pour juger ou appeler l'affaire; l'audience s'entend aussi de la séance dans laquelle les juges écoutent les causes qui se plaident; c'est dans ce sens que l'on entend par causes d'audience les causes qui doivent se plaider à l'audience, et que l'on dit ouvrir l'audience, former l'audience; le huis clos est une exception pour laquelle une délibération spéciale est ordonnée;

« Attendu que, l'arrêt dénué étant terminé par une mention conçue en ces termes : *Fait, jugé et prononcé à l'audience de la Cour siégeant à Dijon, le jeudi 2 avril 1835, par la chambre civile, il prouve suffisamment sa publicité.* — Rejette, etc. »

Du 24 nov. 1836. — Ch. req.

DÉSISTEMENT. — APPEL INCIDENT. — OPPOSITION.
— CHOSE JUGÉE.

Le désistement de l'appel principal n'ôte pas à l'intimé le droit de se faire adjuger les conclusions de l'appel incident qu'il a formé avant ce désistement (3). (C. proc., 402 et 403.)

La Cour qui, en déboutant de son appel un appelant défaillant, a déclaré qu'il n'y avait lieu à le condamner à des dommages-intérêts, peut néanmoins en prononcer contre lui, si, par pure vexation, et pour entraver des droits incontestables, il fait opposition à l'arrêt par défaut obtenu par l'intimé. (C. civ., 1351 et 1582.)

En 1830, Ancelin acheta l'office de M^e Chollet, notaire, moyennant 66,000 fr. L'acquéreur fut cautionné par la dame Jamet pour 40,000 fr.; et, pour le restant du prix, il fit des billets payables à diverses échéances. Quelque temps après, il revendit la même étude, moyennant 46,500 fr., à Grimpier, qui déposa chez un notaire des billets s'élevant à 19,450 fr. destinés à payer ceux souscrits par Ancelin au profit de Chollet. En 1834, la dame Jamet fit une saisie-arrêt sur cette somme et sur celle dont Grimpier

restait débiteur d'Ancelin. Chollet en demanda la mainlevée et l'obtint par jugement du 30 avril 1834.

Appel principal de ce jugement par la dame Jamet. Appel incident de Chollet, qui, outre la confirmation de la sentence des premiers juges, conclut à des dommages-intérêts pour le préjudice résultant de nouvelles oppositions faites par l'appelant.

Plus tard, celle-ci se désista de son appel; mais Chollet porta la cause à l'audience, et, le 7 janv. 1836, la Cour de Rouen rendit, par défaut, contre la dame Jamet, un arrêt qui 1° déclara son désistement insuffisant par des motifs inutiles à relater, et en donna acte; 2° confirma le jugement de première instance; 3° décida que, dans l'espèce, il n'y avait lieu d'accorder des dommages-intérêts à Chollet.

La dame Jamet fit opposition à cet arrêt, et Chollet redemanda des dommages-intérêts contre elle; et cette fois la demande fut accueillie par arrêt du 26 avril 1836, ainsi conçu :

« Attendu que les époux Jamet se sont fait un jeu de tenir Chollet en procès et de le traîner devant les juridictions différentes, quoique son droit soit incontestable, et résulte d'un titre certain, celui par lequel il s'est dépouillé de ses fonctions; — Attendu que, si, par l'arrêt du 7 janv. 1836, la Cour n'a pas accordé de dommages-intérêts, c'est parce qu'elle a pensé que l'arrêt qu'elle rendait fermerait la porte à toute difficulté ultérieure; mais qu'il en a été autrement, et qu'à raison des faits survenus depuis cet arrêt, il est dû des dommages-intérêts;

« Attendu que, soit que l'arrêt du 7 janvier soit considéré comme contradictoire, soit, comme le prétendent les époux Jamet dans leur opposition, qu'il doive être regardé comme ayant été rendu par défaut, leur opposition ne peut se soutenir; que dans le premier cas elle est non recevable; que dans le second elle est mal fondée; — Vu, d'ailleurs, que les époux Jamet ne se présentent pas pour soutenir leur opposition; et persistant, au surplus, dans les motifs qui ont déterminé l'arrêt du 7 de ce mois, sauf ce qui est relatif à la demande en dommages-intérêts, ... condamne la dame Jamet en 300 fr. de dommages-intérêts, pour indue vexation envers Chollet, et aux dépens. »

POURVOI de la dame Jamet pour violation 1° des art. 402 et 403, C. proc., en ce que la Cour de Rouen, après avoir donné acte du désistement de son appel principal, avait accueilli l'appel incident de son adversaire, qui n'en était qu'un effet devant disparaître avec sa cause;

2° De la chose jugée, en ce que, par son second arrêt, elle avait concédé des dommages-intérêts à Chollet, quoique, par son premier, elle eût déclaré que, dans l'espèce, il n'y avait pas lieu de lui en accorder;

(1) F. Berriat Saint-Prix, t. 1, p. 29; Dezobert, v^e Audience, n^o 1; Brissson, *De verb. sig.* v^e Audience.

(2) F. conf. Cass., 26 juin 1817, 27 mai 1818, 27 janv. 1819.

(3) F. Paris, 8 août 1809; Rennes, 19 janv. 1814;

Douai, 5 juill. 1819; Amiens, 15 déc. 1821; Aix, 2 fév. 1826; Brux., 26 janv. 1827 et Lyon, 3 fév. 1830; — Carré, sur les art. 402 et 441, C. proc., n^o 1152 et 1580. — *Contra*, Poitiers, 16 janv. 1821.

5^e De l'art. 1382, C. civ., en ce qu'elle avait déclaré comme une cause de dommages-intérêts l'exercice des droits d'opposition que la loi donnait à la dame Jamet contre l'arrêt par défaut obtenu par Chollet. Bien qu'en réalité, disait la demanderesse, l'exercice d'un droit dérivant de la loi puisse causer un dommage à autrui, néanmoins on ne saurait le considérer comme un fait susceptible de responsabilité dans le sens de l'article précité.

AA&T.

• LA COUR, — Attendu que la désistement de la dame Jamet s'est intervenu qu'après que Chollet avait formé un appel incident; qu'en se désistant, la dame Jamet n'a pas déclaré acquiescer aux demandes, obit de l'appel incident; que, par conséquent, Chollet a eu le droit de réclamer une décision sur ce point, et la Cour a dû nécessairement statuer sans s'arrêter à un désistement insuffisant; qu'ainsi, il n'y a pas violation de l'art. 402, C. proc.;

• Attendu que l'opposition formée par la dame Jamet contre l'arrêt du 7 janv. 1836, a été admise par l'arrêt du 26 du même mois, sur sa demande et ses conclusions formelles; qu'ainsi, elle serait non recevable à se plaindre devant la Cour de cassation de cette admission provoquée par elle;

• Attendu que la Cour royale, ayant été saisie de nouveau de la connaissance du litige, a pu, à raison des faits postérieurs au premier arrêt, accorder des dommages-intérêts refusés par celui-ci, sans violer l'autorité de la chose jugée, — Rejette, etc. »

Du 25 nov. 1836. — Ch. req.

ACTION POSSESSOIRE. — TROUBLE. — COPROPRIÉTAIRE.

Le copropriétaire ou communiste troublé dans la jouissance du terrain qu'il possède peut exercer l'action en complainte de même que s'il en était possesseur exclusif (1). (C. proc., 23.)

Le jugement qui repousse une action en complainte, par le motif que le demandeur n'est point propriétaire des terrains contigus à celui qu'il possède, cumule le pétitoire avec le possessoire. (C. proc., 25.)

La veuve Carmichael forma devant le Juge de paix de Nozay une action en complainte contre Chrétien, comme l'ayant troublée dans la possession d'une avenue conduisant au domaine de la Fleuriat, appartenant à la demanderesse. Chrétien ne dénia pas le trouble, mais il conclut au rejet de l'action, attendu que l'avenue était un chemin public.

Le 10 sept. 1835, sentence du Juge de paix qui, considérant que le jugement de la contestation dépend du point de savoir si l'avenue est publique ou privée, renvoie les parties devant

l'autorité compétente pour faire statuer à cet égard.

Appel; et, le 31 mai 1835, jugement du tribunal de Château-Briant ainsi conçu :

• Attendu que l'action portée devant le Juge de paix du canton de Nozay, par l'appelante, le 23 août 1832, était évidemment possessoire; que c'est mal à propos que le premier Juge s'est déclaré incompétent; — Attendu qu'il résulte des défenses des parties, et reconnaissances faites par elles à l'audience, que l'avenue partant de la Fleuriat, allant du nord au sud, et aboutissant au chemin de Troffieux à Issé, est close à ce point de jonction; que le terrain en litige, qualifié d'allée de la Fleuriat par l'appelante, et de chemin vicinal d'Abbareix à Château-Briant par l'intimé, est décloisé à ses deux extrémités; qu'il commence, suivant les indications établies au jugement du Juge de paix, à 100 mètres environ vers l'ouest du point où finit l'avenue reconnue propriété de l'appelante, et suit aussi la direction du nord au midi; — Attendu que le terrain litigieux est traversé par deux chemins; que deux autres chemins y aboutissent; qu'il est borné de tous côtés par des terres appartenant à différents particuliers; qu'aucun de ces cantons de terres n'est la propriété de l'appelante; — Attendu que, dans cet état, les faits articulés par l'appelante ne sont pas de nature à établir en sa faveur un droit de possession exclusive sur le terrain dont il s'agit; qu'ils ne seraient susceptibles de fonder un pareil droit que sur les arbres que l'appelante prétend avoir plantés, ou sur ceux dont elle dit avoir la jouissance exclusive; mais que tel n'est pas l'objet des conclusions par elles prises, et qu'il ne saurait y avoir lieu à ordonner un approfondissement sur ce point; — Par ces motifs, déboute l'appelante de ses conclusions. »

POURVOI de la dame Carmichael pour violation 1^{re} de l'art. 23, C. proc., en ce que le tribunal de Château-Briant a rejeté sa demande, parce qu'elle ne pouvait pas être propriétaire de l'avenue litigieuse, ce qui constitue un cumul du pétitoire et du possessoire; 2^e de l'art. 23 du même Code, en ce qu'il a repoussé l'action en complainte sous prétexte qu'elle ne justifiant pas d'une possession exclusive.

On a répondu pour Chrétien 1^{er} que le dispositif du jugement attaqué statuait uniquement sur l'action en complainte; que, si les motifs parlaient de la propriété, c'était seulement pour éclairer le possessoire; or, il est de principe que, pour savoir si un jugement viole la loi, il faut considérer le dispositif, et non les motifs; 2^o que s'il est vrai que l'action possessoire appartient au possesseur communiste comme un possesseur exclusif, elle n'est point ouverte à ce possesseur, lorsque, comme dans l'espèce, le terrain litigieux est un chemin public. (2)

AA&T.

• LA COUR, — Vu les art. 23 et 25, C. proc.;

no 1661; Angler, *Encyclopédie des juges de paix*, v^o Act. posses., sect. 3, no 8; Chauveau, *Dict. gén. proc.*, même mot, no 47.

(2) *P. Cass.*, 25 juil. 1837.

(1) *P. conf. Cass.*, 19 nov. 1828, 27 juil. 1837 et 8 déc. 1834; — Garnier, *Traité des actions possessoires*, p. 311; Favard, *v^o Complainte*; Guichard, *Quest. possess.*, p. 155; Carré, *Justice de paix*

— Attendu que le jugement attaqué, après avoir reconnu que l'action était possessoire, et, par suite, de la compétence du juge de paix, qui s'était dessaisi de la contestation, a écarté cette action, par l'unique motif que la dame Carmichael n'avait pas la possession exclusive des terrains litigieux, et qu'elle n'était pas propriétaire des cantons de terre conquis à ces terrains, mais seulement des arbres qui les bordaient ;

Attendu qu'en écartant d'une manière absolue la réclamation de la demanderesse, le jugement attaqué l'a forcée de recourir à l'action pétitoire, et lui a fait perdre l'avantage de la possession dont elle se prévalait, qui, quoiqu'elle pût lui être commune avec plusieurs autres copossesseurs, n'en était pas moins suffisante pour autoriser une action en complainte ; — Qu'en ce faisant, le jugement attaqué a violé expressément lesdits art. 25 et 26, — Casse, etc. »

Du 25 nov. 1836. — Ch. civ.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — INCOMPÉTENCE. — TRIBUNAL DE POLICE.

Un tribunal de simple police saisi de la connaissance d'une contravention et d'une action en responsabilité civile n'est compétent à l'égard du civilement responsable qu'autant que l'auteur de la contravention a été valablement cité devant lui (1).

Un domestique de Bock fut traduit devant le tribunal de simple police de l'île-Bouchard pour avoir, en conduisant une voiture, failli écraser un enfant par son imprudence. De Bock fut également assigné comme civilement responsable ; il parut seul, et demanda la nullité de la citation qui avait été donnée à son domestique sous l'unique prénom d'*Alexis*, attendu l'omission du nom patronymique.

Le ministère public offrit alors de prouver le quel des deux domestiques de Bock était le coupable ; il cita en conséquence les deux domestiques sous le même prénom d'*Alexis*, et appela des témoins.

Les deux *Alexis* firent encore défaut, et de Bock demanda de nouveau la nullité des citations.

Le 15 oct. 1836, jugement du tribunal de simple police, de l'île-Bouchard qui donne défaut contre Alexis ou les Alexis, et les renvoie de l'action, attendu que les citations à eux données sont nulles, en ce qu'elles ne contiennent pas leur nom patronymique, et qu'en droit, l'énunciation dans tout exploit de demande du nom du défendeur est une formalité substantielle qui tient au droit naturel de la défense, et qu'on ne peut suppléer à cette omission par une enquête, et renvoie aussi de Bock, attendu qu'il ne peut exister de responsabilité civile sans délinquant, et qu'après trois mois de procédure, il est temps d'en finir.

POURVOI par le ministère public.

(1) *F. conf. Cass.*, 3 niv. an 11, 15 déc. 1827, 9 août 1828, 24 sept. 1829, 24 déc. 1830 et 31 janv. 1835.

ARRÊT.

« LA COUR, — Vu les art. 408, 413. 1 et 5, C. crim. ; — Attendu, en fait, que le jugement dénoqué, après avoir déclaré nulles et non avenues les citations données au prévenu, parce qu'elles ne l'ont pas suffisamment désigné pour le mettre légalement en demeure de comparaître et de se défendre, décide qu'il n'y a lieu de prononcer aucune condamnation contre lui, et que le ministère public est tout à la fois non recevable et mal fondé dans l'action en responsabilité civile par lui exercée contre le maître du contrevenant ; — Attendu, en droit, que le tribunal du simple police, qui a rendu ce jugement, étant incompétent, aux termes des art. 1 et 5, Code pénal, pour statuer au fond relativement à la partie civilement responsable de la contravention dont il s'agit, par cela même que l'auteur de cette contravention lui paraissait n'avoir pas été valablement cité ; — Qu'il devait donc, en annulant les citations données à celui-ci, se borner à déclarer son incompétence à l'égard de l'action en réparation civile du fait qui lui est imputé ; d'où il résulte qu'en procédant comme il l'a fait, ce tribunal a commis une violation expresse des dispositions ci-dessus citées, Casse, etc. »

Du 25 nov. 1836. — Ch. crim.

RÈGLEMENT DE POLICE. — COUPS DE FEU. — PISTOLET. — TIR.

L'autorité municipale peut, sans doute, défendre par des règlements de police l'établissement de tirs au pistolet. — Mais cette défense ne saurait induire de celle faite par un arrêté de tirer des coups de fusil et de pistolet dans l'intérieur de la ville.

Un règlement de police du maire de Gap, porte défense de tirer, dans l'intérieur de la ville, des coups de fusil et de pistolet. — Se fondant sur cet arrêté, le commissaire de police cita Guérin devant le tribunal de police, pour avoir établi un tir au pistolet dans une cour ou jardin.

2 nov. 1836, jugement qui renvoie Guérin des poursuites. — Attendu que le règlement de police n'a pu avoir pour but de défendre le jeu de tir au pistolet qui est en usage dans toutes les villes de France, mais seulement de prévenir les accidents qui pourraient survenir en tirant des coups de feu dans les rues de la ville ou dans les maisons ; que, d'ailleurs, l'autorité administrative a le droit de surveiller tous les endroits publics, de désigner et exiger que les propriétaires de ces sortes de jeu prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter tout danger ; — Qu'enfin, le tir de Guérin n'est situé ni sur la grande ni sur la petite voirie. »

POURVOI en cassation par le commissaire de police.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'autorité municipale peut, en usant du pouvoir dont l'investissent les art. 1^{er} et 5 de l'art. 5, tit. 11 de la loi des 16-24 août 1790, défendre d'établir des tirs

au pistolet qu'elle n'aurait pas préalablement autorisés; mais que l'arrêt invoqué dans l'espèce, ne saurait suppléer au défaut de cette défense expresse, puisqu'il ne le prononce point, — Rejeté, etc. »

Du 25 nov. 1836. — Ch. crim.

ARRÊT. — POINTS DE FAIT ET DE DROIT. — CONCLUSIONS. — AFFAIRES DOMANIALES.

Les arrêts rendus par les Cours royales doivent, à peine de nullité, contenir une exposition sommaire des points de fait et de droit, et surtout, la mention des conclusions prises par les parties, alors même qu'il s'agit d'une matière domaniale (1). (C. proc., 141 et 170.)

L'administration du domaine s'était fait envoyer en possession d'une rente de 2,000 fr., portée sous le nom d'un enfant naturel, inscrit sur le registre de l'état civil comme fils de Marie-Joséphine Chevillat.

La dame Fanon, se prétendant sœur de cet enfant, commença par réclamer administrativement contre cet envoi en possession; mais sa réclamation ayant été repoussée, elle assigna le préfet de la Seine devant le tribunal de première instance, et elle produisit, à l'appui de sa demande, différentes lettres d'où elle faisait résulter la preuve qu'Edouard-Auguste Chevillat, inscrit sous ce nom supposé, pour raison de famille, était réellement l'enfant de Madame de Watz, née Barreau, sa mère légitime à elle; elle conclut, en conséquence, à ce qu'elle fût déclarée seule héritière de son frère naturel.

Le 25 juill. 1832, jugement qui, attendu que la dame Fanon ne peut suppléer au défaut d'acte de reconnaissance ni par les lettres, ni par les circonstances de fait invoquées par elle pour établir que la dame Barreau est la mère naturelle de cet enfant; que, § 1. Part. 341, C. civ., nulmet l'enfant naturel à la recherche de la maternité, lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit, il n'en résulte nullement que les enfants légitimes d'une femme puissent être admis à la recherche de sa maternité naturelle pour arriver à la succession de son prétendu enfant naturel, — Declina les époux Fanon de leur demande.

Sur l'appel, du 16 déc. 1833, arrêt de la Cour de Paris qui porte :

« Entre... Fanon, etc., etc.; — Vu le mémoire produit par le préfet de la Seine, stipulant pour le domaine de l'État, duquel il a été donné lecture, par le greffier, à l'audience de ce jour;

« Ouï, à ladite audience, en ses conclusions, Bayeux, avocat général, et après en avoir déli-

béré conformément à la loi, la Cour, faisant droit sur l'appel interjeté par la partie de Baillet de la sentence du tribunal de première instance du 25 juill. 1832, adoptant les motifs des premiers juges, a mis et met l'appellation au néant. »

Cet arrêt comme on le voit, ne contenait ni l'exposé du point de fait et du point de droit, ni la mention des conclusions respectivement prises par les parties.

POURVOI en cassation des époux Fanon, fondé sur cette omission, laquelle constituait, suivant eux, une violation des art. 141 et 170 C. proc.

Le domaine se défendait en disant que la rédaction des jugements se compose de deux parties bien distinctes. La première comprend les noms des juges, du procureur du roi, des avoués, les motifs et le dispositif; c'est là le fait du tribunal.

Le deuxième se compose des noms, professions et demeures des parties, des conclusions, des points de fait et de droit; c'est là l'ouvrage des parties, ou plutôt de leurs avoués.

De là, disait-on, il résulte qu'il n'y aura violation de la loi, et par suite nullité de l'arrêt, que s'il y a omission de quelques-unes des formalités propres à la Cour, ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce.

D'ailleurs, et en admettant que la nullité pût provenir de l'omission des mentions prescrites aux avoués, elle ne pouvait être invoquée dans l'espèce, où il s'agissait d'une matière domaniale, pour laquelle il n'était pas besoin de recourir au ministère des avoués, d'après l'arrêt du gouvernement du 10 therm. an 4.

ARRÊT.

« LA COUR. — Vu les art. 141 et 170 Code proc.; — Attendu que l'arrêt attaqué ne contient aucune exposition sommaire des points de fait et de droit, et surtout aucune mention des conclusions qui peuvent avoir été prises devant la Cour royale, aux audiences des 2 et 16 déc. 1833; que cette omission ne peut être supplée par les motifs du jugement de première instance; que ces motifs même font sentir la nécessité de connaître les conclusions qui ont pu être prises en appel, dans l'espèce, à raison des circonstances de fait et des lettres que le jugement, sans les énoncer, dit ne pouvoir suppléer au défaut de reconnaissance; qu'il importe de rappeler les juges à l'observation des règles prescrites par les articles ci-dessus, — Casse, etc. »

Du 28 nov. 1836. — Ch. civ.

(1) *F. conf. Cass.*, 4 prair. an 9, 11 juin 1811, 8 nov. 1825, 1^{er} mars et 19 avril 1831 et 19 mars 1833, qui décident que ce sont là des formes substantielles dont l'omission emporte nullité. — *F. aussi Carré*, no 596. — *F. cependant Cass.*, 8 août 1808 et 1^{er} déc. 1832; — *Pigeau*, t. 1, p. 330. — Toutefois, il paraît de jurisprudence constante, que, pour que l'arrêt soit réputé contenir un exposé

des moyens de fait et de droit, il suffit que cet exposé résulte de son ensemble, il n'est pas besoin qu'il ait lieu par analyse distincte et séparée. — *F. Cass.*, 30 juill. 1810, 1^{er} déc. 1821, 19 janv. 1826, 17 mars, 23 avril et 18 août 1829, 1^{er} mai 1832, 11 déc. 1833; *Cass. Belgique*, 17 avril 1833, 4 fév. 1834, 3 fév. 1835, 9 août 1836 et 5 août 1839.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — EXÉCUTION.
— CHOSE JUGÉE. — AUTRE PREUVE.

Lorsqu'au sujet d'une question de propriété un jugement interlocutoire a admis le défendeur, conformément à ses conclusions, à faire preuve seulement d'une possession suffisante pour prescrire, si de la direction de l'enquête il résulte pour le défendeur un nouveau moyen, même étranger aux faits de possession, de justifier ses prétentions, il peut invoquer ce moyen lors du jugement définitif sans qu'on puisse lui opposer l'autorité de la chose jugée par le jugement interlocutoire (1). (C. civ., 1351.)

En 1822, E. Blanc, propriétaire d'un pré appelé le pré Vauthier, contigu à des propriétés appartenant à la commune de Farges, fit ébrancher, par ses fils, des chênes plantés sur la lisière de ce pré; par suite, les agents forestiers dressèrent un procès-verbal contre eux, sous prétexte que ces bois appartenaient à la commune.

Blanc, traduit devant le tribunal correctionnel de Gex, prétendit que ces arbres étaient sa propriété, et fut renvoyé à fins civiles. Il eût alors la commune de Farges devant le tribunal de première instance, et conclut à ce qu'il fût maintenu dans la propriété et jouissance du pré Vauthier et des arbres qui en faisaient partie, et à ce que la commune fût condamnée à 200 fr. de dommages-intérêts pour l'avoir indûment troublé dans sa jouissance, et, en outre, à ce qu'il fût procédé au bornage du pré Vauthier et des communaux y attenant subsidiairement, à ce qu'en cas de contestation pour la propriété, il fût nommé des experts qui détermineraient exactement la situation du fonds litigieux, et si le fonds litigieux se trouve ou non compris dans le nombre de ceux que le cadastre lui attribue.

La commune de Farges soutint que Blanc n'avait de droits de propriété sur le terrain litigieux que celui résultant du titre de 1747, et que ce terrain n'avait pas l'étendue que lui donnait le cadastre.

Le 28 juin 1826, jugement qui, avant faire droit, ordonne la vérification du lieu où les chênes avaient été coupés, et déclare, en droit, que les opérations du cadastre, à enose de leur publicité, avaient établi en faveur de Blanc une présomption de propriété que la commune ne détruisait pas.

Appel par la commune de Farges. Elle reproduit son système et demande subsidiairement à faire preuve que, pendant un temps suffisant pour prescrire, elle avait joui de tout ou partie du fonds litigieux.

Le 2 avril 1830, arrêt de la Cour de Lyon qui rejette la commune à faire cette preuve : — « Attendu que le procès porte sur l'étendue à donner au mas de montagne appelé pré Vauthier, en nature de pré, de bois, et qui touche les communaux de Farges à l'orient ;

« Attendu que l'acte du 17 mars 1747, produit par Blanc, ne peut servir de base à la décision

que la Cour doit rendre, parce qu'il ne donne la contenance de vingt poses que d'une manière approximative, et qu'on ne voit pas quelle exécution il a reçue ;

« Attendu que Blanc représente le plan cadastral qui, sous le n° 1200, donne à sa propriété du pré Vauthier une étendue d'un arpent quatre perches quatre-vingt et six mètres, et qu'il demande à être déclaré propriétaire dans cette limite ;

« Attendu que, malgré la publicité donnée aux opérations cadastrales, surtout dans le rapport des communaux, puisqu'elles sont appelées à y concourir par leurs maires, et que les éléments en sont déposés à la mairie, elles ne peuvent établir qu'une présomption de propriété qu'une preuve contraire peut faire évanouir ;

« Attendu néanmoins que le cadastre établit pour Blanc un acte indicatif de possession ;

« Attendu, dès lors, que la preuve offerte par la commune ne peut porter que sur une époque antérieure au commencement du procès, époque à laquelle Blanc était en possession. »

Les enquête et contre-enquête faites, la Cour de Lyon rendit, le 28 déc. 1831, l'arrêt suivant :

— « Attendu que la commune de Farges prouve, par l'enquête produite, que les arbres ébranchés par Blanc sont sa propriété, et n'appartiennent pas à Blanc ; qu'ils ont été réservés lors de l'affouage qui a eu lieu entre les habitants ; qu'ainsi la jouissance de la commune est établie et celle de Blanc non prouvée ; qu'ainsi il y a une erreur dans les énonciations du cadastre ; que la contre-enquête elle-même indique qu'il a été arraché une borne et qu'il en a été planté une ; émettant, décharge la commune de Farges des condamnations prononcées contre elle, et la maintient dans la propriété, possession et jouissance des arbres et du terrain dont il s'agit, conformément à l'ancienne plantation des bornes. »

POURVOI par Blanc, pour 1° violation de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué adjoignit le terrain litigieux à la commune de Farges, sans s'appuyer sur un seul fait de possession ; 2° violation de la chose jugée, en ce que, contrairement à l'arrêt interlocutoire qui exigeait une possession de trente ans, l'arrêt définitif ne s'est fondé sur aucun fait de possession pour attribuer la propriété à la commune ; 3° violation des art. 1341 et 2219, C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a enlevé à Blanc une propriété incontestablement acquise par des titres anciens et le cadastre, en se fondant sur des preuves et des circonstances qui ne pouvaient nullement détruire ces actes, ni établir la prescription.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que la question soumise aux premiers juges, et sur laquelle les parties avaient été interrogées, n'était que de savoir qui de Blanc ou de la commune était propriétaire d'arbres placés à la limite du pré Vauthier, appartenant à Blanc, et des propriétés communales ; — Attendu que, si les conclusions prises de part et d'autre, en cause d'appel, et

(1) J. Cass., 15 juin 1831 et 2 mai 1836.

même l'arrêt interlocutoire du 2 avril 1855, peut induire à croire que les parties ont varié dans leurs prétentions, il ne résulte toutefois autre chose de l'arrêt définitif, aujourd'hui attaqué, si ce n'est que les limites anciennes du pré Vauthier auraient été changées par un déplacement de bornes ; qu'aussi, l'arrêt attaqué, en attribuant à la commune les arbres ébranchés par Blanc et le terrain sur lequel ils étaient implantés, ne prononce, en dernière analyse, autre chose si ce n'est que la délimitation des propriétés respectives sera faite, conformément aux bornes anciennement plantées, mais n'enlève, en aucune façon, à Blanc, la propriété du pré Vauthier, en tant qu'il se renfermera dans les anciennes limites, et qu'en jugeant ainsi, par appréciation des faits qui lui ont été soumis, la Cour de Lyon n'a violé aucune loi. — Rejetie, etc. »

Du 29 nov. 1856. — Ch. civ.

MARCHÉS A TERMES. — PARIS. — SIMULATION.

Les marchés à termes d'eau-de-vie et de trois-six ne doivent être annulés que lorsqu'ils cachent un jeu ou un pari sous les apparences d'une vente.

La nécessité de prouver la simulation est à la charge de celui qui allègue la fraude.

La question de savoir si un tel marché est ou non sérieux rentre exclusivement dans l'appréciation des juges du fond (1).

Tastavin, négociant, avait chargé Sauvage, Robin et compagnie, d'acheter, pour son compte, une quantité considérable d'eau-de-vie et de trois-six. Il était convenu que le vendeur en ferait livraison à des termes indiqués. Du moins, c'est ce que constatait le bordereau en forme de courtier qui avait été l'intermédiaire de l'opération. Tastavin reçut et accepta une partie des esprits achetés ; mais plus tard il refusa de recevoir le surplus des livraisons. Assigné devant le tribunal de commerce pour se voir condamner à exécuter le marché, il prétendit que ce marché n'était pas sérieux ; qu'il cachait un pari, un jeu de bourse ; que, dès lors, il devait être annulé, aux termes de l'art. 1665. Il soutenait que la seule convention qui existait entre lui et Sauvage et compagnie, convention illicite, était le paiement d'une différence entre la valeur existant au jour d'achat et celle existant au jour de la livraison.

Jugement du tribunal de commerce de Bordeaux qui repousse cette prétention. En voici les motifs :

« Attendu que, si le législateur, en conservant dans le Code civil, et notamment dans les art. 1665 et 1666, la juste réprobation dont les ordonnances de 1629 et 1639 avaient frappé des obligations qui résultaient d'un jeu ou d'un pari, a voulu, par cette exclusion, rendre hum-

mage à la bonne foi qui doit présider aux actes de ceux qui se lient par des conventions sérieuses ; que, s'il est du devoir des tribunaux de commerce de respecter cette prohibition comme une garantie de plus donnée aux négociants de la sincérité et de la loyauté de leurs rapports, ce serait néanmoins méconnaître la sagesse de la loi que de réputer jeu ou pari les transactions qui ont pour objet une marchandise livrable à une échéance plus ou moins éloignée, puisque ce serait retirer au commerce la facilité qui lui est accordée par les art. 1610 et 1611, C. civ., de faire des marchés à termes ;

« Attendu que, si le commerce vit de moralité, il n'est pas moins vrai de dire qu'il prend sa source dans la liberté, puisqu'il puise les éléments de sa prospérité dans la variété et, dans l'étendue de ses opérations ; que l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 24 août 1853, motivé en ces termes : — « Attendu que si la loi et l'intérêt du commerce doivent faire déclarer nuls les marchés à termes d'eau-de-vie et de trois-six, lorsqu'une gageure se trouve déguisée sous les apparences d'une vente, il n'en peut être ainsi lorsque ces marchés sont sérieux et qu'ils ont été faits de bonne foi ; que, sans doute, les bordereaux des courtiers, quoique revêtus de leurs formalités extrinsèques, ne suffisent pas pour constater la réalité et la sincérité de la convention ; mais que, d'après le principe général en cette matière, la simulation étant une sorte de dol, c'est à celui qui l'allègue à la prouver ; — Attendu que, dans le procès actuel, les intimés ont agi comme mandataires de Tastavin ; que le mandat donné par ce dernier n'est pas contesté ; que les intimés n'ont fait que l'exécuter ; qu'ils justifient des achats qu'ils ont opérés pour leur commettant ; que la preuve qu'ils ont agi avec sincérité, c'est qu'au terme fixé, une partie des marchandises a déjà été livrée ; que l'appelant ne fait pas preuve de la simulation dont il s'agit. — Met au néant l'appel interjeté par Tastavin du jugement du tribunal de commerce de Bordeaux (lequel avait condamné Tastavin au paiement des pièces d'eau-de-vie achetées pour son compte par Sauvage, Robin et comp.). »

POURVOI en cassation par Tastavin contre cet arrêt, pour violation de l'art. 1665, C. civ., en ce que la Cour royale a donné effet à un marché qui, soit d'après l'usage, soit dans l'appréhension des parties, n'était autre chose qu'un jeu ou un pari sur la hausse et la baisse des eaux-de-vie.

ARRÊT.

« LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué est motivé sur une appréciation de faits qui était dans les attributions exclusives de la Cour royale. — Rejetie, etc. »

Du 29 nov. 1856. — Ch. req.

(1) *F. conf. Cass.*, 11 août 1824 ; — *Troplong, Tr. du prêt*, n° 152. — Arrêt identique, Montpellier, 29 déc. 1837 ; — *Chauveau, Tr. du Code pén.*, ch. 69. — Jugé de même, à l'égard des marchés à termes d'affets publics lorsqu'ils ne servent pas à

déguiser une opération de jeu, et encore bien qu'il n'y ait pas eu dépôt du prix d'achats entre les mains de l'agent de change. — *F. Paris*, 29 mars 1852 ; *Brux., Cass.*, 11 nov. 1859 et 4 juin 1860.

APPEL. — DÉLAI. — POURVOI. — SIGNIFICATION.

Le délai pour appeler d'un jugement par défaut faute de plaider court, non à partir de l'expiration de la huitaine de la signification de ce jugement à l'avoué du défendeur, mais de la signification à personne ou domicile de celui-ci. (C. proc., 147 et 443.)

L'arrêt admettant un pourvoi contre une femme mariée depuis l'arrêt attaqué doit, sous peine de déchéance, être signifié à cette femme et à son mari.

La chambre des requêtes de la Cour de cassation a deux fois adopté, sur le premier de ces deux points, une opinion contraire à celle consacrée par l'arrêt que nous allons rapporter (1); mais trois décisions postérieures de la chambre civile paraissent avoir fixé la jurisprudence de cette Cour dans le sens de cet arrêt (2), dont presque tous les auteurs approuvent la doctrine (3), adoptée par la majorité des Cours royales (4). Quant au deuxième point jugé par la Cour suprême, deux arrêts de cette Cour l'avaient déjà proclamé (5).

Les héritiers Dutour-Lachaise avaient obtenu un jugement par défaut faute de plaider contre Ramandé. Celui-ci n'y fit point opposition dans la huitaine de la signification à son avoué, et il en appela plus de trois mois après cette signification, mais avant toute notification à son domicile.

Le 23 avril 1833, la Cour de Nîmes déclara son appel non recevable, par un arrêt ainsi conçu :

« En fait : — Attendu qu'il est constant, au procès, que le jugement dont il s'agit a été rendu par défaut faute de plaider, et, par suite, par défaut contre Ramandé; qu'il a été signifié à son avoué le 17 mai 1828; qu'il n'y a pas formé opposition dans les huit jours de la signification, et que c'est postérieurement aux trois mois qui se sont écoulés depuis le moment où l'opposition avait cessé d'être recevable que Ramandé en a relevé appel;

« En droit : — Attendu que le délai pour interjeter appel d'un jugement par défaut court à partir du jour où l'opposition n'est plus recevable (C. proc., 443, § 3); et que, si, comme dans l'espèce, ce jugement a été rendu contre une partie ayant avoué, l'opposition ne peut plus être reçue, si l'on a négligé de la former pendant la huitaine à compter de la signification à avoué (C. proc., 157) : d'où suit que l'appel de Ramandé a été tardivement relevé et doit être rejeté; que, pour échapper aux conséquences des art. 443 et 157, Ramandé excipe, mais vainement, des dispositions du § 1^{er} de ce même art. 443, ainsi que de celles de l'art. 147, pour en induire que le délai de

l'appel n'aurait couru contre lui qu'à compter du jour où la signification du jugement lui aurait été faite à personne ou domicile; qu'en effet, si l'art. 443 exige cette formalité, ce n'est que pour les jugements contradictoires, et que l'art. 147, qui n'a pour objet que l'exécution de ces sortes de jugements, ou de ceux qui, rendus par défaut, sont devenus définitifs, est absolument étranger à l'art. 157, qui, placé dans un titre exclusivement consacré aux jugements par défaut, trace à leur égard des règles qui leur sont entièrement spéciales, et se borne à fixer le délai dans lequel ils peuvent être attaqués par la voie de l'opposition; — Attendu d'ailleurs que les termes dans lesquels sont conçus le § 2 de l'art. 443 et l'art. 157 sont d'une clarté et d'une précision telles que ce serait méconnaître la volonté du législateur et y substituer la sienne que de chercher, à l'aide d'interprétations et de raisonnements surperflus, à trouver les moyens de neutraliser des dispositions législatives lucidement et formellement énoncées, etc. »

POURVOI de Ramandé pour violation de l'art. 147 et du § 1^{er} de l'art. 443, C. proc., et fausse interprétation du § 2 de ce dernier article. La réussite de ce recours était inévitable d'après les derniers arrêts rendus sur la question par la Cour suprême; seulement il n'a pas été accueilli à l'égard de l'une des héritières Dutour-Lachaise qui s'était mariée depuis l'obtention de l'arrêt attaqué, et au mari de laquelle le demandeur n'avait pas signifié l'arrêt de la chambre des requêtes qui avait admis son pourvoi.

ARRÊT.

« LA COUR, — Statuant sur la fin de non-recevoir opposée pour la femme Baudin : — Attendu que le changement d'état de Sophie Dutour-Lachaise, à la date du 12 août 1833, est justifié; — Qu'en passant, par son mariage avec Baulin, sous la puissance de son mari, elle a perdu la capacité d'ester en justice sans l'autorisation maritale; qu'elle n'a donc pu, à la date du 8 avril 1834, être valablement élue dans sa qualité précédente de fille non mariée; que le pourvoi en cassation constitue une instance nouvelle, et que c'est à celui qui l'introduit à s'assurer de l'état et de la capacité des personnes qu'il appelle en justice : d'où il suit que le mari et la femme devaient être cités conjointement à comparaître devant la chambre civile de la Cour de cassation, — Déclare le demandeur déchu de son pourvoi dirigé contre Sophie Dutour-Lachaise, femme Baudin....;

« Statuant sur le pourvoi à l'égard des autres parties : — Vu les art. 147 et 443, C. proc.; — Attendu que les dispositions de ces articles con-

(1) *F. Arrêts* des 5 août 1815 et 21 déc. 1814.

(2) *F. Arrêts* des 18 déc. 1815, 12 mars et 24 avril 1816.

(3) *F. Carré, Analyses*, n° 1437, et *Lois proc.*, n° 1569; *Poncet, Des jugements*, n° 316; *Thumine*, n° 494; *Rauter, Cours proc.*, n° 251; *Berriat*, p. 294.

Contra, *Martin, Quest.*, v° *Appel*, § 8, n° 10.

(4) *F. Naocy*, 9 juill. 1811 et 16 juill. 1833; *Paris*, 10 août 1811 et 28 juin 1814; *Metz*, 31 déc. 1818; *Montpellier*, 26 juill. 1825; *Poitiers*, 20 fév. et *Bordeaux*, 26 mai 1827; *Rouen*, 25 juill. 1831 et 25 fév. 1834; et *Bordeaux*, 17 déc. 1834.

Contra, *Bruxelles*, 11 mai 1812; *Riom*, 25 août 1812; *Rennes*, 32 juin 1814; *Nîmes*, 7 fév. 1832.

(5) *F. Arrêts* 7 oct. 1811 et 5 mai 1834.

sacrent le principe, admis dans tous les temps, que les jugements doivent être signifiés à parties, soit pour faire courir le délai de l'appel, soit pour devenir exécutoires; que la loi n'admet aucune distinction à cet égard entre les jugements contradictoires et les jugements par défaut; et qu'en jugeant, dans l'espèce, que la signification à partie n'est pas nécessaire pour ces derniers jugements, la Cour de Niort a créé aux dispositions de l'art. 443, C. proc., une exception que le législateur n'a point admise et qui est contraire aux dispositions de l'article 447, C. proc.: — D'où il suit que son arrêt a expressément violé ces deux lois, — Cause, etc. »

Du 29 nov. 1836. — Ch. civ.

POURVOI. — CONSIGNATION D'AMENDE. — PRISE À PARTIE.

L'un pourvoi en cassation est non recevable si le demandeur n'en a pas fait le dépôt ou greffe de la Cour, s'il habite la France, dans les trois mois à compter de la signification de l'arrêt attaqué à personne ou domicile, et si, outre le même arrêt, il n'y a pas joint le certificat ou de consignation d'amende ou d'indigence. (Règl. 1738; L. 27 nov. 1790, 8 juill. 1793 et 14 brum. an 5.)

La Cour de cassation, chambre des requêtes, est compétente pour apprécier les faits de prise à partie articulés contre les juges d'un tribunal de première instance et les conseillers d'une Cour royale dans une requête produite à la suite d'un pourvoi en cassation.

ARRÊT.

« LA COUR, — En ce qui touche la demande en cassation : — Attendu, en droit, que, pour que le demandeur en cassation soit recevable dans son pourvoi, il faut qu'habitant en France, il en fasse le dépôt au greffe de la Cour dans les trois mois à compter du jour de la signification de l'arrêt à personne ou domicile, et qu'outre le même arrêt, il y joigne le certificat ou de consignation d'amende ou d'indigence (Règl. de 1738; L. 27 nov. 1790, 8 juill. 1793, et 14 brum. an 5);

» Et attendu, en fait, 1° que des trois arrêts rendus dans la cause, le premier, du 15 novembre 1830, et le second, du 21 juill. 1831, après avoir été signifiés, ont été exécutés dès le 29 du même mois de juill. 1831 par l'expropriation forcée des biens du demandeur, et le troisième, du 22 juill. 1835, a été signifié dès le 12 août suivant; 2° que la requête au pourvoi n'a été déposée au greffe de la Cour que le 7 juin 1836, et ainsi quelques années après l'expiration des délais; 3° enfin qu'on n'a joint à la requête en pourvoi, ni certificat de consignation d'amende, ni certificat d'indigence;

» Qu', par conséquent, c'est sous ce double

rapport que le vœu de la loi n'a pas été rempli;

» Déclare le demandeur non recevable dans son pourvoi, et le condamne à l'amende de 150 fr.;

» En ce qui touche la demande en prise à partie contre les juges du tribunal de première instance de Cambrai et les conseillers de la Cour de Douai :

» Attendu, en droit, que les juges ne peuvent être pris à partie que dans quatre cas : 1° s'il y a dol, fraude ou concussion; 2° si la prise à partie est expressément prononcée par la loi; 3° si la loi déclare les juges responsables à peine de dommages-intérêts; 4° enfin s'il y a déni de justice (art. 505, C. proc.); — Attendu que, si la requête en prise à partie est rejetée, la partie est condamnée à une amende qui ne peut être moindre de 500 fr.;

» Et attendu, en fait, que la requête du demandeur porte : « J'accuse les juges de Cambrai de m'avoir jugé avec haine et malveillance; les preuves ne manquent pas, et surtout dans trois requêtes adressées au tribunal de Cambrai et consignées dans mon dossier »;

» Attendu qu'il résulte évidemment de tous les errements et actes du procès dont il s'agit, et même des trois requêtes signalées par le demandeur, que les juges du tribunal de première instance de Cambrai et les conseillers de la Cour de Douai ont, comme ils en avaient le devoir, rendu au demandeur exacte justice; — Qu'ainsi l'accusation non-seulement n'est pas justifiée, mais qu'elle est complètement écartée, — Rejette, etc. »

Du 29 nov. 1836. — Ch. req.

NOTAIRE. — HONORAIRES. — OBLIGATION SOLIDAIRE. — DROIT PERSONNEL. — INTÉRÊT.

Le vendeur d'un immeuble, coobligé solidaire avec ses acquéreurs au paiement des frais, déboursés et honoraires dus au notaire qui a passé l'acte de vente, est recevable à former tierce opposition au jugement qui a condamné les acquéreurs au paiement de ces frais, déboursés et honoraires, et dont le notaire réclame l'exécution contre lui. On ne peut pas lui opposer l'autorité de la chose jugée, en ce qu'il aurait été représenté dans l'instance par ses coobligés solidaires à la même dette (1). (C. proc., 474.)

Au fond, en tierce opposant peut se prévaloir de toutes les exceptions qui lui sont personnelles, ou qui sont communes à tous les codébiteurs; on doit considérer comme telle l'exception tirée du paiement qui aurait eu lieu au profit du notaire, soit directement, soit au moyen d'une imputation avec des sommes touchées par lui pour le compte des acquéreurs dont il était l'associé (2). (C. civ., 1308.)

(1) Il est de principe que le jugement obtenu contre un des débiteurs solidaires n'est pas exécutoire contre les autres, parce que les jugements n'ont d'effets qu'à l'égard de ceux contre lesquels ils ont été rendus, et que la loi n'a pas fait d'excepti-

tion en ce qui concerne les débiteurs solidaires. — P. Cass, 11 fév. 1824; — Delvincourt, t. 5, p. 171 et Carré-Chauveau, n° 615.

(2) L'extinction de l'obligation à l'égard d'un des débiteurs libère les autres, qu'elle ait eu lieu par

Le créancier à qui, sur ses conclusions formelles, il a été alloué des intérêts à partir de sa demande, n'est pas recevable à se faire un moyen de cassation de ce que, par la nature de sa créance, les intérêts devaient courir de plein droit; de ce que, par exemple, il s'agirait d'avances faites par lui en qualité de mandataire. (C. civ., 2001.)

Guiffrey, notaire à Paris, était intéressée avec Navarre et Rivière dans une société ayant pour objet l'achat et la vente de maisons et terrains; il était en même temps le notaire de la société, et chargé en outre de la caisse sociale. — En 1826, la société acheta de Bégis une maison sise à Paris, rue du Pot-de-Fer. L'acte fut reçu par le notaire Guiffrey. — Le vendeur reçut divers à compte; mais, en 1833, il lui restait encore dû une somme fort importante, pour laquelle il fut colloqué sur le prix de la maison saisie et revenue sur ses acquéreurs le 21 fév. 1833. — Guiffrey, qui s'était présenté à l'ordre comme créancier de la société, ne put être colloqué pour le montant de ses créances. Les fonds manquèrent sur lui. — Alors il assigna Bégis, représenté par ses héritiers, à lui payer pour frais, honoraires et droits d'enregistrement par lui avancés à l'occasion de la vente de 1826, une somme de plus de 25,000 fr., pour laquelle il avait obtenu condamnation contre Rivoire et Navarre, ses coobligés solidaires, par jugement du 21 juin 1832. — Les héritiers Bégis formèrent tierce opposition à ce jugement, et soutinrent qu'il n'était rien dû à Guiffrey; que de plusieurs pièces, et notamment de ses copies sociales, il résultait qu'il s'était remboursé de ses avances, frais et honoraires. — Guiffrey répondit que la tierce opposition n'était pas recevable, attendu que Bégis avait été représenté dans l'instance de 1832 par Rivoire et Navarre, ses coobligés solidaires au paiement réclamé; que, d'un autre côté, il serait encore non recevable, comme n'excipant pas de moyens qui lui fussent propres et personnels, ainsi que l'exige l'art. 1208, C. civ.; qu'en effet son moyen de tierce opposition reposait sur des exceptions que ses codébiteurs pouvaient seuls opposer.

Du 29 août 1835, arrêt de la Cour de Paris qui repousse ces exceptions :

« Considérant, est-il dit, qu'il est constant que les vendeurs n'ont été ni parties ni appelés au jugement du 21 juin 1832; — Considérant que le paiement fait au créancier avec les fonds d'un codébiteur éteint la dette à l'égard des autres; — Qu'il ne peut dépendre du créancier de faire revivre sa créance au préjudice du codébiteur ainsi libéré, en imputant le montant de ce qu'il a reçu sur une autre créance; — Que le codébiteur a intérêt et droit à prouver l'existence de ce paiement à une époque antérieure

aux poursuites, surtout s'il est constaté par écrit que c'est une exception qui lui est toute personnelle;

» Considérant que les appelants opposent une exception qu'ils tirent personnellement d'une pièce nouvellement découverte par eux à l'aide d'un compulsoire, et qui constate l'extinction, en mars 1826, de l'obligation, par un paiement qui n'a jamais été contesté par Rivoire et Navarre; — Que le registre d'étude de Guiffrey n'a pas été produit lors du paiement du 21 juin 1832; qu'il porte à la date de mars 1826 une quittance du montant des frais de l'acte du 20 fév. 1826; — Qu'aux termes de l'art. 1331, C. civ., les registres domestiques font foi contre le créancier dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu; — Que l'énonciation de la main du cierge chargé de la tenue de ce registre a la même autorité que si elle émanait du notaire lui-même, dont tous les actes pendant plus de cinq ans concordent avec cette énonciation de paiement; — Que, la mention à l'encre rouge émanée du notaire, inscrite sur le registre, et portant que les frais de cet acte sont à recouvrer, étant contraire à tout ce qu'il a fait depuis 1826 jusqu'en 1832, il est évident qu'elle n'a eu lieu que postérieurement à 1829, et dans l'intention de faire revivre, pour l'exercice contre les tiers, la créance que Guiffrey avait eue comme notaire, et qui était éteinte; qu'ainsi les mentions faites sur le registre d'étude ayant été évidemment faites à des époques différentes, et l'une ayant pour objet de détruire l'autre, on peut les diviser; — Que la précaution prise par Guiffrey d'obtenir, le 10 août 1833, le désestement de l'appel formé par Rivière, en lui promettant de n'exercer, en vertu du jugement du 21 juin 1832, aucune poursuite contre lui, débiteur principal, annonce l'intérêt qu'on avait à ne pas soumettre la décision obtenue à un nouvel examen, afin de pouvoir l'opposer aux vendeurs; que Guiffrey n'a fait connaître sa prétention contre les vendeurs, qu'uniquement produit à l'ordre, que lorsqu'il était presque clos; — Que les vendeurs sont donc recevables à former tierce opposition au jugement du 21 juin 1832; — Considérant, au fond, que, par les motifs ci-dessus exprimés, ils ont le droit de repousser Guiffrey, qui, soldé de sa créance comme notaire, l'a reconnu pendant cinq ans, ne et peut la faire revivre pour la réclamer contre les vendeurs, etc., etc. »

POURVOI en cassation de Guiffrey pour violation de l'autorité de la chose jugée par le jugement du 21 juin 1832, et fausse application des art. 474, C. proc., et 1208, C. civ.

Il demandait en outre, la cassation de l'arrêt, en ce qu'à l'égard de certaines sommes que les vendeurs avaient été condamnés à lui payer pour ses frais et honoraires relatifs à divers

voies de paiement direct ou par voie de compensation; mais le codébiteur solidaire ne peut se prévaloir de cette compensation qu'autant qu'elle a déjà été déclarée libératoire vis-à-vis du codébiteur qu'elle touchait personnellement. — Si, au contraire, il était poursuivi avant qu'elle n'eût été op-

posée, il ne pourrait l'invoquer, si ce n'est pour la part de son codébiteur. — *P.* Potbier, *Obligations*, n° 374; Toullier, t. 6, n° 735 et t. 7, n° 377; Delvincourt, t. 3, p. 182. — Dans l'espèce, il s'agissait d'une compensation opérée, d'une imputation déjà admise et reconnue comme payement.

actes, les intérêts ne lui avaient été alloués qu'à partir du jour de la demande, et non à partir du jour des avances faites, bien qu'il s'agît de déboursés faits par un mandataire (C. civ., 2001). — Mais il est à remarquer que, lors de l'arrêt attaqué, Guiffrey n'avait pas demandé l'allocation de ces intérêts, et que, loin de là, il avait conclu formellement à ce qu'ils lui fussent payés à partir du jour de la demande en justice.

ARRÊT.

• LA COUR. — Sur les premier et deuxième moyens (tirés des art. 1351, C. civ., 474 Code proc., et 1208, C. civ.) :

« Attendu, en droit, qu'une partie peut former tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits, et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés (Code proc., 474) ;

« Attendu que, si le codébiteur solidaire, poursuivi par le créancier, peut opposer toutes les exceptions qui résultent de la nature de l'obligation, ou qui lui sont personnelles, ou qui sont communes à tous les codébiteurs, il ne peut aucunement opposer celles qui sont purement personnelles à quelques-uns des autres codébiteurs (C. civ., 1208) ;

« Et attendu, en fait, 1° que Bégis et consorts n'ont été ni parties ni appelés au jugement du 21 juin 1852, où n'ont figuré que Rivoire et Navarre ; 2° que l'exception tirée du paiement fait à Guiffrey, demandeur en cassation, et dès le mois de mars 1826, pour le remplir des honoraires, frais de l'expédition et de l'enregistrement de l'acte de vente du 26 fév. précédent, rentrait entièrement dans l'intérêt particulier et purement personnel de Bégis et consorts, puisque, d'une part, pour

Rivoire et Navarre, débiteurs à plusieurs titres de Guiffrey, l'imputation du même paiement était tout à fait indifférente, tandis que, d'autre part, à l'égard de Bégis et consorts, obligés seulement pour les honoraires et déboursés dus à Guiffrey, ce paiement les avait affranchis de toute dette ; 3° que c'est précisément pour faire revivre cette dette que l'on avait après coup inséré dans le registre du demandeur en cassation une mention à l'encre rouge portant que les frais de cet acte sont à recouvrer, quoique ce même registre portât à la date de mars 1826 une quittance du montant des frais de l'acte du 20 fév. précédent ; 4° enfin, que c'est aussi pour profiter de la renaissance de cette dette contre Bégis et consorts, que le demandeur en cassation avait, le 10 août 1853, obtenu désistement de l'appel formé par Rivoire en lui promettant de l'exercer, en vertu du jugement du 21 juin 1852, aucune poursuite contre lui ;

« Que, d'après ces faits, en décidant que Bégis et consorts n'avaient point été représentés par Rivoire et Navarre, leurs codébiteurs solidaires, lors du jugement du 21 juin 1852, et que, par conséquent, ils étaient recevables dans leur tierce opposition contre le même jugement, l'arrêt attaqué, loin de violer les articles 474, C. proc., et 1351, C. civ., en a fait une juste application ;

« Sur le troisième moyen, tiré de l'art. 2001, C. civ. : — Attendu que non-seulement il n'a jamais été question par devant les juges de la cause d'intérêts dus de plein droit, mais qu'au contraire le demandeur en cassation lui-même a constamment, par des conclusions formelles, réclamé les intérêts du jour de la demande ; qu'ainsi le moyen n'est pas recevable, — Rejette, etc. »

Du 29 nov. 1856. — Ch. req.



AVIS AUX SOUSCRIPTEURS.

En vente :

TABLE ALPHABÉTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

DES ACTES CONTENUS DANS LA

PASINOMIE, TROISIÈME SÉRIE.

*Renfermant plus de douze cents actes du Gouvernement,
omis dans le Bulletin officiel et dans la Pasinomie.*

Extrait du *Moniteur*, du *Journal officiel* militaire, du *Recueil des contributions*
de l'Enregistrement, des *Mémoriaux administratifs*, etc., etc.

1 volume gr. in-8°, prix : 40 francs.

Sous Press.

TABLE ALPHABÉTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

DES ACTES CONTENUS DANS LA

PASINOMIE, DEUXIÈME SÉRIE.

*Renfermant un grand nombre d'actes du Gouvernement,
omis dans le Bulletin officiel et dans la Pasinomie.*

Extrait du *Moniteur*, du *Journal officiel* militaire, du *Recueil des contributions*
de l'Enregistrement, des *Mémoriaux administratifs*, etc., etc.

1 vol. grand in-8°, 40 francs.



